



John Adams  
Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

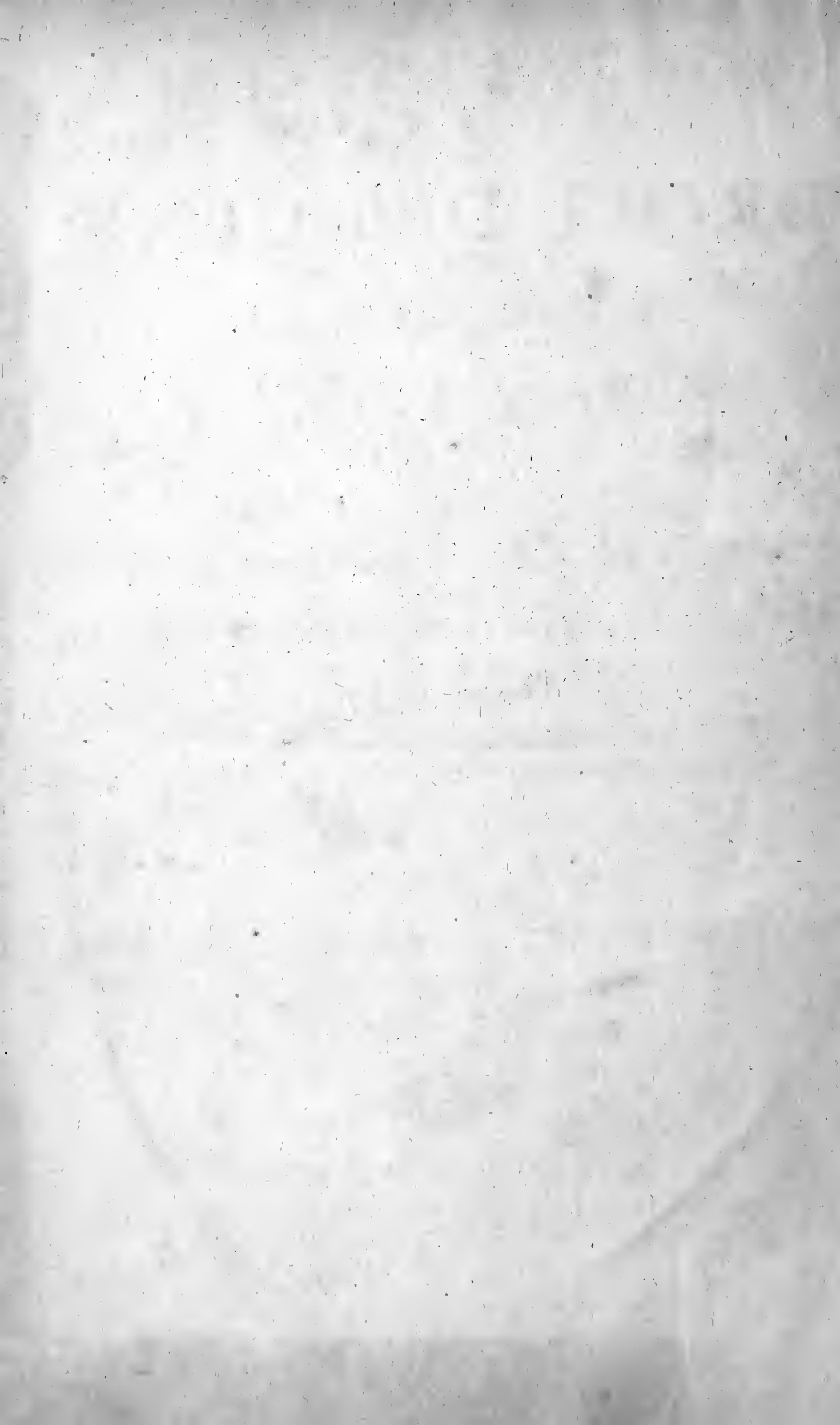


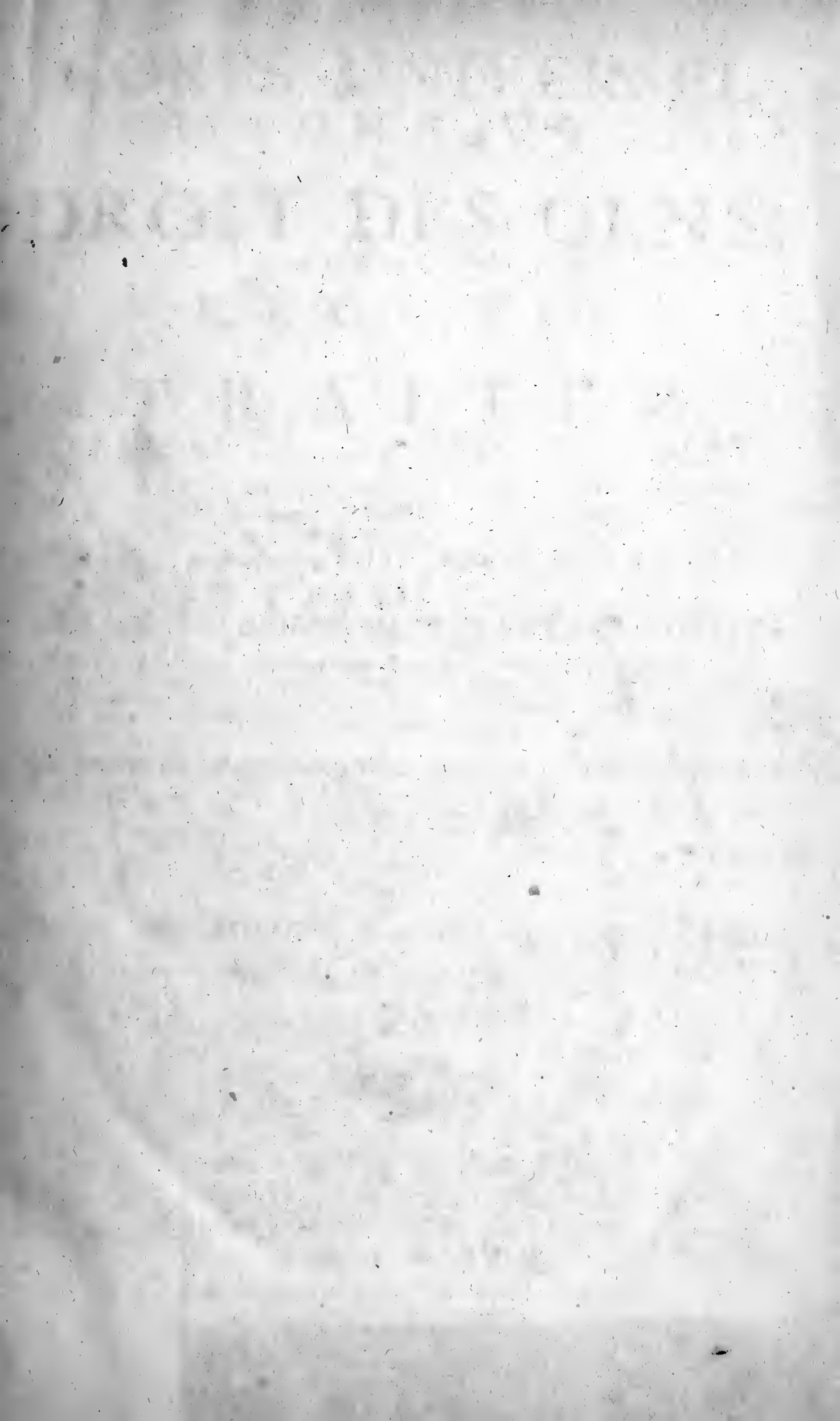
SHELF N<sup>o</sup>  
\* ADAMS

\* 41.6

V. 7 p. 21







COLEGE UNIVERSIT

LIBRARY

DROIT DES GENS

RECHERCHES

TRENTON

UNIVERSITY OF NEW JERSEY

LIBRARY

100 UNIVERSITY PLACE

TRENTON, N. J. 08646

LES CARTELLI

DE LA BIBLIOTHEQUE

DE LA FACULTE

DE DROIT

DE LA UNIVERSITE

DE NEW JERSEY

DE TRENTON

DE LA N. J.

LIBRARY



UNIVERSITY OF NEW JERSEY

LIBRARY

100 UNIVERSITY PLACE

TRENTON, N. J. 08646

CORPS UNIVERSEL  
DIPLOMATIQUE  
D U  
DROIT DES GENS;

C O N T E N A N T U N  
R E C U E I L  
D E S

T R A I T E Z  
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,  
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,  
*de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes,  
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le  
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;*

A V E C

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre,  
les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, &  
Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des  
grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les  
désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

*Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de cel-  
les de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits  
de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE,  
qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout, des Actes de RYMER;  
& enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

P A R

MR. J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTÉ  
IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VII. PARTIE I.



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH,  
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A L A H A Y E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

M D C C X X X I.

CORPS UNIVERSEL  
DIPLOMATIQUE

DROIT DES GENS

CONTRAIT

RÉGULIER

DES

TRAITÉ

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TRAITÉ

DE RECOURS, DE COMMERCE, DE FINANCE

ET DE TOUTES LES MATIÈRES DE DROIT DES GENS, PAR M. DE WITTE, GÉNÉRAL DE BRIGADE, CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-JEAN, COMMANDEUR DE L'ORDRE DE SAINT-ÉTIENNE, ET DE LA LÉGION D'HONNEUR.

ADAMS

*1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.*

LES CAPITULATIONS IMPÉRIALES ET ROYALES

Par lesquelles les Empereurs, Rois, Princes, et autres Souverains ont accordé à divers Peuples, Nations, et Cités, le libre Commerce, et le Traité de Paix, de Commerce, et de Navigation, avec eux, et leurs Sujets, dans les Indes Orientales, et Occidentales, et dans toutes les autres Parties du Monde.

LES LOIS ET LES INTÉRÊTS DES PRINCES ET ÉTATS DE L'EUROPE

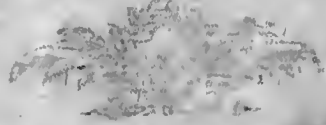
Par lesquelles on voit l'Équilibre de la Balance de l'Europe, et les Intérêts de tous les États, et le Droit de la Guerre, et de la Paix, et de la Navigation, et de tout ce qui concerne le Commerce, et le Traité de Paix, de Commerce, et de Navigation, et de tout ce qui concerne le Droit des Gens.

PAR

M. J. DU MONT, BARON DE CARREZ-CROIX

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, ET CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-JEAN, COMMANDEUR DE L'ORDRE DE SAINT-ÉTIENNE, ET DE LA LÉGION D'HONNEUR.

TOME VII. PARTIE I.



AMSTERDAM

chez M. NEAUME, Libraire, au Salon de la Chambre des Députés, et chez M. de WITTE, Général de Brigade, et de la Légion d'Honneur.

M. de WITTE, Général de Brigade, et de la Légion d'Honneur.

1755

chez M. NEAUME, Libraire, au Salon de la Chambre des Députés, et chez M. de WITTE, Général de Brigade, et de la Légion d'Honneur.

M. de WITTE



# T A B L E

## C H R O N O L O G I Q U E

D E S P I E C E S

C O N T E N U E S

Dans la I. Partie du Tome VII.

ANNO 1667.	<b>R</b> Ecès entre ADOLPHE JEAN Duc des DEUX-PONTS, & PHILIPPE Comte de LINANGE, pour la Vente du Comté de Rixingen, & de la Seigneurie de Moersberg. <i>A Saverne en Alsace le 14. Janvier 1667.</i>	Castille. Fait à Lisbonne le dernier Mars 1667. 17	ANNO 1667.
14. Janv.		Conclusion de l'Empire sur les Monnoyes d'or & d'argent, le Titre & valeur dont elles doivent être, & le prix auquel on doit les recevoir; Comme aussi touchant la suppression des Monnoyes fausses ou legeres, & la Conservation de celles qui sont de bon poids & de bon alloi, avec quelques Documens appartenans à la même Conclusion. <i>A Ratisbonne le 19-29. Avril 1667.</i>	19-29. Avril.
30. Janv.	Induciae ad XIII. Annos inite inter JOANNEM CASIMIRUM Regem Poloniae, & ALEXIUM MICHAYLOWITZ Czarum & Magnum Ducem totius Russiae, quibus Controversiae circa Limites aliasque res quam plurimas, componuntur & Smolensko ac Principatus Severiae Czarae Majestati relinquuntur. <i>Actum Denerwae Andrusoviae die 30. Januarii 1667.</i>	Quitance de FREDERIC GUILLAUME, Duc de Saxe-Altenbourg pour la Somme de 7500. Florins que la Ville d'Erford lui devoit à titre de Protection; Il y renonce à l'exception de Non-numerata pecunia. <i>A Altenbourg le 3. Mai 1667.</i>	3. Mai.
14. Fevr.	Accord entre l'Electeur de COLOGNE, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant Rhynberg. <i>A la Haye le 14. Fevrier 1667.</i>	Convention faite entre LOUIS XIV. Roi de France, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flottes. <i>Faite à la Haye le 5. Mai 1667.</i>	5. Mai.
7-17. Fevr.	Sentence Arbitrale des Deputez de France & de Suede, dans le different entre l'Electeur de MAYENCE & ses Alliez d'une part, & l'Electeur PALATIN, d'autre au sujet de divers Droits & pretensions. <i>A Heilbron le 17. Fevrier 1667.</i>	Traité pour la Continuation & Renouvellement de la Paix entre CHARLES II. Roi d'Espagne, & CHARLES II. Roi d'Angleterre. <i>Fait à Madrid le 23. Mai 1667.</i> Avec la RATIFICATION de la Reine d'Espagne donnée à Madrid le 21. Septembre 1667. Et les POUVOIRS des deux Parties, celui du Roi d'Espagne daté de Madrid le 15. Juin 1667. & celui du Roi d'Angleterre de Westmunster le 16. Fevrier 1665.	13-23. Mai.
28. Fevr.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & l'Electeur de MAYENCE, fait à Wirtzbourg le 28. Fevr. 1667.	Transaction entre l'Archevêque Electeur de MAYENCE & la Maison Ducale de SAXE, pour l'élucidation & Execution du Traité conclu entre les mêmes le 20-30. Decembre 1666. touchant la Ville d'Erford. <i>A Erford le 16-26 Mai 1667.</i>	16-26. Mai.
3. Mars.	Acceptatio FERDINANDI CAROLI Ducis Mantuae Bonorum quorundam ab Imperatore LEOPOLDO ad dies vite ipsi & Matri suae concessorum; Cum ea de causa Remissione 58500. Florenorum, quos Camera Oenipontana praedictae Dominae Matri ejus vi delegatae Dotis debebat. <i>Datum Mantuae die ultima Februarii 1667.</i>	Protestation de JOACHIM Duc de Holstein-Ploen contre la prise de possession des Comtés d'Oldenbourg & Delmenborst faite par ANTHOINE Comte d'Altenbourg au Nom du Roi de Dannemarck & du Duc de Holstein-Gottorp. <i>A Ploen le 2. Juillet 1667.</i>	2. Juill.
31. Mars.	Ulterieur Convention Fraternelle entre JEAN ERNEST, ADOLPHE GUILLAUME, JEAN GEORGE & BERNARD, Ducs de Saxe-Weimar, sur la maniere de proceder dans les Causes Criminelles & Civiles, sur la reception des Relegués & sur divers autres Points qui n'avoient pas été suffisamment réglés par les précédents Accords, & qui par celui-ci sont éclaircis ou changés. <i>A Weimar dans le Château de Wilhelmsbourg le 3. Mars 1667.</i>	Paeta praevia inter CAROLUM XI. Regem Suecorum & Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PROVINCICIARUM conventa super designatione Mercium quae pro vetitis sive Contrabandis habenda sunt. <i>Dat. Hagae-Comitum die 6-16. Julii 1667.</i>	6-16. Juill.
	Traité de Ligue Offensive & Defensive entre les Serenissimes & Puissants Princes, le Roi LOUIS XIV. & ALPHONSE VI. Roi de Portugal, contre le Roi de	Traité de Convention & de Paix entre CHARLES XI. Roi de Suede & les Etats Ge-	18. Juill.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1667.	nevaux des PROVINCES-UNIES. Fait à la Haye le 18. Juillet 1667. 39	Traité & Accord entre PADUCCA SIRI, Sultan HASSAN-LOUDIN Roi de Macassar & CORNEILLE SPEL- MAN Ancien Gouverneur des Côtes de Coromandel &c. au Nom de JEAN MAETZUYKER Gouverneur Gene- ral des Indes, comme ayant Pouvoir de la COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES des Provinces-Unies. Fait le 18. Novemb. 1667. 61	ANNO 1667. 18. Nov.	
21-31. Juill.	Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'An- gleterre, par lequel Sa Majesté T. C. resti- tuë aux Anglois la Partie de l'Isle de St. Christophle qu'ils possédoient avant l'an- née 1665. Comme aussi les Isles d'Antigoa & Montfarat, & toutes les autres Isles & Terres prises & occupées pendant la Guerre; en échange de quoi Sa Majesté Britannique restituë au Roi T. C. l'Acadie, & toutes les Isles & Forteresses qu'il possédoit avant l'année 1665. Fait à Breda le 21-31. Jul- let 1667. Avec le POUVOIR du Roi T. C. donné à Versailles le 15. Avril 1667. celui du Roi de la Grand' Bretagne donné à Westmunster le 15. Avril 1667. La RA- TIFICATION du Roi T. C. donnée à Audenarde le 8. jour d'Août 1667. & l'Ac- te de la Publication de la Paix, fait à Bre- da le 14-24. d'Août 1667. 40	Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PRO- VINCIARUM, quo in securitatem mu- tuam Pacificatio Bredæ inter eosdem die 31. Julii 1667. pacta Legesque Naviga- tionis & Commercii, eo spectantes confir- mantur, atque specialis fit auxiliorum mu- tuo præstandorum designatio. Hagæ-Comi- tum die 13-23. Januarii 1668. Cum MANDATIS seu Procuracionibus hinc inde datis, nempe, Westmonasterii die 8. Januarii 1667-1668. & Hagæ-Comitum die 19. Januarii 1668. 66	1668. 13-23. Janv.	
21-31. Juill.	Traité de Paix & d' Alliance entre CHAR- LES II. Roi de la Grande Bretagne & les PROVINCES-UNIES des Païs-Bas. Fait à Breda le 21-31. Juillet 1667. 44	Triplex Fœdus, sive Tractatus Fœderis inter CAROLUM II. Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales FOEDE- TARUM BELGII PROVIN- CIARUM, accedente CAROLO XI. Sueciæ Rege, pro Pace inter Reges Christia- nissimum, & Catholicum, communibus officiiis promovenda initus. Datum Hagæ-Comitum die 13-23. Januarii 1668. Cum Articulis Secretis, circa difficultates ex RENUN- CIATIONE Regine Christianissimæ or- tas, uti & circa Pacem inter Reges Galliæ & Lusitanie fiendam. Hagæ-Comitum die 23. Januarii 1668. 68	13-23. Janv.	
31. Juill.	Traité de Paix entre FREDERIC III. Roi de Dannemarc & CHARLES II. Roi d'Angleterre. Avec les DECLA- RATIONS des Ambassadeurs de Fran- ce sur quelques Articles dudit Traité, con- clu à Breda le 31. Juillet 1667. 53	Trattado de Paz entre el muy alto Serenissimo Prencipe Don CARLOS II. Rey Cat- hólico, y el muy alto y Serenissimo Prenci- pe Don ALONSO SEXTO Rey de Portugal, por Mediacion de el muy alto y Serenissimo Prencipe CARLOS II. Rey de la Gran Bretaña. Firmado en Lisboa, a los 13. de el mes de Febrero de 1668. Con los PODERES de los Señores Reyes en fecha de los 5. de Enero 4. y 6. de Febrero 1668. Y la RATIFICATION de el Serenissimo Rey Cathólico. Dada en Ma- drid a 23. de Febrero 1668. 70	13. Fevr.	
22. Août.	Traité d' Alliance defensiva entre divers Prin- ces du Cercle de WESTPHALIE, & autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de COLOGNE, l'Electeur de BRANDEBOURG, les Princes de BRUNSWICK & LUNE- BOURG &c. Fait à Brunswick le 22. Août 1667. 57	Traité de Commerce entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES- UNIES des Païs-Bas, fait à la Haye, le 17. Fevrier 1668. 74	17. Fevr.	
27. Août.	Accord entre les Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG, au sujet de la Fabrication de la petite Monnoye appelée Schiede-Muntz. A Zinnen le 27. d'Août 1667. 58	Traité d' Alliance & de Protection entre les Seigneurs de la COMPAGNIE O- RIENTALE HOLLANDOISE, & PADUCCA Sultan HA- ROUNARRA CHIT Roi de Tello dans le Roiaume de Macassar, par lequel ce Prince Indien se range sous la Protection de ladite Compagnie avec ses Freres, ses Sœurs, ses Enfants & ses Sujets, promet- tant de lui être fidelles &c. Fait au Fort Tello le 9. Mars 1668. Avec les LET- TRES DE MAMALYANG Roi de Chivvana Linques, Frere du Roi de Tel- lo, par lesquelles il accede au même Traité, & se range sous la même Protection, lui, ses Enfants, ses Sujets & son Pays. Fait le 13. Mars 1668. S'ensuivent les AR- TICLES NOUVEAUX auxquels le Roi	9. & 13. Mars.	
12. Octob.	Traité d' Accommodement entre FREDE- RIC III. Roi de Dannemarc, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, sur leurs anciens differents au sujet de l' Election à l' Evêché de Lu- bec, de la Regence commune de Sunder- bourg, & de la Forteresse de Friederichs- Orth, à Gluckstad le 12. Octobre 1667. Avec la RATIFICATION du Roi de Dannemarc, à Gluckstad le 23. Octobre 1667. 60	Articles de Paix conclus entre le Maréchal de la Couronne & le General SOBIESKI Maréchal de l' Armée, au Nom du Roi & de la Republique de POLOGNE d'une part, & le Sultan GALGA au Nom du Cham & de tous les TARTARES de la CRIME'E d'autre part, portant que le Cham devra regarder les Ennemis du Roi & de la Republique comme les siens pro- pres, en consideration de quoi on lui devra payer la Pension accoutumée. A Podjabec le 18. Octobre 1667. Avec QUATRES autres ARTICLES conclus entre la Couronne de Pologne, & les Cosaques de Zaporow, & le General Doroszenko. A Podjabec le 19. Octobre 1667. 60		
18. Octob.				

ANNO  
1668.

le Roi de Tello, & le Roi de Linques ont été derechef admis à l'Alliance de la Compagnie du 15. Juillet 1669. Et enfin l'ACCESSION des Rois & des Peuples de Goa, & de Sadrebonne au même Traité. Fait au Logis de l'Admiral Hollandois le 27. Juillet 1669. 76

16. Mars. Bref de dispense, accordé par Monsieur le Cardinal de Vendosme Legat à Latere de CLEMENT IX. en France, pour le Mariage du Prince DOM PEDRO de Portugal, avec la Princesse MARIE FRANCOISE ELISABETH de Savoie. Donné à Paris le 16. Mars 1668. 78

16. Mars. Traité entre les PROVINCES-UNIES & les Princes de la Maison de LUNEBOURG, par lequel lesdits Princes s'engagent de fournir des Troupes ausdites Provinces-Unies à certaines Conditions. Fait à la Haye le 16. Mars 1668. 79

27. Mars. Capitulation & Contract de Mariage, entre le Serenissime DOM PEDRO Prince de Portugal, & la Serenissime Princesse MARIE FRANCOISE ELISABETH de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale; Conclu par le Marquis de Niza Comte de Vidiguera, Admiral des Indes, Conseiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de la Chambre de Son Altesse, & son grand Ecuier; & par le Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conseiller d'Etat, & le Marquis de Marialva, Comte de Cantagnede, aussi Conseiller d'Etat & Directeur des Finances comme Procureurs de ladite Serenissime Princesse. Sans date, mais les Pouvoirs sont du 27. Mars 1668. 81

9. Avril. Traité entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour un Prest de 2000000. Livres que Leurs Hautes Puissances feront à Sa Majesté ou lui feront faire, à cinq pour Cent d'Interest sur l'engagement de diverses Places, Villes & Forts, sçavoir Argenteau, Navaigne, Stevenswaart, Venloo avec le Fort situé de l'autre côté de la Meuse, Gueldres, Isabelle, St. Thomas &c. A la Haye le 9. Avril 1668. Avec l'ARTICLE SEPARE' par lequel Leurs Haut. Puiss. déclarent par précaution qu'elles ne seront pas obligées à fournir cet Argent à Sa Majesté ni le faire fournir avant que certain Contract, dont il est fait mention, ait été signé par le Gouverneur & Capitaine General des Pais-Bas Espagnols, ou par quelqu'un de sa part. 82

15. Avril. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour procurer la Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne. Fait à St. Germain en Laye, le 15. Avril 1668. 88

2. Mai. Traité de Paix entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE. Conclu à Aix-la-Chapelle le 2. jour de Mai 1668. 89

25. Avril. Fœdus Triplex, sive Accessio Regis SUECIE ad illud, die 23. Januarii proxime præteriti inter Regem MAGNÆ BRITANNIÆ & Ordines Generales FOE-

5. Mai.

DERATI BELGII initum, de Pace promovenda inter Reges Galliarum & Hispaniarum; Adjectis certis Articulis de mutua Guarantia invicem suppeditanda, in casu, quod eorum amico proposito in sinistram partem accepto, Bellum cuiquam ex iis fuerit motum. Actum Westmonasterii die 25. Aprilis 1668. 91

Accord & Convention entre les deux Quartiers de la Province de Hollande appellées SUD-HOLLANDE, & NORD-HOLLANDE, au sujet des Depenses publiques & communes du Pais; portant en general qu'à l'égard des Consentements & Depenses ordinaires, & communes de l'Etat de Guerre, la Portion du Sud-Hollande sera de quatre-vingt un & trois quarts par cent, & celle de Nord-Hollande seulement de dix-huit & un quart; on y convient aussi de certains soulagemens en faveur du Quartier de Nord-Hollande, dans les cas extraordinaires, & qu'au surplus chaque Quartier portera seul ses propres & particulieres Depenses; Fait à la Haye le 21. Juillet 1668. 97

Articles convenus sub spe Ratificationis entre les Ministres du Roi de la GRANDE BRETAGNE, du Roi de SUEDE, & des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour assurer l'Affaire de la Triple-Alliance, en assurant le payement des Subsidies promis à la Suede. A la Haye le 5. Octobre 1668. Avec l'APPROBATION de Leurs Hautes Puissances, par Resolution du 20. Decembre 1668. 101

Fœdus defensivum inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM & Electorem Saxonie JOHANNEM GEORGIUM, ad Decennium initum. Viennæ die 30. Novembris anno 1668. Cum RATIFICATIONE ejusdem Fœderis defensivi ex parte Electoris. Data Dresde die 4. Decembris 1668. 102

Traité d'Alliance, entre LOUIS XIV. Roi de France, & MAXIMILIEN HENRI DE BAVIERE, Prince Electeur de Cologne. Conclu à Paris le 16. Fevrier 1669. 103

Accord entre JEAN GEORGE II. Electeur de Saxe, & ses Freres AUGUSTE, CHRISTIAN, & MAURICE Ducs de Saxe, au sujet des Steures de leurs Estats & Domaines. Ils en font le partage entr'eux, & s'engagent à payer aussi chacun sa part & portion des Dettes, dont elles sont chargées. A Dresde le 16. Fevr. 1669. 104

Declaracion de la Reyna Governadora de España, para que los Sujetos del Rey de Francia en conformidad de los Trattados de Paz ayen de gozar los Privilegios, Franquicias, y Immunidades, que gozavan los Ingleses, y Olandeses, y los Habitantes de las Ciudades Anseaticas, que traffican en los Puertos y Villas de España. Dado en Madrid a 6. de Marzo 1669. 106

Convention faite entre les Ministres Plenipotentiaires des Rois de la GRANDE BRETAGNE, & de SUEDE, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour la GUARANTIE de tous les Etats de

ANNO  
1668.

21. Juill.

5. Octob.

30. Nov.

1669.  
16. Fevr.

16. Fevr.

6. Mars.

7. & 9.  
Mai.

TABLE CHRONOLOGIQUE

<p>ANNO 1669.</p>	<p>Sa Majesté Catholique en quelque partie du monde qu'ils soient situés, conformément au Traité de la Triple-Alliance, &amp; au septième Article de la Paix conclue à Aix-la-Chapelle le 2. Mai 1668. A la Haye le 7. Mai 1669. Avec l'ACCEPTATION de l'Ambassadeur d'Espagne au nom de la Reine Regente, &amp; Promesse de payer à la Couronne de Suede une Somme de 482. mille Ryxdualders. A la Haye le 9. Mai 1669. 107</p>	<p>tes Provinces-Unies, dans celles de France &amp; lesdites Villes cedées, entre THOMAS CARPATRY, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, Commis de Monseigneur le Marquis de Louvois &amp; de Courtanvaux, Secrétaire d'Etat &amp; des Commandemens de Sa Majesté, Grand-Maitre des Couriers, &amp; Sur-Intendant General des Postes de France; LEON PAJOT &amp; LOUIS ROUILLE' Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, autorisés par ledit Seigneur Marquis de Louvois, pour l'effet des Presentes, d'une part, &amp; CHRISTIAN CONSTANTIN RUMPE Secrétaire de l'Ambassade de Messieurs les Estats d'Hollande, aiant charge &amp; pouvoir en bonne forme de Messieurs les Bourguemaîtres &amp; Regence de la Ville d'AMSTERDAM, &amp; d'autres Villes d'HOLLANDE, d'autre part; lesquels Pouvoirs seront transcrits à la fin des presens Articles. A Paris le 24. d'Octobre 1669. 124</p>	<p>ANNO 1669.</p>
<p>7. Juin.</p>	<p>Traité &amp; Accord entre les Etats des Provinces de HOLLANDE &amp; de WEST-FRISE d'une part, &amp; les Etats de la Province de ZELANDE d'autre, au sujet de la Justice; avec l'enregistrement d'icelui. Fait à la Haye le 7. Juin 1669. 109</p>	<p>Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britannia Regem, &amp; FREDERICUM III. Dania Regem, ad majorem securitatem Regnorum suorum &amp; libertatem Commercii Subditis per Terram, Mare, Flumina &amp; Aquas dulces, tam in Europa quam extra Europam conservandam. Apud Westmonasterium die 29. Novembris 1669. 126</p>	<p>19. Nov.</p>
<p>14. Juin.</p>	<p>Lettres d'Investiture accordées par l'Empereur LEOPOLD, à JULES FRANCOIS Duc de Saxe-Lawembourg pour le Duché de ce Nom avec ses Dependances &amp; Appartenances, &amp; pour les Seigneuries y denominées. A Vienne le 14. Juin 1669. 113</p>	<p>Revers donné par les Deputez des Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, à Don ESTE VAN DE GAMARRA Ambassadeur d'ESPAGNE, au sujet d'une Obligation de 500. mille Livres, qui devoit servir au payement des Subsidés promis à la SUEDE. Fait à la Haye le 1. Mars 1670. 130</p>	<p>1670. 1. Mars.</p>
<p>15. Juill.</p>	<p>Articles nouveaux, par lesquels le Roi de TELLO, &amp; le Roi de LINQUES, ont été derechef admis à l'Alliance de la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoise, &amp; du Roi de Tello dans le Royaume de Macassar, faite le 9. Mars 1668. Donnés le 15. Juillet. 114</p>	<p>Puncta Approbatæ Pacificationis Andrusi-viensis de Anno 1667. inter Regnum POLONIAE &amp; Imperium MOSCHOVITICUM per utriusque Magnos cum plenaria Potestate Legatos &amp; Commissarios conclusa. Actum Radzini 17. Martii Anno 1670. 130</p>	<p>17. Mars.</p>
<p>27. Juill.</p>	<p>Accession des Rois &amp; des Peuples de GOA &amp; SADREBONNE, à l'Alliance conclue le 9. Mars 1668. entre la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoise &amp; le Roi de Tello dans le Royaume de Macassar. Faite le 27. Juillet 1669. ibid.</p>	<p>Testamentum Serenissimi Electoris Palatini CAROLI LUDOVICI, quo Sereniff. Ducissa AURELIANENSIS Serenissimo Electorali CAROLO Fratri in universa Bona Allodialia, si sine liberis decesserit, substituitur. Actum, lectum &amp; approbatum 4. April. 1670. 131</p>	<p>4. Avril.</p>
<p>30. Juill.</p>	<p>Traité d'Alliance &amp; de Commerce entre le PORTUGAL &amp; les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye le 30. Juillet 1669. ibid.</p>	<p>Traité de Paix entre le Sultan MAHOMET IV. &amp; la Republique de VENISE. Fait le 5. Septembre 1669. 119</p>	<p>17. Mars.</p>
<p>5. Sept.</p>	<p>Traité de Paix entre le Sultan MAHOMET IV. &amp; la Republique de VENISE. Fait le 5. Septembre 1669. 119</p>	<p>Traité d'Amitié &amp; de Commerce. entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne &amp;c. &amp; le Serenissime Prince CHARLES EMANUEL II. Duc de Savoye. Conclu à Florence le 19. jour de Septembre 1669. ibid.</p>	<p>4. Avril.</p>
<p>19. Sept.</p>	<p>Traité d'Amitié &amp; de Commerce. entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne &amp;c. &amp; le Serenissime Prince CHARLES EMANUEL II. Duc de Savoye. Conclu à Florence le 19. jour de Septembre 1669. ibid.</p>	<p>Traité de Paix entre le CHAM de la Petite Tartarie &amp; ALEXIS MICHALEWICZ Grand Duc de Moscovie. Fait au Mois de Juillet 1670. 132</p>	<p>Juill.</p>
<p>9. Octob.</p>	<p>Traité Provisionnel entre le Serenissime Electeur de Cologne Prince &amp; Evêque de LIEGE, autorisé de Sa Majesté Imperiale; tant pour l'Empire, que pour l'Evêché, &amp; la Principauté de LIEGE d'une part, &amp; les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, d'autre, au sujet de la Suprême Jurisdiction sur la Seigneurie de la Rochette. A la Haye le 9. Octobre 1669. 122</p>	<p>Articles d'Alliance &amp; de Commerce entre le Serenissime &amp; très-puissant Prince CHARLES SECOND, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, &amp; Irlande, Dessenfleur de la Foy &amp;c. &amp; le Serenissime &amp; très-puissant Prince CHRISTIAN CINQUIEME, par la grace de Dieu Roi de Dannemarc, Norwege, &amp;c. Conclu à Coppenbague le 11. jour de Juillet 1670. 132</p>	<p>11. Juill.</p>
<p>24. Octob.</p>	<p>Traité de Commerce &amp; de bonne Correspondance entre le Prince Evêque de MUNSTER &amp; la Ville d'EMBDEN. A Assendorp le 24. Octobre 1669. 123</p>	<p>Traictatus &amp; Amica Compositio inter CAROLUM II. Regem Magnæ Britannia, &amp; CAROLUM II. Regem Hispania, ad bonam correspondentiam in America interruptam rursus instaurandam, &amp; deprædationes, injuriasque omnes coërcendas. 132</p>	<p>18. Juill.</p>
<p></p>	<p>Articles &amp; Conditions accordées pour le Port &amp; Transport des Lettres, Depêches &amp; Paquets écrits, tant des Villes de tout le Royaume de France que de celles qui ont été cedées au Roy par les Traités des Pirenées &amp; d'Aix-la-Chapelle; dans les Villes des Provinces-Unies des Pais-Bas, que des Villes desdi-</p>	<p></p>	<p></p>

DE LA I. PART DU TOM. VII.

ANNO 1670.	das. Actum Matrissi die 18. Julii 1670. Cum RATIFICATIONE Regis ac Reginae Hispaniarum nec non utriusque Paris Procuratoribus. 137	de Brunswic & Lunebourg, & Evêque d'Osnabrug. Fait à Cologne le 23. Octobre 1671. 150	ANNO 1671.
16-26. Août.	Traité d'Accommodement & de bonne intelli- gence entre les Illustres Maisons de HA- NAU-LICHTENBERG & de HANAU-MUNTZENBERG, y compris leurs Sujets de la Religion Re- formée, par lequel ils conviennent de leurs reciproques interêts & differents, tant au sujet des affaires de la Religion que des au- tres. Fait & conclu par l'interposition de quelques Electeurs & Princes de l'Empire, à Hanau le 16-26. Août 1670. Avec la CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD I. Donnée à Vienne le 23. Decembre 1671. 139	Premier Instrument du Contrat de Mariage entre PHILIPPE Duc d'Orleans, Fils de LOUIS XIII. Roi de France, & Frere de LOUIS XIV. & ELISA- BETH CHARLOTTE Princesse Palatine du Rhyn, Fille de CHARLES LOUIS, Electeur, & Sœur de CHAR- LES, aussi Electeur Palatin. A Stras- bourg le 22. Octobre 1671. Avec la RE- NONCIATION de ladite Princesse à tous Droits successifs sur tous les Biens Paternels & Maternels, tant Souverains que Feodaux &c. A Paris le 24. Novembre 1680. 151	22. Octob. 1. Nov.
6-16. Octobr.	Recès conclu par les Subdelegués des Commis- saires Imperiaux à ce requis, entre le Se- renissime Duc de LORRAINE d'une part, & les Comtes de NASSAU- SAARBRUG d'autre part, par lequel lesdits Comtes sont mis en possession de la Forteresse de Hombourg & du Comté de Sarwerden & de ses Appartenances & Dependances. A Saarbrug le 6-16. Octo- bre 1670. 144	Traité entre l'Empereur LEOPOLD & LOUIS XIV. Roi de France, pour Alliance & seureté mutuelle. A Vienne le 1. Novembre 1671. 154	1. Nov.
7. Nov.	Assignatio Regis Poloniæ MICHAELIS, ELEONORÆ Reginae Consorti suæ, LEOPOLDI Imperatoris Sorori, fac- ta, qua in affecurationem Contra-Dotis, seu Donationis propter Nuptias, certi de- nominati Loci, Dominia, Civitates, Op- pida, Arces & Terræ Regni Poloniæ de consensu Ordinum, eidem Serenissimæ dele- gantur &c. Varsavie die 7. Novembris 1670. 144	Acte d'Alliance entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les PROVINCES- UNIES des Pais-Bas, touchant un mu- tuel secours. Fait à la Haye le 17. De- cembre 1671. 155	17. Dec.
1671. 7. Avril.	Alliance Defensive, entre FRIDERIC GUILLAUME Electeur de Bran- debourg, CHRISTOPHLE BER- NARD Evêque de Munster, & PHI- LIPPE GUILLAUME Comte Pa- latin du Rhyn, pour la Defense du Cercle de WESTPHALIE & des Parties Contractantes, pour six ans. A Bilefeldt le 7. d'Avril 1671. 145	Traité entre l'Electeur de COLOGNE, & la Ville de même Nom. Fait à Cologne le 2. Janvier 1672. 156	1672. 2. Janv.
5-15. Avril.	Traité conclu entre CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster & RODOLPHE AUGUS- TE Duc de Brunswich-Lunebourg, par la Mediation de la Couronne de France, des Electeurs de MAYENCE & de COLOGNE, & de GEORGE GUILLAUME & JEAN FRE- DERIC, aussi Ducs de Brunswich-Lu- nebourg, sur les differens qu'ils avoient au sujet de la Ville de HOEXTER, le 5-15. Avril 1671. 147	Recès conclu entre les Deputez Conseillers du Cercle de la BASSE-SAXE, & ceux de la Ville de HAMBOURG, au sujet du Commerce & de la Navigation de l'Elbe, qui étoient fort diminuez. On y convient des moyens necessaires & convena- bles pour les rétablir en leur premiere fleur. A Hambourg le 27. Janvier 1672. 159	27. Janv.
10. Juin.	Articles accordez aux Bourguemaitres, Conseil & Bourgeoisie de la Ville de BRUNS- WIC, par le Duc RUDOLPHE AUGUSTE. Au Camp à Ridags- hausen le 10. Juin 1671. 147	Alliance defensive entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & CHARLES GAS- PAR, Electeur de Trêves, pour le main- tien de la Paix de Westphalie, & la seu- reté de leurs propres Sujets, Terres & Pro- vinces, avec stipulation du nombre de Trou- pes dont ils se devront assister reciproque- ment en cas de besoin. A Coblents le 18. Fevrier 1672. 161	18. Fevr.
17. Juill.	Traité d'Alliance entre LEOPOLD Em- pereur des Romains, & CHRISTO- PHLE BERNARD, Evêque & Prince de Munster, pour la Defense de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Westphalie. A Sassenberg le 17. Juillet 1671. 149	Acte entre CHARLES II. Roi d'Espa- gne & les PROVINCES-UNIES, par lequel on s'engage reciproquement de ne point traiter de Trêve avec la France que conjointement. A la Haye le 22. Fevr. 1672. 162	22. Fevr.
23. Octob.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de Fran- ce & ERNEST AUGUSTE Duc Tom. VII. PART. I.	Declaration de Guerre de CHARLES II. Roi d'Angleterre contre les PROVIN- CES-UNIES. Faite au Mois de Mars 1672. 163	Mars.
		Ordonnance de LOUIS XIV. Roi de Fran- ce par laquelle Sa Majesté, après avoir resolu de faire la Guerre aux Estats de HOLLANDE deffend à tous ses Su- jets d'avoir Commerce ni Communication avec eux. Au Mois d'Avril 1672. 164	6. Avril.
		Traité de Paix entre ALEXIS MICHA- LOWITZ, Grand Duc de Moscovie, & MICHEL KORIBUT WIES- NOWISKI Roi de Pologne. Fait à Moscou le 9. Avril. 1672. 165	9. Avril.
		Renouvellement, Prorogation, & Explication de l'Alliance entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XI. Roi de Suede. A Stockholm le 14. Avril 1672. 166	14. Avril.
		Convention Religieuse entre FREDERIC GUIL-	26. Avril.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1672.	<p>GUILLAUME Electeur de Brandebourg, &amp; PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, par laquelle ensuite de l'Accommodement principal fut entr'eux le 9. Septembre 1666. au sujet de la Succession de Juliers, Cleves &amp;c. ils conviennent aussi d'une maniere fort étendue &amp; fort spécifique de tout ce qui regarde l'état de la Religion &amp; de toutes les choses Ecclesiastiques, savoir en faveur des Catholiques dans le Duché de Cleves, au Comté de la Marck &amp; au Comté de Ravensberg; &amp; en faveur de ceux de la Confession d'Ausbourg, &amp; des Reformez, dans les Duchez de Juliers &amp; Bergue, soumis au Duc de Neubourg. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril 1672. Avec le TRAITE' SEPARÉ du même jour, &amp; la RATIFICATION du Duc. Donnée à Dusseldorp le 11. Juin 1672. 171</p>	<p>Votum d'Eisenach, qui lui appartenoit dans les Diètes &amp; Assemblées Circulaires. A Altenbourg le 16. Mai 1672. 198</p>	ANNO 1672.
	<p>Traité d'Assistance &amp; defense mutuelle entre le très-Illustre Prince &amp; Seigneur FREDERIC GUILLAUME, Margrave de Brandebourg, Grand Chambellan &amp; Electeur du Saint Empire d'une part, &amp; les Hauts &amp; Puissans Seigneurs, Messieurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas de l'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril 1672. 194</p>	<p>Fœdus Defensivum inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM, &amp; Electorem Brandenburgicum, FREDERICUM WILHELMUM, in Renovationem &amp; Confirmationem Fœderis Defensivi inter eosdem die 9. Februarii 1658. conclusi, &amp; 10. Martii 1666. ad alios decem annos post elapsum primum Decennium confirmati &amp; extensi; atque ad Pacem Westphalicam illæsam servandam, ad Decennium de novo initum. Berolini die 13—23. Julii 1672. 201</p>	13—23. Juin.
26. Avril.	<p>Sauvegarde de l'Empereur LEOPOLD accordé à la Ville de Dortmund, à l'occasion des mouvemens de Guerre qui se font sur le Rhyn &amp; dans le Cercle de Westphalie, contre tous &amp; chacun de ceux qui voudroient l'attaquer ou la troubler. A Vienne le 26. Avril 1672. 196</p>	<p>Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, &amp; la Ville &amp; le Roiaume de TUNIS, fait à la Baye de la Goulette le 28. Juin 1672. par le Marquis de Martel Lieutenant General des Armées Navales de Sa Majesté au Levant. 203</p>	28. Juin.
	<p>Reglemens &amp; Articles de LOUIS XIV. Roi de France pour les Confins entre la Savoye &amp; le Dauphiné. Fait à St. Germain en Laye le vingt-septième Avril 1672. Avec l'ACCEPTATION du Duc de Savoye du susdit Reglement fait par Sa Majesté. Donnée à Turin le treizième Août 1672. 197</p>	<p>Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Angleterre &amp; le Roiaume d'ALGER. Fait en 1672. 205</p>	
27. Avril.	<p>Traité d'Accommodement entre ERNEST le Pieux Duc de Saxe-Gottha d'une part, &amp; JEAN ERNEST Duc de Saxe-Weimar, JEAN GEORGE Duc de Saxe-Eisenach, &amp; BERNARD Duc de Saxe-Jena, Freres, d'autre part, touchant les Principautés d'ALTENBOURG &amp; de COBOURG devenues vacantes par la mort du Duc FREDERIC GUILLAUME, par lequel ils conviennent que lesdites Principautés appartiendront au Duc de Gottha; en sorte néanmoins, &amp; à condition qu'il cederà auxdits trois Freres dans la Principauté d'Altenbourg, les Châteaux, Bailliages &amp; Villes de Dornbourg, &amp; Altstet, Roslau, Burge, &amp; Heusdorff, la quatrieme partie du Droit de conduite d'Erford, la Haute Jurisdiction &amp; les Collectes de la Seigneurie de Remda, &amp; Terre d'Apolda, la haute Jurisdiction &amp; les Collectes avec le Droit de Retrait dans le Bailliage de Hardisleben, &amp; la Terre de Schwabsdorf. Le même Duc de Saxe-Gottha leur cede aussi d'ailleurs le Bailliage de Freyenberg, &amp; la part du</p>	<p>Demandes &amp; Conditions sous lesquelles LOUIS XIV. Roi de France consentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Faites en 1672. ibid.</p> <p>Demandes &amp; Conditions sous lesquelles CHARLES II. Roi d'Angleterre consentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Faites en 1672. 206</p>	
16. Mai.	<p>Traité d'Alliance &amp; étroite réunion d'Interêts entre LOUIS XIV. Roi de France, &amp; CHARLES II. Roi d'Angleterre, contre les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par laquelle ils s'engagent de nouveau à ne conclure ni Paix ni Trêve que d'un commun accord. Fait au Camp de Hesurick le 16. Juillet 1672. 207</p>	<p>Capitulation de la Noblesse d'OVER-ISSEL, avec CHRISTOPHLE BERNARD Evêque de Munster, par laquelle ladite Noblesse se soumet à lui, &amp; le reconnoit pour son Prince Territorial; en échange de quoi il leur accorde l'Exercice de la Religion Réformée &amp; promet de les y maintenir; il consent qu'un certain nombre de Deputez tant de la Noblesse que des Villes soient choisis, pour regler avec eux les Points restés indecis; &amp; il declare qu'il admettra indistinctement les personnes de l'une &amp; l'autre Religion aux Emplois &amp; Dignités. Fait au Quartier General devant Coeverden dans la Maison Scheren le 5. Juillet 1672. 207</p>	5. Juill.
	<p>Alliance Defensive entre LEOPOLD Empereur des Romains; JEAN PHILIPPE Electeur de Mayence; CHARLES GASPAR Electeur de Trèves; JEAN GEORGE Electeur de Saxe; CHRISTOPHLE BERNARD Evêque de Munster; &amp; CHRISTIAN ERNEST Markgrave de Brandebourg-Bareith, pour la Conservation de leurs Droits &amp; Dignités, &amp; principalement pour celle</p>	<p>Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD, &amp; les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à la Haye le 25. Juillet 1672. ibid.</p>	16. Juill.
	<p>10. Octob.</p>	<p>25. Juill.</p>	

DE LA I. PART. DU TOM. VII.

ANNO 1672.	celle de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Westphalie. Fait au Château de Maribourg à Wurzburg le 10. d'Octobre 1672. 210	des PROVINCES-UNIES, des Pais-Bas pour une reciproque Assistance. A Coppenbague le 10. & 20. Mai 1673. 223	ANNO 1673.
18. Octob.	Traité de Paix entre MICHEL KORBUT WIESNOWISKI Roi de Pologne & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 18. Octobre 1672. 212	Cartel pour l'échange des Prisonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de LOUIS XIV. Roi de France, & par le Comte de Horne de la part des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, le 26. Mai 1673. 231	26. Mai.
10. Dec.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & JEAN FREDERIC de Brunswick & Lunebourg, Duc de Hanover; par lequel ledit Duc s'oblige de mettre sur pied au plutôt un Corps d'Armée de 10000. Hommes, pour la levée desquels Sa Majesté lui payera la moitié des Frais, & lui donnera 30000. Ecus par Mois, pour l'entretien d'iceux. A Hanover le 10. Decembre 1672. ibid.	Les Capitulations renouvellées entre LOUIS XIV. Empereur de France, & MEHEMET IV. Empereur des Turcs. Par l'entremise de M. Charles François Olier, Marquis de Nointel, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & en sa Cour de Parlement de Paris, & son Ambassadeur en Levant. Fait à Andrinople le cinquième Juin 1673. ibid.	5. Juill.
12. & 13. Decemb.	Testament de JEAN CASIMIR Roi de Pologne, par lequel il institue ANNE DE GONZAGUE, & de Cleves, Princesse Palatine pour son Heritiere & Legataire universelle. A Nevers le 12. & 13. Dec. 1672. 214	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait au Camp de Vossen le 6. Juin 1673. 234	6. Juin.
1673. 18. Janv.	Sentence Arbitrale prononcée pour LOUIS XIV. Roi de France sur les differents entre Monfr. le Duc de SAVOYE, & la Republique de GENES. A St. Germain en Laye le 18. Janv. 1673. Avec la RATIFICATION du Duc de Savoye. Fait à Turin le 25. Janvier 1673. 215	Traité d'Alliance entre l'EMPEREUR, le Roi d'ESPAGNE, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, d'une part, & le Duc de LORRAINE de l'autre. Fait à la Haye le 1. Juillet 1673. 235	1. Juill.
21-31. Janv.	Recès du CERCLE DE FRANCONIE, portant conclusion de mettre sur pied & de tenir prête les Troupes qu'on doit fournir à l'Empereur conformément à ses Lettres Adhortatoires. Comme aussi de tout ce qui regarde la levée de ces Troupes, de leur entree, & du fournissement des Mois Romains. A Nurenberg le 21. — 31. Janvier 1673. 217	Seconde Convention Religieuse entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME, Comte Palatin du Rhyn Duc de Neubourg, au sujet des changemens arrivés dans les Villes de Wefel, Rees, Emmerick, Orsoy & Boderick, durant l'occupation de ces Places & Pays dependans, par l'Armée de France. Faite à Dusseldorp le 20. Juillet 1673. Avec la RATIFICATION du Duc PHILIPPE GUILLAUME du 16. Septembre 1673. 237	20. Juill.
10. Fevr.	Traité d'Alliance & d'Assistance reciproque entre FERDINAND MARIE Electeur de Baviere, & EBERHARD Duc de Wurtemberg, pour la Conservation & maintien de la Paix de Westphalie, & pour leur propre defense, contre les dangers qu'ils apprehendent, à l'occasion de la Guerre qui s'est allumée en Hollande. A Munich le 10. Fevrier 1673. 219	Traité d'Alliance entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par lequel Sa Majesté s'engage à se declarer en Guerre ouverte, contre les Rois de France & d'Angleterre: les Traitez de Munster & d'Aix-la-Chapelle, y sont confirmés & garantis, avec promesse reciproque de ne faire ni Paix ni Trêve sans une restitution entiere des Places prises sur l'un & l'autre. Messieurs les Etats y promettent de plus la restitution de Maastricht à Sa Majesté Catholique. Fait à la Haye le 30. d'Août 1673. Avec les Articles séparés, concernant la Rupture du Roi Catholique, contre le Roi de la Grande Bretagne. 240	30. Août.
1. Mars.	Traité d'Assistance entre Sa Majesté Imperiale, LEOPOLD I. & l'Electeur de Saxe JEAN GEORGE II. pour la Defense reciproque de leurs Terres & Provinces, par lequel les secours sont réglés à 6000. Hommes de la part de Sa Majesté Imperiale, & à 3000. de la part de l'Electeur. A Vienne le 1. Mars 1673. 220	Traité fait entre LEOPOLD & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. A la Haye du trentième Août 1673. 242	30. Août.
11. Mars.	Testamento de la Emperatriz Dona MARGARITA MARIA de Austria que fue Hija de D. PHELIPPE IV. Rey d'España, Muger del Augustissimo Emperadore LEOPOLDO PRIMERO. Fecho in Vienna de Austria a 11. de Março de 1673. 221	Articles pour la Paix des Archevêque de COLOGNE & Evêque de MUNSTER, avec les PROVINCES-UNIES, dressez à Cologne le 15. Septembre 1673. 243	15. Sept.
22. Avril. 2. Mai.	Traité entre CHARLES XI. Roi de Suede & les PROVINCES-UNIES des Pays Bas, pour terminer quelques differens au sujet de la Navigation & autres. Fait à la Haye le 22. Avril & 2. Mai 1673. 222	Traité d'Alliance entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & CHARLES II. Roi Catholique d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, d'une part, & CHARLES Duc de Lorraine d'autre part, contre la France. b 2	6. Octob.
10-20. Mai.	Traité d'Alliance entre CHRETIEN V. Roi de Dannemarc, & les Etats Generaux		

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1673.	France. Fait au Camp, entre Hanau & Francfort le 6. d'Octobre 1673. Avec la RATIFICATION dudit Duc. 244	ils s'obligent à augmenter leurs Troupes jusques à 8000. Hommes de Pied, 4000. Chevaux & 1000. Dragons, & les faire agir contre les Ennemis communs sous certaines conditions par eux stipulées. A Brunswich le 14—24. Avril 1674. 261	ANNO 1674.
19. Octob.	Declaracion de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France, contre les ESPAGNOLS. neuvième Octobre 1673. 245	Declaratio CAROLI CASPARI Electoris Trevirensis, quod quidem Pacificationi inter Cæsarem & Electorem Coloniensem nullum impedimentum injicere velit, at tamen ratione damnorum Archi-Diœcesi Trevirensi per Milites Colonienfes illatorum, se Cæsaream Majestatem implorare, ut ei aliqua satisfactio obtineatur. 262	Mai.
5. Nov.	Testamentum Serenissimi Regis Poloniae MICHAELIS I. quo de Sepultura sua, Serenissima suæ Conjugis satisfactioe, in adeunda possessione bonorum reformatorium à Senatu & Equestri Ordine præstanda, debitorum solutione, bonorum Hereditate aliisque disponit. Leopoli die 5. Novembris. 1673. ibid.	Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & MAXIMILIEN HENRI Electeur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne le 11. Mai 1674. ibid.	11. Mai.
1. Dec.	Traité d'Alliance defensiva entre CHARLES XI. Roi de Suede & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait à Cologne sur la Sprée le 1. Decembre 1673. 246	Traité de Confederation, d'Assistance, & de Defense, entre LEOPOLD Empereur des Romains, CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, & les Seigneurs GEORGE GUILLAUME & RUDOLPHE AUGUSTE Ducs de Brunswich & Lunebourg, pour durer jusqu'à la Paix, & dix ans au delà. A Cell le 10—20. Juin 1674. 263	10—20. Juin.
1674. 14. Janv.	Articles d'Alliance proposez entre LEOPOLD Empereur, & l'Electeur PALATIN. A Vienne le 14. Janvier 1674. 250	Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. Roi d'Espagne, les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, d'une part, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg d'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 21. Juin — 1. Juill. 1674. 267	21. Juin. 1. Juill.
16—26. Janv.	Alliance Defensiva entre LEOPOLD I. Empereur des Romains, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarck, pour le renouvellement de celle qu'ils avoient faite le 12. & 22. Septembre. 1672. entr'eux mêmes, & avec quelques autres Princes. A Coppenhague le 16—26. Janvier 1674. 251	Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, CHARLES II. Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, d'une part, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarck, d'autre part; contenant que Sa Majesté Danoise tiendra sur pied pendant la presente Guerre, une Armée de 16. mille Hommes, sçavoir 5000. Chevaux, 10. mille Hommes de Pied & 1000. Dragons, pour l'entretien desquels, il lui sera payé 14. mille Ecus par Mois, à la charge, moitié par moitié, de Sa Majesté Catholique & de L. H. P. & payables à Amsterdam. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. Avec un ARTICLE SECRET & SEPARÉ contenant une particuliere Prolongation d'Alliance, pour quinze ans, entre Sa Majesté Danoise & Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. 269	10. Juill.
9—19. Janv.	Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Westmunster le 9—19. Janv. 1674. 253	Traité de Protection, & d'Assistance, entre CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, d'une part, & les Confederés des Provinces de GUIENNE, LANGUEDOC, DAUPHINE, & PROVENCE, par le Ministère du Comte de Sardan, leur Deputé, d'autre part. A Madrid le 23. Juillet 1674. 277	23. Juill.
4. Avril.	Traité d'Alliance pour la Defense du Palatinat du Rbyn entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & le Serenissime CHARLES LOUIS Electeur Palatin. A Vienne le 4. Avril 1674. 255	Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britanniæ, & CAROLUM XI. Suecicæ Reges, pro mutua Defensione, & Commerciorum Securitate initum. Actum Westmonasterii 30. Septembris. S. V. & 10. Octobris. S. N. 1674. 280	30. Sept. 10. Octob.
22. Avril.	Tractatus inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM ab una, & Illustrissimum Principem CHRISTOPHORUM BERNARDUM, Episcopum Monasteriensem ab altera parte, quo memoratus Episcopus Fœderi cum Rege Gallie contra unium Belgium inito, renuntiat, ac pollicetur se in debita fidei & obsequii constantia erga Sacram Cæsaream Majestatem perstiturum, Fœdus cum Cæsarea Majestate initum exacte observaturum, nec non que in Comitibus Ratisbonensibus in favorem oppressorum Imperii Statuum statuta sint, præstiturum fore; Vicissim Cæsarea Majestas memoratum Episcopum in specialem suam Gratiam & Protectionem suscipit, Fœdusque reciprocè observaturum pollicetur. Coloniae Agrippinæ 22. Aprilis 1674. Cum hujus Tractatus RATIFICATIONE ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis. Laxenburgi 20. Mai 1674. 258		
22. Avril.	Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque de Munster. Fait à Cologne le 22. Avril 1664. 259		
14—24. Avril.	Recès particulier entre LEOPOLD Empereur des Romains, & les Ducs de Brunswich-Lunebourg, GEORGE GUILLAUME & RODOLPHE AUGUSTE, par lequel outre ce qui a été conclu par le Recès principal du même jour,		



<p>ANNO 1674. 10. Octob.</p>	<p>Diplome de l'Empereur LEOPOLD, par lequel il eleve ALBRECHT ERNEST Comte d'Oettingen, à la Dignité de Prince du St. Empire, pour lui &amp; toute sa Postérité legitime Mâle &amp; Femelle; avec substitution, en cas qu'elle vienne à defaillir, en faveur de son Frere JOACHIM ERNEST, &amp; de sa Ligne, &amp; à son defaut en faveur de son autre Frere CHRISTIAN AUGUSTE &amp; de sa Ligne. A Vienne le 10. Octobre 1674. 281</p>	<p>Westphalie; contre tous Ennemis présents &amp; futurs, en consideration dequoy Sa Majesté Imperiale, lui promet un certain Subside en argent, &amp; lui assigne des Quartiers d'Hiver pour ses Troupes &amp;c. Fait à St. Ludgersbourg, Residence Episcopale le 7. Juin 1675. 295</p>	<p>ANNO 1675.</p>
<p>1--10. Decemb.</p>	<p>Tractatus Navigationis &amp; Commercii inter CAROLUM II. Regem Angliæ &amp; Ordines Generales UNITI BELGII, per Commissarios sex ab utraque Parte, in sequelam Articuli VIII. Tractatus Pacis, initus, quo certis Legibus, Terrâ Marique observandis cautum est, ut in posterum Discordiæ &amp; similtates omnimodè cessent ac penitus extinguantur. Actum Londini 1. Decembris 1674. 282</p>	<p>Pacta Rendsburgensia inter CHRISTIANUM V. Danie Regem, &amp; CHRISTIANUM ALBERTUM Slesvici &amp; Holsatiæ Ducem, quibus Regiæ Majestati Dux liberum transitum pro militibus suis, per Terras suas, atque jus Præsidiî in suis Munimentis usque ad reductam Pacem concedit, nec non Præfecturam Schwabsladt cum dimidia parte Capituli Slesvicensis &amp; Ecclesiæ Cathedralis restituit. Soverenitatiq; super Ducatu Slesvicensi &amp; Insula Fœmeriæ renunciat &amp;c. Rendsburgi 10. Julii 1675. 296</p>	<p>10. Juill.</p>
<p>1675. 26. Janv.</p>	<p>Traité de Confederation, Secours &amp; Defense, entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. Roi d'Espagne, les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, &amp; le Duc ERNEST AUGUSTE Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick &amp; Lunebourg. A la Haye le 26. Janvier 1675. Avec les ARTICLES SEPARÉS, dont les uns portent que les trois Puissances ci-dessus mentionnées payeront d'abord après ce Traité signé la Somme de 50000. Rixdalders, à Monsr. l'Evêque d'OSNABRUG. A la Haye le 26. Janvier 1675. Et les AUTRES que nonobstant la teneur de l'Article onzième du Traité, l'Intention des Alliez est, que les Troupes de Monsr. l'Evêque d'OSNABRUG, seront jointes à celles des autres Princes de la Maisin de Brunswick-Lunebourg, &amp; agiront conjointement avec elles &amp;c. A la Haye le 26. Janvier 1675. 285</p>	<p>Capitulation ou Traité de Commerce fait &amp; conclu entre MAHOMET IV. Sultan des Turcs &amp; CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, par lequel les anciennes Capitulations accordées du tems de la Reine ELISABETH, &amp; des Rois JAQUES I. &amp; CHARLES I. sont rappelées &amp; confirmées, Article par Article, avec une Addition considerable. Donnée à Andrinople au milieu de la Lune Gemaziel Akir 1086. qui étoit au Mois de Septembre 1675. 297</p>	<p>Sept.</p>
<p>8--18. Mars.</p>	<p>Article conclu entre CHARLES II. Roi d'Angleterre &amp; les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre &amp; de Hollande; Fait à Londres le 8. Mars 1675. 288</p>	<p>Traité de Neutralité entre CHARLES V. Roi de Dannemarck, FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, &amp; CHRISTOPHLE BERNARD Evêque &amp; Prince de Munster d'une part, &amp; JEAN FREDERIC Duc de Brunswic-Lunebourg Hanover d'autre part, portant que ledit Duc ne s'opposera point aux Armes des trois Princes Confederés contre la Suede, de quelque costé qu'elles se tournent, &amp; qu'en échange ils auront soin que leurs Expéditions, Passages, &amp; Campementis ne causent aucun dommage à ses Terres, Pais &amp; Sujets, mais qu'au contraire ils le maintiendront &amp; defendront en cette Neutralité. A Hanover le 11--21. Sept. 1675. 305</p>	<p>11--21. Sept.</p>
<p>9. Mars.</p>	<p>Traité d'Alliance Defensive pour trois ans entre CHARLES XI. Roi de Suede, &amp; FERDINAND MARIE Electeur de Baviere, pour le maintien de la Paix. Fait à Munich le 9. Mars 1675. 289</p>	<p>Accord particulier entre les mêmes Serenissimes Princes, le Roi de DANNEMARC, l'Electeur de BRANDEBOURG, &amp; l'Evêque de MUNSTER, d'une part, &amp; le Serenissime Duc de BRUNSWIG-LUNEBOURG-HANOVER d'autre, ils lui promettent non seulement des Quartiers de Hiver, mais aussi une certaine portion dans les Evêchés de Breme &amp; de Verden, quand ils seront conquis. A Hanover le 11--21. Septembre 1675. 306</p>	<p>4--14. Octob.</p>
<p>25. Avril.</p>	<p>Traité de Renouvellement d'Alliance entre LOUIS XIV. Roi de France, &amp; CHARLES XI. Roi de Suede. Fait à Versailles le 25. Avril 1675. 291</p>	<p>Traité entre CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque &amp; Prince de Munster d'une part, GEORGE GUILLAUME &amp; RODOLPHE AUGUSTE, Ducs de Brunswic-Lunebourg d'autre part, pour le partage des Lieux conquis par eux sur les Suedois dans les Evêchés de Breme &amp; de Verden. A Rottenburg &amp; Wallrodé le 4. &amp; 14. Octobre 1675. 307</p>	<p>16. Octob.</p>
<p>21. Mai.</p>	<p>Cartel ou Traité entre la FRANCE &amp; la Republique des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, pour l'Echange, &amp; la Ranson des Prisonniers de Guerre. Fait à Mastricht le 21. Mai 1675. Avec les PLEINPOUVOIRS &amp; RATIFICATIONS de part &amp; d'autre. 292</p>	<p>Traité d'Alliance entre les Hauts &amp; Puissants Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour eux &amp; pour leurs Hauts Alliez d'une part, &amp; le Seigneur CHRISTOPHLE BERNARD</p>	<p>16. Octob.</p>
<p>7. Juin.</p>	<p>Traité entre LEOPOLD Empereur des Romains, &amp; CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque de Munster pour 9000. Hommes, lesquels ledit Evêque &amp; Prince promet d'entretenir entre le Rhyn, le Weser &amp; la Moselle, pour la sureté du Cercle de</p>	<p></p>	<p></p>

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1675.	NARD Evêque & Prince de Munster d'autre part, contre tous ceux qui durant cette presente Guerre, sont ou seront en intimité avec lesdits Hauts Alliez. Fait à la Haye le 16. d'Octobre 1675. 308	Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France, contre le Roi de DAN-NEMARC. Du vingt-huitième Août 1676. ibid.	ANNO 1676. 28. Août.
18. Octob.	Traité de Neutralité entre LOUIS XIV. Roi de France, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswick & Lunebourg, fait à Linsbourg le 18. Octobre 1675. 312	Recès ou Traité entre le Reverendissime CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster, & les Serenissimes Ducs de Brunswic-Lunebourg, GEORGE GUILLAUME, & RUDOLPHE AUGUSTE pour la jonction de leurs Armes, & pour maintenir l'occupation du Duché de Breme, contre la Suede. A Bremer-Vord le 19-29. Août 1676. 324	19-29. Août.
25. Octob.	Traité pour le rétablissement du Commerce entre les Sujets de LOUIS XIV. Roi de France, & ceux de CHARLES II. Roi d'Espagne dans les Pais-Bas Espagnols. Fait au Château de Freyr sur la Meuse le 25. Octobre 1675. 313	Traité de Paix entre JEAN Roi de Pologne, & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre 1676. 325	16. Octob.
29. Octob.	Traité d'Alliance entre CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque & Prince de Munster, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswick-Lunebourg, pour la Defense de la Liberté Germanique & de leurs propres Terres & Seigneuries, comme aussi de leurs Alliez & Confederez contre toute violence. A Rottenburg le 29. Octobre 1675. 314	Declaration sur le Traité de Marine arresté en Van 1650. entre CHARLES II. Roi d'Espagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, provisionnellement arrestée à Bruxelles le 25. Novembre 1676. ibid.	25. Nov.
Nov.	Manifeste concernant les affaires de MESSINE, publié en Italie de la part de LOUIS XIV. Roi de France, au commencement de Novembre 1675. 316	Traité d'Alliance entre Sa Majesté de DAN-NEMARC, & Son Altesse Electorale de BRANDEBOURG, contre la Couronne de SUEDE, & tous ses Assistans & Adherans. A Coppenhague le 23. Decembre 1676. 326	23. Dec.
26. Nov.	Traité de Commerce entre CHARLES XI. Roi de Suede & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Stockholm le 26. Novemb. 1675. Avec la RATIFICATION des Estats Generaux, & du Roi de Suede; & une CONVENTION postérieure touchant la Forme des Passeports. ibid.	Traité entre les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & le Bassa & Divan d'ALGER. Fait audit Alger en 1677. 327	1677.
30. Dec.	Declaration qui sert à expliquer certains Articles de Traitez de Marine, conclus entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & les Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, le 17-27. Fevr. 1667-68. & 1-10. jour de Decembre 1674. Fait à la Haye le 30. Decembre 1675. 319	Traité du Commerce entre les Couronnes de FRANCE & D'ANGLETERRE. Du vingt-quatrième jour de Fevrier 1677. ibid.	24. Fevr.
1675. 1676. 5-15. Mars.	Articles du Traité de Paix & de Commerce conclu entre le Serenissime Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne & les Illustres Seigneurs HALI Bacha, IBRAIM Day, Aga, Divan & Gouverneurs de la Ville & Royaume de TRIPOLI en Barbarie, le 5. de Mars, vieux stile, l'an de Jesus-Christ 1675-76. & le dernier jour du Mois Zelhedga l'an de l'Hegire 1086. 319	Traité entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & Son Altesse Electorale de Cologne MAXIMILIEN HENRI, par lequel ce Prince accede aux Alliances faites par Sa Majesté Imperiale, contre l'Ennemi commun, avec promesse de s'y comporter en bon & fidelle Electeur. A Nimegue le 8. Mars st. n. anno 1677. 330	8. Mars.
Mars.	Fœdus Defensivum inter Regem HISPANIÆ, & Dominos Ordines Generales FOEDERATI BELGII ab una, & PHILIPPUM WILHELMUM Comitem Palatinum Rbeni, & Ducem Neoburgicum, parte ab altera. Actum mense Martio 1676. 321	Fœdus inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, & JOANNEM III. Regem Poloniæ, quo priora Fœdera inter Poloniam atque Austriam inita renovantur, mutuum sibi invicem auxilium perpetuamque Pacis atque Commerciorum culturam pollicentur. Actum in Civitate Viennæ & Arce Regia Varsoviensi die 24. Aprilis 1677. Cum RATIFICATIONE Regis Poloniæ, data Varsoviæ anno 1677. 332	24. Avril.
23. Mai.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & FERDINAND Evêque & Prince de Munster & de Paderborn, pour detacher ce Prince du Parti des Alliez, & pour l'engager dans ses Interêts. Fait le 23. Mai 1676. 322	Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & quelques Rois & Reines de l'Amerique Septentrionale, Voisins de la Colonie Angloise de la Virginie, savoir la Reine de PAMUNKEY, la Reine de WANOKE, le Roi de HOTTOWAYS & le Roi de NANEYMOND, par lequel ils se reconnoissent tous dependants & tributaires de la Couronne d'Angleterre, avec promesse de lui donner tous les Ans, chacun trois Flèches Indiennes pour marque de leur sujétion. Fait au Camp Anglois de Middle-Plantation le 29. jour de Mai 1677. Avec un MEMORIAL de la Solemnité observée dans la Signature de ce Traité, & de l'exclusion de PERICHTAH Roi des Appomatuks. 335	29. Mai.
24. Juin.	Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ & Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, de Formula Passportuum hinc inde concedendorum. Holmiæ die 24. Junii 1676. 323	Traité	

**ANNO 1677.**  
 14. Juin. *Traité entre PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn Duc de Neubourg, & CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster, sur certaines Troupes qu'ils doivent fournir à la Couronne d'Espagne en vertu de leurs Traitez. A Werden le 14. Juin 1677.* 337

Sept. *Instrumentum Turcicum Pacis renovatæ & confirmatæ inter MAHOMETUM IV. Turcarum Sultanum & Regem ac Rempublicam POLONIÆ, quò Podolia & Ukraina Turcis relinquuntur; Munus verò annum 22. millia aureorum, Portæ Ottomanicæ olim pensatum ab ipsa Polonis condonatur. Datum in Campo Danovæ Bassæ in plenilunio Septembris anno 1098.* 338

Dec. *Articles du Traité fait au Mois de Decembre 1677. entre D. MANUEL DE LIRA Envoyé Extraordinaire d'Espagne, & Messieurs les Deputez de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour l'Envoy d'une Escadre dans la Mer Méditerranée.* 340

31. Dec. 1677.  
 10. Janv. 1678. *Fœdus inter Regem Angliæ CAROLUM II. & Præpotentes Ordines Generales UNITIBELGII, ad Pacem inter Gallos, Hispanosque, & alios belligerantes promovendam, iis Pactis & Conditionibus, quæ in univrsam Christiani Orbis commodum cedere possint. Actum Hagæ-Comitum 31. Decembris 1677. — 10. Januarii 1678. Cum DECLARATIONE & Dilucidatione Articuli I. ratione Locorum à Gallis Hispanis restituendorum; Hagæ-Comitum die & anno eodem. Quam sequitur ARTICULUS SEPARATUS in Puncto restitutionis Ducis Lotharingæ in Ducatum ejusdem nominis. Eodem Dato.* 341

26. Fevr. 8. Mars. *Alliance faite & conclue entre les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, pour la Defense de leurs Terres, Pais Dominations & Sujets, contre tout injuste Agresseur quel qu'il put être; par laquelle, sans rien changer aux Traitez faits à l'occasion de la presente Guerre, ils conviennent des secours qu'ils devront se donner l'un à l'autre dans les cas de nécessité. A Cologne sur la Sprée le 26. Fevrier 8. Mars 1678. Avec un ACTE SEPARÉ par lequel l'Electeur cede & remet à L. H. P. diverses pretentions qu'il avoit jusqu'alors gardées à leur charge. Du même jour & an.* 343

15. Mars. *Pacte Hereditaire renouvelé, entre JULES FRANCOIS Duc de Saxe Lauenbourg d'une part, & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt pour lui & pour toute la Maison des Princes d'Anhalt d'autre part, portant que les Lignes Masculines de l'une ou de l'autre venant à manquer, la survivante lui succedera en tous ses Domaines. A Vienne le 15. Mars 1678.* 348

26. Juill. *Traité d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à la Haye le 26. Juillet 1678.* ibid.

**ANNO 1678.**  
 10. Août; *Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas; portant que chacun demeurera saisi des Pais, Villes, & Places qu'il possède; à la reserve de la Ville de Maastricht, avec la Comté de Vronoff; & les Pais de Fauquemont, Dalhem & Rolledut; que Sa Majesté T. C. rendra à Leurs Hautes Puissances. Fait à Nimegue le 10. d'Août 1678. Avec les RATIFICATIONS & les PLEINPOUVOIRS d'une part & d'autre, comme aussi un ARTICLE SEPARÉ touchant le Prince d'Orange, du même jour 10. d'Août 1678. S'ensuivent DEUX LETTRES d'Explication sur l'Article XII. du Traité; concernant la Neutralité promise par les Etats Generaux, & la Garantie des Obligations où l'Espagne entrera au regard de la Neutralité, du 17. d'Août 1678. La RATIFICATION du Roi T. C. sur cette Explication. A Fontainebleau le 5. Septembre 1678. L'ARTICLE SEPARÉ concernant l'Amnistie pour les Sujets de part & d'autre du 24. Septembre 1678. Et les Ratifications de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances.* 350

10. Août; *Traité de Commerce & de Navigation entre LOUIS XIV. Roi de France, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas; portant une reciproque Liberté de Commerce, pour les Sujets de part & d'autre; & avec les mêmes Franchises; dont jouissent les propres Sujets. Le Roi T. Ch. y promet aussi que le Droit d'Aubeine ne sera point exercé en son Royaume sur les Hollandois. Fait à Nimegue le 10. d'Août 1678. Avec inseriion des POUVOIRS de part & d'autre, comme aussi les Formules des Lettres de Mer. S'ensuivent les RATIFICATIONS & l'ARTICLE SEPARÉ, concernant l'Imposition de cinquante sols par Tonneau que le Roi T. C. se reserve sur les Navires Hollandois, comme sur les autres étrangers. A Nimegue le 10. d'Août 1678.* 357

17. Août; *Induciæ ad tredecim annos prolongatæ; inter Legatos JOANNIS III. Regis & Republicæ POLONIÆ, nec non Magni Ducis MOSCHOVIÆ. Actum 17. Augusti anno 1678.* 363

19. Août; *Convention entre les Commissaires du Roi TRES-CHRETIEN, ceux du Roi CATHOLIQUE, & ceux des Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour Cessation d'Armes & des toutes hostilités entre les Armées au Pais-Bas, jusqu'à l'arrivée & l'échange des Ratifications de la Paix. Au Camp de Mons, le 19. d'Août 1678. Avec les APPROBATIONS & Signatures des Generaux & Commandants en Chef &c.* 364

11. Sept; *Compromis entre les Ambassadeurs de FRANCE & d'ESPAGNE à la Paix de Nimegue au sujet de quelques difficultés qui auroient pu retarder la conclusion du Traité, & dont ils remettent la Decision à l'Arbitrage des Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à Nimegue le 11. Septembre 1678.* 365

TABLE CHRONOLOGIQUE

<p>ANNO 1678. 17. Sept.</p>	<p>Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Espagne &amp; LOUIS XIV. Roi de France, par lequel Sa Majesté Très-Chrétienne rendant quelques Villes &amp; Places qui lui avoient été cedées en 1668. retient en échange pour elle &amp; ses Successeurs à perpétuité, toute la Franche-Comté, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, &amp; Cambresis, Aire, St. Omer, Ypres avec sa Châtellenie &amp;c. Fait à Nimegue le 17. Septembre 1678. Avec les POUVOIRS &amp; les RATIFICATIONS de part &amp; d'autre. 365</p>	<p>saris includendorum atque designatione à Gallia restituendorum. 376</p>	<p>ANNO 1679. 5. Fevr.</p>
<p>20--30. Octob.</p>	<p>Declaration du Nonce Apostolique BEVILAQUA, faisant à Nimegue la fonction de Mediateur, entre les Princes Catholiques. C'est en quelque maniere une nouvelle Protestation contre la Paix de Munster, en ce qui regarde les Interêts des Protestants. A Nimegue le 20--30. Octobre 1678. 374</p>	<p>Pax Noviomagensis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, nomine suo &amp; IMPERII, &amp; CAROLUM XI. Sueciæ Regem, qua Pace Westphalica pro Basi &amp; norma omnimodo accepta, de futuris discordiarum causis contingentibus, quantum fieri potest, cavetur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679. Cum DECLARATIONE Legationis Cæsareæ, circa Articulos tertium &amp; quintum Tractatus, uti &amp; de Telonio Warnemundensi ac de Juribus Ducum Mecklenburgensium. Data 5. Februarii 1679. Sequitur RATIFICATIO Suecica. Data in Castris Suecicis Luiningby die 3. Martii 1679. 389</p>	<p>26. Janv. 5. Fevr.</p>
<p>1679.</p>	<p>Accord entre le Reverendissime Evêque &amp; Prince de CONSTANCE d'une part, &amp; les Seigneurs des Louables Cantons Helvetiques Possesseurs du Comté de BADE, ZÜRICH, BERNE, LUCERNE, URY, SWITZ, UNDERWALD, ZUG, &amp; GLARIS, d'autre part, touchant la Jurisdiction haute &amp; basse de Keyserstuhl &amp; Klingnau. A Bade l'an 1679. ibid.</p>	<p>Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, &amp; CHARLES XI. Roi de Suede d'une part, &amp; les Serenissimes Ducs de BRUNSWICK-LUNEBOURG-ZELL, &amp; WOLFFENBUTTEL, d'autre part, le Roi T. C. y traitant pour lui, &amp; pour Sa Majesté Suedoise, par le Ministère du Sr. de Rebenac son Envoyé Extraordinaire. A Zell le 26. Janv. 5. Fevrier 1679. Avec les ARTICLES SEPARE'S, contenant diverses Cessions &amp; Restitutions entre la Couronne de Suede &amp; lesdits Princes, comme aussi une Somme de 300. mille Ecus, que Sa Majesté T. C. promet de leur faire payer à Hambourg. Fait à Zell le même jour 26. Janvier 5. Fevrier 1679. Item deux ARTICLES SECRETS pour servir d'Assurance &amp; de Garantie auxdits Princes dans leurs Interêts. Du même jour &amp; an. S'ensuivent les PLEINPOUVOIRS &amp; les RATIFICATIONS. 391</p>	<p>26. Janv. 5. Fevr.</p>
<p>5. Fevr.</p>	<p>Articuli Fœderis inter Electores FERDINANDUM MARIAM Bavaricæ, &amp; JOANNEM GEORGIUM II. Saxonie, pro reducenda præprimis Pace in Sacro Romano Imperio, defensione utriusque Ditionum, nec non avertendis cujuscunque generis, exactionibus, perniciosis Militum transitibus &amp; Hybernis, atque pro restabikenda Pace Westphalica conclusi. Actum de Anno 1679. Cum ARTICULIS SECRETIS. Ubi præterea se invicem obligant, de adigendo eos conjunctis Armis suis, qui dictæ Paci obtinende se opponere voluerint, interim tamen apud Suam Cæsaream Majestatem instare volunt, quatenus Pacem cum Christianissimo Rege &amp; cum Coronâ Sueciæ reintegrare velit, pro quo Suedæ Majestati certis Copiis in auxilium adesse offerunt. 375</p>	<p>Obligation donnée par le Gouverneur General des PAYS-BAS ESPAGNOLS, pour le payement des Contributions qui étoient encore dûes à la France au tems de la Paix de Nimegue, avec soumission à toute Execution Militaire en cas de non-payement. Fait à Bruxelles le 17. Fevrier 1679. 396</p>	<p>17. Fevr.</p>
<p>5. Fevr.</p>	<p>Pax Noviomagensis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, suo &amp; IMPERII nomine, &amp; LUDOVICUM XIV. Regem Gallie pro se, &amp; Confœderatis ejus; Qua Pace Westphalica pro firma Basi &amp; norma utrinque posita, omnes discordiæ componuntur, Philippi-Burgum Cæsari, Friburgum vero Regi ceduntur; Restitutio Ducis LOTHARINGIÆ certis sub Conditionibus stipulatur, Negotium Ducatus Bullionensis amicabile Compositioni remittitur; Nec non omnia que per Pacem Monasteriensem de Causa Montisferrati cautâ sunt confirmantur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679. Cum DECLARATIONE Legationis Cæsareæ Instrumenti Pacis Legatis Mediatoribus consignata, pro conservatione Furium Imperii in Civitates Decem unitas &amp; Nobilitatem immediatam Alsatiæ. Data 3. Februarii 1679. Et PLENIPOTENTIIS atque Ratificationibus utriusque Paris, uti &amp; Electorum &amp; Principum Imperii; Nec non inclusionibus nomine Cæ-</p>	<p>Declaration du Roi de France LOUIS XIV. en execution des Articles XXI. XXII. XXIII. du Traité d'ESPAGNE, &amp; V. Article du Traité d'HOLLANDE. Donnée à St. Germain en Laye le 27. Fevrier. 397</p>	<p>27. Fevr.</p>
<p>5. Fevr.</p>	<p>Traité fait du consentement du Très-Puisant Empereur de FRANCE; Entre les tres-Illustres Bacha Divan &amp; Milice d'ALGER, &amp; le Sieur Denis Dufault, pour le retablissement du Negoce &amp; Pêche de Corail. Du onzième Mars 1679. ibid.</p>	<p>Traité fait du consentement du Très-Puisant Empereur de FRANCE; Entre les tres-Illustres Bacha Divan &amp; Milice d'ALGER, &amp; le Sieur Denis Dufault, pour le retablissement du Negoce &amp; Pêche de Corail. Du onzième Mars 1679. ibid.</p>	<p>11. Mars.</p>
<p>5. Fevr.</p>	<p>Declaration LUDOVICI XIV. Gallie Regis de Inclusionè Electoris BAVARIÆ in Tractatu Pacis Noviomagensis die 5. Februarii cum Romanorum Imperatore concluso, perinde ac si expresse in eo nominatus fuisset. Datum ad S. Germanum ad Leyam die 12. Aprilis 1679. 398</p>	<p>Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, &amp; FERDINAND Evêque &amp; Prince de Munster &amp; de Paderborn; dans lequel le Traité de Paix fait &amp; signé le même jour entre Sa Majesté Suedoise, &amp; ledit</p>	<p>12. Avril.</p>
<p>5. Fevr.</p>	<p>Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, &amp; FERDINAND Evêque &amp; Prince de Munster &amp; de Paderborn; dans lequel le Traité de Paix fait &amp; signé le même jour entre Sa Majesté Suedoise, &amp; ledit</p>	<p>Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, &amp; FERDINAND Evêque &amp; Prince de Munster &amp; de Paderborn; dans lequel le Traité de Paix fait &amp; signé le même jour entre Sa Majesté Suedoise, &amp; ledit</p>	<p>29. Mars.</p>

- ANNO 1679. ledit Prince Evêque est rappelé & censé compris; de même que l'Article cinquième du Traité de Paix fait le 5. Fevr. entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté T. C. ledit Prince Evêque promettant au surplus de rentrer dans la Neutralité à l'égard de la Guerre du Nord. A Nimegue le 29. Mars 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre. 399
- 19—29. Mars. Pax inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ, & FERDINANDUM Episcopum Monasteriensem, & Paderbornensem; Quâ Princeps Episcopus obstringitur Regi præfato loca omnia munita vel non munita in Ducatibus Bremensi & Werdensi, armis suis occupata, restituere; Rex vero centum millia Talerorum tanquam impensarum compensationem ei solvere promittit; Uterque Article quarto Pacis Casareo-Sueciæ, die 5. Februarii sanctæ, omnimodo satisfacere pollicetur; Actum Noviomagi 19—29. Martii 1679. Cum RATIFICATIONIBUS non solum Regis Sueciæ & Principis Episcopi, sed etiam Capituli Cathedralis Monasteriensis. 401
- 21—31. Mars. Articles & Conditions de suspension d'Armes entre Sa Majesté Très-Chrestienne LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede d'une part, & le Roi de DANEMARC & l'Electeur de BRANDEBOURG d'autre part; Concluz & signez à Nimegue le 31. Mars 1679. 403
30. Avril. Traité de Paix & de Commerce entre les Très-Hauts, & Très-Puissants Seigneurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & le Très-Excellent & Très-Illustre Prince d'ORANGE d'une part; & les Très-Illustres Seigneurs, ISMAEL BACHA HADGI MAHOMET, Dai, Baba Hassan, Gouverneur Aga, le reste de la Victorieuse Milice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume d'ALGER, d'autre part, par les soins & l'entremise des Sieurs Thomas Hees & Jacob de Paez, Commissaires desdits Etats Generaux. Fait le 30. Avril 1679. 404
3. Mai. Articles signez entre les Ambassadeurs de FRANCE & celui de BRANDEBOURG, par lesquels Wesel & Lipstad. sont remis aux Troupes de Sa Majesté LOUIS XIV. Roi de France; Avec Prolongation de l'Armistice pour le tems de 15. jours. Fait à Zanten le 3. Mai 1679. 406
25. Avril. 5. Mai. Declaration des Ambassadeurs de France pour la Prolongation de l'Armistice avec le Roi de DANNEMARC pendant quinze jours. A Nimegue le 5. Mai 1679. Avec une autre semblable DECLARATION, de l'Ambassadeur de Sa Majesté Danoise. A Nimegue le 25. Avril—5. Mai 1679. ibid.
29. Avril. 9. Mai. Lettres d'Homage par lesquelles les Officiers de la Basse-Hesse reconnoissent CHARLES Land-Grave de Hesse-Cassel pour leur Seigneur Territorial, & lui promettent toute obeissance & fidelité. A Cassel le 29. Avril—9. Mai 1679. 407
16. Mai. Acte conclu entre les Ambassadeurs de FRANCE & BRANDEBOURG pour faire cesser les hostilités en Amerique. A Nimegue le 16. Mai 1679. ibid.
- Traité pour l'Assemblée de Lunden entre le Roi de SUEDE, & le Roi de DANEMARC. Fait à Lunden le 16. Juin 1679. 408
- Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede, d'une part; & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg d'autre part; Sa Majesté T. C. agissant & faisant non seulement pour elle, mais aussi pour son Allié le Roi de Suede. A St. Germain en Laye le 29. Juin 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de Sa Majesté Très-Chrestienne & de Son Alteffe Electorale, comme aussi un ARTICLE SEPARÉ concernant l'assistance promise par le Roi T. C. aux Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg en certains Intérêts, contraires à ceux de Son Alteffe Electorale. A St. Germain en Laye le même jour 29. Juin 1679. ibid.
- Traité pour l'Execution de la Paix entre le Serenissime & Très-Puissant Prince LEOPOLD Empereur des Romains, & le Serenissime & Très-Puissant Prince LOUIS XIV. Très-Chrétien Roi de France & de de Navarre. Fait à Nimegue le 17. Juillet 1679. 412
- Lettre de Monsr. JENKINS Mediateur Anglois, écrite aux Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale au sujet du retablissement de la Paix entre l'ESPAGNE & la SUEDE, en leur envoyant un Projet ulterieur de Declaration pour être accepté & publié de part & d'autre à certain jour. Avec un CERTIFICAT des Ambassadeurs de S. M. Imperiale, sur la Copie de cette Lettre communiquée par eux aux Ambassadeurs d'Espagne; mais dont l'Original restoit entre leurs mains. 414
16. Août. Protestatio nomine CAROLI HOLLANDI DE TREMOLLIA, Principis Tarenti ac Talemundi, apud D. Nuntium Mediatorem BEVILAQUA facta, de reservato sibi & Domui Tremollianæ jure competenti in Regnum Neapolitanum, Noviomagi diè 16. Augusti 1679. 416
30. Août. Contract de Mariage, de CHARLES II. Roi d'Espagne, avec la Princesse MARIE LOUISE, Fille du Prince PHILIPPE, Fils de France, Frere Unique de LOUIS XIV. Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau le 30. Août 1679. 417
- Armistice conclu entre les Rois de SUEDE & de DANNEMARC pour durer jusqu'à l'execution de la Paix, on y convient non seulement d'une Cessation de toutes hostilités, mais aussi de la Liberté du Commerce à commencer le 10. Septembre; avec permission aux Garnisons des Places fortes de se pourvoir, en payant, des Vivres qui leur seront necessaires. Le Roi de Suede s'y oblige aussi à faire payer au Roi de Dannemarc 2400. Ecus par Mois jusqu'à l'entiere évacuation des Places, & cela pour & à cause des Contributions qu'il tire de la Scanie. A Lunden le 30. Août 1679. 418
- Pax inter LUDOVICUM XIV. Francie 2. Sept.

TABLE CHRONOLOGIQUE, &c.

<p>ANNO 1679.</p>	<p><i>cie &amp; Navarra Regem suo &amp; CAROLI XI. Suecorum Regis nomine agentem ab una, &amp; CHRISTIANUM V. Danie Regem ab altera partibus; Qua Pacificationes Roschildiensis, Hafniensis, &amp; Westphalica pro fundamento hujus admittuntur; Ablata durante hoc Bello omnia inter Reges Danie scilicet &amp; Suecie utrinque restituuntur; Controversie verò inter eosdem circa Immunitates Navibus Suecicis in Oresunda, &amp; Fretò Baltico concessas, ortæ remittuntur ad proximam Compositionem amicabilem instituendam. Actum Fontibellaquei die 2. Septembris 1679. Cum ARTICULO SEPARATO de prætenionibus, quas Rex Danie contra Ducis Brunsvicensis obtentas habet, amicè per interventionem Christianissimi Regis componendis. Actum die 2. Septembris 1679. Nec non TRACTATU peculiari de Restitutione Ducis Holsato - Gottorpiensis intrà duarum septimanarum spatium. Actum die 2. Septembris 1679. Accedunt PLENIPOTENTIA &amp; RATIFICATIONES utriusque partis. 419</i></p> <p>27. Sept.</p> <p><i>Accord entre les Princes d'Anhalt JEAN GEORGE, VICTOR AMEDEVÉ, &amp; GUILLAUME tant pour eux, que comme Tuteurs du Prince EMANUEL LEBRECHT d'une part, &amp; CHARLES GUILLAUME, tant pour lui que pour les Princes ses Freres ANTHOINE GUNTHER, JEAN ADOLPHE, &amp; JEAN LOUIS, d'autre part; sur les differents survenus entr'eux au sujet de la Religion &amp; des Revenus Ecclesiastiques. A Zerbst le 27. Septembre 1679. Avec la GARANTIE de l'Electeur de BRANDEBOURG sur cet Accord. A Potsdam le 5. Avril 1680. 422</i></p> <p>26. Sept.</p> <p><i>Traité de Paix entre CHARLES XI.</i></p>	<p>Roi de SUEDE &amp; CHRESTIEN V. Roi de DANEMARC. Fait à Lunden en Scanie le 26. Septembre 1679. 425</p> <p><i>Traité d'Alliance defensive entre CHARLES XI. Roi de Suede &amp; CHRESTIEN V. Roi de Dannemarc. Fait à Lunden en Scanie le 7. Octobre 1679. 431</i></p> <p>7. Octob.</p> <p><i>Traité de Paix entre CHARLES XI. Roi de SUEDE, &amp; les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Nimegue le 12. Octobre 1679. 432</i></p> <p>2—12. Octob.</p> <p><i>Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI Roi de Pologne, &amp; MAHOMET IV. Fait en l'année 1679. 435</i></p> <p><i>Traité de Commerce &amp; de Marine entre CHARLES XI. Roi de Suede &amp; les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Nimegue le 12. Octobre 1679. 437</i></p> <p>1. Nov.</p> <p><i>Traité Provisionel entre CHRESTIEN V. Roi de Dannemarc, &amp; la Ville de HAMBOURG. Fait à Pinnenberg le 1. Novembre 1679. 443</i></p> <p>15. Nov.</p> <p><i>Traité d'Alliance &amp; d'Amitié entre LOUIS XIV. Roi de France, &amp; Monsieur l'Electeur de SAXE. Fait à St. Germain en Laye le 15. Novembre 1679. 445</i></p> <p>12—22. Dec.</p> <p><i>Recès conclu entre les trois Cercles de l'Empire unis au sujet de la Monnoye, FRANCONIE, BAVIERE, &amp; SUABE, par lequel ils conviennent de la Reforme de diverses méchantes espèces, &amp; de la forme du poids &amp; du Titre de quelques autres qu'on doit introduire. A Nuremberg le 12—22. Decembre 1679. Avec l'EDICT publié par lesdits Cercles, en execution du même Recès. A Nuremberg ledit jour 12—22. Decembre 1679. 445</i></p> <p>30. Dec.</p> <p><i>Contrat de Mariage, de LOUIS DAUPHIN de France, avec la Princesse Electorale de BAVIERE. Fait &amp; passé à Munich le 30. Decembre 1679. 449</i></p>
-----------------------	--	--

FIN DE LA TABLE DE LA I. PARTIE DU TOME VII.



# AVERTISSEMENT

## DES LIBRAIRES

Sur l'Édition du

### SUPPLEMENT AU CORPS DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS.



A Justice que le Public a rendu au *Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens*, nous dispense d'en faire l'éloge. Son utilité est généralement reconnue de tous les Ministres, de tous les Ambassadeurs, & de tous ceux qui sont employez dans les Affaires Politiques.

Nous avons déjà fourni aux Souscripteurs les six premiers Volumes de ce grand Ouvrage, & nous publions à présent les deux derniers, qui vont jusqu'en 1730, en sorte que par-là tous nos engagements sont entièrement accomplis.

Nous espérons que les Négociateurs nous sauront gré de leur avoir procuré un si précieux Trésor, & qu'ils seront bien aises d'apprendre que nous leur en préparons encore un autre non moins utile. Voici ce que c'est.

Feu Mr. DU MONT avoit divisé le *Corps Diplomatique* en deux Collections, dont nous donnons aujourd'hui la première en huit Tomes *in folio*; la seconde, qu'il devoit nous envoyer après que la première seroit achevée d'imprimer, & que ses Héritiers nous ont remise selon le Contrat que nous avons fait avec lui, est celle que nous annonçons maintenant. Elle consiste en deux Parties, dont la première sera un Supplément au *Corps Diplomatique*, & la seconde un *Corps Cérémonial Diplomatique*. Ce Corps Cérémonial contiendra une infinité de Diplômes, de Privilèges, de Traitez, de Réglemens, & d'Actes publics, concernant les Dignitez Titulaires, & les Prééminences des Rois, & des Princes, les Traitemens accordez dans les Cours aux Ambassadeurs, aux Envoyez, & aux autres Ministres Publics, les Immunités qui leur appartiennent, les Différens survenus entre eux au sujet du Cérémonial, & la manière dont ces Différens ont été quelquefois accommodés. Il contiendra pareillement les Diplômes d'Erection, & les Statuts de la plupart des Ordres de Chevalerie, qui ont été, ou qui sont encore aujourd'hui en *Europe*, tout ce qui regarde les Disputes qu'ont eu quelques Puissances depuis un Siècle touchant les Saluts de Mer; & enfin tout ce qui appartient aux Affaires d'Honneur, de Dignité, & de Cérémonie. Nous insérerons dans ce CEREMONIAL DIPLOMATIQUE le Traité du Cérémonial de la Cour de France dressé par feu Monsieur de SAINTOT Introduceur des Ambassadeurs, pièce précieuse, qui n'a jamais été imprimée.

Cette seconde Collection sera encore enrichie d'un Ouvrage du célèbre Mr. BARBEYRAC, auquel il travaille depuis long-tems, & qui est presque achevé. Il a pour titre: *Introduction & Supplément au Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & il sera divisé en trois Parties.

La *Première* traitera de l'antiquité & de l'origine des Traitez Publics, de leurs différentes sortes, de la manière dont on les faisoit, de leur nécessité & de leurs usages; de leur interpretation, de leur observation & d'autres choses semblables. On y parlera aussi des Traitez, dont il est fait mention dans les Auteurs sacrez.

La *Seconde*, la plus longue & la plus considérable, sera un Recueil de Traitez, tel  
Tome VII. Part. I. \* que

## A V E R T I S S E M E N T.

que personne que l'on sache, n'avoit encore pensé seulement à entreprendre rien de semblable; mais qui fera parfaitement bien assorti avec le *Corps Diplomatique*, qu'il accompagnera. Cette vaste Collection commence au tems de CHARLEMAGNE, & ainsi il n'y a que des Traitez du *Moyen Age*, & du *Dernier*. On n'y voit rien de ce qu'on appelle par excellence l'*Antiquité*. Une partie des tems, si longue, & si considérable, ne devoit pas être négligée, & peut-être ne l'a-t-elle été qu'à cause de la difficulté d'une telle entreprise. On n'a pas ici à beaucoup près les mêmes secours & les mêmes ressources qu'en rassemblant les Pièces des tems postérieurs qui sont répandues dans les Archives, & dans les Bibliothèques; ou dans des Recueils déjà tout faits. Il faut parcourir un grand nombre de Livres, où quelquefois, après avoir bien cherché, on ne trouve que peu de choses & très-souvent hors de leur place, ou dites seulement par occasion. Toutes ces difficultés capables d'effrayer tout autre que Mr. BARBEYRAC, ne l'ont point rebuté. Son zèle pour le bien public les lui ont fait surmonter avec un courage héroïque, & il en est venu si loin que le plus difficile est déjà fait, & que le reste fera achevé dans peu de tems, ainsi qu'il nous le fait espérer.

Il a donc ramassé de toutes parts tous les Traitez tant soit peu importans, qui se trouvent ou entiers, ou en partie, ou rapportez seulement en substance dans tous les Anciens Auteurs, Grecs & Latins, qui nous restent, & dans les Auteurs Modernes qui ont publié les *Inscriptions* originales des Marbres de l'Antiquité, dont le tems a épargné quelques-uns jusqu'à nos jours. Il seroit à souhaiter qu'il n'en eût pas détruit autant qu'il a fait, & que l'on pût en déterrer beaucoup plus qu'il n'y a lieu de l'espérer. Ce seroient-là les Monumens les plus authentiques, & les plus curieux d'une Antiquité reculée, où les Marbres étoient comme les Archives Publiques. Cet usage des anciens tems est cause, du moins en partie, que la plupart des Historiens ne se mettoient guères en peine d'insérer dans leurs Ouvrages ce que chacun pouvoit aller voir, quand il vouloit; & qu'ils croyoient devoir durer jusqu'à la dernière Postérité. On trouve seulement dans quelques Historiens, comme THUCYDIDE, POLYBE &c. un petit nombre de Traitez, que l'on peut regarder comme *Originaux*. Mr. BARBEYRAC n'a laissé échapper aucun des Traitez de cette sorte, en quelqu'endroit qu'ils se trouvent, soit entiers ou mutilés. A l'égard des autres, il a été obligé quelquefois, pour ne pas laisser de grands vuides, de mettre en ligne de compte des Traitez dont on ne fait presque rien, sinon qu'ils ont été faits, ou que ce sont des *Traitez de Paix*, *d'Alliance* &c. Il en a usé ainsi, afin de montrer, autant que cela se pouvoit, par la suite & par la liaison des Traitez, la suite des Affaires ou générales, ou particulières, entre les Peuples célèbres de l'Antiquité, ce qui, comme on voit, ne sert pas peu à l'intelligence des Traitez mêmes.

Au reste, il n'a rien négligé de ce qui étoit nécessaire pour mettre au fait les Lecteurs, & principalement ceux qui n'ont pas toujours le tems ou les moïens de s'éclaircir de bien des choses qu'il importe de savoir, comme, par exemple, ce qui regarde les personnes, les tems, les lieux, les Coûtumes &c. Pour cet effet il a parsemé son Ouvrage de Notes, où l'on trouvera d'ailleurs quantité de choses, qui n'auroient pu entrer commodément dans le Texte, de la manière qu'il est tourné.

Il est remonté, aussi loin qu'il a pu, dans l'Antiquité, même jusqu'à ces tems obscurs où la Fable est mêlée avec l'Histoire, & il poussera le Recueil jusqu'à CHARLEMAGNE, où commence le *Corps Diplomatique du Droit des Gens*.



# A V E R T I S S E M E N T.

Chaque Traité fait ordinairement un Article à part. Mr. BARBEYRAC en indique, autant qu'il le peut, l'occasion & les suites. Les Traitez, ou entiers ou mutilés, qu'on a lieu de tenir pour originaux, seront mis sur deux colonnes, dont l'une contiendra l'Original, & l'autre la Traduction. Pour les autres, il se contente de rapporter les Passages mêmes des Anciens Auteurs *Grecs & Latins*, où se trouve ce qui y a du rapport, & il indique exactement les endroits où chacun pourra trouver ce dont il fouhaitera de s'instruire plus amplement. Tout cela lui donne lieu de faire quelques remarques en passant, qui pourront avoir leur utilité à divers égards. Il ne s'est pas même borné aux Historiens, à prendre ce terme dans sa plus grande généralité. Il a fouillé dans d'autres sortes d'Auteurs de l'Antiquité, & il a cherché dans leurs Ecrits tout ce qui pourroit s'y trouver, dont il y avoit lieu de faire usage.

Ce n'étoit pas une petite difficulté, de ranger les Traitez en ordre Chronologique. Mr. BARBEYRAC l'a pourtant fait, autant qu'il lui a été possible, en suivant les meilleurs Chronologistes, qui indiquent ou l'année même des Traitez, ou ce qui arrive le plus souvent, celle des événemens antérieurs ou postérieurs, par lesquels il lui a fallu ensuite déterminer la date qu'il cherchoit. Au fond, la dernière précision n'étoit pas absolument nécessaire, pour le but de cet Ouvrage. Il suffisoit d'éviter les Anachronismes dans l'ordre des Traitez dont on parle, & de ne pas mettre un Traité postérieur avant celui qui l'a précédé. Cependant Mr. BARBEYRAC a fait beaucoup plus. Il a consulté avec soin tous les Auteurs Modernes, qu'il a pu trouver, & qui pouvoient lui fournir des lumières, pour fixer au plus juste, la Chronologie des Traitez, aussi bien que pour tout le reste. Mais il n'en a rien emprunté, sans l'examiner, & sans avoir recours aux Originaux, de l'autorité desquels ils se servent. Il marque aussi les diversitez qui se trouvent entre les Anciens Auteurs qui parlent du même Traité, & il supplée quelquefois ce qui manquoit aux uns, par d'autres qui circonstancient mieux certaines choses. A l'égard de quelques Traitez, & même des plus originaux, dont le temps ne fauroit être en aucune façon déterminé, il a été contraint de les placer au hasard, & de les laisser sans date.

La *Troisième & dernière Partie* roulera sur le *Corps Diplomatique*, qui a donné occasion aux deux premières. Monsieur BARBEYRAC rapportera à certaines Classes en général toutes les Pièces qui composent ce grand Recueil. Il fera voir l'usage qu'on en peut tirer, il indiquera les secours dont on doit se munir pour les bien entendre, il y joindra des remarques sur quelques endroits. En un mot, il n'oubliera rien de ce qu'il jugera capable de contribuer à l'intelligence du *Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & à le faire lire avec fruit.

Tel est en gros le Plan de Mr. BARBEYRAC. Comme il rendra lui-même exactement compte en son tems, de la manière qu'il s'est conduit dans cet Ouvrage, & de la méthode qu'il a suivie, nous ne nous étendrons point davantage là-dessus. Ce que nous en avons dit suffit pour en donner une idée générale. Au reste le mérite, & la Réputation de l'Auteur sont de sûrs garands qu'il ne promet rien qui soit au-dessus de ses forces.

Tous ces Ouvrages que nous annonçons, feront six gros volumes *in folio*, à la fin desquels nous mettrons une ample & exacte Table Alphabétique des Matières contenues tant dans le *Corps Diplomatique* que dans le Supplément. La Presse roule déjà & nous espérons les pouvoir imprimer avec beaucoup plus de promptitude que nous n'a-

# A V E R T I S S E M E N T.

vons fait les huit premiers, parce que nous ne ferons point exposer aux incidens, qui ont accompagné la précédente Collection. Nous avons remis le soin de cette Edition à Mr. ROUSSET connu par son *Recueil Historique des Traitez, Mémoires, Actes &c.* Ouvrage dans le goût de ceux de Mrs. DU MONT & LAMBERTI, auxquels il semble avoir succédé dans cette sorte d'étude.

Les Conditions de la Soufcription étoient, que l'on payeroit pour 1600. feuilles, *f*68, & qu'au cas que le nombre des feuilles excédât celui de 1600, on payeroit pour chaque feuille du surplus 1. fou, & s'il y en avoit moins on rabattoit de même un fou par feuille.

Or tout l'Ouvrage faisant 2031. feuilles, sans compter les figures, Titre-Planche, les Médailles, les Titres, il s'enfuit qu'il y a 431. feuilles par dessus les 1600, lesquelles 431. feuilles font *f* 21: 11.

A quoi il faut ajouter les deux florins dont les Soufcripteurs restent redevables, n'ayant payé pour les VI.

premiers Volumes que *f* 66: au lieu de 68 . . . . . *f* 2:

Ainsi il leur resteroit à payer . . . . . *f* 23: 11:

Mais on leur délivrera les Tomes VII. & VIII.

en payant . . . . . *f* 22: 10: pour le petit papier.

Et pour le grand . . . . . *f* 33: 10:

Ceux qui n'ont point soufcrit payeront pour les VIII. Volumes la somme de . . . . . *f* 125:





CORPS DIPLOMATIQUE  
 D U  
 DROIT DES GENS;  
 O U  
 R E C U E I L  
 D E S  
 TRAITÉS D'ALLIANCE,  
 DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,  
 DE COMMERCE, DÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,  
 depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

I.

ANNO 1667.  
 14. Janv.  
 Reces, welcher zwischen Pfalz-Grav Adolph Johann zu Zweybrücken/ und Graffen Philippen zu Leiningen/ wegen Verkaufung der Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörsberg getroffen worden. Geschehen Bergzabern den 14. Januar. 1667. [LONDORPII, *Acta publica* Tom. IX. pag. 681. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gräfflich Leiningische Widerlegung der von Pfalz-Grav Adolph Johann publicirten beantwortung/ den überfall des Schlosses und Fleckens Oberbronn belangend/ inter Docum. sub Lit. A. in Append. Diarii Europ. Contin. XIX. & dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 726.]

C'est-à-dire,

*Recès entre ADOLPHE JEAN Duc des DEUX-PONTS, & PHILIPPE Comte de LINAN-GE pour la Vente du Comté de Rixingen, & de la Seigneurie de Moersberg. A Saverne en Alsace le 14. Janvier 1667.*  
 TOM. VII. PART. I.

**R**und und zu wissen sey hiemit / daß heut zu End-  
 benannten dato zwischen dem Durchleuchtigsten  
 Fürsten und Herrn / Herrn Adolph Johann/  
 Pfaltzgrafen bey Rhein/ in Beyer/ zu Gütch/  
 Clerc und Berg/ Hertzogen / Grafen zu Weibentz/  
 Spanheim/ zu der Marck und Ravensburg/ Herrn  
 zu Ravenstein / *ic.* an einem; So dann dem Hochgebornen Grä-  
 fen und Herrn / Herrn Philippen / Grafen zu Leiningen und  
 Rixingen / Herrn zu Westerbürg / Schaumburg / Forbach und  
 Mörsberg/ des Heil. Röm. Reichs Semper- Freyen/ *ic.* andern  
 theils/ ein aufrichtiger/ redlicher Kauff geschlossen worden/ nem-  
 lich über die vorn Bisthum Metz Lehenrürige/ sonst aber dem  
 H. R. Reich unmittelbar unterworffene Graffschafft Rixingen und  
 Herrschafft Mörsberg/ welche benebens allen zugehörigen Schlos-  
 fern/ Häusern/ Flecken/ Dörffern/ Unterthanen/ hoch- und niedern  
 Gerechtigkeit/ Beyer/ Waldungen/ Renthen / und Gefällen / ge-  
 sucht und ungesucht / nichts davon außgenommen / vor höchstge-  
 dachter J. Fürstl. Durchl. gleich Hochermeldter Herz Graf Phi-  
 lipps zu Leiningen / *ic.* nimmehro eigenthümlich und wie derselbe  
 berührte Graf- und Herrschafft selbst besessen und eingehabt /  
 übergibet / und ist solcher Kauff geschehen vor und umb Einhun-  
 dert ein und zwanzig tausend und Fünffhundert Reichsthaler /  
 guter gangbarer Reichs-Münz / also und dergestalt / daß mehr  
 höchstermelde seine Fürstl. Durchl. gleich bey würccklicher Ein-  
 nehmung der Possession (welche ehifler Tagen erfolgen sollte) zur  
 Angab entweder zu Oberbronn oder Rixingen / zwölfftaufend  
 Reichsthaler / so dann in der nechstkünfftigen Franckfurter Oster-  
 mess Neun und vierzig tausend und Fünffhundert Reichsthaler.  
 Item in der Ostermess des mit Gott hoffenden sechszechenhundert  
 acht und sechzigsten Jahrs / zwanzig tausend Reichsthaler : Fer-  
 ner nun gleichmächtig bestimmte Zeit des sechszechen hundert neun  
 und sechzigsten Jahrs / und dann endlich in der Ostermess 1670.

ANNO  
 1667.

ANNO die letzte Summ von zwanzig tausend Reichsthaler bezahlen sollen.

1667. Es übergeben und cediren auch seine Hoch-Fürstl. Durchl. des Herrn Grafen zu Lein. H. Graf. Gn. zugleich in diesem Kauf unterschiedliche an die Cron Franckreich habende ansehnliche Schuldforderungen/gestalten bey Liefer- und Abstattung der ersten 12000 Reichsthaler/ alsobalden die Hauptverschreibungen und Originalia zu Oberbronn sollen aufgehändiget werden; dagegen J. Hoch-Fürstl. Durchl. noch eine absonderliche discretion (welche gleichmollen zu dero selbst belieben gestellet ist) zu geben verwilliget. Man verzehlet sich hiernächst an H. Graf. Leining. Seiten aller Rechtlichen Exceptionen, wie die Namen haben mögen/ sonderlich enormissimæ læsionis, verspricht hingegen gewöhnliche und in Rechten zugelassene eviction und Wehrschafft.

Endlich ist von beyden Theilen abgeredet und bedungen worden/ daß weilten wegen Enge der Zeit difmal kein förmlicher Kaufbrieff können verfertigt werden/ dieser gleich nach folgender wüthelich respectiv Abtretung und Besitznehmung dicit angelegter Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg aufgericht/ und in demselben alle sonst übliche Clansulen eingericht werden sollen: Unterdesen dieser nur generaliter abgefaßte Reces zu beeder Theilen besser Versicherung und steifer Haltung des geschlossenen und unabstößlichen Kaufs in duplo aufgefertigt/ auch so wol von offte höchstgedacht J. F. D. als hochermelten Herrn Graf Philipfen Herrn Sohn dem gleich Hochgebornen Grafen und Herrn/ Herrn Ludwig Eberharden Grafen zu Leining. und Rixingen/ Herrn zu Wesserburg/ Schaumburg/ Forbach und Mörßberg/ des H. Röm. Reichs Semper-Freyen/ auch Röm. Kais. Maj. Rath/ und dero höchstlöbl. Cammergerichts zu Speyer Präsidenten, vermög des extradirten Gewaltis unterschrieben und gesiegelt worden/ so geschehen Bergzabern den 14. Januar. des jehlauffenden 1667ten Jahrs.

(L. S.) Adolph Johann Pfalzgraf.

(L. S.) Ludwig Eberhard Graf zu Lein. und R.

Obligatio Reciproca, so Pfalzgraf Adolph zu Zweibrücken/ an Graf Philips zu Leiningen wegen der von diesem erkauften Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg ausgestellt. Geben den 14. Febr. 1667. [LONDORPII Acta publica Tom. IX. pag. 683. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gräfflich Leiningische Widerlegung sub Lit. D. in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX. pag. 26. & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 730.]

C'est-à-dire,

Obligation reciproque d'ADOLPHE JEAN Duc des Deux-Ponts à PHILIPPE Comte de Linange sur l'achat du Comté de Rixingen, & de la Seigneurie de Moersberg. Donnée le 14. Fevrier 1667.

3 In Gottes Gnaden Wir Adolph Johann Pfalzgraf bey Rhein/ in Bayern/ zu Göllich/ Cleve und Berg/ Graf zu Welsdenk/ Spanheim/ der Marck und Ravenspurg/ Herr zu Ravensstein. Bekennen und thun fund allemänniglich hiemit/ und in Krafft dieses Brieffs/ Demnach wir ohnlänglich von dem Hochwohlgebornen unserm Fr. lieben Vetter/ Philipfen Grafen zu Leiningen und Rixingen/ Herrn zu Wesserburg/ Schaumburg/ Forbach und Mörßberg/ des H. Röm. Reichs Semper-Freyen/ die von dem Bischoff Wetz lehensrührige Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg/ mit allen ihren appertinentiis und anhängenden Recht und Gerechtigkeit/ wie solche Hochwoldachter unser lieber Vetter und seine Vorfahren in gehabt/ genüßt und genossen/ oder von Rechtswegen nutzen und messen hätten können/ sollen und mögen/ eines beständigen Kaufs an uns erkauft/ und dafür zu einem pretio und gemäßen Kaufschilling/ 121500. oder Einhundert ein und zwanzig Tausend fünfshundert Reichsthaler/ den Reichsthaler zu anderthalb Gulden oder 90. Creutzer gerechnet, auff drey gewisse Termin und Fristen; Nämlich nach erfolg- und bezahlter vergleichener Angab der 12000. Reichsthaler auff Ostern dieses insiehenden 1667. Jahrs/ das erste Ziel mit 99500. Reichsthaler an guten gangbaren Sorten/ und dann auff Ostern in anno 1668. das letztere Ziel mit 10000. Reichsthaler zu bezahlen/ Uns vermöd darüber aufgericht- und verfertiger Kaufverschreibung/ kräftiglich obligirt und verbunden haben; Damit dann nun Hochwoldermeldter Herr Verkaufser Erben der pactirt und erscheinenden Zielgelder/ desto gewisser habhschafft und mächtig werden/ und ernandten Kaufschillings vorbelegter massen desto besser versichert sey/

ANNO so wollen wir darauff offte Hochermeldtem Herrn Verkaufser das Jus hypothecæ generalis & specialis auff bemeldte Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg/ Krafft dessen sie sich bis auf den letzten Heller daran zu halten/ hiemit eingeräumt/ und reservirt haben/ also und dergestalt/ daß im Fall der unversehen retardirter exsolution und verglichenen richtigen Bezahlung/den Herrn Verkaufser/ dessen Erben/ lehens-Erben und Nachkommen/ freye Recht und Gewalt gegeben seyn solle/ Ihr unterpfand die Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg/ ohne unsern Vorwand ab executione non esse incipiendum, durch executions-Mittel/ mit oder ohne Recht/ anzugreifen/ und damit als ihrem wahren verhaften unterpfand zuverfahren/ so lange und viel/ bis der Herr Verkaufser/ oder seine Erben und Inhaber dieses Brieffs alleinige des Kaufschillings und Interesse auch verursachten Kosten und Schaden wol vergnügt und bezahlt seynd. Gereulich und ohne Gefährde; Dessen alles zu wahrer Urkund Stet- und Besthaltung/ haben wir Herzog Adolph Johann/ als künfftiger Possessor der erkauften Graffschafft Rixingen und Mörßberg diese obligationem reciprocam an statt einer assecuration, deren wir paratissimam executionem hiemit tribuiren, mit eigenen Händen unterschrieben/ und mit unserm angebornen fürgerückten Fürstl. Secret confirmirt und bestätigt. So gegeben und geschehen den 14. Tag Monats Febr. im Jahr nach Christi Geburt 1667.

(L. S.)

Reces, welcher zwischen Pfalzgraf Adolph Johann zu Zweibrücken und dem Grafen Philips von Leiningen wegen der Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg anderweit aufgericht worden. Geschehen Straßburg den 22. Juny 1667. [LONDORPII Acta publica Tom. IX. pag. 684. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gräfflich Leiningische Widerlegung sub Lit. D. in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX. pag. 27. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Ablatz I. pag. 731.]

C'est-à-dire,

Recès ulterieur conclu entre ADOLPHE JEAN Duc des Deux-Ponts, & PHILIPPE Comte de Linange, au sujet de la Comté de Rixingen, & de la Seigneurie de Moersberg. A Strasbourg le 22. Juin 1667.

3 Itwissen sey hiemit/ demnach zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn Herrn Adolph Johann/ Pfalzgrafen bey Rhein/ in Bayern/ zu Göllich/ Cleve und Berg/ Herzogen/ Grafen zu Welsdenk und Spanheim/ der Marck/ Ravenspurg und Rixingen/ Herrn zu Ravensstein und Mörßberg an einem; So dann dem Hochgebornen Grafen und Herrn Herrn Philipfen/ Grafen zu Leiningen/ Herrn zu Wesserburg/ Schaumburg und Forbach/ des H. Röm. Reichs Semper-Freyen/ Röm. Kaiserl. Maj. Rath/ etc. Andern Theils am verwichenen 14. Jan. dieses laufenden Jahrs über die Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg/ berebens aller darzu gehörde/ ein aufrichtiger und redlicher Kauf geschlossen worden/ vor und umb einhundert ein und zwanzig tausend und fünfshundert Reichsthaler/ mit dieser Bedingung/ daß erst höchstgedachte Fürstl. Durchl. bey einnehmung der Possession in vorberürten Graf- und Herrschafften alsobalden zwölftausend Reichsthaler/ anfolgens bey letzter Franckfurter Ostermess neun und vierzig tausend und fünfshundert/ und endlich in den dreyen nachfolgenden Ostermess/ jedesmal zwanzig tausend Reichsthaler und damit die ganze Summa ablatten und zahlen soll/ wie ein solches auß dem ersten Reces klärlich zu ersehen.

Wdieweil aber seine Hochfürstl. Durchl. nachgehends bey Verfertigung des ordentlichen Kaufbrieffs sothane conditionen freywillig geändert/ und nach erfolgter Bezahlung der ersten zwölftausend Reichsthaler nicht nur in Schweden vier und fünfzig tausend achthundert vier und dreißig Reichsthaler angewiesen/ sondern auch bey des Herrn Herzogen in Lothringen Hochf. Durchl. zehntausend Reichsthaler und bey der Universität Gießen zwey und fünfzig tausend Gulden Rheinl. Währung zu bezahlen übernommen/ also nicht mehr als zehntausend Reichsthaler im Rest verblieben/ deren Erlegung gegen die Ostermess künfftigen Jahrs beliebt worden/ hingegen so wol Ihre Hochf. Durchl. in Lothringen als erwähnte Universität Gießen auff die ehrl. Abstattung jezt angeregter Summen eiferig gerungen; Als haben des Herrn Käuffers Hochf. Durchl. mit dem Herrn Verkaufser sich auff das neue dahin verglichen/ daß seine Hochgr. Gnaden/ von denen Schwedischen Geldern vier und fünfzig tausend acht hundert vier und dreißig Reichsthaler beide Posten entrichten sollen/ dagegen jene versprochen/ die mehrbedeute Gießische 52000. fl. nebenst 2600. fl. als eine Jahrs pension, nicht weniger die übrige

ANNO  
1667.

ge 20000. Reichsthaler als die letzte Summ des Kauffschilling in der Franckfurter Herbstmess / oder im Herbst fünffigen 1668. Jahrs baar gut zuthun / so ferne der Herr Verkäufer alsdann mit einem schriftlichen schein vorgehen kan / daß Jhr Durchl. von Darmstadt / wegen der Univerität Gießen contentiret und zu friden gestellet seyn. Fals aber dieselbe um ersbestimmte Zeit enenieder nur einen Theil / oder gar nichts an dem Hauptgeld / sondern nur die 2600. fl. pension entrichten würden / ist verabschiedet worden / daß die Summa / so alsdann unbezahlt bliebe / so fort mit vier pro cento jährlich verzinset werde / inderdessen die Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg auf die noch restirende Summ verhypotheciret seyn und verbleiben solle / bis so lang und viel der ganze Kauffschilling und letztere Heller bezahlet.

Dannoch aber haben sich Jhr Hoch-Gräfl. Gnad. vorbehalten wollen / daß wann sie nach Verfüßung des 1668. Jahrs J. Hoch-Gräfl. Durchl. ein halb Jahr vorher anzeigen / daß sie einige Gelder von nöthen hätten / dieselbe sich auch nicht entgegen seyn lassen würden / nach verlossenem halben Jahr seiner Hoch-Gräfl. Gnad. eine Summ von 10. oder 12000. Reichsthaler auff Abschlag des Kauffschilling zu erlegen und zu bezahlen: Dagegen haben sein Hoch-Gräfl. Gnad. der Herr Verkäufer versprochen / J. Hfl. Durchl. als Herrn Käufer Vorum & Sessionem in Imperio, so wie es Jhro racione der Graffschafft Rixingen vormals und jehunder gebüret / abzutreten / und wirklich einzuraumen / wie sie dann auch ein absonderlich Schreiben nachher Regenßburg an den Gräflichen Wetterauschen Syndicum des wegen haben auffertigen lassen / und übrigens sein Hfl. Durchl. von aller Ansprach wegen der zehntausend Reichsthaler / so Jhr. Hfl. D. in Lotringen zuerlegen versprochen / wie auch / was des Herrn Landgrafen von Darmstadt Fürstl. Durchl. wegen der Univerität Gießen zugesaget ist worden / zu garantiren. Dessen zu Nutzen und mehrer Versicherung ist dieser Reces, so wol von des Herrn Käufers Hfl. D. als an statt des Herrn Verkäufers von seiner Hgr. Gnad. Herrn Sohn / dem auch Hochgebornen Grafen und Herrn / Herrn Ludwig Eberharden / Grafen zu Leiningen / Herrn zu Westerburg / Schaumburg und Forbach / des H. R. Reichs Semper - Freyen / Röm. Kais. Maj. Rath / und des Hochlöbl. Cammergerichts zu Speyer Præsidenten eigenhändig unterschrieben und gesiegelt / auch in duplo aufgefertiget / und jedem Theil ein Exemplar zugestellet worden; So geschehen Straßburg den 22. Junii An. 1667.

Adolph Johann Pfalzgraf.  
(L. S.)

Ludwig Eberhard Graf zu Leiningen.  
(L. S.)

Kauffbrief / so Herr Philips / Graff zu Leiningen Pfalz-Grav Adolph Johann zu Zwenbrücken / über die Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg ausgestellt. Geben Oberbronn den 4. Febr. 1667. [LONDORPII Acta publica Tom. IX. pag. 687. d'ou l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gräfl. Leiningische Widerlegung sub Lit. B. pag. 20. in Appendice Diarii Europ. LUNIGS, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abth. IV. Absatz I. pag. 727.]

C'est-à-dire,

Contrat par lequel PHILIPPE Comte de Linange vend le Comté de Rixingen, & la Seigneurie de Moersberg, à ADOLPHE JEAN Duc des Deux-Ponts. A Oberbrun le 4. Fevrier 1667.

Wir Philips / Graf zu Leiningen und Rixingen / Herr zu Westerburg / Schauenburg / Forbach und Mörßberg / des H. R. Reichs / semper - Frey / Röm. Kais. Maj. Rath. Bekennen und thun kund Männiglichem hiemit und in Kraft dieses Breißeß / daß wir vor uns / all unsere Erben / Lebens-Erben und Nachkommen / mit freyem Wissen und Willen / wolbedachtem Muth / zeitigen vorgehabten Rath und Gutachten und Consens unserer Angehörigen und Anraten / unsern irrthlichen und scheinbaren Nutzen daburch zubefördern / dagegen unserm Schaden vorzukommen und zu wehren / sonder Argelich oder Gefährde / betrogen / verführt oder hintergangen / eines stetigen / aufrichtigen ohnwiderrufflichen Kauffs verkauft und zu kaufen geben haben / geben auch zu kaufen in aller beständigster und kräftigster Form / Weiß und Gestalt / wie ein immer wehrender Erbkauff in Geist- und Weltlichen Gerichten / Rechten und Gewonheiten bestehen / Krafft / Macht und Bestand hat / haben soll / oder versehen werden mag / dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Adolph Johann / Pfalzgr. bey Rhein / in Bayern / zu Gütlich / Clew und Bergen Herzogen / Grafen zu Welfens und Spanh. der Marck und Ravensburg / Herrn zu Ravensstein / c.

TOM. VII. PART. I.

ANNO  
1667.

Unsern gnädigsten Fürsten und Herrn / seiner Hochst. Durchl. Erben / Erbnehmen und Nachkommen / unsere ganze Graffschafft Rixingen / und Herrschafft Mörßberg / als nemlich unser Behausung / Schloß und Statt zu Rixingen / und denen darzu gehörigen Gütern / auch allen andern Dörffern / mit Namen Güntingen / Wächern / Elbringen / Bolekingen / Miltch / Mörßberg / mit allen Zugehörigen / Rechten und Gerechtigkeiten / WolffsKirchen / Erkersweyer / Jrsinger und Berlinger Bann / Beerensdorff und einige leibeigene Underthanen in der Herrschafft Binsingen. Wie auch alle hohe und Midere Gerechtigkeiten auf dem Closter Rentingen / auch Höfen / Meyeren / Länden / Leuten / Mannen / Fischwassern / Jagden / Wehern / Walden / Büschen / Mühlen / Wasserläuffen / Aekern / Wiesen / Gärten / Weiden / Weidgängen / Zwingen / Bannen / Frevel / Bethen / Aken / Ungelden / Zöllen / Zinsen / Schatzungen / Gülden / Zehenden / Korn / Waizen / Habern / und andern Früchten / Weingeßellen / Gansen / Cappen / Hünern / Hennen / Mühlschweinen / hoch- und nieder-Obertigkeiten / Gebotten / Verbotten / sampt allen andern pertinentien und Zugehörigen / Inn- und Außgängen / in Bassern / auff dem Land / ob und unter der Erden / auch alle Losungen / Wiederkauff und Wiederfällen / Rechten / Nutzungen / Messungen / A-Aktionen und Forberungen / Gerechtigkeiten / Kirchen-Satz / und was sonst dazzu gehören möchte / benand und ohnbenand / gesicht und ungesicht / ganz und gar nichts davon / (wie auch solches Namen haben möchte und zu oberirhter Graffschafft und Herrschafft gehörig ist) ansgenommen oder abgesehen / wie wir dieselbe bis dato innen gehabt / besessen / genutzt / und gebraucht / oder jetzo nur haben / besitzen / nutzen / genießen und gebrauchen sollen und mögen / in keinem Weg sonst bestwert / (ausserhalb der Lehen-Beschwerden) ganz frey und ledig. Gesallen wir vor allen Dingen von dem empfangenen Kauffschilling alle und jede darauff haftende Schulden abzutragen uns verobligiren; Nächst deme cediren und überlassen wir auch hochschadhaftem Herrn Käufers Fürstl. Durchl. mit in diesem Kauff die an die Cron Frankreich habende prætentiones und darüber originaliter in Händen habende Obligaciones.

Und ist also solcher Kauff zugegangen und beschehen vor uns und uns einhundert ein und zwanzig tausend fünffhundert Reichsthal. jeden zu anderhalb Gulden Rheinisch. Wehming / und den Gulden zu fünffsieben Batzen oder sechszig Creutzler gerechnet / oder dessen Fuß und Tart nach / an Gulden oder sonstigen guten unbenannten / aller Orten / gültigen / ohnverschretten Reichs- und Silber-Sorten / wie solche diese jetzige Contracts-Zeit eingenommen und aufgeben werden / davon uns bereits zwölfftausend Reichsthaler baar erlegt sind / wegen der übrigen Summ aber ist bebungen und verabschiedet worden / daß J. F. D. von dem ersten Ziel / so auff Ostern dieses Jahrs fällig / zu vorberst der Univerität Gießen / mit 52000. fl. so sie vermog des jüngst mit derselben getroffenen Accords / dieser Graf- und Herrschafft Rixingen und Mörßberg halben / an uns zu fordern / wie auch J. D. dem Herrn Herzog in Lotringen / wegen der jüngst zu Widereimbung gedachter Herrschafft Mörßberg / uns vorgeliehenen 10000. Reichsthalern contentiren, und dann über diese / uns 54834. Reichsthaler / so sich zusammen auf neun und neunzig tausend / und fünffhundert Reichsthaler belausen / assigniren und bezahlen lassen sollen. Die übrige annoch im Rest verbleibende 10000. Reichsthaler sollen über ein Jahr / auf eben solche bestimmte Zeit / vollends bezahlet und gut gethan werden.

Sagen hierauf vor uns / unsere Erbnehmen oder Erben J. D. und derer Erben / berürter zu gutem Gnügen geliefert und in unsern Nutzen verwendeter 12000. Reichsthaler wegen / quit ledig und loß. Haben auch hierauf mehr hochstverehrten Herrn Käufers J. D. vorangeregte Französische Obligaciones in originali zugestelt / nicht weniger Eingang gedachte Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg / mit aller derselben specificirten Stücken und Zugehörden wirklich abgetreten und eingeräumet / auch unsere darinn befindlich sammtliche Underthanen und leibeigene an dieselbe gewiesen / und unsern Theils aller Pflicht / Subjection oder Gehorsams ledig gezeht / ingleichen alle Güter / Renten / Gülden / Zins / Zehenden / und alles andere / wie es genant oder gemixt werden mag / so sie zureichen und zugeben schuldig sind / so viel uns belanget / frey gesprochen / daß nimmehr / und fürterhin solche Underthanen und leibeigene Zins / laut / und wie sie sonst sind / ihrer obligation, Pflicht und Schuld halben seine Hfl. D. und derselben Erben tradiret und an die Hand gewiesen seyn sollen. Und wir der Verkäufer / wie vorstehet / haben den Herrn Käufer / und seiner Hfl. D. Erben dessen alles / wie ob specificirt, in solche redliche und leibliche / nützlich / wirkliche / ruhige Possession, Gewehr und Gewalt gesetzt / gestellet und gelassen / hingegen uns und unsere Erben / mit unserm guten Wissen und freyen Willen / ohne alle Bertheilung / darauf gesetzt / daran (nach völlig bezahltem Kauffschilling / der einhundert ein und zwanzig tausend fünffhundert Reichsthaler) nimmehr und zu ewigen Tagen / Forderung / Anspruch noch Gerechtigkeiten zu haben noch zu gewinnen / sondern der Hr. Käufer und seiner Hfl. D. Erben sollen und mögen diche ermeldte Graffschafft Rixingen samt allen denen dazugehörigen Stücken / nichts zumalen ansgenommen / fürterhin haben / nutzen / nießen / gebrauchen / besitzen / und damit thun und lassen / als mit andern J. Hfl. D. eigenen Gütern / ohngehindert unser / unserer Erben / Erbnehmen und Männlichdies von uns fertigen / dann wir uns und unsere Erben / dem Hn. Käufer und

ANNO  
1667.

Und seiner Durchl. Erben / zu rechtmässiger / und redlicher guter Wehrschafft hiemit zum allerkräftigsten obligiret und verschrieben / also und der Gestalt / da dem Hn. Käufer oder seiner Hst. D. Erben sohnner verkaufften Graf- und Herrschafft / über Kirch oder lang von jemand / wer der wäre / hohes oder niedrigen Standes / einiger Eintrag oder Verhinderung geschehen / oder zugefüget werden wolte / oder / auff den Fall sich einige verfassunge oder hinderständige Zinse / Gültten / Verpfändungen oder anders / wie das Namen haben möchte / befinden solte / so dem Hn. Käufer nicht namhafte gemacht worden / daß wir oder unsere Erben jederzeit / gegen mämiglichen wo / wann / wie oft das von nöthen seyn wird / vor allen Leuten / Gerichte / Geist- und Weltlichen vertreten / und in alle Weg schadloß halten sollen und wollen. Solches alles versprechen wir bey unsern Gräfflichen Worten / Treuen und Ehren / auch bey Verpfändung unserer andern Graf- und Herrschaffen / und sonst aller anderer beweg- und unbeweglichen Güter / so viel hierzu vornöthen.

Darauf haben wir dem Hren Käuffern zugestelt die Schlüssel zu solchem Schloß und Haus zu Xiringen und desselben Gebäuden / auch alle Briefe und Schrifften / so über gemelte Graf- und Herrschafft und ihre Gerechtigkeit besagend / in unserer Gewalt gewesen; Ob auch von uns oder unsern Erben / in künftigen Zeiten / emige Briefe / Register / Vidimus, Transumpta, Kostel oder Urkunden / über obbesagte Graf- und Herrschaffen / oder derselbigen zugehörigen Gütern samt und sonders wissend in unsern Archivis zu Alten Leiningen / oder hier zu Oberbronn gefunden würden / die sollen und wollen wir offternanten Hren Käuffern und seiner Hst. D. Erben / ohne alle Um- oder Widersede / gleichfalls zu sicheren Händen geben und überantworten / und ob die nämlichen gefunden würden / noch vorhanden wären / sollen sie uns oder unsern Erben / doch zu keinem Vortheil / Nutzen oder Gerechtigkeiten / auch den Hren. Käuffern / und seiner Hochst. Durchl. Erben zu keinem Nachtheil oder Schaden kommen oder dienen; Da aber briefliche Urkunden / welche nicht allein über vielberührte Graf- und Herrschafft / sondern auch zugleich über unsere anderer Orten gelegene Güter oder Gerechtigkeiten / sagen und weisen thäten / erkunden und vorhanden wären / dieselbe sollen in eine Truhe verwarlich zusammen gelegt / und an den Ort / wohin wir begehren / gebracht werden.

Wir haben auch vor uns und unsere Erben / bey unsern wahren Worten / Treuen / Gräff. Ehren und Glauben versprochen und sagen zu / in Krafft diß Briefs / diesen erblichen ohnwiderrustlichen Kauff / auch alles in diesem vor und nachgeschriebenen / stet / weit / und unverbrüchlich zu halten / und dawider nimmer zu reden / in keinem Weg / weder mit oder ohne Recht / heimlich noch öffentlich / oder sonst auf ander weiß / sonder den Hren Käufer und seiner Hochst. Durchl. Erben ruhig darbey lassen und unverzretten / vor allen Leuten / Richtern / und Gerichten / Geist- oder Weltlichen / ohngefährlichen aufrichtigen Wehrschafft gebüret und sich gebüret / so lang und viel / biß der Hr. Käufer und seiner Hochst. Durchl. Erben zu ruhiger / vollkommener und ohnangefochtener Besikung zu recht genug daran erlangt. Hierwider solle uns und unsere Erben auch Erbnehmen nit schirmen künftige Veränderungen der Käufften in Glaubens- oder andern weltlichen Sachen / so sich zutragen möchten / auch kein Geislich oder Weltlich / Kaiserlich / Chur- oder Fürstlich / noch anderer Obrigkeiten / Freyheiten / Gnad / Gericht oder Recht / geschriebenes oder ungeschriebenes Verbot / Burgrecht / noch das Kaiserliche Cammer- oder Hofgericht / Bündniß / Sakung / Statuten / Ordnungen / noch Gewonheiten / Verbündungen / noch Glaubt / von wem das wäre / noch sonst andere Einreden / Exceptionen / Fund / Iff / oder Gefährde / die wir oder unsere Erben erdencken / und nemlich sprechen möchten:

Als wären wir über den halben Theil eines rechten Berths vorvortheilet / verführet / oder sonst betrüglig hintergangen / oder wir hätten die Sach nicht verstanden / und daß der Dingung mehr als daß Hauptgelds / oder daß wir nicht Macht gehabt diesen Verkauf zuthun / oder daß es ein Anlehen; Dann wir uns aller solcher Behnlt und einrede / wie die erdacht / oder fürder immer erdacht werden möchten / auch daß Rechts (so gemeiner Verzeihung ohne vorhergehende Sonderung widerspricht) samt allen andern Freyheiten / Privilegien und Beneficien / so hiewieder dienlich seynd / oder außgebracht werden möchten / auch überzehlten alles wissentlich und wolbedachtlich verzeihen und begehren haben / vor uns und alle unsere Erben / alle Gefahr und Argeliff hietinnen gänzlich vermidten und außgeschieden / jedoch mit dieser außersüchlichen condition, Beding und Vorbehalt / daß offstangelegene Graffschafft Xiringen und Herrschafft Wörtsberg / mit allen ihren Obrigkeitlich- und Gerechtigkeiten / Ein- und Zugehörungen / nichts davon außgenommen / omni meliori jure & modo, uns / unsern Erben / Lebens- Erben und Nachkommen / vor obbesagten Kauffschilling / vom ersten biß auff den letzten Pfening / und biß wir denselben / samt ohnverhoffenden / à solutionis cessatione causirtem Interesse, Kosten und Schaden allerdings und vollkommenlich befriediget / und flag-los gestellet worden / specialiter expresse (wie dann wir / auch alle unsere Erben und Nachkommen anderer Gestalt unsere gerechtfame an denen vielberührten Graf- und Herrschaffen und dero appertinentien, nicht cedit, sondern besser und beständigster Massen reservirt haben wollen) hypothecirt und verhaft seyn und bleiben sollen / also und dergestalt / daß wir in dem ohnverhoffenden Fall / der außbleibenden und nicht erfolgenden Be-ahlung / Krafft

dieser Obligation und Kaufverschreibung / ohne einige geredete-liche Solennitäten und Processen, bestreyt seyn und ein bereits erlangtes Recht haben sollen / sothane Graf- und Herrschaffen als unser Unterpand anzugreifen und anderwärts zu verkauffen / so lang und viel / biß wir wegen des völligen Kauffschillings / sampt dammentzo verursachten Kosten und Schaden / allerding content und zu frieden gestellt seyn.

Dessen alles zu wahrer Urkund / stet / weit / und Genehmhaltung / haben wir eingangs benander Verkäufer / und unser Freundl. geliebter Sohn / Ludwig Eberhard Graf zu Leiningen und Xiringen / 16. 16. Desß Kais. Cammergerichts zu Speyer Präsident, diesen Kauff- und Gewähr-Briefe / mit eigenen Händen unterschrieben / und unser Gräff. angebornes Secret und Insegel wissentlich daran henden lassen. So geben und geschehen Oberbronn den 4. Februarii in dem Jahr nach Christi unsers lieben Herrn und Seligmachers Geburt 1667.

(L. S.) Philips / Graf zu Leining. und Xiringen.

(L. S.) Ludwig Eberhard / Graf zu Leim. und Xiring.

## II.

Inducia ad XIII. Annos inter JOANNEM 30. Janv.

CASIMIRUM Regem Poloniae, & ALEXIUM MICHAYLOWITZ Czarem & Magnum Ducem totius Russiae, quibus controversia circa Limes aliasque res quamplurimas, componuntur, & Smolensko ac Principatus Severiae Czareae Majestati relinquuntur. Actum Denerwae Andrusoviae die 30. Januarii 1667. [CHWAL-KOWSKI Jus Publicum Regni Poloniae. pag. 354. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII, Acta publica. Part. IX. Lib. X. Cap. CCXXVIII. pag. 489. par extrait en Allemand, & dans GASTELIUS de Statu publico Europae noviss. Cap. V. pag. 96. aussi par extrait, & en Allemand.]

Serenissimi & Magni Domini, Joannis Casimiri, Dei gratia Regis Poloniae & Sueciae, Magni Ducis Lituaniae, Russiae & aliorum Sue Majestati subiectorum, atque omnium Statuum Reipublicae, utriusque Gentis Regni Poloniae, ac Magni Ducatus Lituaniae tam Ecclesiasticorum, quam Secularium, Nos Magni & cum plena Potestate Legati ac Commissarii Georgius Carolus Illebowicz in Dobrowna, Generalis Ducatus Samogitiae & Borrissovienensis Capitaneus, &c. &c.

Ex Mandato Serenissimae Majestatis Domini Nostri Clementissimi, & ex Commissione totius Reipublicae, una cum Dei gratia Magni Domini Czari & Magni Ducis Alexii Michaylowitz, totius magna, parva & Albæ Russiae Autocratoris, atque multorum Dominiorum ac Terrarum Orientalium, Occidentalium, Septentrionalium, Haeridis & Successoris, & Domini ac Dominatoris, ejusque Czareae Majestatis, magnis ac cum plena Potestate Legatis, cum Illustrissimo & Illustrissimis Castellano & Locumtenenti: Athanasio Laurentide Ardino Naszczokin, &c. &c. congregati: Inter Smolenscum & Mscislawiam propè Fluvium Illarodna, in Pago Andrusovia cum magna & singulari cura ab utrinque proposuimus, ut tam inter Serenissimum Magnum Dominum nostrum, ejusque Regiam Majestatem, interque Regnum Poloniae ac magnum Ducatum Lituaniae ac universam Rempublicam, quam inter Dominum ejusque Czaream Majestatem ac Ducatum Moschoviae, omnes similitates & differentias (quae praeteritis annis exorta, demum in publicam hostilitatem, bellum & sanguinis effusionem eruperant) componerentur, & Amicitia stabiliretur. Et quamvis tunc propter multas utrinque occurrentes mutuas difficultates aeterna Pax inter hos Magnos Dominos nostros concludi non potuerit: tamen intuentibus eorundem Magnorum Dominorum nostrorum inclinationem, atque iis subiectorum Dominiorum ab utrinque Sanctae Pacis desiderium; quemadmodum initio hujus nostrae Commissionis de armorum silentio constitutionem mutua fide stabilimus, sollicitam & non interruptam aeternam vel temporaneam Pacem curam polliciti: ita etiam plena à Magnis Dominis pro Sancta Pace firmanda in Nos collata, potestate usi, respiciendo in feliciora tempora, in quibus supra nominata Amicitia in effectum deduci, atque inter Magnos Dominos, eorumque Dominia firma Pax evalescere possit, in hac Puncta in trigesimo primo Congressu, hoc est 30. Januarii juxta Calen-

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

Calendarium nostrum convenimus, eaque ab utrinque constituitur.

I. Ut Induciae ab anno currenti, à Nativitate Filii Dei computando, hoc est, ab Anno 1667. à condito verò Mundo 7175. à Mense Junio per annos tredecim sine interruptione sibi succedentes usque ad Annum à Nativitate Filii Dei 1680. à condito verò Mundo 7188. similiter ad mensem Junium firmæ sint. Atque per hos Induciarum ab initio nostri Tractatus & Conventionis annos, usque (quod Deus præstet.) ad perpetuam eliminationem omnium discordiarum (quæ ad hoc tempus & diem, ad conclusionem præsentium Induciarum, ab initio præteriti Belli, per arma & quascunque alias simultates intervenerunt) utraque Pars plene pacificata, ab omni vindictarum & injuriarum memoria abstinere: & præsentem firmam Induciarum constitutione inter Serenissimum Magnum Dominum ejusque Regiam ac Magni Domini Czaream Majestates, interque Magna eorum Domina, Terras, & Arces, tam inter illas quæ antiquitus ad quamcunque partem pertinebant; quam inter Bello acquisitas, quæ in præsentem Induciarum Tractatu cuicumque obtigerunt, interque Subditos & homines utriusque Partis renovata, stabilita & confirmata inviolabilis Amicitia, juxta præsens Compromissum & Statutum, integrè absque ulla imminutione per hos omnes Induciarum Annos superius expressos firmiter & constanter conservari: & sicut Sacra Regia, ita & Czarea Majestas inter se in omnibus modis mutuum bonum velle & Frater Fratri meliora querere, atque in omnibus sincere secum agere & procedere debent.

II. Serenissimæ verò ac Sacræ Regiæ Majestatis, sicut & Magni Ducis Czareæ Majestatis personales Dignitatis & Jurisdictionis Tituli, ad utrumque in eorum propriis Litteris ac quibuscunque Scripturis scribi debent juxta formam ab initio hujus Instrumenti & Cautionis exaratam, sine imminutione & immutatione tamdiu donec, auxiliante Deo, perpetua Pax stabilietur. Similiter Senatores Palatini, Duces Exercituum, & cujuscunque Magistratus, ac Conditionis homines, in limitaneis Dominiis & Arcibus habitantes, quorum, & ubi scire intererit. Ex alia quoque parte Nobiles & Palatini & Judices ex Mandato suorum Magnorum Principum personales eorumdem titulos in quibuscunque Scripturis, juxta præsentem Constitutionem, uti ab initio expressum est, scribere debent; id caventes, ne ulla inimicitiarum præbeat occasio. Singulæ quoque expeditiones ex Cancellaria S. R. Majestatis & aliorum in Consuevis Regni Poloniae & Magni Duc. Lithuaniae habitantium non Ruthenico, uti fiebat ante Bellum, sed Polonico Idiomate, uti hæctenus per moderni Belli tempus observabatur, prodire debent.

III. Quæ porro Arces, Terræ hoc proximo Bello à Regno Poloniae & Magno Ducatu Lithuaniae sunt avulsæ, & remanent in possessione & sub Jurisdictione Czareæ Majestatis, hoc est Smolenscum cum universo Severiensis Ducatu, cum Arcibus & particularibus locorum attinentiis, quæ sunt ex hac parte à Vitepscensibus, Polocensibus, ex parte vero Livoniae à Lucinensibus locis attinentiis, Smolenscum usque uti Dohorobuzium, Biala, Nevelium, Sebezia, Krasno, etiam Wielizia (quamvis antiquitus ad Palatinatum Vitepscensem pertinuerit) cum suis item particularibus locis ac attinentiis: ex alia vero parte, in qua sunt Arces Severiensis, circa Czernihoviam omnes Arces & Terræ quibuscunque nominibus nuncupatæ, omnes relinquere debent in sorte Czareæ Majestatis. Ad sortem vero S. Regiæ Majestatis à Borysthene sub Kijovia, & per omnem Regionem ad limites Putulenses, nulla Arx, nec Civitas nec Latifundium pertinebit. Non prætergrediendo tamen limites Palatinatum Vitepscensium, Polocensium, & Mscislavensium; Similiter Districtuum, Orsensium, Mozyrensiem, Rzeczyensium, Braclavensium, uti & limites Livoniae, cum ea; qua ab antiquo continebantur, circumferentiâ cum omnibus particularibus attinentiis, Pagis, fundis ex utraque ripa Borysthensis ac Dunæ & aliorum sitis; ad Palatinatum & Districtum in possessione S. Regiæ Majestatis remanentes pertinentibus; excepta Wielizia, quæ Pacis Sanctæ causa à Palatinatu Vitepscensium avulsæ, in sorte Czareæ Majestatis præsentem Tractatu ad annos Induciarum collocata est. In superiori verò parte Borysthensis, quæ comprehenditur titulo Zaporohorum seu liminum Borysthensis, & ejus loci Cofaci, in quibuscunque eo loco præsidii, munitionibus, sepimentis, & sedibus degant, pertinere debent ad obedientiam & protectionem utriusque Magni Principis nostri ad commune illorum obsequium contra

imminentem (quam Deus avertat) Brisurmanicam potentiam. Omnibus tamen cujuscunque conditionis Indigenis in sorte Czareæ Majestatis & in locis, quibus per hos Tractatus ad certum tempus cessimus, mansuris, liberum ubique debet esse Religionis Catholicæ exercitium, sine ulla, de peracta in domibus propriis devotione, molestia. Similiter omnibus, cujuscunque conditionis hominibus, in sorte Sac. Reg. Majestatis in locis per præsentem Tractatus concessis, mansuris, liberum debet esse Religionis Græcæ Exercitium, sine ulla expediendorum Pictatis officiorum præpeditio.

IV. Cavemus & hoc, ne ulla de Cofacis Ukrainensibus ex hac parte Borysthensis à Percaslavia habitantibus, vindicta sumatur, ea de causa: quia aliqui in partem S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ transire soliti erant. Cofacos vero omnes ex altera ripa Borysthensis à Kiovia habitantes, Czarea Majestas à juramento fidelitatis absolvit: neque eos in suam protectionem recipiet, neque ad Civitates & Arces suæ Jurisdictionis admittet aut admitti permittet per totum tempus Induciarum. Similiter S. R. Majestas Cofacos ex altera ripa Borysthensis à Percaslavia degentes in protectionem suam non recipiet, neque ad Civitates & Arces suæ Jurisdictionis per hoc Induciarum tempus admittet, aut admittere jubebit.

V. Civitas Kiovia cum Monasterio, dicto Pieczary, cum sua circumferentiâ ac circumjacentibus & vicinioribus Monasteriis & cum pascuis, quæ incolæ Monasteriorum in campis habent; & cum ingressu pro omni domestica necessitate, in eam Borysthensis, ripam in qua situata est Kiovia, non ultra milliare, ut integrè cum satisfactione in Latifundiis & Sylvis, pro Arcis & Monasteriorum habitatoribus, tam à circumjacentibus, quam à pauperibus conservetur per tempus inferius de deducendo Præsidio Czareæ Majestatis ex eadem Arce Kioviensi, & de restitutione ejusdem cum iisdem locis expressis in sortem S. R. Majestatis, conditum & descriptum.

VI. Ex occupatis verò Bello Arcibus & Terris restituendæ sunt in sortem S. R. Majestatis Arces & Civitates, Polocia, Vitepscum, Duneburgum, Lucinum, Rzeczyca, Margenhäufum, cum tota Livonia Meridionali; cum omnibus omnium Arcium prænominatarum Attinentiis, antiquitus ad easdem spectantibus: excepta Wielizia, ab antiquo Vitepscum pertinente: Ex his autem Arcibus, in quas recenter post earum occupationem, Græcarum Ecclesiarum Apparamenta, Imagines, Libri & alia; item Tormenta, Ammunitiones, varii generis Arma, item homines Aulici, incolæ ex Russia adventitii; item pecuniarum Thesaurus, Victualia ex Moschovia invecata fuerunt; ad Arces Czareæ Majestatis, in vicinia sitas, per vecturas publicas, ad Confinitia harum attinentiarum deportari debent. Antiqua vero harum Arcium Tormenta, Instrumenta munitionum seu Ammunitiones, Arma, quæ nunc sunt in iisdem, similiter & earum Indigenæ ac Nobiles in suis sedibus, tempore cessionis & traditionis harum Arcium relinquere debent. Hæ supra nominatæ ac restituendæ Arces, Polocia, Vitepscum, Duneburgum, cum Livonia & aliæ superius expressæ, cum aliis locis & attinentiis Usviatâ, Suraziâ, Jeziersciâ, debent tradi in sortem S. R. Majestatis & Reipublicæ, in Anno à Nativitate Christi currenti 1667. mensis Maji 10. die juxta novum Calendarium, per Commissarios tam a S. Regiâ quam à Czarea Majestate deputatos. Hujusmodi verò hominibus, qui publicas vecturas facturi sunt, aut eorum jumentis, nulla vis & injuria à Subditis Czareæ Majestatis fiet. Nobilibus in his restituendis Attinentiis; statim post conclusionem Tractatum præsentium, sua bona occupare liberum erit: in quibus pacificam habere habitationem debent, sine præpeditio à Subditis Czareæ Majestatis in Fortalitiis usque ad earum evacuationem, relictis. Similiter Subditi Czareæ Majestatis relictis in Fortalitiis, quoad omnia à Subditis S. Reg. Majestatis donec ex iisdem deducantur Fortalitiis, in pacifica & secura possessione permanebunt.

VII. Ipsa Kiovia Arx cum iisdem Monasteriis, Pieczarii dictis; & cum aliis penes Kioviâ relictis adjacentiis, similiter cum omni veteri armatura, cum qua olim Kiovia in partem Czareæ Maj. accepta; cum provisione tum temporis ibidem inventa, in sortem S. R. Majestatis & Reipublicæ restitui & evacuari mundarique debet, ante primam de perpetua Pace commissionem; in his Induciarum annis, hoc est, post duos annos à præsentem Tractatu computando in Anno Deo dante 1669. in mense Aprilis die 15. juxta novum Calendarium occurrente; tandem ante hanc emundationem & evacuationem

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

tionem Kioviæ, ejusque restitutionem in formam S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ debet fieri à Magnis Dominis Nostris mutua per Internuncios, per Confidentiales Literas denunciatio; ut uni Parti de traditione, alteri vero de receptione constet. Et quamvis hæc denunciatio non fieret: tamen Arx Kiovia in formam S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ in termino nunc designato restitui, ejusque cessio fieri debet. Quæ quidem Arx Kiovia per hos duos Annos, per quos in possessione Czareæ Majestatis permanebit, debet habere robustum ex Exercitu Czareæ Majestatis Præsidium tam contra Paganos, quam contra discolos Cofacos: quo tempore necessaria, tam in comœtu quam in ammunitioe, Czarea Majestas, ministrari præcipiet. Et pro hoc, restituendo & cedendo Kioviæ, nullam compensationem à S. Regiæ Majestate & à Republica requiret. Quod verò attinet ad arinorum genera ex diversis Arcibus, & Civitatibus, tam S. Reg. Majestatis, & Reipublicæ, quam privatorum Indigenarum Regni Poloniae & Magni Ducatus Lithuaniae per hoc Bellum & in variis conflictibus ab utrinque occupatorum, hanc materiam ad Tractatum de perpetua Pace differimus.

VIII. Omnia Scripta publica, sicuti & Libri Castrenses, Tribunalitii & Magdeburgenses, eorumque Acta; præterea Munimenta, Privilegia, Metricæ Bibliothecæ, & libri Ecclesiasticum tam Romanæ quam Græcæ; Vilsæ & in aliis Civitatibus & in variis Locis Regni Poloniae & Magni Ducatus Lithuaniae per hoc Bellum accepti, quidquid eorum inveniri poterit tam privatorum quam publicorum, præsertim à Districtibus & Palatinatibus tempore Belli ad suam Czaream Majestatem cum promissione subjectionis & fidelitatis expeditorum (qui per præfentes Tractatus cassantur, & annihilantur in perpetuum) nullos penes se retinendo restituere ac omnes collectos, summum intra sex menses, vel quam primum colligi possunt, in Confinia sua Czarea Majestas retinere mandabit: præmonita S. Regiæ Majestate, per proprias Literas, ut pro his omnibus recipiendis sum expediat Commissarium. Monumenta verò & libri omnes Palatinatum Smolenscensis, Czernihoviensis, & Districtus Starodubensis, non expectando tempus Induciarum, intra 12. septimanas post jurata Pacta, quicunque inveniri poterunt; collecti, Deputatis à S. Regiæ Majestate Commissariis, in Confiniis, sicut & Palatinatus Kioviensis Munimenta & Libri, præmissis à S. Regiæ Majestate Monitoriis Literis, restitui & tradi debent.

IX. Quod autem spectat supellestem, & res Ecclesiarum, tam Romanæ quam Græcæ, Deo ad honorem consecratas & dicatas, uti sunt varii generis Vasa, Reliquiæ, præcipue partes Ligni S. Crucis Lublini acceptæ, diversæ Imagines, ac Ornamenta Ecclesiastica: hæc omnia quidquid eorum in Dominiis Czareæ Majestatis colligi poterit, summum intra unum annum præmissa mutuâ Magnorum Dominorum nostrorum denunciatioe restituentur. De Campanis externis S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ in Moschoviam & Terras Czareæ Majestatis erectis, in prima Commissione per Magnos utrinque & cum plena Potestate Legatos agetur.

X. Et quia inter nos, S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ Czareæ Majestatis Magnos Legatos non exigua intercedebat difficultas de eliberatione Captivorum; & hanc tali modo facilitavimus & constituimus. Imprimis omnes Agricolas ac homines utriusque sexus, agrestibus laboribus addictos, ex Terris S. R. Majestatis tam Regno Poloniae, quam M. D. Lithuaniae in captivitate abductos manere debere sub Dominio & in partibus Czareæ Majestatis per omnes annos Induciarum aut viciniores, si maturius, auxiliante Deo, perpetua Pax in quacunque ex inferius nominatis Commissione, conclusa non fuerit. Quod verò alios captivos attinet, scilicet omnis generis Cives, qui recenseri inter homines Aulicos non possunt, ex diversis Civitatibus ac Oppidis S. R. Majestatis; similiter Judæos qui Religionem Græcam susceperunt, per hoc Bellum ab ejusdem initio in Moschoviam abductos: ita inter nos convenit: Quandoquidem Czareæ Majestatis Magni Legati non poterant modo de eliberandis ejusmodi hominibus quidquam nobiscum concludere. Nobis etiam S. Regiæ Majestatis Legatis & Commissariis difficile fuit concedere, ut hæc difficultas juxta requisitionem Czareæ Majestatis Magnorum Legatorum nunc complanaretur. Igitur Magni & cum plena Potestate Legati S. Regiæ Majestatis, pro confirmatione præsentium Tractatum ad annos Induciarum per nos conclusurum, ad Czaream Majestatem juxta Conventionem nostram

ANNO  
1667.

expediendi, id negotium in Metropoli Moschoviae, in præsentia & coram Czarea Majestate perfectè component, & uti oportet, pacifcentur.

XI. Omnes verò alii captivi, ab initio præsentis Belli abducti, tam Ecclesiastici quam Seculares, Equestris ac Militaris conditionis, seniores ac juniores, lixæ militares, omnis conditionis, sexus & Religionis homines, similiter Cofaci Ukrainenses, Tartari S. Regiæ Majestatis Subditi, Nobiles privati, & omnes alii Aulici, etiam in Magno Ducatu Lithuaniae in Bonis vel domibus seu in conflictu, in Arcibus, Civitatibus, & ubicunque captivati; (quamvis nunc carceribus hæreant inclusi, aut in obsequio Czareæ Majestatis ac D. D. Nobilium hæreant: quamvis in Terris Czareæ Majestatis cum Ruthenicis personis Matrimonia contraxerint, vel Religionem Græcam receperint; aut in Aulis Ducum ac Principum sub Jurisdictione Czareæ Majestatis degentium, aut apud Cives in Civitatibus operas suas locaverint: Similiter Judæi, qui fidem suam Religioni Ruthenicæ non addiderunt) omnes cum Uxoribus ac Liberis, cum rebus eorum mobilibus, nemine celato, neque ad manendum coacti, bona fide in Terras S. Reg. Majestatis liberari & dimitti à Czarea Majestate jubeantur. Qui verò ultra in forte Czareæ Majestatis manere velent, liberum eis erit. Quæ autem Poloniae & Lithuaniae Nationis femina & Judæa copulata est Matrimonio Viro Rutheno, omnes penes suos Maritos manere debent in Terris Czareæ Majestatis. Similiter omnes captivos ex partibus Czareæ Majestatis, omnis conditionis & sexus homines qui in Regnum Poloniae & Magnum Ducatum Lithuaniae ex vario conflictu sunt abducti, & in Arcibus Regni Poloniae & Magni Ducatus Lithuaniae hærent, item eos, qui tempore Belli Turcici transibant in Poloniam, & nunc in Regno Poloniae in obsequio S. R. Majestatis; vel in domibus aut Bonis Senatorum Nobilium, & in Civitatibus apud Cives laboribus exercentur: hos omnes S. R. Majestas in Terras Czareæ Majestatis in Moschoviam neminem celando, aut ad remanendum adigendo, bona fide liberos abite, & dimitti præcipiet. Qui verò sub Jurisdictione S. Reg. Majestatis ultra manere cuperint, liberum eis debet esse. Hæc eliberatio & manumissio utrinque præstari debet vicinioribus captivis, non expectando remotiores, ex Civitatibus Regni Poloniae, & Magni Ducatus Lithuaniae, scilicet ex vicinioribus Civitatibus expeditur ad conterminas Arces Czareæ Majestatis intra duas Septimanas: ex remotioribus intra Mensem vel duos; longius & remotius adhuc abducti intra medium annum à conclusione præsentium Tractatum. Similiter ex Ducatu Moschoviae; ex Arcibus Smolensco, Vitepsco, Polocia, Duneburgo, & aliis proximioribus, etiam Ukrainensibus intra duas septimanas; & Metropoli Moschoviae intra mensem; ex ultra Moschoviticis propioribus Arcibus, intra duos Menses, & remotioribus Arcibus intra quatuor menses: ex Astracania intra medium annum, à conclusione horum Tractatum computando. Ex Sibiria verò, & remotissimis Sibiriae Arcibus colligi ad dimittendum debent intra annum vel quam primum fieri poterit. Per fines autem præmissa ad conterminos Palatinos & Præfectos denunciatione, omnibus sine detentione liber præstari transiri debet. Eodem modo si captivi Moschoviticæ Nationis in Regno Poloniae, vel M. Ducatu Lithuaniae Fidem Catholicam recepissent, & Matrimonia contraxissent; nihilominus vellent in Moschoviam redire; tunc illis liber sicut ad Patriam Terram reditus absque ulla difficultate cum Uxoribus & Liberis, & cum omnibus mobilibus concedetur.

XII. Et in his Induciarum annis, juxta inclinationem Magnorum Dominorum nostrorum, eorumque fraternam charitatem ac utriusque Nationis perpetuæ Pacis desiderium convenimus & conclusimus: ut utrinque ad mutuos Congressus mittantur Magni & cum plena Potestate Legati & Commissarii cum Instructionibus plenam Potestatem continentibus, numerando à Mense Junio præsentis anni in futuro, Deo dante à Nativitate Christi 1669. Mense Junio: juxta vero vetus Calendarium Anno 1777. Quod si in hoc primo Conventu & Commissione perpetua Pax propter occurrentes difficultates concludi non posset, tunc altera Commissio & Conventus institui debet intra quinquennium: scilicet Anno à Nativitate Christi 1674. in Mense Junio, & juxta vetus Calendarium Anno 1782. Si vero neque in hac secunda Commissione perpetua Pax concludi posset: tunc non desperando de perpetua Pace, ambo Magni Domini per suos Legatos, Principes Christianos invitare pro Mediatoribus debent



ANNO  
1667.

debet qui tunc utriusque Magno Domino videbuntur necessari: idque vel ex mutuo consensu; vel si alicui ex illis ex sua parte ab iisdem Christianis Principibus viderentur, Magni Legati ad discernendam & sopiendam perpetuo controversiam; pro tertia Commissione, scilicet in anno 1678. juxta novum Calendarium in Mensis Junio, juxta vero vetus in Anno 7186. impetrandi. Quod si (quod Deus avertat) & tertia Commissio cum Mediatoribus in conclusione perpetuæ Pacis suam non consequeretur effectum; & ex occurrentibus difficultatibus videretur Dominis Mediatoribus differendus Tractatus: tunc utriusque Magni & cum plena potestate Legati, Mediatores cum omni honore expedient: ipsi vero cum bona spe different Commissionem ad Annum 1680. juxta novum Calendarium & juxta vetus ad Annum 7188. Mensem Junium, & in his ultimis duobus annis Magnis Principibus & Dominis nostris liberum erit studium & conatus circa renovandam per Legatos, aut etiam prorogandam ad ultérieures annos temporaneam Pacem. Bellum vero & effusio sanguinis, & devastatio terrarum utriusque Monarchæ, adhibita omni tacitâ industriâ, permitti non debet: imo Pax omni Christiano conatu & diligentia teneri; Bellum vero, adhibitis Internunciis ad ullas Limitaneorum querelas, quas componi oportet, nullatenus excitari.

XIII. Conventum etiam est, quia per prolongatum præsentis Belli tempus, limitaneorum Arcium Incolæ, antiquos transgressi limites, in Attinentiis earundem Sylvas exciderunt, earumque terminos deleverunt: ut huic incommodo provideatur, utrinque in præsentis anno confirmatarum ab utroque Monarcha Induciarum, bini & bini Limitum Judices & Commissarii, nimirum Smolensco & Vitepsco aliisque Arcibus & Terris, cum Literis plenæ Potestatis mittentur: atque in Mense Septembri, post mutuam de loco Conventus denunciationem congregati, viros provectæ ætatis, Limitumque peritos, ex quibus Civitatum, Pagorum, Terrarum, Sylvarum antiquos terminos destructos intelligant, advocabunt. Quosque illi assignaverint læsos terminos iidem Commissarii jubebunt emendari & novos erigi, imperabuntque severe loci illius Incolis, ne ulla ex parte limites & termini amplius violentur.

XIV. Quacumque autem ex parte discolori & inobedientes inventi fuerint, id ad proximis Limitum Palatinos, vel vices eorum gerentes, deferantur, quibus post factam inquisitionem absque ulla dilatione poena infligi debet. Id ipsum altera ex parte, nimirum Kioviam inter & Czernikoviam, & Percaslaviam, in altera ripa Danubii, facient: delegabunt Commissarios factisque hac de re Incolis certioribus, Limites & terminos constituent, quoad usque vi Factorum Magnus Dux his Terris imperabit; cum hac tamen cautela, ne supra unum milliare Kiovia de Terra quidquam usurpent.

XV. Id quoque constitutum est, ut secuta Factorum confirmatione in spem & majus robur Pacis (quod etiam in ordine ad perpetuam Pacem inviolabiliter observari debet) per publicos vel privatos Delegatos, Principibus externis, cum quibus æterna, vel ad tempus facta sunt Fœdera, hujus Pacis Confirmatio denuncietur ad publicam notitiam; ut in posterum inter Mercatores cum extraneis Regionibus Mercatura incrementum accipiat.

XVI. Licebit quoque Mercatoribus, tam Magnæ Russiæ, quam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuanicæ, in limitaneis Arcibus, Civitatibus, Locis, in quibus & ante præsens Bellum licebat, Merces exponere cum Literis passus: iis Mercibus exceptis, quæ in utraque Regione prohibita sunt; persoluto tamen, juxta utriusque Gentis Statuta, vectigali. Molestiæ vero, exactiones & damna nulli Mercatorum inferri debent, neque his impedimentis alienari. Eadem libertas Mercatoribus Smolensco per Dunam Fluvium cum non prohibitis Mercibus Rigam navigantibus concedi debet. Vectigal tamen consuetum in loco consueto ab hujusmodi Mercibus ad Thesaurum S. Reg. Majestatis & Republicæ pendetur, tantum ad tempus ultimæ, quæ cum Mediatoribus celebrabitur, Commissionis, scilicet ad annum 1678. Mensem Junium.

XVII. Debita, quæ adhuc ante Bellum certis obligationibus & conditionibus, etiam per Contractus Mercatorios, promiscue inter homines cujuscunque conditionis, tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuanicæ, quam Moschoviticæ Nationis, etiam inter eos, qui sub Belli tempus in partes Magni Ducis transiverunt, contracta sunt utrinque, exhiberi & justis argumentis probari debent: atque cuilibet injuriam passo secundum Cautiones, Chirographa, Contractus Mercato-

rios ex utraque parte sine ulla dilatione, juxta leges, & rei exigentiam justitia administrabitur, & fiet satisfactio.

XVIII. Et id decrevimus, ut tam S. R. Majestas, quam Dux Moschoviæ, Hanus Crimenlem de hac confirmata Pace per Literas certificent: ut vicinitalis motivo Hanus Crimenlem cum suis Populis, tam S. Reg. Majestati quam Magno Duci mutuam conferret amicitiam & confidentialem correspondendam, & à Bello penitus abstineat, quandoquidem tam S. Reg. Majestas quam Magnus Dux jam secum in fraternam convenirent unionem. Quod si Hanus Crimenlem id & communem in vicinitalis amicitiam spreverit, neque à Bello efficaciter desisterit, utrique Genti communis erit hostis. Quare Ukraina Kioviæ, in Zaporovia, aliisque in Ukraina munitionibus, ex utraque ripa Boristhenis, Exercitus tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuanicæ, quam Magni Ducis cum Incolis Ukrainæ contra Tartarorum & Hani potentiam in excubiis parati esse debent; eumque tanquam communem hostem unitis viribus repellent. Eadem quoque communes & mutua excubiæ in Zaporovia, & in Dono contra Turcas vigila- bunt. Quod si Hanus Crimenlem de Nostra instructus amicitia, eidem tertius uniri voluerit: tunc de mediis Pacificationis in occurrentibus differentiis, tam S. Reg. Majestas quam Magnus Dux inter se mutuo conferent; & communem amicitiam seria diligentia promovebunt: ut Imperatorum Turcarum, confirmata communi amicitia Hano Crimenlem imponat mandatum, quatenus ab omni Belli occasione abstineat. Quod si data à Tartaris occasione, res inter Hanum Tartarosque, atque inter S. Reg. & Czaream Majestatem ad Bellum spectaret; atque Porta Ottomanica in defensionem Tartarorum contra Sac. Reg. & Czaream Majestatem vim pararet, vel contra illorum alterutrum, tunc communibus viribus ac Exercitibus utrinque tam Sac. Regia, quam Czarea Majestas in omni occasione vim Bissurmanicam repellent.

XIX. Ad meliorem autem horum Factorum notitiam tam à S. Reg. quam à Czarea Majestate expedientur ad Imperatorem Turcarum Legati, qui ei tanquam limitaneo vicino conclusam Pacem denuncient. Id quoque utrinque cautum & constitutum est, ut Magni & Minores Legati, atque privati Internuncii, utrinque acceptentur & recipiantur cum debito honore juxta eorum dignitatem: quibus tam ingressus, quam reditus liber, sine ulla impeditione & detentione permitti debet. Porro Majorum Legatorum adventus constabit centum virorum & 150. equorum comitatu: Minorum Legatorum adventus habebit in comitatu viros 30. equos 50. Internuncios comitabuntur 10. homines, equi 14. Pro hoc universo comitatu, currus, & victui necessaria subministrabuntur. Cum vero Legatus & Internuncium ad S. Regiam & Czaream Majestatem ire contingeret, & post præmissam denunciationem, juxta morem Legationum, expedientur obviam; qui eos cum comiteatu & omni satisfactione excipiant: Legatus Parastatæ, seu Deductori, vulgo Przystanowi tradet tam virorum quam Equorum Regestrum, & quidquid supra præscriptum, tam in hominibus, quam in Equis numerum abundabit, horum omnium sicut nomina, ita & computus colligetur, ac à finibus suis impensis proficiantur, & transibunt. A Parastatæ autem, seu Deductoris, vulgo Przystanow, quotquot illi fuerint, juxta morem Legationum, sua præstabitur observatio: neque fas erit in minimo eos, tam in adventu, quam in reditu, ad ipsos usque limites lædere.

XX. Licetum vero erit Mercatoribus Legatos comitantibus Merces suas invehere tam in Regnum Poloniæ & M. Ducatum Lithuanicæ, quam in Moschoviam, in Civitates earum Varsoviæ & Moscuam. Merces vero eas invehent, quæ Statutis Regionum non prohibentur: easque palam, non clandestine distrabent & permutabunt. Qui Mercatores tamdiu morabuntur, quamdiu Legati illorum suo munere fungentur; quo expedito, illi quoque nulla interposita morâ una cum Legatis excedent. Nullus autem ex iis, qui sunt in Legationum comitatu, cujuscunque Nationis hominem sollicitare & clandestine secum evehere audebit. In quo si aliquis deliquisse fuerit deprehensus, ex eo efficax satisfactio, tam pro hac, quam pro quacunque alia culpâ, præstari debet.

XXI. Decretum etiam est, & cautum utrinque, ut in limitaneis Arcibus Palatini, & Administratores, rem & commoda utriusque vicinitalis sollicite procurant, in Latrones Pacisque publicæ turbatores serio animadvertant, eosque inquirent; & secundum utriusque Nationis

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

nis Statuta ac criminis exigentiam puniant: ne eorum culpâ Pax publica lædatur. Si verò aliqua damna fuerint illata, in rebus præfertim mobilibus, & divisione distraherentur: ad restitutionem secundum posse tenebuntur: sociique criminis arguentur: & ut in posterum similia non attentent, admonebuntur.

XXII. Quod si Parte ex utraque suscitabuntur aliqua differentia & dissidia, Pars læsa in Palatinis, in finibus autem eorum Substitutis denunciabit, ubi & in qua Terra id continget. Cumque conventum fuerit, ii ad quos pertinet, sine ulla dilatione de excessu iudicabunt, & fraterne decernent: atque ita horum occasione, conclusa Pacta nullo modo violabuntur.

XXIII. Si verò Magni Ducis Subditi, petulantia collecta manu, S. Reg. Majestatis Terris & Subditis damna intulerint, Czarea Majestati incumbet, armata eos quærere manu ac captivare; & parem crimini pœnam, sine ullo respectu, infligere, atque pro damnis illatis restitutionem juxta vires imperare. Similiter si S. Reg. Majestatis Subditi seditiose congregati, Czarea Majestatis Terras ac Subditos in aliquo violaverint; culpæ illorum par pœna respondere debet, damnis juxta debitum satisfieri, ac omnis exhiberi quàm primum satisfactio. In ultionem verò damnorum, armare exercitus, Bellum auspicari, aut quacunque ex causa præsentem turbare & evertere Pacem non licebit.

XXIV. Quod si casus aliqui contigerint, qui à confinium Palatinis componi non poterunt, eos tam S. Regia quàm Czarea Majestatis Legatorum Congressui referabunt. Quos autem utraque ex parte supremi ambo Principes ad hanc Legationem deputabunt, hi in limitibus collatis Consiliis, remotis omnibus controversiis ac prolongationibus, Justitiam decernent: Neque ideo Pactis contravenire licebit.

XXV. Per idem tempus Induciarum, tam S. Regiæ, quàm Czarea Majestatis, Dominia, Terræ, Arces, Subditi, eo nexu Pacis inter se mutuo connectentur, ut nullus Magnatum, neque Civis contra Civem tam publicè quàm privatim & occultè inimicitiam præ se ferre audeat: nemoque tam per se quam per alios, quicquam mali alteri inferet aut procurabit.

XXVI. Singulariter verò, Serenissimus Poloniae Rex, ejusque in Regno & Magno Ducatu Lithuaniae Successores, publicos & occultos Czarea Majestatis, & ejus Dominiorum hostes non recipient: neque illis tam pecuniis quam copiis ullum præbebunt auxilium: nec ullam tam ad inimicitias, quam ad Bellum tum per se ipsi, tum per subordinatas personas, occasionem offerent; neque illam præcipient. Similiter Czarea Majestas, ejusque in Magno Ducatu Lithuaniae Successores, Magni Duces Moschovia invigilabunt, ut nec per sese neque per alias instructas personas; publicos vel privatos Regni Poloniae & Magni Ducatus Lithuaniae hostes sub suo foveant patrocinio, aut eis consilium, ferrum, thesaurum per hos omnes initorum Pactorum annos ministrent, aut ministrare præcipiant, vel aliquod malum inferre. Imo utrinque tanquam Frater Fratri, omnia bona & quicquid fraternam unionem decet præstabit, ne novæ gliscant inimicitia & causa Bello præbeatur.

XXVII. Id etiam stabilitum est; ut tam à S. Reg. quàm à Czarea Majestate Magni & cum plena Potestate Legati, ad utrumque Monarcham pro Induciarum conclusione cum Confirmationis Literis expediantur. Qui quidem Legati à præsentis tempore confirmationis nostræ intra sex menses convenire debent, facta prius utriusque Monarchæ per Internuntium denunciatione de loco Conventus. Ac imprimis hi magni utrinque Legati, missi cum Confirmatione, ubi ad limitaneas Arces pervenerint, de Adventu suo certos se invicem reddent: deinde ubi convenerint, tanquam Frater Fratri exhibebunt suorum Monarcharum Confirmationis Literas: quæ concordare debebunt præsentis Tractatui, verbumque verbo correspondere, munitæ suorum Principum Sigillis. Illis verò perlectis tradent sibi utrinque muro quaternas copias, ex quibus constet prædictas Confirmationis Litteras per omnia præsentis Tractatui esse conformes: cum illisque Magni utrinque Legati ad designatos Monarchas proficiantur. Quas tam S. R. quàm Czarea Majestas personaliter coram Sancto E-

vangelio juramento confirmabit. Rotam verò Juramenti Literis Confirmationis adscriptam, tam in Regno Poloniae, quam in Magno Ducatu Lithuaniae utriusque Gentis Cancellarii subscribent nominibus propriis: uti & in Metropoli Moschovia Magni Legationis Cancellarius, ad perpetuam memoriam & stabilitatem.

XXVIII. In hoc etiam inter nos conventum est: ut post nostrum ad utrumque Monarcham nostrum cum præsentis Pacis conclusione reditum, iidem Magni Legati, qui cum Confirmationis Literis utrinque ad supremos Monarchas nostros deputabuntur, habeant plenam Potestatem ad tractandum de conservanda utraque Ukraina, & Zaporovia & constituendarum rationum media mutui Subsidi, tam contra Hanum Tartarorum, ejusque populos, quam contra Imperatorem Turcarum, si forte Ucrainenses Cossacos communibus Exercitibus suis ad suam obedientiam & subjectionem cogere deberent: sicuti & de aliis agendis, quæ ad omnimodam securitatem, fortunam utriusque Gentis & ad augmentum fraternæ inter S. Regiam & Czream Majestatem charitatis pertinerent.

XXIX. Punctum verò, quod S. Reg. Majestatis Magni Legati Magnis Czarea Majestatis Legatis de numeranda aliqua convenienti Summa contentandæ Nobilitati, ex his Palatinatibus, Districtibus, & ex parte Ukrainae quam in sortem Czarea Majestatis concessimus, exulanti, proposuimus: nimirum, ut dignaretur Czarea Majestas ex fraterna erga S. Reg. Majestatem charitate, ad alliciendos in constantem amicitiam utriusque Nationis populos ejus quantitatem determinare; in hunc modum à Magnis Legatis Czarea Majestatis nomine resolutum est: De hac satisfactione exulibus Nobilibus tam Regni Poloniae, quàm M. Duc. Lithuaniae præstanda, in prima Legatione, quæ cum Literis Confirmationis ad S. Reg. Majestatem institueretur, futuram conferentiam & mutuam consilium. Atque ita hoc negotium Czarea Majestas in adventum differt Legatorum.

XXX. Quod si, juvantibus Superis, alterutri horum duorum Monarchatum placuerit, causâ firmiter conservandi aut stabilendi hujus Induciarum Tractatus, alterum Monarcham per suos Legatos reddere certiorum, & de sua amicabile propensione significare: id invicem postea alter Monarcha eidem præstare debet: atque hunc Induciarum Tractatum ambo Monarchæ suis Literis confirmare erunt obligati, ut ita omnia ad magis firmandam Pacem ordinentur.

XXXI. Ad extrêmum si aliquo insperato infortunio hunc Induciarum Tractatum, ratum & scripto confirmatum in aliqua horum Populorum Cancellaria contingat interire, aut ante traditionem ad Cancellariam amitti: tunc eadem firmitas hujus Tractatus in uno Dominio conservati, ad utrumque Monarcham, eorumque Populos pertinebit: & æqualiter utrumque ad conservandam præsentem Pacem obligabit.

Ut autem majori & solidæ securitati consulatur; hæc omnia, quæcunque à nobis S. Regiæ & Czarea Majestatis Magnis & cum plena Potestate Legatis & Commissariis facta, conventa, constituta & definita sunt; à Serenissimo & Magno Domino nostro Joanne Casimiro, Dei gratia Rege Poloniae & Sueciæ, Magno Duce Lithuaniae, Russiae, Prussiae, Masoviæ & ab omnibus S. Reg. Majestati subiectis Terris, & à tota Republica, tam Regno Poloniae, quam Magno Ducatu Lithuaniae, pariter à Magno Domino Czaro & Magno Duce Alexio Michajlowicz, totius Magnæ & Parvæ Albæ Russiae Aurocratore & multorum Dominiorum ac Terrarum, Orientalium, Occidentalium, & Severiensium Hærede, Successore Domino & Dominatore in omnibus Punctis observabuntur: & nunc conclusa, rata, & fixa erunt. Quem Tractatum & Cautionem nos S. R. Majestatis Magni & cum plena Potestate Legati & Commissarii manu nostra subscripsimus & Sigillis munivimus. Demum communi nostro Juramento utrinque stabilivimus, atque his Induciarum munimentis ac Cautionibus, cum Czarea Majestatis Magnis ac cum plena Potestate Legatis egimus. Scripta est hæc Confirmatio in loco Conventus Derewnae Andrusovia Anno à Nativitate Christi Domini 1667. mense Januario, die trigesima, à condito Mundo 7175.

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

III.

14. Fev. *Accord tusschen syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt van CEULEN, ende Haer Ho. Mog. de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, raeckende de Stadt Rhynberck. Gedaen in s'Gravenhage, die 14. Febr. 1667. [AITZEMA, Saacken van Staat en van Oorlogh. Tom. XIII. pag. 723. d'ou l'on a tiré cette Pièce, qu'on trouve aussi dans le Diarium Europ. in Append. Cont. XX. pag. 166. en Allem. dans LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. III. Absatz III. pag. 108. en Holland. & dans GASTELIUS de Statu publico Europæ Novissimo. pag. 407. en Allemand.]*

**E**rstelijck, dat de Parochiale Kercke tot Rhynberck voornoemdt, met de appendentien van die, sal gelaten worden aen haer Ho. Mog. gevendé daer voorens tot Recognitie drie duysent Rijksdaelders ofte seven duysent vyf hondert Guldens Hollandts geldt, om in de selve Kercke den Gereformeerde Godts-dienst geoeffent te worden, gelijk tegenwoordigh geschiet, ende sal aen de Roomsgefinden vry staen haere Doden in de selve Kercke, ofte op 't Ketckhof, indien sy luyden daer eenige Graven fouden mogen hebben, te begraven, de welcke oock met geen meerdere onkosten van luyden, ofte andersints sulen beswaert ofte belast worden, als die van de Gereformeerde Religie werden gedaen.

De Capelle van Kampen, tegenwoordig geappropriert tot de wooninge van de Commandeur, sal tot ghebruyck van de tegenwoordige Commandeur ghelaten worden, ende in 't toekomstige aen syné Successeurs, tot dat de Stadt den succederenden Commandeur, met een ander bequaem Huys ende Logement sal hebben voorsien.

Dat aen den Roomsgefinden Pastoor sulen verblyven alle foodanige inkomsten, als hy sal kunnen bewyfen tot de Pastorie aldaer te behooren, des sal den Gereformeerden Predicant het Pastorie-huys syn leven lang geduyrende gebruycken.

Gelijk den Abt. van Kampen sal blyven ontlast van foodanige Subsidie, als hy tot noch toe aen de Gereformeerde Predicanten heeft betaelt.

Ende dewyle het Huys dat men seyt den Vicarius toe te komen, in het Jaer seftienhondert ses en dertich door den Blixem verbrandt, ende naderhant op hare Ho. Mog. kosten weder van de grondt af is opgetimmert, so wert tot optie van sijn Keur-Vorstel. Doorluchtigheyt gestelt, het Huys te laten aen hare Ho. Mog. of wel de aangewende kosten te refunderen.

De Parochie Kercke van Issum, met de annexe Prebenden, gelaten werdende aen de Roomsgefinden Pastoor, sal het aen de Heeren van Issum, als oock de opgesetenen daer ontrent vry staen, op, by, ofte ontrent het Huys van Issum te maken, ende te gebruycken, een bequaeme plaetse tot exercitie van de Gereformeerde Religie, sulcx die selve tegenwoordigh in de voorschreve Kercke ghepleecht werdt.

De Electie van de Magistraet, Schepen ende Raden, sal geschieden volgens de Privilegien, Handvesten, Gewoonten, ende Usantien, daer van zijnde, en sal die geene de welke de Electie competeert, ende daer toe gequalificeert is, syne Stem vry gelaten werden, sonder dat yemant anders sich daer mede sal hebben te bemoeien, directtelijck ofte indirecttelijck; Soo nochtans, dat altydt de Magistraet, Schepenen ende Raed, sal bestaan half uyt Luyden van de voorlz. Gereformeerde Religie, ende half uyt de Roomsche gefinden.

Hare Ho. Mog. sulen geen beler doen aen syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheys Tol-bedienden, in het ontfangen van des selfs Landt-Tol, sullende tot dien eynde de Tolberden by hare Ho. Mog. bedienden in het Ampt Rhynberck opgerecht, weghgenomen werden.

De Mark-Schipper op Wesel, Lucas Vonck, sal voor syn leven in het bedienen van het voornoemde Ampt  
TOM. VII. PART. I. wer-

III.

Accord entre l'Electeur de Cologne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant Rhyneberg. A la Haye le 14. Fevrier 1667.

ANNO  
1667.

14. Fev.  
LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

**P**remierement que l'Eglise Paroissiale de Rhinberg, avec ses dependances sera laissée à leurs Hautes Puissances, donnant une seule fois, pour recognoissance la Somme de trois mil Risdalers, ou sept mil cinq cens Livres de Monoye de Hollande, pour pouvoir exercer la Religion Reformée dans ladite Eglise, comme cela se fait à present, & il sera loisible aux Catholiques Romains d'enterrer leurs morts dans ladite Eglise, ou dans le Cimetiere, s'ils y ont des fosses, lesquels ne seront chargez de plus grands frais de sonnerie ou autrement que ceux de la Religion Reformée le sont.

La Chapelle de Campen appropriée presentement pour la demeure du Commandeur sera laissée à l'usage dudit Commandeur, & à l'avenir de ses Successeurs, jusques à ce que la Ville ait pourvû le Commandeur qui lui succedera d'une autre Maison ou Logement propre.

Qu'il sera laissé au Pasteur des Catholiques Romains tous & tels revenus qu'il prouvera appartenir à la Pastorie de ce Lien, & le Ministre des Reformez jouira sa vie durant de la Maison Pastorale.

Semblablement l'Abbé de Campen demeurera dechargé du Subside qu'il a payé jusques icy aux Ministres des Reformez.

Et comme la Maison qu'on dit appartenir au Vicaire a été embrasée en l'année mil six cens trente six par le tonnerre, & réedifiée depuis jusques au fondement aux depens de L. H. P. il est remis au choix de sa Serenité Electorale de laisser ladite Maison à leursd. H. P. ou de rembourser les depenses.

L'Eglise Paroissiale d'Issum avec les Prebendes y annexées étant laissée au Pasteur des Catholiques Rom. il sera libre au Seigneur d'Issum, comme aussi aux Habitans, de faire auprès ou es environs de la Maison d'Issum un lieu propre, & s'en servir pour l'exercice de la Religion Reformée, comme elle est exercée presentement dans ladite Eglise.

L'Electio des Magistrats, Eschevins & Conseillers se fera suivant les Privileges, Coutumes & Usances qui en sont, & celui à qui l'Electio apartiendra & qui sera qualifié pour cela donnera sa voix librement sans que personne s'en mêle directement ou indirectement. En sorte néanmoins que les Magistrats, Eschevins ou Conseillers seront choisis la moitié d'entre les Reformez & la moitié d'entre les Catholiques Romains.

Leurs H. P. ne donneront aucun empêchement aux Officiers de la Douane de sa Ser. El. dans la recette des Droits du Pais, & seront à cet effect les Bureaux etablis par les Officiers de L. H. P. dans l'Officialité de Rhinberg.

Lucas Vonck Battelier du Batteau Marchand sera continué dans sa charge sa vie durant, &

ANNO  
1667.

werden gecontinueert; Sullende naer syn overlyden, de dispositie daer van gelaten werden aen syne Keur-Vorstel. Doorluchtigheyt.

Soo wanneer de Haven, de welcke syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt van meeninge is te maecten, sal zijn voltrocken, ende volcomen tot het ghebruyck geapliceert, fullen de Schippers hare Ho. Mog. Onderdanen, het Havengelt gehouden zijn; nevens andere, soo wel syn Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheys Onderdanen, als andere, doch hooger niet, te betaelen.

Ende sal voortaan niemant sonder behoorlijk daer toe van syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ghequalificeert te zijn, in het Ampt van Rhijnberck mogen jagen, veel min de *Bosschen* aldaer met houwen of anderfints mogen beschadigen.

Eyndelijk, verclaren haer Ho. Mog. niet te fullen gedoogen, dat door die van het Guarnisoen van Rhijnberck, ofte eenige andere, 't zy politijck ofte Militaire. Personen, van wat staet die zijn, Syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt eenige indracht geschiede in des selfs *Regaliez, Hoocheden, Jurisdiction, Recht ofte Gerechtigbeden, Domeynen, Tollen, Goederen, Revenues, Bosschen, Wiltbanen*, ofte oock syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheys Beampten ende Justicieren in de executie van haere Ampten eenige hindernisse aengedaen, veel min dat des selfs Onderdanen met eenige exactien, ofte extorsien souden gequelt worden.

Alle welcke Pointen aen den Commandeur van de Stadt Rhynberck tot des selfs naerichtinge fullen werden bekent gemaect:

Gelijck oock dit alles mede wegens syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt sal werden bekent gemaect aen den Amptman . . . ende de Magistrat van de meergenoemde Stadt Rhijnberck, om insgelijcx te strecken tot haere naerichtinge.

Desse Pointen ende Articulen fullen niet prejudicieren, nochte oock dérogeren aen de *Capitulatiën*, ende Conventien, die voor date deses, souden mogen syn opgericht, anders ofte verder dan voor soo veel die selve hier mede uytdruckelijck souden mogen verandert zyn.

De voorz. Pointen ende Articulen, hier vooren verhaelt, fullen ten wederlyden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck onderhouden worden, ende tot meerder vastigheyt van dien, syn hier van gemaect twee gelijklydende Instrumenten, ende by de Heeren Gedeputeerden van haer Ho. Mog. ter eenre, ende den voornoemden Agent van syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt ter ander zyd, met handt ende Zegel bevestigt, ende fullen de Ratificatiën daer op binnen den tijt van een maendt naer dato deses, ofte wel eerder, is doenlijck, in bestendige ende behoorlijke forme werden uytgewisselt. Aldus gedaen in 's Gravenhage den veertienden February sestiën-hondert seven en sestiën.

(L.S.) J. Braeckel.	(L.S.) Jan van Yssel-
(L.S.) B. de Asperen.	muyden.
(L.S.) Johan de Wit.	(L.S.) H. Gokinga.
(L.S.) M. van Crommon.	(L.S.) Henrick van
(L.S.) Johan van Reede.	Lochteren.
(L.S.) E. van Botzma.	(L.S.) J. van Borse-
	le van der Hooge.
	(L.S.) C. Burgh.

la disposition en sera laissée après sa mort à sa Ser. Elect.

ANNO  
1667.

Quand les Ports que S. Ser. El. est dans le dessein de faire seront achevez & qu'on s'en pourra servir, les Bateliers Sujets de L. H. P. seront obligez de payer le Havengelt à sa Ser. El. comme les autres; mais pas davantage.

Et personne à l'avenir ne pourra chasser dans l'Officialité de Rhinberg, sans être convenablement à ce qualifié de S. Ser. El. & encore moins couper ou autrement endomager les Bois.

Enfin L. H. P. déclarent, qu'ils ne consentiront point que ceux de la Garnison de Rhinberg ou quelques autres, soit Politique ou Militaire, de quelque condition qu'ils soient, donnent aucune atteinte aux Regales, Prerogatives, Jurisdiction, Droits, ou Justices, Domaines, Paages, Biens, Revenus, Bois, Parcs, de sa Ser. El. ni d'apporter aucun empeschement à l'exécution des Charges de ses Sujets & Justiciers, & beaucoup moins que ses Sujets soient molestez par aucune exaction ou extorsion.

Tous lesquels Points seront notifiez au Commandeur de Rhinberck pour son instruction.

Comme aussi ils seront notifiez de la part de sa Ser. El. à l'Official . . . & Magistrat de la susdite Ville de Rhinberg, pour leur servir aussi d'instruction.

Les Points & Articles ne prejudicieront ni ne dérogeront aux Capitulations & Conventions qui peuvent avoir été faites avant la date des presentes, si non entant qu'il pourroit y être changé quelque chose par cesdites presentes.

Lesdits Points & Articles cy-dessus seront de part & d'autre inviolablement & de bonne foy observez, & pour plus grande fermeté de ce, en a été fait deux Instruments de même teneur, & ont été signés & confirmés du Sceau des Deputez de leurs Hautes Puissances d'une part, & de l'Agent de sa Serenité Electorale, d'autre part, & en seront les Ratifications en bonne & due forme échangées dans le temps d'un mois ou plutôt si faire se peut. Ainsi fait à la Haye le quatorzième Février mil six cens soixante sept.

(L.S.) J. Brackel.	(L.S.) Jean d'Yssel-
(L.S.) B. d'Asperen.	muyden.
(L.S.) Jean de Wit.	(L.S.) H. Gokinga.
(L.S.) M. de Crommon.	(L.S.) Henri de
(L.S.) Jean de Reede.	Lochteren.
(L.S.) E. de Botzma.	(L.S.) J. de Borse-
	le van der Hooge.
	(L.S.) C. Burgh.

## IV.

7. Fevr  
MAYENCE  
ET PALA-  
TIN.

*Sentence Arbitrale des Deputez de France & de Suède dans le Différent entre l'Electeur de MAYENCE & ses Alliez d'une part, & l'Electeur PALATIN d'autre, au sujet de divers Droits & prétentions. A Heilbron, le 17. Février, 1667. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 323, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. Absatz I. pag. 424. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII*

(1) *Acta Publica* Tom. IX. pag. 480. en Latin; & dans GASTELIUS de *Statu publico Europæ noviss.* Cap. IX. pag. 447.]

Postquam Serenissimi ac Potentissimi Reges, utpote in controversis circa Wildfangiatum, Conductum & Telonia; indeque dependentia Jura, inter Eminentissimos Principes, Joannem Philippum Moguntinum, tanquam Episcopum Herbipolensem, & Wormatiensem, Carolum Casparum, Trevirensis, Maximilianum

(1) La Copie de *Londorpius* differe assez des autres dans les termes, quoi qu'elle ne s'en éloigne pas dans le sens. Il semble que ce ne soit qu'une Traduction de quelque autre Traduction. Celle-ci est tirée du *Theatrum Pacis*. La même Pièce se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 454. [D U M.]

ANNO  
1667.

num Henricum, Colonienſem, Archi-Epiſcopos Sacri Romani Imperii per Germaniam, Galliam, Regnum Arelatenſe, & Italiam, Archi-Cancellarios & Electores, Sereniſſimum Carolum, Lotharingæ Ducem, & Barri Marchionem, ut & Reverendiſſimos Principes, Lotharium Fredericum & Franciſcum Egonem, Spirenſem & Argentinenſem Episcopos, ſimiliter Comites Rheingravios, & Immediatam Sacri Romani Imperii Nobilitatem in Tractu Rheni, Sueviæ, Franconiæ, & appertinentibus locis, ex unâ; Tum Sereniſſimum Principem, Dominum Carolum Ludovicum, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarium & Electorem, ex altera parte, nunc per aliquot annos durantibus controverſis electi ac recepti Arbitri, vigore delati, receptique Arbitrii, ſuos propterea delegatos & ſpecialibus Mandatis inſtructos Miniſtros & Conſiliarios, Honoratum Courtin, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Galliarum & Navarræ Regis Chriſtianiſſimi à ſecretioribus Conſiliis, nec non Libellorum ſupplicum Magiſtrum, per Circulos Superioris & Inferioris Rheni Legatum Extraordinarium; Davidem Mevium, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Caroli XI. Sueciæ, Gothorum & Vandalorum Regis à Conſiliis ſecretioribus, & Supremi Tribunalis quod Wiſmaria eſt Vice-Preſidem, ut & Martinum Böckel, ejuſdem Regiæ Maieſtatis Conſiliarium Aulicum, tanquam ad hanc cauſam Legatos Extraordinarios, Heilbronnæ (qui locus ad hoſce Tractatus aptiſſimus viſus fuit) miſerant, coram quibus etiam deinde vi Compromiſſi; die I. (XI.) Novembris, Anno MDCLXVI. ab utriſque controverſentium Partium Plenipotentiariis ſubſcripti & ſubſignati, poſtea quoque à Principibus ipſis ratificati, intra præfixos in eodem Compromiſſo terminos, gravamina, exceptiones, Replicæ, una cum adjunctis Documentis Literariis exhibita, Documenta hinc inde bonâ fide, partim recognita, partim pro recognitis acceptata fuerant, tandemque Partes concluſerant, atque Proceſſus ad Laudi promulgationem uſque deductus fuiſſet, perpenſis deinde eâ quâ decet diligentia Actis, ponderatiſque cauſarum circumſtantiis & momentis, de prædictis controverſis, vi compromiſſorialis hujus Laudi, arbitrantur & pronuntiant.

Primo quoad Wildfangiarum. Quod omnes Perſonæ peregrinæ, mares & fœminæ, perſequentem corporum ſuorum Dominum non habentes, nemine excepto, tanquam Wildfangii, ſi quando in Palatinatu non ſolum, ſed etiam in adjacentibus Episcopatibus, Dominiis & Oppidis, Pagis, & Ditionibus, de quibus præſens controverſia vertebatur, Domicilium conſtituerint, Domus Electoratis Palatinæ, juxta tenorem Privilegii, & in eo memoratam antiquiorem conſuetudinem facti ſint, & in poſterum ſint, & quod ſub hoc indefinite nomine peregrinorum, non tantum ii peregrini, qui plane extra Germaniam exiſtunt, ſed omnes adventitii homines, undecunque venerint, qui in Ditione illa, ad quam veniunt, indigenæ non ſunt, ſecundum proprietatem vocis (Peregrini) prout illa reſpectu Ditionum accipitur, & ex uſu anteriorum temporum comprehenduntur; ad illos verò extendi non poſſit, qui, cum jam ante alicujus Episcopatus, vel Ditionis Subditi, & liberi homines ſunt, ab uno loco ad alium, aut ex Oppido vel Pago quopiam ad alium Pagum ejuſdem Ditionis migrare, & Domicilium ſuum mutare voluerint; nec etiam ad illa loca, in quibus ſpecialim Wildfangiatus ab Imperatoribus Romanis aliis conſeſſus eſt, præſertim in Comitibus Wildt- & Rheingraviorum, Danni & Kührburgi, nec minus Steini, uſque dum antiquius Jus & uſus ejuſdem hoc illorum Privilegio, illic locorum planum reddetur.

Quoad Jus in ejuſmodi proprios homines & Wildfangios exercendum, quod diſcrimen fieri debeat inter Jura perſonalia, quæ ipſi perſonæ ſeu corpori adherent, atque Territorialia Jura, quæ à Superioritate & Jure Territoriali derivantur; ut illa unâ cum mancipatione (Electorum Palatino) vi Privilegii competant, at quod juxta antiquiora Jura & Conſuetudines proprios homines concernentia, ſit de iis ſtatuendum: Proindeque facultas iſtiusmodi homines adventitios, & ex his descendentes, in numerum propriorum hominum recipiendi & conſtituendi cenſum corporalis, in pecunia vel gallinis, operæ præſtari ſolita, ſic tamen ut operæ illæ tolerabiles ſint, & debitis Subditorum præſtationibus non officiant, cenſus de defunctis, Mortuarium dictum, pecunia pro introitu, cenſus pro receptione, redemptio

TOM. VII. PART. I.

à proprietate hominii, Jus ſuccedendi in bona vacantia, Jus Derractionis, niſi Dominus Territorii id ſpeciali ex Privilegio vel ex uſu acquiſiverit, Homagium & Juramentum Fidelitatis & Obedientiæ (ſine præjudicio tamen Homagii illius, quod Domino Territoriali debetur,) Conſtitutio Officialium, vulgò *Ausſatze* dictorum, qui iſta obſervent & exigant, Jus mandandi & vetandi, in quantum hoc illorum debita officia, ſervitia & quicquid eos præſtare convenit, juxta conſuetudinem, quâ hætenus in ſingulis locis id exercitum fuit; Palatinis Comitibus relinquuntur. Cætera verò Territorialia Jura, quorum Domini Fœderati in Libello mentionem faciunt, non ſolum ea, quæ Sereniſſimus Elector Palatinus ſibi Jure Wildfangiatus attribuiſſe diſcretur, nempe Collectæ, Cenſus, Gabelle, pecunia pro itinerantibus Principibus Junioribus, & elocatione Filiarum Principum, Citationes, Evocationes, Cognitiones, Executiones, Appellationes in Eccleſiaſticis & Secularibus, Criminalibus pariterque Civilibus, realibus nec non perſonalibus Cauſis, Confirmationes Contractuum, Transactionum, Teſtamentorum, Pactorum ſponſalitorum & Matrimonialium, diviſiones Hæreditatum, Jus Venandi ſeras majores minoresque, Fœreſtæ, Piſcandive; Hoſpitiatura, Albergaria tam quoad perſonas quàm quoad canes equosque, melioramenta, Advocacia Eccleſiaſtica, aſſiſio & publicatio Palatinorum Ediſtorum, Mandatorum, Reſcriptorum, Juſſorum, Citationum, Jus Metarum & hoſpitiatio Militum, ut & expenſæ bellicæ, præſtatio curruum & equorum pro impedimentis militaribus, Judæorum receptio, æſtimatio bonorum, finium & limitum deſcriptio, pariterque alia hujusmodi Jura, quæ adhuc præſentantur, veluti præter ſervitia perſonalia, Jus Angariarum, itineris & ſequelæ, armorum diſtributio, luſtratio Militum, Jus ordinariè & extraordinariè collectandi, dandi Tutores, earumque rationes examinandi, Inventaria (extra caſum bonorum vacantium) conſiciendi, juxta tenorem Privilegii Wildfangiaturum concernentis, in Territoriis Conſœderatorum eidem hæc competent, ſic ut in poſterum ſub hoc titulo ea exercere abſtineat; Exceptis tamen iis locis, in quibus per Transactiones tale quid conſeſſum eſt, ſicuti quoad præſentia hæc Jura eorumque exercitum id obſervetur, quod Transactiones & Pacta Conventa inter Sereniſſimos Comites Palatinos Electores, & Reverendiſſimum Episcopum Spirenſem, diverſis temporibus, nempe Anno MCCCCXCI. & Anno MDXX. inita continent, ſimiliter quoque inter alteramemoratam Domum Palatinam & Comitem Falckenſteinium Conventa anno MDXXXVIII. vigorem ſuum obtineant & ſerventur; Sic tamen ut in caſu aperti Feudi & conſolidationis Domini utilis cum directo, (reſtitutis antea omnibus in Pagis & Locis, ad dictum Feudum pertinentibus, eum in ſtatum, in quo tempore Inveſtituræ ipſis Comitibus Falckenſteinis factæ erant) Domino Feudi Transactione illa nullatenus nocere aut præjudicare poſſit; Eodem modo in Pagis Creichoviæ quoque Centenæ obnoxiiis Pagis cum Nobilitate, ratione collectationis propriorum hominum Palatinorum Transactiones inter illos tantum obſerventur, nec ulterius extendentur. Quicquid autem in Actis de aliis Conventibus, nominatimque cum quibusdam Nobilibus, allegatur, quandoquidem eæ productæ non fuerunt, id in medio relinquatur.

Præterea etſi Sereniſſimus Comes Palatinus Elector ex certa quodam Jure Superioritatis Territorialis ſibi plura arroget, attamen quoad hæc nihil ei attribui poſſe, priuſquam ſpecialim ea in Locis vel Pagis exercita fuiſſe demonſtretur; Quod ad præſens Compromiſſum non pertinet, ſed ordinario Judicioreſervatur, cui etiam præſentium Jus Territoriale in Pago *Muckenloß*, ut & quod de quibusdam Nobilibus locis aſſeritur, relictum eſto.

Omnia verò Jura, quæ prædicto modo Sereniſſimo Electori Palatino ex cauſa Wildfangiaturis competent, æquitate ipſa id poſtulante, ſic conſerventur & exercentur, ut Dominorum Territorialium ſua Superioritas, Regalia, Jurisdicſio, & cætera Territorialia Jura in Ditiones & Subditos, quæ per Inveſtituras & Privilegia Cæſarum acquiſivère, vel longo uſu obtinère, in cæteris illæſa ſint, nec impediuntur, aut perturbentur.

Propterea cum his pugnantibus evocationes, interdicſta, protectio, præſcriptio formularum Homagii Provincialis, ut & Mandatorum vel Interdicſtorum Domini Territorialis, Religionis & Jurisdicſionis interpellatio, intermitterentur. Et ſi in poſterum controverſiæ quedam exiſtent,

B 2

exiſtent,

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

existent, eæ non vi, sed amicabiliter vel Jure sopientur: è contrario Serenissimus Elector Palatinus ejusque Officiales circa Mandata & exactionem ejus, quod Electori Palatino tanquam hominum propriorum Domino deberur, nulla remora injicietur. Et si Jurisdictionis Territorialis auxilio ad executionem eorum opus fuerit, id ad instantiam, à cujusvis loci Sculteto promptè, eo verò denegato, aut ad ostiduum à tempore Requisitionis protracto, ipsismet permissum esto exequi.

Et cum deprehendatur ea, quæ nunc in controversiam deducta sunt, non adeo ex Juribus, eorumque competente exercitio, quam ex Officialium excessibus provenisse, & quod Pacis & bonæ vicinitatis gratiâ expediat non parum, ut in posterum ii in- & cohibeantur ipsi. Ideo conducere visum fuit, ut ad evitandam personalium & Territorialium Jurium collisionem & præveniendas ob eam metuendas difficultates & contentiones tam ratione officii, quam quoad modum in exercitatione eorum Jurium servandam, & Instructiones huic Lando convenientes concipiatur, & has nunquam, sine condigna pœna transgredi fas sit.

Quoad secundum Compromissi Articulum Jus conducendi, & quæ de eo dependent, concernentem, Juri congruit, ut Transactiones & Conventiones desuper initæ, inter utrasque Partes inprimis juxta ipsarum tenorem, serventur. Quandoquidem verò vi Conventionis, Præfectura Lauda, quæ Episcopatu Herbipolensi cum omnibus Juribus, cum iis & Jus quoque conducendi, quemadmodum ea Ludovico ab Hurten vendita erat, cessâ fuit, & nil quicquam ex eo reservabatur, propterea illud jam dicto Episcopatu sine impedimento relinquatur imperturbatum, nec Electori Palatino integrum sit, sibi ratione ejusdem quicquam arrogare.

Similiter ea quæ inter Serenissimos Electores & Reverendissimos Episcopos Spirenses, diversis vicibus de Jure conducendi transacta sunt, obtinebunt, & serventur, & ea, quæ contra illa facta sunt, emendentur. Inter quæ etiam, quæ Edickhovenensis Recessus definitivè, in usu maneat, & valeant; quod si verò nihilominus Reverendissimus Episcopus putaverit, sibi, non obstante Antecessorum suorum factâ approbatione, ab hoc recedere, Jus fasque esse, liberum ipsi esto, per viam Juris in locis competentibus id planum faciendi, ut tamen dictus Recessus, prout in aliis punctis, ita quoque, in specie quantum Salvum Conductum & aperturam Deidesheimensem concernit, usque ad aliam Judicalem decisionem, porro observeatur. Et relinquatur ipsi etiam Jus conducendi, quod per Privilegia & Investituras obtinuit, & hæcenus exercuit. Cætera quod attinet, quibus in Conventionibus certus modus haud præscriptus aut definitus, & à Dominis Confœderatis gravaminis loco prolatum est, & in controversiam deductum fuit, Juri atque Consuetudinibus Imperii conveniens censetur.

Primò, ut Serenissimus Elector Palatinus in Dirionibus Confœderatorum Jure conducendi non aliter utatur, quam in transitu Principum, aut simili aliarum dignitate illustrium Personarum, Copiarum equestrium vel pedestrium, Mercatorum ad solemnes Nundinas proficiscentium, aut etiam Judæorum, Zingarorum & similibus personarum, quibus juxta Leges & Consuetudines absque conductu securitas non competit.

Secundò, ut nec exigatur aut exerceatur Jus conducendi, si quando Domini Territoriorum & Viarum ipsarum, nec non ipsorum Officiales, Milites & Subditi per eas vias commeant; sed innoxio & Constitutionibus Imperii congruenti, libero & non impedito transitu in Ditionibus suis utentur, quemadmodum & Electores Palatini, eorum Ministri, Milites & Subditi vicissim eadem libertate sine conductu alio, simili modo gaudeant.

Tertiò, Processiones Religiosæ liberæ, & conductui nulli adstrictæ sunt.

Quartò, ut non in aliis quam Viis Regiis conducendi Jus exerceatur; Cum autem nondum omnino in propatulo sit; quæ pro talibus habendæ erunt, interim verò tam æquitati, quam tranquillitati atque concordie non parum conferet, si illæ denominentur & describantur exactè, ut & terminus à quo, per quas Ditiones, & quo usque Salvus Conductus se exerat, designetur. Ipsa necessitas postulat, ut ab utraque parte tales periti locorum nominentur, à quibus designatio Viarum, quæ pro publicis hæcenus habitæ vel in futurum habendæ sint, expediantur, secundum quam in posterum Palatini Jus illud exerceant, eâ tamen lege, ut Do-

mini Territoriales coadunatis viribus sedulo curent, ne transeuntes, qui conducendi erunt, aliâ viâ, nisi quâ ad unum alterumve locum veniri possit, incedent, aut demum defleant, si aliâ viâ incedere necessitas exiget.

Quintò, ut Jus conducendi intra ea se contineat, quæ eidem in alienis Ditionibus per Leges & Consuetudines Imperii, præsertim fini illorum, conveniant; si quando autem ex Privilegiis apparet ad securitatem & custodiam viarum Jus conducendi Electoratu Palatino concessum esse, virtute ejusdem competet eidem insimul ad id commodius exercendum, inspectio viarum & exploratio securitatis earundem, constitutio & sustentatio Equitum Conductorum, indagatio & persecutio Latronum, Prædonum & similibus hominum, per quos Via publica infestantur, (das Recht des Auswärtigen / ut vocant,) talium qui in ejusmodi Viis inveniuntur abductio & punitio, ut tamen quicquid eo nomine fit intra terminos Viæ Regalis consistat, & ut ab iis custodia Viarum præpositi non defleant, multò minùs vicinis Provincialibus molesti vel prægraves sint, sed suis sumptibus sine horum damno & onere, ista omnia expediant. Quod si in persequente facinorosi à publica Via ad vicinas vel alia loca adjacentium Territoriorum profugerint, persecutoribus quidem permissum sit, eos prosequi, & etiam in fuga sistere & apprehendere, non verò abducere, quin potius iis, in quorum locis capiuntur, extradendi erunt, ut ab iis puniantur.

Sextò, ut Animadversio in delinquentes & eorum pœna tam quoad illos, qui conducuntur, & qui in eorum comitatu sunt, quam Equitum conducendum ipsos, penes Serenissimum Electorem sit; quicquid autem aliàs Jurisdictionis seu Civilis seu Criminalis erit, ex titulo Salvi Conductus non competit, sed ad hos pertinebit, quorum vel Jus Viæ publicæ, vel huic adjacentis Territorium est, quibus & in viâ delinquentium punitio, ut & cadaverum sublatio, sine impedimento, relinquatur, & oportet, ut Literis Investiturarum & Privilegiorum, per quæ illud obtentum, quoad id insisteret, hisque non existentibus, consuetudo & possessio, quæ hæcenus vigenit, observabitur, donec super ea aliquid plenius in Foro competente deductum & Sententiâ definitum erit.

Septimò, ut, quando captivi ob crimen ab ipsis commissum ad carceres, vel damnati ad locum supplicii ex una Præfectura in aliam, vel ex uno Pago in alium per Viam publicam deducuntur, conductu opus non esto, sed quibus Jus Viæ publicæ, aut ratione vicinitatis ejusdem liber usus competit, cum velint, illuc deducere eos, liberum relinquatur.

Tertium Compromissi Caput, nempe Telonia quod attinet, æquitas postulat, ut quæ antehac eorum gratiâ conventa fuerunt, in posterum quoque observeantur, proinde ex usu sit & firmiter teneantur, quæ inter Serenissimum Electorem Palatinum & Reverendissimum Episcopum Spirensensem in Anno MDXXI. ut & inter illum, & Comitem Falckensteinium Anno MDXXX. desuper transacta sunt; ut nihilominus quoad hæc etiam Domino Feudi in Comitatu Falckensteinensi, ratione Feudalium Bonorum in casum caducitatis Feudi, Jus suum, quod tempore Investituræ ipsi competit, reservatum sit.

Porro incumbit quoque Serenissimo Electori Palatino, vi tenoris Tractatum cum Reverendissimo Episcopo Wormatiensi, Anno MCCCCLXXXV. initorum, ratione Telonii in Heimbach, vias, sine onere Subditorum, nisi ab antiquo inde ita observatum fuerit, quod Subditi operas ad hoc præstare debeant, reficere, bonaque & res Episcopales, haud verò perinde Subditos & Merces in Præfectura existentes & quæ in illam asportantur vel exinde exportantur, cum vel maximè de iis Pacta expressam mentionem non faciant, immunes dimittere. Si verò à parte Episcopatus Jus hoc ab alio capite porro prætendatur, desuper in Judicio ordinario contendere ipsi integrum sit; ut tamen interim præsens possessio continuetur, & eò usque non inhibeat, ut illis cippus Telonarius erectus habeatur.

Ratione partitionis Telonii in Ladenburg, Lampertheim, Hofheim, Weinsheim, Dirmsheim, sicut & in Landeck, quandoquidem Conventiones de communione ejusdem nullam mentionem faciunt, id quod à parte Palatina tanquam præcipuum nomine illorum prætenditur, & hæcenus perceptum est, porro obtinebit, donec à Parte adversâ evinceretur, quod tempore translationis Domini Telonia in iis locis communia, & translationem in Electoratum Palatinum non aliter factam

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

factam fuisse, vel quod temporibus his durantibus, in quibus Juri Vestigialia exigendi præscribitur, injustè percepta fuerint, de quo ordinariæ Judicium cognoscat.

Querelas de introductis novis Vestigialibus quod attinet, cum Partes in merè contradictoriis versentur, atque una quoddam nova, altera verò quoddam antiqua & longissimis inde temporibus introducta sint, firmiter asserat, reperiri tamen hucusque hujusmodi talis non potuit probatio, ex qua liquidò & verè appareret, illa in tantum contra Leges Imperii noviter introducta esse, ut statim abrogari debeant, sed quòd ulteriori inquisitione, & discussione opus habeant, antequam imprimis in re tanti momenti certi aliquid statueretur. Quandoquidem autem in Capitulatione Cæsarea quoad nova Vestigialia, & ratione illorum existentium gravaminum, procedendi & judicandi modus præscriptus est, oportet ut propterea omnia in statu, in quo hætenus fuerunt, relinquuntur, & controversiæ ulteriori inquisitioni & determinationi ed remittantur, cui similiter querela de Teloniis Subsidiariis (*Wehr-Zöell*) jungetur. Ut nihilominus interim hæc declaratio locum habeat, tanquam appendix Vestigialium, quòd per hæc Vestigialis quantitas quæ in consueto Telonii loco solvenda est, nequaquam multiplicetur, aut onus ejusdem ullo modo augeatur, nec in posterum talia sine præcetto & voluntate Dominorum Territorialium introducatur, sed solummodò quando iis opus fuerit, cum illorum voluntate secundùm Privilegium Cæsareum ad hæc procedatur. Quod si etiam Territoriorum Domini adversus peregrinantium defraudationes tales cautiones interponere vellent & possent, ut Telonium, quod alibi solvitur, per has factum tectumque maneat, ob eas meritis ab onere Teloniorum subsidialium liberabuntur, cum vel maximè hoc modo finis erectionis eorumdem è medio tollatur. Ubi & usque quò Electoratus Palatinus Vestigialium possessionem retinet, eidem liberum esto, Cippos Telonarios tanquam eorum signa in locis iis, in quibus Telonia exiguntur, in aliis verò locis eo nomine minimè, erigere.

Telonarii quotquot illorum Serenissimo Electori Palatino in Ditionibus Dominorum Confœderatorum in Vestigialibus exigendis operas suas præstant, ratione officii meritis à Jurisdictione, ut & ab oneribus personalibus, exemptionem suam retineant, de cætero verò, ubi Domicilium suum collocaverint, Domino Territorii Homagium consuetum ratione causarum, actionum & delictorum, quæ officium illorum non concernunt, præstent, & ad instar aliorum Incolarum eorum Forum fortiantur, nec non realia & mixta onera subeant. Telonium in alterius cujusdam Territorio sic exigetur, ut præter illud alia Jurisdictio sibi non arrogetur, & quòd ea extra locum, in quo ordinariè Vestigial penditur, vi haud invadatur, sed si contingit, ut ab aliquo Subdito aut Peregrino frans committatur, eum in flagranti delicto persequi, sistere & solvendam ab eo solutionem exigere, permillum sit, eum tamen, si non solverit, in vitum non abducent, sed vel tunc vel postea illum coràm Judice loci de defraudatione convenient, & ejus Judiciale auxilium implorent. Id quod sine mora intra octiduum tam ratione Vestigialis, quam pœnæ commissæ defraudationis, impertietur, aut si diutius protraheretur, delinquentem ut & Bona sua, si ad locum Vestigialis revertetur, vel si quando sub Jurisdictione Palatina deprehendatur, arrestare, detinere, & coercere in potestate illorum situm esto.

Quantum immunitatem à Teloniis attinet, censetur, quod omnia, quæ Episcopi & Clerus, ut & Rheingravii, nec non immediata Imperii Nobilitas ex Proventibus, redditibus & fructibus suorum Dominiorum percipiunt, si ea usus sui & consumptionis gratiâ in loca ubi degunt, devehant, exempta sunt, ut tamen cura adhibeatur, ne vestigialibus frans fiat.

De cætero, autem, ut exemptio ipsis, secundùm ipsorum Privilegia, sic restituatur & relinquatur, quatenus vel notorium vel probabile est, olim eâ per longum usum gavisos fuisse, quod tamen, cum ex Actis nihil certi de eo apparet, hæc vice determinari non potuit, præterquam quod id, quod ratione exemptionis Nobilium in allegata Confœderatione Dominorum Electorum Rhenensium definitum reperiretur, inviolabiliter servandum fore videtur.

Quicquid priori observatione, ut & secundùm mentem vel usum Privilegiorum incertum & controversum, speciatim etiam id quod cum Episcopatu Spirensi, in causa Mandati, in Aula Cæsarea sub lite pendet, decisioni Judiciali in loco competente relictum esto.

ANNO  
1667.

Quoad Vestigial Udenheimense, quod Reverendissimus Episcopus Spirensis vi Privilegii & Decreti Cæsarei, cum concessione, illud, quo velis, erigere, obtinuit, ut id ad alia loca transferat, non impediatur, sed in ejusdem libero arbitrio sine interturbatione ullâ sit, illud in Territorio, ubicunque ipsi placebit, exigere, consequenter eidem loca certa præfigere, dummodò exactio non multiplicetur, sed semel tantum juxta tenorem Privilegii fiat.

Quamvis præter hæc in superiori Laudo determinata, alia plura gravamina & inconvenientiæ in Libello atque Actis fuerint prolata, attamen cum ad Compromissum, quod tribus memoratis Capitibus, eorumque dependentiis adstrictum, ea non pertineant, idcirco nihil è iis statui potuit, sed Foro competenti relictum sunt.

Præsens hoc Laudum S. S. R. R. Majestatum nomine & ex Mandato Earundem Regii ad hanc causam missi Legati Extraordinarii & Ablegati, prout in Compromisso concordarum & conventum fuit, manibus & Sigillis nostris subscripsimus & subsignavimus. Actum Heilbronnæ XV (11. Novi,) & VII. Februarii Styli Veteris Anno MDCLXVII.

(L.S.) HONORATUS COURTIN, *Regis Christianissimi Legatus Extraordinarius.*

(L.S.) DAVID MEVIUS, *S. Reg. Maj. Sueciæ Ablegatus Extraord.*

(L.S.) MARTINUS BOECKEL, *Sac. Reg. Maj. Sueciæ Ablegatus Extraord.*

## V.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & l'Electeur de MAYENCE, fait à Wirtzbourg le 28. Février 1667. [FREDER. LEONARD. Tom. III.] 28. Fevr. FRANCE ET MAYENCE.

LE ROI Tres-Chrestien aiant témoigné jusques ici dans toutes les occasions qui s'en sont présentées, combien il avoit à cœur l'exacte observation du Traité de Munster & le repos de l'Empire, & voulant aller au devant de tout ce qui pourroit alterer l'un & l'autre, s'il arrivoit quelque rupture entre les Couronnes de France, & d'Espagne. Sa Majesté a jugé à propos de s'informer d'aucuns des Electeurs & Princes du Rhin ses Alliez, quelle resolution ils pretendroient de prendre en cas d'une pareille rupture, & si on venoit à leur demander des quartiers ou des passages dans leurs Etats, contraires aux Constitutions de l'Empire & à l'Instrument de la Paix, afin qu'elle pût prendre des mesures certaines pour le bien & la seureté de ses affaires.

Monsieur l'Electeur de Mayence a fait entendre à Sadite Majesté qu'estant persuadé que le maintien dudit Traité de Munster en toutes ses Parties; estoit le véritable moyen de conserver le repos & la tranquillité dont sa Patrie jouissoit depuis la conclusion, il vouloit non-seulement l'observer ponctuellement de son costé, mais s'opposer de tout son pouvoir à ceux qui voudroient y contrevenir, de quelque maniere & sous quelque pretexte que ce pût estre; que quelques differens qui pussent arriver entre les Couronnes de France & d'Espagne, son intention estoit de demeurer neutre, & de faire entendre que l'Empire ne se meslast point des Guerres Etrangères: que pour cet effet il estoit sur le point de convenir avec quelques autres Electeurs & Princes déjà ses Confederez par l'Alliance du Rhin, d'une nouvelle declaration pour une plus étroite observation de la mesme Alliance, en vertu de laquelle ils veulent empêcher dans leurs Etats toutes sortes de levées, de quartiers & de passages contraires aux Constitutions de l'Empire, afin que par ce moyen ils pussent non-seulement se conserver dans une parfaite Neutralité, & détourner de leurs Etats les maux qu'ils pourroient y attirer en favorisant les uns ou les autres des Princes leurs voisins qui seroient en Guerre, mais encore se mettre par cette Neutralité en estat eux mesmes de pouvoir estre Mediateurs de leurs differens.

Sadite Majesté après avoir meurement considéré la fin que se proposent ledit Sieur Electeur, & les autres Electeurs & Princes dans cette plus étroite Alliance qu'ils pretendent contracter ensemble, n'a pû s'empêcher de louer leur sage conduite, & le zele qu'ils témoignent pour le bien de leur Patrie; & quoi qu'elle ait jugé qu'il pourroit se presenter diverses occasions, où cette pensée & resolution dudit Sieur Electeur & des autres

ANNO 1667. autres Princes, de ne permettre aucunes levées de Gens de Guerre dans leurs Etats, comme estant contraire à ce qui est porté par l'Alliance du Rhin, seroit de grand prejudice aux affaires de Sa Majesté; néanmoins comme elle a toujours eu autant à cœur les Interests des Princes ses Amis & Alliez que les siens propres, & que d'ailleurs elle trouve cette Union non moins utile & avantageuse au reste de la Chrestienté qu'à leur Patrie, Sa dite Majesté a pris aussi de sa part la resolution, non seulement d'y concourir & de s'y conformer, mais encore de s'unir pour la mesme fin avec ledit Sieur Electeur, qui a agréé d'autant plus volontiers l'honneur qu'il plaist au Roi vouloir lui faire; qu'il a sceu que quoi qu'il pût arriver des Guerres qui pourroient se faire entre la France & l'Espagne, à l'occasion du Cercle de Bourgogne, lequel doit en vertu du Traité de Munster demeurer Membre de l'Empire, Sa Majesté Tres-Chrestienne declare, que son intention est que l'Empire n'en reçoive aucune diminution, prejudice ni dommage, & que toutes choses, sans y rien innover ni alterer, demeurent en la disposition où elles ont esté mises par l'Instrument de la Paix.

Surquoi le Sieur Abbé de Gravel, muni d'un plein Pouvoir de Sa Majesté, aiant eu plusieurs Conferences avec Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, ils font enfin convenus du present Acte aux conditions qui ensuivent.

I. Que l'Alliance du Rhin au terme de son expiration, sera prorogée encore pour trois années consecutives, avec les mesmes Princes qui la composent aujourd'hui & qui y voudront demeurer, si non avec les autres & aux mesmes conditions des Instrumens precedens.

II. Sa Majesté promet & s'engage audit Sieur Electeur, & aux autres Princes, de ne leur demander à l'avenir aucunes levées, quartiers ni passages pour ses Troupes dans leurs Etats, à moins qu'elle ne se trouve obligée de le faire pour proteger & assister quelque un d'entr'eux, en conformité de ladite Alliance du Rhin.

III. Ledit Sieur Electeur s'engage reciproquement & promet à Sa dite Majesté, de n'accorder aucunes levées, quartiers ni passages de Troupes dans ses Etats & Pais, sous quelque pretexte que ce puisse estre, à aucun Potentat ou Prince, de quelque dignité qu'il puisse estre, soit de l'Empire ou Etranger, à moins que lesdits passages se fassent exactement selon les Constitutions dudit Empire, & pour servir & assister quelque un de leurs Alliez compris dans ladite Confederation du Rhin.

IV. Afin d'estre toujours en estat d'effectuer, autant qu'il dependra d'un chacun desdits Alliez, la resolution qu'on a prise de s'opposer ausdits quartiers, levées, & autres violences qui pourroient leur estre faites, ledit Sieur Electeur mettra en vertu de cette nouvelle Alliance de bonnes Troupes sur pied, lesquelles ne pourront estre moindres en tout tems de deux mille fantassins & de trois cens Chevaux que Son Altesse Electorale promet & s'engage d'entretenir en bon estat durant trois années, qui commenceront du jour que lui & les autres Princes auront conclu ensemble le Traité de leur Union, pour ne permettre aucun passage sur le Rhin.

V. En cas que quelque Potentat ou Prince voulut prendre lesdits passages par force, & que ledit Electeur ne se trouvat pas assez fort avec quelques autres Princes Alliez pour l'en empêcher, Sa Majesté s'engage aussi & s'oblige de joindre de ses Troupes à celles dudit Sieur Electeur & des autres Princes, en nombre suffisant pour les soutenir & s'opposer conjointement ausdits passages, & d'entretenir à ses frais & dépens lesdites Troupes, aussi long-tems qu'elles sejourneront dans les Etats de son Altesse Electorale & desdits Princes Alliez.

VI. Le present Traité sera obligatoire de part & d'autre jusqu'à la fin de l'année 1670 qui sera le terme de sa durée, après quoi il sera permis à un chacun des Alliez, ou de le renouveler, ou de s'en retirer tout à fait.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus énoncez, ont esté ainsi convenus & accordez de part & d'autre, entre Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, & le Sieur Abbé de Gravel au nom du Roi, qui a promis d'en fournir dans un mois la Ratification de Sa Majesté Tres-Chrestienne à Son Altesse Electorale, qui s'engage aussi de donner au même tems une Declaration qui confirme la signature qu'elle aura faite des mé-

mes Points & Articles avec ledit Sieur Abbé. En foi de quoi ils ont signé le present Traité de leurs propres mains, & à celui fait apposer les Cachets de leurs Armes. Fait à Wirzbourg le 28. jour de Fevrier 1667. Ainsi Signé, JEAN PHILIPPES, Electeur. L'ABBE DE GRAVEL.

ANNO 1667.

## VI.

Acceptatio FERDINANDI CAROLI Ducis Mantuae Bonorum quorundam ab Imperatore LEOPOLDO ad Dies vite ipsi & Matri sue concessorum; cum, ea de causa, Remissione 58500 Florenorum, quos Camera Oenipontana predictae Dominae Matri ejus, vi delegatae Dotis, debebat. Datum Mantuae die ultima Februarii 1667. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. Fasc. 43.]

NOs FERD. CAROLUS, Dei gratia, Dux Mantuae, & Montisferrati, &c. Hisce notum facimus, Postquam Sacra Caesarea Majestas Leopoldus &c. ad nostram, & dilectissimae Dominae Matris nostrae Clarae Isabellae, natae Archiducissae Austriae &c. instantiam clementissimè concessit, ut nos illis Bonis stabilibus, & mobilibus, quae laudatissima Sua Majestas velut Haeres & Successor Universalis defunctae Serenissimae Annae Archiducissae Austriae, natae Principissae Hetruriae, in Territorio Ducatus nostri Mantuani, Titulo locationis mentionatae nostrae Dominae Matri concessit, post obitum dictae Dominae Matris nostrae, toto vite nostrae tempore uti, frui possimus, quod nos non solum submisso & grato animo, omne debitum obsequium & devotionem Augustissimo Imperatori spondentes, hanc Concessionem acceptemus, & remissionem, quam memorata Domina Mater nostra, pro Capitali Florenorum quinquaginta octo millium, & quingentorum, quae ipsi Camera Oenipontana debet, fecit, omni meliori modo approbemus, salva substantia, sine ulla deterioratione, dictis bonis, in memoratum casum uti, frui promittamus, sed & insuper Haeres nostros ad restitutionem dictorum Bonorum post mortem nostram obligemus, concedendo, ut Sua Majestas Caesarea, vel Ejusdem Successores, memorata Bona post obitum nostrum propria Autoritate apprehendant, nec nostris Successoribus, aut Haeredibus, sub quocunque praetextu aut ratione, aliquod Jus retentionis competat, aut dictorum Bonorum restitutionem impedire, aut tardare liceat, obligantes Haeres, aut Successores nostros, sub generali Hypotheca nostrorum, & suorum Bonorum specificè ad restitutionem omnium illorum tam stabilium, quam mobilium, quae in Inventario cum Domina Matre nostra, tanquam moderna Conductrice continebuntur. Cujus in rei fidem & chyrographum, & Sigillum nostrum subjunximus. Data in Civitate Mantuae, ultimo Februarii, Anni millesimi, sexcentissimi, sexagesimi septimi.

FERD. CAROLUS,

(L.S.)

## VII.

Uderweiter Brüderlicher Vergleich zwischen denen 3. Mars. Herzogen zu Sachsen-Weimar/ Johann Ernst/ Adolph Wilhelm/ Johann Georg/ und Bernhard; Wodurch sie ferners der Criminal- und Civil-Sachen/ ingleichen auch der maleficanten und wider- annehmung der Relegirten halber übereinkommen/ und anbey auch einige in denen vorigen Verträgen abgehandelte Puncten theils erleutern/ theils auch verändern/ wie nicht weniger den modum procedendi so wohl in criminalibus quam civilibus vorschlagen. Geschehen Weimar zur Wilsbelmsburg den 3. Martii anno 1667. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. II. pag 571.]

C'est-



ANNO  
1667.

C'est-à-dire,

*Ulteriore Convention Fraternelle entre JEAN ERNEST, ADOLPHE GUILLAUME, JEAN GEORGE, & BERNARD Ducs de Saxe-Weimar sur la maniere de proceder dans les Causes Criminelles & Civiles, sur la reception des Releués, & sur divers autres Points qui n'avoient pas été suffisamment réglés par les précédents Accords, & qui par celui-ci, sont ou éclaircis, ou changés. A Weimar dans le Château de Wilhelmsbourg le 3. Mars 1667.*

On Gottes Gnaden Wir Johann Ernst / Adolph / Wilhelm / Johann George / und Bernhard / Gebrüder / Herrsche zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Land-Gräfen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / Fürstere Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Mark und Ravensberg / Herren zum Ravensstein / ic. uhrkunden und bekennen hierdurch. Obwohl durch die Fürst-väterliche Disposition, auch darauß gegründete / und der Nothdurfft nach weiter hinzugebrachte Fürst-brüderliche Verträge / zwischen uns Fürstl. Gebrüder allerseits eine solche Verfassung / der Lands-Fürstl. Regiments-Administration halber / Zeit während der Landes-Gemeinschaft / bis anhero gemacht / daß man der gänglichen Hoffnung gelebet / es würde unser gesamtes und eines jeden sonderbares Befugnis in eine beständige Richtigkeit und Gewisheit gesetzt worden seyn.

Nachdem aber / bey Ereignung der so unterschiedenen Fälle und Umstände / zu verschärfen / daß zu desto mehrerer Befestigung Fürst-brüderlichen guten Vertrauens und Vernehmens / auch möglichster Vorsorge auff alle künftige Haupt-Fälle bey der Posterität / theils derer bisherigen Verträge respectivè Erläuter- und in gewissen dingen Aenderung / theils noch ferner hinzuzuhung neuer Verträge / von nöthen seyn wolte / daß wir Herrsch Johann Ernst uns mit Hochgedacht unsern Herren Brüdern / id. id. id. auff derselben vorhergehene anderweilte Erinnerung und wiederholtes freund-brüderliches Ansuchen / darüber noch einstim mit einander vertraulich vernommen / unterredet / und nach reifer der Sachen erwägung / ferner vereinbaret und verglichen.

Und zwar vor allen dingen geloben und versprechen wir Fürstl. Gebrüder allerseits / bey unsern wahren Worten und Treuen / und verpflichten uns gegen einander: Ob wohl wir von ein- und dem andern / was vorhin auch zwischen uns allerseits veraccorret und verglichen gewesen / nunmehr geziehen / und darinnen nachfolgender massen ein anders beliebet / und vor gut befunden / daß es doch hinlänglich / so lange bey ihiger Landes-Gemeinschaft gegenwärtig in Fürstl. Haupt-Vergleich de Anno 1629. und angereger Fürst-väterl. Disposition fundirte Regiments-Form und Verfassung bestet / bey uns und unsern Fürstl. Nachkommen / allerdings bey dem was antio ufs neue veraccorret / und an dem vorigen nicht geändert worden / beständig und unveränderlich verbleiben / auch darwieder von uns den jüngern Herren Brüdern allerseits / oder einem unter denselben / nicht das geringste / auff keinerley Weg oder Weise / (es wäre dann / daß wir vier Fürstl. Gebrüder allerseits / oder unsere Nachkommen ins künftige / aus höchst tringender unvermeidlichen Noth / im gemeinen Nutzen und Wohlfarth unser gesamter Fürstl. Hauses / auch Land und Leuthe willen / unumgänglich / und mit einmüthigen Willen / ein anders vergleichen müssen /) weiter movirt / gesucht gehandelt werden soll. Worauff wir uns also / wie schon erwöhnet / sämlich und einhellig / nachfolgender massen vereiniget und vertragen:

Anfänglich und zum Ersten erinnern wir uns guter massen / welcher gestalt / vermöge Fürst-väterlicher Disposition / jedem Herrn seine Portion mit denen Gerichten / Hoch und Niedrig / so viel zur ersten Instanz gehörig / nebens andern zukommen. Und damit solche so wohl in Criminalibus, als Civilibus, dergestalt ist und künftigt administrirt werden möchten / daß eins theils Recht und Gerechtigkeit / wie es gegen Gott und der erbaren Welt / und in eigenem Gewissen zu verantworten / gehandhabet / die Frommen geschützet / die Bösen gestrafft / auch Land und Leuthe auff keinen Fall zur Ungebühr beschweret; andern Theils aber dem Directorio sein ziemender Respect conservirt / und die höhere Instanz denen jenigen / so sich gravirt oder beschwert zu seyn erachten / zu ihrer Nothdurfft jederzeit offen seye und erhalten werde / ist in dem darauff Ao. 1662. getroffenen Fürst-brüderlichen Haupt-Vertrag / §. Damit aber zum Sechsten vers. zu mehrer Rundmachung des Exercitii halber / und zwar / so viel anforderst die Criminalia betrifft / ein gewisser Modus dergestalt verglichen worden / daß nemlich der Process von der Fürstl. gefanten Regierung alhier und zu Eisenach dirigirt / auch die Befehle / wiewohl in jedes Herrn der Portion Nahmen / daselbst aufgesetzt und abgefast werden solten; Diemeil aber solches uns jüngern Gebrüder nicht allein wegen des Hin- und Wiederückens / Verzögerung der Processen und mehrern Aufwands der Kosten / etwas beschwerlich fallen / sondern auch an

unserm Fürstl. Respect fast nachtheilig scheinen / und denen / so unser gesamter Hauses Verfassung und Zustand nicht inne haben / in die Länge verkleinertlich vorkommen wolten; so seynd wir doch dabey bewogen worden / diese Inconvenientien unsern ältesten und regierenden Hn. Bruders id. nochmalts freund-brüderlich vorzustellen / auch nebens betoselben auf Mittel und Wege zu denken / wie zwar hierinnen eine Aenderung / ohne Abbruch des seiner Edd. oder aber des künftigen regierenden Herrn Bruders oder Betters zuständigen Landes-Fürstl. Directorii, billigen dingen nach / getroffen / gleichwohl oder darbey vorbedeuter gemein-unthiget hoch-northwendiger Zweck nicht auffser Acht gelassen / sondern einen Weg als den andern beständig fortgesetzt / bleiben und erhalten werden möchte.

Und seynd demnach nunmehr wir vier Fürstliche Herren Gebrüder solchergestalt disfalls mit einander einig und schlußig worden / daß hinführo / an statt dessen / was bis anhero mit aufsetzung derer Befehle in Criminalibus mehr gedachter unserer gesamter Weimarischen Regierung und Canzley zu Eisenach obgelegen / solche Direction des peinlichen Inquisition Processus uns jüngern Fürstl. Gebrüder / durch die unserige hierzu Qualificirte zu verrichten / überlassen seyn solte. Jedoch behalten wir Herrsch Johann Ernst uns hierbey nicht unbillig ausdrücklich vor / wenn etwa / Zeit während der Inquisition, einiger Inquisit, beedes in Peinlichen / als andern Verbrechen-Sachen / in seinen obliegenden beschwerden an uns / als isigen in gemeinen Nahmen regierenden Landes-Fürsten suppliciren / oder auch von uns außer dem zuweilen vor nöthig befunden würde / den Zustand der in denen Neumtern angestellten Inquisition ex officio zu erkundigen / und deswegen nechst einfindung der Acten / der Beamten Bericht zu erforschen / daß uns in beeden Fällen / unser Landes-Fürstl. Directorii hierunter zu gebrauchen / auch die Nothdurfft durch unsere gesamte Regierung alhier und zu Eisenach disfalls zu beobachten / allerdings unbenommen verbleibe. Welches nicht allein wir / die übrigen Fürstl. jüngere Herren Gebrüder / unserm obangerogenen Fürst-brüderlichen Haupt-Vertrag allerdings gemäß zu seyn erachtet / sondern wir seynd auch noch hierüber des Erbietens / die in Criminal-Sachen ergangene Acten vor der Verschickung zum end-Urtheil / zunahm in schweren Fällen / welches wir / es betreffe gleich Leibes- und Lebens oder andere Straffen an / nach Wichtigkeit der Umstände / oder da sich sonst Difficultäten darbey ereignen / vernünftig zu judiciren / unserer gesamter Regierung oder dem Ober-Anfseher nach Eisenach zu übersenden / und darüber ihr pflichtmäßiges bedenden zu vernemen. Da sich auch alsdenn / oder sonst nachgehends befinden würde / daß im Process verstoffen / und sonst etwas Unrechtes vorgegangen wäre / wollen wir ohne einigliche Widerrede geschehen lassen / und gerne nachgeben / daß deswegen nothwendige Reformation fingenommen / der Beamte / befundenen dingen und Umständen nach / so ex Actis und sonst vorher wohl zu erkundigen / auch allenfalls nomine Directorii, in bessehn jemanden von dem Herrn der Portion, um beobachtung dessen Particular-Interesse, dem Beamten Articulis-weise vorzuhalten / wenn er zuförderst mit seiner vermeinten Defension gehöret / dem verbrochen gemäß / jedoch mit vorbeuß des Herrn der Portion, ernstlich gestraffet werde.

Zum andern / ob wohl in unserm Fürst-brüderlichen Haupt-Recess, de dato den 20. Septembris Anno 1662. §. Damit aber zum sechsten / vers. Es ist auch weiter ic. so wohl dem darauff erfolgten Nach-Recess, de dato den 17. Maji Anno 1663. §. Ob zwar hierüber und zum vierten ic. klar versehen / wie es mit begnadigung der Maleficanen zu halten / so seynd doch wir Fürstl. Gebrüder allerseits nunmehr schlußig / und des einhelliges sinnes worden / daß hinführo in Leibes- und Lebens-Straffen / wie auch insonderheit in Casu adulterii und Gottes-Lästerungen / was gleich vor Straffen deswegen zuerkandt werden möchten / über begnadigung / wenn sie von dem armen Sünder nach eingelangtem Urtheil gesucht wird / von dem Herrn der Portion mit dem regierenden Herrn communicirt werden / und da sie statt findet / die ankündigung derselben auch in seinem Nahmen allein / jedoch mit vermeldung der füzangenen freund-brüderlichen Communication geschehen soll. Wenn aber die begnadigung vor einholung des Urtheils gebeten / oder aber mit zugleich einverleibter eigentlicher benennung einer mildern Straffe / und wie hoch sich dieselbe noch endlichen erstrecken soll / durch die Urtheilsfasser ultro, und in specie inqueryt in die Sentenz gesetzt würde / ist deswegen die Communication nicht von nöthen / sondern es wird die Urtheils-Frage ersten falls nur in genere, ob / und wie weit die begnadigung von Rechts und Gemisens wegen stat haben könne / eingerichtet. Da uns das einkommende Urtheil / ohne / oder auff dergestaltige Bestaung / einige gängliche Remission, oder auch nur Minderung der Straffe / jedoch mit gewisser derselben Determination, in sich hält und bringt / wird solche bloß im Nahmen des Herrn der Portion, ohne Meldung einiger Communication, publicirt / und dem Mißschäfer angedeutet / niedrigen falls aber / und wenn dem Urtheil dergleichen Special-Determination nicht einverleibt / soll solche Communication einen Weg als den andern mit dem Directorio annoch gepflogen werden.

Angleichen haben wir sämliche Fürstl. Gebrüder / der Regirten oder des Lands Verwesenen wiedernehmung halber / uns nicht minder dahin verglichen / daß zwar solche in geringern Verbrechen jeden Herrn in seiner Portion alleine zu überlassen / jedoch daß er dabey behutsam und nicht ohne Rath verfabre.

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

frey. Wenn aber die Delinquenten das Leben bereits verwirret hätten / und solche Todes = Straffe nachgehends in die Relegation verwandelt worden / als dann in Casu Adulterii und andern geschehen kan / solchensfalls soll der Herr der Portion die Wahl haben / und in dessen Willkühr stehen / sich ditzfalls entweder rechtlich informiren zu lassen / oder aber ohne einholung dergleichen Urtheils / es mit dem Fürstl. Directorio zu communiciren / und mit denselben / ob und welcher gestalt der Verwiesene / mit Zulassung der Rechte / wieder eingenommen werden könne / sich zu vergleichen / welches letztere auch gleichfalls in acht zu nehmen / wenn in dem eingelangten Urtheil kein Gewisses vor die Reception determiniret worden.

Wie nun dieses alles / was in diesem andern und vorhergehenden ersten Punct begriffen ist / von uns allerseits Fürstl. Gebrüder beliebt und acceptiret worden; also wollen wir auch / in Kraft dieser Verpflichtung / und zwar jeder an seinem Orth / uns darnach / auch deme / was sonst in hierauff folgendem dritten Punct / wegen der ersten Instanz in Civil = Sachen / zwischen uns allerseits einmüthig verglichen / darbey erinnert und bedinget worden / jederzeit zu richten / und es trenlich in acht zu nehmen / schuldig und verbunden seyn.

Was denn hiernächst zum dritten die erste Instanz in denen Nentern / racione Civiliun / anbelanget / bleibet uns allerseits Fürstl. Herren Gebrüder / auch unsern Fürstl. Erben und Nachkommen / so lange diese Landes = Gemeinschaft währet / dieselbe nochmahls nicht unbillig.

Und obwohl hergegen die höhere Instanz durchgehend zum Directorio gehörig / und daher denjenigen / so sich über einen Amts = beschied / oder sonst eine andere von denen Beamten gethane verordnung / oder auch über ein in dem Nentern eingeholtes Urtheil / es möge gleich interlocutorie oder definitive seyn erkandt worden / beschweret / oder sonst seine Nothdurfft bey unserer gesanten Regierung alhier / oder der Causley zu Eisenach / nachdeme die Sach ein oder andern Orts hingehörig / zu suchen befigt ist / von darans dann jedesmal / so oft es nöthig / Directorii nomine gebührende und rechtmäßige verordnung weiter gethan werden soll; So können wir / der älteste regierende Bruder / doch geschehen lassen / wenn künftig ein Unterthan oder Parthey nicht alsobald an das Directorium / (welches doch ihme jederzeit frey und allerdings ungewehrt seyn soll /) sondern lieber Anfangs / in denen in die erste Instanz gehörigen Civil = und Klagsachen / an den Herrn der Portion seine Supplication einrichten / und sich darin über den Beamten / wegen verzogter oder verweigerter Justiz / erwiesener Partheyligkeit / begangener Ubertreung und sonst / beschweren wolte / daß solchensfalls einem jeden Herrn in seiner Portion frey seyn möge / entweder den Supplicanten mit seinem suchen so balden zur gesanten Regierung oder Causley zu weisen / oder vor sich / und durch die seinigen / in = und ober = schriftlich dem Beamten zu befehlen / sein Amt / bey Administration der Justiz in dem beklagten Handel / demassen gebührend zu beobachten / damit es keines ernstlichen einsehens wider ihn beschuffen möge.

Gleiche Meinung soll es auch haben / wann ein Beamter von dem Herrn der Portion / oder den seinigen / etwa vor ertheilung eines gewöhnlichen Amts = Abschieds / wie er sich bey dessen Auffassung zu verhalten / damit derselbe im Stand Rechtsens passiren könne / sich informiren lassen wolte / daß nemlich alsdann solches ebenmäßig ohngehindert geschehen möge; Jedoch / daß in beiden diesen Fällen die Resolution und verordnung / aus gewissen erheblichen Ursachen / keines weges zu den Acten gebracht werde. Und wiewohl sich nicht sügen wil / die Gültliche Handlung erst nach ertheiltem Amts = beschied / oder publicirten Urtheil / in alsdann gedigneter ersten Instanz / aufs neue wieder zu versuchen; So ist doch jedem Herrn in seiner Fürstl. Portion / nach Inhalt des Fürstl. brüderlichen Haupt = Vertrags de Anno 1662. §. Zum siebenen vers. Do auch überdiz it. ungewehrt / ehe es zum beschied kommt / oder auch vor dem Rechtlichen Verfahren / und zwar alleine in casu leuterationis / solche gültliche Handlung nach Befindung / und wenn sich zumahlen die Partheyen gütwillig darzu versehen wollen / selbst zu vermittel / und durch die seinigen pflegen zu lassen. Im übrigen bleibet die andere oder höhere Instanz / es verfire gleich eine Sach im Proceß oder nicht / dem Lands = Fürstl. Directorio nochmahls nicht unbillig / und sollen daher die in erster Instanz vor denen Nentern und Gerichten ergangene bescheide und andere verordnungen / wann die gesante Regierung oder Causley einen Irrthum und unrichtmäßige Procedur aus denen eingeschickten Actis und Berichten befindend wird / des Directorii Reformation und contrari Verfügung unhinderlich unterworfen / denen Partheyen auch vorher die gewöhnlichen remedia supplicationis & appellationis nochmahls vorbehalten seyn und bleiben. Damit auch die Beamten heut oder morgen desto weniger mit der Unwissenheit / als wenn sie von dieser unfer neuen einmüthigen Fürst = brüderlichen Vergleichung keine Nachricht erlangen / sich zu entschuldigen haben mögen; So sollen dieselben beedes alhier zur gesanten Regierung / als auch draussen zur Eisenachischen gemeinen Causley / förderlich ersordert / ihnen in besteyn jedes Herrn der Portion habenden Particular = Rath / oder wen der sonst darzu verordnet wil / der eigentliche Inhalt deutlich erkläret / jeder aber darbey ausdrücklich verwarnet werden / sich nach demselben in allen striete zu reguliren / und in Administration der Justiz demassen zu bezeigen / damit der Regierende Herr nicht Irrsach nehmen muß / genaue Visitation und erkundigung in denen Nentern ditzfalls anzustellen / und auf vor-

ANNO  
1667.

hergangene freunds = brüderliche Communication / wider der Beamten befindene Mißbräuche und Ubertreung ernstliche und nachdrückliche Animadversion in gesanten Nahmen anzubringen.

Hierauf thun wir Jüngere Fürstl. Gebrüder / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / wie auch wir Herzog Johann Ernst / gleichfalls vor unsere Erben / uns hiermit und in Kraft dieses dahin einmüthig verpflichten und verbinden / daß / da Zeit während unserer jetzigen gesanten Regiments = verfassung / die hierinnen begriffene Modification und Aenderung von ein = oder dem andern Fürstlichen Interessenten / beydes in Criminalibus / als Civilibus / mißbräudet / und die Unterthanen oder Klagen den wider zuversicht mit ihrer Nothdurfft nicht ungsam gehöret / sondern übercilt verkürzet / oder sonst auf eingerley Weise / und Wege über Gebühr / und unsern Verträgen zu entgegen / beschweret werden solten / wie die jüngere Brüder unser ältesten Herrn Bruders Id. oder künftigen Director / um dergleichen Unheil nachdrücklich vorzubauen / und dasselbe abzuwenden / gegen den Ubertreuer Theil / da der Excess ausständig zu machen / getreuliche Assistentz leisten wollen.

Sonst hat es auch hierbey sein bewenden / daß / denen Verträgen unvider / hiernächst keine Policey = Consistorial = Innungen und andere dem Directorio überlassene und zukommende Sachen / sie mögen unsere Intraden und absonderliche Jura zugleich mit betreffen oder nicht / (da war jenensfalls vor der Decision und entschließung mit dem Directorio mit dem Herrn der Portion nicht unbillig Communication zu pflegen /) von uns jüngern Fürstl. Gebrüder angekommen / sondern da dergleichen ein = kommen / selbige an mehr gemeltes Directorium allerdings remittiret werden sollen. Und zwar dieses und alles vorige mit dem fernern Anhang / daß derjenige / so darwider handeln wird / nach Befindung / und da es die übrige Fürstl. Herren Gebrüder oder Betere / auf erfolgte Freund = Brüder = oder Vetterliche Communication / und der Sachen reife erwegung / also erkennen werden / dieses vergleichs verlustiget / und zu vorigem in diesem Passu wieder verbunden seyn solle.

Nachdeme auch zum vierten / wegen belangung der Beamten / Zweifel vorfallen wollen / wo solche geschehen solte / so hat man hierinnen sich etwas eigentlicher zu bereden und zu vergleichen / vorerhsam erachtet.

Da nun über einen Beamten seines Amtes / der verwaltung halber / beschwerung geschehet würde / und solche betreffe Intraden oder andere jedem Herrn absonderlich zukommende Jura / so verbleibet es nochmahls bey dem Fürst = brüderlichen Haupt = Reces. §. 7. welcher klare Masse giebt. Und do die beschwerung ob non vel male administratam aut protractam Justitiam / oder wegen verdächtiger Partheyligkeit wäre / so ist deßwegen bereits im vorhergehenden andern Punct gemessene vorsehung geschehen / worbey es denn billig nicht weniger sein bewenden.

Wenn aber ein Beamter / nicht wegen seines Amtes und dessen Administration / sondern seiner Privat = Handel halber / belanget würde / geschieht solches pro racione circumstantiarum / nach verordnung der Rechte / in foro Domicilii / und also nicht unbillig vor dem Herrn / in dessen Portion er in dienst und seßhaft ist / welchenfalls derselbe eine unpartheyische Commission vor sich anzuordnen befigt seyn soll / oder aber in foro Delicti rei sitae & Contractus / und bleiben hiernunter einem jeden die ihnen in Rechten gegöimte Beneficia und Competentia fori unbenommen / und da / zumahl auch in dergleichen Commission / nicht legitime solte procediret werden / soll dem Gravato allerdings frey stehen / sich entweder per modum supplicationis vel appellationis bey dem Directorio darwider zu beschweren / und selbiges darauff gemessene verordnung communi nomine zu machen haben.

Ferner und zum Fünftten ist zwar wegen Annehmung der Beamten in oft angezogenen Haupt = Reces bereits gute vorsehung geschehen / jedoch amio noch diese Erklärung hinzu zu thun / vor gut befunden worden: Daß nemlich / so viel die jüngere Beamte betrifft / welche zugleich mit gemeinschaftlichen Sachen und der Justiz zu thun haben / deren Denomination bey dem Domino Portionis bestehen / und Ihn daran vom Herrn Director / ohne erhebliche Ursachen / keine hinderung gethan / sondern zwischen ihnen beeden / solcher der Beamten annehmung halber / Freund = Brüder = oder Vetterliche Communication gepflogen werden / nach gemachtem Schluß aber der Dominus Portionis alleine die bestallungen zu unterschreiben haben / sonst aber es bey der bisherigen Endes = Notul und andern ungewändert bleiben / und solche gesante Pflicht auf verordnung des Directorii / in unserer gesanten Regierung zu Weimar oder Causley zu Eisenach / in gegenwart des Herrn der Portion Particular = Rath / oder eines andern darzu Deputirten / von dem neuen Beamten abgelegt / auch eine beständige bestallungs = Formul abgefaßt und begriffen / und dann die Installir = und einführung des gesanten Beamten / beydes in des regierenden / als des andern jüngern Herrn Nahmen / welcher / nach belieben / auch jemand von den seinigen mit bejzuordnen hat / zu werck gerichtet werden solle.

Im übrigen und zum sechsten ist / wegen derer in denen Portionen gelegenen / und mit gewissen Juribus verwandten / an sich aber schriftelässigen Städte / nicht geringer Zweifel vorgeschalen / wie weit denselben so wohl schriftl. als mündlich von jedem Herrn der Portion / respectu solcher Jurium und daher rührenden Præstationen / befohlen werden könne / in deme die jüngere

ANNO 1667. gere Herrn Brüdere darauf bestanden/ daß ratione deroselben/ und so weit sich solche Jura erstrecken/ nicht allein bloss Monitoria, welche gerne gestanden werden/ sondern auch/ bey verführtem Ungehorsam/ Nachlässigkeit in Eiesernng der Gefälle/ und Leistung ihrer schuldigkeit/ poenalia Mandata ertheilet/ und endlich gar die Execution vollstreckt werden könnte/ und dahero solches in gegenwärtigen Vergleich mit zu bringen/ urgiret/ darwieder aber ein und andere wichtige Consideration vorkommen/ daß wir der älteste und jetzt regierende Herr/ darein zu willigen/ uns noch zur Zeit nicht resolviren können.

Und weil nun hochgedacht unser sel. geliebten Brüder Ed. Ed. Ed. bey denen ersten beruhigen möchten/ sol ihnen auf dero blossen anmelden/ so weit sich ihre befugnis erstrecket/ solche Affisthen geleistet werden/ daß dero Respect gnugsam gerettet/ und wider die Ungehorsamen behauptet werden könne.

Weilen auch hierüber und zum siebenden von nöthen seyn wil/ daß in Zeiten auf künftige Fälle gedacht und Verordnung gemacht werde; Als haben wir eingangs benannte Fürstl. Gebrüdere uns einhellig beredet und verglichen/ daß nach unserm oder der Unserigen tödelichen hintret/ im Fall unumündige junge Herren/ und deren mehr denn einer/ aber nicht alle bey zusammenwären/ der älteste von denen anwesenden das Votum nomine communi, ohne Communication mit denen abwesenden/ führen/ und damit dero andern Herren Gebrüdere Interesse desto besser beobachtet/ auch insirraien und streng verhiitet werde/ der gesammten Rächte treuen Rathls sich hierunter gebräuchen/ wären sie aber bey zusammen und alle zugegen/ die Communication nach denen alten und neuen Verträgen geschehen solte.

Da auch unumündige junge Herren vorhanden/ soll dem Herrn Vater zwar wegen bestellung der Vormundschaft/ so weit freye hand gelassen seyn/ daß er solche entweder einem Herrn Bruder und Herrn von diesem Hause/ oder aber/ nach belieben/ einem freunden auftragen möge/ jedoch/ daß er bey dem letzten solche Verordnung mache/ daß derselbe allein bey Administration dero Intraden und gehaltenen Jurium verbleibe/ nicht aber er/ sondern etn ander vom Hause/ in Publicis & Secretis Domus, das Votum, auch da hierdurch die Majora auf dessen Person kommen solten/ dasselbige die gesammte Regierung zu führen hätte; Wären auch theils mündige/ theils unumündige/ soll es mit beeden auf bisher gemeldete weise gehalten werden.

Nicht weniger und zum achten hat auch/ wegen der nach unserm oder der Unserigen tödelichen Abgang hinterbleibenden Fräulein Fürstl. Unterhalts und Ausstattung/ die Nothdurft zu bedencken seyn wollen. Was nun erslichen dero Alimentation und Unterhalt betrifft/ siehe solche/ auf dem Fall/ wenn nebenst benenelben ungleich Junge Herrn vorhanden sind/ auf Väterliche Disposition, oder/ da solche ermanget/ auf dero Herren Brüder ehelicher und standmäßiger verforgung/ wobei man sich nach dem Lauff der Zeiten/ zustand des Landes und der einkunften/ auch der anzahl der Personen zu achten/ und das werck der billigkeit nach/ alsdann darauf einzurichten haben wird. Wären aber keine Junge Herren oder Gebrüdere vorhanden/ sollen denen Fürstl. Fräulinnen insgesamt/ bey ieder Linie oder Portion, auf eines bis drey inclusive Jährlich — Gulden/ und auf vier bis sechs inclusive — Gulden/ do auch deroer noch mehr/ auf jedes Jährlich — Gulden gericht/ und gewisse einkunften darzu angewiesen und prästiret werden. Was denn dero Ausstattung anbelanget/ haben wir ins gesamt/ diesen Passum an noch unerörtert/ und auf die Zeit und zustand/ wenn sich Casus ereignen möchten/ gestellet bleiben zu lassen/ im weitern nachsinnen vor rathamer befunden. Damit aber/ auf begehende Fälle/ desto weniger zweiffel entstehen möge/ ob unsere Herrzog Johann Ernsts Fürstliche Kinder und Nachkommen dessen/ was unserer freundslich geliebten Brüder Ed. Ed. Ed. und dero Nachkommen/ durch diese respective erklärter- und aenderung voriger Verträge erlanget/ gleichergestalt theilhaftig/ und darbey ruhig zu lassen; Als haben wir solches zum Übersuß expressé hiermit erinnern und bedingen wollen.

Überdies und zum neunten lassen wir Herrzog Johann Ernst zu Sachsen/xc. uns nicht zu entgegen seyn/ daß unsere sel. geliebten Brüder/ Ed. Ed. Ed. so oft es die gemeine angelegenheiten und der gesamtshafflichen Sachen und Geschäfte Nothdurft erfordert/ zur mündlicher uncredulig und Deliberation anhero kommen/ wie denn solches/ Vermöge Fürst-Väterlichen Testaments und getroffener Verträge/ ohne das Jhren Ed. Ed. Ed. den frey und bevor stehet. Und obwohl leghim verglichen/ daß in solchen Fällen jeder Herr die aufstalt zu seinem Unterhalt vor sich auf seine eigene absonderliche Kosten und Privat-Mittel machen soll; So können wir doch/ widrige gedanken zu vermeiden/ geschehen lassen/ daß in säßen/ da Jhre E. E. Ed. sich zu obbedeutenen ende allhier befinden/ die ausrichtung aus unserer gesammten Cammer/ und auf gesammte Kosten/ gethan/ und hierzu unser gesammter Cammer-Verwalter/ oder ein ander qualifitirter Cammer- oder Kenschereybedienter/ wie auch unsere oder künftigen Directoris leute/ oder aber unsere Particular-bediente/ wie wir es jedes mahl vor thumlich und nöthig befinden werden; Jedoch daß die Kosten jährlich zum höchsten über — fl. sich nicht belausfen/ und deswegen Jhre E. E. Ed. jedes mahl mit gar wenigen Comitats, als dero eigenen anerkklärung nach/ jeder zum meisten mit 8. Personen und 10. Pferden einlangen/ andy die Rufscher und Pferde vor sich verpflegen/ oder da einer von denen Herren Gebrüdern döffalls absonderliche Unkosten verursachen würde/ denen andern/ jeden eben so viel aus gesammter Cammer an Gelds gereicht werden/

ANNO 1667. solches auch mit/ wie schon gemeldet/ bey denen zur gemeinen Deliberation angesehenen Conferenzen/ sonst aber bey Privat-Anherokünften nicht stat haben solle.

Endlich und zum zehenden/ obwohl im Fürst-Väterlichen Testament, und darauf geschlossenen Verträgen/ unter andern versehen/ daß unser weiland hochgehrten/ in Gott ruhenden Herrn Vaters End. Cabinet, wie auch die Deseherben/ und was zu beeden gehöret/ aus sonderbähren Abschen unvertheilet bleiben/ und bey hiesiger Residenz bey zusammen gehalten werden solte/ wir auch der älteste Bruder/ solchein nachzukommen/ und hierinnen keine aenderung zu treffen/ vor uns jederzeit gesonnen gewesen/ wir jüngere Fürstl. Gebrüdere auch allersits ebenmäßig anfangs und eine Zethero in solcher meinung gestanden; So ist doch aus allserhand wichtigen Considerationen endlich vor gut befunden/ und durch einhellig von uns allersits gemachten schluß beliebt worden/ daß solche Sachen/ als welche ohne das in die Länge nicht zu erhalten/ sondern nach und nach Schaden nehmen/ und dergestalt vergehen würden/ daß sie hernach gar nicht mehr nutzen/ noch zu gebrauchen seyn dörssten/ sonderlich aber die Bücher/ kostbahre Uhrwercke/ Mathematische Instrumenta, Musicalische Sachen/ schöne Gemählste und dergleichen/ vertheilet/ und von einem jedwedern/ zu Hochged. unser allersits weiland Hochgehrten Herrn Vaters End. Christl. Eobl. andenters sonderbahren Ehren/ wohl in acht genommen/ und unvermindert erhalten/ dasjenige aber/ was an verfertiger Helffenbereiter und andrer künstlichen arbeit vorhanden/ in ein absonderlich zimmer ordentlich gestellet werden/ und in gedachter hiesigen Residenz der gesamtshafft verbleiben/ jedoch die Drechsel-Werck zu darzu gehörige Instrumenta, weilen sie nicht süglich von einander zu separiren/ auch zu deren Conservation je länger je mehr Unkosten aufgehen möchten/ entweder ein oder andern von uns Gebrüdern/ so darzu belieben trüge/ oder einer andern Fürstl. Hohen Person/ um billigmäßigen werth überlassen/ und zugeschlagen werden soll.

Unkründlich/ auch um steter/ vester und unverbrüchlicher haltung willen/ haben wir eingangs ernennete vier Fürstliche Herren Gebrüder diesen anderweit verabhandelten freundsbrüderlichen Vertrag eigenhändig unterschrieben/ und mit unsern Fürstlichen hand-Secreten besiegeln lassen. So geschehen Weymar zur Wilhelms-Burg/ den 3. Martii, im Jahr 1667.

VIII.

Traité de Ligue Offensive & Defensve entre les Sérénissimes & Puissans Princes le Roi LOUIS XIV. & ALFONSE VI. Roi de Portugal, contre le Roi de Castille. Fait à Lisbonne le dernier Mars 1667. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII Acta Publica, Tom. IX. pag. 528. en Latin; dans les Memoires d'ABLANCOURT, pag. 304. dans les Memoires de LIONNE. pag. 59. dans le Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers, pag. 507. & dans GASTELIUS, de Statu publico Europæ noviss. pag. 290. en Allemand.]

31. Mars. FRANCE ET PORTUGAL.

APRES que le Roy Tres-Christien d'une part, usant des moyens doux & amiables, n'a pu reduire le Roi de Castille à ce que par la Justice de la cause, il lui rendit les Places & Estats qui appartiennent par Succession à la Reine Tres-Christienne son Eponse, ni d'autre part le Roi de Portugal après plusieurs Victoires, & avec l'intervention du Roi de la Grande Bretagne, n'a pu obtenir du Roi de Castille une honorable & feure Paix, comme finalement il se connoist par infinies experiences, que la seule force des Armes peut obliger les Castillans à ce qu'ils consentent que chacun jouisse de ce qui lui appartient, Nous Melchior de Heron, Baron de S. Romain, Chevalier de l'Ordre de S. Lazare, Abbé de Saint Leonard de Corbinace, Commissaire ayant pouvoir, Deputé pour le present Traité pour Sa Majesté Tres-Christienne d'une part; & de l'autre Don Vasquez Louis d'Agames, Marquis de Nisse, Comte de Lariquiere, & Admiral des Mers des Indes Orientales, & Don Juan de Sylve, Marquis de Gauve, Comte de Portalegre, &c. Grand Maistre de la Maison du Roi, & Don Antoine Louis de Menesses, Marquis de Marialve, Comte de Castagne, &c. & Francisco de Mello de Torres, Marquis de Sande, Comte de Ponte, &c. Louis de Vasconcellos, de Soufe, Chancelier melhor.

ANNO 1667. meilleur, &c. Antoine de Soufe, Maqueda Sieur de Lisse Grande, Secrétaire d'Etat, tous Deputez de la part de Sa Majesté de Portugal, avec pouvoir pour faire ledit Traité: après l'examen fait des Pouvoirs, & Procurations de l'un & de l'autre desdits Seigneurs Rois, & avoir meurement examiné tous les Points d'icelui, avoir fait & contracté par ordre desdits Seigneurs Rois, en vertu desdits Pouvoirs, la suivante Ligue Offensive & Defensive, & les Articles d'icelle, afin que par son moyen on oblige les Castillans à une juste, seure & honorable Paix.

I. Au même instant que la Paix qui se traite presentement entre la Couronne de France, ses Alliez & l'Angleterre sera concludé, le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre à la Castille, & la fera par Mer & par Terre.

II. Si contre l'esperance & les desirs des deux Rois, la Paix d'Angleterre ne se concludoit pas presentement, ni dans l'espace de 30. mois d'aujourd'huy, lesdits 30. mois passez, nonobstant la Guerre d'Angleterre, le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre à Castille, & s'observera religieusement le present Traité pour dix ans entiers, à compter de ce jour; & si pour quelque raison importante Sa Majesté ne declaroit pas la Guerre à Castille, après l'espace desdits trente mois passez, néanmoins se gardera encor ce present Traité jusques à la fin desdits dix ans exactement en toutes choses, comme aussi la continuation de la subvention de neuf cens mille Crusados, en la forme convenü en l'Article suivant, jusques au jour que le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre au Roi de Castille.

III. Du jour auquel le present Traité sera signé, jusques au jour que la France declarera la Guerre, soit que pendant l'espace de 30. mois, ou moins, la Paix d'Angleterre se fasse ou non, le Roi de Portugal fera la Guerre avec toutes ses forces, & ne fera Paix ou Treves aucune de peu ou de long tems avec la Couronne de Castille; & afin que le Roi de Portugal puisse plus commodement soutenir les frais de la Guerre jusques à ce que le Roi Tres-Chrestien la declare à Castille, Sa dite Majesté Tres-Chrestienne accorde à Sa Majesté de Portugal par chacun an, un million & huit cens mille Livres, Monnoye de France, laquelle reduitte en Monnoye de Portugal fait la Somme de neuf cens mille Crusados, de laquelle Somme six cens mille Livres seront employez à l'entretien des Troupes Françoises, par l'ordre de Noble Homme Pierre Gravé, ou son Successeur, comme il s'est pratiqué jusques à cette heure, & les douze cens mille restantes, qui sont six cens mille Crusados, se payeront à Lisbonne au Roi de Portugal en trois payemens de 400000. Livres chacun, le premier dans deux mois après la Ratification du present Traité, le second quatre mois après, & le même se fera tous les ans, de quatre en quatre mois.

IV. Dés l'instant que la Guerre sera declarée par le Roi Tres-Chrestien, à celui de Castille, Sa Majesté Tres-Chrestienne demeurera delivrée du paiement d'un million huit cens mille Livres: & seulement payera pour subsistance un million de Livres, desquels en sera employé six cens mille Livres, comme il est dit ci-dessus, pour l'entretien des Troupes Françoises, & le superflu à l'ordre de Sa Majesté de Portugal: comme aussi il a esté dit, declarant que si Leurs Majestez de France, & de Portugal, font retirer les Troupes Françoises, ladite Somme se delivrera entierement au Roi de Portugal, pour les frais de la Guerre.

V. Et afin que ladite Somme se paye en Lisbonne, le Roi de Portugal fera mettre sa marque à deux cens soixante mille Patacons, sans aucuns frais & dépens, tant pour la soldé des Troupes Françoises, que pour les salaires que le Roi Tres-Chrestien donne aux Chefs & Conducteurs de Guerre qui servent en Portugal par son ordre, le surplus de la Somme promise avant ou depuis la Guerre declarée se payera en Lisbonne, & le Roi de Portugal recevra la moitié en Monnoye d'Argent François, appellées Ecus blancs, en Espagnol vulgairement dits Patacons, pour la valeur de six cens Rez chacun, & l'autre partie en Pistoles d'Espagne, ou Louis d'Or François, pour la valeur de deux mille Rez chacun.

VI. Le present Traité s'observera le temps de dix ans, & pendant les trente premiers mois dudit temps, & avant qu'ils soient passez, s'il est possible, le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre au Roi de Castille, comme il est dit au deuzième & troisième Article; &

ANNO 1667. cependant il y aura Alliance & Ligue Offensive & Defensive, contre les Rois & Roiaumes de Castille, & ses Alliez, exceptez les Rois d'Angleterre, & de Suede, jusques à ce qu'il se puisse conclure une bonne & commune Paix, par laquelle demeurent respectivement satisfaits les Rois Confederez; Sçavoir, le Roi Tres-Chrestien sur les Places & Estats qui appartiennent à la Reine son Epouse par Droit de Succession, & le Roi de Portugal sur la reconnoissance & rétablissement de la Couronne Royale, sous la declaration que la Paix se traite directement, & par écrit entre les Rois de Portugal & de Castille, nommément comme il est accoutumé de se faire entre Roys égaux, de bonne foi, & hors de toutes doutes & surprises, & que le Roi de Portugal receive toutes les Places de Portugal & Algarves que les Armes Castillanes auront occupées, & de la même maniere le Roi Tres-Chrestien les siennes en France.

VII. Durant l'espace desdits dix ans, il ne sera licite à aucun des Rois de traiter de Paix ou Treves, & moins de les conclure sans un commun, express & mutuel consentement, & agiront en cecy l'un & l'autre Roi, tellement de concert & union, qu'on oste à l'Ennemy toute l'esperance que les affaires des Confederez se puissent accommoder par Traitez differens, ni se diviser, ni se separer par aucun artifice, & promettent mutuellement lesdits Rois de le declarer en temps & lieux aux Ministres du Roi de Castille, & accordent entr'eux, qu'ils ne traiteront ni concluront aucune chose, sinon conjointement reciproque.

VIII. Et afin que l'Ennemi commun soit obligé de faire la Paix, le Roi Tres-Chrestien lui fera tous les ans la Guerre avec toutes ses forces par tous les endroits par où il pourra, nommément en Espagne, par Catalogne ou Biscaye: & le Roi de Portugal lui fera la Guerre qu'il lui sera possible, aussi avec toutes ses forces, & avec une Armée Royale de douze mil Hommes d'Infanterie, & cinq mil Chevaux; & en chaque année fera deux Campagnes, l'une avant, & l'autre après la rigueur des chaleurs, & si pour quelque difficulté irreparable, il ne se pourroit faire une desdites Campagnes, se fera au lieu d'icelle au moins quatre invasions dans le País Ennemi, chacune d'elle avec 4000. Hommes.

IX. Le Roi de Portugal donnera, comme il a fait jusqu'à present aux Troupes Françoises, Chevaux, Pain, Orge, & Paille, & leur payera ponctuellement le vert selon la coûtume; & le Corps de Milice Françoisse sera commandé & gouverné, comme il a esté jusqu'à present, par l'Excellentissime Comte de Schomberg ou autre General experimenté & agreable au Roi de Portugal, qu'envoyera Sa Majesté Tres-Chrestienne, s'il estoit necessaire d'en mettre un autre en son lieu, lequel ainsi comme ledit Comte de Schomberg ou son Successeur, obeiront au Gouverneur des Armes de la Province, en laquelle ils feront la Guerre aux Messres de Camp Generaux, & de la même sorte aux Generaux de la Cavallerie, & Generaux d'Artillerie, & aux Gouverneurs des Places où il y a Garnison: Et afin que la Guerre se fasse plus commodement, il a esté arresté qu'entre les François & Portugais de même Poste, les plus modernes, suivant les Patentes, obeiront aux plus anciens: & que les Messres de Camp & de Cavallerie Françoisse seront estimez égaux aux Lieutenans Generaux de Cavallerie Portugaise, & aura Sa Majesté Tres-Chrestienne Droit de pourvoir les postes qui vaqueront au Corps de la Milice Françoisse.

X. Le Roi de Portugal confirmera les Privileges & Immunitéz accordéz par ses Predecesseurs à la Nation Françoisse, & de la même sorte le Roi Tres-Chrestien aux Portugais. Les Sujets du Roi Tres-Chrestien, principalement les Marchands de Portugal, de deça & delà la Ligne jouiront de toutes les commodités, Libertés & Privileges, Droits, Exemptions & Prerogatives, qui par les derniers Traitez ont esté concedez aux Nations Angloises & Hollandoises, que nous tenons par expressez declarées au present Traité, comme si elles estoient inserées en icelui, & de la même sorte, que les Portugais jouiront dans les Lieux sujets de la Couronne de France, des mêmes Privileges, commodités & Prerogatives, qui par ce present Traité se concedent aux François.

XI. Les Consuls de la Nation Françoisse jouiront en tous les Lieux sujets à la Couronne de Portugal, principalement à Lisbonne, de tous les Privileges, Droits & Honneurs dont jouissent les Consuls des Nations

ANNO  
1667.

tions Angloises & Hollandoises , & de même chose jouiront les Consuls Portugais en tous Lieux dépendans de la Couronne de France.

XII. Sa Majesté Portugaise ordonnera qu'on reçoive en tous les Ports & Costes les Navires François, & particulièrement ceux qui sont aux Compagnies d'Orient & d'Occident, favorisera autant qu'il pourra le Commerce desdites Compagnies, & de la même forte se recevront en tous les Ports sujets de France les Navires Portugais: mais pour éviter les tumultes qui peuvent arriver, est accordé qu'il ne se recevra plus grand nombre de Navires de Guerre, que celui qu'on a accoutumé d'admettre des Anglois, suivant le Traité fait avec eux.

XIII. En ce Traité seront admis tous les Rois & Princes qui voudront y entrer, avec des conditions utiles aux deux Pais, principalement au Roi de la Grande Bretagne, le desir du Roi de Portugal étant non seulement de garder les Accords & Amitiez fraternelles qu'il a avec Sa Majesté Britannique, mais s'il est possible les accroistre par les deux Rois en faveur du Roi de Suede.

XIV. Quand & après la conclusion de la Paix avec l'Angleterre, le Roi Tres-Chrestien procurera par toutes sortes de bons offices d'accommoder les différens qui sont entre le Portugal & les Estats Generaux d'Hollande, afin que les Villes Cochín & Cananor soient restituées, & sur cette matiere se fera un Article special dans le Traité de la Paix d'Angleterre & de Hollande; & de la même forte le Roi Tres-Chrestien intercedera envers le Souverain Pontife, afin que non-seulement il confirme les Evêques de Portugal, comme avoient accoutumé de faire les Pontifes envers les Rois ses Predecesseurs.

XV. Sera permis au Roi de Portugal de lever Gens de Pied & de Cheval, s'il lui est necessaire en France & Alsace à ses depens, conduite Ingenieurs & Mariniers acheter Chevaux & toutes sortes d'Armes pour la deffense, & offense de ses Ennemis, Munitions & Vivres pour le même prix, pour lequel l'acheteroit le Roi Tres-Chrestien, moyennant que les Commissaires qui seront commis à cela donnent un estat du nombre des Soldats, & des Mariniers, & autres choses à l'Illustré Seigneur du Ferron à la Rochelle, & aux autres Ministres des autres Places & Villes.

XVI. Toutes les susdites choses ainsi arrestées, & conclusés entre les susdites Rois de France & de Portugal se remettront par Traité ratifié à Paris dans 15. jours, après l'arrivée à la Cour du Roi Tres-Chrestien, de celui qui portera la Ratification de la part du Roi de Portugal, & le present Traité ne sera manifesté en aucune sorte, jusques à ce que le Roi Tres-Chrestien ait déclaré la Guerre à Castille; & en foy de quoy & forcé de cedit Traité nous avons signé de nos mains & feings à Lisbonne le dernier Mars 1667. Signé, Melchior de Heron, Deputé du Roi Tres-Chrestien, le Marquis de Nisse, Admiral des Indes, le Marquis Grand Maistre, le Marquis Marialve, le Marquis de Sande, le Comte de Chastelmethor, Antoine de Soufe de Maqueda.

IX.

22. Avril. Reichs-Conclusum über das Münzwesen, erklärend was für Goldene und Silberne Münzen und in was für Preis solche zu nehmen/ ferner/ wie den falschen Münzen und schlechten zu wehren/ die Guten aber zu erhalten seyen/ mit denen darzu gehörigen Verlagen. Regensburg den 19-29. April 1667. [LONDORPII Acta Publica, Part. IX. Lib. X. Cap. CLIX. pag. 540.]

C'est-à-dire,

Conclusion de l'Empire touchant les Monnoyes d'Or & d'Argent, le titre & valeur dont elles doivent être, & le prix auquel on doit les recevoir; comme aussi touchant la suppression des Monnoyes faussés ou legeres; & la conservation de celles qui sont de bon poids & de bon alloy, avec quelques Documents appartenants à la même Conclusion. A Ratisbonne le 19-29. d'Avril 1667.

TOM. VII. PART. I.

ANNO  
1667.

Der Röm. Käys. Maj. unsers allergnädigsten Herrn / zu gegenwärtigen Reichs = Tag bevollmächtigtem höchst ansehnlichem Commissario, dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Herrn Guidobaldo, der Heil. Röm. Kirchen Cardinalen / Erzbischoffen zu Salzburg / Legaten des Stuls zu Rom. / und Bischoffen zu Regensburg / geben des Heil. Römischen Reiches Churfürsten und Ständen anwesende Räte / Bottschaften und Gesandte hiermit gebührend zu vernehmen / demnach auff allergnädiggedachter Jhr. Käys. Maj. vermög Seiner Hochfürstl. Emment / unterm 11. Maji des verwichenen Jahrs / ertheilter Resolution, erfolgte allergnädigste Approbation, das Münzwesen in allen dreyen Reichs = Ständen vorgenommen / in sieben Punkten abgetheilt / und Deliberation gezogen worden / als nemlichen.

I. Was für silberne Inn- und Außländische sorten / und in was Valor und Gehalt sie vor Wehrschafft anzunehmen.

II. Wie dem verbotenen Nachschlagen / Beschneiden / und unnothwendigem Verschmolzen der silbernen Münzsorten vorzukommen und zu begegnen.

III. Was für Fürsichung zu thun / damit die gute Reichs = Münz im Reich behalten und Feine Außländische schlechte und zugeringshaltende herein geführt werde.

IV. Was für Schied = Münz und in was vor einem Werth und Gehalt der Wehrschafft sie anzunehmen.

V. Wie dem allzuhäuffigen Gepräg der Schied = Münz zu begegnen.

VI. Welche Inn- und Außländische güldene Münzen / und in was Valor und Gehalt vor Wehrschafft anzunehmen.

VII. Wie das Verschmolzen der güldenen Münzen zu verhüten. Gleich wie man nun auch die General = Guardien der drey benachbarten correspondierenden / als der Franckischen / Bayrischen und Schwäbischen Crayfen mit ihrem Gutbedüncken / vermög deren den 5/15. und 16/26. Junii, auch 21/31. Julii des verwichenen Jahrs dictierten Verlagen sub lit. A. B. und C. darüber zu vernehmen / vor eine Nothdurfft besind / auch solches alles / nach und nach reiflichen erwogen; Also hat man geschlossen / daß es forderist durchgehendes bey den vorigen Reichs = Constitutionen und Ordnungen / so weit denselben durch gegenwärtigen Reichs = Schluß nichts derogirt oder dieselbe nach jetzigen Umständen eingeändert und geändert werden / zu lassen:

Demne zu Folge und zwar so viel den ersten Punkt anbelangt / nemlich / was für silberne Inn- und Außländische grobe Sorten / und in was Valor und Gehalt für Wehrschafft anzunehmen / in specie vermög der Münz = Ordnung Ferdinandi I. de Anno 1539. und des R. N. de Anno 1566. der Reichs = Gulden und Reichs = Thaler für eine allgemeine Reichs = Münz zu halten / und solle auf eine Cöllnische Mark der Reichs = Gulden gehen 9. und ein halb Stück / und sein halten / 14. Loth / 16. Gran / bey welchem es nodmahls / wie auch bey dem alten Halt des Reichs = Thalers / deren nach laut bemeldten R. N. de An. 1566. auf eine Cöllnische Mark / acht Stück gehen / und sein halten sollen / 14. Loth / 4. Gran / zu verbleiben. Die ringhaltige Außländische grobe Sorten anbetreffend / und wie es damit zu machen / haben die beyde höhere Collegia solches an die Crayfe zu remittiren / doch daß in den Crayfschlüssen die Reichs = Constitutiones möglichst beobachtet werden / vor gut angesehen / das Reichs = Städtische aber / solche Remittirung vor bedenklich / und dafür gehalten / daß der Außländische Thaler demahlen nit zu devalviren / sondern der Reichs = Thaler entweder in bonitate intrinseca zu ringern oder in valore extrinseco zu steigern sey. Im übrigen und gleich wie man befunden / daß denen bisher eingewissenen Münzgebrechen und Unordnungen anderer Gestalt nicht vorgebaurt / noch gesteuert werden kan / es sey dann vorhero durchgehend ingemein und überall ein gewisser Fuß / wornach die Inn- und Außländische grobe Sorten so wol / als auch die Schied = Münz geprägt und valvirt werde / gestattet und verglichen; Also würde derselbige / nach Meynung aller dreyen Reichs = Collegien, nicht fuglicher / als nach dem Reichs = Thaler vorgenommen werden können / und insonderheit dahin zu sehen seyn / damit der Silberkauff / auff einen gewissen Werth regulirt, und wosern derselbe so wol / als auch die Wehrung des Reichs = Thalers / demahlen nicht in perpetuum und beständig gemacht werden könne / democh wenigst provisionaliter darüber statuirt werden möge / und solle man auch mit den angränzenden frembden Cronen und Republicquen, so wol wegen angemeldetem Silberkauffs / als Gleichheit der Münzen communiciren, wassen mit Theils deren / auff höchstgedachten Käyserl. Commissarii erfolgten Consens, allbereits geschehen.

So viel den II. und VII. Punkten / als welche beyde wegen ihrer Connexität in eine Deliberation gezogen / betrifft / wie nemlich dem verbotenen Nachschlagen / Beschneiden / und unnothwendigem Verschmolzen der güldenen und silbernen Münzsorten vorzukommen und zu begegnen: Hat man sich hierin dergestalt entschlossen: Als:

Erstens und demnach in der peinlichen Halsgerichts = Ordnung Käysers Caroli des V. Art. 5. deut- und heylsamlich vorgesehen / wie die Münzfälscher / auch diejenige so ohne habende Freyheit Münzen / zu bestraffen: Als solte besagte Ordnung von neuem confirmirt und erholer / und wider die Verbrechere ernstlich exequirt und vollstreckt werden.

II. Dieweil auch in viel andere Wege unziemlicher Gewinn in den Münzen gesucht / Falschheit und Betrug darinnen getrieben wird / und daher in der Münz = Ordnung Käysers Ferdinandi des I. d. Anno 1559. s. 162. Hierauff sehen / ordnen und wollen

ANNO  
1667.

wollen Wir/te. und in den darauf folgenden dreien §. 8. §. klärllich geordnet / daß die Granalirer / Körner / Seiger / Künzgerer / Beschneider / Schwächer / Wäscher / Schmölker / Aufschreiber / Abgießer / Aufwieger / Aufzieher / Aufwechler und Fälscher / an Gut / Leib und Leben / nach Gelegenheit und Gestalt des Verbrechens / zu straffen / und hierinnen niemanden zu verschonen / auch dem Anlager an der verwickelten Pön ein Theiltheil: Die andere zwey Theil aber der Obrigkeit / darunter die Überfahmung geschehen / abzuzufolgen / und so diese sämmtlich wären / die Straff durch die Münz-genossen selbigen Craysses / und wann auch diese nachlässig / durch den Käyserl. Fiscal fleißig einzufordern / und so gar derjenige / so diese und andere verbotene Mißbräuche / Verrug und Fälsche der Münz gewußt / selbe aber der Obrigkeit / allwo das delictum vorgangen / oder allwo der Verbrecher zu betreten / nicht angezeigt / mit gewisser Geldstraff / als zwey Marc lörtiges Goldes zu belegen sey: Als wird solches alles / was auch / was wegen des Körners und Seigerers in gedachter Münz-Ordnung §. 171. Wir ordnen / setzen und wollen auch ferner / te. auch der Granalirer und Seigerer / zugleich der sämmtigen oder sich selbst der Sachen theilhaftig machenden Obrigkeiten / Crayssen und Ständen halber / in dem R. U. zu Nüßburg d. Anno 1566. §. 168. Was dann der Münz halber / te. und wiederumb §. 169. Wir ordnen und wollen auch / te. der Länge nach einkommen / anhero deutlich und ausdrücklich wiederholer und von neuem bestätigt / so dann auch darob zu halten seyn / daß vermöge mehrgedachten Münz-Edicts die Jahrszahl / auch auf den Silbernen Münzen / so unter dem Reichs-Thaler seyn / der Valor jedesmahls mit aufgedrückt werde / und insonderheit die grobe Sorten / in behöriger Breite / circul und circumferenz aufgehen / keine Rappen-Schnitt oder Eck nicht haben / zu welchem Ende denen special- und General-Guardeinen zu injungiren / da sie dergleichen Mängel gleich Anfangs bey Aufzieh- und Probring des Wercks befinden / selbige nicht zu passiren / sondern mit Zuziehung und Imploirung der Obrigkeit / den Münzmeister dahin anzuweisen und anzuhalten / umb dergleichen Sorten hinweg zu verschmelzen und in behöriger Form aufgehen zu lassen.

III. Damit auch ferneres umb so viel weniger die in dem Münzwesen gemachte treffliche Ordnungen überschritten werden / und die Obrigkeiten wider diejenige so etwan verdächtig / mit geziemender Inquisition zeitlich verfahren mögen / Als solle nicht allein auff diejenige / so mit verdächtigen / und ihrer Nahrung nicht gemässen Instrumenten umgehen / fleißig acht gegeben / sondern auch die Handwerker in Städten und Gerichten / welche die zum Münz-Gepräge absonderlich erforderliche Instrumenta und Materialia verfertigen / bey schwerer unmaßlässiger arbitrari-Straff gehalten seyn / ohne Vorwissen ihrer Obrigkeit / solche / als in specie die Stöck-Schneid- und Druckwerk sampt den Prägsböcken nicht zu machen noch anzuhelfen / weniger damit einige Handlung treiben / sondern wann dergleichen an sie gesuchet wird / es alsobald ihrer Obrigkeit zu referiren und dem / was sie hierunter befehlen / nachzukommen. So sollen auch gedachte Stöck-schneid- und Druckwerk zusamt denen Prägsböcken nicht in der Münzmeister freyen Händen gelassen / sondern entweder in Obrigkeitlicher Verwahrung hinterlegt / oder doch wenigst unter Obrigkeitlicher Besiegelung denen verpflichteten Crayss- und Guardeinen anvertrauet / oder wie sonst / zu Vorkommung alles Mißbrauchs / jeden Orts Obrigkeit vor gut befinden wird / die Gebühr in acht genommen werden.

IV. Dann und nach deme die Erfahrung bezeugt / daß sonderlich die Juden sich an der Münz auff eine und andere Weg offtmal vergreifen / und wider die Reichs-Constitutiones freventlich handeln / So seynd demnach die Stände / in deren Gebiech sich diese aufhalten / ernstlich zu erinnern / auf dieses Jahr gutes und emßiges Aufmehren zu tragen / und ihnen / wann sie aufgenommen werden / der formul des Eyds oder Pflicht / so sie abzulegen haben / ausdrücklich einzuwerben / daß sie sich aller Ungebühr hierinnen entmüßigen wollen; Denjenigen aber / so sich bereits in der Ständen Territoris befinden / solches bey ersigedachter Ihrer Pflicht vorzuhaltten / wie es dann in dem R. U. zu Regensburg d. ann. 1532. Tit. 7. löblich geordnet / daß Herrschafften / allwo die Juden gefessen / einsehen tragen / und Ordnung machen sollen / damit niemand beschwert werde.

V. Alsdann auch die Münz-Gerechtigkeit kein Mercantz sondern ein Kayserl. Regal / dessen sich die Stände nicht zu ihrem selbst geschädten Vortheil / sondern dem Reich zu Ehren und Wohlfahrt / bedienen sollen / und darumb in dem R. U. d. ann. 1570. §. 132. Alsdann auch te. heiter statuiret / daß keiner seine Münz-Gerechtigkeit oder Münzstadt verkaufen / verleihen / verpfänden oder verlegen lassen / vielweniger mit dem Münzmeister / wegen Theilung des Gewinns / einiges Gebieng oder pact treffen solle; Als wird es bey solcher heilsamen und in mehr andern Reichs-Ab-schieden / sonderlich aber in ann. 1594. §. 102. wir ordnen / wollen und gebieten / te. beschlossenen und bestätigten Reichs-satzungen gelassen / und alle Pacta de quota lucti / sie betreffen gleich einem Kleinen oder grossen Gewinn / gänzlich verboten / und mehr nicht / als dem Münz-Meister eine gebührende Besoldung / aber nicht per modum quotæ zu bestimmen erlaubet / auch der Verkaufser / Verleiher / Verpfänder / oder der / so seine quotam des Gewinns verprochen / oder das Münzen verlegen läßt / seiner Münz-freyheit verlustig seyn / und noch darzu den Kauf- oder Pfand-schilling was er mittels solchen verbotenen Contracts an sich ge-

bracht / verfallen / und hierinnen mit Fiscalischen Processen dergestalt / als wie im gemeldten R. U. de Anno 1594. §. 102. wir ordnen / wollen / te. vorgesehen / verfahren werden solle: da fern aber derjenige / so sich obgeneldter massen vergreift / dem Reich ohne Mittel nicht unterworfen wäre; So solle des Lands- oder selbst Orts-Obrigkeit / allwo das delictum begangen wird / gebührende Bestrafung / wider dergleichen Ubertreter vorzunehmen ernstlich auferlegt seyn. Gleich wie nicht weniger die Käufser / Conductores, und alle / so da mit jenen / so Münz-freyheiten haben / wider das Verboth der Reichs-Satzungen contractiren und handeln / nicht allein / so viel das Kauffgeld oder Pfandschilling / oder den zugesagten Bestand-Zins anbetrifft / verwickelt / sondern noch darzu mit einer arbitrari poen / so der Ubertreter / wann er ohne Mittel dem Reich unterworfen / dem Kayserlichen Fisco, sonsten aber dem Domino Territorii, oder wann dieser sich des Verbrechens auch theilhaftig gemacht / bezührtem Kayserlichen Fisco zu bezahlen / angesehen werden / welches dann auch in specie von den Münz-Meistern zu verstehen / so nach Gelegenheit ihres unziemlichen Verfahrens auch unmaß-tig und unredlich erklärt und zu keinen Ehren zugelassen werden sollen. Massen und damit diese und so viel mehr schenen tragen / sich hierunter auf einerley Weise zu vergreifen; So ist ihr der Münz-Meister Ahdess Formul, davon hernach mehrere Meldung geschicht / bezuzusehen / daß sie in keiner verliehenen / verkaufften oder verpachten Münzstadt arbeiten / oder münzen / oder auch durch ihre Gesellen daselbst nicht arbeiten oder münzen lassen / auch dessentwegen vor Annnehmung der Arbeit / sich angelegentlich erkündigen wollen: Gestalt auch sie die Gesellen / so wissenschaftlich in dergleichen Münz-Städten sich gebrauchen lassen / ebenmäßig / nach Beschaffenheit ihres Ubertretens / zu bestraffen / und die Obrigkeiten und Crayssen hierunter ihr fleißiges Aufsehen haben / und nach besage verschiedener R. Abschiede / darob / und daran seyn sollen / damit in allwege in diesem Werck mit Ernst und ohne Verschonung wider die Delinquenten verfahren werde.

VI. Nach dem ferners mit großem Schaden der Ständen und ihrer Unterthanen / das Reich mit beschmittenen Münz-Sorten / sonderlich mit den beschmittenen Genußer Silber-Cronen ganze und halbe Phillips Thaler auch Ropffstück beschwert werden. Als solle erstens niemand solche beschmittenen Münz-Sorten ohne Abzug des an dem Gewicht erscheinenden Abganges / anzunehmen schuldig seyn / zu dem Ende man in dem Werck begreifen / was nach proportion des befindlichen Abganges / abzuziehen / ein gewisses / noch bey gegenwärtigem Reichstag / zu determiniren / noch über das solle jedem Crayss bevorstehen / da er nöthig oder mäßig zu seyn befundet / dergleichen beschmittenen Münzen bey Straffe zu verbieten / doch daß hingegen in selbigen Crayss die Misset gemacht werde / daß ein jeder die habende beschmittenen Münz-Sorten gegen leibung des Abganges und Münz-ostens / aufzuwecheln könnte / welche hinnach derjenige Münzstand / so diese an sich löset in gute und meistens grobe Reichs-Münz zu verwenden schuldig sein solle.

VII. Sintemahlen die gute Reichs-Münz umzubringen / oder wiederumb in Tügel zu bringen / und darauß Schiedmünzen zu machen / in verschiednen / und das letzte mahl in dem Anno 1607. gemachtem R. U. §. So seken / ordnen und wollen wir / te. verbothen worden; Als sey auch solcher Ordnung zu inhären und die wider die Münz-Herren / Münz-Meister und Gesellen in casum transgressionis gesetzte poen in allewege zu wiederholen.

VIII. Hat man gleichfalls eine hohe Nothdurfft zu seyn er-messen / daß dem R. U. zu Speyer de Anno 1570. §. 134. dar-umb zu weiterer / te. fleißig nachgelebet und mit den Münzmeistern / als wie alldort geordnet / es in den Crayssen gehalten und darüber ihn sie die Münzmeister von ihnen den Crayss- und Ständen und ihren Münz-Herren der Reichs-Münz-Ordnung und Abschieden / bey Verpfändung ihrer Haab und Güter nachzukommen verpflichtet werden sollen / auch sich selbst / auf jedes Erfordern / einzustellen und Red und Antwort zu geben / zu welchem Ende / eine ordentliche special Instruktion / wie sich die Münzmeister zu verhalten / von Reichswegen abzufassen und derselben in specie / daß sie keine gangbare Münz verbreden sollen / bezuzusetzen / dem künftigen R. U. einzutragen / worauf dann ein jeder Münzmeister zu schweren / massen die vorhandene alte Instruktionen revidirt und ad præsentem statum, auch denen dergleichen zukommenden Satzungen applicirt werden solle / welche Meynung es dann auch

IX. Mit Guardeinen hat / daß nämlich diese / nach Junhalt gedachten Speyerischen R. U. de Anno 1520. §. 135. was dann aber von Annnehmung / te. auch des Abschieds de Anno 1594. §. 101. wir ordnen / wollen / und gebieten / te. angenommen und verpflichtet / und ihnen so wohl / als den Münzmeistern / ein special Instruktion verfaßt werden solle.

X. Obwohlen auch / in vor allegirter Münz-Ordnung de Anno 1559. §. dergleichen / ob die Goldschmied / te. erlaubt wird den Goldschmieden / die Gold- und Silberne Münz / wann sie das Gold und Silber zu Nothdurfft ihres Handwerks nicht bekommen mögen / so weit zu verbreden / so viel sie zum Vorlag gedachten ihres Handwerks bedürfftig / doch / daß sie es nicht verkaufen oder verführen / auch / daß solches mit Vorwissen ihrer ordentlichen Obrigkeit geschehen solle. Nachdem aber gleichwohl die Erfahrung zeugt / daß geborte Satzung mit ihren Limitationen und einschränkungen / wenig beobachtet / sondern die güldene und silber-

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

silberne Sorten von besagten Goldschmieden / allerdings nachgefallen gebrachten werden; Als hält man / daß ihnen / wie auch denen Goldschlägern / bloß und allein die ausländische Münz-Sorten / auch anderer nicht als mit Vorwissen der Obrigkeit einzuwechseln und zu ihrem Gebrauch zubereiten / verstatet werden solle / wie dann die Obrigkeit zu mehrerer Nachgelbung dieser neuen Ordnung die Anstalt und Verfügung zu thun / daß sie die Goldschmiede und Goldschläger / (wann sie in die Kunst / oder da keine am selben Ort sich befandete / zu Bürgern oder Inwohnern auff und angenommen werden) schweren und geloben lassen / wider solche Ordnung und Gesehe nichts vorzunehmen / bey Verlust der Kunst- und respectiv Bürgerlichen Gerechtigkeit / auch ihres ehlichen Namens / darauff dann gedachte Obrigkeiten zuhalten und nach Gelegenheit des Verfahrens / wider die Ubertreter ernstliches einsehen vorzunehmen haben: Gleich wie auch die Gesellen / wann sie bey einem Meister arbeiten wollen / mittelst des Handschlags sich gegen die Obrigkeit verbinden sollen / dieser Ordnung nachzuleben / auch so ihre Meister darwider handelten / es gedachter Obrigkeit alsobald anzuzeigen / bey poen der Gefängniß oder anderer arbitrari Straff / und solle obige wider die Goldschmiede und Goldschläger gesetzte poen auch statt haben / wann ihnen inländische güldene und silberne / gute und gerechte Sorten / von andern zum brechen und verschmölzet zugesellet und eingehändiget werden / und diejenige / die solches thun / angebotene Münz güldene und silberne Sorten verurtheilt haben / und die Obrigkeit selbigen Orts befugt seyn / diese / als verfallen und confiscirt / zur Hand zu nehmen / und einzuliehn / nicht weniger und ob schon etwan einige das Handwerk nicht treiben / doch aber ermeltes inländisches gemünzte Gold und Silber verschmölzet und hümacht die Massam den Goldschmieden und Goldschlägern zusetzen: So solle doch so wol der Verschmölzer / als der Goldschmied oder Goldschläger der hieumit Wissenschaft gehabt / darentwegen dann genaue Nachfrag zu halten / gestrafft / und auch angeordnete massa in commissum / wie oben gemeldet / verfallen seyn. Damit auch in der mit Vorwissen und Zulassung der Obrigkeit verstateter Verbrechen der ausländischen Sorten / nicht excedirt werde / haben die Chur- und Fürstliche Collegia vor dienstlich erachtet / daß jeder Standt / von halben zu halben Jahren / eine ordentliche Specification / wie viel von dergleichen ausländischen Münzen in seinem Gebiet / vorgeachter massen gebrochen worden / denen Graß- aufschreibenden Fürsten einschicken und hernach solche Specification von ermeltem Graß- aufschreibenden Fürsten neben den Threigen auf den Münz- Probations- Täge producirt / und allda / nach befinden den excessen / remedirt werden solle. Ex parte der Reichs- Städte aber hat man solche Specificationes vor bedenklich / und davor gehalten / daß die Nützlichkeit über die erwann in Verbrechen dergleichen Sorten / befahrende excessen der Sorgfalt und Vigilanz eines jeglichen Dries Obrigkeit anzuvertrauen. Und als ferners vorkommen / daß an theils Orten sich eine allzugroße Menge der Goldschmied und Goldschläger befinden thäten / und daß es allerdings eine Nothdurfft wäre / die Anzahl zu restringiren / so sind die Obrigkeiten zu erinnern / darauff bedacht zu seyn / wie solcher Orten / allwo gedachtes Handwerk übersezt / die Restriction entweder durch unterlassende Annehmung neuer Meister / an statt der absterbenden / oder auff andere füglige und hülfliche Wege möchte zur Wirklichkeit gebracht werden. Nachdem auch hie und da an geringen Orten sich Goldschmied und Gold- Arbeiter niedersetzen / und daselbsten ihres freyen Willens pflegen: Als wären dergleichen Goldschmied und Gold- Arbeiter nicht zu gedulden / sie seynd dann auf sonderbare den Reichs- Satzungen ähnliche Ordnung an / und durch gedachte Obrigkeiten verbinden.

So viel aber XI. die Gold- und Silberdratziher- und Posamentier anbetrifft sey denenselben das einwechseln und Verbrechen der gangbaren Münz- Sorten wie auch der Silber auff / ihnen und allen andern Privatis ins gemein / insonderheit aber den Juden / gänzlich zu verbieten / auch sie die Dratziher und Posamentier / daß sie darwider nicht handeln wollen / absonderlich zu beehdigen. So dann berührter Silbertauff anderer nicht / als mit Bewilligung eines jeden Orts Obrigkeit / welche dabey in acht nehmen solle / daß derselbe über den Preiß / wie das rohe und Bruch- Silber / den Reichs- Satzungen und diesem Concluso nach / vermintzt werden kan / nicht gesteigert werde / zu verstaten / und zu jeglicher Obrigkeit disposition zustellen / weine sie solchen Silbertauff publica autoritate committiren wolle.

XII. Sintemahl auch man befunden / zu Vorkommen und Abwendung aller in dem Münzwesen einschleichender Unordnung / sehr vortrüglich zu seyn / daß jedes Jahres die in der Münz- Ordnung bestimmte Probations- Täge / als 1. May und 1. Octobris / oder wenigst einer / unfehlbarlich gehalten werde; Als seynd die aufschreibende Chur- und Fürsten ihrer Obliegenheit in alledem zu erinnern / massen alles jenes / so darentwegen in verschiedenen Reichs- Abschieden einkommen / erholer wird.

XIII. Und nachdeme in denen Reichs- Abschieden de annis 1570. 1571. 1576. und 1594. auß wichtigen Ursachen verordnet worden / in jedem Graß eine gewisse Anzahl der Münz- Städte / in welchen und keinen andern zu münzen / zu benennen; hingegen alle hin und wieder eingewissene Decken- Münzen abzuschaffen; Als seynd solche Reichs- Constitutiones / doch mit dem Unterscheid / so darinnen und in specie dem Dep. Abschied zu Frankfurt d. ann. 1571. §. und wiewohl in mehrgeregtem untern Speyerischen Abschied etc. wegen der jemgen so Bergwerck haben /

berührt wird / zu wiederholen / und so viel es immer möglic / zur Execution zu bringen / oder da je in einigen Graßen vorfallende difficultat nicht zu überwinden / auff ein ander Expediens zugehenden und auf allen Fall dahin zu sehen / damit wider die Gebühr und das herkommen das Münz- Geld nicht ersiegert werde. Vorbey jedoch das Churfürstl. Collegium / dasjenige so in der güldenen Bull Tit. 10. enthalten / anhero wiederholet und bedinget / dahingegen aber das Fürstliche Collegium in solchen Zusatz nicht willigen wollen / sondern es bey vorangezogenen Reichs- Constitutionibus allerdings verbleiben lassen.

XIV. Solle auch bey Vermeidung derjenigen Straffe / die in den Rechten und Reichs- Satzungen / wider die Aufwechsler und verschmölzer statuir / niemant sich vermessien / die schwere Großen / halbe Batzen und andere gute Schiedmünz auszuwiegen / zuverbrechen / oder zu Legirung der groben Sorten zu gebrauchen.

XV. Hält man auch vor dienlich / daß die gesammte Goldschmied und Silberarbeiter / dahin zu halten / daß das Silber / so verarbeitet wird / wenigst 12. Loth sein nach dem Edinischen Gewicht / und das Gold 18. carat halten / auch alle solche Arbeit mit den Wapen und Zeichen / so wohl des Ortes / da sie gemacht / als des Goldschmieds der sie verfertigt / generckt / und die zu solchem Ende notwendige Beschau in loco publico & à personis publico nomine deputatis vorgenommen / ingleichen zu verziehung allerhand Gefährlichkeiten von den Goldschmieden keine Silberarbeit geringer / als sie seyn solle / wann ihnen auch schon dergleichen / von weme es immer seyn möchte / angemutet und aufgetragen würde / verarbeitet werden solle / und dieses bey denjenigen Straffen / so hieroben wider sie die Goldschmied und Silberarbeiter bestimpt seyn.

So solle auch XVI. bey schwerer arbitrari- Straff den Jubelieren / Dratzihern / Rauff- und Handelsleuten / auch allen und jeden / jedoch die Garbein und verpfändte Goldschmied aufgenommen / eigene Schmolzt- und Prober- Deßen zu haben oder zu gebrauchen verboten seyn.

XVII. Werden auch die Obrigkeiten erinnert / wann Gold- und Silberarbeiter / oder auch Rauff- und Handelsteute Gold- und Silbergeschir / so ohne Probe gemacht / auf die Märckte bringen / die Beschau gebührlich zu beobachten / und die Probe ordentlich zu nehmen und darauff zu notiren; Allwo aber schon / die nota publica probationis darauff befindlich seyn / dieselbe doch mit Vorbehalt jedes Orts Probe / mit der Nadel zu berühren / doch dabey die Besuchsamkeit zu gebrauchen / damit die Obrigkeitliche ordentliche Proben / ohne sonderbare Noth / oder augenscheinlich befundene Fäbler / nicht verworffen / oder doppelte Proben / ohne sonderbare Noth / oder Augenschein / zu merklicher Beschwerde oder Ungelegenheit der Handthierenden / eingeführt werde / dagegen aber die Obrigkeiten desto besuchsamer / mit aufdrückung ihrer Wapen und Zeichen zu verfahren / und wann die zuvor darauff gezeichnete sich mit gerecht befindet / gegen diejenige / so ihr Zeichen und Wapen mißbrauchen / eine ernstliche remonstration vorzunehmen.

XIII. Berührend den dritten Haupt- Puncten / nemlich / was für Vorsehung zu thun / damit die gute Reichs- Münz im Reich gehalten und keine ausländische schlechte und zu gering- haltige herein geführt werden / da erinnert man sich / so viel das erste Membrum dieses Punctens anbelangt / was gestalt in den Reichs- Abschieden / insonderheit aber de An. 1570. §. 146. und zu fernern / c. und §. 117. und auß sonderm notwendigen / c. & seqq. wie auch dem Deput. Abschied / de anno 1571. §. sonsten / da diese nochmahln / c. heilsamlich vorgesehen / daß keine Reichs- güldene oder silberne Münz oder rohe und ungearbeitetes Silber auß dem Reich geführt werde / und daß darauß die Churfürsten / und Stände ins gemein / wie auch die Churfürsten am Rhein neben den Kayserl. Commissarien zu Frankfurt / Sachsen und Brandenburg aber in ihren Städten auf den Messen und Jahrmärkten / gute achtung geben / und inquiriren lassen sollen / wie dann auch das Kayserl. Mandat / so dem Churfürstlichen Deput. Abschied de anno 1571. beigezsetzt / klar außspricht / daß die Aufwechsler der Reichs- Münz bey Verlust Leib und Güts verboten / und Chur- Fürsten / und Ständer aufgelegt und befohlen worden / in deren Chur- und Fürstenthumen / Gebieten und Obrigkeiten / auff solche dinge / sonderlich aber bey den Jahrmärkten und andern Versammlungen der Käuffleute und Handthierer / fleißige Aufsicht zu halten und bey denen fürnehmern Land- Pässen / Zollstädten / Stapeln und Häfen / damit / wie gehört / keine Reichs- güldene oder silberne Münz / noch auch rohe und ungemünztes Silber / auß dem Reich zu Wasser oder zu Land verführt werde / mit allem Ernst aufzumercken oder nachfragen zu lassen / und da jemand / wer der auch seyn möchte / darob betrecken würde / denselben ohne allen Respekt der Person / auch ungeachtet einigen Geleits / oder anderer Vorwendung / zu gebührlicher Straff anzunehmen / und gegen ihme / seinen Leib / Naab und Güter / neben fürnehmender würcklicher Confiscation solcher / wider das Verbot verführender Gelder und Silber / imhalt viel berührter Ordnungen / zu verfahren / worbey es dann / der Reichs- Münz halber sein Verbleibens hat.

Was aber die ausländische Sorten betrifft / wird dafür gehalten / daß in Fällen / da es die Nothdurfft der Commercien fordert / die Aufsehung derselben zu gestatten: Damit aber auch aller Betrug umb so viel mehrers verhütet bleibe: So solten die jemige / welche dergleichen Münzen auß dem Reich verführen /

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

führen / von des Orts Obrigkeit gewisse Urkunden / daß sie dessen benöthiget / sonst aber die / so Waaren und Güter außer Reichs verführen / daß denenselben kein Geld eingepackt oder imballirt sey / beybringen / welchen Urkunden dann auch / wann anderseits selbige von des Orts ordentlicher Obrigkeit ertheilt / und die Pallen darinnen specificiret und bezeichnet seyn / ohne anderwärts Visitation zwar zu glauben / dafern aber ein vernünftiger Verdacht eines Betrugs wäre / haben die beyde höhere Collegia beschloffen / und vorbehalten / daß solchen Falls die Visitation / ohnerachtet besagter Urkunden / ohnbenommen seyn solle. Reichs-Städtischen Theils aber / hat man mehr gedachte Urkunden / und Attestata vor sufficient halten / und zu erwehnter Visitation nicht willigen wollen; Im übrigen aber / und so viel diejenige / welche mir ad captandum lucrum und Gold mit Geld aufzuwechseln / die Münzen zu verführen sich untersehen / anbelangt / hat es bey obgedachten Reichs-Satzungen / sein ohngeändertes Verbleiben / zu welchem Ende auch / dieselbe Kayserliche Mandat hierüber zu publiciren und auszuführen und die neue verfassende Münz-Ordnung / zu männiglichem Wissen / wenigst jährlich zu verlesen; - Massen und damit dergleichen Satzungen ihren gebührenden Vollzug desto besser erreichen; So solle den Anzeigern oder dem Denuncianten / neben dem / daß er unvermehlet verbleiben solle / ein dritter Theil / nach laut der Münz-Ordnung Ferdinandi I. folgen / und wann die Obrigkeit hierunter mit nachlässig / gegen ihnen auch mit Straff / wie sich gebührt / verfahren werde / und dann zu mehrer Versicherung / die Kaufleute ihren Obrigkeiten angeloben / wider gedachte Ordnung auffeimeige Weis und Wege nicht zu handeln / noch ihren Dienern daß sie solches thun / zu gestatten / welche Kaufmanns-Diener dann auch / wann sie im Dienst eintreten / gegen des Orts Obrigkeit sich verpflichten sollen / deme allen / so in solcher Ordnung begriffen / nachzuleben / auch wann sie ein solche Ubertretung erfahren / der Obrigkeit / bey Verlust ihres ehrlichen Namens / und anderer arbitrari Straff / anzuzeigen. Was auch hieoben und in dem Reichs-Abchied wieder die Aufwechsler geordnet / das solle auch absonderlich wider diejenige verstanden seyn / so da die gute Reichs-Münz gegen einen Gewinn und Aufschlag / er sey gleich klein oder groß / im- oder außer Landes / andern umb fremde Münz vertauschen / jedoch / daß hierunter die Kaufmanns-Wechsel und Cambia / worunter man Reichs-Städtischen Theils auch andere notwendige Gewerks-Fall wollen verstanden haben / aufgenommen seyn sollen.

Was aber das 2. Membrum dieses dritten Haupt-Puncten betrifft / weilen von den beeden höhern Collegiis die Valvirung der schlechter oder geringhaltiger ausländischer Münzen / obgedachter Massen an die Crayse verwiesen worden; So läst man es auch dabey bemenden / und werden gedachte Crayse / auch dinstfalls die Nothdurft zu entschliessen / darob zu halten / und die Gebühr jedesmal bey den Münz-Probations-Tagen zu beobachten wissen; Jedoch entzweythen unbenommen der durch die Reichs-Satzungen einen jeden Stand in particulari zukommender Devalvir- und Verbitung; Hingegen aber / bleibe man Reichs-Städtischen Theils / bey der ad primum Punctum dinstfalls erbitterter Meynung / daß nemlich dermalige Devalvirung der ausländischer Thaler / bey jetzigen Zeiten / man nicht vor thümlich erweisen könne; Ferners und demnach dem Römischen Reich hauptsächlich an dem gelegen / daß alle güldene und silberne Münzen / sie seyn im- oder ausländisch / in dem Reich / so viel es immer möglich / verbleiben: Als sollen die güldene und silberne Spitzen und Borten / wie auch die güldene und silberne Knöpf / wie nicht weniger die güldene und silberne Tücher / auch die mit Gold und Silber gestickte Kleider / jedoch mit Vorbehalt dessen / was bey Abhandlung der Policey-Ordnung dinstfalls erwan weiters möchte verordnet werden / zu tragen und das unnöthige Vergulden / in Krafft dieses / verboten seyn / auch alle Thur- Fürsten und Stände strenglich darauff halten / daß der Kleider-Pracht in ihren Gebieten abgeschafft / fremde kostbare Jend und Läder und ad luxum dienende Manufacturen / nicht zugelassen und zu dem Ende durch Thur- Fürsten und Stände in ihrem Gebiech / eine gewisse Policey-Ordnung begriffen / und annehmst auch die Handelshafften in ihren Landen / da es anders seyn kan / dahin eingerichtet werden / daß diejenige notwendige Waaren / welche im Reich nicht zu bekommen / die Inländische Kaufleute nicht mit baarem Geld / sondern gegen Inländische Waaren / Anschweiß an sich erhandeln / nicht weniger sollen sich Thur- Fürsten und Stände befeissen / in ihren Landen solche Meister und Arbeiter zu halten / welche die im Reich notwendige Manufacturen / auch deutsche Waaren und Materialia / als Woll / Leder / Kupffer / und dergleichen / selbst fertigen und verarbeiten / denen sie dann gewisse Privilegia und Freyheiten in ihren Landen ertheilen können / auch solche Meister oder Arbeiter und ihre Gesellen und Jungen wider andere Handwerker / so diese ihnen einige Hinderung und Eintrag zufügen / oder sie wider die klare Reichs-Konstitutionen aufzutreiben / sich unterfangen würden / schirmen und schützen / auch die Widersetzliche in solchen und dergleichen Fällen / keines Orts hegen / noch anderwärts befördern / wol aber dahin sehen sollen / damit solche Künstler und Arbeiter / umb selbe desto besser zur Hand zu bringen / nicht dergestalten / wie an vielen Orten im Schwang und Mißbrauch ist / mit denen zumst- oder aufnahmss-Rossen / und andern Excessen übernommen / zurück gehalten und gehindert / sondern die Ubertreter mit Exemplarischer Straff angesehen wer-

den; Allermassen alle dasjenige so wider ihr / der Handwerker Mißbrauch und deren Aufheb- und Bestrafung halber in der Policey-Ordnung zu Augsburg An. 1548. Art. 36. zugleich in dem Receis zu Frankfurt de an. 1594. auch letzten X. Abschied geordnet / allhero erholet / und in genere auf alles unzulässige Anstreiben / Aufstand und Widersetzlichkeit der Handwerker / Genossen gezogen und bedenkst angehangt wird / daß zu Adhuc- und Wendung gehörter strafbarer Mißbrauch und Mißwillens ein Stand dem andern die hülfliche Hand zu bieten / schuldig seyn solle.

IV. Bey dem IVten Haupt-Puncten / was nemlich vor Schied-Münz / in was vor einem Werth und Gehalt für Behrschafft anzunehmen.

V. Item bey dem Vten betreffend wie dem allzuhäufigen Geprärg der Schied-Münz zu begegnen? Hat man sich also entschlossen. I. Daß so viel erstens / die Sorten und Gattung der Schied-Münzen anberührt / den Craysen es zu überlassen / welche paßirt und angenommen werden sollen. II. Den Halt der schlagenden Schied-Münzen betreffend / solle die Proportion der Güte / von dem Reichs-Thaler genommen / und in genere das Absehen dahin geragen werden / daß die Münz-Herren über Abzug des nöthigen Kostens so wenig ein Gewinn bey Schlagung der Schied-Münzen / als bey Aufmünzung der Reichs-Thaler haben. III. Wird das zulänglichste Mittel zu seyn gehalten / dem überflüssigen Geprärg der Schied-Münzen vorzukommen / daß hierinnen den Reichs-Abchieden nachgelebet werde / und ohne des Craysen oder der Craysen / wie es bis her ratione modi herkommens gewesen / gebenden erlaubniß / welche aber behutsamlich / und mit der in gemeindten Reichs-Abchieden enthaltenen Bescheidenheit zu ertheilen / selbe niemand für sich hin schlagen zu lassen befuge seyn / auch da einem Stand ein gewisses Quantum der Schied-Münzen zu schlagen erlaubt wird / derselbe nach Proportion solcher Summen und Determinirung des Craysen oder der Craysen gleichfalls grobe silberne Sorten münzen lassen / sonsten aber jeglicher Obrigkeit die ringhaltige und überhäuffte Schied- und Land-Münzen nach Gut-befinden zu verruffen besrey stehen sollen.

VI. Anlangend den VIten Haupt-Puncten / nemlich / welche Inn- und Ausländische güldene Münz / und in was Valor und Gehalt für Behrschafft anzunehmen / ist man der Meynung / daß I. in der Münz-Ordnung Ferdinandi I. d. ann. 1559. auch in andern Reichs-Abchieden benannt- und paßirte güldene Sorten / noch fürhin / wie auch andere Ausländische güldene Münzen anzunehmen; 2. Und so viel den Halt / oder die innerliche Güte der Goldgulden / Ducaten und Cronen anberührt / läst man bey vorgeachter Münz-Ordnung Ferdinandi I. gänzlich verbleiben / daß nemlich gedachter Goldgulden 72. Stück eine Söllmisch Marek wiegen und an fein halten sollen 18. Carat 6. Gran / das ist 12. Loth. 6. Gran / der Ducaten aber sollen 67. schon aufbereiteter Stück / eine Söllmisch Marek wiegen / und fein lauter halten 83. Carat. 8. Gran: An Cronen aber / solle eine Söllmisch Marek 70. Stück halten / wie solches alles auß gedachter Münz-Ordnung §. 64. Ferner die güldene Münzen belangend / §. 146. Ferner das Ausländische fremde Gold / zu ersehen / so viel nun aber die zu geringhaltige Ducaten anbetriß / da ist das Churfürstliche Collegium der Meynung / daß selbige ohne Unterscheid / mit desalacion des an dem Gewicht befindlichen Mangels ebenmäßig für gute Behrung zu paßiren: Die Fürstliche und Reichs-Städten Collegia aber halten dafür / daß nur diejenige Ducaten / so das Cronen-Gewicht haben / jedoch ebenmäßig mit Nachtrag des Abgangs / für Behrung anzunehmen: Die übrige aber / so darunter wiegen / nach verfloffenen acht Monaten gänzlich zu verbieten seyn. 3. Ob man zwar in etwas angestanden / ob dem Ducaten ein durchgehender Valor / im Römischen Reich / noch deraufhin zu bestimmen / hat man jedoch geschlossen / daß selbiger / bis auf weitere Verordnung / indge umb 3. Gulden / aber höher nicht genommen werden / wie dann auch den andern güldenen Münzen ihre Behrung nach Valor des Ducatens / so hierunter als eine Nicht-Schur zu beobachten / laut vorherührter sub lit B. und C. angezogener Beylagen / angeferzt und in specie wegen der Goldgulden auch die von obbefagten Crayß Guardeinen dinstfalls ebenmäßig erstattete und am 25. Martii und 19. April. dinsten sub lit. D. E. und F. beygelegten Gutachten verglichen worden / daß diejenige / welche der Reichs-Münz-Ordnung d. ann. 1559. an Eyrot und Korn gemäß seyn / 2. Gulden 10. Kr. so lang der Ducaten bey den 3. Gulden verbleibt / gelten sollen.

VII. Der siebende Haupt-Punct wie das Verschmüßigen der güldenen Münzen zu verhindern / ist allbereit bey den andern Puncten / wie hieroben gemeldet / erlediget und resolviret. Damit nun aber dasjenige / was in dem Münzwesen also abgehandelt und verglichen / zur Execution gebracht / und in unveränderter Observanz gehalten werde / hat man geschlossen / daß vorherührten in der Münz-Ordnung de anno 1559. und folgenden Reichs-Abchieden und Münz-Edicten / auch dieser neuen Münz-Ordnung gegen die Ubertreter angelegten Straffen / festiglich zu inhaeriren / und bevorab den Denuncianten oder Anzeigern / wo bey dem Münzwesen einiger Verrug verpflüßet wird / wie allbereit bey unterschiedlichen Special-Fällen gedacht worden / der dritte Theil von dem Vpn-Fall zu zweigeln und hingegen die Bestrafung auf diejenige / welche wesentlich zu dergleichen Verbrechen / stillschweigen / und dieselbige nicht gebührer Orten an-

ANNO  
1667.

welches



ANNO  
1667.

melden zu extendiren, auch da etwan einiger Stand sich zu dergleichen Mißbrauch verhalten lassen sollte / gegen denselben nicht weniger / das gebührliche Einsehen fürzuwenden und zu solchem Ende / denen Reichs-Fiscalen wol zu injungiren und bey ihren Pflichten aufzuladen; daß sie pro interesse Imperii ihres Ampts bey dergleichen Fällen / sich obliegenden Schuldigkeit nach gebrauchen / insonderheit aber wären die Münz-Probations-Tage nach Befehle ermelde Reichs-Satzungen / unaufgestellt jährlich in allen und jeden Crayssen und Probations-Conventen, auf fürzgangener unpartheylicher Probier- und Examirirung der Werk / ablassende Annahmen und Zuschreiben / von andern Crayssen nachdrücklich zu secundiren und pro communi interesse zu verfolgen / auch sonst von den Crayssen insgemein / vermittelst deren hochnützlich unter sich haltender guter Correspondenz und Exequirung des ihnen in den Reichs-Constitutionen / sonderlich in dem Münz-Edict de anno 1559. und in dem Deput. Abschied de Anno 1571. anbefohlenen ernstlichen Auf- und Einschens / die Obliegenheit gebührenden Fleißes und Eifers zu beobachten; So dann ferner all dasjenige / was zu Handhabung des Münzwesens / und Abstell-Borkomm- und Verhütung aller etwan einreißender Gebrechen / Mängel und Betrugs / wie auch Erhaltung einer durchgehenden Gleichheit in allen Crayssen / in dieser und vorigen Reichs-Satzung versehen / fleißig zu halten.

Schließlich / so viel die anfangs befindliche Worte: Der Heiligen Römischen Kirchen / betrifft / wollen der Augspurgischen Confession-Verwandten Churfürsten und Ständen hier anwesende Gesandten sich zu dem Zusatz des Worts (Heiligen) nicht verstanden / sondern ihren dissentium hiermit contestirt haben. Vormit hochgedachten Kaiserl. Herren Commissarii Hochst. Emmenß eingangs H. R. Reichs Churf. und Ständen dieses Ortes anwesende Räte Botschaften und Gesandte sich besten Fleißes unterthänigst empfehlen. Signatum Regensburg den 19/29. April. 1667.

(L.S.)

Churf. Maynßisch. Cansley.

(Hierauß folgen nun die in diesem Reichs-Concluso angezogene Beylagen / als:)

Lit. A. Der im Münz-Wesen correspondirender dreyen Ober-Crayssen / des Fränk-Bayer- und Schwäbischen beydiger General-Münz-Wardainen und vorgreifliches Gutachten / auf die vorgelegte / und in dem vorhergehenden Concluso enthaltene 7. Haupt-Puncten. Des H. Röm. Reichs / 2c.

Gnädige / Hochgeneigte und Hochgeehrte Herren.

Demnach durch das Hochlöbliche Chur-Maynß. Reichs-Directorium, uns deren im Münzwesen correspondirenden dreyen Ober- als Fränkischen / Bayerischen und Schwäbischen Reichs-Crayssen beydigen Münz-Wardainen sieben Fragestück übergeben worden / mit dieser ausführlicher Erinnerung / auf beiderlei sieben Puncta, in Kraft derjenigen Pflicht / welche in jeder von uns denen correspondirenden Crayssen abgelegt / unser ausführlich Bedenken und Gutachten / nach genugsamem und rathlicher Überlegung der Sachen unvorgreiflich hochermeldtem Chur-Maynßischen Reichs-Directorium in Schrifften zu überreichen; Als geschiedt dasselbige hiermit gehorsamlichst / auf Form und Weise / wie hernach folget:

## Der Erste Punct.

Was vor Silberne Inn- und Ansländische grobe Sorten / in was Valor und Gehalt / vor Wehrschafft anzunehmen.

Diesen Punct verstehen wir also: wegen der groben Silber-Sorten / als Genueser, gehen deren auf ein Marec Eölmisch 6 2/3 Theil Stück / halten auf 1. funffzehen Loth 2. Gran / ist also dem guten Reichs-Thaler nach / zu anderthalben fl. ein Stück werth 2. fl. 5. und ein halben Kr.

Venetianische Silberkronen wiegen 277 Theil Stück ein Eölmische Marec / halten auf 1. funffzehen Loth / 1. in 2. Gran / ist also ein Stück / dem guten Reichs-Thaler nach / zu anderthalben fl. werth 1. fl. 44. Kr.

Frankosische Louis Reichs-Thaler wiegen derer neuntzehen Stück eine Eölmische Marec / halten auf 1. vierzehen Loth 9. Gran / ist einer werth gegen dem guten Reichs-Thaler. 1. fl. 26. Kr.

Die Eölmische / Bisanker / Burgunder / Schweizer und Holländische Thaler / darinnen am Schrot und Korn / durch einander ein schlechter Unterscheid zu finden / gehen derer 8 2/3 Theil Stück auf eine rauhe Marec Eölmisch / halten auf ein 13. Loth 14. Gran / ist ein Stück dem guten Reichs-Thaler nach / zu anderthalb fl. gerechnet werth 1. fl. 24. Kr.

Auf gnädiges Begehren / der gewichtigen Philips-Thaler auch zu gedanken / gehen derselben auf die rauhe Marec Eölmisch / 6. und zwey drithheil Stück / halten auf ein 12. Loth 4. Gran / ist ein Stück gegen einem Reichs-Thaler zu anderthalben fl. werth 1. fl. 40. Kr. der aber wenig gefunden werden.

Der ungewichtigen und beschmittenen zu gedanken / als zum Exempel: Es gehen 9. Stück auf die Marec Eölmisch / ist ein Stück werth 1. fl. 14. und ein viertel Kr. gehen dann 8. Stück auf eine Eölmische Marec / ist einer werth 1. fl. 23. und ein halben Kr. Soltten dann 7. und ein halb Stück auf ein Marec Eölmisch gehen / so wäre einer würdig zu nehmen: 1. fl. 29. und ein viertel Kr. Der 5. Theil und 10. Theil ingleichen zu abnden / welche noch sehr beschmitten / und in grosser Menge in Bezahlung gehen / können nach dem Silber Gewicht genogen / und das Loth pro 40. im Brauch angenommen werden.

Wahr nun hieroben bemeldte 8. grobe Sorten / sich ziemlich an Schrot und Korn zu gering befinden / wie dann deswegen von vielen Jahren hero wir verpflichtete Münz-Wardainen vielfältige unterthänige Warnungsberichte übergeben / aber bishero alles für voll gehen lassen / dadurch seynd die guten Silber-Sorten mit zimlichen Lagio aufgewechselt / und an solche üble Münz-Stück verführt worden.

## Der Ander Punct.

Wie dem verbotenen Nachschlagen / Beschneiden / und unnöthwendigen Verschmelzen der Silbernen Münz-Sorten vorzukommen und zu begegnen?

Dem verbotenen Nachschlagen / dadurch verstehen wir die Hecken-Münzer / die wider die Reichs-Ordinungen insitzen / welches durch hohen Obrigkeit. Befehllich wohl kan verwehret werden. Das Beschneiden belangend / seynd Juden und Judensgenossen / welche solches thum / schwerlich zu erforschen.

Wegen des unnöthwendigen Schmelzens der silbernen Münz-Sorten / 2c. vührer der Schaden vermuthlich daher / daß die Silber-Dratzier und Goldschläger / immer einer nach dem andern sich erhebt und vermehrt / und endlich auß Mangel Silbers / die gute Reichs-Münz brechen / und in Diegel werffen / weil der Dratzier gesponnen Gold und Silber / so in höhern Preiß ist / welche weder Probe noch Saß haben / hin und wieder in die Länder verschicken / als sie sich / wie auch andere / denen es nicht gebührt / heimlich der Probir-Waage bedienen / und alle gute silberne Sorten aufgewogen und probirt / was ihnen nutz und vortzächlich gewesen / zu ihrer Arbeit täglich verbraucht; Die hergegen zu gering befundene Sorten unter den gemeinen Mann verschoben / In auch gar das gute Gold und Silber zu dem Leonischen Guth verarbeitet wird / thun also die Dratzier den Münz-Wesen einen unwiederbringlichen Schaden / wie auch dem ganzen Römischen Reich. Dann jedem amug bekannt / daß diejenige Spitzen und Porten sich so verschleiffen und abnutzen / daß der dritte Theil Silber nicht wol wieder zu Nutzen kommt / ingleichen thun auch die Jubiliter / Rauff- und Handelsleute / welche sich ebenmäßig / wie die Dratzier der Schmelz- und Probir-Deffnen nicht wenig bedienen / welches dann billich abzuschaffen ist / dann das Probiren absonderlich den Münz-Wardainen anvertrauet und befohlen ist / durch dasjenige Mittel werden alle gute Münz-Sorten aufgewogen / und durch diejenige in Diegel geworffen / und geschmelzet / sonderlich in den grossen Handels-Städten / da viel Goldschmiede wohnen / als Augspurg / Nürnberg / Leipzig / und Frankfurt / und dergleichen Derher mehr / ja / es werden auch von den gedachten Jubiliter / Rauff- und Handelsleuten die halbe Bazen und Groschen aufgewogen / die schwere zu der Legirung der groben Sorten gebraucht / welches hernacher den Reichs-Ständen zu großem Nachtheil gerichtet. Weilm dann auch hoch vonnöthen / daß die gesampfte Goldschmiede und Silber-Arbeiter dahin gehalten werden / daß dieselbe durchauß bey der Reichs-Probe / als nemlich dreyzehen Lothigen Silber solten gewiesen werden / und nicht davon weichen / oder geringere Maß haben zu arbeiten / weil es dem Reich hoch schädlich / und mancher Münzstand dadurch im Einkauffen zu kurz kommt / und würden auch die grobe Münz-Sorten vielfältig angebrochen verbleiben.

## Der Dritte Punct.

Was vor Fürscheidung zu thun / damit die gute Reichs-Münz im Reich behalten / und keine Ansländische schlechte und zu geringhaltige eingeführt werden.

Wann das von Rauff- und Handelsleuten / mit Aufwechslung der guten Reichs-Sorten von einer Stadt in die andere / oder Hecken-Münzen hinauß geführt wird / hingegen geringe Sorten an die Stelle gebracht / wäre für gut angesehen / daß Fürsten und Stände des Reichs durch die Waag / Wauch und Zoll fleißig nachsehen / in Auf- und Einschiffen der Güter / wo dergleichen vermuthlich / eröffnen / nach Befindung strafbar und confisciren, oder dasjenige Geld verschmelzen / und wieder zustellen; So wird er alsdann den Gewinn schon finden. Ingleichen ist gangfam bekannt / wie daß der Zeit hero / die Ansländische Krämer sehr überhand genommen / und allen Orten und Städten mit ihren allerhand unnützhigen Waaren / so sie verkaufen / und die darans gelösete Gelder allein in guten Reichs-Sorten / als Ducaten und Reichs-Thalern einwechseln / und auß dem Reich führen / und hergegen ihre Waaren an dessen Stell lassen / wäre aber gut / wann solche frembde Nationen können dahin gehalten werden /

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

werden / was sie vor Silber erkauffen / und eintauschen / nicht Macht hätten auß dem Reich zu führen.

## Der Vierdte Punct.

Was vor Schied-Münzen / in was vor einem Werth und Gehalt / vor Wehrschafft anzunehmen?

Die Schied-Münzen betreffend / wegen dero Werths / und wie solche anzunehmen / wissen wir : (Nusser was in den Hochlöbl. dreyen als Fräncischen / Bäyer- und Schwäbischen Crayssen gangbar :) nicht bescheid zu geben / als belegen wir solchen vierten Punct mit diesem löblichen Mandat, welches Anno 1659. den 11. Maji publicirt und verglichen / wie auch Anno 1665. den 11. Maji wiederum zu Augsburg auf dem gehaltenen Münz-Probations-Tag ist wiederholt und besätiget worden / daß derer hoch obgedachten dreyer Crayssen ihrer halben Bagen nicht mehr auff die rauhe Marc Colnisch gehen sollen / als 200. Stück / und sein halten 7. Loth / wird demnach die feine Marc sampt allen Unkosten hinantz vermünzt / per 11. fl. 14. Kr. Die alte Kayserliche Groschen aber / welche mit der Jahrzahl von Anno 1623. an bis Anno 1659. seynd durchgangen und probirt worden / welche durch und durch fein gehalten 7. Loth 9. Gran / und 142. Stück auf die rauhe Marc Colnisch gangen ist / die feine Marc hinaus vermünzt worden / pro 15. fl. 8. und ein halben Kr. und ein Stück in Bezahlung für gut befunden worden pro 3. Kr. bey welchem Valor man auch nebenst gedachten halben Bagen bis dato in Bezahlungen verblieben / und weiter keine andere Sorten unsers Wissen zu gedenden.

## Der Fünffte Punct.

Wie dem allzuhäuffigen Gepräg der Schied-Münzen zu begegnen?

Daß sich der Zeithero die Schied-Münzen ziemlicher massen gehäufft / ist die Ursach / daß keine grobe Sorten ohne Schaden wegen des theuren Silber-Kauffes hat können gemünzt werden / dann gescht / wann die Marc fein Silber pro 14. fl. 20. Kr. welches allbereit der gemeine Kauff ist / und bezahlet wird / wie kan ein Reichs-Stand solche wider hinauff vermünzen ohne alle Unkosten pro 13. fl. 30. Kr. Also ist in der Schied-Münzt nicht wol Aenderung zu verschaffen / wie aus dem vierdten Punct mit mehrern zu ersehen / es werde dann die Marc fein Silber auf 13. und ein halben fl. wiederum herab gebracht / daran das meiste gelegen.

## Der Sechste Punct.

Welche Inn- und Außländische güldene Münzen und in was Valor und Gehalt vor Wehrschafft anzunehmen.

Weilen nun vor vielen Jahren hero der gute Ducaten im Reich ist auf dreythalb fl. gesetzt worden / und endlich durch das üble Kriegs-Besetz / bis dato auf 3. fl. und anderer Orten nunmehr auf 3. und ein fünftel fl. hinauff gesteigert worden / und zu besorgen / in Pohlen / zu Benedig und mehr Orten / möchten aus Mangel Gelds / noch höher steigen / ist von andern güldenen Sorten noch zur Zeit bey so gestalten Sachen nicht wohl zu estimiren / oder zu gedenden / indem sie sich auch in Schrot und Korn sehr ungleich befinden / zunahlen / wain es auch mehrentheils keine Reichs-Sorten / sondern lauter Italianische / Franzosische / Englische und Holländische Sorten seynd / bis einmahls gegen den guten Ducaten / ein anderer Satz beschehen.

## Der Siebende und letzte Punct.

Wie das Verschmelzen der güldenen Münzen zu verhüten?

Daß die güldene Münz-Sorten mochten unverschmeltzt bleiben / das geschieht viel durch die Gold und Drat-Weiber / welche an vielen Orten so schlecht Gold verarbeiten / manymahl und meistens 15. oder 16. Grad / da doch die Probe aller Orten 18. Grad seyn solte / dahero werden die Goldmünzen von ihnen viel gebrochen / als wäre hochnothwendig und vor gut gehalten / daß man solche Gold- und Drat-Weiber mit schweren Pflichten belege / und ohnfehlbar dahin halten solle / daß sie nicht geringer als 18. Grad verarbeiten durfften / damit die Leute für ihre gute Bezahlung nicht so angeführt werden. So werden durch dieses Mittel die güldene Sorten viel ungebroschen verbleiben.

## Neben-Bedencken.

Wegen des hohen Silberkauffes über etliche Inn- und Außländische grobe Silber-Sorten / wie auch wegen Groschen und halben Bagen.

Weilen dann nun auch die gesamppte Chur- und Fürstlichen Stände verlanger zu vernehmen wegen des hochgesteigerten Sil-

berkauffes / als nemlich die feine Marc pro 14. Gulden 15. in 20. Kr. darauf der Reichs-Thaler soll wie auch andere Münzen gerechnet werden / als kompt der gute Reichs-Thaler obbemeldten hohen Silberkauff nach pro 1. fl. 36. Kr.

ANNO  
1667.

Eine Genueser Krou / so sein Gewicht völlig hat / 2. fl. und ein halben Kr.

Eine Silberkron / so dergleichen sein Gewicht / 1. fl. 50. Kr.

Die Fränkische Louis-Thaler / 1. fl. 31. 7. Kr.

Desgleichen die gewichtige Philips-Thaler / 1. fl. 46. Kr.

Die im Anfang gesetzte funfflerley Sorten Thaler / als neue Colnische / Bisauker / Burgunder / Schweizer und Holländische Thaler / ist das Stück werth / wie obbemeldt / obigem Kauff nach / ohne dem Münzkosten 1. fl. 29. und ein viertheil Kr.

Ingleichen die alte Kayserliche Groschen nach obigem Kauff / sampt dem Münzkosten ist ein Stück werth / 3 Kr.

Wie auch die halbe Batzen / so bey denen dreyen correspondirenden Crayssen / verglichener massen / seynd vermünzt worden / ist ein Stück werth / 2. Kr.

Es ist auch noch ferner zu beobachten / weilu der Silberkauff so hoch gestiegen / und schwerlich wieder herunter zu bringen seyn möchte / dann man von Anfang des Münzwesens her gemeynlichen Bericht hat / daß Gold und Silber immer in einen höhern Preis kommen ; Als werden wir bey diesen Zeiten / da der Geld-Mangel so groß / als jemahlen gewesen ist / es schwerlich dahin bringen / dann es ist zu besorgen / wann man die grobe Sorten wird auf den Werth des guten Reichs-Thaler setzen / daß auß ihel noch ärgeres möchte erfolgen ; Als haben wir verpflichtete Münz-Wardamen unsere einfältige Meynung wollen herbey setzen / daß weilen die Marc fein Silber nunmehr kostet 14. fl. 20. Kr. wenn man wil Reichs-Thaler davon münzen / die Schrot und Korn behalten / als nemlich 24. Loth 4. Gran / und 8. Stück auf die rauhe Marc Colnisch gehen / kompt das Stück pro 1. fl. 36. Kr. dadurch würden alle andere grobe Sorten in ihrem Werth nebenst dem guten Reichs-Thaler ungebroschen verbleiben.

Daß dieses alles obgeschriebener massen / unseren geleisteten Eids-Pflichten / und darauf gerichteten Chur-Mayntz- Erinnerung gemäß beschehen / Urkunden und bekennen wir hiemit und in Krafft dieser unserer eigenen Hand und Unterschriften und vorgedruckten Petschafften. Geschehen Regensburg den 1. 11. Junii 1666.

Wir Excell. Hochw. und Gn. und unserer Hochgeehrten Herren.

Gehorsame und Dienfertige.

Des Hochlöblichen Fräncischen Craysses verpflichteter General Münz-Wardein.

Leonhard Kholeder. (L. S.)

Des Hochlöblichen Bayerischen Craysses verpflichteter General Münz-Wardein.

Friederich Hunger. (L. S.)

Des Hochlöblichen Schwäbischen Craysses verpflichteter General Münz-Wardein.

Jeremias Pfaffenhausen. (L. S.)

Lit. B. Der Fränk-Bayer- und Schwäbischen Craysses General Münz-Guardeinen Entachten.

Erstlich folgen die Außländische güldene Münz-Sorten / dero Schrot / Korn und Werth / dem Ducaten nach zu 3. fl. gerechnet / wie hernacher mit mehrern zu ersehen ist.

N. 1. Portugaleser / so einer am Gewicht 10. Ducaten wigt / hält die Marc fein 23. Carat. 10. Gran / ist ein Stück werth 30. fl. 12. und ein halben Kr.

N. 2. Rosenobel gehen der 30. und drey viertheil Stück auf ein Colnisch Marc / halten fein 23. Carat 10. Gran / ist ein Stück werth 6. fl. 34. und ein halben Kr.

N. 3. Schiffnobel / gehen 35. und ein halb Stück auf die Colnische Marc / halten an fein 22. Carat 10. Gran / ist ein Stück werth 5. fl. 27. und drey viertheil Kr.

N. 4. Englische Jacobiner gehen deroer auf eine Colnische Marc 26. und ein siebende theil Stück / halten an fein 22. Carat / ist ein Stück werth / 7. fl. 8. und drey viertheil Kr.

N. 5. Dergleichen seynd auch die Englische Caroliner denen Jacobinern am Schrot / Korn und werth gleich.

N. 6. Gemessische doppelte Duplonen / gehen auf die Colnische Marc 17. 7. Stück / halten an fein 22. Carat / ist ein Stück werth 10. fl. 48. und ein viertheil Kreuzer.

N. 7. Ingleichen seynd die Gemessische einfache Duplonen denen hieneben gedachten Doppelten am werth gleich 5. fl. 24. und ein achtstheil Kr.

N. 8. Franzosische Duplonen unter des Königs Ludovici des XIV. Gepräg / gehen auf die Colnische Marc Stück / halten an fein - - Carat / Gran / ist ein Stück werth - -

N. 9. Spanische einfache Duplonen / gehen 35. 7. Stück auf die Colnische Marc / halten fein 22. Carat / ist ein Stück werth / 5 fl. 13. und ein halben Kr.

N. 10.

ANNO  
1667.

N. 10. Brabandische Gold-Münzen Saiverin genannt / gehen derer 21. und ein ztheil Stück auff die Cölnische Mark / halten an fein 22. Carat / 2. Gran / ist ein Stück werth / 8. fl. 50. Kr.

N. 11. Dergleichen dito halbe / ist ein Stück werth / 4. fl. 25. Kr.

N. 12. Engelotten / welche für einen Doppelten Gold-Gulden außgegeben werden / gehen derer 46. Stück auf eine Cölnische Mark / halten an fein 23. Carat 8. Gran / ist ein Stück werth / 4. fl. 22. Kr.

N. 13. Holländische Guldene Münz / unter der Stadt Zwölf Gepräg / ist auf einer Seiten ein Reuter mit dem Schwert / und auf der andern ein Löw / in einem Schild / mehr dergleichen Holländische Münz unter der sieben Provinzien Gepräg / ist auf einer Seiten auch ein Reuter mit dem Schwert / und auf der andern Seiten ein Löw in einem Schild / welcher hält sieben Pfeil / dieser beiden Sorten gehen 48. Stück auf die Cölnische Mark / halten insgesampt an fein 22. Carat / ist ein solches Stück werth / 3. fl. 53. und ein halben Kr.

NB. Dieser Stück eines / wird für vier und ein halben Gulden außgegeben.

N. 14. Kreuz-Ducaten / gehen auf die Cölnische Mark 67. Stück / halten 22. Carat 3. Gran / ist ein Stück werth / 2. fl. 49. und drey 4theil Kr.

N. 15. Französische Cronen / wiegen eine Cölnische Mark 70. Stück / halten 22. Carat 3. Gran / ist ein Stück werth / 2. fl. 41. und drey 4theil Kr.

N. 16. Neue Polnische Doppelte Ducaten / mit der Jahrzahl 1661. gehen auf die Mark Cölnisch 33. und ein halb Stück / halten an fein 23. Carat 4. Gran / ist das Stück werth / 5. fl. 54. und ein halben Kr.

N. 17. Ingleichen Doppelte Ducaten der Königl. Maj. in Polen / und unter der Stadt Thoren Gepräg / mit der Jahrzahl 1665. seynd denen oben gedachten mit N. 16. an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 18. Einfache Ducaten / unter der Stadt Zürich Gepräg / mit der Jahrzahl 1662. gehen auf die Cölnische Mark 69. Stück / halten an fein 23. Carat 6. Gran / ist ein Stück werth / 2. fl. 51. Kr.

**Nun folget der groben Silbern-Münz-Sorten Schrot / Korn und Werth / welche auf gnädiges Begehren unterschiedlicher Jahrzahl und Gepräg seynd zusammen gezogen / und dem guten Kthlr. nach / zu halben Gulden calculirt worden.**

Als: N. 1. Ganze Thaler / unter Ihrer Königlichen Maj. in Danemarc Gepräg / mit der Jahrzahl 1647. wiegen 8. Stück nach dem Cölnischen Gewicht 15. Loth 3. Gran / halten fein 14. Loth 3. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 28. Kr.

N. 2. Polnische Thaler / unter Ihrer Königl. Maj. Sigismundi Gepräg / mit der Jahrzahl 1630. wiegen 8. Stück 15. Loth / 2. Gran / 1. Heller / halten an fein 13. Loth / 17. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 26. und ein 4theil Kr.

N. 3. Wiederumb dergleichen Polnische Thaler mit der Jahrzahl 1629. wiegen 8. Stück 15. und ein halb Loth / halten an fein 13. Loth / 13. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 24. Kr.

N. 4. Französische Louis Thaler / mit der Jahrzahl 1662. wiegen neunthalbe Stück eine Cölnische Mark / halten an fein 14. Loth / 10. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 26. und ein halben Kr.

N. 5. Churfürstl. Cölnische Reichs-Thaler mit der Jahrzahl 1662. gehen auf die Mark Cölnisch neunthalbe Stück / halten an fein 13. Loth / 15. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 22. und ein 4theil Kr.

N. 6. Insprungische Thaler mit der Jahrzahl 1665. wiegen 8. Stück 15. und drey 4theil Loth / halten an fein 14. Loth / ist ein Stück werth / 1. fl. 27. und drey 4theil Kr.

N. 7. Siebenbürgische Thaler mit der Jahrzahl 1660. wiegen 8. Stück 15. und ein halb Loth / halten an fein 12. Loth / 9. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 17. und ein halben Kr.

N. 8. Ingleichen solche Siebenbürgische Thaler / mit der Jahrzahl 1663. wiegen 8. Stück / nach dem Cölnischen Gewicht 15. und ein halb Loth / halten an fein 13. Loth / 2. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 20. und ein 4theil Kr.

N. 9. Der Stadt Bisanz ganze Thaler / mit der Jahrzahl 1661. gehen auf die Cölnische Mark 8. und ein 4theil Stück / halten an fein 14. Loth / ist ein Stück werth / 1. fl. 25. und ein halben Kr.

N. 10. Burgundische Thaler mit der Jahrzahl 1639. wiegen 8. Stück 15. und ein 4theil Loth / halten an fein 13. Loth / 15. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 23. und ein halben Kr.

N. 11. Mehr dergleichen Sorten mit der Jahrzahl 1651. 53. und 56. wiegen 8. Stück 15. Loth / 1. Gran / 2. Pf. halten an fein 13. Loth 12. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 23. Kr.

N. 12. Wiederum dergleichen Burgundische Thaler / mit der Jahrzahl 1657. wiegen 8. Stück 15. und ein halb Loth / halten an fein 13. Loth / 13. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 24. Kr.

N. 13. Der Stadt Zürich Thaler / mit der Jahrzahl 1646. wie auch 1663. wiegen 8. Stück 15. und ein halb Loth / hal-

ten an fein 14. Loth / ist ein Stück werth / 1. fl. 26. und drey 4theil Kr.

N. 14. Cölnische Thaler mit der Jahrzahl 1628. gehen auf die Cölnische Mark 8. Stück / halten an fein 13. Loth / 15. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 27. und ein halben Kr.

N. 15. Der Stadt Basel Thaler / mit der Jahrzahl 1638. 39. 40. seyn alle dreyn im Schrot und Korn gleich / wiegen demnach 8. Stück 15. und ein halb Loth / halten an fein 13. Loth / 10. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 25. und ein halben Kr.

N. 16. Der Stadt Genff Thaler / mit der Jahrzahl 1646. wie auch der Stadt Schaffhausen Thaler / mit der Jahrzahl 1623. diese beide Sorten seynd denen Basler Thaler an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 17. Gelderische Thaler / mit der Jahrzahl 1662. wiegen 8. Stück 15. Loth / 1. Gran / 3. Pf. halten an fein 13. Loth / 14. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 23. und ein 4theil Kr.

N. 18. Holländische Thaler mit der Jahrzahl 1664. gehen auf die Cölnische Mark 8. und ein 4theil Stück / halten 13. Loth / 14. Gran fein / ist ein Stück werth / 1. fl. 24. und ein 4theil Kr.

N. 19. Seeländische Thaler / mit der Jahrzahl 1649. Holländische Thaler / mit der Jahrzahl 1650. Gelderische Thaler mit der Jahrzahl 1650. Westfriesländische Thaler / mit der Jahrzahl 1652. Diese vierley Sorten / welche auf der einen Seiten einen Mann mit dem halben Brust-Bild / und auf der andern Seiten ein Löw in einem Schild führt / wiegen 8. Stück 15. und drey 4theil Loth / und halten an fein 14. Loth / ist demnach ein solcher Thaler werth / 1. fl. 27. Kr.

N. 20. Holländische / Gelderische und Camper Thaler / alle mit der Jahrzahl 1664 gehen dieser Sorten auf die rauhe Mark Cölnisch 8. und ein ztheil Stück / und seynd gleiches Haltes / nemlich 13. Loth / 15. Gran / ist jeder solcher Thaler werth / 1. fl. 24. Kr.

N. 21. Gemeyner Kronen / gehen auf ein Mark Cölnisch / 6. zwey und 21theil Stück / halten an fein 15. Loth / 2. Gran / ist ein Stück werth / 2. fl. 5. und ein halben Kr.

N. 22. Niederländische Ducaton mit der Jahrzahl 1649. unter des Königs in Spanien Philipp des IV. Gepräg / welches Stück für fünf 4theil Thaler außgegeben wird / wiegen 7 1/2 Stück / eine Cölnische Mark / halten an fein 14. Loth / 17. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 45. und ein halben Kr.

N. 23. Wiederumb dergleichen Sorten / mit der Jahrzahl 1659. seynd denen mit N. 22. an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 24. Manländische Silberkronen ohne Jahrzahl / gehen derer auff Cölnisch Mark 7 1/2 Stück / halten an fein 15. Loth / 3. Gran / ist eine würdig / 1. fl. 45. Kr.

N. 25. Venetianische Silberkronen / wiegen 7 1/2 Stück eine Cölnische Mark / halten an fein 15. Loth / 1. in 2. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 44. Kr.

N. 26. Mantuanische Silberkronen / gehen 7 1/2 Stück auf eine Cölnische Mark / halten 15. Loth fein / ist ein Stück werth / 1. fl. 40. und drey 4theil Kr.

N. 27. Romanische Silberkronen mit der Jahrzahl 1643. gehen auf die Cölnische Mark 7 1/2 Stück / halten an fein 14. Loth / 7. Gran / ist ein Stück werth / 1. fl. 39. und drey 4theil Kr.

N. 28. Savoyische Silberkronen / mit der Jahrzahl 1632. seynd denen Venetianischen Silberkronen am Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 29. Spanische Markten gehen auff die Cölnische Mark - - Stück / halten - - Loth / - - Gran fein / ist ein Stück werth - -

N. 30. Französische halbe Thaler / mit der Jahrzahl 1662. wiegen 17. Stück eine Cölnische Mark / halten an fein 14. Loth / 8. Gran / ist ein Stück werth / 43. Kr.

N. 31. Der Stadt Basel halbe Thaler / mit der Jahrzahl 1638. wiegen 16. Stück 15. und ein halb Loth / halten an fein 14. Loth / ist ein Stück werth / 42. und sieben 8theil Kr.

N. 32. Der Stadt Genff halbe Thaler / mit der Jahrzahl 1638. wiegen 16. Stück 15. und ein halb Loth / halten an fein 13. Loth / 13. Gran / ist ein Stück werth / 41. und sieben 8theil Kr.

N. 33. Der gewichtigen Philipsthaler noch einmal zu gedenten / welche aber schwerlich zu finden seyn / gehen derer auff die Mark Cölnisch 6. und sieben 3theil Stück / halten an fein 13. Loth / 4. Gran / ist das Stück werth / 1. fl. 40. Kr.

N. 34. Der ungewichtigen Philipsthaler ferner zu melden / weil dieselbige sehr ungleich im Gewicht / können nicht anders als gewogen und dem Loth nach für 40. Kr. angenommen werden.

N. 35. Englische gewichtige Kopffstück ohne Jahrzahl / gehen auff die Mark Cölnisch 40. Stück / halten an fein 14. Loth / 12. Gran / ist ein Stück werth 18. und ein halben Kr. desgleichen ist ein 10. Kreuzer werth / 9. und ein 4theil Kr.

N. 36. Spanische Kopffstück der gewichtigen / gehen 39. Stück auff die Cölnische Mark / halten an fein 13. Loth / 4. Gran / ist ein Stück werth / 17. Kr. und ein halbes dito / so dergleichen sein Gewicht hat / ist werth / 8. und ein halben Kr.

Weil nun der ganzen und halben Kopffstück sehr wenig gefunden werden / die ihr völliges Gewicht haben / seynd solche auch nicht anders anzunehmen als dem Loth nach für 40. Kr.

Endlich und zum Beschluß / ist ferner gnädig anbefohlen worden / der Kreuzer zu gedenten / berichten hiemit unterthänig / das in Augsburg Anno 1625. den 18/28. Junii von denen dreyn Correspondirenden / als Franckisch-Bayerisch und Schwäbischen

ANNO  
1667.

Craysen verglichen und geschlossen worden / daß nemlich auf die rauhe Marek Collnisch 287. Stück gehen / und an fein 5. Loth halten sollen / dar an ist die feine Marek gleich denen halben Baken für 15. fl. hinauß vermünzt worden / welche also biß dato darbey verblieben / und also keiner besseren Kreuzer unsers Wissens zu gedachten ist. Weilm dann Anno 1559. unter Ihrer Kaiserlichen Maj. Ferdinando I. der Reichs-Haler auf 68. Kr. gesetzt worden / als seynd darnach 243. und ein halb Stück der Kreuzer auf die rauhe Marek Collnisch gangen / und haben an fein gehalten 6. Loth / 4. Gran / ist die feine Marek hinauß vermünzt worden / pro 10. fl. 26. Kr. ist also dieser gute Kreuzer gegen dem neben gedachten Kr. werth / 1. Kr. 1. und ein 16theil Pf. und der neue gangbare Kr. gegen dem Alten 3. und ein 6theil Pf.

Daß dieses alle obbeschriebener massen unsern geleisteten Eydspffichten / und darauf gerichteten Chur-Männig. Erinnerung gemäß beschehen / urkunden und bekennen Wir hiermit und in Krafft dieser unserer eigenen Hand und Unterschriften. Geschehen Regenspurg den 15/25. Junii 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unserer Hochgeehrten Herren /

gehorsame und Dienstoffertigste

Der drey im Münz-Wesen correspondirenden / als Fränk-Bayer- und Schwäbischer Craysen verpflichtete General-Münz-Wardeinen.

Leonhard Kobleder.  
Friederich Hunger.  
Jeremias Pfeffenhauser.

Lit. C. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Männigliche Directorium denen Münz-Guardeinen ist gnädigst anbefohlen worden / allerhand güldene und silberne Münz-Sorten zu calculiren / und bey ihren Pficht- und Eyden / den Halt und Werth eines jeden / anzugeben / weilm aber deren mehret Theil Außländische Münzen seyn / und wir unterschriebene nit von allen / wegen des Halts / Bericht gehabt. Als haben wir 14. güldene Münz-Sorten von neuem aufgezogen und probirt; Ingleichen 12. silberne Sorten. Diweilm aber solches nicht kan geschehen ohne Zergängung und Abgang; Als ist an jeder güldenen Sorten wegen Abgang zu rechnen 36. Kr. und an den silbernen 18. Kr. Thut an güldenen Sorten / 8. Gulden 24. Kr.

Und an silbernen 3. fl. 36. Kr.

Also in allem 12. fl.

Datum Regenspurg den 21/31. Julii An. 1666.

Friederich Hunger / Münz-Guardein.  
Jeremias Pfeffenhauser / Münz-Guardein.

Lit. D. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Männigliche Directorium uns deren im Münz-Wesen zweyen Crays-Wardeinen / als Bayerisch- und Schwäbischen / mehrmalen wegen unterschiedlicher güldenen Münz-Sorten ist gnädigst anbefohlen worden / solche / nach unsern Pficht- und Eyden / den Ducaten zu 3. fl. gerechnet / aufzugeben / zu probiren und zu calculiren / wie ein jedes sich in Schrot und Korn befindet; Als wird solches hierbey aus sechsferley Sorten mit mehrern zu vernehmen seyn.

N. 1. Päpstliche Duplonen gehen 35 $\frac{1}{2}$ . Theil stück auf eine Collnische Marek / halten fein 22. Carat / ist ein stück werth / 5. fl. 13 $\frac{1}{2}$ . Kr.

N. 2. Mailändische Duplonen seynd den obigen just gleich.

N. 3. Venetianische Duplonen gehen 34 $\frac{3}{4}$ . Theil stück auf eine Collnische Marek / halten fein 22. Carat / ist ein stück werth / 5. fl. 21. und ein halber Kr.

N. 4. Parinesanische Duplonen gehen 35 $\frac{1}{4}$ . Theil stück auf eine Collnische Marek / halten fein 21. Carat / 10. Gran / ist ein stück werth / 5. fl. 12. und ein 4theil Kr.

N. 5. Mantuanische Duplonen gehen auch 35 $\frac{1}{4}$ . Theil stück auf eine Collnische Marek / halten fein 21. Carat / 9. Gran / ist ein stück werth / 5. fl. 11. und ein 6theil Kr.

N. 6. Venetianische Zekin gehen 67. stück auf die Collnische Marek / halten fein 23. Carat / 10. Gran / ist ein stück werth / 3. fl. 1 $\frac{1}{2}$ . Kr.

Daß dieses alles obbeschriebener massen / unsern geleisteten Eyd / und darauf gerichteten Chur-Männiglichen Erinnerung gemäß / beschehen / urkunden und bekennen wir hiermit und in Krafft dieser unfer eigenen Hand und Unterschrift. Geschehen Regenspurg den 21/31. Julii 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unserer Hochgeehrten Herren /

gehorsame und Dienstoffertigste

Der Hochlöbl. Bayerisch- und Schwäbischen Craysen verpflichtete General-Münz-Guardeinen.

Friederich Hunger.  
Jeremias Pfeffenhauser.

Lit. E. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Männig. Reichs-Directorium mir zu End-unterschriebenen / als des Hochlöbl. Bayerischen Crayses verpflichteten Münz-Wardein anbefohlen worden / Bericht zu geben / was der gerechte gute Goldgulden gegen den Ducaten zu 3. fl. gerechnet / werth seyn möchte / wie hernach folgend zu vernehmen; Der gerechten Goldfl. sollen auf die Collnische Marek 72. stück gehen und an fein halten 18. Carat / 6. Gran / an silber 3. Carat / 8. Gran / an Kupffer 1. Carat / 10. Gran / ist also der Goldfl. gegen den Ducaten zu 3. fl. gerechnet / würdig ohne Zusatz des silbers: 2. fl. 11. Kr. 3. und ein halben Pf.

Der Zusatz des silbers thut auf ein stück 1. Kr. 2. und ein halben Pf.

Ist also der Goldfl. werth / 2. fl. 12. und ein halben Kr.

Es ist aber bewußt / daß Anno 1623. der Ducaten auf 2. und ein halben Gulden gewürdigt worden / und eine geraume Zeit darbey verblieben / Also ist der Goldfl. gegen den Ducaten zu 2. und ein halben fl. gerechnet / mehrers nicht werth / dann 1. fl. 50. und dreyviertheils Kr. ohne Münzschlag und Kupfferzussatz.

Welchen Bericht auf Begehren ich in Unterthänigkeit / meinen Pflichten nach übergeben wollen / den 14/24. Mart. Anno 1667.

Friederich Hunger / Münz-Guardein.

Lit. F. Unsers Gnädigsten Fürsten und Herrn / auch löbl. Schwäbischen Crayses verpflichteten Münz-Guardein Jeremia Pfeffenhauser wird hiermit gnädigst anbefohlen / unverlangt / und noch vor Ablauf nächst bevorstehender Ordinar / seinen unterthänigsten begründeten Bericht / zum Fürstl. Geheimnen Regiments-Rath zu erstatten / daß darauß sich verhalten zu lassen / und es an höhere Ort gelangen zu lassen / den Reich halten möge / was der gerechte gute Goldfl. gegen den Ducaten / in isigen Werth zu 3. fl. gerechnet / eigentlich werth seyn möchte / dessen wollen sich Ihre Fürstl. Durchleucht zu geschehen / zu verlässlich versehen. Decretum Kirchbach den 26. Martii Anno 1667.

Eberhard H. zu Württemberg.

Auf oben angeregten gnädigsten Fürstl. Befehlich / berichte ich in Unterthänigkeit / daß der guten Goldgulden der Reichs-Wehrung gemäß / 72. stück / auf Collnische Marek gehen / und fein halten 18. Carat / 6. Gran / gegen den Ducaten / deren 67. stück auff ein Collnisch Marek / und fein halten 23. Carat / und 8. Gran / werth ist / nemlichen 2. fl. 10. Kr. 2. und ein sieben 9theil Pf.

Lit. F. Unterthänigster und fürstlicher Bericht / was der gerechte / nach Kaisers Ferdinandi I. in Anno 1559. zu Augsburg publicirten Münz-Ordnung regulirte Goldfl. gegen dem jetzigen Valor des Ducatens zu 3. fl. und dann gegen der feinen Marek Goldes / darunter das Silber auch mit hinein gerechnet ist / nach dem Schrot und Korn (welches das rechte Fundament im Münz-Wesen ist / und besichet) werth seyn möchte.

I. Der guten Ducaten gehen auf die rauhe Marek Collnisch 67. stück / halten an fein 23. Carat / 8. Gran Gold / und gilt das stück 3. fl. darauß wird die rauhe Marek hinauß gebracht pro 201. fl. ist ein solcher gerechter Goldfl. gegen den Ducaten calculirt / mehr nit werth als 2. fl. 10. Kr. 3. und ein 3theil Pf.

II. Wann man die gute Goldfl. der feinen Marek-Goldes nach (welche an denen Ducaten umb 203. fl. 49. Kr. 3 $\frac{1}{4}$ . Pf. hinauß vermünzt wird) rechnet. So befindet sich / daß in einer Marek der 72. Goldfl. (welche 18. Carat / 6. Gran Gold / und 3. Carat / 8. Gran fein Silber halten) lauter Gold / 12. Loth / 1. Gran / 1. und ein 3theil Pf. sey / thut an Münz 157. fl. 7. Kr. 0 $\frac{1}{2}$ . Pf. so ist auch 2. Loth / 1. Gran / 3. und ein 9theil Pf. fein Silber darinnen / die feine Marek à 9. Thaler oder 13. und ein halber fl. gerechnet / thut 2. fl. 3. Kr. 3. Pf. Summa / so viel ist das Gold und Silber / so in den 72. stücken Goldfl. ist / zusammen werth / 159. fl. 10. Kr. 3 $\frac{1}{2}$ . Pf.

Ist also ein solcher gerechneter Goldfl. nach der feinen Marek Goldes werth / 2. fl. 12. Kr. 2 $\frac{1}{2}$ . Pf.

III. Wird die feine Marek Goldes an dem Goldfl. sammt dem Silber umb 204. fl. 26. Kr. 3 $\frac{1}{4}$ . Pf. hinauß gebracht / ist demnach ein solcher Goldfl. dem Schrot und Korn nach calculirt / werth 2. fl. 11. Kr. 2. und ein sieben 8theil Pf.

NB. Dabey ist zu wissen / daß diese Goldfl. welche nach der Münz-Ordnung Anno 1559. ihr Schrot und Korn haben / umb die zuvor benannte dreyerley Valor anzunehmen seyn / und werden hierbey die Meßer / Schaffhäuser / Churer / Erffurter und andere Goldfl. welche sich an Schrot und Korn / unterschiedlich zu gering befinden / nicht damit verstanden / sondern muß ein Unterscheid gemacht / geprobirt und aufgerechnet werden.

Des Hochlöbl. Fränkischen Crayses General-Münz-Guardein

Leonhard Willibard Hofmann.

X. Quit

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

X.

3. Mai. *Quittung Herzog Friedrich Wilhelms zu Sachsen-Altenburg / an die Stadt Erfurt / wegen abgeführten Erb-Schutz-geldern der 7500. gulden / mit verzeihung der Exception non numerata pecunia. Geschehen zu Altenburg den 3. Maii 1667. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. II. pag. 576.]*

C'est-à-dire,

*Quittance de FRIDERIC GUILLAUME Duc de Saxe-Altenbourg, pour la Somme de 7500. Florins que la Ville d'Erford lui devoit à titre de Protection; Il y renonce à l'Exception de non numerata pecunia. A Altenbourg le 3. Maii 1667.*

On Gottes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm / Herzog zu Sachsen / tot. tit. hiermit thun kund und bekennen: Demnach verindge des / durch Vermittelung des Herrn Churfürsten zu Sachsen und Burggraffen zu Magdeburg Ihd. zwischen dem Hochwürdigsten Herrn Johann Philippen / Erztz-Bischoffen zu Mainz / tot. tit. unsern besonders geliebten Herrn und Freund / auch Herrn Gewatter / und seiner Edden Erztz-Stift / an einem / und unserm Fürstl. Hause / an andern Theil / zu Leipzig am 20/30. Dec. 1665. aufgerichteten Haupt-Vergleichs / unter andern verabhandelt worden / daß der vor langen Jahren mit der Stadt Erfurth erwichete Erb-Schutz geziemender Massen löstgündiget / solche löstgündigung auch an Seiten unsers Hauses angenommen / und die Schutz-Gelder durch Compensation oder anderweitige Versicherung gut gethan werden solten; Und aber der Rath zu Erfurth durch ein am 3/13. Martii 1666. datirtes Schreiben angeregte löstgündigung des Erb-Schutzes werckstellig gemacht / auch darneben un gnädigste Gegen-löstgung unterthänigst gebethen; Darauf wir am 20. Martii dieses Jahrs sie mit Antwort versehen / und die gebethene Gegen-löstgung ihnen wiederfahren lassen / da sie dann hiernächst / so viel die Schutz-Gelder betriefft / des unserm Fürstl. Hause insonderheit zukommenden Theils der 7500. fl. Haupt-Summa halber / vermittelst ihrer bey unsern Altenburgisch- und Coburgischen Cammer habenden Schuld-Forderung / Nichtigkeit getroffen / und deswegen Cession und Quittung ausgestellt / dergestalt dann nichts mehr übrig ist / als daß ebenfalls unsers Theils hierüber behörige Quittung erfolge: Als wollen wir erwehnten Rath zu Erfurth wegen nunmehr abgeführter Schutz-Gelder der 7500. fl. mit Verzeihung der Exception non numerata vel accepta pecunia, hiermit Rechts-beständig quittiret haben / mit Versprechung / daß weder von uns noch unsern Nachkommen sie solchen Erb-Schutz und Erb-Schutz-Gelder halber in einigen fernern Anspruch nicht genommen werden solten / treulich ohne Gefährde. Urkundlich haben wir diese Quittung mit Unterdrückung unsers Fürstlichen Secrets eigenhändig unterschrieben. So geschehen zu Altenburg / den 3. Maji, Anno 1667.

XI.

5. Mai. *Convention faite entre Louis XIV. Roi de France, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flotes. Faite à la Haye, le 5. Mai, 1667. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 232. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES. Tom. IV. pag. 178. & dans le Diar. Europ. Contin. XX. Append. pag. 23. en François & en Allemand.]*

I. Que de costé & d'autre l'on fera un dernier effort pour mettre en Mer une Flotte aussi considerable ou plus puissante que celle que l'on y a mis l'année passé.

II. Que pour prevenir l'Ennemy les Estats Generaux feront tous devoirs possibles à mettre leur Flotte en Mer environ le 25. de ce mois, ou plustost s'il se pourra faire.

III. Que pareillement le Roy de France aura devant ou en ce temps-là sa Flotte en estat d'entrer dans la Manche au moment qu'elle aura appris que la Flotte  
TOM. VII. PART. I.

des Estats fera en Mer & approchera la Riviere de Londres ou le Pas de Calais.

ANNO 1667: IV. Que la Flotte des Estats estant en Mer devant celle de l'Ennemy, le vent estant au Ouest elle se portera vers le Pas de Calais, ou bien entre la Riviere de Londres & le Pas, & celle de Sa Majesté s'avancera à la faveur du mesme vent dans la Manche, pour joindre celle des Estats.

V. Mais si en mesme cas le vent se met à l'Est, au moment que la Flotte des Estats aura avis, que celle de Sa Majesté fera sortie du Port de Brest, elle entrera plus avant dans la Manche, & ira au devant de la Flotte de Sa Majesté jusques à la hauteur de Ponterieux, ou environ, jusqu'où Sa Majesté en ce cas fera avancer la sienne, afin que la jonction estant ainsi faite, par la grace de Dieu, l'on puisse conjointement aller chercher l'Ennemy & le combattre.

VI. Et seront toutes les actions desdites Flottes, estant jointes, dirigées & conduites de concert entre les deux Admiraux, ou ceux à qui Sa Majesté & leurs Hautes Puissances respectivement auront confié la direction supreme de leurs Armées navales, lesquels de part & d'autre seront pleinement autorisés pour cela & particulièrement aussi pour aider à assurer, le cas escheant, par tous les moyens possibles & raisonnables, le retour de la Flotte de France jusques dans les Havres de Sa Majesté, afin d'éviter tous les dangers qu'elle pourroit apprehender alors dans la Manche, ou ailleurs, autant que la constitution du temps & des affaires le pourra aucunement permettre.

VII. Mais si la Flotte Angloise est en Mer plustost que celle des Estats, quoy qu'il sera bien difficile d'esquiver alors le combat devant la jonction, néanmoins l'on l'évitera autant que l'honneur & la reputation de l'Etat le pourra permettre, & en ce cas-là l'on advertira fort soigneusement les uns les autres, tant par Mer que par Terre, de tout ce qui se passera de temps en temps, & de ce que les uns & les autres pourront faire & entreprendre pour tascher de faciliter la jonction.

VIII. Si en l'un ou l'autre cas il se presente quelque occasion favorable au Roy ou aux Estats pour attaquer la Flotte Angloise, ou une partie d'icelle, ou incommoder l'Ennemy comme en aucune manière notablement & sensiblement, l'on ne manquera pas de s'en servir & de le faire vigoureusement. Fait à la Haye en Hollande le 5. May 1667.

XII.

(1) *Traité pour la continuation & renouvellement de la Paix entre CHARLES II. Roi d'Espagne, & CHARLES II. Roi d'Angleterre. Fait à Madrid, le 23. Mai, 1667. Avec la RATIFICATION de la Reine d'Espagne donnée à Madrid le 21. Septembre 1667. Et les POUVOIRS des deux Parties; celui du Roi d'Espagne daté de Madrid le 15. Juin 1667. & celui du Roi d'Angleterre de Westminster le 16. Fevrier 1665. [Copie Manuscrite d'où cette Pièce est tirée. Elle se trouve aussi dans HENR. BREWER *Traclatum Historico-Politicorum* Part. V. pag. 225. en Latin; dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 529. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 707. par extrait en Allemand, & daté du 17. Mai; & dans AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre*. Tom. XIII. pag. 636. en Flamand.]*

Dom Charles second par la grace de Dieu Roi d'Espagne, &c. & Marie Anne d'Autriche aussi Reine d'Espagne, &c. sçavoir faisons par ces presentes nos Lettres d'aprobation, Ratification & Confirmation que le 23. May de la presente année mil six cens soixante sept, a été fait, accordé & conclu en notre Palais à Madrid, le Traité de Paix, Commerce & de plus ferme

(1) On a vu & lu toutes les Copies imprimées que l'on cite ici, & après les avoir attentivement conférées, on a été obligé d'en revenir à la Copie manuscrite qu'on avoit, comme à la plus entiere & la plus correcte, quoi que ce ne soit, aussi bien que les autres, qu'une simple Traduction. [DUM.]

D 2

ANNO 1667. ferme amitié entre nous susdits Serenissimes & Puissants Roi & Reyne d'Espagne, d'une part, & le Serenissime & Puissant Prince Charles second Roi de la Grand' Bretagne, &c. nôtre Frere, Neveu, & digne ami, d'autre part, dont la teneur s'ensuit.

Comme il a plu à Dieu que par la mort du Serenissime & Tres-Puissant Prince Philippes quatrième d'heureuse memoire Roi Catholique des Espagnes, Don Charles second son Fils lui ait succédé es Royaumes, Etats & Domaines de sa Royale Monarchie, la Serenissime Dame Marie Anne d'Autriche Reine Catholique demeurant pour sa Tutrice & Curatrice, pendant sa Minorité pour le Gouvernement d'iceux, lesdits Serenissimes & Tres-Puissants Roi & Reine Catholique & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles second Roi de la Grand' Bretagne ont par une egale & reciproque inclination renouvelé & confirmé avec nouvelle augmentation la bonne correspondance & l'amitié reciproque, qui d'ancienneté ont été entre les Couronnes d'Espagne, & de la Grand' Bretagne, jusques à ce que les revolutions des choses terrestres ont troublé l'amitié & le repos qui étoient entre ces deux Nations; & comme la frequentation, & la communauté de Commerce, aussi bien que l'affection des deux Nations, demande un parfait rapport de sentimens & d'interêt, le susdit Roy de la Grand' Bretagne a député à cette fin l'excellent Seigneur Dom Edouard Comte de Sandwich, Burgrave de Hinckinbrock, Baron Montagu de St. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre, Maître de la grande Garderobe du Roi, Conseiller du Conseil d'Etat & Chevalier du Tres-Excellent & Noble Ordre de la Jarretiere, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Leurs Majestés Catholiques, pour non seulement renouveler les anciens liens d'amitié qui ont été rompus par l'iniquité des rems; mais aussi la renouer par des neuds d'une nouvelle force & qui puisse durer de longues années, & a le susdit Ambassadeur, pourvu d'un tres-ample Plein-pouvoir, dont Copie est icy inserée; été receu favorablement & avec affection à la Cour Catholique, aussi bien que sa negociation, c'est pourquoy la Serenissime Reyne Tutrice & Gouvernante du Roy Catholique, a trouvé bon de nommer les Tres-Excellents Seigneurs Jean Everard Nidhard son Confesseur, & Inquisiteur General, Conseiller au Conseil d'Etat, Don Ramire Philippe Nunnes de Gusman Duc de St. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conseiller au Conseil d'Etat, & President d'Italie, & Don Gaspar de Bracamonte & Gusman, Comte de Penderanda Conseiller au Conseil d'Etat & President des Indes, pour ajuster & conclure un Traité avec lui, auxquels a été accordé Plein-pouvoir & Commission dont la teneur sera inserée ci-aprés.

I. Premierement, il a été accordé & conclu qu'à l'avenir à commencer du jour & datté des presentes, il y aura entre les deux Couronnes de la Grand' Bretagne & d'Espagne une generale, bonne, sincere, veritable, ferme & parfaite Amitié, Confederation & Paix, qui durera à jamais, & sera inviolablement observée, tant par Terre; que par Mer & Eaux douces: comme aussi entre les Terres, Pais, Royaumes, Seigneuries & Territoires appartenans à l'une ou à l'autre d'icelles, ou qui seront sous leur obéissance, & que leurs Sujets, Peuples, & Habitans respectivement, de quelque qualité & condition qu'ils soient, aideront, assisteront, & témoigneront doresnavant l'un à l'autre, toute forte d'affection, de bons offices & d'amitié.

II. Que ny l'un ny l'autre desdits Roys, ni leurs Peuples, Sujets, ou Habitans respectifs dans l'étendue de leurs Domaines ne pourront sous quelque pretexte que ce soit, en public, ni en particulier, faire ni procurer estre faite aucune chose contre l'autre, en aucun lieu, par Terre ou par Mer, ni dans les Ports, & Rivieres l'un de l'autre, mais se traiteront l'un l'autre avec toute forte d'amitié & d'affection: & qu'ils pourront librement & sûrement passer par Eau, & par Terre, aux Confins, Pais, Terres, Royaumes, Isles, Seigneuries, Citez, Villes, Villages fermes de murailles, fortifiés ou non fortifiés, leurs Havres & Ports, où on a accoutumé jusqu'ici de negocier, & trafiquer, & y trafiquer & vendre aux Habitans des lieux respectifs & acheter d'eux comme ceux de leur propre Nation, ou de quelque autre Nation que ce soit qui y sera, ou qui y viendra.

III. Que lesdits Roys de la Grande Bretagne & d'Espagne, prendront soin que les Peuples & Sujets respectifs s'abstiennent doresnavant d'user d'aucune force ny violence & de faire aucun tort, & s'il arrive

ANNO 1667. qu'il y ait quelque injure faite par l'un ou l'autre desdits Roys, ou par leurs Peuples, ou Sujets de l'un ou l'autre d'iceux aux Peuples ou Sujets de l'autre, contre les Articles de la presente Alliance, ou contre le Droit commun, il ne sera pas pour cela donné des Lettres de represailles, de marque ou de contremarque, par aucun des Confederés jusqu'à ce qu'on ait eu recours à la Justice ordinaire; mais au cas que la Justice fust retardée, ou déniée, alors le Roi dont les Peuples, ou Habitans auront receu du dommage, la demandera à l'autre par qui, comme dit est, la Justice aura esté déniée ou dilayée, ou aux Commissaires qui seront Deputez par l'un ou l'autre Roi, pour recevoir & ouir les demandes, afin que tous les differens puissent estre accommodés à l'amiable ou suivant la Loy, mais arrivant qu'il y eust encore du délay, ou que Justice ne fust pas faite, ni satisfaction donnée dans six mois apres l'avoir ainsi demandée, en ce cas-là on pourra donner des Lettres de represailles, de marque, ou de contremarque.

IV. Qu'il y aura, entre le Roy de la Grande Bretagne, & le Roy d'Espagne, & leurs Peuples, Sujets ou Habitans respectifs tant par Terre que par Mer, & Eaux douces en tous & chacuns leurs Royaumes, Terres, Pais, Seigneuries, Confins, Territoires, Provinces, Isles, Colonies, Citez, Villages, Villes, Ports, Rivieres, Cales, Bayes, Détroits & Courans où on a accoutumé d'exercer jusqu'ici le Trafic & Commerce, pleine & entiere liberté de Trafic & de Commerce, de telle forte & maniere que sans Passeport, & sans permission generale ou particuliere les Peuples & Sujets l'un de l'autre puissent librement naviger & aller tant par Terre que par Mer, & Eaux douces dans leursdits Pais, Royaumes, Seigneuries, & dans toutes les Citez, Ports, Courans, Bayes, Détroits & autres lieux d'iceux; & puissent entrer dans quelque Port que ce soit, avec leurs Navires chargez ou vuidés, charroy ou charrois, pour y apporter leurs Marchandises & y vendre & acheter tout ce qu'il leur plaira, comme aussi se pourvoir à justes & raisonnables prix de Vivres & autres choses necessaires pour la subsentation de la vie, & pour leurs voyages, comme pareillement qu'ils puissent reparer leurs Navires & Charrois, Denrées, Marchandises & Biens pour retourner en leurs Pais, ou en quelqu'autre lieu qu'ils adviseront bon estre, sans aucune molestation, ny empeschement, en payant les Droits & Doüanes qui seront deüés & en conservant l'un à l'autre les Loix & Ordonnances de leurs Pais.

V. Item il est pareillement accordé, que pour les Marchandises que les Sujets du Roy de la Grande Bretagne acheteront en Espagne, ou en d'autres Royaumes, & Seigneuries du Roy d'Espagne, & les porteront sur leurs propres Navires ou sur des Navires qu'ils auront loué, ou qu'on leur aura presté, ou ne prendra pas de nouvelles Doüanes, Tolles, Dixmes, Subsidés ou autres Droits ou Peages quelconques, que ceux que les natifs du Pais en payent, & que tous les autres étrangers sont obligez de payer en pareil cas: & les Sujets susdits, en achetant, vendant, & contractant pour leurs Marchandises tant à l'égard des prix, que de tous les Droits qui seront à payer, jouiront des mêmes Privileges qui sont accordés aux Sujets naturels d'Espagne; & ils pourront acheter, & changer leurs Navires avec de pareilles Denrées & Marchandises; lesquels Navires estant chargez & les Doüanes payées, pour les Marchandises ne pourront estre detenus dans le Port, sous quelque pretexte que ce soit, & les chargeurs Marchands ou Facteurs, qui auront acheté & chargé les Marchandises susdites, ne pourront estre recherchez apres le départ desdits Navires pour quelque cause ou sujet que ce soit touchant cela.

VI. Et afin que les Officiers & Ministres, de toutes les Citez, Villes & Villages appartenans à l'un ou à l'autre ne puissent, ny demander, ny prendre des Marchands & Peuples respectifs de plus grandes Taxes, Droits, Salaires, Recompenses, dons ni frais, que ce qu'ils en doivent prendre, en vertu du present Traité & que lesdits Peuples & Marchands puissent connoître & entendre avec certitude, ce qui est ordonné en toutes choses touchant cela; il a été accordé & conclu, qu'il y aura des Pancartes & Listes attachées aux Portes des Bureaux de la Doüane, & Barriers de toutes les Citez, Villes & Villages appartenans à l'un ou à l'autre Roy, où ces Droits, Peages ou Doüanes sont ordinairement payez, dans lesquelles on mettra en écrit,

ANNO  
1667.

combien on doit payer de Droits de Doüanes, de Subsidés & d'Impositions, soit aux Rois ou ausdits Officiers, déclarant les especes de ce qui sera apporté, ou transporté: Et si quelque Officier ou quelqu'autre personne en son nom sous quelque pretexte que ce soit, en public, ou en particulier, directement ou indirectement, demande ou reçoit d'aucun Marchand ou autre personne respectivement quelque Somme d'Argent, ou autre chose sous le nom de droit, redevance, salaire, frais ou recompense, quoique ce soit par voye de don gratuit, autre & par dessus ce que dit est, ledit Officier, ou son Deputé, se trouvant coupable du fait & convaincu devant un Juge competent du País, où le crime aura esté commis, sera mis en prison pour trois mois & payera trois fois la valeur de la chose ainsi recüe, moitié de laquelle Somme appartiendra au Roy du País, où le crime aura esté commis, & autre moitié au Denoncateur, pour laquelle il lui sera permis de poursuivre son droit pardevant un Juge competent du País où cela arrivera.

VII. Qu'il sera permis aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne d'apporter, & voiturier en Espagne, & en toutes les Terres & Seigneuries du Roi d'Espagne, où jusqu'icy ils auront exercé le Traffic, & Commerce, & y traffiquer avec toute sorte de Marchandises, Draps, Manufactures & Dentrées du Royaume de la Grand' Bretagne, & avec les Manufactures, Biens, Fruits & Dentrées des Isles, Villes & Colonies qui lui appartiennent, & ce qui aura esté acheté par les Facteurs Anglois en deça ou par delà le Cap de Bonne Esperance, sans être contraints de declarer à qui, & pour quel prix ils vendront lesdites Marchandises & Provisions, ny être molestez pour les Erreurs des Maîtres de Navires ou autres en la declaration des Marchandises, & pourront partir quand bon leur semblera des Etats du Roi d'Espagne, avec le tout ou partie de leurs Biens, Dentrées & Marchandises, pour retourner en quelques Territoires, Isles, Etats, & País que ce soit du Roi d'Anglerre ou tel autre Lieu que ce soit, en payant les Droits & Tributs mentionnés aux Chapitres precedents: & à l'égard du reste de toute leur Cargaïson qu'ils n'auront pas débarqué à Terre, ils pourront le retenir, garder, & remporter sur leurdit Navire ou Navires, Vaisseau, ou Vaisseaux, sans pour ce payer aucun Droit, ou Imposition quelconque, comme s'ils n'avoient jamais été avec cela dans aucune Baye, ny Port du Roy Catholique, & toutes les Dentrées, Biens, Marchandises, Navires, ou autres Vaisseaux, avec quelques choses que ce soit, qu'on aura fait entrer dans les Domaines ou Places de la Couronne de la Grande Bretagne, comme prises & adjudgées pour telles, dans lesdits Domaines, & Places, seront prises & réputées, pour Biens & Marchandises de la Grande Bretagne, ainsi comprises par l'intention & disposition du present Article.

VIII. Que les Sujets & Vaisseaux du Serenissime Roy de la Grande Bretagne, pourront porter & voiturier en tous & chacuns les Etats du Roi d'Espagne, tous Fruits & Dentrées des Indes Orientales, en faisant apparoir par le témoignage des Deputez de la Compagnie des Indes Orientales à Londres, qu'elles sont des Conquestes, Colonies, ou Factoreries Angloises ou qu'elles en sont venues, avec le même Privilege & conformément à ce qui est permis aux Sujets des Provinces Unies par les cédules Royales de contrebände datées des 27. Juin & 3. Juillet 1663. & publiées les 30. Juin & 4. Juillet de la même année, & à l'égard de ce qui peut concerner, tant les Indes qu'aucuns autres endroits que ce soit, la Couronne d'Espagne accorde & octroye au Roi de la Grand' Bretagne, & à ses Sujets, tout ce qui a été accordé & octroyé aux Etats Unis des Pays Bas, & à leurs Sujets par le Traité de Munster de l'année 1648. point pour point, en aussi pleine & ample maniere, que s'ils étoient inferez en particulier en ces presentes; les mêmes regles que celles auxquelles les Sujets desdits Etats Unis sont obligez devant être observées, & les offices reciproques d'amitié rendus de part & d'autre.

IX. Que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne traffiquant, achetant, & vendant, dans les Royaumes, Gouvernemens, Isles, Ports, ou Territoires, dudit Roi d'Espagne, auront, useront & jouiront de tous les Privileges & Immunitéz que ledit Roy a accordé aux Marchands Anglois, qui demeurent en Andalouffe par ses Cédules Royales, ou Ordonnances datées du \* 19. jour de Mars du 26. jour de Juin, & du 9. jour de Novembre 1645. Sa Majesté Catholique les confirmant,

\* Le Privilege du 19. Mars dont il est ici parlé se peut voir ci devant sous sa propre date.

comme une partie du present Traité entre les deux Couronnes: & afin que ce soit une chose notoire à toutes personnes, il a été consenti, que lesdites Cédules, à l'égard de toute la substance d'icelles soient inserées dans le corps des presens Articles, au nom & en faveur de tous & chacuns les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, demeurant & traffiquants en quelques Lieux que ce soit de l'étendüe des Etats de Sa Majesté Catholique.

X. Que les Navires, ou autres Vaisseaux appartenans au Roy de la Grand' Bretagne, ou à ses Sujets navigateurs dans les Etats du Roy d'Espagne, ou en aucuns de ses Ports, ne seront point vitztez par les Juges de contrebände, ou par quelque autre Officier, ou personne que ce soit par son auctorité ou quelqu'autre auctorité que ce soit, & on ne pourra mettre à bord d'aucun desdits Navires ou Vaisseaux, aucuns Soldats, Hommes, Armes, aucuns Officiers, ny autres personnes, ny les Officiers du Bureau de la Doüane, de l'une ou l'autre Partie, ne pourront visiter aucuns Vaisseaux ou Navires appartenans aux Sujets de l'une ou de l'autre, qui entreront dans leurs País, Etats ou Ports respectifs, jusqu'à ce que leursdits Navires, ou Vaisseaux ayent été déchargez, ou jusqu'à ce qu'on ait porté à Terre toute la charge, & toutes les Marchandises qu'ils declareront avoir resolu de débarquer dans lesdits Ports, & le Capitaine, le Maître, ny aucun autre des Hommes de l'Equipage desdits Navires ne pourront être emprisonnez, ny eux, ny leurs Chaloupes retenüs à Terre, mais cependant des Officiers du Bureau de la Doüane, pourront être mis à bord desdits Vaisseaux, ou Navires, de telle sorte qu'ils n'excedent pas le nombre de trois pour chaque Navire pour voir & prendre garde qu'il ny ait point de Dentrées, ny de Marchandises débarquées desdits Navires ou Vaisseaux sans avoir payé les Droits que chaque Partie est obligée par les presens Articles de payer: Lesquels Officiers ne pourront pretendre, ny demander aucuns frais au Navire ou Navires, Vaisseau ou Vaisseaux, leurs Commandans, Mariniers, Equipages, Marchands, Facteurs, ou Proprietaires, & arrivant que le Maître, ou le Proprietaire de quelque Navire declare que toute la Cargaïson de sondit Navire doit être débarquée en quelque Port, la declaration de ladite Cargaïson sera faite au Bureau de la Doüane en la maniere accoutumée, & si apres que la declaration aura été faite, on trouve quelques autres Marchandises de plus que ce qui sera contenu en ladite declaration, on leur accordera huit jours ouvrables durant lesquels ils puissent travailler, qui seront contez du jour qu'on aura commencé à décharger, afin qu'on puisse declarer les Marchandises qui auront été recelées, & qu'on en puisse prevenir la Confiscation, & au cas que dans le tems limité, la declaration ou exhibition, n'en soit pas faite, alors il n'y aura que les Marchandises seulement, qui se trouveront n'avoir pas esté declarées comme dit est, qui seront confisquées quoyque la décharge de celles qui auront esté declarées, ne soit pas achevée, & non pas les autres, & le Marchand ny le Proprietaire du Navire, n'encourront point d'autre trouble ni punition: & apres que les Navires, ou Vaisseaux auront été déchargez, ils auront toute liberté de s'en retourner.

XI. Que le Navire, ou Navires appartenans à l'un ou l'autre Roi, ou à leurs Peuples & Sujets respectifs, qui entreront en quelques Ports, Terres, & Etats de l'un ou de l'autre & déchargeront quelque partie de leurs Dentrées & Marchandises dans quelque Port ou Havre que ce soit qui soient destinées avec le reste d'icelles, pour d'autres Lieux du dedans ou dehors desdits Etats, ne seront point obligez de faire enregistrer, ny de payer les Droits d'autres Dentrées & Marchandises que celles qu'ils déchargeront dans lesdits Ports ou Havres; & ne seront point contraints de donner des obligations pour les Marchandises qu'ils transporteront en d'autres lieux, ny aucune caution, à moins que ce ne soit en cas de félonie, dette, trahison, ou de quelqu'autre crime capital.

XII. Comme la moitié de la Doüane de toutes Dentrées & Marchandises étrangères qu'on apporte en Angleterre doit être renduë à ceux qui les apportent, au cas que lesdites Marchandises soient transportées hors dudit Royaume, dans l'espace de douze mois apres qu'elles auront été descendües à Terre la premiere fois, en prêtant Serment que ce sont les mêmes Marchandises qui auront payé la Doüane en entrant: & qu'au cas qu'elles ne soient pas rechargées dans l'espace desdits

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

douze mois elles pourroient néanmoins être transportées dehors sans payer aucune Douane, ni Droit de sortie: pour cette cause, il a été accordé, que si quelques Sujets du Roi de la Grand' Bretagne déchargent ci-apres quelques Denrées & Marchandises de quelque creû, ou de quelque nature qu'elles soient, dans les Ports de Sa Majesté Catholique, & qu'après les avoir déclarées, & avoir payé les Droits qui doivent être payez conformement au present Traité, & desirant après les transporter ou quelque partie d'icelles, en quelqu'autre lieu que ce soit, pour les mieux vendre, il leur sera permis de le faire librement, sans payer, ou qu'on leur puisse demander aucuns autres Droits, ny Douanes pour icelles, en quelque maniere que ce soit, en prestant Serment s'ils en font requis que ce sont les mêmes Marchandises, pour lesquelles on a payé la Douane en les débarquant: & au cas que les Peuples, Sujets & Habitans des Etats de l'une ou l'autre partie dechargent ou ayent en aucune Cité, Ville, ou Village respectivement quelques Denrées, Marchandises, Fruits ou Biens, & qu'ils en ayent payé les Douanes qui en étoient deües, conformement à ce qui a été déclaré, & qu'après cela, n'ayant pas pû en disposer, ils prennent resolution de les envoyer en quelqu'autre Cité, Ville, ou Village desdits Etats, ils le pourront non seulement faire sans difficulté, ny empêchement & sans payer d'autres Droits que ceux qui étoient deües lors qu'ils les ont fait entrer, mais encore lesdites Marchandises ne payeront plus derechef ni Douanes, ni autres droits, en quelqu'endroit que ce soit desdits Etats, en représentant des Certificats des Officiers du Bureau de la Douane, qu'ils ont été payez en bonne & deüé forme, & les principaux Fermiers & Commissaires des Revenus du Roi d'Espagne en tous Lieux, ou quelqu'autre Officier ou Officiers qui devront être établis pour cet effet permettront & souffriront en tout tems le Transport de toutes lesdites Denrées & Marchandises d'un lieu à l'autre, & donneront un Certificat valable aux Propriétaires d'icelles, ou à leurs ayans cause, portant qu'elles ont payé la Douane à leur premier débarquement, par le moyen duquel elles pourront être transportées & dechargées en quelqu'autre Port ou lieu de ladite Jurisdiction que ce soit, exemptes & affranchies de tous droits, ou empêchemens quelconques, ainsi que dit est, sauf toujours le droit de quelque tierce personne que ce soit.

XIII. Qu'il sera permis à tous Navires appartenans aux Sujets de l'un ou de l'autre Roi, de mouiller l'ancre dans les Rades ou Bayes de l'autre, sans être contrainis d'entrer dans le Port, & au cas qu'ils soient necessitez d'y entrer à cause du mauvais tems, ou par la crainte des Ennemis, Pirates, ou par quelqu'autre accident que ce soit, au cas que lesdits Navires ne soient pas destinez pour quelque Port des Ennemis pour y porter des Marchandises de contrebande, dont ils ne feront point rechercher, sans une preuve certaine, il sera permis ausdits Sujets de retourner librement en Mer quand bon leur semblera, avec leurs Navires & Marchandises: de telle sorte qu'ils n'entament pas la Cargaison, ou qu'ils n'en exposent pas aucune chose en vente; & qu'après qu'ils auront jetté l'ancre, ou qu'ils seront entrez dans les Ports susdits, ils ne pourront être molestez, ni visez, & il suffira qu'en ce cas-là, ils representent leurs Passeports, ou Lettres de Mer, lesquelles ayant été veües par les Officiers respectifs de l'un ou l'autre Roi, lesdits Navires pourront retourner librement en Mer sans aucune molestation.

XIV. Et au cas que quelques Navires appartenans aux Sujets, & Marchands de l'un ou de l'autre, en entrant dans les Bayes, ou estant en pleine Mer soient rencontrés par les Navires desdits Rois, ou d'Armateurs particuliers qui soient leurs Sujets, lesdits Navires ne viendront pas à la portée du Canon, afin de prévenir tous les desordres, mais ils enverront leurs Barques longues, ou Pinnaces à bord du Navire marchand avec deux ou trois Hommes seulement, ausquels le Maître, ou Propriétaire du Navire representera son Passeport, & Lettre de Mer, suivant le Formulaire qui sera inséré à la fin du present Traité: par laquelle on puisse faire apparoir non seulement de la Cargaison, mais encore du Lien d'où le Navire est, comme aussi du nom du Vaisseau & de ceux qui en sont le Maître & les Propriétaires, & par ce moyen la qualité du Navire, & le Maître & les Propriétaires en seront suffisamment connus, comme aussi les Marchandises dont il sera chargé, soit qu'elles soient de contreban-

de, ou non: ausquels Passeports, & Lettres de Mer on adjoustera d'autant plus de foi & de croyance, que tant de la part du Roi d'Angleterre que de celui d'Espagne, on donnera de certains contre-seings, au cas que cela se trouve necessaire, par lesquels on puisse d'autant plus connoître qu'ils sont authentiques & qu'ils ne peuvent pas être en aucune maniere falsifiez.

XV. Arrivant que des Marchandises defenduës soient transportées des Royaumes, Etats, & Territoires de l'un ou de l'autre desdits Rois, par les Peuples ou Sujets respectifs de l'un ou de l'autre, en ce cas-là, il n'y aura que les Marchandises defenduës qui seront confisquées, & non pas les autres Biens: & le Delinquant n'encourra point d'autre punition, à moins que ledit Delinquant ne transporte des Royaumes ou Etats respectifs du Roi de la Grand' Bretagne, de l'argent monnoyé & fabriqué au coin desdits Royaumes, ou des Laines & de la Terre à Foulon: & des Royaumes & Etats respectifs dudit Roi d'Espagne, de l'Or, & de l'Argent fabriqué, ou non fabriqué, en l'un ou l'autre desquels cas, les Loix des Pais respectifs seront executées.

XVI. Qu'il sera permis aux Peuples & Sujets des deux Rois d'avoir accès dans les Ports respectifs l'un de l'autre, & d'y demeurer, & en partir avec la même liberté, non seulement avec leurs Navires & autres Vaisseaux pour le Commerce, & Traffic, mais encore avec leurs autres Navires équipez en Guerre, armez & disposez pour résister aux Ennemis, & les engager au combat, & y arrivant par necessité de la Tempeste, pour y reparer & radouber leurs Navires, ou se pourvoir de Vivres de telle sorte qu'ils ne donnent point de juste sujet de soupçon, & pour cette fin, ils ne pourront excéder le nombre de huit, ni demeurer plus longtems dans & autour de leurs Havres & Ports qu'ils en auront juste cause, pour y reparer leurs Navires & pour y prendre des Vivres, & autres choses necessaires, & bien moins encores, qu'ils fussent cause de l'interruption du libre Commerce, & de l'arrivée d'autres Navires de Nations qui seroient en amitié, avec l'un ou l'autre Roi, & si par accident un nombre extraordinaire de Navires de Guerre entroit en quelque Port, il ne leur sera pas permis d'entrer dans lesdits Ports ou Havres, sans en avoir obtenu auparavant la permission du Roi auquel lesdits Ports appartiendront, ou des Gouverneurs desdits Ports, au cas qu'ils ne soient pas contrainis d'y relacher par necessité de Tempeste, pour éviter le peril de la Mer; auquel cas ils feront incontinent sçavoir au Gouverneur ou principal Magistrat du Lieu, le sujet de leur venue: & ils ne pourront pas y demeurer plus longtems que ledit Gouverneur ou Magistrat jugera convenable, ny commettre dans lesdits Ports, aucun Acte d'hostilité qui pût porter prejudice à l'un ou l'autre desdits Rois.

XVII. Que le susdit Roi de la Grand' Bretagne, ni le Roi d'Espagne, ne pourront par aucun Mandement general ni particulier, ni pour quelqu'autre cause que ce soit, arrester, ni retenir, empêcher, ni prendre pour leurs services respectifs aucun Marchand, Maître de Navire, Pilote, ni Mariniers, leurs Navires, Marchandises, Habits, ou autres Biens appartenans à l'un ou à l'autre, dans leurs Ports, ni Rivieres, à moins qu'ils n'en ayent esté advertis auparavant, soit par lesdits Rois ou par les personnes à qui les Navires appartiendront & qu'ils en soient demeurez d'accord, pourveu que cela ne se fasse pas pour interrompre le cours ordinaire de Justice, & des Loix dans leurs Pais.

XVIII. Que les Marchands & Sujets de l'un & de l'autre Roy, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme aussi leurs Navires ou Maîtres, ou Mariniers, pourront porter & se servir de toute sortes d'Armes offensives & defensives tant en allant qu'en venant, sur Mer, ou sur les Eaux douces, que dans les Havres & Ports de l'un & l'autre respectivement, sans être obligez de les faire enregistrer, comme aussi, d'en porter, & de s'en servir par Terre, pour leur defence suivant la coutume du lieu.

XIX. Que les Capitaines, Officiers & Mariniers des Navires appartenans aux Peuples & Sujets de l'une ou l'autre Partie, ne pourront intenter Procès ni empêcher, ou apporter du trouble à leurs propres Navires, leurs Capitaines, Officiers ou Mariniers dans les Royaumes, Etats, Terres, Pais, ou Places de l'autre pour leurs gages, ou salaires, ou sous quelqu'autre pre-

ANNO  
1667.



ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

pretexte que ce soit, & ils ne pourront pas se mettre, ni être reçus au service, ni sous la protection du Roy d'Angleterre, ou du Roy d'Espagne, ou sous leurs Bannières, ou Armes sous quelque prétexte, ou occasion que ce soit, mais au cas qu'il arrive quelques différens entre Marchands & Maîtres de Navires ou entre des Maîtres & Mariniers, l'accommodement de ces différens sera laissé au Consul de la Nation, & néanmoins de telle sorte qu'au cas qu'il ne veuille pas se soumettre à la Sentence arbitrale du Consul, il n'en puisse pas appeler au Juge ordinaire du lieu, auquel il est sujet.

XX. Et afin qu'on puisse lever & ôter tous empêchemens & que les Marchands & Avanturiers des Royaumes de la Grande Bretagne puissent avoir permission de retourner en Brabant, Flandres, & dans les autres Provinces des Pays-Bas de l'obéissance du Roy d'Espagne, autant qu'il a été jugé à propos que toutes & chacunes les Loix, Edicts & Actes par l'entrée de Draps ou de quelque sorte que ce soit de Draps, ou de quelque autre sorte de Manufactures de Laines que ce soit, teintes ou non teintes, faites au Moulin ou non, a été défenduë, sera revoquée & annullée; & que s'il y a quelques Droits, Tributs, Impositions, ou Sommes d'argent imposées par permission ou autrement, sur les Draps ou sur aucune desdites Manufactures de Laines susdites, ainsi apportées, à l'exception des anciens Tributs, sur chaque piece de Draps, & ainsi à proportion, sur chaque autre Manufacture de Laine conformément aux anciens Traitez & Conventions, entre les Rois d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & les Gouverneurs des Pays-Bas, ces mêmes Droits demeureront entierement éteints & abolis, & on n'imposera plus à l'avenir aucuns Droits ni Tributs sur lesdits Draps ou Manufactures, pour quelque cause ou occasion que ce soit, & que tous les Marchands Anglois traffiquans dans lesdites Provinces, leurs Facteurs, Serviteurs ou Commis jouiront à l'avenir de tous les Privileges, Exemptions, Immunités & Benefices qui ont été ci-devant donnez & ostroyez par lesdits anciens Traitez, & Conventions entre les Roys d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & Gouverneurs des Pays-Bas, il a été en outre accordé & convenu qu'il y aura des Députés nommés par le Roy de la Grande Bretagne, qui s'assembleront avec le Marquis de Castel-Rodrigo, ou avec le Gouverneur des Pays-Bas, qui sera en charge, ou avec d'autres Ministres du Roy d'Espagne, à ce faire deüement autorisez, qui conféreront & traiteront à l'amiable là dessus, & on accordera en outre tels autres Privileges, Immunités & Exemptions nécessaires, & convenables à l'Etat present des affaires pour avancer le Commerce desdits Marchands & Avanturiers & pour la sûreté de leur Traffic & Commerce, dont on conviendra par un Traité particulier, qui sera fait entre les deux Roys touchant cette affaire.

XXI. Les Sujets & Habitans des Royaumes & Etats des Serenissimes Roys de la Grand' Bretagne & d'Espagne, respectivement pourront en toute liberté & seureté, naviger & traffiquer dans tous les Royaumes, Etats, ou Pays, qui sont ou seront en Paix, Amitié, ou Neutralité, l'un à l'autre.

XXII. Et ils ne seront point troublez ny inquietez en cette liberté par les Navires, ou Sujets desdits Roys, respectivement, à raison des hostilités qui sont ou pourront arriver ci-apres entre l'un ou l'autre desdits Roys, ou desdits Royaumes, Pays & Etats ou aucuns d'iceux qui seront en amitié ou neutralité avec l'autre.

XXIII. Et au cas que par les moyens susdits, on trouve sur lesdits Navires respectivement, des Marchandises de contrebande & défenduës ci-apres nommées, elles en seront tirées & confisquées par l'Amirauté ou des Juges competans, mais le Navire, ni les autres Marchandises libres & affranchies, qui se trouveront à bord du même Navire, ne seront pas pour cela saisies ni confisquées en quelque maniere que ce soit.

XXIV. Il a été en outre déclaré & accordé que pour mieux prevenir les différens, qui pourroient arriver touchant la qualité des Marchandises défenduës, & de contrebande, que sous ce nom là seront comprises toute sorte d'Armes à feu, comme d'Artillerie, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Boulets à feu, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Méche, Salpêtre, Balles, comme aussi que sous le nom de Marchandises défenduës, seront com-

prises, & entendues toutes autres sortes d'Armes, comme Picques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, & toutes autres sortes d'Armes; & que sous ce nom, on défend encore le transport de Soldats, de Chevaux, leurs Harnois, Pistolets, Fourreaux, Baudriers, & autres affortissemens servans à l'usage de la Guerre.

XXV. Il a été pareillement convenu, & accordé que pour prevenir toute sorte de disputes & de contestations sous le nom de Marchandises défenduës & de contrebande, ne seront point compris les Fromens, Bleds, Orges & autres Grains ou Legumes, Sel, Vinaigre, Huile, & generallement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais qu'ils demeureront libres; comme pareillement; toutes autres Marchandises non comprises en l'Article precedent & le transport en sera libre & permis, mêmes aux Villes & Places Ennemies, à l'exception des Villes & Places assiégées, blocquées, ou investies.

XXVI. Il a été aussi accordé que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets ou Habitans des Royaumes & Etats de l'un ou l'autre desdits Roys d'Angleterre, & d'Espagne, à bord des Navires des Ennemis de l'autre, quoique ce ne fust pas Marchandise défenduë, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera sur lesdits Navires, sans aucune exception ni réserve.

XXVII. Que le Consul qui demeurera à l'avenir dans les Etats du Roy d'Espagne, pour le secours & protection des Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, sera nommé par le Roy de la Grand' Bretagne, & qu'apres qu'il aura été ainsi nommé, il aura & jouira du même pouvoir & autorité, en l'exercice de sa charge, qu'aucun autre Consul ait eu auparavant dans les Domaines dudit Roy d'Espagne: Et le Consul Espagnol qui demeurera en Angleterre, jouira d'autant d'Autorité & de pouvoir, qu'aucun Consul de quelque autre Nation que ce soit ait eu jusqu'icy en ce Royaume là.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce qui ont été obtenues par la Paix ne puissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit si les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne étoient molestés pour le cas de Conscience quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats ou-Seigneuries du Roy d'Espagne pour y exercer le Commerce ou autrement: Pour cette cause afin que le Commerce soit seur & sans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Roy d'Espagne donnera les ordres nécessaires pour faire que les Sujets dudit Roy de la Grand' Bretagne, ne soient pas molestés, contre & au prejudice des Loix du Commerce, & que pas un d'eux soit inquieté ni trouble pour sa conscience, aussi long-tems qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offense publique. Et ledit Roy de la Grand' Bretagne fera pareillement en sorte que pour les mêmes raisons les Sujets du Roy d'Espagne ne soient pas troublez ni molestés pour raison de leurs consciences contre les Loix du Commerce, tant & si longuement qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offense publique.

XXIX. Que les Peuples & Sujets des Royaumes respectifs ne seront point contraincts, sur les Etats, Territoires, Païs ou Colonies de l'autre, de vendre leurs Marchandises pour de l'argent monnoyé de cuivre, ni de les trocquer pour d'autres Monnoyes, ou autres choses contre leur gré: ou après les avoir vendus d'en recevoir le paiement en d'autres especes que celles dont on est convenu en les marchandant, non-obstant toutes Loix, & Coutumes contraires au present Article.

XXX. Que les Marchands des deux Nations, & leurs Facteurs, Serviteurs, & Familles, Commis, ou autres personnes par eux employées: Comme aussi les Maîtres de Navires, Pilotes & Mariniers pourront demeurer librement & seurement dans lesdits Etats, Royaumes & Territoires de l'un & l'autre desdits Roys, comme aussi dans leurs Ports & Rivieres, & que les Peuples & Sujets d'un Roi pourront avoir, & en toute liberté & seureté jouir sur les Terres & Etats de l'autre de leurs propres Maisons pour y demeurer; de leurs Magasins, & Celiers, pour leurs Denrées & Marchandises qu'ils possederont durant le tems qu'ils les auront pris & qu'ils en deyront jouir, & qu'ils en seront convenus sans aucun empêchement.

XXXI. Les Sujets & Habitans desdits Roys Alliez, pourront se servir & employer tels Advocats, Procureurs,

ANNO  
1667.

reurs, Escrivains, Agens, & Solliciteurs, qu'ils adviendront bon être dans toutes les Terres & Lieux de l'obéissance de l'autre, ce qui sera laissé à leur choix, & à quoi les Juges ordinaires consentiront toutes fois & quantes qu'il sera besoin; & ils ne seront point contraints de montrer ni représenter leurs Régistres & Livres de Comptes à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, pour éviter les Procès & contestations, & ils ne pourront être embarquez, retenus ou pris d'entre leurs mains, sous quelque prétexte que ce soit, & il sera permis aux Peuples & Sujets de l'un & l'autre Roy, dans les Lieux respectifs, où ils demeureront, de tenir leurs Livres de Comptes, de Trafic & correspondance en telle Langue qu'il leur plaira soit en Anglois, Espagnol ou Flamand, ou telle autre Langue que ce soit, pour raison dequoy ils ne seront point molestés ni sujets à l'Inquisition. Et quelque autre chose que ce soit, qui ait été accordé par l'une ou l'autre des Parties, à aucune autre Nation, concernant ce point là sera entendu pareillement avoir été accordé ici.

XXXII. Arrivant que le bien de quelque personne ou de quelques personnes que ce soit fût sequestré, ou fait par quelque Cour ou Tribunal de Justice que ce soit, de l'étendue des Royaumes & Etats de l'une ou l'autre Partie, & qu'il arrive que quelques Debtes ou Biens soient entre les mains des Delinquans appartenans de bonne foi aux Peuples & Sujets de l'autre, lesdits Debtes ou Biens ne seront pas confisqués par aucun desdits Tribunaux, mais ils seront rendus, & restitués en especes aux véritables Propriétaires, s'ils y sont encore en especes, sinon la valeur d'iceux conformément au Contract & Accord, qui aura été fait entre les Parties, sera rendu & restitué trois mois après ladite sequestration.

XXXIII. Que les Biens & Marchandises des Peuples & Sujets de l'un ou l'autre des deux Rois, qui decedera dans les Païs, Terres & Etats de l'autre seront conservés pour les Heritiers & Successeurs legitimes du deffunt, sauf le Droit de quelque autre Personne Tierce que ce soit.

XXXIV. Que les Biens & Marchandises des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, qui decederont sur les Terres du Roi d'Espagne, seront inventoriés avec leurs Papiers, Escritures & Livres de Comptes, par le Consul ou autre Ministre public du Roi de la Grand' Bretagne, & déposés entre les mains de deux ou trois Marchands qui seront nommez par ledit Consul ou Ministre public, pour être gardez & conservés, pour les Propriétaires & Creanciers: & ni le Cruzada ni quelque autre Juge que ce soit, n'en pourra prendre aucune connoissance, ce qui sera pareillement observé en pareil cas en l'Angleterre, à l'égard des Sujets du Roi d'Espagne.

XXXV. Qu'on accordera, & assignera un lieu convenable pour enterrer les corps des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui decederont dans les Etats du Roi d'Espagne.

XXXVI. Si quelque differend arrivoit ci-après (ce qu'à Dieu ne plaise) entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi d'Espagne par lequel le Commerce reciproque, & la bonne correspondance pussent être en danger de cesser, les Sujets & Peuples respectifs de chaque Partie en auront avis en tems & lieu, c'est-à-dire qu'on leur donnera six mois de tems pour transporter leurs Marchandises & effets sans que pendant ce tems-là on leur puisse donner aucun Trouble, ou molestation, ni detenir & arrêter leurs Personnes, ou Biens.

XXXVII. Tous Biens & Droits cachez, ou arrêtez, Meubles, Immeubles, Rentes, Faits, Debtes, Credits, & autres choses semblables qui n'auront pas esté portez à la Tresorerie, au tems de la conclusion du present Traité, demeureront en la pleine & libre disposition des Propriétaires, leurs Heritiers ou ayant cause, avec tous les Fruits, Rentes, & Emolumens d'iceux, & ceux qui auront caché lesdits Biens, ni leurs Heritiers ne pourront être molestés pour ce sujet, par les Chambres des Comptes respectivement, & les Propriétaires, leurs Heritiers, ou ayans cause, auront liberté de se pourvoir par les voyes de la Loy & de la Justice pour le recouvrement de leursdits Biens & Droits comme pour leurs propres Biens & effets.

XXXVIII. Il a été accordé & conclu, que les Peuples & Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, & du Roi d'Espagne auront & jouiront dans les Terres,

Mers, Ports, Havres, Radés, & Territoires l'un de l'autre, & en quelques autres Lieux que ce soit, des mêmes Privileges, Seuretez, Libertez & Immunitéz soit à l'égard de leurs Personnes ou Biens, avec toutes les Clauses & Circonstances avantageuses, qui ont été ou seront ci-après accordées au Roi Tres-Chrétien, & aux Etats Generaux des Provinces Unies, aux Villes Hanseatiques, ou à quelqu'autre Royaume ou Etats que ce soit d'une maniere aussi ample, entiere, & utile comme si elles avoient été particulièrement spécifiées & inserées dans le present Traité.

XXXIX. Au cas qu'il arrivât quelque differend de part ou d'autre touchant les presens Articles de Traffic & de Commerce, soit de la part des Officiers de l'Admirauté, ou d'autres Personnes en l'un ou l'autre Royaume, après que la plainte en aura été faite par la Partie interessée à Leurs Majestez, ou à quelques Personnes de leurs Conseils, Leursdites Majestez en feront incontinent reparer les dommages, & executer toutes choses, ainsi qu'elles ont été cy-dessus accordées, & au cas que par la suite du tems on découvrit quelques fraudes, & inconveniens dans la Navigation & Commerce, entre les deux Royaumes contre lesquels on n'auroit pas suffisamment pourveu par les presens Articles, on pourra ci-après convenir d'autres remedes tels qu'on les jugera convenables, le present Traité demeurant en sa pleine force & vertu.

XL. Il a esté pareillement accordé & conclu que les Serenissimes & tres-renommez Roys de la Grand' Bretagne & d'Espagne, garderont & observeront sincerement, & fidelement & seront garder & observer par leurs Sujets & Habitans respectivement toutes & chacunes les Capitulations accordées & conclues par le present Traité, & qu'ils ne le violeront point directement ny indirectement, ny ne consentiront point qu'il soit violé par aucuns de leurs Sujets, ou Habitans, & qu'ils ratifieront & confirmeront toutes & chacunes les Conventions ci-dessus accordées par des Lettres Patentes reciproquement, en plaine, suffisante, & efficace forme, & qu'estant faites, & expedies ainsi, elles seront reciproquement delivrées, ou faites delivrer fidelement & réellement dans l'espace de quatre mois, à compter du jour & date de ces presentes, & qu'après cela ils feront publier le present Traité de Paix, le plutôt que faire se pourra, en tous Lieux & en la maniere accoustumée.

Pour assurance de toutes & chacune des choses ci-dessus nous Commissaires des Serenissimes Roi & Reine d'Espagne & Ambassadeur Extraordinaire du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne soussignez avons signé ce present Traité de nos mains & l'avons scellé de nos Sceaux. Fait à Madrid le 23. Mai stile nouveau, & le 13. stile ancien mil six cens soixante & sept, Signé, JEAN EVERARD NIDHARD, le Duc & Comte d'ONATE, le Comte de PENERANDA, SANDWICK.

Lequel Traité ici écrit & inseré, comme il est dit ci-dessus, nous ayant été présenté par mon susdit Commissaire, & après l'avoir vû & qu'il a été murement examiné mot pour mot dans mon Conseil. Moi, pour moi-même & pour le Serenissime Roi d'Espagne Charles second, nôtre tres bien aimé Fils & pour ses Heritiers & Successeurs, comme aussi pour les Vassaux Sujets & Habitans de nos Royaumes, Païs & Seigneuries, aprouvons & tout le contenu en icelui & en tous ses Points & par ces presentes les tiens pour bons & vallables; promettant en foi & parolle de Reine & au nom & place du Serenissime Roi mon Fils & ses Heritiers & Successeurs de l'observer, & en suivre tout de même & de la même maniere que si je l'avois fait moi-même, sans rien faire aucunement ni permettre être rien fait allencontre & en quelque maniere que ce soit, & s'il se faisoit quelque contrevention au contenu du susdit Traité je la ferai reparer effectivement sans difficulté ni delay, punissant & faisant punir les contrevenans, obligeant à l'effect susdit pour ledit Roi Catholique mon Fils & pour ses Heritiers & Successeurs tous & un chacun leurs Royaumes, Païs & Seigneuries, & tous nos autres Biens presens & avenir, sans en rien excepter, & pour sureté de cette obligation je renonce à toutes Loix, Costumes & autres Conventions à ce contraires; En témoin de tout ce que dessus j'ai fait expedier ces presentes signées de ma main, scellées de mon Seu privé, & contre-signées par mon Secretaire d'Etat: donné à Madrid le vingt & unième Septembre mil six cens soixante & sept, signé MOI LA REINE, & contre-signé P. PETRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

*Formulaire des Lettres, qui doivent estre données par les Villes, Ports de Mer, aux Navires & Vaisseaux qui en sortiront.*

**A**Tous ceux à qui ces presentes viendront, nous Gouverneurs, Consuls, ou principal Magistrat, ou Commissaires des Douanes de la Cité, Ville, ou Province de N. certifions & sçavoir faisons que N. N. Maître du Navire N. a déclaré sous Serment solemnel, que le Navire N. de - - - (Tonneaux plus ou moins) duquel il est, à présent le Maître appartient aux Habitans de N. dans les Etats du Serenissime Roy de la Grand' Bretagne: & nous requerons que ledit Maître puisse estre aydé en son voyage & affaires. Prions toutes personnes en general & en particulier qui le rencontreront & ceux de tous les Lieux où ledit Maître arrivera avec sondit Navire, & la Marchandise qui est dessus, de l'admettre favorablement, le traiter amiablement & recevoir ledit Navire dans leurs Ports, Bayes, Havres, Rivieres, & Domaines, lui permettant d'y naviger, passer, frequenter, & negocier paisiblement ou en tels autres lieux que bon semblera audit Maître, en payant toujours la Tolle, & Douane qui sera due de Droir, ce que nous reconnoissons avec gratitude: en témoin dequoy nous avons signé ces presentes & y avons fait apposer le Sceau de notre Ville. *Signé,* GUILLAUME GODOLPHIN, DON PETRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

*Plein-pouvoir de Sa Majesté Catholique.*

**D**OM CHARLES par la grace de Dieu, Roy de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardagne, de Cordoué, de Corcége, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algeciré, de Gibraltar, des Iles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Océan, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, Comte de Habsbourg, Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Molin, &c. & la Reine Dame Marie sa Mere Tutrice & Curatrice de sa personne Royale & Regente des susdits Royaumes & Seigneuries; comme il est nécessaire d'assoupir les differens des affaires communes d'entre les deux Couronnes d'Espagne & de la Grand' Bretagne qui par quelques accidens survenus par tant de tems, se sont trouvez s'être éloignez de l'observation des Capitulations accordées dans les anciens Traitez de Paix d'entre lesdites Couronnes; Nous avons trouvé bon de donner Plein-pouvoir à Jean Everard Nitard mon Confesseur, Conseiller au Conseil d'Etat & Inquisiteur General, Dom Ramire Philippe Nunnez de Gusman Duc de St. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conseiller au Conseil d'Etat & President d'Italie, & Don Gaspar de Bracamonte, & Gusman Comte de Penderanda, Conseiller au Conseil d'Etat, President des Indes, à cause des Prerogatives & grandes qualitez qui se rencontrent en leurs personnes, & de leur prudence, experience, zele, & affection qu'ils ont à mon service & particulièrement pour la constance & le plaisir avec lesquels ils m'assistent & font tout ce qui peut être avantageux au public, c'est pourquoy en vertu de ce Plein-pouvoir je les autorise, & leur donne pleine faculté, comme l'équité le requiert, pour au nom du Serenissime Roy mon tres-cher & bien-aimé Fils, & en son nom Royal representant ma propre personne, de pouvoir entendre, conférer, traiter, ajuster & conclure avec le Comte de Sandwick, Conseiller au Conseil d'Etat du Serenissime Prince Charles second Roy d'Angleterre mon bon Frere & Neveu & son Ambassadeur extraordinaire à cette Cour, en vertu de son Plein-pouvoir lequel il a fait voir du Roi d'Angleterre, de faire un Traité de renouvellement de Paix, & leur donne aussi Plein-pouvoir de faire un Traité d'Union & d'Alliance avec le susdit Roy de la Grand' Bretagne, & une Treve avec la Couronne de Portugal, pour tout le tems qu'on jugera à propos, avec toute la plus grande autorité & le Pouvoir qui reside en ma personne Royale, m'obligeant, comme je m'oblige, & pour le susdit Roy mon Fils en foy & parole Royale, d'approuver & ratifier le tout par Serment, & autres solemnitez requises, & qui seroient trouvées nécessaires en tel cas, dans le terme qui sera convenu, sans en rien diminuer. Pour sureté dequoy

TOM. VII. PART. I.

j'ay fait depêcher ces presentes, signées de ma main, & scellées du Sceau privé, & contresignées par mon Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le quizeième Juin, mil six cens soixante sept. *Etoit signé,* MOY LA REINE & contresigné, DON PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

ANNO  
1667.

*Plein-pouvoir de Sa Majesté Britannique.*

**C**HARLES second par la grace de Dieu Roy de la Grand' Bretagne, France & Irlande, Dessenieur de la Foy, &c. A tous & un chacun qui ces presentes Lettres verront, Salut; comme le malheur de ce siecle, semble consister principalement en ce que plusieurs Princes & Erars ne pensant qu'à leurs passions, profit & intérêt, fouillent au pied toute amitié & droits de voisinance, voulant même detruire toutes les affaires quand elles ne sont pas conformes à leur opinion, & à ce qu'ils se sont propozé par leur legereté & injustice, d'autant plus doivent travailler le peu de Roys que le Seigneur Dieu a uni par amitié & bonne affection, à faire des Alliances pour l'entretenir, afin que ceux qui ont des inclinations contraires puissent par cet exemple se porter à la concordé; Vû donc que l'humour des Anglois & des Espagnols à toujours été si conforme qu'aussi-tost qu'il y a eu quelque dissension entre eux ils se sont aussitôt reconciliez, & que quand ceux qui tenoient le Gouvernement cherchant la Paix l'ont affermie de part & d'autre, & l'ont saintement observée, on a vû les deux Royaumes fleurir; le tout bien considéré, & étant sollicité par la Serenissime Reine Dame Marie Anne d'Autriche, Mere, Tutrice & Curatrice du Serenissime & puissant Roi d'Espagne, &c. & Gouvernante de ses Royaumes & Païs, de renouveler, non-seulement les anciens Traitez d'entre nos Couronnes, mais de les resserrer encore par de plus forts & plus fermes liens que ceux de cy-devant, il nous a semblé que pour excuter un si saint ouvrage, nous devions choisir une personne digne & proportionnée à l'importance de la chose, & qui étant revêtus de la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire près de la susdite Serenissime Reine Regente d'Espagne, ornât ce caractère de ses vertus; c'est pourquoy nous avons jugé à propos de nommer entre autres personnes, notre cher & tres-fidele Cousin Edopard, Comte de Sandwick, Burggrave de Hincingbrooke, Baron Montagu de St. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre, Maître de notre grande Garderobe, Conseiller privé & Chevalier du fameux & ancien Ordre de la Jarretiere: c'est pourquoy sçachent tous que nous confians en sa fidelité, diligence, jugement, & prudence avons icellui établi, ordonné, & deputez pour notre veritable Commissaire & Plenipotentiaire ayant charge & pouvoir suffisant de dresser, communiquer, traiter, accorder & conclure entre les deux Couronnes de la Grand' Bretagne & d'Espagne une plus forte Alliance, comme aussi touchant la liberté du Commerce & Navigation, & cy-aprés d'une Alliance defensive & offensive entre les susdites Couronnes & Royaumes, de la maniere la plus utile & convenable, faire tout ce qui pourra amener les choses à une bonne fin, en dresser Articles, Lettres & autres Instrumens nécessaires, & enfin de demander & recevoir de l'autre Partie tout ce qui pourra être utile & convenable à ce sujet, promettant en bonne foy & Parole de Roy de tenir pour agreable, & vallable tout ce qui aura été fait, accordé & conclu entre ladite Serenissime Reine Regente d'Espagne, ses Députez Plenipotentiaires, & Commissaires, & notre susdit Ambassadeur extraordinaire, & de n'aller jamais au contraire en quelque maniere que ce soit, mais plutôt d'observer & faire inviolablement observer tout ce qui aura été promis en notre nom; en témoin dequoy nous avons signé ces presentes de notre main & y avons fait attacher notre grand Sceau d'Angleterre. Donné en notre Palais de Westminster le seizeième Février mil six cens soixante cinq. Et le dix-huitième de notre Regne *Signé,* CHARLES R.

XIII.

Vergleich zwischen Chur-Maryn und dem Churfürst. 18. Mai. Haus Sachsen/ wodurch der zu Leipzig sub dato den 20-30. Decembr. 1666. Zwischen ihnen wegen der Stadt Erford getroffene Vergleich mehrers erörtert

E

ANNO  
1667.

tert und vollzogen worden. Geschehen den 16-26.  
May 1667. in Erford. LUNIGS Teutsches  
Reichs-Archiv. Part. Special. Abth. III. Absatz  
I. pag. 418.]

C'est-à-dire,

*Transaction entre l'Archevêque Electeur de MAYENCE, & le Maison Ducale de SAXE, pour l'éclaircissement & l'exécution du Traité conclu entre les mêmes le 20-30. Decemb. 1666. touchant Erford. A Erford le 16-26. May 1667.*

Wir wissen; Als zwischen dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Philippen / Erzbischoffen zu Maynz / des Heiligen Röm. Reichs durch Germanien Erz-Canzlern und Churfürsten / Bischoffen zu Brixburg und Wormbs und Hertzen zu Francken / ic. ic. und seiner Churfürstl. Gnaden Erztz-Stift Mayntz an einem; So dann dem Fürstl. Hause Sachsen / am andern Theil / die bey der Stadt Erfurth und sonst von geraumer Zeit hero abgeschwebte Irungen / durch gültliche Vermittelung des Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann George des Andern / Hertzen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des heil. Röm. Reichs Erztz-Marschallen und Churfürsten / Landgraffen in Thüringen / Marggraffen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lautznitz / Burggraffen zu Magdeburg / Grafen zu der Marck und Ravensberg / Herrn zu Ravensstein / ic. mit allerseits Interessenten Belieben und Genehmhaltung / besage des in Leipzig den 20. (30.) Decembr. Anno 1665. aufgerichteten und ratificirten Recesses / hin und beygelegt / etliche darinne begriffene Puncten aber zu mehrer Unterzuch- und würcklichen Vollziehung ausgesteller / und zu solchem Ende eine Zusammenschickung allerseits gevollmächtigter Rätthe und Bekandten veranlasst worden / die dann auch bestimmten Tages in Erfurth erschienen / das Brevet unter die Hand genommen / allerseits vorbrachte Erinnerungen gegen oberwehnten Leipziger Recess gehalten / überlegt und reiflich erwogen / daß darauf nachbenandte präfanda präfaret / dasjenige / so weiterer Handlung bedürft / erörtert / und darüber gegenwärtiger Executions-Recess abgefasset und vollzogen worden.

Und zwar (1) hat es bey dem vormals abgehandelten Territorial-Punct über die Stadt Erfurth / dero eigene und dem Fürstl. Hause Sachsen lehnbar gemessene / auch eigenthümliche Chur-Mayntzische Dertter / Schloßer / Dörffer und Güther / Inhabts abgemelten Leipziger Recesses / allerdings sein verwenden.

2. Nachdem auch die Fürstl. Sächs. Præsentiones der Nothhülffe / Nothsteuer / Evocation vor das Hoffgericht zu Jehna / Annehmung der Appellationen von Erfurthl. Gerichten / Erforderung zu Land-Rägen / Inkognition der Patente und dero selben Anschläge / Bescheidungen zu Aufwartungen / Haltung der Landstrauer / und alles andere / was vom Territorial-Recht / und Landes-Fürstl. Hoheit dependiret / hinweggefallen; Als hat das Fürstl. Haus Sachsen nicht allein an dero gesamtes Hoffgericht zu Jehna / sondern zu forderst auch an dero Regierungen und Cancereyen / daß ins künftige in allen dergleichen Fällen u. Begebenheiten sie sich in ihren Expeditionen darnach achten sollen / bereits gehörige Verfügung ergehen lassen.

3. So ist ferner auf des Raths zu Erfurth / besage Lit. A. gememend geschehene Kostündigung des Erbschutzes / auch denen Fürstl. Sächs. Altenburg-Coburg und Weimar Rent-Cammer Lit. B. ertheilte Cessiones, derselbe und gemeine Stadt samt aller Zugehör / von der Erbschutz-Verbindlich und Lehns-Pflicht entlediget / quittiret / und daß hinführo kein Schutz-Geld gefordert werden solle / versichert worden / wie Lit. C. und D. ausweisen.

Hertzog Ernsts zu Sachsen-Gotha Fürstl. Durchl. aber sind wegen 5270. fl. Schutz-Geld / und 1714. fl. 6. gr. der Stadt geliehenen Geldes / also zusammen 6984 fl. 6. gr. Capitals auff die Gefälle der Dörffer Klein Netzbach und Mörkeburg dergestalt versichert; daß dero selben jährlichen 348. fl. 4. gr. 6. pf. als der Zins von berührter Summa, von denen Unterthanen / so hierzu würcklich angewiesen werden sollen / geliefert / und vermöge Leipziger Recesses hierzu / durch die Voigtey ohnfehlbar angehalten / zu forderst aber der 3. jährige Zins-Nachstand von der Cammeren befriediget / und deshalb / wie auch gegen vorgebachte Anweisung so wohl / als erzmögliche Abführung des Capitals und Eventual-Assignation in die Fürstl. Weimarische Cammer / ferner special-Vergleich getroffen werden solle; Darneben hat das Fürstl. Haus Sachsen in einem Schreiben an Ihre Kayserliche Majest. gehorsamst gebethen; daß in künftigen Lehnbriefen dasjenige / so in den vorigen / der Stadt Erfurth Erbschutzes halber / enthalten gewesen / aufgelassen werden möchte.

4. Obwohl des Güther-Gelits halber / soweit sich der Erfurthische District erstreckt / zwischen dem Erztz-Stift Mayntz / und denen Fürstl. Hause Sachsen auf gewisse Maass / laut Leipziger Recesses Handlung zu pflegen verglichen worden; So hat man dennoch verschiedener vorkommender difficultäten halber /

ANNO 1667.

dazu nicht gelangen mögen. Derwegen solches Güther-Gelit dem Fürstl. Hause Sachsen verbleibet / damit aber / weil das Straffen-Recht und Leib-Gelit jedem Chur- und Fürstl. Theil in seinem Territorio zukommet / gleichwohl bey Verfabung derselben / und in andern Fällen / zwischen den Chur-Mayntzischen Gerichten und Fürstl. Sächs. Gelits-Bedienten kein Streit entsehn / auch die Fuhrlente / der Handlung und Commercien zu Schaden / nicht übernommen noch aufgehalten werden; So hat man sich der Straff-Tafel verglichen / und solde der Gelits-Tafel beygefüget / die wider Chur-Mayntz. Zoll-Ordnung de anno 1521. und Churfürstl. Sächs. Gelits-Tafel de anno 1441. eingeloffene Mißbräuche abgeschafft / und / daß es bey solden beyderseits Ordnungen / weil sie besage der durchsebenen Register im Jahr 1618. also in Observantz gewesen / bleiben solle / beschlossen / auch wer von beyderseits würcklichen Bedienten Zoll- und Gelits-frey seyn soll / den Schläge-Schat; ausgenommen / abgeredet / benennet / und der Zoll- und Gelits-Tafel beygefüget / jedoch darbey beyderseits beliebet / da künftige ein- oder andern theils mehr fürnehme würckliche Bediente angenommen werden möchten / daß dieselben so wohl in Gelit als Zoll dieser Befreyung geniesßen sollen. Ob auch schon wegen des Fürstl. Sächs. Wapens am Gelits-Hause allhier im Leipziger Recess, einige Veränderung beliebet; So sind jedoch. Jhr. Churfürstl. Gn. zu Maynz gutwillig davon abgesehen / und verbleibet demnach solches Sächsische Gelits-Schild / wie es bishero gewesen ist / auch hinführo.

Die Cession des Dominii directi dertter Dörffer und Güther / so die Stadt Erfurth vom Fürstl. Hause Sachsen / entweder zu Lehn / oder Aftter-Lehn / bishero getragen / ist Jhro Churfürstl. Gn. zu Maynz / besage Urtvertrages-Briefes sub Lit. E. würcklich geschehen; Und erklären sich Jhr. Churfürstl. Gnaden zu Maynz samt dero Thum-Capitul / daß sie das Gräfliche Haus Schwarzburg mit denenjenigen Lehnen / so von demselben der Rath zu Erfurth / und die Grafen zu Schwarzburg von dem Fürstl. Hause Sachsen bishero recognosciret / belieben wollen / und von ihnen gemeldter Rath solche Stücke / mit dem Prædicat: Liebe Getreue / zu Lehn empfangen solle / es möchte dann ins künftige mit beyderseits Belieben ein und ander Vergleich getroffen werden. Es hat sich auch das Fürstl. Sächs. Weimar. Theil erbothen / wann sich jemand zur Erhandlung ihres Kayserlichen Ritter-Guthes im Erfurthischen Territorio zu Verlieset gelegen / angeben würde / demselben solches erblich zu überlassen.

6. Gleichergestalt haben Jhro Churfürstliche Gnaden zu Maynz und dero Erztz-Stift nicht allein uf alle die im Leipziger Recess angegebene Lehns-Gerechtigkeit an Gotha / Schloß und Stadt Apolda / Amt Tanneberg / Waltershausen / Altenburg und den Hoff Allendorf / deren zwar das Fürstl. Haus Sachsen sich nicht erinnern wollen / sondern sich auf Kayserl. Behehlung beruffen / auch da sich künftige deren andere / so das Haus Sachsen vom Erztz-Stift Maynz vormals zu Lehn getragen hätte / oder tragen sollen / finden würden / besage Beilage Lit. F. und G. sonbähre schriftliche Renunciation gethan / sondern auch sich der Wieder-Kauff-Conten lichtenberg und halb Saltzungen samt aller Zugehör / besage Lit. H. dergestalt begeben / daß hinführo ersterwehntes Haus Sachsen dieselbe Erbs- und eigenthümlich / ohne einige Einlösung behalte / und Jhro Churfürstl. Gnaden zu Maynz und dero Erztz-Stift dasselbe dabey vertreten / auch sie beyderseits vor einen Mann stehen sollen / mit Versprechen / wosere sich bey dem Chur-Mayntzischen Lehn-Hofe noch ein und andere briefliche Urkunden von vorherberührten Lehns und Wieder-Kauff-Contracten finden würden / solche gegen Quittung ausantworten / auch was dieser wegen denen Lager- und Lehn-Büchern eingetragen / als mortificiret notiren / und deswegen aus der Chur-Mayntzischen Registratur einen beglaubten Edeim anhängigen zu lassen / gestalt dann selbige hiermit und Kraft dieses gänzlich mortificiret seyn und bleiben sollen. Imnach auch wegen des Amtes Capellendorf / und dero vom Haus Sachsen bishero dabey eingehaber Dörffer / sie mögen Mayntz. Lehn seyn oder nicht / so wohl wegen der Wälfungen Biegelau und Jagau der Rath zu Erfurth / wie weniger nicht derselbe und das Stifte Beatae Mariae Virginis / wegen des Dorffs Großen-Rudstedt solddergestalt / wie die Behlagen Lit. I. K. und L. ausweisen / Verzicht gethan / und alle Documenta, so sich jetzo finden / ausgenantvortet / auch da sich deren mehr finden möchten / gegen Quittung extrahiret werden / und hiermit ebenmäßig abgethan und mortificiret seyn sollen.

7. Wegen dertter auff dem verpfändet-gewesenen Chur-Mayntz. Amt Mühlberg geschafften 12155. fl. haben Jhro Churfürstl. Gn. zu Maynz nach Empfang der Fürstl. Sächs. Altenburgischen Cession Lit. M. sich sowohl mit denen Herren Grafen zu Schwartzburg / als jetzigen Inhabern gemeldten Amtes / denen Gebrüdern von Bitzleben / uf gewisse Maass verglichen / auch darneben dem Fürstl. Hause Sachsen die 1225. fl. 7. gr. 6. pf. so vermöge Melchior Franckens / damahligen Fürstl. Sächs. Rentmeisters zu Weimar / in originali vorgelegter Cammer-Rechnungen für unterschiedliche zu dem Amt Mühlberg erkaufte Zinsen und liegende Gründe bezahlet worden / wieder erstattet. Und weil man auch der Fürstl. Sächs. Gorlitzischen Cammer / wegen deren auf dem verpfändet-gewesenen Amt Donnendorf gestandener 5177. fl. 16. gr. 4. pf. benebenst 100. fl. für den Eyseln ausgezahlten Kauff-Schilling baaren Erstattung / wie nicht weniger / was wegen der von Jhr. Fürstl. Durchl. zu Gotha geforderter Bau-Kosten zu Teindorf / sowohl wegen

**ANNO 1667.** des Heringischen heimgelassenen Lehn-Buchs zu Mühlberg durch des Inhalt Leipziger Recess verwilligte engere Compromis erkannt werden möchte / zusamt dem / was der Jahres-Freichte halben verglichen wird / Abtrag zu thun erböthig ist: So soll alsdann von dem Fürstl. Hause Sachsen / sowohl dieses Amt / als Mühlberg / Ihre Churfürstl. Gnaden zu Mayntz cum omnibus Juribus, durch hierzu deputirte Commissarios gänzlich wieder eingeräumt / auch die Pfand-Verfchreibung samt der Kaiserl. Confirmation zurück gegeben werden / wie auch dem Chur-Fürstl. Hause Dresden der Revers, welchen Herzog Friedrich Wilhelm der Chur-Sachsen Administrator, und Herzog Johannes zu Sachsen / beyderseits Christloblichen Andenkens / bey Aufriehung dieser Wiederkauff-Handlung von sich gestellet / wiederum ausgenommen werden soll. Würde er sich aber nicht finden / so soll er Krafft dieses mortificiret und abgetilget seyn. Und demnach Ihre Fürstl. Durchlauchtigkeit zu Sachsen-Gotha aus dem eigenen Mitteln etlichen Pfarren und Schuldienern in denen Pfands-Nuttern / um deswillen / damit sie bey Information der Alten und Jungen schuldigen Fleiß anwenden / und dem ihnen hierinne vorgeschriebenen Methodo nachgehen solten / mit gewissen Additionibus versehen / und unerachtet der erfolgten Einlösung / woforne anders die Pfarren und Schuldiener der Stiftung Günstigen thun / es nochmahln darbey zu lassen gemeynet; So hat es hierbey sein Bewenden / jedoch mit der ausdrücklichen Bedingung / daß / wo ein- und anderer Pfarren und Schuldiener solches Information-Berck nicht dergestalt beobachten würde / als es von Ihre Fürstl. Durchl. hievor angeordnet worden / Derselben / solche Additiones wieder zu sich zu nehmen / und anderswohin GOETZ zu Ehren anzulegen / vorbehalten seyn solle.

8. Als man auch wegen der hohen Jagden in dem Erfurtschen District alles zu guter Nichtigkeit stellen wollen / und sich befinden / daß auf solche Weise / wie in dem Haupt-Recess enthalten / künftigen Mißverständen nicht gründlich würde abgeholfen werden; So haben beyde hierunter absonderlich interessirte Chur- und Fürstl. Theile / einen andern weitern Vergleich beliebt / und zwar dergestalt / daß Ihre Churfürstl. Gnaden zu Mayntz auf dem Steiger = Berge und der Waage = Weide samt denen darin stossenden Kloster = Zimter = auch Waltersleben = Mörschburg = und Köder = Polkern und Feldern / und was dazinnen angelegen / bis an den Weg / welcher in dem Grunde des Reichs = Thales sich anfänget / und bis auf Geseledt gehet / die Hohen- und Nieder-Jagden alleine; Ihre Fürstliche Durchl. zu Weimar / dero Erben und Nachkommen aber von diesem Wege an / welcher auf beyder Theile Kösen vertheilt werden soll / in allen andern auch der Wild = Köder = Scholke / mit allen / was in der Schell = Köder = Holzhäuser = und Geseledter Fluren angelegen ist / auch denen Feldern die hohen Jagden alleine haben / und / wie bisanhero / also auch ins künftige / exerciren. Hierdurch aber werden Ihre Churfürstl. Gnaden an dero Jure Territoriali und Forestali, noch ihnen und dero Unterthanen Eigenthum / Viehe = Triffen / Holzungen und andern Gerechtigkeiten / wie sie bishero in Übung gewesen / nichts benommen / so auch die Nieder-Jagd einem jeden / wie und wo er solche herbracht / forderhin also bleiben soll; Auch haben Ihre Churfürstl. Gnaden zu Mayntz dem Fürstl. Hause Sachsen zu freundslichem Gefallen sich erkläret / nicht allein den wegen des Domini directi der hohen Jagden im Erfurtschen District, dessen sie samt dero Erbtz = Stiff sich hierdurch in hoc passu gänzlich begeben / vom Hause Sachsen verwilligten Lehn = Revers sowohl die jährlichen vier Stuck Wildes / und die Lufft = Jagden fallen / sondern auch Ihre Fürstl. Durchl. zu Weimar dero Erben und Nachkommen neben der hohen Jagd in Holz und Feldern / auch die Nieder-Jagden in dem Espitz = Peter = und Weisk = Holz / also / daß bis auff 300. Schritte um diese Polker niemand als Fürstl. Sächs. Jäger oder Schützen / Hasen oder Fische zu schießen befugt seyn sollen / alleine zu lassen und zu übergeben. Wie dann der Herr Prälat des Klosters S. Petri gegen ein von Ihre Churfürstl. Gnaden ihm versprochenes Äquivalent seine gebahrte Nieder = Jagd = Gerechtigkeiten / dem Fürstl. Hause Sachsen cedirt und abgetreten. Worbey auch abgeredet / daß die Rehe unter das hohe Wild zu rechnen / und die Folge bendentheils auf 24. Stunden solcher gestalt zu erstatten / daß derjenige / so etwas geschossen / seinem Gränk = Nachbar. bey der Folge den Anschuß anzugeigen schuldig seyn solle.

9. Wiewohl Ihre Churfürstl. Gn. zu Mayntz noch zur Zeit von dem Zeller = Georgthaler und Keimhardsbrunner = Hofe zur Fortification keinen gebrauchten / so ist deroelben dennoch die bedingte Anstauschung / in dem im Leipziger Recess benannten Fall ferner vorbehalten; Entwischen aber der jetzige Besitzer des Keimhardsbrunner = Hofes zur schuldigkeit / jedoch ohne Nachtheil der darauff habenden Chur = Mayntzischen Frey = Zins = Gerechtigkeiten / angewiesen worden.

10. Wegen des Landes = Fürstl. und Lehnsherl. Rechten / auch Ober- und Nieder-Geichtzen zu Iperoda / hat das Fürstl. Haus Sachsen so viel Documenta; als sich gefunden / ausgeantworet. Alldieweil aber wegen bekanten groffen Unvermögens der Chur = Mayntz. Unterthanen daselbst / in Abführung der dem Fürstlichen Hause Sachsen für die bishero genossene Ordinar- wie auch Extraordinar- Land- und Tract = fener verwilligten jährliche einhundert Gulden sich beforgliche Beschwernungen zutragen möchten / ist verglichen / daß ein- vor allemahl 2000. fl. Capital der Fürstlichen Sächs. Weimarschen Cammer an Erfurtscher Activ = Schuld cedirt werden soll; Inmassen auch Inhalts Lit. N. befehlen ist.

TOM. VII. PART. I.

**ANNO 1667.** 11. Bey Gleichen / Blankenhayn und Nieder = Crammichfeld bleibt das Fürstliche Haus Sachsen in possessione vel quasi Juris Territorialis, cum omnibus commodis & emolumentis, so weit es solch bißhero exerciret und im Brand gehalten. Ingleichen wird auch der Graff von Hatzfeld bey der Gewehr seiner Gerechtsame / so weit dieselbe hergebracht / und sonst habenden Gräf. Reichs = Stande gelassen. Es ist aber Ihre Churfürstl. Durchl. zu Sachsen / Inhalts Leipziger Recess gebührend ersucht worden / das Exercitium actuum Superioritatis, bis zu Austrag der Haupt = Sache / uff Maass und Weise in letztermeldetem Recess enthalten / zuführen / und wiewohl / so viel solche Haupt = Sache betrifft / daß selbige uff gültliche Wege hingeleget werden möchte / vorgefallen; So hat es doch wegen Kürze der Zeit vor diesemahl nicht geschehen können / sondern wird man dessentwegen christen zusammen schicken / und fernere Handlung pflegen. Und hat wegen der 500. fl. davon Sachsen-Gotha 117. fl. 17. gl. 11. pf. und Sachsen-Weimar 382. fl. 3. gl. 1. pf. zugehörig / die der Graff von Hatzfeld dem Fürstl. Hause Sachsen interimis = weise zur recognition durch die Unterthanen jährlich zu liefern gewilliget; bey dem / was hievon im Leipziger Recess abgehandelt worden / sein bemenden. Weil auch eventualiter die bey der Fürstlichen Sächsischen Weimarschen Cammer der Stadt Erfurt gehörige Schuld dafür hauffet / hat gemelter Rath deswegen sub Lit. O. eine schriftliche Versicherung von sich gestellet; Und nachdem von Zeit des Leipziger Recess das Fürstliche Haus Sachsen-Weimar an Steuern gedachter Orthen nichts erhoben / sondern dieselben an 600. fl. 7. gl. 1. pf. annoch zurück stehen. So erwartet dasselbe zu förderst dero Bezahlung. Könnte aber jetzgedachtem Fürstlichen Hause wegen obiger 500. fl. andere annehmliche Versicherung gemacht werden / würde es auf fernere Vergleichung. Es sind auch Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit zu Sachsen-Gotha und die Herren Grafen zu Schwarzburg / vermöge beygefügen Schwens sub Lit. P. daß ihnen die Dörffer Güntersleben / Jagersleben und Sülzenbrunn verbleiben / und die Unterthanen deren Dörffer seine Frohnen zu Wandersleben hinführo zu thun schuldig bleiben sollen / gungsam versichert worden; Und bleiben demnach solche Frohnen denen Herren Grafen zu Schwarzburg alleine zu gebrauchen / wohin sie wollen.

Ingegen haben Ihre Fürstliche Durchl. zu Sachsen-Gotha nicht allein auf das Jus Feudalitäts dero Lehnstucke zu Wandersleben und Freudenthal / krafft dieses / Verzicht gethan / sondern auch die aus Wandersleben gefallene und auf beschene Fürstliche Anordnung / verwahrte Nützigungen dem Herrn Grafen von Schwarzburg die Erb- und Heb = Register / auch andere Documenta, so viel deren vorhanden / extradirer / die Unterthanen zu Wollersleben der Pflicht erlassen / selbige hingegen Herr Graff von Hatzfeld / necht Versicherung sie bey ihren Rechten und Gerechtigkeiten verbleiben zu lassen / uffgenommen; Und nachdem nunmehr vermöge Leipziger Recess die Taxation des Borwerz zu Wandersleben werckstellig gemacht worden / so siehet dem Herrn Grafen von Hatzfeld frey / binnen dato und Michaelis des 1669. Jahres die Zahlung des durch die taxation bestimmten pretii an 16682. fl. 10. gl. 6. pf. dergestalt baar zu leisten / daß / da vor der Neu-Endte die Ablösung erfolgte / der Herr Graff von Hatzfeld die fructus naturales, und die Herren Grafen zu Schwarzburg die fructus industrialis samt der Viehe = Nützigungen bis Michaelis heben / sonst aber / und da auff Michaelis, und also nach verrihter Neu-Endte die Einlösung ergienge / die Herren Grafen zu Schwarzburg / neben denen industrialibus ebentals die fructus naturales behalten / und hierüber den Saamen und das Arlohn derer auf das künftige Jahr bestellten Acker / so weit solche Bestellung nicht mit des Dorffs Wandersleben hergekommenen Frohnen verrichtet worden / vom Herrn Grafen von Hatzfeld erstattet werden solle; Und soll nach erfolgter Einlösung der Graff von Hatzfeld angeregetes Borwerz gleich dem Dorff Wandersleben vom Erbtz = Stiff Mayntz zu Mann = Lehn zu erkennen schuldig seyn. Trüge sichs dann zu / daß der Herr Graff von Hatzfeld die auf Michaelis 1669. gefetzte Frist vorbei gehen liesse / und also des Borwerz zu Wandersleben umb das taxirte pretium mitbarer Zahlung nicht an sich bringen würde; So wäre alsdann derselbe hierzu weiter nicht zu zulassen / sondern die Herren Grafen zu Schwarzburg behielten solches Borwerz erb- und eigenthümlichen; Jedoch daß sie dasselbe von Ihre Churfürstl. Gnaden zu Mayntz gleichfalls zu rechten Mann = Lehn trügen / es würde aber solchen falls die Frohne derer Unterthanen im Dorff Wandersleben / welche bis dahin zum Borwerz zu leisten ist / dem Herrn Grafen von Hatzfeld verbleiben; damit auch / woforne binnen solcher zur Einlösung gesetzten Zeit sich casus fortuiti ereigneten / aller besorglicher Streit und Mißverständnis verhütet werde / so ist dahin verglichen / daß solche casus fortuiti; wenn sie nicht aus beweislicher culpa derer Herren Grafen zu Schwarzburg und der Jüngen sich begeben / der Herr Graff von Hatzfeld geten / und deroer ungeachtet das vollständige pretium dero 16682. fl. ablegen und entrichten solle. Was auch die Frohnen betrifft / welche die Unterthanen des Dorffs Wandersleben interim zum Borwerz leisten / haben die Stättliche Schwarzburgische Bediente solche von den Leuten zu fordern; Im fall aber dieselbe ungebührlich auffentrieben / und sich dessen weigern wüßden / denen Hatzfeld. Bedienten / oder in deren Abwesenheit den Schulzen des Orthes umb Hülff anzulangen / da denn die Hatzfeldischen Befehlshaber denen Schwarzburgischen inwiefernliche Hand bieten / oder auf weitem vorgehenden Ungehorsam die Her-

ANNO  
1667.

ren Graffen zu Schwartzburg propria auctoritate durch Gehorsams-Zwang die Unterthanen zur Gebühr anhalten mögen. Im übrigen sollen die Unterthanen des Orths der Religions-Allercuracion halber alles dessen zugehen haben / was dießfalls andern zum besten im Leipziger Recesse Art. 17. verglichen und disponirt ist / und darwieder von niemanden beeinträchtigt werden / gestalt dann auch der Pfarrer daselbst die Besoldung / wie seine Vorfahren zur Zeit der Graffen von Gleichen gelohnt / nochmahls behalten / und dessen hiedurch versichert seyn soll.

Ubrige Gleichl. Lehn und Vffterlehn im Erfurtischen Gebiete in und um Erfurt hat das Fürstl. Haus Sachsen / und zwar Sachsen-Gotha / als jetziger Inhaber des Oberlehn-Rechts / vermittelst Scheins sub Lit. Q. Jhro Churf. Gnaden zu Mayntz abgetreten / welche dann diejenige / so die Singuli inne haben / dem Herrn Graffen von Hatzfeld zur Vffter-Belehnung ferner conferiren. Und sollen von den Herren Graffen zu Schwartzburg die Lehn-teute ihrer dießfalls getragenen Pflicht erlassen / und damit resp. an Jhro Churfürstl. Gnaden und Herrn Graffen von Hatzfeld gemessen werden. Ob auch wohl das Dorf Stäten vermöge des Leipziger Recesses gegen ein gleichmäßiges Lehn / Jhro Churf. Gnaden zu Mayntz cum omni Jure bleiben sollte; so seind sie jedoch Jhro Fürstl. Durchl. zu Sachsen-Gotha zu freudlichem Gefallen hiervon gütwillig abgestanden / und werden nicht weniger die Herren Graffen zu Schwartzburg bey ihren bis dato daselbst gehaltenen Rechten allerding gelassen.

So wirds auch bey dem von Jhro Churfürstl. Gnaden zu Mayntz / ratione der Mayntzischen Lehnstücke / so Herzog Friedrich Wilhelm zu Sachsen Administrator, Christl. Ansehens Anno 1591. von Graf Carl von Gleichen seel. erkaufft / Krafft des Leipziger Recesses in solche Alienation und des gemelten Jahrs darüber aufgerichteten Kaufbrieffes albereit gegebenen Consens nochmahls beständig gelassen / und deswegen ein absonderlicher Consens-Brieff sub Lit. R. antsgewortet; Und weil die fernere Handlung wegen der Gramschfelder See-Teiche und Mühlstädten / Biesenwachs / auch Blandenhain / und Nieder-Gramschfelder Höhen-Jagden / wozu das Fürstl. Haus Sachsen-Gotha und Weimar / sich freywillig erklärt hat / an noch nicht vorgangen; So soll solche auf des Herrn Graffen von Hatzfeld erwartendes Nachsuchen und Vorschlagen unter die Hand genommen werden.

Hiernechst hat dem Fürstl. Hause Sachsen der Herr Graf von Hatzfeld gegen Empfangung seines Pfandschillings / welcher sich auff 27000. fl. befunden / das Dorf Muckeroda abzutreten sich erklärt; und soll auch das Fürstl. Haus in possessione vel quasi des Dorffs Neuendorf verbleiben / bis an Churfürstl. seiten das Dominium Directum erwiesen werden wird; Jedoch daß solches binnen 4. Jahren geschehe / in Verbleibung dessen aber das Fürstliche Haus Sachsen fernern Anspruchs enthalten seyn solle.

Das Gräffliche Gleichl. Archiv. betreffend / hat sich dasselbe bey dem Fürstl. Hause Sachsen nicht finden wollen; Jedoch wird man Fürstlicher Sächs. seiten dero Regierung und Hoff-Gerichte anbefehlen / daß die von Morsfeld contra Hobenlon ventilirte Acta dem Hrn. Grafen von Hatzfeld auf ansuchen mögen vor gelegt / und / so viel daraus vonnöthen / in copia abgefolget werden.

12. Weil vom Fürstl. Hause Sachsen-Weimar dero Beamten in der Voigtey Breimbach und Grossen-Obringen gewisser Immissions-Befehl ertheilet / und die Carthaus in ihre daselbst habende Güter und Zinsen wüchlich inimmiret werden; so hat dieselbe ratione fructuum perceptorum & expensarum sub Lit. S. schriftliche Bericht ausgehändiget.

13. Die von denen in Fürstl. Sächs. Territorio gelegenen Mayntzischer Geistlichkeit eigenthümlich zustehenden Erbzinsen und Gütern zu fordern habende ordinar-Steuer / ist auf Jhro Churfürstl. Gnaden zu Mayntz bewegliches Zureden / und in Ansehung dessen / daß die Besitzer der Aecker und Zins-Güter ohne das die Steuern / wie bißhero zu entrichten / von gesamt Fürstl. Hause Sachsen / gleich vorhin von Sachsen-Altenburg geschehen / dergestalt moderiret / daß sie ins künftige den 6ten Theil aller gangbaren Erbzinsen und Gefällen / an statt solcher Steuern zurück lassen; Jedoch die Fürstl. Bediente diesen für die Steuer bestimmten Antheil Zinsen nicht an einem Ort vor den andern / sondern jedes Ortes absonderlich erheben und abziehen / und darneben / daß annehmliche Frucht geliefert werde / beobachten / auch jedesmal die Stifte-Bediente / daß solcher Zins-Antheil an statt der Steuer vergleichener massen abgetragen werden / quittiren / der Geistlichkeit auch zu denen noch umgangbaren Zinsen / ehisler Möglichkeit nach / verhelffen / selbige bis zu erlangter Richtigkeit auch nicht bengelegt / und so wohl gangbare als umgangbare Zinsen / von allen extraordinar-Anlagen / Inhalts des Haupt-Recesses / freygelassen werden sollen.

14. Bey dem 14. Articul ist kein præstandum vor / sondern es bey dem Vertrag de Anno 1553. gelassen worden.

15. Wie auch so viel den 15. Articul betrifft / es bey dem Leipziger Recesse seyn Bewenden hat.

16. Seind die zwischen der Balfschleber und Kingleber / dann Eyrotau und Wippacher / wie auch Klein Breimbacher Führen vorgewesene strittigkeiten / vermittelst zusammengeschickter Beamten und bedienten auf vorhergenommener Augenchein / auch eingezogene Kundschaft meistentheils gütlich hin / und bengelegt worden / und soll auch das übrige dergestalt ehisens vorgenommen / und erörtert werden.

17. Und ob zwar durch den Westphälischen Friedensschluß die

Stadt Erfurt / und alle dazugehörige / ihrer Religions-Freyheit vorhin genugsam versichert; so haben dennoch Ihre Churf. Gnaden zu Mayntz und dero Erztzufft / zu allem Überfluß / auff Begehren des Fürstl. Hauses Sachsen / die Unterthanen / Adel- und Unadeliche / Geist- und Weltliche in dem Erfurtischen District, wie auch denen Pfands-Itemern Conndorff und Mühlberg / eben-ergestalt Jsteroda / auch Gleichischen und allen andern in diesem Vergleich berührten und abgetretenen Oerthern / da das Exerccitium Augspurgischer Confession in Kirchen und Schulen jeho sibilich / und was in dem 17. Articul des Leipziger Recesses weiter enthalten / darbey ohnhinderlich und ohne Eintrag / zu lassen / beygehende Versicherung mit Consens des Thum-Capituls sub Lit. T. gnädigst ertheilet.

18. 19. 20. Wegen vergleichener Administration der Justitz in künftigen Irungen zwischen Chur-Mayntz. und Fürstl. Sächs. Unterthanen / beyderseits Renunciation auf alle Præten-siones, und gegen den Leipziger Recesse laufsender Ausreden / auch beständiger stetswährender ewiger Freundschaft / hat es allerdings bey erstermehnten Recesse und den darinne beschriebenen modo procedendi seyn Bewenden; Und soll die Kayserl. Maj. ebenfals zu mehrer Befräftigung dieses Recesses umb allernädigste Confirmation gebührend ersüchet werden.

Zu Urtund dessen ist gegenwärtiger Recesse aufgerichtet / und bis zu Erlangung deren sämtlichen Chur- und Fürstlichen Herren Principalen und Interessenten Subscription und Besiglung / welche innerhalb Monatsfrist / von dato an / von einem jeden Jhro Churfürstl. Durchl. zu Sachsen als Mediatorn ohnfelbar emig-schicket werden soll / von denen anwesenden Räten und Abgesand-ten Krafft habender Vollmachten vollzogen worden / alles treulich und sonder Befehde. So geschehen den 26. (16.) May / Anno 1667.

Friedrich Greiffenclau von Dollrath wegen Chur-Mayntz;

Gercon Molitoris D. Chur-Mayntzischer Rath.

Wolff Conrad von Humbshirn / wegen Sachsen-Altenburg.

Hannß Dietrich von Schönberg / wegen Sachsen-Altenburg.

Rudolph Wilhelmus Krause / wegen Sachsen-Weimar.

## XIV.

Protestation und Contradiction Herzogs Joachim 2. Juill;

Ernst zu Holstein-Ploen / wider die von Graf Antonio zu Altenburg vor und im Namen Jhro Königl. Majest. in Dänemark und des Herrn Herzogs zu Holstein-Gottorff Durchl. ergriffene possession der Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst. Geschehen Ploen den 2. July 1667. [Vorstell. des nähern Successions-Rechts Herzogs Joach. Ernsts zu Schleswig-Holstein zu den Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst vor Jhro Königl. Majest. zu Dänemark ic. sub Num. III. in Append. Diar. Europ. Contin. XIX. pag. 117.]

C'est-à-dire,

Protestation de JOACHIM Duc de Holstein-Ploen contre la prise de Possession, des Comtés d'Oldenburg & Delmenhorst, faite par ANTHOINE Comte d'Altenbourg au nom du Roi de Danemarck, & du Duc de Holstein-Gottorp. A Ploen le 2. Juillet 1667.

On Gottes Gnaden Wir Joachim Ernst / Erbe zu Norwegen / Herzog zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Graffe zu Oldenburg und Delmenhorst / ic. Thum vor uns und unsere Nachkommen hiemit kund an mäännlich / tragen auch keinen zweiffel / es werde allen denen jenigen / welchen von des Heil. Röm. Reichs Actis publicis einige wissenschaft beywohnet / albereit zur genüge kund seyn / was gestalt von J. J. Weyl. Kayf. Kayf. Maj. Maximiliano II. und Ferdinando III. glormüdigsten andenkens / denen Herzogen zu Schleswig-Holstein / allersits Linien und Häusern die Anwartsung auf die Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst / als unstrittigen Agnatis allernädigst ertheilet / und in denen darüber aufgefertigten Kayserl. Expectantz-Brieffen es also verordnet worden / daß bey abgehender Gräfl. Oldenburgischen Linien von denen Herzogen zu Schleswig-Holstein der proximior gradus, oder wam sie deßfalls pares wären / der Senior vor allen andern / in beyde obgenannte Graffschafften succediren sollte.

Wann es nun dem Allerhöchsten gefallen / uns bis zu dem tödlichen Hintritt des am 19. des verwichenen Monats seel. verschick-

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

schiedenen letzten Herrn Grafen zu Oldenburg, das Leben zu freiffen / und wir demnach unter allen / jeglicher Zeit lebenden Herzogen zu Schleswig-Holstein / u. an erlebten Jahren / nicht allein der ältteste / sondern auch noch um einen Grad des vor hochvermelbten letzten Herrn Grafen zu Oldenburg seel. Gedächtnis / nächster Better sind / so hätten wir verhoffet / man würde der ex proximioritate sanguinis uns allein zukommender / und in denen Kayserl. Expectantz-Briefen vest fundirter Successions Gerechtigkeit / ihren vigor gelassen / uns in keinem wege eingegriffen / und bevorab die sämtliche Gräff. Oldenburg- und Delmenhorstische Land-Stände (zumahl sie unsere notorische und im gantzem Reich kundbahre Jura, als höchst interessirte Personen / unmöglich ignoriren können) sich keiner andern Herischafft verpflichtet / und unterthänig gemacht haben. Wir sind aber wider alle solche gute Zuversicht / mit nicht weniger verwunderung in Erfahrungticht kommen / daß also fort des andern Tages / nach obbesagten Gräff. Todesfall / Herr Graff Anthonius zu Altenburg vor und im Namen Ihrer Königl. Majest. zu Denmark / u. und des Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf / u. Ebd. eine vermeintliche possession derer Gräffschafft sich angemasset / und die Huldbigung von denen Unterthanen bey geschlossenen Pforten gefordert / nicht allein denen klaren Kayserl. Verordnungen / und Befehl unverantwortlich zuwider lauffet / wir auch und alle unsere Erben und Nachkommen / als ein jeder verständiger leicht zu ermesen hat / hierdurch an unsern wohlhergebrachten Rechten / mit unerfetzlichen schaden gefährdet worden: Also müssen wir billich / vor uns und unsere Nachkommen / allen solchen attentatis seperlich contradiciren / wie wir demenselben hiemit nachmahls in optima forma widersprechen / und sie vor eigenmächtig und nichtig halten / auch darwider uns und unsern Nachkommen alle rechtliche Hülfsmittel und competirende Jura wollen reservirt / und dabey expresse protestirt haben / daß unser bißheriges Stillschweigen (indeme wir wegen Entlegenheit des Orthes von der Sachen gründliche nachricht nicht eher erlangen können) auch alles andern was in diesem Successions-fall / vom hohen Gegenheil biß anhero de facto geschehen / oder noch hinkünftig vorgenommen möchte werden / niemanden zu Erlangung oder Beweiß einigen Rechts dichten / noch irgend zu einem Behelff wider uns / und unsere Nachkommen / angezogen werden solle. Zu mehrern Utkund und kräftigen Valor haben wir diese offenbahre Protestation eigenhändig unterschrieben und mit unserm Fürsßl. Secret besiegeln lassen. So geschehen auf unserm Haupt Ploen / den 2. July Anno 1667.

XV.

15. Juill. *Paqta prœvia inter CAROLUM XI. Regem Suecorum & Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM conventa, super Designatione Mercium quæ pro vetitis sive Contrabandis habendæ sunt. Dat. Hagæ Comitum die 15. Julii 1667. [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems de Charles II. & meilleure que celle de la premiere Edition, de ce Grand Recueil de Hollande. Tom. IV. pag. 203.]*

*Paqta prœvia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalarumque Regem & Principem Hereditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Caroliæ, Bremæ, Verde, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia, Principem Rugiæ, Dominum Ingræ & Wismariæ; Nec non Comitum Palatinum Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivie & Montium Ducem, & Cæsos ac Præputentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, super Mercium quæ pro vetitis sive Contrabandis habendæ designatione aliisque eo pertinentibus negotiis, communi consensu placita, protenus quidem ad amussim præstanda atque adimplenda, dehinc autem solemniter de re maritima Tractatui inter Sereniss. Regiam Majest. Sueciæ, & Celsitudinem D. D. Ordinum sanciendo, inferenda.*

I. **S**ubditis ac Incolis Sueciæ, simul ac Fœderati Belgii, plena Commerciorum atque Navigationis hinc inde libertas erit per Regna, Status, Ditiones & Provincias, quæ cum Seren. Regia Majest. Sueciæ, aut cum Celsitudine D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii, Pacis, Amicitia aut Neutralitatis jus sive jam nunc exercent, sive exercebunt in posterum. Eaque libertas nequaquam interpellenda aut turbanda per alterutrius Partis ejusve Subditorum navigia ex occasione

inimicitiarum, quæ illi ejusve Successoribus intercedant fortè, vel de futuro sint intercessuræ; cum Regnis, Statu, Ditionibus, quibuscum Parti alteri jus Fœderum aut Neutralitatis intercedat, intercessurumve sit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas sit, Subditis, Incolisvè Ditionis alterutrius Fœderatorum prohibitas Mercês (quas *Contrabandas* vocant) importare in Regna vel Regiones, quibuscum quidem ipse ex sua parte aut Amicitiam, aut Neutralitatem colat, sed adversum quos alter Fœderatorum Bello vel jam implicetur, vel implicandus sit de futuro.

III. Ut verò evitentur penitus atque amoveantur Controversiæ & disceptationes, quæ ob designandam jam dictam Mercem de *Contrabanda* oriri aliquando possent, convenit utrimque ac pro re rata habitum est, hoc in numero duci & censerî oportere Arma quævis ad vim tam propulsandam quam inferendam apta, præsertim quæ ignem concipiunt pulvere tormentario, quem dicunt, admoto, aliaque eodem pertinentia, ejus verò generis intelligantur *Tormenta Bellica majora & minorâ omnis generis, quæ Canones & Sclopeta vulgo dicuntur, Mortaria, Petardæ, Bombæ, Granatæ, Saucisæ, Corona Piceæ, affensæ, Furcæ Sclopetariæ, Bandelaria, Pulvis Tormentarius, Fomites sive Lonten, Glândes Tormentariæ tam ferreæ quam plumbææ, Nitrum sive Salpetra, Enses, Lanceæ, Hastæ, Hellebardæ, Bipennes, Flagella armata, Cuspides, & reliqua id genus Arma ad vim inferendam apta. Tum Cassides, Galeæ, Lorice, Thoracæ aeni ferreæque, Clipei, aliaque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad Bellum instruendum utilia quæcumque, nempe Equi, Ephippia, Sclopetorum Equestrium reconditoria, & quicquid denique utile aut necessarium ad instruendos equos tam Turmarum equestrium, quam rei tormentariæ, nisi numero sint admodum exiguo, ut inde conjectura probabilis elici possit, eadem non ad Bellum sed ad alios usus esse destinata.*

IV. Mercis prohibita nequaquam accensibuntur, *Pecunia, Frumenti ac leguminis genus omne, Sal, Vinum, Oleum;* nec quicquid ad victum aut alimentum refertur, sed nec *Ferrum, Cuprum, As,* nec quicquid ad Naves construendas, instruendasvè, necessarium est, cujus nota sunt *Cannabis, Lintheamæ velis nauticis aptum, Piceis tam liquida quam arida omne genus, Mali, Trabes, lignum incurvum, Tabulæ navales, rudentes, anchoræ, vel anchorarum partes quælibet;* hoc in numero habebuntur, nec aliæ Mercês, quæ pro terrestri vel maritimo Bello formari non acceperunt, multò minus hæ, quæ ad alium quemvis usum jam apparatus ac conformatae sunt, nec aliud Mercimonii genus quodcumque, quod præcedenti parographo designatum non sit. Sed id omne transportari huc illuc licebit, etiam ad illas Nationes quibuscum Fœderatorum alter Bello jam nunc involutus est, aut postmodum involvi possit.

V. Attamen nec *Pecuniam* nec *Commeatum* aut quicquid vitæ per alimentum sustentandæ conducit, quod jam supra parographo quarto inter licitam Mercem sit numeratum, nec Militem nec quid aliud ex hisce rebus, quæ Hosti in commodum vel adjumentum modo quocumque cedant, submitti hinc inde fas esto ad Munimenta, Oppida vel loca præsidio militari instructa, quamdiu ea ipsa per Militem Fœderati alterutrius, respectu locorum in Oris maritimis sitorum, tam Terra quam Mari, obsidione cingi vel manu armata affideri contingeret, animo eadem in potestatem suam redigendi.

VI. Porro ut impediatur, ne Mercês in illicitis jam designatæ ad Hostem Fœderati alterutrius subvehantur, vel etiam ne, sub hoc ipso subvectionis impediendæ prætextu, libertas securitasque Navigationis & Commerciorum detrimenti quid capiat, ab Incolis, Subditisque Ditionis alterutrius ubivis locorum, tam in Porto atque Statione navali alterutrius Fœderati, quam in aperto Mari, nihil omninò requiri aut exigi jus esto, præter exhibitionem talis Diplomatis, quale utrimque usus hæctenus confirmavit, aut quale deinceps per *Paqta* rei maritimæ utrimque ineunda ratum habebitur; Exhiberi ad hæc necessum erit Literas *Passæportus*, in quibus quantitas qualitasque Mercis, quæ Navis onerata est, designetur, & eas quidem indultas ab Officialibus publicâ auctoritate constitutis illic locorum, unde Merx ipsa transportatur, & juxta quas Jura, quæ pro Mercimonis transportandis debebantur, perfoluta sunt; quod si Navis hæc non nihil Mercium veterarum, quas de *Contrabanda* vocant, vehit, oportebit in Literis *Passæportus* exprimi, atque designari ea loca, ad quæ id genus

ANNO  
1667.

nus Merces devehendæ sunt; post quam exhibitionem scrutationi aut visitationi Naves, Mercesque non subijciuntur, nec quicquam damni, moræ aut molestiæ iisdem, quocumque sub prætextu obijciuntur.

VII. Quod si confliterit Naves ad Subditos alterutrius Fœderati pertinentes, quæ ex toto vel ex parte Merce interdicta hujuscemodi oneratae sunt, ad Portum quem hostilem aut ad loca inimicæ Ditioni subiecta destinari, Merx omnis ejuscemodi prohibita per Judicem competentem Fisco addicetur. Naves ipsæ & quod reliquum Mercimonii hæc veriti in iis erit, tutum à Fisco illibatumque permanebit.

VIII. Bona sive Merx quæcumque pertinens ad Subditos Fœderatorum alterutri, etiã illa, quam ex superiorum Paragraphorum Auctoritate permissam ac neutiquam prohibitam esse constabit, in Navibus inimicis fortè deprehensa, in prædam occupanti cedat, ac Fisco addicatur, ulla sine exceptione; Contra tutum omnino & immune à Fisco habeatur quicquid Navigiis ad Fœderati alterutrius Subditos pertinentibus concrederet, utcumque sit Parti alterutri inimicorum, excepta solummodo Merce de *Contrabanda* ad Portum hostilem destinata, adversus quam procedatur per modos jam supra designatos, sed & *vectores* quoscumque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius, tutos navigare conveniet, dum devehuntur aliquo in Navi Partis Fœderatæ hujus vel illius, nec eos inde avelli aut auferri licebit, exceptis tantum *Ducibus* sive Officialibus hostilibus.

IX. Denique D. D. Ordines statim post subscriptionem harum Tabularum mandabunt, ut Naves Merxque omnis ad Subditos *Suecane* Ditionis pertinentes, atque ex auctoritate Paragraphorum superiorum pro licitiis habendæ, quas in potestate occupantium, aut in Custodia *Admiralitat* Belgicæ liquebit etiamnum detineri, nec Fisco hæcenus addictas esse, quasve occupari, postquam Pactis hisce jam subscriptum erit, continget, quantocius Proprietariis restituantur.

X. Quantum verò attinet ad restitutionem Navium Merciumque quarundam *Suecanarum*, quas per Sententiam solemnem Collegiorum rei maritimæ sive *Admiralitat* per *Fœderatum Belgium* pro Jure captis habitas, ac proinde Fisco addictas esse constabit, cum nomine Regiæ Majestatis Sueciæ contendatur, urgeaturque solemnnes hasce Sententias sub fundamento minus stabili solidoque ac parum validis de causis, quæ per Patronos Fiscus *Admiralitat* in rem suam sint allegatæ, iatas fuisse, curæ erit D. D. Ordinibus ut ejuscemodi Sententiæ secundum Leges & Statuta Fœderati Belgii per *Revisionis*, quam vocant, formam, altiori, attentiorique indagini permittantur, Judicibusque *Admiralitat* Ordinariis, alii extra ordinem, ut fieri consuevit, Judices periti, quique in partibus non sint, adjungantur. Quod si rationes nonnullas solidas in causam continget proferri, quæ conducant ad revocandos *fatalem revisionis*, aliorumvè defectum neglectumvè decursus; post elapsam jam liti persequendæ tempus præscriptum, iis locum haud quaquam defore D. D. Ordines pollicentur.

Hisce Pactis subscriptum est per nos Legatum & Ablegatum Extraordinarios S. Reg. Majestatis Sueciæ ab una parte, à parte verò altera per nos Commissarios Celsitudinis D. D. Ordinum Fœderati Belgii Generalium, & de Pactis iisdem utrimque debitum in modum convenit. Promittentes nos hinc inde hæc ipsa Pacta per Regiam Majestatem Sueciæ, ac Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium ratihabenda, ratihabitionemque hinc inde exhibendam ac tradendam fore intra spatium *trium mensium*. Cujus in rei fidem majorem manu nostra, nollroque Sigillo hoc Diploma sancivimus. Actum Hagæ-Comitum Anno 1667. die 7. Julii.

(L. S.) Christoph. Delpbicus	(L. S.) J. van Gens.
B. ac Comes à Dhona.	(L. S.) B. d'Asperen.
(L. S.) Haraldus Appelboom.	(L. S.) Johan de Witt.
	(L. S.) M. van Crommon.
	(L. S.) J. Hoolek.
	(L. S.) E. van Bootsma.
	(L. S.) W. Royer.
	(L. S.) J. Iffbrandts.

Articuli separati.

Quandoquidem Paragrapho quarto Conventionis præviæ, hodie inter Dominos Legatum & Ablegatum Reg. Majest. Sueciæ extraordinarios, Cel-

itudinisque D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii Commissarios conclusæ generatim statutum sit, in veitarum Mercium, quas *Contrabandas* vocant, numerum referendum non esse, quicquid ad Naves conftruendas instruendasve conducit, cujus sunt notæ, *Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Picis, tam liquida quam arida omne genus, Mali, Trabes, lignum incurvum, tabule navales, rudentes, anchoræ earumque partes quælibet*, sed ea omnia à Fœderati alterutrius Subditis liberè transportari posse, etiã ad eas Nationes quibuscum Fœderatorum alter Bello jam implicatus est, vel cui posthac Bello implicari forte contingeret. At verò quando R. Majest. Sueciæ plena jam nunc gaudet Pace, nec ulla omnino depræliatur cum Gente, contraque Fœderati Belgii Republica cum *Britanniarum* Rege Bello decernat navali, atque hanc ob causam D. D. Ord. declarant durante hoc rerum statu permitti aut indulgeri abs sese nequaquam posse, ut ne inter Merces *illicitam* habeatur, ac proinde Fisco prædæque non sit obnoxium omne id, quod ad conftruendas instruendasve Naves bellicas referri potest, ut sunt *Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Picis tam liquida quam arida omne genus, Mali majores, Trabes majores, lignum incurvum, Tabule navales quernicæ, rudentes majoris generis, majores anchoræ*, earumque partes quælibet, quotiescunque hæc omnia aut singula devehuntur in loca Ditionis *Britannicæ*, utpote Instrumenta præcipua, per quæ à *Britannicæ Fœderato Belgio* damnium vel maximè inferunt. Itaque ut de vero ac genuino istius Paragraphi *quarti* sensu constet, invicem placuit atque decretum est, licitum nullatenus fore, modo designatas Merces, quæ ad Naves bellicas conftruendas instruendasve requiruntur, in Portus aliave loca sub Imperio Magnæ *Britanniæ* Regis constituta per omnè Belli hujuscæ *Britannicæ* tempus subvehere, ac D. D. Ordinibus Jus potestatemque manere, earum quamlibet, quâocumque illuc devehit deprehendatur, intercipiendi ac Fisco addicendi. Ad quascunque autem alias Gentes, quibuscum Fœderatorum uterque Pacis, Amicitia vel Neutralitatis jura exercet, Merces hasce ipsas & Navale Instrumentum omne liberè ac tuto devehere permissum erit.

II. Cum autem nomine S. Reg. Majest. Sueciæ expositum sit, hac presentis Belli Anglo-Belgici occasione venire frequenter, Naves *Suecanas* in Fœderati Belgii Ditionem appellas Sociis Navalibus privari, qui muneribus forte aut stipendiis mensuris aliquanto largioribus invitati alibi operam suam addicant, unde incommodi non parum ad *Suecanarum* Navium Magistros, discessum molientes redundet, cum haud liceat illis per edicta D. D. Ordinum, novos ex Fœderati Belgii Incolis Socios Navales loco elabentium deligere, sibi que adsciscere; Ea propter D. D. Ordines, quo palam faciant R. S. M. affectum suum *Suecane* Navigationis commoda promovendi, promittunt, si quando Navium *Suecanarum* Magistri ostenderint, Socium Sociosve suos Navales fugitivos operam suam Fœderato Belgio addixisse, ac sub hujus vel istius Navis Belgicæ Præfecto reipsa stipendia mereri, de rigore Edictorum suorum remissuros, Naviumque *Suecanarum* Magistris potestatem facturos, Socios Navales alios pari numero in locum fugitivorum horum deligendi, obsequiisque suis addicendi.

III. Præterea ne impensæ Judicii *Revisorii*, quod beneficio Paragraphi decimi modo dictæ *Conventionis præviæ* institui poterit, eorum, quorum interest singulis nimis graves sint, vel quemquam à persequendo Jure suo deterreat, promittunt itidem D. D. Ordines sese Causas eorum omnes, quibus *Diplomata Revisionis* indulserunt, iisdem Judicibus extra ordinem deligendis Judicibusque *Admiralitat* Ordinariis adjungendis, junctim decidendas commissuros.

Pacta hæc ejusdem roboris fore cum reliquis modo dicta *Conventionie præviæ* comprehensis, eademque fide præstanda, ac eodem tempore à Dominis Superioribus respectivo nostris ratihabenda spondemus. Cujus in rei fidem majorem manu nostra, nollroque Sigillo Tabulas hascæ sancivimus. Actum Hagæ Comitum die 16. Julii 1667.

(L. S.) Christoph. Delpbicus	(L. S.) J. van Gens.
B. ac Comes à Dona.	(L. S.) B. d'Asperen.
(L. S.) Haraldus Appelboom.	(L. S.) Johan de Wit.
	(L. S.) M. van Crommon.
	(L. S.) G. Hoolek.
	(L. S.) E. van Bootsma.
	(L. S.) W. Royer.
	(L. S.) J. Tibrants.



ANNO  
1667.

XVI.

18. Juill. *Traité de continuation de Paix entre CHARLES XI. Roi de Suède, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, Fait à la Haye, le 18. Juillet, 1667.* [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 487. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Diarium Europæum*. Contin. XX. Append. pag. 39.]

SUEDE ET  
LES PRO-  
VINCES-  
UNIES.

Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis & Principis Hæreditarii, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Casubriæ & Vandalicæ, Principis Rugiæ, Domini Ingridiæ & Wismariæ, nec non Comitum Palatini Rheni, Bavarici, Juliaci, Clivici & Montium Ducis, Legatus extraordinarius, Campi Marefchallus, Consiliarius Bellicus *Chrysophorus Delphicus*, Burggravius & Comes in *Dbona*, Hæreditarius Dominus in *Carwinden*, *Schlobitten*, *Borgdorf*, *Stockenfelts*, & *Fischbach*, S. R. M. Sueciæ Abligatus extraordinarius; & Consiliarius Aulicus *Haraldus Appelboom*, Hæreditarius de *Soderbii*; Nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad hunc actum specialiter Deputati Commissarii *Johan Baro de Gent*, *Philippus Jacobus van den Boeselaer*, *Baro d'Asperen*, *Johan de With*, Consiliarius & Pensionarius Hollandiæ & Westfrisiæ, *Joannes Kien*, *Gysbertus vander Hoolck*, Senator atque Exconsul Ultrajectinus, *Epæus Bootsma*, *Ewerwyn van Bentheim* J. U. D. & *Johan Ybrauts* Senator Groninganus, respective Deputati Ordinarii ad Concessum Ordinum Generalium Fœderati Belgii nomine Provinciarum Gelriæ, Hollandiæ, Westfrisiæque, Zelandiæ, Ultrajecti, Frisiæ, Transilvaniæ, & Groningæ Omlandique. Notum testatumque facimus, quod sicuti S. Reg. M. Prædecessoribus Regibus Sueciæ, & Celsitudini Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii constans semper fuit propositum, ac propensissima voluntas stabilendi atque promovendi veterem illam amicitiam atque necessitudinem quæ à multis retro annis inter eos viguit, ac magno utriusque Subditorum commodo arctioribus aliquot Fœderum vinculis firmata fuit; Nec non in herba opprimendi atque componendi omnes difficultates atque controversias, quæ prout variæ sunt rerum humanarum vicissitudines, subinde enatæ fuerunt, quo suus in perpetuum dictæ Amicitia, Fœderibusque vigor constaret atque conservaretur, ita etiam impræsentiarum Domini ac Superiores respective nostri laudabili majorum atque Prædecessorum suorum instituto insistere decreverint, nobisque in mandatis dederint, ut examinatis probeque perpenis omnibus iis, quæ S. R. M. Sueciæ ac Celsitudo D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii, pro Jure Amicitia ac vigore Fœderum à sese invicem desiderare profiterentur, eò consilia nostra dirigeremus, quò dictis Dominorum atque Superiorum nostrorum votis satisficeret, atque ut statueremus & decerneremus omne id, quod in turbato hocce rerum statu bono communi conducere judicaretur. In eum itaque finem congressi, maturâ instituta deliberatione, & exhibitis Procuratoris vigore Potestatis nobis per ea concessæ, in sequentia Capita consensimus & convenimus.

I. Inprimis quidem sit ac maneat in perpetuum inter Serenissimum ac Potentissimum Regem Sueciæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque respective Regna, Ditiones, Provincias, ac Subditos, sublatis & abolitis omnibus controversiis & similitatibus, pristina, vera, fida, ac constans amicitia & necessitudo arctissima; sint itidem ac maneat in plenissimo vigore antiqua Fœdera & Pacta inter S. R. M. Sueciæ & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii annis respective 1640. *Holmiæ*, 1645. *Suderoçæ*, & 1665. *Elbingæ* in Borussia conclusa, cum omnibus eorundem Articulis, tanquam præcipuum & immotum istius amicitia & necessitudinis arctioris fundamentum & vinculum.

II. Quo autem de fidæ istius amicitia, & confidentia sincere serioque servandæ cultu, deque effectu & reali præstatione eorum, quæ in supradictis Fœderibus invicem promissa sunt, Serenissimus ac Potentissimus

Rex Sueciæ, & Celsi ac Præpotentes D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii omnino certi esse possint, declarant, nulla sese habere cum quoquam Fœdera, aliasve Conventions, quæ supradictis Fœderibus, Pactisve præsentibus adversentur, vel quoquo modo impedimento sint, quo minus ea in omnibus suis Articulis & Capitibus bona fide adimplere possint.

III. Quandoquidem vero super dicto Fœdere inter S. R. M. Sueciæ & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, die 1. Septembris Anni 1656. *Elbingæ* in Borussia sancito, Tractatus vulgo dictus *Elucidationum Helsingoræ* die 29. *Novemb.* Anni 1659. conclusus fuerit, ejusque abrogationem dicta S. R. M. postea mutuo consensu decerni petierit, Celsisque ac Præpotentibus D. D. Ord. jam Anno 1666. proxime elapso placuerit desiderii Regis annuere, adeoque inter Suæ Majest. Commissarios ac Fœderati Belgiteo tempore in Sueciam extra ordinem Deputatum, eâ de re jam tum conveniam; idcirco quo isthæ Fœderatorum utriusque Consilia scopum quo collimaverant, omnino assequantur, placuit Conventions hacce mutua eadem sancire, istumque Tractatum *Elucidationum Fœderis Elbingensis*, die 29. *Novemb.* Anni 1659. conclusum, abrogare, dissolvere, vimque & effectum ejusdem plane & in perpetuum rescindere, extinguere, irritumque & omnino nullum declarare, quemadmodum idem vi ac vigore præsentium abrogatur, dissolvitur, visque & effectus ejusdem plane & in perpetuum rescinditur, extinguitur, irritusque & omnino nullus declaratur. Ita tamen ut ipsimet Tractatu *Elbingensi* nihilominus vigor suus in omnibus illæus atque illibatus constet atque conservetur, prout verus ac genuinus verborum ejus sensus dictat atque præscribit.

IV. Vigeat præterea liber Navigationis ac Commerciorum usus, juxta priorum Fœderum tenorem Pactaque nupera de *vetitarum Mercium*, quas *Contrabandas* vocant, designatione, aliisque eò pertinentibus negotiis die 6. *Julii* lt. vet. proximè elapsi conclusa, eaque de quibus pleniori de re maritima Tractu quàm primum faciendi specialius convenietur.

V. Controversiæ autem quæ inter S. Reg. Majest. Sueciæ ejusque Privilegio instructam Societatem *Sueco-Africanam* & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque itidem Privilegio munitam Societatem Generalem *Indiæ Occidentalis* ejusque Fœderati Belgii oborta fuerunt de proprietate quorundam locorum & nominatim Fortalitii *Cabo Corso* in *Guinea* Africa Littore siti, & de Commercii quæ iisdem in Locis exercentur, nec non de Navi quadam *Christina* nuncupata, in dictis Oris capta ac subhastata, compositæ atque sopitæ sunt modo & conditionibus sequentibus.

Ac primo quidem Serenissimus ac Potentissimus Rex Sueciæ, ejusdemque Societas *Sueco-Africana* suo quisque nomine renunciabunt, quemadmodum hisce præsentibus renunciant omnibus omnino actionibus & prætensionibus, quæ ab iis in hunc usque diem in Societatem *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii, circa dictum Fortalitium *Cabo Corso*, & dictam Navim *Christinam* institutæ vel motæ sunt, qualescunque illæ sint aut quo nomine institutæ fuerint; vel institui possint; sicut ab altera quoque parte Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, & eorum Privilegio munita Societas *Indiæ Occidentalis* renunciant etiam omnibus actionibus & prætensionibus, quæ ab iis aut ab ea in dictam Societatem *Africanam* motæ sunt aut moveri possent, qualescunque eæ sint, sine ulla exceptione.

Secundo summè memoratus Rex Sueciæ dictaque ejusdem Societas *Sueco-Africana* altememoratis D. D. Ordinibus Generalibus, dictaque Societati *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii cedunt, & in eos transferunt omne Jus, possessionem, actiones & Prætensiones, quas S. Reg. Maj. Sueciæ aut ejusdem Societas *Sueco-Africana* aut re vera habuerunt; aut se habere putaverunt in Fortalitium, situm in Promontorio *Cabo Corso* nominato, ut & omne Jus ab eo dependens, nec non omnia reliqua Fortalitia & receptacula in *Guinea* in Africa Littore sita, cum omnibus Juribus ab iis dependentibus, cum hac renunciatione speciali, quod nec altissimè memorato Regi, nec ejusdem Societati *Africanae*, nec etiam reliquis ejusdem Coronæ Subditis ad dictum Fortalitium dictaque receptacula, locaque ab iis dependentia, navigare, aut ibidem Commerciorum gratia appellere licebit, directè vel indirectè, & quod S. Reg. Majest. dictaque Societas *Sueco-Africana* nemini omnino nec Subditis nec advenis, ut ad dicta Loca navi-

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

navigent, neque auctores erunt, neque permittent, neque etiam eos protegent.

*Tertio*, quod Navis dicta *Christina* cum suo onere, & cum suis Dependentiis cedet dictæ Societati Indiæ Occidentalis *Fœderati Belgii*, & cum in finem dictæ S. Reg. Majest. renunciat tam suo nomine, quam nomine dictæ Societatis *Sueco-Africane*, & reliquorum omnium quorum interest, & quibus in dictam Navem, & in Merces, quibus onerata erat, cum omnibus Dependentiis, aliquod Jus erat, commodo & usui dictæ Societatis *Indiæ Occidentalis Fœderati Belgii*.

*Quarto* & postremo hac de causa perfolventur *Amstelodami* ei vel iis, quos dicta Regia Majest. ad id constituet, *centum & quadraginta millia Imperialium in Specie*, vulgo de *Banca* dictorum, simul ac hisce Tabulis subscriptum, & earum Ratihabitiones in debita forma exhibitæ & commutatæ erunt.

VI. Controversias autem, quæ inter Societatem *Sueco-Africanam* & Indiæ Occidentalis *Fœderati Belgii* intercedunt, ratione damnorum quæ sibi à sese invicem in *America* illata esse prætendunt, secundum Justitiæ & æquitatis regulas cum dictæ S. R. M. Abligato *Hagæ Comitum* quantocius examinandas, desuper transigendum, Partique læsæ confessim & sine mora satisfaciendum esse, statutum atque decretum est.

VII. Quod attinet *Subsidia* quæ Serenissimus ac Potentissimus Rex *Sueciæ* tenore Pactorum superioribus temporibus initorum hæctenus à *Fœderato Belgio* postulavit, aliasque prætensiones quascunque quæ eodem vel quocunque alio sub titulo aut prætextu moveri vel institui possent, S. R. M. evidenti signo testari desiderans, quanti faciat amicitia antiquæ cum *Fœderato Belgio* restaurationem & coalitionem, obinde declaravit, sicuti & hoc ipso declarat sese dictis postularis & prætensionibus omnibus renuntiaturam, quemadmodum iis omnibus vigore præsentium pro se & Successoribus suis, penitus & in perpetuum renunciat, ita ut nullo modo in posterum à parte Regis Regni que *Sueciæ* urgeri possint vel debeant.

VIII. Vicissim quod attinet *auxilia*, quæ Celsi ac Præpotentes *Domini Ordines* Generales *Fœderati Belgii* à Serenissimo ac Potentissimo Rege *Sueciæ* hæctenus efflagitaverunt, aliasque prætensiones quascunque, quæ eodem vel alio quocunque sub titulo aut prætextu moveri vel institui possent, *Domini Ordines* consimili evidenti testari desiderantes, quanti faciant amicitia antiquæ & necessitudinis ætioris, cum S. R. M. Regno que *Sueciæ* nexum, obinde declaraverunt, sicuti & hoc ipso declarant, sese dictis postularis & prætensionibus omnibus renuntiaturos, quemadmodum iis omnibus vi ac vigore præsentium penitus & in perpetuum renunciant, ita ut nullo modo in posterum à parte *Fœderati Belgii* urgeri possint vel debeant.

IX. Quamvis autem, ut omnem omnino in futurum diffidentia ansam præciderent, amoverentque omne id quod pristinae confidentia reducenda, quoquo modo obesse posset, Serenissimo ac Potentissimo Regi *Sueciæ*, Celsisque ac Præpotentibus D. D. Ordinibus Generalibus *Fœderati Belgii*, proxime præcedentibus Paragraphis renunciare placuerit omnibus in universum prætensionibus, quæ quocunque sub titulo aut prætextu utrinque moveri vel institui possent, mentem tamen suam neutiquam esse declarant generali isthac renunciatione præjudicium ullo modo facere privatis Subditorum utrinque suorum actionibus, Juribusque, iisve, quæ nomine publico vel privato iisdem legitime debentur, at vero promittunt, iisdem quam primum sese satisfacturos, & ut à Subditis suis satisfacturatos: Jus quoque iisdem secundum Leges & Pacta sine ambagibus, ullove respectu integre ut reddatur, redditumque sine ulla procrastinatione aut mora executioni ut mandetur, operam daturus. In negotio autem inter *Groot Joannem* & *Crivisios* controverso terminando, observabitur id, de quo partim jam convenit, & posthac conveniet ulterius.

Pacta hæc bona fide præstanda, atque à S. R. M. *Sueciæ*, & Celsitudine *Dominorum Ordinum* Generalium *Fœderati Belgii* rata habenda, ratihabitionesque hinc inde intra spacium trium mensium exhibendas atque tradendas fore promittimus. In cuius rei fidem majorem nos supranominati Serenissimi ac Potentissimi Regis *Sueciæ* Legatus & Abligatus extraordinarius; Nosque Celsorum ac Præpotentium *Dominorum Ordinum* Generalium *Fœderati Belgii* Com-

missarii manu nostra, nostrosque Sigillo Tabulas hæc sancivimus. Actum Hagæ Comitum Anno 1667. die 18. Julii.

ANNO  
1667.

(L. S.) *Christophorus Del-*  
*phicus B. ac Comes in*  
*Dbona.*

(L. S.) *Haraldus Appelboom.*

(L. S.) *J. van Gent.*

(L. S.) *B. d'Asperen.*

(L. S.) *Johan de Wih.*

(L. S.) *Johan Kien.*

(L. S.) *G. Hoolck.*

(L. S.) *E. van Bootsma.*

(L. S.) *E. van Bentheim.*

(L. S.) *J. Yibrants.*

## XVII.

*Traité (1) de Paix entre Louis XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Angleterre, par lequel Sa Majesté T. C. restituë aux Anglois, la partie de l'Isle de St. Christophle qu'ils possèdent avant l'année 1665; comme aussi les Isles d'Antigoa & Montsarat, & toutes les autres Isles & Terres, prises & occupées pendant la Guerre; en échange de quoi Sa Majesté Britannique restituë au Roi T. C. l'Acadie, & toutes les Isles & Fortereffes qu'il possédoit avant l'année 1665. Fait à Breda le 31. Juillet 1667. Avec le POUVOIR du Roi T. C. donné à Versailles le 15. Avril 1667. Celui du Roi Britannique donné à Westmunster le 15. Avril 1667. La RATIFICATION du Roi T. C. donnée à Audenarde le 8. jour d'Août 1667. Et l'Affê de la Publication de la Paix, fait à Breda le 21. d'Août 1667. [Recueil de LEONARD Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES. Tom. IV. pag. 395. dans AIRZEMA, Saaken van Staat en Oorlogh. Tom. XIII. pag. 155. en Latin, dans le Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 452. en Latin & en Allemand; dans le Diarium Europæum Continuum. XX. in Append. pag. 62. en Latin; & dans LONDORPII Acta publica Tom. IX. pag. 518. en Allemand.]*

A Tous ceux en general, & à chacun en particulier, qui sont intéressés, ou qui le pourroient être en quelque façon que ce soit. L'on fait à seavoir, Qu'après que la Guerre s'est allumée entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Louis XIV. Roi de France & de Navarre, d'une part; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, d'autre, à l'occasion de la Guerre qui estoit entre lui Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas, les affaires ont esté enfin réduites à ce point par la Bonté divine, que l'on a conceu des pensées de faire la Paix, le Serenissime & Tres-puissant Prince Charles Roi de Suede, des Gôths & Vandales ayant interposé les bons & sinceres offices de sa Mediation, porté d'un amour & affection particulière qu'il a pour les Rois susnommez qui se faisoient la Guerre & pour leurs Royaimés, & aussi poussé du zele qu'il a pour le salut de la Chrétienté, & pour y rétablir & conserver le repos & la tranquillité: Et que pour parvenir à cette fin, les Parties d'un mutuel consentement & accord, ont pris & nommé la Ville de Breda pour le lieu de l'Assemblée des Ambassadeurs & Plenipotentiaires. Pour l'avancement de laquelle affaire & negotiation, & pour la conduire à la perfection tant

(1) Ce Traité fut fait en Latin, mais deux raisons ont fait préférer la Copie Françoisse qu'on en donne aux Copies Latines du *Theatrum Pacis* & d'Airzema; l'une qu'ayant été publiée à Paris par ordre du Roi, & imprimée avec Privilège chez son Imprimeur ordinaire, elle est par conséquent authentique; & l'autre qu'après l'avoir conférée à une Copie manuscrite, qui se gardoit dans les Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, on l'a trouvée entièrement semblable. [DUM.]

ANNO  
1667.

tant souhaitée, les Ambassadeurs extraordinaires de sa Sacrée Royale Majesté de Suede, le Sr. GEORGE FLEMMINGH, libre Baron de Liebelits, Seigneur de Normaas & Lydinge, Sénateur de sa Sacrée Royale Majesté & du Royaume de Suede, & Conseiller de la Chancellerie; & le Sr. CHRISTOPHE DELPHIQUE, Burgrave & Comte de Dhona, Seigneur Hereditaire de Caritinden, Schlobitten, Bourgsdoff, Stockenfelts, & Fischbach, Maréchal de Camp dans les Affaires de la Guerre; & encore le Seigneur PIERRE JULES COVET, Seigneur Hereditaire de Bengsboda & Lyangebygard, Chevalier, Conseiller d'Etat Aulique de sa Sacrée Royale Majesté & de sa Chancellerie (qui toutefois peu de tems après son arrivée en ce lieu a esté prévenu de mort inopinée, lors qu'il estoit occupé & qu'il travailloit à un ouvrage si saint) ont employé avec promptitude & sincerité toute leur industrie, adresse & prudence. Et pareillement les Rois ci-dessus nommez tendant à une si bonne fin, ont commis & député pour traiter l'accommodement & la Paix leurs Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires; à sçavoir le Roi Tres-Chrétien, le Sr. GODEFROY D'ÉSTRADES, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majesté, Gouverneur de Dunkerke, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amérique, Chevalier des Ordres de sa Sacrée Royale Majesté; & le Sr. HONORE COURTIN, Conseiller d'Etat de sa Sacrée Royale Majesté, & Maître des Requestes: Et le Roi de la Grande Bretagne, le Sr. DENZEL HOLLES, Baron d'Isfeld, Conseiller de sa Sacrée Royale Majesté & le Sr. HENRY COVENTRYE, Fils de Tres-honoré Seigneur Thomas Coventrye, vivant Garde du Grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de la Chambre de sa Sacrée Royale Majesté, Sénateur dans le Conseil suprême ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire pour l'adjudication des Terres du Royaume d'Irlande. Lesquels après avoir échangé & communiqué entre eux les Lettres de leurs Plein-Pouvoirs, dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin du present Traité, ont d'un commun accord & consentement fait le Traité d'Amitié & Confédération aux conditions suivantes.

**PREMIEREMENT.** Il y aura Paix universelle, perpetuelle, vraie & sincere amitié entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi Tres-Chrétien, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, leurs Heritiers & Successeurs, & aussi entre leurs Royaumes, Estars & Sujets; laquelle Paix sera sincerement & inviolablement gardée & observée, en sorte que l'un fasse ce qui sera pour l'utilité, honneur & bien de l'autre; & que de part & d'autre l'on vive comme voisins qui ont confiance reciproque; & qu'enfin l'ancienne amitié reprenne force & vigueur.

II. Toutes les inimitiez, hostilitéz, discordes, & Guerres entre les susnommez le Roi Tres-Chrétien, & le Roi de la Grande Bretagne, cesseront & demeureront abolies: en sorte que l'un & l'autre s'abstiendront à l'avenir de se piller, dépreder, de se faire tort ou injure, de se molester & inquieter en quelque maniere que ce soit, par Terre ou par Mer, ou dans les Rivieres en quelque part du Monde que ce puisse être, & principalement dans l'étenduë & détroit de leurs Royaumes, Terres, Seigneuries, & Lieux quels qu'ils puissent être.

III. Seront oubliées toutes les offenses, injures & dommages que le susnommé Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses Sujets, ou le susnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ses Sujets, auront receus & soufferts l'un de l'autre pendant cette Guerre. De façon que pour quelque cause que ce soit, l'un ou l'autre & leurs Sujets ne se feront à l'avenir, ni ne commanderont ou souffriront qu'il se fasse aucuns Actes d'hostilité & d'inimitié, & qu'on se donne de l'empêchement ou du trouble.

IV. La Navigation & le Commerce seront libres entre les Sujets des deux Seigneurs Rois, comme auparavant durant la Paix, & avant la declaration de la dernière Guerre: en sorte que tous puissent librement & sans aucun trouble, aller avec leurs Marchandises dans les Royaumes de l'un ou de l'autre, leurs Provinces, Places de Commerce, Ports & Rivieres, & y demeurer & negocier.

V. Les Prisonniers de part & d'autre, nul excepté, de quelque dignité ou qualité qu'ils soient, seront sans aucun retardement delivrez, sans payer aucune rançon en argent ou autrement; à la charge qu'ils paye-

TOM. VII. PART. I.

ront ce qu'ils pourront devoir legitimement pour leur nourriture ou pour autre chose.

VI. Tous les Edits & Arrêts que l'une des Parties aura publiez contre la liberté de la Navigation ou du Commerce, au prejudice de l'autre, à raison de la presente Guerre, seront abrogez de part & d'autre.

VII. Le Roi Tres-Chrétien rendra au Roi de la Grande Bretagne, ou à ceux qui auront pouvoir & mandement de lui, deüment scellé du grand Sceau d'Angleterre, la partie de l'Isle S. Christophe, que les Anglois possédoient le premier jour de Janvier 1655. avant la declaration de la dernière Guerre, & la restitution s'en fera le plutost qu'il sera possible, ou au plus tard dans six mois, à compter du jour de la signature du present Traité: Et pour cet effet le susnommé Roi Tres-Chrétien, incontinent après qu'il l'aura ratifié, donnera ou fera donner au susnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Officiers qu'il commettra pour cela tous les Actes & Mandemens nécessaires, expediez en bonne & deüé forme.

VIII. Si toutefois quelqu'un des Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne a vendu les Biens qu'il possédoit en cette Isle, & qu'il ait reçu le prix de la vente, il ne rentrera point en possession en vertu du present Traité, & ils ne lui seront restituez; qu'après qu'il aura réellement & de fait remboursé & rendu l'argent qu'il aura reçu pour le prix.

IX. Que s'il estoit arrivé (ce qui toutefois n'a point esté sceu jusques ici) que les Sujets du Roi Tres-Chrétien eussent esté chassés de cette Isle de S. Christophe par les Sujets du ci-dessus nommé Roi de la Grande Bretagne, avant la signature du present Traité, ou depuis; les choses toutefois seront rétablies au même estat qu'elles estoient au commencement de l'année 1665. (c'est-à-dire avant la declaration de la presente Guerre qui se termine) & le Roi de la Grande Bretagne, à l'instant que la chose sera venue à sa connoissance, mettra sans différer ni retarder, ou commandera que l'on mette entre les mains du Roi Tres-Chrétien, ou de ses Officiers qui seront par lui commis, tous les Actes & Mandemens expediez en bonne & deüé forme, nécessaires pour faire executer la restitution.

X. Le ci-devant nommé Seigneur le Roi de la Grande Bretagne, restituera aussi & rendra au ci-dessus nommé Seigneur le Roi Tres-Chrétien, ou à ceux qui auront charge & Mandement de sa part, scellé en bonne forme du grand Sceau de France, le Pays appelé l'Acadie, situé dans l'Amérique Septentrionale, dont le Roi Tres-Chrétien a autrefois joui. Et pour executer cette restitution, le susnommé Roi de la Grande Bretagne, incontinent après la Ratification de la presente Alliance, fournira au susnommé Roi Tres-Chrétien, tous les Actes & Mandemens expediez deüement & en bonne forme, nécessaire à cet effet, ou les fera fournir à ceux de ses Ministres & Officiers, qui seront par lui deleguez.

XI. Si quelques-uns des Habitans du Pays appelé l'Acadie, preferent de se soumettre pour l'avenir à la domination du Roi d'Angleterre, ils auront la liberté d'en sortir pendant l'espace d'un an, à compter du jour que la restitution de ce Pays sera faite; & de vendre & aliener leurs Fonds, Champs & Terres, Esclaves & en general tous leurs Biens, meubles & immeubles, ou en disposer autrement à leur discretion & volonté: Et ceux qui auront contracté avec eux seront tenus & obligez par l'autorité du Serenissime Roi Tres-Chrétien, d'accomplir & executer leurs Pañtions & Conventions. Que s'ils aiment mieux emborter avec eux leur Argent comptant, Meubles, Usanciles & emmener leurs Esclaves, & generalement tous leurs Biens meubles, ils le pourront faire entierement sans aucun empêchement ou trouble.

XII. Le Roi Tres-Chrétien restituera aussi au Roi de la Grande Bretagne, en la forme ci-dessus declarée, les Isles appellées Antigoa & Monsarat, si elles sont encore à present entre ses mains; & encore toutes les Isles, Pays, Fortereses, & Colonies, qui peuvent avoir esté conquises par les Armes du Roy Tres-Chrétien, devant ou après la signature du present Traité, & qui estoient possédées par le Roi de la Grande Bretagne, avant qu'il eût commencé la Guerre (qui se termine par ce Traité) contre les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. Et reciproquement le Roi de la Grande Bretagne restituera & rendra au Roi Tres-Chrétien, en la forme ci-dessus exprimée, toutes les

F

Isles,

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

Isles, Pais, Fortereffes & Colonies, en quelque part du Monde qu'elles soient situées, qu'il possédoit avant le premier jour de Janvier de l'an 1665. & qui auront pû estre prises par les Armes du Roi de la Grande Bretagne devant ou après le présent Traité signé.

XIII. Si quelques uns des Esclaves, qui servoient aux Anglois, Habitans de la partie de l'Isle S. Christophe, qui appartenoit au Roi de la Grande Bretagne, & aussi des Isles d'Antigoa & Monfarat, qui ont esté prises par les Armes du Roi Tres-Chrestien; veulent retourner une autre fois sous la domination des Anglois (sans toutefois qu'ils y soient forcez ou contraincts) il leur sera permis de le faire dans le tems de six mois, à compter du jour que ces Isles seront rendues. Que si les Anglois avant que d'en sortir avoient vendu quelques Esclaves, & qu'ils eussent receu le prix de la vente; ils ne seront point rendus & remis entre leurs mains, si ce n'est en remboursant & rendant le prix qu'ils en auroient receu.

XIV. Semblablement, si quelques uns des Sujets du Roi de la Grande Bretagne (qui ne sont point de la condition d'Esclaves) s'étoient obligez comme Mercenaires à servir de Soldats, ou de Colons & Laboureurs, ou en quelque autre qualité, soit au Roi Tres-Chrestien, soit à quelqu'un de ses Sujets demeurans dans ces Isles, moyennant des gages payables par années ou par mois, ou à la journée: Telles Pactions & Conventions d'obligation & de loüage cesseront après la restitution des Isles, en payant les gages à ceux qui se feroient engagez de la sorte, à proportion de leur peine & travail. Et ils auront la liberté de retourner avec ceux de leur Nation, & de vivre sous la domination du Serenissime Roi de la Grande Bretagne.

XV. Tout ce qui a esté conclu & arresté touchant les Isles ci-dessus nommées, & les Sujets qui les habitent, est aussi entendu pour conclu & arresté touchant toutes les Isles, Fortereffes, Pays, Colonies, Sujets & Esclaves qui y font leur demeure, que le Roi Tres-Chrestien aura pris & conquis, ou dont il se rendra le Maître par ses Armes, avant ou après que le présent Traité aura esté signé, pourveu que le Roi de la Grande Bretagne en ait esté le Possesseur, avant qu'il commençast la presente Guerre (qui finist par le présent Traité) contre les Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas. Et reciproquement le même est entendu au regard des Isles, Pais, Forteres, Colonies, Sujets & Esclaves qui y demeurent, qui auront esté en la possession du Roi Tres-Chrestien avant le premier Janvier 1665. & dont le Roi de la Grande Bretagne se fera rendu Maître, ou se rendra avant ou après la signature du Traité.

XVI. Toutes Lettres, tant de repressailles, que de marque ou contremarque, qui jusques ici, pour quelque cause & sujet que ce puisse être, ont été delivrées de part & d'autre, demeurent nulles, cassées & sans effet, & seront tenues pour telles; & à l'avenir nul des deux Seigneurs Rois n'en delivrera de semblables contre les Sujets de l'autre, si au préalable il n'apparoit manifestement du deni de Justice: Ce qui ne pourra apparoirre & estre tenu pour constant & indubitable, si la Requête & supplication de celui qui demande telles Lettres de repressailles n'a esté montrée & présentée au Ministre ou Officier, qui se trouve sur le lieu de la part du Roi, contre les Sujets duquel il en poursuit l'obtention, afin que dans le tems de quatre mois, ou plustost, celui-ci puisse informer au contraire, ou faire en sorte que le Defendeur satisfasse au Demandeur & poursuivant. Que si en ce lieu-là il ne se trouve aucun Ministre ou Officier du Roi, contre les Sujets duquel on demande Lettres de repressailles, l'on n'en donnera point qu'après les quatre mois expirez, à compter du jour que la Requête tres-humble aura esté présentée & montrée au Roi, contre les Sujets duquel on les demande, ou à son Conseil Privé.

XVII. Et pour retrancher toute matiere de contention, Procez, & debats qui pourroient estre meüs à cause de la restitution des Vaisseaux, Marchandises, & autres choses qui tiennent nature de meubles, qui après la Paix conclüe & signée & avant qu'elle puisse parvenir à la connoissance de ceux qui sont en des Pays & Costes de Mer tres-éloignées seront prises & enlevées sur l'une des Parties par l'autre, & dont elle pourroit faire plainte: Tous Navires, Marchandises & autres Biens meubles, qui après la signature & Publication du present Traité pourront estre pris de

part & d'autre, demeureront à ceux qui s'en seront saisis dans le tems de douze jours, dans les Mers proches & voisines; & dans les prochaines Mers jusques au Cap S. Vincent; & dans l'espace de dix Semaines au delà de ce Cap, & au deçà de la Ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant dans l'Océan, Mer Mediterranée qu'ailleurs: & finalement dans l'espace de six mois au delà des limites de la même Ligne par toute la Terre, sans aucune exception, ou plus ample distinction de temps & de lieu, & sans que l'on ait égard à aucune restitution ou compensation.

XVIII. Que s'il arriroit (ce qu'à Dieu ne plaise) que les mesintelligences & inimitiez se renouvellassent entre les deux Rois, & qu'ils en vinsent à une Guerre ouverte, les Vaisseaux, Marchandises, & tous les Biens meubles de l'une des Parties qui se trouveront dans les Ports & Lieux de la domination de la Partie adverse, ne seront point confisquez ni endommagez; mais l'on donnera aux Sujets de l'un & l'autre des Seigneurs Rois ci-dessus nommez, le terme de six mois entiers, pendant lesquels ils pourront, sans qu'il leur soit donné aucun trouble & empêchement, enlever ou transporter où bon leur semblera leurs Biens de la nature ci-dessus exprimée, & tous leurs autres effets.

XIX. Seront compris dans le present Traité, ceux qui avant l'échange des Ratifications d'icelui, ou six mois après, seront nommez du commun consentement de l'une & de l'autre des Parties. Cependant, comme celles qui traitent ensemble, reconnoissent avec gratitude, les offices sinceres & le zele continuél du Serenissime Roi de Suede, qui a par sa Mediation, assisté de l'aide Divine, avancé cet ouvrage salutaire de la Paix, & l'a conduit à l'issüe souhaitée & désirée; ainsi pour lui témoigner une pareille affection, toutes ensemble d'un commun consentement ont resolu & arresté, que sa Sacrée & Royale Majesté de Suede ci-dessus nommée soit comprise dans le present Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il se peut, avec tous ses Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

XX. Et pour la conclusion finale du present Traité & Alliance, les Ratifications solemnelles expedées en bonne & dñe forme, seront representées de part & d'autre en cette Ville de Breda, & reciproquement & de bonne foi échangées dans le terme de quatre Semaines, à compter du jour que le Traité aura esté signé, ou plustost, s'il est possible.

En foi de toutes & chacune des choses ci-dessus, & pour leur donner plus de force & d'autorité, Nous Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires conjointement avec les Illustrissimes & Excellentissimes Ambassadeurs extraordinaires & Mediateurs avons sousigné le present Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Breda, le trente-un du mois de Juillet nouveau stile, & le vingt-un stile ancien, l'an 1667.

(L.S.) *Flemmingh.* (L.S.) *d'Estrades.* (L.S.) *Holles.*  
(L.S.) *Ch. Delphique.* (L.S.) *Courtin.* (L.S.) *Henry*  
*Coventrye.*

*Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires*  
*de France.*

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Entre tous les Biens temporels dont l'immense Bonté divine benist les Hommes & les Estats, celui de la Paix estant sans doute le plus precieux, Nous nous sentons non moins conviez par nostre Amour envers nos Peuples, qu'obligez par nostre devoir à pratiquer tous les moyens qui peuvent dependre de Nous, pour faire cesser les malheurs d'une Guerre, dans laquelle nous ne sommes entrez qu'avec un extrême regret, & par le seul motif de l'assistance que nous avons crûs être obligez en vertu de nos Traitez de donner au soutien de nos Alliez; sans que dans cette résolution nous ayons eu aucun autre interest particulier qui nous fust plus propie. Et comme il a plû à cette même Bonté divine, de toucher également dans un même temps les cœurs de toutes les Parties interessées en ladite Guerre, pour leur faire souhaiter ardemment d'en voir finir les maux, & que par l'entremise, & les dignes soins des Ministres de notre tres-cher & tres-ami Frere le Roi de Suede, lesdites Parties ont convenu d'envoyer incessamment leurs Ambassadeurs ou Ministres, avec Plein-Pouvoir, dans la Ville de Breda,

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

Breda, pour y traiter des moyens de parvenir à une bonne Paix & la conclure; Il est nécessaire de députer de nostre part des Personnages de la suffisance, zele & fidelité desquels nous puissions nous reposer d'une si grande affaire, qui embrasse les interets de tant de Potentats. SÇAVOIR FAISONS; Que pour les bonnes & grandes qualitez qui se rencontrent dans les personnes de nos tres-chers & bien amez, le Sieur Comte d'ESTRADES, Chevalier de nos Ordres, Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé, nôtre Lieutenant Général dans nos Armées, nôtre Vice-Roi en Amerique, Maire de nôtre Ville de Bordeaux, & Gouverneur de Dunquerque; & du Sieur COURTIN, aussi Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé, & Maître des Requestes ordinaire de nôtre Hostel, en qui nous avons une pleine & entiere confiance, pour les importants services qu'ils nous ont rendus en divers emplois considerables, tant au dedans qu'au dehors du Roiaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons de l'avis de nôtre tres-cher & tres-ame Frere unique le Duc d'Orleans, & de plusieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nôtre Couronne, & autres grands & notables Personnages de nôtre Conseil, lesdits Sieurs Comte d'ESTRADES & COURTIN commis, ordonné & député, commettons, ordonnons, & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leurs avons donné & donnons Plein-Pouvoir, commission, autorité & Mandement special d'aller dans ladite Ville de Breda en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer avec les Ambassadeurs aussi & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-ame Frere & Cousin le Roi de la Grande Bretagne, munis d'un pareil Pouvoir, des moyens de terminer & pacifier les differens qui ont causé la Guerre, en traiter & convenir ensemble, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix. Comme aussi avons donné & donnons à nos Ambassadeurs, pouvoir de donner tels Passeports & Sauf-conduits qui seront necessaires, pour la seureté des personnes qui iront & viendront pour le fait dudit Traité, & generalement faire, negocier, promettre & accorder, par le moyen de nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou l'un d'entre eux en l'absence, maladie, ou autre empêchement de l'autre, tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire nous-mêmes, si nous y estions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en lesdites Presentes, promettant en foi & parole de Roi, sous l'obligation & hypothèque de tous nos Biens presens & à venir, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par eux aura esté ainsi stipulé, promis & accordé, CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites Presentes. Données à Versailles le 15. jour d'Avril l'an de grace 1667. & de nôtre Regne le 24. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, DE LIONNE, & scellé du grand Sceau de cire jaune.

*Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires  
d'Angleterre.*

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. S'étant élevé depuis certains temps quelques differends entre Nous & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, d'où s'est ensuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'est fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: Sur quoi estant arrivé que le Serenissime & Tres-puissant Roi de Suede, Ami commun, eut offert sa Mediation, qui Nous est tres-recommandable, & en même temps lesdits Estats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nostre part en quelque lieu commode qui pussent traiter avec leurs Commissaires & Deputez, en y joignant les Ambassadeurs des Serenissimes & Tres-puissans Princes les Rois Tres-Chrétiens & de Danemarck; pour travailler ensemble à appaiser ces differends, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons esté obligés & comme contraints, malgré Nous, de prendre les Armes, avons toujours mieux aimé terminer ces differends par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons

TOM. VII. PART. I.

volontiers consenti au desir de la proposition des Estats Généraux pour le Traité de Paix. A cette fin Nous avons choisi pour nos Ambassadeurs extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables de nous servir en cette affaire; Sçavoir, nôtre tres-fidele & tres-aimé Conseiller DENZEL HOLLES, Baron de Iseild; & nôtre amé & fidele HENRY COVENTRYE, Fils de tres-honorable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du Grand Sceau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Senateur dans le Souverain Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire destiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, lesquels nous nommons pour pouvoir conferer, traiter & conclure ladite Paix, avec les Commissaires & Deputez des susdits Rois & Estats Généraux.

Nous faisons donc à sçavoir qu'ayant souvent expérimenté la prudence, integrité, fidelité & industrie de nos susdits Ambassadeurs extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonné & deputé, & par ces presentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commissaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puissance & autorité, & Mandement general & special en nôtre Nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choses necessaires, pour avec les Commissaires respectifs des Rois & Estats sus-mentionnez, ayans suffisant Pouvoir pour ce sujet, travailler à ôter tous les differends susdits, sous les Articles & conditions reciproques de restituer & rétablir de part & d'autre les choses dont on sera convenu: & enfin de dresser sur le tout les Articles, Lettres & Instrumens necessaires, & de faire toutes les choses qui seront à propos pour la conclusion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & stables, & de n'aller jamais à l'encontre des choses qui seront résolues entre nosdits Ambassadeurs extraordinaires & ceux desdits Estats Généraux, mais au contraire d'exécuter & observer inviolablement & religieusement, tout ce qui sera promis en nôtre Nom sur ce sujet. En témoignage de quoi Nous avons signé les presentes Lettres, & à icelles fait apposer le grand Sceau d'Angleterre. Données à Westminster le quinziesme du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neuvième de nôtre Regne. Ainsi signé, CHARLES, Roi.

*Ratification du Traité donné par le Roi  
Tres-Chrestien.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme les Sieurs Comte d'ESTRADES & COURTIN; & les Sieurs Baron HOLLES & COVENTRYE, dès le trente-un Juillet nouveau stile, & le vingt un selon l'ancien, en vertu des Pouvoirs & Mandemens donnez de part & d'autre, par Nous & par le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, nôtre tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin, auroient conclu, le Traité de Paix & de Reconciliation dans la Ville de Breda, & l'auroient souffigné dont la teneur s'ensuit, &c.

AYANT agreable le present Traité & Alliance, & tous les Articles qui y sont compris, Nous les avons tant en nôtre Nom, que de nos Heritiers, Successeurs de nos Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, approuvez & confirmez & ratifiez, les approuvons, confirmons & ratifions, & Nous promettons en foi & Serment de Roi, sous l'obligation & hypothèque de tous & chacuns nos Biens, tant presens qu'à venir, que nous les garderons & accomplirons, & que jamais nous ne ferons rien au contraire, ni n'attenterons directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit. En foi de quoi Nous avons signé les presentes de nôtre main, & avons commandé qu'elles fussent scellées de nôtre grand Sceau. Donné à Audenarde le huitiesme jour d'Aoust mil six cens soixante-sept, & de nôtre Regne le vingt-cinq. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roi. DE LIONNE.

*Acte de la Publication faite à Breda. De par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France.*

ON fait à sçavoir que Paix, Alliance & bonne Confédération a esté concluë & signée le trent-

ANNO  
1667.

ANNO  
1667.

un du mois de Juillet dernier selon le nouveau stile, & le vingt-un du même mois selon le stile ancien: Entre Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, nostre Souverain Seigneur; & Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince CHARLES, par la même grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, leurs Roiaumes, Pays & Terres de leur obeissance: la liberté du Commerce rétablie entre les Sujets desdits Royaumes, ainsi qu'elle estoit avant la declaration de la dernière Guerre. Et que la publication faite d'un commun consentement, servira de regle à l'avenir pour commencer les termes, pendant lesquels, suivant la disposition du dix-septième Article dudit Traité de Paix, il n'y aura point de reparation pour les Vaisseaux qui auront esté pris. Desquels termes le premier écherra le cinquième Septembre suivant le nouveau stile, & le vingt sixième Aoust selon le stile ancien de l'année presente, dans les Mers prochaines; ce qui s'entend du Canal de la Mer entre l'Angleterre & l'Irlande, & de la Mer Septentrionale & Balthique: Le quatrième Octobre du nouveau stile & le vingt quatrième Septembre du vieux, depuis lesdites Mers prochaines jusques au Cap de S. Vincent: Le premier Novembre du nouveau, & le vingt-deuxième Octobre de l'ancien stile, depuis ledit Cap de S. Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans la Mer Oceane que dans la Mediterranée: Et le 24. Fevrier, selon le nouveau stile, ou le quatorzième selon l'ancien, au delà de ladite Ligne Equinoxiale, & dans tout le reste du Monde. Fait à Breda le vingt-quatrième Aoust suivant le stile nouveau, & le quatorzième selon le stile ancien de l'année 1667. Signé, D'ESTRADES & COURTIN, & scellé du Cachet de leurs Armes.

## XVIII.

21. Juill.

ANGLE-  
TERRE ET  
LES PROVINCES-  
UNIES.

*Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grand Bretagne, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à Breda, le 31. Juillet, 1667. [Recueil des Traitez faits entre les Provinces-Unies des Pays-Bas & divers Princes. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 343. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 108. dans LONDORPII, Acta publica, Tom. IX. pag. 506. & dans GASTELIUS, de Statu-publico Europæ noviss. Cap. XXVI. pag. 417. en Allemand; dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES, Tom. IV. pag. 407. en François sans annexes.]*

Notum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Cum annis proximè elapsis orta sint quædam dissidia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum; ejus nominis secundum Magnæ Britannicæ Regem ab una: & Cæsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum ab altera parte, quæ eo usque increverunt, ut non modo in apertum & acre Bellum exarserint, sed & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Ludovicum 14<sup>um</sup>. Galliarum & Navarra Regem Christianissimum, ut & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Fredericum 3<sup>um</sup>. Daniæ & Norvegiæ Regem, ratione Fœderum, quæ iis cum præfatis Dominis Ordinibus intercedebant, in partes traxerint, unde multa Christiani sanguinis effusio cum ingenti utriusque Partis dispendio secuta est, tandem Divinâ bonitate factum esse, ut Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino Carolo, Suecorum, Gothorum ac Vandalorum Rege, pro singulari suo amore & affectu, quo belligerantes hosce Reges & Dominos Ordines Generales, eorumque respective Regna & Status complectitur, tum etiam publicæ salutis & quietis in Christiano Orbe redintegrandæ ac conservandæ studio, Mediationis suæ amica & sincera officia interponente, de Pace sit suscepta cogitatio, in eumque finem ex mutua Partium Conventione Bredæ Congressui Legatorum & Plenipotentiariorum locus constitutus sit, quo in negotio ad

finem optatum provehendo, cum altissimæ memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legari Extraordinarii, Illustrissimi atque Excellentissimi Domini, Dominus Georgius Flemmingh, liber Baro in Libelith, Dominus in Nornaäs & Lydinge, Sacræ Regiæ Majestatis Regni-que Sueciæ Senator, & Consiliarius Cancellariæ, ut & Dominus Christoph. Delphicus, Burgravius & Comes in Dona, Hæreditarius Domus in Garwinden, Schlovitten, Burghsdorf, Stokensfels & Fischbach, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Campi Marefchallus & Consiliarius Bellicus; Nec non Dominus Petrus Julius Coyet, Hæreditarius in Bengsboda & Liungebygard, Eques Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Cancellariæ & Status Consiliarius Aulicus, (qui tamen haud diu post suum ad hunc locum adventum, dum pio huic negotio simul infudat, inopina morte præventus est) nomine Clementissimi Regis ac Domini sui omnem industriam, dexteritatem atque prudentiam sincerè, & absque radio impenderint, pariterque altissimè memoratus Magnæ Britannicæ Rex, altèque memorati Domini Ordines Generales ad tam bonam metam collimantes ad pacificationem hancce pertractandam commiserint & deputarint Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentiarios Dominum Denzel Holles, Baronem de Iseild, &c. Consiliarium Regium, & Dominum Henricum Conventrye, Honoratissimi Thomæ Baronis Conventrye, Magni Angliæ Sigilli quondam Custodis Filium, à Cubiculis Regis intimis, in supremo Angliæ Consilio sive Parlamento Senatorem, & in Hiberniæ Regno ad res agrarias adjudicandas Commissarium, ab una, & in Confessu Dominorum Ordinum Generalium à parte Provinciarum Gæliæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæ, Groningæ & Omlandæ Deputatos, prius quidem Dominum Hieronymum van Beverningk, &c. Dominum Petrum de Huybert, Dominum de Renghershkercke, Everswaert, &c. Consiliarium & Syndicum Dominorum Ordinum Zelandiæ, & Dominum Allardum Petrum Jongestel, Supremæ Frisiorum Curie Consiliarium Primarium, & Præsidentem, vigore earum Plenipotentiarum, quæ quinto die Maii proximè elapsi expeditæ, in ipso Tractatum ingressu extraditæ fuerunt: Et postea itidem Dominum Adolphum Henricum de Ripperda a Bourse, Dominum de Heer-Jans-Dam; & Dominum Ludolphum Tiarda de Sterckenborgh, Dominum de Weede, Surdijek, Nyenclooster, ad solemnem eorundem Tractatum subsignationem secundis Plenipotentiarum Tabulis vigesimo octavo hujus mensis Deputatos, ab altera parte, post mutuas Plenipotentiarum Tabulas (quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti de verbo ad verbum inserta sunt) ritè commutatas in mutuas Pacis, Amicitia & Confœderationis Leges consensum & conventum est, tenore sequenti.

I. Imprimis, quod ab hoc die sit vera, firma & inviolabilis Pax, Amicitia sincerior, intimior atque arctior Confœderatio & Unio inter Serenissimum Magnæ Britannicæ Regem, atque Cæsos & Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Terrasque, Regiones Civitatesque sub utriusque Ditione sine distinctione locorum positas, earumque Subditos & Incolas cujuscumque demum gradus fuerint.

II. Item, ut in futurum omnes inimicitia, hostilitates, discordiæ & Bella inter dictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Subditos & Incolas cessent & aboleantur: Et utraque Pars ab omni direptione, deprædatione, læsione injuriisque ac infestatione qualicumque tam Terra, quam Mari & Aquis dulcibus, ubivis gentium, ac maxime per omnes alterutrius Ditionis tractus, Domina, loca & Præfecturas, cujuscumque demum illæ sint conditionis, temperet abtineatque prorsus.

III. Item, uti omnes offensæ, injuriæ, damna, dispendia, quæ dictus Dominus Rex ejusque Subditi, vel prædicti Domini Ordines Generales eorumque Subditi altrinfecus, durante hoc Bello, vel antehac, quibuscumque retrò temporibus, qualicumque de causa aut quocumque sub prætextu alter ab altero pertulerunt, eæ oblivioni tradantur, & è memoria eradantur planè, ac si nullæ unquam intercessissent; Sed & ut prædicta Pax, Amicitia & Confœderatio firmis atque inconcussis fundamentis innitantur, utque ab ipso hoc die omnes novi dissidii & altercationis ansæ præcidantur; Conventum præterea est, ut utraque jam designatarum Partium cum plenario Jure summi Imperii, proprietatis & possessionis; omnes ejusmodi Terras, Insulas, Urbes, Munimenta, Loca & Colonias, teneat & possideat in posterum, quotquot durante hoc Bello aut ante hoc Bellum

ANNO  
1667.

Bellum ullis retro temporibus vi & armis aut quoquo modo ab altera Parte occupavit aut retinuit, eum prorsus in modum, quo ea  $\frac{1}{2}$  die Maii proximè elapsi occupaverat & possedit, (nullis eorundem locorum exceptis.)

IV. Quin etiam Naves omnes cum suis armamentis, Mercimoniisque & bona cuncta mobilia, quæ durante hoc Bello, vel antehac ullis retro temporibus in potestatem unius vel alterius altè memoratarum Partium vel ad earum Subditos pervenerunt, sine ulla compensatione vel restitutione occupantium sint & maneat; sic ut quisquis horum, ejus quod ita occupatum fuit, sine ulla controversia, locive aut temporis aut rerum exceptione, fiat, maneatque Proprietarius & possessor in perpetuum.

V. Tum, uti ad hæc omnes actiones & prætenfiones, qualescunque demum illæ sint, aut quocunque modo ullis jam ante Pacis aut Fœderum Tabulis, specialiter etiam Articulo 15 earum, quæ anno 1662. subscriptæ sint, restrictæ, circumscriptæ, definitæ aut reservatæ fuerint, quas dictus Dominus Rex & dicti Domini Ordines Generales eorumque Subditi sibi invicem ultro citrove intentare, instituire, aut movere possent aut vellent, de ejusmodi negociis aut rebus, quæ durante hoc Bello aut ullis retro temporibus, tam ante quam post prædictum Anni 1662. Tractatum, ad diem usque hujus præsentis Confœderationis initæ acciderunt, irritæ, obliteratæ, cassæ nullæque sint & maneat; quemadmodum dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales declarabunt, sicuti & hoc ipso declarant se omnibus ejusmodi actionibus & prætenfionibus, pro se & Successoribus suis, vigore præsentium, in perpetuum & penitus renunciaturos; quemadmodum & hoc ipso renunciant, ita ut earum nomine nihil unquam amplius hinc inde urgeri, nihilque controversiarum in posterum moveri possit aut debeat.

VI. Sin autem post diem  $\frac{1}{2}$  Maii Articulo tertio superiore expressum, vel post instauratam Pacem aut subscriptas hujus Confœderationis Tabulas Pars alterutra, Terrarum, Insularum, Urbium, Munimentorum, Coloniarum, aliorumve Locorum quocunque alterutri Parti interceperit & occupaverit, omnia & singula horum absque ulla loci temporisve distinctione, bona fide in eodem plane statu confessim restituantur, quo tum temporis reperientur, quandocunque de instaurata Pace in iisdem locis constabit.

VII. Sed ad evitandam porrò omnem litis & contentionum materiam, quæ oriri interdum solet ex causa restitutionis aut liquidationis ejusmodi Navium, Mercium aliarumque rerum mobiliarum, quas in locis & oris longè distitis, post conclusam Pacem & priusquam ea ipsa Pax ibidem innotuerit, captas aut occupatas fuisse, utraque Pars aut alterutra causari possit. Conventum est, uti omnes ejusmodi Naves, Merces aliæque bona mobilia, quæ fortè post conclusionem & publicationem præsentis Instrumenti occupari possent, intra spatium duodecim dierum in Fretto Britannico, atque in Mari Boreali; intra spatium sex septimanarum ab Ostio dicti Freti Britannici usque ad Promontorium Sancti Vincentii, ut & intra spatium decem hebdomadum ultra prædictum Promontorium & cis Lineam Æquinoctialem vel Æquatorem, tam in Oceano & Mari Mediterraneo, quam alibi: tum inde intra spatium octimestre trans terminos prædictæ Lineæ per universum Orbem, sine aliqua exceptione vel ulteriore temporis locive distinctione, ullave restitutionis aut compensationis ratione habitâ, occupantium sint & maneat.

VIII. Item, conventum est quod in prædictæ renunciationis & stipulationis partem venire quoque debeant quocunque Represaliarum, Marcæ ac Contramaræ, quas vocant, tam generales & particulares aliæque ejus generis Litteræ, quarum vi & tenore hostile quid in futurum exerceri queat, eæque publicæ utrinque hujus Fœderis auctoritate inhiabantur ac revocentur; Quod si qui nihilominus ex alterutra Gente post talem revocationem sub prætextu vel auctoritate talium Litterarum vel Diplomatum jam revocatorum, post confectam jam Pacem & elapsa tempora Articulo septimo superiore definita, res novas machinabuntur, & hostile quid agent, eos, tanquam Pacis publicæ perturbatores, secundum Jura Gentium plectendos esse, præter integram directæ rei restitutionem, aut plenum damni illati resarcimentum, quo tenebuntur; non obstante clausula qualicunque etiam contraria, quæ prædictis Litteris revocatis inserta fuerit.

IX. Cumque in Regionibus longè distitis, ut in Africâ & Americâ, præcipuè in Guineâ, Protestationes & Declarationes quædam aliæque ejus generis Scripta à Gubernatoribus & Officialibus, nomine Superiorum suorum, hinc inde emissa & promulgata sint, Commercii & Navigationis libertati adversa; itidem conventum est, ut omnes & singulæ ejusmodi Protestationes & Declarationes, Scriptaque prædicta aboleantur, & pro nullis & irritis in posterum habeantur, eademque Commercii & Navigationis libertate, tam in Africâ, quam in Americâ, utraque ante memoratarum Partium, eorumque Incolæ & Subditi gaudeant & fruuntur, quæ gaudebant & fruebantur, aut de Jure gaudere & frui poterant id temporis, quo Tractatui Anni 1662. subscriptum est.

X. Item, ut Captivi utrinque ad unum omnes, cuiuscunque demum dignitatis aut fortis sint, absque Lytris aut alio ullo redemptionis pretio in libertatem afferantur, dum persolvatur ab iis id æris alieni, quod pro victu aut alia de causa legitima debebunt.

XI. Item, uti dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales maneat amici, Confœderati, necessitudine & amicitia conjuncti & adstricti, ad Jura atque Immunitates Subditorum alterutrius contra quoscunque demum ruendas, qui utriusve Status Pacem, Terrâ Marive disturbare conabuntur, vel qui infra alterutra Dominia degentes; publici utriusque Status Hostes denunciabuntur.

XII. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales, nihil agent, facient, molientur, tractabunt aut attentabunt adversus alterutrum vel Subditos alterutrius quocunque in loco, sive Terrâ, Mari, Portibus, Districtibus, Sinubus & Aquis dulcibus quâcunque occasione, nec eorum alter vel Subditi alterutrius, dabit, præstabit vel ministrabit ullum auxilium, consilium seu favorem, nec quicquam agi, tractari vel attentari ab alio quoviscunque assentient in damnum aut præjudicium alterius, vel Subditorum alterutrius, sed omnibus & singulis degentibus vel commorantibus, vel existentibus infra alterutrius Dominia, qui contra alterutrum quicquam agent, facient, tractant vel attentabunt, uterque expressè & cum effectu contradicet, renitetur atque impedimentum realiter præstabit.

XIII. Item, quod neque dictus Dominus Rex, vel dicta Respublica, neve ullus ex Subditis alterutrius, Incolis, aliisve in eorum Ditione commorantibus alterutrius Rebelles, quocunque subsidio, consilio, studio fovabit & adjuvabit, sed expressè contradicet atque efficaciter obstabit, ne quid auxilii aut adjumenti ab ullo, qui aut ex Subditis, Incolis aut commorantibus in alterutrius Dominiis fuerit, ullis istiusmodi Rebellibus prædictis, seu sint Viri, Naves, Arma, bellicus apparatus, aliave bona interdita, neque etiam pecuniæ aut comæatus seu Victualia, Mari vel Terrâ submittantur aut suppeditentur, atque omnes Naves, Arma, bellicus apparatus, aliave bona interdita, etiam pecuniæ & comæatus ad quamcunque personam vel personas pertinentia, quæ contra sensum hujus Articuli submittentur aut suppeditabuntur, eidem Parti (ubi persona contravenientes fuerint) addicentur & in Fiscum cedent, quin & ii, qui scientes & volentes quicquam contra sensum hujus Articuli fecerint, commiserint, attentaverint, consiliumque dederint, utriusque Partis Hostes judicabuntur, atque ibi perduellionis penas luent, ubi id commissum aut perpetratum fuerit: De specificatione autem earum Mercium, quæ prohibentur aut Contrabandæ censentur, postea provisum erit.

XIV. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales sibi mutuo; sincerè & fideliter (prout opus fuerit) contra alterutrius Rebelles, Terra, Marique opem ferent, Viris & Navibus, eâ proportionem, eoque modo, iisque conditionibus, de quibus postmodum convenerint, prout necessitas & rerum alterutrius ratio tulerit, sumptibus tamen & expensis illius Partis, quæ auxilium rogaverit.

XV. Item, quod neque dictus Dominus Rex, neque dicta Respublica, Subditive alterutrius Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos alterius vel declaratos vel declarandos, in ejus Dominia, Terras, Regiones, Portus, Sinus aut Districtus, eorumve aliquod recipiet, neque iis vel eorum alicui in prædictis locis, vel alio quocunque etiam extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus aut Districtus, Auxilium, Consilium, Hospitium, Milites, Naves, Pecunias, Arma, Apparatum bellicum vel Comæatum concedet, præstabit aut ministrabit, neve alteruter istius-

ANNO  
1667.

modi Rebelles, Profugos à quacunque Persona vel Personis recipi permittet in sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus, Districtus, nec istiusmodi Rebellibus, Profugis ullum Auxilium, Consilium, Hospitium, Favorem, Arma, Apparatum, Milites, Pecunias aut Commeatum præstari, ministrari aut concedi permittet, sed expresse & cum effectu contradicet, obstabit atque impedimentum realiter præstabit.

XVI. Item, quod si alteruter aliquem vel aliquos suum vel suos fuisse vel esse Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos, & in sua Dominia, Territoria, Patrias, Portus, Districtus, vel eorum aliquod receptum vel receptos esse, vel ibidem commorari, latitare vel profugium sibi quærere per Literas suas publicas & authenticas significaverit & declaraverit. Tunc illa Pars quæ ejusmodi Literas receperit, vel cui taliter significatum vel declaratum fuerit, intra spatium viginti octo dierum à die prædictæ significationis proximè & continuè numerandum tenebitur, dicto Rebelli vel Rebellibus, Profugo vel Profugis præcipere & mandare, ut extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Districtus & eorum quodlibet singuli exeant & recedant: Et si quis prædictorum Rebellionum aut Profugorum intra decimum quintum diem à die hujusmodi præcepti & mandati non recesserit & exiverit, singuli morte & amissione prædiorum & bonorum multabuntur.

XVII. Item, quod nullus Rebellis dicti Domini Regis Magnæ Britannia in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, Districtus vel alia Loca, seu Privilegio donata, vel non donata, quæ aliqua persona cujuscunque status & Dignitatis existat vel existeret, infra Dominia & Territoria Fœderatarum Provinciarum quocunque Jure vel titulo tenet vel possidet, vel deinceps tenebit vel possidebit, recipietur, nec in ea per aliquam personam cujuscunque status & Dignitatis fuerit, recipi vel in iisdem commorari permittetur aut tolerabitur; Neque dicti Domini Ordines Generales alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commeatu, aut alio quocunque modo Auxilium, Consilium vel favorem per aliquam personam, cujuscunque status aut Dignitatis fuerit, de cætero dari aut præstari permittent aut tolerabunt, verum id publicè & disertè prohibebunt atque efficaciter impedient: Et si aliqua Persona vel Persona cujuscunque status aut Dignitatis fuerint, manens vel degens, manentes vel degentes infra Dominia Fœderatarum Provinciarum earumve Potestates, contra hujusmodi Conventionem aliquid fecerit seu fecerint, quod tunc omnes & singulæ personæ taliter facientes, omnibus hujusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter eo tempore habent aut habet, vel quocunque Jure aut titulo se habere prætendent vel prætetendat, pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur; Pariter nullus Rebellis dictorum Dominorum Ordinum Fœderatarum Provinciarum in Castra, Oppida, Portus cæteraque loca, eorumve aliquod, sive Privilegio donatum, sive non donatum, quod quilibet Persona vel Persona cujuscunque status aut Dignitatis existat aut existant, quocunque Jure aut titulo tenet aut tenent, possidebit aut possidebunt, infra Regna vel Dominia dicti Domini Regis Magnæ Britannia recipietur vel à quacunque Persona vel Personis recipi, inibi que versari permittetur; Neque dictus Dominus Rex Magnæ Britannia alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis, in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commeatu, aut alio quocunque modo Auxilium, Consilium aut favorem per aliquam ejusmodi Personam vel Personas cujuscunque gradus sit, de cætero dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed publicè & disertè prohibebit, & efficaciter impediet. Et si quis è dicti Domini Regis Subditis vel degentibus infra illius Dominia contra hujusmodi Conventionem quicquam fecerit vel attentaverit, omnes & singulæ personæ taliter facientes, omnibus istiusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter id temporis habent aut habet vel quocunque Jure aut titulo se habere prætendent aut prætetendat, pari modo pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur.

XVIII. Item, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britannia, Subditique ejus omnesque Majestatis suæ Dominiorum Incolæ, Item prædictæ Fœderatæ Provincia earumque Subditi & Incolæ, cujuscunque ordinis & conditionis fuerint, ad sese mutuo rebus omnibus humaniter atque amicè tractandum obligabuntur, uti Terrâ vel Aquâ alterutrius Regiones, Oppida, Pagos, sive muro cincta, sive non cincta, sive munita sive non

munita, Portus etiam & universam Partis utriusque Ditionem in Eurôpa liberè & securè adire possint, in iisque versari & commorari quamdiu voluerint, ibique sine ullo impedimento Commeatum suis usibus, quantum necesse erit, coëmere, atque etiam negociari & Mercaturam facere, quocunque Mercium genere ipsis videbitur, easque advehere suo arbitratu aut exportare, dummodo quæ statuta sunt, Portoria solvant, salvis etiam alterutrius Domini Legibus ac Statutis omnibus; ita tamen, ut Subditi & Incolæ utriusque Partis, Commercium suum exercentes, in alterutrius Regionibus & Ditionibus non obligentur in posterum plus Portorii, Censuum, Vestigialium aut aliorum Tributorum solvere, quam pro rata proportionem, quam alii extranei solvunt, in iisdem locis Mercaturam exercentes.

XIX. Item, quod Naves & Navigia dictarum Fœderatarum Provinciarum tam bellica & ad Hostium vim propulsandam instructa, quam alia, quæ alicui è Navibus bellicis dicti Domini Regis Magnæ Britannia in Mariibus Britannicis obviam dederint, Vexillum suum è mali vertice detrahent & supremum velum demittent, eo modo, quo ullis retrò temporibus unquam observatum fuit.

XX. Item, in majorem Commercii & Navigationis libertatem conventum & conclusum est; quod dictus Dominus Rex Magnæ Britannia, dictique Domini Ordines Generales in Portus suos, Urbes & Oppida non recipient neque sinent, ut ullus ex Subditis alterutrius recipiat Piratas aut Prædones, iisve Hospitium, Auxilium aut Commeatum præbeant, verum operam dabunt, ut prædicti Piratæ & Prædones, eorumve piraticè participes, conscii & adjuutores in aliorum terrorem investigentur, capiantur & merito supplicio puniantur; Omnesque Naves, Bona & Merces piraticè ab iis captæ atque in Portus alterutrius Domini advectæ, quæ quidem inveniri poterunt, imò etiam si venditæ sint, iustis Dominis restituentur, aut satisfactio dabitur vel earum Dominis, vel iis, qui per Literas Procurationis eas res vindicaverint, modo Jus Domini debitum ex lege probationibus in Curia causarum maritimarum appareat.

XXI. Item non permittum erit Subditis Regiæ Majestatis & Incolis Regnorum aut Terrarum, illi obedientiam, aut Incolis & Subditis Fœderati Belgii hostile aliquid aut violentum invicem moliri aut facere, sive Mari, sive Terra, nullo prætextu aut colore, & per consequens non licitum erit dictis Subditis aut Incolis ab aliquo Principe aut Statu, quibus cum alterutro Fœderatarum discordia aliqua aut Bellum apertum est, Literas patentes, (quas Commissiones vocant) aut Representas impetrare, & multo minus vi istarum Literarum Subditos alterutrius Fœderatarum aliqua molestia aut damno afficere; Neque etiam permittum erit, Armatoribus extraneis non Subditis uni aut alteri Confœderatarum, habentibus Commissiones ab aliquo alio Principe aut Statu, ut in Portibus unius aut alterius Partium prædictarum Naves suas instruant; ea, quæ ceperunt, vendant, redimere faciant, aut alio modo quocunque mutent tam Naves, Mercimonia, quam alia onera quæcunque, & ne quidem Victualia coëmere illis licitum erit, nisi quæ necessaria erunt ad perveniendum ad Portum proximum illius Principis, à quo Commissiones obtinuerunt: Et si fortè aliquis Subditorum Regiæ Majestatis aut dictorum Dominorum Ordinum Generalium emerit, mutatione aut alio quocunque modo sibi acquisiverit ejusmodi Navem aut Mercimonia, quæ à Subditis unius aut alterius capta fuerunt, eo casu dictus Subditus tenebitur dictam Navem, Bona aut Mercimonia restituere Proprietariis sine ulla dilatione & sine ulla compensatione aut refusione pecuniæ, pro dictis rebus solutæ aut promissæ, modo coram Consilio Regiæ Majestatis aut dictis Dominis Ordinibus Generalibus probaverint sese earum rerum Proprietarios esse.

XXII. Item, si dictus Dominus Rex Magnæ Britannia, dictive Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem aut necessitudinem cum aliis quibuscunque Regibus, Rebus-publicis, Principibus aut Statibus contrahent, aut paciscuntur, alter una alterum ejusque Dominia in iis eorumve quolibet comprehendet, si comprehendi voluerit, atque de omnibus istiusmodi Amicitia & Confœderationis Tractatibus alterum certiore reddet.

XXIII. Item, quod si acciderit, ut quamdiu Fœdus, Amicitia & Societas hæc duraverit, ab ullo ex Subditis aut Incolis alterutrius Partis contra hoc Fœdus aut ullum ejus Membrum, Mari, Terrâ aut Aquis dulcibus quicquam fiat aut tentetur, Amicitia hæc, Fœdus & So-

ANNO  
1667.



ANNO  
1667.

& Societas inter has Nationes non idcirco interrumpentur aut infringentur, verum integra nihilominus persistant, vimque suam plenariam obtinebunt, tantummodo illi ipsi, qui contra Fœdus prædictum commiserint, singuli punientur & nemo alius, iustitiaque reddetur, & satisfactio dabitur illis omnibus, quorum id interest, ab iis omnibus qui Terra, Mari aut aliis Aquis contra hoc Fœdus quidquam commiserint, ulla in parte Europæ aut ubivis locorum intra Fretum Gaditanum, sive in Americâ, vel per Africâ Littora ullivise in Terris, Insulis, Æquoribus, Ætuariis, Sinibus, Fluminibus, ullivise in locis cis Caput Bonæ Spei intra anni spatium, quam Iustitia postulabitur, in omnibus autem (uti supra dictum est) ultra prædictum Caput, locis intra menses octodecim, quam Iustitia prædicto modo poscerur. Quod si vero Fœderis ruptores non comparuerint, neque se judicandos submiserint, neque satisfactionem dederint intra hoc vel illud temporis spatium pro loci longinquitate modo constitutum, prædicti illi utriusque Partis Hostes judicabuntur, eorumque bona, facultates & quicunque redditus publicabuntur plenæque ac iustæ satisfactioni impendenda erunt earum injuriarum, quæ ab ipsis illatæ sunt, ipsique præterea, cum in alterutrius Partis potestate fuerint, iis penis obnoxii erunt, quas suo quisque crimine commoverit.

XXIV. Item, quod dicti Domini Regis Subditi, quicumque sub ejus Ditione fuerint, possint libere, tuto ac securè in Fœderati Belgii Provinciis, & singulis suis Ditionibus in Europa, perque eas Terrâ vel Aqua ad ulla in iis loca vel ultra eas iter facere, perque ulla earum Oppida, Præsidia, Munimenta transire, quæ ullis in locis Fœderatarum Belgii Provinciarum aut alibi in earum Ditionibus in Europa sunt vel erunt; Mercaturam in omnibus illis locis facientes, eorumque Negotiatores, Institores Famulive, armati sive inermes (armati autem non amplius quadraginta simul) tam sine bonis suis & Mercimoniis, quam cum iis quocunque ire voluerint: Poterit item populus & Incolæ Fœderatarum Belgii Provinciarum eadem libertate frui in omnibus dicti Domini Regis Ditionibus in Europa, dummodo in hujusmodi Commercio & Mercatura singuli alterutrius Domini Legibus & Statutis utrimque pareant moremque gerant.

XXV. Item, si Naves Mercatoriæ unius aut alterius Subditorum per tempestatem vel Piratas, vel aliam quamcumque necessitatem Portum unius vel alterius Domini intrent, inde securè & liberè recedant cum Navibus & Mercimoniis absque aliqua Vestigialium aut aliorum Jurium solutione, ita tamen, ut onus non distrahant aut dividant aut venale quicquam proponant, nec molestiæ qualicumque aut visitationi subiciantur, modo nec personas aliquas, nec Mercas in Navem receperint aut quicquam egerint contra Leges, Statuta aut Consuetudines ejus loci, ubi Portus (uti præmissum est) intraverint.

XXVI. Item, quod Mercatores, Naucleri, Gubernatores & Nautæ alterutrius Partis, eorumque Naves, bona aut Mercimonia in Tertis, Portibus, Navium Stationibus aut Fluminibus alterius non prehenduntur, vel sub arresto detinebuntur ex Edicto quovis generali aut speciali, sive ad Bellum, sive ad alium quemlibet usum, nisi summa necessitate id cogente, iustâ etiam satisfactione ob id data, ita tamen, ut detentionibus & arrestationibus quæ ex Jure & Legibus alterutrius Domini rectè atque ordine fiant, nihil hinc derogatum sit.

XXVII. Item, uti Mercatores utrinque, eorumque Institores & Famuli, atque etiam Naucleri, alique Nautæ tam eundo quam redeundo Navibus per Mariâ aliasque Aquas, quam in Portibus alterutrius aut in Terra egressi sui fuorumque bonorum defendendi causa, omne genus arma, tam offensiva quam defensiva, gestant, utanturque, verum ubi ad sua quisque hospitâ ac diverforia pervenerit, ibi arma sua deponet ac relinquet, donec rursus ad Navem se receperit aut eo commeare velit.

XXVIII. Item, quod Naves Præsidiaræ seu Bellicæ alterutrius Partis quamcumque in Mariâ Navem aut Naves Mercatorias quæ ad alterum vel alterius Subditos aut Incolas pertinuerint, quæ eundem cursum teneant, idemve iter fecerint, obviam habentes aut affluentes iis præsidio esse, easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenuerint, contra omnes & singulos qui eas vi adoriantur.

XXIX. Item, si qua Navis aut Naves quæ Subditorum aut Incolarum alterutrius Partis aut neutralis ali-

quæ fuerint in alterutrius Portibus à quovis tertio capiuntur qui ex Subditis & Incolis alterutrius Partis non sit, illi quorum in Portu aut ex Portu aut quacunque Ditione prædictæ Naves captæ fuerint, pariter cum altera Parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus insequendis & reducendis, suisque Dominis reddendis, verum hoc totum fiet Dominorum impensis aut eorum quorum id interest.

XXX. Item, quod Scrutatores, cæterique id genus Officiales ex utraque parte ad normam Legum alterutrius Domini sese dirigent, neque plus imponent exigentive quam per auctoritatem sibi commissam & accepta mandata licuerit.

XXXI. Item, si qua injuria ab alterutro Dominio ejusve Subditis aut Incolis alterius Subditis aut Incolis illata sit, sive contra ullos hujus Fœderis Articulos, sive contra Jus commune, uti nullæ Literæ reprefaliæ, Mercæ aut Contra-Mercæ ab alterutro concedantur, donec Iustitia prius juxta Leges ordinarias postuletur, sin autem illic Iustitia vel denegetur vel in longum detrahatur, tum uti dictus Dominus Rex distique Domini Ordines Generales aut Delegati ejus Domini, cujus Subditi & Incolæ injuria affecti sunt, ab altero in quo Iustitia, (uti prædictum est) denegatur aut differtur, aut ab illa potestate quæ hujusmodi postulatis audiendis constituta erit, publicè Iustitiam postulent, ut omnes hujusmodi lites vel amicè componantur vel ordinario Legum processu terminentur; Sin autem mora adhuc interposita erit, neque Jus reddetur neque satisfactio dabitur intra tres menses quam hujusmodi postulatio lata fuerit, tum demum uti Literæ reprefaliæ, Mercæ vel Contra-Mercæ concedantur.

XXXII. Item, conventum est: si aliquando, quod omen Deus Optimus Maximus clementer aversum velit, sopitas similitates inter dictum Dominum Regem distosque Dominos Ordines Generales recrudescere, atque in apertum Bellum denuo erumpere contingat, ut ex Naves, Mercas ac Bona quævis mobilia Partis alterutrius quæ in Portibus atque in Ditione Partis adversæ hinc inde hære atque extare deprehendantur, Fisco nihilominus haud quaquam addicantur, aut ullo incommodo afficiantur: Sed Subditis Civibusque alterutrius, spatium semestrem integrum hinc inde concedatur, quo res jam dictas ac aliud quidvis ex facultatibus suis quovis libitumque fuerit omni sine molestia inde translata eant.

XXXIII. Item, quod illi qui specialia Diplomata aut Commissiones ab alterutra Parte obtinuerint priusquam illa Diplomata accipiant coram eo iudice qui ea ipsis exhibebit, sufficientem fiduciarum cautionem interponant per ejusmodi homines, qui respondendo pares sunt, & non ejus Navis Socii aut participes, se nullum damnum aut injuriam alterutrius Subditis aut Incolis illaturos.

XXXIV. Item, conventum & concordatum est, quod utriusque Partis Subditis & Incolis ad Portus utriusque liber semper sit accessus, in iisque commorari, ac inde rursus recedere liberum eis licitumque erit non solum cum Navibus Mercatoriis & oneratis, sed & cum Navibus Bellicis sive ad dictum Dominum Regem distosve Dominos Ordines Generales spectent, sive eorum sint qui specialia Diplomata obtinuerint, sive tempestatibus vi, aut Maris periculo intraverint, sive ut Naves reparent aut Commeatum coëmant, modo octonarium Navium Bellicarum numerum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius in Portibus aut circa Portus hæreant quam ad Navium reparationem, coëmenda Visualia aliasve necessitates fuerit necesse; Et si major Navium Bellicarum numerus data occasione ad ejusmodi Portus velit accedere, eas intrare nequaquam erit licitum nisi prius impetrata ab iis venia ad quos Portus illi petiverint, nisi tempestate aut vi aliqua aut necessitate compulsæ fuerint, quo Maris pericula effugerent. Quod cum accidit Præfectum ejus loci aut summum Magistratum statim de causa sui adventus certiorum facient, nec diutius ibi hærebunt quam illis à Præfecto aut summo Magistratu permissum erit, nec in iis Portibus commorantes hostile aliquid aut quicquam in præjudicium eorum molientur.

XXXV. Item, conventum & conclusum est, quod utraque Pars verè & firmiter observabit atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque & singula in eo contenta & comprehensa, atque eadem ab alterutrius Subditis & Incolis observari & præstari efficaciter curabit.

XXXVI. Item, ad majorem cautelam & securitatem

ANNO  
1667.

ANNO 1667. tem Tractatus hujus & Confederationis à parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Federatarum Provinciarum eorumque Populi sincere & bona fide præstanda, conventum & conclusum est, sicut & dicti Domini Ordines Generales his præsentibus conveniunt seque firmiter obligant & devinciunt, quod omnes & singuli, quos aut quem vel ipsi vel Ordines Provinciarum quocumque deinceps tempore eligent, constituent aut præficient Capitaneum Generalem, Governatorem seu Præsidentem primarium sive Stadtholder, Imperatorem Exercituum seu Militiæ in Terra vel Admirallum seu Prætorem Classium, Navium, Copiarumve Marinarum obligabuntur & devinciuntur hunc Tractatum & omnia ejus Capitula, Juramento confirmare, itaque sanctè & cum Juramento spondere, se quantum possint, omnia ea religiose observaturos & executioni, quoad eos spectat, mandaturos, & curaturos ut ab aliis observentur & executioni mandentur.

XXXVII. Sub hoc præfenti Pacis Tractatu comprehenduntur illi qui ante Ratihabitionum permutacionem vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur, interim tamen quemadmodum Partes paciscentes gratè agnoscunt sincera officia & indefessa studia, quibus Serenissimus Rex Sueciæ, interpositâ suâ mediatione, hoc salutare Pacificationis opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit, ita ad restandum parem affectum communi Partium omnium consensu sancitum & conventum est, ut altissime memorata Sacra Regia Majestas Sueciæ cum omnibus suis Regnis, Ditionibus, Provinciis ac Juribus huic Tractatui sit inclusa, & præfenti Pacificatione omni ineliori modo comprehensa.

XXXVIII. Item conventum, conclusum & concordatum est, quod præfens Tractatus atque omnia & singula in eo contenta & conclusa à dicto Domino Rege Magnæ Britannia, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Federatarum Provinciarum, per patentes utriusque Partis Literas Sigillo magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè insequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur, nec non & Tractatus hic & Confederatio statim à traditis & permutatis Instrumentis forma & loco solitis publicabitur. In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur, Nos prædicti sacra Regia Majestatis Magnæ Britannia Legati, & Plenipotentiarii, cum Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus huic Pacis Instrumento subscripsimus illudque Sigillis nostris signavimus.

Actum Bredæ trigesimo primo Julii, anno millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo.

(L.S.) *Georgius Flemmingh.* (L.S.) *Holles.*  
(L.S.) *Christophorus Delpbicus* (L.S.) *Henricus Coventry.*  
*in Dhona.*

#### Articulus separatus.

SI forte aliqua tapeta, peristromata, aulæa, picturæ vel supellectiles cujuscumque generis vel Lapides pretiosi, Clenodia, Monilia, Gemmæ, vel alia quæcumque Bona mobilia, ad Regem Magnæ Britannia spectantia penes dictos Ordines Generales aut aliquem Subditorum suorum jam nunc sunt aut de futuro reperientur, dicti Domini Ordines promittunt sese nullo modo prorecepturos Possessores aliorum mobiliam ad dictum Dominum Regem pertinentium, quæ iis auferri poterunt eo modo, ut nulla iniquitate aut injustitia afficiantur illi, qui gravabuntur illa sua sponte restituere, dictique Ordines promittunt sese modo quam efficacissimo operam daturus, ut de plano & summarie in isto negotio procedatur sine ordinaria forma & modo procedendi in Curia usitato & ut Justitia administretur, quâ satisfiat dictæ Regiæ Majestati, quantum fieri poterit, absque læsione alicujus.

Item, quod si qui eorum, qui rei sunt illius nefandi parricidii in Regem Carolum primum beatissimæ memoriæ admissi ac legitime de eodem scelere atincti, condemnati aut convicti vel jam sunt in Dominis ditorum Ordinum Generalium, vel postea illuc advenient, statim, quamprimum dictis Ordinibus Generalibus, vel aliquibus Officiariis suis innotuerit, vel relatum fuerit, prehensi in custodiam dentur, & victi in Angliam remittantur, vel in eorum manus tradantur, quos dictus Dominus Rex Magnæ Britannia iis custo-

diendis domumque revehendis præferit. In quorum fidem, & quod præfens Articulus separatus de verbo ad verbum ejusdem tenoris est cum eo, qui 14 die mensis Septemb. 1662. apud Whitehal conclusus est eodemque vigore observandus cum iis, qui Tractatui principali inserti sunt. Nos prædicti Sacra Regiæ Majestatis Magnæ Britannia Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii illi subscripsimus & Sigilla nostra apposuimus: Actum Bredæ trigesimo primo Julii anno millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo.

(L.S.) *Georgius Flemmingh.* (L.S.) *Holles.*  
(L.S.) *Christophorus Delpbicus* (L.S.) *Henricus Coventry.*  
*in Dhona.*

Cum iis Pacis, Unionis & Confederationis Articulis, qui hodie inter Serenissimum Magnæ Britannia Regem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii, conclusi sunt, præcipue cautum & provisum sit, ut quanto ociosius cesset omnes & calamitosi Bellorum effectus cessent, desiderata autem & omnium votis expetita Pax in omnibus utriusque Partis Regnis & Ditionibus omnibusque earum Subditis & Incolis restituatur, & proinde temporis, & negotiorum ratio non permiserit, æqua lance & ad amissum omnia & singula ponderare & adæquare, quæ circa prædictos Articulos animadvertenda & consideranda fuerant, circa eos præferent, qui ad liberam Navigationis liberique commercii Statuta pertinent; Et verendum tamen sit, ne in novas altercationes, novaque dissidia utriusque Partis Incolæ & Subditi reincident. & inde simultates jam sopitæ recrudescant, si non certis quibusdam Legibus circa ea quæ Navigationem & Commercii usum concernunt coercantur; Ita inter prædictas alte memoratas Partes, mediantibus, annitentibus, & operam suam conferentibus iisdem, qui in Tractatu principali Dominis Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ extra ordinem Legatis, & ad Tractatus Pacis Mediatoribus, separatim hisce Articulis porto conventum & sancitum est.

I. Imprimis, ut omnia ejusmodi Edicta ac Senatus consulta quæ ratione hujus Belli una pars in præjudicium alterius, contra libertatem Navigationis & Commercii promulgavit, hinc inde abrogentur.

II. Secundò ut ad elucidationem ejus Edicti quod à parte Magnæ Britannia Regis, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo promulgatum fuit, et Genti excitanda & invitanda ad rem Navalem promovendam, quæ Peregrini alias in Angliam Merces invehere prohibentur, quam quæ in propriis unius cujusque Terris enata aut manuum opera elaborata sunt, licitum sit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque Subditis suis Navigiis in Angliam præterea etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germania inferiore vel superiore producta, enata, aut manibus elaborata, non nisi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii vel per Terram vel per Flumina ad Portus maritimos plerumque commodius & usitatus subvehi solent, ut inde per Mare transportentur.

III. Tertiò, cum jam pridem insisterit Magnæ Britannia Rex, ut in certam comodamque normam Merces & Mercatura hinc inde redigantur, Domini autem Ordines Generales in eum etiam scopum semper collimarint; Ut certis quibusque perpetuoque observandis Legibus eadem circumscriptantur, & tamen ea res prolixioris videatur esse laboris, quam ut confestim ad utriusque Partis nutum absolvat, in opportuniorum occasione hoc negotium ita differre utrimque placuit, ut Commissarii quanto ociosius fieri poterit, post conclusam hanc Pacem, utrimque conveniant, qui super designandis & certo limite circumscribendis Mercimonia specibus, Navigationisque Legibus aliquid certi statuunt, novisque & mutuis Conventionis Tabulis designent; Ne tamen interea in suspensio hæreant, & in ambiguo teneantur utriusque Partis Incolæ & Subditi, incerti quas Mercimonii species in modum aut formam Bellici Apparatus vel suppetiarum, aut sub titulo, aut prætextu Commerciorum Hosti Partis alterutrius subvehere aut subministrare aut licitum aut vetitum sit: Iridem conventum & sancitum est, ut ille Navigationis & Commerciorum Tractatus, qui Dominis Ordinibus Generalibus cum Rege Christianissimo intercedit, incipiendo ab Articulo vigesimo sexto ad Articulum usque quadragesimum secundum inclusivè, eo modo & tenore, quo Gallico idiomate inserti sequuntur, provisionaliter pro regula & norma sit, & ad uberiores de Commercii maritimi Tractatum,

ANNO tum, intra alte præmemoratas Partes perficiendum viam  
1667. sternat.

*Sequuntur prædicti Articuli.*

XXVI. Tous les Sujets & Habitans de France pourront en toute seureté & liberté naviger & traffiquer dans tous les Royaumes, Païs & Estats, qui sont ou seront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France, sans qu'ils puissent estre troublez ou inquietez dans cette liberté par les Navires, Galleres, Fregattes, Barques ou autres Batimens de Mer, appartenants auxdits Seigneurs Estats ou aucun de leurs Sujets, à l'occasion des hostilités, qui pourroient se rencontrer cy-apres entre lesdits Seigneurs Estats Generaux, & les susdits Royaumes, Païs & Estats, ou aucun d'iceux qui sont ou seront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France.

XXVII. Ce Transport & ce Trafic s'estendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de Contrebande.

XXVIII. En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement estre compris toute sorte d'Armes à feu & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poillez, Affurs, Fourchettes, Bandoières, Poudre, Mesche, Salpêtre, Balles, Picques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers & autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

XXIX. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande, les Fromens, Bleds & autres Grains, Legumes, Hnilles, Vins, Sel, ny généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Dénrées non comprises en l'Article precedent, & en sera le Transport permis, mesmes aux Lieux Ennemis desdits Seigneurs Estats, sauf aux Villes & Places assiegées, blocquées ou investies.

XXX. Pour l'execution de ce que dessus, il a esté accordé qu'elle se fera en la maniere suivante, que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté estans entrées en quelques Havres desdits Seigneurs Estats, & voulants de là passer en ceux desdits Ennemis, seront obligés seulement de monstrer aux Officiers du Havre desdits Seigneurs Estats d'où ils partiront leurs Passeports, contenant la specification de la charge de leurs Navires, attesiez & marquez du Seel & Seing ordinaire & reconnu des Officiers de l'Admirauté des Lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du Lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoustumée, apres laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront estre inquietez ny recherchez, detenus ny retardez en leurs voyages, soubz quelque pretexte, que ce soit.

XXXI. Il en sera usé de mesme à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Estats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront estre obligés de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eust soubçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Estats des Marchandises de Contrebande, comme il a esté dit cy-dessus.

XXXII. Et audit cas de soubçon apparant, lesdits Sujets de Sa Majesté seront obligés de monstrer dans les Ports leurs Passeports, en la forme cy-dessus spécifiée.

XXXIII. Que s'ils estoient entrez dedans les Rades, ou estoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Estats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus prez des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront monstrés les Passeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron du Navire François, en la maniere cy-dessus spécifiée selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de sa demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire mesme, afin que par ces deux moyens on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de Contrebande, & qu'il s'apparoisse suffisamment tant de la qualité

TOM. VII. PART. I.

ANNO dudit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels  
1667. Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foy & creance; & à fin que l'on connoisse mieux leur validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere estre falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contrefeins de Sadite Majesté & desdits Seigneurs Estats Generaux.

XXXIV. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Estats, se trouve par les inoyens susdits quelques Marchandises & Dénrées de celles qui sont cy-dessus declarées de Contrebande & deffendues, elles seront dechargées, denoncées & confisquées par devant les Juges de l'Admirauté des Provinces-Unies, ou autres competents, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandises & Dénrées libres & permises, retrouvées au mesme Navire, puissent estre en aucune façon saisies ny confisquées.

XXXV. Il a esté en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Estats, bien que ce ne fust Marchandise de Contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ny reserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenants aux Sujets du Roy Tres-Chrestien, encor que la charge ou partie d'icelle fust aux Ennemis desdits Seigneurs Estats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a esté disposé aux Articles precedents.

XXXVI. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront reciproquement des mesmes Droits, Libertez & exceptions en leurs Traffics & Commerces dans les Ports, Rades, Mers & Estats de Sadite Majesté, ce qui vient d'estre dit que les Sujets de Sadite Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Estats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre, & mesme en cas que ci apres lesdits Seigneurs Estats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Roys, Princes & Estats, qui devinssent Ennemis de Sadite Majesté, chacun des deux Partis devant user reciproquement des mesmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regardent le Traffic & le Commerce.

XXXVII. Et pour assureur davantage les Sujets desdits Seigneurs Estats qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roy & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, soubz peine d'estre punis & tenus en leurs personnes & Biens des dommages & interells soufferts & à souffrir jusqu'à la deue restitution & reparation.

XXXVIII. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité, & aux Ordonnances & Edicts de Sa Majesté, qui seront publiez en vertu & conformement à la disposition d'iceluy, à peine de descheance & nullité desdites Commissions & Congez, ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Estats Generaux.

XXXIX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fist prise d'un Vaisseau, chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Mailles, Balles, Bougettes, Tonneaux, ou autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger & autrement aliéner, qu'elles n'ayent esté descendues en Terre en la presence des Juges de l'Admirauté, & apres Inventaire par eux fait desdites Marchandises, trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que les Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron du Navire trouva bon & agreaff de livrer lesdites Marchandises de Contrebandes audit Capitaine, & de poursuivre son voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement estre empesché de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

XL. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs

ANNO  
1667.

gneurs Estats Generaux soient traitez dans tous les Pays de son obeissance, aussi favorablement que les propres Sujets, donnera tous les ordres necessaires, pour faire que les Jugemens & Arrests, qui seront rendus sur les prises qui auront esté faites à la Mer; soient donnez avec toute Justice & equité, par personnes non suspectes ny interessées au fait dont sera question, & donnera Sa Majesté des ordres precis & efficaces à fin que tous les Arrests, Jugemens & ordres de Justice desia donnez & à donner soient promptement & deüment executez selon leurs formes.

XLII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Estats Generaux, ou quelqu'autre de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plaintes desdits Jugemens qui auront esté rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenüs au present Traité auront esté suivies & observées, & pour y faire pourvoir selon la raison, ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus, & neanmoins avant le premier Jugement ny apres iceluy pendant la Revision, les Biens & effects qui seront reclamez ne pourront estre vendus ny dechargés, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour eviter le deperissement desdites Marchandises.

XLIII. Quand Proces sera esmeu en premiere ou seconde instance entre ceux qui auront fait des Prises en Mer & les interessez en icelles, & que lesdits interessez viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous Caution, nonobstant l'Appel de celui qui aura fait la Prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux precedents pour faire rendre bonne & brieve Justice aux Sujets des Provinces-Unies sur les Prises faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Estats Generaux à l'égard des Prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XLIII. Item, conventum est, quod suprascripti separati Articuli & omnia & singula in iis contenta & conclusa à dicto Domino Rege Magnæ Britannia; dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per Patentes utriusque Partis Literas, Sigillo magno inunitas debita & authentica formâ intra quatuor septimanas proximè sequentes, (aut citius, si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extrudentur nec non à traditis & permutatis Instrumentis, formâ & loco solitis publicabuntur. In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur, nos prædicti Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannia; Legati Extraordinarii & Plenipotentiarum cum Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus hisce separatis Articulis subscripsimus, illosque Sigillis nostris signavimus. Actum Bredæ 31. Julii Anno 1667.

(L.S.) Georgius Flemming.

(L.S.) Holles.

(L.S.) Christophorus Delphicus  
in Dhona.(L.S.) Henricus  
Conventry.

S'ensuivent les Passeports de Mer.

*Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Admirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article du present Traité.*

CÆSAR, Duc de Vendosme, Pair & Grand-Maître, Chef & Sur-Intendant de la Navigation & Commerce de France, A tous ceux, qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à . . . . . Maître & Conducteur de Navire, nommé . . . . . de la Ville de . . . . . du Port de . . . . . Tonneaux ou environ estant de present au Port & Havre de . . . . . de s'en aller à . . . . . charge de . . . . . apres que vifitation aura esté faite de son Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers, qui exercent la Jurisdiction de causes maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté dont il sera mis Acte au bas des presentes comme aussi de garder & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Reglement de la Marine, & metra au Greffe le Roole signé & certifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des hommes de son Equipage & de tous ceux

ANNO  
1667.

qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer sans le sceu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire fera apparoir aux Officiers & Judges de la Marine du present congé, & leur fera fidele rapport de ce qui se sera fait & passé durant son voyage, & portera les Pavillons, Armes & Enseigne du Roy & les nostres durant son voyage; en tesmoin dequoy nous avons fait apposer nostre seing & le Scel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par nostre Secretaire de la Marine . . . . . le jour de . . . . . mil six cent . . . . .  
Signé, CÆSAR DE VENDOSME. Et plus bas, Par Monsieur MARTEL. Et cacheté du Scel des Armes dudit Seigneur Admiral.

*Formulaire de l'Acte contenant le Serment.*

Nous . . . . . de l'Admirauté de . . . . . Certifions que . . . . . Maître du Navire, nommé au Passeport cy-dessus, a presté le Serment mentionné en iceluy. Fait à la . . . . . le jour de . . . . . mil six cent . . . . . &c.

*L'autre Formulaire des Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.*

AUX Serenissimes, Tres-Illustres, Tres-Puissants, Tres-Nobles, Honorables & Prudents Seigneurs, Empereurs, Roys, Republicques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaistres, Eschevins, Conseillers, Judges, Officiers, Justiciers & Regents de toutes bonnes Villes & Places tant Ecclesiastiques, que Seculiers, lesquels ces presentes verront, ou liront, Nous Bourguemaistres & Regens de la Ville de . . . . . sçavoir faisons, que . . . . . Maître de Navire . . . . . comparant devant nous, a déclaré le Serment solempnel, que le Navire nommé . . . . . grand environ . . . . . lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux inhabitants des Provinces-Unies, *Ainsi Dieu le vouldra ayder.* Et comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aydé dans ses justes affaires. Nous vous requérons tous en general & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Dénrées arrivèra, qu'il leur plaist de recevoir benigne-ment, & traiter deüment, le souffrant sur les Droicts accoustumés des Peages & frais dans, par, & apres vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviguer, passer, fréquenter & négotier là où il trouvera à propos. Ce que volontiers nous reconnoissons. En tesmoin dequoy, nous y avons fait apposer le Sceau de nostre Ville, &c.

*Sequitur tenor Commissionis ex parte Serenissimi Domini Regis Magnæ Britannia.*

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britannia, Francia & Hibernia Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis hasce Literas inspecturis, Salutem. Cum differentiis quibusdam inter Nos, & Celos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii pridem exortis, Bellum inde exarserit, quod jam ultra biennium acerbis animis & magno utrinque dispendio gestum est; Cumque Serenissimus ac Potentissimus Rex Sueciæ communis amicus, suam in hac parte mediationem obtulerit (quæ plurimum apud nos valuit) ac dicti etiam Ordines Generales à nobis tandem petierint, ut idoneos ex parte nostra Ministros ad locum aliquem commodum & opportunum mitteremus, qui cum ipsorum Commissariis ac Deputatis (Adjunctis etiam Serenissimorum ac Potentissimorum Principum Regis Christianissimi Regisque Daniæ Ministris) Congressu habito iisdem differentiis componendis, Bello extinguendo ac Paci demum restituendæ operam darent. Nos qui ad arma capesfenda invicem admodum pertracti sumus & controversias quascunque rationis arbitrio, quàm hostili contentione terminare semper maluimus, huic Ordinum Generalium desiderio & propositioni de Pacis Tractatu protinus ineundo libenter annuimus, eumque in finem viros præstantes & ad hujusmodi negotium aptos perquam fidelem ac dilectum Consiliarium nostrum *Denzel Holles*, Baronem de *Iseid*, Et dilectum nobis ac fidelem *Henricum Conventrye*, Honoratissimi Thomæ Baronis *Conventrye*, Magni Angliæ Sigilli quondam Custodis, Filium, nobis à Cubiculis intimis, in supremo Angliæ Consilio

ANNO 1667. sive Parlamento Senatorem, & in Hibernia Regno ad res agrarias adjudicandas Commissarium, Legaros nostros Extraordinarios elegimus. Qui cum prædictorum Regum arque Ordinum Generalium Commissariis ac Deputatis congressi de prædicta Pace tractent, conveniant & concludant.

Sciatis igitur quod nos prudentiam, integritatem, fidem & industriam dictorum Legatorum nostrorum extraordinariorum sæpius experti, iisdemque ipsorum virtutibus plurimum confisi, ipsos veros & indubitatos Commissarios, Procuratores ac Plenipotentiarios nostros fecimus, ordinavimus ac deputavimus, ac per præsentés facimus, ordinamus, deputamus: Dantes iisdem & committentes plenam & omnimodam Potestatem atque autoritatem, pariter & mandatam generale & speciale, nomine nostro cum præfatis Ordinibus Generalibus ipsorumque ac præfatorum Regum respectivè Commissariis, Deputatis ac Procuratoribus ad hoc sufficientem Potestatem habentibus de & super differentiis prædictis tollendis, & Pace inter Nos & Partes respectivè, utilissimis & maximè convenientibus Articulis & Conditionibus restituenda ac stabilienda; communicandi, conveniendi & concludendi, cæteraque omnia faciendi, quæ ad prædictum finem faciant & conducant, atque super iis Articulis, Literas & Instrumenta necessaria conscribendi, & ab alteris respectivè Partibus petendi & recipiendi; denique omnia ea, quæ ad præmissa vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi; Promittentes bonâ fide & in verbo Regio Nos omnia & singula, quæ inter dictos Legatos nostros extraordinarios atque Ordines Generales, ipsorumque ac præfatorum Regum Procuratores, Deputatos aut Commissarios respectivè in præmissis seu præmissorum aliquo erunt facta, pacta & conclusa, rata, grata, & firma habituros; nec unquam contra ipsorum aliquid aut aliqua contraveniuros. Quin potius quicquid nomine nostro promissum fuerit, sanctè & inviolabiliter observatum & observari curaturos: In cujus rei testimonium, hæcè Literas fieri, niâque nostra signatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur apud West-Monasterium, decimo quinto die mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo, Regniqûe nostri decimo nono. Signatum erat.

CAROLUS R.

*Sequitur tenor Commissionum ex parte Dominorum Ordinum Generalium.*

Les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, A tous ceux, qui ces presentes Lettres verront Salut. Comme devant la Guerre qui se fait depuis quelque temps entre l'Angleterre, & cet Estat, Nous avons toujours tesmoigné, que nous n'y estions entrainés, qu'avec répugnance; aussi desirons Nous faire connoître à toute la Chrestienté le Zele ardent, avec lequel Nous Nous portons à la Paix dès que l'occasion s'en presente: C'est pourquoy le Serenissime Roy de la Grande Bretagne Nous ayant fait sçavoir, qu'il envoyeroit au premier jour dans la Ville de Breda ses Ambassadeurs Plenipotentiaires, pour y traiter la Paix avec cet Estat, & avec ses Alliés: Nous avons bien voulu de nostre costé répondre à une si sainte resolution, voulans bien apporter tout ce que l'on peut desirer de Nous en cette occurrence. Nous avons jugé necessaire, de commettre pour la Negociation, de ce Traitté de Paix des Personnes du Corps de nostre Assemblée; dont la suffisance & le merite aussi bien que l'affection pour le bien de l'Estat, sont à la dernière épreuve, & que Nous ne pouvions pas faire un plus digne choix, que des Personnes des Sieurs Hierosme de Beverningk, &c. Pierré de Hubert, Seigneur de Rengerskerck, Everswaert, à Burg, & Haemstede, Conseiller Pensionnaire de la Province de Zelande, & Alard Pierre de Jongstal, Premier Conseiller President en la Cour de Justice de Frise, Deputés en nostre Assemblée de la part des Provinces de Hollande, Zelande & Frise, qui en plusieurs autres emplois tres-importants ont donné des preuves de leur fidelité, & de leur adresse au maniement des Affaires publiques. A ces causes & autres à ce nous mouvantes, Nous avons donné & donnons par ces presentes auxdits Sieurs de Beverningk, de Hubert, & de Jongstal, & à aucuns de entr'eux si par maladie ou par d'autres empêchements ils ne pouvoient tous estre presents audit Traitté, Plein-pouvoir, Autorité, Pouvoir, & Mandement special de conferer, negotier & traiter en nostre nom, en

TOM. VII. PART. I.

ANNO 1667. qualité de Deputés Plenipotentiaires, conjointement & de concert avec les Ministres des Roys Alliez de cet Estat, avec les Ambassadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, munis de Pouvoirs suffisants, ladite Paix, aux conditions les plus utiles, & avantageuses au bien de cet Estat, d'en convenir, les resoudre, arrester, conclure, & signer le Traitté, & d'en passer les Actes & Instrumens en bonne & deue forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presents, quand mesme pour cela il seroit besoing de Mandement plus special. Promettans en sincerité & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs Nos Deputez Plenipotentiaires aura ainsi esté negocié, promis, accordé & signé en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement en tous ses Points, sans jamais aller au contraire directement ou indirectement en quelque maniere que ce puisse estre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire se pourra, & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui se trouveront exprimés par ledit Traitté.

Donné à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand Seau & sous le Seing & Paraphe ordinaire de nostre Greffier, le cinquiesme jour de May, l'an 1667. I. v. Reigersberg, vt. Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. N. Russch.

Les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, A tous ceux, qui ces presentes Lettres verront, Salut. Pour répondre au desir, que le Serenissime Roy de la Grande Bretagne Nous tesmoigna il y a quelque temps, de vouloir faire cesser l'effusion de tant de sang Chrestien, qui se repand depuis quelques années, & de finir cette Guerre par une bonne Paix. Nous afin de ne retarder point une œuyre si sainte & Chrestienne nommasmes dès le premier jour du mois de May dernier, les Sieurs de Beverningk, de Hubert, & de Jongstal, pour en nostre nom en qualité de Deputez Plenipotentiaires, aller dans la Ville de Breda, y conferer, negotier, & traiter conjointement, & de concert avec les Ministres, des Roys Alliez de cet Estat, avec les Ambassadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, en attendant, que Nous puissions nommer à loisir un plus grand nombre de Deputez pour se trouver à l'Assemblée de ladite Ville de Breda, Et d'autant que par la bonté de Dieu, & par la prudente & sage conduite de nosdits Deputés Plenipotentiaires & desdits Ministres des Roys Alliez de cet Estat, leur Negociation se trouve tellement avancée, que nous ne pouvons plus douter de la conclusion du Traitté.

Nous pour rendre la signature plus solennelle; & pour faciliter entant qu'en nous est ce qui peut-estre n'est pas encores ajusté, avons nommés & deputés; nommons & deputons par les presentes les Sieurs Adolph Henry de Ripperda a Beurse; Seigneur de Heerjans-Dam, Jean de Schrieck, Bourguemaître de la Ville de Deventer, & Ludolphe Tiarda de Sterckenborgh, Sieur de Weede, Surdijck, & Nyenclooster, tous Deputés Ordinaires en nostre Assemblée de la part de Gueldre, & de la Ville de Groningue, & Pais Circonvoisins respectivement; auxquels & à aucuns d'entr'eux, si par la maladie ou par d'autres empeschemens ils ne pouvoient pas tous estre presents. Nous avons donné & donnons Plein-pouvoir; Autorité, & Mandement special de traiter en nostre nom en qualité de Deputés Plenipotentiaires conjointement avec lesdits Sieurs Beverningk, de Hubert, & de Jongstal, & avec les Ministres desdits Seigneurs Roys Alliez de cet Estat, ladite Paix, aux conditions les plus utiles & avantageuses, au bien de cet Estat, avec les Ambassadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne d'adjuster, regler, resoudre, arrester, conclurre, & signer le Traitté, & d'en passer les Actes & Instrumens en deue forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presents, quand mesme sur cela il seroit besoing un Mandement plus special; Promettans en sincerité, & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs Ripperda a Beurse, & de Sterckenborgh, conjointement avec lesdits Sieurs de Beverningk, de Hubert, & de Jongstal, aura esté ainsi negocié, promis, accordé, & signé en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement & ponctuellement en tous ses Points,

G 2

ANNO  
1667.

Poincts, sans jamais aller au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere, que ce puisse estre, de l'agrèer, & ratifier en la meilleure forme, que faire se pourra; & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui se trouveront exprimés par ledit Traité.

Donné à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand Seau, & sous le Seing & Paraphe ordinaire de nostre Greffier, le vingt-huictiesme jour de Juillet, l'An mille six cent soixante sept. *J. van Gent*, *vr.* Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Généraux. *N. Ruyfch.*

*Sequuntur Instrumenta Ratificationis Domini  
Regis Magna Britannia.*

**C**AROLUS Dei gratia Magnæ Britannia, Francia & Hibernia Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus præsentibus Litteras inspecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum respectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris Extraordinariis Dominis Baroni *Holles & Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiaris dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongestal*, & *Ludolpho Tiarda de Sterckenborgh*, ipsi vigesima prima die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo trigesima prima ejusdem mensis Anni præsentis, Tractatum Pacis & Reconciliationis Bredæ concluderint & subscripserint modo & tenore præcedenti.

Nos Pactum Fœdusque illud, singulosque Articulos in eo comprehensos gratos, acceptosque habentes, eos tam nostro, quam Hæredum, Successorum Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptos ratosque habemus, totumque fide & Jurejurando Regio sub obligatione & hypotheca omnium & singulorum nostrorum Bonorum tam præsentium, quam futurorum, Nos servaturos & impleturos pollicemur, nec unquam quidquam contra facturos nec attentaturos directè nec indirectè, aut alio quovis modo. In cujus rei fidem præsentibus propria manu subscripsimus, easque Magnæ Angliæ Sigillo muniri jussimus: Datum apud Westminsterium vigesimo nono die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ Salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo; Nostri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

*Guil. Morice.*

**C**AROLUS Dei gratia Magnæ Britannia, Francia & Hibernia Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus præsentibus Literas inspecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum respectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris Extraordinariis Dominis Baroni *Holles & Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiaris dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongestal*, & *Ludolpho Tiarda de Sterckenborgh*, ipsi vigesima prima die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo trigesima prima die ejusdem mensis Anni præsentis, præcedentem Articulum separatim Bredæ concluderint & subscripserint.

Nos dictum Articulum separatim gratum acceptumque habentes, eum tam nostro, quam Hæredum, Successorum, Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptum ratumque habemus. In cujus rei fidem præsentibus propria manu subscripsimus, easque Magnæ Angliæ Sigillo muniri jussimus. Datum apud Westminsterium vigesimo nono die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ Salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo. Nostri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

*Guil. Morice.*

*Sequitur Instrumentum Ratificationis Dominorum  
Ordinum Generalium.*

**O**rdines Generales Fœderati Belgii, Constatè volumus omnibus & singulis, quorum interest, aut

quomodolibet interesse poterit. Quoniam post Belli adeo cruenti incendium, quod aliquot retrò annis inter Coronam Angliæ, atque hunc Statum tantoperè flagravit, iusto desiderio ac propensa voluntate moti sumus ad extinguendum illud Bellum, cum Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino **CAROLO**, Magnæ Britannia & Hibernia Rege, contrahere sinceram Pacem & inire strictam, firmam mutuaque Amicitiam, Unionem & Confœderationem, pro defendenda & conservanda libertate ac Jure utriusque Nationis & Commerci; Et desiderantes hujus salutaris operis progressum, necessarium duximus Bredam, locum ad Pacis Tractatum destinatum, deputare atque eò ablegare Extraordinarios Deputatos & Plenipotentiaros nostros; ut cum summa memoratæ Majestatis suæ Legatis & Plenipotentiaris, ibidem convenirent de stricta, firmâ, sincerâ & mutuâ Amicitia, Unione & Confœderatione utrimque colenda & observanda; Illi igitur cunctis accurate deliberatis, ventilatis & discussis, nomine utriusque Partis, Fœdus mutuum pepigerunt & concluderunt, nec non de peculiaribus Articulis invicem convenerunt, quorum tenor is est, qui hic & infra verbotenus sequitur insertus.

Proinde prædictum ac supra hic insertum Pacti Fœderis atque Articulorum conventorum Instrumentum, cum Serenissimæ Majestatis suæ Legatis & Plenipotentiaris, per dictos Deputatos & Plenipotentiaros nostros in ordinem redactum in omnibus Punctis & Clausulis approbavimus & ratum habuimus; prout tenore ac vigore præsentium, illud approbamus & ratum habemus, spondentes Nos dictum Instrumentum in omnibus Punctis & Articulis suis inviolabiliter servaturos; ac impleturos, neque passuros esse ut à quoquam ullo modo infringatur, lædatur vel violetur. In quorum fidem & robur hasce per nostri Confessus Præsidentem signari, à Graphiario subscribi, & majori Sigillo Nostro muniri fecimus: Dabantur Hagæ-Comitum die 20. Augusti 1667. *Es van Glinstra*, *vr.* Ad Mandatum athenememoratorum Dominorum Ordinum Generalium: *N. Ruyfch.*

**C**omme ainsi soit, que durant la Negotiation de la Paix entre le Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Estats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, il y ait eu question & debat sur l'application des Articles 6, 7, & 8 de leur Traité de l'An 1662. touchant les Rebelles & Fugitifs qui se pourroient retirer dans les Royaumes & Terres reciproquement de l'un ou de l'autre.

Nous subignez Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté de Suede, & Mediateurs pour les Affaires de cette Negotiation, declaronz que l'on est convenu que lesdits Articles 6, 7, & 8 dudit Traité de l'An 1662. seront mis dans le Traité conclu ce jourdhuy sans aucune alteration ou addition, ainsi qu'ils ont esté inserez dans celui de l'An 1662. Et asseurons en outre les Sieurs Deputez des Seigneurs Estats Généraux de par les Sieurs Ambassadeurs d'Angleterre, que ce n'est ni sera jamais l'intention du Roi de la Grande Bretagne de se vouloir servir du contenu desdits trois Articles au prejudice d'aucuns Officiers ou Soldats ou de quelques autres Personnes de quelque qualité & condition qu'ils soient, pour avoir suivi la partie contraire, durant cette Guerre, ou de les appliquer contre aucun Ministre de la Parole de Dieu ou des autres Gens qui au regard de la Religion, du Culte Divin, ou de la non-conformité dans les ceremonies d'icelui se sont déjà retirés ou se pourroient retirer encore dans les Terres & Domaines de l'obeissance de Messieurs les Estats, pourveu qu'ils s'y comportent en des autres choses modérément & paisiblement, & qu'ils ne soient pas coupables de quelque crime contre l'Etat qui les rende sujets à la peine que portent ces Articles.

En foi dequoi nous avons signé le present Acte à Breda ce trente unième Juillet 1667.

(L.S.) *George Flemmingh.* (L.S.) *Cbristophe Delphique de Dhona.*

**C**omme ainsi soit que sur l'extension de l'Article deuxième de l'Acte séparé, contenant un interim & une provision sur le fait des Placarts du Commerce dont Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Sei- gneurs

ANNO 1667. gneurs Estats Généraux des Provinces-Unies sont convenus ce jourdhui, il y ait eu difficulté sur les mots suivans : *inferre omnia ejusmodi Mercimonia que in Germania inferiore vel superiore producta, enata aut manibus elaborata, non nisi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii vel per Terras vel per Flumina ad Portus Maritimos subvehi solent, ut inde per Mare transportentur.* A sçavoir si ceux de non nisi y seroient inferrez ou non : Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre ayants soutenu qu'ils ne pouvoient consentir qu'ils fussent rayez parce qu'ils sont conformes au texte du Placart de l'encouragement de l'an 1666. publié de par Sa Majesté de la Grande Bretagne avec conuoissance de son Parlement.

Et Messieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies apprehendans que l'on pourroit donner telle application à cette periode, que par là on renverseroit toute la vigueur dudit Article, sous pretexte que les Marchandises venantes & descendantes de l'Allemagne haute & basse le long des Rivieres ou par la voye de Terre jusques aux Pays des Provinces-Unies peuvent aussi commodement estre transferées par des autres endroits ou par des autres Ports.

Nous sousignez Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté de Suede & Mediateurs pour les Affaires de cette Negotiation, attestons & declaron pour plus grande secreté des Seigneurs les Estats susdits, que ce n'a nullement esté l'intention de Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre de tirer cette consequence de cette Clause ou desdits mots *non nisi*, mais qu'au contraire ils se sont declarés iterativement en nostre presence de bouche & en effect aussi dans le Project d'un Acte qu'ils avoient minuté pour cette fin, qu'ils ne pretendent pas, que les Sujets desdits Seigneurs Estats Généraux puissent être inquietez par aucune dispute de cette nature, mais qu'au contraire ils auront la faculté & la liberté toute entiere pour le transport de toutes les Marchandises venantes & descendantes, comme dessus pour les porter & debiter dans leurs Vaisseaux en Angleterre, & afin qu'il y eust moins d'obscurité ou de contradiction dans ladite periode, qu'après les mots *ad Portus Maritimos* on a fait inserer de commun accord & concert les mots *plerumque commodius est usitatus*, & qu'ainsi l'Article est demeuré dans les termes suivans : *licitum sit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque Subditis suis Navigiis in Angliam præterea etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, que in Germania inferiore vel superiore producta, enata aut manibus elaborata, non nisi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii; vel per Terras vel per Flumina ad Portus Maritimos, plerumque commodius est usitatus subvehi solent, ut inde per Mare transportentur.* En témoin de quoi nous avons signé la presente Declaration. Fait à Breda le trente unième Juillet 1667.

(L.S.) Georgius Flemmingh.

(L.S.) Christophorus Delphicus B. ac C. in Dhona.

## XIX.

31 Juill. *Traité de Paix entre FREDERIC III. Roi de Danemarck & CHARLES II. Roi d'Angleterre. Avec les DECLARATIONS des Ambassadeurs de France sur quelques Articles dudit Traité. Conclu à Breda le 31. Juillet, 1667.* [FREDERIC LEONARD. Tom. V. En Latin, mais plus abregé dans AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre*, Tom. XIII. pag. 402. *Theatrum Pacis*. Tom. II. pag. 467. LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 520. en Allemand. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviss.* pag. 270. en Allemand.]

A Tous en general, & à chacun en particulier, qui y ont intérêt, ou qui peuvent y en avoir. L'on fait à sçavoir & l'on certifie; Qu'après la Guerre survenuë entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarck, de Norwegue, des Vandales & des Goths; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne &

d'Irlande, à l'occasion de celle qui depuis quelques années s'étoit allumée entre lui Roi de la Grand' Bretagne, & Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, par la grace de Dieu qui a beni l'ouvrage, & par la Mediation du Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles XI. Roi de Suede, des Vandales, & des Goths, qui excité par l'amour & affection singuliere qu'il porte aux deux Rois qui se faisoient entr'eux la Guerre, & aussi à leurs Royaumes, & de plus poussé par le zele & le desir qu'il a de travailler au salut de la Chrestienté, & à y rétablir & conserver le repos, s'est interposé comme Mediateur, & a employé ses offices de sincere ami, l'on a pensé de part & d'autre au rétablissement de la Paix, & que pour y parvenir l'on est convenu de la Ville de Breda, pour le lieu de l'Assemblée & des Conférences des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires entr'eux. Et afin de conduire cette affaire à sa perfection desirée; Que les Ambassadeurs Extraordinaires de la Royale Majesté Serenissime de Suede, les Tres-Illustres & Tres-Excellens Seigneurs, le Seigneur George Flemmingh libre Baron de Liebelitz, Seigneur de Normaas & Liding, Conseiller de la Royale Majesté Serenissime de Suede, Senateur du Royaume & Conseiller de la Chancellerie; le Seigneur Christophle van Delft Comte de Dhona, Seigneur Hereditaire de Corwinden, Schobiffen, Borgdorff, Slakels & Sifelbach, Marechal de Camp de la Royale Majesté Serenissime de Suede, Conseiller en son Conseil de Guerre; & le Seigneur Pierre Jules Coyer Seigneur Hereditaire de Bengsboda, & Liengebigord, Chevalier, Conseiller de la Chancellerie de la Royale Majesté Serenissime de Suede, & de son Conseil Aulique, prevenu toutefois de mort inopinée peu de tems après son arrivée en ce lieu; pendant qu'il contribuoit par ses Travaux à l'accomplissement d'une œuvre si sainte, ont avec sincerité & promptitude, au nom de leur tres-clement Roi & Seigneur, employé toute leur industrie, dextérité & prudence. Comme aussi que les Rois, ci-dessus nommez, se portant à une fin si salutaire, ont commis & député, pour travailler au Traité de la Pacification presente, leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires; c'est à sçavoir le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Danemarck & de Norwegue, &c. le Seigneur Paul Klingenberg Seigneur Hereditaire de Busstrup, Hauroro, & Tostrup. Conseiller de la Royale Majesté Serenissime en son Amiralat, & Maître Général des Postes, & le Seigneur Pierre Carisus son Conseiller en ses Conseils; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Roi de la Grand' Bretagne, &c. le Seigneur Denzel Holles Baron d'Yfeld, Conseiller de Sa Royale Majesté Serenissime en ses Conseils; & le Seigneur Henri Coventrye, Fils du défunt tres-honoré Thomas Coventrye Garde du grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de sa Chambre, Senateur dans l'Assemblée ou Parlement Souverain d'Angleterre, & Commissaire pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, qui après avoir mutuellement & de bonne foi communiqué entr'eux les Lettres de leurs Pleins-Pouvoirs, (dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin du present Traité) sont convenus des Articles de Paix & d'amitié ci-aprés declarez.

I. L'on est convenu, & il a esté conclu & accordé, qu'à l'avenir, à commencer de ce jour, il y aura Paix perpetuelle, ferme, & inviolable entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarck, de Norwegue, &c. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, entre leurs Heritiers & Successeurs; comme aussi entre leurs Royaumes, Principautez, Comtez; Isles, Villes, Fortereffes, leurs Sujets, & les Habitans, de quelque qualité & condition qu'ils soient, En telle sorte que l'un conserve & procure le bien & l'avantage de l'autre, comme le sien propre; & aussi, que l'un empêche & detourne avec toute son industrie, le dommage & la ruine de l'autre. En consideration dequoi, la liberté de la Navigation & du Commerce demeure mutuelle & reciproque aux Sujets de l'un & de l'autre Roi; comme aussi d'entrer, sejourner, & negotier avec leurs Marchandises dans les Places de Commerce, Havres & Rivieres de l'un & de l'autre.

II. Tous Actes d'inimitié, de Guerre & d'hostilité cesseront en vertu du present Traité, tant par Mer que par Terre, entre les Rois ci-dessus nommez, leurs Royaumes, Principautez, Sujets, & Habitans: c'est à

ANNO  
1667.

sevoir dans la Mer Boreale ou du Septentrion, dans la Mer Baltique, comme aussi dans le Canal (ou Manche) d'Angleterre, dans le vingt-unième jour; & depuis l'entrée du Canal ou Détroit jusques au Cap de S. Vincent, dans le terme de six semaines. Et cesseront pareillement dans l'espace de dix semaines, depuis ce même Cap, jusques à la Ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant à la Mer Oceane, qu'en la Mer Méditerranée. Et finalement dans l'espace de huit mois ils cesseront au delà de l'Equateur par toute la Terre sans aucune exception, ou distinction plus étendue de tems ou de lieu. Tous les jours, les semaines, & les mois exprimez se comptant du jour de la signature du présent Traité, & de la Publication qui en sera faite en cette Ville de Breda. Et les jours ci-dessus prefix étant passés, tout ce qui aura esté pris & occupé par l'un ou l'autre des Rois, ou par ceux qui sont à leur service; à qui l'on aura donné des Commissions pour aller en cours, sera rendu le même; & entier à icelui, ou à ceux à qui il aura esté pris; qui seront pleinement dédommages des pertes; dépenses & frais qu'ils auront faits pour ce sujet. Et ceux qui commettront quelque attentat en cette partie, seront punis chacun d'eux selon le merite du délit.

III. Il a esté aussi accordé & conclu, que de part & d'autre toutes les discordes, soupçons, defiances & mauvaises intentions, tant de la part du Serenissime Roi de Danemarck, que de celle du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne, comme aussi en ce qui touche leurs Ministres, Officiers & Sujets, demeureront supprimées & ensevelies dans un oubli, ou amnistie perpetuelle. Mais en outre par le present Traité la memoire sera pour jamais abolie & effacée de tous les dommages, offenses & injures qu'ils ont faites l'un à l'autre tant de fait que de paroles, ou par écrit, incontinent après la Guerre commencée jusques à ce jour. & terme de tems prescrit & limité: auquel toutes dissensions, discordes, differents, mesintelligences, & inimitiez, cesseront & demeureront assoupies; notamment l'attaque & defense qui furent faites dans le Port de la Ville de Berghes en Norwegue, & generalement tout ce qui s'y passa, ou qui peut dependre de cet evenement. En sorte que l'une des Parties ne cause aucun trouble ou empêchement à l'autre sous quelque pretexte que ce soit, tant s'en faut qu'elle attente ou entreprenne de faire aucun Acte d'hostilité, pour raison de quelque perte; offense, ou dépense soufferte en suite de cet accident.

IV. Tous les Prisonniers de part & d'autre; de quelque qualité & condition qu'ils soient, seront mis en liberté sans payer aucune rançon.

V. Tous les Navires, Biens & autres choses semblables, qui ont esté prises reciproquement par l'un sur l'autre pendant l'embrasement & les troubles de la Guerre faite entre les deux Rois susmentionnez & leurs Sujets: ou les Biens & prentions qui ont esté confisquées par l'une des Nations sur les Sujets de l'autre, ou qui ont esté prises & enlevées; comme encore tous les frais de la Guerre faits de part & d'autre, demeureront également compensés, sans que l'on en fasse jamais question ou demande. Comme aussi sont comprises dans cette compensation les Dettes actives des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui ont esté confisquées par le Roi de Danemarck. S'entend, que toutes les Dettes de cette nature, qui depuis le dixième Maiveil stile, & vingtième du nouveau, auront esté payées par les Sujets; & par lui reçues en vertu de la confiscation & des Lettres de repesailles, demeureront éteintes, comme ayant esté acquittées. Et qu'à l'avenir il ne soit point permis aux Creanciers de telles Dettes, de pretendre de s'en faire payer en cette qualité, ou de contraindre au payement; moins encore par autre raison sous quelque pretexte que ce soit. Mais il sera licite & permis aux Sujets du Roi de la Grand' Bretagne de demander & poursuivre par les voyes de Droit & ordinaires de la Justice, le payement de telles Dettes confisquées qui n'auront point encore esté payées & reçues au jour ci-dessus déclaré. Excepté toutefois la Somme de six-vingt mille Risdales plus ou moins, qui provient de certains differens survenus entre le Roi de Danemarck & de Norwegue Christian IV. de glorieuse memoire, & le Parlement d'Angleterre, à cause du secours qu'il envoya au défunt de glorieuse memoire Charles I. Roi de la Grand' Bretagne; pour laquelle Somme le Serenissime Roi de Danemarck & de Norwegue, s'est obligé, & en a donné son obligation à la Compagnie de certains Marchands Anglois, qui nego-

ANNO  
1667.  
cient à Hambourg, & qui presentement y font leur demeure, ou l'y ont ci-devant faite. Laquelle pretention de six-vingt mille Risdales, plus ou moins, estant détruite par la confiscation, demeurera par le present Traité annullée, éteinte & abolie, en sorte, que les Creanciers de telle Dette ne pourront en cette qualité; presentement ni à l'avenir; demander ou pretendre quoi que ce soit. Comme aussi l'on est convenu & demeuré d'accord par paroles tres expressees, que l'on ne fera point revivre, ni l'on ne renouvellera aucune pretention pour raison des Navires & Biens pris & enlevés de la sorte, & pour les Dettes deus aux Creanciers, abolies & supprimées par la confiscation, selon qu'il vient d'estre déclaré ci-dessus. Mais que toutes soient reputées & tenuës pour annullées, éteintes & abolies de part & d'autre au moyen de la compensation solennelle qui s'en fait. S'entendant toutefois, que les Terres & Biens Immeubles ne sont point compris dans cette annulation & extinction; mais qu'ils soient sans difficulté & empêchement quelconque restitués à ceux qui en estoient Possesseurs & Propriétaires avant la Declaration de la presente Guerre.

VI. Il a esté aussi accordé; & l'on est convenu, que sous la compensation ci-dessus, l'on n'a point entendu y comprendre les Païs, Villes, Fortereses, ou les Ports, ni autres Lieux de cette nature. Et au cas qu'il se trouvat que l'une des Parties durant le cours de la Guerre se fust emparé de quelqu'un de cette qualité, soit au dedans de l'Europe ou au dehors, ou qu'il s'en rendist le maître dans le tems limité par le second Article; il sera incontinent, sans aucun delai, tergiversation, ni allegation d'aucun pretexte, restitué tel qu'il soit à qui il appartenoit auparavant, avec toutes les plus petites choses qui en dépendent, & au même état qu'il étoit, lors qu'il a esté pris, sans qu'il puisse être retenu par forme de compensation ou de dédommagement.

VII. Seront compris dans le present Traité ceux qui devant l'échange des Ratifications, ou après dans les six mois suivans, seront nommez du consentement de l'une & de l'autre des Parties. Et comme elles, qui traitent ensemble, reconnoissent avec gratitude les sincerés offices, & continuel zele & affection, avec lesquels le Roi Serenissime de Suede, assisté du secours & aide divine, a avancé ce salutaire ouvrage de Pacification; pour lui témoigner reciproquement une pareille affection; il a esté ordonné par le consentement commun de toutes les Parties, que sa Royale Majesté Serenissime, ci-dessus nommée, soit comprise & incluse dans le present Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il se peut, avec tous ses Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

VIII. Il a esté finalement conclu, arrêté, & accordé, que les ci-dessus nommez; Serenissimes & Très-puissans Rois, garderont & observeront avec sincerité & de bonne foi, le contenu du present Traité, & qu'ils le feront inviolablement garder & entretenir par leurs Sujets & Habitans de leurs Païs, & qu'ils n'y contreviendront directement ni indirectement; & ne permettront qu'il y soit contrevenu en aucune maniere par leurs Sujets, ou par ceux qui font leur demeure dans leurs Royaumes: & qu'ils en ratifieront & confirmeront tous les Points & Articles, comme ils sont ci-dessus accordez, par Lettres Patentes souscrites de leurs propres mains, & scellées de leurs grands Sceaux, conçues & écrites en forme suffisante pour leur donner autorité, & faire fort effet. Lesquelles Lettres Patentes seront reciproquement echangées dans le tems de quatre semaines prochaines, ou plutôt si faire se peut, après la date des Presentes, & les donneront dans cette Ville de Breda, ou les y feront donner de bonne foi, réllement, & de fait.

Et pour faire foi de toutes les choses ci-dessus & de chacunes d'elles, & pour leur donner plus de force & d'autorité: Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, avons sousigné de nos mains le present Traité & Acte, avec les Illustrissimes & Excellentissimes Seigneurs les Ambassadeurs Extraordinaires Mediateurs à Breda, le trente-unième Juillet mil six cens soixante-sept.

(L.S.) *George Flemmingh.*

*Paul Klingenberg.*

*Holler.*

*Pierre Caristus.*

(L.S.) *Henry Coventrye.*

*Christophe Delphique de Dhona.*

Com.



*Commission des Plenipotentiaires du Serenissime Roi de Danemarck.*

FREDERIC III. par la grace de Dieu Roi de Danemarck, de Norwegue, des Goths, & Vandales, Duc de Sleswick, de Holstein, de Stormar & de Dithmarse, Comte d'Oldembourg, & Delmenhorst. Nostre intention est que tous en general & chacun en particulier, sçachent que la Guerre s'étant émue entre Nous, le Serenissime Tres-Puissant, Tres-Chrestien Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre; & les Hauts & Puissans Seigneurs, les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, &c. d'autre part; & que des Traitez solemnels ayant esté commencez dans la Ville de Breda; pour accommoder les differens qui ont esté jusques ici entre les Parties: Nous avons constitué, député & commis, comme par ces Presentes Nous constituons, deputez & commettons pour y assister. Nobles & honnestes nos sincerement & fidelement bien-amez Paul Klingenberg Conseiller de nostre Admirauté, & Maître General des Postes; & Pierre Carisius nostre Conseiller & Resident près les susnommez Seigneurs Estats Généraux; ausquels Nous donnons plein & entier Pouvoir de negocier & traiter en nostre nom avec le Commissaire député ou Commissaires deputez par le ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, garnis de Pouvoirs suffisans pour le même effet, de tous les differens que nous avons avec lui; de les accorder; terminer & conclure; & de faire en outre toutes les choses qui peuvent contribuer à assoupir & éteindre les mesintelligences & inimitiez secretes qui pourroient estre entre Nous & le susmentionné Roi de la Grand' Bretagne; & qui sembleront pouvoir retablir l'ancienne amitié & concorde. Nous obligeant & promettant en parole de Roi, de confirmer & ratifier tout ce que les dénommez ci-dessus, nos Plenipotentiaires auront traité, négocié & conclu; & de ne rien faire de nostre part, & de ne souffrir qu'il soit fait aucune chose, qui en quelque maniere que ce puisse estre y repugne, & puisse y estre contraire: en foi dequoy Nous avons signé les Presentes de nostre main, & pour les autoriser avons commandé, qu'elles fussent scellées de nostre Sceau Royal. Donné en nostre Château de Copenhaguen, le sixième jour d'Avril mil six cens soixante sept. Signé, FREDERIC. Et plus bas, BIERMAN.

Les sousignez Plenipotentiaires de sa Royale Majesté Serenissime de Danemarck & de Norwegue, après avoir exactement collationné, certifient que les Lettres de Procuración & Pouvoir ci-dessus transcrites, conviennent avec l'Original en tous les Points & toutes les periodes. Fait à Breda le 21. Mai 1667. PAUL KLINGENBERG. P. CARISIUS.

*Procuracion de la part du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne.*

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grand' Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. S'étant élevé depuis certains temps quelques differens entre Nous & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'où s'est ensuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'est fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: sur quoy estant arrivé que le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Suede, ami commun, eut offert sa Mediation qui Nous est tres-recommandable, & en même-tems lesdits Estats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nostre part en quelque lieu commode qui pussent traiter avec leurs Commissaires & Députez, en y joignant les Ambassadeurs des Serenissimes & Tres-Puissans Princes les Roys Tres-Chrestien & de Danemarck, pour travailler ensemble à appaiser ces differens, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons esté obligez, & comme contraints malgré Nous de prendre les Armes, avons toujours mieux aimé terminer ces differens par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons volontiers consenti au desir & à la proposition des Estats Généraux pour le Traité de Paix: A cette fin Nous avons choisi pour nos Ambassadeurs Extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables

de nous servir en cette affaire, sçavoir nostre tres-fidele & tres-amé Conseiller Denzel Holles, Baron de Iseild, & nostre amé & fidele Henry Coventrye, Fils de respectable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du grand Sceau d'Angleterre; l'un de nos Chambellans, Sénateur dans le Souverain Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire destiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande; lesquels nous nommons pour pouvoir conférer, traiter & conclure ladite Paix avec les Commissaires & Députez des susdits Roys, & Estats Généraux.

Nous faisons donc à sçavoir qu'ayant souvent expérimenté la prudence, integrité, fidelité & industrie de nos susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonnéz & députéz, & par ces Presentes ordonnons & deputez nos veritables & indubiables Commissaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puissance & autorité, & Mandement général & special en nostre nom; de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choses necessaires, pour avec les Commissaires respectifs des Roys & Estats susmentionnez, ayant suffisant Pouvoir pour ce sujet, travailler à oster tous les differens susdits sous les Articles & conditions reciproques de restituer & rétablir de part & d'autre les choses dont on sera convenu, & enfin de dresser sur le tout les Articles, Lettres & Instrumens necessaires, & de faire toutes les choses qui seront à propos pour la conclusion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & stables, & de n'aller jamais à l'encontre des choses qui seront résolues entre nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & ceux des Estats Généraux, mais au contraire d'exccuter & observer inviolablement & religieusement tout ce qui sera promis en nostre nom sur ce sujet. En témoignage dequoy nous avons signé les presentes Lettres, & à icelles fait apposer le grand Sceau d'Angleterre. Donné à Westminster le quinze de mois d'Avril l'an 1667. le dix-neufiéme de nostre Regne. Ainsi signé, CHARLES, Roy.

*Ratification du Roi de Danemarck du Traité de Paix conclu à Breda le 31. Juillet stile nouveau 1667. entre luy & le Roy de la Grand' Bretagne.*

FREDERIC III, par la grace de Dieu, Roi de Danemarck & de Norwegue, des Goths & des Vandales, Duc de Sleswick, de Holstein, Stormarn & de Dithmarse, Comte d'Oldembourg & de Delmenhorst: A tous ceux qu'il appartient, ou pourra appartenir pour leur interest, & chacun en particulier. Nous desirons par ces Presentes donner à conuoistre, témoigner & certifier, que s'estant tenuë depuis peu dans la Ville de Breda une Assemblée solemnelle, pour éteindre l'embrasement de la funeste Guerre qui avoit esté allumée entre Nous; le Serenissime, Tres-Puissant & Tres-Chrestien Prince LOUIS XIV. Roy de France & de Navarre, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part; Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, d'autre part: Nous avons envoyé à cette même Assemblée Nobles & honnestes nos chers & bien-amez Paul Klingenberg Conseiller en nostre Admirauté, & Maître General des Postes, & Pierre Carisius aussi nostre Conseiller, afin qu'ils entrassent en Conference avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires du ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, & qu'ils traitassent pour accommoder & accorder les differents & dissensions qui'étoient entre Nous. Ce qui par la benediction de Dieu a réussi, de sorte que l'Accord s'en-est ensuivi, & l'on a consenti à la Paix de part & d'autre, & sous certaines conditions, dont l'Acte est conçu de mot à mot, comme il ensuit, &c.

*Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France sur le cinquième Article du Traité entre l'Angleterre & le Danemarck.*

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, declaronz que dans l'Article V. du Traité fait & conclu ce jourdhuy entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi de Danemarck, on n'a entendu parler que de l'abolition de la Dette de six vingts mille Richedales, plus ou moins; pour lesquelles

ANNO 1667. quelles ledit Seigneur Roi de Danemarck s'est obligé envers la Compagnie des Marchands Anglois, établie à Hambourg, sans prejudice des autres Dettes pour lesquelles ledit Seigneur Roi se pourroit être obligé envers d'autres Sujets de Sa Majesté Britannique, lesquelles on n'a point entendu éteindre & abolir par le present Traité. En témoin dequoy nous avons signé la presente Declaration. Fait & passé à Breda le 31. Juillet 1667.

(L.S.) d'Esfrades. (L.S.) Courtin.

*Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France  
touchant le Droit du Sund.*

NOUS ci-dessous dénommez, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrétien Roy de France, Godefroy, Comte d'Esfrades, Lieutenant General dans les Armées de Sa Majesté, & Chevalier de ses Ordres, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amérique, & Honoré Courtin Conseiller d'Etat & Maître des Requestes : & conjointement Nous les Députés, Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Pais-Bas, pour les presens Traitez de Paix, Jérôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersberch, Everwerdt, &c. Conseiller & Syndic de Messieurs les Estats de Zelande, & Allard Pierre Jongstal premier Conseiller & President de la Cour Souveraine de la Province de Frise, faisons à sçavoir, certifions & attestons qu'à cause du différent & contestation survenu dans ces Traitez de Paix; qui déjà ont esté conclus en ce lieu entre le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Danemarck, & le Serenissime & Tres-Puissant Roi de la Grand' Bretagne; pour raison du payement du Peage & Droit d'Entrée que les Sujets de l'un des deux Rois feront à l'avenir tenus de payer pour raison de leurs Navires & Marchandises, dans les Ports & Rivières de l'autre; & à cause aussi que de la part du Roy de Danemarck dans le Projet donné par ses Plenipotentiaires aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre, la periode suivante avoit esté inserée à la fin du premier Article en ces termes.

„ Et comme l'un & l'autre Roi a le Pouvoir Souverain & le Droit entier sans qu'on le puisse mettre en controverse ou le disputer, de disposer & ordonner des Impositions & Peages dans leurs propres Seigneuries & Terres de leur Domination, pareillement aussi les Sujets de l'un payeront autant de Peages & d'Impositions dans les Royaumes, Principautez, Isles, Villes, Havres & Rivières de l'autre, que chacune des Parties pour son regard trouvera à propos qu'il se peut faire pour son service, utilité & profit; & en la même maniere que les autres Nations Estrangeres avec lesquelles il n'y a point de Conventions particulieres pour ce sujet, sont obligées de payer. Toutefois au passage du Sund l'on n'exigera point des Vaisseaux Anglois, & des Marchandises dont ils seront chargez, & ils ne payeront point de Peage & d'Imposition plus grande que celle qui estoit exigée d'eux, & qu'ils payoient en l'an mil six cens cinquante.

Mais que de la part d'Angleterre l'on n'a pas voulu mettre cette clause, sinon avec cette condition: Qu'au regard du Peage qui se paye au passage du Sund, au lieu de l'année mil six cens cinquante l'on appoast l'an mil six cens cinquante-deux. Ce que toutefois l'on n'a pu persuader aux Plenipotentiaires de Danemarck, quelque raison qu'on leur ait apportée, assurant & affirmant que dans leurs Instructions il n'y avoit rien qui touchast ce point. C'est pourquoy on leur a proposé cet expedient pour temperament; Que l'on retranchast entierement de cet Article la periode qui seroit quelque mention des Peages & Imposts; à quoy enfin les ci-dessus nommez Plenipotentiaires Danois ont consenti, principalement induits par le desir de rétablir la Paix tant souhaitée. A condition toutefois, que Nous susnommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires rendissions témoignage que la Negociation s'est faite & passée de la sorte, comme nous l'attestons & certifions par le present Acte fouserit de nos mains, avec l'apposition du Cachet de nos Armes pour l'autoriser d'autant plus. Fait à Breda le trente unième Juillet mil six cens soixante-sept.

(L.S.) d'Esfrades. (L.S.) Courtin

*Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France  
touchant les Orcades.*

ANNO 1667.

NOUS ci-dessous dénommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrétien Roi de France, Godefroy Comte d'Esfrades, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majesté, & Chevalier des Ordres de Sa Majesté, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amérique; & Honoré Courtin Conseiller d'Etat & Maître des Requestes: & conjointement Nous les Députés Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Pais-Bas pour les presens Traitez de Paix, Jérôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersberch, Eveswerdt; &c. Conseiller & Syndic de Messieurs les Estats de Zelande, & Allard Pierre Jongstal premier Conseiller & President de la Cour Souveraine de la Province de Frise; faisons à sçavoir, certifions, & attestons, que dans les presens Traitez de Paix faits & conclus en ce lieu, entre le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Danemarck & de Norwegue Frederic III. & le Serenissime & Tres-Puissant Roi de la Grand' Bretagne Charles II. l'on a demandé de la part de Danemarck avec des instances tres-pessantes la restitution des Isles appellées Orcades & de Hitland; pour laquelle fin Messieurs les Plenipotentiaires de Danemarck ont inseré l'Article suivant dans le Projet de leur Traité, qu'ils ont communiqué à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre.

„ D'autant que l'on a prouvé suffisamment par des „ Titres, que depuis plusieurs siecles les Isles Orcades „ ont appartenu au Royaume du Norwegue par une „ subjection inseparable & inalienable, & luy appartient „ encore; & qu'elles ont esté engagées & hypothé- „ quées au Roy d'Escoce pour une certaine Somme „ d'argent, à condition qu'elles seroient rendues & „ restituées, en remboursant & payant la mesme Som- „ me, & qu'elles retourneroient & seroient reunies au „ Royaume de Norwegue: & bien que de la part de „ Danemarck le remboursement de cette mesme Som- „ me ait esté souventesfois offert, & que nonobstant „ cela la restitution n'en ait point esté faite; l'on est „ demeuré d'accord ensemble, & l'on est convenu, „ par desir & affection principalement, que l'on a „ d'obvier aux troubles & dissensions & de les empê- „ cher, qui à l'occasion de ce différent pourroient „ naître entre les Serenissimes Rois de Danemarck & „ d'Angleterre, que les susnommées Isles appellées „ les Orcades & Hitland, soient restituées & ren- „ dues au Roi de Danemarck: ou à tel autre à qui „ il donnera Pouvoir, de les recevoir, en l'estat qu'el- „ les se trouvent à present sans en rien retenir, & sans „ retardement.

A laquelle proposition Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre ont répondu de leur part: Qu'ils n'avoient aucune Instruction sur cette affaire, & qu'ils desiroient que cet Article fust rayé & effacé du Projet, veu principalement qu'il ne touchoit en rien le present Traité de Paix, & que l'on ne pouvoit pas l'insérer, ni lui donner place entre les autres.

Ce que Nous soussignez avons pareillement reconnu. C'est pourquoy les Seigneurs Plenipotentiaires du Serenissime Roi de Danemarck & de Norwegue, portez sur tout d'affection pour la Paix si ardemment souhaitée, & afin que cette affaire si salutaire ne souffrist de retardement de ce côté-là, ont finalement consenti, que cet Article touchant les Orcades & Hitland fust rayé & effacé de leur Projet. A condition toutesfois que la suspension & surseance de la demande de restitution de ces Isles soit entendue, sans qu'elle porte prejudice aux Droits de leur Seigneur Roi Serenissime, & sans qu'elle déroge en quoy que ce soit à ses pretentions; qui subsistent entieres & manifestes, jusques à une plus favorable occasion, soit qu'elle se presente plutôt ou plus tard, afin d'en demander la restitution, suivant telles pretentions.

Surquoy l'on est demeuré d'accord, & l'on a promis que Nous ci-dessus dénommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, conjointement avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires du Serenissime Roi de Suede, donnerions attestation de ce que dessus pour certitude plus ample de la verité du fait, comme la donnons de bonne foy par le present Acte signé de nos mains, auquel pour donner plus d'autorité

Nous

ANNO 1667. Nous avons apposé le Cachet de nos Armes. Fait à Breda le trente-unième jour de Juillet l'an mil six cent soixante sept.

(L.S.) D'ESTRADES. (L.S.) COURTIN.

*Acte de la Publication de la Paix de la part des Plenipotentiaires de Danemarck.*

**N**OUS Paul Klingenberg & Pierre Carisus Plénipotentiaires de Sa Majesté Serenissime le Roi de Danemarck, faisons à sçavoir à tous qu'il appartient, & attestons qu'en vertu du Traité conclu & arrêté en cette Ville de Breda le trente-unième jour de Juillet passé, stile nouveau, & le vingt-unième stile ancien, la Paix plus stable & ferme qu'auparavant, & l'amitié sincère ont esté renouvelées entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarck & de Norwegue, des Vandales & des Goths, &c. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne; pareillement entre leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Isles & Seigneuries. Et qu'aujourd'huy, datte des Presentes, les Ratifications données par les deux Rois susnommez ont été échangées mutuellement; & partant que le libre exercice du Commerce est entièrement & sans reserve ni restriction reitabl en sa premiere vigueur. Et la Publication qui a déjà esté faite ici d'un consentement mutuel, servira de regle, & fera le terme, suivant lequel tous Actes d'inimitié & d'hostilité doivent cesser, & la Paix commencer, comme cela se peut voir plus particulièrement dans le second Article du present Traité. En cette maniere toutefois, que le premier terme & jour de la cessation des hostilités commence dans la Mer Septentrionale; dans la Mer Baltique, & le Canal, le quatrième de Septembre selon l'ancien stile. Le second jusques au Cap Saint Vincent commence le vingt-deuxième Septembre stile ancien. Et le troisième terme pour ce qui regarde les Mers au delà du Cap Saint Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans l'Océan que dans la Mer Méditerranée, commencera le vingt-troisième Octobre pareillement selon l'ancien stile. Et finalement le quatrième terme, auquel doivent cesser les hostilités au delà de la Ligne Equinoxiale par toute la Terre, le quatorzième Avril ancien stile de l'année mil six cent soixante huit. Et pour d'autant plus autoriser ce que dessus, Nous avons signé les Presentes de nos mains, & les avons fait publier à haute voix & son de trompe dans la Ville de Breda, ce jourd'huy vingt-quatrième Août selon le stile nouveau, & le quatorzième selon l'ancien.

(L.S.) PAUL KLINGENBERG.

(L.S.) PIERRE CARISIUS.

XX.

22. Août. (1) *Traité d'Alliance défensive entre divers Princes du Cercle de WESTPHALIE, & autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de COLOGNE, l'Electeur de BRANDEBOURG, les Princes de BRUNSWICK & LUNEBOURG &c. Fait à Brunswick, le 22. Août, 1667. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 746. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. Abtheil. II. pag. 342. en François comme ici, & comme il paroît, tiré de la même source.]*

**L**ES Seigneurs Electeurs de Cologne & de Brandebourg, ensemble les Seigneurs Evêque d'Osnabrug & George Guillaume, comme aussi Rodolphe Auguste Ducs de Brunswick & Lunebourg, avec la Dame Landgravine & Regente de Hesse-Cassel, ayant ci-devant & dans cette presente conjoncture de tems diligemment considéré & delibéré sur les moyens de conserver & maintenir les Pais & Peuples que Dieu

(1) Ce Traité a été traduit du Flamand; mais comme ce n'est pas l'original, on ne l'a mis ici qu'en François.

leur a confiés & les defendre avec l'assistance divine contre toute violence, afin qu'ils soient maintenus dans une bonne Union, & l'expérience ayant appris que les Constitutions, & Ordonnances faites avec grande peine par le Saint Empire & tous les autres semblables moyens ont été de peu d'effect, ils ont pour l'amour paternelle qu'ils ont pour leursdits Pais jugé très à propos, de persister non seulement dans la confiance & amitié de bons voisins ci-devant établies entre eux, mais aussi de faire entre eux une Alliance défensive plus ferme & plus étroite. C'est pourquoy lesdits Princes & Electeurs ont député & envoyé leurs Conseillers icy à Brunswick qui ont au nom de leurs Seigneurs Principaux, & sous leurs Ratification & approbation traité & conclu une Alliance défensive de la maniere suivante.

I. Il y aura entre lesdits Alliez de part & d'autre une sincère & unanime amitié & voisinance, en sorte qu'ils tâcheront de procurer le bien & utilité l'un de l'autre, & s'il leur arrive quelque chose qui les mette en quelque danger, celui que cela regardera en avertira à tems, afin d'éviter les troubles qui en pourroient suivre, & qu'on puisse communiquer à tems sur le secours promis & qui sera désiré.

II. Cette Alliance défensive, ne sera point offensive à l'égard de personne & encore moins à l'égard de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, mais seulement pour la deffence & manutention des Pais, Peuples, Droits & Prerogatives d'iceux.

III. Tous & un chacun Pais des Alliez, qu'ils possèdent maintenant dans le St. Empire seront compris dans la presente Alliance, en telle maniere, que si quelques-uns desdits Pais & Peuples desdits Confederez venoient à être assaillis, ou qu'on vint à commettre contre iceux quelque violence, & entreprises; même en y voulant mettre les Troupes en quartier ou les y faire passer contre les Constitutions de l'Empire & Instrumens de Paix, (sur lesquels est fondée la presente Alliance) & qu'on voulut donner atteinte à ladite presente Alliance, ceux des Alliez à qui telle violence sera faite, en donnant avis & notification préalable & à tems à ses Alliez seront assistés des Troupes de Cavalerie & d'Infanterie sans perdre de tems, selon qu'il est accordé & convenu par les Articles suivans.

IV. Mais afin qu'on puisse sçavoir ce que chacun fera obligé de fournir à celui qui sera attaqué ou lezé lors qu'il demandera du secours, il est accordé que son Altesse Electorale de Cologne fournira deux mille quarante Hommes de Cavalerie & seize cens fantassins; sa Serenité Electorale de Brandebourg, mil Hommes de Cavalerie, & deux mil Hommes de Pied; le Prince Serenissime d'Osnabrug mil Chevaux & deux mil Fantassins, le Serenissime Prince George Guillaume deux cens quarente Chevaux, & six cens quarente quatre Fantassins, sa Serenité le Duc Rodolphe Auguste deux cens Chevaux & quatre cens Fantassins, la Serenissime Landgravine de Hesse-Cassel deux cens Chevaux & quatre cens Fantassins, lesquels ils tiendront prêts, & les enverront sans perdre de tems, comme il a été dit, quand l'occasion le requerra. Les Alliez tiendront prêts aussi la moitié de plus que leurditte cote part, qui même sera augmentée si on le juge convenable.

V. Chacun des Alliez étant averti par celui qui sera molesté, du danger où il sera, sera obligé de lui envoyer le secours promis en Cavalerie & Infanterie dans quatorze jours, à compter du jour que la requition en aura été faite & ce sans delai. Et qu'il ne le pourra rapeller & faire revenir, à moins que le requérant, n'en eût plus besoin lui-même, ou que l'assistant étant attaqué ou molesté n'en eût besoin pour lui-même.

VI. Mais si plus d'un des Confederez venoit à être attaqué & à essuyer quelque danger, en ce cas les autres Alliez enverront une partie du secours à l'un des attaquez, & l'autre partie à l'autre de la maniere que dessus, & parce qu'il se pourroit faire que semblable secours ne seroit pas suffisant, en ce cas les Alliez seront tenus de prendre des résolutions proportionnées au danger, & de convenir d'un tel secours qu'il soit suffisant pour assister à bon escient celui qui sera attaqué.

VII. Quand le secours effectif aura été envoyé, & qu'il sera arrivé auprès des Troupes & dans le Pais de celui qui l'aura requis, celui à qui ledit secours sera envoyé en aura aussi-tôt le commandement en Chef, & la direction dans toutes les affaires Militaires, soit qu'il

ANNO 1667.

ANNO  
1667.

qu'il vienne à agir dans son País ou dans un autre hors de celui des Confederez, mais quand il s'agira d'entreprendre quelque chose, il sera toutes les fois tenu un Conseil de Guerre, comme c'est la coutume.

VIII. Chaque assistant fournira autant d'Artillerie & autres choses nécessaires avec les Troupes que les cas de la Guerre le requerront, mais si l'on a besoin de grosses pieces de Canon, on les fournira à proportion du besoin du requerant, en cas que ce soit pour agir dans son País, ou dans ceux qui seront le plus près des Alliez, mais en l'un & en l'autre cas, ils seront fournis, & les dommages & reparations en seront payez à frais commun des Alliez.

IX. Chaque Officier des Alliez aura Jurisdiction sur les Troupes qu'ils enverront au requerant, mais s'il arrivoit quelque chose qui requiert un Conseil General de Guerre, on y joindra tous ceux qui y doivent assister, & le President en fera celui qui suivant le septième Article aura le Directoire, & s'il n'y veut ou ne peut pas y assister, ce sera celui qui sera le premier en charge.

X. Pour l'entretien des Troupes de chaque Allié le requerant sera obligé quand elles seront dans son País ou près des siennes & pendant tout le tems qu'elles seront sous sa direction, de leur fournir des Quartiers & de les traiter comme les siennes propres.

XI. Et afin qu'il n'arrive aucune confusion par la conjunction desdites Troupes tous les Alliez dresseront ensemblement une Ordonnance de Discipline, suivant laquelle toutes les Troupes conjointes seront traitées. Et parce aussi que toutes les Troupes Auxiliaires ne scauroient porter avec eux toutes leurs Provisions à la fois, le requerant sera obligé de leur fournir les provisions nécessaires pendant qu'elles seront dans son País, & le prix lui en sera restitué par les Alliez à proportion du secours qu'ils sont obligez de fournir.

XII. En outre cette Alliance deffensive durera trois ans consecutifs, à compter de la date des presentes, pendant lequel tems elle sera observée & subsistera inviolablement. Et il sera en la liberté des Alliez de se confederer encore pendant lesdits trois ans pour prolonger encore cette dite Alliance.

XIII. Et si quelques-uns des Confederez étoient encore outre cette Alliance compris dans quelque autre en vertu de laquelle ils seroient tenus de donner quelque secours à d'autres, le secours ne sera fourni qu'en vertu de l'une ou de l'autre Alliance, & il sera libre au requerant de declarer à laquelle des deux Alliances il s'en voudra tenir. Et quand un secours aura été une fois envoyé, il sera soustrait du *quantum*, de ce que les Confederez devront fournir.

XIV. Et si dans le voisinage il venoit à se faire quelque mouvement dont l'Empire pût recevoir quelque desavantage, les Alliez veuillent bien autant qu'en eux sera, apporter tout le soin & la diligence possible, afin que le point de la sureté de l'Empire y soit menagé & qu'il ne soit rien negligé à cet égard.

XV. Et comme dans la Negociation de cette Alliance les Deputez du Seigneur Duc Jean Frederic de Bronswick - Lunebourg qui y ont assisté n'ont pu la signer faite de Mandement special dudit Prince, & que s'en étant exempté ils ont désiré qu'ils la pussent signer dans la suite, cela leur a été accordé, pourvu qu'ils se declarent là dessus avant l'expiration du tems limité pour la Ratification des presentes, comme il est contenu dans l'Article suivant.

XVI. Il est accordé & convenu que les Seigneurs Principaux feront échanger leurs Ratifications icy à Bronswick dans le quatrième d'Octobre prochain, vieux stile. En témoin dequoy ont les Deputez-Confesseurs desdits Seigneurs Princes & Electeurs signé & scellé ces presentes, dont a été dressé un Instrument pour chacun. Ainsi fait à Bronswick le 22. Août 1667. Signé

(L.S.) Henri François Nicolas.  
(L.S.) Frederic de Jena.  
(L.S.) G. Christ. de Hamerstein.  
(L.S.) Paul Joachin de Bulaw.  
(L.S.) Hierome de Grapendorp.  
(L.S.) Regnier. Badenhausen.

XXI.

ANNO  
1667.

Vergleich zwischen Beeden Churfürsten / Sachsen und Brandenburg / wegen Ausmünzung der Schiede-Münzen getroffen. Geben zu Zinnen den 27. Augusti 1667. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Theil. II. Abtheil. IV. Abs. II. pag. 200.]

C'est-à-dire,

Accord entre les Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG, au sujet de la Fabrication de la petite Monnoye appelée Schiede-Muntz. A Zinnen le 27. d'Août 1667.

Wischen beyderseits Churf. Durchleucht. zu Sachsen und Brandenburg / ist bey jetziger Anwesenheit abgeredet und beschlossen worden: Nachdem bey dem hochstangestiegenen Silber-Kauff und des also genannten rothen / unmöglich fallen will / die Schiede-Münze nach der Reichs-Valuation de Anno 1559. zu beschicken / unterdessen aus benachbarten Landen Böhmen / Schlesien und Polen viele unrichtige Münze in ihrer Churf. Durchleucht. Lande ringet / das / wegen conformitat in der Münze / vertröstete Reichs-Conclusum ins Stecken gerath / auch bey neulichsten Ober-Sächsl. Probations-Tags-Convent die interessirten Stände zu keinem Schluss / wie weit man besagter Ordnung auf eine zeitlang abzugeben / gelangen können. Als wollen Ihre Churfürstl. Durchleucht. dero Münz-Guardeinen / nach Anleitung eines verglichenen Notuls, anbefehlen / hinführo mit der Groschen- und kleinern Münz-Sorten Bescheidung dergestalt zu verfahren / das die feine Mark auf 102. Thl. so lange ausgemünzet werde / bis künftig in diesem Münz-Punct ein allgemeines Reichs-Conclusum erfolget / Ihr. Churfürstl. Durchl. hierunter ein anders zu verordnen Ursache haben würden / Jedoch / das der Fuß des Reichs-Thalers verbleibe / wie er in der obbenelten Valuation gesetzt ist. Sigl. unter Ihr. Churf. Durchleucht. Unterschriften und fürgedruckten Insegehl zu Zinnen am 27. Aug. 1667.

XXII.

Vergleich zwischen Ihrer Königl. Mayest. zu Denuem. 12. Oct. mark FRIDRICH III. eines / und Ihrer Hochfürstl. Durchl. CHRISTIAN ALBRECHT, Herzogen zu Schleswig-Holstein andern theils / über die zwischen Ihnen geführten Forderungen und Bescheidungen ratione der Bischöfl. Wahl zu Lübeck / der Regierung zu Sunderburg / der Vestung Friedrichs-Ort ic. Glückstadt den 12. Octobr. 1667. Mit der RATIFICATION von Seiten Ihrer Königl. Mayest. in Denuemark / Glückstadt den 23. Octobr. 1667. [Imprimé de la part du Duc de LONDORP II *Acta publica* Part. XII. Lib. XIII. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Continuar. II. Fortsetzung II. Abtheil. IV. Absatz VII. Num. LXXXVII. pag. 180. On en a une Traduction Françoise dans mon petit Recueil. Tom. I. pag. 149.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre FREDERIC III. Roi de Dannemarck, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, sur leurs anciens diferents au sujet de l' Election à l' Evêché de Lubeck, de la Regence commune de Sunderbourg, & de la Forteresse de Friderichsorth. A Glückstadt le 12. Octobre 1667. Avec la RATIFICATION du Roi de Dannemark, à Glückstadt le 23. Octobre 1667.

W Friedrich der Dritte von Gottes Gnaden zu Denuemark / Norwegen / der Benden und Gotthen König / Herzog zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Graf



ANNO  
1667.

sprechen hingegen Hochgedachte Ihr. Königl. Mayt. zu Bezeugung Ihres Freund- Vetter- und Väterlichen Wohlwollens hie- mit / daß Ihrer Hochfürstl. Durchl. / dero Posterität / wie auch Landen / Kempter und Städten aus besagter Festung Friedrichs- Ort kein Nachtheil oder Schaden / einige Unsicherheit oder Ge- fahr / es sey zu Friedens- und Kriegs-Zeiten / zugetehret werden soll. „ Und da sie über besser Wissen und Vernunthen / welches der „ allerhöchste Gott in Gnaden abwenden wolle / sich einige Krie- „ ges-Verfassung oder öffentliche Fehde in diesen Fürstenthü- „ mern anspinnen sollte / daß alsdann Ihrer Hochfürstl. Durchl. „ daherm liegende Unterthanen mit keiner absonderlichen Ver- „ pflegung oder dergleichen anmühen / sollen oneriret noch be- „ schweret werden / da dergleichen aber de facto beschehen zu seyn / erwiesen würde / daß solches / was sie mehr dann andere her- „ gegeben / und erlitten / von den übrigen beyder Fürstenthümen „ sämtlichen Eingefessenen soll gut gethan werden / und soll auch „ hiedurch dem Commercio in Ihrer Hochfürstl. Durchl. Stadt „ viel nichts derogiret / noch die dahin segelnde Schiffer bey „ mehrbesagter Festung Friedrichs-Ort anzulegen / und die ein- „ habenden Wahren zum Verkauf allda anzulieffern / angehal- „ ten / noch genöthiget werden.

XII. Weil auch die also genandte peræquations-Sache durch hinc inde beschehene remonstrationen nicht können abge- than oder beygelegt werden / so ist doch derenthalben beliebt / dieselbe nach Anweisung der Union intra annum & diem ohn- fehlbar entscheiden zu lassen.

XIV. Wie dann auch von beyden Herren ehisten einige Com- missarii zu verordnen / welche mit Zuziehung der Deputirten von den vier Städten sich dahin zu bearbeiten / daß durch gültlicher Vergleich das Stadt-Gericht und Syndicat wieder auff vorigen Fuß werde gerichtet.

XV. Über der von Ihr. Hochfürstl. Durchl. desiderirten An- stellung des Zolls zu Ulkeburg / hat man abseiten Ihrer Königl. Mayt. vor eingezogener gnugsamer Nachricht sich nicht völlig gemußt zu resolviren / es wird aber Ihr. Kon. Maj. democh / wann die vorgeschlagene Verpachtung der Zölle hiernächst sollte werden beliebt / sich dieser Postie halber gar leicht mit Ihrer Hochfürstl. Durchl. vergleichen.

XVI. Sonsten wollen Ihr. Königl. Majest. die Obbeschloer durch ernstliche Mandata zu Reparirung dessen was ihnen an Mühlen- Dämmen dafelbst zu machen gebühret / so fort anwei- sen / damit der bisherige Abgang verbindert werde.

XVII. Wie sie dann gleichfalls das von Ihrer Fürstl. Durchl. Herrn Vatters Hochseel. Andenkens ausgegebenes Diploma we- gen der Stadt Hamburg / wann selbiges wieder solte an Hand gebracht werden / Ihrer Hochfürstl. Durchl. so fort wollen wie- der lassen ausantworten / und sich dessen weiter als sie befugt / niemahls bedienen / massen es dann in übrigen auch hiemit wird mortificiret und abgethan.

XVIII. Des Osterfangs bey Wiedinghard und Wasserlof- fung zwischen Ripen und Tundern halber sollen von Ihr. Kon. Majest. und Hochfürstl. Durchl. fordersamst nicht ineresirte Commissarii benennet werden / die besagte Verther in Augenschein nehmen / gewisse Aufkogs-Leute daju fodern und darüber defi- nitiv erkennen lassen sollen.

XIX. Dann wollen auch Ihr. Kon. Maj. wann die von den Fürstlichen Unterthanen angezogene Privilegia / so Ihnen auff den Handel im Königreich Norwegen verliehen / solten zum Vor- schein gebracht werden / sich darüber allergnädigst gegen sie aus- lassen.

XX. Weil aber auch von Ihr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Va- ter lobwürdigster Gedachtus bey den zu Copenhagen Anno 1658. geschlossenen Tractaten desideriret / daß die Abolition der bishe- ro geführten gemeinen Regierung über Prælaten / Ritterstafft und Städte mögte vorgenommen werden / solchen passus halber aber von Ihr. Hochfürstl. Durchl. Abgesandten eingewandt / daß sie darüber nicht wären instruiret / als bleibt selbiger bis zu Ihrer Königl. Mayt. und Hochfürstl. Durchl. künftigen Ver- einbarung ausgestellt / und weil also die bishero unter Ihr. Kon. Majest. und Hochfürstl. Durchl. auch dero Herrn Vater Ruhmwürdigsten Andenkens vorgefallene Irrungen und Be- schwerungen / so viel deren specificiret / obgeleset massen / doch auff benderseits hoher Herren Principalen erfolgende Ratification, von denen daju Eingang genanten Herrn Deputirten beygelegt und abgethan. Als haben dieselbe zu dessen Bezeugung diesen Vergleich eigenhandig unterschrieben / und Ihre Pittschafften beygebracht. So geschehen in der Kon. Stadt und Bese Glück- stadt den 12. Octobr. Anno 1667.

Kay. B. Ahlfeldt. F. E. Kielmann.

(L. S.) (L. S.)

F. B. Ahlfeldt. Joh. Ad. Kielmann.

(L. S.) (L. S.)

Conrad Wafmer. A. Cramer.

(L. S.) (L. S.)

Daß wir vorgesehnen Vergleich in allen seinen Punkten und Clausulis approbiret / ratificiret und für genehm gehalten / ap- probiren ratificiren und halten auch denselben hiemit für genehm / und versprechen bey Königl. wahren Worten für uns / und un-

serer Erb-Successores an der Regierung weder directè noch in- directè dawider zu handeln / noch handeln zu lassen / sondern denselben aller massen beständig nach zu kommen / und zu leben / hiertunde Unser eigenhändigen Untersreibung und vorgedruckten Secret-Insiegels. Gegeben in Unser Bese Glückstadt den 23. Octobr. Anno 1667.

ANNO  
1667.

Friederich.

(L. S.)  
(R.)

XXIII.

Friedens-Puncta zwischen dem Herrn Sobiesky Pol- 18. Oct.  
nischen Cron-Marschalln und Feld-Herrn / Nahmens des Königs und der Republic Pohlen eines / und dem Sultan Galga nahmens des Tartar-Chans und der gangen Crymmischen Gemeinde andern theils / vorneml. des lauts / daß des Königs und der Republic Feinde auch des Chams Feinde seyn sollen; wo gegen jene diesem die gewöhnliche jährliche Pension ver- sprechen. Geschlossen unter Podjavec am 18. Octo- br. 1667. Mit den 4. Punctis welche zwischen der Cron Pohlen; und den Zaporouischen Cosacquen und dero Feldherrn Dorofzencko abgehandelt wor- den / unter Podjavec den 19. Octobr. 1667. [Thea- trum Europæum Tom. X. pag. 552.]

C'est-à-dire,

Articles de Paix conclue entre le Maréchal de la Couronne & le General SOBIESKI Maréchal de l'Armée, au nom du Roi & de la Republique de POLOGNE d'une part, & le Sultan GALGA, au nom du Cham & de tous les TARTARES de la CRIMEE d'autre part, portant que le Cham devra regarder les Ennemis du Roi & de la Republique comme les siens propres; en consideration dequoy on lui devra payer la Pension accoutumée. A Podjavec le 18. Octobre 1667. Avec QUATRE autres ARTICLES conclus entre la Couronne de Pologne, & les Cosagues de Zaporow, & le General Doroszenko. A Podjavec le 19. Octobre 1667.

I. Alles daß jenige / so vergangenen Winter passiret / und bis auff gegenwärtige zeit vorgangen / soll alles mit einander vergessen / und Gott anheim gestellet seyn / welcher denjenigen / der ursach darzu gegeben hat / wird zu richten wissen.

II. Dafern ins künftige sich einige Mißverständnisse eräu- gen möchten / sollen darumb nicht also bald die Waffen ergei- fen / sondern es soll durch gewisse Abgesandte wieder geschlichtet und componirt werden.

III. Sultan Galga verspricht im Namen des Chams und seiner Nachkommen / wie auch der gangen Crymmischen Gemein- de / aller derer jenigen Feind zu seyn / welche seine Kon. Majest. samt der Republic für Feinde verklären und halten werden / und daß er sich mit seinen Horden / auf was weis / und wohin seine Kon. Majest. werden wollen / zu dienste der Republic einstellen werde: Hingegen verspricht man ihm und allen seinen Horden / hinsühro die gewöhnliche jährliche Pension dergestalt richtig zu geben; wie man sich dem hierüber auch vergleichen / daß von Pohlenischer Seiten einige Gesandten / als Geiseln nach Crymm sollen geschick- ten werden / welche sich allda so lang aufhalten sollen / bis der Tar- tarische Abgesandte / so auff den Reichs-Tag geschickt werden soll / sich wieder bey den seinigen mit der Pension wird eingefunden haben.

IV. Der Cham soll fährohin keine Horden in der Ukraine und seine Königl. Majest. Länder / es seye dann / daß seine Kö- nigl. Majest. solches wissen und consentiren / zu schicken befugt seyn.

V. Und demnach etliche Horden bey des Chams Armees sich aufhalten / die unter dessen Commando nicht gehören / als erberet er sich / im Fall sie hinsühro sich unterstehen solten / mit starken Troupen seiner Kon. Majest. Lande zu attackiren und zu überfallen / er ihnen keinen Secours zuschicken / viel weniger sie unter seinen Protection nehmen wolle.

VI. Endlich soll auch der Cham schuldig seyn / alle Gefang- nen / so vorm Jahr unter Cratau genommen worden / bald und unge-

ANNO 1667. ungesaumet loß zu lassen / zu gleich auch den Hn. Machowsky auff freyen Fuß zu stellen; Desgleichen seiner Königl. Majest. ihm wird. So versichert auch der Sultan Galga / daß er auff der Kuffraife keine Parthey auff Kaub anschicken / sondern viel mehr solches zu hindern / ihm höchst angelegen seyn lassen wolle.

19. Oct. Pacta, welche gleichfalls zwischen dem Herrn Sobiesky / als Cron-Marschall / und dem Doroskento / als Zaporovischen Feld-Herren / unter Podhayec am 19. Octobr. 1667. auffgerichtet und geschlossen worden. [Theatrum Europæum Tom. X. pag. 552.]

I. Que general Amnistie.

II. Daß die Cosacken keine andere Protection, als des Königs von Polen suchen wollen / auch ferner gestatten / das alle und jede der Cron Polen Einsassen / so wol ihre Erb- als Non. Güter in Friede und Ruhe besitzen und genießen möchten / jedoch daß man reciproce ihnen auch ihre Vorwercke / und sie insgesamt vor frey erkennen solte.

III. Wird die Zaporovische Armee ihre Deputirte auff den künftigen Reichs-Tag schicken / und die Republic einer Commission halben zu ersuchen. Dabenebenst versichert der Herr Feld-Herr dieselben / daß er keine Cron-Boleser in die Stadt und Dörffer / so der Zaporovischen Armee zugehörig sind / einlegen werde.

IV. An den Commendanten in Vialicierkiev werde der Herr Marschall ernstlichen befehl ergehen lassen / daß er sich ihm keine Beschwärmiß einigen Cosacken anthue / und zugleich auch die Geistlichen Güter / und den Herren Obristen Pawlowsky außantwortet.

ANNO 1667.

## XXIV.

18. Nov. *Tractaet ende Accord tusschen PADUCCA SIRI Sultan HASSAN-LOUDIN, Coningh van Macassar, ende CORNELIS SPELMAN, Oude Gouverneur der Kusten van Coromandel &c. van wegen JEAN MAETZUYKER, Gouverneur Generael van India, als Geauthoriseert van de OOST-INDISCHE COMPAGNIE der Vereenighde Nederlanden. Gedaen den 18. Novembr. 1667. [Mercuré Hollandois Tom. XX. de l'an 1670. pag. 84. Theatrum Europæum. Tom. X. pag. 330. de l'an. 1670.]*

## XXIV.

Traité & Accord entre PADUCCA SIRI Sultan HASSAN-LOUDIN, Roi de Macassar, & CORNEILLE SPELMAN, Ancien Gouverneur des Côtes de Coromandel &c. au nom de JEAN MAETZUYKER, Gouverneur Général des Indes, comme ayant Pouvoir de la COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES des Provinces-Unies. Fait le 18. Novembr. 1667.

18. Nov. LES PROVINCES-UNIES ET MACASSAR.

I. Worden geconfirmteert voor goet, vast en van waerden gehouden de Contracten, in dato 19. Augusti 1660. op Batavia in 't Casteel, tusschen den Koningh van Poepoe, Volmachtighde van hooggemelde Regeeringe op Macassar, en de Heer Gouverneur Generael en de Heeren Raden van India, item in dato 2. December 1660. tusschen de voorseyde Regeeringhe, ende Jacob Caeuw als Commissaris, van gedachte hun Ed. gemaeckt en geslooten, sullende de selve in alle haere deelen en Pointen sodanig nagevolgt werden, voor so veel die in desen niet en werden weder-fproken.

II. Sonder eenigh uytstel zullen aen handen van den Admiraal overgegeven en getransporteert werden alle Europiaense Dienaren ende Onderdanen van de Compagnie, die haer present of in Macassar bevinden, soo die nu nieuwelijcks zijn overgeloopen, als die noch van voortijden hier mochten ghevoonden werden, geene uyt-gefondert.

III. Dat aen handen van de Compagnie sullen overgelevert ende gerestitueert werden alle Scheeps gereetschappen, Canonnen, Contanten en andere Goederen, geene uytgefondert, welck uyt 't Schip de Walvisch op Zaleyer ende 't Jacht de Leeuwinne op Paulo Don Douange verongeluckt, gebergt ende tot noch toe aen de Compagnie bevonden komt te werden niet weder gegeven te wesen; blyvende niettemin eygen aen de hoogst gemelde Regeeringe van Macassar foodanige 8. stucken yser Canon als van de Walvisch hier beruften, indien blijcke dat de Compagnie daer van met 4000. Rijders, ten jongsten anwesen van den Commissaris Caeuw is voldaan.

IV. Dat als noch geschiede prompte en rechtvaerdige Justitie, ten aenschou en overstaen van de Nederl. Resident, over foodanige Persoonen, als men bevinden sal schuldigh en noch in 't leven te wesen aen verscheyde moorden, aen diverse Nederlanders op verscheyde Plaetsen gedaen, en de welke door die hoogst gemelde Regeeringe met alle neerstigheyt sullen moeten werden ophelocht, tot afschrick van foodanige boosdaden in 't toekomende.

V. Den Koningh en vorderé Grooten van Macassar, sullen besorgen dat nu ten eersten des Compagnies Debitoren komen te voldoen, en te betalen alle 't geene aen de Compagnie schuldigh zijn; en ten achteren staen, en voor soo veel daer aen mochte komen te ontbreken, dat zelve oprechtelijck aen de E. Compagnie te vergoeden, ist niet dit saysoen, dan ten langsten 't nast-

I. Sont confirmez & tenus pour bons, fermes & vallables les Contractis en datte du 19. Aoust 1660., faits au Chateau de Batavia, entre le Roi de Poepoe, Plenipotentiaire de la Regence de Macassar & le Seigneur Gouverneur General & les Seigneurs du Conseil des Indes, item en datte du 2. Decembre 1660. entre la susdite Regence & Jacob Caeuw comme Commissaire de L. N. & devront iceux être suivis dans tous leurs Points, à moins qu'il n'y soit derogé par ces presentes.

II. On remettra sans delai au pouvoir de l'Amiral tous les Serviteurs & Sujets Européens de la Compagnie qui se trouvent presentement à Macassar, tant ceux qui ont deserté depuis peu que ceux qui y ont été dès long-temps auparavant, nuls exceptez.

III. Qu'on delivrera & restituera à la Compagnie toutes les choses servant à un Vaisseau; Canons, Argent comptant, & autres Marchandises, nulles exceptées, qui ont été sauvez à Zaleyer du Vaisseau nommé la Baleine & du Jacht nommé la Lionne qui a péri à Paul Don Douange, demeurant pourtant propre à la susdite Regence de Macassar, tels huit Canons de fer de la Baleine qui sont icy, s'il aparoit que la Compagnie en a été satisfaitte par 4000. Ecus payez depuis peu au Commissaire Caeuw presentement en Commission.

IV. Qu'il sera encore fait prompte & bonne Justice en presence du Resident Hollandois à l'égard de quelques personnes que l'on trouvera encore en vie & coupables de plusieurs meurtres en divers Lieux contre plusieurs Hollandois, & dont la susdite Regence informera avec toute la diligence possible, pour prevenir à l'avenir & detourner telles méchantes actions.

V. Le Roi & autres Grands de Macassar, seront en sorte que les Debitors de la Compagnie satisferont & payeront au plutôt tout ce qu'ils doivent à la Compagnie & les arrerages, & au cas qu'ils y manquaissent ils feront lesdites Dettes bonnes, à la Compagnie, & l'en indemniseront, si ce n'est en cette saison, ce sera

ANNO  
1667.

't naestkomende, sonder eenig vorder dilay of uytstel, waer toe hūn hoogst-gemelte Regeeringe door den desen specialijck verbint.

VI. Sullen als noch doen vertrecken, in conformiteyt van de laetst gemaeckte Contracten, alle Portugesen met haren aenhangh, geene uytgefondert, waer die onder de Regeeringhe van den Macassar werden gevonden: En dewijle de Engelze gehouden moeten werden voor groote aenstoockers en veroorsakers van 't breken der voorsz. Contracten, soo sal de Regeering die met al haer aenhangh mer de aldereerste occasie mede van onder haer Jurisdicte doen wegh gaen, sonder dat yemant van de voorsz. Natien of hate Creaturen oyt of oyt met desen in eenige Plaetze, onder der Macassaren Gebiet weder ter Negotie of anders geadmitteert zullen mogen werden; oock nu niet langer mogen verblijven als uytterlijck rot ultimo toe: Soo en zal hoogst-gemelde Regeeringe oock nimmermeer ergens onder haer Gebiet nu of na desen ter Negotie of anders mogen inlaten, admitteren of vergunnen eenige andere Europaensche Natie, of yemant van harentwegen, 't zy wiesfe oock zijn; of hoe se genoemt werden, geen uytgefondert.

VII. En wert de Compagnie alleen met uytfluytinghe van alle andere voorsz. Europaensche Natien, onder 't Gebiet van Macassar overgegeven, de vrye Handel en Negotie, sonder dat oock eenige andere Indiaenze Natien, 't zy Moren, Javanen, Maleyers, Aerschinders, Siammers, geen uytgefondert, hier ter Merck of te koop zullen mogen brengen eenige Commandelse, Suratse, Persiaensche, Bengaelsche Kleeden of Koopmanschappen, noch oock geen Chinese Waren, daer van het aenbrengen de Compagnie alleen wort toegelaten, en soo bevonden wierde dat contrarie desen echter quame te geschieden, dan sullen sulcke Kleeden en Waren ten profijte van de Compagnie confiscueert, en de Overtreders daer en boven gestraft worden, waer onder nochtans niet zijn begrepen foodanige slechte Kleeden als op de Oost-kust van Java self werden geweven.

VIII. De Compagnie wert by desen vry gekent en ontslagen van alle Tollen en Gerechtigheden, so van de Goederen diese komt aen te brenghen: of wech te voeren, geen uytgefondert.

IX. De Regeeringe of Onderdanen van Macassar, en sullen naer desen haere Vaerten nergens anders mogen maken, als op Baly, Javaense Kust, Jaccattra, Bantam, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, en gehouden wesen daer toe van den Commandant van wegen de Compagnie hier residerende, te vorderen Pascedullen, op poene dar wie sonder de selve in Zee ofte elders komen te vinden, voor Vyanden aengesien, en wegh ghenomen sullen worden, sonder dat voortjaen op Bierna, Solor, Timor, &c. eenighe Vaertuyghen senden, of oock beoosten den hock van Lassen, zijnde de Oost-kant van de Straet, Zaley, komen mogen, oock niet aen d'ander zijde benoorden of beoosten Borneo, na Mingdanau of d'Eylanden daer omtrent, op verbeurte van Lijf en Goet der geener die daer elders komt gevonden te worden.

X. Ende dewijle alle de Fortificatien langs den Zee-Oever van Macassar meest reflecteren, om te dienen tot versterkinghe teghen de Compagnie, soo is geacordeert, dat de selve in alle promptitude zullen geflecht en weghgenomen worden, als Borranbon, Pannekoecke, Gresse, Marisson, Borrebos of andere: Sullende alleen mogen staen blyven 't groote Fort Samboupo, voor de Koningh, sonder dat na desen eenige nieuwe daer ter Plaetse of elders, weder mogen gemaeckt werden, ten ware met het gemeen goet vinden van de Compagnie.

XI. 't Noorder Fort genaemt d'Joupandam, sal aenstonts na de solemnele be-edinge van desen Contracte van Macassers Guarnisoen werden geledigt, ende aen de Compagnie in bequame en behoorlijcke ordre overgegeven, om door haer Guarnisoen beset te worden, blyvende het Dorp en 't Lant daer onder behoorende, gelijk voor desen, sonder dat de Regeeringhe van Macassar sich met de Inwoonders van dien zal hebben te bemoeien, des sullen de Koopluyden voor hare Negotie aen de Koningh foodanigen Tol en Gerechtighey

pour le plus tard la prochaine, sans aucun plus long delay, à quoy la susdite Regence s'oblige speciallement. ANNO  
1667.

VI. Ils feront derechef retirer en conformite du dernier Contract qui a été fait tous les Portugais avec leurs adherents, nuls exceptez, par tout où ils se trouveront sous l'obeissance de la Regence de Macassar; Et comme les Anglois sont reputez donner lieu Et insister à l'infraction des susdits Contrats, la Regence les fera aussi sortir au plûst Et à la premiere occasion de sa Jurisdiction, avec leurs adherents, sans qu'aucun des susdites Nations puisse à jamais être reçu ni admis à negocier dans aucune Place de l'obeissance de ceux de Macassar, Et ne pourront y rester plus long tems que jusques au dernier. La susdite Regence n'admettra, non plus cy-apres dans les Lieux de leur Jurisdiction aucune autre Nation Européene à y negocier, ni personne de leur part, quel qu'il soit, Et de quel nom on les puisse nommer, nuls exceptez.

VII. Et est accordé à laditte Compagnie le libre Negoce Et Commerce sous l'obeissance de Macassar, à l'exclusion de toute autre Nation Européene, sans non plus qu'aucune autre Nation Indienne, soit Maurès, Javanois, de Maleys, Aerschyns, Siamois, nuls exceptez, puissent venir apporter icy ni vendre sur le Marché aucunes Marchandises ni habillemens de Coromandel, de Surate, de Perse, de Bengale, ni Marchandises Chinoises, qu'il est permis à la Compagnie seule d'aporter, Et s'il se trouve qu'il y soit contrevenu, lesdits habillemens Et Marchandises, seront confisquees au profit de la Compagnie, Et les contrevenans outre ce punis, n'y seront néanmoins pas compris tels simples habillemens que l'on fabrique sur les Côtes Orientales de Java.

VIII. La Compagnie est reconnue par ces presentes exemte de tous Peages Et Droits, tant des Marchandises qu'elle apportera que de celles qu'elle en transportera, nulles exceptées.

IX. La Regence ou les Sujets de Macassar ne seront dorenavant leur Navigation, que sur les Côtes de Bali Et de Javan, qu'à Jacattra, Bantan, Jamby, Palembang, Fobor, Borneo, Et seront tenus pour cet effect d'obtenir un Passeport du Commandant qui reside icy de la part de la Compagnie, sur peine, étant rencontrez sans cela en Mer, ou ailleurs, d'être pris Et emmenez comme Ennemis, sans que cy-apres on puisse envoyer aucune Barque à Bierna, Solor, Timor, &c. ni non plus qu'ils puissent venir au Cap de Lassen, du côté de l'Est Et du Nord de Borneo, à Mingdanau ou aux Iles es environs, sur peine de confiscation de Corps Et de Biens de ceux que l'on y trouvera y être venus.

X. Et comme toutes les Fortifications qui sont le long des Côtes de Macassar ne servent principalement qu'à se fortifier contre la Compagnie, il est accordé qu'elles seront demolies en toute promptitude, comme Borranbon, Pannekoeke, Gresse, Marisson, Borrebos, ou autres; Et ne devra demeurer en état que le grand Fort Samboupo, pour le Roy, sans qu'on en puisse à l'avenir redresser de nouvelles aux mêmes Lieux ou ailleurs, à moins que ce ne fut du consentement de la Compagnie.

XI. Le Fort du Nord nommé le Joupandam, aussitôt que ce Contract aura été juré solemnellement, sera evacué par la Garnison des Macassariens Et remis en bon Et convenable ordre entre les mains de la Compagnie, pour être occupé par la Garnison d'icelle, le Village Et le Pais es environs en dependant restant comme ci-devant, sans que la Regence de Macassar ait à se mêler des Habitans d'icelui, moyennant quoi les Marchands payeront au Roy pour leur Negoce tel

Tol



ANNO  
1667.

tigheyt betalen, als tuffchen hoogft-gemelde Regeeringe en de Compagnie noch bedongen ftaen te werden, maer en fal de Compagnie onder 'r voorfchreve reffort niet vermoghen aen te nemen of te admitteren eenige misdadigers, of foodanige als aen den Koningh of de Grooten eenigh gelt fchuldigh zijn, ten ware alvorens voldeden, en fal Compagnies Logie oock ten eerften in foodanige ordre als die gelaten is door den Koopman Verfpreeft, 't zy binnen of buyten 't Fort, ter keure van de Compagnie weder werden opgerecht.

XII. De Hollantze Munte foodanigh als die op Batavia in Rijckxdaelders, Schellingen, dubbele Sruyvers en Pitjens gangbaer is; fal hier op Macassar in eygener waerden mede cours hebben, en voor foo veel mochte bevonden werden, dat het de gemeente teghen ftont, neemt de Regeeringhe aen; met alle vermogen de felve Munre onder het gemeene Volck op de Bafaar mede aengenaem te maken.

XIII. Tot een breucke van de laetst verbrokene Vrede, belooven de Koningh en de Grooten aen de Compagnie op te brengen duyfent Slaven en Slavinnen, jonge gefonde volwaffe menfchen, behoudens dat haer vry fal ftaen, de betalinghe of met Slaven felve, of met Canon, Goudt of met Silver te doen, werdende in conformiteyt van de Maffacaarfe gewoonte in fulcken geval gerekent op twee en een half Teyl, of 40. Maffacaarfe goude Mafen yder, mits dat hier van ten minften de helft met de te doene befendingh in Junii aenftaende na Batavia, ende de gantfe reffe ten langften 't volgende fayfoen voldaan werde.

XIV. Dat den Koningh en Grooten van Macassar voortaan hun niet fullen vermoghen te bemoeien met 't Landt van Biema ende 't reffort, maer de Compagnie daer met laten geworden naer hun wel gevallen, fonder de felve nu of oyt naer defen, op d'een of d'andere wijfe, directelijck of indirectelijck mer raet of met daet te hulpe te komen tegens de Compagnie.

XV. De hoogft-gemelde Regeeringhe bekent ghe-daen wefende, de grouwlijcke Moort ende Schelmftuck, waer aen fich de Koningh van Biema, zijn Schoon-Soon, Crain Dampo, Radja Tamborro, Radja Sangarre, en hun volgers, sterck te famen 25. Perfonen, meest Bimanefen, in haer fugie tegens de Compagnien hebben vergrepen, nemen aen den felven Radja Biema, ende foo veel van zijn Confoorten als 'er gevonden worden, in handen van de Compagnie over te leveren, om rechtvaerdige straffe te ontfangen, insgelijckx Crain Montemarano, op dat hy van zijne misdaet in alle ootmoedt vergiffenis verfoecke.

XVI. Sullen aen den Koningh van Bouton ten eersten vergoeden en reftitueren alle foodanighe menfchen, als mer den laetsten in een overval der Macaffaaren in dat Lant gherooft en wegh gevoert zijn, voor foo veel de felve noch in 't leven werden bevonden, geene uytgefondert, en fullen oock aen den Koningh van Bouton nytkeeren het Gelt, ontfangen voor foodanighe Boutonnens, als zedert den verkoop geflorven zijn, en dienvolgende niet weder gegeven konnen werden, fonder nu of oyt nimmermeer naer defen te houden of te hebben, eenige de alderminste pretensie op eenige van de Landen van Bouton, daer van by defen wel expres renuncierende.

XVII. Oock fullen aen den Koningh van Ternaten reftitueren in eyghener wijfe als in het 16. Poinct, de geroofde menfchen van Xulas, ende daer benevens 10. Stucken yfer Canon, 2. metalle prinse Stucken, en 3. Bassen, 't zy met de felve die van daer ghehaelt zijn, of andere in de plaerfe, verklarende op de felve Eylanden geene pretensien te hebben of te houden, nevens die oprechtelijck renuncierende, ten behoeve van gemelte Koningh, van alle gepretendeerde eygendom op de Eylanden Zaleyer, ende Pantfiano, als mede op de gantfe Ooit-kuft van Celebes, te reekenen van Manado af tot aen Pantfiano toe, d'Eylanden Bangay en Gapy als andere op de felve Kust gelegen, daer onder mede begrepen, item tuffchen Mandhaer Manado de Landen van Lambagy, Caydiepa, Booltoely, Dampellas, Balayffangh, Silensa en Cayely, van outs de Kroone van Ternaten in eygendom competerende, en de welcke de hoogft-gemelte Regeeringe van Macassar oprechtelijck af-ftaet, beloovende nimmermeer

*Tol & Droits dont il sera encore convenu entre laditte Regence & la Compagnie, mais ne pourra la Compagnie recevoir dans le ressort susdit ni admettre aucuns malfaiteurs, ni telles autres personnes qui pourroient devoir quelque argent au Roy, ou aux Grands à moins qu'ils n'y eussent satisfait auparavant, & la Loge de la Compagnie sera remise, soit au dedans ou dehors du Fort au même ordre auquel le Marchand Verfpreeft l'avoit laissé, & ce au choix de la Compagnie.*

XII. *La Monoie Hollandoise, telle qu'elle se trouve d'alloy à Batavia en Risdales, Chellins, doubles Sous & Pities, aura la même valeur & le même cours à Macassar, & s'il arrivoit que le Peuple s'y opposât, la Regence se charge de la faire recevoir parmi le Peuple sur le Bafaar.*

XIII. *Pour l'infraction de la dernière Paix le Roy & les Grands promettent à la Compagnie de lui amener mil Esclaves de l'un & l'autre sexe, gens tout formés de corps, & en bonne santé, excepté qu'il lui sera loisible d'en faire le paiement en Esclaves même ou en Canons, Or ou Argent, chacun étant compté, en conformité de la coutume de Macassar en telle occasion, à deux & demi Teyl ou 40. Mafes d'or de Macassar; pourvu que la moitié en soit envoyée à Batavia dans le mois de Juin prochain, & tout le reste au plus tard la saison suivante.*

XIV. *Que dorénavant le Roy & les Grands de Macassar, ne se mêleront plus du País de Biema & de son ressort, mais en laisseront user la Compagnie selon son bon plaisir, sans que presentement ni à jamais dans la suite, d'une ou d'autre manière, directement ou indirectement ils puissent lui donner secours contre la Compagnie.*

XV. *Le detestable Meurtre & la Friponnerie dont sont coupables le Roi de Biema, son Gendre, Crain Dampo, Radja Tamborro, Radja Sangarre & ceux de leur suite, forts de 25. Personnes, la plus part Bimanefiens, étant connus de la Regence & des Grands, ils s'engagent de remettre au pouvoir de laditte Compagnie ledit Radja Biema & autant de ses complices qu'il s'en pourra trouver pour recevoir la punition qu'ils méritent, ensemble Crain Montemarano, afin qu'il demande sa grâce en toute soumission.*

XVI. *Ils indemniseront au plustot le Roy de Bouton & lui reftitueront tous & tels Hommes, qui ont été enlevés dans le País de Macassar, dans la dernière irruption qui y a été faite, au cas qu'ils soient encore en vie, nuls exceptez, & rendront aussi au Roy de Bouton, l'Argent reçu, pour les Boutonnens qui sont morts depuis, & qui par consequent ne peuvent être rendus, sans avoir presentement ni à jamais cy-aprés la moindre pretension sur aucun des País de Bouton, à quoi est expressement renoncé par ces presentes.*

XVII. *Restitueront aussi de la manière exprimée en l'Article 16. au Roy des Ternates les hommes enlevés de Xulas, & outre cela dix pieces de Canon de fer, 2. pieces de metal, & 3. Basses, soit par les mêmes qui en ont été enlevés, ou d'autres en la place, declarant de ne pretendre rien auxdittes Iles, & y renonceant sincerement au profit dudit Roy à toute propriété & aux Iles de Zaleyer, Pantfiano, comme aussi à toute la Côte Orientale de Celebes, à compter depuis Manado jusques à Pantfiano, aux Iles de Bangay & Gapy, comme à toutes autres scituées sur la même Côte qui y sont aussi comprises, item entre Mandhaer Manado, les País de Lambagy, Caydiepa, Booltoely, Dampellas, Balayffang, Silensa & Cayely, appartenantes d'ancienneté, en propriété à la Couronne des Ternates, dont laditte Regence se desiste*

ANNO  
1667.

ANNO 1667. meer na desen de Koning van Ternata daer inne te turberen.

XVIII. Voorts renunciert de hoogh-gemelte Regeeringe van alle Heerschappye der Bougis & Loeboe, de selve Lant-Heeren erkennende voor vry gebooren Koningen, Princen en Heeren, daer sy geen de alderminste pretentie op is hebbende, belovende mitsdien, sonder eenigh uytstel, den ouden Koning van Sopingh, met alle zijne Landen, Vrouwen, Kinderen, Huysgenoten, Goederen, niet uytgefondert, in volle vrydom te stellen, en aen onse handen over te geven, benevens oock soodanige andere Heeren Bouris als elders onder het Macassars Gebiedt in gevangenis en ballingschap op heden mochten zijn: Item alle Vrouwen en Kinderen der Bougis, welke noch onder macht van hoogh gedachte Majesteit mochten gevonden worden, geene nyt-gefondert, op dat alsoo de gront gelecht werden, tot een oprechte Vreede en Vriendschap.

XIX. Soo verklaren oock de Koningen van Lajo en Bancala, met het gantze Lant van Turata ende Badjinh en al wat daer onder hoort, staende den Oorlogh tot de Compagnie overgekomen te erkennen voor vrye Koningen, Heeren en Landen, daerse niet ter Werelt op en hebben noch en houden te pretendere, deselve ontsaende van alle voorgaende Heerschappye en Gebiedt, nu en altoos.

XX. Alle Landen door de Compagnie en hare Bontgenooten, staende den Oorlogh gewonnen ende veroverd, gerekent van Boeloe-Boeloe af, tot aen de Landen van Turata toe, voorts weder van ginder tot hier aen Bongaya, sullen zijn en blijven als eygen gewonnen Landen, van de Compagnie en hare Bontgenooten, volgens Recht van Oorloge, waer op mits dien de Koningh niet meer en behoudt eenigh Recht of Eygendom, noch oock niet op de Inwoonderen van dien, blijvende alleen ter dispositie van de Compagnie: omme daer met te handelen naer welgevalen, sullende by overkomste van de Koningen van Panna en Bacca konnen aangewesen werden, wat ons in krachte voorsz. benoorden Macassar is competende.

XXI. De Landen van Wadjo, Boeloe-Boeloe en Mandhaer, als zijnde misdadigh aen de Compagnie en hare Bontgenooten, verklaert de hoofft-gemelte Regeeringhe te abandonneren ende ons daer met te laten geworden, sonder de selve directelijck of indirectelijck nu of oyt na desen, te sullen seconderen, Volck, Wapenen, Kruyt, Loot, Spijse, Raet, daet of andersints, hoe het oock genoemt mochte werden ter goeder trouwe.

XXII. Zijnde onderlingh verstaen ende over een gekomen, dat de Bougis en Touraters die Macassersse, en weder Macassaren die Bougis of Touratsse Vrouwen hebben, elk de zijne sal vermogen na zich te nemen, 't zijnen believe, ghelijck als dat betaemt, en voorts dat nu voortaan de Macassaren, sich begevende onder de Bougis en Touraters, oock weder de Bougis en Touraters onder de Macassaren, niet sullen vermogen aenghouden of in gelaten werden, als met toefstemminge en licentie van yegelijcx wettigh Heer en Koningh, ende sonder die moeten werden afgewesen, en weder na Huys gefonden.

XXIII. De hooghst-gemelte Regeeringhe belooft in conformiteyt van 't selve Articul, hare Landen voor alle andere Natlen geslooten te houden, en in cas eenige van de selve tegens hunnen danck daer in sich begeerden ter neder te slaen, de selve met alle vermogen en macht te sullen afweeren volghens haere behoudnisse in kracht van desen Contracte, doch in gevalle zy daer toe niet vermogens waren, ende onder de hant te swack vielen, als dan de Compagnie als haren Schut en Scherm-Heer tot assistentie souden versoeken, alsoo zy verklaren de selve Compagnie in dier qualiteyt te erkennen, des sullen zy oock gehouden wesen, daer toe geroepen wesende, d'Ed. Compagnie te assisteren met alle vermogen, tegen soodanige Vyanden als hun hier by of omtrent Macassar teghen de Compagnie mochten openbaren; met verbintenisse, dat zy in geen onderhandelinge van Vreede of andersints treden sullen met eenige Natie, daer met de Compagnie is in Oorlogh.

XXIV. Op alle welke voorgeciteerde Contracten en van nieuwen gheraemde Poincten, tusschen hooghgedachten Koningh en Grooten van Macassar is beslooten ende gemaect een altoos duyrende Vreede, Vriend

ANNO 1667. *fiste sincerement, promettant de ne jamais troubler en cela le Roi de Ternate.*

XVIII. *De plus la susdite Regence renonce à toute Souveraineté des Bougis & Loeboe, reconnoissant les Seigneurs de ces Pais pour Roys, Princes & Seigneurs nez libres, comme n'y ayant pas la moindre pretension; promettant par ces presentes de remettre sans delai aucun, le vieux Roi Sopingh en pleine liberté avec ses Pais, Femmes, Enfants, Menage, Biens, & de les remettre en nos mains, ensemble tels autres Seigneurs Bougis qui pourroient être ailleurs tenus prisonniers & bannis sous la Jurisdiction de Macassar. Item toutes Femmes & les Enfants des Bougis qui pourroient encore être au pouvoir de Sadite Majesté, nul excepté, afin qu'ainsi soit établie une bonne & sincere Paix & Amitié.*

XIX. *Declarent aussi de reconnoître les Rois de Lajo & Bancala avec tout le Pais de Turata & Badjinh & tout ce qui en dépend, & qui sont passés à la Compagnie pendant la Guerre, pour Rois, Seigneurs & Pais libres; ausquels ils n'ont rien du Monde à pretendre, les degageant de toute precedente Domination & Commandement.*

XX. *Tous les Pais conquis par la Compagnie pendant la Guerre, à compter depuis Boeloe-Boeloe jusques au Pais de Turata, & depuis là jusques ici à Bongaya, seront & demeureront comme Pais conquis & propres à la Compagnie & à ses Alliez, suivant le Droit de la Guerre, sur lesquels le Roi ne retient aucun Droit & propriété, non plus que sur les Habitans d'iceux, demeurants seulement à la disposition de la Compagnie pour en traiter selon leur bon plaisir; & pourra par l'arrivée des Rois de Panna & Bacca être indiqué, ce qui nous appartient du côté du Nord de Macassar en vertu de ce que dessus.*

XXI. *Ladite Regence déclare qu'elle nous abandonne les Pais de Wadjo, Boeloe-Boeloe, comme étant coupables envers la Compagnie & ses Alliez, sans presentement ni jamais ci-après les secourir directement ni indirectement de Troupes, Armes, Poudre, Plomb, Vivres, Conseil ni autrement, quelque nom qu'on leur puisse donner, & ce de bonne foy.*

XXII. *Étant particulièrement convenu que les Bougis & Turatiens pourront avoir des Femmes Macassariennes & les Macassariens des Femmes des Bougis & Turatiennes, & chacun pourra prendre la sienne à sa volonté, comme il est convenable, & qu'en outre que dès à present comme pour lors les Macassariens se donnant aux Bougis, & les Turatiens aux Macassariens ne pourront point être reçus que du consentement & par la permission de chacun des Seigneurs Rois legitimes, & sans qu'ils puissent être renvoyez chez eux.*

XXIII. *Ladite Regence promet en conformité du sixième Article de tenir leur Pais fermé à toute autre Nation & que si quelqu'une vouloit s'y établir contre son gré, elle l'empêchera de tout son pouvoir, suivant leur obligation en vertu de ce Contract; Mais si cela n'étoit point en leur pouvoir, & qu'ils fussent les plus foibles, elle priera la Compagnie comme sa Protectrice de l'assister. Et comme elle déclare qu'elle reconnoit la Compagnie en cette qualité, elle sera aussi obligée, en étant requise, d'assister ladite Compagnie de tout son pouvoir, contre tous les Ennemis qui pourroient se manifester contre la Compagnie dans Macassar ou es environs, avec cet engagement qu'elle n'entrera en aucune negociation de Paix ou autrement avec aucune Nation contre laquelle la Compagnie sera en Guerre.*

XXIV. *En vertu de tous lesquels Contractes & nouveaux Points dont on est convenu entre le susdit Roi & les Grands de Macassar a été fait & conclu une Paix, Amitié & Alliance perpetuelle, dans laquelle*

ANNO 1667. en Bontgenootfchap, in de welke oock werden begrepen de Grootmoghende Koningen van Tarnata, Tidor, Barchian, Bouton, de Koningen van Bougis, Soping, Loeboë, Tourata, Laays, Badjingh, mer alle hare Landen en Onderdanen, item oock Biema, ende noch foodanighe andere Landt-Heeren en Vorften, als naer desen fullen verfoecken mede in dit Bondtgenootfchap te mogen treden.

XXV. Of het gevele dat tuffchen de Bondtgenooten en de refpective Koningen door het een of ander misverftant eenige differentie quamen te ontftaan, foo fullen Partey niet ftrackx malkanderen daerom eenigh ongemack of Oorloge aen doen, maer haer queftie den Kapitein der Hollanders bekenet maecken, omme (foo het mogelijck is) door bemiddelinghe van de felve, de oneenigheden uyt den wegh te leggen, ende goede Broederfchap te conferveren, maer indien een van de Parteyen na gheen bemiddelinghe luysteren ende hartneekigh blijven wilde, fonder fich na de reden te voegen, als dan fullen de gemeene Bontgenooten de andere, naer vereyfch ende recht van de fake te hulpe komen.

XXVI. Wanneer nu dit Vreede-Verbont ondertekent, be-eedigt en verzegelt fal wesen, fal den Koningh en Grooten van Macassar ghehouden zijn, nevens den Admirael, naer Batavia te committeren twee voorname Koninghen uyt het midden van den Raedt, 't zy Crain Tello, Linques, Poppoe, Cronton, Gresse, Cattapan, of ten minften twee uyt de felve, ter keure van hoogh-gemelde Regeeringe, om desen Contracte van Vreede aen d'Ed. Heer Gouverneur Generael, ende de Heeren Raden van India te prefentieren, ende hun Edele aggregatie daer op te verfoecken, onder verfoekinghe dat ghemelde Heeren met contentement weder fullen nae huys trecken, doch fal het den Heer Generael vry ftanen, wanneer het hem goet dunckt, twee voorname Konings Soonen te vorderen, omme foo lange daer als Oflagieren te refideren, als zijn Ed. meynt noodigh te zijn, doch fal oock weder den Koningh van Macassar 't zynen believe, by langer verblif van een Jaer, de felve door andere mogen doen vervangen, en de Compagnie gehouden zijn foodanige Princen te conferveren in compatibel refpect ende eere, fonder van yemant de alderminfte overlafte te lijden.

XXVII. Tot ampliatio van 't fefte Artijckel wert vergunt dat de Compagnie de Engelften ende hare Goederen alhier fullen vermogen te lichten, ende naer Batavia te voeren, fonder dat het den Koningh fal vermogen tegen te ftanen.

XXVIII. Item tot ampliatio van 't vijfthiende Artijckel is beloofte, dat indien de Koningen van Biema en Montemarano, levende of doot in 10. dagen niet werden ghevonden, als dan tot Borge in handen van de Compagnie te fullen ftellen de Soone van Biema en de Soone van Montemarano.

XXIX. De Regeeringhe beloofte aen de Compagnie uyt te keeren, in vergoedinge van hare Onkofte ten Oorloge rwee hondert vijftigh duysent Rijckxdaelders, in vijf Mouffons naest aen een volghende, 't zy in Canon, 't zy in Koopmanschappen, 't zy in Gout, Silver of Juweelen, elck naer fijn waerde.

XXX. Ende op dat alle de bovenftaende Poincten des te religieufener mogen worden onderhouden, foo zijn de felve door den Koningh van Macassar en zijn hier onder gefchreven Grooten, en by wege van de Compagnie door den Admirael nevens oock alle de Koningen en Princen in dit Verbont begrepen, na aenroepinghe van des Heeren Heyligen Name be-eedigt, getekent en verzegelt elk op zijn wijfe, in een Velt-Tent op Vrijdagh den 18. November 1667. omtrent Borrombon, op s' Compagnies eygen Gront.

quelle font auffi compris les grands & puiffans Rois de Tarnata, Tidor, Barchian, Bouton, les Rois de Bougis, Soping, Loeboe, Tourata, Laays, Badjing avec tous leurs Pais & Sujets, ensemble auffi Biema, & tels autres Seigneurs & Princes qui ci-aprés demanderont d'entrer dans cette Alliance.

XXV. S'il furvenoit quelque different ou mesintelligence entre les Alliez & les Rois refpectifs, les Parties ne se feront pas pour cela auffi-tôt la Guerre, ni aucun déplaisir, mais ils feront fçavoir leur different au Capitaine des Hollandois, pour, s'il est possible, être terminé par sa mediation, & être conservé la bonne Fraternité; mais si l'une des Parties ne veut point entendre à aucun accommodement & veut demeurer opiniâtre, sans vouloir entendre raison, pour lors les communs Alliez l'assisteront selon l'exigence du droit & des cas, contre l'autre.

XXVI. Quand cette presente Alliance de Paix sera signée, jurée & scellée, le Roi & les Grands de Macassar. seront tenus avec l'Amiral de deputer à Batavia deux principaux Rois d'entre le Conseil, soit Crain Tello, Linques, Poppoe, Cronton, Gresse, Cattapan, ou du moins deux d'entre eux au choix de ladite Regence, pour presenter ce present Traité de Paix au Seigneur Gouverneur Général & aux Seigneurs du Conseil des Indes, & pour requerir son approbation & ratification, sous l'assurance que les susdits Seigneurs s'en retourneront chez eux avec contentement. Mais il sera libre audit Seigneur Général s'il le trouve bon de demander deux Fils de deux des principaux Rois pour demeurer en Otage, aussi long tems qu'il le jugera necessaire; mais il sera aussi en la liberté du Roi de Macassar, & au cas qu'ils restent plus d'un an d'en envoyer d'autres, & la Compagnie sera obligée de maintenir lesdits Princes en respect & honneur convenable, sans qu'ils souffrent aucune moleste.

XXVII. Pour donner plus d'etendue au sixième Article, est accordé que la Compagnie & les Anglois pourront transporter d'ici leurs effectifs à Batavia, sans que le Roi puisse s'y opposer.

XXVIII. Item pour amplification du quinzième Article il est promis que si les Rois de Biema & Montemarano ne peuvent pas se trouver morts ou vifs dans dix jours, ils remettront entre les mains de la Compagnie les Fils de Biema, & ceux de Montemarano pour cautions.

XXIX. La Regence promet de donner à la Compagnie pour l'indemniser des frais de la Guerre deux cens cinquante mil Risdales, en cinq Mois, fons consecutives, soit en Coton, en Marchandises, en Or, Argent ou Joyaux, chacun suivant sa valeur.

XXX. Et afin que tous les Points susdits soient d'autant plus religieusement observez ont iceux été jurez, signez & scellés après l'invocation du nom de Dieu, par le Roi de Macassar & par ses Grands, & de la part de la Compagnie par l'Amiral, ensemble par tous les Rois & Princes compris en cette Alliance chacun à sa maniere, dans une Tente au Camp le Vendredi 18. Novembre 1667., environ Borrombon propre Terre de la Compagnie.

ANNO  
1668.

XXV.

23. Janv.

*Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britannie Regem & Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PROVINCiarUM, quo in securitatem mutuam, Pacificatio Bredæ inter eosdem die 31. Julii 1667. facta, Legesque Navigationis & Commerci, eo spectantes confirmantur, atque specialis fit auxiliorum mutuo præstandorum designatio, Hage Comitum die 13. Januarii 1668. Cum MANDATIS seu Procurationibus hinc inde datis, nempe Westmonasterii die 2. Januarii 1668. & Hage Comitum die 19. Januarii 1668. AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 6. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II Acta publica, Tom. IX. pag. 647. en Allemand; dans CHRIST. GASTELIUS de Statu publ. Europ. noviss. Cap. XXVI. pag. 827. en Allemand; & dans le Theatrum Europæum, Tom. X. Ann. 1668. pag. 843. aussi en Allemand.]*

Quandoquidem Pactis non ita pridem Bredæ inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Magnæ Britannie Regem ab una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Fœderati Belgii Ordines Generales ab altera parte conclusis, pristina inter utramque Nationem amicitia ac bona correspondentia, annuente Divina gratia, restituta, adeoque ad præcedendam omnem omnino in posterum novis dissidiis ansam atque ad præveniendâ novâ inter utriusque Partis Subditos accidentia, quæ dictam amicitiam & bonam correspondentiam turbare aliquando possent, in Articulis quosdam Legesque Navigationis ac Commerciiorum ibidem consensum ac speciatim undecimo dicti Tractatus Articulo statutum sit, uti dictus Dominus Rex dictisque Domini Ordines Generales maneant Amici, Confœderati, necessitudine & amicitia conjuncti & adstricti ad Jura & Immunitates Subditorum alterius contra quoscunque demum tuendas, qui utriusvis Status Pacem Terra Marique disturbare conabuntur, vel qui intra alterutra Dominia degentes publici utriusque Status Hostes denunciabuntur, neque tamen specificè definita reperiantur media auxiliave, quibus Fœderatorum pars una alteri tali casu succurrere debeat, dicto autem Magnæ Britannie Regi dictisque Ordinibus Generalibus stet sententia ista Pacta corroborandi, magis magisque perficiendi, placuit in primis atque ante omnia dictum Tractatum Bredæ conclusum dictasque Leges Navigationis, & Commerciiorum eo spectantes confirmare, quemadmodum per præsentia confirmantur obligatione mutua, atque indissolubili eas bona fide observandi atque adimplendi, jubendique ut à Subditis utrinque exactè atque religiosè observentur atque adimpleantur, juxta genuinum dicti Tractatus dictorumque Articulorum sensum ac tenorem.

Ut autem præterea de specialiori auxiliorum mutuo præstandorum designatione prioribus Pactis omiſsa, pro amicitia inter dictum Dominum Regem, dictosque Dominos Ordines Generales incremento majori constet, utque securitati & defensionis mutua utriusque Status contra infestos conatus vel insultus hostiles à quoquam fortè quocunque sub prætextu instituendos, arctiori Fœdere atque unione plenè prospiciatur; Nos infra scripti, virtute mandati plenæque Potestatis nobis concessa atque inferius inferendæ, convenimus atque statimimus, dictum Dominum Magnæ Britannie Regem, dictosque Dominos Fœderati Belgii Ordines generales invicem obstrictos, unitos, atque Confœderatos fore, quemadmodum vi ac vigore præsentium invicem obstricti, uniti atque Confœderati sunt Fœdere defensivo perpetuo, modo atque conditionibus sequentibus.

I. Quod si Principum Statuumve aliquis aut quilibet alius, qualiscunque ille tandem fuerit, nemine excepto, sub quocunque prætextu invaserit vel invadere tentaverit, Territoria, Regionisque, aut Loca quælibet sub Ditione dicti Magnæ Britannie Regis sita, aliumve quemcunque actum hostilem, Terra Marive contra dictum Dominum Regem, ejusve Subditos exercuerit, dicti

Domini Ordines Generales tenebuntur, quemadmodum ANNO  
1668. virtute præsentium tenentur, dicto Domino Regi ad insultus eos, actusque hostiles arcendos, supprimendos, atque repellendos, debitamque damni dati reparationem obtinendam, auxilio adesse quadraginta Navibus Bellicis probè instructis, quarum quatuordecim à sexaginta ad octuaginta Tormenta Bellica majora hominesque quadringentos ferant singulæ, facta justa compensatione aut retributione inter eas, quæ numerosiore & eas quæ minus numeroſo Milite Nautaque instructæ erunt, quatuordecim aliæ à quadraginta ad sexaginta tormentis, hominibusque ad minimum trecentis, facta compensatione, ut supra, instructæ sint quælibet, & nulla reliquarum minus ferat quam triginta sex tormenta, hominesque centum & quinquaginta, atque insuper sex mille peditibus & equitibus quadringentis, vel valore justo ejusmodi auxilii in pecunia numerando, prout dicto Domino Regi eligere placuerit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ à dicto Domino Rege expetetur; Præstabitur dicta auxilia intra sex septimanarum spatium, postquam postulata fuerint, dictisque Dominis Ordinibus à dicto Domino Rege refundentur impensæ omnes intra triennium à finito atque extincto Bello numerandum.

II. Quod si Principum Statuumve aliquis aut quilibet alius, qualiscunque ille tandem fuerit, nemine excepto, sub quocunque prætextu, invaserit, vel invadere tentaverit Provincias Confœderatas, aut Loca quælibet sub Ditione dictorum Dominorum Ordinum Generalium sita, vel in quibus ipsorum Miles præsidio positus est, aliumve quemcunque actum hostilem Terra Marive contra dictos Dominos Ordines Generales eorumve Subditos exercuerit, dictus Dominus Rex tenebitur, quemadmodum virtute præsentium tenetur, dictis Dominis Ordinibus Generalibus ad insultus eos actusque hostiles arcendos, supprimendos atque repellendos debitamque damni dati reparationem obtinendam, auxilio adesse quadraginta Navibus Bellicis probè instructis, quarum quatuordecim à sexaginta ad octuaginta tormenta bellica majora hominesque quadringentos singulæ ferant, facta justa compensatione aut retributione inter eas, quæ numerosiore, & eas, quæ minus numeroſo Milite Nautaque instructæ erunt, quatuordecim aliæ à quadraginta ad sexaginta tormenta, hominibusque ad minimum trecentis, facta compensatione ut supra, instructæ sint quælibet, & nulla reliquarum minus ferat quam triginta sex tormenta hominesque centum quinquaginta; atque insuper sex mille peditibus & Equitibus quadringentis, vel valore justo ejusmodi auxilii in pecunia numerando, prout dictis Dominis Ordinibus eligere placuerit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ ab iisdem expetetur. Præstabitur autem dicta auxilia intra sex septimanarum spatium, postquam postulata fuerint, dictoque Domino Regi à dictis Ordinibus refundentur impensæ omnes intra triennium à finito atque extincto Bello numerandum.

III. Dictæ Naves Bellicæ ac dictæ Equitum Peditumque Copiæ auxiliare, Navium & Copiarum Præfecti cæterique Officiales Bellici minores, vim atque injuriam passo submissi, ejus voluntatem respicere tenebuntur atque obsequi mandatis ejus eorumve, quos summâ potestate exercitui suo Terrâ Marive præficere voluerit.

IV. Quo autem exacta computatio institui possit impensarum, intra trium annorum spatium, postquam Bello finis impositus fuerit, restituendarum, vel etiam justè earundem valoris in pecunia numeratâ, quam vim hosticam passo loco dictarum Navium, Equitum, Peditumque vel omnium vel pro parte eligere fortè placuerit, visum fuit, impensas quatuordecim Navium à sexaginta ad octoginta tormenta instructarum, æstimare pretio octodecim millium sexcentorum & sexaginta sex librarum Sterlings, sive Monetæ Anglicanæ, earumque quatuordecim, quæ à quadraginta ad sexaginta tormenta ferunt, quatuordecim millibus libris Sterlings, reliquarum autem duodecim, sex millibus ejusdem Monetæ libris, sex mille autem Pedites, septem millibus & quingentis libris Sterlings, quadringentos vero Equites, mille quadraginta ejusdem Monetæ libris, pro quolibet mense computandis; omniaque à dicto quidem D. Rege Magnæ Britannie Londini, à Dominis verò Ordinibus Generalibus Amstelodami solventur juxta cursum Cambii eo tempore, quo solutio præstanda erit; pro primo autem mense respectu Peditum supradictorum, insuper perfolventur sex mille libras Sterlings, pretium nimirum ad eos conscribendos instruendosque necessarium.

V. Fœ-

ANNO  
1668.

V. Fœdus hoc omniaque & singula eo contenta a dicto Dōmino Rege Magnæ Britannia dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo magno munitas debitâ & authenticâ formâ intra quatuor septimanas proximè sequentes, aut citius, si fieri poterit, confirmabitur & ratihabebitur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrahentur.

*Sequitur tenor Mandati à Serenissimo D. Rege Magnæ Britannia dati.*

CAROLUS, Dei gratiâ, Angliæ, Scotiæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus, ad quos præsens scriptum pervenerit, Salutem : quandoquidem is sit præsens apud Vicinos nostros Europæ Principes, ut plurimum, rerum status, ut merito metuatur ne flamma ista, quæ inter Serenissimos Vicinos Reges bonos Fratres nostros circa *Successionem Brabanticam*, quæque exinde pendent, nuper eruperit, ni communi ope quantocius occurratur, finitima quæque corripiendo totum tandem Christianorum Orbem invadat, non nisi multo sanguine restinguenda ; nos pro innato illo, quo in Principum Statuumque Vicinorum nobis & Confœderatorum Pacem & tranquillitatem sumus animo, seriò cupientes ut Bellum istud, in proximos quosque mox sæviturum, & (quod Principem Sanctum Christi nomen purè profitentem imprimis dolere debet) ipsi tandem Religioni Reformata funestum futurum, omni meliori modo sisti queat & sopiri, bonos nostros Amicos & Confœderatos Ordines Generales Fœderati Belgii communimus, rogavimusque, uti amicitia, quæ Nobis cum illis jam intercedit, ætiorè Fœderis Ligæque nexu constringatur, quo aut vicini illi motus, si Deus ita voluerit, feliciter possint componi, aut nostri ipsorum salutem commune Populorum bono tempestivius prospiciatur, in quo dicti *Ordines Generales* càm prorsus esse in hoc negotio mentem suam ostenderunt, quam & communis inter nos utilitas & tam pii in Christianum Orbem operis sensus vindicare poterat ; scias ideo, quod Nos fidelis & dilecti Nostri *Guillelmi Temple* Equitis Baronetti fidè, industria, iudicio, & prudentia plurimum confisi, eundem verum, certum, & indubitatum Nostrium Deputatum, Commissarium, Procuratorem, & Factorem nominavimus, constituimus, & assignavimus, dantes ei & concedentes, sicut & per præsentem ei damus & concedimus omnem & omnimodam facultatem, potestatem, auctoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale, nostro nomine cum dictis *Ordinibus Generalibus*, vel cum eorum Commissariis, Deputatis, aut Procuratoribus, aliisque quibuscunque, auctoritate sufficienti ad id instructis, super omnia & singula, quæ vel ad prædictum Bellum conspiciendum, vel ad communem utriusque nostri Subditorumque nostrorum Pacem & salutem penitus conservandam facere videbuntur, tractandi, consulendi, consentiendi, & concludendi ; quæque ita conclusa erunt & conventa nostro nomine subscribendi mutuoque extrahendi, reliquaque omnia factu necessaria præstandi perficiendique tam amplis modo & formâ ac nosmet ipsi si interessemus facere & præstare possemus, spondentes & promittentes, sicut & per præsentem manu nostra signatas spondemus & in verbo Regio promittimus, nos quæcunque à dicto nostro Deputato Commissarioque nostro nomine transigentur concludenturque, rata, firma, grata, & accepta omni meliori modo, habituros, neque passuros unquam, ut in toto vel in parte à quopiam violentur aut contraveniantur : In quorum omnium majorem fidem præsens hoc scriptum propriâ manu signatum, magno nostro Angliæ Sigillo communiri iussimus ; Dabantur in Palatio nostro *Westmonasteriensi* die Januarii secundo ineuntis Anni supra  $\frac{1668}{1667}$ . Regni verò nostri *decimo octavo*, signatum erat.

CAROLUS REX.

*Sequitur tenor Mandati a Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii dati.*

LES États Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le Seigneur *Guillaume Temple*, Chevalier, &c. Envoyé Extraordinaire du Roi de la Grande Bretagne, nous ayant fait entendre, en suite de ses Lettres de Créance, datées à *Whitehal* le deuxième jour du pre-

TOM. VII. PART. I.

sent mois Janvier, *filio loci*, qu'il avoit ordre de S. M. de proposer & concerter icy des choses avantageuses pour le Bien commun de ses Royaumes & de cet Estat, & ayant demandé pour cest effect que Commissaires luy fussent donnés, à qui il ne put pas seulement ouvrir les intentions du Roi son Maître, mais aussi avec qui il put traiter, negotier, & conclurre ce qui seroit jugé bon & utile de part & d'autre. Nous voulant bien correspondre aux bonnes intentions dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & d'ailleurs sachants, que pour cela nous ne pourrions pas faire un meilleur choix que des personnes des Sieurs de *Gelicom*, d'*Asperen*, Conseiller Pensionnaire de *Witb*, *Crommon*, *Amerongen*, *Unkel*, *Coeverden*, & *Ybrants*, Deputés en nostre Assemblée de la part de toutes les Provinces-Unies respectivement, tant pour la parfaite connoissance d'affaires, qu'ils se sont acquise, dans les premiers emplois des mêmes Provinces & de l'Estat en general, que pour celle, que nous avons de leur prudence, zèle au Bien de la Patrie, diligence, capacité & fidélité. Ainsi Nous pour ces causes & pour d'autres, qui nous y convient, avons donné, & donnons par ces présentes Plein-pouvoir, autorité, commission, & Mandement special ausdits Sieurs de *Gelicom*, d'*Asperen*, Conseiller Pensionnaire de *Witb*, *Crommon*, *Amerongen*, *Unkel*, *Coeverden*, & *Ybrants*, ou à quelques uns d'entre eux, en cas d'absence ou de maladie des autres, pour de nostre part, & en nostre nom, en qualité de nos Deputés entrer en Conférence avec ledit Sieur Chevalier *Temple*, ouir les propositions, qu'il voudra faire de la part du Roy de la Grande Bretagne, negotier, convenir, & conclure avec lui tel Traité qu'ils jugeront à propos pour l'intérêt commun, aussi de promettre, refoudre & arrester ensemble tout ce qui sera jugé bon & nécessaire pour le Bien commun du Royaume d'*Angleterre* & de cet Estat, & mêmes d'en conclure & signer un Traité, faire & passer tous les Instruments, Actes & promesses nécessaires en bonne & deue forme, & faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presents, quand mêmes pour cela il seroit requis un Pouvoir plus special. Promettant sincerement & de bonne foi, avoir agreable & tenir ferme & stable tout ce que lesdits Sieurs Deputés promettront, accorderont, agiront, conviendront & signeront en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement & de n'allér jamais au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, mais d'en faire expedier nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique que faire se pourra & quand il sera besoin. Donnè à la *Haye*, en nostre Assemblée sous nostre grand Sceau & sous le President. Paraphé en seing ordinaire de nostre Greffier le 19. Janvier 1668. étoit Paraphé B. DE PALLANT, plus bas estoit escrit. Par Ordonnance desdits Seigneurs États Generaux, & signè

N. RUYSCII.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur hisce Tabulis subscriptimus, illasque Sigillis nostris subscribimus. Hagæ Comitum in Hollandia, die vigesimo tertio Januarii anni millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo, Signatum erat.

(L. S.)

W. TEMPLE.

*Articuli separati, qui ejusdem erunt virtutis, atque Autoritatis, ac si inserti forent Tractatui, hodierno die inter Regem Magnæ Britannia, & Ordines Generales Fœderati Belgii concluso. Id est 23. Januarii 1668. [AITZEMA, Saken van Staet en Oorlog, in Fol. Tom. VI. Boeck 48. pag. 755.]*

SI in procuranda Pace inter Galliam & Hispaniam se offerat aliqua difficultas, super Puncto Renunciationis ea ineunda est ratio, ut vel nulla ejus in Pæctis fiat mentio, vel ut ejusmodi verbis concipiatur Formula, ut neutris duarum Coronarum, quoad prædictam Renunciationem, eo quicquam accedat, aut etiam inde creetur aliquid Juris aut detrimenti ; quod si vero Rex Hispaniarum, vel etiam Rex Christianissimus, in id consentire nolint, adversus recusantes Rex Magnæ Britannia & Fœderati Ordines procedent ut conventum est Articulo 3. & 4. dicti Tractatus, & ultimo horum Articulorum respective, ea tamen conditione, ut in

ANNO  
1668.

ANNO  
1668.

casu recusationis Regis Hispaniæ, Rex Christianissimus se reciprocè obstringat, se nullatenus arma moturum in Belgica.

II. Quod Rex Magnæ Britannæ & Ordines Generales Fœderati Belgii, ut prolixius ab omni parte satisfiat, se obligabunt omnem sedulo operam daturos, ut Pax inter Reges Hispaniæ & Lusitaniæ eodem tempore sanciti possit, ea tamen lege, ut vicissim Gallia se obstringat, si tam cito id negotium non possit perducere ad finem, ut Pax inter se & Hispaniam nihilominus inearit, hoc excepto, Regi Christianissimo liberum fore, suppetias ferre Regi Lusitaniæ Fœderato suo, ut aliunde detrahat hostes, sive alio quocunque modo, quem sibi commodissimum, atque maxime ex usu fore existimabit, & si Hispani adduci poterunt, ut consentiant in Pacem sub dicta conditione, atque ea proinde concludatur, Rex Christianissimus tenebitur Belgica ut pacata, atque neutrarum partium rebus implicata omnino abstinere, neque ei jus fasque erit quicquam adversus eam moliri, neque palam virtute bellica, neque clandestinis artibus, ut neque petere ullam satisfactionem sub obtentu impensarum erogationumque, quæ in Bello Lusitanico erunt faciendæ, tam ob delectum Militum, quam alia belli onera; quod si contingat, manente dicto Bello, per Auxiliares Regis Christianissimi Copias occupari loca quædam in Hispania Italiæ, Rex Christianissimus, simulatque Pax cum Lusitania facta fuerit, eadem restituat Hispaniæ, sed si præter & contra expectationem Hispania recuset Pacem cum Rege Lusitaniæ ut & cum Rege Christianissimo, ea cum exceptione, ut Fœderato suo liberum sit ei auxiliari, quemadmodum jam distum, hoc inopinato casu Rex Magnæ Britannæ & Fœderati Ordines tenebuntur re ipsa id efficere, ut Hispani omnino in id assentiant, ita tamen ut reciproce Rex Christianissimus se obstringat quemadmodum casu primo, quod non sit moturus arma in Belgica.

III. Si præter omnem expectationem Rex Christianissimus inducat in animum, ut promittere nolit quod Tractatum Pacis signaturus sit, simulatque Hispani cessuri sunt omnia loca ab eo occupata in novissima expeditione, vel aliud tantundem valens, de quo mutuo consensu conveniet, aut promissorum fidem non impleat, aut detractet respuatque cautiones & præmunimenta, in dicto Tractatu expressa, quæ necessaria sunt, ut obviam eatur metui justissime concepto, ne Rex Christianissimus arma sua victricia in sæpius memorata Belgica ulterius proferat, quod omnibus istis casibus, aut si per alia subterfugia, aut obliquas artes conetur Pacis conclusionem impedire aut illudere, Angliæ Fœderatumque Belgium tenebuntur accedere Partibus Hispaniæ, omnibusque & junctis viribus Terra Marique adversus Galliam Bellum gerere, ut compellatur, non in Leges duntaxat sæpius jam memoratas Pacem facere, sed si arma in eum finem sumta Deum habeant faventem & propitium, atque de communi consensu id expedire visum fuerit, etiam Bellum continuare, donec res in eum statum fuerint restitutæ, quo fuerunt tempore Fœderis in collimitio Regnorum in Montibus Pyrenæis sanciti. Actum Hagæ-Comitis in Hollandia, die 23. Januarii 1668. Signatum erat

W. T E M P L E.

XXVI.

23. Janv. *Triples Fœdus, sive Tractatus Fœderis inter CAROLUM II. Magnæ Britannie Regem & Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, accedente CAROLO XI. Sueciæ Rege, pro Pace inter Reges Christianissimum & Catholicum, communibus Officiis promovendâ initus. Datum Hagæ Comitum die 23. Januarii 1668. Cum Articulis (1) secretis, circa difficultates ex RENUNCIATIONE Regine Christianissimæ ortas, uti & circa Pacem inter Reges Gallie & Lusitaniæ fiendam. Hagæ Comitum die 23. Januarii 1668. [AITZEMA, Saaken van Staet en Oorlogh, Tom. XIV. Certe Pièce se trouve aussi dans LONDORPII Acta publica Tom. IX. Lib. X. Cap. CLXXIX. pag. 148. en Al-*

(1) Vous les trouverez ci-dessus à la page précédente, col. 2.

lemand, dans le *Theatrum Europæum*. Tom. X. ANNO ann. 1668. pag. 844. en Allemand; & dans GASTELIUS, de *Statu publico Europe noviss.* Cap. XXVI. pag. 829. aussi en Allemand.]

Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus Carolus ejus nominis secundus *Magnæ Britannie Rex*, ac Celsi & Præpotentes Domini *Ordines Generales Fœderati Belgii*, reputantes atque apud animum expedientes summo dolore miserias, calamitatesque Belli, quod nuper inter duas Coronas in finibus exarsit, quodque necessitate quadam ineluctabili maximam partem Principum Statuumve *Christiani Orbis* iisdem involvit malis, serpente incendii istius flammâ ad Vicinos, nili tempevit & in principio extinguatur, existimarunt se nullatenus functuros partibus officii munerisque sibi à Deo mandati, si post feliciter instauratam amicitiam sub auspicio Divini Numinis & reductam veterem necessitudinem inter *Magnam Britanniam* & Fœderatum Belgium, eodemque tempore stabilitam Pacem inter quatuor Potentes Status, qui cruenti istius Belli partes fuerunt, animum non applicent sedulo omnique industria ad componenda dissidia, quæ oborta sunt inter prædictas duas Coronas, præsertim ut memorati in finibus Belli flamma sopiatur. Proinde cum Serenissimus *Magna Britannie Rex* & Celsi Præpotentesque *Ordines Fœderati Belgii*, post multum operæ infumptum variasque obtestationes, obtinuerunt à Christianissimo Rege, ut professus sit Ordinibus Generalibus, *se ex hoc tempore arma depositurum*, dummodo *Hispani* parati sint, illi ritè atque solemniter cedere per Tractatum Pacis omnia Loca & Munimenta, ut & Castellania cum annexis, quæ armis in expeditione præcedentis anni occupavit aut munivit, vel ut Hispani permoveantur, in eum transcribere omne Jus, quod illis restat in Ducatu *Luxemburgico* (sive in *Ducatu Burgundia*) Præterea *Cameracum*, cum *Cameraco*, *Duacum*, *Fanum sancti Audomari*, *Bergas St. Vinoci*, *Furnas* & *Linkium* cum *Baillivatus*, *Castellaneis*, cæterisque quæ inde pendent, Regemque Christianissimum, posteriori calu restitutum Regi Hispaniæ omnia Loca Ditionesque, quæ Galli Armis, ex quo Flandriam ingressi sunt, occupavere, ea Lege ut Celsi & Præpotentes D. Ordines Generales reciproce caveant, Regemque Christianissimum securo reddant, se effecturos apud Hispanos rationibus aliisque momentis, ut in easdem consentiant Leges; arbitrati sunt se hac tempestate atque hoc rerum Articulo optimam navaturos operam, non modo utriusque prætorum Regum, sed & aliis Principibus & Statibus vicinis, si conjunctim communicatis consiliis collatisque operis adhortentur & quantum suarum virium est, permoveant sæpius dictas duas Coronas ad ineam Pacem Legibus atque conditionibus supra memoratis; in quem finem facta nobis, qui has Tabulas subsignavimus, potestate libera, ex præscripto Mandatorum nostrorum convenimus de Articulis & Capitibus sequentibus.

I. Quod *Rex Magnæ Britannie & Ordines Generales Fœderati Belgii* conjunctim vel separatim, communicatis tamen omnino consiliis, & secundum ea, de quibus mutuo convenierit, omnem operam, omnemque industriam adhibebunt apud Regem Christianissimum, ut in optima legitimaque forma solenni Tractatu spondeat & pronittat Regi *Mag. Britannie & Fœderati Belgii Ordinibus Generalibus*, se Pacis Fœdus facturum cum Rege Hispaniæ citra omnem quacunque de causa exceptionem vel dispensationem, si Hispaniæ Rex induci & permoveri queat per Regem Magnæ Britannie & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Christianissimo aut loca anno præterito in Belgica armis occupata, aut aliud tantundem valens per traditionem locorum superius memoratorum, aliorumve in compensationem, de quibus mutuo consensu Partes inter se convenire poterunt.

II. Ut Rex Christianissimus consentire velit in prorogationem vacationis armorum in Belgica ad finem mensis Maii, ut interea temporis Rex Magnæ Britannie & Fœderati Ordines sedulo omnique industria & diligentia operam dare possint apud Regem aut Reginam Hispaniæ, ejusque Consiliarios, uti Legibus conditionibusque præfatis consensum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Christianissimus nulla justa ratione distam Armistitii prorogationem recusare queat, Rex Magnæ Britannie Ordinesque Fœderati se eodem Tractatu obstringent id se effecturos, ut reapse Gallia ceda-

ANNO  
1668. cedatur ab Hispanis omne quod Gallorum Armis anno præterito occupatum fuit, aut aliud *tantumdem valens*, de quo mutuo Partium consensu conveniet.

IV. Quod Rex Christianissimus inducetur & permovetur, ut prædicto promisso plenam adhibere fidem atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus Arma in posterum quiescant in Belgica, ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britannæ Fœderatique Ordines nequeant per exhortationes obstationesque permovere Hispanos ante finem mensis Maii proximi, ut consensum adhibeant conditionibus sæpius memoratis, ac proinde ad media majoris efficaciam venire necesse sit, nihilominus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ sua arma non movebunt aut introducent, sed Rex Magnæ Britannæ, & Fœderati Ordines se adstringent atque in se recipient id se supplementos, quod necessarium erit, ut Hispani *re ipsa obstringantur*, uti Pacem Legibus supradictis accipiant, adeoque Regi Christianissimo *integrum non erit illos exercere Actus hostiles* in dictis Regionibus, neque ullum occupare *Oppidum*, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex Magnæ Britannæ & Fœderati Ordines cessent atque omitant efficere id quod jam dictum est.

V. Quod sancita inter duas Coronas Pace, ejus servandæ *Sponsores Vindictæque* erunt in forma omnium optima, amplissima, & securissima non modo Rex Magnæ Britannæ & Fœderati Ordines, sed & Imperator omnesque Reges & Principes Vicini, qui existimabunt sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies & Belgicæ sua reddatur constetque tranquillitas; in qua non finem definiatur Copiarum militarium numerus atque media, quibus utendum erit adversus alterutram Partium, quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat ac Parti læsæ resarciat.

VI. Pacta hæc conventa omniaque & singula iis contenta a dicto Domino Rege Magnæ Britannæ dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per parentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitis debita & authentica forma *intra quatuor septimanas* proxime sequentes aut citius, si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrahentur.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur hisce Tabulis subscripsimus, illasque Sigillis nostris subsignavimus. Hagæ Comitum in Hollandia die 23. Januarii 1668. Signatum

(L.S.)

W. TEMPLÉ.

*Voyez l'ACCESSION du Roi de Suede, après la Traduction Française de ce Traité. Le même Traité en François. Avec un Acte provisionnel concernant l'ACCESSION future du Roi de Suede à ce Traité, laquelle Accession fut cause qu'on l'appella depuis la Triple-Alliance. A la Haye le même jour 23. Janvier 1668. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]*

LE Roi de la Grande Bretagne, & les Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, considerant avec beaucoup de douleur, les maux & les calamités de la Guerre, nouvellement allumée dans le voisinage, par la rupture arrivée entre les deux Couronnes voisines, & voyant que par une suite quasi inevitable, la plus part des Princes & Estats de la Chrestienté seront envelopés dans les mêmes incommodités, & que ce feu nouvellement allumé, passeroit bien en suite aux voisins, s'il ne fust éteint & étouffé dans sa naissance, ont jugé ne satisfaire point au devoir que Dieu leur a imposé, si après avoir receu cette Benediction de la bonté Divine, de voir heureusement retablie l'amitié, & la bonne intelligence entr'eux, & en même tems remis en Paix quatre puissants Estats, qui se trouvoient engagés dans une sanglante Guerre, ils ne s'appliquassent aussi avec tout le soin & le zele imaginable, à composer les differents resuscités entre les deux Couronnes, & particulièrement à éteindre le feu allumé dans leur voisinage. C'est pourquoy Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances, ayant enfin par leurs Offices & Intercessions disposé le Roi T. C. à se declarer auxdits

Estats, qu'il consentira à poser des à present les Armes, pourvu que les Espagnols veuillent lui ceder en bonne forme, par un Traité de Paix, toutes les Places fortes, ou Postes, & leurs Châteleanes, ou dependances que ses Armes ont conquises & occupées, ou fortifiées pendant la Campagne de l'année passée, ou bien que l'Espagne puisse estre portée à lui ceder ce qui reste dans le Luxembourg, (\* ou bien la Franche Comté) Cambray & Cambresis, Douay, Aire, St. Omer, Berge, Furne & Linck, avec leurs Bailliages, Châteleanes, & Dependances, & de rendre en ce dernier cas au Roi d'Espagne, toutes les autres Places & Pais que ses Armes ont conquises depuis leur entrée en Flandres, moyennant que L. H. P. donnent à Sa Maj. T. C. assurance reciproque, de disposer, ou d'obliger réellement l'Espagne à descendre aux mêmes conditions, ont crû que dans la conjoncture presente d'affaire, ils rendroient un tres bon office, aussi bien à l'un & à l'autre desdits deux Roix; qu'aux autres Princes & Estats voisins; s'ils entreprennent conjointement, & d'un commun concert, d'exhorter, & autant qu'en eux est d'obliger lesdites deux Couronnes, à conclure la Paix sur les fondemens & les conditions cy-dessus mentionnées. Et à cette fin ayant donné Plein-pouvoir & Commission à nous sousignés; nous avons chacun en vertu du notre, negocié, traité & conclu les Points & Articles suivants.

I. Que le Roi de la Grande Bretagne, & les Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, feront conjointement & separément, mais toujours suivant ce qui sera preallablement concerté entr'eux, des offices & instances au Roy Tres-Chrestien, à ce que ledit Roy s'oblige en bonne & due forme par un Traité solemnel au Roi de la Grande Bretagne, & aux Estats Generaux des Provinces-Unies, de conclure la Paix avec l'Espagne, sans s'en pouvoir dispenser, sous quelque pretexte & cause que ce soit; si l'Espagne peut estre disposée ou obligée, par ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats Generaux, d'accorder & de laisser, à Sa Majesté T. C. ou les Places qu'elle a conquises en la Campagne derniere dans le Pais-Bas, ou un Equivalent, par la cession des Places cy-dessus exprimées, ou par d'autres échanges, qui pourront estre faites du consentement commun des Parties.

II. Que Sadite Majesté Tres-Chrétienne veuille prolonger son consentement à une cessation d'armes audit Pais-Bas, jusqu'à la fin du mois de May, afin que pendant le même tems, ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats Generaux puissent faire les diligences & les offices necessaires, pour disposer le Roi, ou la Reine d'Espagne, & son Conseil à donner les mains, aux conditions cy-dessus mentionnées.

III. Et afin que le Roi Tres-Chrétien n'aye aucune raison fondée pour refuser ladite prolongation de la suspension d'armes; ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats s'obligeront reciproquement dans le même Traité à faire avoir effectivement à la France par cession de l'Espagne, lesdites Conquestes de l'année passée, ou ce qui lui pourra estre accordé par échange; du consentement des Parties.

IV. Que l'on disposera le Roi Tres-Chrétien de se vouloir reposer sur la promesse susdite, & de ne porter plus ses Armes audit Pais-Bas; en sorte que si contre toute esperance, ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats Generaux, ne peussent pas par leurs intercessions & exhortations disposer l'Espagne avant la fin du mois de May suivant, à accorder les conditions cy-dessus exprimées, & qu'il falût par consequent venir à des moyens plus efficaces, neantmoins les Armes de France, ne pourront pas estre portées audit Pais-Bas, mais que ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats Generaux, s'engageront à suppléer ce qu'il faudra, pour obliger réellement l'Espagne, à accepter les conditions susmentionnées, & que le Roi T. C. ne pourra plus user d'aucune hostilité dans lesdits Pais, ni aussi s'y rendre Maître d'aucune Ville, quand même quelques-unes se vandroient volontairement donner à lui, si ce n'est que l'Angleterre & l'Estat des Provinces-

\* Ou bien la Franche Comté. C'est ainsi qu'il faut lire, & non pas comme dans la Copie Latine qui precede, *sive in Ducatu Burgundia*. Cela se prouve par la nature de la chose, par l'Article 111. des Propositions du Roi de France, données à Paris le 18 Novembre 1667, auquel celui-cy se rapporte, & par le Preambule du Traité de St. Germain en Laye, qui se peut voir ci-après en date du 15. Avril 1668.

ANNO  
1668.

ces-Unies manquaissent à effectuer réellement ce que dessus.

V. Que la Paix étant conclue entre les deux Couronnes, elle sera garantie en la forme la plus ample; la plus forte que faire se pourra, tant par le Roi de la Grande Bretagne, & les États susdits, que par l'Empereur, & par tous les autres Rois & Princes voisins, qui se trouveront interessez à la conservation du repos de la Chrétienté, & particulièrement des Païs susdits, avec un denombrement des forces, que l'on sera obligé de faire agir, vigoureusement, en cas que l'une ou l'autre des deux Parties vienne à l'enfreindre, pour lui faire repaier le tort, & le dommage, que l'autre aura souffert par sa contravention.

VI. Ces Accords & Conventions, avec toutes & chacunes des choses y contenues seront confirmés & ratifiés par ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & par lesdits Seigneurs États Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par des Lettres patentes de part & d'autre, munies de leur Grand Sceau en bonne & due forme, dans quatre semaines prochain venans, ou plustost, si faire se peut, & les Actes de Ratification seront échangés de part & d'autre dans ledit tems.

*Icy doivent estre inserés les Pouvoirs du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs États Generaux des Provinces-Unies.*

En temoin de toutes lesquelles choses, & chacune d'icelles, & pour leur donner plus de force, nous avons signé les presentes, & y avons ajouté nos Cachets. A la Haye en Hollande le 23. Janvier 1668.

*Accessio Regis Sueciæ CAROLI XI. ad Fœdus inter Magnæ Britannia, & Ordines Generales Uniti Belgii, ut mediandibus eorum officiis, Pax inter Reges Gallia & Hispania promoveatur. Hagæ Comitum die 13. Januarii 1668.*

CUM Magnæ Britannia Rex ac Ordines Fœdertarum Belgii Provinciarum valde desiderarint, Regem Sueciæ una cum ipsis in partem principalem adiciendi illius Fœderis quod hodierno die per Deputatos ac Plenipotentiaros suos conclusum signatumque est, quo prompta atque tuta Pax inter Reges duos vicinos promoveatur, quoque divina aspirante gratia per Orbem Christianum publica tranquillitas instauretur: Præterea cum Rex ipse Sueciæ, jam ab initio eorum motuum, qui inter duos designatos Reges eruperant, tam Magnæ Britannia Regi, quam Fœdertorum Belgarum Ordinibus sit testatus bonum sincerumque suum propositum ac studium, quo tenebatur, sese cum iis in hoc negotio, modo supra dicto, sociandi ac jungendi, idque respectu arctissimæ necessitudinis, & horum Fœderum, per quæ communibus cum iisdem commodis adstringi se agnoscit, ut per hunc interventum perque modos utiles quoscunque ac honestos, Paci inter binos Reges stabilienda insudetur, nec per ullam difficultatem se hætenus cohibendum, mentem suam super re tota aperiendi, nisi quod præstolatus sit, dum certo resciretur, quid deliberati atque firmi consilii Rex Magnæ Britannia & Fœdertorum Belgarum Ordines super omni hoc negotio essent capturi; tum quo usque promoveri subsidia aliaque id genus nonnulla possent, per quæ dictus Sueciæ Rex sibi satisfieri exoptat, ut pari & æquato cum Magnæ Britannia Rege ac Fœderati Belgii Ordinibus passim in hac re procedat; ea propter ex commodo communi visum est fore, si hoc Instrumentum inter Ministros Deputatos, ac Plenipotentiaros dictorum Regum Magnæ Britannia Sueciæque, nec non dictorum Fœderati Belgii Ordinum scripto consignaretur, quo una ex parte obligaretur Rex Sueciæ, mediante satisfactione prædicta ad amplectendum designatum Fœdus, & ad eandem navandam operam eodemque passu procedendum, quo dictus Magnæ Britannia Rex dictique Fœdertorum Belgarum Ordines, procedendum sibi esse existiment, ut negotium tam salutare promoveatur, nec non parte ex altera dictus Rex Sueciæ certus ita fieret locum sibi vacuum ac integrum relinqui Fœderis hujusce inter Partes principales amplectendi, quemadmodum id ut faciat à Magnæ Britannia Rege & ab Ordinibus Fœderati Belgii per hæc presentes maxime amicè in modum rogatur, qui & ipsi libenter apud Cæsarem & Hispaniarum Regem

omne Officii genus eo convertent, ut controversia nonnullæ, quæ dicto Sueciæ Regi cum iis possint intercedere, quamprimum componantur, & secundum ius fasque è medio tollantur. Quantum verò ad subsidia, quæ à dicto Rege prætenduntur, Ordines Fœderati Belgii non defuturi sunt Mandatis necessariis confestim ad Legatos suos in aulam Britannicam mittendis, ut hosce inter & Commissarios, quos dictus Magnæ Britannia Rex eam in rem designabit, interque Legatum Regis Sueciæ Extraordinarium, qui iter jam nunc eò meditatatur ex Belgio, aliosque illic degentes Ministros Principum Statuumve, quos id negotium quoque tangit atque concernit, consilia incantur super necessariis ac requisitis omnibus constituendis; Sic ut Fœdus jam dictum consequatur quamprimum substantiam atque formam Pacti tripliciter conventi, ad quod invitandis amicis & Fœderatis, si qui ejus in partem admitti volent, omni ex parte opera quam diligentissima dabitur. Actum Hagæ-Comitum die 13. Januarii 1668.

*Christophorus Delphicus,  
B. ac Comes in Dbona.  
Haraldus Appelboom.*

*Gellicum.  
B. d'Asperen.  
Johan de Wit.  
M. van Crommon.  
Adolph van Onkel.  
Johan Schrieck.*

## XXVII.

*Tratado de Paz ajustado entre el muy alto Serenissimo Principe Don CARLOS II. Rey Catholico, y el muy alto y Serenissimo Principe Don ALONSO SEXTO Rey de Portugal, por mediacion de el muy alto y Serenissimo Principe CARLOS II. Rey de la Gran Bretaña. Firmado en Lisboa, a los 13. de el mes de Febrero de 1668. Con los PODERES de los Señores Reyes en fecha de los 5. de Enero, 4 y 6 de Febrero 1668. Y la RATIFICACION de el Serenissimo Rey Catholico. Dada en Madrid a 23. de Febrero 1668. [Sur l'Imprimé à Madrid con licencia de los Señores del Consejo de Estado. En la Imprenta de Domingo Garcia Morras ann. 1668. in 4. On trouve aussi cette Pièce dans le *Theatrum Pacis*. Tom. II. en Latin; dans les Memoires d'ABLANCOURT, pag. 253. & 361. en Latin & en François; dans CHRIST. GASTELIUS, de *Statu publico Europa*. Cap. VI. pag. 243. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 199. aussi en Allemand; & dans AITZEMA, *Saaken van Staat en van Oorlogh*. Tom. XIV. pag. 1044. en Hollandois.*

DON CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalem, de las Indias, &c. Archiduque de Austria, Duque de Botgoña, de Milan, Conde de Abspurg, y de Tirol, &c. Y la Reyna Doña Mariana de Austria su Madre, Tutora, y Curadora de su Real Persona, y Governadora de todos sus Reynos, y Señorios. Por quanto D. Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, &c. en virtud del Poder que le concedi, ha ajustado, concludido, y firmado en trece de este presente mes, un Tratado de Paz con los Ministros Comissarios infraescriptos, Diputados para este efecto, por el muy Alto, y Serenissimo Principe D. Alto, y Serenissimo Principe D. Alonso Sexto, Rey de Portugal, &c. Interviniendo tambien, como Mediano, y Fiador, en nombre del muy Alto, y Serenissimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, &c. el Conde de Sandwich, su Embaxador Extraordinario, con Poder que para ello tuvo suyo, el qual dicho Tratado va aqui inserto, reducido a trece Articulos, cuyo tenor, traducido de Lengua Portuguesa en Castellana, es como se sigue.

Articulos de Paz, entre el muy Alto, y Serenissimo Principe Don Carlos Segundo, Rey Catolico, sus Sucesores, y sus Reynos. Y el muy Alto, y Serenissimo



ANNO  
1668.

níssimo Principe Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal, sus Sucesores, y sus Reynos, por mediacion de el muy Alto, y Sereníssimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, Hermano de el nno, y Aliado muy antiguo de ambos, ajustados por Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, como Plenipotenciario de Su Magestad Catolica: y Don Nuño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval, Don Basco Luis de Gama Marques de Niza, Don Juan de Silva Marques de Goubea, Don Antonio Luis de Meneses Marques de Marialva, Henrique de Sousa Tavares de Silva Conde de Miranda, y Pedro de Vieira de Silva, como Plenipotenciarios de Su Magestad de Portugal: y Duarte Conde de Sandwich, Plenipotenciario de Su Magestad de la Gran Bretaña, Medianero, y Fiador de la dicha Paz, en virtud de los Poderes siguientes.

*Copia de el Poder de Su Magestad Catolica.*

**D**ON CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalem, de las Indias, &c. Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Milan, Conde de Aspurg, y de Tirol, &c. Y la Reyna Doña Mariana de Austria su Madre, Tutora, y Curadora de su Real Persona, y Governadora de todos sus Reynos, y Señorios. Por quanto el Sereníssimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, movido del celo del bien, y reposo comun de la Christianidad, y deseo de que se terminen las diferencias entre esta Corona, y la de Portugal, ha interpuesto en diferentes tiempos repetidas instancias, ofreciendo su mediacion, y amigables oficios al fin referido; y ultimamente enbiado a esta Corte a Eduardo Conde de Sandwich, y Vizconde de Hinchingsbroog, Baron de Montagù de San Neote, Vice Almirante de Inglaterra, Maestro de la Gran Guardaropa, y de los Consejos Secretos, y Cavallero de la Orden de la Jarreta, por su Embaxador Extraordinario, para tratar algun ajustamiento de reciproca satisfacion entre ambas Coronas con los Poderes necesarios para ello. Y aviendome insinuado el dicho Conde de Sandwich, que podria ser el mejor medio para conseguir este intento el de una buena Paz con el hermano de su Rey Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal, se han superado las dificultades que han ocurrido, y finalmente por lo mucho que deseo complacer al dicho Sereníssimo Rey de la Gran Bretaña, se han ajustado los trece Capítulos de Paz, que van puestos en un Proyecto aparte, para cuya mas prompta execucion se ha ofrecido el dicho Conde de Sandwich a ir en Persona a Lisboa a participar al dicho Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal todo lo dispuesto, y tratado por su mediacion, y a procurar en nombre de su Rey, que se llegue a la conclusion: Y porque para que esto se consiga con la brevedad que se requiere, es necesario que aya en aquella Ciudad Persona de autoridad, calidad, prudencia, y celo, que tenga Poder mio para ajustar en forma debida los dichos Artículos de Paz. Por tanto concurriendo (como concurren) las dichas, y otras buenas partes, y calidades en vos Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, Duque de Montoro, Conde Duque de Olivares, Conde de Morante, Marques de Heliche, Señor del Estado de Sorbas, y de la Villa de Lueches, Alcayde perpetuo de los Alcaçares de la Ciudad de Cordoua, y Cavallerico Mayor de sus Reales Cavalleriças, Alguacil Mayor perpetuo de la misma Ciudad, y de la santa Inquisicion della, Alcayde perpetuo de los Reales Alcaçares, y Ataraçanas de Sevilla, Gran Chanciller de las Indias, Comendador Mayor de la Orden de Alcantara, Gentil-Hombre de la Camera, Montero Mayor, y Alcaide de los Reales Sitios del Pardo, Balsaín, y Zarçuela. Os doy, y concedo en virtud de la presente, tan cumplido, y bastante Poder, comission, y facultad, como es necesario, y se requiere, para que por el Sereníssimo Rey, mi muy Caro, y muy Amado Hijo, y en su Real nombre, y en el mio, podais tratar, ajustar, capitular, y concluir con el Diputado, y Comissario, ò los Diputados, ò Comissarios de el sobredicho Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal, en virtud de el Poder que presentaren de el dicho Rey Lusitano, una Paz perpetua, conforme al tenor de dichos Capítulos, ò en la forma que mas bien pareciere, y obligar al Rey mi Hijo, y a mi al cumplimiento de lo que assi ajustareis, y firmareis. Y declaro, y doy mi palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el dicho

ANNO  
1668.

Marques del Carpio, desde aora para entonces lo consentimiento, y apruebo, y lo tendré siempre por firme, y valedero, y passaré por ello, como por cosa hecha en nombre de el Rey mi Hijo, y mio, y por mi voluntad, y autoridad, y lo cumpliré entera, y puntualmente. Y asimismo ratificaré, y aprobaré en especial, y conveniente forma, con todas las fuerças, y de mas requisitos necesarios, que en semejantes casos se acostumbra, todo lo que en razon de esto concluyereis, assentareis, y firmareis, para que todo ello sea firme, valido, y estable, con precisa condicion, que se aya de fenecer, y firmar dicho Tratado de Paz dentro de quarenta dias desde el dia de la fecha deste Poder, demanera, que si este plaço se passare, sin quedar concluido, y firmado dicho Tratado, doy desde aora para entonces por nulo este Poder, y todas las clausulas que en él se contienen, y quanto en su virtud se huviere propuesto, ò comenzado a tratar, en cuya declaracion he mandado despachar la presente firmada de mi mano, y sellada con el sello secreto, y refrendada de mi infraescripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a cinco de Enero mil y seiscientos sesenta y ocho. YO LA REYNA. Don Pedro Fernandel del Campo y Angulo.

*Copia de el Poder de el Rey de Portugal.*

**D**ON ALONSO, por la gracia de Dios, Rey de Portugal, y de los Algarves, y Daquein, y Ladem, Mar en Africa, Señor de Guinea, y de la Conquista, Navegacion, y Comercio de Ethiopia, Arabia, Persia, y de la India, &c. Por la presente doy todo el Poder, y facultad necesaria a Don Nuño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval, Marques de Ferreira, Conde Tentugal, Señor de las Villas de la Poboia, de Santa Christiua, Villanueva, Danfos, Rabacal, Arega, Albayacere, Buarcos, Anobra, Carapito, Mortagua, Penacoba, Villalva, Villaruiba, Albergaria, Agua de los Peces, Opéral, Abermalla, Cercal, Comendador de Grandola, de la Orden de Santiago, de mi Consejo de Estado, y mi muy amado, y estimado Sobrino. A Don Basco Luis de Gama, Marques de Niza, Conde de Vidigueira, Almirante de la India, Señor de las Villas de Trades, y Trobies, Comendador de la Encomienda de Santiago de Beya, de la Orden de Christo, de mi Consejo de Estado, y Veedor de mi Hazienda. A Don Juan de Silva, Marques de Goubea, Conde de Portalegre, Señor de las Villas de Celorico, San Roman, Muymenta, Vinhò, Nespereyra, Naboinhos, Riotorto, Valeira, Villacoba, a Coelheyra, y de las Islas de San Nicolas, y San Vicente, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Almada, de la Orden de Santiago, de mi Consejo de Estado, Presidente de la Mesa del Desembargo de Palacio, mi Mayordomo Mayor, y mi muy estimado Sobrino. A Don Antonio Luis Meneses, Marques de Marialva, Conde de Cantanheda, Señor de las Villas de Metres, Mondim, Cerba, Atim, Hermello, Bilhò, Villar de Ferreira, Avellans de Caminho, Leomil, Penella, Poboia, y Vallongo, Señor del Mayorazgo de Medelo, y San Silvestre, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Almonda, de la Orden de Christo, de mi Consejo de Estado, Veedor de mi Hazienda, Governador de las Armas de Lisboa, y Plaça de Cascaes, y de la Provincia de Estremadura, y Capitan General de el Exercito, y Provincia de Alentejo. A Henrique de Sousa Tavares de Silva, Conde de Miranda, Señor de las Villas de Podentes, Bouga, Folgossinhos, Oliveira del Barrio, Germelo, Soza, Arancada, Alcaide Mayor de Arronches, y Alpalhao, Comendador de las Encomiendas de Alvalade, Villanueva de Alvito, Proença, Alpalhao, de las Islas Terceras, San Miguel, y Madeyra, de mi Consejo de Estado, Governador de la Relacion, y Casa del Puerto, y de las Armas de la misma Ciudad, y su distrito. Y a Pedro Vieyra de Silva, de mi Consejo, y mi Secretario de Estado, para que por mi, y en mi nombre traten, consieran, y ajusten una Paz perpetua entre mis Sucesores, y mis Reynos, y la muy Alta, y Sereníssima Reyna D. Mariana de Austria, como Tutora, y Curadora de la Real Persona de el muy Alto, y muy Poderoso Principe Don Carlos Segundo su Hijo, Rey Carolico de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalem, y de las Indias Occidentales, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, y de Milan, Conde de Aspurg, y de Tirol, y Governadora de sus Reynos, y

Seño.

ANNO  
1668.

Señorios, y entre sus Sucesores, y Reynos, por medio de Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, Duque de Montoro, Conde Duque de Olivares, Conde de Morente, Marques de Heliche, Señor del Estado de Sorbas, y de la Villa de Lueches, Alcayde perpetuo de los Alcaçares de la Ciudad de Cordoua, Cavallero Mayor de sus Reales Cavallerias, Alguacil Mayor perpetuo de la misma Ciudad, y de la santa Inquisicion de ella, Alcayde perpetuo de los Reales Alcaçares, y Atarçanas de Sevilla, Gran Chanciller de las Indias, Comendador Mayor de la Orden de Alcantara, Gentil-Hombre de la Camara, Montero-Mayor, y Alcayde de los Reales Sitios, del Pardo, Balsain, y Zarçuela, como Plenipotenciario Diputado para este caso por el dicho Serenissimo Principe Don Carlos, y con intervencion, mediacion, y seguridad de Duarte Conde de Sandwich, Vizconde de Hinchingbroch, Baron de Montagù de San Neote, Vice-Almirante de Inglaterra, de los Consejos mas secretos de el muy Alto, y Serenissimo Principe Carlos, Rey de la Gran Bretaña, mi buen hermano, en su nombre, y como su Embaxador Extraordinario; destinado para este mismo negocio, todo en la forma, y con las condiciones, declaraciones, y clausulas que les parecieren convenientes al sosiego, bien comun, amistad, y union entre ambas Coronas, y Vassallos de ellas, y lo por ellos hecho, y ajustado en esta parte, me obligo en mi nombre, en el de mis Sucesores, y mis Reynos, a lo cumplir, mantener, y guardar, debajo de fee, y palabra de Principe, y lo tendré por bueno, firme, y valedero, como si por mi fuesse hecho, y acordado, y esto sin embargo de qualesquiera Leyes, derechos, Capítulos de Cortes, y costumbres que aya en contrario, porque todos tengo por derogadas para este caso, como si se hiziera dellos aqui particular, y expresa mencion, todo de mi motu proprio, cierta ciencia, Poder Real, y absoluto, en el mejor modo, y forma que derecho puedo, y debo: Y por firmeza de todo lo que queda dicho mandé passar este Poder firmado por mi, y sellado con el sello grande de mis Armas. Dado en la Ciudad de Lisboa a los quatro dias de el mes de Febrero. Luis Feixeira de Carballo la hizo año del Nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo mil y seiscientos y sesenta y ocho. Pedro Vieyra de Silva le hizo escrivir. *EL PRINCIPE.*

*Poder que otorgó Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, al Conde de Sandwich, su Embaxador Extraordinario en España, traducido de Latin en Lengua Castellana.*

**C**ARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de la Gran Bretaña, y de Francia, &c. A todos; y a cada uno de los que vieren estas, Letras, Salud. Siendo assi, que nada ay mas Real, y Christiano, que componer diferencias, y enemistades, y quitar tan de el todo las raizes antiguas de los odios, que depuestas las armas, y reintegrada la Paz, se restituya la tranquilidad a los Pueblos, la seguridad al Comercio, la autoridad a las Leyes, y finalmente los Vassallos bendiciones a sus Principes con aplauso, y aclamacion. Nosotros (que con un mismo afecto, y voluntad miramos los Reynos de España, y Portugal) no sin grande dolor hemos podido tener la mira en la Guerra, que por tantos años se ha trabado entre Naciones vezinas, ensangrentandose con tantas muertes; y deseando, que tan illustres exemplares de valor se muestren en otras Regiones, y contra otros enemigos, (aviendo sido Dios servido de oir nuestros deseos, y suspiros, de tal manera, que los Principes de ambas partes parece que se inclinan, como de su voluntad misma, a los Tratados prevenidos) juzgamos, que con nuestra mediacion se debe dar calor, y poner todo cuidado en un Principio tan piadoso, y deseado de nosotros; no solamente reconciliando los animos de una, y otra parte, sino es tambien estableciendo union en ellos. Y para que esta obra felizmente se empiece, y mas brevemente tenga fin, embiamos nuestro Embaxador Extraordinario a los Principes de ambas Partes, Persona de nuestra primer nuestra primer nobleza, igualmente aficionado a entrambas Coronas, para que assi con mas fidelidad pueda en ellas exercer esta nuestra pacifica Legacia; es a saber, al muy amado, y fidelissimo Pariente nuestro Eduardo Conde de Sandwich, Vizconde de Hinchingbroch, Baron de Montagù de Sante Neote, Vice-

ANNO  
1668.

Almirante de Inglaterra, Prefecto de nuestra Gran Guardaropa, nuestro Consejero de el Secreto Consejo, Cavallero de la Antiquissima, y Nobilissima Orden de la Jarretera. Sabed, pues, que fiados nosotros de la fidelidad, industria, juicio, y prudencia de el dicho Conde de Sandwich, nuestro Embaxador Extraordinario, le hizimos verdadero, y cierto Comissario, y Procurador, y le establecimos, y constituimos por tal; y aura por las presentes Letras le hazemos, establecemos, y constituimos, dandole, y cometiendole plena, y omnimoda potestad, y juntamente autoridad, y Poder general, y especial en nuestro nombre, de congregarse con los dichos Principes de ambas partes, ò con sus Ministros, y conferir con ellos, y de comunicar, tratar, concertar, y concluir con sus Comissarios, Diputados, y Procuradores (que tuvieren bastante Poder para esto) ora sea junta, ora separadamente en los confines de los Reynos, ò en otro lugar donde pareciere mas conveniente de, y sobre establecer la Paz perpetua entre las Coronas, y Reynos de España, y Portugal, ò de, y sobre hazer treguas de muchos años entre las dichas Coronas, y Reynos, y efectuarlas con los mas utiles, mejores, y mas convenientes Capítulos; y de, y sobre ajustar Confederacion, y Liga entre nosotros, y los dichos Principes de ambas partes, para la comun, y mutua defensa de nuestros Reynos, estendiendose esta autoridad, y Poder que le damos, para hazer todas aquellas cosas que a los dichos fines, y a qualquiera de ellos pertenezcan, y conduzgan; y para efectuar sobre todo esto los Articulos, Letras, è Instrumentos necesarios; y para pedirlos, y recibirlos de las otras Partes, ò en comun, ò separadamente de ellas. Y prometemos en buena fee, debajo de la palabra Real, que nosotros tendremos por raras, gratas, y firmes todas las cosas, y cada una de por si, que fueren hechas, pactadas, y concluidas entre los Principes de ambas Partes, ò sus Procuradores, Diputados, ò Comissarios, y el sobredicho nuestro Embaxador Extraordinario, assi junta, como separadamente en lo arriba referido, en general, ò particular, y que jamas contravendremos a cosa alguna della, antes bien de nuestra parte, no solo observaremos santa, y inviolablemente todo lo que en nuestro nombre se huviere prometido, ò concluido en qualquiera de las materias arriba dichas; pero tambien prometemos, y salimos por Fadores, que por las dos Partes, y por cada una de por si se observará santa, y inviolablemente. E testimonio de lo qual mandamos dar estas Letras, firmadas de nuestra mano, y corroboradas con el gran Sello de Inglaterra. Fechas en nuestro Palacio Wesmonasteriense a diez y seis de el mes de Febrero, Año de el Señor de mil y seiscientos y sesenta y cinco, y al diez y ocho de nuestro Reynado. CARLOS REY.

*En nombre de la Santissima Trinidad, Padre, Hijo, y Espiritu Santo, tres Personas, y un solo Dios verdadero.*

**I. PRIMERAMENTE** declaran los Señores Reyes Catolico, y de Portugal, que por el presente Tratado hazen, y establecen en sus nombres, de sus Coronas, y de sus Vassallos, una Paz perpetua, buena, firme, è inviolable, que comenzará desde el dia de la Publicacion de este Tratado, que se hará en el termino de quinze dias, cessando desde luego todos los actos de hostilidad, de qualquier manera que sean, entre sus Coronas, por Tierra, y por Mar, en todos sus Reynos, Señorios, y Vassallos, de qualquiera calidad, y condicion que sean, sin exemption de lugares, ni de Personas. Y se declara, que han de ser quinze dias para ratificar el Tratado, y quinze para publicarse.

**II.** Y porque la buena fee con que se haze este Tratado de Paz perpetua, no permite que se piense en Guerra para lo futuro, ni en querer cada una de las Partes hallarse para este caso con mejor partido, se acordó en restituirse a Portugal las Plaças, que durando la Guerra le ocuparon las Armas de el Rey Catolico; y al Rey Catolico las que durando la Guerra le ocuparon las Armas de Portugal, con todos sus terminos, assi, y de la manera, y por los limites, y confrontaciones que tenían antes de la Guerra, y todas las haciendas de raiz se restituiran a sus antiguos poseedores, ò a sus Herederos, pagando ellos las mejoras utiles, y necesarias, sinque por esso podran pedir los daños

ANNO  
1668.

ANNO  
1668.

daños que se atribuyen a la Guerra, y quedará en las Plaças la Artilleria que tenían quando se ocuparon. Y los Moradores que no quisieren quedar, podrán llevar todos lo mueble, y quedarán dueños de los frutos de lo que huvieren sembrado al tiempo de la publicacion de la Paz. Y esta restitucion de las Plaças se hará en termino de dos meses, que empezarán desde el día de la publicacion de la Paz. Pero declaran, que en esta restitucion de las Plaças no entra la Ciudad de Ceuta, que ha de quedar en Poder de el Rey Catolico, por las razones que para ello se consideraron. Y se declara, que las haciendas que se possyeren con otro titulo, que no sea el de la Guerra, podrán disponer dellas sus dueños libremente.

III. Los Vassallos, y Moradores de las Tierras poseidos de uno, ò de otro Rey, tendrán todabuena correspondencia, y amistad, sin mostrar sentimiento de las ofensas, y daños passados, y podrán comunicar, entrar, y frequentar los limites de uno, ò de otro, y usár, y exercitar Comercio con toda seguridad por Tierra, ò por Mar, y assi, y de la manera que se usava en tiempo de el Rey Don Sebastian.

IV. Los dichos Vassallos, y Moradores de una, y otra parte tendrán reciprocamente la misma seguridad, Libertades, y Privilegios, que estan acordados con los Subditos de el Serenissimo Rey de la Gran Bretaña por el Tratado de veinte y tres de Mayo del año de seiscientos y setenta y siete, y de otro de el año de seiscientos y treinta, en lo que en este Tratado está toda via en pie, assi, y de la manera, como si todos aquellos Articulos en razon del Comercio, è Inmunidades tocantes a èl se estuviesien aquí expressamente declarados, sin excepcion de Artículo alguno, mudando solamente el nombre en favor de Portugal: A de estos mismos Privilegios usará la Nacion Portuguesa en los Reynos de Su Magestad Catolica, assi, y de la manera que lo usaron en tiempo del Rey Don Sebastian.

V. Y porque es necesario un largo tiempo para poderse publicar este Tratado en las partes mas distantes de los Señorios de uno, y otro Rey, para cessar entre ellos todos los actos de hostilidad, se acordò, que esta Paz comenzará en las dichas partes desde la publicacion, que de ellas se hizieren en España a un año siguiente: pero si el aviso de la Paz pudiere llegar antes a aquellos Lugares, cessarán desde entonces todos los actos de hostilidad. Y si passado dicho año se cometiere por qualquiera de las Partes algun acto de hostilidad, se satisfará a rodo el daño que del naciere.

VI. Todos los prisioneros de Guerra, ò en odio della, de qualquiera Nacion que sean, sin dilacion, ò embargo alguno, serán puestas en su libertad, assi de una, como de otra parte, sin excepcion de persona alguna, y de razon, ò pretexto que se quiera tomar en contrario; y esta libertad comenzará del día de la publicacion en adelante.

VII. Y para que esta Paz sea mejor guardada, prometen respetivamente los dichos Reyes Catolico, y de Portugal de dar libre, y seguro passage por Mar, ò por Rios navegables, contra la invasion de qualesquiera Piratas, ò otros Enemigos, que procurarán tomar, y castigar con rigor, dando toda libertad al Comercio.

VIII. Todas las privaciones de herencias, è disposiciones hechas con odio de la Guerra, son declaradas por ningunas, y como no acontecidas, y los dos Reyes perdonan la culpa a unos, y a otros Vassallos en virtud de este Tratado, aviendose de restituir las haciendas que estuvieren en el Fisco, y Corona a las personas, a las quales sin aver sobrevenido esta Guerra avian de tocar, ò pertenecer para Poder libremente gozar de ellas; pero los frutos, y lo que huvieren rentado los dichos bienes hasta el día de la publicacion de la Paz, quedarán a los que los huvieren possido durante la Guerra. Y porque se pueden ofrecer sobre esto algunas demandas, que conviene abreviar para el sosiego de la Republica, será obligado cada uno de los pretendientes a intentar las demandas dentro de un año, se determinarán breve, y sumariamente dentro de otro.

IX. Y si contra lo dispuesto en este Tratado algunos Mercaderes, sin orden, ni Mandado de los Reyes respetivamente hizieren algun daño, se reparará, y castigará el daño que hizieren, siendo aprehendidos los delinquentes; pero no será lícito por esta causa tomar las armas, y romper la Paz. Y en caso de no hazerse Justicia, se podrán dar Cartas de marca, ò

represallas contra los delinquentes en la fórmula que se acostumbra.

X. La Corona de Portugal, por los intereses, que reciproca, y inseparablemente tiene con la de Inglaterra, podrá entrar a parte de qualquier Liga, y Ligas ofensiva, y defensiva, que las dichas Coronas de Inglaterra, y Catolica hizieren entre si, juntamente con qualesquiera Confederados suyos: y las condiciones, y obligaciones reciprocas, que en tal caso se ajustaren, ò adelante se añadieren, se tendrán, y guardarán invariablemente en virtud de este Tratado, assi, y de la manera como se estuvieran particularmente expressadas en èl, y estuvieran y a nombrados los coligados.

XI. Prometen los sobredichos Señores Reyes Catolico, y de Portugal de no hazer nada contra, ni en perjuicio de esta Paz, ni consentir se haga directa, ni indirectamente; y si acaso se hiziere, de repararlos sin ninguna dilacion; y para observancia de todo lo arriba contenido se obligan con el Señor Rey de la Gran Bretaña, como Medianoero, y Fiador de esta Paz; y para firmeza de todo renuncian de todas las Leyes, Costumbres, ò cosa alguna que haga en contrario.

XII. Esta Paz será publicada en todas las partes donde conviene, lo mas brevemente que se pueda despues de la Ratificacion de estos Articulos por los Señores Reyes Catolico, y de Portugal, y entregados reciprocamente en la forma acostumbrada.

XIII. Finalmente serán los presentes Articulos, y Paz en ellos contenida ratificados tambien, y reconocidos por el Serenissimo Rey de la Gran Bretaña, como Medianoero, y Fiador della, por cada una de las partes, dentro de quatro meses despues de su Ratificacion.

Todas las quales cosas en Articulos referidas fueron acordadas, establecidas, y concluidas por nosotros Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques de el Carpio, Duarte Conde de Sandwich; y Don Nuño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval; Don Balco Luis de Gama, Marques de Niza; Don Juan de Silva, Marques de Gobeá; Don Antonio Luis de Meñeses, Marques de Marialva, Henrique de Sousa Tavares de Silva, Conde de Miranda; y Pedro de Vieira de Silva, Comissarios Dipurados para este efecto, en virtud de Plenipotencias que quedan declaradas en nombre de Sus Magestades, Catolica, de la Gran Bretaña, y de Portugal, en cuya fee, firmeza, y testimonio de verdad hizimos el presente Tratado, firmado de nuestras manos, y sellado con el Sello de nuestras Armas. En Lisboa en el Convento de Santo Eloy a los treze dias de el mes de Febrero de mil y seiscientos y setenta y ocho. Don Gaspar de Haro y Guzman. El Conde de Sandwich. El Duques Marques de Ferreira. El Marques de Niza, Almirante de la India. El Marques de Gobeá, Mayordomo Mayor. Marques de Marialva. El Conde de Miranda. Pedro Vieyra de Silva.

**P**OR Tanto, aviendo visto, considerado, y examinado en mi Consejo maduramente dicho Tratado, y o por mi, y por el muy Alto, y Serenissimo Principe D. Carlos Segundo, Rey de las Españas, &c. nuestro muy carò, y muy amado Hijo, hemos resuelto aprobarle, y ratificarle, como en general, y cada punto en particular le aprobamos, y ratificamos por Nos, y nuestros Herederos, y Subcessores, como asimismo por los Vassallos, Subditos, y Habitantes de todos nuestros Reynos, Países, y Señorios, assi en Europa, como fuera della, sin exceptuar ninguno, recibiendo el dicho Tratado, y todo lo que contiene, y cada Punto dello en particular en todas sus partes por bueno, firme, y valedero, prometiendole en fee, y palabra Real por Nos, y nuestros Sucessores Reyes, Principes, y Herederos sinceramente, y con buena fee seguir, observar, y cumplirle inviolable, y puntualmente, segun su forma, y tenor, y hazerle seguir, observar, y cumplir de la misma manera como si le huvieramos Tratado por nuestra propia persona, sin hazer, ni permitir, que en ninguna manera se haga cosa en contrario directa, ni indirectamente en qualquier modo que ser pueda; y si se huviere hecho, ò se hiziere contravencion en alguna manera, hazerla reparar sin dificultad, ni dilacion alguna, castigar, y mandar castigar a los que huvieren contravenido con todo rigor, sin gracia, ni perdon, obligando para el efecto de lo susodicho todos, y cada uno de nuestros Reynos, Países, y Señorios, como tambien todos nuestros otros bienes

ANNO  
1668.

presentes, y venideros, sin exceptuar nada. Y para la firmeza de esta obligacion renunciarnos todas las Leyes, y Costumbres, y todas otras cosas contrarias a ello. En fee de lo qual mandamos despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con nuestro Sello secreto, y refrendada del infrascripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a veinte y tres de Febrero de mil y seis-cientos y sesenta y ocho. YO LA REYNA. D. Pedro Fernandez del Campo y Angulo.

## XXVIII.

17. FEVR. (I) *Traité de Commerce entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, fait à la Haye, le 17. Février, 1668.* [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIV. pag. 194. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans GASTELIUS, *de Statu publ. Europæ noviss.* Cap. XXVI. pag. 825. en Allemand; & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 851. aussi en Allemand.]

L'ANGLE-  
TERRE, ET  
LES PRO-  
VINCES-  
UNIES.

Quandoquidem annuente Divina gratia & conspirante mutuarum rerum salute æque ac Christiani Orbis jam temporis necessitate *vigesimo tertio* die Januarii proximè elapsi, inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolus* ejus nominis *secundum Magnæ Britannia* Regem, & Cæsos, ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum conclusum & signatum sit Fœdus perpetuum defensivum, fortissimum tam Mâri quam Terra præstandis auxiliis communitum, eodemque die alioque Instrumento de rerum vicinarum tranquillitate paceque Orbi Christiano restituenda, inter prædictum Regem ac prædictos Ordines prout animis consultum & conventum fuerit, adeoque nihil aliud protinus superesse videatur, quod tam mutua voluntate restauratam amicitiam & necessitudinem ullo unquam tempore interpellare poterit, præter controversias de Mercimoniorum speciebus hinc inde redigendis, forsitan orituras & ex incerta aut ambigua earumdem utrimque adjudicatione forsitan etiam promovendas, idcirco quo omnibus innotescat, quam sincera sanctaque fide prædictus Rex ac prædicti Ordines nuper contractæ amicitia non modo in præsens sed & ad posteros colenda cavere voluerint, jam demum ad dividenda quæcunque non modo dissensionum, sed vel altercationum semina præcidendamque penitus eorum spem aut expectationem, quorumcunque demum prædictam amicitiam novis litibus concussam aut labefactam iri, interesse poterit, in subsequentes Articulos utrimque conventum est, qui pro norma & regula ejusmodi rerum Maritimarum & Mercaturæ hinc inde redigendæ mutuo & perpetuo observabuntur, aut quousque saltem ex utriusque Partis arbitrio & consensu Commissarii inducentur & convenient ad uberiores iis de rebus omnibus Navigationisque Legibus, Tractatum, ex communi utrimque commodo & ulteriore experientia digerendum.

I. Subditis atque Incolis *Magnæ Britannia* jus fasque esto, omnimoda cum libertate ac securitate navigare atque Mercaturam exercere in omnibus Regnis, Ditionibus, Statibus, quibus cum *Magnæ Britannia* Pax, Amicitia, vel Neutralitas intercedit, vel in posterum intercedet, neque ista libertate turbentur aut impediuntur per Naves Bellicas, Triremes, Celoces, aliaque Navigia Ordinum Fœderati Belgii aut iis subditorum, si forte Bellum oriri contingat inter præfatos Ordines ab una, & dicta Regna, Ditiones & Status ab altera parte, quæ sunt *Magnæ Britannia* fœderata, sive Amicitiam aut Neutralitatem cum eo colant & observent.

II. Quæ navigandi commercandique libertas se extendet ad omnes omnino Mercimoniorum species, iis duntaxat exceptis, quæ Contrabandæ indigentur.

III. Quo in numero solummodo comprehenduntur omne genus arma igniaria & quæ eo spectant, ut Machinæ seu Tormenta Bellica, Bombardæ, Mortariæ, Piloclastra vulgo Petardæ, Bombæ, mala Punica, vulgo Granadæ, Saucifæ, Coronæ piceæ, Machinarum

(r) Ce qui avoit été réglé touchant le Commerce à Breda l'année précédente n'étoit que provisionnel; ce qui donna lieu à ce second Traité de Commerce.

ANNO  
1668.

vehicula vulgo Affutzæ, Thecæ Scopetariæ, Balthea, Pulvis pyrius, funes igniarii, Nitrum, Globi, Hastæ, Gladii, Galeæ, Cassides, Loricæ, Bipennes, Lanceæ, Equi, Ehippia, minorum Tuborum sive Scopetorum Equestrium Vaginæ aut reconditoria, Cinguli, cæteraque Instrumenta, quæ formam acceperunt, ut in Bello usui esse possint, Gallicè dicta, *Affortiments servans a Passage de la Guerre.*

IV. Sub Mercibus prohibitis non comprehenduntur frumentum, triticum aliave grana & lègumina, Oleum, Vinum, Sal, nec generatim annona, nec quidquam eorum quæ ad victum aut alimentum pertinent, sed erunt, uti & aliæ Merces quælibet præcedenti Articulo non enumeratæ, plane liberæ, integrumque erit, quælibet earumdem species vehere ad loca hostilia Fœderatorum Ordinum, exceptis duntaxat Oppidis, locisque obsidione cinctis, circumscriptis vel investitis, Gallicè, *bloquées ou investies.*

V. Ut vero prædicta rite atque ordine observentur, pactum atque conventum est, quod Naves aut Navigia Anglorum, quæ Mercibus onerata Portum aliquem Fœderatorum Ordinum intrabunt, animo autem ac consilio exinde discedendi ad loca iisdem hostilia, tenebuntur Officiariis Portuum præfatorum Ordinum, ex quibus solvent exhibere, solummodo Literas commeatu, vulgo Passeportus dictas, quæ contineant Indicem sive notitiam Mercium onerumque Navibus imposituram probatum atque signatum Sigillo ordinario Officiariorum Curia Maritimæ sive Admiralitatis ejus loci, unde vela fecerunt, cum designatione loci quo destinata sunt, idque in forma ordinaria & consueta, postque Literarum commeatu sive Passeportus exhibitionem Naves non molestabuntur, excutentur, detinebuntur, aut impediuntur ab itinere, quocunque sub obtentu.

VI. Similiter Naves atque Navigia Anglorum, quæ sese sistunt, in Navium stationibus sub Oris Maritimis Imperio præfatorum Ordinum subjectis, quibus tamen propositum non est aut subire Portus, aut cum ingressa sunt, exonerare Merces easque deponere, non tenebuntur reddere rationes onerum suorum, nisi suspecta sint, quod vehant Merces veritas sive Contrabandas ad Hostes Ordinum, ut jam dictum est.

VII. Quo quidem legitimæ suspitionis casu tenebuntur Subditi Regis *Magnæ Britannia* in Portibus exhibere Literas commeatu, sive Passeportus in forma modo designata.

VIII. Quod si verò accesserint ad Oras Maritimas & in alto obvia sint facta Navibus Ordinum aut ejus Subditorum, qui privatis sumptibus & cum Diplomate tamen publico eas Naves instruxerunt, ut evitentur omnia incommoda, dictæ Naves Fœderatorum Ordinum iisve subditorum non appropinquabunt Anglis intra Tormenti Bellici jactum, sed scapham expedient, integrumque iis erit cum duobus tribusque hominibus duntaxat conscendere Naves aut Navigia Anglorum, ut sibi à Magistro vel Præfecto Navis Anglicanæ exhibeantur Literæ Passeportus supra memoratæ, nec non Literæ Maritimæ sive testimoniales de proprietate Navium ex præscripto formulæ quæ huic Tractatui subjungetur, ut exinde constet non modo de onere, sed & de domicilio Magistris sive Præfecti, quemadmodum & de nomine ipsius Navis, ut duobus hisce modis deprehendi queat prohibitasne Hostes vehant Merces, & ut abunde appareat de conditione Navis ut & Præfecti sive Magistris ejusdem. Erunt vero prædictis Passeportus Diplomatis Maritimisque Literis adhibenda omnimoda fides, at vero ut de eorum integritate certius constare possit & ne falsa supponantur, adhibebuntur certa quædam Regis & Ordinum Indicia, signa atque notæ.

IX. Quod si in Navibus vel Navigiis Anglorum, quæ cursum instituerunt versus Portus Ordinibus hostiles, deprehendantur modis supradictis Merces prohibita sive Contrabandæ, sumuntur eæ ex Navibus, deinde Judicio adversus eas agetur, publicabunturque coram & à Judicibus rerum Maritimarum vel aliis competentibus, neque tamen propterea vel Navis aut Navigium vel cæteræ Merces non prohibita sive Contrabandæ in dicta Navi reperta publicabuntur aut in prædam cedent.

X. Conventum præterea est, ut quicquid deprehendatur immisum à Subditis Regis *Magnæ Britannia* in Navem ad Ordinum Fœderatorum Hostes pertinentem, quamvis id de genere vitatarum Mercium non sit, in prædam tamen cedet & Fisco addicetur una cum reliquis, quæ in dicta Navi reperientur citra ullam excep-

ceptio-

ceptionem. Cæterum & contra immune atque liberum erit quicquid deprehenditur in Navibus Subditorum Regis *Magnæ Britannia*, quantumvis onus aut pars ejus pertineat ad Hostes Ordinum Fœderatorum, exceptis Mercibus prohibitis, quarum intuitu observabitur id, quod antecedentibus Paragraphis cautum est.

XI. Subditi atque Incolæ Fœderatarum Provinciæ recipiendæ iisdem fruuntur Juribus, Libertatibus atque Exemptionibus circa Navigationem & Commercia in Oris, in Portubus, Naviumque stationibus in Mariibus & Ditionibus Regis *Magnæ Britannia*, quemadmodum jam dictum est; fruiuros Subditos dicti Regis in illis, quæ imperio Fœderatorum Ordinum parent, ut & in apertò Mari; subintelligenda enim est in omnibus & singulis mutua & reciproca æqualitas, etiam eo casu quo Ordines Fœderati posthac Pacem Anticitiamque colent, vel Neutralitatem observabunt cum Regibus, Principibus, & Statibus, qui Bellum gerent cum *Magnæ Britannia* Rege, adeo ut utraque Pars iisdem planè fruatur conditionibus & limitationibus quæ Pactis hisce conventis continentur & commercium spectant.

XII. Utque securitati Subditorum Ordinum Fœderatorum abundè cautum sit, quod nulla iis injuria inferetur aut vis fiet, per Bellicas Naves ad dictum *Magnæ Britannia* Regem ejusve Subditos pertinentes, interdicitur Præfectis Regiis ut & Subditis, qui suis impensis Naves instruunt, eorumque conflictatis Officialibus & Magistris, ne ullam Subditis aut Incolis Fœderatarum Provinciæ faciunt injuriam damnumve dent, sin fecerint, pœnas luent & propterea obstructi erunt de damnò cum omni causa & eo quòd interest satisfacere per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu Personæ Bonorumque.

XIII. Atque ob hanc causam in posterum tenebuntur Præfecti sive Capitanei, & qui Bellicas Naves armant singuli, priusquam Mari se committant, exponere cautionem idoneam coram Judicibus competentibus, ad summam mille quingentarum librarum *Sterlings*, sive quindecim mille librarum *Turonensium*, ut eo melius ab his in solidum repetantur damna & injuriæ quas dum Mari vagantur, fortassis inferre possent, ut & ea quæ committentur à Capitaneis eisque quorum ministerio utuntur, adversus hunc Tractatum Legesque & Edicta Regis, quæ vi ac vigore, & secundum dispositionem hujus Tractatus publicabuntur sub pœna, irrita fore Diplomata & revocata fore permissionem prædarum ex Hoste agendarum.

XIV. Quod si Præfectus aliquis Navis Anglicæ deprehendat atque capiat Navem oneratam dictis Mercibus prohibitis, fas illi non erit aperire aut cistas, scrinia, sarcinas, vasa, cave vendere, permutare aut alio modo alienare, priusquam exposita sint in Terram præsentibus Judicibus sive Officialibus Admiralitatis, factoque ab his Inventario Mercium in dicta Navi repertarum, nisi si Merx prohibita partem duntaxat oneris faciat, ut confestim ejusmodi Merx exoneretur auferaturque, quo minorem in instituto itinere moram patiat, quo quidem casu nulla amplius molestia afficiendus vel ab itinere proposito avertendus erit.

XV. Rex *Magnæ Britannia* Subditos Fœderatorum Ordinum eodem favore prosequi volens in omnibus sui Imperii Ditionibus ac propriis Subditos, id effectum dabit, ut super prædis, quæ in Mari factæ sunt sientique, Jus administraretur secundum Justitiæ regulas, æquitateque normam, per Judices non suspectos, & quorum non intererit in causa quæ disceptatur, utque Sententiæ jam latæ & quæ deinceps ferentur, rectè atque ordine executioni mandentur suumque fortiantur effectum prout earum tenor exigit.

XVI. Quandocunque Legati Ordinum, aliive Ministri publica auctoritate instructi in Aula Regiæ Majestatis *Magnæ Britannia* commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerunt, jubebit Rex easdem Sententias in Consilio suo revideri atque ad examen revocari, ut constet an Leges formulæque hujus Tractatus in iis observatæ sint, ut huic rei provideatur, quemadmodum Juris æquique norma exigit, quod intra trimestre spatium expediri oportebit, interim neque ante neque post latam Sententiam pendente revisione bona controversa venderè aut distrahere licebit, nisi ex consensu eorum, quorum interest, si forte Bona fervando fervari nequeant vel nequid detrimenti his accidat.

XVII. Lite mota in prima vel in ulteriore instantia inter eos, qui in Mari prædam fecerunt ab una & eos

quorum interest, quique intercedunt confiscationi, ab altera parte, atque contingeret hosce Sententiæ Judicis vincere & absolvi, Sententiæ cautione interposita, mandabitur executioni, licet ab ea provocatum sit ad superiorem Judicem, at non contra si pronunciatum fuerit contra intercedentes. Porro quæ hoc atque antecedentibus Articulis sancita sunt de reddendo Jure ex præscripto Justitiæ sanctè ac remoris ambagibus in causis Subditorum Fœderatorum Ordinum, quando eorum Naves vel Merces captæ fuerunt per Subditos Regis *Magnæ Britannia* in Mari iisdem observanda erunt ab Ordinibus Generalibus in causis Subditorum Regiæ Majest. quæ Naves Mercesque in Mari à Subditis Incolisve Fœderatarum Provinciæ interceptæ fuerint.

XVIII. Cum autem rerum omnium & Conventio-nem commoda aut incommoda non nisi tractu temporis mutuæque experientiæ documentis penitus indagari possint, conventum itaque est inter prædictum Dominum Regem *Magnæ Britannia*, & dictos Dominos Ordines Fœderati Belgii: ut quocunque demum tempore utriusque Parti id visum fuerit, ex communi consensu iudici & conveniri poterint delegati Commissarii, quorum curæ erit & operis, quodcumque in suprememoratis Articulis defecisse reperietur supplere, quodcumque autem incongruum aut utrimque incommodum fuisse, mutare aut circumscribere, & ubiorem demum hisce de rebus omnibus Navigationisque Legibus Tractatum absolvere prorsus & perlinare.

XIX. Pacta hæc conventa omniæque & singula iis contenta à dicto Domino Rege *Magnæ Britannia* dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciæ per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuæque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

Sequuntur formulæ, quarum superius Articulo octavo mentio facta fuit.

*Formula Literarum Testimonialium petendarum dandarumque ab iis, quibus rerum Maritimarum Jurisdic-tio Jure Ordinario in Magnæ Britannia Regno mandata est, omnibus Navibus Navigiisque inde velis facientibus, secundum dispositionem Articuli octavi hujus Tractatus:*

..... Archithalassus. Omnibus, quibus hoc Diploma exhibebitur, Salutem. Notum sit N. N. Magistrum seu Præpositum Navis, cui nomen est ..... Civitatis ..... Vasorum plus minus ..... stantis hoc tempore in Portu ..... à nobis obtinuisse veniam cum prædictâ Nave onerata ..... navigandi ..... postquam ab iis quibus hoc instructum est, quid eam in vectum illatum sit exploratum fuerit.

Oportebit autem eundem Magistrum aut Præpositum dictæ Navis coram iis quibus Rerum Maritimarum Jurisdic-tio Jure ordinario mandata est, Jurejurando affirmare, dictam Navem pertinere ad Subditum Subditosque Regiæ Majestatis Magnæ Britannia (de quo Jurejurando præstito sub fine hujus Diplomatis apparere necesse erit) sequere eosque qui Navis navigandæ causa in Nave sunt, Leges atque Conventiones, quæ ad res Maritimas spectant sanctè fideliter observaturum, ac observaturos, & apud Acta Curia Rerum Maritimarum edere indicem signatum probatumque, sigillatim continentem nomina & cognomina, Locum originis & domicilium tam eorum qui Navem navigant, quam qui vehuntur, quos in Navem recipere, absque consensu eorum, qui rei Maritimæ præsumt, jus fas ei non erit: Tenebitur porro Judicibus aliisque, ad quos de rebus Maritimis cognitio pertinet, in singulis Portubus, ubi Navem appellet, Diploma hoc exhibere, ac peracto itinere ex fide referre ea, quæ toto Navigationis suæ tempore acta facta fuerunt, eodemque Navigationis suæ tempore non aliis quam memoratæ Regiæ Majestatis vexillis aplustribus aliisque signis aut insignibus uti licebit poteritque.

In quorum fidem hæc manu propria subscripsimus Sigilloque nostro munivimus & à nostro Rerum Maritimarum Secretario subscribi curavimus. Signatum erat... Et paulo inferius, Sigilloque præfati Domini Archithalassii signatum.

ANNO  
1668.*Formula Instrumenti continens Jusjurandum a Magistro, seu Præposito Navis præstantum.*

**N**OS, quibus in Ditione & Territorio . . . . . Re-  
rum Maritimarum Jurisdictione Jure ordinario man-  
data est, affirmamus N. N. Magistrum seu Præpositum  
Navis hoc Diplomate nominatæ præstitisse Jusjuran-  
dum inibi expressum. In quorum fidem hæc signari  
curavimus.

*Formula Literarum Testimonialium petendarum danda-  
rumque a Consulibus, Civitatum & Portuum Uniti  
Belgii omnibus Navibus Navigisque inde vela facien-  
tibus, secundum dispositionem præfati Articuli octavi.*

**S**erenissimis, Illustrissimis, Potentissimis, Nobilissi-  
mis, Spectatissimis, Prudentissimis Dominis Impe-  
ratoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus,  
Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Domi-  
nis Consulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Offi-  
cialibus, Justitiariis & Rectoribus omnium Civitatum  
& Locorum tam Ecclesiasticorum quam Secularium,  
quibus hæc exhibebuntur. Consules & Rectores Civita-  
tis, . . . . . notum facimus N. N. Magistrum seu  
Præpositum Navis . . . . . se nobis stitisse & solemn-  
i Jurejurando affirmasse dictam Navem cui nomen est  
. . . . . mensurarum quas vulgo lastas vocant plus mi-  
nus . . . . . cujus ille hoc tempore Magister sive Præ-  
positus est, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti  
Belgii, ita eum Deus adjuvet; cum autem acceptissi-  
mum nobis esset, prædictum Magistrum seu Præpositum  
Navis in iis quæ probè justeque ab eo agenda erunt adju-  
vari, rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus  
Magister seu Præpositus Navem Merceseque in eam in-  
vectas illatas appellet, velit & jubcat eum benigne re-  
cipi, humaniter tractari, sub legitimum consuetudo-  
rumque Vestigialium ac aliorum onerum solutione ad-  
mittere, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Domi-  
nia vestra & omnimodo Navigationis, Mercatus,  
Commerciorum ac promercalium Jure specieque uti,  
omnibus quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, gra-  
to animo id rependere vobis paratissimi semper promp-  
tissime. In quorum fidem hæc Civitatis nostræ Si-  
gillo signari curavimus.

In quorum omnium & singulorum fidem & robur  
nos dicti Domini Regis Magnæ Britannæ & dictorum  
Dominorum Ordinum Generalium Mandatarii factâ  
nobis ad id potestate sufficienti hisce Tabulis subscripsi-  
mus illasque Sigillis nostris signavimus. Hagæ-Comi-  
tum in Hollandia die 17. Februarii anni 1668. Signa-  
tum erat.

W. T E M P L E.

XXIX.

Le 9. & 13. Mars.  
*Traité d'Alliance & de Protection entre les Seigneurs  
de la COMPAGNIE ORIENTALE HOL-  
LANDOISE, & PADUCCA SIRI, Sultan  
HAROUNARRA CHIT, Roi de Tello dans  
le Royaume de Macassar, par lequel ce Prince  
Indien se range sous la protection de ladite Com-  
pagnie, avec ses Freres, ses Sœurs, ses Enfants  
& ses Sujets, promettant de lui estre fidelle, &c.  
Fait au Fort Tello le 9. Mars 1668. Avec les  
LETTRES de MAMALYANG, Roi de  
Chirvana Linques, Frere du Roi de Tello,  
par lesquelles il accede au même Traité, & se  
range sous la même Protection, lui, ses Enfants,  
ses Sujets, & son País. Fait le 13. Mars  
1668. S'ensuivent les ARTICLES NOU-  
VEAUX, auxquels le Roi de Tello, & le Roi de  
Linques, ont été derechef admis à l'Alliance de la  
Compagnie du 15. Juillet 1669. Et enfin l'AC-  
CESSION des Rois & des Peuples de Goa, &  
de Sadrebonne au même Traité. Fait au Logis  
de l'Amiral Hollandois le 27. Juillet 1669.  
[Tiré de la Relation de tout ce qui s'est passé  
de plus memorable dans la Guerre que les  
Hollandois de la Compagnie des Indes Orien-*

tales ont eu contre le Roy & les autres Re-  
gens de Macassar, depuis l'an 1666. jusqu'à  
l'an 1669. à Paris chez Fr. Leonard 1670.  
in 12.] ANNO  
1668.

**J**E soussigné Paducca Siri Sultan Harounarra Chit,  
Roi de Tello, étant devenu Ami & Allié de la  
Compagnie, dans la dernière Paix faite avec le Royau-  
me de Macassar, comme il est plus amplement porté  
par le Traité que nous en avons fait & confirmé par  
Serment, me représentant la fidélité & le soin paternel  
dont la Compagnie a toujours usé & use continuelle-  
ment envers ses Amis & Alliez, DECLARE par ces  
presentes, que j'ai resolu, de l'avis des Seigneurs de  
mes Etats, de mes Freres & de mes Sujets, que j'ai au  
préalable consultez sur cela, de m'allier & m'engager  
encore plus étroitement à la même Compagnie, moi &  
les miens, avec tout mon Royaume; & toutes les  
Terres de ma Jurisdiction, & de la prier aussi de me  
recevoir en sa protection, non seulement moi en parti-  
culier, mais aussi tous mes Enfants, afin que tant du-  
rant ma vie qu'après ma mort, ils puissent être consi-  
derez avec moi, comme Amis & Alliez de la Noble  
Compagnie des Indes Orientales, & qu'elle nous pren-  
ne & maintienne en sa protection paternelle, afin que  
qui que ce soit au monde, ne nous puisse faire le moi-  
dre tort ou injure: Surquoy le Sieur Corneille Speel-  
man, Amiral & Général des Forces que la Compagnie  
a ici, représentant par la vertu de sa Commission, la  
Souveraineté du Gouverneur Général & du Conseil  
des Indes établi à Batavia, m'a fait la grace d'accepter  
amiablement, & d'un franc-cœur, les demandes susdi-  
tes, que je lui ai fait faire & porter par Paducca Siri  
Sultan Mandarsaha Roi de Ternate, & Mamalyang  
Roi de Linques; Et c'est pour ce sujet que je m'engage  
à toute sorte de fidélité à ladite Compagnie, Moi,  
mes Enfants, mes Freres & mes Sœurs, & les Seigneurs  
de mon Royaume, avec tous mes Sujets; & me donne  
& remets entièrement avec eux tous, à ses soins & sous  
sa conduite. Et parce que leurs Amis sont les nôtres,  
de même que leurs Ennemis; nous ferons toujours  
prêts d'aller à la Guerre avec elle ou ses Troupes, par  
tout où elle nous voudra employer. Et en cas que je  
viene à mourir, mes Enfants & les Enfants de mes En-  
fants demeureront sous sa tutelle & protection pater-  
nelle: Et si lors de ma mort il n'y en avoit aucun en  
vie, ou qu'ils n'en laissassent aucun après leur mort,  
les Seigneurs de mon Royaume, mes Freres & autres  
Parents ne pourront élire aucun Roi à ma place, que  
de l'avis & du consentement de ladite Compagnie: Et  
même si mes Enfants ne se comportoient pas comme ils  
doivent, ladite Compagnie en pourra élire quelqu'au-  
tre des plus proches à leur place, pour le bien de mes  
Etats & celui de mes Sujets, confiant le tout de bon  
cœur, & avec toute sorte de sincérité à la conduite de  
ladite Compagnie: Et afin que ceci soit d'autant plus  
notoire à tout le monde, j'ai feillé les presentes du  
Sceau de mon Royaume, & les ai fait signer par mon  
Frere Dain Mangappa, & par Carre Mouille, & Ga-  
leran Carre Pato, & juré sur l'Alcoran à notre manie-  
re, d'observer fidellement tout ce qui y est contenu,  
en presence de Messieurs Danker van der Straten, pre-  
mier Marchand, Pierre Dupon, Capitaine, & Abra-  
ham Gabbema, Fiscal, promettant de les faire publier  
& proclamer à haute voix & son de Tambour dans ma  
Capitale, quand il plaira à Monf. l'Amiral. Ainsi fait,  
juré & feillé dans mon Fort de Tello, le 25. du mois  
de Ramelan de l'année 1078. qui est selon le stile des  
Hollandois, le 9. Mars 1668. en presence de l'Illustre  
& puissant Mandarsaha Roi de Ternate, & de Mama-  
lyang Roi de Linques mon proche parent, qui ont ci-  
dessus apposé leur Sceau pour confirmation de ceci.

Nous soussignez Commissaires à ce deputez du Sieur  
Amiral Corneille Speelman, declaronz que le Roi &  
les Témoins susnommez, ont feillé & juré solennelle-  
ment ce Traité en notre presence, au lieu & en la for-  
me que dessus, après l'avoir auparavant bien compris,  
& entendu jusqu'au fond, comme nous l'avons aussi  
rapporté de même audit Sieur, & sur cela ordonné d'y  
apposer le Sceau de la Compagnie, & le sein du Secre-  
taire, le jour & au que dessus, fait au Château de  
Rotterdam en Macassar. Signé D. VAN DER STRA-  
TEN. PIERRE DUPON. A. GABBEMA: le Sceau  
de la Compagnie étoit à côté imprimé sur de la cire rouge,  
& au dessous, Par Ordonnance de Mr. l'Amiral, au  
lieu & jour susdit: Signé HENRI LOUF Secretaire.

JE

ANNO  
1668.

Je fousigné Mamalyang, Roi Hereditaire de Chin-rana Linques, & Seigneur Baron dans le Royaume de Macassar, ayant mûrement lû, compris & medité le Traité ci-attaché, par lequel le Roi de Tello mon Frere s'est allié & engagé à la Compagnie des Indes en ma propre presence; Je déclare pour moi & pour tous mes Fils & Filles, Domestiques, Païs, & Peuples, non seulement, que je m'engage de même à ladite Compagnie; Mais que je me mets aussi entièrement sous son obeissance & sa protection, promettant de lui être dès maintenant & à jamais fidelle, dans tous ses commandemens, son service & ses ordonnances, surquoi pour marque de verité, & de la sincerité de mes intentions, moi & mon Fils Tartara Craivan Parena, avons signé, scellé & juré les presentes, où nous tenons pour inferé le Traité de Tello, entre les mains dudit Amiral, & en presence desdits Sieurs Danker van der Straten, Pierre Dupon, & Abraham Gabbema, & de tous les Rois Alliés qui ont signé les presentes, & fait apposer leur Seau ci-dessous, lesquels sont témoins de ceci, assavoir le puissant Roi de Ternate, le Roi de Palacca, le Prince Calematta, & le Roi de Laya, le 13. du mois de Mars 1668. qui est selon notre compte le 29. du mois de Ramelan de l'année 1078. au Château de Rotterdam en Macassar. Les Seaux des Rois de Ternate & Palacca étoient au dessous en cire rouge: & plus bas il y avoit *Nota*, le Seau & les sceings de dessus ont été apposez en plein Conseil le 31. Mars seulement. *Signé*, DANKER VAN DER STRATEN, PIERRE DUPON, ABRAHAM GABBEMA. *Le Seau de la Compagnie est à la marge sur de la cire rouge, & plus bas*, Par Ordonnance de Monsieur l'Amiral, le jour & lieu susdits. *Signé*, HENRI LOUF Secretaire.

## AUTRES ARTICLES.

**S**UR quoi le Roi, les Galerans & les Ministres d'Etat de Tello; Comme aussi le Crain Linques, après avoir fait les soumissions en tel cas requises, ont été derechef reçus & admis dans l'Alliance de la Compagnie par le Sieur Speelman Surintendant & Commissaire Général sur les Provinces Orientales, Amiral & Generalissime tant par Mer que par Terre au Païs de Macassar & aux environs, au nom du Sieur Jean Maetsuycker Gouverneur Général & de Mess. du Conseil des Indes, sous les conditions suivantes.

I. Que lesdits Seigneurs, Rois & Regens garderont fainement, & observeront fidelement & immuablement, dès maintenant à perpetuité, le Traité de Paix & d'Alliance qui fut fait entre le Royaume de Macassar & la Compagnie Hollandoise des Indes Orientales, scellé & solennellement juré de part & d'autre à Bonaye le 18. Novembre 1667. qu'ils garderont & observeront de même un autre Traité fait entre le Roi & la Regence de Tello & le Crain Linques d'une part, & ladite Compagnie d'autre, qui fut conclu, juré & scellé le 9. Mars de l'année suivante 1668. Déclarant qu'ils ne l'ont violé que par leur mauvais Conseil, qu'ils en sont extrêmement fâchez, & que pour ce sujet ils se reconnoissent fort obligez à la bonté de la Compagnie, de ce qu'elle a daigné encore leur faire grace à leur instante & très-humble priere, & que par ces presentes ils se donnent entièrement à sa bonté, la priant cependant qu'à l'égard des sommes qui lui ont été promises par le Traité de Bonaye, il lui plaise de ne permettre pas qu'ils soient surchargés au delà de leurs forces en ce qui regarde leur cote, protestant qu'ils sont fort impuissans & n'ont pas de quoi la payer; surquoi on les a assurez que Messieurs du suprême Conseil des Indes auront indubitablement égard à leurs rémontrances & les traiteront avec toute sorte de douceur sur ce point-là.

II. Ils ont aussi déclaré qu'ils reputent à grande grace & bienfait, de ce qu'il plaît à la Compagnie de leur vouloir laisser leurs armes de main avec leurs Mousquets, en consideration de ce qu'ils étoient les premiers qui avoient abandonné les interêts du Roi & du Royaume de Macassar, & étoient venus s'humilier & se mettre sous l'obeissance de la Compagnie, avec promesse que sans delai ni tergiversation aucune ils exhiberont & livreront incontinent, tout le petit Canon & les Basses, car ils n'en avoient plus de gros que le Roi & la Regence de Tello. & le Crain Linques ont encore, tant celui qu'il y a à Tello, à Goa & à Sadrebone, qu'ailleurs, sans en pretendre aucune chose, & remerciant bien fort ladite Compagnie, de ce qu'il lui

plaît les accepter en deduction de la susdite dette, chaque chose selon son prix.

III. Et en repetition & pour plus d'assurance du Traité fait à Bonaye, ils promettent de demanteler Tello & en démolir les remparts quand il plaira à la Compagnie, & de n'y faire jamais aucune autre fortification, directement ni indirectement, si ce n'est du consentement & par permission de ladite Compagnie.

IV. Et en cas que le Roi & la Regence de Goa, ne viennent pas faire leurs soumissions à la Compagnie sur l'Acte de pardon qu'elle leur enverra, alors lesdits Seigneurs Roys & Regens du Royaume de Tello, comme bons & fidelles Alliés de la Compagnie, les tiendront pour Eunemis ouverts & déclarés, & contribueront à leur faire le plus de mal qu'il se pourra; mais quoi que ledit Roi de Goa persiste dans sa rebellion, cela n'empêchera pas que les autres Rois, & Fils de Rois de Macassar, ni aucun de leurs Sujets qui viendront s'humilier & demander grace, ne soient agreablement reçus, pourvu que le Roi & la Regence de Tello ne reçoivent ou n'admettent personne, particulièrement de gens de condition, sans en donner avis chaque fois à la Compagnie, avec toute la promptitude possible.

V. Qu'en cas que Cronron, qui a été le pur auteur de la rupture du Traité de Bonaye, ne mette pas ses armes bas, & ne se vienne jeter aux pieds de la Compagnie, lui demander grace, & se rendre à la discretion du suprême Conseil seant à Batavia, & se mettre entièrement à sa disposition, les assurant néanmoins, même sans qu'on l'ait demandé, qu'il ne sera rien attenté ni sur son corps ni sur sa vie, qu'alors ils aideront à le poursuivre, le prendre, ou le tuer, selon que l'occasion s'en presentera, & à mettre entre les mains de la Compagnie tous les effets qu'on pourra trouver à lui appartenant; en deduction de ce qui lui doit être payé en vertu du Traité susmentionné.

VI. Que pour plus de sûreté de ce nouveau Traité d'Alliance, toutefois & quantes que la Compagnie le voudra, ledit Roi ou quelqu'un des Grands de son Royaume, tel que la Compagnie demandera, fera tenu de venir demeurer parmi nous en un lieu commode, & d'y rester tant qu'il plaira à la Compagnie.

VII. Enfin la susdite Regence & le Crain Linques promettent, que pour ôter tout sujet de méfiance, & selon la coutume que les Hollandois observent parmi eux, ils ne viendront jamais dans aucune Place de la Compagnie qu'avec peu de monde, lequel même sera desarmé, le reste de leur suite étant obligé de demeurer hors la Place, à moins qu'il ne fût permis autrement par des raisons particulieres qu'on en pourroit avoir.

Et pour assurance plus solennelle de tout ceci, Daayen Mangappa demi-Frere du Roi de Tello, les Galerans ou les Conseillers du Royaume de la part dudit Roi en vertu de leurs Lettres de Créance ci-annexées, comme aussi Crain Linques, pour lui-même, & derechef le susdit Daayen Mangappa, Manchie-Love & Patto Conseillers du Royaume, chacun pour soi-même, ont juré solennellement les presentes sur leur Alcoran, & pour plus grand affermissement & force d'icelles, ils ont bû de l'eau versée sur leurs Kriffes, pour marquer par cette coutume usitée en leur Païs, qu'en cas qu'ils vinssent à rompre & violer cette Alliance, ils consentent d'être defaits de leurs propres poignards. Ainsi fait & juré au quartier de Jaccatra au bord des rampars du Château de Samboupo que nous avons conquis, en presence des Alliés ci-joints, qui ont signé & scellé les presentes aussi-bien que ceux qui en qualité de Membres du Conseil ont été presens à cette Negotiation, le 15. Juillet 1669. dans le Logement de l'Admiral.

Les Points & Articles ci-dessus conchés sont écrits d'un côté en Flaman, & de l'autre en Langue Malese; sous le Flaman il y a signé Maximilian de Jongh, Pierre Marchand, Jean d'Oppynen, Jean Fransén, Leonard Rus; & sous le Males le Seau de Crain Linques avec son sein, Daayen Mangappa, Galeran Mantfiloe. Galeran Carre Pano, & Daayen Telolo: les suivants sont les Alliés qui y étoient presens, le Seau du Roi de Ternate, & au dessous Majuda Jurotulles; le Seau & le sceing du Roi de Sopingh, Radja Palacca Arou Vaecque, Passa Poja, Radja Cajo, Palimpae Daayen Sitabe: Arou Pite Toufawa, & Arou Pite Laompo.

ANNO  
1668.

ANNO  
1668.

## AUTRES ARTICLES.

LE Roi de Tello aiant aujourd'hui comparu au même lieu, accompagné de Crain Linques, Daayen Mangappa, Galeran de Patro, Daayen Telolo, & autres, il a lui-même en personne juré solennellement sur l'Alcoran l'observation de tout ce que dessus, & fait ci-dessous apposer son Seau pour donner plus de force aux présentes, avec celui du Crain Linques, & les Seings des autres Grands de son Royaume, le 21. Juillet suivant, en présence des Alliés ci-joints; Ensuite dequoi, pour la satisfaction du Roi de Tello, son Excellence Calamatta, de la part de son Frere le Roi de Ternate, & Sa Majesté le Roi de Palacca, ont de même recollé sur l'Alcoran le Serment ci-dessus fait, sur le Traité de Bonaye. Il y avoit signé en Flaman Maximilian de Jongh, Pierre Marchand, Jean Franfen, Leonard Rus; & en Malés le Seau & le seing du Roi de Tello, Daayen Mangappa, Galeran Mantiloe, Galeran Carre de Pano, Daayen Telolo; les suivans sont les Alliés qui y étoient presens, le Seau du Roi de Ternate, & au dessous Majuda Jurotuelles; le Seau du Roi de Sopingh, Radja Palacca, Passa Poja, Radja Caja, Palimpoe Daayen Sitabe, Arou Pite Laompo.

## AUTRES ARTICLES.

CE jourd'hui étant encore comparus Daayen en Macoule Sabanhaer, Crain Mamoet, & Crain Rapahini, accompagnés de Daayen Mingaliqui, Daayen Telolo; Cinq Souroüans, savoir Carre Ilesá Imama, Carre Tacca, Isema, Carre Tadjan Imaxi, Carre Telolo Innanro; les Interpretes Carra Roupa Ilatou, Carra Gappa Ijono, & le Secretaire Amien, ils ont exhibé une demie feuille de papier blanc, où leurs noms étoient dessus en Lettres Macassarienes, écrits de la main propre du Roi avec le grand Seau, leur servant de Lettre de Créance; & ont livré même le Seau du Roi pour plus d'assurance, déclarant que le Roi n'ayant pu venir pour cause de maladie, il les avoit envoyés eux pour représenter ici sa propre personne, & ayant posé les armes demander grace de sa part à la Compagnie, la priant très-humblement de le recevoir de même qu'elle a fait le Roi de Tello, & de le rétablir dans son Alliance; Sur quoi le Traité d'Alliance susmentionné leur aiant été lu & traduit en Macassarien pour le leur faire mieux entendre, ils l'ont accepté en tout & par tout sans la moindre contradiction, & spécialement le Traité fait en particulier avec le Roi de Tello le 9. Mars 1668. auquel ils ont encore ajouté:

I. Que conformément à ce qui a été dit ci-dessus de Tello, les Rois & les Peuples de Goa & Sadrebonne raseront & demoliront, quand il plaira à la Compagnie, tous les rempars, murailles & fortifications des Villes de Goa & Sadrebonne, sans pouvoir jamais les relever ni en bâtir des nouvelles, que du consentement de ladite Compagnie.

II. Que lesdits Rois ne se mêleront en aucune maniere des Malésiens, Mores, ou autres étrangers, comment qu'ils se puissent appeller, qui sont à présent à Tello, Goa ou Sadrebonne, ou autre part sous leur Jurisdiction, où qu'ils puissent être trouvés; mais qu'ils en laisseront faire la Compagnie comme elle verra bon être, & particulièrement envers Mapulle; & qu'à l'avenir ils ne pourront plus recevoir dans leurs Colonies aucun des susdites, ou des semblables Nations, si ce n'est du consentement de la Compagnie, & en lui permettant de tenir à Tello, Goa & Sadrebonne, tout autant de monde que bon lui semblera pour prendre garde à leur conduite, sans que pour cela lesdits Rois puissent recevoir aucunes Barques dans les Rivieres de Tello, & Sadrebonne, & autres situées entre-deux, en cas que ces étrangers vinsent à quitter le parti de la Compagnie, si ce n'est celles qui auront Passeport de ladite Compagnie.

Surquoi les Deputez susdits, premierement pour & de la part de leur Roi, & puis pour eux-mêmes, ont prêté Serment d'une fidelle Alliance, tant sur l'Alcoran, que sur l'eau qu'ils ont bûé sur leurs Kriesses, avec la même solennité qui est exprimée par le Traité de Tello, en présence des Alliés susmentionnez, & du Conseil ordinaire de l'Amiral, au susdit lieu, le

27. Juillet 1669. signé en Flaman, Danker van der Straten, Pierre Marchand, Jean Franfen, Jean d'Oppynen, Leonard Rus: Et en Malés, Dain Macoule Sabander, Manoudjingan, Crain Mamou, Crain Rapoutchine, & Radja Palacca comme Allié, n'y en aiant pas eu davantage de presens.

ANNO  
1668.

## AUTRES ARTICLES.

ETANT aujourd'hui comparus au lieu susdit dans le Logis de l'Amiral, le Vieux Roi de Goa; parce que le Jeune Roi Mapa Somba étoit malade, Cronron, Crain Oedion, Crain Rapotchini, Crain Tempo Ballang, Carra Mamoet, Crain Baboan & Daayen Mangeliquien, ils ont aussi en personne prêté le même Serment de fidelité sur l'Alcoran, pour plus d'assurance de tout ceci, & ci-dessous apposé leur Seau, avec la souscription des autres Grands sounommés, en présence des Alliés y joints, & des Membres du Conseil. Signé en Flaman Maximilian de Jongh, D. vander Straten, L. Rus; & au dessous du Malés, le Seau du Vieux Roi de Goa, & tout contre Crain Richoa, Abdul Hami Cronron, Daayen Mamou, Crain Hoedjou, Crain Rapoutchine, Himaligongan, Crain Tampoballan, Daayen Menawing, Crain Bobahan, Carre Mamou, Menou d'longang, Daayen, Menalyly; & comme Alliés Majuda Jurotuelles, Quitfil Calamatta avec leur Seau. Le Seau du Roi de Sopingh avec son nom, Radja Palacca; le Seau du Roi de Tello; & son nom écrit de sa main propre, Crainri Tello.

## XXX.

Bref de Dispense accordé par Monsieur le Cardinal de Vendosme Legat à Latere de CLEMENT IX. en France, pour le Mariage du Prince DOM PEDRO de Portugal, avec la Princesse MARIE FRANÇOISE ELISABETH de Savoie. Donné à Paris, le 16. Mars 1668. [FREDER. LEONARD, Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans la Relation des Troubles de Portugal en 1667. & 1668. pag. 240. en François.]

LUDOVICUS miseratione divina S. Mariæ in Porticu Diaconus Cardinalis de Vendosmo nuncupatus ad Serenissimum D. D. Ludovicum Franciæ & Navarra Regem Christianissimum, & universum illius Regnum, illiusque Provincias, Dominia, Civitates, Oppida, Terras & Loca eidem Regi subjecta, dictoque Regno adjacentia, ceteraque alia loca ad quæ nos declarare contigerit; S. D. N. Domini Clementis divina Providentia Papæ IX: & Sanctæ Sedis Apostolicæ, de latere Legatus, dilectis nobis in Christo Officiali seu Vicariis Generalibus Ecclesiæ Ulyssiponenfis ab illius Capitulo, Sede Archiepiscopali vacante, Deputatis, & vestram cuilibet in solidum, Salutem in Domino sempiternam. Oblatæ nobis pro parte Serenissimi Principis Domini Petri Infantis Portugalliæ & Regni Regentis Laici, & Serenissimæ Principissæ Mariæ Franciscæ Elizabethæ de Sabaudia petitionis series continebat, quod cum pro bono generali Regni Portugalliæ, & summo per se desiderantibus universis illius Populis, necessarium sit, ut dicti Serenissimi Princeps & Principissa invicem matrimonialiter copulenter, dubitant Matrimonium hujusmodi contrahere posse absque dispensatione Apostolica, eo quod dicta Principissa cum Serenissimo & Potentissimo Domino Alfonso Rege Portugalliæ, Fratrem germano dicti Serenissimi Principis Petri, alias Matrimonium contraxit, & in facie Ecclesiæ solemnifavit, non tamen propter illius impotentiam consummavit, ita ut nullum & invalidum via Juris declaratum fuerit; ex quo Matrimonio, & sponalibus præcedentibus forsan supervenit impedimentum publicæ honestatis & Justitiæ. Quare iidem nobis humiliter supplicari fecerant, quatenus eis in præmissis opportunè providere benignè dignaremur. Nos igitur sufficienti ad infrascripta per Literas dictæ Sedis, ad quarum insertionem non tene mur, facultate muniti, quique ex commissio nobis Apostolicæ Legationis officio, omnibus ad nos undecun que confluentibus, ubicunque domicilium habeant, & undequaque originem trahant, opportunè consulere possumus.



ANNO 1668. sumus, Volentes erga illos, præsertim Regiæ stirpis nobilitate illustres gratiosum & benignum exhibere, ipsos & eorum quemlibet, à quibusvis excommunicationis & suspensionis & interdicti, aliisque Ecclesiasticis Sententiis, Censuris & pœnis, à Jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet enodati existunt, dummodo in illis per annum non inforderint, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes & absolutos fore censentes, ac certam de præmissis notitiam non habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, discretioni tuæ, de qua in his specialem in Domino fiduciam obtinemus, Apostolica autoritate, qua fungimur in hac parte, per præsentem committimus, & mandamus, quatenus deposita per te omni spe cujuscumque muneris aut præmii etiam sponte oblati, à quo te omnino abstinere debere monemus, de præmissis te diligenter informes, & si per informationem eandem repereris, quod preces veritate nitantur, super quo conscientiam tuam oneramus cum eisdem, dummodo illa propter hoc raptâ non fuerit, quod impedimento publicæ honestati & Justitiæ hujusmodi, & Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis specialibus vel generali-

bus Constitutionibus & Ordinationibus, cæterisque contrariis nequaquam obstantibus, Matrimonium inter se publicè, servata forma Concilii Tridentini, contrahere, illudque in facie Ecclesiæ solemnizare, ac in eo postmodum remanere liberè & licitè valeant, dicta auctoritate dispenses, prolem fuscipiendam exinde legitimam nunciando. Volumus autem, quòd si tu spreta monitione hujusmodi aliquid præmii vel muneris occasione præmissorum exigere, aut oblatum recipere, temerè præsumpseris; excommunicationis lætæ Sententiæ pœnam incurras, à qua non nisi à Romano Pontifice, vel à nobis, aut alio à Sede prædicta specialiter facultatem habente, absolutionis beneficium valeas obtinere. Datum Parisiis anno Incarnationis Domini-cæ 1668. 17. Kal. Aprilis, Pontificatus S. D. N. Pæ anno I.

L. Cardinalis de VENDOSME Legatus,

C. DE LIONNE Protonotarius Apost. Datarius.

I. IMONIER Secretarius.

ANNO 1668.

## XXXI.

16. Mars. *Traactaet tusschen de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN en de Vorsten van BRONSWYCK LUNENBURG, Gestoten in den Hage, den 16. Maart 1668.* [AITZEMA, *Saaken van Staat en van Oorlog.* Tom. VI. pag. 879. Edition in Folio.]

**D**at de Heeren Vorsten van Bronswijck en Lunenburg, fullen overgeven in dienst van de Ho. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden de nombre van drie duysent man te Voet, geregeent onder drie Regimenten, met de Officieren daer toe gerequireert, op den voet en volgens d'ordre van dese Landen, mitsgaders drie Regimenten te Paerd, maec-kende te samen de nombre van seftien hondert veer-zien Ruyteren, ghecomponeert yeder van die nyt ses Compagnien, de gerequireerde Officieren daer onder gereckent, in dien staet als deselve jegenwoordigh zijn, en namentlijk de Lieutenant Collonels daer onder begreepen, alle gemonteert ende gewapent na behooren.

II. Dat de voorsz. Militie te Voet ende te Paerd in vasten dienst van haer Hoogh Mog. sal overgaen ende continueren den tijd van ses maenden, en na expiratie van deselve in dienst van haer F. F. D. D. wederkeeren in foodanigen staet, als deselve tegenwoordigh sal worden geleverd.

III. Voorts is mede verdragen, en hebben haer F. F. D. D. beloofd, ingevalle de gemeene saecke soude ver-yfschen, dat binnen den tijd van de voorsz. ses maenden, of soo lange de voorsz. Troupen in haer Ho. Mog. dienste mochten continueren, de Militie behoorde versterckt te worden, dat alsdan haer F. F. D. D. wederom van nieuws fullen werven, ende hare Militie verstercken met een foodanig getal, als sich alsdan haer Hoogh Mog. met hare Doorlichtigheden alvoorren fullen vergelijken, ende over 't gerequireerde aenrits-geld vereenigen, onvermindert nochtans ende sonder præjudicie van de quadruple Alliantie den vijf en twintigsten October seftien-hondert ses en seftigh ge-flooten.

IV. Ingeval, gedurende de voorsz. ses maenden, of wel nae date van dien, in tijde dat de voorsz. of andere Troupen van haer F. F. D. D. overgenomen, in dienst van haer Ho. Mog. souden mogen zijn, het casus moghte komen voor te vallen, dat haer Ho. Mog. geobligeert waren in krachte van de voorsz. Alliantie secours aen haer F. F. D. D. toe te senden, soo fullen haer Hoogh Mog. de voorsz. Troupen in minderlinge van 't voorsz. secours haer F. F. D. D. laten toekomen.

V. Dat de meergemelde Militie te Voet ende te Paerd sal afgehaelt ende herwaerts geconduiseert worden tot

## XXXI.

16. Mars. *Traité entre les PROVINCES-UNIES & les Princes de la Maison de LUNEBOURG, par lequel lesdits Princes s'engagent de fournir des Troupes ausdites Provinces-Unies à certaines conditions. Fait à la Haye, le 16. Mars 1668.* [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIV. pag. 1073.]

**Q**ue les Seigneurs Princes de Bronswijck & Lunenburg donneront au service de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies le nombre de trois mil hommes de Pied divisez en trois Regimens, avec les Officiers y requis, sur le pied & conformement à l'ordre de ces Païs, ensemble trois Regimens de Cavalerie, faisant ensemble le nombre de seize cens quatorze Cavaliers composez chacun de six Compagnies, compris les Officiers y requis, en l'état où ils sont à present & nommément y compris les Lieutenants Colonels, tous montez & armez comme il appartient.

II. Que les susdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie passeront au service de leurs Hautes Puissances & continueront le tems de six mois, apres l'expiration duquel elles retourneront au service de leurs Serenitez en tel & pareil état qu'elles seront presentement données.

III. De plus il est aussi convenu, & ont leurs Serenitez promis, que si pendant le susdit tems de six mois, ou pendant le tems que les susdites Troupes continueront au service de leurs Hautes Puissances il étoit necessaire de les renforcer, qu'alors leurs Serenitez en leveront de nouvelles, & renforceront leurs Troupes de tel nombre qu'ils conviendront auparavant avec leurs Serenitez & les joindront aux autres sous la paye requise & ce néanmoins sans prejudice de la quadruple Alliance conclüe le vingt cinquième Octobre mil six cens soixante six.

IV. Au cas que durant les susdits six mois ou bien apres la date des presentes, dans le temps que les susdites & autres Troupes de leurs Serenitez seront au service de leurs Hautes Puissances le cas arrivât que leurs Hautes Puissances fussent obligées en vertu de la susdite Alliance d'envoyer du secours à leurs Serenitez, leurs Hautes Puissances enverront lesdites Troupes à leurs Serenitez en diminution du susdit secours;

V. Que les susdites Troupes tant d'Infanterie que de Cavalerie seront envoyées querir & conduites icy à

16. Mars. LES PROVINCES-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

ANNO 1668. laſte van haer Hoogh Mog., tot welcken eynde deſelve een ghequalificeert Officier ſullen authoriſeren of aſſenden, om de voorſz. Militie op ofte omtrent de grenſen van haer F. F. D. D. behoorlick t'ontfangen, ende na de Frontieren van haer Ho. Mog. te geleyden, welcken voorſz. Officier binnen den tijdt van tien dagen nae d'uytwiſſelingh van de Ratificatien ſal moeten daer weſen, gelijk oock de voorſz. Militie tegen deſelve tijdt aldaer ſal moeten ghereedt ſtaen, in ſtaet om te konnen marcheren ende behoorlick overgenomen te worden, ende ſal de ſoldie van deſelve tot laſte van haer Hoogh Mog. beginnen in te gaen van den dagh af dat der voorſz. Militie tot d'aſſeveringe gereedt ſal zijn, in cas haer Hoogh Mog. buyten vermoeden, na expiratie van de voorſz. *zbiem* dagen *in mora* moghten weſen, om deſelve t'ontfangen, ende dat de Paſſen over den bodem van andere Princen ſal verſocht ende geobtaineert worden, *conjunctim* by haer Hoogh Mog. en meerwelgemelde Vorſten.

VI. Dat met en nevens d'overleveringe van de Militie aen haer F. F. D. D. betaelt ſullen worden alle d'arrierages tot voldoeninghe ende executie van 't voorgaende Traſtaet van Alliantie ende dat boven dien ten ſelven dage van wegen haer Hoogh Mog. in bankgeld gefourneert ſal worden de ſomme van *ſeventig duſſent* Rijckſdaelders.

VII. De bovenſtaende Conventie ſal ten wederzijden geratificeert, ende de Ratificatien daer over uitgewiſſelt werden binnen den tijdt van *veertien* dagen, of eerder, ſoo 't doenlick is, ende ſal de voorſz. Militie daer op vervolghens aenſtonds ſonder eenigh dilay, van wegen haer Ho. Mog. afgehaelt worden.

*Hage den ſesthienden Maert ſesthiendhondert acht en ſestigh.*

#### SEPARAET ARTIKEL.

DAt de voorſz. Militie te Voet ende te Paerde in vaſten dienſt van haer Ho. Mog. ſal overgaen ende continueren den rijdt van *ſes* maenden, ende na expiratie van deſelve in dienſt van haer F. F. D. D. wederkeeren in foodanigen ſtaet als deſelve tegenwoordigh ſal worden geleverd; ſoo is nochtans by dit ſeparaet ende ſecreer Articul, 't welck van deſelve kracht ende van 't ſelve effect ſal zijn, of in de originale Conventie van woorde te woorde ware geinfereert, veracordeert ende vertragen, dat de voorſz. Militie, in dienſt van haer Hoogh Mog. overgegaen zijnde, oock na den tijdt van de voorſz. *ſes* maenden, haer Ho. Mog. ſulcks begeerende, daertinne ſal continueren, ſoo lange tot dat haer F. F. D. D. ſullen oordeelen ende verklaren deſelve in haer eygen dienſt van nooden te hebben, welke verklaringe het deſelve vry ſal ſtaen 't allen tijden nae expiratie van de voorſz. *ſes* maenden te doen, ende of dan faecke ware, dat de voorſz. Militie invoegen als vooren, nae expiratie van de voorſz. *ſes* maenden tot haer F. F. D. D. mochten te rugge gaen, omme die voor eenighen tijdt in haer eygen dienſt t'employeren, ſoo langh de tegenwoordige ongelegenheyt ſulcks mochte komen te vereyſſchen, ende dat meer Hoogh-gemelde Heeren Vorſten, na dat de voorſz. Militie tot haer wederom te rugh gekomen ſouden mogen zyn, wederom quamen te reſolveren ſich van de voornoemde Militie te willen ontlafen by licentieringe, overgevinge aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte anderſints, dat deſelve in ſulcken kas, ſonder eenige vordere Capitulatie daer over te maken, ofte eenige Penningen daer voor te bedingen, eerſt ende alvorens haer Ho. Mog. aengepreſenteert worden, ende haer Ho. Mog. ſulcks begeerende, oock wederom in haeren dienſt effectivelijck overkomen ſullen, daer tegens oock by reciprocacie goetgevonden ende veracordeert is, dat by ſoo verre t'eenigen tijde eenige van haer Ho. Mog. Troupes in gelijcker wiſſe aen haer F. F. D. D. overghelaten moghten worden, mede voor een gelimiteerden tijdt, dat in ſulcken cas de voorſz. Troupes, alhoewel nae expiratie van de voorſz. tijdt, wederom in dienſt van haer Ho. Mog. overgegaen zijnde, indien haer Hog. Mog. naderhandt reſolveren moghten de voorſz. Troupes te licentieren; of aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte anderſints over te laten, deſelve mede, ſonder eenige naedere Capitulatie daer over te maecten, ofte eenige naedere Penningen daer vooren te bedingen, eerſt ende alvorens haer F. F. D. D. aengepreſenteert worden, ende deſelve ſulcks begeerende, oock wederom in haeren dienſt effectivelijck overgaen ſullen.

ANNO 1668. la charge de L. Hautes Puiffances, auxquelles fins ils autoriferont & enveront un Officier qui aura les qualitez requiſes pour recevoir lesautes Troupes ſur ou aux environs des frontieres de L. Ser. pour les conduire ſur celles de leurs Hautes Puiffances; lequel Officier ſuſdit devra être là dans le tems de dix jours après l'échange des Ratifications, comme pareillement lesdites Troupes devront être prêtes dans ledit tems, & en état de ſe mettre en marche & d'être receuës; & la ſolde desdites Troupes commencera d'être à la charge de L. Hautes Puiffances du jour qu'elles ſeront livrées, ou bien du jour qu'elles ſeront prêtes pour être livrées, & au cas que L. Hautes Puiffances, contre eſperance, fuſſent après l'expiration desdits jours en demeure de les recevoir; & que le paſſage par les Terres d'autres Princen ſera demandé & obtenu conjointement par L. Hautes Puiffances & par leurs Serenitez.

VI. Que pareillement lors que lesdites Troupes ſeront livrées, ſeront payez à L. Ser. tous les arrierages en accompliſſement & execution du précédent Traité d'Alliance, & qu'outre cela ſera fournie de la part de leurs Hautes Puiffances en Argent de banque la Somme de *ſoixante & dix mil* Riſdales.

VII. La Convention cy-deſſus ſera ratifiée de part & d'autre, & les Ratifications d'icelles échangées dans le tems de quinze jours, ou plutôt ſi faire ſe peut, & leurs Hautes Puiffances enveront queſrir lesdites Troupes auſſitôt & ſans delay.

Fait à la Haye le 16. Mars, mil ſix cens ſoixante huit.

#### ARTICLE SEPARÉ.

QUe les ſuſdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie entreront & continueront au ſervice de leurs Hautes Puiffances le tems de *ſix* mois & après l'expiration d'icelui, elles retourneront au ſervice de leurs Serenitez au même état qu'elles ſeront livrées. Il eſt néanmoins accordé & convenu par cet Article ſeparé & ſecret qui ſera de même force & de même effect que ſ'il étoit inferé de mot à mot dans la Convention originale, que lesdites Troupes étant paſſées au ſervice de leurs Hautes Puiffances, même après le tems desdits *ſix* mois elles y continueront ſi leurs Hautes Puiffances le deſirent, juſques à ce que leurs Serenitez jugeront & declareront en avoir beſoin pour leur propre ſervice, laquelle declaration il leur ſera libre de faire en quelque tems que ce ſoit après l'expiration desdits *ſix* mois; Et ſi le cas arrivoit que les ſuſdites Troupes duſſent en la maniere que deſſus retourner à leurs Serenitez après l'expiration desdits *ſix* mois, pour les employer pour quelque tems à leur ſervice, auſſi long tems que la diſpoſition des affaires preſentes le demanderoit, & que leurs ſuſdites Ser. après que leursdites Troupes leur auront été renvoyées, vinſſent à ſe reſoudre de ſ'en decharger en les congédiant, ou en les donnant à quelque autre Prince, ou Potentat, ou autrement; en ce cas, ſans faire à cet égard aucune autre Capitulation ni ſtipuler aucuns Deniers, ils les offriront auparavant à leurs Hautes Puiffances & leur Hautes Puiffances le ſouhaittant elles retourneront à leur ſervice; Et il a été d'ailleurs reciproquement trouvé bon & accordé, que ſi quelque jour les Troupes de leurs Hautes Puiffances venoient ſemblablement à être laiſſées à leurs Serenitez pour un tems borné, qu'en ce cas lesdites Troupes, quoy qu'après l'expiration du ſuſdit tems elles fuſſent retournées au ſervice de L. Hautes Puiffances, ſi L. Hautes Puiffances venoient à ſe reſoudre en après à les licentier, ou autrement à les donner à quelque autre Prince ou Potentat, elles ſeront auſſi offertes preallablement à leurs Serenitez ſans faire là deſſus aucune autre Capitulation, ni ſans ſtipuler à cet égard aucuns autres Deniers; Et ſi leurs Serenitez le deſirent elles retourneront auſſi effectivement à leur ſervice.

ANNO  
1668.

XXXII.

27. Mars.  
PORTUGAL  
ET SA-  
VOYE.

*Capitulation & Contract de Mariage, entre le Serenissime Dom PEDRO Prince de Portugal, & la Serenissime Princesse MARIE-FRANÇOISE-ELIZABETH de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, conclu par le Marquis de Niza, Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conseiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de la Chambre de Son Altesse, & son Grand Ecuier: & par le Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conseiller d'Etat, & le Marquis de Marialva, Comte de Cantagnede, aussi Conseiller d'Etat & Directeur des Finances, comme Procureurs de ladite Serenissime Princesse. Sans date, mais les Pouvoirs sont du 27. Mars, 1668. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]*

**P**REMIEREMENT. En consideration de l'utilité qu'on espere qui en reviendra à la Chrétienté, & du repos & bien commun de ce Royaume, on a trouvé à propos des deux côtés de marier le Serenissime Prince de Portugal Dom Pedro, avec la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth de Savoie: Et pour effectuer & celebrer ce Mariage, par paroles de present dans la forme prescrite par l'Eglise Romaine & par le S Concile de Trente, les Procureurs nommés ci-dessus ont arrêté respectivement, que chacun desdits Princes nommera son Procureur special, auquel il donnera tous les Pouvoirs necessaires pour stipuler en son nom, jusques à la conclusion du present Contract.

II. Et le Serenissime Prince Dom Pedro se constitué en Dot avec la prochaine esperance (si Dieu lui donne la vie) de la Succession legitime de ce Royaume de Portugal, & avec tous les Etats & Revenus que son Pere tres-Haut & tres-Puissant Prince le Roi Dom Jean IV. de glorieuse Memoire, lui a laissés par son decez, lesquels se tiennent pour dûment declarés & énoncés dans cet Article.

III. Que ladite Serenissime Princesse se constitué en Dot un million de Croisades ou Ducats, Monnoie courante de ce Roiaume, afin que le Serenissime Prince Dom Pedro, après la consommation du Mariage, ait & gagne ladite Dot, & en dispose à sa volonté.

IV. Et parce que, quand la Serenissime Princesse vint de France, elle apporta avec soi une Somme qui se montoit à la valeur d'un million, laquelle a été effectivement remise entre les mains des Ministres de ce Roiaume, & que par consequent ce Roiaume lui doit, on est convenu que ledit Serenissime Prince, parmi les autres Biens dudit Roiaume, qui est obligé à la restitution de ladite Somme, se contente de la même Dot, comme s'il l'avoit reçûe lui-même, & tient la Serenissime Princesse pour bien & dûment déchargée de la paier une autre fois, de même que si elle la lui paioit réellement & actuellement à cette heure.

V. Et le Serenissime Prince Dom Pedro, pour montrer en quelque maniere la grande estime qu'il fait de la personne & du merite de la Serenissime Princesse sa future Epouse, lui donne en Dot tous les Etats, Villes, Revenus, Jurisdicions, Patronages, & tous les autres Biens, que possédoit en son vivant la Serenissime Reine Dona Luisa sa Mere, & que les Reines de Portugal ont toujours eûs pour appanage; afin qu'elle en ait la jouissance & l'administration, avec toutes les Franchises, Privilèges, Prérogatives & Emolumens, que lesdites Reines ont accoutumé d'avoir.

VI. Pour les mêmes raisons le Serenissime Prince Dom Pedro, considerant que les vingt mille Croisades qu'on avoit assignées par an à ladite Serenissime Princesse pour l'entretien de sa Maison, & qu'on lui assigne de nouveau par ce present Contract, sçavoir quinze mille Croisades sur les Revenus du Bois de Breuil, & cinq mille sur les Rentes de la Maison de Bragançe, ne sont pas suffisans, lesdits Marquis de Niza & Dom Rodrigue de Menezes promettent, au nom du même

TOM. VII, PART. I.

Prince leur Committant, vingt mille Croisades par an, qui seront prises sur les Douanes, afin que ladite Serenissime Princesse jouisse de ces quarante mille Croisades durant sa vie, ainsi que de tous les Revenus affectés aux Reines de Portugal, qui lui appartiennent déjà en vertu de ce Contract.

VII. On a déclaré qu'au cas que ladite Serenissime Princesse survive le Serenissime Prince, ou que pour quelque autre cause le Mariage vienne à être dissous, après avoir été consommé, qu'il y ait ou qu'il n'y ait point d'Enfans, il fera au choix de ladite Serenissime Princesse de demeurer dans le Roiaume, ou d'en fortir; & que tant qu'elle y voudra demeurer elle conservera tous les Etats & Revenus qui lui ont été accordés par les Articles précédens, sans aucune diminution, & tels qu'elle les aura tenus, & qu'elle avoit droit de les tenir pendant la vie dudit Serenissime Prince.

VIII. Mais au cas qu'elle veuille se retirer en France, ou en quelque autre lieu hors de ce Roiaume, on lui donnera par tout où elle fera sa residence, cinquante mille Croisades par an, tant qu'elle vivra, dans laquelle Somme seront comprises les quarante mille Croisades qui lui sont assignées par ce Contract, & dix mille autres qu'on lui assignera sur les Droits de la Douanne: & au cas qu'elle n'ait point d'Enfans, on lui restituera sa Dot, avec laquelle il lui sera permis d'emporter tous les Joyaux, Bijoux, Or, Argent, & tous autres Meubles, qui se trouveront alors entre ses mains, excepté ceux qui appartiennent à cette Couronne. Et de plus les Procureurs dudit Serenissime Prince lui promettent, au nom de son Altesse, soixante mille Croisades une fois païées, pour tenir lieu d'Arres. Et si elle se retire de ce Roiaume, elle n'aura rien ni sur les Estats & Revenus des Reines, ni sur les quarante mille Croisades dont Son Altesse la dote, parce qu'en échange on convient de lui donner lesdites cinquante mille Croisades tous les ans, & les soixante mille autres païables une seule fois, sans qu'on puisse dire de part ni d'autre, que cette recompense est plus ou moins que le tiers de la Dot, à quoi se doivent monter les Arres; attendu que de part & d'autre on renonce à cette allegation, & que l'on se contente de l'observation & de l'accomplissement du contenu de ce Contract.

IX. Mais s'il arrive qu'il y ait des Enfans de ce Mariage, & que la Serenissime Princesse veuille sortir de ce Roiaume; en ce cas elle ne pourra emporter que le tiers de sa Dot, parce que les deux autres parts appartiennent de droit & doivent venir à ses Enfans.

X. Et en cas que ladite Serenissime Princesse vienne à mourir avant Son Altesse, sans laisser d'Enfans, sa Dot retournera à ses Heritiers, & de plus elle pourra disposer par Testament, non seulement de tous ses Joyaux, Bijoux, & Meubles qu'elle aura pour lors, de même qu'elle auroit pu les emporter en se retirant de Portugal; mais encore de tous les autres Biens qu'elle aura acquis, soit par Donation, par Succession, ou par tout autre titre que ce puisse être, parce que n'ayant point d'Enfans, tous ses Biens pourront aller à ses Heritiers, à moins qu'elle n'en ordonne autrement: au lieu que si elle laisse des Enfans, ces Biens leur appartiendront, & à leurs Successeurs, excepté le tiers, dont elle pourra disposer ou tester. Et par ce moien lesdits Serenissimes Princes, & au nom de chacun d'eux, leurs Procureurs demeurent d'accord & contens touchant ce qui peut appartenir par la mort de l'un ou de l'autre au survivant, sans qu'on puisse demander ni pretendre autre chose de part ni d'autre.

*Les Pouvoirs, en vertu desquels le present Contract s'est fait, sont de la teneur suivante.*

**D**OM Pedro Prince de Portugal, &c. je fais & constitué mes Procureurs Dom Vasco Luis de Gama, Marquis de Niza, Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conseiller d'Etat & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de ma Chambre & mon Grand Ecuier: pour en mon nom & pour moi traiter, conclure, & signer le Traité ou Contract de Mariage. Dot & Arres, en la meilleure forme que faire se pourra, entre moi & la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, en la maniere, forme, conditions, obligations, & clauses qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne

L

pour

ANNO  
1668.

ANNO 1668. tout Pouvoir general & special, en la meilleure forme & maniere que je puis: & je m'oblige d'agrèer pour bon, ferme & valable tout ce qu'ils feront à cet égard, sous l'obligation de mes Biens, comme si le tout eût esté fait & signé par moi-même: En foi dequoi j'ai passé la presente Procuration, signée par moi & scellée du Sceau de mes armes. Donnée à Lisbonne le 27. Mars 1668.

*Ecritte par moi PERO VIEIRA DA SILVA.*

**L**A Princesse Marie-Françoise-Elisabeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, &c. je fais & constitué mes Procureurs Dom Nuno Alvares Pereira, Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, & Dom Antoine Louis de Menezes, Marquis de Manalvo, Comte de Cantagnede: pour en mon nom conclure & signer le Traité ou Contract de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme qu'il se pourra, entre moi & le Serenissime Prince Don Pedro, Prince de Portugal, en la maniere, forme, & aux conditions, obligations & clauses qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne Pouvoir general & special, & m'oblige à tenir pour bon, ferme & valable tout ce qui sera fait par eux à cet égard, sous l'obligation de tous mes Biens, & comme s'il étoit fait & conclu par moi-même: En foi dequoi je leur ai ordonné de passer la presente Procuration, signée de ma

main, & scellée du Sceau de mes armes. A Lisbonne le 27. Mars 1668. ANNO 1668.

*Ecritte par moi PERO VIEIRA DA SILVA, par l'ordre exprès de la Serenissime Princesse Marie.*

Donné en la Ville de Lisbonne le 27. jour du mois de Mars. Louis Texeira de Carvalho l'a dressée l'année de la Nativité de N. S. J. C. 1668. Et moi Pero Vieira da Silva je l'ai fait écrire & souscrire, par l'ordre & consentement desdits Serenissimes Princes.

LE MARQUIS DE NIZA. LE MARQUIS DUC. LE MARQUIS DE MA-  
D. RODRIGUE DE MENEZES. RIALVA.

*Du Mandement de leurs Altezzes Serenissimes.*

**D**OM Pedro Prince de Portugal, &c. je jure sur les Saints Evangiles de recevoir pour ma legitime Femme la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elisabeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, en la forme prescrite par la sainte Eglise Romaine, & de ne recevoir jamais d'autre Femme, tant qu'elle vivra. A Lisbonne le 27. Mars 1668.

PERO VIEIRA DA SILVA a dressé cet Ecriv. LE PRINCE.

## XXXIII.

9. Avril. *Traactaet (1) tusschen Syne Majesteyt CAREL den II Koning van Spagnien ende haer Ho. Mogende de Heeren Staeten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, voor een verstreckt van 2000000. Ponden ten behoeve van den hoogst-gemelten Koningh, op Interest tegen vyf ten hondert, en verpandt van verscheidene Plaetsen, Steeden ende Forten; Te weeten Argenteau, Navaigne, Stevenswaert, Venloo met het Fort aen de andere zyde van de Maese gelegen, Gelder, Isabelle, ende St. Donaes, &c. Aldus gedaen in 's Gravenhage den 9. April 1668. Met 't SEPARAET ARTICUL door het welke haer Ho. Mog. caveeren en verklaren niet verobligeert sullen zyn, de Penningen te demanueren, ofte laten demanueren, voor en aleeer secker andere Contract daer inne gemeld, door, of van wegens den Gouverneur en Capiteyn Generael der Spaensche Neederlanden onderteekent sal werden. [AITZEMA, Saaken van Staat en Oorlogh. Tom. XIV. pag. 902.]*

**K**ennelijk zy eenen yegelijk die 't aengaen magh, dat tusschen ons ondergeschreven Don Estevan de Gamarra, &c. Ambassadeur ordinaire van den Koningh van Spagnien, ende by den Heer Marquis de Casteldrodrigo, Gouverneur ende Capiteyn Generael van wegen den hoogstgedachte Koning in sijn Majesteyts Nederlanden, speciaalijk geauthoriseert ende gevolmagtigt tot het navolgende ter eenre; en de Gedeputeerden van de Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, van wegen haer Hoog Mog. hier toe insgelijcks met behoorlicke authorisatie ende Pouvoirs voorsien, ter andere zyde, veraccordeert ende vastgestelt worden by desen de Poincten en Articulen hier na volgende.

I. Dat haer Ho. Mog. haer credit verstrecken, ende in der bester forme inreroneren sullen, ten eynde door N. N. aen ofte ten behoeve van den hoogst-gemelten Koningh van Spagnien genegotieert, ende vervolgens ten behoeve van sijn Majesteyt verstreckt mooge worden alhier in 's Gravenhage, of binnen Amsterdam, aen den genen, die den gemelten Heer Marquis daer

(1) Il est nécessaire d'avertir que ce Traité ne fut ni executé, ni ratifié, & que ceci n'en est qu'une Traduction assez mauvaise. Ce n'est point en Hollandois, que les Rois d'Espagne font leurs Traités avec Messieurs les Etats. [DUM.]

## XXXIII.

Traité entre CHARLES II. Roi d'Espagne, 9. Avril. & les Seigneurs Estats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour un Prest de 2000000. de Livres que leurs Hautes Puissances feront à Sa Majesté. ou lui feront faire, à cinq pour cent d'Interest sur l'engagement de diverses Places, Villes, & Forts, sçavoir Argenteau, Navaigne, Stevenswaert, Venloo, avec le Fort situé de l'autre côté de la Meuse, Gueldres, Isabelle, St. Donaes, &c. A la Haye le 9. Avril 1668. Avec l'ARTICLE SEPARÉ par lequel leurs Haut. Puiss. déclarent par précaution, qu'elles ne feront pas obligées à fournir cet Argent, à Sa Majesté ni à le faire fournir, avant que certain Contract, dont il est fait mention, ait été signé par le Gouverneur & Capitaine Général des Pais-Bas Espagnols, ou par quelqu'un de sa part.

**S**oit notoire à tous & un chacun qu'il appartient, qu'entre nous sousignez Don Estevan de Gamarra, &c. Ambassadeur ordinaire du Roi d'Espagne, & par le Seigneur Marquis de Casteldrodrigo Gouverneur & Capitaine Général de la part dudit Roi aux Pais-Bas de Sa Majesté, spécialement authorisé pour ce qui suit d'une part; Et les Deputez des Seigneurs Estats Généraux des Provinces-Unies de la part de leurs Hautes Puissances pourvus semblablement de Pouvoir & autorité convenable, d'autre part, ont été accordés & arrêtez, comme sont accordez & arrêtez par ces presentes, les Points & Articles qui suivent.

I. Que leurs Hautes Puissances interposeront leur credit & autorité en la meilleure forme, afin de negocier par N. N. au profit dudit Roi d'Espagne une

Som-

ANNO  
1668.

daer toe sal autoriseeren en een Somme van twee Millioenen Ponden, te veertigh grooten 't Pont, Hollandts geldt, op Interest tegen vijff ten hondert in 't Jaer, sonder dat tot laste van Sijne Koninghlijcke Majesteyt wegens opgeldt, Maeckelaerdtygeldt, ofte andere diergelijcke onkosten yets sal worden gebracht; rot verseeckeringh van welck Capitael ende Interesse aen N. N. by provisie Obligatie in de beste en bondighste forme sal werden gepasseert door den gemelden Heer Ambassadeur Gamarra, ende vervolgens geratificeert, soo by den gemelden Heer Marquis de Casteldrigo in qualite voorz, als mede by den meer hooght-gemelden Koningh of Koninginne Regente in den Naem van Sijn Majesteyt.

II. Dat den hooght-gemelden Koningh jaetlijcks de betalinge van de Interesten op 't voorz. Capitael verscheenen aen den voornoemden N. N. sal doen, ofte besorgen gedaech te worden door den gemelden Heer Gamarra, ofte foodanigh ander Minister in der tydt, als Sijn Majesteyt daer toe alhier sal gelieven t'authoriseeren.

III. Ende by soo verre de tegenwoordighe ongelentheydt van den hoogh-gemelden Koningh ofte andere opkomende swarigheden, eenigh onvermogen causeeren mochten om den voorz. Interest aen den voornoemden N. N. op te leggen ende te betalen, met foodanigen punctualiteyt als tot conservatie van 't credit, ende naer 't publick gebruyck in dese Landen is gerequireert, dat haer Hoogh Mog. tot facilitatie van de voorz. lichtinge, ende tot securiteyt van de geene die hare Penningen ten sine voorz. aen den voornoemden N. N. crediteeren sullen, tegen foodanigen overhoopen geval haer van nu af aen verbinden, gelijk deselve haer in eum eventum, van nu af aen verbinden by desen, oock wederom haer credit te sullen interponeren voor de lichtingen van foodanige Capitalen, als den gemelden geauthoriseerden van den hooght-gemelden Koningh tot voldoeninge van de verscheene Interesten van nooden hebben sal, ende dat even ende in sulcker voegen, mitsgaders tot gelijcke securiteyt van den geene die de Penningen sal ofte sullen verstrecken over 't Capitael ende Interesten, als ten aensien van de voorz. twee Millioenen Guldens, ende 't verloop van dien, hier boven breeder uytgedruckt staet.

IV. Ende dewijle tegenwoordig tot vorderingh van de gemeene saecke, met Gemachtighden van den Koningh van Sweden werdt gehandelt, om den selven Koningh nevens die van Groot Brittainen ende Haer Hoogh Mog. tot bekominge van een goede uytkomst, ten besten te doen coöpereren, ende dat mogelick aen den hoogh-gemelden Koningh, mitsgaders oock aen de andere Princen ende Potentaten, die haer insgelijcks tot bevorderingh van de gemeene ruste souden believen te voegen, eenige Geldt-subsidien tot krachtiger uytvoeringe van 't goetd voornemen souden moeten worden uytgeloofst; dat over sulcks voor soo veel Haer Hoogh Mog. met goet vinden van de geauthoriseerden van Spaignen daer toe yets soude mogen belooven 't selve noch boven de voorz. twee Millioenen by haer Hoogh Mog. als by maniere van interpositie van haer credit ende op Interesse als boven, voor reekeninge van den Koningh van Spaignen verstreckt sal worden, gelijk mede Haer Hoogh Mog. door interpositie van haer credit en op Interesse als boven aen den gemelden Heer Gamarra, of foodanigh ander Minister in der tydt, als den hoogh-gemelden Koningh alhier hebben, ende dien aengaende behoorlijk geauthoriseert laten sal, sullen doen machtigh worden foodanige Sommen van Penningen, als waer van Sijn Majesteyt hier te Lande sal hebben gedisponeert, of noch gelieven te disponeren tot betalinge van ingekochte Amonitien van Oorloge, ofte andere Waeren, ende andersints, mits dat Haer Hoogh Mog. niet gehouden sullen zyn soo over de Subsidien, als over Amonitien ende anders, sonder nader bewillinge 't excederen de Somme van noch twee Millioenen aen Capitael, met 't gene succesfelijk tot betalinge van den Interest van dien als vooren, sal wesen gerequireert.

V. Tot den ontfangh van alle welcke voorz. Penningen, mitsgaders om daer voor behoorlijke Obligatie ende Quitantie te passeren, als mede om 't gerequireerde tot betalinge van de Interesten, die selckens op de gelichte Capitalen sullen wesen verscheenen, mitsgaders van ingekochte Waeren ende andersints, nae behooren weder te mogen uytkeeren mitsdesen, ende in kfacte van de Ratificatie hier op als boven te volgen,

TOM. VII. PART. I.

van

*Somme de deux Millions de Livres, à quarante gros la livre Monnoye de Hollande à cinq pour cent d'Interest annuel, pour être comptée ici à la Haye ou à Amsterdam à celui que le susdit Marquis autorisera pour cet effect, sans que pour la levée de ces Deniers, pour le droit de Courtier ou autres semblables frais on puisse rien mettre en compte à Sa Majesté. Pour sureté duquel Capital & Interest d'icelui sera passée à N. N. par provision une Obligation en la meilleure & plus sure forme, par le susdit Seigneur Ambassadeur Gamarra, & ensuite sera ratifiée tant par le susdit Seigneur Marquis de Casteldrigo en la qualité susdite, qu'aussi par le susdit Roi ou par ladite Reine au Nom de Sa Majesté.*

II. *Que le susdit Roi fera annuellement le payement des Interêts échus dudit Capital audit N. N. ou fera en sorte qu'ils soient payez par le susdit Seigneur Gamarra ou par tel autre Ministre qui sera alors en employ, que Sa Majesté voudra autoriser.*

III. *Et si la presente indisposition du susdit Roi ou quelque autre difficulté qui surviendrait venoient à causer de l'impossibilité pour faire le payement desdits Interêts au susdit N. N. avec la ponctualité qui est requise pour la conservation du credit de ces Pais & selon qu'il y est d'usage; Que leurs Hautes Puissances pour faciliter ladite levée & pour la sureté de ceux qui aux fins susdites confieront leurs Deniers au susdit N. N. en ce cas non attendu, ils s'engagent dès à present comme pour lors, comme de fait ils s'engagent audit cas par ces presentes, d'interposer derechef leur credit pour la levée du Capital dont celui qui sera autorisé par le susdit Roi aura besoin, pour le payement des Interêts échus, & ce aussi de telle maniere qu'il y aura semblablement sureté pour ceux qui prêteront leurs Deniers tant pour le Capital & les Interêts que pour les susdits deux Millions de Livres, & les Interêts d'iceux ci-dessus plus amplement exprimés.*

IV. *Et comme pour l'avancement des affaires communes, on est presentement en negociation avec les Plenipotentiaires du Roi de Suede, pour faire en sorte que ledit Roi & celui de la Grand' Bretagne & leurs Hautes Puissances cooperent à ce qu'on parviene à une bonne issue, & que peut-être il faudra avancer quelques Subsidies au susdit Roi, ensemble à d'autres Princes & Potentats pour l'avancement de la tranquillité publique, qu'à cet égard, si leurs Hautes Puissances, de l'aprobation des Plenipotentiaires d'Espagne, viennent à promettre quelque chose, ils le feront encore outre les deux Millions sur le compte de Sa Majesté le Roi d'Espagne, par maniere d'interposition de leur credit & à pareil Interêt que dessus, comme de fait ils feront toucher au susdit Sr. Gamarra ou tel autre Ministre qui sera en charge & lequel ledit Roi d'Espagne autorisera convenablement, par l'interposition de leur credit, telle Somme de Deniers dont Sa Majesté aura à disposer pour le payement des Munitions de Guerre & autres Denrées; pourvu que leurs Hautes Puissances, ne soient pas plus obligez à l'égard des Subsidies qu'à l'égard des Munitions, sans un consentement plus exprés, d'exceder la Somme de deux autres Millions en Capital, avec ce qui sera requis successivement pour le payement des Interêts comme dessus.*

V. *Pour recevoir lesquels Deniers, comme pour en passer Obligation & Quitance convenable, ensemble pour ce qui est requis pour le payement des Interêts, qui écherront à chaque fois sur lesdits Capitaux, qui on levera ensemble pour les Marchandises, qui seront acbeitées, & en vertu de la Ratification qui*

L 2

s'en

ANNO  
1668.

ANNO  
1668.

van nu af als dan geauthoriseert wordt de Minister in der tydt, die den hoogst-gemelten Kouingh by haer Ho. Mog. hebben ende houden sal.

VI. Ende ten eynde Haer Hoogh Mog., mitsgaders de particulieren, die de voorz. Capitalen, ende 't gunt tot betalinge van 't verloop van tydt tot tydt weder soude mogen verstrekt worden, sullen hebben gefourneert van haer *geinterponeert credit* met genoegsame seeckerheyt gelibereert, mitsgaders van 't *remboursement* van hun uyt-geschooten *Hoofst-sommen*; met de *Interessen* van dien behoorlijk verseeckert mogen zyn ende blijven, dat over sulcks de *Castelen, Steden, Forten*, en de *Plaetsen van Argentean, Navaigne, Steevenswaert, Venloo*, met het Fort aen de andere zyde van de *Mase* gelegen, *Gelder, Isabella* ende *St. Donaas*, binnen *thien* dagen na d'onderteeckeninge van dit Contract, of eerder, soo doenlick, tot onderpandt aen Haer Hoog Mog. sullen worden ingeruyt; welke voorz. *Plaetsen* dienvolgens met *Gouverneurs, Commandeurs* ende *Guarnisoenen* van haer Ho. Mo. beset sullen worden, met alle *Prarogativen* die de *Pants-Heeren* na Reghten volgen moeten; Wel-verstaende, dat Haer Ho. Mog. noch oock der selver *Gouverneurs* ofte *Commandeurs* in deselve *Plaetsen* onder pretext van dien, sich geensints sullen bemoeien mer het bestellen van de *Magistraet*, of eenige andere *Politique* bedienden, noch oock met eenige andere saecken, de *Politie* ofte *Burgerlijcke Regeeringe* ende *Jurisdicctie* van de voorz. ende andere *Steden* ofte *Plaetsen* ten platten Lande concernerende, maer sullen daer mede laten geworden den *Stadthouder* ende *Capiteyn Generael* van Sijn Majesteit, de *Officiere* ende *Magistraten* respectie, ende sal deselve *Pandfchap* duren ter tijden ende wijten toe de *Penningen*, invoegen voorz. successievelijk te verschieten met de verloopende *Interessen*, als boven *gerembourseert*, ende Haer Hoogh Mog. van 't voorz. *geinterponeerde credit* gelibereert sullen zyn, oock voorts in gelijcker voegen *restitutie* sullen hebben ontfangen van de *Penningen*, die tot versterckinge ende *defensie* der voorz. *Plaetsen, Steeden, ende Forten*, soo in 't betalen van *nieuwe*, of 't repareren van *oude wercken*, als wegens 't *Canon, Amonitie*, of andere *Oorloghs-behoeften*, dewelcke tot *defensie* van de verpande *Plaetsen* geemployeert ofte *verlooren* sullen worden, ende dergelijcke sullen weesen te koste geleydt, in maniere als hier nae breeder sal werden verklaert; ende voor soo veel de *Guarnisoenen* belangt, de in de voorz. *Steden* ende *Plaetsen* sullen worden onderhouden, dat deselve by de *Vereenighde Provincien* betaelt, ende daer van niet meer aen den hoogst-gemelden *Coningh van Spagnien* in reeckeninge gebracht sal worden dan *seftien* *Compagnien* *Voetknechten* in alles, yeder van *ses-en-zeventigh* *Koppen*, volghens d'ordinaris *soldie* van de *Vereenighde Provincien*, te weten, tegens *derthien* *hondert een-en-seventigh* *Gulden* ten  *twee-en-veertigh* *dagen*, gedurende ten *Oorlogh*; ende by soo verre de voorz. *Verpandinge* oock na 't eyndigen van den *Oorlog* voor eenigen *tijdt* soude mogen duren, dat als dan, gedurende den *Vreede*, niet meer dan *acht* *gelijcke Compagnien* in alles tot laste van Sijn Majesteit gebracht sullen worden, blijvende alle het vordere *Guarnisoen* alleenlijk ende *privatelick* tot laste van Hare Hoogh Mog.

VII. Dat de voorz. *Steeden, Forten* ende *Plaetsen*, aen Haer Hoogh Mog. in *Pandfchap* te leveren, sullen blijven voorhen ende *gesterckt* met *foodanig Gescht, Buspoeder*, en andere *Amonitie* van *Oorlogh*, als tegenwoordigh in deselve wordt gevonden, daer van *Inventaris* genaect, ende 't sijner tydt *perfecte* *verantwoordinge* gedaen sal worden.

VIII. Dat alle het *Krijgs-volk* van wegen den *Coningh van Spagnien*, jegenwoordigh in de voorz. *Steeden, Forten*, ende *Plaetsen* bevonden wordende, uyt deselve gelicht sal worden, ten eynde de *Gouverneurs, Commandeurs*, ende andere *Bevelhebberen*, van desen *Stadt* aldaer *gebieden* mogen, ten aensien van 't *sluyten* ende *openen der Poorten*, 't *bestellen der Wachten*, 't *doen van de Rouden*, 't *geven van 't Woordt*, 't *exerceren van Militaire Jurisdicctie*, ende *Krijgs-discipline*, ende *generalick* in alle het geene de *bewaeringe* ende *verseeckeringe* derselver *Steeden, Forten* ende *Plaetsen* aengaet, met den *gevolghe* ende *aenkleven* van dien; Wel-verstaende, dat de voorz. *Gouverneurs, Commandeurs* ende andere *Bevelhebberen* van haer Hoog Mog. haer niet en sullen steecken in 't *stuck* van de *Politie* ende *Burgerlijcke Regeeringe*, dan alleen voor

ANNO  
1668.  
s'en ensuivra, des à present comme pour lors est authorisé le Ministre qui sera en fonction & que Sadite Majesté aura près de leurs Hautes Puissances.

VI. Et afin que leurs Hautes Puissances, ensemble les particuliers qui sur le credit de leurs Hautes Puissances auront fourni pour les susdits Capitains & le payement des échéances, ayent leur sureté, & qu'ils soient assurez du remboursement desdits Capitains & du payement des Interêts d'iceux, que les Châteaux, Villes, Forts & Places d'Argentean, Navaigne, Steevenswaert, Venloo, avec le Fort situé de l'autre côté de la Meuse, Geldre, Isabelle, & St. Donaas, seront mis au pouvoir de leurs Hautes Puissances, dix jours après la signature de ce Contrat, ou plutôt si faire se peut, lesquelles susdites Places seront occupées conséquemment par les Gouverneurs, Commandeurs & Garnisons de leurs Hautes Puissances avec toutes les Prerogatives qui appartiennent de droit aux Seigneurs engagistes. Bien entendu que leurs Hautes Puissances ni leurs Gouverneurs ou Commandeurs desdites Places sous ce pretexte ne se mêleront en aucune maniere de créer les Magistrats ou aucun Officier de Police, ni d'aucune autre chose qui concernera ladite Police ni le Gouvernement civil & de la Justice dans les susdites Villes & autres Places du plat-Païs, mais laisseront faire en cela le Stadthouder & Capitaine Général de Sa Majesté, & les Officiers & Magistrats respectifs; & durera ledit gage jusques à ce que lesdits Deniers avec les Interêts échus & courans soient remboursez & que L. H. P. soient dechargées de l'interposition de leur credit, & qu'ils ayent de plus reçu de même moyen les Deniers qui auront été déboursez pour le renfort & deffence desdites Places, & Forts, soit pour les vieux ouvrages reparez & pour de nouveaux qu'on auroit construit, comme aussi tant pour le Canon, Munitions, & autres besoins Militaires qui pour la deffence des Places engagées auroient été employez ou perdus, & qui seront mis en deffence comme il sera plus amplement dit cy-apres. Et pour ce qui regarde les Garnisons qui seront entretenues dans lesdites Places, cela sera payé par les Provinces-Unies, & qu'il n'en sera pas compté davantage à Sadite Majesté le Roi d'Espagne que seize Compagnies d'Infanterie en tout, chacune de quatre vingt seize Hommes, suivant la solde ordinaire des Provinces-Unies, sçavoir à raison de treize cent soixante & onze Livres pour quarante deux jours durant la Guerre, Et s'il arrivoit que ledit gage continuât encore pour quelque tems après la fin de cette Guerre, qu'alors durant la Paix, on ne comptera que huit semblables Compagnies à la charge de Sa Majesté, demeurant le surplus de la Garnison à la charge de leurs Hautes Puissances.

VII. Que les susdites Villes, Forts & Places qui seront mis pour gage entre les mains de leurs Hautes Puissances seront pourvues & munies de tel Canon, Poudre & autres Munitions de Guerre, qui s'y trouvent presentement, dont il sera fait Inventaire, pour en repondre en son tems.

VIII. Que toutes les Troupes du Roi d'Espagne qui se trouvent presentement dans lesdites Villes, Forts & Places en vuideron, afin que les Gouverneurs & Commandeurs, & autres Officiers de cet Etat y puissent commander pour ce qui est de fermer & ouvrir ces Portes, poser les Sentinelles, faire la Ronde, donner l'Ordre, & exercer la Justice & la Discipline Militaire, & generallement en tout ce qui regarde la garde & la sureté desdites Villes, Forts & Places & tout ce qui en depend. Bien entendu que lesdits Gouverneurs, Commandeurs, & autres Officiers de leurs Hautes Puissances ne se mêleront point des affaires de la Police ni du Gouvernement

ANNO 1668. soo veel particulierlick aengaet die geene die aldaer in Guarnisoen leggen; ende sullen deselve Gouverneurs ende Commandeurs gehouden wesen goede correspondentie te houden met den Stadthouder van Sijn Majesteyt in 't Over-quartier van Gelderlandt, die tot Ruremonde sijne ordinaris residentie sal houden; ende sullen oock de voorschreve Gouverneurs ende Commandeurs, des versocht zijnde, alle noodige hulpe geven aen de Ontfangers van Sijn Majesteyt, dewelcke sullen woonen in de verpande Plaetsen, om alle desselfs Domainen, Licentien ende Inkomsten te mogen invorderen.

IX. Dat Haer Hoogh Mog. haer in de beste ende krachtigste forme sullen obligereen en verbinden, gheleijck deselve haer ter goeder trouwe obligereen ende verbinden by desen, de voorsz. Steeden, Forten, ende Plaetsen wel te sullen defenderen, ende tegens een yegelijck, wie 't oock soude mogen wesen, die daer op yer soude willen atenteeren, vigoreuselijck te sullen beschermen, met gelijcken yver ende kracht als se eenighe van de Plaetsen ofte Frontieren van haer Hoogh Mog. ofte van de Vereenighde Nederlantfche Provincien selfs souden kunnen ofte mogen doen, oock tot dien eynde de voorsz. Steeden, Forten, ende Plaetsen altoos met een competent ende sufficient Guarnisoen beset laren; ten welcken eynde oock van weegen den hooght-gedachten Coningh de passagie ende repassagie voor 't Krijghs-volck nyt haer Hoogh Mog. Frontieren naer de Steeden, Forten ende Plaetsen & vice versa over den bodem van Sijn Majesteyt soo veel doenlick gefaciliteert sal worden, ende sal daer van, des noot zijnde, tydelick advertentie worden gegeven aen den Stadthouder van Sijn Majesteyt, om op de giften van de passagie ofte repassagie, door een Commissaris ordre te kunnen stellen.

X. Indien nu of naemaels met communicatie ende overligh van de Gecommitteerde van den Stadthouder ofte Gevolmachtigde van hooght-gemelden Coningh in de voorsz. Plaetsen, goet en geraden gevonden mocht worden, tot meerder verseeckeren van de voorsz. Steeden ende Plaetsen, eenige nieuwe wercken te maeken, ofte oude te vernieuwen, eenige Magasijnen, te bouwen, ofte de gebouwde met meerder provisie te vordien, ende diergelijcke, sullen Haer Hoogh Mog. de wercken met communicatie, en ten overstaen van den voorsz. Stadthouder ofte Gecommitteerde van Sijn Majesteyt publiquelick aen de minst-eysschende besteeden, oock voorts in gelijcker voegen allerhande noodige inkoop te doen; ende in 't opnemen van de besteede wercken, mitsgaders by de leverantie ofte den invoer van gekochte Waeren, den voorsz. Stadthouder ofte Gecommitteerde versoeken aldaer mede present te willen zyn, op dat alsoo de opneming, oock 't ijnen overstaen, ende met behoorlicke kennisse geschieden moge.

XI. Ende ten eynde de voorsz. bewaeringe ende bescherminge des te sekerder ende met des te beter ordre geffectueert, mitsgaders de noodige correspondentie ende eenigheyt tusschen de Gouverneurs ende Commandeurs, met het Guarnisoen ter eenre, ende de Magistraten met de Borgerye ter andere zyde in de voorschreve Steeden, Forten ende Plaetsen des te beter onderhouden worde, dat over sulcks soo wel de voorsz. Magistrat voor haer selven, ende in naeme van de gantsche Borgerye; als voorsz. Gouverneurs ende Commandeurs mede voor haer selven, ende in den name van 't gantsche Guarnisoen, boven den Eedt; daer mede deselve respectie aen den hooght-gemelden Coningh ende aen de hooght-gedachte Haer Hoog Mog. albereyds zyn verplicht; in handen van Commissarissen ten wederzyden daer toe te verkiesen, by solemnelen Eede sullen belooven, de Rechten van Sijn Majesteyt als waren Eygenaer, ende van Haer Hoogh Mog. als Pands-Heeren te sullen voorstaen, ende maintaineren nae hun vermogen, oock de voorsz. Steeden te sullen bewaeren, ende soo veel hun aengaet, helpen bewaeren, ten behoeve van den hooght-gemelden Coningh, voor soo veel deselve by restitutie van 't voorgementioneerde verschoot, met den Interesse van dien, daer van den eenigen ende onbeswaerden Eygenaer moet zyn, ende voor Haer Ho. Mog. ten reguarde deselve tot die rydt toe de voorsz. Steeden, Forten ende Plaetsen als wettige Pands-Heeren in maniere voorsz. met recht mogen blijven besitten, ende voorts in alles haer nac het regenwoordigh Contract te sullen regulee-

ANNO 1668. nement civil, qu'entant seulement que cela pourroit concerner particulièrement ceux de la Garnison; & seront lesdits Gouverneurs & Commandeurs tenus de tenir bonne correspondance avec le Stadthouder de Sa Majesté dans le Quartier de Gueldre de delà; qui tiendra sa Residence ordinaire à Ruremonde; & donneront aussi lesdits Gouverneurs & Commandeurs en étant requis, toute l'assistance necessaire aux Receveurs de Sa Majesté; pour lever les Droits Domaniaux, Licentes, & Revenus.

IX. Que L. H. P. s'engageront & s'obligeront en la meilleure forme, comme ils s'engagent & s'obligent par ces presentes, de bien deffendre les susd. Villes, Forts & Places, & d'agir vigoureusement contre tous & un chacun, quels qu'ils soient qui y voudroient atenter quelque chose, avec la même vigueur & la même ardeur qu'ils pourroient faire à l'égard des Places, Frontieres, ou autres appartenantes à leurs Hautes Puissances; & de faire en sorte que lesdites Villes, Forts & Places soient toujours pourvues d'une bonne & suffisante Garnison, auxquelles fins Sa Majesté facilitera autant que faire se pourra le passage des Troupes de leurs Hautes Puissances soit en allant ou en venant, sur le Territoire de Sadite Majesté pour se rendre dans lesdites Villes, Forts & Places; & si besoin est en sera donné avis à tems au Stadthouder de Sa Majesté pour qu'un Commissaire puisse regler les Logemens dudit passage ou repassage.

X. Que si avec la communication & deliberation du Deputé, du Stadthouder ou Plenipotentiaire dudit Roi, il étoit trouvé à propos pour plus grande seureté des susdites Villes & Places de faire quelques nouveaux ouvrages, ou de renouveler les anciens; de construire quelques Magasins, ou de pourvoir ceux qui seront déjà bâtis de nouvelles Munitions, leurs Hautes Puissances donneront avec la communication; & en presence du Stadthouder ou Commissaire de Sa Majesté lesdites choses publiquement au rabais, au moins demandant, & ils en useront de même à l'égard de tous les achapts necessaires, & sera le Stadthouder ou Commissaire deputed requis de vouloir être present quand on donnera lesdits ouvrages au rabais; ou qu'on delivrera & transportera les Denrées, afin que le tout se fasse en sa presence & avec sa connoissance.

XI. Et afin que la susdite garde & deffence se puisse faire d'autant mieux & d'autant plus surement, & que la correspondance & union necessaire entre les Gouverneurs & Commandeurs, & la Garnison & le Magistrat & la Bourgeoise desdites Villes, Forts & Places soit d'autant mieux entretenue, le susdit Magistrat tant pour lui qu'au nom de toute la Bourgeoise, comme aussi les Gouverneurs & Commandeurs aussi tant pour eux mêmes qu'au nom de toute la Garnison outre le Serment auquel ils sont obliges au susdit Roi & à leurs Hautes Puissances prometttront par Serment solemnel qu'ils feront entre les mains des Commissaires qui seront choisis de part & d'autre; de maintenir de tout leur possible les Droits de Sa Majesté comme vrai Proprietaire; & ceux de leurs Hautes Puissances comme Engagistes, & de garder les susdites Villes, & d'aider à les garder chacun endroit soy; au profit de sa susdite Majesté comme en devant redevenir le Maître incontestable par la restitution des deboursments susmentionnez & des Interêts d'iceux; & pour leurs Hautes Puissances à qui lesdites Villes, Forts, & Places étant laissez pour gages; les doivent posséder jusques audit remboursement, & en outre de se regler selon le contenu de ce present Contract, sans rien faire, faire

ANNO  
1668.

ren, sonder daer tegens yet te doen, ofte gedooghen gedaen te worden, directelick of indirectelick in eeniger manieren.

XII. De Gouverneurs ofte Commandeurs met de voorfz. Garnifoenen fullen in de voornoemde Steeden, Forten ende Plaetsen vryelick ende sonder eenigh belet ofte beschimpinghe, den Gereformeerden Godts-dienst oeffenen, dewelcke in de Geunieerde Provintien wordt geexerceert, ende dat in hunne Huysen, soo die daer toe bequaem zyn, ende in cas van onbequaemheydt, fullen hun daer toe andere bequame plaetsen, in de voorfz. Steeden, Forten ende Plaetsen vergunt worden, by ofte van weghen den Koningh door Gedeputeerden van den Stadhouder.

Ende fullen daer tegens de voorfz. Gouverneurs ende Commandeurs exactelijck hebben te besorgen, dat haer onderhebbende Soldaten geene bespottinge, beschimpinghe of schandael, veel min eenigh belet komen roe te brenghen aen de Roomsche Catholijcke Geestelijckheydt, of oock aen de Borgeren ende Inwoonderen der voorfz. Steeden ende Plaetsen in de oeffeninghen ende ceremonien ofte Godts-dienst, ende in cas t'eenigen tijde daer tegens by yemant, wie 't oock soude mogen wesen, moghte worden gepeccert, dat soodanigen daer over door den Politicquen ofte Militairen Rechter, naer dat het casus komt te vereylichen, tot verhoedinghe van ghelijck excessen voor 't toekomende wel strengelijck gecorrigiert ofte gestraft sal worden, na dat de circumstantien van sijne begaene misdact fullen komen te vereylichen.

XIII. Dat de voorfz. Gouverneurs, Commandeurs, Majours, Auditeurs, Provoosten, ende voorts de geheele Garnifoenen in de voorfz. Steeden, Forten ende Plaetsen, met behoorlicke Logementen, Baracquen, ofte andersints, buyten kosten ende laste van Haer Ho. Mog. voorfien fullen worden.

XIV. Dat van weghen den hooght-gemelden Koningh de noodige voorsieninghe gedaen sal moeten worden, ten eynde de voorfz. Garnifoenen hare ordinaris Victualien ofte Levens-middelen soo wel als de Burgeren ende Inwoonderen der voorfz. Steden ende Plaetsen, ten redelicken prijse bekomen moge, ende dat voorts aldaer behoorlicke Magasijnen voor Granen, Turf ende andere noodige provisie aangewesen, ofte in maniere voorfz. gebouwt mogen worden.

XV. Dat, soo wanneer Haer Hoogh Mog. van hare verschooten Penningen met den Interesse van dien fullen hebben ontfangen behoorlick remboursement, ende voor haer gheinterponeert credit volkomentelijck gelibereert zyn, als dan aenfondts ende sonder eenige tergiversatie, de voorfz. Steden, Forten ende Plaetsen, met alle 't geene volgens Inventaris als boven, nevens deselve overgelevert sal zyn, ofte het equivalent van dien ter goeder trouwe wederom ontruymt, ende aen ofte ten behoeve van den hooght-gedachte Koningh weder overgelevert fullen worden, ende tot meerder verseeckeringhe van de nakominghe van dit Articul, van dat de Pandt-penningen, met het verloop van dien gerestituert zynde, de verpande Plaetsen oock gevacueert ende gherestitueert fullen worden, fullen Sijne Keyserlijcke Majesteit, den Koningh van Groot Britaignen ende den Koningh van Sweden verlicht worden haer Guarand, desen Articul aengaende t'interponeren.

XVI. Dat het voorfz. remboursement ende bevrijdinghe van 't geinterponeerde credit van weghen den hooght-gemelden Koningh sal mogen geschieden in een Somme, ofte in . . . . terminen gedaen ende geeffectueert sal moeten worden, ten minsten binnen den tydt van . . . . Jaren, sullende middelerwijle voor de betalinghe van de jaerlicke Interesten verbonden zyn, ende door de Bedienden van den hooght-gemelden Koningh op ordre van Sijn Majesteit effectivelick uytegekeert worden het provenu van Sijn Majesteits Tollen ende Licenten op de Mase, mitsgaders van des selfs andere Domeynen, Beden, Subsidien ende Inkomsten, onder 't ressort van de voorfz. Steden ende Plaetsen vallende, voor soo veel de voorfz. Interesten uyt de voorfz. Tollen ende Licenten niet vervallen fouden kunnen worden.

Ende in cas buyten verwachten ofte vermoeden, den voorfz. tydt moght komen t'expireren, sonder dat het selve ten vollen geprefteert moghte wesen; dat als dan de voorfz. Tollen, Domaynen, ende alle andere public-

faire, ou permettre être fait au contraire, directement ou indirectement. ANNO  
1668.

XII. Les Gouverneurs ou Commandeurs avec la susdite Garnison, pourront dans lesdites Villes, Forts & Places, faire l'exercice de la Religion Reformée sans aucun trouble ni insulte, comme elle est exercée dans les Provinces-Unies, & ce dans leurs Maisons si elles y sont propres; Et en cas qu'elles n'y soient pas propres, les Deputez du Stadhouder leur accorderont de la part dudit Roi d'autres places commodes dans les susdites Villes, Forts & Places.

Et lesdits Gouverneurs & Commandans auront un soin tres exact que leurs Soldats, ne feront aucune raillerie ni scandale, & encore moins aucun empêchement aux Ecclesiastiques des Catholiques Romains, non plus qu'aux Bourgeois & Habitans des susdites Villes & Places dans l'exercice & dans les ceremonies de leur Religion, & s'il arrivoit que quelqu'un le fit il sera corrigé & châtié par le Juge de Police ou Militaire selon que le cas échoira & l'exigera, pour prevenir à l'avenir de semblables excez.

XIII. Que les susdits Gouverneurs, Commandeurs, Majors, Auditeurs, Prevôts & en outre toute la Garnison seront pourvus dans lesdites Villes, Forts & Places de Logemens & Baraques convenables, ou autrement, sans frais pour leurs Hautes Puissances.

XIV. Que de la part dudit Roi seront fournies les provisions dont ils auront besoin afin que la susdite Garnison puisse avoir les Vivres qui leur seront nécessaires comme les Bourgeois & Habitans desdites Villes & Places, & ce à un prix raisonnable, & en outre qu'il soit construit des Magasins convenables, pour les Grains, Tourbes & autres provisions nécessaires.

XV. Que lors que leurs Hautes Puissances auront reçu le juste remboursement des Deniers avancez & des Interêts d'iceux, & qu'ils seront entierement liberez de l'interposition de leur credit, lesdites Places, Forts, & Villes, avec tout ce qui paroitra par l'Inventaire leur avoir été delivré, seront rendus & restituez audit Roi. Et pour plus grande sureté de l'observation de cet Article, sçavoir que les Deniers fournis & les arrerages restituez, les Places données en gage seront évacuées & restituées, Sa Majesté Imperiale, le Roi de la Grand' Bretagne & le Roi de Suede seront suppliez d'être Garands dudit Article.

XVI. Que le susdit remboursement sera fait de la part du susdit Roi en une Somme, ou en . . . . termes, du moins dans le tems de . . . . années, & cependant pour le payement des Interêts seront engagez & payez par les Officiers du susdit Roi & par l'ordre de Sa Majesté les Revenus de ses Douanes & Peages de la Meuse, ensemble ceux de ses autres Domaines, Tailles & Subsidies dependants du ressort desdites Villes & Places.

Et en cas que contre toute attente ledit tems vienne à expirer sans que ledit remboursement ait été fait, qu'alors les susdites Douanes, Domaines & autres



ANNO  
1668.

publicque Middelen ende Inkomsten onder 't ressort van de voorz. verpande Steeden ende Plaetsen valende, voor de jaerlickse voldoeninge der gestipuleerde Interessen, van 't geene den hooght-gemelden Koningh als dan noch in 't geheel sal wesen verschuldigh, als mede in verminderingh van 't selve Capitaal, voor soo veel de voorz. Inkomsten daer toe wijders sullen kunnen strecken, by Haer Hoogh Mog. selfs onder hare administratie genomen, ende ten sine voorz. effectivelijk bekéert sullen worden, mits daer van doende behoorlicke reeckeninghe, bewijs ende reliqua, op dat by faute van dien, die schuld niet onreynigh en excressere, en metter tydt onlosbaer worde.

XVII. Ende hebben wy ondergeschreven wederzijds Geauthoriseerden ende Gevolmaghtighden beloost, ghelijck wy belooven by desen, het jegenwoordighe Contract by de Heeren onse respectieve Commitmenten ende Principaelen te sullen doen ratificeren, te weren, door Haer Hoogh Mog. ende den gemelden Heer Marquis de *Castelrodriigo* in qualite voorz. binnen den tijd van *veertien* dagen; ende voorts by de hooght-gemelde Koninginne Regente in name van Sijn Majesteit binnen den tijd van drie maanden.

XVIII. Ende nademael Haer Hoogh Mog. al noch oprechtelick geintentioneert zyn, met ende nevens den Koningh van Groot Britannien alle doelicke Officiën aen te wenden, ten eynde den Koningh van *Vranckrijk* oock van sijne zyde in den continuatie van den geaccordeerden stilaent van Wapenen gelieven r'acorderen, ende vervolgens daer op de geprojecteerde Vreede, volgens d'acceptatie van 't eene Lir der bewuste Alternative by den Heer Marquis de *Castelrodriigo* albereyds gedaen, finalick te voltrecken: Soo is ghestipuleert, ende geprecautioneert, dat by soo verre den hooght-gedachten Koningh van *Vranckrijk*, soo als verhoopt wordt, by provisie mede in de voorz. prolongatie komt te consenteren, ende deselve oock effectivelick r'observeren, eer ende bevoorens hier op d'executie van 't fournissement van Penningen sal wesen ghevolgt, als dan den gemelden Heer Marquis de *Castelrodriigo* ende Haer Hoogh Mog. vry sal staen, de saecke voor eerst te laten in termen gelijck deselve jegenwoordigh is; ende in cas den Vreede daer op voor d'executie deses voltrocken wordt, dat als dan een yegelijck desen aengaende, sal wesen in sijn geheel.

Aldus gedaen ende geslooren in 's Graven-haghe den negenden April seshien hondert acht en seshigh.

(L.S.) <i>Gamarra.</i>	(L.S.) <i>W. Huygens.</i>
	(L.S.) <i>d'Asperen.</i>
	(L.S.) <i>Johan de Wit.</i>
	(L.S.) <i>Johan de Rede.</i>
	(L.S.) <i>E. v. Bootsma.</i>
	(L.S.) <i>Jan van Yffelmuyden.</i>
	(L.S.) <i>Gockinga.</i>

**B**Y dit *separaet Articul*, 't welck van de selve kracht sal zyn, als of 't meede ingelijft waere in 't Contract van Verpandinge tusschen ons ondergeschreven op heeden geslooten, is verklaert, gecaveert ende vast gestelt gelijck verklaert, gecaveert ende vast gestelt wordt by desen, dat de Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden niet verobligeert sullen zyn de Penningen, by 't selve Contract beloost, of eenigh gedeelte van dien te demanueren, ofte door N. N. te laten demanueren, voor en aler d'Heer Marquis de *Castelrodriigo*, Gouverneur en Capiteyn Generael der Spaense Nederlanden, het Contract by Gecommitteerden van den Koningh van *Vranckrijk*, met concert van de Heeren van *Beuningen* ende *Trevor*, extraordinaris Ambassadeur en extraordinaris Gedeputeerden van den Koningh van *Groot Brittaignen* ende van Haer Hoogh Mogende respectieve onlanghs op Papier ghebracht, of selfs sal hebben onderteekent, of andersints pouvoir gefonden aen de gemelde Heeren van *Beuningen* ende *Trevor*, om 't gemelte Tractact in sijnen name met Geauthoriseerden van den hooght-ghemelden Koningh van *Vranckrijk* te perfectioneren ende te sluyten.

Aldus

ANNO  
1668.

*tres Revenus publics dependants du ressort desdites Villes & Places données en gage, seront administrez par leurs Hautes Puissances, pour le payement des Interets stipulez & annuels de tout ce que ledit Roi restera encore redouable ensemble en deduction du Capital, au cas que lesdits Revenus puissent s'étendre jusques-là, & sera dressé un compte & reliqua, le tout afin que faute de payement la dette ne vienne point tellement à s'augmenter qu'avec le tems elle ne puisse plus être rachetable.*

XVII. Et avons nous Plenipotentiaires soubsignez promis, comme nous promettons par ces presentes, de les faire respectivement ratifier par nos Seigneurs Principaux, sçavoir par leurs Hautes Puissances, & par ledit Seigneur Marquis de *Castelrodriigo* en la qualite susdite dans le tems de quatorze jours, & en outre par la susdite Dame Reine Regente au nom de Sa Majeste dans le tems de trois mois.

XVIII. Et comme leurs Hautes Puissances, sont encore dans la sincere intention de faire avec le Roi de la Grand' Bretagne tout ce qu'ils pourront; afin que le Roi de France continue aussi de son côté d'accorder la suspension d'Armes dont on est convenu, & en consequence d'accomplir le projet de la Paix suivant l'acceptation d'un Membre d'alternative déjà faite par le Sieur Marquis de *Castelrodriigo*: Il est stipulé qu'au cas que le susdit Roi de France vienne à consentir aussi par provision à ladite prolongation; & qu'en effect elle soit observée avant que l'execution du fournissement des Deniers s'en ensuive; il sera alors libre au susdit Sieur Marquis de *Castelrodriigo* & à leurs Hautes Puissances, de laisser les choses dans l'état qu'elles sont à present. Et en cas que la Paix se fasse avant que ces presentes soient executées, chacun demeurera alors à cet égard en son entier.

Ainsi fait & conclu à la Haye le neuvième Avril mil six cens soixante huit. Signé.

(L.S.) <i>Gamarra.</i>	(L.S.) <i>W. Huygens.</i>
	(L.S.) <i>d'Asperen.</i>
	(L.S.) <i>Jean de Wit.</i>
	(L.S.) <i>Jean de Rede.</i>
	(L.S.) <i>E. v. Bootsma.</i>
	(L.S.) <i>Jean de Yffelmuyde.</i>
	(L.S.) <i>H. Gockinga.</i>

**P**Ar cet Article separé, lequel aura la même force que s'il étoit incorporé dans le Contract d'engagement signé & conclu cejourd'hui entre nous, il est déclaré & arrêté, comme il est déclaré & arrêté par ces presentes, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ne seront pas obligez de se desaisir des Deniers promis par le susdit Contract, ou d'en laisser desaisir N. N. qu'au préalable ledit Sieur Marquis de *Castelrodriigo* Gouverneur & Capitaine Général des Pais-Bas Espagnols n'ait signé lui-même le Contract couché depuis peu par écrit par les Deputez du Roi de France de concert avec les Sieurs & *Trevor*, Ambassadeur extraordinaire & Deputé extraordinaire du Roi de la Grand' Bretagne & de leurs Hautes Puissances; ou autrement qu'il n'ait envoyé pouvoir aux susdits Sieurs de *Beuningue* & *Trevor* de perfectionner & conclure le susdit Traicé en son nom avec les Plenipotentiaires du susdit Roi de France.

Ainsi

ANNO  
1668.

Aldus gedaen ende geflooten in 's Graven-haghe den negenden April seftien hondert acht en seftigh.

(L.S.) Gamarra	(L.S.) W. Huygens.
	(L.S.) d'Asperen.
	(L.S.) Johan de Wit.
	(L.S.) Johan de Rede.
	(L.S.) E. v. Bootsma.
	(L.S.) Jan van Yffelmuyden.
	(L.S.) Gockinga.

Ainsi fait &amp; conclu à la Haye le neuvième Avril mil six cens soixante huit. Signé.

ANNO  
1668.

(L.S.) Gamarra.	(L.S.) W. Huygens.
	(L.S.) d'Asperen.
	(L.S.) Jean de Wit.
	(L.S.) Jean de Rede.
	(L.S.) E. v. Bootsma.
	(L.S.) Jean de Yffelmuyde.
	(L.S.) H. Gockinga.

## XXXIV.

15. Avril.  
FRANCE,  
ANGLE-  
TERRE,  
ET PRO-  
VINCES-  
UNIES.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour procurer la Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne. Fait à S. Germain en Laye, le 15. Avril, 1668. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 703.]

LE Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas ayant envoyé à la fin du mois de Fevrier les Srsvan Beuningen & Trevor, respectivement leur Ambassadeur & Envoyé extraordinaires au Roi Tres-Chrétien, lui offrir d'employer leurs soins & leurs offices, pour le prompt rétablissement du repos publicq, par la conclusion d'un bon Accommodement, entre luy & le Roi Catholique, & ledit Roi Tres-Chrétien, ayant dès lors agreablement reçu les offres dudit Roi de la Grande Bretagne, & desdits Seigneurs Etats, declarat aux dits Seigneurs van Beuningen, & Trevor, qu'en consideration de leurs Maîtres, il persisteroit à se contenter encore de faire la Paix, sur le même fondement de l'une des deux Alternatives dont il s'étoit expliqué dès la fin de la Campagne, de l'Année passée, à sçavoir, ou de la Cession que les Espagnols lui feroient des Places, Forts & Postes, que ses Armes avoient occupées, pendant ladite Campagne, & de leurs Dependances, ou bien d'un équivalent consistant en la Cession de la Franche Comté (ou en sa place du Duché de Luxembourg) Cambrai & Cambresis, Doway, compris le Fort de Scarpe, Aire, St. Omer, Berg, Furne & Linck avec leurs Dependances; Il seroit depuis arrivé, que par les soins & offices dudit Roi de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Etats, le Marquis de Castelrodrigo, Gouverneur de Flandres, en vertu de son Plein-pouvoir de traiter la Paix, auroit accepté au nom dudit Roi Catholique, le premier Membre des deux Alternatives, ci-dessus dites, & déclaré d'être prest de signer, ou faire signer par ses Subdeleguez, un Traité de Paix, conforme au Project, qui luy auroit esté présenté par les Ministres du Roi de la Grande Bretagne, & desdits Seigneurs Etats, qui sont à Bruxelles, en suite de quoi lesdits Ambassadeur & Envoyé extraordinaires, voyant l'affaire si bien acheminée, auroient fait de vives instances à Sa Majesté Tres-Chrétienne de vouloir bien consentir à une suspension d'armes, jusqu'au dernier jour de May prochain, afin de donner un tems convenable pour achever ledit Traité, selon les formes accoutumées. Et Sadite Majesté ayant déclaré sur lesdites instances, que dans l'état present des affaires, elle ne pouvoit accorder, sans se faire des prejudices extremes, à moins que ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats lui donnassent toutes les seuretés, & qu'il jugeroit lui être nécessaires, pour l'insaisissable succès de la Paix auxdites conditions, & dans le tems susdit, & lesdits Ambassadeur & Envoyé extraordinaires, ayant là-dessus offert à Sa Majesté Tres-Chrétienne, que le Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Etats lui seroient Garants de parolles, qu'ils lui avoient portées de la part du Marquis de Castelrodrigo, sur l'acceptation du premier Membre de l'Alternative, & dit que par cette Garantie, qu'ils avoient Pouvoir de promettre, ils se trouvoient pleinement autorisés, & en état de donner à ladite Majesté Tres-Chrétienne toutes les satisfactions & seuretés requises, & qu'elle pouvoit desirer, de l'insaisissable

lité dudit succès. Le Roi Tres-Chrétien auroit là-dessus nommé & député le Sr. le Tellier, Conseiller en tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, le Seigneur de Lionne, aussi Conseiller en tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, Ministre & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, & le Sr. Colbert, Conseiller en tous ses Conseils, Contrôleur General de ses Finances, Tresorier de ses Ordres, & Surintendant de ses Bastiments, munis d'un Plein-pouvoir suffisant pour traiter avec lesdits Seigneurs van Beuningen, & Trevor, munis aussi d'un même Pouvoir, & convenir ensemble desdites seuretés, ainsi que des moyens plus feurs & plus prompts pour parvenir à la Paix. Et après plusieurs Conférences, que lesdits Plenipotentiaires ont eues ensemble, ils ont enfin accordé, établi, & arrêté les Articles, qui en suivent.

I. Le Traité de Paix entre la France & l'Espagne, sera fait conformément au Project susdit qui a esté presentement remis entre les mains desdits Seigneurs van Beuningen & Trevor, & la Ratification de l'Espagne sera envoyée à St. Germain en Laye, à Sa Majesté Tres-Chrétienne, dans le dernier jour de May prochain inclusivement, comme pareillement le Roi Tres-Chrétien fera remettre la Ratification dudit Traité, dans le même jour dernier May, entre les mains du Gouverneur de Flandres, & plutôt si faire se peut.

II. Le Roi Tres-Chrétien accorde de sa part une Cession de toute sorte d'entreprises & attaques sur les Places fortes des Espagnols, à condition du reciproque du costé de l'Espagne, & ce jusqu'au dernier jour de May inclusivement.

III. En cas que contre toute attente, l'Espagne manque à faire la Paix selon ledit Project, ou que la Ratification d'Espagne n'ait pas esté remise au Roy Tres-Chrétien dans ledit jour dernier May inclusivement; ledit Roy Tres-Chrétien n'estant pas plus alors tenu de faire la Paix aux Conditions des susdites Alternatives, Sa Majesté declare qu'elle se contentera de faire encore la Paix, pendant les mois de Juin & de Juillet, aux Conditions des deux nouvelles Alternatives suivantes, dont le choix sera laissé à l'Espagne, à sçavoir, la premiere à la Cession des Conquestes de la Campagne de l'Esté dernier, en y adjoustant par l'Espagne la Cession de la Franche Comté, & Cambrai, & Cambresis; la seconde, de la Cession de l'équivalent cy-dessus dit, en y adjoustant par l'Espagne la Cession du Luxembourg ou en sa place celle de Pisse & Tournay.

IV. Pependant dans le mesme cas, qui vient d'estre dit, que la Paix ne soit pas faite, & les Ratifications fournies dans le terme susdit par la faute de l'Espagne; Le Roy Tres-Chrétien attaquand alors, apres le terme de ladite suspension expirée, les Espagnols, pour tâcher de les necessiter à la Paix aux Conditions de l'une des deux nouvelles alternatives, le Roy de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats seront obligés de mettre en effect la promesse contenuë dans leur Garantie susmentionnée, & consequemment employeront incessamment toutes leurs Forces par Mer & par Terre, pour obliger l'Espagne à faire la Paix, aux Conditions, qui viennent d'estre dites.

V. En cas que la Paix n'ait pu estre encore faite, pendant lesdits mois de Juin & de Juillet, auxdites Conditions, par faute de l'Espagne, leurs Majestés, & lesdits Seigneurs Etats conviendront alors ensemble de nouveau, de ce qu'ils trouveront estre plus expedient pour terminer la Guerre.

VI. Mais afin que dans l'employ des armes de leurs dites Majestés, & desdits Etats, au cas susdit, on puisse éviter les inconveniens qui pourroyent naistre

ANNO 1668. par la concurrence des entreprises, dont chaque partie pourroit vouloir choisir les mesmes desseins, il a esté convenu que les Armes de Sa Majesté *Tres-Chrétienne* se contredront à agir du costé de deça des *Rivieres & Canaux*, qui passent par les Villes & Places, ou le long des Villes & Places suivantes, à sçavoir, *Argenteau, Malines, Rupelmonde, Dendremonde, Gand, Plasfendael & Ostende*, & n'attaqueront aucune desdites Villes ou Places, & que les Armes du Roy de la *Grande Bretagne*, & desdits Seigneurs *Estats*, se contredront à agir au de-là des mesmes *Rivieres & Canaux*, & n'attaqueront aucunes Villes, ou Places du costé de deça.

Tous lesquels Points & Articles cy-dessus énoncés, ont esté ainsi convenus, arrestés, & accordés, de part & d'autre, entre les Seigneurs le *Tellier*, de *Lionne* & *Colbert* au nom dudit Roy *Tres-Chrétien*, & lesdits Seigneurs *van Beuningen & Trevor* respectivement au nom du Roy de la *Grande Bretagne*, & de Messieurs les *Estats Generaux*, lesquels ont promis d'en fournir les Ratifications de leurs Majestés & desdits Seigneurs *Estats*, dans le dernier jour du present mois d'*Avril* inclusivement, & plutôt si faire se peut. En foy de quoy ils ont signé le present *Traité* de leur propre main, & à iceluy fait apposer les cachets de leurs Armes. Fait à *St. Germain en Laye* le 15. d'*Avril*, 1668.

Signé,

(L.S.) *Lé Tellier.*

(L.S.) *Van Beuningen.*

(L.S.) *De Lionne.*

(L.S.) *Trevor.*

(L.S.) *Colbert.*

XXXV.

2. Mai. *Traité de Paix entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE. Conclu à Aix-la-Chapelle le 2. jour de May 1668.* [FREDER. LEONARD. Tom. XIV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qu'on trouve aussi dans le *Theatrum Pacificis*, Tom. II. en Latin, en Allemand, & en François; dans les *Lettres & Memoires* du Comte d'*Estrades*, Tom. IV. pag. 351; dans le *Theatrum Europ.* Tom. X. pag. 762. en Allemand; & dans *GASTELIUS, de Statu publico Europæ Novissimo.* pag. 164. en Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par Nous à nostre cher & bien-ami Conseiller en nos Conseils d'*Etat* & *Privé*, Maître des Requestes ordinaire de nostre *Hostel*, & nostre Ambassadeur extraordinaire, le Sieur *Colbert*: Et par tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince le Roy Catholique des *Espagnes*, nostre tres-cher & tres-ami bon Frere, Beau-Frere & Cousin; & par tres-haute, tres-excellente, & tres-puissante Princesse la Reine Catholique des *Espagnes*, notre tres-cher & tres-aimée Sœur & Cousine, comme Tutrice, & Curatrice & Gouvernante des *Royaumes & Estats* dudit Roy nostre Frere, au Marquis de *Castelrodrigo*, Capitaine & Gouverneur General pour nostredit Frere aux *Pays-Bas*; & par ledit Marquis de *Castelrodrigo* au Baron de *Bergeik*, qu'il auroit subdelegué en son lieu & place pour traiter la Paix: Lesdits Sieurs *Colbert*, & Baron de *Bergeik*, ayant dans la Ville Imperiale d'*Aix-la-Chapelle*, le deuxième du present mois de *May*, conclu, arresté, & signé le *Traité* de Paix & de reconciliation, dont la teneur s'ensuit.

AU NOM DE DIEU LE CREATEUR: A tous presens & à venir soit notoire, Comme par l'autorité & les soins paternels de nostre *Tres-Saint Pere* le Pape *Clement neuvième* du nom, seant heureusement dans le *Saint Siege* pour le bon regime de nostre *Mere Sainte Eglise*, & par les continuelles exhortations & revives instances de sa *Beatitude*, tant par plusieurs & diverses Lettres écrites de sa main, qu'envois & Negotiations de son propre Neveu, aujourd'hui Cardinal *Rospigliosi*, & de ses Nonces extraordinaires, tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince *LOUIS* par la grace de Dieu, Roy *Tres-Chrétien* de France

TOM. VII. PART. I.

& de *Navarre*: Et tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince *CHARLES* second, par la grace de Dieu Roy Catholique des *Espagnes*: & tres-haute, tres-excellente, & tres-puissante Princesse *Marie Anne* d'*Austriche*, Reine Catholique des *Espagnes*, sa Mere, comme Tutrice, Curatrice, & Gouvernante de ses *Royaumes & Estats*, seroient convenus & tombez d'accord de choisir la Ville Imperiale d'*Aix-la-Chapelle*, pour y traiter de Paix, par l'entremise du Plenipotentiaire de sa sainteté; comme aussi des Ministres d'autres plusieurs Roys, Potentats, Electeurs, & Princes du *Saint Empire*, qui ont si loüablement employé leurs soins & leurs offices pour acheminer cette grande affaire. Et comme pour y parvenir ledit Sieur Roy *Tres-Chrétien* auroit donné son plein-Pouvoir au Sieur *Colbert*, Conseiller en tous ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son *Hostel*, & son Ambassadeur Extraordinaire, & ledit Sieur Roy Catholique auroit donné son plein-Pouvoir au Sieur Marquis de *Castelrodrigo*, Capitaine & Gouverneur General des *Pays-Bas*, lequel en vertu de sondit Pouvoir auroit subdelegué le Sieur Baron de *Bergeik*, Chevalier de l'Ordre de *Saint Jacques*, Conseiller au Conseil Suprême de *Flandres*, & de ses Conseils d'*Etat & Finances*, lesquels Sieurs *Colbert & Bergeik*, en vertu de leursdits Pouvoirs & subdelegation, reconnus de part & d'autre pour suffisans, ont accordé, établi & arresté les Articles qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Il est convenu & accordé, qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confederation, & perpetuelle Alliance & amitié entre les Roys *Tres-Chrétien & Catholique*, leurs Enfants nés & à naître, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers, leurs *Royaumes, Estats, Pays & Sujets*; qu'ils s'entre-aimeront comme bons Freres, procurant de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & reputation l'un de l'autre, & évitant de bonne foi tant qu'il leur sera possible le dommage l'un de l'autre.

II. En suite de cette bonne réunion, aussitôt que les Ratifications du present *Traité* auront esté échangées, la Paix entre lesdits Seigneurs Rois sera publiée, & dès l'instant de ladite Publication il y aura Cessation de toutes entreprises de Guerre, & de tous actes d'hostilité, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & generalement en tous Lieux que la Guerre se fait par les Armes de Leurs Majestez tant entre leurs Troupes & Armées, qu'entre les Garnisons de leurs Places: & que s'il étoit contrevenu à ladite Cessation par prise de Place, ou Places, soit par attaque, ou par surprise, ou par intelligence secrette, & même s'il se faisoit des Prisonniers, ou autres actes d'hostilité par quelque accident impreveu, ou de ceux qui ne se peuvent prevenir, contraires à ladite Cessation d'Armes, la contravention sera réparée de part & d'autre de bonne foi, sans longueur ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui auroit esté occupé, & delivrant les Prisonniers sans rançon, ni paiement de denfee.

III. En contemplation de la Paix, le Roy *Tres-Chrétien* retiendra, demeurera saisi, & jouira effectivement de toutes les Places, Ports & Postes, que ses Armes ont occupées ou fortifiées pendant la Campagne de l'année passée: A sçavoir, de la Forteresse de *Charleroy*, des Villes de *Binch*, & d'*Arthe*, des Places de *Doüay*, le Fort de *Scarpe* compris, *Tournay*, *Oudenarde*, *Lille*, *Armentieres*, *Courtray*, *Bergues & Furnes*, & toute l'étendue de leurs Bailliages, Châtellenies, Territoires, Gouvernances, Prevôtes, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées.

IV. Lesdits Lieux, Villes & Places de *Charleroy*, *Binch*, *Arthe*, *Doüay*, *Fort de Scarpe*, *Tournay*, *Oudenarde*, *Lille*, *Armentieres*, *Courtray*, *Bergues & Furnes*, leurs Bailliages, Châtellenies, Gouvernances, Prevôtes, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées, demureront par le present *Traité* de Paix audit Sieur Roy *Tres-Chrétien*, & à ses Successeurs & ayans cause, irrevocablement & à toujours; avec les memes Droits de Souveraineté, Propriété, Droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Préeminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices estans dans l'étendue desdits *Pais, Places, & Bailliages* cedez, de quelques Abbayes que lesdits

M

Prieu-

ANNO 1668.

ANNO  
1668.

Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres Droits qui ont ci-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne soient ici particulièrement énoncés; sans que Sa Majesté Tres-Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée par quelque voye que ce soit, de Droit ni de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ses Successeurs, ou aucun Prince de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, Propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & jouissance de tous lesdits Païs, Villes, Places, Châteaux, Terres, Seigneuries, Prevostez, Domaines, Châtellenies & Bailliages; ensemble de tous les Lieux & autres choses qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, quite, cede & transporte, comme son Plenipotentiaire en son nom par le present Traité de Paix irrevocable, a renoncé, quitte, cede & transporté perpétuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Prééminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices estans dans l'étendue desdits Païs, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & generalement sans rien retenir ni reserver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Païs, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Châtellenies & Bailliages; & sur tous les Lieux en dépendans, comme dir est, nonobstant toutes Loix, Coutumes, Statuts, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient esté confirmées par Serment, ausquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires, il est expressément derogé par le present Traité, pour l'effet desdites Renonciations & Cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpétuité toutes exceptions, sous quelque droit, titre, cause, ou pretexte qu'elles puissent être fondées. Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique, que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Païs, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit ci-dessus, soient & demeurent quittes & absous dès à present & pour toujours, des Foy, Hommage, Service, & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir fait, & à ses Predecesseurs Roys Catholiques, ensemble de toute l'obeissance, Sujerion & Vassalage, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; Voulant ledit Seigneur Roi Catholique que lesdits Foy, Hommage, & Serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ni prestez.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien aussi-tôt après la Publication de la Paix, retirera ses Troupes des Garnisons de toutes les Places, Villes, Châteaux, & Forts du Comté de Bourgogne vulgairement appellé la Franche Comté, & restituera réellement, effectivement & de bonne foy à Sa Majesté Catholique, toute ladite Comté de Bourgogne, sans y rien reserver ni retenir.

VI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien fera aussi restituer audit Seigneur Roi Catholique, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes ont ou pourroient avoir occupé jusques au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées, à la reserve des Places & Forts qui doivent demeurer par le present Traité à Sa Majesté Tres-Chrétienne, ainsi qu'il a esté ci-dessus dit. Comme pareillement Sa Majesté Catholique fera restituer à Sa Majesté Tres-Chrétienne, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes pourroient avoir occupé jusqu'au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées.

VII. Leurs Majestez consentent que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestez leurs promesses & obligations de garantie, de l'exécution de tout le contenu au present Traité.

VIII. Il a esté convenu, accordé & déclaré, qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, (à l'ex-

ception de ce qui regarde le Portugal, avec lequel ledit Seigneur Roi Catholique a depuis fait la Paix) qu'entant qu'il en aura esté autrement disposé en celui-ci par la Cession des Places susdites, sans que les Parties y aient acquis aucun nouveau Droit, ou puissent recevoir aucun prejudice sur leurs pretentions respectives, en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le present Traité.

IX. Et pour plus grande seurété de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlements du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris: Comme semblablement ledit Traité sera verifié, publié & enregistré tant au Grand Conseil, & autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Païs-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Arragon; le tout suivant & en la forme contenuë au Traité des Pyrenées de l'an 1659. dont seront baillées les expéditions de part & d'autre dans trois mois après la Publication du present Traité.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncés, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordés, passés & stipulés entre les susdits Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique, au nom de leurs Majestez: Lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, ont promis & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les Biens & Estats presens & à venir des Roys leurs Maistres, qu'ils feront par leurs Majestez inviolablement observer & accomplir, & de leur faire ratifier purement & simplement sans y rien ajoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres autentiques & scellées, où tout le present Traité sera inseré de mort à autre dans le dernier jour du mois de May prochain inclusivement: A sçavoir, Sa Majesté Tres-Chrestienne à Bruxelles, entre les mains du Gouverneur de Flandres; & Sa Majesté Catholique à S. Germain en Laye, entre les mains dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien, & plustost si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits noms, que lesdites Lettres de Ratification ayant esté fournies, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien le plustost qu'il se pourra, & en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Catholique deputer, jurera solennellement sur la Croix, Saints Evangiles, Canons de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, réellement & de bonne foy, tout le contenu aux Articles du present Traité. Et le semblable sera fait aussi le plustost qu'il sera possible par ledit Seigneur Roy Catholique, & la Reine Regente sa Mere, en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Tres-Chrestien deputer. En témoin desquelles choses, lesd. Plenipotentiaires ont souscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait dans la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, le deuxieme jour du mois de May de l'année 1668. Signé, CHARLES COLBERT.

Et au nom de sa Sainteté & desdits Electeurs & Princes du S. Empire; ont pareillement souscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes: Signé, AUGUSTIN FRANCIOTTI, Archevêque de Trevisonde, Plenipotentiaire de sa Sainteté. LE BARON DE SCHENEBORN, au nom de son Altesse Electorale de Mayence. FRANÇOIS EGON DE FURSTENBERG, au nom de son Altesse Electorale de Cologne. Et le CHEVALIER SEMISING, au nom de son Altesse de Munster.

NOUS, ayant le Traité susdit agreable en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacun nos Biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 26. jour de May l'an de grace 1668. & de nostre Regne le vingt-sixieme. Signé, LOUIS. Et plus bas. DE LIONNE.

ANNO  
1668.

ANNO  
1668.

XXXVI.

25. Avril. *Fœdus Triplex, sive Accessio Regis SUECIÆ ad illud, die 23. Januarii proxime præteriti inter Regem MAGNÆ BRITANNIÆ & Ordines Generales FœDERATI BELGII initum, de Pace promovenda inter Reges Galliarum & Hispaniarum; Adjectis certis Articulis de mutua Guarantia invicem suppeditanda, in casu quod, eorum amico proposito in sinistram partem accepto, Bellum cupiam ex iis fuerit motum. Actum Westmonasterii die 25. Aprilis 1668.*  
[AITZEMA, *Saaken van Staet en Oorlog.* Tom. VI. Boeck 48. pag. 909. in fol.]

Cum favente & annuente Divina gratiâ tum Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus *Carolus Secundus*, Magnæ Britannia, Francia & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Tum Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales *Fœderati Belgii* piis & ardentibus votis, laboribusque indefessis hæcenus incubuerint, ut similitates & dissidia inter Serenissimos *Gallarum & Hispaniarum* Reges orta, quæ nunc in funestum & acerrimum Bellum eruperunt, componerentur, & ab ipsis primordiis semina & radices mali serpentis præciderent & suffocarent, ne fortasse totus Christianus Orbis in partes & studia diversus abiret scindereturque incendiumque, longè latè que totam Europam pervagaret; Eaque de causâ memoratus Dominus Rex, Domini que Ordines per Deputatos suos & Mandatarios Hagæ Comitum die decimo tertio veteris, & vigesimo tertio Januarii novi stili, proximè præterito, in mutuum Pactum consenserint, & quidè conditionibus in hoc rerum statu toti Europæ procul dubio placituris, quod postmodum etiam solemnè Ratihabitione confirmarunt, quo complexi sunt rationes & mediâ, quibus alma Pax inter dissidentes Reges, cito tutoque promoveri & redintegrari possit: Cumque insuper supra memoratâ Partes amicè valdè in modum Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolus*, Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem ac Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandalia, Principem Rugiæ, Dominum Ingriciæ, & Wismariciæ, nec non Comitum Palatinum Rheni, Baviariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem, rogarint atque invitarint, ut tanquam Pars Principalis operam suam in eundem finem collocare, Tractatuique Pacto que prædicto etiam ipse subscribere dignaretur; Factum equidem est ut tunc temporis Illustrissimus atque Excellentissimus Dominus *Christophorus Delpbicus*, Burggravius, &c. Comes in Dhona, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Sclobitten, Borckersdorff, Stockenselt & Fisbach, Campi Marecallus & Consiliarius Bellicus ac Extraordinarius Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ Legatus; ut & Dominus *Heraldus Appelbomius* Hæreditarius de *Suderby*, Ejusdem Sueciæ Regiæ Majestatis Consiliarius Aulicus, atque Ablegatus Extraordinarius, dicto Tractatu Hagæ Comitum solemniter subscribere vix potuerint, priusquam jam dictus Dominus Legatus Extraordinarius Sueciæ in Angliâ, quâ versus iter suum destinabat, de paucis quibusdam rebus, ad prædictum negotium pertinentibus, cum summe dicto Magnæ Britannia Rege contulisset: Idem tamen Domini Ministri Sueciæ, quo de optima & sincera mente ac intentione Serenissimi Sueciæ Regis constaret, eodem tempore ac die, Instrumento ea de re confecto, subscribendo deesse noluerunt, vacuumque locum Clementissimo suo Regi ac Domino, in principali Tractatu relinqui haud agrè consenserunt: Cumque dictus Sueciæ Rex, medio tempore, quamvis huic Tractatui nec dum subscribere curavisset, nihilominus operam & officia sua, ubicunque hoc ex re communi fore creditum fuit, ad obtinendum sæpe memoratum finem, cum dicto Magnæ Britannia Rege & dictis Domini Ordinibus, pro virili, conferre non cessaverit, & per hoc non exiguum momentum ad eandem Pacem, cujus jam ex iis, quæ nunc accidere, multo major quam antea spes affulgere videtur, maturandam attulerit; tandem expedire judicatum fuit, ultimam manum huic operi imponere:

TOM. VII. PART. I.

ANNO  
1668.

Quapropter dicti Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britannia Regis Deputati ac Commissarii, Celsissimus ac Serenissimus Princeps, Dominus *Rupert*. Dei gratiâ Comes Palatinus ad Rhenum, Dux Baviariæ, Cumbriaeque, &c. præclari Ordinis Garterii Eques Sociusque; nec non Illust. & Excell. Domini, *Orlandus Bridgeman*, Eques Auratus & Baronettus, Magni Angliæ Sigilli Custos, *Johannes Baro Roberts de Truro*. Privati Sigilli supradicti Seren. Magnæ Britannia Regis Cultos, *Georgius Dux Buckinghamia*, *Georgius Albemaria*, Exercituum supramemorati Serenissimi Regis Magnæ Britannia, Dux & Capitaneus Generalis, nec non Equitum Præfectus; Uterque pariter dicti Præclari Ordinis Garterii Equites Sociique; *Henricus Baro Arlington*, & *Guilielmus Morice*, Eques auratus & Baronettus dicto Serenissimo Magnæ Britannia Regi Primarii Status Secretarii; ut & supra memoratus Dominus Legatus Sueciæ Extraordinarius, Dominus *Christophorus Delpbicus*, Burggravius & Comes in Dhona; Nec non Excellentissimi Domini, Dominus *Johannes Meereman*, Civitatis Leydenis Exconsul ac Ordinarius ad Convantum Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Deputatus, & Dominus *Johannes Boreel*, Civitatis Medioburgensis Exconsul atque Extraordinarius ad præfatum Convantum Deputatus, Ambo dictorum Dominorum Ordinum Legati Extraordinarii, vi Mandatorum suorum, quorum Apographa sub finem hujus Instrumenti de verbo ad verbum inserta sunt, sequentem in modum convenerunt & consenserunt.

Quod Serenissimus Sueciæ Rex, tanquam Pars Principalis in supradicto Tractatu ac Pacto adfiscetur & recipietur, quemadmodum, virtute præsentium, adfiscitur, qui proinde etiam ad omnia in eodem Tractatu contenta, nullâ re omnino exceptâ, sese astringit, perinde ac si sæpius memoratum Tractatum ab initio per Ablegatos suos concludi ac signari curasset, & sic dictus Tractatus, à primo momento, formam ac substantiam Pacti tripliciter conventi habuisset, qua etiam de causâ sæpe dictum Tractatum de verbo ad verbum hic inseri necesse judicatum est.

Serenissimus ac Potentissimus Princeps, ac Dominus, Dominus *Carolus*, ejus nominis secundus, Magnæ Britannia Rex, ac Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, reputantes atque apud animum expedientes summo cum dolore miserias calamitatesque Belli, quod nuper inter duas Coronas in finibus exaruit, quodque necessitate quadam ineluctabili maximam partem Principum atque Statuum Christiani Orbis iisdem involveret malis, serpente incendii istius flamma ad vicinos, nisi tempestivè, & in principio extinguatur, existimarunt se nullatenus functuros partibus officii munerisque sibi a Deo mandati, si post feliciter instauratam Amicitiam, sub auspiciis Divini Numinis, & reductam veterem necessitudinem inter Magnam Britanniam & Fœderatum Belgium, eodemque tempore stabilitam Pacem inter quatuor Potentes Status, qui cruenti istius Belli Partes fuerunt, animum non applicant sedulo, omnique industria, ad componenda dissidia quæ oborta sunt inter prædictas duas Coronas, præsertim ut memorati in finibus Belli flamma sopiatur. Proinde cum Serenissimus Magnæ Britannia Rex, & Celsi Præpotentesque Ordines Fœderati Belgii, post multum operæ infumptum, variasque obstationes, obtinuerint à Christianissimo Rege, ut professus sit dictis Ordinibus Generalibus se ex hoc tempore arma depositurum; dummodo Hispani parati sint illi ritè atque solemniter cedere per Tractatum Pacis omnia loca & munimenta ut & Castellanas cum annexis, quæ armis in expeditione præcedentis Anni occupavit, aut munivit, vel ut Hispani permoveantur in eum transcribere omne quod illis restat in Ducatu *Luxenburgico* (sive in Comitatu *Burgundia*) præterea *Cameracum* cum *Cameracesio Ducatum Arium*, *Fanum Sancti Audomari*, *Bergas Sancti Vinoci*, *Furnas*, & *Linkium*, cum Baillivatibus, Castellaniis, cæterisque, quæ inde pendent: Regemque Christianissimum, posteriori casu restitutum Regi Hispaniæ omnia Loca, Ditionesque, quæ Galli armis, ex quo Flandriam ingressi sunt, occupavere, ea Lege, ut Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales reciproè caveant, Regemque Christianissimum securum reddant, se effecturos apud Hispanos rationibus, aliisque momentis, ut in easdem consentiant Leges, arbitrati sunt se hac tempestate atque hoc rerum Articulo optimam navaturos operam, non modo utriusque præfatorum Regum, sed & aliis Principibus & Statibus vicinis, si conjunctim communicatis Consiliis, collatisque operis adhortentur, & quantum suarum virium est, permoveant

M 2

ANNO  
1668.

veant sepius dictas duas Coronas ad ineundam Pacem Legibus atque conditionibus supra memoratis; In quem finem factâ nobis, qui has Tabulas subscripsimus, potestate cum libera, ex præscripto Mandatorum nostrorum convenimus, de Articulis & Capitibus sequentibus.

I. Quod Rex Magnæ Britannia & Ordines Generales Fœderati Belgii conjunctim vel separatim, communicatis tamen omnino Consiliis, & secundum ea de quibus mutuo convenerit, omnem operam, omnemque industriam adhibebunt, apud Regem Christianissimum ut in optimâ legitimâque forma, solemni Tractatu spondeat & promittat Regi Magnæ Britannia & Fœderati Belgii Ordinibus Generalibus, se Pacis Fœdus facturum cum Rege Hispaniæ citra omnem quocunque sub prætextu, vel quacunque de causa, exceptionem vel dispensationem, si Hispaniæ Rex induci aut permoveri queat per Regem Magnæ Britannia & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Christianissimo aut Loca anno præterito in Belgica Armis occupata, aut aliud tantundem valens, per traditionem locorum superiorum memoratorum, aliorumve in compensationem, de quibus mutuo consensu Partes inter se convenire poterunt.

II. Ut Rex Christianissimus consentire velit in prorogationem vacationis armorum in Belgica ad finem mensis Maji, ut interea temporis Rex Magnæ Britannia & Fœderati Ordines sedulo omnique industria & diligentia operam dare possint apud Regem aut Reginam Hispaniæ, Ejusdemque Consiliarios, ut Legibus conditionibusque præfatis consensum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Christianissimus nullâ juxta ratione dictam Armistitii prorogationem recusare queat, Rex Magnæ Britannia Ordinesque Fœderati se eodem Tractatu obstringent, id se effecturos, ut reapse Gallia cedatur ab Hispanis omne quod Gallorum Armis anno præterito occupatum fuit aut aliud tantundem valens, de quo mutuo Partium consensu conveniet.

IV. Quod Rex Christianissimus inducetur aut permovebitur, ut prædicto promisso plenam adhibere fidem atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus arma in posterum quiescant in Belgica. Ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britannia, Fœderatique Ordines nequeant per exhortationes obsecrationesque permovere Hispanos ante finem mensis Maji proximi, ut consensum adhibeant conditionibus sepius memoratis & proinde ad media majoris efficaciam venire necesse sit, nihilominus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ sua arma non movebunt aut introductur, sed Rex Magnæ Britannia & Fœderati Ordines se obstringent, atque in se recipient id sese suppleturos quod necessum erit, ut Hispani reapse astringantur, uti Pacem Legibus supradictis accipiant, adeoque Regi Christianissimo integrum non erit ullos exercere adus hostiles, in dictis Regionibus, neque ullum occupare Oppidum, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex Magnæ Britannia & Fœderati Ordines cessent atque omittant efficere id quod jam dictum est.

V. Quod sancita inter duas Coronas Pace, ejus servanda sponsores vindicesque erunt in formâ amplissimâ & securissimâ, non modo Rex Magnæ Britannia & Fœderati Ordines, sed & Imperator, omnesque Reges & Principes vicini, qui existinabunt sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgicæ sua reddatur constetque tranquillitas; in quem finem definitur copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adversus alterutram Partium, quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat, ac Parti læsæ resarciat.

VI. Pacta hæc conventa, omniaque & singula in iis contenta a dicto Domino Rege Magnæ Britannia, dictisque D. D. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas, debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè sequentes, aut citius, si fieri poterit, confirmabuntur & rati habebuntur, mutuaque Rati habitationum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrahentur.

In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur, hisce Pactis subscripsimus, eaque Sigillis nostris subscripsimus, Hagæ Comitum in Hollandia die vigesimo tertio Januarii, anni millesimi sexcentissimi sexagesimi octavi.

(L. S.) Tengnagel de Gellicum.

(L. S.) D. Asperen.

(L. S.) Johan de Wit.

(L. S.) M. van Crommon.

(L. S.) Adolph van Vinckel.

(L. S.) Johan de Schrieck.

(L. S.) J. Ybrants.

ANNO  
1668.

II. Quo autem Pactum hoc tripliciter conventum solidioribus fundamentis niteretur, expresse conventum & sancitum est, ut inter Serenissimos & Potentissimos Magnæ Britannia ac Sveciæ Reges, Cælosque ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii firma ac sincera semper sit, maneatque Amicitia & Confœderatio, eaque ita serio ac sincerè colatur & continuetur, ut unaquæque Partium contrahentium alterius emolumenta, commoda, ac dignitates, ex animo bonaque fide promovere, quicquid verò ei contrarium est, quovis meliori modo avertere enixe studeat.

III. Quem in finem, & pro præstanda defensione suorum respective Regnorum, Provinciarum & Subditorum, & pro conservandis Dominiis, Juribus, Libertatibus, Immunitatibus, Commerciis, Pactis, & receptis consuetudinibus tam Terra quam Mari, firma quoque, & inviolabilia permanebunt antiquiora Fœdera, & Tractatus, quorum vi & efficacia dicti Reges ac Regina, dictique Ordines sibi invicem ante hac respectively adstricti & devincti sunt.

IV. Sicut etiam supra memoratæ Partes non modo obligatæ erunt omnem in id operam impendere ut Pax inter Vicinos belligerantes Reges quantocius concludatur inviolataque postmodum conservetur, verum etiam officia sua, quantum fieri poterit, adhibebunt, ut universâ Europa Pace, tot votis exoptatâ, longo tempore frui, & gaudere possit, & ut omnia quietè remaneant in eo statu, quo per solemnia Pacificationum Fœdera posita sunt, utque ea sincerè & bona fide colantur & observentur.

V. Si vero contigerit, ut amicis hinc Fœderatorum propositum in sinistram (quod Deus avertat) & inquam partem fuerit acceptum, atque intempestivâ forsitan vindictâ vel Bellum etiam ab aliquo modernorum belligerantium vel eo iisve, qui eorum partibus accesserint, aliisque Statibus cuipiam Fœderatorum propterea subnascatur, teneantur Fœderati sibi esse devinctissimi, ad sustinendam vim omnem, seque mutuo, & Regna Provinciasque & Ditiones, Juraque & Libertatem suam Mari & Terrâ acerrimè defendendum, nec ab hac mutui auxilii Fide & Guarantia communi, cuipiam liceat prius desistere, quam sese invicem à periculo vindicarent, mutuumque satisfactionis & securitatis eventum præstiterint.

VI. Pacta hæc Conventa, omniaque & singula iis contenta, à dictis Dominis Regibus Magnæ Britannia ac Sveciæ, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes Literas, Sigillo Magno munitas, debita & authentica forma intra tres menses proximè sequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur & rati habebuntur, mutuaque Rati habitationum Instrumenta intra prædictum tempus extrahentur.

#### Sequuntur Mandata Procuratoria.

CAROLUS secundus, Dei gratiâ Magnæ Britannia, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos præsentés Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem in Fœdere isto nupero inter nos, & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum pro efficaciori Pacis inter vicinos Reges mediatione die decimo tertio Veteris, & vigesimo tertio Januarii proximè elapsi Hagæ Comitum incendo. Illustrissimus & Excellentissimus Vir Christophorus Delphicus Comes de Dbona, à bono Fratris nostri Serenissimo Sveciæ Rege, Legatus Extraordinarius serio tam à nobis quam à dictis D. D. Ordinibus rogatus suam uti vellet operam in communem Orbis Christiani Pacem conferre, seque Confœderationi, isti adjungere nomine Domini sui Regis Serenissimi quem imprimis ex Europæ Principibus, tum ob alia illa singularia inter nos Amicitia Fœderumque vincula in tam pio opere socium nobis exoptabamus, per solemne quoddam Instrumentum manu sua eodem die subscriptum nomine & ex parte dicti Domini sui Sveciæ Regis Serenissimi, se jam ad id promptum paratumque solemniter

ANNO  
1668.

niter declaraverit pollicitus insuper spondensque quam primum Londini esset, quo tanquam Legatus Extraordinarius supra memorati boni Fratris nostri statim erat profecturus, velle se declarationem istam suam, concurrentibus una dictorum D. D. *Ordinum Generalium* Legatis, Commissariisque pariter à nobis sufficienti Potestate ad id muniendis effectam absolutamque dare, cumque ex quo huc advenerit, declarationi suæ priori intentus, se, Regis sui nomine, in dicti Fœderis partem Principalem obtulerit, certis sub Legibus & conditionibus prius definiendis: In quem finem cum necesse sit ut aliqui constituantur, qui tanquam Commissarii nostri super hæc re cum suprascripto Comite de *Dhona*, nec non cum Legatis Extraordinariis dictorum D. D. *Ordinum Generalium* ex parte nostra transigant & concludant; sciatis igitur, quod nos de prudentia, fide & integritate præcharissimi nostri Cognati Domini *Rupertii Principis Palatini* ad Rhenum, nec non prædilectorum & Fidelium nostrorum *Orlandi Bridgeman*, Equitis aurati & *Baronnetti Magni* nostri Angliæ Sigilli Custodis, *Johannis Baronis Roberts* de *Truro* privati nostri Sigilli Custodis, Præcharissimorum consanguineorum nostrorum *Georgii Ducis Buckinghamiæ*, *Georgii Ducis Albe-marle* Exercituum nostrorum Ducis & Capitanei Generalis, nec non Equitum Præfecti, utrique pariter Ordinis nostri Garterii dicti Equites Sociique; nec non Prædilectorum & fidelium nostrorum *Henrici Baronis Arlington*, & *Guillelmi Morice*, Equitis aurati, Primariorum nostrorum Status Secretariorum plurimum confisi, eosdem (à sanctiori nostro Consilio omnes) constituimus, facimus, & ordinavimus, & per præsentem manu nostrâ Regiâ signatos constituimus, facimus, & ordinamus nostros veros, certos & indubitatos Deputatos Commissarios & Procuratores, dantes & concedentes eis, vel quibusvis eorum sex, quinque, quatuor, vel tribus plenam Potestatem auctoritatemque pro nobis & nostro nomine, una cum Excellentissimis Viris Domino *Johanne Meerman* & Domino *Johanne Boreel*, dictorum D. D. *Ordinum Generalium* Legatis Extraordinariis prædictum Illustrissimum & Excellentissimum, Virum Dominum *Christophorum Delphicum* Comitem de *Dhona*, præfati Serenissimi *Sueciæ* Regis Legatum Extraordinarium conveniendi, & cum eodem de & super conditionibus, quibus præfatus Serenissimus *Sueciæ* Rex dictæ Confœderationi inter nos dictosque D. D. Ordines Generales, uti dictum est, initæ, se tanquam Partem principalem societ & adjungat, communicandi, tractandi & concludendi, nec non super ea quæ concluduntur Instrumenta, quibus expediet modo & forma, faciendi signandique, reliquaque omnia & singula præstandi quæ hac in re factu erunt necessaria, spondentes & in verbo Regio nostro promittentes, nos quæcumque à dictis nostris Commissariis vi præsentium concludi contigerint, rata ea omnia, grata, & accepta, ea qua convenerit Forma & solemnitate, habituros. In quorum fidem & testimonium has Literas nostras manu nostra Regiâ signatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur apud *Palatium* nostrum Westmonasteriense, *Aprilis die secundo* Anni *Æræ Christianæ millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo*, Regni nostri vigesimo.

CAROLUS REX.

**N**OS CAROLUS, Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalarumque Rex, & Princeps Hæreditarius Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia, Princeps Rugiæ, Dominus Ingridiæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Baviariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodocumque interesse poterit. Quandoquidem Orbi Christiano eæ imminere videntur turbæ, præsertim in occasione motuum, qui in Belgio *Hispanico* non ita pridem suborti sunt, ut summo discrimine publica tranquillitas absque dubio omni verferetur, nisi maturis curis ac studiis eidem tempestive prospicere fuerit; nos insuper ad animum expendimus, quanto publicæ ac Christianæ rei bono ac commodo semper fuit, quæ nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Fratrem, Consanguineum, Amicum & Fœderatum nostrum Charissimum Dominum *Carolum*, ejus nominis *secundum* eadem gratia *Magnæ Britanniæ*, Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defensorem, jamdiu sincera ac fida Amicitia viget, idcirco

cum vel hoc tempore ad conservandam periclitantem communem salutem publicamque quietem & incolumitatem mutuam tuendam maxime pertinere videatur, si pro bono publico ac communi securitatis stabilimento, intimiori Confœderationis nexu, curæ ac consilia hinc inde mutæ jungantur, nobis etiam cum alias, tum Documento ut recenti, tam glorioso ac percelebri latis superque constet, quantopere altermemorato Serenissimo Regi publica salus ac tranquillitas curæ cordique sit; Propterea in mandatis dedimus ac commissimus, sicuti & vigore harum in mandatis damus & committimus Nostro Legato Extraordinario Campi Marefchallo & Consiliario-Bellico, Illustri nobis sincerè fideli Domino *Christophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dhona* Hæreditario Domino in *Carwinden*, *Schlowitten*, *Burgsdorf*, *Stockenfelts* & *Fisbach*, eique plenam & sufficientem Potestatem tribuimus, ut cum iis illo, quos quævis Serenissimus ac Potentissimus Rex *Magnæ Britanniæ* ad id itidem legitimis ac sufficientibus mandatis instructos aut instructum constituerit, congregiatur, tractet, agat, statuat ac concludat, super iis modis ac conditionibus, quibus interiorum Confœderationis nexum sanciri, publicæ quietis ac tranquillitatis conservationem obtineri, adeoque mutuam securitatem ac incolumitatem stabiliri, præsentem denique motus componi, sicuti ac sopiri posse, visum fuerit. Quicquid autem dictus noster Legatus Extraordinarius ad hunc scopum spectans tractaverit, statuerit ac concluderit, id nos omni meliori modo ratum gratumque habituros harum vigore, Regiâ ac inviolabili fide promittimus. In quorum fidem & majus robur hasce Sigillo nostro Regio & honorarissimæ & charissimæ Matris nostræ, nec non cæterorum nostrorum Tutorum, Regni que nostri Administratorum manibus subscriptas, communiti jussimus. Dedimus in Arce nostra *Holwerf*, die *decimo nono* Octobris Anni *millesimi sexcentissimi sexagesimi octavi*.

HEDEWIG ELEONORA. (L.S.)

*Petrus Brabe Comes in Westphalia* *Lorens de Lind loco R. S. Marsch.*  
*Gustaff Otto Steenbeck, R. S. Archiballastus.* *Magnus Gabriel de la Gardie, R. S. Cancellarius.*  
*Gustavus Banier, loco R. S. Thesaurarii.*

**N**OS CAROLUS, Dei gratia Suecorum, Gothorum Vandalarumque Rex, & Princeps Hæreditarius, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia, Princeps Rugiæ, Dominus Ingridiæ & Wismariæ nec non Comes Palatinus Rheni, Baviariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodocumque interesse poterit. Quandoquidem enati in Belgio Hispanico armorum motus toti Orbi Christiano magnas turbas cum publicæ securitatis eversione haud obscure minantur, nobis vero nihil curæ magis cordique sit, quam ut communi tranquillitati suus constet vigor illæsus omnino ac incensus, inque eum finem quæ à subortis motibus Christianæ rei metuenda discrimina videntur, tempestive avertantur, idcirco cum Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii suam quoque testati sunt propensionem & promittitudinem prospiciendi in tempore communi quieti bonoque publico omnibus curis ac modis consulendi; nos Legato Extraordinario Campi Marefchallo, Consiliario Bellico, Illustri nobis sincere fideli Domino *Christophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dhona*, Hæreditario Domino in *Carwinden*, *Schlobitten*, *Bockersdorf*, *Stockenfelts*, & *Fisbach*, ut & Abligato nostro Extraordinario & Consiliario Aulico generoso & Nobili nobis sincere fideli *Heraldo Appelboom* Hæreditario de *Saderby* Mandatum ac plenam Potestatem eis damus, & concedimus, ut cum illis, quos Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales uniti Belgii sufficienti itidem ac legitimo Mandato ad id instructos denominaverint, Consilia, ac rationes, quæ ad componendos, sistendos ac sopiendos dictos præsentis Belli motus, adeoque ad publicæ tranquillitatis securitatisque illibatam conservationem spectare poterint, in commune conferant superque iis communicent, tractent, agant & concludant; Promittentes bonâ fide & Regio verbo nos omnia & singula quæ ad dictum scopum pertinentia nostro nomine communica-

ANNO  
1668.

ANNO  
1668.

verint, tractaverint, egerint, & concluderint, grata & rata habituros, ac re ipsa impleturos: In quorum fidem majorem has Sigillo nostro Regio, & honoratissimæ ac Charissimæ Matris nostræ, nec non cæterorum nostrorum Tutorum, Regniq[ue] nostri Administratorum manibus subscriptas, communire jussimus. Deditur in Arce nostra Holmenfi die secundo Octobris Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

HEDEWIG ELEONORA. (L. S.)

*Petrus Brabe Comes in Wis-* *Lorens de Lind loco R. S.*  
*siagsborgh R. S. Drotzetus.* *Marsch.*

*Gustaff Otto Steerbock, R. Sten. Bielke loco Cancellarii*  
*S. Archiballastus.* *Regni.*

*Gustaf. C. Banier, loco R. S.*  
*Thefsararii.*

**L**es Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Toute la Cnresienté est tesmoin du zele, avec lequel nous nous appliquons à esteindre le feu qui s'est allumé dans les Provinces voisines, & de la peine que nous avons prise & prenons encore tous les jours à y faire aussi accourir d'autres Roys, Princes & Estats, qui pour n'en estre si voisins ne laissent pas d'y estre aussi notablement interessez; Entre les preuves que nous en avons données, est l'Ambassade Extraordinaire, qui est presentement de la part de cet Estat, auprès de la *Grande Bretagne*, principalement pour y mettre la dernière main à cette grande œuvre; Et d'autant qu'elle ne se peut pas seurement achever, que l'on ne fasse entrer dans les mesmes sentimens plusieurs autres Roys & Potentats, & voulant profiter de l'inclination que le Roy de *Suede* Nous a fait tesmoigner avoir à cela, par son Ambassadeur Extraordinaire, qui a negocié quelque tems icy, & qui se trouve presentement à *Londres*; Nous avons jugé devoir ordonner à nos Ambassadeurs de menager cette occasion: Et afin de le pouvoir faire avec succès, Nous avons pour ces Causes, & autres à ce nous mouvantes, donné & donnons par ces Presentes, plein-Pouvoir, Autorité, Commission & Mandement special aux Sieurs *Jean Meerman* Conseiller & Bourguemaistre de la Ville de *Leyde*, & *Jean Boreel* Bourguemaistre de la Ville de *Middelbourg*, Deputez en nostre Assemblée de la part des Provinces d'*Hollande* & *West-Frise*, & *Zelande*, (dont nostre dite Ambassade est composée:) Pour de nostre part & de nostre Nom, faire & conclure avec les Sieurs Commissaires & Ambassadeurs Extraordinaires des Rois de la *Grande Bretagne* & de *Suede*, respectivement un Acte de Triple Convention, pour l'avancement & la perfection de l'Accommodement entre les deux Rois de *France* & d'*Espagne*; Pour cet effect de conferer, comme aussi de convenir, promettre, résoudre, conclure & arrester avec eux ensemblement ou separement, tout ce qui sera jugé nécessaire pour cela; mesmes d'en conclure & signer un ou plusieurs Traitez, faire & passer tous les Instrumens, Actes & Promesses nécessaires en bonne & due forme; & faire comme si nous y estions presens, quand mesme pour cela il seroit besoin de Mandement plus special: Promettant sincerement & de bonne foy, avoir agreable & tenir ferme & stable tout ce que lesdits Ambassadeurs Extraordinaires promettroient, accorderont, agiront, conviendront, & signeront, en ladite qualité pour ce que dessus; pour l'observer, accomplir & executer inviolablement, & de n'aller jamais au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere que ce puisse estre; mais d'en faire expedier nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique que faire se pourra, & quand il sera besoin. Donné à la *Haye* en nostre Assemblée, sous nostre grand Sceau, sous le Paraphe du President, & signature de nostre Greffier, le vingtiesme jour de *May* mil six cens soixante huit.

Signé,

A. TENGNAGEL DE GELICUM.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux, & contre-signé,

N. RUYSCH.

**I**N quorum omnium fidem majusque robor, Nos Domini Deputati & Commissarii S. R. Majestatis

*Magne Britannia* ut & Dominus Legatus Extraordinarius Sacræ Regiæ Majestatis *Sueciæ*, nec non Domini Legati Extraordinarii Celsorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum, huic Instrumento subscripsimus illudque Sigillis nostris signavimus.

Actum *Westmonasterii* in Palatio Regio die vigesimo quinto, Aprilis stilo veteri, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

Signatum erat,

*Ruperz.* (L. S.)  
*Orl. Bridgeman.* (L. S.)  
*Buckingham.* (L. S.)  
*Arlington.* (L. S.)  
*Albemarle.* (L. S.)  
*J. Meerman.* (L. S.)  
*Job. Boreel.* (L. S.)

*Accessio Regis SUECIÆ ad Articulos separatos, die 23. Januarii proxime præteriti conclusos, de medijs ad Pacem conciliandam inter Reges Galliarum & Hispaniarum efficacioribus adhibendis.*  
Actum *Westmonasterii* die 25. Aprilis 1668.  
[Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

**C**um die 13. Januarii proxime præteriti ex Mandatis Serenissimi Magnæ Britannia Regis & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum Tractatus quidam Hagæ Comitum initus sit atque conclusus, super medijs quæ ex re omnium quam maxime utilia & commoda visa fuere ad Pacem inter duos jam belligerantes Galliarum & Hispaniarum Reges conciliandam, eodemque tempore super separatis aliquibus Articulis dictum Tractatum concernentibus conventum & transcriptum fuerit, prætereque Serenissimo Sueciæ Regi placuerit ad requisitionem & imitationem tam dicti Regis Magnæ Britannia, quam Dominorum Ordinum dicto Tractatu ut Partem Principalem semet ad jungere, sicut in hodierno quodam principali Tractatu, & præcipue in primo ejus Articulo latius declaratum est, non tantum Tractatus iste exhibere vim & naturam Pacti tripliciter conventi consecutus est, sed & cum dicti Separati Articuli pars sint essentialis, & integralis dicti Tractatus Hagæ Comitum initus, & conventum est inter Dominum Extraordinarium, Serenissimi Regis Sueciæ Legatum, Dominos Commissarios Serenissimi Regis Magnæ Britannia, ut & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Provinciarum Legatos Extraordinarios, in dicto principali hodierno Tractatu nominatos vi Mandatorum, etiam ibidem expressorum quæ hic pro specialiter insertis habentur, ut Articuli isti Separati dicti Tractatus Hagæ Comitum etiam pro insertis in dicto hodierno principali Tractatu habeantur, ejusdemque obligationis sint ac efficaciarum respectu dictorum Dominorum Regum & Dominorum Ordinum, ac si de verbo ad verbum in eo inserti & expressi fuissent, sicut hic infra inferuntur.

*Articuli Separati.*

**Q**ui ejusdem erunt virtutis atque autoritatis, ac si inserti forent Tractatu hodierno die intra Regem Magnæ Britannia & Ordines Generales Fœderati Belgii concluso.

I. Si in procuranda Pace inter Galliam & Hispaniam se offerat aliqua difficultas super Puncto Renuntiationis, ea ineunda est ratio, ut vel nulla ejus in Pactis fiat mentio, vel ut ejusmodi verbis concipiatur formula, ut neutri duarum Coronarum quoad prædictam Renuntiationem eo quicquam accedat aut etiam inde creetur aliquod Juris detrimendum; quod si vero Rex Hispaniarum, vel etiam Rex Christianissimus in id consentire nolint, adversus recusantem Rex Magnæ Britannia & Fœderati Ordines procedent ut conventum est Articulo III. & IV. dicti Tractatus & ultimo horum Articulorum respective, ea tamen conditione, ut in casu recusatationis Regis Hispania Rex Christianissimus se reciproce obstringat quemadmodum dicto Articulo IV. se nullatenus arma moturum in Belgica.

II. Quod



ANNO  
1668.

II. Quod Rex Magnæ Britannia & Ordines Generales Fœderati Belgii, ut prolixius ab omni parte satisficiat, se obligabunt omnem sedulo operam duros ut Pax inter Reges Hispaniæ & Lusitanæ eodem tempore sanciri possit, ea tamen Lege, ut vicissim Gallia se obstringat, si tam cito non possit id negotium perducere ad exitum, uti Pax inter se & Hispaniam nihilominus inæatur, hoc excepto, ut liberum sit Regi Christianissimo suppetias ferre Regi Lusitanæ Fœderato suo eique auxilio esse, sive inferendo arma sua ut aliunde detrahat hostem, sive alio quocumque modo quem sibi commodissimum atque maxime ex usu fore existimabit; & si Hispani adduci poterunt ut consentiant in Pacem sub dicta conditione, atque ea proinde concludatur, Rex Christianissimus tenebitur a Belgica omnino abstinere, ut pacata & neutrarum Partium rebus implicata, neque ei jus fasque erit quidquam adversus eam moliri, neque palam virtute Bellica, neque clandestinis artibus, ut neque petere ullam satisfactionem sub obtentu impensarum, erogationumque quæ in Bello Lusitanico erunt faciendæ, tam ob delectum Militum quam alia Belli onera; Quod si contingat manente dicto Bello, per auxiliares Regis Christianissimi Copias occupari loca quædam in Hispania Italiave, Rex Christianissimus simulatque Pax cum Lusitania facta fuerit, eadem restituet Hispaniæ, sed si præter & contra expectationem Hispania recuset Pacem cum Rege Lusitanæ, ut & cum Rege Christianissimo, ea cum exceptione ut Fœderato suo liberum sit ei auxiliari, quemadmodum jam dictum est, hoc inopinato casu, Rex Magnæ Britannia & Fœderati Ordines tenebuntur reapse id efficere, ut Hispani omni modo in id consentiant, ita tamen ut reciprocè Rex Christianissimus se obstringat, quemadmodum casu primo, quod non sit moturus arma in Belgica.

III. Si præter omnem expectationem Rex Christianissimus inducat in animum, ut promittere nolit quod Tractatum Pacis signaturus sit, simulatque Hispani cesuri sint omnia loca ab eo occupata in novissimâ expeditione, vel aliud tantundem valens, de quo mutuo consensu conveniet, aut promissorum fidem non impleat, aut detrectet respuatve Cauriones & præmunimenta in dicto Tractatu expressa quæ necessaria sunt, ut obviam eatur metui iustissime concepto, ne Rex Christianissimus arma sua victricia in sæpius memorata Belgica ulterius proferat, quod omnibus istis casibus, ut & si per alia subterfugia aut obliquas artes conetur Pacis conclusionem impedire aut eludere, Anglia Fœderatumque Belgium tenebuntur accedere partibus Regis Hispaniæ omnibusque & junctis viribus Terra Marique adversus Galliam Bellum gerere, ut compellatur non in Leges dumtaxat sæpius memoratas Pacem facere, sed si arma in eum finem sumpta Deum habeant faventem & propitium atque de communi consensu id expedire visum fuerit, etiam Bellum continuare, donec res in eum statum fuerint restitutæ, quo fuerunt tempore Fœderis in collimitio Regnorum in Montibus Pyreneis sanciti.

IV. Articuli hi separati omniaque & singula iis contenta a dicto Domino Rege Magnæ Britannia dictisque D. D. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munita debita & authentica forma intra quatuor septimanas proxime sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitum in Hollandia die 23. Januarii anno 1668.

- (L. S.) *Tengnagel de Gellicum.*
- (L. S.) *B. D'Asperen.*
- (L. S.) *Johan de Witt.*
- (L. S.) *M. V. Cromom.*
- (L. S.) *A. V. Unckel.*
- (L. S.) *S. V. Cœverden.*
- (L. S.) *Isbrants.*

Instrumentum hoc separatum omniaque & singula in eo contenta, a dictis Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum per patentes Literas Sigillo Magno munita debita & authentica forma intra tres-menses proxime sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robor, Nos Dominus Legatus Extraordinarius Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, ut & Domini Deputati & Commissarii Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannia,

nec non Domini Legati Extraordinarii Celsorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum huic separato Instrumento subscripsimus, illudque Sigillis nostris signavimus. Actum Westmonasterii in Palatio Regio die vigesimo quinto Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

*Christophorus Delphicus B.*  
*ac Co. in Dhona.*  
(L. S.)

*Meerman.*  
(L. S.)  
*Joh. Boreel.*  
(L. S.)

*Conventio ad interim facta inter Reges SUECIÆ & MAGNÆ BRITANNIÆ, Ordinesque Generales Fœderatarum Provinciarum, Legato Hispanico consentiente, de Subsidio Regi Sueciæ solvendo, ut pari passu cum Rege Britannico & Ordinibus Generalibus in Negotio Pacificationis procedere, atque Guarantiam conventam præbere possit. Actum Westmonasterii 25. Aprilis anno 1668. [AITZEMA, Saken van Staet en Oorlog. Tom. VI. Boeck 48. pag. 920. in fol.]*

Quoniam juxta tenorem Instrumenti die 13. Januarii proxime præterito Hagæ-Comitis subscripsi ab Illustrissimo Dom. D. Christophoro Delphico Comite de Dhona Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ Legato Extraordinario, hic in Anglia per aliquot tempus jam allaboratum fuit ad conveniendum super subsidiariæ pecuniæ summa Coronæ Sueciæ exsolvenda; Ut dicta Corona Sueciæ pari passu cum Serenissimo Magnæ Britannia Rege Dominisque Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii in Pacificationis Negotio, quod inter duas Gallia & Hispania Coronas tractatur, & in quo, non obstante, quod super Negotio subsidiario nec dum tractatum sit, dicta Corona Sueciæ in fine adjumentum contulit, procedere possit, tumque dictus Dominus Legatus Extraordinarius Suecicus semper iussit, ut dicta promissio directe ab Anglia & Fœderato Belgio dictæ Coronæ Sueciæ fieret, nec unquam dictus Dominus Legatus persuaderi potuerit, ut à Corona Hispanica pecunia subsidiaria directe stipularetur, libertate tamen salva Angliæ & Fœderato Belgio sibi per stipulationem indemnitate, aliosque afferentis modos à Corona Hispanica eodem tempore plenissime prospiciendi, sine qua indemnitate promissione nec Anglia, nec Fœderatum Belgium ad dictam pecuniam promittendam etiam induci potuere.

Nec tamen propter aliquas difficultates usque adhuc negotium illud ad ultimum suum & optatum finem perducere, sed solummodo quantitatis subsidiariæ pecuniæ cum consensu Domini Legati Hispanici in Anglia commorantis exprimi & determinari potuerit, nempe ut Coronæ Sueciæ, pro tempore, quo per aliquot jam elapsos menses Copias suas militares in Germania, boni & Pacis publicæ causâ, detinuit, exsolverentur trecenta millia thalerorum Imperialium in specie, vulgo de Banca, & initio cujusvis trimestris spatii centum & octuaginta millia dictorum thalerorum pro toto subsequenti trimestri, usque quoad Pax inter Coronas Gallia & Hispania sancita & ratihabita foret, computando initio primi trimestris à primo die mensis Maji, stilo novo, ita ut ab illo primo die Maji totum tempus primi trimestris jam cessasse, terminusque solutionis pro integro illo trimestri jam advenisse reputaretur, quod & in subsequendis observandum esset spatiis, nimirum ut quantumvis statim post initium novi cujusque trimestris, Pax per subscriptionem Tractatus & Ratihabitionum commutationem certa stabilitate reddatur, tamen pro omni isto spatio summa jam nominata esset solvenda; Et tamen ex re communi, gravissimas ob rationes, visum fuerit subscriptionem Triplicis Fœderis non ulterius differre, iustum & æquum etiam judicatum fuit, ut infra scripti Domini Deputati ac Commissarii Serenissimi Magnæ Britannia Regis Legatique extraordinarii Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii sese obligarent, sicut vigore hujus Instrumenti se efficacissime obligant, omne studium operamque, quæ ullo modo excogitari possit, ex nunc à dicto Magnæ Britannia Rege, dictisque Dominis Ordinibus apud Coronam Hispanicam adhibuitur, ut negotium illud pecuniæ subsidiariæ, quod pro tempore

ANNO  
1668.

ANNO  
1668.

pore præterito, uti dictum est, est trecentorum millium thalerorum, & pro quovis trimestri spatio usque quoad Pax sancita & ratihabita erit, centum & octuaginta millium thalerorum: quod tamen, si Pax ante exitum mensis Julii signetur, & ratihabeatur, non pertinet ad majorem summam quam ad quarto centesimo octogesimo thalerorum Imperialium millia, quæ modica solummodo portio est earum impensarum quam ad procurandam Pacem dictus Magnæ Britannia Rex, dictique Domini Ordines de suo tam liberaliter impenderunt, eo modo dictæ Coronæ Hispaniæ cordi sit, sicque in ea re dicta Corona Hispanica prospiciat, ut dictus Magnæ Britannia Rex dictique Domini Ordines primo quoque tempore & quidem pro ultimo dilationis termino intra octiduum, postquam Serenissimi Regis Sueciæ Ratihabitionum Instrumenta advenisse, & ad extradendum parata esse, significatum fuerit, dictæ Coronæ Sueciæ plenariè, absque tamen ullo dicti Magnæ Britannia Regis Dominorumque Ordinum onere aut dispendio, dictam summam pecuniariam Hamburgi exsolvere queant; Et si hoc contra omnem expectationem intra præfixum tempus à Corona Hispanica impetrari non possit, nulla se tunc & in posterum ulteriora amicorum officia ulterioremve opem aut assurationem in favorem aut utilitatem dictæ Coronæ Hispaniæ in Negotio, quod Hispaniæ cum Gallia intercedit, promissuros aut ullo modo præstituros, neque quieturos in hoc zelo suo, quoad sæpius memoratæ Coronæ Sueciæ plenaria satisfactio uti supra dictum est, facta fuerit.

Promissio hæc eodem modo ac tempore, æquè ac ipsum triplex Fœdus à dicto Magnæ Britannia Rege dictisque Dominis Ordinibus ratihabebitur & confirmabitur.

In quorum omnium fidem majusque robur, nos infrascripti Deputati ac Commissarii, ut & Legati extraordinarii huic Instrumento manibus nostris subscripsimus illudque Sigillis nostris confirmavimus. Actum Westmonasterii in Palatio Regio die *vigesimo quinto* Aprilis, Anno *millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo*.

Signatum erat,

(L. S.) *Rupers.*  
(L. S.) *Orl. Bridgeman.*  
(L. S.) *Buckingham.*  
(L. S.) *Arlington.*  
(L. S.) *Albemarle.*  
(L. S.) *J. Meerman.*  
(L. S.) *Job. Boreel.*

## XXXVII.

6. Mai. (1) *Traçtatus Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM & Sacram Regiam Majestatem Sueciæ CAROLUM XI. pro mutua Provinciarum & Ditionum utriusque Partis in Imperio Romano sitarum defensione ad Quinquennium initi, in Arce Holmiensi die 6. Maii S. V. Anno 1668. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa-Majesté Impériale.]*

Notum sit universis & singulis, quorum interest ut quomodolibet interesse poterit, quod cum inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Leopoldum, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia & Sclavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantia, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Lucemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitum Habsburgi, Tyrolis, Ferreris, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alsatia, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naois & Salinarum ex una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum, Dominum, Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Principem Hæreditarium, Magnum Principem Fiulan-

(1) Ce même Traité se trouve dans ma petite Collection. Tom. I. pag. 173. sur une Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye. Elles s'accordent en tout; mais celle-ci est plus correcte. [DUM.]

ANNO  
1668.

diæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bræmæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia, Principem Rugiæ, Dominum Ingræ & Vismariæ, nec non Comitum Palatinum Rheni, Baviariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ex altera parte, de artiore Amicitia, Correspondentia & Fœdere intra se pro mutua Ditionum suarum, in Sacro Romano Imperio sitarum, defensione & securitate ineundo ab aliquot retro annis actum sit, & interea tam intra Imperii fines quam undique extra eos partim bellicis apparatus, partim armorum conflictu omnia perirent, metuendumque sit, ne vicina ejusmodi mala longius serpent, & cum primis altissime memoratarum suarum Majestatum Ditiones huic Fœderi infertas, corripiant: Ideo utrinque placuit, inceptum tam salutare negotium per certos & ad talem actum concludendum specialiter deputatos Ministros redordiri, maturare & perficere: Congressi ergo cum Sacra Cæsareæ Majestatis ad hunc Actum constituto Plenipotentiaro Nos Sacra Regiæ Majestatis Sueciæ pariter Deputati Plenipotentarii, utpote Sacra Regiæ Majestatis Regniqve Sueciæ Senator & Cancellariæ Consiliarius Steno Bielcke, Liber Baro in Körpo, Dominus in Gerdeholm, Gröllön & Tungæ, & Sacra Regiæ Majestatis Regniqve Sueciæ Senator & Cancellariæ Consiliarius Matthias Bionklou, Hæreditarius Dominus in Elmahof, Wannessback, & Scungshamba, ut & Sacra Regiæ Majestatis Consiliarius Aulicus Joannes Gyllenstierna. Liber Baro in Lundholm, Dominus in Stek, & Biockesund, ut & Sacra Regiæ Majestatis Consiliarius Aulicus, & Secretarius Status Eduardus Ehrenlteen, Hæreditarius in Forsbygard, & Borestorp, nec non Sacra Regiæ Majestatis Secretarius Status Franciscus Joël Ornsted, Hæreditarius in Schottorp, & Hoffgårdens, atque post Plenipotentiarum Tabulas, utrinque rite commutatas, in mutuas Fœderis arctioris Conditiones & Leges consensusimus, & de Articulis prout sequuntur, convenimus.

I. Sit utrinque vigore Transactionis & Pacis Westphalica Anno 1643. die 24. mensis Octobris initæ, vera, sincera & perpetua Amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Domum Austriacam ab una & Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ ab altera parte, eaque utrinque posthac mutuis officiis, studiis & sincera Correspondentia serio & quidem ita colatur, ut Pars altera alterius honorem & commoda provehat, pericula vero, & damna, quæ Regnis & Provinciis alterius imminere videbantur, amica & mutua communicatione, vel quovis alio possibili modo avertere studeat.

II. Confœderati etiam sollicita opera, & indefessa cura quantum in ipsis est, procurabunt, ut Pax Westphalica, quoad omnia requisita sancte & religiose ab omnibus observetur.

III. Quælibet ergo Pars pro viribus, & officii ratione allaborabit, ut dictæ Paci in omnibus & singulis suis Punctis plene satisfiat, contra illos vero, qui aut eidem jam facto ipso contravenerunt; aut in futurum contraventuri sint, sociatis Consiliis, usque ad restitutionem & præstationem cum pleno effectu, pro modo, in Instrumento Pacis & hoc Fœdere præscripto procedatur.

IV. Tollantur autem juxta ejusdem Instrumenti Pacis præscriptum, debito modo, Statuum Imperii Gravamina, & permittatur cuilibet rerum illarum possessio, ac fructus, quas vigore ejusdem in tempore conclusæ Pacis debuisset, aut deberet adhuc possidere.

V. Quod si aliquid in Imperio, vel alienum, vel plane contrarium Fœderi Westphalico agatur, tum utraque Pars sociatis Consiliis eo collaboret, ut illud secundum genuinum Instrumenti Pacis tenorem in ordinem redigatur.

VI. Ut vero Imperii Status, antiquis suis Juribus Art. VIII. Instrumenti Pacis enumeratis, gaudere possint, Imperator Autoritate sua Cæsarea promovebit, quantum fieri poterit, ut non tantum libere jura illa, quæ jam legitime possident, exercent; sed etiam omnia illa promissa, quæ neque in sequentibus Comitibus, neque ad præsens hoc tempus determinata sunt, quantum executioni mandentur.

VII. Quo itaque majori cum fructu & securitate hæc a Confœderatis præstari possint, e re visum, Fœdus hoc Defensivum pangere, quo reciproco tenebuntur Confœderati, alter alterutrius Provincias, Ditiones & Terras, prouti infra describuntur, si contingat eas armis inimicorum infestari, uti propria sua tueri, ac defendere, nempe a parte Sacra Cæsareæ Majestatis omnes Ditiones & Provincias, quas Ferdinandi I. Successores

ANNO  
1668.

ANNO  
1668.

cessores post Pacem Westphalicam, in Imperio Romano realiter possederunt, & adhuc quiete possident (Regnum Bohemiæ, cum incorporatis Provinciis in specie sub hac dispositione comprehendendo) pari ratione a parte Sacræ Regiæ Majestatis omnes Provincias ac Ditiones, quæ vigore ejusdem Pacis Instrumenti Sacræ Regiæ Majestatis ac Regnum Sueciæ possidet, comprehenduntur.

VIII. Quod ut eo tutius fieri possit, tenebitur in Regnis & Provinciis Confœderatorum Exercitus quatuordecim millium paratus ad defendendas supradictas Ditiones.

IX. Ad hunc numerum Sacra Cæsarea Majestas decem, quatuor vero millia Serenissimus Rex & Regnum Sueciæ submittet, eo in loco congreganda, quem Pars requirens, pro necessitate temporis, duxerit commodiorem.

X. Conventum insuper, ut dicti Exercitus tertia pars in Equitatu, reliqua vero in Peditatu consistat.

XI. Cum constiterit ullum Bellum parari Fœderato, tum alter Fœderatorum, primo per Literas & Ministros suos summa cura eundem ab omni vi, & via facti dehortetur, contra eos vero, qui alterutrum Confœderatorum de facto vi armata aggredi ausi fuerint, alter alteri prædefinitum numerum statim post factam requisitionem transmittat, junctisque Consiliis & armis usque ad plenariam satisfactionem contra lædentem procedatur.

XII. Fiat autem requisitio & denominatio Loci, in quo dictus Exercitus congregandus, tribus mensibus, ante quam Copiæ cujusque debeant uniri, ut cuilibet spatium detur, suum numerum dicto loco & tempore sistendi, ita tamen ut Sacra Cæsarea Majestas, quando per aliorum Territoria, & fines Exercitus Suecicus sit ducendus, procuret innoxium & liberum transitum prout 17. I. P. Artic. *Quoties autem* &c. indigitatur.

XIII. De tormentis minoribus, vulgo *Feldstucken*, five Campestribus, dictis, quælibet Pars juxta proportionem suis provideat, majoribus a Parte requirente procurandis.

XIV. Quando itaque ad requisitionem Sacræ Cæsareæ Majestatis vigore Fœderis prædictas Auxiliares Copias Sacra Regia Majestas miserit, conventum est, ut auspiciis Sacræ Cæsareæ Majestatis militent, & Duci, qui suprema cum potestate Militiæ Cæsareæ præerit, pareant, hac tamen conditione, ut Dux Suedicarum Copiarum adhibeatur Consiliis bellicis, & quantum fieri possit Expeditiones Bellicæ communicatis Consiliis peragantur. Pari etiam modo cum Copiis Auxiliariis, quas Sacra Cæsarea Majestas Sacræ Regiæ Majestati submittit, procedatur.

XV. Supradictum numerum una cum Tormentis minoribus quælibet Pars requisita, licet aliis esset Bellis isto tempore distrahta, convento modo præstabit, & suis quæque sumptibus & stipendiis tam intra quam extra Expeditionem sustentabit, exceptis tamen hospitalionibus & servitiis, vulgo *Servis* / aliisque juxta Consuetudinem loci, propriis Militibus dari consuetis.

XVI. Quamdiu in hostico Confœderatorum Exercitus subsistit, omne illud, quod ad sustentationem & subsistentiam Militum illis in prædam cedit, æqualiter secundum Copiarum proportionem dividatur.

XVII. Quamdiu vero in Provinciis Confœderatorum manserit, ne dum necessariis requisitis destituantur Milites, habeant occasionem deferendi signa, procurabunt Confœderati, ut in Civitatibus, Oppidis, Locisque aliis opportunis necessaria ad Militum sustentationem sint in promptu, ut pro æquo pretio haberi possint.

XVIII. Disciplina Militaris & Justitia summa cura conservetur, & si qui ex Officialibus, vel gregariis Militibus licentia Militari Subditos Confœderati vexaverint, vel alio aliquo modo damno affecerint, cum summo vigore secundum Leges Militares in illos advertendum.

XIX. Quæ quisque Confœderatorum loca armis in hostico separatim occupaverit, ea durante Bello retineat, nec hosti nisi communi consensu restituat; Captivi vero Illustriores in usum permutationis, aut aliam Belli necessitatem asserventur.

XX. Si quæ Provincias, Civitates, Fortalitia, Arces aut Oppida Augustanæ Confessioni addicta, durante Bello in potestatem Sacræ Cæsareæ Majestatis ventura sint, fruantur sine omni impedimento, perturbatione, aut imminutione integro suæ Religionis, & in Ecclesiasticis statu, relicto tamen Copiis Militariis libero suæ Religionis Exercitio; idemque vice versa observetur in locis Catholicæ Religionis deditis, per Serenissimam Regiam Majestatem durante Bello occupandis.

XXI. Liceat utrique Parti Militem in alterius Provinciis in Imperio Romano sitis, citra ullum tamen alterius Partis ejusque Subditorum gravamen conducere, ut & omne armorum genus equosque coemere, curetque Imperator, quantum in Ipso est, ut Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ ubivis in Imperio eadem libertas juxta Leges Imperii concedatur, Inimicis vero utriusque Fœderati in Provinciis, hoc Fœdere comprehensis, illud denegetur.

XXII. Nenter Confœderatorum ab hoc Fœdere recedat, nec Pacem, Fœdus, aut Armistitium aliquod ullo modo huic Amicitia & Fœderi contrarium tractet, vel ineat, nisi cum utriusque Partis notitia & consensu.

XXIII. Præsens Fœdus utriusque Partis Hæredes & Successores comprehendat, & ad quinquennium a die commutatarum Rathabitionum duret, quo finito cuilibet Partium licitum esto, de eodem prorogando mentionem injicere, ut iterum in Quinquennium, vel ultra, aut aliud communi consensu definiendum tempus extendatur.

XXIV. Invitentur etiam alii Principes ad hoc Fœdus, quorum conjunctio pro securitate Imperii communi consensu expedire censēbitur, ita tamen, ut de Personis ipsis, modo & ratione receptionis primo conveniatur; Serenissimo & Potentissimo vero Hispaniarum Regi Catholico Litera semper maneat huic Fœderi accedendi facultas.

XXV. Quæ autem imposterum magis firma sint, maneatque hæc Pacta tum a Sacra Cæsarea Majestate, tum a Sacra Regia Majestate Sueciæ Domino nostro Clementissimo intra duorum mensium spatium a die subscriptionis firmabuntur, & rathabita hic Holmiæ commutabuntur. In majorem omnium præmissorum certitudinem & robur hoc Fœdus nos Sacra Regiæ Majestatis Sueciæ Commissarii & Plenipotentarii subscripsimus, ac Sigillorum nostrorum impressione munivimus, illudque cum Domini Plenipotentarii Cæsarei itidem subscripto, ejusque Sigillo firmato Exemplari commutavimus. Dabantur in Arce Holmenſi die 6. Maji, S. V. Anno 1668.

STEN. BIELCKE.  
(L. S.)

MATTHIAS BIÖRNKLOW.  
(L. S.)

JOANNES GYKENSTIERNA. EDUARDUS EHRENSTEEN,  
(L. S.) (L. S.)

FR. JOEL ORNSTED. (L. S.)

XXXVIII.

21. Juill. *Accoord tusschen ZUYD-en-NOORD-HOLLAND, over de Verdeeling der Lajzen. Ge-*  
*daen*

LA SUD-  
HOLLANDE  
ET LA  
NORD-  
HOLLAN-  
DE.

TOM. VII. PART. I.

XXXVIII.

Accord & Convention entre les deux Quartiers de la Province de Hollande, appellés SUD-HOLLANDE, & NORD-HOLLANDE, au sujet des Depenses publiques & communes du Pais; portant en general, qu'à l'égard des Consentemens, & Depenses ordinaires, & communes de l'état de Guerre, la Portion du Sud-Hollande sera de quatre-vingt un & trois quarts par cent, & celle de Nord-Hollande seulement de dix-huit & un quart; on y convient

21. Juill.  
LA SUD-  
HOLLANDE  
ET LA  
NORD-  
HOLLAN-  
DE.

N

auff

ANNO  
1668.

daen in 's Graven-hage den 21. July 1668.  
[AITZEMA, Saaken van Staat en Oorlogh.  
Tom. VI. pag. 572. Edition in Folio.

**K**ennelijck zy eenen yegelijcken die't aengaen magh by desen jeghenwoordighen Instrumete, dat op huyden den een en twintighsten July seshien hondert acht en sestig, na menighvuldighe Conferentien volgens iterative Bevelen van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt, tusschen derselver Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier gehouden, op 't beramen van eene verdeelinge ende esgualitatie over beyde deselve Posten, begrepen in den Staet van Oorloge, ende andere Lasten by gemeen consent van de Ridderfchap, Edelen, ende Steden van den voornoemden Lande successivelijck ingewillight wordende, ende te dragen staende, eyndelijck tusschen de Gecommitteerden alhier uyt den naem, ende van weghen de Steden van den Zuyder-Quartiere ter eenre, mitsgaders de Gedeputeerde ende Gecommitteerde Raden van West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere, uyt den naem, ende van weghen de Steden van den selven Quartiere ter andere zijde, op Approbatie ende Ratificatie van de Ridderfchap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande by minnelijcke vergelijckinge zijn veracordeert ende vastgestelt, oock volgens resolutie van Haer Ed. Groot Mogende van gisteren in geschrijfte geestendeert ende beslooten de saecken in de navolgende Poincten ende Articulen vervat.

I. Dat alle de Posten, Lasten ende Petitien de Provincie van Hollandt ende West-Vrieslandt in 't gemeen concernerende soo extraordinaris als ordinaris by gemeen consent van de Ridderfchap, Edelen ende Steden van den voornoemden Lande opgenomen ende ingewillight wordende; geene uytgesondert, voort aen over beyde de voornoemde Quartieren gedragen fullen worden nae een vaste quote ende repartitie, te weten, dat in de voorsz. Posten, Lasten ende Petitien gesupporteert ende betaelt sal worden by die van den Zuyder-Quartier een en tachtigh ende drie vierendeel, mitsgaders by die van West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere achtien ende een quart in 't hondert, ende dat ter tijden ende wijlen toe na openinge ende examinatie van wederzijds Boecken, ende de rechte gestaltenis van wederzijds Finantien in de grondt ingessen zijnde by eenparige resolutien van Ridderfchap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande anders sal wesen geordonneert: Tot praestatie ende prompt fournissement van welke voorsz. respective quotes de Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier elck in hun regard haer in der bester forme verbinden by desen.

II. Dat alle de particulier ende Domesticque Lasten van 't een ende 't ander Quartier, mitsgaders de los Lijf-renten ende Interesssen op de respective Comptoirren, loopende buyten de voorsz. verdeelinge, ofte repartitie gelaten, ende voortaan by 't een ende 't ander Quartier apart gedragen, ende betaelt fullen worden, sonder dat men daer over den anderen eenighe reeckenschap schuldigh sal zijn, dat over sulcks oock in specie mede by die van West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere alleen gedragen ende betaelt fullen worden de Hoofden, Rijs-Pael ende andere Wercken, aen ende ontrent Huysdunen ende den Helder successivelijck gemaect wordende, voor soo veel de lasten van deselve niet en excederen de Somme van vijf en twintigh duysent Guldens 's jaers, het eene jaer door 't andere gereeckent, maer by soo verre, ende voor soo veel t'eenigen tijde noodigh bevonden soude mogen werden aen de voorsz. Wercken meerder dan vijf en twintigh duysent Guldens in een jaer te kosten te leggen, dat sulcks by Haer Ed. Groot Mogende met kennisse van saecken gedecreteert, ende by de Gecommitteerde Raden in West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere geexecuteert sal worden, ende dat alle 't geene als dan bevonden sal worden aen de voorsz. Wercken boven de Somme van vijf en twintigh duysent Carolus Guldens jaerlijcks ('t eene jaer als boven door 't andere gereeckent) te koste geleydt te zijn, als een ghemeene last van de Provincie gereputeert, ende sulcks in de voorsz. verdeelinge of repartitie mede ghebracht sal werden

aussi de certains soulagemens en faveur du Quartier de Nord-Hollande, dans les cas extraordinaires, & qu'au surplus chaque Quartier portera seul, ses propres & particulieres Depenses. Fait à la Haye 21. Juillet 1668.

ANNO  
1668.

**S**oit à un chacun à qui il appartient notoire par le present Instrument, que cejourd'hui vingt & unième Juillet mil six cens soixante huit, après plusieurs Conferences tenues en consequence des Mandemens iteratifs des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, entre les Conseillers Deputez de l'un & l'autre Quartier pour deliberer sur le partage & egalisation des deux Articles contenus dans l'état de Guerre, & autres charges qui par le commun consentement du College des Nobles, & des Villes, doivent être consenties & portées par les susdits Pais, ont été enfin accordées & arrêtées, par amiable composition entre les Deputez & de la part des Villes du Quartier du Sud d'une part, & les Conseillers Deputez de West-Frise & du Quartier du Nord au nom & de la part des Villes dudit Quartier d'autre part, sous l'approbation & Ratification du College des Nobles, & des Villes, & en consequence de la Resolution de L. N. Grandes Puissances du jour d'hier, les choses contenues dans les Points & Articles suivants.

I. Que tous les Articles, Charges & Petitions concernant la Province de Hollande & West-Frise en général, & ce tant extraordinaires qu'ordinaires qui seront consenties par la Noblesse, les Nobles, & par les Villes du susdit Pais, nulles exceptées, seront portées à l'avenir par les deux susdits Quartiers après une ferme quotisation & repartition; sçavoir que dans les susdits Articles, Charges & Petitions seront portés & payez par le Quartier du Sud quatre vingt & trois quarts de cent, & par ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord dix huit & un quart, jusques à ce que par l'ouverture & examen des livres de part & d'autre, & suivant la juste disposition & état des Finances reciproques il en ait été ordonné autrement par resolution unanime de la Noblesse, des Nobles, & des Villes. A quoi faire & promptement fournir les cottes parts respectives les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier s'obligent chacun à leur égard en la meilleure forme.

II. Que toutes les Charges particulieres & Domesticques de l'un & de l'autre Quartier, ensemble les Rentes à vie rachetables & Interêts des Comptoirs respectifs, & qui ne seront pas compris dans le partage & repartition ci-après seront portez & payez par l'un & l'autre Quartier, sans qu'on soit obligé de s'en rendre compte l'un à l'autre; Que ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord porteront & payeront seuls les Ouvrages des Ports de Mers comme Pilotis & autres en dependans qui seront faits de tems en tems à Huysdune & à Helder, pourvu que les Charges n'en excedent point annuellement la Somme de vingt cinq mil Livres, comptant les années l'une parmi l'autre; Et s'il arrivoit que dans quelque tems il fut trouvé necessaire de faire pour lesdits ouvrages une depence excedante lesdits vingt cinq mil Livres en un an, cela sera decreté par leurs Nobles grandes Puissances avec connoissance de cause, & executé par les Conseillers Deputez des Quartiers de West-Frise & du Nord, & que tout ce qui se trouvera excéder pour lesdits Ouvrages ladite Somme de vingt cinq mil Livres Carolus par an, l'un compté comme dit est parmi les autres, sera réputé une charge commune des Provinces, & sera rapportée dans la susdite division & repartition, auxquelles fins il sera fait tous les dix ans une ouverture

ANNO  
1668.

ten welcken eynde van de onkosten aen de voorz. Wercken gesupponeert jaerlijcks openinge gedaen, ende ter executie van elcke *thien* jaeren daer over geliquideert sal werden, ende by soo verre als dan bevonden soude mogen worden in de verloopene *thien* jaren daer aen meerder dan *twee hondert en vijftigh duysent* Guldens te koste geleydt te zijn, dat de voorz. hogere onkosten, als een gemeene last van de Provincie over beyde de Quartieren nae de boven geexpresserde quote gerepartieert, of andersints de Penningen daer toe noodigh over de respectie Comptoiren van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt* nae de gewoonelijke proportie genegotieert sullen worden, doch by soo verre bevonden mochte werden in deselve *thien* jaren daer aen minder dan *twee hondert en vijftigh duysent* Guldens te wesen gependteert, dat als dan tot de volgende *thien* jaren gerefereert ende in de liquidatie die t'eynde deselve *thien* jaren wederom staet te geschieden, gebracht sal werden.

III. Ende nademael 't Collegie ter Admiraliteyt in *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* buyten extraordinaris consenten, ende Subsidien van Staet van seer weynigh vermogen is, dat mitsdien van nu af aen sal werden vast gestelt, gelijk vast geltelt wordt by desen dat soo wanneer gene extraordinaris Subsidien ten behoeve van de Collegien ter Admiraliteyt werden ingewillight, of oock de ingewilligde Subsidien vóór 't contingent van 't gemelte Collegie geen *tachtentigh duysent* Caroli Guldens in een jaer mochten komen te bedraghen, als dan 't gemelte Collegie om 't selve mede eeniger maten tot behoerlijke Equipage bequaem te maecten, met de Somme van *tachtentigh duysent* Guldens, of met foodanige Somme als d'ingewillighde extraordinaris consenten voor 't contingent van 't gemelte Collegie minder dan *tachtentigh duysent* Guldens in een jaer mochte komen te bedraghen, tot laste van de gemeene Provincie van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt* gesubsidieert, ende mitsdien de voorz. Somme by de masse van de lasten over beyde de Quartieren als boven te verdeelen voeoght, oock vervolgens effective in de voorz. verdeelinghe ofte repartitie gebracht sal worden: Alles ter tijden ende wijlen toe by eenparige Resolutien van de Ridderfchap, Edelen ende Steden van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt* anders sal wesen verstaen: des werdt mede van nu af aen vast gestelt, dat by soo verre, door Godes Zegen, het innekomen van 't voorz. Collegie tot *vijf hondert duysent* Guldens jaerlijcks ofte daer boven mooghte komen t'excesseren, of oock wel dat het selve innekomen door verloop, ofte veranderinge van saecken t'eenigen tijde mooghte komen te esgaleren, ofte te surmonteren, het innekomen 't welck het Collegie ter Admiraliteyt op de *Mase* ten selven tijde bevonden sal werden te hebben, in beyde de voorz. gevallen het voorgehoerde extraordinaris Subsidie sal komen op te houden, immers dat alsdan uyt krachte van dit Verdragh daer toe geene Actie meer gebooren sal zyn.

IV. Wijders gemerckt ghedurende den jonghsten Oorlogh tegens *Engelandt* het ghemelte Collegie ter Admiraliteyt tot verscheyden tijden, ende doorgaens uyt d'extraordinaris Consenten of negotieerde Penningen soo veel te weynigh getoucheert heeft als het be-loop der voorz. consenten, of de contingentie portie in de voorz. Negotiatien over *West-Vrieslandt*, ende den *Noorder-Quartiere* minder bedraegt dan een gerecht *vierde part* in 't geene ten behoeve van de drie Collegien ter Admiraliteyt binnen dese Provincie residerende successivelick is geacordeert, 't welck in alle den tijd van den voorz. Engelschen Oorlogh komt te bedragen ter Somme van *negen hondert duysent* Caroli Guldens, dat over sulcks om 't voorz. aen 't gemelte Collegie ordentlick te rembourseren de gerechte helft van dien by de Gecommitteerde Raden in *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* aen 't gemelte Collegie uytgereyckt sal worden; tot het uytvinden van welke respectie helften deselve Gecommitteerde Raden, voor soo veel des noods zy, by de Heeren Staten in krachte van de approbatie, ende Ratificatie van desen Accoorde geauthoriseert sullen wesen, de gerequireerde Negotiatien over de Comptoiren in 't een ende 't ander Quartier te mogen uytgeschrijven, ende dat

ANNO  
1668.

ture & liquidation des depences faites pour lesdits Ouvrages, & au cas qu'au bout desdits dix ans il se trouve qu'on ait depensé plus de deux cens cinquante mil Livres, l'excédant sera reparti sur lesdits deux Quartiers comme une charge commune des Provinces, suivant la cottisation exprimée ci-dessus, ou autrement que les Deniers à ce nécessaires seront negotiez sur les Comptoirs de Hollande & de West-Frise suivant la proportion accoutumée; Mais s'il se trouve que dans les susdits dix ans il ait été moins depencé que deux cens cinquante mil livres, ce moins sera raporté dans la liquidation des dix autres années suivantes & à la fin d'icelles.

III. Et comme le Collège de l'Amirauté des Quartiers de West-Frise & du Nord sans les \* Consentes & Subsidies extraordinaires de l'Etat n'est pas de grand pouvoir, il sera dès à present comme pour lors arrêté, comme il est arrêté par ces presentes, que quand aucuns Subsidies extraordinaires ne seront consentis au profit du Collège de l'Amirauté, ou que ce consentement de Subside ne viendra pas à monter en un an à quatre vingt mil Livres pour le contingent du susdit Collège, alors pour rendre le susdit Collège en quelque maniere capable d'un equipage convenable, il sera subsidie de la Somme de quatre vingt mil Livres, ou de quelque autre Somme, si l'extraordinaire consentement pour le contingent dudit Collège, vient à monter en un an à moins qu'à quatre vingt mille Livres, & ce à la charge des Provinces de Hollande & de West-Frise; & comme la susdite Somme sera jointe à la masse des charges qui devront être divisées entre les deux Quartiers comme dessus, elle sera consequemment effectivement raportée dans la susdite repartition. Le tout jusques à ce que par une Resolution unanime de la Noblesse, des Nobles, & des Villes de Hollande & West-Frise il en soit ordonné autrement. C'est pourquoy il est dès à present comme pour lors arrêté; que si par la benediction de Dieu, le revenu du susdit Collège vient à augmenter annuellement jusques à cinq cent mil Livres, ou à plus, ou que ledit revenu par laps de tems ou par le changement des affaires, vienne quelque jour à égaler ou surmonter le revenu que le Collège de l'Amirauté se trouvera alors avoir sur la Meuse, en l'un & l'autre des susdits cas les Subsidies extraordinaires susmentionnez viendront à cesser, du moins ne naitra-t-il aucune Action à cet égard en vertu de ce Contrat.

IV. En outre, vñ que durant la dernière Guerre contre l'Angleterre le susdit Collège de l'Amirauté a touché en differens tems, des Consentemens extraordinaires ou Deniers negociéz, beaucoup moins que le montant des susdits Consentemens ou la portion contingentie dans les Negotiations de West-Frise, & que le Quartier du Nord porté moins que la quatrième part de ce qui est accordé successivement au profit des trois Collèges de l'Amirauté residens dans ces Provinces, ce qui dans tout le tems de la susdite Guerre Angloise vient à monter à la Somme de neuf cens mille Livres Carolus, pour à cet égard rembourser au susdit Collège ce qui lui manque, la juste moitié en sera comptée au susdit Collège par les Conseillers Deputez de West-Frise & du Quartier du Nord; pour trouver lesquelles moitiés respectives, lesdits Conseillers Deputez au cas que besoin soit, par les Seigneurs Etats, en vertu de l'aprobation & Ratification de cet Accord, seront autoriséz de pouvoir ordonner les Negotiations requises sur les Comptoirs de l'un & de l'autre Quartier, & qu'en

\* Chargés ou Impositions auxquelles l'Etat donne son consentement.

ANNO 1668. voort alle d'achterstallige, ofte onbetaelde Schulden van de verloopene jaren in 't een ende het ander Quartier respectivelick betaelt sullen, werden fonder dien aengaende eenige gemeenschap te maecken, of repartitie te introduceren.

V. Dar door de voorsz. veraccordeerde quote, ofte repartitie gene de minste veranderinge gemaect sal worden in de gewoonelijcke ende van oudts gebruyckelijcke quote ontrent de Negotiatien op los-Lijfrenten of Interessen, maer dat alle de Capitalen die voort aen tot voldoeninge van eenige lasten, of gedraege Consenten, of oock wel tot een fonds de reserve of andersints sullen werden genegotieert, over de respectieve Quartieren uytgeschreven, ende by deselve ghefurneert sullen werden, als voor henen nae de ghebruyckelijcke quote van *negen en seventigh ende een half* over 't Zuyder-Quartier, ende *twintigh ende een half* van 't Noorder-Quartier.

VI. Ende by soo verre het mochte komen te gebeuren, 't gundt Godt Almachtigh genadelijck gelieve te verhoeden, dat West-Vrieslant door het inbreecken van den bekenden West-Vriesschen Zeedijck moghte komen gheinundeert te werden, dat alsdan mits het gepresupponeert onvermogen van 't gemelte Quartier dese Conventie sal komen te cesserren, ende een yeder van de Parthyen contrahenten wederom wesen in sijn geheel, even ende in sulcker voegen als of het jegenwoordige Verdragh noyt aengenomen ware geweest.

VII. Dat de Penningen procederende van het middel van 't Dennezout in den Noorder-Quartiere gheheven werdende, alhoewel deselve voor henen directelijck ende immediatelijck ten Comptoire van den Ontfanger Generael gebracht zijn, echter voortaan by adveu ende executie van desen Contracte in de respectieve Comptoiren van West-Vrieslant ende den Noorder-Quartiere gefurneert werden, ende aldaer verblijven sullen ter dispositie van de Gecommitteerde Raden in den selven Quartiere, om nevens anderen tot voldoeninge van de voorsz. Lasten ofte Peritien voor haer gemeemployeert te mogen worden.

VIII. Dat het profijt gerefsulteert, ofte noch te resulteren uyt te gedaene, ofte noch te doene reductie van Renten ende Interessen over de Comptoiren van de Domeynen by goede ende vreedfame tijden, als voor henen ghe-employeert sal worden tot aflossinge van Capitalen over deselve Comptoiren genegotieert, ende in kas by tijden van Oorlogh of andere gelegentheynt Haer Ed. Gr. Mog. gheraden souden mogen vinden deselve Penningen elders dan tot aflossinge als boven te laten employeren, dat als dan daer mede niet anders dan gemeene Lallen tot verlichtinge van beyde de Quartieren betaelt of andersins deselve Penningen by 't een ende 't ander Quartier na de voorsz. beraemde quote geprofiteert sullen worden; ende voor soo veel nu of namaels eenige Middelen over de gantsche Provincie geheven of ingewillight ende verpacht soude mogen werden, dat het provenu van dien insgelijcks niet anders dan in maniere voorsz. tot gemeene verrichtinge gebruyckt, of by 't een ende 't ander Quartier na deselve quote geprofiteert sal worden.

IX. Dat soo lange deselve beraemde quote of foodanige andere als by eenparige Resolutie als boven, in plaetse van dien soude mogen wesen gearresteert, by die van West-Vrieslant ende den Noorder-Quartiere werdt ghedraghen ende voldaan, 't voorsz. Collegie ter Admiralityt in den selven Quartiere sal trecken en genieuten het volle vierde part van de quote deser Provincie, in alle consenten tot Subsidie van de respectieve Collegien ter Admiralityt gedragen werdende, ende dat mitsdien het selve Collegie van de Middelen tot de saecken van de Zee geconsenteert, geaffesteert, of wel genegotieert, uyt het Zuyder-Quartier sal ontfangen 't gene de voorsz. beraemde quote van *achtien ende een quart*, ten aensien van geconsenteerde Middelen, ende het ordinaris van *twintigh en een half*, ten aensien van genegotieerde Penningen minder dan 't voorsz. volle vierde part komt te bedragen.

X. Dat de Gecommitteerde Raden in 't eene ende 't andere Quartier, in kracht van Haer Ed. Gro. Mo. approbatie, die op desen Accoorde verwacht ende te ghe-

ANNO 1668. outre tous les Arrerages & les Dettes, non payées, des années échées dans l'un & dans l'autre Quartier seront payées respectivement, sans qu'à cet égard, il y ait rien de commun, ni qu'on introduise aucune repartition.

V. Que par la susdite cottisation accordée, ou repartition il ne sera fait le moindre changement dans les anciennes cottes & qui sont d'usage à l'égard des Negotiations sur les Rentés rachetables, ou Interêts, mais que tous les Capitaux qui seront ci-après negociés pour satisfaire à quelques charges ou consentemens, ou même pour un fond de reserve ou autrement, seront fournis par les Quartiers respectifs, comme ci-devant, suivant la cote accoutumée de *soixante & dixneuf & un demi*, pour le Quartier du Sud, & de *vingt un demi* pour le Quartier du Nord.

VI. Et s'il arrivoit, ce qu'à Dieu tout-puissant ne plaise par sa grace, que la West-Frise vint à être inondée par la rupture de sa Digue, alors à cause de l'impossibilité que l'on suppose dudit Quartier; cette Convention cessera d'avoir lieu, & chacune des Parties contractantes reviendront en leur entier, comme & tout ainsi que si ce present Contract n'eût jamais été agréé.

VII. Que les Deniers procedant du revenu de Dennezout venant à rehausser dans le Quartier du Nord, quoi qu'ils ayent ci-devant été portez directement & immediatement au Comptoir du Receveur general. Cependant, en execution de ce Contract, ils seront cy-après fournis dans les Comptoirs respectifs des Quartiers de West-Frise & du Nord & demeureront à la disposition des Conseillers Deputez desdits Quartiers, pour être employez avec les autres à satisfaire aux susdites Charges & Petitions.

VIII. Que le profit qui est revenu ou qui reviendra encore de la reduction déjà faite ou à faire des Rentés & Interêts dans les Comptoirs des Domaines en bon tems & de paix sera, comme ci-devant, employé au remboursement des Capitaux negotiez par lesdits Bureaux; Et au cas que dans un tems de Guerre ou autre conjoncture fâcheuse L. N. Gr. Puissances jugeassent à propos d'employer lesdits Deniers en autre chose qu'au remboursement susdit, qu'alors on n'en payera que les Charges communes pour le soulagement des deux Quartiers, ou qu'autrement on fera profiter lesdits Deniers par l'un & l'autre Quartier suivant la cote susdite. Et si à present ou ci-après étoient levez ou consentis quelques revenus sur toute la Province, & donnez à ferme, qu'on usera semblablement du provenu comme dit est à l'avantage commun, ou que l'un & l'autre Quartier fera profiter suivant ladite cote.

IX. Et jusques à ce que la susdite cote ou telle autre qui par une Resolution unanime comme dessus, pourroit être arrêtée, soit portée & satisfaite par ceux des Quartiers du West & du Nord, le susdit College de l'Amirauté desdits Quartiers iurera & jouira de la quatrieme partie entiere de la cote de ces Provinces dans tous les consentemens de Subsidies qui sont portez par les Colleges respectifs de l'Amirauté. Et que moyennant ce le susdit College recevra du Quartier du Sud des revenus, consentis, affectez & negotiez pour les affaires Maritimes, ce à quoi la susdite cote de *dix huit & un quart* à l'égard des revenus consentis, & l'ordinaire de *vingt & demi* à l'égard des Deniers negociés, viendra à monter, moins que la susdite quatrieme partie entiere.

X. Que les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier en vertu de l'approbation qu'on attend que L. N. Gr. Puissances donneront à cet Accord,

ANNO 1668. ghemoot gesien werdt, geauthoriseert ende gelast sullén zijn, óm tot voltrekkinghe ende executie van den selven Accoorde, ten spoedighsten eene particuliere verdeelinghe ende repartitie over beyde de Quartieren te maken, soo van alle de Posten in den Staet van Oorloge begrepen, als van alle andere Lasten, de gemeene Provincie concernerende, ende voorts van jaer tot jaer, of t'elckens als dienthalven eenige veranderinge voorvalt, of eenige nieuwe Lasten of Petitien ingewillight zijn, wederom van gelijcke te doen, oock jaerlijcks te liquideren ende vereffenen t' gunt van de gerepartieerde Lasten op 't een of 't ander Quartier onbetaelt gebleven, ende caduc gevallen, of andersins by d'een of d'andere toeval geproffiteert soude mogen zijn.

Aldus gedaen, veraccordeert ende geslooten in 's Gravenhage, op den voorz. een en twintighsten July, seftien hondert acht en seftigh. Ende ten omconde der waarheyt by ons ondergeschreven, met onse respectieve Onderteeckeningen en Signaturen bevestight.

Was geteekent:

Zuyder-Quartier:

Noorder-Quartier.

A. V. Bouckhorst.	Lucas van Neck.
J. Van Beveren.	Nicolaes Teengs.
C. Gravelteyn.	Pieter Bording.
A. van der Goes.	Adriaen Sevenhuysen.
P. V. Swanenburgh.	Claes Admirael.
Gerard Hasselaer.	R. de Brouwer.
Johan Pesser.	D. V. Foreest.
Adriaen Boxel.	J. V. Foreest.
H. V. Arckel.	
Herbert van Beaumont.	
Simon van Beaumont.	

Johan de Wit.

seftien hondert acht en seftigh.

cord, seront autorisez & chargez pour une execution & accomplissement de cet Accord, de faire au plútot une particuliere division & repartition sur les deux Quartiers tant de tous les Articles compris dans l'état de Guerre, que de toutes les autres Charges qui concerneront les Provinces communes, & ainsi sera fait d'année en année, ou chaque fois qu'il écherra quelque changement, ou qu'il faudra consentir à quelque nouvelle Charge, ou Petitions, & l'on liquidera & égalisera aussi annuellement ce qui restera à payer des Charges reparties sur chaque Quartier, ou qui aura été profité dans l'une ou l'autre rencontre.

Ainsi fait, accordé & conclu à la Haye le susdit vingt & unième Juillet mil six cens soixante huit. En témoin de la verité nous sousignez avons confirmé ces presentes de nos signatures respectives.

Etoit signé:

Quartier du Sud.

Quartier du Nord.

A. V. Bouckhorst.	Lucas van Neck.
J. van Beveren.	Nicolas Teengs.
C. Gravelteyn.	Pierre Bording.
A. van der Goes.	Adrien Sevenhuysen.
P. V. Swanenburgh.	Claes Admirael.
Gerard Hasselaer.	R. de Brouwer.
Jean Pesser.	D. V. Foreest.
Adrian Boxel.	J. V. Foreest.
H. V. Arckel.	
Herbert van Beaumont.	
Simon van Beaumont.	

Jean de Wit.

mil six cens soixante huit.

XXXIX.

5. Oct. Articles convenus sub spe ratificationis, entre les Ministres du Roi de la GRANDE BRETAGNE, du Roi de SUEDE, & des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour assurer l'Affaire de la Triple-Alliance, en assurant le payement des Subsidies promis à la Suede. A la Haye le 5. Octobre 1668. Avec l'APPROBATION de Leurs Hautes Puissances par Resolution du 20. Decembre 1668. [AITZEMA, Saken van Staet en Oorlog. Tom. VI. Boeck 48. pag. 862. in fol. & derechef pag. 931.]

Extract uyt de Resolutie van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt, in Haer Ed. Groot Mog. Vergaderingh genomen op Donderdag den twintichsten December.

BY resumptie gedelibereert zijnde op 't Advijs van de Heeren Haer Ed. Groot Mog. Gecommitteerden tot de saeken van Engelant, hebbende inghevolghe en tot voldoeninge van der selver Resolutie Commissoriael in date den seven en twintichsten der voorlede maent geexamineert ende overwogen, 't gerapporteerde van 't gunt by absentie van Haer Ed. Gro. Mog. was gepasseert en voorgevallen, ontrent het subjeet van de Triple-Alliantie den vijft en twintichsten April laestleden, russchen Engelant, Sweden, ende desen Staet gheslooten, en in specie ten aensien van de Subsidien ter contemplatie van dien, door Spangien aen Sweden te betalen, met het gene daer ontrent is in voorgaende Notulen; onder date den vijftden deses breeder gementioneert, hebben Haer Ed. Gro. Mog. haer wel laten gevallen, het resultat van seekere Conferentie tusschen

den Heere Ambassadeur Temple, en de Gedeputeerden van Haer Ho. Mog. met den Heere Extraordinaris Envoyé Appelboom, over 't voorschreve subjeet gehouden, sulcx ende in dier voegen als 't selve is vervat, in 't geschrisfte hier naer geintereert.

L' Ambassadeur du Roy de la Grande Bretagne, & les Deputez des Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ayant esté aujourd'huy en Conference avec le Sieur Envoyé Extraordinaire du Roy de Suede, au sujet de la derniere Réponse donnée au nom & de la part de la Reine Regente d'Espagne, sur les Lettres reiterées, & instances nouvelles escrites & faites par & de la part dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas à ladite Reine; A ce qu'il plust à Sa Majesté payer au Roy de Suede les Subsidies, plus amplement exprimés dans l'Acte separé, arresté conjointement avec la Triple-Alliance, à Londres le vingt cinquiesme Avril dernier, fille du lieu, & voyant d'un costé avec regret les difficultés que ladite Reine & le Conseil d'Espagne continuent de faire à l'égard de la satisfaction desdits Subsidies, & faisant reflexion de l'autre costé sur l'inclination sincere & sur le zele ardent desdits Sieurs leurs Maistres, d'executer & de satisfaire, avec la derniere punctualité tout ce à quoy ils se sont obligés, tant par ladite Triple-Alliance, que par l'Article separé qui en depend; Scavoir à faire tous les devoirs & offices imaginables auprès de la Couronne d'Espagne, afin que lesdits Subsidies puissent estre payés audit Seigneur Roy de Suede & faute de cela à s'abstenir de tous offices d'amitié envers l'Espagne, aux affaires, que cette Couronne a à demesler avec la France, ont pour plus grande satisfaction de la promesse faite par les Seigneurs leurs Maistres, & pour faire reüssir l'intention de la Couronne de Suede, aussi bien que le repos public, proposé de leur mouvement les points suivans, lesquels ils tâcheront par route forte de bons offices de faire agréer par lesdits Seigneurs leurs Maistres.

ANNO  
1668.

I. Que pour induire la Couronne d'Espagne par une plus grande assurance de sa feurdé à fournir lesdits Subfides, l'on pourroit faire à la Reine Regente une offre particuliere de la part des Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi de la part des Estats Generaux des Provinces-Unies, qu'en eschange de sa promesse, de payer lesdits Subfides, ils promettent reciproquement, & ainsi par une obligation mutuelle de garantir la Couronne d'Espagne, à l'égard de tous ses Royaumes, Provinces, Pais & Places, en la paisible jouissance de la Paix dernièrement faite à Aix la Chapelle; & ce sans exception d'aucuns Pais, ou Places, quelque nom qu'ils puissent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puissent estre situés.

II. Que pour cet effect, & pour une plus grande assurance de ladite Paix, les trois Estats susnommés arresteront dès à present les forces & les moyens qu'ils employeront, en cas d'infraction par l'infrauteur, comme aussi la forme & la maniere, autant que cela se pourra faire, en laquelle chacun d'eux agira, le cas escheant.

III. Et afin que lesdits Subfides puissent estre d'autant plus aisement payés, & avec moins d'incommodités pour la Couronne d'Espagne, que la Couronne de Suede veuille trouver bon, que le payement s'en fasse une bonne partie comptant, & le surplus à des termes raisonnables, & qu'en eschange aussi, pour plus grande satisfaction de la Couronne de Suede, & pour en cas d'infraction de ladite Paix, ce qu'à Dieu ne plaise, la rendre d'autant plus capable d'une vigoureuse execution de sa Garantie, on arretera aussi semblablement dès à present, que ladite rupture escheant l'on subsidiera ladite Couronne de soixante mille Ryxdalers par mois, dont la moitié sera fournie par celui, au profit & à l'avantage duquel la Garantie se fait & execute, & l'autre moitié sera payée & acquittée par provision, par le Roy de la Grande Bretagne & par les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, également: en recevant bonne assurance, qu'après que la Paix sera restablie, ils en feront rembourrés par ceux, en faveur & à l'avantage duquel la Garantie aura esté fournie & executée.

IV. Et d'autant que l'on a sujet de croire, & que l'on prévoit, que l'on ne pourra pas faire reglet cette affaire, avec la diligence requise, par des Lettres que l'on pourroit escrire & rescrire en Espagne & en Suede, il sera à propos, que de tous costés l'on fasse en sorte, que non seulement le Roy de la Grande Bretagne & les Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas qualifient leurs Ambassadeurs & Deputés respectivement, à ce que dessus, mais aussi principalement que les Ministres d'Espagne & de Suede, qui resident presentement icy, ou bien tels autres, que leurs Maistres respectivement trouveront bon de nommer, pour cela, soyent pourvus d'instruction suffisante, autorité & pouvoir, de regler, arrester & conclure lesdits Points, sans que pour cela il soit besoin d'autres ordre, instruction ou autorité de leurs Commitments.

Ainsi fait à la Haye le cinquiésme Octobre mil six cens soixante huit.

## XL.

30. Nov. *Fœdus Defensivum inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, & Electorem Saxonie JOHANNEM GEORGIVM, ad Decennium initum. Viennæ die 30. Novembris anno 1668. Cum RATIFICATIONE ejusdem Fœderis defensivi ex parte Electoris. Data Dresdæ die 4. Decembris 1668.* [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOS JOANNES GEORGIUS Dei gratia, Dux Saxonie, Julie, Clivie & Montium, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Princeps Elector, Landgravius Thuringie, Marchio Misnie, Superioris & Inferioris Lusatie, Burggravius Magdenburgensis, Comes Marchie & Ravenspurgi, Dominus in Ravensstein, Norum facimus universis ac singulis, quorum scire interest pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris, quod cum inter Serenissimi, Potentissimi & Invictissimi Domini Domini Leopoldi, Divina favente

Clementia Electi Romanorum Imperatoris semper Augusti, Hungarie atque Bohemie Regis & nostrum Plenipotentiarum sufficienti utrimque Mandato instructos de Fœdere Defensivo vigesimo styli veteris Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo sequentem in modum actum & conclusum sit.

ANNO  
1668.

*In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Dei Patris, & Filii & Spiritus Sancti. Amen.*

Cum Serenissimus, Potentissimus & Invictissimus Dominus, Dominus Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. &c. &c. Ex una: & Serenitas sua Electoralis, Serenissimus Dominus, Dominus Joannes Georgius Dux Saxonie, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Princeps Elector &c. &c. &c. moderni temporis & circumstantiarum rationem perpenderit, & uterque sibi proficuum fore judicaverint, ut invicem de matura defensione ad muram securitatem necessaria, tam arte obligentur; ut alter in alterius auxiliis certam fiduciam ac fundamentum collocare queat. Idcirco inter Sacræ Cæsareæ Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis Deputatos idonea instructos Plenipotencia, nempe ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis Celsissimum Principem Dominum Wenceslaum Ducem Saganensem, Principem & Governatorem Domus Lobkowitz, Principem Sternsteinensem, Dominum in Chlumnitz ad Albim, Equitem Aurei Velleris, dictæ Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarium Arcanum & supremum Aula Præfectum, ex parte vero Serenissimi Electoris Celsissimum Dominum, Dominum & Principem Joannem Adolphum Sleswigii & Holsatie Ducem, dictorum suorum Principum nomine, sequens Fœdus reciproce defensivum factum & conclusum fuerit.

I. Primo, sit & maneat constans, vera, sincera inter Sacram Cæsaream Majestatem & Serenissimum Electorem Saxonie, & amorum Hæredes & Successores Amicitia, ita ut utraque Pars alterius honorem, utilitatem commodumve promoveat, securitati studeat fatagatque ut Pax Westphalica sancte custodiatur, & nulli ambarum Partium quicquam hostilitatis, inimicitie aut molestie contra ejus tenorem inferatur.

II. Secundo, unde si contingeret Sacram Cæsaream Majestatem in suis Regnis, scilicet in Regno Hungarie & Bohemie, aut aliis suis Statibus & Provinciis Hæreditariis ab aliquo vel aliquibus, quiscumque aut quicumque illi sint, hostiliter & Bello impeti, teneatur sua Electoralis Serenitas post factam requisitionem quam citissime, vel saltem intra trimestre Suæ Majestati submittere in auxilium mille Pedites & quingentos Equites instructos armis, & apparatu Militari, nec non re tormentaria Campestri minori, quæ modo dicto numero conveniat. Quod si etiam gravior urgeret necessitas, & Sua Majestas ultra priorem numerum Militum alios mille Pedites & quingentos Equites pariter, uti modo dictum, omni apparatu instructos in auxilium desideraret, teneatur & hos sua Serenitas Electoralis post factam novam requisitionem quantocius & saltem intra duos menses submittere.

III. Tertio, quod si suæ Serenitatis Electoralis Provincie ab uno vel pluribus, quisque ille aut quicumque sint, Bello invaderentur, pariter Sua Majestas velocissime & saltem intra duos menses a facta requisitione suæ Serenitati suppetias ferat, cum pari numero Militum, nempe mille Pedibus & quingentis Equitibus, vel si gravior incumberet necessitas in vicissitudinem promissionis a sua Electorali Serenitate factæ, & in præcedenti Articulo comprehensæ, cum bis mille Pedibus & mille Equitibus, omni apparatu necessario ut ante dictum, ad proportionem hujus numeri provisis.

IV. Quarto, militabunt & egregiam in defensionem navabunt operam, utriusque Partis auxiliares Copie, quamdiu periculi ingruentis ratio hoc postulerit, & usque dum Pax inita fuerit.

V. Quinto, ministrabit ille, cui in suis Provinciis ab altero subvenitur, Militi auxiliario eodem modo omnia victualia, sicuti suis propriis Copiis, & quidem gratis & toto illo tempore, quamdiu in suo Statu durabit illa Expeditio: Stipendium vero militare quisque Fœderatorum suis Copiis dependat: quibus etiam suis expensis de apparatu dictæ rei tormentariæ Campestris minoris provideat; Quod si vero aliquis locus vel oppugnandus vel propugnandus foret, Tormenta majora cum debito apparatu Pars illa in cujus Defensionem missum est auxilium, suo ære & sumptu ministrat.

VI.



ANNO  
1668.

VI. Sexto, si eodem tempore uterque ex Fœderatis ab uno vel pluribus vim pateretur, neuter in hunc eventum alteri ad ferendum auxilium obstringitur.

VII. Seprimo, quod si etiam alterutra Pars in diversis locis, ab uno vel pluribus invaderetur, non teneretur tamen ultra prædictum numerum adaugere superpetias.

VIII. Octavo, Armorum Directio illi ex Fœderatis competat, in cuius Statu ac Territorio Bellum geritur: Omnia vero majoris momenti negotia, quæ circa Belli gerendi rationem occurrunt, communicatis Consiliis expediantur.

IX. Nono, nullus hostibus alterius transitum, Commarum, stativa, receptum aut recessum concedat, sed omni conatu & viribus impediatur, permittat vero Copiis Auxiliariis, ita ut & his, si ratio necessitatis exigat, detur receptus, sub mœnibus & tormentis locorum munitorum, præmonito tamen Gubernatore illius Castri, vel Urbis, & communicato cum hoc Consilio, & ut inde cessante periculo, iterum recedatur.

X. Decimo, neuter Pacem, aut Armistitium sine alterius consensu & præsentia tractet, multo minus concludat, sed hæc omnia mutuo peragantur & absolvantur placito, studeatque unusquisque in ejusmodi Congressibus & Pacificationibus alterius securitati & commodo.

XI. Undecimo, pangitur hoc Fœdus ad decem annos integros & completos, includendo, & obligando amborum Hæredes & Successores, porrigendum etiam & prorogandum ante lapsum interstitium dicti temporis, si ita res exigere videbitur.

XII. Duodecimo, cum nulla sit alia in hoc Fœdere intentio, nisi mutua securitati prospicere & ne alterutra Partium contra tenorem memoratae Pacis Westphalicae, violentiis & hostilitatibus impetatur, liber proinde est aditus aliis Statibus mutuo Partium consensu admittendis.

Conclusa fuerunt hæc omnia inter præmemoratos Sacrae Cæsareæ Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis Plenipotentiarios vigore plena facultatis ac Mandatorum a suis Principalibus ipsis concessorum, & reciproce commutatorum, quorum tenor infra sequitur, sub Ratihabitione suæ Cæsareæ Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarum intra spatium quatuor hebdomadarum, extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænomatis Dominis Principibus & Plenipotentiaris subsignatum & Sigillis munitum est. Actum Viennæ die ultima Novembris. Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

(L. S.) *Venceslaus Dux Saganensis* (L. S.) *Joannes Adolphus Dux Sleswigen & Holstiae.*

Cum vero simul etiam convenerit, ut hujus Fœderis Ratihabitione intra terminum quatuor hebdomadarum a dicta Sacra Cæsareæ Majestate & a nobis, sequi, & utrinque commutari debeat, nos huic Conventioni satisfaciennes, hoc memoratum Fœdus defensivum per omnia & singula approbamus, confirmamus & ratum habemus pro nobis Hæredibus & Successoribus nostris verbo nostro Electorali promittentes, nos omnia & singula in præfato Fœdere contenta, quantum ea nos concernunt, Divina favente gratia bona fide præstituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne a nostris vel alijs ullo modo violentur. In cuius rei fidem hæc manu nostra subscriptas Sigilli nostri Electoralis appressionem muniti iussimus. Dabantur in Urbe nostra Dresda die quarta mensis Decembris stylo veteri, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

## XLI.

1669. *Traité d'Alliance, entre Louis XIV. Roi de France, & Maximilien Henry de Baviere, Prince Electeur de Cologne. Conclu à Paris le 16. Février, 1669. [FREDERIC. LEONARD. Tom. III.]*

FRANCE  
ET CO-  
LOGNE.

SA Majesté Tres-Chrestienne ayant éprouvé les avantages qui provenoient de l'Alliance du Rhin pour le bien & le repos de toute l'Allemagne, & la prospérité & le profit de ses propres Estats, après avoir fait

connoître au Serenissime Electeur de Cologne, le desir qu'elle avoit de rester dans cette Alliance, avec les memes Princes avec lesquels elle avoit esté conclue & mesme de la proroger encore pour quelques années, & avoir témoigné qu'attendu qu'il se trouvoit de la part de quelques-uns des difficultés que Sa Majesté ne pouvoit surmonter, Elle estoit encore prestée de la renouveler avec ceux à qui elle seroit agreable. Et d'autre part son Altesse Electorale n'ayant pas moins reconnu les avantages que cette Alliance avoit apporté pour le bien de toute la Chrestienté, pour la sûreté de l'Empire, & pour le profit particulier de tous les Princes qui la composoient; & ainsi souhaitant de la maintenir & de la conserver, tant pour ces raisons que pour donner au Roi des marques de son amitié & de sa reconnoissance. Sa Majesté Tres-Chrestienne a donné au Sieur de Lionne, Ministre & Secrétaire d'Etat; Et son Altesse Electorale de Cologne au Prince Guillaume de Furstemberg, Ordre & plein-Pouvoir de s'assembler, & les ont établis leurs Plenipotentiaires, lesquels sont convenus des Articles suivants.

Premièrement. Son Altesse Electorale sera toujours prestée de renouveler ladite Confederation, toutes les fois que les autres Princes qui en sont les Membres, ou tous, ou quelques-uns d'entr'eux y donneront leur consentement, Elle promet de plus à Sa Majesté que quand trois, ou du moins deux Princes d'Allemagne voudront faire une nouvelle Alliance avec Sa Majesté, à peu près de même nature que celle-cy, son Altesse Electorale y donnera les mains aux memes conditions.

II. Sa Majesté aussi pour donner de sa part au Serenissime Electeur des marques de sa bienveillance & de son amitié, luy fournira du secours contre tous les Princes, qui sous quelque cause & pretexte que ce soit l'attaqueront.

III. A cet effet Sa Majesté n'estant presentement embarassée d'aucune Guerre, enverra au susdit Electeur, pour s'en servir en quelle maniere, qu'il luy plaira, huit Compagnies du Regiment de Furstemberg, comme il est porté par le Traité fait avec le Prince Guillaume de Furstemberg.

IV. Et en cas que le susdit Electeur eût un juste sujet de craindre que ses Estats ne fussent envahis par un ou plusieurs Princes ou Estats ses Ennemis, Sa Majesté en estant requise, luy enverra jusqu'à cinq mil Hommes de Pied & deux mil Chevaux, selon le nombre que son Altesse Electorale jugera luy estre nécessaire, lesquels Sa Majesté entretiendra à sa solde, sans que le susdit Electeur soit obligé de leur fournir autre chose que le couvert: & Sa Majesté aura soin que la Discipline Militaire soit exactement observée parmi eux dans les Lieux de leur sejour, afin qu'ils ne soient point à charge aux Sujets de son Altesse. Sa Majesté ne consentira & ne permettra point qu'ils soient les premiers à commencer la Guerre, & à commettre les premiers Actes d'hostilité contre qui que ce soit, même qu'elle les appellera en France à la première requisiion de son Altesse Electorale. Sa Majesté de plus donnera ordre, que tant les simples Soldats que les Officiers & Commandans soient soumis à son Altesse, & à ses ordres en tout & par tout, & pour plus grande seureté qu'ils presteroient Serment de fidelité entre les mains de son Altesse Electorale & de son Chapitre Metropolitain, pour le temps qu'ils resteront à son service; de maniere que Monsieur l'Electeur ne sera obligé que de leur fournir le couvert; s'obligeant néanmoins d'avertir Sa Majesté de leur retour en France, six semaines avant leur depart, & de leur fournir le nécessaire pour leur voyage, & de leur procurer de tout son pouvoir la seureté de leur passage en France.

V. Que s'il arrivoit par hazard qu'on envahit les Estats du susdit Electeur, & qu'il eût besoin d'un plus grand nombre de Troupes que des deux mil Chevaux & des cinq mil Hommes de Pied cy-dessus mentionnez. Sa Majesté luy en fournira volontiers encore pareil nombre, c'est-à-dire, deux mil Chevaux & cinq mil Fantassins, que son Altesse entretiendra à sa solde, moyennant un Subside de 10000. Ecus de France, que Sa Majesté luy fera payer exactement à la fin de chaque mois, & Sa Majesté ne rappellera point les susdites Troupes, ni ne retranchera point le susd. Subside, que son Altesse Electorale n'ait conclu une Paix ferme & entière avec ses Ennemis.

VI. Le Cardinal Mazarin, d'heureuse memoire, ayant promis à son Altesse Electorale d'obtenir du Roy pour Elle douze pieces de Canon, & ladite Altesse ne

les

ANNO  
1669.

ANNO  
1669.

les ayant pas encore reçu, Sa Majesté luy promet comme Elle s'y oblige par un Ecrit à part de sa main, de les remettre à Metz ou à Brisac, au Commissaire ou autre Officier qui y sera envoyé par son Altesse Electorale, pour les y recevoir. quand il luy plaira.

VII. En cas qu'on renouvelât le Traité de l'Alliance du Rhin, ou que Sa Majesté en fit une semblable avec quelques Princes d'Allemagne, ou mesme avec son Altesse Electorale, Sa Majesté ne sera plus obligée d'observer les conditions cy-dessus mentionnées, & tout ce present Traité sera censé nul, exceptez les troisième & quatrième Articles qui concernent les huit Compagnies du Regiment de Furstemberg, & les douze pieces de Canon, que Sa Majesté sera obligée de fournir en tout cas à Son Altesse Electorale, en la forme & maniere cy-dessusdite. Ces presens Articles ont esté arrestez par le Sieur de Lionne, en vertu du plein-Pouvoir qu'il en a reçu de Sa M. & par le Prince Guillaume de Furstemberg, en vertu du plein-Pouvoir de son A. E. dont ils se sont reciproquement promis de fournir les Ratifications dans le terme de quinze jours, à compter du jour de la date des presentes. En foy de quoy ils ont signé ledit Traité, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Paris le seizième Février 1669.

## XLII.

16. Fevr. Vereinigung zwischen Churfürst Johann Georg den Andern/ und dero Herren Brüdern August/ Christian/ und Moriz allerseits/ Herzogen zu Sachsen/ in puncto der Steuern/ und übernehmung derer an denen Erb-Landen hafftenden Steuer-Schulden aufgericht. Krafft welcher dieselbe die besagte Steuer-Schulden pro rata ihres Landts-antheils über sich nehmen. Geschehen Dresden den 16. February 1669. [LUNIG, Teursches Reichs-Archiv. Pat. Spec. Continuat. II. Abtatz II. pag. 798.]

C'est-à-dire,

Accord entre JEAN GEORGE II. Electeur de Saxe, & ses Freres AUGUSTE, CHRISTIAN, & MAURICE Ducs de Saxe au sujet des Steures de leurs Estats & Domaines. Ils en font le partage entr'eux, & s'engagent à payer aussi chacun sa part & portion des Dettes dont elles sont chargées. A Dresde le 16. Février 1669.

On Gottes Gnaden/ Wir Johann Georg der Andere/ des Heiligen Römischen Reichs Erb-Marschall und Churfürst/ u. Und von desselben Gnaden/ Wir Augustus, postulierter Administrator des Primat und Erb-Stifts Magdeburg/ dann Wir Christian/ und Wir Moriz/ allerseits/ Gebrüdere und Herzoge zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ respectiv postulierte Administratores der Stifter Wersburg und Naumburg/ land-Graven in Thüringen/ vor Uns und Unserer Nachkommen hiermit urkunden und bekennen;

Nachdem in des Durchlauchtigsten/ Hochgebohrnen Fürsten/ Herrn Johann Georgen des Ersten/ Herzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg (tor. rit.) Unserer Gnädigen und Hochgeehrten Herrn Vaters und Gewalters Hochseligen Andenkens hinterlassenen Testament und letzten Willen/ Uns auff die darinnen beschriebene massen sambt andern Nutzungen und Gerechtigkeiten/ auch in specie und mit ausgedruckten Worten die Steuer geeignet/ und in dem zwischen Uns auffgerichteten Brüderlichen Vergleichungs-Recess unter andern abgeredet worden/ daß die Steuer zwar beyammen bleiben sollte/ dafere aber Wir uns künftige beschwegen eine Aenderung zu treffen nöthig befunden würden/ man sich nach Verfließung der damals gegenwärtigen Landes-Bewilligung/ darüber mit Zuthung der Landtschafft weiter vernehmen und gültlich vergleichen wolte/ in dessen Entstehung aber sollte keinem Theil an seinen aus dem väterlichen Testament und sonstn zustehenden Rechten etwas vergeben oder benommen seyn/ so haben wir solches alles und insonderheit dieses bey uns reifflich betrachtet und erwogen/ daß nehmlich Wir Unser in Gott ruhenden Herrn Vaters letzten Willen/ in denen übrigen Stücken schuldigster massen erfüllen/ und dahero umb so viel mehr pflichtig und gehalten seyn/ solcher väterlichen Disposition und Meynung auch in puncto der Steuer und Übernehmung derer auff Unserer Hochseligen Herrn Vaters hinter-

lassener Erb-Landen hafftenden Steuer-Schulden gebührend nachzuleben/ alles zu dem Ende/ damit Wir dem von Seiner Hochseligen Gnaden in angeregten Testament auff den kindlichen Gehorsam und schuldigen Respect, wie auch auff die Erhaltung der brüderlichen Eintracht gerichteten Seggen Gottes reichlichen erlangen/ und den auff dem Gegenfall gelegten Fluch und Insegen von Uns/ und Unsern Nachkommen abwenden und verhüten/ unahn wir bißhero nicht ohne unsern und unser Unterthanen Schaden verspühret/ daß viel difficultäten/ Mißbräuche und Ungleichheiten bey der iewigen Steuer-Berfassung entstanden/ auch Innhalt der Rechte niemands wider seinen Willen in dergleichen Communion und Gemeinschaft zu sehen verbunden ist. Und ob wohl in unsern freund-brüderlichen Vergleich enthalten/ daß man sich Ausgangs der iewigen Bewilligung mit Zuthung der Landtschafft wegen dieses puncts vernehmen wolte; So haben wir doch in weiterer Überlegung der Sachen und sonstn nummehro so viel befunden/ daß an einem Theil unverantwortlich fallen würde/ wann wir obbesagte Unfers in Gott ruhenden hochseligen Herrn Vaters aus Christlicher Intention und treuer Vorsorge hergekoffener klarer Verordnung/ dem Väter-entschlichen Verboth zu wider/ bißfalls in disputat und Zweifel ziehen/ und dadurch mit Häufung derer bey künftiger Landes-Berfassung aufgehenden hohen Spekt zur ungleichen Nachrede und Verzögerung Anlaß geben ließen; An andern Theil auch/ weilm bey nummehro sich ereigneten Umständen und nach vielfältig ergangenen Cessionen der Steuer-Schulden/ die meisten von denen Landt-Ständen bey dem Steuer-Besess als Creditores interessiret seynd/ in dieser sie tanquam singulos angehende Sache kein richtiger und gleichmäßiger Schluß zu hoffen/ sondern solche deliberation nur in beschwerliche Weiterung gerathen und hierdurch dieses vorhabende höchst nothwendige Werk/ auch Unfers hochseligen Herrn Vaters Gnaden letzter Wille an seinem völligen effect fernere gehindert und retardiret werden dürfte/ da doch über letzterzehlter Ursache/ uns sonderlich auch oblieget/ dahin möglichst zu trachten/ damit einseits Unserer Unterthanen der grossen Schuldenlast erlebiget/ bey diesen gefährlichen Zeiten und künften/ in welchen zur Landes-Defension erziehbige Mittel und schicklicher Beitrag höchstnöthig/ hierdurch nicht in weiteres Unvermögen gesetzt/ die wüß und unbewohnten Güther wieder angebauet/ das die sämblichen Lande hart drückende Onus nach und nach erleichtert/ und Unfers höchstseligen Herrn Vaters verfestete Churfürstliche Brief und Siegel (worinnen sie sich vor sich und ihre Nachkommen verschrieben/ und alle Summen auff dero Kentschammer versichert) einmahl wieder eingelöset werden mögen/ zu fernerer Anmerkung/ daß unserer in Gott ruhenden hochseligen Vorfahrer/ und anderer lobwürdigen Fürsten Exempel nach/ auff das bonum publicum, den allgemeinen Nutzen/ auch unser und der Nachkommen Bestes und Wohlfarth mehr/ als auff das Interesse privatorum zu sehen seyn will. Wassen denn nach Ausweisung unfers freund-brüderlichen Vergleichs/ und dero zuvorhero abgefaßten und der getreuen Landtschafft communicirten Punctation ohne diß lediglichen in unsern Willen beruhet/ ob wir uns wegen dieses Steuer-Puncts mit der Landtschafft Zuthung weiter unter einander vergleichen/ oder widrigen Falls bey dem Uns aus der väterlichen Disposition und sonstn zustehenden Rechten verbleiben wollen/ auch die getreuen Landt-Stände mit ihrem Rath und Bedenken allbereit an dem 1657. angefetzten Landtag satzsam über dein passu der Steuer vernommen worden.

I. Haben uns zuvorhero 1.) auff zuvorhero gehaltenen reiffen Rath Krafft dieses wohlbedächtigt berebet/ und verbindlich und unwiederrufflich vereinigt/ daß nach Verfließung der iewigen Landes-Bewilligung/ welche Bartholomæi dieses 1669ten Jahres zu Ende gehet/ die großen Inkosten/ so auff die Ober- und andere Steuer-Einnemere und sonstn bißhero auffgewendet werden müssen/ der Steuer und denen sämbllichen Creditoren zu gut künftigt ersparet/ solche Ober- und Creysß-Expedition Krafft dieses aufgehoben/ und die iewigen Ober- und Creysß-Steuer-Einnemer in Gnaden erlassen werden sollen. Und mag hingegen ein jedweder unter uns sich seines aus dem väterlichen Testament und sonstn zustehenden Rechten gebührend gebrauchen: Die Land-Transit- und Baarschafft-Steuern/ so die Stände auff allgemeinen von uns dem Churfürsten ausgeschriebenen Land- oder Ausschuß-Tagen/ sowohl zu Bezahlung der Schulden/ als zu andern unsern bedürffniß aus treuer Devotion jedesmahl verwilligen/ in seinen Landen und Landes-Theilen vor voll emnehmen/ und alles/ was hierzu nöthig/ und der Zustand sonstn erfordert wird/ expediren/ disponiren und verfügen lassen/ Gestalt dann wir der Churfürst vor uns zweene qualificirte in dem Lande begütherte/ mit keinen andern sonderlichen Amtes-Berichtungen belegte/ und zu diesem Werk verordnete Landes-Kinder verordnen/ und ihnen noch zweene wegen der getreuen Landtschafft von Ritterchafft/ Städten und andern Ständen (dazu wir zwey von denen anho wegen der Landtschafft befindlichen ältesten Ober-Einnemern/ wann sie solches annehmen/ und absonderliche Pflicht leisten werden/ ferner zu gebrauchen entschlossen) adjungiren/ auch hierzu einen Secretarium neben andern bißfalls benötigten und des Steuer-Besess kundigen Bedienten bestellen/ und sie allerseits mit gungamer Instruction versehen wollen/ da aber einer von denen wegen der Landtschafft Beordneten mit Tode abgehen würde/ wollen wir jedesmahl aus drey oder vier Subjectis, so die Landtschafft an des abgegangnen Stelle

ANNO  
1669.

ANNO  
1669.

Stelle gebührend denominiren und vorschlagen wird / einen wieder verordnen und bestätigen. Es sollen auch jährlich die in solcher Steuer-Expedition gehaltene Rechnungen / vor uns und denenjenigen / so die Landschaft hierzu deputiren wird / abgenommen und justificiret werden. Inmassen dann wir übrigen drey Fürstl. Gebrüder das Steuer-Wesen in unsern Landes-Portionen mit ebenmäßiger Zuziehung von der uns zukommenden weiten Ritterchaft besser und möglichster massen in gehörige Verfassung zu setzen gemeinet seynde / und damit der hierunter intendirte Zweck brüderlicher eintracht und allgemeiner Lande wohlthath nicht allein umb so viel mehr erreicht / sondern auch bey unsern Nachkommen stabiliret / und immerwährend erhalten werden möge / so versprechen wir unter uns / und einer dem andern reciproce, daß in solcher Steuer-Zeitung / deren expedition / Einhebung / Anstellung und Verfassung / keiner unter uns und unsern Nachkommen / den andern und dessen Nachkommen / durch Geboth oder Verboth / noch durch einige andere Maasse noch Weise einigen Einhalt thun sollen noch wollen.

II. Demnach vors 2.) Uns dem Chur-Fürsten aber / vermöge des väterlichen Erb-Vergleichs / auch in unser freündlich geliebten Brüdern Liebden / Liebden / Liebden Landes-Portion das Jus Belli & Pacis, nebenst andern reservatis auff Maass und Weise / wie in gerechter unser Freundbrüderlicher Vergleich mit mehrern besaget / zusehen thut; So wird dasselbige sambt allen darzugehörigen Contributionen / und was die Stände zur Landes-Defension für die Soldatesca, Vestungs-reparatur und dergleichen am jüngst ergangenen Landtage gewilliget / oder auch in Zukunft weiter vernünftigen möchten / von der Steuer-Zeitung Krafft diß ausdrücklichen ausgezogen / und uns dem Chur-Fürsten und allen unsern Nachkommen vorbehalten / dergestalt und also / daß uns und unsern Nachkommen an der Chur dergleichen Bewilligung auch aus Ihrer Liebheit / Liebden / Liebden Landes-portionen (erwehnter Steuer-Separation ungedenket /) iederzeit unauffhältlich gefolget / auch es sonst bey den uns dem Chur-Fürsten zugehörigen Jus Belli & Pacis und andern reservatis, nach Inhalt unsers Brüderlichen Vergleichs / ohne einige novation und Aenderung allerdings gelassen werden solle.

III. Dargegen vors 3.) haben wir Herzog Augustus, Herzog Christian und Herzog Moritz / wie auch alle unsere Nachkommen / alle Land- & Franck- und andere / vermöge des väterlichen Testaments und freündbrüderlichen Vergleichs uns zusehende Steuer / welche die uns zukommende Unterthanen bey vorher erwähnten Land- oder Ausschuss-Tagen in Zukunft willigen mögen / in unsern Landes-Portionibus vor voll einzunehmen / jedoch auch mit dieser beschriebener Maass und Weise / daß wir und unsere Nachkommen neben denen unsere Landes-Portionen betreffende Steuer-Schulden / dasjenige was zu denen Reichs- und Creys-Steuern / Römer-Zinsen / wie auch Cammer- & Gerichts Unterhaltung / und zu denen wichtigen die gesamte Lande angehende Bestandtschafft / nöthig / nach proportion der Landes-Teilung usfr Fall hierzu von der Landschaft die Nothdurfft nicht absonderlich bewilliget wird / solcher gestalt mit tragen und abstaten wollen / als distfalls unter uns absonderlich verglichen / und deswegen jüngstverwichen allhier in Dreßden durch unsere niedergesetzte Rache eine richtige Abtheilung nach denen völligen Steuer-Schocken de anno 1628. gemacht worden.

IV. Was denn anbelanget 4.) die Steuer-Schulden an sich selbst / gleichwie zuörderst jedes Capital an sich selbst ipso jure theilbar / also / daß jeder unter uns den Steuer-Creditoren mehrer nicht / als was seine rata nach der proportion beträgt / und so viel ihm Inhalts der väterlichen Verordnung proportionabiliter betrifft / nach und nach / und so viel möglich / abzustatten / oder sich deswegen mit den Gläubigern zu vergleichen schuldig ist; Also bleibet es auch nicht unbillig dabey / und haben wir uns Krafft dieses dergestalt vereiniget / daß der alte Anschlag de Anno 1628. hierinnen pro norma & fundamento stehen / gelten und wehrgebachte Steuer-Schulden nach demselben ohne Unterschied / ob die obligationes von unsern in Gdt hochseligsten ruhenden Vorfahren / oder uns dem izeigen Chur-Fürsten / unterschrieben / hiermit von uns vertheilet und ubernommen seyn / auch selbige gehöriger massen abgetragen / und die uns izeht angezogenen Anschlag de Anno 1628. herrührende Portion und eintheilung bey künftiger Abstattung der Steuer-Capitalien in acht genommen / keines weges aber ein oder der anderer Steuer-Creditor weder mit / noch wider seinen willen / an einen unter uns verwiesen werden soll / sondern nachdem eines jedweden Landes Antheil viel oder wenig Steuer-Schocke / Inhalts des erwähnten Anschlags auff sich hat / nach solchen nimmet er auch viel oder wenig nach den Steuer-Schulden über sich / Als zum Exempel / wann 5000. Gulden Capital-Weislicher Wehrung abgetragen werden solte / kommen davon der Proportion nach zu

342. fl. 10. gr. — Uns Herzog Moritz wegen der im Boigtlande habenden Städte und Nembter / auch wegen der Nembter Weyda / Arnshangk und Biegenritz / ingleichen der Herrschafft Lautenberg / Frauen-Priesnitz und Nieders-Trebra.

ANNO  
1669.

Im Fall auch gleich einer unter uns mehr Steuer-Capitalia; als seine schuldige rata austräge / und Ihm zu bezahlen obliegt / an sich gebracht hätte / oder noch an sich bringen würde / soll er doch ein mehrers / als sonst seinen Cedenten / izeigen Landes Zustande nach / gebühret / oder zu bezahlen gewesen / von uns andern zu fordern nicht berechtiget seyn / sondern deswegen mit Ihme / gleichwie mit andern Steuer-Creditoren / besage des väterlichen Testaments, billigmäßige Vergleichung getroffen / oder das Capital; so viel möglich / nach und nach abgestattet werden. Wie nicht weniger einen jedweden Steuer-Gläubiger seine Capitalia einem andern / Inhalts der beschriebenen Rechte / gebührend zu cediren und zu überlassen unbenommen seyn.

V. Ob auch wohl 5.) zuvor das Absehen uff eine allgemeine Landes-Revision gerichtet gewesen; So haben wir dennoch bey uns betrachtet und ermogen / daß man eines Theils in dergleichen Revision zithero nicht gelangen mögen / anderer gestalt auch / und wenn schon endlich darzu geschritten würde / nichts desto weniger zu besorgen wäre / daß hierunter entweder der Landmann oder die Steuer mit vergeblichen Unkosten beschweret / und doch die desiderirte Gleichheit nicht erreicht werden dürfte / daher soll es bey dem alten Anschlag de Anno 1628. wie schon oben erwühnet / allerdinge bewenden / und die vorgehabte allgemeine Revision eingestellt bleiben. Gleichwohl aber mag ein jedweder in seinen Landes-Theilen eine Local-Revision vornehmen / an die Dertzer / da die Ansehung allzu hoch geschehen / Commissarien verordnen / und distfalls verfahren / wie es der Verarmten Zustand und Dertzer Beschaffenheit mit sich bringet und erfordert / auch an sich selbstens Rechte und sich seyn wird. Jedoch allezeit dergestalt und also / daß mehr gemelter Anschlag de Anno 1628. unverrückt verbleiben / und so viel eines jeden unter uns auff seines Landes-Antheil haftendes Quantum betrifft / nicht verringert noch verändert / vielweniger der Steuer / und den dabey interessirenden / einiger Abgang / präjudiz oder Nachtheil zugezogen werde.

VI. So viel vors 6.) die alten zurückziehenden / und bis auff 1653. aufgeschwollenen Zinsen belanget / erinnern wir uns des in izeigemelten Jahre publicirten Land-Tages-Schlusses / vermöge dessen dieselbe suspendiret seyn / lassen es auch dabey nicht allein allerdings bewenden / sondern versehen uns auch zu denen Steuer-Creditoren in Gnaden / sie werden sich hierunter der Billigkeit selbst beschneiden / und wegen derer in vorigen Jahren bey denen Unterthanen vorgegangenen Landes-verderblichen Kriegs-Prekarien von solchen alten Zinsen / und deren präventionen / gürwillig absehen; Allermassen wir denn auch bey dieser Separation und sonderung der Steuer dieselben nicht mit an / sondern Krafft dieses ausgekehret haben / jedoch werden die pia causa hiez von nicht unbillig eximiret / und soll von uns mit Fleiß dahingesehen werden / wie denenselben distfalls billigmäßige Satisfaction geschehe. Wir wollen auch unsern Unterthanen zu gute / und in Ansehung ihres grossen unvernögens / förderlichst durch gehörige Ansätze / alle bis auff 1653. befindliche Land- und Franck-Steuer-Reste gänzlich remittiren und erlassen / worunter aber diejenigen Einnehmer und Gerichts-Herren / so die Steuer eingehoben / und nicht an gehörige Orte geliefert / nicht begriffen / noch sie sich mit dieser Remission zu beheiffen haben.

Was auch allbereit hithero an einem oder dem andern Orth auff die gesambten Steuern angewiesen / solches soll alles auch nachmahls unverrückt in vorigem Stande verbleiben / und die assignirten Posten gebührend davon bezahlet werden.

VII. Sonsten sollen vors 7.) die seider Anno 1653. bis dato auffß neue betragte Zinsen / wie auch die Haupt-Summe, so weit sie richtig in gutem schneren Gelde und in liquido bestehen / (die übrigen aber / so entweder von leichter Münze herrühren / oder dabey sich sonst etwas anders bedenckliches ereignet / seynd billig der schon hithero gewöhnlichen redaction und rechtlichen examination unterworfen / und sollen ehe und bevor solches geschehen / von uns sambt und sonders nicht agnosciret werden) von jedweden unter uns nach der obangebeuteten Proportion und Maasse ohne ferner Zins-Reichung (außer was unsere und unser Nembter Capitalia, pia causa, auch arme Witwen und Waisen betrifft / wie bey nachfolgenden Punkt mit mehrern gedacht wird) abgeführt / auch hinführo die compensation nicht auff die Zinsen / sondern nur auff die Capitalia verstatet / und die Stände / so hithero von ihren Unterthanen auff ihre rechtmäßige Forderung einaiemmen / nachmahls unter denjenigen Herrn / darunter sie gefessen / bis ihre zu Recht beständige Haupt-Summe abgelassen / dabey ohne Hinderniß gelassen / und ein jeder unter uns nach proportion derer auff seine Lande und Landes-Portion zukommenden Steuer-Schulden / die Abtheilung gemacht und zugerednet werden / da aber ein und der andere Creditor selbstens die proportionirte eintheilung des Capitals bey uns samblid begehrte / die compensation fahren lassen / und darauff der gehörigen bezahlung gewarten wolte / soll ihm dasselbe zu thun frey stehen. Und seynd wir hierbey der gemisser Gedanken und Zuversicht / daß sich niemand mit Fug über die Aussetzung der künftigen Steuer-Zinsen zu beklagen haben werde /

395. fl. 1. gr. 6. pf. Uns dem Chur-Fürsten / wegen des Chur-Fürstenthumbs und andern Landen.  
568. fl. 20. gr. — Uns Herzog Augusto / wegen unser Landes-Portion in Thüringen / und des Nulbts Sachsenburg.  
131. fl. 10. gr. 6. pf. Uns Herzog Christiano, wegen der Nembter Delisch / Zörbig / Witterfeld und Finsterwalda.

ANNO  
1669.

werde / indem der erlöbtesten Unterthanen unvermögen am Tage / und wir neben diesen Landen sonst aus der grossen Schuldbeschwerung nicht gelangen / und die unter unsers Hochseeligen Herrn Vaters Chur = Fürstlichen Hand und Siegel ausgestellte Obligationes, uns und unserm hohen Hause zum Nachtheil / bey In- und Auswertigen noch länger zurück gelassen werden dürften. Belangende aber die Steuer = Capitalia, welche zu Geistlichen Stiftungen / Kirchen / Schulen und andern milden Sachen geordnet / wie auch unsere allereits eigene / und unserer sämtlichen Nemder Capitalia, so bißhero aus der Steuer verzinst worden / weilen solche dahin von langen Zeiten her gewiehet / und meistens zu milden Sachen verordnet worden / auch ein und anders bedenkten mehr distals hierbey sich ereignet / ist es damit dergestalt verglichen worden / daß dieselben unzertheilt daselbst verbleiben / und jedes Amtes oder Stadt einkommende Steuern iederzeit verzinst / einem iederweden unter uns / zu denen auff seine Landes = Portion zukommende Schulden zugerechnet / und jedes hundert mit Fünffzig richtig verzinst werden soll / biß mit der Interessenten guten Willen das Capital abgelegt werde.

VIII. Obwohl auch 8.) zwischen unser des Chur = Fürsten Renth = Cammer / und der Steuer / bißhero keine Abrechnung fürgegangen; Gleichwohl aber an dem / daß die Haupt = Summe an alter guter Münze / Inhalts der vorhabenden Verschreibungen / auff eilffmal hundert und Fünff tausend Gulden / und die Uebermasse von denen reducirten Steuer = Posten annoch auff eine ansehnliche Summa sich belaufen / so soll diese Abrechnung / zu Verhütung weitläufigkeit / ganz eingestellt seyn. Und erklären wir Herzog Augustus / Herzog Christian und Herzog Moritz / uns allereits verbindlich dahin / daß seine des Herrn Chur = Fürsten Liebden vor solche in dem Titel der Steuer habende Anforderung / dreyzehnmahl hundert tausend / oder dreyzehnten Goldenen Gulden Capital Weisheitlicher Behrüng / den Gulden zu ein und zwanzig Groschen gerechnet / gut schweres Geld passiret / und dieses Capital nach der obbeschriebenen uns zukommenden Proportion, und so viel eines jeden Landes Antheil betreffen wird / von uns sämtlichen Chur = und Fürstlichen Brüdern von denen Land = Tract = und Baarschafts = Steuern richtig und völlig der Chur = Fürstlichen Renth = Cammer abgetreten / oder biß dahin jährlich mit 5. pro Cento verzinst werden soll / Jedoch daß mit den sämtlichen zinsbaar bleibenden Capitalien die obige proportion der eintheilung nach denen zum Exempel gesetzten 5000. Gulden ebener massen observiret / und keiner vor dem andern dießfalls beschweret werde.

IX. Da auch 9.) instänfftige von uns samt und sonders nöthig befunden würde / wegen derer vorfallenden und allhier nicht enthaltenen Puncten / sich Freund = Brüderlich zu vernehmen / oder eines und das andere zu erleutern / soll solches unverzüglich durch Zusammenschickung unserer Rätthe und Deputirte / zu Werck gerichtet / nothdürfftig darüber conferiret / und darumb billige Vermittelung zu treffen / möglichster Fleiß angewendet werden; Zumassen denn sonderlich die Nothdurfft erfordert / daß Fünfftzig zu gewissen Zeiten / unsere Rätthe in leypzig zusammen kommen / und wie es mit Einlieferung der Steuer = Obligationen / wenn nemlich ein oder der andere unter uns seine ratam gebührend abgesehret / und dennoch wegen des residui bey denen übrigen die Verschreibung zurück bliebe / wie auch sonst in andern Fällen mehr gehalten werden soll / berathschlagen / und biß auff unsere gnädigste Ratification sich vereinigen.

X. Und damit vors 10.) zu obangedeuterer Ablegung der Steuer = Capitalien umb so viel desto eher und mehr zu gelangen sey / und oftangeregter allhier zum fundament gesetzter Steuer = Aufschlag de Anno 1628. durch Befehlige und sonst / entweder umbsonst / oder auch gegen Abtretung eines gewissen Steuer = Capitals, abgeschrieben worden / hinfführ nicht gelten / noch beobachtet / sondern weil solches alles per sub & oprepositionem erfolget / auch zur Schmäherung des Juris collectandi, als eines hohen Regal = Stückes / wie nicht weniger zur merklicher Verschönerung der übrigen verarmten Unterthanen gereicht / Krafft dieses allenthalben abgethan / und in vorigen Standt gesetzt / auch in Zukunft von unser keiner dergleichen Rescripta, so zur Abschreib = und Verminderung der alten Steuer = Schocke / oder zu einigen andern Abbruch der Steuer gediehet / weiter ertheilet. Und ob gleich solche auff eines oder des andern Sollicitanten / oder auch seyn könnte / importunes Anhalten erfolgen möchte / von unsern zu dem Steuer = Wesen verordneten Rätthen nicht attendiret / wie auch den Steuer = Creditoren zum besten / alle von den Einnehmern und Gerichts = Herren eingehobenen und zurückgehaltenen Steuern fleißig eingetrieben / und sowohl in diesen als in andern denen hievor ergangenen anschreiben gemäß / verfahren werde; Und wollen wir gebachten unsern Rätthen / wann sie mit Vollziehung und execution solcher Befehlige anstehen / und deswegen unterthänigste Erinnerung thun / (gestalt ihnen denn diese iederzeit in acht zu nehmen / hiermit ernstlich eingebunden seyn soll) keine verantwortung zumeßsen / noch sie deswegen mit keiner Ungnade ansehen / sondern bey ihren Instructionen allezeit widermänniglich schützen und handhaben.

XI. Schließlichen und zum 11.) soll diese unsere Brüderliche Vergleichung einer getreuen Landschafft an ihren erlangten Gerechtigkeiten / Privilegien und wohlhergebrachten Gewohnheiten ganz unschädlich seyn. Und gleichwie dieses alles / so hietinnen begriffen / auff das väterliche Testament, unsern freund = brü-

ANNO  
1669.

derlichen Haupt = und andere darauff erfolgte Vergleich sich grün-

den und fundiren thut; Also wollen wir auch dieselbigen bey völligen Vigor und Kräfften in allen Clausulen / Puncten / Inhalt und Meynungen / sonder einige Veränderung nochmahls erhalten / was darinnen sowohl wegen Anstellung der Land = und Aufschuß = Tage / als sonst in andern mehr verglichen ist / unverbrüchlich observiren / und solchen Verträgen hierdurch in keinerlei Wege / (ausser was die unsere brüderliche hievor beliebte fernere Handlung über die Steuer = Sonderung betrifft / darüber wir als sämtliche Paciscenten uns aus erheblichen und Land und Leuten zum besten gemeynten Ursachen nummehr allbereit hiermit endlich vereiniget) derogiret wissen / oder anderen es dahin auszudeuten gestatten und nachgeben. Alles freulich und sonder Beschränkung.

Zu Urkund haben wir uns eigenhändig unterschrieben / und unsere Chur = und Fürstliche Dainen = Secreta wissentlichen aufdrucken lassen / auch nebst renunciation und begebung aller exceptionen / einander Freund = Brüderlichen hiermit versprochen /

Allen und jeden was obsteht / vor uns und unsere Nachkommen festiglich nachzuleben / und dawider in keinerlei Weise durch uns oder andere zu thun / noch zu handeln.

So geschehen in Dresden den sechzehenden Februarii im Jahr ein tausend sechs hundert und neun und sechzig.

Johann George /  
Chur = Fürst.  
(L.S.)

Augustus / Herzog  
zu Sachsen.  
(L.S.)

Christian / Herzog  
zu Sachsen.  
(L.S.)

Moritz / Herzog  
zu Sachsen.  
(L.S.)

## XLIII.

*Declaracion de la Reyna Gobernadora de España 6. Mars para que los Sujettos del Rey de Francia en conformidad de los Trattados de Paz, ayan de gozar los Privilegios, Franquicias, y Immunidades, que gozavan los Ingleses, y Olandeses, y los Habitantes de las Ciudades Anseaticas, que traffican en los Puertos y Villas de España. Dado en Madrid a 6 de Marzo 1669. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]*

*La Reyna Gobernadora.*

Por quanto por parte del Marques de Villars Embiado del Rey Christianissimo a esta Corte se me ha representado que entre los Privilegios dados a los Subditos de las Ciudades Anseaticas a los de Inglaterra y tambien a los de Francia, se los concedieran los Capítulos cuya Copia de verbo ad verbum & del tenor siguiente.

*Articulo 28. de Privilegios Anseaticos.*

Item aprobamos, queremos y concedemos que quantos naturales de las Ciudades Anseaticas, habitaren en nuestro Reyno de Castilla, sean libros y de todo esemplos de todas las Concessiones assi patrimoniales como personales y del cargo de la tutela y de toda pensión y tributo assi ordinario como extraordinario, y tambien de todo servicio de Milicia, assi en Mar como en Tierra.

*Articulo 29. de los mismos Privilegios.*

Contiene la misma cosa como el precedente.

*Articulo 22. de los mismos Privilegios.*

Item que a las Naves de los Anseaticos de aqui adelante las personas Ministros y otros qualesquier Officiales que fueren hazer la visita, nolos tomen ny pidan cosa alguna por ella, y si a caso los Administradores lo Arendaderes de nuestra Hazienda quisieren embiar a las Naves algunas Guardas les embien y pongan los dichos Arendadores a su costa, y los Administradores a la de mi hazienda y no los concientan que pedan o tomen cosa alguna a los Anseaticos.

*Articulo 10. de la Paz entre España y Inglaterra del año 1667.*

Que los Navios y otros qualesquier Vaxelos, que pertenecieren al Rey de la Gran Bretaña, y a sus Subditos

ANNO  
1669.

ditos y Habitantes navegando en los Dominios del Rey de España, o en qualquier de nos Puertos no sean visitados por los Ministros o Juezes de contravengo, o por otra persona alguna, por su propia autoridad, o de alguna otra, ny se pondran algunos Soldados, o Hombres armados, a otros Oficiales o personas a bordo de ninguno de los dichos Navios o Vaxeles, ni los Oficiales de la Aduana de la una o otra parte hazer perquisita en ninguno de los Vaxeles o Navios perteneciendo a los Pueblos del uno o del otro, que entraren en las Regiones, Dominios o respectivos Puertos, hasta qui sus dichos Navios o Vaxeles esten descargados o hasta que hayen puesto en Tierra toda aquella parte de la carga de la Mercancia, que declaran refuelven desembarcar en el dicho Puerto, ny sera el Capitan Maestro, ny ninguno otro del Navio o Navios encarcelados, ny ella ny sus Barcos detenidos en Tierra, por en el interim los Oficiales Reales y de la Aduana pueden estar en dichos Vaxeles o Navios no exodiendo el numero de tres en cada Navio, para reconocer que ningunos Bienes o Mercancia, se desembarquen de dichos Navios o Vaxeles sin que paguen los derechos, que por estos Articulos cada parte esta obligado a pagar; los quales dichos Oficiales han de estar sin costa ninguna del Navio o Navios, Vaxel o Vaxeles, sus Oficiales Marineros, Compania, Mercaderes, Factores o propietarios, y quando el Maestro o Patron huviere declarado que se ha de descargar toda la carga de su Navio en algun Puerto, la declaration y entrada de la dicha carga se haya de hazer en la Aduana, en la forma acostumbrada y se despues de hecha se hallaren algunos otros Bienes en el dicho Navio o Navios mai de los contenidos en dicha entrada o declaration se concedara ocho dias del termino, dias en que se podra trabajar sin contar las fiestas, que se contarán desde el dia en que se commensare a hazer la descarga a fin de poder entrar y manifestar los Bienes no declarados y salvar la confiscacion dellos, y en caso, que en dicho tiempo, no se huviere hecho la entrada o manifestacion, entonces los Bienes particulares, que se hallaren, como queda dicho, aunque la descarga no esté acabada seran confiscados, folamento, y no otros, ny se dara otra molestia, o castigo alguno al Mercader o dueño del Navio, y siendo dichos Navios o Vaxeles cargados tendran libertad otra veza salvi.

*Articulo 18. de Privilegios Anseaticos.*

Item aprobamos, queremos y concedemos que ningun Juez o Magistrado de qualquier qualidad, eminencia que sea, pueda visitar y reconocer las casas y lofyas de los Anseaticos, si no solo su Conservador y Juéz propio, salvo en caso que algun mal hechor escapando del fragante delito sea buscado, en el qual caso sea solo permitido al Juéz que le va siguiendo por razon de Justicia.

*Articulo 19. de los mismos Privilegios.*

Contiene la misma cosa como el precedente.

*Articulo 6. de la Paz entre España y Francia del año 1659.*

Las Villas, Subditos, Mercaderes, Estantes, y Habitantes de los Reynos, Estados, Provincias y Paizes, pertenecientes al Señor Rey Catholico, gozaran de los mismos Privilegios, Franquias, Libertades y seguridades, en el Reyno de Francia, y otros lugares de la obediencia del Rey Christianissimo, que gozan los Subditos de Inglaterra, sin que se pueda en Francia, y otros lugares, de la obediencia del Rey Christianissimo, de mandar ny facer de los Españoles, y otros Subditos del Rey Catholico, mayores derechos, y Imposiciones de los que seran pagados por los Naturales de Inglaterra, y de los Estados Generales de las Provincias Unidas, o otros Estrangeros que fueren alli tratados mas favorablemente, el mismo tratamiento, se hara en todos los Estados de la obediencia del Señor Rey Catholico, a todos los Subditos del dicho Señor Rey Christianissimo de qualquier Pays o Nación que sean.

Y por que dicho Marques de Villars ha alegado que en vez de gozar lo referido los Subditos del Rey Christianissimo se dexa de observar con ellos y reciben muchas vexaciones, suplicandome mando aplicar a esto el remedio conveniente, yo atendiendo a la Justificacion de la Causa, y a que en dicho Articulo 6. de la

TOM. VII. PART. I.

Paz con Francia, se estipulo hazer a sus Subditos, el mas favorable tratamiento que a los de Inglaterra, Estados Generales de las Provincias Unidas, e otros Estrangeros, siendo (como es) mi real animo que se cumpla religiosamente, para que todos respectivamente gozen el beneficio, y felicidad del Comercio, y floresca mas con la amigable y sincera correspondencia de los Vassallos de parte y otra: Por tanto en virtud de la presente, mando a todos mes Virroyes y Capitanes Generales, Audiencias, Chancillerias, Corregidores, Alcaldes Mayores y ordinarios, y a todos, y qualesquier Ministros a quien tocare al cumplimiento de dichos Capiculos preinsertos, segun su tenor en general, y cada uno en particular, que los hagan observar y guardar, sin ir, ny contravenir a ellos en todo, ni en parte, que assi es mi voluntad y conviene al Real servicio. Dado en Madrid a seis dias del mes de Março 1669.

YO LA REYNA.

D. P. FERNANDES  
DEL CAMPO Y ANGULO.

*Collationné à l'Original envoyé de la Cour, & demeuré en nos mains par nous MICHEL LE PELETIER Conseiller du Roy en son Conseil d'Etat & en sa Cour du Parlement de Paris, Intendant de la Justice, Police & Finances en Flandres.*

XLIV.

*Convention faite entre les Ministres Plenipotentiaires des Rois de la GRANDE BRETAGNE, & de SUEDE, & ceux des Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour la GARANTIE de tous les Estats de Sa Majesté Catholique en quelque partie du Monde qu'ils soient situés, conformément au Traité de la Triple-Alliance, & au septieme Article de la Paix concludé à Aix la Chapelle le 2. Mai 1668. A la Haye le 7. Mai 1669. Avec l'ACCEPTATION de l'Ambassadeur d'Espagne au nom de la Reine Regente, & promesse de payer à la Couronne de Suede une Somme de 480. mille Rixdalers. A la Haye le 9. Mai 1669. [Copie imprimée, tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]*

*Akte de Garantie conclu le 7. May à la Haye 1669.*

Les Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, estans dez le 23. Janvier stile nouveau, & le 25. Avril, stile vieil, l'un & l'autre de l'année passée entez ensemble dans un concert, & une liaison estroite, tant pour aider à faire finir par leur intervention la Guerre qui s'estoit alors alluinée entre les deux Couronnes voisines, & particulièrement dans les Provinces des Pays-Bas de l'obeissance du Roy d'Espagne, que pour garantir aussi le plus fortement & efficacement que faire se pourroit la Paix, qui par la benediction de Dieu s'en pourroit en suivre, afin de prevenir par là de semblables inconveniens à l'advenir, & les suites qui en pourroient naistre tant funestes à toute la Chréienté, & leurs salutaires intentions & bons offices qui ont esté employez auprès de l'une & de l'autre desdites Couronnes, ayant esté tellement benis par sa Divine Majesté, que le 2. May de la même année, ladite Paix tant désirée s'en est effectivement ensuivie, par l'Instrument de laquelle conclu le même jour en la Ville d'Aix la Chapelle, lesdites Couronnes ont expressement consenty au 7. Article, que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Leurs Majestez leurs promesses & obligations de Garantie de l'execution de tout le contenu dudit Traité.

Lesdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi lesdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas perseverans en leurs bons & pacifiques desseins, & aussi voulant appuyer

ANNO  
1669.

ANNO 1669. efficacement l'intention loisible & Chrestienne desdits deux Rois exprimée audit septième Article, ont accordé & consenti à la requisition du Roy Catholique & promis irrevocablement en la maniere la plus forte & plus solemnele qu'il se peut, ainsi que lesdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi lesdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas tous ensemble, & chacun d'eux en particulier, accordent & promettent irrevocablement par ces presentes, de garantir ledit Traité, & par consequent en cas qu'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaïse) que le Roy Tres-Chrestien vienne un jour à manquer à l'exécution ou observation punctuelle de ce que par luy ou de sa part a esté promis audit Traité, & principalement, si au prejudice & par infraction du 1. Article de ladite Paix, il vient à attaquer ou incommoder à force d'Armées, ou par voye de fait, sous quelque pretexte que ce soit, aucun des Roiaumes, Estats, Pays, ou Sujets du Roy Catholique en quelque lieu, ou en quelque Partie du Monde, que cette attaque ou trouble de fait puisse estre fait ou arriver, par Mer, ou par Terre sans aucune exception de Pays ou personnes, quelque nom qu'ils puissent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puissent estre situez, qu'en tel cas inesperé & impreveu, ils emploieront toutes leurs forces, ou telle partie qu'il sera necessaire, par Mer, & par Terre, & les feront agir avec la dernière vigueur, non seulement pour ayder à s'opposer à ladite attaque ou trouble, & pour la detourner, mais aussi pour faire deüement reparer la contravention qui aura esté faite, & en cas que ladite attaque se fit en des Quartiers éloignez, en sorte que la distance ou autres inconveniens les puissent empêcher à faire sur le lieu la deffence necessaire, qu'alors ils tascheront de tout leur pouvoir par le moien de leurs Armes qu'ils emploieront ailleurs, tant par Mer que par Terre, là où ils pourront le plus sensiblement incommoder l'attaquant ou agresseur, de l'obliger à desister de son agression & insulte, ainsi qu'à reparer deüement la contravention qu'il aura faite: & lesdits Roys Confederéz entreront aussi-tost après telle agression ou insulte dans un concert particulier avec l'attaqué sur les moyens & les forces qu'ils employeront actuellement, & en effet tant pour detourner que pour faire reparer pareille infraction selon les proportions & les expens, qui par un comun accord seront trouvez les plus necessaires à la deffence de l'attaqué & le plus utiles au bon succez de la cause, qui en tel cas deviendra commune; & de ce que dessus seront fait trois originaux dont l'un sera signé par le Roy de la Grande Bretagne ou de sa part, l'autre par le Roy de Suede ou de sa part, & le troisieme par les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas ou de leur part, ce que nous soubsignez leurs Plenipotentiaires nous sommes chargez & avons promis de procurer & de faire effectuer en bonne & deüé forme dans l'espace de deux mois ou plustost si faire se pourra. Fait à la Haye le 7. de May 1669.

*Aste donné par Don ESTEVAN DE GAMARRA Ambassadeur d'Espagne promettant de payer à la Suede, le Subside de 480. mille Ecus promis à cette Couronne, par la Convention ad interim signé à Westmunster le 25. Avril 1668. V. St. Donné à la Haye le 9. Mai 1669. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems du Roi CHARLES II.]*

*Nous Messire Don ESTEVAN DE GAMARRA & CONTRERAS Chevalier de l'Ordre Militaire de S. Jaques, Conseiller du Roy en ses Con-*

*seils Supremes de Guerre és Pays-Bas & Bourgoigne, auprès de sa Royale personne, Maître de Camp General, Gouverneur de la Citadelle de Gand, & Ambassadeur auprès des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies.* ANNO 1669.

SA Majesté la Reyne ayant veu & meurement examiné le Traité de Triple Alliance conclu à Westmunster en Angleterre le 25. d'Avril style vieux de l'année passée, par les Serenissimes Roys de la Grande Bretagne & de Suede conjointement avec les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, tendant principalement à la Garantie du Traité de Paix dernièrement arrêté avec le Roy Tres-Chrestien à la Ville Imperiale d'Aix la Chapelle le 2. jour de May de la mesme année, comme aussi un certain Acte separé & passé à Westmunster ledit jour de 25. Avril par lequel Sa Majesté Britannique & lesdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas s'obligent au Serenissime Roy de Suede d'employer tous les offices & devoirs imaginables pour luy faire toucher au plus-tost dans la Ville de Hambourg par ordre de Sadite Majesté la Reyne la Somme de quatre cent quatre vingt mil Rixdaldres exprimez audit Acte pour les raisons plus amplement deduites par iceluy, & nous ayant esté montré depuis l'Acte de Garantie que les Plenipotentiaires desdits trois Estats ont signé en la meilleure & plus forte maniere, pour la seureté de tous les Roiaumes, Estats, Pays & Sujets de la Monarchie de Sa Majesté le Roy son Fils contre toutes les aggressions & insultes qu'on luy pourroit faire en violant ou contrevenant au Traité d'Aix la Chapelle (ce qu'à Dieu ne plaïse) Sadite Majesté la Reyne après une meure deliberation de son Conseil agreant & approuvant ladite Triple Alliance, & voulant aussi tesmoigner l'estime qu'elle a de contribuer de tout son pouvoir à l'affermissement de la Paix, a trouvé bon pour donner tant plus de force à la Garantie & audit Serenissime Roy de Suede toute sorte de satisfaction autant qu'il peut desirer & qui dépend de Sa Majesté comme aussi afin de rendre ledit Roy d'autant plus capable d'executer plus fortement & vigoureusement ladite Garantie, ainsi qu'il a dé-jà promis pour repousser tout ce qui pourroit estre un jour entrepris contre & au prejudice de ladite Paix & la Tranquillité publique, & pour faire tout ce que Sa Majesté la Reine feroit ou pourroit faire en vertu dudit Pouvoir, nous avons promis, ainsi que nous promettons par cette, de faire payer & compter effectivement & de bonne foy lesdits Subsidés au profit de la Couronne de Suede en la Ville d'Amsterdam ou Hambourg, à sçavoir la Somme de deux cent mil Rixdaldres content incontinent après que les Actes de Garantie auront esté mis entre nos mains ratifiez des deux Roys & de cet Estar, & les deux autres cent quatre vingt mil Rixdaldres restans en deux termes esgaulx pour la moitié de ladite Somme, dont le premier eschéera après huit mois expirez à compter du jour de ladite extradition; & l'autre terme de l'autre moitié après l'expiration des autres huit mois à compter du jour de l'escheance dudit premier terme, & à payer & compter au profit & au lieu que dessus, & nous avons promis de bonne foy ainsi que nous promettons par ces presentes de faire executer tout ce que dessus, precisement & punctuellement, comme aussi de faire rarifier par Sa Majesté la Reyne ces presentes dans l'espace de deux mois, dont nous avons fait & signé trois originaux à la Haye le 9. de May 1669.

(✱ L. S.)

*Estoit signé*

GAMARRA.

ANNO  
1669.

XLV.

7. Juin. *Accoord tusschen de Heeren Staten van HOLLAND en WEST-VRIESLAND ter eenre, en de Heeren Staten van ZEELAND ter andere zyde, wegens de Justitie. Gesloten in s'Graven-Hage den 7. Juny 1669. [ Mercure Hollandois de 1669. pag. 63. d'où cette Pièce est tirée. Elle se trouve aussi dans le Theatrum Europæum. Tom. X. pag. 77. en Allemand. ]*

**I.** IN den eersten; is tusschen de Hoog-gemelte Heeren Staten van d'eenen en d'andere Provincie, na verscheide gehouden Conferentien en Communicatie, veracordeert en vast gestelt, gelijk vast ghestelt wort by desen, dat de Jurisdicte die den President en Raden van den Hove tot noch toe mede over de Provincie, Steden en Ingesetenen van Zeelant hebben gehad en geexerceert, volgens de originele Instructie, mitsgaders de Accoorden en Verdragen daer op gemaect, voortaan geheel sal cefferen en ophouden; en dat dien volgende de Staten, Steden, en Ingesetenen van Zeelant, in het toekomende voor de voorsz. Hoven in geenderhande wijze betreckelijck, aensprekelijck of causabel sullen wesen, maer dat het voorsz. Hof soo in Jurisdicte als in 't aenschellen van den President, Raden en Ministers, met den gevolge en aenkleven van dien, alleen sal staen onder 't gefagh en de dispositie van de Heeren Staten van Holland en West-Vrieslant.

**II.** Dat de Onderdanen en Ingesetenen van Zeelant by provisie, en ter tijt toe anders sal wesen geordonneert, sullen blijven, en voor soo veel des noot zy, op nieuws gestelt worden, gelijk de selve gestelt worden by desen, onder 't Ressort en de Judicatyre van den Hoogen Raet, onder de Conditien, restrictien ende limitation vervat in de voorgaende Verdragen van de Jaren 1587. en 1596. mitsgaders in het provisioneel Accoord van den Jare 1607. voor soo veel het selve op den voorsz. Hoogen Raet geapliceert kan werden; en dat dien volgende in specie van alle Sententien, gewesen by de Heeren Gecommitteerde Raden van Zeelant, als representerende Burch-Grave en Leenmannen van de selve Provincie, mitsgaders by de Gerechten van de Steden, en van het platte Lant van Zeelant, daer van voor desen aen het Hof is geappelleert geweest, directelijck ende immediatelijck sal werden gereformeert ofte geappelleert aen den voorsz. Hoogen Raet alleen.

**III.** Ende nademaal de Staten, Steden en Quartieren van Holland en West-Vrieslant tegenwoordig ter eerster instantie voor het Hof van de selve Provincie mogen werden geconvenieert, en dat van de Sententien by 't voornoemde Hof daer over ghewesen, aen den Hoogen Raet mach werden geappelleert: Dat derhalven oock die Staten, Steden en Quartieren van Zeelant ter eerster instantie sullen moghen werden betrocken voor den Hoogen Raet, of wel foodanighen Rechter als de Heeren Staten van Zeelant daer toe namaels mochten goet vinden in de eerste instantie te ordonneren: Des dat in 't voorsz. laetste cas van de Sententien by foodanighen Rechter gewesen, mede aen den Hoogen Raet in maniere voorsz. sal mogen werden geappelleert; ende is hier op expresselijck verklaert, dat, voor soo veel hier boven van de Staten van d'eenen en d'andere Provincie wert gesproocken, 't selve niet anders te verstaen is, of geduyt sal werden, dan ten respecte van saken, in de welke de selve *privatorum loco* geacht en gehouden moeten werden.

**IV.** Den President en Raden van den voorsz. Hoogen Raet sullen geen becoignes hebben of houden, dan ter presentie van alle de Raden, soo uyt d'eenen als d'andere Provincie *in loco* present zijnde, of immers daer toe behoorlijck bescheyden wese; volgens en in conformité van der selver Instructie, sonder dat aen de Raden uyt d'eenen Provincie apart en met seclotie van die van d'andere Provincie, eenighe saken gedefereert, veel min by deselve verhandelt of getermineert sullen mogen werden, uyrghenomen alleen, dat de criminele saecken, die van den Hove by Appel ofte reformatie

XLV.

ANNO  
1669.

Traité & Accord entre les Etats des Provinces de HOLLANDE & de WEST-FRISE, d'une part, & les Etats de la Province de ZELANDE, d'autre, au sujet de la Justice, avec l'enregistrement d'icelui. Fait à la Haye le 7. Juin 1669. *Mercure Hollandois de 1669. pag. 63.*

**I.** *Premierement a été, entre les susdits Seigneurs Estats de l'une & de l'autre Province accordé & arrêté, comme il est arrêté par ces presentes, après plusieurs Conferences & Communications que la Jurisdiction, que les President & Conseillers ont eu jusques à present sur les Provinces, Villes & Habitans de Zelande, suivant l'Instruct. on originelle, ensemble les Accords & Traitez faits à cet égard cesseront dorenavant entierement, & qu'en consequence les Etats, Villes & Habitans de Zelande, ne seront point appellables ni ne pourront être tirez en cause en aucune maniere pardevant ladite Cour; mais que ladite Cour tant à l'égard de la Jurisdiction, comme à l'égard de l'installation des President, Conseillers & Ministres & tout ce qui en depend, demeurera seulement à la disposition, & autorité des Seigneurs Estats de Hollande & de West-Frise.*

**II.** *Que les Sujets & Habitans de Zelande, demeureront par provision, & jusques à ce qu'il en soit autrement ordonné, & si besoin est seront remis de nouveau, comme ils le sont par ces presentes, sous les Conditions, restrictions, & reserves contenus dans l'Accord precedent des années 1587. & 1596., & dans l'Accord provisionel, de l'an 1607. entant qu'il peut être applicable au susdit Grand Conseil; & qu'en consequence on appellera au susdit Grand Conseil directement & immediatement de toutes les Sentences rendues par les Seigneurs Conseillers Deputez de Zelande, comme representans le Burggrave & Seigneurs Feodaux de ladite Province, ensemble par les Juges des Villes & du plat-Pais de Zelande, dont on a cy-devant appellé à la Cour.*

**III.** *Et comme les Etats, Villes & Quartiers de Hollande & West-Frise, sont appelez presentement en premiere instance pardevant la Cour de ladite Province, & qu'on peut appeller des Sentences sur ce rendues par ladite Cour au Grand Conseil, que pour cette cause aussi les Estats, Villes, & Quartiers de Zelande pourront être tirez en premiere instance pardevant le Grand Conseil, ou pardevant tels Juges que les Seigneurs Estats de Zelande trouveront bon d'ordonner à ce sujet en premiere instance: C'est pourquoi en cedit dernier cas on pourra aussi appeller au Grand Conseil, en la maniere que dessus, des Sentences rendues par de tels Juges; Et est à cet égard expressement déclaré, que ce qui est dit ci-dessus, des Etats de l'une & de l'autre Province, ne s'entend autrement qu'à l'égard des affaires dans lesquelles ils ne doivent être reputez & tenus que *privatorum loco*.*

**IV.** *Les President & Conseillers du susdit Grand Conseil ne feront aucune affaire qu'en presence de tous les Conseillers, qui de l'une & de l'autre Province seront presens in loco, ou du moins appellés suivant & en conformité de leur Instruct. on, sans qu'il puisse être deféré aucune affaire aux Conseillers de l'une des Provinces à l'exclusion de ceux de l'autre, & encore moins qu'il puisse par eux être rien traité ni terminé, excepté seulement que les affaires criminelles qui seront aportées par Appel ou*

ANNO  
1669.

matie aen den Hoogen Raet souden, mogen werden gebracht, sullen staen ter kennisse en judicatorie van den President en Hollantsche Raden; gelijk mede de Heeren Staten van Zeelant de vrijheytt sullen hebben, om de kennisse en judicatorie van het Crimineel in haer Provincie vallende, dat appellabel of provocabel is, te defereren aen den voorz. President en Zeeuwse Raden, mitsgaders den Griffier *Yman Cauw*, en soodanige andere, die sy souden mogen goet vinden, daer by te voegen: Sullende alle andere saecken, die tot noch toe van wederzijden aen den Hoogen Raet appellabel of provocabel sijn geweest, soo wel in Hollandt en West-Vrieslant, als in Zeelant voorvallende, geene uyt-gefondert, gelijk oock de Dominiale saecken, by Appel of reformatie aen den Hoogen Raet werden gebracht: En voor soo veele de Heeren Staten van Zeelant eenige saken, 't zy in de eerste instantie, 't zy in cas d'Appel, van de judicatorie van den vollen Hoogen Raet jegenwoordig, volgens de voorz. Verdragen onthouden, of namaels noch souden mogen af-raecken, dar het aen de Heeren Staten van Hollandt en West-Vrieslant vry sal blijven, de selve saken in haren reguarde door den President en Hollantsche Raden aldaer te laten berechlenen ende termineren.

V. Dat in alle saken, in de welcke geschil is tuschen Parryen, waer van d'eene, het zy *Actor* of *Reus*, is Hollants, ende de andere *Zeeus*, noch de Heeren Staten van d'eene, noch de Heeren Staten van d'andere Provincie, yets affonderlijk aen den Hoogen Raet sullen mogen gebieden of verbieden, maer dar de twee Provincien ten aensien van soodanige saken, alleentlijk sullen hebben en mogen exerceren een gemeene en concurrerende dispositie, en dat dienvolgende oock *illis casibus* den voornoemden Hoogen Raet niet sal hebben te pareren enigh bevel of verbodt, dan by beyde de Provincien te samen gegeven werdende.

VI. Dat de Heeren Staten van Zeelant, ten aensien van twee Zeeuse Partyen, soo wel als de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslant, ten aensien van twee Hollandsche Partyen, sullen hebben en mogen exerceren de vrve faculteyt, om dien aengaende soodanigh te disponeren, gebieden en verbieden, selfs oock met afreckinge of verminderinge van Jurisdictie, als de selve ten meesten dienste van hare Provincie oorbaerlijk achten sullen.

VII. Dat 't getal van de Hollantsche en Zeeusche Raeden in den Hoogen Raet sal werden gebracht en gehouden in de selve proportie, als het Hof is gecomponeert geweest, namelijk, dat de Heeren Staten van Hollandt en West-Vrieslant in den voorz. Hoogen Raet voortaan sullen mogen stellen de nombre van acht Raden, en de Heeren Staten van Zeelant daerinne behouden 't getal van drie Raden, den President in het een of 't ander getal niet gerekent, als zijnde en sulvende werden verkooren by beyde Provincien gelijckelijck, in manieren hier na breeder verklaert, sonder dat het voorz. getal van Raden van de eene of van de andere sijde verder sal moghen werden geaugmenteert, noch oock aen d'eene of d'andere Provincie eenige diminutie tegens haer wille gevecht: Sullende de Tractamenten van die drie Zeeusche Raden voortaan werden versorgt ende betaelt by de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslant, ter Somme van seven duysent Gulden jaerlickx, volgens soodanige distributie, als by de Heeren Staten van Zeelant sal werden geordonneert; en de Raden by d'eene en d'andere Provincie verkoren, na dat yder van de selve in sijn reguarde goet duncken sal, sonder dat het van nooden sal weesen eenige verklaringe van aengenaemheyt daer over by den Hoogen Raet te doen, die niet te min de vryheytt gelaten wert, om by affterven van yemant van de Raden, eenige bequame en gequalificeerde Persoonen voor te staen, daer op de respectie Provincien, yder in den sijnen de noodige reflexie sullen konnen nemen.

VIII. Dat, so wanneer de Presidents of Griffiers-Plaetse van den Hoogen Raet sal komen te vaceren, een nieuwe President of Griffier sal werden gekooren by beyde Provincien, volgens het Verdrach dienthalven den jare 1596 ghemaectt, op den voet en maniere als het selve jongst den 15. Mey 1655. ten regarde van den jegenwoordigen President is gepractiseert, namentlijk,

dat

ANNO  
1669.

*reformation de la Cour au Grand Conseil seront de la connoissance & Jurisdiction des President & Conseillers Hollandois, Comme pareillement les Etats de Zelande auront la liberte de deferer aux susdits President & Conseillers de Zelande, ensemble au Greffier Yman Cauwe & tels autres qu'ils trouveront à propos de s'adjoindre la connoissance & Jugement au Criminel qui écherra dans leur Province, & dont il pourra être appellé; toutes les autres affaires dont on a pu appeller jusques à present de part & d'autre au Grand Conseil, & qui échent tant en Hollande & West-Frise qu'en Zelande, nalles exceptées, comme aussi les affaires concernant les Domaines, seront évoquées par Appel ou reformation au Grand Conseil, Et si les Seigneurs Etats de Zelande venoient à retenir presentement quelques affaires de la Jurisdiction du Grand Conseil, soit en premiere instance soit en cas d'Appel suivant les susdits Traitez, il sera libre aux Etats de Hollande & de West-Frise de faire juger & terminer lesdites affaires à leur égard par les President & Conseillers de Hollande.*

*V. Que dans toutes les affaires où il y aura different entre des Parties, dont l'une, soit Demandeur ou Deffendeur sera de Hollande & l'autre de Zelande, les Seigneurs Etats de l'une ni de l'autre Province ne pourront ordonner ou deffendre aucune chose au Grand Conseil. Mais que les deux Provinces à l'égard de telles affaires, en auront seulement une disposition commune, & qu'en consequence aussi dans ces cas le susdit Grand Conseil deferera aux ordres & deffences qui seront donnez par les deux Provinces conjointement.*

*VI. Que les Seigneurs Etats de Zelande, à l'égard de deux Parties Zelandoises, aussi bien que les Etats de Hollande & de West-Frise, à l'égard de deux Parties Hollandoises, auront & exerceront la libre faculté pour en disposer tellement à cet égard, ordonner & deffendre, même avec distraction & diminution de Jurisdiction, qu'ils jugeront être le plus utile à leurs Provinces.*

*VII. Que le nombre de Conseillers Hollandois & Zelandois dans le Grand Conseil sera réduit & tenu, en la même proportion dont la Cour a été composée, sçavoir que les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise pourront dorenavant mettre le nombre de huit Conseillers, & les Seigneurs Etats de Zelande le nombre de trois, le President en l'un ou l'autre nombre non compris, comme étant & devant être élu par les deux Provinces également, en la maniere ci-après plus amplement declarée; sans que le nombre desdits Conseillers puisse être augmenté d'un ou d'autre côté, ni qu'il en puisse être faite aucune diminution à l'égard de l'une ou l'autre Province contre sa volonté, & les gages des trois Conseillers Zelandois seront dorenavant payez par les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, moyennant la Somme de sept mil Livres annuellement, suivant la distribution qui sera ordonnée par les Seigneurs Etats de Zelande; Et les Conseillers seront élus par l'une & l'autre Province, comme chacune à son égard le jugera à propos, sans qu'il soit besoin d'avoir là-dessus l'agrément du Grand Conseil qui néanmoins, en cas de décès de l'un desdits Conseillers, aura la liberte de proposer une personne de qualité requise, surquoi les Provinces respectives feront les reflexions qu'elles jugeront necessaires.*

*VIII. Que quand la charge de President ou de Greffier du Grand Conseil viendra à vaquer, le President ou Greffier sera élu par les deux Provinces, suivant l'Accord fait à ce sujet en l'an 1596. sur le pied & suivant la maniere qu'il a depuis été pratiqué, sçavoir le 15. Mai 1655. à l'égard du President*



ANNO  
1669.

dat de Heeren Staten van Zeelant na ontfangen notificatie van het overlijden van den President ofte Griffier voornoemt, door de Heeren Staten van Holland ende West-Vrieslant by Missive versocht sijnde, haer in 's Gravenhage te willen vervoegen, om gesamentlijck tot d'Electie van een nieuwen President of Griffier te procederen, sich ten dien sine aldaer sullen laten vinden teghens den dagh in de voorz. Missive te exprimeren, ofte by ongelegentheyten en empechement, op foodanigen anderen dagh, als sulckx met haer commoditeyt best en gevogehlickst sal kunnen geschieden, die in allen gevalle sal moeten werden ghenomen binnen den tijdt van drie maenden, te rekenen van den dagh af dat de voorz. Notificatie by haer sal wesen ontfangen; welke voorz. tijt soo by d'eene als by d'andere Provincie sal moeten werden waer genomen, op poene dat by gebreecke van dien, en de voorz. drie maenden verstrecken zijnde, den President ofte Griffier sal werden verkoren by de Heeren Staten van de Provincie alleen, die haer daer toe binnen den selven tijt als boven sal hebben ingestelt, ende dat by dienvolgende oock op Commissie van de selve Provincie alleen in de possessie van sijnen Staet gestelt en ontfangen sal werden: En sullen de Hoog-gedachte Heeren Staten in de voorz. actie haer Sessie nemen aen een langhe Tafel, ten dien sine in de Vergader-Plaetse van de Heeren Staten van Holland en West-Vrieslant te approprieren, daer van de Hoog-gem. Heeren Staten van Holland en West-Vrieslant tot haer keure nemen en occuperen sullen de eene zijde, en de Heeren Staten van Zeelandt d'andere zijde, en vervolgens procederen tot de voorz. Electie, by versamelinghe van Billetten, in sulcker voegen, dat yder Lidt op een Billet sal stellen sijn eygen naem of qualificatie, en daer onder de Persoon, die her selve Lidt tot bekleedinge van het vacerendē Ampt sal willen stemmen: Sullende de voorz. Billetten van de Leden van de eene en d'andere Provincie by der selver respectieve Ministers, yder in sijn regard in een Back of Comme apart gecollecteert, en sulckx gedaen sijnde, de Billetten, soo van d'eene als d'andere, door de voorz. Ministers te samen gebracht en onder den anderen gemengt werden; en voorts de voorz. Billetten op de voorz. Tafel gelegd, en getelt sijnde, of oock het juste getal van Billetten behoorlijck by den anderen gevonden wert, sal den Minister van Holland Billet voor Billet opnemen, openen, ende vervolgens leverē in handen van den Minister van Zeelandt, om by de selve opgelesen en de ingeschreven naem gepronuncieert te werden; gednyrende welke oplefinge, den Secretaris van de Heeren Staten van Holland ende West-Vrieslant, als mede den Secretaris van de Heeren Staten van Zeelandt, indien de selve oock present is, aenteyckeninge doen, en vervolgens verklaren sal, in wat voegen de Stemmen sullen sijn gegaen, en op wat Persoon dienvolgende de Electie sal wesen gevallen, alles onder foodanigen actie van non-prejudicie, als voor desen, en noch jongst in den voorz. Jare 1655. aen de Heeren Staten van Zeelandt is gegeven geweest.

IX. Alle voorgaende Accoorden en Verdragen, de Justitie concernerende, voor soo veel daer aen by desen niet en wert gederogert, sullen blijven in haer geheel, doch alleenlick applicabel wesen op den Hoogen Raet, die sich vervolgens nae den inhoudē van de voorz. Accoorden en Verdragen sal hebben te reguleren.

X. Alles by provisie en met conditie, dat by soo verre d'eene of d'andere Provincie haer in tijden en wijlen by desen Accoorde in 't generael of particulier bevonden beswaert; men deshalven met den anderen sal komen in communicatie, ende in cas de voornoemde Provincien, wederzijds redenen gehoort en ingenomen sijnde, met den anderen niet konden accorderen, dat alsdan de respectieve Provincien daer van sullen mogen scheidē, ende blijven op haer geheel, ghelijck waren voor dato van 't provisioneel Accoord van den jare 1607.

XI. Aldus veraccordeert ende geslooten tusschen Gedeputeerden van de Heeren Staten van Holland en West-Vrieslant ter eenre, en de Gedeputeerden van de Heeren Staten van Zeelandt ter andere sijde, met wederzijts belofte, dese, elck by de Hoogh-gemelde Heeren Staten haer Committenten te sullen doen aggregeren, en daer op behoorlijcke Ratificatie uytwisselen, bin-

dent d'apresent; sçavoir que les Seigneurs Etats de Zeelande après qu'on leur aura notifié la mort du President ou Greffier susdit, & qu'ils auront été requis par Lettres des Etats de Hollande & de West-Frise de se rendre à la Haye pour procéder ensemble à l'Electio d'un nouveau President ou Greffier, ils s'y rendront au jour qu'on aura exprimé dans la Lettre, ou en cas d'incommodité ou empêchement à tel autre jour qu'ils trouveront le pouvoir faire pour le mieux, lequel jour en tout cas se devra prendre dans le tems de trois mois, à compter du jour qu'ils auront reçu ladite Notificatio, lequel tems devra être observé par l'une & l'autre des Provinces, à peine, au deffaut de ce & lesdits trois mois étant passez, que ledit President ou Greffier sera élu par les Seigneurs Etats de la Province seule qui se seront rendus dans ledit tems, & qu'aussi il sera reçu & installé dans sa Charge sur la Commission de ladite Province seule. Et lesdits Seigneurs Etats pour ledit Acte prendront leur Seance allentour d'une Table longue qu'on appropriera dans le lieu de l'Assemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise dont les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise occuperont un côté à leur choix & les Seigneurs Etats de Zeelande l'autre, & ensuite procederont à ladite Election par Billets, en sorte que chaque Membre mettra sur un Billet son propre nom ou qualité & au dessous la personne à qui ledit Membre donnera sa voix pour être revêtu de ladite Charge. Et les susdits Billets des Membres de l'une & l'autre Province seront par les Ministres respectifs d'icelles recueillis chacun à son égard dans un vase ou écuelle à part, ce qui étant fait les Billets des uns & des autres seront mis & mêlez ensemble par les susdits Ministres; & ensuite les susdits Billets étant mis sur la Table, & le nombre convenable se trouvant juste, le Ministre de Hollande prendra lesdits Billets l'un après l'autre, les ouvrira & ensuite les mettra entre les mains du Ministre de Zeelande pour être par lui lu & prononcé le nom de celui qui y sera écrit, pendant laquelle Lecture le Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, comme aussi le Secretaire des Seigneurs Etats de Zeelande, s'il est aussi present, écriront & declareront de quelle maniere les voix se seront données, & sur quelle personne l'Electio sera tombée le tout sous tel Acte de non prejudice que ci-devant & notamment a été donné aux Seigneurs Etats de Zeelande en la susdite année 1655.

IX. Tous les Accords & Traitez precedens concernant la Justice, pourvu qu'il n'y soit point derogé par ces presentes, demeureront en leur entier. Mais seront seulement applicables au Grand Conseil qui aura à se régler suivant le contenu desdits Accords & Traitez.

X. Le tout par provision & à condition que si l'une ou l'autre des Provinces se trouve ci-après en general ou en particulier lésée par cet Accord, on se communiquera de part & d'autre les raisons qu'on aura, & au cas que lesdites Provinces, raisons ouïes de part & d'autre, ne se pussent accorder, qu'alors lesdites Provinces respectives pourront se separer, & demeureront en leur entier, comme elles étoient avant l'Accord provisionel de l'an 1607.

XI. Ainsi accordé & conclu entre les Deputez des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise d'une part, & les Deputez des Seigneurs Etats de Zeelande d'autre, avec promesse reciproque de faire chacun agréer ces presentes par les Seigneurs Etats qui les ont commis, & d'en échanger les Ratifications con-

ANNO  
1669.

ANNO  
1669.

binnen den tijd van ses weecken oft twee maenden uytterlijk, r'Oirkonde defes sijn hier van gemaect en ten wederfijden behoorlick onderteekent, twee eensluydende Instrumenten, in 's Gravenhage den sevenden Junii Anno seften hondert negen en 't iestig,

In den naem ende van wegen de gesamentlijke Heeren Gedeputeerden van Hollant ende West-Vrieslant, daer toe by deselve specialijk geauthoriseert. Ende was onderteekent,

JOHAN DE WIT.  
(L.S.)

In den naem ende van wegen de gesamentlijke Heeren Gedeputeerden van Zeelant, daer toe by de selve specialijk geauthoriseert. Ende was onderteekent,

PR. DE HUYBERT.  
(L.S.)

**N**Ademael door 't Verdrach tusschen de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant ter eentre, en de Heeren Staten van Zeelant ter andere zijde, huyden geslooten, van difficulter executie schijnt gemaect te werden de genegentheyt, die d'eene of d'andere Provintie voor heenen gehadt heeft, jegenwoordig noch soude mogen hebben, ofte oock naemaels kunnen krijgen, tot combinatie van beyde de Hoven van Justitie; ende dat nochtans de meyninge niet en is door het tegenwoordige Verdrach de selve combinatie of te avanceren of te ruch te setten, soo wert by desen wel expresselijk verklaert, dat beyde de Provintien onaengesien deser Accorde, dienthalven blijven behouden, gelijke vryheydt van deliberatie en naerder Verdrach, als haer voor dato defes heeft gecompeteert, sonder dat uyt dit Accoord oyt of oyt eenige illatie gemaect, of argumentatie geformeert sal mogen werden, om de voorz. combinatie te promoveren, of te reculeren. Aldus gedaen ende gepasseert tusschen Gedeputeerden van d'eene of d'andere Provintie, in 's Gravenhage, met belofte van Ratificatie, als in de voorz. Accorde, den 7. Juny 1669.

In den naem ende van wegen de gesamentlijke Heeren Gedeputeerden van Hollant ende West-Vrieslant, daer toe by de selve specialijk geauthoriseert. Was gheteykent,

JOHAN DE WIT.  
(L.S.)

In den naem ende van wegen de gesamentlijke Heeren Gedeputeerden van Zeelant, daer toe by de selve specialijk geauthoriseert. Was gheteykent,

PR. DE HUYBERT.  
(L.S.)

*Ratificatie van de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant.*

**D**E Staten van Hollant ende West-Vrieslant, *Doen te weten*; Dat wy gesien, rijpelijk geexamineert ende geconsidereert hebbende het Verdrach, op den 7. Juny defes loopende Jaers 1669. getroffen tusschen Gecommitteerden uyt het midden van den Onsen, en de Heeren Staten van Zeelant met seeckere Acte van non prejudice, reflecterende op de combinatie van beyde de Hoven van Justitie, soo als het selve hier nae van woort tot woort staet ginsereert.

*Fiat insertio.*

Ende nademael Wy bevinden den inhoud van dien conform onse goede meeninge ende intentie, en oordeelende dat al het selve sal strecken voor den dienst, ruste ende luyfter van beyde de Provintien, als mede tot handhavinge ende vordering van de onde ende vertroude Vrientschap ende goede correspondentie tusschen de selve en wederzijts Interessen. *SOO IST*, dat wy het voorseyde Verdrach in allen deelen, Poincten en Articulen, hebben goer gevonden, geapprobeert en geratificeert, vinden goet, approberen en ratificeren het selve mits desen; Beloovende allen den Innehoude van dien onverbrekelyck te fullen naekomen, en observeren, doen naekomen en observeren, sonder eenigh belet, of infractie ter contrarie; en tot meerder verseeckeringe van dien, hebben wy desen met onsen Grooten Zegel hier aengehangen, doen

convenables; dans le tems de six semaines ou deux mois au plus; En temoin dequoi ont des presentes été faits deux Instrumens de même teneur, à la Haye le 7. Juin 1669.

ANNO  
1669.

*Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & de West-Frise à ce specialement par eux autorisez. Etoit signé,*

JEAN DE WIT.  
(L.S.)

*Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce specialement autorisez par eux. Etoit signé,*

PR. DE HUYBERT.  
(L.S.)

**C**omme le Contrat conclu ce jourd'hui entre les Seigneurs Etats de Hollande & West-Frise d'une part, & les Seigneurs Etats de Zelande d'autre part, semble rendre plus difficile l'execution du penchant que l'une & l'autre des Provinces ont eu ci-devant, qu'ils auroient encore à present, & qu'ils pourroient avoir ci-après pour la combinaison des deux Cours de Justice; Et que neantmoins l'intention n'est pas, que par le present Traité ladite jonction soit avancée ni reculée, il est expressément déclaré par ces presentes, que les deux Provinces, sans avoir égard à cet Accord, demeureront en la liberté de pouvoir deliberer & convenir plus expressément, qu'ils ont eu ci-devant, sans qu'on puisse rien inferer de cet Accord, ou tirer aucun argument, qui puisse avancer ou reculer ladite jonction. Ainsi fait & passé à la Haye entre les Deputez de l'une & de l'autre Province, avec promesse de Ratification comme dans le susdit Accord, le 7. Juin 1669.

*Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & West-Frise, specialement par eux autorisez. Etoit signé,*

JEAN DE WIT.  
(L.S.)

*Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce par eux specialement autorisez. Etoit signé,*

PR. DE HUYBERT.  
(L.S.)

*Ratification des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise.*

**L**ès Etats de Hollande & de West-Frise, *faissons sçavoir*, qu'ayant vu, examiné & considéré murement le Traité fait & conclu le 7. Juin de cette presente année 1669. entre les Deputez d'entre nous & des Seigneurs Etats de Zelande, avec certain Acte de non-prejudice, concernant la jonction des deux Cours de Justice, comme il est inseré de mot à mot dans la suite.

*Fiat insertio.*

Et comme nous trouvons le contenu en iceluy conforme à nôtre bonne intention, & considerant qu'il tendra au service, & splendeur des deux Provinces, comme aussi au maintien & à l'avancement de l'ancienne & fidelle amitié & bonne correspondance d'entre elles & pour leur Interêt reciproque, Nous avons ledit Traité trouvé bon dans toutes ses Parties, ses Points & Articles, & l'avons approuvé & ratifié, le trouvons bon, l'approuvons & ratifions par ces presentes. Promettant d'en ensuivre & observer le contenu inviolablement, & de le faire ensuivre & observer sans aucun empêchement ni infraction au contraire; & pour plus grande sureté de ce que dessus, nous avons fait apposer nôtre Grand Sceau à ces presentes, & icel-

ANNO 1669. doen zegelen, en door onsen Secretaris doen teekenen op den 20. July des Jaers onses Heeren en Saligmakers 1669. Was gearapheert,

JOHAN DE WIT. vt.

Lager stont, Ter Ordonnantie van de Staten,  
En geteekent,

HERBT. VAN BEAUMONT.

Ratificatie van de Heeren Staten van Zeelant.

DE Staten van den Lande ende Graeffickheyt van Zeelant, Allen den geenem die desen sullen sien of hooren lesen, Saluyt. Doen te weten, Dat Wy gesien, rijpelicke geexamineert en geconsidereert hebbende het Nader-Accoord op den 7. Juny deses loopenden Jaers getroffen, tusschen Gedeputeerden uyt het midden van de Provintien van Hollant en Zeelant, daer toe specielick geauthoriseert, rakende het faict van de Justitie, met den gevolgen en aenkleven van dien, mitsgaders sekere Acte van non-prejudice, mede ten selven dage wederzijts onderteekent, soo als het een ende het andere hier na volgende van woorde tot woorde geinfereert staet.

Inferatur.

Ende nademaal Wy bevinden den Inhoude van het voorsz. Accoord ende Acte van non-prajudicie te wesen conform onse goede meeninge ende intentie, en oordeelende dat al het selve sal strecken tot beter en prompter administratie van Justitie, en onderhoudinge van alle goede en vertroude correspondentie tusschen de twee Provintien, tot bevorderinge van wederzijts Interessen. Soo ist, dat wy het voornoemde nader Accoord in alle sijn deelen, Poincten, en Articulen, mitsgaders de Acte van non-prejudice hebben goet gevonden, geapprobeert en geratificeert, gelijk wy het eene en het andere goet vinden, approberen en ratificeren by desen: Beloovende alle den Inhoude van dien onverbreeckelijck te sullen nakomen en observeren, en door andere die het behoort te doen nakomen en observeren, sonder eenigh belet of infractie ter contrarie: en tot meerder verzekeringe van dien, hebben Wy desen met onsen Grooten Zegel, hier aengehangen, doen zegelen, en door onsen Secretaris doen onderteekenen: In 't Hof van Zeelant, binnen Middelburgh, op den 11. July 1669. Onderstont, Ter Ordonnantie van Hoog-gem. Heeren Staten.

Ende was geteekent,

JUSTUS DE HUYBERT.

icelles fait signer par notre Secretaire le vingtième ANNO  
Juillet de l'an de notre Seigneur & Sauveur 1669. 1669.  
Etoit paraphé:

JEAN DE WIT.

Et plus bas étoit, par Ordonnance des Etats,  
& signé,

HERBT. DE BEAUMONT.

Ratification des Seigneurs Etats de Zelande.

LES Etats des Pays & Comté de Zelande, à tous ceux qui ces presentes verront ou orront, Salut. Savoir faisons, qu'ayant vû & examiné murement l'Accord postérieur du 7. Juin de l'année courante 1669. conclu entre les Deputés des Provinces de Hollande & Zelande, avec les suites & dependances d'icelui, ensemble certain Acte de non prejudice, signé de part & d'autre le même jour, en la maniere que l'un & l'autre sont ci-aprés inseréz de mot à mot.

Inferatur.

Et comme nous trouvons le contenu des susdits Accord & Acte de non prejudice être conforme à notre bonne intention, & jugeant que l'un & l'autre tend à une meilleure & plus prompte administration de la Justice, & à l'entretenement de toute bonne & fidelle correspondance entre les deux Provinces & l'avancement des Interêts reciproques, Nous avons icelui Traité plus exprés, trouvé bon en tous ses Points & Articles, ensemble ledit Acte de non prejudice, & avons iceux approuvé & ratifié, comme nous les approuvons & ratifions l'un & l'autre par ces presentes; Promettant d'en ensuivre & observer le contenu inviolablement, & de les faire ensuivre & observer comme il appartient par les autres, sans aucun empêchement ni infraction au contraire; Et pour plus grande sureté de ce nous avons fait apposer notre Grand Sceau à ces presentes, & icelles fait signer par notre Greffier. En la Cour de Zelande à Middelbourg le 11. Juillet 1669. Au dessous étoit écrit, par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats.

Et étoit signé,

JUSTUS DE HUYBERT.

XLVI.

14. Jun. Kayfers LEOPOLDI Lehen-Brieff Herzog JULIO FRANTZ. zu Sachsen-Lauenburg über das Herzogthum gleiches namens und dessen benannten Angehörigen und Herrschaften ertheilt. Wien den 14. Juny 1669. [Tiré d'une Information de Droit présentée à l'Empereur de la part de LOUIS GUILLAUME, Marck-Grave de Baden sous le Titre de Darthuang wolbesuegter Weiblicher Successions-Prætension in und zu dem Erb-Lehenbahren Herzogthum Nider-Sachsen/ sous Lit. C.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Investitures accordées par l'Empereur LEOPOLD, à JULES FRANÇOIS Duc de Saxe-Lauenbourg pour le Duché de ce nom, TOM. VII. PART. I.

avec ses Dependances & Appartenances; & pour les Seigneuries y denommées. A Vienne le 14. Jun 1669.

Wir Leopold von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Keyser / zu allen zeiten Mehrerer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Bekennen öffentlich mit diesem Brieff / und thun kundt jedermännlich. Nachdem der Hochgebohrne Julius Franz Herzog zu Sachsen-Lauenburg / unser lieber Oheim undt Fürst / uns durch seiner Idl. Befelchhabere demüthiglich angeruffen undt gebetten / daß wir ihme seine Regalia undt Lehen / mit allen undt jeden Fürstlichen Würden / Ehren / Graffschaften / Herrschaften / Rechten / hohen undt niedern Gerichten / Zöllen / Gleiten / Mannschaften / Eigenschaften / Schloßern / Länden / Leüthen / Gütern / Wittbahnen / Bergwerken / Fischereyen / Wälden / Saltwerken / undt allen andern Gerechtigkeiten / darzu gehörig / so von uns undt dem heyligen Reich zu Lehen rühren / undt ihme instunden / als jetzt regierender Römischer Keyser zu Lehen zu verleihen anädiglich gerubeten / immassen wir jüngst hievor gegen seiner Idl. Dattern Herzogen Julium Heinrichen zu Sachsen-Lauenburg gleichfalls gethan hetten. Das haben wir angesehen / solch sein Herzog Julius Franz demüthigste zündliche bitte / auch die angenehme / getren- undt nützliche dienste / die seine Vordere weplandt Unsern Vorfahrern am Reich Römischen Keysern undt Königen / undt dem heyligen Reich vielfältig gethan haben / undt er Uns undt dem Reich hin-  
P silbro

ANNO 1669.

fürho zuthun urtheil ist / auch wohl thun mag undt soll ; undt haben darumb mit wohlbedachten muth / guten Rath undt redtem wissen / dem vorgenantem unserm Oheim undt Fürsten Herzog Julio Francken die vorbestimbtte seine Regalien undt Ehen mit allen undt jeden Fürstlichen Würden / Ehren / Graffschafften / Herrschafften / Rechten / hohen undt nidergerichten / Böden / Gleiten / Mannschafften / Eigenschafften / Stätten / Schloßern / Länden / Lehen / Gütern / Wiltbahnen / Bergwercken / Fischereyen / Wäden / Saltwercken / undt allen andern Gerechtigkeiten darzu gehörig / wie die nahmen haben undt der sechundt der zeit innen hat undt besitzt / verkehrt undt unverkehrt / als nemlich die Statt Wölffen undt die Bölle daselbst mit ihrer Zubehörung / Item in dem Lande undt Stadt Lünenburg Bölle undt Güter / als seine Erben auf ihne in derselben Statt undt Lande geerbet haben / Item in dem Landt Westphalen undt Engern / Schloßere / Gerichte / Herrschafften / Landt undt Leithe / als sein Vatter auf ihn geerbet hat / Item das Landt zu Nadelen undt West-Frieslandt / mit der Herrschafft Brederick / undt das Schloß Rixebuttel / Item das Landt Darpingen / das Schloß Lauenburg / Item die Graffschafft Rakeburg / Item die Schloßer Ertenburg / Rippenburg / Bergerdorff / Item den Kirchwerder / Item die Elbe mit solchen Zollen / als er darauf hat zu Lauenburg / zu Ertenburg / Eyslingen / undt auf der Dellneau / undt zu Herenburg / als dann die so von besagten seinem Vatern Herzogen Julio Heinrichen auf ihn geerbet seyndt undt anderst darzu gehörig / nichts ausgenommen zu Lehen gnädiglich verlehien / undt verlehien ihme die von Römischer Keyserlicher Macht in Krafft dieses Briefs / was wir ihne von Rechts oder gewohnheit wegen daran verleihen sollen undt mögen / also daß er die fürbasshin von uns undt dem Heiligen Reich zu redten Fürstlichen Lehen innen haben / undt gebrauchen möge / als derselben Lehen Recht / undt Herkommen ist / von allermänniglich an seinen Rechten ungreiflich undt unschädlich ; Uns hat auch der vorgenante Hertzog Julius Franz durch gedachter seiner Edl. Vollmächtige Anwalt undt Gewalthabere / unsere undt des Reichs liebe getreue Michael Albrecht / Franzen von Schwann / undt Franciscum von Meyersheimb / seiner Edl. Rath undt Respective Agenten an Unseren Keyserlichen Hoff gewöhnliche Huldbigung / Glübt undt Wylt gethan / Uns undt Reichs gehorsamb / getreu undt gewärtig zu sein / zu dienen undt zuthun / als des Reichs getreuer Fürst seinem Lehen-Herrn undt Römischen Keyser zuthun pflichtig ist / ohne geserde ; die weil auch vorgedachter Herzog Julius Franz neben dem angezeiget / daß er von seiner Vordern hero ein Herzog zu Sachsen seyn / undt also an uns unterthanig gesinnet lassen / daß wir ihne den Titul Herzog zu Sachsen / Engern undt Westphalen gnädig zugeben / undt darzu auch die Lehen / allermassen wie die weilant seinen Vorforderen von weylant unsern Vorfahren am Reich Keyser Carl dem Biertern / undt Keyser Sigismunden verlehien worden sein / zu verlehien geruhen / als nemlich das Landt zu Sachsen / undt Pfalz-Graffschafft zu Sachsen / die Graffschafft zu Holftein / undt das Landt zu Stormarn / Item die Herrschafft zu Lauenburg / Item die Herrschafft von der Hoya / namlichen Werbenau / Beckhausen / undt den Haadershagen / Wurstorff undt Morde / mit allen ihren Ein- undt Zugehörungen / undt wir aber dasselbe also dieser zeit auß erlichen bewegenden Ursachen ansehen lassen / haben wir ihme doch solches seines Gesinnens undt Annehmens hiermit auch meldung undt anzeigen thun wollen / also daß solcher Stillstandt gedachtem Herzogen Julio Francken / undt sonst mannlichen an seinen Rechten undt Gerechtigkeiten unschädlich sein sollte ; mit Urkundt dieses Briefs / besigelt mit Unserem Keyserlichen anhangenden Insigell / der geben ist zu Wienn den 14. Juny , Anno 1669.

XLVII.

15. Juill. *Articles nouveaux, ausquels le Roi de TELLO, & le Roi de LINQUES, ont été derechef admis à l'Alliance de la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoise, & du Roi de Tello dans le Royaume de Macassar, faite le 9. Mars 1668. Donnés le 15. Juillet. [Voyez-les ci-devant sous le 9. Mars 1668.]*

XLVIII.

27. Juill. *Accession des Rois & des Peuples de GOA & SADBEBONNE, à l'Alliance concludé le 9. Mars 1668. entre la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoise, & le Roi de Tello dans le Royaume de Macassar. Faite le 27. Juillet 1669. [Voyez-la ci-devant sous le 9. Mars 1668.]*

XLIX.

ANNO 1669.

*Traité d'Alliance & de Commerce entre le PORTUGAL & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, fait à la Haye le 30. Juillet, 1669. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 87.*

30. Juill. PORTUGAL ET LES PROVINCES-UNIES.

Quandoquidem à Conclusionē & Ratificationē inde postremi Tractatus Pacis, inter Regnum Portugalliae ex una, & Ordines Provinciarum Unitarum ex altera parte, die VI. Augusti Anno MDCLXI. sancitae, certae quaedam Controversiae super expugnatione locorum Cochini & Cananor, quae Societas Indiae Occidentalis dictarum Provinciarum in India armis in potestatem suam redegit, intervenerint, ob quas & interea dum de Jure dictorum locorum disceptatur, a parte Coronae Portugalliae plurimis promissis, neque quoad argentum, neque quoad valorem argenti, neque quoad commerciorum frequentiam in Regionibus à Portugallia acquisitis & alibi, satisfactum fuerit, hocque occasionem praebuerit timendi, ne harum contentionum continuatio inter ambas Nationes denuo Bellum exciteret, quod antevertere tam una quam altera Natio toto corde desiderat; Propterea inter Dominum Don Franciscum de Mello, Equitem Ordinis Christi, Commendatorem ad S. Petrum de Verga de Lilla, & S. Martini de Ranhados, Dominum in Sylves, Gubernatorem Civitatis Lamego, Serenissimi Principis Portugalliae Summum & Nobilem Ciborum Sectorem & mensae Diribitorem, ipsius Consiliarium, & Legatum Extraordinarium ad Generales Ordines Foederatarum Provinciarum, virtute Mandati cum libera à dicta sua Celsitudine Regia, Serenissimo Principe Don Petro, Successore, Gubernatore & Regente Regni Portugalliae, ipsi dati, cujus Copia sub finem praesentis Tractatus, inferretur, ab una parte, & Dominos, Guilielmum de Heuckelom, Consulem Civitatis Noviomagensis, Joannem à Nieuborgh, Consulem Civitatis Alckmariensis, Joannem de Witt, Consiliarium & Syndicum Hollandiae atque Frisiae Occidentalis, Hadrianum Pieterfon, Syndicum Civitatis Zierikeensis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum in Renswoude, Emmickhuysen &c. Equitem Ordinis Regis Daniae, Everwijnm de Bentheim, Juris Doctorem, & Consulem Civitatis Campensis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wierhuysen &c. omnes Deputatos & Plenipotentiarios, Celsorum & Praepotentium Ordinum Generalium Provinciarum Unitarum Belgii, similiter vi Mandatorum per Superiores illorum ipsi datorum, quorum Copia sub finem hujus Tractatus adscripta quoque extat, ex altera parte conventum & conclusum fuit. Quemadmodum ad praeveniendas majores Turbas, vigore praesentium conventum & conclusum est.

I. Quod ad interim Civitates & Loca Cochini & Cananor, quorum jamjam mentio facta est, dictorum Dominorum Ordinum potestati (sub qua nunc sunt) subjecta, & in manibus Societatis Indiae Occidentalis maneant, atque in securitatem vi hypothecae eas ipsi teneant, usque dum solutio sex terminorum in Tractatu Anni MDCLXI. expressorum & promissorum, quae mense Aprilis Anno MDCLXVIII. fieri debebat, tresque milliones Hollandici valoris efficit, nec non refusio sumptuum quos in instructionem Clasis, & in belligerationem, quod dicta loca expugnarentur, impendi oportebat, quorum aestimatio ad justum pretium redigenda erit, fiat. Adeo ut Corona Portugalliae restitutionem dictorum locorum à Praepotentibus Celsitudinibus suis praetendere nequeat, antequam reapse cessi termini iis soluti sint, & refusio expensarum & sumptuum memoratorum fiat. Nec quoad Ordines Generales, in illorum potestate siet à Corona Portugalliae dictam Summam trium millionum exigere, quamdiu haec loca retinuerint.

II. Jus Proprietatis dictarum Civitatum & Locorum quod concernit, de quo hucusque in unum convenire partes nequiverit, omni opere adnietur ad informationem pleniorum de eo capiendam, & amicabiliter desuper paciscendum, antequam Praepotentes suae Celsitudines dictam summam trium millionum, & refusionem sumptuum & expensarum, ut supra memoratum, accipiant.

III. Praeterea Praepotentes Celsitudines Suae ex una parte renuntiabunt, quemadmodum vi praesentium quoque renuntiant, tam pro se, quam pro Societate sua Indiae Occidentalis, & aliis Provinciarum Belgii Incolis

Juri

ANNO  
1669.

Juri per Articulum XXV. ipsiusmet Tractatus Pacis quaesito, arque ex altera parte Regnum Portugalliae bona fide se obligabit, sicuti vigore praesentis Tractatus se adstringit, ad solvendum Praepotentibus suis Celsitudinibus, aut Mandatariis illorum, exacte & efficaciter, summam quingentorum millium Crusatorum, aut millionem unum librarum, & id quidem mediante Sale, quod in Civitate Setuval suppeditabitur & extradetur, ad onerandum eo Navigia, ex Mandato Ordinum Generalium, ad hoc illuc transmissa.

IV. Et id ipsum Sal Portugalli sumptibus suis & sine onere tradent & conveyent, in Scaphis aut Navigioliis, ad Litora Maris; quod deinde hi hinc avehent, pro more hucusque Subditis & Incolis Provinciarum Unitarum, si quando illi in Setuval Sal coemerunt, consueto & usitato, ad rationem mille quadringentorum & octuaginta Reis (qui reducti ad monetam Crusatorum, juxta valorem eorundem nunc temporis in Portugallia receptum duos Crusatos, & viginti quatuor partes, quarum viginti quinque totum Crusatum efficiunt, valent) pro modio, sic ut pro septuaginta quatuor Crusatis, viginti modii Salis tradantur. Proinde conclusum constitutumque fuit, & firmiter obtinebit, ut pro quingentis Crusatorum millibus centum sexaginta octo millia, centum & novendecim modii Salis exhibeantur.

V. Quoad tempus memoratum Sal exhibebitur & extradetur, statim atque destinata ad id transportandum Navigia appulerint, idque duobus aut tribus vicibus, aut pluribus, si ita res postulet, & dictis Dominis Ordinibus id conducere visum fuerit.

VI. Intercedente hoc, & ad evitandum ne ullo tempore dicti Subditi & Incolae praesensiones suas iterare, & denno a Corona Portugalliae aliam quam vigore praesentis Tractatus stipulatam satisfactionem exigere queant, Praepotentes suae Celsitudines curabunt, ut in manus memorati Domini Legati Portugalliae, post realem solutionem dictorum centum mille Crusatorum omnia Instrumenta, Scripta, Documenta, & Pacta, de praesensionibus illis, tam liquidis, quam illiquidis, quae contra Coronam Portugalliae pro interessatis ratione XXV. Articuli producta fuisse deprehenduntur, tradentur.

VII. Alias Summas, quod attinet, quas Regnum Portugalliae, statis terminis, vigore dicti Tractatus Pacis solvere obligatum est, ducentos scilicet quinquaginta mille Crusatos pro annum, & dein decemsequentibus annis, illae sequenti modo expedientur: Quantumcumque Corona Portugalliae de quolibet modio Salis, qui Setuvalia venditur & tollitur, pro jure suae Gabellae recipit, septingentos nempe Reis, qui secundum valorem praesentem Crusatorum, unum Crusatum de quinque modii Salis & pro proportione majorem quantitatem efficiunt, totum id Jus unice destinatum sit, & reapse convertetur in solutionem deficientium terminorum ad utilitatem Praepotentium suarum Celsitudinum.

VIII. Verum cum subducta ratione illa, necesse est, ut ad realem satisfactionem cujusque Termini extradantur, & singulis annis in Naves plus quam centum septuaginta octo mille, quingenti septuaginta cum uno modiorum Salis inferantur; & cum nullo modo cogitatione assequi queat, tantam quantitatem uno anno suppeditari posse, ad hoc experientia docuerit, ipso tempore Pacis, & cum coactio, illa nullo incommodo aut inconvenientia, nec Mari, nec Terra, turbata fuisset, quod singulis annis plusquam (incirca) nonaginta millia modiorum Salis, plusve minusve, Navibus immisum fuerit, conventum est ad evitanda plura detrimenta, quae praecavere Portugallia hand potis erit, si obstricta foret, tam ingentem Summam pecuniae per singulos annos exacte praestare, concordatum fuit, quod tempus Solutionis illius prolongetur, eo respectu vero, sicuti etiam quod alio quoque mododamnum cessantium usurarum, & incertitudo solutionis quae ex prolongatione illa terminorum resultat, compensetur, solutio intra viginti annos fiet, quorum primus initium ex eo sumet, ex quo Praepotentes suae Celsitudines cessant mittere, conquirendum pretium unius millionis librarum in Sale, ut supra dictum, & quod intermedio tempore illorum viginti annorum ipsis cum effectu valor centum quingentorum millium Crusatorum exhibitus sit. Mediante quo omnia dissidia & trixa computorum, quae ob usuras Summarum in terminis in Tractu Pacis memorato praefixis non exsolvantur, & ob id quoque quod eadem de re in quaestione vocabatur, suboriri poterunt, cessabunt.

TOM. VII. PART. I.

ANNO  
1669.

IX. Quod in exactam satisfactionem dictae Summae centum quingentorum mille Crusatorum annuorum, Corona Portugalliae, modo superius expresso cedit, prout etiam illa irrevocabiliter Praepotentibus suis Celsitudinibus cedit, Gabellas quas Corona illa, sicut supra memoratum, ex omni Sale, quod venditur & ex Setuval exportatur, capit; videlicet septingentos Reis, sive unum Crusatum & quinquagesimam de quolibet modio, & de septingentis millibus centum quadraginta tribus modiiis, dictam integram Summam, centum quingentorum millium Crusatorum.

X. Sub hac tamen expressa conditione & reservatione, ut casu quo dicta quantitas septingentorum millium centum & quadraginta trium modiorum Salis uno in anno suppeditari nequeant, insuperve Jus quod Corona recipit, totam Summam, centum quingentorum millium Crusatorum in argento exaequare hand valeat, laudata Corona Portugalliae supplebit istum defectum, solvendo sequentibus annis ante omnia in commodum suarum Praepotentium Celsitudinum, tot modios Salis, quot ad supplementum defectus praeteriti anni requirentur, sic ut quilibet modius supra dicto modo extrahitur Salis, quadringentis & octuaginta Reis, id est, duobus Crusatis & viginti quatuor partibus, quarum viginti quinque totum Crusatum efficiunt, cum inclusione Jurium Coronae, & sumptuum, sine dictis Juribus autem modius ipse, ad rationem septingentorum octuaginta Reis, aut unius Crusati cum quatuordecim partibus, quarum viginti quinque totum efficiunt, aestimetur, taliter ut viginti quatuor modiorum, supra dicto modo traditorum, defectus, triginta novem Crusatis & in majori quantitate, pro portione refarciatur, dummodo memoratus defectus singulis annis triginta mille Crusatorum valorem non excedat, eo quod Corona Portugalliae expressissime praesentium Tractatum stipulata sit, quod Sale supplevere hand obstricta fiet id, quod singulis annis dictam Summam triginta millia Crusatorum excedit. Quomodo etiam in casu cujuscumque alterius defectus, omnia media & cautions necessariae atque possibiles adhibeantur, per quas Praepotentes suae Celsitudines securae reddantur, & ipsis solutione allegatae summae centum quinquaginta millium Crusatorum annuatim satisfiat, idque sine retardatione aut frustratione quacunque, & quocunque etiam modo id fiat.

XI. Quo minus etiam, in omnem eventum, dictus defectus, a Praepotentibus suis Celsitudinibus, aut Incolarum & Subditorum Provinciarum Unitarum culpa augeatur, promiserunt ea & sese obligant, prout per praesentes prouintunt & sese obligant, curaturos semper, ut Subditi & Incolae dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejusdem sustulerunt & avexere, proximis praecedentibus annis, iis, qui praesentibus hoc Naves onerantur.

XII. Et quod si contingat defectum aliquem, vel ob Bella, vel contentiones maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando supervenire posse, sic ut Subditi & Incolae dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi praecedentis Articuli, adstricti sint, illuc commere hand valeant, quod tunc Corona Portugalliae defectum illum supplevere non teneatur, priusquam dicti viginti anni plenarie finem suum nacti fuerint, ut tamen ea propter Usuras aliquas pendere, obligata hand fiet; Nec Praepotentes suae Celsitudines sine liberrimo consensu Coronae Portugalliae aliquam aliam satisfactionem debitorum suorum praetendere poterunt, quamdiu reapse Juribus ad Sal Setuvalense gaudebunt.

XIII. Nihilominus si forte Corona Portugalliae aliud quodpiam medium sese citius expediendi, sive argento, aut aliis effectibus, quam dictis Juribus, ratione Salis, occurrerit, illud arripienti & in actum deducendi in electione illius erit, & eo casu id de memoratis terminis pro proportione deducetur.

XIV. Insuper in specie conventum & concordatum est, non secus ac in praesentibus Tractatibus paciscitur & convenitur; ut ad praeveniendas varii generis incommoditates, Sal, durante termino ad dictam solutionem, nec majori pretio Incolis Unitarum Provinciarum, nec minori alii cuicunque Nationi, pretio, Sal vendetur, quam ut quadringentis & octingentis Reis, qui ut superius hic dictum est, juxta valorem communem & praesentem Crusatorum, duos Crusatos & viginti quatuor partes, de viginti quinque partibus Crusati efficiunt, modius valeat, idque tantum minus sine praecedente Praepotentium Celsitudinum suarum consensu.

P 2

XV.

ANNO  
1669.

XV. Quemadmodum quoque, casu quo reperitur, Dominos Ordines, ex tam ingenti Salis quantitate, quam ex Setuval avehere poterunt, ante elapsum terminum viginti annorum, integri debiti sui solutionem recepisse, non obstante assignatione dicti termini, quocumque tempore reperitur æs alienum expeditum fore, memorata assignatio cesset, & Jura illa Corona Portugallia libera retineat.

XVI. Quo verò omnia superius conventa ad præscriptum & necessariâ cum securitate Præpotentum suarum Celsitudinum exequantur, præponent ex sua parte & autorent in dicto loco Setuval, personam huic negotio aptam autoritate publicâ munitam, qui inprimis nomine ipsorum apocham omnis in solutionem dicti millionis præstiti Salis det, & dehinc vice Celsitudinis Suae Regalis, Principis Portugallia, nec non vice Præpotentum suarum Celsitudinum integrum pretium omnis in Naves illati & avehendi Salis, ab Incolis Unitarum Provinciarum, ut & ab aliis Nationibus, recipiet, ut exinde proventus, quantum Jura Coronæ attinet, & id quod requiritur ad supplendum annum defectum, modo supra dicto, Præpotentibus suis Celsitudinibus aut ad ipsorum Mandatum solvat, & reliqua quoque in manus Mercatorum Salis in Setuval, ad quos ea pertinent; det. Pro integritate & fide ejus personæ, ut & exacta executione & implemento omnium superiorum, prædes sese Præpotentes Suae Celsitudines constituent & obligent, quemadmodum vi horum sese pro his obligant & prædes constituunt. Adjungeturque eidem à Celsitudine sua Regali pro sua parte persona, quæ supputet cum ipsa rationes, & adversas conscribet, omnium tam pro Juribus, quam pro Sale receptorum, & quæ extraderent apochæ dictorum receptorum, à duabus istis personis conjunctim subsignentur.

XVII. Nec etiam cursus dictæ suppeditationis Salis aut solutionis, ullo modo aut ullâ ratione, quæcunque illa sit, interrumpi aut turbari poterit, nec etiam perimitur, ut per arreſta aut manuum injectiones incommodetur, verum solutio dicta, aut satisfactio memorata semper continuetur, quicunque etiam casus aut diffidia supervenire queant, aut quæ actiones aut prætenſiones in posterum nascentur; sic ut propterea aut illa de causa, nulla retentio, compensatio, aut detractio prætendi, multò minus executio in actum deduci queat.

XVIII. Eo fine & ut nullum obstaculum, nec ulum præpedimentum, qui executionem omnium supra scriptorum remorari in Portugallia valeat, sed Navigia illarum Provinciarum illic appellentia, parata eorum onera inveniant, Præpotentes suæ Celsitudines, Officialem, qui vice Coronæ Portugallia apud Ordines illos residebit, mense uno ante illorum discessum, de eo certiores reddent.

XIX. Et quoniam Serenissimus Portugallia Princeps se obstringit, quòd secundum superiora, Domini Ordines, pro Juribus illius Coronæ septingentos Reis ex quolibet modio Salis perpetuò lucrifaciant, etiam si fortè in Portugallia moneta in posterum mutetur, & consequenter Crusati in majorem aut minorem numerum Reis, quam quo in præſenti sunt, reducentur, & sic citatum Jus septingentorum Reis, plures vel pauciores Crusatos, quam nunc temporis, efficiant; Conventum fuit, ut si in posterum talis mutatio contingat, eoque ipſo Jus Coronæ ad plures aut pauciores, quam unum Crusatum & duas quinquagesimas pertingat, prædicta Jura quoque in eadem proportionem dictis Ordinibus imputentur, id est, tot Crusati cum talibus partibus, quot reapse pro memoratis Juribus solventur.

XX. Et quamvis Præpotentes suæ Celsitudines, in superioribus, Juri, privatis per Articulum XXV. dicti Tractatus Pacis quæſito, renuntiarunt, nihilominus executio & citum complementum formallum Contractuum, quos Comes de Miranda nomine Regis & Coronæ Portugallia, cum quibusdam privatis, super legitimis suorum prætenſionibus, & nominatim cum Domino Guilielmo Doncker, Consule Hagienſi, Gisberto de Wi, & Abrahamo Azevedo, qui Contractus hic de verbo ad verbum inserentur, non intermitterentur.

XXI. Proindeque ut per hæc totaliter omnes causæ & prætextus, qui executionem dicti Tractatus Pacis impedire vel differre poterunt, sublatis sint, sese declarant & promiserunt, tam Corona Portugallia ex una, sicuti Præpotentes suæ Celsitudines ex altera parte, quemadmodum vigore præſentium, bonâ fide semet declarant & promittunt, quòd ille progressu temporis,

tam ab una quam ab altera parte, in omnibus Articulis, Clausulis, & Punctis, sine omni dilatione, contentione, aut præpedimento, & in specie quoad trigessimum & quadragesimum Articulum ejusdem, executioni mandetur & adimpleatur, sic ut Naves Incolarum Provinciarum Unitarum, quæ vi dispositionis dictorum Articulorum, quampiam Regionem Regni Portugallia adire volunt, aut quæ exinde venientes, aliorum cursum suum dirigunt, nullatenus in itineribus suis retardari, aut arreſto conſtringi, aut aliter sine directè sine indirectè impediri in Portibus aut Litoribus Portugallia, aut dictis Regionibus, sub prætextu quòd Classis universalis, aut Naves Salvi Conductus paratæ non sint, aut nulla alia de causa sine prætextu, qualis qualis etiam is sit, poterunt. Sub hac tamen conditione, ut omnes Subditi & Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum qui cupient verſus Brasiliam negotiari & ibidem mercaturam exercere, hoc rectâ viâ illuc facere nequeant, sed quòd hæc euntes & illac redeuntes in Portus Portugallia appellere & eadem onera, propter exitum, ratione illarum, quæ verſus Brasiliam abeunt, & propter introitum, quæ inde veniunt; quæ proprii Regni Subditi in tali casu solvunt, dependant. Spondentque dicti Domini Ordines Generales in Subditos & Incolas harum Provinciarum Unitarum severè sese animadversuros, qui aliquando his superius contentis contravenisseprehenduntur, & curare ut in emolumentum Regni Portugallia poenâ quadruplo majori, eâ quam sustinere obſtricti fuissent in Portugallia, si illuc venissent, afficiantur. Ad quam virtute supra memorati Tractatus & præſentis Articuli tenebuntur.

XXII. Et casu quò ex parte Portugallia omnibus supra scriptis aut etiam aliis quibuscunque Capitulis dicti Tractatus, aut prætenſæ Conventioni satisfactum non fuerit, Præpotentes suæ Celsitudines, juxta dispositionem memorati Articuli IV. redibunt ad pristina sua Jura omnia, quæ ante citati Tractatus conclusionem adversus Coronam Portugallia ipsis acquisita fuerunt, ut tamen propterea Portugalli pecuniarum ab ipsis, vigore ejusdem ipsius Tractatus, aut præſentis Conventionis, jam solutarum restitutionem sibi fieri, prætere nequeant. Quemadmodum quoque, si ex parte Dominorum Ordinum, dicto Tractatu aut præſentibus Pactis Conventis, contraveniatur, Celsitudo sua Regalis & Corona Portugallia ad omnia, ipsi ante hos Tractatus virtute ipsius illius IV. Articuli, competentia Jura redibit.

XXIII. Et quoniam jam ante conquerebatur de interruptione & turbatione Commerciorum, ex dissensione & diffidio, quæ inter duas Nationes hætenus interceſſit, tam in Europa quam in Indiis subortâ; Amicitia, quæ per præſentes nos Tractatus restauratur, hoc effectui dabit, quòd vi Conventionis hujus & mediante exactâ executione superiorum contentorum, unius alteriusve bonum & conditio omnibus rationibus, & omnibus convenientibus modis promovetur, & inprimis Navigationi & Commercio Subditorum & Incolarum unius alteriusve omnimodè, in specie verò verſus Indiam Orientalem, secundum Jus Gentium, favebitur, in tantum ut nullum omnino ratione illius perferatur, minus ab uno alteri inferatur impedimentum, nec permitteretur, ut hoc ab unius aut alterius Subditis perpetretur, quin potius ex adverſo, si fortè fortunâ quid simile ex una aut altera parte contingat, (quod Deus avertat,) id statim emendetur, & Parti læsæ debita satisfactio præſtetur.

XXIV. Ante omnia verò, quemadmodum Regia sua Celsitudo se pro se & omnes suos Subditos obſtringit, quòd omnia superiora obſervet, & ut sanctè per omnia obſerventur, efficiet; Sic quoque pro parte suâ Præpotentes suæ Celsitudines pro se, & pro omnibus suis Subditis, & nominatim pro Societatis Orientalis & Occidentalis India hominibus, sese obſtringunt, curaturos semet ut in omnibus præſens Tractatus obſervetur, & Pax ubique tam in Europa, quam alibi conſervetur, prout in præcedenti Articulo plenius & longius comprehensum est.

XXV. Tandem conventum est ab utrisque Partium, quòd Tractatus hic, & contenta in præſentibus Articulis, in optima & forma legitima, tam ex parte Serenissimi Principis Portugallia, quam ex parte Dominorum Statuum Generalium Unitarum Provinciarum, & quidem per Literas Patentes unius alteriusve Statuum majori Sigillo roboratas, conferentur & ratihabeantur, & quòd Instrumenta Ratihabitionis, intra spatium trium mensium, à subſignatis præſentibus Tractatibus numerandorum, vel etiam citius, si id fieri

ANNO 1669. fieri queat, mutuo extradentur, & quod omnia in hoc Tractatu comprehensa, statim post mutationem memoratarum Ratihabitionum in forma, & modo consueto publicentur.

*Sequitur Tenor Mandati Domini Extraordinarii Legati Portugallie.*

**D**ON Petrus, DEI gratia Princeps Portugallie & Algarbia, citra & ultra Mare Africanum, Dominus Guineæ, Conquestuum, Navigationis & Commerciorum in Æthiopia, Arabia, Persia & Indijs &c. uti Successor, Gubernator & Regens illorum Regnorum & Dominiorum Portugallie, vi presentium, plenariam potestatem & facultatem necessariam impertior Don Francisco de Mello, Equiti Ordinis Christi, Commendatori ad St. Petrum de Verga de Lilla ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatori Civitatis Lamego summo meo Ciborum Nobili Sectori & mensa Distributori, meo Extraordinario ad Ordines Generales Unitarum Provinciarum Belgii Legato, tractandi & paciscendi, cum dictis Ordinibus, & Officialibus Societatum Orientalis & Occidentalis Indiae, aut unaquaque dictarum Societatum, de restitutione locorum Cochin & Cananor in India Orientali, & de difficultatibus, quæ circa Pacem cum dictis Ordinibus VI. die mensis Augusti Anno M DC LXI. initam, se produnt, & de omnibus quæ occurrunt, quò reciprocè inter nos dicta Pax in omnibus Mundi locis, Terrâ Marique sine limitatione conservata, & magis stabilis perduret. Hoc sine de Articulis, de Instrumentis publicis, & de secretis, quæ reperientur ad hoc fore necessaria, cum omnibus suis clausulis mediis, & obligationibus, de quibus convenit, transiget, & omnia, quæ ab ipso inita erunt, ratihabebuntur, non secus ac si ea Ego ipse iniissem. Sub fide & verbo Regio, motu proprio & potestate Regali & absoluta, non obstantibus Legibus quibuscunque, Capitulis Statuum, aut dispositionibus contrariis. Inque fidem omnium superiorum expressorum curavi, ut ipsi presentes manu meâ subscriptæ, & Magno Sigillo insignium meorum firmatæ expedirentur. Datum Ulyssipponi VII. die mensis Novembris, Anno à Nativitate Domini JESU CHRISTI M DC LXVIII.

*Martinus de Brito Corito has scripsit.*

*Petrus Sanchez Farinha eas scribere curavit.*

*Subsignavit*

*Princeps,*

*& sigillavit Magno Sigillo in cera rubra.*

*Sequitur Tenor allegati Mandati Dominorum Deputatorum Ordinum Generalium.*

**O**rdines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, omnibus presentes Literas visuris, Salutem. Cum nos perpetuo & sollicitè nullam non observaverimus occasionem, quæ sese obtulerat, cum Regibus & Statibus Vicinis, & inter illos cum Corona Portugallie, mutuam exercendi amicitiam. Cujus propositi Documenta in omnibus cum illa, triginta & quod excedit jam inde per annos, initiis Pactis, dedimus. Quandoquidem vero Tractatus isti successibus, qui de Jure sperari poterant, caruerint, & plurimi casus, qui inciderunt, executionem remorant, & quòd denno Serenissimus Princeps Don Petrus, Princeps & Gubernator Regni Portugallie, Nos per Dominum Don Franciscum de Mello, Equitem Ordinis Christi, Commendatorem ad Sanctum Petrum de Verga de Lilla, & ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatorem Civitatis Lamego, suum Summum & Nobilem Ciborum Sectorem & mensa Distributorem, & Extraordinarium suum Legatum ad hunc Statum, de desiderio suo quo ardet, removendi pro sua parte obstacula cuncta, quæ hactenus executionem præteritorum Tractatuum intercluserunt, & curandi ut omnia dissidia, quæ sincerum animum ambarum Nationum alterare invicem queant, terminentur, certiores reddiderit; Quòd nos, ex parte nostra intentioni huic respondere cupientes, eò magis voverimus denominare Dominos, Guillelmum de Heuckelum, Consulem Civitatis Noviomagenis, Joannem à Nienborgh, Consulem Civitatis Alcmariensis, Joannem de Witt, Consiliarium & Syndicum Hollandiæ atque Frisiæ Occidentalis &c. Hadrianum Pieterfon, Syndicum Civitatis Zirckseensis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum de Renswoude, Emmineckhuysen &c. Equitem Ordinis Regis Daniæ &c. Every-

num de Benthem, Doctorem Juris & Consulem Civitatis Campensis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wierhuysen &c. Omnes Delegatos Concilii ex parte Unitarum respectivè Provinciarum, atque dedimus, prout vi presentium plenissimum Mandatum, autoritatem, Commissionem, & specialem justum ipsi, & unicuique illorum, in casum morbi aut absentie alterius, impertimur, pro nostra parte, ut nomine & in qualitate nostrorum Delegatorum quantocius in congressum laudati Domini Legati Extraordinarii Portugallie veniendi, proposita audiendi & alia in medium adferendi, ea expediendi, ineundi & concludendi cum illo Pacta, quæ ad boni communis Coronæ dictæ & hujus Status normam directa sint, & hoc sine loco nostri promittendi, nostroque nomine conficiendi, acceptandi & signandi in optima & debita forma, talia Instrumenta & Acta, qualia id de necessitate requiri, ipsi videbitur, & generaliter omnia ea faciendi & peragendi, quæ nos faceremus & poteramus facere & peragere, si nos ibidem presentes adessemus & si quoque ad id justus & Mandatum specialius requisita forent; promittentes sincere & bonâ fide, habere grata, nec non firmiter, inconcussè, & inviolatè stare omnibus, quæ laudati Domini nostri Delegati, promittent, peragent, & in dicta qualitate concludent, ut ea à nobis observentur, impleantur, & exactè atque sanctè exequantur, sic ut eadem nunquam, vel directè vel indirectè, quacunque ratione aut modo id fieri queat, infringentur. Sed curaturos, ut Literæ nostræ Ratificationis & Ratihabitionis eorum omnium in ampliori & authentica forma, qua fieri potest, & si id à Nobis requiretur, aut opus erit, conficiantur & extradentur. Datum Hagæ sub tessera chirographaria Præsidis nostri, & signatura nostri Actuarii, nostre Sigillo majori, XXX. Julii M DC LXIX.

*Tessera*

*G. de Nassau.*

*In plica,  
Ad Mandatum dictorum Dominorum Ordinum Generalium.*

*N. Ruysch.*

*Et sigillata erat majori Sigillo.*

In fidem & testimonium eorum, Nos Legatus Extraordinarius memorati Serenissimi Principis Portugallie, & Nos Commissarii Delegati dictorum Dominorum Ordinum, virtute Mandatorum, à Superioribus nostris nobis datorum & jamjam scriptorum, Articulos istos manu nostra propria subscripsimus, iisque Sigilla nostra impressimus. Hagæ XXX. Julii Anno M DC LXIX.

*(L.S.) Don Francisco de Mello.*

*(L.S.) W. van Heuckelom.*

*(L.S.) Johan de Wit.*

*(L.S.) A. Pieterfon.*

*(L.S.) Johan Baron van Reede.*

*(L.S.) E. van Benthem.*

*(L.S.) Egb. Horencken.*

*Articulus Separatus.*

**Q**uandoquidem Domini Ordines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, in Articulo XI. hodie conclusi & invicem subscripti Tractatus sese obstrinxerunt, curaturos Præpotentes suas Celsitudines id ipsum, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejusdem sustulere & avehere proximis præcedentibus annis ii, qui præ aliis Naves suas onerant. Er in Articulo sequenti XII. conventum fuit, quod si contingat, defectum aliquem vel ob Bella, vel contentiones Maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando supervenire posse, sic ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis Articuli XI. adstricti sunt, illum commovere haud valeant, quod tunc Corona Portugallie defectum illum supplere non teneatur, nisi prius memorati in præcedenti Articulo integri viginti anni plenariè finem suum nacti fuerint, ut tamen ea propter Usuras aliquas pendere obligata haud fiet &c. Plenioris declarationis ergo, & præveniendorum dissidiorum gratiâ, quæ in posterum sive ratione justæ quantitatis Salis, quâ Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum, qui præ aliis maxi-

ANNO  
1669.

man partem averere de Setuval, Naves suas onerant, five etiam ob incommoditates alias, quæ sufficere putabuntur, ut ipsi illi Incolæ à tollenda & avehenda tota dicta quantitate Salis abstineant, exoriri poterunt; per præsentem Articulum separatum conventum & concordatum est, quemadmodum Nos per præsentem convenimus & concordamus, quod ex parte Portugallia, unâ cum Ratihabitione citati Tractatus insinul extractus authenticus Registorum super receptis Juribus de importatione & exportatione, & aliorum Registorum publicorum laudari Regni Portugallia, super omni Sale, quo Incolæ memoratarum Provinciarum in Setuval in Annis M. DC. LIX. M. DC. LX. M. DC. LXI. M. DC. LXII. M. DC. LXIII. M. DC. LXIV. M. DC. LXV. M. DC. LXVI. Naves onerantur, cum nomine & cognomine Navarchorum & Navium, à quibus & in quas dicta quantitas Salis recepta est, extradentur, quod mediante hoc, & ope aliarum informationum à Præpotentibus suis Celsitudinibus desuper in hisce Regionibus interim captandarum, ante permutationem Ratihabitionum per mutuam Conventionem definiti & in specie determinari justa quantitas modiorum, quos Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum quotannis tollere & avehere tenebuntur, queat, & ut contentis in memorato Articulo XI. satisfiat, in reliquis vero penes Principem Portugallia electio & optio maneat, conditionem in dicto Articulo XI. expressam in suo vigore relinquendi, eamque generaliter & sine exceptione exequendi, id est, sine disceptatione dictum defectum ante decursum viginti annorum supplendi, aut potius circa finem & ante expirationem ejuscunque anni promptè & in parata pecunia, tertiam partem justii valoris Salis, quod Subditi & Incolæ Unitarum Provinciarum in dicto anno infra quantitatem in memorato Articulo stipulatam tollere intermiserunt, solvendi; Dummodò laudatus Dominus Princeps ante permutationem Ratihabitionum, ratione hujus alternativæ definitè se declararet; & si quando posterius membrum ipsius ejusdem alternativæ acceperit, nempe promptè in parata pecunia tertiam partem dicti defectus exsolvendi, Ipse reapse, cum effectu, & sine dilatione eidem satisfaciat; & si id non præstiterit, Præpotentibus suis Celsitudines anno insequenti, integrum defectus pretium in Sale, secundum in stipulationem deductum, & in X. Articulo ejusdem Tractatus, quoad supplementum defectus, qui sine culpa alte-memoratarum suarum Celsitudinum, aut Subditorum & Incolarum Provinciarum Unitarum & ratione quantitatis Salis, quæ ex causa ibidem contenta Art. X. stipulata fuerat contigerit, plenius expressum modum accipient. Actum Hagæ die XXXI. Julii M. DC. LXIX.

(L.S.) Don Francisco de Mello.

(L.S.) W. van Heuckelom.

(L.S.) Johan de Wit.

(L.S.) A. Pieterfon.

(L.S.) Johan Baron van Reede.

(L.S.) E. van Benthem.

(L.S.) E. Horenken.

*Ratification \* dudit Traité par le Serenissime Prince de Portugal.*

Dom Pedro par la grace de Dieu Prince de Portugal &c. Comme Successeur, Gouverneur, & Regent desdits Royaumes & Estats. Nous faisons sçavoir à tous ceux qui verront ces presentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que sur quelques difficultez & différens qui sont survenus pour l'exécution du dernier Traité de Paix, fait à la Haye, le 6 d'Aoust 1661. Après avoir esté par nous, & par lesdits Estats Generaux des Provinces-Unies, approuvé, ratifié, & confirmé: A esté fait, accordé, conclu & signé un Traité d'Accommodement, audit lieu de la Haye, le 31. jour du mois de Juillet 1669. Entre Dom Francisco de Mello, &c. nostre Procureur capable d'une part; & les Illustres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuracion à eux donnée le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part. Duquel Traité accordé par lesd. Dom Francisco de Mello, & Commissaires, comme aussi des Pouvoirs, & Procuracions reciproques, la forme, & teneur ensuit.

\* C'est de la feuille volante imprimée en François, que l'on a tiré ces Ratifications. Elles manquent aux Copies Latines. [Dum.]

*D'autant que depuis la Conclusion &c.*

ANNO  
1669.

Lequel Traité cy-dessus, ayant esté par nous veu, considéré, & meurement examiné, avons trouvé bon de recevoir, approuver, ratifier & confirmer: Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes; Promettans tant pour nous, que pour nos Successeurs, & pour nos Royaumes, d'observer, garder & accomplir inviolablement tout ce qui est contenu; sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce soit, ni à present, ni à l'avenir, directement ni indirectement. Et promettons, & nous obligeons observer tout ce que dessus, sur nostre foy, & Parole Royale, tant en nostre nom, qu'en celui de nos Successeurs & de nos Royaumes: Soubs l'obligation, & Hypothèque de tous nos biens, & revenus, tant en general, qu'en particulier, presens & avenir. En foy, & tesmoignage de quoy nous avons fait expedier ces presentes signées de nostre main, & scellées du grand Sceau de nos armes. A Lisbonne le 10. Octobre. Antonio Freire de Sequeira l'a escrit. L'année fuscite de la naissance de nostre Seigneur Jesus-Christ mil six cents soixante neuf, Francisco Correa de la Cerda Secretaire d'Etat l'a fait escrire. *Signé, o Principe.*

*Ratification de l'Article Separé par le Serenissime Prince de Portugal.*

Dom Pedro par la grace de Dieu, Prince de Portugal &c. Comme Successeur, Gouverneur, & Regent desdits Royaumes, & Estats. Nous faisons sçavoir à tous ceux qui verront ces presentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que le 31. jour de Juillet 1669. A esté fait, accordé, conclu & signé, à la Haye, entre Dom Francisco de Mello &c. nostre Procureur capable, d'une part, & les Illustres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuracion à eux données le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part: l'Article dont la teneur ensuit.

*D'autant que les Seigneurs Estats Generaux &c.*

Lequel Article Separé ayant esté par nous veu, considéré, & meurement examiné, avons trouvé bon le recevoir, approuver, ratifier & confirmer. Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes; Promettans tant pour nous, que pour nos Successeurs, & pour nos Royaumes d'observer, garder, & accomplir inviolablement tout ce qui y est contenu; sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce soit, ni à present, ni à l'avenir, directement, ni indirectement. Avec cette Declaration, que le cas avenant que les Sujets, & Habitans desdites Provinces-Unies ne peussent pas tirer chaque année la quantité de Sel qui sera déterminée, & définie de commun accord dans le temps de l'Eschange des Ratifications: Nous ne ferons pas tenus de suppléer à ce défaut, sinon après l'expiration desdites vingt années. Et cette condition (qui est le premier des Membres de l'Alternative qui nous a esté proposée par ledit Article separé) est celle que nous choisissons.

Et promettons, & nous obligeons &c.

*Ratification dudit Traité par les Seigneurs Estats Generaux.*

Les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas; A tous ceux qui ces presentes verront, ou lire orront, Salut. Comme ainsi soit que le 31. Juillet de la presente année 1669. il ait esté fait, conclu, & arrêté un Traité entre le Serenissime Prince Dom Pedro Successeur, Gouverneur, & Regent du Royaume de Portugal, d'une part. Par Monsieur Dom Francisco de Mello &c. en vertu du plein-Pouvoir à luy donné par Son Altesse Royale, & nos Commissaires, en vertu de leurs Pouvoirs; Dont la teneur ensuit de mot en mot.

*D'au-*



ANNO  
1669.

*D'autant que depuis la Conclusion &c.*

Nous avons agréé, approuvé, ratifié, & confirmé ledit Traité, ainsi que nous l'agréons, approuvons, ratifions & confirmons par ces présentes; Promettans de bonne foy, & sincerement, garder, observer & executer inviolablement tout ce que dessus; Engageans tous les biens, & revenus desdites Provinces-Unies des Pays-Bas, presens & avenir, en general & en particulier: sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte, ou maniere que ce soit. En foy dequoy nous avons fait confirmer les présentes par nostre grand Sceau, & les avons fait signer par le President de nostre Assemblée, & contresigner par nostre Greffier. Fait en nostre Assemblée, à la Haye le 13. Decembre 1669. Signé, VAN GENT. Et plus bas, Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. En l'absence du Greffier I. SPRONSFEN.

*Ratification de l'Article Separé par les Seigneurs Estats Generaux.*

Les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas; A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, ou lire orront, Salut. D'autant qu'outre le Traité conclu, & signé le 31. jour de Juillet dernier, entre le Serenissime Prince Successeur, Gouverneur & Regent du Royaume de Portugal, & nous: Par Monsieur Dom Francisco de Mello &c. ayant plein-Pouvoir d'une part; Et nos Commissaires ayans aussi plein-Pouvoir d'autre. Il a esté convenu d'un Article separé, servant d'esclaircissement aux Articles XI. & XII. du Traité principal, ainsi qu'il se trouve ici inseré de mot en mot.

*D'autant que les Seigneurs &c.*

Lequel Article separé ayant esté par nous veu, & examiné, nous l'avons agréé, approuvé, & ratifié; Promettans de bonne foy, & sincerement le tout garder, & observer, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nostre part il y soit contrevenu, en quelque sorte, ou maniere que ce soit. En tesmoignage dequoy nous avons fait sceller les présentes de nostre grand Sceau, signer du President de nostre Assemblée, & contresigner de nostre Greffier. Fait en nostre &c.

L.

5. Sept. *Traité de Paix entre le Sultan MAHOMET IV. LE TURC ET VENISE. & la Republique de VENISE, fait le 5. Septembre, 1669. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 533.]*

I. Capitaneus Generalis teneatur tradere in manus Supremi Vezirii Civitatem Candiam, ut de ea absolutè ad beneplacitum suum, tanquam de loco Imperio Magni Sultani subiecto, disponat; Venetique obstricti sunt, se intra dies duodecim Standiam versus conferre, si modo tempus ad hoc conveniens erit, atque Copiæ universæ excedent ex Standia intra spatium dierum XL. si tempus ad hoc opportunum fuerit.

II. Omnia Munimenta, Portus, Insulæ adjacentes & alia loca quæ sub Ditione Reipublicæ in Regno Candia sunt, eodem modo quo ante Bellum, sub Dominatione Ejusdem fuerunt, porro manebunt. In quorum numero sunt, Suda, Spina longa, Carabuse & Timi: omnesque dependentiæ Spinæ longæ à Regno Candia separentur.

III. Omnis res tormentaria, & instructus qui in loco erit, sub hac conditione illic in totum relinquetur, ut tamen Supremus Vezirius Capitaneo Generali XL. Tormenta majora dono det.

IV. Omnes Insulæ in Archipelago & aliæ, quæ ad ipsam Rempublicam pertinebunt, sub potestate ejusdem manebunt eodem modo, quo Ipsi ante Bellum subiectæ fuerunt; Fortalitiisque Clissa, & omnia quæ Veneti eriperunt Turcis in Dalmatia & in Albania absolutæ summiæque Potestati Serenissimæ Reipublicæ subdita relinquuntur.

V. Republica contributiones graviorès haud solvet, quàm quas ratione Insularum in Archipelago & Græcia pendere consuevit, ratione Zante verò & Cephaloniæ & nil quicquam intuitu Commerciorum illarum solvet.

VI. Neutra Partium teneatur aliquid pecuniarum, sub prætextu Compensationis cujusdam, Impensarum, Pensionum, donorum, Belli, aut alterius cujuspiam tituli, quisquis is fuerit, conferre.

VII. Supremus Vezirius concedet omninò sufficiens temporis spatium Capitaneo Generali ad avehendum commearum & Instructum Bellicum; abscedentque præsidarii Milites Vexillis explicatis, & cum omnibus suis impedimentis, permisiunquæ esto omnibus Urbis Incolis, qui ibidem subsistere nolunt, discedere cum universa eorundem familia & substantia; Integrumque esto Capitaneo Generali secum avehere omnes Reliquias Sanctorum, sacra Vasa, & Ecclesiarum ornamenta.

VIII. Mittet Serenissima Republica Legatum quempiam Constantinopolim, qui curet, ut ratihabeatur hic Tractatus, & perfectius Commercium stabiliantur, ut ea libera & sine impeditione ulla sint, prout ea ante Bellum erant.

IX. Libertati donentur omnes Captivi & mancipia ambarum Partium, statim atque Legatus Serenissimæ Reipublicæ Constantinopolim venerit.

X. Omnes conventi superius Articuli, fideliter & inviolabiliter adimpleantur, & firmetur denique Jramento inter Partes utrasque Pax æterna & perpetuum Commercium.

LI.

*Traité d'Amitié & de Commerce entre CHARLES II. Roi de la Grand' Bretagne, &c. & le Serenissime Prince CHARLES EMANUEL II. Duc de Savoye. Conclu à Florence le 19. jour de Septembre, 1669. [Manuscrit.]*

19. Sept.  
ANGL-  
TERRE &  
SAVOYE.

LA situation convenable du Port de Villefranche sur la Mediterranée, & l'estenduë d'icelui, conjointement avec la seureté en toutes manieres, ont esté les motifs efficaces, qui ont porté Son Altesse Serenissime le Duc de Savoye, à le produire, & déclarer libre à tout le monde, avec croyance qu'il pourroit avec le temps se trouver avantageux au public; & à son Altesse Royale en particulier. Mais arrivant ainsi que la vigueur des choses qui sont establies par les meilleurs Conseils, dans la suite du temps, est renduë languissante, & sujette au changement: Pour cette cause, il a plu à Son Altesse Royale, non seulement de confirmer le libre Estat & qualité de son Port: Mais encore plus, de l'offrir à Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. avec une addition de nouveaux Privileges, & augmentation de Capitulations inviolables: Une tres-puissante & reciproque incitation s'est jointe à ces motifs, sçavoir la fertilité abondante du terroir, qui est commune dans les Royaumes & autres Colonies, qui sont sous la domination de Sa Majesté de la Grand' Bretagne, &c. de mesme que dans les Etats de Sadite Altesse Royale, laquelle superfluité, puis qu'elle est si proprement, & si naturellement transférée, & versée dans des Territoires mutuels, par des fruits reciproques, à l'avantage du Sujet, il étoit aisé aux deux Princes entre lesquels il y a eü depuis long-temps des liens d'une ancienne amitié, confirmée par des Alliances reiterées & par la dernière jonction de consanguinité, d'entretenir ses sentimens, d'y adjoüster encore de nouveaux liens de Commerce reciproque, par lequel ils puissent, par la consideration de faire du bien à leurs Sujets, s'obliger, & s'engager davantage, & reciproquement l'un envers l'autre: Pour cette fin, & pour cet effect, il a plu à Sa tres-excellente Majesté, par ses Lettres Patentes, scellées du grand Sceau d'Angleterre, de constituer le Chevalier Jean Finch, à present Resident pour Sa Majesté de la Grande Bretagne, aupres du Grand Duc de Toscane, son vray & legitime Procureur, avec un Pouvoir Plenipotentiaire, ainsi qu'il appert par lesdites Lettres Patentes: & pour le mesme dessein & intention, Son Altesse Royale a trouvé bon, de munir de mesme Pouvoir & autorité le Seigneur Joseph Maurice Phillipone, son Conseiller, Auditeur, & Procureur General de ses revenus, ainsi qu'il appert pareil.

ANNO  
1669.

pareillement par les Lettres Patentes de Son Altesse Royale, lesquels deux Plénipotentiaires apres plusieurs Conferences ont finalement conclu ce qui ensuit.

*Articles dont on est convenu.*

I. Premierement, comme le Commerce a toujours esté le Compagnon de la Paix, cette Paix qui n'a jamais esté interrompue, par la Guerre, durant plusieurs années, est à present ratifiée, établie & confirmée, entre le très-puissant Monarque Charles second Roi de la Grande Bretagne &c. & Son Altesse Royale Charles Emanuel second du nom, Duc de Savoye, &c. les Sujets desquels sont obligez en toutes occasions, de faire les uns aux autres, toute sorte d'actions de civilité, & affection reciproque.

II. Secondement, il sera permis, & libre, pour toutes sortes & especes de Navires & Vaisseaux, appartenans à Sa Majesté le Roi de la Grand Bretagne &c. ou à ses Sujets, de conduire & d'amener dans les Ports, de Ville-Franche, Nice, ou de saint Hospice, toutes choses quelconques, ou toutes sortes de Marchandises, soit qu'elles soient produites par nature, ou faites par art, en quelque partie que ce soit du Monde; toutes lesquelles choses ou Marchandises ainsi apportées, seront librement & franchement débarquées, & portées par les Capitaines, ou Maîtres, ou par quelques autres personnes qui dependent d'eux, ou par les Marchands, ou Facteurs Sujets de Sa Majesté, dans les Maisons desdits Marchands, ou Facteurs, ou en des Magasins, ou Celliers, hors de leurs Maisons dans lesdits Ports, pour y estre conservées & gardées par eux autant de temps qu'il leur plaira, sans confiscation, Imposition de Douane, ou exaction de quelques Droits que ce soit, & en outre, au cas que toutes lesdites choses, ou aucune partie d'icelles, ne soit pas vendue dans lesdits Ports, il est & sera permis ausdits Capitaines, Maîtres, Marchands, ou Facteurs, Sujets de Sa Majesté, d'envoyer librement toutes lesdites choses, ou aucune partie d'icelles, par Mer, en quelque lieu que ce soit qu'il leur plaira, sans payer aucune Douane, Peage, ou quelque sorte d'Imposition que ce soit.

III. Tiercement; que toutes & chacunes fortes & especes de choses, & de Marchandises, qui seront rendus à Nice, Ville-Franche, ou saint Hospice, & après que la vente en aura esté faite, seront envoyées ou transportées, par Mer, dans les Territoires de quelque Prince que ce soit, seront toujours tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, quittes & affranchies de toutes Douanes, Droits, ou Impositions quelconques, mais à l'égard de toutes les choses, & Marchandises qui après que la vente en aura esté faite dans lesdits Lieux seront transportées par Terre, dans les Territoires de quelqu'autre Prince, il a esté aussi convenu & accordé que durant l'espace de dix ans à commencer du jour de la publication du present Traité tous lesdits Biens, seront quittes, & affranchis de toutes Donanes, Droits ou Impositions quelconques, pour leur passage par Terre, & de toutes autres peines que ce soit, tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, lesquelles dix années estant expirées, si Son Altesse Royale, ne veut pas confirmer cette liberté de passage, pour un plus long espace de tems, en la forme & maniere susdite, en ce cas-là, on ne payera seulement pour toutes & chacunes lesdites choses, qui après que la vente en aura esté faite, passeront par Terre comme dit est, que la moitié du Droit, ou Impost, qui se leve pour le passage suivant le Tarif imprimé, à la fin de l'Ordonnance publiée le 30. Octobre 1633.

IV. Quatrièmement, toutes & chacunes fortes de choses, ou Marchandises, qui seront produites par nature, ou faites par art, en aucun des Royaumes de Sa Majesté; ou en aucunes Colonies des Indes Occidentales, ou Orientales, ou en aucuns autres Territoires, qui sont presentement, ou seront cy-aprés sous l'obeissance de Sa Majesté, peuvent & pourront estre vendus librement, par les Sujets de Sa Majesté dans l'estenduë de tous les Estats de Son Altesse Royale, & en quelque endroit que ce soit de ses Territoires, ou Lieux de son obeissance, sans aucune prohibition ni amende, nonobstant toutes Loix, ou Edits contraires, à l'exception toujours, & seulement, du Sel, du Tabac, de la Poudre à Canon, de la Mèche, du Plomb à giboyer, Balles à Mousquet, de la Balaine, & des Cartes de toutes sortes, parce que c'est la coutume, d'affirmer la permission de vendre les choses cy-dessus

mentionnées, à des particuliers, privativement à toutes autres personnes: & néanmoins, il sera permis aux Sujets de Sa Majesté, conformément à ce qui est exprimé, au second Article, de recevoir & de garder, en leur Maison ou Magasins, toutes les susdites Marchandises deffendues, sans payer aucune Douane, Peage, ni encourir aucune peine ou amende. De plus mesmes, il sera permis aux Sujets de Sa Majesté de vendre les susdites Marchandises deffendues aux Fermiers qui auront pris à ferme la permission de les vendre à l'exclusion de toutes autres personnes. Mais à l'égard de toutes fortes de Marchandises (à l'exception de celles qui sont deffendues, cy-dessus spécifiées) qu'on fera entrer, & conduire dans les Ports de Ville-Franche, Nice, ou de S. Hospice, quand elles seront tirées desdits Ports pour en procurer la vente; & le debit, dans l'estenduë des Domaines de Son Altesse Royale, il n'y aura que celui qui les tirera desdits Ports, soit le Vendeur, ou l'Acheteur, qui payera seulement la moitié de la Douane, ou Peage spécifié dans le Tarif, la Copie imprimée duquel signée du Procureur de S. A. R. a esté par luy delivrée au Chevalier Jean Finch: après le paiement duquel Droit, ou Douane, une fois fait, il ne sera payé aucune chose de plus, dans les Domaines de S. A. R. soit par le Vendeur, ou l'Acheteur, pour lesdites Dénrées ou Marchandises, avec declaration expresse, que pour toutes Manufactures de Laines ou quelques autres Marchandises susdites que ce soit, qui comme il appert, ne sont pas spécifiées dans lesdits Tarifs, il sera payé un & demi pour cent, c'est à dire, seulement la moitié de trois pour cent, imposées, sur toutes les Marchandises qui ne sont pas spécifiées dans le susdit Tarif, par le dernier Article, ou les dernieres lignes d'icelui. Lequel Droit ou Impost, estant une fois payé, il ne sera payé rien de plus, ni par le Vendeur, ni par l'Acheteur, dans l'estenduë des Terres de Son Altesse Royale.

V. Cinquièmement, il a été convenu, & accordé que toutes fortes de Navires, ou Vaisseaux appartenans à Sa Majesté de la Grand' Bretagne, ou à ses Sujets, qui navigeront d'Angleterre ou de quelqu'autre Port, de l'obeissance de Sa Majesté, ou des Etats de Sa Majesté, qui ne seront pas infectez de Contagion, & arriveront dans les Ports de Nice, de Ville-Franche, ou de St. Hospice, avec des Certificats & Attestations de bonne santé, n'ayant point eu de Commerce en leur Voyage avec aucuns Lieux ou personnes soupçonnées d'être infectées du mal contagieux, sont & doivent être exempts de faire quarantaine ou quelques jours que ce soit de purgation: & il sera incontinent accordé aux personnes qui seront sur lesdits Navires, toute liberté de Commerce & de Traffic dans lesdits Ports; & on permettra sans aucun delai de mettre à Terre toutes choses, & toutes les Marchandises que lesdits Navires auront apportées, pour être portées dans les Maisons, ou Magasins des Marchands, Sujets de Sa Majesté, à Nice, Ville-Franche, ou S. Hospice: Mais si lesdits Navires arrivent sans Certificat, ni Attestation de bonne santé, ou si dans leur Voyage, ils ont conversé avec des personnes, ou eu Commerce dans des Lieux soupçonnés d'être infectez du mal contagieux, en ce cas-là, les Personnes, & Biens seront sujets à la quarantaine, ou purgation, mais les jours de quarantaine ou de purgation, seront abregez à l'égard des Personnes & Biens autant que le soin de preserver la santé du public le pourra permettre; Et pour la qualité des Marchandises qui seront sujettes au Lazard, ou à faire purgation, comme aussi pour les droits du Lazard, ou frais, pour les Biens qui seront purgation, cela est contenu avec d'autres particularitez en un Papier des Taux des droits du Lazard, transcrit à la fin du present Instrument, qui ne peuvent jamais être changez ni alterez, sans le consentement du Consul, ou de la plus grande partie des Marchands demeurans dans lesdits Ports.

VI. Sixièmement, à cause que les Ports qu'on appelle Francs, ont accoustumé de donner protection & refuge aux Banqueroutiers, ou personnes qui sont faillite, & Banqueroute, avec les Biens d'autrui, la même pieté de Sa Majesté, qui protege les Gens de Bien, punit ceux qui ne le font pas, c'est pourquoi en ce qui regarde les Sujets de Sa Majesté, il a été convenu & accordé, que sans avoir égard à quelques Edits que ce soit, qui ayent été publiez, les Sujets de Sa Majesté seront entierement privez, & tout à fait décheus, de jouir de cette protection; qu'on nomme communément Sauf-conduit, reservant à chaque Sujet de Sa Majesté,

ANNO  
1669.

ANNO  
1669.

Majesté, son propre Droit; comme pareillement tous les Sujets de Sa Majesté seront privez du benefice de protection, ou Sauf-conduit, qui commettront quelques crimes que ce soit contre Sa Majesté, comme aussi, tous les Sujets de Sa Majesté, soit qu'ils soient Maîtres de Navires, Mariniers, ou autres qui seront coupables de Baratrie, ausquels, ainsi qu'à tous Pirates, & Ecumeurs de Mer, qui seront Sujets de Sa Majesté, toute permission de vendre des Biens, ou Marchandises, ou de passer des Contrats pour icelles, dans lesdits Ports sera déniée: Mais à l'égard de tout ce qui est stipulé, dans la precedente partie du present Article, qui ne regarde seulement que les Sujets de Sa Majesté; il a été pareillement convenu & accordé en faveur desdits Sujets qu'ils jouiront pleinement & entierement du Privilege & Sauf-conduit, ou protection contre tous Etrangers, promise & publiée en l'Edit d'un Port-Franc, par Son Altesse Royale ainsi que tous Etrangers en jouiront à l'encontre d'eux.

VII. Septièmement tous les Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou St. Hospice, pour y exercer le Commerce, ou autrement, sont declarez exempts, & affranchis de tous Tributs, Taxes ou levées d'argent, qui sont ou seront imposées par Son Altesse Royale.

VIII. Huitièmement il est pareillement déclaré que les personnes des Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, ne seront point exposées ni sujettes à arrest, ni emprisonnement, ni leurs Biens sujets à saisie, ou sequestration, pour quelques causes civiles que ce soit, à moins qu'il n'y ait eu un Procès intenté en Justice auparavant, mais à l'égard des causes criminelles, qui sont punies de mort, ou de quelque peine corporelle, ils seront sujets à l'emprisonnement, sans aucun adjournement, ou citation en Justice.

IX. Neuvièmement, il sera libre & permis à tous & chacuns les Sujets de Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. demeurans dans lesdits Ports de vivre dans leur propre Religion de la maniere qu'il est permis, soit à Genes ou à Ligorne, & on ordonnera, ou assignera un sepulchre convenable pour y enterrer les Sujets de Sa Majesté qui decederont dans lesdits Lieux.

X. Dixièmement, comme il n'y a rien qui tourmente davantage les Hommes, que les Procès devant des Tribunaux de Justice, eu égard à la grande consommation de temps & d'argent, mais encore plus particulièrement, un étranger, qui n'a aucune connoissance des Coûtumes, & des Loix du Pays, pour cette cause, il a été convenu & accordé entre Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. & Son Altesse Royale, que tous les differens, & demeslez qui arriveront, entre Sujet & Sujet de Sa Majesté, ou entre lesdits Sujets, & quelqu'autre personne qui ne sera pas Sujet de Sa Majesté, seront seulement plaidez devant un Juge qui sera appelé le Delegué de la Nation Angloise, par lequel seul ils seront decidez, lequel Delegué sera tousjours choisi par les Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, à la charge tousjours, que l'élection sera faite, du nombre des Ministres de Son Altesse Royale, qui constituent les Consuls de la Mer, lequel Delegué, ainsi choisi, sera continué durant le plaisir des Electeurs Nationaux, pourvu que cette continuation ne soit pas pour plus de tems, que celui qui est limité par Son Altesse Royale pour la fonction de l'Office du reste des Consuls de la Mer. Après que ce Delegué aura été élu, la Nation le presentera à Son Altesse Royale, avec une Requête tendante à ce que par son autorité il puisse être établi pour exercer cette Charge, & après qu'il aura été ainsi constitué par cette Autorité il decidera, & terminera avec briéveté & expedition, tous les differens susdits, sans formalité de Procès en Justice, conformément au poids & validité de la raison, n'ayant égard seulement qu'à la verité du fait, & tout cela se fera sans aucuns frais, depens, ni autre dépense, que du simple payement de l'Ecriture. On ne pourra appeler de la Sentence donnée par ce Delegué, si ce n'est au Tribunal des Consuls de la Mer, demeurans à Nice, l'un desquels devra être le Delegué, qui prendra sceanee comme un des Juges, duquel Tribunal, il n'y aura plus d'appel à pretendre: Mais arrivant que par la suite du temps, les Sujets de Sa Majesté devinssent si nombreux dans lesdits Ports (ce qu'il y a lieu d'esperer de la bonne disposition des Loix) si on trouve quelque inconvenient en la decision des differens, conformément à la maniere prescrite, en ce cas, à l'égard de

Tom. VII. PART. I.

quelque demeslé qui arrive, ou survienne seulement entre Sujet & Sujet de Sa Majesté, le Reglement suivant pour la decision definitive du Different, de laquelle on ne pourra le porter pour Appellant, sera établi & confirmé entre Sa Majesté, & Son Altesse Royale, lequel Reglement sera & devra être en sa pleine force & vertu, à commencer du temps que Sa Majesté le requerra de Son Altesse Royale. Voici la forme de ce Reglement. Les Sujets de Sa Majesté choisiront trois Hommes parmi la Nation Angloise qui pour leur vie & mœurs seront estimés des Hommes de la plus grande integrité parmi eux, ces trois Hommes supplieront tres-humblement Son Altesse Royale, qu'il lui plaise de nommer l'un d'eux, qui sous le titre de Delegué de S. A. R. en puisse exercer la Charge, lequel sera incontinent déclaré; & après qu'il aura été ainsi constitué par son autorité & que pour cet effect, il aura obtenu de Lettres de S. A. R. il ne sera pas néanmoins capable d'exercer sa Charge, à moins que d'avoir auparavant presté Serment devant le susdit Delegué National, ou en son absence, par devant quelque autre des Consuls de Mer, demeurans à Nice, pour son Altesse Royale. Ces choses étant faites, lors qu'un different ou demeslé arrivera ou surviendra, le Demandeur, & le Deffendeur choisiront chacun deux Arbitres, & les declareront & constitueront pour tels, mais le Delegué de Son Altesse Royale, à chacun desquels le Delegué fera presté Serment sur les Saints Evangiles, en ces termes, qu'autant qu'il fera en leur pouvoir, sans avoir aucuns égards pour les personnes, en bonne conscience, & conformément aux meilleures regles de Justice ils rendront leur Sentence arbitrale justement & fidelement. Après lequel Serment, ils pourront s'assembler, quand l'occasion s'en presentera, mais tousjours en presence dudit Delegué, lequel Delegué n'aura point de voix, au cas que la plus grand' partie des quatre Arbitres s'accordent, en leur arbitrage, & si cela arrive, la decision qui sera ainsi faite, sera ferme & stable, mais si les Arbitres ne s'accordent pas, par raison de leur égalité de voix, alors le Delegué de Son Altesse Royale, après avoir presté le même Serment que les Arbitres auront fait, devant un des Consuls de Mer, à Nice, aura voix deliberative parmi les autres quatre Arbitres, & la decision qui intervendra, du côté qu'il y aura majorité de voix, sera ferme & valable en toutes les choses dont aura été question en ces deux cas, la decision ainsi faite amiablement, sera envoyée à Son Altesse Royale, dans l'espace d'un mois, afin que par son autorité, elle puisse avoir sa pleine force, & être mise à execution. Ce Delegué sera en outre obligé de faire des Escritures, ou tenir des Registres, comme Delegué de Son Altesse Royale & le devoir de sa Charge sera, de les garder, & conserver soigneusement, il sera continué trois ans en la fonction de sa Charge, & obligé de rendre compte au Delegué, qui lui succedera, de toutes les Affaires qui se seront passées durant ce temps-là.

XI. Onzièmement, arrivant que quelque Sujet de Sa Majesté vienne à deceder dans lesdits Ports, sans faire son Testament, ou que par son Testament il ait institué un Heritier ou Exécuteur, qui ne demeure pas en aucun desdits Ports, toute la Nation sera tenue de s'assembler, & de choisir quelques personnes, qui soient de bonne vie, renommée, & credit, qui avec le Delegué de Son Altesse Royale Sujet de Sa Majesté, & le Consul de la Nation prendront soin des Biens du deffunct, de sorte qu'ils ne puissent pas être dérobez, mais plutôt conservez pour ceux à qui de droit ils devront appartenir; lesquels Anglois ainsi élus par la Nation, seront devant le Tribunal des Consuls de la Mer, demeurans à Nice, constitués & établis Administrateurs pour les fins susdites, des Biens du deffunct, & pour cet effect, ils auront plein-Pouvoir de demander & de garder toutes choses quelconques, qui de droit auront appartenu à la personne decedée, comme aussi de payer, & acquiter tout ce qui se trouvera legitimentement deub, par le decedé, à quelques personnes que ce soit.

XII. Douzièmement, tous Mariniers, Sujets de Sa Majesté, qui se retireront, sans l'aveu de leur Capitaine, ou Maître, & entreront à bord de quelqu'autre Navire, ou Vaisseau, sur la plainte qui en sera faite à l'Officier de Son Altesse Royale à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, seront tirés du Vaisseau, ou les aura reçus, & rendus à leur premier Capitaine ou Maître: Si quelque Marinier abandonne son Capitaine ou Maître, & se retire en quelque Maison publique,

Q

ou

ANNO  
1669.

ANNO  
1669.

ou particuliere, d'aucun des Habitans desdits Ports, & soit recelé par l'Habitant, il sera tiré de la Maison par force, & le Maître de la Maison sera condamné en vingt Ecus d'amende pour chaque offence de cette nature. Si quelque Marinier couche à Terre toute la nuit en quelque Maison publique, ou particuliere, sans le Congé par écrit, signé de son Officier, le Maître de la Maison, qui l'aura logé, payera dix Ecus d'amende. Si quelque Marinier contracte une Dette avec un Habitant desdits Ports, ou s'endebte envers lui au dessus d'un Ecu, sans le Congé par écrit, de son Capitaine ou Maître, son Creancier perdra son deub. Mais si le Marinier fait en sorte de trouver quelqu'un qui s'engage pour le payement de la Dette, qui ne soit pas Marinier, on laissera aller le Marinier, mais celui qui aura répondu pour lui, pourra être retenu pour la Dette.

XIII. Treizièmement, il a été convenu & accordé que toutes fois & quantes que des Navires de Guerre appartenans à Sa Majesté entreront dans lesdits Ports, ils y seront reçus de tous points avec les mêmes honneurs qu'aucuns autres Navires, ou Vaisseaux appartenans à quelque Monarque ou Prince que ce soit; durant le temps que les Navires de Sa Majesté demeureront dans lesdits Ports, on ne leur refusera rien qui leur soit nécessaire, ou convenable, en payant un prix competent pour ce qu'ils prendront, & à l'égard de leurs Vivres, il est permis à tous ceux qui sont députés, pour fournir des Vivres aux Navires, dans l'estenduë de tous les Domaines de Son Altesse Royale, de contracter pour acheter toutes choses nécessaires & convenables pour la sustentation de la vie, & de faire porter toutes lesdites choses, ainsi achetées dans lesdits Ports, sans payer aucuns Droits de Douane ni autres Impositions, en payant seulement pour icelles, ce qu'elles ont coûté la premiere fois. Et il est en outre convenu, que lesdits Navires de Guerre de Sa Majesté, durant le temps qu'ils seront dans lesdits Ports, y seront protegez & deffendus contre qui que ce soit, qui voudroit entreprendre de commettre quelque violence, ou exercer des hostilités contr'eux.

XIV. Quatorzièmement; comme dans le present Instrument de Commerce, on a fait mention de certaines Ordonnances Fiscales, ou Traffics, qu'on nomme communément Livre de Taux, ou de Droits publics, l'un desquels, imprimé le dixième jour de Decembre mil six cent cinquante un, contient les Peages, ou Droits de Douane, qui doivent être payez pour toutes sortes de Marchandises, qui sont vendues dans l'estenduë des Domaines de Son Altesse Royale, le second contient à la fin du general ordre du Port franc, (du 30. Octobre 1633.) les Droits qui doivent être payez pour le passage par Terre à travers des Estats de Son Altesse Royale. Et le troisième & dernier, signé par le Procureur de Son Altesse Royale contient les Droits du Lazaret, ou les frais & Droits qui doivent être payez, pour purger les Dentrées qui sont Quarantaine, tous lesquels trois Livres de Taux, & de Droits, doivent être reglez, conformément aux limitations, & restrictions contenues dans les Articles precedens: il a été convenu que lesdits Tarifs ou Taux & Droits, ne seront jamais changez, ni alterez sans le consentement du Consul, & de la plus grande partie des Marchands & Facteurs Anglois, demeurans dans lesdits Ports. Il est en outre convenu, que les Marchands & Facteurs de Sa Majesté seront expédiez en toute diligence, dans les Lieux où les Droits de Douane, & de Peage doivent être payés, & qu'aucun desdits Sujets, ne sera en aucun temps sujet à la revision de comptes, sous pretexte de fraude. Et si quelque Officier de Son Altesse Royale exige, ou reçoit quelque Somme ou valeur outre & par dessus ce qui est réglé dans les susdits Tarifs ou Taux, & limité ainsi que dans les susdits Articles, par voye de recompense, don gratuit, ou de quelque autre pretexte que ce soit, celui qui aura commis cette exaction, sera emprisonné l'espace de trois mois, ou plus long-temps, si Son Altesse Royale le juge à propos, & payera trois fois la valeur entiere de ce qu'il aura ainsi demandé ou reçu, moitié de laquelle Somme, appartiendra à S. A. R. & l'autre moitié au Denonciateur, ou Accusateur.

XV. Quinzièmement & finalement, il a été convenu, & accordé, que toutes les Immunités, Privileges & Concessions contenues en la Publication generale qui a été faite d'un Port franc, par Son Altesse Royale, & ne sont pas mentionnées, ni spécifiées dans les Articles precedens, seront entendus être expressement

mentionnées & contenues dans la teneur du present Instrument, pour le plein & entier avantage des Sujets de Sa Majesté, en toutes les dispositions & intentions, & toutes Immunités, Privileges, ou avantages, qui à l'avenir seront accordez à quelqu'autre Royaume ou Estât que ce soit, tous & chacuns lesdits Privileges, Immunités & avantages sont & seront aussi pleinement en toutes leurs circonstances accordez aux Sujets de Sa Majesté, comme s'ils avoient été expressement accordez & octroyez par le present Instrument pour la pleine & indubitable confirmation duquel, & de tous les Articles precedens, les susnommez Procureurs de Sa Majesté de la Grand' Bretagne, &c. & de Son Altesse Royale ayant diligemment leu & considéré tous les susdits quinze Articles, ils les ont signez de leurs seings, & y ont apposé le cachet de leurs Armes à Florence le 19. jour de Septembre de l'an de grace 1669.

(L.S.) JEAN FINCH.

(L.S.) JOSEPH MAURICE FILIPPONE.

## LII.

*Traité Provisionnel entre le Serenissime Electeur de Cologne Prince & Evêque de LIEGE, autorisé de Sa Majesté Imperiale, tant pour l'Empire, que pour l'Evêché, & la Principauté de Liege d'une part; & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, des Pais-Bas d'autre, au sujet de la suprême Jurisdiction sur la Seigneurie de la Rochette. A la Haye le 9. Octobre 1669. [Copie Manuscrite & sûre.]*

QUE (sans préjudice du Droit de Souveraineté laquelle l'Empire, & notamment le Pais de Liege, ou Leurs Hautes Puissances prétendent avoir sur la Rochette avec ses Appartenances, & Dépendances:) les Appointemens, & Sentences que le Conseil de Brabant, residant ici à la Haye, a déjà donnés & rendus, en Jugement contradictoire, & non par contumace, ou qu'il donnera & rendra encore ci-après, touchant ladite Rochette ses Appartenances, & Dépendances, soit pour ou contre le Procureur Général de Brabant ici à la Haye, le Seigneur de Helmont ou la Dame Marie Sibille de Plettenberg Veuve du feu Sr. Jean Ruysschenberg, en son vivant Seigneur de la Rochette respectivement à la requisition expresse, faite par ces presentés de la part de L. H. P. & du consentement formel que son Altesse Serenissime donne par ces presentes, seront exécutés sans consequence par des Huissiers dudit Conseil de Brabant ici à la Haye, suivant l'Instruction & le stile ordinaire dudit Conseil; & promettent L. H. P. de n'y envoyer point de Troupes Militaires avant que le Jugement par les Arbitres, dont on parlera ci-après, soit rendu: Mais si cependant son Altesse Serenissime est requise de prêter main forte pour faciliter lesdites executions, elle ne manquera pas de le faire incessamment, & sans aucun delay; Bien entendu que ladite Dame Marie Sibille de Plettenberg, pour prévenir ladite execution, se pourra servir par devant ledit Conseil de Brabant ici à la Haye, de tous les Benefices de droit qu'elle jugera les plus propres pour la conservation de son Droit à la Rochette, ses Appartenances & Dépendances, sans qu'elle ait besoin de se faire relever de sa contumace accordée contre elle par ledit Conseil, & sans que l'on puisse avoir égard aux Sentences, Decrets & Appointemens donnés, ou prononcés, faute d'avoir comparu; ladite contumace, & lesdites Sentences, Decrets, & Appointemens étant levés & annullés par ces presentes: Et s'il arrive quelque contestation, si les Parties ont été en Jugement, ou non, elles seront encore ouïes sur ce different, & ledit Conseil de Brabant en appointera, prononcera, ou jugera, avant qu'il se fasse aucune execution, sans que L. H. P. par cet Acte se veuillent entremettre des autres Biens, sur lesquels ladite Dame de Plettenberg prétend être fondée outre ladite Rochette, ses Appartenances & Dépendances ne relevant point de L. H. P. & n'étant pas de leur Territoire.

Que tant que ledit different subsistera ni de la part des

ANNO  
1669.

ANNO  
1669.

ANNO  
1669.

des Possesseurs de ladite Rochette, ses Appartenances & Dependances, ni de la part de l'Empire & notamment dudit Pais de Liege, ou de L. H. P. on ne pourra rien entreprendre directement, ni indirectement dudit Lieu de la Rochette, ses Appartenances, & Dependances qui puisse en aucune maniere endommager, préjudicier, ou incommoder l'Empire, & notamment le Pais de Liege, & ses Sujets d'un côté, ni L. H. P. & leurs Sujets d'autre.

Que ladite Altesse Serenissime demeurera en possession des Droits des Minéraux, & tous autres, entant qu'elle est en possession paisible d'iceux audit lieu, jusques à ce que ledit différent de Souveraineté soit terminé.

Que dans deux mois après la Ratification des presentes les Parties conviendront des voyes, & moyens d'ajuster à l'amiable ledit différent touchant ladite Souveraineté, ou que faute de cela lesdites Parties nommeront dans un mois après l'expiration desdits deux mois des Juges ou Arbitres, qui termineront & décideront ledit différent.

Que tout ce qui est exprimé ci-dessus n'a été convenu & accordé que sous l'agreation & approbation de son Altesse Serenissime, & L. H. P. respectivement, laquelle l'on fournira dans deux mois du jour de la date des presentes, sans laquelle agreation & approbation il n'y aura rien de fait, mais que néanmoins son Altesse Serenissime donnera ordre à ce que ladite Rochette avec ses Appartenances & Dependances soit vidée & delivrée des Gens de Guerre, & de la Garnison qui y est presentement, devant l'expiration d'un mois, à compter du jour de la Signature de ce present Acte, sans que l'on y puisse mettre d'autres Gens de Guerre, sur les assurances que L. H. P. donnent, qu'après que ladite évacuation aura été faite L. H. P. n'attenteront ni ne permettront d'attenter à occuper ladite Rochette ni à y mettre Garnison, soit par voye de fait, ou pour executer quelques Sentences ou Appointemens du Conseil de Brabant ici à la Haye, si ce n'est après la Ratification de la presente Convention, & cela sur le pied, & en la maniere exprimée ci-dessus.

En foi de quoi nous soussignés avons mis nos seings & Seaux à ces presentes. A la Haye le 9. d'Octobre 1669. *Etoit signé & cacheté,*

G. F. RENESSE                      FR. DE SELYS.  
Baron d'Elderem.                      (L. S.)  
(L. S.)

LIII.

24. Oct. *Traité de Commerce & de bonne Correspondance entre le Prince Evêque de MUNSTER, & la Ville d'EMBDEN. A Assendorp le 24. Octobr. 1669. [ Simple Copie, traduite du Hollandois. ]*

QU'IL soit notoire à tous par ces presentes, Qu'attendu que le Haut & très-Digne Prince & Seigneur Christophle Bernard Evêque de Munster, Bourg-Grave de Stromberg, Prince du Saint Empire Romain, & Seigneur de Borculoo, auroit reçu diverses Informations & Plaintes de ses Sujets, portant que l'on contrevenoit en plusieurs manieres aux anciens Accords entre l'Evêché & Principauté de Munster & le Pais d'Oost-Frise, particulièrement à celui de l'an 1497; Et que de l'autre part on se plaignoit aussi de diverses vexations, il a été trouvé bon pour abolir entièrement toutes ces Plaintes reciproques, & prévenir les mesintelligences qui en pourroient sourdre à l'avenir, d'établir des Conférences amiables avec les Seigneurs Bourguemaîtres & Conseillers de la Ville d'Emden, dans lesquelles après plusieurs Negotiations on s'est enfin accordé de la maniere qui suit.

I. Il y aura entre sa Haute Grace Principale, & la Ville d'Emden, ses Bourgeois & Habitans, une sincere, veritable & bonne amitié, intelligence & Correspondance; Elle sera en toute maniere entretenuë & cultivée, & par conséquent les Reprefailles seront absolument bannies de part & d'autre.

II. Toutes les fois que les Bâtimens de sadite Haute Grace Principale, ou de ses Sujets descendront la Riviere d'Ems allant vers la Mer, ou la remonteront en venant de la Mer, ils pourront entrer à Emden dans l'Estacade & y demeurer trois jours, tellement comptés que le premier y soit compris, en cas que lesdits Bâtimens soient arrivés avant midi.

III. Aussi-tôt que lesdits Bâtimens seront entrés, il

TOM. VII, PART. I.

sera donné au President Bourguemaître, une exacte & particuliere specification de toutes les Marchandises qui y seront chargées, avec une Declaration sous Serment (si cela est jugé nécessaire) de celles qui appartiendront aux Sujets de la Principauté de Munster; & de celles qui appartiendront à d'autres.

IV. Pendant ledit tems il y aura de part & d'autre une entiere liberté de converser, negotier, vendre & acheter, c'est-à-dire entre les Sujets de Munster & les Bourgeois de la Ville d'Emden, seulement, & le prix des Marchandises sera laissé en sa propre valeur à la liberté des Contractans, sans aucune contrainte de la part du Magistrat, & en échange les Bourgeois de la Ville d'Emden jouiront d'une liberté semblable, dans l'Evêché de Munster.

V. Les Marchandises qui se trouveront dans ces Bâtimens, & qui appartiendront à d'autres qu'à des Sujets de Munster, seront débarquées & traitées selon l'ancienne coûtume, & les Privileges de la Ville.

VI. Le Peage sera payé comme à l'ordinaire, & ne pourra être haussé, non plus que le Tonnage, ni l'Impôt du Back, & il ne sera mis aucune nouvelle charge sur les Marchandises, Bâtimens, ou personnes qui en dépendent; ce qui est aussi reciproquement promis de la part de Munster.

VII. De même l'argent que l'on paye pour la Gruë, & pour les Halles, ne sera exigé que lors que les Marchandises seront effectivement vendues ou achetées, & en toutes choses les Bourgeois de la Ville d'Emden seront traités dans tout l'Evêché de Munster, comme les Sujets de Munster dans la Ville d'Emden.

VIII. Le Peage & autres exactions ci-dessus nommées, demeureront *hinc inde* sur le même pied où elles sont à present, & ne pourront être rehaussées.

IX. La Ville d'Emden ne pourra visiter les Bâtimens Munsteriens, quand même cette visite se feroit en bon ordre, sans décharger les Marchandises & sans les remuer, mais en cas de fraude, & que les Maîtres des Bâtimens fussent ouvertement poursuivis en Justice, pour n'avoir pas fidèlement déclaré les Marchandises de leur charge, & qu'on ne pût autrement éclaircir le fait; En ce cas-là, & non autrement, la Ville pourra visiter les Bâtimens & remuer les Marchandises, toutes fois sans frais ni dépense pour les Marchands; & de telle maniere que les seules Marchandises non déclarées seront tirées des Bâtimens, & que les autres n'en souffriront en aucune maniere. La même regle sera aussi observée dans l'Evêché de Munster à l'égard des Marchands d'Emden, & pour d'autant mieux prévenir toute sorte de fraude, il sera donné reciproquement de la part d'Emden à Munster, & de la part de Munster à Emden des Extraits des Livres de Peage, contenant la specification des Marchandises qui y auront été déclarées au depart, & cela toutes les fois qu'il en sera fait requisiion.

X. Les Vaisseaux ayant demeuré, comme il a été dit trois jours dans la Ville, en dedans de l'Estacade, seront obligés de partir sans retardement le soir à six heures avec leurs charges, tant celle qu'ils auront apportée & non vendue, que celle qu'ils auront prise à Emden, pour après cela remonter la Riviere, ou descendre vers la Mer, selon la volonté des Marchands, & sans qu'ils puissent y être empêchés.

XI. Touchant les Pierres de Taille des Carrieres de sa Haute Grace Principale, & les autres moindres Pierres qui en proviennent, en quelque quantité & de quelque forme qu'elles soient, il a été convenu que lors qu'elles appartiendront immédiatement à la Chambre de sadite Haute Grace Principale, les Bâteaux qui en seront chargés, & qui se tiendront sur leurs Ancres hors de l'Estacade en tel lieu qu'il leur plaira, passeront sans rien payer, après qu'ils auront été préalablement visités, & qu'ils auront produit des Passeports signés de la main de sa Haute Grace Principale; mais si les Carrieres viennent à être affermées, alors chaque Bateau chargé de Pierres, payera trente six Rixdales d'Emden, moyennant quoi ils pourront continuer leur Navigation sans aucun retardement.

XII. Toutes lesquelles choses ont été convenues sans préjudice des Droits & Privileges Imperiaux de la Ville d'Emden, lesquels demeureront inviolables dans tous leurs Points & Clausés, avec renoncement sur ce sujet à toutes sortes d'exception, & sera le present Traité ratifié dans le tems de trois semaines par les Seigneurs Principaux de l'une & l'autre part, & les Ratifications échangées à certain jour & heure dont on conviendra. Fait & signé de la main des

ANNO Deputez & scellé de leur cachet à Affendorp le 24.  
1669. Octobre 1669.

HERMAN MATHIAS *Baron d'Evceelen.*  
JOOST HERMAN RAVELANDT.  
JEAN GASPAR BISPING.  
HENRI MARTELS.  
AD. SALLE' Dr.  
D. GONDREE D.  
WOUTER DIRCKS.

## LIV.

24. Oct. *Articles & Conditions accordées pour le Port & Transport des Lettres, Depêches & Paquets écrits, tant des Villes de tout le Royaume de France que de celles cedées au Roy par les Traittés des Pyrénées & d'Aix la Chapelle, dans les Villes des Provinces-Unies des Pays-Bas, que des Villes desdites Provinces-Unies dans celles de France & desdites Villes cedées, entre THOMAS CARPATRY, Conseiller du Roy en son Conseil d'État, Commis de Monseigneur le Marquis de LOUVOIS & de Courtanvaux Secrétaire d'État & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maître des Couriers, & Sur-Intendant General des Postes de France, LEON PAJOT & LOUIS ROUILLE Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois pour l'effet des Presentes d'une part, & CHRISTIAN CONSTANTIN RUMPF, Secrétaire de l'Ambassade des Messieurs les États d'Hollande aiant charge & pouvoir en bonne forme de Messieurs les Bourguemaitres & Regens de la Ville d'AMSTERDAM, & des autres Villes d'HOLLANDE d'autre part; lesquels Pouvoirs seront transcrits à la fin des presens Articles. A Paris le 24. d'Octobre 1669. [Simple Copie, mais sûre.]*

I. PREMIEREMENT qu'il sera entretenu une bonne, ferme & mutuelle correspondance de part & d'autre pour l'envoy, reception & distribution des Lettres, Depêches & Paquets.

II. Que les Lettres de Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle & Nantes partiront de Paris & Rouen pour les Villes d'Hollande tous les Vendredis à huit heures du matin, pour, passant par l'Isle, Deinsé ou Peleguen & Anvers, se rendre à Cuypersveer sur la minuit du Lundi au Mardi de chacune semaine, où la Malle & Depêches seront delivrées par un Commis, que ledit Seigneur Marquis de Louvois proposera, si bon lui semble, audit Cuypersveer aux Couriers de la Ville d'Amsterdam, & des Villes de Sud-Hollande, pour l'apporter en diligence le Mardi au matin, en ladite Ville d'Amsterdam.

III. Que des Villes de l'Isle, Douai, Tournai, Courtrai, Oudenarde & Ath il partira des Couriers pour le trouver au passage de celui pour la Hollande, & lui delivrer les Lettres, Depêches & Paquets, dont ils seront chargés dans la même Malle avec les Lettres de France & recevoir de même les Lettres de Hollande pour lesdites Villes.

IV. Que les Lettres de la Ville d'Amsterdam & de Sud-Hollande pour les Villes de Flandrés cedées à Sadite Majesté, & pour Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle, Nantes & autres Villes de France, partiront les Jendis au soir à la porte fermante, pour être portées à Cuypersveer au Commis ou Courier dudit Seigneur Marquis de Louvois pour être ensuite portées & delivrées dans toutes les Villes de l'obéissance de Sa Majesté.

V. Que les Lundis de chaque semaine jour du depart des Couriers d'Amsterdam pour la Ville d'Anvers, les Negocians dudit Amsterdam écriront à Lille & lesdites Lettres & Depêches seront mises dans un Paquet clos & cacheté qui sera delivré à Cuypersveer aux Commis ou Couriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, pour être par eux transportés dans ladite Ville de Lille, sans que lesdits Commis d'Amsterdam soient obligés d'y mettre les Lettres, qui s'adresseroient di-

rectement à Paris, lesquels Commis recevront reciproquement les Paquets de Lille, qui leur seront adressées, sans être obligés de delivrer les Lettres, qui pourroient venir directement de Paris, sans qu'aucuns Negocians de Paris & d'Amsterdam puissent se servir de leurs Correspondances d'Anvers pour écrire dans lesdites Villes d'Amsterdam & Paris, à peine de repeter, contre les contrevenans le Port entier de Paris à Amsterdam & d'Amsterdam à Paris, & pour l'éviter se pourront lesdits Negocians de Paris & d'Amsterdam, servir de leurs Correspondants de Lille, pour écrire auxdites Villes & ledit Paquet de Lille arrivera à Anvers le Jeudi à midi, afin qu'il puisse partir avec le Courier dudit Anvers pour Amsterdam.

VI. Que les frais & depens pour les Couriers & Chevaux employés pour le transport desdites Lettres tant d'aller que de venir, seront faits par ledit Seigneur Marquis de Louvois, depuis Paris & les Villes de l'obéissance de Sadite Majesté jusques à Cuypersveer.

VII. Que pareillement les Officiers des Postes d'Amsterdam feront les frais & depens des Couriers & Chevaux depuis Cuypersveer jusqu'au dit Amsterdam, tant en allant qu'en retournant.

VIII. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ses Commis recevront le Provenu de tous les Ports de Lettres qui partiront de ladite Ville d'Amsterdam, dans toutes les Villes & Places de France & des autres, estant sous l'obéissance de Sadite Majesté.

IX. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois recevra en outre le Port de toutes les Lettres qui seront affranchies de ladite Ville d'Amsterdam jusques à Paris & Rouen, sçavoir d'une simple Lettre pour Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Places par delà Paris & Rouen dix sols, d'une Lettre double au delà de demi once onze sols, d'une Lettre pesant trois quarts d'once & au delà douze sols, & de l'once seize sols, le tout Monnoye d'Hollande, & ledit affranchissement n'aura lieu qu'autant de tems que ledit Seigneur Marquis de Louvois le desirera, en avertissant toutefois quinze jours auparavant lesdits Sieurs Bourguemaitres ou les Commis des Postes de ladite Ville d'Amsterdam.

X. Que les Officiers des Postes d'Amsterdam recevront tout le provenu du Port des Lettres venans tant des Villes & Places de France que de celles cedées à Sadite Majesté pour la Ville d'Amsterdam, en payant audit Seigneur Marquis de Louvois, sçavoir de chacune Lettre simple de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Villes par delà Paris & Rouen onze sols, dont cinq sols apartiendront au Bureau de la Poste de Paris, pour le port desdites Lettres depuis lesdites Villes jusques à Paris, & les six sols restans seront audit Seigneur Marquis de Louvois pour le Port depuis Paris jusques à Cuypersveer; des Lettres doubles sçavoir de celles d'au delà demi once, un gros, treize sols, celles d'au delà demi once deux gros, quatorze sols, & de l'once dix huit sols, le tout Monnoye d'Hollande.

XI. Que les Officiers des Postes d'Amsterdam recevront pareillement le provenu des Ports des Lettres, venans de Paris, Rouen, Calais, Abbeville, Amiens & autres Villes de pareille distance, en payant audit Seigneur Marquis de Louvois, sçavoir pour une Lettre simple six sols, pour une Lettre double au delà de la demi once sept sols, & pour l'once neuf sols, le tout Monnoye d'Hollande.

XII. Et pour chaque Lettre simple écrite de Lille, Tournai, Courtrai, Douai, Ath, Oudenarde & autres Villes, cedées à Sa Majesté, quatre sols, & pour l'once six sols, Monnoye d'Hollande, qui sont les prix ainsi que ceux marqués aux Articles IX. X. & XI. que ledit Sieur Rumpf a affirmé avoir toujours été payés au Sieur Comte de Tassis, & s'il se trouve qu'il en ait payé plus grande Somme, il en fera fait raison audit Seigneur Marquis de Louvois tant du passé que de l'avenir.

XIII. Qu'il a esté arrêté & convenu qu'à l'égard des Lettres, qui viendront des Places cedées à Sadite Majesté pour ladite Ville d'Amsterdam, qui ne pourront pas être delivrées & dont les Ports ne pourront pas être reçus par les Officiers des Postes d'Amsterdam, lesdits Officiers ne seront point tenus d'en payer les Ports ci-dessus spécifiés audit Seigneur Marquis de Louvois ou à ses Commis, mais en seront quittes en renvoyant lesdites Lettres de rebut tous les quinze jours, ainsi qu'il en estoit usé avec Monsieur le Comte de Tassis, & pourra ledit Seigneur Marquis de Louvois

ANNO  
1669.

ANNO 1669. voies pour éviter l'abus faire passer toutes les Lettres pour Amsterdam.

XIV. Qu'il sera deduit par chacune semaine sur ce qui appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois la somme de douze Livres pour indemniser lesdits Officiers des Postes d'Amsterdam des frais de la distribution des Lettres & de la Taxe sur les espèces provenant des Ports d'icelles.

XV. Que les Deniers qui reviendront audit Seigneur Marquis de Louvois pour les Ports des Lettres & Pacquets seront payés tous les mois à celui qui en aura pouvoir de lui à Amsterdam.

XVI. Que pour la seureté & conservation des Lettres & Depêches elles seront mises dans des Valises bonnes & bien conditionnées.

XVII. Il a encore été convenu, que ledit Seigneur Marquis de Louvois accorde tout ce que dessus & aux mêmes conditions aux Villes de Sud-Hollande, principalement Dordrecht, Haerlem, Leyden, Rotterdam & la Haye, lesquelles Villes de Sud-Hollande sont aussi comprises dans ce Traité, ayant été expressement accordé que les Lettres appartenantes à Amsterdam & aux Villes desdits environs, seront mises à part dans une Valise fermée, horsmis le Pacquet de la Ville de Haerlem qui viendra dans la Valise d'Amsterdam avec une Liste. Mais pour les Villes de Dordrecht, Leyden, Rotterdam & la Haye leurs Lettres viendront ensemble dans une même Valise fermée, neantmoins les Lettres de chaque Ville mises dans un sac ou paquet particulier, & a chacun une Liste des Lettres dont le Port sera payé à Amsterdam à ceux ou celui que ledit Seigneur Marquis ou ses Commis autoriseront, dont ledit Sieur Rumpf, es noms qu'il procede, demeurera responsable, sans que lesdites Villes puissent pretendre aucun dedommagement pour la Taxe des especes & de la distribution.

XVIII. Qu'il faudra soigneusement prendre garde de quel lieu les Lettres & Pacquets viendront, afin qu'on fasse bon audit Seigneur Marquis de Louvois les Ports qui lui sont accordez par ce present Traité. Et pour cet effet les Lettres venans de par delà Paris & Rouen seront mises apart, & celles de Paris, Rouen, Amiens, Calais, Abbeville & autres de semblables distances, doivent aussi être séparées, comme aussi les Lettres des Villes des Pays-Bas, d'autant qu'il faut qu'elles payent des Ports particuliers.

XIX. Qu'au cas que les Lettres de France n'arrivent pas à Cuypersveer, excepté que ce ne soit par le mauvais remis ou passages de Rivieres, au même tems que celles de Brabant, ainsi qu'il a été stipulé au deuxième Article du present Traité, desorte qu'on soit obligé de les envoyer quérir separement, ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ses Commis seront en ce cas obligez de payer aux Officiers des Postes d'Amsterdam la somme de trente Livres argent d'Hollande, & reciproquement si les Lettres d'Hollande n'arrivent pas aussi assés à tems à Cuypersveer, & qu'on soit obligé de les aller quérir separement, les Officiers des Postes d'Amsterdam payeront audit Seigneur Marquis de Louvois la somme de trente Livres.

XX. Qu'avec les Lettres de France qui arriveront à Amsterdam, & dans les autres Villes d'Hollande on enverra une Liste exacte de routes les Lettres simples, doubles & onces, laquelle liste sera examinée au Comptoir d'Amsterdam, & la trouvant conforme, on payera les Lettres sur ce pied, sinon, les Officiers des Comptoirs d'Hollande feront bon à ceux des Comptoirs de France de ce qui se trouvera, soit qu'il y en ait plus ou moins que la Liste ne portera.

XXI. A été expressement stipulé que l'on sera obligé de part & d'autre de faire delivrer très-fidèlement les Lettres & Pacquets & particulièrement ceux des Ministres, qui seront taxez suivant les reglemens & delivrés trois ou quatre heures après leur arrivée ou plus-tost si faire se peut.

XXII. Ce que nous ci-dessus nommez promettons de faire ratifier, favoir nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé, par ledit Seigneur Marquis de Louvois, & moi dit Rumpf, par mesdits Seigneurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'Amsterdam, le tout dans trois semaines, auquel tems nous nous obligeons de faire l'échange reciproque des Ratifications en bonne forme signées & scellées, fait double à Paris le vingthuitième Septembre mil six cens soixante neuf. Signé, CARPATRY, PAJOT, C. C. RUMPF, ROUILLE.

ANNO 1669. FRANÇOIS MICHEL LE TELLIER Marquis de Louvois & de Courtanvaux Conseiller du Roy en ses Conseils, Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maître des Couriers & Sur-Intendant General des Relais, Postes, & Chevaux de Louage de France: Aiant estimé à propos pour l'avantage du service du Roy & de celui du publicq, & pour faciliter le Commerce par le moien du libre transport des Lettres & Pacquets de France en Hollande & d'Hollande en France, d'entendre aux propositions qui nous ont été faites de la part de Messieurs les Bourguemaîtres d'Amsterdam sur ce sujet, nous avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & deputons les Sieurs Carpatry, Pajot & Rouillé pour avec le Sieur Rumpf, autorisé du Pouvoir desdits Sieurs Bourguemaîtres convenir en notre nom des conditions reciproques pour ledit transport & libre passage desdits Pacquets & Lettres, en arrester, conclure & signer le Traité de notre part, leur en donnant tout Pouvoir, & promettant de ratifier & d'entretenir & de faire entretenir & garder, tout ce qui aura été par eux conclu & arrêté à cette occasion; en foi de quoi nous avons signé la presente de notre main & fait contresigner par l'un de nos Commis à la Sur-Intendance Generale desdites Postes & à icelles fait apposer le cachet de nos Armes, à Chambor le vingt un Septembre mil six cens soixante neuf. Signé, DE LOUVOIS, & plus bas, Par mon dit Seigneur COLBERT.

NOUS Bourguemaîtres Regens de la Ville d'Amsterdam, aians été requis de la part de Monsieur le Marquis de Louvois en qualité de Sur-Intendant General des Postes de France, & des Villes cedées à Sa Majesté Tres-Chrestienne par le Traité d'Aix la Chapelle, à établir avec lui une correspondance pour le port & rapport des Lettres de France, & desdites Villes cedées vers Amsterdam, & d'Amsterdam vers la France, & lesdites Villes cedées reciproquement, & desirans que cet établissement se fasse au plûtôt en la meilleure forme, avons commis & commettons a celle fin le Sieur Christian Constantin Rumpf, Secretaire de l'Ambassade de Messieurs les Estats Generaux des Provinces-Unies en France, comme nous lui donuons pas ces presentés plein-Pouvoir, ordre & commission de conferer negocier & traiter en notre nom avec ledit Monsieur le Marquis de Louvois, ou avec ses Commis munis de Pouvoir à ce suffisant des conditions d'un Traité touchant ledit port & rapport des Lettres, telles qu'il jugera les plus utiles & sortablees au bien du Commerce mutuel en convenir, les resoudre, arreter & conclure, & en signer les Articles, promettans d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par ledit Sieur Rumpf aura été accordé & signé, de le ratifier & d'en faire delivrer les Lettres de Ratification aux termes, & en la maniere qui aura été prescrite & reglée par ledit Traité. En témoignage dequoi nous avons mis à ces presentes le Seel, & les avons fait signer d'un Secretaire de cette Ville le trente & unième d'Aoust l'An 1669. Signé, WIGBOLD SLICHER & scellé du grand Sceau de la Ville. Signé, CARPATRY, PAJOT, RUMPF & ROUILLE.

NOUS THOMAS CARPATRY, Conseiller du Roy en son Conseil d'Etat, Commis de Monsieur le Marquis de Louvois, & de Courtanvaux Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maître des Couriers & Sur-Intendant General des Postes de France, Leon Pajot & Louis Rouillé Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois, & Michel Michelson Conseiller de la Ville de Fleissingue, aussi fondé de Pouvoir de Messieurs les Bailli, Bourguemaîtres, Eschevins & Conseillers de ladite Ville, transcrits à la fin des presentes pour le libre passage & reglement du port des Lettres tant des Villes de France, & de celles cedées par les Traités des Pyrenées & d'Aix la Chapelle, aux Villes & Lieux de Zelande, que desdites Villes & Lieux de Zelande en celles de France & lesdites Villes cedées, nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé aurions pour y parvenir leur audit Sr. Michelson le Traité fait à Paris le vingt & huitième Septembre dernier, entre nous au nom dudit Seigneur Marquis de Louvois, & le Sr. Christian Constantin Rumpf, Secretaire de l'Ambassade de Messieurs les Estats Generaux des Provinces-Unies des

ANNO  
1669.

Pays-Bas, pareillement au nom de Messieurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'Amsterdam, pour le port des Lettres de France en Hollande & d'Hollande en France, & moi dit Michielzon après l'avoir entendu attentivement & meurement considéré, ai agréé ce qu'il contient, & promets tant en mon propre & privé nom qu'en celui de mesdits Sieurs les Bourguemaîtres de ladite Ville de Flessingue de le faire exécuter pour toute la Zelande, à quoi nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé avons consenti, & à cette fin nous sommes tous convenus que d'orenavant toutes les Lettres & Pacquets des Villes de France, & Villes cedées pour toutes celles de Zelande partiront de Paris & Rouen tous les Vendredis à huit heures du matin, pour passant par Lille; Deinsé ou Pelegen se rendre au Sas de Gand tous les Lundis, ou plutôt si faire se peut, où les Dépêches pour toutes les Villes de Zelande, qui seront enfermées dans un seul Pacquet, seront delivrées par les Commis ou Couriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, aux Commis ou Couriers qui seront envoyés par lesdits Srs. Bailli, Bourguemaîtres, Echevins & Conseillers de ladite Ville de Flessingue, qui delivreront toutes les Dépêches des Villes de Zelande le Vendredi, ou à tel autre jour, qu'il conviendra pour faire quadrer à Deinsé, aux Couriers qui viendront d'Amsterdam à Paris.

A été convenu que s'il est jugé à propos d'établir un second Courier de Zelande sur Lille, pour sous couvert de Lille écrire une seconde fois par semaine de Zelande en France, & de France en Zelande, ledit établissement se fera de concert ensemble.

Lesdits Sieurs Bailli, Bourguemaîtres, Eschevins & Conseillers de ladite Ville de Flessingue, s'obligent de faire payer audit Seigneur Marquis de Louvois, ou à ses Commis dans ladite Ville de Flessingue ou celle de Middelbourg, tous les mois, le montant du port desdites Lettres & Pacquets conformément aux Articles dudit Traité, deduction faite de quatre Livres par semaine pour indemniser les Officiers des Postes de Flessingue des frais de la distribution & de la Taxe sur les especes provenans du port desdites Lettres, bien entendu, comme il est dit par le susdit Traité, que le port entier des Lettres, Dépêches & Pacquets desdites Villes de Zelande, pour les Villes de France & les Villes cedées, appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois, qui fera les frais depuis Paris & Rouen & Villes cedées, jusqu'au dit Sas de Gand tant en allant qu'en revenant, & lesdits Sieurs Bailli, Bourguemaîtres, Eschevins & Conseillers de Flessingue, desdites Villes de Zelande jusqu'au Sas de Gand, tant aussi en allant qu'en retournant, ce que nous promettons de faire notifier & d'en échanger les Actes en bonne forme de part & d'autre dans un mois, fait double à Paris le vingtquatrième jour d'Octobre mil six cens soixante neuf. *Signé*, CARPATRY, PAJOT, ROUILLE, M. MICHELZON.

## LV.

29. Nov. *Fœdus* (1) inter CAROLUM II. Magnæ Britannia Regem, & FREDERICUM III. Dania Regem, ad majorem securitatem Regnorum suorum, & libertatem Commerci Subditis, per Terram, Mare, Flumina & Aquas dulces, tam in Europâ quam extra Europam conservandam. Apud Westmonasterium die 29. Novembris 1669. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale, Fasc. 52. On trouve aussi ce Traité dans les Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems de CHARLES II.]

Serenissimis ac Potentissimis Principibus ac Dominis, Domino Carolo secundo Dei gratia Britannia & Hibernia Regi, Fidei Defensori ab una, & Domino Fre-

(1) Il y a une Traduction Française de ce Traité dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 279 mais la principale moitié de l'Article XL y manque, & l'on n'y voit ni Preamble, ni Signatures, ni Date. L'Editeur marque seulement au Titre que le Traité a été fait à Coppenhague le 11. Juillet 1670; ensuite de quoi, il declare par une Note marginale, que sa Copie s'étoit trouvée fort defectueuse; que l'Article XIII. y manquoit tout entier, & qu'il avoit été obligé de le tirer d'un autre Manuscrit Latin. [DUM.]

derico Tertio eadem gratia Regi Hæreditario Dania, Norwegia, Vandalorum Gothorumque, Duci Sleswici, ab altera parte, e re præsentis, quam maxime necessarium fuit pro majore Regnorum suorum securitate, & promovendis ab utraque parte Commerciis non solum vetustissima illa consanguinitatis & Amicitia vincula a Majoribus ad se derivata, redintegrare, sed novis etiam arctioribus incrementis corroborare, quem in finem summe memoratus Rex Dania & Norwegia ad declarandam reciprocam suam intentionem, de qua ex parte Serenissimi Magnæ Britannia Regis certior factus fuerat, Legatum suum Extraordinarium Illustrissimum Dominum Ulricum Fredericum de Guldenleeuw, Ordinis Elephantum Equitem, Consiliarium suum intimum & Status, Præregem Norwegia Militiaque ibidem Generalem, Gubernatorem in Aggershus & circumjacentes Districtus, in Angliam transmisit, & constitutis a summe memorato Rege Magnæ Britannia & Commissariis, Dominis, charo Consanguineo suo Ruperto Principe Palatino Bavaria & Cumbria Duce, Castellum Windefora Constabulario perquam fideli & per dilecto Consiliario suo intimo, Orlando Bridgeman Equite aurato & Baroneito Magni Anglia Sigilli Custode, perquam fidelibus, & per dilectis suis Consanguineis & Consiliariis Georgio Duce Buckinghamia equorum suorum Magistro, Jacobo Ormondia H spiriti sui summo Marechallo & Joanne Comite Lauderdaia Regni sui Scotia Secretario Status unico, perquam fidelibus & per dilectis Consiliariis suis intimis Henrico Barone Arlington Primarioium Secretariorum uno, Denfilio Barone Hollia, Antonio Barone Asley Cancellario, Thoma Lifford Equite aurato Hospitii sui Thefaurario, Joanne Trevor Equite aurato, Primarioium Secretariorum suorum altero, vigore plenariorum Potestatum utrinque exhibitarum, tandem habitis quam plurimis Consultationibus in sequentes Articulos conventum est.

I. Sit inter ambos Serenissimos Reges eorumque Hæredes & Successores, nec non Regna, Principatus, Provincias, Ditiones, Comitatus, Insulas, Civitates, Subditos & Vassallos, cujuscumque Conditionis, Dignitatis & gradus illi fuerint, Terra Marique in Fluminibus, Aquis dulcibus, & ubivis locorum tam in Europa quam extra Europam, nunc & in futurum sincera, verâ, ac perfecta Amicitia, Pax, & Consideratio, ita ut neque alter alterius Regnis, Principatibus, Provinciis & Ditionibus, hominibusque & Subditis ullum detrimentum, damnum, vel incommodum inferat, neque hoc ab aliis, quantum in se erit, fieri permittat, sed potius se invicem sincera amicitia & amore profsequantur, & alter alterius ut & Subditorum ejus utilitatem & rationes tanquam proprias omni tempore promoveat, damna autem, læsiones & injurias factæ & contiliis, cunctis viribus prohibeat & avertat.

II. Neuter prædictorum Regum eorumque Hæredum in ullam rem quæ suo Confœderato præjudicio aut damno esse possit, consentiet, sed si alteruter Regum resciverit aliquid proponi, agi vel tractari aut propositum, actum vel tractatum iri, quod in alterius detrimentum vergere queat, id alteri sine mora significare, atque interea illud omnibus viribus avertere & impedire tenebitur.

III. Prædicti iidem Reges pro se, Hæredibus & Successoribus utrinque suis sancte pollicentur, se alterutrius hostibus, qui aggressores fuerint, nihil Subsidii Bellici, veluti Milites, Arma, Machinas, Bombardas, Naves, & alia Bello gerendo apta & necessaria subministraruros, aut suis Subditis subministrare passuros; si vero alterutrius Regis Subditi hisce contravenire audeant, tum ille Rex, ejus Subditi id fecerint, obstrictus erit in eos acerbissimis pœnis, tanquam seditiosos & fœdifragos animadvertere.

IV. Conventum præterea & concordatum est, quod si ullo unquam tempore aliquis Princeps vel Status Serenissimi Regis Dania & Norwegia &c. Regna Hæreditaria, Provincias, Comitatus, Oppida, Insulas, Territoria, aut Dominia quæ jam possidet invaserit, vel quovismodo hostiliter aggressus fuerit, tunc Serenissimus Rex Magnæ Britannia talem terrestrium Copiarum atque Bellicarum Navium numerum Serenissimo Regi Dania & Norwegia &c. contra ejusmodi Aggressorem auxilio in tempore suppeditabit, qualis ad pellendam vim suffecerit, ejusdemque rerum status postulaverit, quâ ratione Serenissimus Rex Magnæ Britannia omnibus suis viribus impeditum ibit, ne per ejusmodi invasionem vel turbationem Serenissimo Regi Dania & Norwegia, quicquam de Regnis, Dominis aut Juribus



ANNO  
1669.

bus suis decedat, & si dictus Serenissimus Rex Daniæ ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem, necessitudinem, cum aliis quibuscumque Regibus, Principibus, Rebus publicis aut Statibus contrahet, aut paciscetur, alter unâ alterum ejusque Dominia in iis (quantum in ipso fuerit) comprehendere tenebitur, si comprehendit voluerit.

V. Utriusque Regis Subditis liberum erit alterius Regna & Provincias, Emporia, Portus & Flumina cum Mercibus suis, tam Terra quam Mari, tempore Pacis absque licentia, aut Salvo Conductu generali vel speciali adire, ubique versari, ac negotiari, dummodo Vectigalia consueta solvant, salvâ tamen utriusque Regis superioritate ac Jure in Regnis, Provinciis, Principatibus atque Territoriis respective suis.

VI. Convenit tamen & conclusum est quod Subditi Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis ad Portus prohibitos, quorum in præcedentibus Fœderibus mentio fit, neque Colonias absque speciali licentia Regis Daniæ & Norwegiæ, petita & obtenta, nullatenus accedant, nisi evidens Maris periculum aut tempestatum impulsus, vel Piratæ insequantur, accedere vel intrare cogerint, ubi tunc omnino ipsis mercandisare licebit, quemadmodum invicem nec Subditi Serenissimi Regis Daniæ & Norwegiæ ad Colonias Britannicas accedere debent, nisi speciali licentia Serenissimi Regis Britannicæ petita & obtenta.

VII. Serenissimi Regis Daniæ & Norwegiæ Subditi in cellas & reconditoria sua in Angliâ, Scotiâ &c. Hiberniâ & reliquos Magnæ Britannicæ Regis Portus in Europa tales Mercis importare licebit, quas Regiones, Ditiones, & Dominia, Serenissimo Regi Daniæ & Norwegiæ subjecta, nunc vel in posterum ferre aut producere poterunt, & quæ ibi fabricata erunt, itemque ex universo Fluvio Albi provenientes, Subditis etiam Magnæ Britannicæ Regis vicissim liberum fuerit, in Daniam, Norwegiam, omnesque alios Portus & Colonias non prohibitas Serenissimi Regis Daniæ & Norwegiæ omnis generis Mercimonia importare & afferre, quæ nunc vel in posterum in Regnis, Ditionibus & Dominiis Serenissimo Regi Magnæ Britannicæ subjectis producta & fabricata erunt, si verò deinceps aliis peregrinis Nationibus permittatur omnis generis Mercis absque exceptione in Angliam, Scotiam, & Hiberniam aliosque Serenissimi Magnæ Britannicæ Regis Portus ferre & adducere, tunc illud ipsum Serenissimæ Regiæ Majestatis Daniæ & Norwegiæ Subditis, etiam licitum erit, quod vicissim etiam Serenissimi Magnæ Britannicæ Regis Subditis in Serenissimi Regis Daniæ & Norwegiæ, Portus & Colonias prohibetur, pariter concessum erit.

VIII. Convenit etiam & conclusum est, quod Populus & Subditi Domini Regis Magnæ Britannicæ quæcumque Hæreditaria Regna, Ditiones aut Dominia Regis Daniæ & Norwegiæ ad Navigantes vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliæque Jura, neque alio modo solvent, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum aliisque (Suecis solummodo exceptis) eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes solvant aut solvent, atque redeundo & commorando nec non piscando & negotiando, cæterisque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt, quibus Populi cujuscumque extera Gentis in dictis Regnis & Dominiis Regis Daniæ & Norwegiæ, quæcumque Regna, Ditiones aut Dominia Regis Magnæ Britannicæ ad Navigantes, vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliæque Jura neque alio modo solvent, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum aliæque exteri eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes solvant, aut solvent, atque eundo, redeundo, & commorando nec non piscando, & negotiando, cæterisque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt quibus Populi cujuscumque extera Gentis, in dictis Regnis & Dominiis Regis Angliæ cominorantes gaudent vel gaudebunt, ita tamen utriusque Regis summa Potestas in eorum respective Regnis, Ditionibus, Dominiis atque Portibus Vectigalia & alia quævis pro re-nata statuendi vel immutandi salva & illæsa maneat, modo memorata æqualitas ab utraque Parte prædicto modo strictè observetur.

IX. Item convenit est, quod si Subditi utriusque Regis Mercis suas in alterius Dominia invexerint, Vectigalia consueta pro iis solverint, & visitationem subierint, licitum liberumque erit dictas Mercis suas, in reconditoria & cellas sibi proprias vel loca quæ ipsi maxime

commoda atque opportuna existimaverint, infetere, ibique reponere, nec ullus alterutrius Civitatum, Portuumve Magistratus, vel Officiales repositoria, cellas, aut loca recondendis Mercibus absque eorum licentia iis imponet.

X. Subditi utriusque Coronæ per Mare Cœmmercia exercentes, & Littora alterutrius Regni legentes, non tenebuntur quicumque intrare Portum, si ipsorum cursus eo non fuerit directus, sed libertatem habeant, iter suum absque impedimento vel ulla detentione quocumque voluerint, prosequendi, neque in Portum vi tempestatis compulsi, ibidemque subsistentes, cogantur Mercis suas exonerare, commutare, vel vendere, sed licitum illis sit, de illis pro libitu disponere, & aliud quidvis, prout rebus suis conducere arbitrabuntur, agere, modo nihil fiat quod alterius Regis Juribus vel Vectigalibus fraudi esse possit.

XI. Concordatum etiam est, quod abietes, inali cæteraque lignorum genera, ubi semel in Subditorum vel Incolarum Domini Regis Magnæ Britannicæ Naves illata fuerint, nulli amplius visitationi subjecta erunt, verum omnis visitatio vel scrutatio antea fiet. Si tunc vel quereus vel alia ligna prohibita inveniantur, ea statim in loco antequam inferantur in Naves, detinebuntur, neque Populorum dicti Domini Regis Magnæ Britannicæ, ejusve Subditorum sive personæ, sive Bona ob hanc rem vel arresto vel alio quovis detentionis genere ullo modo molestabuntur, verum solummodo Subditi Regis Daniæ, qui ejusmodi ligna prohibita dividere, vel abalienate ausi fuerint, ob delictum debito more punientur, eaque omnia & singula in hoc Articulo contenta & concessa habebunt, possidebunt, & fruentur Populi & Subditi Domini Regis Magnæ Britannicæ; absque quod aliqui de Populo Fœderatarum Provinciarum Belgicarum eadem talia vel consimilia quocumque Fœdere into vel in eundo; Conventione, Pacto, vel permissione habeant, possideant, fruantur, vel habere possidere vel frui debeant aut possint.

XII. Convenit quoque & concordatum est, quod omnes Subditorum Regis Magnæ Britannicæ Naves & Mercatores in passagio suo per Orefundi, cum Serenissimo Daniæ & Norwegiæ Regis eodem beneficio & Privilegio de differenda solutione Vectigalium usque ad reditum suum fruantur, quo superioribus annis proximè elapsis ante nuperum Bellum gavisii sunt & fruebantur, ita tamen ut dictæ Naves & Mercatores secum portent litteras testimoniales sub Sigillo Officiariorum dicti Regis Magnæ Britannicæ ad hoc deputatorum, testificantes easdem Naves ad Subditos Domini Regis Magnæ Britannicæ pertinere, nec non ante transitum suum sufficientem & satis idoneam cautionem de dicta solutione debito loco Domini Regis Daniæ & Norwegiæ Vectigalium exactoribus in earum reditu, aut si non redierint ut plurimum intra tres menses faciendâ præsent, si in dicto eorum primo transitu eadem non solvant.

XIII. Et præterea convenit est, quod quascumque Mercis suas Serenissimi Magnæ Britannicæ Regis Subditi Elsignoræ in Terram exponit ibique recondent, non alio sine, quam ut rursus in Naves integrè reponantur alio transvehenda, eadem omnino Vectigalia pro illis Mercibus solvere tenebuntur, & non amplius quam quæ Natio Belgica aliæque exteri hoc in casu solvere solent, quod vicissim cum Subditis Serenissimi Daniæ Regis eundem in modum in Angliâ observabitur.

XIV. Item convenit est, quod Naves & Subditi Domini Regis Magnæ Britannicæ transactionem & expeditionem suam apud Elsingoram, quam citò appulerint, recipient, absque dilatione nullis omnino Navibus cujuscumque Gentis præ se prælationem in ea parte habentibus, exceptis Incolis quorundam locorum, qui tale Privilegium in hoc casu ab antiquo obtinebant, eodemque hucusque fruuntur.

XV. Si quem alterutrius Subditorum in alterius Dominiis aut Territoriis mori contigerit, ei licitum erit pecunias, res & bona quæcumque sua, quocumque modo disponere, & si quis intra alterius Regna aut Provincias absque tali dispositione prius facta, moriatur tunc bona ab eo relicta, mobilia vel immobilia, cujuscumque generis aut conditionis fuerint, fideliter conservabuntur, in usum Legitimi Hæredis & in satisfactio-nem ejusmodi debitorum ad quæ solvenda defunctus revera tenebatur, atque eum in finem ut primum ullus alterutrius Subditus in alterius Dominiis moriatur, Consul vel publicus Minister qui tunc temporis ibi

reside-

ANNO  
1669.

ANNO  
1669.

residebit, Jus habeat ejusmodi pecunias & bona possidere, & coram aliquo illius Magistratus earumdem rerum Inventaria faciet, quæ res & bona postea apud ipsum remanebunt, quo Hæredibus, ac Creditoribus, ut supradictum est, respondeatur; si autem nullus ejusmodi Consul aut publicus Minister ibi fuerit, tunc licebit duobus Mercatoribus defuncti Contraneis, bona ejus relicta possidere, conservare, parique modo Hæredibus & Creditoribus respondere, quod tamen ita debet intelligi, quod nulla Carta aut Rationum libri per hunc Articulum dicti Magistratus inspectioni exponantur, sed tantum bona defuncti realia & Merces, quodque dictus Magistratus inter spatium 48. horarum post notitiam & requisitionem factam adesse tenebitur, aliter quod dicta Inventaria absque ejus interventu fient.

XVI. Alterutrius Confœderatorum ejusque Subditis Populove cum alterius hostibus Commercio habere, atque Merces quascumque (prohibitis solummodo quas Contrabandas vocant exceptis) advehere & subministrare absque ullo impedimento licebit, nisi in Portibus locisque ab altero obsessis, quod si fecerint, liberum tamen ipsis erit, vel obfidentibus bona sua dividere, vel ad alium quemvis Portum, locumve non obsessum sese conferre.

XVII. Item conventum est, quod alterutrius Regis Subditis in alterius Dominis, Portibusve Mercaturam facientibus, liberum, licitumque erit ibidem commorari ac residere, ad Merces tum alienas emendum tum vendendum suas, absque ulla temporis restrictione, vel limitatione, ab ullis Officialibus aut Magistratibus dictorum Dominiorum, Portuumve iis imponenda, dummodo consueta Vestigialia pro omnibus quas importaverint, vel exportaverint Mercibus, ibi solvant, præterea quod Mercaturam cum nemine exerceant, nisi qui sit Civis, vel Burgenfis alicujus Urbis, vel Oppidi intra Regna Daniæ aut Norwegiæ, idque solummodo integris Mercium quantitibus, sicut primitus importantur, non autem minutim aut frustatim sicut in Officiis fieri solet.

XVIII. Item ut Commercio utrinque majori celeritate & incremento promoveatur, arque ut omnes quæ inter Portuum Officiales & Mercatores exoriri poterunt fraudes disputationesque prorsus evitentur, conventum & concordatum est, quod omnia & singula Vestigialia secundum publicum Tariffam exigenda & solvenda erunt, in qua designabuntur omnia Vestigialia & Portoria solvenda, tam pro Mercibus in Portibus respectivis, quam pro transitu per Fretum Oresundicum, atque ut hoc eo strictius observetur, uterque Rex suis Officialibus & Vestigialium exactoribus; non solum sub gravissimâ penâ injunget, ne quidquam committant, quod huic Conventioni fraudi aut detrimento esse possit; sed etiam nec ulla molestia aut exactioe ultra quam ipsis debetur alterutrius Regis Subditis negotium facessant aut damno illos afficiant.

XIX. Insuper conventum est quod Serenissimus Rex Daniæ teloniorum suorum inspectores, aut alios quosdam Commissarios constituat ad remensurandas Naves omnes Serenissimi Regis Magnæ Britanniæ Subditorum in Norwegiâ Mercaturam facientium, secundum magnitudinem & proportionem ipsarum, ita ut quæ vel in excessu vel in defectu hætenus non ritè observata sunt, in meliorem posthac ordinem redigantur.

XX. Ne verò libera ejusmodi Navigatio aut Transitus Fœderati unius cujusque Subditorum ac Incolarum, durante Bello alterius Fœderati, Terrâ Marive cum alijs Gentibus fraudi sit alteri Confœderato, Mercisque & Bona hostilia occultari possint dolis præterendo amici nomen, & ratio amovendæ fraudis suspicionisque placuit, quod Naves, Merces, hominesque ad alterum Confœderatorum pertinentes in itineribus ac Navigationibus suis muniti omnino esse debeant, Salvi Conductus vulgo & Certificationum Litteris, quarum tales ut infra scriptæ sunt formulæ observentur.

*Carolus Secundus Dei gratia Magnæ Britanniæ,  
Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c.*

*Fredericus Tertius Dei gratia, Daniæ Norwegiæ,  
Vandalorum Gothorumque Rex, Dux Slesvici,  
Holsatiæ, Stormariæ, atque Dithmarciæ, Comes  
in Oldenburg & Delmenhorst &c.*

*Fiat insertio Passeportus & Certificationis.*

ANNO  
1669.

UBi igitur Merces, Bona, Navigia, homines alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum & Incolarum in aperto Mari, Fretis, Portibus, Stationibus, Terris, ac Locis quibuscumque obviæ aut obvii fuerint Navibus Bellicis publicis, aut privatis, vel hominibus, Subditis ac Incolis alterius Confœderati, exhibitis dumtaxat prædicti Salvi Conductus Litteris, nihil ulterius ab iis exigatur, in Bona, Navigia, aut homines nequaquam inquiratur, multo minus injuriâ, damno aut molestia ulla afficiantur, sed profequendo itineri ac itinere suo liberrime dimittantur. Quod si verò solemnibus hæc & flata Salvi Conductus & Certificationis formula non exhibeatur, aut alia aliqua justa atque urgens suspicionis causa sit, tum Navis visitari debet, quod tamen hoc solum casu & non aliter permiffum intelligi debet. Si ab utraque parte adversus hujus Articuli genuinum sensum quicquam commissum fuerit contra alterutrum Confœderatorum, contravenientibus Subditis ac Incolis suis penam severam uterque Confœderatorum infligi: Læso autem alteri Confœderato ejusve Subditis ac Incolis de jactura omni ac impensis plenaria ac protinus sine ulla mora satisfieri curabit.

XXI. Conventum etiam & concordatum est, quod omnes Domini Regis Magnæ Britanniæ, Subditorum & Incolarum Naves, una cum oneribus & Mercimoniis suis, quæ Munimentum Gluckstadiense vel reliqua sub Regis Daniæ Dominio ad ripam Fluvii Albis, sita Loca & Oppida præternavigent, sive sireundo, sive redeundo, libere & immunè erunt ab omni Vestigiali, Portorio, scrutatione, detentione, atque molestia, excepto tantummodo casu scrutationis tempore Belli, quando Rex Daniæ Bellum habet cum alio quocumque Rege vel Statu.

XXII. Si alterutrius Regis Subditi, in alterius Territorio lædantur, vel injuria sive detrimento afficiantur, tum Rex illius Loci ubi injuria illata est, curabit ut secundum Jura & consuetas Regionis Leges prompta Justitia administraretur, iisque qui delictum vel injuriam commiserunt, debita poena cum reparatione, damnum passis faciendâ infligatur.

XXIII. Item conventum est, quod nulla omnino Navigia, Naves, Merces, vel Mercimonia, in Navibus onerata cujuscumque naturæ, generis vel qualitatis, utcumque capta vel ad Subditos quoscumque unius vel alterius Regis prædicti spectantia, sub aliquo quocumque colore seu prætextu pro præda adjudicentur, nisi per Judicalem examinationem & processum in forma Juris, in Curia Admiralitatis pro talibus prædis maritimis in ea parte legitime constituta.

XXIV. Utraque Pars Subditis & Populo alterius æquitatem secundum unius cujusque Regionis Leges, & Statuta celeriter & absque prolixis & non necessariis ambagibus ac impensis administrari faciet in omnibus causis & litibus, etiamnum pendentibus, quæve deinceps exoriri possent.

XXV. Si circa alterius partis Littora alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum & Incolarum Naves, sive illæ Bellicæ sive Mercatoriæ fuerint, vadis hære, vel scopulis allidi, jacturamque facere, aut quocumque casu (quod Deus avertat) frangi contingat, prædictæ Naves cum omni apparatu, Bonis, & Mercibus, vel quicquam ex illis superfuert, Dominis & Proprietariis suis restituentur, dummodo ipsi vel ipsorum Plenipotentiarii, aut Procuratores intra unius anni & diei spatium, ex quo naufragium factum fuerit, Naves, & Bona sibi vindicant, salvis semper Juribus & Consuetudinibus; cujuscumque Nationis Subditi etiam & Incolæ ad ejusmodi Littora, ac oras habitantes periclitantibus subvenire, & quantum in se erit auxilio adesse tenebuntur, omnemque operam conferent, vel ad Navem liberandam, vel ad Bona, Mercimonia, Navisque apparatus cæteraque quæ poterunt a naufragio eripienda, & quæ Dominis restituentur in tutum Locum convehenda, solvendo tamen expensas & præmia quæ meruerint, illis quorum opera & diligentia res & bona recuperata & custodita fuissent, & denique utraque Pars hoc in Passu illud observari curabit, quod ab altera observari præstare vellet.

XXVI. Navium Præfeti earumque Governatores, Milites, Nautæ Sociique Navales, ipsæ etiam Naves, Mercesque & Bona quibus onustæ erunt, nullius omnino Mandato sive generali, sive speciali, nullamque ob causam nisi Regnorum defensionis & conservationis causâ, vadi- monio sive arresto detineri poterunt, quod tamen de arrestis Legum autoritate, ob contractum alienum legitimum, alijs quibuscumque de causis impostis non in-

ANNO  
1669.

telligetur, in quibus secundum Justitiæ Legumque præscriptum omnino procedetur.

XXVII. Mercatoribus utrinque, eorum Infitoribus & Familis atque etiam Naucleis, Nautisque per Maria, aliasque Aquas, tum etiam in Portibus, Litoribus & Teris alterutrius Fœderatorum, liberum erit cunctibus, redeuntibus, & ambulantibus sui suorumque bonorum defendendi causâ omne genus arma portatilia, tam offensiva quam defensiva, gestare, modo nequaquam præbeat Præfectis & Magistratibus uniuscujusque loci iustam suspicionem de machinationibus adversus Pacem publicam vel privatam.

XXVIII. Naves præfidiaræ sive Bellicæ alterutrius Partis, quasquæ Naves Mercatorias vel alias quæ ad alterum Fœderatum, vel ejus Subditos pertinuerint, idemque iter fecerint in Mari intra vel extra Europam obviam habentes, aut assequentes, iis præfidio esse easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenuerint.

XXIX. In majorem Commerciorum securitatem & Navigationis libertatem, conventum atque concordatum est, quod neutra Pars, quantum fieri possit, & in suis fuerit viribus, permittet, ut Piratæ publici, vel alii hujus generis prædones in alterius Regni vel Regionis Portibus receptacula sua habeant, aut fiant, ut ullus ex Incolis aut Populo alterutrius illis tecto vel comenatu excipiat, aut aliquo modo juvet, verum e contra operam dabit, ut prædicti Piratæ vel Prædones eorumque participes & adjuutoresprehendantur, ac pro merito puniantur, Navesque & Mercimonia quantum eorum reperiri poterit legitimis suis Dominis vel eorum Procuratoribus restituantur, modo eorum Jus debitum ex Lege probationibus in Curia Admiralitatis causarum Maritimarum appareat.

XXX. Conventum & concordatum est, quod utriusque Partis Subditis & Populo ad alterius Confœderati Portus ac Oras liber semper erit accessus, licitumque illis erit in iis commorari & inde rursus recedere ac etiam per Maria ac Territoria quæcumque utriusque Regis respectively transire (non faciendo damnum nec præjudicium) non solum cum Navibus Mercatoriis & oneratis, sed etiam cum Navibus Bellicis, sive publicæ fuerint, sive eorum qui specialia Diplomata obtinuerint, sive tempestatis vi, aut Maris periculo evitando intraverint, sive ut Naves reparent, aut comenatum cœment, modo sex Navium Bellicarum numerum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius in Portibus aut circa Portus hærebunt quam ad Navium reparationem, cœmenda Victualia, aliaque necessaria opus fuerit, & si majori Navium Bellicarum numero data occasione ad ejusmodi Portus velint accedere, iis intrare nequaquam erit licitum, nisi data primum tempestiva per Litteras notitia de illarum adventu, & prius impetrata ab his venia, ad quos Portus prædicti pertinuerint. Si vero vi tempestatis vel alia urgente necessitate ad Portum quærendum compulsæ fuerint, in tali casu absque ullo indicio vel notitia præcedente, Naves ad certum numerum restringendæ non erunt, hæc tamen conditione, quod illarum Præfectus statim ab ipsarum appulsu summum Magistratum, vel istius loci, Portus aut Oræ ad quem appulerint Præfectum de sui adventus causâ certiore faciat, nec diutius ibi hærebit, quam ipsi a summo Magistratu vel Præfecto permissum erit, nihilque hostile in Portibus in quos se receperit, aut quicquam in præjudicium istius ad quem pertinuerint Confœderati faciet aut molietur.

XXXI. Subditis amborum Regum Incolisve Regnorum aut Terrarum illis obedientium licitum non erit ab aliquo Principe vel Statu, cui cum alterutro Fœderatorum discordia aut Bellum apertum erit, Litteras Patentes, quas Commissiones vocant, aut Repressalia impetrare multo minus vi istarum Litterarum Subditos alterutrius aliqua molestia aut damno afficere, uterque ditorum Magnæ Britannicæ & Daniæ Regum Subditos quisque suos strictè prohibebit nullas ejusmodi Commissiones ab aliis Principibus, aut Statibus obtinere vel accipere, sed quantum in ipsis erit, deprædationes omnes, virtute talium Commissionum fieri omnino vetabit.

XXXII. Si quæ Navis aut Naves, quæ Subditorum alterutrius Regni fuerint, in alterius Portibus à quovis tertio capiantur, illi quorum in Portu aut quacumque Ditione prædictæ Naves captæ fuerint, pariter cum altera parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus insequendis & reducendis, suisque Dominis reddendis, quod tamen fiet Dominorum impensis, aut eorum quorum id interest.

TOM. VII. PART. I.

XXXIII. Quod si etiam in Navibus ab alterutrius Confœderati Subditis captis & in Portum aliquem alterius adductis, aliqui Nautæ vel aliæ personæ reperiantur, quæ illius Confœderati, in cujus Portu, vel Flumina præda adducetur, Subditi fuerint, ab illis qui ipsos ceperint humaniter tractabuntur, & libertati protinus absque ullo redemptionis pretio restituentur.

XXXIV. Quod si alterius Coronæ Navem Bellicam vel aliam quamdam Mercibus prohibitis onustam capere contingat, Præfectis qui illam ceperunt liberum non erit, cistas, tonnas, sarcinasque in ea contentas aperire vel rescindere, neque etiam Mercium quid transportare vel aliquovis modo alienare, nisi illæ prius in Terram expositæ fuerint earumque coram Judicibus rerum Maritimarum confectum inventarium.

XXXV. Utque amborum Regum Subditorum securitati eo uberius prospiciatur adhibeaturque cautio, ne ulla ipsis violentia à prædictis Navibus Bellicis inferatur, omnibus Serenissimi Magnæ Britannicæ Regis Navium Bellicarum Præfectis, & aliis quibuscumque ejus Subditis, severe injungetur, & mandabitur, ne molestia aut detrimento ullo Subditos Serenissimi Regis Daniæ afficiant, secus si fecerint, in personis & bonis omnibus tenebuntur, donec de detrimento ab ipsis illato & in commodis omnibus exinde perceptis & percipiendis debita ac justa consecuta fuerit satisfactio & compensatio, similiter omnibus Serenissimi Regis Daniæ, Navium Bellicarum Præfectis & aliis quibuscumque ejus Subditis severe sub iisdem pœnis injungetur, & mandabitur, ne molestia aut detrimento dictos Regis Magnæ Britannicæ Subditos afficiant, prævisio tamen quod omnes prædictæ actiones iusto & legitimo Processu in Curia Admiralitatis utriusque Regis examinari & judicari debeant, sive si Partium alterutri qui extraneus fuerit in isto loco ubi controversia fuerit peragenda, potius visum fuerit, coram certis quibusdam Commissariis, quos uterque Rex, statim atque implorati fuerint, hunc in finem constituent, examinabuntur, ita ut Processus hac ratione non solum absque plurimis sumptibus pettractari, sed etiam ad summum intra 3. menses finiri possit.

XXXVI. Ambobus Regibus curæ erit, ut Judicia & Sententiæ de rebus in Mari captis ad Justitiæ & æquitatis præceptum ab hominibus non suspectis & non interessatis ferantur, latæque a Judicibus hujusmodi Sententiæ secundum formam & tenorem suum, ut legitima Executioni dentur, ambo quoque Reges suis locis mandabunt atque præcipient.

XXXVII. Si alterutrius Regis Legatos sive quovis alios Ministros publicos apud alterum Regem commorantes de ejusmodi Sententiis conqueri contigerit, Rex apud quem conquestio fiet, dicta Judicia & Sententiæ in Consilio suo revideri & examinari curabit, ut appareat, utrumne secundum Leges hujus Fœderis, adhibitis cautionibus peracta sint omnia, necessariaque, si contrarium contigerit, adhibeantur remedia, quod intra trium ad summum mensium tempus fieri debet; neque tamen vel ante prolatam primam Sententiam, vel postea durante revisionis tempore, bona de quibus quæstio erit, è Navibus exponere aut vendere & distrahere licebit, nisi id forte Mercium corruptionis causa fieri contingat.

XXXVIII. Memoratorum Regum alter in alterius Aula suos habeat Ministros, in certis verò Portibus Consules, ut tanto facilius per eos invicem communicari & proponi possint res, quas tam publico quam privato uniuscujusque commodo inservire posse putaverint.

XXXIX. Nulla privata injuria Fœdus hoc ullo modo infirmabit, neque odium aut dissidia inter prædictas Nationes suscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit, deque eo tenebitur, neque per repressalia, aut alios ejusmodi odiosos Processus aliter id luet, in quo alter aliquid deliquerit, nisi Justitia denegabitur, aut plus justo differetur, in quo casu Regi illi, cujus Subditus damnum & injuriam passus est, licitum erit, juxta Juris gentium Leges & præscripta omni modo procedere, donec facta fuerit læso reparatio, modo tamen alterum ante Regem debito modo admonuerit.

XL. Item concordatum est, quod si Gens Belgica, vel alia quæcumque Gens, Suedica Gente tantummodo excepta, aliqua meliora Pacta, Conventiones sive Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, a Domino Rege Daniæ hæctenus obtinuit, vel in futurum obtinebit, quod eadem talia & consilia Domino Regi Magnæ Britannicæ & Subditis suis communicen-

R tur,

ANNO  
1669.

ANNO  
1669.

tur, & cum effectu concedantur liberè & cum omni plenitudine, & è contra si Gens Belgica vel alia quæcumque Gens aliqua meliora Pacta, Conventiones, exemptiones five Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, a Domino Rege Magnæ Britanniæ obtinebit, quod eadem talia & confimilia Domino Regi Daniæ & Norwegiæ & Subditis suis communicentur liberè & cum omni plenitudine concedantur.

XLI. Concordatum etiam est, quod per nulla Pacta, Conventiones, Articulus, five Capita, in præsentis Fœderis Tractatu contenta ullo modo præcedentes Tractatus aut Fœdera inter prædictos Confœderatos aut suos Prædecessores Reges, tam pro Regibus Magnæ Britanniæ quam pro Hæreditariis Regnis Daniæ & Norwegiæ, respectivè antehac sancita, censeantur sublata & antiquata, sed ut ea perpetua maneant in pristino suo robore, firmitate & vigore, quatenus non sunt contraria aut repugnantia præsentis Fœderi aut Atticulorum alicui in eo contento.

XLII. Denique conventum, concordatum & conclusum est, quod prædicti Serenissimi Principes & Reges omnia & singula Capita in præsentis Tractatu contenta & stabilita sincerè & bonâ fide observabunt, perque suos Subditos & Incolas observari, faciunt neque illis directè vel indirectè contravenient, aut a suis Subditis vel Incolis contraveniri permittent, omniaque & singula ut supra conventa per Litteras Patentes manibus suis subscriptas, Magnis Sigillis ratihabebunt & confirmabunt in sufficienti, validâ & efficaci formâ conceptas & exaratas, easdemque reciprocè intra tres menses post datum præsentium tradent, seu tradere facient bona fide, realiter & cum effectu. In quorum omnium fidem omnia & singula ut supra sunt contenta manibus nostris subscriptimus Sigillisque munivimus. Dabantur apud Westmonasterium 29. die mensis Novembris Anno Domini 1669.

(L.S.) RUPERT.  
(L.S.) ORMOND.  
(L.S.) ARLINGTON.  
(L.S.) HOLLIS.  
(L.S.) ASHLEY.  
(L.S.) TH. CLIFFORD.  
(L.S.) G. J. TREVOR.

## LVI.

1670.  
1. Mars.

*Revers donné par les Deputés des Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, à Don ESTEVAN DE GAMARRA, Ambassadeur d'ESPAGNE, au sujet d'une Obligation de 500. mille Livres, qui devoit servir au payement des Subsidies promis à la SUEDE. Fait à la Haye le 1. Mars 1670. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]*

**N**ous sousignés Deputés des Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, confessons avoir reçu des-mains de Monsieur Don Estevan de Gamarra, Ambassadeur du Roy d'Espagne, une Obligation du Sr. Nicolas Rochus Van Capelle, datée à Amsterdam le 16 jour de Septembre de l'année passée, contenant confession qu'il a en son nom à la Banque d'Amsterdam, la Somme de cinq cents mille Livres à la disposition de Monsieur le Connestable de Castille, & puis que ledit Sr. Van Capelle ne deboursera par provision, que la Somme de quatre cents, quatre vingts mille Livres en la même Banque, suivant l'ordre passé aujourd'hui pour cet effet par ledit Sieur Ambassadeur de Gamarra, en suite d'une Lettre écrite par ledit Sieur Connestable de Castille, audit Van Capelle en date du premier Fevrier passé, & deux Quitances Notariales de même teneur, passées par lui, le 12. du même mois, nous avons promis, comme nous promettons par ces presentes, de faire tenir audit Sieur Ambassadeur de Gamarra, une autre Obligation dudit Sieur Van Capelle du surplus, sçavoir de vingt mille Livres en la même Banque, couchée au reste en mêmes termes que la première qui nous a esté mise en main. Fait à la Haye le premier jour de Mars 1670.

## LVII.

ANNO  
1670.

*Puncta Approbatæ Pacificationis Andrusoviensis de Anno 1667. inter Regnum POLONIÆ, & Imperium MOSCHOVITICUM per utriusque Magnos cum plenaria Potestate Legatos & Commissarios conclusa. Actum Radzini 17. Martii Anno 1670. [CHWALKOWSKY, Jus Public. Regni Poloniæ pag. 384.]*

**P**ost Titulos. Significamus, quod cum vigore Pacificationis pro debito suo uterque Magnus noster Princeps satisfacturi Pactis Andrusoviensibus, fide reciproca corroboratis, ac declaraturi immutabilem suam firmandæ perpetuæ Pacis propensionem, ad locum hujus Congressus nos suos Magnos cum plenaria facultate Legatos & Commissarios cum Literis suis Plenipotentiarum misissent.

Nihilominus quamvis ex Mandato utriusque nostri Magni Principis multis Congressibus Andrusoviæ institutis studia nostra impendissemus, quomodo inter utrumque Magnum Principem, eorundem Dominia & Nationes, perpetuus amor & amicitia renovaretur, atque Sancta Pax temporibus perpetuis duratura probe fundata constitueretur;

Attamen mutuæ nostræ perpetuæ Pacis stabilientiæ cura consummationem nostram in præsentis Commissione, propter incidentes magnas difficultates, obtinere nequiverint. Ut vero toti Orbi ostenderemus, quod magna in cordibus utriusque nostri Magni Principis de pacificanda Christianitate & renovanda fraterna charitate pronitas radicata sit, quidquid ad roborationem firmitatis & juratorum Pactorum & ad induendam executionem illorum pertinuit, in præsentia constituimus.

Et primo, Pacta Andrusoviensia Anno 1667. inita, primitusque ab utrinque Magnorum Plenipotentiariorum Legatorum ac Commissariorum, & postmodum ipsimet utriusque Magni nostri Principis reciprocis juramentis firmata, tum quoque Ordinationes Legatorum post jurata Pacta Andrusoviensia in Urbe Moscu transactæ, & jurejurando Legatorum ab utrinque roboratæ, in omnibus Punctis, Clausulis, & Paragraphis, prout in se sonant, sine ulla mutilatione, aut sinistra interpretatione, firmiter & inconcusse per omne tempus Annorum Inducis præfinitorum, vigore confecti desuper Instrumenti conservari debent.

Et quandoquidem conjunctio virium mutuarum, utriusque nostri Magni Principis principaliter in Tractatu Andrusoviensi, & post etiam Transactione Legatorum in Urbe Moscu sufficienter descripta est, atque mutuo jurejurando Legatorum & Literis Principum ratihabita est: proinde nequicquam ab hoc Sancto & Christiano opere recedendum, & nihil immutandum, uterque noster Magnus Princeps vigore Transactionis Legatorum eandem se observaturos ab hoc tempore spondent.

Quæ conjunctio consensu placita, & in Transactione Legatorum descripta, ne aliquam dubitationem habeat; proinde illam-uterque noster Magnus Princeps assensibus Magnis Legatis qui ab utrinque, vigore Pacificationis Andrusoviensis cum fraternis congratulationibus de felici regimine Gentium suarum, cumque confirmationibus Sanctæ hujus Pacis & Pactorum juratorum, intra sex menses, à tempore præsentis computandos, missi fuerint, juramentis suis Regiis ratihabebunt, & roborabunt. De iis verò Magnis Legatis mittendis ab utrinque servata consuetudine per Internuncios mutuos requisitio fiet.

Isti verò nostri utriusque Principis Magni Legati, cum ad locum convenientem limitaneum pervenerint, prævisa salutis nunciatione convenient, invicem monstrabuntque mutuo Principum confirmatorias Litteras, ut sint in omnibus de verbo ad verbum vigore anteriorum & præsentium Transactionum conformes, Sigillis Principum munitæ, lectis his Literis; conformibusque adinventis, Frater Fratri Copias illarum communicabit, atque tum demum ad Principes Magnos ambo Legati iter suum dirigent.

Quibuscumque verò Punctis Andrusoviensis & Commissarialis Transactionis jurejurando firmatis hucusque intra præstitum diem satisfactum non est, & effectu suo destituuntur, & quorum etiam in præsentis Commissione

Paci-

**ANNO 1670.** Pacificatio & executio non stetit: proinde proclives existentes ad media S. R. Majestatis & Reipublicæ Magnis Legatis & Commissariis erga ipsius Moschoviæ Majestatis Magnum Plenipotentiarium Legatum, in congressibus, in scriptis, & ablegationibus declarata hoc est, ut difficultates istas, aut ad Legationem proximam, aut ad aliud aliquod tempus differremus. Ideoque omnia ista non adimpleta Andrusovienfis & Commissarialis Transactionis Puncta circa Legationem istam Deo dante futuram superiusque memoratam transigi, pacificari & ad effectum, & ad executionem deduci debent. Illic quoque modus quàm efficacissimus de eripienda ex manibus Mahometarum omni Ukraina, impedienda protectione, vindicandoque utriusque nostrum Dominio ab illorum incurfionibus, tum quoque reducendis ad debitum obsequium Cosacis, & cogendis ad subjectionem rebellibus adinvenietur. Eoque vigore conjunctionis juratæ ad effectum deducetur. His itidem remedia de alliciendis Mahometanis ad vicinalem amicitiam remedia adinveniri debent.

*Juramentum Principum.*

**N**OS Serenissimus & Magnus Rex Michael Dei gratia, Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanie, Russiæ & aliorum. Juramus Deo in Trinitate uni in hoc, quod omnia, quæcunque fraternæ conjunctionis cum Fratre nostro Dei gratia Magno Principe Czaro & Magno Duce Alexio Michaylowicz, totius Magnæ, Parvæ & Albæ Russiæ, unico Domino, latissimorumque Principatuum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Severiæque Successore, Hærede, Principe & Domino, cum Czarea Majestate, in Commissarialibus ad Urbem Moscuam Transactionibus Anno 1667. initis per Magnos Legatos ab utrinque delegatos & missos ordinata, conscripta & Juramenti firmata sunt, ea omnia vigore Andrusovienfis & Anno præsentis 1670. conclusæ & juratæ Pacificationis per nos Magnum Regem, & Successores nostros & Rempublicam in omnibus Punctis adimplebuntur & realiter observabuntur. In quo quam fideliter juramus, ita nos Deus adjuvet & Sancta ejus Passio.

Ex præscripto hujus Rotæ Juramenti uterque Princeps jurabit.

**LVIII.**

**4. Avril. Testamentum Serenissimi Electoris Palatini CAROLI LUDOVICI, quo Sereniss. Ducissa AURELIANENSIS, Serenissimo Electori CAROLO Fratri in universa Bona Allodialia, si sine liberis decesserit, substituitur. Actum, lectum & approbatum 4. April 1670. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 732. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELIUS, in Actis Publicis Tom. III. pag. 189. Continuation des Actes & Memoires de la Paix de Ryswick pag. 81. en François. Il se trouve aussi en François dans mon petit Recueil Tom. I. pag. 190. sur une Copie qui m'avoit été communiquée de main sûre.]**

**N**OS CAROLUS LUDOVICUS &c. (tot. tit.) agnoscimus & notum facimus per præsentem. Quod cum serio & mature perpenderit, Nos per speciale Dei gratiam ac conservationem in optima adhuc valetudine, pro qua maximas divinæ bonitati gratias agimus, ad ætatem istam pervenisse, in qua præcipue etiam debeamus, una cum reliquis curis ac sollicitudinibus, quas pro felicitate, incolumitate ac optimo Regimine nostrarum Provinciarum, ac Subditorum, quibus præsumus, suscepimus, de adornanda Domo cogitare, ut siquidem Deo placuerit, nos hac vita decedere, & Filius noster Hæres Electoralis, & Filia nostra Elisabetha Carola, non solum, quid de illis nostris per benedictionem divinam partis & acquisitis Bonis Allodialibus unicuique pro sua ratâ, sine contradictione debeat, & quibus gaudeant, sed & Illistris nostra dilectissima Raugravia, nostrique ex ea progeniti liberi adhuc dum viventes, quid pro ratione status, in

**TOM. VII. PART. I.**

**ANNO 1670.** subsidium eis ordinaverimus, quo decenter vitam agere queant, de istis Allodialibus Bonis, sciant pro certo, & ut adeo omnes omnino in posterum rixæ ac disceptationes, quæ horum causa oriri solent, tollantur, ac cessent. Quare hoc animo paterno sumus in eos, ut ordinationem hanc de Bonis Allodialibus confecerimus, consulto, ac maturo jussio pro facultate ac potestate Principis ac Patris in optima forma, qua id fieri possit, sicuti sequitur. Volumus igitur,

Primò, ut omnia Clenodia nostra, Picturas, Statuas, Equos, Arma & Armaturam, Bibliothecam, cæteraque omnia alia mobilia, quæ nobis vel per Parentes relicta, vel alias acquisita, cujuscunque etiam generis, & nominis sint, excepto quod ex illis aibi donavimus, vel legavimus, aut etiam donabimus & legabimus in posterum, ea omnia per successionem habeat noster Filius & Hæres Electoralis, ejusque Hæredes, & hisce omnibus mortuis Filia nostra Elisabetha Carola, ejusque Hæredes habeant & possideant perpetuo, excepta Bibliotheca, Armis, & ad Armaturam pertinentibus, quæ apud Domum Electoralem mansura sunt.

Secundò, activa debita, quæ nobis debentur extra Germaniam, quod concernit, pensiones ex Anglia perhibentur restare ad annum usque 1660. inclusivè in Summa 1255960. Flor. & restantes pecuniæ subsidiariæ ex Francia 30000. Flor. dividuntur æqualiter inter Filium nostrum Hæredem Electoralem, & ejus Sororem Germanam Filiam nostram Elisabetham Carolam, ac post eorum obitum pervenient ad eorum legitimos Hæredes, æqualiterque inter eos dividuntur; si vero sine legitimis Hæredibus decesserint, revertentur hæc omnia ad Filios nostros naturales, & post eorum obitum ad Filios eorum legitimos.

Tertiò, pecuniam quod attinet, quam commodavimus Camera nostræ ac Ditionibus nostris universis, quæ tamen neque ex reditibus nostris, aut Dominiis fuit percepta, sed aliunde acquisita; quia nobis facultas semper fuit non solum ejusmodi pecunias nostras liberis donandi, antequam in rem & utilitatem nostrarum Regionum verterentur, eorumque in futurum commodum de iisdem providendi, sed etiam cum jam in utilitatem publicam versæ sunt, eas redhibere ac efficere, ut temporibus paulò melioribus nobis refundentur; inconveniens siquidem esset nostros liberos iisdem pecuniis nobis aliunde acquisitis privari: quare ante omnia Filia nostra Elisabetha Carola ex paraphernalibus Electricis, quæ 24375. Flor. erant, eandem Summam accipiet.

Nempe	24375. Flor.
Per Donum gratuitum ex Helvetiis	9000.
De Pecuniis Suecicis ratione Satisfactionis datis. 14822.	
Quæ pro redimenda Commissariatus vexatione expendimus	7658.
	55855. Flor.

Quam summam quinquaginta quinque millium octingentorum & quinquaginta quinque Florenorum, ut proprium quid habeat ac possideat.

Ultra quam summam per anticipationem expendimus tenore extractus nostræ Cameræ de Ære Anglicano

36000. Flor.	
Item in annis 1652. & 1653. in Comitibus Ratisbonensibus Præfecturæ Cæsareæ dedimus	37862. Flor.
Subsidiarias ex Gallia pecunias commodavimus	285000.
Item ex pensionibus Hollandicis	48000.
Ac tandem quæ dedit Generalatus Norimb.	24000.
Quæ addita efficiunt.	430862. Flor.

De hac vero Summa detrahantur

Primo	90000. Flor.
Secundo	6000.
Tertio	12000.

Quæ addita efficiunt 108000. Flor. quos supra dicta nostra dilectissima Raugravia jam dudum accepit, illique ad subsistentiam necessario debitam, tenore Pacti desuper initi, tum etiam, quodcunque illa alias, vel pecuniæ, vel mobilium acceperit, manebunt, quibus debet esse contenta, acquiescere, nec unquam in posterum prætensionem habere in Electoratu Palatino, quemadmodum illa nobis etiam per Reversales, de 30. Decembr. 1667. assurationem hac de re extradidit.

Deductis verò de prædicta Summa 430862. Floren. prædictis 108000. Flor. restant 322862. Flor. inter liberos, quos ex dicta Raugravia suscepimus, dividendi, ita tamen, ut, quia dilecto Filio nostro Carolo Ludovico in Feudum dederamus Arcem Streichemberg, & Pagum Steppach, deducantur quindecies mille Floreni

ANNO 1670. ad Filium nostrum Hæredem Electoralem reverfuri. De reliquis 307862. Flor. prædictus Filius noster Carolus Ludovicus centies mille Flor. & Filius noster Carolus Edwardus 107862. Florenos accipient.

E Filiabus autem nostris Carolina, Ludovica, Amélia Elisabetha, & Friderica quæque viginti quinque millia Florenorum accipiet, ut verum bonum proprium & irrevocabile, ejusque ad solutionem usque fortis integras usuras percipient ad quatuor centesimas.

Sexaginta duos autem menses Romanos à Cæsarea Majestate anno 1653. Augustæ Vindelicorum nobis concessos, qui efficiunt 58156. Flor. quos tamen hætenus à Subditis sive Clericis sive Laicis ad eos solvendo obligatis nondum recepimus, & similiter 1224426. Flor. pecuniarum Suecicarum ratione præstandæ satisfactionis, quos anno 1650. Corona Suecica nobis assignavit & donavit, nec tamen hucusque à Subditis nostris fuere soluti. Item quos prætedimus 37432. Florenos ratione expensarum ad obtinendam Summam istam à Corona Suecica factarum, ac à nobis præsentem pecunia commodatarum, ut & illas pecunias & redditus pecuniarios, qui ex Domanalibus Cameræ solum, non autem de Tributo ac Subsidiiis dependent ac proveniunt, & à nobis in utilitatem publicam nostrorum Subditorum exfoluti sunt, nec dum tempore nostri decessus ex redditibus Cameralibus nobis refusi; quos inter præcipue etiam numerari debent magnæ quantitates frumenti, vini, sæni, &c. quas tam in præcedentibus, quam in præsentibus Belli motibus Militibus tradidimus, nec hucusque tamen nobis fuerunt restitute; hæc omnia sicut & cætera alia nostra bona & Allodialia, & debita, nisi de his aliter disposuerimus, cum Hæreditate nostra Filii noster & Hæres Electoralis ea omnia obtinebit, cum Jure ac potestate ea exigendi. *Eo autem sine Hæredibus masculis decedente ad ejus Allodiales Hæredes devolventur.* Supplemus autem de Superioritatis nostræ Territorialis plenitudine, ac paterna inter liberos potestate, si huic forte dispositioni destiterint quædam Solennitates ad talem dispositionem requisitæ, omni meliori modo ac forma, qua fieri potest. In quorum fidem præsentis manu propria subscripsimus, & Sigillo nostro majori sigillari fecimus. Actum, lectum, & approbatum die 4. Aprilis, Anno Christi 1670.

## LIX.

Juill.

LA MOSCOVIE ET LA TARTARIE.

*Traité de Paix entre le CHAM de la Petite Tartarie & ALEXIS MICHALEWICZ Grand Duc de Moscovie, fait au mois de Juillet 1670. [Theatrum Pacis, Tom. II. pag. 540.]*

I. COLatur inter Chamum Crimensem Successoresve ejusdem, atque inter Moscoviæ Czarum & Regem Poloniæ firma & inviolabilis Pax.

II. Nulla Turmæ Militares prædatoriæ (prout Chamus juratoriè cavt) Ukrainiæ molestæ sint.

III. Russiam nec Tartari nec Poloni, sub ullo prætextu hostiliter invadent.

IV. Literæ ad Magnum Ducem perscriptæ omnes ejus Titulos comprehendent.

V. Si Moscis aut Polonis Bellum quispiam indicet, ejusdem Authoribus auxilium nullum præstetur.

VI. Casu quo Tartari denuo erga Polonos hostiliter se gerent, declarat Chamus, quod eos propterea condignis pœnis afficere, & prædas captas sine impensis Polonis restituere velit.

VII. Stipulatur Czarus quod Chamò Tartarorum quotannis manera mittet.

VIII. Tartaris à Domino Zeremeth centum sexaginta mille Imperiales, dimidiatasque eorum in Ducatis solventur.

IX. Abstinet Chamus præensione Donativorum à tredecim annis abhinc exactorum.

X. Casu quo aliqua adhuc Puncta in controversiam vocata existent aut dubia sint, de his Chamus ad Czarum scribet.

XI. Legatis aut Commissariis, quos Magnus Dux ad Chamum, Crimam versus mittet, de victu, & Domiciillis convenientibus provideatur.

XII. Si Tartarus ad Moscum Legationem dederit, ea, præter Legationis Principes, duodecim solummodo personis constet.

XIII. Legatis aut Mercatoribus peregrinantibus liberum sit, venire ad beneplacitum. Et si quando à quibusdam in itinere injuria aut vis illata is fue-

rit, violatores hujusmodi pœna corporali & capitali plectentur.

XIV. Post hos conclusos Articulos Mosci Tartaris sexaginta mille Imperiales dono annuatim pendent.

XV. Pax hæc in Tartaria Crimensi publicetur, & omnes illuc delatæ prædæ restituentur.

XVI. Tam Czarus, quam Chamus, hanc Juramento firmatam Pacem suis manibus & Sigillis corroborent.

XVII. Moscus Ratificationem hujus Juramento firmati Tractatûs cum donis quibusdam Sultano Galgæ mittet.

XVIII. Quod Articuli hi Pacis innotescant & palam fiant, Czarus in Mandatis dedit, ut Regi Poloniæ transmittantur.

*Sequitur Juramentum, quod Legati Tartarici super Alcoranum præstiterunt.*

Ego Sefer Aga, & Ego Aichmissa Aihalig juro per Creatorem Cœli & Terræ, quod omnia & singula ea, quæ ex Mandato Chamî nostri, ut & Sultani Galgæ & Narradini cum aliis conclusimus, & manu nostra, Sigillis & Juramento firmavimus, inter Chamum Tartariæ Crimensis, Czarum Moscoviæ, & Regem Poloniæ constanter & inviolabiliter serventur. In fidem ejus Ego Sefer Aga in Moscovia tam diu subsistam donec expectata Confirmatio Articulorum à Tartaria Crimensi adveniet: Et Ego Aihalig summâ ope in id entar, ut Moscovici Legati Ratificationem Crimensem quam citissimè nanciscantur. Ita nos adjuvet DEUS, qui est manetque semper & in æternum in præceptis suis verax, quod hæc omnia fideliter & sine fraude ulla adimplantur, DEUSQUE veritatem tuebitur, quæ super Alcoranum hunc jurata fuit.

## LX.

*Articles d'Alliance & de Commerce entre le Serenissime & tres-puissant Prince CHARLES SECONDE, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Dessenfieur de la Foy, &c. Et le Serenissime & tres-puissant Prince, CHRISTIAN CINQUIEME, par la grace de Dieu Roy de Danemarc, Norwege, &c. Conclu à Copenhague le 11. jour de Juillet, 1670. [Manuscrit.]*

11. Juill.

ANGLETERRE ET DANEMARC.

I. (1) QU'il y aura entre les deux Roys, leurs Heritiers & Successeurs, comme aussi leurs Royaumes, Principautez, Provinces, Estats, Pays, Isles, Villes, Sujets & Vassaux de quelque qualité, & condition, qu'ils soient, par Terre & par Mer, Rivières, Eaux douces, & en tous Lieux quelconques, tant en Europe, que hors l'Europe dès à présent & à l'avenir, une sincere, véritable & parfaite Amitié, Paix, & Alliance, de sorte que l'une ni l'autre Partie ne fasse aucun tort, dommage, ou prejudice, aux Royaumes, Principautez, Provinces, & Estats, ou aux Habitans, & Sujets de l'autre, ni ne souffre qu'il en soit fait aucuns, avant qu'il sera en son pouvoir, mais plutost qu'ils vivront ensemble comme amis se traitans l'un l'autre avec bienveillance & respect, & avançant en toutes occasions les interets & avanrages l'un de l'autre, & de leurs Sujets, comme si c'estoient les leurs propres, & en prevenant & empêchant de tout leur pouvoir par leur avis, & assistance, qu'il leur soit fait aucun tort, dommage, & injure.

II. L'un, ni l'autre desdits Rois, ni de leurs Heritiers, ne consentira à aucune chose, qui puisse estre au prejudice ou dommage de son Allié: Mais si l'un ou l'autre desdits Roys, sçait qu'aucune chose soit proposée, agitée ou projectée, qui puisse apporter du dommage à l'autre il sera obligé de lui en donner avis, sans aucun

(1) Cette Copie n'est pas sûre, & il paroît que ce n'est qu'un Extrait du Traité conclu à Westminster le 29. Novembre 1669, entre Charles II. Roi d'Angleterre & Frideric II. Roi de Dannemarc, qu'on a inséré ci-dessus dans sa propre place. Mais il pourroit bien être que le même Traité fut renouvelé cette année 1670. par le nouveau Roi Christian V. C'est aussi pour cela que nous avons jugé à propos de le retenir en cet endroit.

ANNO toutes voyes possibles.

1670.

III. Lesdits Roys, tant pour eux que pour leurs Heritiers, & Successeurs, s'engagent, & promettent reciproquement qu'ils n'affisteront, ni ne fourniront aux Ennemis de l'une ou l'autre Partie, qui seront Agresseurs, aucunes provisions de Guerre, comme Soldats, Armes, Machines, Canons, Navires, ou autres choses necessaires pour l'usage de la Guerre, ni ne souffriront, que leurs Sujets en fournissent aucuns. Mais si les Sujets de l'un ou l'autre Prince, osent agir, au contraire de ces presentes, alors le Roy dont les Sujets en auront agi ainsi, sera obligé de faire proceder contre eux avec toute severité, comme contre des fedieux & infracteurs de l'Alliance.

IV. Il est en outre convenu & accordé, que si en quelque temps que ce soit cy-aprés, aucun Prince, ou Estat, envahit, ou par aucune voye ennemie entreprend sur les Royaumes Hereditaires, Provinces, Pays, Villes, Isles, Terres ou Seigneuries du Roy de Danemarck, qu'il possede à present, le Roy de la Grand Bretagne assistera ledit Roy de Danemarck, en temps & lieu, de tel nombre de Troupes par Terre, & de Navires de Guerre contre un tel Agresseur, qu'ils fussent pour repousser la force & selon que l'estat des Affaires dudit Roy le demandera, & ledit Roy de la Grand Bretagne entreprendra, pour cet effect d'empêcher de tout son pouvoir, que par une telle invasion, & violence le Roy de Danemarck ne soit en aucune maniere molesté en ses Royaumes, Seigneuries, ou Droits. Et si ledit Roy de la Grand Bretagne ou ledit Roy de Danemarck, contracte, ou fait aucune Ligue, Alliance, ou Union avec aucun autre Roy, Prince, Republique, ou Estat; ils tâcheront respectivement d'y faire comprendre l'un l'autre & leurs Estats, autant qu'il leur sera possible s'ils desirerent y estre compris.

V. Il sera permis aux Sujets des deux Roys, venir dans les Royaumes, Provinces, Villes, où l'on tient Foires & Marchez, Ports, & Rivieres l'un de l'autre avec leurs Denrées & Marchandises tant par Mer que par Terre en temps de Paix sans Congé ni Passeport general ou particulier, & d'y séjourner, & traffiquer en payant les Douanes & Peages accoustumez, reservant toutes fois à l'un & l'autre Prince sa Souveraineté & Jurisdiction Royale en ses Royaumes, Provinces, Principautez & Terres respectivement.

VI. Il est néanmoins convenu & conclu, que les Sujets du Roy de la Grand Bretagne ne viendront en aucune maniere dans les Ports defendus, dont on a fait mention dans les Traitez precedens, ni dans les Colonies sans avoir auparavant demandé & obtenu, le Congé particulier du Roy de Danemarck, à moins qu'ils ne fussent contraints d'y relâcher, & entrer par necessité de tempeste ou par la poursuite des Pirates, auquel cas il ne leur sera pas permis de rien vendre, ni acheter, de mesme que les Sujets du Roy de Danemarck ne viendront pas dans les Colonies Angloises, à moins que ce ne soit par un Congé particulier qu'ils ayent auparavant demandé & obtenu.

VII. Il sera permis aux Sujets du Serenissime Roy de Danemarck, d'apporter dans leurs Magasins, en Angleterre, Ecosse & Irlande, & dans les Ports du Roy de la Grande Bretagne, en Europe, les Denrées qui sont à present, ou qui seront cy-aprés du creu, & production, de leurs Estats, Pays & Seigneuries, sujettes au Roy de Danemarck, ou des Manufactures d'icelles, comme aussi celles, qui viendront d'aucun endroit de la Riviere d'Elbe.

Il sera permis de la mesme maniere, aux Sujets du Roy de la Grand Bretagne, de faire venir, & de porter dans le Danemarck, la Norwegue, & dans les autres Ports, & Colonies du Roy de Danemarck, qui ne sont pas defendues, toutes sortes de Marchandises, qui sont, & seront produites & fabriquées, cy-aprés dans les Royaumes, Pays, & Estats de l'obeissance du Roy, de la Grand Bretagne, & s'il arrive qu'en quelque temps que ce soit, cy-aprés, il soit permis à aucunes Nations estrangeres, d'apporter toutes sortes de Denrées sans exception, en Angleterre, en Ecosse, & en Irlande, & dans les autres Ports qui appartiennent au Roy de la Grand Bretagne, la mesme chose sera aussi permise aux Sujets du Roy de Danemarck: ce qui sera permis de la mesme maniere aux Sujets du Roy de la Grand Bretagne en pareille occasion, dans les Ports & Colonies dependans du Roy de Danemarck.

VIII. Il est aussi convenu & accordé que les Peuples & Sujets du Roy de la Grand Bretagne, venans à naviger en aucun des Royaumes Hereditaires, Pays ou Seigneuries du Roy de Danemarck, & y traffiquer, ils ne payeront pas plus de Douane, de Coustume, de Tolle, ni autres Droits, ni en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies des Pays-Bas, & autres Estrangers (à l'exception de la Suede seulement) qui ont liberté d'y traffiquer en payant de moindres Droits de Coustume, payent ou payeront cy-aprés, & en y allant, y retournant, ou y séjournant, comme aussi en y peschant & traffiquant, & en toutes autres choses, ils jouiront des mesmes Libertez, Immunitéz & Privileges, que les Peuples d'aucuns Pays estrangiers, qui demeurent & traffiquent dans lesdits Royaumes, & Estats du Roy de Danemarck, jouissent ou jouiront cy-aprés, & d'autre costé les Peuples & Sujets du Roy de Danemarck auront & jouiront des mesmes Privileges dans les Pays & Terres du Roy de la Grand Bretagne, c'est-à-dire, que les Peuples & Sujets du Roy de Danemarck qui navigeront ou traffiqueront en aucun des Royaumes, Pays, ou Seigneuries du Roy de la Grand Bretagne, ne payeront pas plus de Douane, de Coustume, de Tolle, ny autres Droits ny en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies, ou autres estrangiers qui y traffiquent en payant de moindres Droits de Coustume, en payent ou payeront en y allant, retournant & y séjournant, comme aussi en y peschant & traffiquant, & en toutes autres choses, ils jouiront des mesmes Libertez, Immunitéz & Privileges dont jouissent, & jouiront dans lesdits Royaumes & Estats du Roy de la Grand Bretagne, les Peuples d'aucun autre Pays estrangier. Mais de telle sorte que le Pouvoir de chaque Roy d'establi, ou de faire quelque changement dans les Douanes, ou autres Droits ainsi qu'ils en verront l'occasion, dans leurs Royaumes, Pays, Estats, & Ports, demeure plein & entier, & en sa force & vertu, pourvû que ladite égalité soit exactement observée de part & d'autre.

IX. Il est aussi accordé qu'après que les Sujets de l'un & l'autre Roy, auront fait entrer leurs Marchandises, dans les Estats de l'autre, qu'ils en auront payé les Douanes accoustumées & en auront souffert la visitation, il leur sera libre & permis de faire porter lesdites Marchandises, dans leurs propres Magasins, ou Celliers, ou dans les Lieux qu'ils jugeront le plus à propos, & les plus commodes, & les y garder, & aucun Magistrat, ni autre Officier, ne pourra pas les obliger à se servir d'aucuns autres Magasins, ou Celliers, si ce n'est de leur consentement.

X. Les Sujets de l'une & l'autre Couronne, traffiquans sur les Mers, & naviguans près des Costes de l'un ou de l'autre Royaume, ne seront pas obligez d'entrer dans aucun Port, vers lequel ils ne seront pas leur route, mais auront la liberté de poursuivre leur voyage, où il leur plaira, sans aucune detention, ni empêchement, & s'ils sont contraints de relâcher dans les Ports, par la tempeste, & qu'ils y demeurent, ils ne seront point obligez d'y décharger leurs Marchandises, ou d'y échanger, ou debiter aucune partie d'icelles, mais il leur sera permis d'en disposer, ainsi qu'ils adviseront bon estre, & de faire telle autre chose, qu'ils jugeront estre le plus à leur avantage: pourveu qu'il ne se fasse rien qui tende à frauder les Droits & Douanes de l'un ou l'autre Prince.

XI. Il a esté aussi accordé qu'après que les Planches, Mafts & autres sortes de Bois de Charpente, auront esté une fois embarquées sur les Navires des Sujets, ou Peuples du Roy de la Grand Bretagne, elles ne seront plus exposées à aucune autre visitation, mais toutes les visites, & recherches seront faites auparavant; & si alors, on y trouve aucun Bois de Chesne, ou autre Bois de Charpente defendu, il sera incontinent saisi & arreté sur les Lieux; avant qu'il puisse estre mis à bord des Navires, & les Sujets, ni Peuples du Roy de la Grande Bretagne, ne pourront pour ce sujet estre molestez en leurs Personnes ou Biens, par arrest, ou autre detention quelconque, mais il n'y aura seulement, que les Sujets du Roy de Danemarck, qui se seront mêlez de vendre & aliéner de tel Bois defendu qui seront dûement punis.

XII. Il a esté aussi conclu & accordé, que tous Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grand Bretagne, & aux Marchands, en passant par le Sond dependant du Serenissime Roy de Danemarck, & de Norwegue; &c. jouiront du Benefice & Privilege, de differer le paiement de leurs Peages, jusqu'à leur retour de

ANNO  
1670.

de la mesme maniere qu'ils en ont jouï par le passé avant la dernière Guerre, à la charge toutes fois que lesdits Navires, & Marchands, apporteront avec eux des Certificats scellez du Scel des Officiers du Roy de la Grande Bretagne, à ce deputez, par lesquels il apparoit que lesdits Navires appartiennent aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne comme aussi qu'avant leur passage, ils donneront bonne & suffisante caution, pour le payement desdits Droits de Douane en un lieu convenable pour les Receveurs desdits Droits à leur retour, ou dans l'espace de trois mois au plus tard, au cas qu'ils ne retourneront pas : Si mieux ils n'aiment de payer comptant lesdits Droits, au temps de leur premier passage.

XIII. Item, on est convenu à l'égard de toutes les Marchandises, que les Sujets du Roi de la Grande Bretagne mettront à Terre à Elfeneur, dans la seule vuë d'être de nouveau transportées en leur entier dans les Vaisseaux, qu'ils payeront les mêmes Droits, & non plus, qu'ont accoutumé de payer les Hollandois, & autres Etrangers en pareil cas; ce qui réciproquement sera observé de la même maniere en Angleterre envers les Sujets du Roi de Danemarck & de Norwege.

XIV. Il a esté aussi accordé, que les Navires & Sujets du Roy de la Grande Bretagne, auront leurs Dépesches à Elfeneur, aussi-tost qu'ils y arriveront, sans aucun delay, & sans qu'aucuns autres Navires de quelque Nation qu'ils soient puissent estre expédiés devant eux par preference, à l'exception toutes fois des Habitans de certains Lieux, qui en ont anciennement obtenu le Privilege dont ils jouissent encor à present.

XV. S'il arrive qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince vienne à decéder, dans les Estats, ou Terres de l'autre, il lui sera permis de disposer de ses Biens, soit en argent, ou Marchandises, de telle maniere qu'il lui plaira : Et si aucun Sujet vient à mourir dans les Royaumes, ou Provinces de l'autre Prince, sans en avoir fait aucune disposition, les Biens Meubles & Immeubles qu'il aura laissez de quelque nature & espece qu'ils soient, seront fidelement conservez aux Heritiers pour leur usage & pour le payement des Debtes que le deffunct aura esté justement obligé de payer, & pour cette fin, aussitost qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince, sera decédé, dans les Estats de l'autre Prince, le Consul ou Ministre public, qui y sera resident en ce temps-là, aura Droit de prendre possession dudit Argent & Biens, & en fera un Inventaire devant quelque Magistrat du Lieu : Lesquels Biens demeureront par après en ses mains, pour en rendre compte aux Heritiers & aux Créanciers comme dit est, mais s'il n'y a pas là de Consul, ou de Ministre public, il sera permis à deux Marchands du mesme Pays que celuy du deffunct, de se mettre en possession des Biens par luy delaissez, pour les conserver & en rendre compte, de la mesme maniere, aux Heritiers & Créanciers : ce qui doit estre toutes fois entendu de telle sorte qu'aucuns Papiers, ni Livres de comptes, ne doivent pas estre representez au Magistrat, mais seulement les Biens, & Marchandises réelles du decédé : & que ledit Magistrat sera obligé dans l'espace de quarante huit heures, après la Notification & Requête qui luy en sera faite, d'estre present à l'Inventaire qui sera fait, si non, à faute de ce faire, ledit Inventaire sera fait sans luy.

XVI. Il sera permis à l'un ou à l'autre des Alliez & leurs Sujets, ou Peuples de trafiquer avec les Ennemis de l'autre, & de leur porter, ou fournir toute sorte de Marchandises (à l'exception seulement, de celles qui sont deffendues qu'on appelle de Contrebande) sans aucun empeschement, à moins que ce ne soit dans des Ports, ou Places assiégées par l'autre : ce que toutes fois s'ils faisoient, il leur sera permis de vendre leurs Marchandises aux assiégeans, ou de se retirer en quelqu'autre Port, ou Place, qui ne sera pas assiégée.

XVII. Il a esté aussi accordé qu'il sera libre, & permis aux Sujets de l'un, ou l'autre Prince, traffiquans dans les Etats ou Ports de l'autre, d'y demeurer, & séjourner, pour y acheter, & vendre des Marchandises sans aucune prescription, ou limitation de temps, qui pourroit leur estre ordonnée par aucun Officier ou Magistrat desdits Seigneuries, ou Ports, en payant les Droits accoustumés pour toutes les Denrées & Marchandises qu'ils y porteront, ou en remporteront, & il a esté en outre stipulé, qu'on ne traffiquera point

avec d'autres personnes que des Citoyens ou Bourgeois de quelque Cité, ou Ville, de l'estendue des Royaumes de Danemarck, ou de Norwege, & que ce ne sera qu'en gros, & non pas en détail, ou par parcelles.

XVIII. Il a été en outre convenu & conclu, que pour un plus grand avancement du Trafic & Commerce, & pour éviter entierement toutes fraudes & disputes, qui pourroient arriver entre les Officiers des Ports, & les Marchands, que tous & chacuns les Droits seront demandez & payez conformément au Tarif imprimé, dans lequel seront compris tous les Droits & Impositions, qui doivent estre payées tant pour les Marchandises dans les Ports respectifs, que pour le passage par le Sond. Et afin que cela puisse estre observé plus exactement, les deux Roys ne deffendront pas seulement à leurs Officiers & Collecteurs, de leurs Douanes, sous des peines les plus severes, de faire aucune chose, qui puisse éluder l'effect de cette Convention, mais encore, de causer aucun trouble, ni de faire aucun tort aux Sujets de l'un & l'autre Roy, par aucune molestation ou exaction.

XIX. Il a esté en outre conclu & accordé que le Roy de Danemarck ordonnera que les Controllens de ses Douanes, ou d'autres Officiers, soient établis Commissaires, pour remesurer tous les Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grande Bretagne, traffiquans en Norwege suivant leur port, & leur grandeur, de sorte que ce qui n'a pas esté jusqu'icy deüment observé, puisse estre à l'avenir remis en meilleur ordre.

XX. Mais de peur que cette liberté de Navigation, ou de passage, d'un Allié, & de ses Sujets, & Habitans, durant la Guerre, que l'autre pourroit avoir par Mer ou par Terre, contre aucun autre Pays, ne porte pas prejudice à l'autre Allié, & que les Denrées & Marchandises appartenantes à l'Ennemi ne puissent estre frauduleusement recelées, sous pretexte d'estre en amitié, afin d'empêcher les fraudes, & ôter tout soupçon, on a trouvé à propos, que les Navires, Marchandises, & les Hommes de l'Equipage appartenans à l'autre Allié, soient munis de Lettres, de Passports, & de Certificats en leur passage, & Voyages, les Formulaires desquelles doivent estre ainsi qu'il ensuit.

*Charles Second par la grace de Dieu, Roy de la Grand Bretagne, &c. Christian Cinquième par la grace de Dieu, Roi de Danemarck & de Norwege, &c.*

*Soit notoire à tous & chacuns qui nos presentes Lettres de Passeport verront, que . . . . . nostre Sujet & Citoyen de nostre Cité de . . . . . nous a humblement representé que le Navire nommé . . . . . du port de . . . . . Tonneaux . . . . . lui appartient, & à quelques autres de nos Sujets, & qu'ils en sont les seuls Proprietaires, & qu'il est de present chargé de Denrées, qui sont contenues en un Billet des Officiers de nos Douanes, que le Navire a à bord, & qu'il appartient à nos Sujets, ou à d'autres interessez, qui sont en Neutralité & est prêt à partir du Port de . . . . . pour aller en tel autre lieu, ou Lieux, où il pourra commodement trafiquer avec lesdites Marchandises qui ne sont pas deffendues, ni appartenantes à l'une ou l'autre des Parties en Guerre, ou bien trouver son fret, ce que nostredit Sujet ayant attesté par escrit signé de son seing, & affirmé par Serment estre veritable sous peine de confiscation desdites Denrées, nous avons jugé à propos de luy accorder nos presentes Lettres de Passeport : & partant Nous prions & requerons tous Gouverneurs de Pays, & Commandans sur Mer, Roys, Princes, Republicques, & Villes libres, & particulierement les Parties qui sont presentement en Guerre, & leurs Commandans, Admiraux, Généraux, Officiers, Maistres de Ports, Commandans de Navires, Capitaines, Fretteurs & tous autres qui ont quelque Jurisdiction par Mer, ou la garde d'aucun Port, qu'il luy arrivera de rencontrer, ou parmi la Flotte, ou Navires desquels il luy arrivera de tomber, ou demeurer dans leurs Ports, qu'en vertu de l'Alliance & Amitié que nous avons avec aucun Roy ou Estat, ils souffrent ledit Maistre, avec le Navire . . . . . Personnes, Biens & toutes les Marchandises qui sont sur son bord, poursuivre son Voyage, vers quelque lieu que ce soit, non seulement avec liberté, & sans aucune molestation, detention ou empeschement, mais encore qu'ils luy rendent tous offices de civilité; comme à nostre Sujet s'il y a occasion, ce que nous & les nostres serons prêts à reconnoistre en pareille ou autre occasion. Donné le . . . . . jour de . . . . . de l'année . . . . .*

Nous

ANNO  
1670.



ANNO  
1670.

Nous le President Consuls & Senateurs de la Ville de . . . . . attestons & certifions que N. N. . . . . le . . . . . jour de . . . . . de l'année . . . . . est venu & comparu en personne devant nous . . . . . N. N. . . . . Citoyen & Habitant de la Cité ou Ville de . . . . . & sous le Serment qu'il est obligé envers le Roi nostre Souverain Seigneur, nous a déclaré que le Navire ou Vaisseau, nommé . . . . . du Port de . . . . . Tonneaux appartient au Port, Cité, ou Ville de . . . . . en la Province de . . . . . & que ledit Navire luy appartient justement, & est de present prêt à partir directement du Port de . . . . . chargé des Dentrées mentionnées au Billet qu'il a reçu des Officiers des Douanes, & qu'il a affirmé par le Serment susdit, que le Vaisseau cy-dessus nommé avec les Dentrées & Marchandises, dont il est chargé, appartient seulement aux Sujets de Sa Majesté, & ne porte point de Marchandises deffendues qui appartiennent à l'une ou à l'autre des Parties, qui sont à present en Guerre.

En remontrance dequoy nous avons fait signer le present Certificat par le Sindic de nostre Ville, & y avons fait apposer nostre Sceau.

Donné, &c.

C'est pourquoi lors que les Marchandises, Dentrées, Navires ou Hommes de l'Equipage de l'un, ou l'autre des Alliez, & de leurs Sujets & Habitans, rencontreront en pleine Mer, dans les Détroits, Ports, Havres, Terres, Places quelconques les Navires de Guerre, soit publics, ou particuliers, ou les Hommes de l'Equipage, Sujets & Habitans de l'autre Allié, en representant seulement lesdits Passeports, & Certificats, on ne leur demandera rien de plus, & on ne fera aucune vifitation des Marchandises, Navires, ou Hommes, & ils ne feront en aucune autre maniere que ce soit, molestez ni troublez, & on souffrira qu'ils poursuivent leur Voyage en toute feureté: Mais si on ne represente pas les Passeports & Certificats expediez en cette forme solennelle & établie, & qu'il y ait quelqu'autre sujet de soupçon juste & apparent, le Navire sera vifité, ce qui néanmoins est entendu, n'estre permis seulement qu'en ce cas là. S'il se commet aucune chose contraire au véritable sens de cet Article, par l'une ou l'autre Partie, contre l'un ou l'autre des Alliez, chacun desdits Alliez fera punir severement ses Sujets & Habitans, qui y auront contrevenu, & fera donner une pleine & entiere satisfaction, incontinent & sans delay, à la Partie qui aura esté molestée, & à ses Sujets & Habitans pour tous leurs dommages & intereffs, & depens.

XXI. Il a esté aussi conclu & accordé, que tous Navires des Sujets & Habitans du Roy de la Grand' Bretagne, ensemble leurs Cargaisons & Marchandises, passans par le Port de Gluckstadt, ou autres Places, & Villes de l'obeissance du Roy de Danemarc scituées sur la Riviere d'Elbe, tant en allant qu'en retournant, seront exempts & affranchis de toutes Douanes, Imposts, vifitation, faïste & molestation, excepté seulement le cas de vifitation en temps de Guerre, quand le Roy de Danemarc aura Guerre contre aucun autre Roy, ou Estat.

XXII. Si les Sujets de l'un, ou l'autre Prince sont molestés, ou endommagés sur les Terres de l'autre, alors le Roy du lieu où l'injure aura esté faite, prendra soin que Justice luy soit faite, suivant les Loix & Coustumes du Pays, & que les coupables soient deüment punis, & que la satisfaction soit donnée à la Partie molestée.

XXIII. Il a esté aussi accordé qu'aucuns Navires, Vaisseaux, ou Marchandises chargées sur lesdits Navires de quelque espece, nature ou qualité qu'ils soient qui auront esté pris, appartenans à aucuns des Sujets de l'un ou l'autre desdits Roys, sous quelque cause, ou pretexte que ce soit, ne sera jugé de bonne prise, à moins que ce ne soit par un examen judiciaire, & par un Procés intenté legitiment pour ce sujet, dans une Cour d'Amirauté établie pour les prises faites sur Mer.

XXIV. Les deux Parties feront rendre Justice avec toute équité, aux Sujets & Habitans l'un de l'autre, suivant les Loix & Statuts de l'un ou l'autre Pays, promptement & sans aucunes longues formalitez de Justice, & depenses qui ne sont pas nécessaires, en tous Procés & differens, tant survenus des à present, qu'en ceux qui pourront survenir cy-aprés.

XXV. Arrivant que des Navires de l'un ou l'autre des Alliez & de leurs Sujets & Habitans, soit de Marchans ou de Guerre, échouent, ou soient portez sur

des écueils, ou soient contraints de se décharger, ou autrement fassent naufrage, sur les Costes de l'un ou l'autre Roy (ce qu'à Dieu ne plaïse) lesdits Navires, avec leurs Agrez, Biens, & Marchandises, ou tout ce qui sera sauvé, sera restitué aux Proprietaires & intereffez, pourvû qu'eux, ou leurs Agents, & Procureurs, reclamation lesdits Navires, & Biens, dans l'espace d'un an, & un jour, après le naufrage arrivé, sauf toujours les Droits & Douanes des deux Nations: Deplus les Sujets & Habitans demeurans sur leurs Costes, & Rivages, seront obligez de venir à leur aide, en cas de peril, & de donner leur assistance autant qu'il sera en leur pouvoir, & ils feront tous leurs efforts, soit pour delivrer le Navire, ou pour en sauver les Biens, Marchandises & Agrez, & toute autre chose qui leur sera possible, ou pour transporter en quelque lieu de feureté ce qui en sera sauvé, pour estre restitué aux Proprietaires, en payant le Droit de sauvement, & en donnant telle recompense aux personnes par l'aide & diligence desquelles lesdits Biens, & Marchandises auront esté sauvées & preservées; qu'elles le meriteront. Et finalement, les deux Parties, en cas de tel accident, feront observer de leur part, ce qu'elles voudroient estre fait, & observé de l'autre part.

XXVI. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, comme aussi les Navires mêmes ni les Dentrées, & Marchandises dont ils feront chargés, ne pourront estre faïsis; ni arrestez, en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, ou pour quelque cause que ce soit, à moins que ce ne fût pour la deffense, & conservation du Royaume, en quoy toutes fois n'est entendu de comprendre les faïstes & arrests faits par autorité de Justice, pour de loyales Debtes contractées, ou pour aucunes autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procédé par voye de Droit selon la forme de Justice.

XXVII. Il sera permis aux Marchands des deux Royaumes, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme aussi aux Maîtres, & Mariniers de Navires, de porter toute sorte d'Armes portatives, tant offensives, que defensives, tant sur Mer, que sur autres Eaux, comme aussi dans les Ports, & sur les Costes, & Terres de l'un ou l'autre Allié, en allant, retournant, & cheminant, pour la deffense de leurs Personnes, & Biens, de telle sorte qu'ils ne donnent pas juste cause de soupçon aux Commandans & Magistrats d'aucune Place, d'aucuns comptols, ni cabales, contre le repos public, ou particulier.

XXVIII. Les Convois, ou Navires de Guerre, de l'une ou l'autre Partie rencontrans, ou atteignans en leurs Voyages, aucuns Navires Marchands, ou autres appartenans à l'autre Allié, ou à ses Sujets, & faïsans la même route sur, dans, ou hors l'Europe, seront obligez de les proteger & deffendre aussi longtems qu'ils continueront la mesme route ensemble.

XXIX. Pour plus grande feureté de Commerce, & liberté de Navigation, il a esté conclu & accordé, que l'une ni l'autre Partie, autant que faire se pourra, & qu'il sera en son pouvoir, ne souffrira qu'aucuns Pirates & Forbans publics ayent leur retraite, en aucun des Ports de l'autre, ni qu'aucuns des Habitans, & Sujets de l'un ou l'autre Prince les reçoivent en leurs Maisons, leur fournissent aucuns Vivres, ou leur donnent aucune assistance; mais au contraire, qu'ils feront leurs efforts, pour faire en sorte que lesdits Pirates & Forbans, leurs partisans & complices, soient pris, apprehendez & punis, selon leur merite, & que les Navires & Biens, autant qu'on en pourra trouver, soient restitués aux Proprietaires legitimes d'iceux, ou leurs Agens, en faïtant deüment apparoir du Droit qu'ils y auront, par une preuve certaine de Justice, en la Cour de l'Admirauté.

XXX. Il a esté conclu & accordé qu'il y aura en tout temps libre accès, pour les Sujets & Habitans de l'une & l'autre Partie, dans les Ports & sur les Costes des deux Princes, & qu'il leur sera permis d'y demeurer, & d'en partir, comme aussi de passer dans toutes les Mers & Territoires de l'un & l'autre Roy respectivement (sans commettre aucun desordre ni violence) non seulement avec des Navires Marchands, & de charge, mais encore avec des Navires de Guerre, & qu'il y aura pour le compte public, ou pour les Commissions d'Armateurs particuliers, soit qu'ils entrent dans lesdits Ports par la necessité de la tempeste, pour éviter le peril de la Mer, ou pour se radouber & acheter des Vivres, de telle sorte qu'ils n'excedent pas le nombre

ANNO  
1670.

ANNO  
1670.

de six Navires de Guerre, lors qu'ils y entreront de commun accord, & qu'ils ne demeurent pas dans les Havres, ou environs des Ports, plus longtemps qu'il ne leur sera nécessaire pour radouber leurs Navires, & pour y acheter des Vivres ou autres choses nécessaires, & s'ils ont besoin d'entrer dans lesdits Ports avec un plus grand nombre de Vaisseaux de Guerre, il ne leur sera pas permis de le faire sans avoir donné avis de leur venue auparavant par une Lettre, & sans en avoir obtenu la permission de ceux à qui lesdits Ports appartiennent: Mais si par la violence de la tempeste, ou quelque autre urgente nécessité, ils sont contraints de relâcher dans un Port, en ce cas là, les Navires ne seront pas retraits à un certain nombre, quoy qu'ils n'ayent fait sçavoir leur venue auparavant: Mais néanmoins, à condition que leur Admiral, ou Commandant en Chef, incontinent après son arrivée en fera sçavoir la cause au principal Magistrat, ou Commandant de la Place du Havre, ou de la Coste sur laquelle il sera, & il n'y demeurera pas plus longtemps, que celui qui luy sera accordé, par ledit principal Magistrat ou Commandant, & il n'y commettra aucun acte d'hostilité, ni aucune autre chose prejudiciable à celui des deux Alliez à qui ils appartiendront.

XXXI. Il ne sera permis aux Sujets de l'un & l'autre Roy ni aux Habitans des Royaumes & Terres de leur obéissance, de se charger d'aucunes Lettres Patentes, appellées Commissions de represailles, d'aucun Prince ou Etat, qui aura des differens ou Guerre ouverte, contre l'un ou l'autre des Alliez, bien moins encore de s'en servir, pour troubler, ni molester les Sujets de l'un ou de l'autre desdits Alliez, lesdits deux Rois feront de très-expresses inhibitions & deffenses à leurs Sujets respectivement, d'obtenir ni accepter, d'aucuns Princes ou Estats, de telles Commissions, & deffendront & empêcheront, autant qu'il sera en leur pouvoir, qu'ils commettent aucunes depredations en vertu desdites Commissions.

XXXII. S'il arrive qu'aucun Navire, ou Navires appartenans aux Sujets de l'un, ou de l'autre Roy, soient pris, dans les Ports, de l'un ou de l'autre, par une tierce Partie, l'un ou l'autre dans lesdits Ports ou Jurisdiction duquel lesdits Navires auront été pris, sera reciproquement obligé de faire ses efforts conjointement avec l'autre, pour trouver & reprendre ledit Navire, ou Navires, & les rendre aux Proprietaires, ce qui sera néanmoins fait aux depens des Proprietaires, ou Parties interessées.

XXXIII. Comme pareillement, si sur les Navires pris par les Sujets de l'un ou l'autre Allié, & amené en aucun Port appartenant à l'autre on trouve aucuns Matelots, ou autres personnes qui soient Sujets de l'Allié dans les Ports ou Rivieres duquel la prise sera amenée, ils seront traités civilement, par ceux qui les auront pris, & remis incontinent en liberté, sans payer aucune rançon.

XXXIV. Mais s'il arrive qu'un Navire de Guerre, ou quelqu'autre Vaisseau, chargé de Marchandises de Contrebande, & appartenant à l'autre Couronne soit pris, il ne sera pas permis aux Capitaines, ou Commandans qui l'auront pris, d'ouvrir, ni rompre les Coffres, Tonneaux, ou Bales, qui seront sur ledit Navire, ni aussi de les transporter, ou autrement aliener aucunes Marchandises qui y seront, qu'elles n'ayent été descendues à Terre, & qu'il n'en ait été fait Inventaire en la presence des Juges de l'Amirauté.

XXXV. Et pour plus grande seureté des Sujets des deux Roys, & pour prevenir toute violence, qui pourroit leur être faite, par lesdits Navires de Guerre, il sera fait de très-expresses inhibitions & deffences à tous Commandans de Navires de Guerre appartenans au Roi de la Grande Bretagne, & à tous ses autres Sujets, de troubler, ni molester les Sujets du Roi de Danemarck: s'ils en usent autrement, ils seront tenus en leurs Personnes & Biens des dommages & interêts soufferts, & à souffrir, jusqu'à la restitution & reparation. Les mêmes deffenses seront pareillement faites à tous Commandans des Navires de Guerre appartenans au Roi de Danemarck, & à tous ses autres Sujets, de troubler, ni molester les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, pourvu toutes fois que toutes lesdites actions soient examinées & jugées par voye de Droit selon la forme de la Justice, dans les Cours d'Amirauté des deux Roys, ou si l'une ou l'autre Partie se trouvant étrangere, dans le lieu, où l'affaire doit être décidée, le trouve plus à propos, le fait sera examiné devant

des Commissaires que les deux Rois deputeront à cette fin, aussitôt qu'ils en seront requis, afin que par ce moyen, les Procédures n'en soient pas seulement faites sans beaucoup de depense, mais encore qu'elles soient terminées en trois mois de temps, tout au plus.

XXXVI. Les deux Roys donneront tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens, & Sentences, qui seront rendus sur les Prises qui seront faites à la Mer, soient données avec toute justice, & equité, par des personnes non suspectes, ni interessées au fait dont sera question, & qu'après qu'elles seront données par de tels Juges, ainsi qu'il est dit cy-dessus, ils enjoindront & ordonneront à leurs Officiers, & autres qu'il appartiendra de les faire denüement & promptement executer selon leur forme & teneur.

XXXVII. Lors que les Ambassadeurs de l'un & de l'autre Roy, ou quelques autres de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de l'autre Roy seront plainte desdites Sentences, le Roy auquel la plainte sera faite, fera revoir & examiner ledit Jugement & Sentence en son Conseil, pour connoître si toutes les choses requises, & nécessaires, ont été executées, suivant les regles du present Traité, & avec les precautions qui y sont contenuës, & s'il se trouve que le contraire ait été fait, il y sera pourvu, ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus. Et il ne sera pas permis, avant que le premier Jugement ait été donné, ni après icelui pendant la revision, de decharger, vendre, & aliener les Biens & effects qui seront reclamés, si cela ne se fait du consentement des Parties pour éviter le déperissement desdits Biens & Marchandises.

XXXVIII. Lesdits Rois auront dans les Cours l'un de l'autre, leurs Ministres, & dans de certains Ports, leurs Consuls, pour mieux & plus aisément communiquer & proposer les choses qu'ils jugeront avantageuses, pour l'interêt public, ou celui des personnes particulieres.

XXXIX. Les offenses particulieres n'empêcheront en aucune façon, l'execution du present Traité, & ne feront naître aucune haine, ni dissension entre lesdites Nations, mais chacun repondra de son propre fait, & en demeurera responsable, & l'un ne souffrira pas, pour l'offense qu'un autre aura commise par un recours à des Lettres de represailles, ou de telles autres voyes rigoureuses, si ce n'est, en cas de déni de Justice, & de delais plus longs qu'on ne doit, auquel cas, il sera permis au Roi dont le Sujet aura reçu du dommage, d'avoir recours aux Regles que prescrit la Loy des Nations, jusqu'à ce que reparation ait été faite à la Partie qui aura souffert le dommage, pourvu toutes fois qu'il en ait deüement adverti l'autre Roy auparavant.

XL. Il a été aussi accordé que si les Hollandois ou quelqu'autre Nation que ce soit (à l'exception de la Nation Suedoise seulement) ont déjà obtenu ou obtiennent cy-aprés du Roy de Danemarck, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui sont contenus au present Traité, les mêmes & semblables Privileges seront pareillement accordez au Roy de la Grand' Bretagne, & à ses Sujets pleinement & efficacement en toutes manieres & dispositions, & d'autre côté, si les Hollandois ou quelque autre Nation, que ce soit, a déjà obtenu, ou obtient cy-aprés de Sa Majesté de la Grand' Bretagne, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui sont contenus au present Traité, les memes & semblables Privileges, seront pareillement accordez au Roi de Danemarck, & à ses Sujets, & d'une maniere aussi ample & aussi efficace.

XLI. Il a été pareillement conclu que les precedens Traitez qui en quelque temps que ce soit ont été faits jusqu'icy, entre lesdits Alliez ou leurs Predecesseurs Rois, tant pour les Royaumes de la Grand' Bretagne &c. que pour les Royaumes Hereditaires de Danemarck, de Norwege &c. respectivement, ne seront pas en la moindre chose reputés être rompus, ni abolis par aucun Accord, Convention, ou Article, contenus en ce present Traité: Mais qu'ils demeureront en leur pleine force, effect, & vertu, entant qu'ils ne seront point contraires, & ne repugneront point audit Traité, ni à aucun Article y contenu.

XLII. Finalement, il a été convenu, conclu & accordé que lesdits Rois observeront sincerement & de bonne foi tous & chacuns les Articles contenus & inserez

ANNO  
1670.

ANNO 1670. inferez au present Traité, & les feront observer par leurs Peuples & Sujets qu'ils n'y contreviendront point, ni ne souffriront point que leurs Peuples & Sujets y contreviennent, directement ni indirectement, & qu'ils en confirmeront & ratifieront tous & chacuns les Articles, ainsi qu'ils sont ci-dessus accordez, par des Lettres Patentes signées de leurs seings, & scellées de leurs grands sceaux, en bonne, suffisante, & efficace forme, & les delivreront ou les feront delivrer de bonne foi, & réellement avec effect, dans trois mois, à compter de la datte de ces presentes.

## LXI.

18. Juill. *Tractatus* (1) *& Amica Compositio inter CAROLUM II. Regem Magnæ Britannie, & CAROLUM II. Regem Hispanie, ad bonam correspondentiam in America interruptam rursus instaurandam, & Deprædationes, injuriasque omnes coercendas. Actum Matriti die 18. Julii 1670. Cum RATIFICATIONE Regis ac Regine Hispaniarum, nec non utriusque Partis Procuratoribus.* [Sur l'Imprimé à Madrid, en casa de Domingo Garcia Morras Impresor de l'Estado Ecclesiastico de laz Coronas de Castilla y Leon; con Licencia de los Señores del Consejo de Estado in 4. ann. 1670.]

CAROLUS Secundus, Dei gratia Hispaniarum, &c. Rex, & Serenissima Regina Maria Anna Austriaca, &c. Notum facimus per presentes nostras Litteras, Approbationis, Ratificationis, & Confirmationis, quod decimo octavo die mensis Julii, anni presentis millesimi sexcentissimi septuagesimi, Matriti, Tractatus de componendis Controversiis, Deprædationibus coercendis, & Pace concilianda in America inter Nos, præfatum Serenissimum, ac Potentissimum Regem, atque Reginam Hispaniarum, ab una, & Serenissimum, ac Potentissimum Carolum Secundum Magnæ Britannie Regem, &c. Fratrem, Consanguineum, & Amicum nostrum charissimum, ab altera parte factus, initus, & conclusus fuit tenore sequenti.

Cum pluribus retro annis bona intelligentia, & amica Gentes inter Hispanam, Anglicanamque correspondentia in America interruptæ fuissent, & ad utramque restaurandam, certisque pro futuro regulis stabilendam Serenissimus, ac Potentissimus Dominus Carolus Magnæ Britannie &c. Rex misisset in Hispaniam Abligatum suum Extraordinarium Dominum Guilielmum Godolphin, Equitem Auratum, Erarii, Reddituumque Regionum Auditorem, & in Parlamento Angliæ Senatorem; ipsique plenam, & omnimodam dedisset Potestatem ineundi quemcumque Tractatum in hunc finem necessarium: Necnon Serenissimi, Potentissimique Dominus Carolus Rex Hispaniarum, &c. Et Regina Domina Maria Anna Austriaca ipsius Patrens, Tutrix, & Curatrix, Regnorumque ejus, ac Ditionum Gubernatrix, ut tam sanctum opus promoveretur, Plenipotentiarum quoque suum deputasset Excellentissimum Virum Dominum Gasparem de Bracamonte & Guzman, Comitem Peñarandæ, Consiliarium Status, & Præsidentem Indiarum, qui cum suprascripto Domino Guilielmo Godolphin Abligato Extraordinario de iis ageret, tractaret, & concluderet: Tandem ab utraque parte in subsequenti Tractatus Articulis conventum est, virtute suarum respectivè Commissionum, quarum Copiæ hic inferuntur.

*Sequitur tenor Commissionis, seu Plenæ Potestatis à Majestate Sua Catholica Domino Comiti de Peñaranda concessæ.*

DON CARLOS, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de ambas Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de To-

(1) J'ai un autre Exemplaire de ce Traité en Anglois, imprimé, par commandement du Roi, in the Savoy, by the Assings of John Bill and Christopher Barker in 4. ann. 1670. On y marque que les Rati-fications furent échangées à Madrid le 10. 20. Octobre 1670. On en a aussi une Traduction Francoise dans la 1. Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. 17. pag. 284. [DUM.]

ledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme, del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina, &c. Y la Reyna Doña Maria Ana su Madre, Tutora, y Curadora de su Real persona, y Governadora de dichos Reynos, y Señorios. Por quanto para assentar, y estrechar mas la buena correspondencia, y amistad entre las Serenissimas dos Coronas de España, y la Gran Bretaña, y especialmente para apartar todo motivo de mala inteligencia, que la pueda turbar, conviene, que se haga nueva explicacion, y declaracion de algunos puntos contenidos en los Articulos del Tratado de Paz, ajustado entre las dichas dos Coronas el año de mil seiscientos y sesenta y siete, pertenecientes a entrambas Indias, he tenido por bien de dar Poder, como en virtud de la presente le doy a Don Gaspar de Bracamonte y Guzman, Conde de Peñaranda, del Consejo de Estado, y Presidente del de Indias, por concurrir en su persona las prerrogativas de gran calidad, prudencia, y experiecias, zelo, y amor de mi servicio, y particularmente por la gran confianza, y satisfacion que me assiste, de lo que procura, y desea todo lo que pueda conducir al beneficio, y bien publico. Por tanto, en virtud del presente Poder le autorigo, y doy tan cumplida facultad, qual de derecho se requiere, para que por el Serenissimo Rey mi muy caro, y muy amado Hijo, y en su Real nombre, representando mi propia persona, pueda dir, conferir, tratar, ajustar, y concluir con D. Guilielmo Godolphin, Embiado Extraordinario en esta Corte del Serenissimo Rey de la Gran Bretaña Carlos Segundo, mi buen Hermano, y Primo, en virtud del Poder que presenta suyo, qualesquier Tratados de Union, y Aliança con el dicho Serenissimo Rey de la Gran Bretaña, y hazer todas las explicaciones, y declaraciones que fueren necessarias para la mejor inteligencia de los Articulos de el dicho Tratado del año de mil seiscientos y sesenta y siete, especialmente de los que tratan de entrambas Indias, el qual Poder, y facultad le concedo con toda la mayor autoridad, y potestad, y la misma que reside en mi Real persona, obligandome, como me obligo, y al dicho Rey mi Hijo, en fee, y palabra Real, a estar, y passar por ello, a probarlo, y ratificarlo, con el Juramento, y mas requisitos, y solemnidades, que en tal caso fuere necessario, dentro del termino que para ello se señalare, sin disminucion alguna. En fee de lo qual mandè despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el sello secreto, y refrendada del mi infra-scripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a doze de Julio de mil seiscientos y setenta YO LA REYNA. DON DIEGO DE LA TORRE.

*Sequitur tenor Commissionis, seu Plenæ Potestatis à Serenissimo Rège Magnæ Britannie, Domino Guilielmo Godolphin concessæ.*

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britannie, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus, & singulis, ad quos presentes Litteræ pervenerint, salutem. Cum nihil, vel ingenitæ animi nostri propensionis, vel fundatissimis Coronæ nostræ rationibus, vel prudentissimis Antecessorum nostrorum exemplis, magis congruum, & consentaneum esse possit, quam ut necessitudinem, & Confederationem intimam, firmissimamque cum Corona Catholica indefinenter colamus, undè jam longa experientia comperitum est Gentes utrobique Britannicam, & Hispanicam nullis non temporibus mirificè floruisse, tam in Commercio & rei quæstuariæ commodis, quibus se invicem ditantur, quàm in fama, & existimatione virium, quibus terrorem hostibus, vel propriis, vel communibus semper incusserunt; cumque hodierna rerum; temporumque constitutio eximiam quandam & conjunctionem, tum Consiliorum, tum affectuam unionem postulare videatur, cum denique ad meliorem inter Subditos utrimque nostros intelligentiam fovendam; & conservandam liquidior explanatio quorundam Articulorum ad utrasque Indias spectantium necessario desideretur, eo magis, quod in illis remoti Orbis Regionibus nonnullæ controversiarum occasiones proruperunt, quibus dirimendis, componendisque per Tractatus hucusque

ANNO  
1670.

conclusos, haud satis provisum, cautumque esse videtur; Ad singulos fines praedictos, & ad alia etiam de novo tractanda, ac finaliter concludenda, quae vel ad majorem commercii frequentiam, & securitatem, vel ad amicitiam inter Regna, ac Populos Magnae Britanniae, Hispaniaeque correspondentiam, Foedusque strictissimum conducere poterunt; visum est, dilectum Nobis & fidelem Guilielmum Godolphin Equitem Auratum, Rationum Aeraii nostri, Reddituumque Regionum Auditorem, & in Supremo Angliae Consilio, sive Parlamento Senatorem, Virum tanto muneri digne obtuendo parem, atque idoneum ad Serenissimos, & Potentissimos Regem Catholicum, & Reginam Dominam Mariam Annam Austriacam ipsius Parentem, Tutricem, & Curatricem, necnon Regnorum ejus, ac Ditionum Gubernatricem extra ordinem ablegare.

Sciatis igitur, quod Nos prudentia, integritate, fide, & industria praedicti Guilielmi Godolphin plurimum confisi, ipsum Ablegatum nostrum Extraordinarium ad praedictos Serenissimos Regem, & Reginam Hispaniarum fecimus, ordinavimus, & deputavimus, ac per praesentes facimus, ordinamus, & deputamus, dantes eidem, & committentes plenam, & omnimodam Potestatem, atque auctoritatem pariter, & Mandatum generale, ac speciale Nomine nostro cum praedictis Serenissimis Rege, & Regina, ipsorum Commissariis, Deputatis, & Procuratoribus ad hoc sufficientem Potestatem habentibus de, & super arctiori Confoederatione inter Nos, & Coronam Catholicam, sicut etiam de, & super explanandis, & ampliandis quibusvis Articulis jam dudum conclusis de novis item Tractatibus, Foederibusque condendis, utilissimis, & maxime convenientibus Articulis, & conditionibus communicandi, tractandi, conveniendi, & concludendi, caeteraque omnia, & singula faciendi, quae ad dictos fines, vel quoslibet eorum faciant, & conducant, atque super iis Articulis, Litteras, & Instrumenta necessaria conscribendi, & ab altera parte petendi, & recipiendi: denique omnia ea, quae ad praemissa, vel circa eadem erunt necessaria, & opportuna expediendi; Promittentes bona fide, & in verbo Regio, Nos omnia, & singula, quae inter supra memoratos Serenissimos Regem & Reginam Hispaniarum, eorumque Procuratores, Deputatos, & Commissarios, atque praenominatum Guilielmum Godolphin Ablegatum nostrum Extraordinarium in praemissis, seu praemissorum aliquo erunt facta, pacta, & conclusa, rata, grata, & firma habituros, & quicquid Nomine nostro promissum fuerit, sancte, & inviolabiliter observaturos, & observari curaturos. In cujus rei testimonium hasce Litteras fieri, manumque nostra signatas Magna Regni nostri Angliae Sigillo, muniri fecimus. Quae dabantur in Palatio nostro Westmonasteriensi, vigesimo quarto die Februarii anno Domini supra millesimum sexcentissimum (stylo quidem veteri) sexagesimo octavo, (stylo autem novo) sexagesimo nono, Regni quoque nostri vigesimo primo.

CAROLUS REX.

I. Concordatum imprimis est inter alte memoratos Plenipotentiarios Dominum Comitem de Penaranda, & Dominum Guilielmum Godolphin, Nominibus Serenissimorum respective Regum Dominorum suorum, uti Tractatus Pacis, & Amicitiae inter Coronas Hispaniae, & Magnae Britanniae Matriti inquit <sup>decimo</sup> <sub>vigesimo</sub> tertio die Maii anno Domini millesimo sexcentissimo sexagesimo septimo, ullave ejus Capita per praesentes Articulos, & Conventiones, nequaquam sublata censeantur, vel antiquata, sed ut ea perpetuo maneat in pristino suo robore, firmitate, ac vigore, quatenus non sint contraria, aut repugnantia praesenti Tractatui, aut Articulorum alicui in eodem contento.

II. Pax sit universalis, sincera, atque vera Amicitia, tam in America, quam in caeteris Mundi partibus inter Serenissimos Hispaniarum, & Magnae Britanniae Reges, eorumque Haeredes, & Successores, necnon inter Regna, Status, Colonias, Fortalicia, Civitates, Praefecturae, Insulas, sine distinctione locorum sub utriusque Ditione positas, earumque Populos, & Incolas, quae ab hoc die in perpetuum durabit, & tam Terra, quam Mari, atque ubi Aquarum sancte observabitur, ita ut alter alterius commoda, ac utilitates promoveat, Populi sibi invicem studiis muris, ac honesto affectu auxilio sint, & faveant, omnique ex parte in remotis illis Regionibus (uti in propinquiorebus) fida vicinitas, & secura Pacis, atque Amicitiae cultura crescat in dies, & augeatur.

ANNO  
1670.

III. Item uti in futurum omnes inimicitiae, hostilitates, & discordiae inter praedictos Dominos Reges, eorumque Subditos, & Incolas cessent, & aboleantur: & utraque Pars ab omni direptione, depravatione, laesione, injuriisque ac infestatione qualicunque tam Terra, quam Mari, & Aquis dulcibus ubi gentium temperet prorsus, & abstineat.

IV. Item uti sicut Serenissimi Reges Subditos suos ab omni vi, & injuria abstinere curent, revocentque quascunque Commissiones, ac Litteras, tam Represaliarum, seu de Marca, quam facultatem praedandi in Occidentali India continentis, cujuscunque generis, aut conditionis sint, in praedictum alterius, aut Subditorum ejus, Subditis suis, aut Incolis, sive extraneis datas, & concessas, easque nullas, cassas, & irritas declarent, ut hoc Pacis Tractatu nullae, cassae, & irritae declarentur, & quicunque contraverint, puniantur, ac praeter inflictam criminalem poenam, Subditis laesis, & id requirentibus illata damna resarcire compellantur.

V. Renuntiabuntque praeterea, prout tenore praesentium dicti Reges, ac quilibet eorum renuntiabit, & renuntiat cuicumque Ligae, Confoederationi, Capitulationi, & Intelligentiae in praedictum unius, vel alterius quomodolibet factae, & quicunque praesenti Pacis, & Concordiae, omnibusque, & singulis in ea contentis repugnat, vel repugnare possit, easque omnes, & singulas quoad effectum praedictum cassabunt, & annullabunt; nulliusque momenti declarabunt.

VI. Captivi utrinque ad unum omnes cujuscunque ordinis, aut sortis sint, qui ratione hostilitatis cujusvis in America dudum commissae, detinentur, absque Lytro, aut alio ullo redemptionis pretio, sine mora dimittantur.

VII. Omnes offensa, dispendia, damna, injuriae, quae Gentes Hispana, & Anglicana alitrissecus quibuscunque retro temporibus, qualicunque de causa, aut praetextu, alia ab altera pertulerunt in America, ea oblivioni tradantur, & e memoria eradantur plane, ac si nullae unquam intercessissent. Convenit praeterea est quod Serenissimus Magnae Britanniae Rex, Haeredes, & Successores ejus cum plenario jure summi Imperii, Proprietatis, & Possessionis, Terras omnes, Regiones, Insulas, Colonias, ac Dominia in Occidentali India aut quavis parte Americae sita habebunt, tenebunt, & possidebunt in perpetuum, quaecunque dictus Magnae Britanniae Rex, & Subditi ejus impraesentiarum tenent, ac possident, ita ut eo nomine, aut quacunque sub praetensione nihil unquam amplius urgeri, nihilque controversiarum in posterum moveri possit, aut debeat.

VIII. Subditi, & Incolae, Mercatores, Navarchae, Naucleri, Nautae, Regnorum Provinciarum, Terrarumque utriusque Regis respective abstinebunt, cavebuntque sibi a Commercii, & Navigatione in Portus, ac Loca Fortalitiis, stabulis Mercimoniorum, vel Castellis instructa, aliaque omnia, quae ab una, vel ab altera parte occupantur in Occidentali India: Nimirum Regis Magnae Britanniae Subditi Negotiationem non dirigent, Navigationem non instituent, Mercaturam non facient in Portibus, Locisve, quae Rex Catholicus in dicta India tenet, neque vicissim Regis Hispaniarum Subditi in ea loca Navigationes instituent, aut Commercium exercebunt, quae ibidem a Rege Magnae Britanniae possidentur.

IX. Si vero tractu temporis visum fuerit alterutri Regum licentiam aliquam generalem, vel specialem, aut Privilegia concedere alterius Subditis Navigationem instituendi, & Commercium habendi in quibusvis locis suae Ditionis, qui dictas Licentias, & Privilegia concesserit, dicta Navigatio, & Commercium exercebuntur, & manu tenebuntur juxta, ac secundum formam, tenorem, & effectum Permissionum, aut Privilegorum, quae indulgeri poterint, quorum securitati praesens Tractatus, ejusdemque Ratihabitio inserviat.

X. Item concordatum est, quod si alterutrius Confoederatorum Subditi, & Incolae cum Navibus suis, sive bellicae sint, & publicae; sive onerariae, ac privatae, procellis abrepti fuerint, vel persequentibus Pyratibus inimicis, ac hostibus, aut alio quovis incommodo cogantur se ad Portum quarendum in alterius Foederati Flumina, Sius, Aestuaria, ac Stationes recipere, vel ad Litora quaecunque in America appellere, benigne, omnique humanitate ibidem excipiantur, amica gaudeant protectione, & benevolentia tractentur. Nullo autem modo impediatur, quod minus integrum omnino habeant rescicere se, vicualia etiam & omne genus com meatum, sive vitae sustinendae, sive Navibus reparandis,

ANNO  
1670.

randis, & itineri faciendo necessarium, æquo, & confucto pretio comparare. Nulla quoque ratione prohibeantur ex Portu, & statione vicissim solvere, ac egredi, quin ipsis licitum sit, pro libito migrare loco, libereque discedere quocumque, & quocumque visum fuerit, absque ulla molestatione, aut impedimento.

XI. Pari ratione si Naves alterutrius Confœderati, ejusdemque Subditorum, ac Incolarum ad oras, aut in Ditionibus quibuscunque alterius impeerint, jactum fecerint, vel (quod Deus avertat) naufragium, aut damnum quodcunque passæ fuerint, ejectos, aut detrimenta passos, in vincula, aut servitutem abducere nefas esto, quin periclitantibus, aut naufragis benevolè, ac amicissimè subveniatur, atque auxilium feratur, Litteræque illis Salvi Conductus exhibeantur, quibus indetur, & absque molestia exire, & ad suam quisque Patriam redire valeat.

XII. Quando autem alterutrius Naves (uti supra dictum est) Maris periculo, aliave cogente ratione compulsæ in alterius Portus adigantur, si tres, quatuorve fuerint, justamque suspicionem occasionem præbere poterint adventus istiusmodi causa, Gubernatori, vel primario loci Magistratui, statim exponatur, nec diutius ibi mora trahetur, quam quæ illis à dicto Gubernatore, aut Præfecto permissa, & victui comparando, Navibusque tum refarciendis, tum instruendis commoda, atque æqua fuerit, cautum verò semper erit, ut onus non distrahant, neque Mercium, aut farcinarum aliquid è Navibus effertant, & venum exponant, nec etiam Mercimonia ab altera parte in Naves receperint, aut quicquam egerint contra hoc Fœdus.

XIII. Utraque pars verè, ac firmiter observabit, atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque, & singula in eodem contenta, & comprehensa, atque eadem à suis quæque Subditis, ac Incolis observari, & præstari efficaciter curabit.

XIV. Nulla privata injuria Amicitiam hanc, Pactumque ullo modo infirmabit, neque odium, aut dissidia inter prædictas Nationes fuscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit deque eo tenebitur, neque per repressalias, aut alios hujusmodi odiosos Processus alter id luet, in quo alter deliquit, nisi Justitia denegabitur, aut plus justo deferetur; In quo casu Regi illi, cujus Subditus damnus, & injuriam passus est, licitum erit juxta Juris Gentium Leges, & præscripta omni modo procedere, donec facta fuerit læso reparatio.

XV. Præsens Tractatus nihil derogabit præeminentiæ, Juri, ac Dominio cuicunque alterutrius Confœderatorum in Maribus Americanis, Fretis, atque Aquis quibuscunque, sed habeant, retineantque sibi eadem pari amplitudine, quæ illis Jure competit; intellectum autem semper esto libertatem navigandi neutiquam interrumpi debere, modo nihil adversus genuinum horum Articulorum sensum committatur, vel peccetur.

XVI. Denique Pacti hujus, ac Fœderis solemnes, ac ritè confectæ Rati habitationes intra quatuor menses ab hoc die utrinque exhibeantur, & reciprocè commutentur, atque intra octo mensium spatium à dicta commutatione Instrumentorum computandum, aut citius, si fieri poterit, per omnia utriusque Confœderati Regna, Status, Dominia, & Insulas, ubi convenerit, tam in Occidentali India, quam alibi publicentur.

In quorum omnium & singulorum fidem Nos supra memorati Plenipotentiarii præsentem Tractatum manibus nostris, & Sigillis mutuis subnavimus, & munivimus. Matrini decimo octavo die mensis Julii, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo. Conde de PENARANDA. GUILLELMO GODOLPHIN.

Quem Tractatum superius exaratum, & insertum nobis à præfato Commissario, ac Plenipotentiario nostro exhibitum, postquam visus, & in Consilio nostro maturè examinatus esset pro Nobis, & Serenissimo Hispaniarum, &c. Rege Carolo Secundo, Filio nostro charissimo, proque Hæredibus, & Successoribus ejus, necnon Vassallis, Subditis, & Incolis Regnorum, Ditionum, ac Dominiorum nostrorum & rotum ejus contentum, & quodcunque ejus punctum separatim, ut bonum, firmum, & stabilem acceptavimus, approbavimus & ratificavimus, & per præsentem acceptamus, approbamus, & ratificamus, spondentes verbo, ac fide Regia, & dicti Serenissimi Regis Filii

TOM. VII. PART. I.

nostrum nomine, locoque, necnon Hæredum, ac Successorum ejus, dictum Nos Tractatum juxta formam, & tenorem suum constanter, ac inviolabiliter observaturos, & perfecturos, atque, ut observetur, & perficiatur, curaturos esse, eo modo ac si eundem in propria persona nostra tractassemus, neque ulla quacumque tandem ratione, sivè directa, sivè indirecta, contraveniatur, neque ut ab aliis contraveniatur permissuros esse: Cum obstrictione in eum finem, atque obligatione dicti Serenissimi Regis Catholici Filii nostri charissimi, atque Hæredum, Successorum, posterorumque ejus, quin etiam omnium, & singulorum Regnorum, Regionum, & Dominiorum nostrorum, nullis exceptis, ut & omnium aliorum Bonorum nostrorum præsentium, & futurorum. Quo autem supra dicta Obligatio eo magis confirmetur, Legibus, consuetudinibus, & exceptionibus quibuscunque contra facientibus, vel adversantibus renuntiamus. In eorum autem omnium, quæ supra dicta sunt, fidem, & testimonium jussimus expediri præsentem Literas propria nostra manu subscriptas, ac Sigillo nostro secreto munitas, manique Secretarii nostri Status subsignatas. Dabantur Matrini octavo die mensis Octobris, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo. YO LA REYNA. DON DIEGO DE LA TORRE.

ANNO  
1670.

## LXII.

Vergleich- und Einigkeits-Recess zwischen denen Hoch- & Aout. Gräßlichen Häusern Hanau-Lichtenberg und Hanau-Münzenberg sowohl unter sich selbst/ als dero Reformirten Unterthanen/ auf verschiedener Chur- und Fürsten angewandten Fleiß/ über Religions- und Geistliche/ als auch Weltliche Sachen aufgericht. Hanau den 28. Augusti Anno 1670. Mit Ihro Kayserl. Mayest. Leopoldi des I. Confirmation und Ratification, Geben zu Wien den 23. December 1671. [GASTELIUS de Statu Publ. Europ. Noviss. Cap. XXXI. pag. 866. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II. Acta Publica Part. IX. Libr. X. Cap. CCVIII. pag. 716. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. Abtatz IV. pag. 45.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement & de bonne intelligence entre les Illustres Maisons de HANAU-LICHTENBERG, & de HANAU-MUNTZENBERG, y compris leurs Sujets de la Religion Reformée, par lequel ils conviennent de leurs reciproques intérêts & differents, tant au sujet des affaires de la Religion que des autres. Fait & conclu par l'interposition de quelques Electeurs & Princes de l'Empire à Hanau le 28. d'Aout 1670. Avec la CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD I. Donnée à Vienne le 23. Decembre 1671.

Wir Leopold von Gottes Gnaden/ erwählter Römischer Kayser/ zu allen Zeiten Wehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böhheim/ Dalmatien/ Croatien und Esclavonien/ König/ Erz-Herzog zu Oesterreich/ Herzog zu Burgund/ zu Stair/ zu Karnten/ zu Crayn/ zu Kärntenburg/ zu Würtemberg/ Ober- und Nieder-Schlesien/ Fürst zu Schwaben/ Marggraf des Heil. Röm. Reichs/ zu Burgaw/ zu Nähren/ Ober- und Nieder-Lausitz/ Gesürsteter Graf zu Habsburg/ zu Tyrol/ zu Pfird/ zu Kyburg und Görz/ Landgraf im Elß/ Herr auf der Windischen Mark/ zu Portenau und zu Salins/ ic.

Bestimmen öffentlich mit diesem Brief/ und thun kund allermänniglich/ daß uns die Hochgeborne Anna Magdalena/ Pfalzgräffin bey Rhein/ Herzogin in Bayern/ Gräffin zu Welden und Sponheim/ verwitbte Gräffin zu Hanau/ unsere liebe Nuhn und Fürstin/ und neben Ihr/ ic. der auch Hochgeborne Christian/ Pfalzgraf bey Rhein/ Herzog in Bayern/ Graf zu Welden und Sponheim/ ic. unser lieber Oheim und Fürst/ als weyland Johann Reinhard/ Grafen zu Hanau hinterlassenen unmundigen Kindern und Pupillen Vormunderin und

ANNO 1670.

constituierter Mit-Vormunder / so dann der auch Wolgeborne Unter Racht und des Reichs lieber Herrlicher Friedrich Casimir / Graff zu Hanau / Herz zu Müntzenberg und Liechtenberg / in Unterthänigkeit zu vernehmen geben / was massen sie durch vornehme Cooperation Unserer lieben Neven und Oheimen / der Churfürsten zu Maynz / Sachsen / Brandenburg und Pfalz / wie auch der Fürsten zu Pfalz / Simmern / Hessen = Cassel und Hessen = Darmstadt & c. & c. & c. lieben und deren Rächten und Deputirten fleißige Bemühung diejenige Mißverstände und Irrungen / so sich zwischen Augspurgischer Confessions = Verwandten / und den Reformirten in der Graffschafft Hanau = Müntzenberg wohnend / antoch enthalten / völlig hin = und bengelegt / und darüber ein Religion = Vergleichs = Reces mit denen Unterthanen aufgerichtet worden / welchen sie uns in originali eingeschicket / so von Wort zu Worten hernach geschrieben stehet / und also lauter:

All wissen / Nachdem zu Hinlegung deren zwischen dem Hochgebornen Grafen und Herrn / Herrn Friedrich Casimir / Grafen zu Hanau / Kienec und Zweybrücken / Herrn zu Müntzenberg / Liechtenberg und Ohsenstein / Erb = Marschallen und Ober = Voigten zu Straßburg. Und desselben Reformirten Unterthanen / oder in ihrem Namen denen also genannten Corporibus / oder vielmehr engern und weitern Anschuß in der Graffschafft Hanau = Müntzenberg eine Zeithero wegen der in Ecclesiasticis so wol als Politicis sich enthaltener Beschweruissen und Differentien eine gültliche Conferenz beliebt worden / und dann die Durchleuchtige Fürstin und Frau / Frau Anna Magdalena / Pfaltzgräffin bey Rhein / Herzogin in Bayern / Gräffin zu Weibentz und Sponheim / verwirbtete Gräfin zu Hanau / Kienec und Zweybrücken / Frau zu Müntzenberg / Liechtenberg und Ohsenstein /c. Und der Durchleuchtige Fürst und Herr / Herr Christian / Pfaltzgraff bey Rhein / Herzog in Bayern / Graff zu Weibentz und Sponheim in Vormundschafft Namen / der non weyland dem auch Hochgebornen Grafen und Herrn / Herrn Johann Reinhardt / Grafen zu Hanau / Kienec und Zweybrücken / Herrn zu Müntzenberg / Liechtenberg und Ohsenstein / Erb = Marschallen und Ober = Voigten zu Straßburg / dero gewesen respectiv Ehehern und Schwagers Christoff. Undenkens hinterlassener Kinder / Herrn Philips Reinhardt / und Herrn Johann Reinhardt / beeder Grafen zu Hanau /c. nicht allein zu gleichen Zweck und Aufhebung der / zwischen Herrschafft und Unterthanen / sondern auch zwischen beederseits Religions = Verwandten Unterthanen unter sich selbst / so dann zu verhaltung aller / auf etwa künftigen Successions = Fall besorgter Differentien / und zu desto mehrer Verthigung Land und Leute / wie nicht weniger zu Stiff = und Erhaltung beständigen guten Vertrauens zwischen Herrschafft und Unterthanen / und dieser unter sich selbst / in gültliche Handlung mit einzutreten bewogen worden / daß auf vielfältige Bemühung und gepflogene Unterredung die Sach endlich / vermittelst Göttlichen Beystands / nachfolgender Gestalt verglichen / und aus dem Grund gehoben worden.

Und zwar ist / Anfanglichen und zuvorderst / das zwischen der Gräff. Hanau = Liechtenberg und Hanau = Müntzenbergischen Union aufgerichtete Pactum de An. 1610. zum Fundament gesetzt / auch jetzo und künftige dergestalt bestätiget und vest gestellet worden / daß in Krafft dessen die jetztbemelbte Reformirte bey allen / aus demselben erlangten Rechten / Privilegien und Freyheiten gelassen / geschützt und gehandhabt / dargegen aber nichts zu thun oder vorzunehmen jemals verstatet werden solle / und versprechen solchden nach / vorgewelbter regierender Herr Graff und Fürstl. Vormundschafft vor sich und respectiv Ihre Pfleg = bescholene / wie auch vor Ihre Nachkommene / Grafen und Successores der Graffschafft Hanau = Müntzenberg /c. wer die seyn möchten / hiemit kräftiglich /

Daß / Zweitens / nun und zu ewigen Zeiten obgedachtes Pactum de An. 1610. wie auch sonst alle und jede mit denen Unterthanen Reformirter Religion in denen Städten und auf dem Lande aufgerichtete Capitulation / Transitz / Racht = Ordnungen / Rechtsgegründete und beständige = herbrachte Observantz und Gewohnheiten / Versicherungen / Indulzen / Rechten / Zinsen / und andere rechtmäßig erlangte Privilegia / sie haben Namen wie sie wolkten / in allen ihren Puncten und Clausulen / seiff und unverbrüchlich gehalten / und darwider keines wegs / sine directe sine per indirectum / unter keinerley Schein und Vorwand einigen Rechten sine Jure Territorialis sine Episcopalis / weder vor sich noch durch andere gehandelt / dieselbe in den geringsten Zweifel nicht gezogen / oder aus einigen Dingen / wie dasselbe jetzo immer Namen haben / oder nochmals durch Menschen = Sinn und Witz erdacht werden könnte oder möchte / impugnirt oder angefochten werden solle / aufgenommen / was in diesem gegenwärtigen Vergleich mit klaren und deutlichen Worten anders versehen oder abgehandelt.

Soldem nach / und vors Dritte / stehet bey dieser Graffschafft Hanau = Müntzenberg der Status Ecclesiasticus Reformirter Religion unbeweglich / dergestalt / daß ein jeweilig regierender Herr Graff zu Hanau / in was Wege oder Weiß bemelbte Graffschafft an ihn gelangen und kommen möchte / jeh und zu ewigen Zeiten nicht Macht / Fug oder Recht haben solle / sich was in der Religion / Kirchen = Gebäuchen / und andern / was die Anstellung der Geistlichkeit und Kirchen = Wesen anlangt / dem Inhalt der Augspurgischen Confession und Apologie in massen

ANNO 1670.

dieselbe in der Chur = Fürstl. Pfalz Kirchen = Ordnung und Catholicismo erkläret und angesetzt / auch jehiger Zeit in Chur = Fürstl. Pfalz in Übung ist / zu verändern / abzutun / und in andere Form / Weiß und Wege anzustellen / sondern alles in dem Stand / weil es zu Zeit aufgerichteter und beschlossener Erb = Verein gewesen / unverrückt bleiben zu lassen / pflichtig und verbunden seyn / alles mehrern Inhalts vorerwehnten Erb = Pacti / de Anno 1610.

Und weilten also / Drittens / die Reformirte fort wie fort ein eigen Consistorium bis auf gegenwärtige Stunde gehabt / welches jedesmal mit niemand anders / dann allein mit richtigen der Reformirten Religion zugethanen Subjectis Geist = und Weltlichen Standes besetzt / Als bleibet es auch dabey unverrückt und allerdings / und gehören vor dieses Consistorium alle Reformirter Religion / Kirchen = Schulen und Rechnungs = Sachen / alle Reformirte Pfarhern in personalibus / und so weil ihre Amt / Lehr und leben betrifft / derselben Vocation / Bestell = Annehm = und Erlassung / wann sie von jemand besprochen / belanget oder verklagt werden solten / alle andere Personen / welche bey Kirchen / Gymnasis und Schulen / aufwarten und bedienet seynd / alle Kirchen = Gymnast = und Schul = Rechten und Einkünften / und in Summa alle Ecclesiastica und Consistorialia der Reformirten / sie haben Namen wie sie wolkten / also und dergestalt / daß bemelbtes Consistorium in solchen zu denen Reformirten Kirchen / Schulen und Gymnasis gehörigen Sachen / alles im Namen des jeweilig regierenden Herrn Grafen verrichte und aufsertige / worbey democh denselben auch unbenommen / in berührtes Consistorium nach belieben in eigener Person zu gehen / immassen nicht weniger die Annehm = und Erlassung der Geistlichen in des regierenden Herrn Namen / und mit dessen Bewissen / doch auch alles obige dergestalt beschehen solle / daß er dabey nichts behindere noch ändere.

Über dem soll / Fünftens / den Reformirten Kirchen und Schulen auch Pfartern und Schul = bedienten / so aus der Hoch = Gräff. Renth = Kammer ihre Besoldung haben / die laufende so wol als auch das Interesse dessen / was die Herrschafft denenselben / und andern Geistlichen Collegis in Capitali schuldig ist / von Jahr zu Jahr jedesmal richtig und ohnefährlich abgetragen werden / und weilten bey bemelbter Gräff. Kammer von vorigen Jahren an befanger Besoldung und Interesse / sich ein starker Rückstand befindet / als soll derhalben forderlichst Liquidation zugelegt / mit der Kammer Abrechnung gepflogen / und das alsdann sich befindende Quantum an richtigen und ohnaußbleiblichen Gefällen angewiesen und abgeführt werden.

Sechstens / Nachdem die Reformirte darvor hatten wolkten / daß auch vermög obgedachten Erb = Pacti de An. 1610. neben den Reformirten Exercitio kein anders in gedachter Graffschafft Hanau = Müntzenberg eingeführt werden könnte / an Seiten der Lutherischen Religions = Verwandten aber / hinnenwider darauf bestanden worden / daß das freye Exercitium ihrer Religion / Krafft vorerwehnten Erb = Pacti inclusive & cumulative zugleich auch stehen geblieben / so ist dieses fast schweren Puncts halben / durch Gottes Gnad / es doch endlich dahin verglichen / und solle denen Lutherischen bey dieser Graffschafft Hanau = Müntzenberg und zugehörigen Orten das Coexercitium Religions liberum indefinitum & illimitatum cum annexis / (als da seynd die Anricht = und Bestellung absonderlicher Consistorien / Kirchen und Schulen / wie auch Annehmung derselben Bedienten / neben denen dazu gehörigen Juribus Patronatus und andern Rechten) ohne einige Dependenz von der andern Religion nun und hinfort zu ewigen Zeiten mit gleichmäßigen Rechten und Freyheiten / als bey denen Reformirten / ungefränct und unverrückt verbleiben / also / daß dasselbe von dato erfolgter Ratification und Ratsehl. allergründigsten Confirmation an / in beyden Städten Alt Hanau und Wimbden / und sonst an allen Orten dieser Graffschafft (doch die New = Stadt Hanau von Erbannung einer Lutherischer Kirchen und Administration des Lutherischen Gottesdiensts / auch Anrichtung der Schulen eximirt / die Kranken aber zu besuchen / und die Sterbende mit dem H. Abendmahl zu versehen / wie auch die Kinder in Nothfällen zu Tauffen / und privat Information für die Kinder zu halten / dem Herkommen gemäß / deren Lutherischen Pfartern ohnbenommen) öffentlich / frey und ohnbeeinträchtigt von einer Gemein allein / oder mehr zusammen geschlossenen Gemeinen / mit Administration des völligen Gottesdiensts und zugehörigen Stücken / auch in Einmanglung eigener Kirchen und Schulen / (deren Erbannung und Anrichtung ihnen allenthalben frey stehen sollte) in absonderlichkeit und privat Häusern / ihrer Bequemlichkeit nach / eingeführt / und auch frey und ohnbeeinträchtigt geistlich / privat = Praeceptores ihren Kindern gehalten / frembde und unzuverlässige Prediger / oder Ministerii Candidati ihrer Religion / doch ins künftige mit Bewissen und Gutbefinden des Consistorii und Superintendenten ins gesamt / oder von einem jeden vor sich insonderheit / in Mangel eigener Seelsorger / bevuffen / die Kinder in ihrer Religion frey aufzuzogen und informirt / und in Summa / alles und jedes / was zu Übung eines freyen und ohnbeeinträchteten Religions = Exercitii gehörig ist / vorgenommen und gethun / auch darwider weder jeh noch künftige zu ewigen Zeiten auf einige Weiß / wie die erdacht werden möchte / ihnen keine Beschwerde oder Weirung zugezogen werden solle / Eöme oder wäge.

Worbey / Siebendens / dieses abspndertlich / und zu Verhaltung allerhand Unordnung / beliebt und verglichen worden / daß von denen Lutherischen keine Kirche an deren jetziger Orten soll erbauet

ANNO  
1670.

bauet werden/ wo nicht acht Haufgefessene dieser Religion zugethane Unterthanen vorhanden / es wäre dann / daß wegen Bequemlichkeit der umliegenden Orten die Nothdurfft erforderte / an solchen Orten / wo gleich nicht acht Haufgefessene befindlich / eine Kirch aufzurichten / auf welchen Fall es ihnen gleichfalls frey stehen / jedoch nicht ad æmulationem oder zu Nachtheil der Reformirten geschähen / und darneben / wann keine Kirch erbauet würde / denen in wenigerer Anzahl sich befindenden Unterthanen Schulen anzurichten / privat-Præceptores zu halten / die Kinder in ihrer Religion frey anzuziehen / und Frembde von andern Orten / ausser der Graffschafft / wie obgemeldt / zu sich kommen zu lassen / unbenommen und ohngewehr seyn solle.

Wie dann auch / Ahtrens / mehrbenedictes Coexercitium Luthertischer Religion in der Stadt Schlüchtern (jedoch auf einem Dorff in der Nähe / ob eben nicht acht Familien alda vorhanden / vorziger Clausal gemäss / eine Kirche zu seken ohnbenommen) weder jeko noch ins künfftig auch nicht in der Stadt Steinau / sondern nur in einer oder andern Vor-Stadt zu beineldtem Steinau / als auf dem Steimbeg / oder vor dem Oberthor / und zwar erst nach Expiration des / der jetzigen Hoch-Gräfl. Gemahlin / gebornen Fürstin zu Anhalt / zusehenden Wittwums eingeführt werden möge / und wird über das zu Steinau und Schlüchtern in jeder Stadt eine Schule anzurichten / und privat-Præceptores zu halten / auch frembde Prediger / doch absque Publico Exercitio privatum zu sich kommen zu lassen / benebenst freyer Educacion der Kinder den Luthertischen vorbehalten.

Es sollen auch / Neundtens / die Kirchen und Schulen/welche zu diesem Coexercitio etwa aufgebauet werden möchten / ohne einige Hülffe / zu thun / Aufbürdung einiger dahin angesehener Collegen / gemungener Frohndienste / Beschwer und Nachtheil der Reformirten / auf der Luthertischen eigene Kosten aufgeführt / ingleichen dieselbe und die darzu bestellende Pfarherren / Schulmeister / Rister und andere Personen / wie die Nahmen haben mögen / von ihren / der Luthertischen eigenen Mitteln dotirt und erhalten / und besoldet / auch sonst alles also eingerichtet und gehalten werden / daß denen Reformirten an ihren Kirchen / Schulen / Geist- und Weltlichen Stiftungen / Hospitaln / Siechenhäusern / Almosen-Kassen / Kirchen = banen und Präsenzen / Kerthen und Einkommen / wie sie dieselbe bis anhero gehabt / genossen haben und genießen / oder künfftig unter sich haben und genießen werden / sollen oder können / es habe Nahmen wie es wolte / nichts liberall davon ausgeschlossen / und zwar ohne einiges Absehen ob zu Erhaltung alles obigen von gedachten Gefällen und Einkommen / was übrig seyn würde oder nicht / und sonst an derselben freyen unbeschränckten Exercitio ihrer Religion in denen Städten und Dörffern / auch in specie zu Wilbel / nicht das allgeringste abgehe / und alle ihre in Religions- und darzu gehörigen Sachen habende Jura / Privilegia / Possession / Gymnasia und Schul-Necht / Obervantz / und wie es sonst seyn und heissen mag / auch so viel seyn solle / als wären alle solche Jura / Gerechtsame und Befugnisse allhier specifiche angedruckt / und jedes mit Nahmen genennet / ohnbeschränck und ohnbeeinträchtigt vor jedermann / der Herrschafft so wol als anderer / nun und zu ewigen Zeiten immer während / und zwar ohne einige Dependenz von der andern Religion seyn und bleiben.

Nachdem ferner / und zum Zehenden / wegen Grünau und Selters absonderliche Beschwering geführt worden / so hat man sich dießfalls dahin beständig verglichen / daß es zu Grünau bey der Luthertischen Pfarr-Bestellung / wie es jeko befindlich / auch ins künfftig beneden / und denen Luthertischen solche Kirch sambt denen Redibus hinsichto und allezeit verbleibe / die Kirche zu Selters aber denen Luthertischen von Zeit der Confirmation dieses Vergleichs an / gleichfalls eigenhümlich nebst denen Redibus / (wovon die zur Competenz der Pfarr zu Bleidenbach gehörige Stück / als jährlich 25. Gulden an Geld / sambt zugehörigen Viehwachs zum Genus allein aufgenommen seyn / und selbigem Pfarrer und seinen Successoren in officio / wie bishero auch inskünfftig iederzeit gelassen werden solten) zusehen soll / hingegen versprechen vorgedachte regierender Herr Graff und Fürstl. Vormundschafft nicht weniger vor sich und respectivè ders Hoch-Gräfl. Pupillen und ihre Successores / daß sie die in dem Flecken Bockenheim denen Reformirten Teitschen / Niederländischen und Französischen Gemeinden zu Frankfurt in Anno 1638. so dann von jeko regierenden Herrn Gräffen / vor erlichen Jahren zu Wolfshelm in der Oberr-Gräffschafft Siechtenberg / ohnweit Strasburg / verwilligte Reformirte vöilige Exercitia und respectivè beschwören in Anno 1636. zu beineldtem Wolfshelm aufgebauete Kirche / wie bishero / also hinsichto zu ewigen Zeiten denen Reformirten lassen / selbiges nicht abstellen / noch gestatten wollen / daß sie in diesem ihrem Exercitio in einige Wege gehemmet werden.

So hat es auch / Elftens / bey denen Kirchen zu Bieber / Lehnstapfen / Bartenstein / Steinbach und andern (da deren noch etwa einige vorhanden seyn solten) in An. 1610. unter dem Luthertischen Exercitio gestandener und noch stehenden Orten / und derselben Exercitio sein ungedändertes verbleiben / und wird Wfenheim in statu quo est. gelassen.

Was nun / Zwölftens / ferner Verordg erwehnten Coercitii Religionis die Luthertischen an Kirchen / Schulen / Exercitii privatis & publicis / entwedert bereits respectivè erbauet und aufgerichtet haben / oder ins künfftig erbauen / aufzurichten und an-

ANNO  
1670.

stellen möchten / alles solches / und was zu berührten Exercitio ihrer Religion gehörig / soll ohne einige Dependenz von jemand anders / ausser deme aufzurichten stehenden Consistorio / wovon unten gedacht wird / in eigener Freyheit also hierunter mit denen Reformirten in gleichen Rechten stehen / dergestalt / daß weder die neu-erbauete Kirch zu Hanau hinsichto mehr schuldig seyn soll / ihre Quartal extractus der Proclamationen / Copulationen / Kindtauffen / Begräbnissen zur Reformirten Kirchen einzulieffern / noch sonst in geringsten etwas / wodurch einige Dependenz inferirt werden möchte / von denen Reformirten vorgenommen werden solle.

Damit aber / Dreyzehendens / alles obige in gewisser Ordnung und Disciplina erhalten werden möge / so soll jederzeit ein Consistorium von Luthertischen Religions-Verwandten / doch ohne der Reformirten Beschwerde / bey dieser Graffschafft bestellet seyn / welches ebenmäßige Privilegia / hiemit und in Krafft dieses haben solle / als der Reformirten Consistorium bishero gehabt hat / und noch hat / und sollen zu diesem Luthertischen Consistorio Kirchen-Schul- und Rechnungssachen / alle dieser Religion zugethane Pfarrer in personalibus / und so viel ihr Ambt / Lehr und Leben betrifft / derselben Vocation / Bestell- und Annehmung = auch Erlassung / wann sie von jemand besprochen belangt oder verklagt werden solten / sodann alle andere Personen / welche bey Kirchen und Schulen aufwarten und bedienet seyn / alle Kirchen- und Schul-Kerthen und Einkünften / und in Summa alle Ecclesiastica und Confistorialia / sie haben Nahmen wie sie wollen / gehörig seyn / und alles was in beineldtem Consistorio vorgehet / mit Nahmen und mit Vorwissen des jeweiligen regierenden Landhern verrichtet werden.

Solche beederseits Consistoria sollen / Vierzehendens / im Nahmen der jeweils regierenden Herrschafft ob diesem Vergleich nicht allein selbst halten / sondern auch bey Annehmung der Geistlichen jedweder Religion dieselbe jedesmahl erinnern / und ihnen ernstlich auflegen / darwider nichts vorzunehmen noch zu tentiren.

Fünffzehendens / sollen alle Kirchen- und Schul-Webente in den Städten und auf dem Land von beyderley Religionen gleiche Freyheit genieffen / auch keinerlei Religions-Verwandte vor den andern / oder um der andern willen beschwert werden.

So sollen auch / Sechzehendens / die auf dem Gottes-Acker fallende Almosen der Religion / welcher der Verstorbene zugethan gewesen / verbleiben. Was aber von Almosen und sonstigen bey den Rünften gefället / nach Proportion jeder Religion Rünfft-Brüder / nachdem nemlich von dieser oder jener Religion mehr oder weniger seynd / aufgetheilt / und die bedürfftige Luthertische Bürger oder Einwohner in die Spitaler mit = auf- und angenommen werden / doch soll es mit dem Hospital in der Neustadt also gehalten werden / daß / wann die in solcher Stadt wohnende Luthertische / sich dessen mit bedienet wollten / darüber sie sich zu erklären / auch zu ihren Lechbegängnissen sich der Neustadt Glocken gebrauchten / und gleich denen Reformirten die Gebührn darvor zu beineldtem Hospitaln Behuff bezahlen solten. Die Einsammlung des Festsellers bleibe vor den Glockner jeder Religion.

Damit auch / Siebenzehendens / in beyderseits Kirchen alle Anordnungen um so viel mehr verrichtet werden / so sollen / wann beyderley Religions-Verwandten zusammen heyrathet / die Proclamationes in beyderley Kirchen verrichtet / und in diejenige Kirch / wo die Copulation geschicht / aus der andern Kirch eine Attestation der daselbst auch mit beschehenen Proclamation gebracht werden / die Proclamationen-Gebühr aber denen Pfarrern jeder Kirche verbleiben.

Und sollen / Achzehendens / die Copulationes und Kindtauffen in denen Kirchen verrichtet werden / deren Religion der Bräutigam und Vater des Kindes zugethan.

Zum Neunzehenden / soll bey den Leichbegängnissen der jennige / so sich bey den Glockner am ersten anmelden wird / ohne Untercheid der Religion / den Vorzug haben / die Leichpredigt auch von demjenigen Pfarrer beschehen / dessen Religion der Verstorbene zugethan gewesen.

Über dieses / und zum Zwanzigsten / sollen die jeweilige Herrschaffen / Successores und Nachkommen der Graffschafft Hanau-Münzenberg / jeko und zu ewigen Zeiten nicht Macht / Fug noch Recht haben / in besagter Graffschafft und deren zugehörigen Orten / etwas in den Luthertischen Religions-Freyheiten / deren Kirchen-Gebrauchten / oder andern / so zu Bestellung der Geistlichkeit und Kirchenwesen gehörig / zu ändern / abzuthun / oder in andere Form / Weis und Weg anzurichten / sondern alles in dem Stand / wie es jeko verglichen und beschloffen / unverruckt verbleiben zu lassen / hiermit und in Krafft dieses pflichtig und verbindlich seyn.

Als auch / zum ein und zwanzigsten / über obgedachte Ecclesiastica und deren Dependenzien ferner die Bestellung der weltlichen Diner vorgekommen / hat man sich / so viel die Cansley betrifft / dahin verglichen / daß beederley Religions-Verwandte qualifizierte Räte an der Zahl gleich seyn / das Directorium an Seiten der Luthertischen Religions-Verwandten verbleiben / der Secretarius der Reformirten / der Registrator aber der Luthertischen Religion beygethan / und darneben einen oder anderen Reformirten Cansley-Rath gleich den Luthertischen Räten / auf gemessen / die Archiv jedesmahl zu eröffnen und einzulassen schuldig seyn / so dann der Canslisten wegen die parität gehalten werden solle.

ANNO  
1670.

Worhey dann / zum zwey und zwanzigsten / auch allerseits beliebet worden / daß so wol die Reformirte als Lutherische Räthe / in Lands-Justiz- und Regiments-Sachen / die Hanauische / in Lands-Justiz- und Regiments-Sachen / die Hanauische Münzenbergische Graffschafft betreffend / mit zugezogen / und also die Nothdurfft communicato consilio deliberirt und resolvirt werden / auch die Ausfertigung dem Concluso gemäß in der Cansley geschehen solle.

Allermassen dann auch / zum drey und zwanzigsten / wann die Räte einer oder der andern Religion / dem regierenden Herrn Graffen in Sachen / diesen Vergleich / oder sonst ihr Ampt betreffend / bey erhebender Nothdurfft etwas mit geziemender Bescheidenheit erinnern / oder absonderlich zu Vorhand einer oder der andern Religion schrift- oder mündlich / respectiv aufsetzen und vortragen möchte / ihnen solches zu keinen Ungnaden gwendet / sondern zugelassen seyn solle.

Zum vier und zwanzigsten / ist bey Bestellung der Kammer beliebt / daß ein Lutherischer und ein Reformirter Kammer-Rath beständig seyn / und der Kammer-Schreiber und Registrator so lang diese Officia conjungirt bleiben / in der Religion alterniren / oder auch dafür diese beyde Officia separirt werden sollten / dieselbe von beyden Religions-subjectis besetzt werden / wann aber zu seiner Zeit nur einen Reformirten / und keinen Kammer-Rath mehr zu bestellen gut befinden würde / alsdann soll der Kammer-Schreiber und Registrator / wann nur ein Subjectum darzu gebraucht wird / Lutherischer Religion zugehan seyn / und proparitativotandi ein Votum mitführen. Wann dann endlich bemeldte Paritas auch an Seiten der Reformirten Religions-Verwandten durch Bestellung eines Reformirten Raths bey ged. Kammer nicht erhalten würde / so soll in vorfallenden Sachen / durch Besetzung einiger Reformirten Cansley-Räte oder Beambten sothane Parität gemacht werden.

Zum fünf und zwanzigsten / sollen die beyde Graffschafften in der Alt- und Neuen Stadt Hanau / so dann die sämbrliche Herrschafft Bediente in den Kiemern Steinau an der Strassen sambe Schlüchtern und Wandenstein / wie auch Windecken und Buchthal (bis auf zweene der Lutherischen Religion zugehane Schultheissen oder Centgrefen / nemlich zu Kibitzheim und Brudköbel) und dem Amt Dorheim (bis auf einen Schultheissen / nemlich zu Nauheim / welcher Lutherisch seyn soll) der Reformirten Religion / hingegen die samptlich Herrschafftliche Bediente im Bornheimer Berg / bis auf den Keller und fünf Centgrefen / als zu Bergen / Bockenheim / Prenzgesheim / Bischofsheim und Gilsel / so reformirt seyn soll / wie auch in dem Amt Ortenberg und Gericht alten Haffslau / der Lutherischen Religion zugehan seyn / bey dem Amt Rodheim aber der Oberschultheissen und Kellerey-Dienst durch eine Person versehen / und unter beyden Religionen dieß Orts alternirt werden / so dann der Schultheiß zu Steinbach und Ober-Eschbach in selbigem Amt Lutherischer / die übrige zwey Schultheissen aber / als zu Rodheim und Nieder-Eschbach Reformirter Religion seyn.

Zum sechs und zwanzigsten / hat es mit der Amtmanschafft des Freygerichts Wehmischheim vor dem Berg / zu Lohrhaupen und Partenstein / wie auch zu Kieneck zu samt der Kellerey Münzenberg und Assenheim / wie sie ohne dieß mit Lutherischen Beamten und Bedienten bisher versehen gewesen / so dann nicht weniger mit der alhieigen Hoffkellerey dergestalt sein verbleiben / daß solche so wol als die Kriegs-Hof-Forst- und Zoll-Dienste nach Belieben des Landsherrn mit Personen / so der Lutherischen Religion zugehan / bestellt werden mögen / jedoch solle dem regierenden Herrn frey stehen / die Reformirte nach deren qualitäten und erhebender Nothdurfft / darzu auch zu befördern / desselben gleichen ist auch abgeredt / daß die jetzige Bediente beyder Religionen / wie sie sich vor diesmal an einen oder andern Ort befinden / so lang sie leben / ohne gnugsame Ursach ihrer Dienste nicht erlassen / nach deren Tod aber auf den veralteten Fuß die Dienerschaft eingerichtet werden solle / und erklärt sich mehrgemeldter regierender Herr Graff und die Fürstl. Vormundschafft aus Landväterlicher Affection / und Liebe zu dieser Graffschafft Unterthanen vor sich / ihre Pfligebefohlene / und obgedachte ihre Successores dahin / daß sie zu den Raths- und andern Politischen und Militairischen Bedienungen / so viel möglich / eingeborene und begüterte qualificirte Unterthanen / wenigstens / so fern sie bessere oder gleiche Qualitäten haben / und sonsten dabey kein Bedencken vorgehen / vor andern Fremdbden und Außländischen gebrauchen wollen / inmassen sie auch über dem ihre Räte und Bediente / so lang sie sich ihrer Instruction und Pflichten in Beobachtung ihrer Bestellung gemäß bezeigen / nicht abschaffen / sondern ihnen vielmehr mit Gnaden zugehan seyn und verbleiben wollen.

Belangend ferner / zum sieben und zwanzigsten / die Bestellung des Stadt-Magistrats bleibt es diffalls in der Neustadt Hanau bey ihrer Capitulation und Transfix / wie auch nicht weniger in der Altstadt Hanau darbey / daß wie sie jeso mit reformirten subjectis besetzt / also weder jeso noch künftig in ihren Raths-schültern Lutherische auf- und anzunehmen verbunden / jedoch ged. Stadt-Rath auch die freye Wahl Lutherische mit einzunehmen ohnbenommen seyn solle. Wegen der Städte auf dem Land aber ist verglichen / daß in dem Stadt-Rath ein Viertel Lutherische Rathsherren / doch auch ehender nicht / als wann durch Absterben reformirter Rathsherren so viel Stellen vacant werden / auf- und angenommen werden sollen / aber auch also / daß wider ihren Willen / durch Decreta / Befehle / oder auf andere Weis ihnen keiner aufgedrungen / sondern wie bisher / bey ihrer unstreitigen

Wahl / Nomination und Präsentation ohnperturbirt gelassen werden: Es sollen auch Burgermeister und Rath in beyden Städten Hanau bey Erwehl-Bestell- und Annehmung ihrer Bedienten / welche von den Stadtgefällen allein besoldet werden / ohne einiges Menschen behinderung ruhig und ohnbeeinträchtigt verbleiben / so viel aber die Bestellung der Burger-Officer und anderer bürgerlicher Amter betrifft / sollen die Lutherische davon nicht ausgeschlossen / und obgemeldte Diener und Officer / wie Herkommens / dem jeweiligen regierenden Herrn Graffen präsentirt / und nach abgelegten gewöhnlichen Eidspflichten von demselben confirmirt werden.

Zum acht und zwanzigsten / soll der Unterrath zu Windecken zur Helffe mit Lutherischen subjectis bestellt / gleicher Gestalt in dem also genannten Blutgericht zu Steinau und Schlüchtern / zu Blutschüssen auch Lutherische admittirt / die Untergerichte aber auf den Dorfschafften / wie auch Landscheide in den Städten und auf dem Land der ganzen Graffschafft nach Proportion der von beyderley Religionen am jeden Ort beständlicher Unterthanen / mit Reformirten und Lutherischen vermengt werden / und soll darbey der Gemeind dem Herkommen gemäß / die freye Wahl / Nomination und Präsentation / wann solches nur nach jetzgemeldter Proportion respectu Religionis geschicht / gelassen werden.

Es soll auch / zum neun und zwanzigsten / mit Annehmung der Burger und Unterthanen in Städten und auf dem Land im geringsten kein Unterschied unter diesen beyden Religionen gemacht / und allein in der Neustadt Hanau dieses absonderlich beobachtet werden / daß ein jeder / so der Lutherischen Religion zugehan / und daselbst zum Burger angenommen zu werden begehret / neben den 10. Rht. Einzugsgeld / dem Stadt-Rath zu seiner disposition abzurichten / auch 200. fl. im Vermögen haben / hingegen der doppelten quartal Collecten freysetz / und hieüber auch schuldig seyn soll / gleich den Reformirten seine ehrlliche Geburt / Herkommen und Wandel der Gebühr beizubringen.

Zum dreyßigsten / läst man an Seiten der Herrschafft geschehen / daß die so genannte Reformirte Corpora / oder vielmehr engerer und weiterer Ausschuss von Städten und Land in ihren Angelegenheiten und Sachen / so diesen Vergleich betreffen / wie bisher ohnbehindert zusammen kommen / dergleichen dann denen Lutherischen Unterthanen bey vorfallender Nothdurfft ebenmäßig ohnverwehrt seyn / die auf bemeldten Zusammenkünften und sonst benötigte Unkosten aber / mit Vorwissen der Herrschafft unter ihnen aufgebracht / und kein Theil mit des andern Aufzügen beschwert werden möge / inmassen auch ratione prateriti vorgemeldten Reformirten die ihnen in Ann. 1664. wegen der damaligen Conferentz Costen bewilligte und assignirte Gelder / so viel deren noch ohnbezahlt aufstehen / bey denen zwey ersten nächsten Anlagen eingethilt / und ihnen abgetragen werden sollen.

Wann auch / zum ein und dreyßigsten / aus einen und andern Ursachen bisher emige Flecken dieser Graffschafft Hanau Münzenberg verfehrt seyn / und zwar die regierende Herrschafft / deren hinfüro keine mehr zu versehen festiglich resolvirt hat / jedoch sich solche Zeiten über Vorhoffen begeben könnten / daß mit Vorwissen und Consens deren / so dabey interessirt seyn / noch emiges oder anderes verfehrt werden müße / so wird doch allen Falls an Seiten der jeweilig regierenden Herrschafft forge getragen werden / inmassen ein solches auch versprochen wird / Krafft dieses / daß die Creditores antichretici so gegenwärtige als zukünftige / die ihnen untergebene Unterthanen beyder Religionen in Ecclesiasticis & Politicis wider diesen Vergleich / Privilegia und altes Herkommen nicht beschweren sollen / können noch mögen.

Damit nun / zum zwey und dreyßigsten / dieses und obiges alles desto steiffer und vester gehalten werde / so renunciiren versetzen und begeben allerseits so Herrschafft / als Unterthanen vor sich / und respectiv ihre Pfligebefohlene und dero künftige Successores und Nachkömlinge sich penultimo effectu / und zum künftigen nicht allein aller und jeder hinc inde bey dem Kayf. Reichshof-Rath und Cammergericht zu Speyer nach und nach aufgewürfften Processen / und erlangten Decreten vollkommenlich und gänzlich / bergestalt daß selbige zu Behauptung emiger Sachen in Ewigkeit nicht mehr angezogen / sondern hinfüro für aufgehoben und abgethan gehalten seyn / auch solches ohnverzüglich an gehörige Orter notificiret werden soll / sondern auch sie renunciiren und begeben sich gleicher Gestalt aller und jeder jetzigen und künftigen Beneficien / Privilegien und Gütharen gemeiner beschriebener Rechten / auch Statuten / Gewonheiten und Special-Berordnungen / wie solche nicht allein wider diesen Vergleich / sondern auch die hierinnen begriffene Renunciations selbsten / durch Menschen-sinne erdacht werden können / sonderlich aber renunciiren allerseits mit gutem Wissen und Willen auch reiffen vorbedacht Exceptioni doli, metus, coactae voluntatis, ignorantiae, rei aliter factae, juris tertii non citati, non satis auditae nec defensi, lachonis, restitutionis in integrum, sine sic ex minorennitatis sine ex alio capite nullitatis fidei commissi, juris ex Investituris quaesiti, dispositionis Testamentariae und aller anderer / wie sie immer Namen haben mögen / zumal nichts aufgeschriben / in massen sie sich deren allen dergestalt begeben / als wann solche mit Namen alhier aufgedruckt wären.

Es sollen daneben / drey und dreyßigsten / zu desto mehrer Versicherung und dessen allen Bewhaltung beyder Religionen

ANNO  
1670.

Rathe



ANNO  
1670.

Räthe und Bediente der Cansley und Cammer / auch Beampte und Bediente in den Städten und auf dem Lande bey ihrer Annehmung in ihren Eydpflichten / auf diesen Vergleich gewiesen werden / und sich dann aller Gebühr gegen einander ohn alle diffidentz, æmulation, und Widerwillen bezeigen.

Solte dann ferner zum vier und dreyßigsten / wider Verhoffen über den Sinn und Verstand gegenwärtigen Vergleichs sich ein oder anderer Zweifel ereignen / solchen Falls wird mit nichts alsobald de facto verfahren / sondern was zweifelhaft hinge inde bekannt gemacht / und hingelegt / sonst aber und wofern diesem zu wider nichts desto weniger was vorgenommen werden wolte / dem gravirten Theil ohne das frey und bevor stehen / Krafft und Inhalt des Pacti de Anno 1610. Kayserl. Mandata pœnalia Executorialia & inhibitorialia S. C. bey dem Kayserl. und des H. Reichs Cammergericht zu Speyer aufzuwirken.

So soll es auch zum fünf und dreyßigsten / wegen der jeweiligen Erbhuldigung bey dem offtmeltem Pacto de Anno 1610. allerdings sein Verbleiben haben.

Und damit endlich zum sechs und dreyßigsten / dieser Vergleich in allen seinen Puncten und Clausulen unverbrüchlich gehalten / und demselben der Gebühr nach gelebet werde / so soll dieser Recess zu desto mehrer Befestigung nicht allein nach vorgangener allerseits Interessenten auch durch ihre Gesandtschafften alhier besamman stehender Chur- und Fürsten Ratification (welche innerhalb 3. Monats- Frist a dato einzubringen beliebter worden /) darauf allerförderlichst Jhro Kayserl. Mayst. zu aller gnädigster Confirmation und Manutencenz allerunterthänigst vorgegetragen / und dieselbe dießfalls allergehorsamst angelanget werden / auch innmittelst und bis solche allergnädigst ertheilt wird / jeder Theil in statu quo gelassen / und in vorigen seinen habenden Rechten ohngefränct und ohnverruckt verbleiben / a dato bemeldter Kayserl. Confirmation aber / dieser Vergleich in allen und jeden Puncten nun und zu ewigen Tagen seine Wirklichkeit erreichen / und beständig behalten / sondern es werden auch Jhro Chur- und Fürstl. Gnad. und Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. zu Maynz / Sachsen / Brandenburg / Pfalz / Pfalz- Simmern / Hessen- Cassel / und Hessen- Darmstadt von allerseits Principal-Interessenten hiermit respective freund- dienstl. unterthänigst auch gehorsamst ersucht / gegenwärtigen Vergleich conserviren zu helfen / und nicht zu verstoßen / daß dawider etwas vorgenommen oder gehandelt werden möchte: Worzu auch Fürstlicher Vormundschafftlicher Seiten wegen dero Gräfflicher Pupillen annoch zwey hohe Reichsstände / Lutherischer Religion zugethan / mit zu erbitten / vorbehalten wird.

Dessen zu wahrer Urkund haben nechst denen Interessirten Theilen vor Hochstged. Jhro Chur- und Fürstl. Gn. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Anwesende Herrn Abgesandte / benantlich wegen Chur- Maynz Herr Ludwig Gustav / Graf zu Hohenlohe / gehennet Rath etc. wegen Chur- Sachsen Herr Nicol von Gerßdorff gehennet Rath und Cammerherr / wegen Chur- Brandenburg Herr Johann de Bayer / gehennet Clew- und Marckischer Regierung- Rath / und Hoffgerichts Director / wegen Chur- Pfalz / und Pfalz- Simmern / Herr Georg Wilhelm von Brunnen Hoffgerichts- Rath / und Oberamptmann zu Bocksberg / und Herr Daniel Velinx Regierung- Rath / wegen Hessen- Cassel Herr Regnerus Badenhausen Geheimet- und Regierung- Rath etc. wegen Hessen- Darmstadt Herr Georg Ludwig / Burggraf von Kirchberg etc. Geheimet- Rath / Regierung- und Cammer- Präsident, diesen Recess eigen- händig unterschrieben und gesiegelt. So geschehen in Hanau den 16. (26.) Tag Augusti im Jahr nach Christi Geburt 1670.

(L.S.) Ludwig Gustav Graf zu Hohenlohe.

(L.S.) Nicol. von Gersdorff.

(L.S.) Johan de Bayer.

(L.S.) Georg Wilhelm von Brunnen.

(L.S.) Daniel Velinx.

(L.S.) Regnerus Badenhausen.

(L.S.) Georg Ludwig Burggraf von Kirchberg.

(L.S.) Friederich Casimir Graf zu Hanau.

Hochgeßl. Hanau Vormundschafft. Abgesandte Räthe.

(L.S.) Hans Reinhard von Hornberg.

(L.S.) Joh. Wolffg. Pfeil.

(L.S.) Wolffg. Kehm.

(L.S.) Joh. Ernst Barnbüler.

Der Hanauischen Corporum Siegelung.

(L.S.) L.S.) L.S.) (L.S.)

Und uns darauf Eingangs- gemeldte Fürsten und Grafen / wie auch der Reformirten Religion zugethane Untertanen

demütiglich angeruffen und gebetten / daß wir solchen ihren aufgerichteten Vergleichs- Recess alles seines Inhalts gnädiglich zu confirmiren und zu bestätigen geruhen; Das haben Wir gnädiglich angesehen solche ihre gehorsambste Bit / und darum mit wolbedachtem Rath / gutem Rath / und redtem Wissen / den ob- inserirten Religion- Vergleichs- Recess so weit derselbe dem Mänslerisch- und Osmabrückischen Friedensschluß nicht zuwider / sondern demselben gemäß ist / alles seines Inhalts / aus Römischer Kayf. Macht Vollkommenheit gnädigst confirmirt / approbirt / ratificirt / und bestätigt / thun das and / confirmiren / approbiren / ratificiren / und bestätigen solchen auch hiemit / so weit es obgedachtem Friedensschluß gemäß / und nicht zu wider ist / und was Wir daran zu confirmiren haben / von Röm. Kayserl. Macht wissenlich in Krafft dieses Briefs / und meynen / sehen und wollen / daß oboveirleibter Religions- Recess, in allen seinen Puncten / Clausulen / Articulen / Inhalt / Meynung und Begreifungen stät / vest / und unverbrüchlich gehalten und vollzogen / und von niemanden darwider gehandelt und verfahren werden / sondern beide verglichene Theil sich derselben gerühlich freuen / gebrauchen / und genießen mögen / und sollen / von allemänniglich unverhindert / jedoch uns / dem H. Reich und souff männiglich an seinen Rechten und Gerechtigkeit unmaßthellig und unschädlich. Und gebiethen darauf allen und jeden Chur- Fürsten / Fürsten / Geist- und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters / Knechten / Landvögten / Hauptleuten / Bischof- domben / Vögten / Pflegern / Verweyern / Impetenten / Land- richteern / Schultheissen / Burgermeistern / Richtern / Räten / Burgern / Gemeinden / und souffen allen andern unsren / und des Reichs Untertanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Wesen die seynd / ernst- und vestiglich mit diesem Brief / und wollen / daß sie obverührten Religions- Recess alles seines Inhalts / und diese unsere Kayf. darüber ertheilte Confirmation bey ihren Würden und Kräften verbleiben / und mehrgedachte ANNAM MAGDALENAM, und Christian / Pfalz- gräfin und Pfalzgraffen bey Rhein / als Vormundern und Wit- vornehmern / Graf Johann Rheinarden zu Hanau / hinter- lassenen Kindern / und Jhne Graf Friederich Casimir zu Hanau und deren Untertanen / derselben ruhiglich ercruen / gebrauchen und genießen lassen / sie dawider nicht beschweren / hindern noch irren / insonderheit beschlen wir denen Hanauischen Vormundern / und Witvormundern / und Jhne Graf Friederich Casimir zu Hanau / und denen so dabey interessirt seynd / genädigst / daß sie auch ihrer Seits solchen Vergleichs- Recess, so weit derselbe einen jeden bindet / in allen Puncten / Articulen / Clausulen / Inhalt / Meyn- und Begreifungen / wie obschet / gestracks nachkommen / und geleben / dawider nicht thun / handeln / oder fürnehmen / noch das jemand andern zu thun gestatten / in keine Weis noch Weg / als lieb einem jeden ist unser / und des Reichs schwere Ingnad und Straff / und darzu ein Poen / nemlich zehen Marck löthiges Goldes / zu vermeiden / die eint jeder / so oft er freventlich hierwider thäte / uns halb in unser und des Reichs- Cammer / und den andern halben Theil melt gedachtem verglichenen / und dem haltenden Theil so hierwider beleidigt würde / unmaßlänglich zu bezahlen / verfallen seyn solle.

Mit Urkund dieß Briefs besiegelt mit unserm Kayserl. hangendem Insiegel / der geben ist in unserer Stadt Wien den 23. des Monats Decembris, nach Christi unsers lieben Herrn und Seeligmachers Gnadenreichen Geburt / im 1671. unserm Reichs / des Römischen im 14. des Hungarischen im 17. und des Bömischen im 16. Jahre.

LEOPOLD.

Vid. Leopold Wilhelm Graf zu Königsegg.

Ad Mandatum Sac. Caes. Majestatis proprium.

Wilhelm Schröder.

LXIII.

Recess durch derer dazu ersuchter Reichs- Commissarien subdelegirte zwischen Jhro Fürstl. Durchl. zu Lothringen und dem Gräfflichen Hause Nassau- Sarbrücken aufgerichtet / wodurch dieses in die possession der Vestung Homburg / der Gräffschafft Sarwerden und dero Appertinentien imittirt wird. Geschehen zu Sarbrücken den 7. Octobr. 1670. [GASTELIUS de Statu Publ. Europ. Noviss. Cap. XXXI. pag. 861. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans L'UNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz XIV. pag. 337.]

7. Oct.

C'est-

ANNO  
1670.

C'est-à-dire,

*Recès conclu par les Subdelegués des Commissaires Imperiaux à ce requis, entre le Serenissime Duc de LORRAINE d'une part, & les Comtes de NASSAU-SAARBRUG d'autre part, par lequel lesdits Comtes sont mis en possession de la Forteresse de Hombourg & du Comté de Sarwerden & de ses Appartenances & Dependances. A Saarbrugh le 7. Octob. 1670.*

DU wissen / als wegen der im Instrum. Pacis Art. 4. Comitibus Nassau Sarapontanis beschynten Nassau-Sarbrückischen Restitutions-Sach / nach vielfältiger bescheyener Bemühung / endlich zwischen Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen und Hochgedachten Fürstl. Haus Nassau / auf nochstehenden Reichstag zu Regensburg / und durch Vermittelung einiger Reichs-Deputirten ein Vergleich getlossen / solcher in einen Recès de dato 9. (19.) Decembris An. 1669. gebracht / und von beyden Theilen vollzogen / zu dessen Exequirung durch ein Reichs-Gutachten de dato den 11. Julii jüngsthin der Hochwürdigste Fürst und Herz / Herz Carol Caspar / Erz-Bischoff zu Trier / des Heil. Röm. Reichs durch Gallien und des Königreichs Arelaten Erz-Canzler und Chur-Fürst / ic. wie auch der Durchl. Fürst und Herz / Herz Georg Wilhelm / Herzog zu Braunschweig und Lüneburg / ic. zu Commissarien ersucht / sie auch solches willig unternommen / und in dero Namen / und zwar an Seiten Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. zu Trier der Wolgeborne Joh. Eberhard / Freyherr von Kesselstadt / Herz zu Ulmen und Führen / Chur-Fürstl. Trierischer Racht / Stadthalter zu Trier / und Amtmann zu Pfulgen / ic. auch der Wol-Edle und Hochgelehrte Herz Damian Heinrich Anetanus, Chur-Fürstl. Trierischer Hof-Racht / an Seiten Ihrer Fürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg aber / der Hoch-Edle und Gestrenge Herz Lorenz Müller / Ihrer Fürstl. Durchl. Geheimter Racht zu Subdelegirten constituir / diese auch / nachdem die Zusammenkunft auf begehren Hochged. Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen von dem Anfangs vor genehm gehaltenen Städtlein Sarbrücken als loco partis, Zweybrücken mit allerseits belibien verlegt worden / an jetzt gedachten Ort sich eingefunden / und bey Eröffnung obhabender Commission, durch producirung ihrer Subdelegations-Gewalt / zu legitimirung ihrer Personen / denen Partheyen / als den Wolgebornen Herrn Maronis de Hatencourt, General de la Bataille, und Subernator des Teutschen Belisthumb's Jhr. Durchl. zu Lothringen / wie auch dero Racht und Procureur General zu Woldersfang Herz Ernst Colter / als Deputirte von Jhro Durchl. und dann in Person gegenwärtig gewesen / die Hochgeborne Herren / Herz Johann / Herz Johann Ludwig / Herz Gustav Adolff / Herz Balrath / und Herz Friedrich / alle Grafen zu Nassau / Sarbrücken und Sarwerden / Herren zu Loth / Wisbaden und Jöflein angezeigt / wie es endlich in dieser lang geschriebenen Sach so weit gekommen / daß man jeho zur Execution obged. Regenspurgischen Recès würclich schreiten / und von den Partheyen nur lediglich vernehmen wolte / an welchem Ort mit der Immission der Anfang zu machen / und zum süglichsten ohne Weiltläufigkeit oder Beschwerde der Interessenten / und deren Unterthanen / bis zum Ende verfahren werden könne / und als sich Anfangs wegen der Ordnung / nach welcher die Restitution vorzunehmen / einige Discrepantz herfür gethan / so doch endlich durch Repräsentation guter Rationen / die von einem der Herrn Subdelegirten Höchstgemeldter Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen auf der Vestung Homburg persönlich gesehen / nach Wunsch superiret / und dann endlich der Herren Lothringischen Deputirten Vollmachten examinirt und gefunden worden / daß man zwar bey denselben ein und anders zu erinnern hätte / gleichwol solches nicht sehr andern wolte / wann nur zum effect, man etwan von oft ermeldter Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen einen immediaten Befehl unter dero Hand an die Suberneurs / und Beambten / um die Restitution geschehen zu lassen / wie auch die noch ermangelte Subscription der bey der Hand habender drey Original Regenspurgischer Recèsen erlangen und habhaft werden könnte / und dann solches alles zu vollen Vergnügen erfolget / daß darauf zur würclichen Execution geschritten / und mit dem Ambt und Vestung Homburg dergestalt der Anfang gemacht / daß in Gegenwart mehrgemeldter Lothringischer Deputirten / und deren Interess. Herren Reichs-subdelegirten Commissarien den Fürstl. Lothringischen Gouverneur dafelbsten / und Obristen Johann Grantern / wie auch der in Ordnung rangirter Guarnison / mit Vorlesen mehr erweynten Regenspurgischen Recès, in passibus concernentibus angebeuret worden / daß man / vermög desselben / die zu gegen sich befindete Grafen zu Nassau / Sarbrücken in die Possession der Vestung und Ambt Homburg hiemit wieder würclich immitirte, und gedachten Gouverneur und Guarnison in derselben gesambten Pflichten zu nehmen begehrete / solches auch darauf nach einigen bescheyener Erinnerung und wiedergegebenen Erklärungen / zu erst von dem Commandanten / und hernach von allen Officieren und gemeinen Rächten respectivè in Teutscher und Fransösischer Sprach würclich ef-

fectuir, auch die wenige restituirende Unterthanen dieses Ambts / in allen Stücken / nach Disposition ostged. Recès vollführet worden / hat man nach überlieferter / auf höchstwehnter Jhro Fürstl. Durchl. eigenhändigen Ordre an den Commandanten zu Bittsch / bisherigen Ambmann der Graffschafft Sarwerden / die Unterthanen jehged. Graffschafft / ins Chur-Fürstl. Trierische Lehen-Dorff St. Lorenz zusammen kommen lassen / denselben mit Vorweisung der an die Lothringischen Herren Deputirte gegebenen Commission, und derselben Ordre / so an die Beambten ergangen / anzeigend / daß / weil von Lothringischer Seiten niemand zugegen / man sie / Krafft obhabender Commission der Pflichten / worinnen sie bishero gestanden / erlasse / auch Hochged. Herren Grafen hiemit in Possession der Graffschafft Sarwerden / nach Inhalt des Regenspurgischen Recès, wieder immitirte / sie die Unterthanen an dieselbe / als Ihre Land- und Erb-Herren wieder anweise / und von ihnen den Huldigungs-Eyd abnehmen würde / solches auch darauf würclich geschehen / nicht minder auch die Herren Grafen in die zu Sarbrückenheim und Sarwerden in dem Recès zugestandener Reichs-Lehen / als Zoll und Geleir / durch einen gewöhnlichen Durchzug und Aufrichtung der Zollstöcke / restituirt, endlich und zum letzten auch die Immission in die Bogtey Herbisheim / durch Erlassung der vorrigen / und Wiederannehmung gewöhnlicher Nassauscher Huldigungs-Eyd / würclich geschehen / und also offgemeldter Regenspurgischer Recès in allen seinen Stücken / zu Vergnügung mehrmals gedachter Herren Grafen zu Nassau-Sarbrücken / zur Execution gebracht worden sey. Urkundlich der Herren Subdelegirten eigenhändigen Subscription und hervorgebrachten Pettschaften.

Gesehen zu Sarbrücken / den 6. (16.) Octobr. Anno 1670.

Johann Eberhard / Freyherr von Kesselstadt. (L.S.)

Damian Heinrich Anetanus. (L.S.)

Lorenz Müller. (L.S.)

LXIV.

*Assignatio Regis Poloniae MICHAELIS ELEO- 7. Nov.  
NORÆ Reginae Consorti suæ, LEOPOLDI  
Imperatoris Sorori, facta; quæ in Affecuratiorem  
Contra-Dotis, seu Donationis propter Nuptias  
certi denominati Loci, Dominiæ, Civitates, Op-  
pida, Arces & Terræ Regni Poloniae de consensu  
Ordinum, eidem Serenissimæ Reginae delegantur,  
&c. Varavia 7. die Novembris 1670. [Tiré  
de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de  
la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

MICHAEL Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Dux  
Lituanie, Russie, Prussie, Masovie, Samogit.  
Kijovie, Volhin. Podol. Podlach. Livonie, Smolen.  
Sever. Czerniechque. Ad perpetuam rei memoriam;  
norum testatumque facimus; ad quos præsentis Litteræ nostræ devenerint, hujus & futuri temporis universis & singulis; Connubialis amicitia conditionem, non ad animorum duntaxat, voluntatumque inter se devincturum individuum nexum, verum etiam ad externorum bonorum communionem, mutuamque ufum referri, certum habetur: quæ tunc demum solido confedisse fundamento existimanda est, cum & affectus invicem, & conjugales fortunæ pari sorte in præsidium & decus utrinque miscentur. Quod equidem facer Maritalis amor, tantò ampliori merito exigit, quantò plura, in delecta ad perpetuitatem omnis fortunæ consortie, charitatis illicia & quædam innocentium flammæ alimentis aspiantur. Isto nomine Divinæ bonitati supplices sumus, reddimusque immortales gratias, quæ sicuti Nos magnarum Gentium Regem esse jussit, ita ad firmandas per Connubium Imperii & duraturæ felicitatis spes animum flexit, quo Regia Posteritas in felicem Votorum materiam Electori Populo nascatur, neque funesta amplissimi Regni Orbitas, gravi & metuendo externorum ambitu, deinceps laceretur. Rependimus gratum affectum Serenissimæ Domui Austriacæ, quod deliberatio Matrimonii nostri, nec dilicilis nec ambigua diu fluctavit, quæ Regum thalamicis condigna Vota, Cæsarum Filias, Neptesque parere & educare tot Sæculis assueta, nostri desiderii cursum facilem & plenius velis ventisque in se vertit, impulitque Majestas illa & splendor Austriacus, quæ Sol utrumque recurrentis aspicit Oceanum, diffusus, stimulo fuit, ut minime dubitantem animum in eligenda Serenissima Eleonora determinare voluerimus. Commendarunt Nobis Augustam Principem non solum inclytæ Origines, & per tot  
Cæsa-

ANNO  
1670.

Cæsares & Sceptra deductus sanguis, sed non minus magnæ stirpi par & digna Regno mens, quæ divitas in aliis Doris, in se unam adeo collegit, ut pietas modestiæ, prudentia candori, forma pudicitæ, gravitas bonitati in hac Principe optimè jungantur, respondeantque, & in Augusta facie, oculisque habitantes Gratiæ, magnæ virtuti reconditæ fidem non ambigam faciant. Itaque cum de Consilio Senatus nostri per Legatum nostrum, Cæsaream Majestatem de Nuptiis nostris appellaverimus, & obtentum Cæsareæ Domus pignus Serenissimam Principem Eleonoram Archiducissam Austria Throno, Thoroque Regali sociam junxerimus, reliquum est, ut amorem nostrum, quo eandem Serenissimam Reginam consortem nostram dilectissimam complectimur, in argumenta eximia & publica provocemus, quatenus Orbi Christiano constet, quo apud nos Serenissimæ Austriae Domus conjunctionem, quo item Regias Serenissimæ Consortis Virtutes loco habeamus. Quod igitur ex obligatione Pactorum Matrimonialium præstare tenebamur jam feliciter in Comitibus Regni Generalibus, sedulâ diligentique operâ nostrâ perfecimus, ut juxta eadem Pacta pro Dote centum millium Florenorum Rhenensium statim & realiter Czenstochoviæ post Nuptias celebratas nobis numerata, alia Summa, centum millium Florenorum ratione Contra-Dotis, seu Donationis propter Nuptias, in certis idoneis locis, Dominiis, Civitatibus, Oppidis, Arcibus & Terris Regni Poloniae & Magni Ducatus Lituaniæ de consensu omnium Ordinum assignaretur, constitueretur, & Reformatio sufficiens secundum Constitutiones Regni, & consuetudinem alias observatam, super iisdem bonis approbaretur & ratificaretur. Quæ Loca, Civitates, Oppida, & Arces in Regno nimirum Uscie cum Pita, Krzczow, Tucholia, Nowitargum, Dolinia, Graudium, Ofrotoka, Zarnovicia, Golumbia, Dybovia, Rubieszovia & Advocacia Bydgosciensis: in Lituania verò Furbukum, Nova Vola, Upicia cum attinentiis, Opeskia, Uspolia cum Saltibus ac Sylvis, Polonga Siemnum, Metelle, Onikizy, cum Juribus Patronatus in Constitutione specificata sunt. Porro cum Serenissima Regina Consortis nostræ dilectissima obstantibus Juribus modernorum possessorum & communicativis eorundem bonorum Reformationi suæ servientium possessionem adire, & fructus ex iis statim, & ad præsens percipere non possit, inhærendo prædictæ Constitutioni Provisionem annuam super Zuppa salinaria nostra Pöchnensî, centum quinquaginta millium Florenorum Monetæ in Regno currentis, ejus Serenitati assignamus, determinamus, & Privilegio nostro præfenti roboramus: ea Lege, ut cum, & quando sua Serenitas, alte memoratas Præfecturas, & Bona sua Reformatoria, in possessionem receperit, tantum de summa Provisionis annuæ Bochnensî ductâ proportionem detrahatur, quantum quælibet Præfectura fructus & redditus annui suæ Serenitati realiter & effective importabit. Quâ quidem Provisione Bochnensî, totâ & integrâ, per ratas infallibiliter, & sine dilatione, aut minima diminutione numerandâ, & exfolvenda Serenissima Regina pleno jure utetur & fruatur, usque ad extenuationem ejus per affecutionem, & possessionem pacificam dictarum Præfecturarum alias ad vitæ suæ tempora, salvo donativo Nuptiali Duorum millium Ungaricalium in utriusque Zuppis Vielicensî & Bochnensî assignato, quod extenuationi minime subest, & integrè item ad vitæ tempora à Serenissima Regina recipietur. Quam quidem Provisionem annuam Bochnensî, & omnia, ac singula ejus certitudinem, & securitatem concernentia, verbo nostro Regio, & sub cautione, obligationeque in Pactis Matrimonialibus, seu Literis Tractatus ejus comprehensa, adeoque Senatus nostri Consilio & consensu publico, Comitiorum Auctoritate accedente, integrè & inviolabiliter Nos, Successoresque nostros observaturos, nostro, Successorumque nostrorum Regum Poloniae nomine recipimus, promittimus, & bonâ fide, dolo, & fraude semotis, spondemus. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium hasce manu nostra subscriptas Sigillo Regni nostri communiri iussimus. Datum Varsoviæ, die septima mensis Novembris, Anno Domini M. DC. LXX. Regni nostri 11. Anno.

MICHAEL REX.

(L. S.)

Pro Cancellariatu Reverendi in Christo  
Paris G. Andræ Olszowski Episcopi  
Culmensis & Pomesan. Pro-Cancellarii  
Poloniæ.

STANISLAUS BURENSKI  
Regens Cancell. Regni.

TOM. VII, PART. I.

ANNO  
1671.

LXV.

Defensiv-Alliantz zwischen Ihro Churfürst. Durchl. 7. Avril.  
von Brandenburg Friedrich Wilhelm / Ihro Hoch-  
fürstl. Gnad. Christoph Bernhard Bischoffen von  
Münster / Ihro Churfürstl. Durchl. Philipp Wil-  
helm Pfalzgraff bey Rhein / zu Beschützung des  
Westphälischen Crayßes und der paciscuenden Thei-  
le eigener Land und Leuthe Sicherheit auf 6. Jahre  
aufgericht. Bielefeldt den 7. Aprilis 1671. [Tiré  
de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de  
la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Alliance Defensiv, entre FRIDERIC GUIL-  
LAUME Electeur de Brandebourg, CHRIS-  
TOPHE BERNARD Evêque de Munster,  
& PHILIPPE GUILLAUME Comte Pa-  
latin du Rhyn, pour la defense du Cercle de  
WESTPHALIE, & des Parties Contractantes;  
pour six ans. A Bielefeldt le 7. d'Avril 1671.

Es haben der Durchleuchtigste Fürst und Herr/ Herr Friedrich  
Wilhelm Marggraff zu Brandenburg des Heil. Röm. Reichs  
Erst-Cämmerer und Churfürst (tit.) dann der Hochwürdigste  
Fürst und Herr Christoph Bernhard (tit.) ingleichen der Durch-  
leuchtigste Fürst und Herr/ Herr Philipp Wilhelm Pfalzgraff  
bey Rhein (tit.) nit nur als getreue Churfürsten und Fürsten  
daß Heil. Röm. Reichs / sondern auch als Directores und aus-  
schreibende Fürsten des Westphälischen Crayßes / des Heil. Röm.  
Reichs als des geliebten Vaterlands der Teutschen Nation Zu-  
stand in gemein / und dann auch die Gefährlichkeiten / welche  
sich insonderheit dem Westphälischen Crayße / und also auch sol-  
cher gedachten Ihrer Churfürstl. Durchl. Fürstl. Gnad. und  
Fürstl. Durchl. Landen zu näheren scheinen / und woraus gar  
leicht mehrere und weitere Angelegenheit / Noth und Verdrüß  
folgen / absonderlich aber auch ißgedachter Crayß und genante  
Landen dabey leiden könten / dahero Sie Ihrer Schuldigkeit /  
Ambt und Landes-väterlicher Vorsorge gemäs zu seyn erachtet /  
in zeiten auf solche Mittel und Wege bedacht zu seyn / wodurch  
mit des Allerhöchsten Beystand dem ganken Heil. Röm. Reich ein  
möglichster dienst geleistet / der Westphälische Crayß und die hie-  
innen benannte Land aber so viel möglich von allem Feindlichen  
Einbruch und andern unrechtmäßigen Beschwerden / sie haben  
Nahmen wie sie wollen / beschreyet bleiben; Und weiln sie noch zur  
Zeit kein zureichender Expediens gesehen oder gefunden / als daß  
sie sich durch eine nähere Verständnis und Defensiv-Alliantz zu-  
sammen setzten / So haben Sie Ihren nitzo zu Bielefeldt be-  
sammen sich befindenden Rätthen gnädigst committiret und befoh-  
len / eine Defensiv-Alliantz abzuhandeln und zu schließen / welche  
sich dann Crayße habenden Gemalts und gemüßamer Instruktion  
zusammen gethan / und biß auff gnädigste Ratification Ihrer  
Gnädigsten Churfürsten / Fürsten und Herrin sich nachfolgender  
Puncten verglichen.

I. Erstlich / so ist hiemit und Crayße dieses zwischen allerseits  
Bunds-Verwandten eine rechte Verträuliche Freundschaft nicht  
nur noch mehr bevestiget / sondern auch zu Beschützung der West-  
phälischen Landen wider alle und jede / welche dieselbe auf einiger-  
ley weis mit Durchzügen / Contributionen / einquartirungen oder  
andern feindlichen invasionen und thätlichkeiten vergewaltigten  
oder beschwehret / gegenwertiger Defensiv-Bund dergestalt  
aufgerichtet und geschlossen / daß ein jedweder Bunds-verwand-  
ter dem andern mit aufrichtiger / wahrer und alter Teutscher freunds-  
schaft meynen / was zu eines jedwederen Ehr / Wohlfarth / Nutzen  
und Aufnehmen / auch zu Abwendung alles Nachtheils / Schä-  
den und Ungelegenheit gereichen kan / außerssten Vermögens und  
Kräften nach / gleich als wans ihn selber betreffe und angienge /  
zu befördern / gestheßen und verbunden seyn solle.

II. Dabey sich auch für das andere begeben solte / daß eines  
Bunds-Genossen Lande / wie solche vorhin angezeiget und genen-  
net worden / von jemand / wer der auch immer seyn mögte / feind-  
lich angegriffen / oder mit durchzügen / Einquartirungen / Con-  
tributionen und andern dergleichen Vergewaltigungen und Thät-  
lichkeiten wider die Rechten des Instrum. Pacis und die Reichs-  
Constitutiones beschwehret und dergestalt angefochten werden sol-  
ten; auf solchen fall sollen alle Bunds-Verwandte für einen  
Mann stehen / und innerhalb 6. Wochen von Zeit der geschehe-  
nen requisition anzurechnen / dem jenigen / dessen Land auf vor-  
erzehlte weise angegriffen / beschwehret oder beleidiget würde / die  
im folgenden Articul belobte und versprochene Hülffe zu Ross  
und Fuß an guter tüchtiger geworbener Mannschafft ohne  
einigen Aufenthalt oder Verzögerung zuschicken.

III. und

ANNO  
1671.

III. Und damit zum dritten ein jedweder wissen möge/was ein Allirter dem andern auf solchen in vorhergehenden Articul beschriebenen Fall an Mannschafft zur Assistenz zu zuschicken habe; so ist seiner Crafft dieses verglichen und pacisciret/ daß Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg ein tausend siebenhundert zu Ross/ und dreytausend und hundert zu Fuß/ Ihre G. Gnad. zu Münster gleichgestalt eintausend siebenhundert zu Ross/ und dreytausend und hundert zu Fuß/ des Herrn Pfalzgrafen Fürstl. Durchl. aber eintausend fünfshundert zu Ross/ und dreytausend zu Fuß/ güter rüchziger/ wohlbevehrter und geworbener Mannschafft schicken und stellen solle.

IV. Es solle aber auch/ vor das vierdie/ derjenige welcher beleidigt wird/ und die Hülff begehret/ schuldig und gehalten seyn/ zunt wenigsten vor sich so viel guter geworbener Mannschafft an Neutern und Fußrücken außserhalb seinen Garnisonen zu haben und damit zu agiren/ als in diesem Feedere seine Quora ist; und solle derjenige oder diejenige/ welche die Assistenz wirklich leisten/ ihre Auxiliar-Trouppen mit ehender zurück zu fordern berechtigt seyn/ es sey dann der beleidigte mit seinem Land hinwegwiderumb außser Gefahr/ und in voriger guter Ruhe und Sicherheit/ und habe auch dabeneben von dem Beleidigten des Schadens halber und sonst seine gute und billige satisfaction wirklich empfangen.

V. Wenn auch vor das fünfte die Gefahr und der Beleidiger sich dergestalt verscherete/ daß die in diesem Bund paciscirte Hülff nit zureichend/ auf solchen Fall verbinden sich hiemit die Herren Bunts-Verwandte einer gegen dem andern/ daß ein jeder so bald vor sich die seinige so viel es in der Ehl möglich/ verstärcken/ und allerseits ohne einzigen Zeit Verlust miteinander das Wert dergestalt überlegen und einrichten wollen/ damit sie dem Feind genugsam gewachsen seyn mögen.

VI. Damit aber auch für das sechste sich ein jedweder der Herren Bunts-Verwandten auf allen fall auf die Hülff desio gewisser zu verlassen/ und seinen Staat und Rechnung auf dieselbige machen könne/ haben sie allerseits hiemit versprochen/ daß ein jedweder sich so fort in eine dergleichen Verfassung setzen wolle/ damit Er auf dem bedürffenden fall dem beleidigten nicht nur die in diesem Bund versprochene Hülff in rechter Zeit leisten/ sondern auch seine Bestungen wohl besetzen und sein Land von aller Defension nit so gar entbloßet behalte.

VII. Würde es sich auch zum siebenden zutragen/ daß die Hülffschickende/ einer oder beyde/ unterdessen auch angegriffen wüßden/ und die Gefahr dergestalt beschaffen wäre/ daß die Hülffschickende derselbigen sich nit anders los machen können/ sie forderten dann Ihre dem erstbeleidigten zugesicherte Auxiliar-Völker wieder ab und zurück/ so solle solches dem letztbeleidigten allezeit frey stehen/ alle oder ein Theil der Ihrigen wieder zu revociren/ und der erstbeleidigte solle schuldig und gehalten seyn/ dieselbe alsfort und ohne einzigen aufenthalt wieder zurück zu lassen.

VIII. Demjenigen/ zum achten/ welcher die Hülff schicket/ stehet frey/ seine Auxiliar-Trouppen in so viel Regimenten und Compagnien zu vertheilen/ wie es Ihme beliebt und Er es selbst gut findet/ diemell es aber der Kriegs-dienst halber besser ist/ daß die Regimenten und Compagnien gleicher stärke: Als wollen sich die Herrn Allirte hierinnen mit einander conformiren/ und es dahin richten/ daß kein Regiment über acht/ neun oder zehn Compagnien/ eine Compagnie aber zu Pferd nit über achtzig oder hundert Einpänniger und ein Fähnlein zu Fuß nit über einhundert und fünfzig Knecht neben nothigen Ober- und unter Officieren stark seyn solle.

IX. Gestalt dann vor das neumde/ auch wegen der Verpflegung von allerseits Confederirten so viel möglich Gleichheit zu halten/ doch ist derjenige dem Hülff geschickt wird/ nit schuldig denen Auxiliar-Völkern ein mehreres als Quartier/ Servis/ Rauch-Futter und Brod zu geben/ und gleichwohl daß des beleidigten Völker in diesem Stück und absonderlich der Quartier halber nit besser/ sondern gleich tractiret/ und Anstalt gemacht werde/ damit an allen Orten nothdürfftige Lebens-Mittel für Mann und Ross gegen billige zahlung zu erlangen. So viel aber den Monatlichen Sold anlanget/ denselbigen entrichtet ein jedweder Herr ohne zuthun des andern den seinigen.

X. Zum zehenden solle ein jedweder/ welcher Hülff schicket bey jedwederm Regiment zu Fuß/ so geschickt wird/ zwey Regimenten-Stück nebens zu gehöriger Munition und Bedienten haben/ wann aber ein oder der ander occupirter Ort anzugreifen/ oder sonst eine schwere Artilleria erfordert wird/ auf solchen fall muß derjenige/ in dessen Land die Operation geschicht/ dieselbe nebens allem was nach Kriegs-raison darzu erfordert wird/ anschaffen und unterhalten.

XI. Das Commando zum elfften betreffend/ bleibet dasselbige nebens der vollkommenen Jurisdiction in Civil- und Criminal-Sachen bey eines jedwedern Trouppen demjenigen/ welcher solche commandiret und dem andern zutuhret/ welcher jedoch gute und straffe Disciplin halten/ alle Excesen mit Ernst abstraffen/ dem beleidigten gebührende satisfaction verschaffen/ oder selbst dafür haften solle. Das Ober-Commando aber und die Haupt-Direction stehet bey demjenigen/ welchem die Hülff geschickt wird/ und in dessen Land die Operationes geschehen/ doch daß nichts haubtsächliches resolvirt oder firgenommen werde/ es sey dann vorhero mit dem Commandirenden Officieren der Auxiliar-Trouppen überlegt/ und nach vorgegangener gemeiner Berathschlagung gut befunden worden.

XII. Es wollen für das zwölffte die Allirte sofort und von nun an gute und richtige Magazine aufrichten/ auch Gewehr und Ammunition zur Hand schaffen/ damit alles auf den Nothfall in Bereitschafft stehe/ und es an nichts ermangelt möge.

XIII. Und damit es/ zum dreyzehenden/ denen Bunts-Verwandten/ wann sie in ihren Landen Werbungen anstellen/ an Mannschafft selbst nit ermangle/ wollen sie in allen deren Landen/ alle freunde und auswärtige Werbungen durch öffentliche Parenta verbieten/ dieselbige auch niemands/ er sey wer er wolle/ versetzen und zulassen.

XIV. Wann dann/ zum vierzehenden/ der fall sich ereignet daß die hierinnen versprochene und paciscirte Hülff zuschicken/ so sollen die unbelaidigte nicht nur abgerebter massen die Hülff wirklich schicken/ sondern auch so bald zugleich da sie Hülff leisten/ durch Schickung/ interposition oder andere der zeit Beschaffenheit nach nützliche Dienste sich des beleidigten annehmen/ und dadurch nichts unterlassen/ was zu des angegriffenen besten und wohlstarck gereichen kan.

XV. Gleichwie aber/ wie für das fünfzehende in eingang gedacht/ die Bunts-Verwandten ihre Sorg nicht einzig und allein auf ihre eigene Land/ sondern auch mit auf die gemeine wohlfahrt und tranquillität des ganzen Westphälischen Crayffes gerichtet/ also wollen sie/ so bald nit gewisse Nachricht von einigen Krieg bey welchem jetztgedachter Crayff und dero eigen Land in Gefahr gerathen/ und wohl gar impliciret werden können/ einlangen wird/ allen möglichen Fleiß anwenden/ und an ihnen überall nichts erwinden lassen/ ob die bevorstehende Kriegs-Gefahr zu verhüten/ die vorerwähnte irringen in der Güte zu heben/ und dergestalt Ruhe und Friede zu halten.

XVI. Für das sechzehende soll dieser Bund denen andern Bündnissen/ welche die Herren Confederirte vorher unter sich oder sonst haben/ nit präjudiciren/ sondern dieselbe einen weg als den andern in vigore und Kräften verbleiben/ gleichwohl aber in keinerley weise einen oder den andern Theil von würcklicher Adimplirung dessen/ was in dieser gegenwertiger Allianz versprochen und pacisciret/ abhalten oder verhindern/ die Hülff aber keiner mehr als aus einem Feedere zu leisten schuldig seyn/ und soll ein Theil dem andern von seinen habenden Bündnissen treuliche Nachricht geben.

XVII. Diese Bündnis gleichwie sie zum siebenzehenden von künfftigen Fällen zu verstehen/ also soll dieselbe von dato der Genehmhaltung an die nechst nacheinander folgende sechs Jahr gerichtet seyn/ nach verfließung dieser zeit bleib es in der Herren Allirten und derselbigen Successoren und Nachfolgern belieben dieselbige zu prorogiren/ oder auch vor Ablauf der sechs jahren von ferneter prorogation zu handeln.

XVIII. Zum achtzehenden/ so bleib andern Churfürsten und Fürsten/ absonderlich aber des Westphälischen Crayffes Gliedern offen und frey/ mit allerseits Herren Allirten vberwilt und einmüthiger Bewilligung/ auf vorhergangne Vergleichung in diese gegenwärtige Allianz sich nit zu begeben.

Diese Bündnis soll von dato innerhalb vier Wochen ratificiret und die Ratificationes in originali allhier gegen einander ausgewechselt werden/ zu mehrer Urkund haben allerseits Deputirte und vollmächtige Räte diese Bündnis unterschrieben und gesieglet/ so geschehen Bilefeld den 7. April 1671.

- (L.S.) Ferd. von Deu.
- (L.S.) Math. Korfgut Heudman.
- (L.S.) B. de Secret.
- (L.S.) Ber. Wil. Blaspi.
- (L.S.) Ber. zur Mühlen Dr.
- (L.S.) Frank Herr von Gise.
- (L.S.) Stratman.

LXVI.

Recess zwischen Ihre Fürstl. Gnaden Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster eines/ und Ihre Hochfürstl. Durchl. Rudolph Augusti/ Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg andern theils/ durch Mediation der Cron Frankreich/ Chur-Mainz/ Chur-Cöln/ und deroer Herzogen von Braunschweig und Lüneburg/ Georg Wilhelm und Johann Friedrichs Gebrüdere/ über die zwischen denselben wegen der Stadt Hörter entstandene zwissigkeiten/ den 17. April 1671. [LONDORPII Acta Publica Theil. IX. Lib. X. Cap. CCXXII. pag. 768. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans CHRIST. GASTELIUS de Statu Publico Europ. Noviss. Cap. XXVII. pag. 840.]

C'est-

ANNO  
1671.

C'est-à-dire,

ANNO  
1671.

*Traité conclu entre CHRISTOPHE BERNARD Evêque & Prince de Munster, & RODOLPHE AUGUSTE Duc de Brunswick-Lünebourg, par la Mediation de la Couronne de France, des Electeurs de MAYENCE & de COLOGNE, & de GEORGE GUILLAUME & JEAN FRIDERIC aussy Ducs de Brunswick-Lünebourg, sur les Differents qu'ils avoient au sujet de la Ville de HOEXTER. Le 17. Avril 1671.*

Zu wissen/ demnach zwischen dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Christoph Bernharden/ Bischoffen zu Münster/ Administratorem zu Corvey/ zc. an einem/ dann dem Durchleuchtigen Fürsten und Herrn/ Herrn Rudolph Augusto/ Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ zc. am andern Theil/ darüber Irrungen und Mißverständnis entspringen seyn/ daß jetzt höchstgedachtes Hn. Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. auff Anruffen Bürgermeister und Rath der Stadt Höxter in dieselbe/ Kraft inserirter Schutzgerechtigkeit emige Volcker geführt/ worauff allerhand grosse Weigerung zu besorgen gewesen/ daß die Durchleuchtigste Fürsten und Herren/ Herr Georg Wilhelm/ und Herr Johann Friderich/ Gebrüdere/ Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ zu Vorckommung derselben und das gute Vertrauen zwischen höchstgedachtem Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad. und Herrn Herzogen Rudolph Augusti zu Braunschweig und Lüneburg Fürstl. Durchl. zu restituiren, viel und sorgfältig bedacht und bemühet gewesen/ und bald anfangs ihre Freund-nachbarliche Officia und Mediation offerirt, und solche zu effectuiren, dero Rätthe mit Vollmachten und Instruktionen zu mehr höchstged. Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad. abgeschicket/ dergleichen wolgemeinte Interposition folgendes Ihre Königliche Maj. in Frankreich/ wie auch der Hochwürdigste Fürst und Herr/ Herr Johann Philipps/ Erzbischoff zu Mainz/ des H. Röm. Reichs durch Germanien Erzbischoff und Churfürst/ zc. So dann der Hochwürdigste Fürst und Herr/ Herr Maximilian Herzhog/ Erzbischoff zu Köln/ des H. Röm. Reichs durch Italien Erzbischoff und Churfürst/ zc. übernommen/ da dann auff fleißige und sorgfältige bemühung jetzt hochstged. Herren Mediatoren Abgesandten/ die Sache mit belieben und genehmhaltung mehrhöchstemantem Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. und Herrn Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. provisionaliter & präliminarter verhandelt und verglichen/ wie folgt:

Erstlich versprechen Hn. Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. daß sie ihre in besagter Stadt Höxter geführte Volcker/ jedoch mit Vorbehalt/ der obangezogener/ aber von dem Herrn Bischoffs Fürstl. Gn. allemal contradicirter Schutzgerechtigkeit innerhalb 14. Tagen nach commutation oder Aufwechselung dieses Recesses/ auß derselben mit guter Disciplin und Ordre wider abführen/ dieselbe einräumen/ nichts/ was sie nicht hinein gebracht/ und nach dem Stiffte Corvey oder der Stadt Höxter gehörig/ mitnehmen lassen wollen.

Da hingegen aber dem Herrn Bischoffs Fürstl. Gn. zugesagt und eingewilliget/ daß der Stadt Höxter ihre Jura, welche sie vermöge Herkommens/ Privilegien/ und des zu Ösnabrück und Münster getroffenen Friedenschlusses/ rechtmässig zu präcediren hat/ nicht benommen/ sondern bevorzehen solle/ ihre Gravamina in foro competenti auch bey dem Herrn Bischoffs Fürstl. Gn. einzuführen/ welche sie durch unparthenische Ministros und Rätthe untersuchen/ und dar auff verfügen lassen wollen/ was den Rechten und Reichs-Constitutionibus und insonderheit dem Instrum. Pacis gemäß/ falls auch erwähnte Stadt durch ersolgende Erkandnuß und Verordnung sich gravirt erachten werden sollte/ wollen seine Fürstl. Gnad. geschehen lassen/ daß dieselbe an höhern Ort durch gewöhnliche Rechts-Mittel appellationis, restitutionis in integrum &c. ihren Recours nehmen möge.

Damit aber auch das gute Vertrauen/ umb so viel mehr zwischen höchstgedachtem Herrn Bischoffs Fürstliche Gnad. und Herrn Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. restabillirt, und was dasselbe hindern köndte/ auß dem Weg geraumet werde.

So ist ferner verglichen/ daß immediate auff ersolgende evacuation der Stadt ihre respective Fürstl. Gn. und Herren dero Gewollmächtigte nachher Bilsfeld abenden und mit Zugiehung hochermeltem Herrn Herzogen Georg Wilhelms und Herrn Johann Friderichs Fürstl. Fürstl. Durchl. Durchl. so dann seine Kön. Maj. in Frankreich und andern Mediatoren abgeordneten Rätthen/ die wegen mehrbesagter Stadt Höxter/ zwischen dem Fürstl. Hause Braunschweig-Lüneburg und dem Stiffte Corvey streitige Jura, in der Güte abzumuthen/ sich alles Fleißes angelegen seyn lassen/ auch alsdann ob sie berührte der Stadt Gravamina auch andere Streitigkeiten/ welche sonst mit diesem Herrschlichen Wesen keine Gemeinschaft haben/ in die Tractaten kommen zu lassen/ in fernere Berathschlagung sieben wollen.

Diese gültliche Handlung soll aber von Zeit der Zusammenkunft sich innerhalb 2. Monat endigen/ und da wider Verhoffen in solcher Frist nicht alles gültlichen beygelegt und verglichen werden köndte/ so sollen die übrige ohnaußgemachte Puncten in einen wißführlichen Compromiss verwickelt seyn/ und damit auch hiebei alle unnötige und der Widerstiftung guten Vertrauens und Einigkeit hinderliche Verzögerung vermieden bleibe/ wollen beyde hohe Herren Interessenten bey noch währenden gültlichen Tractaten der Herren Arbitrorum, auch ehe man so dann der Compromiss-notul halber sich verglichen/ allen möglichsten Fleiß anwenden/ damit innerhalb 4. Wochen von Zeit der geendigten gültlichen Tractaten anzurechnen/ auch dieser Punct seine Richtigkeit erlange.

Zu Ausübung des Processus, für den erkliessenden Schieds-Richter/ sollen auch mehr nicht dann 6. Monaten gesetzet oder determinirt werden/ jedoch eben wol mit dem bedinge/ daß in der Arbitrorum Macht und Gutbefinden solche Zeit bis auff noch 4. andere Monaten zu erstrecken/ stehen/ auch die hohe Interessenten gehalten seyn sollen/ solcher prolongation statt zu thun/ und damit immittelst solche gute intention im wenigsten gehindert werden möge/ sollen alle Thätlichkeiten von beyden Seiten cessiren, und will keiner wider den andern etwas/ darauß Widerwille entstehen köndte/ vornehmen/ oder daß es durch die seinige geschehe/ verstaten.

Nach dem auch/ wie es unter währenden solcher Zeit der gültlichen Tractaten, Compromiss und Widerbesetzung der Stadt zu halten/ viele Handlungen gepflogen/ ist durch die hohe Herren Mediatoren es endlich dahin vermittel worden/ daß des Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad. von 60. bis 70. Mann in besagte Stadt Höxter legen/ solche Anzahl aber/ so lang die Tractaten und Compromissen wahren/ nicht ergrössern/ noch vermehren mögen/ und solches ohne präjudiz ein und andern hohen Theils habenden Rechts/ alsdann ferner/ im Nahmen höchstgedachter Herren Herzogen Georg Wilhelms und Johann Friderichs Fürstl. Fürstl. Durchl. bey dem Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. für den Rath/ Bürgerchaft und Bedienten der Stadt Höxter intercediren, denselben ohne Rücksicht eines und andern/ was Zeit dieser Schwirigkeit Ihr. Fürstl. Gnad. und dero Corveyischen Regierung zu wider vorgenommen/ und für ein Verbrechen und straffbar geachtet werden köndte/ zu vergeben/ und sie zu Gnaden wider auffzunehmen/ und nicht zu gestatten/ daß sie deroentwegen jetzt oder künftigher mit einigen processen oder Executionen angefochten/ oder mit Straffen belegt werden mögen.

So haben sich Ihre Fürstl. Gnad. endlich dahin erkläret/ daß zwar kein General-perdon gewilliget werden könne/ nichts desto weniger aber sollte die beschyene freund- und inständige Intercession in gebührende consideration genommen/ und die Schuldig befundene/ wider Recht und die Reichs-Constitutiones nicht beschwert/ auch wann sie zu der Clemence Zuflucht nehmen werden/ mit ihnen nach Gnaden verfahren/ und unzahl keiner an Leib und Leben bestraft werden/ und solle dem Fürstl. Hause Braunschweig-Lüneburg/ wegen der ehlen Vogten habenden/ so wenig als den Corveyischen Rechten hierdurch nicht was derogirt seyn. Irthündlich ist dieser Reces in duplo verfertigt/ und von beyden hohen Interessenten des Hn. Bischoffs Fürstl. Gnad. und Hn. Herzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. unterschrieben/ mit dero Fürstl. Secreten versiegelt/ und jedem Theil ein Exemplar zugesellet worden. So geschehen den 15/5. April Anno 1671.

CHRISTOPH BERNHARD.  
RUDOLPH AUGUSTUS.

LXVII.

Articul so von Ihro Hochfürstl. Durchl. zu Braunschweig-Lüneburg Herzog Rudolpho Augusto dem Bürgermeister und Rath/ auch gemeiner Bürger-schaft der Stadt Braunschweig/ ehe sieh dieselbe an Ihro Hochfürstl. Durchl. ergeben/ zugestanden worden. Im Haupt-Quartier zu Ridagshausen am 10. Junii Anno 1671. [LONDORPII Acta Publica Theil. IX. pag. 780. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. IV. Abtheilung. IV. Abtatz, Num. 58. pag. 146. Ces Articles se trouvent aussi dans ma petite Collection Tom. I. pag. 195. en François & traduits d'une feuille volante imprimée en Hollandois in 4. l'an 1671.]

C'est-à-dire,

Articles accordez aux Bourguemaitres, Conseil, & Bourgeoise de la Ville de BRUNSWIC par le Duc

ANNO  
1671.Duc RODOLPHE AUGUSTE. Au Camp  
à Ridagshausen le 10. Juin 1671.ANNO  
1671.

Demnach Burgermeistere und Rath/Gilden und Hauptleute/ auch gemeine Burgererschaft der Stadt Braunschweig/ bey jetziger/ zwischen des Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Rudolph Augusten/ Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ 2c. als regierenden Landes- Fürsten/ Wolfenbüttelischen Theils/ und denselben in puncto subjectionis & prædii obschwebenden Handlungen durch dero Deputirte unterthänigst gebeten/ daß Seine Fürstliche Durchleucht. vor dero von ihnen unterthänigst abstattender Erb-Huldigung über nachfolgende puncta in Gnaden sich erklären mögten. So haben Seine F. Durchl. dero angebohrnen Clemens und Güteigkeit nach/ und auß Landes- Väterlicher affection und wolmeinung gegen besagte dero Stadt und dero selbst ehrliebe Burgererschaft heute dato ad protocollum folgenden Inhaltes dero gnädigste Meinung eröffnen lassen.

Zunächst und vors erst/ als gedachte Burgermeistere und Rath und gemeine Stadt gehorsamst suchen und bitten lassen/ daß sie allerseits bey dem Exercitio Augustanæ Confessionis besänftig gelassen/ die Jurisdiction in Ecclesiasticis ihnen fürders gegönnet/ ihre vor Reformation des Fürstenthums Braunschweig publicirte Kirchen-Ordnung in ihrem Vigor bleiben/ ihnen auch die Pfarz-Besetzung so in- als ausser der Stadt fürders gegönnet/ jetziger Coadjutor und andere Prediger in der Stadt und auff dem Lande bey ihren Nempren fürders gebuldet werden mögten. Haben Seine F. Durchl. sich darauff gnädigst erklärt/ daß sie die Versicherung wegen des Exercitii Religionis/ nach der ohnveränderten Augspurgischen Confession ermelbter ihrer Stadt hienit geben/ und dieselbe hierin der üblichen Landes-Reverfalien/ vor sich ihre Fürstliche Nachkommen und Successoren vollständig mit genießen lassen wolten. So viel demnecht die Jura Episcopalia und was dahin gehörig/ betrifft/ so können sie zwar Burgermeistern und Rath und gemeiner Burgererschaft solches nicht einräumen/ sondern müssen sich als Landes- Fürsten dieselbe billich reserviren/ was aber in übrigen die Stadt circa præsentationem/ vocationem & introductionem der Kirchen- und Schuldiener besänftig und ohnstreitig hergebracht und erfessen/ und was dessen sonst dem berührten Juri Episcopali nicht abbrüdig/ wolten Seine F. Durchl. sie dabey fürders gnädigst lassen/ und ihre habende Jura patronatus ihnen nicht schwächen/ jedoch da man in einigen Pfarz-Belehnungen mit der Stadt von vielen Jahren hero freitig ist/ können Se. F. Durchl. dero Stadt nicht gestatten/ daß sie via facti darunter verfahren/ und Seiner F. Durchl. zu Nachtheil etwas verheugen wolten.

Vors andere ist von Burgermeistern und Rath auch gemeiner Burgererschaft gesucht/ daß in politicis & secularibus die Stadt bey ihrem hergebrachten Stadt-Regiment/ freyer Wahl und Bestätigung der Magistratum, Besetzung der Gerichten und Bedienten/ dem iure itaevendi und Beybehaltung ihrer Policey/ Ordnung/ Stadt-Rechts/ Kleider/ Hochzeit/ Begräbnuß/ Feier/ Wadze/ Handwerks/ Mühlen/ und andern Ordnungen und Edicten/ and dasjenige/ so zu Erhaltung guter Policey/ auch Exercirung des meri & mixti imperii Diensten/ wie auch die Infantien, Übung des Ober- und Unter-Gerichts/ gemeiner Bescheide/ und dergleichen Abfassung ihnen unabbrüdig gelassen werden möchte. Darauff haben Seine F. Durchl. sich dahin gnädigst erklärt/ daß/ ob sie zwar von dero Stadt jetzigen Regiments-Form/ und denen angezogenen Juribus und Befugniß keine gründliche information hätten/ zusetzert aber das Jus itaevendi denen subditis nicht zustunde/ so wären jedoch Seine F. Durchl. gar nicht gemeinet/ das Stadt-Regiment und gute nützliche Ordnung aufzuheben/ und dasjenige/ was wohl und loblich hergebracht/ mehrbemelbter ihrer Erb- und Land- Stadt hienit abzuschneiden/ besonders wann dieselbe die angezogene Statuta und Ordnung demnecht zu Seiner F. Durchl. unterthänigst einschicken/ und im übrigen zu gemeiner Stadt und der ehrlieben Burgererschaft Nutzen/ darin nichts zu verbessern/ und einigige Enderung zu machen nödig befunden werden solte/ Seine F. Durchl. dieselbe alsdann gnädigst confirmiren/ und disfalls der gemeinen Stadt und Burgererschaft bestes zu befördern/ Ihr auß Landes-Väterlicher sorgfalt gnädigst angelegen seyn lassen wolten.

Drittens hat Burgermeister und Rath auch unterthänigst sitzen und bitten lassen/ daß die Münz-Gerechtigkeit und einigige Gepräge schlagen zu lassen/ ihnen förders erstattet/ auch sie deswegen nicht gefähret werden möchte/ daß sie neulicher Zeit ad interim einige Münze von geringem Gehalt schlagen lassen/ mit dem Erbieren/ daß sie dieselbe wider einwechseln/ und das wahre pretium davor erstatten wolten. Worauff Seine F. Durchl. sich dahin gnädigst vernehmen lassen/ daß gleich wie in des N. Röm. Reichs- Satzungen und Münz-Edict gewisse Verordnung gemacht/ woran alle und jede/ so mittelbare als unmittelbare Angehörige des Reichs verbunden/ also Seine F. Durchl. dero Unterthanen darüber zu handeln nicht gestatten/ im übrigen aber/ sie bey ihrer Münz-Gerechtigkeit/ wie sie dieselbe von Alters erlangt und hergebracht/ fürderst gnädigst lassen wolten.

Und als vierdents von Seiten der Stadt gesucht worden/ daß wegen der per appellationem an das Fürstl. Hof-Gerichte zu Wolfenbüttel devolvirenden Sachen/ gewisse Verordnung

geschehen/ und sie disfalls also begnadiget werden mögten/ daß es gemeiner Stadt trüglich/ auch darn den Rechten/ Reichs-Ordnung und Herkommen nach verfahren werden möge/ haben Se. F. Durchl. sich darauff dahin resolvirret/ daß gleich wie Ihr als Landes-Fürsten obliegende und gebühre/ sie auch Zeit ihrer Landes-Fl. Regierung Ihr eifrigst angelegen seyn lassen/ daß jedem dero Unterthanen die Justiz gebühlich administrirret werden möge/ also solten auch die ehrliebe Burgererschaft und Angehörigen dero Stadt Braunschweig dessen auch allemahl Genoss empfinden/ und stünde nicht allem einem jeden/ der durch Unrecht und Rechte beschwert/ auff gewisse Masse frey und bevor/ an die höhere Gerichte zu provociren/ sondern da etwan vor dem durch ein oder andere unzulässige Bedrängniß ermelbte Burgererschaft und Angehörigen abgehalten worden/ bey den hohen Gerichten/ durch Appellationes besser Recht zu suchen/ Se. F. Durchl. solches fürders nicht gestattet/ sondern vielmehr den Rechten seinen freyen und ungehinderten lauff gegönnet haben wolten.

Fünffens hat man an Seiten der Stadt gebührend gesucht und gebeten/ daß ihnen die Jagt-Gerechtigkeit so wohl in dero Eigenthum und Feldmärkten/ als auch außserhalb derselben respectivè auff hohes und niedriges Wild zu exerciren unbehindert gelassen werden möge/ welches Seine F. Durchl. ihnen an denen Orten/ da sie in geruhiger und ohnstreitiger possession solcher Jagt-Gerechtigkeit sich bishero befunden/ auch fürderst gnädigst zu gönnen versprechen lassen.

Und als sechstens dieselbe damit nicht vergnügt/ daß auß ihr vormahliges unterthänigstes Ansuchen Se. F. Durchl. gnädigst sich erklärt/ daß sie dero Stadt Braunschweig und deren Kirchen/ Klöstern/ Schulen/ Hospitalen/ auch den Burgern an ihren mit Recht inhabenden Gütern/ nichts entzogen/ noch sich deren entwehren wolten/ sondern solche Erklärung in specie auch auff das Eidgerichte und andere gemeiner Stadt Land-Güter/ Gefälle und Einkommen/ mit denen dazu gehörigen Juribus und Gerechtigkeiten/ wie auch andere ausser dem Eidgerichte noch habende Nempren/ Dorffer/ Burg- und Wasser-Mühlen/ Fischereyen/ Holzungen/ Schäfereyen/ Steinbrüchen/ Kalköfen/ Lehen-Meyere/ und andern Gütern/ Korn- und Bag-Häusern/ das Zeughaus/ Artillerie/ Munition/ und was dem angehörig/ Ziegel-Ofen/ Zimmerhöfe/ Thon- und Leimens-Gerechtigkeiten/ ingleichen die Zehenden/ Zinsen/ Vor- und Nach-Schoß/ Zoll- und Straf-Gefälle/ Weg-Gelder/ Bruch-Stuben-Gefälle/ Apotheken/ Mahrstall-Wein- und Bier-Keller/ auch andere Intraden/ als das Jus Fiscii/ und detractus/ so wol von den abziehenden/ als an fremde erledigenden Erbschaft und Legatis/ Burger-Gilden/ Landwehren und Thürmen/ auch der Stadt und Burgererschaft aufstehenden Schulden und Forderungen/ wie die Nahmen haben/ insonderheit applicirret/ und jedweder dabey geruhig gelassen werden möge/ so haben Seine F. Durchl. sich darauff gnädigst vernehmen lassen/ daß so viel das Zeughaus/ Munition und Artillerie betrifft/ solches ad jus Armandiarum/ und also majora Regalia/ welche von der Superiorität dependiren gehörte/ und daher deren nachtheilige usurpationes Se. F. Durchl. dero Unterthanen nicht gestatten fönten/ daher auch die lobliche Burgererschaft in deren besondern Memorial nicht dabey bestanden/ sondern in eventum billigmäßiger satisfaction und Erstattung deswegen unterthänigst begehren/ Se. F. Durchl. nach eingezogener gnädigen Erkundigung sich mit der Stadt darüber vergleichen wolten/ auch erinnerten Se. F. Durchl. sich/ daß von dero in Gott ruhenden Vorfahren an der Regierung Burgermeistern und Rath die Zoll-Gerechtigkeit nicht gestanden/ sie wolten gleichwol dero Stadt vor der Hand deren nicht destituiren/ sondern salvis juris competentibus dieselbe dabey lassen/ was auch sonst an vorberührten gemeinen Stadt-Intraden dieselbe wol hergebracht/ und geruhig bislang erfessen/ die wolten Seine F. D. keines Weges derselben entziehen/ sondern sie dabey fürters geruhig lassen/ auch was es mit dem Eidgerichte und andern Land-Gütern/ Nempren/ Dorffern/ Burg-Mühlen und deren mitbenahmten Juribus und Gütern vor Bewandniß habe/ demnachsten eigentlich erkundigen lassen/ inzwischen aber ein für allemahl die Stadt dahin gnädigst versichert haben/ daß alle dasjenige/ was dieselbe bono titulo & jure erlangt/ und bislang besessen/ sie auch fürters behalten/ und dessen nicht entwehret werden solten.

Siebendens haben Burgermeistere und Rath/ und gemeine Stadt in puncto commerciorum nicht weniger unterthänigst begehret/ daß den Burgerlichen Gewerben Bran- und andern Nahrungen ihr freyer lauff gnädigst gegönnet/ den Braunschweigischen Burgern die freye Markt-Gerechtigkeit zu Wolfenbüttel/ Helmstädt/ Schöningen/ und allen andern Orten des Fürstenthums ungeschmälert verstatet/ die Zwang-Biere und erhöhte Acisen abgestellt/ die Handwerker auff den Dörffern und die Stadt gänzlich abgeschafft/ oder auff eine gewisse Distanz eingestellt/ den Burgern die herabgebrachte Zoll-Freyheit/ in dem Fürstenthum und denen incorporirten Graff- und Herzschaffen gnädig gelassen/ die Nebenstraßen am Trendel und womit soffen der Stadt Zölle geschwächt wurden/ ernstlich verboten/ die auff Garin/Wolfe/Münne/ und Hopffen wider das Herkommen gelegte Beschwerden abgethan/ denen Burgern wider die Unterthanen im Lande ohngefümt Rechts verholffen/ auch dabey

Wartens angehängt/ gesucht und gebeten/ daß des Fürstl. Post-Meisters Hilmer Deichmanns/ dem Commercio gar nachtheilige Anmassungen/ als Erhöhungen des porto, späte und

ANNO  
1671.

ANNO  
1671.

und unkeiffige Bestellung/ auch Verlust der anvertrauten Pa-  
quete und Schreiben/ remediret/ zu dem Post-Meister-Ampte  
eine Burgerliche/ genugsam gekessene und erfahrene Person bestel-  
let/ in eventum gedachter Reichmann die versprochene Schutz-  
und Beywohnungs-Gelder zu erlegen/ fremdde Personen dem  
Magistrat anzumelden/ und des Rath's-Brieffe frey bestellen zu  
lassen/ angehalten/ der Stadt eigene Ordinanß-Boten gebul-  
tet/ dero Boten Gerechtigkeit nicht gehindert/ sondern die Fuhrer  
und Briefeffammlungen ihnen fúrterers verstatet werden möch-  
ten: Vorauß S. F. Durchl. die Stadt gnádigt versichern las-  
sen/ daß sie dero Nahrung/ Wadtschum/ und Aufnahm/ so  
viel inuner möglich/ aus Landes-F. Sorgfalt und Zuneigung  
jederzeit befördern/ solchem nach auch insonderheit die Frey-Jahr-  
Marckts-Gerechtigkeit den Braunschweigischen Burgern gleich  
andern Unterthanen/ ingleichem die Zollfreyheit/ so weit und fern  
dieselbe distalls in possessione vel quasi sich jeko befinden/ ih-  
nen fúrterers ungeschmálet lassen wolten/ daß auch ihr Bier nicht  
höher als ander eingebrantes veracetet/ und wegen der Bran-  
nahrung und Handwerker auf ein solches expediens gedacht  
werden solte/ wodurch beydes der Stadt Braunschweig und deren  
Burgern nach Möglichkeit geholffen werden/ dabey aber andere  
Unterthanen unverfürket bleiben mögen.

Ingleichem solte wegen der angeführten Garn/ Wolle- und  
Hopffen-Angelegten Beschwerungen/ wenn die Stadt sich def-  
wegen specialius vernemen lassen würde/ zumahlen Seine F.  
Durchl. sich deren nicht erinneren/ genährige Verordnung er-  
folgen/ die Straffe am Trendel aber/ können Seine F. Durchl.  
niemand verbieten/ es solte aber in úbrigen sich ihren Bün-  
gern/ wann sie wider die Unterthanen auß dem Lande zu klagen/  
als sonst niemanden die Justiz versaget/ vielmehr dieselbe so  
wol wider diese/ als auch was den achten Punet betrifft/ wider  
den Post-Meister Reichmann/ da jemand an demselben Spruch  
und Forderung zu haben veremeynete/ gebühlich und unaußhál-  
lich administreret/ auch sonst der erwähnten Excessen halber  
gebühlich Erkündigen einbezogen/ und weil in der Post-Or-  
dnung wegen der Boten gewisse Verordnung vom gesamtem  
Fürstlichen Hause gemacht worden/ so lieffen Seine F. Durchl.  
es dabey billich bewenden.

Uß auch neundtens einige Amnistie von Burgermeister und  
Rath und gemeiner Stadt vor sich/ ihre Bedienten und angehö-  
rigen gesucht/ haben Seine F. Durchl. sich dahin gnádigt erklä-  
ret/ daß/ ob sie zwar wol Ursache hätten/ wider einen und an-  
dern der verübten Ungebühr und geführten schimpflichen Reden  
halber der Strengte nach zu verfahren/ sie jedoch solches alles aus  
Landes-F. Clemenz und Güte allen und jeden hiemit gnádigt  
vergeben/ und daß der gesuchten Amnistie nicht allein Burger-  
meister und Rath/ Gilben und Hauptleute/ auch gemeine Burger-  
schafft/ sondern auch wie in specie unterthánigt begehret worden/  
alle und jede dero angehörige Bedienten/ hohe und niedrige Offi-  
cierer und Soldaten zu Ross und Fuß/ Artillery-Bedienten/ Con-  
stabels und dergleichen dergestalt gekessert lassen mögen/ daß sie  
deswegen an Ehre/ Leib und Gut/ auch sonst keinerley Ge-  
stalt gefahret werden solten.

Rehens haben Burgermeister und Rath und gemeine Stadt  
inständig gebeten/ das bey dieser Belägerung ihnen und den ihri-  
gen abgenommenes Vieh und Sachen zu restituiren/ und daß die  
zu beyden Seiten respectiv erlittene Schaden und auffgewand-  
t Unkosten im úbrigen compensiret/ und die Gefangene und Ar-  
restirete loß gelassen/ so dann an statt der vor vielen undenklichen  
Jahren ihnen entzogenen Egidischen Gütern/ einigen armen  
Stadt-Kindern ein beneficium in der Communitat zu Helm-  
stádt oder dergleichen/ gnádigt zugewendet werden möchen.

Darauff Seine F. Durchl. gnádigt versprochen/ daß all das  
jenige/ was wider ihren Willen dero Gestalt bey dieser Beläge-  
rung den Burgern von der Soldatsca etwa weggenommen/  
und annoch bey einem oder andern verhanden/ ihnen ohne Entgelt  
restituirt werden/ auch die Erlassung der Gefangenen bey Übergabe  
der Stadt so bald erfolgen/ ingleichem auch die Stadt-Kindern der  
Communitat zu Helmstádt mit zu genießen haben solten.

Und als eyffens die Stadt ferner ganz beweglich gesuchet/  
daß/ weil sie mit grossen Schulden beladen/ welche sie so bald  
nicht abführen können/ daß sie dannhero mit geschwinden Pro-  
ceduren nicht überleget/ sondern ihnen darzu Zeit gegönnet wer-  
den möchte/ haben Se. F. Durchl. darim so viel thunlich/ gnádigt  
zu willigen/ und so viel salva justitia immer geschehen könne/ dero  
Suchen zu deferiren sich erklärt.

Zwölffens und letztlich haben dieselbe gleichfalls unterthánigt  
gebeten/ daß diejenige/ so der Stadt zuwider/ und ihrer Ver-  
brechen halber darauß verstatet wären/ vor ihrer Aufshnung  
nicht wieder hineingestattet werden möchten/ welches S. F. Durchl.  
gleichfalls/ in so weit niemanden dadurch unrecht oder Gewalt  
geschehen/ in Gnaden versprochen/ dabey aber außdrücklich be-  
dinget haben/ daß da einer oder ander deßfalls über zugefügter  
oder künftige noch zutugende Unbilligkeit mit Fug und beyfall  
Rechtens/ sich beschweren möchte/ daß S. F. Durchl. denselben  
nicht enthören/ sondern den einen so wol als den andern Gleich  
und Recht wiederfahren lassen wolten: Und nach demnach  
über solche von Burgermeister und Rath eingebrachte Desi-  
deria auch zugleich die ehliche Burgerschaft durch ihre De-  
putirten besonders suchen und bitten lassen/ daß sie bey Einlegung  
deß Präesidii mit beschwerlicher Einquartierung in ihre Häuser  
auch ein- und andern mehr angezogenen præstationibus, in specie  
der Landfolge/ Dienst/ Dorfpann/ Wadtholz/ und dergleichen

gnádigt verschonet/ auch so bald nach der Huldigung einige ge-  
wisse Commissarii verordnet werden möchten/ welche ihre habende  
Gravamina cognosciren/ und darinnen billigmäßige Verordnun-  
g thun möchten: Haben S. F. D. solchen ihrem Suchen in allen zu  
deferiren und statt zu thun/ und wegen deß Wadtholzes erträg-  
liche Verordnung ergehen zu lassen/ sich gnádigt erklärt/ und  
seyn darauß nummehr gewártig/ daß hingegen dero Stadt Braun-  
schweig der geforderten Huldigung/ auch des Vertrags zu den ge-  
meinen Land-Beschwerungen/ ingleichem der Garnison halber  
sich ohne weitem Auffenthalt so fort unterthánigt accommodi-  
re/ wídigen falls S. F. Durchl. an alle dero hierim gehanet  
gnádigste Versprechungen unverbunden seyn wolten.

Zu Urkund dessen allen/ ist Burgermeister und Rath/ auch  
der ehlichen gesampten Burgerchaft zur Nachrichtung forthane  
Se. F. Durchl. gnádigste Erklärung und Resolution hiernie  
unter dero Fürstl. Hand und Siegel ertheilt worden: So ge-  
schehen und geben im Haupt-Quartier zu Riddagshausen/ am  
10. Junii, Anno 1671.

LXVIII.

Bündauß zwischen Ihro Röm. Kayserl. Mayest. Leo- 17. Juill.  
poldum/ und Ihro Fürstl. Gnaden/ Herrn Christoph  
Bernhardt/ Bischoff zu Münster/ zu Conservierung der  
Teutschen Freyheit und des Westphálischen Friedens  
aufgerichtet. Zu Sassenberg den 17. Julii 1671.  
[Copie de mort à mort sur l'Original qui se  
garde dans la Regiftrature d'Etat de la Chan-  
cellerie de Cour, de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des  
Romains, & CHRISTOPHE BERNARD  
Eveque & Prince de Munster, pour la Defense  
de la Liberté Germanique, & le maintien de la  
Paix de Westphalie. A Sassenberg le 17. Juillat  
1671.

Wir wissen als der Durchleuchtigst Grosmechtigst und Unüber-  
windlichster Fürst und Herr/ Herr Leopold/ Erwehltet Ro-  
mischer Keyser/ zu allen Zeiten Mehter des Reichs/ in Germa-  
nien/ zu Ungarn/ Böhem/ Dalmatien/ Croatien/ und Sla-  
vonien König ic. Erb-Herzog zu Österreich/ Herzog zu Bur-  
gund/ Steyer/ Carnten/ Crain/ und Wirtenberg/ Graf zu  
Tyrol/ und Gork ic. und mit und neben Ihrer Kayf. Mayst.  
der Herr Christoph Bernhard Bischoff zu Münster/ Administra-  
tor zu Corvey/ Burggraf zu Strömberg/ und Herr zu Berck-  
loe/ ic und alle wege/ sonderlich aber bey gegenwärtigen Läu-  
fen ihre Rathschläge und sorgfaltigkeit dahin vornehmlich ge-  
richtet/ wie der zu Münster und Snabrug aufgerichtete Friede  
beständig conserviret/ mithin auch dero von Gott anvertraute  
Land und Leith in beständiger Ruh erhalten/ von denenfelben alle  
gefahr und ungelegenheit abgewendet/ und wider alle unbillige  
gewalt in zusammen gesetzten gueten Vertrauen und Vereinigung  
beschnket/ und gehandhabet werden können/ daß dabero dieselbe  
auch zu dem ende/ keines weges aber dadurch die zu Regenspurg  
bey gegenwärtiger Reichs-Verfammlung obhandene consultation  
wegen fest-stellung gemeiner Reichs-Securität/ und damit ein-  
laufenden allbereit für gut angesehener Provisional-Reichs-Ver-  
fassung/ als worzu auch allschon alle Reichs-Creyse neben dem  
Konigreich Böhem/ und incorporirten Provinzien ein gewisses  
quantum bewilliget haben/ in emige wege zu verhindern/ sondern  
allein unterdessen bis solches heilsam gemein nütziges werck zu sei-  
ner völligen Richtigkeit wird gebracht werden können/ zu desto  
zeitlicher besserer abwendung deren etwa ereigenden gefährlichkei-  
ten/ eine particular Defensiv-Alliantz unter sich geschlossen/ wie  
folgt:

I. Nemlich fürs erste/ daß nechst vorbehaltung der Konigsh.  
Kayf. Mayst. hohen Kayf. Amt/ autorität/ und gebührender  
Respect, die Vereinig- und Verfaffung zu Niemandes offen-  
sion, am allerwenigsten aber wider das Heyl. Rom. Reich/ oder  
zu erweck- und anrichtung einer Universal, oder particular-un-  
ruh/ und trennung im Heyl. Rom. Reich/ oder sich in fremde  
Kriege impliciren und einzumischen/ sondern nur allein zu erhal-  
tung eines jeden zusehenden Dignität/ Bisthden/ Rechten/ und  
Gerechtigkeiten/ sonderlich aber die Teutsche Freyheit/ und bestän-  
digen gemiß des Westphálischen Friedens/ wie auch sich und Ihre  
allerseits im Heyl. Rom. Reich habende und gelagene Land und  
Leithe wider alle gewaltthätige angriff/ und denen Reichs-  
Konstitutionen, und besagtem Friedensschluß zuwider laufende  
zunthigungen/ und beschwerden/ wie die nahmen haben/ und  
von weme dieselbe herrühren mögen/ wie auch wider alle inner-  
liche emprägungen zu conserviren, zu defendiren, und zu rethen  
angesehen/ und gemeint seyn solle: Also daß einer dem andern  
ohne

ANNO  
1671.

ohne unterschied der Religion in rechtem vertrauen meynen / zu obgedachten ende man allseits vestiglich / und unausgesetzt bey einander stehen / auch aus allen begebenheiten / woraus besagte unruhe entstehen / und worauf die hierin versprochene Assistance erfordert werden möchte / vorhero und zeitlich einander communiciren / keiner aber einigem Stand des Reichs / oder fremden Cronen / Potentaten / und Republicquen zu Feindlicher Invasion Ursach geben / auch die Bndts-Verwandte unter sich selbstn beständige Freundschaft erhalten / und keiner dem andern mit Thätlichkeit / oder gewalt überfallen / überziehen / oder beleidigen / sondern seine gegen den andern habende Wischelligkeit / und Streitigkeiten / wo deren einige seyn möchten / durch Gütlich und Rechtliche mittel entscheiden / und sich damit begnügen lassen solle.

II. Wofern nun zweytens ein oder anderer Conföderirter / und desselben im Hehl. Röm. Reich gelegene Landt ins gesamt / oder deren eines / die Graffschaft Bentheim / wegen des Stiffts und Fürstenthums Münster / in Kraft allergnädigst erhaltenen Kayserlichen Protectorii / mit eingeschlossen / wider verhoffen obersührter massen mit Gewalt überfallen / und Feindlich angegriffen / oder auch durch innerliche Empörungen und aufstände angefohren / oder dieser hierin geschlossener Zusammenziehung / und hinc inde verpochener Defension halber über kurz oder lang / es geschehe von wem es wolle / angefochten werden / Als dann wollen und sollen dieselben wegen berührter Jhrer im Reich gelegenen Landen und Leuten vestiglich beieinander stehen / einander auf beschwehens ansuchen wider den offendenten dem beleidigten unverzüglich / wie hernach folget / zu Hülff kommen / kräftig bestehen / und dessen Land und Leute wider Gewalt schützen / schirmen / und vertheidigen helfen.

Und damit man wissen moge / was jeder Theil an Mannschaft zu Ross und Fuß dem beleidigten requirirenden zu Hülff zu schicken habe / so ist fürs

III. Dritte vergleichen worden / daß auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen Jhro Kayf. Meyst. wegen dero im Reich gelegenen / und darzu gehörigen Erb- Königreich und Landen zu Ross Tausent Pferd / und zu Fuß 2000. Mann / und auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen widerumb soviel. Jhro Fürstl. Gnaden zu Münster ebner gestalt auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen zu Ross vier hundert / Dragoner hundert / und zu Fuß funff hundert Mann / auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen widerumb soviel zu hülff senden solle / mit der verbindlichen abrede / daß der eine Bndts-Verwandter dem andern auf blosses ansuchen einen unschädlichen durchzug vor des Bndts-Völcker unwaigerlich zu verlasten schuldig seyn solle.

IV. Es solle auch viertens die hülff nicht wider zurück gezogen werden / bis des Feindes vornehmen gewehret / und dasselbe / so derselbe etwa eingenommen / wider erobert seyn werde / es sey dan der schickende / oder zu hülff kommende würde selbst überzogen / und wie vorgebracht / vergewaltiget / und beleidiget.

V. Solte nun aber zum fünften wider verhoffen mehr als einer von denen Allirten überzogen werden / und gefahr leiden / auf solchem fall solle die übrige Bndts-Hülff von denen unbedeutendigen halb dem einem / und die andere helfte dem andern beleidigten auf maß und weis / wie vorgemeldet / zugeschicket werden.

VI. Wofern auch sechstens eine dergleichen Hülff nicht zureichen solte / auf solchem fall sollen und wollen die Bndts-Genossen auf erlangende nachricht von solcher erregenden Gefahr / auch sobald ohne aufenthalt darüber sich mit einander vernehmen / und einer solchen anstalt und Hülffe vergleichen / welche zulänglich / und womit dem Nothleidenden in der Noth wirklich geholfen werden möge.

VII. Sobald auch zum sibenden die Hülff wirklich geschickt / und in des requirirenden Land / oder bey dessen Trouppen angelangt seye / so solle jedesmahl / wan etwas vorzunehmen / darüber gebührender Kriegs-Rath gehalten werden.

VIII. Es soll auch achtens ein jeder Hülffschickender seinen Trouppen so viel Feld- Artillerie neben der zubehor mit geben / als es die nothmilt und Kriegs-Raison erfordert.

IX. Die Direction und Ober-Commando über die Waffen solle zum neunnden bey Jhro Kayf. Meyst. verbleiben / und von derselben eine Generals-Person mit beliebung der Conföderirten vorgeschicket werden / welcher in dessen Land / deme die Hülff geleistet wird / ohne desselben vorwissen / und belieben nichts vornehmen / sondern dasjenige / was selbiger zur Defension und rettung seiner Land und Leuten gut befinden möchte zuthun / und zulassen / in Kraft dieses angewiesen und verpflichtet seyn solle / solte aber ein fall sich begeben / welcher einen general Kriegs-Rath erfordert / so sollen auch zu denselben alle diejenige gezogen werden / welche zu einem Kriegs-Rath gehören / und solle derjenige in demselben präsidiren / welcher das Directorium / oder Ober-Commando fuhrer / oder da derselbe nicht dabey seyn wolle / oder Fönre / als dan der / so die höchste Charge bedienet.

X. So solle war auch zehntens ein jeder seine Völcker unterhalten und bezahlen / und zu deren behuff / damit dieselbe / wan sie in andern Landen stehen / schwurig zu werden / zu exorbitanten / confusion / und andere ungelegenheiten anzufangen keine Ursach haben mögen / dem bey seinen Völkern habenden Commissario zwey Monat Gold gleich anfangs zum Vorrath mitgeben.

XI. Allermassen dann auch zum eilften zu verhütung aller unordnungen unter den Völkern die Bndts-Verwandte / sobald

auf den Nothfall eine gewisse Verpflegung-Ordonanz aufzichten wollen / nach welcher bey wärender conjunction alle Trouppen durchgehends gleich bezahlt werden sollen.

ANNO  
1671.

XII. Dieweil fürs zwölffte die Auxiliar-Völcker das Proviand nicht zugleich mit sich führen können / solle der Requirent zwar schuldig seyn / selbige so lang sie in seinem Land stehen / mit nothwendigem Commis-Brod vorzuschuss weise / zu versehen / welches ihm jedoch unverzüglich von jedem der hülffschickenden bezahlt und ersetzt werden solle / gleich dann auch die Conjungirte-Völcker ein mehrers / als dieses Commis-Brod / und das obstad / und raud-Futter / nicht fordern / oder exequiren / sondern was sie darüber begehren werden / denen Unterthanen in billigen werth mit Geld bezahlen sollen.

XIII. Wann auch zum dreyzehenden einige Bndts-Verwandten außserhalb diesem noch in einem andern gleichmäßigen Foedere mit einander begriffen / kraft welchen sie ebenfals einander hülff zuleisten schuldig / so solle doch kein theil aus beeden Foederibus / sondern nur aus einem die Assistentz zuschicken gehalten seyn / und dem Requirenten frey stehen / auf welchem Bndt er seine Conföderirte requiriren wolle / da etwa auch eine Crayß- und Reichs-Hülff geschicket werden solle / so solle auch diese von dem quanto der Bndts-Hülff abgezogen werden.

XIV. Es solle auch sonstn fürs vierzehende von niemanden aus denen Bndtius-Verwandten einige andere Bndtius ausgerichtet / oder eingegangen werden / so dieser zuwider.

XV. Im übrigen hat es auch zum fünfzehenden hiebey die meinung gar nicht / ob wolte man durch diese particular Verbündtius die zuverhüt: und abreibung unrechten Gewalts im Hehl. Röm. Reich fundirte Executions-Ordnung / und in kraft derselben / sonderliche Reichs- oder Crayßes-Verfassunge / wie auch die im Friedensschluß verordnete Universal-Guarantie zuruck stellen / stecken / oder verhindern / sondern es sollen nichts desto weniger dieselbe ohne abbruch dieses Recessus in allerweg mit gehörigen Fleiß / und eifer / sowohl ins gemein bey gegenwertigem Reichs- als absonderlich den Crayßs-Conventen allseits nach möglichkeit befördert werden / wie dan kraft dieses Foederis alle und jede Bndtius-Verwandten versprechen / daß sie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräften daran seyn wollen / damit der Punctus securitatis bey noch wärenden Reichs-Convent fortgesetzt / und damit die gemeine Provisional-Verfassung wirklich eingerichtet werden möge / auf dem Fall aber solche wieder verhoffen verhindert werden solte / so solle doch nichts desto weniger ein jeder zu der hierin verglichener Bndts-Hülff obligirer / und dieselbe ohnauhaltlich zuleisten verbunden seyn.

Wann auch schließlich mehr andere Chur-Fürsten und Stände des Reichs / sie seind Catholisch / oder Augspurgischer Confession in dieser particular Defensions-Verfassung obgesetzter massen mit eintreten wollen / und sich bey jemand / so in dieser Verfassung begriffen / darumb anmelden würden / so solle es derselbe denen anderen alsbald notificiren / und solche Chur-Fürsten / und Stände auch unweigerlich darinnen mit eingenommen werden / Gleich nun solches zwischen allerhöchst gedacht Jhro Kayf. Meyst. ansehnlichen Gesandten Herrn Heinrichen Otto Marchesen von Savona / Carretto / und Brana in kraft überreicheren allergnädigsten Creditivs / und Jhro Fürstl. Gnaden zu Münster und Corvey / dergestalt vergleichen / so wollen Sie darüber die Keyserliche allergnädigste Ratification allergerhorsamst erwarten. In Urkund dessen seind dieser Defensiv-Alliantz Recessen zwey gleichen Inhalts verfertiget / und gegen einander ausgewechslet. Signatum Cassenberg den 17. July 1671.

Ot. Heinrich Mr. Carretom. (L.S.)

Christoff. Bernhardt. (L.S.)

## LXIX.

Traité entre Louis XIV. Roi de France, &amp; 23. O&amp;.

ERNEST AUGUSTE Duc de Brunswic & Lunebourg, & Evêque d'Osnabruc, Fait à Cologne le 23. Octobre 1671. [FRÉDER. LEONARD. Tom. III.]

NOUS ERNEST AUGUSTE, par la grace de Dieu, Duc de Brunswic & de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc, aiant veu & examiné le Traité & l'Article à part, faits & passez à Cologne le 23. d'Octobre dernier, entre M. Verjus, Conseiller du Roi Tres-Chrétien en son Conseil d'Etat, & son Envoié extraordinaire en Allemagne, au nom de Sa Majesté: & le Sieur de Hammerstein, Conseiller en notre Conseil d'Etat & privé, & President de notre Chambre des Comptes, duquel Traité la teneur ensuit.

Le Roi aiant donné ordre & plein-Pouvoir au Sieur Verjus, Conseiller de Sa Majesté en son Conseil d'Etat & son Envoié extraordinaire en Allemagne, de faire & d'accorder avec Son Altesse Monsieur le Duc Ernest Auguste de Brunswic & de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc,



ANNO 1671. nabruc, un Traité de Neutralité entre S. M. & tel autre Prince ou Etat avec qui elle pourroit avoir la Guerre : & ledit Sieur Duc aiant donné un pareil Pouvoir au Sieur de Hammerstein, Conseiller en son Conseil d'Etat & Privé, & Président de la Chambre des Comptes, ledit Sieur Verjus au nom & de la part de S. M. & ledit Sieur de Hammerstein pour ledit Sieur Duc, font convenus des Articles suivans.

I. Que ledit Sieur Duc s'engage à observer une exacte Neutralité pour le tems qui sera marqué ci-après, entre le Roi, & quelque Prince ou Etat que ce puisse être, contre qui Sa Majesté ait la Guerre, & de n'entrer en aucun Parti ou Ligue qui soit directement ou indirectement contraire aux intérêts de Sa Majesté.

II. Que ledit Sieur Duc s'oblige de donner passage aux Troupes de Sa Majesté & de ses Alliez, quand Sadite Majesté l'en requerra; se reservant néanmoins de le donner selon les Constitutions de l'Empire, à d'autres qui le lui pourroient demander.

III. Qu'il sera permis à S. M. de faire acheter dans le Pais dudit Sieur Duc, autant de Vivres & de Munitions de Guerre qu'elle jugera à propos, autant que Sadite Altesse n'en aura pas besoin elle-même.

IV. Que ledit Sieur Duc promet aussi de ne donner durant ce present Traité, ni prester à personne ses Troupes, ni de permettre aucune levée dans ses Etats au prejudice des intérêts du Roi.

V. Que ledit Sieur Duc dans toutes les occasions qui ne touchent point l'Empire ni la Maison, sera toujours prest à donner des preuves de son affection aux intérêts & service du Roi, pour meriter d'autant plus par toute sa conduite la bien-veillance & confiance de Sa Majesté.

Sa Majesté promet aussi de son côté,

I. Qu'elle fera paier audit Sieur Duc un Subside de cinq mille Ecus par mois pendant le cours du present Traité, & tant qu'il durera, à commencer du jour de l'échange des Ratifications; lequel Subside doit être avancé de deux mois en deux mois.

II. Que dans les passages que S. M. pourroit demander audit Sieur Duc par ses Etats, elle ne fera pas seulement paier ponctuellement les frais & les dépenses que ses Troupes y pourroient faire, mais donnera aussi les ordres nécessaires afin que ses Sujets n'en reçoivent aucun dommage.

III. Que S. M. ne prendra aucun quartier d'Hiver ou Logement dans les Etats dudit Sieur Duc, sans son consentement.

IV. Qu'il sera permis audit Sieur Duc, en cas que quelques Partis ou Coureurs fissent du desordre dans ses Etats, de s'en saisir, & de les faire punir selon que le cas & la justice le requerra.

V. Que le Roi lorsqu'il en sera requis après le terme de six semaines, sera obligé d'assister & de protéger ledit Sieur Duc, contre ceux qui le pourront attaquer ou inquieter durant le cours du present Traité, étant libre à S. M. de prester le secours en Hommes ou en argent, pourveu qu'il soit proportionné & égal au danger; faite dequoi il demeurera libre audit Sieur Duc de pourvoir à l'Intérêt de ses Etats le mieux qu'il pourra. Et quand, ce que Dieu ne veuille permettre, ledit Sieur Duc pour le sujet de cette Neutralité, viendroit à perdre une partie de ses Etats ou le tout, S. M. ne fera & n'accordera nulle Paix ou Treve avec ceux qui en seront les usurpateurs ou possesseurs, sans qu'il soit pleinement & entierement restitué en tout ce qui lui appartient legitimelement, avec dedommagement & intérêt; comme en toutes les autres occasions le Roi promet d'appuyer toujours puissamment les intérêts dudit Sieur Duc, pour lui donner de plus en plus sujet de s'attacher à ceux de Sa Majesté.

VI. Que ledit Sieur Duc se pourra réserver la fidelité qu'il doit à l'Empereur & à l'Empire, sur les choses qui pourroient être conclues ou arrêtées par les Etats de l'Empire, dans les formes ordinaires & accoutumées.

VII. S'il arrivoit que pendant ce Traité l'un ou l'autre des Princes de la Maison de Brunswic fût le premier attaqué dans ses Etats, par qui que ce soit, ledit Sieur Duc se réserve de l'assister, conformement à ce qu'il doit en vertu des anciens Pactes de famille établis en la Maison, sans choquer ou manquer à la foi du present Traité.

VIII. Il a été convenu & arrêté que le present Traité durera deux années à compter du jour de l'é-

ANNO 1671. change des Ratifications, soit que le Roi soit en Paix ou en Guerre, & qu'en cas que durant le cours de ces deux années, le Roi fût entré en Guerre contre quelque Prince ou Etat, ledit Traité continuera & sera exactement observé de part & d'autre dans toutes les conditions, durant le cours de deux autres années après les deux premieres échouées, si ce n'est que la Guerre finisse plutôt, auquel cas le Traité finira avec ladite Guerre.

IX. Que trois mois avant que ce Traité expire, le Roi & ledit Sieur Duc pourront traiter & convenir de sa prolongation autant qu'ils le jugeront à propos.

X. Et la Ratification du present Traité sera fournie par le Sieur Verjus de la part du Roi, un mois après que ledit Sieur de Hammerstein lui aura livré ledit Traité, & la Ratification de sadite Altesse.

En foi dequoi lesdits Sieurs Verjus & de Hammerstein, ont signé le present Traité & y ont mis le Cachet de leurs Armes: Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. Signé, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

## ARTICLE A PART.

Outre ce qui a été conclu & arrêté ce jourd'hui entre le Sieur Verjus, Conseiller de Sa Majesté en son Conseil d'Etat & son Envoyé extraordinaire en Allemagne; & le Sieur de Hammerstein; Conseiller de son Altesse en son Conseil d'Etat & Privé, & President de la Chambre des Comptes, en vertu de leurs Pouvoirs ils sont convenus par cet Article, qui aura la même force & autorité que le Traité principal; que notwithstanding la promesse que le Sieur Duc a faite d'observer une exacte Neutralité, il lui demeurera néanmoins libre & permis, sans que pour cela il puisse être accusé d'aucune contravention au Traité susdit, d'envoyer à l'assistance des Membres de la Quadruple-Alliance, deux cens Chevaux, & quatre cens Hommes de Pied, qu'il est obligé de leur donner en vertu du Traité d'Alliance fait en l'an 1666. jusqu'au tems que cette Alliance prenne sa fin, qui sera le 25. jour d'Octobre de l'année 1672.

En foi de quoi lesdits Sieurs Verjus & de Hammerstein, ont signé le present Article à part, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. Signé, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

Aiant les susdits Traité & Article à part agreables, en tous & chacuns les Articles y contenus, les avons approuvez & ratifiez, approuvons & ratifions, promettant en foi & parole de Prince de les entretenir, garder & observer inviolablement de notre part de point en point selon leur forme & teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons signé la presente Ratification de notre main, & à icelle fait apposer le Scel de notre Secret. Fait à Venise le sixième de Novembre 1671. Signé, ERNEST AUGUSTE, Duc de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc.

## LXX.

Premier \* Instrument du Contrat de Mariage, entre PHILIPPE Duc d'Orleans, Fils de LOUIS XIII. Roi de France, & Frere de LOUIS XIV. & ELISABETH CHARLOTTE, Princesse Palatine du Rhyn, Fille de CHARLES LOUIS Electeur, & Sœur de CHARLES aussi Electeur Palatin. A Strasbourg le 22. Octob. 1. Novembre 1671. Avec la RENONCIATION de ladite Princesse à tous Droits Successifs sur tous les Biens Paternels & Maternels tant Souverains que Feodaux &c. A Paris le 24. Novembre 1680. [Copies autentiques, & produites dans la Negociation qui se fit à Francfort sur le Meyn en 1699. pour finir les Differents

\* Ces deux Pièces se trouvent dans ma petite Collection Tom. I. pag. 208. Dans la Continuation des Actes de la Paix de Ryswick, pag. 167. Et dans THUCELI Histor. Publ. Tom. III. pag. 215. [DUM.]

ANNO 1671. rements agitez entre S. A. E. Palatine, & S. A. R. Madame la Duchesse d'Orleans, au sujet de la Succession.]

**A**RTICLES & Conventions du Mariage entre très-haut & très-puissant Prince Philippe Fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres & de Nemours, Seigneur de Montargis, Pair de France, & très-haute & très-puissante Princesse Elisabeth Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, de la Maison Electorale, Duchesse de Baviere, &c. arretez & conclus avec l'aveu & consentement de très-haut, très-puissant, & très-excellent Prince, Louis par la grace de Dieu, Roi de France, & de Navarre, & mondit Seigneur Duc, entre très-haut & très-puissant Prince Charles Louis par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. Pere de madite Dame Elisabeth Charlotte d'une part, & Messire François Marquis de Bethune, aiant Pouvoir & Procuration de Sadite Majesté de mondit Seigneur Duc d'autre part.

I. Mondit Seigneur Duc prendra pour Femme & Epouse madite Dame la Princesse Elisabeth Charlotte par foi de Mariage, comme madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc, solennellement à la face de la Sainte Eglise.

II. Aussi-tôt que le Contract du Mariage conforme à ces presens Articles sera mis entre les mains de mondit Seigneur Electeur, ce qui se doit faire incessamment, madite Dame Princesse sera conduite jusqu'à Mets, aux fraix de Sadite Altesse Electorale Palatine, avec un Equipage, Meubles & Habits, convenables à sa condition.

III. Monsieur le Maréchal Duc du Pleffis Pralin se trouvera à Mets de la part de Sadite Majesté, & mondit Seigneur Duc avec Procuration suffisante, pour faire les Epousailles avec madite Dame Princesse, au Nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Ensuite le susdit Maréchal épousera en vertu de son Pouvoir & par Procuration madite Dame Princesse, le lendemain ou deux jours après l'arrivée de ladite Princesse à Mets avec toutes les Solemnitez requises.

V. Après quoi ladite Dame Princesse sera conduite par très-haute, & très-puissante Princesse Anne de Mantouë Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere Douairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur Duc de se trouver, dans lequel lieu le Mariage sera confirmé & consommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Palatin a constitué en Dot, & fait don à madite Dame Princesse sa Fille de la même Somme que les Princesses de la Maison Palatine ont accoutumé de recevoir, & que ses Etats dont il est à present en possession sont en usage de donner en pareilles occasions, qui sera delivrée partie en argent, partie en Bagues dont Inventaire sera fait & estimation, qui lui tiendront nature de propre, laquelle Somme sera payée dans un an après la consommation du Mariage, & pour la sûreté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles seront hypothéquez du jour du paiement, & specialement une Terre de la valeur au moins de ladite Somme, au choix de mondit Seigneur le Duc d'Orleans.

VII. Ladite Dame Princesse sera autorisée par ledit Seigneur futur Epoux pour renoncer, comme elle renonce dès à present à tous Droits successifs sur tous les Biens Souverains, & Feodaux, Paternels. & Maternels situés en Allemagne, se reservant seulement ses Droits sur les Biens de même qualité situéz hors de l'Allemagne, & les Allodiaux de sa Maison.

VIII. Seront lesdits Seigneur & Dame futurs Epoux communs en tous Biens, Meubles, & conquêts Immeubles, qui seront par eux faits durant & constant ledit Mariage, suivant la coûtume de la Ville, Prevôté, & Vicomté de Paris, étant néanmoins convenu que tous les Biens meubles & immeubles, qui de present appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orleans, lui seront & demeureront propres, & aux siens de son côté & ligne; declarant mondit Seigneur Duc que depuis le décès de Madame son Epouse, il a fait faire Inventaire de ses Biens, duquel Inventaire recollement sera fait avant la célébration dudit futur Mariage, & Copie d'icelui jointe à la Minute des presentes.

ANNO 1671. IX. Monseigneur Duc d'Orleans pour la singuliere affection qu'il porte à ladite Dame Princesse sa future Epouse, lui donnera des Pierreries, Bagues, & Joyaux pour la Somme de cent cinquante mille Livres, à la charge qu'arrivant le predecès de ladite Dame Princesse sans Enfans, lesdites Pierreries, Bagues & Joyaux lui seront restitués & appartiendront, sans qu'ils puissent être compris en ladite communauté; laquelle restitution aura aussi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orleans, en cas qu'il precede ladite Dame sa future Epouse, sans Enfans, après toutefois le decès de ladite Dame Princesse, qui en jouira sa vie durant.

X. Mondit Seigneur le Duc d'Orleans douera ladite Dame Princesse de la Somme de 40. mille Livres par chacun an de Douaire prefix en fonds de Terre par chacun en proche à prendre & en jouir par ses mains, du jour que le Douaire aura lieu: premierement sur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que ceux de son appanage; & oure donne à ladite Dame Princesse sa future Epouse le Château de Montargis garni de Meubles comme il convient à la qualité, pour son habitation & demeure, sa vie durant.

XI. En cas de predecès de mondit Seigneur Duc d'Orleans sans Enfans dudit Mariage, il sera permis à ladite Dame Princesse future Epouse de renoncer à ladite Communauté dans trois mois après ledit decès, & y renonçant elle demeurera quitte de toutes Dettes de ladite Communauté, soit qu'elle y ait parlé ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été constitués en Dot, qui se trouveront avoir été reçus par mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec tous les Biens qui lui seront venus & échus constant ledit Mariage par Donation, Succession, ou autrement, ensemble ses Habits, Bagues, Joyaux, Meubles qu'elle aura apportez, dont à cette fin sera fait un bref Inventaire, fondit Douaire, & habitation au Château de Montargis, meublé, comme il est ci-dessus dit, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame Princesse sera acquitée sur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orleans, & pour raison de ce, & autres Clausés & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princesse aura hypothèque sur les Biens du jour dudit Contract de Mariage.

XII. Et si ladite Dame Princesse future Epouse, survivante avec Enfans dudit Mariage, vouloit accepter ladite Communauté & y participer, elle emportera seulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, payant par elle le tiers des Dettes; mais s'il n'y a des Enfans, & qu'elle choisisse ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge aussi de payer & acquitter la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame Princesse future Epouse vint à preceder sans Enfans, ou avec Enfans dudit Mariage, ses Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orleans, à cause du Droit de Communauté, stipulé en faveur de madite Dame Princesse, mais sera tenu mondit Seigneur Duc de restituer auxdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Donation, ou d'Heritage, du côté & ligne de madite Dame future Epouse.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il seroit aliéné quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouse, ores qu'elle y ait parlé, ou qu'il soit fait rachat d'aucune de ses Rentés, ou retiré quelque Domaine aliéné à elle appartenant, en fera fait autre remploi par ledit Seigneur futur Epoux, & à faute de ce faire par lui, pendant ledit Mariage, les Deniers seront repris sur la Communauté, & si elle ne suffit, sur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

XV. Ledit Seigneur Electeur envoira ses Procurations, & celles de madite Dame sa Fille au Sieur Paul de Rammingen son Conseiller & Resident à Paris, pour signer le Contract de Mariage avec le Roi, & mondit Seigneur le Duc d'Orleans, selon la teneur de ces presens Articles.

En foi de quoi mondit Seigneur Electeur Palatin, madite Dame la Princesse Elisabeth Charlotte sa Fille, & Messire François Marquis de Bethune en vertu de sa susdite Procuration, ont signé ces presentes de leurs mains, & y ont fait mettre leur Seel. Fait à Strasbourg le 22. d'Octobre du vieux style, & le 1. de Novembre stile nouveau l'an 1671. Signé, CHARLES-LOUIS, ELISABETH-CHARLOTTE, & FRANÇOIS DE BETHUNE, & scellé de leurs Sceaux & Cachets.

ANNO  
1671.

## C O P I E

*De la Renonciation réitérée de la Serenissime  
Duchesse d'Orleans.*

PAR devant les Conseillers du Roi Notaires à Paris sousignez, furent presens très-haut, très-puissant & très-Excellent Prince Monseigneur Philippe, par la grace de Dieu, Fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres, & de Ne-mours, Comte de Bogency, Seigneur de Montargis, &c. & très-Haute, très-Puissante, & très-Excellentte Princesse Madame Elisabeth-Charlotte son Epouse, qu'il autorise à l'effet des presentes, lesquels ont reconnu & confessé avoir reçu de très-Haut & très-Excellent Prince Charles, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. Frere de sadite Alteffe Royale Madame, la Somme de 32000. Florins d'Allemagne, valans Monnoye de France, celle de 64000. Livres, pour la Dot promise par très-Haut très-Puissant & très-Excellent Prince Charles Louis, par la même grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier, & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. à Son Alteffe Royale madite Dame sa Fille, tant en Deniers comptans, que Bagues, en faveur de son Mariage avec son Alteffe Royale mondit Seigneur, suivant le Contrat de son Mariage, reçu par Messieurs le Tellier & Colbert, Conseillers Secretaires de la Maison & Couronne de France, Conseillers & Secretaires d'Etat & des Commandemens & Finances de Sa Majesté, le 6. Novembre 1671. de laquelle Somme de 32000. Florins d'Allemagne, faisant 64000. Livres Monnoye de France, Leurs Alteffes Royales quittent & déchargent Son Alteffe Electorale, laquelle Somme ainsi payée, fera & tiendra nature de propre à madite Dame conformément audit Contrat de Mariage, & pour sûreté de ce, mondit Seigneur son Epoux a affecté, obligé, & hypothéqué tous ses Biens Meubles & Immeubles, & spécialement la Terre, Seigneurie & Comté de Bogenci, ses circonstances & dependances, que Monseigneur a acquis de Monsieur le Maréchal de la Ferté, „ moyennant la Somme de 153000. Livres, & en consequent „ ce du susdit paiement, madite Dame autorisée ainsi „ que dit est de mondit Seigneur son Epoux, en réitérant „ la Renonciation qu'elle a d'abondant renoncé „ par ces presentes à tous Droits successifs sur tous les „ Biens Souverains & Feodaux Paternels, & Maternels „ nels, situés en Allemagne, se reservant seulement „ ses Droits sur les Biens de même qualité, situés „ hors l'Allemagne, & les Allodiaux de sa Maison suivant „ la Coutume de la Maison Electorale Palatine”. Et ont Leurs Alteffes Royales consenti qu'il soit fait mention de la presente Renonciation & Quittance, sur ledit Contrat de Mariage, ce qui ne servira avec ces presentes que d'une même chose, promettans, obligans, & renouçans. Fait & passé à Paris au Palais Royal, l'an 1680. le 24. jour de Novembre avant midi, & ont Leurs Alteffes Royales signé les presentes doubles. Signé, PHILIPPE, ELISABETH-CHARLOTTE, THOMAS, & BECHET.

*Les deux Copies ci dessus ont été collationnées à leurs Originaux par moi Remi le Petit, Notaire Imperial & Public à Francfort.*

*Second Instrument du Contrat de Mariage entre PHILIPPE Duc d'Orleans, & ELISABETH-CHARLOTTE Princesse Palatine du Rhin, fait & passé au Château de Versailles, le 6. Novembre 1671. [Recueil de Leonard Tom. III. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. Num. 64.]*

AU NOM DE DIEU. Sçachent tous presens & à venir, que comme le Roi a toujours eu un très-grand desir de procurer & concourir en toutes choses à la satisfaction & aux avantages de Monseigneur Fils de France, Duc d'Orleans, son Frere Unique; Sa Majesté dans la resolution que mondit Seigneur a pris de se remarier, a bien voulu lui procurer une Alliance

portable à la grandeur de sa naissance : & pour cet effet aiant considéré qu'entre toutes les Princeses de l'Europe sur lesquelles elle auroit pu jetter les yeux, la Princesse Electorale Elizabeth-Charlotte, Palatine du Rhin, seroit plus convenable, tant pour son ancienne & illustre naissance, que pour les diverses Alliances que les Princes ses Pere & Aieuls ont eu avec cette Couronne, Sa Majesté en auroit fait faire les propositions sur lesquelles les Articles & Conditions nécessaires pour parvenir à l'accomplissement dudit Mariage (suivant le consentement que nôtre S. Pere le Pape en a donné) en ont été arrestez & signez. Pour ce est-il que du consentement & volonté de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Louis, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; & de tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse Marie Therese, par la même grace de Dieu Reine de France & de Navarre, Epouse de Sa Majesté, furent presens tres-haut & tres-puissant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique du Roi, Duc d'Orleans, de Vallois & de Chartres; Seigneur de Montargis, Pair de France, d'une part. Et Messire Frederic Pavel de Rammengen, Conseiller & Resident près Sa Majesté, de tres-haut & tres-puissant Prince Charles Louis, par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier Prince, Electeur du S. Empire, Duc de Baviere, aiant Pouvoir & Procuration de mondit Seigneur Prince Palatin; & de tres-haute & tres-puissante Princesse Elizabeth-Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, Fille de mondit Seigneur Prince; & de tres-haute & tres-puissante Princesse . . . de Hesse son Epouse, ladite Procuration étant en parchemin écrite en Latin, expedée sous les signatures de mondit Seigneur Prince & Princesse sa Fille, & scellée de leurs Sceaux sur lacs de soie & argent, dattée à Strasbourg le vingt-deuxième Octobre dernier, ancien stile, & premier Novembre present mois stile nouveau, demeurée avec les Articles dudit Mariage, aussi signez & dattés comme ladite Procuration, annexées à la Minute des presentes, après que ladite Procuration a été paraphée, *ne varietur*, dudit Sieur de Rammengen, d'autre part; lesquelles Parties de leur bon gré, pure & franche volonté, ont convenu & accordé ce qui ensuit.

I. C'est à sçavoir, mondit Seigneur Duc d'Orleans prendra pour Femme & Epouse madite Dame la Princesse Elizabeth-Charlotte, par foi de Mariage, comme aussi madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc solennellement à la face de la Sainte Eglise Catholique, Apostolique & Romaine.

II. Aussi tôt que le present Contrat de Mariage sera mis entre les mains de mondit Seigneur Prince Palatin, ce qui se doit faire incessamment, madite Dame Princesse sera conduite jusqu'en la Ville de Metz, aux frais de mondit Seigneur Prince Electeur Palatin, avec un Equipage, Meubles & Habits convenables à sa condition.

III. Le Sieur Maréchal Duc du Pleffis-Praslin se trouvera en ladite Ville de Metz de la part de Sa Majesté & de mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec Procuration suffisante pour faire les Epousailles avec madite Dame Princesse, au nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Ensuite ledit Sieur Maréchal épousera en vertu de son Pouvoir & Procuration madite Dame Princesse, le lendemain ou deux jours après l'arrivée de ladite Dame Princesse à Metz, avec toutes les solennitez requises.

V. Après quoi ladite Dame Princesse sera conduite par tres-haute & tres-puissante Princesse Anne de Gonzagues de Mantoué, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere Douairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur de se trouver, dans lequel lieu le Mariage sera confirmé & consommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Electeur a constitué en Dot, & fait don à madite Dame Princesse sa Fille de la même Somme que les Princeses de la Maison Palatine ont accoutumé de recevoir, & que ses Etats dont il est à present en possession, sont en usage de donner en pareilles occasions, qui sera delivrée partie en argent, partie en Bagues, dont Inventaire & estimation sera fait, & lui tiendront nature de propre, laquelle Somme sera payée dans un an après la consommation du Mariage, & pour la sûreté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles de mondit Seigneur Duc d'Orleans seront hipotecquez du jour du paiement, & spécialement une Terre de

ANNO  
1671.

ANNO la valeur au moins de ladite Somme, au choix de  
1671. mondit Seigneur Duc d'Orleans.

VII. Ladite Dame Princesse sera autorisée par mondit Seigneur futur Epoux, pour renoncer, comme elle renonce dès à présent à tous Droits successifs sur tous les Biens Souverains & Feodaux, Paternels & Maternels situez en Allemagne, se reservant seulement ses Droits sur les Biens de même qualité situez hors l'Allemagne & les Allodiaux de sa Maison.

VIII. Seront lesdits Seigneurs & Dame futurs Epoux communs en tous Biens meubles & Conquests immeubles, qui seront par eux faits durant & constant ledit Mariage, suivant la Coutume de la Ville, Prevosté & Vicomté de Paris, étant néanmoins convenu que tous les Biens, meubles & immeubles, qui de présent appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orleans, lui seront & demeureront propres, & aux siens de son côté & ligne, déclarant mondit Seigneur Duc que depuis le decés de defunte Madame son Epouse, il a fait faire Inventaire de ses Biens, duquel Inventaire recollement sera fait avant la celebration dudit futur Mariage, & Copie d'icelui jointe à la Minutte des presentes.

IX. Mondit Seigneur Duc d'Orleans pour la singuliere affection qu'il porte à ladite Dame Princesse sa future Epouse, lui donnera des Pierrieres, Bagues & Joiaux pour la Somme de cent cinquante mil Livres, à la charge que arrivant le predecés de ladite Dame Princesse sans Enfants, lesdites Pierrieres, Bagues & Joiaux lui seront restituez & appartiendront, sans qu'ils puissent être compris en ladite Communauté; laquelle restitution aura aussi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orleans, en cas qu'il predecède ladite Dame sa future Epouse sans Enfants, après toutefois le decés de ladite Dame Princesse qui en jouira sa vie durant.

X. Mondit Seigneur Duc d'Orleans a doué ladite Dame Princesse de la Somme de quarante mil Livres de Rente par chacun an de Douaire prefix, en fonds de Terre de proche en proche, à prendre & en jouir par ses mains du jour que Douaire aura lieu. Premièrement sur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que ceux de son Appanage: & en cas que lesdits Biens ne soient suffisans, ledit Douaire sera pris pour le tout ou partie sur les Terres de son Appanage. En outre donne à ladite Dame Princesse sa future Epouse le Château de Montargis garni de Meubles, comme il convient à sa qualité, pour son habitation & demeure sa vie durant.

XI. En cas de predecés de mondit Seigneur Duc d'Orleans sans Enfants dudit Mariage, il sera permis à ladite Dame Princesse future Epouse de renoncer à ladite Communauté dans trois mois après ledit decés, & y renonçant elle demeurera quitte de toutes Dettes de ladite Communauté, soit qu'elle y eut parlé ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été constitués en Dot, qui se trouveront avoir été reçus par mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec tous les Biens qui lui seront venus & échus constant ledit Mariage par Donation, Succession ou autrement, ensemble ses Habits, Bagues, Joiaux & Meubles qu'elle apportez, dont à cette fin sera fait un bref Inventaire, fondit Douaire & habitation audit Château de Montargis meublé, comme il est dit ci-dessus, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame sera acquittrée sur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orleans; & pour raison de ce, & des autres Clauses & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princesse aura hypothecque sur lesdits Biens du jour du present Contrat.

XII. Et si ladite Princesse future Epouse survivant avec Enfants dudit Mariage, vouloit accepter ladite Communauté & y participer, elle emportera seulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, paiant par elle le tiers des Dettes, mais s'il n'y a des Enfants & qu'elle choisisse ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge aussi de paier, & acquiter la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame future Epouse vint à predecéder sans Enfants, ou avec Enfants dudit Mariage, ses Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orleans, à cause du Droit de communauté stipulé en faveur de ladite Dame Princesse; mais sera tenu mondit Seigneur Duc de restituer ausdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Donation ou Heritage du côté & ligne de madite Dame future Epouse.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il soit

aliéné quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouse, ores qu'elle y eut parlé, ou qu'il soit fait rachapt d'aucune de ces Rentés, ou retiré quelque Domaine aliéné à elle appartenant, en sera fait autre emploi par ledit Seigneur futur Epoux: & à faute de ce faire par lui pendant ledit Mariage, les Deniers seront repris sur la communauté, & si elle ne suffit pas, sur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, se font les Parties obligées & obligent avec tous & chacun leurs Biens quelconques, presens & à venir, sans jamais y contrevenir. Et furent les presentes faites & passées en la presence de tres-haut & tres-excellent Prince Monseigneur Louis Dauphin de France; de tres-haute & tres-puissante Princesse Marguerite de Lorraine Duchesse Douairiere d'Orleans, & de tous les Princes & Princesses du Sang, Ducs, Pairs & Officiers de la Couronne, & principaux Seigneurs du Conseil de Sa Majesté, & de nous les Conseillers Secretaires de la Maison & Couronne de France, Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majesté. Au Château de Versailles le 6. jour de Novembre 1671. Signé, LE TELLIER & COLBERT.

## LXXI.

Traité entre l'Empereur LEOPOLD & LOUIS I. Nov.

XIV. Roi de France, pour Alliance & seureté mutuelle. A Vienne le 1. Novembre 1671.

[FREDER. LEONARD. Tom. III.]

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITE, PERE, FILS & SAINT ESPRIT. Ainsi soit-il.

Comme ainsi soit que le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur Leopold, Empereur élu des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & de Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Stirie, de Carinthie & de Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & basse Silesie, de Wirtemberg, & de Tech, Prince de Suabe, Comte de Habsbourg, de Tirol, de Kiburg & de Gorice, Marquis du Saint Empire, de Burgau, & de la haute & basse Luface, & Seigneur de la Marche Esclavonique, de Pornau & de Salins, d'une part. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, d'autre. Apres avoir consideré l'estat present des affaires, auroient jugé qu'il leur seroit avantageux pour établir leur mutuelle seureté, de s'engager reciproquement de telle maniere qu'ils puissent avoir une confiance plus entiere dans l'amitié l'un de l'autre, les Deputez de Leurs Majestez munis de leurs pleins Pouvoirs; Sçavoir, de la part de Sa Majesté Imperiale, le Sieur Jean Paul Hoher, Baron Libre, Conseiller du Conseil Secret du Sadite Majesté, & Chancelier de sa Cour & d'Autriche; & de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne, le Sieur Jacques Brethel de Gremonville, Chevalier & Commandeur de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat & Privé, Lieutenant General de ses Armées, & Envoié extraordinaire auprès de l'Empereur, ont fait & conclu le present Traité au nom de leurs susdites Majestez.

I. La Paix de Munster demeurera ferme & inviolable, & ne sera jamais rompué entre Sa Majesté Imperiale, tous les États, Vassaux & Sujets de l'Empire, d'une part; & Sa Majesté Tres-Chrestienne de l'autre. Un des deux Princes n'aidera point les Ennemis presens ou avenir de l'autre, sous quelque pretexte que ce soit, directement ou indirectement, d'Armes, d'Argent, de Vivres, de Conseil ou autrement, ainsi qu'il est porté dans le susd. Traité de Paix auquel on se rapporte. Et il ne sera point permis à l'une de leursd. Majestez d'afflister de quelque espece de secours qu'on puisse imaginer, ni de recevoir sous sa protection les Sujets ou Vassaux de l'autre, qui auroient excité contre l'autre une sedition, émotion, rebellion ou desertion, de quelque maniere ou en quelque lieu que ce soit.

II. Comme il n'est pas permis par certe Paix à aucun Estat de l'Empire de poursuivre son Droit par la force

ANNO 1671. force ou par les Armes, mais que s'il y a quelque différend déjà mû ou qu'il s'en meuve dans la suite quelqu'un, chacun doit agir par les voies de la Justice, & que ce qui a été réglé par la Sentence du Juge doit être commis sans distinction à l'exécution des Etats; ainsi que les Loix de l'Empire touchant l'exécution des Sentences l'ordonnent. Le Roi T. C. ne donnera aucun secours directement ou indirectement, soit d'Armes & de Troupes, soit d'Argent, de Vivres, de Conseil ou autrement, ni par lui ni par les autres, à ceux qui tâchent ou tâcheront de poursuivre leurs Droits par la voie des Armes; & il n'empêchera point non plus qu'on ne mette en exécution contre ces sortes de personnes, les Loix & les Constitutions de l'Empire, établies pour la défense & la conservation de la tranquillité publique. A l'égard des différends qui sont ou pourront être à l'avenir entre S. M. I. & S. M. T. C. ils seront terminés par une amiable composition; & si on n'en peut convenir, par des Arbitres nommez de chaque côté en pareil nombre: & s'ils ne peuvent s'accorder, par un Arbitre choisi par les deux Parties. La même chose sera observée entre le Roi T. C. & les Sujets ou Vassaux de l'Empire; touchant les différends déjà mûs ou qui pourroient s'élever à l'avenir, entre S. M. T. C. & lesdits Etats, Sujets & Vassaux de l'Empire, soit qu'il n'y en ait qu'un ou qu'ils soient plusieurs, en sorte que tous ces différends ne seront point terminés par les Armes, mais par une amiable composition, ou par les Arbitres des deux Parties, en excluant toute sorte de violence. Et comme il a été dit dans le premier Article, que l'un des deux Princes ne pourra en aucune façon donner du secours aux Ennemis de l'autre, tout ce qui est porté dans le Traité de Munster, touchant les Etats de l'Empire, doit estre censé repeté ici, comme s'il estoit inferé mot à mot.

III. Comme il est de l'intérêt de l'Empereur; de tout l'Empire, & même de toute la Chrestienté, que la Paix d'Aix-la-Chapelle soit conservée en son entier, & que S. M. I. en desire avec raison à cause de cela la conservation, le Roi T. C. promet à l'Empereur de l'observer exactement dans tous ses Chets ou Articles, sans aucune exception; afin qu'il soit ainsi libre à S. M. I. de promettre & de donner au Roi Catholique la garantie de ladite Paix d'Aix-la-Chapelle: & s'il est besoin Elle emploiera efficacement, auprès dudit Roi Catholique, tous les offices nécessaires afin qu'il ne fasse rien contre cette Paix, mais qu'elle demeure stable pour le bien du repos universel. Afin donc que l'Amitié mutuelle entre l'Empereur & le Roi T. C. se conserve mieux à l'avenir; chacune des Parties aura soin de l'utilité, de l'honneur, & des avantages de l'autre; & même du Roi Catholique. S. M. I. en considération de la promesse que le Roi T. C. vient de faire d'observer ladite Paix d'Aix-la-Chapelle s'oblige & promet que pourvu que ladite Paix soit conservée en son entier de la part du Roi T. C. s'il s'élevoit une Guerre ouverte hors des Cercles & Fiefs de l'Empire; que les Etats ou Vassaux de l'Empire possèdent, entre le Roi T. C. d'une part, & les Rois d'Angleterre & de Suede; & les Etats des Provinces-Unies de l'autre part; en ce cas il ne se mêlera point de cette Guerre, ni par lui ni par autre, si ce n'est par une entremise de ses offices pour procurer la Paix; & il ne fera aucune Confédération avec les uns ni avec les autres pour leur défense; & contre le Roi T. C. & il ne donnera dans le cas ci-dessus, soit ausdits Rois d'Angleterre & de Suede, ou aux Etats Generaux, s'ils sont Ennemis du Roi T. C. aucun secours en Armes, Argent, Conseil, ou quelque autre chose que ce soit, & tout cela pour une plus grande confirmation de leur véritable amitié, & des Traitez de Paix qui ont déjà été faits.

IV. On ne dérogera point par cette Confédération à celles que l'Empereur a faites jusqu'à présent, ou fera à l'avenir pour la défense des Terres ou Fiefs de l'Empire ou de ses Roiaumes & Provinces, de même que par cette Convention on ne déroge pas non plus à l'Alliance, ou aux Alliances que le Roi T. C. a fait ou fera pour la défense du Royaume de France: Avec néanmoins ce temperamment & explication, que l'Empereur ni le Roi T. C. sous prétexte ou pour raison des Alliances qu'ils ont conclues ou concluront à l'avenir, ne feront ou ne stipuleront aucune chose qui soit contraire à cette Convention. Que cette Confédération ne prejudiciera aussi en rien aux Garanties que l'Empereur ou le Roi T. C. ont promis dans la Paix d'Oliva, & ensuite dans la Paix qui a suivi en

l'année 1666. entre lesdits Etats Generaux, & l'Evêque de Munster.

V. Cette Alliance sera gardée fort secrette, & ne sera en nulle façon communiquée à qui que ce soit, sans le consentement de l'autre Partie. Leurs Majestez auront aussi soin & feront en sorte qu'elle ne soit pas publiée & divulguée par leurs Ministres qui en ont présentement connoissance.

Toutes ces choses ont été conclues entre lesdits Plenipotentiaires de Leurs Majestez, en vertu des pleins-Pouvoirs qu'ils en ont reçu de leurs Maîtres; & qu'ils ont échangez reciproquement, sous la promesse que lesdits Plenipotentiaires des deux Parties ont fait de délivrer & échanger dans six semaines, à compter de ce jour, les Ratifications de l'Empereur & du Roi T. C. En foi de quoi ce present Traité a été signé, & muni du Sceau des Armes desdits Sieurs Plenipotentiaires. Fait à Vienne le premier jour de Novembre de l'année 1671. Signé, LE CHEVALIER DE GREMONVILLE. JEAN PAUL HOCHER L.B.

## LXXII.

Acte d'Alliance entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, touchant un mutuel secours. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671. [Manuscrit.]

17. Dec.

L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES-UNIES.

I. Nous Don Manuel Francisco de Lira, Introduteur des Ambassadeurs en Espagne, & Envoyé extraordinaire du Roi, auprès des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

Comme ainsi soit, que lesdits Seigneurs Etats ayent fait connoître par leurs Deputez, qu'ils desiroient sçavoir, ce qu'ils se pouvoient promettre de la Reine ma Maîtresse, en cas que le Roi Très-Christien vint à attaquer quelques Terres, Villes ou Places de la Jurisdiction desdits Seigneurs Etats, ou dans lesquelles ils ont leur Garnison, de quoi ayant été rendu compte à Sa Majesté, elle a trouvé bon, portée d'un zèle particulier pour la conservation du Corps Belgique, de nous faire déclarer & promettre (ainsi que nous déclarons, & promettons par cettes) que toutes & quantes fois que lesdits Seigneurs Etats, seront attaquez par la France, directement ou indirectement es dites Terres, Villes, ou Places, Sa Majesté les fera secourir (bien qu'elle ne s'y trouve obligée par aucun Traité) de toutes les Troupes; & de toutes les manières qu'elle pourra; mais si pour raison de ces secours, Sa Majesté fut attaquée par le Roi Très-Christien, en quelqu'un de ses Etats, qu'en ce cas-là, on fera agir toutes les forces de part & d'autre de commun concert, en toutes les entreprises, qui seront jugées nécessaires pour les assistances reciproques, & le bien de la cause commune, & de ce que dessus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majesté en bonne & deûe forme, dans l'espace de deux mois. Fait à la Haye le dix-septième du mois de Decembre 1671. Etoit signé,

(L.S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

II. Les sousignez Deputez des Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant vu & murement examiné la déclaration & promesse de secours faite, passée & signée ce jourd'hui par Monsieur Don Manuel Francisco de Lira, Envoyé Extraordinaire du Roi d'Espagne, au nom & de la part de Sa Majesté, & y voulant correspondre de même, ont déclaré & promis, déclarent & promettent au nom & de la part de leurs Hautes Puissances qu'outre l'obligation qui est déjà acquise à Sa Majesté par la Garantie (qui demeure en son entiere force & vigueur) du Traité de Paix conclu entre les deux Couronnes à Aix-la-Chapelle le 2. de Mai 1668. promise par leurs Hautes Puissances, que toutes & quantes fois, que Sadite Majesté sera attaquée par la France, directement ou indirectement es Provinces, Terres, Villes ou Places, qui appartiennent au susdit Roi d'Espagne, ou dans lesquelles Sa Majesté aura Garnison, leurs Hautes Puissances feront secourir Sa Majesté de toutes les Troupes & en toutes les manières qu'elles pourront, mais si pour raison de ce secours leurs Hautes Puissances fussent attaquées par le Roi

ANNO  
1671.

Roi Très-Chrétien en quelqu'une des Provinces, Villes & Places qui leur appartiennent, ou dans lesquelles elles ont leur Garnison, on fera agir toutes les forces de part & d'autre de concert commun en toutes les entreprises qui seront jugées nécessaires pour le secours réciproque & pour le bien de la cause commune, & se chargeront lesdits Sieurs Députés de leurs Hautes Puissances par les présentes de fournir dans deux mois sur ce que dessus la Ratification de leurs Hautes Puissances en bonne & dûe forme. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671. *Etoit signé,*

(L. S.) J. van Gent.	(L. S.) D. van Wyngarden.
(L. S.) Johan de Witt.	(L. S.) Nic. Staefvenisse.
(L. S.) G. V. Hoolck.	(L. S.) E. V. Bootsma.
(L. S.) H. ter Borch.	(L. S.) B. Gruys.

## LXXIII.

1672. *Traité entre l'Electeur de COLOGNE, & la Ville de même nom. Fait à Cologne, le 2. Janvier, 1672. [Theatrum Pacis Tom. II. pag. 545. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europ. Tom. X. pag. 444. en Allemand; & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abthcil. III. Absatz III. pag. 460.]*

POSTquam inter Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, ejusque Archidiecesin ex una, nec non Consules & Magistratus Civitatis Colonienfis ex altera, partibus, variæ differentiæ ac controversiæ à longo tempore hucusque exortæ, aded creverunt, ut causam utrinque dederint variarum, earumque periculosarum diffidentiarum: Hinc ad præcavendum mala, quæ timentur exinde ventura & ad Pacem tranquillamque securitatem conservandam, clementissimè permota & inducta Sacra sua Cæsarea Majestas, omnes hasce hinc inde controversias amicabili compositione terminandas, Celsissimis, & Serenissimo, Principibus Electoribus Moguntino, Trevirensi & Brandenburgensi commisit: Qui etiam pro ejusdem Cæsareæ Commissionis debitâ partitione per suos Subdelegatos cum Mandatis sufficientibus Coloniam Agrippinam circa principium nuper præteriti mensis Junii missos, ibidem 25. ejusdem mensis dictam Commissionem; coram utriusque Partis Deputatis publicârunt, amicabili compositioni initium fecerunt, in ejusdemque pertractatione processerunt: Cui quoque fini, scilicet præcavendorum periculorum sapractorum, & retinendæ communis securitatis, Principes deinde & Status Circuli Infra Rhenani-Westphalici in Conventu Circulari, nuper Bilefeldiæ indistincto & habito, utile ac expediens esse judicârunt, non modò diversas introducere ac suscipere deliberationes; sed insuper etiam insignem Deputationem unâ cum Directorio resolvere & destinare; Prout quidem etiam illi omnes suas curas & cogitationes in propositum Cæsareorum Dnn. Subdelegatorum finem quam optimè & secundissimè provehendum per tempus aliquod contulerunt: At verò in ipso progressu, non minùs Cæsarei Subdelegati, quam memorati Circuli Deputati, causam principalem ab ipsa compositione procul adhuc abesse, interea autem diffidentiam utrimque natam adaugeri, ac inde plurimum violentiarum pericula magis magisque in metum venire, observârunt: hisce autem ita pendentibus, etiam Celsissimus Episcopus ac Princeps Monasteriensis ejusdem metùs avertendi curam studio perquam singulari & exitio in se suscipiens, in viciniam Civitatis Colonienfis ipsemet accessit, ac præter Cæsareos D. D. Subdelegatos unâ cum reliquis ex dicto Directorio aliisque Circuli præsentibus Dominis Deputatis pro exequenda Augustissimæ Cæsareæ Majestatis Cæsareorumque Dnn. Commissariorum intentione, prædictum securitatis punctum, (ad cujus quippe promotionem memorata Circuli Deputatio ex supra relatis causis præcipuè resoluta ac instructa fuit) absque mora assumens, tam præfatum Serenissimum Electorem Principem, quam etiam Civitatem, cum debito respectu, & serîo desuper convenit, tandemque utriusque Partis desiderio, & mente percepta, ac simul diligentia, quâ fieri potuit, adhibita, cum ejusdem utriusque Partis placito & assensu, mediante hac Transactione provisionali citra tamen præjudicium Cæsareæ Commissionis & Subdelegationis, conventum, transactum & con-

clusum est, securitatem istam modo subsequenti fundandam, stabilendam subsequenti que ratione constantier observandam, ac illi contrarium nihil prorsus attenduni.

ANNO  
1672.

Er quidem primò, ut memoratus Serenissimus Princeps Elector Colonienfis, sub Principis fide & verbo sub sua manu & Sigillo in scriptis, & accedente Metropolitanæ Capituli consensu, Civitati Colonienfi spondeat, & caveat, quod nec ipse, nec ejus Successores in Archidiecesi prædictam Civitatem Milite proprio aut alieno ullatenus oblidere, circumcingere, coangustare, aut inquietare; nec etiam per arresta, repressalia, inhibitiones, prohibitiones aut executiones, aliove quocunque modo, in suis suorumque Civium & Incolarum personis, immobilibus aut mobilibus bonis, redditibus, Navibus & Mercibus ad Mercaturam spectantibus, quâvis ratione & viâ, aut aliâ in Juribus suis gravare debeant. Et casu quo à sua Serenitate, ejus nomine, aut per ejusdem jam tum collectos, aut deinceps colligendos proprios, uti & aliter recipiendos Milites, Civitati ejusdem, Civibus & Inquilinis, sicuti prædictum, præter omnem opinionem, damnum aliquod inferatur, quod hoc ipsum velit reparare.

Et contrâ, secundo, ut Consules & Magistratus Civitatis Colonienfis cum consensu totius Communitatis repromittant, quod Milites extraneos, modo & forma apud sequentium tertium Articulum fusiùs relato, dimittere, & cavere velint, quod nec per suos Cives nec per collectos, aut deinceps colligendos proprios aut alias suscipiendos Imperii & Circuli Milites, Serenissimo Principi Electori, ejusdem Archidiecesi & Terris earundemque Incolis ex Civitate & nomine Civitatis ullum omnino damnum directè vel indirectè inferri, nec Clerus, nec sua Serenitatis Ministri in ipsa Civitate quoquo modo molestari, nec insuper in sæpius memoratæ suæ Serenitatis ejusdemque Archidiecesis, in & extra Civitatem possessis Juribus, Jurisdictionibus, earundemque exercitiis, ulla usurpatio aut invasio fieri, nec quicquam novari; & casu quo Serenissimo Principi Electori ejusdemque Archidiecesi & hujus Incolis damnum aliquod ex Civitate & nomine Civitatis adversus hæc illatum fuerit, illud ipsum per eosdem redintegrari & resarciri debeat.

Ut igitur tertio Civitas Colonienfis extraneorum, uti dictum, Militum dimissione factâ, in tuto esse ac manere, insuper etiam Pax & tranquillitas in Circulo Westphalico retineri possit; Civitas quidem Legionem Pamphilianam ita dictam, servitiis & Sacramento relaxatam & liberatam ad promissum & cautum Salvum Conductum dimittet, nec ullum extraneum Militem imposterum, excepto casu Articuli ultimi §. *Quâ etiam ratione* &c. admittet. Ante talem dimissionem verò, aut ad minimum circa idem tempus, & pari passu pro securitate suâ suscipiet ex illis, in Conventu Westphalici Circuli Bilefeldiæ nuper celebrato, conventis Copiis Auxiliariis 1200. Pedites, ejusdem Circuli stipendio persolvendo & cauto, ac non tantum illorum plures, quando opus habuerit & requisiverit à memorato Circulo aut ejusdem Principibus Directoribus infallibiliter & absque mora expectabit, atque de illis deinceps certa existet: sed præterea etiam ipsi liberum erit, Sacram Cæsaream Majestatem, nec non tres ad amicabilem præsentium differentiarum compositionem, Deputatos Dnn. Commissarios & Principes Electores pro consimili mittendo fortè desideratorum militum auxilio, pari modo & contributione cautorum sumptuum, submississimè & submissè implorare, quemadmodum & Vicinos Circulos pro ejusmodi resolutione ac declaratione ad pleniorum sui affecurationem in casu necessitatis interpellare & requirere: Ad hæc Consules & Magistratus præsentabunt ac nominabunt qualificatum & Circulo dignum Chiliarchum, qui jam dictis Copiis Circularibus in memorata Urbe præsit: Ille vero & reliqui Officiales juxta normam Recessus Circularis Bilefeldiæ nuper conclusi, à Directorio unâ cum cæteris ad has Colonienfis differentias Dnn. Deputatis præficiuntur. Disti porro Milites, quamdiu in Urbe manserint sequentur præfati Magistratus Imperium, & quando eidem placuerit, inde migrabunt: iste Chiliarchus autem & reliqui Officiales unâ cum dictis Circuli Copiis Auxiliariis, simul etiam Civitati fidelitatem jurabunt, idque hæc reservatione, ut Civitas per hæc nulli Bello, quod ab uno fortè alterove Circuli aut Imperii Constanti in particulari, præter spem geri posset, sese velit immiscere.

Quia etiam, quartò inchoatum, Munitionis seu Fortificationis opus periculosis controversiis occasionem facile

ANNO  
1672.

facile præbere possit; atque sic ejusdem perfectio debeat apud hunc securitatis punctum merito in considerationem venire: Ideo Serenissimus Princeps Elector pro contestatione pacifici sui animi, permittit & concedit ut tale opus ad finem perducatur, hac tamen conditione, ut Urbis Colonienſis Magistratus in Scriptis caveat, de opere ejusmodi demolendo, restituendoque, aut aliunde desuper Archidieceſi idoneè satisfaciendo, si posthac examinato Negotio in Possessorio aut Petitorio pronuntiatum fuerit, loca & fundos, in quibus ædificatum opus est, esse de Archidieceſis Colonienſis Territorio: nec non juxta suam jam tum factam declarationem de indemnificando, privatos illos, ad quos fundi spectant, in quibus cespites effossi sunt, uti etiam de non accrescendo Civitati, neque ab eadem prætendendo ullum jus novum per cespirationem in ita dicto Burbanjo factam.

Ut, quinto, omnes Controversiæ inter sæpè memoratum Serenissimum Principem Electorem & dictam Civitatem Colonienſem prorsus tolli, ac per hoc securitas isthæc tantò minus violari possit, utrimque convenum est, ut omnes ac singulæ hinc inde motæ prætensiones & actiones, sive in lite de præſenti pendeant sive non, cujuscunque nominis & undecunque descendant, in Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Cameraleſi Spirenſi, juxta ordinationem novissimi Imperii Reſcriptis de Anno M DC LIV. in illis sex ibidem præſcriptis terminis peremptoriis, absque concessionem ullarum in citato Imperii Reſſu veterarum prorogationum, aut dilationum, quam fieri potest, brevissimè expeditantur: Et quidem in specie in probatoriali termino Commissarii idonei, utrique Parti, ad examinandum testes, ad productionem & transumptionem Documentorum, vel inspectionem loci, aliave deputentur: Et talis Commissio ab iisdem, in Partis utriusque præſentia, in loco, nempe ubi Documenta asservantur, sive Colonia, sive Bonnæ, perficiatur: atque Sacra Cæsarea Majestas submississimè imploretur, quatenus dignetur præfate Cameraleſi Judicio seriò injungere, ut super Controversiis hujusmodi secundum superiorem Ordinationem ad summum infra quinquennium, à die institutionis querelæ, cognoscat, easque decidat; Realis verò executio judicati fiat pro causarum gravitate, infra tres aut ad summum infra sex menses, à die publicationis numerandos, illudque in hoc Articulo nominatum tempus observetur: Quod si præter spem, ob unius alteriusve Partis moram, tale tempus frustra effluxerit, integrum erit Parti aut ad ejusdem Transactionis observationem Transactionem hanc observanti ulterius agere, aut alias jure suo uti, ad eum modum, quo ante hujus Transactionis Conventionem uti licuit & potuit.

Interea etiam & quousque suprascriptæ præſentes ac futurae controversiæ, secundum superiorem normam funditus sublata & sopita sint, tam, sextò, Serenissimus Princeps Elector, ejusdemque Archidieceſis, quam ipsa quoque Civitas, inanebunt & continuabunt, quoad Jura & Jurisdictionalia in & extra Urbem in possessione, detentione, exercitiò, & usurpatione illâ, in quâ hinc inde Partes de præſenti sunt.

Ubi, septimò, sæpius memoratus Serenissimus Princeps Elector consentit, & vigore hujus permittit, quòd, licet opinione Serenitatis suæ, Civitas præter omnem expectationem, pendente suprascriptâ Juris viâ, in uno aut altero, adversus superiorem suam pollicitationem quidpiam attentaverit, nihilo tamen minus sua Serenitas viâ facti vel armorum, aut etiam, intra quinquennium à dato hujus Transactionis computandum per modum arresti, prohibitionis, repressaliorum vel executionis neutiquam procedere; sed talia insperata attentata, aut etiam quando aliâ in uno alterovè puncto super dicto statu possessionis vel detentionis, exercitiij vel usurpationis, dubium fortè aliquod vel contentio emerſerit, illud præfate Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Spirenſi committere velit: Quemadmodum etiam Civitas similiter ab omnibus attentatis, uti etiam dictum, abſtinebit, & desuper memorati Cameralis Judicii Cognitioni acquiescet: quod Judicium super punctis dubiis & controversis ratione possessionis, detentionis, exercitiij, vel usurpationis (postquam eadem summarè, & tantummodò in duobus productis intra quadrimestre coram Jure Consultis in Urbe Colonienſi ad hoc ab utraque Parte nominandis instructa, ac deinde Acta ad memoratum Cæsareum & Sacri Imperii Judicium Cameraleſe transmissa fuerint) de plano & ad summum intra trimèstre à die receptorum Actorum cognoscat & judicabit, cui judicatio, donec causa prin-

ANNO  
1672.

cipalis decisa fuerit, omninò parebitur; Post lapsum verò prædicti à dato hujus currentis quinquennij, Partibus Jura sua priora salva erunt & manebunt, & quod Cæsareum Camerale Judicium interea aut postea judicabit, illi ab utraque Parte obtemperabitur.

Et quamvis, octavò, omnia, tali modo, uti dictum, viâ Juris relicta sint, nihilominus tamen potest per Cæsareum Commissionem & Deputatos ad illam Dnn. Subdelegatos, uti etiam per alios Pacis amantes Imperii ac Circuli Electores, Principes, & Status, quousque unicuique visum fuerit, amicabilis compositio ulterius quovis meliori modo tentari, & in illam opera conferri. Et quoniam pars controversiarum ita comparata est, ut si amicabiliter componi nequeant; saltem coram quibusdam ab utraque Parte deligendis Jure Consultis, in Urbe Colonienſi, intra certum hinc inde placitum breve tempus instrui, submitti, Acta irrotulari, irrotulata Spiram mitti, desuperque per præfatum laudabile Camerale Judicium intra determinatum ac breve tempus judicari possit, sic per talem amicabilem compositionem quoque tentari possit; utrum & quousque utraque Pars etiam in his possit adduci ad concordiam.

Ut igitur superiora omnia in omnibus ac singulis suis Partibus & Clausulis; sic ut præſertur, robor suum tantò magis obtineant, & juxta Literam observentur;

Sacra sua Cæsarea Majestas, nonò, tam per Celsissimos Cæsareos Dnn. Commissarios; quam etiam Westphalici Circuli Directores, aliosque Principes ac Status, uti non minus à dicto Serenissimo Principe Electore, & Civitate Colonienſi, decenter & submississimè implorabitur, non tantummodò, ut hanc pro utriusque securitate conventam Transactionem clementissimè confirmare, & ejusdem observationem pro decisione suprascriptarum controversiarum antefato Cameraleſi Judicio mandare, verum etiam eandem tutari seu guarentigiare clementissimè dignetur. Cujus etiam tutio talis seu Guarentigia pariter à suprascriptis Celsissimis Cæsareis Dnn. Commissariis Principibus Electoribus Moguntino, Trevirenſi, & Brandenburgico, nec non à Westphaliæ & inferioris Saxonie Circulis eorundemque Directoribus Principibus ac Statibus, generatim vel singulatim petetur. Insuper verò etiam memoratæ Augustissimæ Cæsareæ Majestati supplicabitur, quatenus Eminentissimo Principi Electori Moguntino committere dignetur, ut ille in casum necessitatis, quo hæc Asseratio & conventa Puncta, præter omnem spem ulla ratione labefactentur & perfringantur, quinque Circulos juxta Imperii Executionis Ordinationem & Reſcriptum de Anno 1555. §. *So sich dan*, &c. ad defensionem Partis læsæ & observationem hujus Transactionis conscribat, juxtaque citatam Imperii Executionis Ordinationem ad ulteriora procedat. Quâ etiam ratione sæpè dicto Serenissimo Principi Electori vel Civitati, illi videlicet Parti, quæ præter opinionem omnium, metum & vim adversus hanc Transactionem patietur, in tali necessitatis casu, ac præſertim ob cunctationem & moram suprascriptæ tutiois seu Guarantia, aut insperatum ejusdem executionis defectum, liberum est, etiam auxiliis Extraneorum juxta modum Instrumenti Pacis Monasterio-Osnabrugensis, ad arcendam ejusmodi vim, uti.

In cujus testimonium non tantum super hac Transactione, necessaria Originalia expedientur: eorundemque alia nomine sæpius memorati Serenissimi Principis Electoris Colonienſis & illius Metropolitanæ Capituli subscripta ac sigillata, Civitati; alia verò nomine dictæ Civitatis pariter æqualiterque subscripta ac sigillata, memorato Serenissimo Principi Electori; & illius Capitulo Metropolitanano: ab utraque autem Parte, alia Cæsareæ Subdelegationi & Inferioris Rhenani Westphalici Circuli Directorio ac Deputatis singulatim, extrudentur: verum etiam complura exemplaria nomine dictorum Celsissimorum Cæsareorum Dominorum Commissariorum, ab eorundem Dominis Subdelegatis, & nomine jam memorati Circuli à Celsissimo Principe Monasterienſi inprimis, ac deinde à dicto relicto Circuli Directorio præſentibusque Circuli Deputatis subscribentur, sigillabuntur, signis illorum corroborabuntur, & similiter extrudentur, Ratificatio eorundem autem infra septem dies procurabitur, & hinc inde communiabitur. Sic actum II. Januarii M DC LXXII.

ANNO  
1672.Nomine Cæsareæ Commissionis pro parte Eminentissimi  
Principis Electoris Moguntini &c.(L.S.) Fridericus Greiffenclau von Vollratz.  
(L.S.) Constantinus Bertrambs.Pro parte Eminentissimi Principis Electoris Tre-  
virensis &c.

(L.S.) Antonius Sohler, manu propr.

Pro parte Serenissimi Principis Electoris Branden-  
burgici &c.(L.S.) Conradus von der Reck.  
(L.S.) Wernerus Guilielmus Blaspeil.  
(L.S.) Ezechiel von Spanheim.(L.S.) Christophorus Bernhardus, Episcopus Mo-  
nasteriensis.

Pro parte Juliae Cliviae.

(L.S.) Franciscus Liber Baro de Giese.

Pro parte Cliviae Juliae.

(L.S.) Wernerus Guilielmus Blaspeil.

Pro parte Paderbornae.

(L.S.) Casparus Philippus von Kettler.

Pro parte Nassovia Evangelicae.

(L.S.) Joannes de Beyer.

Pro parte Werdens.

(L.S.) Joannes Brandt.

Pro parte Tremonae.

(L.S.) Joannes Brandt, ad requisitionem nomine  
Constituti &c.

Recessus annexus.

Sciendum, quandoquidem inter Serenissimum Prin-  
cipem Electorem Coloniensem, & Consules ac Sen-  
atum Civitatis Colonienfis, post decimum & transac-  
tum Securitatis punctum, nonnullæ adhuc, ratione  
causæ Sulzerianorum & Hesselmanni, nec non ratione  
executionis Sententiarum, à suæ Serenitatis Officialibus  
in Judicio latorum ac ferendarum controversiæ particu-  
lares intercedant. Hinc illæ cum utriusque Partis con-  
sensu, per Cæsareos Dni. Subdelegatos in modum se-  
quentem per Recessum hunc accessorium ita quoque  
compositæ & expeditæ sunt, ut eadem sub illa, in Re-  
cessu principali conventâ Guarantiâ æquè benè com-  
prehensæ esse debeant; Et quidem primò, postquam in  
ita dicta Sulzeriana & Hesselmannica causa omnis gê-  
neris difficultates sese prodiderant, quando à parte Se-  
renissimi Principis Electoris existimabatur; Decretum  
illud VI. Martii anni currentis in alto Judicio latum,  
esse executioni mandandum, Consules & Senatus verò  
contrarium; & per hoc Juri suo derogari sustinebant,  
atque ita super hac causâ in medium adductæ variæ  
conditiones nullum effectum habuerunt. Hinc tandem  
(salvo tamen per expressum, quod hic casus neutri Par-  
ti aliquod præjudicium conciliare, nec in consequen-  
tiam trahi, Partibus justa sua defensio reservata esse de-  
beat) eò conventum ac transactum est; quòd in illa,  
Hesselmannum & ambos Fratres Sulzer concernente  
causâ, in eventum, quo Celsissimi Principis Monaster-  
iensis intercessio non assequatur desideratum effectum,  
decisio Cameralis Judicii juxta expressum tenorem in  
puncto securitatis reparabilis Articuli septimi, in eoque  
contentæ brevioris viæ super modo procedendi, & qua-  
liter à dicto alto Judicio ulterius procedendum, expectari;  
Interea verò & donec illa inde secuta fuerit, su-  
practæ tres personæ ea in custodia, in qua nunc exist-  
tunt, manere, ac ea violata in illos propterea per Ma-  
gistratum debitè animadverti debeat. Quòd si intereà,

& pendente causâ instructione inter suam Serenitatem  
& Consules, Senatūque super modo procedendi, uti  
supra memoratum, amicabilis compositio iniri poterit,  
illi per omnia parendum erit.

Cum etiam, secundò, ratione executionis Sententia-  
rum in Curia Officialatûs Colonienfis latorum conten-  
tiones usque huc ex eo capite existant, quòd Consules  
& Senatus Civitatis Colonienfis pro assistentia eorundem  
violentiarum Judicium ad executionem faciendam,  
non mediante Vice-Comite, sed per ipsummet Officia-  
lem immediatè requiri voluerint: prout in usu se habere  
asseruerunt. Ex parte Serenissimi Electoris Colonienfis  
autem hoc recusatum, & ad observantiam contrariam,  
quam tamen Consules & Senatus non concesserunt,  
relatio facta sit, atque ita utrimque possessorium vel  
quasi, in hoc puncto disputatum fuerit. Ut igitur pau-  
peres & egentes Partes, quæ causas suas apud præfatum  
Officialatûs Judicium per Jus & Sententiam evicerunt,  
diutius non destituantur competente auxilio, hinc Con-  
sules & Senatus ad assiduum Cæsareorum Subdelegato-  
rum instantiam, tandem amore Pacis eò se declaraverunt,  
quòd ipsi erga promissum suæ Serenitatis Rever-  
sæ, in quo Magistratus securus reddatur, quòd hæc  
declaratio eidem ne vel in minimo, in circumventionem,  
præjudicium & consequentiam interpretari, neutri Par-  
tium etiam per hanc, novum quoddam Jus, in quo-  
cunque possessorio vel petitorio accrescere, vel jam  
acquisitum diminui vel auferri debeat, intra quadrimen-  
stre spatium à dato hujus accessorii Recessûs computan-  
dum, suis violentiarum Magistris, ad requisitionem  
Vice-Comitis pro executione dictarum Sententiarum  
concedere velint, & adhuc ulterius utrimque conven-  
tum est, ut coram quatuor imparcialibus Juris-Consultis;  
nominatim N. N. N. N. utriusque Partis funda-  
menta & merita infra Mensis spatium ab hoc dato, hinc  
indè in scriptis, producantur, deinde etiam ad contra-  
agendum mediante positione quadam in scriptis, simili-  
ter intra mensis spatium faciendâ, post verò nequitam  
admittenda invicem communicentur: In tertio mense  
autem tam pro unâ quàm altera parte in hoc Processu  
ordinarii possessorii exhibitâ probatoria expediantur,  
consequenter absque admissione ulteriorum producto-  
rum seu aditatorum causa hæc pro conclusa acceptetur,  
Acta prout Juris ac styli inrotulata, ad Cameram  
Imperialem pro decisione transmittantur: isthinc adven-  
niens Decisio publicetur, atque ita causa hæc pro certo  
seu infallibiliter intra memoratum quadrimenstre definitivè  
decidatur, illique Judicato, citra ullam contradic-  
tionem & provocationem, ab utraque parte per omnia  
eoque usque parebitur, donec aliud in petitorio, locis  
competentibus cognitum ac definitum fuerit. Illius in  
fidem præsens Accessorius Recessus tam per Cæsareos  
Dni. Subdelegatos, quàm nomine utrimque Partium  
subscriptus ac sigillatus, Partibusque singulis necessaria  
ejusdem exemplaria tradita sunt. Sic actum Coloniae  
II. Jan. M DC LXXII.

Nomine Cæsareæ Commissionis pro parte Eminentissimi  
Principis Electoris Moguntini &c.(L.S.) Fridericus Greiffenclau von Vollratz.  
(L.S.) Constantinus Bertrambs.Pro parte Eminentissimi Principis Electoris Tre-  
virensis &c.

(L.S.) Antonius Sohler, manu propria.

Pro parte Serenissimi Principis Electoris Branden-  
burgici &c.(L.S.) Conradus von der Reck.  
(L.S.) Wernerus Guilielmus Blaspeil.  
(L.S.) Ezechiel von Spanheim.

LXXIV.

Abschied zwischen Deputirten Râthen der Churfürsten 27. Janv  
und Ständen des Unter-Sächsischen Cresses/ wie  
auch Deputirten der Stadt Hamburg/ wegen des  
Commercii und Schiffahrt auf der Elbe/ aufge-  
richtet; Wodurch dasselbe in abgang kommende restau-  
riret/ die alten Zölle reduciret/ und alle nöthige mittel  
zu dessen vollkommener aufriechtung verordnet werden.  
Geschehen Hamburg den 27. Janv. 1672. [LUG-  
NIG,



C'est-à-dire,

*Recès conclu entre les Deputez Conseillers du Cercle de la BASSE-SAXE, & ceux de la Ville de HAMBOURG au sujet du Commerce & Navigation de l'Elbe, qui étoient fort diminuez. On y convient des moyens necessaires & convenables pour les rétablir en leur premiere fleur. A Hambourg le 27. Janvier 1672.*

Qu wissen: Demnach nun von etlichen Jahren hero wahrge-  
nommen worden / daß die Commercia und Schifffahrt auf  
der Elbe je länger je mehr in Abgang kommen / und zu befahren  
gewesen / daß dieselbe endlich mit allzu empfindlichen Abbruch und  
Verringerung der Elb-Zolle Einnahme / wie auch der Unterhan-  
den Nahrung zu schaden / davon divertiret werden möchten / daß  
die heyin Vrb-Commercio interessirte Chur-Fürsten und Stän-  
de daher verurtheilt worden / auf die Ursachen sothanen Abgangs  
und Schadens genauer zu inquiren / und ihre Gedanken dahin  
zu wenden / wie demselben gestenet / hingegen das Elb-Com-  
mercium / Land und Leuten zum Besten und Aufnahmen / wieder  
in vorigen guten Stand und flor gebracht werden möchte.

Zu welchem Ende Sie ihre Räche und Deputirte An. 1662.  
nacher Magdeburg und An. 1669. anhero nacher Hamburg ge-  
schicket / und darüber notwendige Untersuchung und Berath-  
schlagung anstellen lassen / darauff folgendes unter ihnen sämt-  
lich gut befunden / in diesem Monath laufsenden Jahres aber-  
mahls zusamment zu kommen / und auf Mittel und Wege zu ge-  
dencken / wie vorgemeldte Zweck zum süglichsten erreicht / denen  
Traquirenden in ihren Desideris gelosset / und alle Miß-  
bräuche oder Excesse / so die Schifffahrt bisshero gehindert und  
beschweret / abgeschafft werden möchten; Welchem zu folge die  
von höchstgedachten Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl.  
anhero abgeschickte Räche / und dieser Stadt Hamburg Depu-  
tirte / sich in unterschiedenen Conferentzien und Handlungen  
angelegen seyn lassen / alle und jede eingeworfene Mängel zusam-  
men zu tragen / zu erwagen / und endlich sich mit einander / je-  
doch biß auff gnädigste Ratification ihrer hohen Herren Prin-  
cipalen und Obern / folgender Punkten verglichen: Und zwar  
gleich wie bekannt / daß theils der angeregten Mängel und Ge-  
brechen sich bey den Zoll-Städten bissher ereuget / theils von de-  
nen Schiffern und Kaufleuten selbst herrühren / also ist voreest  
als ein gemeines Gravamen angemercket / daß an den meisten  
Zoll-Städten die Kollen etwas erhöhet worden.

I. Dahero einhelliglich geschlossen / daß die bisshero ein und  
andern Orts eigennützig erhöhetere Kollen auf den alten Fuß /  
wie sie vor dem Krieges-Besetz gewesen / reduciret und ange-  
richtet / dieselbe durch den Druck publiciret / und bey jeder Zoll-  
stätte angehängt werden sollen / damit der Schiffer selbst sehen  
und wissen könne / was er an Zoll zu entrichten habe.

II. Man hat dabey vor nöthig und gut befunden / daß ein  
gewisses Maas der in den Zoll-Kollen benannten und gebrau-  
chenden Packer / Fässer und Gewichte verglichen / und solches  
den Zoll-Kollen / auf wie viel Fuß jedes Faß und Pack zu rech-  
nen / einverleibet werden solle / also / daß der Zollner bald mit  
einem Stab das Faß oder Pack / ohne Verrückung desselben auf  
der Stelle / wo es liegt / messen könne / und dieselbe nicht auf  
die Wage gebracht werden dürfen. Weil aber solches zimlich  
Zeit ersodern wird / und also hier nicht anzumachen gewesen;  
So haben die Herren Churfürstl. Brandenburg. Gesandten über  
sich genommen / daß ihres Orts ein Entwurff verfertiget / her-  
nach communiciret / und nach eingekommenen Consens / und mit  
Bewilligung der andern (welche inzwischen auch ihres Theils  
Hand mit anlegen / und die Sache ausarbeiten helfen wollen /)  
die publicatio durch den Druck geschehen solle.

III. Wegen der Wispel aber ist hiebey verglichen / daß auf  
allen Zollen nach Bernburger Maas gezollet werden solle / durch-  
gehends in allerley Getreyde / thut auf jeden Wispel nach Mag-  
deburger Maas vier Scheffel aufs Maas oder Viertheil.

IV. Hiernächst ist erinnert worden / daß die Einnahme der  
Zolle ehelichen und gewissenhaften Leuten anvertrauet werden  
möchte / die zwar billich der Herrschafft Befugniß in acht nehmen /  
nicht aber allzu rigerös mit denen / so sich des Elb-Commercii  
gebrauchen / verfahren müssen / und solchenmach sollen die Schiffer  
ohn erhebliche Ursachen oder genugsame Præsumtionen fürgeben-  
der Defraudation nicht aufgehaltet / vielweniger fürselblich an Be-  
schleunigung ihrer Reisen gehindert werden / und zu Vermeidung  
aller solcher Klagen / muß der Zollner / so bald sich das Schiff  
an gewöhnlichen Ort gesetzet / bey der General-Durchsehung der  
verhandelnen Waaren / ohne Verzug dem übergebenen Certifi-  
cation oder Zoll-Zettel nachgehen / die Fässer / Packer / Ballen /  
Bullen / nach der Größe ansehen / und ganz vor ganz / halb vor  
halb / Viertel vor Viertel verkollet nehmen / dem Schiffer soll  
seine Rechnung / was er von Zollbahnen Waaren zu entrichten /  
in Gegenwart seiner nach der auffgehenden Zoll-Kollen gema-

TOM. VII. PART. I.

det / und von ihm ein mehres nicht / als was es eigentlich aus-  
trägt / genommen / über dasjenige auch / was er bezahlet / dem  
Schiffer eine besondere Quittung gegeben werden.

V. Es haben auch die Schiffer Beschwerung geführt / daß  
an den Zoll-Städten bisshero lauter Banco-Thaler gefodert wor-  
den / welches sie abzustellen und mit courant-Münze zufrieden  
zu seyn gebeten: Allbiweil aber darauff niemand eigentlich in-  
struirt gewesen / der Fürstl. Mecklenburg. Schwerin. Herr Ab-  
gesandter auch / daß er auf Banco-Thaler zu halten befehliget /  
angeseiget / ist es von allen ad referendum genommen / ob es et-  
wa dahin zu richten / daß / biß ein gewisser Reichs-Schluß des  
Münzwesens halber erfolget / die Helffte an courant-Münze /  
die andere Helffte aber in Specie Reichs-Thalern oder Ducaten  
entrichtet würde.

VI. Von geringen und denen Schiffen zustehenden Sachen /  
als was Sie zu ihren Unterhalt an Speiß und Trank mit sich  
führen / soll kein Zoll noch sonst etwas unter was prætext es  
sey / genommen werden / jedoch daß es die Schiffer mündlich ange-  
ben; was etwa ein Schiff-Knecht an einen oder 2. Käfen und der-  
gleichen bey sich hat / soll so genau nicht genommen werden / sonst  
aber ist ihm einige Waaren mit sich zu führen / und damit zu  
handeln / ganz verbotnen.

VII. Alles was zu unbilliger Aufhalt- und Beschwerung der  
Schiffe gereichen kan / soll abgeschafft werden / auch niemand  
von den Zoll-Bedienten befugt seyn / den Schiffern Geschenck  
oder Gaben abzurücken / oder sie deswegen an ihrer Fort-  
reise zu verhindern / und aufzuhalten / vielmehr sollen sie schuldig seyn /  
die Schiffer / so bald es möglich / abzufertigen und zu erlassen /  
die Schiff-Knechte auch / wenn sie sich beyin Trunck aufhalten  
wollen / fortzutreiben / und hierunter den Schiffen auf ihr Be-  
gehren die Hand zu bieten; auch damit man wissen möge / an  
wem die Schuld der Aufhaltung sey / ist vor gut angesehen / daß  
aller Orten Stamben-Zettel ertheilet werden sollen / wenn die  
Schiffer ankommen / und ihnen abzufahren gestattet worden.

VIII. Die Accidentien betreffend / so die Zoll-Bediente biß-  
hero für sich genommen / haben solde die Schiffer gänzlich abzu-  
schaffen gebeten; demnach aber von ehlichen dafür gehalten wor-  
den / daß sich nicht süglich alles gänzlich abthun ließe / so ist be-  
williget / daß von einem Schiff ein Thlr. von einer Schute 12.  
Gr. und von einem geringen Gefäß 6 Gr. gegeben werden mö-  
gen / darinnen sich diejenigen zu theilen / welche bisshero an den  
Accidentien und Schreib-Gebühr participiret / ein mehres aber  
zu fordern oder zu nehmen / soll ihnen bey Verlust ihres Dienstes  
jedes Orts verbotnen / wo aber bisshero ein wenigere gegeben  
worden / dabey soll es allerdings gelassen werden.

IX. Was unter dem Titul Commandanten-Geld bisshero  
gefodert worden / soll hinfüfftig gänzlich cessiren und auffge-  
hoben seyn.

X. Demnach es auch dem Commercio schädlich gehalten / wenn  
die Zolle verpachtet würden: So ist ins künftige solches einzustel-  
len / verabredet worden.

XI. So viel nechst deme die wider etliche Ubeliche Zolle / als  
zu Kogeh / Milo / Wittenberg und Kunlose / geführte Beschwer-  
den anreicht / haben Se. Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg  
und des Herrn Administratoris zu Magdeburg Durchl. sich da-  
hin erkläret / die Sache untersuchen zu lassen / und da sich befin-  
den solte / daß etwa der Orten zur Ungebühr an Zoll genommen  
worden / mit Ernst daran zu seyn / daß es hinfüfftig eingestellet  
werden möge.

XII. Über das also genannte Baum-Geld / so zu Dömitz von  
den Schiffen gefodert wird / haben sie sich hefftig beklaget / und  
ist deswegen mit dem Fürstl. Mecklenburgisch. Schwerin. Ge-  
sandten ausführlich geredet worden; Weil aber derselbe præten-  
dirt / daß noch in die 14. biß 16000. Thlr. Unkosten rückständig  
wären / die noch nicht bezahlet / dagegen die Schiffer dafür ge-  
halten / daß sie so viel entrichtet / daß es die Unkosten wohl er-  
reichete / wo nicht ein Überschuß gewesen; so hat zwar gemeiner  
Abgesandter eine Liquidation zwischen dem Fürstl. Mecklenburg.  
Commerciens-Rath Hilner Gercken und den Schiffen anzule-  
gen süßgeschlagen / und im übrigen die Einnahme des Baum-Gel-  
des noch auf einige Jahre einzuräumen begehret.

Nachdem aber das Fundament der prætenzion oder causa de-  
bendi von allen entweder nicht agnosciret / von andern aber / daß  
der Zweck nicht erhalten / und noch einen Weg wie den andern  
Vorschiefer gebraucht werden müssen / theils ausgebrachte Holz  
auch schon wieder hinein gefallen / angezogen worden / und denn  
allerdings zu Tage siehet / wie die Schiffer durch diese Auflage  
bisshero abgeschreckt worden; So hat man hieüber zu keinem  
Schluß kommen können / deswegen die Gesandte und Deputirte  
ihren gnädigsten Herren und respectiv Obern dieser Sache hal-  
ber alle Nothdurfft vorbehalten / die meisten auch diese ausdrück-  
liche Declaration gethan / und ad Protocolum nehmen lassen /  
daß ihre gnädigsten Herren Principalen und Obern ihre Unterhan-  
den ferner damit beschweren zu lassen nicht gemeinet wären / son-  
dern dieselbe dawider zu schützen bedacht seyn würden / welches sie  
auch in dem an Chur-Fürstl. Durchl. von ihnen insgesambt ab-  
gelassenen Schreiben wiederholet.

XIII. Die Schiffer haben noch verschiedene Klagen einge-  
bracht / wie sie sonderlich zu Dömitz mit arretten der Schiffe und  
Güter / mit Gefängniß ihrer Persohn und mit Straffen ohne  
vorgehende cognition / ohne Befugniß sehr beschweret wurden /  
und noch über dieses / wenn sie so hart und übel tractiret / theils  
gezwungen werden / Reversalien oder Zeugniß unter ihrer Hand

ANNO  
1672.

von sich zu stellen / daß sie wohl gehalten / und auf keinen des Orts etwas zu sprechen hätten: Weiln nun alle anwesende Gesandten solche Proceuduren höchlich improbiert / der Fürstl. Mecklenburg-Schwerinsche auch contestiert / daß es seinen Gnädigsten Herrn zu ungnädigsten Mißfallen gereichen würde / wenn über Dero Bedienen jemand dergleichen Klagen sollte ausführig machen können / sie es auch ins künftige durchaus nicht zulassen oder gestatten würden / so wird die Zuversicht getragen / Ihr Fürstl. Durchl. werden diesen geschehenen Erbietern würcklichen Nachdruck geben / und nicht geschehen lassen / daß auf solche Maas das Commercium gedruet werden möchte.

XIV. Ob auch wohl die Kaufleute und Schiffer sich in ihren Gravaminibus über den erhöhten Zoll zu kenten / welchen sie Licent genennet / beschweret / und dahero die anwesende Gesandten deren gänzlich Aufhebung / als dem Commercio sehr nöthig und dienlich / recombendiret / dennoch aber Se. Chur-Fürstl. Durchl. sich diffals / besage Protocolli, allerdings befugt erachten wollen / auch dabey / wie sie sonst dem Elb-Commercio zum besten einen neuen Graben mit grossen Kosten anfertigen lassen / sambt vielen Schlousen / die noch ferner zu unterhalten nicht geringe Speken erkoderten / angezogen / zugegeschweigen des frey gegebenen zwanzigsten Wispels / dennoch ihre sonderbare Begierde dem Elb-Commercio zu helfen / sich zur Remission des dritten Theils mit gewisser ad Protocolum genommener Bedingung erkläret / die anwesende Gesandten aber dabey ferner instance gethan / ob Se. Chur-Fürstl. Durchl. sich diffals näher erklären möchten / mit Versicherung / daß viele / so bishero die Schifffarth auf der Elbe angeben / unter andern auch dadurch von neuen dazu würden animiret werden; So haben die Chur-Brandenburg. Hrn. Abgesandte hierunter zwar defectum mandati ulterioris vorgeschübet / dennoch dafür gehalten / Ihr Chur-F. Durchl. würden an Ihr nicht ermaneln lassen / endlich die Moderation biß auf die Helffte einzurichten / gleichwohl mit angehängter Condition / daß auch andere ihre Impositionen proportionlich fallen lassen / und die offenbare Beschwerung des Commercii / insonderheit das Baum-Geld / gänzlich abschaffen möchten / welches die anwesende Gesandten ihres Theils ad referendum angenommen. Darüber aber angezeigt / daß die Refervaio wegen des Baum-Geldes überflüssig seyn würde / nachdem allbereit verglichen / daß niemand seine Unterthanen dadurch ferner beschweren lassen würde.

XV. Als eine Beschwerung des Commercii ist gleichfalls angezogen worden / daß der Stadt Magdeburg 12. Gr. von einem Wispel Getreide / so daselbst eingeschiffet würde / in die Cämmerey bezahlet werden müssen / dahero stiege der Wehr des Getreides / und würden die Käufer graviret / ob nun wohl die Churfürstl. Brandenburg. Abgesandten dagegen angezeigt / daß nicht der Käufer / sondern die Bürger zu Magdeburg solche Imposition bezahlen müssen / dahero dieses als ein Gravamen hier nicht gehöret / denn auch eine jede Commun auf ihre Bürger zumahlen cum consensu Superiorum, Accise anlegen könnte / und möchte nicht attendiret werden / wenn schon per consequentiam ein oder andere Waaren dadurch in etwas gestiegert würden.

Wieweil dennoch von vielen auf die gänzlich Abschaffung geandungen / von einigen aber dafür gehalten / daß der guten Stadt / in Ansehung ihres vor diesem bekannter massen ausgestandenen Unfalls / etwas nachgesehen / und an statt der vorhin gehobenen 12. Gr. die Helffte / als 6. Gr. von jeden Wispel / auf eine beliebige Zeit gegennet werden möchte / die hier wegen mehrer. Stadt zur Stelle sich befindende Deputirte auch sub spe rati gegen einige der Herren Abgesandten sich heraus gelassen / daß zu Befoderung des fürgestekten allgemeinen Zwecks / die Stadt in 4. Gr. endlich fallen zu lassen / resolviren möchte / so ist solches von dem Convent ad referendum genommen / und nächst deme der Hoffnung gelebet worden / daß / weilen dieses Gravamen allbereit von der Landschaft des Fürstenthums Magdeburg an Ihr. Chur- und des Herrn Administratoris zu Magdeburg Fürstl. Durchl. gebracht worden / beederseits Ihr. Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. werden die Sache dahin einrichten / damit sich die Schiffer und Kaufleute ferner zu beschweren keine Ursache haben.

Als auch bey diesem Punct wegen der übrigen 4. Gr. so zur Fortification zu Magdeburg auf jeden Wispel Getreide geleyet / und bishero zur Helffte von den Schiffen gefodert seyn solle / ferner angezeigt / daß dieselbe von den Bürgern allein / und nicht von den Schiffen entrichtet würden / so hat es dabey hintinsichtig sein Verbleiben.

XVI. Endlich ist im Mahnen Ihres Königl. Maj. zu Schweden / durch Dero / wegen des Herzogthums Brehmen bey diesem Convent sich befindenden Herrn Abgesandten / wider die Städte Hamburg und Magdeburg abgesonderliche Beschwerung geführt worden / indeme erstlich den Brehmischen Unterthanen und insonderheit den Bürgern zu Buxtehude / so sich der Schifffahrt auf der Ober-Elbe gebrauchen / nicht zugelassen werden wolte / in Ihre Schiff-Gesäß Korn und andere Waaren einzuschiffen / und damit die Elbe auf- oder abzufahren / wenn sie nicht nach Magdeburg eine halbe Schiff-Ladung brächten / daegen man ihnen zu Hamburg nicht mehr als eine halbe Last einnehmen lassen wollen / vielweniger wolte ihnen gestattet werden / um gewisse Fracht-Güter einzunehmen und zu verfahren / welche Beschwerung auch die Fürstl. Braunschweig-Lüneb. Herren Abgesandte wegen selbige Herzogthums Schiffer repetiret. So viel

ANNO  
1672.

nun das erste anreicht / ist so wohl von dem Rath zu Hamburg / als den Deputirten der Stadt Magdeburg / die allhier bey der Hand gewesen / die Erklärung gegeben / daß / was die Bürger von Buxtehude und andere Königl. Schwedische Unterthanen des Herzogthums Brehmen / wie auch Braunschweig-Lüneburg. Schiffer mit ihrem eigenen Gelde kaufen / oder auf Credit an allerhand Waaren erhandeln würden / ihnen in ihre eigene Gefäß einzuladen / und ohne Hinderung / jedoch gegen Entrichtung des gebührenden Zolls / abzuführen / auch in Magdeburg / wenn sie gleich mit ledigen Schiffen dahin kämen / daselbst ohngehindert zu laden / zugelassen seyn solle / um Geld aber in ihre Schiffe mehr als eine halbe Last fremdde Güter einzunehmen / haben sie ihrer Bürger-Freyheit und dem Herkommen zuwider gehalten; Ihre Königl. Majest. zu Schweden / wie auch die Fürstl. Braunschweig. Herren Abgesandte haben die Erklärung wegen des Ersten / nemlich der zugelassenen Verführung der mit eigenen Gelde / oder auf Credit erhandelten Güter acceptiret / und hat es dabey billig sein Bedenden / wegen des andern / die Einnehmung fremdder Kaufmanns-Waaren betreffend / ist die geschene Anzeige ad referendum genommen.

XVII. Bey den übrigen von den Haus-Keuten zu Wessl Herzogthums Brehmen angebrachten Klagen / daß zu Hamburg sie gezwungen werden wolten / mit einem Eyde zu bekräftigen / daß sie das in Hamburg erkaufte Korn oder andere Virtualien nicht anßerhalb der Schar-Tonnen führen / besondern in Wessl dem Herzogthum Brehmen lassen wolten / ist von dem Rath zu Hamburg diese Resolution erfolget / daß sie ferner mit solchem Eyde nicht beschweret werden sollen / es sey aber Herkommens / daß die Brehmische Unterthanen / wenn sie solch Getreide ausser den Schar-Tonnen führen / die Schiffe verlossen müssen / sonst aber / wenn sie binnen Landes bleiben / vom Schiffe nichts geben werden dürffte.

XVIII. Was der auf den Nieder-Baum in Hamburg gesetzte Zoll-Schreiber zum Trindgeld fodert / soll ein Voluntarium seyn / und niemand dazu gezwungen / oder deswegen aufgehalten werden. So viel denn ferner die Beschwerden anreicht / welche von den Kaufleuten oder Schiffen herrühren / besetzen dieselbe in der unrichtigen Ansage / da entweder kostbare Waaren verschwiegen / und andere geringere angegeben / oder die rechte Zahl / Maas und Gewicht nicht angezeigt / oft auch wohl gar einige Fässer oder Paeten zollbahrer Waaren nicht profiniret werden.

XIX. Gleichwie nun / wann dessen ein Schiffer überführet wird / daß er den Zoll dergestalt defraudiren wolte / die pena confiscationis billich statt hat / die sich gleichwohl weiter nicht / als auf das verschwegene Gut erstrecken soll / also seyn Kaufleute und Schiffer fleißig zu verwarnen / sich hierunter fürzusehen / und für Straffe und Schaden zu hüten. Diejenigen Dehrt / so die Visitation nicht hergebracht / als Künstosen / Wittenberg / Milari, Rogez und Jeridow / dörffen die Schiffer und Flößer nicht zwingen / daselbst zu stellen oder zu setzen / die Zoll-Stätte aber / so der Visitation berechtigt seyn / als Hamburg / Sachsen-Lauenburg / Boitzenburg / Mellede / Hückner / Dömitz / Lenzhen / Schmackenburg / Sendow / Tangernünde und Magdeburg / sollen solche nicht eher vornehmen / als wenn statcker und erheblicher Verdacht oder presumptiones vorhanden / daß der Schiffer in einem oder andern Stuck mit Betrug umgebe / und denn die Zoll-Bediente solche Visitation also anstellen / damit die Fässer / Ballen oder Kisten / nicht leichtlich eröffnet / noch dem Schiffer oder Kaufmann an den Waaren Schaden zugesüget werden möge / sonst und wenn offenbare Ursachen oder Indicia des Verdachts nicht vorhanden / sollen die Zoll-Bediente sich mit den Certifications-Zetteln / die von jedes Orts Magistrat und Beamten / wo die Waaren eingeladen / fürgezeiget werden / begnügen lassen / da denn der Magistrat dahin sehen wird / daß durch Aufoderung einiger Schreib-Gebühr / die Handlung nicht von neuen beschweret werden möge; Würde der Schiffer auch unterwegens von seiner Ladung etwas ansehen / oder dazu ein mehreres einnehmen / soll er an dem Ort / da es geschieht / vom Rath oder Beamten ein Zeugniß nehmen / oder solches (wenn es nur ein Dorff wäre) bey der nächsten Zoll-Stätte anmelden / das eingetommene unter den ersten Certificat- oder Zoll-Zettel schreiben lassen / und da denn herkommen nach / der eingebrachte Zoll-Zettel verbleiben / und dagegen ein neuer ertheilet werden müste / soll derselbe vor erst fleißig collationiret werden.

XX. Neben-Zettel aber sollen hinsüro nicht mehr zugelassen seyn / wie auch das mündliche Ansagen / anßer was uncollbare Dinge seyn / die doch angesaget werden müssen.

XXI. Bey den Visitationen des Kornes haben die Schiffer insonderheit als ein Gravamen angezogen / daß die Zoll-Bedienten / wenn das Korn in Schiffe vom Regen und Masse gequollen ist / durch einen Messe-Straß messen / und durch solche Gelegenheit ihnen vielmals Straffe dictiren wolten / als wenn nicht recht angesaget; Weil nun solches unbillig und vorhin gut befinden / daß denen Certification-Zetteln getrauet / und dieselbe respectiret werden sollen; So ist dieses auch / zumahl bey dem Korn in acht zu nehmen / und muß / wenn dasselbe gequollen / solches dem Schiffmann nicht zum Schaden oder Nachtheil gereichen.

XXII. Se. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg haben zu Aufstellung des Elb-Commercii absonderlich ersprießlich erachtet / daß zum wenigsten bey etlichen Waaren von dem gewöhnlichen hergebrachten Zoll etwas remittiret werden möchte / nur auf

ANNO  
1672.

ein Versuch und geringe Zeit / von etwa 2. oder 3. Jahren / ob sich solcher gestalt mit der Zeit die Schiffer auf die Elbe wieder ziehen lassen / wie sie denn schon an ihren Zollstädten den Anfang gemacht / und von Wolle / Wachs / Tuch und Kupfer nur die Helfte zu nehmen anbefohlen; die meisten Gefandten haben sich defectu. mandati entschuldiget / und es ad referendum genommen / der Fürstl. Mecklenburg-Schwerinsche hat dafür gehalten / daß an Seiten seines gnädigsten Fürsten und Herrn Fürstl. Durchl. von denen in der Zoll-Rollen de An. 23. specificirten Waaren nicht würde moderirer werden / was aber darinn nicht begriffen / und doch verinöge der in ihrem Privilegio enthaltenen clausulæ generalis zollbar wäre / darinn würde wohl einige Mäßigung können verfügter werden / jedoch auch endlich unterthänigst zu referiren sich erbothen.

XXIII. Der Fürstl. Magdeburgische Herr Abgesandte hat bey diesem Punkt in Vorschlag gebracht / weilen an der Korn-fahrt auf der Elbe das meiste gelegen / daß vornehmlich dahin zu gebenden / wie durch Heringerung des darauff geschlagenen und bishero genommenen Zolles / desselben Abfuhr aus dem Fürstenthum Magdeburg / und angrenzenden Landen / möchte besordert werden / weil man aber sich disfalls ohne special. daran es allen ermangelt / nicht benächtigen können / so ist auch dieser Punkt zu unterthänigster Relation angesetzt.

XXIV. Unter die Mittel / dem Elb-Commercio zu helfen / haben die Fürstl. Magdeburgische und theils andere Gefandten mit anführen wollen / ob nicht etwa auch die interessirte Chur- und Fürsten der Frey-Passe sich auf eine Zeitlang begeben / oder auf ein gewisses Quantum die disfalls anschiffende Waaren restrikingiren wolten. Man hat aber darüber / weil theils Gefandten darauff eigentlich nicht instruirer gewesen / die Churfürstl. Brandenburgische auch contrarium Mandatum gehabt / sich aniso weiter nicht vereinigen können / als daß die abusus, so einiger Orten vortgangen / hinlänglich abgesetzt und vermindert / in zwischen auch respective referirer werden sollen.

XXV. Der Fürstl. Magdeburgische Herr Abgesandte hat aus gnädigstem Befehl bey dieser Zusammenkunft den gefährlichen Einbruch des Elb-Strohms bey Rogez / davon schon zu Lüneburg geredet worden / abermahls fürgesetzt / und daß allen denjenigen / so sich des Elb-Strohms gebrauchen / höchlich daran gelegen / solchen gefährlichen Ort also zu fassen / damit das Wasser nicht unversehens daselbst einen Durchbruch nehmen / den Alveum gänglich mairren / und also den Strohm zur Schiff-fahrt inutil machen möchte / repräsentirer. Ob nun wohl von den meisten dafür gehalten werden wolte / daß ein jeder Herr in seinem Lande dergleichen Schaden zu verhüten / auch Dämme und Teiche zu halten schuldig wäre / zumahl aber deswegen Zoll und Geleite gegeben würde; So ist doch auf geschene Anzeige / daß keine Dämme oder Teiche des Orts zu halten / sondern sich eine solche Tiefe an dem Ufer erzeiget / daß die erforderte Imkosten ein Privatus, und die von Uvensesleben / so der Orten einen geringen Zoll haben / nicht würden ertragen können / davon unterthänigst und gebührend zu referiren angenommen worden.

Die von den Gefandten und Deputirten in vorerwehnten Punkten übernommene Relation soll so fort bey ihrer Rückkunft verrichtet werden / und ist dabey ferner verabredet / daß darauff binnen 6. Wochen die Erklärung an Se. Churfürstl. Durchl. in Brandenburg eingeschicket / und von Derselben hernach an gehörige Oerter ferner Communication gerhan / auch nach befürden-der Nothdurfft ein anderer engerer Convent nach Magdeburg oder Braunschweig berahmet werden solle.

Urkundlich ist dieser Reces von denen anwesenden Chur- und Fürstlichen Gefandten / wie auch der Stadt Hamburg Deputirten / unterschrieben und besiegelt / denen vorher abgereiseten Fürstl. Mecklenburg-Schwerinschen und Fürstl. Sachsen-Lauenburgischen Herrn Abgesandten aber Ihre Stellen zu unterschreiben und zu signiren offen gelassen worden. Geschehen Hamburg den 27. Januar. An. 1672.

Wegen Sr. Chur-Fürstl. zu Brandenburg /

(L.S.) Joh. Köppen.

(L.S.) E. Z. W. Scharde.

(L.S.) Otto von Guericke.

(L.S.) M. Mathies.

(L.S.) Heinrich Dürfeldt / wegen des Postulirten Herrn Administr. des Primat- und Erz-Stiftes Magdeburg Hochst. Durchl.

Wegen Ihre Königl. Majest. zu Schweden / als Herzog Bremen /  
B. W. Wolfberg.

Wegen Herrn Herkog Georg Wilhelms zu Braunschweig und Lüneb. Hochst. Durchl.

(L.S.) Levin Adam Haefe.

(L.S.) Weip. Lud. Fabricius.

Wegen Herrn Herkog Joh. Fr. zu Br. Lüneburg Durchl.

(L.S.) Otto Joh. Witte.

Wegen Herrn Herkog Rudolph August. zu Braunschweig und Lüneburg. Durchl.

(L.S.) Justus Böttcher.

Wegen Ihre Hochfürstl. Durchl. Mecklenburg-Güstrow /

(L.S.) Adam Henning Bülow.

LXXV.

ANNO  
1672.

Defensiv-Alliantz zwischen Ihre Kayserl. Majest. Leopold den I. und dem Hochwürdigsten Churfürsten von Trier Carl Caspar / zu Conservation des zu Münster und Osnabrug geschlossenen Friedens / Dero Land und Leuthe Bertheidigung / über eine gewisse mutuelle Anzahl Hülfss-Trouppen geschlossen. Coblenz den 18. Febr. 1672. [Tiré de la Regittrature d'Etat de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

18. Febr.

C'est-à-dire,

*Alliance defensiva entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & CHARLES GASPAR Electeur de Treves, pour le maintien de la Paix de Westphalie, & la seureté de leurs propres Sujets, Terres, & Provinces; avec stipulation du nombre de Troupes dont ils se devront assister reciproquement en cas de besoin. A Coblenz le 18. Fevrier 1672.*

It wissen als der Durchleuchtigst / Großmächtigst und Unüberwindlichste Fürst und Herr / Herr Leopold erwölter Röm. Kayser / zu allen Zeiten Wehrer des Reichs / in Germanien zu Hungaen / Böhmeib / Dalmatien / Croatien / und Slavonien König / Erz-Herkog zu Desierreich / Herkog zu Burgund / Steyer / Karnten / Crain und Württemberg / Graff zu Tyrol und Görz /c. und mit und neben Ihrer Kayserl. Majest. der Hochwürdigste Churfürst und Herr / Herr Carl Caspar Erz-Bischoff zu Trier / des R. Röm. Reichs durch Gallien und des Königreichs Arrelat Erz-Cantlar / und Chur-fürst / Administrator zu Drumb / ie-und allewege / sonderlich aber bey gegenwärtigen Läuften Ihre Rathschläge und Sorgfältigkeit dahin vornehmlich gerichtet / wie der zu Münster und Osnabruck aufgerichtete Friede beständig conservirer / mithin auch dero von Gott ahvertraute Land / und Leuthe in beständiger Ruhe erhalten / von denselben alle Gefahr und Ungelegenheiten abgewendet und wider alle unbillige Gewalt in zusammen gesetzten gutem Verrathen / und Vereinigung geschützet / und gehandhabet werden können / daß daher dieselbe auch zu dem End / keines wegs aber dadurch die zu Regensburg bey gegenwärtiger Reichs-Versammlung obhandene Consultation wegen Beststellung gemeiner securitet / und damit einlaufenden albereith vor gut angefehener Provisional Reichs-Versaffung / als worzu auch schon alle Reichs-Crayse / neben dem Königreich Böhmeib / und incorporirte Provinzen ein gewisses quantum bewilliget haben / in einige wege zu verhindern / sondern allein unterdessen bis solches heilsamlich / gemein nutzige werck zu seiner völligen richtigkeit wird gebracht werden können / zu desto zeitlicher besserer Abwendung / deren etwa sich eraignenden gefährlichkeiten eine particular Defensiv-Alliantz unter sich geschlossen wie folgt.

I. Nemblich vors erste / daß negst vorbehaltung der Römisch. Kayserl. Majest. hohen Amts Auctorität / und gebührenden Respects diese Vereinig- und versaffung zu Niemanden offension, am allerwenigsten aber wieder des R. Römisch. Reichs / oder zu erweck- und ahnrichtung einer Universal, oder particular Unruhe / und trennung in Heil. Römisch. Reich / oder sich in fremde Krieg zu impliciren / und einzumischen / sondern nur alleine zu erhaltung eines jeden zustehenden dignität / Würden / Rechten / und Gerechtigkeiten / sonderlich aber die Teursche Freyheit / und beständiger Guot des Westphälischen Friedens / wie auch sich und ihre allerseits im R. Röm. Reich habende / und gelegene Land und Leuthe wider alle gewalthätige angriff / und denen Reichs-Constitutionen / und besagtem Friedensschluß zuwider laufende zunötigungen und beschwerden / wie die Mahnen haben / und von weme dieselbe herrühren mögen / wie auch wieder alle innerliche empornungen zu conserviren / zu defendiren / und zu retten angesehen / und gemeint seyn solle / und also daß einer dem andern ohne unterscheid der Religion in rechten vertrauen mairren / zu obgedachtem Ende man allerseits vestiglich / und unaufgesehet bey emander stehen / auch auß allen Begebenheiten / worauf besagte Unruhe entsehen / und worauf die hierin versprochene assistence erfordert werden mögte / vorhero und zeitlich einander communiciren / keiner aber eiltigen Stand des Reichs / oder frembden Cronen / Potentaten / und Republicquen zu feindlicher invasion Ursach geben / auch die Bündts-Berwandte unter sich selbst beständige freundschaft erhalten / und keiner dem andern mit tälligkeit / oder Gewalt / überfallen / überziehen / oder belaidigen / sondern seine gegen den andern habende misbilligkeit- und strittigkeiten / wo deren einige seyn mögten / durch güt- und rechtliche mittel entscheiden / und sich darmit begnügen lassen sollen.

X 3

II. 302

ANNO  
1672.

II. Wofern nun zweyten ein- oder anderer Confocerirter / und desselben im H. Römisch. Reich gelegene Lande insgesamlt / oder deren eines wider verhoffen ahngegriffen / oder auch durch innerliche empörungen / und auffstände angefochten / oder dieser hierin geschlossener zusamenetzung / und hinc inde versprochener defension halber über kurz oder lang / es geschehe von wem es wolle / angefochten werden / Alsdann wollen und sollen dieselben wegen berührter ihrer im Reich gelegenen Landen und Leuten vesiglich bey einander stehen / einander auf beschelbenes ansuchen wieder den offendenten dem Beleidigten unverzüglich / wie hernach folgt / zu hülff kochen / kräftig beystehen / und dessen Land und Leute wider Gewalt schützen / schirmen / und vertheidigen helfen.

III. Und damit man wissen möge / was jeder theil abh Manthschaft zu Ross und Fues dem belaidigten requirirenden zu hülff zu schicken habe / So ist vors dritte verglichen worden / daß auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen Ihre Kayf. Majest. wegen dero im Reich gelegenen / und darzu gehörigen Erb-Königreich und Landen / zu Ross ein tausend Pferd / und zu Fues zwey tausend Man / und uff die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederum so viel / Ihre Churfürstl. Gnaden zu Trier ebenergestalt auf die erste mahnung innerhalb vierzehn Tagen zu Ross fünf- und siebenzig / und zu Fues fünfshundert Mann auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederum so viel zu hülff senden solle / mit der Verbündlicher Abrede / daß der eine Bündts-Verwandte dem andern / uff blosses ansuchen einen unschädlichen durchzug vor des Bündts-Volckes unwaigerlich zu verstaten schuldig seyn solle.

IV. Es solle auch viertens die hülff nicht wieder zurück gezogen werden / biß des Feindes vornehmiben gewähret / und dasselbe / so derselbe etwa ingenohmben / wieder erobert sein werde / es seye dan / der schickende / oder zu hülff kommende würde selbst überzogen / und wie vorgedacht / vergewaltigt und belaidiget.

V. Solte nun aber zum fünften wieder verhoffen mehr als einer von denen Allirten überzogen werden und gefahr leiden / auf solchem fall solle die übrige Bündts-hülff von denen unbelaidigten halb dem einen / und die andere helfte dem andern belaidigten auf Maas / und Weise / wie vorgemelt / zugeschiekt werden.

VI. Wofern auch sechstens eine dergleichen hülff nicht zureichen sollte / auf solchem fall sollen und wollen die Bündts-Genossene auf erlangende Nachricht von solcher ereigender Gefahr auch so baldt ohne auffenthalt darüber mit einander vernehmen / und einer solchen anstalt und hülff vergleichen / welche zulänglich / und wohmit dem nochleidenden in der that würcklich geholfen werden möge.

VII. So bald auch zum siebenden die hülff würcklich geschicket / und in des requirenten Landt / oder bey dessen Troupen angelangt seyn / so sollen jedesmahl / wan etwas vorzunehmen / darüber gebührende Kriegs-Rath gehalten werden.

VIII. Es sollen auch achtens ein jeder hülff schickender seinen Troupen so viel Feldt- Artillerie neben der zugehör mitgeben / als es die Nothdurfft / und Kriegs-raison erfordert.

IX. Die Direction / und Ober-Commando über die Wapfen solle zum neunnden bey Ihrer Kayf. Majest. verbleiben / und von derselben eine Generals-Person mit Beliehung der Confocerirten vorgestellet werden / welche in dessen Landt / deme die hülff geleistet wird / ohne dessen vorwissen und belieben nichts vornehmiben / sondern dasjenige / was selbiger zur defension / und rettung seiner Landt und Leuten auch befinden möchte / zuthun und zulassen / in krafft dieses angewiesen / und verpflichtet seyn solle ; Solte aber ein fall sich begeben / welcher einen General Kriegs-Rath erforderete / So sollen auch zu demselben diejenige gezogen werden / welche zu einem Kriegs-Rath gehören / und sollte derjenige in demselben präsidiren / welcher das Directorium / oder Ober-Commando führet / oder da selber nicht darbey seyn wolte / oder könte / alsdann der so die höchste Charge bedient ;

X. Es solle zwar auch zehndens ein ieder seine Volcker unterhalten / und bezahlen / und zu deren Behueff / damit dieselbe wann sie in andern Landen stehen / schwürig zu werden / zu exorbitiren / confusion / und andere Ungelegenheiten anzufangen / keine Ursach haben mögen / dem bey seinen Volckern habenden Commissario zwey Monath sold gleich anfangs zum vorrath mitgeben.

XI. Allermassen dann auch zum eilfften / zu Verhütung aller Unordnung unter denen Volckern / die Bündts-Verwandten / so baldt außser dem Nothfall eine gewisse Verspessungs-Ordonnans aufrichten wollen / nach welcher bey wähernder conjunction alle Troupen durchgehends gleich bezahlet werden sollen.

XII. Dieweil vors zwolffte die Auxiliar-Volcker das Proviant nicht zugleich mit sich führen können / solle der requirerent zwar schuldig seyn / selbige / so lang sie in seinem Lande stehen / mit nöthwendigem Commis-Brod vorsichsaffes weis zu versehen / welches ihme jedoch unverzüglich von jedem der hülffschickenden bezahlet / und ersetzt werden solle / gleich die conjungirte-Volcker ein mehreres / als dieses Commis vorsichsaffes / und das obstand / und rauhe Futter nicht fordern / oder exequiren / sondern was sie darüber begehren werden / denen Unterthanen in billigem Werth mit Geld bezahlen sollen.

XIII. Wann auch zum dreyzehenden einige Bündts-Verwandte außserhalb dessen noch in einem andern gleichmässigen Fædere mit einander begriffen / krafft welchen sie ebenfals einander

ANNO  
1672.

hülff zu leisten schuldig / so solle doch kein theil auß beeden Fæderibus / sondern nur auß einem die assistenz zuschieken gehalten seyn / und dem requirerenten frey stehen / auf welchem Bündt Er seine Confocerirte requiriren wolle / so solle auch diese von dem quanto der Bündts-hülff abgezogen werden.

XIV. Es solle auch sonstens vors vierzehende von niemanden auß denen Bündts-Verwandten einige andre Bündtnus aufgerichtet / oder eingegangen werden / so dieser zu wieder.

XV. In übrigen hat es auch zum fünfzehenden die meinung gar nicht / ob wolte man durch diese particular Verbündtnus / die zu verhüt und abreibung unrechten gewalts im H. Rom. Reich fundirte executions-Ordning / und in krafft derselben sonderliche Reichs- oder Craiß verfassungen / wie auch die im Friedensschluß verordnete Universal-Guarantie zurück stellen / stecken / oder verhindern / sondern es sollen nichts desto weniger dieselbe ohne Abbruch dieses Reccessus in alle wege mit behörigem Fleiß und Eyffer / sowohl insgemein bey gegenwärtigen Reichs- als absonderlich denen Craiß-Conventen allerseits nach möglichkeit befördert werden. Wie dan krafft dieses Fæderis alle und jede Bündtnus-Verwandte versprechen / daß sie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräfften darahn seyn wollen / damit der punctus securitatis bey noch wähernden Reichs-Convent fest gestellet / und damit die gemeine provisional-Verfassung würcklich eingerichtet werden möge / so solle doch nichts desto weniger ein ieder zu der hierin verglichener Bündts-hülff obligirt / und dieselbe unauflöschlich zu leisten verbunden seyn.

Wann auch schließlichen mehr andere Chur-Fürsten und Stände des Reichs / sie seyn Catholisch- oder Augsburg. Confession in diese particular-Defensions verfassung abgesetzter massen mit eintreten wollen / und sich bey jemanen / so in dieser Verfassung begriffen / darumben anmelden würden / so solle es derselb denen andern alsobalben notificiren / und solche Chur-Fürsten und Stände auch unweigerlich darinne mit angenommen werden.

Weil nun solches zwischen Allerhöchst gedacht Ihrer Kayf. Majest. ansehentlichen Gesandten Herrn Otto Heinrichen Marchesen von Savona Carreto / und Grana in krafft ihme ertheilter allergnädigster Vollmacht / und Ihrer Churfürstl. Gnad. zu Trier dergestalt verglichen / so wollen sie darüber die Kayf. Allergnädigste Ratification allergerhorsamst erwarten ; In Urkundt dessen seindt dieser Defensiv-Alliantz Reccessen zwey gleichen inhalts verfertigt / und gegen einander ausgewechselt. Si gnatum Coblenz den 18. Februar. 1672.

CARL. CASPAR, Elect.  
(L.S.)

LXXVI.

(1) *Acte entre CHARLES II. Roi d'Espagne, 22. Fevr. & les PROVINCES-UNIES, par lequel on s'engage reciproquement de ne point traiter de Trêve avec la France que conjointement. A la Haye le 22. Fevrier 1672. [Manuscrit.]*

L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES-UNIES.

NOUS DON Manuel Francisco de Lira Introduteur des Ambassadeurs en Espagne & Envoyé extraordinaire du Roi auprès des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

D'autant qu'il a plu à la Reine ma Maîtresse d'approuver & ratifier l'Acte que nous avons signé le 17. de Decembre dernier, & que son accomplissement pourroit entraîner une Guerre ouverte avec le Roi Très-Chrétien, nous avons pour liaison plus étroite & sûreté plus grande desdits Seigneurs Etats déclaré & promis, ainsi que nous déclarons & promettons par les presentes, qu'en cas d'une rupture formelle & commune avec la France, Sa Majesté ne fera après aucune suspension d'Armes avec ledit Roi que conjointement & du consentement desdits Seigneurs Etats, mais le cas échéant que l'on vint à entrer en Negotiation soit pour traiter de Paix ou de Trêve de quelques Années, que Sa Majesté ne la commencera point sans la participation desdits Seigneurs Etats & sans leur procurer à même temps & aussi-tôt qu'elle même la faculté & sûreté requise & nécessaire pour envoyer leurs Ministres sur le lieu où on traitera, comme aussi sans donner successivement de temps en temps communication, de tout ce qui se passera en ladite Negotiation, & ne passera Sa Majesté jusques à la conclusion de ladite Paix & Trêve sans y comprendre lesdits Seigneurs Etats & les faire remettre (s'ils le desirent ainsi) dans la possession des Pays, Terres, & Places, & jouissance des Droits & Immunités qu'ils tenoient, & dont ils jouissoient

(1) Il y avoit un semblable Acte ou Contre-Declaration de la part de Mrs. les Etats qui manque. [DUM.]

ANNO 1672. soient avant la Guerre, & sans stipuler dudit Roi Très-Chrétien pour lesdits Seigneurs Etats les mêmes Droits, Immunités, Exemptions & autres Prerogatives que pour elle-même, si ce n'est que Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats en convinssent autrement, & de ce que dessus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majesté en bonne & debte forme, dans l'espace de deux mois. Fait à la Haye le vingt-deuxième Février 1672. *Signé,*

(L.S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

## LXXVII.

Mars. *Declaration de Guerre de CHARLES II. Roi d'Angleterre contre les PROVINCES-UNIES. Fait au mois de Mars, 1672. [Dans la Traduction François du Mercure Hollandois, de l'année 1672. pag. 50.]*

L'ANGLE-  
TERRE, ET  
LES PRO-  
VINCES-  
UNIES.

Nous avons toujours eu de l'inclination pour le repos commun de toute la Chrétienté, & avons été si soigneux de n'en envahir aucun Royaume ou Etats d'autrui, que nous espérons que tout le Monde nous fera la Justice de croire que ce n'est qu'une nécessité inévitable qui nous contraint à suivre la résolution que nous avons faite de prendre les Armes.

La première chose que nous entreprîmes immédiatement après notre rétablissement à la Couronne, ce fut d'affermir la Paix, & d'établir une bonne correspondance entre nous & nos Voisins. Et nous eumes soin particulièrement de cimenter une ferme Paix avec les Etats Généraux des Provinces-Unies, sous des conditions si raisonnables, qu'elles n'auroient assurément jamais été violées, si quelque obligation eust été capable de les faire contenir dans les bornes de l'Amitié & de la Justice.

Nous avons observé inviolablement cette Alliance; Mais en l'année 1664. nous fûmes éveillés par les plaintes de nos Sujets, & par la voix unanime des deux Chambres de notre Parlement, qui jugeoient que c'étoit en vain que nous prétendions de procurer la prospérité de notre Royaume par des moyens pacifiques, pendant que nos Sujets estoient exposés aux injures & aux oppressions de cet Estat dans les Païs éloignés.

Tout cet-Été se passa en Negotiations; & en toutes fortes de devoirs que nous fîmes de notre côté pour les porter à des conditions raisonnables; mais tout cela fut en vain, & nonobstant tous nos soins; la fin nous fit voir que c'étoit une chose impossible; Car plus nous leur faisons des propositions amiables, plus obstinés se montroient-ils à s'accorder avec nous.

La Guerre s'ensuivit de là en 1665. & dura jusques en 1667, pendant toute laquelle nos Victoires & leurs pertes leur devoient assés ramantevoir qu'il leur faloit à l'avenir observer & entretenir ponctuellement leurs Alliances. Mais au lieu de cela la Paix ne fut pas plutôt conclue, que selon leur coûtume ordinaire ils se porterent à la rupture des Articles du Traité, & à traverser notre Commerce.

Comme par exemple, les Etats étoient obligés, par un Article du Traité fait à Breda; de nous envoyer des Commissaires à Londres pour régler notre Commerce des Indes; Mais ils étoient si éloignés de l'exécution de cet Article, que lors que nous leur envoyâmes notre Ambassadeur pour les en fomner, en trois ans de tems nous ne pûmes en avoir aucune satisfaction sur ce point-là, ni obtenir d'eux aucun relâche ou surseance des injustices que nos Sujets recevoient d'eux en ce Païs-là.

Aux Indes Occidentales ils ont passé plus avant; Car par un Article du même Traité, nous estions obligés de leur restituer Surinam; & par d'autres Articles de la même Paix ils estoient obligés de permettre à nos Sujets de cette Colonie, de se transporter avec leurs effets en quelques autres de nos Peuplades: En vertu de ce Traité nous leurs livrâmes ce lieu-là, & nonobstant ils y reindrent tous nos Sujets, & arresterent Prisonnier notre Major Banister, parce qu'il demandoit permission de les faire passer ailleurs, conformément au Traité.

Notre Ambassadeur se plaignant de cette injustice, reçut enfin, après deux ans de sollicitation, un ordre

pour l'exécution de ces Articles; Mais y ayant envoyé des Commissaires & deux Vaisseaux pour le transport de nos Sujets, les Hollandois, selon ce qu'ils avoient auparavant pratiqué pendant plus de 40. ans en l'affaire de Pouleron, y envoyerent en secret un ordre contraire à celui qu'ils nous avoient donné publiquement: de sorte que le voyage de nos Commissaires en ce lieu-là ne servit qu'à en transporter quelques-uns des plus pauvres de nos Sujets, & à en rapporter les prières ardentes que faisoient les plus riches & les plus considérables pour sortir de cette servitude: Après quoi nous en fîmes nos plaintes au mois d'Août dernier, par les Lettres que nous en écrivîmes aux Etats Généraux, par lesquelles nous demandions qu'on envoyât ordre à leurs Gouverneurs en ce Païs-là pour l'observation de ces Articles; Mais jusques ici nous n'avons pu en recevoir un seul mot de réponse ni de satisfaction.

Mais il ne faut pas s'étonner qu'ils extravaguent si fort contre nos Sujets dans des Lieux éloignés, puis qu'ils en agissent si inconsidérément en leur propre Païs à l'égard de notre Personne Royale, & de l'honneur de cette Nation qui est si proche d'eux, n'y ayant presque point de Ville dans toute l'étendue de leur Jurisdiction, qui ne soit remplie de Peintures offensantes, de Médailles ou de Monumens faux, dont il y en a même qui ont été mis au jour, ou exposés publiquement en montre par ordre de l'Etat, dans le moment que nous consultations avec eux pour former la Triple-Alliance, & affermir la Paix de la Chrétienté. Cela seul étoit digne de notre mécontentement, & du ressentiment de tous nos Sujets: Mais nous y avons été poussés & contraints par d'autres considérations que celles qui nous regardent nous-mêmes; savoir la preservation de notre Commerce, d'où depend le bonheur & la prospérité de notre Peuple, le soin que nous devons avoir de le garantir de violence & d'oppression dans les Païs éloignés, & la hardiesse que les Hollandois ont de nous faire affront presque dans notre propre terroir, ce qui nous donne sujet de leur faire ressentir les effets de notre juste indignation.

Le Droit du Pavillon est si ancien, que c'est une des premières Prerogatives des Rois nos Predecesseurs, & doit être la dernière, dont ce Royaume ne doit se défaire jamais. Cela n'a jamais été mis en question, & il a été expressément reconnu dans le Traité de Breda. Neantmoins il n'a pas seulement été violé l'Esté passé par les Capitaines des Vaisseaux qu'ils avoient en Mer: cette infraction fut encore ensuite approuvée à la Haye, & ils publierent dans la plupart des Cours de la Chrétienté, que c'étoit une chose digne de risée que nous eussions de telles prétentions; insolence inouïe, qu'ils veuillent nous disputer l'Empire de la Mer! eux qui sous le Règne du feu Roi notre Pere étoient obligés de payer les Droits & Coûtumes pour pêcher dans nos Mers; & ce n'est pas à eux d'en disputer avec nous, eux, dis-je, qui sont rédevables de l'estat où ils sont maintenant à la protection de nos Ancestres, & au sang & à la valeur de nos Sujets.

Nonobstant toutes ces provocations, nous en avons patiemment attendu satisfaction, ne voulant pas troubler la Chrétienté pour notre ressentiment particulier, dans le moment qu'ils faisoient tout leur possible pour animer contre nous le Roi Très-Chrétien, duquel ils s'assuroient si fort, qu'il y a près d'un an que leurs Ministres nous en menaçoient ici.

Enfin n'attendant rien plus d'eux, nous leur envoyâmes un autre Ambassadeur, qui après leur avoir livré plusieurs Memoires pleins de menaces de notre part, n'en pût avoir aucune réponse, jusques à ce qu'il leur eust déclaré que nous l'avions rappelé: ils lui présenterent alors un Ecrit, par lequel ils disoient qu'en cette conjoncture ils vouloient bien consentir à saluer nos Vaisseaux Pavillon bas, pourveu que nous voulussions les assister contre la France, à condition que cela ne pourroit jamais ci-après être tiré à conséquence, & n'auroit aucun lieu à leur prejudice.

Depuis le retour de notre Ambassadeur, ils nous en ont envoyé un Extraordinaire, qui nous a fait connoître d'une manière extraordinaire, qu'il ne pouvoit nous donner aucune autre satisfaction qu'il n'en eust écrit à ses Maîtres.

De sorte que desespérant d'aucun bon succès, ou de celui d'une plus longue Negotiation, nous sommes contraints à prendre les Armes pour le maintien des anciennes Prerogatives de notre Couronne, & pour l'honneur & la feureté de notre Royaume, sur la confiance

ANNO  
1672.

ANNO  
1672.

fiance que nous avons en Dieu, qu'il nous assistera dans nos justes entreprises, veu que nous avons par toutes sortes de moyens tâché de défendre nos Peuples contre la malice de cette Nation-là en temps de Paix, & par la valeur de nos Sujets en tems de Guerre.

C'est pourquoy nous avons trouvé bon de declarer, comme nous declaron par ces presentes, que nous voulons faire la Guerre tant par Mer que par Terre contre les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, & contre tous leurs Sujets & Habitans; Enjoignant par ces presentes à nôtre bien aimé Frere le Duc d'York, nôtre Grand Amiral, à tous nos Gouverneurs de Provinces, Gouverneurs de Forts & Garnisons, & à tous autres Officiers & Soldats de leur obeissance tant par Mer que par Terre, de s'opposer à toutes les entreprises des Etats Generaux des Provinces-Unies, ou de leurs Sujets, de faire & d'executer tous actes d'hostilité dans la suite de la Guerre contre lesdits Etats, leurs Vassaux & leurs Habitans, voulant que tous nos Sujets en soient avertis, & leur defendant fort expressement dès à present, sur peine de la vie, d'avoir aucune correspondance ou communication avec eux, ou leurs Sujets, à la reserve de ceux qui y seront necessités, pour transporter eux & leurs effets hors desdites Provinces-Unies.

Nous declaron & donnons nôtre parole Royale, que tous ceux des Flamands qui se comporteront en bons Sujets envers nous, & n'auront aucune correspondance avec nos Ennemis, ils seront assureés tant en leurs Biens qu'en leurs personnes, & ne seront molestés de quelle maniere que ce puisse être.

Nous declaron de plus que s'il y a des Sujets des Provinces-Unies, qui par un mouvement d'affection envers nous ou nôtre Gouvernement, ou par oppression qu'on leur y fait, veuillent venir en nôtre Roiaume, ils y recevront toute sorte de protection, tant en leurs personnes qu'en leurs Biens.

Et parce que par un Traité nous sommes obligés de maintenir la Paix faite à Aix la Chapelle, nous declaron finalement que nonobstant l'entreprise de cette Guerre, nous voulons entretenir la veritable teneur & le vray sens de ce Traité, & qu'en toutes les Aliances que nous ferons dans la suite de cette Guerre, nous avons & aurons toujours soin de garder qu'elle ne soit violée, à moins que nous n'y soions provoqués.

*Publié par le Conseil Secret de Sa Majesté.*

## LXXVIII.

6. Avril. *Ordonnance de Louis XIV. Roi de France, par laquelle Sa Majesté, après avoir resolu de faire la Guerre aux Estats de HOLLANDE, deffend à tous ses Sujets d'avoir aucun Commerce ni communication avec eux. Au mois d'Avril 1672. [Dans la Traduction Françoisse du Mercure Hollandois de 1672. pag. 67.]*

FRANCE  
ET LES  
PROVIN-  
CES-U-  
NIES.

**L**A mauvaise satisfaction que Sa Majesté a de la conduite que les Etats Generaux des Provinces-Unies ont eu depuis quelque temps en son endroit, étant venue si avant, que Sa Majesté, sans diminution de sa gloire, ne peut dissimuler plus long-temps l'indignation qui luy est causée par une maniere d'agir si peu conforme aux grandes obligations dont Sa Majesté & les Rois ses Predecesseurs les ont comblés si liberalement, Sa Majesté a déclaré, comme elle declare presentement, qu'elle a arrêté & resolu de faire la Guerre auxdits Etats Generaux des Provinces-Unies, tant par Mer, que par Terre: Ordonne par consequent Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Hollandois, & leur deffend d'avoir ci-aprés aucun Commerce, communication; ni intelligence avec eux, sur peine de la vie.

Pour le même effet a aussi Sadite Majesté revoqué par la presente toutes permissions, Passeports, Sauvages ou Saufconduits qu'elle auroit peu accorder par le passé, ou qui auroient peu être accordés par ses Lieutenants Generaux & autres Officiers; contraires au contenu de la presente, les declarant tous nuls & de nulle valeur, deffendant aussi à qui que ce soit d'y avoir aucun égard.

ANNO  
1672.

De plus mande & ordonne Sadite Majesté à Monfr. le Comte de Vermandois, Grand-Maître, President & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de ce Royaume, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Generaux pour Sa Majesté dans ses Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Messres de Camp, Capitaines, les Chefs & Conducteurs de ses Armées tant à pié qu'à cheval, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers, qu'il apartiendra, de faire mettre à execution le contenu de la presente, chacun en son égard, sous son District & Jurisdiction: Car tel est le plaisir de Sa Majesté, laquelle veut & entend que la presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume, où il fera de besoin, afin que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Château de Versailles le 6. Avril 1672.

*Ainsi signé,*

LOUIS.

*Et plus bas, LE TELLIER.*

*Et plus bas,*

**I**L est ordonné à Charles Canto, Crieur ordinaire de Sa Majesté de publier & faire afficher par tous les Lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Bailliages & Vicomtés de Paris où besoin fera, l'Ordonnance du Roy, du 6. de ce present mois & an, afin qu'on n'en pretende cause d'ignorance. Fait le 6. Avril 1672.

*Signé,*

DE LA REYNIE.

*Ordonnance ensuite de la précédente.*

DE PAR LE ROY.

**S**A Majesté étant informée que les Hollandois qui se trouvent presentement en ce Royaume, ont crainte d'être molestés en leurs personnes, & troublés en la jouissance de leurs Biens, en consequence de l'Ordonnance du 6. de ce mois par laquelle Sa Majesté a déclaré qu'elle vouloit faire la Guerre aux Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas tant par Mer que par Terre, & ordonne à cet effet à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Sujets desdits Etats, & leur a deffendu d'avoir aucun Commerce, intelligence ni communication avec eux, sur peine de la vie: Et Sa Majesté voulant donner à connoître ses intentions au regard des Particuliers de cette Nation, qui se sont habités en ce Royaume sur la foy des Traités de Paix, & particulièrement de celui de 1662. Sadite Majesté a ordonné, veut & entend que l'Article dudit Traité de l'an 1662. soit executé. Au moyen dequoy elle a permis & permet aux Sujets desdits Etats de demeurer en son Royaume pendant le terme de 6. mois, à compter du jour & date de la presente Ordonnance, pendant lequel temps ils pourront vendre & transporter seulement leurs Marchandises & autres Biens: Deffendant Sadite Majesté bien expressement à tous ses Sujets de molester lesdits particuliers Hollandois en leurs personnes ou en leurs Biens, pour quelque cause, occasion, & sous quelque pretexte que ce puisse être, si ce n'est par voye de Justice, & le tout en toutes manieres comme ils ont pu faire devant la publication de ladite Ordonnance du 6. du present mois. Enjoint & ordonne Sadite Majesté à tous Gouverneurs, son Lieutenant General en ses Provinces, Intendants desdits Gouverneurs, particuliers de ses Villes & Places, &c. de tenir la main, un chacun en son égard, à l'exacte observation de la presente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 14. jour d'Avril 1672.

*Signé,*

LOUIS.

*Et plus bas, COLBERT.*

DE PAR LE ROY.

**S**A Majesté étant informée qu'il y a plusieurs François en Hollande & les Provinces-Unies du Pais-Bas, & ne voulant pas qu'après avoir déclaré la Guerre  
aux

ANNO  
1672.

aux Etats Generaux desdites Provinces, aucuns de ses Sujets y demeurent ou fassent residence, ni entretiennent aucun Commerce ou Communication avec les Hollandois, Sa Majesté ordonne & enjoint tres-expressement à tous ses Sujets, de quelque qualité ou conditions qu'ils soient, qui sont en Hollande, dans les Terres de la Jurisdiction desdits Etats Generaux, soit qu'ils y aient pris parti, ou autrement, d'en partir, & de retourner en ce Royaume, 15. jours après la publication de la presente, sur peine d'être procedé contre les Contrevenants par Confiscation de Corps & de Biens, suivant la rigueur des Ordonnances: Mande & ordonne Sa Majesté aux Gouverneurs & Lieutenants Generaux de ses Provinces, &c. de tenir la main, un chacun en son égard, à l'exécution & observation de la presente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 15. Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

LXXIX.

MOSCO-  
VIE ET  
POLOGNE.

9. Avril. *Traité de Paix entre ALEXIS MICHAELOWITZ Grand Duc de Moscovie, & MICHEL KORIBUT WIESNOWSKI, Roi de Pologne. Fait à Moscou le 9. Avril, 1672. [AITZEMA, *Theatrum Pacis*. Tom. II. pag. 563. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans CHRIST. GASTELIUS, de *Statu publ. Europæ noviss.* Cap. VI. pag. 295. en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publ.* Tom. IX. pag. 815. & dans le *Theatrum Europ.* Tom. XI. pag. 81.*

I. PROMITTUNT Clementissimi Domini nostri Principales ex parte utraq; quod innotuit Anno M DC LXVII. Andruszovii, & primum à solennibus utriusque Partis Legatis, dein quoque à nostris Dominis Principalibus, Juramento confirmatos Tractatus, nec non id omne quod à nostra Legatione, eo ipso M. DC LXVII. Anno, hic Moscoviæ transactionem & conclusum fuit, unà cum concordatis inter iteratam Commissionem Andruszovii Anno M DC LXX. & ab utraq; Solenni Legatione Juramento corroboratis, in omnibus Punctis & Clausulis, firmiter & inviolabiliter, sine fraude & sinistra interpretatione ulla servant.

II. Stabiliendæ sinceræ & perpetuæ Amicitia gratiâ sua Czaarea Majestas, tam tres præcedentes, quam quartum hunc Tractatum, in præsentia nostra, corporali Juramento confirmare vult, quamprimum nos Ratificationem ad manus suas tradiderimus. Similiterque Regia sua Majestas Poloniæ primum ambos Andruszovii innotuit Tractatus, unà cum conclusis hic Moscoviæ, & denique ultimum hunc Tractatum in præsentia Czaaræ Solennis Legationis, post exhibitam Ratificationem Jurejurando corroborat. Et adventus utriusque Solennis Legationis per præmissos Præcursores in antecessum, more consueto, denuntietur.

III. Cùm ratione diversorum Punctorum tam Andruszovienfium Pactorum, ut & Moscoviæ conclusarum Conventionum, nonnulla Gravamina & prætesiones subsecutæ fuissent, videlicet circa Articulum secundum Pactorum Andruszovienfium, quoad Nomina & Honorum Titulos unius alteriusve Principis, & circa Articulum septimum, eò quod Kyovia restituta non esset. Item circa primum Punctum Moscoviæ conclusæ Transactionis, in eo definitum, conjunctionem Copiarum auxiliarium concernentem. Item, quod neutri Partium fas sit, sive cum Chamo Crimensi, sive cum Sultano Turcarum Tractatum quempiam inire &c. Propterea dicta Puncta ob suborta, præcedentibus temporibus, exinde Gravamina & Contentiones, non quidem expuncta ex Pactis juratis, sed tantummodo ad futuram usque Commissionem, quæ Mense Junio Anno M DC LXXIV. vigore primum Andruszovienfium Tractatum instituetur, ampliata sunt. Sic ut tunc Gravamina hæc ab utriusque

TOM. VII. PART. I.

Partis deputatis Commissariis leventur &amp; per Transactionem sustollantur.

ANNO  
1672.

IV. Quamvis Civitas munita Kyovia, ad instantia Majestatis suæ Czaaræ desideria sub ejusdem potestate & dispositione, usque ad proximam Commissionem, in qua terminus Evacuationis firmiter & constanter determinetur & definitur, maneat. Id ipsum tamen Pactis Andruszovienfibus nil quicquam deroget; Quin potius Punctus Evacuationis Kyoviæ, juxta tenorem Pactorum Andruszovienfium, absque ulla sequiori interpretatione, & sine diminutione ulla plenissimum vigorem obtineat. Prætereaque desuper firmissimè caveatur, quod Czaaræ suæ Majestati, de dictâ Arce munitâ, cum aliquo Principum nullatenus sive tractare sive Contrahere inire, aut etiam eandem forte alicui Americorum, multò minus Hostium Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lituaniæ, cedere & resignare fas sit; Verum Arx hæc munita ad manus Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ Poloniæ, tradetur, quemadmodum etiam Litera Transactionis sonat. Idque sine ulla prætesa exactione expensarum & sumptuum, per integrum tempus in præsidium, & ad defensionem qualemcunque atque mediâ ad sustentationem necessariâ factorum, utpote ad quorum refusionem Regia sua Majestas & Respublica Poloniæ adstricta minimè esto. Insuper Majestatis suæ Czaaræ exercitus, & speciatim Cosaci Severiensis ultra Borysthenem non excurrant, sed intra limites, qui in Pactis Andruszovienfibus circa Kyoviam ipsis assignati sunt, se contineant, minimèque audeant, commearis aut pabuli avchendi causâ, nec sub quopiam alio prætextu, Districtui Owrczensi, aut ullis aliis ad Regiam suam Majestatem Poloniæ pertinentibus Ditionibus, incursionibus molestos existerent. Quod item Majestas sua Regia suæ potestati subjectis Cosacis injunget, & ne liceam istam transeant severis Mandatis eos coercerebit.

V. Quod si Turcarum Sultanus ausis suis Hostilibus insitet, atque Regiam suam Majestatem & Rempublicam Poloniæ armatâ manu invadet, aut opè Tartarorum quietem ejusdem inturbet; Eum in casum Czaaræ sua Majestas pro affectione suâ Christianâ & Amicitia fraternâ se declarat, quod suæ Regiæ Majestati Calmucensibus, Nogaensibus, & aliis Hordis, Terrâ, Mari verò Donicis Cosacis assistet atque auxilium feret, Hostemque à proposito suo divertet. Promittit quoque Czaaræ sua Majestas pro sese in Mandatis mox daturam, ut Cosaci Zaporenfes ad expeditionem in Mare Nigrum se parent, & sibi de Navigiis ad eam requisitis provideant; Polliceturque ipsis pecunia & Commeatu ad eam perficiendam adfore. Id ipsumque Regia sua Majestas dictis Cosacis injungere vult.

VI. Promittit porrò Czaaræ sua Majestas se ad Sultanum Turcarum, & Crimensem Chalum Legatos missuram, & mediantibus Literis tali forma & stylo, quali exaratae sunt, quarum Apographa ex Cancellaria Czaaræ nobis impertita sunt, concipientur, de Bello contra Polonos dehortaturam, mentionem injiciendo, quantam Conjunctionem animorum & Amicitiam Czaaræ sua Majestas cum Regia sua Majestate contraxerit. Viceque versa & Regia sua Majestas similiter, ad Turcam & Tartarum Legationes amandare promittit.

VII. Præterea pollicetur, quoque Czaaræ sua Majestas quod Cosacis suis in Severia inhibere velit, ut nec Bisurmannis, nec etiam Dorosensko assistent, multò minus cum Cosacorum immorigerorum Copiis in vicinitate Bialocerquæ, contra Regiam suam Majestatem & Rempublicam Poloniæ Fœdere semet jungant. Contra Regia sua Majestas quoque ad Cosacos suos Ukranienfes similia generalia Mandata inhibitoria expediri curet.

VIII. Czaaræ sua Majestas libero arbitrio relinquit & indulget subjectæ Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lituaniæ Nobilitati, quæ in Ditionibus Smolensci & Starobubi existit, vel alibi in ejusdem Regionibus habitat, ut unusquisque ejus generis, pro libitu, cum Uxore & Liberis, transire iterum in partes Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ, liberè & sine præpedimento, & mobilia sua secum asportare queat.

IX. Iis verò qui sub potestate Czaaræ manere vo-luerint, & Romanæ Religionis addicti sunt, permittit Czaaræ sua Majestas, Cultus eorum Divini peragendi gratiâ, fines Ditionum transgredi, & Ecclesias proximè adjacentes adire. Nec ulli Romanæ Religionis addicto, Confessio fidei suæ, apud Czaaræ suam Majestatem detrimento, aut Gratiam ipsius promerendi impedi-

Y

mentè

ANNO  
1672.

mento sit. Ex adverso vero omnibus & singulis quoque Russorum Religionem colentibus, cujuscunque status aut conditionis etiam ii erunt, qui cum locis per Pacta Andruszoviensia celsis, iterum ad Regiam suam Majestatem pervenerunt, Exercitium Græcæ Religionis liberum concedetur, nemo in peractione cultus divini suorumque Sacrorum impedimentum aliquod jis adferet.

X. Omnibus & singulis Civicis Personis & Mercatoribus, Regno Poloniae & Magno Ducatu Lituaniæ ortis, & nunc sub Czarea sua Majestate habitantibus, qui tempore primæ permutationis in libertatem asserti nequiverunt, ubicunque locorum ii vivent, Paganis solummodo exceptis, post solutionem eorum quæ Creditoribus suis debuerint, liberi dimittentur, quod, pro lubitu, in partes Regiæ suæ Majestatis iterum transire queant. Si vero alicui placuerit sub Czarea Majestatis Imperio permanere, id eidem prohibitum non est. Homines Civicos vero qui prædia & bona Bojarorum sive Consiliariorum Status inhabitant, quod concernit, de iis sufficienter tractetur in futura ad Annum M DC LXXIV. ampliata Commissione ibique Punctus hic ad satisfactionem Partis utriusque componetur.

XI. Præterea Czarea sua Majestas spondet, se Regiæ suæ Majestati, una cum ultima Legatione remissuram, omne id, quod de ligno sanctæ Crucis conquire valebit, & se obstringet, quod nil amplius de eo reperiri poterit.

XII. Imperabit sua Czarea Majestas, ut Reliquiæ S. Callistrati, nec non aurea, argentea & alia ornamenta Ecclesiæ Cathedralis Smolenskoniensis, ut & Campanæ ejus, & quicquid ullo modo indagari poterit, restituantur.

XIII. Porro Majestas sua Czarea edictum promulgabit, vi cujus omnes & singuli ablati libri, Documenta, Scripturæ, Acta Judicialia, Imagines, argentea suppellex Ecclesiastica, ornatus & apparatus, ut & Campanæ & similes res in Czarea sua Majestatis Ditionibus conquirentur, & quicquid harum reperietur, intra terminum sex mensium, aut quam longissimè intra Anni unius spatium, ad fines Regni asportetur, Regiæque suæ Majestati tradetur.

XIV. Quamprimum etiam aliqui ad Palatinatum Kyoviensem pertinentes libri reperiri poterunt, sua Czarea Majestas eos statim Regiæ suæ Majestati transmittere vult.

XV. Hisce proficitur Czarea sua Majestas, quod nullæ Scripturæ aut Documenta publica, Legationum quarumpiam Palatinatum & Districtum Magni-Ducatus Lituaniæ Indices, ex quibus conjectura capi queat, quempiam Czarea sua Majestatis potestati & vi se subjecisse, in Archivo existent. Et si procedenti tempore simile quid in apicum proferetur, id tamen per antecedentes Tractatus jam abolitum erit, & hisce denuò vigore præsentis Articuli rescinditur.

XVI. Quandoquidem Severiensis Cosaci limites Regni transgressi sunt, partemque Palatinatus Mięciavienſis, ut & quædam in Districtibus Rzeczikiensibus & Miedzyrceniis occuparunt: sua Czarea Majestas iisdem ferèd injungere vult, ut retrocedant, & fines Regni ab omnibus invasionibus immunes & puros servant. Quod si verò per invasiones hasce Incolis fortèd damna quædam data fuerint, Regia tamen sua Majestas & Respublica refusionem eorum quampiam nullatenus exiget.

XVII. Ne autem irrepentes sæpius Errores circa Titulos utriusque Partis, inter Incolas limitaneos ansam Dissidiorum & malevolentia aliquam præbere valeant, in posterum Accolæ limitum Partis utriusque privati, non tenebuntur integrum Titulum Regis & Czaris Litteris suis præponere, sed sufficienti hæc: SUE REGIÆ MAJESTATI &c. SUE CZARÆ MAJESTATI &c. Palatini verò, Satrapæ & Officiales utriusque Partium, in scribendo & Titulis, erga Partium Principes, Pactis Andruszoviensibus se conformes exhibebunt.

XVIII. Quòd XIII. Articulo Pactorum Andruszoviensium, juxta §. VII. hujus, Moscoviæ conclusi Tractatus, satisfactio præstetur, cum delegati Judices limitum, hætenus nullam de Finibus litem determinaverint, nullusque locorum litigiosorum, etiam si jam fidem Jurisjurandi ad hoc dederint, certò definitus fuerit; ex quo contentiones de finibus quotidie angentur: Idcirco uterque Principum, evitandam ulteriorum incommoditatum, dissidiorum & turbationum, inter Vicinos in Confinibus degentes gratià, & ut eò facilius

ea sopiantur, quisque suo nomine duos eligere vult Judices, qui stato termino anni, semel aut bis Assesores suos & Collegas, ipsis adjunctos, eo ipso, in Palatinatu sive Provinciâ in qua jus dicent, convocent, & quaque vice actiones de injuriis limitaneis, & commissis excessibus, ut & de latrocinis & homicidiis, motas, audient, læsæ Parti Justitiã administrant, delinquentes coercerent, & sic fines quietos & pacatos fervent. Quòd verò hi Judices finium regundorum ab utraque parte sufficienti securitate gaudeant, unaquaque Pars, plures quam XX. Personas secum non adducet, & fructur utraque Pars eâ ipsâ securitate, quæ Legatis Solennis Legationis, quoad Commissiones injunctas, impertietur.

XIX. Quoque omnes occasiones odiorum & inimicitiarum in finibus præcaveantur; Czarea sua Majestas speculam propè Racienſium, ad Fluvium Horedna, quæ vigore primorum Pactorum, in statu suo permansit, cum ea ansam multijuguram contentionum præbuisset, tollet, inhibeatque, ne aliæ simili in loco in posterum exstruantur.

XX. Omnia alia Puncta, præterquam ea quæ ad Commissionem remissa sunt, quæ necesse non habent, ut Commissionem expedient; sed statim executioni mandentur, adimplere sine ulla dilatione aut studio conquisitis sinistris interpretationibus, uterque Principum stipulatur.

XXI. Præsens hæc Conventio, prout ea Nos inter suæ Regiæ Majestatis & Reipublicæ Poloniae Solennes Legatos, & Czarea suæ Majestatis Bojaros & Consiliarios Status mutuo pacto, conclusa & in Scripturam redacta fuit, à Serenissimo Principe ac Domino, Domino Michaelè, Dei gratiâ Rege Poloniae, &c. &c. Domino nostro Clementissimo, & suæ Majestatis Successoribus Regni, nec non omnibus Reipublicæ Ordinibus, tam Ecclesiasticis quam Secularibus utriusque Nationis, Regni Poloniae & Magni-Ducatus Lituaniæ, ex una; & à Serenissimo Principe ac Domino, Domino Alexio Michaelowicz &c. &c. & suæ Czarea Majestatis Successoribus, ex altera parte, in omnibus Punctis constanter & inviolabiliter servetur. Huncce conclusum Tractatum Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ Poloniae Nos Legati Solennes nostris manibus subſignavimus; & Sigillis nostris corroboravimus, & postquam hinc inde eundem jurejurando firmavimus, atque unius ejusdemque tenoris desuper confecta & subscripta Instrumenta cum Czarea suæ Majestatis Bojaris & Consiliariis Status ad invicem permutavimus. Actum in Czarea suæ Majestatis Sede Moscoviæ IX. Aprilis Anno à nato Christo M. DC. LXXII.

(L.S.) JOANNES GNINSKI.

(L.S.) CYPRIAN PAUL BRISTOWSKY.

(L.S.) ALEXANDER KOTOWIKS.

LXXX.

*Renouvellement, Prorogation & Explication, de 14. Avril. P Alliance entre Louis XIV. Roi de France, FRANCE & CHARLES XI. Roi de Suede. A Stockholm le 14. Avril 1672. [FREDER. LEONARD. Tom. V. Ce Traité se trouve en Latin dans la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

NOUS Claude Tott, Comte de Carleby, libre Baron de Surby, Seigneur d'Ekelsund & de Lachlehn, Sénateur & Grand Escuyer de la Sacrée Majesté Roiale & du Roiaume de Suede, Gouverneur Général de Livonie; Sten Bielke, libre Baron de Corp, Seigneur de Haddelholm, de Gesöchca & de Tonga, Sénateur de la Sacrée Majesté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conseiller de la Chancellerie; Nicolas Brahé, Comte de Wisinborg, libre Baron de Cajane, Seigneur de Ridboholm & de Salvejen, Sénateur de la Sacrée Majesté Roiale & Roiaume de Suede, Admiral & Conseiller de l'Amirauté; & Jean Guldenstern, libre Baron de Lundholm, Seigneur de Streche & de Biërksunt, Sénateur de la Sacrée Majesté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conseiller de la Chancellerie, Commissaires Deputez, munis d'un plein-Pouvoir de notre tres-puissant Prince & tres-clément Seigneur CHARLES, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Wandalès: Vouloons qu'il soit notoire à tous

ANNO  
1672.



ANNO 1672. tous à qui il appartient, que conformément à l'Article 21. de l'Alliance faite à Fontainebleau entre le Roi de France & le Roi de Suede, le 22. Septembre de l'année 1661. par lequel il est dit que si on le trouve à propos, ladite Alliance pourra être prorogée du commun consentement des deux Rois, & qu'à ce dessein le Tres-Puissant, & Tres-Chrétien Prince & Seigneur Louis XIV. Roi de France & de Navarre, auroit envoié à Stockolm au commencement du mois d'Août de l'année dernière 1671. l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Sieur Simon Arnaud de Pomponne, Conseiller d'Etat ordinaire & Ambassadeur extraordinaire, & ledit Sieur étant choisi pour Secrétaire d'Etat; le Sieur Marquis de Vaurbrun, Maréchal des Camps & Armées de S. M. Gouverneur de Philippeville, lequel étant aussi appelé en Lorraine, Sa Majesté Tres-Chrétienne auroit envoié l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Sieur Honoré Courtin, Conseiller d'Etat ordinaire, & Ambassadeur extraordinaire, muni d'un Plein-Pouvoir. Les Serenissimes & Puissans Rois de France & de Suede, faisant reflexion de quelle utilité & de quel avantage avoient été pour leurs Etats les anciens Traitez qui avoient été faits & observez inviolablement & religieusement, tant entre Leurs Majestez qu'entre les Rois d'heureuse memoire leurs Predecesseurs: Et se ressouvenant aussi qu'ils ont principalement beaucoup servi pour la seureté & stabilité de la Paix qui avoit été rendue à l'Empire par la jonction de leurs Conseils & leurs Forces, ils n'ont jamais rien eu plus à cœur que de renouveler non seulement cette Alliance, mais de lui donner encore plus de force, en s'y engageant d'une maniere plus étroite. Pour ce sujet, Nous Commissaires Députez, & ledit Ambassadeur extraordinaire, après nous être communiqué mutuellement nos Pleins-Pouvoirs, & nous être assemblez plusieurs fois, avons arresté & sommes convenus d'observer de part & d'autre; pour marque d'Amitié & d'Alliance, les Articles suivans.

I. Les Serenissimes Rois de France & de Suede & leurs Roiaumes, aiant été unis depuis long tems par une sincere & veritable amitié, & par une fidelle correspondance avantageuse à leurs deux Roiaumes, & aians depuis été affermis dans cette union par des Alliances tres-étroites, ils ont encore aujourd'hui les mêmes raisons de demeurer unis, & de s'y engager plus étroitement, & même il est à propos de renouveler & de rétablir entre ces deux Rois & leurs Roiaumes leur ancienne amitié, comme en effet en vertu du présent Traité elle est renouvelée, confirmée & rétablie: De maniere qu'entre les deux Rois, leurs Roiaumes, leurs Sujets, & les Habitans des Terres de leur obéissance, il y aura toujours amitié & fidelle correspondance, qui fera que l'un aura soin des biens & de la seureté de l'autre, & des avantages & profits communs comme du sien propre; & que non seulement il avertira son Allié du danger qui pourra le menacer, mais encore qu'il s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Il y aura outre cela à commencer dès ce jour entre le Tres Puissant Roi & Roiaume de France d'une part, & le Tres-Puissant Roi & Roiaume de Suede, de l'autre, une Alliance defensive tant pour la conservation mutuelle des deux Rois & de leurs Roiaumes, des Provinces & Terres de leur obéissance, & de tous leurs Droits, que pour la seureté de la Mer Baltique de l'Océan, à l'avantage du Commerce, & à la liberté de la Navigation.

III. La principale fin de cette Alliance doit être que toutes les choses qui ont été réglées, soit pour la Politique, soit pour ce qui concerne les affaires Ecclesiastiques, par la Paix de Munster & d'Osnabruch, demeurent dans le même état conformément aux Articles de la Paix, en sorte que les deux Rois, & tous les Etats de l'Empire qui sont compris dans ladite Paix, en jouissent entierement: Et afin que les autres qui y sont interessez l'observent d'autant mieux, les deux Rois feront instance conjointement & separément auprès de l'Empereur & des Etats de l'Empire, non seulement afin que tout ce qui a été arresté par les Articles de ladite Paix, soit executé dans toute son étendue, mais encore afin que la Paix & la tranquillité publique, qui a été acheptée par l'effusion de tant de sang, par de tres-grands travaux & grandes dépenses, soit maintenué inviolablement.

IV. Et afin que les Traitez de Westphalie, & ceux qui ont été faits depuis sur le même sujet, ne soient pas seulement observez, mais qu'ils le soient encore

ANNO 1672. selon toute leur force & dans toute leur étendue, il a été arresté en premier lieu, entre les Serenissimes & Tres-Puissans Rois de France & de Suede, que non-seulement ils ne donneront aucuns secours aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix de l'Empire, mais encore que si l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Estat attaquoit les armes à la main un des deux Rois dans l'Empire, contre la disposition de la Paix de Westphalie, ou bien qu'il donnât soit dedans soit dehors l'Empire, un secours de Troupes, d'Armes, ou de quelque autre maniere, sous quelque pretexte que ce soit, aux Ennemis de l'un des deux Rois, en ce cas les deux Rois se secourront mutuellement & ils uniront leurs Armes pour attaquer l'infracteur de la Paix, s'il ne veut pas écouter l'avertissement à l'amiable qui lui sera fait auparavant.

V. Les deux Rois Confederez solliciteront pour le bien commun plusieurs autres Etats de l'Empire, tant Catholiques que Protestans, à entrer dans cette Alliance, & on agira & conclura avec eux à peu près de la même maniere que l'on fist à l'Alliance du Rhin, qui fut faite entre les Couronnes de France & de Suede, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire.

VI. Et comme selon ce qui vient d'être dit dans l'Article precedent, les deux Rois Alliez doivent procurer que pour le bien public les Etats d'Allemagne qui sont Amateurs de la Paix, soient invitez d'entrer dans cette Alliance, aussi n'empêchent ils point que l'Empereur, les Electeurs, les Princes & les Etats de l'Empire, à qui aussi la Paix peut être agreable, n'entrent encore dans certe Alliance, pourvu qu'ils se déclarent dans le temps, & que cela se fasse à des conditions raisonnables, & du commun consentement des deux Rois Alliez.

VII. Comme il a été proposé dans le temps passé, soit par la voye des Conseils, soit par celle des Armes aux deux Rois Confederez & à leurs Alliez, qu'on rétablît conformément aux Loix Fondamentales de l'Empire, les Electeurs, Princes & Estats dudit Empire, dans le Droit de suffrage dans les deliberations sur toutes les affaires de l'Empire: & qu'à cet effet plusieurs Reglemens desd. Traitez de Paix, & principalement l'Article 8. des Droits des Etats ait été inferé dans cette Paix; En consequence les deux Rois Alliez ont arresté présentement, & sont convenus que les affaires de l'Empire qui ont été decidées, soit dans la Paix de Westphalie & par ledit Article 8. ou qui l'ont été depuis dans les Assemblées de l'Empire d'un commun consentement des Etats selon la disposition du Traité de Paix, demeureront dans toute leur force, & pour ce qui regarde celles qui sont demeurées indecises, & qui ont été remises par la Paix de Westphalie à la premiere Diette de l'Empire, les deux Rois Confederez jugent à propos de s'unir pour avertir l'Empereur, ou tous les Princes & Estats de l'Empire par Lettres, & de faire en sorte par leurs Ministres dans les Assemblées de l'Empire, que lesdites affaires indecises & qui ont été renvoyées aux Diettes, y soient decidées d'un commun consentement.

VIII. Si quelques-uns de ceux qui sont expressément nommez dans la Paix de Westphalie sont encore troublez, & principalement si contre les Articles d'Amnistie & des Grieffs, ils sont privez de l'execution de ladite Paix, en sorte qu'ils n'aient pas été rétablis, ou que l'aient été, ils ne l'aient pas été entierement, ou même qu'après leur rétablissement, ils aient été destituez une seconde fois en quelque maniere que ce soit, ceux qui seront ainsi troublez de quelque estat & condition qu'ils soient, recevront les compositions à l'amiable des Rois Alliez, & les moiens équitables qui seront suggerez par les Membres de la Paix.

IX. Que s'il arrive qu'un ou deux Estats de l'Empire, & que ceux-là en particulier, ou plusieurs d'entre eux ensemble, soient troublez en quelque maniere contre la disposition de la Paix de Westphalie, & des Constitutions de l'Empire, dans la paisible possession de leurs Terres & de leurs Droits, ou même qu'ils soient attaquez à force ouverte & les Armes à la main, & qu'en consequence ils implorent le secours des Rois Alliez comme Garands de la Paix, ces Etats soit qu'il y en ait un ou plusieurs doivent attendre des Rois Alliez conjointement les remedes qui sont marquez dans le Traité de Paix & dans les Articles suivans.

X. Il a été aussi resolu pour plus grande seureté des

ANNO  
1672.

Terres & des Provinces qui ont été acquises par le Traité de Paix, à l'un & à l'autre des Rois Alliez & à leurs Roiaumes pour les satisfaire, que s'il arrive qu'elles soient menacées de quelque danger, ou si quelqu'un ose les attaquer par les Armes, les deux Rois s'obligent par cette Alliance à la juste & mutuelle deffense de leurs Terres, se promettans d'unir leurs Conseils & leurs Armes qui seront nécessaires pour repousser par la force des Armes une telle invasion : & ne desisteront pas qu'on n'ait donné une entière satisfaction pour l'injure reçue, & pour les pertes qui pourroient avoir été faites, avec une Garantie certaine de ne plus rien troubler. Celui qui sera attaqué & qui demandera du secours, aura le choix d'être assisté & de recevoir ce secours, ou en Troupes ou en Argent.

XI. Si quelqu'un des Etats de l'Empire, est troublé & offensé contre les Articles de la Paix par les autres Etats, les Rois Alliez leur feront premierement une remonstration amiable, & ensuite si elle est inutile, on donnera une communication des avis aux Etats de l'Empire, selon la maniere prescrite dans ledit Traité de Paix, qui n'aura d'autre but que de pourvoir à l'entiere satisfaction & seureté de la Partie offensée, & d'empêcher qu'il ne soit fait aucun tort, ou prejudice à aucun Membre de la Paix dans ses Droits, Dignitez, & Privilèges.

XII. Comme cela doit estre entendu, si quelque Membre de la Paix publique étoit offensé, non pas à la verité par les Armes, mais en toute autre maniere que ce soit. De même si quelqu'un, ou parce que les Rois Alliez tâchent par toute sorte de moien de conserver la tranquillité publique dans son entier, ou à cause de la premiere Guerre, & ainsi par un esprit de vengeance attaquoit les Armes, à la main quelqu'un des Rois Alliez, ou de ceux dont ils deffendent la cause, & que le bon Droit ou l'entremise de l'un ou de l'autre Allié fut inutile dans cette occasion, & qu'il ne pût pas être aidé par aucun autre moien ou secours, pour lors les Rois Alliez après un avertissement amiable, s'opposeroient conjointement & ensemble à cet Infraacteur de la Paix de Westphalie, conformément aux anciens Traitez qui ont été plusieurs fois réitérez, & selon la maniere qui a été en usage pendant la premiere Guerre, & uniroient leurs forces pour le poursuivre d'un commun avis jusques à ce qu'il ait satisfait aux deux Rois Alliez, ou à quelque autre Membre de la Paix qui auroit été offensé, & qu'on ait fait avec eux une Paix seure & honeste.

XIII. Et afin que le Serenissime Roi de Suede connoisse combien la seureté & l'avantage de la Suede est à cœur au Serenissime Roi Tres-Chrestien. Sa Majesté Tres-Chrestienne veut en vertu de ce Traité renouveler & confirmer de nouveau par sa parole Roiale au Serenissime Roi de Suede, toutes les Garanties sur la Paix d'Oliva & de Copenhague qui lui ont été promises par des Traitez particuliers, & principalement pour ce qui regarde le Roi & le Roiaume de Danemarck, on est convenu d'un commun avis, que comme le Roi de Suede s'est engagé d'être ami & fidelle voisin du Roi de Danemarck, conformément à la teneur des Traitez faits au Camp de Copenhague le 27. jour de Mai 1660. & qu'il ne veut rien tenter contre le Roi & les Roiaumes de Danemarck & de Norwege, ni contre les Terres que le Roi de Danemarck possede dans l'Empire, aussi mutuellement le Roi Tres-Chrestien empêchera que le Roi de Danemarck n'entreprenne rien contre le Roi & le Roiaume de Suede, ni contre ses Droits, Terres, Provinces & Lieux qui lui sont soumis en quelque endroit qu'ils soient, soit dans l'Empire, ou par tout ailleurs.

XIV. Le Duc de Sleswich & de Holstein Gottorp jouira de la même Garantie, & l'un & l'autre des Rois Alliez promettent d'employer tous leurs soins, afin que ledit Duc jouisse entièrement, & sans alteration de tout ce qui a été arrêté expressement dans ladite Transaction de Danemarck & de Suede, & qui a été inferé dans la Convention, entre le Roi de Danemarck & ledit Duc, pour la seureté de son Estat & de ses Droits.

XV. Et comme l'un & l'autre des Rois Alliez regardent les Ducs de Mecklebourg, Suerin & Gustrou, qui leur sont unis depuis longtemps par des liens particuliers d'Amitié & d'Alliance comme Membres de la Paix de Westphalie, & qu'ils aient par consequent à cœur leur conservation, ils feront pour cet effet en vertu de la presente Convention tous leurs efforts, afin

ANNO  
1672. que lesdits Ducs ne soient pas troublez dans la possession des Terres, Droits, Biens & Avantages qu'ils ont obtenu par le Traité de Paix de Westphalie, mais qu'ils soient conservez tranquillement dans leur Etat present.

XVI. De même maniere les Rois Alliez travailleront conjointement, & auront soin que le Marquis de Bade-Doullac Membre de la Paix de Westphalie, soit conservé, autant que faire se pourra, dans la paisible possession des Terres & Droits, & de tous les avantages qu'il a obtenus par ladite Paix de Westphalie.

XVII. Quoique les deux Rois Alliez esperent que la seureté publique a été si bien établie, qu'on a si bien pourvu à tous les evenemens, & qu'elle a été si bien confirmée dans l'Empire Romain par la Paix de Westphalie qu'il n'y a rien à craindre, Cependant comme les choses paroissent être hors de l'Empire dans un état qui menace assez certainement de la Guerre, de laquelle sans doute il peut naître de grands desordres; les deux Rois Alliez à cause de l'inclination qu'ils ont pour les avantages de l'Allemagne, ne peuvent s'empêcher de témoigner qu'ils jugent à propos d'y pourvoir par toute sorte de moiens possibles, & d'empêcher que ce feu qui est si voisin de l'Allemagne ne soit porté jusques dans le sein de l'Empire.

XVIII. Comme aussi les deux Rois aiant toujours uniquement eu en veüe depuis la Paix de Westphalie, d'empêcher que l'Empire ne fut engagé dans aucune Guerre, & qu'elle ne put facilement s'étendre bien loin au dehors, si quelqu'un se mesloit dans des affaires étrangères qui ne regardent point l'Empire, on a jugé à propos de part & d'autre que l'un & l'autre des Rois Alliez témoignent à l'Empereur & aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, l'inclination singuliere qu'ils ont pour la tranquillité de l'Allemagne, & leur fassent voir que ceux qui demeureront en Paix, seront dans une entiere seureté à cause desdites Provisions, Garanties & Alliances deffensives des Etats de l'Empire, qu'ils ôtent par leurs Ambassadeurs toute sorte de soupçon, & qu'ils donnent en ami des avis salutaires, & qu'ils leur fassent voir le danger où ils seront, si quelqu'un d'eux s'engageoit dans la Guerre qui n'est pas à la verité dans l'Empire, mais qui n'en est pas éloignée.

XIX. Après cette precaution jointe aux avis & bons offices qui peuvent servir de remede à la Guerre, & autant que la prevoiance humaine peut s'étendre, confirmée par la Paix & la tranquillité d'Allemagne, les deux Rois ne peuvent croire que personne ait besoin d'une plus grande seureté, ni qu'il en puisse souhaiter une meilleure. Que si pourtant l'on ne fait null attention à ces avis qu'on donne sincerement & en ami pour le repos public, & qu'on ne veuille pas pourvoir à la presente tranquillité par la voie de la Paix. En ce cas l'un & l'autre des Rois Alliez s'engageront mutuellement, & s'obligent aussi à l'avenir d'être unis pour la deffense du Traité de Paix & la seureté commune, tant des deux Rois que de tous les autres qui servent à la conservation de la tranquillité publique, que s'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise) que quelque Membre de la Paix de Westphalie sans avoir égard ausdits remedes de la Guerre, entre en rupture en prenant les Armes, d'abord les deux Rois consulteront entr'eux pour trouver un remede proportionné à la grandeur du peril, afin qu'une telle Guerre, si on voioit qu'elle dût troubler l'Allemagne, soit éloignée & repoussée.

XX. Et afin que Sa Majesté Suedoise soit cependant en état de pourvoir au repos commun, & de s'opposer au peril qui pourroit le menacer, il aura sur pied pour la conservation de la tranquillité publique une Armée composée, tant d'Infanterie que de Cavalerie qui sera considerable, à proportion de la necessité du temps & du danger, avec tout l'appareil nécessaire de Canons & d'autres choses qui regardent la Guerre.

XXI. Pour soutenir ces dépenses & pour entretenir lesdites Troupes S. M. T. C. s'oblige en vertu de cette Alliance, de donner tous les ans un certain subside qui sera proportionné à la grandeur de l'Armée que S. M. Suedoise entretiendra, lequel sera payé en Monnoie de Richedales; & il sera compté tous les ans à Hambourg dans la Banque, sans aucune contestation ni perte de Sa Majesté Suedoise.

XXII. Le Roi T. C. n'ayant rien plus à cœur que d'observer religieusement & de bonne foi le Traité de Paix conclu à Aix la Chapelle, le 2. Mai de l'année 1668. entre les Couronnes de France & d'Espagne, le

Roi

ANNO  
1672.

Roi de Suede aiant aussi assez rémoigné par le penchant qu'il a pour la tranquillité publique, & pour l'avantage de S. M. T. C. & de S. M. C. le soin qu'il a de procurer la continuation & confirmation de la bonne amitié & correspondance renouvelée par ledit Traité, en offrant au Roi T. C. & en accordant au Roi Catholique sa Garantie, ledit Roi T. C. joüant, non seulement l'affection singuliere qu'a Sa Majesté Suedoise pour la tranquillité de l'Europe; mais reconnoissant aussi en cela une grande marque de son amitié, declare & confirme par cet Article le sincere & veritable desir qu'il a de ne s'éloigner jamais autant qu'il sera en lui, de l'observation dudit Traité d'Aix la Chapelle, qu'au contraire il aura soin qu'il soit observé tres-exactement dans toutes ses clauses.

XXIII. Les Sujets du Roi de Suede & les Habitans des Provinces qui lui sont soumises, jouiront de la liberté de la Navigation & du Commerce dans tous les Royaumes & Terres qui sont en Paix, Amitié ou Neutralité avec Sadite Majesté Suedoise, & ils ne feront pas inquietez par les Vaisseaux du Roi T. C. à l'occasion de la Guerre qui pourroit être avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats en telle sorte pourtant qu'ils ne donnent point de Marchandises deffendues & de Contrebande à son Ennemi.

XXIV. Il faut regarder comme Marchandises de Contrebande toute sorte d'Armes, tant Offensives que Defensives, & principalement les Armes à feu & toutes les autres qui servent pour le même sujet, il faut comprendre dans ce nombre les Canons grands & petits de toute sorte de façons, qu'on appelle ordinairement Canons & Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Fleches, Carcasses, Bales à Mousquets soit de Fer ou de Plomb, Nitre ou Salpêtre, Poudre à Canon & toute sorte d'Epées, Sabres, Picques, Hallebardes, Haches, Fleaux, & toute autre Arme propre à attaquer: Comme aussi Morions, Casques, Cotte de Maille, Cuirasses & Boucliers de Cuivre ou de Fer, & autres Armes propres pour servir de deffenses; outre cela tout ce qui sert pour l'Equipage d'une Armée, comme Chevaux, Sellés de Chevaux, Fourreaux de Pistoles: & enfin tout ce qui peut être utile ou necessaire pour harnacher les Chevaux.

XXV. Il ne faut pas entendre sous le nom de Marchandises deffendues & de Contrebande, les Marchandises qui n'ont pas encore été travaillées, & qui n'ont pas été mises en œuvre pour l'usage de la Guerre, comme l'Acier, le Fer, le Cuivre, la poix liquide & dure, le Bled, le Sel, le Vin, l'Huile & les autres de ce Genre, ou toute autre qui sert à l'entretien de la vie; le transport en est permis chez les Ennemis même, excepté dans les Villes & les Lieux assiégés & bloquez.

XXVI. Les Marchandises de Contrebande pourront aussi être transportées à d'autres Nations: & il ne sera pas permis, ni en allant, ni en revenant d'empêcher, de troubler, ni d'inquieter les Vaisseaux Suedois, pourveu qu'ils montrent les Lettres de Saufconduit, selon la Formule ci-jointe; laquelle est conçue en ces termes.

La Serenissime & R. M. &c. Nous certifions que le jour . . . du mois . . . de l'année . . . a comparu devant Nous NN. Sujet de Sadite Majesté & Citoyen de la Ville . . . lequel en vertu du Serment de fidelité par lequel il est engagé à notre tres-clement Seigneur Sa Majesté Suedoise, nous a déclaré que ledit Vaisseau . . . est de la Ville de . . . & qu'il lui appartient & à ses Associez, qui sont aussi Sujets & Citoyens de Suede, en propre à juste titre, lequel voulant faire voiage du Port . . . chez des Nations Estrangeres chargé des Marchandises de Suede, Nous assurant sous le même Serment de fidelité qu'aucun Estranger n'a part dans ledit Vaisseau pour les Marchandises qui y sont déjà, ni pour celles qui y seront mises: & que le Patron dudit Vaisseau est Citoyen de la Ville . . . c'est pourquoi connoissant suffisamment après une exacte recherche que ledit Vaisseau & toutes ces choses qui doivent y être mises pour ce voiage sont permises, & qu'il appartient véritablement aux Sujets de Sa Majesté Suedoise, Nous requerons humblement & honnestement pour marque d'Amitié & de bon office, de toutes les Puissances de Terre & de Mer, Rois, Princes, Republicques & Villes libres: Comme aussi de tous les Généraux d'Armée, Capitaines, Officiers & Gouverneurs des Ports, & de tous ceux qui ont quelque Charge dans les Ports, ou sur la Mer, de tous ceux que le Vaisseau pourroit rencontrer en voiage, ou dans les Flottes desquels il pourroit passer ou être

jetté dans les Ports, qu'en consideration de l'Alliance qui est entre chacun de ceux qui sont ci-dessus nommez, & le Serenissime Roi de Suede notre tres-clement Seigneur, ils permettent non seulement que ledit Pilote avec ledit Vaisseau aille & vienne librement sans empêchement ni sans être inquieté, mais encore s'il vouloit aller ailleurs de lui rendre tous les bons offices d'humanité & de bien-veillance comme à un Sujet de Sa Majesté Suedoise, devant s'attendre d'en recevoir autant dans une pareille ou semblable occasion de Sa Majesté Suedoise, & de tous ses Ministres & Sujets. En foi de quoi nous avons fait mettre le Sceau du College aux Presentes & les avons signées. Donnée à Stockolm . . . ou ailleurs.

XXVII. Et afin que toute visite soit deffenduë sur la Mer, & que la Navigation se fasse plus seurement, tout pretexte inutile de visite s'étant retranché, les Vaisseaux du Roi T. C. qui iront au devant des Vaisseaux Suedois, s'arresteront à la portée du Canon, & enverront une Chaloupe aux Vaisseaux Suedois, & entreront seulement avec deux ou trois Hommes, auxquels on montrera les Lettres de Saufconduit conçues selon la Formule precedente: & on ne pretendra, ni on ne tentera autre chose, mais on y ajoutera une entiere foi, afin que sans aucun trouble, recherche ou detention le Vaisseau puisse continuer sa route.

XXVIII. Tous les Sujets du Roi T. C. jouiront aussi de la même liberté du Commerce & de la Navigation, conformément aux conditions & limitations qui ont été exprimées ci-dessus, en cas que le Roi de Suede soit engagé dans la Guerre avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats.

XXIX. Que s'il arrive que les Vaisseaux d'un des Alliez destinez pour un Port Ennemi, ou pour des Lieux qui soient Sujets aux Ennemis, se trouve chargé de Marchandises deffendues en tout ou en partie, les Marchandises deffendues seront confisquées par un Juge competent; & les Vaisseaux ni les autres Marchandises qui s'y trouveront & qui ne seront pas deffendues, ne pourront pas l'être.

XXX. Les anciennes Alliances qui ne sont pas contraires à celle-ci demeureront dans toute leur force, & principalement l'Alliance faite entre lesdits Rois à Fontainebleau en l'année 1661. doit être censée renouvelée dans toutes ses Clauses & Articles, si ce n'est qu'on en ait disposé autrement dans celle-ci.

XXXI. Et afin qu'on connoisse que cette Alliance n'est faite au desavantage ni au prejudice de personne, les Alliez & Amis des deux Rois qui voudront & souhaiteront y être compris le seront.

XXXII. Cette Alliance durera pendant dix années, à compter du jour qu'on échangera les Ratifications, excepté l'obligation mutuelle exprimée dans l'Article 4. & les choses qui concernent la conservation & la sécurité de la Paix de Westphalie, que les deux Rois doivent se promettre de l'Empire en vertu de ladite Paix, toutes choses demeureront toujours dans leur entier.

XXXIII. Ces Articles confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, s'échangeront mutuellement à Stockolm dans trois mois à compter du jour qu'ils seront signez. En foi de toutes ces choses & pour donner une plus grande force, Nous avons signé ces Presentes & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Stockolm le 14. jour d'Avril 1672.

## ARTICLES SECRETS.

I. Les deux Serenissimes & Puissans Rois de France & de Suede sont convenus expressement de la même chose par l'Article 4. de leur Alliance concludé ce même jour; à sçavoir, que non seulement ils ne donneront point de secours en aucune maniere aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix dans l'Empire; Mais encore que si l'Empereur, ou quelque Etat vouloit contre la disposition de la Paix de Westphalie attaquer dans l'Empire par les Armes & à force ouverte un des deux Rois, ou donner aux Ennemis de l'un ou de l'autre Roi un secours de Troupes, ou de quelque autre maniere, soit dedans ou dehors l'Empire, sous quelque raison ou pretexte que ce soit; en ce cas ils se secourront mutuellement, & ils joindront leurs Armes pour attaquer l'Infraacteur de la Paix, supposé qu'il méprise un avertissement à l'amiable qu'on lui donnera auparavant.

II. Quoique le Roi T. C. soit persuadé que s'il entreprend la Guerre contre les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas, & que les Armes & Troupes de

ANNO  
1672.

ANNO  
1672.

Sa Majesté entrent ou attaquent les Provinces, Villes, Citadelles & Lieux fortifiés desdits Etats, l'Empereur ni aucun Electeur ou Prince de l'Empire ne voudra s'y mesler ni aider par aucun secours lesdits Etats Ennemis de Sa Majesté; si pourtant il arrive contre cette esperance que l'Empereur ou quelque Electeur & Prince de l'Empire veuille donner des Troupes Auxiliaires ausdits Etats, ou prendre les Armes sous quelque pretexte que ce soit, tandis que cette Guerre durera contre S. M. T. C. & ses Alliez, pour lors ce qui sans doute excitera la Guerre en Allemagne & troublera la tranquillité de l'Empire, le Serenissime Roi de Suede s'opposera premierement à ce mal naissant par une voie amiable; & ensuite si elle est inutile, par la Force & par les Armes.

III. C'est pourquoi le Serenissime Roi de Suede comme tres-zelé Défenseur de la Paix d'Allemagne, tâchera premierement par un avertissement amiable de faire desister l'Empereur, les Electeurs ou Princes de leur entreprise. Et si ces remontrances faites en ami sont inutiles, & si l'Empereur ou tout autre Prince ne veut pas desister de fournir du secours aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi Tres-Chrétien, pour lors le Roi de Suede qui cherchoit la gloire de conserver la Paix dans l'Empire par une voie amiable, tâchera de le faire par les Armes, les Rois Alliez étans convenus par le moyen suivant de la maniere dont toute cette entreprise seroit menagée.

IV. Lorsque l'Empereur, ou un Electeur, ou Prince de l'Empire aura resolu d'envoyer des Troupes Auxiliaires contre Sa Majesté Tres-Chrétienne aux Etats des Provinces-Unies, ou d'attaquer Sa Majesté ou ses Alliez dans l'Empire, pour lors le Serenissime Roi de Suede requis & averti à tems par le Roi Tres-Chrétien, à sçavoir trois mois auparavant, promet de faire entrer dans le Duché de Bremen ou dans la Pomeranie, une Armée composée de dix mil fantassins, & six mil Chevaux, munie de toutes les choses nécessaires pour la Guerre; laquelle Armée attaquera à force ouverte l'Empereur & les autres Princes de l'Empire qui lui seront unis pour donner du secours aux Etats des Provinces-Unies, & qui voudroient causer quelque dommage au Roi T. C. & à ses Alliez; & il empêchera par toute sorte de voie selon qu'il le pourra par les Armes, qu'on envoie aucunes Troupes Auxiliaires aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi de France, & ledit Serenissime Roi de Suede ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes n'aient desisté de leur entreprise.

V. Au reste afin de donner une plus grande force à cette Guerre (qui n'aura pour unique but que la Paix & la tranquillité de l'Allemagne) le Roi Tres-Chrétien selon l'exigence & le besoin de la chose, si les forces du Roi de Suede & de ses Alliez ne suffisent pas contre l'Empereur, les Electeurs & Princes qui lui sont unis, fera passer une Armée en Allemagne, laquelle agira conjointement ou separement avec l'Armée Suedoise selon les evenemens de la Guerre, l'Armée Suedoise demeurant toutefois en cas de jonction sous le commandement du Général François.

VI. Le Roi T. C. promet pour cela, qu'à raison du soin qu'il a, de même que le Roi de Suede, de conserver la Paix dans l'Allemagne, de s'opposer de la maniere dont on est convenu par l'Article 5. & par les avis & par les Armes, à sçavoir par une bonne Armée; & selon l'exigence du danger par les plus grandes forces qu'il pourra, si l'Empereur ou quelque Electeur, Prince ou Etat de l'Empire se mêle dans la Guerre entre le Roi de Suede & ses Ennemis, soit qu'il se range entierement de leur côté, soit qu'il leur envoie des Troupes Auxiliaires, & il ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes ne desistent de leur entreprise.

VII. Et puisqu'il ne faut pas douter que la Paix de l'Empire, qui est si fort à cœur aux deux Rois Alliez, ne soit troublée si le Roi T. C. attaque par les Armes les Lieux situés dans l'Empire, & qui sont presentement occupez par les Garnisons des Etats des Provinces-Unies, & que néanmoins on ne peut refuser de Droit au Roi T. C. de poursuivre en quelque lieu que ce soit ses Ennemis, dont les Armes pourroient lui nuire, pour cet effet le Serenissime Roi de Suede declare que l'Empire, ou le veritable Seigneur des Villes & Lieux où il y a des Troupes & Citadelles, donne à tems une entiere & pleine feureté au Roi T. C. par laquelle il sera pourvu de cesd. Villes & Lieux gardez, on ne fasse aucun acte d'hostilité sur les Troupes

du Roi T. C. que si on ne veut pas donner cette satisfaction à S. M. T. C. & qu'Elle soit obligée d'attaquer lesdites Places par les Armes. en ce cas le Serenissime Roi de Suede regardera ce refus comme une rupture de Paix dans l'Empire.

VIII. Si les deux Rois Alliez se trouvent obligez d'entrer en Guerre contre l'Empereur & les Alliez, ils se promettent mutuellement qu'ils ne feront aucune Paix ni Treve avec l'Empereur & ceux qui lui sont unis, que les deux Rois n'y interviennent & n'y consentent, & qu'avec l'inclusion & la feureté de leurs Terres, comme aussi l'entiere satisfaction de l'un & de l'autre.

IX. Si le Roi Catholique contre la disposition de la Paix des Pirenées se joint aux Etats des Provinces-Unies, & que l'Empereur, les Electeurs & Princes de l'Empire, lui donnent du secours contre la veritable teneur de la Paix de Westphalie, & trouble ainsi indirectement la feureté que le Roi T. C. doit se promettre de l'Empire en vertu du Traité de Paix, pour lors le Serenissime Roi de Suede par le desir qu'il a qu'il soit pourvu à la conservation de la Paix dans l'Allemagne, tâchera par une remontrance à l'amiable de faire desister l'Empereur & les autres Rois ou Princes, de leur entreprise; & si cela est inutile, il agira de la maniere qu'il voudra le secourir dans cet evenement.

X. Comme on n'a rien resolu dans le Traité public d'Alliance touchant le secours mutuel qu'on doit se donner, & qu'on en a parlé seulement en termes généraux, on a jugé à propos de l'exprimer plus en particulier dans ces Articles Secrets: C'est pourquoi aiant fait reflexion sur la necessité des dépenses que le Serenissime Roi de Suede sera obligé de faire pour la susdite entreprise, le Roi T. C. pour contribuer ausdites dépenses par maniere de Subside, fera paier tous les ans six cens mil Ecus; laquelle Somme sera païée en deux termes, à sçavoir tous les six mois, la moitié à chaque terme à Hambourg, sans aucune dépense du Roi de Suede ni de son Ministre deputé pour cela, & le paiement se fera du jour de la requisition du Roi T. C. & lorsque l'Armée de Suede commencera à entrer en action, & à marcher vers l'Ennemi.

XI. Afin que le Serenissime Roi de Suede puisse être prêt à toute sorte d'evenement, & disposer toutes choses selon qu'on est convenu par les Articles precedens, il aura au commencement de l'Esté prochain une Armée de seize mil Hommes outre les Garnisons, dans la Pomeranie & dans le Duché de Bremen, & le Roi T. C. promet de faire paier tous les ans au Roi de Suede ou à ceux qui auront ordre de lui, en deux termes comme on a dit dans l'Article precedent, à compter du jour de la Ratification des presens Articles, en sorte que la moitié soit païée incontinent après ladite Ratification à Hambourg, quatre cens mil Ecus, lequel paiement sera toujours continué pendant que ce Traité durera, si Sa Majesté Tres-Chrétienne juge à propos de demander du secours au Serenissime Roi de Suede contre l'Empereur & les autres Princes de l'Empire, ou même que la necessité étant moins grande, il ne veuille pas s'en servir, de sorte pourtant que si le Roi de Suede requis & averti par le Roi T. C. envoie ladite Armée en Allemagne; pour lors il lui sera seulement païé pendant tout le tems qu'elle sera en campagne, la susdite Somme de six cens mil Ecus tous les ans; que si avant la fin de ce Traité la Paix est rétablie en Allemagne; & que ni le Roi T. C. ni le Roi de Suede n'aient pas besoin d'avoir une Armée ni des Troupes dans l'Empire; en ce cas pendant que ce Traité durera, le Roi T. C. paiera seulement tous les ans au Roi de Suede la même Somme de quatre cens mil Ecus, qui lui avoit été promise avant qu'il assemblât les Troupes & l'Armée dont il est parlé à la fin du susd. Article, & qu'il ehvoïast en Allemagne.

XII. Sa Majesté Tres-Chrétienne voyant avec beaucoup de joie que la Paix du Nord qui a été rétablie par ses bons offices & sa Mediation, par le Traité de Copenhagen du 27. May 1660. subsiste depuis long tems & s'affermir tous les jours de plus en plus, & Sa Majesté Suedoise faisant assez connoître le desir sincere qu'elle a de demeurer en bonne amitié & en bon voisin avec le Serenissime Roi de Danemarck, le Roi T. C. connoissant aussi la bonne intention qu'a Sa Majesté Danoise de conserver de tout son pouvoir la Paix & la même Amitié, & voulant par son entremise donner quelque force aux bonnes intentions de ces deux Rois voisins, s'oblige par le present Article comme il a déjà fait

ANNO  
1672.

ANNO  
1672.

par le fuzd. Traité de Copenhague, d'être leur caution commune, confirmant derechef, & promettant tres expressement d'être le Garand de tout ce dont ou est convenu, & qui est compris dans ledit Traité de Copenhague.

XIII. Si le cas dont il est fait mention dans le present. Traité arrive, que l'Empereur ou quelqu'un des autres Princes de l'Empire. après avoir été avertis auparavant, ne veulent pas desister de donner du secours aux Etats des Provinces-Unies contre la France, le Serenissime Roi de Suede sera obligé de prendre les Armes conformément à la teneur du Traité contre l'Empereur ou autres Princes. Et parce qu'il peut être de l'avantage commun de faire entrer dans cette Alliance offensive tous autres Princes ou Etats, les Rois Alliez delibereront entr'eux, s'ils doivent inviter le Serenissime Roi de Danemarck à prendre les Armes, & à entrer dans leur Alliance s'il le juge à propos pour la Guerre d'Allemagne; de sorte pourtant qu'il ne sera permis à aucun des deux Rois de France & de Suede d'inviter ledit Roi de Danemarck à entrer dans lad. Guerre & de se joindre dans leur Alliance pour prendre les Armes, si ce n'est du commun avis & consentement des deux Rois.

XIV. Et comme l'intention du Roi de Suede est de garder tres-religieusement la Paix qui est entre lui & le Serenissime Roi de Danemarck, le Roi T. C. lui donnera sa Garantie qui est renouvellee par la force de cet Article; que si contre toute esperance le Roi de Danemarck entreprenoit quelque chose contre le Roi & le Roiaume de Suede, en ce cas le Roi T. C. après avoir employé son entremise secourra promptement de toutes ses forces le Roi de Suede, & travaillera à la conservation des Traitez selon leur veritable sens, comme ils ont été confirmez par sa Garantie.

XV. Et comme ces Articles Secrets n'ont pas été faits pour nuire aux S. E. des Provinces-Unies des Pais-Bas, ni à aucun autre dessein, mais seulement dans la vûe de conserver la tranquillité de l'Empire, conformément à la Paix de Westphalie; & le Serenissime Roi de Suede aiant fort à cœur que l'amitié qui est entre S. M. & les E. G. soit toujours conservée; aussi ne veut-il rien negliger de son côté afin que ce-

la soit. C'est pour cela qu'il espere que non seulement les E. G. ne recevront pas lesdits Articles en mauvaise part, mais qu'ils auront aussi un empressement égal à celui du Roi de Suede, pour donner une nouvelle force à leur mutuelle affection, & qu'ils consentiront lorsqu'ils en seront requis à l'amiable, que tout ce qui peut nuire en quelque maniere que ce soit à leur mutuelle amitié, & sincere & bonne correspondance soit éloigné.

Si pourtant il arrive contre toute esperance quelque autre chose de contraire; & que ou à cause de cette Alliance les Etats des Provinces-Unies veuillent nuire en quelque maniere que ce soit au Serenissime Roi de Suede, ou même qu'ils veuillent l'empêcher de faire mettre ses Vaisseaux sur Mer, & lui ôter la liberté qu'ont tous les Rois d'user de leurs Droits dans routes les choses qu'ils trouvent bon d'entreprendre selon l'usage de leurs Roiaumes, en ce cas le Roi T. C. promet qu'il secourra le Roi de Suede selon l'exigence de la chose & du danger jusqu'à ce qu'il ait obtenu une raisonnable. & entiere satisfaction; & outre ce, attendu la cause commune des deux Rois, il ne conclura aucun Traité avec les E. G. des Provinces-Unies qu'il ne soit pourvû aussi à la conservation des Droits de S. M. Suedoise, à la Cession & restitution de ses revenus, & au Commerce & Immunitiez de ses Sujets avec la Garantie.

XVI. Cette Alliance durera en ce qui regarde l'éloignement des troubles qui pourroient être excitez dans l'Empire à l'occasion de la Guerre entre le Roi T. C. & les E. G. des Provinces-Unies des Pais-Bas, pendant trois années, à compter du jour qui est exprimé dans le premier Article du grand Traité; & pour toutes les choses qui regardent la conservation & la seurété de la Paix de Westphalie que les deux Rois de France & Suede doivent se promettre de l'Empire en vertu de lad. Paix, elles demeureront toujours dans toute leur force & vigueur.

XVII. Ces Articles Secrets qui auront la même force que s'ils étoient inferez mot à mot dans l'Alliance publique, seront confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, dans trois mois à compter du jour qu'ils seront signez à Stockolm le 14. jour d'Avril de l'année 1672.

ANNO  
1672.

LXXXI.

26. Avril.  
BRAN-  
DEBOURG  
ET NEU-  
BOURG.

Religions Vergleich zwischen Friedrich Wilhelm Churfürst zu Brandenburg / und Philipp Wilhelm Pfalzgraff bey Rhein / Herzogen zu Neuburg; Wodurch Sie zu folge dem / zwischen Ihnen anno 1666. den 9. Sept. wegen der Succession in Jülich / Cleve und Bergischen Landen ausgerichten Vergleich / all der Wirteln sich vereinigen / so zu Beschuhung so wohl der Römisch Catholischen Religion im Herzogthum Cleve und denen Graffschafften Marck und Ravensberg / als auch der Augsburgischen Confession in denen Herzogthumern Jülich und Berg / erforderlich seyn mögen. Geschehen zu Cöln an der Spree den 26. April 1672. Nebst einen Neben-Recels, de eodem dato, Und des Herzogs Ratification. Geben Duffeldorff den 11. Junii 1672. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 232.]

On Gottes Gnaden Wir Philipp Wilhelm Pfalzgraff bey Rhein in Böhern / zu Jülich / Cleve und Berg Herzog / Graff zu Welsch / Sponheim / der Marck / Ravensberg und Wirtz / Herr zu Ravensstein etc. Fügen hiemit zu wissen mairlich / Demnach der Durchleuchtige Fürst Herr Friedrich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg / des Heil. Röm. Reichs Erzh-Cammerer und Churfürst / zu Magdenburg in Preussen / Jülich / Cleve / Berge / Stettin / Pomeranien / der Cassi-

LXXXI.

Convention Religieuse entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, par laquelle ensuite de l'Accommodement principal fait entr'eux le 9. Septembre 1666. au sujet de la Succession de Juliers, Cleves &c. ils conviennent aussi d'une maniere fort étendue, & fort specificque de tout ce qui regarde l'état de la Religion & de toutes les choses Ecclesiastiques, sçavoir en faveur des Catholiques dans le Duché de Cleves, au Comté de la Marck, & au Comté de Ravensberg; & en faveur de ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Lutheriens que Reformez, dans les Duchez de Juliers & Berge soumis au Duc de Neubourg. Fait à Cologne sur la Spree le 26. Avril 1672. Avec le TRAITE SEPARÉ du même jour, & la RATIFICATION du Duc. Donnée à Duffeldorp le 11. Juin 1672.

26. Avril.  
BRAN-  
DEBOURG  
ET NEU-  
BOURG.

Nous Philippe Guillaume; par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juilliers, de Clèves, & de Berghe: Comte de Veldentz, de Sponheim, de la Marck, de Ravensberg, & de Meurs: Seigneur de Ravensstein, Sçavoir faisons, que le Serenissime Prince & Seigneur Frédéric Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, en Prusse, à Magdebourg, de Juilliers, Clèves, Berghe, Stettin, Pomeranie, Cassubie,

ANNO  
1672.

Cassuben und Wenden/ auch in Schlessen/ zu Croffen und Jägerndorff Herzog/ Burggraff zu Nürnberg/ Fürst zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Graff zu der Marc und Ravensberg/ der Lande Lanenburg und Butau/ etc. Und Wir uns durch einen ewigen und beständigen Erb-Vergleich nach Anweisung des Instrumenti Pacis ratione der succession, über die Gütlich/ Cleve/ Berg- Marc und Ravensbergische Lande in anno 1666. gütlich vereinbaret/ dann auch wegen der in diesen Landen der Religion halber obgeschwebter Streitigkeiten einen absonderlichen Neben-Recess in erstgeneldtem Jahr auffgerichtet/ und dessen Execution halben nach verschiedenen dierentwegen gehaltenen Conferentien endlich zu Bielsfeld/ und schliesslich zu Berlin durch unsere beyderseits zusammen geordnete Rätthe ferners hernach gesezte Abrede geschehen/ und auff Ratification geschlossen worden/ wie dieselbe von Worten zu Worten inserirt folget:

Religiöns-Vergleich 1672. 26. Aprilis.

**D**ennach zwischen den Durchleuchtigsten Fürsten und Herren/ Herren Friedrich Wilhelmem/ Marggraffen zu Brandenburg/ des H. Röm. Reichs Erb-Cammerern und Chur-Fürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Gütlich/ Cleve/ Berg/ Steirin/ Pommeren/ der Cassuben/ und Wenden/ auch in Schlessen/ zu Croffen und Jägerndorff Herzogen/ Burggraffen zu Nürnberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Cammin/ Graffen zu der Marc und Ravensberg/ Herrn zu Ravensstein/ und der Lande Lanenburg und Butau/ etc. an einem und dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren/ Herren Philipp Wilhelmem/ Pfalzgraffen bey Rhein/ in Baweren/ zu Gütlich/ Cleve und Berg Herzogen/ Graffen zu Belontz/ Sponheim/ der Marc/ Ravensberg und Mörs/ Herren zu Ravensstein am andern Theil/ den 9. Septemb. des 1666. Jahrs nicht allein ein Haupt- und Erb-Vergleich der Herzhogthumber Gütlich/ Cleve und Berge/ auch Graffschaften Marc und Ravensberg halber/ sondern auch ein Neben-Recess auffgerichtet/ und darin versehen worden/ wie es mit der Religion und anderen Geistlichen Sachen/ in jetzt angeregten Landen gehalten werden sollte/ und dann beyde Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. und geachtet denen verschiedentlich gehaltenen Zusammenkunften/ und Conferentien/ von beyderseits committirten Rätthen zu Münster-Cyffel/ Linnich/ Hamme/ Fanchen/ Mörs/ und Duisburg erfahren/ und gesehen/ daß durch alle diese Negotiationes der Neben-Recess zu seiner Execution zu bringen/ und daß sich dabey viel und mancherley difficultäten und Schwierigkeiten ereignen wollen/ beyden vor höchstg. Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. aber so wol/ als beyderseits dero Unterthanen zum höchsten daran gelegen/ daß auch diese Religions- und andere Geistliche Sachen nicht weniger als der Haupt- und Erb-Recess zum Stande und seiner guter Nichtigkeit derraheins gebracht/ und also dieses punctes halber vorgemelte Landen und Unterthanen ohne Unterscheid der Religion in guter Ruhe/ Friede und Sicherheit gesezet/ und das hochnütliche Freund-Vertrawliche Betragen zwischen beyderseits Herrschafften je mehr und mehr befestiget werde. So haben si wol höchstg. Ihre Chur-Fürstl. Durchl. als auch Ihre Fürstl. Durchl. zu solchem Ende dero respectiv Geheime/ und andere Rätthe mit gungsammer Instruction und Vollmacht nacher Bielsfeldt abgeschickt/ welche dann endlich nach vorhergangener vielfältiger Examination und beschwärllicher langwiriger Handlung wegen der Religion und Geistlichen Sachen/ und wie es damit forschin zu immerwehrenden Zeiten in vorher genannten Gütlich- Clevisch- Berg- Marc- und Ravensbergischen Landen zu halten/ bis auff erfolgende gnädigste Ratification in dem Pausch/ und durch den Bogen mehrentheils verglichen/ Das übrige ist an höchstg. Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. Hoff zu Cöllen an der Spree mit des Herren Pfalzgraffen Fürstl. Durchl. Bevollmächtigten Geheimen Rätth Dieterich Althet Heintzen Straetman vollständig abgethan/ und die ganze Sache folgender Gestalt geschlossen.

## Articulus I.

Herzhogthumb Cleve.

§. 1. **U**rsprünglich/ So wollen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg/ etc. in dero Herzhogthumb Cleve die Römisch-Catholischen nicht allein bey dem jentigen/ was sie an Exercitien/ Kirchen/ Capellen/ Schulen und Ketzhen/ sie haben Nahmen wie sie wollen/ gegenwärtig besitzen/ zu jederzeit

ANNO  
1672.  
bie, & des Vandales, en Silesia, Croffen, & Jägerndorff, Duc, Burggrave à Nuremberg, Prince de Halberstai, Minden, & de Camin, Comte de la Marc, & de Ravensberg. Seigneur de Ravensstein, & du Territoire de Lanenburg, & de Butau, & Nous étant convenus à l'amiable, & conformément au Traité de Paix, par un Accord perpétuel de la succession aux Provinces de Juilliers, Clèves, Berghe, de la Marc & de Ravensberg dès l'an 1666. & ayant aussi fait dresser la même année un Traité séparé pour ajuster les différens, qu'il y avoit sur le fait de Religion, nous aurions enfin député de nos Conseillers, qui en execution dudit Traité séparé ont tenu plusieurs Conférences à Bielsfeld, & finalement à Berlin, & y ont arrêté la Transaction, qui suit.

**L**es Serenissimes Princes & Seigneurs le Seigneur Frederic Guillaume, Margrave de Brandebourg, &c. & le Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, &c. ayant fait régler non seulement par un Accord principal, la succession aux Provinces, & Terres de Juilliers, Clèves, Berghe, de la Marc, & de Ravensberg, sous la datte du 9. Septembre 1666. mais aussi les affaires de la Religion & de l'Eglise par un Traité séparé de la même année, & ayant remarqué, que ce dernier Traité n'étoit pas mis en execution par le moyen de toutes les Assemblées & Conférences, que leurs Ministres y députés avoient tenues à Munster-Eiffel, Linnik, Hamen, Zantzen, Meurs, & à Duisbourg, & qu'au contraire plusieurs différens & griefs y étoient survenus/ Considérant pourtant de plus, qu'il importoit extrêmement, tant à leurs susdites Alteſſes Serenissimes, qu'à leurs Sujets, d'achever le règlement des affaires de la Religion & de l'Eglise, de la même manière, qu'on avoit déjà heureusement achevé celui de la succession dans lesdites Provinces, afin que sur ces points-là tous les Habitans, de quelque Religion qu'ils soient, puissent être mis en repos, Paix & sureté, & qu'ensemble on vit rétablie, & confirmée de plus en plus une sincère amitié & confiance si nécessaire à toutes les Parties. A ces considérations Leurs Alteſſes Electorale & Serenissime, ont envoyé de part & d'autre, de leurs Ministres d'Etat, & autres, tous munis d'Instructions & de Plein-Pouvoirs suffisans à Bielsfeld, ainsi que cesdits Ministres, après avoir tous mûrement examiné, & traité long-temps, & avec beaucoup de peine, ont finalement conclu en général, & arrêté pour la plus grande partie un Règlement perpétuel des affaires de la Religion & de l'Eglise, pour les susdits Duchez de Juilliers, Clèves, & de Berghe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, en attendant la Ratification de leurs Serenissimes Maîtres; le reste a été entièrement ajusté à la Cour de Son Alteſſe Electorale à Cologne sur la Spree, conjointement avec le Ministre d'Etat de Son Alteſſe Serenissime, le Sieur Dieteric Althet Henri de Stratman, ayant Plein-Pouvoir, & le tout a été articulé de la manière suivante.

## Article I.

Duché de Clèves.

§. 1. **P**remièrement que Son A. E. de Brandebourg maintiendra & protégera ceux de la Religion Catholique Romaine non seulement dans leurs Exercices, Eglises, Chapelles, Ecoles, & Rentes, telles qu'elles puissent être, & dont ils sont présentement en possession: Mais elle leur fera encore donner

ANNO  
1672.

gnädigst schutzen und handhaben / sondern ihnen auch nachfolgende Geistliche Güter / Vicarien und Beneficia bey Execution dieses Vergleichs dergestalt restituiren lassen / daß sie derselben Auffkänfte und Gefälle von der Zeit und also in diesem 1672. und folgenden Jahren völig genießen sollen.

1. Die Halbscheid der Pastorat Kenthen zu Bimmen.
2. Die Vicarie S. Nicolai zu Weeze.
3. Vicarie S. Catherinæ in Till.
4. Zwey Malder Roggen und vier Thaler Clevisch / so zu dem Pastorat Kenthen in Kervenheim gehörig / und daher von dem Catholischen Vicario dem Pastori daselbst restituirt werden sollen.
5. Zwey Malder Roggen vor den Schulmeister zu Udem.
6. Das Officium Matutinal in Heyen.
7. Das Officium S. Annæ in Kervendunck soll dem Pastori restituirt werden.
8. Vicarie trium Regum zu Gok.
9. Die reditus Sacelli S. Sebastiani in Cranenburg.
10. Halbe Gilde Kenthen zu Soensbeck.
11. Die in der Vicarie S. Nicolai zu Ginderich gehörige Kenthen sollen den Catholischen aus der Schleuterey Kantent bezahlet werden.
12. Aus der Vicarie B. M. V. zu Dammkelen gehen Reichsthaler jährlich.
13. Die rüdera von der Kirchen zu Düffelwehrt / dabey ihnen zugleich freygegeben wird / an dem Ort / da die rüdera jeso noch stehen / eine neue Kirch zu bauen / und das Exercitium publicum, wann die Kirche verfertiget / darinnen zu halten / und soll auch alsdamm / nemlich nach verfertigter Kirche / oder so bald der Pastor anfangen wird / den Gottesdienst allda zu verrichten / gemeltem Pastori die erste in höchstg. Jhro Churfürstl. Durchl. Turno in Kantent / Cranenburg / oder Heinsberg verfallende Præbenden, doch ohne incorporation, und application, zugewandt werden.
14. Ingleichen sollen sie / die Römisch-Catholische / Macht haben / zu Alten Calcar an einem Orte welcher der Bestung nicht zu nahe / und nicht schädlich / eine neue Kirche zu bauen / und in derselben das Exercitium publicum zu halten und zu üben. So soll auch / wann die Kirche erbawet / oder der Pastor anfangen wird den Gottesdienst allda zu verrichten / gemeltem Pastori die alsdamm sich erledigende Præbende in ihrer Churfürstl. Durchl. Turno in Kantent / Cranenburg / oder Heinsberg / doch gleichwol ohne incorporation, conferirt werden.
15. Eine Rente von einem alten Schild aus der Rentmeisterey Embriich dem Capitulo daselbst.
16. Die Vicarie S. Catherinæ zu Kecken in der Düffel / doch daß an statt des Kauff-Gelds so vor das Jus Patronatus gegeben worden / dem Käufer oder dessen Erben einhundert Reichsthaler restituirt werden.
17. Soll das Canonisat / welches der jetzige Pastor in Cleve innen hat / dem Pastorat daselbst incorporirt werden.
18. Soll das Capitul zu Cleve haben das Jus nominandi oder præsentandi Vicarios ad Vicarias S. Nicolai & Barbaræ, S. Catharinæ & Wilgefortis & S. Trinitatis - in der Collegiat Kirchen daselbst.
19. Ingleichen soll es aus der Vicarie S. Annæ zu Cleve jährlich zwanzig Clevische Thaler wegen des Vicaren-Hauses /
20. Und aus der Vicarie S. Thomæ jährlich achtzehn Clevische Thaler behalten / das Vicaren-Haus aber beibehalten denen Evangelischen / welche dasselbe jeso haben.
21. So sollen sie auch wieder haben und bekommen die reditus Capellæ in Moyland / mit dem Rückstand.
- §. 2. Über dieses sollen denen Römisch-Catholischen auch folgende Vicarien und Beneficia, doch nicht ebender / als wann sich dieselbige erlediget / und durch Abgang der jetzigen Prediger und Besizer / welche benennet / und wovon die specification übergeben werden solle / vacant / restituirt werden / als

ANNO  
1672.

donner en execution de ce Traité les suivans Biens Ecclesiastiques, Vicariats & Benefices, pour pouvoir entierement jouir des Emolumens, & Revenus dès à present, & ainsi dès l'an 1672. & pour tous les ans à venir.

1. La moitié des Revenus de la Cure à Bimmen.
2. Le Vicariat de S. Nicolas à Weeze.
3. Le Vicariat de S. Catherine à Till.
4. Deux mesures de blé, & quatre Ecus Monnoye de Clèves appartenans aux Rentes de la Cure de Kervenheim, & qui seront ainsi rendus par le Vicaire Catholique au Pasteur de ce lieu.
5. Deux mesures de blé pour le Maître d'École à Udem.
6. L'Office Matutinal à Heyen.
7. L'Office de S. Anne à Kervendonk sera rendu à ce Pasteur-là.
8. Le Vicariat trium Regum à Gok.
9. Les Revenus de la Chapelle de S. Sebastien à Cranenburg.
10. Les Rentes de demi Florin à Sonsbék.
11. Qu'on payera des Finances, (ou Schleuterie,) de Xanten aux Catholiques les Rentes appartenantes au Vicariat de S. Nicolas à Ginderik.
12. Du Vicariat de Notre-Dame à Haminkelen annuellement dix Ecus.
13. Les débris de l'Eglise à Düffelwert, ensemble le Privilège d'y bâtir une Eglise neuve sur ces débris, & d'y avoir ensuite l'Exercice libre, en sorte que cette Eglise étant bâtie, & le Pasteur y commençant l'Office, on lui donnera la premiere Prebende, qui pourroit échoir à son A. E. dans son tour à Xanten, Cranenburg, ou à Heinsberg, toutefois sans y incorporer une telle Prebende.
14. De même auront les Catholiques Romains le pouvoir de bâtir une Eglise à Calcar le Vieil, en tel endroit, qui ne pourroit pas incommoder les Fortifications, pour en être trop proche, & ils auront en telle Eglise l'Exercice public de leur Religion, & sitôt que l'Office y commencera, on donnera au Curé une Prebende, qui pourroit échoir à Son A. E. par son tour à Xanten, Cranenburg, ou Heinsberg, mais toutefois sans en faire incorporation.
15. Une Rente provenant d'une vieille Dette, qui sera payée par le Receveur à Emeric au Chapitre du Lieu.
16. Le Vicariat de Sainte Catherine à Kerker dans l'Eifel, à condition pourtant, que pour rembourser l'argent, qui a été payé pour le Droit de Patronage, on rendra à l'Acheteur, ou à ses Heritiers, la Somme de cent Ecus.
17. Le Canonisat, dont le Curé à Clèves jouit presentement, sera incorporé à sa Cure.
18. Le Chapitre de Clèves aura le Droit de nommer, ou de presenter les Vicaires aux Vicariats de S. Nicolas, & de Sainte Barbe, de Sainte Catherine, & Wilgefortis, & de la Sainte Trinité dans l'Eglise Collégiale de ladite Ville.
19. Ensemble recevra-t-il annuellement vingt Ecus, Monnoye de Clèves, du Vicariat de Sainte Anne à Clèves, à cause de la Maison du Vicariat, qui y est.
20. Pareillement tous les ans dix-huit Ecus Monnoye de Clèves, du Vicariat de S. Thomas, dont la Maison restera pourtant à ceux de la Religion Reformée, qui la possèdent presentement.
21. On leur rendra aussi les Revenus de la Chapelle dans le Moyland, avec les Arrerages.
- §. 2. Outre tout cela on rendra encore aux Catholiques Romains, les Vicariats & Benefices qui suivent, bien entendu en cas d'ouverture, ou de mort des Pasteurs qui en jouissent presentement; & dont on donnera specification.

ANNO  
1672.

1. Vicaria B. M. V. in Qualburg.
2. Die Vicarey B. M. V. in Becke.
3. Die Vicarey S. Barbaræ in Bistlich.
4. Die Vicarey B. M. V. in Keef / doch daß wegen der angewendeten Unkosten zuvorderst fünf und zwanzig Reichshaler gewider ersattet werden.
5. Der zu Nieder-Mörnter pro luminaribus Ecclesie gewidmeter Behende.
6. Die Vicarey B. M. V. in Udem / doch werden den Evangelischen Reformirter Gemeine daraus jährlich fünf und zwanzig Reichshaler / welche dieselbe daraus vor dem Jahr 1651. genossen / ausdrücklich vorbehalten / daß dieselbe solche 25. Reichshaler jährlichs richtig haben und bekommen mögen.
7. Was die Gasthaus Capelle in der Stadt Calcar anbelangt / soll dem deßfalls auffgerichteterm Vergleich nachgelebt werden.
8. In dem Wäysenhause zu Keef sollen auch Römisch Catholische Wäysenkinder aufgenommen werden.
9. In dem Adelichen Jungfräulichen Weltlichen Stifft zu Bedbur soll hinführo zum wenigsten das dritte Theil / und in dem Stifft Oberndorf auch zum wenigsten das vierde Theil mit Römisch-Catholischen Jungfern besetzt / und wo dasselbe Theil nit complet ist / die Präbenden bey der erster vacanz / sie geschehe durch resignation, oder durch den Todt / denen Römisch-Catholischen bis zu solcher Zahl conferiret werden / und darüber gleichwol nit weniger die Catholischen als Reformirten und Lutherischen sähig seyn / auch künfftig / wann zu Bedbur zweene Dominæ der Evangelischer Religion gewesen / die dritte aus den Catholischen / zu Oberndorf aber / wann drey Evangelische Dominæ gewesen / die vierde aus den Catholischen erwöhlet / und es damit fort für fort also gehalten werden soll.

§. 4. Auch solle die eine oder andere Religions-Jungfer das freye öffentliche Exercitium haben / und wann sie nicht sonst mit Reichthigern / Predigern und Seelsorgern versehen seyn / oder sich deren die in der nähe ohne ihre incommodität hinkommen / gebrauchen können / freysehen und unbenommen seyn / dieselbe absonderlich vor sich zu bestellen / da dann auch die Catholische aus des Stiffts mittlen jährlichs mit zweyhundert Reichshaler zum salario versehen werden sollen / doch daß den Evangelischen Predigern aus dem jenigen / was sie bis anhero aus des Stiffts Mittlen gehabt / und genossen / nichts abgehe.

§. 5. Und demnach in dem also genannten Neben-Recess vom 9. Septembris des 1666. Jahrs verglichen / daß die Religions-Sachen in denen mit Staatlicher Garnison besetzten Städten durch absonderliche Commissarios in der Güte bezulegen / als hat es auch dabey sein bewenden.

## Articulus II.

## Graffschafft Marc.

§. 1. **S**o viel nun die Graffschafft Marc anbetrifft / wollen Ihre Churfürstl. Durchl. gleich wie im Clevischen / die Römisch-Catholische bey dem jenigen was sie an Exercitien / Kirchen / Capellen / Schulen und Kenthen / sie haben nahmen wie sie wollen / gegenwärtig besitzen / zu jederzeit gnädigst schützen / und handhaben.

§. 2. Und weil die Herren Pfalz-Neuburgische für gemeine Römisch-Catholische an unterschiedenen Orten / in denen lutherischen Kirchen das simultaneum Exercitium mit der Nalbscheid der Kirchen und Pfarr-Kenthen præterirt / dagegen aber und daß sie von solcher ihrer præterition gänzlich und immerwährend abgestanden / von höchstged. Ihrer Churfürstl. Durchl. ihnen gnädigst vergönnet und zugelassen / an denen fünf nachfolgenden Orten / Kirchen oder Capellen zu bauen und anzurichten / und in denselben das öffentliche freye Exercitium zu halten / dabenebens sollen sie / wann dieser Vergleich ratificirt / und die ratificirte Exemplaria gegeneinander ausgewechselt werden / fünf tausend Reichshaler in einer Summa empfangen.

Die fünf Exercitia publica aber sollen sie halten zu

ANNO  
1672.

1. Le Vicariat de Nôtre-Dame à Qualbourg.
2. Celui de Nôtre-Dame à Weze.
3. Celui de Sainte Barbe à Bislik.
4. Celui de Nôtre-Dame à Rees, à condition, qu'on remboursera auparavant vingt-cinq Ecus pour les frais, qu'on y a faits.
5. Au Vicariat du Bas-Mormier, la dime destinée pour les Cierges de l'Eglise.
6. Le Vicariat de Nôtre-Dame à Udem, dont pourtant on réserve expressement pour les Evangeliques de la Religion Reformée annuellement les vingt-cinq Ecus, qu'ils en ont tiré avant l'an 1651. de sorte qu'ils les tireront encore à l'avenir.

7. Quant à la Chapelle de l'Hôpital de Calcar, on suivra la Convention, qui a été faite.

8. On prendra aussi des Enfants Catholiques à la Maison des Orphelins à Rees.

§. 3. Qu'on mettra à l'avenir dans le Chapitre Séculier des Dames Nobles à Bedbour, pour le moins une troisième partie de Demoiselles Catholiques, & dans celui de Obersdorf pour le moins une quatrième partie desdites Catholiques Romaines, & qu'on remplira ce nombre par l'ouverture des Prébendes, qui vaqueront les premières, soit par resignation, ou par mort, & que par après les Catholiques en seront également capables que les Reformées, & les Luthériennes: & ainsi quand il y aura eu deux Dames ou Supérieures de la Religion Evangelique consecutivement à Bedbour, on choisira pour la troisième une Dame de la Religion Romaine: De même qu'on prendra aussi une Dame de ladite Religion Catholique Romaine pour la quatrième à Oberndorf, en cas qu'il y eût déjà eu trois Dames de la Confession Evangelique, & on continuera toujours de cette maniere.

§. 4. Chacune desdites Demoiselles, soit Protestante ou Catholique, aura l'exercice public de sa Religion, & quand elle ne seroit pas d'ailleurs pourvue de Confesseur, Prédicateur & Directeur, ou qu'elle n'auroit pas la commodité de s'en servir aisément dans le voisinage, il lui sera libre & permis, d'en prendre expressement pour elle, & on payera annuellement pour salaire deux cens Ecus de Biens du Chapitre, sans toutefois diminuer les Emolumens, que les Pasteurs Protestants ont tiré jusqu'à présent desdits Biens du Chapitre.

§. 5. Et d'autant qu'il est convenu par le Traité séparé du 9. Septembre 1666. que dans les Villes, où il y a Garnison des Etats, les affaires de Religion seront réglées par des Commissaires, on s'en tiendra à cela, sans y rien changer.

## Article II.

## Le Comté de la Marc.

§. 1. **P**our ce qui est du Comté de la Marc, S. A. E. déclare d'y vouloir aussi bien qu'au Pays de Clèves maintenir & protéger les Catholiques Romains dans tout ce qu'ils y possèdent d'Exercices, d'Eglises, de Chapelles, d'Écoles & de Rentes quel-les qu'elles puissent être.

§. 2. Et comme on prétendoit de la part de S. A. E. de Neubourg pour les Catholiques l'Exercice public ensemble avec les Luthériens dans plusieurs de leurs Eglises, S. A. E. a bien voulu, pour faire desister de cette prétension, permettre aux Catholiques de bâtir des Eglises, ou Chapelles dans les cinq Places suivantes, & d'y avoir l'Exercice public, savoir



ANNO  
1672.ANNO  
1672.

1. Hagen.
2. Schwelmin.
3. Eickel.
4. Mengede.
5. Ostunne.

§. 3. Ferner so hat man sich auch wegen der Römisch Catholischen Exercitien auff einigen Adlichen Häusern in dieser Graffschafft / wie der Evangelischen Exercitien halber auff einigen Adlichen Häusern in dem Herzogthumb Berge dahin verglichen / daß gemelte Römisch Catholische in der Graffschafft Marc ihren öffentlichen freyen Gottesdienst sollen üben auff den drey Adlichen Häusern in der Graffschafft Marc.

1. Nemmeren / im Amte Herlohe / dem von Brabeck zuständig.

2. Opherdick im Amte Unna / dem von Friesendorff gehörig.

3. Torck zu Heringen im Amte Hamm; und zwar dergestalt / das wann schon hiernächst diese Adliche Häuser an Evangelische kommen oder transferirt werden / oder der Besizer seine Religion ändern solte / daß dannoch auff solche fälle die Römisch Catholische Gemeine / so alsdann daselbst sich finden wird / an oder bey denenselben / oder doch nechstegelegenen Orth / ihren Gottesdienst mit Besuch- und Anhörung der Predigten / Messen und Administration der Sacramenten nach wie vor ungehindert üben und darin continuiren könne.

§. 4. Auch soll den Röm. Catholischen in der Stadt Schwert das Exercitium in einer daselbst vorhandenen / und verfallenden Capellen B. Mariæ Virginis dergestalt verstatet werden / gleich sie dasselbe im Jahr 1651. und folgendts in der Gasthaus-Capellen vor Einäscherung derselben selber haben / wie sie dann zu dem Ende gemeldte Capelle Mariæ Virginis auff ihre Kosten wieder repariren mögen.

§. 5. Jungleichen sollen die Römisch Catholische ihren Gottesdienst auff dem Rathhause zu Blanckenstein continuiren / und die Lutherschen Unterthanen daselbst einhundert Reichsthaler zur reparation bey auswechsellung dieses Reccusus geben / der Magistrat aber daselbst hiemit befähiget seyn / die Römisch Catholische in zeit währenden Gottesdienst nicht zu turbiren / noch von anderen turbiren zu lassen.

§. 6. So sollen auch in dem Closter S. Catharinæ in Unna so viel Catholische Jungfern zugelassen werden / als den ersten Januarii des 1624. Jahrs darin erweislich gewesen.

§. 7. In denen Clöstern zu Camen / Lüdigendortmund und Marienheide / bleibet es wie es bishero gewesen und noch ist.

§. 8. In dem Closter Nordet Hospital vor dem Hamm / soll alles gehalten werden wie es Anno 1624. gewesen.

§. 9. In dem Jungfräulichen Beileichen Stifte zu Clarenberg / und zu St. Walburg in Soest soll zum wenigsten das dritte Theil / und in denen Adlichen Stiffteren Frundenberg / Gevelsberg / und Herdike zum wenigsten das vierde Theil mit Römisch-Catholischen Jungfern besetzt / und wann dieses vierde oder dritte Theil nicht besetzt / die Präbenden bey der ersten Vacanz / sie geschehe durch die resignation oder durch den Todt / Römisch-Catholischen biß zu solcher Zahl conferiret / und darüber gleichwohl nicht weniger die Catholische / als Reformirte und Luthersche fähig seyn.

§. 10. In dem Stifte Clarenberg und zu S. Walburg in Soest sollen zwey Evangelische nach einander / und die dritte eine Römisch-Catholische / in denen Stiffteren Frundenberg / Gevelsberg und Herdike aber drey Evangelische nach einander / und die vierde Frau eine Römisch-Catholische seyn / und in solcher Ordnung erwehlet / und damit fort für fort also gehalten werden.

1. à Hagben.
2. à Schwelmin.
3. à Eickel.
4. à Mengede.
5. à Ostunne.

Et on leur payera de plus cinq mille Ecus pour une fois, si-tôt, que ce Traité sera ratifié, Et que les exemplaires en seront échangés.

§. 3. On a pareillement accordé aux Catholiques l'exercice libre en quelques Maisons Nobles dans ledit Comté de la Marc, Et de la même maniere qu'on accordoit l'exercice aux Reformez dans quelques Maisons Nobles du Duché de Berghe, de sorte que les Catholiques feront publiquement Et librement leurs offices dans ces trois Maisons du Comté.

1. à Hemmeren dans la Jurisdiction appartenant au Seigneur de Brabeck.

2. à Opherdick dans le ressort d'Unna, qui est au Seigneur de Friesendorff.

3. à Torck de Heringen dans le ressort de Hamm: bien entendu qu'encore que ces Maisons Nobles fussent transportées ensuite à des Seigneurs Reformez, ou bien que les Possesseurs se fissent de la Religion, le Corps des Catholiques, qui s'y trouveroit, pourroit néanmoins continuer ses exercices dans lesdites Maisons, ou bien dans d'autres des plus proches, Et y frequenter publiquement les Sermons, Et les Messes, Et recevoir les Sacremens avec la même liberté qu'auparavant.

§. 4. On permettra aussi l'exercice public des Catholiques dans la Ville de Schwert à la Chapelle de Nôtre-Dame, qui s'y trouve, quoi que presque ruinée, desorte qu'ils la pourront réparer à leurs dépens, Et y faire leur Office de la même maniere, qu'ils le faisoient l'an 1651. Et ensuite dans la Chapelle de l'Hôpital avant qu'il fut détruit par le feu.

§. 5. Les Catholiques Romains continueront de même leur exercice public dans la Maison de Ville à Blanckenstein, Et les Habitans Reformez leur payeront cent Ecus pour des frais de reparation, si-tôt que ce present Traité sera échangé Et l'on défend par ceci bien expressement au Magistrat d'y troubler les Catholiques pendant l'office qu'ils y feront, ni de permettre que personne y aorte de l'empêchement.

§. 6. On souffrira aussi dans le Cloître de Ste. Catherine tel nombre de Demoiselles Catholiques qu'on pourra montrer y avoir été le 1. Janvier de l'an 1624.

§. 7. Dans les Cloîtres de Camen, de Lutgendortmund, Et de Marienheid, on se tiendra à ce qui s'y est pratiqué jusqu'à present.

§. 8. Dans l'Hôpital du Cloître Nôrt devant Hamm, on observera le tout selon l'état de l'an 1624.

§. 9. Dans le Cloître Séculier des Dames à Clarenberg, Et dans celui de S. Walbourg à Soest, on mettra pour le moins une troisième partie de Demoiselles Catholiques: Et dans les Chapitres Nobles de Frundenberg, Gevelsberg, Et de Herdike, on en mettra tout au moins une quatrième partie, Et en cas que tel nombre n'y fût pas encore, on le fera au plutôt en conferant les premieres Prebendes, soit qu'elles vaquent par resignation, ou par mort de quelques-unes, aux Demoiselles Catholiques, Et par après tant celles-ci que les Protestantes seront également capables d'y parvenir.

§. 10. Dans les Chapitres à Clarenberg, Et de S. Walbourg à Soest, il y aura consecutivement deux Dames Protestantes, Et pour la troisième une Catholique, mais dans les Chapitres de Frundenberg, Gevelsberg, Et Herdike, il y aura de suite trois Dames de la Religion Protestante, Et la quatrième Dame sera de la Religion Catholique, Et on observera toujours cet ordre dans les élections à venir.

ANNO  
1672.

§. 11. Es sollen auch der einen oder anderen Religion zugehörane Jungfern das freye öffentliche Exercitium haben / und wann sie nicht sonst mit Beichtigern / Predigern / Pastoren / oder Seelforgern versehen seyn / oder sich deren in der Nähe / da sie ohne ihre incommodität hinkommen / gebrauchen können / frey stehen und unbenommen seyn / dieselbe absonderlich zu bestellen : Da dann auch die Catholische auß des Stiffts-Mitteln jährlich mit zwey hundert Reichsthaler zu salariiren / doch daß denen Evangelischen Predigern an dem jenigen / was sie bißher auß des Stiffts-Mitteln gehabt und genossen / nichts abgehe.

§. 12. Nachst diesem so soll den Römisch-Catholischen pars Vicariæ S. Michaelis zu Bochum und pars Vicariæ S. Gregorii dafelbst bey Execution dieses Vergleichs restituirt, tertia pars Vicariæ S. Stephani aber zu Camen / bey erster Vacanz und Abgang des jetzigen possessoris zurück gegeben werden.

§. 13. Und weil zur Competenz für die Römisch-Catholische Pastoren und Sacellanen so in Cleve als Marck die restitution verschiedener Beneficien ferner prætendirt worden / so ist verglichen / daß dafür einmahl vor auß fünf tausend Reichsthaler und biß daran dieselbe würcklich werden abgetragen seyn / die Zinsen davon ad fünf vom hundert gerechnet / und denen Herren Pfälz-Neuburgischen deswegen bey Ratification dieses Reccelus gnugsame Versicherung gegeben werden solle.

§. 14. Was dann dasjenige so dieser Geistlichen Sachen halber in der Lipstadt zu vergleichen anbelanget / solches soll mit Zuziehung des Herren Grafen zur Lippe / nach Umweisung des Teutschen Friedensschlusses / abgethan und eingerichtet werden.

## Art. III.

SO viel nun die Geistliche Jurisdiction in dem Herzogthumb Cleve / und Graffschaft Marck anbelanget / haben sich hochsch. Ihre Churfürstl. Durchl. dahin erklæret / daß es damit immerhin folgender Gestalt gehalten werden solle / woben es auch Ihre Fürstl. Durchl. zu Neuburg ob sie gleich von Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. in dieser Geistlicher Jurisdiction-Sache ein anders desiderirt gehabt / ihres orts zu last bewenden lassen.

§. 1. Erstlich sollen die Officiales zu Hanthen / zu Embrich und zu Soest wie von alters mit qualificirten subjectis bestellet / und eine moderirte Taxa Jurium verahmet werden.

§. 2. Zweytens sollen die Officiales mit Zuziehung zweyer ihnen gefälliger einheimischer Rechtsgelehrten / und zwar in denen Districten und Sachen / in welchen sie von alters biß hieher ihre Officialat exerciret, die Gebühr Rechtens erkennen / als wann eine Person auff eine Römisch-Catholische die Ehe prætendiret, und zu erkennen / ob die Ehe-Versprechung denen Rechten nach gültig sey oder nicht? Und dann ob und wie weit dieselbe rationale graduum oder sonstien zulässig oder nicht? Jedoch dergestalt daß dem Landesherrn die dispensation vorbehalten bleibe: Wie auch der Officialis zu erkennen / ob die Ehe quoad mensam & thorum oder sonstien beständig? Das übrige bleibet Ihrer Churfürstl. Durchl. als Landesherrn / wie es bißhero observirt worden. Solte aber in dergleichen Matrimonial-Sachen zwischen Evangelischen und Römisch-Catholischen einiger Streit entstehen / soll der Actor forum Rei zu folgen / und die Judices einen jeden nach seiner Religion Rechten zu urtheilen schuldig und gehalten seyn.

§. 3. Wann Testamenta von Römisch-Catholischen Priestern als Testatoribus auffgerichtet seynd / alsdann erkennet der Officialis, ob sie beständig / und die formalia welche die Rechte erfordern / dabey in acht genommen? Und hat ein dergleichen Testator von seinen Patrimonial-Gütern nach Ordnung der gemeinen Rechten eigenes Gefallens zu disponiren, doch daß darauff keine manus mortua werde / was er aber von dem Beneficio erworben / soll er schuldig seyn / der Kirchen oder den Armen

ANNO  
1672.

§. 11. Il sera libre à ces Demoiselles de l'une & de l'autre Religion d'y exercer publiquement la leur, & en cas qu'elles ne fussent déjà pourvues de Pasteurs, Prédicateurs & Confesseurs, ou qu'elles n'en pussent pas aisément fréquenter dans le voisinage, il leur sera aussi permis d'en prendre expressement, & ainsi les Catholiques tireront pour gages annuellement deux cens Ecus des Biens du Chapitre, en sorte qu'on ne diminuë pas par là ce que les Pasteurs de la Religion Protestante sont accoutumés de tirer desdits Biens du Chapitre.

§. 12. Il sera rendu de plus aux Catholiques une partie du Vicariat de S. Michel à Bokum, & une partie de celui de S. Gregoire dans ce même lieu, dès que ce Traité sera échangé: mais une troisième partie du Vicariat de S. Etienne à Camen, ne leur sera restituée qu'en cas d'ouverture, ou de mort du Possesseur.

§. 13. Et d'autant qu'on prétendoit par compétence pour les Pasteurs Chapelains Catholiques plusieurs Benefices dans les Païs de Clèves, & de la Marck, l'on est demeuré d'accord, qu'on en payera une fois pour toutes, la Somme de cinq mille Ecus, & même l'Interêt à raison de cinq pour cent, jusqu'à ce que cette Somme soit entièrement comptée, & on en donnera au temps de la Ratification de ce Traité, des assurances suffisantes aux Ministres de S. A. S. de Neubourg.

§. 14. Pour ce qui est des differens sur les affaires d'Eglise à Lipstat, on en fera la décision conjointement avec Monsieur le Comte de la Lippe, & selon les Traitez de la Paix de Westphalie.

## Art. III.

TOuchant la Jurisdiction des Ecclesiastiques dans le Duché de Clèves, & la Comté de la Marck. S. A. E. accorde & declare la suivante maniere, dont cette Jurisdiction y sera dorénavant exercée, & S. A. S. de Neubourg, encore qu'elle prétendit d'avantage de sadite A. E. sur ce point, a pourtant enfin acquiescé à ce qui s'ensuit.

§. 1. On mettra des Gens capables pour Officiaux, comme ci-devant, à Zanten, Emeric, & à Soest, & on y prendra des Taxes ou Droits fort modérez.

§. 2. Les Officiaux conjointement avec deux Jurisconsultes du Païs, & tels, qu'ils voudront, décideront dans les points, & les causes, où ils ont de tous temps exercé leurs Officialitez, savoir, quand en matière de Mariage quelqu'un sera Demandeur contre une personne de la Religion Catholique Romaine, ils décideront si telle promesse de Mariage doit subsister selon les Droits, ou non, comme aussi s'il peut subsister par la proximité des degrés, à condition pourtant, que la dispensation en soit réservée au Souverain du Païs. Ces Officiaux jugeront de même, si le Mariage doit subsister pour la communauté de Corps & de Biens, ou autrement. Tout le reste demeuré au pouvoir du Souverain, comme il l'a été jusqu'à présent. Mais quand le different en matière de Mariage est entre des personnes Reformées & Catholiques, on observera la règle commune: Actor sequitur forum Rei, & les Juges jugeront chacun conformement aux règles, & aux Droits de sa Religion.

§. 3. Quand un Prêtre de l'Eglise Romaine fait un Testament, l'Official jugera de sa validité, & des formalitez y requises par le Droit, & il sera libre à tel Testateur de disposer à son gré de tout le Bien Patrimonial conformement au Droit commun, sans pourtant en faire Main-morte: mais du bien gagné par son Benefice, il n'en pourra disposer qu'en faveur de l'Eglise & des Pauvres: En tout cas l'Offi-

ANNO  
1672.

men zuzuwenden und zulassen; Und hat der Officialis dahin zu sehen / daß demjenigen / welchem etwas vermachtet / wie nicht weniger der Kirchen und Armen das ihrige ohne saumnuß abgezogen werde.

Solte aber von Weltlichen Personen denen Romisch-Catholischen Kirchen und Armen etwas vermachtet seyn / alsdann wird der Weltliche Richter erkennen und exquirere / diese Execution auch keines wegs verzögern / sondern auch ex officio, vielmehr aber ad instantiam, welche etwan von Officialen oder sonstigen geschieht / dieselbe in gesetzter Frist Redyrens beschleunigen und werckstellig machen.

§. 4. Es sollen an diese Officialen auch gehören die Beneficial oder Geistliche lehn-Sachen / und ob der präsentatus oder beneficiarius qualificirt und zu dem Beneficio und investitur zu admittiren sey oder nit? Jedoch daß diejenige / welche von dem Lands-Herrn als Patrono beneficiirt und präsentirt worden / nicht abgewiesen werden. Wann aber der präsentirten Personen halber etwas erhebliches zu erinnern / soll solches unterthänigst berichtet / und darauff diesem Reces gemäß Bescheid erwartet werden. Solte aber zwischen Weltlichen Patronen ratione Juris Patronatus, Dotationis oder präsentationis oder in anderen Fällen Streit vorfallen / als dann soll die Cognition oder Decision dem Lands-Herrn verbleiben.

§. 5. Für dem Officiali sollen auch gehören die Erkänntniß über Geistliche Güter / welche von alters oder hundert Jahren her vor mortificirt gehalten werden. Was aber derselben Besitz und Verpachtung angehet / wie auch wann zwischen einem Weltlichen und Geistlichen Streit vorfiele / ob das Gut mortificirt seye oder nit? In solchen Fall soll die Erkänntniß bey dem Weltlichen Gericht verbleiben.

§. 6. Wann ein Geistlicher oder Weltlicher an einem Geistlichen Actione personali Anspruch zu haben vermeint / so sollen sie diese Actionem personalem für das Officialat anbringen; Wann aber ein Geistlicher einen Weltlichen belangen will / so bleibet es bey der gemeinen Regel; Actor sequitur forum rei, und soll dem Geistlichen Kläger an das Weltliche Gericht schleunig und unpartheisch Recht wiederfahren.

§. 7. Endlich sollen zwar die Geistlichen Ubertreter und Verbrecher von ihren in Civ- und Märckischen Landen seyenden / und durchaus von keinen anderen frembden Geistlichen / auch auff keines anderen frembden Geistlichen Befehl / die Censuram Ecclesiasticam leyden / Ihrer Churfürstl. Durchl. und in dero Nahmen der Regierung aber nach als vor frey bleiben / dergleichen Verbrecher / wie auch andere Romisch-Catholische Unterthanen in quibuscunque delictis nach anweisung der Rechte gebührend anzusehen und zu bestraffen / auch die davon fallende Geldstriche vor sich zu behalten.

§. 8. So mag sich auch ein jedweder / welcher sich beschweret befindet / von dem Officialat an Ihrer Churfürstl. Durchl. Hoffgericht wenden / und daselbst seine Sachen weiter ausführen. Wann nun die Sache vor dem Hoffgericht instruir ist / soll ihnen frey stehen entweder daselbst sprechen zulassen / oder aber eine oder andere Parthey zu begehren / daß die Acta præviä innotulatione sumptibus petentis zur unpartheischen Erörterung in vorher gesetzten Sachen an eine Juristen Facultät / welche der Romisch-Catholischen Religion zugethan ist / ausgesellet; In den übrigen Sachen aber soll nach Inhalt des Land-Tages-Recessen, Privilegien, und wie es bishero üblich und gebräuchlich gewesen / verfahren werden.

§. 9. Decani und Capitula behalten über die zu dem Capitulo gehörige kente die Cognition in civilibus in prima instantia: Von denen Bescheiden aber / welche Dechant und Capitula ertheilen / unag sich der beschwerte Theil / wie in kurz vorhergehenden §. disponiret, an das Hoffgericht wenden.

## Art. IV.

Graffschafft Ravensberg.

§. 1. **S**o viel nun die Graffschafft Ravensberg anbetrifft / so wollen Ihre Churfürstl. Durchl. gleich wie in dem

ANNO  
1672.

*l'Official aura soin, que ce qui pourroit être legué à quelqu'un, comme aussi ce qui en reviendroit à l'Eglise, & aux Pauvres, soit donné sans delay à qui il appartient.*

*Mais quand des Personnes Seculieres legueront quelque chose aux Eglises, ou aux Pauvres Catholiques, le Juge Seculier en jugera, & fera l'execution prompte, & dans le tems prescrit par les Loix, soit qu'il le fasse par Office, ou à la requisition, que l'Official, ou quelqu'autre en auroit faite.*

§. 4. *Il appartiendra aussi à ces Officialaux de juger des Benefices, & des Fiefs Ecclesiastiques, ou bien si la personne qu'on presente, a les qualitez requises pour cette Investiture au Benefice, à condition pourtant, qu'on ne donnera pas l'exclusion à ceux qui seroient presentez; ou investis par le Souverain du Pais selon le Droit de son Patronage: Et quand même il se trouveroit quelque défaut considerable dans la personne presentée de cette maniere, on se contentera d'en faire un très-humble rapport au Souverain, & d'attendre là-dessus la resolution conformement au present Traité: Mais en cas qu'il y eût quelque different entre les Maitres, ou Patrons Seculiers sur le Droit de Patronage, de Dotation, de Presentation, ou autrement, pour lors la connoissance & la decision en demeurera au Souverain.*

§. 5. *Il appartiendra de plus à cet Official de connoître & de juger de ces Biens Ecclesiastiques, qui ont été tenus pour amortis depuis cent ans: Mais dans les cas, où il s'agit de la possession ou des Fermes, ou qu'on dispute, si un Bien est amorti, ou pas amorti, la connoissance en sera au Juge Seculier.*

§. 6. *Quand quelqu'un, soit Ecclesiastique ou Seculier, prétend sur un Ecclesiastique, il intentera l'Action personnelle devant l'Officialité: Mais quand un Ecclesiastique en veut à un Seculier, on suivra la regle commune: Actor sequitur forum rei, & le Juge Seculier administrera promptement Justice sur la demande du Demandeur Ecclesiastique.*

§. 7. *Enfin il sera bien permis, que les Transgresseurs ou Coupables Ecclesiastiques soient châtiés par la Censure de leurs Ecclesiastiques; qui se trouvent dans ces Pais de Clèves, & de la Marc, & jamais par la Censure d'autres Ecclesiastiques étrangers, ni par leur ordre. Toutefois demeure-t'il réservé à son A. E. & de sa part à la Regence du Pais, le pouvoir de châtier conformement aux Loix ses Sujets Catholiques, & même les Ecclesiastiques, de quelque crime qu'ils puissent être coupables, & de s'approprier l'amende pecuniaire, qui en reviendroit.*

§. 8. *Il sera aussi libre à chacun, en cas des griefs, d'appeller de l'Officialité au Conseil Aulique de son A. E. & d'y poursuivre sa demande, & la Cause y étant instruite, il sera encore libre d'y faire donner Sentence, ou de demander, que les Actes après que la Rotule en est faite, sur la dépense de celui qui le demande, soient envoyez à une Academie, ou Faculté des Jurisconsultes de la Religion Romaine, pour y être décidés sans prévention. Du reste, & dans tous les autres cas, on se tiendra aux Recès des Dietes, aux Privileges, & aux Coutumes du Pais.*

§. 9. *Les Doyens & les Chapitres jugeront tousjours dans les Causes Civiles, & en premiere instance tous ceux qui dependent de leurs Chapitres: mais on pourra appeller de leurs Decrets au Conseil Aulique de son A. E. comme il est ordonné ci-dessus.*

## Art. IV.

Le Comté de Ravensberg.

§. 1. **Q**uant au Comté de Ravensberg, son A. E. y maintiendra aussi, & protégera

ANNO  
1672.

dem Herzogthum Cleve und Graffschaft Marck die Romisch-Catholische bey dem jenigen / was sie an Exercitien / Kirchen / Capellen / und Renthen / sie haben Nahmen wie sie wollen / gegenwertig besitzen / und in folgenden nicht restituiren müssen / zu jederzeit gnädigst schützen und handhaben.

§. 2. Das übrige aber ist dergestalt verglichen und abgethan / daß die Canonici zu Bielsfeldt / welche der Romisch-Catholischen Religion / das Exercitium publicum, jedoch ohne Parochialibus (welche denen also genannten Patribus Recollectis in dem Closter daselbst vergönnet / zugelegt und verstatet werden) in einem Hause bey der Neustädtischen Kirchen / in welchem bisher die Lutherischen ihre Schulen gehabt / und welches sie die Lutherische auff ihre Kosten zum gebrauch des Catholischen Gottesdienst / so viel das Gebäude betrifft / apiren müssen / so bald dieser Recess seine Würcklichkeit erlangt / anrichten / haben und behalten / und dabenebens ihre horas wie bisher also auch ferner in allen stücken auff dem Chor / in der Neustädtischen Lutherischen Kirchen continuiren mögen.

§. 3. Die Romisch-Catholische Adelige Stiffts-Jungfern zu Schiltschede bekommen das Exercitium publicum und dazu die Capelle S. Johannis in dem Stande / wie dieselbe jeho ist / und demnach zumahl bey Winterzeit der Weg nach dieser Capelle etwas unbequem / als solle dieser Weg von den Lutherischen Unterthanen daselbst auff dero eigene Kosten gebessert und unterhalten werden / auch denen Romisch-Catholischen vergönnet und zugelassen seyn / jedoch ohne Zuthun und Beytrag der Evangelischen / jehgedachte Capelle S. Johannis abzubrecken / und an einen anderen näheren Ort zu Schiltschede / welcher ihnen auff solchen Fall angewiesen werden soll / auff ihre Unkosten zusehen.

§. 4. Es soll in diesem Stifft Schiltschede zum wenigsten das dritte Theil mit Romisch-Catholischen Jungfern besetzt / und so lang dieses dritte Theil damit mit besetzt / die Präbenden bey erster vacanz / sie geschehe durch resignation oder durch den Todt Romisch-Catholischen bis zu solcher Zahl conferirt, und darüber gleichwohl mit weniger die Catholische als Reformirte und Lutherische fähig seyn.

§. 5. Wann diese jehige Evangelische Lutherische und nach dieser noch eine Evangelische Reformirte oder Lutherische Decanissin verstorben / so soll die dritte aus denen Romisch-Catholischen Stiffts-Jungfern erwählt / und es künfftig jedesmahl also gehalten werden / daß wann zwey Evangelische Decanissin gewesen / die dritte der Romisch-Catholischen Religion sey. So sollen auch nach Abgang der jehigen Romisch-Catholischen Probstin zwey Evangelische Reformirte oder Lutherische nach einander darzu kommen und erwählt werden / und hinführo wie der Decanissin halber gesagt / jedesmahl die dritte Probstin der Romisch-Catholischen Religion zugerhan seyn.

§. 6. Die Romisch-Catholische Adelige Stiffts-Jungfern zu Schiltschede mögen ihnen einen Weichiger bestellen / und soll demselben an statt seiner competentz die Einkünfte einer der Hebdomedereyen und ein mehrers aus gemeinen Stiffts-Mitteln nicht gegeben werden. Die Evangelische aber das bey solcher Hebdomederey bisher gewesen votum stets hin behalten.

§. 7. In der Commetherey Capelle zu Hervord wird denen Romisch-Catholischen das Exercitium publicum verstatet / und ihnen zugleich vergönnet / diese Capelle auff ihre Unkosten zu erweitern.

§. 8. Das Exercitium Religionis in der Capelle auffm Hoff zu Urendorf bleibt auch künfftig in dem Stand wie es bis anhero der Münch exerciret, und ist nicht zu extendiren.

§. 9. Ihre Churfürstl. Durchl. vergönnet auch denen Romisch-Catholischen das Exercitium publicum vor dem Flecken Blotho / und mögen sie ihnen dazu für sich und ohne Beschwern der Lutherischen eine Capelle / ein Predighaus oder Kirche bauen.

§. 10. Wie nicht weniger soll ihnen zugelassen seyn / wie jeho wegen Blotho gedacht / des Exercitium publicum vor und bey Versmolde oder einem anderen den Catholischen anständigen Ort / jedoch daß er den Evangelischen nicht nachtheilig sey / anzurichten / und auff ihre eigene Kosten ihnen eine Capelle / Predighaus oder Kirche und sonst zu bauen.

§. 11. Nicht weniger sollen auch gemelte Romisch-Catholische

ANNO  
1672.  
autant que dans les Pais de Clèves, & de la Marc, les Catholiques Romains dans la jouissance de tout ce qu'ils possèdent presentement en exercice libre, Eglises, Chapelles & Rentés, quelles qu'elles puissent être, & dont la restitution ne se trouve pas ordonnée dans la suite de ce Traité.

§. 2. On est convenu de plus, que les Chanoines Catholiques de Bielsfeldt auront leur exercice public: mais toutefois sans les Paroissials, lesquels seront reservez, & permis aux Peres Recollets qui y ont un Cloître, dans une Maison proche de l'Eglise de Neustat, & que les Lutheriens, qui y ont jusques à present tenu leurs Ecoles, seront en execution de ce Traité, la dépense pour reparer ladite Maison, & pour la rendre propre à l'Office desdits Chanoines, qui pourront de plus continuer encore à l'avenir de dire toutes leurs Heures dans le Chœur de l'Eglise Lutherienne de Neustat.

§. 3. Les Demoiselles Catholiques du Noble Chapitre de Schiltschede auront l'Exercice public, & encore la Chapelle de S. Jean, dans l'état, qu'elle est presentement, & d'autant que le chemin, qui y conduit, est fort malaisé en tems d'Hiver, les Habitans Reformez le raccommoieront, & l'entretiendront à leurs depens: & les Catholiques pourront même, mais sans que les Réformez y contribuent, abattre ladite Chapelle de S. Jean, & la rebâtir à leurs propres frais, dans un endroit qui leur sera alors assigné plus proche de Schiltschede.

§. 4. On placera dans ce Chapitre de Schiltschede pour le moins une troisiéme Partie de Demoiselles Catholiques, & ainsi on leur conférera toutes les Prébendes, qui pourroient vaquer par mort, ou par resignation, jusqu'à ce que tel nombre y soit complet: & par après les Demoiselles Catholiques n'en seront pas moins capables que les Réformées & Lutheriennes.

§. 5. Quand après la mort de cette Dame Doyenne, qui est Lutherienne, on en aura élu une seconde de la même Religion, ou de la Réformée, la troisiéme Doyenne sera de la Religion Catholique, & l'on continuera à l'avenir dans ce même ordre, de prendre de suite deux Dames Protestantes, & pour la troisiéme une Catholique Romaine. De même, on choisira aussi après la mort de la Dame Prévôte, qui y est Catholique, deux Dames Protestantes l'une après l'autre, & l'on continuera toujours de cette maniere.

§. 6. Les Demoiselles Catholiques dudit Chapitre Noble de Schiltschede pourront prendre un Confesseur, qui pourtant pour sa competence, ne tirera du Chapitre que la Rente d'un hebdomadaire, & les Protestans conserveront le Suffrage, qui a été jusqu'ici annexé à l'Office d'Hebdomadaire.

§. 7. Les Catholiques jouiront aussi de l'exercice public dans la Chapelle de la Commanderie à Hervort, & ils pourront même élargir ladite Chapelle, mais à leurs depens.

§. 8. L'Exercice public dans la Chapelle de la Cour à Urendorf, sera continué de la même maniere, qu'il y est exercé par le Moine de ce lieu, & sans qu'il soit étendu davantage.

§. 9. Son A. E. permet de plus aux Catholiques Romains l'Exercice public devant le Bourg de Vlotho, & qu'ils y puissent bâtir une Chapelle ou Eglise, mais sans incommoder les Lutheriens.

§. 10. A l'exemple de cette permission pour Vlotho, on permet aussi aux Catholiques d'avoir l'Exercice public, & de bâtir à cette fin Eglise ou Chapelle près de Versmolde, ou dans un autre endroit, qui leur sera commode, & qui ne portera pas préjudice aux Réformez.

§. 11. Pareillement feront les Catholiques Romains

ANNO  
1672.

hinsichtlich auff den beyden Adlichen Häusern Tatenhausen und Noelfeldt ihren öffentlichen freyen Gottesdienst auff eben dieselbe Art und Weise als auff den Adlichen Häusern in der Graffschafft Marc / wovon hieoben Art. 2. §. Ferner so hat man sich auch ic. 3. versehen ist / üben und verrichten mögen.

§. 12. So wird ihnen / denen Romisch = Catholischen / auch die Vicarie S. Catherinæ zu Bielefeld so bald dieselbe vaciret, restituiert.

Hingegen aber so sollen auch denen Evangelischen bey der ersten Vacanz ebenmäßig restituiert werden.

1. Die Vicarie omnium Sanctorum.
2. Die Vicarie S. S. Math. Erasmi, Crispini & Crispiniani.
3. Die Vicarie decem millium Martyrum.
4. Die Vicarie S. Johannis Baptistæ & Margarethæ.
5. Eine Præbenda in der Collegiat - Kirchen zu Bielefeldt.
6. Wie auch drey Præbenden in dem Collegio Canonicorum zu Herverd.

§. 13. Und bleibet es im übrigen in dieser Graffschafft Ravensberg ratione Jurisdictionis Ecclesiasticæ, Visitationis und sonst / wie es hithero darin von alters gehalten und üblich gewesen.

Art. VI.

§. 1. **A**llen Orten nun / an welchem die Romisch = Catholische in vorgedachten Landen die Exercitia publica haben / und vermöge dieser Pausch = Handlung verstatet und restituiert bekommen / haben sie Macht ihren Romisch = Catholischen Gottesdienst in allen Stücken / Zufolge in diesem Reces enthaltenen Regulen / ungehindert / und ungeirret zu üben und zu treiben / Kirchen / Kirchenhäuser / Capellen / Pfarr / Schulen / Küster = Haus / Thurne und Clocken / und was sonst mehr zum Gottesdienst nötig / auff ihre Kosten zu bauen / und zu unterhalten. Dabey Seine Churfürstl. Durchl. sie jedesmahl / und wider männiglich gnädigst schützen wollen.

§. 2. Hervedst sollen die Romisch = Catholische Geistliche Seculares und Regulares Manns und Weibs = Personen in ihren Stifffern / Collegien / Pfarren / Kirchen / Capellen / Schulen / und anderen gehörigen Häusern und Wohnungen auch gewidmeten Gütern / Renthen und Gefällen / alle Geistliche Freyheit für ihre Personnen und für die darzu gewidmete Gütere / wie und wo dieselbe im Lande gelegen / überall gleich wie die Evangelische genießen / auch wider des Lands = Gebrauch und Herkommen mit Einquartierung und Contributionen nit beschweret / viel weniger die Closter und Geistlichen / welche von täglichen Almosen leben / wann sie in die Steuer = Matricul nicht gehören / dahin wider Recht nit gezogen / noch beschwäret / auch der contribuablen Güter halber / welche sie vor diesem gehabt / jehz aber an andere Possessores kommen / nicht besprochen / sondern die jehzige Possessores darzu angehalten / und also auch in diesem Stück denen Evangelischen gleich tractirt und gehalten werden.

§. 3. Nicht wenigen sollen gedachte Romisch = Catholische Geistliche bey ihren hergebrachten Ceremonien / Statuten / und Ordnungen / auch ungehindert Besuchung ihrer Synodal und anderer Conventen innerhalb den unierten Herzogthumben und Graffschafften gehandhabt werden / ausser Landes aber sich aller Synodal und anderer dergleichen Versamblungen / ohne Vorwissen und Bewilligung der Landes Fürstl. Obrigkeit / enthalten.

§. 4. Ihre Churf. Durchl. vergönnen auch hiemit gnädigst / daß die Geistlichen in denen vorher gedachten unierten Herzogthumben und Graffschafften / nachdem es nötig seyn wird / die diese particular Visitationes vornehmen / sollen sie solches und jehweber der nötig halt zu visitiren / Ihrer Churfürstl. oder in dero Abwe-

ANNO  
1672.

mains leurs Offices publics, & librement dans les deux Maisons Nobles de Tatenhausen, & de Holtfeld, tout de même que dans les Maisons Nobles de la Comté de la Marc, dont il a été parlé ci-dessus dans l'Art. 2. §. 3.

§. 12. On rendra de plus aux Catholiques Romains le Vicariat de S. Catherine à Bielefeld, tout aussi-tôt qu'il sera vacant.

Mais en échange on rendra aux Protestans, en pareil cas de vacance

1. Le Vicariat de tous les Saints.
2. Le Vicariat de SS. Math. Erasme, Crispin, & Crispinien.
3. Le Vicariat de dix mille Martyrs.
4. Le Vicariat de S. Jean Baptiste & S. Marguerite.
5. Une Prebende dans l'Eglise Collegiale à Bielefeld, comme aussi
6. Trois Prebendes dans le College de Chanoines à Herverd.

§. 13. On demeure du reste, & touchant la Jurisdiction Ecclesiastique, les Visitations, & autres annexes, dans le stile, qui est pratiqué depuis longtemps dans cette Comté de Ravensberg.

Art. V.

§. 1. **L**es Catholiques Romains pourront ainsi dans les Lieux, où l'Exercice public leur est permis, ou rendu en conformité de cette Convention generale, faire leur Office dans toutes les manieres & Rites de leur Eglise, & même y bâtir & entretenir à leurs dépens des Eglises, & des Maisons necessaires, des Chapelles, Ecoles, Maisons de Pasteur & de Marguillier, des Clochers avec Cloches, & generalement y avoir tout ce qui pourroit être requis à leur Office & Exercice public de leur Religion, c'est ce, en quoi Son Altesse Electorale les maintiendra toujours, & contre tout le monde.

§. 2. Les Ecclesiastiques de la Religion Catholique Romaine, tant Seculiers, que Reguliers, tant Hommes que Femmes jouiront de toute liberté Ecclesiastique, tant pour leurs personnes, que pour leurs Chapitres, Cloîtres, Eglises, Chapelles, Ecoles, Maisons & Logis, comme aussi dans leurs Biens & Rentes, en quelque endroit qu'elles puissent être situées, par tout & à l'imitation de la liberté, dont ceux de la Religion Reformée y jouissent, même sans pouvoir être chargez, contre l'ancienne Coutume du Pais, de Quartiers, ou d'autres Contributions: Et moins encore pourront ceux des Cloîtres, & autres Ecclesiastiques, qui vivent d'Aumônes, & indépendans de leur Matricule, y être tirez ou chargez en maniere aucune contre les Droits, & ils ne seront non plus inquietez des Contributions au sujet des Biens, dont ils étoient en Possession ci-devant, mais les Possesseurs d'à present y seront taxez seuls, en sorte que les Ecclesiastiques Romains soient encore en ce point-ci traitez également avec les Protestans.

§. 3. Les Ecclesiastiques Romains continueront de plus, & sans empêchement aucun, dans toutes leurs Ceremonies, Statuts & Ordres établis, comme aussi leurs Visitations, Synodes & autres Assemblées dans les Duchez & Comtez nommez ci-dessus, mais ils auront à se garder de se rendre à aucune Assemblée ou Synode hors de ce Pais, sans en avoir une permission particuliere du Souverain.

§. 4. S. A. E. permet aussi, que les Ecclesiastiques Romains puissent par tout, où il sera necessaire, dans ses Duchez & Comtez réunis, visiter les Cloîtres & les Eglises, à condition pourtant, que devant que d'entreprendre telle Visitation, ils en avertissent très-humblement S. A. E. ou en son absence,

ANNO  
1672.

Abwesen dero Regierung in Zeiten es unterthänigst und gebüh-  
lich zu wissen machen/ damit jemand verordnet werden könne/  
welcher wegen vor offft höchstgenelter Ihrer Churfürstl. Durchl.  
als Landfürsten der Visitation beywohne/ sonst aber dahin se-  
he/ und acht habe/ daß nichts geschehe/ oder von denen Geist-  
lichen/ welche bey denen Visitationen seyn und visitiren/ etwas  
vorgenommen werde/ welches der Lands-Fürstl. Hoheit/ Wö-  
tmäßigkeit/ und Jurisdiction entgegen/ nachtheilig und präju-  
dicirlich. Und wollen Ihre Churfürstl. Durchl. jedesmahl ih-  
rentwegen einen der Romisch-Catholischen Religion zugethanen  
Visitatorem auff ihre Kosten verordnen/ welcher doch/ wann  
Sachen vorgehen/ die ad interius Conclave gehören/ und wann  
die Censura Ecclesiastica vorgenommen wird/ sich so lange abse-  
tiren und diesen Actibus nicht bewohnen soll. Die Weltliche  
Obrigkeit soll in dem/ was von dem Romisch-Catholischen Vi-  
sitoribus ihren Geistlichen Rechten/ auch der Regularium Or-  
dinum Satzungen/ Regulen und Statuten genäß des Visitati-  
on correcti Lebens/ Handels und Wandels/ Verhaltens und  
Abstraffungs halber skawirt ist/ nicht verhindern noch aufhalten/  
weniger die corrigendos, vel correctos dawider schützen. Wo-  
fern auch der Visitatus, corrigendus, vel correctus, darüber  
an die Weltliche Obrigkeit ohne gangsame und erhebliche Ursach  
sich wenden würde/ derselbe abgewiesen/ und denen ihm vorge-  
setzten Geistlichen Visitatoribus in Vollziehung der Execution  
gegen den per Censuram Ecclesiasticam correctum die Hand  
bieten und behülflich erscheinen.

§. 5. Wann Romisch-Catholische Geistliche präsentirt wer-  
den/ so mögen sie von ihren Obere/ welche in vorgedachten  
Länden seynd nach Romisch-Catholischer Ordnung und Gebrauch  
die Institution und Investitur gebühlich suchen/ und sich also zu  
denen Beneficiis qualificiren/ gestalt dann ohne solche vorhero  
gehende und producirt qualification Ihre Churfürstl. Durchl.  
keinen Romisch-Catholischen Geistlichen admittiren wollen.

§. 6. Hiernächst so mögen Ihrer Churfürstl. Durchl. Romisch-  
Catholische Unterthanen frey und unverweigert die Romisch-  
Catholische Feiertagen in ihren Kirchen und Häusern feyren/  
auch Processionen, an welchen Orten sie hergebracht/ nebens an-  
deren ihren Ceremonien behalten/ und soll ihnen darin von de-  
nen Augspurgischen Confessions-Verwandten/ Reformirten  
und Lutherischen/ in vorgedachter Ihrer Churfürstl. Durchl.  
Länden keine Hinderung noch Eintrag geschehen/ zur Mergernis  
keine Ursach gegeben/ viel weniger sie beschimpffet/ oder andere  
insolentien wider sie verübet/ auff allen unverhofften Fall aber  
derjenige/ welcher solches dennoch thut/ ohne verzögerung ge-  
bührendt und wie ers verdienet/ gestraffet werden.

Es soll aber auch weder sonst/ noch auch etwa hierdurch  
kein Augspurgischer Confessions-Verwandter/ weder Reformir-  
ter noch Lutherischer/ an einige der Romisch-Catholischen Feyr-  
tage und derselben Obervir- und Haltung/ noch auch an einige  
andere derselben Ceremonien/ sie heißen und haben nahmen wie  
sie wollen/ gebunden oder dazu im geringsten gehalten seyn.

§. 7. Auch sollen die Romisch-Catholische keine Proclamatio-  
nes, dimissoriales oder Copulationes bey denen Evangelischen  
suchen/ sondern es soll gang seyn/ wann sie sich in ihrer Religion  
nedst gelegenen Gemeinen proclamiren/ und wo sie wollen co-  
pulieren lassen.

## Art. VI.

## Herzogthumber Gülich und Berghe.

§. 1. **N**dreichendt nun die Herzogthumber Gülich und Ber-  
ge/ da lassen des Herren Pfalz-Graffen Fürstl. D.  
die Augspurgischen Confessions-Verwandte so wol Reformirte  
als Lutherische bey denen Exercitiis, Kirchen/ Capellen/ Bene-  
ficiis/ Reuten/ Gütern und Einkommen/ welche sie hiehero  
innen gehabt/ possedirt und genossen/ unbeirret und ruhig/  
wollen dieselbe gegen jedermänniglich gebührend schützen/ auch  
was krafft dieses Vergleichs zu restituiren/ so bald diese  
Pausen-Handlung ratificirt, ohne die allergeringste Saumnis  
restituiren lassen.

## Herzogthumb Gülich.

§. 2. **S**olchem nach sollen die Augspurgische Confessions-  
Verwandte der Reformirten Religion in dem Her-  
zog-

ANNO  
1672.

sence, la Regence du Pais, afin qu'on y puisse dé-  
puter quelqu'un pour assister de la part de Sa dite  
A. E. Et pour y observer ou empêcher qu'on n'y fasse  
rien de la part des Visitateurs Ecclesiastiques, ou  
d'autres, qui puisse préjudicier à la Souveraineté Et  
à la haute Jurisdiction de Son A. E. qui se déclare  
de plus, vouloir bien députer toujours de sa part un  
Visitateur qui soit de la Religion Catholique, Et de  
l'y entretenir à ses dépens, lui ordonnant de plus,  
qu'il ait toujours à se retirer lors qu'il s'agira de  
quelque chose, qui appartient au Conclave interieur,  
Et d'une Censure Ecclesiastique, de sorte qu'il n'as-  
sistera pas à tels Actes, Et le Bras Seculier n'em-  
pêchera jamais l'execution de ce qui aura été ordonné  
par les Visitateurs Ecclesiastiques, Et conformement  
à leurs Canons, Et aux Statuts des Ordres Regulariers,  
contre la personne du Coupable, ni ne protégera en  
aucune maniere ceux qui auront été corrigez, ou qui  
seront à corriger, mais au contraire ledit Bras Secu-  
lier renverra ceux qui y auroient recours sans cause  
legitime, ausdits Visitateurs Ecclesiastiques, pour y  
être effectivement châtiéz, ou corrigez selon la Cen-  
sure, Et en facilitera même l'execution.

§. 5. Toutes les fois, qu'on presentera des Eccle-  
siastiques Romains, ils se feront donner l'Institution,  
Et l'Investiture selon les Canons, Et les Costumes  
de leurs Eglises, par la main des Superieurs, qui  
sont dans ces Duchez Et Comtez unis, Et ils se le-  
gitimeront ainsi pour les Benefices, car Son A. E.  
n'y admettra aucun Ecclesiastique de la Religion  
Romaine, sans qu'il produise préalablement une telle  
legitimation.

§. 6. Son A. E. permet encore à ses Sujets de la  
Religion Romaine, d'observer librement dans leurs  
Eglises, Et Maisons, les Fêtes de l'Eglise Romaine,  
ensemble les Processions dans les Lieux, où ils en sont  
en possession, avec toutes leurs autres Cérémonies,  
Et de les continuer, sans que ceux de la Confession  
d'Ausbourg, ou de la Religion Reformée les en puis-  
sent aucunement empêcher, incommoder, injurier, ou  
leur donner occasion de scandale, Et en cas que tel  
empêchement, ou insolence fut fait, on en châtie-  
ra incessamment, Et à proportion du crime les Cou-  
pables.

Mais pour ceux de la Confession d'Ausbourg, Et  
de ladite Religion Reformée, ils ne seront ni ici, ni  
ailleurs, tenus à l'observation des Fêtes, Et des Cé-  
rémonies des Catholiques Romains.

§. 7. Les Catholiques Romains n'auront pas be-  
soin non plus de Proclamations, Dimissoriales, ou de  
Copulations par ceux de la Religion Reformée: mais  
il leur suffira de se faire proclamer, Et copuler dans  
les plus proches Communautéz de leur Religion Ro-  
maine.

## Art. VI.

## Les Duchez de Juilliers, Et de Berghe.

§. 1. **D**ans les Duchez de Juilliers Et de Ber-  
ghe, son A. S. de Neubourg laissera Et  
maintiendra ceux de la Confession d'Ausbourg, tant  
Reformez, que Lutheriens, dans l'Exercice, Egli-  
ses, Chapelles, Benefices, Rentes, Et les Biens  
dont ils ont joui jusqu'à present, Et leur fera ef-  
fectivement Et promptement rendre tout ce qui leur  
doit être rendu en conformité de cette Convention ge-  
nerale, aussi-tôt qu'elle sera ratifiée de part Et d'autre.

## Duché de Juilliers.

§. 2. **D**E sorte que ceux de la Confession d'Aus-  
bourg, Et de la Reformée continueront Et  
tien-

ANNO 1672. hochumb Gütlich an nachfolgenden Orten / allwo sie ohne dem vorhero die Exercitia publica gehabt / dieselbe auch künfftig rühlig und ohn contradiction behalten / als in Städten und Flecken

1. Zu Düren.
2. Zu Heinsberg.
3. Zu Oberwinter.
4. Zu Innich.
5. Zu Wassenberg.
6. Zu Stolberg.
7. Zu Randenrath.
8. Zu Bruggen.
9. Zu Eschweiler.
10. Zu Sittard.
11. Zu Waldniel.
12. Zu Sücktelen.

In denen Dörffern.

13. Zu Gemont.
14. Zu Teveren.
15. Zu Weiden.
16. Zu Frechen.
17. Zu Kirchbarten.
18. Zu Kaldenkirchen.
19. Zu Jüchen.
20. Zu Hunsbosen.
21. Zu Ozenrath.
22. Zu Löwenik.
23. Zu Brucht.
24. Zu Kelzenberg.
25. Zu Hukelhofen.
26. Zu Rbeide in der Pfarrkirchen / worzu derselben Renthen und Gefälle gehörig.

Auff den Adeltichen Häusern

27. Zu Flammersheim. 28. Zu Bulles oder Grossen Bullesheim / dergestalt daß wann schon hernächst die Häuser an Romisch-Catholische / es seye auff was Art und Weise es immer wolle / kommen / oder transferiret werden / oder der Besizer zu solchem öffentlichen Gottesdienst sein Haus länger nit dazu verstaten konte oder wolte / auff solche Fälle nichts bestoweniger das Exercitium publicum continüiret / und in den Dörffern Gros Bullesheim und Flammersheim Kirchen und Schulen gebauet / und alle annexa Exercitii publici geübet werden.

§. 3. So viel aber die übrige Evangelische Reformirte Adeltiche Häuser in specie Lürden / Berken / Merotgen / Severnik / Berg vor Flosdorf / Luidendorff / Bolheim und Durweis / re. angehet / darauff solle gleich wie bis anhero der Gottesdienst / doch mit Zulassung der Benachbarten Reformirten Religion Familien ohne Parochialibus geübet werden. Gleich wie auch denen Adeltichen Romisch-Catholischen in dem Herzogthumb Cleve auff ihren Häusern eben dergleichen Gottesdienst verstatet / ob sie gleich weder publicum noch privatum Exercitium bishero darauff gehabt hetten.

§. 4. Restituiret aber und gestattet soll ihnen den Reformirten werden das publicum Religionis Exercitium cum omnibus annexis, und sie hiemit Krafft und Macht haben und besüzt seyn / dasselbe nunmehr auch einzuführen und einzurichten.

1. Vor der Stadt Gütlich auff dem Acker Käyfers-Kamp genandt / und allernächst der Carchäuser Mühle gelegen / oder auff der zwischen höchstgemelter Ihrer Fürstl. Durchl. und der gemelbter Carchäuser Mühlen gelegenen Grund eine Kirche und Küsters Wohnung zu bauen / des Predigers Wohnung aber und die Schule in der Stadt Gütlich zuhaben und anzustellen. Es wäre dann daß Ihre Fürstl. Durchl. den Bau dieser Kirchen an einen bequemen Ort in der Stadt bewilligten. 2. Zu Remagen. 3. Zu Ormund. 4. Münden Glabbach in der Vorstadt / Kirche und Schule / und was dem exercitio publico anlebet.

§. 5. So viel nun die Augspurgische Confessions-Verwandte Lutherischer Religion anlanget / bleiben dieselbe bey ihren öffentlichen Religions-Übungen / und was denen anlebet / als 1. Zu Düren. 2. Zu Stolberg. 3. Zu Gemünde. 4. Zu Kintzweiler.

ANNO 1672. tiendront sans contradiction leur Exercice public, comme ils l'ont eu auparavant, dans les Villes & Bourgs suivants.

1. à Düren.
2. à Heinsberg.
3. à Oberwinter.
4. à Linnik.
5. à Wassenberg.
6. à Stolberg.
7. à Randenrath.
8. à Bruggen.
9. à Eschweiler.
10. à Sittart.
11. à Waldniel.
12. à Suktelen. Ainsy

Dans les Villages.

13. De Gemont.
14. De Teveren.
15. De Weiden.
16. De Frechen.
17. De Kirkbarten.
18. De Kaldenkirchen.
19. De Jüchen.
20. De Hunsbosen.
21. D'Ozenrath.
22. De Löwenik.
23. De Brucht.
24. De Kelzenberg.
25. De Hukelhofen.

26. Dans l'Eglise Paroissiale de Rbeide, avec les Emolumens, & Rentes, qui en dépendent.

De même dans les Maisons Nobles

27. De Flomersheim, 28. & de Bulles, ou grand Bullesheim, & encore que ces Maisons fussent transportées à des Catholiques Romains, ou que les Possesseurs ne voulussent plus permettre d'y faire l'Exercice de la Religion, on continuera pourtant tel exercice public, & ce qui en dépend, & on bâtera pour cette fin des Eglises, & Ecoles, dans les Villages du Grand Bullesbeim, & de Flomersheim.

§. 3. Pour ce qui est des autres Maisons Nobles des Reformez, & nommément de Lurken, de Verken, Merotgen, Severnik, Berg devant Flosdorf, Luidendorff, Bolheim, & de Durweis, &c. On y continuera, comme on a fait jusqu'à présent, l'Office des Réformez, en y recevant aussi ceux du voisinage de la même Religion, mais toutefois sans les Droits Paroissiaux, & de la même maniere qu'on a permis à des Nobles Catholiques Romains de faire l'Office de leur Religion dans leurs Maisons au Duché de Clèves, encôre qu'ils n'y eussent jusqu'à cette heure aucun Exercice, ni public, ni particulier.

§. 4. Il sera rendu & permis aux Reformez l'Exercice public de la Religion avec les annexes, & ils pourront en vertu de ceci le commencer ou établir.

1. Devant la Ville de Juilliers sur un Champ nommé Keiserskamp, proche du Moulin des Chartreux, ou sur la Terre, qui y est entre les Moulins de S. A. S. & desdits Chartreux, bâtir une Eglise, & Maison de Marguillier, & d'y tenir l'Ecole, & une Maison pour leur Pasteur dans l'enceinte de la Ville de Juilliers, si ce n'est que S. A. S. permit expressément de bâtir cette Eglise dans quelque endroit de la Ville même; 2. à Remagen. 3. à Ormund. 4. à Munken-Gladbach dans le Fauxbourg, où ils pourront établir Eglises, Ecoles, & tout ce qui dépend de l'exercice public de la Religion.

§. 5. Quant à ceux de la Confession d'Ausbourg nommez Luthériens, ils demeureront dans leur exercice public, & tout ce qui en dépend, 1. à Düren; 2. à Stolberg; 3. à Gemünde; 4. à Kintzweiler.

ANNO  
1672.

§. 6. Restituiret und gestattet wird ihnen aber das Exercitium Religionis publicum, und was denselben anlebet/ als  
1. vor der Stadt Gilsich an stat Engelsdorff dergestalt/ daß des Predigers Wohnung und die Schule in der Stadt Gilsich gehalten und angestellet werden möge.  
2. Auffm Zweifel und 3. zu Menzerat vor Monjoye/ und solche cum omnibus annexis.

## Art. VII.

## Herzogthumb Berg.

§. 1. **S**o viel das Herzogthumb Berge angehet/ sollen die Augspurgische Confessions-Verwandte Reformirte Religion an nachfolgenden Orten die Exercitia publica, Kirchen/ Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Pastorat- Kirchen/ Custeroy/ und Schul-Kenthen/ Wiedenhöfen/ Vicariats/ und deren Aufstüfften/ inmassen sie solche bis dato exerciret, inne gehabt/ und genossen/ auch künfftig unbeeinträchtigt haben und behalten. Als

1. Zu Elberfeld. 2. zu Cronenberg. 3. zu Hilden. 4. zu Haen. 5. zu Waldt. 6. zu Somborn. 7. zu Langenbergs. 8. zu Neviges. 9. zu Wülheim an der Ruhr. 10. zu Wülfrath. 11. zu Wermeskirchen. 12. zu Dühn. 13. zu Rath vorim Wald. 14. zu Soblingen. 15. Capellam S. Anthonii auff der Thones Heyden mit der Vicarie S. Anthonii. 16. Capellam S. Reinholdi bey Soblingen. 17. Capellam auff dem Hoff zu Windrath. 18. zu Schöler. 19. zu Hukeswagen. 20. In der Stadt Duffeldorp. 21. In der Stadt Ratingen. 22. zu Homberg. 23. zu Velbert. 24. zu Greffrath. 25. zu Düssel. 26. zu Medtman. 27. Auff der Urdenbach. 28. zu Wülheim am Rhein. 29. zu Ober-Cassel.

## §. 2. Auff den Adlichen Häusern.

1. Auff dem Hause Lemep.
2. Auffm Hause zum Spich.
3. In der Delling zu Oepe.
4. Zu Barwir zu Erkrath.
5. Auff dem Hause Dorp.
6. Auff dem Hause Rott und Elsfeld.

Dergestalt wann schon hernächst diese Adliche Häuser an Romisch-Catholische kommen oder transferirt werden/oder der Besizer seine Religion ändert/ daß dennoch auff solche Falle/ die Gemeine so alsdann daselbst sich finden wird/ an oder bey denselben oder doch nächst gelegenen Orth ihren Gottes-dienst mit Besuch und Anhörung der Predigten/ und administration des Abendmahls/ und der Tauffe auch Ehe-Einsegung nach wie vor ungehindert üben/ und darinn continuiren könne.

§. 3. Hernächst soll ihnen/den Reformirten/restituirt werden  
1. Das Exercitium publicum zu Gritten cum annexis. 2. Das simultaneum Romano-Catholicum Exercitium in der Pfarr-Kirche zu Hukeswagen soll abgeschafft/ auch die ihnen inhogene halbe Kirchen-Kenthen bey extradition der Ratification über gegenwertigen Vergleich restituiret/ hergegen aber auch zugleich denen Romisch-Catholischen zu Reparierung der Schloss-Capellæ daselbst einhundert Reichshaler gegeben und ausgezahlt werden. 3. Die reditus B. Mariæ Virginis & S. Anthonii zu Hukeswagen/ so bald dieselbe durch Absterben des jetzigen Besizers/ welcher den Romisch-Catholischen Gottesdienst verrichtet/ und ein Geistlicher aus dem Closter Wipperforde ist/ oder sonst Vacant wird/ denen Romisch-Catholischen aber dagegen fünffhundert Reichshaler von denen Reformirten ausgezahlt werden.

## 4. Die Pastorat-Kenthen zu Ober-Cassel.

5. Zu Düssel sollen die Romisch-Catholische die Pastorat-Kenthen gantz an sich behalten/ und dargegen der Reformirter Gemeine daselbst jährlich achtzig Reichshaler in certis reditibus aus gemelter Pastorat-Kenthen daselbst per se zu haben/ amwe-

ANNO  
1672.

§. 6. Et on leur permet, & rend l'Exercice public avec ce qui en dépend; 1. Devant la Ville de Juilliers, en échange d'Engeldorf, tellement que la Maison du Pasteur, & l'Ecole puissent être établies, & tenuës dans la Ville même; 2. à Zweifel; 3. & à Menzerat devant Monjoye, & le tout avec les annexes.

## Art. VII.

## Duché de Berghe.

§. 1. **P**our ce qui touche le Duché de Berghe, & ceux de la Confession d'Ausbourg, dits Réformez, ils y exerceront, & tiendront dans les Places suivantes, tout ce qu'ils y ont exercé & tenu jusqu'à present, soit d'Exercice public, d'Eglises, de Chapelles, d'Ecoles, avec des Eglises Paroissiales, Rentes d'Ecole, & de Marguillier, Widenhofen, Vicariats, & ses Revenus, sçavoir, dans les Villes, Bourgs, & Villages.

1. d'Elberfeld. 2. Cronenberg. 3. Hildem. 4. Haen. 5. Walt. 6. Somborn. 7. Langenberg. 8. Neviges. 9. Mulheim sur la Rubr. 10. Wulf-rath. 11. Wermeskirchen. 12. Duben. 13. à Rath devant le Bois. 14. De Soblingen. 15. La Chapelle de S. Antoine sur la Bruyere de Thones avec le Vicariat de S. Antoine. 16. La Chapelle de S. Reinhold près de Soblingen. 17. La Chapelle à la Cour de Windrath. 18. Schöler. 19. Hukeswagen. 20. Dans la Ville de Duffeldorp. 21. Dans la Ville de Ratingen. 22. à Homberg. 23. Velbert. 24. Greffrath. 25. Düssel. 26. Metmon. 27. Sur l'Urdenbach. 28. à Mulheim sur le Rbin. 29. à Ober-Cassel.

## §. 2. Dans les Maisons Nobles.

1. De Lemep.
2. De Spich.
3. à Oepe dans le Delling.
4. Barwir à Erkrath.
5. à la Maison de Dorp.
6. à la Maison de Rott, & Elsfeld.

Et même, quand ces Maisons seroient transferées à des Catholiques Romains, ou que les Possesseurs changeroyent de Religion, la Communauté Réformée, qui s'y trouveroit, ne laisseroit pas pourtant de continuer son exercice, ou bien dans un des plus proches Lieux, comme aussi d'y fréquenter les Prêches, la S. Cene, & d'y recevoir le Batême, & la Benediction de Mariage avec la même liberté qu'auparavant.

§. 3. On rendra de plus ausdits Réformez. 1. l'Exercice public, avec ce qui en dépend, à Gritten. 2. Comme on ôtera aux Catholiques l'exercice, qu'ils avoient ensemble avec les Réformez dans l'Eglise Paroissiale de Hukeswagen, on rendra à ceux-ci encore l'autre moitié des Rentes de ladite Eglise, si-tôt que la Ratification de cette Convention sera échangée, à condition pourtant, qu'ils payent cent Ecus aux Catholiques pour en réparer la Chapelle du Châteaueu. 3. Les Revenus du Vicariat de Notre-Dame, & de S. Antoine à Hukeswagen, en cas d'ouverture, ou de mort du Possesseur, qui est de la Religion Romaine, & du Cloître de Wipperforde, & à condition, qu'ils en payeront aux Catholiques cinq cens Ecus.

## 4. Les Revenus de la Cure à Ober-Cassel.

5. Comme les Catholiques tiendront entierement pour eux les Rentes de la Cure à Düssel, ils en donneront en échange à la Communauté Réformée des assignations, qu'elle puisse annuellement, & en certaines Rentes de ladite Cure, tirer la Somme de quatre-vingt Eus, ou bien ils seront obligez d'y rendre



ANNO 1672. sen / oder aber den Reformirten daselbst gemeldte Pastorat-Kenthen ganz einräumen und sich daraus achsig Reichshaler in certis anweisen lassen.

ANNO 1672. rendre entierement les Revenus de la Cure, & d'accepter les assignations de la Communauté Reformée pour en tirer quatre-vingts Ecus annuels.

6. Zu Nevigés soll der Reformirten Gemeinde alsobald nach Ratification dieses Reccessus dasjenige restituirt werden/was sie sie von allen und jeden Gütern und Kenthen bey Veränderung der Religion des Herren von Hardenberg in Besitz gehabt / und bishero ihnen zum Theil von der Frau von Hardenberg entzogen. Wann nach gescheneher solcher restitution die Frau von Hardenberg so dann einige Befugnis darauß zu haben vermeinet / soll ihr frey stehen/dasselbe rechtlicher Gebühr nach ausfindig zu machen / und wann die Sache vor Ihrer Fürsil. Durchl. Regierung zu Düsseldorf instruir ist / und beyde Parteyen zur gnüge gehoret seyn / dieselbe zur Erörterung an unpartheylichen aus beyden Römisch-Catholischen und Reformirten Religionen ausgesellet werden/es wäre dan daß gemelte Frau mit vorgemeldter Gemeine vor Einlangung der Ratification dieses Reccessus sich darüber vergliche / dabey es dann billig sein bewenden hätte.

6. On rendra encore à Nevigés après que les Ratifications de ce Recès seront échangées, aux Réformez tout ce qu'ils y possédoient en Biens, & en Rentes, du tems du changement de Religion du Sieur de Hardenberg, & dont ils avoient été en partie dépossédez par Madam de Hardenberg, laquelle pourra pourtant, après cette restitution faite, poursuivre son Droit en Justice, si elle en croit avoir, & quand sa cause sera entamée, ou instruite dans la Régence de S. A. S. à Dusseldorf, & que les Parties y seront entendues, on la fera decider par des Gens desintéressés, & de l'une & l'autre Religion, à moins que ladite Dame ne s'en fut accordée autrement avec les Réformez, & pour lors on se tiendra à leur Accord.

§. 4. So viel nun die Augspurgische Confessions-Verwandte Lutherischer Religion in dem angeregten Herzogthumb Berge betrifft / sollen dieselbe an nachfolgenden Orten die Exercitia, Kirchen / Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Pastorat-Kirchen / Kusterey und Schul-Kenthen / Wiedenböfen / auch Vicarien / und deren Ausschüßten / immassen wie gemeldte Lutherische dieselbe jeso besitzen und genießen/haben und behalten. Als

§. 4. Pour ce qui est de ceux de la Confession d'Ausbourg, qu'on nomme Lutheriens, ils tiendront & posséderont dans ce Duché de Berghe, tout ce qu'ils y possèdent presentement en Exercices, Eglises, Chapelles, Ecoles, avec ce qui en dépend, soit de Rentes, Eglises Paroissiales, de Marguillier, & de Maître d'Ecole, Widenböfen, comme aussi en Vicariats, & en Rentes en dépendantes, sçavoir

1. In der Stadt Lennep.
2. Zu Remscheide.
3. Zu Daveringhausen.
4. Zu Remblingrode.
5. Zu Burscheid.
6. Zu Neukirchen.
7. Zu Witzhelden.
8. Zu Volberg.
9. Zu Honrat.
10. Zu Waldbroel.
11. Zu Rosbach.
12. Zu Ekenbagen.
13. Zu Leuscheid.
14. Zu Odenspiel.
15. Zu Wilberg die Capella.
16. Zu Velbert nebst der Capelle / jedoch mit Vorbehalt der darauß von denen Reformirten habender præsention.
17. Zu Leichlingen.
18. Zu Walscheid.
19. Zu Holpe.
20. Zu Denklingen in der Capelle simultaneum dergestalt / daß die Lutherische die Capelle allein behalten.

1. Dans la Ville de Lennep.
2. à Remscheide.
3. à Daveringhausen.
4. à Remblingrode.
5. à Burscheid.
6. à Neukirchen.
7. à Witzhelden.
8. à Volberg.
9. à Honrat.
10. à Waldbroel.
11. à Rosbach.
12. à Ekenbagen.
13. à Leuscheid.
14. à Odenspiel.
15. La Chapelle à Wilberg.
16. à Velbert proche de la Chapelle, où l'on réserve pourtant aux Réformez la prétention qu'ils y ont.
17. à Leichlingen.
18. à Walscheid.
19. à Holpe.
20. à Denklingen dans la Chapelle l'Exercice public ensemble avec ceux de l'autre Religion, à condition pourtant, que les Lutheriens jouiront seuls des Rentes de cette Chapelle.

21. Das simultaneum zu Herken / doch daß die reditus in jegigem Standt verbleiben / und denen Lutherischen die Cangel nicht versperret / noch gehindert werde.

21. à Herken l'Exercice ensemble avec ceux de l'autre Religion, les Rentes demeureront pourtant dans l'état d'à present, & l'on n'y fermera; ni n'ôtera pas la Chaire aux Lutheriens.

So viel aber Altar und Taufstein anbetrifft / sollen die Römisch-Catholische dieselbe vor sich behalten / jedoch bey Execution dieses Reccessus zu Behneß der Evangelisch-Lutherischen ex communibus sumptibus in derselben Kirchen an einen bequemen und denen Evangelischen gelegenen Ort ein ander Altar und Taufstein gemacht werden.

Mais les Catholiques Romains tiendront pour eux l'Autel & les Fonts Baptismaux, à condition néanmoins, qu'en execution de ce Traité; l'on y fera dans la même Eglise, & dans un endroit convenable aux dépens communs un autre Autel, & Fonts de Batême pour le service des Lutheriens.

22. Daß simultaneum zu Seelscheid / wobey dann zu wissen daß die Römisch-Catholische und Lutherische sich weiter zu vergleichen haben/damit sie an denen Orten / an welchen die simultanea seyndt / und in Krafft dieses Reccessus verbleiben / zu gewisser Zeit und Stunde den Gottesdienst verrichten und einer den andern nicht hindern. Dann die Lutherische indgen im Winter und im Sommer des morgens umb 10. Uhr / nachmittag aber umb 3. Uhr ihren Gottesdienst verrichten. Die Römisch-Catholische aber sich der übrigen Zeit zu ihrem Gottesdienst in den Kirchen gebrauchen.

22. à Seelscheid l'Exercice ensemble avec ceux de l'autre Religion, bien entendu, que les Catholiques & les Lutheriens ayent à convenir dans tous les Lieux, où, selon ce Traité, ils ont l'Exercice ensemble, que l'on y fasse l'Office à certain tems & heure, afin que les uns ne donnent pas d'empêchement aux autres, car les Lutheriens pourront en Hirver, & Esté, faire leur Office le matin à 10. heures, & l'après-midi à trois heures, & les Catholiques Romains pourront le reste du tems se servir de telles Eglises communes.

Ferner haben und behalten die Lutherische folgende Exercitia publica.

Les Lutheriens conserveront de plus, & tiendront leur Exercice public:

ANNO  
1672.

23. In der Stadt Duffeldorf.  
24. In der Stadt Solingen.  
25. Zu Hukeswagen.  
26. Zu Mülheim am Rhein / und  
27. In der Freyheit Burg / wie nit weniger bleiben sie auch  
ferner zu Kade vor dem Walde / und zu Medman in dem  
Stamby in welchem sie bishero gewesen und gegenwärtig seynd.

§. 5. Restituirt aber und gestattet werden ihnen den Lutherischen an nachfolgenden Orten die Exercitia publica cum annexis auff ihre Kosten / als

1. Zu Klippichtrade.
2. Zu Ratingen / und
3. Zu Reustrat.

## Art. VIII.

§. 1. **A**llen vorher erzehlten Orten nun / an welchen die Augspurgische Confessions-Verwandten Reformirter und Lutherischer Religion die Exercitia publica haben / und vermöge dieser Pausch-Handlung restituirt bekommen / haben sie Macht ihren Gottesdienst / wie derselbe in denen Reformirten und Lutherischen Kirchen unter Evangelischen Herren geübt und gerieben wird / in allen Stücken ungehindert / und ungeirret zu üben / und zu treiben. Sie haben auch Macht / Kirchen / Kirchhäuser / Thürne und Glocken / und was sonst mehr zum Gottesdienst nötig / auff ihre Kosten zu bauen / und zu unterhalten. Dabey sie des Herren Pfaltz-Graffen Fürstl. Durchl. jedesmahl und wider mächtigst gnädigsten und mächtigen Schutz halten wollen.

§. 2. Fernest so sollen vorgedachter beyder Religionen Augspurgischer Confession Reformirte und Lutherische Prediger / Pfarrern / Pastores / Schulbediente und Küster in ihren Pfarren / Kirchen / Capellen / Schulen / und anderen gehörigen Häusern und Wohnungen / auch gewidmeten Gütern / Renten und Gefällen alle Geistliche Freyheit vor ihre Person / und vor die zu ihren Pfarren gewidmete Güter / wie und wo dieselbe im Lande gelegen / über all gleich / wie die Römisch-Catholische indifferenter genießen / dieselbe mit Landsteuer / Einquarturungen und dergleichen Lasten wider des Landes-Gebräuch und Herkommen nicht beschweret / und also auch in diesem Stück denen Römisch-Catholischen im Gütlich und Bergischen gleich gehalten und tractirt werden.

§. 3. Nicht weniger sollen gedachte Prediger / Pfarrern / Pastores / Schulbediente und Küster bey ihren Kirchen-Ordnungen / Statuten / welche sie gleichwol zu vorderst Ihrer Fürstl. Durchl. als Lands-Fürsten / damit darinnen wider die Lands-Fürstl. Hoheit nichts nachtheiliges gefunden werde / zur Bestätigung unterthänigst einreichen lassen sollen / und wollen Ihre Fürstl. Durchl. dieselbe so dann gnädigst und unweigerlich befähigen / Gebrauchen / Gewonheiten / Ceremonien / Kirchlicher Disciplin bey denen ordentlichen Conventen der bishero gewöhnlicher General, Provincial, Synodal, Classical, Presbyterial und Confistorial-VERSAMBLUNGEN (welche sie in den unierten Herzogthumben und Graffschaften ungehindert / außer denselben aber anderer Gestalt nit als mit Vorwissen und Bewilligung des Landes-Fürsten besuchen mögen) und derselben Schlüssen und anderen ihren Gebrauchen gehandhabet werden.

§. 4. Denen Presidibus und Moderatoribus Synodorum & Inspectoribus Classium soll in denen hervor gedachten unierten Herzogthumben und Graffschaften zugelassen seyn / denen in den Evangelischen Kirchen üblichen Gebrauch / Observanz und Ordnung zu Folge zu visitiren / und ad correctionem vitæ & morum zu schreiten / die Geistliche Disciplin zu unterhalten / auch gegen die verbrochende Glieder zu verfahren. Ehe und bevor sie aber diese particular Visitaciones vornehmen / sollen sie solches und ein jedweder der nötig halt / zu visitiren / Ihrer Fürstl. Durchl. oder in derselben Abwesen / der Regierung in Betten unterthänigst

ANNO  
1672.

23. Dans la Ville de Duffeldorf.  
24. Dans la Ville de Solingen.  
25. à Hukeswagen.  
26. à Mülheim sur le Rhin.  
27. Dans la Franchise de Burg: ils continueront  
aussi à Rade devant le Bois, & à Metman, dans  
le même état qu'ils y sont presentement.

§. 5. On rend aussi & permet aux Luthériens, mais à leurs dépens l'Exercice public, avec ce qui en dépend, dans les Places suivantes.

1. à Ruppichtrat.
2. à Ratingen.
3. à Reustrat.

## Art. VIII.

§. 1. **D**ans tous ces Lieux donc, où ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Reformez que Luthériens continuent, ou obtiennent en vigueur de ce Traité, l'Exercice public, il leur sera permis d'y faire leur Office publiquement, & de la même manière, qu'il s'exerce dans des Eglises Reformées, ou Luthériennes, sous des Souverains de telle Religion. Il sera permis de plus de bâtir & d'entretenir à leurs dépens, des Eglises, Chapelles, Maisons de Pasteurs, d'Ecoles, & de Marguilliers, avec des Clochers & Cloches, & generalement tout ce qui pourroit être necessaire à l'Office public de leur Religion: C'est ce, en quoi S. A. S. les protégera, & maintiendra toujours & contre toute sorte de personnes.

§. 2. Tous les Ministres de la Confession d'Ausbourg, tant Reformez que Luthériens, & notamment les Pasteurs, Ministres, Maîtres d'Ecole, Marguilliers, jouiront de toute liberté Ecclesiastique, à l'exemple des Catholiques, non seulement pour leurs personnes, mais encore pour les Biens, Maisons, Rentes & Emolumens, qui leur sont destinez, dans quelque endroit du Pais qu'ils soient situez, & ils ne seront pas chargez non plus de Tailles, Quartiers, ou autres Taxes, contre l'ancienne Coutume du Pais, mais ils seront encore en ceci traittez également avec les Ministres de l'Eglise Romaine par tous les Pais de Juilliers, & de Berghe.

§. 3. On maintiendra aussi lesdits Ministres Protestans, Pasteurs, Prédicateurs, Maîtres d'Ecoles, Marguilliers & autres, dans l'usage & l'exécution des Statuts & Ordonnances de leur Eglise: lesquels ils seront pourtant obligez de presenter auparavant à S. A. S. afin qu'on n'y pratique rien au préjudice du Souverain, & d'en demander très-humblement la confirmation, que S. A. S. aura toujours la bonté de leur accorder sans répugnance: comme aussi dans les autres Coutumes & Cérémonies de leurs Eglises, Disciplines, Assemblées ordinaires de quelque nom qu'elles soient, Générales, Provinciales, Synodales, Classiques, Presbiteriales, & Confistoriales, en sorte qu'ils les pourront frequenter librement, & de leur chef dans les Duchez & Comtez unis, mais non point hors d'icelles sans le consentement & la permission du Souverain du Pais, & qu'on donnera main forte pour l'exécution des Arrêts & Conclusions, qu'ils y auront prises.

§. 4. Les Directeurs ou Moderateurs des Synodes, & les Inspecteurs des Classes pourront ainsi par toutes ces Duchez & Comtez unis, visiter selon la Coutume & l'Ordonnance de l'Eglise Evangelique, y faire observer la Discipline Ecclesiastique, corriger la Conduite & les Mœurs, & même châtier les Transgresseurs, mais le tout à condition que devant que d'entreprendre une telle Visitation particuliere, ils en avertissent très-humblement S. A. S. ou en son absence, la Regence du Pais, afin qu'on députe quel-

ANNO  
1672.

und gebühlich zu wissen machen/ damit jemand verordnet werden könne/ welcher wegen vor höchstgedachter Ihrer Fürstl. Durchl. als Landts-Fürsten der Visitation beywohne/ sonst aber dahin sehe und acht habe/ daß nichts geschehe/ oder von den Geistlichen/ welche bey denen Visitationen seynd und visitiren/ etwas vorgenommen werde/ welches der Landts-Fürstl. Hoheit/ Vormachtigkeit und Jurisdiction entgegen/ nachtheilig und präjudicial sey/ und wöllen Ihre Fürstl. Durchl. jedesmahl ihrentwegen einen der Evangelischen Religion zugehörigen Visitatorum auff dero Kosten verordnen/ welcher doch wann Sachen vorgehen/ die ad interius Conclave gehören/ und wann die Censura Ecclesiastica vorgenommen wird/ sich so lange absentiren und diesen actibus nicht beywohnen soll. Die Weltliche Obrigkeit soll in dem/ was von den Præside & Moderatoribus Synodi, & Inspectoribus Classium hinführo von Predigern/ Pfarrern/Pastoren/ und Vorftehern jeder Gemeine Kirchlichem Gebrauch und der Kirchen Ordnung gemäsz/ des Visitator Lebens/ Handels und Wandels/ Verhaltens und Abstraffung halber statuir ist/ nicht verhindern noch aufhalten/ weniger die corrigendos vel correctos dawider schützen/ Wotern auch der Visitatorum corrigendos vel correctos darüber an die Weltliche Obrigkeit ohne gnugsame und erhebliche Ursachen sich wenden würde/ derselbe abgewiesen/ und denen ihm vorgesezten Geistlichen Visitatoribus in Vollziehung der Execution gegen den per Censuram Ecclesiasticam correctum die Hand bieten/ und behüßlich erscheinen.

§. 5. Vorgedachte Augsburgischer Confessions-Verwandte Reformirter und Lutherischer Religion sollen an keine andere Ceremonien als die ihre gebühren seynd/ Dabero sie nit schuldig und gehalten seynd/ bey denen Römisch-Catholischen Processionen Gras zu streuen/ Meyen aufsetzen/ Män/ oder andere dergleichen bey den Römisch-Catholischen gebräuchlichen Feyer-Stocken zu ziehen/ mit dem Gespöhr bey den Processionen auffzuwarten/ Fahnen oder Kreuze zu tragen/ bey der Morgens/ Mittags und Abends-Stocke den Huet abzuziehen/ und was dergleichen mehr. Sie sollen auch dierethalb von niemanden beschwäret/ viel weniger von ihnen begehret werden/ vorher erzehten und anderen Römisch-Catholischen Ceremonien und ritibus beyzu wohnen.

§. 6. Ferner sollen sie die verschlossene Zeiten nach Römisch-Catholischer Kirchen gemonheit in Ehefachen nit observiren/ keine Proclamationes, Dimissoriales oder Copulationes bey den Römisch-Catholischen Pastoren suchen/ sondern es soll genug seyn/ wann sie sich in ihrer Religion Gemeinen proclamiren und bey denen selbigen wo sie wollen copuliren lassen. In denen jetztgedachten verschlossenen Zeiten aber sollen sie gleichwol keine weislauffige Hochzeiten anstellen/ noch auch zu der Zeit auff denen Hochzeiten wie sonst gebräuchlich/ tanzen.

§. 7. Aber dem so sollen sie der Synod/ welche in der Römisch-Catholischen Kirchen gehalten wird/ keines wegs unterworfen seyn/ und dieweil auch das Kirchen-Meister-Amt und Bruder-Meister-Amt bey denen Römisch-Catholischen Officia Ecclesiastica seynd/ so sollen die Reformirte und Lutherische nit denselben und dergleichen wider ihren Willen nicht beschwäret werden.

§. 8. Über dieses sollen jetztgedachte Evangelische bey denen Römisch-Catholischen Processionen/ und wann das also genandte Venerabile zu den Kranken getragen wird/ kein vorfesslich ärgernus geben/ sondern entweder so lange/ bis die Procession oder das Venerabile vorbei/ auff die seithen in ein haus oder jurick gehen/ oder dem Priester und denen/ welche mit ihm seynd/ eine dergleichen Ehrerbietung beweisen/ als wie sie zu thun pflegen/ wann Priester und andere ehliche Leuthe ihnen zu anderen Zeiten begegnen.

§. 9. Es soll in Barmen/ Soblingen/ und Elverfelde den Evangelischen so Reformirten als Lutherischen bey den Catholischen Festtagen öffentlich/ an übrigen Orten aber in den Häusern bey verschlossenen Thüren/ Laden und Fenstern zu arbeiten erlaubt seyn/ und sollen sie deswegen keine Inquisition und Bestrafung zu befürchten haben/ wann aber den Grob-Schmieden an Feiertagen von Durchreisenden Arbeit zugebracht wird/ mögen sie selbige auch öffentlich verfertigen.

§. 10. Es bleibet offgedachten Reformirten und Lutherischen bevor/ in der Fasten/ auch am Freytag und anderen Römisch-Catholischen Abstinenz-Tagen in ihren Häusern Fleisch zu speisen/ wann sie nit ihr Römisch-Catholisch Hausgesinde wider ihren Willen solches zu essen nicht anhalten.

Art.

ANNO  
1672.

quelqu'un, pour y assister de la part de S. A. S. & pour observer & empêcher, qu'on n'y fasse rien au préjudice de la haute Jurisdiction, & autorité du Souverain. S. A. S. déclare de plus, de vouloir toujours députer de sa part, & à ses dépens un Visitateur, qui sera de la même Religion Evangelique, & de lui ordonner aussi, qu'il ait à se retirer, quand il s'y passe quelque chose, qui appartient au Conclave interieur, & de n'y assister durant le tems, qu'on applique des Censures Ecclesiastiques. Le Bras Seculier n'empêchera jamais l'execution de ce qui sera ordonné conformément aux Statuts & Costumes de l'Eglise par le President & les Directeurs de Synode, ou par les Intendants d'Ecole, Pasteurs, Predicateurs & Superieurs Ecclesiastiques, soit touchant la Correction ou autrement, & ledit Bras Seculier n'entreprendra pas de protéger ceux qui auront été corrigez, ou qui le devroient être; mais au contraire, il renverra ceux qui auroient ce recours sans raison légitime, ausdits Visitateurs Ecclesiastiques mêmes, pour y être effectivement châtiés ou corrigez, & en facilitera l'execution.

§. 5. Tous ceux de la Confession d'Ausbourg, Reformez & Luthériens, ne seront tenus qu'à leurs Cérémonies, & ainsi ils ne seront pas obligez à mettre des herbes pour les Processions des Catholiques, ni à planter des Mais, sonner les Cloches de leurs Fêtes, se tenir sous les Armes du tems des Processions, porter des Drapeaux & des Croix, ni à ôter le Chapeau quand on sonne le Matin, à midi & le Soir, ni à d'autres choses semblables, dont ils ne pourront jamais être inquietez de qu'il que ce soit, ni forcez à assister à aucune des Cérémonies des Catholiques.

§. 6. Ils n'observeront pas non plus le tems, où les Mariages sont défendus aux Catholiques, ni ne prendront non plus des Dimissoriales, Proclamations, ni Copulations des Pasteurs Catholiques, mais ils se contenteront de se faire proclamer dans leurs Communautés, & d'épouser devant qui ils voudront, toutefois auront-ils à se garder de danser, & même de faire des pompes, quand leurs Mariages se font dans un tems défendu aux Catholiques.

§. 7. Ils ne seront nullement obligez au Synode, qui se pratique dans l'Eglise Romaine, & comme les Charges de Maître d'Eglise & de Confrérie sont réputées pour des Offices Ecclesiastiques, les Reformez & les Luthériens n'en seront jamais chargez contre leur gré.

§. 8. Tous les Protestans auront à se garder de donner aucun scandale, quand ils voyent porter le Vénéral aux Malades, ou dans quelque Procession, mais ils auront plutôt à se retirer dans des Maisons, ou bien à témoigner au Prêtre, & à ceux qui le suivent, la même civilité, qu'ils leur seroient dans d'autres rencontres.

§. 9. Il sera permis aux Protestans, tant Reformez que Luthériens, de travailler ouvertement les jours de Fêtes Catholiques, dans les Places de Barmen, de Soblingen, & d'Elverfelde; mais dans d'autres Lieux pas autrement que dans leurs Maisons, & à condition d'y tenir les Boutiques, Caves, Portes & Fenêtres bien fermées, & en ce cas-là, ils ne seront pas sujets à d'autre recherche, ni à aucune correction pour leur travail, & si par hazard aux jours de telles Fêtes Romaines, quelque passager presente de l'Ouvrage aux Marechaux ou Forgerons, ils y pourront partout travailler publiquement.

§. 10. Ils auront aussi toute liberté de manger de la viande dans leurs Maisons en Carême, les Vendredis, ou les autres jours d'abstinence observez par les Catholiques, toutefois sans contraindre leurs Domestiques Catholiques à en manger contre leur gré.

A a 3

Art.

ANNO  
1672.

Art. IX.

§. 1. Damit auch der Jurisdiction halber in Geistlichen Sachen / welche die Reformirte und Lutherische angehen / ins künfftige in diesen Herzogthumben Giltlich und Berge seine Richtigkeit habe; Soll keine Censur, Disciplin, Matrimonial und dergleichen Sachen / welche sonst bey denen Evangelischen ad forum Ecclesiasticum oder mixtum gehören / vor denen Landt-Dechanten / oder anderen Geistlichen Römisch-Catholischen Gerichten gezogen / sondern von denselben gänzlich betreyet seyn und bleiben.

§. 2. Und dabero mögen die Evangelische / wann sie untereinander in Ehe-Sachen streitig worden / sich bey den Synoden / Classibus, Presbyteriis, Consistoriis, Inspectorio, oder bey ihren Seelforgern angehen / welche dann die Partheyen zu sich zu veranlassen / sie zu vergleichen und in der güte von einander zu segen / allen Fleiß anzuwenden. Wann aber die güte zum längsten innerhalb drey Monathen nicht verfangen wolte / alsdann sollen sie die Sachen an Ihrer Fürstl. Durchl. Regierung zu Düsseldorf verweisen / welche Regierung eine jede Sache in dreyen Schritten hinc inde von 24. Tagen / oder zum längsten von drey zu drey Wochen ohne Verstattung, unnötiger und zum höchsten der zweyten dilation instruiren lassen / und wann sie völlig instruit ist / die Acta prævia inrolutione entweder an eine derselben Religion zugethane bewehrte Juristen Facultät / oder anderen der Religion zugethanen unpartheyischen Rechts-gelehrten / nachdem die Sache der einer oder andern Evangelischer Religions-Berwandten concerniret / zu rechtlicher diction ohne daß die Partheyen wissen wohin / zuverschicken / und auszustellen.

§. 3. Was nun dergestalt erkant / dasselbe solle von mehr gemeldter Regierung zur Execution gesekt / und davon kein Appellation, noch Revision gestattet werden. Jedoch wann sich ein oder das ander oder auch beyde Theile beschwäret finden / und etwas / so in vorigen Actis nicht gewesen / oder mit recht ausführhet / nachmahls ausführen wolten / und sich bey der Regierung anmelden / alsdann sollen jedwedem Theile noch zweene Sätze verstattet / und mit Instruction auch Verschickung der Acten eben wie vorgedacht / verfahren werden.

§. 4. In denen Fällen aber / wann zwischen Römisch-Catholischen und Evangelischen Unterthanen Ehestreit vorfällt / folget der Actor das forum rei und wird der Evangelische nach deren von den Evangelischen angenommen / der Römisch-Catholische aber nach den Römisch-Catholischen Geistlichen Rechten insonderheit in puncto divortii & repudii gerichtet.

Art. X.

Und demnach über vorhergesehenes und verglichenes noch eines und das andere nötig befunden / welches künfftig in allen vorher erwehnten Landen / als in denen Herzogthumben Giltlich / Cleve und Berg / auch Graffschaffen Marck und Ravensberg observiret / gehalten und demselben allerdings nachgelebet werden solle: Diefem nach ist solches in nachfolgende puncta abgefasset:

§. 1. Und soll demnach anfänglich alles und jedes / was allerseits Religions-Berwandten Vermöge dieses Vergleichs behalten oder wieder bekommen / von eben der Natur / und Kräften seyn / als wann ihnen solches alles durch die Execution des Teuffchen Friedensschlusses gelassen / wieder gegeben und zugeeignet wäre.

§. 2. Darnach so soll allen Religions-Gemeinden so wol der Römisch-Catholischen als Augspurgischen Confessions-Berwandten / Reformirten und Lutherischen / welche das Exercitium publicum haben / und darin durch diese Pausch-Handlung restituirt werden / freysehen / wann es nötig / nicht nur einen Prediger und Pastoren / sondern mehr auff ihre Kosten und ohne der anderen Religion Beschwer und Nachtheil zu beruffen / auch die Gemeinen nach Gelegenheit zu combiniren / und hinwiederumb die combinirte zu separiren / daß jede an dem vorigen absonderlichen Prediger oder Pastoren / welcher sich bey seiner Gemeine mit der Wohnung aufhalten soll / bedienet werden mag.

§. 3. Wo auch die Gemeinden ihrer Religion Schulen haben / dieselbe sollen solche behalten / und wo an gemelten Orten /

Art. IX.

ANNO  
1672.

§. 1. Pour regler la Jurisdiction Ecclesiastique, en ce qui touche les Réformez & Luthériens, dans ces Duchez de Juilliers, & de Bergbe, il est ordonné, que les affaires de Censure, de Discipline, de Mariage & autres semblables, qui appartiennent à la Jurisdiction Ecclesiastique ou mixte auprès des Protestans, ne seront pas décidées par le Doyen du País, ni par aucune autre Cour de Justice Catholique Romaine, mais en seront tout à fait exempts.

§. 2. C'est pourquoi tous ces Protestans, en cas de differens en Mariages pourront librement recourir à leurs Synodes, Classes, Consistoires, &c. ou d'autres de leurs Pasteurs, qui auront soin d'assembler les Parties, & de les mettre d'accord à l'amiable; mais en cas, que cette voye de douceur ne produisit pas son effet dans le tems de trois mois, ils remettront les affaires à la Regence de S. A. S. à Düsseldorf, laquelle fera instruire chaque Cause par trois Ecrits, que les Parties seront obligées de fournir de quinze en quinze jours, ou bien de trois en trois semaines, sans qu'on leur permette des délais inutiles, & jamais au delà d'un deuxième, & ayant instruit la Cause, & mis en rôle les Actes, Elle les remettra à la décision de quelque fameuse Faculté de Jurisconsultes Protestans, ou bien d'autres Jurisconsultes desintéressés, & qui soient de même Religion que les Parties, sans pourtant qu'icelles soient informées du chemin, qu'on y a pris.

§. 3. La décision qui aura ainsi été faite, sera ensuite mise en execution par ladite Regence, sans donner lieu à d'autre Appel ou Revision: mais toutefois si les Parties se trouvoient chargées, parce que quelque raison ou pièce n'auroit pas été produite, ou ne l'auroit pas été suffisamment dans les Actes, & qu'elles se présentassent à la susdite Regence pour deduire telle chose de nouveau, on permettra encore deux Ecrits à chacune des Parties, & on y observera la même méthode, qu'on vient de marquer.

§. 4. Dans les cas, où il y auroit differens au sujet de Mariage entre des Catholiques & Protestans, on se tiendra à la regle commune: Actor sequitur forum rei, & on y jugera un chacun selon les Droits de sa Religion, particulièrement dans les cas de divorce, & de répudiation.

Art. X.

ET d'autant qu'après tout ce qui a été déclaré & réglé pour les Duchez de Juilliers, Clèves, & Bergbe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on a encore trouvé nécessaire d'y ajoûter quelque chose, on est convenu des Points suivants.

§. 1. Premierement, tout ce qu'on permet ou donne par cette Transaction à l'une, & à l'autre Religion, aura la même force que s'il avoit été établi ou donné en execution des Traitez de Westphalie.

§. 2. Par tout, où il y auroit Exercice public, en vertu de cette Transaction, soit pour les Catholiques, ou pour les Protestans Réformez & Luthériens, ils pourront prendre non seulement un, mais plusieurs Pasteurs & Prédicateurs, toutefois à leurs dépens, & sans préjudice des autres, comme aussi joindre les Communautéz, & les séparer derechef, & en pourvoir chacune d'un Pasteur & Prédicateur qui auroit son Logis, où telle Communauté avoit été devant la réunion.

§. 3. Les Communautéz, qui sont déjà pourvûes d'Ecole de leur Religion, la continueront; mais celles qui

ANNO  
1672.

ren / welche possidirt, gestattet / oder restituiret werden / sie keine Schule haben / solle denselben alda (außerhalb in casibus exceptis) Lateinische / Deutsche / Französische / Schreib-Rechnungen- und andere Schulen / in welchen die Artes liberales auch principia Discipularum, Theologiae, Logicae, Rhetoricæ, auch Hebraica und Græcæ Linguae gelehret / und gelehret werden / einzuführen und aufzurichten / und darzu einen oder mehr Magistros, Præceptores, Schulmeister und Maistrassen auff ihre Kosten zu bernffen und zu halten frey seyen.

§. 4. Die Pastores und Prediger sollen des Landes-Herren / wofen derselbe des Geistlichen Beneficii Patronus und Collator ist / Collation, Confirmation und Placitum einholen / es sollen aber solche Collation, Confirmation und Placitum nicht verweigert / sondern mauffhåltlich ertheilet werden / jedoch keinen anderen als solchen Personen / welche wegen ihrer qualification, wie vorher gemeldet / wie es bey der einen oder anderen Religion brauchlich ist und erfordert wird / auch von denen Evangelischen Gemeinden / daß sie mit der Person zu frieden / und auff Lehr und Leben nichts zusagen haben / beweislichen Schein vorbringen. Dafern aber des Landes-Herr nicht / sondern einander Patronus oder Collator were / soll der bernffene Pastor und Prediger dennoch verbunden seyn / einen Schein seiner Vocation und Collation des ordentlichen Patroni (welche Collation eben so wenig verweigert werden soll) und qualification, daß gemelte Vocatio und Collatio gesetztehter massen richtig sey / dem Landes-Herren / oder dessen Regierung einguliefferen / und dem vorhergehengenen ungehindert seinen Bernff anretten / und jedesmahl von dem Landes-Herren gebührende Handhabung zugewarten haben.

§. 5. Wann von unterschiedlichen Religions-Genossen Heirathen geschehen / sollen die Proclamationes in eines jeden seiner Religions-Kirchen / ob sie gleich in einer Stadt oder Kirchspiel gelegen / ordentlich verrichtet / Dimissoriale hinc inde vor die gewöhnliche Schluß gefordert / jedoch unbedingt und unweigerlich gegeben werden. Die neuwe Eheleute aber sich bey ihrer Religion Predigern und Pastoren unbehindertlich copuliren lassen / dieser gestalt jedoch / daß wann sie differenter Religion seyn / die Braut dem Bräutigam in puncto der Copulation folgen solle. Sonsten auch der Römisch-Catholischen Priester und Pastores keine Evangelische Religions-Verwandten / wie auch die Evangelische Prediger und Pastores keine Römisch-Catholische ohne Dimissorialibus ihrer Priester / Pastoren / oder Prediger zusammen geben. Wann ein Römisch-Catholischer oder Evangelischer in oder außer dem Ort seiner Wohnung und Pfarr bey seiner Religion-Gemeine und in krafft vorgemeldter Dimissorialien zur Ehe eingeknecht / so sollen weder die Römisch-Catholischen Priester noch auch die Evangelische Pastores die Jura stolæ fordern.

§. 6. Dafern auch Ihre Chur-Fürstl. Durchl. in dero Cleve-Mark- und Ravensbergischen Landen / oder Ihre Fürstl. Durchl. in dero Bilsch- und Bergischen Landen / oder auch dero beyden Successores, zu Anwendung Krieg / Pestilenz / oder anderer gemeiner Gefahr und Schwårigkeiten einige Bus- oder Bet-Tage / oder auch vor eine sonderbare gemeine Gnade und Wohlthat Gottes Dank- und Fest-Tage anordnen möchten / sollen die Evangelische nicht weniger als die Catholische in beyderseits Herrschafften Landen / ein jeglicher nach seiner Religion-Weise / solche Bus-Bett- und Dank-Fest-Tage zu seynen schuldig und gehalten seyn.

§. 7. Und nachdem sich auch zwischen der ein und andern Religion Pastoren / Pfarrern und Predigern des Kinder-Tauffens halber Irrungen und Misverständnissen zugeragen / indem der Pastor / Pfarrer / oder Prediger der anderen Religion seiner Pfarr angehöriger Unterthanen Kinder tauffen / oder da dieselbe zu Religion-Verwandten Geistlichen oder Predigern austragen werden / desoweniger nicht die Jura stolæ oder herbrachtes Tauff-Geld fordern wollen. Als ist zu Erhaltung Friede und Einigkeit dahint verglichen worden / daß die Unterthanen / welche von ihren Pastoren / Pfarrern und Predigern verschiedener Religion seynd / ihre Kinder an andere nechst gelegene ihrer Religion-Kirchen / oder wo sonst das öffentliche Exercitium zur Tauffe bringen / oder auch bey Winterszeit der Kinder Schwachheit oder anderer erheblicher Verhindernissen halber dieselbe in ihren Häusern von ihrer Religion Pastoren / Geistlichen oder Predigern jeder Kirchen-Ordnung und Ceremonien nach privatim tauffen lassen mögen / daran sie dann von den Pastoren oder Predigern loci nit gehindert / oder mit Abforderung einiger Jarium stolæ oder Tauff-Geld beschweret werden sollen.

§. 8. Ebener Gestalt soll es auch mit Administration einer jeden Religion-Sacramenten gehalten werden.

§. 8. Nach-

qui n'en ont pas sur les Lieux, qu'on leur permet ANNO  
ou rend par ce Traité, y pourront à leurs dépens 1672.  
établir des Ecoles Latines, Allemandes, & Françaises pour l'Ecriture, l'Arithmetique & autres, & y entretenir des Maîtres, Précepteurs, & Maîtres-les, tant pour les Arts libéraux, que pour les principes de Discipline, de Théologie, Logique, Rhétorique, & pour l'usage de la Langue Hébraïque & de la Grecque.

§. 4. Les Pasteurs, & Prédicateurs auront à demander la Collation, la Confirmation & le Placét du Souverain du País, dans les Lieux où il est Patron & Collateur du Bénéfice, & il ne le refusera jamais; mais le donnera d'abord à des personnes, qui auront apporté leur légitimation pour tel Bénéfice, de la manière qu'il a été dit ci-dessus, avec l'attestation des Communautés Protestantes; qu'elles n'auroient rien à dire contre la Conduite & la Doctrine de tels Pasteurs, & Prédicateurs: & encore que le Souverain, ne fat pas le Collateur du Bénéfice, le nouveau Pasteur, & Prédicateur ne manquera pas pourtant de livrer à la Régence un Certificat de sa dite légitimation; & de la Collation même qu'il auroit obtenüe du Patron ou Collateur: (lequel ne le pourra non plus refuser, ni retarder,) & il y sera ensuite toujours maintenu & protégé.

§. 5. Quand on aura à faire un Mariage entre des personnes de différente Religion, on en fera les Proclamations dans les Eglises d'une chacune, soit que leurs Eglises se trouvent dans la Ville, ou hors d'icelle, & on demandera de part & d'autre les Dimissioires, qu'on ne leur refusera jamais, moyennant le payement des Droits, & la Bénédiction se fera ensuite par leurs Pasteurs ou Prédicateurs, à condition, que l'Epouse suivra toujours son Epoux. Mais du reste aucun Prêtre, ou Pasteur Catholique n'entreprendra de faire la Bénédiction des Protestans, ni aucun Prédicateur ou Pasteur Protestant, de faire celle de personnes Catholiques, sans voir respectivement les Dimissioires de leurs Prêtres, Pasteurs ou Prédicateurs: & quand quelqu'un, soit Catholique ou Protestant, fera venir son Mariage dans une Communauté de sa Religion, soit dans le lieu de sa demeure, ou hors d'icelle, il n'en payera aucun Droit aux Pasteurs.

§. 6. Toutes les fois que S. A. S. dans les País de Clèves, la Marc, & Ravensberg, & S. A. S. dans les País de Juilliers, & de Berghe, ou leurs Successors, ordonneront quelques jours de Jeüne, & de Prière, à l'occasion d'une Guerre, Peste, ou autre calamité publique, ou bien des jours d'actions de graces, & de réjouissance au sujet de quelque bénédiction particulière du Ciel, les Protestans les observeront aussi-bien que les Catholiques dans le même País, & un chacun selon l'usage de sa Religion.

§. 7. Pour ajuster les differens, qu'il y avoit au sujet du Batême, & de l'argent de Batême, que les Pasteurs ou Prédicateurs du Lieu prétendoient, même de ceux qui n'étoient pas de leur Religion, & pour maintenir la Paix & la Concorde dans ces País, on est convenu, que les Habisans, qui seroient d'une autre Religion que les Pasteurs & Prédicateurs du Lieu, pourront porter leurs Enfants aux Lieux voisins, où il y auroit Eglise ou Exercice public de leur Religion, ou bien les faire baptiser en particulier dans leurs Maisons par quelque Ministre de leur Eglise, en cas que l'Herce ou la foiblesse des Enfants les y obligé, & le Pasteur ou Prédicateur du Lieu ne les en pourra pas empêcher; ni demander aucun Droit; ou Argent de Batême.

§. 8. On observera le même dans l'administration des Sacremens pour chaque Religion.

§. 9. Com-

ANNO  
1672.

§. 9. Nachdem auch in dem Instrumento Pacis die Bürgerliche Freiheit einem jeden / was vor Religion von den dreyen es sey / verstatet / so ist diesem zufolge alhier verglichen / abgehandelt / und reciproce versprochen: Daß einem jeden ohne Unterfcheyde frey stehen solle / sein Domicilium von einem zu dem andern Orth (außerhalb wo Ihre Ehr- Fürstl. Durchl. und Ihre Fürstl. Durchl. und dero geehrte Vorfahren / die Gerechtigkeit hergebracht / daß die Unterthanen ohne des Landes- Fürsten Bewilligung nit ausziehen mögen) seiner Gelegenheit nach zu transferiren, auch in oder außserhalb desselben / ja gar außser Landes sich zu verheyrathen / dergestalt und also / daß er des halb weder an seiner Gerechtigkeit ihm präjudiciren, viel weniger aber von seiner Wohnung und Orth verlossen oder verjaget werden solle.

§. 10. Niemand / er sey Geistlich oder Weltlich / solle der Evangelischen oder Römisch-Catholischen Religion halber / er sey darin gebornen / oder habe dieselbe vor kurz oder lang angenommen / verfolgt / weniger aus einer Stadt / Dorff oder dem Lande / zuemigriten genöthiget / noch seines Glaubens halber verachtet / nachgeruffen / außgeschreyen oder gescholten werden.

§. 11. Niemand soll vom Bürger-Recht / von Kaufleuten / Handwerckern oder Zünften / Gemeinschaften / auch öffentlichen Gewerh / Handierung / Handwercken / Contracten / Kauff- und Verkauf / beweg- und unbeweglichen Gütern / von Erb- naherungs-Recht / wo es hergebracht / noch von einigen Erbschaften / Erb-Vermachtens oder Legaten noch auch Hospitalen / Wäysen-Steychen oder Leprosen-Häusern / Almosen / noch von dem so bey Kauffen- und Verkaufen gegeben wird / oder andern gemeinen Gerechtigkeiten oder Handlungen der Religion halber außgeschlossen werden. Und wie die Legata, welche der Römisch-Catholischen Geistlichkeit und Kirchen specialiter vermachet werden / deren Kirchen und Armen allein verbleiben. Also sollen diejenige / so den Evangelischen allein vermachtet seyn / deren Kirchen oder Armen ebenfalls allein gelassen werden.

§. 12. An denen Orthen / an welchen im Jahr 1624. die Römisch-Catholische oder Augsburgische Confessions-Verwandte Reformirte und Lutherische im dem Stadt-Magistrat oder andern Ehrenstellen sähig gewesen / da sollen dieselbe so wohl in den Städten als Dorffern bey vacirenden Stellen wiederum nicht nur zur Wahl gezogen / sondern auch würcklich erwöhlet / und angekehret werden / dergestalt daß allezeit einige der Evangelischen oder Römisch-Catholischen Religion zugethane im Rath und Ehren-Stellen / wo sie Anno 1624. darin gewesen / angekehret und gelassen werden sollen.

§. 13. Wann die Evangelische oder Römisch-Catholische ihre besondere Kirchhöfe oder Plätze haben / sollen sie sich der anderer Religion Kirchhöfen / außserhalb den Erb-Begräbnissen enthalten / und derselben sich nicht gebrauchen. Wo aber die Evangelische / Römisch-Catholische in einer Stadt / oder einem Dorff keine absonderliche Kirchhöfe haben / alsdann sollen von dem gemeinen Stadt- oder Dorff- Kirchhoff der Religion halber niemand abgekehret / sondern ein jeder seine Todten selbiger Religion Brauch nach unbehindert / unbeschweret / und unbeschimpffet allda begraben / und soll von solchen Todten alsdann nicht mehr als selbigen Orts Herkommens und von anderen Evangelischen / oder Römisch-Catholischen geschieht / der Begräbnus halber gefordert oder gegeben werden.

§. 14. Wo bis anhero bey Begräbnissen der Evangelischen oder Römisch-Catholischen auff gemeinen Kirchhöfen keine Leich-Predigten / Gebett und Ceremonien gehalten seynd / da sollen selbige an solchen Orten ins künfftige auch nicht / sondern die Leich-Predigten und andere Ceremonien an dem Orth ihrer gewöhnlichen Versamblungen / oder in besonderen Häusern und Orthen geschehen / sonst ihnen doch frey stehen / auff ihren absonderlichen oder eynigen Kirchhöfen ihre Leich-Predigten und Ceremonien ihrer Religions-Brauch nach ungehindert einzuführen / und zu verrichten.

§. 15. Es soll ferner einem jedweden Evangelischen Predigern / Pastoren und Kranken-Tröster / wie auch einem jedweden Catho-

ANNO  
1672.

§. 9. Comme le Droit de Bourgeoisie est permis à un chacun des trois Religions par les Traitez de Westphalie, on a ensuite de cela accordé, & reciproquement promis cette Transaction, qu'un chacun, sans distinction, pourra librement changer de Place, & de demeure: (à la réserve pourtant de ces Lieux, où Leurs Alteesses Electorale & Serenissime, & leurs Prédécesseurs, se sont aquis le Droit d'empêcher, que les Sujets n'en puissent sortir sans leur permission,) & se marier, où bon leur semblera, même hors de ces Provinces, de sorte qu'il n'en recevra aucun préjudice dans ses Droits, & moins encore dans le lieu de sa demeure.

§. 10. On ne persécutera qui que ce soit, Ecclesiastique ou Seculier, à cause de sa Religion, Protestante ou Catholique, soit qu'il y soit né, ou qu'il l'ait changée, & moins pourra-t'il être obligé pour cela à sortir de la Ville, du Village, ou du País, ni même taxé, méprisé ou décrié, à cause de sa croyance.

§. 11. Personne ne pourra à cause de sa Religion, (supposé qu'elle soit d'une de ces trois,) être exclus du Droit de Bourgeois, de Marchand, de Maistrises, de Communauté, de Commerce ou de Métier public, de marchander de Biens Meubles & Immeubles, ou de faire toute sorte de Contratts, ni du Droit de proximité ou préférence; où il seroit de coutume, ni d'aucuns Héritages ou Legs, ni des Maisons publiques, comme Hôpitaux d'Orphelins, ou de Lépreux, ni des Emolumens qui proviennent à l'occasion de Ventes & achats: & comme les Legs, qu'on fait particulièrement aux Ecclesiastiques & aux Eglises Catholiques, demeureront à eux seuls, ainsi ceux qui seront faits aux Ecclesiastiques & aux Eglises des Protestans, n'en sortiront pas non plus.

§. 12. Dans tous les Lieux, où les Catholiques ou Protestans étoient respectivement de la Magistrature de la Ville, ou capables d'autres Charges d'Honneur l'an 1624. on les placera derechef à la première ouverture, soit dans les Villes ou dans les Villages, & on ne se contentera pas de les mettre parmi les Candidats, mais on les y choisira effectivement, de sorte qu'il y aura à l'avenir toujours quelques-uns desdits Catholiques ou Protestans dans les Magistratures & Charges aux Lieux, où respectivement il y en avoit l'an 1624.

§. 13. Quand les Catholiques ou les Protestans ont des Cimetières, ou Places particulieres pour enterrer ceux de leur Religion, ils s'y tiendront, sans se servir des Places de ceux d'autres Religions, si ce n'est de Places ou Tombes distinctes à toute une famille: Mais dans les Villes ou Villages, où il n'y auroit pas des Cimetières ou Places distinctes pour les Religions, les Habitans y enterreront aussi indistinctement leurs morts, & toujours conformement à l'usage de leur Religion, sans qu'on les en puisse empêcher, injurier, ou railler, ni leur demander plus de Droits, qu'il n'y seroit payé par ceux d'autres Religions du même Lieu.

§. 14. Les Oraisons Funébres & autres Cérémonies seront continuées dans l'enceinte des Cimetières communs aux Lieux, où on en use ainsi jusqu'à présent, & faute de cet usage, on les fera dans les Lieux d'Assemblée ordinaire, ou dans des Maisons & Places particulieres: mais quand les Cimetières sont distincts ou séparés pour les Communautés de chaque Religion, il leur sera toujours permis & libre, d'y commencer & établir les Oraisons Funébres, & autres Cérémonies conformes à la pratique de leurs Eglises.

§. 15. Les Pasteurs & Consolateurs des Malades Protestans, comme aussi les Prêtres & les Pasteurs Catho-

ANNO  
1672.

Catholischen Priestern und Pastoren freylichen / die Krancken seiner Religion außser ihrer Pfarr / an allen und jeden Orthen / wo sie auch wohnen / zu besuchen und sie zu trösten / auch zu denen Missethättern / so wol in dem Gefängnis / als auch wann sie zur Execution geführt werden / verstatet und zugelassen werden.

§. 16. Alles was vorher von der Immunität / Recht und Freyheit der Geistlichen Güter gelehet / verglichen und versprochen / das sollen auch haben / genießen / und behalten / die jenen Kirchen / Predighäuser / Capellen / Schulen / Prediger / Schulbedienten / Küster-Häuser / und Wohnungen / welche vermöge dieses Vergleichs anmoch sollen gebauet und angerichtet werden.

§. 17. Niemand soll der Religion halber vor anderen in Schatzungen / Contributionen / Einquartierungen / Diensten / Bürgerlichen Lasten / und sonstern übernommen / sondern alle und jede Römisch-Catholische und Evangelische Geist- und Weltliche in obgemelten puncten nach proportion gleich tractiret werden. Doch bleibet es dieserhalb bey den Landts-Verfassungen und dem Herkommen.

§. 18. Welcher aus anderen Landen in angeregte Herzogthümern Gildich / Cleve / Berge / Graffschaffen Marck und Ravensberg kommen / und sich niederlassen will / demselben / wann er einer der obgemelten dreyen Religionen zugethan ist / auch sich der Policy-Ordnung / als weit dieselbe die Religion nicht / sondern alle und jede Unterthanen ohne Unterscheid der Religion angehet / gemäs qualificiren kan / und sonst seines ehlichen Handels und Wandels Zeugnis hat / die Beywohnung oder Bürger-Recht nicht versaget / noch derselbe der Religion halber abgewiesen werden. Wie dann disfalls die Verordnung / welche von einer oder anderen Landes-Herrschaft / auch Stadt-Magistraten / in vim reformationis / oder auch anderen Ursachen zu exclusion eines oder anderen Eingeseßenen vom Bürger-Recht oder Bürgerlichen Ehren-Aemptern vor dem gemacht und bishero observiret seyn mag / hiemit cassirt und aufgehoben werden.

§. 19. Und soll auch in diesem Stück ohne Unterscheid der dreyen Religionen Gleichheit gehalten / und da sie nur / wie jetzt gemeldet / sich der Policy-Ordnungen gemäs qualificiren können / zugelassen / und derjenige so einer der dreyen Religionen zugethan ist / so wohl als wann auch entweder ein Römisch-Catholischer / oder aber ein Evangelischer seine Religion veranderen / und eine andere (wofern dieselbe im Rom. Reich und in Instrumento Pacis nur zugelassen ist) führen und üben wil / geduldet werden / und mit freym Gewissen / wann an dem Orth / da er wohnen oder sich niederlassen mögte / das öffentliche Exercitium seiner Religion nicht zugelassen wäre / in seinem Hause nebst seiner Familie und Gesinde / außser Inquisition und turbation privatim / jedoch ohne Einführung eines Exercitii publici / seiner devotion abwarten. In der Nachbarschaft aber / da seine Religion öffentlich geübet wird / so oft und was Orths es ihme beliebig / dem Exercitio beywohnen / auch seine Kinder in abgelegene seiner Religion zugethane Schulen schicken / oder auch wann er wil privatis Praeceptoribus zu Hause zu unterweisung ohne Verhinderung untergeben / und auch in übrigen obgemelter in nachst vorigen §. 5. exprimirter bürgerlichen Freyheit / über all genießen / jedoch daß er der anderen Religion zugethane einige ärgernis würcklich nicht gebe / sondern sich über all bescheidenlich verhalte / und sein Umbt mit gebührender subjection und Gehorsamb der Land und Policy-Ordnung nach (in so weit dieselbe die in Instrumento Pacis zugelassene Religion nicht concerniret / und diesem Vergleich nicht zuwider ist) verrichtet / und zu keiner Unruhe oder Verwirrung Ursach gebe.

§. 20. Wobey gleichwol ausbedungen worden / weil die freye Bürgerliche Beywohnung beyderseits Unterthanen ohne Unterscheid der Religion / Vermöge Friedensschlusses und dieses Vergleichs ungehindert seyn und bleiben / und also keiner der obgemelten dreyen Religionen zugethane Eingeseßener seiner Religion halber über kurz oder lang / wovon in Instrumento Pacis Art. 5. §. Conventum autem est, ut à Territorium Dominis &c. disponit ist / zu emigriren nöthiget / weniger ausgewiesen / noch vertrieben werden soll. So ist doch hiemit auß-

TOM. VII. PART. I.

Catholiques pourront par tout, & même hors de leurs Cures visiter librement les malades de leur Religion: & ils seront de même admis à voir les Criminels dans les Prisons, & pour les accompagner au lieu d'Execution.

ANNO  
1672.

§. 16. Tout ce qu'on a accordé & permis d'Immunité, de Liberté, & de Droit aux Eglises, & aux Biens Ecclesiastiques, qui subsistent effectivement, est également accordé, stipulé, & permis aux Eglises, Chapelles, Ecoles, & à toutes sortes de Maisons y appartenantes, qui seront & pourront être bâties & établies en vertu de cette Trans-action.

§. 17. Personne ne sera surchargé à cause de sa Religion, mais tous seront taxez à proportion des Biens, soit en matiere des Tailles, ou des Quartiers, Contributions ou autres Charges publiques, en quoi on ne prétend pourtant pas déroger aux Ordonnances particulieres & Usages du País.

§. 18. Si quelque Etranger prétend aller demeurer ou se faire Bourgeois dans une des Duchez de Juilliers, Cléve & Berghe, ou des Comtez de la Marc & de Ravensberg, & s'il se peut qualifier pour cela selon les Ordonnances de Police, il n'en sera pas empêché ou refusé, à cause de sa Religion, pourvu qu'il en ait une de ces trois dont il s'agit, & qu'il apporte d'ailleurs un témoignage de sa bonne conduite, & honnêteté. C'est pourquoi on casse, lève, & annulle en vigueur de ceci, toutes les Ordonnances & Statuts, qui ont été faits de quelque Régence de País, ou de Magistrat de Villes par maniere de Represailles, ou autrement, pour l'exclusion des Etrangers de Charges, & de Droits de Bourgeoisie, encore qu'ils ayent été observez jusqu'à présent.

§. 19. L'égalité qu'on observera à l'égard des trois dites Religions, sera de telle étendue, que non seulement les évangers n'en auront aucun obstacle, comme il a été dit, pour les Droits de Bourgeoisie, suppose qu'ils se puissent qualifier en conformité des Statuts de la Police, mais que même ceux qui veulent changer de Religion, le puissent faire librement, pourvu qu'ils en prennent une qui soit tolérée dans l'Empire, & par les Traitez de Westphalie, & encore qu'il n'y eût point d'Exercice public pour telle Religion dans les Lieux où ils prétendroient demeurer, ils pourront pourtant en particulier, & avec leurs Familles exercer leur dévotion dans les Maisons, & toutes les fois qu'ils voudront, fréquenter l'Exercice public dans les Places voisines, où il y en auroit, comme aussi envoyer leurs Enfants dans telles Ecoles du voisinage, ou même les faire instruire dans leur Religion par des Précepteurs particuliers chez eux, sans qu'ils en puissent être empêchez ou incommodéz par aucune Inquisition. Ils jouiront de plus de toute autre Liberté, & des Droits de Bourgeoisie exprimez dans les Paragraphes précédens, à condition pourtant, qu'ils n'y donneront pas de scandale à ceux d'autre Religion, qu'ils se gouverneront toujours honnêtement, qu'ils s'acquiteront de leurs Charges avec une exacte obeissance pour les Loix du País, & Civiles, entant qu'elles ne concernent pas telles Religions, & qu'ils éviteront de causer la moindre confusion, ou trouble dans l'Etat, où ils demeurent.

§. 20. Encore que le Droit de Bourgeoisie, & de demeure, soit absolument permis à ceux des trois Religions susdites, & que personne ne puisse être inquiet sur ce point, ni être contraint à sortir, même selon les Traitez de Westphalie l'Art. 5. & §. Conventum autem est, ut à Territorium Dominis &c. Toutefois on est convenu, & on a arrêté bien expressement, que ceux qui en vertu desdits Traitez de Westphalie, & de cette Convention,

B b

vov-

ANNO  
1672.

drücklich versehen / verglichen und verordnet / daß diejenige / welche sich des privati Exercitii, Vermöge des Friedensschlusses / und dieses Recessus in ihren Häusern gebrauchen wollen / dennoch niemahls befugt und berechtiget seyn sollen / ob sie sich gleich in einer Stadt / Pfarre / oder Gemeinde in guter Anzahl befinden möchten / sich zusammen zu thun / und einig publicum Exercitium unter sich anzustellen oder einzuführen / das publicum aber an Orten / da es sonst in der Nähe / in öffentlicher Übung / wie obgemeldet / zu frequentiren , und sich desselben zu gebrauchen.

§. 21. Ferner sollen in den Herzogthumben Gütlich / Cleve und Berge / auch Graffschaften Marck und Ravensberg / alle Kirchen / Clöster / Stifter / Capellen / Hospitalen / Prälaturen / Präbenden / Canonicaten / Pastoratzen / Vicarien / und andere Geistliche Beneficien / wie auch Schulen / und alle darzu gehörige Renthen / Einkünfte und Gefälle / wann sie hinführo vaciren / oder verfallen / von den Patronis und Collatoribus zu behuff solcher Religion / wobey sie bis zur Zeit der letzten Vacanz gewesen / in specie alle Prälaturen / Canonicaten / Präbenden und Vicarien / in allen Collegiat-Kirchen in den Herzogthumben Gütlich / Cleve und Berg / wie auch S. Patrocli zu Soest / und welche feiner in diesen Landen Anno 1624. bey den Catholischen gemein / allein qualificirten Römisch-Catholischen unaußgehalten / und ohne Verminderung und real Beschwärzung gemeldter Beneficien conferirt werden. Jedoch soll alles dasjenige / was oben und vorhero der Geistlichen Güter und Beneficien halber verändert / und vorgefetzt worden / dieser Regul nicht unterworfen seyn / sondern wie es bey dieser Pausch-Handlung verglichen ist / unverwundlich gehalten werden.

§. 22. So sollen auch die Patroni und Collatores so Geistliche Weltliche von dem Lands-Fürsten oder dessen Regierung und Beampten in ihrem Jure conferendi nicht gehemmet noch beschräncket werden / jedoch auch nicht bemächtigt seyn / die Präbenden, Beneficia, Capellen / Vicarien / welche nach obgemelter Regul des allgemeinen Friedensschlusses und dieses Vergleichs den Catholischen oder Evangelischen verbleiben / ins künftige anderen Kirchen / dann zu welchem dieselbe von Anfang verordnet / und von den Catholischen oder Evangelischen Beneficiatis Anno 1624. genossen und bedienet worden / oder anderen usus, dann dazu dieselbe fundiret, zu appliciren, weniger an eine andere Religion / dann welche dieselbe Anno 1624. obgemeldter massen gehabt / oder denen es vermöge dieses Vergleichs verblieben / zu conferiren oder zuzuwenden.

§. 23. Sonsten aber einer jeden Religion Weltlicher Obrigkeit unbenommen / ja ausdrücklich vorbehalten seyn / durch sich selbst oder ihre darzu verordnete Commissarien uber ihrer Religion zugehörige Güter / Renthen / und Gefälle / zu beförderung mehrer Ehren Gottes und besserem Kirchen-Dienst / wie solches denen Catholischen Geistlichen Rechten / oder der Evangelischen Ständen Juribus und approbirten Kirchen-Ordnung gemäss ist / zu verordnen und zu disponiren, darüber jedoch der Patronen Willen und Consens (dafern die Renthen zu einem Beneficio Juris-Patronatus gehörig) vor allen eingeholet und erlangt werden solle.

§. 24. Was aber die Stiftungen und Foundationes, welche nicht zu dem Gottesdienst / sondern pro studiis oder anderen löblichen Exercitiis aufgerichtet worden / anlangt / da bleibet denen Collatoribus frey und hevor / damit nach Inhalt der foundationen zu verfahren und zu disponiren.

§. 25. Dafern auch ins künftige einer der Catholischen Religion / oder Augspurgischer Confession Reformirter oder Lutherscher Religion zugehöriger Prälat, Canonicus, Canonissa, Parochus oder Beneficiarius seine Religion oder Confession verändern würde / sollen sie der Prälat, Präbende, Pfarre oder Beneficia eo ipso verlustig seyn / und dasselbe einem anderen solcher Religion / zu welcher dasselbe Vermöge Instrumenti Pacis und dieses Vergleichs gehörig / unansgestelt / und ohne real Beschwärzung / wie oben gedacht / wieder conferirt werden.

§. 26. Was aber die Collation und Vergebung der Prälaturen, Canonicaten, Präbenden, und anderen Geistlichen Beneficien anbelangt / welche in mehrgedachten Herzogthumben Gütlich / Cleve / Berge / auch Graffschaften Marck und Ravensberg zu

voudroient se servir de l'Exercice particulier dans leurs Maisons, ne pourront jamais en faire des Assemblées entieres, ou un Exercice public, encore qu'ils y fussent avec le tems en grand nombre: mais qu'ils se contenteront toujours de frequenter les Lieux voisins, où l'Exercice public de leur Religion seroit en usage.

ANNO  
1672.

§. 21. Les Patrons & Collateurs de Benefices Ecclesiastiques, seront encore à l'avenir obligez de conferer dans les Duchez de Juilliers, Clèves, & de Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, toutes les Eglises, Chapitres, Chapelles, Hôpitaux, Prélatures, Prébendes, Canonicats, Cures, Vicariats & autres, comme aussi les Ecoles, & tous les Revenus & Emolumens en dépendants, en cas d'ouverture, au profit de la Religion, qui en a été en possession au tems de la dernière Vacance, & particulièrement toutes les Prélatures, Canonicats, Prébendes, & Vicariats dans toutes les Eglises Collegiales dans les Duchez de Juilliers, de Clèves, & de Berghe, & encore celle de S. Patrocle à Soest, & de plus toutes celles desdits Duchez, qui ont été aux Catholiques l'an 1624. seront inmanquablement & sans aucune Charge réelle confézés seuls aux Catholiques Romains, qui auront les qualitez requises, à la reserve pourtant de ce qui a été accordé ou disposé autrement touchant les Biens Ecclesiastiques ci-dessus, & par cette même Convention generale, qu'on aura à observer à jamais.

§. 22. Les mêmes Collateurs & les Patrons tant Ecclesiastiques, que Seculiers, ne seront nullement empêchez ou inquietez par les Souverains, ou par les Regences du Pais dans l'usage de leur Droit de conferer les Benefices. Ils ne pourront pas pourtant disposer des Prébendes, Benefices, Chapelles, & Vicariats, (qui suivant la regle des susdits Traitez de Paix, & de cette Transaction, demeureront à une certaine Religion,) qu'en faveur de ceux de cette même Religion, & qui en a été en possession l'an 1624. bien loin de les employer à d'autres usages, que conformement à leurs Foundations.

§. 23. En tout cela on n'ôte pas, mais on réserve expressement aux Superieurs, ou Magistrats Seculiers de chaque Religion le Pouvoir de disposer des Biens, des Rentes, & des Emolumens appartenants à leur Eglise, pour autant qu'il seroit à la plus grande gloire de Dieu, & au meilleur service de l'Eglise, comme il est aussi conforme aux Canons des Catholiques, & aux Droits & Decrets approuvez parmi les Protestans, sur quoi on aura pourtant besoin d'obtenir l'agrément, & le consentement des Patrons, en cas que telles Rentes appartenissent aux Benefices de leur Collation.

§. 24. Mais dans les Foundations, qui ne sont pas destinées pour l'entretien de l'Office Divin, mais seulement pour celui des études ou d'autres Exercices honorables, les Collateurs auront & conserveront toute la liberté d'en disposer conformement aux teneurs de Foundations.

§. 25. Quand un Prélat, Chanoine ou Chanoinesse, Pasteur, ou autre Beneficier change de Religion, il perdra d'abord par cette action sa Prélature, Prébende, Cure, ou son Benefice, de sorte qu'on le conferera même sans aucune nouvelle charge à une autre personne de la Religion, à qui il appartient en vertu des Traitez de Paix, & de cette Transaction.

§. 26. Quant à la Collation de Prélatures, Canonicats, Prébendes, & autres Benefices Ecclesiastiques, qui appartient au Souverain dans lesdits Duchez de Juilliers, Clèves, & Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on y observera



ANNO  
1672.

zu des Landes-Fürsten Collation gehörig / soll es damit nachfolgender Gestalt unveränderlich gehalten werden / daß auff denjenigen Stiffteren / da alle Collations der Herrschafft völig gebühren / Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und dero Descendenten die jenige Beneficia, so in dem Januario, Martio, Majo, Julio, Septembri & Novembri verfallen / oder ad manus Principum resignirt werden: Also auch Ihrer Fürstl. Durchl. zu Neuburg und derselben Descendenten die jenige / so im Februario, April, Junio, Augusto, Octobri und Decembri fallen oder resignirt werden / zu vergeben zusehen. Auff denjenigen Stiffteren aber / da die vorige Landes-Fürstliche Herrschafft sechs Monath hergebracht / da sollen Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. und dero Descendenten drey Monath / und des Herren Pfalz-Gravens Fürstl. Durchl. und derselben Descendenten auch drey Monathen dergestalt reservirt seyn / daß Ihre Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg an denselben Orten im Januario, Majo, und Septembri, Ihre Fürstl. Durchl. zu Neuburg aber in Martio, Julio & Novembri die Collatio ohne Beschränkung und Verminderung gemeldter Beneficien, und Reithen / wie obgedacht / zu exerciren, dey also von Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. Provisus auch schuldig seyn / mit Vorzeigung seines Collation-Patents des anderen Placitum zu erhalten. Wie dann ohne Vorzeigung solcher Collation und darauff erfolgten Placiti die Praelati und Capitula die Provisos zur Possession nicht admittiren, noch gestatten sollen.

§. 27. Damit es auch darin desto richtiger hergehen und die Herrschafft Nachricht haben möge / so soll so offti ein Praelatur, Præbende, oder Beneficium zu Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. Collation vaciret, solche Vacanz / und dircly welches Absterben / auch in welchem Monath oder turno dieselbe sich begeben / schriftlich Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. oder dero heimgebliebenen Regierung unverzüglich unterthänigst berichtet werden.

§. 28. In den übrigen Punkten, welche in diesem Reces nicht exprimiret seynd / und der einen oder anderen Religion zugehören zum besten gegeben können / wollen höchstgedachte Ihre Chur-Fürstl. Durchl. die Römisch-Catholischen Unterthanen in dero Herzogthumben Cleve / Graffschafft Marck und Ravensberg solcher Gestalt / als ihre der Augspurgischen Confession Reformirter und Aertlicher Religion zugehörne Unterthanen tractiren. Wie dann auch hochsammelte Ihre Fürstl. Durchl. der jetztgedachten Confession angehörige in dero Herzogthumben Bilsch und Berge eben wie die Römisch-Catholische Unterthanen tractiren.

§. 29. Und wann Controversia hernechst vorkommen würden / welche nicht in diesem Reces erörtert / oder per justam interpretationem daraus erörtert werden können / sollen dieselbe ex aequo & bono auff Art und Weise / wie bey dieser Pauschhandlung geschehen / in der Güte beygelegt werden.

## Art. XI.

§. 1. **D**amit aber auch alles das jenige / was in diesem Vergleich der einen oder anderen Religion zu Sicherheit und Besten verordnet ist / desto unverbrüchlicher gehalten werden möge / ist verglichen und reciprocè versprochen / daß wann denselben über kurz oder lang contraventiret werden sollte / das vormaltende Theil sich gegen solthane contravention des Juris retractionis, bis so lange das jenige / was newtlich geschehen / wieder abgeschafft / gebtuchen möge / und dasselbe vor kein unzulässiges Gegen-Mittel von niemand ausgedeutet werden solle. Jedoch soll solche retraction eher nicht vorgenommen werden / bis durch zusammen geschickte Rache von beyden Theilen behörige information eingezogen / und Untersuchungen geschehen / und darauff von Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Ihrer Fürstl. Durchl. expresser Befehl an dero Regierung ergangen.

§. 2. Endlich soll alles das jenige / was obiger Gestalt bey dieser Pauschhandlung verabshendet und verglichen ist / nach er-

ANNO  
1672.

servera inviolablement cet ordre, que dans les Chapitres, dont toutes les Collations appartiennent au Souverain, S. A. E. de Brandebourg, & ses Successeurs, en confereront toujours celles qui seront ouvertes dans les mois de Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre, & de Novembre, & qu'ainsi S. A. S. de Neubourg, & ses Successeurs auront à conférer celles qui tomberont, ou seront resignées aux mains du Souverain dans les mois restans, à sçavoir, de Février, Avril, Juin, Août, Octobre, & de Decembre. Dans les autres Chapitres desdits Pais, où le Souverain n'est accoutumé d'avoir que la Collation pour six mois de l'an, S. A. E. & ses Successeurs, la feront aux mois de Janvier, de Mai, & de Septembre, & S. A. S. & ses Successeurs, auront leur tour dans les mois de Mars, de Juillet, & de Novembre. Les uns & les autres exerceront cette Collation, comme il a été dit, sans aucune nouvelle charge, ou diminution du Benefice, & de ses Rentes, & celui qui en seroit pourvu par Sadite A. E. ou par Sadite A. S. sera toujours tenu à presenter les Lettres Patentes de sa Collation à l'autre de ses Princes, & à obtenir encore de celui-ci le Placet, car les Prelats, & les Chapitres, ne pourront admettre qui que ce soit, à la possession d'un Benefice, s'ils ne voyent préalablement les Patentes de la Collation, & du Placet.

§. 27. Afin qu'en tout cela, il y ait moins de confusion, & que le Souverain en ait plus de notice, il a été convenu & ordonné, que dès le moment de l'ouverture de quelque Præbature, Præbende, ou Benefice, dont la Collation seroit à L. A. Electorale & Serenissime, on fera très-humblement rapport à cesdits Princes, ou à leurs Regences, non-seulement de telle Vacance en general, mais particulierement par la mort de qui, & dans quel mois elle étoit tombée, & qui de leursdites Alteffes y avoit le tour.

§. 28. Dans tous les autres Points, dont on ne fait pas expressement mention ici, & qui pourroient être favorables aux Habitans de l'une & de l'autre Religion, S. A. E. déclare, qu'Elle regardera & traitera toujours dans son Duché de Clèves, & dans ses Comtez de la Marck, & de Ravensberg les Sujets, qui y seroient de la Religion Catholique Romaine, de la même manière, qu'elle y traiteroit ses autres Sujets Protestans, & S. A. S. déclare d'en vouloir faire le même à l'égard de ses Sujets de ladite Religion Protestante dans ses Duchez de Juliers, & de Berghe.

§. 29. Quand il arriveroit quelque different, dont la décision ne se trouve pas, ni dans la lettre, ni dans la véritable interpretation de cette Transaction, on tâchera toujours de l'accommoder en toute équité, & à l'amiable, comme on a tâché de faire dans cette Convention generale.

## Art. XI.

§. 1. **P**our faire inmanquablement observer tout ce qu'on a ordonné pour le bien, & pour la sûreté de l'une & de l'autre Religion par tout ce Traité, on a de plus stipulé, & reciproquement accordé, qu'en cas, que l'une des Parties y contrevint en quelque chose, l'autre pourra se servir des Represailles, jusqu'à ce qu'on ait redressé, & ôté la nouveauté: Bien entendu pourtant, qu'on députera de part & d'autre des Ministres Conseillers, pour en prendre des informations, & pour examiner l'affaire, & que l'usage des Represailles ne se fera jamais, que sur les ordres exprès que S. A. E. ou S. A. S. en donneroit à sa Regence.

§. 2. Finalement, on aura à mettre en execution par ces Pais, tout ce qu'on vient d'arrêter, si-tôt

ANNO 1672.

folget Ratification also fort in allen Landen ohne einige fernere Verordnung zur Execution gesetzt und darwider keine exception auch keine andere Geistliche und Weltliche Satzungen / sie haben Maßnahmen wie sie wollen / und kommen auch her von wein sie wollen / sie seyen allbereit vor diesem gemacht / oder werden künftig gemacht / eingewendet werden. Dessen dann zu desto mehrer vesthaltung verglichen / daß die bey dem im Jahr 1666. zu Cleve auffgerichteten Haupt- und Erb- Vergleich bedungene Garantie auch auff diese Pausch-Handlung extendirt seyn solle. Zu Urkund und stet-vesthaltung seyn hierüber zwey gleichlautende Reccessus auffgerichtet und von denen dartzu committirten hiezu unten benennlichen Råthen unterschrieben / und mit deren Pitschafften besiegelt worden. Geschehen zu Cöllen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

(L.S.) Otto Freyherr von Schwerin.

(L.S.) Laurentz Christoff Somnitz. m. m.

(L.S.) Joh. Koppen.

(L.S.) Johan Arnold Freyherr von Leeradt.

(L.S.) Frantz Freyherr von Gise.

(L.S.) T. A. Henr. Stratman.

Als haben wir obangeregten Vergleich in allen und jeden seinen Clausulis und Punctis ratificirt und genehm gehalten / ratificiren und approbiren und halten auch denselben hiemit in allen und jeden seinen Clausulis und Punctis genehm / und versprechen bey Unseren wahren Fürstlichen Wörtern / allem dem jenigen / so obgesetzt / vor Uns / unsere Erben und Posterität nachzukommen / treulich und ohne Geferde. Urkund unsers Handzeichens und hervorgebrucktem Geheimen Canteley-Secrets. Gegeben in Unserer Residenz-Stadt Düsseldorf den 11. Junii Anno ein tausend sechshundert zwey und siebenzig.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

Neben = Recess.

Nachdem auch bey Verlesung des heut dato unterschriebenen Religions-Recess, noch ein und anders von Chur-Brandenburgs Lieb. und Unseren Råthen erinnert / und darüber gleichfalls sichere Abredt getroffen worden / wie von Puncten zu Puncten hernach folget :

1. Weilen der Freyherr von Quadt zu Creutzbergen wegen des pro luminaribus Ecclesiae oder Leuchten-Zehends zu Niedermormter / so Krafft obgedachten Recess den Catholischen zu restituiren ist / sustiniret, das solches keine zu Geistlichen oder Kirchen-Sachen gewidmete Råthen / sondern sein eygen Gut seye / damit er seinen Belieben nach schaffen könne / so soll zwar die Positio deshalben in dem Recess nicht geändert / Ihme von Creutzbergen demnoch frey stehen / sein Angeben innerhalb drey Monaten der Gebihr zu beweisen / und soll solchen fals er damit nicht beschweret werden.

2. Wegen der bey restitution der Bicarreyen B. M. Virginis in Ulben der Reformirten Gemeine daselbst vorbehaltene fünf und zwanzig Reichshaler jährlich / weilen Catholischen theils sustinirt wird / daß vor und in dem Jahr 1651. besagte Gemeine solche 25. Reichshaler daraus nit genossen habe / ist gut gefunden / daß zwar der Recess darumb nicht geändert werden / die Catholische aber hiemit versichert seyn sollen / daß wann sie ihr Angeben beweislich darthun werden / ihnen gedachte Bicarrie ganz und ohne jetztgemeldten Vorbehalt völlig restituirt werden solle.

3. Weilen Herren Pfalz-Nemburgische auch sustiniret, daß die von dem Catholischen Schulmeistern zu Weeze repetirte zehn Morgen Landes nit allein in dem Jahr 1624. sondern auch selbst Anno 1658. von gedachten Catholischen Schulmeistern ruhig genossen seynd / ist verglichen / daß wann die Catholische solches beweislich darthun würden / obgedachtes Land der Catholischen Schulen zu Weeze restituirt werden solle.

4. Weilen die Catholische den Kleinen Begüinen Convent zu Goch zwar repetirrt, die Reformirte aber dagegeer einen Bescheidt der Clevischer Regierung de Anno . . . . vorgebracht / ist placidirt, daß allerselts dem Bescheidt gelebt werden solle.

5. We

ANNO 1672.

que la Ratification sera obtenüe, sans qu'aucune exception y ait lieu, ni qu'aucuns Statuts Ecclesiastiques ou Seculiers, de quelque nom ou de quelque Auteur qu'ils soient, faits ci-devant ou dans la suite, y puissent être opposez. Ainsi, Et pour asseurer davantage tout ceci, on est convenu, que la Garantie stipulée au Traité principal de la succession faite à Cleve l'an 1666. sera aussi étendue à cette Transaction. En foi de quoi, on a dressé deux Reccès pareils, que les Ministres Conseillers y députez Et nommez ci-dessous ont signé, Et y ont appliqué leurs Sceaux. Fait à Cologne, sur la Spree le 26. d'Avril l'an 1672.

(L.S.) Othon Baron de Schwerin.

(L.S.) Laurent Christ. Somnitz. m. m.

(L.S.) Jean Koppen.

(L.S.) Jean Arnold Baron de Leeradt.

(L.S.) François Baron de Gise.

(L.S.) T. A. Henri Stratman.

Nous ayant agréable la presente Transaction en tous Et un chacun de ses Clausules Et Points, avons iceux ratifié Et approuvé, Et accepté, comme nous les ratifions, approuvons Et acceptons, par ceci, Et promettons en parole de Prince tant pour nous que pour nos Héritiers Et Successeurs de les garder Et observer sans fraude Et supercherie : En témoin de quoi nous avons signé ces presentes, Et à icelles fait apposer nôtre Sceau. Donné dans nôtre Ville Et Résidence de Dusseldorp Vonzième de Juin l'an mille six cens septante-deux.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

Traité séparé.

LA Transaction au regard des differentes Religions signée sous la date d'aujourd'hui étant liée, Et les Ministres Conseillers de Brandebourg, aussi-bien que les nôtres y ayant encore remarqué diverses choses, on en est pareillement convenu par ces Points suivans.

1. Comme le Baron de Quadt à Creutzbergen soutient, que la Dîme destinée pour les Chandelles de l'Eglise à Nidermormter, qui en vertu de ladite Transaction devoit être renduë aux Catholiques, n'est pas une Rente d'Eglise, mais de son propre Bien, dont il peut librement disposer, il sera permis au susdit Baron de prouver dûment cette assertion dans le tems de trois mois, Et qu'en ce cas-là, il n'en sera pas chargé, cependant on ne changera pas la position de ladite Transaction.

2. Les Catholiques, qui soutiennent, que la Communauté Reformée à Uden, à qui on avoit réservé vingt cinq Ecus annuels du Vicariat de Nôtre-Dame dudit lieu, n'en a pas joui ni devant, ni pendant l'an 1651. seront assurés par ceci, que quand ils prouveront ce qu'ils avancent, ledit Vicariat leur sera rendu, sans aucune réserve, mais que le Recès de la Transaction ne sera pas changé pour cela.

3. Touchant les dix arpens de Terre, qu'on avoit redemandé du Maître d'Ecole Catholique à Weeze, Et dont il doit avoir (à ce que soutiennent les Ministres de S. A. S. de Neubourg,) paisiblement joui non seulement l'an 1624. mais même dans l'an 1658. il a été accordé, que quand les Catholiques auront dûment prouvé ce fait, ladite Terre sera renduë à l'Ecole Catholique à Weeze.

4. Les Catholiques ont bien redemandé le petit Convent des Begüines à Goch, mais comme les Reformez y ont opposé un Decret de la Regence de Cleves de l'an . . . . on a trouvé bon, qu'on se tiendra audit Decret.

5. Puis

ANNO  
1672.

5. Weilen man Pfalz-Neuburgischen Theils sustiniret, daß Vicaria sanctissimæ Trinitatis zu Wesel bis Anno 1662. da der letzte Possessor gewesener Probst zu Xanten / Johan von Sternenberg / genandt in Düsseldorf gestorben / Catholisch gewesen / und von den Herren Chur-Brandenburgischen zu Bielefeldt angeben worden / daß dieselbe von Catholischen annodt possediret, in der That sich aber befinden solte / daß sie jetzt von Evangelischen genossen werde / ist verabredet / das solches untersucht / und unerachtet davon in dem Reces nichts gemeldet / dannoch die Vicaria, wann sich befinden solte / daß dieselbe nit ante annum 1657. ad Evangelicos usus würcklich applicirt gewesen / den Catholischen alsobald gelassen werden sollt.

6. Wird den Catholischen verstatet / an statt der jüngst vom Wahl-Strum abgetriebener Kirchen zu Hulhausen / eine andere Kirche in gedachter Herrlichkeit Hulhausen zu sehen.

7. So soll auch an die Clevische Regierung rescribirt werden / daß wegen Abgang der Canonicat- und Vicareyen-Plätze und Stallungen bey Einrichtung der Gassen zum Nassawischen Thor zu Cleve / die längst vertribstete satisfaction denen Geistlichen geschehen / und im übrigen mit dem Unterhalt der Gassen oder sonstien das Capitul nicht beschweret werden.

8. Die von den Beampten zu Horde und Lüthen vor etwa zwey Jahren arrestirte, denen Vicarien zu Dortmund zugehörige Pächte sollen relaxirt, und gedachten Vicareyen ungehindert gefolget werden.

9. Ob wohl seine Churfürstl. Durchl. als Landes-Fürst bey dem Reces die Dispensation in Matrimonialibus vorbehalten / weilen sie dennoch dero Catholischen Unterthanen die Gewissens-Freyheit in allem gnädigt gern gönnen / So ist verglichen / daß obgedachte Romisch-Catholische in Cleve / Marc und Ravensberg in alle wege zwar bey Ihrer Churfürstl. Durchl. oder dero Regierung die Dispensation suchen / ihnen aber auch freysuchen solle / nach Anweisung der Catholischen Geistlichen Rechten bey Ihrer Geistlichkeit in gradibus prohibitis die Beruhigung ihres Gewissens gehörigen Orts zu suchen und zu erhalten / und daß ehe und bevor solches geschehen / die Pastores solche Persohnen wider ihr Gewissen zu copuliren keines Wegs angehalten werden sollen.

10. Haben Ihre Churfürstl. Durchl. sich gnädigt erklärt / daß in Abwasung der Priester und Geistlichen / Sie die Vorsetzung wollen thun / daß solches bey den Brüdern = Bedingen nicht öffentlich / sondern privatim geschehe / und die Beschimpfung des Geistlichen Standes darmiter so viel möglich verhütet werde.

11. Sollen keine Romisch-Catholische Geistliche Güter gültig alieniret, oder beschweret werden mögen / es sey dann aus denen in den Catholischen Geistlichen Rechten exprimierten und mit beygebrachten advis einer Romisch-Catholischen bewehrten Universitât zu recht erwiesenen Ursachen / und darauß erhaltenen Consens.

12. Endlich weilen Pfalz-Neuburgischen Theils remonstrirt worden / daß die Catholische Geistliche in dem Fyrstenthumb Cleve und Graffschafft Marc in den Schatzungen so hoch angeschlagen werden / daß dieselbe dabey länger unmdglich würden bestehen können / haben seine Churfürstl. Durchl. sich gnädigt erklärt / mit Zuziehung dero getrennen Land-Ständen auch hierin zu remediren, der gestalt daß dieser Punct ohne Streit beygelegt werden / und den Geistlichen errögllich seyn solle. Und sollen alle obgedachte Puncten eben also gehalten werden / als wann dieselbe dem Reces von Wort zu Wort würcklich einverleibet wären. Sollen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

ANNO  
1672.

5. Puis qu'on s'entient de la part de S. A. S. de Neubourg, que le Vicariat de la Très-Sainte Trinité à Wesel a été aux Catholiques jusqu'à l'an 1662. où le dernier Possesseur, & en même tems Prévôt à Xanten Jean de Sternenberg mourut à Dusseldorp, & que de la part de S. A. E. de Brandebourg on a debité à Bielefeld, que ledit Vicariat est encore entre les mains des Catholiques, on est convenu, qu'on en prendra connoissance, & s'il se trouve, que les Reformez en jouissent présentement, & qu'il n'avoit pas pourtant été appliqué à leurs usages devant l'an 1657. on le cédera incessamment aux Catholiques, encore qu'on n'en fit aucune mention dans la Transaction.

6. Il sera permis aux Catholiques, qu'à la place de leur Eglise à Hulhausen, qui fut dernièrement emportée par la Riviere de Wahl, ils en puissent bâtir une autre dans la même Seigneurie de Hulhausen.

7. On ordonnera aussi par un Rescript à la Regence de Clèves, que pour reparer la perte des Places, & des Ecuries appartenantes aux Canonicats, & aux Vicariats, qu'on ôta en dressant les ruës vers la porte de Nassau à Clèves, la satisfaction y promise sera effectivement donnée ausdits Ecclesiastiques, & que ceux-ci ne seront nullement obligez à entretenir lesdites ruës.

8. On relâchera, & on donnera sans empêchement aux Vicariats de Dortmund les Fermes, que l'Officier à Horde, & à Libnen leur arrêta, il y à environ deux ans.

9. S. A. E. en qualité de Souverain du Pais par la Transaction reserve la dispense pour les Mariages, & voulant pourtant bien permettre à ses Sujets Catholiques toute Liberté de Conscience, accorde & consent, que sesdits Sujets Catholiques dans les Pais de Clèves, la Marc, & Ravensberg, outre la dispense, qu'ils seront toujours obligez de demander à Son A. E. ou à la Regence du Pais, pourront encore pour le repos de leur Conscience s'adresser à leurs Ecclesiastiques, & requerir & obtenir dans les degrez defendus la dispense de qui il faudroit selon les Canons des Catholiques, & qu'à moins de cela, les Pasteurs ne seront nullement tenus à benir les Mariages de telles personnes.

10. S. A. E. déclare de faire en sorte, que le châtement des Prêtres, & Ecclesiastiques ne se fera pas publiquement, mais en particulier, & que la fausse accusation de l'Ordre Ecclesiastique sera, aiant qu'il est possible, empêchée.

11. Aucun Bien de l'Eglise Catholique ne pourra être valablement aliéné, ni même chargé, si ce n'est dans les cas exprimez par les Canons Ecclesiastiques, & declarez pour tels, par l'avis de quelque célèbre Université des Catholiques, & qu'on en ait obtenu le consentement.

12. Enfin, & sur les remontrances, qu'on a faites de la part de S. A. S. de Neubourg, de ce que les Ecclesiastiques Catholiques étoient si excessivement taxez dans le Duché de Clèves, & dans le Comté de la Marc, qu'il ne leur seroit pas possible d'y subsister plus long-tems, S. A. E. a déclaré, qu'Elle y remediera encore conjointement avec ses Etats du Pais, en sorte que ce Point sera ajusté sans dispute, & en faveur des Ecclesiastiques. Et tous ces Points seront observez de même que s'ils étoient effectivement, & de mot à mot inferez dans la Transaction. A Cologne sur la Spree l'an 1672.

ANNO  
1672

Und Wir dann solche Punkten ebenfalls approbirer, ratificirer und genehm gehalten: Als thum Wir selbigen hiemit und in Krafft dieses bekräftigen / versprechen auch ebenmäßig bey wahren Fürslichen Worten/obberührten Punkten allen und jeden treulichst und ohne Geferde nachzukommen / auch niemand der Unserigen dagegen zu handeln gestattet. Urkund Unseres Handzeichens und hervor getruckten Scheinen Canzley=Secrets. Geben in Unser Residenz=Stadt Düsseldorf den 11. Junii 1672.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

Et nous ayant agréable, avons approuvé, & ratifié les susdits Points, le déclarons en vertu de ceci, & promettons pareillement en parole de Prince d'observer exactement tous, & un chacun de ces Points, & de ne souffrir jamais qu'il y soit contrevenu, bannissant toute fraude & supercherie. En foi de quoi nous avons fait apposer nôtre Sceau à ces Patentes, signées de nôtre propre main. Donné dans nôtre Ville, & Residence de Dusseldorp l'onzième de Juin de l'an 1672.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

## LXXXII.

26. Avril.

PROVINCES-UNIES  
ET BRANDEBOURG.

*Traité d'Assistance & deffense mutuelle entre le très-Illustre Prince & Seigneur, FREDERIC GUILLAUME, Margrave de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs, Messeigneurs les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, de l'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril, 1672.* [Traduction François du Mercure Hollandois, de 1672. pag. 18. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. IX. pag. 817. dans PUFENDORF de *Rebus gestis FRIDERICI WILHELMII Elect. Brand.* Lib. II. pag. 794. mais seulement par Extrait; dans LUNIG, *Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 174.* & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 28. en Allemand.]

Comme ainsi soit que le très Illustre Prince & Seigneur, Monseigneur Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire (*tot. Titulus*) d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs, Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, de l'autre, ont trouvé bon, veu la conjoncture présente des affaires, de faire un Traité d'Assistance & deffense mutuelle, c'est pourquoi les Articles suivants ont été conclus & arrêtés entre les Plenipotentiaires de part & d'autre, assavoir de la part de S. A. E. de Brandebourg, le Magnifique & Excel. Seigneur Otton, Baron de Swerin, Seigneur d'Altendanberg, Jochan & Wildenhofen, &c. Chambellan Hereditaire de l'Electoral & Marche de Brandebourg, & Doyen de l'Eglise de Brandebourg, President & Conseiller au Conseil privé de S. A. E. de Brandebourg, &c. comme aussi le Magnifique & Excel. Seigneur, Laurens Christoffle de Sommits, Seigneur Hereditaire de Grumbdsdorf, Drenau & Gerbero, Chambellan Hereditaire de la basse Pomeranie, &c. & le très-Noble & très-docte Seigneur Frans Menderts, Conseiller en la Cour & en la Milice de S. A. E. de Brandebourg; & de la part des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux, le Noble & Excel. Seigneur Godert Adriaen, Baron de Rede, Seigneur d'Amerongen, Ginckel & Eelt, &c. Deputé Ordinaire pour la Noblesse du Pais d'Utrecht en l'Assemblée de Messeigneurs les Etats Généraux, le tout sous l'approbation & Ratification des Parties Principales de part & d'autre.

I. Premièrement Sadite A. E. promet en consideration de la seureté commune, & pour l'assistance & deffense de Messeigneurs les Etats Généraux, en cas qu'ils vinssent à être attaqués à main armée dans les Provinces-Unies, ou Lieux circonvoisins, d'assembler & mettre sur pié, & ce plutôt, & dans le tems déclaré ci-après, une Armée de vingt mille Hommes, à condition que desdits 20000. Hommes il y en aura 2000. à pié, & 600. à cheval, lesquels en cas de besoin, & selon que Sadite A. E. le trouvera à propos, seront mis dans les Forteresses appartenantes à Sadite

A. E. qui sont dans la Westphalie, afin de garder lesdites Forteresses, & repouffer les Ennemis, qui en voudroient approcher, ou bien s'en servir en Campagne, selon les occasions, qui se pourront presenter.

II. Pour former laditte Armée, Messeigneurs les Etats Généraux payeront la moitié des levées, & Son Alteffe Electorale, l'autre moitié à proportion, en consequence dequoi S. A. E. leverá à ses depens 4000. Chevaux, & 6000. Hommes de Pié, & Messeigneurs les Etats Généraux aussi 4000. Chevaux & 6000. Hommes de Pié, dans lequel nombre seront compris les Dragons necessaires, dont on contera trois contre 2. Hommes de Cheval, & un Homme de Pié.

III. Sur ledit nombre d'Hommes, qui se doit lever, Messeigneurs les Etats Généraux donneront pour chaque Homme de Cheval 40. Risdales, & pour chaque Homme de Pié 10. Risdales qui sont pour tout le Corps de l'Armée la Somme de 220000. Risdales.

IV. Les Etats Généraux payeront tous les susdits Deniers incontinent après l'accomplissement du present Traité, soit à Hambourg ou à Breme, & en échange S. A. E. s'oblige d'être prêt 2. mois après la reception desdits Deniers avec laditte Armée de 20000. Hommes, à proportion comme dessus, & de les faire effectivement marcher, agir, & faire halte pour la deffense & seureté commune.

V. Lesdits Etats Généraux payeront aussi la moitié de l'entretien desdites Troupes, & S. A. E. l'autre moitié; tellement que la Cavalerie sera composée de 16. Regiments, & chaque Regiment pour le moins de 300. Hommes, en 6. Compagnies, & l'Infanterie de 12. Regiments, chaque Regiment de 2000. Hommes, & 10. Compagnies, pour chaque Regiment de Cavalerie la Somme de 4767. Risdales 30. sous, Monnoye de Hollande, & pour chaque Regiment d'Infanterie 4104. Risdales 4. sous, Monnoye de Hollande, & outre cela pour chaque Bâton de Regiment sera payé 210. Risdales par mois, en contant 30. jours pour chaque mois, ou 12. mois pour une année.

VI. Outre cela Messeigneurs les Etats Généraux payeront tous les mois pour le Bâton général du Regiment, comme encore pour l'entretien de l'Artillerie, & provisions necessaires pour les Chevaux; item pour toutes sortes de dépenses journalieres pour les forts de Munition, Armes, Outils, Livrées, Envois, Messages, & autres necessités inevitables, la Somme de 14841. Risdales.

VII. Il sera toutefois permis à S. A. E. de renforcer ou affoiblir lesdites Troupes, ainsi qu'elle verra le plus à propos selon les occurrances de la Guerre, à condition néanmoins que le Corps n'en sera point amoindri, mais sera toujours composé de 20000. Combattans effectifs.

VIII. Sadite A. E. fournira à ses depens les Officiers de l'Artillerie, & toutes les autres choses necessaires, comme le Canon, les Munitions, Chariots, Charettes, Chevaux, & autres. Laditte Artillerie sera composée de cinquante pieces de Canon, avec les Boulets, Poudres, & autres Munitions, Outils, & Officiers necessaires pour cet effet.

IX. L'entretien de l'Armée & les Subsidés, que les Etats Généraux payeront tous les mois en la maniere susmentionnée, commenceront à courir du jour & date que les Deniers des levées seront effectivement fournis à S. A. E. à condition toutefois que lesdits Etats, pour le premier mois, ne payeront que la moitié, mais le mois ensuivant, leur portion toute entière des Subsidés, auxquels ils sont tenus, suivant le present Accord.

X. S.

ANNO  
1672.

X. S. A. E. en échange fera obligée 2. mois après la reception desdits Deniers, de fournir ladite Armée de 20000. Hommes complets, & d'agir avec elle ainsi que la nécessité des affaires le pourra requérir.

XI. A condition toutefois qu'il sera permis ausdits Etats Généraux après l'expiration de 2. mois, de faire montre de ladite Armée, en tout ou en partie, toutes & quantesfois qu'il leur plaira, par leurs Commissaires, conjointement avec les Commissaires qu'il plaira à S. A. E. d'ordonner pour cet effet. En conséquence de quoi lesdits Etats paieront lesdits Subsidés à proportion des Chevaux, Fantassins ou Dragons, qu'on trouvera de faute dans ladite Armée.

XII. Lesdits Etats payeront, ou feront payer promptement en Argent contant à Hambourg ou à Breme, les Deniers requis pour ledit entretien au commencement de chaque mois, entre les mains de celui, que S. A. E. ordonnera pour cet effet, lequel prendra ensuite à sa charge, comme il prend par la présente, le payement particulier desdites Troupes.

XIII. Aussi est accordé dès maintenant, que ladite Armée sera entretenue par provision le tems & espace de 4. mois consécutifs, encore que lesdits Etats ne fussent point attaqués par Terre pendant ce temps-là, & que par conséquent lesdits Subsidés demeureront fixes ou arrêtés pour ce temps-là, pour le payement desquels lesdits Etats s'obligent par le présent Traité, & en cas que le repos & amitié fussent rétablis avant l'expiration desdits 4. mois, lesdits Subsidés ne laisseront pas d'être payés pour 4. mois entiers. Mais si la Paix & le repos venoient à être rétablis dans ledit quatrième mois, lesdits Etats promettent & s'obligent de payer encore un mois par dessus les quatre, qui seront en tout 5. mois de subsidé.

XIV. Lesdits subsidés continueront de 4. en 4. mois, tant que la Guerre durera; en sorte que la Paix venant à être faite par la benediction de Dieu, le premier, second ou troisième desdits 4. mois, lesdits Etats seront néanmoins obligés à l'entier payement desdits 4. mois. Et en cas que ladite Paix vint à être obtenue & ratifiée ledit quatrième ou dernier mois, en sorte qu'on peut réduire ou licentier ladite Armée, lesdits Etats seront néanmoins tenus de payer encore un mois entier de subsidé à S. A. E. pour congédier & licentier les Troupes.

XV. S. A. E. fera marcher autant de Soldats qu'il sera possible, des Troupes qu'elle a déjà sur pié, vers ses Terres de Westfalie (où seront aussi menées les nouvelles Troupes qu'on levera de tems en tems) & ensuite toute l'Armée avec l'Artillerie, après l'expiration de deux mois, à compter du jour du payement des Deniers, où elle sera tenuë prête pour agir contre les Ennemis & leurs Adherants.

XVI. Lors que l'Armée sera prête & mise sur pié, S. A. E. fera faire le Serment de fidelité & d'obeissance à tous les Principaux & moindres Officiers, & à tous les Soldats, tant à Pié qu'à Cheval, comme aussi en cas qu'on vint à mener lesdites Troupes, en tout ou en partie, sur les Terres desdits Etats, pour y agir ou rendre quelque service contre les Ennemis, en ce cas lesdits Officiers tant moindres que Principaux & Soldats, seront obligés de prêter le même Serment aux Etats Généraux, & aux Commissaires qu'ils ordonneront pour cet effet, auquel Serment ils feront obligés pendant tout le tems qu'ils seront sur les Terres desdits Etats; à condition toutefois que les Principaux Officiers de S. A. E. auront la Jurisdiction & Droit de Discipline entiere sur leurs Regiments, sans aucune diminution ni alteration; Comme aussi au contraire, en cas que lesdits Etats trouvaissent bon de faire joindre quelques-unes de leurs Troupes avec celles de S. A. E. & qu'on fut obligé d'agir avec lesdites Troupes sur les Terres de Sadite A. que lesdites Troupes des Etats seront obligées de prêter le même Serment à S. A. E.

XVII. Le Commandement en Chef de l'Armée sera & demeurera par devers S. A. E. qu'elle exercera toujours elle même, en cas qu'elle n'en fût empêchée par maladie, ou par quelque autre accident; laquelle a aussi promis en vertu du présent Traité, d'exhorter & solliciter incessamment & serieusement toutes lesdites Troupes de combatre indifferemment & sans distinction pour le service, tant de Sadite A. E. que desdits Etats Généraux.

XVIII. Et en cas que Sadite A. E. trouvât bon d'établir quelque personne capable & qualifiée pour Général desdites Troupes, ladite personne sera obligée,

ANNO  
1672.

au moyen d'un Renversail par lui signé & seellé, de promettre ausdits Etats d'accomplir precisément & de Point en Point tous les Articles contenus au present Traité.

XIX. Sadite A. E. avifera incessamment avec les Commissaires desdits Etats, & Monseigneur le Prince d'Orange, comme Capitaine Général desdits Etats pour la prochaine expedition, lors que son Altesse sera presente, aux moyens & expedients les plus necessaires & les plus utiles pour le bien des deux Parties; à condition que lors que l'Armée sera obligée d'agir pour la deffense des Villes ou Pais appartenants ausdits Etats, ou qui sont gardés par leurs Garnisons, l'avis des Commissaires desdits Etats prevaudra dans les Consultations, & devra être suivi; Mais lors qu'il sera question de deffendre les Villes & Pais de S. A. E. en ce cas-là l'avis de S. A. E. ou de ses Commissaires prevaudra, & sera mis à execution.

XX. A été encore accordé & stipulé qu'encore que l'Armée de S. A. E. fût menée en tout ou en partie sur les Terres des Etats Généraux afin d'y être employée contre les Ennemis, neantmoins le commandement en Chef, avec ce qui en dépend, comme de donner le mot, & autres choses, demeurera par devers S. A. E. lors qu'elle commandera l'Armée en personne; Mais s'il arrivoit qu'elle n'y fût pas en personne, alors ledit commandement en Chef, avec ce qui en dépend, sera par devers le Général qui sera établi de la part des Etats Généraux, à condition toutefois qu'il portera les mêmes titres d'honneur, & aura les mêmes Commissions que celui qui commandera l'Armée de S. A. E. Comme aussi en cas qu'on menât l'Armée desdits Etats Généraux, en tout ou en partie, sur les Terres de S. A. E. afin d'y être employée contre les Ennemis, le commandement en Chef, avec tout ce qui en dépend, sera par devers Monfr. le Prince d'Orange comme Capitaine Général, lors qu'il commandera l'Armée en personne; Mais s'il n'y étoit pas en personne, ledit commandement en Chef, avec tout ce qui en dépend, sera par devers celui que S. A. E. établira en qualité de Général; à la charge toutefois qu'il sera pourveu des mêmes Commissions, & ne portera pas de moindres titres d'honneur que celui qui commandera en Chef l'Armée desdits Etats Généraux.

XXI. Et comme les Parties Contractantes de part & d'autre n'ont point d'autre but & intention que de conserver la precieuse liberté de leurs Terres & Provinces, & non d'offenser ni de faire tort à personne; c'est pourquoi on a stipulé expressément par le present Traité, que ladite Armée ne sera employée à autre fin, sinon pour deffendre les Terres & Provinces des Etats Généraux contre tous ceux qui les voudroient attaquer, auquel cas S. A. E. fera obligée d'assister lesdits Etats avec ladite Armée à leur premiere semonce & sollicitation, & ruiner les Ennemis qui leur voudroient nuire.

XXII. Et afin qu'on puisse mieux subvenir aux dépenses necessaires pour l'entretien de ladite Armée, on tâchera de mettre sous Contribution les Terres & Pais qui se feront declarés en faveur de l'Ennemi, lesquelles Contributions, pour ce qui pourra rester après la deduction des frais necessaires, seront également pour le profit des Parties Contractantes.

XXIII. Lors que ladite Armée aura commencé d'agir effectivement, il ne sera permis à aucune des Parties Contractantes de faire aucune Paix ni Trêves avec l'Attaquant, ou ses Adherents, qu'avec le commun consentement des deux Parties, duquel consentement on ne pourra faire aucune difficulté de part ni d'autre, si chacun peut être rétabli par ce moyen, ou conservé en l'état auquel il étoit devant le commencement de la Guerre; & en cas qu'on voulût entrer en quelque Traité, soit de Paix ou de Trêves, pour quelques années, ne pourra l'une desdites Parties s'engager audit Traité sans en faire part à l'autre, & sans lui procurer en même temps la facilité & le moyen d'envoyer ses Ministres aux Lieux où on traitera: Et se communiqueront lesdites Parties successivement, & de tems en tems, tout ce qui se passera dans ladite Negotiation: Ne consentiront aussi lesdites Parties à ladite Paix ou Trêve avec ledit Attaquant ou ses Adherents, sans se faire rétablir l'un l'autre en la possession des Villes & Places, s'il le desire, comme aussi l'exercice des Droits & Immunités, qui appartiennent respectivement ausdites Parties, & dont elles jouissoient avant la Guerre, sans aussi stipuler de l'Attaquant & ses

Adhe<sup>s</sup>

ANNO  
1672.

Adherants, l'un pour l'autre, les mêmes Droits & Immunités, Exemptions & Prerogatives qu'il stipulera pour soi même, à moins que lesdites Parties ne fissent d'autres conditions ensemble, & aura-t-on généralement égard à ce que les Hostilités cessent en même tems contre lesdites Parties.

XXIV. Les Généraux, Colonels & Commandants des Armées & Troupes, seront reus de faire bonne Justice à un chacun, sans avoir aucun égard à l'apparence des personnes.

XXV. Lors que Son Altesse Electorale se trouvera dans quelqu'une de ses Villes, où il y aura Garnison des Etats Généraux, il lui sera permis de retenir auprès de sa personne la Garde du Corps de deux cent Chevaux au moins, lesquels ne seront obligés à aucune autre chose qu'à la garde de la personne de Sadite Altesse; aussi ne seront commandés que par Sadite Altesse, & moins entreprendront aucune chose qui puisse tendre au prejudice desdites Places occupées par les Garnisons desdits Etats.

XXVI. Sera aussi permis à Sadite A. de dresser un Magasin dans ses Villes du Païs de Cleve, où il y aura Garnison desdits Etats, dans lesquels Magasins il pourra mettre les Munitions nécessaires pour un prix raisonnable, & tel que lesdits Etats les achètent eux mêmes, & les lui voudroient laisser, à moins qu'ils n'en eussent affaire eux mêmes.

XXVII. Sera ensuite avisé entre les Parties Contractantes aux autres moyens nécessaires pour ramener la Paix, & rétablissement du repos & seureté commune, par une Alliance plus étroite, ou autres expedients convenables à ce dessein. Pour lequel effet lesdits Etats Généraux traiteront autant qu'il sera possible avec Messeigneurs les Ducs de Bronswick, & du moins avec Mess. les Ducs George Guillaume, & Rudolf Auguste, afin de les engager aussi à un Traité d'Alliance.

XXVIII. Tous lesquels Points & Articles susmentionnés lesdites Parties Contractantes promettent d'observer fidèlement & inviolablement de part & d'autre, dont pour plus grande assurance ont été faits deux Instrumens d'une même teneur, qui ont été signés & scellés par les Deputés desdites Parties, qui promettent de faire ratifier & permuter le present Traité dans un mois prochainement venant, à conter de la date des presentes, & même plutôt, s'il est possible. Ainsi fait, accordé & arrêté sous la Signature & Cachets desdits Deputés, mentionnés en ladite Procuration, à Cologne au Sprée le 26. Avril vieux stile, l'an de grace 1672.

Ainsi signé,

Otto Baron de Swerin. (L. S.)  
L. Christoffle v. Sommits. (L. S.)  
Frans Menderts. (L. S.)  
Godert B. v. Reede. Sr. d'Amerongue. (L. S.)

LXXXIII.

26. Avril. Salva Guardia von Ihro Kayf. Mayest. Leopold der Stadt Dortmund/ occasione der am Rhein und in Westphalen entstandenen Kriegs-Empörungen wider alle und jede Aggressores ertheilt. Wien den 26. April 1672. [LONDORPII Acta Publica, Theil. XIII. Libr. XIV. Cap. XXXVII. pag. 468.

C'est-à-dire,

Sauvegarde de l'Empereur LEOPOLD, accordée à la Ville de Dortmund, à l'occasion des mouvements de Guerre qui se font sur le Rhyn & dans le Cercle de Westphalie, contre tous & chacun de ceux qui voudroient l'attaquer ou la troubler. A Vienne le 26. d'Avril 1672.

Wir Leopold von Gottes Gnaden/ Erwählter Römischer Kayser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böhmen/ Dalmatien/ Croatien und Schlawonien etc. König/ Erb-herzog zu Oesterreich/ Herzog zu Burgund/ Steyr/ Kärnten/ Krain und Tirolen/ Graf zu Ty-

rol etc. Enbieten allen und jeden Chur-Fürsten/ Fürsten/ Geist- und Weltlichen Prälaten, Grafen/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Ruedten/ Landvoigten/ Hauptleuten/ Bischoffen/ Böggen/ Pflegern/ Berweßern/ Ambleuten/ Schultheissen/ Burgermeistern/ Rättern/ Rätchen/ Birgern/ Gemeinden/ und sonstigen allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und getrennen/ und dann allen und jeden Kriegs-Herren/ Obristen/ Rittmeistern/ Fenbrichen/ Hauptleuten und Befehlshabern/ Ehrenholden/ Quartier-Meistern/ Furirer/ wie die Namen haben mögen/ zu Kopf und Fuß/ Wasser und Land/ wes Standes/ Wesens oder Würdens die seyn/ unser Freundschaft/ Guad und alles Gutes/ und hiemit zu wissen/ daß wir aus etlichen unsern Käyßerl. Gemüth bewegenden taffteren erheblichen und ganz rechtmässigen Ursachen/ über das und neben dem alle unsere und des Heil. Reichs gehorhame Stände/ Städte/ und ihre Unterthanen und Zugehörige/ gemeinlich in unserm/ als Römischen Käyfers und gemeinen Oberhauptes Schutz und Schirm/ Protection und Versprechung seyn/ unsere und des Reichs liebe Getrene/ N. Burgermeister und Rath der Stadt Dortmund/ samt allen den Ihrigen/ auch derselben Hinterlassen/ Dienst- und Ambleute/ mit aller ihrer Leib/ Haab und Gütern/ Leben und Eigen/ insonderheit die Stadt und von uns und dem Heil. Reichs Lebenrührige Graffschaft Dortmund/ mit dero Leuten/ Schloßern/ Märkten/ Mühlen/ Weyhern/ Spitalen/ Hüttern/ Einfangen/ Hofen/ Vorwercken und Schaffereyen/ samt allen Freyheiten und Immunitäten/ Gerechtigkeiten/ Einkommen und Nuzungen/ wie sie das alles an Leben/ Wiederkauff/ Pfand- und Eigen Gütern/ auch Fahrnuß/ und anderen/ nichts aufgenommen/ in Gewahr und Besiß haben/ bey der anjeho am Rhein in des Heil. Reichs Niederland/ Westphälischen Grefß/ und dessen Benachbarten Provinzien und Landen/ vorhergehenden gefährlichen Kriegs-Empörungen und Conjunctionen nochmahlen in unsern und des Reichs besondern Verspruch/ Schutz/ und Schirm und Salvaguardiam empfangen und aufgenommen haben/ thun das auch/ nehmen und empfangen sie daren hiemit und in Krafft dieses Brieffs/ erklären und wollen/ daß vorgedachte Burgermeister und Rath der Stadt Dortmund/ und all das Ihrige/ inn- und außserhalb der Stadt/ zu samt ihren ehelichen Weibern und Kindern/ auch derselben Erbens- Erben/ Hinterlassen/ Dienst- und Ambleuten/ mit aller ihrer Leib/ Haab und Gütern/ Leben und Eigen/ Graff- und Herzhafften/ Schloßern und Leuten/ Rechten/ Gerechtigkeiten/ auch Nuzungen/ Freyheiten/ Immunitäten/ und Possessionen, so sie jeho haben/ oder ins künfftig weiter erlangen und bekommen/ oder mit gebührligen Titel an sich bringen möchten/ mit allen derselben Ein- und Zugehörigen/ nichts ausgenommen/ unter und in solchem und des Reichs- Verspruch/ Schutz/ Schirm und Käyßerl. Adlers Salvaguardiam, Freyheiten und Sicherheiten/ allezeit seyn und bleiben/ auch alle und jede Recht/ Gerechtigkeiten/ Freyheiten/ Immunitäten/ Sicherheit/ Vortheil und Beneficien haben/ sich derselben erfreuen gemessen sollen und mögen/ wie andere unsere und des Reichs Unterthanen/ die mit dergleichen Käyßerl. Salvaguardia begabet und versehen seyn/ haben/ sich erfreuen und gemessen sollen und mögen/ ganz und zumal nichts ausgeschlossen/ und damit solche unsere Käyßerl. Protection, Frey- Sicherheit und Haltung/ Verspruch/ Schutz/ Schirm und Salvaguardia männiglich kundbar und wissend seye/ auch würcklich vollzogen werde/ so vergönnen/ erlauben/ und geben wir ernelten von Dortmund hiemit unser vollkommene Macht und Gewalt/ daß sie so oft es ihnen gefällig/ und es ihrer Güter und Leuten Nothdurfft erfordern würde/ können und mögen/ entweder selbst/ oder durch ihre Befehlshabere jedes Orts an ihre Stadt/ Schloßer und Festen/ oder ihre persöhnlich Anwesen/ Haushaltungen/ oder auch Possessionen, Hoffe/ Vorwercke und Schaffereyen unsern Käyßerl. Adler und des Heil. Reichs/ auch unserer Königreich und Landen Wappen/ sampt oder sonderlich/ zum Gehengnuß unsers Käyßerl. Schynnes/ Handhabe und Salvaguardia, vorsehen/ und daß selbiger/ wo die im Reich allenthalben angeschlagen/ publicirt und insinuir worden/ vollkommener Glaube/ gleich dem Original solle zugesellet und geboramet werden. Und befehlen darauß Ew. E. A. N. und euch/ allen sämptlich/ oder einem jeden insonderheit von Röm. Käyßerl. Macht/ Vollkommenheit/ hiemit ernstlich gebietend und wollen/ daß ihr mehrgedachte unsere und des Heil. Reichs- Stadt Dortmund/ dero Burgermeister/ Rath und Bürger/ auch dasjenige/ was ihnen zugehörig/ samt allen dem/ wie obsteht/ geruhig bleiben/ und wieder diesen unsern Käyßerlichen Schutz/ Schirm und Salvaguardiam keines Wegs betriben/ passiren/ hemmen/ beleidigen/ einfallen/ besetzen/ eigenthätig einquartiren/ gefänglich bestriben/ Streiffen und Plündern/ in keine Weise/ sondern sie und alle die Ihrige und was denselben zuständig/ wie auch das Namen haben mag/ darbey ruhiglich/ unturbirt, und allerdingz unbelaidigt bleiben/ auch unser ordentlichem rechtlichen Process und darin ergangenem und in der andern Instantz publicirten End- Urtheils nicht beschweren noch bekümmern lassen/ als lieb Ew. E. A. N. und euch und einem jeden seye/ unsere Käyßerl. Ungnade/ und darzu eine Geld- Pöen, als nemlich einhundert Marek löthiges Goldes/ so ein jeder/ so oft er freventlich hierwieder handelt/ halb in unsere Käyßerl. Cammer/ und den andern halben Theil vielgedachte Stadt Dortmund unnachlässig zu bezahlen verfallen seyn solle/ Und dann den außländischen Befehlshabern und Kriegsleuten/ des Heil. Reichs Acht/ auch Leib- und Lebens- Verswürkung zu vermeiden/ Und das meynen wir ernstlich/ mit

ANNO  
1672.

ANNO  
1672.

Itz und dieses unſers Kayſerl. Brieffes beſiegelt mit unſerm Kayſerl. anhangenden Inſiegel / der geben iſt in unſer Stadt Wien / den ſechs und zwanzigſten Tag des Monats Aprilis, nach Chriſti unſers lieben Herrn und Seeligmachers Gnadenreichen Geburt / im ſechzehnhundert / zwey und ſiebenzigſten / unſerer Keiſche des Romiſchen im vierzehenden / des Hungariſchen im ſiebenzehenden / und des Bohmiſchen im ſechzehenden Jahre.

LEOPOLD.

Ut. Leopold Wilhelm Graff zu Königſeg.

Ad Mandatum Sacræ Cæſaræ Majestatis proprium.

Wilhelm Schröder:

(Locus appendentis Sigilli Cæſarei.)

LXXXIV.

27. Avril. *Reglemens & Articles de Louis XIV. Roi de France pour les Confins entre la Savoie & le Dauphiné. Fait à S. Germain en Laye le vingt-septième Avril 1672. Avec l'ACCEPTATION du Duc de Savoie du susdit Reglement fait par Sa Majesté. Donné à Turin le treizième Août 1672. Tiré du Recueil des Edits du Duc de Savoie. Imprimez à Chamberi en 1679. [FRÉDÉRIC. LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Recueil des Edits de S. A. R. de Savoie imprimé à Chamberi 1679.]*

LE ROY ayant désiré que les difficultez qui se font rencontrées jusques à present, pour raison des Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné, & d'Appremont, Franſin, & des Marches de Savoie, fussent terminées par un bon accommodement, auroit nommé des Commissaires pour y travailler conjointement avec ceux que Monsieur le Duc de Savoie avoit député à même effet; mais lesdits Commissaires n'étant pu convenir de la fixation desdites Limites, Mondit Seigneur de Savoie se seroit volontairement remis à Sa Majesté de déterminer lesdites difficultez, ainsi qu'elle l'estimeroit à propos. En consequence dequoi le Roi se seroit fait représenter les Titres, Enseignemens, Pieces & Memoires servans à la justification desdites Limites de part & d'autre, avec les Procez Verbaux des Conferences desdits Commissaires, a estimé que lesdites Limites doivent estre réglées, ainsi qu'il en suit.

PREMIEREMENT. Que la Voye Montagniere qui faisoit la separation des Mandemens de Belle-Combe & d'Appremont, commencera à la cime de la Montagne de Grenier, tirant droit à l'endroit où étoit ci-devant la Croix d'Entremont, dans le Bois de la Serre, au dessus de la Ruine, laissant le Pré de l'Echau du côté de Savoie, auquel endroit il sera planté une Borne, dans laquelle du côté de Belle-Combe seront gravées les Armes du Dauphiné, & du côté d'Appremont celles de Savoie; que de cet endroit ladite Voye Montagniere continuera & descendra à droite Ligne au Molard dudit Colombier, & dudit Molard droit au Roc appellé Pierre Acher, qui demeurera de la part de Dauphiné: & que depuis ladite Croix d'Entremont jusqu'audit Pierre Acher, il sera planté des Bornes pareilles à celles ci-dessus, de distance en distance à celle-ci.

II. Que dudit Pierre-Acher il sera tiré une Ligne droite jusqu'au coin du Bois de Bassuie, appellé des Mufard, à la tette du Pré Paschalis, conformément au Reglement Provisionnel de 1576. lequel demeurera définitif; bien entendu que le grand Sac, appellé le Sac de Mery, dont le tiers, suivant cet Alignement & ledit Reglement de 1576. devoit demeurer du côté de Savoie, sera réputé à l'avenir être entièrement du Dauphiné, le long de laquelle Ligne il sera planté aussi des Limites de distance en distance.

III. Et quant à la Prairie des Mortes, que directement au milieu d'icelle, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, il sera posé une Borne qui servira de Limite; de laquelle Borne il sera tiré deux Lignes droites, l'une du côté de la Riviere d'Izère qui finira à ladite Riviere, & l'autre du côté qui regarde les Bois de

TOM. VII. PART. I.

Bassuie, laquelle finira au bout de ladite Prairie & aboutira aux Terres qui devoient demeurer du côté de la Savoie par ledit Traitè Provisionnel; que du bout de ladite Ligne il en sera tiré une jusqu'à la Borne qui sera plantée à la reste du Pré Paschalis: & que ce qui sera en deça desdites Lignes du côté de Chaparellan & Belle-Combe, sera réputé de Dauphiné, & ce qui sera en delà desdites Lignes sera de la Savoie; bien entendu que le Fort bâti par le Comte Aymond, en l'endroit où il étoit, demeurera dans la partie de la Savoie; le long desquelles Lignes il sera pareillement posé des Bornes de distance en distance.

IV. Que la fixation ainsi faite des Limites des deux Etats, ne pourra prejudicier au droit de propriété tant des particuliers pour les Heritages qui leur appartiennent, lesquels par ce moyen se trouveront dans l'un ou l'autre des Etats, que des Ecclesiastiques & Seigneurs pour les Fiefs qu'ils y auront, dont ils jouiront ainsi que par le passé, sous la Souveraineté du Prince dans l'état duquel ils se trouveront.

V. Que ladite fixation ne pourra aussi apporter aucun changement pour ce qui concerne le payement des Rentes & Redévances, étant expressement convenu qu'elles se leveront reciproquement comme par le passé.

VI. Et à l'égard des Tailles, qu'elles seront payées en Dauphiné par les Savoisiens, pour les Heritages qu'ils possederont dans la partie de ladite Prairie qui sera du Dauphiné, & que les Sujets de Sa Majesté payeront aussi la Taille en Savoie pour les Heritages qu'ils possederont dans ladite Prairie qui sera du côté de Savoie.

VII. Qu'en outre tant ceux du Dauphiné que ceux de Savoie, pourront indistinctement faire repaître leurs Bestiaux dans toute l'étendue de ladite Prairie, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, soit dans la partie qui sera du Dauphiné ou dans celle de Savoie, après la premiere herbe levée, depuis la Feste de la Magdeleine jusqu'à l'Hyver ensuivant.

VIII. Que dorénavant ladite Prairie sera mise en bañc à Chaparellan, & que les Officiers dudit lieu en feront les Publications & les Reglemens de Police à jour prefix, ausquelles Publications les Habitans d'Appremont, de Franſin, des Marches, & autres Sujets de Savoie qui ont des Heritages dans ladite Prairie, seront tenus de s'y trouver si bon leur semble.

IX. Et afin d'entretenir doré-en-avant une bonne amitié entre les Dauphinois & les Savoisiens de ce côté-là; en cas qu'en execution du present Reglement il arrive quelques differends entr'eux, soit pour le pasturage, contravention aux Reglemens de Police de la Prairie des Mortes, ou pour le plantement des Limites, lesdits differends seront jugez & terminez sommairement par les Officiers de Sa Majesté, & ceux de Mondit Seigneur le Duc de Savoie, lesquels seront tenus de se trouver pour cet effet audit lieu de Chaparellan, sans prejudice au surplus de la Jurisdiction des uns & des autres, tant au civil qu'au criminel, laquelle ils exerceront chacun dans l'étendue de son Ressort.

X. Qu'en outre les Alignemens, plantemens de Bornes & Limites portez par le susdit Reglement, seront faits en presence des Commissaires ci-devant nommez de part & d'autre pour la fixation desdites Limites, pardevant ceux qu'ils enverront sur les Lieux à cet effet, lesquels en dresseront & signeront conjointement des Procez Verbaux, qui serviront de Titres à l'avenir. Fait à S. Germain en Laye le 27. Avril 1672. Signé, LOUIS. Contre-signé, LE TELLIER. Scellé de petit Sceau de cire rouge.

Acceptation du Reglement fait par Sa Majesté Très-Chrétienne sur les Limites du Dauphiné.

CHARLES EMANUEL, par la grace de Dieu Duc de Savoie, Chablais, Aouste & Genevois, Prince de Piemont, &c. Voulant que les Articles touchant le Reglement des Confins & Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné & d'Appremont, Franſin, & des Marches en Savoie, que nous avons accepté & approuvé en la forme qu'ils nous ont esté envoieez, signez par le Roi à S. Germain en Laye le 27. jour d'Avril dernier, desquels Articles & Acceptation Copie autentique est attachée aux presentes, soient observées de bonne foy & pleinement executées,

C e

Nous

ANNO  
1672.

ANNO  
1672.

Nous avons pour cet effet résolu d'ordonner, comme par ces presentes signées de nôtre main, de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Souveraine, & par l'avis de nôtre Conseil residant près nôtre personne, Nous mandons & ordonnons à nos tres-chers bien amez & feaux Conseillers d'Etat, les Seigneurs de la Perrouze & de Challes, par Nous ci-devant deputez pour le fair dudit Reglement des Confins, de faire executer lesdits Articles de point en point selon leur forme & teneur, de ce faire, leur donnant tout le Pouvoir & route l'autorité necessaire. Mandons en outre à nos tres-chers bien amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Senat & Chambre des Comptes de Savoye, de faire enregistrer lesdites Presentes, avec ladite Acceptation, Approbaton & Articles susdits, pour y avoir recours, les faisant garder & observer pleinement & perpetuellement, sans aucune difficulté: Car tel est nôtre plaisir. Donné à Turin le treizième jour du mois d'Août 1672.

Signé,

CHARLES EMANUEL.

Visa, BUSQUET.

Contre-signé, DE S. THOMAS.

Et scellées en grand Sceau de cire rouge.

LXXXV.

16. Maii. Reces und Vergleich zwischen Ernestum Pium Herzogen zu Sachsen-Gotha eines/ und denen Herzogen Johann Ernst zu Sachsen-Weimar/ Johann Georg zu Sachsen-Eisenach/ und Bernhard zu Sachsen-Jena Gebrüderem anderen Theils; Wodurch die durch den Tod Friedrich Wilhelm's Herzogs zu Sachsen-Altenburg/ verledigte Fürstenthümer Altenburg und Coburg Herzog Ernest von Gotha behält/ doch daß denen 3. Herren Brüdern von Weimar/ Eisenach und Jena aus dem Fürstenthum Altenburg zukommen und von Herzog dem Frommen cediret werden/ die Schlösser/ Ambt/ und Städte Dornburg/ Altstett/ das Ambt Rosslau/ Ambt und Stadt Burgel/ Ambt Heusdorff/ der Altenburgl. Vierdte Theil am Glatz zu Erfurt/ die Hoheit und Steuern der Herrschafft Reimda/ und des Guts Apolda/ die Hoheit und Steuer samt dem Jure reluendi über das Ambt Hardisleben und Vorwerck Schwabsdorff; ferner cediret gedachter Herzog Ernst an die 3. Gebrüdere/ auß dem Fürstenthum Gotha oder dahin gehörigen halben Fürstenthum Eisenach das Ambt Freyenberg/ ingleichen das zuvor mit Eisenach gemein gehabte Eisenachische Votum auf Reichs- und Crayß-tagen. Altenburg den 16. May 1672. [CHRIST. GASTELIUS; de Statu publico Europæ noviss. Cap. XIX. pag. 589. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG; Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 201.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre ERNEST le Pieux Duc de Saxe-Gotha d'une part, & JEAN ERNEST Duc de Saxe-Weimar, JEAN GEORGE Duc de Saxe-Eisenach, & BERNARD Duc de Saxe-Jena, Freres, d'autre part, touchant les Principautés d'ALTENBOURG & de COBURG devenues vacantes par la mort du Duc FREDERIC GUILLAUME; par lequel ils conviennent que lesdites Principautés appartiendront au Duc de Gotha; en sorte néanmoins, & à condition qu'il cedera auxdits trois Freres dans la Principauté d'Altenbourg les Châteaux, Bailliages, & Villes de Dornbourg, & Altstett, Rosslau, Burgel, & Heusdorff; la

quatrième partie du Droit de conduite d'Erford; ANNO  
la haute Jurisdiction & les Collectes de la Sei- 1672.  
gneurie de Remda, & Terre d'Apolda, la haute  
Jurisdiction & les Collectes avec le Droit de Re-  
trait dans le Baillage de Hardisleben, & la Ter-  
re de Schwabsdorff. Le même Duc de Saxe-  
Gotha leur cede aussi d'ailleurs le Baillage de  
Freyenberg, & la Part du Votum d'Isenach,  
qui lui appartenoit dans les Dietes & Assemblées  
Circulaires. A Altenbourg le 16. Mai 1672.

On Gottes Gnaden Wir Ernst / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / ic. und von desselben Gnaden Wir Johann Ernst / Johann Georg / und Bernhard / Gebrüdere / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / ic. thun hiermit kund / und bekennen gegen männiglich. Demnach Gott der Allmächtige / nach Seinem heiligen allem-weisen Rath und Willen / den Weyland Hochgeborenen Fürsten / unsern freundschaftlichen lieben Vetteren / Herrn Friederich Wilhelm / den Jüngern / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / ic. durch einen zwar unvermutheten / doch seeligen Tod an der Krankheit der Kindes-Blattern in dero blühenden Jugend und fünfzehnden Jahre dero Alters / am 14. Aprilis, nachsich von dieser Zeitlichkeit abgefordert / und dadurch seiner liebden anerbte Fürstenthümer Altenburg und Coburg / sambt darzu geschlagenen Heubergischen Theil Landes verlediget worden; So ist zwar zwischen Uns Herzog Ernsen eines / und Uns Herzog Johann Ernsen / Johann Georgen und Bernharden Gebrüderem / andern Theils / über der Succession an solchen verledigten Landen Trennung vorgefallen / und zur Apprehension der Posses auf eine und andere Weise geschritten worden.

Dieweil aber Wir allerseits als Christliche Fürsten / nicht so sehr was einer oder ander Theil aus verhofften Recht / nach der Schärffe / ganz oder zum theil für sich behaupten könte / als die nahe Blut- und Stamm-Verwandtschaft auf rechte wahre Freundschaft / Einigkeit / gutes Vertrauen und zusammen-Verbindung unsers Stammhauses / und Verhütung schädlicher und ärgerlicher Weiterung in Betrachtung gezogen / Wir Herzog Ernst auch absonderlich Uns wol erinnert / wie Wir vor hochgedachten drey Herren Gebrüderem / unsern freundschaftlichen lieben Vetteren / als dero in Gott ruhenden Herrn Vätern lieblicher Brüder nicht viel minder / als väterliche Treue und Liebe zu erzeigen hätten; So haben Wir famtlich ohne Verzug / und gleich bey entstandener Differenz die Neigung zu einer Christlichen / Gott wolgefälligen / und zu Erhalt- und Fortpflanzung beständigen Wolvernehmens abziehenden Vergleichung spühren lassen; Und nachdem zugleich der Durchleuchtigste Fürst / Herr Johann Georg der Andere / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve / und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erb-Marschalck und Chur-Fürst / ic. unser freundschaftlich geliebter Herr Vetter / Bruder und Gevatter / wie auch der Hochwürdig / Durchleuchtige Fürst / Herr Moritz / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Postulirter Administrator des Stiffts Rannburg / ic. und der Valley Thüringen Stadthalter / ic. unser freundschaftlicher lieber Vetter / auch Schwager / Bruder und Gevatter / als unsers verstorbenen jungen Vetteren zu Altenburg bisherige Vorwünder / sich aus reiner Wolmeinung und tragenden Sorgfalt / also fort ins Mittel geschlagen / und zu unser allerseits sonderbahren Danknehmung Erkenntnuß / dero wegen oberührten Todesfalls nachher Altenburg abgeordnete geheime Räte / den Wohlgebornen / und den Besten Herrn Carin Freyherrn von Seckendorff / zu Oberr-Jenna / Gumperta und Mödelstem / Ihre Liebden und Gnd. respective Cammerherren / Präsidenten des Oberr-Consistorii zu Dresden / auch Canslern und Präsidenten des Stiffts-Consistorii zu Zeitz / zu einer freundschaftlichen Interposition instruiert und bevollmächtigt; Als haben Wir Herzog Ernst / indem uns hohen Alters halben selbst fortzukommen nicht wol möglich gewesen / dem Hochgeborenen Fürsten / unsern freundschaftlichen lieben Sohn / ic. Herrn Friederich / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / ic. Wir Herzog Johann Ernst aber / unsern freundschaftlich-geliebten Brüdern und Gevattern / Herzog Johann Georgen / und Herzog Bernharden unsere Vollmachten aufgetragen / und ist darauf im Namen Gottes / am nachst-verdienenen 24. Aprilis in Altenburg zu gültlicher Handlung der Anfang gemacht / und durch Göttlichen Beystand / nach gemugsamer Erwegung aller Umstände / mittelst fleißiger und annehmlicher Bemühung vorgenannter Chur- und Fürstlicher Deputirten und getreuen Rathum und Einrathen unserer allerseits mit nach Altenburg erforderter und geschickter respective Geheimen und anderer Räte / am 6. May ein Schluss erfolgt / punctiret / und von Uns denen anwesenden respective Fürstlichen Gewalthabern und Principalen unterschrieben / nunmehr aber in gegenwärtigen ausführlichen Reces extendiret und begriffen worden / wie folget:

Zum Ersten / behalten Wir Herzog Ernst erblich und eigenthümlich ins gemein / ohne Anschlag und Ueberhaupt / und also nur dasjenige aufgenommen / was laut folgender Puncten unsere freundschaftlich geliebte Vetteren empfahen / den übrigen ganken Anfall /



ANNO  
1672.

Anfall / Succession und Erbschaft des Fürstenthums Altenburg und Coburg / mit eingeschlossen das Stift Saalfeld / und die Hennebergische Ämter / sammt allen hohen und andern Gerechtigkeiten und Pertinentien / also mit Juribus & Actionibus, commodis & oneribus, wie solche Dertter unser junger Vetter Seel. verlehiget/nichts überall / als was gedächter massen hiernechst ausdrücklich aufgeschlosssen / und Unserer Herren Vetter E. E. E. geeignet zu befinden / und Wir Herzog Johann Ernst / Johann Georg / und Bernhard / Gebrüdere / seind damit auch gänzlich und wol zufrieden / wünschen Seiner Gnad. und dero Fürstlichen Posterität / zu obgedachter Possession Götlichen reichen Segen / und alles Fürstliche Bedeyen / und wollen außer denen bedingten und hiernächst benannten Stücken an Seiner Gnad. und dero Fürstlichen Erben und Nachkommen / so lang dero Männliche Descendentz sich nach Gottes Willen erstrecket / für uns und unsere Fürstliche Erben und Nachkommen / außer der gesamnten Hand / und Succession-Recht / durchaus keinen Anspruch dargegen erwecken / sondern uns dessen allen wissentlich und wohlbedächlich begeben / und Ihrer Gnad. ruhige und völlige Possess und Eigenthumb gütlich / gern und willig gestanden haben.

Zum Andern / Uns Herzog Johann Ernst / Johann Georg / und Bernhard / Gebrüdere verbleiben und werden respective aus dem Fürstenthumb Altenburg / mittelst abgesonderten Resignationen der gewissen Ehen- und Fürstlichen Herren Vormünder / und Herrn Herzog Ernstens Gnad. überlassen und überwiesen folgende Schloßer / Ämter / Städte / Cammer-Güter / Länd / Vaßen / und Unterthanen / mit aller Landes-Fürstlicher Hoher Obrigkeit / Regalien / Steuern / Ritterdiensten / Gehöhen / auch Hohen- und Nieder-Jagten / Gerichten und Gerechtigkeiten / Pertinentien und Zugehörigen / nichts überall aufzunehmen / sondern in aller masse solche entweder von unsern lebt-verstorbenen jungen Vetteren zu Altenburg / oder respective von Seiner Herrn Herzog Ernstens Gnad. selbst / bis zu dieser Überlassung und Abtretung / besessen / genutzt und gebraucht worden / oder von Rechtswegen hätte genutzt und gebraucht werden mögen / Namentlich aus dem Fürstenthumb Altenburg :

Schloß / Amt und Stadt Dornburg / zusamnt der Hoheit und Lehen an denen Schrifft- und Amtfassen zu gedachten Dornburg / Wormstett / Greutschen / Flußstett und Ober-trebra / so viel die Lehen-Brieffe dieser und folgendes gemeldeten Vaßen und Freysassen aufweisen / und wie sie in die Ämter oder deren Bezirk / denen unten angezogenen Theilungs-Anschlägen nach gehören /

Schloß / Amt und Stadt Alstett / samnt denen Schrifft- und Amtfassen zu gedachten Alstett / Hengendorff / Kalbsriech / Wolfersstett / Niederreblingen / Mittelhausen und Einzigen.

Amt Kossau / mit seinen Flecken und Dörffern / und denen respective Schrifft- und Amtfassen zu Berg-Sulza / Wickerstett / Ober- und Nieder-Kossau / auch Bittelstett / doch das Salkwerck zu Sulza mit seiner Zugehörung und Gerechtigkeiten / wie sich dasselbe bisher befunden / vor uns Herzog Ernstens / aufgenommen / besonders auch daß der Salkbaum in denen überwiesenen Ämtern bey dem Salkwerck zu Sulza gelassen / und die Unterthanen dessen daselbst sich zu erholen / ferner ernstlich und ohne widrigen Nachsehen und Verstattung einiges Unterschleiffs / wie sie bisher zu thum schuldig gewesen / nichts minder auch fort-hin unverrückt angehalten werden.

Deßgleichen bleibt uns Herzogen Ernstens auch die Saalfosse allerdings / wie solche bisher der Fürstl. Altenburgische Theil zu gebrauchen gehabt.

Weiter kommt uns denen drey Gebrüdere zu / Amt und Stadt Würgel / mit denen darzu von Altershero gehörigen Jagten / auch dem Vorwerck Rumbadorff.

Das Amtes Hauptdorf.

Der Altenburgische Viertheil an dem Glaitz zu Erfurt und dessen Bezugeherten / und die Helffte des Georgenthalerthoffs zu gedachten Erfurt.

Hierüber die Hoheit und Steuern der Herrschaft Kemda / und des Gutes Appolda / welche Dertter unser gesamnten Universität zu Jena / Krafft Fundation / zugehören / mit eingeschlossen die Lehnschaft zu Heilsburg und Sündremda.

Weiter die Hoheit und Steuern samnt dem Jure retuendi über das Amt Hardisleben und Vorwerck Schwabsadorff.

Aus dem Fürstenthumb Gotha aber / oder dahin gehörigen halben Fürstenthumb Eysenach ;

Das Amt Freyenberg / mit denen Lehen und Frey-Höfen / jedoch mit vorbehaltener Zwang des Salkauffes zu Salkungen / und daß wider der Stadt und Salkwercks daselbst dißfalls hergebrachte Statuta und Privilegia nichts vorgenommen / noch zu deren Nachtheil / unter was Namen und Fürwand solches geschehen könnte oder möchte / etwas nachgesehen werden soll.

Endlich auch die Lehnschaft / die Wir Herzog Ernst an des von Meckrods Gütern im Fürstenthumb Eysenach Weinmarischen Theils bisher gehabt / jedoch daß uns mit unsern Fürstlichen Descendenten der erste Heintfall verbleibe / und das Gut darauf wiederum an einen Lehmann gebracht werde.

Und inwiewol bey dieser Abtretung und Einräumung auf den Ertrag der Ämter / und zwar nach denen alten in Anno 1572. und 1603. wie auch der in Anno 1660. ergangenen Henneberg-

Tom. VII. Part. I.

ANNO  
1672.

gischen Landesheilungen / und damals gefertigten Anschlägen und Beschreibungen sich gerichtet / und dahin gesehen worden / daß uns drey Gebrüdere / so viel als der viertheil Theil der Renthen und Nutzungen / oder aber bepläussigt zwanzig tausend Gulden jährlicher Einkunfft an Amtesgefallen / über und nebens der Land- und Tranc-Steuer in denen abgetretenen Ämtern / Städten / Derttern und Gütern / Krafft dieses Vergleichs zukommen möchten ; So soll doch / im Fall der Ertrag mehr oder weniger / als solche abgesehene Summa betrüge / deßgleichen wann sich befünde / daß die Ämter seithero an pertinentien geschwächt / oder auch verstärkt und gebessert worden / einige laßion / Ersehung / peraequation / oder Herausgabe / wieder an Gefallen noch Steuern zu keiner Zeit gesuchet / noch praetendiret / sondern alles überhaupt und durch den Bogen verstanden / und sich nach der jeho gefundenen Possession und Nutzung nach Inhalt der Amtes-Rechnungen geredmet / auch alle und jede zu solchen Ämtern und Stücken gehörige Documenta , Rechnungen und Urkunden / wie sie jedes Orts befindlichen / dabey gelassen / und aus denen Cantzleyen / Kammern und Ober-Steuer-Einnahmen zu Altenburg / und respective zu Gotha die Amtes-Beschreibungen / Amtes- und Steuer-Rechnungen und Anschläge / so wol die darzu gehörige Cantzley-Lehen-Kammer und Consistorial-Akten aufantwortet / oder von dem / was nicht sichtlich zu separiren / bedürffende Abschriefften ertheilet werden.

Solten aber solche Ämter / und andere überlassene Stücke / ganz oder zum theil werden angeprochen / und deren merkliche pertinentien / wie solche überlassen worden / als man sich doch keineswegs zu versehen hat ; so wollen Wir Herzog Ernst und unsere Erben / die deßhalb zu recht geforderte Gewehr unsern freundschaftlichen lieben Vetteren und dero Erben gebühlich prästiren / und zu deren Behauptung alle mögliche Assistentz leisten.

Wir verzeihen uns auch an solchen Ämtern und Orten aller bisher gehabter oder aus Altenburgischer Succession verhoffter Hoheit / Nutzbarkeit und Gerechtigkeiten / also daß Jhr. E. E. E. und dero Fürstliche Männliche Erben und Descendenten von uns und unsern Erben zu keiner Zeit deßhalb bespödyen / noch verunruhiget werden sollen. Wünschen Jhnen vielmehr darzu alle Fürstliche gedeyliche Wohlfahrt und erspriechliche Nutzung / und behalten uns allein die gesamnte Hand- und Succession-Recht davon / nebenst Beobachtung dessen / was durch dieser Vergleich in folgenden Punkten ferner abgesondert bedinget worden.

Zum Dritten / Nachdem auch bisanhero wir allerseits auf Reichs- und Craiß-Tagen / wegen des Fürstenthums Eysenach / dessen Ämter wir Herzog Ernst in hievorigen Landesheilungen zu Helffte erlangt / ein Fürstlich Votum miteinander zu common geführt / nunmehr aber uns Herzog Ernstens mit dem Fürstenthumb Altenburg und Coburg zwey Vota / und zugleich die bisher Altenburgische theils gehabte Stelle unter denen Ordinari-Reichs-Deputirten zukommen ; So wollen wir uns hingegen unserer Vetteren E. E. E. und dero Nachkommen zum besten solches halben Eysenachischen Voti begeben / also daß Jhre E. E. E. solches samnt oder sonders / wie sie sich dessen vergleichen möchten / alleine und ohne fernere unsere Concurrrenz führen mögen ; Womit wir die drey Gebrüdere wol zufrieden / und hingegen von den obigen Votis des Altenburgischen und Coburgischen Fürstenthumbs / auf Reichs- und Craiß- und Deputations-Tagen gänzlich absehen.

Zum Vierden / Ob nun wol die Haupt-Intention und Meynung dieses Vergleichs genugsam zu vernemen / und also Krafft des / was im Ersten Punkt enthalten / uns Herzog Ernstens mit beyden Fürstenthümern Altenburg und Coburg / Stift Saalfeld und Hennebergischen Antheil / auch denen Residentien und Vestungen / alle Vaßallagia und Lehnschaften durchaus ( nur die jenigen / so im anderen Punkt gemeldet / und nur den dreyen Gebrüdere assignirt / außgenommen ) und darüber auch die Lehen und Hoheit an den Graffen zu Waldeck / wegen der Herrschaft Zonna / und was der Fürstliche Altenburgische Theil an den Graffen zu Schwartzburg gehabt / deßgleichen an denen Hn. Hn. Hn. Neuffen wegen der Herrschaft Schauenforst zukommen / und wir uns dießemnach auch des Altenburgischen halben Antheil an der Universität zu Jena / und dem Hoff-Gerichte auch Schöpffen-Stul daselbst anzunehmen hätten ; so haben wir uns doch / zu Verhütung ungleicher Vereimelung und anderer inconvenientien / dahin erkläret / daß nicht nur die Hoheit über die Herrschaften Kemda und Appolda / wie oben im anderen Punkt gedacht / sondern auch aus dieser Altenburgischen Succession ; ein Viertel an gedachter Universität / Hoff-Gericht und Schöpffen-Stul zu Jena / mit allen commodis & Juribus ; also dem Jure conferendi ; confirmandi ; visirandi ; und was dem anhängig / auf vorübergehende bisfers gewöhnliche oder künftig weiter zu vergleichen habende Weise unserer Herren Vetteren E. E. E. zusehen sollen / solcher Gestalt / daß sie nunmehr inclusive Jhres ohne das gehaltenen Viertels die Helffte an obenannter Universität / Hoff-Gericht und Schöpffen-Stuhl haben / jedoch auch nach solcher Proportion die Onera tragen / und nechst-bevorstehendes Quartal Crucis ; ( dann das einsehende Quartal Trinitatis wollen Wir Herzog Ernst noch aus der Altenburgischen Kammer zahlen lassen ) mit denen Besoldungen und Unterhalt des Convictorii ; nach solcher Proportion anfangen. Es bleibet aber uns Herzog Ernstens / ob wir gleich die Hoheit über die Universität-Güter überlassen haben / nichts

ANNO nichts desto minder frey und bevor / Rectorem und Professore  
1672. der Universität/ als Prälaten/ durch Ihre Deputirte, Unserem  
Belieben nach / auf die Land-Tage / wie vorher geschriben / zu  
verschreiben / allermassen wir die drey Gebrüdere / Ihre Ed. und  
dero Herren Successores daran nicht hindern / sondern vielmehr  
die Universität zur Erscheinung anhalten lassen wollen.

Zum Fünfften / Wir Hertzog Johann Ernst / Johann Georg /  
und Bernhard / Gebrüdere / verpflichten uns hiermit wegen der  
mit Eigenthum / Hoheit und Steuer uns zukommenden Aemter  
und Dertter / zu denen Reichs-Craiß- und Kammer-Gerichts  
oneribus proportionirten Beytrag zu thun / auch das Contingent  
bey denen Reichs-Craiß- und Kammer-Gerichts-Cassen  
uns zuschreiben zu lassen / und zwar übernehmen wir nach der  
vorjehre allhier gefertigten / und von denen zur Abtheilung und  
Calculation beständig an jedem hundert Gulden des Reichs- und  
Kammer-Gerichts Anschlags / der dem Fürstenthum Altenburg/  
mit eingeschlossen des Stifts Saalfeld Anschlag / zukommet/  
siebenzehnen Gulden / acht Groschen / fünf Pfening.

Wegen des Amtes Creyenberg aber / was nach ebenmäßiger  
Anrechnung / denen jeko gangbaren Land-Steuren nach / von dem  
Anschlag des Fürstenthums Gotha / oder halben Fürstenthums  
Erfenach / darauf kommen / und künftig diesen Recels mit be-  
günstigt werden wird.

Was aber die Steuer-Schulden belanget / wollen wir zu Ab-  
stattung Zins und Capital die jenigen Aemter und Dertter / wel-  
che bißher dem Ober-Steuer-Einnehmer zu Altenburg / ver-  
möge der Steuer-Rechnung / Beytrag darzu gethan / auch hinsfort  
Beytrag thun lassen / solcher Gestalt / daß nach jeko ebenmäß-  
ig aufgerechneter Proportion zu jedem hundert Gulden Capital  
oder Zins / welche die Ober-Einnahme zu Altenburg zu bezah-  
len hat / unsere Aemter und Dertter Dornburg / Bürgel / Köf-  
la / Heusdorf und Hardisleben / dreyzehn Gulden / drey Gro-  
schen / eyn Pfening / zuschüssen und bezahlen sollen.

Die jenigen uns zukommenden Aemter und Dertter / als All-  
stett / Kemda und Appolda / welche bis dato zu denen Steuer-  
Schulden mit concurrirt / wollen wir auch hinsföherein zie-  
hen zu lassen uns nicht verbunden haben; Es wäre dann / daß  
eine gesamte Altenburgische Landschaft dergleichen Beytrag mit  
Recht und Billigkeit behaupten könnte.

Den oben versprochenen Zuschuß aber wollen wir vor uns und  
unsere Fürstliche Nachkommen / Fürslich und aufrichtig präcti-  
ren lassen / und darzu jedesmalige und ungesäumte Verordnung  
thun / daß deshalb kein Mangel und Beschwerung zu keiner  
Zeit entstehen soll.

Wann aber solche Schulden abgetilget / alsdann sollen ge-  
dachte uns zukommende Dertter mit dergleichen Beytrag nicht  
weiter beschweret / sondern bey ihren zugetheilten und über-  
schriebenen Oneribus gegen das Reich / Craiß- und Kammer-  
Gericht gelassen werden / wie dann Wir Hertzog Ernst oder Un-  
sere Nachkommen / so dann ein mehrers nicht präctendiren und  
begehren wollen.

Sollte sich aber fügen / daß uns / denen drey Gebrüdern / nach  
gezogenem Calculo / ohne Widersprechen der Creditoren / alsfort  
dasjenige Quantum an Capital und Zinsen / so unsern Aemtern  
zukommen wird / überwiesen werden könnte / so soll alsdann der  
fernere Beytrag zur Altenburgischen Ober-Einnahme aufhören /  
und wollen wir solchen Falls die uns überwiesene Posten richtig  
und gebühlich abstaen lassen / und die Landschaft des Fürsten-  
thums Altenburg deshalb schadloß halten.

Was die bis dato rückständige Steuer-Resten betrifft / so ha-  
ben wir uns allerseits so wol wegen derselben / als auch der  
Amtes-Resten dahin verglichen / daß die Steuer-Einnehmer / wie  
nicht weniger die Beamten / der uns denen drey Gebrüdern zu-  
kommenden / und oben im andern Punct benannter Aemter und  
Dertter ihre Rechnungen vor der Ober-Einnahme und Kammer  
zu Altenburg / und was Creyenberg belanget / zu Gotha / bis  
respectiv den Abend Walburgis / in Amtesgefäßen und Steuern  
den Abend vor Trinitatis justificiren / und was sie vor sich oder  
Ihro Vorfahren / deren Erben sie worden / schuldig verbleiben /  
dahin abstaen. Dergleichen auch was in die Altenburgische  
Ober-Einnahme zu Schulden und extraordinariis bey denen  
Unterthanen haften / nach vorgehender Examination / auch  
billigmässigen Moderation / gleicher Gestalt zu gedachter  
Ober-Einnahme / nach Möglichkeit / abgetragen werden soll.

In denen übrigen sonst zur Kammer gezogenen Steuer- und  
Amtes-Resten / soll uns denen drey Gebrüdern / in denen uns  
zukommenden Aemtern und Derttern / der vierte Theil gebühren /  
womit wir uns also obgedachter massen vergnügen / und hinge-  
gen an fleißiger Examination auch möglicher Erhebung nichts  
erwinden lassen / sondern unsern Herrn Vettern gn. und dero  
darzu Befehlten / durch unsere Beamte und Bediente / gebüh-  
lich und getreulich an die Hand gehen lassen wollen.

Zum Sechsten / wegen der Mobilien und Inventarien / es seye  
an pretiosis / Geschmeiden / Bauphafft / Silberweck / Gefäß /  
Munition / Rüstung / Kleidung / Gewand / Tapeten / Haus-  
und Hirtath-Stücken / Geräthe / Viehe / Pferde / und alles  
andern / wie es Namen hat / dergleichen auch aussenstehender  
Schulden und Forderungen / sine actionibus realis & perso-  
nalis / bleibt es bey dem / was im ersten Punct uns gemein  
gesetzt / jedoch / zusörderst mit dieser Ausnahme / daß uns den  
dreyen Gebrüdern alle Mobilia und Inventaria / in denen uns  
entweder aus denen Altenburgischen oder Gotha'schen Landen  
zukommenden Aemtern / wie solche die Amtes-Inventaria / und

ANNO die Rechnungs-Schlüsse (die auf den Abend vor Walburgis /  
1672. nicht veroiden / zu machen / und damit auch die heutige Wölle  
bey den Aemtern zu lassen / hierdurch verglichen wird) mit sich  
bringen / zusörderst mit den Aemtern folgen / gleichwol das auf-  
geschüttete Gerend / und vorhandene Wein-Vorrath nicht mit-  
gemeinet; Sodann und ferner verwilligen Wir Hertzog Ernst  
hierüber Ihrer Ed. Ed. den vierten Theil alles aufgeschütteten  
Geradaes in Altenburgischen und Coburgischen auch Henneber-  
gischen Orten / also wann der Calculus und Sturz nach der  
Justification der Rechnungen (die wir Ihren Ed. Ed. gezeu-  
lich communiciren / dero habende beständige Erinnerung geth  
nehmen / auch nach dero Belieben jemanden zum Sturz / gleich  
uns in denen Ihnen überlassenen Aemtern auch frey siche / ad-  
mittiren wollen) seine Richtigkeit hat / wollen wir / oder auch  
mittelft in Abschlag des vermittellichen Quanti / so viel als der  
vierte Theil des Vorraths beträgt / Ihren Ed. Ed. zu for-  
derst in denen Ihnen zukommenden Orten / überweisen und in-  
nen lassen; würde aber / wie wegen des ansehnlichen Vorraths  
zu Allstätt zu ermessen / ein mehrers in deroselben Orten / als zum  
vierten Theil erfordert wird / sich finden / das soll uns Hertzog  
Ernst vorbehalten bleiben.

Hierüber solle auch Ihre Ed. Ed. den vierten Theil an vor-  
handenen pretiosis oder Jubelen / inclusive Schatz-Geld / def-  
gleich an Silbergeschirz und Jagtzeng / nach Aufweisung der  
Inventarien / wie sich solche bis auf erwähnten Rechnungs-Schlus  
finden müssen / empfangen / jedoch alles dermassen / daß sie nicht  
alleine von aller übriger Fahrnuß und aussenstehenden Schulden  
und Resten absehen / sondern auch für allen dingen mit uns / ge-  
gen der Hochgebornen Fürstin / unserer freundlichen lieben Mäh-  
men / Frauen Johanne Magdalenen / gebornen und vermählter  
Hertzogin zu Sachsen Ed. Anspruch und präctensiones / zu Bey-  
behaltung rechtlicher Befugnuß / und Abwendung widrigen prä-  
judices untretten und Assistentz leisten / auch die Tractaten mit  
derselben / nebenst uns / antretten und abhandeln.

Zum Siebenden / Dieweil sich auch / neben den Steuer- und  
Landchaft-Schulden / noch eine zimliche und namhafte Summ  
Kammer-Schulden / rückständige Diener-Befoldung / auch un-  
verglichener Forderungen / und die Aufstattung mehr hoher-  
wehnter Fürstin / finden / wie nicht weniger die Ansprichung des  
Fürstl. Beyräthusses bevorsethet / deshalben wir Hertzog Ernst  
benogen werden können / auf einen proportionirten Beytrag zu  
beharren / bevorab uns auch die Last der zweyerley Residentien  
Regierungs- und andern Collegien / und zumal der Bestungen  
Unterhalt obliget; So haben wir dennoch / auf beschlene fleißige  
Unterhandlung / uns endlich resolviret / unserer drey Herren Vet-  
tern Ed. Ed. Ed. solchen Beytrags ganz und gar zu benehmen / da-  
mit sie desomehr in Anmerckung hierinn angeführter / und an-  
derer Ihnen heymwöhrender und eröffneter wichtigen Motiven zu  
diesem Vergleich mit guter Vergnügung schreiten / und uns den  
Vorzug / den wir dabey / nach Gütlicher Schickung / und auf  
getroffene Transaction erlanget / unserer gewissen Zuversicht  
nach / desto lieber und freundlicher gönnen / und von aller per-  
sequation / Anfechtungen / Steuern / Vorschafften / Jagten / und  
dergleichen ganz und gar absehen möchten / welches dann wir  
die drey Gebrüdere aus aufrichtigen wohneinendem Gemüthe  
wollen contereit / und hingegen gedehenes Erbietten / der  
Schulden Übernehmung / zu sonderbaren Dank / angenommen  
haben.

Gleichwol wird hiemit dasjenige / was wegen einer ergiebigen  
Überlassung an Jagten / wir Hertzog Ernst / und wir Hertzog  
Johann Georg vor uns und unsere fremdl. geliebte Herrn Br-  
der in einer Neben-punctation zu Friedenstein am 9. diß uns  
erkläret / und was dabey ferner bedinget worden / hiemit nicht  
aufgehoben / sondern wir wollen dasselbe allerseits nach Mög-  
lichkeit und dergestalt befördern / daß solches innerhalb Monats-  
frist zum richtigen Stand komme.

Zum Achten / Über dieses alles sollen auch mit dieser Ver-  
gleichung alle und jede Präctensiones / die der Fürstl. Altenbur-  
gische Theil / zumal wegen der alten Theilungen / und daher ge-  
stichter persequation / auch über dieß wir Hertzog Ernst an Un-  
serer Herren Vettern Ed. Ed. Ed. wegen der schon abgegangenen  
oder ferner abgehenden Land- und Tranck-Steuren / der Pfand-  
Aemter Mühlberg und Zondorff / da dieses letzte auch eingelöst  
werden sollte / gehabt oder haben mögen / aufgehoben seyn / und  
uns denen dreyen Gebrüdern deswegen weder jeko noch künft-  
ig etwas zugemuthet werden. Was aber geständige und li-  
quidirliche Kammer-Forderungen seynd / die werden hiemit nicht  
gemeinet / sondern in dem Stande / wie es die Instrumenta  
debiti / oder richtige Berechnungen ausweisen werden / ge-  
lassen.

Und wollen Wir Hertzog Ernst hiernächst unserer Herren  
Vettern Ed. Ed. Ed. nach Absterben der Durchleuchtigen Fürstin /  
unserer freundlichen lieben Mähmen / Schwägerin und Gwat-  
terin / Frauen Dorotheen / gebornen und vermählter Hertzogin  
zu Sachsen Ed. wegen des Ihnen obliegenden Antheils an dero  
Fürstl. Rückfalls-Geldern / ohne Anspruch lassen / und sie dessen  
entheben.

Zum Neundten / Gleichwie nun dieser ganze wichtige Ver-  
gleich nicht anders / als auf beständige Stiftung mauffhörlicher  
Freundschaft und vertraulicher Zusammensetzung angesehen und  
erwäret ist; Also erklären wir uns allerseits dahin / daß weder  
durch diese noch vorige Vertheilungen wir oder unsere Nachkom-  
men / uns trennen / und an solcher heilsamer Verbindung hin-  
dern

ANNO  
1672.

den lassen wollen / sondern versprechen vielmehr Fürstlich und aufrichtig / mit ungetheilten Consiliis, allen Widrigen vorzubauen / entsehbende Mißbilligkeiten und Gebrechen aber freundlich / Christlich und billigmäßig hinzulegen / hingegen die Ehre Gottes / das Aufnehmen unserer wahren Christlichen Religion in Kirchen und Schulen / so wol die liebe Justiz und gedenliche Regierung unserer von Gott anvertrauten Land und Leute eifrig und einmüthig zu befördern und zu handhaben / wie dann Wir Herzog Johann Ernst / Johann Georg und Bernhard Gebrüder / bey vermerckter Ihrer Herzog Ernstens Gn. d. h. falls beweglich vorgestaltten Sorgfalt / uns hiermit willig darzu erklären / auch wegen darzu ersprießlicher Mittel und Wege mit Ihr. Gnab. uns förderlich vernehmen und vereinigen wollen.

Insonderheit aber soll die Christliche Catechismus-Information in Kirchen und Schulen / in dem von S. Gn. uns überlassenden Amt Freyenberg in bisherigen Stande unverändertlich gelassen / und nebst der Christlichen Disciplin in Observantz würcklicher Obacht gehalten werden ; Dagegen Wir Herzog Ernst den Pfarrhern und Schuldienern selbiger Orten / die von uns mildiglich gestiftete Zulagen vor uns und unsere Nachkommen beständiglich reichen lassen wollen / Sach / daß sie entweder für sich / oder auf Begehren / bey Abholung derselben sich in Person einstellen / auf Nachfragen wegen ihres Verhaltens / guten Bericht geben / und sich ihrer Christlichen Pflicht und Gewissens obengemeldten Anstalten nachzuleben / erinnern lassen / welches dann uns den drey Gebrüder gar nicht zuwider seyn sollte / sondern wollen vielmehr gedachte Personat und Ihre Successores darzu anhalten / und Ihnen zu solcher Verrichtung unsere Hohe Obrigkeitliche Assistentz widerfahren lassen.

Zum Lebenden und Leuten / wird auch alles dasjenige / was nach dem Todesfall unseres jungen Veters / mit Ergreifung der Possession vorgenommen / oder von den Bedienten und Unterthanen einander oder andern Theil unter uns / dem Ansehen nach / zu Beschweigung oder zum Vortheil vorgangen / oder dahin zu deuten seyn möchte / allerdings / so wol unter uns / als gegen dieselbe in gängliche Vergessenheit gestellet / und soll dessen kein Dienet noch Unterthan in einige wege mit Ungräden entgelten.

Die bey solcher Ergreifung und angestellte bisshero verursachte Kosten werden auch ohne wieder Erstattung / so wol bey Hoff / als in den Keutern hin und wieder passirt, und in die Bogenfahrt Krafft dieses geworffen ; auch soll / wie mehr berührt / die perception der Keuter Nütungen / so viel uns die Gebrüder beilanget / mit dem Tag Walburgis angehen / und des Abends vorhero die Rechnungen geschlossen werden / wie oben im fünfften Punkten paciscirt und verglichen worden.

Und wir allerseits versprechen und geloben / Krafft dieses / bey unsern Fürstl. wahren Worten / Treu und Glauben / für uns und unsere Fürstl. Nachkommen / daß wir dieselben allein Fürstlich / aufrichtig / steiff und best nachleben / und darwider in keinerley Wege handeln noch gestatten wollen / daß darwider jemand Unfertwegen handeln solle. Begeben uns aller und jeder Exceptionen, die aus Geist- oder Weltlichen Rechten diesen Vertrag zuwider erfommen werden könnten / besonders aber / was ex capite lésionis, Erroris Calculi und dergleichen angezogen zu werden pfleget / als dessen allen wegen wir uns nicht zu beschweren / sondern aus rechtlichen und dappersn Ursachen / nach reiffer Erwägung aller Umstände / uns bedächtlich / wissenlich und unwiderrufflich verglichen haben.

Wiederholen gegeneinander obangezogene Freundschaft / Vetterliche gratulationes, und wollen wir die drey Gebrüder auch Krafft dieses der Kön. Kayserl. auch zu Hungarn und Böhheim Königl. May. unsern allergnädigsten Kayser / König und Herrn ; wie auch denen hohen Stifffern / von welchen ein und ander particular-Stück zu sehen rühret / unsern Abstand von dem jetzigen Fürstl. Alenburgischen Succession und Lebensfall hermit / salvo Jure simultaneæ Investituræ aut Successionis, gegen bedingte Überlassung der benannten Oerter allenunterthänigst und ziemender massen eröffnen / zugleich aber und insgesamt wir allerseits die Kayserl. Königl. und andere lehenherliche respective Confirmationes und Consens decentissimo modo (über das / was noch in besondern schriftlichen Ansuchen zu geschehen üblich) reserviret haben. Alles treulich und sonder Gesehrde.

Zu Urkund haben wir diesen Recces und Bergleich eigenhändig unterschrieben / und mit unsern Fürstl. Insiegeln bedrucken lassen. So geschehen den 16. May, Anno 1672.

LXXXVI.

3. Jun.

*Fœdus Defensivum inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM & Electorem Brandenburgicum FRIDERICUM WILHELMUM, in Renovationem & Confirmationem Fœderis Defensivi inter eosdem die 9. Februarii 1658. conclusi & 10. Maii 1666. ad alios decem annos, post elapsum primum Decennium confirmati & extensi ; atque ad Pacem Westphalicam illasam servandam, ad Decennium de novo initum. Bero-*

lini die 11. Junii 1672. Cum RATIHABITIONE Cæsarea Viennæ data 13. Julii 1672. [Tiré de la Registraturé d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.] ANNO 1672.

*In Nomine Patris, Filii, & Spiritus Sancti Unius veri Dei, Amen.*

Postquam inter Serenissimum Potentissimum & Invictissimum Principem ac Dominum, Dominum Leopoldum Divina favente Clementia, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regem &c. &c. ex una ; & Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum Fridericum Wilhelmum Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem &c. &c. ex altera parte : Pro defensione Regnorum, Ducatum, Terrarumque suarum diversis temporibus, uti infra exprimitur, Fœdera sancta fuerunt, & vero cum Sacra Cæsareâ Majestati, tum suâ Serenitati Electorali, consultum necessariumque visum, ut eadem Pacta non solum renoventur, sed & præsentis rerum statui, ad eo melius ab Imperio, dictis Regnis, Ducatibus Terrisque repellendas hostilitates turbasque, tum ad avertenda Belli pericula damnaque, conformentur. Idcirco utriusque Partis ad hæc constituti Plenipotentarii, certis Mandatis quæ infra exhibentur instructi ; Et a parte quidem Sacra Cæsareâ, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regiæ Majestatis Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Johannes Liber Baro de Goëssen, suâ Sacra Cæsareâ Majestatis Consiliarius Imperii Aulicus : Ex parte vero suâ Serenitatis Electoralis Celsissimus Princeps ac Dominus, Dominus Johannes Georgius, Princeps Anhaltinus, Comes Ascaniæ, Dominus in Berenburg & Serbst, Electoratus Brandenburgensis Locum tenens, & Generalis Campi Marschallus, dictorum Principalium nomine in sequentem Pactionem convenerunt.

I. Maneat constans & inviolabilis inter utramque Partem Amicitia nexus ; alter alterius commoda promovere studebit, damnaque mutuo avertet, & reciproca utilitati & securitati sedulo consulere.

II. Specialiter denuo confirmatur & renovatur Fœdus Defensivum inter suam Majestatem Cæsaream & Serenissimum Electorem Brandenburgicum, quoad Status & Provincias utriusque Partis 9. Februarii 1658. conclusum & 10. Maii 1666. ad alios decem annos post elapsum primum decennium confirmatum & extensum ; nec quid in ullo Articulo, Puncto vel Punctis immutatum censetur, nisi in illis super quibus hic amplius & latius conventum est.

III. Scopus hujus moderni & novi Fœderis Defensivi est, ut Pax Osnabrugensis & Monasteriensis servetur illæsa, nec per ullum, quicumque ille sit, in sinistram interpretationem propria autoritate trahatur, ut etiam sub nullo prætextu contra Imperatorem & Imperium, Pacemque ejus publicam, & contra Juramentum, quo quisque Imperatori & Imperio obstrictus est, Fœdera fiant, vel si facta forent, ut ea tollantur & cassâ habeantur, nec ab ullo Compascientium, dictæ Pacis Westphalicæ, vel dictarum Pacificationum Consortibus, vel a quocunque alio, ambobus Paciscentibus aut Statibus Imperii, qui dictam Pacem Westphalicam observant, vel directe vel indirecte quicquam hostilitatis, inimicitia, molestia aut impedimenti, quoad Personas, Statum, Bonâ, vel securitatem, per se vel alios inferatur, sed si quid contra factum fuit vel fuerit, nec amicabilis dehortatio locum invenerit, armis mutuis Pacis Turbatores & Violatores ad debitam satisfactionem compellantur.

IV. Permittitur omnibus Pacificationis Consortibus huic Fœderi Defensivo æquis conditionibus & cum consensu utriusque Partis debito tempore accedere, sicuti etiam in arbitrio Coronæ Hispaniæ stabit, eidem accedere.

V. Cum totius Imperii Romani interfuerit, tam Pacem Olivensem & Clivensem, quam Pyrenæam & Aquisgranensem pro conservando Belgio Hispanico conclusi, exinde operam dabunt ambo Paciscentes, seque mutuo obligant, ut hæc omnes maneat illæsa, vel si his contraventum fuerit, ea restabulantur, præstita tamen ab Aggressore vel violatore congrua satisfactione.

VI. Pariter cum Transactio inter Serenissimum Electorem Coloniensem ac Civitatem Coloniensem conclusa,

ANNO  
1672.

clusa & a Sua Majestate Cæsarea ratificata Jure merito sit observanda, utraque Pars ex jam dictis Transigentibus conjunctim remedia competentia expectet.

VII. Sociabunt in casum necessitatis ambo Paciscentes sua Consilia & Arma necessaria, ut omnem invasionem, violationem, aut Turbationem retundant, nec desistent, usque dum debite satisfactum fuerit.

VIII. Teneat proinde pro conservanda tranquillitate publica paratam utraque Pars Exercitum, tam Pedestrem, quam Equestrem, parem huic suscepto negotio cum omni necessario Tormentorum apparatu.

IX. Et cum Sua Majestas cum aliquibus Electoribus & Statibus Imperii Provisionale Pædus Defensivum conclusit, dabit operam Imperator atque allaborabit, quantum in se est, ut dicti Electores & Status huic moderno Fæderi accedant.

X. Neutra Pars ex ambobus Confœderatis possit facere aliquid momentosi, vel Transactionem Pacis aut Induciarum inire, nisi conjunctim cum altera, & ex ipsius consensu.

XI. Durabit hoc Fædus minimum per Decennium a die hodierna, quo elapso, aut etiam ante, ambæ Partes Paciscentes de prorogatione hujus Fæderis ulteriore juxta rerum exigentiam conveniant.

Conclusa fuerunt hæc omnia inter præmemoratas Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis, & Serenitatis suæ Electoralis Plenipotentiarios vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a suis Principalibus Ipsis concessorum & reciproce commutatorum, quorum tenor infra sequitur, sub Ratihabitione suæ Cæsareæ Regiæque Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra spatium quinque Hebdomadarum a data hujus computandarum extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænominatis Dominis Plenipotentiariis subsignatum ac Sigillis munitum est. Actum Berolini die 13 Junii Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo secundo.

JOANNES Baro DE GOESSEN.  
(L.S.)

JOHANNES GEORGIUS Princeps ANHAL-  
TINUS. (L.S.)

*Articuli Secreti.*

I. PRIMO ante omnia mutuis Consiliis & Auxiliis Colonia provideatur. Cæsarea Majestas teneat intra proximum Bimestre a die hodierna & congreget duodecim millia tam Equitum quam Peditum, armis & omni apparatu militari & re Tormentaria, talibus Copiis convenienter instructa. Elector item paratum habeat Exercitum nempe duodecim millia tam Equitum quam Peditum omni simili apparatu necessario proportionaliter instructa.

II. Nihil quod summam rei contingit, nisi communi consensu suscipiatur.

III. Circa Religionem & Status Ecclesiasticos Imperii exacte observentur singula, quæ in Pace Westphalica comprehensa sunt, & omnia quoad dictum Punctum Religionis in moderno statu relinquuntur, ita ut nulla Archiepiscopatum vel Episcopatum, Abbatiarum, Præpositurarum, Commendarum & aliorum quorumcunque Bonorum & Beneficiorum Ecclesiasticorum fiat: vel imminutio, vel in partes disceptio, multo minus universalis alienatio: sed Romano Imperio & Fidei Catholicæ conserventur, nec Jura Electionis Capitulis competentia quocumque modo turbentur.

IV. Maneat etiam Civitati Bremensi, ejusque Territorio & Subditis præsens suus status, Libertas, Jura & Privilegia sine impetitione tam in Ecclesiasticis quam Politicis.

V. Quandoquidem etiam in Imperii Constitutionibus præclare sit ordinatum, quid exteris in Imperio, circa coactionem Militum, Transitum & Hospitationes eorundem liceat, vel minus; Non permittent, ambo Paciscentes, ut quid in his & similibus, in Imperatoris aut Imperii præjudicium, aut contra Pacem publicam fiat, aut Suæ Cæsareæ Majestatis summis Juribus, Regalibus, Dignitati & authoritati ullum præjudicium inferatur.

VI. Et cum Instrumento Pacis Westphalicæ & Imperii Legibus reliquis cautum sit, quatenus Imperatori, vel singulis Statuum Bellum in alterius Status, vel ex-

terorum offensionem decernere aut suscipere liceat, vel non liceat: Curent omni modo debito ambæ Partes, ne quid contra hoc ab ullo Imperii Statu fiat aut attentetur.

VII. Quæ in quinto Articulo Fœderis Publici de manutenenda Pace Pyrænæ & Aquisgranensi dicta & conventa sunt, hanc interpretationem ex parte Serenissimi Electoris habeant, ut si oportuerit armis dictam Pacem tueri, intra Quadrimestre proximum hoc faciat una cum Imperatore pro viribus, confusus, quod in recompensationem hujus Guarantiæ, si per arma intra dictum tempus facta fuerit, Rex Catholicus Electori congruum subsidium sit præstiturus, prout etiam Sua Majestas Cæsarea, si opus fuerit, apud dictum Regem Catholicum sua officia interponet. Elapso autem hoc Quadrimestri, si deinde memoratam Pacem, armis manutenere necessitas exigeret, teneatur quidem ad hoc dictus Elector; sed non aliter, nisi prævio & concluso Tractatu inter Regem Catholicum & Electorem de modo & rationibus conservandæ dictæ Pacis.

VIII. Curet Elector, ut Serenissimus Rex Daniæ, Domus Brunsvicentis, Hasso-Cassellana, aliique huic Fœderi proxime accedant.

IX. Conclusa fuerunt hæc omnia inter præmemoratas Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis, & Serenitatis suæ Electoralis Plenipotentiarios, vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a suis Principalibus ipsi concessorum & reciproce commutatorum, sub ratihabitione Suæ Cæsareæ Regiæque Majestatis, & Serenitatis suæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra spatium quinque Hebdomadarum, a data hujus computandarum, extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænominatis Dominis Plenipotentiariis subsignatum & Sigillis munitum est. Actum Berolini die 13 Junii Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo secundo.

JOANNES Baro DE GOESSEN.  
(L.S.)

JOHANNES GEORGIUS Princeps ANHAL-  
TINUS. (L.S.)

*Ratificatio Cæsarea Viennæ data die 13.  
Julii 1672.*

NOs LEOPOLDUS. (Titulus.) Notum facimus universis ac singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris; Quod cum nobis a Serenissimo Friderico Wilhelmo, Marchione Brandenburgensi (Titulus) Sacri Rom. Imperii Archi-Camerario, Principe Electore, & consanguineo nostro Charissimo, mediante ejusdem ad nos bis ablegato Illustrissimo Joanne Georgio Principe Anhaltino, Comite Ascaniæ, & Domino in Bernburg. consanguineo & Principe nostro Charissimo, certum quoddam Fædus pro modernarum rerum exigentia & circumstantiarum qualitate propositum, eoque domum reverso, inter nostrum ibidem residentem Ministrum & Ablegatum, Generosum Consiliarium nostrum Imperialem Aulicum, Sacricque Imperii fidelem dilectum Joannem Liberum Baronem de Goessen, & memorati Serenissimi Principis Electoris Brandenburgici ad hoc deputatum, sufficienti utrinque Mandato instructos, & extraditis mutuis & reciprocis Plenipotentiis, utriusque nostrum nomine, die 23 Junii anno 1672. in sequentem modum initum & conclusum sit:

*Sequitur insertio Fœderis. Item insertio Plenipotentiariarum utriusque Partis.*

CUMQUE simul etiam convenerit, ut ejusdem initi & conclusi Fœderis Ratihabitione a nobis & a prædicti Serenissimi Electoris Brandenburgensis dilectione intra terminum quinque Hebdomadarum, a die subscriptionis sequi & utrinque commutari debeat. Nos huic Conventioni satisfaciētes, idem Fædus initum & conclusum, per omnia & singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihabuerimus, veluti hisce pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris, verbo nostro Cæsareo approbamus, confirmamus & ratihabemus: Promittentes insuper, nos omnia ac singula in præfato Fœdere contenta, quantum quidem nos concernunt, Divinâ aspirante gratiâ, bonâ fide præstituros & adimpletu-  
tuos,

ANNO 1672. turos, omnique ratione impedituros, ne a nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas, Sigilli nostri Casarei appensione muniri iussimus. Dabanur in Civitate nostra Viennæ die 13. mensis Julii, anno 1672. Regnorum nostrorum &c.

## LXXXVII.

28. Juin. *Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France, & la Ville & le Roiaume de TUNIS, fait à la Baye de la Goulette le 28. Juin 1672. par le Marquis de Martel Lieutenant General des Armées Navales de Sa Majesté au Levant. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

PREMIEREMENT que doresnavant à compter du jour de la signature des presens Articlez, il y aura cessation d'Armes & de toute hostilité tant de l'une que de l'autre part. Il y aura une bonne intelligence, amitié & Paix ferme, & stable entre les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne & les Illustres & Magnifiques Seigneurs, Pacha, Divan, Dey, & Beys, & Peuples dudit Royaume, & qu'en contemplation de cette Paix, leurs Vaisseaux, Galleres, Barques, & autres Bâtimens navigeront en toute liberté tant sur Mer que sur Terre, les Subjects de l'une & de l'autre part ne se feront aucun acte d'hostilité, au contraire s'entre aideront & se serviront les uns les autres sans se procurer aucun dommage, ains se donneront toute aide & confort & pareillement tous les Subjects de l'une & l'autre Nation pourront négocier dans toute l'étendue tant du Roiaume de France que de celui de Navarre, & celui de Tunis en toute liberté, dans lesquels Roiaumes ils seront traités avec le témoignage d'une vraie & sincere amitié.

II. Que tous les Esclaves (1) François detenus dans la Ville de Tunis & étendue d'icelui Roiaume pris sous la Banniere de France comme aussi tous les Janissaires & Mores dudit Roiaume pris par les Vaisseaux du Roi depuis la rupture de la Paix, de quelque qualité & condition qu'ils soient, seront dès à present mis en toute liberté.

III. Que tous les Vaisseaux tant d'une part que d'autre se trouvant en Mer ou dans quelques Ports & Rades, après avoir déployé leur Pavillon & s'être reconnus pourront continuer leur route sans qu'il leur soit donné aucun empêchement; Mais d'autant que ceux d'Alger, Tripolly, Sallé, & autres endroits de Barbarie portent même Pavillon que ceux de Tunis, pour prévenir tous les accidens qui en pourroient naître, il est arrêté que les Vaisseaux de Tunis après la susdite reconnaissance, & que leurs Equipages se seront montrés sur le Tillac pour se reconnoître, pourront envoyer un Homme ou deux dans leurs Bateaux outre ceux qui seront nécessaires pour la conduite d'iceux, à bord des Vaisseaux de S. M. T. C. pour s'asseurer s'ils sont François, y entrer si bon leur semble, & faire apparoir par un Certificat du Consul resident à Tunis qu'ils sont dudit Roiaume, à l'exhibition duquel, les Commandans desdits Vaisseaux de S. M. leur laisseront continuer leur route en toute liberté. Sans qu'il soit fait aucun tort ni dommage à leurs personnes, soit Marchands, Mariniers, Soldats, & Passagers, de quelque Nation & condition qu'ils puissent être sans les visiter ni rechercher d'aucune maniere, ce qui s'observera semblablement par les Vaisseaux dudit Tunis, à l'égard des Vaisseaux de S. M. T. C. & de ses Sujets, qui seront obligés de faire apparoir un Passeport de l'Admiral de France, qui se renouvellera toutes les années, hormis pour les voyages du Levant & de longues courses, Et en cas que par malheur ils eussent perdu leur Passeport ils seront amenés à Tunis & en France pour être mis en sequestre entre les mains du Consul jusques à ce qu'il en ait été justifié.

IV. En cas que quelques Vaisseaux, Barques, & autres Bâtimens Marchands de Tunis, fussent rencontrés en Mer par les Vaisseaux de Guerre ou autres Bâtimens de S. M. & que par mégarde ils fussent contraints de combattre & qu'en suite ils fussent forcez & pris, venans à être reconnus être dudit Roiaume de

Tunis ils ne seront nullement reputez être de bonne prise, au contraire ils seront restitués avec leurs Equipages & Passagers, & toute leur Marchandise & effets de quelque nature qu'elles puissent être. Ce qui se pratiquera & observera de point en point par les Vaisseaux de Tunis, à l'égard des Vaisseaux & autres Bâtimens des Sujets de Sa Majesté.

V. Quand les Vaisseaux de Guerre & autres de Sa Majesté se rendront aux Ports & Havres de Tunis avec des prises, ils les pourront vendre, excepté celles faites sur les Turcs, sans qu'il leur puisse être fait aucun empêchement quel qu'il puisse être par ceux du Pais, & ne seront obligés d'en paier que les Droits ordinaires & accoutumés. Et en cas que lesdits Vaisseaux aient besoin de Viévaille & autres choses nécessaires ils pourront les acheter librement au prix ordinaire du Marché du Pais, & n'en paieront aucun Droit à aucun Officier, & le même sera observé en France à l'égard des Vaisseaux de Tunis.

VI. Que quelque Sujet de Sa Majesté Marchand ou Passagers ou de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, se trouvant dans un des Ports ou Havres de Tunis, aura la liberté de demeurer dans son Vaisseau, d'en sortir, aller en Terre; & en revenir, sans en pouvoir être empêché; ce qui sera permis à ceux dudit Roiaume de Tunis quand ils seront dans les Ports de Sa Majesté Tres-Chrétienne.

VII. Que si par cas fortuit quelque Gallere, Vaisseaux, Barques, & autres Bâtimens de Sa Majesté vinssent à être attaqués ou combatus par ceux d'Alger, Tripolly, Sallé, ou autres de leurs Ennemis, dans les Ports du Roiaume de Tunis, ou ailleurs, les Commandans des Places seront obligés de leur donner refuge dans leurs Ports, & seront tenus d'envoyer de leurs Gens dans un ou plusieurs Bateaux pour y apporter du remede, & les defendre autant qu'il leur sera possible. Ce qui sera de même observé en faveur de ceux de Tunis dans les Ports de Sa Majesté Tres-Chrétienne.

VIII. Que tous les Vaisseaux Marchands & autres Bâtimens Subjects de S. M. qui se rendront à Tunis & dependances dudit Roiaume pour y vendre leurs Marchandises, le pourront faire en toute sécurité & liberté en paiant seulement les Droits ordinaires d'entrée, & à l'égard de celles qui ne se vendront point ils les pourront transporter dans leur bord, sans que pour ce ils puissent être obligés de paier aucuns Droits pour icelles.

IX. Que les Vaisseaux tant de Guerre, Galleres, Marchand ou autres Bâtimens appartenans au Roi T. C. ou à ses Sujets, pourront venir à tel Port, Rade, ou Havres des dependances dudit Roiaume de Tunis, tel que bon leur semblera pour se radouber, caréner, sparker & y faire de l'eau, & y prendre des rafraichissemens, sans qu'il leur en puisse être fait refus, ni pour ce exiger aucuns Droits avec précaution, neanmoins à l'égard des Gall. qu'elles seront obligées avant que d'entrer dans lesdites Ports d'envoyer un Caique en Terre, advertir les Commandans des Fortereses d'iceux de leur intention, lequel Caique & son Equipage restera pour ostage, pendant que le Bateau desdites Fortereses ira reconnoître lesdites Galleres & apprendre leur intention.

X. Que les Vaisseaux, Galleres & autres Bâtimens de Sa Majesté & de ses Sujets qui par malheur pourroient faire naufrage dans les Ports, Rades ou Costes dudit Roiaume de Tunis & ses dependances, ne pourront être réputés de bonne prise ni leurs effets pillés, ni leurs Hommes de quelque qualité ou Nation qu'ils soient, Marchands, ou Passagers, être réputés Esclaves, au contraire, que les Gouverneurs des Fortereses, des Villes & Ports, & Peuples dudit Roiaume de Tunis & ses dependances feront leur possible pour leur donner aide & secours afin de sauver leurs personnes, Bâtimens, & Marchandises, sans que les Seigneurs Pacha, Divan & Dei puissent rien pretendre ni y contrevenir, & le même sera observé en France à l'égard des Vaisseaux dudit Roiaume de Tunis, en cas qu'il leur arrive pareille disgrâce.

XI. Qu'il sera permis à ceux de Tunis de nollir de gré à gré les Bâtimens François qui seront dans leurs Ports, & en cas que le Consul se soit rendu caution par Acte signé de sa main, ledit Consul sera responsable & non autrement étant pour leur service, & non par violence comme il arrive.

XII. Que si quelque Vaisseau ou autre Bâtiment de Tripolly, Alger, Sallé, ou de quelqu'autre part que ce

(1) Plusieurs Esclaves que leurs Patrons avoient envoyé à la Campagne, & le nombre est marqué par un role separé.

ANNO  
1672.

puisse être amene dans Tunis, ou autre part de sa dépendance quelque Vaisseau ou autre Bâtiment appartenant aux Sujets de Sa Majesté, il ne leur sera permis de vendre dans lesdits Ports aucuns Matelors, ni Passager pris sur lesdits Bâtiments, mais seulement les Marchandises. Ce qui sera observé en France à l'égard de ceux dudit Roiaume de Tunis.

XIII. Que désormais aucuns Vaisseaux de Guerre, Gallere ou autres Bâtiments dudit Roiaume de Tunis ne pourront faire aucuns François Esclaves ni autres non pas même les Chevaliers de Croix embarquez aiant Passports, sous la Banniere de France; & qu'ils ne pourront non plus faire Esclaves les François Passagers sous les Bannieres Estrangeres de quelque Nation qu'elles soient: mais quant aux François Canoniers, Soldats & Matelots seront faits Esclaves, & pourront être rachetez separement ou ensemblement pour 150. Piastrs chacun, pourvu qu'ils n'aient pas été pris sur des Vaisseaux de Guerre Ennemis de ceux de Tunis auxquels on ne pretend rien. Ce qui sera pareillement observé en France à leur égard.

XIV. Que doresnavant tous les Sujets du Roiaume de Tunis seront libres en France & de quelque Lieu qu'ils puissent être apotez ou amenez, ne seront tenus pour Esclaves ni achetez, ni vendus; & si d'avanture il s'en rencontroit quelqu'un, à la premiere requisition il sera rendu & mis en liberté avec toutes ses hardes & effets restituez: Comme pareillement il en sera usé dans toute l'étendue du Roiaume de Tunis à l'égard des François.

XV. Que le Consul François resident à Tunis y sera honoré & respecté, & y aura la préeminence sur tous les autres Consuls, & continuera d'avoir dans sa Maison un lieu auquel lui & les Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne puisse exercer librement leur Religion, sans que personne leur puisse faire aucun tort ni empêchement, ni dire aucune injure par paroles ou voie de fait. Et pourra ledit Sieur Consul avoir & entretenir chez lui un Prêtre tel que bon lui semblera pour servir sa Chapelle, sans que le Pacha, Dei & Divan l'en puisse empêcher.

XVI. Arrivant changement de Consul François par établissement d'un nouveau par Sa Majesté; lesdits Seigneurs, Pacha, Divan & Dei n'y pourront apporter aucun obstacle, ni empêchement sous quelque pretexte que ce puisse être, & le Consul qui sortira s'en pourra aller librement en payant ses Dettes: & doresnavant les Consuls François avec participation toutefois du Seigneur Dei pourront changer de Saccagi ou de Truchement de trois en trois mois selon la Coutume ordinaire du Divan, ce qui lui sera accordé sans difficulté.

XVII. Que toutes les Nations qui négocieront dans Tunis & l'étendue dudit Roiaume, reconnoîtront le Consul des François, & lui payeront les Droits accoutumés du Consulat sans difficulté, excepté la Nation Angloise qui a à present un Consul dans Tunis, & même les Grecs de la domination Ottomane, au cas qu'ils aient besoin dudit Consul pour leurs Expeditions.

XVIII. Que les Etoffes, Viçtuailles & autres Denrées que le Consul François fera venir pour son usage ou pour faire présents, ne payeront aucun Droit ni Impôt non plus que ce qu'il pourra acheter sur les Lieux pour la provision de sa Maison.

XIX. Que désormais tous les Biens des Sujets de Sa Majesté qui demeureront dans Tunis, ou dans l'étendue du Royaume ne pourront en cas de Dette, absence ou méfait être saisis & mis en sequestre par qui que ce soit de Tunis: au contraire demeureront en main du Consul François, même que les Sujets de Sa Majesté auront liberté de se retirer en France, ou ailleurs où bon leur semblera, avec leurs Femmes, Enfants, Domestiques, Biens & effets generalement quelconques, sans qu'il leur soit fait aucun empêchement.

XX. Que le Consul François, ni aucuns Sujets de S. M. T. C. ne sera tenu des Dettes d'un autre François, ni d'aucun d'une autre Nation quel qu'il puisse être, n'y pourra être emprisonné, ni la Maison du Consul scellée, & qu'aucun témoignage sera reçu contre aucun d'eux ni ne pourront être actionnez, à moins qu'au préalable ils n'y fussent obligez par Acte signé de leurs propres mains.

XXI. Qu'en cas que quelqu'un des Sujets de Sa Majesté frappe ou maltraite un Turc, ou More, on pourra en faire la Justice s'il est pris, mais en cas

qu'il se sauve dans la Maison du Consul on ne pourra s'en prendre audit Consul ni à aucuns des Sujets de Sa Majesté.

XXII. Que nul Sujet de Sa Majesté pour les differents qui leur surviendront ne seront soumis à aucun autre Jugement qu'à celui du Seigneur Dei, & non à celui du Divan ni du Cadi.

XXIII. Que pour ce qui regardera les differents que les Sujets de Sa Majesté auront entr'eux, en particulier, ou avec ceux de toute autre Nation qui negocient sous la protection du Consul François ils ne seront tenus les decider pardevant autres que ledit Consul auquel seul en appartiendra la connoissance.

XXIV. Que si quelque Marchand François ou autre étant sous la protection du Consul François vient à mourir dans l'étendue dudit Roiaume de Tunis, les facultez qui se trouveront lui appartenir en cas qu'il teste seront remises au pouvoir de celui qui aura été nommé par lui son Exécuteur Testamentaire pour en tenir compte à leurs Heritiers ou autres en faveur desquels on auroit disposé, mais en cas qu'il viint à deceder sans faire Testament, pour lors le Consul François se saisira de leurs Biens & facultez pour en tenir compte à leurs Heritiers, sans que qui que ce soit dans le Roiaume de Tunis en puisse prendre connoissance. Mais seulement s'il leur étoit deub quelque chose; la Dette bien verifiée, sera ladite Dette prise sur les effets du défunt.

XXV. Que tous les François Habitans en Païs Etranger & mariez seront censez Etrangers; & que les Etrangers Habitans & mariez en France seront en revanche censez & reputez François.

XXVI. En cas que quelque Vaisseau de Guerre, Gallere, Marchand ou autre Bâtiment appartenant à Sa Majesté ou à ses Sujets vinsent par quelque infortune à eschouer en quelque Isle ou Place inhabitée, & que par hasard il viint à passer un Vaisseau ou autre Bâtiment de Tunis; ils seront obligés de les aller secourir, même prendre leurs Gens, Robbes & Marchandises: lesquelles ils consigneronr és mains du Consul François de Tunis, sans qu'ils les puissent porter ou vendre ailleurs. Le même s'observera par les Vaisseaux de France à l'égard de ceux de Tunis.

XXVII. Que tous les Esclaves qui se trouveront dans le Roiaume de Tunis, lesquels après leur captivité deviendront Sujets de Sa Majesté par la Conqueste de leur Patrie, seront délivrés à la requisition du Consul François, moiennant la Somme qu'ils auront été vendus au Marché ou Cazat à l'enchere, & que ceux qui n'auront point été vendus, payeront la Somme de 150. Piastrs, comme a été d'ordinaire usé, & étant devenus Sujets de Sa Majesté jouiront des mêmes prerogatives.

XXVIII. Que en même tems que ces Articles seront signez & confirmez tous les dommages & depredations qui auront été faites ou souffertes de part & d'autre, avant qu'on ait pris connoissance de la presente Paix, seront incontinent réparés, & d'iceux donné reciproquement une pleine & entiere satisfaction; même tout ce qui se trouvera encor en nature, rendu & restitué. C'est pourquoi & pour prevenir tous inconveniens on advertira de ceci en toute diligence les Commandans des deux Parties.

XXIX. Il est arresté aussi qu'en attendant l'entiere restitution des Esclaves de part & d'autre; On les traitera avec toute sorte de douceur & d'humanité, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun mauvais traitement & dommage.

XXX. Si quelque grief arrive de part & d'autre, il ne sera loisible à aucune des Parties de rompre la Paix jusqu'à ce qu'on ait refusé la Justice. Et le Consul en aiant eu des plaintes sera obligé d'en écrire en France & de faire apparoir de sa diligence.

XXXI. Que le Consul de la Nation Françoisise resident à Tunis en cas qu'il arrive quelque different quel qu'il puisse être qui fasse une rupture de Paix entre les deux Parties; Le Consul aura la liberté entiere de se retirer quand bon lui semblera, & que lors qu'il partira il lui sera loisible d'emmener avec lui sa famille & Domestiques & même deux Esclaves à son choix sans qu'il lui en puisse être fait aucun empêchement; & pour ce faire pourra aller & venir librement sur les Vaisseaux ou autres Bâtiments qui seront és Ports, même aller à la campagne ou ailleurs aussi sans qu'il lui puisse être fait aucun empêchement. Signé à l'Original, Le Marquis de MARTEL.

LXXXVIII.

ANNO  
1672.

ANNO  
1672.

LXXXVIII.

ANGLE-  
TERRE ET  
ALGER.

*Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & le Royaume d'ALGER. Fait en 1672. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 176.]*

- I. Sit Pax firma inter Partes in aeternum duratura.
- II. Liberum sit Majestati suæ Regiæ, vel ejusdem Subditorum, Navibus in Algirenses & earum Ditioni subiectos Portus, & Fortalitia intrare, emereque & vendere, dummodò consuetas Gabellas, pro singulis centenis decem solvant.
- III. Tam Anglicanæ quam Algirenses Naves omnino liberrimè, sine visitatione ulla, ab una aut altera Parte, cum omnibus hominibus cujuscunque Nationis etiam illi sunt, qui in iis cum bonis suis, pecuniis, & Mercimoniis vehunt, Maria peragrarè, sine impedimento ullo poterunt.
- IV. Quod si Algirenses in Mari aliqua Navigia Mercatoria, quæ ad Regiam suam Majestatem non pertinent, obviam habebunt, mittent ad eam scapham cum hominibus duobus, & si Navis illa Literas Salvi Conductus ab Archithalasso expeditas, exhibebit, aut si tales Capitaneus exhibere haud poterit, major pars verò Sociorum Navium Anglicana fuerit, illam liberè & sine impedimento commearè sinant. Quod & similiter ratione Navium Algirensium obtinebit.
- V. Capitanei Algirenses nullam ex Navibus Anglicanis personam abducant, aut iis vim inferant, sub quocunque id fieri queat prætextu.
- VI. Quod si circa Ora Maritima Algirensia, Naves quædam naufragium patientur, in iis contenta bona prædæ non cedent, nec homines servituti mancipentur, quin potiùs omnia humanitatis officia iis præstentur.
- VII. Algirenses Saleensibus contra Anglos mitimè assistent.
- VIII. Algirenses in facie Tangirensium prædæ Navium non inhiant.
- IX. Piratis Tripoletanis, Tunetanis, & Saleensibus tas haud sit, captas Anglorum Naves Algiri vendere.
- X. Regiæ Suæ Majestatis celocibus integrum esto, prædæ suas Algiri vendere, atque pro indigentia ordinariorum prædatoriarum Navium, commeatum variasque alias res necessarias coemere.
- XI. Si fortè aliqua Naves Anglicanæ Algirim appulerint, & de adventu suo Gubernatorem certiores reddiderint, poterunt quidem Mancipia Christiana cuncta diligenter custodiri, quando verò aliqua semet subdlexerint & ad Anglicanam quampiam Navim confugerint, libera illa erunt, nec satisfactio ratione illorum exigetur.
- XII. Mancipia Anglicana eodem, quo vendita sunt, pretio redimuntur.
- XIII. Quotiens aliquis Anglus Algiri morietur, ejusdem bonis manus nequaquam injicientur, sed Consuli relinquuntur.
- XIV. Nec Consul Anglicanus nec alii Mercatorès cogentur aliorum debita solvere, nisi semet ad hoc obligaverint.
- XV. Quod si quibusdam Anglis invicem lis quæpiam intercedet, nemo alius quàm Consul, si verò cum Algirensi rem habeant, Divan illorum controversiam dirimat.
- XVI. Si Anglus maleficium committet, duriori pœnâ quàm Turca haud afficietur. Si verò fugâ elabatur, ejus nomine nec Consul, nec alius quispiam Anglus molesteretur.
- XVII. Liberum sit Consuli Anglicano feligere sibi ipsi interpretem, assigneturque ei locus in quo sacra sua peragat libertateque Religionis fruatur.
- XVIII. Consuli & Mercatoribus integrum sit, tam Pacis quàm Belli temporibus Merces suas transportare.
- XIX. Nullus Anglorum, hic aut illic locorum, etiamsi in Navi Hostili deprehendatur, molestiâ ullâ afficietur.
- XX. Statim atque Articuli hi subscripti fuerint, omnia damna ab una aut altera Parte illata, resarciuntur, & captæ res restituentur. Quod si in posterum aliquid in Pacem hanc committetur, nihilominus Bellum

TOM. VII. PART. I.

proprea non suscipietur; priusquam satisfactio desuper denegetur. Et in casu redemptionis Mancipiorum Anglicorum, Summa duodecim Imperialium (Paracons) de pecunia, quæ consueto modo in redemptione illorum solvenda erit, subtrahatur.

ANNO  
1672.

LXXXIX.

*Demandes & Conditions; sous lesquelles LOUIS XIV. Roi de France consentiroit de faire la Paix avec les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES. Faites en 1672. [Traduction Françoisse du Mercur. Hollandois de 1672. pag. 258.]*

FRANÇOIS  
ET LES  
PROVINCES-UNIES.

- I. Que les Ordonnances faites ci-devant par les Etats Generaux, tant pour deffendre les vins & eaux de vie de France dans les Provinces-Unies; que pour mettre de nouvelles charges sur les Marchandises & Manufactures de France, seront revoquées: Que dans 3. mois on fera un Traité de Commerce entre Sa Majesté & lesdits Etats, dans lequel sera aussi compris un Reiglement pour les Compagnies Orientales & Occidentales tant de France què de Hollande.
- II. Qu'à l'avenir il y aura par toutes lesdites Provinces-Unies, non seulement une liberté entiere, mais aussi un exercice public de la Religion Cathol. Apost. Romaine; tellement qu'en tous les Lieux où il y aura plus d'un Temple, on en donnera un aux Catholiques: Qu'il leur sera aussi permis d'en bâtir un aux Lieux, où il n'y en aura point, & que jusqu'à ce qu'il soit bâti, ils pourront celebrer le Service Divin publiquement dans les Maisons, qu'ils auront achetées ou louées pour cet effet. Qu'il sera accordé par lesdits Etats Generaux, ou par chaque Province en particulier, un Appointement raisonnable à un Curé ou Prêtre en chacune desdites Eglises sur les Biens, qui ont autrefois appartenù à l'Eglise, ou autrement.
- III. Et parce que les Deputés desdits Etats Generaux, qui ont été envoyés à Sa Majesté l'ont prié particulièrement, qu'il luy plût par une Paix de laisser le Corps des Provinces-Unies, au même état, qu'il a été jusqu'à present, & que pour donner quelque échange à Sa Majesté pour les Conquêtes, dont il a plû à Dieu de benir la Justice de ses Armes, au lieu des Provinces, Villes & Places que Sa Majesté a déjà occupées ils offroient de luy ceder d'autres Pais, Villes & Places, qui ont été cedées par l'Espagne auxdits Etats, tant en Flandres qu'en Brabant; Sa Majesté quoy que déjà Maîtresse de trois Provinces entières, du nombre des sept Provinces-Unies, comme aussi de quelques Places & Postes en Hollande, a bien voulu, pour conserver lesdites 7. Provinces en leur premiere Union, faire rendre ce qui a été occupé par ses Armes dans lesdites Provinces, excepté ce qui sera ci-aprés déclaré, & sur les conditions suivantes.
- IV. Que lesdits Etats cederont generalement à Sa Majesté toutes les Provinces, Villes & Places, qu'ils ont tant en Flandres qu'en Brabant, & qui leur ont été cedées par l'Espagne, excepté seulement l'Ecluse, & l'Isle de Cafant.
- V. Cederont aussi lesdits Etats à Sa Majesté la Ville de Nimegue, avec ses appartenances & dependances; le Fort de Knodsenbourg, celui de Skin, & toute la partie de la Province de Gueldres, située par deçà le Rhin, au regard de la France, comme aussi toute l'Isle de Bommel, l'Isle & Fort de Voorne, le Fort de Saint André & Château de Louvesteyn; avec le Fort de Creve-cœur.
- VI. Cederont pareillement lesdits Etats de Sa Majesté la Ville de Grave; avec ses appartenances & dependances, & luy feront donner en propriété la Ville & Comté de Meurs, pour en disposer à son bon plaisir; à condition que lesdits Etats rendront indemné le Prince d'Orange pour ladite Comté & autres Places, Villes & Pais appartenants audit Prince, qui auront été cedés à Sa Majesté.
- VII. Que lesdits Etats cederont à Sa Majesté le même Droit qu'ils auroient eu, ou qu'ils pourroient avoir ou pretendre sur les Places que Sa Majesté a occupées sur lesdits Etats dans l'Empire: Qu'ils feront

D d

auffi

ANNO  
1672.

aussi une pareille Cession en faveur du Prince & Comte de la Frise Orientale, de tous les Droits qu'ils pourroient avoir ou pretendre sur les Places qu'ils occupent dans son Païs, à savoir sur la Ville d'Emden, le Fort de Leer-Oort & Dylor, d'où ils tireront leurs Garnisons.

VIII. Qu'il sera permis aux Sujets de Sa Majesté d'aller & venir de tous les Païs, Villes & Places, qui luy auront été cedées, dans tous les Païs desdits Etats Generaux, tant par Mer que par Terre, & sur toutes Eaux & Rivieres, sans qu'ils soient sujets au payement d'aucun Droit ou imposition, ni visite de leurs Marchandises ou Bagage, Munitions de Guerre, ou Vivres.

IX. S'obligeront lesdits Etats de faire restituer à l'Ordre & Religion de Malte les Commanderies, qui se trouveront appartenir audit Ordre dans lesdites Provinces-Unies.

X. Promettront lesdits Etats de faire rendre au Comte de Benthem ses Enfants, qui ont été retenus par la Comtesse de Benthem sa Femme sous l'autorité & protection desdits Etats, non-obstant les instances par luy faites plusieurs fois, qu'il a fait appuyer des recommandations de l'Empereur & de Sa Majesté tres-Chrétienne afin d'obtenir ladite restitution.

XI. Promettront aussi lesdits Etats de rendre indemné Sa Majesté des dépenses excessives, qu'elle a été obligée de faire pour cette Guerre, & de luy faire payer dans le temps qui sera stipulé, la Somme de 20. Millions; moyennant quoy Sa Majesté leur quittera les 3. Millions qu'ils luy devoient payer, suivant le prêt à eux fait en l'an 1631. par le Pere de Sa Majesté de glorieuse Memoire, comme aussi les interêts qu'ils luy devoient depuis ladite Année 1631.

XII. Qu'en reconnoissance de la Paix, que Sa Majesté veut bien accorder auxdits Etats, lors qu'elle pouvoit étendre plus avant ses Conquêtes dans leur Païs, lesdits Etats luy feront presenter tous les ans par une Ambassade extraordinaire, à certain jour prefix, une Medaille d'Or, pesant un Marc, laquelle contiendra qu'ils tiennent de Sa Majesté la conservation de la même liberté que les Roys ses Predecesseurs ont aidé à luy acquerir.

XIII. Que quoy que Sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles seront acceptées dans 10. jours, après lesquels Sa Majesté ne pretend plus y être obligée, elle donne néanmoins à entendre par la presente, que quoy qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auront toutesfois aucune force; & que Sa Majesté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Treves, que le Roi d'Angleterre, à son égard, ne soit satisfait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec Sa Majesté ne soient pareillement contents des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

Et afin que Sa Majesté puisse faire voir par le choix de plus d'une condition, avec quelle franchise elle a bien voulu proposer ausdits Etats Generaux plusieurs moyens, pour parvenir à la Paix qu'ils lui ont demandée, & ne pas étendre aussi loin qu'elle peut les prétentions qu'elle pourroit fonder avec raison sur la force de ses Armes, & la continuation de ses Victoires, Sadite Majesté declare que sans se tenir précieusement aux offres qui lui ont été faites par lesdits Etats Generaux, comme aussi aux conditions qu'ils lui avoient demandées par forme d'alternative, elle se voudra bien contenter en retenant routes les Conquêtes qu'elle possede maintenant, comme aussi celles, qu'elle pourroit faire encore à l'avenir, jusqu'à ce que lesdits Etats aient accepté les conditions presentes, à savoir toute la Province & Duché de Gueldres appartenant aux Etats, le Païs d'Utrecht, Comté de Zutphen, toutes les Villes, Places & Fortereffes qui sont situées dans lesdites Provinces, leurs Appartenances & Dependances, sans exception, la Souveraineté des Provinces, Païs, Villes & Places conquises par Sa Majesté jusqu'à ce tems là, lesdites Appartenances & Dependances demeurant à l'avenir perpetuellement & à jamais à Sa Majesté.

Que pour pouvoir mettre en état lesdites Conquêtes, Païs, Villes & Places cedées à Sa Majesté, afin de pouvoir être d'autant plus appuyées par les assistances, qui leur pourroient venir du Royaume, lesdits Etats remettront en toute Souveraineté les Villes de Maftricht & Wijck, comme aussi ce qu'ils possèdent dans les Païs d'Outre Meuse, Dalem, Fauquemont

& Bois-le-Duc, avec ladite Ville & Mayerie de Bois-le-Duc, Appartenances & Dependances, & le Fort Crevecœur.

Et afin que le Traité puisse servir sur ces dernières conditions, non seulement pour rétablir l'ancienne Amitié & Alliance entre Sa Majesté & lesdits Etats, mais aussi pour procurer le repos & la tranquillité de l'Empire, que Sa Majesté comme Garandeur & Conservateur des Traités de Westphalie, prend particulièrement à cœur, Sa Majesté veut bien promettre de renoncier, après la Paix faite, en faveur des Princes de l'Empire, à tout le Droit que ses Armes lui auroient donné sur les Places, qu'elle a occupées sur lesdits Etats, dans les Terres de l'Empire, Sa Majesté se reservant seulement la liberté d'en ruiner les fortifications.

Mais d'autant que Sa Majesté veut contribuer d'elle même à rétablir les Princes de l'Empire en la possession des Villes & Places qui leur appartiennent, elle a bien voulu procurer que lesdits Etats Generaux fassent sortir leurs Garnisons des Villes & Places, qu'ils peuvent encore avoir dans ledit Empire, à faveur de la Ville d'Emden, le Fort de Leer-oort & Yler-Schans, lesquels seront délivrés entre les mains du Prince & Comte de la Frise Orientale, avec tous les Droits, qui lui peuvent appartenir pour raison de ladite Comté. Et afin que la communication nécessaire entre la France & la Ville de Maftricht, qui seroit cedée à Sa Majesté, ne puisse donner à l'avenir sujet à aucune contestation, il seroit stipulé de part & d'autre, qu'on tacheroit d'établir avec l'Electeur de Cologne, comme Prince & Evêque de Liege, un passage libre par le Païs de Liege, pour les Troupes de Sa Majesté, des Frontieres de France jusqu'au dit Maftricht, à condition de ne prendre lesdits passages que sous bon payement, sans qu'ils puissent être à la charge du Païs.

Demeureront en outre en leur entier tous les Articles mentionnés dans le Memoire precedent, mêmes celui de la Cession de la Ville & Comté de Meurs, excepté seulement ceux qui concernent la Cession d'autres Païs & Places, qui seroit faite par lesdits Etats à Sa Majesté.

## XC.

*Demands & Conditions sous lesquelles CHARLES II. Roi d'Angleterre consentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Faites en 1672. [Traduction Françoisse du Mercure Hollandois de 1672. pag. 265.]*

ANGLE-  
TERRE ET  
LES PRO-  
VINCES-  
UNIES.

I. LE Roi d'Angleterre entend que les Hollandois lui cedent l'honneur du Pavillon, sans aucune contradiction, voire même que leurs Flottes entieres abaissent le Pavillon, & abatement le mats de hune pour un seul Navire Anglois portant le Pavillon de Sa Majesté, dans toute la Mer Britannique, jusque sur les Côtes de Hollande.

II. La permission libre une année entiere à tous les Anglois, qui sont demeurés dans la Colonie de Surinam, d'en pouvoir sortir quand il leur plaira avec tous leurs Biens, de quelque nature qu'ils puissent être, suivant le Traité de Breda.

III. Bannissement perpetuel hors de tous les Païs des Provinces-Unies; de tous les Sujets du Roi, qui ont été declarés coupables du Crime de Lese Majesté, ensemble de tous autres, qui seront denotés par Sa Majesté d'avoir fait des Libelles seditieux, ou autrement conspiré contre le repos & la tranquillité de ses Royaumes.

IV. Remboursement à Sa Majesté des frais de la Guerre, jusqu'à un Million de Livres Sterlins, dont 400000. seront payées dans le mois d'Octobre, & le reste à 100000. Sterlins par an.

V. Payement annuel de 10000. Livres Sterlins à perpetuité, pour la permission que le Roi donnera de pouvoir pêcher des Harans sur les Côtes d'Angleterre, Ecosse & Irlande.

VI. Le Prince d'Orange d'à present, & ses Descendants, posséderont la Souveraineté des Provinces-Unies; excepté ce qui écherra en partage aux 2. Rois & à leurs Alliés; ou à tout le moins jouiront des Digni-



ANNO  
1672.

Dignités de Gouverneur & Amiral Général à perpétuité, en la manière la plus avantageuse que les Princes precedents les ont possédées.

VII. Que dans 3. mois après la Paix faite il se fera un Traité de Commerce, tant pour le Règlement du Commerce des Indes, suivant les demandes faites par ci-devant, comme aussi pour l'avantage des Sujets de Sa Majesté dans leur Negoce, allant, venant, ou habités en quelque Païs appartenant ausdits Etats, & avec les mêmes conditions avantageuses, qui sont accordées aux Nations les plus favorisées.

VIII. L'Isle de Walcheren, la Ville & Château de l'Ecluse, avec leurs dependances, l'Isle de Cafant, celle de Goeree, & l'Isle de Voorne, seront mises entre les mains de Sa Majesté, par manière de caution, pour l'exécution des conditions mentionnées ci-dessus.

IX. Quoi que Sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles seront acceptées dans 10. jours, après lesquels Sa Majesté n'entend plus y être obligée, elle declare neantmoins precisement; que quoi qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auront toutefois aucune force, & que Sa Majesté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Trêves, que le Roi Tres-Christien à son égard ne soit satisfait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec Sa Majesté ne soient pareillement contents des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

## XCI.

J. Juill. Capitulation der Ritterschafft von Ober-Iffel / mit Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster; Worinn dieselbe besagten Bischoff vor ihre Landts-Fürstl. Obrigkeit erkennen/ und demselben sich unterwirfft/ wie auch bey demselben immerdar zu verbleiben verspricht. Dahingegen Ihro von jenen das öffentl. Exercitium der Reformirten Religion zugelassen/ dieselbe und derselben Städte undt Inwohner zuschützen verheissen wird/ und zu vermeidung aller ferneren uneinigkeiten einige Rätthe sowohl aus der Ritterschafft als denen Städten erwöhlet und die Aemster und Dignitäten ohne unterschied der Religion zu vergeben beschloffen wirdt. Geschehen in dem Haupt-Quartier in dem Hauff Scheren vor Couwörden den 5. July 1672. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 222.]

C'est-à-dire;

Capitulation de la Noblesse d'OVER-ISSËL avec CHRISTOPHLE BERNARD Evêque de Munster, par laquelle ladite Noblesse se soumet à lui, & le reconnoit pour son Prince Territorial; en échange de quoi il leur accorde l'Exercice de la Religion Reformée; & promet de les y maintenir; il consent qu'un certain nombre de Deputez tant de la Noblesse que des Villes soient choisis, pour regler avec eux les Points restés indecis; & il declare qu'il admettra indistinctement les personnes de l'une & l'autre Religion aux Emplois & Dignités. Fait au Quartier General devant Coeverden dans la Maison Scheren le 5. Juillet 1672.

On Gottes Gnaden Wir Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / des R. Römischen Reichs Fürst und Herz zu Borsfelde etc. Ihum kund und zu wissen / krafft dieses. Nachdem durch die Gnade des Allerhöchsten / unsere wieder den Staat des Vereinigten Landes ergriffene Waffen also gesegnet sind / daß Wir nebenst andern Bestungen und Herrlichkeiten / auch die Herrschafft von Ober-Iffel unter unsere Vormahligkeit gebracht haben / und gleichwie die darzu gehörige Städte / bey Eroberung derselben / von Uns einen gewissen Accord erhalten haben; So ist es auch / daß die damahls bey einander gewesene Ritterschafft Uns durch Ihre Deputirten unterthänigst fürgetragen und zu-

TOM. VII. PART. I.

versehen gegeben haben / auff was Weise sie bey gegenwärtiger Zeit / von den übrigen Provinzen / welche Ihnen aus Krafft der Verbindniß hehen helfen sollen / verlassen worden; Und weiln nun auch dieselben Provinzen mehrertheils unter frembden Gewalt sind / die Verbindniß gebrochen / und sie sämtlich nicht mehr daran verbunden sind; sondern / daß deswegen alle und ieder / insgesambt und ins besonder / hiemit wissenlich renuntziren / und sich davon für sich selbst / ihre Nachkommen und ganße Posterität / zu ewigen Zeiten absondern / und dabenebenst zu unsrer mehrer Versicherung / das durch unsere gerechte Waffen daran erhaltenes Recht / und unsere Land-Fürstliche Hohe Obrigkeit / und was davon dependiret / freiwillig erkennen / und derselben sich nachmahls unterthänigst unterwerffen wollen / und sich von nun an zu ewigen Zeiten / durch nichts / es mag Nahmen haben wie es wolle / zum Abfall bewegen zu lassen / sondern sind gesinnet / bey uns / als ihrem Landts-Fürsten und Herrn / Gut und Blut aufzusehen / Dahero wir in gnädigster Betrachtung derselben unterthänigster Bezeugung und Unterwerffung / auch des zuvor gemeldten und hierdurch erworbenen Rechts / so wir in Gnaden auff- und annehmen / aus Fürstlicher Milde und Güte sind bewegt worden; doch ohne Nachtheil und Verminderung unser Hohen Landts-Fürstlichen Obrigkeit und Rechts / auch mit Ausschließung sowol derjenigen / welche sich noch bisher absetziren / als derjenigen / die sich in unser Feinde Diensten gegenwärtig aufhalten: Als haben wir unser obbemelten Herrlichkeit Ober-Iffel / folgende Gnade und Privilegien / für uns und unsere Nachfolger / krafft Landts-Fürstlicher Macht / und zur Erhaltung der gemeinen Wohlfacth / Ruhe und Sicherheit / mittheilen wollen.

Nemlich: Daß allen und jeden Inwohnern die Gewissens-Freyheit in der alten Catholischen und Reformirten Religion; und derselben öffentlichen Übung soll zugelassen werden; Zudem Ende soll es auch den Reformirten so wenig an nöthigen Kirchen / als den Predigern an gebühlichem Unterhalt ermangeln. So demnoch wegen der Kirchen einiger Streit sich ereugen möchte / alsdann sollen die Unterthanen zu Erhaltung der guten Einigkeit / und zu beyderseits Vergnügen / sich untereinander in der Güte darüber vergleichen; solten aber die Unterthanen darüber nicht eins werden können / alsdann wollen wir solche Zeit und Stunde darzu ernennen und verordnen / daß die Reformirte und Catholische ihren Gottesdienst sätlich in den Kirchen verrichten mögen. Und wie wir nun / krafft gegenwärtiger Landts-Fürstlicher Schuldigkeit / mehrgedachte unsere Herrlichkeit Ober-Iffel / und derselben Städte und Inwohner / nach allem Vermögen / wieder allen Gewalt beschirmen / und alle nothwendige Mittel deswegen verordnen müssen; Also wollen wir uns auch sorgfältig angelegen seyn lassen / die Verwaltung der Gerechtigkeit dermassen einzurichten / damit einem jeden Recht wiederfahren / und alles dasjenige / welches hithero die Brunnquelle so vielfältiger Uneinigkeiten und Setzen gewesen / wodurch die Autorität der Gerechtigkeit zum Eigen-Nutzen und Ungerechtigkeit mißbraucht worden / möge gänzlich aus dem Mittel geräumt werden: Deswegen wir denn einen Cansler / nach unserm gnädigstem Gefallen / nebenst acht Rätthen / derer fünf aus der Ritterschafft / und drey aus den Städten / theils Catholische / theils Reformirte / wollen erwöhlen / und einen Secretarium darzu ernennen lassen / vor welchen die aus der Ritterschafft und aus den Städten Gerichtlich erscheinen / und die Appellationes der Unter-Gerichte erörtert und entschieden werden sollen. Zu dem Landtage wollen wir niemand vom Adel beschreiben oder zulassen / es were dann / daß seine Provinzen und Landten / woselbst die Ritterschafft und Landts-Stand sind / zu demselben beschrieben worden / und soll Niemand außs neue zugelassen werden / er habe denn und besitze eigenthümlich einen Adelichen Sitz und Gut / welche zum wenigsten 25000. Gulden wehrt sind. Und sollen die zum Land-Tage gehörige Edelleute / wie auch der Secretarius; die Ritterschafft mit derselben Schreibern und einem Ehrlich Hützer / alsdann in den Städten / oder auff dem Lande / vor allen persöhnlichen Schatzungen / ins besonder auch von der Inquartierung der Soldaten frey und exempt seyn. Auff gleiche Weise / soll ein ieder zum Landtage gehöriger Edelmann / Vater und Sohn / für eine Persohn gerechnet werden / und soll ein Adeliches Gut / wornach er zum Landtage beschrieben wird / zum wenigsten 14. Malter an Samen / und zwölf Rüb-Weide begreifen / welche er frey und ohne die geringste Beschwerung gebrauchen / und auch in Ansehung derselben / bey der gewöhnlichen hergebrachten Freyheit verbleiben. Es soll auch ein ieder zum Landtage beschriebener Edelmann / jährlich 100. Gulden zu gemessen haben: Zu welchem Ende wir der Ritterschafft 8000. Reichsthaler eins für allen zugelegt / welche wir aus den gewilligten Schatzungen wollen heben lassen; und soll diese zugelegte Summa zu obbemelter Land-Tage Unkosten / und zur Unterhaltung der Bedienten / auch nöthig fürfallenden Läuften / und zu den gemeinen Landts-Diensten verbraucht werden; Was aber die gemeine Land-Mittel und Einkommen betrifft / wollen wir es bey der Gewohnheit beruhen lassen / wie dieselbe von der vorigen Regierung eingeföhret und geübet worden ist / auch Sorge tragen / damit derselben kein Abbruch geschehen / sondern durch gute Ordnung und Verwaltung mögen erhalten werden.

Dem Aemster und Bedienungen wollen wir den comparirenden Edelleuten und Inwohnern dieser Landschafft / ohne Unterscheid der Religion / geben / und noch dergestalt / daß hergegen von dieser Dignität / Niemand von unsern übrigen Unterthanen /

ANNO  
1672.

ANNO  
1672.

der sich darzu qualifiziren kan / directe noch indirecte soll ausgeschloffen und übersehen werden.

Endlich wollen Wir auch nicht verbieten / sondern vielmehr beschließen / damit die rechtmäßige Land-Schulden mögen bezahlet / und einem jedem sein Recht wiederfahren möge. Zur Urkund haben Wir dieses mit unserm Fürstlichen Pitschaft und Siegel bekräftiget. So geschehen in unserm Haupt-Quartier / auff dem Hauße Scheren vor Couvorden / den 5. Jul. 1672.

Und gleichwie Wir untergeschriebene aus der Ritterschafft / als bevollmächtigte Deputirte / Hochgemelter Seiner Fürstlichen Gn. hierin verfaßte Erklärung / in Unterthänigkeit völlig annehmen / und demselben darfür unsterblichen Danck sagen: Also wollen Wir dieses mit unterschreiben und versiegeln / und auch erbtig / und verpflichten uns hiemit darzu / auff Begeh / aller und ieder unser Principalen Hand und Siegel zu liefern. So geschehen an Ort und Zeit wie droben gemeldet.

## XCII.

16. Juill. *Traité d'une étroite Réunion d'Interêts entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Angleterre contre les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par laquelle ils s'engagent de nouveau à ne conclure ni Paix ni Trêve que d'un commun Accord. Fait au Camp de Heurick le 16. Juillet 1672. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

Les succès si favorables dont il a plu à Dieu de bénir autant par Mer que par Terre les justes Armes que les Rois de France & de la Grande Bretagne se sont vus obligés de prendre contre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, aiant porté lesdits Etats à envoyer en même tems des Deputez vers l'un & l'autre des deux Rois pour leur faire des Propositions de Paix, & favoir à quelles équitables conditions ils la leur voudroient accorder. Leurs Majestés T. C. & de la Grande Bretagne touchés l'un & l'autre d'une même affection pour la tranquillité publique, & préférant par ce motif si digne également de bons & de Grands Princes, une Paix honorable, à une Guerre dont les commencemens si heureux ne promettent pas une suite moins glorieuse, ne se feroient pas éloignés d'entendre les propositions qui leur seroient faites par lesdits Etats; mais comme l'amitié si étroite qui est entre leursdites Majestés, autant que les liens du Traité qui les ont unis dans cette entreprise, ne leur donne qu'un même esprit dans les Resolutions qu'ils peuvent prendre, ou de finir la Guerre, ou de la continuer, ils se feroient aussi-tôt communiqué les Deputations qui leur auroient été faites par lesdits Etats, afin de convenir par un commun Concert, de la maniere d'en admettre, & d'en regler les Propositions. Et parce que dans une rencontre de cette importance; le Roi de la Grande Bretagne a jugé qu'il étoit du bien de l'affaire de faire connoître au plûtôt ses sentimens à Sa Majesté Très-Christienne, & de s'instruire semblablement de ceux de Sa Majesté, par des personnes en qui il eut une entiere confiance, il a nommé à cet effet ses Ambassadeurs extraordinaires, par son Plein-pouvoir du 21. Juin de la presente année, le Sieur Duc de Buckingham son Grand Ecuyer, le Sieur Comte d'Arlington, son premier Secretaire d'Etat, & le Sieur Vicomte de Halifax de son Conseil privé, & par un semblable Plein-pouvoir du 22. dudit mois de Juin, le Sr. Duc de Montmouth; lesquels après avoir exposé à Sa Majesté T. C. la sincere & constante affection du Roi leur Maître, pour demeurer unis dans leurs premieres raisons, & avoir trouvé dans Sa Majesté T. C. une non moins forte disposition, de ne separer point leurs Interêts dans le Traité de Paix qui se pourroit faire, sont convenus des Articles suivans, avec le Sr. Marquis de Louvois, Conseiller dudit Roi T. C. en ses Conseils, Commandeur, Chancelier, Grand Maître, & Surintendant Général des Postes de France, Secretaire d'Etat & de ses Commandemens; & le Sr. Arnaud Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, aussi Secretaire d'Etat, & de ses Commandemens, nommés Commissaires & Plenipotentiaires en cette affaire par Sadite Majesté, & semblablement munis de son Plein-pouvoir.

Bien que la Foi des deux Rois soit telle qu'après les

paroles qu'ils se sont données par leur Traité du 12. Fevrier de ne faire ni Paix, ni Trêves avec les Etats Généraux sans le consentement reciproque de leurs Majestés, & sans que leur satisfaction y soit pleinement établie, neanmoins afin qu'il ne reste aucune esperance à leurs Ennemis communs, quelque mal fondée qu'elle pût être, de les separer d'interêt, ils s'engagent de nouveau par ce present Article de n'écouter aucune Proposition de Paix sans se la communiquer aussi-tôt, de n'entrer dans aucune, qui leur pourroit être faite separément pour leurs avantages, & de n'accepter aucune satisfaction, que l'autre des deux Rois ne soit pleinement content de celle qui lui aura été donnée.

II. Pour cela lesdits Rois promettent de convenir ensemble des Conditions sous lesquelles ils voudroient bien conclure une Paix, qui leur fût à l'un & à l'autre sûre & honorable, & de ne vouloir donner les mains à aucun Accommodement avec lesdits Etats Généraux que lesdites conditions ne leur ayent été accordées.

III. Et afin que le Concert d'amitié, de liaison, & d'Interêt mutuel, puisse être non seulement confirmée par les presents Articles, mais ne puisse être ignoré des susdits Etats Généraux, leurs susdites Majestés donneront l'ordre nécessaire, pour faire connoître aux Deputez desdits Etats auprès d'eux, ou par telle autre voye qu'ils jugeront plus publique, que leurs Interêts comme leur satisfaction ne peuvent être separés; & confirmer lesdits deux Rois par le present Traité, tout celui qui a déjà été arrêté & signé entr'eux le 12. Fevrier de la presente année, qu'ils promettent de nouveau, d'observer & de maintenir en tous ses points.

Et ont promis lesdits Srs. Commissaires de Sa Majesté T. C. d'une part, & lesdits Ambassadeurs extraordinaires de Sa Majesté de la Grande Bretagne de l'autre, en vertu de leurs Plein-pouvoirs, de faire agréer, & ratifier par les Rois leurs Maîtres, les presents Articles, & d'en fournir respectivement les Ratifications dans un mois. Fait & arrêté au Camp de Heurick le 16. Juillet 1672.

*Et ont signé les presents Articles, le Sr. Duc de Buckingham, le S. Comte d'Arlington, & le S. Vicomte de Halifax Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté de la Grande Bretagne en vertu de leur Plein-pouvoir ci-dessous transcript du 2. Juin de la presente année.*

BUCKINGHAM.  
(L. S.)

ARLINGTON.  
(L. S.)

HALIFAX.  
(L. S.)

*Et ont signé les presents Articles, le Sieur Marquis de Louvois & le Sr. de Pomponne Commissaires de Sa Majesté Très-Christienne en vertu de leur Plein-pouvoir ci-dessous transcript.*

LE TELLIER.  
(L. S.)

ARNAUD.  
(L. S.)

MONTMOUTH.  
(L. S.)

## XCIII.

*Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD & 25. Juill. les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye le 25. Juillet 1672. [BREWER. Traité Histor. & Polit. part. VI. pag. 57.]*

Cum Sua Majestas Casarea, à Provinciis Uniti Belgii, & Ordinibus earum Generalibus instanter requisita

ANNO  
1672.L'EMPEREUR ET  
LES PROVINCES-UNIES.

ANNO  
1672.

quæ fuerit, ut *Pacis Clivensis* An. 1666. conclusæ Guarantiam vigore Declarationis Sux Cæsareæ, eodem anno extraditæ, præstare, & eum, aut eos, qui contra fecerint, ad sensum rationis & observantiam dictæ Pacis redigere velit, simul insisterint, ne liceat Statibus Imperii contra illos Bellum gerere, maximè cum pro Pacis Westphalicæ Confortibus ab Imperio fuerint denominati, hinc inter ambas Partes sequenti modo conventum est.

I. Quod Cæsarea Majestas ad manutenendam Pacem Clivensem, & procurandum, ne quid contrarium Paci Westphalicæ aut Constitutionibus Imperii fuscipiatur, cum *Electore Brandenburgico* conjunctura sit exercitum, quinque Equitum, & septem Peditum millibus constantem, sufficienti apparatu tormentario, aliisque necessariis instructum. Cumque altememorata Cæsarea Majestas instanter requisita fuerit, ut conditum Militum numerum ad fines hos facilius & securius consequendos augere vellet, saltem ad alia duodecim millia, declarat, hisce quod ultra dicta prima duodecim millia, non tantum jam alia quatuor millia cum dictis Copiis Electoris Brandenburgici sit conjunctura, sed & imposterum operam daturam, si status & securitas Regnorum & Provinciarum Hæreditariarum permittat aut patiatur, ut adhuc plura millia ad complendum numerum integrorum viginti quatuor millium submitti possint.

II. Econtra verò Fœderati Provinciarum Unitarum Ordines in sublevationem ejus oneris persolvent pro prædicto Exercitu viginti quatuor Militum millia recensente, mensuatim quadraginta quinque millia Imperialium, in hunc scilicet modum: si Sua Cæsarea Majestas cum Electore Brandenburgico sua ex parte, viginti quatuor Militum millia conjunxerit, quod promissa mensua quadraginta quinque millia Imperialium eidem integrè solvantur: si vero numerus submittendorum Cæsareorum Militum foret minor, detrahatur tantum de dictis quadraginta quinque mille Imperialibus mensuis, quantum proportio deficientis, & ad viginti quatuor Militum millia non ascendenti numeri demonstrat, & per consequens pro illis sedecim Militum millibus, quæ Sua Cæsarea Majestas, cum dicto Electore Brandenburgico conjunget, dependantur à Statibus unitis, non quidem integra quadraginta quinque Imperialium millia, sed tantum solvantur triginta Imperialium millia, augenda uti dictum, vel minuenda proportionaliter, secundum numerum Copiarum Cæsarearum, ad cujus summæ rationem vel deductionem numerari curabunt Amstelodami vel Hamburgi Summam ducentorum millium Imperialium pro prædicto Exercitu, quam primum Sua Majestas illum cum Electore Brandenburgico conjunxerit, cum reliquis mensuis quantis durantibus his motibus debito tempore continuari.

III. Econtra promittunt Provinciae Unitæ, & memorati Ordines Generales, quod & ipsi cum Exercitu Imperatoris, & dicti Electoris, si super hoc requisiti fuerint, arma sua & Exercitum constantem octo millibus Equitum & duodecim millibus Peditum conjungere, & ad dictos fines usque ad finem Belli operari, nec Pacem sine Cæsaris, & Electoris consensu facere velint.

IV. Quod si sequeretur Pax inter illos, cum quibus jam Bellum gerunt Ordines, includatur in illa Cæsar & Elector alique Fœderati; inseratur vero dictæ *Pacificationi*, ut ejusdem Guarantiam liceat præstare Cæsari, & Principibus Imperii. Et si deinde Pace dicto modo subsecuta, post finitum hoc Bellum inter Serenissimum Regem Galliæ, & sæpè fatos Generales Ordines, aliqui Principes aut Status Imperii alique Reges & Potestates suam Cæsaream Majestatem aut memoratos Ordines Generales Bello aggrediantur, Sua Cæsarea Majestas & Uniti Belgii Ordines intra bimestre à die requisitionis in auxilium Bello petiti mitter aut mittent quatuor Equitum, & octo Peditum millia usque dum Pax fuerit restituta, vel loco præfati auxiliiarum Militum summam pecuniæ eidem auxilio proportionatam, mensuatim persolvendam in loco à partibus designando, in quarum arbitrio permanebit, an pro parte vel in totum pecuniam habere malint vel Militem: ea tamen conditione, ut Pars, cui suppetiæ mittentur, pro sublevatione oneris Parti suppetias mittenti quadraginta quinque thalerorum Imperialium millia mensuatim numeret.

V. In arbitrio tam Sux Majestatis Cæsareæ, quam Fœderati Belgii Ordinum, quibus vigore quidem hujus Tractatus suppetiæ mittentur, manebit, dictas suppetias in totum aut pro parte non exigere, unaquæque item

partium, quæ suppetias accipiendas non putaverit, à præstatione pecuniæ alioquin solvendæ immunis erit: neutra etiam Partium *suspensionem armorum* cum Hoste communi panger, nisi conjunctim, & consensu tam Sux Majestatis Cæsareæ, quam præfatorum Ordinum: casu autem emergente, quo Negociatio Pacis aut *Induciarum* seu Treugarum introducenda videbitur, neutra Partium absque alterius communicatione eam Negociationem incipiet, procurabitque unaquæque alteri eo ipso tempore, quo sibi facultatem, Saivos Conductus, & securitatem necessariam mittendi Plenipotentiariorum suos ad locum Tractatus destinatum, facietque altera alteram, & utriusque Ministri se invicem successive & quovis tempore participes omnium eorum, quæ ibidem proponuntur, agentur & tractabuntur, nec ad conclusionem Pacis aut Induciarum seu Treugarum, alterutra procedet, quam alteram in Pacis conditionibus contrahendo, includendo & ipsi quantum possibile erit satisfactionem procurando, simul & stipulando idem, quod sibi jus, ac easdem Immunitates, Exemptiones & Prærogativas, nisi postmodum inter ipsos aliter convenerit.

VI. Neutra Partium poterit cum aliis Regibus, aut Principibus, durante hoc Fœdere ullum Tractatum inire, qui præsentis Conventioni repugnet, vel minimum quid deroget: si tamen alii Reges aut Principes huc accedere desiderent, id fiet ex communi Sux Cæsareæ Majestatis, & Fœderatorum Ordinum consilio & consensu.

VII. Hoc Fœdus defensivum ad decem annorum spatium durabit, si tamen Sua Majestas Cæsarea illud ad plures annos extendere voluerit, hoc ipsi ante rationem liberum erit, & promittunt infra scripti Sux Majestatis Ministri, & Ordinum Fœderatorum Belgii Deputati, vigore Mandatorum invicem exhibitorum, Suam Majestatem Cæsaream & Fœderatos Belgii Ordines ea quæ supra scripta sunt bona fide adimpleturos, & executioni mandaturos, omnia nihilominus sub rati habitatione Sux Majestatis Cæsareæ & dictorum Ordinum Fœderatorum Belgii, quam sese exhibitorum intra spatium duorum mensium aut citius si fieri possit, pollicentur. Actum Hagæ-Comitis 25. mensis Julii 1672.

(L.S.) STAFVENISSE.  
(L.S.) B. DE ISOLA. (L.S.) ISBR. von Nierßen  
(L.S.) CRAMPRICT. Hornken.

*Declaratio (I) & Explicatio Articulorum tertii & quarti Fœderis inter Augustissimum LEOPOLDUM Imperatorem, & Dominos Ordines Fœderati Belgii Generales initi. Facta & conventa Hagæ-Comitum die 22. Septembris 1672. CUM RATIFICATIONE Cæsarea Dat. Vienna die 17. Octobris 1672. [Copie Manuscripte.]*

CUM Articulo tertio Tractatus inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Ministros, & Ordinum Fœderati Belgii Deputatos hodie conclusi conventum sit, altememoratos Ordines pro Exercitu ibidem & Articulis antecedentibus expresso aut proportionabiliter, numerari curaturos Amstelodami vel Hamburgi summam Ducentorum Imperialium millium, quamprimum Sua Majestas Cæsarea illum cum Exercitu Brandenburgico conjunxerit, & cum reliquis mensuis quantis, durantibus his motibus, debito tempore continuaturos.

Præfati Deputati Ordinum declaraverunt, altememoratos Ordines omnem operam quidem adhibitorum, ut quod in sublevationem oneris dicti Exercitus aut proportionabiliter mensuatim secundum Tractatum promissum est, persolvatur.

Cum verò prævideant pro hoc rerum statu id Ordinibus Generalibus difficillimum fore, expressè testati sunt, sinceram eorundem intentionem esse, id, quod præsentis pecu-

(1) On ne sauroit dite positivement d'où l'on tient cette Copie. Mais on croit en connoître l'écriture, & si l'on ne s'y meprend point elle vient de bonne main. Elle s'accorde aussi, à quelques mots près, qui ne sont pas de conséquence, avec la Copie de *Brewer*, qui se voit dans la première Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 309. La difficulté est de savoir quel est ce Traité hodie conclusus auquel la Declaration se rapporte; car d'un côté il semble que ce soit le Traité du 25. Juillet 1672, & de l'autre la Date du 22. Septembre y repugne. Outre que la teneur du troisième Article de ce Traité, n'est pas telle qu'on l'indique. [Duv.]

\* La teneur de l'Article III. est bien la même, mais il y a une faute du Copiste à laquelle M. Du Mont n'a pas pris garde. Le II. Art. doit commencer aux mots du I. Art. *Cumque altememorata* &c. & le III. doit commencer où commence ici le second.

ANNO  
1672.

ANNO  
1672.

pecuniâ perfolvere non poterunt, supplere per apochas & congruas obligationes Cæsareæ Majestati aut iis, qui pecuniam erogare parati sunt, consignandas, tam communi nomine, quam pro cujusque ratâ in particulari scilicet Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæ, Groningæ & Omlandiæ, sub promissione usurarum, quæ aliis earundem Provinciarum Creditoribus solvantur, aut imposterum solvantur.

Obligationem præterea solvendæ pecuniæ, aut dandarum apocharum aut obligationum à die primo . . . oriri, ita tamen ut Copiæ Suae Majestatis Cæsareæ unâ cum Brandenburgicis ad dictos fines, Articulo primo modò memorati Tractatus consequendos agere pergant, vel ad fines Imperii, aut ad Rhenum, vel Mosam, aut Visurgim, ad defensionem dictarum Pacificationum, Exercitum tenendo, aut si necessitas vel ratio Belli ejusmodi Exercitum in uno dictorum locorum tenere non exigeret, contra eos, qui Pacem Westphalicam aut Clivensem violaturi sunt, prout modò memorata ratio Belli admittit, operando.

Cum etiam in dicto Articulo tertio comprehensum sit, Ordines & Provincias Unitas cum Exercitu Imperatoris & dicti Electoris arma sua & Exercitum constantem octo millibus Equitum & duodecim millibus Peditum, si super hoc requisiti fuerint, conjungere, & ad dictos fines usque ad Belli finem operari, vel arma sua, si hoc magis conducere Imperatori & Electori videbitur, aliorum vertere teneantur; Conventionem hanc ita interpretandam Cæsari & Ordinibus placuit, ut huic operationi satisfactum intelligatur, si memorati Ordines dictas suas Copias ad factam requisitionem cum Cæsareanis & Brandenburgicis post subsolutam & extraditam & permutatam Ratificationem conjunxerint, seu hostem vel hostes, illos scilicet, qui contra Pacem Westphalicam aut Clivensem acturi, aut ejusdem Guarentigiam impedituri sunt, insecuturi, seu per diversiones, seu quovis alio modo, prout ratio Belli ex mutuo inter partes Consilio dictabit, operaturi erunt.

Sincerum præterea Articuli quarti intellectum esse, altememoratos Ordines, Pacem sine Imperatoris & Electoris consensu non facturos, nisi modo & formâ, Articulo quinto dicti Tractatus expressis, id est, ut non solum in Pace ambo includantur, verum etiam illis omnium eorum, quæ post secutam hujus Fœderis Ratificationem ab hostibus vel hoste, illis scilicet, qui contra Pacem Westphalicam Imperatorem aggressuri sunt, aut Pacem Clivensem violabunt, aut ejusdem Guarentigiam impediunt, erepta ablatæque sunt, realis & actualis restitutio, nec non in aliis, quantum possibile est, satisfactio procuraretur, nisi postmodum inter se ipsos aliter convenirent.

Nos infra scripti Suae Majestatis Cæsareæ Ministri presentibus declaramus Tractatum hodie inter nos & Deputatos Ordinum Fœderati Belgii conclusum, non aliter obligarum aut firmum fore, nisi sub Ratificatione suprascriptæ Declarationis, à Sua Majestate Cæsareæ altememoratis Ordinibus simul cum Ratificatione dicti Tractatus exhibendâ. Actum Hagæ-Comitis 22. Septembris 1672.

(L.S.)

B. DE LISOLA.

(L.S.)

KRAMPRICHT.

*Sequitur (1) Ratificatio Cæsareæ super hac Declaratione. Datum Viennæ 17. Octobris 1672.*  
[Copie Manuscrite.]

**N**OS LEOPOLDUS (*Titulus integer*). Notum facimus universis ac singulis, quorum scire interest, agnoscinusque pro Nobis, Hæredibus, ac Successoribus nostris. Quod cum ratio præsentis temporis & Germaniæ tranquillitas poposcerit, ut inter Nos ex

(1) Cette Copie vient de la même main que celle de la Declaration, & ne se trouve ni dans les *Actes de Brewer*, ni dans la première Edition de ce Grand Recueil de Hollande, ni en aucun autre livre imprimé. Elle ne leve point la difficulté qui naît de la différence des Dates, & de la teneur de l'Article III. du Traité principal indiquée & rapellée au commencement de la Declaration. Au contraire elle l'augmente, par la mention expresse que l'Empereur y fait de ce Traité, sous Date du 25. Juillet. [DUM.]

unâ: & Charissimos Amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Status ex alterâ parte, pro mutuâ Provinciarum nostrarum defensione, & ad conservationem Pacis Westphalicæ, Aquisgranensis, Clivensisque Fœdus defensivum iniretur: idque inter nostros & illorum ad hoc Deputatos, sufficienti utrinque Mandato instructos, & ex traditis mutuis & reciprocis Plenipotentis, utriusque nostrum nomine Hagæ-Comitis die 25. Julii 1672. initum & conclusum sit: ambabus verò Partibus placuerit, penes illud sequentem specialem Declarationem super dicto Tractatu concluso, inter se condere & addere, quæ à memoratis Plenipotentiaris suprascripto (2) eodem loco & die 22. Septembris anni 1672. in sequentem modum conclusa est.

*Sequitur Declaratio inferendâ.*

**C**umque simul etiam convenerint, ut ejusdem Declarationis præsertim raritudo à nobis & prædictis Generalibus Fœderati Belgii Statibus iura terminum duorum mensium à die subscriptionis, si fieri poterit, sequi & utrinque commutari debeat; Nos huic Conventioni satisfaciendos, eandem declarationem additam & conclusam, per omnia & singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihabuerimus; Veluti hisce pro nobis Hæredibus ac Successoribus nostris, verbo nostro Cæsareo approbamus, confirmamus & ratihabemus: Promittentes insuper, nos omnia & singula in præfata Declaratione contenta, quantum quidem nos concernunt, divinâ adspirante gratiâ, bona fide præstituros & adimplendos, ne à nostris, vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hæc manu nostra subscriptas Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri justissimus. Dabantur Viennæ 17. Octobris 1672.

(2) NB. Qu'en cet endroit la Copie dont on se sert portoit suprascripto eodem die & loco, in sequentem modum, mais que par renvoi & correction; on y avoit marqué en marge, comme on le voit ici, eodem loco & die 22. Septembris anni 1672. [DUM.]

## XCIV.

Defensiv-Alliantz zwischen Ihro Kayf. Mayest. Leo. 10. Oct. poldo/ denen Hochwürdigsten Churfürsten/ Johann Philipp zu Maynz/ und Carl Casparn zu Trier/ Ihro Churfürstl. Durchl. Johann Georg zu Sachsen/ Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster und Marggraff Christian Ernst zu Brandenburg-Bayreuth/ zu Erhaltung eines jeden Dignität und Rechten/ sonders/ aber der Teutschen Freiheit/ und beständigen Verus des Westphälischen Friedens beschlossen. Geschehen auf dem Schloß Marienburg ob Würzburg den 10. Octobre 1672. [CHRIST. GASTELIUS, de Statu Publ. Europæ noviss. Cap. XXIII. pag. 766. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung I. Absatz I. pag. 430. & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 37. col. (1).]

C'est-à-dire,

*Alliance Defensive entre LEOPOLD Empereur des Romains; JEAN PHILIPPE Electeur de Mayence; CHARLES GASPARD Electeur de Trèves; JEAN GEORGE Electeur de Saxe; CHRISTOPHLE BERNARD Evêque de Munster; & CHRISTIAN ERNEST Marck-Grave de Brandebourg-Bayreith, pour la conservation de leurs Droits & Dignités, & principalement pour celle de la Liberté Germanique, & le main-*

(1) Ces trois Exemplaires conviennent en tout, hors dans la Date. Celle de Lunig est absolument du 10. Janv 1662. Celle de Gastelius de même Date dans l'Instrument & de Pan 1672. dans le Titre, & celle du *Theatrum Europæum* du 10. Oct. 1672. On suit cette dernière Date préférablement aux autres, parce qu'elle convient seule au récit Historique de PUFFENDORF, de *Rebus Gest. Friderici Wilhelmi Elect. Brand. Lib. XI. §. 44. pag. 791.* [DUM.]

ANNO  
1672.

ANNO 1672. *maintien de la Paix de Westphalie. Faite au Chateau de Mariebourg à Wurzburg le 10. d'Octobre 1672.*

ANNO 1672. So ist vord Dritte verglichen worden/ daß auf die erste Mahnung innerhalb 6. Wochen Ihre Kayserliche Majestät/ wegen dero im Reich gelegenen und darzu gehörigen Erb-Königreich und Länden/ 1000. zu Ross und 2000. zu Fuß/ Chur-Maynk/ als Churfürst und Bischoff zu Würzburg und Herzog. zu Francken 150. zu Ross und 1000. zu Fuß. Chur-Trier 75. zu Pferd und 500. zu Fuß/ Chur-Sachsen 400. zu Pferd 100. Dragoner und 1500. Mann zu Fuß/ Bischoff zu Münster 400. zu Pferde/ 100. Dragoner/ und 500. zu Fuß/ Marggraff Christian zu Brandenburg Culmbach 30. zu Pferde und 50. zu Fuß. Und auf die andere Mahnung innerhalb 6. Wochen wiederum so viel zu Hülffe senden sollen/ mit der verbindlichen Abrede/ daß der eine Bundes-Verwandte den andern auf Ansuchen einen unschadlichen Durchzug für die Bundes-Völker/ unweigerlich zu gestatten schuldig seyn solle.

Es soll auch Bierdens die Hülffe nicht wieder zurück gezogen werden/ bis des Feindes Führen gesehet/ und dasjenige/ so derselbe etwan eingenommen/ wieder erobert seyn werde/ es sey denn/ der Schickende oder zu Hülffe kommende würde selbst überzogen/ und wie vorgebadt/ vergewaltigt und beleidigt.

Solte nun aber zum Fünften wider Verhoffen mehr als einer von den Allirten überzogen werden/ und Gefahr leiden/ auf solchen Fall solle die übrige Bundes-Hülffe von den unbelaidigten/ halb dem einen/ und die andere Hülffe dem andern beilaidigten auf Masse und Weise/ wie vor gemeldet/ zugeschiedet werden.

Wobey auch Sechstens/ eine dergleichen Hülffe nicht zurücke solte/ auf solchen Fall sollen und wollen die Bundes-Genossen auf erlangte Nachricht von solcher ereigneter doppelter Gefahr/ auch so bald ohn Aufschub sich darüber miteinander vernehmen/ welche zulänglich/ und womit den Nothleidenden in der That und Wirkung geholffen werden könne.

Es solle auch Siebendens/ ein jeder Hülffschickender seinen Trouppen so viel Feld- Artillerie nebst der darzugehörigen geben/ als es die Nothdurfft und Krieges-Raison erfordert.

Die Direction und Ober-Commando über die Waffen solle zum achten bey Ihrer Kayserl. Majestät verbleiben/ und derselben ein General-Person/ mit Beibehaltung der Confederirten/ vorgestellet werden/ welcher in dessen Länden/ dem die Hülffe geleistet wird/ ohne desselben Vorwissen und Belieben nichts vornehmen/ sondern dasjenige/ was er zu defendir- und Rettung seiner Land und Leute gut befinden möchte/ zu thun und zu lassen in Krafft dieses angewiesen seyn soll.

Solte aber zum Neundten/ ein Fall sich begeben/ welcher einer General-Kriegs-Rath erfordert/ so sollen auch zu denselben alle diejenige gezogen werden/ welche zu einem General-Kriegs-Rath gehören/ und soll derjenige in demselben præsidiren/ welcher das Directorium oder Ober-Commando führet/ oder aber da derselbe nicht dabey seyn wolte oder könnte/ alsdann der die höchste Charge bedienet.

Und soll zwar auch Zehendens/ ein jeder seine Völker unterhalten und bezahlen/ und zu deren Schutz/ damit dieselbe/ wann sie in andern Länden stehen/ schwierig zu werden/ zu exorbitiren/ Confusion und andere Ungelegenheiten anzufangen keine Ursache haben mögen/ dem bey seinen Völkern habenden Commissario zwey Monat Gold gleich Anfangs zum Vorrath mitgeben.

Allermassen denn auch zum Elften zu Verbitung aller Unordnung unter den Völkern/ die Bundes-Verwandten so bald auf den Nothfall eine gewisse Beystellung- Ordinance aufzusetzen wollen/ nach welcher/ bey wähernder Conjunction/ alle Trouppen durchgehend gleich bezahlt werden sollen.

Demselben stürs Zwölffte auch die Auxiliar-Völker das Proviand nicht zugleich mit sich führen können/ soll der Requiriten zwar schuldig seyn/ selbige so lange sie in seinem Lande stehen/ mit nothwendigem Commis- Probd Vorschussweise zu versehen/ welches ihm jedoch unverzüglich von jedem der Hülffschickender bezahlt/ und ersetzt werden solle/ gleich denn auch die Conjungirte-Völker ein mehreres/ als dieses Commis Vorschussweise/ und das Obdach und rauhe Futter/ nicht fordern noch exequiren/ sondern was sie darüber verzehren werden/ den Unterthanen in billigem Werth mit Geld bezahlen sollen.

Wann nun zum Dreyzehenden/ einige Bundes-Verwandte ausserhalb dieses noch in einem andern gleichmässigen Fœdere mit einander begriffen/ Krafft welchen sie ebenfalls einander Hülffe zu leisten schuldig/ so soll doch kein Theil aus beyden Fœderibus/ sondern nur aus einem die Assistentz zu schicken gehalten seyn/ und dem Requiriten frey stehen/ auf welchen Bund er seinen Confederirten requiriren wolte/ da auch etwa eine Crayß oder Reichs-Hülffe geschicket werden solle/ so solle auch diese vom dem Quanto der Bundes-Hülffe abgezogen werden.

Es soll auch soosten vord Vierzehende von den Bundes-Verwandten einige andere Bindniß nicht aufgerichtet/ noch eingegangen werden/ so dieser zu wider.

So hats auch zum Fünffzehenden/ hiebey die Meynung gar nicht/ ob wolte man durch diese particular-Verbindniß/ die zu Verhüt- und Abtreibung unredten Gewalt im Heil. Rom. Reich Fundirte Executions-Ordnung und in Krafft derselben sonderlich Reichs- oder Crayß-Verfassung/ wie auch die im Friedensschluß verordnete Universal-Guarantie zurück stellen/ stecken oder verhindern/ sondern es sollen nichts desto weniger dieselbe ohne Abbruch

Zu wissen/ als der Durchleuchtigste Großmächtigste/ Unüberwindlichste Fürst und Herr/ Herr Leopold/ Erwehler Römischer Kayser/ zu allen Zeiten Wehrer des Reichs/ in Germanien/ in Hungarn/ Böhmen/ Dalmatien/ Croatien/ Slavonien König/ Erb-Herzog zu Oesterreich/ Herzog zu Burgund/ Steyer/ Kärnten/ Crain und Würtemberg/ Graff zu Tyrol/ zc. und mit und neben Ihrer Kayserl. Majestät. die Hochwürdigste/ auch Hochwürdigste/ Durchleuchtigste/ Hochgeborne/ Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Philipp/ des Heiligen Stuls zu Maynk/ Erb-Bischoff/ des Heil. Rom. Reichs durch Germanien Erb-Canzler und Chur-Fürst/ Bischoff zu Würzburg und Wormbs/ und Herzog zu Francken/ zc. Carl Caspar/ Erb-Bischoff zu Trier/ des Heil. Rom. Reichs durch Gallien/ und des Königreichs Arelaten Erb-Canzler und Chur-Fürst/ Administrator zu Preims/ zc. Johann George/ Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil. Rom. Reichs Erb-Marschall/ Land-Graff in Thüringen/ Marggraff zu Meissen/ auch Ober- und Niederlausitz/ Burggraff zu Magdeburg/ Graff zu der Mark und Ravensberg/ Herr zu Ravensstein/ zc. Christoff Bernhard/ Bischoff zu Münster/ Administrator zu Corvey/ Burggraff zu Stranberg und Herr zu Borekloy/ zc. Christian Ernst/ Marggraff zu Brandenburg/ zu Preussen/ Magdeburg/ Stettin/ Pommern/ der Cassiben und Wendon auch in Schlesien zu Crossen/ zc. Herzog/ Burggraff zu Nürnberg/ Fürst zu Halberstadt/ Minden und Camm/ zc. je und alle wege/ sonderlich aber bey gegenwärtigen künftigen Ihre Kayserliche und Sorgfältigkeit dahin sühnlich gerichtet/ wie der zu Münster und Osnabrück aufgerichtete Frieden/ beständig conserviret/ mit ihm auch dero von Gott anvertraute Land und Leute in beständiger Ruhe erhalten/ und denselben alle Gefahr und Ungelegenheit abgemindert/ und wider allen unbilligen Gewalt/ in zusammen gelegten guten Vertrauen und Vereinigung geschützet und gehandhabet werden könnten/ daß dahero dieselbe/ auch zu dem Ende/ keines weges aber dadurch die zu Regensburg bey gegenwärtiger Reichs-Verammlung obhandener Consultation/ wegen Feststellung gemeiner Reichs-Securität und damit einlaufenden/ albereit für gut angesehenen Reichs-Provisional-Verfassungen/ als worzu auch schon alle Reichs-Crayße neben dem Königreich Böhmen und incorporirten Provinzen ein gewisses Quantum bewilliget haben/ in einige wege zu verbindern/ sondern allein unterdessen/ bis solches heilsame gemeine-nützliche Werke zu seiner durchgehenden völligen Nichtigkeit wird gebracht werden können/ zu bester zeitlicher besserer Abwendung der etwan sich ereigenden Gefährlichkeiten/ ein particular-defensiv-Alliance unter sich geschlossen/ wie folget.

Nemlich vord Erste/ daß nechst Vorbehaltung Rom. Kayserl. Majestät. hohen Kayserl. Ambt/ Autorität und geziemenden Respekt die Vereinigung und Verfassung zu niemanden Offension/ am allerwenigsten aber wider des Heil. Rom. Reich/ oder sich in frembden Krieg zu impliciren und einzumischen/ sondern allein zu Erhaltung eines jeden zustehenden Dignität/ Würden/ Rechten und Gerechtigkeiten/ sonderlich aber der Deutschen Freiheit und beständigen Genosß des Westphälischen Friedens/ wie auch sich und ihrer allerseits in H. Rom. Reich habender und gelegener Land und Leute wieder alle Gewalthätige Eingriffe und denen Reichs-Constitutionen/ und besagten Friedensschluß zu widerlaufenden Zuthörungen und Beschwerden/ wie die Mahnen haben/ und von wein dieselbe herrühren mögen/ wie auch wider alle innerliche Empörung zu conserviren und defendiren und zu retten angesehen und gemeint seyn solle/ also/ daß einer den andern ohne Unterscheid der Religion in rechten Vertrauen meinen/ zu gedachtem Ende man allerseits festiglich und unaußgesetzter bey einander stehen/ auch aus allen Begebenheiten/ woraus besagte Unruhe entstehen/ und worauf die hierinnen versprochene Assistentz erfordert werden möchte/ vorher zeitig einander communiciren/ keiner aber einigen Ständen des Reichs oder frembden Cronen/ Potentaten und Republicken zu feindlicher invasion Ursach geben/ auch die Bundes-Verwandte unter sich selbst beständige Freundschaft zu halten/ und keiner den andern mit Thätlichkeit oder Gewalt überfallen/ überziehen oder beleidigen/ sondern gegen den andern habende Mißfälle und Streitigkeiten/ wo deren einige seyn möchten/ durch gültliche rechtliche Mittel entscheiden/ und sich damit begnügen lassen solle.

Wobey auch Zweitens/ ein oder ander Confederirter und derselben im H. Rom. Reich gelegene Land ins gesambt/ oder deren einer wider Verhoffen oberwärtiger Massen mit Gewalt überfallen und feindlich angegriffen/ oder auch durch innerliche Empörung und Aufstände/ oder dieser hierinnen geschlossener Zusammentretzung und hinc inde versprochenen Defension halber/ über kurz oder lang/ es geschehe von wein es wolle/ angefochten werden/ alsdann wollen und sollen dieselbe wegen beühret ihrer im Reich gelegenen Land und Leuten festiglich bey einander stehen/ einander auf besterzeitiges Ansuchen wieder die Offendenten ohnverzüglich/ wie hernach folget/ zu Hülffe kommen/ kräftig beystehen/ und dessen Land und Leute wider Gewalt schützen/ schirmen und vertheidigen helfen/ und damit man wissen möge/ was jedweder Theil an Mannschaft zu Ross und Fuß den beleidigten Requiriten zu Hülffe zu schicken habe.

ANNO  
1672.

Abbruch dieses Reccessus in alle wege mit behörigen Fleiß und Eysen / so wol ins gemein bey gegenwärtigen Reichs- als absonderlich den Creysß- Conventen allerseits nach Möglichkeit besordert werden. Wie denn in Krafft dieses Federis alle und jede Bundes-Verwandte versprechen / daß sie zu Erhaltung des Friedens mit allen Kräften daran seyn wollen / damit der Punctus Securitatis bey noch währendem Reichs-Convenc vorgestellet / und damit die gemeine Reichs-Provisional-Verfassung würdlich eingerichtet werden möge. Auf dem Fall aber solche wider Verhoffen verhindert werden solte / so soll doch nichts desto weniger ein jeder zu der hierinnen verglichenen Bundes-Hülffe obligirt, und dieselbe unaufhaltlich zu leisten schuldig seyn.

Für Sechzehende / soll die Defensiv-Verbindniß von dato anzurechnen 10. nach einander folgende Jahr unverbrüchlich gehalten werden und bestehen / dabey dann in Allerhöchstgedachter Ihrer Kayserl. Mayest. und der Conföderirten freyen Militen und Belieben bleiben / ob sie vor Ablauf solcher 10. Jahr diese Bindniß weiter zu prorogiren / gestalten Zeiten und Umständen nach nöthig finden werden.

Ram nun schließlichen mehr andere Chur-Fürsten und Stände des Reichs / sie seyen Catholisch oder Augsburgischer Confession / in die particular-Defensions-Verfassung obgekehrter Massen mit eintreten wollen / und sich bey jemand / so in dieser Verfassung begriffen / darinn anmelden würden / so soll es derselbe denen andern alsbald notificiren / und solcher Chur-Fürst und Stand auch unweigerlich darinn eingenommen werden.

Mit Inseind Ihrer Chur-Fürstl. Gn. zu Mannß eingehändigter Unterschrift und fürgedruckten Chur-Fürstl. Secrets. So gesche auf Inseind Schlosse Marienburg ob Würzburg den 10. Januarii 1662.

JOHANN PHILIPP.  
(L. S.)

XCV.

18. Oct. *Traité de Paix entre MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI Roi de Pologne & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 18. Octobre, 1672. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 576.]*

TURQUIE  
ET PO-  
LOGNE.

I. Tartaris illis, qui olim in Regno Poloniae habitabant, quos aliam Lipce vocant, nunc vero ex eo discesserunt, & semet Illustrissimae Portae Ottomanicae subjecerunt, Uxoresque & Liberos suos adhuc in Polonia reliquerunt, liberum sit, eas & eos cum bonis & rebus suis omnibus, sine ullo praepeditamento avocare; In reliquorum autem, qui adhuc in Regno, ut & cum Uxoribus, Liberis, vel bonis & rebus, permanerunt, potestate esto, cum omnibus suis emigrare, aut illic subsistere.

II. Majestas sua Regia, Rex Poloniae, per Legatos suos, quotannis Portae Ottomanicae viginti duo mille Ducatorum mittet, initiumque ejus, post decursum instantis Anni MDCLXXII. proximo MDCLXXIII. V. Novembris, hoc est die S. Demetrio sacro, faciet, & hoc ipsum semper sequentibus temporibus & annis observet; hac tamen sub conditione, ut Sultanis Turcarum, vicinorum Poloniae Turcarum, Tartarorum, Cofacorum, & caeterorum Portae Subditorum Populorum, impetus & excursus cohibeat, & quoties ab iis Regno Poloniae damnum aliquod illatum fuerit, Regia Sua Majestas per Literas satisfactionem exiget, & si quando a Bassis Vicinis eandem consequi nequiverint, jam quoad annum illum, remunerationem illam mittere haud tenebuntur.

III. Podolia secundum limites suos veteres Portae Ottomanicae, subiecta esto; & si forte lites & controversiae quaedam de limitibus & terminis exorientur, Consensu Dominorum a parte utraque Commissarii eligentur, qui in loco, ubi controversia existit, convenient, & pro statu causae & justitiae eandem decident.

IV. Milites praesidiarii Poloni, qui in Podolia reperientur, una cum omnibus hominibus, familiis, bonis, rebus mobilibus, & propriis armis exinde discedent, atque ex adverso Portae Ottomanicae occupata Castellae, Arces & loca in Russia cum omnibus suis hominibus & instructu Bellico, statim Regi Poloniae restituet, in Podolia vero omnes redditus describentur, qua descriptione facta, Nobilibus, qui illic in Podolia bonis & possessionibus ditati sunt, liberum erit in sedibus suis persistere; & quicquid a Subditis colligent, pro portione Regiae Suae Majestatis ad id deputatis Commissariis ex-

hibebunt, retinendo redditus sufficientes. Dicti Nobilibus cum liberis suis liberi manean, nec de bonis suis, nisi justis ex causis aut ob excessus & transgressiones, deiciantur. Decima liberorum nec a Nobilibus, nec ab eorum Subditis, uti nec ab aliis in Podolia existentibus Christianis ullatenus, ad exemplum aliorum exigetur.

V. Unicuique liberum Religionis suae Exercitium permittetur. Templisque nullum damnum inferetur, nisi in Arcibus illis, in quibus Turcica Tempia inaedificantur.

VI. Omnibus & singulis utriusque sexus Cameneciae & alii Podoliae in locis liberum relinquitur, si ita voluerint intra duorum mensium spatium, cum Uxoribus, Liberis & bonis, emigrare, Porta Ottomanica Salvum ipsis Conductum ad fines usque Regni Poloniae praestabit. Attamen Subditi illic manere obstricti sunt.

VII. Ukraina sive ulterior Podolia Cofacis secundum antiquiora instituta relinquetur, & si quaedam Controversiae de limitibus suborietur; ea modo eodem, quo superius de Podolia conventum, componetur, Bialocera (Album Fanum) ut & alia loca munita, ad Ukrainam pertinentia itidem Cofacis restituentur, & quidem abductis exinde Militibus Praesidiariis, Militibus vero Praesidiariis cum omni instructu, bonis, & armis suis tuta & secuta via ad fines Poloniae usque concedetur, dummodo de quindecim ad Arcem Bialoceram pertinentibus tormentis nullum secum abducant.

VIII. Cofacis liberum esto ab Hanencko in praedia sua se conferre, iique nullam poenam aut contumeliam afficiantur; quamdiu & usquequo pacati vivant. Hanencko vero ipse haud revertetur.

IX. Reliqua vero & antiquiora Puncta inter Regnum Poloniae & Illustrissimam Portam Ottomanicam concordata, vigorem & vim suam obtineant omnimodam; praeterquam ea Puncta, quae per praesentia Pacta abrogata sunt.

XCVI.

*Traité entre Louis XIV. Roi de France, & 10. Dec. JEAN FREDERIC de Brunswic & Lunebourg, Duc de Hanover, par lequel ledit Duc s'oblige de mettre sur pied au plutôt un Corps d'Armée de 10000. Hommes, pour la levée desquels Sa Majesté lui payera la moitié des frais, & lui donnera 30000. Ecus par mois, pour l'entretien d'iceux. A Hanover le 10. Decembre 1672. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]*

FRANCE  
ET HAN-  
NOVER.

LE ROI ayant fait représenter à Monseigneur le Duc Jean Frederic de Brunswic & de Lunebourg, par Monsieur Verjus Envoyé extraordinaire de Sa Majesté, le soin & le désir extrême qu'a Sadite Majesté, que parmi tous les troubles qu'elle voit à regret s'exciter en differens endroits, au moins la Paix generale de l'Empire établie si heureusement par les Traitez de Westphalie, puisse être conservée en son entier, & sur tout que la Liberté & les Droits des Princes d'Allemagne confirmez par les mêmes Traitez, ne souffre aucune atteinte ni diminution par tous les mouvemens qui pourroient arriver, pour laquelle fin Sa Majesté avoit déjà fait un Traité avec la Couronne de Suede, & étoit en termes d'en faire de semblables avec les Electeurs de Cologne, Baviere & Palatin, & avec les Princes de Neubourg, Munster & Wirtemberg. Et Sa Majesté desirant aussi par l'affection qu'elle a toujours eu pour ledit Seigneur Duc, & par la connoissance qu'elle a de ses bonnes & droites intentions pour le repos de l'Allemagne, qu'il joignit ses inclinations & ses Armes à celles de Sadite Majesté, pour obtenir une si bonne & heureuse fin, son Altesse considerant l'importance de l'affaire, & ne trouvant point de sujet de se separer en cela des intentions du Roi, qu'elle trouve si conformes à son devoir vers l'Empire, & aux Interêts de l'Allemagne, a nommé les Sieurs de Grott & de Weissendorff, ses Conseillers & Ministres d'Etat, pour traiter là-dessus avec ledit Sieur Verjus, qui leur aiant communiqué le Plein-pouvoir qu'il a pour cela de Sa Majesté, & veu celui qui leur a été donné pour cette fin par son Altesse, est convenu avec eux des Articles suivans.

I. Cette

ANNO  
1672.ANNO  
1672.

I. Cette Alliance n'est point pour offenser qui que ce puisse être, & se fait encore bien moins contre l'Empereur ou l'Empire, n'ayant au contraire pour unique but que la propre sûreté, conservation & défense de ceux qui ayant une même intention avec le Roi & son Altesse, viendroient à être offensés & opprimés par d'autres qui voudroient sacrifier le repos public à leurs desseins & intérêts particuliers.

II. Conformément à quoi le Roi pour continuer de donner à tout le monde, & principalement à l'Empire, des marques du désir qu'il a d'y maintenir la Paix & la tranquillité, & pour montrer que rien ne le peut détourner de cette même passion de la conserver en toute manière, & qu'il redouble même pour cela ses soins dans les occasions où il pourroit y avoir quelque sujet d'apprehender qu'elle viint à être altérée, veut bien renouveler encore une fois à Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & exposer aux yeux de tout le monde par un Memoire insinué à la Diette de Ratisbonne, les offres que Sa Majesté lui a fait faire continuellement de lui rendre en faisant la Paix avec les Hollandois, ou de remettre en main tierce de quelque Prince de l'Empire, les Places que la raison de la Guerre l'oblige de leur ôter dans le Duché de Cleves, de la faire jouir cependant des fruits & Revenus de la Jurisdiction entiere des mêmes Places, comme il en jouissoit du tems qu'elles étoient entre les mains des Hollandois, & de ne faire aucun acte d'hostilité dans le Pais dudit Electeur, ou de lui donner satisfaction convenable, si le contraire arrivoit; bien entendu que si Monsieur l'Electeur de Brandebourg ne veut point accepter ces conditions, le Roi ne sera pas tenu de lui accorder ensuite les mêmes avantages.

III. Sa Majesté declare encore, comme elle a toujours fait, qu'elle ne veut rien retenir de ses Conquestes qui appartienne à quelque Prince ou Etat de l'Empire.

IV. Après des déclarations si authentiques & de si grands engagements, dont tout le monde doit être satisfait, si Monsieur l'Electeur de Brandebourg & ses Alliez, quels qu'ils puissent être, retirent leurs Troupes, en sorte qu'elles ne puissent plus donner d'ombrage & de jalousie au Roi, ni aucun soupçon qu'elles voulussent se mesler de la Guerre d'Hollande, Sa Majesté en consideration du repos de l'Empire, consent de ne se pas ressentir de ce qui s'est fait jusques à maintenant, & de retirer aussi ses Troupes hors des Terres possédées de l'Empire, & elle fera en même tems & incessamment jouir Monsieur l'Electeur de Brandebourg de ce qu'elle lui a offert touchant les Places & Pais en la manière susdite.

V. Mais si quelqu'un ne se contente pas d'offres si raisonnables, ledit Seigneur Duc pour prévenir que ses Etats ne soient plus exposez au bon plaisir d'autrui, & des insultes pareilles à ceux qu'ils ont déjà soufferts, & pour se mettre en état de defendre & de protéger plus puissamment ses Sujets contre la ruine dont ils seroient menacez par les marches & remarques continuelles des Troupes, & autres inconveniens inseparables d'une Guerre generale & universelle, même pour faire reparer les torts qu'il a déjà innocemment & injustement soufferts dans ses Pais, & pour contribuer de tout son pouvoir à obliger ceux qui voudroient alterer en aucune manière le repos de l'Allemagne, à demeurer dans les termes des Traitez de Westphalie & des Constitutions de l'Empire, promet & s'oblige de faire au plustôt un Corps d'Armée de dix mil Hommes avec un Equipage d'Artillerie convenable, & toutes les autres choses nécessaires pour le mettre en Campagne, & le faire en agir dans les Cercles de Saxe & de Westphalie, contre tous les Perturbateurs de la Paix & tranquillité de l'Empire.

VI. Pour faciliter ce dessein & cet armement, Sa Majesté promet de donner à son Altesse la moitié de la levée pour un Corps de dix mil Hommes, à raison de cinquante Ecus pour Cavalier, quarante pour Dragon & quatorze pour Fantassin, & Sa Majesté fournira pour cela en Lettres de Change sur Hambourg la Somme nécessaire, au même moment que les Ratifications s'échangeront de part & d'autre, ce qui sera dans le terme dont on conviendra ci-dessous.

VII. Sa Majesté donnera aussi à son Altesse trente mil Ecus par mois pour l'entretien de ces dix mil Hommes, outre & par-dessus les dix mil Ecus que le Roi paie déjà par mois à sad. Altesse.

VIII. Ce Subside commencera de courir un mois

après que l'argent aura esté delivré pour la levée, & le paiement de cette Somme prenant alors son commencement, sera ensuite toujours continué de deux mois en deux mois par avance à Hambourg ou à Bremen, en Ducats d'or ou Risdales à la croix, & les Lettres de Change seront payables précisément dans le commencement du terme dont on est convenu, & si ledit Seigneur Duc peut en quelque rencontre s'accommoder d'argent à Francfort, ou à Cologne, ou à Paris mesme, il se souviendra d'en faire donner avis pour la facilité des paiemens.

IX. Ledit Corps de dix mil Hommes sera composé de six mil Hommes de Pied, de trois mil Chevaux & mil Dragons effectifs, & à mettre en Campagne: & au cas que ledit Seigneur Duc ne levast pas le nombre entier desdites Troupes, il ne pourroit pretendre de S. M. l'argent de la levée & de l'entretien qu'à proportion de celles qu'il mettroit sur Pied, de mesme que si on trouvoit à propos du commun consentement de Sa Majesté & de Son Altesse, d'augmenter ce Corps de quelques mil Hommes, les levées aussi bien que les subsides. seront haussés à proportion du prix convenu par ce Traité.

X. Son Altesse ne sera obligée en nul cas; & quoi qu'il pût arriver, d'attaquer aucun Prince de sa Maison chez eux avec ledit Corps ni aucune autre de ses Troupes, & elle se réserve particulièrement de n'estre point engagée à leur faire la Guerre dans leurs Etats; quelque parti qu'ils pussent ou voulussent prendre, & le Roi ne trouve pas mauvais qu'après ce Traité conclu, son Altesse donne part de cet Article aux Princes de sa Maison.

XI. En cas que pour la raison de Guerre, ou pour l'intérêt commun du Roi & dudit Seigneur Duc ou d'autres Princes Alliez, il fust trouvé bon d'un commun consentement de joindre ce Corps à quelques Armées desdits Princes Alliez, il n'obéira pourtant qu'à sadite Altesse & à ses Generaux.

XII. En cas que pour la même raison de Guerre, ou pour le mesme intérêt commun des Alliez, ainsi qu'il est porté ci-dessus, ce Corps fust obligé de se joindre à une des Armées du Roi, pour lors le General dudit Corps obéira au General de l'Armée du Roi, moieniant que le General de son Altesse conserve sur son Corps le commandement immediat entier pour le détail & pour l'exécution, & que les marches & entreprises que les Armées jointes ensemble auront à faire, soient concertées par le General de l'Armée du Roi avec celui de son Altesse, ou tel qu'elle aura député pour cela, ait assisté & eu suffrage.

XIII. En cas que son Altesse se trouvaît en personne à la teste dudit Corps, lors qu'il se joindroit à une Armée du Roi, elle y auroit la mesme consideration & autorité, & le mesme Pouvoir que d'autres Princes Souverains ont eu en pareil cas, lors qu'ils se sont joints à une Armée de France avec un Corps d'Armée à eux.

XIV. Pour faciliter audit Seigneur Duc la levée dudit Corps, & afin qu'il puisse la faire avec plus de sûreté, le Roi contribuera de bon cœur ses offices pour faire que Monsieur l'Electeur de Cologne consente qu'elles se fassent sous son nom, & que les premiers quartiers se prennent pour cette levée dans l'Evêché d'Hildesheim en payant exactement. Comme aussi Sa Majesté auprès de la Couronne de Suede, de Monsieur l'Electeur de Cologne; de Monsieur l'Evêque de Paderborn, de Monsieur le Duc de Neubourg pour en obtenir, que sadite Altesse puisse faire des levées dans leurs Etats.

XV. Afin mesme de maintenir toujours mieux les Traitez de Westphalie, & prévenir autant qu'il est possible que l'Empire ne retombe pas dans les malheurs de la Guerre passée, le Roi & S. A. s'obligent réciproquement tout de nouveau par cet Article expres, à la Garantie desdits Traitez; & à s'opposer mesme avec les Armes s'il en est besoin, à ceux qui voudroient y contrevenir durant le tems de ce Traité.

XVI. Ledit Seigneur Duc en particulier souhaitant d'exécuter, & d'entretenir exactement & fidèlement lesdits Traitez de Westphalie; ne donnera pendant cette Alliance aucun secours de Troupes ni de Munitions de bouche ou de Guerre, ni aucun quartier, retraite ou passage aux Ennemis de Sa Majesté ou à leurs Adhérens, & à ceux qui voudroient les assister; il emploiera même ses offices, ses soins, & tous les moyens les plus efficaces qui dependent de lui, pour faire que

E e

tous

ANNO  
1672.

tous les Princes & Etats qui dependent de l'Empire, entretiennent toujours une bonne & parfaite intelligence avec Sa Majesté, suivant la teneur desdits Traitez de Westphalie.

XVII. En cas que Monsieur l'Electeur de Brandebourg, ou quelque autre puissance que ce pût être, ne voullust point se contenter des offres & conditions accordées par le Roi dans l'Article second de ce Traité, mais voullust au contraire continuer de porter la Guerre contre Sa Majesté & ses Alliez en faveur des Hollandois, au hazard de rejeter l'Empire dans les desordres & calamitez des premieres Guerres contre l'intention desdits Traitez, & de causer à toute l'Allemagne la ruine que plusieurs Etats, & mesme ceux de son Altesse ont déjà depuis peu éprouvez, son Altesse s'engage d'agir contre ledit Electeur, ou autre Ennemi du Roi & de ses Alliez avec le susdit Corps d'Armée, jusqu'à ce que le repos soit rendu à l'Empire par la retraite de ceux qui ont ainsi entrepris de le troubler, & jusqu'à ce qu'on ait fait une bonne Paix à la satisfaction de Sa Majesté & de ses Alliez conjointement.

XVIII. Pour faire mieux voir à tout le monde la Justice & les sincerer intentions de ce Traité, on ne laissera pas de travailler à l'ouvrage de la Paix pendant la Guerre mesme, si ceux du parti contraire le souhaitent, Sa Majesté s'estant declarée de ne vouloir de sa part refuser en aucun tems des propositions & conditions justes & raisonnables pour la Paix.

XIX. Cependant ni le Roi ni son Altesse ne feront ni Paix ni Treve, sans un commun consentement & sans une restitution entiere, quand la Paix se fera, de tout ce qui aura esté pris l'un sur l'autre des Alliez, & sans une reparation suffisante des dommages qu'ils auroient soufferts.

XX. En cas que ledit Seigneur Duc vint à être attaqué de qui que ce pût être par des forces plus grandes que les siennes, le Roi lui enverroit à ses depens le secours necessaire pour la defense de ses Etats, & Sa Majesté promet de l'assister dans toutes les occasions où il seroit besoin, par toutes les voies qui seront jugées les plus convenables, & les plus promptes & efficaces; & d'autant que quasi tout ce Traité tourne à l'avantage des Alliez de Sa Majesté dans les Cercles de Saxe & de Westphalie, elle promet de ne rien oublier pour faire en sorte qu'en cas de besoin, ils donnent aussi audit Seigneur Duc toute l'assistance & tout le support qui sera possible, & pour cet effet ils fassent un Traité entre eux, sadite Altesse declarant de ne vouloir point être obligée à secourir lesdits Alliez dans leurs Etats, avant que ledit Traité d'Assistance soit conclu.

XXI. Le Roi ne prendra point de Quartier, ou Quartiers d'Hiver dans les Etats de son Altesse sans son consentement exprés, & tout ce qui a esté stipulé à cet égard, & à l'égard des passages dans le Traité de Neutralité fait avec Sa Majesté, le dixième Juillet 1671. sera exactement tenu & observé. Comme aussi sadite Altesse demeurera engagée à toutes les obligations qu'elle avoit contractées à l'égard du Roi par le mesme Traité.

XXII. Du moment que son Altesse fera entrée en Guerre, elle jouira de toutes les contributions qu'elle pourra tirer des Pais Ennemis voisins du sien.

XXIII. La presente Alliance durera jusqu'à la fin de cette Guerre, & jusqu'à ce que les troubles excités dans l'Empire, & les actes d'hostilitez exercez contre les Alliez de Sa Majesté, soient appeifez & terminez par un Accommodement, du commun consentement de Sa Majesté & de ses Alliez.

XXIV. Et afin de donner plus de vigueur & de force à cette Alliance, ledit Seigneur Duc contribuera conjointement avec Sa Majesté de tout son possible à faire ajuster & conclure dans la forme dont on conviendra, l'Alliance proposée à Ratisbonne entre le Roi, la Suede, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire; & de plus Sa Majesté s'engage de donner ordre à ses Ministres en Suede, qu'ils s'appliquent incessamment à faire contracter par leur moien & leur entremise, une liaison particuliere d'amitié & intelligence entre ladite Couronne & Sadite Altesse, qui met pour une condition sans laquelle on ne peut pas faire ce Traité à cause de l'Alliance de Brunswic, que la Suede ou le Danemarck prenne le parti de France.

XXV. Sa Majesté promet aussi de faire agréer & ratifier le present Traité par le Roi d'Angleterre, & d'en fournir la Ratification, un mois ou six semaines après la sienne.

ANNO  
1672.

XXVI. Après cette Guerre finie, ledit Seigneur Duc promet de donner au Roi, si Sa Majesté le souhaite & l'en requiert, jusqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons & deux mil Hommes de Pied des Troupes, qu'autrement il voudroit licentier ou donner à d'autres Princes.

XXVII. L'on consultera aussi alors ensemble pour faire un autre Traité pour la conservation de la même Paix qu'on aura concluë, & pour la plus grande seureté des Alliez de Sa Majesté, & des Conquestes qu'ils pourroient avoir fait en cette Guerre, ou des avantages qu'ils pourroient avoir acquis par le Traité de Paix.

Tous lesquels Points ou Articles ci-dessus, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez & stipulez entre ledit Sieur Verjus, de la part du Roi, & lesdits Sieurs de Grott & Veissendorff, de la part dudit Seigneur Duc, lesquels en vertu de leurs Commissions & Pleins-pouvoirs, ont promis & promettent que tant Sa Majesté que son Altesse exécuteront pleinement & sans aucune contravention directe ou indirecte le present Traité, tant en general qu'en chacun de ses Points & Articles en particulier, & qu'ils feront tous sans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiez reciproquement par Sa Majesté & sadite Altesse, & que les Lettres de Ratification en seront expedies en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'espace d'un mois. En foi de quoi ledit Sieur Verjus, & lesdits Sieurs de Grott & Veissendorff ont signé le present Traité, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes. *Fait à Hanover le 10. Decembre 1672.*

## XCVII.

*Testament de JEAN CASIMIR Roi de Pologne, 12. & par lequel il institue ANNE DE GONZAGUE, & de Cleves, Princesse Palatine pour son Heritiere & Legataire universelle. A Nevers le 12. & 13. Decembre 1672. [Tiré de la Registature d'Estat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

Aujourd'hui date des presentes, nous Notaires Royaux residents en la Ville de Nevers sousignés, ayant été mandés par très-Haut, très-Puissant & Serenissime Prince Jean Casimir Roi de Pologne & de Suede, Grand Duc de Lithuanie &c. Nous nous sommes transportés en l'Hôtel Abbatial de St. Martin dudit Nevers où il est logé presentement, où nous l'avons trouvé dans une Chambre qui a son aspect sur la Court d'icelui, en son lit malade, sain d'esprit & d'entendement. ainsi qu'il nous est apparu, lequel nous a dit estre en volenté de faire son Testament, & ordonnance de dernière volenté, ce qu'il a fait de son bon gré, sans induction, suggestion, ni contrainte, en la forme & maniere qui ensuit.

Premierement a recommandé son Ame à Dieu, à la glorieuse Vierge Marie, & à tous les Saints & Saintes de Paradis, qu'il prie interceder pour lui envers Dieu. Veut & entend qu'après son decez, s'il arrive audit Nevers, laissant neantmoins la liberté à l'Executrice de son present Testament ci-aprés nommée, de le faire faire au lieu où elle le desirera, se rapportant aussi à elle, pour ses Funerailles; declarant ledit Seigneur Roi qu'il a institué & institue par ces presentes, pour l'amour & singuliere affection qu'il porte à très-Haute, & très-Puissante Princesse, Madame Anne de Gonzagues de Cleves, Princesse Palatine, & pour plusieurs autres considerations, sa seule & universelle Heritiere, de tous les Biens qui lui appartiennent, situés dans les Lieux, où Institution Testamentaire d'Heritier a lieu; & pour les Biens, qui lui appartiennent, situés dans les Lieux, où ladite Institution d'Heritier Testamentaire n'a point lieu, l'a declarée sa seule & universelle Legataire, de tous & un chacun ses Biens Meubles & Immeubles, situés tant dans ce Royaume de France, qu'an Royaume de Pologne, qui consistent en sa Terre de Ziviecz, son Palais des Jardins de Varsovie, sa Tapissierie qui est en deposit entre les mains du Sr. Gratta Bourgeois de Dantzick, même les remanances des Scels qui lui appartiennent en Pologne, & routes les autres pretentions qu'il a, tant sur ledit Royaume de Pologne, que sur la Lithuanie & le Roi regnant,



ANNO  
1672.

regnant, & generally tout ce qui peut lui appartenir dans ledit Royaume; de plus donne & legue aussi à ladite Dame Princeſſe, tous ſes Biens éſtants dans le Royaume de Naples, avec les Arrerages échus juſqu'à ce jourd'ui, même ceux qui ont été retenus pendant les Guerres, par Sa Maieſté Catholique; leſquels Biens lui appartiennent, comme Heritier de la feuë Reine de Pologne, Bonne Sforce, Femme de Sigismond premier; comme auſſi les Droits qui lui peuvent appartenir pour Vente des Vaiſſeaux faite par le Roi Sigismond troiſieme d'heureuſe memoire ſon Pere au Roi d'Eſpagne; plus ſes pretentions ſur les Princes de Brunſwick; & generally tous les Biens, Droits, & Actions qui lui peuvent appartenir, en quelque lieu qu'ils ſoient ſitués, & de quelque nature qu'ils ſoient; la ſuſdite Inſtitution d'Heritiere & Legataire univerſelle, faite à la charge & aux conditions ſuivantes.

Premierement ledit Seigneur Roi Teſtateur ſe remet à la pieté & devotion, de ladite Dame Princeſſe; du ſoin de ſa ſepulture & funerailles, deſirant auſſi que du prix provenant de la Vente de ſes Meubles qui ſont en France, & de ce qui lui pourroit eſtre deub de ſes Penſions & Benefices, ſoit pris, prealablement à toutes autres choſes, les gages qui ſe trouveront deubs à ſes Officiers tant du paſſé que juſqu'à la fin de l'année preſente, ſelon les liquidations faites ci devant à Paris par ſon Conſeil, ou à faire, & outre ce le prix d'une année de gages, après les Debtes payées, & particulierement aux Etrangers pour les fraix de retour en leur País. Plus veut, & entend ledit Seigneur Roi Teſtateur, que la Somme de deux cent mille Livres tournois ſoit employée pour recompenser tous les Officiers, & un chacun à proportion du tems qu'ils auront été à ſon ſervice, & ſuivant la qualité d'iceux, de laquelle Somme ladite Dame Princeſſe, Legataire & univerſelle Heritiere, diſpoſera & la diſtribuera entre ſesdits Officiers, ſelon qu'elle le jugera plus à propos. Comme auſſi ſera tenuë ladite Dame Princeſſe Heritiere & Legataire univerſelle de payer toutes & chacunes les Debtes, tant celles contractées par ledit Seigneur Roi Teſtateur, en France, depuis ſon arrivée, que celles qui ſe trouveront eſtre deuës en Pologne. Donne & legue aux Peres Jeſuites de Rome, la Somme de cent mille Livres tournois Monnoie de France, qui ſeront payables & pris ſur les premiers Deniers qui proviendront de la Vente faite, comme ci-deſſus eſt dit, des Vaiſſeaux par le feu Roi Sigismond troiſieme ſon Pere d'heureuſe Memoire, à Sa Maieſté Catholique, & ce pour une fondation de S. Ignace. Plus, veut & entend ledit Seigneur Roi Teſtateur, que les vœux qu'il a faits, qui ſont ſpecificés dans un Ecrit de ſa main, ſoient executés en tous leurs points, circonſtances & dependances; lequel Ecrit eſt entre les mains de ſon Pere Conſeſſeur. Plus donne & legue à une petite Fille nommée Marie Catherine, qui eſt ſous la conduite de la Femme du Sieur Gallois Apotiquaire la Somme de quinze mille Livres tournois, pour la mettre Religieuſe en l'Ordre de la Viſitation. Plus donne & legue aux pauvres de l'Hospital general dudit Nevers, la Somme de mille Livres tournois, revoquant ledit Seigneur Roi Teſtateur tous autres Teſtaments, Diſpoſitions & Codicilles qu'il peut avoir ci-devant faits, voulant que le preſent ſoit executé en tous ſes Points & Articles, pretendant par le preſent Teſtament faire une choſe qui ſera fort agreable à Meſſieurs les Princes de Condé & d'Anguien, & à Madame la Duchefſe d'Anguien, pour leſquels il a toujours eü une parfaite eſtime, & ſolide amitié. Et pour Executrice de ſon dit preſent Teſtament, il a nommé la perſonne de ladite Dame Princeſſe Palatine, ſon Heritiere & Legataire univerſelle ci-deſſus nommée, laquelle il prie en voulant prendre la charge, avec Pouvoir de ſubſtituer tel que bon lui ſemblera, ayant entiere confiance qu'elle ſatisfera ponctuellement à ſes volontés, priant auſſi, ledit Seigneur Roi Teſtateur, le Roi Tres-Chretien de vouloir donner ſa protection & tenir la main, à l'execution du preſent Teſtament, & même donner les ordres neceſſaires pour le payement de ce qui lui eſt, & ſe trouvera deub, de ſes Penſions juſqu'au jour de ſon decez, deſtinant particulierement ſes ſommes, comme les plus aſſeurées, pour le payement de ſes Debtes contractées en France; ce qu'il peut avoir en Pologne à Monsieur Prazmowsky Archeveque de Gnesne, Primat dudit Royaume de Pologne, Monsieur de Trezebizki Evêque de Cracovie, & Monsieur Morſtyn Grand Tresorier de Pologne, afin que par leur credit & aſſiſtance, ladite Dame Princeſſe Palatine, puiſſe

TOM. VII. PART. I.

plus facilement jouir des Effets qui lui appartiendront, & avec plus de commodité donner ſatisfaction aux Creanciers legitimes; qui ſe preſenteront, ayant toujours été perſuadé de l'amitié que ces Meſſieurs conſervent pour lui; Declàrant auſſi ledit Seigneur Roi Teſtateur qu'il doit à Madame la Marêchale de l'Hôpital, trois cent Piſtoles d'or, deſquelles elle n'a aucune ſeuëté par écrit. Et lequel preſent Teſtament a été redigé par écrit, par l'un des Notaires Royaux ſouſſignés, l'autre preſent; ainſi que ledit Seigneur Roi Teſtateur l'a dicté, & à lui leu, & releu, à dit eſtre volonté dernière, & qu'il veut eſtre ſuivie, par la meilleure formé que les Loix & Coûtumes le deſirent, dont il a requis Acte à nous Notaires Royaux ſuſdits, & ſouſſignés; que lui avons octroyé audit Nevers, après midi, environ l'heure de huit, audit Hoſtel Abbatial; le douzieme jour du mois de Decembre, mil ſix cent ſoixante douze, en preſence deſdits Notaires; Et a ledit Seigneur Roi Teſtateur ſigné avec nous Notaires Royaux ſuſdits; Ainſi ſigné en la minute des preſentes, JEAN CASIMIR Roy. REGNAULT & BOURGOIN Notaires Royaux; Ledit Bourgoin ſouſſigné, par devers lequel eſt la Minute, a déclaré ces preſentes eſtre ſujetes au Droit de Scel. Ainſi ſigné Bourgoin & Regnault; & après eſt écrit ce qui enſuit.

Et le treizieme jour dudit mois de Decembre dudit an, mil ſix cent ſoixante douze à Nevers, après midi, nous Notaires Royaux ſuſdits & ſouſſignés, au Mandement dudit Seigneur Roi Teſtateur; nous nous ſommes transportés par devers lui, étant audit Hoſtel Abbatial de Saint Martin dudit Nevers, & en la même Chambre, où nous le trouvâmes le jour d'hier, étant giſant au lit malade, ſain d'eſprit, il nous a commandé de lui faire lecture de ſon dit Teſtament ci-deſſus écrit, ce qu'ayant été fait par l'un de nous, intelligiblement en la preſence de l'autre, a déclaré d'abondant qu'il veut & entend qu'il ſorte ſon plein & entier effect; & outre y ajoutant, a donné & legué, donne & legue, à Monsieur le Comte de Vazenaf Fils naturel du Roi Vladislas quatrieme ſon Frere, la ſomme de trente mil Livres tournois, à prendre icelle ſur les pretentions des Vaiſſeaux mentionnés au ſuſdit Teſtament, & ce pour l'amitié qu'il lui porte. Comme auſſi veut & entend que incontinent après ſon decez, il ſoit dit & celebré pour le repos de ſon Ame trois mille Meſſes, en telles Eglises que Madame la Princeſſe Palatine ſon Executrice Teſtamentaire deſſirera; & lecture à lui faite à diverses fois du preſent Codicille, à dit qu'il veut qu'il ſorte ſon plein & entier effect, ainſi que ſon dit Teſtament. Fait audit Hoſtel Abbatial environ l'heure de ſix après midi, les an, jour, lieu, & heure ſuſdits; preſents leſdits Notaires; & a ledit Seigneur Roi ſigné avec nous Notaires Royaux ſuſdits, ainſi ſigné à la minute des preſentes, JEAN CASIMIR Roi. REGNAULT & BOURGOIN Notaires Royaux, ledit Bourgoin ſouſſigné, par devers lequel eſt la minute. Ainſi ſigné Bourgoin & Regnault. Et au bas eſt écrit ce qui enſuit.

Nous Henry Bolacre, Lieutenant General de Nevers, certifions à tous qu'il appartient, que Maîtres Charles Bourgoin, & Charles Regnault, leſquels en qualité de Notaires Royaux, reſidents en cette Ville de Nevers, ont reçu & ſigné ledit Teſtament & Codicille ci-deſſus, en date des douze & treize de ce mois, ſont véritablement pourvus deſdits Offices de Notaires Royaux, à la Reſidence de cette Ville, & qu'ils les exercent; & que foi eſt ajoutée aux Actes qui ſont par eux reçus, en Jugement. En foi dequoil, nous avons ſigné notre preſent Certificat; & icelui fait ſouſſigner de notre Greſſier, & ſcellé du Sceau ordinaire de ce Bailliage. A Nevers le Vendredy ſeizieme Decembre mil ſix cent ſoixante douze. Ainſi ſigné BOLACRE & BAUDOT Greſſier commis.

Collationné à l'Original en parchemin par les Notaires ſouſſignés à Paris le vingt-huit Decembre, mil ſix cent ſoixante douze.

DE FRANC. DUFUZO.

XCVIII.

Sentence Arbitrale prononcée par Louis XIV. 1673.  
Roi de France ſur les differens entre Monsieur le Duc de SAVOYE, & la République de SAVOYE  
18. Janv.  
EC 2 GENES, ET GENES

ANNO  
1673.GENES, à S. Germain en Laye le 18. Janvier  
1673. Avec la RATIFICATION du Duc  
de Savoie. Fait à Turin le 25. Janvier 1673.  
[FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. L'affection singuliere que nous avons toujours fait paroître pour maintenir la tranquillité de l'Italie, & les soins que nous sommes bien aises de donner en toutes rencontres, autant pour nourrir la bonne intelligence entre nos Voisins & nos Alliez; que pour faire cesser les obstacles qui peuvent s'élever pour la troubler, nous porterent dès l'année dernière à nous entreprendre de l'Accommodement entre nostre tres-cher & tres-aimé bon Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes. L'un & l'autre s'étant remis à nostre Mediation, pour terminer les differens qui les avoient engagé à prendre les Armes, l'application que nous y donnâmes fut accompagnée de tant de succès, que nous arrestâmes bien-tôt après les fâcheux effets d'une Guerre, qui dans le peu de tems qu'elle avoit duré, avoit esté suivie d'une effusion de sang, d'autant plus grande que l'animosité paroissoit plus vive entre les Parties, sans attendre qu'un Traité eut tout à fait réglé les conditions de la Paix: & pour éviter que les longueurs de la Negociation ne fissent durer trop long-temps l'action des Armes, nous portâmes les Parties à convenir entre nos mains de la Cessation des hostilités, de la restitution des Lieux qui auroient esté occupez durant la Guerre, & de l'échange des Prisonniers. Ainsi par l'execution de ces conditions nous suspendîmes le mal, si nous ne le finîmes pas entierement; & l'Italie commença à entrer dans la jouissance du repos que nous avions eu le desir de lui procurer. Mais parce qu'elle ne peut estre delivrée de la crainte de voir renaître la Guerre, jusques à ce qu'elle la voye tout à fait éteinte par une Paix, & que nostre fusdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, ont bien voulu pour y arriver plus promptement, se remettre à Nous de juger sur tous leurs differens, & s'obliger de souscrire & ratifier tout ce que nous aurions prononcé; Nous pour satisfaire aux louables intentions qu'ils professent pour la Paix, pour étouffer tous sujets de division entre eux, & pour rendre la premiere tranquillité à l'Italie, déclarons par ces presentes, selon le susdit Pouvoir qu'ils nous en ont donné,

PREMIEREMENT. Que la suspension d'armes qui a été procurée & continuée jusques à cette heure par nostre entremise, entre nostre susdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, sera changée en une Paix bonne, ferme & durable, sans que tout ce qui s'est passé durant la Guerre y puisse apporter aucune alteration à l'avenir.

II. Que la restitution des Lieux qui avoient été occupez de part & d'autre, & l'échange des Prisonniers aiant déjà été executé, les choses demeureront en l'état qu'elles étoient avant la susdite Guerre, & en l'état qu'elles se trouvent aujourd'hui depuis les susdites restitution & échange, sans que l'on puisse avoir de part ni d'autre, aucunes pretentions ni pour les frais & dépenses de la Guerre, ni pour les dommages qu'elle auroit causez.

III. Que le Commerce tant par Terre que par Mer, Rivieres & autres Eaux, sera rétabli entre les Sujets de part & d'autre, en la manière qu'il estoit auparavant, en sorte que lesdits Sujets pourront vivre à l'avenir dans la premiere intelligence & bon voisinage qu'ils faisoient avant la prise des armes.

IV. Et parce que les differens qui estoient nez pour quelques limites entre les Lieux de Cenoa & Rezzo, auroient donné la premiere origine à la Guerre, & qu'il importe de les terminer en telle sorte qu'ils ne puissent causer de semblables troubles à l'avenir, il sera convenu dans le terme de deux mois entre les Parties, de tels Juges en Italie dont ils demeureront d'accord ensemble, auxquels ils se remettront entierement de part & d'autre, pour connoître & decider desdites limites entre Cenoa & Rezzo, nommement des Lieux appelez l'Epollette, & Agrofoglio, ou bien les Fossate de Pittone, ensemble des differens entre les Lieux de Lormée & de la Pieve, pour la Jurisdiction dans les Alpes de Viossenna: comme aussi les differens entre Briga & Triora. Pareillement aussi lesdits Juges nommez connoîtront des differens touchant la Portion de Pornassio,

des Lieux de Monterosto, de Savina, de Cenoa & Arvigo. Promettant le susdit Sieur Duc & la Republique, de se soumettre & souscrire à tout ce que lesdits Juges prononceront, sans que sur les differens touchant lesdits Lieux & limites, on puisse plus revenir à l'avenir à la voie de fait & des armes.

V. Que si dans ledit terme de deux mois après l'échange des Ratifications du present Acte, les susdites Parties n'avoient pu convenir de Juges entre elles, Nous pourrions alors leur en nommer tels que nous jugerons à propos, à condition toutesfois que nous les choisirons en Italie, auxquels lesdites Parties seront obligées de se soumettre en la mesme sorte qu'il a été dit dans l'Article precedent.

VI. Le present Acte & les Articles de Paix qui y sont contenus, seront communiquéez par le Sieur Servient, nostre Ambassadeur auprès dudit Sieur Duc, conjointement avec le Sieur de Gomont nostre Envoié extraordinaire, & employé particulierement à la susdite mediation, à nostre susdit Frere le Duc de Savoie, & par ledit Sieur de Gomont à la Republique de Genes; lesquels Sieur Duc & Republique, s'obligeront d'en fournir entre les mains dudit Sieur de Gomont, un mois après la susdite communication, ou plutost si faire se peut, chacun deux Actes de Ratification, dont l'un fera remis par ledit Sieur de Gomont à chacune desdites Parties respectivement, & l'autre nous sera envoié.

VII. Et afin que rien ne retarde l'entiere & prompte execution des Articles ci-dessus, leur Ratification & la Publication de la Paix, Nous voulons bien conformement au desir qui nous a été témoigné par les Parties, & à l'affection que nous avons de donner plus promptement le repos à l'Italie, prendre sur nous, & assurer autant nostredit Frere le Duc de Savoie que la Republique de Genes, que toutes les choses promises dans les presens Articles, seront accomplies & executées fidellement de part & d'autre, en la maniere & dans le tems qui y seront portez. En témoignage de quoi nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel: Donné à S. Germain en Laye le 18. jour de Janvier l'an de Grace 1673. & de nostre Regne le trentième. Signé, LOUIS. Et plus bas, ARNAULD. Et scellé sur double queue de cire jaune du grand Sceau.

Ratification de Monsieur le Duc de Savoie.

Les susdits Articles de Paix entre Nous & la Republique de Genes, prononcez par le Roy, nous aiant été presentez aujourd'hui au Nom de Sa Majesté, par M. Servient son Ambassadeur auprès de Nous, & par M. de Gomont son Envoié extraordinaire, nous les avons reçus & acceptez sans nul delai, afin de témoigner à Sa Majesté le respect que nous avons pour tout ce qui vient de sa part, promettant de les garder & observer inviolablement. En témoignage de quoi nous avons signé de nostre main le present Acte de Ratification, fait contresigner par nostre premier Secretaire, & à icelui apposer le Scel de nos Armes. A Turin le 25. jour de Janvier 1673.

Signé,

EMANUEL.

Et plus bas,

DE SAINT THOMAS.

XCIX.

Abchied des Fränckischen Crayfjes/ durch welchen nach  
ergangenen Kayserl. Excitatorio die Glieder desselben mit  
Ihrer gehörigen Mannschafft sich gefast zu halten  
promittiren/ wegen Beyschaffung deren nöthigen Kriegs-  
requisiten und Materialien eine gewisse Ordnung  
etabliren/ auch wegen Bestellung der Niedern Kriegs-  
Officier und Bezahlung der Römer-Monath einen gewissen  
Schluss fassen. Nürnberg den 31. Januar. 1673. [Tiré de la Registrature  
d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-

ANNO  
1673.

C'est-à-dire,

*Recès du CERCLE DE FRANCONIE, portant Conclusion de mettre sur pied & de tenir prêtes les Troupes qu'on doit fournir à l'Empereur conformément à ses Lettres Adhortatoires, comme aussi de tout ce qui regarde la levée de ces Troupes, de leur entretien, & du fournissement des Mois Romains. A Nuremberg le 3i. Janvier 1673.*

Undt und zu wissen. Demnach bey uechst vorigen zu Bamberg gehaltenen Creiß- Convent, etliche in die proposition gebrachte puncten darumb zur andermahligen Consultation ausgesellet worden/ weilen noch ungewiß gewesen/ wo sich Sedes Belli begeben/ oder wann die Romisch. Keyf. Majest. Unser Allergnäd. Herr zu würcklicher zusam- und abführung der verwilligten Creiß- Volcker die allergnädigste befehlung ergehen lassen möchten; Seithero aber von Allerhöchiged. Ihrer Keyserl. Majest. bey dem zu Regensburg noch fürwährendem Reichstag substituierenden hoch ansehnlichen Herrn Principal Commissario, Ihro Hochfürstl. Gnaden zu Archdiak. ein anderweithes Excitatorium; an alle des heiligen Reichs Creiß- anschreibende Fürsten dahin ergangen/ daß selbe bey ihren Mitt- Ständen darabn seyen/ und ernstliche Erinnerung thun sollen/ mit ihrer gehörigen Mannschafft sich gefast zu halten/ und die so wohl heilsam- als sehr notwendige gemeine Reichs- Verfassung zu einem versicherten Stand zu bringen/damit auf allen nothfall sich derselben nützlich möchte zugebrauchen seyn: Als haben dieses löbl. Reichs- Creißes beide Herren Ausschreibende Fürsten die Hochwürdigst und Durchleuchtigste Fürsten und Herren/ Herr Peter Philip Bischoff zu Bamberg/ und Herr Christian Ernst/ Marggraaf zu Brandenburg ꝛ. rot tit. zu dermaligen adjustirung dieses gemeinen Reichs- Verfassung- und Defensions wercks auf den 21. hujus anhero in des heiligen Reichs- Stadt Nürnberg einen anderweithen Creißtag auszuschreiben beliebt/ bey welchem auch der gesambten höchst- und wohlöbl. Fürsten und Ständen Rätch und Abgesandte/ ausser der Graffen von Wertheimb und Herrn von Limburg Speckfelder Linien (die doch durch Schreiben ihre entschuldigung eingewendet/ und beynebenst mit den majoribus zu conformiren und ihr gebührendes Contingent an Geldt und Mannschafft mit beyzutragen sich offerirt) persöhnlich erschienen und nach fürhero beschäner überreichung dero gewäldeuten auf die abn seithen des löbl. Bambergischen Directorii von neuem proponirte puncten geschlossen/ wie folgt.

Erstlich: Nachdeme für allen in die umbfrag gestellt worden/ ob die gesambte löbl. Creiß- Stände ihr angehoriges quantum der Mannschafft zu Ross und Fuß/ nach inhalt des uechst vorigen Creiß- Reccesses und darinn begrieffener reparition, geworben/ und damit dergestalten in bereitshafft stehen/ daß auf allen bedürfftigen fall selbe wohl exercirt und aussondirt bey fünfzigigen Rendezvous erscheinen mögen. Item ob selbige ihr Contingent ahn den verwilligten halben Romer- Monath nebst denen bey ein und andern schuldigen verbliebenen alten Reffen beahlt/ auch darentwegen mit denen Creiß- Cassirern gebührende abrechnung gepflogen: Als haben hierauff die meiste Abgesandten sincerirt/ und zu vernemen gegeben/ wie sie ihre Volcker zu Ross und Fuß in guter bereitshafft/ und selbe zu des gemeinen Reichs noth- haben und erforderen gleich stellen könten/ andere aber/ so damit noch nit völlig gefast/ sich erbietig gemacht/ die ihrige nit weniger mit nechsten auff zu bringen/ also daß bey deren würcklicher zusam- und abführung einiger mangel nit erscheinen/ wie im gleichen die in alten Rest verbliebene Gelben sambt dem jüngst verwilligten halben Romer- Monath wo nicht bey noch währendem Creiß- Convent, jedoch allerforderlichst abgetragen/ darüber auch ordentliche Quittung erhoben/ und dem löbl. Directorio auf begehren fürgelegt werden sollen. Worbey man es danu der zeit noch bewenden lassen/ und zu desto gewiß- und endlichen vollstreckung einen sechswochentlichen termin præfixirt, und angelegt/ also/ wo inzwischen deme nicht nachgelebt wurde/ wieder die säumige alsdau die würckliche Execution sambt einbringung aller daraus erwachsender Schaden/ und Kosten/ ohne einziges weitheres nachsehen vorgenommen werden solle/ und zwar uf maas und weise/ wie beider Herren Ausschreibender F. Fürsten/ Hochfürstl. Gnaden und Durchl. inhalt leßtern Bambergischen Creiß Reccesses, sich mit einander zu vergleichen haben/ solte aber innerhalb solch sechswochigen termini dieser Vergleich nicht zuerheben sein/ solle eins als andern weegs die Execution für dismahl wieder besagte Morosos in liquidis vor hochsternanter Herren Ausschreibender F. Fürsten und Creiß- Obristen Hochfürstl. Fürstl. Gnabl. und Durchl. von gesambten Creiß wegen/ trafft dieses/ auffgetragen seyn/ auch mit bedersethigen thun/ salvo tamen cuiusvis Jure, und daß hierdurch Keinem theil/ an dessen wissenschaften herbringen derogirt oder præjudicirt seyn solle/ alles würcklich volltogen werden/ also/ daß darwider sich umb so weniger jemandt fürs künfftig zu beschwehren/ oder mit fug und billigkeit zu entschuldigen haben möge: Allein/ weilten Herr Graff Georg Ludwig zu Erbach für sich/

und seine Herren Gebrüdere wehemütig remonstriren lassen/ daß durch die in neulichkeit abmarehirte Volcker die Graffschafft Erbach gürben Theils in enffersten Ruin und Desolation gesetzet worden/ dahero gebetten/ mit Ihnen/ wegen Ihrer anstellen habender Mannschafft/ und Bezahlung der verwilligten gelder ein mitleidentliches einsehen zuhaben/ als ist demenselben/ weilen der üble zustand nicht unbekandt/ die helffte der bewilligten anderthalben Romer- Monathen für dismahl nad zulassen von gesambten Creiß wegen placidirt worden/ des gänzlich verze- hens/ sie werden hingegen nit allein die übrige helffte gedachter anderthalb Monathen ohnfehlbahr erlegen/ sondern auch ihre vollige abngelührn: an der Mannschafft zu nachstfolgenden auffordern und begehren ohne einzigem mangel und abgang stellen.

Weilen andertens zu beyschaffung der Regiments- Stucklein/ deren austritt- und Mondirung/ Ammunition, Constabel/ Hand- langer/ Fuhrtracht/ Ross/ Wagen und anderer dergleichen noth- weidigkeiten/ nach ausweis der hiernach folgender von Deputirten der 4. Bäncken und Kriegs- Rätchen gefertigter/ und vom Creiß approbirter Designation (also genau man auch die sich angreif- sen und einrichten wird) der vorhero verwilligte halbe Romer- Monath bey weithem nicht ercklich/ darentwegen zu besorderung dieses gemeinen Reichs verfaß- und defensions- wercks ein mehrers beyzutragen vormöthen seyn wollen; als ist von denen gesambten löbl. Ständen noch ein ganzer Romer- Monath und zwar diesen helffte inner 4. Wochen/ die übrige helffte aber wart es die beide Herren Creiß- ausschreibende Fürsten für gut und nöthig erachteten werden/ zur Creiß- Cassa/ bey vermeidung vorgd. unansprechlicher Execution, zu lieffern/ und einzuschicken beliebt/ nicht weniger ausdrücklich reservirt worden/ daß solche neue verwilligte Monaths- gelder/ zu keinem andern Nutzen oder ge- brauch/ als zu beforderung dieser gemeinen Reichs Kriegs- Rüstung (darzu man dan des heiligen Reichs- Stadt Nürnberg umb die gehörige nothdurfft nach advenant beynschaffen/ die Commis- sion übertragen) employirt, und darwider einigem Standt/ nach ausweis des jüngst zu Bamberg aufgerichteten Reccesses, die geringste Moderations, Retention, Compensation, oder andere dergleichen Exception und vorwandt nit verstatte/ gleichwohl/ aber auch Ihnen an gedl. ihren zu prætendiren habenden Moderations- oder Compensations- Recht in andere wege nichts præjudicirt/ oder benohimmen werden solle.

**Ohngefehrlicher Überschlag.**

Was für Kriegs- nothdurfften zu gemeinem Creiß zu verschaffen.

Für 2. Regiment- Stucklein so wenigstens 3. B. Schiessen/ jedes à 6. Centner	540. fl.
Hierzu werden erfordert 6. und dan 1. lediges Pferd/ à 50. fl.	350. fl.
Für 2. Karren/ worauff ermelte Stuck geführt werden	45. fl.
Für Materialien/ Geschirr/ Ketten/ Seilen/ Winden/ Strick	300. fl.
Zu Führung 23. Centner Pulver 46. Centner Blei/ 46. Centner Lunden/ seindt vormöthen 5. Ammunition Wagen/ welche aus der Cassa zuschaffen jeder à 30. Reichsthaler	225. fl.
Zur Artolerie deren Munition- Material- und Proviant- Wagen/ als ahn der zahl 3. jeden à 45. fl.	135. fl.
Zu 52. Pferd zu vorgesehten 13. Munition- Material und Proviant- Wagen jedes à 50. fl.	2600. fl.
Für die Sattler- und Riemer- arbeit zu gedl. 13. Wagen	130. fl.
Für 2. Feldkassen zu beiden Regimenten	300. fl.
Für 200. gegossener Kugeln à 4. fl. den Centner	24. fl.
Sieben Centner Pulver jeden à 30.	210. fl.
Drey Centner Lunden à 6.	18. fl.
Einhundert Cardeckschen à 30.	50. fl.
Kadrschienen/ Winden/ Huffsseil/ Radtnägel/ Lat- ter/ Wagenfaymer und dergleichen	60. fl.
Zu Mondirung des Heerpaukers/ Trompetters/ bestellung des Profostens	450. fl.
Zu allerhand anderen gemeinen auslagen	500. fl.
Für allerhand sohanen	50. fl.

Zu denen beiden Regimentstucken werden 3. Constabel und 2. handlanger vormöthen seyn/ damit nun wegen unterhaltung der Constabel die Kosten dem Creiß erspart bleiben mögen/ wird für rathsam ermetten/ daß einige Stände solche interim, weilen Theils derselben mit solcherley Leihen ohne dem überflüssig versehen/ in ihren diensten unterhalten und beym fortzug dem Creiß überlassen mögen/ allermassen sich hierzu Bamberg/ Würzburg und Nürnberg erbotten: Es solle aber einem jeden Constabel 2. Reichsthaler zum handtgedelt interim gegeben/ und dabey versprochen werden/ bey folgenden abzug einem jeden noch 8. Reichsthaler zu seiner Mondirung reichen zulassen.

Die Knecht und handlanger hält man dismahlen für unnöthig zu bestellen/ wie wahr auch die Pferd eben dismahlen wegen Kostbahnen unterhalts zuerkauffen/ weilen Knecht und Pferd allezeit wohl zuhaben.

Die Ammunition aber anzuschlagen ist darumb für unnöthig

ANNO  
1673.

ANNO 1673.

befunden worden / weilen ein jeder Stand die seinige mit Krauth und loth selbstn versehen wird. Was nun denen Staats-Officieren assignirt werden wolle/ darüber wird sich der hochlobl. Creiß zu resolviren haben.

Summa vor = specirter Posten thum . . . 6212. fl.

Drittens betreffend die benambs = und bestellung der Niederen Staats-Officirs des Regiments zu Ross/da ist an seithen Brandenburg-Culmbach zum Adjutanten Jhr. Dl. Cammer = Juncker Christoff Friedrich von Brandstein: Zum Regiment Schultheissen Johan Christoff Staud / der zeit Seiner Durchl. Hoff-Raths = und Legations-Secretarius zu Regensburg/ zum Reichs-Schreibern Georg Mülken / zum Feldtscherer Heinrich Woltrath Gros: Dan zum Zahl- und Proviand- Meistern Andreas Mosch Brandenburgischer Amts = Verwalter zu Stockenrodt: zum Regiments Quartier-Meistern/welcher sonstn von gemeinen Creiß = wegen vermdg nachst vorigen Creiß = schlusses zu benambsen gewesen / Georg Ernst Handel Capitain über den Anschuß der Häubtmanschaft Hoff in Vorschlag kommen / und zu der Stände beliebtet gestellet worden; ob sie bemelte 2. letztere subjecta für qualificirt erkennen und zu dergleichen Chargen annehmen wöllen; ob nun zwar die meiste Abgesandte von dero selbstn qualitäten und Conditionen wenig nachricht und kundt = nis getragen/ so haben jedoch selbe zu dero auffnehmung zu wiligen/ darumb desto weniger bedenkens gehabt / weilen ohnzweifelich Ihre Durchl. auf solche Personen von selbstn werden bedacht sein/die sowohl Jhr / als dem gemeinen löbl. Creiß mit treu = geßlichen dienstn zugethan seyn und verbleiben/dabey aber absonderlich gebündt und vorsehen worden / daß gedachter Mösch zu dieser seiner sehr importirlicher Charge mit leistung gewöhnlicher Pflichten und gebührlicher Caution, und zwar mit solchen Leuten / die im Creiß gungsam begäbter / und angesehen / sich habitiren und Jhm zu seinem besseren und versicherten verhalten = eine gewiß = und gemessene Instruktion (gleich auch bey dem nachst vorgewesenen Türcken = Krieg beschehen) angestellet werde.

So bleibt auch zu jeden Stands freyen beliben / für seine Volcker noch einen aigen Proviand- und Zahlmeister zu constituiren / so zu dero selbstn besserer Conservation invigiliren / und mit Zahlung Golds/auch Reichung des Proviands fleiß = und getreulich umgeben/dabenebenst gegen beide Herren Obrist / Regiments- Proviand- und Zahlmeister den gebührenden Respect tragen und erweisen / wie auch in allen begehenden fallen sich dero gütchen Raths erholten / hingegen diese Jhm auch mit allen geneigten willen und vorschub an die hand gehen / und beförderlich sein werden / gleichermassen hat H. Frank Jacob d'Avila, Obrist zu Fuß zu seines Regiments unteren Staats-Officiers vorgeschlagen / nemlich zum Regiments = Schultheissen Philip Müllchen Jar. Lic. zum Secret. Sigmund Byllbern / zum Adjutanten / Hans Caspar Dümbllein / zum Feldtscheri/Johan Hansfern/zum Wagenmeister Valentin Leo/zum Regiments Quartier-Meistern Hans Schneidern einen Reformirten Lieutenant / welche Persohnen / ob sie gleich denen sambtlichen Befandten auch nicht allerdingt bekandt / jedoch uff H. Obristens gutbefinden und (so viel den Regiments-Quartiermeister betrifft) beschehene Recommendation aufgenommen worden.

Anlangend die 4. Feldt = Prediger beiderley Religionen / thum die gesambte Rath und Abgesandte zu Ihrer Hochfürstl. F. Gn. und Durchl. beide Herren ausschreibende Fürsten das gute vertrauen setzen / sie werden in ihren Landen taugliche subjecta bezubringen und damit dem löbl. Creiß (zumahlen solches zu Gottes ehr und der Seelen heil gereichet) an handen zu gehen nicht ungeneigt sein.

Wann nun hierbey erinnert worden / daß so wohl die hohe/ als benambsite untere Staats = Officierer/ und noch andere auffnehmende geringere Persohnen ohne einige angab oder Wartgeldt / sich in die lenge mehr nicht gedulden / noch man deren gewiß versichert sein dorffte: Als ist beliebt worden / deneselben ad interim bis zu deren Verpfflicht = abinarchirung und operation ein vor allemahl ein Monathsoldt nach der Reichs-Ordinantz zu ertheilen / um dadurch sich selbiger umb so mehr gesichert zu machen.

Dan ist fürs 4te auf den propositions-Punct/aus wesen anweis und befehl: Item zu was Operation die beide Creiß-Regimenter ins Feldt zu setzten / wan / wo / und welcher gestalten der rendezvous anzustellen / für gut angesehen und geschlossen worden / daß / weilen man anjeho in gemeiner Reichs defension und verfassung begreiffen / massen dahin nicht allein der jüngere Bambergische Creiß = Recels abgefasset / sondern auch die ergangene Kayserl. Excitatoria darauff selbst gerichtet/selbige auf allerhöchst gebt. Ihre Kayserl. Majest. / und des Reichs = Commando abzuschicken / und zur Operation anzuweisen sein/damit man aber nun so gewiß = und gesicherter auf allen bedürffenden fall / in bereitschafft / und guter postur siehe / ist gleichfalls geschlossen worden / beide Regimenten zu Ross und Fuß auf den 12. kommenden Monaths Aprilis alhie umb Nürnberg / und zwar auf jeden Stands aigen Kosten/und daß durchgehends gute Ordre gehalten / auch niemand einiger schad zugefügt werde / und da wieder vorherhen dergleichen erfolgte / von selbigem Standt deme die Volcker zuständig / die Refusion geschehen solle / zusammenzuführen; Selbe mittelst beider Herren Ausschreibenden Fürsten und Creiß = Obristen (denen vorherho die Rolle über die Mann-

ANNO 1673.

schaffen einzuschicken) darzu geordneter Kriegs-Officierer zu lustriren / und die verordnung zuthun / damit selbe auf einerley und zwar bey der Kayserl. Armée üblicher manier exercirt / dan die bey ein oder anderer Compagnie befindliche defectus verbessert werden mögen / solte aber wieder verhoffen die Noth es ehender erfordern / und nach vorgestelten puncto securitatis Imperii ein anderweith auffbietung von Ihrer Kayserl. Majest. und dem gesambten Reich erfolgen/hätten die beide Herren Creiß = ausschreibende Fürsten und Creiß = Obrister (gleichwie in allen anderen eilenden fällen und Creiß = disturbien) Jhres obhabenden Ambrs wegen hierinn auch die ehendere anlaß zu machen / den rendezvous zu anticipiren / so dan bey einem anderweithen anzusehen = habenden termin zu verpfflicht = und vorstellung beider Herren Regiments = Obristen und andern hohen Kriegs-Officieren / imgleichen / zu wirklicher expedir = und abfertigung der Volcker zu schreiten: Inzwischen aber / und bis dahin dieselbe vermdg des jüngern Creiß = schlusses inner eines jeden Stands Commando bleiben sollen / so viel aber die praesentation hoch und wohlwermelter Herren Obristen/dan der Staats = Persohnen zu Ross und Fuß betrifft / ist verglichen worden / daß im Nahmen Jhrer Hochfürstl. Gnad. zu Bamberg/als Creiß = ausschreibenden Fürsten / dan Seiner Hochfürstl. Gnad. Herrn Zeitlich = meistern / als dieses Creißes nachgeordneten / Seiner Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg-Culmbach / als Obrister zu Pferd / den hoheren Staats = Persohnen und Officieren des Jhro anvertrauten Regiments/hingegen der Obriste/wie auch die Staats = und andere Officiers zu Fuß durch jehr hochernante Jhre Durchl. von Creiß wegen praesentirt werden sollen.

Nachdem es ist vor hochnothwendig ermessent worden / der Rom. Kayserl. Majest. für die bißhero in erhaltung Ruhe und Friedensstands des heyligen Rom. Reichs zertragnene ganz Bätterliche Vorsorg allerunterthänigsten dankt zuzagen / und zu bitten / daß selbe allergnäd. gernhen wöllen / diesen der anscheinenden gefahr fast zum nachst gefessenen Creiß in dero allernädigsten Huld und protection ferner zu erhalten / und bey dem noch fürwährendem Reichstag zu Regensburg (jedoch ohne allerunterthänigstes zueh = und masgeben) den punctum securitatis Imperii publicae in Erörterung bringen / mithin Churfürsten und Stände zu erhaltung des so theuer erworbenen Münster- und Oßneirugg. Friedensschlusses/ einfolglich die gesambte Creiß / wieder alle des heiligen Reichs Feinde zu rechtschaffen zusammenzett = und verfassung vermdgen und anweisen zulassen / zu welchem ende mögt weniger so wohl an die löbl. Correspondirende / als andere nachst angelegene/insonderheit ahn die Ober = und Nieder = Sachsl. Creisse geschreiben und selbe gebührend ersucht werden sollen / mit diesem Creiß / bey so gefährlichen Conjunctionen gute Correspondentz und nähere verstandnis zuwiegen / mit dem erbiethen / daß man bis Dts dergleichen auch zuerweisen / und zu recipircien sich so willig / als bereich wolle erfinden lassen.

Und nachdem fünffstens / von der Hochfürstl. Würzburgischen Gesandtschaft in puncto der zur Münsterischen Legations = speien restituirenden zweyen Komere = Monathen auff beschehene anreg / einwendung und exception geschehen: Als hat man für gut befunden/daß die gebühr durch ein bewegliches Remonstrations-Schreiben ahn hochstged. Ihre Churfürstl. Gnad. vorzustellen / nit weniger / als dieselbe die Herren von Schonhorn / so von Romisch. Kayserl. Majest. auf die alte freye Reichs Herrschafft Reichelberg insignirt/und bereits zur Reichs = Session und mit = Botirung admittirt worden / dem löbl. Creiß zu gleichmäßiger reception und introduction bey diesem gegenwertigen. Convent recommendirt / haben die anwesende Rath und Abgesandte davor gehalten / daß wegen mehrertheils ermangelter Instruktionen dieser punct der zeit noch anzustellen / und Jhrer Churfürstl. Gnad. hierunter behörig zu beantworten sein:

So viel sechstens die innerliche Creiß = securität und verfassung betreffen thut / da hat es bey der im jüngst zu Bamberg auffgerichteten Recels gethaner Disposition und vorsehung sein nochmahliges bewenden: und weilen Ihre Hochfürstl. Durchl. zu Br. Culmbach / dero geheimbten Kriegs = Rath / Hauptmann zu Culmbach und Commandanten der Bestung Pflaffenberg Herrman Adolffen Miesitschek von Weiskaw / Obristen / Item H. Zeitlichmeisters Hochfürstl. Gnad. Philip Heinrichen von Andlaw des heil. Romisch. Reichs und löbl. Zeitlichen Ordens Ritters / dan Jhro Hochfürstl. Durchl. zu Sachsl. Gotha für sich und im nahmen dero Herren mit = Interessenten Heinrichen Gottlob von Seckendorff / dero Rath und Ambman zu Königsberg / zu Creiß = Kriegs = Rathen praesentiren und vorstellig machen lassen / sind selbe umb ihrer gerühmbten dexterität und Militarischer Experiantz willen zu solcher stell von gesambten löbl. Creiß aufgenommen / und nach gethanen handgelübten und abgelegten Jurament an hochstged. Ihre Durchl. zu Br. Culmbach / als Creiß = Obristen / umb in vorkommenden Creiß = Kriegs = sachen / mit ihrem Rath / Hülff und Vigilanz an hand zugehen und all dasjenige / was zu des Creißes Ruhe / und Friedens Standt gehen mag / ihren besten vermögen / und pflichten nach / befördern zu helfen / verwisen worden.

Nachdeme nun siebendens die Gerhard = und Kohledersche Erben umb bermahlige contentirung ihrer respectiv bekand = und liquidirlicher schulden sich mehrmahlen angemeldet / ist vor billich erkand und geschlossen worden / bemelten sollicitanten von den nachst einkommenden Resten die gebührenden satisfacion wiederfahren zulassen / diemeilen aber auch wissend und bekand / daß das löbl. Directorium und beide Ausschreibende Fürsten = Aemter neben

neben der Stadt Nürnberg wegen vieler und von langen Jahren her ausgelegter/ und vorlängst schon liquidirter spesen ein merkliches zu präventiren/ hat man mit wenigern für gutt und nothwendig befunden/ wo solche präventiones von alten einkommenden Reuten zugleich nicht zuerheben/ daß bey nechst anderweithen Creißtag davon solle geredet/ und auff eine hierzu besonders definirende verwilligung angerragen werden.

Als auch lezten Johannis Erasmi Griensteiffens/bey dem nechst vorigen Türcken-Krieg gewesenem Zahlmeisters/ bißhero noch unerörtertes Rechnungsbuch an handen genommen/ und so viel befunden worden/ daß das liquidum, so der löbl. Creiß ihm hinwieder zuersehen und guth zu machen/mehrs nicht/ als 353. fl. 38. kr. nach ausweis der Deputirten Calculation und gestelter abrechnung auswerffen thue/ die übrige aber von ged. Griensteiffen angefeht 4839 fl. 50½. kr. für ganz unlauter und illiquid zu halten/ also daß der löbl. Creiß darzu sich keins weegs bekennen und verstehen kan/damit man aber aus diesem langwierigen und verdrüßlichen werck bermahlen gelangen möchte/ ist für guth angesehen und beliebt worden/ ihm noch über das obbemelte liquidum, ex aequo & bono eine abfertigung zuthun/ daher das zu Wien noch stehendes und auf 40. Centner belauffendes Pulver zu überlassen/ auch derentwegen gewisse anweisung zu ertheilen/ und damit diesem werck seine abschließliche maap zugeben seyn.

Schließlichen haben die gesambte Rätze und Abgesandte für guth befunden/ von diesem Creiß-Abschied denen Correspondirenden Creissen nachricht und Communication wiederfahren zu lassen.

Urkund dessen allen ist gegenwertiger Reces von den löbl. 4. Bäncken gesiegelt und von andern anwesenden Rätzen und Gesandten unterschrieben worden/ so geschehen Nürnberg den 24. Januar. Anno 1673.

C.

10. Fevr. Defensiv-Alliantz zwischen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern Ferdinand Mariam/ und Herrn Eberhard Herzogen zu Würtemberg/ zu erhaltung des Westphälischen Friedens/ und abwendung der wegen entstandener Kriegs-Unruhen in denen Niederländischen Vereinigten Provinzen/ besorgender gewaltthätigkeit. Geschehen München den 10. Febr. 1673. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance & d'Assistance reciproque entre FERDINAND MARIE Electeur de Baviere, & EBERARD Duc de Wurtemberg, pour la conservation & maintien de la Paix de Westphalie, & pour leur propre Defense, contre les dangers qu'ils aprehendent, à l'occasion de la Guerre qui s'est allumée en Hollande. A Munich le 10. Fevrier 1673.

On Gottes Gnaden Wir Ferdinand Maria Churfürst etc. Fügen hiemit zu wissen/ demnach zwischen uns und dem Durchleuchtigsten Hochgebornen Fürsten/unsern freundschaftlichen lieben Vettern/ Herrn Eberharden/ Herzogen zu Würtemberg Tetz/ etc. in Consideration deren bermahlen so gefährlichen Zeiten und weit aussehenden Coniuncturen wegen beiderseitigen Landen nahen situation, und zu mehrer deren Versicherung/ auf vorhero erfolgte zusammenordnung und unterredung/ auch alerselbst erfolgende Ratification sich einiger nachfolgender Vereinigung und Verbündnus verglichen worden: Als

Demnach die in der Vereinigten Staten von Holland Provinzen entstandene Kriegs-Unruhe so weit kommen/ daß man bey jetzigen schwehren und gefährlichen Coniuncturen billich Ursach hat/sorgfältig zu seyn/damit der so theuer erworbene Friede und ruhestand in Römischen Reich erhalten/ und der Friedliebenden und interessirten Ständen Lande und derselben unschuldige Unterthanen mit durchzügen/ einquartirungen und anderen Kriegs=pressuren nicht beschweret werden/ daß zu dem ende zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Ferdinand Maria Churfürsten in Bayern etc. und dem auch Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Eberhard Herzogen zu Würtemberg und Tetz/ etc. wegen beider Landen nahen situation eine Freund=und verbrüderliche zusammen ordnung und unterredung veranlaßet worden/ bey welcher auf beider hohen Herrn Principalen gnädigste Ratification nachfolgender Vereinigung und Verbündnus geschlossen und verglichen worden. Als:

Erstlichen/ wollen beiderseits hohe Herren Principalen sich gegen einander zur reciprocirlichen Freundschaft und corre-

spondenz hietmit verbinden/ und soll einander vertraulich communicirt werden/was ein und andern theils des jetzigen unweßens und der darüber in oder außer Reichs=stuhnden ansehläg halber für nachricht einlangen/ damit man zur Conservation beiderseits Land und Leuthe/ um so viel mehr die gemeine Consilia darnach richten könne/ wie dan auch beiderseits zu Regenspurg subillirrende Gesandtschaften und bevollmächtigte zu gleichmäsig vertraulicher Correspondenz und Vereinigung ihrer Stimmen in diesen Punkten von beiderseits gnädigsten Herrn anzuweisen.

II. Diese Vereinigung Verbündnus solle zu keines einiget menschen offention und beleidigung/ sondern allein zur conservation und erhaltung des Rünster= und Osnabrugischen Friedens=Schlusses/ auch abwendung der demselben und anderer Reichs=Constitutionibus zu widerlauffenden Contraventionen/ gewaltthätigen durchzügen/ einquartirungen/ Plünderungen/ Schatzungen und anderen dergleichen Kriegs=pressuren und beschwerden/ wie die immer namen haben mögen/ vermeint und angesehen seyn/ auch nicht anderst verstanden und aufgenommen werden.

III. Beide hohe Herren Principalen wollen forderist aller Ohren/wo es dien= und ersprießlich seyn kan/ zu einsetzung des Friedens bey denen in Waffen stehenden theilen ihre Officia eysfrig anwenden und jedesmal von dem ersogt einander Freund= und Beterliche vertrauliche communication ertheilen.

IV. Wann aber der liebe Frieden besserer hoffnung zugegen nicht solte zu erheben seyn/ sondern dieses unweßens so weit greiffen/ daß beider Herren Principalen unschuldige Land und Unterthanen wieder die Reichs=Constitutiones und das Instrumentum Pacis mit durchzügen/ straffen/ quartieren/ contributionen oder anderen exactionen wolten bedrängt werden/ so obligiren sie sich hiemit/ daß sie in Ihren Landen und gebiechen deren keines gestatten/auch da etwas dergleichen mit Gewalt gesucht oder vorgenommen werden solte/ einander auf weis und maap/ wie hernach folgt/ kräftiglich assistiren und sich wieder männiglich/ so gut sie können/schützen und retten wollen.

V. Zu dem ende beide Allirte Chur= und Fürsten nicht nur Ihre Besse und haltbare Plätze mit Guarntionen und anderen nothwendigkeiten versehen/ und ihre Lands=Unterthanen in guttem Exercitio halten wollen/ sondern sie versprechen auch einander mit nachfolgender geworbenen Mannschafft zu Fuß und Fuß zu assistiren/ als Chur=Bayern mit dreystausent zu Fuß/ und eintausent zu Pferd/ Würtemberg aber mit eintausent fünffhundert zu Fuß und vierhundert zu Pferd.

VI. Und weiln diese Summa beiderseits hilfslaffung zu abwendung grösseren Gewalts nicht erckleick/ so wollen Ihnen beide theil angelegen seyn lassen/ daß bey dem löblich=Schwäbischen Craiß/ alwo man albereith in Werbung begriffen/ das zur Reichs=Verfassung bewilligte quantum der zweytausent zu Fuß/ und sechshundert zu Pferd auf daß förderlichste zusantem gebracht und also der völlige Craiß mit dieser Conföderation und Verbündnus einverleibt und vereiniget werde.

VII. Auf welchen fall stehendens Ihr Churfürstl. Durchl. in Bayern noch weiter versprechen/ über obige albereith ausgeworfene dreystausent zu Fuß und tausent zu Pferd mit der helffte des Schwäbischen Craisses quanti/ ist tausent zu Fuß und dreyhundert zu Pferd/ zu concurriren/ also/ daß die völlige Mannschafft dieser Conföderation sich auf siebentausent fünffhundert zu Fuß und zweytausent dreyhundert zu Pferd erstrecken wird.

VIII. Es wollen auch beide hohe Herren Paciscenten einige benachbarte Churfürsten und Stände ohne unterschied der Religion (derowegen man sich weiters miteinander zu vernehmen hat) zu gleichmäsigem beytritt einladen/ auch da sie sich selbstn angeben würden/auf weis und weeg zulassen/ wie man sich wird mit jeben der billigkeit nach vergleichen können/ es verhoffen auch beide hohe Herren Principalen/ weiln die freye Reichs=Ritterschafft des gemeinen Craisses Schutz gleichfalls genießet/ dieselbe werde zu einer hilffschüssigen concurrentz nicht ungeneigt seyn.

IX. Da auch die Gefahr und Gewalt gros anseheinen müßte/ daß zu deren abwendung obige ausgeworfene/ und der etwan noch beytreckenden Stände Mannschafft unerkleicklich seint solten/ hette man förderlichst zusantem zuschicken/ und sich wegen eines nach beschaffenheit der Gefahr adaequiten augmenti/ als etwan von 4. in 5. Mann ferner zu vergleichen.

X. Ein jedweder aus den Allirten soll die hilf aus seiner Kosten laissen/ und damit gute Disciplin unter den Volckern erhalten werden mögen/ mit der bezahlung fleißig und richtig zuhalten/ jedoch hat derjenige dem die hilf geschickt wird/ mit beschaffung des Proviants und anderer lebens=mittel gegen billich= und leydenliche bezahlung solche vorsehung zuthun/ damit kein abgang oder mangel erscheine.

XI. Ihre Churfürstl. Durchl. in Bayern sollen zu dem Corps wann es zusantem geführt wird/ einen General Feldeyameister und General Wachtmeister/ und Ihre Durchl. der Herzog von Würtemberg den andern General Wachtmeister/ die Obster Wachtmeister aber/ andere Officier und Staab=Personen/ ein jeder theil nach anzahl und proportion der Mannschafft die er stellet/ verordnen und auf seinen Inkosten unterhalten/ welcher theil aber den General Wachtmeister zu Fuß/ und welcher den zu Pferd geben möchte/hat man sich seiner zeit weiters amicabiler zu vergleichen.

XII. Einem jedem theil sisset seyn die Regimenten nach seint

ANNO 1673.

nen gefallen einzurichten / jedoch / wann eines stärker ist als das andere / sollen die dienste nicht nach anzahl der Regimenter / sondern der Knechten geleistet werden.

XIII. Das Ober-Commando über die Bolcker soll allezeit derjenige aus denen Allirten haben / in dessen Land die operation ist / oder deme die Bolcker zugeschiedt werden / sonst aber bleibt es bey der subordination die den hohen Kriegs-Rathen und Officieren nach gesaltsame Ihrer Charge gebührt.

XIV. Unter denen Officieren / so gleiche Chargen haben / soll der gang- und rang nach dem alter Ihrer Chargen gehalten werden.

XV. Die Allirte sollen Ihre Trouppes mit kleinen Feld-Stücklein / wie es die proportion erfordert / versehen / das grobe Geschütz aber / da man eines vonnothen hätte / wie in gleichen die Munition derjenige hergeben / in dessen Land und Gebiech die action ist / doch daß die Munition auf der sambtlichen Allirten gemeinen unkosten nach anzahl der Mannschafft in leidentlich- und billigen preiß wieder bezahlt werde / und ist die hilffleistung nach bescheyener requisition längst inner 14. Tagen würcklich zu leisten / und dem hilff nehmenden zu stellen.

XVI. Endlichen solle diese Verbündnis / wann es vonnothen / auf 10. Jahr gültig seyn / und die Ratification von beiden hohen Herren Paciscenten darüber inner 14. Tagen ertheilet / und beiderseit ausgewechselt werden.

Dessen zu wahren Urkund haben sich beiderseits darzu verordnete Chur- und Fürstliche Ministri und Geheime Rätche unterschrieben und ihre Perschafft vorgerruckt. Geschehen in der Churfürstl. Haupt- und Residenz-Stadt München / den 10. Monats-tag Febr. Anno 1673.

- (L.S.) Herman Egen Graff von Fürstenberg.
- (L.S.) Caspar Schmid.
- (L.S.) G. B. von Bidenbach.

Daß wir solchen nach erst vorstehenden Vereinigungs und Verbündnis Recess Unsers theils in allen seinen Punkten und Articulen allerdings genehm halten und hiermit ratificiren thyn / haben wir zu dessen bestättung uns eigenhändig unterschrieben / unser Churfürstl. Geheime Cautley- Secret vortucken lassen / so geben und geschehen in Unser Churfürstl. Haupt- und Residenz-Stadt München / den 1. Martii Anno 1673.

CI.

I. Mars. Bündnis zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopold den I. und Churfürst Johann Georg den II. zu Sachsen / wodurch Ihrer Kayserl. Majest. zu Beschützung dero Königreiche und Erblanden / letzterer 3000. Mann; Ihro Kayserl. Majest. aber dem Churfürsten 6000. Mann in Vergewaltigungs-Fällen zu senden stipuliren / ausgericht auf 5. Jahr. Wienn den 1. Martii 1673. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Assistance entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD I. & l'Electeur de Saxe JEAN GEORGE II. pour la Defense reciproque de leurs Terres & Provinces, par lequel les secours sont réglés à 6000. Hommes de la part de Sa Majesté Imperiale, & à 3000. de la part de l'Electeur. A Vienne le 1. Mars 1673.

Im Nahmen der Heil. Dreyfaltigkeit Gottes / des Vaters / Sohns / und Heil. Geistes. Amen.

Ich hiemit Kund / und zu wissen / Nachdem der Allerdurchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Leopold / erwählter Rom. Kayser zu allen zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhemb / Dalmatien / Croatien / Selabonien / rc. König / Erzk-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / Steyr / Kärnten / Crain / und Wirtenberg / Graf zu Tyrol rc. rc. nebst dem Durchlauchtigsten / Hochgebornen Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georg dem Andern / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Rom. Reichs Erzk-Marschalln / und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggraffen zu Meissen / auch Ober- und Nieder Lausitz / Burggraffen zu Magdeburg / Grafen zu der Mark und Ravensburg / Herrn zu Ravensstein / die eine zeithero auf des Heil. Rom. Reichs Teutscher

ANNO 1673.

Nation Confinien aufgangene / und dasselbe zum Theil eingedrungene höchstgefährliche troublen / motus und Conjunctionen / daß / wo keine Vorsehung geschicht / dieselbe weither fortgehen: Ihre Erblanden / nebst gesamten Reich ergreifen / und den gemeinen Ruhe stand und Genuß des so theur erworbenen und bestättigten Westphälischen Friedensschlusses kräncken / ja gänzlich aufheben / und zernichten mögten / dagegen der punctus securitatis Imperii. nebens allgemeiner Reichs-Verfassung über alle angewandte Bemühung / bey noch währenden Reichstage in Regenspurg bis dato zu keinen rechten Stand zubringen / noch durch die in Reichs-Sakungen verordnete ordinari mittel der vor Augen stehenden Gefahr mit Nachdruck und Würcklichkeit zu begegnen seyn will: Immittelst gleichwohl ohne Seichrung und Defension zusehen / weder dem Kayserl. allerhöchsten und Churfürstl. hohen Ante und Pflichten gemäß / noch gegen das Reich und der eigene Lande und Leute verantwortlich gestanden.

Als ist auf Ihrer Kayserl. Majest. sowohl schriftliche / als durch dero Ministros, den Kayserl. würckl. Rath und Abgeordneten / Herrn Otten / Wren zu Paus / wie nicht weniger special Abordnung dero Cammerer und Reichs-Hoff-Raths / Herz Grafens Maximilian zu Mansfeld / wohlgemeintes bewegliches Erinnern / fürstellen / und Einladen / beyderseits guth befinden worden / zu solchem Ende ein absonderliches Defensiv-Bündnis / und Verfassung abzureden / zu projectiren / und von jeßgedachter Kayserl. und zweien Churfürstl. Sächsischen Ministris den 28. Augusti zuruck gelegten 1672. Jahres unterzeichnen zu lassen: Nachdem aber vermög anderweil daseilbst vorbehaltenener Churfürstl. Abshickung nachm Kayserl. Hofe / bey einem und andere punct fernere Erinnerung und Handlung fürgefallen / ist endlich / und nachdeme man sich völlig darüber vereinbahret / die nähere zusammensetzung / und Alliance zu Gottes Ehren / allgemeinen Reichs-Besten / und Erhaltung der von Gott anvertrauten Land- und Leuthe / mit allerseits guten willen und vergnügen / folgender gestalt geschlossen worden.

I. Nachst vorbehaltung der Rom. Kayserl. Maj. hohen Amts Authority / und gemeynden allerunterthänigsten Respects, soll dieses nähere Verstandnis / und vereinigung / zu niemandes offension / noch Schaden inner oder aussere Reichs / sondern allein zu rechtmäßig zugelassener verwahrung / Sicherheit / und Defension geschehen.

II. Versprechen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Beschützung Ihrer Kayserl. Majest. Erblanden und Königreichs Böhem samt incorporirten Provinzen / Schlesien / und Mähren / wie auch des Königreichs Hungarn / dreytausend Mann / als eintausend zu Fuß / und zweyttausend zu Fuß / wie damit am süchtigsten ankunfft kommen seyn würde / nach Ablauf 3. Monaten / von zeit gescheyener requisition zuschicken / und mit der Kayserl. Armée zu conjungiren / worneben es bey disfalls den letzten Novembris Anno 1668. albereit getroffenener Defensiv- Foedere, so weit im gegenwertigen keine Aenderung geschicht / sein gänzlich verbleiben hat.

III. Hinwieder versprechen Ihre Kayserl. Majest. seiner Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Churfürstenthum / mit allen darzu gehörigen / und incorporirten Landen / auch deren Marggraffschumben Ober- und Nieder-Lausitz / in vergewaltigungs-fällen / binnen Monatsfrist von zeit ergangener Erkundung / anzurechnen / mit 6000. Mann / als 4000. zu Fuß / und 2000. zu Pferd / wo nicht die Noth und Umstände ein mehrers erfordern / ohne Erstattung einiger Kriegs-Kosten / zu Hülffe zu kommen / und sollen dieselben / so lang sie darinnen stehen / und agiren / Ihrer Churfürstl. Durchl. Ober-Direction und Commando untergeben seyn.

IV. Daserne auch bis zu Aufgang nachst vorhandenen Monats May kein Universal Frieden erfolgen / und das Heyl. Rom. Reich von jemanden Feindlich angegriffen werden solte / ubernehmen Seine Churfürstl. Durchl. zu defensionung des gesamten Reichs / und manutentionung des Westphälischen Friedens / nicht weniger besagte 3000. Mann / auf obbemeldte 3. Monatsliche requisition, zu stellen / und mit der Kayserl. Armée zu conjungiren.

V. Die Churfürstl. Bolcker nun haben in der zeit / wann sie sich bey dem Kayserl. Corpo befinden / mit demselben gleiche quartier zu gemessen / auch angeregte dienste mit- und neben Ihnen / Militarischer Ordnung und proportion nach / zu leisten.

VI. Sollen zwar dieselben unter der Kayserl. Kriegs- Generalität Commando, nach gescheyener Conjunction, seyn / dem Churfürstl. Commandanten aber vor seine untergebene Soldaten die Jurisdiction gelassen / Sie auch in Ihrer Gewissens-Freyheit / und Religions Exercitio keinerlei weise turbirt, noch gehindert werden.

VII. Soll der Churfürstl. Commandant zugleich dem Kriegs-Rathe bewohnen / und also alle wichtige Kriegs- Deliberationen nach vorhergegangener Communication mit demselben zu werck gericht werden.

VIII. Da auch unterdessen / oder nachgehends / Stillstands- Traactaten / und Friedens-Handlungen / unter was Namen es geschehen möchte / fürgehen würden / sollen Ihre Churfürstl. Durchl. vermittelst der Ihrigen daru würcklich admittirt: und ohne ihr vorbenuß / nichts gehandelt noch zu präjudic / oder Schaden bedingt / und versprochen / wohl aber dieselben in beliebende Friedens-Vergleich eingeschlossen werden.

ANNO  
1673.

ANNO  
1673.

IX. Wird allen und jeden Chur- und Fürsten des Reichs sich in dieß Defensive Fœdus mit beyderley Theile Consens zu begeben freygelassen.

X. Solches Bündniß nun soll von dato der vollziehungen auf 5. Jahr/ im fall durch Friedliche Hinflegung/ oder sonst die Ursachen/ so es die zeit veranlassen/ nicht ehe abgethan wer- erstrecken/ würde sich aber länger damit verweilen/ habe man ein halbes Jahr vor Ablauf der erwehnten über dessen Continuation, sich weicher zu vernehmen/ und zu vergleichen.

Obiges alles nun ist durch die von Ihrer Kayserl. Majest. an einem und von Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Sachsen/ am andern Theil hierzu deputirte/ und zu End unterzeichnete Plenipotentiarios/ und gewollmächtigte/ Crafft den dißfalls gehalten/ und gegeneinander außgewechselte Gewalt- und Vollmachten/ welche unten angefüget/ bis zu allerhöchstdachter Kayserl. Majest. auch höchst erwehnter Churfürstl. Durchl. Ratification, welche à dato binnen Monatsfrist eingebracht werden soll/ also abgehandelt/ beliebt/ und beschloffen/ auch zu dessen mehrern Irkund von Ihnen eigenhändig unterschrieben/ und darneben besiegelt werden. So geschehen Wien den 1. Martii 1673.

(L.S.) W. H. D. Sagan.

(L.S.) Johann Paul Hoher Hunsff.

(L.S.) W. D. Serßdorff.

CII.

11. Mars. Testamento de la Emperatriz Dona MARGARITA MARIA de Austria que fue Hija de D. PHELIPPE IV. Rey de España y Muger del Augustissimo Emperado LEOPOLDO PRIMERO. Fecho in Vienna de Austria a 11. de Março de 1673. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

EN el nombre de Dios, todo poderoso, y de la Virgen Maria nuestra Señora, y de los Santos y Angeles de la Corte del Cielo. Nos la Emperatriz Dona Margarita Maria de Austria, Infante de España, hallandonos enferma del mal de la muerte, en este Imperial Palacio de Viena de Austria, y en nuestro sano y entero Juycio, otorgamos este Testamento; ultima y postrimera voluntad, en la forma siguiente, y en la que mejor haga lugar de derecho; con expresa clausula Cobdiciiliaria.

Primeramente declaramos por nuestra unica universal y legitime Heredere de todo lo que nos pertenece, y puede pertenecer, a la Archiduquesa Maria Antonia nuestra Hija, confirmando en todo acontecimiento, y en el, que Dios no permita, lo declarado, y lo en el Testamento del Rey mi Señor y mi Padre, de gloriosa memoria, contenido.

En lo tocante à nuestro entierro, Funeral, Missas, y suffragios por nuestra alma, dejamos su execucion a la voluntad del Emperador, nuestro Señor, y marido; confiando su mejor logro, del Carino que le devemos.

Yten mandamos a nuestra Señora de Zeln quinientos talleres per una vez.

Yten al Collegio de San Miguel desta Corte mandamos otros quinientos talleres, per una vez, para acabar y perficional la Capilla de San Blas, que esta en su Yglesia.

Yten mas otros cien talleres, por una vez, a Santa Rosalia, en la parte que dejamos comunicado à dicha Magestad Cesarea del Señor Emperador nuestro Tio.

Yten mandamos otros cien talleres; por uno vez, al Convento de los hermanos de la misericordia, que esta extra muros desta Ciudad.

Yten mandamos à la Imagen de nuestra Señora, que esta en el Altar mayor de la Yglesia de San Gerónimo desta Ciudad, una Joya a eleccion de dicha Magestad Cesarea.

Yten mandamos al Señor Rey de España nuestro hermano, a la Señora Reyna de España nuestra Madre, a la Señora Emperatriz Eleonora nuestra Tia, y a la Archiduquesa Mariana nuestra hermana, à cada uno de los quatro, una Joya, segun la voluntad de dicho Señor Emperador nuestro Marito y Tio.

Yten mandamos al dicho Señor Emperador nuestro Tio por el grande carino que le tenemos, y en memo-

TOM. VII. PART. I.

ria del que le professamos tan de obligacion, uno de los Aderecos ricos, que trujimos de España.

En commendamos con todad singularidad, al Señor Emperador nuestro Tio, y a la Señora Reyna de España nuestra Madre, las Personas de la Condesa de Erit, nuestra Camarera mayor, de la Marquesa de Lanzarote, Señora de honor continua, de Doña Leonor Faxardo, Señora de honor y Guardamayor, y de las cinco Damas Españolas que actualmente nos sirven, pidiendoles con todo encarecimiento las honrras y favorezcan como lo merecen sus buenos servicios.

Yten suplicamos al Señor Emperador nuestro Tio, que al Principe de Dietrichain, nuestro Mayordomo mayor, le tenga por muy recomendado haciendo lo le merced que sus muchos servicios han merecido. Y lo mismo suplicamos a Su Magestad Cesarea por nuestras Damas Alemanas, que actualmente nos sirven.

Yten mandamos à la Marquesa de los Balvases, a las dichas Camarera mayor, Princesa de Dietrichain muger del dicho nostro Mayordomo mayor, a la Marquesa de Lanzarote, a D. Leonor Faxardo, a nuestras cinco Damas Españolas y ocho Alemanas, que actualmente nos sirven, una Joya de las nuestras, a cada una de las referidas personas, las que fueron a la voluntad del Señor Emperador nuestro Tio.

Yten es nuestra voluntad que a todos los Criados y Criadas que nos sirven actualmente se les de a todos, y a cada uno dellos de por si, la Racion, y Gages que gozan en esta Cesarea Corte por sus Officios, de que les hacemos merced por todos los dias de su Vida, a imitacion de la Señora Emperatriz Maria nuestra Abuela, que goza de Dios, queriendo que se les paguen de nuestra Dote, en Madrid, y per nuestra Embajada Cesarea, come se hace al presente con los que sirvieron à dicha Señora nuestra Abuela, reducienda esta Meneda alla de España, como se hizo entonces.

Suplicamos al Señor Emperador nuestro Tio, que como nos le tienes ofrecido, ampare la dicha nuestra familia, que actualmente nos sirve, haciendo les toda merced, y mandando conducir a España à los que su hubieren de bolter, y a la Señora Reyna de España nuestra Madre suplicamos lo mismo, y que los admita todos en su real servicio, como tambien a las Personas, que tienen nuestra Imperial Palabra de ser admitida, a nuestro servicio, en los puestos que constan a dicho Señor Emperador nuestro Tio.

Y singularmente pedimos a la Señora Reyna nuestra Madre que favorezca la de Fr. Simon Garcia nuestro Confessor por lo bien que nos ha servido.

Yten mandamos a la Condesa de Mansfeldt Aya de nuestra Hija, por lo que estimamos, y por el cuydado con que la sirve, en seños de nuestra gratitud, una Joya tambien de las nuestras, a eleccion del Señor Emperador nuestro Tio.

Y todo lo arriba referido, otorgamos por nuestra ultima voluntad, siendo testigos rogados el Marques de los Balvases, Embajador de España en esta Corte; el Principe de Lobcovitz, Mayordomo mayor de dicha Magestad Cesarea, el Principe de Dietrichain, nuestro Mayordomo mayor, El Principe de Suarzenberg, Presidente del Consejo Aulico Imper., El Conde de Sinzendorff Presidente de la Camera, El Conde de Dietrichain, Cavallerizo mayor de Su Magestad Cesarea, El Conde de Zinzendorff Mayordomo mayor de dicha Señora Emperatriz Leonora nostra Tia, El Baron Hoher Canciller Aulico de dicha Magestad Cesarea, y el Conde Francisco Agustín de Baldestain, en presencia de nuestros Secretarios Juan Jorge Koch, y Don Ysidro de Angulo; en cuya confirmacion lo firmamos, y mandamos sellaz con el selló acostumbrado de nuestras Imperiales Armas, corroborado de los dichos dos nuestros Secretarios. Fecho en Vienna de Austria a once de Março de mil y seiscientos y setenta y tres Annos.

MARGARITA MARIA.

(L.S.)

D. Pablo Spla. Doria.	(L.S.)	Albrecht Gr. von	
V. Duque de Sagan.	(L.S.)	Sinzendorff.	(L.S.)
Ferdinando Principe de		Johan Paul Hoch.	
Dietrichstain.	(L.S.)		(L.S.)
H. Pr. di Schwartzzen-		Francisco Conte de	
berg.	(L.S.)	Waldstein.	(L.S.)
G. Ludovico Conte di			
Sinzendorff.	(L.S.)		
Gundacaro Conte di			
Dietrichstain.	(L.S.)		

F f

Y nos

ANNO  
1673.

Y nos los fuffo referidos Secretarios de la Emperatriz nueſtra Señora, que a lo dicho fuimes preſentes, y que de ſu mandado lo eſcrivimos, lo firmamos tambien en dicho dia, mes y año.

JUAN GEORGE KOCH. YSIDRO DE AN-  
GULO.

NB. *Ce qui ſuit eſt écrit en Allemand au dos du Teſ-  
tament.*

**G**egenwärtiges Teſtament iſt zu Wien den 20. Martii 1673. nachmittag zwiſchen 4. und 5. Uhr in gegenwärtig Ihrer Fürſil. Gl. Gl. Gl. der dreyen Herrn Fürſten: Als des Herrn Herzogen von Sagan / des Herrn Fürſtens Ferdinand von Dietrichſtein und Herrn Fürſtens von Schwarzenberg / und des Herrn Hoff-Cammer Präſidentens Gratens von Sincendorff / und Herrn Hoff-Canklers Baron Hohers / und Diemer / in der Behauſung Ihrer Fürſil. Gl. von Schwarzenberg (als die ſelbige tag an einen ſchwehen Cathar und Augensfuß das Rechte hñten müſſen) eröffnet und ordentlich recognosciret / auch für das wahre und rechte Original befunden worden.

Wien den 20. Martii 1673.

Chriſtoph von Ubele.

## CIII.

22. Avril. *Traité entre CHARLES XI. Roi de Suede &  
2. Mai. les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour  
terminer quelques differens au ſujet de la Navi-  
gation & autres. Fait à la Haye, le 22. Avril  
1673. [Manuscrit.]*

LA SUEDE  
ET LES  
PROVIN-  
CES UNIES.

**S**ereniſſimi & Potentiſſimi Principis ac Domini Caroli, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeaniæ, Caſſubbiæ, & Vandalia, Principis Rugiæ, Domini Ingridiæ, & Wiſmaria, nec non Comitum Palatini Rheni, Bavaria, Juliaci, Clivia & Montium Ducis, Regis & Domini noſtri Clementiſſimi Noſ Pedetrium Copiarum Generalis, & Gubernator in Elſborglehy & Dahl. Petrus Sparæ Liber B. in Chronenbergh, Dominus in Naſby & Beltebergh, nec non ejuſdem Sacræ Regiæ Majeltatis Conſiliarius Cancellaria & Secretarius Status, Eduardus Ehrenſteen, Hereditarius in Forſbygaard, Lindſio, & Barkeſtorp, ad Sereniſſimum & Potentiſſimum Magnæ Britannia Regem arque Rempublicam Unitarum Provinciarum Fœderati Belgii pro Pacis Mediatione obeunda miſſi & conſtituti Legati ut & altiffimè quoque memorata Sacræ Regiæ Majeltatis ad Unitos Belgas Ablegatus Extraordinarius & Conſiliarius Aulicus Haraldus Apelboom, Hereditarius de Soderby, quemadmodum & Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Noſ ad hunc Actum ſpecialiter Deputati Commiſſarii, Gaſpar Fagel Conſiliarius & Penſionarius Hollandiæ & Weſt-Friſiæ, Johan de Mauregnault, Wilhelmus ab Haren, Agri Boeltani in Friſiis Grietmanius, Johan Iſbrandts Horſtlingh in Hoocherkerke & Senator Groninganus, Deputati in Conſeſſum Ordinum Generalium Uniti Belgii.

Notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quocunq; nomine intereſſe poterit, quod cum altiffimè memorata Sacra Regia Majeltas Sueciæ nihil magis voveat, quam ut ſe inter Regnumque ſuum ab una & Celſitudinem D. D. Ordinum Uniti Belgii ab altera parte, firma & conſtans ſemper Amicitia vigeat & floreat; idque omne tollatur & complanetur, quod vel minimo impedimento eſſe queat, animorumque conſenſus, ſicuti olim, cum hi reſpectivè Status eſſent non ſine fructu ingenti quam conjunctiſſimi, ad illud reciproca & ſidæ correſpondentiæ ſaſtigiū rursus evchatur, ut mutuū Fœderis antiqua neceſſitudo planè illibata & illæſa deprehendatur, atque alter memorati D. D. Ordines Generales declaraverint, in eo ſtudii genere omnem inſimul promptitudinem ſequē tam bonæ Sacræ Regiæ Majeltatis intentioni pari voluntate reſponſuros, & in eundem finem propoſitumque certatim & libenter cooperaturos eſſe; proinde

congreſſi ſint utriuſque Partis ſuprà nominati Plenipotentiarii interque eos actum & concluſum eſt modo ſequenti.

I. Quemadmodum Sacræ Regiæ Majeltati Sueciæ & Celſitudini D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii non ſecus ac aliis Principibus, Regibus, & Supremis Statibus competit jus & libertas ſumma diſponendi de ſuis Navigationibus, Vectigalibus, Mercibusque; ita par eſt, ut eodem jure & libertate ſine ulla cujuſpiam contraditione fruantur adeoque ſicut elucidationis actus Helſingoræ <sup>29. Novemb.</sup> <sub>9. Decemb.</sub> 1659. concluſus per

Tractatum 18. Julii 1667. Hagæ-Comitis abrogatus viſque ejus omnis in perpetuum extincta eſt, ita idem nunc confirmatur & ſtabilitur, & quidem ſic, ut eadem elucidatio pro nulla ſemper habeatur, nec amplius exiſtere præſumatur, neque talis aut conſimilis iuſtopſterum fiat ulla, nec in præſens aut futurum hinc moveatur quidpiam, quod dictam Sacræ Regiæ Majeltatis libertatem, & jus impedire valeat, nec eo nomine ad Elbingenſem vel quempiam iſtius Tractatus Paragraphum ubi de radice talis vel conſimilis elucidationis agi prætendatur, procurare liceat; ſed ut pars utraque in eâ explicatione planè acquieſcat, quâ Sacra Regia Majeltas Regnumque Sueciæ & Celſitudo D. D. Ordinum Generalium hodie fruuntur & poſſident, atque poſt eradicatam elucidationem uſu ipſo utrinque comprobata eſt, ac etiamnum viget, ſalvo in reliquis tam quoad Commercium, quam alia omnia Elbingenſi Tractatu ſecundum verum & genuinum ejus ſenſum.

II. Præterea cum impoſitio aut onus quoddam ordinarium aut extraordinarium, quocunq; tandem nomine illud appellatum ſit, Navibus vel Mercibus in Mare Balticum invehendis vel inde in Belgium Unicum exportandis in majorem Populorum iſti Mari adjacentium gravationem quam quæ aliarum Gentium verſus Occidentem vel aliorum eunti redeuntique Navigationi & Commercii reciprocandis incumbit; hætenus impoſitum ſit, inter Plenipotentiarios pariter conventum & tranſactum eſt, ut Sacræ Regiæ Majeltatis Subditi eorumque Naves & Merces conformiter Pactis non aliter quam conjunctiſſima quæque Gens peregrina cum ſuis Navibus & Mercibus in quacunq; Orbis partes iter inſtituerint, in Unitis Belgarum Provinciis habere debeant, ac proinde dictum onus, quocunq; tandem nomine appellatum ſit aut appellari poſſit, tollatur; abrogetur & caſſetur, quemadmodum vigore præſentium tollitur, abrogatur & caſſatur, ita ut deinceps ſub nullo unquam prætextu nunc aut futuris temporibus capiatur, ceſſet verò omniſis controverſia ſuper eo quod ex dicto onere hætenus perceptum eſt.

III. Deinde cum Art. 6. dicti Tractatus Anni 1667. ſtatutum & decretum ſit, ut controverſiæ quæ inter Societatem Sueco-Americanam & Societatem Indiæ Occidentalis Fœderati Belgii intercedunt, tam ratione occupationis, quam damnorum, quæ ſibi à ſeſe invicem in America facta, & illata eſſe prætendunt, ſecundum Juſtitia & æquitatis regulas, cum Sacræ Regiæ Majeltatis Ablegato Hagæ-Comitis examinarentur, deſuper tranſigaretur Partique læſæ conſeſſum & ſine mora ſatisfieret, neque hætenus ex illo tempore amplius quidquam actum ſit, & tamen D. D. Legati Suecici contendunt, evidenter conſtare à Societatis Sueciæ ejuſdem Indiæ novam Sueciam dictam vi & armis ſubactam eſſe; apertè verò alter memoratorum D. D. Ordinum Generalium Uniti Belgii petunt ſit, ut collatis prius utriuſque Societatis rationibus demonſtretr, quomodo Ditio illa ſit occupata, quidve injuria vel damni illati quælibet Societas ab altera prætendere ſuſtineat, idque per temporis brevitatem nunc peragere cum non vacet, conventum eſt, ut ſtatim poſt perfectum & concluſum hoc Pactum, controverſiæ illæ à parte Sacræ Regiæ Majeltatis per ejuſdem hic loci Miniſtrum vel quemcunq; alium alioſve ab altiffimè memorata Sacra Regia Majeltate ad illud negotium conſtitutos vel ordinatos, ex parte verò D. D. Ordinum ad id deputatos reaſſumantur, & quid quantumve damni & injuriæ alterutra Pars ab altera paſſa ſit, accuratè inveſtigetur, expendatur, & ſine ulteriore mora ſecundum dictam definitionem tam ratione occupationis, quam damni dati intra currentis anni ſpatium ſatisfiat.

IV. Conventum præterea eſt Sacram Regiam Majeltatem & Celſitudinem D. D. Ordinum Generalium operam omnem daturas, ut ad finiendas controverſias, quæ inter Hæredes Grott Johannis ex una & Hæredes Crivitzii ex altera parte vertuntur, per dictos Hæredes Grott

ANNO  
1673.



ANNO 1673. Grött Johannis & dictos Hæredes Crivitzii, quatenus postremi in his Provinciis Uniti Belgii morantur, aut bona eorum existunt ab utraque Parte litigante vel Confœderata intra trimestre tempus à die conclusi Tractatus pares numero Arbitri eligantur, & ut dictæ controversiæ à præfatis Arbitris aut viâ amicabili, aut eorundem Arbitrorum Sententiâ quàm celerrimè & ad minimum intra anni spatium terminentur, promittentes utriusque Partis Plenipotentiarii tam Regiam Majestatem quàm Celsitudines dictorum D. D. Ordinum Generalium, quatenus præfati Hæredes aut eorum bona in supradiçtis Provinciis existunt, absque ulla mora executioni mandaturas quod dicta viâ amicabili conventum aut Sententiâ Arbitrorum pronuntiarum fuerit.

V. Postremò cum Tractatus die 6. Julii 1667. de Mercibus Contrabandis aliisque, adeoque de securitate & libertate Navigationis & Commerciorum, quid nimirum & quomodo tempore Belli ab utraque Parte Fœderata agi debeat, expressè ordinet & statuatur, jamque remotis Articulis separatis ad tempus conclusi Fœderis duntaxat adaptatis, dictus Tractatus solus communi consensu ut norma habeatur quam Partes invicem sequi teneantur, inter Plenipotentiarios hac vice

idem renovatus vigorque suo restitutus est; ac proinde si quæ hæcenus à Republicâ Belgicâ armatoribus (Commissie-Vaerders dictis) contra Fœderis sensum surreptæ sint, vel dehinc ab alterutra Parte surripiantur aut alicubi detineantur, vel in futurum detentæ fuerint, promissum est, ut mox absque aliarum Legum vel Judiciorum ambagibus vel impedimento ullo privati cujuscumque, atque sine detrimento etiam, vel si illud contra dictum Fœdus illatum sit, prælitâ omnino promptè indemnitate dimittantur & in plenam libertatem restituantur. In fidem horum majorem duò exemplaria invicem commutanda confecta & dein extradita sunt Plenipotentiariorum manibus Sigillisque munita, addita stipulatione mutua de Ratificatione intra tres menses subsecutura, quæ hic loci mox commutari debeat, Actum Hagæ-Comitis die <sup>22. Aprilis</sup> 2. Maii 1673.

(L.S.) P. SPARRE. (L.S.) GASPARD FAGEL.  
(L.S.) EHRENSTEEN. (L.S.) JO. MAUREGNAULT.  
(L.S.) HARALD AP- (L.S.) W. V. HAREN.  
PELBOOM. (L.S.) J. ISBRANDT'S.

## CIV.

10  
20. Mai. *Traactaet van Alliantie tusschen Synne Koninghlycke Majestejt CHRISTIAEN DE V. tot Dene-marcken, ende de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der VEREENIGHDE NEDERLANDEN, over een reciproquelycke Assistentie. Gedæen tot Coppenhagen den 10. Maii 1673.*  
[Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 446. col. 2. en Allemand.]

K Ennelijck zy; Nademaal t'zedert de Alliantie tusschen den Dootluchtigsten ende Grootmagtigsten Furst ende Heere, Heere FREDERICK de Derden Koningh van Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gotthen, Hertog van Sleswyck, Holsteyn, Stormar ende der Dietmarschen, Graaf tot Oldenburgh ende Delmenhorst Glorieuser memorie, ende de Hoogh Mogende Heeren STATEN GENERAAL der Vereenigde Nederlanden in de Jaren 1649. 1657. ende 1666. geslooten den toelant van 't gemeene weesen, sijn merckelijck heeft verandert, ende de experientie ge-toont, dat de hulpe daar in *hinc inde* gestipuleert niet altyds soude konnen toereycken, maar het eene nootfaackelyckheyt schynt te wesen, om over een meerdere assistentie reciproquelyck te convenieren; ende derhalven de Heeren Staten Generaal, om dese ende andere oorsaaken, goetgevõnde hebben aan de tegenwoordige regeerende Konincklycke Majestejt van Denemarcken, Noorwegen, &c. eerst den Welgebooren Heer, Heere Daniel van Wyngaerden, Vryheer van Wyngaerden, Ruybroeck ende Benthuyfen, Heere van Werckendam, Soetermeer, Moermont en Renesse, uyt de Ridderfchap van Holland ende West-Vrieslant, Ordinaris Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Heeren Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden wgens de selve Provincie, Bailliu, Dyck-Graaf ende Super-Intendant van het Kasteel, de Stadt en Lande van Woerden, Hooghe Heemraet van Delflandt, als haaren Extraordinaris Ambassadeur, ende naderhandt oock den Edelen Gestrengen, Wyfen, Voorhenigen Heere Simon van Beaumont Secretaris van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslant als derselvet Extraordinaris Gedeputeerde af te vaerdigen, om aen syne Koninghlycke Majestejt die nootfaackelyckheyt van dien voor te dragen, ende daer over in handlinghe te treden; oock het hooghtgedachte syne Koninghlycke Majestejt belijft heeft daer toe te committeren de Wel-ende Hoogh-geborenen, Hoogh ende Wel-Edele Heeren, den Uldrick Frederic Guldenleeuw syner Koninghlycke Majestejts Geheymen Raedt, Stadhonder ende Generael in Noorwegen, als mede Oppër-Kamer-Heer &c. den Heer Pieter Retz Erf-Heere van Paltsgaerd, Ridder, Geheymen Raedt, Cancelier, President in her Cancellerye-Collegie; Gouverneur en

TOM. VII. PART. I.

Ampt-

## CIV.

10  
20. Mai. *Traité d'Alliance entre CHRETIEN V. Roi de Dannemarc, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour une reciproque Assistance. A Coppenhague le 10. Mai 1673.*

Soit notoire, que comme depuis l'Alliance d'entre le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur FREDERIC Troisième Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormar, & de Ditmarsen; Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorst, de Glorieuse mémoire, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, concluës années 1649. 1657. & 1666. l'Etat de la République a changé considerablement, & que l'expérience a fait voir que l'assistance qui y est hinc inde stipulée; non-seulement ne suffit pas, mais qu'il semble nécessaire de convenir reciproquement d'une assistance plus grande, & que les Seigneurs Etats Generaux pour ces & autres raisons; ont trouvé à propos de députer à cet effet à Sa Majesté le Roi de Danemarc, Norwegue, &c. presentement regnant; le Sieur Daniel de Wyngaerden, Baron de Wyngaerden, Ruybroeck & Benthuyfen, Seigneur de Werckendam, Soetermeer, Moermont & Renesse du College des Nobles de Hollande & West-Frise; Deputé Ordinaire on l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas de la part de ladite Province, Baillif, Dick-Grave & Sur-Intendant des Château, Ville & Pais de Woerden; Grand Heemraet de Delftlandt, & leur Ambassadeur Extraordinaire, & depuis aussi le Noble, Discret, Sage & prudent Seigneur, Simon de Beaumont, Secrétaire des Seigneurs Etats de Hollande, & de West-Frise, aussi en qualité de leur Deputé Extraordinaire, pour en proposer la nécessité à Sa Majesté de députer aussi à cet effet le Noble Seigneur Ulrick Frederic Guldenleeuw, Conseiller Privé de Sadite Majesté, Gouverneur & General en Norwegue, & aussi Grand Chambellan, &c. le Sieur Pierre Retz, Seigneur de Paltsgaerd; Chevalier, Conseiller Privé; Chancelier du College

F f 2

de

ANNO  
1673.

Amptman over Haddelandt, Offre-Rummerige, Buscherud ende Ringerugers-Ampt, oock *Assessor in Collegio Status* ende het Hooghste Gerechte; den Heer *Johan Christoff van Corbitz*, Erf-Heer van Helderup, Ridder, Geheymen Raedt, Ryex Maerschalck, Stichts-Gouverneur over Zeelandts Sticht ende Amptman over Copenhagen ende Roschilde Ampt, als oock *Assessor in Collegio Status*, het Hooghste Gerechte ende het Kryghs-Collegie, den Heer *Pieter van Griffenvelt*, Erf-Heer van Griffenvelt, Ridder, Geheymen ende Cancellerye-Raedt, Opper-ende Geheymen Staets ende Kamer-Secretaris, Gouverneur ende Amptman over Theunis-Berghampt, als oock *Assessor in Collegio Status*, ende het Hooghste Gerechte; den Heer *Paul van Klingenberg*, Erf-Heer van Bustrup, Hanrou ende Toftrup, Staets-Raet ende Post-Meester Generael in Denemarcken, ende den Heer *Coenraedt Bierman*, Cancellerye-Raedt, Staets ende Kamer-Secretaris, oock *Assessor in Collegio Status*, ende het Hooghste Gerechte; dat naer ryp overlegh van Saecken ende versheyden gehoudene Conferentien ende by-eenkomite over de naervolgende Poincten ende Articulen, van weederzyden geaccordeert ende verdragen is als volght:

I. Sal tusschen Syne Koninghlycke Majesteyt ende de Heeren Staaten Generael der Vereenighde Nederlanden, zyn ende blyven bestandige Vriendtschap ende vertrouwde Correspondentie, soo dar d'een d'andere getrouwlyck meynen, ende niet alleen soo dickmaels als het noodigh wesen sal voor schade ende onheyl by tyts waerschouwen, maer oock van den selven alle pericul ende ongelegentheyt, conform den innehouden van de naervolgende Articulen effectivelyck helpen afkeeren.

II. Indien by gevolge Syne Koninghlycke Majesteyt van iemndt, wie het oock soude mogen wesen, niemndt uytselondert, in Europa vyandtyck soude mogen werden overvallen ende aangetaft, het zy dat sulcks geschiede opentlyck met de Wapenen ofre oock door andere feytelyckheden ende indrachten, voortkomende ende haaren oorspronck nemende uyt Syne Majesteyts Landen ende Kusten, binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herstellinge ende afwendinge van dewelcke Syne Koninghlycke Majesteyt soude genootfaect werden van selfs de Middelen by de hand te nemen, dewelcke soo wel de Goddelycke als natuurylycke ende aller Volckeren Rechten in diergelycken voorvallen toelaten, soo belooven de Heeren Staaten Generael Syne Koninghlycke Majesteyt, op des selfs begeeren ende gedane Notificatie, binnen twee maanden, ofte wel eerder, indien sulcks eenichints sal kunnen geschieden, boven de ses duysent Man in de voorige Tractaten de Annis 1649. 1657. ende 1666. gestipuleert, op haer eygen onkosten te hulp te senden, foodanige macht te Water ende te Lande, aen Schepen ende Volck te Paerde ende te Voet, als naer de geschapentheyte ende ten toestant van saecken sal van nooden zyn, omme den Vyandt ende desselfs geweldt af te keeren; of in gevalle de Heeren Staaten Generael met soo veele Volckeren te Paerdte ende te Voet soo haest niet soude kunnen opkomen, dat de selve als dan een gedeelte aen Volck, ende een gedeelte in baren gelde, om de deficierende Manschap daer mede op de been te brengen, ende t'onderhouden, sullen verschaffen, ende daer mede, soo lange den Oorlogh duyren sal, continueren; maer in cas foodanigh secours omme den Vyandt af te dryven ende tot reden te brengen, niet soude kunnen toereycken, het zy dat Syne Koninghlycke Majesteyt, of met een gekroont Hooft, of met sulcken Staet, die van een gekroont Hooft geappuyert ende geassisteert wierde, in Oorlogh mochte geraecken, soo sullen de Heeren Staaten Generael schuldigh zyn, boven alle het voorschreven secours Sijn Koninghlycke Majesteyt op haer eyghen onkosten met haer geheele Macht te Water ende te Lande te assisteeren, ende de Vyanden van Syne Koninghlycke Majesteyt met het uytterste vigneure, kracht ende vermogen aen te tasten, de selven allen mogelycken afbreuck

de la Chancellerie, Gouverneur, & Grand Baillif de Haddelandt, & des Châtellenies de Offre-Rummerige, Buscherud, aussi l'Assesseur au College d'Etat, & de la Haute Justice, le Sieur, Jean Christophle de Corbits, Seigneur Héritaire de Helderup, Chevalier, Conseiller Privé, Maréchal du Royaume, Gouverneur de Zelande, & Bailly des Châtellenies de Copenhague, & Roschilde, comme aussi l'Assesseur au College d'Etat, Haute Justice, & College de Guerre le Sieur Pierre Griffenvelt, Seigneur Héritaire de Griffenvelt, Chevalier, Conseiller Privé, & en la Chancellerie, Premier Conseiller d'Etat & Privé, & Secrétaire de la Chambre, Gouverneur & Grand Baillif de la Châtellenie de Teunis-Berg, comme aussi l'Assesseur au College d'Etat, & Haute Justice, le Sieur Paul de Klingenberg, Seigneur Héritaire de Bustrup, Hanrou & Toftrup, Conseiller d'Etat, & Directeur Général des Postes de Danemarc, & le Sieur Conrard Bierman, Conseiller de la Chancellerie & d'Etat, & Secrétaire de la Chambre, comme aussi Assesseur au College d'Etat, & de la Justice Suprême, & qu'après avoir tenu diverses Conférences, & Assemblées, ils ont de part & d'autre convenu & accordé sur les Points & Articles ci-après en la manière suivante.

I. Il y aura entre Sa Majesté, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, une constante amitié, confiance, & correspondance, en sorte qu'ils sont d'intention non-seulement de se donner avis l'un à l'autre, toutes & quantes fois que besoin sera, de tout ce qui pourroit tendre à leur dommage & malheur, mais s'assisteront l'un l'autre à détourner effectivement tous les dangers & dommages qui pourroient les menacer, conformément au contenu des Articles suivans.

II. Si par consequent quelqu'un, qui que ce puisse être, nul excepté, venoit à attaquer Sa Majesté hostilement en Europe, soit que ce soit ouvertement, par la voye des armes, ou bien par quelque autre aete d'hostilité, & voyes de fait, à cause des Pais & Côtés de Sa Majesté, situez dedans ou dehors de l'Europe, & pourquoi rétablir & détourner, Sa M. seroit obligée de prendre en main les moyens tant Divins que naturels, & tous autres qui sont permis par le Droit des Gens & autre, c'est pourquoi les Seigneurs Etats Généraux ont promis à Sa Majesté sur sa requisition, & Notification qu'il en fera, de lui envoyer à leurs propres dépens en secours dans deux mois ou plutôt, si la chose se peut faire, outre les six mil Hommes stipulez és précédens Traitez des années 1649. 1657. & 1666. telles Forces par Mer & par Terre, en Vaisseaux & Troupes de Cavalerie & d'Infanterie que par la disposition & situation des affaires, il sera de besoin pour repousser l'Ennemi & ses violences, ou au cas que les Seigneurs Etats Généraux ne puissent pas fournir si promptement autant de Troupes de Cavalerie & d'Infanterie, qu'ils fourniront une partie en Troupes, & une partie en argent comptant, pour en mettre sur pied les Troupes qui défavdront, & les entretenir, & continuer ainsi tant que la Guerre durera; mais au cas qu'un tel secours ne soit pas suffisant pour repousser l'Ennemi, & l'amener à la raison, soit que Sa Majesté entre en Guerre, ou avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui seroit appuyé d'une Tête Couronnée, & en seroit assisté, les Seigneurs Etats Généraux seront obligez, outre le susdit secours, d'assister Sa M. à leurs dépens de toutes leurs forces, tant par Mer que par Terre, & d'attaquer les Ennemis de Sa M. avec la dernière vigneure, force & pouvoir, de leur faire tout le dommage possible, & de rompre & d'entrer en Guerre ouverte avec eux,

ANNO  
1673.

breuck te doen, ende met haer in openbaere Vyandfchap, Oorlogh, ende Rupture te treden, niet anders als of aen Haer selfs indracht gedæen, ende sy waren geattaqueert geworden, oock daer inne te continueren, soo lange dat de Vræde weder verkregen, ende aen sijne Koninghlijke Majesteit voor de gelede-nde ende toegevoeghe schade, tot vergenoegen satisfactie geschiedt sal zyn, sonder dat Haer Hoogh Mog. sullen bevoegt zyn, van wegen foodanige ordinaire of extraordinaire assistentie te Water ende te Lande oyt eenige vergoedinghe, refusie of recompens te eyfchen ofte te pretenderen, onder wat pretext sulcks soude kunnen geschieden.

III. Van gelycken in gevalle de Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, van ymandt, wie die oock soude mogen weesen, niemant uytgesondert, in Europa vyandtijck soude mogen werden aengetast ende overvallen, het zy dat het selve geschiede opentijck met de Wapenen, ofte oock door andere feytelijckheden ende indrachten, voortkomende, ende haeren oorspronck nemende uyt Haer Hoogh Mog. Landen ende Kusten binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herstellinge ende afwendinge van de welke de Heeren Staten Generael van selfs genootsaecht soude werden, die Middelen by der handt te nemen, de welke soo wel de Goddelijcke als Natyrycke ende aller Volckeren Rechten in diergelijcken voorvallen toelaten, soo beloofst Sijne Koninghlijke Majesteit aen de Heeren Staten Generael, op der selve begeeren ende gedaene Notificatie, binnen den tyt van twee maenden, ofte wel eerder, indien sulcks eenichsints sal kunnen geschieden, te hulp te komen met een Vloot van veertich goede Oorlogh-Schepen met Volck ende alle andere nootfaeckelijckheden wel voorzien: Allesints voor foodanige Subsidien ende op sulcke conditien als by het voorrige Tractaet van den 11. Februarii selven-hondert ses en t'festigh is gestipuleert, behoudens dat Sijn Koninghlijke Majesteit op hem neemt, het volle getal van de veertigh Oorlogh-Schepen te equiperen, ende het geene verders in het naervolgende achte Articel wegens de conjunctie aengeroert werd; oock daer behevens Haer Hoogh Mog. in plaetse van de ses duysent Mannen by de vorengaende Tractaet gestipuleert, ende waer van de Heeren Staten Generael, midtsgaders van de pretentie dien aengaende gemoveert, by desen t'eenemaal afftandt doen, te Lande te assisteeren met een Armée van thien duysent Man, te weten vier duysent Paerden in acht Regimenten ende ses duysent te Voet in ses Regimenten, midtsgaders met eene Artillerie, geproportionneert naer het getal van de voorschreve Militie, ende daer mede tegens de Vyanden van den Staet van Haer Hoogh Mog. te ageren, soo lange den Oorlogh duynen sal: Voor welke assistentie te Lande, de Heeren Staten Generael aen Sijne Koninghlijke Majesteit tot de helfte van de voorschreve thien duysent Man sullen betalen de Wersgelderden, te weten veertich Rycxdaelders voor een Ruyter, ende thien Rycxdaelders voor een Voetknecht, maeckende te samen hondert thien duysent Rycxdaelders; ende voor het maendelijck onderhout van de voorschreve helfte, op een Regiment te Paert vier duysent seven hondert t'festigh Rycxdaelders derdich stuyvers, ende op een Regiment te Voet vier duysent een hondert vier Rycxdaelders vier stuyvers; oock boven dien op elcks Regiments-Staff des maents twee hondert thien Rycxdaelders, maer tot den Generaels-Staff, als mede tot de Artillerie ende de dependientien van dien, des maents seven duysent vier hondert twintich Rycxdaelders; welke onderhout-Penningen te saemen des maents belooppen veertich duysent twee hondert vyf en veertich Rycxdaelders: Waer tegens Sijn Koninghlijke Majesteit de voorschreve Heeren Staten Generael alle verdere onderhoudinge ende andere onkosten, soo wel by de Vloot, als by de Militie te Lande te supporteeren, sal afhouden ende gantschelyck ontheffen, maer in cas het voorz. secours niet mochte kunnen toereycken, omme den Vyant af te weeren, ende den selven tot reden te brengen, of oock de Heeren Staten Generael met een gekroont Hooft, ofte foodanigen Staet dewelcke van een gekroont Hooft ondersteunt ende geassisteert wierden, in Corlogh mochten geraecken, soo sal sijne Koninghlijke Majesteit het voorgemelde secours verdubbelen, ende tot op twintich duysent Man, te weten, acht duysent te Paert ende twaelf duysent te Voet vermeerderen: Waer tegens de Heeren Staten Generael de Subsidien van gelycken te verdubbelen, ende

tout de même, & non autrement que si les hostilités étoient faites à eux mêmes, & que s'ils étoient attaqués, & d'y persister jusques à ce qu'on ait obtenu la Paix, & que satisfaction ait été faite à Sa Majesté pour le dommage qu'elle aura souffert; sans que Leurs Hautes Puissances soient jamais fondées pour telles ordinaires, & extraordinaires assistances par Mer & par Terre, de demander, ou prétendre aucune indemnité, refusion, ou récompense, sous quelque prétexte que ce puisse être.

III. Semblablement, au cas que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas viennent à être attaqués en Europe par qui que ce puisse être, nul excepté, soit ouvertement par les Armes, ou par autre voye de fait, à cause des Pais & Côtes que L. H. P. ont en Europe, pourquoi retablir & détourner les Seigneurs Etats Généraux seroient obligés de se servir des moyens que Dieu & la Nature, aussi-bien que le Droit des Gens permet en telles occasions, Sa Majesté promet ausdits Seigneurs Etats Généraux, sur leur requisition & dans deux mois de la Notification qui leur en sera faite, ou plutôt si la chose se peut faire en quelque maniere, de les secourir avec une Flotte de quarante bons Vaisseaux de Guerre, pourvus de Troupes & de toutes autres choses nécessaires, moyennant les Subsidies, & sous les conditions stipulées par le précédent Traité du 11. Février mil six cens soixante-six; excepté que Sa Majesté se charge d'équiper le nombre entier desdits Vaisseaux de Guerre, & ce qui en outre est mentionné dans le huitième Article suivant, à l'égard de la conjonction; & d'assister aussi par Mer, & par Terre, outre ce L. H. P. au lieu des six mil Hommes stipulés par les Traitez précédens, & dont les Seigneurs Etats Généraux se desistent entièrement, aussi-bien que des prétentions mêes à cet égard, d'une Armée de dix mil Hommes, savoir quatre mil Chevaux en huit Régimens, & six mil Hommes d'Infanterie en six Régimens, avec une Artillerie proportionnée au nombre des susdites Troupes, pour s'en servir, & agir contre l'Ennemi de l'Etat de L. H. P. tant que la Guerre durera; pour lequel secours par Terre, les Seigneurs Etats Généraux payeront à Sa Majesté la moitié des Deniers de levée desdits dix mil Hommes, savoir quarante Risdales pour un Cavalier, & dix Risdales pour un Fantassin, faisant ensemble cent dix mil Risdales, & pour l'entretien par mois de la susdite moitié pour un Regiment de Cavalerie quatre mil sept cens soixante Risdales, trente sous; & pour un Regiment d'Infanterie quatre mil cent quatre Risdales quatre sous, aussi outre cela pour chaque Etat Major de Regiment par mois deux cens dix Risdales, mais pour l'Etat Major General, aussi-bien que pour l'Artillerie & dépendance d'icelle sept mil quatre cens vingt Risdales, lesquels Deniers d'entretien montent ensemble par mois à quarante mil deux cens quarante-cinq Risdales. Et Sa Majesté déchargera de sa part les susdits Seigneurs Etats Généraux de tout autre entretien & frais qu'il faudra porter, tant pour la Flotte que pour les Troupes de Terre: Mais, au cas que ledit secours ne fut pas suffisant pour repousser l'Ennemi, & l'amener à la raison, ou que les Seigneurs Etats Généraux vinsent à entrer en Guerre avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui seroit soutenu, & assisté d'une Tête Couronnée, Sa Majesté redoublera le susdit secours, jusques à vingt mil Hommes, savoir huit mil de Cavalerie, & douze mil d'Infanterie; & les Seigneurs Etats Généraux doubleront aussi lesdits Subsidies de leur côté, & ce, outre l'entretien, qui

ANNO  
1673.

ende nevens den onderhout, die als dan maentlyck tot tagentich duysent vier hondert negentich Ryxdaelders sal belooopen, en aen Werf gelderen twee hondert twintich duysent Ryxdaelders, te betalen gehouden sulden zyn, boven alle het voorschreve secours, sal Sijne Koninghlycke Majesteyt verders schuldig zyn, Haer Hoogh Mogende met sijn geheele Macht te Water ende te Lande te assisteeren, ende der selver Vyanden met de uytcrste vigeur, krachte ende vermoogen aen te tasten, de selve alle mogelycke afbreuck te doen, ende met haer in openbare Vyantschap, Oorlogh ende Rupture te treden, niet anders, als of Sijn Koninghlycke Majesteyt selfs indrachten gedaen, ende de selve geatracqueert ware geworden, oock daer inne te continuieren, so langh tot dat de Vreede wederom vercregen, ende aen Haer Hoogh Mogende voor de gelede ende toegevoeghe schade tot vergenoegen satisfactie geschiet sal zyn.

IV. Waer by dan expresselyck is bedongen, dat de betaelinghe van de vooriz. gesamentlycke Subsidien tot Hamburg in Banco richtich, ende onseylbaerlyck als Wiffel-gelden sal geschieden; in dier voegen, dat de helft van ses hondert duysent Ryxdaelders tot de Vloot beloof, naementlyck, drie hondert duysent Ryxdaelders voor af als de eerste termyn; Van gelycken de gestipuleerde Werf-gelden tot de voorschreve Armée te Lande, sullen werden betaelt, terstont als het secours sal werden begeert; maer de tweede termyn tot de Vloot, te weten hondert vyftigh duysent Ryxdaelders drie maenden daer naer, ende naer 't verloop van noch drie andere maenden, het derde ende laetste termyn, te weten, de resterende hondert vyftigh duysent Ryxdaelders; maer wat aengaet de Subsidien tot het onderhout van de Militie te Lande, de selve sullen wel voor de drie eerste maenden van gelycken tot Hamburg in Banco ofte by sekerer Kooplyuden gereedt leggen; dogh de eerste maent maer half werden gerekent, ende de betaelinghe van een geheele maent gepresteert eerst vier weecken naer dat de Werf-gelden sullen weten betaelt, ende van de overige anderhalf maenden, by de eerste Monsteringe; maer naer expiratiē van dese drie eerste maenden sullen voor den volgenden vierden maent de Subsidien tot het onderhout terstont in 't begiune van de selve maent, ende soo voorts, soo lang den Oorlogh duyren sal, in 't begin van elke maent, door de Heeren Staten Generael aen de Gevolmachtichde van Syne Koninghlycke Majesteyt in Hamburg werden getelt.

V. Ende niet tegenstaende het onderhout, gelyck terstont is geseyt, by Haar Hoogh Mog. niet meer als 'telkens op een maent sal werden betaelt, soo sullen echter de Subsidien geduyrende den Oorlogh van vier maenden tot vier maenden continueren, soodanig, dat al schoon de Vreede in de eerste tweede ofte derde maent geslooten ende geratificeert wierde, echter de Subsidien voor die vier volle maenden sullen moeten werden betaelt, maer indien men in de vierde ende laetste maent de Vreede, ende de Ratificatie van dien quame te verkryghen, ende dat de Volckeren bequamelyck, ende sonder pericul van d'een of d'andere der Geallieerdens fouden konnen werden afgedanckt, soo sullen de Heeren Staten Generael gehouden zyn, niet alleen de Subsidien voor de vier volle maende, maer oock noch een maent daer boven te betalen; dan aengaende de continuatie van de Subsidien tot de Vloot blyft het by het gene wat by het Traict in Anno 1666. opgerecht, is geacordeert ende vergeleeken geworden.

VI. Ende nadeinael Haer Hoogh Mog. in manieren voorschreve sich obligeeren aen Syne Majesteyt, voor des selfs beloofde Assistentie met Subsidien te gemoet te komen, soo sullen oock de Volckeren, wanneer sy geworven ende op het Rendezvous by den anderen sulden gekomen zyn, in presentie van Haer Hoogh Mog. Commissarissen werden gemonstert, omme te sien of de selve compleet zyn, ende in het veracordeerde gental sijn bevinden, ende vervolgens oock, soo haest immers mogelyck is, tot assistentie van Haer Hoogh Mog. aengevoert, ende reelyck geemployeert werden. Maer naermaels sal de Monsteringe alle drie maenden ofte oock meermaelen, indien sulcks by Syne Koninghlycke Majesteyt ende Haer Hoogh Mog. ofte der selver Gevolmachtichde, nodich ende dienstich sal worden geoordeelt, gedaen werden; ende sal de be-

montera alors par mois à quatre-vingt mil quatre ANNO  
cens quatre-vingt & dix Risdales, & les Deniers 1673.  
de levée deux cens vingt mil Risdales, qu'ils seront obligez de payer. Outre tout le susdit secours, Sa Majesté sera de plus obligée d'assister L. H. P. de toutes ses Forces de Mer, & de Terre, & d'attaquer leurs Ennemis avec la dernière vigeur, forcée & puissance, pour leur faire le plus de dommage qu'il sera possible, comme aussi d'entrer avec eux en inimitié, Guerre & Rupture, & non autrement que si l'hostilité se faisoit à Sa Majesté même, & qu'elle fut attaquée. Et aussi d'y persister, tant que la Paix soit rétablie, & que L. H. P. ayent reçu satisfaction pleine & entière pour le dommage qui leur aura été fait, & qu'ils auront souffert.

IV. Outre quoi, il est expressement stipulé que le paiement des susdits Subsidies ensemble se fera à Hamburg en Banque, & sans faute comme au Change, en cette sorte, que la moitié des six cens mil Risdales promis pour la Flotte, sçavoir trois cens mil Risdales, comme terme premier, comme aussi les Deniers de levée stipulez pour la susdite Armée de Terre seront payez aussi-tôt que le secours sera requis; mais le second terme pour la Flotte, sçavoir cent cinquante mil Risdales trois mois après, & après l'expiration de trois autres mois, le troisième & dernier terme, sçavoir les cent cinquante mil Risdales restans, mais pour ce qui concerne les Subsidies pour l'entretien des Troupes de Terre, ils seront avant les trois premiers mois remis à Hamburg en Banque, ou par des Marchands sûrs en argent comptant, mais le premier mois la moitié seulement sera comptée, & le paiement d'un mois entier sera fait, seulement quatre semaines après que l'argent de levée aura été payé, & pour l'autre mois & demi restant, à la première revüe. Mais après l'expiration de ces trois premiers mois, seront pour le quatrième mois; & dès le commencement d'icelui, payez par les Seigneurs Etats Généraux aux Plenipotentiaires de Sa Majesté à Hamburg les Subsidies pour l'entretien, & ainsi de suite, au commencement de chaque mois, tant que la Guerre durera.

V. Et nonobstant que l'entretien, comme il vient d'être dit, ne sera à chaque fois payé qu'à un mois près par L. H. P. neanmoins les Subsidies continueront de quatre mois en quatre mois tant que la Guerre durera, en sorte qu'encore que la Paix vienne à se ratifier dans le premier, second ou troisième mois, lesdits Subsidies devront cependant être payez pour les quatre mois entiers; mais si la Paix & Ratification vient à se faire dans le quatrième & dernier mois, & que les Troupes puissent convenablement, & sans danger pour l'un & l'autre des Confederez, être congédiées, les susdits Seigneurs Etats Généraux seront obligez de payer les Subsidies non-seulement pour les quatre mois entiers, mais encore pour un mois de plus. Mais à l'égard de la continuation des Subsidies pour la Flotte demeure ce qui est accordé, & convenu par le Traité de l'an 1666.

VI. Et comme L. H. P. s'obligent en la manière que dessus de donner des Subsidies à Sa Majesté pour l'assistance promise; quand les Troupes seront levées & arrivées les unes près des autres au rendez-vous, elles seront passées en revüe en la présence des Commissaires de L. H. P. pour voir si elles sont complètes, & au nombre dont on est convenu, & seront ensuite conduites & employées réellement aussitôt qu'il sera possible pour le secours de L. H. P. mais en après la montre s'en fera tous les trois mois ou plus souvent, si Sa Majesté & L. H. P. ou les personnes à ce autorisées le jugent utile & nécessaire; & la diminution qui sera trouvée du nombre

ANNO  
1673.

vondene afganck ende verminderinge van het getal van 't Volck soo die tot op duysent Mannen komt te belooopen, ende dat de Officiers sullen kunnen bewyfen dat sulcken afganck ende verminderinge niet by haer versuyt toegekomen, nochte nyt eenige andere practyke gesprooten is, maer dat sulcke Volckeren ofte in de Oorloghs-Ardien zyn gebleven ende vermist, of anderliants wegh gestorven, door de Heeren Staten Generael voor de helste gremplaceert, ende de nodige Recreuterings-gelden daer toe aengeltelt werden.

VII. De Regimenten te Paert, mitsgaders de Dragonders (drie Dragonders tegens twee Ruyters ende een Voetknegt gerekent) waer van elck Regiment in vyf-hondert Man sal moeten bestaen sullen, in ses Compagnien, maer die te Voet elck van duysent Man, in thien Compagnien werden afgedeelt; doch sal het aen Syne Majesteyt vry staen, de voorschreve Regimenten in 't generael, ofte elck in 't bysonder, na syn believen ende gelegenthyt te formeeren, soo maer het gestipuleert getal van de voorschreve Volckeren sich ieder mael sal uyrvinden ende Haer Hoogh Mog. wegens deselve, boven de voorschreve Subsidien met geen meerder lasten ende uyrgiften en werden bewaert.

VIII. Ten aensien van de Oorloghs-operatien ende hoe deselve ten gemeenen besten sullen kunnen werden gevoert, is vergeleeecken, dat over deselve ieder mael sal werden geconcerteert tusschen Syne Koninghlycke Majesteyt ofte de geene aen de welcke deselve het Opper-Commando over syne Volckeren sal toe berouwen; ende de Gevolmachtighden van Haer Hoogh Mog. de welke ten dien eynde tot alle Oorloghs-deliberatien sullen werden geadmitteert. Ende in gevalle eenigh Exploit by de handt soude mogen werden genomen dat strecken mochte tot bescherminge van Haer Hoogh Mog. Landen ende Steden, ofte van sulcke Plaetsen die met derselver Guarnisoen zyn beset, ofte oock tot recuperatie van die geene, de welke in her gewest van den Vyant soude mogen zyn geraeckt, soo sal alsdan in de deliberatie het sentiment van Haer Hoogh Mog. Gevolmachtighde, voor soo verre de Oorloghs-reden 't selve sal toelaten, prevaleren ende gevolgt werden, maer by aldien dusdanige Oorloghs-operatien souden mogen concerneren Syne Koninghlycke Majesteyt, ende de defencie, securiteyt, ende Interest van deselfs Rycken ende Landen, in sulcken gevalle sal het goetduncken, ende de meyninge van Syne Koninghlycke Majesteyt ofte deselfs Gevolmachtighden prevaleren, ende soo verre als de Oorloghs-raison sulcks toelaten sal ter executie geleyt worden, dat daer beneffens oock wederzydts Gevolmachtighden ende Generalen geïnstrueert ende gelast sullen werden, sich na den inhouden deses Tractaets, soo veel de Oorloghs-verrichtinge aengaer, in alles reciproquelyck te reguleren, het sy wanneer Syne Majesteyt Haer Hoogh Mog. ofte deselve Syne Majesteyt sullen assitieren, maer wat de Vloot belanght, blyft het dienaengaende, gelyckerwyse by het Tractaet anno seftien hondert ses en 't seftich opgerecht; behoudens alleen dat Syne Majesteyt gehouden sal zyn, wanneer het den noodt sal komen te vereytschen, ende dat de selve in syne eygen Rycken ende Landen geen pericul te verwachten heeft op Haer Hoogh Mog. begeeren een gedeelte van syne Oorloghs-schepen tot twintich in 't getal met Haer Hoogh Mog. Capitale Vloot by Fleckeroe ofte de Neus in Noorwegen te conjungeren.

IX. By soo verre oock de assistentie-Volckeren; gedyrende de Oorloghs-Oeffeninghe, occasie mochten bekomen, eenige Landen den Vyant toebehoorende, onder contributie te setten, soo sullen in sulcken cas de gegevene Contributien aen beyde de Hooge Geconfedereerde in gelycke deelen toe ende ten goeden komen: Dogh is hier onder niet te verstaen 't geene den Soldaet in de Quartieren aldaer sal genieten, ende vervolgens oock Syne Koninghlycke Majesteyt aen de beloofde Subsidie dieswegen niet afgaen: Maer by aldien Syne Koninghlycke Majesteyt ofte syne Onderdanen aen de Volckeren van de Heeren Staten Generael, ofte Haer Hoogh Mog. of derselver Ingesetenen aen de Troupes van Syne Koninghlycke Majesteyt eenige assistentie van Proviantt ofte andere nootwendigheden souden mogen komen te doen, sal de geene aen de welke sodanige assistentie geschiet, gehouden zyn aen de andere sulcks met contant gelt te betalen.

X. De

*nombre des Troupes, si elle se monte jusques à mil Hommes, & que les Officiers puissent prouver qu'elle ne vient point de leur negligence, ni d'aucune autre pratique, mais qu'ils sont demeurez dans l'action ou autrement par mortalité, sera remplacée pour la moitié par les Seigneurs Etats Généraux, & les Déniers des recrûes nécessaires par eux payez.*

ANNO  
1673.

VII. *Les Regimens de Cavalerie, & de Dragons, (trois Dragons comptez pour deux Cavaliers & un Soldat,) dont chaque Regiment devra composé de cinq cens Hommes, seront partagez en six Compagnies; mais ceux d'Infanterie, chacun de mil Hommes, en dix Compagnies; mais il dépendra de Sa Majesté de former lesdits Regimens en general, ou chacun en particulier, comme Elle vovra; pourvu que le nombre stipulé desdites Troupes s'y trouve à chaque fois; & que L. H. P. ne soient point chargez de plus de Subsidies & dépenses que ceux ci-dessus stipulez.*

VIII. *A l'égard des opérations de la Guerre, & comment elles devront être conduites pour le bien commun, il est convenu qu'à chaque fois, la chose sera concertée entre Sa Majesté, ou celui à qui le Commandement en Chef de ses Troupes sera confié; & ceux qui seront à ce autorisez par L. H. P. & qui seront à cette fin admis à toutes les deliberations qui concerneront la Guerre; & si l'on entreprend quelque exploit de Guerre tendant à la défense des Pais & Villes de L. H. P. ou de quelques Places où ils ont Garnison, ou pour recouvrer celles dont l'Ennemi pourroit s'être rendu maître, ce sera le sentiment de celui qui sera autorisé par L. H. P. qui prévaudra; & sera suivi dans les deliberations, autant que les raisons de Guerre pourront le permettre; mais si lesdites operations concernent Sa Majesté, & la défense, sûreté & Interêt de ses Royaumes & Pais, en ce cas ce sera le bon plaisir & sentiment de Sa Majesté, ou de celui qui sera par Elle autorisé; & il sera autant que les raisons de la Guerre le permettront, mis à execution; ensemble que ceux qui seront autorisez de part & d'autre, seront instruits & chargez de se conformer reciproquement au contenu de ce Traité, tant à l'égard des operations de Guerre, qu'en toute autre chose, soit que Sa Majesté assiste L. H. P. ou L. H. P. Sa Majesté. Mais pour ce qui concerne la Flotte; demeure ce qui à cet égard est convenu par le Traité de l'année mil six cens soixante-six. Excepté seulement que Sa Majesté sera obligée, quand la nécessité l'exigera, & qu'elle n'aura rien à craindre pour ses propres Royaumes & Pais, de joindre à la requisition de L. H. P. près de Fleckeroe, ou Neus en Norwegue, une partie de ses Vaisseaux de Guerre à la Flotte de L. H. P. jusques au nombre de vingt.*

IX. *Si pendant les opérations de la Guerre les Troupes du secours avoient occasion de mettre quelque Pais appartenant à l'Ennemi, sous contribution, celles qui se leveront seront partagées également entre les Confederez; mais en ce n'est point compris ce dont le Soldat jouira dans le quartier qu'il y aura; & consequemment Sa Majesté ne se departira pas non plus à cet égard des Subsidies promis; Mais si Sa Majesté ou ses Sujets venoient à fournir quelques Vivres ou autres choses nécessaires aux Troupes des Seigneurs Etats Generaux, ou L. H. P. ou leurs Sujets à celles de Sa Majesté, ceux à qui telle assistance aura été faite seront tenus de le payer aux autres argent comptant.*

X. L'ad-

ANNO  
1673.

X. De administratie van Justitie, soo wel by de Militie te Lande als op de Vloot sal blyven aen eick een van de Geallieerdens over desselfs Volckeren ende Schéepen, sonder dat hy van yemanden daer in belet ofte benadeelt sal mogen worden.

XI. Wannêr het secours van de eene of de andere Partye eens sal gepresteert zyn, soo sal aen geen van beyde geoorloft wesen sich in eenige handelinghe met den Vyandt in te laten, veel min in eenich Accoord van Vreede of Stillant van Wapenen, sonder voorgaende communicatie ende consent van syn Geallieerde, maer in gevalle yets diergelycks van de tegenpartye ofte oock van de Mediateurs wierde geproponceert, sal die Geallieerde, aen de welke sulcke ouvertures werd gedaen aen syne mede-Geallieerde sonder eenich tyt-verluyt daer af kennisse geven, ende desselfs intentie daer over innemen, ende in gevalle denselven toestaet, dat tot eenich Traestaet werde getreden, sal hy echter sulcks niet aengaen mogen, voor ende al eer hy voor syn meede Geconfedereerde sal hebben geobtinneert de nodige versceekeringe ende sauftcondit, ten eynde de selve syne Ministers van gelycke naar de plaets daer getraecteert sal werden, mochte afvaerdigen, gelyck oock op de handelinge selve den eenen Geconfedereerde daer en niet sal mogen voortgaen, veel min iets sluyten sonder participatie, consent ende bewillinge van d'andere maer alles sal moeten geschieden met gemeen consent ende goêdt vinden, en het Interest van beyde de Geconfedereerdens *pari passu* moeten werden voortgeset, nochte oock door d'eene in 't minste niets met den Vyant werden geslooten, ten waere de andere daer by zy geincluddeert, ende voorts so hy sulcks sal begeeren, volkomentlich herstelt in de possessie van alle dusdanige Landen, Rechten, Prerogativen ende Gerechtigheden die hy voor den Oorlogh heeft gehadt ende genoten, ende dat voor den selven gelyckerwyse sullen zyn gestipuleert ende bedongen, alle soodanige *jura* ende immuniteyten de welke zyn Med-Geallieerde voor sich selfs bedongen ende geobtinneert mochte hebben.

XII. Maer dewyle d'Heeren Staten Generael tegenwoordig alreede met de Kroonen van Vranckryck ende Engelande de Keurvorst van Keulen, ende den Bisschop van Munster in eenen openbaren Oorlogh staen, ende niet sonder reden te beduchten is, dat in het toekonnende noch een ofte andere staet sich in sulcken Oorlogh mede mengen, ende de Vyanden van de Heeren Staten Generael assisteren mochte, waer door de selvige neffens hare Geallieerdens, in hare voor te nemen Oorloghs operatien souden konnen werden belet ende ghedverteert; soo is, omme aen de voorschreve beduchte onheyle by tydts de behoorlijke middelen van defensie t'opposseeren, tusschen beyde Hooge Geconfedereerdens geaccordeert, dat wel Sijne Koninghlijke Majesteit het geral van de veertigh Oorloghschepen in het derde Articul gespecificceert, tot het equiperen sal vaerdigh houden, ende daer benevens oock de twintich duysent Man te Landen in 't selve Articul uytgedrukt, op de been brengen; Maer tegenwoordigh dewyle Sijne Koninghlijke Majesteit oordeelt voor 't gemeene Interesse niet dienstigh te wesen, sich in desen Oorlogh t'immisceeren, niet meer als twintich Oorloghschepen; ten besten van de Commerciën ende om sijne Havens ende Stroomen van alle dadelyckheden soo veel mogelyck te bevryden, effectivelick equiperen ende te Lande twaelf duysent Man te Paert ende te Voet, neffens eenen convenable Artillerie in sijne na de situatie, naest-gelegene ende bequaemste Landen by een trecken, ende doen campeeren; Tot welke Armature de Heeren Staten Generael sullen betalen, de gerechte helfte van de Subsidien, die andersints voor veertigh Oorloghschepen, ende twintich duysent Man te Lande zyn gestipuleert, te weten; driemaal hondert duysent Rycxdaelders tot de Vloot, tot de Werf-ende Aenrits-gelden op een Ruyter veertich Rycxdaelders, ende op een Voet-knecht thien Rycxdaelders t'amen hondert thien duysent Rycxdaelders, ende tot het maendelijck onderhout veertich duysent twee hondert vyf-en veertich Rycxdaelders 's inaents ende daerin gehouden zyn te continueeren, so lange den Oorlogh tusschen de hoogstgedachte Koningen ende Princen, ende Haer Hoogh Mog. sal duyren, ende geen andere Staet die tegenwoordig in den selven Oorlogh niet en is geengageert,

ANNO  
1673.

X. L'administration de la Justice; tant pour les Troupes de Terre, que pour celles de la Flotte, se fera par chacun des Alliez sur ses Troupes & Vaisseaux, sans y pouvoir recevoir d'empêchement, ni de dommage de personne.

XI. Quand le secours de l'une ou de l'autre Partie aura une fois été fourni, il ne sera permis ni à l'une ni à l'autre d'entrer en Negociation avec l'Ennemi, bien moins encore en aucune Paix ou Suspension d'Armes, sans communication & consentement préalable de son Allié; mais au cas que quelque chose de semblable vint à être proposée par l'adverse Partie, ou par les Mediateurs, l'Allié auquel telles ouvertures seront faites, en donnera connoissance sans perdre de tems à son Confederé, & consultera son intention là-dessus; & s'il consent qu'on entre en quelque Traité, il ne pourra néanmoins le faire qu'au préalable il n'ait obtenu pour son Co-Allié les assurances & Sauft-condits nécessaires; afin qu'il puisse envoyer ses Ministres au Lieu du Traité, de même que dans la Negociation ne pourra être rien entrepris par l'un des Confederez, beaucoup moins rien être conclu, sans la participation, consentement & approbation de l'autre, mais le tout se devra faire d'un commun consentement, & pour l'Interêt réciproque des deux Confederez *pari passu*, ni ne pourra le moins du monde être rien conclu par l'un avec l'Ennemi, à moins que l'autre n'y soit compris; & s'il le desire, ne soit retabli dans la possession de tous & tels Pais, Droits, Prerogatives & Justice, qu'il avoit, & dont il jouissoit avant la Guerre; & que pour lui ne soient stipulez tels Droits & immunitéz, lesquels son Co-Allié aura stipulé & obtenu pour lui-même.

XII. Mais comme les Seigneurs Etats Generaux sont déjà à present en Guerre ouverte, avec les Couronnes de France & d'Angleterre, l'Electeur de Cologne, & l'Evêque de Munster; & que ce n'est pas sans raison, qu'il est à craindre qu'à l'avenir, l'un ou l'autre Etat pourroit se mêler de cette Guerre, & assister les Ennemis des Seigneurs Etats Generaux, par le moyen de quoi les susdits & leurs Co-Alliez pourroient être empêchez & détournéz dans leurs operations de Guerre, pour s'opposer à temps aux susdits inconveniens qui sont à apprehender, par des moyens convenables, il a été accordé entre losdits deux Confederez, qu'à la verité, Sa Majesté tiendra bien prêts le nombre de quarante Vaisseaux de Guerre specifiez dans l'Article troisieme, & mettra sur pied les vingt mil Hommes y mentionnez; mais presentement comme Sa Majesté juge que pour l'Interêt commun Elle ne se doit point mêler dans cette Guerre, elle n'équipera effectivement que vingt Vaisseaux de Guerre pour l'avantage du Commerce, & pour garantir ses Havres & Rivieres autant qu'il se pourra de toutes voyes de fait; & par Terre mettra sur pied & fera camper dans l'endroit le plus propre suivant la situation de son Pais douze mil Hommes, tant Cavalerie, qu'Infanterie, avec l'Artillerie à ce convenable. Pour lequel armement les Seigneurs Etats Generaux payeront la juste moitié des Subsidies, qui autrement sont stipulez pour quarante Vaisseaux de Guerre, & pour vingt mil Hommes; sçavoir trois cens mil Risdales pour la Flotte, pour les Deniers de levée, quarante Risdales pour un Cavalier, & vingt Risdales pour un Fantassin, faisant ensemble cent dix mil Risdales, & pour l'entretien par mois quarante mil deux cens & quarante-cinq Risdales, par mois, & sont obligez d'y continuer tant que la Guerre d'entre les susdits Rois & Princes, & L. H. P. & qu'aucun autre Etat, n'étant point presentement engagé dans cette

sich

ANNO  
1673.

sich daer in sal immisceren, ende Haer Hoogh Mog. Vyanden assisteren, waer tegens de Heeren Staten Generael sijne Koninghlijcke Majesteit oock in het te maecten Tractaet, wanneer het selve, gelijk verhoopt wert, tot conclusie van een Vreede sal werden gebracht, onder andere der selver mede-Geallieerdens *nominatim* mede sullen includeren, gelijk buyten twyfel de Kroonen van Vranckryck ende Engelant het selve oock sullen doen.

XIII. Maer indien eenich Nabuyrich Staet, sijne Wapenen soude komen te voegen mer die van Haer Hoogh Mog. Vyanden, sich in den voorschreeven Oorlogh immisceren, ende de voorschreve Haer Ho. Mog. Vyanden assisteren ofte met geweld beletten, dat de selve door haere Geallieerden geassisteert ende gescouereert wierden, soo sal syne Koninghlijcke Majesteit als dan gehouden zyn, tegens die geene dewelcke het gunt voorsz. is, tegens Haer Hoogh Mog. ende der selver Geallieerdens souden mogen komen te onderneemen, effectivelyck op Haer Hoogh Mog. verfoeck ende begeerte in Vyandelycke actie te treden, ofte oock wel andersints, als het selve sal werden geoordeelt aen het gemeene Interest voordeelich te sijn, dat Haer Hoogh Mog. in foodanigen gevallen schuldich sullen zyn aen hoogst-gemelte sijne Koninghlijcke Majesteit, de resterende helft der Werf-gelderen, ende de volle Somme der Subsidiën uyt te reycken op alle sulcke manieren ende conditien doorgaens, als in de Articulen van dese Verbintenisse omstandelijck wert gementioneert. Waer tegens Sijne Koninghlijcke Majesteit sal verbonden zyn, soo wel sijne Vloot van veertich Schepen volkomenlyck te equiperen, als oock sijne Armée te Lande tot op twintich duysent Man te vergrooten, ende met de selve neffens de tegenwoordige Geallieerdens van Haer Hoogh Mog. tegens der selver Vyanden als voorschreeven is, effectivelyck te ageren, in welken cas de voorgaende Articulen van dit Tractaet als dan sullen applicabel zyn.

XIV. Maer nademael de Heeren Staten Generael aen Sijne Koninghlijcke Majesteit omstandelyck hebben doen representeren dat het haer tegenwoordich teenemael onmogelijck is de beloofde Subsidiën tot de voorschreeve Armatures in het twaelfde Articul aengeroert, in contant gelt op te brengen, ende over sulcks versocht, dat Sijne Koninghlijcke Majesteit sich wilde laten gevallen, in plaetse van dien obligatien aen te nemen; soo is by Sijne Majesteit, volgens de affectie die de selve tot den Staet der Vereenichde Nederlanden is draghende, daer innē gecondescendeert, ende wil de selve met goede ende vallable Obligatien contentement nemen, soo lange deselve tot geen effective assistentie sal treden; Edoch onder expresse conditie, dat Haer Hoogh Mog. den eersten termyn tot de Vloot zynde hondert vyftich duysent Ryxdaelders, sullen betalen met vyftich duysent Ryxdaelders in baren gelde, ende hondert duysent Ryxdaelders in allerhande Scheeps-behoeften naer Marck-gang: Als mede de obligatien tot het onderhout van de voorschreve Volckeren ende Vloot by anticipatie elckens voor drie maenden preciselijck extraderen, welcke Obligatien by Sijne Majesteits Gevolmachtighde voor soo hooge prys als mogelyck wesen sal, met communicatie van Haer Hoogh Mog. sullen moge werden verhandelt ende verkocht; maer dewyle de voorschreve obligatien voor de Somme daerinne begrepen, by de tegenwoordige tyden niet en konnen werden verhandelt, ten zy dat by het vernegotieren van de selve sal moeten werden verloorren, soo sullen Haer Hoogh Mog. gehouden sijn, foodanigh verlies met andere Obligatien te suppleren ende te vergoeden; welcke Obligatien Sijne Koninghlijcke Majesteit sal vry staen, naer hem best gelegen sal komen, voor ofte naer den Vreede, met kennisse ende communicatie van de Heeren Staten Generael, als vooren te verhandelen, sonder dat Haer Hoogh Mog. in de vergoedinge van het verlies dat op de voorschreve obligatien van Supplement, by verhandelinge van de selve soude mogen worden gedaen, gehouden sullen zyn, maer indien Sijne Koninghlijcke Majesteit in gevolge van het voorsz. dertiende Articul soude geoordeelt werden effectivelyck in actie te treden, ende als dan de behoorlycke ende gestipuleerde Subsidiën op de obligatien niet en soude sijn te bekomen, soo sullen Haer Hoogh Mog. schuldich sijn in plaetse van dien baar gelt te verschaffen.

XV.

*cette Guerre, ne s'en mêlera point, & n'assistera point les Ennemis de L. H. P. Et les Etats Généraux de leur part lors qu'ils feront un Traité de Paix, comme il est à esperer, y comprendront nommément Sa Majesté entre leurs Alliez, comme sans doute les Couronnes de France, & d'Angleterre feront de leur part la même chose.*

XIII. *Mais si quelque Etat voisin vient à joindre ses Armes avec celles des Ennemis de L. H. P. à se mêler de cette Guerre, & à assister lesdits Ennemis de L. H. P. ou empêcher par force qu'ils ne soient assistez & secourus de leurs Alliez, Sa Majesté sera alors obligée, d'entrer à la requisition de L. H. P. en hostilité contre celui qui voudra entreprendre quelque chose contre eux & leurs Alliez, ou autrement comme il sera jugé être le plus avantageux pour l'Interêt commun; Que L. H. P. en ce cas seront obligez de fournir à Sa Majesté la moitié restante desdits Deniers de levée, & la Somme entière des Subsides, de la même manière & aux mêmes conditions qu'il est mentionné avec circonstance par les Articles de cette Alliance. Et sera Sa Majesté obligée de sa part d'équiper entièrement sadite Flotte de quarante Vaisseaux, comme aussi d'augmenter son Armée de Terre jusques à vingt mil Hommes, & agir effectivement avec icelles Flotte & Troupes conjointement avec les Alliez présens de L. H. P. contre leurs Ennemis, comme il est dit ci-dessus, auquel cas seront alors applicables les précédens Articles de ce Traité.*

XIV. *Mais comme les Seigneurs Etats Généraux ont fait particulièrement représenter à Sa Majesté qu'il leur est pour le present entièrement impossible de fournir en argent comptant les Subsides promis dans l'Article douzième pour ledit Armement, & qu'ils ont prié Sa Majesté qu'il lui plaise de recevoir des obligations en leur place, Sadite Majesté par un effet de l'affection qu'elle porte à l'Etat des Provinces-Unies des Pais-Bas, y a donné les mains, & se contentera de bonnes & valables obligations, tant qu'elle n'entrera point en assistance effective; mais sous cette expresse condition que L. H. P. payeront au premier terme pour la Flotte, qui sont cent cinquante mil Risdales, avec cinquante mil Risdales en argent comptant, & cent mille Risdales en toute sorte de Munitions pour les Vaisseaux, suivant le prix ordinaire. Comme aussi les obligations pour l'entretien desdites Troupes & Flotte par avance précisément pour trois mois, à chaque fois, lesquelles obligations seront, par Sa Majesté ou personnes à ce autorisées, négociées; ou vendues au plus haut prix qu'il se pourra, mais comme les susdites obligations dans les tems présens ne peuvent pas être négociées pour la Somme y contenue, à moins que d'y perdre, L. H. P. seront obligées de suppléer & indemniser de ladite perte par d'autres obligations. Lesquelles obligations il sera loisible à Sa Majesté de négocier avant ou après la Paix, s'il le trouve le plus à propos, avec la connaissance & communication des Seigneurs Etats Généraux, comme dessus, sans que L. H. P. soient tennues de l'indemnité de la perte qui pourroit être faite sur lesdites obligations de Supplement, en le négociant; Mais si Sa Majesté en consequence du précédent Article treizième se trouvoit obligée d'entrer en action, & qu'alors on ne pût avoir, ou recouvrer les Subsides convenables & stipulez, sur des obligations, L. H. P. seront alors obligez de les fournir en argent comptant.*

ANNO  
1673.

XV. Ende ten eynde oock de Navigatie op Sijne Majesteys Stroomen des te veyllger moge wesen, ende de Ingesetenen van Haer Hoogh Mog. haere Commercien mer dies te minder pericul t'allen tyden aldaer mogen voort setten: Soo sal oock Sijne Koninghlijke Majesteit in tydt van Vreede seecker getal van synē Oorlogh-schepen equiperen, ende daer mede de voorschreve Stroomen voor alle dadelyckheden suyver ende reyn houden, dat over de begrootinge van het getal, de groote monture ende vermaninge der voorschreve jaerlycks te equiperen Oorlogh-schepen, ende de Subsidien daer toe naer proportie gerequireert, mer den eersten nader sal werden gehandelt ende geconveniēert.

XVI. Waer beneffens dan Haer Hoogh Mog. sich verbinden de achterstallige Subsidien van de jaeren sesstien hondert ses en t'festigh, ende sestien hondert seven en t'festigh, soo ras immers mogelijk, ende ten langsten binnen twee jaeren onseylbaerlyck in baren gelde te betalen ende te voldoen.

XVII. Gelyck men dan mede ten wederzyde vergeleeken is, dat vermits wegens de arbitragie-saek (in de welcke Sijne Koninghlijke Majesteit van de Sententie by den Koningh van Vranckrijk eens uytgesproocken, niet heeft willen afwycken) niet finalijcks heeft konnen werden geslooten, door dien de Heeren Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde, sich dien aengaende niet geïnstrueert gevonden hebben, soo wel wegens deese saek, als oock wegens prolongatie van de jaeren, aengaende de Tollen in het Tractaet van Christianopol gedetermineert, ende dan wegens executie van het Compromis tusschen de Koninghlijke Glückstadtse Africaense, ende de Hollandische West-Indische Compagnien gemaect, soo haest doënlijk, afsonderlijk sal werden getactteert, ende de voorschreve pretenstien ende Tolsaeken naer wederzyds Rechten de Hooge Geallieerden competende, midtsgaders naer alle equiteit ende billickheyt sullen werden afgedaen. Dogh dat de voorschreve handelinge, als oock het geene dat in 't bovenstaende vijftiende Articul ten aensien van de negotiatie aen te stellen, over de begrootinge der Subsidien in tyt van Vreede gementioneert wert, den inhouden van desen Tractate niet beletten nochte d'executie van dien ophouden sal.

XVIII. Eyndelijck is oock besproocken ende vergeleeken, dat aenstonds by de uytwisselinge van wederseits Ratificatie op deesen Tractaet by Haer Hoogh Mog. tot de Vloot van Sijne Koninghlijke Majesteit de gestipuleerde vijftigh duysent Ryxdaelders in baren gelde betaelt, ende de Scheeps-materialen voor hondert duysent Ryxdaelders verschaft, als mede de obligatien voor den eersten termyn der Subsidien tot de Volckeren te Lande overhandicht sullen worden, ten eynde op de voorschreve obligatien door Sijne Koninghlijke Majesteits Gevolmachtigde de nodige Penningen negotieert mogen werden, ende eyndelijck dat de uytwisselinge der voorschreve Ratificatie binnen vler weecken in behoorlijke forme, naer date van de onderteekeninge, ofte wel eerder, als het mogelijk is, in den Hage sal geschieden.

Welcke boven geschreven Articulen gesamentlijk ende een yder in 't besonder, beyde de Hooge Geallieerden getrouwelyck ende onverbreekyck sullen gehouden wesen naer te komen. Ende zijn tot meerder confirmatie van dien, hier van gemaect twee Instrumenten van gelycken inhouden opgestelt, ende van de Heeren Koninghlijke Ministers ter eenre, ende de Heeren Haer Hoogh Mogende Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde ter andere zyde; op approbatie ende Ratificatie, met Hant en Zegel bevestigt. Aldus gedaen tot Copenhagen den 20. May Anno 1673. Was geteekent,

(L.S.) V. F. GULDENLEEuw.

(L.S.) P. RETS.

(L.S.) J. Ch. V. CORBITZ.

(L.S.) P. GRIFFENFELT.

(L.S.) PAUL VAN KLINGENBERG.

(L.S.) C. BIERMAN.

(L.S.) D. VAN WYNGAERDEN.

(L.S.) SIMON VAN BEAUMONT.

ANNO  
1673.

XV. Et afin que les Navigations dans les Rivieres de Sa Majesté soient d'autant plus sûres, & que les Sujets de L. H. P. y puissent en tout tems faire leur Commerce avec d'autant moins de danger; Sa Majesté équipera aussi en tems de Paix un certain nombre de Vaisseaux de Guerre, pour tenir lesdites Rivieres libres & exemptes des voyes de fait; Que pour le nombre, la grandeur, & l'Equipage; des susdits Vaisseaux de Guerre à équiper annuellement, & des Subsidies à ce requis à proportion, on en traitera & conviendra au plutôt.

XVI. Outre quoi L. H. P. s'obligent aussi de payer & satisfaire en argent comptant le plutôt qu'il sera possible, ou au plus tard dans deux ans les ar-rérages des Subsidies des années mil six cens soixante-six, & mil six cens soixante-sept.

XVII. Comme de l'autre part, il est convenu, que comme l'affaire touchant l'arbitrage, (à l'égard duquel Sa Majesté n'a pas voulu se départir de la Sentence rendue par le Roi de France) n'a pas pu être finalement conclue, parce que les Sieurs Ambassadeur Extraordinaire, & Deputez ne se sont pas trouvez instruits à cet égard, on traitera à part de cete affaire, aussi-bien que de la prolongation des années à l'égard des Tols déterminez dans le Traité de Christianstadt, & en après touchant l'execution du Compromis d'entre la Compagnie Royale de Glückstadt en Afrique, & la Compagnie Occidentale de Hollande, & ce aussi-tôt que faire se pourra, & les susdites prétentions, & affaires du Tol seront terminées selon le droit réciproque qu'ont les Alliez, & l'équité & la raison. Mais que la susdite Negociation, non plus que ce qui est mentionné dans l'Article quinziesme ci-dessus, à l'égard de l'établissement de la Negociation, sur l'augmentation des Subsidies en tems de Paix, n'arrêtera point le contenu de ce Traité, ni n'en empêchera l'execution.

XVIII. Enfin, il est convenu, & accordé qu'aussi-tôt après l'échange des Ratifications reciproques de ce Traité, seront par L. H. P. payez pour la Flotte de Sa Majesté les cinquante mil Risdals stipulez, argent comptant, & fournis les matériaux de Vaisseaux pour cent mil Risdals, comme aussi les obligations pour le premier terme des Subsidies pour les Troupes de Terre, afin que Sa Majesté ou celui qui sera par Elle autorisé, puisse négocier les Deniers nécessaires sur les susdites obligations, & qu'enfin l'échange des susdites Ratifications se fera ici à la Haye en bonne forme, dans le tems de quatre semaines du jour de la signature, ou plutôt, s'il est possible.

Lesquels Articles ci-dessus ensemblement & chacun d'eux en particulier seront tenus lesdits deux Hauts Alliez observer fidèlement & inviolablement; Pour plus grande confirmation de quoi ont des présentes été faits deux Instrumens de même teneur, & été signez de la main desdits Ministres de Sa Majesté d'une part, & par les Ambassadeur Extraordinaire, & Deputez de L. H. P. d'autre, & confirmé de leurs Seaux. Ainsi fait à Copenhague, le 20. Mai 1673. Etoit signé,

(L.S.) V. F. GULDENLEEuw.

(L.S.) P. RETS.

(L.S.) J. Ch. V. CORBITZ.

(L.S.) P. GRIFFENFELT.

(L.S.) PAUL DE KLINGENBERGH.

(L.S.) C. BIERMAN.

(L.S.) D. DE WYNGAERDEN.

(L.S.) SIMON DE BEAUMONT.

CV.



ANNO  
1673.

CV.

26. Mai. *Cartel pour l'échange des Prisonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de Louis XIV. Roi de France, & par le Comte de Horne de la part des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, le 26. Mai, 1673. [Traduction François du Mercure Hollandois de 1673. pag. 148.]*

FRANCE  
ET PRO-  
VINCES-  
UNIES.

CHaque prisonnier sera changé contre un autre qui exercera la même Charge, ou qui tiendra le même rang, tant pour le regard de la Cavalerie, Infanterie & Artillerie, que pour les Commis & Commissaires de ladite Artillerie, Vivres & autres de pareille qualité de quelque condition qu'ils puissent être. Il sera permis à celui qui aura pris les Prisonniers de prendre la rançon qui a été taxée pour cet effet, ou de les changer contre d'autres du même rang. Les Généraux Commandans en Chef les Armées de Sa Majesté seront changés contre les Généraux de Leurs Hautes Puissances de la même qualité, ou payeront l'un & l'autre 50000. Livres. Les Maréchaux de Camp de Leurs Hautes Puissances seront changés contre ceux qui commanderont l'Armée de Sa Majesté Tres-Chrétienne immédiatement après le Général, ou payeront 20000. Livres. Les Généraux de la Cavalerie & Infanterie seront changés réciproquement, ou payeront 4000. Livres. Le Général de l'Artillerie autant. Un Intendant contre un Député pour la Campagne, ou payera 10000. Livres. Les Lieut. Généraux de la Cavalerie & Infanterie 2500. Livres. Le Major Général de la Cavalerie & Infanterie 1500. Livres. Un Brigadier Commandant 1000. Livres. Les Colonels de l'Artillerie Cavalerie & Infanterie, 800. Livres. Un Sergent Major de la Cavalerie, 500. Livres. Les Lieut. Colonels de l'Infanterie & Artillerie, autant. Les Sergents Majors de l'Infanterie & Artillerie 200. Livres. Les Brigadiers des Généraux, 180. Livres. Les Cap. de Cav. 200. Livres. Les Cap. d'Infanterie 80. Livres. Les Ajustans des Généraux. 60. Livres. Les Brigadiers d'ordre, 70. Livres. Les Lieut. de Cav. 70. Livres. Un Cornette, 60. Livres. Les Lieutenans d'Infanterie, 40. Livres. Enseignes, 20. Livres. Un Aide Major, ou Ajustant, 20. Livres. Le Quartier-Maître Général, 200. Livres. Le Général des Chariots 200. Livres. Le Quartier-Maître d'un Regiment de Cavalerie, 40. Livres. Le Quartier-Maître d'un Regiment d'Infanterie, 30. Livres. Le Quartier-Maître d'une Compagnie, 25. Livres. Un Soldat, Grenadier, Charpentier, Maréchal, 9. Livres. Un Cavalier ou Sergent, 15. Livres. Toutes sortes de Commis & Commissaires 50. Livres. Un Conducteur 12. Livres. Un Gentilhomme du Canon, 40. Livres. Un Canonier, 10. Livres. Un Guide 9. Livres. Un Matelot ou Pontonnier, 9. Livres. Un Ingenieur ou Contrôleur, 40. Livres. Un Auditeur 25. Livres. Les Medecins, Apotiquaires, Chirurgiens & leurs Valets, seront renvoyés sans rançon. A été stipulé de part & d'autre qu'aucuns Prisonniers ne pourront être depouillés ni privés de leurs habits. Ceux qui exercent diverses Charges ne payeront que la rançon de la plus grande qu'ils possèdent, & seront aussi échangés à proportion. Tous Officiers de l'Artillerie, excepté le Général, & ceux qui ont été spécifiés ci-devant, qui auront le même nom que ceux de l'Infanterie, pourront être échangés indifféremment contre leurs semblables, ou à faute de cela payeront la Somme exprimée ci-dessus. S'il arrivoit que les Prisonniers de part & d'autre n'eussent pas les mêmes Charges, cela se pourra ajuster en donnant autant de Prisonniers de moindre Charge, jusqu'à ce qu'il vienne à monter à la rançon d'un plus haut Officier, ce qui se pourra faire comme si c'étoit de l'argent, pourveu que l'argent de la rançon des moindres Officiers se monte à pareille Somme que celle d'un plus grand. Un Officier reformé ne donnera que la quatrième Partie de la rançon à laquelle il est taxé lors qu'il est en service actuel. Les Officiers qui ont des Charges qui ne concernent pas la Guerre, payeront une rançon modérée; à proportion de la Charge qu'ils exercent, de quelque nature qu'elle puisse être. Il ne sera point permis de part ni d'autre de renvoyer les Trompettes & Tambours qui viennent réclamer les Prisonniers ou d'arrêter les Prisonniers plus de 3 jours, sur peine d'être à la charge de ceux qui les

TOM. VII. PART. I.

retiennent. Les Femmes ne donneront point de rançon, ni les garçons qui sont au dessous de 12. ans. Les Officiers tant grands que petits, & autres tirant gages, qui ne sont point compris en ce Quartier, & qui neantmoins sont tenus de suivre les Armées, pourront être mis à rançon en payant 6. mois de gages. S'il y a quelque dispute sur la qualité ou les gages de quelqu'un desdites personnes, cela sera terminé sur la simple déclaration par écrit de celui qui commandera l'Armée, la Province ou la Ville du côté du Prisonnier, sans qu'il soit besoin d'aucune autre preuve pour cet effet.

ANNO  
1673:*Traitement des Prisonniers.*

Tous Cavaliers, Soldats, Matelots, Pionniers, Pontonniers, Charpentiers, Marechaux, & autres de même sorte, ne pourront dépenser que 6. sous par jour; & les Sergents 10. lequel argent ceux qui auront pris les Prisonniers, seront obligés de leur faire tenir selon la valeur de la Monnoye de France. Pour les Officiers, ils pourront se faire traiter comme ils voudront; & selon qu'ils auront le moyen de payer. Est aussi accordé que les Livres qui sont spécifiés ci-dessus, seront contées pour des Livres de France, dont les onze font un Louis d'or, ou Pistole d'Espagne, & trois un Patacon ou Richsdale. Et touchant les conditions sus-nommées, a été accordé, que tous les Prisonniers de part & d'autre seront renvoyés 12. jours après la signature du présent Quartier sans rien demander pour la nourriture des Soldats: Et pour ce qui est des Officiers, on fera un état de leur dépense, & on aura soin du paiement de part & d'autre. Chaque parti fera une liste des Prisonniers qu'il renvoyera, & prendra un Recepis du Commandeur du lieu où ils auront été delivrés afin qu'après l'échange de tous les Prisonniers, ceux qui demeureroient encore redevables ayent soin de s'en acquitter, en conformité de la rançon spécifiée ci-dessus. Tous les Prisonniers des Armées de Sa Majesté Tres-Chrétienne seront menés à Utrechr, & ceux de leurs Hautes Puissances à Oudewater ou Gorcum. Ainsi fait & arrêté ce 26 May 1673. *Ainsi signé, MONTMORENCY LUXEMBOURG, comme ayant Pouvoir de Sa Maj. Tres-Chrétienne. W. A. Comte de HORNES, comme autorisé de Leurs Hautes Puissances, & de Monseigneur le Prince d'Orange.*

CVI.

(1) *Les Capitulations renouvelées entre Louis XIV. Empereur de France, & MEHEMET IV. Empereur des Turcs. Par l'entremise de M. Charles François Olier, Marquis de Nointel, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & en sa Cour de Parlement de Paris; & son Ambassadeur en Levant. Fait à Andrinople le cinquième Juin 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Memoires du Sr. DE LA CROIX, Tom. I. pag. 403.]*

5 Juin  
FRANCE  
ET TURQ  
QUIE.

Voicy ce qu'ordonne ce noble signe, dont la reputation est si grande, qui vient d'un lieu si relevé; qui est vrayment Royal, & le Conquerant du monde; qui est Imperial, & qui par le secours divin, la protection d'en Haut, & les graces du Libérateur, vient à bout de toutes sortes d'entreprises.

Les Qualitez du Grand-Seigneur.

*MOT, qui suis par les infinies Graces du Juste; Grand & Tout puissant Createur; Empereur des Empereurs, Distributeur des Couronnes, Serveur des deux tres Augustes & Sacrées Villes de la Mecque & Medine; Protecteur & Gouverneur de la sainte Jerusalem;*

(1) Quoique ce ne soit ici qu'une Traduction, car toutes les Capitulations de la Porte se font en Turc, on peut la regarder comme un Original, quoiqu'elle vienne du Secrétaire de l'Ambassade qui pour lors étoit employé au Levant de la part de la France, & qu'elle a été faite pour l'usage de la Nation. Le Titre capital qu'on y voit, est le même qui se trouve dans Leonard, & les Memoires citez ci dessus; il repugne à nos usages, mais il convient à la Pièce. [Dux.]

Gg 2

ANNO  
1673.

*Saleni, Seigneur de la plus grande partie de l'Asie & de l'Afrique, de Themisuar, de l'Esclavonie, de Seguntar, & de la Forteresse inexpugnable d'Agria, de la Caramanie, de l'Arabie, & toute la Syrie, de Rhodes & de Chipres, de Diarbequir, d'Alep, du Caire, de Van, d'Erzerum; de Damas, lieu de seureté & de plaisir; Pais de Salut; de Babylone, Paradis Terre-estre & le séjour des Princes; de Balsora, d'Azac; d'Egypte, rare en son temps & puissante; des Villes de Thunis, de la Guiette, de Tripoli de Barbarie; de la Ville de Constantinople, lieu de seureté & le desir des Rois: & de plusieurs autres Pays, Villes & Seigneuries; des Mers blanche & noire, Isles, Destroits, Passages, Peuples, Familles, Generations, & d'un nombre infini de victorieux Hommes de Guerre, qui reposent sous l'obeissance. & Justice de l'Empereur Mehemet, Fils de l'Empereur Ibrahim, Neveu de Sultan Murat, Successeur des Empereurs Selim & Bajazet, & de l'Empereur Mehemet, par la grace de Dieu, recours des grands Princes, & refuge des honorables Empereurs.*

Les qualitez que donne le Grand-Seigneur au Roy.

*LA Gloire des plus grands Monarques de la Terre, de la Croissance de JESUS, choisi entre les Princes glorieux de la Religion du Messie, la Victoire de toutes les Nations Chrétiennes, Seigneur de Majesté & d'Honneur, Patron de Louange & de Gloire, LOUIS, Empereur de France, que sa fin soit heureuse.*

**N**OUS ayant receu une Lettre sincere par la main du Sieur CHARLES FRANÇOIS OLIER, MARQUIS DE NOINTEL, de la part dudit Empereur de France, son Seigneur, comme son Conseiller en tous ses Conseils, & son Ambassadeur à nostre Porte Ottomane, choisi entre les Gentils-Hommes de son Royaume, soutien de la Prosperité du plus Grand de tous les Grands de la Croissance du Messie, & son Ambassadeur ordinaire à nostre Porte; de trouver bon, que les Capitulations qui ont long-temps duré entre nos Ayeuls & les Empereurs de France, fussent renouvelées sous cette considération: & par l'inclination que nous avons à conserver cette ancienne amitié, Nous avons accordé ce qui s'ensuit.

**P**REMIEREMENT. Que les Ambassadeurs qui seront envoyez de l'Empereur de France à nostre Porte; que les Consuls qui résident dans nos Ports, les Marchands & les Truchemens, ne soient point inquietez en aucune façon que ce soit; mais au contraire receus & honorez avec le soin que se doit à la foy publique. Voulons de plus, qu'outre l'observation de nostre Capitulation, celle qui fut faite & accordée par nostre feu Pere, Glorieux en sa vie & Martyr en sa mort, soit inviolablement observée de bonne foy: & pour l'honneur & l'amitié que ledit Empereur de France a toujours eu avec nostre Porte, Nous luy avons accordé de renouveler des Capitulations qui luy avoient esté données du temps de l'Empereur Mehemet nostre Bis-Ayeul, & d'y ajouter quelques Articles sur la demande qui nous en a esté faite, que nous avons accordée & ordonné qu'elle y fut inserée.

**II.** Que les François qui vont & viennent pour visiter les Saints Lieux, ne soient point mal traitez: & que les Religieux qui sont dans l'Eglise du Kamam, le saint Sepulchre, n'y soient point inquietez, à cause de l'ancienne amitié que les Empereurs de France ont eu avec nostre Porte.

**III.** Permettons aux Marchands François, en consideration de la parfaite amitié que leur Prince conserve avec nostre Porte, d'enlever des cuirs, cordoüans, cire, cottons en laine, cottons filez, soit que ce soient Marchandises défendues d'enlever; Ratifions la permission que nostre Bis-Ayeul en a donné, sans que personne puisse les en empêcher.

**IV.** Que les Monnoyes qu'ils apportent de leur Pais dans le nostre, ne puissent estre prises de nos Tresoriers, ny de nos Monnoyeurs, sous pretexte de la vouloir convertir en Monnoye Ottomane; Et nous voulons pareillement qu'ils ne puissent prendre aucun droit à cause d'icelles. Et d'autant que aucuns Sujets de France navigent sur des Vaisseaux appartenans à nos Ennemis, y chargeant de leurs Marchandises; & lesdits Vaisseaux estans rencontrés & pris des nostres, ils sont faits le plus souvent Esclaves, & leurs Mar-

chandises confisquées. Pour empêcher cela, Nous commandons & voulons: que dorénavant ils ne puissent estre pris Esclaves sous tel pretexte, ny leurs facultez confisquées.

**V.** Nous declaronz que ceux qui seront trouvez sur des Vaisseaux Corsaires, seront Esclaves de bonne foy.

**VI.** Nous voulons aussi que les François qui se trouveront pris par les Vaisseaux de nos Sujets, portans vendre des Vivres à nos Ennemis, ne puissent estre mal traitez ni retenus Esclaves, attendu qu'ils seront Mariniers gagnans leur vie.

**VII.** Nous deffendons que les Vaisseaux François qui seront rencontrés par les nostres, chargez de Victuailles prises des Pays de nos Ennemis, puissent estre retenus ni confisquez, ni les Gens faits Esclaves, sous pretexte qu'ils les portent à nos Ennemis.

**VIII.** Nous ordonnons que les François qui achètent des Victuailles de nos Vaisseaux pour porter dans leur Pays, quand ils sont rencontrés de nos Vaisseaux, ne puissent estre retenus Esclaves, ni leurs facultez confisquées, & en cas qu'il y en ait de cette façon, Nous voulons qu'ils soient mis en liberté, & que leurs facultez leur soient rendues.

**IX.** Que les Marchandises qui seront apportées par les Marchands François en nos Ports, & celles qu'ils y acheteront, ne soient sujettes à payer d'autres droits, que ceux qui se payent d'ancieneté.

**X.** Nous voulons & declaronz, que lors que les Marchands François qui sont dans nos Havres & Ports, ne pourront point vendre leurs Marchandises avantageusement & qu'ils les veuillent conduire à d'autres Ports, qu'ils le puissent faire sans aucun empêchement, ni être forcez de payer aucun droit que de ce qu'ils auront vendu.

**XI.** Que lesdits François soient exempts de l'Impost nommé *Casabis*, autrement, l'Aide de Chair; comme aussi de celui des Cuirs, appellé *Reis*; qu'ils ne soient non plus recherchez de payer celui des Buffles, *Radgé*, & *Yafacouli*; qu'ils soient aussi exempts de payer aucune autre chose aux Gardes de nos Ports & Passages, que trois cens aspres sous le nom de bon & heureux voyage.

**XII.** Les Corsaires de Barbarie allans par les Ports & Havres de la France, y seront receus, secourus, même de Poudre, Plomb, voiles, & autres choses nécessaires. Neanmoins si sans avoir égard à nos processés, rencontrent les Vaisseaux François en Mer à leur avantage, ils les prennent & font Esclaves les Marchands & les Mariniers qui se trouvent sur iceux, contre nostre vouloir, & celui de feu l'Empereur nostre Pere; lequel pour faire cesser leur violence, les a souventesfois menacez, sans que pour cela ils ayent discontinué leurs actes d'hostilité; S'il y a des Esclaves pris de cette sorte, Nous ordonnons qu'ils soient en liberté & que leurs facultez leur soient rendues, & declaronz qu'en cas que lesdits Corsaires fassent demeure, qu'ils seront tenus des dommages & pertes que lesdits François auront faites, & seront privez de leurs Charges, sans qu'il soit besoin d'autres preuves du mal fait, que la plainte qui nous en sera faite de la part de l'Empereur de France avec des Lettres Royales. Nous consentons aussi qu'en cas qu'ils n'observent ce qui est porté par cette nostre Capitulation, que l'Empereur de France les châtie en les privant de ses Ports, & protestant de n'abandonner pour cela l'amitié qui est entre nos Majestez Imperiales, approuvons & confirmons les Commandemens qui ont été donnez de nostre feu Pere.

**XIII.** Nous permettons aussi que les François puissent venir pêcher du Poisson & du Corail, au Golfe & Lieux de la Jurisdiction de Thunis, sans qu'il leur soit fait ni donné aucun trouble ni empêchement, confirmant toutes permissions qui ont été données par nos Ayeuls, & singulierement par nostre feu Pere, touchant cette Pêche.

**XIV.** Voulons & Nous plaist, que les Interpretes & Truchemens qui servent les Ambassadeurs, soient francs & exempts de payer le *Karatche*, Taille personnelle, & tous autres Imposts tels qu'ils soient.

**XV.** Que nos Sujets qui trafiquent aux Pays de nos Ennemis, soient obligez de payer le droit de l'Ambassadeur & Consuls François, sans contradiction, jacoit qu'ils trafiquent avec leurs Vaisseaux ou autrement.

**XVI.** Que survenant quelque meurtre & inconvenient entre les François, les Ambassadeurs &

ANNO  
1673.

Con-

ANNO  
1673.

Consuls d'icelle Nation, puissent selon leurs Loix & Coûtume faire Justice, sans qu'aucun de nos Officiers en prennent aucune connoissance ni Jurisdiction.

XVII. Que les Consuls François qui sont établis dans les Lieux de notre Empire, pour avoir soin de ceux qui trafiquent, ne puissent pour quelque cause que ce soit, être faits Prisonniers, ni leurs Maisons scellées & brullées, mais commandons que ceux qui auront pretention contre eux, soient renvoiez à notre Porte, où il leur sera fait Justice.

XVIII. Que tous Commandemens qui ont été ci-devant obtenus ou qui le seront ci-après, par mégarde ou surpriise contre cette notre Promesse & Capitulations, soient de nul effet & valeur, & qu'il n'y soit ajouté aucune foi.

XIX. Et parce que ledit Empereur de France est entre tous les Rois & les Princes Chrétiens, le plus noble de la haute Famille, & le parfait Amy que nos Ayeuls ayent acquis entre lesdits Rois & Princes de la Croyance de JESUS, comme il a été dit cy-dessus, & comme le témoignent les effets de la sincere amitié: En cette considération: *Nous voulons & commandons que son Ambassadeur qui reside à notre heureuse Porte, ait la Présence sur tous les Ambassadeurs des autres Rois & Princes, soit à notre Divan public, ou autres Lieux où ils se pourront trouver.*

XX. Que les étoffes que les Ambassadeurs de France residans à notre Porte, feront venir pour leur usage & presens, ne soient Sujets à aucun Dace ou Impost.

XXI. Que les Victuailles & Provisions qui seront achetées pour la Maison de l'Ambassadeur, ne payent point de Droit ni d'Impost.

XXII. Que les Consuls François jouissent du même Privilège aux Lieux où ils resideront, & qu'ils ayent la Présence sur les autres Consuls quels qu'ils soient.

XXIII. Que les François qui viennent avec leurs Vaisseaux & Marchandises dans les Ports de notre Seigneurie & Pays, y puissent venir seurement sur la foy publique; & en cas que la fortune ou orage jettait quelqu'un de leurs Vaisseaux à Terre, rencontrant de nos Galeres ou Vaisseaux, Nous leur ordonnons de les aider & secourir, portant honneur & respect aux Patrons ou Capitaines desdits Vaisseaux François, leur faisant donner pour leur argent, tout ce qui leur sera nécessaire pour leur vie, & autres necessitez.

XXIV. En cas qu'aucuns d'iceux Vaisseaux viennent à faire naufrage, Nous voulons que tout ce qui se recouvrera soit remis entre les mains des Marchands à qui leurs facultez appartiendront, sans que nos Vice-Rois, Gouverneurs, Juges & autres Officiers y contreviennent; mais au contraire, Nous voulons qu'ils les secourent à retourner par tout notre Empire, sans qu'il leur soit donné aucun empêchement.

XXV. Nous ordonnons & recommandons aux Capitaines de Mer, Lieutenans, & tous autres qui dependent de nostre obéissance, de ne violenter ni par Mer ni par Terre, lesdits Marchands François, ni pareillement les Interpretes & Truchemens, non plus que les Estrangers qui viennent sous la seureté de leur Banniere. Voulons toutefois qu'ils soient tenus de payer les droits ordinaires des Ports & Havres.

XXVI. Qu'iceux Marchands ne puissent être contraints d'acheter autres Marchandises que celles qu'ils voudront, & qui leur seront propres & convenables.

XXVII. Et en cas qu'aucun d'iceux se trouve redevable, Nous voulons que les Dettes ne puissent être demandées qu'au debiteur, ou à celui qui se sera rendu caution pour luy.

XXVIII. Et si aucuns Marchands ou autres d'icelle Nation meurent en nos Pais, que les facultez qui se trouveront leur appartenir, soient remises au pouvoir de celui qu'ils auront nommé dans leur Testament; mais s'il arrive qu'ils meurent *ab intestat*; Nous voulons que les Consuls qui sont dans nos Pais, prennent le soin des facultez du mort, pour les envoyer à leurs Heritiers, sans que nos Gouverneurs ou Juges, en puissent prendre aucune connoissance.

XXIX. Que les Consuls François, les Marchands, les Interpretes, & leurs dependans, ayent en leurs ventes & achats, & réponses, à passer Actes devant les Juges du lieu où ils seront, au défaut de quoy, Nous voulons & commandons, que ceux qui auront quelques pretentions contre eux, ne soient écoulez s'ils

ne font paroître, comme dit est, par Contract public, leurs pretentions ou droits.

XXX. Voulons que tous les Témoins qui seront ouïs à leur dommage, ne soient receus ni écoulez, si premierement, comme on dit, il n'apparoit d'Actes publics de leurs ventes & achats.

XXXI. Que l'on ne moleste point lesdits François en leur imputant qu'ils les ont injuriez, afin de pouvoir tirer quelque argent d'eux, puis que c'est contre la Noble Justice, & que nos Gouverneurs & Juges l'empêchent.

XXXII. Et si aucuns d'eux pour Dettes, ou pour avoir commis quelque mauvais acte, faisoit faute de nos Pais, Nous voulons & commandons que ceux d'icelle Nation ne puissent être responsables pour celui ou ceux qui se seront absentez, s'ils n'y sont obligez, comme dit est, par Contract autentique.

XXXIII. Et s'il se trouve par notre Empire des Esclaves François étant reconnus pour tels de l'Ambassadeur ou Consuls, ceux au pouvoir de qui ils se trouveront faisant refus de les livrer, soient obligez de les envoyer à notre Porte, afin d'être jugé à qui ils appartiendront.

XXXIV. Que les François qui demeurent dans le Pays de notre Empire, soient francs & exempts de *Karatebe*, c'est-à-dire de Tailles.

XXXV. Qu'au changement & établissement des Consuls François, en nos Havres d'Alexandrie, Tripoli de Sicile, Arger, & autres Eschelles de notre Pays, nos Gouverneurs & Officiers, ne puissent empêcher qu'ils soient établis en charge.

XXXVI. Nous voulons qu'ils soient exempts de l'Impost appellé *Hursié*. Si quelqu'un de nos Sujets à differend avec un François, dont la connoissance appartient à nos Juges, ils ne puissent écouler la demande du demandeur qu'un Interprete de la Nation ne soit présent, & si pour lors il ne se trouve aucun Truchement pour comparoître devant le Juge, & défendre la cause du François, que les Juges remettent la cause à une autre fois, jusques à ce que l'on trouve l'Interprete; le François sera toutefois obligé de le faire trouver, afin que l'effet & prompt expédition de la Justice ne soient point differez.

XXXVII. Et s'il naît quelque contention ou differend entre deux François, que l'Ambassadeur ou Consuls ayent à les terminer, sans que nos Juges & Officiers les empêchent, & en prennent connoissance.

XXXVIII. Nous ordonnons aussi après que la recherche aura été faite à Constantinople, que les Vaisseaux François ne soient plus obligez d'être fouillez, si ce n'est au sortir des Dardanelles, ou aux Châteaux du Détroit: Nous défendons qu'ils le soient à Galipoli, comme ils y ont été contraints par le passé.

XXXIX. Nos Armées Navales, nos Galeres se rencontrant avec celles de la France, Nous exhortons les Capitaines d'une part & d'autre; qu'ils ayent à s'aider & servir, sans se porter les uns aux autres aucun dommage, mais au contraire secours & confort. Nous voulons aussi qu'ils ne puissent point prendre par force des jeunes Enfans, & autres choses semblables, sous prétexte de present.

XL. Nous voulons & Nous plaist, que tout ce qui est porté par les Capitulations accordées aux Venitiens, ait lieu pour les François, & qu'iceux avec leurs Vaisseaux & Marchandises, trouvent seureté par nos Mers, & par tous les Lieux de notre Empire & de notre obéissance, & puissent venir, aller, retourner & séjourner, sans aucun empêchement.

XLI. Que les Admiraux de nos Armées Navales, nos Vice Rois, Gouverneurs de nos Provinces, Juges, Capitaines, Châtelains, & autres qui dépendront de notre obéissance, soient soigneux d'observer cette notre Capitulation, puis que tel est notre plaisir & commandement.

XLII. *Declarons que ceux qui contreviendront à cette Noble Capitulation, seront declarez desobeissans & Perturbateurs du repos public, en cette consideration, que sans aucune remise ils soient condamnez à un grief châtiement, afin qu'ils servent d'exemple à ceux qui auront envie de les imiter à mal faire, & outre les promesses que Nous faisons de l'observation de cette notre Capitulation, Nous entendons que celles qui ont été faites par notre Predecesseur Sultan Suleiman, auquel Dieu fasse misericorde, soient observées & entretenues de bonne foi.*

ANNO  
1673.

ANNO  
1673.

XLIII Il fut accordé à l'Empereur de France, par les Capitulations qui furent faites avec nos Bis-Ayeuls, à qui Dieu fasse misericorde, que toutes les Nations qui n'ont point leur Ambassadeur ordinaire à nostre Porte de felicité, pussent trafiquer sous la Banniere de France, & visiter les Saints Lieux, & puis après pour quelque sujet ils en furent privez & cet Article qui étoit dans les Capitulations, fut rayé & effacé; Mais quelque temps après ledit Ambassadeur de France envoya une Lettre à nostre Porte de felicité, par laquelle il prioit que puisque l'on avoit interdit lesdites Nations de trafiquer sous la Banniere de France, que du moins il leur fut permis de pouvoir aller visiter les Saints Lieux de Jerusalem, comme ils faisoient auparavant, sans que personne leur donne aucun trouble ni empêchement: & que si à l'avenir ils leur permettoient de trafiquer dans les Lieux de son Empire, que ce fut encore sous la Banniere de France, parce que l'Empereur de France a toujours conservé l'ancienne amitié qu'il avoit avec nos Bis-Ayeuls jusqu'à present; Sa demande lui fut accordée, en commandant que les Nations Chrétiennes qui n'ont point leurs Ambassadeurs à nostre Porte, & qui sont Amis dudit Empereur de France, pussent visiter les Saints Lieux, comme ils faisoient auparavant, avec assurance & liberté, sans que personne les empêchast ni les molestast: & puis après que si Nous donnons la permission aux susdites Nations de trafiquer par les Lieux de notre Empire, que ce soit sous la Banniere de France, comme auparavant, & non pas sous celle d'un autre, comme il a été déclaré par les Capitulations qui ont été d'ancienneté jusqu'à present, presentement de nouveau, *Nous voulons & commandons que les Articles mentionnez soient ajoutez aux Nobles Capitulations.*

## ARTICLES NOUVEAUX.

## PREMIEREMENT.

**Q**UE les Evêques ou autres Religieux de Secte Latine, qui sont Sujets à la France, de quelque sorte qu'ils puissent être, soient dans tous les Lieux de notre Empire comme ils étoient auparavant, & y faire leurs fonctions sans que personne les trouble ni les empêche; que les Religieux François qui sont en Jerusalem, & qui ont depuis long-temps les Lieux Saints, tant dehors que dedans, comme aussi ceux qui sont dans le Saint Sepulchre, en jouissent & le possèdent comme auparavant, sans que personne les molestent, en leur demandant des Impôts ou autrement, & s'ils ont quelques Procez ils soient envoyez à notre Porte de felicité.

II. Que tous les François, & tous ceux qui sont sous leur protection, de quelque sorte qu'ils puissent être qui vont & viennent en Jerusalem, ne soient point tourmentez ni molestez.

III. Nous voulons que les Peres Jesuites & Capucins qui sont en Galata, jouissent toujours de leurs Eglises: & celle des Capucins ayant été bruslée, Nous donnons permission qu'elle soit rebastie. Nous voulons aussi que l'on ne molesté point les Eglises des François qui sont à Smirne, à Seyde, & à Alexandrie, & dans toutes les autres Eschelles de notre Empire, ni qu'on leur demande aucun argent pour celle-ci.

IV. Nous permettons qu'ils puissent exercer l'Office Divin dans l'Hôpital qui est à Galata, sans que personne les molesté.

V. Et comme les Marchands François avoient toujours payé cinq pour cent jusques à present, de toutes les Marchandises qu'ils apportoient, ou de celles qu'ils emportoient; l'Empereur des François Nous a demandé qu'ils ne payassent que trois pour cent; ce que Nous lui avons accordé, à cause de l'ancienne amitié qu'il a toujours eue avec notre Porte, & Nous avons ajouté aux Nobles Capitulations, que les Doüanniers ne les molestassent point en leur demandant davantage que trois pour cent. Nous voulons que les Marchands François payent nos Doüannes avec la même Monnoye comme la prennent nos Tresoriers; & qu'il ne soient point molestez en leur demandant plus ou moins.

VI. Nous permettons que ceux qui n'ont point leurs Ambassadeurs ou Residans à notre Porte de felicité, comme Portugal, Sicile, Castillans, Messinois, & autres Nations Ennemies, pussent venir sous la Banniere

de l'Empereur de France, comme ils faisoient au temps passé, & qu'ils payent la Doüanne comme les autres François, sans que personne les molesté, tant qu'ils ne feront choses qui soient contraires à l'Accord que Nous avons fait.

VII. Nous voulons qu'ils payent la Mezeterie de Constantinople & de Galata, de la même façon que font les Anglois.

VIII. Et si les Doüanniers estiment plus les Marchandises qu'elles ne valent pour leur profit, Nous ordonnons sans contredit, qu'au lieu de l'argent ils prennent des Marchandises.

IX. Que quand une fois ils auront payé la Doüanne de soye, & autres Marchandises, on ne la leur demande derechef.

X. Que quand les Doüanniers auront été payez de leurs Doüannes, qu'ils leur donnent le Teskeret de leur payement, & qu'ils ne les empêchent point de les porter à d'autres Eschelles, & que l'on ne les molesté point derechef dans une autre Eschelle, en leur demandant la Doüanne.

XI. Nous ordonnons que les Consuls François, & les Religieux qui leur sont Sujets, les Marchands & les Droguemans, puissent faire du Vin dans leurs Maisons pour leurs provisions, & en puissent apporter de dehors, sans que personne les molesté, ni les empêche.

XII. Si quelqu'un de nos Sujets a quelque Procez contre quelque François, dont la Somme soit plus de quatre mille aspres, Nous defendons qu'il soit fait Justice autre part que dans notre Divan.

XIII. Et s'il arrive qu'on tué quelqu'un dans les Quartiers où sont les François, Nous defendons qu'ils soient molestez en leur demandant le prix du sang; si ce n'est qu'on prouve en Justice que ce sont eux qui ont fait le mal.

XIV. Nous accordons aux Truchemens qui servent les Ambassadeurs, les mêmes Privileges qu'aux François.

XV. *Nous promettons par la verité du Puissant Createur du Ciel & de la Terre, & par les Armes de nos Ayeuls & Bis-Ayeuls, de ne contrarier ni contrevenir à ce qui est porté par les Nobles Capitulations, tant que l'Empereur de France sera constant & ferme à la conservation de notre amitié; Acceptons dès à present la sentence, avec volonté de la tenir chere & en faire estime: Telle est notre promesse Imperiale. Fait à Andrinople, le cinquième Juin 1673.*

## CVII.

*Traité entre Louis XIV. Roi de France & 6. Juin.*  
**FREDERIC GUILLAUME** Electeur de Brandebourg, fait au Camp de Vossien le 6. Juin 1673. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. On la trouve aussi dans **FREDER. LEONARD.** Tom. III.]

**A**PRES que Monsieur le Duc de Neubourg a fait connoître au Roi le dessein qu'auroit Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & par ses propres sentimens, & par les instances qui lui en auroient été faites par divers Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de rétablir non seulement la premiere Alliance qu'il a ci-devant eu avec Sa Majesté, & qui auroit été alterée depuis quelque tems par les Traitez qu'il auroit faits avec les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Armes qu'il auroit prises ensuite en leur faveur, mais de contribuer encore en cette sorte à la Pacification de l'Allemagne, Sa Majesté qui avoit veu avec peine que ledit Sieur Electeur eust pris une conduite opposée à l'amitié qui a toujours été entre Sa Majesté & Son Altesse Electorale & leurs Predecesseurs, & qui s'étoit trouvé contraint avec regret de porter ses Armes dans l'Empire, dont elle a toujours affectionné si particulièrement la tranquillité & le repos, a appris avec plaisir les dispositions dans lesquelles étoit ledit Electeur, & aiant autorisé pour ce sujet le Sieur Arnauld, Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, pour traiter avec le Sieur Meinders, Conseiller d'Etat & Privé, & Envoyé extraordinaire dudit Sieur Electeur vers Sa Majesté, muni

ANNO  
1673.

ANNO  
1673.

ANNO  
1673.

muni pareillement d'un Plein-pouvoir de Son Altesse Electorale, il a été convenu entre eux des Articles suivans.

I. Tout ce qui s'est passé depuis la prise des Armes par Monsieur l'Electeur de Brandebourg en faveur des susdits Etats Généraux, tant de la part de Sa Majesté & de ses Alliez, que de celle dudit Sieur Electeur de Brandebourg, sera pleinement oublié, & Son Altesse Electorale cultivera la premiere amitié qu'elle avoit avec Sa Majesté, avec le Roi de la Grande Bretagne, Monsieur l'Electeur de Cologne, Monsieur l'Evêque de Munster, & autres Alliez de Sa Majesté, sans qu'à raison des pertes & dommages qui auroient été causez durant ladite Guerre, il soit libre de se rien demander de part ni d'autre.

II. Et quant au Traité que Son Altesse Electorale de Brandebourg a fait avec les Etats Généraux de leur donner aide, secours ou assistance contre Sa Majesté & ses Alliez, Son Altesse Electorale s'oblige de ne donner à l'avenir sous quelque raison, pretexte ou occasion que ce puisse être, directement ni indirectement, aucun secours, aide ou assistance aux Ennemis de Sa Majesté, quels qu'ils puissent être.

III. Ledit Sieur Electeur promet semblablement de faire sortir de ses Places les Troupes desdits Etats, ou autres Etrangères qui y pourroient être entrés depuis la presente Guerre; comme aussi qu'il tiendra le Corps de son Armée au delà du Weser, & se contentera durant la presente Guerre de tenir les Garnisons nécessaires dans ses Places au deçà de cette Riviere, dont pourtant il pourra loger quelques Troupes au plat-Païs, jusques à la concurrence de mil Hommes.

IV. Sa Majesté en échange pour donner un témoignage plus public & de la satisfaction avec laquelle elle rétablit avec ledit Sieur Electeur sa premiere amitié; comme aussi pour faire connoître avec quelle sincerité elle s'est toujours déclarée, qu'elle n'avoit eu aucune pensée de rien retenir de ce que ses Armes avoient conquis dans l'Empire, promet de remettre ou faire remettre après les Ratifications échangées du present Traité, audit Sieur Electeur tout ce que ses Armes, ou celles de ses Alliez ont occupé dans les Duché de Cleves, Principauté de Minde, Comtez de la Mark, & de Ravensberg, ou autres Terres generalement quelconques dudit Sieur Electeur, à l'exception de quelques Places sur le Rhin, dont il sera parlé dans l'Article suivant.

V. Les Places que les Etats Généraux occupoient dans le Duché de Cleves, aiant été la seule cause qui obligea Sa Majesté à porter ses Armes sur le Rhin, lorsqu'elle commença la Guerre contre lesdits Etats, quelque pretention que Sa Majesté pût avoir de les garder comme les aiant prises sur ses Ennemis, elle voulut bien se déclarer dans tout l'Empire, qu'elle n'avoit dessein de les retenir que jusques à la Paix qui pourroit être faite avec lesdits Etats, Sa Majesté persistant dans les mêmes sentimens, déclare encore qu'elle gardera seulement les Places de Wesel avec le Fort de la Lippe, Reetz avec son Fort, pour les remettre audit Sieur Electeur fortifiés, & avec les Canons aux Armes ou marques de Son Altesse Electorale ou de ses Predecesseurs, comme elles étoient lors qu'elles ont été prises par les Armes de Sa Majesté, aussitôt après la Paix conclue & ratifiée avec lesdits Etats, dont Sa Majesté veut bien que le susdit Sieur Duc de Neubourg demeure garant.

VI. Que durant ce tems le Droit de superiorité & toute autre Jurisdiction, demeurera audit Sieur Electeur dans lesdites Places, & que les Garnisons qui seront entretenues & païées par Sa Majesté, sans qu'elle y puisse lever aucun droit ou contribution, ni que lesdites Garnisons puissent être à charge ausdites Places pour le simple logement; Son Altesse Electorale s'oblige toutefois de laisser sûrement & librement passer dans ses Etats sur les Rivieres du Rhin & de la Meuse, sans en pouvoir prendre aucun Droit ni Peage, les Munitions de bouche & de Guerre qui descendront pour les Troupes de Sa Majesté; bien entendu que ceux qui conduiront lesdites Munitions seront apparoir par les ordres de Sa Majesté ou certifications de ses Ministres, que lesdites Munitions seront pour le service de Sa Majesté.

VII. Et puisque dans l'occupation qui fut faite des Places du Duché de Cleves par Sa Majesté, elle a fait rendre aux Catholiques quelques Eglises, qui leur avoient été ôtées durant que les Etats Généraux y avoient Garnison, il a été convenu que toute cette af-

faire Ecclesiastique & ce qui en dépend, soit pour l'exercice ou pour les revenus, sera réglée & déterminée en conformité & selon les regles de l'Accord fait sur ce sujet, entre Son Altesse Electorale de Brandebourg & Son Altesse le Duc de Neubourg, & afin que lesdits Catholiques ne soient point inquiétez à l'avenir dans les Provinces de Cleves, de la Mark & Ravensberg, Son Altesse Electorale promet de les laisser jouir paisiblement de ce qui leur est deu en vertu du susdit Traité.

VIII. Sa Majesté promet pour soi & au nom de ses Alliez, que toutes contributions & exactions qui auroient été imposées dans les Etats de Son Altesse Electorale, cesseront depuis le dixième mois d'Avril, & qu'on n'en pourra lever ni exiger aucunes, sous quelque pretexte que ce peut être qui auroient été imposées, ou qui seroient échuees depuis ce tems, à condition que ledit Sieur Electeur observera la même chose de son côté, & qu'il ne fera aucune exaction de ce qui lui pourroit rester & qu'il pourroit pretendre depuis le terme susdit. Comme aussi que Sa Majesté ne prendra plus aucuns Quartiers, ou passages sans le consentement dudit Sieur Electeur, & sans paier & dedommager ses Sujets de la charge qu'ils en pourroient souffrir.

IX. Et bien qu'il soit dit dans l'Article 2. du present Traité, que ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'assistera, directement ni indirectement, les Ennemis de Sa Majesté, ledit Sieur Electeur aiant témoigné toutefois qu'il ne pourroit être engagé à rien qui pût être contre l'Empire, & qu'il se reservoit les mains libres en cas qu'il fût attaqué, Sa Majesté qui n'a pas moins à cœur la sûreté & la Paix dudit Sieur Electeur, à condition toutefois que Sa Majesté ne fera pas censée attaquer ledit Empire, si elle se trouvoit obligée de porter ses Armes en Allemagne, & d'agir contre tout Prince dudit Empire quel qu'il pût être qui voulust attaquer Sa Majesté, ou donner assistance à ses Ennemis contre le Traité de la Paix de Munster.

X. Et parce que dans l'étroite Union & l'Alliance qui est entre Sa Majesté & le Roi de la Grande Bretagne pour la Guerre contre la Hollande, ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'a pas moins agi contre ledit Roi que contre Sa Majesté, lorsqu'il a pris les Armes en faveur des Etats Généraux, Sa Majesté veut bien se charger & promettre de faire agréer au susdit Roi de la Grande Bretagne que tout le passé soit oublié de part & d'autre, & que la premiere amitié & intelligence soit rétablie entre Sa Majesté Britannique & Son Altesse Electorale.

XI. Et pour donner une plus grande marque de l'Alliance que Sa Majesté renouvelle avec ledit Sieur Electeur, elle veut bien promettre de le faire comprendre en vertu du present Traité dans la Paix qu'elle pourroit faire avec les Etats Généraux; comme aussi elle s'oblige de l'assister & de le garantir contre tous ceux dont il pourroit être attaqué, à l'occasion ou à cause du present Traité.

XII. Sa Majesté pour donner une plus grande marque à Monsieur l'Electeur de Brandebourg, qu'en rétablissant avec lui la premiere amitié par ce Traité, elle veut bien encore prendre en lui la même confiance qu'elle avoit eu avant ces derniers mouvemens, déclare qu'après que le present Traité aura été accompli par l'échange des Ratifications, elle consentira de la part que ledit Sieur Electeur puisse être admis dans la Mediation de la Paix qui se traiteroit avec les Etats Généraux; lors que les affaires de l'Empire auront été pleinement accommodées.

XIII. Il a été convenu de fournir & échanger les Ratifications du susdit Traité de part & d'autre, dans le terme de trois semaines au plus tard. Fait au Camp de Voffem ce 6. jour de Juin 1673. Ainsi signé, ARNAULD. FR. MEINDERS.

CVIII.

Traité d'Alliance entre l'EMPEREUR, le Roi I. Juill. d'ESPAGNE, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas d'une part, & le Duc de LORRAINE de l'autre. Fait à la Haye le 1. Juillet 1673. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimègue. Tom. I. pag. 573. FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

Comme

ANNO  
1673.

Comme ainsi soit que Son Altesse le Duc de Lorraine ait fait témoigner à Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & aux Etats Généraux des Provinces-Unies, le genereux desir dont elle est portée à contribuer de tout son possible au rétablissement d'une Paix honneste & durable, & qu'il étoit prest d'entrer dans une étroite Liaison avec eux pour les mêmes fins, c'est pourquoy considerant les grands avantages qui en peuvent resulter pour le bien public, & estimant, comme il est juste, ses bonnes intentions, la presente Convention a été arrestée & concludue entre les Ministres & Plenipotentiaires de part & d'autre ci-après denommés, & à ce dûement autorisés en la forme qui s'ensuit.

I. Que Sadite Altesse de Lorraine pour Elle & pour ses Successeurs tant en vertu de ses anciennes Liaisons, que par le present Traité, fera dès à present & pour l'avenir Allié & Confederé de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, comme aussi des Etats Généraux des Provinces-Unies, & qu'une étroite Union sera établie entre eux pour procurer mutuellement les avantages, seuretés & utilités l'un de l'autre, & détourner les dommages autant que faire se pourra.

II. Que pour donner d'autant plus de moyens à Sadite Altesse de Lorraine de mettre en execution ses bonnes volontés, & de se rendre plus utile à la cause commune, on l'aidera à former un Corps de dix huit mille Hommes, à sçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied; Et pour cet effet Sadite Altesse fournira de sa part trois mille Chevaux; qu'elle a presentement sur pied, & levera de plus à ses propres frais deux mille Chevaux; & trois mille Hommes de pied; Sa Majesté Imperiale promet pareillement de donner de sa part mille Chevaux & trois mille Hommes de pied, & Sa Majesté Catholique s'oblige aussi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied, & quant aux Etats des Provinces-Unies, comme ils ont presentement à supporter le plus-grand poids de la Guerre, & qu'ils ne peuvent pas se desfaire des Troupes qui sont nécessaires pour leur defense, ils ne pourront donner plus de mille Chevaux.

III. Et afin qu'on puisse jouir au plûtôt du bon effet que l'on peut attendre de l'emploi desdites Troupes, Sadite Altesse s'oblige à mettre sur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre Semaines, après le jour que ce Traité doit être ratifié, & d'y joindre de plus autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied deux mois après ledit terme de quatre Semaines; Et Sa Majesté Catholique, comme aussi lesdits Etats Généraux promettent d'y joindre leur part ci-dessus spécifiée, au même tems que S. A. de Lorraine aura mis sur pied lesdites premieres Troupes, & seront Commissaires deputés & autorisés de part & d'autre pour faire reveuë de toutes lesdites Troupes, afin d'observer si elles sont au nombre qu'elles doivent être seloncette presente Convention; Et sera ladite reveuë réitérée toutes les fois, que quelqu'une des Parties le requerra.

IV. Et quand S. A. de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ses propres Troupes, tant celles qu'elle a sur pied, que celles qu'elle fera de nouveau; comme aussi pour les frais nécessaires pour l'Artillerie; on lui passera durant la Guerre \* la Somme laquelle sera également repartie entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, à sçavoir un tiers pour chaque mois: Et d'autant qu'en la conjoncture presente des affaires il seroit impossible ausdits Etats de payer ledit tiers en argent comptant, il leur sera libre de fournir ledit tiers en Obligations sur ces Provinces de Hollande, & Westfrise, Zelande, Frise, Groningue & Ommelande, selonc la proportion entre eux observée, avec promesse de tel Intereit qu'elles sont accoutumées de payer à leurs autres Creanciers; ayant obligations, que par ce moyen lesdites Troupes, qu'on pourra exiger dans le Pais Ennemi, seront receuës & administrées par des Commissaires à ce Deputés du commun consentement des Parties, pour être employées aux frais nécessaires pour la subsistance & renforcement dudit Corps, & pour les levées & recrues nécessaires, & autres usages de la Guerre.

\* Cette Somme n'est pas spécifiée.

V. Que Sadite Altesse de Lorraine sera obligée d'agir avec ledit Corps offensivement contre les Ennemis declarés des Etats des Provinces-Unies, & pour le bien de la cause commune de concert avec les Alliés, selonc qu'il sera jugé plus convenable de commun accord ou par la pluralité d'iceux, soit pour se joindre avec les Armes de Sa Majesté Imperiale, ou de Sa Majesté Catholique, ou avec celles des Provinces-Unies, quand le besoin le requerra, soit pour agir par diversion dans le Pais Ennemi, ou par telle autre operation, que la raison de la Guerre l'exigera.

VI. Et en cas que par lesdites operations ou autrement, les affaires se reduisent à une Guerre ouverte & commune entre lesdits Alliés & les Ennemis présents ou futurs desdits Seigneurs Etats Généraux, Leursdites Majestés Imperiale & Catholique & lesdits Etats, outre ce qu'elles ont déjà stipulé entre eux par leurs Traitez précédens pour le regard des Traitez de Paix, promettent conjointement & de commun accord à S. A. de Lorraine, que le cas eschéant que l'on vint à entrer en Negotiation de Paix ou de Trêves de quelques Années, ils ne la commenceront point sans sa participation & sans lui procurer aussi-tôt qu'à eux-mêmes la faculté & seureté requise & nécessaire, pour envoyer ses Ministres sur le lieu où l'on traitera, comme aussi sans lui donner de tems en tems communication de tout ce qui se passera en ladite Negotiation, & qu'ils ne passeront jusques à la conclusion de ladite Paix ou Trêve, sans l'y comprendre & le faire remettre, (s'il le desire ainsi) dans la possession des Terres, Places, Domaines, & jouissances des Droits, Immunités, & Prerogatives dont il a joui avant la dernière invasion des François, en ses Duchés; & sans stipuler pour lui les mêmes exemptions, seuretés, & Prerogatives que pour eux-mêmes, pourveu que Leurs Majestés Imperiale & Catholique s'obligent aussi aux mêmes choses envers les Etats, pour la restitution des Places & Terres, qui leur sont & pourront être ostées, & par le rétablissement en la jouissance des Droits, qui leur sont ou pourront être disputés en cette Guerre; Comme reciproquement S. A. de Lorraine promet & s'oblige des-à-present de n'entrer en aucune Negotiation ou Traité ou pour parler de Paix ou de Trêve, sans le sceu & la participation de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & de M. M. les Etats Généraux; & de ne venir à aucune conclusion que d'un commun consentement & sans procurer à ses Alliez l'entier rétablissement dans tout ce qui leur a été ou sera enlevé pendant le cours de cette Guerre, & stipuler pour eux les mêmes avantages, Prerogatives & seuretés que pour lui-même; Si ce n'est que puis après ils en convinssent autrement d'un commun accord.

VII. Cette Alliance durera le même-tems que celle de Sa Majesté Imperiale avec les Etats des Provinces-Unies, à sçavoir pour le terme de dix Ans; à compter du 22 Septembre de l'année 1672. pendant lequel, si la Paix vient à se conclure, toutes les Parties demeureront liées par une garantie reciproque de se secourir l'un l'autre contre toute sorte d'infracteurs de ladite Paix, sans à prolonger ledit terme selonc que du consentement commun, il sera convenu. Tous les susdits Articles ayant été vus & examinés par S. A. Monseigneur le Prince d'Orange assisté de Monsieur de Beuningen & de Monsieur le Conseiller Pensionnaire Fagel, d'une part, & de Messieurs le Baron de Lisola & le Chevalier de Cramprich au nom de Sa Majesté Imperiale, de Monsieur Don Bernard de Salinas, au nom de Monsieur le Comte de Monterey & de la part de Sa Majesté Catholique; & de Monsieur le Baron de Serinchamps comme Plenipotentiaire de S. A. de Lorraine. Après le rapport fait à Messieurs les Deputés aux affaires de la Triple-Ligue, le tout a été approuvé & concerté d'un commun consentement sous l'aveu néanmoins & Ratification de leurs Principaux, laquelle on promet dans le terme de six semaines ou plûtôt si faire se peut. Fait à la Haye, le premier Juillet mil six cens septante trois.

*Etoit signé,*

(L.S.) J. DE LISOLA.  
(L.S.) D. BER. DE SALINAS.  
(L.S.) D. I. CRAMPRICT.  
(L.S.) SERINCHAMPS.

ANNO  
1673.

ANNO  
1673.

CIX.

20. Juill. Anderter Religions-Vergleich zwischen Friedrich Wilhelm Churfürst zu Brandenburg/ und Philipp Wilhelm Pfalzgraffen am Rhein und Herzogen zu Neuburg/ wegen einigen/ in denen Städten Wesel/ Rees/ Emmerick/ Orsoy/ und Böderich/ zeit während occupirung derselben/ durch die Französische Kriegs-Macht/ vorgegangenen Veränderungen/ aufgerichtet zu Düsseldorf den 20. July 1673. Benebit des Pfalzgraffen Ratification. Geben den 16. Sept. 1673. [ Sur l'Imprimé à Dusseldorp. On trouve aussi cette Pièce en Allemand dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung IV. Absatz III. pag. 253. ]

**W**ir Philipp Wilhelm von Gottes Gnaden Pfalz-Grave bey Rhein in Bapen/ zu Sülich/ Cleve und Berg Herzog/ Graff zu Beldenz/ Sponheim/ der Marck Ravensberg und Mids/ Herz zu Ravensstein/ ic. thun kundt und bekennen hiemit vor Uns/ Unsere Erben und Nachkommen/ auch Pfalz-Graffen bey Rhein/ Herzogen zu Sülich/ Cleve und Berg/ ic. Als zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten Herren Friedrich Wilhelm Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Erzh-Cammeren und Chur-Fürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Sülich/ Cleve/ Berg/ Stetin/ Pommeren der Cassuben und Wenden/ auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Graffen zu der Marck und Ravensberg/ Herren zu Ravensstein/ auch der Lande Lawenburg und Butaw/ ic. es dahin veranlasset worden/ daß/ weil seither den in nechst vorigem Jahr auffgerichteten Religions-Reces in den Städten Wesel/ Rees/ Emmerich/ Orsoy und Bädrieh durch die Französische Kriegs-Macht/ und occupation einige Veränderung der Orthen vorgegangen/ durch Zusammenziehung beyderseits Räthen alles untersucht/ und zur Nichtigkeit gebracht werden solte/ Gestalt dann bis auff Unser beyderseits Chur- und Fürstl. Ratification von denen dazu committirten Räthen nachfolgender Vergleich getroffen worden/ welcher von Wort zu Wort also lautet.

Nachdem in denen zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Herren Friedrich Wilhelm Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Erzh-Cammeren und Chur-Fürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Sülich/ Cleve und Berg/ Stetin/ Pommeren/ der Cassuben/ und Wenden/ auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff Herzogen/ Burggraffen zu Nürnberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Graffen zu der Marck und Ravensberg/ Herren zu Ravensstein/ und der Lande Lawenburg und Butaw/ ic. abneinem und dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Philipp Wilhelm Pfalz-Graffen bey Rhein in Bapen/ zu Sülich/ Cleve und Berg Herzogen/ Graffen zu Beldenz/ Sponheim/ der Marck/ Ravensberg und Mids/ Herren zu Ravensstein/ am anderen Theil Anno 1666. den 9. Septembris und 1672. den 26. Aprilis auffgerichteten Religions-Recessen unter anderen enthalten und verällichen worden/ daß man sich wegen der Kirchen/ Clöster/ Geistlichen Güter/ Reuten und Beneficien/ so die Catholische in denen mit Staatlichen Guarrißonen damals besetzt gewesen Städte Wesel/ Rees/ Emmerich/ Orsoy und Böderich hievor eingehabt und besessen/ daraus aber Anno 1628. und folgendts durch die Staatliche Kriegs-Macht und sonstin gesehet worden/ in der Güte verglichen solte/ seither deme aber an solchen Orten ein- und andere Veränderungen vorgegangen/ indem dieselbe durch die Französische Waffen und Kriegs-Macht occupirt/ und folgendts obgemeldte Kirchen/ Clöster/ Geistliche Güter und Beneficien den Catholischen zum theil wiederumb eingeräumet und abgetreten worden/ Als haben höchstgenelte beyde Chur- und Fürstl. Durchl. zu Verhütung und Aufhebung aller Irrungen und Misverständnus sich dieserthalb in der Güte dergestalt verglichen.

I. Daß seine Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg die Römisch Catholische bey demjenigen/ was sie an Kirchen/ Clöster/ Sacellen/ Geistlichen Wohnungen/ Gütern und Reuten/ sie haben

Tom. VII. PART. I.

CIX.

ANNO  
1673.

20. Juill. Seconde Convention Religieuse entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhin, Duc de Neubourg, au sujet des changemens arrivés dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerick, Orsoy & Boderick, durant l'occupation de ces Places & Pays dependans par l'Armée de France. Faite à Dusseldorp le 20. Juillet 1673. Avec la RATIFICATION du Duc PHILIPPE GUILLAUME du 16. Septembre 1673.

**N**ous Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juilliers, de Clèves, & de Berghe, Comte de Veldentz, de Sponheim, de la Marc, de Ravensberg, & de Meurs, Seigneur de Ravensstein, scavoir faisons tant pour nous, que pour nos Héritiers, & Successeurs, aussi Comtes Palatins du Rhin, & Ducs de Juilliers, de Clèves, & de Berghe, &c. qu'avec le Serenissime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du S. Empire, en Prusse, à Magdebourg, de Juilliers, Clèves, Berghe, Stettin, Pommeranie, Cassubie, & des Vandales, en Silesie, Crossen, & Jaghersdorf, Duc, Burgrave à Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden, & de Camin: Comte de la Marc, & de Ravensstein, & du Territoire de Lawembourg, & de Butaw, &c. Nous sommes convenus, en consideration de plusieurs changemens, qu'après la Transaction au fait de Religion arrêtée l'année passée, les Armées de France ont causez dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerick, Orsoy, & de Buerick, d'ordonner une Assemblée de nos Ministres Conseillers, pour en prendre connoissance, & faire le reglement: ainsi que ceux-ci Deputez par nous ont accordé, & conclu jusqu'à nôtre Ratification, ce qui s'ensuit de mot à mot.

Comme entre le Serenissime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du Saint Empire, &c. d'une part, & entre le Serenissime Prince, & Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, &c. de l'autre part, on fit des Transactions sur le fait de Religion le 9. Septembre de l'an 1666. & le 26. d'Avril de l'an 1672. où l'on convint enir'autres choses, qu'à l'égard des Eglises, Cloîtres, Biens Ecclesiastiques, Rentes, & Benefices, que les Catholiques avoient possédez ci-devant dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerick, Orsoy, & de Boderick, & dont ils étoient pourtant depossédez, soit l'an 1628. ou depuis, soit par les Armes des Etats, qui y avoient Garnison, ou autrement, on accorderoit le tout à l'amiable: & comme il se trouve presentement, que plusieurs choses y ont été changées, & que plusieurs desdites Eglises, Cloîtres, & Biens, ont été données aux Catholiques par les Armées de France, qui ont depuis occupé ces Places-là: Leurs Alteffes Elestorale & Serenissime ont trouvé à propos, & pour ôter toute confusion, & mesintelligence, de s'y accorder à l'amiable, & de la maniere qui suit.

I. Que S. A. E. de Brandebourg protegera, & maintiendra les Catholiques Romains dans la jouissance de tout ce qu'ils ont presentement en Eglises, Cloîtres, Chapelles, Maisons pour leurs Ecclesiastiques

H h

ques

ANNO  
1673.

haben Nahmen wie sie wollen/dem Instrumento Pacis und auffgerichteten Religions-Recessen gemees/ gegenwärtig besitzen/ jetzt schlißen und handhaben wollen.

II. Daß die Pfarr-Kirch zu Wesel auff der Matena genant/ welche zu Verwahrung einigen Geträyds und Mehls bis dahin gebraucht worden/ den Evangelischen Reformirten und die zur Commenden S. Johannis dafelbst gehörige Kirch oder Capelle den Catholischen eingeräumet/ vorgemeldte Reformirten und Catholischen auch die übrige Kirchen und Closter dafelbst aufolg gemelten Instrumenti Pacis und Religions-Recessen respectiv verbleiben und restituiert.

III. So dann die Collegiat-und Pfarr-Kirchen zu Rees den Römisch-Catholischen gelassen/ denenselben auch die Vicariatium Regum, als deren Kenthen zu Unterhaltung des in selbiger Kirchen vorhandenen Organi gehörig/wieder gegeben/ den Evangelischen Reformirten aber in ihrer dafelbst habender Kirch und sonst dem beliebigen nach ihren Gottesdienst zu üben in alle Wege freystehen solle.

IV. Daß die in der Stadt Emmerich gestiftete Archidiaconat Kirch S. Martini und S. Adelgundis Pfarr-Kirch/ so dann der P.P. Societatis Jesu, der Creutz-Brüder und S. Georgii Frater-Herren Kirch/ wie auch das Jungfrauen-Closter obgemelten Römisch-Catholischen vermög des Münster- und Obnabruggischen Frieden-Schlusses und vorgemeldten Religions-Recessen verbleiben/ sie Catholische aber der convenientz halber zu Erweiterung und Anrichtung der Evangelischen Kirchen und Exercitii zu gemeltem Emmerich die Summ von tausend fünfshundert Reichsthaler bey Auswechslung und Execution jetzgemelten Vergleichs/bahr erlegen/ dabeneben das Sicellum Divae Virginis Marienburg genandt/ sambt dabey liegenden Kirchhoff abretten/ und die Evangelisch-Reformirte und Lutherische sich hierunter in der Güte mit einander vereinbahren/ nicht weniger auch obgemelte Frater-Herren S. Georgii sich mit den Evangelisch-Lutherischen wegen ihrer des organi, ornamenten und reparations halber gemachter prætenzion der Billigkeit nach vergleichen sollen.

V. Und weil ermelte Evangelisch-Reformirte vorbracht/ das in der Pfarr-Kirchen zu Orsoy im Jahr 1609. das Reformirte Exercitium gelibet/ dessen aber im Jahr 1622. entsetzt/ folgendes doch wieder darin restituiert worden/ und daimenhero so wol als auch weil der mehrer Theil der Gemeinden zu Orsoy Reformirte Religion zugethan/ sothane bey neulicher Erwerbung der Stadt Orsoy den Catholischen wieder eingeräumte Pfarr-Kirchen ihnen Reformirten abzutretten und zu lassen sey/ hingegen jetzgemelte Catholische vorgeben/ das diese Pfarr-Kirch Anno 1609. und 1622. bis ins Jahr 1632. Catholisch gewesen/ und damahlen sampt der Pastorat und Schulhaus/ Kenthen und Vicarien durch die Staatliche Garnisonen ihnen entzogen/ so ist zu beyderseits Religion zugethaner Unterthanen Berücksichtigung/ Commodität und Convenientz gut gefunden und verglichen/ daß ermelten Reformirten mehrgemelte Pfarr-Kirch/ sampt dem Pfarr- und Schul-Haus restituiert/ ihnen auch die dazu gehörige Kenthen und Vicarien gelassen/ den Catholischen aber die Gathaus/ Kirch zu Übung ihres freyen öffentlichen Exercitii eingeräumet/ auch den Catholischen Pastoren und Seelsorgern eine bequeme Wohnung in dem Gathaus gestattet/ und zu seiner subsistenz jährlich sechsig Reichsthaler aus obgemelten Kenthen unfehlbar entrichtet/ und sie Catholische derenthalben gnugsam versichert/ ihnen auch in vorgemelter Pfarr-Kirchen abgebrochener und dannoch vorhandener Altar unweigerlich ausgesetzt werden solle.

VI. Zu Buderich sollen die Catholische in der dafelbst vorhandener Closter-Kirchen ihr Exercitium publicum cum omnibus annexis behalten. Und weil sie sich beschweren/ daß selbige Kirch wegen Ihrer Anzahl zu enge sey/ als solle dieselbe zu ihrer

ANNO  
1673.

ques, Biens, & Revenus, de quelque nom qu'ils puissent être, s'ils les possèdent en conformité des Traitez de Paix, & des Transactions faites sur les affaires de Religion.

II. Que l'Eglise Paroissiale à Wesel, & située sur la Matena, dont on s'est servi pour Magazin à blé, sera rendue aux Réformez; que l'Eglise & la Chapelle, qui appartiennent à la Commanderie de S. Jean, seront rendues aux Catholiques; & qu'en vertu des Traitez de Paix, & des Transactions sur le fait de Religion, encore le reste des Eglises, & des Cloîtres, y sera respectivement laissé, ou restitué aux Réformez, & aux Catholiques Romains.

III. Qu'on laissera aussi aux Catholiques l'Eglise Collegiale, & l'Eglise Paroissiale à Rees, avec le Vicariat des trois Rois, dont les Rentes sont pour l'entretien des Orgues de ladite Eglise. Mais qu'il sera permis aussi aux Réformez de faire l'Office à leur gré dans l'Eglise qu'ils possèdent dans ladite Ville.

IV. Ausdits Catholiques Romains demeureront de plus, & en conformité des Traitez de Westphalie, & desdites Transactions, l'Eglise de l'Archidiaconat de S. Martin fondé dans la Ville d'Emmerik, & l'Eglise Paroissiale de S. Adelgonde, comme aussi celle des Peres Jesuites, celle des Freres de la Croix, & celle des Freres de S. George; mais à condition, que les Catholiques contribuent par convenance, pour l'agrandissement ou l'établissement des Eglises, & de l'Exercice des Protestans à Emmerik la Somme de mille cinq cens Ecus, & en la payant effectivement en execution de cette Transaction, & qu'ils leur quittent aussi la Chapelle de Notre-Dame, nommée Marienburg avec le Cimetiere y joint, & dont les Réformez, & les Luthériens s'accommoderont à l'amiable: & que pareillement lesdits Freres de Saint George s'accorderont équitablement avec les Luthériens sur la prétention que ceux-ci ont faite au sujet des réparations, & des ornemens des Orgues.

V. Puis que d'un côté les Réformez prétendent, qu'ayant eu l'Exercice public dans l'Eglise Paroissiale à Orsoy l'an 1609. & encore qu'ils en ayent été dépossédez l'an 1622. y ayant pourtant été remis dans la suite du tems, ladite Eglise Paroissiale, qui, par la dernière prise de la Ville, a été transférée aux Catholiques, devoit d'autant mieux être rendue, que la plus grande partie de la Communauté à Orsoy, est effectivement de leur Religion Reformée: & que de l'autre côté les Catholiques Romains soutiennent, que ladite Eglise Paroissiale leur appartenoit dans les années 1609. & 1624. jusqu'à celle de 1632. où la Garnison des Etats la leur ôta aussi bien que les Maisons de Pasteur, & d'Ecole, avec ses Rentes, & Vicariats, on a trouvé & accordé pour la convenance, la commodité, & le repos de l'une & de l'autre Religion; qu'on rendra aux Réformez ladite Eglise Paroissiale, avec les Maisons de Pasteur & d'Ecole, & tous les Revenus, & Vicariats y appartenants, & qu'on donnera aux Catholiques pour leur Exercice public l'Eglise de la Maison des Vieillards, nommée Gathaus, dans laquelle on baillera aussi un appartement convenable aux Curez des Catholiques avec une Pension annuelle de soixante Ecus pour subsistence, & que les Catholiques en recevront des Cautions ou assurances, comme aussi leur Autel, qui avoit été ôté de ladite Eglise Paroissiale, & qui se trouve encore entre les mains des Protestans.

VI. Les Catholiques conserveront leur Exercice public avec tous les annexes dans l'Eglise du Cloître, qui se trouve encore à Buderich, & puis qu'ils se plaignent que cette Eglise-là est trop étroite pour le grand



ANNO  
1673.

ihret Commodität halb auff der Reformirt- und halb auff der Catholischen Kösten vergrößert / oder das Chor der Pfarr-Kirchen zu gemeltem Buderich / und wann dasselbe zu eng / alsdann neben demselben noch ein solcher Theil von selbiger Kirchen / als zu Übung ihres Gottesdienst nöthig seyn wird / vom übrigen Theil gemeldter Kirchen auff der Reformirten Kösten durch eine Mauer abgetrennt / und separirt / und ihnen sampt der am Chor angebauten Sacrificia zu ihrem Exercitio gelassen und eingeräumet / das andere Theil der Kirchen aber neben der Pfarr-Kirchen und Vicariats denen Reformirten abgetrennt und gelassen / und sie gemelten Catholischen zu Unterhaltung und Subsistenz ihres Seelsörgers jährlich ein hundert Reichsthaler unschuldig entrichten / darenthalb auch gnugsamb versichern / und bis darau obgemelte extention oder separation wirklich vollzogen / ihnen Catholischen das Exercitium ihrer Religion in ihregemelten Pfarr-Kirchen ungehindert zu üben frey stehen und umbenommen seyn.

VII. Und gleich wie die Römisch-Catholische in obgemelten Städten und Orten / Wesel / Rees / Emmerich / Orsoy und Buderich das Exercitium publicum ihrer Religion haben / und vermöge dieses Vergleichs restituirt bekommen / also sollen sie auch dasselbe und ihren Gottesdienst / wie in der Römisch-Catholischen Kirchen geschicht / in allen Stücken und annexis ungehindert üben und treiben mögen / und es in diesen und allen übrigen obgemelten Religions-Neccessen gemäs gehalten werden.

VIII. So sollen auch mehrgemelte Evangelisch Reformirte und Lutherische mit denen Römisch-Catholischen in obernannten Städten sich hinsichtlich friedlich untereinander vertragen / und was bey und nach Eingangs angezogener Veränderung wegen der Religion und dero anliebenden Stück vorgelauffen / vergessen / und aufgehoben seyn / auch niemand desfalls angesehen oder beschwäret werden.

IX. Und weil so wohl die Römisch-Catholische als Evangelische bey gegenwärtiger Handlung ein- und andere prentensionen und gravamina übergeben / welche diesmahln abythum und zu erledigen die Zeit und eingefallene Verhinderungen nicht erleiden wollen / als soll dieserhalb nöthige Erkündigung fürderlich eingezogen und hierin oft-gemelten Frieden-Schluss und Religions-Necess gemees remediret;

X. Und obgesetzte Articulen von höchstgemelter Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg / und Seiner Fürstl. Durchl. zu Pfalz-Neuburg inner Zeit von sechs Wochen / à dato dieses / oder so bald es geschehen kan / ratificiret und gegeneinander ausgewechselt werden; Dessen zu Urkund haben unter benannte Räte und Bevollmächtigte dieses eygenhändig unterschrieben / und ihre Pittschafften aufgedrucket. So geschehen zu Düsseldorf den 20. Julii 1673.

(L.S.) FRANTZ MEINDERS.

(L.S.) MELCHIOR VOETZ.

Das Wir demnach kein Bedencken gefunden / obstehenden Vergleich in allen Punkten und Clausulen zu ratificiren / gestalt wir dau denselben hiemit also ratificirt und darüber vest und unverbrüchlich gehalten haben wollen / Urkundlich unser eygenhändiger Unterschrift und vorgedrucktem Fürstl. Insiegel. So geschehen Bensberg den 16. Septembris 1673.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)  
TOM. VII. PART. I.

grand nombre de leur Communauté, on leur y donnera toute commodité par l'agrandissement de ladite Eglise, qui se fera pour une moitié à leurs dépens, & pour l'autre aux dépens des Reformez, où on leur baillera le Chœur de l'Eglise Paroissiale à Buderik, & en cas qu'il fût trop étroit, on l'élargira en y comprenant une telle partie de l'Eglise Paroissiale même, qui seroit suffisante, & on fera cette séparation d'Eglise par une muraille aux dépens des Reformez seuls, c'est ce qu'on laissera aux Catholiques avec la Sacrificie jointe audit Chœur, pour l'usage de leur Exercice public, mais l'autre partie de ladite Eglise Paroissiale, aussi-bien que les Rentes de cette Paroisse, & les Vicariats seront donnez, & permis aux Reformez, à condition, qu'ils en payent inmanquablement pour la subsistance du Pasteur Catholique cent Ecus annuels, & qu'ils en donnent suffisamment caution & sûreté aux Catholiques Romains, lesquels pourront librement faire, & continuer leur Exercice dans cette Eglise Paroissiale jusqu'à ce que ladite extention ou séparation soit effectivement faite pour leur service.

VII. Comme les Catholiques Romains ont l'Exercice public, ou l'auront en vertu de cette Transaction dans les Villes & Places de Wesel, Rees, Emmerik, Orsoy, & de Buderik, ainsi l'y pourront-ils faire de la même maniere, que l'Eglise Romaine l'ordonne, dans tous ses Points & annexes, sans qu'ils y puissent être aucunement empêchez ou troublez, le tout en conformité des susdites Transactions au sujet des différentes Religions.

VIII. Ainsi les Protestans, tant Reformez, que Luthériens, auront à se comporter paisiblement avec les Catholiques Romains dans les susdites Villes, & tout ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion des changemens pour les Religions, & leurs annexes, sera tellement oublié, & supprimé, que personne n'en puisse plus être chargé, ou incommodé.

IX. Et comme dans le tems de cette Négociation, tant de la part des Catholiques, que de celle des Protestans, on a présenté encore des prétentions, & des griefs; que ni le tems, ni d'autres empêchemens ne permettent pas d'ajuster présentement; on déclare qu'on en prendra au plutôt les connoissances nécessaires, & qu'on y remediéra conformément aux Traitez de Paix, & aux Transactions faites sur la Religion.

X. Tous ces Articles seront ratifiez de S. A. E. de Brandebourg, & de S. A. S. de Neubourg, & les Ratifications en bonne forme échangées dans le tems de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut. En foi de quoi, les Ministres Conseillers, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, ont signé ces presentes, & y ont apposé les Cachets de leurs Armes. Fait à Dusseldorp le 20. Juillet de l'an 1673.

(L.S.) FRANÇOIS MEINDERS.

(L.S.) MELCHIOR VOETZ.

Nous n'ayant pas difficulté de ratifier, & d'approuver cette Transaction dans tous ses Points & Clausules, l'approuvons & ratifions par ces presentes, & promettons de nous y tenir inviolablement. En témoignage de quoi, nous avons fait mettre nôtre Sceau aux presentes, signées de nôtre main. Fait à Bensberg, le 16. de Septembre l'an 1673.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)  
Hh 2 CX.

ANNO  
1673.

CX.

30. Août.

L'ESPAGNE ET  
LES PROVINCES-  
UNIES.

*Traité d' Alliance entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par lequel Sa Majesté s'engage à se declarer en Guerre ouverte, contre les Rois de France & d'Angleterre: Les Traitez de Munster & d'Aix la Chapelle, y sont confirmés & garantis, avec promesse reciproque de ne faire ni Paix ni Trêve sans une restitution entiere des Places prises sur l'un, & sur l'autre. Messieurs les Estats y promettent de plus la restitution de Mastricht à Sa Majesté Catholique. Fait à la Haye le 30. d'Août 1673. Avec les Articles separés, concernant la Rupture du Roi Catholique, contre le Roi de la Grande Bretagne. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 460. Recueil de LEONARD. Tom. VI. LONDORPII. Acta publica Tom. X. pag. 92. en Allemand. Theatrum Europæum Tom. XI. pag. 512. aussi en Allemand.]*

Après de si grandes & de si considerables assistances rendues, par la Couronne d'Espagne avec tant de generosité aux Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, & après les obligations extraordinaires que lesdits Estats Generaux ont témoigné d'avoir à Sa Majesté Catholique, comme à un Prince qui s'est opposé avec tant de constance à la ruine manifeste dont ils étoient menacez lors qu'ils ont été attaquez par de si puissants Ennemis. Lesdits Estats Generaux considerant que pour assurer leur retablisement & conservation à l'avenir, ont besoin d'une ferme Union avec Sadite Majesté pour la prosperité & manutention de tous les Pays-Bas en general, ils ont fait plusieurs instances à Sadite Majesté à ce qu'il luy plût d'accomplir cette grande œuvre, non seulement par le renouvellement des anciens Traitez faits entre Sadite Majesté, & lesdits Estats, mais aussi en leur donnant une marque signalée de bien-veillance Royale en contractant avec eux une Alliance nouvelle & inviolable, afin de parvenir par ce moyen à l'unique but qu'ils se sont proposez, à sçavoir le repos de toute la Chrestienté. Et puis qu'il semble qu'on ne peut point obtenir ce bonheur par les moyens que l'on a employez jusques à present, lesdits Estats Generaux ont toujours esperé que Sa Majesté se rangeroit à leur secours par une Guerre ouverte, & declarée pour la conservation des Pays-Bas, lesquels sont si fort menacez par le progrès des Armes Ennemies, afin de changer les troubles de la Chrestienté en une Paix generale par l'assistance & la faveur du Ciel. C'est pourquoy Sa Majesté se conformant au desir desdits Estats Generaux, & étant sollicitée outre cela par d'autres motifs de Justice & d'equité, il a été accordé au nom de Sadite Majesté par Don Emanuel de Lita Introduceur des Ambassadeurs en la Cour d'Espagne, & Envoyé extraordinaire de Sadite Majesté à la Haye, d'une part, & les Sieurs Conrad van Beuningen, Gaspar Fagel Conseiller Pensionnaire des Estats de Hollande, Jean de Mauregnault, Isbrant van Vierfen & Schako Gockinga tous Deputés ordinaires en l'Assemblée des Estats Generaux au nom desdits Estats, d'autre.

I. Qu'il y aura une ferme, sincere & perpetuelle amitié & bonne intelligence entre le Roi, les Rois Catholiques ses Successeurs & ses Royaumes, d'une part, & les Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, les Terres & Sujets de leur domination, d'autre, tant par Mer que par Terre, & en tous Lieux tant dedans que dehors l'Europe.

II. Il y aura entre Sadite Majesté, les Rois ses Successeurs & leurs Couronnes, & lesdits Estats Generaux, les Terres & Sujets de leur domination une étroite Alliance & fidelle Union, pour se maintenir & conserver les uns les autres en la possession de tous les Estats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent, & dans l'usage de tous les Droits & franchises du Commerce & de la Navigation de quelque nature qu'ils puissent estre, tant par Mer, que par Terre; dont ils jouissent aujourd'hui, ou dont ils ont droit d'user par le Droit ge-

neral, ou des franchises qu'ils ont déjà acquises, ou qu'ils pourroient encore acquerir à l'avenir par des Traitez de Paix, Amitié ou Neutralité qui ont été déjà faits par le passé, ou qu'ils pourroient faire à l'avenir par consentement mutuel avec d'autres Rois, Republics, Princes, Villes & Estats seulement dans l'Europe.

III. Ils s'obligent pareillement de se garantir les uns les autres des Traitez que Sa Majesté ou les Estats Generaux pourroient déjà avoir faits avec d'autres Rois, Republics, Princes & Estats, qu'ils se communiqueront les uns aux autres avant l'échange de la Ratification ou Confirmation du present Traité; comme aussi tous ceux qu'ils pourroient faire ensemble à l'avenir, afin de se defendre, secourir & conserver mutuellement en la possession des Estats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent presentement ou qui pourroient leur appartenir à l'avenir, tant à Sadite Majesté & aux Rois ses Successeurs, qu'ausdits Estats Generaux, soit par les Traitez susmentionnez, ou en quelque autre maniere que ce puisse être & en quelque partie de l'Europe que lesdits Estats, Villes, Places & Pays soient situez; en sorte que si Sadite Majesté ou les Rois ses Successeurs, ou lesdits Estats Generaux venoient à être troublez, ou inquietez, en quelque maniere que ce puisse être en la possession ou jouissance desdits Estats, Villes, Places, Pays, Droits & franchises du Commerce ou Navigation, ou de quelques autres Droits tant par Mer que par Terre, que Sadite Majesté & lesdits Estats possèdent, ou dont ils jouissent par les Traitez déjà faits ou encore à faire, ainsi qu'il a été dit cy-dessus: Sa Majesté & lesdits Estats Generaux, après communication & enquete des deux costez feront tous les devoirs possibles pour faire cesser lesdites molestations & hostilités, & faire reparer tous les torts & dommages qui pourroient avoir été faits à l'un ou l'autre des Alliez.

IV. Et en cas que ladite agression ou molestation fût suivie d'une Guerre ouverte, celui des 2. Alliez qui n'aura point été attaquez sera obligé de faire la Guerre à l'attaquant trois mois après qu'il en aura été requis par celui à qui on fait la Guerre: & pendant ce temps-là, il fera tous les devoirs possibles par ses Ambassadeurs ou autres Ministres pour procurer une bonne Paix entre l'attaquant & celui qui est attaquez; & cependant demeurera néanmoins obligé d'envoyer un secours de 8000. Hommes de pied partagez en Regimens & Compagnies, sous leurs Colonels & autres Officiers tels qu'il trouvera bon de choisir pour cet effet. Il sera aussi obligé d'envoyer lesdites Troupes Auxiliaires, & de les entretenir à ses dépens au service de l'Allié qui est attaquez; auquel il sera permis de recevoir ledit secours en Argent ou en Hommes, ou en partie en Hommes, Argent, Vaisseaux, Armes, Instrumens & Munitions de Guerre: en sorte que 1000. Hommes seront taxez à 10000. Florins par mois, suivant le cours du change d'Amsterdam, & à conter 12. mois pour un an. Le payement se fera aussi par mois par égales portions, soit à Anvers, ou bien à Amsterdam. Toutefois en cas que ledit secours se donnât en tout ou en partie, en attirail de Guerre, Vaisseaux, ou autres choses necessaires à la Guerre, celui qui est assisté sera obligé d'aller recevoir toutes lesdites choses dans le Pays de celui qui donnera ledit secours; à la charge que si celui qui sera assisté en demande une partie en Cavalerie ou en Dragons, chaque Cavalier ou Dragon sera conté pour trois Soldats à pié jusques au nombre des 8000. Hommes qui doivent être fournis: Et lors qu'on donnera ledit secours en Gens de Guerre, lesdites Troupes Auxiliaires seront obligées d'obeir & de recevoir les ordres de l'Allié auquel elles seront envoyées, lequel s'en servira à la Campagne, en des Sieges de Villes, ou pour la garde & defense de ses Places, & par tout où la necessité & utilité de ses affaires le requerra: à la reserve toutesfois que les Compagnies ne pourront être separées entierement les unes des autres, & ne pourront être laissées ensemble en moindre nombre que de 2. ou 300. Hommes de chaque Regiment; & nullement sans leurs Drapeaux; Mais si la necessité des affaires requeroit que ledit secours dût être augmenté, Sa Majesté & les Estats Generaux en pourroient traiter par ensemble, & s'accorder à mieux qu'il sera possible. Il sera aussi du choix de l'Allié qui est attaquez de se servir du secours qui lui sera envoyé après l'expiration desdits trois mois; en cas que la constitution du temps ou des affaires lui fit plutôt choisir la continuation dudit secours, que la declaration d'une Guerre plus ouverte.

V. La Garantie ou assurance mutuelle sera établie en

ANNO  
1673.

ANNO  
1673.

en cette sorte: Lors que l'un des Alliez aura été attaqué ou molesté, & qu'il sera obligé d'en venir à une Guerre ouverte, l'autre Allié sera aussi obligé de déclarer la Guerre à l'attaquant; & d'employer toutes ses forces par Mer & par Terre, & les joindre à celles de celui qui est attaqué, afin d'obliger l'Ennemi commun à entendre à une Paix honorable, juste, équitable & assurée.

VI. Et en ce cas-là les forces de Sa Majesté & des Etats Generaux agiront conjointement ou separement, suivant l'Accord qui se fera alors entre Sadite Majesté & lesdits Etats Generaux, & delibérant ensemble sur les moyens les plus propres pour endommager l'Ennemi commun, soit par diversion ou autrement, & l'obliger, comme il est dit; à entendre au plutôt à une Paix honorable.

VII. Et quoi que par ce qui a été dit à la fin du deuxieme Article du present Traité tout l'effet de cette Union se renferme dans les limites de l'Europe, il faut néanmoins entendre en telle sorte que si Sa Majesté Catholique se trouve ci-après troublée ou inquiétée, en quelque sorte que ce puisse être en la possession & jouissance des Etats, Villes, Places, Pays, Droits ou franchises du Commerce, Navigation ou autres choses de quelque nature qu'elles puissent être, tant par Mer que par Terre, que Sa Majesté ou lesdits Etats Generaux possèdent, ou dont ils jouissent, ou qu'ils ont Droit de posséder hors de l'Europe ou en quelque partie du monde que ce soit, soit par le commun Droit des Gens, soit par Traitez déjà faits ou encore à faire, ainsi qu'il a été déjà dit ci-dessus; Sa Majesté & lesdits Etats Generaux après qu'ils en auront été requis mutuellement, contribueront unanimement tout ce qui sera en leur pouvoir pour faire cesser ladite Agression ou hostilité, & faire reparer les torts & dommages qui auront été infligés à l'un des Alliez. Mais en cas, qu'ils ne puissent parvenir à ce but par les voyes de la douceur dans le temps ou espace de quatre mois, & que celui des Alliez qui aura été attaqué ou molesté en cette sorte hors de l'Europe, ou en quelque partie du monde que ce soit, se trouvât obligé de prendre les armes contre l'Attaquant ou Agresseur, afin de le mettre à la raison, alors celui des deux Alliez, qui n'est pas attaqué ni molesté, fournira à l'autre le secours mentionné ci-dessus, & declarera la Guerre ouvertement à l'Attaquant ou Perturbateur du repos commun, en la même maniere que si l'Aggression ou Molestation eût été faite dans les limites de l'Europe.

VIII. Lors que lesdits Alliez seront entrez dans une Guerre ouverte suivant les obligations du present Traité, il ne sera permis à l'un ni à l'autre de faire aucune suspension d'Armes avec les Ennemis, qu'avec le consentement mutuel de l'un & de l'autre.

IX. S'il arrivoit qu'on en vint à un Traité, soit de Paix ou de Treves pour quelques années, ledit Traité ne pourra être entamé par l'un des Alliez sans en donner connoissance à l'autre, & sans lui procurer en même temps la liberté & la seureté nécessaire comme pour lui même, pour envoyer ses Ministres & Ambassadeurs au lieu du Traité, comme aussi lui donner avis fidelle de temps en temps de tout ce qui se passe audit Traité. Ne pourra aussi aucun desdits Alliez venir à une conclusion de ladite Paix ou Treve sans y comprendre son Allié, & sans le faire remettre s'il le desire, en la possession des Etats, Places & Pais, & la jouissance des Droits & franchises, dont il a joui devant la Guerre. Ne pourra non plus consentir que l'Ennemi commun n'accorde point à son Allié les mêmes Droits, franchises, immunités & avantages qu'il stipulera pour lui-même, du moins jusqu'à ce que son Allié se soit premierement accordé à d'autres conditions.

X. Et afin que la veritable inclination qui est tant par devers Sa Majesté que du costé des Etats Generaux pour établir par ce present Traité une tres-étroite amitié & Union entre eux, leurs Etats & leurs Sujets, au bien & au repos commun de tous les deux, puisse paroître encor davantage, & que leur intention est de n'épargner aucune peine pour empêcher qu'elle ne soit alterée par aucun accident ou occasion, on est demeuré d'accord que Sa Majesté Catholique & lesdits Etats non seulement ne pourront s'engager à l'avenir en aucune Alliance qui pourroit être contraire à la presente, mais mêmes qu'ils ne pourront faire aucun Traité sans s'y comprendre l'un l'autre, s'ils le desirant, & sans s'en avertir de bonne heure mutuellement, afin qu'ils puissent declarer s'ils veulent y estre compris.

XI. Et afin que la presente Alliance, dont le but & la fin principale est le rétablissement & la conservation

du repos commun, puisse avoir d'autant plus de force & d'efficace, l'Empereur & les autres Rois, Princes & Etats que l'on jugera les plus convenables d'un commun consentement, seront conviez d'y entrer. On travaillera aussi particulièrement de part & d'autre à conserver en son entier la Triple-Alliance de Garantie ou assurance qui a été faite en faveur de Sa Majesté Catholique pour faire observer le Traité d'Aix-la-Chapelle aussi-tost que la presente Guerre avec Sa Majesté de la Grande Bretagne sera finie.

XII. Le Traité de Paix fait à Munster entre la Couronne d'Espagne & les Etats Generaux en l'an 1648. celui de Marine signé le 17. Decembre 1650. la Garantie ou assurance de la Paix d'Aix-la-Chapelle promise par Messieurs les Etats Generaux, & tous autres Traitez faits depuis ce temps-là, seront observez en tous leurs Points & Articles; & Sa Majesté & lesdits Etats Generaux & leurs Sujets jouiront mutuellement de tout ce qui a été arrêté & conclu dans lesdits Traitez, tant pour le fait des affaires generales que des particulieres.

XIII. Et d'autant que lesdits Etats Generaux se trouvent maintenant engagez en une grande & dangereuse Guerre avec le Roi Tres-Chrestien & celui de la Grande Bretagne, comme aussi avec l'Electeur de Cologne & l'Evêque de Munster; & que les Plenipotentiaires de toutes les Parties sont assemblez à Cologne pour y conclure un Traité de Paix, s'il est possible; lequel puisse redonner le repos à l'Europe, & delivrer les Etats Generaux de l'oppression en laquelle ils se trouvent; Sa Majesté Catholique afin de donner ausdits Etats Generaux les dernieres preuves de sa Royale generosité, de l'affection dont il les honnore, & du soin qu'il a de leur conservation; promet & s'oblige de contribuer tout ce qui est en son pouvoir pour la conclusion de ladite Paix, sans differer plus long-temps les conditions qu'on jugera qu'elle pourra accorder pour le bien commun, & pour sortir du danger & de la desolation où ils se trouvent. Mais en cas que la bonne intention desdits Etats pour la conclusion de ladite Paix ne pût pas avoir le succes desire, Sa Majesté Catholique entrera conjointement avec Sa Majesté Imperiale, en une Guerre ouverte aussi-tost après la premiere instance desdits Etats envers le Gouverneur General pour Sa Majesté des Pays-Bas, & Comté de Bourgogne: Et afin de travailler au plutôt pour le bien commun & soulagement desdits Etats opprimez, ledit Gouverneur General employera par avance toutes ses forces contre le Roi Tres-Chrestien, & Sa Majesté Catholique en fera de même dans les autres parties de l'Europe tant par Mer que par Terre, ainsi qu'il a été dit cy-dessus; & ledit Gouverneur General commencera mesme à faire la Guerre devant que la Ratification de ce Traité soit arrivée d'Espagne, & alors on lui mettra sans aucun delai entre les mains, celle desdits Etats Generaux.

XIV. La Guerre se faisant en cette maniere entre Sa Majesté & lesdits Etats Generaux d'une part, & le Roi de France d'autre, Sadite Majesté & lesdits Etats s'obligent de ne faire aucune Suspension d'armes sans un commun consentement, & de ne point persister en l'Assemblée qui est presentement à Cologne, & de ne rentrer ci-après en aucun Traité de Paix ou de Treves pour quelques années, que moyennant une exacte observation de tout ce qui a été arrêté ci-dessus à l'Article 9.

XV. Et d'autant qu'il y a plusieurs Villes, Places & Pays appartenans ausdits Etats Generaux qui leur ont été ôtés, Sa Majesté s'oblige de ne point faire la Paix, que premierement, ils ne leur aient esté restitués entierement, avec tous ceux qui pourroient encor leur être ôtez pendant la presente Guerre, à moins que l'on ne stipulât d'autres conditions pour le bien de la Paix.

XVI. Lesdits Etats Generaux en reconnaissance de cette grace de Sa Majesté & d'un secours si grand & si considerable qu'ils ont recen d'Elle en la presente Guerre; & dans leurs plus grandes necessités, s'obligent de ne point faire la Paix avec le Roi Tres-Chrestien, que premierement Sa Majesté Catholique ne soit remise en la possession de toutes les Villes, Places & Pays qui lui ont été ôtés par le Roi Tres-Chrestien depuis le Traité de Paix des Pirenées fait en l'an 1659: à moins qu'on n'en ordonnât autrement pour le bien & avancement de la Paix.

XVII. Et pour ce qui est des autres Parties qui se trouveront alors en Guerre avec Sa Majesté & les Etats

ANNO  
1673.

ANNO  
1673.

Generaux on traitera avec eux pour ce qui concerne les affaires de la Paix ainsi qu'il a été accordé ci-dessus à l'Article 9

XVIII. Lesdits Etats Généraux promettent outre cela de ceder & donner à Sa Majesté Catholique la Ville de Maestricht avec la Comté de Vroonhoven, & tout ce qui en dépend dans le Pays d'Outremeuse, avec toutes les prétentions qu'ils ont ou peuvent avoir sur les Villages d'alentour sans aucune réserve. Mais en cas tant par la part que Sa Majesté prend en cette Guerre, que par la suite des armes communes, ou en quelque autre maniere que ce puisse être, les affaires fussent remises en un tel état que lesdits Etats Généraux ne fussent pas obligés à faire leurs efforts pour procurer la Paix, alors lesdits Etats accorderont à Sa Majesté d'un commun consentement ou ladite Ville de Maestricht, ou quelque autre de leur Estat qu'ils ont déjà perdu, ou qu'ils pourroient encore perdre pendant cette Guerre.

XIX. Le present Traité ou Alliance durera le tems de 25. années consécutives, avant l'expiration desquels on traitera du tems que l'on y continuera pour le bien du commun, & on delivrera les Ratifications 2. mois après que ledit Traité aura été signé; à condition neantmoins que si pendant ce tems-là lesdits Etats Généraux viennent à sentir pour leur bien les effets de la Guerre que Sa Majesté a promis de déclarer en leur faveur, en cas qu'ils ne puissent point avoir la Paix ainsi qu'il a été dit ci-dessus, alors lesdits Etats delivreront la leur tout aussi-tôt, sans attendre celle de Sa Majesté Catholique. Fait à la Haye ce 30. Août 1673. *Ainsi signé,*

Dom FRANCISCO EMANUEL DE LIRA.  
VAN BEUNINGEN.  
GASPAR FAGEL.  
JEAN DE MAUREGNAULT.  
YSBRANT VAN VIERSEN.  
SCHAKO GOCKINGA.

Articles (1) séparés. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 597.]

I. Bien que par le Traité, conclu & signé aujourd'hui entre Sa Majesté & les Etats Généraux des Provinces-Unies, Sa Majesté s'est engagée seulement à rompre avec la France; en cas que l'on ne pût conclure la Paix aux conditions, que l'on auroit jugées raisonnables; & que Sa Majesté seroit obligée avec douleur à rompre l'amitié qu'elle a avec le Roi de la G. B. puisque toutes sortes de raisons font voir, que si ledit Roy de la G. B. s'attache à ne point vouloir faire la Paix avec lesdits Etats Généraux; l'on ne peut attendre l'effet, que l'on peut desirer des Armes de Sa Majesté Catholique, à moins qu'elles agissent conjointement avec celles desdits Etats, & indistinctement contre tous ceux, qui voudroient continuer à leur faire la Guerre, sans vouloir admettre les conditions d'une Paix équitable; il a été convenu qu'en cas qu'on ne puisse promptement conclure un bon Accommodement avec Sa dite Majesté de la G. B. & que tous les efforts, qui ont déjà été employés à cet effet, & qui s'emploieront encore par (2) l'entremise de Sa Majesté Catholique, déclarent la Guerre au Roy de la G. B. en la même maniere, qu'elle auroit fait au Roy Très-Chrétien; Toutefois pour ne pas manquer à rien de ce qui pourroit contribuer à empêcher cette rupture, lesdits Etats Généraux pour satisfaire aux desirs de Sa Majesté Catholique, & pour l'inclination, qu'ils ont de pouvoir rétablir leur ancienne amitié, avec ledit Roy de la G. B. sont demeurés d'accord, que Sa Majesté Catholique fera un dernier effort pour porter le Roi de la G. B. à la Paix; & mesme en luy offrant les conditions qui sont exprimées \* cy-dessus, bien entendu que si lesdites conditions ne sont pas acceptées par le Roy de la G. B., & que la Paix, avec ledit Roi ne se conclût pas trois semaines après que la Ratification

\* Lisez  
cy-dessus.

(1) Ces Articles ne se trouvent ni dans le Recueil de Leonard ni dans la 1. Edition de celui-ci. [DUM.]

(2) Cet endroit est corrompu. On ne doute point qu'il ne faille lire par l'entremise de Sa Majesté Catholique, fussent inutiles, elle déclarera la Guerre au Roi de la Grande Bretagne de la même maniere qu'elle aura fait au Roi T. C. [DUM.]

ANNO  
1673.

du present Traité aura été remise; En ce cas Sa Majesté Catholique rompra avec le Roy de la G. B. comme elle auroit déjà rompu avec le Roy de France, & pour ce qui regarde les conditions que Sa Majesté Catholique pourra offrir au Roi de la G. B. & que lesdits Etats Généraux souscriront, en cas que par l'entremise dudit Roi de la G. B. on veuille faire la Paix avec eux il a été convenu, que bien que lesdits Etats, ni par aucun Principe de Justice, ni par aucun Succès, d'Armes ne se trouvent obligés à donner les mains à des conditions desavantageuses; & que les grandes dépenses, & les perils auxquels l'on les a engagés par tant d'efforts, & dont ils se sont heureusement défendus par l'assistance divine, ne les mette pas dans le besoin d'acheter la Paix par des conditions, qu'ils ne doivent pas accorder; que neantmoins pour finir s'il se peut la Guerre avec Sa Majesté de la G. B. Sa Majesté Catholique ne jugeant pas autrement pouvoir travailler à cette Paix, pourra offrir audit Roy de la G. B. pour toutes les prétentions qu'il a formées jusques à cette heure, ou qu'il pourroit former encore contre lesdits Etats Généraux, premierement un ajustement sur les affaires du Pavillon à la satisfaction de Sa Majesté Britannique.

II. La restitution des Pais, & Places, que lesdits Etats Généraux ont occupés ou pourroient occuper par les Armes sur les Anglois durant cette Guerre hors de l'Europe, moyennant une restitution reciproque.

III. Une Somme de 4. 5. 6. 7. ou 8. cens mille Ecus payables aux termes suivans, sçavoir la quatrième partie dans le tems que les Ratifications seront delivrées; & le reste en trois termes, le premier dans la première année après la fin de la presente Guerre; un autre dans le second & le troisième en parties égales. Et lesdits Etats Généraux donneront pour cet effet des Cautions suffisantes à la satisfaction des Ministres du Roy Catholique.

Addition aux Articles séparés.

L'Article séparé touchant l'Angleterre signé ce jour d'huy entre le Ministre de Sa Majesté Catholique, & les Commissaires des Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, n'ayant été accordé par Don Emanuel Francisco de Lira, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté, que sous le consentement & l'approbation qui se doit attendre d'Espagne dans quatre semaines, après la signature du present Traité, il a été convenu, afin d'ôter tous les scrupules, qui pourroient naître des Articles 15. & 16. du Traité signé d'aujourd'hui avec les sousignés des Ministres & Commissaires, en ce qui regarde la Negotiation, après la rupture qui sera faite en commun, ne seront obligatoires, si faute de consentement & approbation ledit Article ne subsiste plus en ce qui touche le Roy de la Grande Bretagne: bien entendu qu'en attendant ledit consentement & approbation, & le Gouverneur General ayant commencé à y travailler, lesdits Articles 15. & 16. seront observés comme tous les autres, mesme devant la Ratification dudit Traité. Fait à la Haye signé, comme cy-dessus.

CXI.

Traité fait entre l'Empereur LÉOPOLD & les 30. Août  
Etats Généraux des PROVINCES-UNIES. L'EMPEREUR  
A la Haye, du trentième Août 1673. [FRE-REUR  
DER. LEONARD. Tom. VI. Actes & Mé- ET LES  
moires de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. PROVIN-  
580.] CES-UNIES.

A Tous ceux qu'il appartiendra soit notoire & manifeste, que puis qu'en ce qui a été conclu l'année passée entre Sa Majesté Imperiale & Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conjointement avec le Serenissime Electeur de Brandebourg, pour rétablir la Paix & les moyens qui peuvent servir à cet effet, il est survenu un grand changement, d'autant que ledit Sieur Electeur a cependant traité séparément avec le Roi de France, & qu'aussi la continuation des hostilités & injures faites à Sa Majesté Imperiale ne lui permet pas de desister du dessein qu'Elle a crû être de son devoir pour la Garantie du Traité de Westphalie, Cleves & Aix, &

Pour

ANNO  
1673.

pour éteindre la présente Guerre, comme aussi pour obtenir une fin si désirée qui tende au bien commun de toute la Chrestienté, & que partant il est nécessaire que le precedent Traité soit accommodé & proportionné à la constitution du tems & des affaires; c'est pourquoi il a été trouvé bon avec le consentement des deux Parties qu'il fût conclu & accordé par leurs Plenipotenciaires, ainsi qu'en vertu de ce Traité il est conclu & accordé.

I. Que Sa Majesté Imperiale nonobstant le Traité particulier du Serenissime Eleveur de Brandebourg avec le Roi de France, demeurera néanmoins constante en la cause commune, & la poursuivra courageusement par toute sorte de moyens, jusqu'à ce que la Paix soit restablie à des conditions honorables par les armes communes, ainsi qu'il sera dit plus amplement ci-après.

II. Sa Majesté Imperiale tiendra prête pour cet effet pour le 16. du present mois d'Aoust sur les Frontieres de Boheme, auprès de la Ville d'Egra une Armée de 30000. Hommes, à sçavoir 10000. Chevaux & 20000. Fantassins, pourvê de toutes sortes de Munitions nécessaires tant d'Artillerie qu'autrement; laquelle Armée Sa Majesté enverra sans aucun delay du côté du Rhin afin d'agir pour la cause commune, selon que la nécessité des affaires le requerra, jusqu'à la fin de la Guerre, pour parvenir au but mentionné ci-dessus. Et il sera permis ausdits Estats Généraux d'envoyer des Commissaires pour visiter lesdites Troupes dont on fera montre auprès dudit lieu d'Egra, & marquer le nombre qu'il y aura, comme aussi ils pourront être présents à toutes les montres suivantes qui se feront de trois mois en trois mois, & prendront connoissance de tout, ainsi qu'ils verront le plus à propos.

III. Et d'autant que par la présente constitution des tems & des affaires Sa Majesté se trouve beaucoup plus chargée que par ci-devant, ou a resolu qu'à l'égard des nouveaux frais qu'il conviendra faire pour augmenter le nombre de la Milice par de nouvelles levées & recrutés, & executer les autres choses nécessaires pour le bien de la cause commune, lesdits Estats Généraux payeront tous les mois pour le soulagement desdits frais à Sa Majesté à Francfort, si ledit paiement s'y peut faire, ou bien à Hambourg, 45000. Risdals en argent contant de Banque, lequel paiement commencera à courir dès le premier Aoust de la présente année, & durera jusqu'à la fin de la présente Guerre.

IV. Et si l'on trouvoit bon pour le bien de la Guerre, d'augmenter lesdites Troupes d'un commun consentement, ou qu'on fût obligé d'agir contre de nouveaux Ennemis qui pourroient être suscités à Sa Majesté par le present Traité, ou pour quelque autre occasion que ce pût être, lesdits Subsidies seront augmentés à proportion selon le nombre des Soldats que Sa Majesté fera obligée de lever, tant pour la propre defence, que pour celle de la cause commune.

V. Et d'autant qu'il est nécessaire pour la marche de l'Armée qu'il y ait de l'argent contant pour plusieurs nécessitez de la Guerre, lesdits Estats promettent de payer par avance en argent contant à Francfort s'il se peut faire, ou à Hambourg, la Somme de 100000. Risdals, & cela en deduction desdits Subsidies, aussi-tôt, que la Ratification sera arrivée en ce lieu de la Haye, & qu'elle aura été delivrée par le Sieur Krampricht au nom de Sa Majesté Imperiale, & dès que l'Armée commencera à marcher hors des Terres Hereditaires pour cet effet.

VI. Mais s'il arrivoit que pendant que les Armées Imperiales sont occupées à travailler pour le bien de la cause commune, que Sa Majesté Imperiale fût empêchée en son bon dessein par l'invasion des Turcs, en ce cas-là il sera permis à Sadite Majesté de rappeler de ses Troupes autant qu'elle en aura besoin pour sa propre defence, à condition toutefois que les Subsidies ci-dessus mentionnés seront amoindris à proportion desdites Troupes qui auront été rappelés.

VII. Sadite Majesté Imperiale & lesdits Estats Généraux auront soin que les autres Rois, Princes & Eleveurs dont le secours & l'assistance pourroient être utiles au rétablissement du repos & de la tranquillité publique soient compris en ce present Traité: & en cas que quelques-uns desdits Rois, Princes ou Républiques y voulussent entrer, cela se pourra faire d'un commun consentement aux conditions que l'on pourra stipuler avec eux; & on fera tous les devoirs possibles à ce que le Traité qui a été commencé avec le Duc de

Lorraine, soit amené à sa perfection par un commun consentement comme dessus, & qu'après cela il soit réputé comme une partie du present Traité, & y soit compris absolument.

VIII. Sa Majesté Catholique pour Elle-même, & pour ses Successeurs, Roiaumes & Provinces, sera comprise en ce present Traité, comme y ayant une part considerable, & en étant un Membre principal, aux conditions qui seront accordées; entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & lesdits Estats Généraux: les Articles duquel Traité ne seront qu'un seul & même corps avec le present Instrument; tout de même que s'ils y étoient inferés de mot à mot.

IX. De plus il a été accordé que les Estats Généraux renforceront leur Armée le plus qu'il leur sera possible, & du moins jusqu'au nombre de 14000. Hommes selon la constitution de leurs affaires, & jusqu'à 20000. Hommes s'il se peut, suivant le 3. Article du Traité de l'année passée, laquelle ils tiendront prête pour agir aux Lieux où il sera nécessaire, aussi-tôt que l'Armée Imperiale étant partie d'Egra, sera arrivée sur les Terres de l'Empire, ou aura commencé à agir séparément contre les Ennemis qui portent ou porteront les Armes contre la Paix de Westfalie, Aix ou Cleves, ou qui en empêchent la Garantie, & cela par Troupes séparées; ou autrement, selon que la nécessité des affaires le requerra, du commun consentement des deux Parties & leurs Généraux. Il sera aussi permis à Sa Majesté Imperiale d'envoyer des Commissaires pour être présents à la montre de ladite Armée des Estats, & prendre connoissance du nombre des Soldats dont elle est composée.

X. Enfin tous les Articles qui sont compris au precedent Traité du 17. Octobre de . . . & qui ne sont point contraires au present, & sur tout le 3. 4. 5. & 6. comme aussi les Articles séparés, demeureront en leur entiere force & vigueur, & ne seront point altérés par le present Instrument, lequel durera autant de tems que le precedent, à sçavoir 10. années consecutives, à conter du jour de la Ratification, laquelle sera delivrée de part & d'autre dans le tems de trois semaines. Fait à la Haye ce 30. Aoust 1673. Ainsi signé.

(L.S.) JEAN KRAMPRICT.

## CXII.

Articles pour la Paix des Archevêque de Cologne & Evêque de Munster, avec les Provinces-Unies, dressés à Cologne le 15. Septembre, 1673. [Manuscrit.]

15. Sept.  
LES PROVINCES-UNIES, COLLOGNE ET MUNSTER.

SON ALTESSE ELECTORALE de Cologne, & son ALTESSE l'Evêque de Munster rendront à Messieurs les Etats non seulement tout ce qu'elles ont occupé dans le Pais de Drente & de Gueldres, mais aussi de la Province d'Over-Yssel, les Villes de Deventer, & Campen avec tout le Pais de Vollenhoven à l'exception de Swart-Sluis & du Pais de Salland, ils retiendront en outre le Pais appelé la Colmschate, située à l'entour de la Ville de Deventer avec les Villages, & Terres situés auprès de la Ville de Campen, de l'autre côté de l'Yssel, le tout à condition que lesdits Princes

I. Retiendront en toute Souveraineté la Ville de Swolle avec toutes les dependances des Pais de Salland & Troente, excepté ce qui a été nommé cy-dessus, & que lesdits Princes ne pourront rien faire fortifier de nouveau sur la Riviere de l'Yssel entre Deventer & Campen.

II. Du Comté de Zutphen les petites Villes de Lötchem, & Grolle, comme aussi les Terres, Villes & Seigneuries de Borckelo, Brestort, & Lichtenvoort avec toutes les dependances.

III. Que la Ville de Swolle, Hasselt, & tous les Habitans & Sujets des Pais, qui demeureront ausdits Princes auront la mesme liberté du Commerce dans les Provinces-Unies qu'ils ont eu cy-devant, sans que Messieurs les Etats y puissent apporter aucun changement.

IV. Que non seulement on laissera dans Deventer, Campen & leurs dependances les choses à l'égard de la Religion dans le même état où elles se trouvent, mais que même il y aura liberté d'exercice de la Religion

Apostol.

ANNO  
1673.

Apostolique Romaine dans toutes les Villes des Provinces-Unies suivant les Vieux Concordats, & les Catholiques ne pourront plus être exclus des Charges publiques à cause de la Religion.

V. Qu'au lieu du Château de Wedde, avec le Pais de Weisterwolde, le Fort de Bortangue comme aussi Bellingwolde avec ses dependances, le tout promis dans les Traittés avec les deux Rois à Son Altesse de Munster, sadite Altesse se contentera pour l'amour de la Paix de retenir la Ville & Seigneurie de Linguen avec ses dependances & que le Fort de Bortangue sera rasé.

VI. Que les Etats Generaux seront obligés de faire payer ausdits Princes deux cent mille Ecus argent comptant, six semaines après la Paix faite, pour contenter leurs Troupes.

VII. Que lesdits Etats Generaux rendront Embden & Lieroot au Prince d'Oost-Frise, comme aussi à tous autres Princes de l'Empire ce qui se trouvera usurpé de leurs Etats, par lesdites Provinces-Unies, sans se mêler dorénavant plus en aucune affaire qui regarde les Princes & Etats de l'Empire, & leurs Jurisdictions, & autres Droits, tels qu'ils puissent être, & notamment encore qu'ils satisferont les Ordres Teutonique & de Malthe, comme aussi Son Altesse Electorale de Brandebourg, & Son Altesse de Neubourg touchant leurs justes pretentions.

VIII. Rendront à Monsieur le Comte de Bentheim ses Enfants, qu'ils lui retiennent contre toute sorte de Justice & de Droit divin, & des Gens & contre les Mandemens Imperiaux.

Et finalement que l'on conviendra d'une telle Garantie & seureré que lesdits Princes aussi bien que les autres de l'Empire leurs voisins n'ayent plus à craindre de recevoir aucun tort ni dommage de Messieurs les Etats Generaux, ni qu'ils contreviendront en aucune maniere contre le present Traité.

Signé à Cologne ce quinzième de Septembre, l'an 1673. étoit signé,

*François Egon Ep. Argent. Le Chevalier de Snaifing.  
J. Prince de Furstenberg. Le Bar. Gosw. Droste.  
W. zur Muhlen. D.*

## CXIII.

6. Oct. *Traité d'Alliance entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & CHARLES II. Roi Catholique d'Espagne & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, & CHARLES Duc de Lorraine d'autre part, contre la France, fait au Camp, entre Hanau & Franckfort le 6. d'Octobre 1673. Avec la RATIFICATION dudit Duc. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

CHARLES par la grace de Dieu, Duc de Lorraine & de Bar, &c.

Ayant esté conclu de nostre part un Traité que nous acceptons pour nous, nos Heritiers; & Successeurs avec Leurs Majestés Imperiale, & Catholique, & les Estats Generaux des Provinces-Unies signé au Camp Imperial entre Hanau & Franckfort le sixieme d'Octobre mille six cent soixante & treize, qui est en la forme suivante.

Comme ainsi soit, que Son Altesse le Duc de Lorraine a fait tesmoigner à Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & aux Estats Generaux des Provinces-Unies le genereux desir, dont Elle est portée de contribuer avec eux tout son possible pour le retablissement d'une Paix universelle, honeste, seure & durable, & qu'il estoit prest d'entrer dans une étroite liaison avec eux pour les mesmes fins: C'est pourquoi considerant les grands avantages, qui en peuvent resulter pour le bien public, & estimant comme il est juste, ses bonnes intentions, la presente Convention a esté arrêtée & conclue, entre les Ministres & Plenipotentiaires de part & d'autre cy-aprés nommés & à ce deuément autorisés en la forme qui s'ensuit.

I. Que Sadite Altesse pour elle, & pour ses Succes-

seurs tant en vertu de ses anciennes liaisons, que par le present Traité fera dès à present & pour l'advenir Alliée & Confederée de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, comme aussi des Estats Generaux des Provinces-Unies, & qu'une étroite liaison sera établie entre eux, pour procurer mutuellement les avantages; seurerés & utilités l'un de l'autre, & sur tout pour obtenir ladite Paix universelle, honeste, seure, & durable, & procurer la reparation & satisfaction des dommages causez par le Roy Tres-Chrestien, & toutes sortes d'autres infractions de la Paix de Westphalie, autant que faire se pourra.

II. Que pour donner d'autant plus de moyen à Sadite Altesse de Lorraine de mettre en execution ses bonnes volontés, & de se rendre plus utile à la cause commune on l'aidera à former un corps de dix huit mille Hommes, à sçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied, & pour cet effect Sadite Altesse fournira de sa part trois mille Chevaux, qu'elle a presentement sur pied, & levera de plus à ses propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied, Sa Majesté Imperiale promet pareillement de donner de sa part mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied. Et Sa Majesté Catholique s'oblige aussi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied. Et quant aux Estats des Provinces-Unies, comme ils ont presentement à supporter le plus grand poids de la Guerre, & qu'ils ne peuvent pas se desaisir des Troupes qui sont necessaires pour leur defence, ils ne pourront donner plus que mille Chevaux. Bien entendu que lesdites Troupes agiront ou en un corps separé, ou jointes avec les autres Armées, selon l'exigence des choses, & selon que du consentement de plusieurs on trouvera plus à propos.

III. Et afin qu'on puisse jouir au plustost du bon effect, que l'on peut attendre de l'employ desdites Troupes, Sadite Altesse s'oblige à mettre sur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre semaines après le jour que ce Traité doit estre ratifié, & d'y joindre de plus, autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied en deux mois après le dit terme de quatre semaines, & Sa Majesté Imperiale & Catholique comme aussi lesdits Estats Generaux promettent d'y joindre leur part cy-dessus spécifiée en même temps que Son Altesse de Lorraine aura mis sur pied lesdites premieres Troupes, & seront Commissaires deputés & autorisés de part & d'autre pour faire reveuë de toutes lesdites Troupes, afin d'observer, si elles sont au nombre qu'elles doivent estre, selon cette presente Convention, & fera ladite reveuë reiterée de trois en trois mois, en toutes les fois qu'aucune des Parties le requerra.

IV. Et quand Son Altesse de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ses propres Troupes, tant celles, qu'elle a sur pied, que celles, qu'elle fera de nouveau, comme aussi pour les frais necessaires pour l'Arillerie, on luy payera durant la Guerre la Somme de neuf mille Patacons par mois, le payement de laquelle sera également reparti entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & lesdits Estats Generaux des Provinces-Unies, à sçavoir un Tiers pour chacun, mais d'autant, que dans la conjoncture presente des affaires il seroit impossible auxdits Estats de payer ledit Tiers en argent contant; il leur sera libre de payer ledit Tiers en obligations sur les Provinces d'Hollande & de West-Frise, Zelande, Frise, Groningue & Ommelande, selon la proportion entre eux observée avec promesse de tels Interests, qu'elles sont accoustumées de payer à leurs autres Creanciers ayant Obligations, bien entendu, que les contributions que par le moyen desdites Troupes on pourra exiger dans le Pays ennemi seront receuës & administrées par des Commissaires à ce deputés du commun consentement des Parties pour estre employées aux fraix necessaires & autres usages de la Guerre.

Les autres Articles touchant les operations futures, les Negotiations de Paix ou suspension d'Armes au sçeu, & avec participation de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Estats Generaux, & le tems pour lequel cette Alliance doit durer, seront observés par Son Altesse le Duc de Lorraine de la même maniere, que Sa Majesté Imperiale en a été d'accord avec lesdits Sieurs Estats Generaux, & de la même sorte, que s'ils estoient compris & reiterés icy de mot à mot, veu principalement que ce Traité fait une partie de la Liaison conclue entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Estats Generaux,

ANNO  
1673.

ANNO raux, & que par conséquent il y appartient comme la  
1673. part à son corps entier.

FLORIMOND D'ALLAMONT.

(L.S.)

**N**OUS Reymond Comte de Montecucoli Seigneur de la Baronnie de Hochenegg & Osterburg, Chambellan de Sa Majesté Imperiale, Conseiller dans ses Conseils d'Estats & Privé, Président dans celui de Guerre, Maréchal General de Camps, & Lieutenant General de ses Armées, Chevalier de la Toison d'or ayant Pouvoir de Sa Majesté Imperiale daté du vingt unième Septembre, mille six cent septante & trois, lequel a esté produit & reconnu par Monsieur le Comte d'Allamont Plenipotentiaire & General de Bar-taillé de Son Altesse Serenissime de Lorraine, avons signé avec luy le present Traité, muni du Seel de nos Armes, & contresigné par le Secretaire de Sa Majesté Imperiale cy-bas nommé. Fait au Camp Imperial entre Hanau & Franckfort le sixième d'Octobre l'an mille six cent, septante & trois.

R. C. MONTECUCOLI.

(L.S.)

A. DE PATOUILLET.

**N**OUS ayant ce Traité susdit agreable en tous, & chacun des Points & Articles qui y sont contenus & declarés, avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs Ducs accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptions, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons de bonne foi, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacun nos Biens, presents, & advenir, garder, observer, & entretenir inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelle sorte & maniere, que ce soit: en tesmoin de quoi nous avons signé ces presentes de notre main, & à icelle fait mettre & apposer notre Seel, & fait contresigner par un de nos Secretaires d'Estats & Finances. Donné à Colbentz le dix septième Decembre, mille six cent, soixante & treize;

CHARLES DE LORRAINE.

J. DE RAULIN.

CXIV.

19. OCT. *Declaration de Guerre de Louis XIV. Roi de France contre les ESPAGNOLS. Du dix-neuvième Octobre 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]*

FRANCE  
ET ESPAGNE.

**S**A Majesté ayant été informée que le Gouverneur des Pais-Bas Espagnols, a fait commencer des Actes d'hostilité par toute la Frontiere sur les Sujets de Sa Majesté le seizième de ce mois; Elle a ordonné & ordonne par la presente, signée de sa main, à tous ses Sujets, Vassaux, & Serviteurs, de courre sus aux Espagnols, tant par Mer que par Terre; & leur a defendu & defend d'avoir ci-apres avec eux aucune communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majesté a dés à present revoqué & revoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, ou Sauf-conduits qui pourtoient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenans Généraux, & autres Officiers, contraires à la presente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, defendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Vermandois Admiral de France, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Messires de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de Cheval que de pied, François & Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente ils fassent executer

TOM. VII. PART. I.

chacun à son égard dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdiccions. Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle entend que la presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de son Roiaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Versailles le dix-neuvième Octobre 1673. Signé, LOUIS: Et plus bas, LE TELLIER.

ANNO  
1673.

**I**L est ordonné à Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi, de publier & faire afficher en tous les Lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Prevosté & Vicomté de Paris que besoin sera, l'Ordonnance du Roi du dix-neuvième du present mois & an, afin qu'il n'en soit pretendu cause d'ignorance. Fait ce vingtième d'Octobre 1673.

Signé, DE LA REYNIE.

*Lieu, publié à son de trompe & cry public, & affiché en tous les Carrefours ordinaires & extraordinaires de cette Ville & Fauxbourgs de Paris, par moy Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi en ladite Ville, Prevosté & Vicomté de Paris. Faisant laquelle Proclamation j'étois accompagné de cinq Trompettes; Scavoir de Hierosme Trousson, Estienne du Bois, Jurez Trompettes du Roi, & trois autres Trompettes, le vingtième Octobre 1673.*

CXV.

*Testamentum Serenissimi Regis Poloniae MICHAELIS I. quò de sepultura sua, Serenissimæ suæ Conjugis satisfactione, in adeunda possessione bonorum reformativiorum à Senatu & Equestri Ordine præstanda, debitorum solutione, bonorum Hereditate aliisque disponit. Leopoli die 5. Novembr. 1673. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

*In Nomine Domini Amen.*

**S**I quippiam aliud mediocris fortis juxtaque Principum animos magis exercere debet, illud primum ac præcipuum, ut ad normam Christianæ Religionis vitam suam componendo novissimorum continuum foreveant memoriam, ac vitæ humanæ ingressum stadium ita decurrant, ut brabeum æternitatis beatæ feliciter comprehendant. Hæc nimirum divinæ nutu voluntatis ordinata, ut veluti à communi nascendi sorte Principes non eximit, ita moriendi inexorabilis iisdem decreta sit necessitas; nihilque certius, quam vitam tot castibus obnoxiam cedere in spoliū mortalitatis. Regium itaque existimavi inter ea humanæ vicissitudinis spectacula, quæ omni momento in oculos auresque incurunt, seriam intendere cogitationem, ne imparatus à suprema & ineluctabili fatorum deprehendar necessitate. Dum itaque gravi infirmitate prostratus & lecto affixus hominem me esse memini, & in Confinito vitæ ac mortis positum; hanc ultimæ meæ voluntatis connotationem aggredior, seræque posteritati volo consignare, quod cogitationem mei ipsius tam in vita quam in morte nunquam exuerim. Condo itaque & ordino Testamentum meum omni meliori modo, via, forma ac stylo.

Ac imprimis divinæ Majestati pro omnibus Beneficiis tributarias exolvere gratias, interque illud primo repono loco, quod in Fide Catholica Orthodoxa Romano narus sum & educatus, & quam cum sanguine paterno, lacteque hausi materno, eandem fidem ad extremum vitæ meæ halitum reventurum, me constantissimè profiteor, & recognosco, & si quippiam in ultimo agone tentare Spiritus vellet, damno, rejicio; nunquam me confensurum, aut consentire proreor.

Sanctissimæ Virgini Mariæ Patronæ meæ à prima pueritia summas refero gratias, quod ope, auxilio, patrocinio per omnem vitam mihi indigno famulo Clienti adfuerit. Patronis meis Sancto Michaeli Archangelo, Thomæ Apostolo, quorum Nomina in Baptismo partitus sum, quam possum, devotissimè me commendo, oroque, ut in extremis meis, & in suprema illa Lucæ, unde animæ meæ pendebit æternitas, adesse & auxiliari velint.

I i

Sere-

ANNO  
1673.

Serenissimæ Reginae, Dominae Consorti meæ Charissimæ, ultimo hoc gratæ voluntatis Symbolo, intimum affectum meum consigno, cujus eximium erga me studium & integerrimum amorem, cum summarum & Imperatorio sanguine dignissimarum virtutum ornamentis expertus, quoniam per brevioris vitæ meæ & Regiminis cursum eidem in adeunda possessione bonorum reformatiorum non sit satisfactum, ut Senatus, & Equester Ordo, condignam ejus Majestatis habeant rationem, ac Dignitati & utilitati ejusdem studere non intermittant, majorem in modum rogo.

Senatus Ordinique Equestri ultimum dico vale, & benevoli Animi refero Testimonium, quod Regimen tanti Regni mihi commiserit, meque præter spem meam & vota, unanimi Consensu ad Solium Regium evexerint. Imperfectiones, si aliqua in me inventæ, rogo ignoscant & indulgeant. Omnibus qui mihi fuere fidi & benevoli, Altissimus retribuatur, dum mihi non superest compensandi. Quidquid verò offensionum, diffidentiarum, injuriarum per Confœderationes & quoscunque in Republica motus intervenit, ignosci mihi rogo, quia ego omnibus ex toto corde ignosco.

Quam primum mortale hoc Corpus anima mea reliquerit, ut pro Missæ sacrificiis quantocius absolvendis duodecim millium summa distribuatur volo & ordino.

Corporis mei sepulturam ad Basilicam Cathedralē Cracovicensem in Mausoleo Antecessorum meorum Regum Poloniae designo. Cor verò meum amoris obsequio Religiosis Eremitis Camaldulensibus in Monte Regio prope Varsoviā in Ecclesia ibidem à me inchoata deponi volo, pro cujus consummanda fabrica lego summam in Codicillis specificandam.

Magnifico Demetrio Duci in Wisniowiec & Zbaras Palatino Belzeni, Campestri Militiæ Præfesto, necnon Constantino Duci in Wisnowiec pro omni benevolo studio ago gratias, debita iisdem inscripta & assecurata exolveri volo.

Reverendo in Christo Patri Andreae Olszowski Episcopo Culmensi & Vice-Cancellario Regni, pro magnis multisque erga me meritis, & quod mihi ad ultimum usque spiritum constanti officio & opera adstiterit, gratum affectum contestor. Eidem Pro-Cancellario amanter committo, & concredō, ut torquem aurei Velleris Serenissimo Hispaniarum Regi, remitti curet.

Venerabilem Alexandrum Wolff Abbatem Pepliniensem, cujus in obsequio singularem fidem, promptitudinem à primo Regni mei exordio agnovi, obliquo, ut circa sepulturam corporis mei eandem fidem demortuo testetur, quam vivo exhibuit, eundemque Serenissimæ Reginae Dominae Consorti meæ Charissimæ patrocinio impense commendo.

Generosum Felicianum Wasovicz Capitaneum Narvensem, qui à teneris mihi fidele & indefessum impendit obsequium, probique & diligentis viri implevit partes, Serenissimæ Reginae itidem commendo pro tot annorum obsequio, ut habeat recompensationem, rogo Serenissimam Reginam, hocque meis Executoribus injungo.

Generosum Martinum Rostnecki Capitaneum Leloviensem eidem Serenissimæ Reginae recomendo. Rogo uterque in hac Orbitate, favore, & patrocinio Serenissimæ Reginae sublevetur, & pro fidelibus tot annorum obsequiis ex argentea & Camera nostræ suppellectile luculentam habeant consolationem: Bona Zamoisciana Ordinationi subjecta, juxta mentem Proavi mei materni Joannis Zamoiski Cancellarii Regni tradantur iis, ad quos de jure Ordinationis spectant.

Porrò bona mea omnia & singula, paterna, materna & alia quævis devolutoria (exceptis bonis Biati Kamien, quæ in summa centum millium Florenorum Polonicaium Generoso Martino Rostocki per me obligata & invadiata sunt) in exolutionem debitorum paternorum, maternorum, nec non meorum ante Dignitatem Regiam, contractorum & legitime deducendorum converti volo & ordino, exclusis tamen iis debitis, quæ super bonis meis in hostico sitis (in quorum possessione egomet non extiti, neque ullos ex iis fructus percepi) inscripta & assecurata sunt, quæ tunc eorum bonorum possessionem Heres seu Successor Heredes seu Successores mei non adierint. Bona autem mea mobilia in Regia Dignitate acquisita in auro, argento, Clemodiis, summis paratis, & ex Oeconomis currentibus, ad me spectantibus, nec non ex summo Thesaurō Regni & Thesaurō à me in publicum mutuo datis, ac quoquo modo mihi debitis, Magni Ducatus Lithuaniae nimirum, quæ per Status & Ordines Terrarum Prussiæ

ANNO  
1673.

mibi assecurata sunt, adhuc in peristomatibus, ac alio quocumque nomine vocitata suppellectile Regia universa & singula, nullis exceptis, Serenissimæ Reginae Consorti meæ dilectissimæ, do, dono, & inscribo, cum ea obligatione, ut omnia debita mea à die meæ ad thronum Regium evectiois contracta, iuste & legitime deducenda, tum & Mercedes deservitas Aulicis & Servitoribus meis realiter exolvat, nec non Legata mea in seorsivis Codicillis expressa (quibus per præsentem robur idem ac vim, prout ipsimet Testamento esse volo) expediat. Omnes autem Aulicos & servitores meos, usque ad supremi funeris mei exequias in Servitio retineri, sustineri, ac non prius, quam peracto funere, solutaque debita mercede expediti volo & ordino.

Hujus vero ultimæ Voluntatis meæ & Codicillorum seorsivorum manu mea subscriptorum Executores nomeno & constituo,

Serenissimam Reginam Dominam Consortem meam amantissimam, cui ultimum dico Vale, ac pro omni amore & benevolentia refero gratias.

Reverendissimos in Christo Patres.

Casimirum Florianum Zatorycki Archi-Episcop. Gneznensem.

Albertum Korycynski Archi-Episcopum Leopoliensem.

Andream Trzebicki Episcopum Cracovicensem, Ducem Severiæ.

Stephanum Wierzbowski Episcopum Posnaniensem.

Stanislaum Sarnowski Episcopum Przemisliensem.

Andream Olszowski Episcopum Culmensi Vice-Cancell. Regni.

Magnificos,

Alexandrum Lubomirski Palatinum Cracovicensem, Michaëlem Pac. Palatinum Vilnensem, supremum M. D. L. Exercitus Ducem. Joannem Tarlo Palatinum Sendomiriensem. Demetrium Ducem in Wisniowiec & Zbaras Palatinum Belzensem, Exercitus Regni Campi Ducem.

Joannem Sobieski, supremum Marschallum & Exercitus Regni Ducem.

Joannem Leszczyński supremum Regni Cancellarium.

Michaëlem Casimirum Radziwill Ducem, Vice-Cancellarium, & Campi Ducem M. D. L.

Andream Morsztyn Thesaurarium Regni.

In quorum fidem præsentibus manu mea subscriptis Sigillo muniti mando Leopoli die 5. Novembr. Anno 1673.

MICHAEL REX.

Locus Sigilli.

CXVI.

*Traité d' Alliance défensive entre CHARLES XI. I. Dec. Roi de Suede & FREDERIC GUILLAUME. Electeur de Brandebourg, fait à Cologne le 1. Decembre, 1673. [JEAN CHRETIEN LUNIG. in Publicorum Negotiorum Sylloge. pag. 37.]*

SUEDE ET  
BRANDE-  
BOURG.

Notum testatumque sit omnibus & singulis, quorum intererit & quomodocumque interesse poterit; Quod cum inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac D. D. CAROLUM, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Sterini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia, Principem Rugiæ, Dominum Ingræ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ab una, & Serenissimum Principem ac Dominum Dominum FRIDERICUM WILHELMUM, Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem, Prussiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Montium, Sterini, Pomeraniæ, Cassubiorum Vandalorumque nec non in Silesia, Crosnæ ac Carnoviæ Ducem, Burggravium Norimbergensem, Principem Halberstadii, Mindæ & Camini, Comitem Marce & Ravensbergi, Dominum Ravensteini, & Terrarum Lauenburg & Bütow &c. ab altera parte, elapso nuper anno sexagesimo sexto, die vigesima septima Martii, mutuum



ANNO  
1673.

mutuum Fœdus Defensivum, in ipsos proximè sequentes annos decem duraturum, initum, debitâ integritate servatum nec adhuc finitum esset. Interea verò Nominis Christiani hostis hæreditarius *Turca* vicino Regno *Poloniae* Bellum intulerit &c. hodiè continuat, id verò quod inter Christianissimum Regem & *Ordines Confœderati Belgii* haud ita pridem exortum, intra gyrum & terminos, proximis Sacri Romani Imperii Provincias & Ditiones vastârit, & in ipso nunc medullis hæreat, Sacra Regia Majestas Sueciæ non magis, quàm sua Serenitas Electoralis dum hæc saluti & incolumitati publicæ propriæque Status Securitati obversantia maturius expendant & imminentiâ majora mala & pericula prospiciunt, è re existimant, ut sanctè hæcenus murò culta obversatæ amicitia ardentibus vinculis adstringeretur, Fœdus verò annò sexagesimò sexto ictum, renovaretur, & ejusdem Capita vel Articuli ad præsentem Reipublicæ statum simul accommodarentur atque extenderentur.

Quem in finem Sacra Regia Majestas Sueciæ, Nos suos Ablegatos, utpote me, Militiæ suæ pedestris Generalem & Vice-Gubernatorem Pomeraniæ, *Conradum Mardefeld*, Hæreditarium in Vanfelo, *Plötz*, *Penfin* & *Kosicke* &c. ut & me, suæ Regiæ Majestatis Colonelium Locum tenentem, *Bernhardum Christianum Wangelin*, Hæreditarium in Nossenthien &c. Mandatis sufficientibus munivit; Sua Serenitas Electoralis verò Nos suos Commissarios, utpote me, supremum suum Præsidentem, Consiliarium Status intimum & Feudorum, *Ottonem*, Liberum Baronem à *Schwerin*, Dynastam antiquæ *Landsbergæ*, *Zachanii*, *Wildenhofen*, *Lansburgi* & *Wolfshagen*, Electoratus Brandenburgici Camerarium Hæreditarium, nec non Capituli Brandenburgensis Præpositum; me, suæ Serenitatis Electoralis Consiliarium Status intimum & Pomeraniæ Orientalis Cancellarium, *Laurentium Christophorum à Somnitz*, Hæreditarium in *Grumsdorf*, *Drenau*, & *Gerbera*, Pomeraniæ Orientalis Camerarium Hæreditarium, & me, suæ Serenitatis Electoralis Consiliarium Status intimum, *Fridericum à Jena* cum plena potestate constituit. Itaque vigore mandati Dominorum nostrorum Clementissimorum negotium aggressi de renovatione & extensione Fœderis Anno sexagesimo sexto proximè præterlapso, pacti, tractavimus & de subsequentiâ Capitibus & Articulis inter Nos convenit.

I. Sit inter Sacram Regiam Majestatem ejusque Hæredes Successores Reges, Regnumque Sueciæ ab una, & Serenitatem suam Electoralem Brandenburgicam, ejusque Hæredes Successores Masculos descendentes, ab alterâ parte, pro securitate mutuâ & stabilendam conservandâque Pace, Juribusque acquisitis, strictior Amicitia & Fœdus Defensivum, illudque bona fide & sincero affectu, in utriusque Confœderatorum honorem & commoda servetur & excolatur.

II. Huic Fœderi defensivo fundamenti loco subternantur ante omnia *Pacificaciones & Pacta Osnabrugis & Monasterii* Anno 1648. die 14—24. Octobris conclusa & inde dependens *Recessus Limitaneus*, Stedini die 4. Maii Ann. 1653. erectus, ut & *Pacta Olivienfis* die 23. Aprilis 3. Maii 1660. inita & confecta, cum omnibus & singulis Punctis, Articulis, Clausulis, Instrumentis earundem Pacificationum & Pactorum inferentis, vigoreque eorundem competentibus Juribus, quæ omnia exactè & inviolabiliter observanda sunt, & si quid præter spem in posterum inter Confœderatos irrepit, quod iisdem contrarium, aut minùs conveniens videri possit, id confectum bonis & civilibus modis mediisque amicabiliter componatur.

III. Quemadmodum autem hujus Fœderis non alius scopus est, quàm conservatio Pacis Westphalicæ, & Securitatis communis vindicatio, mutuæque defensio, à quacunque hostili irruptione in utriusque Confœderatorum Provinciis & Ditionibus sequentibus Articulis exprimendis; ita, si contingat, ut alter Paciscentium Confœderatorum propterea, quod Paci ac Securitati publicæ communi consensu & consilio consuluerit, vel etiam aliam ob causam iis Provinciis, Ditionibus, Statu, Juribus, huic Fœderi inclusis, à quopiam hostiliter invadatur vel invito Confœderato contra Constitutiones Imperii & Jura Gentium transitu, Stationibus, Inhospitalibus aut Hybernis, Contributionibus aliisve Exactionibus violentis urgeatur, & prematur, adeoque Jura quæ sita quovis modo violentur; Pars altera præviâ requisiione teneatur Parti læsæ assistere, Eique copias militares auxilio mittere, quemadmodum hoc inferius statutum est.

TOM. VII. PART. I.

IV. Cum Pax & Tranquillitas publicæ haud parùm labefactata sit, consultum utrinque visum est, ut reducendæ eidem ac prillino vigori restituendæ, omnis potè sine mora impendatur cura, labor, & studium, & tam S. Regia Majestas prout ab initio statim eorum qui nunc sunt motuum, sollicitè satis jam fecit, quàm S. Seren. Electoralis quæ ea omnia pro reducenda Pace adhibita officia probavit, & eadem viâ incessit, belligerantibus ulterius & conjunctim & separatim; cum per Literas, tum per Ministros & Legatos suos, mala omnia, quæ jam Belli calamitas conciliavit, quæque si continuetur diutius, non implicitis modo eidem, sed & qui exsortes ejusdem, expectanda sint & maneat quoque incommoda, exponi faciant, atque illos denuò moneant seriòque hortentur, ut Orbi Christiano, æquis admittis conditionibus Pacem reddere velint, spe certâ fretæ, DEUM, Pacis, Tranquillitatis atque Concordiæ fontem, conservatoremque piis hisce ac verè Christianis conatibus adfuturum, eosque optato ac felici successu beaturum. At verò, si hæc officia, labor & industria frustra fuerint omnesque amicæ hortationes, fida consilia, oblataque conveniente loco & tempore mediâ, quamvis repetita, miserique & calamitates aliæque incommoda, quibus quoque innocentium publica juxta & privata res conflantur, nullum planè invenerint locum, nec æquæ conditiones admittæ sed rejectæ fuerint, eo casu S. Regia Majestas & S. Seren. Electoralis nihilominus constans suum promovendam conservandâque Pacis propositum, simulque aliquantò significantius testabuntur, quàm sibi hæc displiceant, consentaneque statim inter se consilia, quâ ratione temporum rerumque statu & facie, officiis hæcenus frustra impensis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

V. Ut etiam constet, quænam Ditiones hoc Fœdère propriè contineantur; convenit utrinque, ut Provinciis Sacræ Majestatis extra Romanum Imperium sitis; utpote *Esthoniae* & *Livoniae* Suedicæ Ditionis, cum omnibus earundem Provinciarum Juribus, conditionibus & pertinentiis, prout S. Regia Majestas easdem hunc usque in diem hunc quietè possidet, Guarantiam præstet Sua Serenitas Electoralis Brand. ejusque Successores & Hæredes contra quoscunque, qui dictas Provincias vel earundem conditiones, Jura aut Pertinentias Bellò apertò, vel quocunque modo violare turbareve, modo ac Militum numero tali, de quò in hisce Fœderis Tabulis specialius postea explicabitur.

VI. Vicissim Sacra Regia Majestas, Reges, Successores & Regnum Sueciæ, S. Seren. Electoralis Brandenburgicæ ejusque Successoribus Masculis Descendentibus præstent contra quoscunque Guarantiam *Borussie Ducalis* prout ea Seren. S. Electorali cum Jure directi, supremi & independentis Domini (quod Souverenitatem vocant) à Rege & Republica *Poloniae* publicis Pactis concessi & in Comitibus Reipublicæ *Poloniae* Generalibus *Warsaviae* Anno 1658. approbatis, in præsentem quiete possidentur; ita, ut si contingat, quempiam eorum tentare dictam *Ducalem Borussiam* ejusque conditiones; Jura & pertinentias; dictumque Jus Souverenitatis Bello apertò, vel quocunque alio modo violare turbareve, S. Regiæ Majestatis Sueciæ, Successores Reges, Regnumque Sueciæ teneantur S. Serenitati Electorali Brandenburgicæ ejusque Hæredibus & Successoribus pro tuendis & conservandis istis omnibus, copias militares auxilio mittere, eo modo & numero, prout inferius determinabitur.

VII. Utriusque Partis Paciscentis Provincias, in Germania sitas, quod attinet, licet illæ omnes vi *Pacificacionis Germanicæ*, sint in continua tutela & Guarantia Sacri Romani Imperii omniumque ejus Statuum & Membrorum, nihilominus tamen in majorem utriusque jam Paciscentium Securitatem utrinque convenit; ut Regiæ illæ Provinciæ; Ducatus nempè *Bremensis*, *Verdensis* & *Pomeraniæ citerioris* cum annexis partibus *ulterioris Pomeraniæ* vigore Instrumenti dictæ *Pacis Westphalicæ* & *Recessus Stetinensis*, Regia *Pomeraniæ* adjecisset, ut & *Principatus Ragenfis* & *Dominium Wisnariense* cum omnibus cæteris Juribus ex Instrumento jam dictæ *Pacis* & *Recessu Stetinensi* vel aliundè in Germania hodiè legitimè S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ competentibus. Et Electorales, utpote Electoratus *Marchia Brandenburgensis*, *Ducatus Clivis*, *Comitatus Marca & Ravensberg*, *Pomerania ulterior* ad Ser. S. Elect. spectans, *Principatus Halberstadiensis*, *Mindensis* & *Caminienfis*, ut & omnia & singula cætera

ANNO  
1673.

ANNO  
1673.

Jura ex Instrumento memoratæ Pacis Westphalicæ vel aliunde in Germania hodiè legitime S. Ser. Elect. ejusque Hæredibus & Successoribus Masculis descendentes competentia, præsentî huic Fœderi defensivo includantur.

VIII. Si igitur durante hoc Fœdere contigerit, ut S. Regia Majestas Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, vel Republica, quocunque tandem nomine censeantur, infelentur, oppugnentur & violentur, in prædictis hocce Fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve, ejusdemque annexis vel inde dependentibus S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ competentibus Juribus & Privilegiis, Ser. S. Elect. pro se; Successoribus & Hæredibus Masculis descendentes, bonâ fide, spondet ac specialius hîc promittit, se eidem S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ, factâ notificatione, quam primum poterit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis suppetias laturam, Exercitu duorum millium Peditem & quingentorum Equitum, quibus Copiis S. Reg. Majest. Regnumque Sueciæ usque ad finem Belli, si tandiu Fœdus durat, uti poterit, siquidem eidem ita visum fuerit.

IX. Vice versa, S. Reg. Majestas Regnumque Sueciæ bonâ fide spondet & pariter specialius hîc promittit, se factâ notificatione, quamprimum poterit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis S. Seren. Elect. ejusque Hæredibus & Successoribus Masculis suppetias laturam, Exercitu duorum millium & sexcentorum Peditem & octingentorum Equitum, si contingat, ut S. Ser. Elect. ejusque Hæredes & Successores Masculi descendentes ab aliquo Rege, Principe vel Republica, quocunque tandem nomine censeantur, infelentur, oppugnentur & violentur in prædictis hocce Fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve vel quibuscunque eisdem annexis, vel inde dependentibus, & in superioribus Articulis memoratis Juribus & Privilegiis.

X. Quod si verò casus existat, quò in præcedentibus Articulis pactus determinatusque Militum numerus, avertendo periculo, resistendoque hosti non suffecerit, utrique Confœderati sibi invicem promittunt, se conventum modò Militum numerum augere, & si habito prius statim invicem consilio, subsecutâque Conventione necesse fuerit, ad primam quamque requisitionem duplicare vel triplicare velle; Ita ut requirens & Bello petitus eo ad finem usque Belli uti, & prout ratio Belli dicaverit, vel seorsum vel junctis etiam suis propriis Copiis cum eo agere possit.

XI. Equidem in uno & altero præcedentium Articulorum suppetiis missis, ad finem usque Belli uti permittitur, attamen cum contingere queat, ut postquam missa auxilia, Fœdus citius, quam exortum Bellum expiret & finiatur, adeoque revocare iterum Copias auxiliares finitò licet nondum Bellò, finitò tamen Fœdere, liberum & meri arbitrii sit, Articuli quoque ipsi nullum alium ex utriusque Confœderatorum Consensu & Conventione intellectum & sensum habeant. Postquam tamen utrique Confœderatorum communique causæ & salutis haud leve damnum est, incommoda alia certissimaque pericula conciliari attrahique necesse sit, si durante, & ardente adhuc Bellò auxilia præstita revocari debeant, idèò convenit hoè ipso utrinque, ut Bello petitus Requirens, antequam finiatur Fœdus, cum Confœderato, quem requisivit, quique auxilia misit, agat & paciscatur, ut ad finem licet vergente Fœdere imposterum quoque & quamdiu Bellum continuatum fuerit, auxilia missa haud revocet, in quo æquis admittis conditionibus, vel renovato & prorogato hoc Fœdere, difficilem se alter Confœderatorum haud præbebit.

XII. Casu quo Confœderatorum Copiæ conjunguntur, Requirens, ejus Exercitus Dux vel alius ex ejus Officialibus nullam planè prætetendit in missa auxilia Jurisdictionem, sed qui suppetiis missis præest, haud minus eam salvam & integram retineat quam Requirens vel ejus Militum Dux in suos. Quando vero Judicium militare Generale necessarium fuerit, tunc ex utriusque Partis Officialibus id constituatur, & eidem præsidebit is, cui id absente Principali Requirente, supremus Belli Dux commiserit, ita, ut primâ vice Præsidium Regio, secundâ verò vice Electorali, atque ita semper vice versa, vel, ut loqui anant, alternativè competat. Quemadmodum quoque ad actiones militares Requirens & ejus Dux habitò & communicatò prius cum auxiliariis Copiarum Duce vel Præfecto, cæterisque Officialibus, quos ad consilium Bellicum adhibere mos erit, consilio, nec aliter procedet.

XIII. Is, qui requisitus à Confœderatò, auxilia mittit, iisdem de tormentis minoribus, vulgò Campestria dictis, cum omnibus ad usum eorum necessariis prospiciet; tormenta verò majora & mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad usum eorum pertinentibus, is ex Confœderatis suppetabit, in cujus Ditionibus atque Provinciis contra hostem agitur. Quod si verò extra Confœderatorum Territoria, atque ira in loco tertio Bellum geritur, Tormenta majora & mortaria cum omnibus ad usum eorum spectantibus is adduci curabit; qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

XIV. Et cum utriusque Paciscentium, præsentî imprimis rerum facie, maximoperè interfit, ut quilibet eorum, de promissis reciprocè auxiliis, certus esse possit, idèò utrinque hoc ipso convenit, ut simul atque Paciscentium unus Bellò petitus fuerit, alter factâ notificatione & subsecutâ requisitione, auxilia statim juxta Articulos præcedentes, mittat, nec idèò differat, quasi prius examinandum, causamne aggressionis petitus Bello dederit, an absque justâ causa petitus; sed nuda hostilis aggressio, vel turbationes & injuriæ in Articulis III. V. & VII. nomine tenus expressæ, pro justâ & necessaria auxilii mittendi causâ, à quolibet Fœderatorum haberi debent.

XV. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares ipso actu Subsidio missæ sint, liberum tamen nihilominus Confœderato implorato & requisito erit, per Legatos & Ministros id operam dare, an Invasor seu Turbator amicabilem ratione persuaderi possit, ut à vi & injuria desistat, sint lædenti ea federit obstinatio, ut nullis amicabilem rationibus ad æqua præstanda se induci patiarur, non ante ab auxilio præstito cessabitur, quam Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit.

XVI. Missis itaque auxiliaribus Copiis in Ditionibus suis de comœatu sufficienti æquè ac propriis prospiciet is, qui illas requisiverit, ratione verò residui Stipendii Militaris, quisque pro arbitrio, Conventioneque cum Officialibus suis inita, aget.

XVII. Quicumque Copiis auxiliaribus Præfectus, Imperium in easdem, subsecutâ etiam conjunctione armorum, retineat: Ita tamen, ut sub auspiciis ejus, qui auxilia requisiverit, militet, ejusdemque vel constituti ab eodem Ducis Exercitus jussis pareat, sive is suppetiis sibi submissis ad defensionem Ditionum, Statuum, Locorumque suorum, sive ad oppugnandum primum aggressorem in propriis ejusdem Terris ac Ditionibus uti voluerit, habitâ semper eâ ratione, ut Copiæ auxiliares cum reliquo Exercitu ubique æqualiter tractentur.

XVIII. Auxilia ferenti hâc imprimis ratione prospectum sit, ut siquidem in terminis Auxiliatoris ei licuerit, nec oblatas suppetias isti Bello ipsemet involutus fuerit, sine inclusione plenâque securitate ejusdem nullus quidem Tractatus Pacis vel Induciarum iniri debeat, imò ne suspensio quidem armorum (ubi id Status Bellique ratio requisiverit) nisi ad summum trium septimanarum pro utroque Exercitu simul. Quod si verò oblatum Confœderato auxilium cum aggressore, vel alio quocunque aperto Bello implicetur, tunc neuter sine alterius scitu, consensu & consilio, neque ad principales cum hoste Tractatus descendet, sed omnia mutuâ operâ, communicatione & consilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de sufficienti securitate plenissimè provisum & per omnia satisfactum fuerit.

XIX. Cum verò in initio hujus Fœderis præsentis Poloniæ Status eique Regno ab infensissimo Christiani Nominis hoste, Turcâ, magis magisque impendentium periculorum factâ quoque sit mentio; Proinde sua Regia Majestas & Ser. Sua Electoralis non solum viciniorum, sed & Christianitatis Jure motæ, se rem suo Nominis & Ordine dignissimam esse facturam censuerunt, si in istum casum, quo dictum Regnum ac Rempubicam Polonicam, Barbarus ille hostis de novo Bello infestare, atque in ejus viscera ruere tentarit; Eidem certum aliquem Militem auxilio mittant; atque ad idem præstandum alias quoque Potestates ac Status adducant, cum ulteriôri proposito & conventione, se super toto suppetiarum mittendarum negotio, earundem numero, subsistentia, modo sustentationis, cæterisque omnibus à Regno & Republica Poloniæ præstandis, simul per Ministros suos utrinque ad id negotium plenariè instruendos, ad instantiam Regni & Reipublicæ Poloniæ cum eadem quamprimum esse tractaturas, & conjunctionem ad finem perducaturas, atque ut prædicto modo alii quoque in Societatem hujus auxilii, contra immanem illum

ANNO  
1673.

ANNO 1673. illum hostem ferendi permoveantur, junctâ curâ & opera allaboraturas,

XX. Quò verò hæc omnia, quæ in hoc Fœdere sancta atque invicem promissa sunt, eò exactius præstari ac in destinatum finem eò felicius perducì valeant, placuit etiam utrinque mutua super hisce negotiis correspondentia, ac fida consiliorum communicatio, ita ut alter alteri maturè satis significet, quid mutatâ fortè tam in Germaniâ, quàm in vicinitate temporum & rerum facie, salutis publicæ, propriique Status rationi conveniens existimet, quò factò uterque Confœderatorum consilia conferat, eoque dirigat, quo Pacificatio universalis, hujus Fœderis ac Amicitie veræ Leges ad amissum promovcantur & observentur. Quomodo quoque Confœderati virtute hujus Articuli in se recipiunt, se durante hoc Fœdere nullum aliud huic contrarium, pacturos, neque passuros se ad alia flecti, quæ Conventioni huic & amicitie sinceræ strictissimæque ulla ex parte adversari possint. Proinde etiam utriusque Confœderatorum Ministri publici & Legati, imprimis etiam Ratisbonæ adhuc hærentes, vel imposterum illic missi, rationis quoque bonam inter se amicitiam ac correspondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propositis, præsertim verò ad Pacem & Securitatem publicam spectantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certa aliqua Sententia, quæ Paci Westphalicæ, Constitutionibus Imperii, Securitati & Libertati Germaniæ, huic Fœderi & Confœderatorum commodo conformis sit, inter se conveniant, tandem publicè pronuntient, eique insistant & inhæreant.

XXI. Durante Bello vel etiam subsecuta Pace, is, qui suppetias ex hujus Fœderis præscripto rulerit, eo nomine nil quicquam præter mutua vice versa in Ditionibus, casibusque hocce Fœdere comprehensis definitis que postulare poterit auxilia, neutiquam autem à requirentem sive sumptuum Bellicolorum sive damnorum prætextu aut quocunque alio colore de Ditionibus, Staribus, Arcibus, locisque quibuscunque aliquid detinere vel prætere.

XXII. Includantur huic Fœderi defensivo ab utraque parte respectivè Imperator Romanus, Reges, Principes Electores, Principes, Republicæ & Status utrinque nunc & posthac amici & Fœderati, quorum amicitie Fœderibus & Pactis conventis hoc Fœdus nullum præjudicium afferat, sed maneant ea in suo vigore illata, salvo tamen per omnia hoc Fœdere.

XXIII. Admittantur ex iis quibus accedere libuerit, communi tamen consensu, & ut certis de capitibus cum iis nomine utriusque Confœderatorum agatur conveniaturque.

XXIV. Duret hoc Fœdus in decem annos, religiosèque servetur, quo tempore elapso, vel etiam ante conveniant Confœderati de prorogatione, siquidem ipsis ita collibitum fuerit.

XXV. Ratificationum Instrumenta super hoc Tractatu & Fœdere defensivo, à Sua Regia Majestate & Sua Serenitate Electorali propriis manibus subscripta, intra spatium trium mensium, aut, si fieri potest, citius à die subscriptionis computandorum, hic Colonia ad Spream ritè commutentur.

In horum fidem & securitatem majorem duo hujus Fœderis ejusque Capitum seu Articulorum Exemplaria, pari tenore confecta, manuum nominumque nostrorum subscriptione & sigillorum impressione firmavimus. Acta hæc sunt in Arce Coloniaensi ad Spream die 1. Decemb. Anno 1673.

(L. S.) C. Mardefeld. (L. S.) Otto L. B. à Schwérin.  
(L. S.) B. C. Wangelin. (L. S.) Laur. Christ. Somnitz.  
(L. S.) Fridericus de Jena.

## ARTICULUS SEPARATUS.

I. **N**otum præterea testatumque speciali & separato hoc Articulo sit omnibus, quorum interest, vel quavis ratione interesse potest. Quamvis in Fœderis defensivo quod inter Ser. Reg. Majest. Sueciæ & S. Ser. Elect. Brandenburgicam ab utriusque Plenipotentiaris hodie conclusum, Articulo imprimis quarto specialius conventum pactumque sit, quâ ratione ab utroque Confœderato, pro reducenda Pace, labor, cura, sollicitudo & officia impendi & adhiberi debeant, & si frustra fuerint, quomodo pro temporum, rerumque facie collatis consiliis, Confœderatorum officii locus aliquis à Belligerantibus detur. Hoc ipso tamen neuter Confœderatorum ita tenebitur, ut si functi officii frustratòs se & à spe promovendæ bonis officiis Pacis

dejectos viderint, quilibet eorum, prout sibi, Rebus, Starisque suo conveniens & proficuum existimaverit, haud possit liberè & absque ullo vel hujus Fœderis vel aliunde quovis modo præveniente impedimento, pro lubitu decernere & disponere, potius cuique liberum, nullâque ratione vel impedimento vel prohibitum fir, neglectâ à Belligerantibus Pace & protracto ulterius Bello, vel accessione ad quascunque Belligerantium partes vel aliâ quâcunque rationi securitati rebusque suis confutere ac prospicere, ita tamen, ut consilii, quæ fovet, cum altero Confœderato maturè & justo tempore, prius communicatis, id omni studio agatur, quo deliberata satis re & examinatis consiliis inter se convenire possint. Quod si verò alteruter adduci rationibus non possit, ut descendat in Confœderati sui sententiam, eamque amplectatur & sequatur, tunc cuilibet Confœderatorum quodcunque libuerit, separatim decernere licebit & partes etiam eas tandem eligere, quas sibi Statuque & interesse suo magis putaverit faventes & commodas, adeoque etiam Confœderato suo vel tunc contrarias; vel futuras. Nihilominus tamen jam enumeratis & quibuscunque aliis, qui excogitari possunt & contingere, casibus Fœdus hoc & amicitia inter Suam Regiam Majestatem, Successores, Reges Regnumque Sueciæ, & Suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam ejusque Hæredes & Successores Masculos descendentes; salva, integra inviolataque maneant; omnesque utriusque Confœderati Provinciæ & Ditiones existente casu gaudeant, juxta Fœdus Guarantia & auxiliis in eodem promissis, Confœderatique non obstante; quid unus vel alter separatim & non probante, vel consentiente altero, hoc vel illud agere, vel facere decreverit, alter alterius commoda promoveat, Fœdus defensivum in omnibus Capitibus, Articulis & Clausulis sanctè servet, consiliaque pro securitate utriusque Status & publicâ Pace tranquillitateque nihilominus ex fide conferant, strepitibusque armis haud desistant, à proposito stabiendæ iterum conservandæque quietis.

II. Ut ut etiam in ejusdem jam dicti Fœderis defensivo Articulo V. inter Ditiones & Provincias Elect. Ducatus Clivie & Comitatus Marce & Ravensberg expressis verbis contineantur, eandemque quam pro reliquis Ditionibus & Provinciis Electoralibus Sua Majestas Sueciæ promissit & pacta est, Guarantiam, etiam pro Ducatu Clivensi, Comitatu Marca & Ravensberg cum cæteris omnibus in Fœdere defensivo & ejus Articulis comprehensis Juribus & Beneficiis præstare in se recepit: Postquam tamen constat, Serenissimam Domum Palatinam, Lineæ Bipontinæ & sibi quasdam circa ita nominatam Juliacensis Successionis causam competere prætensiones, hætenus professam, præterea in Pace Westphalica Art. 4. conventum sit, ut tota Juliacensis Successionis causa vel ordinario processu vel amicabile compositione vel alio legitimo modo dirimi debeat, ex ante memorata Domo Palatina Lineæ Bipontinæ verò plures prætendentes concurrant, & cum quibusdam eorum juxta tenorem Westphalicæ Pacis jam transcriptum, prætereaque eorum prætensiones enecatæ sublataque penitus sint, Suæ Majestatis Sueciæ autem ejusdem Domini Patru prætensio per Pacta insuper eandem Suam Regiam Majestatem, Serenitatem Suam Electoralem & Serenissimum Ducem Neoburgicum die 6. Maii Anno 1668. inita, Art. 9. salva & integra manserit & adhuc sit; Ita Serenitas Sua Electoralis pro se, & Successoribus suis Masculis hoc ipso declarat, nullum unquam ullo modo afferre debere præjudicium Sac. Reg. Majest. ejusdem Domini Patru prætensioni, quæ ipsis circa dictam Juliacensis Successionis causam competit, eò quod Sac. Reg. Majest. Successores Reges Regnumque Sueciæ pro Ser. S. Elect. Ducatu Clivie, & Comitatu Marca & Ravensberg juxta Fœdus defensivum hodie conclusum & ejus Articulos in se suscepit & pollicita specialis sit Guarantiam. Quemadmodum quoque Articulus 9. Pactorum die 6. Maii anno 1668. initorum majoris Securitatis & certitudinis ergò verbo tenus hic repetitus sit & huic Articulo insertus habetur.

In cujus fidem Nos Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Ablegati & Nos Suæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ Commissarii, hos Articulos separatos manibus nostris subscripsimus & sigillis nostris communivimus. Actum Colonia ad Spream die 1. Decembr. Anno 1673.

(L. S.) C. Mardefeld. (L. S.) Otto L. B. à Schwérin.  
(L. S.) B. C. Wangelin. (L. S.) Laur. Christ. Somnitz.  
(L. S.) Fridericus de Jena.

ANNO  
1674.

CXVII.

14 Janv.

L'EMPE-  
REUR, ET  
L'ELEC-  
TEUR PA-  
LATIN.

*Articles d' Alliance proposez entre LEOPOLD  
Empereur, & l'Electeur PALATIN. A Vien-  
ne, le 14. Janvier 1674. [Manuscrit.]*

*In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis, Patris,  
Filii & Spiritûs Sancti. Amen.*

Notum sit quod cum à Sua Sacrà Cæsareâ Majesta-  
te sua Celsitudo Electoralis Palatinatus Rheni per  
Dominum Joannem Fridericum Seiller suum Secreta-  
rium, Status Consiliarium, Plenipotentiarium, & De-  
putatum expressum ad Aulam Cæsaream submissè pete-  
rit promptam operam & præsens Auxilium in statu de-  
plorato, in quo versatur sua Domus Electoralis tot ad-  
flicta ruinis, tantis damnis sibi illatis, cum ab Exercitu  
Gallico sub Ductu Vice-Comitis Turrenii, cum à  
Præsidio Gallico Philipsburgi, aliisque Confœderatis  
Galliæ Præfectis Copiarum & Officialibus, cum etiam  
ut obviam iretur ulteriori destructioni extremoque exci-  
dio, quod ab iisdem Copiis & Confœderatis immineret;  
cumque perpendisset Sua Sacra Cæsarea Majestas  
non alio fine arma se anno præterito in Imperio mo-  
visse, quam ut constaret maximè Westphalica Pax, &  
Clivienis, utque adesset Sacra Cæsarea Majestas forti-  
ter Electoribus, Principibus, & Ordinibus oppressis, &  
injuriæ armorum externorum vi prægravatis, iisque  
adèd Dominiorum suorum restitutionem procuraret,  
sed imprimis ut Imperio Romano pristina quies, &  
Westphalicæ Pacis tanta omnium utilitate restituta seu  
instaurata observantia redderetur, eò libentiùs se super  
hac instantia sua Celsitudinis Electoralis Sacra Cæsarea  
Majestas declaravit, ut exhibeat quo sit animo ad præ-  
stantanda ea, quæ sive sua Dignitas Imperialis, sive obliga-  
tiones dictæ Celsitudinis Electoralis versus suum primum  
ac supremum Dominum requirunt, tum etiam  
cura, quam gerit pro toto Imperio, nec non pro dictis  
Tractatibus Pacis, Capitulationibus in sua Electione  
juratis, aliisque Constitutionibus Imperialibus, & Or-  
dinibus vindicandis, quibus ut & affectu, confidentiâ,  
propensioneque sua singulari in dictam Celsitudinem  
Electoraalem permota Sacra Cæsarea Majestas mandavit  
suis infra scriptis Consiliariis Status ut cum dicto Do-  
mino Seiller communicarent uterque, deinde post ha-  
bitas fidas collationes & conferentias, de sequentibus  
Articulis conventum est.

I. Promittit Sacra Sua Cæsareâ Majestas se quam  
primum ad requisitionem dicti Domini Electoris duo  
millia Peditum & quingentos Equites sub Imperio &  
Ductu Officialium Germanorum esse submissuram, quæ  
quidem Copiæ atque Officiales, secundum præsentis  
Tractatus Leges, præter Sacramentum, quo jam Sacræ  
Sue Cæsareæ Majestati tenentur, sese novo Sacramento  
dictæ suæ Electorali Celsitudini obstringent, quo tene-  
buntur quamdiu in ejus Ditione manebunt, jamque su-  
per ea re ordines necessarii ad Ducem de Bournonville  
transmissi sunt.

II. Dictæ Copiæ non revocabuntur sine prævia parti-  
cipatione consensuque suæ Celsitudinis Electoralis ad  
quam spectabit earum Imperium, quamdiu in sua Elec-  
torali Ditione (ut supra jam memoratum est) manebunt,  
& omnis Jurisdicção in ipsas Officialesque Cæsareos,  
quemadmodum in pari casu fieri solet, qui quidem  
Officiales in bonum commune & secundum Militiæ  
Leges ac maximè ad dicti Electoratus defensionem  
Subditorumque tuitionem dictæ Celsitudinis Electoralis  
promptam obedientiam præstabant, ipsique absolute in  
iis, quæ jusserit prohibuerint morem gerent, quin etiam  
& dictæ Celsitudini Electorali severe in ipsos animad-  
vertendi militesque subordinatos castigandi jus erit, si  
alicubi dâmmum intulerint, qui scilicet Officialis illud  
ipsum illatum dâmmum refarcire ac pro eo dictæ Celsi-  
tudini Electorali satisfacere tenebuntur. Et vicissim non  
remittentur dictæ Cæsareæ Copiæ à sæpius memorata  
Celsitudine Electorali sine prævia participatione con-  
sensuque Sacræ Cæsareæ Majestatis quibus cum non  
amplius se habere judicaverit hoc dictæ Sacræ Cæsareæ  
Majestati significandum curabit ejusque ulteriorem deli-  
berationem & consensum expectabit.

III. Curabit Sacra Cæsareâ Majestas dictis duobus  
millibus quingentis, tum Peditibus, tum Equitibus suis  
sumptibus, subsistentiam exactè subministrari, exceptis,

ANNO  
1674.  
quas vocant utensiliis, vino, cerevisia, & pabulis sive  
commeatu, quæ omnia ultro sua Celsitudo Electoralis  
obtulit absque ullis Sux Sacræ Cæsareæ Majestatis ex-  
pensis, donec stabilitæ fuerint contributiones, quæ ab  
iis à quibus prætendi merito possunt exigentur & in  
sustentationem, tum dictarum Cæsarearum Copiarum,  
tum earum, quæ jam dictæ Celsitudini Electorali Mil-  
litum, tum earum etiam quæ si casus requireret à Sa-  
cra Cæsarea Majestate suisque illo onere sublevabitur.  
Contributionum quidem partitio fiet pro ratione utrius-  
que Partis Copiarum, à Deputatis utrinque, post rati-  
habitionem hujusce Tractatus nominandis, eâ condi-  
tione, ut quæ ab ipsis concordata fuerint ad memo-  
ratam Sacram Cæsaream Majestatem perferantur, quæ  
cum ipsa rata habuerit exactè deinceps ultro citroque  
observabuntur.

IV. Si autem ita casus tulerit, ut præter supradic-  
tum duorum millium Peditum & quingentorum Equi-  
tum numerum majoribus Copiis Celsitudo sua Electro-  
ralis opus habuerit, hunc majorem numerum ad sæpius  
dicti Electoris requisitionem rei que possibilitatem quam-  
primum Sacra Cæsarea Majestas subministrabit, quod-  
que ad Imperium & Jurisdictionem dictarum Copiarum  
attinet expressâ primo & secundo hujus Tractatus Arti-  
culo ac deinceps concordanda locum habere intelli-  
gentur: insuper autem Sacra Cæsarea Majestas in id  
nulla interpositâ morâ incumbet, ut Circuli Franco-  
niæ Sueviæque atque alii Imperii Ordines parata auxi-  
lia, uti jam propositum est, dicto Domino Electori  
mittenda habeant, majoraque, ubi casus id requirere  
videbitur.

V. Ad sublevandam suam Celsitudinem Electoraalem  
gravi tot sumptuum quos sustinet onere Sacra Cæsarea  
Majestas solvendam Francofurti ad Mœnum, in par-  
tem quinquaginta millium Talerorum Imperialium, quæ  
vigore Tractatum Westphalicum & subsequents  
Recessûs Norimburgici præterdit sua Celsitudo Electro-  
ralis viginti quinque millium Talerorum Imperialium  
summam numerari curabit, ubi prius tamen hujus  
Tractatus ratificatio à dicto Serenissimo Electore tradi-  
ta fuerit, ex ipsiusque ordine publicatæ Avocatoriæ  
Litteræ ad revocandos omnes Feudatarios Vassallosque  
Subditos ac dependentes dicti Electoratus Palatinatus,  
qui in Gallia aut sub ipsius Confœderatis Stipendia  
faciunt, consignatæque fuerint Serenissimi Electoris  
Litteræ seu Patentes, quibus Subditis suis injunget, ut  
Galliæ ejusque Confœderatis quam maximum pote-  
runt dâmmum arnis inferant; Reliqua verò viginti  
quinque millia Talerorum Francofurti quoque ad Mœ-  
num statim ac Bello dictam Coronam Galliæ ejusque  
Fœderatos sua Celsitudo Electoralis petierit, in præsentem  
numerabuntur.

VI. Suscipit Sacra Cæsarea Majestas Serenissimam  
Celsitudinem Electoraalem totam ipsius Domum Elec-  
toralem. Electoratumque, & Ditiones omnes in suam  
singularem protectionem, tutelam, & patrocinium, iis-  
que continuo ac quantum in se erit favebit, dabitque  
quam primum Generalibus suis ordines præsentem rerum  
statui, necessitati que ac maximè periculo, in quo ver-  
satur sua Celsitudo Electoralis quam maximè conve-  
nientes, neque verò poterunt Sacra Cæsarea Majestas  
aut Serenissima Celsitudo Electoralis Pacem, Armili-  
tium, vel Inducias cum Galliâ, ejus Fœderatis aliisve  
hostibus sine mutuo utriusque consensu tractare aut eo  
modo ut alterutra Pars excludatur, quæ tunc è contra  
sua consilia conferent invicem, conjunctimque, omni-  
que fiduciâ majore adlaborabunt, hæc tamen adhibita  
cautione, quod neutra ambarum Partium teneatur æquas  
atque honestas Pacis conditiones, si offerrentur, recu-  
sare, & quidem Sacra Cæsarea Majestas ita comprehen-  
di suam Celsitudinem Electoraalem ejusque Domum  
Electoraalem in Tractatu Pacis curabit, ut quidquid ipsi  
per Instrumentum Pacis Westphalicæ assignatum fuerat,  
restituatur, in idque etiam pro parte suâ incumbet, ut  
dâmma nuper à Galliâ ejusque Fœderatis dictæ Celsi-  
tudini Electorali illata refarciantur.

VII. Hoc etiam modo sua Celsitudo Electoralis sub-  
jicit Mediationi Sux Cæsareæ Majestatis vertentes cum  
Electoribus Moguntino ac Treverensi, & Duce Lo-  
tharingiæ controversias, receptique donec eæ diriman-  
tur quietè se & amicè cum dictis Electoribus consin-  
busque Principibus victurum; Quod suscepit clementer  
ac perbenignè Sacra Cæsarea Majestas quæ nihil omit-  
tet, ut eadem controversiâ mediante suâ interpositione  
quamprimum fieri poterit, amicabiliter inter ipsos com-  
ponantur ac terminentur, ita ut suæ cuique prætension-  
es suumque jus maneat illibatum.

VIII.

ANNO  
1674.

VIII. Præter ea quæ huc usque allata sunt, statuit Sacra Cæsarea Majestas ea omnia quæ ad Dignitatem, utilitatemque suæ Celsitudinis Electoralis ejusque Domus Electoralis spectabunt quantum in se erit, promovere quod id ipsum sua Celsitudo Electoralis erga suam Cæsaream Majestatem præstabit.

IX. Spondet vicissim ac promittit sua Celsitudo Electoralis partes Sacræ Cæsareæ Majestatis ejusque Confœderatorum in Imperio, ratihabito hocce Tractatu, se amplecturam seque in ejus favorem aperte declaraturam, Cæsareisque Copiis suos Equitatus Peditatusque, tum quas Stipendiis suis alit, tum etiam suæ Ditionis militias quam maximo poterit numero (munitis sufficienti Præsidio suis Urbibus ac Fortalitiis) se conjuncturam, cum quibus contra Galliam ejusque Confœderatos & Adhærentes ad primam Sacræ Cæsareæ Majestatis requiritionem aperto Bello sive conjunctim seu separatim, prout è re esse judicabitur, impetum faciet, neque solummodo nulli Fœderi infenso Suæ Cæsareæ Majestati dicta Celsitudo Electoralis adhærebit, verum etiam totis viribus se periculosos consiliis aut machinationibus, quas quis moliri possit in Imperio opponet, munietque Instructionibus & Facultatibus; quos habet Ratisbonæ, aliisque locis Legatos ac Ministros, quò sanctissimam Suæ Majestatis mentem piissimæque consilia conjunctim promoveant.

X. Uretur sua Celsitudo Electoralis dictis duobus millibus, & quingentis hominibus suscepto ab ipsis Juramento fidelitatis, tum in suis Fortalitiis, tum in aliis Ditionum suarum partibus, prout ratio Belli permittit, eorumque imprimis securitati ac conservacioni prospiciet diligenter, & invigilabit.

XI. Quò autem Suæ Cæsareæ Majestatis securitati aliquò modo caveatur, consignabit ipsi sua Celsitudo Electoralis Ghermersheim, ita ut in hanc Arcem & Urbem possit sua dicta Cæsarea Majestas idoneum Præsidium introducere suis sustentandum expensis & sumptibus, ita ut nulli sit oneri, aut molestiæ Civibus à quibus nullæ poterunt contributiones exigi. Manebit Serenissimæ Celsitudini Electorali redituum suorum Dominiarum libera perceptio, rerumque Civilium; Politicarum, & Ecclesiasticarum administratio. Dicitum verò Præsidium Civitatem tuebitur contra Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperique hostes, seque tum conatibus publicis, tum privatis fraudibus dolisque opponet, observabit exactè, coletque cum proximis Gubernatoribus Officialibusque Electoralibus concordiam & correspondentiam, & quietè vivet cum ejusdem Civitatis Incolis, ac Pace tandem conclusâ, educetur, nullâ interposita morâ Præsidium, ac sine ulla compensatione dicta Civitas suæ Celsitudini Electorali ipsaque deficiente Hæredi ipsius Comiti Palatino consignabitur ac omnino restituetur.

XII. Requirente id necessitate Belli ac ratione, concedet sua Celsitudo Electoralis ante præmonita liberum transitum reditumque, sive passus ac repassus in Electoratu, aliisque suis Ditionibus Exercitui Suæ Cæsareæ Majestatis ejusque & Confœderatorum commoda, quantum in se erit, stratis Pontibus, aliisque præstitis, quæ in ejusmodi transitibus fieri solent, nec non etiam pro comœatu adhibita cura promovebit, non discedatur quantum fieri poterit ab itinere à sua Celsitudine Electorali constituto, observetur ubique exacta Disciplina, juxta Constitutiones Imperiales, à quovis excessu, direptione, aut exactione militari, caveatur, solvatur è contra æquo pretio quidquid fuerit à dicta Celsitudine Electorali ejusve Subditis in usum dicti Exercitus subministratum.

XIII. Casu verò, quò dictus dictive Exercitus retroducere adigerentur, liceat ipsis sub ipsis Arcibus ac Fortalitiis dictæ Celsitudinis Electoralis se recipere.

XIV. Promovebit quatenus in se Subditivæ suis erit sua Celsitudo Electoralis quæ ad comportandos afferendosque Comœatus, sive Magafenos erigendos conducere poterunt, empione scilicet victuum, aliarumque rerum portatione, & advectione quæ Exercitibus Sacræ Cæsareæ Majestatis & Confœderatorum in Imperio usui esse possunt, ubivis illi reperiantur, eâ tamen Lege, ne hujusmodi prætextu vectigalium fraus fiat, cui ut occurratur, quos dabunt Generales Cæsarei Salvos Conductus, seu Passoportus propria manu subsignabunt, Sigilloque munient, descripto numero expressæque quantitate rerum, ad subsistentiam Cæsarei, Fœderatorumve Exercitus transmittendarum; atque advertatur imprimis ne quidquam ab iis comprehendatur, quod ad Christianos Hebræosve, qui Mercimonia inferunt asportantve, pertineat, pro quibus est ab ipsis

constitutum Vectigal sive Gabella exsolvendum, concurrerit autem fideliter dicta Celsitudo Electoralis aderitque ubi agetur de defensionem & conservacione Regnorum, Principarum, Statuumque Sacræ Cæsareæ Majestatis & maximè Provinciarum Austriæ superioris & inferioris atque ad oppugnandam unam pluresve hostium Arces, aliasque Militares expeditiones fuscipiendas in sua vicinia, tot subministrare majora Tormenta, quot sine evidenti propriarum Arcium periculo poterit; & de cætero omnem opem ferre omnimodamque assitentiam præbere tenebitur.

XV. Copiis Gallicis, aut Galliarum Fœderatis, nec transitum, nec receprum dabit Terrâ vel Aqua, nec Victus, Munitiones aut Navigia, seu Cymbas, seu Barcas, imò verò iis se totis viribus opponet, & quidquid eò pertinebit impedit subvertetque.

XVI. Durabit præsens Fœdus per decem annos, etiam si Pax interea sequeretur, atque hoc finito temporis spatio liberum erit cuilibet Partium ipsum renovare, liceat singulis Cæsareæ Majestatis Confœderatis hocce etiam Fœdere includi, si velint, si verò præter spem omnem Bellum denuo contra Galliam ejusque Fœderatos moveatur aut Sacra Cæsarea Majestas & suæ Celsitudo Electoralis earumve Fœderati ab ipsa Bello petantur, aut in aliquod periculum adducantur, molestiæ ratione præsentis Fœderis, aut aliâ quavis causâ afficiantur, sine ulla ulteriori hujusce Tractatus renovatione durare adhuc ille effectumque suum sortiri, nec non ambæ eodem modo obligatæ invicem Partes intelligantur, ad cujus certiorum notitiam, firmioremque observantiam præsens Tractatus à Plenipotentariis Sacræ Cæsareæ Majestatis & suæ Celsitudinis Electoralis propriâ manu subscriptus Sigilloque munitus est, & traditis utro citroque expeditis in id exemplariis promiserunt invicem Ratihabitionis Instrumenta Dominis suis intra trium septimanarum spatium, atque etiam prius, numerandum ab hac die, transmittenda. Viennæ die 14. Januarii 1674.

Subsignatum,

RAYMUNDO Conte di MONTECUCULLI,  
GIO PAOLO HOCHER,  
GIO FEDER. SEILLER.

CXVIII.

Defensiv-Alliantz zwischen Ihro Kayserl. Mayest. Leopold den I. / und Christian den V. König in Dänemark / zu befestigung der anno 1672. den 22. Septemb. zwischen Ihnen und andern Teutschen Fürsten eingegangenen Defensiv-Alliantz. Geschehen zu Cöppenhagen den 16. Januarii 1674. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Alliance Defensive entre LEOPOLD I. Empereur des Romains, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarc pour le renouvellement de celle qu'ils avoient faite le 22. Septembre 1672. entr'eux-mêmes, & avec quelques autres Princes de l'Empire. A Cöppenbague le 16. Janvier 1674.

Wir wissen sey hiemit / daß die Röm. Kay. auch zu Hungarn und Böhem Königl. Mayest. ingleichen die zu Dänemark und Norwegen Königl. Mayest. Ihre Churfürstl. Durchleuchtigkeit zu Brandenburg / der Herren Georg Wilhelms und Herren Rudolph Augusti / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / dann auch der Frauen Land-Gräfin und Regentin zu Hessen-Cassel / Fürstl. Fürstl. Durchleucht. Durchl. Durchl. in ansehung der jetzt gefährlichen Conjuncturen, und zu erhaltung ihrer ihnen von Gott anvertrauten Land- und Leuthe vor allen unbilligen gewalt / in guter Ruhe und Frieden / durch Ihre mit genugsamer Vollmacht und Instruction in die Stadt Braunschweig zusammen-geschickte gewisse Rätche und Abgesandte / noch unterm dato den 22. Septemb. des jüngstverfloßenen 1672. Jahres ein gewisses Fœdus defensivum mit einander eingegangen / und selbiges hernach die gesandte Allerhöchst. und höchsten Herren

ANNO  
1674.

ANNO  
1674.

Principalen und Frau Principalin allerseits ratificiret haben: Nachdem sich aber erwiesen die gefährliche Conjunctionen nicht allein nicht gebessert und nachgelassen / sondern es vielmehr das ansehen gewonnen / als wann auch die jenigen / so davon am weitesten entfernt / und sich dieses weit ansiehenden Kriegs am meisten zu entlassen jederzeit gesucht / dannoch wider ihren Willen damit eingeflochten werden möchten: Als haben allerhöchste. Ihre Kayf. Majest. und die zu Dänemark Norwegen Königl. Majest. eine hohe notturft zu seyn ermessen / Ihre respective Extra-ordinair-Ambassadeur und Commissarien, den Hoch- und Wolgeborenen Ihrer Kayserl. Majest. Reichs-Hof-Rath und Camerern Herrn Gottlieb / Grafen von Wintischgrätz / Freyhern zu Wallstein und im Thal / Herrn auf Trautmannsdorff / Obristen Erb-Stall-Maitern im Steyer / Kittern / und den Wolgeborenen Ihrer Königl. Majest. Canslern und Geheimben und Estats-Rath/Präsidenten im Canslern-Collegio, Ambtmann über Hadeland/Kummerige Bistvede und Ringerigers Amtber / Herrn Peter Keck / zu Palsgard / Kittern. Den Hoch- und Wolgeborenen / Ihrer Königl. Majest. Reichs-Canslern und Geheimben- und Estats-Rath / Ambtmann über Tonsberg=amt / Herrn Peter Greiffenfeld / Grafen zu Greiffenfeld / Kittern / den Wolgeborenen Ihrer Königl. Majest. Geheimben Rath / Reichs-Marschallen / Assessorn in Collegio Status und höchsten Gerichte/Stifts-Ambtmann über das Seelandische Stift/ auch Ambtmann über Coppenhagen und Roschildt=Amtber / Herrn Johann Christoph von Korbiß zu Helleny / Kittern / den Wol-Edlen Ihrer Königl. Majest. Canslern-Rath / Assessorn in Collegio Status, und höchsten Gerichte/ auch Estats- und Cammer=secretarium Conrad Biermann / an dero Königl. Hof hier zu Coppenhagen in Conferentz treten zulassen / damit sie nicht allein von der execution und erklärungs/ sondern auch von wirklicher und nachrücklicher Execution befragtes im vergangenen Jahr getroffenen Föderis handeln und zugleich schließen möchten/ welche sich dann darauf nach beiderseits gegeneinander ausgewechselten Vollmachten und gehaltenen ein- und anderer Conferenzen / nachstehender Articulo, bis auf allerquädiasse Ratification vnder allerhöchsten benannten Kayserl. auch zu Dänemark Norwegen Königl. Maj. verglichen / und

I. Soll es bey besagten vor einem Jahr schon getroffenen Föderis defensivo, so weit demselben durch dieselbe gegenwärtige Bündnus nicht derogirt, allerdings verbleiben und selbige in allen seinen wankig Punkten festiglich gehalten werden.

II. Dabey man sich in Gottes Namen einmüthig resolviret, zu manutention bebediteter Alliance die kräfte zusammen zu setzen / damit das Rom. Reich von allen weitem Feindlichen einbruch errettet/wider den Münsirischen Friedensschluß ferner nichts gehandelt / der beyden höchsten Allirten Erb-Königreich und Landen / wie auch der gesamnten Bunds-Berwandten sicherheit besterassen conserviret, und mithin ein sicherer beständiger Universal-Frieden umb so viel eher wieder restabillirt werde.

III. Zu welchem ende Ihre Kayserl. Majest. und die zu Dänemark Norwegen Königl. Majest. hiemit versprechen / daß in besagter Alliance zu der gesamnten Bunds-Berwandten / und auch eines jedens defension in particulari übernommenes quantum, der neuntausent Mann/ als dreystausent zu Pferd und sechs-tausent zu Fuß mit einer convenablen Artillerie stets in bereit-schaft zu halten / auch in dero Erb-Königreich und Landen / an denen ohrten zuverlegen / von dannen besagte Truppen ohne langen auffenthalt / auf ersuchung des beleidigten und solcher hilffe benöthigten mit-Allirten / alsobald zusammen gezogen / und zu Felde gebracht werden können.

IV. Wobey dann ferner beide höchste Allirte sich verglichen / daß so lange sie beyderseits mit einer solchen Macht einander secourirten, ein Allirter von dem andern aus keinem andern Födere einige Volcker zufordern befuegt seyn soll.

V. So viel die Kriegs-operationen anbetriefft / da sollen solche unter denen mit-Confederirten verteillich verglichen / und von jedem dasjenige / was auf ihre kombt / zu bestimmbter zeit / mit aller Macht und krafft / männlich und tapffer vollzogen werden.

VI. Ratione der von einem und anderen eroberenden Plätzen und Landen / soll es bey dem jenigen verbleiben / wessen man sich des fals / in deme in vergangenen Jahr geschlossenen Födere defensivo §. solte man ic. verglichen / jedoch daß solches nur von den fallen zuverstehen sein soll / wann der Allirten Truppen conjunctim an einen obrt agiren.

VII. Dabey doch bedungen worden / was die zu dem Rom. Reich gehorige obrter / und die datinnen begriffene Religionen und Gesslichkeit anbetriefft / daß dasjenige / was diß orths in dem Westphälischen Frieden begriffen / gehalten / und alles quo ad punctum Religionis in gegenwertigem stand gelassen werden soll. Zu dem ende auch keine veränderung oder vermindering weder in denen Stiftern noch an der Religion verstatet / sondern selbige bey dem Rom. Reich und der in selbigen obrten obhandenen nicht allein Cathol. sondern auch andern Religionen / wie sich dieselbe anjehs befinden / erhalten / wie auch die Jura Electionis, so dem Thumb- und andern Capitul zuständig keines wegs turbiert, sondern sie da bey ruhig gelassen und geschützt werden sollen.

VIII. Soll kein theil ohne vorwissen und einwilligung des andern / weder etwas grossen noch haubtsächlichens vornehmen / noch einigen Frieden oder anstand der Waffen tractiren, wenn-

ger aber Frieden schließen / oder einigen anstand der Waffen machen / sondern alles communicato. consilio & communi consensu thun / auch ehender keinen Frieden eingehen / es seye dan jedem alles das / so nach dieser Bündnus einen oder andern abge-nommen / wiederum restituiret, und ein jeder in dem alten stand / in welchen er bey schlüssung dieser Bündnus gewesen / gesehet / und dem beleidigten seine billigmässige satisfaction und sicherheit soviel immer möglich / wiederfahren.

IX. Ist aller Fleiß anzuwenden / damit Ihr der Bünds-Berwandten Land und leute mit den Durchzügen / Contributionen und sonstigen möglichst verschonet werden.

X. Sonsten bleibt die sache wegen der Jurisdiction und Com-mando über diese Volcker / wegen deren Durchzug und Verpflegung / des modi assilendi, wegen bestellung eines Kriegs-Raths und sonstigen bey deme / was in besagten in vergangenen Jahr geschlossenen Födere gesehet und veranlaßet worden.

XI. Wann auch ein- und andern Potentaten und Ständen in diese Bündnus mit einzutreten gefallen solte / solches mit einmüthiger verwilligung und beliben der hohen Bünds-Berwandten geschehen / darüber handlung gepflogen / und die Conditiones deren man sich vergleichen mag / diesem Recels-Revers beygefüget werden.

XII. Soll diese Bündnus denen vorigen Föderibus, so beiz de höchste Allirte entweder unter sich / oder mit dem Staat der Vereinigten Niederlanden bereits haben / keines wegs präjudicieren, sondern es sollen dieselbe so ferne in Ihren vollkommenen vigore bleiben und gelassen werden / in so weit sie diesem nicht zu wider / und hier in einem und andern extendiret, oder sonstigen geändert und verinereet worden.

XIII. Und diesen nach soll diese Bündnus von dato dieses Recellus drey nach einander folgende Jahr stehen / und unverbrüchlich gehalten / auch der höchsten Bünds-Berwandten Ratification durch gewisse hierzu Depütirte inner Monatsfrist alhier in Coppenhagen eingebracht / oder durch der zu Dänemark Norwegen Königl. Majest. an Ihrer Kayf. Maj. Hof habenden Ministrum Illiencron inner jezt besagter zeit alda ausgewechslet werden / und bleibt dabenebens zu der Hohen Bünds-Berwandten gefallen und gutbefinden gestellet / ob sie diese Bündnus prologiren, und zu solchem ende noch vor ablauff der drey Jahren eine zusammenkunft und handlung veranlassen wollen.

Dessen zu Urkund / ist dieser Recels von anfangs allerhöchste. Ihrer Kayf. und Königl. Majest. Majest. respective Herren Extraordinair-Ambassadeur und Herren Commissarien unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen in Coppenhagen den 22. Januarii Anno 1674.

Ggrh von Wintischgrätz. (L. S.)

P. Keck. (L. S.)

Greiffenfeld. (L. S.)

Jehr. B. Korbiß. (L. S.)

C. Biermann. (L. S.)

## Articuli Secreti.

zu wissen / Als zwischen der Rom. Kayserl. auch zu Hungari und Boheim Königl. Majest. eines / und Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark Norwegen andern theils zwar unter heutigen dato ein gewisser Recels, zu erweiter- und vermehrung des den 22. Sept. verwichenen 1672. Jahres zu Braunschweig aufgerichteten Föderis von denen hierzu beiderseits bevollmächtigten / und in ermeldtem Recels benannten respective Kayserl. und Königl. Herrn Extraordinair-Ambassadeur und Hochl. Ministris unterschrieben / und dabey aber von iezbesagten Kayserl. Herrn Extraordinair-Ambassadeur urgiret worden / daß Ihre Königl. Majest. zu Dänemark Norwegen nicht allein von Er-leuter: erklär: Vermehr: und extendirung obbesagten Braunschweig. Föderis handlung pflegen / sondern sich ieziger conjuncturen halber etwas näher heraus zu lassen beliben möchten: Als haben iez höchste. Königl. Majest. zu mehrer Bezeugung ihrer zu Ibro Kayserl. Majest. und dero gesamnten höchst-lobt. Kaiser Reich tragender affection, und für das gemeine wesen stehenden vorsorge / zuzahlen auch beide Herrn Herzogen von Braunschweig Lüneburg Zell und Wolfenbüttel ohne dem bey dem proponirten project kein größeres bedenken gefunden / als die herbeysetzung Ihrer Königl. Majest. und die Rich-tig-wachung der Subsidien / auch deshalb dem gemeinen wesen zum besten an sich nichts erwinden lassen wollen / gestalt man solchem nach sich hierunter gesehter Secret Articulo einmüthig unter einander verglichen / und zwar

So bleibet es erstlich allerdings allein bey dem zu Braunschweig in dem Haupt-Recels angezogenen Födere defensivo in allen seinen 20. Puncten / so ferne denselben durch hertigen Haupt-Recels, oder diese Secret Articul nicht derogirt wird / und wird auch selbiges nicht allein auf den Osnabrugg und Münsirische Frieden verstanden / sondern auch auf die manutention: und Guarantirung des Clevischen Frieden-Schlusses ausdrücklich mit erstreckhet / dabey man sich in Gottes Namen für das

Andere einmüthig resolvirt, bedesste Friedensschlüsse auf alle weis

ANNO  
1674.

ANNO  
1674.

weis zu maintainen / und zu solchem nicht die kräftten zusammen zu setzen / ~~hoff~~ darumb/damit dadurch das Rom. Reich von allen weiteren Feindlichen Einbruch errettet / die General-Staaten wieder besagten Clevischen Frieden nicht beschwehret / und nitshin ein sicherer beständiger Universal-Friede umb so viel eher wiederumb restabliert werde. Doch mit dem Vorbehalt und ausdrücklicher Bedingung / wenn nebst Ihre Kayserl. Majest. die Cron Spanien / wie es nun schon geschehen / noch ferners bey dieser gemein-nützigen Sache unausgesetzt verbleibet / und dero Waffen agiren lassen / auch die General-Staaten sich solcher gestalt dahin verstehen mögen / wie die Sachen zwischen Ihre Konigl. Majest. und ihnen alhier in Coppenhagen nitshin in einem und andern fall allschon verglichen / umb man sich auch darüber noch ferner wird vergleichen können.

Drittens verbinden sich Ihre Konigl. Majest. zu Dennemarek Norwegen daß gleich wie Ihre Kayserl. Majest. Ihrer seits mit einer Armée von 30000. Mann bereits zu rellabirung eines sichern allgemeinen Friedens würcklich agiren / auch damit so lang diese Bündnis wehren wird / zu continuiren sich verbunden; auch sie das in denen mit Holland geschlossenen Tractaten übernommenen quantum dero 20000. Man ebenmässig zu Feld bringen / und nach genommenen concert mit denen übrigen höchst und hohen Allirten damit ohne cuncturen vigorose operiren zu lassen wollen / so bald entweder ichbesagte mit Holland im Monath Majo jüngsthin aufgerichtete Tractaten ratificirt / und ratione Subsidiorum adimpliret worden / wie solches in selbigen Tractaten mit mehrern erwehnet wird / auch so lang diese Bündnis dauret / mit obbesagtem quanto zu continuiren; oder da auch dieselbe solcher gestalt / wie sie alhier unterschrieben worden von Holland nicht ratificirt wurden / dasjenige præstiren / wie man sich durch reallumirte Tractaten hierüber weiter wird vergleichen können / weswegen auch Ihre Kayserl. Majest. bey denen General Staaten alle zulängliche officia anwenden wollen / damit wann oberwehnter Tractat, dessen Ratification von denen General Staaten diffultiret wird / nicht zur perfection gelangen solte / die sache dannoch auf einen oder anderen weg nach billigen dingen verglichen werden möge: Weilen aber solches zu negotiiren und abzuhandeln sich etwa noch länger / als man wohl vermeynet / verziehen könte / und ein oder ander Ekstas über gegenwärtige Tractaten solche jalouse und ombraze nehmen / daß dahero noch vor den völligen Schluß des ganzen weretes / darüber leichtlich eines oder des anderen / der höchsten Concederirten Leuth und Länden einige gefahrt zugezogen werden möchte so verbinden sich beyde höchstged. Majest. Majest. daß im fall einer oder der ander von beyden höchsten Concederirten auch zeit währender Handlung / und ehe entweder vorangeregte Hollands. Tractaten ratificirt / oder man sich durch anderwertige reallumirte Tractaten auf einen oder anderen fuß wird verglichen haben / von jemand wer der auch sey / in denen in dem Braunschweig. Foedere eingenommenen und mit-begrieffenen Erb-Königreich / und Länden auch ratione hujus Foederis feindlich angegriffen werden solten / sie einander nicht allem mit denen in dem heutigens tags geschlossenen publico Reecessu erwehnten neuntaußend Mann / sondern auch mit mehrern und so großer Macht / als sie immer werden aufbringen können / alsobald getreulich zu Hülffe zu kommen. Und obwohl Ihre Kayserl. Majest. ferners vor andere nichts gewisses versprechen können / so wollen sie doch / so wohl bey der Cron Spanien / als denen Herren General Staaten (mit-telst nachdrücklicher remonstracion, wie schädlich und gefährlich es für das gemeine wesen seyn würde / wann Ihre Konigl. Majest. solcher gestalt acquirert werden solten) alle dienliche officia anwenden / damit wann selbige dieser hiern gehöner declaration halber entzwischen auf solche Maas und Weis / wie hieroben gemelbt / von jemand / wer der auch seye / feindlich angegriffen werden solte / auch selbige mit einem gleichmäßigen und möglichsten succurs Ihre Konigl. Majest. zu Hülffe zu kommen / sich disponiren lassen mögen.

Viertens versprechen Ihrer Konigl. Majest. zu Dennemarek Norwegen sich auf alle weise dahin zu bearbeiten / damit des Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg Hannover Fürstl. Durchl. dieser gemein-nützigen sache mit beytreten / oder doch wenigstens wieder dieselbe nichts thätliches vornehmen möge.

Und sollen beide hochste Concederirte diese neben=Articul nicht anders / als wann sie dem Haupt=Recess selbst in Wort zu Wort ein verleihet wären / unverbrüchlich zu halten / und zu leisten / auch zu dem Ende ihre Ratificationes darüber an zeit und Orth / wie in jetzt-besagten Haupt=Recess erwehnt / extrahiren zu lassen verbunden seyn. Wie dann auch im übrigen solche neben=Articul in hochster geheim sollen negociert und secret gehalten werden.

Desen zu Urkund seind selbige von allerhöchstgedacht. Ihrer Kayserl. und Konigl. Majest. Majest. respective Herrn Extraordinair-Ambassadeur und Herrn Commissarien unterschrieben und versiegelt worden. So geschehen in Coppenhagen den 16. Januar. Anno 1674.

Graf. von Windischgraz. (L.S.)

P. Keck. (L.S.)

Greiffenfeld. (L.S.)

J. Chr. D. Corbiß. (L.S.)

E. Biermann. (L.S.)

Tom. VII. PART. I.

CXIX.

ANNO  
1674.

Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à Westmünster le 9<sup>o</sup> Février, 1674. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 606. où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII, Acta publica, Tom. X. pag. 149. en Allemand, & dans le Theatrum Europeanum, Tom. XI. pag. 663. en Allemand.]

Quandoquidem, ut extingueretur funestum illud Bellum quod inter Ser. & Potentissimum Principem Dominum Carolum Secundum, Magnæ Britannia, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei Defensorem, &c. & Celso ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii nuper exortum etiamnum flagrat, non solum totius fere Christiani Orbis suspiria efflagitaverint, sed præcipuè Serenissima Domina Regina Regens Hispaniæ, ex intuitu antiquæ illius necessitudinis & amicitia, quæ inter Coronas Britannicam & Hispanicam semper intercessit, eo operam suam & curam adhibuit; ut dissidiis omnibus inter Regnum Magnæ Britannia & Fœderati Belgii Provincias profus sublati Pax quantocius restitueretur, quumque prædicti Ordines Fœderati Belgii supra nominatum Serenissimum Dominum Magnæ Britannia Regem; tam per Literas suas quam per nuncia repetita flectere conati sint, ut conditionibus Pacis aurem animumque accommodare vellet; atque ut pacifica Negotiatio facilius felicisque ad optatum exitum produceretur Illustrissimo ac Excellentissimo Domino Petro Fernandez de Jouar & Velasco, Marchioni de Fresno; Majestati Suae Catholicae à Cubiculis intimis & Serenissimi ac Potentissimi Principis Domini Caroli Secundi Hispaniarum, &c. Regis apud eundem Serenissimum Dominum Magnæ Britannia Regem Legato Extraordinario plenam Potestatem dederint, ut eorum nomine atque ex eorum parte Pacem pro iis cum præfato Serenissimo Domino Magnæ Britannia Rege tractaret & concluderet, toties memoratus Serenissimus Dominus Magnæ Britannia Rex, qui nonnulli firmæ ac duraturæ Pacis causa hoc Bellum primo suscepit, interpolationem superaddita Serenissimæ Dominae Regenti Hispaniarum tanti fecit, ut desiderii præmemoratorum Ordinum Generalium in hac parte libenter accedere voluerit; adeoque ad Pacis Tractatum inter Majestatem suam dictosque Ordines Generales ineundum conficiendumque Deputatos Commissarios & Procuratores suos plenam Potestate munitos nominavit & constituit perquam fidelem & per dilectum Consiliarium suum intimum Honcægium Baronem Finck de Deventry, Magni Angliæ Sigilli Custodem; perquam fideles & per dilectos suos intimos Thomam Vice-Comitem Latimer, summum Angliæ Thesaurarium; Jacobum Ducem de Montmouth, Equestris Turmæ pro custodia Majestatis Sacrae Capitaneum; Jacobum Ducem Ormondia, Hospitii Regis Seneschallum; Henricum Comitem d'Arlingthor, primariorum Majestatis Sacrae Secretariorum unum; & perquam fidelem & præ dilectum Consiliarium suum intimum Henricum Coventry Armigerum, primariorum Secretarium alterum, qui quidem Commissarii ac Deputati cum præfato Domino Marchione de Fresno parem à prædictis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Potestatem habente congressi, ac collocuti sunt, in hæc demum Pacta, Capitula, atque Tractatus, & subsequentes Articulos concordibus animis mutuo consenserunt conveneruntque: videlicet,

I. Conclufum & conventum est, quod ab hoc usque die sit firma, sincera & inviolabilis Pax, Unio & Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Dominum Magnæ Britannia Regem, ac Celso & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque respective Subditos tam intra quam extra Europam, omnibus utriusque Partis Regionibus, Dominis & locis quibuscunque.

II. Et quo vera isthæc Unio inter præfatum Serenissimum Dominum Regem Magnæ Britannia & dictos Dominos Ordines Generales citius effectum suum sortias

K k

ANNO  
1674.

fortiatur, conventum ab iis & conclusum est, quod immediate post promulgationem hujus Tractatus Pacis omnes actus hostilitatis ab utraque parte statim prohibeantur, neque ullum Diploma, Commissio vel Instructio privatim vel publicè, directè vel indirectè, ab alterutra parte detur vel foveatur aut ullo modo permittatur, ad infestandum, aggrediendum, oppugnandum vel spoliandum alterius res, Dominia vel Subditos, verum è contrario Subditis utriusque Nationis strictè mandetur; ut ubivis locorum pacatè se invicem gerant & amice.

III. Quoniam distantia locorum adedè variaz sunt, ut mandata & directiones respective Superiorum ad omnes Subditos suos eodem tempore pervenire nequeant, visum est, pro actibus hostilitatum, aut vi in utramque partem committenda, hosce limites subsequentes statuere, videlicet, quod post expirationem duodecim dierum publicationem hujus Tractatus proximè sequentium nulla committatur hostilitas à termino in Occidentali Plaga Canalis Britannici vulgo *the Soundings* appellato usque ad alterum terminum, qui *Naza* dicitur in Norvegia, neque post finem sex septimanarum à dicto termino *the Soundings* ad Civitatem usque *Sungitanam*, usque post finem decem septimanarum in Oceano, Marii Mediterraneæ vel alibi inter dictam Civitatem *Sungitanam* & *Aquatorem*, neque post finem octo Mensium in ulla Orbis Regione. Et quicumque actus hostilitatis post expirationem prædictorum terminorum, cujusvis prioris Commissionis, Literarum repressaliaz aut similibus prætextu commissi fuerint, pro illegitimis habebuntur, atque ut publicæ Pacis violatores punientur.

IV. Prædicti Ordines Generales Unitarum Provinciarum debite, ex parte sua agnoscentes jus supra memorati Domini Magnæ Britannicæ Regis, ut vexillo suo in Maribus infra nominandis honos habeatur, declarant & declarant, concordabunt & concordant, quod quæcunque Naves & Navigia ad præfatas Unitas Provincias spectantia, sive Naves Bellicæ, sive aliæ eæque vel singulæ, vel in Classibus junctæ in aliis Maribus à Promontorio *Finis Terræ* dictæ usque ad medium Punctum Terræ *van Staaten* dictæ in Norvegia quibuslibet Navibus aut Navigiis ad Serenissimum Dominum Magnæ Britannicæ Regem spectantibus, obviam dederint, sive illæ Naves singulæ sint vel in numero majori, si Majestatis Britannicæ, sive aplustrum, sive vexillum *Jac* appellatum gerant, prædictæ Unitarum Provinciarum Naves aut Navigia vexillum suum malivesticæ detrahentes supremum velum demittent, eodem modo parique honoris testimonio, quo ullo unquam tempore aut in alio loco antehac usitatum fuit versus ulla Maj. Britannicæ suæ aut Antecessorum suorum Naves ab ullis Ordinibus Generalium suorumque Antecessorum Navibus.

V. Quandoquidem Colonia Surinam & Articuli super ejusdem deditione facti Anno 1667. inter Guilielmum Biam, tunc temporis illius Colonie Præfectum pro Serenissimo Domino Magnæ Britannicæ Rege, & Abrahamum Quirini pro supra dictis Ordinibus Generalibus in eorum executione multas differentiarum ac disceptationum occasiones dederint, multumque conturbaverint malæ intelligentiæ, quæ inter Majestatem S. Britannicam & prædictos Ordines Generales nuper nata est, quo omnes errorum causæ in futurum penitus amoveantur, prædicti Ordines Generales per hasce presentes concordant, & cum supra nominato Serenissimo Domino Magnæ Britannicæ Rege conveniunt, quod non solum prædicti Articuli plenam fortiuntur executionem absque ulla tergiversatione vel æquivocatione, sed etiam quod M. S. Britannicæ liberum erit unum aliquem aut plures eò deputare, qui conditionem Subditorum suorum ibi mantentium explorent, & cum iis de tempore discessus sui conveniant. Quoque M. S. liberum erit, unam, duas vel tres Naves eo mittere, quæ M. S. Subditos una cum rebus, bonis & servis suis accipiant asportentque, quodque Præfectus, qui tum fuerit pro dictis Ordinibus Generalibus, nullam legem vel feret, vel exequetur, qua eniptio & venditio Terræ, debitorum solutio aut bonorum commutatio, ullo alio modo se habeat ratione Anglorum, quam sicut versus omnes alios illius Colonie Incolas usitatum fuit vel erit. Sed quod quam diu remanserint iisdem Legibus, & Privilegiis actiones intentandi pro eo quod ipsis debetur, solvendi id quod debent, pactaque, stipulationes & contractus faciendi fruuntur quibus alii Incolæ communiter fruuntur; Et quandoquidem Maj. S. Britannicæ sufficientes & authenticas Literas, ab Ordinibus Generalibus ad illius Colonie, Præfectum postu-

laverit, tam ut dicti Angli inde discedant, quam ut Naves eo (sicut prædictum est) mittendæ admittantur: prædicti Ordines Generales intra certum temporis spatium in eum finem Deputato plenæ & sufficientes Literas atque Instructiones ad Præfectum illius Colonie tradent, tam ut finat dictas Naves libenter appellere, quam in illas intrare Majestatis Subditos, qui illinc velle discedere profitebuntur, cum bonis & servis suis, eò transvehendos, quo Majestas Sua statuerit.

VI. Conclusum & concordatum est, quod quæcunque Terra, Insulæ, Oppida, Portus, Castella aut Fortalitia ab utraque parte capta sunt, vel erunt ab altera parte ex eo tempore quo nuperum infelix Bellum erupit, sive intra Europam vel alibi & ante expirationem terminorum supra positurum pro cessatione hostilitatis, priori Domino ac Proprietario restituentur in eadem plane conditione, qua fuerint tunc cum Pax ista promulgabitur. Post quod tempus nulla erit expilatio vel direptio Incolarum, nulla Fortalitiorum demolitio nec asportatio Tormentorum, pulveris vel ullis Bellici apparatus, quæ ad ullum Castellum aut Fortalitium pertinebant eo tempore, quo captum erat.

VII. Quod Tractatus Bredæ conclusus anno Domini 1667. sicut etiam omnes alii præcedentes Tractatus per illum Tractatum confirmati, renoventur & maneat in pleno vigore, in quantum præsentis Tractatui nullatenus contradicunt.

VIII. Quod Tractatus Marinus Hagæ Comitibus inter Partes utrasque anno Domini 1668. initus continuetur pro spacio novem mensium post hujus Tractatus publicationem, nisi per subsequente Tractatum aliter provi- sum fuerit. Interea autem ut consideratio novi super hac re Tractatus ad eosdem Commissarios referatur, ad quos commercium per Indias Orientales in Articulo proximè sequenti referetur. Quod si tales Commissarii intra tres menses post primum Congressum suum in novum Tractatum Marinum ex voto non consenserint; tunc res illa quoque ad arbitrium ac dispositionem S. D. Regine Regentis Hispaniæ referetur, eodem plane modo, quo commercii Orientalis regulatio ad M. S. arbitrium in dicto Articulo proximè sequenti referetur.

IX. Et quod à mutua & non turbata commercii ac Navigationis libertate non solum opulencia, sed Pax etiam utriusque Nationis summopere pendet, nihil magis curæ esse debet utrique Parti, quam justa & æqua commercii regulatio & præcipuè in Indiis Orientalibus, & tamen quia res est maximi momenti, eo multum temporis requiret, ut firmi ac duraturi Articuli ad satisfactionem & securitatem Subditorum utriusque Partis conficiantur; cum tamen languens & pene intermoriens plerarumque Europæ Regionum conditio, non minus quam duarum Partium in hoc Bello implicatarum ad properam hujus Tractatus conclusionem anhelet; supra memoratus Ser. D. Magnæ Britannicæ Rex votis & desideriiis prædictorum Ordinum Generalium accedere dignatus, ob easdem considerationes in æqualem numerum Commissariorum ab utraque parte nominandorum consensit cum iisdem Ordinibus Generalibus, ut illi, quos ipsi nominaverint Londinum mitantur, ad tractandum cum illis quos Majestas Sua Britannicæ pariter à parte sua deputaverit, idque inter spatium trium mensium post hujus Tractatus publicationem; Numerus item Commissariorum utrinque nominandorum sex erit personarum: Sin autem post tres menses, postquam congressi fuerint, eorum conatus non tam feliciter successerint, ut Tractatus inde concludatur, ceptæ inter eos controversiæ ad arbitrium Ser. D. Regine Regentis Hispaniæ referentur; quæ undecim Commissarios nominabit & quodcunque major eorum pars determinaverit indifferenter, id utramque Partem obligabit; proviso semper, quod judicium suum declarent intra spatium sex mensium, à die quo primum congregentur, quod etiam intra spatium erit trium mensium postquam Ser. D. Regina Regens Hispaniæ prædictum arbitrium in se suscepit.

X. Quod cum præfata Ser. D. Regina Regens Hispaniæ esse curaverit, prædictos Ordines Generales postquam Pax concludatur, M. S. Britannicæ summam octo centenorum millium Pataconum modo sequenti solvere, videlicet quartam ejusdem partem quam primum Ratificationes hujus Tractatus mutuo extradentur, reliquum autem tribus annis sequentibus proximè per æquas portiones.

XI. Quod altememoratus Ser. D. Magnæ Britannicæ Rex & præfati Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & singula Capita in præsentis Tractatu contenta & stabilita sincere & bona

ANNO  
1674.



ANNO  
1674.

& bona fide observabunt, perque suos Subditos & Incolas observari-facient, neque illis directè vel indirectè contravenient aut suis Subditis vel Incolis contravenire permittent, omniaque & singula, ut supra conventa per Literas Patentes, manibus suis subscriptas magnisque Sigillis sigillatas ratihabebunt, in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & exaratas, easdemque reciprocè intra hebdomadas post datum præsentium (vel citius si fieri poterit) tradent, seu tradere facient bona fide, realiter & cum effectu.

XII. Denique simul ac dictæ Ratificationes utrinque exhibitæ & reciprocè ritèque commutatæ fuerint, Pax ista promulgabitur Hagæ Comitum intra spatium viginti quatuor horarum, post Ratificationes ibi extraditas & commutatas. Actum Westmonasterii nono die Februarii anno Domini 1674.

*Signatum & sigillatum erat.*

(L.S.) H. FINCH.

(L.S.) Al. Marques

(L.S.) LATIMER.

d'el FRESNO.

(L.S.) MONTMOUTH.

(L.S.) ORMONT.

(L.S.) ARLINGTON.

(L.S.) COVENTRY.

*Articulus secretus præcedentis Tractatus Pacis.*

UT Amicitia & Confœderatio inter Serenissimum Principem Dominum Carolum II. Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei Defensorem, &c. & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatæ Belgii solidioribus fundamentis innitatur, utque facilis via aperiat ad Pacem securam ac duraturam in Orbe Christiano stabiliendam: ultra omnia quæ in Tractatu Pacis & Amicitia inter duas Nationes hodie facta & conclusa sunt, concordatum est etiam in hoc Article secreto, quod neutra dictarum Partium dabit, neque per ullos Subditos, Incolasve suos dari consentiet auxilium, favorem aut consilium directè vel indirectè, Terra vel Mari aut in Aquis dulcibus; neque subministrabit aut per Subditos Incolasve Dominiorum & Terrarum suarum subministrari consentiet, Naves, Milites, Nautas, Victualia, Pecuniam, Instrumenta Bellica, pulverem tormentarium, aut ulla alia ad Bellum faciendum necessaria hostibus alterius Partis, cujuscunque generis, aut conditionis illi fuerint. Et præfens Articulus eandem omnino vim & vigorem habebit, ac si in prædicto Pacis & Amicitia Tractatu inclusus esset: ita tamen ut neutriquam intelligatur ullis Tractatus illius contentis derogare. Ratihabebitur etiam & confirmabitur per supradictum Sereniss. D. Magnæ Britannia, &c. Regem & per præfatos Dominos Ordines Generales eodem tempore, quo Tractatus hodierno, die conclusus ratihabebitur. Actum Westmonasterii nono die Februarii 1674.

*Signatum & sigillatum erat uti supra.*

CXX.

4. Avril. Bündnuß zwischen Röm. Kayser Leopold den I. / und Carl Ludwig Churfürst zur Pfalz / zur Defension der Thur-Pfalz wieder Frankreich. Geschehen Wienn den 4. April 1674. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

*Traité d'Alliance pour la Defense du Palatinat du Rhyn, entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & le Serenissime CHARLES LOUIS Eleveur Palatin. A Vienne le 4. Avril 1674.*

Im Namen der Allerheiligsten unzertheilten Dreyfaltigkeit / Gottes des Vatters / Sohn und Heiligen Geistes Amen.

TOM. VII. PART. I.

ANNO  
1674.

Wissen / nachdeme Ihr Kayserl. Majest. Unser allergnädigster Herr / von des Herrn Churfürstens zu Pfalz Churfürstl. Durchl. umb eilfertige ergäbigte Hülff und Beystand in gegenwärtigen Ihren und Ihres Chur- und Fürstlichen Hauses betrübten Zustand / und sowohl von der Frankösischen Armee unter dem Commando des Feld-Marschallen Viscontes de Turenne, als von der Frankösischen Garnison zu Philipsburg und andern der Cron Frankreich und derselben Allirten Befehls-habern / Kriegs-bedienten und Trouppen bishero erlittenen schäden und ruin / zu abwendung alles von besagten Frankösischen und Ihrer Conjungirten Wapffen noch ferners besorgenden Unheils und endlichen untergangs / durch Ihren deswegen eigens an den Kayserlichen Hof abgeordneten und bevollmächtigten Rath und Geheimben Staats-Secretarium Herrn Johann Friederich Seiler gehorsambst angeruffen / von Ihrer Kayserl. Majest. auch zu gemüth gezogen worden / daß sie dero Wapffen fertigen und heuer darumb bloß und allein in das Rom. Reich geschickt / damit vorderist der Westphälische und Clevische Fried manutentirt; und zumahlen durch besagte Wapffen denen / von denen Fremdden und anderen unzulässigen Wapffen betragten Churfürsten und Ständen alle möglichste Beystand geleistet und dardurch selbige bey denen Ihrigen noch ferrens erhalten / mithin auch dem Römischen Reich die vorige Ruhe und erwehnter so theur erworbenes Westphälische Frieden wiederumb erhist gegeben werden möge.

Als haben Seine Kayserl. Majest. sich zu diesen Ihrer Churfürstl. Durchl. gethanen unterthänigsten begehren umb so viel ehender erklärt / weilen solches sowohl Ihrer Kayserl. Majest. tragenden höchsten Kayserl. Anbt / und der von Ihro Kayserl. Majest. als dero höchstgeehrten Ober-haubt und dem gesamnten Rom. Reich habenden pflichten / auch sonst zu manutentierung besagtes Friedens-Schlusses / dero Kayserl. Wahl-Capitulation und anderer Reichs-Satzungen und Ordnungen allerdings gemess und angesehen ist; Ihre Kayserl. Majest. auch gegen Seiner Churfürstl. Durchl. und dero hohen Churhaus ein besonders Vertrauen / Lieb- affection und gewogenheit tragen / zu dem ende dan Ihren hierzu hienunter unterschriebenen Geheimen Rächen den allergnädigsten befehl aufgegeben / sich deswegen mit ihme Herrn Seiler ver-trenlich zu vernehmen / allermaßen man sich dan beiderseits in einem und anderen dahin allerdings verglichen.

Erstlich versprechen Ihre Kayserl. Majest. Seiner Churfürstl. Durchl. die beehrte 2000. zu Fuß und 500. zu Pferd von lauter Teutschen Mannschafft / und unter guten wohlversuchten Teutschen Officieren / so bald Ihre Churfürstl. Durchl. solche vort der Kayserl. Generalität begehren werden / ohne verzug erfolgen und verstaten zulassen / daß selbige neben der Ihrer Kayserl. Majest. bereit geleisteten pflicht / auch Seiner Churfürstl. Durchl. zugleich den Abd nachher inhalt der zu end dieses Tractats annectirten Formul r. ablegen / solcher auch so lang gelien solle als sie in Ihrer Churfürstl. Durchl. landen und botmäßigkeit / auch wo sie sonst Volcker zuhaben oder hinzulegen befrist / nach Ihrer Churfürstl. Durchl. gefallen zusammen / oder zertheilt ligen und bleiben werden; wie Ihre Kayserl. Majest. deswegen an dero Feld-Marschallen den Herrn Duca di Bourneville die gehörige müß wegen der Anzahl an des Volcks-Hülff diesem Tractat gemessene ordre allergnädigst ergehen und selbige bey der Ratification dieses Tractats Ihrer Churfürstl. Durchl. auswendigen lassen wollen.

Zum anderten sollen solche Volcker jedesmalen also parat gehalten werden / daß auf den fall bedorffens sie alsobald anziehen und zu Ihrer Churfürstl. Durchl. umgesamnt stossen können / selbige Hülffs-Volcker auch ohne Ihre Churfürstl. Durchl. vorwissen und einwilligung nicht abgefordert / deroelben auch über solche Kayserl. Volcker das Commando unter Ihr Kayserl. Majest. so lang gebühren und gelassen werden als sie (wie gemeldet) in Ihrem Land- und Churfürstenthumb stehen / jedoch solle die Jurisdiction über selbige dem Kayserl. Ober-Officier und Befehls-habern / wie in dergleichen fällen gebräuchig / allerdings zu stehen / auch dieselbe der von Ihrer Churfürstl. Durchl. der Gemeinen sache zum besten / und nach erforderung der Raison de Guerre, insonderheit zu beschliung dero Churfürstenthumb / Land und Leuth ergehenden gebotten und verbotten unweigerlich nachkommen / die von Ihren untergebenden ernu begehende excessen mit schärfste abstraffen / so gewiß / als sonst Ihre Churfürstl. Durchl. im wiederigen die verantwortung und wieder erstattung aller daraus erlittenen schäden bey Ihren Kayserl. Officieren suchen / und sie zulassen haben werden und sollen. Wie Seine Churfürstl. Durchl. dan dieselbe / wann sie einem und anderen Orthen emigen excess begehren und sie in flagranti ertappen thäten / gar wol durch die Ihrigen anhalten und hernach zu ferreter bestraffung Ihren Ober-Officieren einhändigen lassen können und sollen. Hingegen sollen auch diese Kayserl. Volcker von Ihrer Churfürstl. Durchl. ohne vorwissen und einwilligung Ihrer Kayserl. Majest. nicht zurück geschickt / sondern da Seine Churfürstl. Durchl. solche weiters nicht verlangen oder ferrets nicht vomnöthen hätten / oder aber auch der beiderseits so hoch verlangende liebe Frieden erfolgen thäte / dessen Ihre Kayserl. Majest. von Ihro zeitlichen erinnert und dero Consens und einwilligung solchen falls darüber erwartet / jedoch auch forderlich ertheilt werden.

Drittens wollen Ihre Kayserl. Majest. bedeuten 2500. Mann zu Ross und Fuß die verpflegung (jedoch ausser der Servitien in Wein oder Bier / Brod und Fourage, als an deren Reichung sich Seine Churfürstl. Durchl. auf maß und weis / als sie selbige

ANNO  
1674.

bigen den Ihrigen reichen lassen / ohne entgelt Ihrer Kayserl. Majest. anerbotten) aus dem Ihrigen / der Kayf. verpflegung = ordinarisch gemäß / ordentlich reichen lassen. Da auch Vierdtens Seine Churfürstl. Durchl. über diese 2500. Mann noch ein mehrere Anzahl von dero Volkern vornöthen hätten / und begehren thäten / wollen Ihre Kayf. Majest. Ihre Churf. Durchl. auch selbige / wann es anders möglich / gern zusuchen und wegen des respectiv Commando und Jurisdiction darüber das obige in dem ersten und anderten Articul, auch im übrigen es also halten lassen / wie man sich schon deswegen beydersseits ferner vergleichen wird. Ihre Kayf. Majest. wollen auch gleich jeho allen möglichsten fleis anwenden / und das Ihrige möglichst thun / damit von denen Fränkisch = und Schwabischen auch andern Ceyssen und Reichs = Ständen mit der von Ihrer Churf. Durchl. begehren / und da es die notturfft erfordert / auch mehrern Hülff / zu eingangs ermelde ten ende / dero selben wirklich an die hand gegangen werde.

Fünftens / zu bestreitung theils der Ihre Churfürstl. Durchl. anjeho obligenden sehr grossen ausgaben / wollen Ihre Kayserl. Majest. Seiner Churfürstl. Durchl. in abschlag Ihrer bey dero selben habenden von erweiterten Westphälischen Frieden = Schluß und den Nürnbergischen Executions = Reces herrührenden und auf die verhoffende Röm = Monarch zum theil angewiesenen beklanten anforderungen 50000. Reichsthaler alsobalden gegen zuktung / vermög der zu end dieses Tractats annectirten Formul 2. bey beiderseits erfolgender anshändigung der allerhöchsten Kayserl. und hohen Churfürstl. Ratification dieses Tractats, der Dreybre an die Kayf. Generalität nach dem inhalt der diesem Tractat annectirten Formul 3. sodann gegen auslieferung der Churf. Pfälzischen zu lancern / wegen einlassung Ihrer Kayf. Majest. Volcker dafelbst / publicirung der Avocatorien der Churf. Pfälzischen / allenfalls sich irgend in denen Französischen und deren Allirten diensten befindenden Unterthanen und angehörigen / auch ausshändigung der veranlasseten Patenten an alle Churf. Pfälzische Unterthanen und angehörige wider die Französische Soldatesca und dero mit = Confederirte im Reich / zug um zug par bezahlen und in der Stadt Franckfurt am Mayn liefern lassen.

Nicht weniger nehmen Ihre Kayf. Majest. vor das Sechste Seine Churfürstl. Durchl. sambt dero gesambten hohen Churfürstl. dero angehörige Churfürstenthumb / Land und Leuth in dero sonderbare Protection, Schutz und Schirm an = und auf / und wollen sie mit dero Wapffen durchgehend möglichst (ohne einige von Ihrer Kayserl. Majest. gegen Seine Churf. Durchl. begehrende wieder = ersatung des diesfalls aufwendenden nothigen und Hofens) schutzen / auch dero Generalität die notturfft darüber / diesem Tractat gemäß / und zugleich dieses alsobald allergnädigst anbefehlen / daß sie der gefahr halber mit Ihrer Churf. Durchl. fleißig und vertrenlich correspondiren sollen; Ihre Kayf. Maj. und Ihre Churfürstl. Durchl. wollen auch keinen Frieden oder Stillstand ohne beiderseits einwilligung und einschließung weder mit der Cron Franckreich und dieser Cron Confederirten noch andern widerwertigen eingehen und schließen / sondern disfalls beiderseits communicato Confilio vertrenlich handeln / doch daß beid theil keine schliche und zimliche Friedens = Conditionen annehmen ausschlagen / darbey aber auch Ihre Kayserl. Maj. bedeute einschließung Ihrer Churfürstl. Durchl. in dem künftigen Frieden also einrichten lassen wollen und sollen / damit dieselbe und dero Churfürstl. Durchl. bey allen demjenigen / so derselben zu guten in Westphälischen Frieden verordnet / und Ihre vermög solchem gebühret / erhalten / auch sonst Ihres hochsten orths allen möglichsten fleis sowohl in währenden Kriegs = actionen, als bey ermelten Friedens = Tractaten und schluß derselben ansetzen / damit Ihrer Churf. Durchl. die von Franckreich und Ihren mit = Confederirten zugesagte und noch ins künftige anzuende schaden wiederum ersetzt / auch Ihrer Churf. Durchl. sambt dero Land und Leuthen ein mehrere sicherheit für das künftige gegen dergleichen gewalthätigung verschafft werden möge. Gleicher gestalt und

Zum Siebenden / wollen Ihrer Kayf. Majest. Seine Churfürstl. Durchl. die mit Churfürstl. Mainz / Churfürstl. Trier und dem Herzogen von Lothringen habende verschiedene stitigkeiten zu dero allergnädigsten Mediation allerunterthanigst anheim gegeben / und sich dabey gehorsamst erbotten / einzwischen und bis zu solcher bepllegung mit hochgedachten Churfürstl. und Fürsten sowohl als andern dero benachbarten Ständen in guter ruhe und verständigens dahern sie sich auch dergleichen gegen Ihre Churf. Durchl. bezeugen / zu leben; als nehmen Ihre Kayserl. Majest. solches allergnädigst auf und an / und wollen Ihre bestens angelegen seyn und seher lassen / damit besagte stitigkeiten durch dero selben Mediation in der güte und guten willen förderlich auf ein beständiges verglichen und hingelegt werden möge / jedoch dieses der Justitzi lauff sowohl / als allerseits anforderungen und Redten allerdings unpräjudicial.

Vor allen aber Achtens wollen Ihre Kayserl. Majest. über das obige auch sonst in allen andern begebenheiten Ihrer Churfürstl. Durchl. und dero hohen Churfürstl. nutzen und frommen best möglichst befördern; desgleichen auch Ihre Churf. Durchl. gegen Seiner Kayserl. Majest. thun.

Ningengen versprechen für das Neunte Ihre Churf. Durchl. alsobald nach erfolgter Ratification dieses Tractats und wirklichem empfang der obgedachten 50000. Reichsthaler / überlassung Ihrer Kayserl. Majest. Ihrer Churfürstl. Durchl. assignirten

Hülffs = Volcker und darzu diesem Tractat gemäß ertheilten ordere an die Kayserl. Generalität / wie solches oben in denen 1. 2. 3. und 5. Articulen verglichen / zu Ihrer Kayf. Majest. und dero mit = Confederirten Parttheyen im Rom. Reich / zu erhaltung offgemelten zwecks / zutreten / und sich vor Ihrer Kayserl. Majest. öffentlich zu erklären / nicht weniger sich mit denen von Ihrer Kayf. Maj. in vorigen Articulen Ihre überlassenen Kriegs = Volkern / auch mit Ihren von geworbenen / Lehen = Leuthen und Land = ausschuss auf den Bainen habenden Volkern zu Fuß und zu Pferd (so viel sie deren ohne abbruch der benötigten Quarnisonen und respectiv Feld = Arbeit entbehren mögen) mit Ihrer Kayserl. Majest. zu conjugiren / welche begehrt Conjunction in zeit von der Kayserl. Generalität Ihre Churfürstl. Durchl. zu aviriren / und gedachte dero Churfürstliche Volcker in dero pflicht verbleiben / auch so lang sie sich bey der Kayf. Armée befinden / von Ihrer Kayf. Majest. verpflichtet und mit quarnieren wie andere / versehen / auch nach der Kriegs = action Ihrer Churfürstl. Durchl. wiederum geliefert werden sollen / und so bald solche Conjunction geschehen / und Ihre Kayf. Majest. es allergnädigst begehren werden / entweder ins gesambt / oder abgesonderlich / wie man es für gut befinden / und die Kriegs = notturfft erfordern wirdet / wieder Franckreich und dero mit = Confederirte und Adhærenten im Reich in denen Fränkisch = Schwabisch / Churf. und Ober = Rheinischen Ceyssen / auch auf dero selben gränzen durch offenen Krieg / dero besten vermögen nach / zu beforderung des zu eingang dieses Tractats gemelten zwecks / so bald und so lang Ihre Kayf. Majest. und dero Allirte gegen gedachter Cron / Land / Leuth / und Arméen in = und ausser dem Römischen Reich und dero mit = Confederirte in wirklichlicher Kriegs = Action werden begriffen seyn / operiren / und Ihrerseits nicht allein keinem / Ihrer Kayf. Majest. und dem Rom. Reich schädlichen Föderi beypflichten / sondern auch alle etwa im Reich verhandene gefährliche Rathschläge und anbeginnen / so viel an Ihre möglich / bey anderen auf alle weis verhindern / wie auch Ihre Gesandte zu Regensburg und sonst allenthalben zu secundirung Ihrer Kayf. Majest. obgemelten zwecks und gerechtfesten intention gebührend intruiren.

Ebenemassen und Zehendens wollen Ihre Churfürstl. Durchl. obbesagte 2500. Mann sambt oder sonders / wie / und wann sie es nöchig erachten / entweder in dero habende veste Derther (jedoch gegen vorher gelasseten gesambten pflichte / deren Formul zu end dieses Tractats No. 1. annectirt) legen / oder aber auch ausser besagter Bestungen anderwertig in Ihrer Churfürstl. Durchl. Landen / botmäßigkeit und anderen Orthen / wo sie Volcker zu haben oder hinzulegen befügt / gebrauchen / doch sollen Ihre Churfürstl. Durchl. darbey auf deren sicherheit und conservation, nicht weniger als vor dero eigene allein verpflichte Troupen jederezeit möglichst bedacht seyn.

Elftens Ihrer Kayf. Majest. dahern sie es gnädigst begehret werden / zu ihrer mehrerer versicherung die mit Ihrer Churf. Durchl. Volkern anjeho besetzte Städte Kayfers = Lancern eingeben / dergestalt und alsodas Ihre Kayf. Majest. darinnen eine genugsambe besatzung von dero eigenen Ihre mit Wdypflichten allein zugehanen oder des Reichs = Volkern legen und solche von Ihrer Kayf. Majest. allein dependiren / auch von dero selben ohne einiges zuthun Ihrer Churfürstl. Durchl. dero Unterthanen und angehörigen unterhalten werden / von solcher besatzung auch in einreibung Herchsafflicher und anderer gemeinen gefäll = und schuldigkeiten gedachter Stadt und Ambrs auch sonst in Civil = und Politischen Geislichen und Kirchen = Sachen Ihrer Churf. Durchl. dero Beamten und Bedienten keine hinderung oder eintrag geschehen / der orth gegen Ihre Kayf. Majest. des Reichs und Ihrer Churfürstl. Durchl. Feinde wider öffentlichen gewalt und heimliche list geschüzet und defendirt, gute fleißige Correspondenz mit Ihrer Churfürstl. Durchl. benachbarten Commandanten und dero Beamten / auch insonderheit gute ordere gehalten / dieselbe sich unter = und mit einander stirenmblich mit des orths eingessenen friedlich vertragen / und bedener orth nach gemachten Frieden Ihrer Churf. Durchl. oder nach dero Tod / dero Erben / Pfalzgraffen / Churfürsten / ohne einigen auffenthalt / compensation oder entgelt / vblig wider abgetreten und eingetaumbt / auch unterdessen niemand andern als obgemelt / geliefert werden solle.

Zwölftens Ihre Kayf. Majest. und dero Confederirten Arméen und Volkern / wann es die noth und Kriegs = Raifon erfordern werden / den Paß und Keyß in Ihren Churfürstenthumb = und Landen auf vorgehende zeitliche einmætzung gestaten / darzu auch in allem / es sepe der Bruggen halber und sonst / möglichsten vorschub und beforderung und deren ungesammbte parte bezahlung thun / doch daß bey solchem durch = marche und auch nöchigen Subsistenz und die parte und ungesammbte zahlung in Ihrer Churfürstl. Durchl. Landen / botmäßigkeit / Schutz und Schirms = Orthen die von Ihrer Churfürstl. Durchl. an die hand gebende Route möglichst beobachtet: So dan allenthalben scharff und exacte Disciplin und ordere denen Reichs = Constitutionibus gemäß gehalten / alle exorbitantien, Raub / Plünderung und Kriegs = exactionen unterlassen / auch was zu unterhaltung besagter Arméen von Ihrer Churfürstl. Durchl. und dero Unterthanen und angehörigen Schutz und Schirms = Bewandern / auch contribuanten wirdet hergegeben werden / in billigen preis ohne auffschub par bezahlt werden solle.

Da auch Drezehendens jetztgedachte Armée unter Ihrer Churf. Durchl. Bestungen eine Retraite zunehmen von Feinds über

ANNO  
1674.

ANNO  
1674.

übernehmender macht genöthiget wurden / solche wollen sie auch denenselben gestatten.

Ingleichen wollen für das Vierzehende Ihre Churf. Durchl. zu aufrichtung richtiger Magazinen / erhaltung und freyer zu auch durchfuhr des Proviantes und anderer nothwendigkeiten / welche zu unterhaltung und subsistenz vorgemeldter Armeen von Ihrer Kayf. Majest. und dero Conföderirten im Reich und dessen Grenzen dienlich / so viel an Ihre / und deren Unterthanen seyn wird / allen möglichsten vorschub und beförderung umb die päre bezahlung erweisen / jedoch solle aller unterschlaiff verbittet / und zu solchem ende die Paß-Brieff von der Generalität eigenhändig unterschrieben und gesiegelt / darin die quantität des zu behuef ob höchstgedachter Ihrer Kayf. Majest. und dero Conföderirten im Reich Armeen zu- und vorbey führenden specificirt / selbige bey anfuhrung / anmeld- und Mitirung der Schiff / und fuhren an den Zoll-Strätten zu wasser und Land aufgewiesen / auch hierunter dasjenige / so Christen und Juden / welche ihr gewerb damit treiben / zu- oder vorbey führen / nicht verstanden / sondern der gewöhnliche Zoll davon jedesmalts gebührend entrichtet werden; nicht weniger sonst zu defensiv- und beschützung Ihrer Kayf. Majest. gesamten Erb-Königreich-Fürstenthumb- und Länden / und zumahlen der O. und B. Oesterreichischen Länden / wie gedacht / treulich mit-agiren helfen / zu belägerung und einnehmung ein- und anderen von dem Feind in habenden Orths und anderen etwa künfftigen Kriegs-operationen in der nachbahrschafft mit verleihung der grösseren stucken (welche stuck und zugehörungen Ihrer Churfürstl. Durchl. nach geendigter Operation von der Generalität wiederum in dero Bestungen geliefert werden sollen) und sonst so viel als ohne gefahr und entblössung dero Bestungen geschehen kan / Ihrer Kayf. Majest. allen ersprießlichen beystand lassen / wie solches der Neunte Article mit sich bringet.

Da hingegen Fürstenthums weder der Cron Frankreich / noch ihren mit-Allirten einig Paß und Repas vor dero Volk / Vires, Munition, Saisiff und andere notdurfft zu Wasser oder Land / zu schaden und abbruch der Kayf. und dero Conföderirten Wapffen / auch des Römischen Reichs und dessen Ständen wieder das Instrumentum Pacis nicht gestatten / sondern selbige nach vermögen abkehren / verwahren und verfolgen / darzu Ihre Kayf. Majest. auch alle nöthige assistenz versprechen;

Diese Bündnus solle durch zehen Jahr gerechnet / auch nach dem innmittels erlangten durch nach aussgang derselben aber jeden theil bevorzehen / solche entweder wiederum zu verneuren / oder gänzlich aufzuheben / es auch denen anderen mit-Conföderirten von Ihrer Kayf. Majest. wie auch Ihrer Churf. Durchl. zu Pfalz Freunden und Agnaten frey stehen solle / in diese Bündnus mit beiderseits einwilligung mit einzutreten. Da aber wieder verhoffen dieser mit Frankreich und dero mit-Conföderirten obhabende Krieg wiederum erneuert / oder Ihre Kayf. Majest. oder Ihre Churfürstl. Durchl. wegen dieses miteinander geschlossenen Tractats, oder sonst von gemelter Cron Frankreich / und dero mithaltenden angegriffen oder überzogen / oder auf einige weis und weeg betranget werden solten / auf solchen Fahl soll dieser Tractat ohne einige weitere Formal-vernenerung dero selben in allen und jeden Punkten wiederum haften / und beide theil gegen einander verbunden seyn.

Zu dessen allen mehrern irkumb und beständiger Best-haltung haben aller- und höchstgedachte Ihre Kayf. Majest. und Churf. Durchl. hierzu bevollmächtigte diesen Tractat eigenhändig unterschrieben und mit ihren Petschaften bekräftiget und die hierüber verfertigte exemplaria gegen einander ausgewechslet / auch respective versprochen / ihrer aller- und gnädigster Herren Principalen Ratificationes innerhalb 5. Wochen und auch ehender à dato dieses einzubringen. So geschehen zu Wienn den 4. tag April Anno 1674.

Formula Juramenti

Für die Kayserl. an Chur-Pfals überlassende Soldatesca.

Wir der Rom. Kayf. Majest. Unserm allernädigsten Herrn mit Wd und Pflicht zugehane Kriegs-leuth und Soldaten schwören hiemit ins gesamt / und jeder insonderheit einen Corporlichen Wd / mit allein allernädigstgedacht Ihre Kayserl. Majest. sondern auch Ihre Churfürstl. Durchl. zu Pfalz / so lang wir sambt oder besonders in dero Churfürstl. Plätzen botmäßigkeit und Länden / wie auch / wo Ihre Churfürstl. Durchl. sonst Volcker zuhaben oder hinzulegen befügt / zu schuß und defension derselben commandirt seyn / und darinnen verbleiben werden / alle Treue / gehorsamb und respect zutragen und zuerweisen / allernädigstgedacht. Kayf. Majest. wie auch Ihre Churf. Durchl. Kriegs-Dienste bey allen vorfallenden occasionen zu Wasser und Land treulich zulassen / dabey dero fromen und nutz zu befördern / und schaden und nachtheil aber nach euffersten Unsern Kräfften zu hindern / Unser Standardeen und Fahnen niemahls zu verlassen / sondern vielmehr in handhabung deren / dieselbe bis auf den letzten Blut- Tropfen zu verfechten und zu beschützen / auch allen demjenigen was der Kayserl. Articular-Brieff mit sich bringet / gebührend nachzukommen / daß wir dieses alles steiff / vest / und unverbrüchlich halten sollen und

wollen / solches betreuen wir mit aufgehobenen fingern. So wahr Uns Gott helff und das Heilige Evangelium. ANNO 1674.

Ad Articulum V.

Quittungs-Formul.

Wir Carl Ludwig von Gottes Gnaden Pfalz-Gräff bey Rhein (it.) liekunden und bekennen hiemit / daß Wir von der Rom. Kayf. Majest. Unserm allernädigsten Herrn in abschlag der an Unserer bey höchstgedacht Ihrer Kayf. Majest. habenden von dem Westphälischen Friedens-schlus und dem Nürtemberg. Executions-Recess herrührenden und auf die verhoffende Romer-Monath zum theil angewiesenen bekanten anforderungen 30000. Reichshalers von dem Kayf. General Feld-Marschallen Duca di Bourneville aus dero bey ihme habenden Feld-Kriegs-cassa par und ohne abgang in des Heil. Römisch. Reichs-Stadt Franckfurt am Mayn zu unsern sicheren handen empfangen haben. Solches bezeugt unser eigene Hand unterschreibt und Churfürstl. Insigel. Erben ic. ic. Anno 1674.

Formul der Ordre.

An den Kayserl. Feld-Marschall.

Jeber Feld-Marschall. Wann über Mein voriges vom 15. Januari an euch abganges des (it.) Pfalz-Gräffens / meines lieben Oheim und Churfürstens liebden eine Anzahl bis auf 2000. zu Fuß und 500. zu Ross meiner Kayf. Volcker begehren wurden / welche sie mehr oder weniger in ihre Plätze / botmäßigkeit und Lande / wie auch andere Orth / wo sie sonst Volcker zuhaben / oder hinzulegen befügt seyn / einlegen wolten / und darbey verlangen theten / daß sie neben dem Wd / mit welchem sie mir zugehan seyn / und verbleiben / auch Ihrer liebden so lang sie obgedachter massen in ihren Oerthern und Länden liegen werden / die Kriegs-Pflicht ablegen sollen / so können ihre solche Volcker erfolgen und dieselbe ihrer liebden zugleich schwören lassen nach beyliegenden Formular. Und ist so geschehen zu Wienn wie obgemelt den 4. April 1674.

R. E. Montecuculi. (L.S.)

J. P. Hoher Freyherr. (L.S.)

Johann Friederich Seiler. (L.S.)

Articuli Secreti.

It wissen; Nachdem sich Ihre Kayserl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. zu Pfalz / unsere respective, Allernädigste und Gnedigste Herren / durch uns zu End unterschrieben / beiderseits Bevollmächtigte untern heutigen dato, Eines Haupt-Feederis verglichen / benehnt zu Gemüth gezogen / was es für eine Beschaffenheit mit der Bestung Philippsburg habe / und wie Frankreich sich derselben wieder das ausdrückliche Instrumentum Pacis, bishero mißgebraucht / und aus selbiger Bestung das Römische Reich / und zumahlen die alda benachbarte Churfürsten und Stände desselben bis dato sehr beunruhiget / und in grosse Schäden und Unkosten gesetzt. Als hat man sich zu jegiger und künfftiger beständiger Abwendung derselben / auch mehrere Sicherheit und nöthiger Garantirung des verhoffenden lieben Friedens mit einander absonderlich verbunden und sich nachfolgender geheimbter Articulorum allerdings verglichen.

Primo; im fall sich die Kayf. und dero Conföderirten Kriegs-Aktionen in gegenwärtigen Kriege / etwa über kurz oder lang dahin anschicken / und es die raison de Guerre zulasset würde / daß besagte Bestung Philippsburg entweder durch list / oder Kriegs-Gewalt in deren Gewalt gebracht werden könnte / daß solches nicht unterlassen / sondern ungesamnt vorgekehrt / und zu dem Ende sowohl von Ihrer Kayf. Majest. als Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Pfalz seihen / umgehindert des in dem Haupt-Tractat begrieffenen / zu dieser Handlung die Hand wircklich angelegt; und diese Beläger; und Eroberung möglichst befördert / zu dem Ende auch / von zeit der erfolget; und aufgehendiger Ratification dieses / von Ihrer Churfürstl. Durchl. der Cron Frankreich / und ihren mit-Allirten kein Paß mehr nach Philippsburg verstatet / sondern nach vermögen abgekehrt / und versagt / darzu auch von Ihrer Kayf. Majest. alle nöthige Assistenz geleistet werden solle.

Secundo; wann durch des Allmächtigen Beystand bedesste Bestung in Ihrer Kayf. Majest. oder dero Conföderirten Händen kommen sollte / daß selbige alsdann / als eine dem Rhein-Strahm und gesamten Römischen Reich höchstgefährliche Weill / nicht aufrecht gelassen / sondern rasirt / und in alten Stand gesetzt / wie auch / dafern es vor solcher Eroberung zu Friedens-Tractaten kommen sollte / daß dabey besagte rasirung zur mehrern

ANNO  
1674.

Reichs-Sicherheit für ein Condition angedrungen / und dar auf bestanden werden sollte. Sie auch sonst an irem höchsten Orth das werth so gut / als sie künden / befördern helfen wollen.

Zumahlen tertio alle die Punkten in dem Haupt-Tractat so von Chur-Pfälzisch, restitution, satisfaction, und Kayserl. Schutzes / es seye in Kriegs- oder Friedens-Zeiten / meldung thun / neben der gemeinen / und jedes Sicherheit / auch fürnehmlich dahin zu verstehen seyn / um Chur-Pfalz von der Bestung Philippsburg zu entledigen / selbige zu rasiren / und zu dem Ende die Volcker / so bald es die raison di Guerra zulast / mit eman-der zu conjugiren.

Quarto demnach auch in Articulo tertio des Haupt-Recesses begriffen / daß Ihre Kayserl. Majest. bedechten Ihre Churfürstl. Durchl. überlassenden 2500. Mann zu Ross und Fuß die verpflegung (jedoch außer der servitien / Wein oder Bier / Brod und Fourage, als zu deren Reichung sich Seine Churfürstl. Durchl. auf maß und weis als sie selbige denen ibrigen reichen lassen / ohne entgeld Ihrer Kayserl. Majest. anerbotten) aus dem ibrigen / der Kayserl. Verpflegungs-ordinantz gemäß / ordentlich reichen lassen wollen;

Als sollte es zwar darbey verbleiben / jedoch diese Verpflegung allem verstanden werden / bis und so lang die Contributions von denen Orthern / allwo man solche ein zureichen besugt / und es die Umstände zulassen / Man sich auch ratione quanti und der Orthern mit Seiner Churfürstl. Durchl. nach proportion beiderseits Volcker noch vor Aufwechslung der Ratification dieses Tractats vergleichen werde / (jedoch die Chur-Pfalz und dero haimbüßfallnen Lande / als welche vorhin Ihrer Churf. Durchl. zu contribuiren gehalten seyn / von solcher Contribution ausgenommen) zu Unterhaltung dieser sowohl / als auch Ihrer Churfürstl. Durchl. Kriegs-Estat, und auf denen Weinen habenden / auch derjenigen Volcker / so deroelben auf erhaltenden Nothfall von Ihrer Kayserl. Majest. oder dero Alliirten im Reich ferner zugeschiekt werden / sicher und recht eingerichtet / und durch solches Contributions-Mittel auch dieses obige onus der eignen Unterhaltung beiderseits wiederum aufgehelt sein werden. Und solle Seiner Churfürstl. Durchl. ferners die Assignation der Contributions-Orthern bey der Ratifications ausgehendigt; auch bey künftigen etwa durch solche Contributions-Orth und Quartier nach Erforderung der Kriegs-raison von Ihrer Kayserl. Majest. und dero Conföderirten Armeeen nehmenden durchzug / die von Ihrer Churf. Durchl. an die Handgebende route möglichst beobachtet werden / wie solches der 12. Articul des Haupt-Recessus weiters mit sich bringet. Und solle dieser secreta Neben-Recess nichtweniger als der Haupt-Recess gültig sein / und gleiche Crafft mit demselben in aller seinen Punkten und Clausulen haben / auch von beiderseits Aller- und höchsten Herren Principalen zugleich und auf eine zeit ratificirt, und gegen einander ausgewechselt werden. Zu Urkund dessen haben wir beiderseits Bevollmächtigte ihgedachten secreten Neben-Recess eigenhändig unterschreiben und gefertigt. So geschehen zu Wienn den 4. April Anno 1674.

K. E. Montecuculi. (L.S.)

Joh. Paul. Hoher. Freyherr. (L.S.)

Johann Friedrich Seiler. (L.S.)

## CXXI.

22. Avril. *Tractatus inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM ab una, & Illustrissimum Principem CHRISTOPHORUM BERNARDUM Episcopum Monasteriensem ab altera parte, quò memoratus Episcopus Fœderi cum Rege Gallie contra Unitum Belgium inito, renuntiat, ac pollicetur se in debita fidei & obsequii constantia erga Sacram Cæsaream Majestatem perstiturum, Fœdus cum Cæsarea Majestate in initum exactè observaturum, nec non quæ in Comitibus Ratisbonensibus in favorem oppressorum Imperii Statuum statuta sint, præstiturum fore; Vicissim Cæsarea Majestas memoratum Episcopum in specialem suam Gratiam & Protectionem suscipit, Fœdusque reciprocè observaturum pollicetur. Colonia Agrippinae 22. Aprilis 1674. Cum hujus Tractatus RATIFICATIONE ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis. Laxenburgi 20. Maii 1674. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]*

ANNO  
1674.

NOs LEOPOLDUS, &c. Notum, testatumque facinus universis, & singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus, ac Successoribus nostris: quòd, cum inter Venerabilem Principem, devotum nobis dilectum Christophorum Bernardum, Episcopum Monasteriensem ex una: & Charissimos Amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Ordines Status ex altera partibus, Colonia Agrippinae vigesima secunda Aprilis hujus currentis 1674. anni, ad interpositionem nostrorum, illuc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentiâ Legatorum, Generosi, Fidelium nobis dilectorum Francisci Liberi Baronis de Lisola, Consiliiarii nostri Cameralis Aulici, & Joannis Fischer, anterioris Austriae Consiliiarii Cameralis, per prædictarum ambarum Partium Plenipotentiariorum & Deputatos, Pax certis conditionibus conclusa, & præterea inter nos ex una: & memorati Episcopi Monasteriensis devotionem ex altera parte, medio dictorum nostrorum, ad hoc sufficienti utrinque Mandato instructorum Deputatorum, certus Reccessus seu Conventionis Tractatus supradicto eodem die, & loco insequentem modum initus & conclusus sit.

Quandoquidem ad interpositionem Sacræ Cæsareæ Majestatis huc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentiâ Legatorum Illustrissimorum, & Excellentissimorum Dominorum, Francisci Liberi Baronis de Lisola, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliiarii Aulici, & Joannis Fischer anterioris Austriae Consiliiarii Cameralis, inter Dominos Plenipotentiariorum, & Deputatos, Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi, & Principis Monasteriensis ex una, & Celsissimorum, & Præpotentium Fœderati Belgii Ordinum, ex altera partibus, Pax certis conditionibus hæc ipsa die 22. Mensis Aprilis conclusa est, & in principio Instrumenti dictæ Pacificationis continetur, quòd dictus Dominus Episcopus in devotissimum respectum Sacræ Cæsareæ Majest. à Fœdere cum Christianissimo Galliarum Rege ante paucos annos contra dictos Dominos Ordines inito, vi & potestate Arbitrii sibi in ipso Fœdere reservati, discedere, eique debite renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratisbonensium Reccessibus pro Guarantia oppressis Statibus Imperii juxta ejusdem Constitutiones præstanda, per omnia stare, & se conformare, eumque in finem cum debita sua quota concurrere paratus sit, sic deputati alter memorati Domini Episcopi, & Principis Monasteriensis nomine suæ Celsitudinis, & ex speciali ejusdem instructione, & commissione præfato Fœderi Gallico hisce de facto renunciari, & promittunt Celsitudinem suam in immota hæctenus illibata fidei, obsequii, & devotissimi zeli constantia, quam Sacræ Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domui Austriae sæpius re ipsa comprobavit, in futurum semper perstituram: promittunt quoque suam Celsitudinem pro majore assecuratione, & defensione vicinorum Imperii limitum, Fortalitia sua, & loca munita propriis præsidis, & sumptibus firmaturam, & pro posse strenue defensuram, & ea, quæ Tractatu specialis Fœderis cum Cæsareæ Majestate non ita pridem initi, & hinc inde ratificati continentur, exactè observaturam, nec non iis, quæ nuper in Imperii Comitibus Ratisbonensibus ratione Guarantia oppressis Imperii Statibus, juxta ejusdem Imperii Constitutiones præstandæ conclusa & statuta sunt, & deinceps ritè concludentur, se per omnia conformaturam, & Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio cum debita sua quota non defuturam, uti & in Ditionibus suis pro Cæsareæ Majestate militum conscriptionem, Copiisque Cæsareis exigente id necessitate, transitum, innoxium tamen, & juxta Imperii Constitutiones permissuram, & si Majestas Sua ultra id aliquas Celsitudinis suæ Copias desideret, Celsitudo sua ea in re talem se præbebit, ut suæ Majestati facillimum sit cognoscere, quòd suæ Celsitudinis nihil magis cordi sit, quam suam erga Cæsaream Majestatem ejusque Augustissimam Domum constantissimam devotionem, & observantiam re ipsa demonstrare. E contra memorati Domini Legati, & Plenipotentiarii Cæsarei, nomine Imperatoris promittunt, quòd Sua Majestas prænominatam Dominum Episcopum cum Statibus suis, & Subditis, ac universa Ejusdem familia, in gratiam suam, & protectionem specialem susceperit, nec passura sit, ipsi aut ipsius quidquam damni, aut injuriæ à quopiam fieri, sed ejusdem augmentis, & commodis pro benignitate sua Cæsareæ, oblati ad hoc occasionibus, clementer prospectura, nec non prædictum speciale Fœdus inter suam Majestatem & Dominum Episcopum in initum ex sua parte observatura, præterea omnibus officiis allaboratura sit, ut per futuros Tractatus Pacis Generalis Exercitium Religionis Catholicæ in locis à sua Celsitu-

dine

ANNO  
1674.

dine occupatis jam introductum, & præsertim in Dominio Lingensi, Imperio de Jure subiecto, uti & universis Provinciis Fœderatis, meliori, quàm fieri potest, ratione firmetur, & stabilietur; Quòd quoque Cæsarea Majestas omni studio conatura sit, firmatâ Pace sæpèdictos uniti Belgii Ordines disponere, ut Juri Superioritatis in Dominio Borckelo prætenso amicabiliter renuncient, illudque ad Imperium, & Diœcesin Monasteriensem, cui de jure competit, revertatur, nec minus, ut bona Ordini Militari Sancti Joannis Hierosolymitani propria, in Provinciis Fœderatis sita, & ab iis occupata eidem Ordini restituantur, aut eò nomine satisfiat. In cujus rei fidem Recessus hic, cujus Ratificatio intra proximas sex septimanas hinc inde procurabitur, in duplicato expeditus, & tam à Dominis Legatis Cæsareis, quàm Deputatis Monasteriensibus subscriptus est. Sic actum Colonia Agrippinæ 22. Aprilis 1674.

(L.S.) FRID. B. A SCHMISING.

(L.S.) WERNERUS ZUR MÜHL.

Cumque simul etiam conveniret, ut ejusdem initii, & conclusi Recessus Ratificatio à nobis, & præfati Monasteriensis Episcopi, & Principis devotione intra proximas sex septimanas à die subscriptionis sequi, & utrinque commutari debeat; Nos huic Conventioni satisfactes, eundem præinsertum Recessum, per omnia & singula approbavimus, confirmavimus, & ratum habuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus, & ratum habemus: promittentes insuper, nos omnia, & singula in præfato Recessu contenta, quantum quidem nos concernit, divina aspirante gratia, bona fide præstituros, & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostrâ subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniti jussimus. Datum in Arce nostra Luxemburgi 20. Maii 1674. Regnorum nostrorum, &c.

LEOPOLDUS,

JOANN PAUL HOCHER L. B.

*Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ  
Majestatis proprium.*

CHRISTOPHORUS DE ABELE.

CXXII.

22. Avril. *Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster. Fait à Cologne le 22. Avril 1674.* [Recueil des Traitez entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & divers Rois, Princes &c. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 685. en Allemand; dans *LONDORPII Acta publica*, Tom. X. pag. 674. en Allemand; & dans *LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Special. Cont. II. Abtheil. III. Abtatz XV. pag. 221.]

*In nomine Domini ac Sacro Sanctæ &  
Individue Trinitatis.*

Notum sit cunctis, postea quam Bellum inter Christianissimum Galliarum Regem ejusque Confœderatos ex una; & Celsissimos & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex altera partibus nuper exortum, eo usque exerevit, ut Sacram Cæsaream Majestatem totumque Romanum Imperium tandem involvat: Et altissime memorata Sac. Cæs. Maj. per Ministros suos Reverend. & Celsissim: Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, qui, uti Christianissimæ Regiæ Majest. Confœderatus, dicto Bello contra Unitum Belgium accesserat, adhor-

tari fecerit, ut à Fœdere Gallico recederet, & pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono, Pacem cum alterememoratis Dominis Ordinibus iniret: Cui adhortationi dictus Dominus Episcopus locum dare; & in devotissimum respectum Sac. Cæs. Maj. à Fœdere cum alterememorato Rege Christianissimo antehac inito, vi & potestate arbitrii sibi in ipso Fœdere reservati, discedere eique debite renunciare, nec non nuper à Comitiorum Ratisbonensium Recessibus, pro Garantia oppressis Impcrii Statibus juxta ejusdem Constitutiones præstanda, per omnia stare & se conformare, eumque in finem cum quota debita concurrere; prout etiam cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, ad bonum publicum promovendum, Pacem inire paratus.

Quod hinc ad interpositionem Sac. Cæs. Maj. Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum Francisci, Liberi Baronis de Lifsola, Sac. Cæs. Maj. Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriae Consiliarii Cameralis, ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter utriusque Partis Plenipotentiariorum & ad hoc Deputatos: Ex parte alterememoratorum Dominorum Ordinum Generalium Illustrissimos & Excellentissimos Dom. Hieronymum à Beveringk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Unit Belgii Consiliarium & Quæstorem Generalem; & Joannem Isbrants, Toparcham in Hoogkercke & Senatorem Groningam, in Confessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos: Ex parte vero prænominati Domini Episcopi, Reverendissimum; Perillustrem & Generosum, nec non Nobilem & Clarissimum Dominos Fridericum, Baronem à Schmising, Ordinis S. Joannis Hierosolymitani Equitem & Commendatorem in Francoforte & Wernerum zur Muhlen, Jurium Doctorem, Celsitudinis suæ Consiliarios intimos & respective Vice-Cancellarium, in sequentes Pacis Leges tandem conventum sit.

I. Pax sit constans & perpetua inter antedictos Dominos Ordines Unit Belgii, & Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, eaque sic colatur & servetur serio, ut mutuis sibi vicem commodis studeant; & omnia Humanitatis bonæque viciniae officia præstent, neque imposterum una Pars contra alterius Subditos, Artes & Repressalias decernet, nec executiones rerum judicatarum impediet.

II. Sit utrimque perpetua oblivio omnium eorum, quæ post Pacem Clivensem, & ab initio hujus Belli usque huc, quocumque modo aut loco, ultro citroque hostiliter facta sunt, ita, ut nec illorum, nec ullius alterius rei causa vel prætextu, ullus posthac quicquam hostilitatis, inimicitiae, molestiae vel impedimenti, tantum quoad personas, quam bona, per se, vel per alios, clam aut palam, directe vel indirecte, specie Juris aut via facti usquam inferat vel inferri faciat aut patiat, sed omnes & singula hinc inde, tam ante, quam in Bello, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, damna, expensæ, absque omni personarum rerumque respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætereundum posset, perpetua sit oblivione sepultum.

Ad quorum tamen dilucidationem conventum est; quod ab hac amnestia erunt excipiendi ii omnes, qui conditionis, aut læsæ Majestatis rei, arguentur, ita tamen, ut illis via Juris utrimque aperta, & uxoris liberisque & Hæredibus bona salva maneant; juxta tenorem Articuli secundi Tractatus Clivensis.

III. Posito hoc universalis & illimitata amnestiæ fundamento, restituet Dominus Episcopus statim & illico post Ratificationem Dominis Unit Belgii Ordinibus omnia ea loca, ubicunque sita, nullo prorsus reservato, quæ durante hoc Bello occupavit, & quæ ex iisdem in ipsius potestate tempore hujus conclusionis invenientur, & quidem omnia in eo statu, quo nunc reperiantur, & curabit, ne quidquam in iis deterius; quam nunc est, reddatur, nominatim Oppida, Arces & Castella de Lingen, Lichtenfont & Borckelo, &c; salvis tamen per omnia Juribus & Constitutionibus Imperii Pacisque Westphalicæ, ne quid per hasce restitutiones iis derogetur, aut in eorum præjudicium innovetur.

IV. Restituet identidem omnibus Nobilibus, Vasallis & Subditis Dominorum Ordinum, cujusunque nominis & conditionis, omnia & singula eorum Territoria, Dominia, Jurisdictiones, agros & bona Immobilia ubicunque sita, quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit & nominatim evacuat Militæ suo Castell-

ANNO  
1674.

ANNO  
1674.

lum, Oppidum & Dominium de Weerth, & Domino Georgio Frederico, Comiti de Waldecq restituet, reservatis tamen per expressum omnibus tam dicto Domino Episcopo ejusque Successoribus & Ecclesiis, quam Domino Comiti competentibus Juribus, præventionibus & actionibus coram competente Judice decidendis; prout & curabunt Domini Ordines, ut vice versa Vasallis & Subditis Monasteriensibus omnia eorundem durante hoc Bello occupata bona immobilia ubicunque sita restituantur. Captivi quoque hinc inde ejus conditionis, status aut professionis sint, libere demittentur & relaxabuntur.

V. Maneat Tractatus Clivensis 18. Aprilis sileo novo Anno 1666. conclusus, in plena vi & vigore in quantum præsentis Tractatui nullatenus contradicit.

VI. Compræhendatur hac Pace & Amnestia Domus & Familia Comitum de Benthem, ejusque Ministri, Vasalli & Subditi; & quæ ipsi, durante hoc Bello, ablata fuerunt, utrimque restituantur: Gaudeatque dictus Dominus Comes absque ullo impedimento, uti reliqui Imperii Status suis Juribus & Regalibus & sub Cæs. Maj. & Imperii protectione tranquille relinquatur: Et post horum Tractatum ratihabitionem, allaborabunt Pars utraque coram Cæs. S. Maj. quo Pax, securitas & amor, præcipue conjugalis in ea Familia restituantur & stabiliantur, Jurisdictione tamen Cæsarea semper salva & reservata.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & securitatem Sac. Cæs. Maj. ac Serenissimus Hispaniarum Rex debite requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatus solemnem & meliorem forma præstare velint.

VIII. Hujus Tractatus Ratihabitiones ex utraque parte paciscentium extradentur ad manus Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Maj. & commutabuntur intra quindecim dies à die subscriptionis hujus Instrumenti computandos, & citius si fieri possit: Actus tamen hostilitatis cessabunt quam primum Ratihabitione Celsissimi D. Episcopi Monasteriensis Coloniam advenerit & ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsarearum fuerit consignata.

In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta, desuper confecta, tam à Dominis Legatis Cæsareis quam ab utriusque Partis Plenipotentiaris & Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Coloniae Agrippinæ die vigesima secunda Aprilis Anno 1674.

*Signatum erat,*

(L.S.) H. VAN BEVERNINGK.

(L.S.) SCHMISINGH.

(L.S.) J. ISBRANTS.

(L.S.) W. ZUR MUHLEN.

In supradictorum omnium fidem, infra scripti Domini Mediatores hoc Instrumentum sub signatione sua & Sigillis communiverunt loco & die, ut supra.

(L.S.) F. DE LISOLA.

(L.S.) JOHAN FISCHER.

#### ARTICULUS SECRETUS.

Cum Domini Legati & Plenipotentarii Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii declarant, se à dictis Dominis suis Principalibus expresse instructos esse, ut cum Domino Episcopo & Principe Monasteriensis Pacem non concludant, nisi Domus seu Castrum Darvelt, in Dicecesi Monasteriensis situm, Domino Comiti de Flodorf restituantur, è contra vero Domini Plenipotentarii & Deputati Monasteriensis constanter sustineant casum hunc esse privatarum Partium & meræ Justitiæ, nec cum Tractatu Pacis quicquam habere commune, adeoque à Domino suo Principali se desuper non esse instructos, nec instrui potuisse: Inconsultum autem visum fuerit conclusionem Pacis, hanc solum ob causam cum boni publici non exiguo detrimento, diutius differri: Hinc placuit, ut Tractatus Pacis hinc inde subscribatur, & dictus casus restitutionis Castrum de Darvelt ad ejusdem ratificationem & executionem remittatur: Offerendo se Domini Legati Plenipotentarii Sac. Cæs. Maj. interim utramque partem paciscentem disponere, ut quæstio hæc tempore dictæ executionis æquo & congruo medio compo-

natur. Sic actum Coloniae Agrippinæ die vigesima secunda Aprilis Anno millesimi sexcentissimi septuagesimi quarti.

ANNO  
1674.

*Signatum erat,*

(L.S.) H. BEVERNINGK.

(L.S.) W. D. SCHMISINGH.

(L.S.) J. ISBRANTS.

(L.S.) W. ZUR MUHLEN.

In supradictorum omnium fidem infra scripti Domini Mediatores hoc Instrumentum sub signatione sua & Sigillis communiverunt, loco & die, quo supra.

(L.S.) F. DE LISOLA.

(L.S.) JOHANNES FISCHER.

#### *Ratificatio Aitememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.*

Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Notum testatumque facimus, universis & singulis, quorum scite interest: Quod cum ad interpositionem Sac. Cæs. Maj. Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Dominorum Francisci liberi Baronis de Lisola, Sac. Cæs. Maj. Consilarii Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consilarii Cameralis, ad generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter Plenipotentiariorum ex parte nostra Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Uniti Belgii Consiliarium & Quæstorem Generalem, Joannem Isbrants, Toparcham in Hoocherke, & Senatorem Groningam in Confessu nostro Deputatos & inter Plenipotentiariorum ex parte Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis per Illustris & generosum nec non Nobilem & Clarissimum Dominos Fridericum Baronem à Schmising, Ordinis Sancti Joannis Hierosolimitani Equitem, & Commendatorem in Francfort, & Wernerum Zur Muhlen, Jurium Doctorem Celsitudinis suæ Consiliarios intimos & respective Vice-Cancellarium Deputatos ad hoc sufficienti utrimque Mandato instructos, Coloniae Agrippinæ die 22. Aprilis Anno millesimi sexcentissimi septuagesimi quarti, in sequentes Pacis leges conventum sit.

*Inseratur Tractatus.*

Cumque simul etiam convenerit ut ejusdem initæ & conclusæ Pacis Ratihabitiones ex utraque parte Paciscentium extradantur ad manus præfatorum Dominorum, Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Majestatis, & intra quindecim dies à die subscriptionis vel citius, si fieri possit, commutentur. Nos huic Conventioni satisfacientes eandem Pacem initam & conclusam per omnia & singula approbavimus, & confirmavimus & ratihabimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratam habemus; promittentes insuper nos omnia & singula in præfata Pace contenta, bona fide præstituros & adimpleruros, omni ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur: In cujus rei fidem, has majoris Sigilli nostri appensione muniti, & per Confessum nostri Præsidentem signari curavimus, ut & per Primarium Graphiarum nostrum subscribi jussimus. Actum in Confessu nostro die quarto mensis Maji Anno 1674. SCATO GOCKINGA, VI. Ad mandatum aitememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. H. FAGEL.

*Ratificatio Domini Episcopi Monasteriensis.*

Nos CHRISTOPHORUS BERNARDUS, Dei gratia Episcopus Monasteriensis, Administrator Corbeiensis, Burg-Gravius in Stromberg, Sacri Romani Imperii, Princeps & Dominus in Borkelo, constare volumus, postquam ad interpositionem Sacræ Cæs. Majestatis ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum inter Nostros, & Celsorum ac

Præ-

ANNO 1674. Præpotentium Ordinum Fœderati Belgii Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos sequens Pacis Instrumentum erectum est.

de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.] ANNO 1674.

*Inferatur Tractatus:*

Quod nos habita desuper matura deliberatione, omnia & singula, quæ in eo continentur, rata habeamus uti & ea acceptamus, approbamus, & ratificamus per præsentem Tabulas, sub manu Sigilloque nostro datas in Urbe nostra Monasteriensis, die vigesima quinta Aprilis Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

*Signatum erat,*

(L.S.)

CHRISTOPHORUS BERNARDUS.

*Sacra Cæsarea Majestatis LEOPOLDI I. Ratificatione Pacis inter Illustrissimum Principem CHRISTOPHORUM BERNARDUM Episcopum Monasteriensem ab una; & Præpotentes Ordines Generales Fœderati Belgii ab altera parte, Colonia Agrippinæ die 22. Aprilis 1674. conclusæ. Data in Arce Cæsarea Laxenburgi 20. Maii 1674. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

**N**OS LEOPOLDUS, &c. Notum testatumque facimus universis & singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris; Quod cum inter Venerabilem Principem devotum nobis Dilectum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem ex una & Charissimos amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Status ex altera Partibus, Colonia Agrippinæ 22. Aprilis hujus currentis anni 1674. ad interpositionem nostrorum, illuc ad Tractatus Pacis cum Plenipotencia Legatorum, Generosi, Fidelium nobis Dilectorum Francisci Liberi Baronis de Lisola, Consilarii nostri Cameralis Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consilarii Cameralis, per prædictarum ambarum Partium Plenipotentiarios & Deputatos, Pax certis Conditionibus in sequentem modum inita & conclusa sit.

*Fiat Inscriptio.*

Cumque simul a nobis per ambas Partes petatum fuerit, ut præinsertæ Pacificationis Instrumentum a dictis Plenipotentiariis Legatis nostris, ceu Mediatoribus subscriptum & sigillatum, a nobis quoque ratificaretur ac corroboraretur. Idcirco nos eandem præscriptam Pacificationem per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratam habuimus; quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratam habemus: Promittentes insuper, nos sedulo curaturos & allaboraturos, ut omnia & singula in præfata Pacificatione contenta bona fide præstentur & adimpleantur, & nec a nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas, sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Datum in Arce nostra Laxenburgi 20. Maii Anno 1674.

CXXIII.

14. Avril. Neben-Recess zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopold und beiden Herrn Herzogen Georg Wilhelm/ und Rudolph August zu Braunschweig und Lüneburg/ worinnen neben dem was im Haupt-Recess sub eodem dato geschlossen worden/ die Herrn Herzogen ihre Vöcker bis auf 8000 zu Fuß 4000. Pferdts/ und 1000. Dragoner/ wieder die gemeine Feinde zu verstärken und agieren zu lassen / doch unter gewissen Bedingungen/ versprechen. Braunschweig den 14. April 1674. [Tiré de la Registrature d'Etat

TOM. VII, PART. I.

C'est-à-dire,

*Recès particulier entre LEOPOLD Empereur des Romains, & les Ducs de Brunswick-Lunebourg GEORGE GUILLAUME, & RODOLPHE AUGUSTE, par lequel outre ce qui a été conclu par le Recès principal du même jour, ils s'obligent à augmenter leurs Troupes jusques à 8000. Hommes de Pied, 4000. Chevaux, & 1000. Dragons, & à les faire agir contre les Ennemis communs sous certaines conditions par eux stipulées. A Brunswick le 14. Avril 1674.*

It wissen/ als die Kön. Kayf. auch zu Hungarn und Böheim Königl. Majest. Herrn Georg Wilhelms und Herrn Rudolph Augusten Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. Durchl. vermittels verschiedener hochansehnlicher Abschiedungen zuerkennen gegeben/ was massen sie bey denen in dem heyl. Römisch Reich erweckten motibus die Wapffen zuergreifen eusserst necessitiret/ doch keine andere intention führeten/ dan das Reich und dessen Stände von aller oppression zu befreyen/ und ihren Kayserl. Respect/ auch der Stände Freyheit/ so dann gute harmonie und Frieden im Reich zuerhalten/ mit dem er suchen/ das hochgedachter beider Herrn Herzogen Durchl. Durchl. solche Ihr Kayf. Majest. gemein-nützige intention zubefordern/ und zu dem Ende nicht allein das alhier zu Braunschweig den 22. Septemb. 1672. aufgerichtes Fœdus zu extendiren/ sondern auch unverlengt mit ihren Vöckern/ wieder diejenige/ welche Ihre Kayf. Majest. die Cron Spanien/ und die Herrn General Staaten/ wieder den Schnabrigg. und Ministerischen/ Nach- und Clevischen Frieden jeso bekrieget/ oder noch bekrieget wurden/ conjungirn möchten/ darauff auch ein gewisser Recess unter heftigen dato zwischen Ihro Kayf. Majest. und hochsignad. Herrn Herzogen Durchl. Durchl. herumden benanntet und zu dieser Handlung bevollmächtigten Ministris geschlossen/ anubenebens der gemeinen sache vorträglich erachtet worden/ denselben in einem neben-Tractat, welcher in höchster geheim zu halten/ zuerkennen/ so ist volgendes durch obgedachte bevollmächtigte fernner abgeredet und verglichen worden wie folget.

Erstlich/ weil hochgedachter Herrn Herzogen Durchl. Durchl. verschiedener erheblichen Ursachen halber/ ihre auf den Weimen habende Militz zuverstärken nöthig halten/ und hierzu gewisse Geldt-Subsidien zuvergehren sich befugt achten/ das demnach Ihre Kayf. Majest. so wohl bey der Cron Spanien als denen General Staaten alle mögliche und fleißige Officia interponiren wollen/ damit von jekt bemelter Cron und denen General Staaten beider Herrn Herzogen Durchl. Durchl. vermittels eines christen vergleichs/ gewisse Subsidien erfolgen mogen/ in entsehung dessen der Herren Herzogen Durchl. Durchl. weiter nicht als an oberwehntes alhier zu Braunschweig den 22. Sept. 1672. aufgerichtes Fœdus verbunden/ und hingegen an diesen Secret- und Haupt-Recess keines wegs gehalten/ sondern selbiger auf solchen fall kraftlos bleiben solle.

Wann aber zweytens man berührter Subsidien halber zu dem intendirten Schluß gelanget und mit zahlung jekterwehnter Subsidien ein solcher anfang gemacht/ gleich mit hochgedachter Kön. Maj. in Hispanien und denen Herrn General Staaten man sich verglichen haben wird/ als dann wollen höchstermelter beider Herren Herzogen D. D. mit einer Armée von acht tausend zu Fuß/ vier tausend zu Pferd und tausend Dragoners sambt convenablen Artiglerie wieder die gemeine Feinde agieren lassen an Orth und Enden/ wo Ihre Kayserl. Majest. Ihr Königl. Majest. zu Hispanien/ die General Staaten/ und der Herren Herzogen Durchl. Durchl. für gut finden werden/ massen dan bey künftiger Kriegs-Expedition, zumahlen alsdann wann die Armée der Hohen Allirten conjungirt/ alle Haupt-Operationes anderst nicht/ dan nach den mehrern Stimmen ob-aller-und hochstgenanter Allirten dirigirt/ und zur Execution gebracht werden sollen/ dergestalt das Ihre Kayf. Majest. eine/ Ihre Königl. Majest. in Spanien eine/ die Herrn General Staaten eine/ der beiden Herrn Herzogen Durchl. Durchl. aber ingesamt eine Stimme zuführen haben.

Solte auch Drittens hiernächst befunden werden/ das man obberührtes Corpus umb den verlangten Frieden zu befordern/ zu verstärken hette/ so soll darüber ferners Handlung angestellet/ die proportion nach dem mit der Cron Spanien und denen General Staaten ratione Subsidiorum vorhin getroffenen vergleich genohinen/ und darauf auch eine solche Hülffe wirkelich geleistet werden.

Wosern dann Vierdens der beiden Herren Herzogen Durchl. Durchl. Lande zeit während dieses Kriegs von jemanden/ welcher auch seye/ und unter was pretext solches geschehen möge/ attaquirt oder überzogen werden solten/ wollen Ihre Kayserl. Majest.

ANNO  
1674.

Majest. denenselben mit einer solchen macht/ als die erheischender noth nach/ wird begehrt/ und zulänglich geachtet werden können/ mit darzu behöriger Artigleite/auf beschyene requisition, unverweilt zu Hülff kommen/ und mit allem Vigore wieder die atractionen agiren lassen/ gestalten dan der beiden Herrn Herhogen Durchl. Durchl. in den fall/ daß Ihre Kayf. Majest. in dero Landen feindlich angegriffen würden/ seht allerhöchstemelste Kayf. Majest. mit obbenannten Corpo, und wie dasselbe nach ausweis des vorhergehenden dritten Articuli verstärcket werden mochte/ zu assistiren gleichfalls verbunden seyn sollen.

Solte auch Fünffteus/ zeit während dieser Bündnus sich jemand unternemen/ die Stadt Brehmen aus ihren jetzigen Stande gewaltthätiger weise zu ziehen/ nachdeme dan nicht allein der Herren Herhogen Durchl. Durchl. Lande/ sondern auch der ganze Nieder-Sächsishe/ wie mit weniger Westphälische Creiß in noch grossere Unsicherheit und gefahr hierdurch gestürcket werden dorfften/ so wollen Ihre Kayf. Majest. mit und nebens Ihrer Königlichen Majest. zu Dennemarck-Norwegen/ und beider Herren Herhogen Durchl. Durchl. alle Rettungs-Mittel ergreifen/ damit diese Stadt in statu quo gelassen/ und ihr Via facti nichts wiedriges zugemuthet werde.

Dasene Sechstens/ sich bey folgender Kriegs-Expedition begeben solte/ daß von der Herrn Herhogen Durchl. Durchl. ein oder mehr Plätze dem Feinde abgenommen wurden/ so soll es wahr damit gehalten werden/ gleich man sich dißfalls in dem obangezogenen Braunschweigisch. Fœdere im 17. Articul verglichen/ jedoch ist dabey bedungen worden/ was die zu dem Rom. Reich gehörige Orthher und die darinnen begrieffenen Religionen und Geistlichkeit anberiefft/ daß dasjenige/ was bis Orts in dem Westphälischen Frieden begrieffen/ gehalten/ und alles quoad punctum Religionis in gegenwertigen Stande gelassen werden soll. Zu deme Ende auch keine veränderung oder vermindertung weder in denen Stiffteren/ noch an der Religion verstatet/ sondern selbige bey dem Römischen Reich und der in selbigen Orthher obhandene nicht allein Catholischen sondern auch andere Religionen/ wie sich dieselbe anjehs befinden/ erhalten/ wie auch die Jura Electionis, so dem Thumb und andern Capitul zuständig/ seines weegs turbiret/ sondern sie dabey richtig gelassen/ und geschützt werden sollen.

Dann und Siebendens/ daß bey Anseh: und stabilität der Quartier: und Contributionen in deren Landen/ welche in diesem Nieder-Sächsischen und Westphälischen Creiß gelegen/ der Herren Herhogen Durchl. Durchl. einiger vorzug in so weit gegönnet werde/ daß denselben viel mehr in jetzt berührten Landen/ als anderer Orthher erwehnte Quartier und Contributiones nach proportion angewiesen/ oder da sie selbige schon überkommen/ dabey richtig gelassen werden.

Achtens wollen Ihre Keyserl. Majest. nicht weniger als Ihre Durchl. Durchl. bey ihro Königl. Majest. in Dennemarck/ auch beiden Herren Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg alle dienliche officia noch ferner anwenden lassen/ damit dieselbe in diese Parthey völlig treten/ und dabey beständig verharren mögen/ als dann auch der beiden Herren Herhogen Durchl. Durchl. sich bemühen wollen/ Herren Ernst Augusti Bischoffens zu Slesnabrug und Herrn Johann Friederichs beiden Herhogen zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. Durchl. zu disponiren damit dieselbe dieser gemeinen sache sich annehmen und ihre kräfte mit der hohen Allirten zusammen setzen.

Wofern aber dieselbe dazu nicht zubewegen/ sondern sie lieber still sitzen und erwarten wollen/ was etwo bey währenden Reichstagen in puncto securitatis, oder sonst in diesen Nieder-Sächsischen und Westphälischen Creissen geschlossen werden möchte/ so wollen gleichwohl Ihre Kayf. Majest. nicht verstaten/ daß jetzt höchstgedachter beider Herren Herhogen Land und Leithe mit durchzügen/ Einquartierungen und Contribution ohn durch ihre Militz/ jedoch so lang und sie wieder Ihre Kayf. Majest. und dero hohe Allirte nichts Feindliches vornehmen würden/ beschwehret werden sollen.

Ob dann schon Neuntens in dem unter heitigen dato aufgerichteten Haupt-Recess enthalten/ daß diese Bündnus nur drey Jahr währen soll/ so soll doch solches anderst nicht verstanden werden/ dann in dem fall/ da der Frieden noch vor ablauf solcher zeit mit der saummentlichen hohen Bündns-Verwandten einwilligung wiederbracht werden könne.

Sonsten und dasene in solcher zeit die gemeine Feinde zum Frieden nicht zubringen/ soll auch diese Bündnus ihre kraft behalten/ nach einigen der hohen Allirten daraus zu scheiden erlaubt sein/ es seye dan der allgemeine Friede mit gemeiner einwilligung der hohen Allirten erlanget/ allermaßen dan auch das oft erwehnte alhier in Braunschweig 1672. aufgerichtete Fœdus, so viel Ihre Kayf. Maj. und der Herren Herhogen Durchl. Durchl. belanget/ in solchen fall/ bis dahin seine kraft behalten/ noch attendiret werden soll/ daß der darin bestimmte dreijährige termin hinweg expiriret.

Und soll dieses alles nicht weniger observirt und unverbrüchlich gehalten werden/ als ob es von Worten zu Worten dem Haupt-Recess einverleibet/ wie dann auch die Bevollmächtigte versprochen und zugesagt/ dero allerhöchst und höchstgedachter Principalen Ratification über diesen neben-Tractat in der bestimmten Monaths zeit alhier in der Stadt Braunschweig einzuschaffen und auszuschelen zulassen.

Dessert zu Urkund haben sie selbigen eigenhändig und unterzeichnet

und mit ihren Pentschaften bekräftiget/ so geschehen Braunschweig den 22. Aprilis Anno 1674.

ANNO  
1674.

- (L.S.) B. Geyh. Windischgrätz.  
(L.S.) Joh. Helvi Schütz.  
(L.S.) Christoph von Hammerstein.  
(L.S.) Fris von Heimbürg.  
(L.S.) Joachim Friedrich Soblet.

## CXXIV.

*Declaratio CAROLI CASPARI Electoris Trevirensis, quod quidem Pacificationi inter Casarem & Electorem Coloniensem nullum impedimentum injicere velit; attamen ratione damnorum Archi-Diœcesi Trevirensi per Milites Colonienfes illatorum, se Casaream Majestatem implorare, ut ei aliqua satisfactio obtineatur.* [Tiré de la Registre de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

Mai.

Cum in refarciendis immensis illis damnis; quæ Excellentissimus Princeps Elector Trevirensis ab injustis Gallorum armis hæcenus perpeffus est & adhuc dum patitur, securura aliquando sub Augustissimi Cæsaris nostri auspicijs Pax, modum & rationem ostensura sit, atque nunc de conditionibus tantum agatur, quibus Serenissimus Princeps Elector Colonienfis à Gallici Bellici Societate abstractus in Casaream gratiam recipi possit: declarat utique Elector Trevirensis; se operi tanto & laudabili nullum quidem injecturum esse impedimentum, ab ea tamen, quam Archidiœcesi suæ vovit, curâ & fide astringi, ut æqualem saltem ac planè modicam reparationem pro illis etiam exigere debeat damnis, quæ non mirus à Colonienfi Milite innoxia Provinciæ suæ præter omne fas illata fuerint.

Hinc est, quod secundum inita antehac Pacta Sacræ Casaræ Majestatis opem implorare cogitur, quo assistæ Archidiœcesi Trevirensi, levi & exigua duorum Pagorum accessione satisfieri patiat. Rachtig nempe & Zeltingen, qui procul à cætera Ditione Colonienfi ad superiorem Mosellam sit, ac Trevirensi Territorio undique cincti, neque lucro, neque sentiendo admodum detrimento aliquo alterutram Provinciarum afficere poterunt.

Serenissimo autem Electori Colonienfi ejusque Metropolitanæ Capitulo grave id esse non debet, cum denuntiatum ipsis non semel sit, dissolvenda & compensanda aliquando esse damna illa, quæ toties rogati & admoniti avertere ab innocentibus ac nihil tale promeritis vicinis neglexissent, grassante interea Colonienfi Milite in Trevirensi agro non secus ac in hostico, per omne genus injuriarum quarum particulari enarratione in tam propinqua reconciliationis spe, merito superferendum nunc esse existimavimus.

## CXXV.

*Traite de Paix entre les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas & MAXIMILIEN HENRI Electeur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne le II. Mai, 1674.* [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le Theatrum Europæum Tom. XI. pag. 613. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheilung III. Absatz III. pag. 112. en Allemand; & dans LONDORPII Acta publica, Tom. X. pag. 169.]

II. Mai.  
LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

*In Nomine Sacro-Sanctæ Individuæ Trinitatis.*

Norum hisce sit cunctis & unicuique; posteaquam inter Christianissimum Galliarum Regem, ejusque



ANNO  
1674.

que Confœderatos ex unâ; atque Celfos, & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex alterâ, Partibus, nuper exortum Bellum, eo usque excrevit, ut Cæsaream Suam Majestatem, totumque Romanum Imperium tandem involverit: & altissimè-morata Sua Cæs. Majestas, per Ministros suos, Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, (qui uti Christianissimæ Regiæ Majestatis Confœderatus ad dictum Bellum contra Unitum Belgium accesserat) adhortari curasset: ut pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono, pacem cum atememoratis Dominis Ordinibus inire vellet: huicque adhortationi Serenissima Sua Electoralis Celsitudo locum dedisset, & pro devotissimâ suâ erga Cæsaream Suam Majestatem reverentiâ, non obstantibus quibuscumque aliis Pactis Fœderibus, vigore & potestate liberisibi in iisdem reservati arbitrii, cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii ad bonum publicum promovendum pacem inire param sese quod ostendisset; ad interpositionem & mediationem Cæsareæ Suæ Majestatis Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Francisci, Liberi Baronis de Lisola, Cæsareæ Suæ Majestatis Consiliiarii Aulici, & Joannis Fischer, anterioris Aulicæ Consiliiarii Cameralis, & ad generalis Pacis Tractatus Legatorum, & Plenipotentiariorum, inter utriusque Partis Plenipotentiarios, & ad hoc Deputatos; ex parte Serenissimæ Suæ Serenitatis Electoralis, Reverendissimos, Generosos & Prænobiles Dominos, Thomam Quentel, Franciscum Baronem de & in Frenz, & Kendenich, nec non Ignatium Wittman, Suæ Electoralis Serenitatis Consiliiarios intimos, Metropolitanæ Ecclesiæ Colonienfis, Cathedralium Hildesienfis, & Paderbornensis Ecclesiarum, nec non Collegiarum Basilicarum S. Severini & S. Andreae respectivè Præpositum, & Capitulares; Ex parte verò atememoratorum Dominorum Ordinum Generalium, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Fœderati Belgii Consiliiarium, & Quæstorem Generalem, & Joannem Isbrants, Toparcham in Hoocherke & Senatorem Groninganium, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos, in sequentes Pacis Leges tandem conventum sit

I. Sit Pax constans & perpetua inter Serenissimum Dominum Electorem, & Fœderati Belgii Dominos Ordines, eaque sic colatur, ut Pars una alterius comoda quærat & promoveat, atque omnia humanitatis, bonæque vicinitatis officia sibi mutuo præstent. Neque impoſiterum, Pars ulla contra alterius Subditos, arreſta & repressalia decernet, aut executiones rerum judicatarum impediet. Sub quo tamen, viâ Juris obtentæ, & ex causis debitorum & Contractuum obligatoriorum, originem fumentes Sententiæ, minime intelliguntur; sed quoad eas secundum juris ordinem, & rectam rationem procedetur.

II. Omnia ea, quæ ab initio Belli hujus hucusque hinc inde ullo modo aut ratione, ex parte utraque hostiliter patrata sunt, in tantum oblivioni tradita sunt, ut nec illorum nomine, nec sub ullo alio prætextu, nemo posthac aliquam hostilitatem, violentiam aut concussionem, tam alterius personis, quam bonis, vel per se, vel per alios, clam aut palam, directè vel indirectè, specie Juris, aut viâ facti, uspiam non inferet, vel inferri indulgeat; verum omnes ac singulæ hinc inde, tam ante, quam durante Bello, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, damna, expensæ, absque omni personarum rerumque respectu, ita penitus abolitæ sunt, ut quicquid eo nomine alter adversus alterum prætereundum posset, perpetuâ oblivione sepultum esto. Ad quorum tamen dilucidationem conventum est, quod ab hac amnestia exclusi sunt ii; qui proditionis aut læsæ Majestatis rei arguentur, sic tamen ut illis viâ Juris præclusa non sit, eorumque Uxoribus, Liberis & Hæredibus bona sua sine impetitione salva manento.

III. Põito hujus universalis & illimitatæ amnestiæ fundamento, restituet Serenissima Sua Celsitudo Electoralis statim atque illico post Ratificationem, Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, loca ea omnia, ubicunque sita sient, nullo prorsus excepto, quæ durante hoc Bello occupavit, sibi que subiecit, & quicquid tempore conclusæ hujus Pacis in iisdem in vim & potestatem suam redactum invenietur, & quidem omnia eo in statu, quod nunc reperiuntur, curabitque ne quidquam detrimenti ea capiant, similiterque vetabit, & ipso facto impediet, ne dictarum Urbium, locorumque Gubernatores, aut per se, aut Suæ Serenissimæ Celsitudinis Electoralis nomine, Senatui, aut Populo quicquam pecuniarum extorqueant, imò nec illum quidem in casum, si præcedentibus horum Tractatum subscriptionem pollicitationibus verbalibus, fortè ratione pendendi lytri & redemptionis de certâ pecuniâ summa cum iis transactum fuisset, sed ea omnia & singula pronullis, cassis & irritis habeantur, ut tamen, quod jam reapte ante præsentis Tractatus subscriptionem persolutum fuerit, non repetatur. Obsides verò, si qui dati aut abducti erunt, illic sine ullo redemptionis pretio liberi dimittantur.

IV. Restituet identidem omnibus Nobilibus, Vasallis, & Subditis Dominorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis fuerint, omnia & singula ad eòdem pertinentia Territoria, Dominia, Jura, agros, & bona immobilia, ubicunque etiam sita erunt, Serenissima Sua Electoralis Celsitudo quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit.

V. Contra prædicti Domini Ordines Generales se abdicant & renunciant omnibus & singulis Juribus, & prævisionibus, quas quovis modo habuerunt, aut deinceps habere aut prætereundum possent in Civitatem Rhénobergam, ejusdem pertinentiæ, & quæcunque ab ea dependent, sic ut re ipsa & cum effectu, in perpetuum maneat penes prædictam Serenissimam Celsitudinem Suam Electoralem; in specie autem renunciant actionibus omnibus iis, quæ ob im: & expensâ in munitionem, ædificia publica, armamentaria & tormenta factas intentari poterant, viceque versa in simul curabunt, ut Subditis Colonienſibus omnia eorundem durante hoc Bello extorta immobilia Bona, ubicunque sita ea erunt, restituantur; Captivique quoniam etiam hinc inde cujuscunque conditionis, status aut professionis ei fuerint, liberè dimittantur.

VI. Solutio Contributionum, & lytrorum quæ tempore conclusi Tractatus Pacis præstanda restiterit, intuitu personarum & bonorum, unius alteriusve Partis, ab iis, quibus cura Contributionum & lytrorum incumbit, dirigatur, determinetur, & moderetur.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & securitatem, Cæsarea Sua Majestas, ac Serenissimus Hispaniarum Rex, debitè requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatus, solemniter & omni meliori formâ in se recipere haud grave ducere velint.

VIII. Ratificationes hujus Tractatus ex utraque parte Paciscentium ad Cæsareæ Suæ Majestatis Dominorum Legatorum manus tradantur, & intra quindecim dierum spatium, à die subscriptionis hujus Instrumenti computandos, & citius, si fieri poterit, commutentur: hostilitates verò cessent, quam primùm ratificatio ab una ambarum Partium ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsareanorum tradita fuerit. In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & tam à Dominis Legatis Cæsareis, quam ab utriusque Partis Plenipotentiariis & ad hoc Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Colonia Agrippinæ die XI. mensis Maii Anno M. DC. LXXIV.

THOM. QUENTEL. (L.S.)

FRANC. C. V. FRENS. (L.S.)

IGNATIUS WITMANN. (L.S.)

H. V. BEVERNINGH. (L.S.)

J. ISBRANDTS. (L.S.)

In supra dictorum omnium fidem infrascripti Domini Mediatores hoc Instrumentum subscriptione suâ & Sigillis communiverunt, loco & die ut supra.

F. B. DE LISOLA. (L.S.)

JOANNES FISCHER. (L.S.)

CXXVI.

*Traité de Confédération, d'Assistance, & de Défense, entre LEOPOLD Empereur des Romains, CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes; les Seigneurs Estats Généraux des PROVINCES-UNIES, & les Seigneurs*

L12

GEOR.

ANNO  
1674.

ANNO  
1674.

GEORGE GUILLAUME & RUDOLPHE AUGUSTE Ducs de Brunswick & Lunebourg pour durer jusqu'à la Paix, & dix ans au delà. A Cell le 20. Juin 1674. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

SOit notoire, (1) Que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant par diverses fois fait connoître à leurs Alteſſes le Seigneur George Guillaume, & le Seigneur Rudolphe Auguste Ducs de Brunswick & Lunebourg, comme ils avoient, tant dans que hors l'Empire, été en plusieurs façons endommagés & outragés, & ce contre le Traité de Paix d'Osnabrug, & Munster, & Cleves & Aix, & par ainsi nécessités de joindre leurs Armes, & de tâcher à rétablir la Paix & le repos, à conditions honnestes & équitables, tant en l'Empire que son voisinage, avec requisition que leurs susdites Alteſſes voulussent remédier dans les troubles présents émeus par le Parti contraire, au très-grand prejudice & dommage de tous les Estats de l'Empire, le même soin qu'elles avoient toujours fait paroître pour le bien public & la seureté de l'Empire, & de joindre leurs Armes à celles de Sa dite Majesté Imperiale, du Roi d'Espagne, & de Leurs Hautes Puissances pour obtenir une Paix generale & seure; Et que leurs Alteſſes suffisamment assurees des intentions de Sa Majesté Imperiale & de Sa Majesté Catholique & de Leurs Hautes Puissances, non moins dressées à l'utilité de l'Empire qu'à celle des Estats desdits Alliés, & ayant considéré de plus, que si la Paix ne s'établit à tems dans le voisinage, les Estats & Sujets de Leurs Alteſſes ne pourroient pas bien estre maintenus dans le repos & la seureté dont ils ont joui jusques ici, il s'est fait entre les sousignés Ministres de Sa Majest. Imp. de Sa Majest. Cath. de Leurs Hautes Puissances, & de Leurs Alteſſes sur la conjonction susdite dué consultation, & qu'elle a été accordée & conclue comme s'ensuit.

I. Il est, en premier lieu, de l'intention, que cette Alliance ne visera à l'offense d'aucun Porentat, Roi, ou autre Estat, mais principalement à procurer la Paix au voisinage, & comme ceci a été arrêté d'une part, & reconnu pour juste & conforme aux inclinations & égards des Hauts Alliés, il a été estimé de l'autre costé équitable, nécessaire & convenable au but susdit de dresser cette Alliance à ce, que non seulement elle vaille contre les Ennemis présents, de l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de L. H. P. & contre les Adherens desdits Ennemis, ce qui se pose inviolablement par le présent Traité, mais qu'encore, ce qui s'y promet avec pareille certitude, elle sera applicable & aura son effect entier, contre tous ceux qui durant la présente Guerre, pourroient devenir Ennemis des Hauts Alliés, choisir le Parti desdits Ennemis en façon quelconque, soit en general ou en particulier, ou bien forger & former de mauvais desseins contre les Hauts Alliez, leurs Estats, Païs & Sujets respectifs, pour lesquels prevenir & arrester, il a été de même expressément convenu par le présent Traité, que les Troupes ci-dessous spécifiées, seront employées selon qu'il a été en suivant arrêté par ce présent Traité contre tous tels Ennemis présents & futurs, leurs Adherans, choisissans leur parti, ou forgeans ou formans mauvais desseins, & non contre aucuns autres.

II. Il a été promis que leurs Alteſſes mettront sur pied au plustost, & assembleront au plustard en six semaines après la Conclusion de ce Traité dans leurs Païs les plus consiguans aux Villes & Places des Ennemis communs une Armée de quatre mille Chevaux, huit mille Fantassins & mille Dragons.

III. Que leurs Alteſſes entretiendront six mille Hommes de la susdite Armée, à sçavoir deux mille Chevaux, trois mille Fantassins & mille Dragons; & que les sept mille Hommes qui restent, à sçavoir deux mille Chevaux, & cinq mille Fantassins, seront entretenu-

(1) Ceci ne peut être qu'une Traduction du Latin. Le même Traité se trouve en Hollandois dans les *Actes & Memoires des Negotiations de Nimegue*. Tom. I. pag. 624. avec une Traduction Française qui ne vaut rien du tout, mais qui pourtant avoit été inserée comme bonne dans la I. Edition de ce Recueil de Hollande, Tom. IV. pag. 336. Celle-ci est plus exacte, & plus originale. Elle s'accorde aussi infiniment mieux avec l'exemplaire Hollandois des Actes de Nimegue. [D. M.]

ANNO 1674.  
nus par l'Empereur, le Roi d'Espagne, & leurs Hautes Puissances; chacun pour le juste tiers.

IV. Que pour assembler la susdite Armée de quatre mille Chevaux, mille Fantassins & mille Dragons, le plustost qu'il se pourra, & au plustard dans le tems ci-dessus arrêté; l'Empereur, le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances feront remettre aussi - tôt dans la Ville de Hambourg, à leurs Alteſſes par des Lettres de Change valables la Somme de cent & trente mille Rixdalers, ou trois cent & vingt cinq mille Florins, argent de Hollande, pris à quarante Rixdalers pour la levée d'un Cavalier, & dix Rixdalers d'un Fantassin bien montez, & bien armez.

V. Que lors que leurs Alteſſes après la conclusion de ce Traité presenteront huit ou neuf mille Chevaux ou Fantassins, & desireront qu'on leur fasse passer montre, elle se fera par des Commissaires de part & d'autre, & que dez ce tems-là les susdits huit ou neuf mille Hommes, seront entretenus pour la moitié par Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & les Seigneurs Estats Generaux, & que lesdits huit ou neuf mille Hommes, dez le tems du susdit Payement, seront obligés d'agir pour le bien commun, où il sera requis, & que quand, les quatre ou cinq mille Hommes restans, se trouveront rassemblés dans le terme susdit; alors, après autre montre faite, l'entretien des sept mille Hommes susdits, commencera de courir en entier sur le Compte de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté Catholique & de Leurs Hautes Puissances, comme celui des autres six mille Hommes aux depens de leurs Alteſſes.

VI. Que la susdite Milice sera rangée sous huit Regimens de Cavalerie, huit Regimens d'Infanterie & huit Compagnies de Dragons; que chaque Regiment de Cavalerie sera composé de cinq cens Chevaux divisés en six Compagnies, chaque Compagnie de Dragons de cent Dragons, & chaque Colonel de Cavalerie ou d'Infanterie, sera traité à raison de six vingt Rixdalers, ou trois cent Florins Monnoye d'Hollande par mois; chaque Lieutenant Colonel à raison de quarante Rixdalers ou cent Florins, chaque Major à raison de trente deux Rixdalers ou quatre-vingt Florins, & le Quartier-Maître & Prévost des Fantassins ensemble à raison de dix huit Rixdalers ou quarante cinq Florins par mois, pour chaque Regiment, moyennant quoi, ne leur seront soufferts ou validés dans leur marche, ou autrement, aucuns autres fraix, soit de Chariots, Charettes ou Chevaux.

VII. Que leurs Alteſſes auront par mois, pour chaque Regiment de Chevaux rangés comme ci-dessus, & entretenus par l'Empereur, le Roi d'Espagne, & L. H. P. à raison de douze mois par année, une Somme de 4767. Rixdalers 29. Sols & 9. Deniers, ou 11918. Livres 19. Sols 9. Deniers Monnoye de Hollande, & pour chaque Regiment d'Infanterie, dont l'entretien sera à la charge de l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de Leurs Hautes Puissances, elles auront par mois, comme ci-dessus 4104. Rixdalers 4. Sols, ou 1262. Florins & 1. Denier de Hollande, ou autant moins, à proportion que lesdits Regiments seront trouvés plus foibles en nombre de Chevaux ou Fantassins dans les montres à faire.

VIII. Que les Deniers requis pour le susdit entretien respectif à la concurrence de 2000. Chevaux & cinq mille Fantassins, à sçavoir le mois de Gage payable sans delai, au jour de chacune desdites montres à faire, & puis de tems en tems à l'entrée de chaque mois, comme aussi pour neuf Colonels, Lieutenants Colonels, Majors, Quartiers-Maîtres & Prevosts, seront de la part de l'Empereur, du Roi d'Espagne & de Leurs Hautes Puissances, comme ci-dessus, precisement remis par Lettres de Change valables, à leurs Alteſſes, lesquelles sur ce prendront à leur charge, les Payemens particuliers, de sorte que l'Empereur, le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, ne pourront estre molestés au sujet des mauvais Payemens, par aucun desdits Colonels, & autres Hauts ou Subalternes Officiers, Cavaliers ou Soldats comme ils ne seront sur ce convenibles par qui que ce puisse estre.

IX. Il sera libre de part & d'autre, & avec mutuelle communication, de faire Reveuë & Montre desdites Troupes, soit à part soit conjointement, selon la commodité du tems, pour pouvoir estre assuré du nombre des Cavaliers & Soldats, comme de leurs Armes & Montures, & seront les Hauts Officiers & Capitaines de Cavalerie, & Infanterie, obligés d'obeir en tout tems aux ordres qui leur seront donnés à ce sujet.

X. II.

ANNO 1674. X. Il sera joint à la susdite Armée un Train d'Artillerie proportionné à sa grandeur & à sa force; à quel effect y seront employés

- Deux Mortiers.
- Deux Pièces de Canon de 24. Livres de Bale.
- Quatre Pièces de 12. Livres de Bale.
- Six Pièces de 6. Livres de Bale.
- Vingt Pièces de 3. ou 4. Livres de Bale.

Boulets.	Quintaux.
200 de 24	48
400 de 12	48
600 de 6	36
2000 de 4	80

(1) 100 de 30 }  
 -100 de 40 } 212. Quintaux de Boulets.

100 Quintaux de Grenades, avec autant de Poudre qu'il y faut.

Puis à raison d'une demie Livre de Poudre, pour une Livre de Bale; 106. Quintaux de Poudre, pour le Canon.

(2) Puis à raison de deux Livres de Poudre par Homme comptant sur 8000. Hommes; 160. Quintaux de Poudre.

Et à raison de deux Livres de Plomb pour une Livre de Poudre 320. Quintaux de Plomb ou Bales de Mousquet.

Les Hauts & Bas Officiers nécessaires à cette Artillerie y seront aussi joints, à sçavoir:

*Officiers appartenans à l'Artillerie.*

- Un Colonel.
- Un Major.
- Deux Capitaines.
- Deux Lieutenans.
- Quatre Commissaires.
- Un Ministre.
- Un Chirurgien & son Valet.
- Deux Artificiers avec leurs Gens.
- 42 Canoniers.
- Un Charpentier pour travailler aux Ponts avec ses Gens.
- Un Petardier avec ses Gens.
- Un Mareschal avec ses Gens.
- Deux Aplaniisseurs de Chemins..
- Deux Maîtres d'Armes..
- Un Sellier avec ses Gens.
- Un Maître d'Ecuyrie.
- Un Ecrivain.
- 80. Sous-Canoniers, à sçavoir quatre près de chaque Pièce de 24. Livres & de 12. Livres de Bale, & deux pour chacune des autres Pièces.
- Quelques Pionniers.
- Des Charons pour travailler aux Affuts avec leurs Gens.

Leurs Alteſſes prendront ſoin, dès à preſent, ou du moins auſſi-toſt après la concluſion du preſent Traité, & donneront les ordres néceſſaires à ce que la moitié de la ſuſdite Artillerie, avec les Chevaux, Chariots, Charrettes & autre Atirail y requis, avec la moitié des ſuſdits Hauts & Bas Officiers ſe trouve preſte pour ſ'en pouvoir ſervir en cas de beſoin, là où il ſera néceſſaire, ſur le champ, & ſans aucun delay, comme auſſi, quant à l'autre moitié de la ſuſdite Artillerie, Chevaux, Chariots, Charrettes, & autre Atirail y appartenant, & l'autre moitié des ſuſdits Hauts & Bas Officiers dudit Train, au pluſtard dans ſix ſemaines après la concluſion du preſent Traité, & ce pour les cauſes ſus alleguées, moyennant quoi l'Empereur, le Roi d'Espagne, & L. H. P. payeront par mois à L. A. dès que les ſuſ-

(1) L'Instrument Hollandois des Aſtes de Nimegue, met ici 100. ad 6. & 100. ad 4. Ce qui doit eſtre conſideré, comme une faute de Copiſte ou d'Imprimeur. Le ſens naturel de l'Article le fait aſſez connoiſtre. Il y a même une Omiſſion dans l'Exemplaire de la Reſiſtrature Imperiale auquel il ſaut néceſſairement ſuppléer, en expliquant ces deux Articles de 100. chaq'un, d'autant de Bombes que les Sereniſſimes Ducs ſ'obligoient de fournir pour le ſervice de l'Armée; ſçavoir 100. de 30. Livres de poids & 100. de 40. Livres. [DUM.]

(2) On lit dans l'exemplaire Hollandois des Aſtes de Nimegue. 106. Centnet Buſkruyt gerekent voor Soldaten. 320. Centnet Loot of Muſquet-Kogels. C'eſt encore une faute de Copiſte ou d'Imprimeur. Il eſt aſſez de voir que deux Livres de poudre par homme, comptant ſur 8000. Hommes ſont 160. Quintaux, & non pas cent ſix. [DUM.]

ANNO 1674. dits huit ou neuf mille Hommes ſeront mis ſur pied; & qu'une moitié de l'Artillerie & ſes Officiers auront paſſé Montre & reveuë, à raiſon des fraix y requis; & du Payement des Penſions des Generaux qu'il faudra engager dans le ſervice au delà des Colonels, la Somme de quatre mille quatre cent cinquante deux Rixdalers dix ſept Sols & huit Deniers; & onze cent trente un Florin douze Sols & huit Deniers de Hollande; Et lors que l'Armée ſuſdite aura été entierement miſe ſur pied, & que toute la ſuſdite Artillerie, & Officiers d'icelle auront paſſé reveuë & montre, il leur ſera payé par mois la Somme de huit mille neuf cent cinq Rixdalers, ou vingt deux mille deux cents ſoixante trois Florins & cinq Sols argent de Hollande, à condition qu'ils ſeront par là à l'abri de toute importunité, comme il a été dit au 8. Article.

XI. Que leurs Alteſſes ſeront obligées de mettre & tenir ſur pied, & en Corps ladite Armée, & d'agir avec elle contre les Ennemis en tel lieu, & endroit, & en tel tems, & ainſi qu'il ſera jugé, par la pluralité des voix de l'Empereur, du Roi d'Espagne, des Seigneurs Eſtats Generaux, & de leurs Alteſſes, eſtre pour le plus grand ſervice & bien commun, comme auſſi quand les Armées des Hauts Alliés ſeront entierement, ou en partie jointes à celle-ci, toutes les Actions principales, en tant qu'elles concerneront les Troupes conjointes, ſeront concertées entre leſdits Hauts Alliés; ou leurs Authoriſés, de même qu'elles ſeront miſes en execution, ſuivant la pluralité des voix ſuſdites.

XII. En cas que les Pais de leurs Alteſſes, ſoit peu après la concluſion de ce Traité, ſoit durant le cours de cette Guerre, venoient à eſtre attaqués de qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, non ſeulement cette Armée ne ſera point éloignée ou retenue loin de leurs Eſtats, mais au contraire; elle agira en cet événement ſans delay, & avec toute vigueur, & même on y enverra d'autres Troupes de l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de Leurs Hautes Puiffances, autant qu'il en ſera requis & néceſſaire pour repouſſer les ſuſdites attaques.

XIII. Que ſi dans la ſuite du tems, on vint à experimenter que les ſuſdits quatre mille Chevaux, huit mille Fantaffins, & mille Dragons, ne fuſſent pas tout à fait ſuffiſans, pour porter les Ennemis ſuſdits, & leurs Adherens, à deſiſter de leurs hoſtiles aggreſſions, & enſuite à les diſpoſer à une Paix raiſonnable, alors ils ſeront en la maniere ſuſdite, & de commun concert, augmentés juſques à quinze mille Chevaux, Fantaffins, & Dragons, ou à tel autre plus grand nombre qu'on jugera néceſſaire & convenable pour parvenir à un but ſi ſalutaire.

XIV. Qu'après la concluſion de ce Traité, il ne ſera loiſſible, à l'Empereur, au Roi d'Espagne, à Leurs H. P. ni à leurs Alt. de faire aucune Ceſſation d'Armes avec leſdits Ennemis que conjointement, & de commun concert, mais qu'en cas, qu'on vint à entrer en quelque Negociation, ſoit de Paix, ou de Trêves de quelques Années, la Negociation ſuſdite ne pourra eſtre entamée par aucun des Hauts Alliés ſans la participation des autres, & ſans procurer auxdits Alliés auſſi-toſt & en même tems qu'à ſoi-même la faculté & ſeureté néceſſaire pour pouvoir envoyer ſes Miniſtres ſur le lieu où l'on traitera, & qu'auſſi les ſuſdits Alliés ſeront tenus de ſe communiquer ſucceſſivement & de tems en tems, tout ce qui ſe paſſera dans la ſuſdite Negociation; Que pareillement il ne ſera permis à aucune des Parties ſuſdites, de conclure une Paix, ou Trêves de quelques Années, ſans y comprendre ſes Alliés; & ſans les reſtituer, s'ils le deſirent ainſi dans la Poſſeſſion de tous leurs Pais, Villes & Places, comme auſſi dans l'uſage des Immunités & Droits, qu'ils poſſedoient, & dont ils jouiſſoient avant la Guerre, & à moins de ſtipuler des Ennemis pour ſesdits Alliés, les mêmes Liberrés, Droits & Prerogatives qu'il aura ſtipulées pour ſoi à moins qu'eux mêmes Hauts Alliés vinſſent à en convenir autrement.

XV. Que de plus, la Guerre preſente finie, il ſera & demeurera entre leſdits Hauts Alliés, une ſincere & fidelle amitié & correſpondance, laquelle tendra, à ce qu'un chacun d'eux taſche à ſ'entre-procurer fidèlement tout bien reciproque, & à ſ'entraider à detourner au poſſible les torts & dommages, avec telles forces reſpectives, que ci-deſſous ſera déclaré.

XVI. Que les Hauts Alliés ſ'entraideront à ſe defendre & proteger les uns les autres, contre tous ceux qui ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, entreprendroient d'invalider hoſtilement par Terre, ou d'atta-

ANNO  
1674.

quer de force ouverte leurs Etats & Païs ci-dessous spécifiés, à sçavoir, de Sa Majesté Imperiale les Païs Hereditaires d'Autriche, & le Royaume de Bohême; de Sa Majesté Catholique, les Païs-Bas Espagnols; la Comté de Bourgogne y comprise; de Leurs Hautes Puissances tous leurs Païs assis en Europe, & de leurs Alteſſes les Païs qu'ils possèdent presentement, comme aussi ceux que les Hauts Alliés pourroient acquerir par Succession, ou autre juste Titre confinans aux susdites Possessions, y compris tous les Habitans, Villes, & Forteresſes.

XVII. Que cette Alliance Defensive subsistera l'espace de dix années à compter de la fin de la Guerre presente, & qu'en cas, que quelqu'un des Hauts Alliés, vint à estre trouble ou attaque, durant ce tems-là, de qui que ce puit estre, sans aucune exception, les non attaqueés assisteront, & viendront au secours de l'attaqueé, avec un secours fortible, à sçavoir l'Empereur, le Roi d'Espagne & Leurs Hautes Puissances chacun avec 2000. Chevaux & 4000. Fantassins, & les susdits Seigneurs Ducs de Brunswick Lunebourg, avec 500. Chevaux & 1000. Fantassins, tous tels Regimens, Compagnies, Colonels, & autres Officiers, que les respectives Parties assistantes trouveront & jugeront propres pour un pareil secours, qui sera delivré, fourni, & entretenu, pour le service de l'attaqueé, aux fraix des Parties respectives assistantes, toutes les fois que l'un des Hauts Alliés sera attaqueé, ou trouble en la maniere ci-dessus exprimée.

XVIII. Que celui qui sera attaqueé en la maniere susdite, aura le choix & l'option; de prendre ledit secours tout entier en Soldats, ou tout entier en argent, ou partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres choses, propres à l'usage de la Guerre, en telle sorte, que mille Soldats seront pris & taxés à raison de dix mille Florins par Mois, le Cavalier compté pour deux Soldats, à compter douze Mois pour une Année, & que le Payement se fera au commencement de chaque Mois à portions égales, de sorte que si ce Payement se fait entierement, ou en partie en argent, les Deniers seront fournis en un lieu agreable à l'attaqueé, & qui lui semblera plus commode, mais qu'en cas qu'on y satisfasse entierement, ou en partie en Munitions de Guerre, ou autres effets & Denrées propres à l'usage de la Guerre, l'assisté sera tenu de les faire prendre des Païs de celui qui fournira le secours.

XIX. De quelle sorte que le secours vienne à estre demandé, il ne sera permis à aucun des Hauts Alliés, d'excepter au fournissement d'icelui, sur le défaut d'autrui, ainsi faudra-t-il fournir promptement le secours demandé, & si en Soldats, le livrer au plus tard dans six semaines après la requisition dans le Païs de l'attaqueé, en suite de quoi cette Milice sera & restera entierement fournie aux ordres & commandemens de celui à qui elle aura été envoyée, où à son autorisé, pour s'en servir & la transporter au lieu où bon leur semblera, bien entendu par Terre, Campagne, Sieges, & pour la garde des Villes & Places, par tout, & aussi souvent, que la necessité le requerera, avec reserve toutes fois qu'il ne sera pas permis de separer entierement les Compagnies, qu'il restera pour le moins deux ou trois cents Soldats de chaque Regiment sous leurs Drapeaux.

XX. Après que le secours consistant en Cavaliers & Fantassins aura été fourni & envoyé par les hautes Parties assistantes, & qu'il aura été reçu par l'attaqueé, les Parties assistantes ou leurs autorisés, donneront & suppléeront aux Charges, qui y pourroient venir à vaquer.

XXI. Que si l'Empereur, le Roi d'Espagne & Leurs Hautes Puissances venoient à requerir de leurs Alteſſes un plus grand nombre de Milice, en ce cas la Milice susdite sera augmentée par leurs Alteſſes même, jusqu'au nombre de quatre mille Chevaux & huit mille Fantassins, moyennant qu'elles jouissent de l'argent de levée, & Subſides à proportion de ce qui aura été ajouté au nombre susdit à la Somme que l'argent de levée & Subſide, a été ci-devant arrêté.

XXII. Les Hauts Alliés soigneront de plus au possible, que les Troupes qui ensuite de ce Traité viendront sur quelqu'une de leurs Terres, y puissent subsister à prix raisonnable.

XXIII. Que celui qui viendra à insulte quelqu'un des Hauts Alliés à main armée, sera tenu pour attaqueé, & qu'ainsi contre tel, il faudra fournir les secours.

ANNO  
1674.  
XXIV. Que celui qui apprehendera, ou prévoira quelqu'attaque, sera obligé d'en donner à tems la communication aux Alliez afin qu'ils se puissent employer pour moyenner un Accommodement, de sorte toutes fois, que nonobstant les Offices de Mediation, il faudra que le secours promis s'envoye aussi tost qu'il y aura attaque, ou rupture effective.

XXV. Que cette Alliance ne derogera point aux Traitez & Alliances que les Hauts Alliés, ou quelques-uns d'entr'eux ont fait avant la Date des presentes, avec quelqu'un desdits Alliés, s'entendant que le plus grand secours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus mentionnés seront observés reciproquement, inviolablement & de bonne foi, & pour leur plus grande seureté, il en a été fait cinq Instrumens de même teneur, & confirmés par les Sceaux & signatures des Ministres souseignés desdits Hauts Alliés. Et en seront les Ratifications de la part de tous & chacun desdits Hauts Alliés apportées & eschangées à Brunswick dans l'espace de six semaines, ou plustost s'il est possible, & à l'égard de Sa Majesté Catholique, celle de son Excell. le Seigneur Comte de Montereij, jusques à ce qu'une autre de Sa Majesté soit venue de Madrid & soit extradée. Ainsi fait à Cell, le 12. Juin 1674. Ainsi signé,

(L.S.) D. J. KRAMPRICT.

Pour Sa Majesté Imperiale.

(L.S.) T. BRASSET.

Pour Sa Majesté Catholique,

Et pour Leurs Hautes Puissances.

(L.S.) J. HELWICH SCHÜTZ.

(L.S.) C. VON HAMERSTEIN.

(L.S.) F. VON HEIMBACH.

(L.S.) J. FRIDERICK SOHREN.

#### Articles Separés.

I. (1) **S**Oit notoire, qu'attendu que par certain Traité d'Alliance fait & signé ici le 12. Juin 1674. entre les sous signés Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté Catholique, de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & de leurs Alteſſes le Seigneur George Guillaume, & le Seigneur Rodolphe Auguste Duc de Brunswick & Lunebourg, il a été convenu Art. III. & IV. & autres, que Sa Majesté Imperiale contribueroit pour un tiers à la levée & à l'entretien des 2000. Chevaux & 5000. Hommes de pied, selon qu'il est plus amplement porté par les susdits Articles; & que pourtant par un autre Traité particulier fait entre Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique & Leurs Hautes Puissances le . . . . . il en a été autrement disposé, on est convenu qu'on en demeureroit à ce qui avoit été stipulé par ledit Traité particulier, & qu'en consequence Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances prendront sur elles le fournissement du Tiers de Sadite Majesté Imperiale, comme aussi Sa Majesté Imperiale promet, & sera obligé de satisfaire audit Traité particulier du . . . . . & au surplus de ce que porte la presente Alliance.

II. Et d'autant que la seureté que les Hauts Alliés se proposent pour objet, ne pourroit pas estre obtenue, si la Ville de Breme venoit à estre mise par force hors de son Estat present, on est convenu qu'en cas qu'elle soit attaqueé, soit durant la Guerre, ou dans le tems de dix années après la Paix, lesdits Hauts Alliés, la secoureront ensemble, & en useront à cet égard de la même maniere, que si leurs propres Villes ou Païs étoient attaqueés.

III. Et la question ayant été agitée touchant les Contributions, que leurs Alteſſes pourroient établir ou exiger dans leurs Expeditions de Guerre, & ce qui en seroit;

(1) *Soit notoire.* Ces Articles ne sont pas tirés, comme le Traité de la Registrature Imperiale. On les a traduits de l'Exemplaire Hollandois, qui se trouve dans les Actes de Nimegue Tom. 1. pag. 638. & on a été obligé de le faire, parce que la Traduction Francoise de ces mêmes Articles qui s'y trouve aussi n'est pas meilleure que celle du Traité. [DUM.]

ANNO 1674. feroit; On est enfin demeuré d'accord, qu'elles resteroient à la disposition particulière de leurs Alteſſes, sans que les autres Hauts Alliés en puissent rien prétendre, ni porter à compte en diminution de leur Contingent de l'entretien des 7000. Hommes ou de l'Artillerie; & que lesdits Contingens & Subſides seront exactement fournis par eux au commencement de chaque mois; en échange de quoi leurs Alteſſes seront obligées de pourvoir de toutes les choses nécessaires les Places qu'elles pourront conquérir, sans rien prétendre ni désirer des autres Hauts Alliés, soit pour cause de recruë, ou de Licentement, ou pour quelque chose que ce soit.

IV. Cependant pour prévenir les mesintelligenceſ, qui pourroient survenir entre les Hauts Alliés, & les Commandans de leurs Troupes au sujet des Terres & Lieux où les Quartiers & Contributions devroient estre établies, on s'en accordera à tems, & leurs Alteſſes en feront chaque fois une raisonnable distribution dans les Cercles de la Basse Saxe, & de Westphalie; comme aussi, en cas que leurs Alteſſes ne puissent obtenir aucune Contribution, les autres Hauts Alliés seront obligés, d'augmenter jusqu'à la Somme de 1666. Rixdalers l'argent de levé anticipé par eux pour les mille Dragons, par dessus les dix Rixdalers par teste, qu'ils auront conté à pied, & d'en faire le Payement au plustard dans le tems de trois Mois après la Paix, leurs Alteſſes demeurant au reste chargées desdits Dragons & de leur entretien. Ainsi fait à Cell, le 25. Juin 1674.

(L. S.) D. J. KRAMPRICHT.

*Pour Sa Majesté Imperiale.*

(L. S.) T. BRASSET.

*Pour Sa Majesté Catholique & pour Leurs H. P.*

(L. S.) J. HELWICH SCHUTZ.

(L. S.) C. VON HAMERSTEIN.

(L. S.) F. VON HEIMBACH.

(L. S.) J. FRIDERICK SOHREN.

## CXXVII.

21. Juin. *Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD,*  
1. Juill. *CHARLES II. Roi d'Espagne, les PROVIN-*  
L'EMPE- *CES-UNIES des Pays-Bas, d'une part &*  
REUR *FREDERIC GUILLAUME Electeur de*  
L'ESPA- *Brandebourg d'autre. Fait à Cologne sur la*  
GNE, LES *Spree le 21. Juin 1674. [Actes & Mémoires*  
PROVIN- *de la Paix de Nimègue. Tom. I. pag. 655.]*  
CES-UNIES  
ET BRAN-  
DEBQURG.

*In Nomine Domini, Amen.*

Cum in omnium oculos incurrat, quam insignes calamitates, oppressiones, devastationesque, nec non tot innocentium Christianorum sanguinis effusio ex suscitatis nuper à Gallia & continuatis hucusque Bellis orta sint; Sacra Cæsarea Majestas, sua Regia Majestas Hispaniæ, Serenitas sua Electoralis Brandenburgica, nec non Celsi & Præpotentes Fœderatarum Provinciarum Ordines Generales, in id præcipuè sibi incumbendum duxerunt, quo pacto divinâ auxiliante gratiâ malis istis & tam injustæ violentiæ occuſſi, oppressi Subditi ab eadem liberari, unaquæque Pars sibi debita unâ cum æqua satisfactione recuperare; eoque modo pacifico & tranquillo statui restitui possit. Cumque ad eundem quantocius perveniendi concepta hætenus spes non modò evanesceré visa sit, sed & in dies magis magisque appareat, etiam alias nihil tale promeritas Provincias progredienti tempore iisdem malis ac miseriis involvi; eò magis necessarium visum fuit, quæ inter Sacram Cæsaream Majestatem, suam Regiam Majestatem Hispaniæ; suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam, necnon Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales vigent Fœdera, amicitiam ac correspondentiam non redintegrari solummodò, sed & ad scopum suprascriptum collimantia in commune conferri, Fœdusque huic temporum rationi accommodum, inter altermemoratas Partes tractari ac concludi.

I. Sit & maneat Sacra Cæsarea Majestati, sua Regiæ Majestati Hispaniæ, Serenitati suæ Electorali Brandenburgicæ, necnon Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, scopus hujus Fœderis præcipuus, prompta quàm maximè restauratio universalis, æquæ & constantis Pacis, cujus spem ferè omnem Tractatum qui Coloniæ ad Rhenum instituebantur sequuta interruptio, latiusque hinc inde serpens Belli flamma subvertere videntur, agantque in hunc finem dicti Fœderati vigore hujus Fœderis contra hostes communes præsentés aut futuros; cum hæc sit Fœderatorum intentio, ut contra adversa molimina omnium illorum, qui partibus dictorum hostium aut accedunt aut jam accesserint, offensivè & defensivè agatur, eâ ratione; ut Serenitas sua Electoralis, unâ cum Sacra Cæsarea Majestate, & sua Regia Catholica Majestate; necnon cum Celsis & Præpotentibus Ordinibus Fœderati Belgii contra eosdem directè plenam publici Belli Societatem inire debeat.

II. Sistet huic fini Serenitas sua Electoralis sedecim millium Exercitium, quinque mille nimirum Equites, decem mille Pedites, & mille Dimachas, vulgo Dragones, quorum tri. ratione stipendii pro duobus Equitibus & uno Pedite computantur; educaturque hic Exercitus in campum, statim à dato subscriptionis hujus Tractatus, & postquam sequenti Article tertio expressa pecunia Serenitati suæ Electorali soluta fuerit, atque communi consensu omnium Contrahentium adversus supra Article primo nominatos hostes agatur.

III. Ut autem hic Exercitus sedecim millium, cujus sustentationi sua Serenitas Electoralis jam ultra annum de proprio gravibus prospexit sumptibus, quique ex benè exercitato Militè compositus est, tantò sit instructior, atque ex remotis partim ubi degit oris in campum educi, locoque de quo inter Fœderatos conveniet, sisti queat, solvetur Serenitati suæ Electorali eodem tempore, quo fiet subscriptio, Summa ducentorum millium Imperialium, pro dimidia quidem parte à Regia Majestate Catholica, pro alterâ dimidiâ à Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus.

IV. Sumptuum ad sustentationem antedicti Exercitus necessariorum Regia Hispaniæ Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines unam & Serenitas sua Electoralis alteram dimidiam sustinent; ita ut Equitatus in decem Legiones sive Regimenta & unumquodque Regimentum quingentis Equitibus constans in sex Turmas seu Companias, Peditatus verò similiter in decem Regimenta; & unumquodque Regimentum mille Militibus constans in decem Cohortes, & prædicti mille Dragones in unum Regimentum decem Turmis constans, & unaquæque Turma in centum Dragones redigi, iisque constare debeat. In unumquodque Equitum Regimentum, primam, uti vocant, planam, sive Officiales Turmarum & gregarios Milites solvetur Summa quatuor mille septingentorum sexaginta septem Imperialium, triginta stiverorum monetæ Hollandicæ, inque singula Regimenta Pedestria quatuor mille centum & quatuor Imperiales quatuor stiveri monetæ Hollandicæ; Ad hæc in cujusque Regimenti Officiarios superiores, quos communi nomine *Regiments-stab* indigitamus, ducenti decem Imperiales idque singulis mensibus, Mensem pro triginta diebus, & annum pro duodecim mensibus computandò; Atque hæc ita, ut nulli ulteriores sumptus, neque ratione curruum, eorum aut similibus, cujuscunque sint generis, exigi aut requiri debeant. Non tamen tenebitur hac ratione Serenitas sua Electoralis Regimenta, quæ sub signis habet, imminuere, quin imò eodem in statu presentè relinquere, atque ita cum aliis ad Exercitium ducere poterit.

V. Præter hæc per singulos Menses à Regia Catholica Majestate & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus in superiores Exercitus Officiarios sive *General-stab*, necnon ad sustentationem rei tormentariæ Præfectorum, eoque spectantium eorumque, porò ad sumptus quotidie emergentes in Munitiones, Instrumenta ad munimenta existruenda necessaria, arma, vestimenta, exploratores, Legationes & similes inevitabiles necessitates, solvetur ad Cassam Summa quinta parte minor illâ, quæ antehac Tractatu anni millesimi sexcentissimi septuagesimi secundi singulis mensibus promissa fuit.

VI. Liberum tamen erit Serenitati suæ Electorali pro arbitrio, & prout rationi Belli congruum, & promovendis operationibus incidentibus expedire judicabit, Regi.

ANNO  
1674.

ANNO  
1674.

Regimenta ac Turmas angere, dummodò ipsam Corpus non imminuatur, sed semper quinque mille Equitibus, decem mille Peditibus, & mille Dragonibus effectivè belligerantibus constet, numerusque Officiorum, puta Tribunalium, eorundem Locum tenentium, Praefectorum Vigilum, Centurionum & minorum Officialium eo modo relinquatur, quo tempore Ordinationis Regimentorum fuit.

VII. Rei tormentariae Ministros, & quicquid Machinarum Bellicarum, Munitionum, Curruum, Rhedarum, equorum, aut aliàs ad eam requiritur, id omne Serenitas sua Electoralis suis procurat siltitque sumptibus. Equabiturque hæc res tormentaria & qui ad eam necessarii Globi, Munitiones, necnon Officiales & Ministri pro ratâ Exercitus fedecim millium, atque ita quintâ parte infra illum numerum, quo res tormentaria five Artilleria juxta Tractatum anni millesimi sexcentissimi septuagesimi secundi formata fuit.

VIII. Sufsentatio Exercitus & Subsidia, quæ altèmemorata Regia Catholica Majestas & Ordines Generales supra dicto modo singulis mensibus solvere tenentur, initium sumunt à dato subscriptionis hujus Tractatus; ita ut die dictæ subscriptionis mensem unum solvere, atque hoc pacto de mense in mensem continuare debeant. Vice versa Serenitas sua Electoralis dicta subscriptionis hujus die, parique passu, Regiæ Hispanicæ Majestatis & Dominorum Ordinum Commissariis, ab Officialibus ipsius subscriptis lustrati dicti totius Exercitus Tabulas, cum nominibus & cognominibus omnium Militum exhibebit. Quò prævio dictus Exercitus intra quatuor septimanarum spatium in Campo lustrabitur, eaque lustratio à parte Serenitatis suæ Electoralis diutius haud differetur. Aded, ut Regia Catholica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines antequam lustratio illa effectivè peracta fuerit, solutionem ullam ulteriorem facere haud obligati esse debeant; hac tamen expressa conditione, ut, si in lustratione Exercitus minus completus reperiatur, defectus iste de facta jam solutione deduci, inque rationem sequentis secundi Mensis imputari debeat.

IX. Liberum quoque erit Regiæ Hispanicæ Majestati & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus, Exercitum aut pro parte aut totum quando & quotiescunque ipsi placuerit, per suos ad id nominatos Commissarios, unâ cum iis Commissariis, quos Serenitas sua Electoralis ad id ordinabit, lustrare & inspicere; Idque à Regia Hispanicæ Majestate & Dominis Ordinibus ex antedictis Subsidiiis pro ratâ minus solvetur, quod successivè in lustrationibus Equitaris, Peditatis, aut Dragonum numero deesse deprehensum fuerit.

X. Regia Sua Catholica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines antedicta Subsidia, initio cujusque Mensis absque ulla mora prompteque in præsentem pecunia Amsterodami ad manus illius, quem Serenitas sua Electoralis ad id nominabit, & pleno Mandato instruet, solvi curabunt, eoque post solutionem particularem fieri curabit, eoque nomine tenebitur. Optioni autem suæ Regiæ Hispanicæ Majestatis & Dominorum Ordinum relinquatur, utrum dictam solutionem argenteis Ducatonibus, singulis ad sexaginta tres stiveros computatis, an vero Hollandicis aut Brabanticis Cassæ Imperialibus ad quinquaginta stiveros fieri velint, omnibus in eo consentientibus. ut omnes solutiones, quarum in hoc Tractatu mentio fit, non *in Banco*, uti vocant, sed Hollandica corrente Cassæ pecunia fieri debeat.

XI. Adhæc conventum & determinatum est, quod, si divino auxilio Pax, tranquillitas & amicitia undique restituta fuerit, Serenitati suæ Electorali præter tum temporis currentia, adhuc post initam Pacem, unius Mensis Subsidia, nihilque præterea præstari & sine mora exsolvi debeant.

XII. Serenitas sua Electoralis ex iis, quas sub signis habet, Copiis, eum, quem poterit, Cohortium & Militum numerum versus Terras suas in Westphalia firas tendere, ibidemque Hospitium sumere faciet, quo & totus Exercitus statim à facta subscriptione unâ cum tormentis procedet.

XIII. Majores etiam & Minores Officiales, tum gregarii Milites Juramentum Serenitati suæ Electorali præstitum, Regiæ suæ Hispanicæ Majestati & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus aut Commissariis iis, quos ad id ordinabunt, præstare tenebuntur, & si postulatam fuerit, dicto Juramento eò usque obstricti manebunt, quoad in memoratæ Catholicæ Majestatis & Dominorum Ordinum Terris ac Ditione militant, atque in specie promittere debent se Imperato-

ri, Regi Hispanicarum & Ordinibus Generalibus id præstituros, quod à strenuis & honestis Militibus exigiqueat. Officialibus tamen Brandenburgicis plenaria tum manet Jurisdictio & Disciplina Militaris in conceditis sibi Copiis, absque turbatione & imminutione ullâ.

XIV. Obligant quoque se Sua Cæsarea Majestas & Sua Regia Hispanicæ Majestas nec non Celsi & Præpotentes Domini Ordines Serenitati suæ Electorali, si eandem, durante hoc Bello, à quopiam facto & reipsa in Terris aut Portibus ipsius armis infestari contigerit, pari aut minori numero, prout de eo inter ipsos tum conveniet, assistere, omnemque ab illis vim hostilem amoliri debere, nec Pacem facient donec Ditiones ipsius in pristinam tranquillitatem vindicata, Serenitati suæ Electorali sua restituta, ac satisfactum fuerit.

XV. Casu conjunctionis in Serenitatis suæ Electoralis Provinciis, Cæsarei, Hispanici & Ordinum majores minoresque Officiales, ut & gregarii Milites Juramentum, Cæsareæ Majestati, Regiæ Catholicæ Majestati, nec non Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus præstitum, Serenitati suæ Electorali præstabit, manerque Cæsareis, Hispanicis & Ordinum Officialibus sua in Legiones suas Jurisdictio & Disciplina Militaris, perinde uti antea.

XVI. Summum Imperium competit Serenitati suæ Electorali, idque semper, dummodò infirmitate aut vi majori non impediatur, ipsa præsens exercebit. Promittit quoque eadem ac pollicita est, quemadmodum hoc ipso promittit ac pollicetur, se omnem hunc Militem, quamdiu vigore hujus Tractatus ager ac unâ consistet, præcisè & ferid eò adacturam, & directuram, ut quibusvis subnascentibus occasionebus indiscriminatim publico bono, commodo & securitati inserviat & adhibeatur.

XVII. Et quemadmodum Serenitatis suæ Electoralis arbitrio relictum Generalatum hujus Exercitus capaci necessariisque qualitatibus instructo committere Duci, ita ille, cui Serenitas sua Electoralis id munus deferret, obstrictus erit vigore ab ipso subscripti & Sigillo roborati Reverfius memoratis Sacræ Cæsareæ Majestati, suæ Regiæ Hispanicæ Majestati, necnon Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus promittere, iisdemque fidem suam dare, se omnes Articulos & Puncta hujus Tractatus diligenter observaturum, tenorique eorum præcisè inhæsurum.

XVIII. Obligat sese Serenitas sua Electoralis, se cum prædictis Copiis contra hostes eo loco, tempore ac modo acturam, quibus id altè nominata Sacra Cæsarea Majestas, Regia Hispanicæ Majestas, ut & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines publico commodo maximè conveniens fore per majora judicabunt; sicut & omnes actiones principaliores, casu, quo Fœderatorum Exercitus toti aut pro parte huic Exercitui juncti erunt, inter dictos Fœderatos, aut eorum Commendantes, quantum conjunctas hæc Copias attinet, expendi ac ventilari, & prout id majori parti consultum visum fuerit, executioni mandari debent.

XIX. Ubi porrò conventum cautumque est, ut licet Exercitus hic totus aut pro parte in Regiæ Suæ Majestatis Hispanicæ aut Dominorum Ordinum Territoria ducendus sit ibidemque militare debeat, supremum tamen Imperium, & quicquid inde ratione distributionis restera militaris & aliàs dependet, Serenitati suæ Electorali si ipsa præsens Exercitui præerit, relinqui debeat. Quod si verò Serenitas sua Electoralis eo casu Summum Imperium non exerceat, tum inter Fœderatos ulterius super ea re disponendâ deliberabitur & convenietur.

XX. Quod si locus aliquis ad Serenitatem suam Electoralem spectans obfideatur & occupetur, ex Copiis Electoralibus Brandenburgicis is Præsidium accipiet. Planè uti Regiæ Sacræ Hispanicæ Majestatis & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum locis ab hoste recuperatis ipsorum Milites imponentur. Si verò hosti ejusve Adhærentibus locus extra Romanum Imperium & Fœderatorum Territoria situs eripatur, Fœderati super ejus Præsidio transigent, captivi verò, Munitiones, Tormenta Bellica & similia, nullo excepto, ibidem reperta, Sacræ Regiæ Hispanicæ Majestati & Dominis Ordinibus pro dimidia parte, & pro altera dimidia Serenitati suæ Electorali cedent.

XXI. In divisione Tormentorum Bellicorum, Munitionum, & similibus in acie & consistibus captorum, secundum modo dictam proportionem procedetur.

XXII. Captivi spectatæ conditionis, sive Civiles illi, sive militares sunt, illi Parti mancant à qua capti sunt. Permuta-

ANNO  
1674.

ANNO  
1674.

mutatio tamen undique locum habebit, illique qui talem captivum ceperit, juxta conceptam super hac re formulam vulgò *Carzel*, satisfieri debet.

XXIII. Si ante dictus Exercitus contagione aut in actionibus cum hoste duorum aut plurium millium numero diminutus, & ob id supplementis opus sit, eo casu sua Regia Hispaniæ Majestas, & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines pro rata portionem suam contribuent.

XXIV. Secuta subscriptione, factaque primâ solutione nulli Contrahentium licebit cum hoste ejusve Adhærentibus Armistitium ullum inire, nisi conjunctim & communi consensu. Et præterea conventum est, quòd si Serenitatis suæ Electoralis Cliviacæ & aliæ Provinciæ ob consecutionem hujus Fœderis in futurum per communes hostes ad majorem ruinam redigantur, ut in Pacis Tractatibus omni operâ eò allaborari debeat, quòd id damnum imprimis & ante omnia resarciatur. Quòd si etiam ad Tractatum aliquem, sive Pacis sive Armistitii aliquot annorum deveniatur, tum nemo Confœderatorum istam Negotiationem, sive Tractatum absque reliquorum participatione, & priusquam ipsis eodem tempore, & tam citò ac sibi ipsi requisitam & necessariam facultatem ac securitatem Ministros suos ad locum Tractatus mittendi procuraverit, aggrediatur. Prædicti quoque Fœderati eorundemque Ministri successivè & semper quæ in dicta Negotiatione occurrerent, sibi mutuò communicabunt. Similiter alter alteri eadem Jura, Immunitates, Exemptiones, Prærogativas & securitatem ab hostibus eorundemque Adhærentibus & Fœderatis paciscetur, quæ sibi ipsi stipulatus & adeptus est, nisi aliter super eo inter se conveniant, quod cum generatim attendi debet, ut hostilitates tam adversus unum quàm alterum Contrahentium simul tollantur.

XXV. Generales, Tribuni, Commendantes Exercitus & Cohortium ubique exactam servare disciplinam, & unicuique debitam justitiam sine mora administrare tenebuntur.

XXVI Serenitati quoque suæ Electorali liberum

erit, in quibusdam ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines spectantibus eorundemque præsidii infestis locis, Domum frumentariam, vulgò *Magazin* erigere. Eidem quoque singulis vicibus Munitiones & comearatus necessarij æquo, illoque pretio, quo Domini Ordines ipsi ea coëmerunt, vendi debent, nisi ipsi illis iudicent.

XXVII. Porro inter Contrahentes perpendetur & examinabitur, quænam ulteriora media ad conservacionem aut reductionem Pacis, & stabilimentum communis tranquillitatis & securitatis per arctiores Confœderationes aut alias amplectenda sint. Sacra Cæsarea quoque Majestas, Regia Catholica Majestas, nec non Fœderati Ordines id agent, ut institutus hæctenus cum Dominis Ducibus brunsvicensibus Tractatus omnibus modis quantociùs finiatur, ita tamen ut hæc pactio tantum conditio sine qua non habeatur.

XXVIII. Ut etiam Exercitus tantò meliùs sustentari queat, opera dari debet, ut illis Provinciis, quæ se hostiliter declaraverint, contributiones imperentur, eaque contributio, quantum ex ea deductis impensis supererit, in utilitatem & commodum Contrahentium ex æquis partibus juxta rationes superinde reddendas vertatur.

XXIX. Prædicti Fœderati durante præsentè Bello nulli se committent Bello, contra alios Principes & Potestates, quæ se hisce prædictorum Fœderatorum partibus adjunxerunt.

XXX. Omnia & singula supra posita Puncta & Articulos omnes contrahentes sincerè & inviolabiliter se præstituros, eaque perfectè, bonâ fide, & ex omni parte re ipsa adimpleturos spondent.

In majorem hujus rei firmitatem & constantem observationem quatuor ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentariis subscripta ac signata sunt. Quorum Ratificationes, si fieri potest, intra duos menses à dato hujus computandos, vel citiùs etiam debitâ formâ extrahi & committari debent. Acta hæc ita sunt Coloniz ad Spream die

21. Junii  
1. Julii anno 1674.

ANNO  
1674.

CXXVIII.

10. Juill. *Alliantie (1) tusschen Syne Keyserlyke Majesteyt LEOPOLD, CAREL DEN II. Koning van Spanje, ende de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN ter eenre, ende CHRISTIAN V. Koning van Denemarcken ter andere zyde, behelsende dat Hoog-gedachten Koning van Denemarcken, gedurende den tegenwoordigen Oorlogh veerdig en gereet sal houden eene Armee van 16000. man, te weten 5000. Ruyters, 10000. Soldaten, & 1000. Dragonders; ende dat deswegens Syne Majesteyt sal genieten eene Somme van 14000. Rycksdalers ter Maend, de helfte by Syne K. Majesteyt van Spanje, en de wederhelfte by Haar Hoog. Mog. te betalen tot Amsterdam. Aldus gedaen in 's Gravenhage den 10. July 1674. Met een SECREET ende SEPARAET ARTICUL houdende een particulier prolongatie van Alliantie, tot vyftien Jaren tusschen Syne Majesteyt van Denemarken ende Haar Hoog Mogende. Gedaen in 's Gravenhage den 10. July 1674. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. I. pag. 527. en Hollandois comme ici, avec une Traduction Françoisè.]*

ZY kennelijck dat syne Roomsche Keyserlijcke Majesteyt van Spanje, en Haar Hoogh Mogende de Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, verscheyde malen te kennen gegeven hebbende, hoe dat sy soo wel in als buyten 't Rijk tegens de Osnabrugte en Munstersche, Cleeffsche, en Akenfche Vrede

(1) Ce Traité, n'estant signé que du Ministre de Danemarck, & de ceux de L. H. P. on doit en conclure qu'il s'en fit divers Instrumens. Ceux de l'Empereur & du Roi d'Espagne furent sans doute en Latin. Celui-ci, étant demeuré à Messieurs les Etats peut avoir été couché originaiement en Hollandois. Il y a même bien de l'apparence que cela soit ainsi & je n'en doute presque point. [Dum.]

CXXVIII.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur 10. Juill. des Romains, CHARLES II. Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, & CHRISTIAN V. Roi de Danemarck d'autre part; contenant que Sa Majesté Danoise tiendra sur pied pendant la presente Guerre, une Armée de 16. mille Hommes; sçavoir 5000. Chevaux, 10. mille Hommes de pied & 1000. Dragons; pour l'entretien desquels, il lui sera payé 14. mille Ecus par mois, à la charge, moitié par moitié, de Sa Majesté Catholique, & de L. H. P. & payables à Amsterdam. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. Avec un ARTICLE SECRET & SEPARÉ contenant une particuliere Prolongation d'Alliance, pour quinze ans, entre Sa Majesté Danoise & Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674.

SA Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont plusieurs fois déclaré, qu'ayant été offensés contre les Traitez de la Paix conclue à Osnabrug, à Munster, à Cleves & à Aix; Ils ont été contraints de joindre leurs

ANNO  
1674.

velerwegen beledigt en verweldigt oock daar door genecessiteert waren geworden haar te conjungeren, en daar heenen te trachten, dat de Vrede en ruste soo wel in het Rijk, als des selfs naaburfschap op eerlijke en billicke conditien gereslabieert mochte werden, met verzoek dat Sijn Koninglijke Majesteit van Denemarcken sijne, t'allen tijden voor de gemeyne welvaart en seeckerheyt des Rijcks betuygde forgvuldighet oock by desen door de contrarie Partyen allen Standen des Rijcks tot hoogste prejuditie en nadeel verweekte beroerte, bewijsen en met Hoogst-gedachte Keyserlijke en Catholijcke Majesteiten en Haar Hoog Mogende tot het erlangen eener seeckere gemeyne Vrede haar te samen vereenigen mochten. En naar dat Hoogst-gedachte Syne Koninglijke Majesteit van Denemarcken sich van Sijne Keyserlijke Majesteits, en Koninglijke Majesteits van Spanjen en Haar Hoog Mogende niet weyniger tot des Rijcks, als haar gesamenlijke Geallieerden Landen nut tenderende intentionen genoegsaam versékert, en daarnevens in consideratie getrocken hadde; hoe Syne Koninglijke Majesteits Landen en Luyden, ingevalle de Vrede niet wederom tijdelijck gestijft wierde, by de tot noch toe genotene rust en seeckerheyt niet wel behouden souden kunnen werden, soo is tusschen Hoogst-gemelte Haare Majesteiten, Keyserlijke, van Spanjen, en Denemarcken, en Haar Hoog Mogende ondergeschreven Ministers ende Gedeputeerden over de voorz. conjunctie naarder geconvenieert en beslooten in maniere hier naervolgende.

I. Eerstelijck is de meeninge dat dese Alliantie tot geene Potentaten, Konings of andere Staats-offensie; maar voornamentlijck om de ruste in de Naaburfschap te bevorderen aangesien zy: dat gelijk sulcks rechtmatig van eene kant goordeelt, en der Hoogen Geallieerden inclinatie en insichten conform bevonden zijnde, gearresteert werdt, is oock van de andere zijde billick, noodig en op 't gemelte oogmerck convenabel geacht, de voorz. Alliantie daar heenen te richten, soo als dan vast gestelt wert by desen, dat de selve Alliantie haar volkomen effect sal forteeren tegens alle de gene welke geduurende den jegenwoordige Krijgh met de hooge Geallieerden in Vyantschap souden mogen komen, de Partyen van der selver Vyanden in eenigen deele kiesfen, 't zy in 't gemeen of in 't bysonder, of tegens de hooge Geallieerden en der selver respectieve Staaten en Landen en Luyden quade desseyneyn voornemen en onderleggen soude mogen, omme dewelcke voor te komen en tegens te gaan dan mede by desen expresselijck geconditioneert is, dat de Troupen hier onder gespecificeert tegens alle foodanige toekomende Vyanden, der selver Adherenten, kiesfers van hare Partye, of onderleggers en voornemers van quade toeleg, edoch tegens geene andere in diervoegen als by dit Tractaat vervolgens verdragen is, sullen werden gebruyckt.

II. Is dan verders versprooken, dat den meer-Hooggedachten Koning van Denemarcken, tegens alle foodanige toekomende Vyanden, der selve Adherenten, kiesfers van hare Partye ofte onderleggers en voornemers van quaden toeleg, geduurende den jegenwoordigen Oorlog, veerdig en gereset sal houden eene Armee van 16000. Man, te weten, 5000. Ruyters, 10000. Soldaten, en duysent Dragonders.

III. Dat Syne Majesteit voor de onkosten, die de selve geobligeert is te doen, soo tot het onderhoud van het voorz. Volk als andersins mede geduurende den jegenwoordigen Oorlogh, sal hebben en genieten eene Somme van 14000. Rijcksdaalders ter loopende maant, twaalf maanden in 't jaar geteekent, de helfte by Syne Koninglijke Majesteit van Spanje, en de wederhelfte by Haar Hoog Mogende te betalen tot Amsterdam in swaar of hart kas-gelt, en dat de voorz. eerste maant aanvang sal nemen, soo haalt de Ratificatie van het jegenwoordig Tractaat van wegen den meer Hoogst-gedachten Koning van Denemarcken alhier in den Hage gekomen en ge-extradeert sal zijn.

IV. En soo wanneer eenige nieuwe Vyanden der selver Adherenten, kiesfers van hare Partye, ofte onderleggers en voornemers van quaden toeleg aan den Hoogst-gemelte Geallieerde of eenige van de selve soude mogen opkomen, sal den meer Hoogst-gedachten Koning van Denemarcken ter requisitie van de Hoogst-gemelte Geallieerde gehouden zijn tegens de selve Vyanden in openbare rupture te treden, en omme de voorz. rupture met des te meer nadruk tegens de sel-

Armes afin de chercher tant le repos de l'Empire, ANNO  
que celui des Pais voisins, & y rétablir la Paix aux 1674.  
conditions les plus favorables que faire se pourroit.  
C'est pourquoy ils ont été obligés de requerir S. M.  
Danoise, de se vouloir en toute occasion porter pour  
l'interêt de l'Empire, & contre tous Partis contraires  
à icelui, & aux Confederez qui sont S. M. I.  
S. M. C. & L. L. H. P. depuis peu Confederez.  
Et S. M. Danoise a vu que S. M. I. S. M. C. &  
L. L. H. P. n'ont rien fait, qui ne tendit à  
la sureté de l'Empire & de ses Voisins, & par  
consequent qu'il n'y avoit nul préjudice pour ses  
Terres & Sujets. Ce que voyant, Sadite M. D.  
a trouvé bon & a donné ordre à ses Ministres de  
traiter en son nom avec les Ministres de Sa Ma-  
jesté Imp. de S. M. C. & de L. L. H. P. comme  
s'ensuit.

I. Premierement, on ne pretend point que cette  
Alliance soit offensive, ni contre aucun Potentat  
soit Roi ou Etat; mais seulement pour le repos des  
Alliez & de leurs Voisins. Ayant dont resolu ceci,  
& les Alliez y ayant acquiescé, ont trouvé bon de  
former la presente Alliance, ayant conclu de l'effec-  
tuer, pendant cette Guerre contre tous ceux qui  
pourroient prendre le Parti, ou adherer aux Enne-  
mis des Alliez, & même contre ceux qui les Armes  
à la main les voudroient attaquer, ou leurs Etats,  
Vassaux, Domaines ou Sujets. Et pour prevenir  
tels accidents, lesdits Alliez ont trouvé bon de for-  
mer une Armée selon les formes ci-dessous mention-  
nées. Afin de se defendre contre tous les susdits  
Ennemis, ou ceux qui pourroient épouser leur Par-  
ti, ladite Armée devant être conduite selon les con-  
ditions suivantes.

II. Suivant ce present Traité Sa M. D. sera  
obligée de tenir sur pied une Armée de 16000. Hom-  
mes, sçavoir de cinq mille Chevaux, de dix mille  
Fantassins, & de mille Dragons, & toujours prête  
à marcher contre les Ennemis, qui pourroient atta-  
quer lesdits Alliez, ou leurs Adherans en quelque  
façon que ce soit.

III. Que Sadite M. D. recevra pour les frais  
qu'elle sera obligée de faire tant pour la levée, que  
pour l'entretien de ladite Armée, la Somme de  
14000. Rixdalers par Mois, pendant que cette Guer-  
re durera, contant les années de douze Mois. S. M.  
C. sera obligée de payer la moitié de ladite Somme,  
& l'autre moitié sera payée par LL. H. P. à  
Amsterdam en Banque ou en caisse. Le payement  
du premier Mois commencera du jour que S. M. D.  
aura donné la Ratification du present Traité, & se-  
ra venue entre les mains des Alliez.

IV. Et en cas qu'il survint de nouveaux Enne-  
mis aux Alliez, Sadite M. D. sera obligée de rom-  
pre avec eux & leurs Adherans, & de soutenir con-  
tre



ANNO  
1674.

ve nieuwe Vyanden der selver Adherenten, kiesers van haare Partye of onderleggers ende voornemers van quaden toelegh, in 't werck te stellen, binnen den tijd van ses weken naar date van de voorsz. requisitie, op de been en in Sijne Majesteys Landen naast grensende aan de Steden en Plaatsen van de selve Vyanden by een brengen de voorsz. Armée van 16000. Man sal werden onderhouden, voor de eene helft ten lasten van Syn Koninglijcke Majesteit van Spanje, en Haar Hoog Mogende, yder half en half, en de wederhelfte ten laste van Syne Koninglijcke Majesteit van Denemarcken, en dat de voorsz. Subsidien van de voorsz. 14000. Rijksdaalders sullen continueeren tot den dag toe, dat de voorsz. andere Subsidien aanvang sullen nemen.

V. Dat omme de voorsz. Armée van 5000. Paarden, 10000. Man te Voet, en 1000. Dragoners in het voorsz. geval des te spoediger, en ten langsten binnen den hier bovenstaande tijdt te doen by een brengen, Hoog-gedachte Syn Koninglijcke Majesteit van Spanje, en Haare Hoogh Mogende terstont naar de voorsz. requisitie by goede wisselen, ten behoeve van Syn Koninglijcke Majesteit van Denemarcken, en in de Stadt Hamborg sullen doen overmaecken eene Somme van 170000. Rijksdaalders, of 425000. Guldens Hollants gelt, als genömen 40. Rijksdaalders tot aanrichts-gelt voor yder Ruyter en Dragoner, en 10. Rijksdaalders voor yder Voetknecht wel gemonteert en wel gewapent.

VI. Dat de voorsz. Militie, soo wanneer die in manieren vooren verhaalt op de been sal werden gebracht, sal werden gerangeert onder tien Regimenten te Paart, onder tien Regimenten te Voet, en tien Compagnien Dragoners; dat yder Regiment te Paart sal bestaan in 500. Paarden verdeelt in ses Compagnien, en yder Regiment te Voet in 1000. koppen, en yder Compagnie Dragoners in hondert koppen, dat yder Colonel te Paart en te Voet sal werden getraceert tegens 120. Rijksdaalders, of drie hondert Guldens Hollands ter loopende Maandt, yder Luitenant-Colonel tot veertig Rijksdaalders of hondert Guldens, en yder Major tot 32. Rijksdaalders of tachtig Guldens, en de Quartiermeesters en Provoosten te Voet s'amen tegens 18. Rijksdaalders of 45. Guldens Hollands ter Maandt voor yder Regiment, des en sullen aan de selve geene andere onkosten, het zy van Wagen, Karren, of Paarden op de optochten of andersints geleden ofte gevaldeert werden.

VII. Dat Syne Koninglijcke Majesteit van Denemarcken, als dan mede voor yder Regiment te Paart gerangeert als vooren, dat by Hoogst-gedachte Syne Koninglijcke Majesteit van Spanje, en Haar Hoog Mogende moet werden onderhouden, sal hebben tot Soldye alle loopende Maanden, de selve tot twaalf in 't jaar te reekenen, eene Somme van 4767. Rijksdaalders 26. Stuyvers 9. Deniers, of 11. duysent 9. hondert 18. Guldens 19. Stuyvers 9. Deniers Hollands, en voor yder Regiment te Voet, dat ten laste van Hoogst-gedachte Sijne Koninglijcke Majesteit van Spanje, en Haar Hoogh Mogende moet werden onderhouden ter loopende Maandt als vooren 4104. Rijksdaalders vier Stuyvers of 12062. Guldens vier Stuyvers Hollands, of naar proportie soo veel min als by de te doene Monsteringe de voorschreven Regimenten swacker in getal van Paarden ofte Voetknechten sullen bevonden werden, doch by aldien ten tijde van de te doene Monsteringe de voorschreve Armée in 't geheel duysent Man, en niet meerder, in getal minder mochte bevonden werden als de selve moet wesen, en dat de Officieren souden kunnen bewyfen, dat foodanigen afgang of verminderinge niet by haar versuym toegekomen, nochte uyt eenige andere practijcquen gesproeten is, maar dat sulcke Volckeren of in de Oorlogsactien zyn gebleven, en vermist, of andersints wechgestorven, dat in foodanigen gevalle ter saken van die voorschreve verminderinge aan de voorschreven Subsidien geene kortinge sal mogen werden gedaen: mits dat de voorschreven Armee op de volgende Monsteringe weder compleet gevonden werde.

VIII. Het sal nochtans aan meer hoogstgedachte Sijne Konincklijcke Majesteit van Denemarcken vrystaan naar sijn believen ende goetvinden zoq als het deselve, volgens het Krijgsgebruyck ende tot verrichtinge der voorvallende operatien, ten besten sal oordeelen, de voorsz. Regimenten en Compagnien te mogen ver-

TOM, VII. PART. I.

stere

tre eux avec ladite Armée dans six semaines, après la requisition faite par les Alliez. Ladite Armée de seize mille Hommes sera entretenue par les Confederés, sçavoir une moitié par S. M. C. & LL. H. P. chacun moitié par moitié, Et l'autre moitié sera entretenue par S. M. D. continuant l'Appointement ci-dessus dit de 14000. Rixdalers, jusqu'au commencement de l'autre.

ANNO  
1674.

V. Et afin que ladite Armée de cinq mille Hommes de Cavalerie, de dix mille d'Infanterie & de mille Dragons, soit plutôt mise sur pied au moins au temps ci-dessus prescrit, S. M. C. & LL. H. P. auront soin, tôt après la requisition faite, de faire tenir, par Lettres de change, à S. M. dans la Ville de Hambourg la Somme de 170000. Rixdalers ou 425000. Florins Monnoie d'Hollande: proportionnant ladite Somme à la levée desdites Troupes, sçavoir 40. Rixdalers pour un Cavalier ou Dragon, & dix Rixdalers pour chaque Fantassin.

VI. Que ladite Armée étant levée sera mise en ordre & divisée en dix Regimens de Cavalerie, dix Regimens d'Infanterie, & dix Compagnies de Dragons. Que chaque Regiment de Cavalerie sera de cinq cens Hommes & six Compagnies; & chaque Regiment d'Infanterie de mille Hommes, & chaque Compagnie de Dragons de 100. Hommes. Que chaque Colonel, tant de Cavalerie que d'Infanterie tirera par Mois six vingts Rixdalers ou 300. Flor. Monnoie de Hollande. Chaque Lieutenant Colonel aura par Mois de Solde 40. Rixdalers ou cent Florins Monnoie d'Hollande. Et chaque Major aussi par Mois de Solde 32. Rixdalers ou 80. Florins d'Hollande. Chaque Maréchal des Logis & Prevost aura 18. Rixdalers ou 45. Florins par Mois. Il ne sera fait aucune dépense au delà, soit pour Chariots, Charettes, Voitures ou autres choses.

VII. Que S. M. C. & LL. H. P. fourniront à S. M. D. pour chaque Regiment de Cavalerie mis en l'état susmentionné, la Somme de 4767. Rixdalers 26. Sols 9. Deniers, ou onze mille neuf cens dix huit Florins d'Hollande 19. Sols 9. Deniers; pour chaque Mois courant. Et pour chaque Regiment d'Infanterie 4104. Rixdalers 4. Sols ou 12062. Florins 4. Sols Argent d'Hollande. Et le tout sera payé à proportion du Monde qu'on passera en revue tant de Cavalerie, que d'Infanterie. Neanmoins s'il se trouvoit qu'en passant Montre, on ne trouvat manquer à l'Armée que mille Hommes, sans toutefois que ce fût la faute des Officiers, & que lesdits Officiers fussent complets, & pussent verifier que ce n'est pas leur faute; & que ce qui pourroit manquer, auroit esté par quelque désaite ou autrement par deserteurs, on ne laisseroit pas d'accomplir le Payement, comme si ladite Armée avoit été trouvée entiere, à condition neanmoins, qu'à la premiere Montre on rempliroit les places vacantes & rendroit ladite Armée complete.

VIII. S. M. D. pourra se servir de ladite Armée, selon l'ordre de la Guerre s'il le trouve bon, & augmenter le nombre des Officiers, & former les Regimens & Compagnies ainsi qu'il luy plaira.

M m 2

Nean-

ANNO  
1674.

stercken met meerder Officieren, alleenlijk dat het Corpus daar door niet en werde vermindert; maar ten allen tijde blijve bestaan in 5000. Ruyteren, 10000. Man te Voet, en 1000. Dragonders effectieve combatanten; en mits oock het getal van Colonellen, Lieutenant Colonellen, Majors, Kapiteynen ende Lage Officieren, blijvende zoo als het hier voren is uytgedrukt: en behoudelijck oock dat Syne Majesteit daar geen hoogere ofte meerdere Subsidien sal mogen pretenderen.

IX. Dat de Penningen tot het voorsz. respectie onderhoudt ter concurrentie van de helft van de voorsz. 16000. Man gerequireert, te weten een Maandt Solts, paratelijck te betalen ten dage van ieder van de voorsz. te doene Monsteringe, ende daar naar voort van tijdt tot tijdt alle loopende Maanden ingang: mitsgaders oock ten behoeve van elf Colonellen, Lieutenant Colonellen, Majors, Quartiermeesters en Provoosten, van wegen hooghtgemelte Syne Konincklijke Majesteit van Spanje en Haar Hoog. Mogende by goede Wijselen, als boven, precisé fullen werden overgemaakt aan Syne Majesteit, dewelcke dan voorts de particuliere betalinge sal nemen tot sijnen laste zoodanigh, dat hooghtgedachte Konincklijke Majesteit van Spanje en Haar Hoog. Mogende, noyt by eenige Oversten oft andere Hooge of Lage Officieren, Ruyteren en Soldaten over eenige wanbetalinge fullen mogen aangesproken werden, ofte daar voor by iemant convenibel zijn.

X. Ende werd daar benevens vastgesteld, dat zoo wanneer door Godes hulpe, de ruste en Vrede ende vriendschap allerzijts soude mogen werden herstelt, ende dat het Tractaat van de voorsz. Vrede geteyckent soude mogen werden naar het verloop van de helft van de Maant daar inne Sijn Koninckl. Maj. van Denemarcken getreeden soude mogen zijn, de meer hooghtgedachte Syne Majesteit van Denemarcken in sulcken gevalle sal genieten de Subsidien van de Maant, daar inne de selve getreden sal wesen, en daar en boven noch een Maant van de selve Subsidien; maar ingevalle het voorsz. Tractaat soude mogen werden geteekent voor het verloop van de helft van de voorsz. Maant, dat Sijne Majesteit als dan echter zal trecken noch een volle Maant, te reekenen van den dagh af dat het voorsz. Tractaat geteekent sal zijn, 't en ware de hooge Geallieerde soude mogen goetvinden de voorsz. Armee naar het voorsz. geteekende Tractaat noch langer op de been te houden, in welcken gevalle de voorsz. Maant gereeckent en getrocken sal werden, van ende naar den tijdt dat de hooghtgemelte Geallieerde fullen hebben verklaart de voorsz. Armee, voor zoo veel haar aangaat, niet langer van nooden te hebben.

XI. Het sal wederzijds ende met onderlinge communicatie vrystaan alle de voorsz. Troupes sonder onderfcheydt separaat ende te gelijk, naar gelegentheyt van tijden, te doen inspecteren ende te doen monstren, om van het geral der Ruyteren en Knechten, oock van der selver Monture en Wapenen te konnen verkerkt zijn, en fullen de Hooge Officieren, Ritmeesteren en Capiteynen gehouden zijn ten allen tijden daar omtrent te obedieren aan de ordres de welcke daar toe fullen gegeven worden.

XII. Tot de voorsz. Armee sal gevoeght werden een train van Artillerie, de welcke naar de groote ende macht van de selve zoodanigh sal worden geproportioneert, dat daar toe fullen werden gebruyckt:

Twee Mortiers.  
Twee halve Kartouwen.  
Vier Stucken van 12. pont.  
Ses Stucken van 6. pont  
Twintigh van drie à vier pont.

Ponden.	Kogels.	Centenaar.
Twee hondert à	24	48
Vier hondert à	12	48
Hondert à	60	
Ses hondert	6	36
Hondert à	40	
Twee duysent à	4	80

Centenaar Kogels 212.

Hon-

ANNO  
1674.

Neanmoins le Corps de l'Armée doit demeurer dans les formes ci-dessus mentionnées, sçavoir de 5000. Cavaliers, de 10000. Hommes d'Infanterie & de 1000. Dragons tous effectifs & bons Soldats, & les Officiers susrommez, sçavoir Colonels, Lieutenans-Colonels, Majors, Capitaines & autres moindres Officiers demeureront comme il a été accordé. Et S. M. D. ne pourra pas prétendre plus d'Appointement qu'il lui en a été promis.

IX. Que les Deniers servant au payement desdites Troupes, sçavoir de la moitié de 16000. Hommes selon que l'on est convenu, doivent estre payez au commencement de chaque mois, qui commencera du jour que lesdites Troupes auront passé Montre, ce qui se fera aussi à l'égard des Colonels, Lieutenans-Colonels, Majors, Capitaines, Maréchaux des Logis, & Prevôts. Et quant à S. M. C. & LL. H. P. elles ne manqueront de faire tenir par bonnes Lettres de change lesdits payemens à S. M. D. pour en faire une distribution particuliere à chaque Officier & Soldat, selon qu'il le trouvera bon, à condition que jamais les Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. ne seront inquietez, pour le payement d'aucun General ou autres moindres Officiers, soit Cavaliers, ou Soldats.

X. Et en cas qu'il avint, que la Paix fût conclue vers la moitié du Mois, lesdits Alliez seront obligez néanmoins de payer à Sa M. D. le Mois entier, & encore un Mois de surplus. Mais en cas qu'elle vint à être conclue un peu après le commencement du Mois, alors Sa M. D. sera payée encore d'un Mois en comptant du jour que ladite Paix sera conclue; A moins que lesdits Alliez ne trouvaissent bon de tenir encore ladite Armée sur pied, & alors le payement se fera comme devant, jusques à ce que lesdits Alliez déclarent n'avoir plus besoin de ladite Armée.

XI. Il sera permis tant d'un côté que d'autre de faire passer Montre à ladite Armée, soit toute ensemble ou separément, comme on le trouvera à propos. Afin de voir en quel Equipage sont les Cavaliers & Soldats, & s'ils sont habillez & bien armez, les mettre en ordre. Après quoi les Colonels tant de Cavalerie que d'Infanterie, Capitaines & autres Officiers devront être prests à obeir aux ordres qu'on leur pourra donner.

XII. On joindra à ladite Armée un Equipage d'Artillerie proportionné à la grandeur d'icelle, pour être employé où on le jugera à propos, dont le contenu sera comme il suit, & qui sera de

Deux Mortiers.  
Deux Cartouches.  
Quatre Pièces de Canon portant 12. Livres de Bale.  
Six Pièces de Canon chacune de 6. Livres de Bale.  
Vingt Pièces de Canon chacune de 3. à 4. Livres de Bale.

Livres.	Boulets.	Quintaux.
Deux cens	à 24	48
Quatre cens	à 12	48
Cent	à 60	
Six cens	à 6	36
Cent	à 40	
Deux mille	à 4	80

Quintaux de Boulets 212.

Cent

ANNO  
1674.

Hondert Centenaar Granaden, met zoo veel Buskruyt als daar toe van nooden is.

Tegens een pont Kogels een half pont Buskruyt gereeckent.

Op acht duysent Man ieder twee pont gereeckent.

Ende tegens een pont Kruyt twee Pont Loot gereeckent.

Hondert Centenaar Buskruyt voor het Canon.

Hondert Centenaar Buskruyt voor de Soldaten.

Drie hondert en twintigh Centenaar Loot ofte Musquet-kogels.

Ende oock daar by sullen werden gevoeght de noodige ende gerequireerde hooge en lage Officieren, als namentlijk:

Bedienende, tot dese Artillerie gehoorende,

Een Collonel.

Een Majoor.

Twee Capiteynen.

Twee Lieutenanten.

Vier stuck Jonckers.

Een Predikant.

Een Veltscheerder met een Velt-polck.

Twee Vuurwerckers met het Volck.

Twee en veertigh Constapels.

Een Brughmeester met sijn Volck.

Een Petardier met sijn Volck.

Een Mineur met sijn Volck.

Een Smit met sijn Volck.

Een Rademaecker met sijn Volck.

Een Zadelmaecker met sijn Volck.

Twee Wegh-bereyders.

Twee Schutmeesters.

Een Controlleur.

Een Schryver.

Tachtentigh Hantlangers by 't Canon, te weten: vier by een Cartouw, en elck Stuck van twaelf pont, ende voor de rest by elck Stuck twee.

Eenige Pionniers.

Affuytmakers met haer Volck.

Ende sal Sijne Konincklijke Majesteyt die voorsieninge doen, ende die noodige ordres stellen, dat de voorschreve Artillerie met de Paarden, Wagens, Karen en andere Artiraal daer toe gerequireert, oock de voorsz. hooge en lage Officieren van den train mede binnen den tijdt van ses weecken naar de voorsz. requisitie, op de been ende in staat sullen wesen gebracht, om te kunnen werden gebruyckt daer het sal van nooden zijn, des sullen de hoogstgedachte Syn Konincklijke Majesteyt van Spanje ende Haar Hoog. Mogende zoo ras de voorgeroerde Armee van 16000. Man op de been gebracht, ende de voorsz. Artillerie en de Officieren van de selve sullen naargesien ende gemonstert zijn, tot verval van de onkosten daar toe gerequireert, mitsgaders tot de betalinge van de hooge Tractamenten der Generaals Persoonen, dewelcke, boven de Colonels van de Regimenten, sullen moeten aangestelt ende gebruyckt werden, aan Sijne Konincklijke Majesteyt van Denemarcken, alle loopende Maanden, betalen eene Somme van 10686. Rijcksdaalders, ofte 26715. Guldens Hollandtsch gelt, behoudelijck, dat de voorschreve Artillerie met sijn appendentien en dependentien, oock met een vijfde part hooger of meerder sal moeten werden vergroot als die in desen Articul staat gespecificceert: en op conditie dat Syn Konincklijke Majesteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende daar mede van alle namaninge sullen zijn bevrijdt, gelijk hier voren Articulo IX. gefeyt is.

ANNO  
1674.

*Cent Quintaux de Grenades avec autant de Poudre qu'il sera necessaire pour l'usage d'icelle.*

*On contera pour chaque Livre de Bales une demie Livre de Poudre.*

*Pour huit mille Hommes chacun deux Livres de Poudre.*

*Et pour chaque Livre de Poudre deux Livres de Plomb.*

*Cent Quintaux de Poudre pour le Canon.*

*Cent Quintaux de Poudre pour les Soldats.*

*Trois cens & vingt Quintaux de Plomb ou Bales à Mousquet.*

*Et outre tout ce que dessus on établira des Officiers tant hauts que subalternes pour gouverner ladite Artillerie, sçavoir:*

*Un Colonel.*

*Un Major.*

*Deux Capitaines.*

*Deux Lieutenans.*

*Quatre Appointez.*

*Un Ministre.*

*Un Barbier.*

*Deux faiseurs de Feux d'artifices avec leurs aides.*

*Quarante deux Canonniers.*

*Un Maître de Pontons avec ses aides.*

*Un Petardier avec ses Gens.*

*Un Mineur avec ses aides.*

*Un Mareschal avec ses valets.*

*Un Charon avec ses valets.*

*Un Sellier avec ses compagnons.*

*Deux Racommodeurs de chemins.*

*Deux Maîtres d'Armes.*

*Un Contrôleur.*

*Un Ecrivain.*

*Quatre-vingts Hommes pour faire jouer & manier le Canon, qui seront divisez, sçavoir 4. à chaque Courtain, & à chaque Pièce de Canon de douze livres de Bale, & deux Hommes à chacune des autres Pièces.*

*Quelques Pionniers, &*

*Charons avec leurs compagnons.*

*La S. M. D. sera obligée de lever & mettre en ordre ladite Artillerie avec Chevaux, Chariots, Charettes, & enfin tout ce qui sera necessaire, avec tous les Officiers tant Hauts que Bas, dans le temps de six semaines, après la requisition faite par les Alliez, afin d'être employez où on le jugera à propos, sitost que ladite Armée sera sur pied & passée en Montre, & que ladite Artillerie sera en ordre, les Officiers d'icelles passés en Montre, lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. seront obligées de payer à S. M. D. chaque Mois courant la Somme de 10686. Rixdalers, ou 26715. Florins Argent d'Hollande pour la Solde des Generaux qui commanderont ladite Armée au-dessus des Colonels. A condition que ladite Artillerie sera augmentée de la cinquième partie, sans que les Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. en soient aucunement inquietez ou recherchez d'aucun payement, comme il a été specifié en l'Article neuvième.*

ANNO XIII. Dat Syne Konincklijke Majesteit van Denemarcken, in 't voorschreven geval, ter requisitie van de hooghtgedachte Geallieerden geobligeert sal zijn, de voorsz. Armee en Corps by een te brengen en te houden, ehde daar mede tegens de Vyanden te ageeren, ter oort en plaatse wanneer, ende zop als met de meeste stemmen van de Hooghtgedachte Syne Keyserlijke Majesteit, en de Konincklijke Majesteit van Spanje, ende Denemarcken, en Haar Hoog. Mogende, voor het gemeene beste dienstigh geoordeelt sal werden; gelijk dan alle Hoofst-aetien wanneer de Armee der Hooge Geallieerden, geheelijck ofte ten deele met dese Armee geconjungeert sullen zijn, voor zoo veel de geconjungeerde Troupen belangt, tusschen de selve Hooge Geallieerden, ofte der selver Bevelhebberen geconcerteert, ende naar meerderheit der bovengenoemder vier stemmen, ter executie gebracht sullen werden.

XIV. Ende soo wanneer Syn Konincklijke Majesteit van Denemarcken de voorsz. Armee ter requisitie van de Hooght-gedachte Geallieerde, op de been soude mogen hebben gebracht, ende dat desselfs Landen, geduyrende den Oorloch daar inne Syne Majesteit mede gerreden soude zyn, van ymandt wie het oock zy, ofte onder wat pretext sulcx geschieden mochte, geatracqueert soude mogen werden, sal niet alleen de voorsz. Armee van Syne Majesteits Landen niet afgetogen of te rugh gehouden werden; maar sullen oock soo veel meerder Troupen van de Hoogst-gedachten Keyser, Koninck van Spanje, en de Staten Generael in sulcken gevalle tot afweeringe van de voorsz. attaques sonder yustel met alle vigeur ageren als daer toe gerequireert en nodich soude mogen zyn.

XV. Doch by aldien den meer Hooght-gedachten Koninck van Denemarcken na het sluyten en ratificeeren van het jegenwoordig Tractaat ende voor en al eer Syne Majesteit ter requisitie van de Hooght-gedachten Geallieerden mede in den Oorloch getreden soude zyn van iemant in sijn Landen Vyandelijck soude mogen werden geatracqueert en aangetast, ende dat die Vyandelijcke attacques ende aggressie quam te geschieden directelijck, ende alleen ter oorfake van het jegenwoordig Tractaat, ende omme geen andere redenen, en dat Hoogst-gedachte Syne Majesteit selfs daar toe geene occasie ofte aanleydinge hadde gegeven directelijck ofte indirectelijck in eeniger manieren, ende dat de Hoogst-gedachte Geallieerde daar van klaarljck ende evidentelijck quam te consteren, invoegen dat, de selve daar van ten volle overtuigt ende verseeckert waren, dat in soodanigen gevalle, ende verder noch anders niet de meer Hoogst-gedachte Syne Konincklijke Majesteit van Spanje, ende Haar Hoog Mogende aan de meer Hoogst-gedachte Syne Konincklijke Majesteit van Denemarcken sullen betalen de selve aanrichts-gelden en Subsidien die Hoog-gedachte Syn Konincklijke Majesteit van Spanje, ende Haar Hoog Mogende soude hebben moeten goet doen indien de selve Syne Konincklijke Majesteit van Denemarcken hadde versocht om in de rupture ende gemeinschap van den Oorlog te treden.

XVI. Indien oock by verloop van tijt mochte bevonden werden, dat de voorsz. 5000. Ruyteren, 10000. Knechten, en duysent Dragoners niet volkomentlijck bestant waren om de voorsz. Vyantlijcke attacques te resistereen, ofte de voorschreve Vyanden, ende der selver Adherenten te brengen tot een astant van hare Vyantlijcke aggressien, ende vervolgens tot een redelijcke Vrede, dat als dan de selve invoegen voorsz. met gemeen concert verders vermeerderd en begroot sullen werden op soodanigen meerder getal als men sal meenen tot bereyckinge van soo salutairen oogmerck nodig ende conivenabel te zyn.

XVII. Indien oock by de Hoogst-gedachte Geallieerden dienstigh of nodig gevonde mochte werden, dat den meer Hoog-gedachte Koninck van Denemarcken eenige Equipage te Water soude moeten doen, ende dat Syne Majesteit dien volgende ter requisitie van de Hoogst-gedachte Geallieerden eenige Scheepen van Oorloge in Zee soude mogen komen te brengen, dat in soodanigen geval ende anders niet, by de Hoogst-gedachte Syn Konincklijke Majesteit van Spanje, ende Haar Hoog Mogende sal werden betaelt de helft van de kosten die gedaen sullen moeten werden tot de Equipage ende onderhout van die Scheepen, die de Hoog-gedachte Geallieerde sullen hebben versocht, dat den meer Hoogst-gedachte Koninck van Denemarcken soude

ANNO XIII. Que S. M. D. sera obligée dans l'occasion de tenir cette Armée prête & en ordre en un Corps, pour être employé contre les Ennemis, lors qu'on le jugera à propos, & selon la pluralité des voix des Alliez, qui tomberont d'accord sçavoir de S. M. I. & S. M. C. & S. M. D. & LL. H. P. Et en cas de conjonction de ladite Armée avec l'Armée des Alliez, soit toute ou en partie, les ordres seront donnez selon les quatre voix susdites en ce qui concerne lesdites Troupes.

XIV. S'il venoit que S. M. D. ayant à la requisition desdits Alliez mis ladite Armée en ordre, fût attaquée dans son País par qui que ce fût, & sous quelque pretexte que ce fût, Elle ne pourra pas seulement employer ladite Armée pour sa défense. Mais aussi lesdits Alliez, sçavoir S. M. Imper. Sa M. C. & LL. H. P. seront obligés de secourir Sadite M. D. avec autant de Troupes qu'il en souhaitera, lesquelles s'employeront de toutes leurs forces à resister aux Ennemis de Sadite M. D.

XV. Et en cas que S. M. D. après la Ratification de cette presente Alliance avec lesdits Alliez, fût attaquée sur ses Terres par les Ennemis à raison dudit Traitè, & que Sadite M. n'en eût donné aucun sujet directement ou indirectement, & que lesdits Alliez n'y trouvaissent rien à redire. Dans cette occasion lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. & Sadite M. D. seront obligez de payer également les frais qui pourroient avoir été faits pour la levée & l'entretienement d'une Armée, pourvu que Sadite Majestè Danoise eût requis d'entrer dans la rupture avec les autres.

XVI. Et en cas que ladite Armée de 5000. Hommes de Cavalerie, & de 10000. Hommes d'Infanterie, & de mille Dragons ne fût pas capable de resister aux Ennemis, ni même de les contraindre à contracter, & enfin à faire la Paix, on pourra renforcer ladite Armée jusques à ce qu'elle soit en état de le faire.

XVII. Et en cas que lesdits Alliez jugeassent à propos que S. M. D. équipât une Armée Navale, & que lesdits Alliez le requissent de tenir quelques Esquadres de Vaisseaux de Guerre en Mer, alors lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. seront obligez de payer la moitié des frais que pourra faire S. M. D. pour la levée & l'entretienement de ladite

ANNO 1674. soude willen in Zee brengen, de voorz. onkosten te bereeckenen naer proportie van Penningen in het Tractaet in den jare 1666. aan meer Hoog-gedachte Syne Majesteyt van Denemarcken by Haer Hoog Mogende beloofft.

XVIII. Dat naer het sluyten van het jegenwoordig Tractaet, soo wanneer Syne Konincklijcke Majesteyt van Denemarcken ter requisitie als voren de voorz. Armee op de been sal hebben gebragt; den Hoogst-gedachten Keyser, Koningen van Spanje, Denemarcken, en de Staten Generael niet sullen mogen maken eenigen stilstant van Wapenen met de Vyanden anders dan gesamentlijck, ende met gemeene bewillinge; maer ingevalle men soude mogen komen te treden tot eenige onderhandelinge, 't zy van Vrede of van Treves voor eenige jaeren, dat die voorz. onderhandelinge niet sal mogen werden begonnen door een van de Hoogst-gemelde Geallieerde sonder participatie van de andere, en sonder aen de selve Geallieerden op den selven tijt, ende soo haest als voor sich selfs te besorgen de faculteyt ende nodige seeckerheyt van eenige van sijne Ministers te kunnen senden, ter plaetse daer men handelen soude: dat oock de Hoogst-gemelte Geallieerden gehouden sullen zyn, d'een den ander successivelijck, ende van tijt tot tijt te geven communicatie van alles 't gene in de voorz. Negotiatie sal komen voor te vallen: dat oock geen van de voorz. Parteyen sal vermogen te treden tot de conclusie van de voorz. Vrede ofte Treves voor eenige jaeren sonder sijn mede Geallieerden daer inne te begrijpen, ende sonder hem te doen herstellen, indien hy het alsoo begeert, in de possessie van de Landen en Steden ende Plaetsen, mitsgaders het gebruyck van de vry-en gerechtigheden die hy hadde, ende daar van hy jouiffeerden voor den Oorlog, ende sonder van de voorz. Vyanden voor den selven Geallieerden te bedingen de selve vry-ende Gerechtigheden, Exemptien, ende Prerogativen die hy voor sich selven bedongen hadde, ten ware de Hoogst gemelde Geallieerde den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen.

XIX. Ende byaldien naar het sluyten ende ratificeeren van het jegenwoordige Tractaet, ende voor dat Syne Majesteyt by de Hoogst-gedachte Geallieerde versocht soude mogen sijn om mede in de voorz. rupture te treden, van Vrede soude mogen werden gehandelt, dat Hoogst-gedachte Hare Keyserlijcke ende Konincklijcke Majesteyten van Spanje, ende Haer Hoog Mogende gehouden sullen sijn, voor soo veel sulks nodig soude mogen wesen, ten behoeve van Syn Konincklijcke Majesteyt van Denemarcken, te besorgen de faculteyt ende seeckerheyt omme sijn Ministers te kunnen senden ter plaetse daer-men handelen sal: sal oock aen den meer Hoogst-gemelte Koninck van Denemarcken successivelijck ende van tijt tot tijt gegeven worden communicatie van 't gene in de Negotiatie sal komen voor te vallen, ende Syne Majesteyt in de Vrede ofte Treves voor eenige jaren t'includeren ende te begripen.

XX. Dat voorts naar het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog tusschen de Hoogst-gemelde Geallieerde sal sijn ende blyven eene oprechte, getrouwe vrientschap ende correspondentie, dewelcke daer toe strecken sal, dat d'een des anderen best getrouwelijck sal soecken te bevorderen, en desselfs schade ende naedeel naer alle vermogen helpen afkeeren ende weeren, volgens ende in conformite van de Tractaten met de Hooge Geallieerde respectivelijck gemaectt ende opgerecht, dewelcke door het tegenwoordig Tractaet in geen deele gederogeert, maer veel meerder in alle hare Poincten ende Articulen geconfirmieert ende bekrachtigt werden.

Aldus gedaen ende geslooten op Approbatie ende Ratificatie van de meer Hoogst-gedachte Hare Keyserlijcke, Konincklijcke Majesteyten van Spanje ende van Denemarcken, ende van Haer Hoog Mogende, dewelcke overgebracht, ende alhier in den Hage sullen moeten uytgewisselt werden binnen den tijt van twee Maenden naer date deses, ofte eerder indien het doeneelijck is. Ende in oirconde deses geteekent in 's Gravenhage desen 10. Julij, 1674.

Geteekent,

(L.S.) J. HOEGH. (L.S.) VAN WYNGAERDEN.  
(L.S.) G. SPAR FAGEL.  
(L.S.) J. DE MAUREGNAULT.  
(L.S.) G. VAN BOOTZMA.  
(L.S.) B. GRUYS.

Secrets

ladite Armée, conformément à l'Accord fait entre S. M. D. & LL. H. P. en l'année 1666.

ANNO 1674.

XVIII. S. M. D. ayant levé & mis en bràre ladite Armée Navale, lesdits Alliez, sçavoir S. M. I. S. M. C. & LL. H. P. ne pourront traiter de Paix ni de Trêve avec qui que ce soit, que par le commun consentement de tous les autres. Mais en cas qu'aucun desdits Alliez vint à traiter en particulier, soit de Paix ou de Trêve pour quelques années, il sera obligé d'en donner avis à ses Alliez avant que de commencer la premiere Conference, afin que lesdits Alliez puissent avertir leurs Ministres, d'avoir soin de leurs interêts. Outre cela ledit Allié en particulier ne pourra rien conclure, qu'il n'y comprenne les Alliez, & qu'il ne leur fasse remettre toutes les Villes, Places, Provinces & Domaines, qui leur pourvoient avoir été prises, pendant cette Guerre, avec tous les Privileges qu'ils ont eus auparavant, en cas qu'ils le requierent, faute de quoi, il ne pourra s'accommoder.

XIX. Et en cas qu'après la conclusion & Ratification de la presente Alliance S. M. D. fût requise d'entrer dans la rupture, & qu'après on vint à traiter de Paix, lesdits Alliez, sçavoir S. M. Imp. S. M. C. & LL. H. P. seront obligez de protéger les Ministres de S. M. D. en toutes occasions, au lieu où on traitera, en leur donnant la facilité & assurance requise, afin qu'ils puissent garder les interêts de S. M. D. & aviser Sadite M. de temps en temps, de tout ce qui se passe dans la Negotiation, & venant à conclure la Paix ou quelque Trêve pour quelques années d'y comprendre Sadite Majesté.

XX. Qu'à la fin de la Guerre presente lesdits Alliez demeureront en une fidelle & inviolable amitié, conservant les interêts l'un de l'autre autant qu'il sera possible, & repoussant tout ce qui pourroit être préjudiciable à l'un ou à l'autre Allié, s'entre-aydant les uns les autres dans toutes les rencontres, sans déroger aux Articles de ce present Traité. Mais au contraire en les fortifiant & observant exactement.

Tout ce que dessus a été conclu & arrêté sur l'Approbatie & Ratification desdits Alliez, sçavoir de S. M. I. de S. M. C. de S. M. D. & de LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, dont la Ratification sera renduë dans le tems de deux Mois, à commencer du jour de la conclusion de cette presente Alliance. A la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit signé.

(L.S.) J. HOEGH. (L.S.) D. VAN WYNGAERDEN.  
(L.S.) G. FAGEL.  
(L.S.) J. DE MAUREGNAULT.  
(L.S.) E. VAN BOOTZMA.  
(L.S.) B. GRUYS.

Article

ANNO  
1674.*Secrett ende separaet Articul.*

**N**Aerdmael by het 20. Articul van het Tractaet van mutuele defentie ende assistentie heden geslooten ende geteickent, tusschen de Ministers van den Keyser, Koninck van Spanje, ende van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, is ter neder gestelt, dat naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog tusschen de Hoogst-gedachten Geallieerden sal sijn ende blyven een oprechte ende getrouwe vrientschap ende correspondentie, de welke daer toe strecken, dat d'eene des anderen best getrouwelijck sal soecken te bevorderen, ende desselfs schade ende nadeel naer alle vermogen te helpen afkeeren ende weeren, volgens en in conformité van de Tractaten met de Hooge Geallieerden respectivelijck gemaeckt en opgerecht, de welke door het voorsz. Tractaet huyden geslooten in geen en deele gederogeert, maer veel meerder in alle hare Poincten ende Articulen geconfirmiert ende bekrachtigt werden; soo is dat meer Hoogst-gedachte Syne Konincklijke Majesteyt van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende tot meerder versterckinge, elucidatie ende explicatie van het voorsz. 20. Articul verdragen ende geconvenieert zijn, verdragen ende convenieren by desen, dat Haer Hoog Mogende naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog, indien Hoog-gedachte Syne Majesteyt by iemand wie het oock soude mogen zyn in Europa vyandelijck soude mogen werden aengetast ende geattacqueert, in plaetse van het Secours van ses duysent Man in de voorsz. Tractaten breeder gementioneert, Syne Konincklijke Majesteyt op haar eygen kosten met hare gheele macht te Lande ende te Water, indien sulcks naer situatie van de Landen van den Attacquant oock te Water kan geschieden, te assisteren, ende de Vyanden van de Konincklijke Majesteyt met de nyterste vigeur, kracht, ende vermogen aen te tasten, de selve alle mogelijcken afbreuck te doen, ende met haer in openbare Vyantschap, Oorlog, ende rupture te treden, niet anders als of sy selve vyandelijck waren geattacqueert ende aengetast geworden; ende fullen de Hoog-gedachte Geallieerden beyde geobligeert zyn daer inne te continuieren tot dat de Vrede gemaeckt sal zyn, ende Syne Majesteyt, ende Haer Hoog Mogende herstelt fullen wesen; indien sy het alsoo begeren, in de possessie van de Landen, Steden ende Plaetsen, mitsgaders het gebruyck van de vry-ende gerechtigheden die sy hadden, ende daer van sy jouisseerden voor den Oorlog, ende sonder voor haer beyden te bedingen, de selve vry-ende Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen die sy hadden, ten ware de Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen, sonder dat Haer Hoog Mogende fullen bevoecht zyn daer voor oyt eenige vergoedinge, refusie ofte recompense te eyschen ofte te pretenderen, onder wat pretext sulcks oock soude mogen geschieden. Des heeft de meer Hoogst-gedachte Syne Konincklijke Majesteyt van Denemarcken daer tegens beloofst by desen, naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog ende rupture, te fullen treden tegens die gene die t'eenigen tydt Haer Hoog Mogende in Europa soude mogen komen te atacqueren, ende fullen de Hoogst-gedachte Geallieerden beyde geobligeert zyn, daar in te continuieren tot dat de Vrede gemaeckt sal zyn, ende Syne Majesteyt ende Haer Hoog Mogende herstelt fullen wesen, indien zy het alsoo begeren, in de possessie van de Landen, Steden en Plaetsen; mitsgaders het gebruyck van de vry-en Gerechtigheden die zy hadden ende daer van zy jouisseerden voor den Oorlog, ende sonder voor haer beyde te bedingen de selve vry-en Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen, t'en ware Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen, ende sal den meer Hoogst-gedachte Koning van Denemarcken ten dien sine boven de prestatie van de 6000. Man, in de voorsz. Tractaten breeder gementioneert, oprechten eene Armee van zoo veel meerder Volck van Oorlog als Haer Hoog Mogende fullen requireren tot 16000. incluyt, op dien eygen voet en onder die selve Subsidien die in 't voorsz. Tractaet, huyden geslooten, breeder zyn uytgedruckt; behoudelijck dat de voorschreven Subsidien fullen werden geproportioneert naer het getal van het Volck dat Haer Hoog Mogende fullen komen te eyschen.

Ende

ANNO  
1674.*Article secret & separé.*

**E**T voyant, que suivant le 20. Article de ce present Traité signé par les Ministres de S. M. I. S. M. C. S. M. D. LL. H. P. les États Generaux des Provinces-Unies; il est arrêté qu'à la fin de cette presente Guerre losdits Alliez demeureront en une mutuelle amitié, prenant part aux interêts les uns des autres, & cherchant à repousser ce qui pourroit préjudicier & nuire à quelqu'un des Alliez, & ainsi qu'il a été expressément spécifié dans ce present Traité, qu'on ne derogera à aucun Article du present Traité; Mais qu'au contraire, on les executera dans les formes autant que faire se pourra. Et suivant ce que dessus S. M. D. & LL. H. P. les États des Provinces-Unies donnant plus d'éclaircissement & d'explication, sont convenus & conviennent ensemble, par la conclusion & force dudit 20. Article, que si à la fin de cette presente Guerre, un des deux Partis fût attaqué dans l'Europe: que Leurs Hautes Puissances, au lieu des 6000. Hommes de secours ci-dessus mentionné, seront obligez d'employer toutes leurs forces tant par Mer que par Terre, selon que l'occasion le requerra, pour secourir S. M. D. en attaquant les Ennemis, & leur faisant autant de dommage comme si c'étoit leurs Ennemis propres: Enfin d'entrer en Guerre & de rompre avec eux à l'occasion de Sadite M. D. & seront obligez leursdites Hautes Puissances, de continuer jusques à ce que la Paix soit conclüe entre S. M. D. & lesdits Ennemis, contribuant à remettre & rétablir Sadite M. D. dans toutes les Places, Villes, & Châteaux, Terres, Domaines, & Sujettions, qui lui auroient été prises pendant ladite Guerre, le remettant en possession de tous Privileges & Prerogatives qu'il avoit auparavant, en cas de requisition pour cet effet, par Sadite M. D.; & cela se doit faire sans que Leurs Hautes Puissances, puissent jamais prétendre aucun remboursement de leurs frais ni aucune recompense, sous quelque prétexte que ce soit. Et en vûe de ce que dessus S. M. D. promet de se déclarer & de rompre après la fin de cette presente Guerre, contre tous ceux qui pourroient déclarer & attaquer Leurs Hautes Puissances de quelque maniere que ce soit, dans l'Europe. Et que les susdits Alliez seront obligez de continuer jusques à ce que la Paix soit conclüe, & que Sa M. D. & LL. H. P. soient entierement rétablis, s'ils le requierent ainsi, sçavoir des Provinces, Villes, Places, Châteaux, & generalement tous les Privileges & Prerogatives qui leur pourroient avoir été pris pendant ladite Guerre, & dans telle occasion S. M. D. sera obligée outre les 6000. Hommes ci-dessus spécifiez, de lever autant de monde qu'il plaira à Leurs Hautes Puissances jusques au nombre de 16000. Hommes aux mêmes conditions, & à même Solde qu'il a été dit dans le susdit Traité.

Et

ANNO  
1674.

Ende naerdeinael sijne meer Hoogst-gedachte Konincklijke Majesteyt, in conformité van de voorz. vorige Tractaten, mede gehouden was Haer Hoog. Mogende in den tegenwoordigen Oorlog te assisteren met een secours van de voorz. 6000. Man, en dat, vermits eenige tusschen-komende difficulteyten, het voorz. secours by Syne Majest. niet heeft kunnen werden gepresteert, zoo hebben Haer Hoog. Mogende verklaert en verklaren by desen, hier mede te renuncieren van alle pretentien die deselve daer over in eenige manieren nu ofte hier namaels soude kunnen maken of moveeren: belovende daer voor noyt iets te fullen eyschen ofte vorderen, in eeniger manieren onder wat name het oock soude mogen zyn, of 't voorz. voorval ten anderen tijde als een exempel te fullen voortbrengen, om haer daer door de prestatie van de tegenwoordige ofte eenige andere voorgaende conventien te ontslaen, bevryden of dispenserén.

Ende is wyders verdragen, dat dese tegenwoordige conventie sal duuren den tyt van vyftien jaren naer de expiratie van desen tegenwoordigen Oorlog.

Aldus gedaen en gesloten op Approbatie en Ratificatie van Syn Konincklijke Majesteyt en Haer Hoog. Mogende; dewelcke overgebracht en alhier in den Hage uytgewisselt fullen werden binnen den tydt van twee Maenden na dato deses, of eerdër indien 't doenlijk is, en in oirkonde deses geteekent in 's Gravenhage, den 10. Julii 1674.

(L.S.) J. HOEGH.

(L.S.) D. VAN WYNGAERDEN.

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. VAN MAUREGNAULT.

(L.S.) E. VAN BOOTZMA.

(L.S.) B. GRUYS.

ANNO  
1674.  
*Et comme en vuë des Traitez precedens, Sadite M. D. étoit obligée d'assister LL. H. P. dans la presente Guerre avec une Armée de 6000. Hommes, & que S. M. D. à cause de quelque difficulté survenue n'a pu y subvenir: Leurs Hautes Puissances se desissent de toutes les pretentions qu'elles pourroient avoir sur Sa M. D. en ce fait, promettant de n'en jamais rien demander ni pretendre de quelque maniere, ni sous quelque pretexte que ce soit, ni même d'en rien jamais reprocher, soit par rapport de quelques exemples ou autrement.*

*Et on est de plus convenu, que la presente Alliance durera l'espace de quinze années après la fin de cette presente Guerre.*

*Le tout a été ainsi conclu & accordé sur l'Approbatie & Ratification de S. M. D. & de Leurs H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, laquelle sera apportée & changée à la Haye, deux Mois après la conclusion de la presente, ou plutôt si faire se peut. Fait & signé à la Haye, le 10. de Juillet 1674.*

Et étoit signé,

(L.S.) J. HOEGH.

(L.S.) D. VAN WYNGAERDEN.

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. VAN MAUREGNAULT.

(L.S.) E. VAN BOOTZMA.

(L.S.) B. GRUYS.

## CXXIX.

23. Juill. *Traité de Protection, & d'Assistance, entre CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, d'une part & les Confederés des Provinces de GUIENNE, LANGUEDOC, DAUPHINE, & PROVENCE; par le Ministère du Comte de Sardan leur Deputé, d'autre part. A Madrid le 23. Juillet 1674. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

ETant arrivé en cette Cour le Sieur Comte de Sardan, avec le Caractere de Deputé de la Confederation ci-après expliquée, sous les très-humbles représentations qu'il a faites à Sa Majesté, en la maniere qui suit.

Dieu ayant operé en l'année 1660, la Paix des Pyrénées, & cette Paix solemnelle ayant été cimentée par le Mariage du Roi Très-Chrétien, avec l'Infante d'Espagne, les Nobles & Plebéens des Provinces de Guienne, Languedoc, Dauphiné & Provence s'étoient flatés que cette Paix entraineroit avec elle, le repos de toute l'Europe, & leur produiroit en leur particulier, avec le rétablissement de leurs Privileges, la suppression des Tailles, Gabelles, Subsidés & autres Impositions extraordinaires & exorbitantes que ces quatre Provinces avoient souffertes avec beaucoup de patience & de soumission depuis l'année 1635. jusques en l'année 1660. que cette Guerre entre les deux Couronnes avoit duré, & ce qui les confirmoit fortement dans cette pensée, c'est qu'il doit éstre remarqué que ces quatre Provinces ont cela de particulier & de commun entr'elles, qu'elles sont toutes quatre Pais d'Estats, qui par leurs anciennes Capitulations, lors de leurs jonctions avec la France, sont naturellement exemptes de ces Impositions, n'y en pouvant éstre faite aucune nouvelle, que de l'aveu & consentement de leurs Estats

TOM. VII. PART. I.

Provinciaux; ce qui n'auroit pas empêché que de toutes les manieres qu'il avoit plu au même Ministère, elles n'eussent sacrifié leur sang & leurs moyens, au delà de leurs forces, pour le soutienement de la Gloire de l'Etat, dans la continuation de cette Guerre, en maniere même, qu'il peut éstre avahcé avec beaucoup de verité, que depuis plusieurs années avant la Paix, les Armées d'Italie & de Catalogne n'ont subsisté avec gloire que par les Hommes, les Denrées, & les contributions qu'elles ont fournies, & par les Quartiers d'Hiver, qui ont été établis dans ces quatre Provinces.

Mais au lieu qu'un zele si fidèle ait eu le succes que les Peuples de ces quatre Provinces avoient crû pouvoir legitimement esperer, d'autant plus qu'ils ne l'avoient pu pratiquer sans tomber dans une indigence digne de compassion, ces pauvres Peuples ont eu la douleur de voir qu'il a semblé que les Ministres d'Etat de France, n'avoient consenti à faire la Paix en dehors, que pour avoir lieu de faire avec plus de facilité une Guerre cruelle aux plus fidelles Sujets de Sa Majesté très-Chrétienne au dedans; puis que les Tailles, les Gabelles, & autres Impositions ont eu, non seulement le même cours que pendant la Guerre, & se sont exigées avec la même rigueur; mais on les a de nouveau surchargées, & on les surcharge tous les jours, de toutes les Maltotes, Subsidés & nouvelles Impositions, que les Esprits mal intentionnés, qui ont l'oreille du Ministère des Finances, ont pu inventer, & tâchent d'inventer de nouveau; en maniere que les Habitans de ces quatre Provinces, de toute sorte de qualité, se trouvant en la plus grande partie, depuis plusieurs années hors d'état de pouvoir payer lesdits Subsidés, & Impositions, & à plus forte raison leurs Debtes particulieres, sont obligés d'abandonner en proye aux Collecteurs, Commis, Sergents & autres Préposés des Receveurs, Traitans, & Partisans, desdites Provinces, ou à leurs autres Creanciers, leurs Denrées, Bestiaux, Meubles, & Patrimoines, & de se remettre pour le surplus de leurs subsistances, & de celles de leurs malheureuses familles aux soins de la divine Providence.

Et comme ces desordres entraînent naturellement

N n

cette

ANNO  
1674.

cette nécessité ; que les deux tiers des Habitans desdites Provinces sont réduits à une mendicité forcée, & que la plupart des autres qui ne se trouvent pas dans ce cas, à la réserve de fort peu, sont si embarrassés dans leurs propres Affaires, ou par l'impuissance de payer ce qu'ils doivent, ou par celle de se faire payer ce qui leur est due, qu'il est certain qu'on ne peut imaginer rien de plus déplorable, n'y ayant d'accommodé ni d'exempt, de cette manière, que les Partisans, Receveurs, ou Employés auxdites levées, ou leurs Partisans, qui, comme des sangsues achevent de sucer le sang, & la substance de tous ces pauvres Peuples ; Et bien loin que les Ministres d'Etat aient voulu entrer dans aucune considération, de voir que ce que ces Peuples avoient fait ou souffert, avoit été fait, comme il a été remarqué auparavant, plustost par un effet de leur zelle, pour le service de leur Monarque, que par aucun legitime devoir auquel ils fussent obligés, & qu'en conséquence on leur ait voulu donner quelque esperance du retablissement de leurs Privileges, tout au contraire l'Assemblée des Estats des trois Ordres de la Province du Dauphiné, & de Guienne, ont été entièrement supprimés, & abolies. Ceux de celle de Provence ont été en la plus grande partie éternés, & ceux de la Province de Languedoc n'ont conservé que leur forme & leur extérieur.

Et comme si ce n'étoit pas assés des maux passés & presens, les Ministres d'Etat ne se contentant pas, d'avoir supprimé entièrement ou en partie les Estats Provinciaux, pour éviter que le Roi ne puisse jamais estre instruit de leur pernicieuse conduite, & du déplorable état où sont réduits ses Sujets, après avoir aboli depuis long-tems la tenuë des Estats Generaux du Royaume, ont encore de nouveau osté aux Parlements & autres Cours Souveraines du Royaume, l'Authorité qui ne leur avoit jamais été disputée.

Et parce que ces Cours, lors que les Gens du Roi presentoient quelque nouvel Edit, ou Declaration, pour en requerir le Registre, avoient droit d'en faire l'examen, même d'en ordonner le surcis, jusques à ce que leurs remontrances en eussent été faites au Roi, pour se defaire de ce dernier obstacle, par une Declaration expresse, depuis quelques années il a été établi en force de Loi, à peine de desobeissance, que lesdites Compagnies Souveraines, registreront purement & simplement, tous les Edits qui leur seront presentés, sans pouvoir estre admis à aucune remontrance, qu'après avoir obeï, ce qui étoit l'unique moyen, pour établir l'authorité des Ministres, & oster pour jamais à ces Peuples malheureux l'esperance même de leur soulagement.

Les Deputations annuelles & reiterées qu'aucunes desdites Provinces, ont fait à la Cour depuis plusieurs années, ainsi que leurs plaintes & doléances, de même que celles que les autres ont faites avec autant de respect que de justice devant les Intendants de leurs Provinces ayant été traitées du dernier mepris ; & aucuns desdits Deputés ayant même été menacés, comme Rebelles ; cela joint à l'impuissance publique & noire où sont tous ces Peuples, & à l'indigence malheureuse où ils sont plongés ; Et la conduite susdite, leur ostant pour l'avenir toute esperance d'aucun soulagement, & leurs maux ainsi que ceux de leurs voisins devenant tous les jours pires, depuis le commencement de cette dernière Guerre, après avoir pris Dieu à témoin de la sincerité de leurs intentions, pour le bien & la gloire en general de l'Etat, ainsi que de la douleur véritable qu'ils ont que l'oppression sous laquelle ils gemissent, par l'impitoyable conduite desdits Ministres, les force à se servir des derniers Remedes que la nature ne denie pas même aux plus malheureux, leurs souffrances étant venues au dernier periode, & l'injustice de ses Ministres à son comble, il a été procedé en la manière que s'ensuit.

Les Habitans de toutes qualités desdites quatre Provinces, représentés par diverses Personnes de chacune d'elles, députées & assemblées à cet effet, tant pour eux que pour les autres Provinces, qui se voudront joindre à la Confederation ci-après proposée, se sont confederés à l'effect de la manutention & retablissement entier de tous leurs anciens Privileges generalement quelconques, dans l'étenduë desdites quatre Provinces, & dans celles qui s'y voudront joindre, pour ne se departir de ladite Confederation, qu'après la tenuë des Estats Generaux du Royaume, en une Ville libre, suivant & conformement aux anciennes Constitutions de l'Etat, retablissement entier de tous leurs

ANNO  
1674.  
anciens Privileges, generalement quelconques ; ainsi que la suppression réelle & effective de tous les Etablissements qu'on peut avoir fait, dans icelle, depuis la dernière tenuë des Estats Generaux du Royaume sous le Regne de Henri III. ainsi que plus au long le contient, le Concordat fait & arresté sur ce sujet.

Et comme la cruelle conduite qu'on a tenu contre lesdites Provinces Confederées, les reduit à cette nécessité, pour éviter leur entiere ruine & dissipation de recourir aux Puissances qui peuvent proteger la Justice de ladite Confederation, après avoir meurement agité cette question par les mêmes Deputés, il auroit été advisé qu'on ne scauroit plus legitimement s'adresser, qu'à Sa Majesté Imperiale, la Serenissime Reine d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas ; ces trois Puissances ayant interest, de soutenir & proteger la Liberté desdites Provinces.

Et à cet effect, ayant été député du Corps de ladite Confederation, Jean François de Paulo, Seigneur Comte de Sardan, Vicomte de la Houffaye, qui auroit été chargé de toutes les Instructions, volontés & desirs en particulier & en general de ceux qui composent ladite Confederation, & représenté tout son contenu, & supplié Sa Majesté par vives raisons importantes de ses Interests.

Sa Majesté, après avoir député Monsieur, le Marquis de Castel Rodrigo son Grand Ecuier & Conseiller d'Etat, & President du suprême de Flandres, près de sa Royale personne, pour ouïr & examiner les Propositions dudit Deputé, lesquelles ayant été reconnuës & examinées par Sa Majesté, avec l'avis de son Conseil suprême dans la connexité des interets de ladite Confederation, avec ceux de sa Royale Monarchie, se trouvant dans l'injuste Guerre ouverte que Sa Majesté Très-Chrétienne lui a meü, elle a resolu que le susdit Marquis de Castel-Rodrigo, en son Royal nom, accorde non seulement sa Royale Protection & de sa Monarchie comme il est supplié, mais aussi les Articles de la supplication faite par ledit Sieur de Sardan, comme Deputé de ladite Confederation.

I. Premièrement pour repondre à l'Article XV. du Traité que ledit Comte de Sardan a conclu pour ce même effet, avec les Estats Generaux des Provinces-Unies, & qui a été en leur nom signé par le Prince d'Orange à la Haye le 21. d'Avril de cette presente année 1674. a été arresté, que pour oster tout pretexte auxdits Hollandois, de ne pas satisfaire au contenu dudit Traité, Sa Majesté donnera un Acte en particulier, pour la satisfaction desdits Estats, qui aprouvera de mot à mot de sa part, tout le contenu audit Traité, sans y rien alterer ; mais attendu la connexité des Interests de ladite Confederation, & de Sa Majesté, il demeure convenü, que sans s'arrester audit Traité, le present contiendra capitalement, ce que Sa Majesté veut accorder en son particulier auxdits Confederés, lequel present Traité sera un Acte secret, d'entre Sa dite Majesté, & les Chefs de ladite Confederation.

II. Et d'autant par le susdit Traité de la Haye du 21. d'Avril dernier, il est porté que les premieres exploitations à faire de la part de ladite Confederation, s'exerceroient dans le 15. du present mois de Juillet, ce qu'il a été impossible d'executer, pour n'avoir ledit Sieur de Sardan pü regler avec Sa Majesté, les Interests de ladite Confederation, que jusques à cejourd'hui, ce defaut n'étant en aucune maniere provenu de sa part, ni de celle de ses Conforts, mais seulement des tems qui se sont consommés à pouvoir se transporter en seureté en cette Cour, Sa Majesté s'est chargée de faire retirer par Son Ministre en Hollande, un Acte en bonne forme de la part desdits Estats Generaux, ou dudit Prince d'Orange, comme ils prorogent le delai susdit, jusques au jour qui sera reglé ci-après ; laquelle Declaration ledit Ministre enverra au plustost, qu'il sera possible audit Comte de Sardan.

III. Et ayant égard aux grandes depenses qu'il convient de faire, pour l'execution de ce qui est proposé par lesdits Confederés, & ne pouvant pas moins que d'estre grandes, & ayant pour objet principal le soulagement des Peuples qui souhaitent de se pouvoir eximer de si intolerable poids, Sa Majesté a eu la bonté, d'accorder auxdits Confederés un demi million de Livres Monnoye de France, pour les fraix du premier soulèvement, & operations de ladite Confederation, & despenfes pendant cette premiere Campagne, lesquels Deniers se remettront à la Ville de Geneve, sur les Frontieres de Suisse, pour le secours des Confederés,

dès



ANNO  
1674.

dès aussi-tost que le soulèvement aura pris Corps, & dès qu'il aura commencé.

IV. Et parce qu'il est impossible auxdits Confederés, pour le bien de la Cause commune, de pouvoir soutenir solidement leurs Interests, que par des forces & Armements correspondants à la seureté, Sa Majesté en consideration des grands fraix & dépenses qu'ils feront obligés de supporter pour ce chef, leur a accordé pour la Campagné prochaine 1675. & pour les suivantes, en soutenant un Corps d'Armée raisonnable, un million de Livres chaque année Monnoye de France, payable, par avance, de deux Mois en deux Mois, bien entendu; qu'en cas que la Hollande, par les Offices des Ministres de Sa Majesté continuerait d'accorder chaque Campagné, deux cent mille Livres, lesdits deux cent mille Livres seront deduites au profit de Sa Majesté, dudit million de Livres.

V. Et pour tant plus donner courage au Chef, & Dictateur de ladite Confederation, de servir avec affection & fidelité lesdits Confederés, Sa Majesté lui a accordé une Pension de cent mille Livres chaque année, laquelle Pension sera payable aussi de deux Mois, en deux Mois, par avance, pour estre distribuée par lui, comme il le verra bon estre, d'entre lui, & ses principaux Conforts & sera continuée sur le pied susdit, tout autant que durera le susdit parti.

VI. Sa Majesté ayant fait consideration de la representation que ledit Comte de Sardan lui a fait de la part desdits Confederés, que pour pousser avec vigueur, les operations de leurs Troupes, il seroit nécessaire qu'elles fussent fortifiées d'un Corps de Cavalerie; Sa Majesté a accordé de fournir auxdits Confederés, un Corps de deux mille Chevaux, Troupes réglées & bien aguerries, lequel Corps de Cavalerie entrera dans le Terrain de ladite Confederation, incontinent après ledit soulèvement, fait par l'endroit qui sera le plus plausible, & convenable, demeurant convenu & arrêté, que ladite Cavalerie étant jointe, avec les Troupes des Confederés agira sous les ordres du Dictateur de ladite Confederation. Lequel Corps de Cavalerie sera actuellement payé, aux fraix de Sa Majesté, sans que lesdits Confederés lui doivent fournir que le Logement, & gros fourage, & avec cette condition aussi qu'il sera convenu à l'amiable d'entre les Commissaires de Sa Majesté & lesdits Confederés, des seuretés solides, à tout événement, pour l'entrée & sortie dudit Corps de Cavalerie.

VII. Et comme Sa Majesté n'a point d'autre vené dans cette presente Guerre, que de pourvoir à la defense de ses Etats, & Royaumes, & de proteger les Peuples opprésés; suivant les supplications qui lui en ont été faites, il a été arrêté qu'en cas lesdits Confederés soient en état d'exécuter quelque chose de considerable, sur les costes de la Mer-Mediterranée Sa Majesté donnera les ordres nécessaires à ses Amiraux & Commandans de Mer, de donner toute aide & main forte, secours d'Armes & Munitions de Guerre auxdits Confederés, sans que pourtant en cas que les Troupes de S. M. fissent entrée ou descente, dans le Terrain ou sur les Costes, de ladite Confederation, & qu'elles vinssent à se rendre Maître de quelques Postes, pour oster tout pretexte aux Emissaires de la Cour en France, de rendre odieuse ladite Confederation, si lesdites Troupes persistoient à garder lesdits Postes, elles seront tenues de les delivrer es mains des Confederés, sous les ordres de leur Dictateur general.

VIII. Ayant été representé combien il seroit important de reussir en la surprisè qu'on a projeté de faire sur une Place importante, des Costes de Guienne, cette seule reussite pouvant donner moyen à toute la Basse Guienne de se declarer ouvertement, comme il est impossible de reussir dans les Affaires de cette nature, sans les secours actuels de quelques Comptans, Sa Majesté consent que des cinq cent mille Livres accordées ci-dessus au Corps desdits Confederés, pour le fonds du premier soulèvement, il en sera pris la Somme de cent mille Livres, laquelle sera envoyée à un Confident dans la Ville de Bourdeaux, & laquelle ne pourra estre employée qu'aux fraix legitimes de ladite Entreprise, sous le Controлле dudit Confident; Bien entendu qu'en cas que cette Entreprise vint à faillir, ladite Somme sera comptée auxdits Confederés après l'ouverture de cette Guerre, en telle autre part, qu'ils jugeront à propos, comme faisant partie de ce que Sa Majesté leur a accordé pour ledit premier soulèvement.

IX. Et pour établir d'autant plus solidement les In-

terests & seuretés de ladite Confederation, Sa Majesté s'est chargée de faire menager par ses Ministres, auprès de Sa Majesté Imperiale, à l'effect que Sadite Majesté accorde aussi son Auguste protection, à la susdite Confederation, & souscrive pour ce qui le regarde, le Traité qui sera fait, comme est dit ci-dessus en conformité de celui de la Haye, & s'engage de n'entendre à aucune Paix de la part de la France, que conjointement, avec lesdits Confederés, & sous les Conditions appolées aux Articles VIII. & X. du susdit Traité de la Haye.

X. La susdite Confederation ayant des Interests à regler, avec les Chefs de la Maison de Lorraine, pour le fait de la Provence, & ledit Sr. de Sardan, chargé des propositions à faire sur lesdits Interests, ne pouvant à cause du bien des Affaires de ladite Confederation se transporter en Allemagne pour cette discussion, sur la très-humble priere qu'il a faite à Sa Majesté, de faire connoître par quelqu'un de ses Ministres, au Prince Charles de Lorraine; Heritier presomptif de ladite Maison, la necessité qu'il y auroit pour ses Interests propres, de faire aboucher par un de ses Confidens ledit Sr. de Sardan, Sadite Majesté s'est chargée de faire advertir ledit Prince, afin qu'il envoie avec tous les Pouvoirs nécessaires un de ses Confidens à l'endroit où sera ledit Sr. de Sardan, pour l'éclaircissement & execution desdites choses susdites.

XI. Et le cas avenant que les susdits Confederés puissent estre assez forts, pour former un Etat particulier, ou Republique, Sa Majesté s'oblige en tel cas pour elle & ses Successeurs à continuer sa Protection Royale, faveur & assistance, en la même forme, plus ou moins, que les Rois de France, l'ont fait avec les Estats de Hollande, sous des pretextes moins justes; auquel effect l'on consentira sans aucune difficulté à faire tous les Traités que l'exigence des cas le pourra souhaiter raisonnablement, pour les Interests communs.

XII. Sa Majesté voulant procurer en toute maniere auxdits Confederés, leur bien & avantage, leur a accordé le benefice du libre Commerce tant par Mer que par Terre; dans tous les Ports & Havres, Villes, Provinces & Royaumes de sa Domination, generalement quelconque, en payant les Droits ordinaires, avec les mesures, Privileges & Exemptions, dont jouissent pour ce chef, Messieurs les Estats des Provinces-Unies & la Republique de Gennes; comme aussi par reciproque les Sujets de Sa Majesté, pourront aller & venir librement, commercer dans tous les Ports, Villes & Lieux de ladite Confederation, en payant aussi les anciens Droits, & afin que pour ce chef, il ne puisse arriver aucun abus, les Marchands des Lieux de ladite Confederation seront tenus de porter avec eux, un Certificat en bonne & due forme dudit Sieur de Sardan, signé & scellé, contenant leur veritable caractère, avec lequel ils auront toute sorte de support, & de protection de la part des Gouverneurs & Commandans de Sa Majesté, & pour leur plus grande satisfaction, Sadite Majesté declare aussi, qu'elle accorde de surabondant auxdits Confederés, que toutes & quantes fois, ils seront rencontrés dans les Mers de sa Domination, ou en tous autres Lieux par ses Vaisseaux, Galeres, ou autres Bâtimens, ils seront traités comme amis, en la forme qu'il est proposé, à condition qu'ils seront tenus de porter le Certificat susdit.

XIII. Sa Majesté, par exprès s'oblige, & promet, par sa Royale parole, tant pour elle, que pour ses Successeurs, de ne faire, ni entendre à aucune Paix avec la France, qu'après la satisfaction entiere, tant des Chefs que du General des Confederés, & suivant & conformément aux Articles VIII. & X. dudit Traité du 21. d'Avril dernier, & d'abondant qu'après une Amnistie en bonne & due forme, bien & dûment enregistrée & verifiée par tous les Tribunaux de France; ou il sera besoin, & qu'après toutes seuretés solidement établies, pour les principaux Entrepreneurs, ainsi qu'il a été pratiqué par les Predecesseurs de Sa Majesté, dans les Traités faits avec le Roi de France, & Traité de Madrid le 14. Janvier 1526; & celui des Pirennees ou l'Isle des Faïsans le 7. Novembre 1659.

XIV. Et reciproquement ledit Sieur de Sardan, tant de son Chef, qu'en la qualité de Deputé susdit, & pour tous les Corps desdits Confederés, s'engage formellement & spécialement, de ne pouvoir entendre aucunes propositions de Trêves, ni de Paix, de quelle

ANNO  
1674.

ANNO  
1674.

part qu'elles puissent estre proposées, qu'aux conditions mentionnées en l'Article IX, du Traité de la Haye, & que conjointement & après la satisfaction entiere de Sa Majesté, ou de ses Successeurs.

XV. Ledit Sr. de Sardan s'oblige de même, en qualité de Syndic General des Confederés, de la Province de Languedoc, & de Deputé de la Generalité de toute ladite Confederation, d'exécuter d'ici à la fin du Mois de Septembre, de cette presente année, ou plus-tost s'il est possible, un soulèvement de 12. mille Hommes dans les Montagnes des Cevenes & Vivarez, pour commencer à se rendre Maître autant qu'il sera possible, de tous les Postes qui sont sur la Riviere du Rhone, & de toutes les autres Places qui se pourront surprendre, par lesdits Confederés, en ladite Province, & autres voisins du Corps de ladite Confederation.

XVI. Et pour établir la feureté & solidité en toutes manieres du present Traité, il demeure convenu que dans un Mois, à compter du premier jour du soulèvement, dans lesdites Montagnes du Languedoc, Sa Majesté fera expedier un Instrument en bonne forme, contenant la Ratification d'icelui de mot à mot, pour estre delivré audit Sieur de Sardan, de la part où il sera, la Ratification de la part des Confederés étant tenuë pour faite, du jour que le susdit soulèvement sera executé; & afin de n'arrestet les operations du susdit soulèvement, ni les secours que Sa Majesté veut bien accorder auxdits Confederés, le present Traité a été signé double; sçavoir de la part de Sa Majesté, par Monsieur le Marquis de Castel Rodrigo son Grand Escuyer, du Conseil d'Etat, & President du suprême de Flandres, en vertu de la charge & Pouvoir par écrit que lui en a donné Sa Majesté; en date du 16. de ce present Mois; & de la part desdits Confederés par ledit Sieur Comte de Sardan, comme Syndic General des Confederés de la Province de Languedoc, & Deputé de la Generalité de ladite Confederation. Fait, conclu, signé, & scellé à Madrid le vingt troisième du Mois de Juillet de l'an mil six cent septante quatre. El Marques de CASTEL RODRIGO. Le Comte de SARDAN DE RAULO.

## CXXX.

30. Sept.  
10. Oct.

*Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britannia, & CAROLUM XI. Sueciæ Reges, pro mutua Defensione, & Commerciorum Securitate initum. Actum Westmonasterii 30. Septembris S. V. & 10. Octobris S. N. 1674. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

Quandoquidem quidam Tractatus partim Confederationis & Unionis, partim Commercii Stockholmia primo die Mensis Martii Anno Domini 1667. conclusus & initus fuerit inter Serenissimos Magnæ Britannia & Sueciæ Reges pro decem Annorum spatio continuandus, cujus Tractatus Art. 32. inter prædictos Reges conventum est, quod ante hujus termini expirationem prædicti Domini Reges (si ita visum fuerit) de ejus prolongatione & continuatione tractarent & convenirent; cumque supra memoratus Serenissimus Sueciæ Rex per Legatum extraordinarium suum Petrum Sparre Liberum Baronem in Cronenberg, Dominum in Rhynas & Berguara, Generalem Militiæ pedestris Sueciæ: ut & Ablegatum suum extraordinarium Joannem Leyenberg; Hæreditarium in Laruncla, Equitem, dicto Serenissimo Magnæ Britannia Regi prædicti Tractatus pro ulteriori temporis spatio continuationem proposuerit, dictus Serenissimus Magnæ Britannia Rex pro singulari illo affectu, quo prædicti Serenissimi Regis Sueciæ tum personam tum amicitiam prosequitur; mutuoque Subditorum hinc inde respectivè suorum bono & utilitate quam lubens & ex animo in id consenserit, ex parte atermemoratorum Serenissimorum Regum, scilicet ex parte Serenissimi Magnæ Britannia Regis Dominus Rupertus Princeps Palatinus Bavaria & Cumbria Dux, Henegins, Finch, Baro de Daventry Magni Angliæ Sigilli Custos, Thomas Comes de Danby, summus Angliæ Thesaurarius, Jacobus Dux de Monmouth equorum Reginum Magister, Joannes Dux de Lauderdale primarius pro Scotia Re-

gno Secretarius, Henricus Comes de Arlington Hospitii Regii Camerarius, Henricus Coventry Armiger primariorum Secretariorum unus pro Angliæ Regno, & Josephus Williamson primariorum Secretariorum pro dicto Regno alter, & ex parte Serenissimi Sueciæ Regis dicti Legatus & Ablegatus extraordinarii virtute Facultatum respectivè suarum infra insertarum in Articulis sequentes convenerunt.

I. Quo constans inter utrosque Reges Regnaque Magnæ Britannia ac Sueciæ maneat, roboreturque amicitia mutua defensionis obligatio & Commerciorum securitas, conventum in præsens utrinque est, ut prædictum Fœdus inter prædictos Serenissimos Reges die primo Martii, Holmii, uti dictum est, initum in plenum biennium, à dicti Tractatus lapsu numerandum prorogetur, quo durante sanctè & inviolabiliter tam à Regibus ipsis quàm ab eorundem Subditis & Vassallis in suis Articulis & Clausulis observabitur, eoque decurrente de ejusdem renovatione prout bonum utrimque visum fuerit denuò agetur.

II. Quandoquidem octavo supradicti Fœderis Articulo conventum, quòd Auxiliaries Copiæ, quas dicto Tractatu mutuo sibi dari dicti Serenissimi Reges stipulati sunt, intra quatuor menses à die quo primum alterutra Pars eas petierit, numerandos, mitrentur: præsentibus insuper concordatum est, inter prædictos Serenissimos Reges, dictas Auxiliaries Copias etiam citius quàm intra quatuor mensium spatium mittendas, si commode fieri poterit, absque eo, quod hoc ullo modo præjudicet Art. 9. dicti Tractatus de commutatione talium Copiarum Auxiliarium vel earundem Partis cujuslibet propencilis, apparatu Bellico &c. prout prædicto Art. 9. inter prædictos Serenissimos stipulatum est.

III. Quòd inter prædictos Reges imposterum sit adhuc strictior Confederatio, & Unio pro defensione & conservatione Religionis Protestantium Evangelicæ & Reformatæ, quam sub Divinâ Providentiâ se asserturos, ut & omnia quæ ad eam spectant, promittunt & præsentibus sese obligant.

IV. Et ut plenius adhuc securitati commodisque Commerciorum & Navigationis præcedentibus Fœderibus stabilitis prospiciatur, placuit utrinque, ut quàm primum nominentur hinc inde Commissarii, qui intra menses sex à Rathabitione præsentis Fœderis Londini congregiantur, atque ea quæ in dictis Pactis vel omissa vel non rectè posita aut intellecta deprehendent, unde Commercii & Navigationibus incommodi quid vel hæctenus acciderit vel imposterum accidere possit, habitâ accuratâ & justa disquisitione suppleant, corrigant & elucident, super quo Negotio cum instrumentum confectum fuerit, & ab utroque Regum Rathabitum, valebit illud & observabitur sub iisdem conditionibus ac si præsentis Tractatui insertum esset, ut sic bonæ Regum intentioni satisfiat, eorumque Subditorum commodis concessisque Libertatibus debitè consulatur.

V. Denique hujus Tractatus solennes ac ritè confectæ Rathabitiones intra quatuor mensium spatium à die subscriptionis computandum, vel citius, si fieri possit, Londini utrinque exhibeantur & reciproçè riteque commutentur.

*Sequitur tenor Facultatum sive Instrumentorum Procuratoriorum.*

In quorum omnium fidem & testimonium commissi Commissarii præsentis ac supradicti Legatus &c. Ablegatus Extraordinarii manuum respectivè suarum subscriptione & Sigillorum applicatione firmarunt. Actum Westmonasterii 30. die Mensis Sept. St. V. novi autem 10. Octobris 1674.

FINCH. (L.S.) P. SPARRE. (L.S.)  
DANBY. (L.S.) J. LEYENBERG. (L.S.)  
LAUDERDALE. (L.S.)  
H. CONVENTRY. (L.S.)  
J. WILLIAMSON. (L.S.)

## CXXXI.

Diploma Thro Kayserl. Majest. Leopoldi/ wodurch sie 10. Oct. den Grafen von Dringen Albrecht Ersten und alle seine Eheliche Leibes-Erben/ oder auf deren Linie

ANNO  
1674.

ANNO  
1674.

tödtlichen Abgang / dessen Bruder Joachim Ersten  
und seine Linie / und da auch diese abgehen sollte / dero  
andern Bruder Christian Augusten und seine Linie  
und deren allerseits Ehliche Leibes-Erben / Mannes-  
und Frauens-Personen in den Stand / Ehre und  
Würde des Heil. Röm. Reichs-Fürsten und Fürstinnen  
Enädigst erhebt Wien den 10. Octobr. 1674.  
[ LONDORPII Acta Publica, Theil. XIII.  
Libr. XIV. Cap. I. Num. I. pag. I. ]

C'est-à-dire,

*Diplome de l'Empereur LEOPOLD, par lequel  
il eleve ALBRECHT ERNEST Comte d'Oettingen  
à la Dignité de Prince du St. Empire,  
pour lui & toute sa Posterité legitime Mâle &  
Femelle; avec substitution, en cas qu'elle vienne  
à defaillir, en faveur de son Frere JOACHIM  
ERNEST, & de sa Ligne, & à son defaut,  
en faveur de son autre Frere CHRISTIAN  
AUGUSTE & de sa Ligne. A Vienne le 10.  
d'Octobre 1674.*

**W**IR LEOPOLD von Gottes Gnaden erwählter Röm.  
Kaysler / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs in Germa-  
nien / zu Hungarn / Böhemb /c. König /c. bekennen für Uns  
und unsere Nachkommen am Heil. Rom. Reich / auch unserer  
Erb-Königreiche / Fürstenthumb und Länden / öffentlich mit  
diesem Briefe / und thun kund allermänniglich / wiewohl die  
Röm. Kaysler. Würdigkeit / durch Macht Ihres erleuchteten  
Throns / hiewor nicht allein zu Erleichterung und Würden / son-  
dern auch zu Nothdurfft und Zierung des Heil. Rom. Reichs  
Großmüchigkeit / mit Fürsten / Ständen und Hoch-Elden Ge-  
schlechtern gezieret ist / jedoch / sittemahlt durch Absterben der  
Menschen solche hohe Geschlechter je zu Zeiten in Mangel gera-  
then / und jemehr die Kaysler. Hoheit dieselben / Ihrem statlichen  
Vorkommen / Wohlstand und Verdienen nach / mit höhern Eh-  
ren und Würden versiehet und begabet / je herrlicher der Thron  
Kaysler. Majestät dardurch gezieret und scheinbar gemacht / auch  
die unterhanen bey Erkantnis Kaysler. Mildigkeit und ihren  
schuldigen Gehorsam erhalten und zu Adelichen Tugenden / Rit-  
terlichen Thaten und getreuen und beständigen Diensten beweget  
und gezieret werden. Über dieses / und ob wir wohl aus solcher  
Kaysler. hohen Gewalt und Würdigkeit / darein Uns der All-  
mächtige / nach seinem Göttlichen Willen / gefeket hat / aus an-  
geböhener Güte und Mildigkeit allezeit geneigt seynd / aller und  
jeder unserer und des Heil. Rom. Reichs / auch unserer König-  
reich / Fürstenthumb- und Länden zugewandten hohen und nie-  
dern Ständen und Gliedern Ehre / Würde / Aufnehmen und  
Wohlsarth zu betrachten und zu befördern / so ist doch unser  
Kaysler. Gemüth billig mehrers bewogen und begierlicher / die  
jenige / deren Vor-Eltern und sie selbst von uralten statlichen  
Nahmen / Stammen und Geschlechtern herkommen / und sich gegen  
unsern Vorfahren / Rom. Kayslern und Königen / auch Uns /  
dem Heil. Rom. Reich und unserm löblichen Erzhauß Österreich  
mit sonders getreuer / emsig- und beständiger Dienstbarkeit zu  
Kriegs- und Frieden-Zeiten / vor andern gutwillig und stand-  
haftig erzeigen / und bewisen / in noch höhern und grössern Stand  
und Ehren zu heben und zu setzen.

Wann wir nun gnädigst angesehen / wahrgekommen und be-  
trachtet / das uralte Gräffl. Geschlecht Dettingen / welches von  
vielen Seculis her im Heil. Rom. Reich / als ein Gräffl. Stand  
bestehen / bekannt ist / und die Monumenta geben / wovon un-  
ter andern Bucinus an gewissen Orthen attestiret / daß nach des  
Kaysers Ottonis Magni Zeiten / welcher in dem zehenden Seculo  
regieret / Grajo umb das Heil. Reich sich sehr verdient gemacht /  
und dahero Bellicus genant / Ihme auch nicht allein das Wa-  
pen auf solche Weise / wie es jeko noch geführet wird / verneh-  
ret / sondern benebens die Nahme Grafen von Dettingen / in  
Gedächtnis Ottonis / ertheilet worden / von deme denn / als dem  
Alt-Vater / die noch lebende Grafen von Dettingen und miter  
andern auch sonderlich der Wohlgebohrne / Unser und des Reichs  
lieber Getreuer / Albrecht Ernst / Graf von Dettingen /c. recta  
ferie herkommen und ihres Vörvordern vestigis / vermittelst  
gleichmüthiger tapfferer Bezeugungen in Sago & Toga treulichst  
eingesolget / dannherd dann unser Trivavi Atavus oder zehen-  
der Anher und Vorfahrer am Heil. Reich / Kaysler Albertus J.  
Graf Andwigen / der sämtlichen Grafen von Dettingen Trivavi  
Tritavo / oder eilften Vnzen / die sonderbahre Kaysler. Gnade  
gethan / und dessen jüngstere Prinzessin / Nahmens Gatha oder  
Bona / mit Ihme zu vermählet gerühret / Von welchen beyden  
Er / Albrecht Ernst / neben seinen Brüdern / und seinem Vet-  
ter der Wallensteinischen Linie / wie vorgemeldet / immediate  
herrühret / gestalten diß Gräffl. Hauß vor und nach / in viel  
andere Fürstliche Häuser / benamlich Pfalz / Brandenburg /  
Bürzenberg / Baden / Anhalt / Burggrafen zu Nürnberg / Leich-

tenberg / Münsterberg in Schlessien / Görz und andern / sich  
verherathet / auch daß sowohl ersterwähnte Vermählung mit  
Kaysers Alberti J. Prinzessin / als andern Häusern vorgangen /  
Insonderheit aber seynd seiner Brüder und Vettern davon  
herrührende imediat Descendenz / nicht weniger daß seine Li-  
nie von dem ältern Bruder / Ludovico dem Sechzehenden / wel-  
cher Anno 1508. gebohren / und Anno 1560. gestorben / seine  
Vettern aber von dem jüngern Friderico / welcher Anno 1574.  
gestorben / entsprossen / gnugsam bekannt ist / und dem ermelde-  
ter Graf / Albrecht Ernst / neben seinen Brüdern / gleich ihren  
Vor-Eltern / in allerunterthänigster Devotion sowohl für Ihre  
Personen zu verharren / als deren verhoffende Nachkommen zu  
gleichförmigem eifer anzurufen / des allerunterthänigsten Er-  
bthens ist / wassen er und sie wohl thun können / mögen und  
sollen / c.

So haben wir demnach aus obangezogenen und andern unser  
Kaysler. Gemüthe hierzu bewegenden Ursachen zu gnädigster Er-  
kantnis dieses fürtrefflichen uralten Gräffl. Geschlechtes der  
Grafen zu Dettingen / und der Uns und unsern Vorfahren ge-  
leisteter nüt- und erspriechlicher Diensten / mit wohlbedacht  
Muth / guten zeitigen Rath / aus selbstgeizener Kaysler. Beweg-  
nis und rechem Wissen / obbenanntem Albrecht Ersten / Gra-  
fen zu Dettingen / diese besondere Kaysler. Gnade gethan / und  
Ihn sambt allen seinen jetzigen und künftigen Ehlichen Leibes-  
Erben / und derselben Erbthens-Erben / Mannes und Frauens-  
Personen / absteigenden Linien / wie auch / da jegedachter Graf  
Albrecht Ernst nach dem Willen Gottes ohne ehliche Mämlliche  
Leibes-Erben mit Todt abgehen sollte / alsdann seinem Bruder  
Joachim Ersten und seine Linie / auch da diese abgehen sollte /  
deren andern Bruder Christian Augusten und seine Linie / und  
deren allerseits ehliche Leibes-Erben und derselben Erbthens-Er-  
ben / in ewige Zeit in den Stand / Ehre und Würde unserer und  
des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen von neuem gnädigst  
erhebt / gewürdiget und gefeket / sie auch der Schaar / Gesell-  
schafft und Gemeinschaft / anderer unserer und des Heil. Reichs-  
Fürsten und Fürstinnen zugefügt / zugesellet / und vergleichet /  
dazu Ihnen den Fürstlichen Titel und Nahmen zu führen gnä-  
digst bewilliget / gegeben und zugeleget / auch sich also zu nennet  
und zu schreiben zugelassen und erlaubt.

Ordnen / setzen / erheben und erlöhen demnach / aus Röm.  
Kaysler. Majestät und Vollkommenheit / hie mit wissentlich / in  
Kraft dieses Briefs / obbenannten Graf Albrecht Ersten zu Det-  
tingen / auch alle seine ehliche Leibes-Erben / oder / auf deren  
Linie tödtlichen Abgang / vorernannte dessen beide Brüdere /  
Joachim Ersten und Christian Augusten / Grafen zu Dettin-  
gen / und deren ehliche Leibes-Erben und derselben Erbthens-  
Erben / Manns- und Frauens-Personen / absteigender Linien /  
gehörter massen / in den Stand / Ehr und Würde / unserer  
und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen / zuzügen / ver-  
gleichen / setzen und stellen sie zu derselben Schaar / Gesell- und  
Gemeinschaften / erhalten und geben Ihnen auch samt und neben  
denen zuvor habenden Gräfflichen Ehren-Titeln / den Nah-  
men und Titel unserer und des Heil. Reichs-Fürsten und  
Fürstinnen / und erlauben Ihnen / sich also gegen Uns und jeder-  
mann gleich / weß Standes oder Würden die seynd / also zu  
nennen und zu schreiben / und meinen / setzen und wollen herauf /  
daß mehr genantter Graf Albrecht Ernst zu Dettingen / sowohl  
seine ehliche Leibes-Erben / oder / auf Abgang derselben / die in  
obbenannter Ordnung folgende Brüdere und derselben Erbthens-  
Erben / Mann- und Frauens-Personen / dieses Nahmens /  
Stammes und Geschlechtes / für und für in Ewigkeit unsere /  
und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen seyn / sich also ne-  
ben Ihren alten wohl und löblich hergebrachten Titeln nennen  
und schreiben / von Uns / unsern Nachkommen am Heil. Reich  
und sonst allermänniglich dafür geadret / erkannt und genennet  
und geschriben werden / auch alle und jegliche Gnaden / Freyhei-  
ten / Ehre / Würde / Vortheil / Präeminentz / Fürsten-Stand /  
Recht und Gerechtigkeit / in Versammlung / Ritterspielen / mit  
beneficiren auf hohen und niedern Stiftern / Geist- und Welt-  
lichen Leben und Aemtern zu empfangen und zu tragen / und sonst  
alle andere Sachen haben / deren theilhaftig und empfänglich  
seyn / sich auch des allen / sonderlich aber des Fürstlichen Tituls /  
Krohn / Schild und Wapens allenthalben mit allen Ehren /  
Regalien und zugehörigen Präeminentz / Sessionen / Stimmen /  
Processionen in denen Reichs-Versammlungen / Reichs-Creiß-  
Tägen und andern Zusammenkunften / an allem Ende und Ort  
nach Ihren Ehren / Nothdurfften / Willen und Wolgefallen /  
frenen / gebrauchten und genießen sollen und mögen.

Zumassen sich andere unsere und des Reichs recht-gebohrne  
Fürsten von Recht oder Gerechtigkeit wegen freuen / gebrauchen  
oder genießen / von allermänniglich ohnverhindert / Zum Fall  
aber obmehrgemelter unser lieber Ohnelm und Fürst Albrecht  
Ernst zu Dettingen seiner liebden ehliche Leibes-Erben / oder /  
auf Abgang deren / obernannte im Stand und Regierung fol-  
gende beyde Brüdere / oder deren ehliche Leibes-Erben all er-  
heblichen und beweglichen Ursachen / oder selbst freyen Willen /  
nicht gleich jeko / oder gar nicht / oder nur auf eine Zeitlang /  
diesen Stand und Fürstlichen Titel zu führen und zu gebrauchen  
unterlassen / und sich allein des vorigen Gräfflichen Standes /  
Nahmens und Gerechtigkeit bedienen wollen / sollte Ihme oder  
Ihnen dasselbe ohne einzige Anzahl der Jahr und Zeit zu thun  
nicht allein frey und unbenommen / sondern ebenmäßig gnädigst  
zugelassen und gegönnet seyn / solchen Fürstlichen Stand / Nah-

ANNO  
1674.

men und Titel mit aller Prærogativ und Gerechtigkeit wieder anzunehmen/ und sich dessen nach belieben zu bedienen und zu gebrauchen/ und solle Ihnen die Unterlass- und nicht Führung des Fürstlichen Standes und Titels an dieser Unserer Kayserl. Erheb- und Würdigung ganz und gar ohne Abbruch/ Nachtheil und Schaden/ sondern dieselbe in ihren Würden und Kräften seyn und verbleiben/ ohnverhindert männiglich. Jedoch sollen auf obbestimmte und angeführte Fälle/ da ostermeltetes Graf Albrecht Ernstens zu Dettingen Stamm und Linie/ ohne Hinderlassung männlicher ehelicher Leibes-Erben/ nach dem Willen Gottes mit Todt abgehen sollte/ dessen obbenannter Bruder/ Joachim Ernst/ oder desselben eheliche männliche Leibes-Erben/ gleichermassen auch/ da dieser und seine Linie abgehen sollte/ und diese Fürstliche Dignität auf den dritten Bruder/ Christian Augusten/ und seine eheliche männliche Leibes-Erben und Linie fallen sollte/ dieselbe jedesmahls und falls bey Unserer und Unserer Nachkommen Kayserl. Reichs-Hof-Cancley/ umb Ausfertigung der Confirmation und gewöhnlichen Intimation, und was sich dargegen zu thun gebühret/ anzumelden und einzukommen haben.

Und gebietchen darauf allen und jeden Chur-Fürsten/ Geiſt- und Weltlichen/ ic. und sonst allen andern unsern und des Reichs/ auch unserer Erb-Königreich/ Fürstenthum und Landen/ Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand und Wesen die seynd/ ernstlich und festiglich mit diesem Briefe/ und wollen/ daß sie den Hochgebohrnen/ unsern Oheim und des Reichs-Fürsten/ Albrecht Ernstens zu Dettingen/ seine eheliche Leibes-Erben/ und auf dieser Linie tödtlichen Abgang die andere obernannte in der Ordnung folgende Brüder/ Grafen zu Dettingen/ und deren eheliche Descendentes, auf oberstliche Condition, nun hinfürro ewiglich für unsere und des Heil. Röm. Reichs-Fürsten und Fürstinnen halten/ ehren/schreiben/ annehmen/ meinen und erkennen/ sie auch successivè in allen und jeglichen Reichs-Creyß- und andern ehrlichen Versammlungen/ Ritterspielen/ hohen und niedern Stiftern und Aemtern/ Geiſt- und Weltlichen/ auch sonst an allen Orten und Enden/ für unsere und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen ehren/zulassen/ achten/ halten und erkennen/ Ihnen auch den Reichs-Fürstlichen Mahnen und Titel schrift- und mündlichen geben/ sie also bey aller und jeder Ehre/ Würde/ Session, Præeminentz, Fürsten-Stand/ Vortheil/ Recht und Gerechtigkeit/ deren sich andere gebohrne und würckliche Fürsten des Heil. Röm. Reichs von Rechts und Gewohnheit wegen freuen/ gebrauchen und genießen/ gänzlich und geruliglich verbleiben lassen/ und sie an allem deme/ was hieroben umständlich geschrieben/ nicht hindern noch irren/ auch hierwider nicht thun/ noch das jemand andern zu thun gestatten/ in keine Weise und Wege/ als lieb einem jeden seye unsere und des Reichs schwehere Ingnad und Straff/ und darzu eine Pœn, nemlich 2000. Mark löthiges Goldes/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so oft er freventlich darwider thäte/ uns halb in unsere/ und des Reichs-Cammer/ und den andern halben Theil vielbesagtes Albrecht Ernstens/ Fürstens zu Dettingen siehd. und dann oberstandner massen in der Regierung folgenden Fürsten/ oder deme/ so hierwider beleidiget würde/ ohnmachtlählig zu bezahlen verfallen seyn/ und nichts desto minder obbestimmeter Albrecht Ernst/ Fürst zu Dettingen/ bey diesem Fürstlichen Ehren-Stand/ Würden und Freyheiten verbleiben/ auch würcklich geschühret und gehandhabet werden sollen/ dessen zu wahrer Urkund haben Wir unsere Kayserl. güldene Bullen an diesen Brief wissentlich hengen lassen/ der geben ist in unser Stadt Wien den 10. Tag/ Monats Octobris, nach Christi unsers lieben Herrn und Seeligmachers Gnadenreicher Gebirch in 1674. Unserer Reichs des Röm. im 16. des Ungarisch. im 20. und des Böheimischen im 18. Jahr.

LEOPOLD.

Vr Leopold Wilhelm/ Graf zu Königseck.

Ad Mandatum S. Cæsar. Majest. proprium,

Wilhelm Schröder.

CXXXII.

10.  
1.  
Dec.  
L'ANGLE-  
TERRE ET  
LES PRO-  
VINCES-  
UNIES.

*Tractatus Navigationis & Commercii inter CAROLUM II. Regem Angliæ & Ordines Generales Uniti Belgii per Commissarios sex ab utraque Parte, in sequelam Articuli VIII. Tractatus Pacis, initus; quò certis Legibus, Terræ Marique observandis, cautum est, ut in posterum Discordiæ & similitates omnimodè cessent ac penitus extinguantur. Actum Londini, 1. Decembris 1674. [Recueil des Traitez faits entre les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-*

Unies, & divers autres Princes & Estats. ANNO  
d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi 1674.  
dans LONDORPII Acta publica, Tom. X. pag.  
671. en Allemand & dans le *Theatrum Europæum*  
Tom. XI. pag. 673. aussi en Allemand.]

**Q**uandoquidem Pace restabilita inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum *Carolym Secundum*, Dei gratia Magnæ Britannia, Francia & Hibernia Regem, Fidei Defensorem, &c. & Cæsar & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii per Tractatum Westmonasterii, die Februarii anno Domini 1674. conclusum, Articulis octavo & nono provisum fuit, ut sex Commissarii ex parte dicti Serenissimi Domini Magnæ Britannia Regis nominandi, cum totidem Commissariis ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum mittendis, novum ibi Tractatum Marinum conficerent.

Quumque in eum finem Dominus Thomas Baro Culpeper, Georgius Downing, Eques & Baronnetus, Richardus Ford, Gulielmus Thomson, Equites Joannes Jollif & Joannes Buckworth Armigeri, Commissarii ex parte supramemorati Serenissimi Domini Magnæ Britannia Regis Deputati, item Domini Joannes Corver & Ægidius Sautin, Civitatis Amstelodamensis Consilarii & Senatores, Samuel Beyer & Andreas van Vosse, Civitatum Roterodamensis & Enchulensis respectivè Consilarii & Syndici, Petrus Duvelaet, Civitatis Medioburgensis Exconsul, & Michael Michielson, Civitatis Vlissingæ Scabinus & Consiliarius, Commissarii ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum missi, sæpius congressi sint, & sermones ea de re utro citroque habuerint; tandem secundum Literas plenæ Potestatis utrimque exhibitas (quarum exemplar in calce hujus Tractatus insertum est) in Articulos sequentes, pro Tractu Marino per omnes & singulas Universi Orbis Regiones & partes Terra, Marique observando juxta tenorem præfati octavi Articuli unanimiter & ex voto consenserunt.

**I.** Omnibus & singulis Subditis Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Magnæ Britannia Regis antememorati, licitum & jus esto; cum omnimoda libertate & securitate navigare, negotiari, & Mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus, & Statibus, quibus Pax, Amicitia, aut Neutralitas cum præfato Domino Rege nunc subsistit, aut ullo dehinc tempore intercessura est, ita ut nec vi Militum armata, nec Navibus Bellicis, aliisque cujuscunque generis Navigiis, sive ad Cæsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales antedictos, sive ad illorum Subditos spectantibus, occasione vel prætextu hostilitatis vel discordiæ alicujus, quæ inter præfatos Dominos Ordines Generales & Principes aut populos quoscunque Pacem aut Neutralitatem cum memorato Domino Rege colentes, jam flagrat, aut in posterum exarserit, in Navigationibus aut Commerciiis suis ullatenus impediatur, aut molestia aliqua afficiatur. Pari itidem ratione omnibus & singulis Subditis Cæsarum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii antememoratorum licitum & jus esto, cum omnimoda libertate & securitate navigare, negotiari & Mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus & Statibus quibus Pax, Amicitia, aut Neutralitas cum præfatis Dominis Ordinibus nunc subsistit, aut ullo dehinc tempore intercessura est; ita ut nec vi Militum armata, nec Navibus Bellicis, aliisque cujuscunque generis Navigiis, sive ad Serenissimum & Potentissimum Dominum Regem antedictum, sive ad ejus Subditos spectantibus, occasione vel prætextu hostilitatis vel discordiæ alicujus, quæ inter præfatum Dominum Regem, & Principes aut Populos quoscunque Pacem aut Neutralitatem cum memoratis Dominis Ordinibus colentes, jam flagrat, aut in posterum exarserit, in Navigationibus aut Commerciiis suis ullatenus impediatur, aut molestia aliqua afficiatur.

**II.** Neque illa navigandi & commercandi libertas, occasione vel causa ullius Belli infringetur in ullis Mercimoniõrum generibus, sed ad omnes Merces quæ in Pace subvehuntur, se extendet, exceptis solum iis, quæ Articulo proximo sequuntur & Contrabandæ nomine indignantur.

**III.** Sub isto nomine Contrabandæ seu Mercimoniõrum prohibitorum solummodo comprehenduntur Arma, Bombardæ, cum suis Ignatibus & aliis ad eas pertinen-

ANNO  
1674.

tinentibus, ignes Missiles, Pulvis Tormentarius, Fomites, Globi, Cuspides, Enses, Lanceæ, Hæstæ, Bipennes, Tormenta, Tubi Catapultarii (vulgo *Mortaria*) induciles Sclopi, vulgo *Peturæ*, Glandes, Igniarum Missiles, vulgo *Grenada*, Furcæ Sclopetariæ, *Bandeliers*, Salpetræ, Sclopeti, Globuli seu Pilæ, quæ Sclopetis jaculantur, Cassides, Galeæ, Thoraces Loricati, vulgo *Cuirasses*, & similia Armaturæ genera, Milites, equi, omnia ad instruendos equos necessaria, Sclopethecæ, Balthei, & quæcunque alia Bellica Instrumenta.

IV. Inter Bona prohibita haudquaquam censebuntur, hæc, quæ sequuntur, Mercimonia, omnes scilicet pannorum species, omnesque alia Manufacturæ, textæ ex quacunque Lana, Lino, Serico, Gossipio, vel alia quacunque materia, omnia vestium & indumentorum genera, una cum speciebus, ex quibus confici solent, aurum & argentum tam signatum quam non signatum, Stannum, Ferrum, Plumbum, Cyprium & Carbones Focarii, Triticum etiam & Hordeum, & aliud quodcunque Frumenti vel leguminis Genus, Herba Nicotiana, vulgo *Tabaco*, nec non omne genus aromatum, Carnes salitæ & furno duratæ, pisces saliti & arefacti; Caseus & butyrum, Cervisia, Olea, Vina, Sacchara, & omne genus Salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominum & vitæ sustentationem facit: Gossipii porro, Cannabis, lini & picis omne genus, Funes, vela & Anchoræ, Mali item Navales, ut & afferes, Tabulæ & Trabes ex quibuscunque arboribus, omniaque alia ad Naves seu construendas, seu reficiendas comparata, quin plane inter Mercimonia libera censebuntur, juxta atque alia quælibet Merces & res, quæ in Articulo proximè præcedenti non comprehenduntur; ita ut à Subditis Regiæ Majestatis antememoratæ, etiam ad loca Dominis Ordinibus inimica, ut & à Subditis Dominorum Ordinum, vice versa, ad loca hostibus Domini Regis obtemperantia, liberrime transportari & invehiri possint, exceptis duntaxat Oppidis, locisque obsidione cinctis, circumseptis vel investitis, Gallice *bloquées* ou *investies*.

V. Quo autem in posterum discordiæ & similitates omnimodæ hinc inde per Mare & per Terram juxta cessent, ac penitus extinguantur, conventum est, quod Naves & Navigia, omne genus ad Subditos Domini Regis sæpius memorati spectantia, quæ Stationem aut Portum aliquem Dominis Ordinibus obtemperantem ingressa vel ingressura sunt, & alioverum pergere volentia, solummodo Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas dictas, quarum formula Articulis hisce subnectitur, Officialibus in Portu agentibus, aut si quas Naves Ordinum Prædiarias, aut alias sumptibus privatis ad Bellum instructas, ibi versari contigerit, earundem Præfectis exhibere tenebuntur, neque sub eo prætextu quicquam ab iis pecuniæ, vel alterius rei exigetur, sin autem in alto Mari, aut alibi locorum, quæ non sunt intra Dominorum Ordinum Ditionem, Navibus Bellicis, Dominorum Ordinum, aut Navibus sumptibus privatis Subditorum suorum ad Bellum instructis, obviam dederit Navis aliqua, ad Subditos Domini Regis Magnæ Britanniæ spectans, dictæ Naves Dominorum Ordinum suorumque Subditorum, interjecta idonea distantia subsistent, & Scapham suam solum expediant, licitumque iis erit cum duobus, tribusve duntaxat hominibus Majestatis suæ Subditorum Naves & Navigia conscendere, ut sibi à Præfecto sive Magistro talis Navis aut Navigii ad Majestatis suæ Subditos spectantis Literæ Maritimæ de proprietate ejusdem juxta formulam inferius descriptam, exhibeantur, & Navi, quæ eas exhibuerit, liber erit transitus, eandemque molestia aliqua afficere, excutere, detinere, aut de Cursum destinato, ut deflectat cogere, nefas esto; eadem autem in omnibus libertate atque immunitate fruuntur omnes Subditi Dominorum Ordinum ipsis pariter Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas suas exhibentibus, juxta formulam, in calce hujus Tractatus præscriptam, conceptas.

VI. Quod si Navi alicui, vel Navigio ad Anglos vel alios Regiæ Majestatis Subditos spectanti, verum ad Portum aliquem Dominis Ordinibus inimicum tendenti aut etiam vice versa, Navi alicui ad Fœderatas Belgii Provincias, vel alios Dominorum Ordinum Subditos spectanti, Portum aliquem hostibus dictæ Regiæ Majestatis obtemperantem petenti, in cursu suo obviam sit, Navis illa non tantum Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas, quibus juxta formulam inferius præscriptam, munienda est, verum etiam Literas

Certificatorias, exprimentes rerum subveclarum Indices; à Teloniorum Inspectoribus in Portu, unde solverat, sub forma consueta datas; exhibebit, unde dignosci queat an Mercimonia aliquibus Articulis hujus Tractatus tertio prohibitis, oneretur.

VII. Quod si per exhibitionem supradictarum Literarum Certificatarum, experimentum rerum subveclarum Indices, à Teloniorum Inspectoribus in Portu, unde solverat, sub forma consueta datarum, de quarum exhibitione superius conventum est, altera pars deprehenderit aliqua id genus Mercimonia, quæ Contrabanda seu prohibita esse in tertio hujus Tractatus Articulo declarantur, ad Portum alterius hostibus obtemperantem destinata, foros illius Navis, in qua ea reperiri contigerit, sive ad Subditos Domini Regis, sive ad Dominorum Ordinum Subditos spectaverit, resignare, Cistas, Capsas, Sarcinas, aut vasa in eadem referare, vel dirumpere, vel partem licet minimam, Mercimonia distrahere, nisi toto prius onere præsentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram exposito, & in Inventarium redacto, nefas esto: earum venditioni tamen, permutationi, aut alienationi quacunque nulloatenus locus erit nisi postquam ritè & legitime contra istiusmodi bona prohibita processum fuerit, eademque rerum Maritimarum Judices lata Sententia Fisco respective suo addixerint, salva semper tam ipsa Navi, quam cæteris Mercibus, in eadem reperitis; quæ ex hoc Tractatu liberæ censendæ sunt, ne ex prætenso Mercium prohibitarum contagio detineri, nedum pro præda legitima confiscari possint, sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat ex Mercibus prohibitis, vel Contrabandis constiterit, easque Præfectus Navis Captori, qui eas deprehenderit, extradere se promptum & paratum præstet, in eo casu Captor Navem ut ad Portum sibi commodum deflectat, haud coget, quin illico dimittet, neque ulla ratione impediet quo minus cursum, quem instituerat, liberè proseguatur.

VIII. Conventum porro est, quod quicquid à Subditis Regiæ Majestatis in Navem quacunque ad hostes Dominorum Ordinum pertinentem, impositum esse deprehendatur, quamvis de genere Mercium prohibitarum non sit, totum id Fisco addici possit, cæterum id contra pro immuni atque libero habebitur omne id, quod in Navibus ad Subditos Regiæ Majestatis spectantibus immisum deprehendatur, etiamsi totum oneris vel ejusdem pars aliqua ad hostes Dominorum Ordinum justo Proprietatis titulo pertinuerit, exceptis semper Mercibus Contrabandis, quibus interceptis, omnia ex Articulorum præcedentium mente & præscripto fiant: pari itidem ratione quicquid à Subditis Dominorum Ordinum in Navim quacunque ad hostes Regiæ Majestatis pertinentem, impositum esse deprehendatur quamvis de genere Mercium prohibitarum non sit; totum id Fisco addici potest, cæterum è contra omnè id, quod Navibus ad Subditos Dominorum Ordinum spectantibus, immisum deprehendatur, pro immuni atque libero habebitur, etiamsi totum oneris, vel ejusdem pars aliqua ad hostes Regiæ Majestatis justo Proprietatis titulo pertinuerit, exceptis semper Mercibus Contrabandis, quibus interceptis, omnia ex Articulorum præcedentium mente & præscripto fiant: nequid autem detrimenti alteri Parti in Pace versanti, ubi altera Pars forte in Bellum proruperit, ex improvise adferatur; provisum & cautum esto, quod Navis ad hostes alterutrius Partis spectans, bonis Subditorum alterius onerata, eadem confiscationi contagio suo non reddet obnoxia; modo imposita fuerint ante expirationem terminorum & dierum, hic inferius præscriptarum, post Belli cujusvis denunciationem seu declarationem, videlicet si bona imposita fuerint in aliquo Portu, vel loco inter terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum, qui Naz dicitur in Norvegia intra spatium sex septimanarum post talem declarationem, duorum mensium inter dictum terminum *the Soundings* & Civitatem Tingitanam, & decem septimanarum in Mari Mediterraneo, vel intra spatium octo mensium in quavis alia Orbis Regione, vel loco; bona igitur Subditorum Regiæ Majestatis in quacunque Navi vel Navigio quacunque, qui Dominis Ordinibus hostis fuerit, capta, aut deprehensa, eo sub prætextu confiscatæ non licebit, sed sine dilatione Proprietariis restituentur, nisi imposita fuerint post dictorum terminorum temporis respectivè expirationem, ita tamen ut postmodum iis licitum non sit, dicta Mercimonia, quæ Contrabanda dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad Portus inimicos advehere; bona etiam Subditorum Dominorum Ordinum vice versa in Nave, vel

ANNO  
1674.

Navi

ANNO 1674. Navigio cujuscunque, qui Regiæ Majestati hostis fuerit capta aut deprehensa, eo sub prætextu Fisco addicere nefas itidem esto; sed sine mora Proprietariis restituentur, nisi post dictorum terminorum temporis respectivè expirationem, imposita fuerint, ita tamen ut postmodum iis licitum non sit dicta Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad Portus inimicos advehere.

IX. Quo Majestatis suæ & dictorum Ordinum Subditorum securitati abundantius cautum sit, quod nulla injuria per alterutrius Partis Naves Bellicas, vel alias sumptibus privatis ad Bellum instructas, iis inferetur; omnibus tam Majestatis suæ, quam dictorum Ordinum Navium Præfectis, omnibusque eorum Subditis, qui suis impensis Naves instruent, ut & privilegias hinc inde Communitatibus, omni in alteram partem injuria & damno quocunque interdicitur, sin secus faciant, pœnas luent, & præterea obstricti erunt de damno cum omni causa, & eò, quod interest, satisfacere, per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ bonorumque.

X. Ob hanc causam singuli Navium sumptibus privatis ad Bellum instructarum Præfecti, antequam Diplomata sive Commissiones suas speciales recipient; sufficientem fiduciarum cautionem per viros idoneos, qui solvendo sunt, & in tali Navi partem vel interesse non habentes, coram Judge competenti interponere in posterum tenebuntur in Summa mille quingentarum librarum Sterlingarum, sive sedecim millium quingentorum Florenorum vulgo *Guldens*, at quoties centum & quinquaginta numero excedunt homines, in Summa ter mille librarum Sterlingarum, sive triginta & trium millium Florenorum, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu Navali, ipsi vel sui Officiales, aliive sibi inservientes, contra præsentem hunc Tractatum vel alium quemque inter Majestatem suam, dictosque Ordines committant in solidum satisfacturos, sub pœna etiam revocationis & cassationis Literarum Commissionum specialium ac Diplomatum, in quibus semper inseretur talem cautionem ab ipsis (ut præfertur) interpositam fuisse & insuper conventum est; quod Navis etiam ipsa damnis & injuriis à se illatis satisfacere tenebitur.

XI. Majestas sua, dictique Ordines alterutrius Subditos ac si proprii sui Subditi essent, mutuo eodemque favore in omnibus, suis respectivè Ditionibus prosequi volentes, quæ necessaria fuerint, simul & efficacia dabant Mandata, ut jus super prædis captis administraretur, secundum Justitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni suspitione majoribus, & quorum in causa, quæ disceptatur, nullatenus intererit, Majestas sua dictique Ordines pariter strictè dabunt in Mandatis, ut Sententiæ jam latæ & in futurum ferendæ executioni (prout earundem tenor exigit) debite mandentur, suumque sortiantur effectum.

XII. Quandocunque dictorum Dominorum Ordinum Legati, aliive Ministri publica auctoritate muniti, in Aula Serenissimæ Suæ Majestatis Magnæ Britanniæ commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerint, Majestas sua easdem in Consilio suo revideri, & ad examen revocari curabit, ut constet utrum Ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, servatæ & debitum effectum sortitæ fuerint, curabit itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur: & cum pariter Legati vel alii Majestatis suæ Ministri publica auctoritate instructi apud Ordines Generales commorantes, de Sententiarum iniquitate querentur, dicti Ordines, earundem revisionem in Ordinum Generalium Conventu fieri, & ad examen revocari curabunt, ut constet utrum ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, servatæ & debitum effectum sortitæ fuerint; curabunt itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur, nihilominus ante vel post Sententiam latam pendente ejusdem ab alterutra parte revisione, bona controversa vendere vel exonerrare, nisi ex consensu eorum, quorum interest, nullatenus licebit.

XIII. Lite mota inter prædarum Captores ex una, & earundem Reclamatores ex altera parte, lataque Sententia vel Decreto pro parte reclamante, eadem Sententia sive Decretum (interposita cautione) executioni mandabitur, Captoris ad superiorem Judicem provocatione nullatenus obstante, quod quidem non observabitur, ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores.

ANNO 1674. XIV. Cum autem Magistri Navium Mercatoriarum ut & Nautæ & vectores multa atrocità & barbariem spiantia nonnunquam perpetiantur, ubi in Navium (prædas tempore Belli per Mare facientium) potestatem redacti sunt, Captoribus more inhumano in illos savientibus, quo confessionem, qualem illi factam vellent, ab iis extorqueant, conventum est, quod tam Regia Majestas, quam Domini Ordines Generales istiusmodi flagitia, prorsus inhumana, sanctionibus severissimis prohibebunt, & quotquot legitimis probationibus talium factorum convictos offenderint, debitis & justis pœnis & quæ in terrorem sufficiant, in eos animadverti curabunt, omnes Navium Præfectos & Officiales, per quos hujusmodi flagitia admittæ fuisse probabitur, vel proprio ipsorum actu, vel alios ad ea perpetrandum instigando, vel connivendo dum perpetrantur, præter alia supplicia pro delictis eorum instigenda, à munere quemque suo statim amoveri jubeunt; & quælibet Navis in prædam abducta, ubi Nautæ aut Vectores torturam aliquam perpeffi fuerint, illico dimittetur, & ab omni ulteriore excussione aut impetitione tam judiciali quam extrajudiciali cum toto onere suo liberabitur.

XV. Conventum itidem est, quod similis pœnarum severitas statueretur in eos, qui contra dictamen Articuli vigesimi primi Pacis Bredanæ Commissiones ab hostibus capient ad deprædandas Sociorum Naves, contra quam dicto Articulo cautum est.

XVI. Conventum denique & conclusum est, quod præfens Tractatus, omniaque & singula in eo contenta, quam mature fieri poterit, respectivè ratihabebuntur & confirmabuntur, quodque Ratificationes desuper habitæ, intra duos menses à data præsentium numerandos, reciproce & rite inter Partes permutabuntur; dictusque porro Tractatus intra unum mensem post ejusmodi permutationem Ratificationum tam apud Gubernatores Communitatum hinc Anglicanarum per Indiam Orientalem & Africam Mercantia exercentium, quam apud Directores Communitatum illinc Belgicarum per Indias Orientales & Occidentales Mercantia itidem exercentium, in debita & authentica forma deponetur, & tam à Regia Majestate supramemorata quam à præfatis Dominis Ordinibus ad suos respectivè Coloniarum & locorum in quacunque Orbis Regione extra Europam sitarum, Gubernatores & Præfectos cum prima quaque occasione transmittetur, in eum finem, ut ab illis & ab omnibus aliis intra Ditiones suas & sub eorum potestate respectivè degentibus, quam exactissime observetur & perimpleatur.

*Formala Literarum Committas, vulgo Literarum Maritimarum petendarum, dandarumque à Domino, Domino Magno Admirallo seu Archiballasso, vel ab iis, quibus rerum Maritimarum Jurisdictio Jure ordinario mandata est, sive à Prætorè vel alio summo Magistratu, sive à Commissariis, aliisve Principalibus Officialibus Teloniorum in Portibus suis respectivè & locis intra Majestatis suæ Dominia Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum Articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.*

Omnibus ad quos præfentes Literæ pervenerint; Salutem; Nos Archithallassus, Nos Commissarii Magni Admiralii officio fungentes, sive Nos, supremæ Curiæ Admiralitatis Judex, aut Nos Prætor vel Magistratus sive Nos Commissarii sive Principales Teloniorum Officiales in Civitate, vel Portu Testamur & notum facimus, Magistrum sive Præfectum Navis vocatæ coram nobis comparuisse & solemni Jurejurando affirmasse, dictam Navem vel Navigium Mensurarum (quas vulgo *Tonnen* vocant) plus minus (cujus ille hoc tempore Magister sive Præpositus est) pertinere ad Incolas intra Dominia Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Regis, Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ, fidei Defensoris &c.

*Ita eum Deus adjuvet.*

Cum autem acceptissimum nobis foret, prædictum Magistrum seu Præpositum in iis, quæ probe justeque ab eo agenda erunt, adjuvari, Rogamus vos universos & singulos, ubicumque dictus Magister, seu Præpositus Navem,

ANNO 1674. Navem, Mercesque, in ea investas, & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari sub legitimorum confuetorumque vectigalium ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi, Portus, Flumina & Dominia vestra, & omnimodo Navigationis Mercatus Commenciorum & promercialium Jure specieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique: in quorum majorem fidem & testimonium presentes manu nostra signavimus & Sigillo nostro communiri curavimus. Datas in die Anno Domini.

*Formula Literarum Commercatus, vulgo Literarum Maritimarum, petendarum, dandarumque à Consulibus Civitatum & Portuum Uniti Belgii omnibus Navibus Navigansve, inde vela facientibus, secundum Articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.*

Serenissimis, Illustrissimis, Potentissimis, Nobilissimis, spectatissimis, prudentissimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Consulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Justitiariis & Rectoribus omnium Civitatum & locorum tam Ecclesiasticorum, quam Secularium, quibus hæc exhibebuntur, Consules & Rectores Civitatis Notum facimus

Magistrum seu Præpositum Navis se nobis stitisse, & solenni

Jurejurando affirmasse dictam Navem cui nomen est mensurarum; quas vulgo *lastas*

vocant, plus minus cujus ille hoc tempore Magister sive Præpositus est, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti Belgii, Ita eum Deus adjuvet; Cum autem acceptissimum nobis foret prædictum Magistrum seu Præpositum in iis, quæ probe, justeque ab eo agenda erunt, adjuvari, Rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister seu Præpositus Navem, Mercesque in ea investas & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari sub legitimorum, consuetorumque vectigalium ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Dominia vestra & omnimodo Navigationis, Mercatus, Commenciorum ac promercialium Jure specieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique, in quorum majorem fidem & testimonium hæc Civitatis nostræ Sigillo, signari curavimus, datas . . . . . in . . . . . die . . . . . Anno Domini

In quorum omnium & singulorum fidem & robur nos attememorata Regiæ suæ Majestatis & præfatorum Dominorum Ordinum Generalium Commissarii, facta nobis ad id potestate sufficienti hisce Tabulis nomina nostra subscripsimus illasque Sigillis nostris signavimus Londini primo die Decembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

Signatum erat,

- |                        |                         |
|------------------------|-------------------------|
| (L.S.) Tho. Culpeper.  | (L.S.) J. Corver.       |
| (L.S.) G. Downing.     | (L.S.) G. Santyn.       |
| (L.S.) Richard Ford.   | (L.S.) Samuel Beyer.    |
| (L.S.) Will. Thomson.  | (L.S.) And. van Vossen. |
| (L.S.) John Jollif.    | (L.S.) P. Duvelaar.     |
| (L.S.) John Buchworth. | (L.S.) N. Michielson.   |

CXXXIII.

1675. 26. Janv. *Traité de Confederation, Secours & Defense entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. Roi d'Espagne, les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, & le Duc ERNEST AUGUSTE Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunebourg. A la Haye le 26. Janvier 1675. Avec des ARTICLES SE- TOM. VII. PART. I.*

ANNO 1675. PAREs, dont les uns portent, que les trois Puissances ci-dessus mentionnées payeront d'abord après ce Traité signé la Somme de 50000. Rix-dalers à Monfr. l'Evêque d'OSNABRUG. A la Haye le 26. Janvier 1675. Et les AUTRES que nonobstant la teneur de l'Article onzième du Traité; l'Intention des Alliez est, que les Troupes de Monfr. l'Evêque d'OSNABRUG, seront jointes à celles des autres Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg, & agiront conjointement avec elles &c. A la Haye le 26. Janvier 1675. [Actes & Memoires des Negociations de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 713.]

Soit notoire à tous, que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roi d'Espagne, comme aussi Leurs Hautes Puissances, Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant fait représenter plusieurs fois à Son Altesse Serenissime M. Ernest Auguste Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, comment au prejudice des Traités d'Osnabrug, de Munster, de Civecs, & d'Aix-la-Chapelle, ils ont été en plusieurs sortes, & manieres offensés, & violentés tant dedans que dehors l'Empire; ce qui les auroit necessités de joindre leurs Armes, afin de rétablir par là la Paix & le repos dans l'Empire, aussi-bien que dans son voisinage, à des conditions honorables & justes, requerant que Son Altesse Serenissime, qui de tout temps a témoigné une affection particuliere, & soin pour le bien commun, & pour la seureté de l'Empire, voulût aussi dans ces troubles, fuscités par le parti contraire, au dernier prejudice & desavantage de tous les Etats du même Empire, continuer & joindre ses Armes, à celles de Sadite Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, afin d'obtenir par là une Paix seure & generale; Et de l'autre côté Son Altesse Serenissime étant assurée entierement, que les intentions tant de Leursdites Majestés Imperiale, & Royale d'Espagne, comme aussi de Leurs Hautes Puissances ont pour objet, non seulement le bien & la conservation de l'Empire; mais aussi celui des Etats de tous les Alliés. Ayant aussi considéré que lui-même pourroit difficilement à l'égard de son Pays, & de ses Sujets mêmes conserver le repos & la seureté, dont ils ont paisiblement joui, jusques à present, si la Paix ne se rétablit bien-tôt dans le voisinage: Il a été après meure deliberation faite, touchant ladite jonction, entre les Ministres sousignés de Sadite Majesté Imperiale, dudit Seigneur Roi d'Espagne, desdits Seigneurs Etats Generaux, & dudit Seigneur Evêque, Duc de Bronswick & Lunenbourg, convenu, & accordé en la maniere suivante.

I. Premièrement, que ce n'est pas leur intention de faire cette Alliance, pour offenser aucun Roi, Prince, ou Republique; mais au contraire & principalement pour établir le repos dans le voisinage, car comme d'un côté, cela est jugé juste, & conforme à l'inclination, & intention des Alliés: ainsi de l'autre est-il juste, necessaire & conforme à leur intention, de faire cette Alliance, afin qu'elle ne serve pas seulement contre les Ennemis que l'Empereur, le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont presentement, & contre leurs Adherans: Ce qui est posé ici comme un fondement inébranlable; mais aussi qu'avec cela, elle sera applicable, & fortira son entier effet, ce qui doit être aussi infaillible que l'autre, à l'égard de tous ceux, qui dans la suite de la presente Guerre viendront à rompre avec les Alliés, ou avec l'un d'eux, ou bien qui en quelque maniere que ce soit, prendront Parti avec leurs Ennemis, soit en general, ou en particulier, ou qui pourroient former, & machiner de mauvais desseins, & entreprises contre lesdits Alliés, Pais & Sujets respectivement; Et afin de les prevenir & s'y opposer, il a été expressément stipulé, que les Troupes ci-dessous spécifiées, seront employées contre tels Ennemis quels qu'ils puissent être, presents & futurs, leurs Adherans & Partisans, ou Entrepreneurs, ou Machinateurs de mauvais desseins, & non contre d'autres, ainsi qu'il a été convenu par le present Traité.

II. Il a aussi été convenu que ledit Seigneur Duc mettra sur pied le plutôt que faire se pourra, ou au plus tard dans deux Mois & demi, après la signature du present

ANNO  
1675.

present Traité, dans cette Parrie de ses Etats, qui est la plus proche des Villes & Places des Ennemis communs, 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 500. Dragons, ou 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, suivant que Son Altesse le trouvera à propos.

III. Que Sadite Majesté Serenissime sera tenuë d'entretenir & de payer 2000. Hommes, sçavoir 1000. Fantassins, & 500. Chevaux, & 300. Dragons avec deux Compagnies des Gardes pour la Personne de Sadite Altesse, l'une à Cheval, & l'autre à Pied, & que les trois mille Hommes restants, sçavoir les 2000 Hommes de Pied & mille Chevaux, seront payés par Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, chacun pour la moitié également.

IV. Que pour faciliter la levée desdits 5000. Hommes, c'est-à-dire 3000. Fantassins, 1500. Chevaux, & 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, afin qu'ils soient levez au plutôt, ou au plus tard dans le tems porté ci-dessus, Sa Majesté le Roi d'Espagne & les Etats Generaux feront payer audit Seigneur Evêque Duc immédiatement après la signature du present Traité dans la Ville d'Amsterdam la Somme de 70000. Rixdalers, ou 125000. Livres Monnoie de Hollande.

V. Que lors qu'après la conclusion du present Traité une partie desdits Gens de Guerre aura été mise sur pied, & Sadite A. S. les presentera, en requerant, que l'on en fasse la revûë, ladite revûë se fera par des Commissaires, qui seront nommez de part & d'autre, & dès lors Sa Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux payeront la moitié des Troupes, qui auront été ainsi presentées, lesquelles aussi dès ce tems-là, seront tenuës de se laisser employer & d'agir, ainsi qu'il sera jugé à propos, pour le bien commun des Alliés. Et après que lesdits cinq mille Hommes auront été entièrement levez, Sa Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux en étant requis, en feront une seconde revûë, & après cela les Subsides seront par eux entièrement & ponctuellement fournis pour les Payemens desdits 2000. Hommes de Pied, & mille Chevaux, & combien que lesdites revûës ne se fissent point de la part de Leurs Hautes Puissances, la paye ne laissera pas de courir du jour qu'elles auront été sommées de la part de Sadite Altesse Serenissime.

VI. Que lesdits Gens de Guerre, seront rangés en trois Regimens de Cavalerie, en trois Regimens d'Infanterie, & un Regiment de Dragons; que chaque Regiment de Cavalerie sera composé de cinq cens Chevaux en six Compagnies; chaque Regiment d'Infanterie de mille Fantassins, en dix Compagnies de cent Hommes chacune; que chaque Colonel, tant d'Infanterie que de Cavalerie, sera payé à raison de 120. Rixdalers, ou 300. Livres Monnoie d'Hollande par mois courant, chaque Lieutenant Colonel à raison de 40. Rixdalers ou 100. Livres, & les Mareschaux des Logis, & Prevôts d'Infanterie l'un & l'autre, à raison de 18. Rixdalers ou 45. Livres Monnoie de Hollande par Mois, moyennant quoi Sadite Altesse Serenissime ne pourra pas pretendre le remboursement d'autres fraix faits pour des Chariots, Charrettes, Chevaux, qui auront été employés dans les expéditions ou autrement.

VII. Que Sa Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances payeront à son Altesse Serenissime pour les gages de chaque Regiment de Cavalerie, qui sera par eux entretenu & payé, rangé ainsi que dessus, la Somme de quatre mille sept-cens soixante & sept Rixdalers, vingt neuf Sols, & neuf Deniers par Mois courant, dont les douze font une année, & pour chaque Regiment d'Infanterie la Somme de 4104. Rixdalers; ou 10262. Livres un Denier Monnoie de Hollande, aussi par Mois courant, dont les douze composent une année.

VIII. Que les Deniers nécessaires pour le Payement des gages desdites Troupes jusques à la concurrence de mille Chevaux, & de 2. mille Hommes de Pied, seront promptement payés le même jour que la revûë en aura été faite, & ainsi de tems en tems au commencement de chaque Mois, tant que cette Guerre durera, comme aussi Sadite Majesté le Roy d'Espagne, & les Etats Generaux feront remettre ponctuellement, par bonnes Lettres de Change à Osnabrug les appointemens de cinq Colonels, autant de Lieutenants-Colonels & Majors, afin qu'il en fasse les Payemens, ainsi qu'il jugera à propos ensuite que Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux ne soient po nt

responsables des payemens, qui n'auront pas été faits, ANNO  
à l'égard d'aucun Officier, Cavalier ou Soldat. 1675.

X. Qu'après la premiere revûë, qui aura été faite desdites Troupes, lors qu'elles seront complètes, Sadite Altesse Serenissime ne fera pas obligée d'en souffrir aucune autre; Mais Sadite Majesté le Roi d'Espagne & les Etats Generaux seront tenus de les payer comme complètes, comme de son côté Sadite Altesse Serenissime promet en parole de Prince, qu'elle les rendra toujours complètes à l'entrée de chaque Campagne.

XI. Que l'on ajoutera auxdites Troupes une Artillerie proportionnée à leur nombre, & payeront Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux pour le Train, & Equipage de ladite Artillerie la Somme de trois mille Rixdalers ou 7500. Livres par Mois courant.

XII. Que Sadite Altesse Serenissime sera tenuë d'assembler lesdites Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir, contre toutes sortes d'Ennemis sans aucune exception, lors qu'il sera nécessaire; & ainsi qu'il sera jugé à propos pour le bien commun par lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunebourg, à la pluralité des voix, bien entendu qu'elle ne sera pas obligée de porter ses Armes jusques dans le País de la Maison de Brunswick & Lunebourg.

XIII. Qu'en cas que les País de Sadite Altesse Serenissime soient attaqués, pour quelque cause ou sur quelque pretexte que ce soit, incontinent après la conclusion du present Traité, ou bien pendant la presente Guerre, non seulement ses Troupes ne seront pas tirées du País, ni retenues dans les Armées; mais lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & les Etats Generaux détacheront, sans aucun delay, de leurs Corps les Troupes qui seront jugées nécessaires, pour les faire agir avec vigueur, afin de repousser ladite attaque.

XIV. Qu'en cas, qu'il se trouve ci après, que lesdits 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 300. Dragons, avec les deux Compagnies des Gardes, ne soient pas capables de reduire les Ennemis, & leurs Adherans & Parrisans, à la nécessité de faire cesser les hostilités & agressions, & de consentir à une Paix raisonnable, qu'auxdites Troupes seront renforcées & augmentées, de concert, & de consentement commun, d'un nombre proportionné à celles que les autres Alliés fourniront.

XV. Qu'après que le present Traité sera conclu, lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, les Etats Generaux, & Sadite Altesse Serenissime, ne pourront pas faire une Trêve, ou suspension d'Armes, avec lesdits Ennemis, sinon conjointement, & d'un consentement commun; mais en cas que l'on vienne à entrer en aucune Negotiation, soit de Paix ou de suspension d'Armes, pour quelques années, que ladite Negotiation ne pourra pas être entamée par l'un des Alliés, sans la participation des autres; & sans qu'il fasse donner aux mêmes Alliés, dans le même temps, & aussitôt, qu'il aura obtenu pour lui-même, la faculté & les sûretés nécessaires, pour les Ministres qu'ils voudront envoyer au lieu, où la Negotiation se doit faire, comme aussi que lesdits Alliés seront tenus de donner de temps en temps les uns aux autres communication de ce qui se passera en ladite Negotiation. Et encore que pas une des Parties ne pourra passer outre à la conclusion de ladite Paix, ou Trêve pour quelques années sans y comprendre les autres Alliés, & sans les faire rétablir, s'ils le desirent ainsi, en la possession de leurs Erats, País, Villes, Places, comme aussi en la jouissance des Droits & Libertés, qu'ils auroient, & dont ils jouissoient avant la Guerre, & sans stipuler desdits Ennemis pour lesdits Alliés les mêmes Droits, Libertés, Exemptions, & Prerogatives, qu'il auroit stipulées pour lui-même, si ce n'est que lesdits Alliés en convinssent entr'eux autrement sur ce sujet.

XVI. Comme aussi qu'après, que la presente Guerre sera finie, il y aura & demeurera, entre lesdits Alliés, une bonne, fidelle & sincere amitié, & bonne correspondance, laquelle servira à se procurer fidèlement & de tout leur pouvoir, le bien, & l'avantage les uns des autres, & à aider à éviter & détourner tout le mal & dommage, qu'on leur pourroit faire avec les forces, qui seront ci-après déclarées à l'égard des uns & des autres.

XVII. Que les Alliés aideront à defendre, & à proteger



ANNO  
1675.

teger contre tous ceux, qui pourroient entreprendre d'envahir, ou attaquer à force ouverte, sous quelque pretexte, que ce puisse estre, leurs Etats, Pais, & Provinces, ci-dessous spécifiés; sçavoir à l'égard de Sa Majesté Imperiale, les Pais Hereditaires d'Autriche & le Roiaume de Boheme; à l'égard de Sa Majesté le Roi d'Espagne, les Provinces des Pays-Bas de son obeïssance, y compris la Comté de Bourgogne; à l'égard de Leurs Hautes Puissances, tout ce qui leur appartient en Europe; & à l'égard de Sadite Altesse Serenissime, tous les Pais qu'elle possède presentement, comme aussi tous ceux, que lesdits Alliés acqueront ci-aprés, par Succession, ou autre Titre legitime, auprès desdits Pays, ou dans le voisinage, y compris les Habitans, Villes, Places & Forts d'iceux.

XVII. Que la presente Alliance defensive subsistera dix ans, à compter depuis la fin de la presente Guerre: & en cas que pendant ce temps-là quelqu'un des Alliés vint à être assailli, par qui ce soit, sans exception aucune, ou contraint de soutenir une Guerre en se defendant, ceux des Alliés, qui ne seront pas attaquez, seront tenus d'assister celui qui le fera, & de le secourir de forces raisonnables, sçavoir lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux, chacun de 2000. Chevaux, & 4000. Fantassins, & Sadite Altesse Ser. à proportion de ce que les autres Princes de ladite Maison de Bronswick & Lunebourg ont promis de fournir, distribuez en tels Regimens, Compagnies, & sous tels Colonels, Capitaines, & autres Officiers, que ceux des Alliez, qui enverront ledit secours trouveront à propos, & jugeront propres pour l'effet fusdit. Et sera ledit secours fourni, envoyé, & entretenu au service de l'attaqué aux dépens des autres Alliez, qui l'enverront, & toutes les fois, que quel qu'un des Alliez sera attaqué en la maniere qu'il vient d'estre dit.

XVIII. Que celui, qui sera ainsi attaqué en la maniere fusdite, aura le choix & l'opion, de recevoir tout ledit secours en Soldats, ou bien en argent, ou bien en partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres Denrées propres pour servir à la Guerre, enforte que mille Soldats seront comptez, ou estimez à dix mille Livres par Mois, chaque Cavalier compté pour deux Soldats & douze Mois pour l'année; & que le Payement se fera au commencement de chaque Mois par portions égales; tellement qu'en cas que ledit Payement se fasse en argent, en tout, ou en partie, les Deniers seront payez au lieu que l'attaqué trouvera à propos, & jugera lui estre le plus commode; mais en cas qu'il le fournisse en Munitions de Guerre ou autres choses propres à la Guerre, en tout ou en partie, qu'alors celui qui recevra le secours sera tenu de l'envoyer querir dans le Pays de celui qui le fournit.

XIX. Pas un des Alliez à qui ledit Secours sera demandé quel qu'il puisse estre ne pourra se servir du pretexte de manquement de quelqu'un des autres pour le refuser, ou retarder; mais sera obligé de fournir promptement le secours, qui lui sera demandé; & en cas que ce soit en Soldats, il doit estre fourni effectivement au plus tard dans six semaines, après que la requisition aura été faite dans le Pais de celui qui l'aura demandé. Et seront lesdits Gens de Guerre entiere-ment & absolument commis au commandement & aux ordres de celui à qui ils seront envoyés, ou de celui qui aura pouvoir de lui, pour s'en servir & les transporter aux Lieux où bon lui semblera, bien entendu que ce soit par Terre, à la Campagne, aux Sieges, à la garde des Places, & par tout où la necessité ou l'utilité le requerra & toutes les fois qu'il sera besoin, avec cette reserve toutefois que les Compagnies ne pourront pas être entierement separées les unes des autres, mais qu'elles demeureront ensemble sous leurs Drapeaux, du moins au nombre de deux ou de trois cens Soldats de chaque Regiment.

XX. Apres que le Secours sera fourni, composé de Cavalerie & d'Infanterie, & qu'il aura esté envoyé par les Parties assistantes & reçu par l'Attaqué, ceux qui envoient le secours, ou bien ceux qui auront autorité & pouvoir pour cela, pourront disposer des Charges, & remplir les vacantes.

XXI. Et en cas que lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux demandent un plus grand Secours à Son Altesse Serenissime: qu'en ce cas il pourra augmenter le nombre des Gens de Guerre à proportion de ce que les autres Princes de Bronswick & Lunebourg augmenteront le nombre stipulé dans le

21. Article du Traité du 12. Juin, 1674. inbiennant qu'ils lui fassent fournir les choses necessaires pour faire les levées, & payer les Subsidés à proportion du nombre sur le pied qu'ils ont été fournis du commencement de ce Traité.

XXII. Lesdits Alliez donneront aussi ordre autan- que cela se pourra faire à ce que les Troupes; qui en vertu de ce present Traité seront envoiées dans le Pays de quelqu'un d'entr'eux; y puissent subsister à prix raisonnable.

XXIII. Que l'on tiendra pour l'attaquant & que l'on sera tenu de fournir le Secours contre celui qui employera les Armes contre quelqu'un desdits Alliez.

XXIV. Que celui qui apprehende quelque attaque, ou en est menacé, sera tenu d'en faire part de bonne heure aux Alliez, afin qu'ils ayent le loisir de s'employer à moyenner un accommodement, enforte neanmoins que non obstant les offices de mediation, le Secours promis sera fourni tout aussi-tôt que la rupture ou attaque sera effectivement arrivée.

XXV. Que la presente Alliance ne dérogera point aux Traitez & Alliances que lesdits Alliez, ou quelques-uns d'eux ont fait avec quelques-uns desdits Alliez, avant la date des presentes, bien entendu que le plus grand Secours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus couchez; seront réciproquement, de bonne foy & inviolablement observez & executez. Et pour plus grande assurance de cela; il a été fait du present Traité quatre Instrumens semblables, qui ont été signez par les Ministres soussignez desdits Seigneurs Alliez, qui les ont confirmez du cachet de leurs armes, & seront les Ratifications du present Traité données en bonne forme, & échangées entre les Parties interessées ici à la Haye, dans le temps de six semaines ou plutôt, si faire se peut. Et à l'égard de celle de Sa Majesté le Roi d'Espagne, on fournira dans le même temps celle de son Excellence Monsieur le Comte de Monterey, en attendant que celle de Sa Majesté mesme puisse être envoyée de Madrid. Fait à la Haye le 26. Janvier, 1675.

Signé,

(L.S.) E. FRANCISCO DE LIRA

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. DE MAURÉGNAULT.

(L.S.) J. Baron de REEDE, *Vrybeer van REN-  
WOUDE.*

(L.S.) G. VAN BOTZMA.

(L.S.) L. ADAM HAGEN.

(L.S.) J. PHILIP MULLER.

(L.S.) A. WICKEFORT.

Articles separés.

I. Bien entendu que par le quatrième Article du Traité aujourd'huy arrêté & conclu entre Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monsieur l'Evesque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, il soit dit que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roy d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances seront payer à Son Altesse Serenissime immédiatement après la signature dudit Traité, la Somme de 5000. Rixd. ou 12500. Liv. Monnoyé d'Hollande, si est-ce que d'autant que Monsieur le Ministre d'Espagne n'a point d'ordre positif de promettre la susdite Somme, quoi qu'il ne doute point qu'elle ne soit effectivement payée, & que de l'autre côté Sadite Altesse Seren. ne peut pas s'obliger à la levée & subsistance du nombre des Gens de Guerre porté par le mesme Traité, & qu'il ne seroit pas raisonnable aussi, qu'elle demeurât seule chargée de cette dépense, Leurs Hautes Puissances ont bien voulu y intervenir & promettre par cet Article separé, qu'en cas que la Cour d'Espagne manque d'avouer & de satisfaire ledit Traité; & aussi de payer au bout de deux Mois sa part de la Somme promise par ledit quatrième Article, elles y suppléeront; &

O O 2

payés

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

payeront seules ladite Somme de cinquante mille Rixdalers.

II. Afin que le Payement, dont il est parlé au 5. Article du Traité aujourd'huy arresté, & conclu entre Sa Majesté Imperiale, le Roy d'Espagne, Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monsieur l'Evesque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, se fasse ponctuellement, & ainsi que les bonnes intentions des Alliez ne soient point éludées, & le service commun retardé, Leurs Hautes Puissances promettent, par cet Article separé, de vouloir employer tous leurs offices auprès de Sa Majesté Imperiale, afin qu'elle souffre que Leurs Hautes Puissances rabattent sur les Subsidés, qu'elles payent à Sadite Majesté Imperiale la Somme à laquelle monte la part que Sa Majesté le Roy d'Espagne s'oblige de payer par ledit 5. Article, Sadite Majesté se reservant son recours, pour cet égard & pour son dédommagement envers ledit Seigneur Roi d'Espagne.

III. Comme aussi il a esté convenu, que le cas mentionné dans le 11. Article du mesme Traité échéant, ensorte que les Alliez vinssent à faire des Conquestes sur leurs Ennemis communs, celles qui se feront dans le voisinage, c'est-à-dire dans les Cercles de Westphalie, & de la Basse-Saxe, Messieurs les Etats Generaux n'y veulent rien prétendre, en quelque maniere que ce soit.

IV. Leurs Hautes Puissances ont aussi particulièrement promis, & promettent par cet Article separé, qu'à l'Assemblée qui se fera pour la Negotiation de la Paix, & par tout ailleurs où il sera necessaire, Elles feront tous les offices possibles, & imaginables, à ce que l'Evêché d'Osnabrug, qui presentement est alternatif, & tantost electif & tantost Hereditaire, demeure à l'avenir à ladite Serenissime Maison de Bronswick & Lunenbourg, sans qu'il en puisse estre détaché ou demembré pour quelque cause, ou pour quelque pre-texte que ce soit. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. DE MAUREGNAULT.

(L.S.) J. VAN REEDE, *Vrybeer van* RENSWOUDE.

(L.S.) E. VAN BOOTZMA.

Articles separez.

I. IL a esté plus particulièrement convenu qu'encore que par l'onzième Article du Traité aujourd'huy arresté, & conclu entre Sa Majesté Imperiale, le Roy d'Espagne, Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monsieur l'Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, il a esté dit que Sadite Altesse Serenissime sera tenuë d'assembler les Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir contre toutes fortes d'Ennemis, sans aucune exception, lors qu'il sera necessaire, au lieu & ainsi qu'il sera jugé à propos, pour le bien commun, par lesdits Seigneurs l'Empereur, le Roy d'Espagne, les Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, à la pluralité des voix, neanmoins la veritable intention des Alliez est, que lesdites Troupes feront jointes à celles des autres Princes de la Maison de Bronswick & Lunenbourg, pour agir conjointement avec elles, pour le bien commun des Alliez, si ce n'est que lesdits Alliez, & leursdites Alteses Serenissimes jugeassent necessaires Elles mesmes de les faire employer ailleurs, ou seuls ou conjointement avec d'autres Troupes des Alliez pour leur avantage commun.

II. Pour ce qui est des quartiers qui se prendront & des Contributions qui se leveront dans les Cercles de la Basse-Saxe, & de Westphalie, il en sera usé ainsi, que l'on est convenu par le troisième & quatrième des Articles secrets du Traité fait entre Sa Majesté le Roy d'Espagne & Leurs Hautes Puissances d'une part, & Leurs Alteses Serenissimes les Ducs de Bronswick, & Lunenbourg, conclu à Cel le 10. Juin 1674.

III. Et d'autant qu'en ce monde il n'y a rien qui ne soit sujet aux changemens, & aux revolutions, il a esté encore convenu, qu'en cas que pendant que la presente Alliance subsistera, il plût à Dieu de disposer de

la personne de Son Altesse Serenissime Monsieur le Duc George Guillaume, ce que les Alliez esperent qui n'arrivera point, ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, promet qu'en ce cas-là, il entrera dans l'obligation, en laquelle ledit Duc George Guillaume s'est constitué par ledit Traité du 16. Juin 1674. pourvu que Sadite Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roy d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances accordent à Son Altesse Serenissime les mêmes conditions, que ledit Seigneur Duc a stipulées pour lui par le même Traité, mais que s'il arrivoit aussi, que Monsieur le Duc Jean Frederic vint à decéder, Sadite Altesse Serenissime ne fera pas tenuë de fournir d'autres Troupes, que celles qu'elle promet par le present Traité, si ce n'est que par une nouvelle Convention on luy fasse des avantages proportionnez à ceux que l'on desirera d'Elle. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(L.S.) E. FRANCISCO DE LIRA.

(L.S.) G. FAGEL.

(L.S.) J. DE MAUREGNAULT.

(L.S.) J. Baron de REEDE, *Vrybeer van* RENSWOUDE.

(L.S.) G. VAN BOOTZMA.

(L.S.) L. ADAM HAGEN.

(L.S.) J. PHILIP MULLER.

(L.S.) A. WICKEFORT.

CXXXIV.

Article conclu entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre & de Hollande. Fait à Londres le 8. Mars, 1675. [Traduction Francoise du Mercure Hollandois de 1675. pag. 161.]

Comme ainsi soit que par l'Art. IX. du Traité qui a été conclu à West-munster le 9. Fevrier vieux stile en l'an de notre Seigneur 1674. entre le Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande, Deffenseur de la Foy, d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, d'autre, il a été accordé entre autres choses que quelques Commissaires qu'on deputeroit de part & d'autre s'assembleroient pour cet effet en cette Ville de Londres, lesquels delibereroient & s'accorderoient sur des Articles fermes & durables pour le contentement & securité des Sujets de part & d'autre, au moyen dequoi on pourroit établir un Reglement juste, & equitable sur le Commerce dans les Indes Orientales, dans laquelle Assemblée desdits Commissaires on n'a neanmoins rien pu changer, établir ou determiner pour ce sujet : Mais comme il est entierement expedient, tant pour l'interêt de la Paix publique que pour le bien des Particuliers qu'il y ait une amitié ferme & stable entre les Compagnies d'Angleterre & de Hollande qui font Negoce dans les Indes Orientales, & une inclination toute particuliere pour procurer l'avantage les uns des autres, c'est pourquoy on est demeuré d'accord cejourd'huy entre Nous Commissaires souseignés de Sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux en vertu des Pouvoirs qui nous ont été ottroyés pour cet effet, que les Compagnies se comporteront paisiblement & amiablement l'une envers l'autre, procureront reciproquement l'avantage l'un de l'autre autant qu'il sera possible, observeront en tous Lieux une bonne amitié & étroite correspondance suivant les Traités qui ont été déjà faits entre Sadite Majesté & lesdits Etats, ou qui pourroient encore être faits à l'avenir, & qu'elles executeront ponctuellement ce qui leur sera ordonné par Sadite Majesté

8 Mars.  
1675.  
L'ANGLE-  
TERRE ET  
LES PROVINCES-  
UNIES.

ANNO  
1675.

Majesté & lesdits Etats Generaux ; mais s'il arrivoit qu'il survint quelque different entre lesdites Compagnies, (ce qu'on n'espere pas) ou qu'il fût fait quelque tort, injure ou violence par une d'elles, ou par quelque autre dependant de l'une des deux, à l'autre, ou qu'on pretendit une telle injustice avoir été faite, en ce cas-là il sera deffendu à la Compagnie qui pretendra être offensée de se vanger par aucune sorte d'actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils puissent être ; à condition neantmoins qu'elles ne seront sujettes à aucune Justice ou examen de Procés Judiciel, mais si la Compagnie de Hollande est offensée, elle s'en plaindra au Roi en la meilleure forme qu'il se pourra, & si c'est celle d'Angleterre, elle en fera de même auprès desdits Etats Generaux : Mais s'il arrivoit que la satisfaction sur lesdites plaintes fût différée plus de 6. Mois, alors l'arbitrage de toute l'affaire sera remis entre les mains de 2. Commissaires, qu'on nommera de part & d'autre tant par Sa Majesté que par lesdits Etats, lesquels s'assembleront 3. Mois après ledit tems expiré pour terminer ledit affaire, & ce qui sera jugé par lesdits Commissaires sortira son plein & entier effet sans aucun Appel, Reduction ou autres moyens ordinaires ou extraordinaires, & promettent ledit Seigneur Roi & lesdits Seigneurs Etats Generaux de faire executer ponctuellement & de bonne foi ladite Sentence selon sa forme & teneur, à condition que lesdits Commissaires traiteront pour la premiere fois à Londres, & s'il est besoin d'en nommer d'autres pour de nouvelles plaintes, que ce sera pour la seconde fois à la Haye, & ainsi successivement tour à tour : Mais s'il arrivoit que lesdits Commissaires ne pussent pas s'accorder pour ladite Sentence dans le tems de 3. Mois, alors ils seront obligés de choisir un Arbitre ou Compromissaire un Mois après l'expiration desdits 3. Mois, lequel decidera absolument tout ce qui n'aura pas été déterminé par eux, ce qui servira de Sentence finale & peremptoire aux 2. Parties, & promettent Sdite Majesté & lesdits Etats d'accomplir fidellement & de point en point ladite Sentence quelle qu'elle puisse être sans aucune contradiction ni opposition. Et en cas que lesdits Commissaires ne puissent pas s'accorder sur la nomination dudit Arbitre ou Compromissaire dans un Mois après l'expiration du tems pendant lequel eux-mêmes devoient terminer le different ou que le Compromissaire même ne prononce pas sa Sentence sur les choses indecises dans 6. Mois après qu'il aura été élu, alors on remettra le tout à Sdite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & ce qui aura déjà été déterminé aura son entier accomplissement. Finalement il a été accordé & resolu que le present Article & tout ce qui y est compris sera ratifié & confirmé le plutôt que faire se pourra, & que les Ratifications seront échangées de part & d'autre 2. Mois après la date des presentes, afin que dans un Mois après ledit échange il puisse être déposé en bonne forme tant ici auprès du Gouverneur de la Comp. Angloise qu'auprès du Directeur de la Comp. Hollandoise, afin d'être observé exactement tant par eux que par tous autres qui seront sous leur domination. En foy de tout ce que dessus nous Commissaires de Sdite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux ayant reçu plein-Pouvoir pour cet effet, avons sousigné la presente, & l'avons cachetée de nos cachets. Fait à Londres ce 8. Mars.

*Ainsi signé,*

(L.S.) <i>Tho. Kulpeper.</i>	(L.S.) <i>J. Corver.</i>
(L.S.) <i>G. Downing.</i>	(L.S.) <i>Sautyn.</i>
(L.S.) <i>Richard Ford.</i>	(L.S.) <i>Samuel Beyer.</i>
(L.S.) <i>William Thomson.</i>	(L.S.) <i>And. van Vossen.</i>
(L.S.) <i>Jean Jollif.</i>	(L.S.) <i>P. Duvelaer.</i>
	(L.S.) <i>M. Michielson.</i>

CXXXV.

9. Mars.  
SUEDE ET  
BAVIERE.

*Traité d'Alliance Défensive pour trois ans entre CHARLES XI. Roi de Suede, & FERDINAND MARIE Electeur de Baviere, pour le maintien de la Paix. Fait à Munich, le 9. Mars, 1675. [JEAN CHRETIEN LUNIG.*

In Negotiorum Publicorum Sylloge. pag. ANNO  
142.] 1675.

NOTUM testatumque sit universis. Posteaquam ex turbis in Provinciis Unitorum Belgii Statuum ortis Romanum Imperium hactenus ita implicatum fuit, ut illius Status & Membra innocentia, eorumque Provincia & Subditi omnis generis pressuris, & exactionibus Militaribus, Stativis, Hybernis & Transitibus violentis ex omni parte eorum & devastentur, & variis nominibus pessime habeantur, ut salus & incolumitas Imperii in extremo versari videatur periculo, vel ad minimum eorum expoi arbitrio, qui per ejusmodi attentata Instrumento Pacis Westphalicæ, cæterisque Constitutionibus Imperii prorsus contraria, vel ad voluntatem suam in alienis Territoriis & Ditionibus ex solo illo prætextu, quod Ratio Belli ita exigat, libere & impunè disponere intendunt.

Ideo inter Serenissimum & Potentissimum Principem, & Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Sæterni, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliciæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingridiæ, & Wismaricæ, nec non Comitum Palatinum Rheni, Bavaricæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem: Et Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum Ferdinandum Mariam, utriusque Bavaricæ ac Palatinatus superioris Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapiferum & Electorem, Landgravium Leichtenbergiæ: ad amicitiam hactenus inter se cultam arctioribus vinculis adstringendam, & hæc omnia mala avertenda, Provinciasque suas in Imperii Romano-Germanici finibus sitas, ac earum Subditos defendendos ac conservandos, per utriusque Partis infra subsignatos Plenipotentiarios, nimirum ex parte Sac. Regiæ Majestatis Sueciæ per Nobilissimum & Generosissimum Dominum, *Georgium Marschalk*, Hereditarium in Hutlohe, Regium Consiliarium Status Brementis & Verdenis, nec non ad Comitiam Imperii ablegatum: Et ex parte Sereniss. Elect. Bavar. per Illustriß. & Excellentissimum Dominum *Bernhardum Bero lib. Baronem de Reckberg*, Dynastam in Scharffenberg, Electoralem Consiliarium Intimum, supremum Camerarium & Præfectum in Erding: nec non Dominum *Casparum Schmid de Haslach & Peunbach*, Electoralis Consilii Secretioris Vice-Cancellarium, supremum Feudorum Præfectum. Denuò per Dominum *Franciscum de Meyer* in Stockau, Electoralem Consiliarium Intimum, ad Ratificationem Principalem suorum amicabili Fœdere in sequentes Articulos contentum est.

I. Sit inter. Suam Regiam Majest. Regnumque Sueciæ, & Suam Serenitatem Electoralem, Dominum Ferdinandum Mariam Electorem & Ducem Bavaricæ, pro securitate mutua restablienda, conservandaque Pace, & defendendis Juribus strictior Amicitia & Fœdus defensivum, illudque bona fide & sincero affectu in Partium Confœderatarum honorem & commoda servetur, & excolatur.

II. Ut verò hæc Amicitia Fœdusque tantò felicius ad finem suum perducarur, effectumque propositum fortiaur, placuit Partibus Confœderatis, ut mutua semper correspondentia instituat, fidaque consiliorum communicatio habeatur, non modò super hujus Fœderis & iis negotiis, quæ in Imperio Romano, sed etiam quæ extra illud in alienis Regnis & Statibus agantur, & quovis modo incolumitatem Confœderatorum concernere videantur, ita ut se se invicem certiores faciant, quid pro rerum ac temporum statu tam in Germania, quam in Vicinitate saluti publicæ propriæque Status rationi conveniens existiment; Quo factò Consilia conferant, edque dirigant, quo Pacificatio Universalis, hujusque Amicitia & Fœderis veræ Leges promoveantur, & observentur; Et si justa certisque indicis orta & fundata fuerit periculi alicujus imminens suspicio, non modo Confœderati sibi invicem significabunt, sed etiam ob communem causam imminens tale malum omnibus studiis averruncari curabunt, ne ex improvise aliquis Fœderatorum obruatur, sed suæ securitati in tempore consulatur. Præterea etiam Confœderatorum Ministri Publici & Legati ubivis locorum, imprimis autem Ratisbonæ adhuc hærentes, vel in posterum illuc missi colant quoque bonam inter se Amicitiam & Correspondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propositis, præsertim verò ad Pacem & securitatem publicant

ANNO  
1675.

ſpectantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certâ aliquâ Sententiâ, quæ Paci Weſtph. Conſtituitur Imperii, Libertati & Securitati Germaniæ, huic Fœderi & commodo Conſœderatorum conformis ſit, inter ſe convenienter, eandemque omni meliori modo promovere ſtudeant.

III. Quemadmodum autem Fœdus hoc in nemini offenſionem intra vel extra Imperium, multò minus in præjudicium Pacis Publicæ inſtituitur, nec ſcopum alium haber, quàm reſtitutionem & conſervationem Pacis Weſtphal. & Securitatis communis viadicationem, mutuaque deſenſionem à quavis hoſtili irruptione in quibuſcunque Fœderatorum Provinciis & Ditionibus in Imperio ſitis, ita eidem Fœderi tanquam baſis & norma exactè obſervanda, fundamenti loco Inſtrumentum Pacis, ſive Pacificatio & Pacta Oſnabruggis & Monafterii Anno 1648. die 14-24. Octob. concluſa, ſubſtantur.

IV. Proinde ſicuti hoc Fœdus de futuris caſibus, iisque, qui poſt ejus concluſionem evenire potuerint, intelligi debeat, ita ſi poſthac contingat, ut aliquis Conſœderatorum ſive in Imperio, ſive extra illud, quicumque ille fuerit, ob quamcunque cauſam vel prætextum contra Conſtitutiones Imperii, & Inſtrumentum Pacis, in prædictis Provinciis & Ditionibus, Juriſ & Libertatibus ſuis à quopiam hoſtiliter invadatur, turbetur & prenatur, ambo Conſœderati prævia reſiſtione obligati erunt, unus alteri mox ſuppeditas ire, copiasque auxiliareſ ſubmittete, eo modo, quo in ſequenti Article ſtatuitur & deſinitur.

V. In eum ſinem inter Conſœderatos ſtipulatum & conventum eſt, ut periculo avertendo Exercitus & Copiæ militares in Provinciis & Ditionibus Germanicis durante hoc Fœdere in parato ſic habeantur, ut facta reſiſtione mox intra tres ſeptimanas, læſo & turbato in auxilium moveri & duci queant; Quo nomine Sac. Reg. Majest. Sueciæ pollicetur, ſe ſuſtentaturam, & paratum habituram Exercitum, Peditum ſex millia, Equitum quatuor millia, oſtingentos, Dimacharum ſive Dragonum mille ducentos. Sua Seren. Eleſt. Bav. verò Peditum quinque millia, quingentos, Equitum duo millia, & Dragones quingentos, quas Copias quisque Fœderatorum in certa Regimina ſive Legiones diſperiet, ita, ut Equitum & Dragonum Legio non excedat numerum oſtingentorum, Peditum verò non excedat millenarium numerum; vel ſi exceſſerit, Officialibus ad idoneum Militum regimen, & uſum proportionaliter muniatur, ita ut omnes bonis & neceſſariis Officialibus plenè & perfectè inſtruantur.

VI. Quo verò hic numerus ſemper ſit completus, nec deſideretur quicquam, cum in rem præſentem veniendum ſit, ad minimum cum vernali tempore apparatus & expeditiones æſtivateſ inſtituantur, convenit, ut quidquid ex Copiis detritum vel diminutum fuerit, mox ſupplementis reſarciatur, ut ubi neceſſitas reſiſtiverit, ſive Conſœderatus læſus partem ejus, ſive totum flagitârît, ſive directè, & per conjunctionem, ſive per diverſionem ſufficienti ſemper Exercitu in hoſtem iri queat, ita quidem, ut quantum attinet, an auxilia per conjunctionem vel diverſionem præſtanda, ſuo tempore amicabiliter conveniantur, & ad requirentis arbitrium principaliter reſectatur.

VII. Auxilia hæc ferenda quidem ſunt, quantum omninò fieri poteſt, ſine gravatione & ſumptu requirentis: proinde reſiſtens & auxilia mitens providere debet, ut Copiis ſuis Stipendium militare ſolvatur, & quique ſuas quidem Copias propriis ſumptibus ſuſtentabit, hoſpitiâ tamen, equorumque pabula (Germanicè *Rauchfutter*) & ſervitiâ, vulgo *ſervice*, ſuppeditabit requirentis, eoque ſuſtentionis genere non ſecus, ac ſuas proprias tractabit: Itaque etiam caſu exiſtente providere debet in tempore, ut ubique neceſſariis Commeatus, imprimis panis, & alia Viſtuala æquo pretio pro Militibus adferri, & comparari queant. Cæterum ſi ad Bellum apertum, quod Deus clementer avertat, devenitum fuerit, omni ope nitendum eſt, ut aggreſſor retundatur, atque ſic Exercitus Conſœderatorum in hoſtico, & extra eorundem Territoria vivat, & ſuſtentetur.

VIII. Is, qui a Conſœderato reſiſtens auxilia mittit, iisdem de Tormentis, vulgò campeſtria dictis, cum omnibus ad uſum eorum neceſſariis proſpiciat. Tormenta verò majora & Mortaria cum omni apparatu & rebus quibuſcunque ad uſum eorum pertinentibus ſi ex Conſœderatis ſuppeditabit, ad cujus reſiſtitionem, vel in cujus Ditionibus atque Provinciis contra hoſtem agetur.

ANNO  
1675.

Quòd ſi verò extra Territoria Conſœderatorum, atque ita in loco tertio Bellum geratur, Tormenta majora & Mortaria cum omnibus ad uſum eorum ſpectantibus ſi adduci curabit, qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

IX. Quod ſi periculum & neceſſitas major graviorque fuerit, quam ut prædictus Exercitus eidem ſuſtinentæ ſuffecerit, virtute hujus Pacti mutuum obligantur Fœderati, non modo adæquatum discrimini Exercitum adornare & ſubmittete, ſed etiam ad deſenſionem tam neceſſariam omnes, quas poſſunt vires contrahere, iisque uti ad urgendum & perſequendum hoſtem, donec reſtitutio & juſta ſatisfactio reddita fuerit.

X. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliareſ abſque cunctatione, ut ſuperius dictum eſt, mitti debeant, vel ipſo actu ſubmiſſæ ſint, nihilominus liberum erit Conſœderato & reſiſtente per Legatos & Miniſtros id operam dare tentareque, annon inſaſor ſeu turbator amicabili ratione perſuaderi poſſit, ut à vi & injuria deſiſtat, adeoque ſi probabiliter conſtet, parari adverſus aliquem Fœderatorum Bellum, tum auxilium ſubmiſſuro, etiam antequam Bellum palam eruperit, vel per ſuum Miniſtrum, vel per Literas ei diſſuadere, & à propoſito hoſtili dimovere incumbet, non retardato interea auxilio, quod in Fœderis juſto tempore præſtare teneret: Quòd ſi verò lædeni vel læſuro tunc ea tamen ſederit obſtinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præſtanda ſe induci patiatur, non ante ab auxilio præſtito vel contra machinantem præſtando ceſſabitur, quam Parti læſæ per omnia ſatisfactum fuerit.

XI. Quicumque ex hujus Fœderis præſcripto ſuppeditas tulerit, eo nomine nihil quicquam præter mutua vice verſa in Ditionibus, caſibusque hocce Fœdere comprehenſis deſinitisque poſtulare poterit auxilia, neſtquam autem à requirentis ſive ſumptuum Bellicorum, ſive damnorum prætextu, aut quocunque alio colore aliquid prætereſtendere, multo minus de Ditionibus, Statiſ, Arcibus, lociſve ipſius quidquam detinere.

XII. Quantum ad Imperium militate & Exercitus Copiarumque miſſarum directionem attinet, quisque Conſœderatorum, aut ejus Dux Generaliſ & Officialiſ in ſuas quidem Cohortes directionem habeat, ita, ut requirentis nullam planè in miſſa auxilia prætereſtendat Jurisdictionem, ſed ſi contigerit, ut in unum corpus conjungantur ſupradicti Exercitus & Copiæ, conjunctimque agere oporteat, eo caſu æquum viſum eſt Fœderatis, ut Imperium & Directio tam in actionibus Bellicis, quàm in Præſidio Conſiſtentiæ militariſ Generaliſ, communicato prius cum cæteriſ Generalibus conſilio, Sacræ Regiæ Majestatiſ Exercitus Duci competat.

XIII. Ubi vero actio militariſ in aliqua ſua Serenit. Eleſt. Bavar. Ditione ſuſcepta fuerit, ipſe Eleſtor ſupremam Directionem obtinebit, nihil autem arduum aut eximium, niſi ſcitu & conſilio Ducis Sacræ Regiæ Majestatiſ peragatur.

XIV. Quod ſi res in apertum Bellum eruperit, niſi Conſœderatorum licitum aut permiſſum ſit, ſine ſcitu & conſenſu communi aliquem cum aggreſſore, vel ejus Adhærentibus Tractatum inſtituere, multò minus Inducias inire, aut Pacem vel compositionem aliquam conficere, niſi cum utrimque Conſœderatorum conſilio & conſenſu, ſecuritatiſque & ſatisfactioniſ inclusione.

XV. Liberum ſit aliis Romani Imperii Statibus præſentibus Bellis non implicitiſ, ſine ulla Religioniſ diſtinctione hiſce Fœderis Deſenſivi Legibus ſeſe associare & ſubmittete. Quibus autem accedere libuerit, cum iſ de admiſſionis modo, nomine Fœderatorum, agatur, & de auxiliij quantitate, numeroque Copiarum, & aliis conditionibus prius conveniantur.

XVI. Ne prætereſta quidpiam in mora ſit, quo minus debitum auxilium juſto tempore ſubmittatur, id quoque hoc ipſo inter Conſœderatos tranſactum eſt, ut ſimul & paciſcentium unus Bello petitus fuerit, alter factâ notificatione, & ſubſequuta reſiſtitione auxilia ſtatim juxta Articulos præcedentes mittat, quamprimùm de hoſtili aggreſſione, turbatione, injuriſque, vel inveniendibus argumentis intentata, quemadmodum ſuperius determinatum eſt, conſiſterit; adeoque ne præſentis Tractatus executio ſub ullius rei prætextu eludatur, aut ſuſpendatur, Verbo Regio & Eleſtorali Conſœderati inter ſe caverunt, fideque genuinâ & candidâ ſtipulati ſunt, hunc Tractatum, & quamvis ejusdem clauſulam inviſibilitateſ ſe ſervaturos & effectui juncturos eſſe.

XVII.

ANNO  
1675.

XVII. Virtute hujus Fœderis Confœderati in se quoque recipiunt, eo durante se nullum aliud huic contrarium pacturos, neque passuros esse, ad alia se flecti, quæ Conventioni huic & Amicitia sinceræ strictissimæque ulla ex parte adversari possint.

XVIII. Duret hoc Fœdus per tres continuos subsequentes annos, quibus elapsis, si ea constitutio rerum fuerit, quod salutis & incolumitatis, securitatisque communis interesse judicabitur, ut prolongetur, integrum erit Confœderatorum cuique dimidio ante expirationem ejus anno se declarare, an idem ultra tempus præscriptum continuare velit; & si deprehensum fuerit, talia manere pericula, quæ Fœderis prorogationem suadeant, in eodem renovando & prorogando difficiles se non præbebunt.

XIX. Illud quoque Partes Confœderatæ adjiciendum censuerunt, quod quandoquidem huic defensionis velut necessitatem imposuit præsens Bellum, quod initio quidem inter Galliam & Belgium unitum exarsit, sed postea indies longius longiusque ita serpere cœpit, ut alios quoque ex præcipuis Europæ Statibus corripuerit, non modo id agerent, ut imminenti Belli flagrantis pericula à suis Provinciis & Statibus idoneo tutamine averterentur, sed etiam, cum haud parum referre existiment, ut omnis moveatur lapis, quo Pax, si possibile est, universalis, secura, æqua, & honesta, primo quoque tempore Orbi Christiano conciliari, vel si illud obtineri non possit, Imperio saltem Romano reduci queat, quantum in illis esset, in id omni bono officio & studio incumbere, quo Tractatus opus pio sinceroque Mediationis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ cœprum & agitatum, cuique impostero constanter inherere constituit, donec ope divina justum suum effectum sortiatur, porrò continuetur, & ad optatum Pacis finem provehatur. Verùm enimverò cum præterea animo perpendant, quam Pax & tranquillitas publica nihilominus quotidie patiatur, consultum visum est, eidem succurrendæ reducendæque & pristino vigori restituendæ sine mora, debita cura, labor & studium dehinc quoque impendantur, Partibusque belligerantibus ulterius conjunctim & separatim, cum per Literas, tum per Ministros & Legatos suos mala omnia, quæ jam Belli calamitas conciliavit, quæque si continuetur diutius, non modo eidem implicitis, sed etiam ejusdem exfortibus expectanda sunt, & maneant incommoda, atque illos serio hortentur & moneant, ut Orbi Christiano æquis admittis conditionibus Pacem reddere velint, spe certa freti, Dominum Pacis, Tranquillitatis & Concordiæ fontem, Conservatoremque piis hisce & verè Christianis conatibus tandem adfuturum, eosque optato & felici successu beatorum. At si verò hæc officia, labor & industria frustra fuerint, omnesque amicæ exhortationes, fida consilia, oblataque convenienter loco & tempore media quamvis repetita, miseris & calamitates, aliaque incommoda, quibus quoque innocentium publica, mixta & privata res conficiantur, nullum planè invenerint locum, vel æquæ conditiones non admittant, sed rejectæ fuerint, eo casu Confœderati nihilominus constans suum promovendæ, conservandæque Pacis propositum, simulque aliquando significantius testabuntur, quam sibi hæc displiceant, conferantque statim inter se consilia, qua ratione pro temporum rerumque statu & officiis hæcenus frustra impensis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

XX. Ratificationum Instrumenta super Tractatu & Fœdere hoc defensivo intra spatium duorum mensium à die subscriptionis commutandorum Ratisbonæ ritè commutentur.

In horum fidem & certitudinem majorem nos supra nominati utriusque Partis Plenipotentarii duo hujus Fœderis exemplaria pari tenore confecta manuum, nominumque nostrorum subscriptione, & Sigillorum impressione firmavimus. Actum *Monachii* die 27. Febr. 9. Mart. Anno 1675.

## CXXXVI.

25. Avril. *Traité de Renouvellement d' Alliance entre Louis XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede. Fait à Versailles le 25. Avril 1675. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres

verront; SALUT. Aiant veu & examiné le Traité conclu & arrêté à Versailles le 25. jour d'Avril de cette presente année 1675. en nôtre nom & celui de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Roi de Suede, par nôtre amé & feal Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos commandemens le Sieur Simon Arnaud Chevalier Seigneur de Pomponne d'une part, & le Sieur Comte Pierre Sparre Baron de Cronebergh, Seigneur de Nasbi & de Berquara, & Grand Maître de l'Artillerie de Suede, d'autre part, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, & voulans satisfaire à l'obligation en laquelle nous sommes entrés de fournir dans le tems de quatre Mois la Ratification dudit Traité, dont la teneur s'ensuit.

La muruelle & sincere amitié qui a été depuis longtemps entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, & qui a été souvent renouvelée, ayant receu un nouvel accroissement & une nouvelle force par le Traité conclu en dernier lieu à Stokolm le quatorzième jour d'Avril de l'Année 1672. & l'intention des Rois Alliés ayant été pour lors de se communiquer mutuellement leurs avis, & de joindre leurs forces si l'occasion s'en presentoit, tant pour entretenir le repos public dans l'Empire, conformément à la Paix de Westphalie, que pour pourvoir à leur seureté particuliere, & les choses se trouvant presentement dans une telle situation, que lesdits Serenissimes Rois ont estimé être necessaire dans ces troubles de l'Empire, non seulement de s'en tenir à cette premiere Alliance, mais encore de l'augmenter & de la renouveler. C'est pourquoy le Sieur Simon Arnaud Seigneur de Pomponne, Conseiller & Secretaire d'Etat du Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur Louis XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, au nom de Sa Majesté Tres-Chrétienne: Et le Sieur Pierre Sparre Baron de Croneberg, Seigneur de Narbi & de Barquara, Grand Maître de l'Artillerie de Suede & Ambassadeur de Sa Majesté Suedoise en France, au nom du Serenissime Prince & Seigneur Charles XI. Roi des Suedois, des Goths & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Estonie, Livonie, Carelie, Breme, Verde, Sterin, Pomeranie, Cassubie & Vandalie; Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Vismar; comme aussi Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves & de Monts, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs qu'ils se sont communiqués, sont convenus des Articles suivans.

I. On est convenu en premier lieu que les precedentes Alliances faites entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, conserveront toute leur force pour tout le tems qui y est déterminé, & en particulier que les Articles Secrets du 14. Avril 1672. qui ont été faits pour trois ans, seront confirmés & prorogés par cette presente Alliance, ainsi ladite Alliance sera observée à l'avenir comme elle l'a été jusqu'à present dans tous ses Articles, tant publics que secrets, si ce n'est en tant qu'il y auroit quelque chose de changé par ce present Traité.

II. Cette presente Alliance n'a point d'autre but que la conservation de la Paix de Westphalie, & le rétablissement de la tranquillité publique par une Paix honneste, seure & generale.

III. Pour ce qui regarde la Paix de Westphalie comme les Rois Alliés se sont obligés mutuellement par lesdites precedentes Alliances, à maintenir ladite Paix dans tous ses Articles, & principalement à défendre les Droits des Etats de l'Empire, aussi par cette Alliance ils s'y obligent d'autant plus étroitement; que dans les troubles presens, on viole les Droits desdits Etats de l'Empire, & on agit contre la disposition de ladite Paix de Westphalie.

IV. Et en particulier on est convenu qu'on pourvoira par des moiens convenables à ce que les Etats de Silesie jouissent de la liberté de la Religion conformément au Traité de Paix.

V. Outre cela le Serenissime Roi de Suede aiant connoissance que ceux qui lui sont peu affectionnez, ont inseré & ajouté dans les Alliances qu'ils ont faites avec l'Empereur ou avec d'autres un Article ou public, ou secret en faveur de la Ville de Brémén, & jugeant ainsi à propos de prendre garde que cela ne lui ôte & ne préjudicie en rien aux Droits qu'il a sur ladite Ville. Pour cet effet le Serenissime Roi de France promet au Serenissime Roi de Suede sa Garantie pour défendre les Droits qui lui appartiennent sur ladite Ville de Brémén, conformément à la disposition de la Paix de Westphalie.

VI. Et

ANNO  
1675.

VI. Et afin qu'on connoisse la sincere affection que les Rois Alliez ont pour l'Empire, le Roi Tres-Chrétien promet que d'abord que l'Empereur, les Princes & Etats de l'Empire qui sont entrés dans la Guerre, voudront quitter les Armes, renvoyer leurs Armées, & promettre d'observer desormais la Paix de Westphalie, il retirera en même tems ses Troupes des Terres de l'Empire, il rendra les Places qu'il y aura prises, & donnera outre ce une satisfaction convenable pour les pertes qu'il aura causées, pourveu que l'Empereur, le Roi Catholique, & les Etats Generaux fassent la même chose.

VII. Ensuite il sera facile aux Seigneurs Electeurs de Tréves & Palatin de se reconcilier, d'avoir la Paix, & de rentrer dans leurs Places.

VIII. Les Villes d'Alsace jouiront aussi de leurs Droits & Privileges, conformément au Traité de la Paix de Westphalie.

IX. Et pour faire connoître le desir qu'on a de procurer la Paix, le Seren. Roi de Suede promet que quoiqu'il ait eu un veritable déplaisir de voir que tous les soins qu'il a pris pour faire cesser la Guerre, aient été inutiles jusqu'à présent, & qu'elle n'a fait que s'étendre plus loin, l'Empereur, le Roi Catholique & quelques autres Princes aiant pris les Armes, il emploiera pourtant encore tous ses soins par le desir qu'il a de la tranquillité publique, tandis qu'il pourra en esperer quelque bon effet pour la Paix, & se servira de tous les moiens possibles pour conduire les choses avec la grace de Dieu en cet état, & délivrer au plutôt la Chrétienté des maux de la Guerre.

X. Le Roi Tres-Chrétien aiant pour agréables ces empressemens du Roi de Suede promet qu'il accordera volontiers tout ce qui pourra servir à faire une juste & honneste Paix, & qu'on pourra raisonnablement attendre de lui, & que pour cet effet il donnera desormais, comme il a déjà fait, toute sorte de facilité pour les Préliminaires de la Paix.

XI. Et afin que la Negotiation de la Paix, où il y a eu jusqu'à présent tant de difficultés puisse aller plus vite, & qu'on empêche d'agir ceux qui voudroient la retarder, & que la tranquillité soit conservée dans l'Empire, sans contrevvenir aux Traités de Westphalie, le Roi de Suede non seulement promet, comme il est porté par les anciennes Alliances, qu'il prendra les Armes contre celui ou ceux dans l'Empire, qui contre la disposition de la Paix de Westphalie feront la Guerre au Roi Tres-Chrétien, ou donneront du secours à ses Ennemis, mais outre cela, il promet par cette Alliance que si l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Etat dans l'Empire; tâchent d'empêcher, ou de rejeter des conditions raisonnables de Paix, il prendra aussi pour ce sujet les Armes contre lui & contre eux.

XII. Et afin qu'on ne croie pas que le Roi Tres-Chrétien refuse d'accorder lui-même ce qu'il souhaite de son Ennemi, il promet qu'il rendra tres-volontiers la Paix à la Chrétienté d'abord qu'il pourra obtenir de justes & équitables conditions, & que de son côté il observera inviolablement les Traités de Munster & d'Osnabrug.

XIII. Les choses étant présentement dans un état que le Serenissime Roi de Suede a été obligé de prendre les Armes en vertu des Alliances avec le Roi Tres-Chrétien contre Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & qu'il paroît qu'il aura à soutenir une grande Guerre de tous les Alliez dudit Prince qui le menacent ouvertement de toutes parts. C'est pour cela que, s'il arrive que quelque Roi, Prince, ou Etat prenne les Armes contre le Serenissime Roi de Suede, ou à raison de l'Alliance qu'il a avec les autres, ou à cause de la presente Alliance, ou des precedentes entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, & à cause des entreprises qu'on aura faites en vertu d'icelles, ou sous tout autre pretexte que ce soit, pour lors le Serenissime Roi de France regardera publiquement, celui qui fera une telle entreprise comme son Ennemi, & l'attaquera par lui & par ses Alliez, par Mer & par Terre avec le plus de force qu'il pourra, & selon l'exigence du peril, & ne cessera pas de lui faire la Guerre qu'on n'ait rétabli la Paix, & satisfait entierement au Serenissime Roi de Suede.

XIV. Et afin que le Serenissime Roi de Suede puisse soutenir tous les efforts que ses Ennemis pourront faire contre lui, le Serenissime Roi de France promet qu'il emploiera tous ses soins, afin que les autres Princes & Etats joignent à tems leurs Armes à celles du

Serenissime Roi de Suede, & lui donne des secours efficaces. ANNO

XV. Comme le Serenissime Roi de Suede sera obligé de faire de plus grandes dépenses, on est convenu que pour le soulager, Sa Majesté Tres-Chrétienne lui donnera toutes les années à commencer du 14. jour de Janvier de l'année courante 1675. jusqu'à la fin de la Guerre, ou tandis qu'il faudra avoir des Troupes en état de s'opposer aux Ennemis, ou de les attaquer conformément à la disposition de l'Alliance, même pendant que l'Ammistie durera, s'il arrive que du commun consentement des deux Rois Alliez on l'obtienne, huit cent mil Richedals dans la Banque de la maniere, aux termes & Lieux exprimés dans les Traités precedens.

XVI. Si quelques Princes ou Etats dans l'Empire veulent garder la Neutralité, ils pourront le faire avec toute liberté, ni ils ne recevront pour cela aucun dommage des Armes des Rois, mais plutôt ils connoîtront par là qu'on n'a en veüe dans cette Alliance ce que de rétablir la liberté & le premier état dans l'Empire.

XVII. Et parce que le principal but de cette Alliance, est que la Paix soit rétablie dans l'Empire, le Serenissime Roi de Suede veut expressément que comme il aura pris les Armes en vertu de sa premiere ou de cette presente Alliance, il lui soit libre de les quitter, d'abord qu'on pourra obtenir une juste Paix dans l'Empire.

XVIII. On ne fera pourtant aucune Convention, soit de Paix ou de Trêve que d'un commun consentement, après une satisfaction convenable, & avec l'inclusion de l'autre Allié, comme il est exprimé dans l'Article huitième de l'Alliance secreete de l'année 1672.

XIX. Pour ce qui regarde la maniere dont on agira dans la Guerre, on en conviendra selon que l'état des choses le demandera.

XX. Cette Alliance exprimée dans les precedens Articles durera toujours, en ce qui concerne l'observation de la Paix de Westphalie, & en tant qu'elle est faite pour procurer la Paix & pour appaiser les troubles, jusqu'à ce que la presente Guerre & tous les differens avec quelque Prince ou Etat que ce soit, aient été terminés par la Paix.

XXI. On donnera reciproquement les Ratifications de la presente Alliance dans quatre Mois, à compter du jour qu'elle sera signée, ou plutôt si faire se peut.

En foi dequoi & pour lui donner plus de force, nous avons signé les Articles ci-dessus, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs. FAIT à Versailles le 25. du Mois d'Avril 1675.

## CXXXVII.

*Cartel ou Traité entre la France & la Republique des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, pour l'Echange, & la Rançon des Prisonniers de Guerre. Fait à Mastricht le 21. Mai 1675. AVEC les PLEINS-POUVOIRS & RATIFICATIONS de part & d'autre. [Feuille volante imprimée à la Haye chez Jacques Scheltus, Imprimeur ordinaire de l'Etat ann. 1675. in 4.]*

NOUS GODEFROY, Comte d'Estades, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général de ses Armées, Viceroi de l'Amerique, Gouverneur des Villes & Citadelle de Dunquerque, Mastricht & Places en dépendantes, au nom & de la part de Sa Majesté, & Jean Pesters, Docteur es Loix, Greffier de la Cour Provinciale d'Utrecht, au nom & de la part de Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange, sommes convenus de l'Echange & Rançon des Prisonniers de Guerre qui ont été & seront faits par les Troupes des Armées & Garnisons de France, & des Etats Généraux des Provinces-Unies, les unes sur les autres seulement, & en avons passé le present Traité en vertu des Pouvoirs à nous donniés en la maniere qui en suit.

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

**P**REMIEREMENT. Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre seront rendus de bonne foi, quinze jours après leur detention au plus tard, par échange d'autres Prisonniers de pareil poste ou autres en faisant compensation du plus au moins des Rançons, ou payeront leurs Rançons, qui seront ci-après marquées, lesquelles se payeront en Monnoye de France.

Et afin qu'il n'arrive aucune contestation ni difficulté, tant pour le regard du poste & qualité des Officiers de part & d'autre, que des Rançons qui devront être payées par chacun d'eux, il a été estimé à propos de spécifier ci-après les charges & postes de chacun parti & le prix desdites Rançons.

Les Généraux des Armées du Roi commandant en Chef, & les Maréchaux de France seront échangés contre le Capitaine Général des Etats Généraux, commandant en Chef leur Armée, comme l'est présentement Monseigneur le Prince d'Orange, ou payeront les uns & les autres — 50000 Liv.

Le Capitaine Général des Armées du Roi 40000 Liv.

Les Lieutenans Généraux des Armées du Roi seront échangés contre ceux qui commandent les Armées des Etats Généraux immédiatement après le Général, ou payeront — 20000 Liv.

Le Grand Maître de l'Artillerie de France contre le Général de l'Artillerie des Etats Généraux, ou payeront — 4000 Liv.

Les Maréchaux de Camp des Armées du Roi seront échangés, ou payeront — 4000 Liv.

Le Colonel Général de Cavalerie sera échangé contre un Général de Cavalerie ou d'Infanterie ou payeront — 4000 Liv.

Commissaire Général de la Cavalerie de France — 3000 Liv.

Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Etats en Campagne, ou payeront 5000 Liv.

Leurs Subdelegués s'ils s'en rencontrent 1500 Liv.

Un Lieutenant Général de l'Artillerie des Armées du Roi, sera échangé contre un Lieutenant Général de l'Artillerie des Etats Généraux, ou payeront 1000 Liv.

Les Lieutenans particuliers de l'Artillerie des Armées du Roi — 500 Liv.

Les Commissaires de l'Artillerie — 100 Liv.

Lieutenant Général de Cavalerie ou Infanterie — 1500 Liv.

Un Brigadier commandant s'ils s'en rencontrent — 1000 Liv.

Les Brigadiers de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangés, ou payeront — 800 Liv.

Major Général d'Infanterie sera échangé, ou payera — 800 Liv.

Major Général de Cavalerie, sera échangé contre un Commissaire Général de Cavalerie des Etats, ou payeront — 800 Liv.

Un Major de Brigade contre un Brigadier d'Ordre, ou payeront — 300 Liv.

Maréchal Général des Logis de l'Armée, contre un Quartier Maître Général, ou payeront — 600 Liv.

Aides de Maréchal Général des Logis, & du Quartier-Maître Général — 100 Liv.

Aides de Camp servans près la Personne du Roi — 500 Liv.

Aides de Camp servans près des Généraux en Chef, Lieutenans Généraux & Maréchaux de Camp — 300 Liv.

Maréchal des Logis de la Cavalerie, sera échangé ou payera — 200 Liv.

Ses Aides — 100 Liv.

Le Thresorier Général de l'Extraordinaire 1500 Liv.

Le premier Commis de chaque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres — 50 Liv.

Général des Vivres, sera échangé contre le Prevodur des Vivres, ou payeront — 1000 Liv.

Le premier Commis de chaque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres Commis & Controlleurs — 50 Liv.

Les Commissaires de Guerre — 100 Liv.

Le Prevôt Général, échangé contre le Fiscal du Conseil de Guerre, ou payeront — 300 Liv.

Son Lieutenant, contre le Greffier dudit Conseil de Guerre, ou payeront — 100 Liv.

Les autres Officiers ou Soldats de la Prevôté de part & d'autre chacun — 18 Liv.

Le Wage-Meester Général, contre le Capitaine des Chariots, ou payeront — 150 Liv.

Son Lieutenant — 80 Liv.

TOM. VII. PART. I.

Le Commissaire Général des Batteaux	—	150 Liv.
Le Lieutenant	—	50 Liv.
Les Conducteurs de l'un & de l'autre, chacun	—	12 Liv.
Un Auditeur	—	25 Liv.
Un Commissaire ou Gentil-homme de Canon	—	40 Liv.
Canoniers comme Soldats	—	7 Liv. 10. Sols.
Capitaine des Mineurs	—	35 Liv.
Mineurs comme Soldats	—	7 Liv. 10. Sols.
Wegh-Meester Général	—	80 Liv.
Capitaine des Pionniers	—	35 Liv.
Pionniers comme Soldats	—	7 Liv. 10. Sols.
Les Ingenieurs payeront un Mois de Solde.		

*Gendarmerie.*

Le Brigadier de Gendarmerie	—	1100 Liv.
Les Capitaines des Gardes du Corps de Sa Majesté	—	
Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes	—	
Le Capitaine-Lieutenant des Chevaux-Legers	—	
Le Capitaine-Lieutenant de la Garde Ecoissoise	—	
Les Capitaines-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires à Cheval	—	
Le Capitaine-Lieutenant des Gendarmes Anglois	—	
Les Capitaines-Lieutenants des Compagnies des Gendarmes & Chevaux-Legers de la Reine & de Monseigneur le Dauphin	—	2000 L.
Le Capitaine-Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans	—	
Le Capitaine-Lieutenant de ses Gendarmes & Chevaux-Legers	—	
Les Lieutenants des Gardes du Corps de Sa Majesté	—	
Les Sous-Lieutenants des Gendarmes	—	
Les Sous-Lieutenants des Chevaux-Legers	—	
Les Sous-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires du Roi	—	
Le Sous-Lieutenant de la Garde Ecoissoise	—	
Le Sous-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois	—	
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de la Reine & de Monseigneur le Dauphin	—	
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monseigneur le Duc d'Orleans	—	
Le Capitaine des Chevaux-Legers de la Gendarmerie	—	
Le Capitaine de la Cavalerie	—	
Les Enseignes des Gardes du Roi	—	
L'Enseigne & Guidon de ses Gendarmes	—	1000 L.
L'Enseigne de la Compagnie Ecoissoise	—	
L'Enseigne & Cornette des Compagnies de Mousquetaires	—	
L'Enseigné de la Compagnie des Gendarmes Anglois	—	
L'Enseigne des Gendarmes de la Reine	—	
Le Cornette des Chevaux-Legers de la Garde	—	
Les Cornettes des Chevaux-Legers de la Reine	—	
L'Enseigne des Gendarmes de Monseigneur le Dauphin	—	
Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans	—	
L'Enseigne de ses Gendarmes	—	
Le Cornette des Chevaux-Legers	—	
Le Guidon des Gendarmes Ecoissois	—	
Celui des Gendarmes Anglois	—	
Celui des Gendarmes de la Reine, de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc d'Orleans	—	600 L.
Le Lieutenant & le Cornette des Chevaux-Legers & la Gendarmerie	—	
Le Lieutenant & le Cornette de la Cavalerie legere	—	
Le Major des Gardes du Corps	—	

ANNO  
1675.

Et pour ce qui regarde les Exempts & Maréchaux des Logis de routes les Compagnies ci-dessus, les Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes & autres des Compagnies ci-dessus un mois de Solde.

Le Regiment des Fusiliers de Flandre à cheval.

Le Regiment Royal de Piedmont.

Le Regiment Royal Anglois.

Le Regiment Suisse de Lochman.

Tous lesdits Regiments feront traités comme le reste de la Cavalerie.

*Garde Française & Suisse.*

**L**E Colonel du Regiment des Gardes Françaises — — — — — 3000 Liv.  
Le Lieutenant Colonel — — — — — 1500 Liv.  
Les Capitaines — — — — — 300 Liv.  
Les Lieutenants, Sous-Lieutenants, Enseignes, & autres, jusques aux Soldats compris, un mois de Solde.

Le Colonel Général des Suisses — — — — — 4000 Liv.

Le Colonel des Gardes Suisses — — — — — 3000 Liv.

Les Capitaines, Lieutenants & autres Officiers & Soldats des Gardes Suisses comme les Gardes Françaises.

Les Officiers, Cavaliers & Soldats des Regiments & des Compagnies des Gardes de son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange payeront un Mois de leur Solde.

Un Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie 400 Liv.

Le Lieutenant Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie.

Major de Cavalerie ou d'Infanterie.

Capitaines d'Infanterie ou de Cavalerie.

Aide Major, ou Adjutant de Cavalerie ou d'Infanterie.

Lieutenant de Cavalerie ou d'Infanterie.

Cornettes & Enseignes.

Maréchal de Logis ou Quartier-Maître des Regiments ou Compagnies.

Sergeants, Caporaux, Ecrivains, Cavaliers, Soldats, Guides, Faiseurs d'Artifices, Charpentiers, Maréchaux, Matelots ou Pont-gaeten, Brugh-Maîtres & tous semblables payeront un Mois de Solde chacun.

Colonel Général des Dragons — — — — — 3500 Liv.

Colonel d'un Regiment — — — — — 250 Liv.

Capitaine — — — — — 150 Liv.

Major — — — — — 150 Liv.

Lieutenant — — — — — 70 Liv.

Aide Major — — — — — 70 Liv.

Cornette — — — — — 55 Liv.

Maréchal des Logis — — — — — 25 Liv.

Cravatte & Dragon — — — — — 18 Liv.

Les Gouverneurs, Lieutenans de Roi & Majors des Places, payeront un mois de leur Solde, & aiant une autre Charge, dont l'appointement est plus haut, payeront sur le pied de ladite Charge.

Et d'autant qu'aucuns Lieutenans de Roi, Commandans ou Majors des Villes n'ont aucun gage, leur Rançon sera réglée sur le pied de la plus haute Charge qu'ils exercent.

Tous Volontaires François, qui seront dans les Armées du Roi de quelque qualité qu'ils soient, s'ils sont du nombre de ceux, qui sont leur séjour ordinaire à la Cour, qui n'ont point des Charges Militaires payeront — — — — — 2000 Liv.

Et les Volontaires qui seront dans quelque emploi soit dedans ou hors l'Armée, quel qu'il puisse être, payeront la Rançon, à quoi ledit Emploi par ce Cartel est réglé.

Le contenu de ces deux Articles sera observé au regard des Volontaires qui seront dans les Armées des Etats Généraux.

Les Aumôniers, Ministres, Medecins, Intendants de Malades, Apothicaires, Chirurgiens & autres Officiers servans à l'Hôpital, comme aussi les Femmes de quelle condition qu'elles puissent être, Enfants de douze Ans & Valets seront renvoyez de part & d'autre sans rançon.

Tous ceux qui exercent différentes Charges, ne payeront que la rançon de la plus haute Charge qu'ils possèdent, & à proportion d'icelle seront échangés ou payeront leur rançon.

Tous Officiers de l'Artillerie non compris dans ce Traité aians les mêmes noms avec les Officiers de l'Infanterie pourront sans aucune différence être échangés pour la même rançon.

Tous Officiers réformés, ne payeront que le quart de la rançon de la Charge à laquelle ils sont mis étant à pied.

Les Trompettes & Tambours qui iront reclamer lesdits Prisonniers seront renvoyez dans trois jours, & si quelque raison de Guerre oblige de les retenir davantage, leurs depensés seront payées par ceux qui les auront arrêtés.

Tous Officiers & autres, tirans gages non compris en ce Cartel & tenus de suivre les Armées pourront être rançonnés en païant un mois de leur gage, outre qu'il sera licite aux Parties de se donner avis réciproquement des Officiers qui pourroient être ômis dans ce Cartel & d'en convenir entr'eux, après quoi ce qui aura été concerté sera ponctuellement observé & tenu pour inséré dans ce présent Traité.

S'il arrivoit quelque difficulté touchant la qualité ou gage de quelques Prisonniers, elle sera levée sur le Certificat qu'en donnera de bonne-foi le Général de l'Armée ou Gouverneur de la Place d'où sera ledit Prisonnier, sans qu'aucune autre preuve soit necessaire.

Tous Soldats, Cavaliers, & autres dont les rançons sont égales, auront pour leur subsistance, pendant le temps qu'ils demeureront en Prison, trois Sols Monnoye de France, outre le Pain de Munition, & le Sergeant le double avec le Pain.

Il sera fait défenses de part & d'autre, d'ôter les Habits aux Prisonniers.

Tous les Officiers se pourront faire traiter ainsi qu'ils trouveront bon, & seront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyez sur leur parole seront obligés de retourner, & se rendre Prisonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, à moins qu'aparavant ils n'aient fait tenir leur rançon sur le pied y spécifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais par eux faits dans la Prison, pour leur subsistance, ce qu'ils pourront faire sans être obligés de retourner, & seront librés de servir; si-tôt qu'ils auront l'acquit de ceux auxquels ils s'étoient obligés.

Quant au Mois de Solde, dont plusieurs Articles parlent, ils seront réglés de part & d'autre selon les appointemens que donne Sa Majesté, excepté les Gouverneurs, Lieutenans du Roi, Majors des Places, Officiers, Cavaliers & Soldats des Gardes de Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange, qui payeront suivant les appointemens qu'ils reçoivent des Etats Généraux.

Moyennant les conditions ci-dessus, on est convenu de renvoyer de part & d'autre tous les Prisonniers quinze jours après la Ratification du présent Traité, en payant de part & d'autre ce qu'ils auront dépensé pour leur nourriture pendant le temps de leur detention, dont sera fait état.

Chaque Partie fera un état des Prisonniers qu'il renvoyera, & en tirera un reçu du Commandant du lieu où ils auront été remis afin qu'après l'entiere delivrance des Prisonniers, celui des deux Parties qui demeurera redevable à l'autre, ait soin d'y satisfaire sur le pied de la rançon ci-dessus spécifiée.

Tous Officiers, Soldats & autres Personnes spécifiées dans ce Traité de quelque qualité qu'ils puissent être qui sont ou seront faits Prisonniers pendant les trois Ans qu'il doit durer, inviolablement, seront tenus de part & d'autre, si-tôt qu'ils seront réclamés en payant leurs rançons ou rendans des Prisonniers en nombre équivalent à la Charge qu'ils possèdent quinze jours après leur captivité au plus tard.

Tous les Prisonniers qui seront & ont été faits depuis la Declaration de la presente Guerre, seront renvoyez de part & d'autre en satisfaisant aux Articles ci-dessus dans les Places les plus commodes.

Le present Traité aura lieu à commencer du jour de la date de sa Ratification, & finira à la fin de trois années suivantes inclusivement, pendant lequel tems il ne pourra être rompu pour quelque cause ou occasion que ce puisse être.

Et pour plus grande assurance de l'exécution dudit Traité, nous avons promis réciproquement de le faire ratifier, tant par Sa Majesté que par Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange dans quinze jours de la date d'icelui. Fait & arrêté à Maastricht le 21. Mai 1675.

*Signé,*

LE COMTE D'ESTRADES. JEAN PESTERS.

LE

ANNO  
1657.



ANNO 1675. LE Roi aiant eu bien agreable la Proposition qui lui a été faite, de regler un Cartel, tant pour la rançon & échange des Prisonniers de Guerre, faits sur les Troupes des Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas, que de ceux qui pourront être faits, à l'avenir, tant par les Armées de Sa Majesté, que par celles desdits Etats Généraux: & pour faire faire en même tems le compte de ce qui sera dû pour la nourriture, & rançon des Prisonniers de Guerre Hollandois, qui sont en France: Et étant nécessaire, pour cette fin, de commettre une personne capable, & intelligente, pour s'employer avec celui, ou ceux que le Prince d'Orange commettra, à même effet; Sa Majesté se confiant particulièrement en la capacité, experience, prudence, & sage conduite du Sieur Comte d'Estades, Chevalier de ses Ordres, l'un de ses Lieutenants Généraux en ses Armées, Gouverneur de Maastricht, l'a commis, & ordonné, pour, & en son nom, regler avec celui, ou ceux, qui auront Pouvoir suffisant dudit Prince d'Orange, à l'effet susdit; le Cartel de l'échange, ou des rançons que devront payer les Prisonniers de Guerre, tant ceux qui sont présentement en son Pouvoir, que ceux qui pourront être faits, pendant la presente Guerre, par les Armes de Sa Majesté, & celles desdits Etats Généraux: Comme aussi faire en même tems le compte de ce qui sera dû pour l'échange des Prisonniers de Guerre Hollandois, qui sont au Pouvoir de Sa Majesté. Icelui Cartel & Compte conclure, signer, & arrêter en la maniere dont il sera convenu, promet Sa Majesté, en foi & parole de Roi, avoir pour agreable, tenir ferme & stable, tout ce que par ledit Sieur Comte d'Estades aura été ainsi fait, arrêté, & signé en son nom, & de le ratifier dans le tems dont il sera convenu. Fait à St. Germain en Laye le 8. Janvier 1675. *Etoit signé, LOUIS. Et plus-bas, LE TELLIER.*

SON Alteffe a commis & autorisé, comme il commet & autorise, par cette, le Sieur Jean Pesters, Greffier de la Cour Provinciale d'Utrecht, pour, en son nom, traiter avec Monsieur le Comte d'Estades, Gouverneur de Maastricht, touchant la rançon & échange des Prisonniers de ce côté, présentement encore détenus auprès de l'Ennemi: Comme aussi pour ajuster, avec ledit Seigneur Comte, un projet de Cartel, lequel pourra, à l'avenir, être observé entre le Roi de France, & cet Etat: le tout sous l'approbation & aveu de Son Alteffe. Fait à Zoest le 9. de Fevrier 1675. *Signé, G. H. PRINCE D'ORANGE. Et plus-bas, Par Ordonnance de Son Alteffe. Signé, C. HUYGENS.*

LE Roi aiant vu & lu attentivement le Traité ci-dessus transcrit, fait & passé en son nom, par le Sieur Comte d'Estades: & au nom de Monsieur le Prince d'Orange, par le Sieur Pesters, pour l'échange, & rançon des Prisonniers, qui ont été & seront faits, par les Troupes des Armées, & Garnisons de France, & des Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, les unes sur les autres seulement, & pour le tems de trois Années, à compter du jour de la Ratification dudit Traité: Et Sa Majesté aiant icelui bien agreable, l'a approuvé, confirmé & ratifié, l'approuve, confirme & ratifie: Et a promis & promet, en foi & parole de Roi, de l'entretenir & faire entretenir & garder, de sa part, inviolablement, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere. Aiant, pour témoignage de sa volonté, signé la presente de sa main, & à icelui fait apposer le Seal de son secret. Au Camp de Gimblou le 29. Mai 1675. *Signé, LOUIS. Et plus-bas, LE TELLIER. Et cachetté du Cachet des Armes de Sa Majesté.*

SON Alteffe aiant vu le Traité conclu à Maastricht le 21. du Mois de Mai entre Monsieur le Comte d'Estades, comme en aiant été particulièrement autorisé par & de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, & le Sieur Jean Pesters, en aiant été autorisé de même de Son Alteffe, touchant la rançon & l'échange des Prisonniers de part & d'autre, l'a approuvé, & ratifié en toute sa teneur, promettant sur la foi & parole de Prince, de le faire ponctuellement garder & observer, en tout & par tout. Fait à l'Armée à Duffel le 30. Mai 1675. *Etoit signé,*

G. H. PRINCE D'ORANGE.

*Au dessous, Par ordre de Son Alteffe.*

*Signé, C. HUYGENS.*

TOM. VII. PART. I.

CXXXVIII.

ANNO 1675.

7. Juin.  
Traetat zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopolden und Ihro Fürstl. Gn. zu Münster Christoph Bernhardt/ wodurch Ihre Fürstl. Gn. 9000. Mann wider Ihrer Kayserl. Majest. und des Heil. Röm. Reichs jetzt und künfftige Feinde/ vornemlich zu versicherung des Nieder- Westphälischen Crayses/ zwischen den Rhein und Weser/ auch an der Mosel agiren zu lassen promittiret, dargegen Ihro Kayserl. Majest. gewisse in-benennete Subsidien-Gelder zu zahlen verheisset/ solchen Troupen gewisse Quartire assigniret, und wegen der operation und andern Stücken mit Ihro Fürstl. Gnad. überein komte. Geschlossen durch die darzu bevollmächte und zu Ende des Tractats unterschriebene uf der Fürstl. Residenz St. Ludersburg den 7. Juny 1675. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre LEOPOLD Empereur des Romains, & CHRISTOPHE BERNARD Evêque de Munster pour 9000. Hommes, lesquels ledit Evêque & Prince promet d'entretenir entre le Rhyn, le Weser & la Moselle, pour la seureté du Cercle de Westphalie, contre tous Ennemis presents & futurs; en consideration de quoi Sa Majesté Imperiale lui promet un certain Subside en argent, & lui assigne des Quartiers d'Hyver pour ses Troupes &c. Fait à St. Ludgersbourg Residence Episcopale le 7. Juin 1675.

Demach die Römisch. Kayserl. Majest. Unser Allergnädigster Herr sich der Aller-unterthänigsten Treu und Devotion allergnädigst erimbert/ welche Ihre Fürstl. Gnaden zu Münster darein mehrmahlen erwiesen/ daß Sie Ihrer Majest. zum besten/ vornemlich aber in vorigen Jahrs Campaigne eine Considerable Mannschafft wieder dero Feinde zu Hülf geschickt/ und darumb bey gegenwärtigen auff des Reichs-Böden sich mehr und mehr eraignenden gefährlichkeiten aus allergnädigster zu Ihrer Fürstl. Gnad. tragenden zuversicht/ mit deroeselden durch ihren Reichs-Hoff- und vorder Oesterreichs. Cammer-Rath auch Absgesandten zu denen Friedens-Tractaten Johann Fischer/in Crafft einer ihm zu dem End ertheilter Special-Commission, und vollkommener Macht/ wegen darstellung eines besondern Corps, wormit einige in diesem Niedertheil des Westphälischen Crayses hernach folgende specificirte Crais-Stände/ und denen Feinden zu ihrem vortheil/ und merklicher fortsetzung des jetzigen gemeinen Defensions- merckts bestgelegene Lande versichert/ und dem trefen nach in den benachbarten Reichs-Landen zu dienst Ihrer Kayf. Majest. und des heyligen Römischen Reichs endlich agire werden könte/ tractiren zulassen benogen worden/ als ist bey allen wol erwogenen umständen endlich dahin beiderseits beliebet/ verabredet/ und geschlossen worden/ wie folget.

Erstlich übernehmen Ihre Fürstl. Gnad. zu Münster 9000. Mann/ welche in 6000 zu Fuß 2400. zu Pferd und 600. Dragoner bestehen sollen/ ins Feld zu stellen/ und selbige mit nöthigen Regiments-Stücken/ Munition/ Constatlen/ und anderent zubehorigkeiten nottueffrig zu versehen.

Zweitens/ diese Bölder sollen Ihrer Fürstl. Gnad. zugehörig/ in dero Land/ unter dero/ oder Ihres darin verordneten Ober-Officiers Jurisdiction und Commando verbleiben/ und wieder Ihrer Kayserl. Majest. und des heyligen Römischen Reichs jetzt und künfftigen Feinden/ vornemlich zu versicherung dieses Nieder- Westphälischen Crayses zwischen den Rhein/ und Weser Strom/ dann auch an der Mosel bis Trier/ an der Weser bis Hörter/ am Rhein bis Coblenz/ und an der Maas bis gen- und in Kuremunde und Denloe gebraucht werden können.

Drittens/ zu deren besserer Subsistenz wollen Ihre Kayserl. Majest. in Recrutierung des Fuß-Volcks/ und nöthiger Montierung der Reiterey/ als welche bey vorigem Feldzug sehr ruinirt worden/ gleich nach der Ratification dieses Tractats vierzig tausend Reichsth. in Baarschafft abstanen/ und pro Subsidio, von ersten Juny laufsenden Jahrs an/ ufangen/ Monatlich im Sommer 15000. und im Winter 10000. Reichsth. unfehlbar entrichten/ und bey ein oder andern gewissen Kaufmann in der Statt Göln anweisen und versichern/ auch einer Sommer-Monath ad 15000. Reichsth. neben erlagung erstbefagter 40000. Reichsth. avanciren lassen.

Pp 2

Dierds

ANNO  
1675.

Vierdteus / zu erfekung deren von vorigen Jahrs restirender Subsidien wird neben die zu Wienn ohnlängst bezahlte 2000. Reichst. Namens Ihrer Kayserl. Majest. dasjenige / was aus der Juden-Commission zu Franckfurt zu erhalten sein möchte / wie auch vorigen Jahrs Restant der Graffschafft Oldenburg Fürstlichen theils cum annexis Ihrer Fürstl. Gn. angewiesen und darüber die nöthige Expeditiones und Befehle hierdurch versichert; was aber derselben wegen der auf Ihrer Kayserl. Majest. allergnädigstes gutbefinden und ersuchen für diesen Westphalischen Crais geliefert / und zur Kayserl. Armée geschicket 1000. Mann zu Fuß und 1000. zu Pferd einiger massen compertirt / ein solches sollte derselben zu Ihrer völligen satisfaction reservirt und bevorbleiben.

Fünftens / damit aber diese Mannschafft nicht / wie in vergangenen Jahr zu grossen unstaten des gemeinen weesens geschähen / durch Mangel des Golds / und بندrigter unentbärlichkeiten zu grund gehen / sondern zu Sommer und Winterzeiten wohl erhalten / und mit aller Nothdurfft immerhin versehen / und versichert bleiben / auch so oft nöthig reeruiert / und zu vorbezagte 9000. Mann ergetet werden möge / haben Allerhöchstged. Ihre Kayserl. Majest. die daz zu erforderete Mittel und Quartier in denen Fürstenthumben Paderbohen / und Ost-Friesland den Stiffteren Corvey / Essen und Werden / der Graffschafft Oldenburg Fürstlichen theils / den Graffschaffen Lippe / Bentheim / Tecklenburg / Schwabenburg / Grafflichen theils / Kiberg neben denen auf denen Gränigen gelegenen Herrschafften / gestalt dieselbe Fürstenthumb / Stiffter / und übrige benente Lande / wie in gleichen das Fürstenthumb Münster / welches zu mehrer sicherheit des Reichs und Craises den schwehren Last verschiederer Gräniz-Bestungen / und einer besonderer nach diesen geschwinden Laufften proportionirter Mannschafft zutragen hat / von allen Kayserlichen und andernwertten Einquartierungen / Exactionen / Contributionen und übrigen beschwerden / wie die Mahnen haben mögen / deswegen befreyet seyn / und bleiben sollen / und darumb so viel weniger / auch aus Ihrer Majest. und dem gemeinen Vaterland schuldigen pflichten sich hierin der Reichs-kündigen necessität nicht werden enziehen können / allergnädigst verordnet und angewiesen / und darüber zu deren Effect und erhaltung eine bis zum End dieses Tractats ohne Enderung und Revocation beständig bleibende allergnädigste Commission Ihrer Fürstl. Gn. ertheilt / immassen dieselbe solcher gestalt hienüt und in Krafft dieses ertheilt wird / wie dann diese Subsidia / Mittel / und Quartieren bis dahin continuirend / und wann schon in hoflico einiger Vortheil / Contributiones oder Einquartierungen erhalten wurden / darumb dennoch in geringsten nicht alteriert / vermindert oder verweigert werden sollen. Absonderlich wollen Ihre Kayserl. Majest. bey denen Städten Coblen / Naden und Bremen die ernstliche erinnerung thun lassen / daß dieselbe wegen Ihres hiebey waltenden sonderbahren Interesse uff verschaffung dienlich befindenden Commoditäten und möglichsten vorschub mit Ihrer Fürstl. Gnad. sich forderlichst zu vergleichen hetten.

Sechstens / die Kriegs-Operationes, war und warein dieser Volcker zugebrauchen / sollen zwischen Ihrer Fürstl. Gn. und Kayserl. Generalität concertirt und anderer gestalt nicht / als mit Ihrer Fürstl. Gn. belieben vorgenommen werden.

Siebendens / und gleichwie Ihre Fürstl. Gn. vorhochged. wegen vorigen Jahrs ungelegenheiten sorgfältig sein / damit die übrige nicht hinwiederumb zu crepiren genöthiget werden / ist von derselben conditionirt / und Namens Ihrer Kayserl. Majest. vestiglich versprochen worden / daß mehrgemelte Volcker wann sie mit denen Kayserlichen oder deren Allirten conjungirt / oder sonst zu dienst Ihrer Majest. in Campagne sein / bey wehren dem Feldzug in verstatung guter Quartieren / Fouragierung und anderer Nothdurfft denen Kayserlichen gleich gehalten / und wo sie auch immer sein oder hinkommen möchten / die unfehlbare anstalt würcklich gemacht werden solle / daß man die unentbärliche Lebens-Mittel / und vor allem das nöthige Brod für Gelt / jedoch ohne Ihrer Majest. weiteren Kosten / und in billigen guten preis haben könne.

Achtens / haben Ihre Kayserl. Majest. uf Ihrer Fürstl. Gn. wohlgemeinte Remonstration, in allergnädigster erwegung was für Unheil und Gefahr Ihre und Ihren hohen Allirten daraus entstehen müste / wann jemand mit gewalt sich dieses Fürstenthumbs Münster und anderer vorgedachter uf den Gränigen gelegener Reichs-Landen bemächtigen und einen fuß darein setzen würde / allergnädigst gut befunden / und bewilligt / daß im fall und so oft Ihre Fürstl. Gnad. erachten und urtheilen werden / daß diese Volcker zu defension und versicherung jekt gedachter Fürstenthumben und Landen / oder zu abwendung oder prävention der gefahr notwendig zu gebrauchen sein / Ihre die limitirte Revocation und absorbetung derselben vermittelst blosser Notification an der Kayserl. Generalität frey bevorstehen / und keiner gestalt directè vel indirectè verweigert / noch behindert werden solle / dafern auch

Neundtens / die gefahr oder gewalt wormit gemeltes Fürstenthumb / und die angenehme vorbezagte Lande betrahet oder würcklich angegriffen werden dorfften / allzu groß / und besagten Volckern überlegen / verfolgich ein mehrere Kriegsmacht vonnothen währe / seyn Ihre Kayserl. Majest. des allergnädigsten erbiens und versprechen hierdurch / daß sie auf unser allerunterthänigst ersuchen Ihrer Fürstl. Gn. in zeit 14 tagen von Ihren eigenen Kayserl. Volckern bis zu 6000. Mann / wor unter

2000. zu Pferd sein sollen / zur assistenz, versicherung und Rettung Ihres Fürstenthumbs und der übrigen / vorbezagter massen zu behueff seiner Volcker angewiesener Landen zuschicken an jeko an Ihre Generalität daz zu nöthige Eventual-Ordres und befehle ertheilen wollen.

Zehendens / soll dieser Tractat in allen und jeden seinen Punkten hinc inde richtig gehalten und volzogen werden / auch von dem Monath Mayo seinen anfang nemmen / und bis zu bevorstehendem frieden / zwischen Ihrer Kayserl. Majest. und Fürstl. Gn. dauern. Zu weckend dessen ist dieser Tractat von wegen Ihrer Kayserl. Majest. von dero Reichs Hoff-Rath und Abgesandten vorged. und von wegen Ihrer Fürstl. Gn. zu Münster ic. durch dero daz zu Bevollmächtigten Geheimbei Rath den Commenthur von Schmalzing mit Hand und Pettschaft versehen worden. So geschähen uff der Fürstl. Residentz St. ludtfersburg den 7. Juny Anno 1675.

Johann Fischet. (L.S.)

Friederich sonst genant Schmalzind. (L.S.)

## CXXXIX.

*Paeta Rendsburgensia inter CHRISTIANUM V. 10. Juillii*  
Daniam Regem, & CHRISTIANUM ALBERTUM Slesvici & Holsatiae Ducem, quibus Regia Majestati Dux liberum transitum pro Militibus suis, per Terras suas, atque Jus Praesidii in suis Munimentis usque ad reductam Pacem, concedit; nec non Praefecturam Schwabstae cum dimidia parte Capituli Slesvicensis & Ecclesiae Cathedralis restituit, Suverenitatique super Ducatu Slesvicensi & Insula Femeriae renunciat &c. Rendsburgi 10. Julii 1675. [LONDORPII Acta Publica, Tom. XII. Libr. XIII. pag. 308.]

Notum sit omnibus & singulis praesentes has Tabulas inspecturis, quod communis securitatis & salutis gratia Daniae inter Regnum, & Slesvici Holsatiaeque Ducatus antiquitus certa Unionis & Conjunctionis Paeta inita sint, quae pro re nata & temporum usu saepius renovata, aucta & mutata fuerunt: Cumque jam Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Christianus Quintus, Daniae & Norvegiae, Gothorum ac Vandalorum Rex, Dux Slesvici & Holsatiae, Stormariae & Dithmariae, Comes Oldenburgicus ac Delmenhorstanus, ut & Reverendissimus ac Serenissimus Princeps ac Dominus, Dominus Christianus Albertus, Heres Norvegiae, Postulatus Coadjutor Episcopatus Lubecensis, Dux Slesvici & Holsatiae, Stormariae & Dithmariae, Comes Oldenburgensis & Delmenhorstanus, per necessarium hac praeripimus periculosa & calamitosa tempestate duxerint, ut ejusmodi Unionum Paeta, ad laudabile Majorum suorum exemplum, renoventur, & praesentis temporis, Regnorum & Provinciarum statui accommodentur, comprobato tam salutari Consilio a parte Regia, Dominus Petrus, Comes de Greiffenfeld & Tönsberg, Dominus in Samboc, Brattinsburg & Wiesburg &c. Eques, Cancellarius Regni, Consiliarius intimus, & Praeses in Collegio Status & Cancellariae &c. Ut & Dominus Fridericus ab Alefeldt, Comes in Langeland & Rixingen, Liber Baro de Moersburg, Hereditarius in Sehegarden, Grawenstein & Wildnis, Eques, Regiae Majestatis intimus Status & Provincialis Consiliarius, Prædux in Ducatibus Slesvici & Holsatiae, Gubernator Praefecturae Steinburgensis & Dithmariae: A parte vero Ducali respect. Summè Rever. Perillustres, Generosissimi ac Nobilissimi Domini, Dominus Johannes Adolphus Kielmannus à Kielmanseck, Hereditarius in Sattrupholm, Obdorff, & Bunsbüll, Ecclesiae Cathedralis, quæ est Hamburgi, Praepositus, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarius, intimus, Regiminis & Camerae Praeses, Gubernator Praefecturae Reinbeck & Trittow: Johannes Henricus Kielmannus à Kielmanseck, Hereditarius in Quarnbeck, Marutendorff, & Cronshagen, Cænobii Nobilium Virginum St. Johannis prope Slesvicum Praepositus, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarius Provincialis, & Gubernator Praefecturae Chiloni & Borsholmii: Dominus Johannes Adolphus de Bockwoldt, Hereditarius in Borstel & Tryburg, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Consiliar. Provincialis, & Gubernator Praefecturae Gottorpiae: Dominus Hans van Thienen Hereditarius in Wahlstörff & Borckhorst, Serenissimi Cim-

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Tunderensis &c. Dominus Fridericus Christianus Kielmannus à Kielmanseck, Hereditarius in Kohöfft, Canonicus Ecclesiæ Cathedralis, quæ est Lubecæ, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis intimus, & Camera Consiliarius, Vice-Præses, Consiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Morkirchen &c. ut & Dominus Andreas Cramerus, Hereditarius in Heyersworth, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis intimus, & Camera Consiliarius, congressi sunt, & in sequentes Articulos consenserunt.

I. Quemadmodum tam Regia Sua Majestas, quam Serenissima ipsius Celsitudo Ducatus Slesvici & Holsatiæ, & his incorporatas Terras communi, & indiviso regimine gubernavit, & administravit; ita etiam juxta regulam, & normam ante initarum Unionum utrinque operam dabunt, ut omnia Consilia unanimi consensu eo dirigant, quo Ducatum salus, securitas, & incrementum procuretur; omne veto damnum, periculum, & detrimentum ab iis arceatur, & averruncetur.

II. Quamobrem quoties necessitas id postulat, & prædictis Ducatibus ullum periculum imminere videbitur, in eo toti erunt, ut omni nisu, conjunctis scilicet consiliis & viribus ei obviam eatur, nec, si res ad arma venerit, vel Induciæ ante pangantur, vel Pax cum hoste inearur, quam commune periculum à cervicibus sit deplsum, & utrique Parti ab hoste satisfactum, & de securitate cautum.

III. Sicut igitur Regia Sua Majestas hoc pacto & Serenissimi Ducis, & ejus portionis, quam in Ducatibus habet, defensionem & Garantiam in se plenè suscipit ac promittit; ita è contrario Sereniss. ipsius Celsitudo pollicetur, quoties Sua Regia Majestas ad Ducatum horum, & his incorporatarum Terrarum defensionem ex suis Regnis educendi Copias necessitate adstringetur; aut aliàs cum extraneo Principe, quicumque ille fuerit, nemine excepto, Bello implicabitur, quamvis ob commune regimen idem sibi jam deberi & competere putet, se ei tamen per Præfecturas & Civitates omnes liberum transitum non solum concessuram, sed licentiam etiam conscribendi lustrandique ibi Militem, stativa & Hospitia indulguram, imò in omnibus pro virili opem laturam.

IV. Quoniam etiam, durante hac tristi tempestate, ex inevitabili quadam necessitate Sua Regia Majestas temperare sibi non potuit, quin ad majorem sui securitatem facultatem imponendi præsidii ex suis Copiis in Munimenta Gottorpiense & Tonningense, & Fortalitium Stapelholmensè, flagitaret, quam etiam Serenissima Ipsius Celsitudinis voluntate obtinuit, hac tamen certa spe, ut cessantibus turbis, & reducta Pace, omnia facta tecta abs Regia Sua Majestate ei rursus cedantur, & restituantur. Cumque certa à Serenissima ipsius Celsitudine percussa sint Fœdera, in quibus non pauca existant; quæ Regiæ Sux Majestati ingentes suspiciones impresserunt, ut in posterum de Serenissima ipsius Celsitudinis intentione securior esse possit, & omnium diffidentiarum materia penitus è medio tollatur, utrinque concordatum & conventum est, ut Serenissimæ ipsius Celsitudini absque communicatione & Regiæ Sux Majestatis consensu cum exteris Principibus & Statibus ulla Fœdera inire, nec iis, quæ forsam jam inita sunt, in Regiæ Sux Majestatis præjudicium & detrimentum in futurum ullo modo uti, ne liceat.

V. Quò etiam secundum temporum occasionem & imminenti periculi proportionem Munimenta & Fortalicia, quæ ad horum Ducatum, & his incorporatarum Terrarum defensionem necessaria sunt, provideantur, & debito apparatu instruantur, Statusque Provinciales eò minus graventur, utrique Parti placuit, ut Contributiones in posterum in commune Aerarium inferantur, nec ad alium, quam ad prædictum usum erogentur.

VI. Quoniam verò tantum abest, ut exsoluta hætenus Contributiones suffecerint Militi alendo, qui in horum Ducatum defensione excubat, ut Regia Sua Majestas etiam ex propriis redditibus non exiguam Summam adjicere necesse habuerit, Serenissima vero ipsius Celsitudo ex perceptis à se Contributionibus eximiam partem ad Cameram traxerit, & aliis privatis usibus applicaverit, pro quo abusu Sua Regia Majestas satisfactionem sibi dari contendit; Itaque Serenissima ipsius Celsitudo, compensationis loco, & ut quantum fieri potest, omnia ad pristinum statum reducantur, & juxta antiquarum Hereditariarum divisionum normam, quod unicuique Domui in iis attributum est, restituatur, Sux Regiæ Majest. Præfecturam Swabtediensem, cum di-

midia parte Capituli Slesvicensis, & Ecclesiæ Cathedralis, quæ unà cum Præfectura Swabtedienfi à S. R. Majest. gloriosissimæ memoriæ Serenissimæ ipsius Celsitudini olim cessa fuit; cum omnibus pertinentiis, Redditibus, Fructibus, Dominiis, Prærogativis, & Regaliis, quemadmodum Serenissima ipsius Celsitudo hæc & cessa obtinuit, & hætenus quietè possedit, in totum & perpetuum cedit.

VII. Quò limitaneas verò aliasque controversias, quæ ratione Præfecturarum Ripensis & Tunderensis emerferunt, attinet; quarum discussio ad hoc usque tempus in suspensio manit, illæ secundum æquitatem, & Regionum Commissariorum, qui ultimæ Commissioni id propter habitæ interfuerunt, arbitria decidentur. Quò si in futurum lites & querelæ forsam, vel inter Regiam Suam Majestatem; & Sereniss. ipsius Celsitudinem; vel inter utriusque Domini Subditos, orientur; quæ ab ipsis explicari nequeant, tunc illæ modis mediisque Unionum Pactis præfinitis & amicabili via componentur.

VIII. Cùm autem jam per renovatam hæc Unionem & Transactionem ab utraque Parte nihil aliud intendatur aut queratur, quam ut ambas inter Domos, tam Regiam quam Ducalem perpetua & summè necessaria confidentia restabiliatur, & in omne ævum inviolabilis conservetur, novitates autem & mutationes, quæ cum tempore irreperunt, non levem diffidentiam materiam pepererint, concordatum porro & conventum est, quò res in pristinum statum quam citissime redigantur, ut Serenissima ipsius Celsitudo, ejusque Successores obtentæ per Tabulas Pacis Roschilidensis & Hafniensis Suveranitati, super Ducatu Slesvicensi, ejus pertinentiis, & Insula Femariâ, in totum & perpetuum renuntient, non aliter ac si summum illud Imperium ipsis nunquam cessum vel ab iis possessum fuisset, quin etiam teneantur jam non minus intra annum & diem, quam olim toties, quoties casus vel morte Domini vel Vasalli se obtulerit, Investituram super prædicto Ducatu Slesvicensi, ejus pertinentiis, & Femariâ, quemadmodum olim in usu fuit, à Daniæ Regibus, debito modo, petere & accipere, omniaque præstare juxta conceptam & à Serenissima ipsius Celsitudine extradendam Renunciationis formulam. Quo sine Serenissima ipsius Celsitudo se etiam obstrinxit, se acceptum à Sacra Regia Majestate gloriosissimæ memoriæ, & qui tunc temporis erant, Regni Senatoribus Suveranitatis Diploma, quod hoc ipso tollitur & annullatur, rursus extradituram, & in Regiæ Majestatis manus consignaturam.

Tandem Unio hæc & Transactio, tanquam basis & fundamentum semper duraturæ amicitie & necessitudinis inter utramque Domum, & velut adamantinum vinculum, quo & Regia Sua Majestas, & Serenissima ipsius Celsitudo cum Domibus suis constringuntur, sancta & firma subsistet, ab utraque Parte & Successoribus earum illibate observabitur, nec quisquam ei contra ibit, vel ut contra eatur unquam permittet, imò quæ hic correctæ non sunt, vigore veterum Pactorum & Observantiarum, in suo manebunt statu.

In majorem fidem præsentis hi Unionis & Transactionis Articuli à Nobis tam Regiis, quam Ducalibus ad hoc negotium deputatis Commissariis manuum nostrarum subscriptione & Sigillorum adjunctione muniti sunt. Rendsburgi 10. Julii, Anno 1675.

## CXL.

*Capitulation ou Traité de Commerce fait & conclu Sept. entre MAHOMET IV. Sultan des Turcs & CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, par lequel les anciennes Capitulations, accordées à tous de la Reine ELISABETH, & des Rois JACQUES I. & CHARLES I. sont rappelées & confirmées, Article par, Article avec une Addition considerable. Donné à Andrinople au milieu de la Lune Gemaziel Akir 1086. qui étoit au Mois de Septembre 1675. [Manuscrit.]*

Que les présens Articles soient observez conformément à mon commandement Imperial & qu'on ne permette aucun Acte qui y soit contraire.

ANNO  
1675.

ANNO

1675.

MAHOMET.

LE Commandement de cette Haute & Majestueuse Signature Imperiale, preservée & exaltée par la providence Divine, dont le triomphe & la gloire sont renommées par tout le monde, par la faveur du Conservateur de toutes choses, & la misericorde, & grace du Misericordieux, moy qui suis le puissant Seigneur des Seigneurs du monde, dont le nom est formidable sur Terre, Distributeur de toutes les Couronnes de l'Univers, Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Ibrahim Han, Fils de Sultan Ahmet Han, Fils de Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Murat Han, Fils de Sultan Selim Han, Fils de Sultan Soliman Han, Fils de Sultan Selim Han.

Au Glorieux entre les grands Princes de Jesus, reveré par les Hauts Potentats des Peuples du Messie, seul Directeur des Affaires importantes de la Nation Nazaréenne, Seigneur des Limites de la bienveillance, & l'honneur de la Grandeur, & de la Renommée Charles second, Roi d'Angleterre & d'Escoffe, c'est-à-dire de la Grand' Bretagne, France & Irlande, les intentions & entreprises duquel le Dieu tout puissant, puisse terminer avec bonheur, & faveur, & avec l'Illumination de sa sainte volonté.

La Reine desdits Royaumes a autrefois envoyé plusieurs de ses Gentilshommes de reputation, & des personnes de qualité, avec des Lettres & des Navires, à cette Haute Porte Imperiale (qui est le refuge des Princes du monde, & la retraite des Rois de tout l'Univers) dans les heureux temps de la fameuse Memoire de mes Predecesseurs, qui sont à present placez dans le Paradis, dont les ames soient remplies de misericorde Divine; lesquels Gentilshommes, & présens ont été agréablement reçus, declarans & proposant au nom de ladite Reine, une bonne & ferme Paix, & une amitié parfaite, & demandans que ses Sujets pussent avoir la liberté de venir d'Angleterre en nos Ports. Nossdits Predecesseurs d'heureuse memoire accorderent en ces temps-là, leur permission Imperiale, & mirent entre les mains de la Nation Angloise, divers Mandemens Impériaux & speciaux, afin qu'ils pussent seurement & librement aller, & venir en ces Etats, & que dans leur chemin & passage en allant ou retournant soit par Eau, ou par Terre, ils ne pussent être molestez ni empeschez après lequel temps, du vivant de notre grand Pere, Sultan Mahomet Han, de fameuse memoire (à l'ame duquel l'absolution Divine soit donnée) étant demandé de nouveau, que les Sujets Marchands, & leurs Interpretes pussent librement & seurement venir traffiquer & negocier, par tous les endroits de ses Domaines Imperiaux, & que les mêmes Capitulations, & autres Privileges & Mandemens Impériaux, que ceux qui avoient esté accordez aux Nations des Rois & Princes, qui étoient en Paix & amitié avec cette Haute Porte, comme la France, Venise, la Pologne, & autres pussent aussi être accordez, aux Sujets de ladite Reine, & à tous autres qui viendroient sous la Banniere d'Angleterre, en conformité de laquelle requeste, les Capitulations Imperiales, & Privileges qui suivent furent donnez & confirmez par nos Predecesseurs de fameuse memoire, c'est-à-dire, il est commandé &c.

I. Que ladite Nation, & les Marchands Anglois, & toute autre Nation, ou Marchands qui sont ou viendront sous la Banniere, & protection d'Angleterre, avec leurs Navires grands & petits, Marchandises, Effets, & tous leurs autres Biens, pourront en tout temps seurement passer en nos Mers, & aller & venir en toute seureté & liberté en tous endroits des Limites Imperiaux de nos Etats, de telle sorte que qui que ce soit de la Nation, ni ses Biens & Effets ne recevront aucune molestation ni empêchement de quelque personne que ce soit.

II. Que ladite Nation pourra de la même maniere, seurement & librement aller, & venir par Terre, par tous les Limites Imperiaux de nos Etats, de telle sorte qu'il ne sera fait, ni donné aucune injure, trouble ni empêchement aux personnes, Bestes, Biens, Effets de ladite Nation, mais au contraire qu'elles pourront en tout temps librement & seurement traffiquer comme il leur plaira en tous les endroits de nos Etats.

III. Arrivant que quelques personnes de ladite Nation venant par Terre en nos Etats, ou passant en d'autres Païs soient retenues ou arrestées par quelques-uns

de nos Ministres, ces personnes-là seront remises en pleine & entiere liberté, & ne recevront plus ensuite aucun empêchement en leurs voyages.

ANNO

1675.

IV. Tous Navires ou Vaisseaux Anglois, grands ou petits pourront en tout temps venir, & entrer en quelque Port & Havre, que ce soit de nos Etats, & en pourront partir quand il leur plaira, sans retardement ni empêchement de quelque personne que ce soit.

V. Que s'il arrive quelque accident à aucun Vaisseau Anglois grand, ou petit, par le peril de la Mer ou par quelque autre necessité, tous les Vaisseaux tant Imperiaux que ceux qui appartiendront à des particuliers, qui en seront prés; comme aussi tous autres Vaisseaux qui navigueront sur les Mers, & qui seront à portée de les secourir, soient tenus de leur donner aide & assistance, & quand ils seront entrez dans nos Ports ou Havres, ils y pourront demeurer aussi long-temps qu'il leur plaira, y acheter toute sorte de provisions, & autres choses necessaires pour leur argent, & y pourront faire aiguade, sans aucun trouble ni empêchement de quelque personne que ce soit.

VI. S'il arrive que quelques-uns de leurs Navires qui auront échoté par tempeste, ou auront été endommagez par quelque autre accident, soient jettez sur les côtes de nos Etats, tous les Beglerbeys, Caddées, Gouverneurs, Ministres & autres personnes qui se trouveront à portée de les secourir seront tenus de leur donner aide, & assistance, & tous les Biens & Marchandises, qui en seront sauvées seront rendues aux Anglois, & s'ils sont informez qu'on ait derobé ou enlevé quelque partie de leurs Biens & Marchandises, nossdits Ministres en feront une exacte perquisition & recherche, avec toute la diligence possible, pour trouver & recouvrer lesdits Biens & Marchandises, & les restituer aux Anglois.

VII. Les Marchands Anglois, leurs Interpretes, Courtiers & tous autres Sujets de la même Nation, pourront en toute seureté, & liberté, aller & venir, par Mer ou par Terre, dans tous les Ports de nos Etats, & en partir quand il leur plaira pour retourner en leur Païs, & nous faisons dessein à tous nos Beglerbeys, Ministres, Gouverneurs, & autres Officiers, Capitaines de Navires, & à tous nos autres Sujets Esclaves, de mettre la main sur leurs personnes ou Biens ni de leur faire aucun tort ni injure sous quelque pre-texte que ce soit.

VIII. Arrivant que quelque Anglois, soit à cause de ses propres Debtes, ou pour s'être rendu caution, s'absente, ou se sauve du Païs ou fasse Banqueroute, le Créancier ne pourra avoir son recours que contre son debiteur, & non pas contre aucun autre Anglois: Et au cas que le Créancier n'ait pas d'acte, ou Billet authentique de caution fait par un autre Anglois, il ne pourra pas avoir aucune pretention contre aucun autre Anglois, pour le payement de ce qui lui sera deü.

IX. En toutes causes, affaires, & incidens qui arriveront entre ladite Nation, les Marchands, Interpretes & Courtiers ou serviteurs & quelques autres personnes que ce soit de la même Nation, c'est-à-dire en rendant ou recevant caution, ou seureté en matiere de Debtes, ou de credit, & en toutes autres qui appartiennent aux Ministres de la Loy & de la Justice, les Parties pourront tousjours en telles occasions s'adresser au Caddée, qui est le Juge de la Loy, & passer une Convention ou Acte authentique & public en presence de tesmoins, & après l'avoir fait enregistrer, en tirer une expedition qui sera gardée par les Parties, afin que si à l'avenir il arrivoit quelque different ou pretention entre lesdites Parties elles pussent toutes deux avoir recours à ladite Convention, & Acte: & au cas que la pretention se trouve conforme à la teneur de la Convention qui aura été enregistrée, elle aura son effect, conformément à la Convention. Mais si le Demandeur n'est pas muni, & n'a pas en ses mains un tel Acte public, & ne produit que des témoins partiaux qui ne deposent que des vetilles & des pretextes, nos Ministres n'y auront pas égard, mais ils suivront l'Acte authentique registré.

X. Et si quelque personne de l'étenduë de nos Etats accuse quelque Anglois de lui avoir fait tort, & que pour ce sujet il pretende d'agir contre lui par voye de violence, ou de témoins partiaux, nos Ministres ne les écouteront pas & ne les recevront pas à en faire les preuves par cette voye-là, mais l'Ambassadeur, ou le Consul de la Nation Angloise en seront informez, afin que l'affaire puisse être decidée

avec

ANNO  
1675.

avec sa participation, & en sa présence, & que les Anglois puissent toujours avoir recours à leur appui & protection.

XI. Si quelque Anglois qui aura commis quelque offense, fait en sorte de se sauver ou de s'abstenir, un autre Anglois qui n'aura pas été la caution, ne fera pas pris ni molesté pour lui.

XII. Tous les Anglois, ou Sujets du Royaume d'Angleterre, qui seront trouvez Esclaves dans l'étendue de nos Etats; ou qui seront demandez par l'Ambassadeur, ou Consul de la Nation Angloise seront tenus de faire deüment examiner le fait; & ceux qui se trouveront être vrais Sujets de l'Angleterre, seront remis en liberté & delivrez entre les mains de l'Ambassadeur ou du Consul Anglois.

XIII. Tous les Anglois, & tous autres Sujets de la Couronne d'Angleterre, qui demeureront & résideront dans nos Etats, soit qu'ils soient mariez, ou qu'ils ne le soient pas, pourront y traffiquer, vendre & acheter sans qu'on leur demande aucune taxe; qu'on nomme Harach, ou taxe Capitale.

XIV. Les Ambassadeurs d'Angleterre résidant en Alep, Alexandrie, Tripoli de Surie, ou à Tunis; Alger, Tripoli de Barbarie, aux Smirnes; dans les Ports du Caire, ou en quelque autre endroit de nos Etats, pourront établir des Consuls, comme il leur plaira, & pareillement les déposer, ou changer, & en établir d'autres en leur place; & pas un de nos Ministres ne pourra s'y opposer, ni refuser de les accepter.

XV. En toutes matieres concernant la Loy, & la Justice, entre la Nation Angloise; & quelque autre Nation que ce soit, les Juges ni aucuns autres de nos Ministres ne pourront proceder, & donner Sentence en l'absence de leurs Interprètes.

XVI. Arrivant quelque différent entr'eux-mêmes; la décision en sera entièrement laissée à leur Ambassadeur, ou Consul, conformément à leurs Droits & à leurs Loix; & nos Ministres n'en prendront aucune connoissance.

XVII. Nostre Armée de Galeres; les Navires, ou autres Vaisseaux de notre Empire, qui rencontreront ou trouveront en Mer des Navires Anglois, ne leur donneront ni feront, ni ne souffriront qu'il leur soit fait la moindre injure ni trouble, ni ne les retiendront, ne leur demanderont, pretendront, ou prendront, aucune chose d'iceux; mais les salueront, & tesmoigneront une bonne & mutuelle amitié les uns aux autres sans aucune offense.

XVIII. Tous les Privilèges particuliers & Capitulations qui du tems passé ont été accordées aux François, aux Venitiens, ou à toute autre Nation Chrétienne que ce soit, dont le Roi étoit en Paix; & amitié avec la Porte, sont donnez & accordez de la même maniere à la Nation Angloise: afin qu'à l'avenir, la teneur de notre presente Capitulation Imperiale puisse être en tout temps observée par toutte sorte de personnes, & que personne ne puisse en aucune maniere pretendre, sous quelque pretexte que ce soit, y contrevenir ni la violer.

XIX. S'il se trouve que des Pirates; ou Corsaires Levantins; qui insistent ces Mers avec leurs Fregates, aient enlevé quelque Vaisseau Anglois, ou qu'ils aient dérobé, ou pillé leurs Marchandises, & Effects, comme aussi s'il se trouve que quelques-uns aient enlevé de force, les Biens de quelque Anglois, en aucun endroit de nos Etats, nos Ministres seront tenus de faire toutes les diligences possibles, pour trouver ceux qui en seront coupables, & les punir severement, comme pareillement de faire en sorte que tout l'argent; les Navires, & les Marchandises, & tout ce qui aura été enlevé à ceux de la Nation Angloise leur soit incontinent; dûment & absolument restitué.

XX. Tous nos Beglerbeys; Capitaines, Maîtres de Navires Imperiaux; & autres Juges particuliers, Gouverneurs, Officiers de Douanes, Fermiers, & tous nos autres Sujets, & Esclaves obeiront en tout temps & satisferont à la teneur de nos presentes Capitulations, confirmées par Serment, & cultiveront avec toute sorte de respect, l'amitié, & bonne correspondance établie entre les deux Parties chacun en droit soi; se gardant avec un soin particulier, de commettre aucune action qui y soit contraire: Et tant & si longuement que ladite Reine d'Angleterre se montrera & demeurera en Paix, Amitié, & Alliance; ferme; constante, & sincere avec nous; conformément au present Traité d'Amitié; & à la sincere & bonne correspondance, nous

promettons pareillement de nostre côté reciproquement, que la presente Paix, Amitié, Articles, Capitulations, & Correspondance, en la forme ci-devant écrite sera maintenüe, observée & respectée, pour jamais, & que personne ne contreviendra, ni desobeira à aucune partie d'icelles, tous lesquels Articles de Paix & d'Amitié sus declarés ont été conclus, signez, accordez, & confirmez par une Capitulation Imperiale; par nos Predecesseurs d'heureuse Memoire.

Depuis lequel temps, Sa Majesté d'Angleterre Jacques qui est decédé, du temps de Sultan Achmet Han notre Grand Pere d'heureuse Memoire, ayant envoyé à notre Throne Imperial des Ambassadeurs avec des Lettres, & des presens qui étoient tres-agréables; & ayant demandé que la Paix & Amitié déjà contractée; & la bonne correspondance établie avec nos Predecesseurs, & les Capitulations; Articles, & Privileges ci-dessus transcrits fussent derechef ratifiez & ladite Paix & Amitié renouvelée: requerant en outre que quelques Articles tres-necessaires fussent adjoustez ausdites Capitulations; la demande de Sa Majesté ayant été declarée, en la presence Imperiale de Sultan Achmet Han, nostredit Grand Pere; elle fut incontinent accordée: & il ordonna, & commanda expressément que ladite Paix & Amitié, fussent renouvellées & fortifiées, & que les anciennes Capitulations & Privileges fussent confirmez: & que les nouveaux Articles demandez fussent inferez & adjoustez aux Capitulations Imperiales: accordant en outre à la Nation Angloise tous les autres Articles & Privileges qui avoient été donnez, & inferez dans toutes les autres Capitulations faites avec les autres Nations, Porenitans, ou Princes, qui étoient en Paix & Amitié, avec la Porte Imperiale, & par ce Commandement Imperial, il ordonna que toutes personnes obeissent auxdits Commandemens Imperiaux, & que la teneur en fust deüment observée. Les Articles suivans furent ceux qui furent en ce tems-là accordez & adjoustez aux Capitulations.

XXI. Que nos Ministres ne demanderont, ni ne prendront de ladite Nation Angloise aucune Douane; ni autres Droits pour tous les Ecus blancs, ou Sequins, qu'eux, ou quelques autres personnes que ce soit portant la Banniere d'Angleterre apporteront, ou transporteront de Place, en Place, ou porteront hors de nos Etats, & que ni Beglerbeys, Beys, Caddées; Tresoriers, Maîtres de Monnoyes ni autres ne prendront ni ne demanderont à ladite Nation, ni Ecus, ni Sequins; pour les changer en petits Aspres, & ne leur feront ni donneront aucune violence ni trouble là-dessus.

XXII. La Nation Angloise, & tous ceux qui viendront sous la Banniere d'Angleterre, leurs Vaisseaux grands & petits, pourront naviguer, traffiquer, acheter, vendre, & demeurer en tous les endroits de nos Etats, & pourront à l'exception des Armes, Poudre à Canon, & de telles autres Marchandises, embarquer & emporter sur leurs Vaisseaux telles de nos Marchandises qu'il leur plaira; sans aucun trouble ni empêchement de quelque personne que ce soit, & leurs Navires, & Vaisseaux pourront venir librement & mouiller l'ancre seurement en tout temps & traffiquer en tout temps, en tous les endroits de nos Etats, & y acheter des Vivres, & toutes autres choses pour leur argent, sans aucune contradiction ni empêchement de quelque personne que ce soit.

XXIII. Arrivant quelque différent avec quelques personnes de ladite Nation Angloise par Procès; ou quelque autre démêlé, les Caddées, ni aucuns autres Ministres de notre Justice ne pourront oüir ni décider la cause; à moins que l'Ambassadeur, le Consul; ou le Dragoman de ladite Nation n'y soient presens.

XXIV. Tous differens, ou Procès, qui arriveront avec ladite Nation, & qui excéderont la valeur de quatre mille Aspres, seront toujours ouïs & decidez en nostre Porte Imperiale.

XXV. Le Consul, ou Resident de la Nation Angloise étant établi en quelque Port que ce soit de nos Etats; par l'Ambassadeur qui y résidera, pour ladite Nation, nos Ministres n'auront pas le Pouvoir de les mettre en Prison, ni d'apposer le scellé à leurs Maisons, ni de les renvoyer, ni disposer de leurs charges & fonctions: Mais arrivant quelque différent ou Procès, avec le Consul, on fera un Certificat adressant à la Cour Imperiale, afin que l'Ambassadeur les puisse proteger; & répondre pour eux.

XXVI. Arrivant que quelque Anglois; ou autre

ANNO  
1675.

pet-

ANNO  
1675.

personne qui sera venuë sous la Baniere d'Angleterre, vienne à deceder dans nos Etats, avec des Biens, ou effectz, ou quelques autres choses, qui leur appartiennent, nos Tresoriers des Deniers Casuels, nos Caddées, & autres Ministres, ne pourront pas s'en emparer, ni en saisir aucune partie, sous pretexte que ce sont les Biens du deffunct, & qu'il n'y a personne qui en soit le Proprietaire, mais ils seront toujours contignez & deposez entre les mains de telle personne Angloise que le deffunct aura institué par son Testament pour s'en charger, & au cas qu'il decede *ab intestat*, le Consul Anglois se chargera de ses Biens & Effectz, & au cas qu'il n'y ait point de Consul au lieu où il sera decede, le Resident Anglois en prendra possession, & arrivant qu'il n'y ait ni Consul, ni aucun autre Anglois sur les Lieux, en ce cas-là, lesdits Biens & Effectz seront mis en la garde du Caddée dudit lieu, & après que l'Ambassadeur d'Angleterre en aura eu avis, à la diligence du Caddée, ledit Caddée sera tenu de remettre tous lesdits Biens & Effectz entre les mains de telles personnes que l'Ambassadeur envoyera avec Commission de les recevoir.

XXVII. Tous les presens Privileges, & autres Libertez accordées à la Nation Angloise & à ceux qui seront venus sous leur protection, par divers Mandemens Imperiaux, soit avant ou après la date des presentes Capitulations Imperiales, seront toujours maintenus & conservez, & seront toujours entendus & interpretés en faveur de la Nation Angloise conformément à la teneur & la disposition veritable d'iceux.

XXVIII. Qu'au cas de mort, ni l'Officier qu'on nomme le Cassim ou Collecteur des Droits du Caddée, ni le Caddée mesme ne pourront prendre, ni pretendre des Anglois aucune espece de dixmes, Casmets, ou Droits de division.

XXIX. L'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, ou le Consul Resident de nos Etats, pourront prendre à leur service, tel Janissaire ou Interprete qu'il leur plaira à leur choix & depens; & aucun Janissaire, ni autre personne de nos Esclaves ne pourront entrer à leur service, contre leur gré & consentement.

XXX. L'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, le Consul & tous autres Sujets de la Nation Angloise demeurans dans nostre Empire, & y faisant du Moust ou du Vin dans leurs Maisons pour l'usage de leurs personnes, & de leurs Familles; n'y pourront être troublez, ni empêchez par aucun de nos Ministres, Caddées ou Janissaires, & ils ne pourront leur demander aucun argent, ni aucuns Droits, pour jouir de cette liberté, ni leur donner aucun empêchement.

XXXI. Après que les Marchands Anglois auront payé les Droits de Péage dans les Forts de Constantinople, d'Alep, d'Alexandrie, de Scio, de Smirne, & dans les autres endroits de nos Etats, conformément à la teneur des Capitulations Imperiales, personne ne les pourra plus troubler ni molester ni prendre d'eux aucune chose de plus, & quelque Marchandise qui soit chargée sur leurs Navires, & aportée en nos Etats, & déchargée en quelque Port que ce soit, au cas qu'ils desirent la recharger sur leurs mesmes Navires, pour la transporter en quelqu'autre Havre ou Port, la mesme Marchandise arrivant dans le second Port, ou Havre, & y étant débarquée, les Officiers de la Coûtume ni les Fermiers, ni aucun autre de nos Officiers ne pourront pretendre, ni recevoir encore une fois les Droits de Douane pour la mesme Marchandise, afin que ladite Nation puisse en tout tems traffiquer avec toute liberté, & seureté, & poursuivre ses affaires.

XXXII. Qu'on ne demandera pas un seul Aspre, ni aucun autre argent, sous le titre de l'Imposition qu'on nomme Hassapic, ou composition pour la viande pour les Janissaires, à aucuns Anglois, ni à ceux qui traffiqueront sous la Baniere d'Angleterre.

XXXIII. Estant arrivé autrefois un différent entre l'Ambassadeur de la Reine d'Angleterre & l'Ambassadeur de France, tous deux Residents en nostre Porte, touchant les Marchands de la Nation Hollandoise, lesquels Ambassadeurs envoyerent leurs requestes à nostre vestibule Imperial, tendantes à ce que lesdits Marchands Hollandois venant dans nos Etats fussent obligez à y passer sous la Baniere desdits Royaumes, cette requeste desdits Ambassadeurs fût accordée sous nostre Sceau Imperial: & néanmoins Sinan Bassa, Fils de Cigala, Capitaine sur Mer, qui est à present decede, comme étant Admiral, & versé dans les cas Maritimes ayant informé Sa Majesté Imperiale, qu'il étoit à propos & convenable que la Nation Hollandoise fut mise

ANNO  
1675.

sous la Protection de l'Ambassadeur d'Angleterre, & que cela fut ainsi inseré en leurs Capitulations, son avis fut approuvé par tous les Vizirs, & il fut commandé par ordre expres, & autorité Imperiale, que les Marchands Hollandois des Provinces de Hollande, de Zelande, de Frize, & de Gueldres, c'est-à-dire les Marchands de ces quatre Provinces, traffiquans dans nos Etats y viendroient toujours sous la Baniere de la Reine d'Angleterre comme tous les autres Anglois faisoient, & que pour toutes les Denrées & Marchandises, qu'ils apporteroient sur leurs Vaisseaux en nos Etats, ou en emporteroient, ils payeroient les Droits de Consulage & tous autres Droits à l'Ambassadeur, ou Consul de la Reine d'Angleterre, & que l'Ambassadeur de France, ni le Consul de la Nation Françoisé ne s'entremettraient jamais à l'avenir de cette affaire, & il fut commandé que cela fut executé & observé, à l'avenir, conformément à la presente Capitulation.

Après quoi un autre Ambassadeur, envoyé de la part du Roi d'Angleterre, étant arrivé en cette haute Porte avec des Lettres, & des presens qui furent fort agréables, ledit Ambassadeur demanda que quelques autres Articles necessaires fussent adjointez, & inseréz aux Capitulations Imperiales, le premier desquels étoit que comme autrefois du vivant de Sultan Soliman Han, l'un de nos Predecesseurs de fameuse Memoire, il y eut une certaine Capitulation & un certain Privilege octroyé, portant que les Marchands de la Nation Espagnole, de Portugal, d'Ancone, Seville, Florence, Catalogne, & toutes sortes de Hollandois & autres Marchands étrangers, pourroient en toute seureté & assurance, aller & venir en tous les endroits de nos Estats & y traffiquer, & negocier, leur accordant en outre qu'ils pourroient établir des Consuls en quelque endroit que ce fust de nôtre Empire: mais comme chaque Nation à part n'estoit pas capable de defrayer les depenses & l'entretenement d'un Consul, il fut laissé à leur choix, & volonté, de venir sous la Baniere de tel Ambassadeur, ou Consul d'un Roi qui fust en Paix & amitié avec nôtre haute Porte: Sur laquelle Concession & sur d'autres Privileges qui leur furent accordez, il y eut souvent des Mandemens & Constitutions accordées sur la requisition qui en fut faite par des Marchands étrangers qui de leur propre mouvement & volonté choisirent de traffiquer, sous la Baniere, & protection de l'Ambassadeur, & du Consul du Roi d'Angleterre, & durant le temps qu'ils avoient recours à la Baniere & protection des Consuls Anglois, dans nos Ports & Havres, il sembloit que l'Ambassadeur de France ayant trouvé moyen de faire inserer de nouveau dans les Capitulations que lesdits Marchands étrangers viendroient sous leur Baniere eût entrepris de les contraindre dans tous les Havres, à se mettre sous leur protection, pour laquelle cause, le différent fut encore renouvelé & referé à nostre Divan, ou Grand Conseil, lequel ayant deüement examiné l'affaire, après qu'il fut permis ausdits Marchands, de faire un nouveau choix, & Election, à leur plaisir & volonté, ils demanderent derechef qu'ils fussent & demeurassent sous la protection de l'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, & quoi qu'on eût fait connoître, à la Porte Imperiale, que l'Ambassadeur de France, n'avoit point encore voulu molester lesdits Marchands, ni les contraindre à se mettre sous leur protection, le premier Article écrit dans les Capitulations Françoises portant que les Marchands étrangers viendroient sous leur protection, fut par le Commandement Imperial déclaré nul, & annullé, & afin que suivant l'ancienne Coûtume desdits Marchands étrangers, ils vissent toujours sous la Baniere & protection de l'Ambassadeur, ou des Consuls d'Angleterre, & qu'ils ne fussent jamais à l'avenir molestez, ni troublez par l'Ambassadeur de France, sur ce point, lesdits Ambassadeurs de Sa Majesté d'Angleterre, ayant demandé que cette circonstance fust écrite & inserée en cette nouvelle Capitulation Imperiale, le present Article y fust par consequent inseré: & il est enjoint par l'autorité Imperiale, qu'à l'avenir, & pour jamais, les Marchands desdits Princes seront toujours sous la Baniere & protection de l'Ambassadeur & des Consuls d'Angleterre, en la forme susdite, & conformément au present Commandement Imperial qu'ils auront en leurs mains.

XXXIV. Il n'y aura jamais aucuns Mandemens Imperiaux donnez ni octroyez qui soient contraires à la teneur & aux Articles du present Commandement Imperial, ou Capitulation, ni au prejudice de nostre presente

ANNO  
1675.

sente Paix, & amitié, mais en pareille occasion, la cause sera premierement communiquée à l'Ambassadeur d'Angleterre Resident à la Porte, afin qu'il puisse répondre & s'opposer à toute action scandaleuse, ou autre pretexte qui pourroient violer la Paix, & l'Alliance.

XXXV. Après que les Marchands Anglois auront payé la Douane, pour toutes les Marchandises qu'ils apporteront, ou transporteront sur leurs Navires, ils payeront aussi le Droit de Consûlage à l'Ambassadeur d'Angleterre, ou au Consul de la même Nation.

XXXVI. Les Marchands Anglois, & tous autres qui seront sous la Baniere d'Angleterre, pourront en toute seureté, traffiquer, vendre, & acheter, dans l'étenduë de nos Etats, toutes sortes de Marchandises (à l'exception seulement de celles qui sont deffenduës) comme aussi ils pourront aller, & traffiquer, en Moscovic, par Mer ou par Terre, ou par la voye de la Riviere Tanais, ou par la Russie, & delà ils pourront apporter leurs Marchandises dans nostre Empire: comme pareillement ils pourront aller trafiquer en Perse, & en retourner, par toute la partie que nous en avons conquise, & par les confins sans empêchement, ni molestation de nos Ministres, & ils payeront les Douanes & autres Droits de ce Pais-là, & rien plus.

XXXVII. Les Marchands Anglois & tous autres qui seront sous la Baniere d'Angleterre, pourront librement & seurement traffiquer, & negocier dans Alep, le Caire, Scio, Smyrne & dans tous les endroits de nos Etats, en payant, suivant l'ancienne coûtume, trois pour cent de toutes leurs Marchandises & rien plus.

XXXVIII. Arrivant que les Navires Anglois, qui viendront en nostre Ville de Constantinople, soient contraincts par les perils de la Mer, ou par le mauvais temps, de relâcher à Caffa, ou en quelqu'autre Port semblable, tant que les Anglois n'y voudront point débarquer, ni vendre leurs Denrées & Marchandises, personne ne leur y fera aucune violence, & ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement, mais dans toutes les Places, où il y aura du danger, les Caddées & nos autres Ministres deffendront & protegeront toujours lesdits Navires Anglois, leurs Hommes, & leurs Marchandises de peur qu'ils ne reçoivent aucun dommage, & ils y pourront acheter des Vivres & autres choses nécessaires pour leur argent, & au cas qu'ils veuillent louer des Charettes ou des Vaisseaux, qui n'ayent pas été louez auparavant par d'autres personnes, pour transporter leurs Marchandises de lieu en lieu, personne ne leur donnera aucun trouble ni empêchement quelconque.

XXXIX. De toutes les Marchandises que ceux de la Nation Angloise apporteront sur leurs Vaisseaux, en la Ville de Constantinople, ou en quelqu'autre Port de nos Erats, & qu'ils n'auront pas intention de débarquer, ni vendre, il n'en sera demandé ni pris aucun Droit de Douane à leur arrivée dans le Port, & après y avoir débarqué leurs Marchandises, & en avoir payé les Douanes & autres Droits, ils en pourront partir paisiblement & seurement sans la molestation d'aucune personne.

XL. Comme les Navires Anglois en venant en nos Etats, se sont souvent accoutumés à relâcher en quelquel endroit de l'Afrique & y prendre les Pelerins & Passagers Mahometans pour les transporter en Alexandria, & étant entrez dans ce Port-là, il s'est trouvé que les Commis de la Douane, & autres Officiers pretendoient de prendre des Droits de Douane sur toutes les Marchandises qui seroient trouvées sur leurs Navires, avant que les Marchands eussent dessein d'en décharger aucunes, au sujet de laquelle molestation ils se sont abstenu de transporter des Pelerins: Comme pareillement leurs Navires arrivans à Constantinople chargez de diverses Marchandises pour en transporter une partie en d'autres Places, les Commis & Fermiers de la Douane les veulent contraindre à décharger leurs Marchandises, & prétendent de leur faire payer les Droits de Douane: pour ces causes nous ordonnons que tous les Navires Anglois, qui viendront chargez de Marchandises dans le Port de Constantinople, d'Alexandrie, de Tripoli de Syrie, de Scanderoon, ou en quelquel autre Port que ce soit de nostre Empire, ne payeront seulement suivant la coûtume que la Douane des Marchandises, qu'ils auront dessein de vendre, de leur propre volonté: & à l'égard des Marchandises, qu'ils ne débarqueront pas de leurs Navires de leur propre volonté, nos Officiers de la Douane ne leur en deman-

TOM. VII. PART. I.

deront, ni prendront d'eux aucune Douane, ni autres Droits, & auront la liberté, de les transporter où il leur plaira.

ANNO  
1675.

XLI. Arrivant que quelque Anglois, ou quelquel autre personne qui sera sous la Baniere d'Angleterre, commette quelque homicide, effusion de sang, ou crime semblable, ou qu'il arrive quelque affaire qui depende de la Loy, ou de la Justice, les Juges ni les autres Ministres ne pourront la décider, ni donner Sentence avant que l'Ambassadeur ou le Consul y soient prestens, pour examiner deuément l'affaire; mais le different sera toujours examiné en presence de l'Ambassadeur ou du Consul, afin que personne ne soit jugé, ni condamné contre la disposition de la Loy & contre les Capitulations.

XLII. Comme il est écrit dans les Capitulations Imperiales que les Marchandises débarquées des Vaisseaux Anglois, qui viendront dans nos Erats & payeront la Douane, doivent aussi payer le Droit de Consûlage à l'Ambassadeur ou Consul Anglois, il est arrivé que divers Marchands Mahometans, Sciots, & autres Marchands, qui sont en Paix & amitié, avec cette Porte Imperiale, & d'autres Marchands Etrangers, refusent de payer le Droit de Consûlage, c'est pourquoi, il est ordonné que toutes les Marchandises, qui seront chargées sur leurs Navires, & auront payé la Douane, à quelques personnes qu'elles puissent appartenir, payeront suivant les anciennes Capitulations le Droit de Consûlage, à l'Ambassadeur ou Consul d'Angleterre sans aucune contradiction.

XLIII. Que les Marchands Anglois, & ceux qui sont sous la Baniere d'Angleterre, qui traffiquent en Alep, payeront les Droits de Douane de routes les Soyes qu'ils acheteront, & chargeront sur leurs Navires, comme les Marchands François & Venitiens les payent, & pas un Aspre ou Liard de plus.

XLIV. Comme les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre qui resideront en cette Cour Imperiale sont Commissaires de Sa Majesté, & representent la personne, de même les Interpretes doivent être considerez comme Commissaires de l'Ambassadeur, c'est pourquoi dans les affaires où les Interpretes traduiront, ou parleront au nom & par l'ordre de l'Ambassadeur, s'il se trouve que ce qu'ils auront traduit soit conforme à la volonté & à l'ordre de l'Ambassadeur ou du Consul, ils seront toujours exemptez d'accusation, & de punition: mais au cas qu'ils commettent quelque offense, nos Ministres ne mettront pas en Prison aucun de ces Interpretes, ni ne le maltraiteront pas sans le sceu de l'Ambassadeur ou du Consul. Arrivant qu'aucun des Interpretes Anglois vienne à deceder, s'il est Anglois de Nation, l'Ambassadeur ou Consul d'Angleterre, se mettra en possession de tous ses Biens & Effets, mais au cas qu'il soit Sujet de nos Etats ils seront mis entre les mains de son plus proche Heritier, & au cas qu'il meure sans Heritiers, ils seront portez en nostre Tresor Imperial, & comme en cette clause, de même aussi, dans tous les autres Articles sus declarez, & dans les Privileges accordez par nos Predecesseurs d'heureuse Memoire, il est expressement commandé & ordonné que tous nos Esclaves obeiront & se conformeront toujours à la presente Capitulacion Royale, & que la Paix & amitié sera respectée & entretenüe sans aucune violation quelconque.

XLV. Depuis lequel tems de nos Predecesseurs de fameuse Memoire & l'octroy des Capitulations, Articles, & établissement de Paix & amitié sus declarez, ledit Roi d'Angleterre, ayant du tems de Sultan Mahomet Han, nostre Grand Pere, d'heureuse Memoire, envoyé une personne de qualité, en qualité de son bien amé Ambassadeur à cette Porte Imperiale, pour confirmer cette Paix, Articles & Capitulacions, cet Ambassadeur declara plusieurs fois, qu'il y avoit eu des Mandemens Imperiaux accordez à diverses personnes qui avoient été subrepticement obtenus contre la teneur, & les Articles des Capitulations Imperiales, lesquels ayant été presentez à nostre inceu à nos Juges & Gouverneurs & les dattes de ces Mandemens étant plus fraiches, que celles de nos Capitulations Imperiales, les Juges & Ministres mettoient à execution ces Mandemens particuliers, contre & au prejudice des Imperiaux, c'est pourquoi, afin qu'à l'avenir, il n'y ait plus de tels Mandemens acceptez par aucun d'eux, mais plutôt que les Capitulations Imperiales puissent être toujours observées & maintenues selon leur signification sincere, ledit Ambassadeur faisant voir la sincerité de Sa Majesté, & la demande en cette occasion

Q q

qui

ANNO  
1675.

qui étoit très-recevable étant venuë à nôtre Connoissance Imperiale, en conformité d'icelle, il fût expressément ordonné que tous les Mandemens de cette nature, qui avoient déjà été, ou seroient ci-après accordez, & qui étoient ou seroient contraires, à la teneur de la presente Capitulation, tels que fussent ces Mandemens, quand ils seroient presentez devant nos Caddées, ou nos autres Ministres, ne seroient jamais acceptez, ni mis à execution, mais que la teneur des Capitulations Imperiales seroit toujours observée, & que quiconque presenteroit de tels Mandemens, contraires aux Capitulations on les lui ôteroit, & ne seroient nullement d'aucune force, ni vertu, dans lequel tems tous les Privileges, Articles & Capitulations ci-dessus écrites, furent aussi approuvées & ratifiées, de la part de nôtre dit Grand Pere, & la Paix & Amitié, & bonne Correspondance, contractées d'ancienneté furent de nouveau confirmées & établies.

XLVI. Du tems de l'Installation de Sultan, Osman Han, sur le haut & Imperial Trône, le Roi d'Angleterre envoya encor un fameux & noble Gentilhomme, en qualité de son Ambassadeur avec des Lettres & des présens, qui furent très-agréables, & ledit Ambassadeur ayant demandé au nom de Son Roi, & de Son Seigneur, que l'ancienne Capitulation, les Articles & les Contrats accordez du vivant de nos Predecesseurs fussent par lui renouvellez & confirmez, & que l'ancienne Paix & Amitié fussent de nouveau fortifiées, & établies, laquelle Requête fut très-agréable audit Sultan Osman & les anciennes Capitulations, Articles & Privileges furent ici écrits, & confirmez, & la Paix & Amitié contractée de long-tems fut par lui promise & accordée.

XLVII. Après lequel, & du vivant du même Sultan Han, le Roi d'Angleterre aiant encore envoié en la même maniere à cette Haute Porte, l'Excellent & Honorable Chevalier Thomas Roe, en qualité de son Ambassadeur, avec des Lettres, & des présens, qui furent très bien receus, & cet Ambassadeur ayant offert au nom du Roi son Seigneur, toute sorte de Conditions d'Amitié, & de bonne Correspondance, & ayant demandé que les anciennes Capitulations, & tous les Articles ci devant accordés par ses Ancestres & par lui à la Nation Angloise, pussent être de nouveau confirmez, & que la Paix & Alliance, qui étoient depuis long-tems contractée entre les deux Parties fût renouvellee & ratifiée, que quelques autres Articles soit necessaires pussent être ajoûtez aux Capitulations Imperiales, & que plusieurs autres déjà accordez, pussent être renouvellez, changez & expliquez en meilleure forme, laquelle Requête & demande lui furent tres-agréables & conformément à icelles, les anciennes Capitulations Imperiales, & tous les Articles & autres Privileges plusieurs fois confirmez en icelles, & la Paix, Amitié & bonne Correspondance contractées du tems de ses Ancestres, de son Grand Pere & de son Pere avoient été confirmées, ainsi que par lui-même furent derechef ratifiées, établies, promises, & accordées, surquoi il fit commandement exprès, qu'à l'avenir la teneur de ses Capitulations Imperiales fût observée par toutes personnes, & que tout le monde respectât avec beaucoup de soin ladite Paix & Amitié établie & contractée entre les deux Parties, & que personne n'entreprist de les violer, ni de faire aucune action qui y fût contraire: lequel Ambassadeur declara plusieurs fois, que les Caddées, & nos autres Ministres, avoient imposé & établi diverses Taxes, Tributs, & Sommes d'argent, sur ladite Nation Angloise, & sur celles qui s'étoient mises sous la Baniere d'Angleterre, au préjudice des Capitulations Imperiales, & contre la volonté de Sa Majesté Imperiale, pour laquelle cause, ainsi qu'il est ci-dessus déclaré, ayant été trouvé nécessaire, de faire des additions de quelques nouveaux Articles, à ladite Capitulation Imperiale, dont ledit Ambassadeur fit declaration par Ecrit, & la presenta à Sa Majesté Imperiale, ledit Sultan Osman Han donna aussi-tôt des ordres & commandemens exprès signez de sa main Imperiale, & scelez, portans qu'à l'avenir tous les Articles, qui étoient déjà dans les Capitulations Imp. & ceux qui y ont été nouvellement ajoûtez par nôtre ordre seroient deüement gardez & observez conformément au sens sincere de nos presentes Capitulations.

XLVIII. D'autant que comme c'est une chose de notoriété publique que de certains Pyrates de Tunis, & d'Alger, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & contre nôtre intention & volonté, prennent, & en-

levent sur Mer, des Navires, des Marchandises & des Hommes, qui sont des Sujets du Roi d'Angleterre, & d'autres Rois & Etats qui sont en Alliance avec nôtre Porte Imperiale, au grand dommage & préjudice de ladite Nation Angloise, pour ces causes, nous commandons & par ces presentes nous ordonnons qu'on donne & expedie plusieurs Mandemens, pour la restitution entiere & parfaite des Biens & Marchandises ainsi enlevées à la Nation Angloise & que tous les Anglois, qui ont été pris & faits Esclaves, ou emprisonnez par lesdits Pirates, soient mis incessamment en liberté, & si après le jour de la date de nos presentes Capitulations Imperiales, il se trouve que lesdits Pirates de Tunis & d'Alger les volent encore & ne cessent point de continuer leurs outrages, & ne veuillent restituer leurs Biens, & leurs Hommes, nous deffendons que lesdits Pirates soient receus en aucun Port de nos Etats: & particulièrement dans les Havres de Tunis, d'Alger, Modon ou Coron, faisons de très-expresses inhibitions & deffenses à nos Beglerbeys & autres Ministres, de les y laisser entrer, ni de souffrir qu'ils y soient logez ni receus, mais au contraire nous commandons ausdits Beglerbeys, Caddées & autres Ministres de les poursuivre, bannir & punir.

XLIX. Ayant été informez que plusieurs de nos Commis de la Douane & autres Officiers d'Alep, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & sous pretexte de prendre des Droits de Douane & d'autres Droits sur les Soyés des Marchands Anglois, ont exigé par violence de grandes Sommes d'argent desdits Marchands: & d'autant qu'il est écrit dans les Capitulations Imperiales, que les Anglois payeront pour les Soyés qu'ils acheteront en Alep, comme les François & les Venitiens font, & non pas davantage, desdits Officiers de la Douane outre les deux & demi pour cent de Douane & de Rest, n'ont pas laissé d'exiger depuis peu une grande Somme d'argent de ladite Nation sous le nom de Rest. Pour ces causes, nous ordonnons que cette affaire soit examinée, & que ladite Somme d'argent soit restituée, & qu'à l'avenir on observe l'ancienne coûtume: & que cette Nation-là ne paye seulement que comme les François, & les Venitiens font, & qu'on n'exige jamais d'eux pas même un Aspre sous le nom de cette imposition.

L. Comme les Marchands Anglois demeurans à Galata achètent ordinairement diverses Dénrées & Marchandises, avant que de les pouvoir embarquer & envoier sur leurs Navires, & payent aux Officiers de la Douane les Droits de Douane, que doivent lesdites Marchandises, en prenant un Billet ou Quittance pour faire voir qu'ils les ont payez, après quoy, ils font porter les Marchandises en leurs Magasins, cependant il arrive qu'avant qu'ils puissent charger, & envoyér lesdites Marchandises, l'Officier de la Douane, nommé Diet, vient à decéder ou est déposé de sa charge, & la nouveau Commis ou Officier établi en sa place, ne voudra pas se contenter de ladite Quittance, pretendra un autre Droit de Douane, & troublera, & molestera lesdits Marchands en différentes manieres, pour cette cause, nous ordonnons qu'apparoissant réellement qu'ils ont payé une fois la Douane de toutes les Marchandises qu'ils auront achetées, l'Officier de la Douane se contentera de ladite Quittance, & n'en demandera pas une seconde aux Marchands.

LI. Comme on achète ordinairement en Angora des Camelots, des Moires, des Soyés, & d'autres sortes de Marchandises qu'on transporte à Constantinople, & en d'autres Places de nos Etats dont on paye les Douanes, & dont on retire des Quitances, après qu'on met les Marchandises dans des Magasins: & voulant après les embarquer, pour les transporter ailleurs, les Officiers de la Douane en demandent derechef les Droits de Douane. Pour ces causes arrivant à l'avenir, que les Marchands veuillent embarquer les Marchandises, & qu'il soit veritable qu'ils ayent déjà payé la Douane pour lesdites Marchandises, lesdits Officiers de la Douane ne pourront demander une nouvelle, ou seconde Douane, pourvu que lesdits Marchands ne mêlent pas leurs Marchandises, qui n'auront pas payé les Droits, parmi celles qui les auront déjà payez.

LII. Les Marchands Anglois ayant payé la Douane de toutes les Marchandises qu'ils apporteront en nos Etats, ou de celles qu'ils en voudront transporter ailleurs, comme des Soyés, Camelots, & autres Marchandises, sans les avoir vendus à d'autres, & voulant après les faire embarquer, pour les porter à Scio, Smir-

ANNO  
1675.



ANNO  
1675.

Smirne, ou en quelque autre Port, & lesdites Marchandises y étant arrivées, les Commis de la Douane, & autres Officiers seront toujours tenus de recevoir leurs Quitances, qu'ils auront en main, & ne demanderont, ni ne prendront point d'autres Droits de Douane, pour leurs Marchandises.

LIII. Les Mestragis de Galata, & de Constantinople, prendront leur Droit de Mestarie, ou de Courage suivant l'ancienne Coutume & Pancarte, de toutes les Marchandises; que les Marchands Anglois apporteront à Constantinople, ou en quelque autre Port que ce soit de nos Etats, ou en transporteront ailleurs, c'est-à-dire qu'ils ne prendront seulement le Droit de Mestarie que des Marchandises, qui auront accoutumé de le payer, suivant l'ancienne Coutume, mais à l'égard des Marchandises, qui anciennement n'avoient pas accoutumé de le payer, ils ne pourront prendre aucun Droit de Mestarie contre l'ancienne Pancarte, & de plus on ne fera ni lever aucune imposition sur les Marchandises Angloises, ni on ne prendra de la Nation Angloise, pas seulement un Aspre, contre l'ancienne Pancarte, & l'usage accoutumé.

LIV. Les Marchands Anglois pourront librement venir en tous les Ports de nos Etats, pour negocier, & y apporter des Draps, du Crezé, des Epiceries, de l'Étain, du Plomb, & toutes autres Marchandises, & personne ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement; de même qu'ils y pourront acheter, & en transporter toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles qui sont défendus, sans que personne les en puisse empêcher, ni les y troubler, & après qu'ils en auront payé la Douane conformément à la présente Capitulation Imperiale, & à l'ancienne coutume, les Commis de la Douane & autres Officiers ne leur demanderont rien de plus.

Du tems de Sultan Murat Han, mon Oncle d'heureuse Memoire, le Roi d'Angleterre envoya le Chevalier Sackville Cron, en qualité de son Ambassadeur, avec son présent, & des Lettres qui furent tres-bien reçus, & le tems de son Ambassade étant expiré, le Chevalier Thomas Bendish arriva à la Porte, pour y résider & apporter son présent, & des Lettres obligantes, qui de la même manière furent aussi tres-bien reçus: & lesdits Ambassadeurs ayant présenté les Capitulations Imperiales qui avoient été autrefois accordées, & demandé que suivant l'ancienne coutume elles pussent être renouvelées, il est derechef ordonné par ces présentes; que tous les Points & Articles qu'elles contiennent soient gardez & observez.

LV. Et à cause que contre le sens & la teneur d'iceux, plusieurs Officiers sont venus à bord des Navires des Marchands Anglois avant qu'ils fussent arrivés au Port, & ont de vive force enlevé desdits Navires les Biens & Denrées des Marchands, & enlevé toute l'élite sans demeurer d'accord du prix, ni en faire aucun compte avec les Propriétaires.

LVI. Et de plus, lesdits Marchands ayant une fois payé les Droits au Bureau de la Douane pour leurs Marchandises, & voulant les transporter dans un autre Port, les Officiers de la Douane les en ont empêché; & les ont retenus jusqu'à ce qu'ils eussent reçu un second Droit de Douane pour icelles.

LVII. Et comme il est expressement stipulé dans les Capitulations Imperiales, que dans tous les différens & Procès avec la Nation Angloise, nos Magistrats ne doivent point ouïr, ni décider la cause, à moins que l'Ambassadeur, ou le Consul n'y soient présents, nos Juges ont depuis peu condamné, & emprisonné des Anglois, & en ont pris & reçu des présents, sans le sçeu de leur Ambassadeur, ce qui est une grande injure qu'on leur a faite.

LVIII. Comme aussi d'autant qu'il est ordonné par les Capitulations Imperiales, que les Officiers de la Douane ne prendront aucuns Droits pour l'or & pour l'argent monnoyé, que la Nation Angloise apportera dans nos Etats, ou en transportera ailleurs, & que les Marchands ne soient tenus de payer que trois pour cent de Douane pour leurs Marchandises & rien plus; néanmoins les Officiers de la Douane prétendent des Droits de Douane sur leurs Sequins & sur leurs Escus d'argent & de prendre plus de Droits qu'il ne leur en est deub pour les Soyes crues qu'ils achètent; Et à l'égard des Marchandises qu'ils déchargent à Scanderon, pour le porter en Alep, ils en demandent six pour cent; lesquelles exactions injustes ont été autrefois rectifiées & reformées par un expres Hatter Sheriffe, & étant de nouveau informez qu'on fait tort ausdits Marchands

TOM. VII. PART. I.

Anglois, comme auparavant à cause que les Officiers de la Douane evaluent & apretient les Marchandises des Marchands Anglois à plus haut prix qu'elles ne valent, & quoi que lesdits Officiers de la Douane, ne doivent avoir que trois pour cent, néanmoins par une evaluation exorbitante des Marchandises ils prennent d'eux six pour cent, & les Serviteurs du Bureau de la Douane, sous prétexte de quelques petits droits & frais, tirent indeûment de grandes Sommes d'eux: Et comme on met à présent à bord des Navires Anglois, un plus grand nombre de Visiteurs qu'on n'avoit accoutumé auparavant, les frais en sont fort à charge aux Marchands & Maîtres de Navires qui les supportent; à toutes lesquelles choses ayant été priez de pourvoir, nous ordonnons que quand les Officiers de la Douane, evalueront les Marchandises à trop haut prix, les Marchands leur offrant d'en payer les Droits sur le pied de trois pour cent, en espee desdites Marchandises, les Officiers de la Douane ne les pourront refuser, & seront tenus de les accepter; & sur ce que l'Ambassadeur d'Angleterre nous a demandé que les abus & injures ci-dessus spécifiées fussent rectifiées, nous ordonnons que les Marchands Anglois ne soient point troublez dans les circonstances précédentes ni en aucune manière, ni que leurs Privileges ne soient pas injustement violez au préjudice, & au contraire des Capitulations Imperiales: Le Chevalier Henneage Finch, Comte de Winchelsey, Vicomte de Maifton, Baron Fitz Herbert de Eitwell, Seigneur du Domaine Royal de Wyé, & Gouverneur de la Province de Kent & de la Ville de Canterbury Ambassadeur du Roi d'Angleterre, (les jours duquel pussent estre terminez avec bonheur) arriva avec ses présents, & il fut accompagné de Lettres qui avec toute sincerité & affection exprimoient la bonne Amitié & Correspondance; & cet Ambassadeur susdit presenta les Capitulations, afin qu'elles pussent estre renouvelées suivant la coutume, & afin que quelques Articles de grande consideration, qui étoient auparavant dans les Capitulations pussent être plus ponctuellement observez, ledit Ambassadeur demanda qu'ils pussent être derechef renouvellez & plus clairement exprimez dans les Capitulations Imperiales, sa requeste fut favorablement reçue. L'un de ces Points est celui-ci.

LIX. Les Galeres & autres Vaisseaux de la Flotte Imperiale, partant des Etats du Grand Seigneur, & rencontrant sur Mer les Navires d'Angleterre, ne leur donneront aucune molestation, & ne les retarderont point en leur voyage; & ne leur prendront aucune chose quelconque, mais devront toujours témoigner l'un à l'autre une bonne Amitié, sans causer le moindre dommage: & cela étant ainsi déclaré dans les Capitulations Imperiales, les Beys & Capitaines qui naviguent sur les Mers, & ceux d'Alger, Tunis & Tripoli, rencontrans des Navires Anglois, qui naviguent d'un Port à l'autre, ne devront point leur enlever aucun argent ni Marchandises; sous prétexte que leurs Vaisseaux transportent des Biens des Ennemis, & à cette occasion les visiter, & sous ce prétexte les molester & les retarder en la poursuite de leur voyage, de sorte qu'il n'y aura qu'à l'entrée des Châteaux, & dans les Ports; où les Visiteurs, qui appartiennent à la Douane, ont accoutumé de venir à bord; que leurs Biens seront examinez, mais étant sur Mer, ils ne seront point sujets à une plus ample vísitation ni perquisition.

LX. Les Marchandises de la Nation Angloise ayant une fois payé la Douane, ne doivent recevoir aucune molestation contre la teneur des Capitulations Imperiales, & les Officiers de la Douane ne pourront refuser le Billet ou Certificat portant qu'ils ont payé la Douane, & arrivant qu'on en fasse plainte, nous commandons expressement que lesdits Officiers, ne different de delivrer incontinent ledit Billet, ou Certificat, sur la demande qui en sera faite.

LXI. Et après que la Douane aura été une fois payée pour aucune sorte de Marchandises, qui n'aura pas été vendue dans le Port où l'on aura payé les Droits, & qui doit être transportée dans un autre Port, on ajoutera foi entiere au Certificat, & on ne pourra pas prétendre de lui faire payer une seconde Douane.

LXII. Les Marchands Anglois & leurs Serviteurs pourront librement & franchement trafiquer, en Alep, au Caire & dans les autres Ports des Etats Imperiaux, & ne payer que trois pour cent, pour toutes leurs Denrées & Marchandises suivant l'ancienne coutume, &

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

conformement aux Capitulations Imperiales, soit qu'elles soient apportées par Mer ou par Terre: & quoi que les Officiers & Fermiers de la Douane, à l'arrivée des Marchandises dans le Port, & pour donner du trouble & de la molestation à la Nation Angloise, pretendent qu'il n'y a que les Dentrées du cru & Manufacture d'Angleterre qui ne doivent payer que trois pour cent, mais que les Marchandises qui viennent de Venise, & d'autres Lieux, sont obligés de payer davantage, & sous ce pretexte & pretension, faire naître des Procès & des troubles aux Anglois; Pour cette raison, que les Capitulations Imperiales soient observées à cet égard, comme elles l'estoient au temps passé, & nos Officiers ne doivent en aucune maniere permettre le contraire.

LXIII. Arrivant qu'un Anglois devienne endebté, ou qu'il se soit rendu caution pour un autre qui aura fait Banqueroute ou qui se sera enfuy, la Dette devra être demandée au Debiteur, & si le Créancier n'a point d'Acte, pour prouver qu'un tel s'est rendu plége & caution suivant la Loy, la Dette ne pourra pas être demandée à un autre, lequel Article est déjà déclaré dans les Capitulations.

LXIV. Comme il arrive quelquesfois qu'un Anglois demeurant dans un Pays, pour s'exempter de payer une Dette, tire une Lettre de Change, sur un autre Anglois, qui n'a point de ses effets en ses mains, & la personne à qui l'argent est payable, étant un Homme de pouvoir & d'autorité, apporte sa Lettre de Change, & au prejudice de la Loi, & des Capitulations demande, & voudroit exiger par force le paiement de la Lettre de Change: en ce cas-là le Marchand acceptant la Lettre de Change sera obligé de la payer, mais s'il ne l'accepte pas, il ne fera pas sujet à aucun trouble pour cela.

LXV. Et comme les Interpretes de l'Ambassadeur d'Angleterre sont exempts de toute Angarie ou Taxes, par les Articles declarez dans les Capitulations, arrivant que lesdits Interpretes viennent à deceder, leurs Biens ou Effects ne soient pas sujets aux Droits de Douane, mais seront partagez entre les Créanciers & les Heritiers.

LXVI. Et comme le Roi d'Angleterre est un veritable ami de nostre heureuse Porte, on permettra à son Ambassadeur, qui residera ici, d'avoir dix Serviteurs de quelque Nation que ce soit, qui seront exempts de Harach, ou de Taxes, & de molestation de qui que ce soit.

LXVII. Arrivant qu'un Anglois se fasse Mahometan, & qu'il ait entre ses mains des Biens & Effects appartenans à ses Superieurs, ces Biens & Effects seront mis entre les mains de l'Ambassadeur, ou du Consul, afin qu'on les puisse faire tenir & faire bons aux veritables Proprietaires.

Le dernier, Monsieur le Chevalier Hervey Ambassadeur du Roi d'Angleterre qui residoit en nostre haute Porte, étant decédé, le Chevalier Jean Finch Homme prudent & qui étoit du Conseil du Commerce estranger, a été nommé pour lui succeder en la fonction de l'Ambassade, & l'advis nous ayant esté donné que ledit Ambassadeur estoit arrivé avec des Lettres Royaux, & les presens accoustumez, ils nous ont été tres-agréables, & ledit Ambassadeur nous ayant fait connoistre qu'il y avoit des expressions si pleines d'ambiguité dans les Capitulations, qui avoient esté déjà accordées, qu'elles avoient besoin d'une plus ample explication & pour cet effect, nous ayant requis au nom du Roi son Maistre, que les Capitulations pussent être renouvelées, & qu'on y pût adjouster les explications, & Articles qui étoient nécessaires, la requeste dudit Ambassadeur nous ayant esté communiquée, nous y avons donné nostre consentement, & nous commandons & il est commandé que les additions demandées soient adjoustées aux Capitulations précédentes, & en voici une.

I. Le Nisani Sherif, (c'est-à-dire) le Commandement Imperial sur lequel fut mis en l'année 1653. le Hattersheriff, (c'est-à-dire) le Seing de l'Empereur Sultan Ibrahim Han (l'ame duquel repose en gloire) lequel Commandement declare qu'anciennement les Navires Anglois qui venoient de Scanderoon payoient pour chaque piece de Drap de Londres pour la Douane de Scanderoon quarante Paras, & pour une piece de Crezé six Paras, & pour chaque Pacquet de Peaux de Lapin six Paras, & pour chaque quintal de Damas, ou Cantaro, cinquante-sept Paras & demi de Douane, lesquelles Marchandises arrivant après en Alep, payoient

pour la Douane d'Alep, pour chaque piece de Drap de Londres huit Paras, pour une piece de Crezé huit Paras & un sixième, pour chaque Pacquet de Peaux de Lapin huit Paras & un sixième, pour chaque Battman d'Alep, d'Estain & de Plomb, un Para de Douane, & ceux de ladite Nation achetant des Marchandises & les transportant, pour tout ce qu'ils achetoient en Alep & le transportoient ailleurs, payoient pour la toile crue, ou chilis, pour les Cordouans, pour Horafani Hindi, pour chaque balle de chacun, deux Escus blancs & demi, & pour chaque Balle de Cotton cru, un Escu blanc, & un quart, & pour une balle de noix de Gale un quart d'Escu blanc, & pour chaque balle de Soye dix Ofinavi (dont les quatorze font un Escu blanc) pour chaque cent pesant de Rubarbe, & autres pareilles Drogues trois Escus blancs suivant l'estimation du chef de cet art, lesdites Dentrées étant portées à Scanderoon & y ayant été chargées sur leurs Vaisseaux payoient pour de la toile crue, ou chilis, pour les Cordouans chacun un Escu blanc & demi pour la Douane de Scanderoon, pour l'Horafani Hindi, & le Cotton cru, trois quarts d'un Escu blanc la balle, pour une bale de noix de Gale, le quart d'un Escu blanc, pour de la Rubarbe & autres pareilles Drogues, suivant l'apreciation des Droguistes, trois quarts d'un Escu blanc la balle, & il n'y a rien à payer de plus suivant ce sublime Commandement & en cas que le Testerdar donne aucun Commandement contraire à celui-ci, qu'on n'y obeisse pas, & qu'il soit réputé de nullé valeur, mais que toutes choses soient observées conformément à ce présent Commandement Imperial & aux Capitulations Imperiales.

II. Pour toutes les Marchandises que les Marchands Anglois apporteront ou transporteront, ils ne payeront que trois pour cent seulement, & ne doivent jamais payer un Aspre davantage, étant ainsi spécifié dans les Capitulations Imperiales. Mais y ayant eu des Contestations & differens à Constantinople, & à Galata, avec les Officiers de la Douane touchant les Draps apportez de Londres, & autres sortes de Draps de Manufacture d'Angleterre, ils payeront suivant l'ancien Tarif accoustumé, & ainsi qu'ils ont toujours payé jusqu'ici, c'est-à-dire en Aspres, ou menue Monnoye, dont quatre vingt Aspres font une piece de huit, & soixante dix font un Escu de Lyon, cent quarante quatre Aspres pour chaque piece de Drap, de la fabrique d'Angleterre, soit que les Draps soient fins ou gros, ou de quelque prix que ce soit, & les Officiers de la Douane ne demanderont & ne doivent pas prendre davantage. Mais à l'égard des Draps qui viendront d'Hollande, & d'autres Pais, c'est-à-dire, Londrins, des Soyes, & des Escarlattes, & de toutes autres sortes de Draps qui ne seront pas de la fabrique d'Angleterre paieront à l'avenir les Droits qu'ils ont accoustumé de payer jusqu'ici, & à Smirne, on paiera suivant l'ancienne coustume & usage en Aspres ou menue Monnoye, dont quatre vingt font une piece de huit, & soixante dix, un Escu de Lyon, six vingts Aspres pour chaque piece de Draps d'Angleterre, soit qu'ils soient fins ou gros, soit qu'ils soient de Londres, ou non, pourveu qu'ils soient fabrique d'Angleterre, & les Officiers de la Douane ne pourront pas demander & ne doivent pas prendre un Aspre davantage, & qu'il n'y ait point d'innovation faite sur la Douane de ces Draps là.

III. Les Capitulations qui ordonnent que les Anglois aiant un different, dont la valeur est de plus de quatre mille Aspres la cause doit être ouïe & decidée par la Porte, & non pas ailleurs, étant de notoriété publique, arrivant qu'en quelque temps que ce soit, le Caddi ou les Ministres de quelque Place voulussent retenir aucun Marchand, ou empescher aucun Anglois, qui sera sur un Navire, de poursuivre son Voyage, sous pretexte de quelque Somme imposée sur les Anglois ou pretendre d'eux, si le Consul du lieu se veut rendre Caution de répondre devant la Porte aux pretentions qu'on aura contr'eux, telles personnes auront pleine & entiere liberté de poursuivre leur Voyage, & ceux qui prendront quelque chose d'eux seront tenus de venir devant le Divan, pour faire juger le different d'entre les Parties, & l'Ambassadeur respondra sur leurs demandes. Mais au cas que le Consul ne veuille pas être Caution, le Juge du lieu pourra en être le Juge & rendre Sentence sur le fait, dont sera question.

IV. Tous Navires Anglois qui arriveront à Constantinople, Scanderoon, Smirne, à Cypre, & en tous

ANNO  
1675.

ANNO 1675. tous les autres Ports de mon Empire, payeront trois cens Aspres pour Droit d'anchrage & pas un seul Aspre de plus.

V. Arrivant, qu'un Anglois venant avec des Effects se fasse Musulman, l'Ambassadeur, ou Consul, sachant que ses Effects appartiennent à d'autres Marchands Anglois pour l'argent & autres Effects seront tirez des mains du Musulman, & consignez entre celles de l'Ambassadeur, afin qu'il puisse les faire tenir à ceux à qui ils appartiendront, & que par ce moyen les Biens d'un autre Homme ne puissent pas demeurer entre les mains de ce Musulman, & que cela ne soit pas empesché par aucun Caddi, ni aucuns autres Juges ou Ministres.

VI. Les Marchands de ladite Nation Angloise qui auront acheté des Camelots, des Moires, ou des Estoffes à gros Grains cru, en Angora, ou à Begbazar, & qui les voudront transporter en d'autres Lieux, après avoir payé trois pour cent de Douane, ne pourront estre molestez pour le Skraz-bath, c'est-à-dire pour le passage ou transport desdites Marchandises en d'autres Lieux, & ils ne devront pas payer un seul Aspre, pour aucune demande de cette nature.

VII. Les Marchands Anglois venant à recevoir de leurs Debitors quelque Somme d'argent, si la Dette est payée par le moyen ou entremise d'un Assistant, ou d'un Chiaou, celui qui recevra la Dette ne payera pas davantage, que ce qu'on paye aux autres Caddis, qui est seulement deux Aspres, & pas une seule Aspre davantage.

VIII. Comme il y a une bonne correspondance entre nous, & le Roi d'Angleterre, en consideration de cette bonne Amitié, nous accordons & permettons que deux Navires chargez de Fignes, de Raisins de Corinthe, puissent estre transportez de nos Etats, pour l'usage de la Cuisine de Sa Majesté, pourveu qu'il n'y ait pas de disette, & de cherté de ces fruiçts-là dans le Pays; lesquels fruiçts nous permettons aux Anglois d'acheter pour leur argent dans le Port de Smyrne, Salonique, ou en tel autre Port que ce soit de notre Empire, en payant trois pour cent de Douane, lesquels citant payez personne ne donnera à ceux qui les chargeront, aucun trouble ni empêchement.

IX. Sur ce qui nous a été représenté, que les Anglois n'ont payé jusqu'ici, aucun Droit de Douane ni de Mezan, pour toutes les Soyas qu'ils achètent à Smyrne, à l'exception de celles de Prusse, & d'Armenie, c'est-à-dire pour les Soyas de la Georgie, de la Perse, ou de l'Armenie: au cas qu'il y ait réellement un tel usage & costume, & que la chose ne porte aucun prejudice à l'Empire: qu'on ne demande point à l'avenir à Smyrne, ni Douane ni Mezas pour lesdites Soyas, mais qu'on y traite les Anglois avec toute sorte de tesmoignages d'amitié. Et sur l'instance que l'Ambassadeur nous a faite, que les precedents Articles fussent inferez dans les Capitulations; sa demande lui a été octroyée, & conformement au precedent Seing Imperial, & Capitulation, que la presente Capitulation soit renouvelée & accordée à present en conformité de ce qui a été passé, & de mon commandement Imperial, ce que nous commandons pour le temps aussi long, que Charles second Roi d'Angleterre (dont les jours se puissent terminer en bonheur) entretiendra une bonne Amitié, & correspondance avec nous, conformement à celle qui a été entretenuë avec nos Ancestres, & nous ne manquerons pas de notre côté à entretenir cette amitié, avec toute sorte de tendresse.

Et nous jurons, & promettons, par celui qui a créé le Ciel & la Terre, & toutes les Créatures, nous promettons par un seul Dieu, le Créateur, qu'il ne sera fait rien de contraire à cette présente Capitulation Imperiale; & par conséquent chacun est tenu d'obeir à notre Seing Imperial.

*Donné au milieu de la Lune Gemaziel Akir 1086. en la Ville Imperiale d'Andrinople, qui estoit au Mois de Septembre 1675.*

Le Grand Seigneur escrit en haut de sa propre main ainsi qu'il suit.

*Que toute chose soit observée en conformité à notre Commandement Imperial & que rien ne soit fait qui y soit contraire.*

ANNO.

1675.

CXLI.

Neutralitäts-Recess zwischen Ihro Königl. Majest. <sup>ii. Sept.</sup> in Dännemarc Christian V. / Ihro Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg Friedrich Wilhelm / und Ihro Hochfürstl. Gnaden Christoph Bernhard / Bischöffen zu Münster eines / und Ihro Hochfürstl. Durchl. Johann Friedrich / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg andern theils / wodurch dieser erstere versichert / dero wieder Schweden und anderer Orten sich wendenden Wapffen sich nicht zu widersetzen / dahingegen erstere diesem versprechen / dessen Lande von allen Kriegs-Belastigungen frey sein zu lassen / und bey dieser Neutralität zu schutzen. Hånover den <sup>ii.</sup> Septembr. 1675. Mit dem Neben-Recess zwischen Gedachten Königl. Majest. / Chur- und Fürstl. Durchl. sub dato & loco eodem. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

*Traité de Neutralité entre CHRISTIAN V. Roi de Dännemarc, FRIDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg & CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster d'une part, & JEAN FRIDERIC Duc de Brunswick-Lünebourg-Hanover d'autre part, portant que ledit Duc ne s'opposera point aux Armes des trois Princes confederés contre la Suede de quelque costé qu'elles se tournent; & qu'en échange ils auront soin que leurs Expeditions, Passages, & Campemens ne causent aucun dommage à ses Terres, Pais & Sujets, mais qu'au contraire ils le maintiendront & defendront en cette Neutralité. A Hanover le <sup>ii.</sup> Septembre 1675.*

It wissen / als der Durchläuchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Christian der Fünfte / König zu Dännemarc / Norwegen / der Wenden und Gothen / Herzog zu Schleswig-Hollstein / Stormarn und der Dänmarcken / Graffe zu Oldenburg und Delmenhorst etc. Wie auch der Durchl. Fürst und Herr / Herr Friedrich Wilhelm Marggraf zu Brandenburg / des Heil. Röm. Reichs Erzh-Cämmerer und Churfürst / in Preussen / zu Magdeburg / Siles / Cleve / Berg / Steiu / Pommern / der Cassuben und Wenden / auch in Schlesien / zu Grossen und Jägerdorff Herzog / Burggraf zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Minden und Camin / Graff zu der Mark und Ravensberg / Herr zu Ravensstein / und der Lande Lauenburg und Büttan etc. Und der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraf zu Strömberg / Herr zu Borckeloe etc. Den Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Friedrich / Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg etc. Durch Ihrer Königl. Majest. Churfürstl. Durchl. und Fürstl. Gnad. abgeschickte Ministros, auß sonderbahrer Freund- & Vetterlicher Affection und vertraulicher Freundschaft / fürtragen lassen / was gestalt männiglich bekandt und vor augen / in was für einem Zustand das Heil. Röm. Reich / unser geliebtes Vaterland / durch die vor einigen Jahren entstandenen und nachgehens mehr und mehr außgebreitete Kriegs-Unruhe / gerathen / und es endlich dahin außgeschlagen / daß zu Rettung der bedrängten Chur-Fürsten und Stände verschiedene nachdrückliche Conclufa bey dem noch wehrendem Reichs-Tag zu Regensburg ergangen / damenhero auch Ihre Königl. Majest. zu Dännemarc / Ihre Churfürstliche Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. auß respective beschehenes ersuchen / und außgetragene Commission Ihrer Kayserl. Majest. und angeregten Reichs-Conclufa zufolge / wie dann auch Vigore der vordien zwischen ihnen außgerichteten Bündnissen / zu Rettung des Heil. Röm. Reichs höchstbedrängter und unterdrückter Stände / absonderlich aber zu befreij- und Versicherung Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg durch die Cron Schweden angegriffener / und infestirter Lande / gegen selbige Cron die Waffen zu ergreifen veranlassen worden / und man anseho an Seiten Ihrer Königl. Majest. zu Dännemarc / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. denen Kriegs-Operationen und zwar in den Königl. Schwedischen / in Westphälischen und Nieder-Sächsischen Cräu-

ANNO  
1675.

sen belegen Landen einen Anfang zu machen / entschlossen wäre / vorher aber höchstnötig erachtet / höchstbedeuten Hn. Herzog Joh. Friedrichs zu Braunschweig und Lüneb. Durchl. als einem vornehmsten Fürsten gemeldter Gräffe / dessen Lande auch in der Nähe angeregter Königl. Schwedischer Lande gelegen / von solchem Fürstlichen parte. zu geben / und mit denselben / welcher gestalt bey diesem Werk die allerseits benötigte Sicherheit bestens verwahret / mithin auch das Freund-Vertrug- und Nachbarliche gute Vernehmen hinführo ferner unterhalten werden möchte / vertretliche communication anzustellen / darauff Seine Fürstl. Durchl. sich dahin erkläret / daß gleich sie auch ihres theils / bey gegenwärtigen gefährlichen Zeiten / nebst dero eigenen Sicherheit / auff des Reichs Wohlfahrt und Bestes / auch Widerbring- und Erhaltung des werthen Friedens / ein sorgfältiges Absehen gehabt / als sie hinführo im geringsten etwas / so der Kayserl. Majest. und des Reichs intention / und deren ergangenen Reichs-Conclusis zuwider sein möchte / vorzunehmen nicht gemeinet / sondern vielmehr / wie schon vorhin geschehen / also ferner solchen Conclusis / doch vorbehalten / was in diesem Tractat absonderlich verglichen / ein gültigen zu thun bereit und entschlossen / auch mit Ihrer Kayserlichen Majest. und des Reichs Allirten und Zugerhanen / insonderheit mit Ihrer Churf. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. in guter Verständnuß beharlich zu stehen verlangten / und dßfalls an Ihre nichts erwidern lassen wollen / dannhero sie zu Behuff des intendirten gemeinnützigen Zwecks die veranlaßte communication Ihre mit gefallen lassen: Daß darauff im Nahmen des Allerhöchsten / die allezeit hierzu verordnete / und angnams bevollmächtigte Räte und Ministri / benamtlich wegen Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck / der Hoch-Wohlgebohrne Graff und Herr / Herr Friedrich Graff von Aesfeld zu Langland und Rixingen / Freyherr zu Weersburg / Herr zu Gravenstein / der beyden Seegarten / auch in der Wildnuß / Ritter ic. Sr. Königl. Maj. geheimter Estats und Land-Nacht / Statthalter in den Fürstenthumen Schleswig und Holstein / Gouverneur und Ampmann zu Steinburg und in Ditmarschen ic. wegen Ihrer Churf. Durchl. zu Brandenburg der Wohlgebohrne Herr Eud. Wilhelm von Lende / Sr. Churf. Durchl. Cammerherr und Stallmeister ; Wegen des Herrn Bischoffs von Münster Fürstl. Gnad. der Hochwürdig / Wohlgebohrne Herr Matthias Korff / genant Schmüning / Sr. Fürstl. Gn. Dohm-Küster / auch geheimter und Land-Nacht. wegen Herrn Herzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig Lüneburg Durchl. die Wohlgebohrne Herr Dto Groot / und Herr Hieronymus von Wieckendorf / seiner Durchl. geheimter und Cammer-Räte / die Handlung angaraten / und sich nachfolgender conditionen mit einander vereinbaret und verglichen:

I. Erstlich erklären Herrn Herzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig und Lüneb. Fürstl. Durchl. sich dahin / daß sie sich bey wehrendem diesem Kriege / allerdings neutral halten / Ihrer Kayserl. Maj. und des Reichs auch dero Allirten und Zugerhanen / insonderheit Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck / Ihrer Churf. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnaden Waffen / an was Ort sich auch selbige wenden möchten / auff keinerley Weise / weder per directum noch per indirectum sich widerlegen / noch durch die ihrige denselben einigen Eintrag und Schaden thun / oder auch einige von ihren Soldaten / weder heimlich noch öffentlich deroeselben Feinden und Widerwärtigen überlassen / sondern in beständiger devotion und Treu gegen Ihr. Kayserl. Majest. und das Reich / auch in aufrechtstem gutem Vernehmen mit Ihr. Königl. Majest. zu Dennemarck / und dero hohen Allirten beharren wollen.

II. Dalingegen Ihr. Königl. Majest. zu Dennemarck Ihr. Churf. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. für sich / und im Nahmen dero sammtlich hohen Allirten gegen Seine Durchl. sich erkläret / und festiglich versprochen / daß Jb. Fürstl. Durchl. in ihren Landen ruhig gelassen / und von allen Einquartierungen / Contributionen / durchzügen und andern wieder das Instrumentum Pacis, die Reichs-Contributiones und Executions-Ordnung lauffenden Belästigung / wie die Namen haben mögen / jederzeit befreyet seyn sollen.

III. Da auch über verhoffen die Cron Franckr. auß Ursach / weil Jb. Durchl. sich Neutral erkläret / einen Ansprach an dieselbe wegen der seine geraume Zeit her empfangene Subsidien / machen solte; so seynd Jb. Kayf. Maj. und dero gesampete hohe Allirte / Seine Durchl. sowol dagegen / als wann sie auch sonst dieser Neutralität halber / angefochten oder Feindlich tractiret werden / sampt und sonders zu vertreten und zu schützen erbiethig.

IV. Wie Ihre dann ebenfalls wegen der mit Franckreich und Schweden gehalten Fiederam, von niemanden zugesaget werden / noch Jb. Durchl. dessenthalben in einige wege / wie es immer Nahmen haben möchte / etwas zu befördern / oder zu entgegenen haben sollen.

V. So soll auch offttged. Ihrer Durchl. die Ihre vor diesem schon von den hohen Allirten angebotene Mediation nochmalts deferiret und hiemit aufgetragen seyn.

VI. Versprechen Ihr. Kon. Majest. zu Dennemarck / Ihr. Churf. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. Kraft dieses festiglich / daß Ihr. Fürstl.

Durchl. bey allen obgemeldten Punkten und Clausulen von ihnen maintainiret und auf alle Weise und Wege garantirt werden solle.

VII. Schließlich und siebenens ist verabredet worden / daß die Ratification dieses Tractats von Ihr. Kayserl. Majest. in 6. Wochen / und von denen außserhalb Reichs sich befindenden Allirten innerhalb 3. Monaten / von Ihr. Kon. Majest. zu Dennemarck / Jb. Churf. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. aber innerhalb 14. Tag à dato hujus eingebracht / und zu Hamburg oder allhier zu Hannover gegen Ihr. Durchl. Ratification außgewechselt werden solle.

Daß nun dieses alles was obstelet / sammt und sonders von Ihr. Kon. Majest. zu Dennemarck / Ihrer Churf. Durchl. zu Brandenburg. und des Hn. Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. auch Hn. Herzog Johann Friedrichs zu Braunschweig und Lüneb. Fürstl. Durchl. stett / fest und ohnverbrüchlich bey Kon. Churf. und Fürstl. wahren Worten / Treu und Glauben ohne einige Argelst und Gefährde gehalten / demselben in allen und jeglichen Punkten und Clausulen nachgelebe / und dessen nichts unterlassen / verzögert / vielweniger / auß was Ursachen oder Einwand solches immer geschehen möchte / dem im geringsten zuwieder gehandelt werden solle / haben eingangs benamte deputirte und bevollmächtigte Ministri Namens dero hohen Principalen / zugesaget und festiglich versprochen. Dessen zu Ihr und dieser Keeser vierfach außgefertiget / und von allerseits Kon. Churf. und Fürstlichen Bevollmächtigten unterschrieben und besiegelt / auch jedem ein Exemplar davon zugestellet. So geschehen Hannover den 11/21. Sept. 1675.

F. v. K. Graf zu Langland und Rixingen. (L. S.)

M. K. g. Schmüning. (L. S.)

D. Groot. (L. S.)

N. von Wieckendorf. (L. S.)

Neben-Recels zwischen der in vorhergehenden Neutralitäts Recels gedachter Königl. Majest. in Dennemarck / Churfürstl. Durchl. in Brandenburg / Ihre Hochfürstl. Gn. den Bischöffen von Münster eines / und Ihre Hochfürstl. Durchl. Herzogen zu Braunschweig Lüneburg andern theils / die Quartiere vor Ihre Hochfürstl. Durchl. von Braunschweig Troupen und dero Antheil an den gewinnenden Stiftern Brehmen und Fehden betreffend. Hannover den 22. Sept. 1675. [LONDORPII Acta publica Tom. X. Lib. XI. Cap. CXXXIV. pag. 336.]

C'est-à-dire,

Accord particulier entre les mêmes Serenissimes Princes, Roi de DANNEMARC, Electeur de BRANDEBOURG, & Evêque de MUNSTER, d'une part, & le Serenissime Duc de BRUNSWIC-LUNEBOURG-HANOVER d'autre, ils lui promettent non seulement des Quartiers d'Hyver, mais aussi une certaine portion dans les Evêchés de Breme & de Verden quand ils seront conquis. A Hanover le 22. Septembre 1675.

Wir wissen daß bey dem zwischen dem Durchl. höchsten / Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christian dem Fünfften / Könige zu Dennemarck / Norwegen / der Benden und Gothen / Herzogen zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst ic. Dann dem Durchl. höchsten Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Marggrafen zu Brandenburg des H. K. Reichs Fürstl. Cammerer und Churfürsten / in Preussen / zu Magdeburg / Gütlich / Cleve / Bergen / Stettin / Pommern / der Cassuben und Benden / auch in Schlesien zu Croffen und Jägerndorff Herzogen / Burggrafen zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Camin / Grafen zu der Marck und Ravensberg / Herrn zu Ravensstein / und der Lande Lauenburg und Ditau / ic. Und dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christoff Bernhard / Bischöffen zu Münster / Administratorem zu Corvey / des H. K. Reichs Fürsten / Burggrafen zu Strömberg / Herrn zu Borcheloh / ic. Wie auch dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Friedrich / Herzogen zu Braunschweig Lüneburg / heute untengesetzten dato außgerichteten Tractat wegen der bey dem zwischen Jb. Kon. Maj. zu Dennemarck / Jb. Churf.

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

Durchl. zu Brandenburg / des Herrn Bischoffs zu Münster F. Durchl. und deren Allirten / eines / und der Leon Schweden / andern Theils / entstandenen Krieg / von Herrn Herzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. auf die Ihre dagegen versicherte Conditiones, nach Inhalt des darüber gemachten Recces, versprochene Neutralität / noch ein und ander Neben-Articul von denen hiezu deputirten gewollmächtigten Ministris verabredet und verglichen / folgenden Inhalts:

Erstens / weiln Hn. Herzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. dafür halten / daß Ihre Sicherheit auff Erhaltung Ihrer anjeko auff den Weinen habenden Tronippen bestehe / und sich dahin erkläret / daß sie selbige nicht weniger zu Jh. Kayf. Maj. und des Reichs / als Ihrer eigenen Sicherheit / jedoch diesem Neutralitäts-Tractat ohnabbrüchig / beyzubehalten gemeynet / auch allerhöchstd. Jh. Kayf. Maj. solches sonder zweiffel selbst gerne sehen werden / ihrer Durchl. aber sie auß ihren eigenen Mitteln zu erhalten / ohnmöglich fallen wil.

Als versprechen Jh. Kon. Maj. zu Dennemarc / Jh. Churf. Durchl. zu Brandenb. und des Herrn Bischoffs zu Münster F. Gn. daß sie es bey der Rom. Kayf. Maj. dahin zu dirigiren / sich äußersten Vermögens bemühen / alle erßim- und nachdenckliche Mittel anwenden / und daran seyn wollen / daß ihrer Fürsil. Durchl. das Stifft Hildesheim / das Eichsfeld / oder dasolches nicht zu erhalten / die Graffschafft Schwarzburg / dann ferner die Graffschaffen Schaumburg / Appischen Theils / und Stollberg / wie auch die Reichs-Städte Nort- und Mühlhausen / zu Hülfß und Substanz-Quartieren so lange gegeben / und gelassen werden sollen / als das jehige Wesen und Umrhe im Reich wahren möchte; Und nachdemnach Seine Fürsil. Durchl. anstatt des anerbottenen Stiffts Fulda / auff der Graffschafft Mansfeld / daß dieselbe ihro gleicher gestalt verbindlich eingeräumet werden möchte / fest bestanden / der Münster. Herz. Gewaltmächtige auch solches nicht difficultiret; Jh. Kon. Majest. zu Dennemarc / und Churf. Durchl. zu Brandenburg Herrn Ministri aber darauff positiv nicht verbindlich einlassen können: so haben sie jedoch sub spe rati sich / neß besagtem Münster. Herrn Ministro, dahin Krafft dieses erkläret und versprochen / daß im Fall ja über verhoffen höchstem. ihrer Kon. Maj. und Churf. Durchl. in die Überlassung der Graffschafft Mansfeld nicht gehen / noch solches ratificiren würden / alsdann ihrer Durchl. ein Equivalens, derselben eben sowol gelegen / zugleich bey erfolgung der Ratification zu dero billigmäßigen befriedigung angewiesen / und nebens denen übrigen Quartieren überlassen werden solle. Weil auch hieby zugleich in consideration kommen / daß ihrer Fürsil. Durchl. zu Zell und Wolfenbüttel ebenfals emigen Antheil des Stiffts Hildesheim zu dero Quartieren begehren / als ist ferner verglichen und verabredet worden / daß Hn. Herzog Johann Friedrichs Fürsil. Durchl. denselben zu Fremd-Brüder- und Vetterlichen gefallen / die 6. Wemper / Peina / Steinbrücke / Widelahn / Dienenburg / Schladen / und Silberlache / wiederum abtreten und überlassen wollen / wann ihro hingegen das Fürstenthumb Anhalt / so weit es sich disseits der Elbe erstreckt / angewiesen und übergeben wird. Dahingegen Seine Durchl. übernehmen / und versprechen solcher Lande contingent, so sie zur Reichsverfassung schuldig / künftigen Frühling zu des Reichs-Diensten darzustellen / und herzugeben. Ingleichen und nebens dem versichern ihrer Durchl. ferner / weder durch oberherrliche Hülfß-Quartiere / noch sonst ihro anjeko auff den Weinen habende Milice zu verstärcken / jedoch vorbehaltlich der notwendigen Recrutierung der abgehenden.

Zweitens / ist verglichen auff den Fall die Herzogthume Brehmen und Verden ins künftige durch der hohen Allirten Waffen gewinnen / und getheilet werden solten / alsdann Hn. Herzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig-Lüneb. Durchl. auch dazu gelassen / und ihren Theil / wie man sich mit den gesammten hohen Allirten darüber wird vergleichen können / mit datan haben / auch wann und so oft darüber zwischen den hohen Allirten Tractaten zugeleget werden / sie davon advertiret / und mit dazu gezogen / auch wann die Theilung zum effect kommt / dero selben ihr vergleichener Antheil so fort assigniret / und würcklich übergeben werden solle.

Diese beide Neben-Articul sollen nicht weniger Krafft haben / als ob sie den Haupt-Recces und der darin versprochenen Garantie von Worten zu Worten einverleibt wären / gefalt auch deren Ratification von ihrer Kayf. Majest. in 6. Wochen / und von denen ausserhalb Reichs befindenden Allirten innerhalb 2. Monaten / von ihrer Kon. Majest. zu Dennemarc / Jh. Churf. Durchl. zu Brandenb. und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürsil. Durchl. aber innerhalb 14. Tagen / à dato hujus, eingebracht / und zu Hamburg / oder allhier zu Hanover / gegen ihre Fürsil. Durchl. Ratification ausgewechselt werden solle. Daß nun auch dieses alles / was obsehert / sammt und sonders von Jh. Kon. Maj. zu Dennemarc / Jh. Churfürsil. Durchl. zu Brandenburg / des Hn. Bischoffs zu Münster Fürsil. Gnad. und Herrn Herzogs Joh. Friedrichs zu Braunschw. Lüneburg Durchl. stet / fest und ohnverbrüchlich / bey Romial. Churf. wahren Worten / Treu und Glauben / ohne einzige Arglist und Gefährde gehalten / denselben in allen und jeglichen Punkten und Clausulen nachgelebet / und dessen nichts unterlassen / verzögert / vielweniger / auß was Ursachen oder Einwand solches

ANNO  
1675.

immer geschehen möchte / deme im geringsten zuwider gehandelt werden solle / haben unten benannte deputirte und gewollmächtige Ministri Namens dero hohen Principalen / zugesaget und festiglich versprochen.

Dessen zu Urtund sie auch diesen vierfach aufgefertigten Neben-Recces / davon gleichfalls jedwedem ein Exemplar zugesellet / eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Siegeln und Pitschaften betructet. So geschehen Hanover den 11. Septemb. Anno 1675.

F. v. A. Graff zu Langland und Ripingen. (L.S.)

E. W. von Ende. (L.S.)

M. R. g. Schmisling. (L.S.)

Dtto Broote. (L.S.)

H. v. Wickendorff. (L.S.)

## CXLII.

Tractat zwischen Ihre Fürsil. Gnad. Christoph Bern-<sup>4</sup> Oct.  
hard Bischoffen zu Münster eines / und denen Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg Georg Wilhelm / und Rudolph Augustum andern theils / wegen der im Stifft Bremen und Verden / wieder Schweden erhaltenen und zu theilenden Conquäten. Rottenburg und Wallrode den 4. Octobris 1675. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster d'une part, GEORGE GUILLAUME, & RODOLPHE AUGUSTE Ducs de Brunswick-Lunebourg d'autre part, pour le Partage des Lieux conquis par eux sur les Suedois dans les Evêchés de Breme & de Verden. A Rottenburg & Wallerode le 4. Octobre 1675.

I. Ihre Hochfürsil. Gnaden der Herr Bischoff zu Münster / und Ihre Durchl. Durchl. Herr Georg Wilhelm und Herr Rudolph Augustus Herzoge zu Braunschweig und Lüneburg versprechen einander / wie jeko Buxtehude / also noch ferner Carlstadt / Stade / und Bremerförde conjunctis viribus zubelagern / und nichts zu unterlassen / was zu deren forderfamen eroberung dienen kan.

II. Buxtehude man es erobert / soll allein von Ihrer Durchl. Durchl. dem Herrn Herzogen besetzt bleiben / Carlstadt aber / Stade / und Bremerförde / wann sie zur Devotion gebracht / wollen Ihre Hochfürsil. Gnaden zu Münster und Ihre Durchl. Durchl. die Herrn Herzoge zu Braunschweig-Lüneburg ins gesamt mit gleicher anzahl Volcks besetzen / auch darmit keine veränderung ohne gemeines belieben vornehmen.

III. Mit dem Commando in icht besagten Plätzen / Stade / Carlstadt / und Bremerförde soll über den andern Tag alternirt werden / und sollen zu den Thoren beyderseits Commandirende Officierer verschiedene schlüssel haben / also daß keiner ohne dem andern selbige eröffnen könne / wie dan auch was zur Defension der Plätze vorgenommen werden will / allezeit zuvor durch besagte Officierer berathschlaget / und einwilligung an hand genommen werden / und weillen bey noch währenden Kriegs-Operationen sich begeben mag / daß Ihre Hochfürsil. Gn. zu Münster / und Ihre Durchl. Durchl. die Herrn Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg / in ein oder andern eroberten und gesamer hand besetzten Orty / sich auf zuhalten nöthig befinden indögen / so soll solches beyden theilen frey stehen / noch diesfalls die Leib-guarde unter der besagten anzahl gerechnet werden / auf solchem fall dem Herrn / welcher sich in ein oder andern Orty / obernelten massen einfinden wird / geziemenden Respeck zuverweisen.

IV. Wie es mit besetzung derjenigen Dertter / welche von Ihrer Hochfürsil. Gnaden zu Münster bereits occupirt, als die Burg Langenwebe / Verden / Rottenburg / und Ottersberg zuhalten / deswegen ist auch handlung gepflogen / und endlich die abrede genohmen worden / daß solche zwar von Ihrer Hochfürsil. Gnaden Volcker alleine besetzt bleiben / jedoch mit der Condition, daß alsdan diese Dertter und dorthin gehörige Nemter in die helffte der Ihrer Hochfürsil. Gnaden zukommender Quartiere gezogen werden sollen.

V. Was in obbesagten Orthen / welche amnoch zuverorn seyn / als Stade / Carlstadt / Buxtehude / und Bremerförde an Artillerie,

ANNO  
1675.

tillerie, Ammunition, und Proviant gefunden wird/darvon soll die eine helffte des Herrn Bischoffen zu Münster Hochfürstl. Gnaden/ die andere helffte Ihrer Durchl. Durchl. den Herrn Herzogen in Braunschweig-Lüneburg zustehen/ und alsdan vertheilt werden/ wann zuvor alles durch die hierzu bevollmächtigte Commissarios inventiret, worbey es dan gleichwohl den verstand behalt/ daß die beydesseits befindende notdürfft an Stücken/ Munition und Proviant in den occupirten Orten/ welche von beyden Theilen zubesehen/ bis zum Friedensschlus gelassen und alsdan jedem sein antheil/ aus Buxtehude aber Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster Ihre vötlige halbscheid auf deroelben erfordern ohnweigerlich ausgefolgt werde; So ist auch absonderlich vergeschlossen/ daß das Archiv/ und andere Cansley-Akten und Briefschafften zu Stade so lang beyeinander verwahrt gelassen werden sollen/ bis man die theilung der Landen vornehmen könne/ welchem falls einem jedem diejenige Documenta und Acta abgefolgt werden sollen/ welche seinen antheil concerniren.

VI. Des Feindes Militair und Civil-bediente/ so in nechst vorbemelten Plätzen betreten/ und nicht in Accord geschlossen werden/ sollen gleichfalls beeder theilen gefangene sein/ und die Rangon Ihrer Hochfürstl. Gn. zu Münster/ und Ihrer Durchl. Durchl. denen Herren Herzogen zu Braunschweig Lüneburg zu gleichen theilen zu gute komen.

VII. Wosern vorberührte Plätze durch Gottes Gnade erobert/ oder da man im Felde nicht mehr wird stehen und selbige insgesamt emportiren können/ soll zu eintheilung der Quartieren geschritten/ und selbige in zwey gleiche theile reparirt werden/ davon die eine helffte Ihrer Hochfürstl. Gnaden/ die andere Ihrer Durchl. Durchl. den Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg zufallen solle/ jedoch haben diese sich erböthig gemacht die Ehr- Brandenburgische Trouppen/ welche bishero in dem Breymischen gestanden/ und zu erobierung der Plätze sich gebrauchen lassen in ihr antheil zunehmen/ enzwischen soll gleichwohl allerseits gute disciplin gehalten/ noch dem einen theil durch einseitige Brandschakung/ und andere dergleichen exactiones des andern Quartiere ruiniret werden.

VIII. So lang dieser Krieg mehret/ wollen beyde Theile in manutention dieser Landen/ in so weit sie sich deren bemächtiget/ einander mit Rath und That gerentlich assistiren/ keiner soll ohne des andern wissen und willen sich dieser Landen halber/ sie seind bereits erobert oder nicht/ in emige Handlung von Stillstand/ Frieden/ oder wie dieselbe nahmen haben möge/ einlassen/ sondern wan etwas dergleichen an einen von beyden Theilen gebracht wird/ dem andern so fort communicirt werden/ wie dan auch solches absonderlich in dem fall geschehen solle/ da jemand an diesen Landen ichtwas präetendiren oder darvon participiren wolle.

IX. Wollen beyde Theile bey Ihrer Keyf. Majest. und übrigen Alliiren/ sonderlich wann hoffnung zum Frieden/ und darentwegen Tractaten angestellet werden allen möglichsten Fleis anwenden/ damit ihnen diese Landen mit allen ihren anklebenden Regalien/ Freyheiten/ und gerechtfamen loco satisfactionis in perpetuum verbleiben/ auch ihnen in dem erwidrenden Friedens-Instrument, darüber die Garantie auf das kräftigste versprochen werde.

X. Und soll alsdam auch die Haupt-theilung dieser Landen vorgenommen und sobald möglich zum stand gebracht werden; und damit gutes vertrauen um so mehr beygehalten/ und alle bey dergleichen theilung sich ereignende Differentien evitirt werden/ ist ferner verglichen/ daß die samenliche Lande mit aller ihrer zubehör in drey theile vertheilt/ darvon zwey Tertiaz Ihrer Durchl. Durchl. ob höchstgenannten Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg/ die übrige Tertia aber Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster gebühren und verbleiben solle.

XI. Ihre Durchl. Durchl. die Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg haben hiebey aus gewissen Considerationen gewilliget/ daß die Herrschafft Wildeshausen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster zu einem præcipuo gelassen noch in deren tertiam impuirt werde.

XII. Die abtheilung vorbesagter dreyer quoten soll einmüthig und in der güte verglichen werden/ da man sich aber wieder zuversicht darein nicht vergleichen könnte/ ist beliebt/ daß Ihre Durchl. Durchl. die Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg très-Tertias formiren/ Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster aber bevor bleiben solle einen Theil davon zuerwehlen.

XIII. Bey solchem theilungs-Actu soll auch abgeredet werden/ wie es mit einrichtung neuer Vestungen/ oder Schancken in diesen Landen/ umb alle besorgende jalouise zuvermeiden/ gehalten werden solle.

XIV. Und gleichwie ein theil dem andern dasjenige ganz uffrechtig leisten/ und wiederfahren lassen solle/ was ein stand dem andern vermög der Reichs-Constitutionen/ und Guarantie/ so in künfftigen Friedensschlus pactirt werden möge/ schuldig und gehalten/ also haben noch über das Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster/ wie auch Ihre Durchl. die Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg sich und Ihre Succesores sich gegeneinander dahin verbunden/ daß uff dem fall sie innerhalb zwolff Jahren nach getrossenem Friedensschlus/ in diesen Ihren durch denselben erlangten Landen/ gewalthätiger weise angefohren werden sollen/ Ihre Hochfürstl. Gnaden der Herr Bischoff zu Münster Ihrer Durchl. Durchl. den Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg uff beschehene requisition unverweilet mit drey tausent zu Fuß und tausent zu Ross/ und vice versa Ihre Durchl. Durchl. die Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster mit sechs tausent zu Fuß und zwey tausent zu Ross auff ihren kosten zu Hülf kommen/ noch dieselben zuruck ziehen sollen/ bis der Aggressor abgetrieben und gebührende satisfaction geleistet; Urkundlich ist diese punctatio dreyfachig ausgefertiget/ und sowohl von Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster/ als denen Herren Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg ic. eigenhändig unterschrieben/ und mit mit deren Insiegeln betruet worden; So geschehen respective zu Rottenburg und Ballestrobe den 17. Octobris 1675.

Christoph Bernhard. (L.S.)

Georg Wilhelm. (L.S.)

Rudolphus Augustus. (L.S.)

## CXLIII.

16. Oct. *Traactat van Alliantie tusschen de Hoog-Mogende Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN voor haer selven ende haer Hooge Geallieerden ter eenre, ende den Heere CHRISTOFFEL BERNARD, Bisschop en Furst van Munster ter andere zyde; tegens alle de geene welcke geduurende den tegenwoordigen Krijgh, met de Hooge Geallieerden in Vyantschap syn, of soude mogen komen. Gedaen in 's Gravenhage den 16. Octobere 1675. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 576. en Hollandois, & en François. Ed. de 1679. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 921. en Allemand, & dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 229. en François.]*

I. **E**rstelijck is de meeninge, dat dese Alliantie tot geen Porentaten, Konings of andere Stands offensie; maar voornamentlijk om de rust in de Nabuurschap te bevorderen, aangeseen sy, dan gelijk sulcks van de eene kant rechtmatig geoordeelt, en der Hooge

## CXLIII.

16. Oct. *Traité d'Alliance entre les Hauts & Puissants Seigneurs Estats Généraux des PROVINCES UNIES des Pais-Bas, pour eux & pour leurs Hauts Alliez d'une part, & le Seigneur CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster d'autre part, contre tous ceux qui durant cette presente Guerre, font ou feront en inimitié avec lesdits Hauts Alliez. Fait à la Haye le 16. d'Octobre 1675.*

**P**remierement on ne pretend point, que cette Alliance soit offensive, ni contre aucun Potentat, soit Roi ou autre Etat. Mais seulement pour procurer le repos des Alliez & de leurs voisins, ce qu'ayant donc été vû & examiné de part & d'autre; Les-

ANNO  
1675.

Hooge Geallieerde inclinatie, en insichten conform bevonden zijnde, gearresteert wert, is oock van de andere billijk, noodig, en op 't gemelte oogmerck convenabel geacht de voorz. Alliancie daer heenen te richten, dat sy niet alleenlijk sal gelden tegens des Keyzers, Konings van Spanjen, en Haar Hoog Mogende tegenwoordige Vyanden, en der selver Adherenten, 't welck by desen onverbreeckelijck werdt gestatueert, maar oock daar benevens ('t gene even vast en seker werdt verspoocken) applicabel sal zijn, en haar volkomen effect fortceeren, tegens alle de gene welke gedurende den jegenwoordigen Krijg, met de Hooge Geallieerden in Vyandschap soude mogen komen, de Partye van de voorz. Vyanden in eene deelen kiesē, 't zy in 'r gemeen of bysonder, of tegens de Hooge Geallieerden, en der selver respectie Staten, Landen en Luyden, quade desseyne voornemen en onderleggen soudēn mogen, om dewelcke voor tē komen en tegens te gaan, dan mede by desen expreffelijck geconditioneert is, dat de Troupen hier onder gespecificeert, tegens alle foodanige tegenwoordige en toekomstige Vyanden, der selver Adherenten, kiesers van haare Partye, of onderleggers en voornemers van quaden toelēg, edoch tegens geene andere, indiervoegen als by dit Tractaat vervolgens verdragen is, fullen werden gebruyckt.

II. Is verder verspoocken, dat nademaal Sijne Furstelijcke Doorluchtigheyt den Heere Bisschop en Furst van Munster op de beēn heeft gehad 500. Dragonders, en 2500. Man te Voet, al voor de Maant van Augusto laetstelijck, dat derhalven aan S. F. Doorluchtigheyt voor of in plaatsē van aanritsgelt aan de voorz. 2500 Man te Voet, en 500. Dragonders sal werden goet gedaan de Somme van 24000. Rijcksdalders, d'eenē helft te betalen by Sijn Koninglijcke Majesteyt van Spanjen, en d'ander helft by Haar Ho. Mog., en dat Syne Kon. Maj. van Spanjen, en Haar Ho. Mog. noch daar-ēnboven voor het onderhoudt van de voorz. 2500. Man te Voet, en 500. Dragonders alle loopende Maant, de selve tot 12. in't Jaar te reeckenen, aan S. F. D. fullen betalen de Somme van 8000. Rijcksdalders, te weten, yder de gerechte helft van dien.

III. Dat de voorz. 2500. Man te Voet, en 500. Dragonders fullen werden gerangeert onder drie Regimenten, yder Regiment te Voet van 1250. Man, en de voorz. 500. Dragonders mede in een Regiment.

IV. Dat de voldoeninge van de voorz. aanritsgelden sal moeten geschieden aanstonts naar de Ratificatie deser, en maandelijcke betalinge van de voorz. Troupen sal aanvang nemen mē den 1. Augusti laetstelijck, alsoo S. F. D. de selve van dien tijdt af paraat en gereet heeft gehad, en daar mede tē dienste van 't gemeyn geageert.

V. Het sal wederzijds en met onderlinge communicatie vry staan de voorz. Troupen sonder onderscheyt separaat, en te gelijk naar gelegentheyt van tijden te doen inspecteeren en te doen monstereen, om van het getal der Ruytēren en Knechten, oock van der selver Monture, en Wapēnen te konnen versceekert zijn, en fullen de hooge Officieren, Ritmeesteren, en Capiteynen gehouden zijn ten allen tijden daar ontrent te obediēren aan de Ordres dewelcke daar toe fullen gegeven worden.

VI. Dat de voorz. 3000. Man fullen zijn, en blijven gevōegt by de Armee die S. F. D. volgens het Tractaat met Sijne Keyserlijcke Majesteyt geslooten op de beēn moet brengen, soo nochtans, dat de selve 3000. Man fullen moeten excederen het voorz. getal 't welke in krachte van 't voorz. Tractaat met Sijn Keyserlijcke Majesteyt aangegaan, gepresteert moet werden, en dat de voorz. 3000. Man, buyten bewilligen van Sijn F. D. daar van niet fullen mogen werden gesepareert, tēn waare sulcks om evidente redenen by pluraliteyt van stemme van Sijn Koninglijcke Majesteyt van Spanjen, Haar Hoog Mogende, en Sijn F. D. anders soudēn mogen werden goet gevonden, als wanneer de voorz. 3000 Man oock fullen mogen en moeten geemployeert werden ter oort en plaatsē daar sulcks by de voorz. pluraliteyt van stemmen goet gevonden sal werden, soo nochtans dat als de voorz. separatie soude mogen werden goet gevonden, de voorz. Troupen fullen gelaten werden onder het Commandement van haren Generaal of over-Officier dewelcke over de voorz. Troupen sal houden, en exerceren alle Gesach en Discipline; maar in het stuck van het Commandement moeten volgen de ordres van de gene die de Armee en Chef sal commanderen, en dat oock de voorz. Troupen niet en fullen mogen werden gebracht

TOM. VII. PART. I.

*Lesdits Alliés ont trouvé bon de former la presente Alliance, suivant laquelle on ne se declarera pas seulement contre les Ennemis presens de S. M. I. de S. M. C. & de leurs Hautes Puissances, mais aussi contre tous ceux qui pourroient directement ou indirectement prendre leur parti, pendant cette presente Guerre, ou se declarer contre lesdits Alliés ou leurs Etats, Pais & Vassaux. Et pour y parvenir on a expressement ici arresté par la presente Alliance, que les Troupes cy-dessous mentionnées seront employées contre tous les Ennemis, qui pourroient survenir ou leurs Adberans, & ceux qui pourroient prendre leur Parti, selon le contenu de ce present Traité.*

*II. Et attendu que S. E. S. de Munster a fait une levée avant le Mois d'Aoust dernier d'une Armée de 500. Dragons & de 2500. Fantassins, on a resolu de remettre à S. E. pour les frais qu'elle pourroit avoir faits pour la levée de ladite Armée, la Somme de 24000. Rixdalers; de laquelle Somme S. M. C. en payera une moitié, & Leurs Hautes Puissances l'autre moitié, & que de plus S. M. C. & Leurs Hautes Puissances seront tenues de fournir à S. E. la Somme de 800. Rixdalers par Mois, pour l'entretenement de ladite Milice, en comptant 12. Mois par an, laquelle Somme S. M. C. & leurs Hautes Puissances payeront moitié par moitié.*

*III. Que ladite Armée sera composée de trois Regimens, sçavoir deux d'Infanterie chacun de 1250. Hommes, & d'un Regiment de 500. Dragons.*

*IV. Que le payement de la levée de ladite Armée sera fait aussi-tôt que le present Traité sera ratifié. Et la Solde de chaque Mois pour lesdites Troupes commencera le premier d'Aoust dernier, parce que ladite E. S. les a levées en ce temps-là, & les a fait agir depuis ledit jour pour l'intereit commun.*

*V. Il sera permis du consentement desdits Alliés de faire passer montre auxdites Troupes, afin qu'on sçache en quel état sont les Cavaliers & les Fantassins, sçavoir s'ils sont en bon ordre, & bien armés. C'est pourquoi tous les hauts & bas Officiers seront obligés d'être presens pendant ladite montre, afin de recevoir les Ordres qu'on leur pourroit donner.*

*VI. Que ladite Armée de trois mille Hommes demeurera avec l'Armée que S. E. S. est tenue selon le Traité passé avec S. M. I. de tenir sur pied. Que nonobstant lesdits 3000. soient de plus que de ladite Armée, afin que le Traité fait avec S. M. I. soit accompli, quoi qu'on ne puisse pas détacher lesdits 3000. Hommes de ladite Armée sans le consentement de S. E. S. à moins qu'il ne fût jugé tres-necessaire d'en user autrement, & alors cela se fera par la pluralité des voix, sçavoir de S. M. C. de leurs Hautes Puissances & de S. E. S. & seront aussi lesdites Troupes de 3000. Hommes employées où les Alliés trouveront bon, selon la pluralité des voix. Et que lesdites Troupes demeureront sous la Discipline de leurs Chefs ordinaires, mais en fait de Commandement seront tenues d'obeir au General de ladite Armée ci-dessus mentionnée. Et que lesdites Trou-*

R. I.

pes

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

of gecommandeert ter oort en plaats daar sy niet veeckert fouden zijn van haar noodigh onderhoudt, en speciaal van het noodige broodt voor een redelijke prijs te kunnen bekomen.

VII. Souden oock S. F. D. Landen 't zy korts naar het sluyten defes Tractaats, of by noch duurende krijgen van ymant wie hy oock zy, of onder wat pretext sulcks geschieden mochte, geattaqueert werden, sulden niet alleen de voorz. 3000. Man van S. F. D. Landen niet afgetoogen, of te rugge gehouden werden; maar sulden oock soo veel meer Troupen van Zijne Konincklijke Majesteyt van Spanjen, en Haar Hoogh Mogende in sulcken gevalle tot afweeringe van de voorz. attacques sonder uytstel, met alle vigeur ageren als daar toe gerequireert en noodigh soude mogen zijn.

VIII. Dat naar het sluyten van het jegenwoordigh Tractaat den Hoogst-gedachten Koning van Spanjen, Haar Hoogh Mogende en S. F. D. niet sulden mogen maken eenige stilltant van Wapenen met de voorz. Vyanden anders dan gefamentlijck en met gemeen bewilligen; maar ingevallen men soude mogen komen te treden tot eenige onderhandeling, 't zy van Vrede, of van Treves liever voor eenige jaaren, dat de voorz. onderhandeling niet sal mogen werden begonnen door een van de Hoogst-gemelte Geallieerden sonder participatie van de andere, en sonder aan de selve Geallieerde op den selven tijdt, en soo haast als voor sich selfs te besorgen de faculteyt, en noodige seeckerhey van sijne Ministers te kunnen fenden ter plaats daar men handelen soude, dat oock de Hoog-gemelte Geallieerden gehouden sulden zijn. d'een d'ander successivelijck, en van tijdt tot tijdt te geven communicatie van alles 't gene in de voorz. Negotiatie sal komen voor te vallen; dat oock geen van de voorz. Parteyen sal vermogen te treden tot de conclusie van den voorz. Vrede of Treves voor eenige jaaren, sonder sijn mede Geallieerde daar inne te begrijpen, en sonder hem te doen herstellen, indien hy het alsoo begeert, in de possessie van de Landen, Steden en Plaatsen: mitsgaders het gebruyck van de vry-en gerechtigheden die hy hadde, en daar van hy jouiffeerde voor den Oorlogh, en sonder van de voorz. Vyanden voor den selven Geallieerden te bedingen de selve vry-en gerechtigheden, Exemptien, en Prerogativen die by voor sich selven bedongen hadde, ten waare de Hoog-gemelte Geallieerden den anderen dies aangaande naarder quamen te verstaan.

IX. Dat voorts na het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlog, tusschen de Hoog-gemelte Geallieerde sal zijn, en blijven een oprechte getrouwe vruntchap, en correspondentie, de welcke daar toe strecken sal, dat de een des ander best getrouwelijck sal soecken te bevorderen, en des selfs schade, en nadeel naar alle vermogen helpen afkeeren en weeren, met soodanige macht, respectie, als hier naar sal werden verklaart.

X. Dat de Hooge Geallieerden sulden helpen, en defenderen en beschermen tegens alle die onder wat pretext het oock mochte zijn, sich fouden mogen onderstaan vyandelijck te Lande 't invaderen of met openbaare geweld t'attacqueren haare Staren en Landen hier onder gespecificceert, te weten, van Zijne Konincklijke Majesteyt de Spaansche Nederlanden, het Graafschap Bourgogne daar onder gereeckent, van Haar Hoog Mogende alle der selver Landen in Europa gelegen, en van S. F. D. de gene de welcke de selve tegenwoordigh besit, mitsgaders alle de gene die de hooge Geallieerden aan de voorz. besittinge palende, of ontrent de selve gelegen by wettige successie, of anderen rechtmatigen titul soude mogen komen te possideeren, alles de Luyden, Steden en Stercken daar in vervat.

XI. Dat dese Alliantie defensiva sal duuren den tijdt van tien jaaren, naar het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlog, en in cas d'anderen van de Hoog-gemelte Geallieerden gedurende dien tijdt door iemant wie het oock soude mogen zijn, niemant uytgefondert, quamen aangetaft of beoorlogt te werden, dat in sulcken cas d'anderen niet geattaqueerden den geattaqueerden sulden byspringen en te hulpe komen, met een sortabel secours, te weten, den Hoogst-gedachten Koning van Spanjen, en Haar Hoog Mogende mer 2000. Paarden en 4000. Man te Voet, en den Hoog-gemelte Heere Bilschop en Furst tot Munster, mer 500. Paarden, en 2000. Man te Voet, onder soodanige Regimenten, Compagnien, Collonels, en andere Officieren als de respectie assistierende Parteyen geraatfaam sulden vinden, en oordeelen tot soodanige assistentie be-

pes ne seront placées ni commandées en aucun lieu ANNO  
où elles ne puissent pas subsister à bon marché, c'est-à-dire pour leur dépense. 1675.

VII. Et en cas que S. E. S. fût attaquée après la Ratification de la presente, ou pendant cette Guerre, par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte que ce soit. Il ne pourra pas seulement pour sa defense, disposer à sa volonté desdites Troupes; mais aussi sera assisté de Sa Majesté Catholique & de Leurs Hautes Puissances, lesquels l'assisteront de tout leur pouvoir sans delay, comme s'ils avoient esté attaquez eux-mêmes.

VIII. Qu'après la Ratification de la presente, Sa Majesté Catholique, leurs Hautes Puissances ne S. E. S. ne pourront faire aucun Traité de Paix ni de Trêve avec qui que ce soit qu'ensemble. Et si quelqu'un contractoit en particulier, il seroit obligé d'en avertir lesdits Alliés, sans néanmoins pouvoir rien conclure, qu'il n'eût fait remettre ses Alliés dans les Terres & Domaines, Villes, Places & Châteaux, qui leur pourroient avoir été pris pendant la Guerre, avec les mêmes jouissances, Privilèges & Prerogatives qu'ils pourroient avoir eus auparavant, en cas toutefois qu'ils en fussent requis. Et sera tenu le Contractant de donner avis de temps en temps, de ce qui se passe dans la Negotiation, & ce qui touche ce que dessus, à moins que les Parties ne vinssent à quelque autre composition.

IX. Qu'après cette Guerre, lesdits Alliés demeureront en bonne intelligence & amitié, épousant le parti & intérêt les uns des autres, & s'entr'aidant en toute rencontre & occasion où ils pourroient avoir besoin les uns des autres avec toutes leurs forces, & de la maniere qu'il sera dit ci-après.

X. Que lesdits Alliés seront obligés de se maintenir les uns les autres, & se déclarer contre tous ceux qui, sous quelque pretexte que ce soit, voudroient faire invasion dans quelque Province, Villes ou Domaines: comme la Province de Bourgogne, les Pais-Bas, & tout ce qui appartient dans l'Europe à S. M. C. & à L. H. P. & ce que possède à present S. S. E. En un mot tout ce que lesdits Alliés pourroient aquerir ou hériter legitimement, y compris Châteaux, Villes, Places, Peuples & Provinces.

XI. Que ladite Alliance defensiva durera l'espace de dix ans après cette Guerre. Et en cas que quelqu'un des Alliés, pendant ledit tems, fût attacké de qui que ce fût, les autres seront obligés de le secourir avec un Secours considerable comme il s'ensuit. S. M. C. & Leurs Hautes Puissances avec 2000. Hommes de Cavalerie & 4000. d'Infanterie, & S. S. E. avec un Secours de 500. Dragons & de 2500. Hommes d'Infanterie, lesquelles Troupes seront composées de tels Regimens, Colonels & autres Officiers qu'il plaira à l'Assstant, lequel sera obligé d'en-



ANNO 1675. quaam te wesen, sullende 't selve Secours geleyert, gepresteert, en onderhouden werden ten dienste van de geattacquerde, tot koste van de andere hoog-gemelte assiterende Partyen respectie soo dickwils als iemand van Hoog-gemelte Geallieerdens sal werden geattacqueert, of getroubleert in manieren vooren verhaalt, behoudelijck, dat die gene die in den Oorlog selfs is, het voorfz. Secours niet gehouden sal wesen te presteren.

XII. Soo wanneer het voorfz. Secours geeyfcht sal worden, sal by geene der Hooge Geallieerden omtrent de levering van 't selve op een anders defect niet mogen werden ge-excipeert, nemaar de van haar gevorderde hulp promptelijck gefourneert, en uyerlijck op ses weecken naar de requisitie in des geattaqueerden Landen gefisteert moeten werden, welck Krijghs volck vervolgens geheelijck, en t'cenemaal onderworpen sal werden, en zijn de Commandementen, en Ordres van de gene aan de welcke het wordt gefonden of des selfs geauthoriseerden, om sich daar van te dienen, en te transporteeren ter plaats daer het hun goetduncken sal, welverstaande te Lande, in 't Velt, in Belegeringen, tot bewaringe van Steden en Plaatsen, oock alomme daer en soo dickmaals, als het de nood sal vereyffchen, met dese reserve nochtans, dat de Compagnien niet geheelijck van den anderen sullen mogen werden gese-pareert, maar dat ten minsten 2 à 300. Soldaten van yder Regiment onder haar Vaandels sullen t'samen blijven.

XIII. Naar dat het Secours sal zijn gefourneert, en bestaan uyt Ruyteren en Knechten, oock door de hooge assiterende Partyen afgesonden, en by de geattacquerden ontfangen, soo sullen de selve assiterende hooge Partyen, of hare geauthoriseerdens vergeven, en suppleeren de Charges die daar onder souden mogen komen vacant te vallen.

XIV. En in gevalle de Hoogst-gedachte Koning van Spanjen, en Haar Hoog Mogende van de Hoogst-gedachten Heere Biffchop en Furst van Munster eenige meerder Militie souden mogen vorderen, dat in sulcken gevalle daar over, mitsgaders over het betalen van aanrichtsgelden en Subsidien, naarder sal werden geconvenieert.

XV. Verders sullen de Hooge Geallieerden soo veel mogelijck is forge dragen, dat de Troupen die in gevolge van dit Tractaat op een of andere der selver Bodems mochte komen, tot redelijck prijse subfistceeren mogen.

XVI. Dat voor attacquant sal worden gehouden, en sulcks 't voorfz. Secours gepresteert sal moeten werden tegens den genen die gewapender handt een van de Hoog-gemelte Geallieerde soude mogen komen aan te tasten, behoudelijck, dat de gene die geattacqueert wert, den attacquant daar toe door voorgaande feytelijke proceduren geen oorsaken en hebbe gegeven.

XVII. Dat die gene die eenige attacques apprehendeert of te gemoet fiet, gehouden sal zijn daar van by rijds communicatie aan de Geallieerden te geven, ten eynde de selve haar mogen employeeren tot het moyenneeren van een Accommodement, zoo nochtans, dat onvermindert de Officieren van Mediatie het beloofde Secours gehouden sal moeten werden zoo haast de attaque ofte rupture effectivelijck sal wesen voorgevallen.

XVIII. Dat dese Alliancie niet sal derogeeeren aan de Tractaten ende Alliancien die de Hoogh-gemelte Geallieerde ofte eenige van de selve voor dato deser hebben opgericht met eenige van de selve Geallieerden, welverstaande, dat het meerder Secours van Volck te Lande het minder sal includeeren.

Alle welke Pointen en Articulen, hier voren verhaalt, reciproquelijck ter goeder trouwen ende onverbrekelijck sullen onderhouden werden; ende tot meerder vastigheyt van dien zijn hier van gemaackt drie gelijklydende Instrumenten, ende by de Hooge Geallieerde ondergeschreven Ministers met handt en zegel bevestigt: Ende sullen de Ratificatien daar op binnen den tijdt van ses weecken ofte eerder is 't doenlijck, by allerzijts hooge Partyen, in bestendige en behoorlijcke forme, uytgebracht en uytgewisselt worden.

Alhoewel by het Tractaat huyden tusschen Haar Hoog-Mogende ende S. F. D. den Heere Biffchop ende Furst tot Munster geslooten, expresseelijck is geconvenieert, dat Sijne Konincklijke Majesteit van Spanjen ende Haar Hoog-Mogende voor ofte in plaats van aanrichtsgeit, van de 500. Dragonders en 2500. Man te

ANNO 1675. d'entretenir ses propres Troupes à ses dépens, & d'assister le requerant Allié toutes les fois qu'il sera attaqué, sauf neanmoins que celui, qui seroit en Guerre contre quelqu'un, seroit exempt de donner ledit Secours.

XII. En cas que ledit Secours soit requis, l'Assistant sera obligé dans le temps de six semaines au plus tard, de rendre ledit Secours sur les Terres de celui qu'il assiste. Lequel fera desdites Troupes ce qu'il lui plaira, & seront obligés lesdites Troupes d'obeir à tout ce qu'il leur sera commandé, l'Assisté les pouvant employer en Campagne, devant une Ville assiegée, en Garnison, à secourir des Places assiegées, les dispersant comme bon lui semblera, sans toutefois rompre les Regimens entierement; mais qu'il demeure toujours deux à trois cens Hommes d'un Regiment sous la Baniere dudit Regiment.

XIII. Après que l'Assistant aura fourni le Secours à l'Attaqué, consistant en Cavalerie & Infanterie bien en ordre, il sera permis à l'Assistant & à ses Officiers ayant cause, de donner toutes les Places tant grandes que petites, qui pourroient devenir vacantes.

XIV. Et en cas que Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances demandassent en leur besoin un plus grand Armement à S. E. S. on conviendra après des frais que Sadite E. S. pourroit avoir faits, tant pour la levée que pour l'entretienement desdites Troupes de renfort.

XV. Que lesdits Alliés auront égard, que les Troupes qui ont été mises sur leurs Frontieres pendant cette Guerre pourront subsister à bon compte.

XVI. Que les Troupes ne seront employées par l'Assisté, que contre ceux qui les armes à la main l'auroient attaqué sans lui en avoir donné aucun sujet.

XVII. Que celui qui craindroit d'être attaqué, sera obligé de le communiquer à ses Alliés, afin qu'en qualité de Mediateurs ils puissent accommoder l'affaire, sans toutefois que cela les empêche de contribuer au Secours qu'ils sont obligés de donner, comme Alliés, si-tôt qu'un des Alliés seroit attaqué.

XVIII. Que cette Alliance ne dérogera point aux autres Alliances, que lesdits Alliés chacun en particulier pourroient avoir faites, & que la plus grande partie du Secours sera proportionnée à la moindre.

Tous les Articles ci-dessus couchez ont été conclus & accordés, & seront de bonne foi exactement & reciproquement observés entre les Alliés. Et afin qu'on n'en pretende cause d'ignorance ils ont été signés & scellés par les Ministres desdits Alliés, dont la Ratification sera livrée à chacun desdits Alliez à part dans le tems de six semaines, & plutôt s'il se peut.

Et quoi qu'il soit expressement spécifié dans le Traité aujourd'hui conclu entre L. H. P. & l'Evêque de Munster, que Sa Majesté Catholique & L. H. P. rembourseront chacun moitié par moitié, la Som-

ANNO  
1675.

Voet daar inne vermelt, eens de Somme van 24000. Rijcksdaalders, ende voorts alle Maanden, deselve tot twaalf in 't jaar gereeckent, tot onderhoudt van de voorfz. 3000. Man, 8000. Rijcksdaalders S. F. D. fouden voldoen: namentlijk, Sijne Konincklijke Majesteit van Spanje ende Haar Hoog-Mogende, yeder de helft van de voorfz. respectie Somme, ende dat daar uyt soude volgen dat Haar Hoogh-Mogende haar voorfz. helfte mede in baren gelde aan Sijne F. D. fouden moeten betalen, zo is niet te min, in confideratie van de groote lasten met de welke Haar Hoog-Mogende sig regenwoordigh vinden gechargeert, geconvenieert ende verdragen wert mits desen, dat Haar Hoog-Mogende de voorschreve hare helfte zoo wel in 't voorfz. aanrichtsgeld als in 't voorschreve maendelijke onderhoudt fullen mogen voldoen met Obligatien ten laste van de Heeren Staten van de respectie Provintien, ende naar de proportie ofte quote onder haar gebruyckelijck, invoegen dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten yeder naar hare quote ofte portie ten verval-dagen aan S. F. D. leverende ofte ter hant stellende de voorfz. Obligatien in plaatse van gelde verstaan fullen, daar mede het voorschreve Tractaat aan haar zijde te hebben geadimpleert, zoo nochtans dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten verbonden en geobligeert fullen zijn, zo als deselve haar verbinden en obligeeren, in krachten deses van de voorfz. Obligatien by haar, ten behoeve van S. F. D. verleent, te moeten quijten en voldoen binnen 's jaars naar het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlogh. Aldus gedaan den 16. October 1675.

*Was geteeckent,*

W. VAN HEUCKELOM. DANIEL VAN SANTEN.  
GASPAR FAGEL. ABRAHAM SCHERF.  
MAUREGNAULT. ZUR MUHLEN.

J. Baron van REEDE Vry-  
beer van RENSWOUDE.

*Etoit signé,*

W. VAN HEUCKELOM. DANIEL VAN SANTEN.  
GASPAR FAGEL. ABRAHAM SCHERF.  
MAUREGNAULT. ZUR MUHLEN.

J. Baron van REEDE Vry-  
beer van RENSWOUDE.

## CXLIV.

18. Oct. *Traité de Neutralité entre Louïs XIV. Roi de France, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswick & Lunebourg. Fait à Linsbourg le 18. Octobre 1675. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]*

FRANCE  
ET BRUNSWIC  
LUNEBOURG.

ENCORE que le Roi eût souhaité de demeurer dans les engagements qu'il a avec Monsieur le Duc Jean Frederic de Brunswic & Lunebourg, par les Traitez du 10. Juillet 1671. & du 10. Decembre 1672. néanmoins Son Altesse aiant fait représenter à Sa Majesté la nécessité où elle s'étoit trouvée de conclure un Traité de Neutralité avec l'Empereur & ses Alliez, pour témoigner à ce Prince l'estime qu'elle fait de son Alliance, & du desir qu'il lui a fait paroître de se conserver l'honneur de celle de Sa Majesté & de ses bonnes grâces, & pour continuer aussi de lui donner des marques de son affection, Sa Majesté a donné pouvoir à Messieurs Verjus, Seigneur de Crecy & du Boulay, Baron de Courcy, Conseiller en son Conseil d'Etat, & Secretaire du Cabinet; & Rousseau, Conseiller en ses Conseils, & son Envoyé extraordinaire en Allemagne, de prendre avec Son Altesse de nouvelles mesures conformes aux conjonctures presentes: & ils sont convenus des Articles suivans avec les Sieurs de Grotte & de Witzendorf, Ministres, & Conseillers d'Etat, commis par Son Altesse pour le même sujet.

I. S. A. promet & s'engage d'observer une sincere, veritable & parfaite Neutralité avec le Roi, & avec ses Alliez, quels qu'ils puissent être; tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, pendant tout le tems de la presente Guerre.

II. Conformement à cette Neutralité, S. A. n'assistera en quelque lieu que ce soit, directement ni indirectement les Ennemis du Roi ou de ses Alliez, & elle

ne leur permettra dans ses Etats aucunes levées, ni aucuns passages ou Magazins, de quelque nature qu'ils puissent être.

III. Nonobstant l'engagement de l'Article ci-dessus, S. A. se reserve la liberté d'envoyer suivant les conclusions de la Diette de l'Empire, les Troupes de sa quote-part pour ses Etats, & pour ceux des Quartiers qui lui ont été assignez par son Traité de Neutralité du 21. Septembre, avec les Alliez de l'Empereur, à condition que ces mêmes Etats n'eussent pas déjà envoyé leur quote, & tant que S. A. jouira desdits Quartiers & non autrement; se reservant aussi la liberté du Commerce dans ses Etats pour l'un & pour l'autre parti, & les passages qu'elle est obligée par les Constitutions de l'Empire & de la Paix de Westphalie, d'accorder aux Princes d'Allemagne.

IV. S. A. ne prendra point de part aux liaisons qui se pourroient former contre le Roi dans l'Empire, & ne donnera point sa voix aux Diettes contre S. M. mais s'en rapportera à la pluralité des voix dans toutes les choses qui concernent les Interests de l'Empire, & elle contribuera par toutes les voyes amiables, à faire que l'Empereur & l'Empire retournent dans l'ancienne amitié & intelligence avec S. M.

V. S. A. promet de même d'employer dans toutes les occasions qui se presenteront, ses bons Offices pour les Interests du Roi, & lui prestera toutes les assistances que la Neutralité lui permettra, & que S. M. peut attendre d'un bon Ami, & d'un Prince bien intentionné pour elle.

VI. S. A. sera obligée non seulement de ne jamais permettre qu'aucunes de ses Troupes en corps ou autrement, passent de quelque manière que ce puisse estre, au service des Ennemis du Roi & de ses Alliez; mais même elle n'en licentiera aucunes, & elle les conservera toutes en l'état où elles se trouvent maintenant jusqu'à la fin de la presente Guerre; bien entendu que si une partie de ces Troupes perissoit par maladie, desertion, ou quelque autre malheur, sans qu'il y entre du fait de Son Altesse, cela n'apportera point de changement à ce Traité.

VII.

ANNO  
1675.

VII. Après la presenté Guerre d'Allemagne finie, Sad. A. promet de donner au Roi, si S. M. le souhaite & l'en requiert, jusqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons, & deux mil Fantassins des Troupes que S. A. a presentement sur pied : & si par hazard lesd. Troupes n'y vouloient point aller de bon gré, S. A. emploiera de bonne foi ses bons Offices pour les y disposer.

En considération de quoi S. M. promet aussi,

I. Que six semaines après qu'elle en aura esté requise, elle assistera & progera S. A. contre tous ceux qui attaqueront ses Etats durant cette Guerre en haine de la presente Neutralité; qu'elle la comprendra dans les Traitez de Paix, & qu'elle ne la conclura point sans faire rétablir Son Altesse dans ce qu'elle auroit perdu de sesdits Etats, à cause du present Traité.

II. Pour subvenir aux frais de l'entretien des Troupes que S. A. a sur pied, S. M. lui fera paier tous les Mois, à commencer du premier Novembre nouveau stile, vingt mille Ecus, qui seront paiez de deux Mois en deux Mois par avance à Paris en Ecus blancs.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordés & stipulez, entre lesdits Sieurs Verjus & Rousseau de la part du Roi, & lesdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff, de la part de Monsieur le Duc de Brunswic Hannover: Lesquels en vertu de leurs Commissions & pleins-Pouvoirs, ont promis & promettent que tant S. M. que S. A. exécuteront pleinement & sans aucune contravention directe ou indirecte, le present Traité, tant en general qu'en chacun de ses Points & Articles en particulier, & qu'ils seront tenus sans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiés reciproquement par S. M. & Sad. A. & que les Lettres de Ratification en seront expédiées en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'espace d'un Mois. En foi de quoi lesdits Sieurs Verjus & Rousseau, & lesdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff ont signé ce present Traité, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Linsbourg le 18. jour d'Octobre 1675.

## CXLV.

25. Oct.  
FRANCE  
ET ESPA-  
GNE.

*Traité pour le rétablissement du Commerce entre les Sujets de LOUIS XIV. Roi de France & ceux de CHARLES II. Roi d'Espagne dans les Pais-Bas Espagnols. Fait au Château de Freyr sur la Meuse, le 25. Octobre 1675. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]*

**N**OUS LOUIS DAMORESAN Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de Haynault, & Pais d'entre Sambre & Meuse, au nom & de la part de Sa Majesté: Et PHILIPPE EMANUEL FRANQUEN Conseiller & Intendant de la Province de Namur, & District de Charlemont, au nom & de la part de Sa Majesté Catholique; sommes convenus du rétablissement du Commerce, sur les Rivieres de Meuse & de Sambre, & Pais des environs ainsi qu'il ensuit.

## PREMIEREMENT.

Que le Trafic sera ouvert & libre de France en Hollande, & d'Hollande en France, sur lesdites Rivieres de Meuse & de Sambre, & autres; comme aussi par Terre dans les Villes, & sur le plat-Pais de France, d'Espagne & de Liege; & ce pour toutes sortes de Marchandises permises, pour toute sorte de Grains, sans excepter que les Marchandises de Contrebande, comme Canons, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Mousquets, Fusils, Mousquetons, Pistolets, Affuts, Fourchettes, Bandolliers, Poudres, Plomb en Balles, Méches, Salpêtres; Piques, Epées, Halbardes, & autres Armes, Artifices & Assortimens servans à la Guerre.

II. Que les Droits d'Entrée & de Sortie se leveront sur les Marchandises qui passeront dans les Villes de France & d'Espagne: Savoir du côté de France sur le pied du Tarif de l'année 1664. & de la Declaration de Sa Majesté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits, sur quelques Marchandises particulieres.

Et dans la Province de Namur, suivant le Tarif du 18. Juillet 1670. sans que l'on puisse rien augmenter de part & d'autre, sous pretexte de la Guerre, ou autrement; bien entendu qu'il ne sera levé qu'un seul Droit d'Entrée, & un seul Droit de Sortie de part & d'autre.

III. Que les Grains & Farines qui sortiront de France, & qui passeront dans les Places de Sa Majesté Catholique, ou de Liege, ou qui viendront des Terres d'Espagne, passans par les Places du Roi ou de Liege, ou qui se tireront d'Hollande, passans dans les Places de France, d'Espagne, ou de Liege, ou qui passeront seulement d'une Place à une autre, soit aussi de France, d'Espagne ou de Liege par Eau & par Terre; & soit que lesdits Grains & Farines appartiennent au Roi ou à Sa Majesté Catholique, ou à leurs Munitionnaires generaux, pour estre mis en Magazins dans les Places, ou qu'ils soient à des Marchands & autres Particuliers ils passeront sans aucune difficulté de part & d'autre, en paiant, favoir,

IV. Le Muid de Froment ou de Farine, mesure de Paris pesant poids de France 2760. Livres, & poids du Pais 2880. Livres pour le Droit d'Entrée, sept Livres dix Sols, & pour le Droit de Sortie, cinq Livres.

V. Le Muid de Meteil ou de Farine, aussi mesure de Paris; pour l'Entrée six Livres, & pour la Sortie quatre Livres.

VI. Le Muid de Seigle ou de Farine, aussi mesure de Paris; pour l'Entrée cinq Livres, & pour la Sortie trois Livres six sols huit Deniers.

VII. Le Muid d'Avoine, mesure de Paris, pesant 108. Rées de Givet, pour l'Entrée, quatre Livres, & pour la Sortie trois Livres; le tout Monnoyé de France.

VIII. Et pour la facilité du transport & de la voiture des Grains & Farines, il sera permis de part & d'autre, de les faire décharger & mettre en entreposit dans les Lieux de France, d'Espagne, ou de Liege indifféremment, soit pour les changer de Charois, ou pour les mettre dans les Batteaux, ou les changer d'un Batteau à un autre, ou en les retirant des Batteaux, les charger sur des Charois.

IX. Que les Passeports seront donnez gratis aux Munitionnaires Generaux & à leurs Commis suivant les Certificats des Intendans, le tout de part & d'autre.

X. Et à l'égard de quelques Marchandises particulieres, dont on fait Commerce au dessous de Charleville, que les Droits d'entrée & sortie en seront paiez également en passant à Charlemont & à Dinan, ou à Namur & à Huy, comme il ensuit.

XI. Pour l'Entrée de chaque millier d'Ardoises six Sols trois Deniers, & pour la Sortie six sols trois Deniers.

XII. Pour l'Entrée de chaque Bene de Charbon de Bois, trois Sols neuf Deniers, & pour la Sortie trois Sols neuf Deniers.

XIII. Pour l'Entrée de chaque Razière d'Escorce pesant deux cens cinquante Livres cinq Sols, & pour la Sortie cinq Sols.

XIV. Pour l'Entrée de chaque Tonneau de Cendres, cinq Sols & pour la Sortie cinq Sols.

XV. Pour l'Entrée de chaque Sommiere ou corps d'Arbre, six Sols trois Deniers, & pour la Sortie six Sols trois Deniers.

XVI. Pour l'Entrée de toute sorte d'autre Bois, quatre pour cent de sa valeur, & pour la Sortie aussi quatre pour cent, le tout Monnoyé de France.

XVII. Et d'autant que suivant ledit Tarif d'Espagne du 18. Juillet 1670. dont il est parlé ci-devant, la Sortie des Foins & des Pailles n'estoit pas permise dans ledit Pais; qu'il sera loisible d'en tirer d'orénavant de part & d'autre, en paiant les Droits sur le pied du Tarif de France de l'année 1664. dont il est aussi parlé ci-devant.

XVIII. Que comme le Droit de soixantième ne se leve du côté d'Espagne, que sur les Marchandises & Denrées qui traversent ou qui sortent de la Province de Namur, & Terres d'Agimont; ledit Droit ne sera pareillement pris du côté de France, que sur les Marchandises qui traverseront ou qui sortiront du Pais de Liège pour ladite Province de Namur & Terres d'Agimont, bien entendu que quand ledit Droit aura été païé à Dinan ou à Huy, il ne pourra être exigé ailleurs.

XIX. Qu'il sera permis reciproquement aux Entrepreneurs de la fourniture de Fourrages dans les Pla-

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

ces de part & d'autre, de faire voiturier en icelles, les Foins, Pailles & Avoines, qu'ils acheteront pour la subsistance des Troupes dans les dépendances desdites Places, chacun de son côté sans prendre aucun Passeport pour les Hommes, & les Chariots qui les voitureront.

XX. Qu'il sera permis ausdits Entrepreneurs de part & d'autre, de tirer du plat-Pais de Liege des Foins, Pailles & Avoines, sans paier aucun. Droit d'Entrée ni de Sortie, quand ils traverseront le plat-Pais de France, ou d'Espagne, & sans prendre aussi aucun Passeport, pour les Hommes & Chevaux qui les voitureront, à la charge toutefois que les Chartiers prendront des Certificats des Intendants ou Receveurs des Contributions dans le département duquel ils seront.

XXI. Qu'il sera donné des Passeports *gratis* ausdits Entrepreneurs de la fourniture des Fourages, leurs Commis ou Valets, sur les Certificats desdits Intendants, le tout de part & d'autre.

XXII. Que pour la seureté du Passage des Hommes, Grains, Farines & Marchandises; il sera donné réciproquement des Passeports de Guerre, lesquels seront paiez également dans les Places de France & d'Espagne, ainsi qu'il en suit.

XXIII. Pour un Homme à Cheval, quinze Livres.

XXIV. Pour un Homme à Pied, sept Livres dix Sols.

XXV. Pour un Valet à Cheval, cinq Livres.

XXVI. Pour un Batteau de Meuse ou de Sambre de Marchandise, Grains ou Farines, soixante Livres.

XXVII. Quand le Batteau ne sera chargé que d'Ardoise, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, il payera seulement trente Livres.

XXVIII. Il ne sera rien paiez pour les Nacelles qui serviront à passer les Chevaux, pourvu qu'il ne se charge dedans aucune Marchandise.

XXIX. Pour chaque Cheval d'Attelage, de Chariot, ou de Charette, chargez de Marchandises, Grains, ou Farines, dix Livres.

XXX. Et lors que les Chariots & Charettes ne seront chargez que d'Ardoises, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, chaque Cheval d'Attelage ne paiera que cinq Livres.

XXXI. Que quand il n'y aura à la suite des Chariots ou Charettes qu'un Chartier, il ne paiera rien; mais lorsqu'il y en aura davantage, ils paieront chacun comme un Homme de Pied; le tout aussi Monnoie de France, & pour un Mois.

XXXII. Que les Bureaux qui ont été établis avant la Guerre, de part & d'autre, pour les Recettes des Deniers Roiaux, pourront estre rétablis, & que pour cet effet il sera donné *gratis* des Sauvegardes, & des Passeports de part & d'autre, tant pour la seureté desdits Bureaux, que pour les Commis & Huissiers, preposez en iceux pour la perception desdits Deniers.

XXXIII. Que les Contributaires de part & d'autre, & les Liegeois seront dans la liberté de porter leurs Grains, Denrées & autres choses provenans de leur crû, dans toutes les Villes de France, d'Espagne & de Liege, sans prendre Passeport, ni paier aucun Droit.

XXXIV. Que lesdits Contributaires aussi de part & d'autre, pourront aller sans Passeport sur le Plat-Pais de Liege, & dans les Villes & Terres dépendantes de la Province ou Gouvernement dont ils sont ressortis, sans, mais quand ils en sortiront, ils seront obligez de prendre Passeport.

XXXV. Que les Chariots & autres Voitures qui seront aussi demandez de part & d'autre aux Communautés de Contribution, & du Pais de Liege, passeront aussi sans aucune difficulté, & sans qu'ils puissent estre arrêtez sous quelque pretexte que ce soit, lorsqu'ils seront à vuide.

XXXVI. Le présent Traité servira aussi au rétablissement du Commerce pour le reste des Frontieres de part & d'autres, où les Droits seront levez du côté de France, suivant ledit Tarif de l'année 1664. & la Declaration de Sa Majesté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits sur quelques Marchandises particulieres; & à l'égard des Villes & Pais cedez à Sa M. par les Traitez des Pyrenées d'Aix la Chapelle; suivant le Tarif de l'année 1671. & du côté d'Espagne, suivant les Tarifs qui ont été en usage en chacune Province pendant l'année 1670.

XXXVII. Ledit Traité aura lieu, à commencer

d'aujourd'hui jusqu'au dernier jour de l'année 1676. pendant lequel temps il ne pourra estre rompu pour quelque cause, & sous quelque pretexte que ce puisse estre, non pas même par le changement du Gouverneur, & Capitaine General pour le Roi Catholique des Pais-Bas; à l'exception toutefois que le Commerce des Grains finira de part & d'autre au premier Avril prochain, & ne pourra recommencer qu'au 1. Novembre ensuivant.

XXXVIII. Et pour plus grande assurance de l'exécution dudit Traité, Nous LOUIS DAMOREZAN, avons promis de le faire ratifier par Sa Majesté: Et Nous PHILIPPES EMANUEL FRANQUEN, tant par ledit Gouverneur, & Capitaine General des Pais-Bas pour le Roi Catholique, que par les Estats Generaux des Provinces-Unies, & ce dans quinze jours du jour & date d'icelui. Fait double au Château de Freyr sur la Meuse le 25. Octobre 1675. *Signé*, DAMOREZAN, & FRANQUEN.

LE Roy aiant vû & lû attentivement le Traité fait & passé au Château de Freyr sur la Meuse, le 25. Octobre dernier, entre le Sieur Damorezan Intendant en Haynaut & Pais d'entre Sambre & Meuse, au nom & de la part de Sa Majesté, & le Sieur Philippes Emanuel Francquen Conseiller & Intendant de la Province de Namur, & District de Charlemont, au nom & de la part du Roi Catholique, pour le rétablissement du Commerce, entre les Sujets de Sa Majesté, & ceux du Roi Catholique dans les Pais-Bas Espagnols: Et l'aiant bien agreable; Sa Majesté a approuvé, ratifié, & confirmé, approuve, ratifié & confirme ledit Traité, avec tous & chacuns les Points & Articles d'icelui. Et a promis & promet en foi & parole de Roi de le garder, faire garder, entretenir & observer inviolablement de sa part, selon la forme & teneur dans toutes les Places de l'étendue de son obeissance, & d'y envoyer les Ordres pour ce necessaires, huit jours après que la Ratification que le Sieur Duc de Villahermosa Gouverneur & Capitaine General des Pais-Bas pour le Roi Catholique; & celle que les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas doivent faire dudit Traité, auront esté délivrées audit Sieur Damorezan sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere: En témoin de quoi Sa Majesté a signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Scel de son secret. A saint Germain en Laye, le neuvième jour de Decembre 1675. *Signé*, LOUIS; *Et plus bas*, LE TELLIER, & cacheté du Scel secret.

Collationné.

## CXLVI.

Bündnuß zwischen Ihro Fürstl. Gnaden Christoph 29. Oct.  
Bernhard Bischoff zu Münster / dann Johann Fried-  
rich Herzog zu Braunschweig-Lüneburg / zu erhal-  
tung Teutscher Freyheit / und abtreibung allen un-  
recht gewalts von beyderseits Bündts-Verwandten  
Land und Leuthen. Zu Rottenburg den 29. Octobris  
1675. [Tiré de la Registrature d'Etat de  
la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Im-  
periale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre CHRISTOPHE BER-  
NARD Evêque & Prince de Munster, &  
JEAN FREDERIC Duc de Brunswic-Lüne-  
bourg, pour la defense de la Liberté Germanique,  
& de leurs propres Terres & Seigneuries, com-  
me aussi de leurs Alliez & Confederés, contre  
toute violence. A Rottenburg le 29. Octobre  
1675.

Und und zu wissen sey hiemit. Demnach der Hochwürdigst  
und Durchleuchtigste Fürst und Herr Christoph Bernhard  
Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu  
Stromberg / des Heil. Röm. Reichs-Fürst und Herr zu Börde-  
lo re. und Herr Johann Friederich Herzog zu Braunschweig und  
Lüneburg in sorgfältiger erwegung der jeho inn- und außserhalb  
Reichs

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

Reichs empur gehender schwerer und gefährlicher Kriege und motuum vorhin offerirahls vertrauliche communication pflegen lassen / wie solchen ohnweissen zu seihen / oder wann ic nach Gottes willen der hochgewünschte Universal-Friede sobald noch nicht erfolgen sollte / wie zum wenigsten diese untre Traxte / und vornemlich Ihre Hochfürstl. Gnaden und Ihr Durchl. darinn belegene Landen und Fürstenthümer gegen unbilligen gewalt gesichert und in friedlichem stand erhalten werden möchten; zu dem ende auch / mithin zu befestigung des bey jetzigen zeiten so hochnötigen vertranens / des Heil. Röm. Reichs Gliedere unter sich zwischen höchstgedacht seiner Fürstl. Gnaden und Fürstl. Durchl. mit und benebenst Ihrer Königl. Majest. zu Demnemark und Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg den 24. Septembris jüngstlin zu Hannover vorerst ein gewisser Neutralitäts Tractat errichtet / und dardurch zu einer näheren Union und zusammensetzung ein guter grund gelegt worden. So haben vor höchstgedachte Ihre Hochfürstl. Gnaden und Hochfürstl. Durchl. zu fortsetz- und perfectionirung solchen heilsamen wercks / als auch nicht weniger zu desto mehrer bestärkung der bereits von langen jahren her unter ihnen gepflogener vertraulichen freundschaft und vernemmens / zumahlen bey der im Heil. Römischen Reich sich je mehr und mehr ausbreitenden Kriegs-Flam / einer hohen notturfft ohnverlangt zutretten / auch darzu ehliche von Ihren geheimen Räthen und Ministris, als Ihre Hochfürstl. Gn. Ihre respective Geheimen-Räthe / Thun-Eustern und Weltlichen Hoff-Richtern Matthiasen Korff genant Schmissing / Friederichen Korff auch genant Schmissing / des löblichen Johanniter Ordens-Rittern und Commendantorn zu Frankfurt ic. und Jobst Herman der Rechten Licentiaten / und Herrn Herzogen Johann Friederichen zu Braunschweig-Lüneburg / dero Geheimen Cammer-Rath und Doctorn zu Friedland Otto Brocken deputirt und bevollmächtiget / welche nach sorgfältig angewandter bemühung auf gnädigste Ratification sich nachstfolgender Articulen miteinander verglichen und vereinbaret haben.

I. Erstlich soll diese mutuel Defensiv-Bündnus zu keines Menschen beleidigung oder nachtheil am allerwenigsten aber wider Ihre Kayf. Majest. und das Heil. Römische Reich oder auch einigen Stand desselben / noch gegen das Fürstliche Hans Braunschweig und Lüneburg / sondern vielmehr zu dienst und respect des Heil. Röm. Reichs / erhaltung der Teutschen Freyheit / nach inhalt des Reichs-Fundamental-Ordnung und gesetze / beförderung der allgemeinen Ruhe und möglichster abtreibung allen ungerichten gewalts / von beiderseits hoher Bunds-Verwandten Land und Leuthe gerichtet und gemeint seyn; zu erhaltung solchen zwecks soll zwischen höchstgedachten Ihre Hochfürstl. Gnaden und Hochfürstl. Durchl. ingleichen ihren Successoren in der Regierung Ihrer respective Stifter / und Fürstenthümer / eine beständige anfridhtige Freundschaft / Bündnus / und vereinigung aufgerichtert sein und bleiben / kraft deren einer des andern nutzen / und besten weisen und befördern / schaden und nachtheil aber nach vermögen treulich wehren / wenden / und warnen / und zu dem end einer dem andern in fall der noth / und warn auf hernach gesetzte maß redlich assistiren und bespringen sollen.

II. Und dafern nun anderten es sich also zutrüge / daß ein oder ander von den beyden Bunds-Verwandten / es sey von wein oder unter was praetext es wolle / in seinem Eckart und Landen Feindlich überzogen und vergewaltiget / oder mit durchzügen / still-lägern / einquartierungen / Contributionen / und andern dergleichen / Kriegs-belästigungen wider den Westphälischen Friedensschluß und die heilsame Reichs-Sakungen beschwehret / oder auch sonst auf andere weis in seinem statu, Freyheit und allen andern zustehenden Juribus wiederrechtlich und gewaltsamlich angefochten oder turbiret würde / soll der ander Bunds-Verwandter schuldig und gehalten sein / auf des angefochtenen und beleidigten Theils ersfordern / demselbigen innerhalb 14. tagen nach beschehener requisition / und da möglich / auch der antringender gefahr halber nöthig / noch ehender mit wirklicher hülff ohnweigerlich bey zuspringen / und zu dem end ihne vor erst und in simplo tausent funfshundert zu Fuß in gesamt der begehörigen Feld-Artillerie und funfshundert zu Pferde an ort und end / wo er derselben in seinem Lande begehrend und benöthigt ist / binnen der oben specificirten zeit zuschicken / welche Mannschafft ein jeder theil zu solchen behüff auf den beinen und parat halten / und solch Quantum nachgehens nach beschaffenheit und vermehrung der gefahr / vermittelst vorher gepflogener communication zwischen beyden hohen theilen / duplirt werden solle.

III. Drittens soll ein Bunds-Verwandter schuldig seyn / von allen denjenigen dingen und begebenheiten / woraus einige weigerung und gefahr / und folglich ein casus Foederis entstehen könnte / dem andern ohnverweilt nachricht mit zutheilen / worauff dann derselbige die erwan vorstehende beforznus durch gültliche weege und vernichtung / und nachdruckliche abmahnung des befordrenden Aggressoris abzuwenden zwar bemühet / nichts desto weniger aber verbunden seyn soll die obspecificirte hülff dem betragten Bunds-Verwandten auf dessen ersfordern / ohne einzige einrede und verweigerung / verabsolgen zu lassen / solte sich nun aber ein solcher fall begeben / daß entweder einer mehrern hülff als oben specificirt / oder aber vor angen stehende gefahr mit gewalt der Wapfen abzuwenden / gleicher gestalt auch gefährliche dessen vor zukommen dienlich oder nöthig sein würde / darüber wollen hochgemelte Herrn Bunds-Verwandte vertraulich communiciren / und ihre bevollmächtigte Ministros unverweilt zusammenschicken

und sich einer mehrern assistenz und nöthig befindender anstalt so fort zu vergleichen / worin man sich beiderseits willig erweisen und treulich bey einander stehen soll / zu welchem end sich die Herrn Alliirte in solcher considerablen Armatur als immer thun- und möglich sein wird / stellen und erhalten wollen.

IV. Wann auch zum vierten / die hülff wirklich geschickt / und mit des beleidigten Kriegs-Völcker conjungirt ist / soll der hülffschickender nicht macht haben / dieselbige wiederum abzurufen / es seye dann / daß er selbst in seinen Landen angefochten und wirklich befehdet werde; auf solchem fall aber und da beyden Bunds-Verwandten zugleich Kriegs-gefahr zustossen sollte / wollen sie sich sofort zusammen thun / und nach erwegung der sachen umständen dahin sehen / daß der so am wenigsten gefährtet ist / dem andern nichts desto weniger nach möglichkeit die hülffliche hand bieten möge / oder aber schleimgst vereinbaren / wie man sich beiderseits retten könne / und hat es hieby die meinung / daß mit den Auxiliar-Völckern nicht nur in des beleidigten Landen / sondern auch auf des Feinds boden zu erlangung gebührender satisfaction und sicherheit zu operiren.

V. Furs funffte / solten auch beide Bunds-Verwandten sich nach veranlassung der sachen zugleich in andere Foedera begeben / und sich nebenst anderen einer mutuellen hülffleistung vergleichen / so ist geschlossen und verabredet / daß dieselbige die versprochene hülff nicht doppelt zu leisten schuldig / sondern die hülff nur aus einem und zwar demjenigem Foedere / worinnen das größte quantum enthalten / präkirt und darüber nichts ersfordert werden solle.

VI. Sechstens solle die hülff auf des hülffschickenden kosten geschehen / und der requirer der zu hülff geschickter Mannschafft / außer dem ostadt / Lägerstatt und Randfuere nichts umsonst zugeben / dabenebenst aber in seinem Lande solche anstalten zu machen schuldig und gehalten sein / daß man der übrigen notturfft an lebens-mitteln für Menschen und Pferde und einen billigen preis allezeit könne haabhaft werden; es sollen auch die Conjungirte Völcker zu verhütung aller unordnung und schwürigkeit bey wähernder Conjunction mit dem unterhalt gleich gehalten und zu dem end ein beständige verpflegungs-ordinantz verglichen werden.

VII. Zum siebenden / wann aber die hülff von einem und andern Theil erfordert wird / wird der Hülffschickender sowohl als der Requirer bey den benachbarten und verfassung des durchzugs für die ihne zu hülff anziehende Mannschafft gebührende ansuchung zuthun haben.

VIII. Achstens / das Ober-Commando und Direction der Kriegs-aktionen betreffend / so bleibt dasselb demjenigen / oder dessen Generalität vollkomentlich / dem die hülff zugesickt wird / ohne unterschied / ob die Kriegs-operationes inn- oder außershalb seinen Landen geführt werden / doch soldier gestalt / daß wann etwas wichtiges vorgehohlet wird / vorher allemahl Kriegs-Rath gehalten / und des Hülffschickenden Trouppen vorgesetzter Ober-Officier mit darzu gezogen und mit seinem voto und gutachten vernohmen werde.

IX. Es sollen auch die zu Hülff geschickte Trouppen auf des Requirernten gut befinden sich sowohl in Feldzügen als in Garnison ohnweigerlich gebrauchen lassen / doch daß die zertheilung der Regimente möglichst verhütet werde.

X. Solten aber zehentens die hohe Bunds-Verwandten nach erheischung der Conjunctionen und umständen sich mit ganzem formirten Armeeen mit einander etwan zu conjungiren für rathsam achten / wird man sich alsdann des Ober-Commando und anderer mit einlaufender particularien halber absonderlich zu vergleichen haben.

XI. Furs eilffte / die wiederbestellung der abgehender Officierer bleibt dem Zahl-Herrn ohnzweiffentlich bevor.

XII. Zum zwölfften die Jurisdiction und bestraffung der Delinquenten belangend / bleibt dieselbe dem herkommen nach bey den Regimentern / und ist hieby austrücklich verglichen und verabredet worden / daß der hohen Bunds-Verwandten Völcker sowohl in eines als des andern Landen gute Kriegs-Zucht und Disciplin halten / und alle vorgehende excessus ohnausschaltlich vors Kriegs-Recht gestellet und der gebühr nach abgestrafft werden / auch da des Hülffschickenden Officier sich darein säumig oder niedrig erweisen würden / der Landsherr macht haben solle / die Delinquenten zu apprehendiren und darüber ein ohnpartheyisches Kriegs-Recht ergehen zu lassen.

XIII. Es haben sich auch beide hohe Bunds-Verwandte kraft dieses einander vestiglich versprochen und zugesagt / auf dem fall einem oder andern ein Krieg zustossen / und darauf die in diesem Foedere stipulirte hülff wirklich erfordert und geleistet werden sollte / alsdann kein Theil befrist sein solle ohne des andern zuthun und inclusion mit dem Aggressore einige Tractaten über Fried oder Stillstand einzugehen / weniger zuschließen / und haben sich beide hohe Theile gegen einander erkläret / weder de praerito noch de futuro einige Foedera oder Pacta zu haben oder zuzumachen / so sie von leistung dessen / was dieser Tractat in sich haltet / los machen könne.

XIV. Alderweilen aber vierzehentens eingangs dieser Bunds-Notul die intentio gegenwärtigen Foederis auf mögliche befrüderung und wiederbringung des so hoch gewünschten Ruhestands im Heil. Röm. Reich unter anderen mit gerichtet ist / so wollen beide hohe Bunds-Verwandte / wie zu solchem heilsamen zweck vermittelst Gütlicher hülff endlich zugelangen / künftige allemahl vertraulich miteinander überlegen / und über die darbey vorkomende

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

lende unstände fleißig correspondiren / nicht weniger ihre auf Reichs- und anderen Tagen / auch bey frembden Höffen und Republicquen sich zusammen befindende Ministros eine gleichmäßige verträuliche correspondenz zupflegen / anweisen / und befehlen:

XV. Wann fürs Funffzehende über Eurs oder lang jemand wäre / der in diesem Bund mit einzutreten verlangen oder be- lieben trüge / wollen solchen falls jegige beide hohe Bunds-Ver- wandte dasselbe mit einander in deliberation ziehen / und sich ob und wie mit demselbigen zuhandlen / vorher unter sich eines ein- mütigen schlusses vergleichen.

XVI. Zum sechzehenden / soll dieser Bund vorerst auf zehen Jahr geschlossen und gerichtet sein / auch von einem Hochwürdi- gen Rumb-Capittel zu Münster mit begnehet / unterschrieben und versiegelt / und hernachmahls noch vor ablauff solcher zeit von dessen prorogation gehandelt werden. Alles dasjenige was obßicht soll von beyderselts hohen Bunds-Verwandten noch- allen seinen Articulen und Clausulen samt und sonders fest und unverbrüchlich gehalten und treulich erfüllt / auch die Ratifi- cation dieses Recesses innerhalb 14. Tage durch gewisse darzu deputirten zu Verden einbracht und ausgewechslet werden.

Dessen zu Urkund ist dieser Reces von höchstgedachter Ihrer Hochwürdl. Gnaden zu Münster / und des Herrn Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. zu dieser handlung Deputirten und bevollmächtigten Räten und Ministris unterschrieben und besiegelt / auch jedem Theil ein gleich lautendes exemplar darvon zugesellt worden. So geschehen Kottenburg den 29. Octobris 1675.

Matthias Korff genant Schmisingen. (L.S.)

Otto Groote. (L.S.)

Johst Herman Kaun Ertz. (L.S.)

CXLVII.

Nov. *Manifeste concernant les Affaires de MESSINE,*  
publié en Italie de la part de Louis XIV.  
Roi de France au commencement de Novembre  
1675. [FREDERIC LEONARD. Tom.  
IV.]

FRANCE  
ET MESSI-  
NE.

L'Etat déplorable, où se trouvoit l'année dernière la Ville de Messine, prête à retomber plus cruellement que jamais sous un joug que les violences des Espagnols lui avoient déjà rendu insupportable; le recours qu'eût cette ancienne & fameuse Ville, à la protection du Roi; & la compassion qu'excita dans l'esprit de Sa Majesté la vûe d'un grand Peuple sur le point de perir, tant par la rigueur d'une longue famine, que par les supplices qui lui étoient préparés; portèrent Sa Majesté, plus encore par un mouvement de generosité, que par l'intérêt d'une diversion importante contre l'Espagne, à ne pas abandonner tant de pauvres innocens opprimez, à qui il ne restoit d'esperance de salut que dans sa seule bonté. Les Vaisseaux, qu'Elle donna ordre d'armer en Provence, portèrent double secours à Messine, ils y firent cesser par l'entrée des Vivres qu'ils y conduisirent, le plus pressant de tous les maux, dont elle étoit ataquée, & lui rendirent par une Victoire signalée la liberté du Port, que les forces Maritimes d'Espagne tenoient fermé, depuis long-tems. De si grands bien-faits imprimèrent aux Messinois la reconnoissance qu'ils devoient à leur Libérateur; ils crurent ne pou- voir la lui mieux témoigner qu'en le choisissant pour Maître; & ne pouvoir rien faire de si avantageux pour eux-mêmes, que de s'assurer de la protection de la France qu'ils venoient d'éprouver si puissante & si favorable: Ils supplierent Sa Majesté de les recevoir au nombre de ses Sujets, & Elle voulut bien ac- cepter, à leurs prieres, le Serment de fidelité qu'ils lui en prêterent avec l'applaudissement general de tout ce Peuple.

Sa Majesté pouvoit par ce nouveau titre, & par les Droits si justes & si anciens qu'Elle a sur le Royaume des deux Siciles, unir à sa Couronne non seulement la Ville de Messine, mais encore les autres Places qu'elle possède dans l'Isle, & toutes celles à qui l'amour de la liberté inspireroit de secouer le joug des Espagnols. Mais parce que sa vûe a bien moins été dans cette oc- casion d'étendre ses Limites, que de secourir des Peuples qui avoient imploré son assistance; Elle veut bien déclarer par le présent Memoire, qu'Elle n'a reçu les Messinois, quand ils se sont donnez à Elle, que pour

les rendre en quelque sorte à eux-mêmes, aussi bien que les autres Villes de Sicile qui voudront suivre leur exemple: Que son dessein n'a pas été de les faire vivre sous des Loix, qui leur sembleroient toujours étrangères, en les unissant à sa Couronne; mais qu'à l'exem- ple de ses Prédécesseurs, qui ont donné deux fois des Rois à Naples & à la Sicile, dans deux Branches de la Maison Royale de France, son intention est encore de donner à cette Isle un Souverain, qui tire son origine du même sang; qu'Elle lui remettra tous les Droits qui sont acquis à la France sur ce Royaume, & tous ceux que le consentement des Peuples a déferéz, & pourroit déferer à l'avenir à Sa Majesté: Que ce Prince prendra les mœurs, les coutumes & les Loix de son Etat, & qu'il rétablira chez les Siciliens un trône que leurs An- cêtres ont vû avec douleur transporté en Arragon & en Castille: Que de tous les intérêts que le Roi a pu prendre jusques à présent à la Sicile, Sa Majesté se réserve seulement celui de raffermir de plus en plus la puissance de ce Royaume, & le bonheur & la felicité de ses Peuples, par la liaison & la protection toujours assurée de la France.

C'est ce que Sa Majesté a bien voulu rendre public par cet Ecrit, & faire connoître à toute l'Europe, com- bien dans l'assistance qu'Elle a donnée aux Siciliens, Elle a peu regardé son utilité particuliere, puisque sans vouloir rien ajoûter à sa Couronne, Elle songe seule- ment à en relever une, dont le nom a été toujours si grand en Italie, & par tout le monde. Fait à Versail- les le Ponzième Octobre 1675.

LOUIS.

ARNAULD.

CXLVIII.

*Traité de Commerce entre CHARLES XI. Roi de Suède & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Stockolme, le 26. Novembre, 1675. Avec les RATIFICATIONS des Etats Généraux & du Roi de Suède; & une CON- VENTION postérieure touchant la Forme des Passeports.* [Recueil des Traitez faits entre les Etats Généraux des Provinces-Unies & divers Princes, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoi- res* de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 746. en Hollandois & en François, & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 1104. en Allemand.]

26. NOV.  
LA SUEDE  
ET LES  
PROVIN-  
CES-U-  
NIES.

Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provincia- rum; Norum testatumque facimus, univerfis & singulis quorum scire interest; quod cum inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Sterini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia, Principem Rugiæ, Dominum Ingridiæ & Wismariæ, nec non Comitum Palatinum Rheni, Bavaræ, Juliaci, Clivæ & Montium Ducem, &c. ex una: Et Nos ex altera parte per Deputatos ad hoc sufficienter utrinque Mandato instructos, Holmiæ die 26. Novembris, Anni 1675. in hos Commerciorum & Navigationis conventum sit Articulos, qui infra hic verbotenus inserti reperiantur.

Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Steti- ni, Pomoraniæ, Cassubiæ & Vandalia, Principis Rugiæ, Domini Ingridiæ & Wismariæ, nec non Comitum Palatini Rheni, Bavaræ, Juliaci, Clivæ & Montium Ducis, Regis & Domini nostri Clementissimi; Nos infra scripti Deputati Commissarii notum testatumque facimus, quod cum per Ministrum Celsorum & Præpo- situm Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad Aulam altissime memoratæ Regiæ Sacræ Ma- jestatis Residentem, Nobilissimum Dominum Christia-

71112

ANNO  
1675.

*num Constantinum Rumpf*, prona eorum voluntas; desideriumque Commerciorum atque Navigationis cum Subditis Sacra Regia Majestatis restauranda, significatum sit, atque insinuat spes exinde nonnulla subjiatur confirmeturque ulterioris compositionis pacisque in praesens, per maximam Europae partem profligata, faciliori reconcillatione reducenda, & restituenda; eam ob rem Sacra Regia Majestas non modo ex eo, quem avitum habet in Republicam Uniti Belgii, benevolenti affectu, Foederibus quam plurimis mutisque commodis jam diu firmato, verum etiam ob zelum, quo in securam Orbis Christiani tranquillitatem sanctaeque Generalis Pacis redintegrationem fertur quam maxime sincero, nullum non arripere voluit medium, quo non restituenda tantummodo Commerciorum, Navigationisque securitatis, sed & ulterioris, quae exinde subsequatur Pacificationis, calamitatumque Belli hujus terminandarum, via prior, procliviorque sincera uttinque opera studioque reddatur. Hinc Sacra Regia Majestas nobis plena Potestate instructis elementissime in Mandatis dedit, ut cum praedicto Domino Residente in Mandatis dedit, ut cum praedicto Domino Residente, pariter ad tractandum rite constituto, congrederemur & tractaremur. Nos itaque, subscripti utriusque Partis respective Commissarii & Minister ad Aulam Suecicam Residens congressi sumus, atque tam salutare opus, certis Commerciorum & Navigationis Legibus auspiciati sumus, atque ita in auxilium ex parte acceptis, qui antehac saepius altissime memoratam Sacram Regiam Majestatem inter & Celsitudinem D. D. Ordinum Generalium Hagae-Comitis, Anno 1667. 16. Julii, super Commercii & Navigationis negotio erecti sunt, Articulis, sequentem in modum convenimus.

I. Subditis ac Incolis Sueciae, simul & Foederati Belgii plena Commerciorum atque Navigationis hinc inde, ita durante hoc Bello, ut antehac, libertas erit, per Regna, Status, Ditiones & Provincias tam Sueciae & Foederati Belgii, quam quae cum Sacra Regia Majestate Sueciae aut cum Celsitudine Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii Pacis, Amicitiae aut Neutralitatis jus sive jam nunc exercent, sive exercent in posterum, eaque libertas nequaquam interpellanda aut turbanda per alterutrius Partis ejusve Subditorum Navigia ex occasione hujus Belli aut etiam inimicitiarum, quae illi ejusve Successoribus intercedunt forte, vel de futuro sint intercessura cum Regnis, Statu, Ditionibus quibuscumque Parti alteri jus Foederum aut Neutralitatis intercedat, intercessurumve sit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas sit Subditis Incolisque Ditionis alterutrius prohibitas Mercas (quas Contrabandas vocant) importare in Regna vel Regiones eorum, quibuscumque Sacra Regia Majestas Sueciae, aut Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, ex sua parte aut amicitiam, aut neutralitatem colit, sed adversum quos alterutra Bello, vel jam implicatur, vel implicanda sit de futuro.

III. Ut vero evitentur penitus atque amoveantur controversiae & disceptationes, quae ob designandam jam dictam Mercem, Contrabanda, oriri aliquando possint, convenit utrinque ac pro re nata habitum est, hoc in numero duci & censeri oportere arma quavis ad vim tam propulsandam, quam inferendam apta, praefertim quae ignem concipiunt Pulvere Tormentario, quem dicunt, admoti, aliaque eodem pertinentia, ejus vero generis intelligantur Tormenta Bellica majora & minora omnis generis, quae Canones & Sclopetula vulgo dicuntur, Mortaria, Petardiae, Bombae, Granatae, Saucisae, Coronae Piceae, Affuitae, Furcae Sclopetariae, Bandelariae, Pulvis Tormentarius, fomites sive Lonten, Glandes Tormentariae, tam Ferreae, quam Plumbeae, Nitrum sive Salpetrae, Enses, Lanceae, Hastae, Hellebardae, Bipennes, Flagella armata, cuspides & reliqua id genus arma, ad vim inferendam apta, tum Cassides, Galeae, Loricae, Thoraces aenei, ferreaeque Clypei, aliaque arma ad vim arcendam idonea, praeterea ad Bellum instruendum utilia quaecunque, nempe equi, Ehippia, Sclopetorum equestrinum reconditoria, & quicquid denique utile ac necessarium ad instruendos equos tam Turmarum equestrinum, quam rei Tormentariae, nisi numero sint admodum exiguo, ut inde conjectura probabilis elici possit, eadem non ad Bellum, sed ad alios usus destinata esse.

IV. Mercis prohibita nequaquam accensentur pecunia, frumenti ac leguminis genus omne, Sal, Vinum, Oleum, nec quidquid ad victum aut alimentum refertur, sed nec ferrum, cuprum, aes, nec quidquid ad

Naves construendas instruendasve, necessarium est, cuius nota sunt cannabis, linteamen velis nauticis aptum, picis tam liquidae, quam aridae omne genus, mali, trabes, lignum incurvum; Tabulae Navales, rudentes, anchorae, vel ancorarum partes quaelibet; hoc in numero habebuntur, nec aliae Mercas, quae pro terrestri vel maritimo Bello formam non acceperunt, multo minus haec, quae ad alium quemvis usum jam apparatus aut conformatae sunt, nec aliud Mercimonii genus quodcumque, quod praecedenti Paragrapho designatum non sit, sed id omne transportari huc illuc licebit, tam in Ditiones Sueciae aut Foederati Belgii, quam etiam ad illas Nationes, quibuscumque Sacra Regia Majestas Sueciae aut Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii, Bello jam nunc involuta est; aut postmodum involvi possit.

V. Attamen nec pecuniam, nec comestum, aut quicquid vitae per alimentum sustentandae conducit, quod jam supra Paragrapho 4. inter licitam Mercem sit numeratum, nec Militem, nec quid aliud ex hisce rebus, quae hosti incommodum vel adjumentum modo quocunque cedant, submitti hinc inde fas est, ad Munimenta, Oppida vel loca Praesidio militari instructa, quamdiu illa ipsa per Militem alterutrius, aut Foederatorum alterutrius, respectu locorum in Oris Maritimis sitorum tam Terra quam Mari obsidione cingi, vel manu armata assideri continget; animo eadem in potestatem suam redigendi.

VI. Porro ut impediatur, ne Mercas in illicitis jam designatae ad Portus hostiles aut ad loca inimicae Ditioni subiecta subvehantur, vel etiam ne sub hoc ipso subjectionis impediendae praetextu libertas securitasque Navigationis & Commerciorum detrimenti quid capiat, ab Incolis Subditisque Ditionis alterutrius, ubivis locorum, tam in Portu atque statione Navali alterutrius, quam in aperto Mari nihil omnino requiri aut exigi jus esto, praeter exhibitionem talem Diplomatis, quale utriusque usus hactenus confirmavit, aut quale deinceps per Pacta rei Maritimae utrinque incunda ratum habebitur, exhiberi ad haec necessum erit Literas Passeportus, in quibus quantitas, qualitasque Mercis, qua Navis onerata est, designetur, & eas quidem indultas ab Officialibus publica autoritate constitutis, illic locorum, unde Merx ipsa transportatur, & juxta quas jura, quae pro Mercimoniis transportandis debebantur, persoluta sunt, quod si Navis haec non nihil Mercium vetitarum, quas Contrabanda vocant, vehit, oportebit in Literis Passeportus exprimi atque designari, ea loca ad quae id genus Mercas devehendae sunt, postquam exhibitionem scrutationi aut visitationi Naves Mercasque non subjiacentur, nec quicquam damni, morae aut molestiae iisdem quocunque sub praetextu objicietur.

VII. Quod si constiterit Naves ad Subditos alterutrius pertinentes, quae ex toto vel ex parte Merce interdicta hujusmodi oneratae sint, ad Portum quemcumque hostilem aut ad loca inimicae Ditioni subiecta destinari, merx omnis ejusmodi prohibita, per Judicem competentem Fisco addicetur, Naves ipsae & quod reliquum Mercimonii haud vetiti in iis erit, tutum Fisco illibatumque permanebit.

VIII. Bona sive Merx quaecunque pertinens ad Subditos alterutrius, etiam illa quam ex superiorum Paragraphorum autoritate, permissam ac neutquam prohibitam esse constabit, in Navibus inimicis forte deprehensa, in praedam occupanti cedat, ac Fisco addicatur, ulla sine exceptione, e contra tutum omnino & immune a Fisco habeatur, quicquid Navigiis ad alterutrius Subditos pertinentibus concedetur, utcumque sit Partis alterutrius inimicorum, excepta solummodo Merce Contrabanda, ad Portum hostilem destinata, adversus quam procedatur per modos jam supra designatos, sed & vectores quoscunque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius tutos navigare conveniet, dum devehuntur aliqua in Navi ad Subditos alterutrius pertinente, nec eos inde avelli, aut auferri licebit, exceptis tantum Ducibus sive Officialibus hostilibus.

IX. Quod si Sacra Regia Majestati Sueciae aut Celsitudini Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii visum fuerit, aut necessitas jussit, Naves Mercatorias quibusdam Navibus Bellicis ad majorem earundem Navium Mercatarum securitatem ac Praesidium comitari, liberum id eis fasque erit, praecise tamen injungent dictarum Praesidiarum Navium Praefectis, ne quid hostile moliantur adversus Subditos aut Foederatos alterutrius, tam in eundo quam redeundo, quamdiu hi Praesidiarii muneris officio

ANNO  
1675.

ANNO  
1675.

cio perfuncti ad Portum, unde egressi sunt, reversi non fuerint.

X. Quemadmodum Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii inter sese, hoc ipso convenerunt & statuerunt, quod nemo respectivè Subditorum vel Incolarum eorum Armaturam Navalem exercere audeat, quam vulgo *Commissievaerders* vocant, nec passuros esse, ut pro talibus quacunque ratione quispiam respectu Subditorum alterutrius Partis se gerat, ita interdicerent verabuntque iisdem præterea, ne cuicumque alteri Principi aut Statui operam addicant, aut Militiam ejus profiteantur ad infestandas, detinendas, aut quacunque molestia turbandas Naves Mercatorias, bona Mercesque ad Subditos aut Incolas Partis alterutrius pertinentes, sub pœna corporis & bonorum.

XI. Interdicerent verabuntque præterea Sacra Regia Majestas Sueciæ, & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, utrinque Naves Mercatorias, Bona Mercesque ad Subditos alterutrius pertinentes, & ex iis sub alterutrius cujuscunque Principis nomine captas detentasque in Portus alterutrius recipere aut receptum dare.

XII. Avocabunt præterea tam Sacra Regia Majestas Sueciæ, quam Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, omnes & singulos Subditos, qui ad infestandas prædictas Naves Mercatorias, Merces & Bona aut quicquam eorum operam suam alteri cuicumque Principi aut Statui jam nunc addixerunt, quatenus illi nondum ancoras & vela solverint, sub pœna corporis & bonorum.

XIII. Respectu vero eorum qui jam ante vela solverunt curabunt, Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, ut hi intra spatium trium mensium ab incœpto desistant, eamque quam aliis Principibus aut Statibus addixerant operam, renuntient, sub præfata pœna corporis & bonorum.

XIV. Quemadmodum vero exiguum pœne pro securitate Commerciorum & Navigationis, quæ Pactis hisce intenditur actum videbitur, nisi a reliquarum etiam Partium Armatorum infestationibus, *Commissievaerders*, dictis, Mare omnimodo liberum evadat, ita proinde desuper in majorem horum Pactorum observantiam, utrinque conventum est, ut tam à parte Sacræ Regiæ Majestatis quam Celsitudinum Dominorum Ordinum Generalium omnis cura studiumque impendatur, quo suos uterque Confœderatos ad consimilem dictarum infestationum prohibitionem, quam fieri poterit ocuis persuadant, quemadmodum certa satis spes etiam affulget, eos ad Negotium tam salutare induci posse.

XV. Quandoquidem Commerciorum libertas sine Litterarum Mercatoriarum Commercio liberoque eandem transitu, vix possit reintegrari & subsistere, idcirco Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii omni opera & studio in id incumbunt, ut prædictis Litterarum & Postarum transitus non modo per utriusque Partis respectivè Terras, sed utriusque Partis Fœderatorum Ditiones & Provincias liber & neutiquam impeditus instituat, ita ut Litteræ sine ullo impedimento dehinc libere reciproce commeari possint.

XVI. Denique Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudines Dominorum Ordinum Generalium statim post Ratificationem harum Tabularum mandabunt, ut Subditi alterutrius quantocius libertati reddantur, & Naves, Merces, Pecuniæ, cæteraque denique omnia bona ad Subditos alterutrius pertinentia, & occasione hujus Belli capta, vel arresto detenta, Proprietariis restituantur, eisque concedatur, ire, agere, Naves, Merces, pecunias, prædictaque suâ Bona avehere, ubi id eis secundum hæc Pacta conventa liberum permiffumque est. Sub quo Paragrapho intelligantur non modo Merces, Naves, Pecuniæ & alia Bona, quæ à Subditis D. D. Ordinum Generalium, sed etiam quæ ante declarationem hujus Belli ab aliis capta, & in Belgii Portus investa sunt, si quæ autem ante hoc luctuosum Bellum controversiæ inter utriusque Subditos ortæ sint, hæc secundum priorum Pactorum tenorem æquè & justè terminentur.

Articulos hosce Commercii & Navigationis sincera & bona fide adimplendos atque à Sacra Regia Majestate Sueciæ & Celsitudine D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii ratos habendos, Ratificationesque, ab utraque Parte intra spatium quatuor mensium à die sub-

scriptionis, vel citius si fieri poterit, exhibendas, atque hic Holmiæ extradendas fore promittimus. In cujus rei fidem majorem nos supra nominati Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Deputati Commissarii, Egoque Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Minister in Aula altissime memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis Residentens manuum nostrarum subscriptione, sigillorumque impressione, Tabulas hasce firmavimus & munivimus. Actum Holmiæ die 26. Novembris, Anno 1675.

(L.S.) ED. EHRENSTEEN.

(L.S.) J. LAGERFELT. (L.S.) C.C. RUMPE.

(L.S.) NICOLAUS GYLDENSTALPE.

Cumque simul etiam convenerit, ut eorundem Articulorum Ratihabitio à Regia Sua Majestate & à nobis intra spatium quatuor Mensium à die subscriptionis vel citius si fieri poterit exhibeatur, & Holmiæ extradatur. Nos huic Conventioni satisficientes, prædictos Commerciorum & Navigationis Articulos per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratos habuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratos habemus. Promittentes insuper nos omnia & singula in præfatis Articulis contenta, bona fide præstituros, & adimpleturos, omnique ratione impedituros ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce majoris Sigilli nostri appensione muniti, & per Confessus nostri Præsidentem signari curavimus, ut & per primarium Graphiarum nostrum subscribi jussimus. Actum in Confessu nostro die 13. Mensis Martii, Anni 1676. *Signatum*, W. VAN HEUCKELOM, vt. Ad Mandatum aitememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *Signatum*, H. FAGEL.

RATIFICATIO Regiæ Majestatis Sueciæ. Holmiæ 13. Januarii 1676. [Copie Manuscrite & sûre.]

NOS CAROLUS Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorum Rex (*totus Titulus*) notum testatumque facimus, quod cum præsentibus Belli flammis ad certos Navigationis & Commerciorum Articulos incundos à Celsis ac Præpotentibus D. Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii decenter requisiti sumus, nos quoque nihil desiderari à nostra parte volumus, quod non modo Commercii promovendis & conservandis, sed etiam antiquæ amicitia, & potissimum Paci restaurandæ quoquo modo conferre possit, interque Partium utrinque constitutos Commissarios & Plenipotentiarios modo sequenti conventum sit.

*Inferatur Tractatus.*

Proinde Nos Carolus Dei Gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque Rex (*totus Titulus*) supra dictos Articulos, laudare & ratihabere volumus, quemadmodum hisce laudamus, confirmamus, & ratificamus, promittentes eos omnes ac singulos bona fide nos servaturos, nec passuros esse, ut à nostra parte ullo modo violentur. In quorum fidem ac robur præsentis manu propria subscriptas Sigillo nostro Regio majori muniti jussimus. Actum Wenesburgi die decimo tertio Januarii, Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo sexto. *Signatum*, CAROLUS, & *inferius* H. HOCHHUSEN, cum appendente Sigillo majori in Capsula argentea.

CONVENTIO de Formula Passeportuum. Holmiæ 21. Junii 1676. [Copie Manuscrite & sûre.]

Quandoquidem de certa Salvi Conductus vel Passeportus Formula utriusque Partis Plenipotentiarii virtute Articuli VI. Commerciorum Tractatus inter se se convenerunt, hic inferius inserta, quam utriusque Partis Subditi sequi & observare tenentur;

*Titulus.*

Notum testatumque facimus, Quod die . . . . . Mensis . . . . . Anni . . . . . coram nobis comparuerit Sub-

ANNO  
1675.



ANNO 1675. Subditus ac Civis Civitatis . . . . . atque sub fide il-  
 lius Juramenti, quo nobis oblitus est, declaraverit,  
 quod Navis . . . . . circiter Lassarum capax perti-  
 neat ad Civitatem . . . . . nostram Ditionis, jam  
 verò de Portu . . . . . iter destinaverit versus . . . . .  
 indeque rursus in Patriam, aut aliò prout commodum  
 visum fuerit, itura sit; idcirco cum post exactam exa-  
 minationem sufficienter nobis constet, dictam Navim  
 liberam esse, & verè ac realiter pertinere ad Subditos  
 nostros; ab omnibus proinde ac singulis Terrarum,  
 Mariumque Potestatis, Regibus, Principibus, Rebus  
 publicis, ac liberis Civitatibus, nec non Bellorum Ducibus,  
 Thalassiarum, Generalibus, Officialibus, Por-  
 tuumque Præfectis, aliisque omnibus, quibus custodia  
 aliqua Portus aut Maris commissa est, quibuscunque  
 Navim hanc navigando obviam venire, quorumcunque  
 in Classes fortè incidere & transire, aut in Portibus  
 morari contigerit, respectivè humiliter, officiosè &  
 amicè requirimus, ut ratione Fœderum & amicitiae,  
 quæ unicuique aut Superioribus cujuscunque est, ac  
 nobiscum intercedit, dictum Navarchum cum Navi  
 . . . . . & Personis, rebus & Mercimoniis ad eundem  
 spectantibus, sine impedimento ac molestis itinera sua  
 liberè prosequi permittant, eique tanquam Subdito nostro  
 cum Navi sua omnia humanitaris officia exhibeant,  
 eadem vicissim à Nobis, omnibusque nostris Ministris  
 & Subditis in pari vel alio casu experturi. In cujus rei  
 fidem hasce &c. . . . . Dabuntur . . . . . die  
 . . . . . Anni . . . . .

Itaque eandem tanquam genuinam normam statuere,  
 cujus tenorem in prædicto Articulo indigitati Officia-  
 les, uniuscujusque tamen habità in Curialibus Statutis &  
 Conditionis suæ ratione sequi teneantur, eidemque cir-  
 càm commutationem dicti Tractatus in majorem certitu-  
 dinem subscribere visum fuit. Actum Holmiæ 21. Junii  
 1676. *Signaturis.*

(L.S.) ED. EHRENSTEEN.

(L.S.) J. LAGERFELT. (L.S.) C.C. RUMPF.

(L.S.) NICOLAUS GYLDENSTALPE.

CXLIX.

30. Dec. *Declaration qui sert à expliquer certains Arti-  
 cles de Traitez de Marine, conclus, entre CHAR-  
 LES II. Roi de la Grande Bretagne, & les  
 Etats Généraux des PROVINCES-UNIES  
 le 23. Fevrier 1667. & 17. jour de Decembre  
 1674. Faite à la Haye le 30. Decembre, 1675.  
 [Manuscrit.]*

L'ANGLE-  
 TERRE ET  
 LES PRO-  
 VINCES-  
 UNIES.

D'Autant que quelques difficultez sont survenues  
 touchant l'interpretation de certains Articles tant  
 dans le Traité de Marine qui fut conclu le 17. jour de  
 Decembre, 1674. que dans celui qui fut conclu le 23.  
 Fevrier, 1667. entre le Roi de la Grande Bretagne d'une  
 part, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des  
 Pais-Bas de l'autre, au sujet de la liberté de leurs Su-  
 jets respectifs de traffiquer dans les Ports des Ennemis,  
 de l'une ou de l'autre des Parties, Nous Guillaume  
 Temple, Chevalier Baronet Ambassadeur Extraordinaire  
 de Sadite Majesté de la Grande Bretagne au nom &  
 de la part de Sadite Majesté; Et Nous Guillaume van  
 Heuckelom, Daniel van Wyngaerden, Seigneur de  
 Werckendam, Gaspar Fagel Conseiller & Pensionnaire  
 de Hollande, & de West-Frise, Jean de Mauregnault,  
 Jean Barou de Rede & Renswoude, Guillaume de Ha-  
 ren Grietman of the Bilt, Henry ter Berg, & Luc Al-  
 ting, Deputez en l'Assemblée desdits Etats Généraux  
 pour les Etats de Gueldres, Hollande, Zelande, U-  
 trecht, Frise, Over-Iffel, Groningue, & des Om-  
 melandes, au nom, & de la part desdits Etats Géné-  
 raux, ont déclaré, comme nous declaronz par ces pre-  
 sentes, que le veritable sens & intention desdits Arti-  
 cles est, & doit être, que les Navires & Vaisseaux ap-  
 partenans aux Sujets de l'une ou l'autre des Parties,  
 peuvent, & pourront, à commencer du temps que les-  
 dits Articles ont été conclus, non seulement passer,  
 traffiquer, & negocier d'un Port ou Place neutre, dans  
 une Place Ennemie de l'autre Partie, ou d'une Place  
 Ennemie dans une Place neutre; mais aussi d'un Port  
 ou Place Ennemie, dans un Port; ou Place Ennemie

TOM. VII. PART. I.

de l'autre Partie, soit que lesdites Places appartiennent  
 à un même Prince ou Etats; ou à divers Princes ou  
 Etats avec lesquels l'autre Partie sera en Guerre. Et  
 nous declaronz que c'est-là le sens & la signification  
 veritable & naturelle desdits Articles, en consequence  
 dequoy nous jugeons que lesdits Articles doivent être  
 observez & exécutez en toutes occasions de la part de  
 Sadite Majesté, & de celle desdits Etats Généraux, &  
 de leurs Sujets respectifs, de telle sorte neantmoins  
 que ladite Declaration ne pourra pas estre alleguée par  
 aucune des Parties, pour des choses qui soient arrivées  
 avant la conclusion de la dernière Paix du Mois de  
 Fevrier, 1674. Et nous promettons que ladite Declara-  
 tion sera ratifiée par Sadite Majesté, & par lesdits Etats  
 Généraux, & que dans deux Mois, ou plustost s'il est  
 possible, à compter du jour de la date de la susdite  
 Declaration, les Ratifications en seront apportées à la  
 Haye pour y être échangées. En témoignage dequoy  
 nous avons signé ces presentes à la Haye le 30. jour de  
 Decembre 1675.

Signé.

(L.S.) W. TEMPLE. (L.S.) W. HEUCKELOM.

(L.S.) D. VAN WYNGAERDEN.

(L.S.) GASPAR FAGEL.

(L.S.) J. MAUREGNAULT.

(L.S.) JEAN Barou van REDE  
 Vrybeer van RENSWOUDE.

(L.S.) W. HAREN.

(L.S.) H. TER BERGH.

(L.S.) L. ALTING.

CL.

*Articles of Peace & Commerce between the most  
 Serene Prince CHARLES II. King of Great  
 Britain, and the most Illustrious Lords, HA-  
 LIL Bashaw, IBRAIM Dey, Aga, Divan,  
 and Governours of the noble City and Kingdom  
 of TRIPOLY in Barbary; Concluded the 5  
 day of March Old Style; and the Year of Jesus-  
 Christ 1676. being the last day of the Moon Zel-  
 hedga and the Year of the Hegira 1086. [Sur  
 l'Imprimé à Londres by his Majesties com-  
 mand by the assings of John Bill, and Chris-  
 topher Barker. 1676. in IV.]*

1675.

1676.

17. Mars.

C'est-à-dire,

*Articles du Traité de Paix & de Commerce conclu  
 entre le Serenissime Prince CHARLES II. Roi  
 de la Grande Bretagne & les Illustres Seigneurs  
 HALI Bacha, IBRAIM Dey, Aga, Divan,  
 & Gouverneurs de la Ville & Royaume de  
 TRIPOLI en Barbarie, le 5. de Mars Vieux  
 Stile l'an de Jesus-Christ 1676. & le dernier jour  
 du Mois (1) Zelhedga l'an de l'Hegire 1086.*

I. IN the first place it is agreed and concluded,  
 That from this day, and for ever forward, there  
 be a true, firm and inviolable Peace between the most  
 Serene King of Great Britain, France and Ireland, De-  
 fender of the Christian Faith, &c. and the most Illus-  
 trious Lords, the Bashaw, Dey, Aga, Divan and  
 Governours of the City and Kingdom of Tripoli in  
 Bar-

(1) Zelhedga dernier Mois de l'année des Turcs, qu'on peut aussi  
 écrire, & prononcer Zilkge, ou Zilkge, & qu'on appelle encore  
 Dulhedgia, ou Dulhedgiadab. Au reste cette date differe d'un an entier  
 du Calcul de Nicolas Moler, qui a été suivi par le Pere Labbe, &  
 par Riccoli, [Dufin.]

ANNO

1675.

1676.

*Barbary*, and between all the Dominions and Subjects of either side, and that the Ships or other Vessels, and the Subjects and People of both sides, shall nor henceforth do to each other any harm, offence or injury, either in word or deed, but shall treat one another with all possible respect and friendship.

II. That any of the Ships or other Vessels belonging to the said King of *Great Britain*, or to any of His Majesties Subjects, may safely come to the Port of *Tripoli*, or to any other Port or place of that Kingdom, or Dominions thereunto belonging, freely to buy and sell, without the least disturbance, paying the usual Customs as in former times hath been paid for such goods as they sell, and for the goods they sell not, they shall have free liberty to carry on board of their own Ships, without paying any duties for the same, and when they please they shall freely depart from thence, without any stop, hindrance, or molestation whatsoever.

III. That all Ships and other Vessels, as well those belonging to the said King of *Great Britain*, or to any of His Majesties Subjects, as also those belonging to the Kingdom or People of *Tripoli*, shall freely pass the Seas, and Traffique where they please, without any search, hindrance, or molestation from each other; and that all persons or Passengers of what Country soever, and all Moneys, Goods, Merchandises and moveables, to whatsoever People or Nation belonging, being on board of any the said Ships or Vessels, shall be wholly free, and shall not be stopped, taken or plundered, nor receive any harm or damage whatsoever from either party.

IV. That the *Tripoli* Ships of Warr, or other Vessels thereunto belonging, meeting with any Merchant Ships or other Vessels of the King of *Great Britain*'s Subjects, not being in any of the Seas appertaining to His Majesties Dominions, may send on board one single boat with but two Sitters, besides the ordinary Crew of Rowers, and no more but the two Sitters to enter any of the said Merchant Ships or any other Vessels, without express leave from the Commander of every such Ship or Vessel, and then upon producing unto them a Pass under the hand and seal of the Lord High Admiral of *England*, the said Boat shall presently depart, and the Merchant Ship, or Ships, Vessel or Vessels shall proceed freely on her or their Voyage: and although the Commander or Commanders of the said Merchant Ship or Ships, Vessel or Vessels produce no Pass from the Lord High Admiral of *England*, yet if the major part of the said Ships or Vessels Company be Subjects to the said King of *Great Britain*, the said Boat shall presently depart, and the Merchant Ship or Ships, Vessel or Vessels shall proceed freely on her or their Voyage: and if any of the said Ships, of War, or other Vessels of His said Majesty meeting with any Ship or Ships, Vessel or Vessels belonging to *Tripoli*, if the Commander or Commanders of any such Ship or Ships Vessel or Vessels, shall produce a Pass signed by the Chief or Governours of *Tripoli*, and a Certificate from the *English* Consul living there; or if they have no such Pass or Certificate, yet if the major part of their Ships Company or Companies, be Turks, Moors, or Slaves belonging to *Tripoli*; then the said *Tripoli* Ship or Ships, Vessel or Vessels shall proceed freely.

V. That no Commander or other person of any Ship or Vessel of *Tripoli* shall take out of any Ship or Vessel of His said Majesties Subjects, any person or persons whatsoever, to carry them any where to be examined, or upon any other pretence, nor shall use any torture or violence to any person of what Nation or Quality soever, being on board any Ship or Vessel of His Majesties Subjects, upon any pretence whatsoever.

VI. That no Shipwrack belonging to the said King of *Great Britain*, or to any of His Majesties Subjects, upon any part of the Coast belonging unto *Tripoli*, shall be made or become Prize; and that neither the goods thereof shall be seized, nor the men made Slaves, but that all the Subjects of *Tripoli* shall do their best endeavours to save the said Men and their goods.

VII. That no Ship or any other Vessel of *Tripoli* shall have permission, to be delivered up, or to go to any other place in enmity with the said King of *Great Britain* to be made use of as Corsairs or Sea Rovers against His said Majesties Subjects.

VIII. That none of the Ships or other smaller Vessels of *Tripoli* shall remain cruising near His said

Majesties City and Garrison of *Tangier*, or in sight of it: nor any other way disturb the Peace and Commerce of that place.

IX. That if any Ship or Vessel of *Tunis*, *Algiers*, *Tetuan* or *Sally*, or any other place being in Warr with the said King of *Great Britain*, bring any Ships, Vessels, Men or Goods belonging to any of His said Majesties Subjects to *Tripoli*, or to any Port or place in that Kingdom, the Governor there shall not permit them to be sold within the Territories of *Tripoli*.

X. That if any of the Ships of Warr of the said King of *Great Britain* do come to *Tripoli*, or to any other Port or place of that Kingdom with any Prize, they may freely sell it, or otherwise dispose of it at their own pleasure, without being molested by any; And that His Majesties said Ships of Warr shall not be obliged to pay Customs in any Port; And that if they shall want Provisions, Victuals, or any other things, they may freely buy them at the Rates in the Market.

XI. That when any of His said Majesties Ships of Warr shall appear before *Tripoli*, upon notice there of given to the *English* Consul, or by the Commander of the said Ships to the Chief Governours of *Tripoli*, publick Proclamation shall be immediately made to secure the Christian Captives; and if after that any Christians whatsoever make their escape on board of any of the said Ships of Warr, they shall not be required back again, nor shall the said Consul, or Commander, or any other His said Majesties Subjects be obliged to pay any thing for the said Christians.

XII. That if any Subjects of the said King of *Great Britain* happen to die in *Tripoli*, or its Territories, his Goods or Moneys shall not be seized by the Governours or any Minister of *Tripoli*, but shall all remain with the *English* Consul.

XIII. That neither the *English* Consul nor any other Subject of the said King of *Great Britain* shall be bound to pay the Debts of any other of His Majesties Subjects, except that they become Surety for the same by a publick Act.

XIV. That the Subjects of His said Majesty in *Tripoli* or its Territories, in matter of controverfie, shall be liable to no other Jurisdiction but that of the Dey or Divan, except they happen to bear difference between themselves; in which case they shall be liable to no other determination, but that of the Consul onely.

XV. That in case any Subject of His Majesty being in any part of the Kingdom of *Tripoli* happen to strike, wound or kill a Turk or a Moor, if he be taken, he is to be punished the same manner, and with no greater severity then a Turk ought to be, being guilty of the same offence; but if he escape, neither the said *English* Consul, nor any other of His said Majesties Subjects shall be in any sort questioned or troubled therefore.

XVI. That the *English* Consul now or at any time hereafter living in *Tripoli*, shall be there at all times with entire freedom and safety of his Person and Estate; and shall be permitted to choose his own Druggerman and Broker, and freely to go on board any Ship in the Road, as oft en and when he pleases: And to have the liberty of the Country; and that he shall be allowed a place to pray in; and that no man shall do him any injury in word or deed.

XVII. That not onely during the continuance of this Peace and Friendship, but likewise if any breach or War happen to be hereafter between the said King of *Great Britain* and the City and Kingdom of *Tripoli*, the said Consul, and all other His said Majesties Subjects inhabiting in the Kingdom of *Tripoli*, shall always, and at all times both of Peace and War have full and absolute liberty to depart, and go to their own or any other Country upon any Ship or Vessel of what Nation soever they shall think fit, and to carry with them all their Estates, Goods, Families and Servants, although born in the Countrey, without any interruption of hindrance.

XVIII. That no Subject of His said Majesty, being a Passenger from, or unto any Port, shall be any way molested or medled with, although he be on board any Ship or Vessel in camity with *Tripoli*.

XIX. That whereas a War hath lately happened between the most Serene King of *Great Britain* and the most Illustrious Lords, *Halil Bassa*, *Ibrahim Dey*, *Aga*, *Divan*

ANNO

1675.

1676.

ANNO 1675. Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of Tripoli in Barbary, by reason of the injuries done to the King of Great Britain and His Subjects, by the Government and People of Tripoli, contrary to the Article of Peace, We Hali Bassa, Ibraim Dey, Aga, Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of Tripoli in Barbary, do acknowledge the injuries done, and that the breach of the Peace between His most Excellent Majesty the King of Great Britain and us of Tripoli, was committed by our Subjects, for which some are banished, and some fled from our Justice; and for further satisfaction to His most Excellent Majesty, for the breach of Articles, we are sorry for the same, and do by these engage to set at Liberty and deliver unto the Right Honourable Sir John Narbrough Knight, Admiral of His Majesties Fleet in the Mediterranean Seas, all English Captives residing in the City and Kingdom of Tripoli and Dominions thereunto belonging, without paying any ransom for them: And likewise by setting at liberty and delivering unto the said Sir John Narbrough Knight, all other persons taken under English Colours, without paying any ransom for them, and by paying Eighty Thousand Dollars in Moneys, Goods and Slaves to the aforesaid Sir John Narbrough Knight. And moreover, We do engage our selves and Successors, That if any injuries for the future be done contrary to these Articles by the Government and People of Tripoli, to the King of Great Britain and His Subjects; if upon demand of satisfaction from the Government and People of Tripoli, We or they refuse or deny to give satisfaction therefore, so that a War be occasioned thereby between the King of Great Britain and the Government and People of Tripoli, We do engage Our selves and Successors to make restitution for the injuries done; and likewise to make satisfaction to the King of Great Britain for the full charge and damage of that War.

XX. That no Subject of the King of Great Britain, &c. shall be permitted to turn Turk or Moor in the City and Kingdom of Tripoli, being induced thereunto by any surprisal whatsoever, unless he voluntarily appear before the Dey or Governour with the English Consuls Druggerman three times in twenty four hours space, and every time declare his resolution to turn Turk or Moor.

XXI. That at all times when any Ship of War of the King of Great Britain, &c. carrying His said Majesties Flag at the Main Topmast-head, appear before the said City of Tripoli, and come to Anchor in the Road; that immediately after notice thereof given by His said Majesties Consul, or Officer from the Ship, unto the Dey and Government of Tripoli, they shall in honour to His Majesty cause a salute of One and Twenty Cannon to be shot off from the Castles and Forts of the City, and that the said Ship shall return an answer by shooting off the same number of Cannon.

XXII. That presently after the signing and sealing of these Articles by us Hali Bassa, Ibraim Dey, Aga, Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of Tripoli, all injuries and damages sustained on either part shall be quite taken away and forgotten, and this Peace shall be in full force and verue, and continue for ever: And for all depredations and damages that shall be hereafter committed or done by either side, before notice can be given of this Peace, full satisfaction shall be immediately made, and whatsoever remains in kind shall be instantly restored.

XXIII. That whensoever it shall happen hereafter that any thing is done or committed by the Ships or Subjects of either side, contrary to any of these Articles, satisfaction being demanded therefore, shall be made to the full, and without any manner of delay; and that it shall not be lawful to break this Peace, until such satisfaction be denied: And our Faith shall be our Faith; and our Word our Word; and whosoever shall be the cause of the breaking of this Peace, shall assuredly be punished with present death.

Confirmed and Sealed in the presence of Almighty God the 5<sup>th</sup> day of March Old Style, and the Year of Our Lord Jesus-Christ 1675, being the last day of the Moon Zelhedga, and the Year of the Hegira 1086.

(L.S.) Bathaws Seal.  
(L.S.) Deys Seal.  
(L.S.) Aga's Seal.

CLI.

ANNO  
1676.

Mars.

Fœdus Defensivum inter Regem HISPANIÆ, & Dominos Ordines Generales Fœderati BELGII ab una, & PHILIPPUM WILHELMUM Comitem Palatinum Rheni, & Ducem Neoburgicum parte ab altera. Actum (1) mense Martio 1676.  
[Tiré de la Regiltrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

**A**Micitia, Correspondentia, & unio cum semper exoptabilis sit inter Principes & Status vicinos, ea certe, si unquam nunc necessaria est periculosis istis temporibus, quæ defectu bonæ unionis, invasionibus, & devastationibus Provincias cuique exponunt, & quemadmodum Deus imposuit obligationem omnibus Regentibus providendi conservationi suorum Subditorum, ita iste principalis & unicus scopus hujus Fœderis est, in tantum, ut Confœderati non intendant ullum offendere, sed tantum conservare velint suos Status & Provincias, & juvante gratiâ Divinâ reducere Pacem & quietem in hac viciniâ.

I. Propterea ad finem istum Confœderati invicem promittunt non solum bonam, & sinceram amicitiam, & Correspondentiam, bonis suis officiis, toties quoties potuerint, invicem procurandi omnia possibilia emolumenta, sed etiam sibi mutuò assistendi contra omnes inimicos præsentis & futuros, & contra omnes illos qui durante hoc Bello intervenient, prout sequitur.

II. Sua Serenitas promittit spatio unius mensis post signaturam præsentis Tractatus, ultra sua præsidia ordinaria, sistere quater mille Pedites, quingentos Equites, & quingentos Dragonos, eosque sustentare.

III. Regia Catholica Majestas & Status Generales promittunt statim post signatos hosce Tractatus Serenitati suæ Subsidiorum loco pro scribendo Milite solvere 36000. Imperialium, solutione æquis partibus inter suam Regiam Majestatem & Status Generales dividendâ.

IV. Pro sustentatione dicti Militis singulis mensibus eadem Medietatis proportionem, Regia Sua Majestas, & Status Generales solvent 2000. Imperialium paratâ pecuniâ, duodecim menses per annum numerando.

V. Memoratâ Copiâ distribuentur in sex Legiones, quarum quatuor Pedites, unam Equites, Dragonique itidem unam constituent.

VI. Initium solutionis Menstruæ fiet quamprimum Serenitas sua completum habuerit numerum dicti Militis, idque nuntiaverit Majestati suæ, ejusdemve Gubernatori Generali, & Præpotentibus Statibus unitis.

VII. Quolibet Mense solutio anticipatò fiat sine defectu, continuanda tandem, quam hoc Bellum duraverit.

VIII. Liberum sit Confœderatis lustrare dictas Copias simul, vel partem earum seorsim, juxta modum communi consilio statuendum, debebuntque Officiales obedire mandatis, quæ dabantur hac in re omnium consensu approbata.

IX. Operabuntur Milites, ubi Sacra Cæsarea Majestas Imperium, & Confœderati per majora judicaverint, magis proficuum; sive ad Rhenum, sive ad Mosellam, sive ad Mosam sive alibi, & casu quo cum exercitu Imperatoris vel seorsim, si Sua Majestas Cæsarea eos aliorum occupati pro bono causâ communis consultum judicaverit, vel etiam conjungi cum Hispanis, Hollandisve per omnia cum aliis æqualiter tractandi sint, tam in Hospitationibus, pabulis, quam aliis necessitatibus & commoditatibus, procureruntque, ut ubicunque fuerint, panem & reliqua, justo saltem pretio habere possint.

X. Verum quemadmodum Confœderati satis bene comprehendunt, quantum interit causâ communis, Serenitatis suæ Ditiones, & munimenta, præsertim in Ducatu Juliacenâ sita, ab Hoste nequiquam occupari, ita

(1) La date de lieu & de jour qui manque ici, se peut suppléer par une Traduction Française du même Traité, qui se trouve dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue, Tom. I pag. 767. & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil Tom. IV. pag. 373. Elle y est marquée de la Haye le 26. Mars 1676. C'est aussi uniquement à quoi elle peut servir, car elle est au reste fort defectueuse, & l'Article separé y manque tout entier. [DUM.]

ANNO  
1676.

ita conventum est, quod, si immineret apprens periculum, non solum revocare suos Milites liberum sit Serenitati suæ, sed etiam sine ullo obstaculo, præstetur omnis facilitas, commoditas, & auxilium, imò Catholica Majestas, & Præpotentes Domini Generales Status prout necessitas, & Serenitas sua pro ratione periculi Ditionum suarum exegerit, suos proprios Exercitus prompto mittant subsidio, tam bonâ fide, & tantâ celeritate, vigore & zelo, sicut in similibus casibus pro propria salute facerent, Serenitatis suæ emolumenta in omnibus & per omnia æquiparaturi.

XI. E contra omnia Confœderatorum Fortilitia & Præsidia mutua serviant securitati, receptui, rei frumentariæ, & comæatus provisioni, statuaturque communi Consilio modus cohibendi commoditates, quas Hostium Præsidia ex Confœderatorum Provinciis hucusque extraxere.

XII. Confœderati semper convenient maturè & bona fide, de forma, modo, & propositis operationum, quibus durantibus quilibet Officiales in Consilio Bellico, impertiendis mandatis & Imperiis, aliisque omnibus occasionibus locum & ordinem tenebunt, ætati, senio, & dignitati convenientem.

XIII. Guarantiam & immunitatem promittunt Regia Catholica Majestas, & Præpotentes Domini Generales Status, pro Serenitatis suæ Provinciis, nominatim Ducatu Neoburgensi, Juliacensi, & Bergensi, & Dynastia Ravenstainensi ab omnibus Hospitationibus Hybernis, Exactionibus, Transitibus, Depradationibus, quantum quidem attinet ad proprios suos Milites. Quoad reliquos verò pollicentur interposituros se bona & efficacia officia, apud Sacram Cæsaream Majestatem aliosque Confœderatos, ut idem ex illorum parte fiat.

XIV. Et si exigente necessitate unius Confœderatorum Milites, per alterius Confœderati Ditiones transire opus foret, id non fiat, nisi prius de modo conveniatur, isque consentiat, & dirigat, per ejus Ditiones transeundum sit, servatis bono ordine, & exacta disciplina, solvaturque justo & rationabili pretio, quod ultra simplex pabulum (*fourage*) accipietur.

XV. Liberum esto Confœderatis, quas & quantalibet & licebit ab hostibus contributiones exigere, exceptis locis, ubi unus aut alter Confœderatorum contributiones suas jam stabiliverit.

XVI. Et sicut Serenitas sua magnos sumptus Præsidii, rei Tormentariæ & frumentariæ, aliisque Provisionibus, Fortificationibus, & mille aliis causis impendere debet, ultra id, quod constabit collectio & sustentatio dictarum Legionum, Regia Catholica Majestas & Præpotentes Domini Generales Status procurabunt pro Serenitatis suæ Milite bona Hyberna, sive in hostico, sive alibi, mediante assignatione Cæsareæ Majestatis in compensationem tantarum Expensarum, quibus promissa Subsidia non sufficiunt.

XVII. Confœderati non turbabunt, nec turbari permittent libertatem Commercio ex unius Provincia in alterius Ditionem, sive obligando Subditos ad reddendos Salvos Conductus, sive imponendo Gabellas & exactiones ante hoc Bellum inusitatas, Personis, Equis, Curribus, sive reddendo vias minus tutas & securas excursionibus &c. Dabunturque mandata, ut hujusmodi abusus & excessus imposterum non amplius committantur, concessa unicuique potestate, omni quo fieri poterit meliori modo comprehendendi Transgressores, sive Officiales fuerint, sive gregarii Milites, remittendi, casu quo vivi fuerint capti, ad proxima Præsidia, vel Officiales, severâ & exemplari castigatione & punitione usuros.

XVIII. Post conclusum istum Tractatum nullus Confœderatorum poterit facere Tractatum Armistitii, vel Treugæ cum hoste, nisi conjunctim, & communi consensu, sed casu quo ineunda esset aliqua negotiatio sive Pacis, sive Treugæ, ea institui nequeat per unum, sine participatione aliorum Confœderatorum, eodem tempore ipsis faciendâ, & quamprimum impetraverit pro se, obtineat etiam pro Confœderatis eandem facultatem & securitatem pro aliorum Ministris ad locum Tractatus mittendis.

XIX. Obligati sunt etiam Confœderati ad reciprocam & fidelem communicationem illius, quid tempore dicti Tractatus fiat, & nullus ad conclusionem Pacis, aut Armistitii ad aliquot annos procedat, non comprehensis aliis, & si petant, restitutis, in suos Status, Provincias, Civitates, & Munimenta, Usus, & Exercitium Jurium & Libertatum, quæ fuerant antea con-

ANNO  
1676.  
fucta, & usitata ante hoc Bellum. Imo eadem Guarantia pro aliis, idem jus, Libertates, exemptiones paciscenda sunt, quæ sibi ipsi quis stipulatus fuerit, nisi in hoc puncto Confœderati inter se aliter convenissent.

XX. Ratificationes à Regia Catholica Majestate & Confœderatis Statibus debitâ & bonâ formâ intra sex septimanas extradantur per Plenipotentiarios Regiæ Catholicæ Majestatis & Præpotent. Dom. General. Stat. qui Tractatui huic subscribere. Interim Exemplaria signata & Sigillo Serenitatis suæ corroborata committantur Ministris Serenissimi Electoris Brandeburgici Hagæ-Comitis extradanda, quamprimum Serenitas sua acceperit 3600. Imperial. de quibus dispositum est superius Articulo tertio. Actum Mensis Martii 1676.

### Articulus Separatus.

**L**icet nonus Articulus Tractatus inter Regiam Catholicam Majestatem & Præpot. Dominos Generales Status ex unâ, & Serenissimum Principem Palatinum Ducem Neoburgicum ex altera parte hodie conclusi præ se ferat, quod Legiones dictæ suæ Serenitatis operaturæ sint, ubi Sua Cæsarea Majestas, Imperium, & supradicti Confœderati per pluralitatem votorum pro bono causæ communis judicaverint proficuum, nihilominus hoc Articulo separato conventum est, quod hoc regulandum non sit, nisi juxta pluralitatem votorum trium horum Confœderatorum supradicti Tractatus, ita tamen, ut hæc ordinatio semper fiat per approbationem (concerto) & consensum Sæ Cæsareæ Majestatis. In cujus fidem factus & signatus est Articulus iste, æque observandus ac ipse Tractatus principalis 26. Martii 1676.

### CLII.

*Traité (1) entre Louis XIV. Roi de France, 23. Mai. & FERDINAND Evêque & Prince de Munster & de Paterborn, pour détacher ce Prince de la parti des Alliez, & pour l'engager dans ses Intérêts. Fait le 23. Mai 1676. [Lettres & Negociations des Ambassadeurs de France à la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 94.]*

**L**es Facilités que le Roi apporte encore tous les jours à la Paix, au milieu des heureux progres de ses Armes, ayant fait connoître à Monsieur l'Evêque de Munster, l'injustice des Ennemis de Sa Majesté, à répondre à de si favorables propositions; Et Son Altesse (2) connoissant aussi bien que la prise du Duché de Brême, qui est si légitimement acquis à la Suede, que le Traité de Westphalie est contraire aux mêmes Traitez, apporeroit de nouveaux obstacles à la Paix générale; elle a crû qu'elle ne pouvoit mieux contribuer à les detourner, qu'en travaillant à empêcher la perte de cette Province, & en faisant avec le Roi, une nouvelle Alliance qui le mette en état d'y réussir, & de s'opposer aux Ennemis qu'une si juste résolution pourra lui attirer. Monsieur l'Evêque de Munster a aussi résolu de prendre des mesures avec le Roi, pour mettre sa personne & ses Etats en sureté, contre la haine & la mauvaise volonté que les Etats Généraux des Provinces-Unies ont continué de lui témoigner, depuis mêmes que par leurs artifices, ils l'ont attiré dans leur parti; & Sa Majesté ayant été informée, & desirant lui faire connoître la puissante protection qu'il doit attendre d'elle, & l'estime particulière qu'elle a toujours eu pour Son Altesse, aussi-bien que le cas qu'elle fait de son Alliance, Sadite Majesté a donné Pouvoir au Sieur Bidal, Conseiller en ses Conseils, & son Resident en la basse Allemagne, de prendre avec Monsieur l'Evêque de Munster toutes les mesures conformes à un si juste dessein, & Son Altesse a commis le Sieur Vinggens son Député pour en convenir avec lui. Ils ont arrêté & signé les Articles qui suivent, après la communication reciproque de leurs Pouvoirs.

I. Mon-

(1) Ce Traité, quoi que signé des deux parts, ne fut point exécuté. Il échoua à la Ratification. [DUM.]

(2) Connoissant aussi bien &c. Il me paroît que ce passage est corrompu, soit par la faute des Copistes, ou par celle des Imprimeurs, & qu'il faut lire: Connoissant aussi, que la prise du Duché de Brême, qui est si légitimement acquis à la Suede, par le Traité de Westphalie, est contraire aux mêmes Traitez. [DUM.]

ANNO  
1676.

I. Monsieur l'Evêque de Munster, s'oblige non-seulement de dégager la Ville de Stade des Troupes Ennemies, qui la tiennent comme bloquée, mais de lui donner même du secours s'il est nécessaire, & de déclarer incessamment qu'il est résolu de secourir la Suede, dans la possession des Provinces de Breme & de Verden, qui lui sont légitimement acquises par les Traitez de Westphalie.

II. Après avoir ainsi contribué à dégager Stade, Monsieur l'Evêque de Munster se déclarera aussi contre les Hollandois, & pour la défense du Duché de Breme, commencera le vingt ou vingt cinquieme du Mois de Juin de la présente année au plûtard, & il entrera alors en action avec une Armée de quinze mille Hommes effectifs contre les Hollandois, & contre les Ennemis du Roi, excepté l'Empereur, pourvu que Sa Majesté Imperiale n'envoie pas ses Troupes dans le Duché de Breme, dont il entreprend la défense.

III. Si en haine de la résolution que Son Altesse prend de défendre le Duché de Breme, les Alliez attaquoient ses Troupes ou ses Soldats, je dis ses Etats, la résistance qu'il fera pour s'y opposer sera tenue pour une véritable Action, & aura la même force que la rupture portée ci-dessus.

IV. Monsieur l'Evêque de Munster recevra de la main du Roi un Subside pour les quinze mille Hommes, avec lesquels il s'engage d'agir, & celui qui sera de la part de Sa Majesté dans l'Armée de Son Altesse en pourra faire la Revnè tant en général, qu'en particulier.

V. Pour contribuer à mettre Monsieur l'Evêque de Munster en état de satisfaire plus facilement aux engagements de ce Traité, le Roi lui fera payer la Somme de trente deux mille Ecus blancs Monnoye de France, & cette Somme sera employée à l'entretien de ses Troupes.

VI. En considération des dépenses extraordinaires que Monsieur l'Evêque de Munster devra faire pour entrer en action, le Roi veut bien lui donner encore cent mille Ecus, payable la moitié le jour de la rupture, & l'autre moitié ensuite, en cinq mois consecutifs, sçavoir dix mille Ecus par mois, qui seroient avec les trente deux mille de l'Article précédent, quarante deux mille Ecus par Mois pendant lesdits cinq Mois.

VII. Le Roi s'oblige aussi de lui faire payer lesdits trente-deux mille Ecus un Mois d'avance, & les Lettres de change lui en seront délivrées, ou payées à Paris Monnoye de France; ainsi qu'il a été dit ci-dessus, mais aussi lorsque les Troupes de Monsieur l'Evêque de Munster auront pris des Quartiers dans le Pais Ennemi, en ce cas ladite Somme de trente-deux mille Ecus sera reduite à vingt mille Ecus par Mois, & cette réduction durera tant que Son Altesse jouira desdits Quartiers.

VIII. Sa Majesté ne sera tenue au payement de tous les Subsidés marquez ci-dessus, que lorsque Monsieur l'Evêque de Munster sera effectivement entré en Guerre contre les Hollandois, ou contre les autres Ennemis du Roi, avec quinze mille Hommes. En ce cas ils lui seront aussi-tôt payez ponctuellement en la forme portée dans les susdits Articles.

IX. En cas aussi que la Ville de Stade soit tellement pressée, que pour en détourner la perte, on n'ait pas le tems d'attendre la Ratification du present Traité, Monsieur l'Evêque de Munster entreprendra la défense, & le Secours de cette Place, avant ladite Ratification.

X. Les Subsidés seront payez de même à Son Altesse du jour qu'elle entrera en action, encore qu'il précède la Ratification.

XI. Le Roi veut bien consentir qu'il envoie sa cote part des Troupes, comme elle est réglée presentement, & Sa Majesté s'oblige, de même comme Monsieur l'Evêque de Munster de son côté, de ne point faire la Paix, ni de Trêve sans sa participation, & d'avoir un soin particulier de ses avantages.

XII. Sa Majesté rendra auprès du Roi de Suede à Monsieur l'Evêque de Munster, tous les bons offices qui dépendront de Sa Majesté pour lui faire ceder ses Baillages de Wilhausen & de Thendenksen, dépendans du Duché de Breme, & lui en donnera sa Garantie si la Suede y consent.

XIII. Comme tous les engagements du present Traité n'ont pour but, que l'avancement de la Paix, tous les Princes qui auront les mêmes bonnes intentions pourront y entrer aux mêmes conditions, & le Roi fera ce qui sera possible pour porter sur tout Monsieur le Duc d'Hanover à prendre les mêmes engagements,

sans pourtant que cette condition puisse empêcher, ou retarder l'exécution du present Traité, qui durera jusques à la Paix générale.

Tous les Articles ci-dessus, seront ratifiez en bonne forme par le Roi, & par Monsieur l'Evêque de Munster dans un Mois, ou plûtôt s'il est possible. En foi de quoi, ledit Sieur Bidal de la part de Sa Majesté, & le Sieur Vingtgens de celle de Son Altesse ont signé.

ANNO  
1676.

## CLIII.

*Conventio inter CAROLUM XI. Regem Suecie 24. Junii, & Ordines Generales FOEDERATORUM BELGII PROVINCICIARUM de Formulâ Passportium, hinc inde concedendorum. Holmiae die 24. Junii 1676. [Voyez-la ci-devant sous le 26. Novembre 1675.]*

## CLIV.

*Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France, contre le Roi de DANEMARCK. Du vingt-huitième Août 1676. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]*

*De par le Roi.*

SA Majesté sçachant qu'an préjudice du Traité de Paix signé à Copenhagen en l'année 1660. entre la Suede & le Danemark, de l'exécution duquel Sa Majesté a donné sa Garantie; le Roi de Danemark n'a pas laissé d'attaquer & faire la Guerre au Roy de Suede, sans que de sa part il ait aucunement contrevenu audit Traité de Paix, ni que les offices amiables que Sa Majesté a fait faire par son Ambassadeur auprès du Roi de Danemark, pour prévenir cette Guerre, l'ayent pu empêcher. Et Sa Majesté estimant qu'il y va de sa gloire de ne pas souffrir une telle contravention audit Traité, ni qu'un Prince avec qui elle est en Paix & Alliance, soit attaqué par ledit Roi de Danemark, sans s'en ressentir. Sa Majesté, pour les raisons & considérations susdites, a déclaré & declare par la presente, signée de sa main; avoir arrêté & résolu de faire la Guerre au Roi de Danemark, tant par Mer que par Terre. Enjoint pour cet effet Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus aux Sujets, Vassaux & Serviteurs dudit Roi de Danemark; & leur a défendu & défend d'avoir cy-aprés avec eux aucune Communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majesté a dès à present révoqué & révoque toutes Permissons, Passe-ports, Sauve-gardes & Sauf-conduits qui pourroient avoir esté accordés par Elle ou ses Lieutenans Generaux, & autres ses Officiers, contraires à la presente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Vermandois Amiral de France, aux Mareschaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Mareschaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de Cheval que de Pied, François, Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Presente ils fassent executer chacun à son égard dans l'estendue de leurs Pouvoirs & Jurisdctions. Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle entend que la Presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres, & autres Lieux de son Royaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. FAIT à Versailles le 28. jour d'Aoust 1676. Signé, LOUIS, Et plus bas, LE TELLIER.

## CLV.

*Recess zwischen Ihro Hochfürst. Gnaden Christoph<sup>II</sup> Août: Bernhard Bischoff von Münster / und Ihro Hochfürst.*

ANNO  
1676.

fürstl. Durchl. Georg Wilhelm und Rudolph Augustin Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg/wegen Conjunction der Waffen/agirung wieder die Feinde und Erhaltung der Bremischen Conquēten aufgerichtet. Bremer-Vörden den 29. Aug. 1676.  
[Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Recès, ou Traité entre le Reverendissime CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster, & les Serenissimes Ducs de Brunswick-Lünebourg, GEORGE GUILLAUME, & RUDOLPHE AUGUSTE, pour la jonction de leurs Armes, & pour maintenir l'occupation du Duché de Breme, contre la Suede. A Bremer-Vörd le 19-29. d'Août 1676.

Soll wissen demnach Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster / und Ihre Durchl. Herr Georg Wilhelm / und Herr Rudolph Augustus Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / beide Herzoglicher Röhren und Behrden / vermittelst Gottlichen beystandes durch ihre Waffen glücklich erobert / und sich berathschlaget / wie sie nach soldner erobering ihre Waffen conjungiren / und ferner wider die gemeine Feinde nützlich employeren / mithin auch sich bey den conquēsterten beiden Herzogthumben / bester gestalt und kräftigst garantiren mögten; so ist gut befunden und verglichen /

I. Daß Hochgedacht Ihre Hochfürstl. Gnad. zu Münster re. und der Herren Herzogen Durchl. zu vorbezagtem Ende / eine mit nöthiger Feld- Artillerie wohl versehene Armee von 24000. Mann auf die Weine und zusammen bringen / aufm nöthigfall dieselbe bis auf 30000. Mann verstärcken und vergrößern wollen.

II. Und seind Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster vor hochgedacht des erziehens / zu soldnen 24000. vor erst 8000. zu Fuß und 3000. zu Pferd und tausend Dragoner / auch bey einer jeden Bataglion die nöthige Feldstücke und Feuer-Mörser herzugeben.

III. Damit nun der intendirende zweck desto füglicher zu erreichen / soll abbesagte Armee jederzeit conjungirt bleiben / und nicht vertheilt noch distrahirt / vielweniger anderen Armeen unter oder beygegeben werden.

IV. Sollte aber von anderen eine Assistentz oder Volckshülff verlangt werden / köndten und sollen zu einer Belägerung oder ataque 4000. Mann zu Fuß / und mehr nicht / zu einer Feldschlacht oder invasion aber 4. bis in 6000. Reuther und Dragoner dem Hülff-begehrenden zugeschieket werden / und darzu Ihre Hochfürstl. Durchl. die eine halbscheid / die andere aber Ihre Durchl. die Herren Herzogen hergeben. Doch soll vorhero remandt / welcher das werck versichet / an den Ohrt / wo die action vorzunehmen / oder wo die Hülff verlangt wird / geschicket werden / um zu sehen / und zu examinieren / ob mit der action fort zukommen / und etwas fehrbarlichs auszurichten / und solle demnach dem befinden nach / mit beiderseits belibien und Consens mit der Hülff-Schickung verfahren werden.

V. Und weiln die Spanische und Hollandische Armeen an der rechten / und die Kayserl. mit den Crayß-Völckern an der linken seiten stehen / so ist auf vorgegangene Deliberation dienlich befunden worden / diese obgedachte Conjungirte Armee nach dem Rhein und der Mosel zu führen / und der endts nützlich agieren zu lassen / und soll der March sowohl wegen der eigentlichen zeit / als des wegs / auch wann und wor die conjunction geschehen solle / beiderseits concertirt und verglichen werden.

VI. So viel das Commando soldner beiderseits Troupen betrifft / nachdem des Herrn Herzogen Georg Wilhelms Hochfürstl. Durchl. in eigener Fürstl. Person mit nach der Mosel zu gehen / und denen Actionen bey zu wohnen resolvirt;

So haben hochsbenannte Ihre Hochf. Gnaden zu Münster deroselben / Ober-Commando Ihre dorthin gehende Troupen zu Ross und Fuß untergeben / dergestalt und also / daß in allen vorfallenden Kriegs-Operationen dero Generales von Ihrer Durchl. gehörige ordres nehmen / und dero Commando pariren sollen / dahingegen dann Ihre Durchl. versprechen / daß sie vor die Fürstl. Münsterische Völcker / gleichwie ihre eigene / deren Conservation und möglichste bey-behaltung forge tragen wollten.

VII. Im fall aber Hochgedachte Ihre Durchl. die Campagne quittiren und deren Troupen in eigener Person nit vorseyn könten / so soll einem jeden der beyden General-Leutenanten über das Ihme anvertraute Corpo das Commando verbleiben / dieselbe aber mit einander in beständigen guten vertragen und Communication leben / beiderseits Troupen-bestes suchen / und ihnen allerseits die Conservation derselben angelegen halten;

VIII. Den Kriegs-Rath anreichend / so wollen Ihre Durchl. darzu beiderseits Generalität / und über dieselbe die andern darzu verordnete jedesmalen convociren / und was dabey gut befunden und resolvirt wird / ungesamt executiren lassen.

IX. Gleichwie nun ein Corpo von dem andern in den Diensten / in wasserley occasion es auch seyn mögte / nicht beschworet werden sollen / Also sollen sie auch in denen Quartieren / welche über die beständige subsistentz-Quartiere / sambt anderen vorthellen so beiderseits Völckern gemein/in hostico zu erhalten / einer vor dem andern nicht verkürzet / sondern eine gleichheit gehalten / und die proportio nach Anzahl der Völcker darmit observirt werden.

X. Die Militair Jurisdiction bleibet einer jedwedem Generalität bey ihren Troupen besonders / jedamoch / daß bey dem sich ereignenden verbrechen die Delinquenten / ein jedweder zu seiner Generalität und Corpo remittirt / daselbst die Sade cognoscirt und executirt werde.

XI. Des Rangs halben unter den hohen Officieren wird es dergestalt gehalten / daß der bey diesen beiden Corpo länger als der ander gebienet / die preface haben und behalten / oder die sachen sonst/im fall sie zu gleicher zeit etra Ihre Chargen erlangen / durch die Generalität vermittelt und abgethan werden sollen.

XII. So ist auch Crafft dieses beständig geschlossen / daß so wenig Ihre Hochfürstl. Gnaden als Ihre Durchleucht. mit ihren Troupen diese Campagne quittiren / oder dieselbe anders wohin führen sollen / es geschehe dann mit allerseits Herrschaften einmüthigen Concert und belibien.

XIII. Sollte dann durch Gottlichen beystand ein und ander Feindlicher Plaz emportirt werden / so ist verabredet / daß die Besatzung daselbsen nicht allein von beiderseits Völckern / sondern auch die Feindliche mobilia an Gefahrg / Munition und dergleichen in 2. gleiche Theile getheilt werden / dahingegen aber auch ein jeder Theil bey solchen Operationen eine gleiche Anzahl der Mannschafft haben solle.

XIV. Als dann auch wegen der künfftigen Winter-Quartieren vor die Soldatesque, die hohen Herren Principalen billig besorget seyn; so ist verabredet / daß dieselbe zwarin ungesamt von beiden Theilen am Kayserl. Hoff gesucht / und zu deren Erhaltung aller möglichster fleiß angewendet werden solle; Inzwischen doch hat man sich dergestalt darüber verglichen / daß von solchen Quartieren Ihre Hochfürstl. Gn. zu Münster die Halbscheid haben / und also dieselbe in zwey gleiche Theile vertheilt werden sollen. Damit aber dieser gleichen Theilung halber hernecht kein Streit entsehe / ist verglichen / daß Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster re. vor ihre Halbscheid das Herzogthumb Westphalen / den Westermwald / die Bremische vier Höhen / wie dann die Halbscheid der Eißel und die Halbscheid der Wetterau zu einem beständigen subsistentz-Quartier haben und behalten / und daß Ihre Durchleuchten denen Herren Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg ungesamt die Mecklenburgische Nemter / Sachsen-Lauenburgische / Hamburgische und Lübeckische Landen / Stiff Julda / Stiff Lützig / Reich von Nachen / Hil-desheimische 6. Nemter / die halbe Wetterau / und halbe Eißel / wie dann die Stadt Goslar zu gleichmässigen subsistentz-Quartier verbleiben / mithin auch daß einer den andern bey all solchen Quartieren kräftigst handhaben / und garantiren / auch daß sie also und dergestalt eingerichtet werden sollen / damit die Troupen daraus in guten Stand erhalten / und gegen die gemeine Feinde bey guter zeit nützlich gebraucht werden können; falls aber je ein- oder anders nicht zu erhalten seyn würde / soll soldes pro rata einem jedem abgehen / und gesambter Hand an dienfamen Dertern fleiß angewendet werden / damit der Abgang ersetzt werde.

XV. Damit dann auch das nöthige Proviant und Commis-Brodt nicht abgehe / soll soldes von denen benachbartten Kreysen und anderen in beiderseits Namen begehret / bey guter zeit dessen ein vorrath gemacht / und in Nothfall von einem dem anderen für billigmässigen preiß damit an hand gegangen werden.

XVI. Auf daß auch durch die also conjungirte Waffen und Armeen was handtschändliches ausgerichtet werden möge / soll eine gute Feld-Artiglerie darbey gefügt / und eingerichtet werden / und es sollen sowohl deswegen / als des Proviantes halber und zu Anstellung der Conferenzen und Berathschlagungen / einige Dertner am Rhein und Mosel-Ströhm in beiderseits Namen ausgesehen / auch von denen nächstgelegenen Reichs-Städten eine zulangliche bey-Steuer / zu Einrichtung und Erhaltung der Artiglerie fleißigst gesucht und erfordert werden.

XVII. Keiner soll des andern Kriegs-leuthe debauchiren oder aufhalten / sondern da fals bey einerseits Troupen sich von des andern Theils leuthe befinden / und diesfalls betreten / oder bekümbet würden / sollen sie also gleich ohne entgeltens abgefölet und zur Justiz gezogen / deswegen auch bey allerseits Troupen ein ernstliches verbott nachstens publicirt werden.

XVIII. Im übrigen läst man es in den Actionen und vorfalligkeiten bey der Kriegs-raison / und was sonstin gebräuchlich und hergebracht / bewenden; Urkundlich ist dieser Reces darüber dreytmahl verfertigt ic. Bremer-Vörde den 29. Aug. 1676.

Christoff Bernhardt mpp. (L.S.)  
Georg Wilhelm. (L.S.) Anton Ueich in Vollmacht  
Unsers Herren Brudern Herzogs Rudolph Augusti.  
(L.S.)

ANNO  
1676.

ANNO  
1676.

CLVI.

16. Oct.  
POLOGNE  
ET TUR-  
QUIE.

*Traité de Paix entre JEAN Roi de Pologne & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre 1676. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 580. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europæum pag. 1065. en Allemand.]*

I. **T**ractatus cum præcedente Rege Michaelæ initus, abolitus censetur, sic, ut in posterum nullius Tributi, sive nullarum Conditionum dicti Tractatus mentio injiciatur.

II. Turcæ in Podoliâ Cameneciam, certis cum limitibus à Rege designatis, retineant. Ad quam propositionem Bassâ animi sui sensâ sic declaravit, etiam si quoad hoc ad tractandum Plenipotentiâ instructus non sit, se tamen expromissorem nihilominus constituturæ & in Scriptis cavere velle, Portam in id consensuram, quando Rex Legatum quempiam Executionis horum Tractatum ad Eam missurus fiet. Ukrainam quod concernit, maneat Rex in possessione potioris ejusdem partis, nempe Bialocerquæ, Pavolociz, Chalicæ, Mohiloviz &c. Turcis quæ cesserunt, parvi esse momenti, & pertinere ea ad Dorosenkium.

III. Omnes durante hoc anno à Turcis in servitutum redacti, & capti liberi dimittuntur, in posterumque omnes excursiones prædatoriz & actiones hostiles intermittuntur.

IV. Exercitium Christianæ Religionis omnibus iis in locis, quæ Turcæ vi horum Tractatum obtinebunt, liberum esto.

V. Porta à Republica, vigore Tractatum Leopoltiaurum promissis centum mille Imperialibus renuntiat; Proptereaque eo nomine datis obsidibus, ut & illis, qui tempore Casimiri Regis, vi Tractatus cuiuspiam conclusi, dati sunt, iterum libertas sua restituetur.

VI. Pollicentur Turcæ Tartarique, quod artificiosam Unionem cum Rege & Republica Polonia pangent, & quod ipsi, si id ab iis exigetur, contra omnes Coronæ Polonia Hostes eidem assistere velint, semet offerentes ipso facto transire cum universo suo Exercitu Borysthenem, eundem illic in hybernis collocare, & vice Coronæ Polonia amplas illas Provincias, quas Mosci eidem eriperunt, iterum extorquere. Quibus tamen Rex sine Reipublicæ suffragio assentiri renuit.

VII. Stipulantur Turcæ, vigore præsentis Tractatus, Franciscanum Sanctum Sepulchrum se redditoris, eoque ipso Schismatibus omnibus exinde ortis, finem imposituros.

VIII. Mittetur à Corona Polonia Solennis quadam Legatio ad Portam; Ad quam obeundam Turcæ Principem Constantinum, aut Sub-Mareschallum Regni, aut Equitem Auratum Lubomirskium destinare intenderunt. Quod ipsum tamen Rex maturiori deliberationi reservavit.

CLVII.

25. Nov.  
L'ESPA-  
GNE ET  
LES PRO-  
VINCES-  
UNIES.

*Déclaration sur le Traité de Marine arrêté en l'an 1650. entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, provisionnellement arrêté à Bruxelles le 25. de Novembre 1676. [Actes & Négociations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 773.]*

**S**on Excellence ayant eu rapport de ceux de la ci-jointe par elle ordonnée pour ouïr les Propositions à faire par le Sieur Heemskercke & en après par le Sieur de Dyckvelt, Envoyez des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, au sujet du Traité de Marine, arrêté en l'an 1650. entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & d'autres differens, a consenti que provisionnellement, & sous l'agrèation de Sa Majesté du principal, soient observez & executez les Articles suivans; & seront tenus comme partie dudit Traité de Marine de 1650. qui demeurera en sa force & vigueur.

TOM. VII. PART. I.

I. Que les Habitans des Païs-Bas aussi bien de Sa Majesté que de Leurs H. H. PP. pourront faire librement & sans aucun empêchement leur Commerce & Navigation de leurs Ports, Royaumes & Provinces ou d'autres Souverains, vers & avec ceux qui sont ou pourront devenir Ennemis des deux ensemble; ou bien de l'un & de l'autre des deux costez separément, & les susmentionnez Habitans pourront librement & sans aucun empêchement avec leurs Vaisseaux, Biens, Denrées & Marchandises sans difference à qui lesdits Biens, Denrées & Marchandises chargées, & Navires puissent appartenir, aller & venir, comme aussi naviger vers tous les Havres, Lieux, Rivieres & Rades des Ennemis, sans empêchement ou contradiction de qui que ce soit; tant à droiture que d'un Havre Ennemi à un autre, soit que ces Havres ou Places soient sous un ou divers Souverains, tel estant le sens dudit Traité de 1650. bien entendu néanmoins, que les Marchandises de Contrebande demeurent exceptées; au regard desquelles, & des Places assiégées, bloquées ou investies, on se reglera selon le même Traité: bien entendu aussi, que cette Déclaration ne concernera pas les cas échus devant la signature, & homologation de cet Acte, soit qu'ils soient decidez ou non; accordez ou non accordez.

II. Que les Marchandises appartenantes aux Sujets du Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux, qui se trouveront en quelques Vaisseaux neutres allans ou venans vers quelques Havres Ennemis, tant à droiture que d'une Place Ennemie à une autre: soit que telles Places ou Havres appartiennent à un ou à divers Souverains, seront restituées sans aucun empêchement; excepté seulement les Marchandises de Contrebande.

III. Que d'icy en avant, quand aucun Navire sera repris sur les Ennemis par les Navires de Sa Majesté ou des Armateurs particuliers, ou de Leurs H. H. P. P. ou par leurs Sujets: Si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures après qu'il aura esté en la puissance de l'Ennemi, les Repreneurs auront un cinquième de la valeur du Navire & de toute la charge. Et si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures, après les deux premieres vingt quatre heures, ils jouiront d'un tiers de la valeur du Navire & charge. Et si elle est faite après lesdits termes, les Repreneurs auront & jouiront de la moitié: mais au regard du passé, semblables, & aussi tous autres cas demeureront & seront generalement jugez & decidez par les voies & Juges ordinaires des Amirautés: chacun au lieu d'où les Navires & Repreneurs sont sortis, & ce selon les Traitez & Loix qui regleront les cas, & selon la presente interpretation dudit Traité de Marine. Excepté néanmoins les Procez & trois Navires, nommez le Saint Jean, la Charité, & l'Amour des Marchands selon l'Acte & Convention particuliere datée du jourd'huy. Fait à Bruxelles le 25. de Novembre mil six cens soixante & seize.

DE PA. VI.

DUQUE DE VILLA SIERRA,  
Conde de Luna.

Par ordre de son Excellence.

Signé,

VERREYCKEN.

CLVIII.

*Bund zwischen Ihro Königl. Majest. in Dänemark / 23. Dec. dann Churfürst zu Brandenburg / wider die Cron Schweden und dero Assistenten. Geschehen zu Cöppenhagen den 23. Decembris 1676. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

C'est-à-dire,

*Traité d'Alliance entre Sa Majesté de DANNE-  
MARC, & Son Altesse Electorale de BRAN-  
T i DE*

ANNO  
1676.

ANNO  
1676.DEBOURG, contre la Couronne de SUEDE,  
Et tous ses Assistans Et Adherans. A Coppen-  
haguen le 23. Decembre 1676.ANNO  
1676.

Nachdem (addantur pleni tituli) Ihre Königl. Majest. zu Dänemark Norwegen / und Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg ic. nicht allein bey sich erwogen / wie grosse Unsicherheit / Schaden und Gefahr Ihren Königreichen / Churfürstenthumb und Länden von der Schwedischen Nachbarschaft jederzeit zugewachsen / und noch ferner zuwachsen könne / sondern auch gegenwärtig empfinden; nachdem die Cron Schweden die auf sich genommene Mediation fahren lassen / in dem Krieg / so die Cron Frankreich angefangen / unabhüger weise sich eingekochet hat / und der sambelichen Allirten / und des Römischen Reichs offenbahren Feinden beygetreten ist / wie schwar die Gefahr und die Last des nunmehr wieder selbige Cron von allen Allirten / und dem ganzen Römischen Reich declarirten / auch mit Gottes Hülf angefangen und bis anhero mit grossen unkosten geführten Kriegs vornemblich auf sie / ihre Länden / und Unterthanen gefallen seye / und deshalb sowohl wegen der bisher unter sich gepflogenen Freundschaft und guten vertrauens / als auch der noch frener besorgenden / und obschwebenden Kriegs-Gefahr und ungelegenheiten halber / nöthig erachtet / zu Ihrer mehrern Versicherung / und zu beförderung nicht allein Ihres eignen / sondern auch der sambelichen Allirten / und des Rom. Reichs Interesse sich näher zuverbinden / und eine auf gegenwärtige Conjunctionen eingeychete Bündnis / wieder die Cron Schweden / dero Adhaerenten / helfer und helfer-steyffern / so in diesem Krieg Ihre Königl. Maj. oder Ihre Churf. Durchl. angreifen möchte / unter sich zuschließen / auch zu abhandlung derselben dero Bevollmächtigte Räte und Ministros (inferantur nomina & tituli) verordnet; als die sich dann in dieser Königl. Residenz-Stadt Coppenhagen zusamen gethan / und bis auf Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churf. Durchl. Ratification / nachstehende Punkten entworfen sind / und abgehandlet.

I. Solchem nach soll zwischen Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churf. Durchl. / wie nicht weniger dero Erben und Nachkommen an dero Königreichen / Churfürstenthumb und Länden / hiemit und in Krafft dieses eine nähere verbindlichkeit und Bündnis wieder die Cron Schweden / und dero vorbenante Adhaerenten und Assistenten / so einen von beiden hohen Contrahenten attackiren möchte / zu verfestung der allgemeinen und Ihrer eignen Lände und Leiche Securitatz / geschlossen seyn / und von denen obbenannten hohen Verwandten mit gutem glauben / und aufrichtig gehalten werden / bis ein redlicher / sicherer und reparirlicher Frieden geschlossen / und dadurch ein jeder theil gehörige satisfaction erhalten.

II. Und obwohl Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churf. Durchl. gutes vernemen durch ein gemein beständiges Interesse / nahe anverwandtnis / Blut-Freundschaft und Nachbarschaft / so vest geknüpft ist / daß nicht zu fürchten / daß bey dieser Conjunction einige jalonsie unter ihnen entsche / so haben sie sich dennoch unter einander versprochen / nicht allein allem demjenigen / woraus etwa ein unvermuthendes mistrauen und argwohn erwachsen könnte / sorgfältig vorzukommen / sondern auch überall dergestalt sich einer gegen dem anderen zubetragen / daß man kläglich sehen möge / wie treulich sie es mit einander meinen / und wie eifrig einer des andern bestes zu befördern / dessen Nachtheil / Schaden und verderb aber abzuwenden sich angelegen seyn lasse / zu welchem ende sie dan einander alles / was sie sambt / und sonders angehet / verträulich / ohne einiges ruckhalten und bedencken communiciren wollen.

III. Fürnemblich wollen J. R. M. und J. Churf. Durchl. dero gegen einander tragende wolmeinung dadurch blicken lassen / daß sie allezeit / so lang der Krieg wehret / den Feind mit gleichen Vigueur und geschwindigkeit / und zu abgeredter zeit angreifen / und ihme nicht raumb geben wollen / daß Er einem alleine der hohen Allirten mit seiner ganzen Macht auf den hals fallen / und ihn über einen hauffen werffen könne / weil es sonst nicht nur bey seyn haben würde / als wann derjenige / so in seinen Kriegs-Operationen sich saunig erwiese / sein eigen particular Interesse dem gemeinen vorziehen / und die Feindliche Macht durch späte und langsame actiones von sich abhalten wolte / sondern auch heissen möchte / dum singuli pugnant / universi vincuntur.

IV. Und weil Schweden nicht allein an sich selber eine mächtige Cron ist / sondern auch durch die Franckosische grosse und richtige Subsidien noch viel mächtiger gemacht wird / und dahero leicht zu ermessen / mit was für einem schwären und gefährlichen Kriege die Hochlobl. Herren Contrahenten beladen seynd / haben sie unter einander verabredet / daß sie mit allem dem vermögen / Macht und Stärke / so der Höchste ihnen zu Wasser und zu Lande verliehen hat / wieder obberregte Cron / Ihre Königreiche / und in- und außserhalb Teutschland kirurte Provinzen / und zwar ein jeder an denen Orthen / wo der Feind am mächtigsten seyn / und es die Kriegs-Raison am meisten erfordern wird / Ihre Kriegs-Operationes continuiren wollen.

V. Daben dan beschlossen / daß der eine hohe theil dem andern in allem bey währenden diesen Kriege entscheidenden nothfällen mit seinen Truppen treulich die hand bieten / desselben Königreich und Lande / sie mögen heissen / wie sie wollen / oder auch liegen / wo sie wollen / beschützen / und wieder die Cron Schweden / und

die ihr in diesem Krieg mit hülf assistiren / und ein oder den andern der beiden hohen Herren Contrahenten attackiren möchte / mit aller Macht nach möglichkeit / und dem Concert / so deswegen unter Ihnen der Kriegs-actionen halber vor dem antritt der Campagne / auch nachgehens / so oft es die Conjunctionen erfordern / aufgerichtet werden solle / zufolge / vertheidigen helfen / sonsten auch dem Feind / nachdem es der zustand und die Cräfte leiden wollen / da es ihm am empfindlichsten ist / abbruch thun will / zu welchem ende dan berahmet werden solle / ob man sich mit ganzen Armeen / oder einem theil derselben zu conjugieren? ob und was zubelagern? oder wie man sich sonsten comportiren? was für Stücke / Artillerie / und Munition ein jeder theil anschaffen solle? und dergleichen / welches alles alhier zu specificiren / und auszutrucken obnmöglich / sondern nach Kriegs-Raison und der sachen beschaffenheit einzurichten seyn wird.

VI. Allein ist dieses bestgefesse / daß wann der eine theil dem andern seine noch eröffnet / dasselbe theil / welchem die eröffnungs bescheyden / dieselbe für seine eigene halten / und selbige als seine eigene abzuwenden / alles was in seiner kräften siehet / anzuwenden soll / es wäre dan / daß derjenige / von welchem die hülf begehret wird / selbst in solchem gefährlichen zustande augenscheinlich sich befinde / oder gegen dem Feind dermassen engagiert wäre / daß ihme solches zu präctiren / und die begehrete hülf zuzenden allerdings unmöglich siele / und solches die Fundbahre unläugbare evidenz bereitete.

VII. Sollte aber durch Gottes gnädige verleiung einer der hohen Herren Contrahenten den Feind in seiner Nachbarschaft so weit überwinden / daß Er daselbst keines Kriegs-Heers zu Wasser oder zu Lande ferner bedürfte / so soll Er dem andern / wann derselbe an noch stäcker wiederstand fände / mit seiner ganzen forre gegen Schweden zu hülf gehen; Worbey dennoch Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg als ein Churfürst und Stand des Reichs und Krafft der mit Ihrer Kayserl. Maj. der Cron Spanien / und denen Herren General Staaten der Vereinigten Provinzen reservativ habenden Bündnis bedingen / daß auf solchen fall sie sich nicht würden entbrechen können / einen theil Ihrer Truppen zu des Römischen Reichs / der Spanischen und der Vereinigten Niederlanden sicherheit wieder Frankreich zugebrachen.

VIII. Die Kriegs-Operationes zu Wasser dependiren von Ihrer Königl. Majest. zu Dänemark Norwegen / und wollen dieselbe vermittels Gotlicher Beystandes dahin sehen / damit die Schwedische Kriegs-Flotte in der See nicht Mäster spiele / die überfegung der Kriegs-Volcker aus Schweden in Teutschland und von dar nach Schweden / und andere Oerther / wie auch die Correspondenz / mit denen in Teutschland an noch übrigen Feindlichen Oerthen und Befestungen / in welchen deren Provisionierung / so viel möglich verhindert werde; zu welchem ende sie dan / so oft es das Hauptwerk / und das gemeine Interesse nach gemein gut / befinden / leiden will / einige benötigte Kriegs-Schiffe nebst dienlichen Fahrzügen auf denen Pommer- und Mecklenburgische Küsten wollen kreuzen / auch wann seine Churfürstl. Durchl. einen Oerth / wohin auch zu Wasser mit Drlogs-Schiffen / und anderen darzu dienlichen Fahrzeug zukommen / belagern würden / selbigen von der Wasser-seithe / so viel thunlich bloquieren / beschießen / und ebenfahls attackiren lassen.

IX. Für solche hülf / sie geschehe zu Wasser oder zu Land / will kein theil von dem andern einige satisfaction oder refection der unkosten fordern / sondern es soll deswegen kein theil etwas zu präctendiren haben / an den Stücken aber und Munition / wie auch der Beütze / so in Feindes Lande gemacht wird / haben beide theil Ihren antheil nach proportion der Volcker / so ein jeder bey der Operation hat / wornach dan auch die Quartiere zu theilen.

X. Sollten aber des einen Allirten Truppen in des andern Landen / so Er entweder schon besetzt / oder nach dem zwischen Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. gemachtten Concert zu erobern sich vorgenommen / mit agiren müssen / schaffet der Herr des Landes / in welchem agirt wird / die nöthige lebens-Mittel an die hand / jedoch müssen sie von dem / so die hülf sendet / nach billigen Taxt bezahlet werden / allein wird ihnen Rauch-Futter / weide und Lagerstatt ohne entgelt geliefert.

XI. Wegen des Commando in solchen Fällen ist verabredet / daß dasselbige bey demjenigen / oder dessen hohen Officier verbleibe / in dessen Lande / so er entweder bereits anjeho besetzt / oder nach dem Concert / so Ihre Königl. Maj. und Ihre Churfürstl. Durchl. unter sich gemacht / zu Conquerieren vorhabens / agirt wird / jedoch der Jurisdiction / so ein jeder über seine untergebene hat / unerschädlich.

XII. Zum beständigen Grund dieses Foederis / und damit keiner der hohen Bunds-Verwandten pizumiere / daß ihme frey stehet / einen particulier Frieden oder Stillstand der Waffen mit dem gemeinen Feinde einzugehen / wollen Ihre Königl. Maj. und Ihre Churfürstl. Durchl. unter sich fest setzen / bey denen Foederibus / die sie mit der Rom. Kayf. Majest. / der Cron Spanien / und denen Herren General Staaten der Vereinigten Niederlanden bey dieser Conjunction und zethero / daß die Cron Frankreich den Krieg wieder Holland angefangen / aufgerichtet / so lang dieselbe obberregten mit ihnen geschachten Bündnissen auch nachleben / so demjenigen / so darinnen conditionate versprochen / ein gültigen thun / auch bey denen hohen Herren Con-



ANNO  
1676.

trahenten ebenmäßig fest halten / und dero Interesse gebühlich beobachten / woran Ihre Königl. Majest. und Ihr Churfürstl. Durchl. im geringsten nicht zweiffeln / auch zu dem ende conjunctionim und separatim alle evjinnliche Officia anwenden wollen / beständigst zu verharren / und selbigen ein vollkommenes gnügen zulassen / bis daß ein allgemeiner redlicher und sicherer Friede durch Gottes Gnad zwischen allerseits Kriegenden Partheyen geschlossen worden.

XIII. Absonderlich auch wollen Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. alle Ihre Consilia und actiones dahin richten / damit Ihre Kayserl. Majest. und des Römischen Reichs Oberhaupt bey dero Autorität und ansehen erhalten / Churfürsten und Stände desselben bey Ihren Freyheiten / Prærogativen und sicherheit wieder alle auswärtige Turbarores maintainirt, und des Reichs-Sagungen / Constitutiones und Fundamental-gesetze in beständigen vigore bleiben mögen; Und weil der Teütsche Westphälischen Friede eben durch diejenige gefränkhet / und fast über einem hauffen geworffen worden / welche sich rümben / daß es nur bey ihnen siehe / denselben nach belieben zu erklären / und zu Garantieren, so verbinden Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. sich dahin / daß sie Ihr äußerstes beitragen wollen / damit der Friede im Reich so fest und so sicher stabilirt werde / daß so leicht kein Extraneus Turbaror & Violator queris publicæ denselben umstossen könne / und daß das Römische Reich / dessen benachbarte und Alliirte in ihrer sicherheit / und ruhestand gesehet und gelassen werden mögen.

XIV. Nachdem nun sowohl aus denen actionen selber / als auch diesem Fœdere nicht allein Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. dem gemeinen besten zustatten kommende gute Intentiones zur gnüge erhellen / sondern auch am tage leget / wie grosser gefahr / ungelegenheit / unkosten und außersien verderb sie sich / ihre Lande und Unterthanen durch diesen Krieg unterwürffig gemacht / als ist so wenig zu zweiffeln / es werden Ihre Kayserl. Maj. nebst denen Ständen des Römischen Reichs / die Cron Spanien / und die Herren General Staaten Ihnen bey endigung des Kriegs eine vergnügende satisfaction an Land und Leuten gerit gönnen und sonst keinen Frieden eingehen / als solches an ihm selbst die höchste billigkeit / und die allgemeine sicherheit erfordert / welchem zufolge Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. sich einer gegen den andern hiemit verbindlich machen / bey bevorstehender Friedens-Handlung für einen Mann zusehen / auch vorher und sonst bey aller begebenheit und durch allerley Mittel sich dahin zubearbeiten / und ihr äußerstes anzuwenden / damit ein jeder von Ihnen zu einer rechtmässigen zulänglichen und zur guten beständigen sicherheit seines Staats dienenden satisfaction an Land und Leuten gelangen möge.

XV. Wan dieser Krieg / Gott gebe! glücklich geendiget / und ein sicherer Frieden erworben / ist ferner belibet / daß die Herren Contrahenten einander perpetuum Guarantiam leisten sollen / sowohl dessen so sie anieho besitzen / als dessen / so sie durch Gottes Gnad / bey diesem Kriege acquiriert, und zur satisfaction erlangt haben möchten / und soll diese Garantie nicht allein wieder der Schweden / sondern all dessen Adhærenten und männiglich / so sie nach gemachten Frieden Feindlich angreifen wollen / gelasset werden: zu welchem ende dan die hohe Contrahierende theile / sobald der General-Friede zu Nimwegen / oder anderswo geschlossen / einige ihrer Râthe und Ministrorum bevollmächtigten / dieselbe zusamben schicken / und über obberegte Garantie ein ordentlich instrumentum und Fœdus defensivum aufrichten lassen / indessen aber es dahin richten wollen / damit Thueit auf denen bevorstehenden Friedens-Tractaten von allen Alliirten / insonderheit aber von Ihrer Kayserl. Majest. und denen Herren Staaten der Vereinigten Niederlanden eine vollkommene und beständige Garantie versprochen / und dieselbe dem Instrumento Pacis Universalis mit einverleibet werden möge.

XVI. So wollen auch die beide Hohe Alliirte andere Christliche Potentaten diese Garantie zulassen gebührend invitiren, auch soll denselben frey stehen / in diese Alliance mit zutreten; jedoch auf gepflogene Handlung / so von denen hohen Paciscenten zuveranlassen / und soll dieses Fœdus war an gehörigen und nöthigen dhyeten / doch aber niemanden / ohne gemenes gut-befinden / communicirt werden.

XVII. Urkundlich ist dieses von denen im anfang gemelten / und zu diesem Tractat verordneten Königl. Dänischen / und Chur-Brandenburg. Bevollmächtigten Râthen und Bedienten / alles bis auf die Ratification der hohen Principals, so innerhalb fünf Wochen à dato einzuschaffen / verabredet unterzeichnet / und mit Ihren gewöhnlichen Peitschafften bekräftiget worden / so geschehen in Copennhagen den 23. Decembris Anno 1676.

J. G. D. U. E. Langland und Kirzingen. (L.S.)

Joh. Christoff. von Korbiz. I. Bierman. (L.S.)

Christoph von Brand. (L.S.)

Friederich von Brand. (L.S.)

TOM. VII. PART. I.

CLIX.

ANNO  
1677.

Traité entre les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas & le Bassa & Divan d'ALGER, fait audit Alger en 1677. [Traduction Française du Mercure Hollandois de l'année, 1677. pag. 487.]

LES PROVINCES-UNIES-ET ALGER.

AGI Mahomet, Day, & Baban Hasan, Gouverneur d'Algers, accordent & permettent à Thomas Hees, Envoyé des Hauts & Puissans Seigneurs Estats Generaux, & de Son Altesse Monsieur le Prince d'Orange, de rachetter les Esclaves Hollandois aux conditions suivantes.

Premierement il luy sera permis de rachetter tels Esclaves qu'il jugera à propos, sans qu'il puisse estre obligé par qui que ce soit d'en rachetter quelques-uns comme font les Esclaves . . . . ou Galerius, ni nuls autres, contre sa volonté.

II. A l'égard des Marchandises ordinaires, qu'on fera venir icy pour estre employées à cet effect, il ne payera pour les Droits d'entrée du Roi que 10. Reales de huit pour Cent, & que 5. pour Cent de celles de Contrebande, comme sont Poudre à Canon, Souffre, Fer, Planches & Bois à bastir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Canons de Fusil, & autres choses qu'on comprend sous ce nom.

III. Chaque Esclave ne payera pour les Droits de la Maison du Roi, pour l'argent du Havre ou de la Porte, & pour tous autres frais, de quelque nom qu'on les appelle, que 43. pour Cent une fois pour toutes, sans plus.

IV. Lesdits Seigneurs Gouverneurs promettent aussi d'assister & de prester la main audit Thomas Hees, en tout ce où il seroit besoin, tant en l'achat des Marchandises par les Patrons ou Maîtres, s'il est necessaire, que pour faire conduire seurement, & sans confusion, les Esclaves rachetés au bord du Navire.

V. Promettent pareillement, que le Navire ou les Navires, qu'on enverra pour ce Trafic, pourront en toute seureté venir & partir d'icy, sans qu'aucun des Sujets de ce Roiaume, quel qu'il pût estre, puisse leur faire aucun tort, soit en leurs Marchandises, soit en leur équipage. En foy de quoy nous avons signé tout ce que dessus, & y avons appliqué nos cachets.

VI. Ledit Envoyé ou celuy qui tient sa place, s'oblige aussi d'empêcher qu'aucun Esclave, ou Esclaves, ne se puisse sauver ou échaper dans un ou plusieurs Navires Hollandois; mais s'il arrivoit qu'un ou plusieurs Esclaves râtchât à se rendre au bord desdits Navires à la nage, & qu'il vint à se noyer, ledit Envoyé ne sera nullement obligé d'en repondre, & ne pourra point estre inquieté pour cela.

CLX.

Traité de Commerce entre les Couronnes de FRANCE & d'ANGLETERRE. Du vingt-quatrième jour de Février 1677. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

FRANCE ET ANGLETERRE.

Comme le Serenissime & Tres-Puissant Prince LOUIS XIV. Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, n'ont point de plus grande passion que d'affermir de jour en jour par de nouveaux & de plus forts liens l'amitié qui est entre lesdits Seigneurs Rois, & la fidelle & sincere Union & correspondance qui est entre leurs Roiaumes & leurs Sujets, Leurs Majestez ont cru que rien n'y pourroit davantage servir qu'un nouveau Traité pour la liberté & seureté du Commerce. Et pour cet effect ils ont nommé des Plenipotentiaires; Sçavoir le Roi Tres-Chrestien, le Sieur Simon Arnauld, Seigneur de Pomponne, Conseiller de sa Sacrée Royale Majesté, & Secretaire d'Etat; & le Roi de la Grande Bretagne, le Sieur Raoul de Montagu, Chevalier, Maître de la Garderobe dudit Seigneur Roi, & premier Escuyer de la Reine, qui après avoir fait l'échange de leurs Pouvoirs, ont convenu des Articles suivans.

I. Tous les Sujets du Roi Tres-Chrestien pourront naviger, negocier, & faire toute sorte de Trafic en toute

ANNO  
1677.

route liberté & feureté dans tous les Royaumes, Pays & Estats qui sont maintenant ou seront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, sans qu'ils puissent estre empêchez ni inquietez par des Gens de Guerre, & par des Vaisseaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets, à l'occasion & sous pretexte de Guerre & d'hostilité qui pourroit estre à présent ou cy-aprés entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & les Princes & Estats qui sont ou seront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien. Et reciproquement tous les Sujets du Roi de la Grande Bretagne pourront naviger, negocier & faire toute sorte de Trafic en toute liberté & feureté dans tous les Roiaumes, Pays & Estats qui sont maintenant ou seront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, sans qu'ils puissent estre empêchez ny inquietez par des Gens de Guerre, & par des Vaisseaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Serenissime Roi Tres-Chrestien, ou à ses Sujets, à l'occasion & sous pretexte de Guerre & d'hostilité qui pourroit estre à présent ou cy-aprés entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, & les Princes & Estats qui sont ou seront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne.

Item. L'on pourra faire Trafic pendant la Guerre des mêmes Marchandises que l'on peut negocier en temps de Paix, à la reserve de celles de Contrebande, qui sont expliquées dans l'Article suivant.

III. Les Marchandises défenduës & de Contrebande sont les Canons & leurs assortimens, Armés à feu, Poudre, Méches, Boulets, Picques, Epées, Lances, Hallebardes, Pertuisannes, Bombes, Mortiers, Petars, Grenades, Fourches de Mousquets, Bandoulieres, Salspêtres, Balles, Casques, Morions, Cuirasses, & autres Armes semblables. Est encore prohibé sous ledit nom, le transport de Gens de Guerre, de Chevaux, de Harnois, de Fourreaux de Pistolets, de Baudriers, & assortimens façonnez & formez à l'usage de la Guerre.

IV. Au nombre des Marchandises de Contrebande & défenduës, ne sont comprises les Marchandises suivantes; Sçavoir les Etoffes & Manufactures de Laine; Lin, Soye, Coton, & de quelque autre matiere que ce soit; toutes sortes d'Habits & vestemens, & les Etoffes & fortes desquelles on les fait, Or & Argent monnoyé ou non monnoyé, Estain, Fer, Plomb, Cuivre, Charbon, Blez, Orges, & autres Grains & Legumes, Tabac, Epiceries, Chairs salées & fumées, Poisson sec & salé, Fromage, Beurre, Biere, Huile, Vin, Sucre, Sels; & tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie. Ne seront aussi compris dans les Marchandises défenduës, les Cotons, Chanvres; Lins, Poix, Cordages, Voiles, Anchres, Mats, Planches, Poultries & Bois travaillé de toute espece d'Arbres, & qui peut servir à construire des Vaisseaux ou à les radouber: & demeureront lesdites Marchandises libres, de même que toutes les autres generalement qui ne sont comprises dans l'Article precedent. De telle sorte que les Sujets du Serenissime Roi Tres-Chrestien pourront en faire le transport non seulement d'un lieu où il y ait Neutralité à un autre lieu où il y ait aussi Neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait Neutralité en un autre qui soit Ennemi du Serenissime Roi de la Grande Bretagne; ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit où la Neutralité soit gardée, mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant aussi à ses Ennemis, soit que ces Ports ou autres Lieux soient sous l'obeïssance d'un seul Prince ou Etat, ou de plusieurs Princes ou Etats, avec lequel, ou avec lesquels ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne soit en Guerre. Pourront reciproquement les Sujets dudit Serenissime Roi de la Grande Bretagne faire le transport des susdites Marchandises, non seulement d'un lieu où il y ait Neutralité en un autre lieu où il y ait aussi Neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait Neutralité en un autre qui soit Ennemi du Serenissime Roi Tres-Chrestien, ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit où la Neutralité soit gardée; mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant aussi à ses Ennemis, soit que ces Ports ou autres Lieux soient sous l'obeïssance d'un seul Prince ou Etat, ou de plusieurs Princes ou Etats avec lequel, ou avec lesquels ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien soit en Guerre. Ne pourra néanmoins ledit transport estre

fait aux Villes & Places assiegées ou bloquées ou investies. ANNO  
1677.

V. Pour faire cesser tous les differends qui pourroient naistre sur Mer & sur Terre, il a été convenu que les Vaisseaux & autres Bâtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrestien, qui entreront dans les Havres ou Ports du Roi de la Grande Bretagne, & voudront aller ailleurs, ne seront tenus qu'à produire & représenter leurs Passeports & Lettres de Mer, dont le Formulaire est inseré à la fin du présent Traité, aux Officiers dudit Seigneur Roi, ou s'il y a dans lesdits Ports ou Havres des Navires dudit Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ou des Armateurs, aux Capitaines desdits Navires, sans que pour raison de ce, ils puissent exiger ni argent ni aucune autre chose. Que si les Vaisseaux & autres Bâtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrestien, sont rencoutrez en pleine Mer, ou en Lieux qui ne soient de la Domination du Roi, de la Grande Bretagne, par des Navires dudit Seigneur Roi, ou des Armateurs ses Sujets, lesdits Navires pourront en demeurant dans une distance raisonnable, envoyer leur Chaloupe à bord desdits Vaisseaux & autres Bâtimens des Sujets du Roi Tres-Chrestien; & y feront entrer deux ou trois Hommes seulement, qui se feront représenter par le Maître ou Patron les Lettres de Mer, après quoi le passage leur sera libre, sans qu'on puisse les molester, visiter, arrester, ou les contraindre à changer de route. Les Sujets du Roi de la Grande Bretagne jouiront des mêmes Libertez & Franchises, en représentant leurs Passeports & Lettres de Mer, suivant le Formulaire ci-dessus dit.

VI. Si quelque Vaisseau ou Barque appartenant aux Sujets du Roi Tres-Chrestien, allant en un Pays Ennemi du Roi de la Grande Bretagne, est rencoutré dans sa route par un Navire de Guerre; de même si le Vaisseau appartient aux Anglois, & autres Sujets du Roi de la Grande Bretagne, & qu'il soit rencoutré allant en un Port Ennemi du Roi Tres-Chrestien, il ne lui suffira pas de montrer ses Passeports & Lettres de Mer, mais aussi les Certificats en bonne & deuë forme des Commis & Visiteurs des Bureaux de sortie du Port d'où il est party, contenans l'estat & la declaration de toutes les Marchandises dont ledit Vaisseau est chargé, afin que l'on puisse connoître s'il n'y a point de Marchandises de Contrebande, & de la qualité de celles qui sont expliquées dans le troisieme Article de ce Traité.

VII. Si par la representation desdits Certificats il se trouve qu'il y ait des Marchandises de Contrebande destinées pour un Port Ennemi, il ne sera néanmoins permis d'entrer sous le Tillac du Vaisseau, ni d'ouvrir ou de rompre les Coffres, Balles, Malles, & Tonneaux, ni de prendre quoi que ce soit que l'on ne soit arrivé en un Port, où l'on fera un fidelle Inventaire en presence des Officiers des Admirautez, & l'on ne pourra vendre ou échanger aucune chose, si ce n'est lors qu'après une procedure regullere les Juges de la Marine auront rendu leur Sentence & confisqué lesdites Marchandises, en laquelle confiscation néanmoins ne seront compris le corps du Vaisseau & les Marchandises libres y trouvées, que l'on ne pourra retenir & encore moins declarer de bonne prise, à l'occasion desdites Marchandises de Contrebande. Si le Vaisseau n'est chargé qu'en partie de Marchandises défenduës, & que le Maître dudit Vaisseau offre de les remettre au même tems au preneur, il ne le contraindra point de venir en un Port qui lui soit commode, & il lui laissera continuer sa route.

VIII. Les Marchandises appartenantes aux Sujets du Roi Tres-Chrestien, qui se trouveront chargées sur les Vaisseaux des Ennemis du Roi de la Grande Bretagne, seront sujettes à confiscation, bien qu'elles ne soient pas de Contrebande: Et au contraire les Marchandises des Ennemis dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être prises ni confisquées si elles sont sur des Vaisseaux appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien, bien que lesdites Marchandises fissent la meilleure partie de la charge entiere desdits Vaisseaux, à la reserve néanmoins de celles de Contrebande, à l'égard desquelles quand elles seront surprises, il en sera usé comme il a été marqué dans les Articles précédens. De la même maniere, les Marchandises appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, qui se trouveront chargées sur les Vaisseaux des Ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien, seront sujettes à confiscation, bien qu'elles ne soient

ANNO  
1677.

ANNO  
1677.

soient pas de Contrebande : Et au contraire les Marchandises des Ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ne pourront être prises ni confisquées si elles sont sur des Vaisseaux appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, bien que lesdites Marchandises fissent la meilleure partie de la charge, ou même la charge entière desdits Vaisseaux, à la réserve néanmoins de celles de Contrebande ; à l'égard desquelles, quand elles seront surprises, il en sera usé comme dans les Articles précédens. Et pour empêcher qu'une nouvelle Guerre survenant ne puisse faire de tort & de préjudice aux Sujets de celle des Couronnes qui demeurera en Paix, il a été convenu que le Vaisseau des nouveaux Ennemis, chargé des effets & Marchandises appartenans aux Sujets de ladite Couronne qui sera en Paix, ne les rendra point confisquables, s'il en a été chargé avant la fin du délai ci-après marqué, lequel délai sera de six semaines après la déclaration de la Guerre, entre Thesoudinghs & Naz en Norvege, de deux Mois entre Thesoudinghs & Tanger, de deux Mois & demi dans la Mer Méditerranée, & de huit Mois par tout ailleurs. Ainsi les effets des Sujets du Serenissime Roi Tres-Chrétien, pris sur des Vaisseaux des nouveaux Ennemis du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être confisquez sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Propriétaires, à moins qu'ils n'eussent été chargés sur lesdits Vaisseaux après la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandises de Contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes predites, être conduites dans les Ports Ennemis : Et reciproquement les effets des Sujets du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, pris sur des Vaisseaux des nouveaux Ennemis du Serenissime Roi Tres-Chrétien, ne pourront être confisquez sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Propriétaires, à moins qu'ils n'eussent été chargés sur lesdits Vaisseaux après la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandises de Contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes predites, être conduites dans les Ports Ennemis.

IX. Et afin que l'on puisse être dans une entière sûreté, & que les Sujets de l'une & l'autre Couronne n'ayent rien à craindre des Vaisseaux de Guerre, leurs Majestez feront tres-expresses inhibitions & defenses à tous Capitaines de Vaisseaux, & à tous Armateurs de faire aucun tort ni dommage aux Vaisseaux Marchands à peine d'être punis extraordinairement ; & seront en outre contraints, & par corps, à toute restitution & réparation du dommage des Interessez.

X. Et pour cet effet les Armateurs seront tenus à l'avenir, avant que leur Commission leur soit expédiée, de donner des cautions suffisantes & solvables, n'ayant aucune part dans l'Armement, & qui seront receuës pardevant des Juges competans jusqu'à concurrence de quinze cens Livres Sterlins, ou seize mille cinq cens Livres, & s'il y a plus de cent cinquante Hommes sur leur bord, jusqu'à concurrence de trois mille Livres Sterlins, ou trente trois mille Livres, lesquelles cautions seront tenuës solidairement avec lesdits Armateurs de tout le tort & dommage qui sera fait pendant leur cours, ou par eux ou par leurs Officiers ou autres Gens sous leur charge, contre la teneur du present Traité, & de tous autres faits entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien, & de la Grande Bretagne. Et seront en outre lesdits Armateurs cassez & leurs Commissions revoquées, dans lesquelles seront toujours inferez les noms & la reception de leurs cautions : Et outre ce que dessus le Vaisseau demeurera spécialement affecté au paiement de tous dommages & Interets.

XI. Le Serenissime Roi Tres-Chrétien, & le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, voulans que reciproquement les Sujets de l'un desdits Seigneurs Rois soient receus & traités dans tous les Etats de l'autre, aussi favorablement que ses propres Sujets ; donneront les ordres necessaires pour faire rendre bonne justice, par des Juges non suspects & non interessez, sur les prises qui seront faites ; & lesdits Seigneurs Rois ordonneront expressément que les Sentences qui ont été rendues ou le feront ci-après, soient pleinement executées suivant leur forme & teneur.

XII. Lors que les Ambassadeurs ou autres Ministres du Roi Tres-Chrétien, residens en la Cour du Roi de la Grande Bretagne, se plaindront de l'injustice des Sentences rendues sur les prises des Vaisseaux ou

Marchandises appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne nommera au même tems neuf Commissaires de son Conseil, dont la Commission sera scellée du grand Sceau, qui connoîtront de l'affaire, & confirmeront ou infirmeront lesdites Sentences ; & lesdits Commissaires seront tenus de s'assembler dans un Mois, à compter du jour de la plainte, & de rendre leur Jugement trois autres Mois après : Reciproquement si les Ambassadeurs ou Ministres du Roi de la Grande Bretagne, residens en la Cour du Roi Tres-Chrétien, se plaignent de l'injustice des Sentences rendues sur les prises faites sur les Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien à leur requisition fera revoir & examiner lesdites Sentences en son Conseil ; pour les confirmer ou infirmer ; & l'affaire sera terminée dans quatre mois, à compter du jour de la requisition.

XIII. Y ayant Procez entre ceux qui auront fait la prise d'une part, & les reclamateurs de l'autre ; si la Sentence est rendue pour la Partie qui reclame, elle sera executée en donnant caution nonobstant l'appel ; ce qui n'aura pas lieu lors que la Sentence aura été rendue contre les reclamateurs.

XIV. Comme il arrive quelquefois que les Vaisseaux qui font des prises en tems de Guerre, traitent tres-inhumainement les Maîtres, Pilotes, & Passagers des Vaisseaux qui sont pris pour tirer d'eux tel aveu & telle declaration qu'ils souhaitent ; il a été convenu que leurs Majestez défendront de pareils traitemens sous des peines tres-rigoureuses, & seront punis ceux qui en seront convaincus comme ils le méritent, & d'une maniere à intimider les autres. Les Capitaines & Officiers qui seront coupables de telles inhumanitez & violences, pour les avoir faites eux-mêmes, ou fait faire, ou souffertes, seront d'abord cassez ; & sera en outre procedé contre eux suivant l'énormité du délit. Et tout Vaisseau pris dont les Matelots & Passagers auront été maltraités, sera relâché & renvoyé libre avec sa charge sans aucune plus ample discussion en Jugement ou dehors.

XV. A été aussi convenu que l'on punira tres-severement ceux qui prennent des Commissions des Ennemis de l'un desdits Seigneurs Rois pour faire des prises sur ses Sujets.

XVI. Finalement, que le present Traité sera agréé & confirmé le plutost que faire se pourra, & que l'échange des Ratifications se fera dans deux Mois. A Saint Germain en Laye le vingt-quatrième Fevrier 1677.

(L.S.) ARNAULD. (L.S.) R. MONTAGU.

*Formulaire des Passeports & Lettres de Mer qui doivent être demandées respectivement dans les Ports & autres Lieux des Etats du Serenissime Roi de la Grande Bretagne par les Vaisseaux, Barques & autres Bâtimens, suivant la disposition de l'Article cinquieme, & données par Monsieur le Grand Admiral ou Surintendant de la Navigation, ou par ceux qui ont la Jurisdiction des affaires Maritimes, ou par les Gouverneurs ou Magistrats, ou par des Commissaires, ou par les principaux Officiers des Bureaux de sorties.*

A tous ceux qui ces presentes verront . Salut.  
Nous Grand  
Admiral Nous Commissaires preposez par Monsieur le Grand Admiral  
Nous Gouverneur ou Magistrat  
Nous Commis & Visiteurs du

Bureau de la Ville ou Port  
Sçavoir faisons que NN. Maître ou Patron  
du Vaisseau appelé comparant  
devant nous, a affirmé par Serment solemnel que ledit  
Vaisseau, du port de Tonneau ou  
environ, sur lequel maintenant il est le Maître ou Patron,  
appartient aux Sujets du Serenissime & Tres-Puissant Roi de la Grande Bretagne. Ainsi Dieu lui  
soit en aide.

Et comme nous verrions volontiers ledit Maître ou Patron de Vaisseau aidé dans ses justes affaires, nous vous requerrons tous en general & en particulier, ou le susdit Maître ou Patron avec son Vaisseau & Marchandises arrivera, que vous ordonniez qu'il soit receu benignement & humainement traité, & qu'il puisse en acquitant les Peages & Droits accoutumez, entrer &

ANNO  
1677.

demeurer dans vos Ports, Rivieres & Domaines, & en sortir, naviger, trafiquer & negocier, là & où bon lui semblera, ce que volontiers nous reconnoissons. En témoin de quoy nous avons signé ces presentes, & y avons fait apposer nostre Sceau. A  
le jour  
de l'an

CLXI.

8. Mars. Tractat zwischen Ihro Kayserl. Maj. Leopoldum eines/ und Ihro Churfürstl. Durchl. zu Eöln andern theils/ durch welchen gedachte Churfürstl. Durchl. der zwischen Ihro Kayserl. Majest. und andern hohen Alliirten geschlossenen Allianz betritt/ und als ein Getreuer Churfürst wieder alle Reichs-Feinde zu agiren verspricht. Nimmwegen den 8. Martii st. n. Anno 1677. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire;

*Traité entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & Son Altesse Electorale de Cologne MAXIMILIEN HENRI, par lequel ce Prince accède aux Alliances faites par Sadite Maj. Imp. contre l'Ennemi commun, avec promesse de s'y comporter en bon & fidelle Electeur. A Nimegue le 8. Mars st. n. an. 1677.*

Im Namen der Allerheiligsten Unzertheilten Dreyfaltigkeit/ Gottes des Vatters/ Sohns und Heiligen Geistes/ Amen.

Alld und zu wissen sey jedermänniglich/ Nachdem Ihre Churfürstl. Durchl. zu Eöln re. in erinnerung ihrer Reichs-Pflichten und der nahen anverwandnis/ womit sie Ihrer Kayserl. Majestät verbunden/ sodan der Reichs-Schlüssen und des boni publici, längst verlangen getragen/ neben andern getreuen und gehorsamen Churfürsten/ Fürsten/ und Ständen mit der Rom. Kayserl. Majestät als ihrem allerhöchsten Oberhaupt sich immerzu näher zusehen/ sie auch dieses ihr verlangen allerhöchst-erwähnt Ihrer Kayserl. Majestät schon vor geraumer zeit zu erkennen geben lassen/ und dero Geheimen Rath/ Cammerern und Bestsitzen Stadthaltern Franz Freyhern von Nefelrode und zu Trachenberg hierzu absonderlich instruire und bevollmächtigt:

Als ist nach reifen bedacht und erwehung jekiger umständen von Ihrer Kayserl. Majestät Rath/ und zu dem bevorstehenden Friedens-Tractaten bevollmächtigten dritten Gesandten Dietrichen Ulrich Heintzen Edlen Herren Strattman und dem oberberührten Churfürstlichen Bevollmächtigten Franz Freyhern von Nefelrode und zu Trachenberg auf aller- und gnädigste Ratification vergheden worden/ wie folgt.

I. Erslich geschicht Ihrer Kayserl. Majestät. von Ihrer Churfürstl. Durchl. die allerunterthänigste versicherung/ daß sie mit einigen Feinden Ihrer Kayserl. Majestät. oder des Heil. Rom. Reichs in keinem Foedere oder Verbündnis begriffen/ wie in gleichen/ daß sie deren keines mit gemeltem und anderen so ins künfftig Ihrer Kayserl. Majestät. Feinde werden möchten/ jemahlen eingehen werden: Treten hingegen als ein treuer Churfürst des Reichs in die zwischen Ihrer Kayserl. Majestät und verschiedene Churfürsten des Reichs/ auch anderen hohen Alliirten geschlossene Allianz und versprechen so wol als andere Alliirte bey Ihrer Kayserl. Majestät. und dero Alliirten zusehen/ und zu des Gemeinen Wesens besten und restabilirung eines beständigen und reputirlichen Friedens zu laboriren/ und nach allen Ihren kräften/ sowol wieder Frankreich und Schweden/ als andere Ihrer Kayserl. Majestät. und des Reichs Feinde also zu agiren/ wie es nach genommenen Concerto allerseits wird gut gefunden und geschlossen: Dahingegen versprechen auch Ihre Kayserl. Majestät. Ihrer Churfürstl. Durchl. gegen dero Feinde und allen unbilligen Gewalt zu assistiren und kräftiglich zu schützen/ und solle dieser Bund unverbrüchlich gehalten werden/ so lang als dieser Krieg dauern wird.

II. Wollen Ihre Kayserl. Majestät. so wenig/ als Ihre Churfürstl. Durchl. ohne gesambtes gut-befinden und beliben sich in einige Friedens- oder Stillstands-handlungen einlassen/ weniger selbige schlüssen/ sondern sollen alle dergleichen handlungen anders nicht/ als mit einhelliger bewilligung/ gut-befinden und allerseits inclusion vorgenommen werden.

III. In beförderung der gemeinen sach und obgemelther löblichen intention versprechen Ihre Churfürstl. Durchl. fünf tausent Man zu stellen und zu unterhalten/ und sollen mit solchen Volkern dero Bestungen/ als Bonn/ Neis/ Kayserwertil/ Rheinberg/ Lechenid/ Kerpen/ und andere/ so viel

es nach gestaltsam der zeit und lassen vornöthen/ befehlet/ auch nach Ihrer Kayserl. Majestät. gut-befinden conjunctim vel divisiim gegen den Gemeinen Feind im Feldt agit werden: und gleich wie Ihre Kayserl. Majestät Ihre Churfürstl. Durchl. alle beförderung hierzu von herzen gonnen: Als wollen sie bey der Cron Spanien auch in dem Hag durch dero Ministros ihre Officia mit anwenden lassen/ damit Ihre Churfürstl. Durchl. mit einigen Subsidiis unter die armd gegriffen werde: Jedoch daß dadurch Ihrer Kayserl. Majestät. kein Obligation oder Verbündnis jektgemelte Subsidia ex proprio zu präctiren zugezogen werde.

IV. Und damit Ihre Kayserl. Majestät. desomehr Ihrer Churfürstl. Durchl. treueste devotion und aufrichtige intention in der that verspühren mogen/ stellen dieselbe Ihrer Kayserl. Majestät. unterthänigst anheimb/ einige Seiner Churfürstl. Durchl. nicht unangenehme persona vorzuschlagen/ aus welchen Seine Churfürstl. Durchl. einen Generalen erwehlen wolten/ welcher obgedachte gesambte Milis commandiren/ auch in ihr. Churfürstl. Durchl. Pflichten mit stehen/ und nach Kriegs-raison sowol Ihrer Majestät. und des boni publici, als Ihrer Churfürstl. Durchl. und dero Erbt- und Stiftern dienst und Conservation treulich respiciren solle; und weilen Ihre Hochfürstl. Durchl. zu Pfalz-Neuburg/ vermög ihrer mit der Cron Spanien und deren General-Statzen getroffener- und von der Rom. Kayserl. Majestät allernädigst approbirter und garantirter Allianz, ein Corpo von fünftausent Man zu stellen haben/ und kein bedenckens tragen dero-selben Troupen all solchen Generalen bey der Operation gleichfalls mit zu untergeben: So sollen von seiner Churfürstl. Durchl. zu Eöln/ so viel von obgedacht- ihrer seits pactirten 5000. Man nach Kriegs-raison aus dero nothwendig zubefehen habenden Bestungen gezogen werden können/ darzu gestossen und conjungirt werden/ damit solche benadbahte kräften pro communi causa mit desto besserem Success unter einen Capo agiren mogen.

V. Hingegen und in Consideration der nahen anverwandtschaft und Seiner Churfürstl. Durchl. zu Ihrer Kayserl. Majestät. erzeigender devotion wollen Ihre Kayserl. Majestät. dero-selben Ihre Residenz Stadt Bonn/ als auch Lechenid/ Kerpen/ und andere eht vollkommenlich restituiren und eintraumen.

VI. Weilen aber Bonn ein ort von großer important/ und an dessen Conservation sowol Ihrer Kayserl. Majestät. und dem Publico, als Ihrer Churfürstl. Durchl. selbstem vornehmlich hochsens gelegen/ als haben Ihre Churfürstl. Durchl. sich erbotten/aus obgedachten 5000. Man diesen ort/ wie auch Lechenid und Kerpen unterm Commando oberührten Generals allezeit genugsamb zubefehen/ demselben auch sothane Plätze nach Kriegs-gebrauch best. möglichst zu verwahren und vor aller gefahr zu versichern schrifft einzubinden. Zugleichen wollen Ihre Churfürstl. Durchl. Ihrer Kayserl. Majestät. und dero Alliirten den Paß/ retracte/ auch gegen billichen preis Proviant und allen anderen vorschub unweigerlich daraus lassen lassen.

VII. Ihre Kayserl. Majestät. versprechen auch Ihrer Churfürstl. Durchl. Erbt- und Stiffter Eöln/ Rheinisch- und Westphalischen theils sowol/ als das Best Kecklinghausen und das Stiff Hildesheim/ damit obige fünftausent Man desto besser daraus unterhalten werden können/ von allen einquartierungen und Contributionen- Forderungen Ihrer eigener und aller dero Alliirten/ absonderlich deren in gemelten Erbt-Stiff de facto stehender Volcker/ nach hinc inde ausgemesselten Ratificationen dieses Tractats, beständig befreien/ und sie keines wegs graviren zu lassen/ sondern sie darwieder Kayserlich und mächtiglich zuzusehen/ und da einige durchzüge von Ihrer Majestät. oder dero Alliirten Volkern in diesen landen genommen werden müsten/ solte der Durchzug vorhero Ihrer Churfürstl. Durchl. notificirt und mit Ihre concertirt, solde ohne dero landen und unterthanen schaden eingerichtet/ die marche und Nachtläger nach Ihrer Churfürstl. Durchl. Commissarien anweisung/ auch der rechte und kein unweeg gebraucht/ kein unnöthiger Rauff gelassen/ alle Plünderungen/ Exactionen und Infolentien verhütet/ die übertritter exemplariter gestraffet/ auch alles in billichen werth vermög der Reichs-Constitutionen bezahlt werden. Es wollen auch Ihre Kayserl. Majestät. Ihre Churfürstl. Durchl. in proportionirter ausschreibung in dero landen und beytreibung der zu unterhaltung der pactirter anzahl Volcks nöthiger gelder keinerley weis behindern lassen.

VIII. Ihre Kayserl. Majestät. wollen auch und versprechen Ihrer Churfürstl. Durchl. samdt dero Stiffter und landen wieder alle dero und des Reichs Feinde/ auch allen anderen unbilligen Gewalt mit allen ihren kräften so wol/ als sich selbstem zu schützen/ zu verdedten/ und zu Garantiren, und bey den bevorstehenden Friedenshandlungen/ zu aller billicher satisfaction, auch restitution dessen/ so erwan durch die feindliche Waffen occupirt ist/ oder occupirt werden möchte/ kräftiglich zu verheiffen/ und dero Interesse als ihr eigenes zu respiciren, solche satisfaction aber aus dem ibrigen zu präctiren nicht verbunden sein sollen.

IX. Ihre Churfürstl. Durchl. versprechen dagegen festiglich/ auf allen Reichs-Creis- und Deputations-tagen/ auch sonst in allen vorfallheiten/ das Interesse Publicum sowol/ als Ihrer Kayserl. Majestät. und dero hohen Erbtkaufes nach eifertigen vermögen zu portiren, jederzeit mit Ihrer Kayserl. Majestät. Ministris und Portschafftern de Concerto zugehen/ und mit dero Voris und Negotiationen Ihrer Kayserl. Majestät. allernädigste inten-

ANNO  
1677.

ANNO  
1677.

intentionen gleich anderen mit Ihrer Kayserl. Majest. und dero Erzhans in Allianz stehenden Chur- und Fürsten zu secundiren auch andere Chur- und Fürsten best möglichst zu gleicher intention und conjunction der Waffen und Consilien zu disponiren und dero Interesse mit Ihrer Kayserl. Majest. und dem Hochlöbl. Erzhans treulich und beständig Consilii & armis beigestalt zu conjunctionen und zu verbinden/ daß es nimmer separirt werden könne: massen Ihre Kayserl. Majest. sich hergegen auch zu einem gleichen allergnädigst erklären/ also/ daß ein des andern theils nutzen und fromen befürdren/ schaden warnen/ und da etwas zu eines oder andern theils nutzen oder schaden vorkäme/ solches jederzeit einet dem andern vertraulich eröffnen/ und in allen gang vereinbart gehen sollen.

X. Ihre Kayserl. Maj. versprechen auch/ daß sie Ihre Churfürstl. Durchl. bey den gebührenden Juribus, hochheit und Regalien in dero Stadt und Stiffte Lüttich schutzen und erhalten wollen.

XI. Über diesen Tractat sollen innerhalb zwey Monathen von Ihrer Kayserl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. die respective aller- und gnädigste Ratificationes ausbracht und gegen einander zu Wienn ausgewechselt werden.

XII. In Warheits-irkunft sein hierab zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt/ und von obvolgemelten Abgesandten Seiner Kayserl. Majest./ wie in gleichen von hochst-gedacht Seiner Churfürstl. Durchl. Geheimben Rath unter Ihrer Kayserl. Majest. auch Ihrer Churfürstl. Durchl. respective aller- und gnädigster Ratification unterzeichnet worden. Signatum Nimmwegen den 8. Martii stylo Novo 1677.

(L. S.) T. A. Henricus Stratman.

(L. S.) Franz Freyherr von Nesselrode.

Articuli Secreti in puncto der in dem vorhergehenden Haupt-Recess von Chur-Cölln zustellen versprochenen Fünfftausend Mann etc. Nimmwegen den 8. Martii 1677. mit der darüber von Chur-Cölln erteilten Ratification. Cölln den 6. Julii 1677. [Tiré de la Registrateure d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Articles Secrets sur le sujet des 5000. Hommes que l'Electeur de Cologne doit fournir & entretenir. Avec la Ratification desdits Articles de la part de l'Electeur. A Cologne. le 6. Juillet 1677.

Wir Maximilian Heinrich von Gottes Gnaden Erzh-Bischof zu Cölln/ des Heil. Rom. Reichs durch Italien Erzh-Camler und Churfürst/ Bischof zu Hildesheim und Lüttich/ Administrator zu Barcholsgaden/ in Obren und Nieder-Bayrn/ auch der Obren- Pfalz/ in Westphalen zu Engern und Bounillon Herzog/ Pfalzgraff bey Rhein/ Landgraff zu Leuchtenberg/ Marggraff zu Franchimont etc. Bekennen für uns und unsere Nachkommen am Erzh-Stiffte öffentlich mit diesem Brief/ und thum kundt/ Nachdem zwischen dem Alldurchlandtzigsten/ Großmächdigsten und Unüberwindlichsten Fürsten und Herrn/ Herrn Leopolden/ Erwehltsten Römischen Kaysern/ zu allen zeiten Wehrern des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böhemen/ Dalmatien/ Croatien/ Selavomien Königen/ Erzh-Herzogen zu Oesterreich/ Herzogen zu Burgund und Steyr/ Kärnten/ Crain und Württemberg/ gefürsteten Grafen zu Habsburg/ Tyrol und Görz etc. und uns/ wider unsere und des Heil. Rom. Reichs-Feinde und zumahlen zu Abwendung der sich auf dem Reichs-Boden je mehr und mehr ereigenden Gefährlichkeiten/ vermittelst unserer beiderseits hierzu Deputierten Bevollmächtigten als anseits Seiner Kayserl. Majest. dero Rath und zu denen bevorstehenden Friedens- Tractaten bevollmächtigten dritten Gesandten Dietrich Althet Heinrichen Edlen Herrn von Stratmann; Anseits unser aber unsers Geheimen Raths/ Cammerers und vestischen Stadthalters/ Franz Freyherrn von Nesselrode und zu Trachenberg/ unter dato Nimmwegen den 8. Martii stylo Novo dieses laufenden 1677. Jahrs nachgesetzte Articuli Secreti aufgericht und beschlossen worden/ folgenden Inhalts.

I. Nachdem Ihre Churfürstl. Durchl. zu Cölln in dem mit Ihrer Kayserl. Majest. heut dato geschlossenen Allianz-Recess versprochen fünf tausend Mann zustellen/ und zu unterhalten; Weile aber bey ihgen schwehren zeiten und fundbaren verderben des Erzh-Stifftes Cölln/ auch anderer Ihrer Churfürstl. Durchl. Stiffter und Landen/ dieselbe sobald/ als die Nothdurft erfordert/ mit so starcker Mannschafft nit aufkommen/ und damit dero Residentz-Stadt Bonn und andere Vestungen nach Nothdurft und genugsamer Sicherheit besetzen/ weniger gegen die Feinde in Feld agiren können; Als versprechen und verbinden sich Ihre Kayserl. Majest. aus dero Seiner Churfürstl. Durchl. zutrugender Freund- Vetterlicher Affection und Kayserl. Hulden/ Ihre dreyttausend Mann zu Compilung der in bemeldeten Haupt-Recess bedingter fünf tausend Mann zuzuschicken/ und selbige

entweder von dero Armada herzugeben/ oder fürderlich anzumerben/ damit oberührte Ihrer Churfürstl. Durchl. Residentz-Stadt Bonn und Lechenich/ als woran bey ihgen Conjunctionen Ihrer Churfürstl. Durchl. Erzh-Stiffte und dem Reich Haupt-sächlich gelegen/ forderst besetzen/ und den übrigen Rest dieser Mannschafft/ nach Umlaß des Haupt-Recess gebrauch zulassen/ und sollen diese dreyttausend Mann in Ihrer Churfürstl. Durchl. Pflichten/ Commando und Gehorsam mit stehen/ und zu Ihrer Kayserl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. auch der gemeinen Sachen dienst operiren/ wie es allerseits intendirter zweck/ und gemeldter Vestungen Sicherheit erfordert/ und es zwischen Ihrer Majest. und Seiner Churfürstl. Durchl. concertirt werden solle. Hingegen seynd Ihre Kayserl. Majest. zu frieden/ daß Kerpen mit Ihre Churfürstl. Durchl. Bülckern allein besetzt werde.

II. Sollte aber das Stiffte Hildesheim nit alsobald evacuirt werden können/ würde dem Erzh-Stiffte Cölln fünf tausend Mann allein zu unterhalten bey gegenwärtigen dessen ruinirten zustand unmöglich fallen/ und daher der numerus nit auf viertausend Mann gesehet werden/ und Ihre Kayserl. Majest. solchen fals allein zweyttausend zu stellen haben/ gleich wie hingegen sobald die evacuation dieses Stifftes Hildesheim gescheh/ ihre Kayserl. Majest. über die vorige zweyttausend Mann/ noch tausend Mann (fals von ihrer Churfürstl. Durchl. solche zahl nit geliefert werden köndte) und also dreyttausend Mann stellen werden/ Ihre Churfürstl. Durchl. auch zu Unterhalt alldieser fünf tausend Mann gebunden seyn wollen und sollen/ jedoch dergestalt/ daß deroelben hingegen die Disposition gelassen werde/ daß sie in dero gesamten Erzh- und Stifften die zu solcher Unterhaltung nöthige Gelder/ zu Einfolg des siebenden in dem Haupt-Recess enthaltenen Articuli/ der proportion nach auszuschreiben und bez-treiben lassen möge.

III. Und obwohlen Art. V. des Haupt-Recessus Ihre Churfürstl. Durchl. Residentz Stadt Bonn und Lechenich völlig überlassen/ so ist doch dabey verglichen/ daß ermeldte Orther auf dessen von Ihrer Kayserl. Majest. Ihre Churfürstl. Durchl. zuzuschicken versprochenen Bülckern/ jedoch langer nit/ als es ihrer Kayserl. Maj. und ihrer Churfürstl. Durchl. auch des gemeinen Besens Sicherheit erfordert/ besetzt bleiben sollen/ dergestalt/ daß der General/ oder in dessen Abwesenheit der an seiner Statt Commandirende Ober-Officier sowohl als die gemeine Soldaten in ihrer Churfürstl. Durchl. mit-Verpflichtung/ Commando und Gehorsam/ auch deren logier- und billetterung bey Ihrer Churfürstl. Durchl. disposition stehen/ und weilen Ihre Churfürstl. Durchl. in dem VI. Articuli des Haupt-Recess sich erkläret und obligiret/ obberührtem General über in dessen Abwesenheit dem an seiner Statt Commandirenden Ober-Officier schwarsfest einzubinden/ daß sie die ihnen anvertraute Plätze nach Kriegsgebrauch best möglichst bewahren/ und vor aller Gefahr versichern sollen/ als thum sie sich hiemit weiters declariren/ daß sie diejenige Instruktion/ welche sie zu solchem Ende angeregtem General behändig lassen würden/ vorher mit Ihrer Kayserl. Majest. concertiren wollen.

IV. Verbinden Ihre Churfürstl. Durchl. sich auch/ wider den Bischoffen von Straßburg/ noch dessen Bruder Prinz Wilhelmen/ wann Er auch rekurirt werden solte/ in dero dienste zu nehmen.

V. Was daß Stiffte Lüttich anberührt/ davon solle zu seiner zeit mehrers gehandelt werden/ inmittelst wollen Ihre Kayserl. Majest. auf alle Weis darob seyn/ damit selbiges mit keinem fremdden Quartier mehr bescheyret werde.

VI. Erbieten sich Ihre Kayserl. Majest. zu Abstoß- und Abführung der gegen Ihre Churfürstl. Durchl. von denen Herren General Staaten stehenden gewissen und bewußten präentions schon einmahl in vorschlag kommende 25000. Reichthalers dergestalt über sich zu nehmen/ daß sie soviel/ nemlich 25000. Reichthal. Ihre an denen Ihre von besagten Herren General-Staaten ausständigen Subsidien abziehen lassen wollen/ und weiter nichts/ nicht weniger bey den Friedens-Tractaten zu befürdern/ daß Ihre Churfürstl. Durchl. wegen des nach dem mit Ihnen Herren General Staaten geschlossenen Frieden dem Erzh-Stiffte Cölln und Stiffte Lüttich zugefügten Schadens alle billigmässige satisfaktion wiederfahre/ doch dieses ohne einige particular Obligation/ wie solches in dem General Tractat Art. XXX. vorgesehen.

VII. Gleicher gestalt wegen deren in seiner Churfürstl. Durchl. Erzh-Stiffte Cölln noch liegenden Dsnabrugischen und anderer Allirten Troupen; auch deren wirklichen unsehlbaren Abführung/ und gedachten Erzh-Stifftes Cölln künftiger vblüger Befreyung halber/ referiren sich Ihre Kayserl. Maj. auf den VII. Articuli des Haupt-Recessus/ dabey sie es ohne einige veränderung allergnädigst bewenden lassen/ auch zu etwas Ergoßung dieses erlittenen Schadens alle ihre Officia bey der Cron Spanien und denen Herren General Staaten möglichst einlegen wollen/ weilen diese Dsnabrugische Einquartierung meistens ihnen beeden zum besten bescheyen/ daß seiner Churfürstl. Durchl. hingegen von ihnen beeden deswegen einige Subsidien verwilliget werden.

VIII. Diese Secreti Articuli sollen eben diese Crafft haben als wann sie von Wort zu Wort/ dem heut dato geschlossenen Haupt-Tractat inserirt wäre/ und sollen daher über diese Secreti Articulen die Ratificationes ebenfalls ehyt möglichst zu Wienn ausgewechselt werden. In Warheits-irkunft seynd hierob zwey Exemplaria gemacht/ und gleich mit dem Haupt-Tractat

ANNO  
1677.

ANNO  
1677.unterschieden worden. Signatum Nimmwegen den 8. Martii  
1677.

(L.S.) F. N. Straitman.

(L.S.) Franz Freyherr von Messelrode.

Als thum wir solch obbeschriebene Secretos Articulos in allen und jeden Punkten / Clausulen / Inhalt und Begreifung Unseres Theils ratificiren / bestätigen und bekräftigen für uns und unsere Nachkommen am Erzh-Stift mit Unseren Churf. Wort versprechend / daß wir alles und jedes / so viel uns hierin betrifft / wirklich halten / leisten und erfüllen / auch auf alle weis verhindern wollen / daß weder von den unserigen noch andern in kein weg darwider gehandelt werde. Zu dessen Urkunde haben wir gegenwärtige Ratification mit Unserer eigener Hand unterschrieben / und mit Unseren Churfürstl. Inseigel bekräftigen lassen. Geben in Unserer Stadt Coln den 6. Juli Anno 1677.

Maximilian Heinrich Churfürst zu Coln.

( Locus  
Sigilli appressi  
Electoralis. )

CLXII.

24. Avril. *Fœdus inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, & JOANNEM III. Regem Poloniae, quò priora Fœdera inter Poloniam atque Austriam inita renovantur, mutuum sibi invicem auxilium, perpetuamque Pacis atque Commerciorum culturam pollicentur; Actum in Civitate Viennæ & Arce Regia Varsoviensi die 24. Aprilis 1677. Cum RATIFICATIONE Regis Poloniae. Data Varsoviæ Anno 1677. [Chwalkowski Jus publicum Regni Poloniae. pag. 256.]*

UNiversis & singulis Regni & Dominiorum Nostrorum annexarumque illi Provinciæ, cujuscunque Status, Conditionis, Dignitatis & Præeminentiæ Subditis Nostris presentibus Literis significamus.

Quod cum inter primarias muneris nostri Regii curas poneremus; ut post felicem Electionem & Coronationem nostram Fœdera & Pacta, quæ inter Sac. Cæs. Majestatem Domumque Austriacam & Serenissimos Prædecessores nostros antiquitus intercefferunt novis utrinque nexibus roborarentur, Populorumque tranquillitati & bonæ Vicinitatis cultui, quæque inde dependent, correspondentiarum & Commerciorum usui prospiceretur; Fidei Pacta eadem renovanda & confirmanda esse duximus; prout renovamus & confirmamus. Quorum tenor sequitur ejusmodi.

Nos Leopoldus, Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae & Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucenburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtenbergæ & Techæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Lantgravius Alsatia, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c.

Et nos Joannes III. Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuaniae, ac Russiæ, Prussiae, Masoviae, Samogitiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Kijoviae, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Severiæ, Zerniechoviæque.

Tenore presentium recognoscimus ac notum facimus universis & singulis, presentibus & futuris, harum notitiam habituris. Quandoquidem, qui Christi locum in Terris gerunt, eos in hoc elaborare maxime decet, ut cujus locum obtinent, ejus vestigiis incedant: Nos memoriâ tenentes, quod non aliunde potestas nostra sit, quam ab eo, a quo nomen ducimus, cujus appellatione censeferi volumus, Domino Nostro Jesu Christo, qui, quos ipse Nobis subjecit Populos, eos loco suo regere nos voluit; & gubernare; huc omnes curas, & cogitationes Nostras convertendas duximus,

ut quatenus id humanitus præstari potest, adjuvante eo, cujus id solius munere contingit, quam proximè ad similitudinem ejus accederemus, per quem Reges regnant, & Principes imperant, & Potentes decernunt Justitiam. Quoniam verò, non ille potentiam suam, non sapientiam, sed eam solam, qua Societas hominum inter ipsos continetur, dilectionem, quâ nos prior ipse præter meritum ullum, prosecutus est, imitari voluit, ut sicut ipse dilexit nos, ita & ipsi vicissim diligere invicem, ac Pacem, concordiam, tranquillitatemque mutuam inter nos conservaremus: Neque potest illi sacrificium ullum a mortalibus offerri gratius quam sit fraterna charitas, inter unius corporis membra. Hanc illius dilectionem, qui nobis tot Civitates, tot Populos, lingua, moribus, habitu inter se dissidentes, tot tam latè patentis Provincias; tot amplissima Regna subiecta esse voluit, præcipue pro virili nostra imitandam esse duximus. Itaque cum inter recolendæ memoriæ Majores nostros, jam inde à longissimo tempore certamen amoris, benevolentiaque mutæ, susceptum fuisse cognovissemus, cujus rei tanquam testes sunt Pactorum & Fœderum Litteræ, quæ inter Austriacam & Jagellonicam Domos; quæque inter utriusque Domus Regna, Imperia, Provincias, Populos & Nationes, nominatim verò, quæ inter quondam Albertum Archiducem Austriæ, cum quondam Casimiro Poloniæ Rege, & Divum Fridericum Imperatorem, cum eodem Casimiro Rege, postea verò etiam inter recolendæ memoriæ Ferdinandum & Maximilianum Imperatores; cum itidem recolendæ memoriæ Sigismundo Augusto Rege, ac tandem inter Rudolphum II. & successivè Matthiam; nec non Ferdinandum II. Imperatores, & quondam Sigismundum III. ac Vladislaum Serenissimos Poloniæ ac Sueciæ Reges itidem præclarissimæ memoriæ, intercefferunt. Nos Majorum nostrorum exemplo provocati, qui summam semper inter se necessitudinem & amicitiam conservare studebant, atque eam ætatis præterea affinitatis vinculis fortius colligabant, quam ut dissolvi facile posset, ea nimirum Pacta & Fœdera, quæ inter præfatos Majores nostros, quondam Albertum Archiducem Austriæ, Fridericum, Ferdinandum, Maximilianum II. Rudolphum II. & Matthiam nec non Ferdinandum II. Imperatores præclarissimæ memoriæ, atque Casimirum, Sigismundum Augustum, & quondam Sigismundum III. ac Vladislaum observata fuerunt, id quod felix, faustum, & fortunatum Deus esse velit utriusque nostrum, ac utriusque nostrum Imperiis, Regnis, Terris, Civitatibus, Populis & Nationibus in Dei Opt. Max. nomine, a quo tanquam fonte perenni manat, quidquid bonarum est rerum, inter nos quoque, & pro Nobis & Successoribus nostris, continuanda, confirmanda, instauranda, & renovanda, atque adeo declaranda, corroboranda & amplificanda duximus, ita ut continuamus, confirmamus, instauramus, renovamus, declaramus, corroboramus, & amplificamus, presentium per tenorem. Ac primum quidem, sicut in Litteris quondam Alberti Archiducis præscriptum est, Nos omni honore, fide & amore, invicem prosequi & promovere debemus & volumus in locis omnibus, & temporibus; ubi Nobis id faciendi se facultas obtulerit, citra dolum & fraudem aliquam, neque commitemus unquam, ut alter alteri, aut familiaribus ejus; Vasallis & Subditis quibuscunque, Regnis, Ducatibus, Terris, & Civitatibus ei subiectis, & sub ejus obedientia & defensione constitutis, quacunque ex causa Bellum inferamus, inimicitias denunciemus, diffidamus aut hostiliter eos impetamus, per Nos, aut submissas personas, fraude & dolo femoris. Ac non modo ipsi ab ejusmodi rebus abstinemus, verum etiam Subditos nostros, & quicumque in fide potestatem nostra sunt, eos prohibebimus; ac ab omni vi, modo superius descripto, temperare sibi cogemus. Habebunt etiam potestatem homines nostri, cujuscunque status & conditionis fuerint, in quibuscunque Terris, Dominis, Civitatibus nostris & nostræ obedientiæ subiectis agendi & commorandi, atque inde etiam liberè & securè, cum illis visum fuerit, discedendi. Deinde, sicut etiam Litteris Divi Friderici cautum est, ita nos invicem uniuersos, obligandos; alligandos, confœderandos duximus, quemadmodum uniuersis, obligamus, promittimus, alligamus, confœderamus, presentibus, quod ex hoc tempore ipso, perpetuo, realiter, & cum effectu invicem & mutuo obligati, alligati & Confœderati simus & erimus, & inter nos & Subditos nostros, nec non Regna, Principatus, & Dominia, quæ nunc uterque nostrum possidet, & quæ Deo concedente in futurum acquiramus, constans, perpetua, indissolubilis & Christiana

ANNO  
1677.

ANNO  
1677.

tiana Pax esse & servari debet, & debebit, & in omnibus utriusque nostrum honorem, Dignitatem, Statum, augmentum, concernentibus, & concernere valentibus, mutuo nobis auxiliabimur, consulemus invicem, promovebimus, & assistemus, nec alteruter nostrum quidquam faciet, cupiet, petrastrabit, aut molietur, quod contra alteruterum nostrum Regna, Principatus, Dominia, Subditos, honorem, Statum, Dignitatem, aut augmentum sit, seu esse aut tendere possit. Neque nostrum alter alteri, ipsius Regnis, Principatibus, Dominis & Subditis Bellum, damnum, aut quodvis aliud nocumentum inferet, nec à suis quovis quaesito colore inferri permittet, sed quilibet nostrum, contra Subditos suos, qui hujusmodi faciunt aut facere, aut moliri vellent, totis viribus suis & potentia, in Terris & Dominiis suis confurget, & eos, pro hujusmodi excessibus, pœna condigna puniet & castigabit, donec damnorum datorum integram compensationem & restitutionem faciant. Præterea nullus nostrum ad alterius Regna, Principatus, & Dominia, aspirare aut anhelare debet, nec alterius nostrum Regna, Principatus, Dominia, & Subditos, si quos (quod Deus avertat) ab altero nostrum deficere, recedere, aut rebellare contingeret, contra alium, ejus Regna, Principatus, Dominia, & Subditos suscipere, tenere, protegere, juvare, assistere, neque consulere aut favore prosequi debet, neque à suis talia fieri patiatur, sed contra tales infideles unus alteri auxiliabitur, & assistet, atque Dominiis suis excludet. Si verò alter nostrum ejus Regna, Principatus aut Subditi, contra alterum, ipsius Subditos, Principatus aut Dominia actionem realem, seu personalem, Civilem seu criminalem, aut qualemcunque querelam habet, aut imposterum habuerit, si super ea non poterimus amicabiliter concordare, tum neque ipsi, neque Subditi contra alterum, ipsiusque Subditos, Regna, Principatus, & Dominia quidquam via facti attentare, neque sibi ipsi jus dicere, aut ulcisci, sed super eo, jure & non aliter experiri debent. Cæterum pro majore supra-scriptorum Fœderum declaratione, proque tranquilliore Subditorum nostrorum statu, quiete, & bonæ vicinaitatis conservacione, & quo firmior inter nos, Regna, & Subditos nostros, Pax, Amicitia, & benevolentia perpetuo constare queat; utque omnes diffidiorum causas, quoad ejus fieri potest, præscindantur: ordinamus, statuimus, declaramus, & volumus quod cum initio scriptum est, quod mutua nobis invicem auxilia ferre debemus. Quomodo alter alteri auxilia ferre velimus, id in arbitrio utriusque nostrum, & Ordinum Regnorum nostrorum, positum esse debere, hoc tamen expresso, ut liceat utrique nostrum ex Terris & Provinciis alterius Voluntarios Milites, ære suo conductos, educere, & arma in usum suum exportare; Eatenus tamen Milites educere liceat, quatenus id sciente fiat altero nostrum, neque sit alteruter nostrum Bello suo proprio contra hostes aliquos suos impeditus. Hostibus verò ne id liceat, neque favor ullus præstetur, qui alteri obesse possit, ita tamen, ut nedum juxta præscripta majorum nostrorum Fœdera, nullus nostrum alteri, vel ipsius Regnis, Principatibus, Dominiis, & Subditis Bellum, damnum aut quodvis aliud nocumentum inferre, sed neque alterius hostes aut Rebelles fovere, protegere, seu eis assistere, vel favorem, consilium, aut auxilium quovis modo præstare debeat.

Volumus præterea, vias & flumina publica, nec non Commercia, & negotiationes mutuas, per Regna, & Provincias nostras omnibus; & singulis Regnicolis, Provincialibus, & Subditis nostris, tam Terra quam aqua utrinque liberæ esse, nec ullis unquam interdictis, arrestationibus; seu repressaliorum concessionibus impediri, sed utriusque nostrum Subditos, in alterius Regnis & Dominiis; libero transitu ac fide publica, quem Saluum Conductum vocant, non minus quam proprios cujusque Subditos gaudere, uti, ac stui posse & debere. Neque denique cuiquam nostrum, aut his, qui Nobis Subditi sunt; querelas & actiones suas, si quæ jam sunt, vel futuris temporibus oboriantur, aliter quam mediante Jure prosequi liceat. Ut autem omnes vel protelata, vel denegata Justitiæ querelæ, tam inter nos, quam Subditos nostros, hinc inde præcaveantur, sed cuique expeditum Jus & Justitia summarie, & de plano administrari, ejusdemque debita executio, effectualiter obtineri valeat. Convenimus & concordavimus, quod si quis nostrum vel unius nostrum Subditi, contra alterius unum, vel plures privatos Subditos, actiones sive personales sive reales intentarent, tunc semper Pars agens Forum & Judicium ipsius rei sequi debeat; Et quod in personalibus, injuriarum, violentiarum,

TOM. VII. PART. I.

super spoliacione, seu similibus, Judex permissione arbitrarij Judicij, citra dilationum & exceptionum admissionem, Actori forensi, de simplici & plano Justitiæ complemenrum facere; In realibus verò, secundum unius cujusque Ditionis consuetudinem; ita procedere teneatur, ut quilibet, citra dilationem, Justitiæ executionem obtinere queat, id quod per superioritates & Magistratus fideliter provideri & dirigi par est. Quod si alter nostrum contra alterius Provinciam vel Communitatem aliquam, vel vicissim Provincia, Communitas, vel privati Subditi unius nostrum, contra alterum ex nobis, vel ejus Provinciam seu Communitatem privatas actiones prætenderent, tunc causæ hujusmodi coram alterius nostrum, sub quo Pars rea degit, Consiliariis seu Commissariis, per eundem juxta Partium conditionem & causarum exigentiam; non minus septem numero designandis, summarie audiri, & vel amicabiliter componi, vel Jure mediante determinari, & executioni demandari debent. Porro si inter nosmet ipsos Reges, seu forsan Regna & Provincias nostras, tum metarum, & terminorum, tum Commerciorum, seu quarumlibet aliarum tam veterum, quam novarum causarum, Jurium, vel obligationum occasione, querelæ, gravamina, & controversiæ suboriantur, tunc alter nostrum, qui vel cujus Regnum seu Provincia, Jus, vel querelam prætenedit, alium per Nuncios, vel Litteras suas amicabiliter informare, ac pro tollendo, faciendo, amovendoque gravamine, admonere & requirere debet. Quod si obtinere nequeant, tunc quilibet nostrum, statim intra duorum Mensium spatium à facta amicabili requisitione, tres Consiliarios suos è Proceribus Regnorum, Hungariæ, Bohemiæ, Moraviæ, Silesiæ, & vel ex aliquibus harum prout quodque negotium ad aliquam harum Provinciarum pertineat, vel etiam ex omnibus pro exigentia & gravitate negotii, ab una, Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithvaniæ ab altera partibus, ad convenientem diem, & locum, per Partem læsam seu querulantem nominandum, semota omni excusacione mittere debeat. Qui utriusque nostrum Consiliarij summam imprimis diligentiam adhibeant, quo hujusmodi querelæ, gravamina, & controversiæ; inter nos, Regna, & Provincias nostras amicabilis compositione transigentur, eâ verò non succedente, tunc læsa Pars sive agens, coram prædictis sex Consiliariis, actionem suam, statim ipso die, juridicè exhibendi potestatem habeat, idque duplicatis scripturis, quarum unam Consiliarij penes se retineant, aliam verò Parti reæ transmittant. Quo facto Pars rea responsum suum, etiam scriptis duplicatis sæpeditis Consiliariis vel ei, cui ex illis hoc demandatum fuerit, intra spatium proximorum duorum Mensium, à transmissio actionis libello, mittere teneatur, ut scilicet Actor Replikas, Reus verò Duplicas suas, ac præterea, utraque Pars, tertiam quoque conclusionem, & submissivam scripturam, de bimestri in bimestre duplicatis, ut præfertur, scriptis, offerre queat. Eo sane modo & ordine, utrique Parti transmittendis, sicut de actionis libello demonstratum est. Oblatis tandem successive ab utraque Parte duplicatis trinis scripturis, in quibus utrinque omnia Jura sua explicabunt, sex illi Commissarij Partibus ad promulgandam Sententiam, inter proximum sequens bimestre, diem, ad eum locum, ubi causa primo agi cœpit, indicent; quo loco & tempore Partes per Procuratores suos pleno mandato suffultos comparere, illicque & ipsi Consiliarij convenire, ac diligenter visis scriptis & discussis Actis totius causæ, Partes rursus ad concordiam & amicabilem compositionem invitare, & cohortari; nihilque in eo operæ & diligentia intermittere debeant. Quam si ne tunc quidem inter Partes obtinere queant, statim ad ferendam Sententiam procedant, ac id quod Juris & Justitiæ fuerit, cognoscant & decernant. Quod si prædicti Consiliarij, de ferenda Sententia, sive interlocutoria, sive definitiva fuerit, concordare non possint, tunc toties quoties opus fuerit, Arbitrum communi voce deligant, vel per quamlibet Consiliarium Partem, duabus idoneis Personis propositis, ex iisdem sorte constituant; cujus partes sint, huic Consiliarium opinionem, quæ & Juri & æquitati magis consona videatur, subscribere, eandemque laudare & approbare. Quidquid autem per ipsos Consiliarios nostros, seu majorem eorum partem separatim, vel per eosdem vel Arbitrum conjunctim decretum & pronunciatum fuerit, id ratum firmumque maneat, ac statim debita demandetur executioni, remota omni planè appellatione, supplicatione, reductione, in integrum restitutione, aliisque Juris Beneficiis & remediis etiam motu proprio concessis, obtentis, non obstantibus.

ANNO  
1677.

V v

D.

ANNO  
1677.

Debent autem Consiliiarii, per nos pro tempore deputandi, nec non & Arbitrarius ipse per nos, & quantum ad quemlibet Nostrum spectat, ab obedientia & Juramento debito, ad eam causam tantum absolvi, ac pro administranda Justitia, novo consuetoque Juramento obstringi. Quod si pendente lite unus vel plures ex ipsis Consiliiariis mortem obirent, tunc in demortuorum locum, prout ad quemlibet nostrum pertinebit, alios semper surrogabimus. Ipsi quoque Consiliiarii non plures scripturas admittant, aut terminos alio modo, quam supradictum est, prorogandi aut alterandi potestatem habeant, sed fortuna, & modo illis concessio procedant, excepto casu, quo Partes testes producere necesse haberent, tunc ipsi Consiliiarii Jurisdictionem suam prorogandi potestatem habeant, tantisper donec testes ejus causæ concilii, secundum Juris dispositionem legitime producti & auditi fuerint, ita tamen, ne ulla minus necessaria prorogatio queratur, vel admittatur, sed omnes testes ad unum diem & terminum, quantum fieri potest, audiantur, à publicatis attestacionibus, non nisi unica scriptura à qualibet Parte recipiatur. Proinde quo magis Regna, Principatus & Domina nostra, ab omni bellorum, deprædationum, latrociniorum, hostilitatisque periculo libera, secura, purgataque esse queant, conventum inter nos est, quod nullus nostrum alterius, seu Regnorum, Provinciarum, vel Subditorum suorum diffidatores, hostes, homicidas, raptores, seu damnificatores, nec non profugos cujuscunque conditionis sive Ecclesiasticos sive sæculares, item Rebelles Subditos, quicumque in alterius nostrum Regnis & Ditionibus reperti, denunciati, vel per nosmet, aut Officiales nostros pervestigati fuerint, nequaquam amplius fovere & assecurare, multo minus verò per Subditos nostros ullo Hospitio, auxilio, sive receptatione quocunque pretextu, directè vel indirectè, publice vel occulte recipere, juvare, vel intenterne debeat, sed ubicunque hujusmodi grassatores, raptores, diffidatores, & damnificatores, ubilibet in præfatis Regnis & Ditionibus nostris deprehensi fuerint, contra eos, jussu nostro & directione, atque accurata diligentia Officialium, utrobique Parti lætæ, atque deferenti Justitia immediatè atque irrecusabiliter permitti atque administrari, aut etiam citra Partium requisitionem de iis, ut communibus hostibus, à Capitaneis & Magistratibus, ubicunque ex officio inquiri, insequi, & pœnaliter procedi debeat. Casu autem quò aliquis ex Officialibus, aut Subditis nostris, propter receptationem, assecurationem vel defensionem antedictorum diffidatorum aut omissionem antedictorum diffidatorum insecutionis, captivacionis, sive animadversionis scienter contraverit in tales utrobique, sive delati à Parte altera, sive alias verosimili suspicione deprehensi forent, Capitali supplicio irremissibili debet animadvereri.

Quod si alterius nostrum, unus vel plures Incolæ vel Subditi, alteri nostrum seu Regnis & Dominiis nostris, generaliter vel singularibus personis, Incolis, & Subditis, privatim hostilitatem denunciaverint, tunc statim Præfectus, Capitaneus aut Officialis illius loci sive Districtus, cui diffidatio indicta est, Generales, Præfectos, & Capitaneos Regnorum, & Provinciarum alterius nostrum, sub quo tales diffidatores degunt, ea de re certiores reddere, ipsisque exemplar diffidatoriarum Literarum transmittere debeat. Quo accepto præfati Præfecti & Capitanei, diffidatores pro publicis hostibus judicare, promulgare, publicare, omnibusque & singulis Incolis cujuscunque ordinis & conditionis extiterint, eorum consuetudinem interdicerè, & ne a quocunque hospitio recipiantur, aut consilio, auxilio, sive re ulla alia juventur prohibere & cavere, bonaque diffidantium applicare Fisco & Camera Regiæ, ac proinde in hospites, socios, conscios, & complices, pari quoque severitate animadvertere teneantur, ignorantia excusatione universis penitus sublata. Quod si quispiam Præfectus, Capitaneus, aut Magistratus, in hujusmodi casibus subitam Justitiam administrare cunctaretur, aut etiam alias ex Officio, inquisitione, insecutione, & animadversione debita non procederet, tum tales nostre punitioni immediate obnoxii, & rei esse debeant. Ut autem præcipuus diffidationum, & grassationum fons, quo hujusmodi latrocinia imprimis aluntur è medio tollatur coerceaturque licentia & impunitas receptandi hostes, prædones & diffidatores, serio inter nos convenit, ut omnes promotores, detentores, receptatores, complices, dictorum facinorosorum hominum, qui vel notorietate facti, vel ex veraci denuncia-tione spoliatorum, aut ex fuga Captivorum, (modo ta-

les captivi aut spoliati bonæ fidei & integræ famæ sint) sive aliis tam manifestis indiciiis, ut ulteriori probatione res non egeat, convicti vel deprehensi forent; iidem citra ulteriorem purgandi sui admissionem & concessionem, spoliatis & damnum passis, ad restitutionem & satisfactionem probabiliam damnorum, de bonis suis teneantur, aut si solvendo non sint, secundum qualitatem delicti corpore luant. Quod si tales etiam patrati criminis conscii, vel complices essent, & ad illata damna, eademque evidentem causam scienter præbuerint, iidem non tam Parti ad restitutionem damnorum, ut jam præmissum est, teneantur, quam & superioritatis suæ cognitione ad sumendum de iis pro modo delicti supplicium, citra evasionem subjeant. Si verò aliqui receptatorum aut complicum non omnino manifestis indiciiis, nec apertis Captivorum Confessionibus, sed alias delati, & de tali facinore suspecti potius, quam convicti fuerint, contra tales, tam ex delatione damnificatorum, vel alterius superioritatis Officialium, quam ex Officio, per Capitaneos aut Magistratus ejus Regni, aut Ditionis, in qua fuerint, hac tamen conditione, differentia sive moderatione debet procedi, ut si forent Nobiles, aut possessionati Cives autem in talibus non infamati, neque ullis prioribus Confessis suspecti, tales in casu negationis, sese proprio eorum Juramento, coram supremo ejus Ditionis Magistratu, publice de hujusmodi infamacione exonerare & purgare queant.

Si verò iidem anterioribus infamia, aut Confessorum præjudiciis notati, aut semi-manifesti forent, ita tamen ut hujusmodi confessata, non omnimodè certum facti indicium præbere possent, tales etiam ad purgationem sui, medio Juramento, etiam tertia manu integræ famæ possessionatorum vicinorum, admitti, aut si in utroque casu, in purgatione sui defecerint, debitæ Capitæ animadversioni subici debeant. Quod si quis ex Regnis & Provinciis nostris, ausu temerario contra Jus & æquitatem, ac publica mutuaque Regnorum nostrorum Fœdera, in alterius Regna vel Ditionem, excursionem, & irruptionem faceret, atque ibi Mercatores, & vectores deprædaretur, aut detineret, homines occideret, vel abduceret, pecora abigeret, incendio faviret aut alio quovis modo damnum & injuriam inferret, & patrato nefario scelere rursus se domum vel cum præda securus, vel fugiens insequentium manus, in hospitia consueta & solita diverticula reciperet, tum in eo Regno Præfecti illius Territorii, vel Districtus, & omnes Incolæ, totaque vicinitas, mox, ut à damnificatis & injuriatis seu quibusvis aliis hostem, prædonem, & communium Fœderum violatorem insequentibus commonefacti, evocatique extiterint, debeant læsis ferre opem, adesse in armis, fortiter & graviter insequi, & inquirere noxios, & turbatores Pacis publicæ & tranquillitatis. Et si sui tuendi causa, in aliqua Castra & Fortalitia, vel loca abdita, seu natura munita profugerint, acrius ac diligentius insilire, & ipsos & eorum hospites, socios, conscios, complicesque obsidere, oppugnare, & ita omnes ad deditonem urgere, ad debitum supplicium trahere, & ad restitutionem, recompensationemque damnorum illatorum cogere teneantur. Si qui autem negligentes & remissiores in differendo offensæ auxilio & in prosequendo hostes & damnificatores sese exhibuerint, hi sciant, se indignationem nostram, & severam animadversionem irremissibiliter incurfuros esse. Si verò contingeret, aut per subordinationem superioritatis, aut alios, qui per damnificatos atque diffidatos contra præmissos damnificatores, diffidatores, malefactores, receptatores, aut complices captivandos, sive etiam jam tunc captivos, & convictos, in alterutrum Regnum & Ditionem, pro imploratione Justitiæ mitti, iidem Imploratores non solum ad executionem Justitiæ, pro ratione delicti, cum omnibus in tali facto necessariis admitti, & provideri, verum etiam tam in loco administrandæ Justitiæ, quam in reditu ad propria, omnimode tuti atque assecurati esse debeant. Casu etiam quo in alterutrum nostrum Regno & Ditione, aliquis ex Nobilibus, aut aliis zelo honestatis, & studio suppressendorum publicorum malefactorum aut Jussu Magistratum, aut motu proprio, hujusmodi publicos prædones & grassatores insequeretur, idque sibi à quoquam ut inhonestum exprobraretur, talis exprobratio, nulli cujuscunque status, ullum honoris sui discrimen, imminutionem, & præjudicium aliquod generare queat, sed exprobrator ad revocationem probri unâ cum aliquali carceris punitione & restitutione impensarum cogi, atque læsam rogare debet,

ANNO  
1677.



ANNO bet, ut sibi talem injustam imputationem propter Deum remittere velit.

1677. Cum denique nostra Regnorumque & Provinciarum nostrarum maximoperè interfit, ut in Regnis & Dominis nostris, bonam eandemque justam habeamus Monetam, quamobrem pro bono communi, utrinque curabimus, & efficiemus, ne illegitima, prava, & reprobata Moneta, in Regnis & Provinciis nostris cudatur recipiaturque. Quod hac ex parte quæstio inter nos incideret; agemus quantum opus fuerit, cum Ordinibus Regnorum, Provinciarumque nostrarum atque eorum assensu, Commissarios nostros utrinque deputabimus, qui habitâ ratione communium Regnorum; Provinciarumque nostrarum eas tentent, ineantque rationes, quibus vel eadem bonitate & valore utrobique Moneta cudatur, vel diversarum Monetarum, prout quævis vel melior, vel deterior reperta fuerit, justum semper pretium, æstimatioque constituatur. Id quod de sale utriusque nostrum in alterius Regna & Provincias educendo, pariter cautum esse volumus; Quod si tamen hæ res, vel altero vel utroque casu, inter communes nostros Commissarios transigi nequeant, tunc saluum liberumque semper utrique nostrum esse debere, & de Moneta & sale suo statuendi, id quod cujusvis ac Regnorum & Provinciarum suarum necessitas, utilitasque exegerit. Quæ omnia & singula matura Procerum & Consiliorum nostrorum deliberatione prævia Nos Imperator Leopoldus, & Nos Joannes Tertius pro Nobis & Successoribus nostris acceptamus; approbamus, & Regia nostra autoritate ratificamus per præfentes: Promittentes in verbo nostro Imperiali, & Regio & bona fide, sub onere Juramenti mediante præinferta Pactorum & Fœderum Capitula, in omnibus eorum Punctis, Clausulis, conditionibus & Articulis firma, rata, & grata semper habituros, ac sancte inviolabiliterque observaturos, nec non per Officiales & Subditos nostros, ac omnes quorum interest, pariformiter observari & manuteneri curaturos, dolo & fraude semotis. In quorum omnium robor, & evidens testimonium nos præfati Reges binas ejusdem tenoris Literas mantium nostrarum subscriptione, Sigillorumque appenditione munitas ac cuilibet nostrum alteras consignatas expediri fecimus. Datâ in Civitate nostra Vienne, & Arce Regia Varsaviensi die vigesimo quarto Mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, Regnorum nostrorum Leopoldi Imperatoris Romani decimo nono, Hungarici vigesimo secundo, & Bohemici vigesimo primo. Nostri vero Joannis III. Poloniae Tertio.

LEOPOLDUS. (L.S.) JOANNES. (L.S.)

Quapropter mandamus omnibus & singulis, cujuscunque status, conditionis & Dignitatis Subditis nostris, tam Dignitatibus & Officiis quibuscunque publicis, in Regno Dominiisque nostris fungentibus; quam etiam privatis, ut præinfertam Pactorum formulam integre, & inviolabiliter observent, secundum præscriptum illius controversias ac differentias quascunque desinant & sopiant, nullaque in re aut ipsi illi contraveniant, aut contravenire aliis permittant, sub gravi indignatione & animadversione nostra. In cuius rei fidem præfentes, Sigillo Regni nostri communiti jussimus. Datum Varsaviæ die Mensis Anno Domini MDCLXXVII. Regni nostri III. Anno.

### CLXIII.

29. Mai. *Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & quelques Rois & Reines de l'Amerique Septentrionale, voisins de la Colonie Angloise de la Virginie, savoir la Reine de PAMUNKEY, la Reine de WAONOKE, le Roi de HOTTOWAYS, & le Roi de NANAYMOND, par lequel ils se reconnoissent tous Dependans & Tributaires de la Couronne d'Angleterre, avec promesse de lui donner tous les ans chacun trois Flèches Indiennes pour marque de leur sujétion. Fait au Camp Anglois de Middle-Plantation le 29. jour de Mai*  
TOM. VII. PART. I.

1677. Avec un MEMORIAL de la solennité observée dans la signature de ce Traité, & de l'exclusion de PERICHTAH Roi des Appomatucks. [Sur une Copie manuscrite.]

ANNO 1677.

Articles de Paix entre le très-puissant Prince, & notre redoutable Souverain Seigneur Charles Second par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, de France, & d'Irlande, Défenseur de la Foi; &c. & plusieurs Rois & Reines dans les Indes, qui les ont approuvez & signez, faits & conclus au Camp du Lieu nommé en Anglois, *Middle-Plantation* le 29. jour de Mai 1677. qui est le jour de la très-heureuse Naissance de notre dit Souverain Seigneur, & en la 29. année du Regne de Sa Majesté, par le très-honorable Herbert Jefferies Ecuyer, Lieutenant, Gouverneur de la Colonie de Virginie de Sa Majesté, où étoient présens les Honorables Jean Berry Chevalier, & François Morison Ecuyer, Commissaires de Sa très-Sacrée Majesté, établis par des Lettres Patentes scellées du grand Sceau d'Angleterre pour les affaires de Virginie, & l'honorable Conseil d'Etat de ladite Colonie.

Comme ainsi soit que Sa très-Sacrée Majesté ait de Sa grace Royale, & de son propre mouvement, confié à mes soins & applications, le renouement, la Négociation, & la conclusion d'une bonne Paix avec les Indiens, qui sont nos voisins; Dans cette vûë, & pour y parvenir, (de l'avis & assistance des honorables Jean Berry Chevalier, & François Morison Ecuyer,) J'ai fait dresser les Articles & ouvertures qui suivent, pour le ferme fondement, & le sûr établissement d'une bonne & juste Paix avec lesdits Indiens; & afin qu'elle puisse être sûre & durable, (fondée sur les fortes Colonnes de Justice reciproque) en leur confirmant leurs justes Droits, & en réparant les torts & dommages qui leur ont été faits, afin que par ce moyen, le Grand Dieu Tout-Puissant, (qui est un Dieu de Paix, & Amateur de Justice,) soutienne & fasse prospérer notre Alliance & amitié inueltuelle, on est par ces presentes convenu & demeuré d'accord de ce qui suit.

I. Que les Rois & Reines dans les Indes reconnoîtront d'oresnavant, qu'ils tiennent leur dépendance immediate, & doivent toute sujétion au grand Roi d'Angleterre, qui est à present notre redoutable Souverain, les Heritiers, & Successeurs, quand ils payeront leur Tribut au Gouverneur de Sa Majesté, qui sera en Charge.

II. Que lesdits Rois & Reines dans les Indes, & leurs Sujets tiendront leurs Terres sur ce pied-là, ce qui leur sera confirmé, & à leur Postérité, par des Lettres Patentes du grand Sceau de cette Colonie de Sa Majesté, sans être chargez d'aucuns Droits, gratifications, ou reconnoissances pour lesdites Terres; de la même sorte, & d'une maniere aussi libre, & aussi ferme, que les autres Sujets de Sa Majesté ont & tiennent leurs Terres & Biens, en payant seulement pour lesdites Terres, par chacun an trois Flèches Indiennes, pour, & au lieu de Rente Fonciere.

III. Que tous Indiens qui sont en amitié avec Nous & n'ont pas des Terres suffisantes pour faire des Plants en soient incontinent pourvus; sur l'avis qui en sera donné, & qu'ils ne soient jamais troublez en la possession des Terres qui leur seront accordées, & confirmées, ainsi qu'il est dit ci-dessus, tant & si longuement qu'ils les tiendront, & qu'ils garderont & conserveront leur obéissance & sujétion dûë à Sa Majesté, à son Gouverneur & à son Gouvernement, & de l'amitié & bien-veillance envers les Anglois.

IV. Comme par les mécontentemens reciproques, par les plaintes, jalousies, & craintes des Anglois, & des Indiens, causées par de violentes intrusions de plusieurs Anglois dans leurs Terres, contraignant les Indiens à tuer le Bétail, & les Pourceaux des Anglois, par voye de vengeance, par lesquelles violences, il y a eû des offenses, & injures, faites de part & d'autre, la Paix de cette Colonie de Sa Majesté a été grandement troublée, & la dernière rebellion malheureuse, a été par ce moyen commencée & grandement fomentée, ce qui a causé tant de ruine & de misère dans ce Pais, pour prévenir d'oresnavant, lesquelles injures, & les suites fâcheuses qui en pourroient arriver, autant qu'il nous est possible, on a conclu & arrêté par ces presentes: qu'aucun Anglois ne pourra semer, ni planter plus près que trois milles d'aucune Ville Indienne, & qui-

ANNO  
1677.

conque aura fait, ou fera aucune usurpation, sur les Terres des Indiens en sera chassé, & on procedera contre lui, ainsi qu'il a été pourvû & ordonné par le present Traité de Paix qui fut fait, lors que l'honorable François Morison en étoit Gouverneur, & par l'Acte d'Assemblée fondé sur ledit Traité.

V. Que lesdits Indiens seront dûement protegez & défendus en leurs pertonnes, Biens, & Privileges contre tous les torts & injures des Anglois, & que sur aucune rupture ou Contravention qui sera faite, les Indiens qui auront été mal-traitez se retireront en premier lieu par devers le Gouverneur, & s'adresseront à lui, pour l'en informer, sans s'emporter inconfidérément, ni brusquement à aucun Acte d'hostilité pour en tirer satisfaction, lequel sera encourir telle punition à ceux qui auront de propos délibéré contrevnu à ces presentes, ainsi que les Loix d'Angleterre ou de ce Pais l'ordonnent, & de même que si on avoit fait quelque tort ou injure à aucun Anglois, ce qui n'est que juste & raisonnable, puis qu'ils avouent eux-mêmes qu'ils sont sous la Ligeance de Sa Majesté très Sacrée.

VI. Qu'on ne mettra point en Prison aucun Roi, ni aucune Reine dans les Indes, sans un Decret spécial du Gouverneur de Sa Majesté, & de deux personnes du Conseil, & qu'aucun autre Indien ne sera point emprisonné sans un Decret d'un Juge de Paix, sur une cause suffisante d'emprisonnement.

VII. Que lesdits Indiens jouiront de leurs Libertez accoutumées, de pêcher des Huîtres & du Poisson, & de recueillir sur les Terres des Anglois du Tuchahoc, des Curtenemons, des Avoines sauvages, des Jones, du Puckoone, ou quelques autres choses que ce soit, pour le maintien de leur vie, qui ne soit pas utile aux Anglois. Bien entendu toutefois que premièrement ils aillent trouver quelque Magistrat public, de bonne réputation, & qu'ils s'informent du nombre qu'ils sont, & de leur affaire, lequel ne leur refusera point un Certificat en cette occasion, ni en aucune autre qui sera legitime, de sorte qu'ils en fassent un juste rapport, quand ils retourneront; & qu'ils aillent directement vacquer à leurs affaires, sans porter aucune sorte d'armes, & sans loger en la Maison d'aucun Anglois, une seule nuit.

VIII. Qu'on ne souffrira qu'aucun Indien Etranger vienne en aucune habitation Angloise, sans qu'il ait en sa Compagnie un bon Indien voisin, avec un pareil Certificat, ainsi qu'il est dit cy-devant, & aucun Roi Indien ne doit refuser d'envoyer un Sauf-Conduit à l'étranger, sur aucun sujet legitime de sa venue, & qu'aucuns Indiens ne pourront se peindre ni se deguïser quand ils y viendront.

IX. Que tous les Rois & Reines dans les Indes Tributaires des Anglois ayant connoissance d'aucune Marche d'Indiens Etrangers près des Quartiers, ou des Habitations Angloises, aillent incontinent trouver quel qu'un des plus proches Officiers de Milice, & l'informer de leur Nation, de leur nombre, de leur dessein; & de la route qu'ils prennent.

X. Que s'il est nécessaire, un parti convenable sera incontinent detaché & envoyé par le plus proche Colonel de la Milice, pour assister, fortifier, & se joindre aux Indiens qui sont de nos amis, contre aucune attaque, course, ou depredation sur les Villes Indiennes.

XI. Que chaque Indien propre à porter les armes, des Nations voisines, qui seront en Paix avec nous, sera pourvû d'une telle quantité de Poudre & de Plomb, que le tres-honorable Gouverneur jugera suffisante pour aucune occasion, & qu'il y aura un tel nombre d'Indiens prêts à sortir avec nos Troupes sur aucune marche contre les Ennemis, & qu'ils recevront telle paye pour leurs bons services, qu'il sera jugé à propos.

XII. Que chaque Roi & Reine dans les Indes auront un pouvoir égal de gouverner leurs Peuples, & il n'y en aura point qui ait plus grande autorité qu'un autre, excepté la Reine de Pamunkey à qui plusieurs Nations dispersées reconnoissent derechef de devoir leur ancienne sujétion, & sont convenus de venir s'établir sous son pouvoir & son Gouvernement: Lesquels sont aussi par ces presentes compris avec elle dans le present Traité de Paix, & doivent garder & observer la mesme chose envers ladite Reine, en toutes choses comme étant ses Sujets, aussi bien qu'envers les Anglois.

XIII. Que personne ne pourra entretenir ou garder aucun Indien du voisinage des Anglois, comme Serviteur, ou autrement, que par permission du Gouverneur: & qu'il passera une obligation, par laquelle il se rendra responsable de toutes les injures & dommages qui se trouveront estre faits à aucuns Anglois.

XIV. Qu'aucun Anglois ne pourra loger ni recevoir aucun Indien vagabond, ou fugitif, mais sera tenu de l'envoyer au lieu de sa demeure par voye de Passage, de Juge en Juge, jusqu'en sa propre Ville, sous peine de payer autant par jour, pour l'avoir logé, qu'on en peut recouvrer par la-Loi, pour avoir entre-tenu des vagabonds.

XV. Qu'aucun Indien de ceux qui sont en amitié avec nous ne servira pas plus de temps que les Anglois de mesme âge servent par acte d'Assemblée, & ne sera point vendu comme Esclave.

XVI. Que chaque Roi, & chaque Reine dans les Indes, viendront tous les ans au Mois de Mars, avec quelques uns des Principaux de leur Nation, rendre leur obéissance au tres-honorable Gouverneur de Sa Majesté, au lieu de sa Residence quelque part, qu'elle soit; & alors ils payeront en ce lieu-là le Tribut accoutumé de vingr peaux de Castor, au Gouverneur, comme aussi leur Rente fonciere ci-dessus pour marque de reconnoissance qu'ils tiennent leurs Couronnes, & leurs Terres du Grand Roi d'Angleterre.

XVII. Qu'on aura, & prendra le soin nécessaire à ce que ces Rois & Reines dans les Indes, les Principaux de leur Nation, & ceux de leur suite, qui viennent pour affaires publiques, vers le tres-honorable Gouverneur, le Conseil, ou l'Assemblée soient pourvûs de Vivres, & de logemens aux depens du public, & qu'aucun Sujet Anglois ne leur pourra faire tort ou injure, ni les insulte, ou offencer en paroles, ni par voyes de fait.

XVIII. Que s'il arrive quelque mesintelligence, ou rupture de Paix entre aucun des Indiens qui sont en amitié avec les Anglois, d'abord que cela paroitra & commencera, & avant qu'ils entrent en aucun acte d'hostilité, ou de Guerre ouverte, les uns contre les autres; ils s'adresseront au Gouverneur de Sa Majesté, par la Justice & prudence duquel, on s'attend que les differens qui pourroient arriver entr'eux seront conciliez & apaisez, & à la decision finale duquel lesdits Indiens se soumettront & conformeront.

XIX. Que pour prevenir les accidens & méprises frequentes causées par des interpretes infideles & corrompus, & pour plus grande feureté, satisfaction & avantage, tant des Indiens que des Anglois, il y en aura un de chaque Nation des Indiens de nôtre voisinage qui puisse déjà parler, ou puisse devenir capable de parler Anglois, qui sera admis conjointement, avec ceux des Anglois, pour être leurs interpretes.

XX. Que les Indiens compris en ce Traité de Paix, rendront incessamment aux Parens & Propriétaires, ses Enfants, Serviteurs, & Chevaux qu'ils leur ont pris & enlevez de temps en temps & qui sont jusques ici demeurez entre les mains desdits Indiens, ou qui les peuvent découvrir.

Que le Traffic avec lesdits Indiens sera continué, limité, restraint, ou tenu ouvert, ainsi qu'il conviendra le plus, pour la Paix & tranquillité du Pais, sur laquelle affaire, le Gouverneur consultera le Conseil & l'Assemblée, & la terminera à leur premiere rencontre.

Le Seing de la Reine de  
Pamun-  
key tant  
pour Elle

que pour plusieurs Nations In-  
diennes qui sont de son obéissance.

Le Seing de la Reine

de Wanoke.

Le Seing du Roi

de Naneymond  
Indien.

Le Seing du Roi de Hottoways.

Le Seing  
du Capi-  
taine Jean  
Woff Fils

de la Rei-  
ne de  
Pamun-  
key.

Collationné à l'Original Témoin  
Thomas Ludwell Secretaire.

Memo-

ANNO  
1677.

Memorial du 29. jour de Mai 1677.

Que cet Instrument de Paix aiant été lésé & expliqué à plusieurs Rois & Reines des Indes qui étoient lors presens (à la Cour, nommée en Anglois Middle-Plantation) par des Interpretes qui avoient prêté Serment de s'en acquiter fidelement, lesdits Rois & Reines des Indes, en ont signé & delivré les Articles à l'honorable Gouverneur, eux s'estant mis à genoux, & ont reçu le duplicata signé & delivré de la part de la Majesté du Roi, en la mesme posture à genou, baissant le papier de leur propre mouvement, à mesure qu'ils le faisoient passer de main en main l'un à l'autre, jusques à ce que chacun eût fait les mesmes signes de respect qu'ils portoit au même papier, pour marque de l'acceptation, tres-libre & tres-joyeuse de cette Paix conclue avec eux: dans le même temps, Pericuhah Roi des Appomatucks étant lors présent demanda instamment qu'il fut reçu à signer ce Traité de Paix avec les autres; Mais comme il étoit soupçonné d'avoir commis soit lui ou ses Sujets quelques massacres, sur les Sujets d'Angleterre, de Sa Majesté, dont il y avoit des plaintes faites contre lui, il ne fut pas pour lors admis, ni compris en ce Traité de Paix, aussi ne doit-il pas jouir du benefice du même Traité, jusqu'à ce qu'il se soit justifié de ce crime qu'on lui impute, & qu'il est accusé d'avoir commis depuis que les Commissaires de Sa Majesté étoient arrivez en Virginie, ainsi qu'on avoit été informé par des Gens dignes de foi: Laquelle exclusion donna une satisfaction generale aux Anglois, de trouver qu'on avoit fait une si juste inquisition du sang de leurs Compatriotes massacrez.

JEAN BERRY.

FRANÇOIS MORISON.

CLXIV.

14. Juin. Reces zwischen Philipp Wilhelm Pfalzgraff am Rhein/ und Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster/ wegen der Cron Spanien/ vermöge sicherer Tractaten/ zu lieferenden Mannschafft. Geschehen Werden den 14. Junii 1677. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, & CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster, sur certaines Troupes qu'ils doivent fournir à la Couronne d'Espagne en vertu de leurs Traitez. A Werden le 14. Juin 1677.

On Gottes Gnaden wir Philipp Wilhelm Pfalz-Grav bey Rhein/ in Bayern/ zu Gütlich/ Cleve/ und Berge Herzog/ Graf zu Welsch/ Sponheim/ der Marck/ Ravenspurg/ und Wides/ Herz zu Ravensstein/ thun hiemit kund und zu wissen/ was massen wir mit dem Hochwürdigem Fürsten/ Herrn Christoph Bernharden Bischoffen zu Münster/ Administratorem zu Corvey/ Burggrafen zu Stromberg des Heil. Rom. Reichs- Fürsten und Herrn zu Borckeloh/ nachdeme so wohl seiner liebden/ als wir/ uns bereits vorher bey gegenwärtigen gefährlichen Conjunctionen/ und noch anhaltenden verderblichen Kriegs-feuer/ mit der Cron Spanien zu derselben/ dann zu forderist Ihre Keyserl. Majest. des Reichs und der gemeinen sachen dienst/ jeden Theils ad partem allirt/ und zu lieferung sicherer Mannschafft verbunden/ uns forthaner Conjunction halber/ aus veranlassung der mit seiner liebden schon von laugen jahren her jederzeit gepflogenen Freund-nachbarlichen guten verständnis dahin vereinbahret/ wie in hiernach geschehen Reces von Worten zu Worten mit mehrerm folget.

I. Gleichwie man sich vorherberührter massen bereits jedes Theils absonderlich mit der Cron Spanien gegen dero Ihr Keyf. Majest. des Reichs und der gemeinen sache Feinde/ mittelst angesehener sicherer Tractaten verknüpfet/ und Uniret/ auch gewisse Mannschafft zulieffern versprochen/ also hat es dabey sein ungeändert verbleiben/ und solle durch diese zusammenetzung

daran das geringste nicht immutiret/ noch erwehnten Tractaten derogirt seyn/ gestalten dann auch

II. Zweirens/ zu einfolg selbiger Tractaten/ sowohl wir/ als seiner liebden unsere jedes Theils ad partem versprochene Mannschafft gehörig lieffern/ und mit derselben/ wie es entweder zu der Cron Spanien dienst in selbigen Niederlanden/ oder aber wo es sonst mit Ihr Keyf. Maj. und der Cron Spanien gut-befindens/nöthig erachtet werden wird/auf vorher mit uns beederseits hierüber gepflogene Communication operiren lassen wollen.

III. Dazern auch drittens Ihre Keyf. Majest. und der Cron Spanien lieb sein würde/ daß sowohl seiner liebden/ als wir/ über unsere vorher ad partem allschon versprochene Mannschafft annoch jeden Theils eintausent Mann/ und also seiner liebden zehntausent/ wir aber sechs tausent Mann stellen solten/ bleiben wir hierzu erbietig/ dergestalt jedoch/ daß wegen dieses superplus auch einem jeden mit gebührenden Subsidii über dasjenige/ so wegen der vorher zulieffern übernehmener Mannschafft verglichen worden/ zusatzen gekommen werde; deswegen jeder theil nach seinen besten gutfinden alsdann mit der Cron Spanien sich zuvergleichen.

IV. Und weilten also vierdtens/ wir beyderseits zu der Cron Spanien/ zu forderist Ihr Keyf. Majest. auch des Reichs und der gemeinen sachen dienst einen zweck und ganz einmütiges absicht führen/ also wollen wir auch suchen/ daß unsere beyderseits zulieffern habende Mannschafft jedesmahls in einem Corpo, und bey einerley operation beysammen stehen/ und verbleiben mögen/ gestalten dann auch/ nachdem

V. Fünfftens seiner liebden sich mit der Cron Spanien dahin verglichen/ daß dero Völcker unter der Spanischen Niederlanden Governatore, oder selbiger Cron der ends habenden General operiren sollen/ als wobey es sein ungeändert verbleiben hat/ wir ebennmäßig entslossen/ unsere zulieffern habende Mannschafft/ unter forthanem Governatore/ oder General/ und dessen Commando in zeit wehrender Campagne operiren zulassen/ wie auch in den Winter-Quartieren/ die Direction, und das Commando über eines jeden Völcker/ bey uns und seiner liebden/ auch eines jeden Generalität verbleibet.

VI. Da auch sechstens/ von und mit der Cron Spanien gut gefunden werden sollte/ daß diesen conjungirenden Corpo ein Kayserlicher General präcificiret werde/ und solcher uns beyderseits ebenfals angenehm und beliebig sein wird/ solle es zu beyden theilen gleiche meinung haben/ wie in erst verstandenen Fünfftens Articul begriffen.

VII. Siebentens/ und gleich wir beyderseits in der getrofftesten zuversicht stehen/ es werde sowohl die Cron Spanien/ als zu forderist Ihr Keyf. Majest. diesen unsern hierin falls wohl- und tren nemenden eifer nicht nur approbiren/ sondern auch erkennen/ und mithin zu deslo besserer und kräftiger ausweirkung dieser unserer zu Ihrer Keyserl. Majest./ des Reichs/ auch der Cron Spanien/ und der gemeinen sachen dienst führenden intention, uns für obberührte unsere Mannschafft mit nöthigen Winter-Quartieren/ nebenst befreyung unserer eigener lände zustatten kommen. Also wollen wir insgesamt Ihr Keyf. Majest. dahin unterthänigst suchen zuerbitten/ damit uns die in hiebey gelegter specification begrieffene Orth zu den Winter-Quartieren/ als ohne welche uns allerding unndmöglich fallen würde/ obberührte Völcker zulieffern/ zu nuterhalten und conserviren/ vor forthane unsere Völcker allergnädigst angewiesen/ und zugestanden werden möchten. Welchem nach

VIII. Achttens/ und da Ihr Keyf. Majest. wie wir gänzlich verhoffen/ uns hierinnen allergnädigst dekeriren/ die von derselben einwilligende/ oder anweisende Winter-Quartier zwischen uns beyderseits nach proportion eines jeden Mannschafft/ auch wo es einem am besten gelegen/ abgetheilet/ und deswegen gehörige vergeldung geschähen solle/ mit dem fernern anhang und versprechen/ daß/ da ein theil in solden seinen von Ihr Keyf. Majest. einwillig- und anweisenden hybernis, oder aber in eigenen landen von andern mit eigenmächtigen Einquartieren (weilen/ wann schon anderwärts die hyberna assignirt/ man dagegen aber in eigenen landen leiden sollte/ die sustentation der Militz ebenfals dahin fallen würde:) turbiret werden wolte/ einer dem andern dagegen mit obiger Mannschafft kräftiglich assistiren/ und garantiren helfen solle.

IX. Neuntens ist verglichen/ daß dieser Conjunctions-Reces so lang seine krafft haben/ und verbindlich sein solle/ als dieser Krieg wird dauern.

X. Zehntens. Im fall auch einige andere Chur- und Fürsten ohne unterschied der Religion diesem unserm Corpo mit Ihren Völkern beyzutreten/ sich anmelden/ und Ihr Keyf. Majest. solden beytritt/ allergnädigst approbiren/ auch denjenigen/ welche mit Ihrem vorwissen und Consens accediren/ etna in Ihren landen die befreyung von passiv-Winter-Quartieren verwilligen würden/ wird uns beyderseits nicht zuwider sein/ auch selbige betretende Chur- und Fürsten/ dazern gegen Ihr Keyserl. Majest. allergnädigste intention und bewilligung von jemand sie in Ihren landen gewaltthätig überzogen/ und mit eigenmächtiger Quartiers-nehmung angefochten werden wolten/ nach proportion der Mannschafft so ein jeder betretender zu diesem Corpo lieffern wird/ bey zustehen/ und bey der von Ihr Keyf. Majest. ertheilender allergnädigster befreyung manutentiren zuhelfen.

XI. Und weilten eilfften wir alles und jedes/ so in diesem Conjunctions-Reces begriffen/ blößlich zu Ihr Keyf. Majest. Ratific-

ANNO 1677. Ratification und genehmhaltung ausstellen / also wollen wir beyderseits solches durch unsere zu Wienn substituierende Ministros und Käthe Ihr Kayf. Majest. unterthänigst vortragen / und dero allergnädigste resolution darüber erbitten lassen.

XII. Zwölfften. Jümmittelst haben wir in omnem Eventum beyderseits dieser Conjunctions-Recess also eingegangen / massen da Ihr Kayf. Majest. genehmhaltung darzu kommet / derselbe allerdings kräftlich / und verbindlich seyn / auch zu beyden theilen unverbrüchlich gehalten werden solle. Urkund haben wir dieses eigenhändig unterschrieben / und mit unsern geheimen Cansley-Secret betrocken lassen. Actum Werden den 14 Junii 1677.

Philipp Wilhelm. (L.S.)

CLXV.

Sept. *Instrumentum Turcicum Pacis renovatæ & confirmatæ inter MAHOMETUM IV. Turcarum Sultanum & Regem ac Rempublicam POLONIÆ, quò Podolia & Ukraina Turcis relinquuntur; Munus verò annuum, 22. millia aureorum, Portæ Ottomanicæ olim pensitatum ab ipsa Polonis condonatur. Datum in Campo Danovæ Bassæ in plenilunio Septembris anno (1) 1098. [JEAN CHRÉTIEN LUNIG, Negotiorum Publicorum pag. 392.]*

**S**cythis Lipkis dictis, qui in Regno Poloniæ sunt, illis, quicunque suâ voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius Anni nemo Polonorum impedimento sit, ut cum Familiis & suppellectili exeant, & nullâ molestiâ afficiantur. Podolia Regnum totaliter secundum antiqua Confinia subiaceat Dominio meo, & Oppida Bar & Miedziboz, in quibus adhuc sunt Militiæ Polonicæ; ista duo Oppida eductis Polonicis Militiis relinquuntur. Et antehac, cum prædicta Oppida in potestatem Bissarmanorum redacta sunt, in ipsis quot tormenta fuerunt, iterum relinquuntur, postea verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiant. Et iterum & Incolis prædictorum Oppidorum quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant; qui verò manere voluerint ne illis molestia fiat; Et pro Podolia Regione, prout declararum & expressum est in Sacris Capitulationibus antehac concessis, quando de Limitibus & Confiniis Regionis Podolice acciderit Controversia quæpiam, ex consensu Gubernatorum constitutis ab utraque parte hominibus & cum Senioribus pro rectis Viris & Habitatoribus utriusque Confinii ad locum euntibus in limite cuiusque Ditionis & Confinii esse controversum locum, numero copiosa præslans multitudo restabitur, illo testimonio res desistantur. Descripta Regione Podolice ex illis nullus Polonus, qui ab antiquo habebant Oppida & Pagos (etiam si spirituales fuerint) quicunque in confinii manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea existentium, Tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones computatæ definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, constituta & portio pro ipsorum sustentatione sufficienti condonetur ipsis. Et ipsi & Filii ipsorum imminues & exempti & quousque in infidelitate non deprehenduntur, nequaquam hoc munere priventur, & contra Justitiam molestiâ non afficiantur. Et si collectio Liberorum mandabitur, ex ipsis & illorum Subditis nemo colligatur, & in Oppidis præter illas Ecclesias, quæ in Moscheas & in Tempa transformatæ sunt, illis quæ in manibus illarum sunt confirmatæ Ecclesiis nequaquam congestio fiat, & molestia inferatur, & in Exercitiis absolutæ suæ Religionis, sicuti reliquis confinianis Subditis licitum est, nec molestentur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione Ukraina excelsio Imperio parentium Cosacorum Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omnino ab illis fiat prætentio & ingestio, sed tantummodo in limiribus Ukraina sita prope Fluvium Borysthenem Oppida Bialacerkeio & Pabolocz, cum in potestate illorum, cumque duo ista Oppida secundum

(1) Cette Date est absolument fautive. Elle répond au Mois de Septembre 1687, & en ce tems là les Polonois étoient en pleine Guerre avec les Turcs. Peut être faut il lire 1088, ce qui reviendrait au Mois de Septembre 1677. On le range sous cette date, faute de savoir où le mieux placer. Il ne convient cependant pas assez à celui du 16. Octobre 1676. pour en être la confirmation. [Dum.]

ANNO 1677. sua antiqua Confinia ab antiquo cum attinentiis & Districtibus suis à Regia Majestate mea illis donentur, maneat ibidem in ipsorum potestate & Dominio, atamen ne isto prætextu extra Limites duorum dictorum Oppidorum ad palmulum Terræ ne se ingerant, neve prætentioem aliquam faciant, & posthac constituto à Fulgidissima Porta meo Commissario & Regionis Podolice juxta antiquos suos Limites & Confinia, & in Ukraina prædictorum duorum Oppidorum, quæ manebant in potestate illorum, nempe Bialacerkieu & Pabolocz quoque juxta antiquos illorum Limites Confinia & Limites illorum describantur & constituantur. Et qui propter Mercaturam, negotiationem & lucrum cum Mercibus, rebus propriâ Regionis in Ditionem Imperialem exeunt Mercatores, postquam juxta antiquam normam Mercium Gabellas coluerint ad amussim, contra Justitiam & consuetam normam ne molestentur, sicut à Mercatoribus antiquorum Confederatorum Principum Characz non accipitur, pariter à Mercatoribus Polonis quoque ne Characz, hoc est, Tributaria contributio exigatur.

Et cum antehac tempore Pacis illorum Religionis in Civitate Hierosolymitana mansiones habere consueverint, juxta veterem formam in quibus ab antiquo Sedem habere consuetum sit locis, Sedem habentes nullus impedimento sit. Et posthac sine Edicto meo Sacrosancto ab Exercitu Divina ope defenso & Crimensibus, Ockrakorienfibus, Nabaienibus, Scythis & Cosaccis, & Transylvania, ne Militiæ in Polonicam Ditionem invenantur, ne hostilitatem agendo populationem exercent, & è Subditis Poloniæ quicunque in Podoliam venientes habitare voluerint, ne impediuntur, sed hac conditione, ut juxta consuetam normam Decimas Legales & alias Contributiones meas solvant, nemò illis sit impedimento, ut cultu Terræ vitam sustentent.

Et cum antea singulis annis exhibendo folio meo Imperiali promissa fuerunt nomine muneris 22000. aureorum, Celsissimi Domini Crimensis Hani intercessione remissa & condonata fuerint, præter illorum aureorum Punctum, Oppidorum Bialacerkieu & Pabolocz, quæ illis donata sint, omnia Puncta antea ad Oppidum Bucpacz concessarum ipsis sacrarum Capitulationum tenore contenta in suo vigore confirmata ut conserventur, diligentia adhibeatur.

Et constitutis ab utrinque selectis & præstantibus Viris juxta testimonia seniorum & protectorum Regionis habitatorum Podolice & Ukraina Limites construuntur, Rectores Gubernatores utriusque Partis in extremis Limitibus constituti judicent, & dirimant lites attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti Cameneci illic manserant, cum postea educti & alio translati fuerint, qui velint iterum in Podolia maneat & habitent.

Et cum tempore capti Cameneci, qui manserunt Subditi postea illis alio traductis Ecclesiæ illorum derelictæ fuerint, & Subditis Latinis qui tempore capti Cameneci illic non manserint, illis qui impostero Cameneci manebunt ex Ecclesiis antea concessis & derelictis Ipsis una lapsa Ecclesia concedatur, & in Oppido Bar ex Ecclesiis postquam Moschea constituta fuerit, Subditis Latinis ibidem morantibus concedatur una solum Ecclesia, si concessa Ecclesia destructa fuerit, juxta antiquam positionem & formam in erectione & ædificatione ipsius ne impediuntur.

Pariter in Oppido Miedzibor & Jaztowick postquam constituta fuerit Moschea, ibidem manentibus Latinis Subditis singulæ Ecclesiæ concedantur, si destructæ fuerint, in ipsarum ædificatione & constructione nemo impedimento sit. Et Daniscana Naves omni securitate in Mari Mediterraneo navigantes, postquam juxta consuetam & veterem formam Telonia solverint, contra Pacis Jus & Justitiam ne capiantur neve molestentur.

Et in Regione Podolice Bassa Gubernator unus sit, & in Podolia Bey & Gubernatores, nec è Lipkarum nec ex aliorum Tartarorum Nationibus eligantur, Lipke Scythæ nec in Podolia nec in loco prope Limites collocentur. Et in Sacris antea concessis Capitulationibus, quæ præscriptis hisce conditionibus adversantur Puncta demta & refecata sunt, quæ vero conformia sunt, in suo pristino vigore confirmantur. Quousque à parte Regis Poloniæ & à D. Gubernatoribus & Capitaneis & à Subditis ipsius & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipsum Fortalitii sitis in Confiniis ope Divina protectis, & Civitatibus & reliquis subjectis Ditionibus meæ Imperialis Pagis & Locis & Villis, nulla omnino ratione invectio & ingestio fiat.

ANNO  
1677.

REGIS POLONIÆ Regionibus, Fortalitiis, & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis à parte Regiæ Majestatis & à Magnis Viziriis & eximiiis Gubernatoribus & honoratis Rectoribus & Militiis victoricibus & *Moldavicis & Dobrycensibus & Scythis Bialogrodenfibus & Theinensibus & Borysthenensibus* & aliis Regionibus Polonicæ Ditionis nullum damnum inferatur.

In locis transitoiis *Thyre* & quibuscunque aliis fiat custodia à Gubernatoribus illarum partium, si in custodiendis transitibus negligenter & incuria gereretur, deponantur & suis priventur Officiis & puniantur, & quod honorarium Cellissimis *Hanis Crimensibus* in renovatione Pacis promissum fuit, postquam singulis debito tempore missum hominibus ipsorum redditum & consignatum fuerit, *Hanus Crimensis* quoque amicitia & benevolentia vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam falsificat, & respectum habeat, & nullum damnum qualicunque modo ab *Hano & Galga Soltano* & reliquis *Murfs* Regno Poloniæ inferatur, & quando contra Majestatem Poloniam inimicus aliquis insurget, *Hanus* quoque cum Exercitibus *Tartarorum* auxilium ipsi præstet & suppetias ferat. Et quando à Majestate mea Bellum ab aliqua parte geretur, & *Hanus* aut *Galga Soltanus* aut *Murfa* cum *Tartarorum* Exercitibus Bellum inire deberent, ne per Ditionem Poloniæ transeant, ab antiquo per quæ loca transire consueverint, rursus per illa loca transeant. Et post concessionem hujusce S. Capitulationis si *Tartari* aut *Moldavi* quippiam in Ditionem Poloniæ investi populationes exercent, aut Captivos rapiant, quando à Majestate Poloniæ Nuntius mittetur, talium Captivorum nullus in Ditione mea Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui huc spectat in Regno Poloniæ vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquid, aut aliis Bellò contingere necesse fuerit, ut ipsa Majestas Imperialis personaliter eat, aut Dux constitutus Exercituum victorum & Palatinis *Vallachia & Moldavia & Transylvania* per contradictionem illis hostibus Bellum gerat; Quando ab hoste missus Internuntius à Rege Poloniæ auxilium quæret, REX POLONIÆ propter sinceritatem & efficacitatem & executionem Amicitia & Correspondentiæ tum erga Solium Imperiale suis Exercitibus & opibus ne hostibus meis opem ferat, & si quis ab hoste meo missus in Ditionem Regni Poloniæ Exercitum colligere quærat, illum impediat, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipsius & aliis si qui propria voluntate ut ferrent auxilium, hosti meo, abire voluerint, ne finat eos, neve occultè vel manifestè illis veniam concedat.

Cum *Transylvanicum Regnum* meum sit Aviticum & Hæreditarium cum pluribus *Transylvania & Ungaria* Regibus, qui hucusque sinceritatem habent, amicitiam exercent, in partibus quoque *Transylvania* si hostis meus manifestetur, à *Majestate Polona* nec occultè nec manifestè auxilium præstetur hosti meo. Et si Princeps *Transylvania* aut *Voiewoda Wallachia & Moldavia* & alii quippiam culpato transugiant in Regnum *Polonia*, tales non admittantur, sed propter respectum amicitia & correspondentiæ devinctos illos Compedibus ad Solium Imperiale transmittat, hac ratione meo Amico Amicus & Inimico meo sit Inimicus.

Et in præsens & in utroque Dominio amicitia crescat; Subditi Ditionum Poloniæ per Fluvium *Tyra* in Portum *Bialogrodesem* Mercas affluentes aut Mercaturas exercent cum postularum sit, tales qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacatè & propter Mercaturam venientes ne impediantur & Rege *Polonia* permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, *Voiewoda Moldavia* quoque juxta consuetam ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exercent.

Et antea tempore Pacis qui è Polonis in Captivitate rapti sunt, & perseverantes in Christianismo, aut transierint in Mahometismum quando è *Polonia* venerunt, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis Ipsorum Juramento de pretio Emptionis ubi præstitum constiterit, plures ne redimantur, Et postquam pretium solum fuerit, nemo impediat, ut illos in propriam Regionem ducant. Verùm si quis ab illis Captivis in Mahometismum conversi fuerint, ne de illis præsentio fiat, sed conserventur in illo eodem statu.

Et post concessionem SS. Capitulationum utrinque qui in Captivitate capti sunt, sine pretio liberentur, & Legati & homines utriusque Dominii Parentibus ne

egeant, sed Literæ permanentes, nulla ipsis molestia, neque opibus ipsorum damnum inferatur, & Mercatores utriusque Mari & Terra per Loca & Portus consuetos transeunt & permanentes, ubicunque morati fuerint juxta consuetam normam solventes Telonia quæcunque fuerint ne alia vexatione afficiantur, aut damno in opibus aut Mercibus suis.

Et si qui è Mercatoribus Poloniæ in Ditione mea Imperiali mortui fuerint, ne ipsorum quoque Mercas usurpentur à publico Fisco, sed Societatis Antesignano & Principalibus ipsius reddantur, ut ipsi quoque Hæredibus ipsorum reddant.

Et si quis è Mercatoribus utriusque Dominii aut mutuo datæ aut acceptæ pecuniæ, aut Emptionis, aut venditionis lites habeant, & qualescunque alio modo, ad Tribunal cum adversario suo sisteretur, ubicunque erit, aut hic aut illic, Judices locorum illorum accuratè & summa Inquisitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & justum postulatum, ut solvatur constringant, neve permittant, ut contrarietas & resistentia fiat, sed sedulo executioni committant, sed sine probatione debita & legitima. Judiciorum forma, contra Jus nemo utriusque Dominii propter alterius debitum molestetur, & si quis molestiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litibus stipulationum & pecuniæ sine legitima probatione & testimoniis ne molestetur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum scripta sunt obligatoriè, & restitutionis Judicum & Notariorum publicorum legitima, solis falsis testimoniis injustæ petitioni & pravis litibus ne fides præstetur, neque quodpiam fiat, & omnino Judices utriusque Dominii adhibita cura & diligentia antequam controversæ rei statum & litis conditionem juxta suam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter si à Latronibus & Grassatoribus cujuscumque opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque sint interveniant, & summa severitate puniant, & ablata Latrocinia Dominis Ipsorum restituantur.

Et venientes Legati propter amicitiam ne cohibeantur, salvè & immuniter possint ire & redire, & quando in Confinia venerint, associantur custodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione practicetur.

Et *Silifrienses & Bialogrodenfes* Confinarii & Portus Telonarii & Decimatores, & Tricesimatores, & quicunque alii è Ministris & servis Dominii mei propter Tricesimatores Dominii utriusque aliis ne permittantur ire trans Fluvium *Tyra*, & si apud Viatores utriusque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abducti è manibus eorum restituantur Patriæ & libertati, & Pastores qui in Ditionem Poloniæ accedunt, notificent Judicibus locorum se, & pecora sua, clam ne accedant, & Pastorum justum solvant; Tales autem postquam se notificaverint, si quæ pecora ipsorum amittantur, locorum Judices interveniant & restituant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Posta & in itinere, ne *Fanzeri* aut aliqui equos illorum arripiant, & Negotiatores & Mercatores post solutionem Telonii & consuetorum nihil plus solvere cogantur, & ne illis superfluitates imponantur hucusque, & quod solvere consueverint, illud idem solvant, & nihil inductum fiat; Et Subditi Poloniæ *Armeni & Christiani in Moldavia* & in aliis loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas suas exercent, ne clam & per desertas vias veniant, per consuetam Mercatoribus itinera si aliquod damnum talibus Mercatoribus in vita & opibus inferatur, puniantur severissimè rei & culpato, & Mercatores sinceri & sine fraude venientes ne vexentur postquam solverint practicatum Telonium.

Et impostorum sicut Imperium meum, & dies gloriosi mei Dominii usque ad ultima secula indeficienter permanebunt, ita semper supradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipsis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax & bonæ Correspondentiæ in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniæ suis Centurionibus Palatinis & alia gente ipsi submissa nihil contra Pacem & concordiam proveniet, quod juratis Pacis & Articulis immutationem afferre possit, & quamdiu etiam ipsi honorem Exultationi, Jus Amicitia & Pacis habebunt, etiam à gloriosa Porta mea Majestatis Imperialis Juramentum adhibeo & protestor per Excelsum Deum Creatorem Cæli & Terræ, & per miracula Mahomet Mustassa summi Prophete (qui est Sol aliorum se-

ANNO  
1677.

ANNO  
1677.

*colorum, supra quem fit Pax Majestatis Divinae) pro-  
testor, inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum  
Punctum transgrediar, nec super ipsis ullum in modum  
interveniet difficultas ulla, sed quod Pax & Unio confir-  
mabitur & stabilietur, quantum gloriosi & fulgentis mei  
Imperii infinitum tempus permanebit, istae Capitulationes  
stabiles & indissolubiles existant, & omnes Subditi & de-  
pendentes illius Regni perfecta quiete sub umbra meae  
protectionis gaudeant. Sic res sciat, & fidem huic  
nobili signo praestentis.*

Datum in Campo Danovæ Bassæ, in plenilunio  
Septembr. Anno 1677.

## CLXVI.

Dec.

*Articles du Traité fait au Mois de Decembre 1677.  
entre D. MANUEL DE LIRA, Envoyé Ex-  
traordinaire d'Espagne, & Messieurs les Depu-  
tez de L. H. P. les Etats Généraux des PRO-  
VINCES-UNIES, pour l'envoi d'une Escadre  
dans la Mer Méditerranée. [C'est la Traduc-  
tion d'une Copie Espagnole tirée des Archives  
de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, & qui  
avoit été dressée pour le Roi Catholique.  
Mais l'Original étoit François, & il paroît  
que la Traduction Espagnole n'avoit pas été  
faite mot à mot.]*

**I.** Cet Armement sera fait & pourvu pour le tems  
de huit Mois, & consistera en six Vaisseaux de  
soixante-quatre à quatre-vingt Pièces de Canon; six  
de soixante à septante, six de quarante quatre à cin-  
quante quatre, six Pataches de dix à seize Pièces & deux  
Fregates de Provision de vingt six à vingt huit Pièces;  
avec six Brulots équipés & montés tous ensemble de six  
mille Mariniers, de mille trois cens Pièces de Canon,  
& pourvu pour huit Mois de toutes les Munitions de  
Guerre & de bouche nécessaires.

**II.** Que pour les Fraix de l'Armement & de l'entretien  
de cette Escadre, on payera de la part de Sa Majesté  
Catholique; en premier lieu, & à une seule fois,  
soixante deux mille Florins monnoyé courante de Hol-  
lande, pour l'achat & l'équipement de six Brulots, la  
République n'en ayant pas presentement dans ses Arse-  
naux; Ensuite il sera payé de la part de Sa Majesté  
Catholique quatre vingt-huit mille Patacons par Mois,  
faisant deux-cens vingt mille Florins; A laquelle Som-  
me la Province de Hollande ajoutera chaque Mois  
quarante mille Florins; qu'elle veut donner gratuite-  
ment pour le service de la Monarchie & pour le bien  
commun; & cela pour le tems susdit de huit mois,  
pendant lequel ladite Flotte sera employée, & sous  
condition que si l'Armement est continué au delà de ce  
terme, les susdites Sommes seront aussi continuées, &  
exactement payées de Mois en Mois.

**III.** Mais en cas que Dieu nous favorise par la res-  
toration de Messine, ou par le Don de la Paix, ou que  
par d'autres raisons, la continuation de cet Armement  
cesse d'être nécessaire avant l'expiration de huit Mois;  
on conviendra à l'amiable de cette diminution de tems,  
à proportion des fraix qui ont été faits pour l'Arme-  
ment & pour l'achat des Provisions; & on reglera au  
retour de l'Escadre dans ces Ports; ce qui devra être  
bonifié, ou rabatu par lesdites considerations.

**IV.** Qu'attendu les premieres dépenses d'un Arme-  
ment si considerable, & qui doit être pourvu des pro-  
visions nécessaires pour un si long-tems, ledit Sieur  
Envoyé extraordinaire fera payer aux Colleges de l'A-  
mirauté quatre Mois entiers à compte de la Solde des  
Capitaines & Officiers, & des Provisions qu'ils devront  
faire embarquer sur leurs Vaisseaux.

**V.** Que les Mois suivans seront payés par avance  
Mois par Mois, en argent de Banque, avec plus  
d'exactitude que par le passé; & qu'il sera donné là-  
dessus des sûretés en ces Provinces, afin que ni par  
délai des soins nécessaires, cette Escadre ne se trouve  
point exposée aux Inconveniens que l'on a ci-devant  
experimentés.

**VI.** Que les Mois commenceront à courir dès  
le . . . . . attendu qu'il conste que déjà auparavant la  
plus grande partie des Navires étoient équipés, & que  
l'on fait que le delai de la partance de l'Escadre n'a été

causé que par les vents; & non par aucune omission ou  
negligence des Amirautés; Du reste, ces mêmes Mois  
cesseront lors que l'Escadre sera de retour en ces Ports, &  
& qu'on licentiera l'Equipage.

**VII.** L'Escadre ainsi constituée, sera commandée,  
sous le Pavillon des Provinces-Unies, par l'Amiral  
Cornelle Everfen, mais étant jointe à l'Armée Roya-  
le d'Espagne, ce sera le Général de celle-ci qui com-  
mandera, dans la supposition qu'il sera d'un plus haut  
degré que l'Amiral Everfen.

**VIII.** Que dans les Conseils & Jointes de Guerre  
qui se tiendront sur les Operations Militaires, & dans  
les autres Conférences de cette nature, les Chefs  
Hollandois y auront voix & seance comme il se prati-  
que en semblables occasions; Que l'on observera une  
bonne Discipline dans toute l'Armée, & que l'on use-  
ra dans les Navires Hollandois des Articles dont on  
use ordinairement dans les Flotes de la République.

**IX.** Que les Navires de Guerre, ou armés en  
Guerre qui se prendront, appartiendront entièrement à  
ceux qui les auront pris, mais que les Prises Marchan-  
des seront partagées la moitié pour le Roi Catholique,  
& la moitié à la disposition de l'Amiral de Hollande.

**X.** Que les Malades & blessez Hollandois seront  
logés & traités dans les Hôpitaux du Roi Catholique  
aux dépens de Sa Majesté, & qu'ils seront visités libre-  
ment par leurs Officiers, selon qu'il plaira à l'Amiral  
de l'Escadre Hollandoise.

**XI.** Qu'en cas que ladite Escadre ait besoin de quel-  
ques Mâts, ou Agrez de Navires, on les lui fournira  
des Magazins de Sa Majesté, sans qu'elle soit obligée  
de les payer sur le champ en argent, mais seulement de  
les restituer en semblable espece le plutôt que faire se  
pourra, & au même lieu, où on les aura reçus.

**XII.** Que si dans les Quartiers où ces Forces doi-  
vent agir, les Officiers avoient besoin de quelque ar-  
gent pour assister leurs Gens, ou pour reparer leurs  
Navires, on leur donnera par ordre, & à compte de  
Sa Majesté les Sommes qu'ils demanderont, lesquelles  
aussi seront passées à compte en Hollande sur les Mois  
accordés de la part de Sa Majesté; & cela en produi-  
sant seulement les Reçus que lesdits Officiers Hollan-  
dois en auront donnés, chaque Patacon ou Reale de  
huit d'argent d'Espagne, étant comptée pour cinquante  
Sols monnoyé de Hollande.

**XIII.** Qu'en cas que l'on ait besoin en cette Flotte  
de quelques Vivres, on les fournira dans les Places  
de Sa Majesté aux Officiers Hollandois; au même prix  
qu'aux Naturels du País, sans les obliger à aucuns  
Droits de forties de Traite.

**XIV.** Que cette Escadre Hollandoise ne pourra se  
partager en moindres Escadres, si ce n'est du con-  
sentement de celui qui commandera en Chef, & de  
l'approbation de tous.

**XV.** Qu'en cas qu'il se perde quelque Navire ou  
par Tempête, ou par Feu, ou en combatant, la moitié  
de la perte sera pour le compte de Sa Majesté Catholi-  
que; & l'autre moitié pour le compte de la République;  
& que la valeur des Navires perdus sera estimée de  
bonne foi par des personnes choisies de part & d'autre,  
fut le pied de la fabrique, de la vieilleffe, & de l'In-  
ventaire qui en sera fait.

**XVI.** Et pour sûreté du prompt & assuré payement  
des quatre-vingt-huit mille Patacons par Mois ci-dessus  
mentionnés, on est convenu que si au retour de l'Esca-  
dre, & après son entrée dans les Ports, on n'avoit pas  
entièrement satisfait de la part de Sa Majesté, à ce qui  
a été promis, en ce cas-là les Mariniers qui ne pour-  
ront pas être licentiez faute de payement demeureront  
à Bord aux dépens de Sa Majesté, jusques à ce qu'ils  
soient entièrement payés de ce qui leur sera dû pour le  
passé, & pour le tems de ce delai; attendu que c'est sur  
la bonne foi du payement promis qu'ils rentrent dans  
ce service, après ce qu'ils ont souffert, & quoi que les  
Amirautés payent encore aujourd'hui des Interêts pour  
les précédents Armements.

**XVII.** Et conséquemment, il sera à la volonté &  
disposition de cette République, & de ses Colleges, de  
rapeller cette Escadre en Hollande, en cas que le Mi-  
nistré de Sa Majesté ne paye pas regulierement les  
Sommes nécessaires, & offertes; en ce cas, sur lequel  
on se précautionne avec tant de raison, on ne devra  
point se plaindre ni s'étonner de cette resolution, ni  
laisser de payer ce qui sera dû jusques au jour que  
l'Escadre rentrera dans les Ports, & que les Mari-  
niers seront congédiés. Mais les Amirautés esperent  
de la générosité de Sa Majesté, que faisant attention

ANNO  
1677.

**ANNO** au zèle avec lequel elles ont employé tant d'argent pour lui faire ce service, & pour le precedent, elle ne permettra pas que l'on en vienne à des Inconveniens si fâcheux & si dispendieux. Sur quoi se reposant, elles augurent à Sa Majesté une heureuse expedition, & beaucoup de prosperités à la Monarchie, pour le bien universel.

1677.

31. Dec.

1677.

10. Janv.

1678.

CLXVII.

*Fœdus inter Regem Angliæ CAROLUM II., & Præpotentes Ordines Generales UNITI BELGII, ad Pacem inter Gallos, Hispanosque, & alios belligerantes promovendam, iis Pactis & conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum cedere possint. Actum Hagæ-Comitum 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678. Cum DECLARATIONE & Dilucidatione Articuli I. ratione Locorum à Gallis Hispanis restituentorum. Hagæ-Comitum die & anno eodem. Quam sequitur. ARTICULUS SEPARATUS in Puncto restitutionis Ducis Lotharingie in Ducatum ejusdem nominis. Eodem Dato. [LÜNIG; Negotiorum Publicorum Sylloge. pag. 365. Actes & Negotiations de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 292. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haupt-Handelungen pag. 1672.]*

**S**erenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus ejus nominis Secundus, Magnæ Britannia Rex serîo pendens deploratissimum Christiani Orbis statum, ingentemque istam necessitatem, quæ jam urget, ut consilia protinus uniantur, quo Belli, ruinas longè latèque spargentis, & quod universam pene Europam miserum in modum hodie pervasit, ulterior sitatur progressus; nec non apud se reputans, quàm parùm hæctenus valuerint ad generalem Pacem procurandam Mediationis, quam ferè per triennium summa cum cura ac sollicitudine interposuit, conatus; necesse tandem duxit ad media majoris efficaciam se recipere, in eumque finem cum *Cæsis ac Præpotentibus Dominis Generalibus, Fœderati Belgii Ordinibus* arctum Fœdus inire, cujus pondere & momento vicini duo Reges permoveantur reapse consentire Paci; iis Pactis & conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum possint cedere, præsertim verò in Belgio feliciter restaurando & stabiliendo, quod ut salvum integrumque maneat, tam Majestatis suæ, quàm prædictorum Ordinum permagni interest, in quem finem nos infra scripti, juxta facultates hac in causa nobis commissas, quarum apographa in fine præsentium inferentur, nomine & ex parte prædicti Domini Regis; & prædictorum Ordinum Generalium respectivè Deputati in iis, quæ sequuntur, convenimus.

I. Quod prædictus Rex Magnæ Britannia & prædicti Ordines Fœderati Belgii sibi invicem adstent, ac se mutuò tuebuntur summa sua operâ & viribus, quantum fieri potest, maximis, & secundum ea, quantum ad modum rationemque ad melius efficiendum: de quibus postea particulatim inter se convenerunt, quo duo Vicini Reges consentiant Generali Paci; His quæ sequuntur Conditionibus.

Quod ad Galliam & Hispaniam attinet, Oppida & Loca appellata Carolo-Regium, sive Charleroy, Athum, Aldenardum, Corteriacum; Tornacum, Condæum, Valenciæ, & Fanum S. Guisani Regi Catholico restituantur una cum aliis locis, quæ Galli quocumque deinceps tempore post occupatum jam Fanum S. Guisani in Belgio occupabunt. Comitatus Burgundia maneat penes Gallos. Restituentur quoque omnia ea Oppida & Loca, quæ Galli jam aut posterum intra Sicilia Regnum occupabunt.

Quod ad Galliam & Belgium Fœderatum spectat, singula in Europa hinc inde restituantur.

Et quandoquidem ea, quæ de Pacis Conditionibus quoad Imperatorem & Imperium in mandatum accepit Dominus Legatus Extraordinarius Regis Magnæ Britannia, non adeò dilucidè expressa sunt, ut iis hoc tempore manus ultima imponi possit, neque ea tamen istiusmodi momenti sunt, ut moram huic Tractatui fa-

TOM. VII. PART. I.

cere debeant; præfatus Dominus Legatus in se recipit, recipitque prædicti Regis intentionem eâ de re propius exquirere, & infra scripti promiserunt, promittuntque prædictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines præstituros, quod ea de re inter Majestatem suam & prædictos Ordines considerato Fœdere, quod inter Imperatorem & Ordines intercedit, & recta ratione æquum justumque existimabitur.

Quoad Ducem Lotharingia, restituantur Ducatus Lotharingia.

Quod ad Sueciam spectat, sit ibi armorum vacatio, donec in singulas Pacis conditiones consensum fuerit.

II. In quem finem prædictus Rex Magnæ Britannia omnem operam omnemque industriam protinus adhibebit apud Regem Christianissimum, ut in optima legitimaque forma solenni Tractatu sibi spondeat atque promittat, se citra omnem, quocumque sub prætextu, vel quacumque de causa exceptionem, vel dispensationem in Pacem consenturum atque conventurum, prædictis Conditionibus, si Catholicus Rex induci ac permoveri queat per prædictum Regem Magnæ Britannia, ut ex sua parte pariter iisdem conditionibus consentire velit.

III. Pari deinde opera & industria prædictus Rex Magnæ Britannia apud Regem Christianissimum contendet, ut in armorum vacationem per spatium trium mensium consentire velit, ut interea temporis prædictus Rex Magnæ Britannia sedulo omnique industria ac diligentia operam dare possit apud Regem Catholicum, ut Conditionibus præfatis consensum adhibere velit.

IV. Ut verò Rex Christianissimus nulla justa ratione dictum Armistitium recusare queat, Rex Magnæ Britannia se eodem Tractatu obstringit, idque se effecturum, ut æquè & Rex Catholicus prædictis Pacis Conditionibus consentiat.

V. Quod Rex Christianissimus à prædicto Domino Rege Magnæ Britannia inducetur ac permovebitur, ut prædicto promisso plenam fidem adhibere, atque in eò fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus arma in posterum omnino quiescant in Belgio, ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britannia nequeat per exhortationes, obtestationesque permovere dictum Regem Catholicum; antè spatium dictorum trium mensium; ut consensum adhibeat conditionibus sæpe memoratis, & proinde ad media majoris efficaciam venire necesse sit, nihilominus Rex Christianissimus intra fines & in finibus dicti Belgii sua arma non movebit, aut introducet, sed Rex Magnæ Britannia se obstringet, atque in se recipiet, id sese suppleturum, quod necessarium erit, ut Rex Catholicus reapse adstringatur, ut Pacem supradictis Conditionibus accipiat, adeoque Regi Christianissimo integrum non erit ullos exercere actus hostiles in dictis Regionibus, neque ullum occupare Oppidum, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex Magnæ Britannia cesserit atque omittat id, quod jam dictum est præstare.

VI. Convantum insuper & conclusum est, quod in Tractatu inter Regem Magnæ Britannia & Regem Christianissimum eo modo, quo dictum est, ineundo, prædicti Ordines Fœderati Belgii de omnibus & singulis, quæ à dicto Rege Magnæ Britannia versus Regem Christianissimum quovis modo sponderi ac promitti continget, unâ & conjunctim cum dicto Domino Rege tenebuntur, atque eò casu se teneri præsentibus declarant, eodem planè modo, ac si eidem Tractatui expressè intervenissent, eundemque subscripserint.

VII. Pari modo prædictus Dominus Rex & prædicti Ordines eodem tempore se applicabunt, conjunctim aut separatim, prout commodius videbitur, maximis instantiis & conatibus adhibitis ad Regem Catholicum, ut ille pariter prædictis Conditionibus Pacis consentire velit.

VIII. Et si prædictus Rex Christianissimus in prædictas Conditiones finaliter consentire recusaverit, virtute hujus Fœderis inter prædictam suam Majestatem & prædictos Ordines conventum est, ut illi statim & citra omnem ulteriorem moram conjunctis viribus, quantum fieri potest, maximam operam adhibentur sint, quo Rex Christianissimus adstringatur, in easdem conditiones consentire, juxta ejusmodi Consilia & modos, de quibus inter ipsos muruo convenerit.

IX. Ut prædicti Ordines Generales quam maximè sibi persuasum habent & satis certi sunt, quod prædictus Rex Catholicus dictis Conditionibus assensurus sit, ita

X x

**ANNO**  
1677.  
1678.

ANNO in se recipiunt, & se obstringunt conjunctim cum prædicto Rege Magnæ Britannæ omnibus viribus & modis id reapte effecturos, quod dictus Rex Catholicus Conditionibus consentiat, & Paci itaque ex parte Majestatis suæ mora non futura.

1677. X. Sancita inter duas Coronas Pace, ejus servanda Sponsores Vindicesque erunt in forma omnium optima, simplicissima & securissima non modo Rex Magnæ Britannæ, & Fœderati Ordines, sed & omnes Reges & Principes vicini, qui existimabunt sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgii sua reddatur constetque tranquillitas, in quem finem definiatur Copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adversus alterutram Partium, quæ impederit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti refaciat.

1678. XI. Si verò contigerit, ut Amicorum secum Confœderatorum aliquis proposita in sinistram (quod Deus avertat) & iniquam partem fuerit accepturus, atque in tempestiva forsitan vindicta, vel Bellâ etiam ab aliquo modernorum belligerantium, vel ei iisve, qui eorum partibus accesserint, aliisve Statibus Fœderatorum, propterea subnascantur, tenentur dictus Dominus Rex, & dicti Ordines sibi esse devotissimi ad sustinendam vim omnem, quæ mutuo & Regna Provinciasque & Ditiones, Juraque & Libertatem suam Mari ac Terra acerrimè defendere, nec ab hoc mutuo auxilio desistere, antequam se invicem à periculo vindicaverint, mutuumque satisfactionis & securitatis eventum consecuti fuerint.

XII. Pacta hæc conventa, omniaque & singula in iis contenta à dicto Domino Rege Magnæ Britannæ, & prædictis Dominis Generalibus Ordinibus uniti Belgii per patentes utriusque Partis Literas, sigillis suis munitas debita & authentica forma intra spatium quatuor septimanarum proximè sequentium, ac citius si fieri poterit, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrudentur. Actum Hagæ-Comitis 31. Decemb. 1677. & 10. Jan. 1678. sigillatum & signatum erat.

(L.S.) A. HEYDE.  
 (L.S.) W. VAN HEUCKELOM.  
 (L.S.) D. VAN WYNGARDEN.  
 (L.S.) GASPAR FAGEL.  
 (L.S.) J. DE MAUREGNAULT.  
 (L.S.) JOHAN Baron DE RHEEDE.  
 (L.S.) Vry-Heer VAN RENSWOUDE.  
 (L.S.) E. ENDE VON BOOTSMA.  
 (L.S.) Baron DE PALANT.  
 (L.S.) G. GRAYS.

DECLARATIO I. Articuli Tractatus.

Cum Articulo primo Tractatus hodie conclusi inter Dominum Legatum Extraordinarium Domini Regis Magnæ Britannæ & Dominos Deputatos Ordinum Generalium Fœderati Belgii nominatim expressum non sit, quod Ballivatus, Castellania, Territoria, Gubernationes, Pæfœsmæ vulgò *Prevoftes* cum Appertinentiis, Dependentiis, & annexis omnibus sequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. Regi Cathol. restituenda veniunt, neque etiam Art. I. quicquam cantum sit de Ducatu Limburgico & Oppido Binche, nos infra scriptorum Ordinum Generalium Deputati hisce declaramus, intentionem dictorum Ordinum Generalium eam

ANNO esse, quod Ballivatus, Castellana, Territoria, Gubernationes, Pæfœsmæ vulgò *Prevoftes* cum Appertinentiis, Dependentiis & annexis omnibus sequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. prædicto Regi Cathol. restituenda veniunt, prout etiam cautum fuit in Tractatu Pacis Anno 1668. inter duas Coronas concluso, & inter ea, quæ restituentur, etiam comprehenduntur dictum Ducatum *Limburgi*, & Oppidum *Binche* cum omnibus annexis, hosque infra scriptos dictum Tractatum subsignasse, & fiducia, quod prædictus Rex Magnæ Britannæ in eandem cum dictis Ordinibus intentionem concurreret, & dictum Dominum Legatum Extraordinarium nobis significasse, se quod ad ea attinet, nihil in mandatis habere, & prædicto Domino Regi relaturum hanc dictorum Deputatorum Declarationem omnique Officia adhibiturum, ut Majestas sua in eandem intentionem nobiscum concurrere velit. Actum Hagæ-Comitis 31. Decembris, & 10. Januarii 1678. Signatum.

(L.S.) W. VAN HEUCKELOM.  
 (L.S.) D. VAN WYNGARDEN.  
 (L.S.) CASPAR FAGEL.  
 (L.S.) J. DE MAUREGNAULT.  
 (L.S.) JOHAN Baron DE RHEEDE.  
 (L.S.) Vry-Heer VAN RENSWOUDE.  
 (L.S.) E. VON BOOTSMA.  
 (L.S.) Baron DE PALANT.  
 (L.S.) G. GRAYS.

Articulus Separatus.

Quandoquidem Articulo primo Tractatus hodie conclusi expressum est, Lotharingæ Duci restitutum iis Ducatum Lotharingæ, & quod ad Sueciam spectat, ibi locorum futuram armorum vacationem; donec in singulas Pacis conditiones consensum fuerit, nos infra scripti, vigore præsentium declaramus, eam esse Magnæ Britannæ Regis & Fœderatorum Ordinum uniti Belgii intentionem; prædictum Dominum Regem omnimodò id acturum, ut Ducatus Lotharingæ Domino Duci restituatur, quoad munimenta eo in statu, quo nunc est; si verò id à Rege Christianissimo obtineri nequeat, eo in statu, quo fuit tempore occupationis; & quod ad Siciliam attinet, penes Regem Christianissimum ea Oppida, quæ in Sicilia tenet, aut aliud quodcunque, quod extra Belgium est, proponi possit, mansura per modum oppignorationis & Cautionis, usque quo Pacis Conditiones respectu Sueci concordati & iniri poterunt. Actum Hagæ-Comitis die 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678. Signatum

(L.S.) A. HEYDE.  
 (L.S.) W. VAN HEUCKELOM.  
 (L.S.) D. VAN WYNGARDEN.  
 (L.S.) CASPAR FAGEL.  
 (L.S.) J. DE MAUREGNAULT.  
 (L.S.) JOHAN Baron DE RHEEDE.  
 (L.S.) Vry-Heer VAN RENSWOUDE.  
 (L.S.) E. VON BOOTSMA.  
 (L.S.) Baron DE PALANT.  
 (L.S.) G. GRAYS.

CLXVIII.

1678. *Alliantie gesloten tusschen de Heeren Staaten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN en zyn Keurvorstelyke Doorluchtigheid van Brandenburg* FREDERICK WILHELM, tot bescherming van hunne wederzydse Landen, Domeinen en Onderdanen tegen alle Aanvallers wie die ook mogten zyn, door welke, zonder iets in de Tractaten ter gelegentheid van dezentegenwoordigen

ANNO Alliance faite & conclue entre les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, pour la defense de leurs Terres, Pais, Dominations & Sujets, contre tout injuste Agresseur quel qu'il pût être; par laquelle, sans rien changer aux Traitez faits à l'occasion de la presente Guer-

CLXVIII.

1678. 26.Fevr. 8.Mars.



ANNO  
1678.

digen Oorlog gemaakt, te veranderen, zy onderling wegens het Secours overeenkomen, 't welk zy malkander in geval van nood zullen moeten geven. gesloten tot Keulen aan de Spree 26. Februarii 1678. 8. Maart. Neffens een АСТЕ waarby syne Keurvorstelyke Doorluchtigheit afstand doet van verscheide pretensien die zyn Doorluchtigheit nog tot lasse van den Staat hadt; van de zelve dag en jaar. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies.]

Exhibitum den 6. Augusti 1678.

N Adien tusschen de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, en den Doorlugtigsten Furst en Heere, Heere Frederik Wilhelm, Markgrave van Brandenburg, des Heyligen Roomschen Ryks Aerts-Kamerheer en Churfurst (t. zit.) als ook syne Churfurstl. Doorlugtigheids Heeren Voorvaderen Markgraven en Churfursten van Brandenburg hooglofelyker gedagtenis, niet alleen t'allen tyde goede vrundschap, correspondentie en nabuurlyk vertrouwen geweest, maar ook door de van tyd tot tyd en na vereisch der Conjunctionen opgerecht Alliance, der maten onderhouden, en bevalligt geworden is, dar die ten desen effect en werkinge nog ten huydigen dage, sonderlinge by de jegenwoordige van Anno 1672. af, ontsaane Oorlogen te bespeuren sijn, en aan den dag leggen, en, soo wel Haar Hoog Mog. als syne Churf. Doorlugtigheit, by sig overwogen hebbende de bysondere groote nuttigheit, welke niet alleen haarer beyderlyjs Landen en Luyden, daar door albereids aangewassen is, maar ook in het toekomstende door een eensgefinde t'samenspanning en nadere verbintenisse te verwagten staat, soo sijn sy wederzijds daar heenen te rade geworden, op sulc een Alliantie en bestendige Verbintenisse te denken, waar door de tot nu toe goede intelligentie en verstand, niet alleen onder haar bewaart, maar ook tot beyderzijds Landen en Onderdanens sekerheid, bescherminge, en welvaart op de nakomelingen gebragt, en voortgeplant mogen werden. Tot welken einde sy dan beyderzijds haare Ministers en Raaden, namentlyk Haar Hoog Mog. den Heere Jacob van der Tocht, Raad, Oud-Burgemeester en Pensionaris der Stadt Gouda, en syne Churf. Doorlugtigheit, den Hoogwaardigen, Hoogwelgebooren Heer Otto Vry-Heer van Swerin, Heer van Ouden-Landsburg &c. &c. Erf-Kamerheer der Chur en Mark Brandenburg en Dom-Prooft van de hooge Stifts-Kerke tot Brandenburg, syne Churfurstl. Doorlugtigheids van Brandenburg Geheime, en ook Leen-Raad en Opper-President &c. &c. Als mede den Hoog. Edel-gebooren Heer Christoffel van Brandt syne Churfurstl. Doorlugtigheids van Brandenburg Geheime Raad, en syne Churfurstl. Doorlugtigheids Cancellier in de Neuen-Mark, en den Hoog. Edel Gestrengen Heer François Meynders syne Churf. Doorlugtigheids van Brandenburg Geheime Raad &c. &c. Als haare hier toe bevoelmagtigde extraordinaire Gedeputeerden, Gecommitteert en geordonneert hebben, welke sig daar op te samen hebben gevoegt, en sijn naar *hinc inde* geproduceerde, en uitgewisselde volmagten ook verscheide gehoudene Conferentien op de navolgende Pointen, en Articulen, in name haarer hoge Principalen, en op der seiver Approbatie en Ratificatie onder den anderen over een gekomen en vergeleken.

I. Dat blyvende het Tractaat tusschen den Staat van Haar Hoog Mogende, en syne Churf. Doorlugtigheit over den tegenwoordigen Oorlog opgerecht, in sijn geheel, geconvenieert en verdragen is, dat naar 't eindigen van desen Oorlog, tusschen beyde hoge Partyen, te weeten den Staat der Vereenigde Nederlanden en syne Churf. Doorlugtigheit van Brandenburg, desselfs hooge Nakomelingen eide Successeuren voort en voort eene bestendige correspondentie en vrundschap sijn en blyven, en in kragte van deselve, den eenen des anderen beste soecken en bevorderen, maar schade en nadeel atkeeren, en daar van waarfchouwen sal.

II. Dienvolgende soo het gebeurde dat syne Churfurstelyke Doorlugtigheit, in alle, en ieder van syne

ANNO  
1678.

Guerre, ils conviennent des Secours qu'ils devront se donner l'un à l'autre dans les cas de necessité. A Cologne sur la Sprée le 26. Fevrier 8. Mars 1678. Avec un Acte separé par lequel l'Electeur cede & remet à L. H. P. diverses pretentions qu'il avoit jusqu'alors gardées à leur charge. Du même jour & an.

Exhibé le 6. Août 1678.

D'Autant qu'il y a eu entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & entre Son Altesse Serenissime le Prince Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du S. Empire Romain, comme aussi entre les Ancêtres de Son Altesse Serenissime Electorale les Marquis & Electeurs de Brandebourg de glorieuse memoire, non seulement une bonne amitié, correspondance & confiance en tout tems, mais qu'aussi les Alliances, faites de tems en tems selon l'exigence des Conjonctures, ont été entretenues & confirmées en telle maniere qu'on en voit l'effet jusqu'à ce jourd'hui, particulièrement dans les presentes Guerres commencées dès l'année 1672. & d'autant que les Seigneurs Etats Généraux & Son Altesse Electorale ayant considéré les grands avantages dont leurs Etats & Sujets ont déjà joui & qu'ils ont encore à attendre dans la suite par leur Accord & Union, ils ont jugé à propos de ne pas negliger une telle Alliance & engagement durable, par où l'intelligence fut non seulement maintenue entre eux, mais aussi communiquée à leurs descendans pour la sureté, defense & avantage des Etats & Sujets de part & d'autre. A cette fin ils ont ordonné & commis de part & d'autre des Ministres & Conseillers, savoir de la part des Etats Généraux Monsieur Jacob van der Tocht, Conseiller, Ancien Bourguemaitre & Pensionaire de la Ville de Gouda, & de la part de Son Altesse Serenissime Electorale l'Excellent & Noble Otto Seigneur de Swerin, de Oudenlandsburg &c. Chambellan Héreditaire du Marquisat & Electorat de Brandebourg & Prevost de l'Eglise Cathedrale de Brandebourg, Conseiller Privé & des Fiefs, & premier President de Son Altesse Serenissime Electorale &c. avec Noble Seigneur Christoffle von Brandt, Conseiller privé & Chancelier dans le nouveau Marquisat de Son Altesse Serenissime de Brandebourg, & avec Noble Seigneur François Meynders, Conseiller privé de Son Altesse Serenissime &c. &c. en qualité de leurs Deputez Plenipotentiaires & extraordinaires, qui là-dessus se sont assemblez; & après avoir présenté leurs Pleins-Pouvoirs & conféré plusieurs fois ensemble; sont convenus des Points & Articles suivants, au nom de leurs Maîtres & sous leur Approbation & Ratification.

I. Que le Traité fait entre les Etats Généraux & Son Altesse Electorale à l'occasion de la Guerre presente, subsistant en son entier, on est convenu qu'après la fin de cette Guerre il y aura & continuera toujours une correspondance & amitié permanente entre les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas & Son Altesse Serenissime Electorale de Brandebourg & leurs Successeurs; en vertu de laquelle ils chercheront & avanceront l'avantage des uns & des autres, empêcheront tout dommage & tort, & s'en donneront avis.

II. Par consequent s'il arrivoit que Son Altesse Electorale vint à être attaquée par force

ANNO  
1678.

Havenen ende Landen, in en buyten het Roomfche Rijk geene uytgefondert, die fyne Churf. Doorlugtigheit toebehorende fyn, ofte hier namaals toebehoren fullen, geweldfamer wys van iemand wie hy ook fy aangetaft, en in zyne Geregtigheden, Hooghden, Commerciën en Regten gekrenkt, en geturbeert of daar aan verhindert wierde, foo fullen de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden gehouden fyn, ook beloven het defelve hiermede aan fyne Churf. Doorlugtigheit, en fyne Succesfeuren, tot afweeringe van fuk geweld, indragt, en hinderniffe, met vierduyfen vyfhondert Man te Voet, en vyftien hondert te Paert op haare eige koften te hulp te komen, en daar mede foo lange te continueren, tot dat fyne Churf. Doorlugtigheit en fyne Landen, in ruste en fekerheid gefteft fullen fyn, en hy wegens fyne geleedene fchade van gewelddoenderen fatisfactie bekomen fal hebben.

III. Hiertegen verfpreekt en beloofte fyne Churfurftelyke Doorlugtigheit in diergelyken val, indien Haar Hoog Mogende in de Vereenigde Nederlanden, of in derfelve onderhorige aangrenzende Landfchappen, Steden of Plaatsen geattaqueert, of aan haare Hoogheden, Domainen, Commerce, of eenige andere Regten, indragt, of gewelt aangedaan mogte werden, defelve te Lande met drie duysent Man te Voet, en duysent te Paert, van gelyken tot den einde van den Oorlog en verkregene fatisfactie en fekerheit toe, op fyne Churfurftelyke Doorlugtigheits koften te affifteren. Dat defelve Secoursen ook plaats fullen hebben, en by fyne Churfurftl. Doorlugtigheit moeten gepresteert worden, foo wanneer Haar Hoog Mogende te Water fouden mogen werden geattaqueert, tot fulken effecte, dat de Militie, die fyne Churfurftelyke Doorlugtigheit in dat geval, Haar Hoog Mogende fal komen toe te fchikken, in de Guarnifonen gelegd, of ook wel buyten de Geuniteerde Provincien tot afbreuk van den Vyand te Lande geemplojeert fal mogen werden. Gelyk mede geconvenieert is, dat by aldien de Staaten Generaal, of fyne Churfurftl. Doorlugtigheit hier na mogten werden geattaqueert, of in eeniger manieren hoe het ook mogte fyn, getroubleert, in het befite, of gebruyk van Staaten, Steden, Plaatsen, en Landen, Regten, Vrydommen en Vryheid, van Navigatie, Commerce, of eenige andere hoedanig die ook mogen fyn, te Water en te Lande, die hoogftgedagte Heeren Staaten Generaal, of fyne Churf. Doorlugtigheit befiten of genieten, of regt hebben om te befiten of te genieten, felfs buyten Europa, en in welke deelen van de Werelt het mag fyn, of door het algemeene Regt, of door Tractaten alreede gemaakt, of die hier namaals gemaakt mogten werden, de hoogftged. Heeren Staaten, en fyne Churfurftl. Doorlugtigheit, fullen den eenen van den anderen geadvertteert en verfogt fynde, gefamender hand haar uyerfte best doen, om die onruftinge, en Vyandlyke bejegeninge te doen ophouden en te repareren, het gewelt en ongelyk, dat aan een van de Geallieerden gedaan is, en indien fulks binnen den tyd van vier Maanden niet kan geffectueert werden, door minnyke wegen, en dat de Geallieerde die fodanig geattaqueert en getroubleert werd buyten Europa, in wat deel van de Wereld het ook mag fyn, fig genoodfaakt vind fyne Wapenen tegens den attaquant, of turbateur binnē Europa te gebryken, om hem tot reden te brengen, fal de Geallieerde die niet geattaqueert of getroubleert is, aan den geattaqueerden het voorfchreve Secours geven, even eens, als of de attaque, en trouble gedaan was binnen Europa.

IV. Waarby dan goedgevonden ende verfpoken is, dat het eene deel het andere in tyden van gevaar, narigt geven, en hulpe nagedaane requisitie, ten langften binnen fes weeken gedaan werden fal.

V. Waar het ook fake, dat de in het tweede en derde Articul, gedetermineerde hulpe, tot volkomene afweeringe des gewelds, en nood druks, daartegens defelve verfchaft werd, niet toecreyken mogte, foo fal defelve na vereifch van de omftandigheid, gevaar, en fterkte des Vyands, met fulken magt en middelen, verineerdert werden, als tot derfelve te rug dryven nodig

par qui que ce soit dans tous ou quelques-uns de ses Ports & Pais situez dans ou hors de l'Empire Romain nuls exceptez, à elle appartenans ou venant à appartenir dans la fuite, & vint à être lezée, troublée & empêchée dans sa Jurisdiction, Souveraineté, Commerce & Droits, alors les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas seront tenus, comme ils le promettent aussi par ces presentes à Son Altesse Electorale & ses Successeurs, de venir à son Secours pour repousser toute telle violence, invasion & dommage, avec quatre mille cinq cens Fantassins & mille cinq cens Cavaliers à leurs propres frais & depens, & de continuer sur ce pied jusqu'à ce que Son Altesse Electorale & ses Etats soient remis en Paix & sureté, & aura eu satisfaction des dommages qu'il aura souffert de ceux qui lui auront fait violence.

III. D'autre part Son Altesse Electorale promet & s'engage en pareil cas, que si les Etats Generaux venoient à être attaquez dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, ou dans les Pais voisins, Villes & Places leur appartenant, ou à recevoir dans leurs Domaines, Commerce ou autres Droits quelque infraction ou violence, elle les assistera par Terre à ses frais de trois mille Fantassins & mille Cavaliers, de la même maniere jusqu'à la fin de la Guerre & jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction & sureté. Que les mêmes Secours auront aussi lieu & seront aussi offerts par Son Altesse Electorale, lorsque les Etats Generaux seront attaquez par Mer, à cette fin, que la Milice que Son Altesse Electorale accordera en ce cas aux Etats Generaux, pourra être mise dans les Garnisons, ou bien employée hors des Provinces-Unies pour faire par Terre diversion ou dommage à l'Ennemi. Comme aussi l'on est convenu, que si les Etats Generaux ou Son Altesse Electorale venoient à être attaquez dans la suite ou troublez en quelque maniere que ce soit dans la possession ou usage des Etats, Villes, Places & Pais, Droits, Privileges & Liberté de Navigation, Commerce, ou autre que ce soit, tant par Mer que par Terre, que les Etats Generaux ou Son Altesse Electorale possèdent & en jouissent, ou ont Droit de posséder ou d'en jouir même hors de l'Europe & dans quelles Parties du Monde que ce soit, ou par le Droit commun, ou par des Traitez déjà faits ou à faire dans la suite, alors les Etats Generaux & Son Altesse Electorale, étant avertis & priez les uns par les autres, feront de part & d'autre conjointement leur possible de faire cesser ces troubles & hostilités & reparer la violence & le tort qui aura été fait à l'un ou l'autre des Alliez; & si cela ne peut être effectué dans l'espace de quatre Mois par des voyes amiables, & que l'Allié qui sera ainsi attaqué & troublé dans quelle Partie du Monde que ce soit, se trouve obligé d'employer les Armes en Europe contre l'attaquant ou perturbateur, l'Allié qui n'est pas attaqué ou troublé, donnera, pour le mettre à la raison, à celui qui sera attaqué, ledit Secours, de même que si l'attaque & le trouble étoit fait en Europe.

IV. Outre quoi l'on a trouvé à propos & l'on est convenu qu'un Allié avertira l'autre dans le tems qu'il y aura danger; & que le Secours, après la demande qui en aura été faite, sera donné tout au plus tard dans le terme de six semaines.

V. S'il arrivoit que le Secours marqué dans le second & troisième Article, ne suffit pas pour repousser tout à fait la violence, à quoi il est destiné, en ce cas selon l'exigence des circonstances, dangers & forces de l'Ennemi, le Secours sera augmenté par telles forces & moyens qu'on jugera nécessaires pour le repous-

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

nodig geoordeelt sal werden; Edog met dien verstande, dat de contraherende Partyen ieder maal daar over, en op wat conditie sulks geschieden sal, sig in het besonder sullen hebben te vergelyken.

VI. Dat de assistentie die in kragte deser Alliantie geschiet, de assistierende Partye rot geen rupture met die geene daar mede sy in Vyandschap syn, en sal engageren, maar van de Vyanden, daar tegens deselve gebruykt werd, voor een rupture opgenomen werden, sal de assistierende hooge Partye ook in rupture komen, en alleins tegens deselve Vyandyk ageren.

VII. Gelyk als tot nog toe met geene Potentaten iets gesloten is, dat deese Alliantie nadeelig en met deselve strydig kan sijn, alsoo sal ook voortaan niets contrarie het selve met iemand, wie hy ook sy, geslooten, of aangegaan werden.

VIII. Wegens de inquantieringe en doortogte, is men vergeleken, dat geen deel sulks in des anderen Landen, sonder bewilliging desselfs nemen, maar wanneer'er een doortogt, onvermydelyk te doen is, sulks den Landheer tydelyk kond gedaan, met den doortogt, soo veel mogelyk gespoedt, en daar by sulke goede ordre, en scharpe Discipline gehouden werden sal, dat alles met baren gelde betaald, en geen excessen, nog insolentien gedaan of gepleegt mogen werden.

IX. Geen deel sal den anderen Onderdanen en Ingesetenen, mitsgaders haare Goederen met Tollen, Licenten, en diergelyke beswaren en onbehoorlykheden, wat namen deselve mogen hebben, meer als sijne eigene Onderdanen, ofte meer als andere, en wel de minst beswaarde vrenden belasten, in cas deselve vrenden minder souden mogen belast werden, als de eigene Ingesetenen, nog tegens deselve represalien en arresten gebruyken, ofte den sijnen toelaten sulks te doen, maar sal de Justitie van den ordinaris Regter, een ieder klagende deel, gelyk den Inwoonderen spoedig, en soo als het behoort, geadministreert werden.

X. De Commercie en Handel sal tusschen beydersijds Onderdanen sonder eenige verandering of ophoudinge geireven, en voortgeset werden, en sal dienvolgende beyder Partyen of haarer Onderdanen Schepen vry staan in beydersijds Havenen, uyt, en in te loopen, of daarinne stil te leggen.

XI. Van gelyken werden beydersijds Onderdanen van 't andersins gewoonelyk *Jure detractus* gevryd, alsoo dat wanneer een Familie sig uyt des eenen hooge Geallieerdens Landen, in des anderen Jurisdicte be geeft, en mer'er woon nederzet, of van daar een erfdeel afgehaalt werd, de hooge Overigheit, geduerende dese Alliantie daar van niet kan of mag afrekken.

XII. Den Vyanden, en Aggresseuren sal in des Geallieerdens Landen geene Wervingen, nog te Water, nog te Lande, ook geene deurtogt, nog ook eenig ander voordeel vergunt werden.

XIII. Hier tegens werd het den Geallieerden vrygelaaten, op voorgaande notificatie en verzoek in beydersijds Landen Wervingen aan te stellen, Oorlogs en andere Schepen te koop, te huren, en uyt te rusten, ook alle Krygs-materialen en nooddrufft, die den eenen of den anderen tot defensie van sijne Landen van doen heeft, te verhandelen, het waare dan, dat een ieder deel alle dese self niet konde ontberen, maar tot sijn eigen selfs behoef nodig hadde.

XIV. De Deserteurs en Overlopers sal men aan dat deel dien sy toebehoren sonder verwygering en ophouding laten volgen.

XV. Indien het gebeurde dat ingevolge van het voorz. seste Articul beyde de hooge Contrahenten, met derselver Vyanden souden moeten komen in ruptur, sullen deselve in dat geval over de operationes vertrouwelyk met den anderen communiceren, en vervolgens ageren tot den meesten afbreuk der voorz. Vyanden, en sullen Haar Hoog Mog. en sijne Churf. Doorlugtigheit, in dat geval, niet mogen maken eenigen

ANNO 1678.  
repousser; Bien entendu, que les Parties contractantes devront chaque fois convenir ensemble des conditions sous lesquelles cela se fera.

VI. Que l'assistance qui se donne en vertu de cette Alliance, n'engagera pas la Partie assistante à une rupture avec ceux avec qui on est en Guerre; mais que si les Ennemis, contre qui l'assistance est employée, la prennent pour rupture, alors la Partie assistante rompra aussi avec ces Ennemis, & agira contre eux en toute occasion avec hostilité.

VII. Comme jusqu'à present on n'a rien conclu avec aucun Potentat qui puisse être préjudiciable & opposé à cette Alliance, aussi desormais on ne conclura ni ne contractera avec qui que ce puisse être rien qui y soit contraire.

VIII. A l'égard du logement dans les quartiers d'Hiver, ou du passage des Troupes, on est convenu que cela n'aura aucun lieu dans les Etats & Pais de l'autre sans son consentement; mais lors qu'un passage sera inévitable, le Seigneur du Pais en sera averti à tems, on bâtera le passage autant qu'il sera possible, & on y observera un si bon ordre & une si exacte Discipline que tout soit payé argent content, & on ne fera ni commettra aucun excès ni violence.

IX. Aucune des deux Parties ne chargera les Sujets & Habitans de l'autre ni leurs Biens, d'Impôts, Péages, ou pareilles charges & injustices, quel nom qu'elles puissent avoir, au delà de ce dont sont chargés ses propres Sujets, ou au delà des Etrangers les moins chargés, en cas que ces Etrangers fussent moins chargés que les propres Habitans; & l'on n'usera contre eux ni de represailles, ni d'arrests; & l'on ne permettra à aucun des siens de le faire; mais le Juge ordinaire rendra Justice à la Partie plaignante, comme aux Habitans, promptement & selon qu'il convient.

X. Le Commerce & Negoce sera exercé & poussé entre les Sujets des deux côtes sans aucun empêchement ni trouble, & par consequent les Vaisseaux des deux Parties ou de leurs Sujets auront la liberté de sortir des Ports reciproques, d'y entrer & d'y rester.

XI. De même les Sujets de part & d'autre sont déchargés du Droit appelé Jus detractus qui autrement est en usage, en sorte que lors qu'une Famille se retire hors du Pais d'un des Alliez dans la Jurisdiction de l'autre & y fait son domicile, ou y va recueillir un Heritage, qu'alors le Souverain ne peut ni ne doit y donner aucun empêchement pendant la durée de cette Alliance.

XII. Il ne sera permis aux Ennemis ou Aggresseurs de faire dans le Pais de l'Allié aucune levée de Troupes de Terre ou de Mer, ni à eux accordé aucun passage ni quelque avantage que ce soit.

XIII. Au contraire il est permis à l'Allié, après en avoir fait la notification & la demande, de faire des levées dans les Pais de part & d'autre, d'acheter des Vaisseaux de Guerre & autres, & de negocier des Munitions de Guerre & Vivres, dont l'un ou l'autre peut avoir besoin pour la defense de son Pais, hormis que l'un ou l'autre Allié ne pût pas se priver de ces choses, & qu'il en eût lui-même besoin.

XIV. L'on ne refusera, ni n'empêchera l'Allié à qui appartiennent les Deserteurs, de s'en saisir.

XV. S'il arrivoit qu'en consequence du 6. Article, les deux Contractans dussent venir à rompre avec leurs Ennemis, en ce cas ils confereront ensemble avec confiance sur les operations de la Guerre, & agiront en consequence pour faire le plus de dommage aux Ennemis; & en ce cas Leurs Hautes Puissances & Son Altesse Electorale ne pourront faire

ANNO  
1678.

gen stilland van Wapenen, met de voorz. Vyanden, anders dan gefamentlyk, en met gemeene bewilliginge; maar ingevalle men soude komen te treden tot een Onderhandeling te zy van Vrede, of van Treves voor eenige Jaaren, dat de voorschreve Onderhandeling, niet sal mogen werden begonnen, door een van de gemelde hooge Geallieerden, sonder participatie van den anderen, en sonder aan deselve Geallieerden op den felven tyd, en soo haast als voor sig zelfs te verforgen de faculteit en nodige sekerheid van sijne Ministers te konnen senden ter plaatse daar men handelen soude. Dat ook de hoogstgem. Geallieerden gehouden sullen sijn den een den anderen successivelyk, en van tyd tot tyd te geven communicatie, van alle het geene in de voorschreve Negotiatie sal komen voor te vallen. Dat ook geen van de voorz. Partyen sal vermogen te treden tot conclusie van de voorz. Vrede of Treves voor eenige Jaaren, sonder sijn mede Geallieerde daarinne te begrypen, en sonder hem te doen herstellen, indien hy het alsoo begeert, in de possessie van de Landen, Steden en Plaatsen, mitsgaders het gebruyk van de vry ende geregtigheden, die hy hadde, en daar van hy jousseerde voor den Oorlog en sonder van de voorschreve Vyanden voor denselven Geallieerden te bedingen, deselve vry en geregtigheden, Exemptien en Prerogativen, die hy voor sig selven bedongen had, ten waare de hoogstgemelde Geallieerden den anderen diesaangaande nader quamen te verstaan.

XVI. Ende sal dese Alliantie duuren den tyd van tien Jaeren, na de expiratie van den tegenwoordigen Oorlog; en word van nu af aan vastgesteld, dat de hoogstgem. Partyen Contractanten, om de voorz. Alliantie, soo veel doenlyk is, eeuwig durende te maken, en vervolgens daar aan te meerder nadruk te geven, een Jaar voor de expiratie van de voorz. tien Jaeren by den anderen sullen komen, of haare gemagtigden tot dien einde behoortlyk geïnstruceert in den Hage senden, om over de Prolongatie van de tegenwoordige Alliantie nader te convenieren.

XVII. De Approbatie en Ratificatie van dese Alliantie, sal van wegens den Staat der Vereenigde Provincien, als ook van wegens sijne Churf. Doorlugtigheit ieder van sijne sijde binnen twee Maanden na het sluyten, en onderteykenen desselfs daar op volgen.

Aldus gedaan, vergeleken, en gesloten by beyderzijds hooge Geallieerdens bovenstaande Ministers, Raden, en extraordinaris Gedeputeerde, ook van deselve ondertekent, en met haare gewoonlyke signature besegelt. Tot Keulen aan de Spree den <sup>26. Febr.</sup> 8. Maert. 1678.

Was Getekent,

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN.  
(L.S.)

CHRISTOFF VON BRANDT.  
(L.S.)

FRANS MEYNDERS.  
(L.S.)

Exhibitum den 6. Aug. 1678.

Separat Articul.

**D**E wyle de ervaringe getnygt, bysonderlyk in dese laetste Krygs-tyden d'Anno 1672. hoe zeer en veel Haar Hoog Mog. de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlandtsche Provincien ende syne Churfurstelyke Doorlugtigheit van Brandenburg, en by gevolg beyderzyts Staten daar aangelegen is, dat tuschen haar een bestendig ende onverbrekelycke vriendschap bevestigt, ende onderhouden werde, so hebben zoo wel Haar Hoog Mog. als zyne Churfurstelyke Doorlugtigheit wel en ryfelyk overwogen, dat by opregtinge van de tegenwoordige nieuwe nadere Alliantie te gelyk het gene weg genomen ende nyt de weg geleyd moge werden wat tot nu toe in verscheydene saaken dikwils zeer yverig gedreven en geventileert is geworden.

I. Dienvolgende hebben sijne Churf. Doorlugtigheit, om de hier aangerocde oorfaken den Staat de Schenken

ANNO  
1678.

faire aucune suspension d'Armes avec les Ennemis sinon ensemble & d'un commun consentement: Mais en cas qu'on vint à entrer dans quelque Negociation de Paix ou de Treves pour quelques années, que ladite Negociation ne pourra être commencée par un desdits Alliez sans la participation de l'autre, & sans avoir procuré à son Allié en même tems & aussi promptement que pour lui-même, la faculté & sureté necessaire de pouvoir envoyer ses Ministres au lieu où l'on doit conferer. Que lesdits Alliez seront aussi tenus de se communiquer l'un à l'autre successivement, & de tems en tems tout ce qui se traitera & se fera dans ladite Negociation. Qu'aucune desdites deux Parties ne pourra aussi conclure ladite Paix ou Treve de quelques années sans y comprendre son Allié, & sans le faire remettre, s'il le souhaite ainsi, en possession des Pais, Villes & Places, & de l'usage des libertez & droits qu'il avoit & dont il jouissoit avant la Guerre, & sans stipuler desdits Ennemis en faveur dudit Allié les mêmes Libertez, Droits, Exemptions & Prerogatives qu'il avoit stipulé pour lui-même; horsmis que lesdits Alliez s'entendissent là-dessus l'un l'autre.

XVI. Et cette Alliance durera l'espace de dix années après l'expiration de la presente Guerre; & l'on convient & arrête dès à present, que lesdites Parties Contractantes, pour rendre, autant qu'il est possible, ladite Alliance éternelle, & pour lui donner par consequent d'autant plus de force, s'assembleront ou enverront à la Haye leurs Plenipotentiaires avec les Instructions necessaires, une année avant l'expiration desdites dix années, pour convenir ensemble de la Prolongation de la presente Alliance.

XVII. L'Approbatie & Ratification de cette Alliance de la part des Etats des Provinces-Unies, comme aussi de la part de Son Alt. Elect., chacun de son côté, sera faite dans l'espace de deux mois après la conclusion & la signature de ladite Alliance.

Fait, accordé & conclu par les Ministres, Conseillers & Deputez extraordinaires desdits Hauts Alliez, signé par eux, & scellé de leur Cachet ordinaire. A Cologne sur la Sprée le <sup>26. Fevrier</sup> 3. Mars 1678.

Signé,

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN.  
(L.S.)

CHRISTOFFLE VON BRANDT.  
(L.S.)

FRANÇOIS MEYNDERS.  
(L.S.)

Exhibé le 6. Août 1678.

Article Separé.

**C**omme l'experience fait voir, particulièrement dans cette derniere Guerre de 1672. combien il importe à Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas & à Son Altesse Electorale de Brandebourg, & par consequent à leurs Etats de part & d'autre, qu'une amitié durable & solide soit affermie & entretenuë entre eux; tant L. H. P. que Son Altesse Electorale ont bien & murement consideré, qu'en faisant cette presente Alliance, il seroit necessaire d'écarter & lever tout ce qui jusqu'à present a été souvent traité & debattu avec ardeur au sujet de plusieurs affaires.

I. A cette fin & pour ces raisons Son Altesse Electorale cede & laisse en propriété aux Etats

ANNO  
1678.

ken-Schanse zoo zy nu is, en in haar Fortificatie staat, met de grond daar op zy geleyd is, over ende in eygendom geven willen, zodanig dat sijne Churf. Doorlugtigheit voor sig selven en zyne Successeuren, van alle daar aan hebbende Regten afgaat ende afftant doen.

II. Willen sijne Churf. Doorlugtigheit van alle en ieder aanmaningen ende Actien die denselven uyt de eerste tot Mechelen geveldte Sententien over die genoemde Hoef-yfersche Schuld aankomen, ende wat hy vorder dienthalven, wanneer dese sake zoude uytgevoert werden, te verwagren mogt hebben, afftaan, en dienthalven verder niet pretenderen.

III. Remitteert sijne Churf. Doorlugtigheit de Subsidie welke hy van Anno 1672. af tot het volgende Tractaat toe nog van den Staat te vorderen heeft.

IV. Staat sijne Churf. Doorlugtigheit ook af van zyne prentse die hy uyt de Alliantie van Anno 1666. tegens den Staat heeft, dat de Cleeffe Vestingen tot S. Churf. Doorlugtigheit onwederbrengelyke Ichade in Anno 1672. aan den Vyand overgegeven zyn. Belooft ook hier mede ende in kragte deses, dat den Staat over de aangerorde prentsen nimmermeer aangevochten offte beledigt, maar alle fulke geheel gedood en weggenomen sullen werden.

Daar tegens wederom beloven Haar Hoog Mog. I. Dat zy ook van hare zyde alle en ieder Actien ende prentsen van de Hoef-yfersche Schuld, en wat tot Mechelen dienthalven verhandelt is, en alle de bygaande Punten die daar by mede ondergelopen zyn, vernietigen en daar van afftant doen, zodanig dat het aangevangen Proces geheel gecasseert en gedood, en S. Churf. Doorlugtigh. of des selfs Posteriteyt dienthalven nooyt weder aangeoprooken, ende voorhandene Obligations geextradeert ende gecasseert sullen werden.

II. Ende wat belangt de prentsen die de Heeren Staten van Gelderlandt sultineren tot laste van S. C. F. Doorlugtigheit te hebben, en die S. Churf. Doorlugtigheit als Hertog van Cleef ten laste van de selve Provincie van Gelderland is vorderende, ende waar over albereyts een Compromis opgerecht is geweest, dat Haar Hoog Mog. haar ten uyttersten sullen bemoeven, dat de voorz. prentsen, door een minnelyk verdrag mogen werden gecomponeert en bygeleyd tot wederzyds vergenoeginge, met belofte dat ingevalle de voorz. prentsen in der minne niet zouden konnen werden gedetermineert, Haar Hoog Mog. S. Churf. Doorlugtigheit uyt sake van dien met feyrclykheit niet sullen bejegenen, zoo lange de voorz. differenten niet regtelyck sullen zyn geseeten; en dat in alle gevalle ook; na zodanige decisie tusschen hoogstgedagte Haar Hoog Mog. ende S. Churf. Doorlugtigh. in de voorz. sake zal werden gehandelt ende geprocedeert, gelyk onder zodanige oude Geallieerden en vertrouwde Vrienden en Nabueren behoort te geschieden, ende anders niet, op dat alzo de voorz. Nabuerlycke Vriendschap altyt mag blyven geconserveert.

Ten beslyt is dit Separaat Articul van beyderzyds Hooge Geallieerdens Ministers, Raden ende Extraordinaris Gedeputeerde in 't Tractaat van Alliantie gemelt, van gelycke onderteykend, en met haare gewoonlyke signaturen bezegelt. Aldus gedaan tot Keulen aan de Spree, den <sup>26 Februy</sup> 8. Maart Anno een duyfent ses hondert acht en seventig.

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN.  
(L.S.) (L.S.)

CHRISTOFF VAN BRANDT. (L.S.)

FRANS MEINDERS. (L.S.)

*Etats le Fort de Schenk tel qu'il est presentement avec ses Fortifications, & le terrain sur lequel il est bâti, en sorte que Son Altesse Electorale pour elle & ses Successeurs desiste de tous les Droits & pretensions qu'elle pourroit y avoir.*

*II. Veut Son Alt. Electorale desister de toutes demandes & actions qui lui appartiennent en vertu des premieres Sentences prononcées à Malines sur la Dette ainsi nommée de Fers de Chevaux, & de ce qu'elle pourroit attendre sur cet Article lorsque ladite affaire seroit executée, & qu'à cet égard elle ne prendra rien dans la suite.*

*III. Son A. E. décharge les Etats du Subside qu'elle a encore à exiger des Etats depuis l'an 1672. jusqu'au Traité suivant.*

*IV. Son A. E. desiste de même de sa pretension qu'elle a sur les Etats en vertu de l'Alliance de 1666. de ce que les Villes du Duché de Cleves ont été livrées à l'Ennemi en 1672. au dommage irreparable de Son A. E. Promet aussi en vertu de la presente, que les Etats ne seront jamais sollicités ni inquietés sur cesdites pretensions, mais qu'elles seront toutes détruites & annullées.*

*I. D'autre part Leurs Hautes Puissances promettent, qu'aussi de leur côté ils annullent & desistent de toutes actions & pretensions de la Dette de Fers de Chevaux & de tout ce qui à ce sujet a été traité à Malines, & de tous les Points & Articles qui y ont eu quelque rapport; en telle maniere que le Procès commencé à ce sujet est entierement cassé & annullé, que Son A. E. ni ses Successeurs ne pourront jamais être sollicités ni poursuivis sur ce point, & que les Obligations qui subsistent seront rendues & cassées.*

*II. Qu'à l'égard des Pretensions que les Seigneurs Etats de Gueldre pretendent avoir sur Son A. E. & à l'égard de celles que Son A. E. en qualité de Duc de Cleves exige de la même Province de Gueldre, & sur quoi l'on a déjà formé un Compromis, que L. H. P. feront leur possible que lesdites pretensions soient terminées & accommodées par un Accord amiable au contentement des uns & des autres, avec promesse qu'en cas lesdites pretensions ne pussent être terminées à l'amiable, qu'alors L. H. P. & Son A. E. ne se feront aucune hostilité à ce sujet, aussi longtems que lesdits differens ne seront pas terminés avec douceur, & qu'en tout cas, après une telle décision, on traitera & procedera entre L. H. P. & Son A. E. de la maniere que cela doit se faire entre de tels anciens Alliez, bons Amis & Voisins, & non autrement, afin qu'ainsi une telle amitié puisse être toujours conservée.*

*Pour conclusion cet Article Separé, mentionné dans le Traité d'Alliance des Ministres, Conseillers & Deputés extraordinaires des deux Hauts Alliez, a été de même par eux signé & scellé de leur Cachet ordinaire. Fait à Cologne sur la Spree le <sup>26. Fevrier</sup> 8. Mars 1678.*

Signé,

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN.  
(L.S.) (L.S.)

CHRISTOFFLE VON BRANDT. (L.S.)

FRANÇOIS MEYNDERS. (L.S.)

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

CLXIX.

15. Mars. Erneuerte Erb-Vereinigung zwischen JULIO FRANCISCO zu Sachsen-Lauenburg und Fürst JOHANN GEORGEN zu Anhalt vor sich und dero sämtlichen Fürstlichen Haus / daß wann ein theil ohne Männliche Leibes- Lehens- Erben sollte mit Todt abgehen / der andere in dessen Landen succediren solle / geschehen zu Wien den 15. Martii 1678. [LUNIG; Teutsches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 356. Electorum Juris Publici curiosor. Continuat. pag. 470.]

C'est-à-dire,

*Paëte Hereditaire renouvelle entre JULES FRANÇOIS Duc de Saxe-Lauenburg d'une part, & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt pour lui & pour toute la Maison des Princes d'Anhalt d'autre part, portant que les Lignes Masculines de l'une ou de l'autre venant à manquer; la survivante lui succedera en tous ses Domaines. A Vienne le 15. Mars 1678.*

Wir von Gottes Gnaden / Julius Frank / Herzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / an einem / und wir von desselben Gnaden / Johann George / Fürst zu Anhalt / Graff zu Anhalt / Herz zu Zerbst und Bernburg / für uns und in Nahmen Herrn Victor Amadäus / Herrn Wilhelms / und Herrn Carl Wilhelms / und dessen sämtliche Herren Brüder / auch unsers Pflege-Sohns / Herrn Emanuel Leobrechts / allerseits Fürsten zu Anhalt / an andern Theile / Urkunden und bekennen hiermit: Demnach Wir uns beydersseits der zwischen uns sich erhaltene Blut-Verwandtschaft erinnert / und die Kaiserliche Confirmation der zwischen Chur-Sachsen und uns / Herzog Julius Franken / getroffenen Erb-Verbrüderung nicht allein nicht erhalten werden können / sondern auch durch ein ohnlängst von uns den Fürsten zu Anhalt extrahirtes Kaiserliches Decretum alle Hoffnung zu solcher Confirmation gänzlich benommen worden.

Als haben Wir rathsam und nöthig befunden / nach unserer Hochblüthlichen Vorsahren Exempel / das Successions-Recht / so die Jura sanguinis einer Linie an der andern Herzogthümern / Fürstenthümern / Landen und Leuten von Rechts wegen zulegen / vermittelst dieses nachstehenden Pacti desto mehr zu versichern / und auf die begehende Fälle / so wohl der hinterbleibenden Fürstlichen Wittben und Allodial-Erben hohes Interesse zu verwahren / als auch von beydersseits Landtschaften und Unterthanen alles Anheil / so die Ungewißheit der Successionen mit sich zu führen pfleget / abzumenden.

Wir verordnen diesem nach und pacisciren hiermit / wie es zu Recht an beständigsten geschehen kan und mag / für uns / die übrige Fürsten zu Anhalt / unser und Ihre liebden Erben und Nachkommen beyderley Geschlechts.

Erslich / im Fall Wir Herzog Julius Frank oder unsere künfftige Männliche Leibes- Lehens- Erben mit Todt abgehen / und also des Alberti (welcher des Bernhards Electoris Saxonici ältester Sohn gewesen) Linie / in und mit uns oder ihnen / über kurz oder lang / gar erlöschten sollte / alsdann succediren in unserm Herzogthum Sachsen / Engern und Westphalen / und allen desselben Regalien / Fürstlichen Würden / Graffen und Herzschafften / Rechten / Gerichts / Böllen / Geleiten / Ansprüchen und Proteffen / in Summa allen denen Reichs- Lehens / Landen und Gerechtigkeiten / so Wir als Herzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / würcklich besitzen / oder von Rechts wegen und Inhaltes der Kaiserlichen Lehn-Brieffe haben und besitzen sollten / nichts davon ausgeschlossen / die obgenannte unsere Vettern / Fürsten zu Anhalt / und Ihrer liebden Fürstliche Leibes- Lehens- Erben: Im Fall aber Wir Fürst Johann George und die obbeschriebene unsere Herren Vettern / Fürsten zu Anhalt / wie auch unserer Ihrer liebden Männliche Leibes- Lehens- Erben ohne Hinterlassung dergleichen Lehens- Successorn / Fürsten zu Anhalt / mit Todt abgehen / und also des Henrici / als Bernhards / Herzogen und Chur-Fürsten zu Sachsen / Linie in uns oder ihnen ganz erlöschten würde / alsdann succediret in den Fürstenthum Anhalt / dem incorporirten freyen Weltlichen Stifft Bernrode / der Graffschafft Mühlungen und allen andern Graff- und Herrschafften / Regalien / Würden / Böllen / Rechten / Ansprüchen und Prætenationen / in Summa / allen unsern und unserer Herren Vettern Reichs- Lehens / Landen / die Wir jeko würcklich besitzen / oder vermög der Lehn-Brieffe und von Rechts wegen haben und besitzen solten / nichts davon ausgeschlossen /

Hochgedachter unser Herr Vetter / Herzog Julius Frank / und ANNO  
Seiner liebden Fürstliche Leibes- Lehens- Erben.

Im Anhalt / damit aber gleichwohl einer oder der andern  
Linien hinterbleibende Fürstliche Gemahlinnen und Todter /  
Standes mäsig unterhalten / ausgestattet und dergestalt verfor-  
get werden mögen / daß sie der abgehenden Linie es zu danken /  
und derselben Gedächtniß desto werther zu halten Ursach ha-  
ben. So ist unter uns ferner abgethet und beschlossen / daß  
nicht allein die Wittben und Leibes- Erben / so ein oder der an-  
dere Theil constituiret haben wird / von dem succedirenden Theile  
denen Fürstlichen Wittben prästiret und geliefert / die unvereh-  
lichten Prinzeßinnen nach des Hauses Herkommen ausgestattet /  
und was zur Allodial-Erbchaft nach Sächsischen Rechten ge-  
höret / ihnen abgefoket / sondern auch aus den angeflammeten  
Lehnen ihnen zweymahlhundert tausend Reichs- Thaler gezahlet  
und entrichtet werden sollen.

Drittens / nicht weniger geloben Wir einander / und ver-  
sprechen hiermit / für uns und die sämtlich Wittbeschriebene /  
auch unsere und Ihrer liebden Erben und Nachkommende Her-  
zoge zu Sachsen / Engern und Westphalen und Fürsten zu An-  
halt / hochbeherlich / daß die Landtschaften und Unterthanen  
bey denen obbedenten Eröffnungs-Fällen in dem Herzogthum  
Sachsen / und denen darzu gehörigen Landen / so wohl als in  
dem Fürstenthum Anhalt / und denen darzu gehörigen Landen /  
bey allen ihren Privilegien / Ehren / Statuten / Gewohnheiten /  
Rechten und Gerechtigkeiten / in Ecclesiasticis & Secularibus  
gelassen und geschützet / wie auch der abgegangenen Fürstlichen  
Linien getreue Ministri / Räthe / Haupt- und Umbr- Leute / Zoll-  
Einnehmer und alle Bediente von der succedirenden Linie in  
Schirm und Schutz genommen / für andern wieder befördert /  
ihrer geleisteten treuen Dienste wegen wohl recompensiret / auch  
für wegen rückständiger erwünschlicher Befoldung und habender  
Anforderung contentiret werden sollen.

Viertens / dieweil diese Disposition nur eine Erneuerung der  
alten Erb-Verbrüderungen und strenghlich wegen der Allodial-  
Erbinnen / Wittben und Unterthanen / aufgerichtet ist / die Jura  
sanguinis und Agnationis / auch die Succession einem Fürstlichen  
Theil in des andern apiriten Landen ohne dem zulegen; So  
wollen Wir die allergnädigste Kaiserliche Confirmation noch  
zur Zeit hierüber zu suchen ansehen / jedoch die rechte bequeme  
Gelegenheit / sie zu erbitten / ergreifen / und unsere Fürstliche  
Erben und Interessenten dadurch desto mehr zu versichern beflissen  
seyn / Inmittelst aber / ein solches expediens bestimmen und zu  
Werke ridren / dadurch der andern Linie die Possession auff dem  
Eröffnungs-Fall vermehret und andern Häuffert / so darnach  
aspiren möchten / die Gelegenheit dazu zu gelangen / so viel an uns  
ist / benommen werde.

Fünftens / wollen Wir auch einander liberall getreulich mey-  
nen / ein Theil des andern Aufnehmen und Wohlfarth fördern /  
einander in allen Fürfallen- und Angelegenheiten an Kaiserlichen-  
Chur- und Fürstlichen Höfen / auch bey Reichs- Tagen und Con-  
venten / und wo es sonst die Nothdurft erfordert / Fremd-  
wetterlich und in geheim assistiren / und alles thun und fürfeh-  
ren / was getreuen Stamm- und Bluts- Verwandten Vettern  
gegen einander zu thun und fürzuführen / wohl ansehet und ge-  
bühret / Zu dessen Bekehrung haben Wir Julius Frank /  
Herzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / und Wir Jo-  
hann George / Fürst zu Anhalt / für uns und in Nahmen aller  
übrigen Fürsten zu Anhalt / (damit die Sache noch unter wen-  
gen und desto geheimer bleibe) diese erneuerte Erb-Vereinigung  
und inserirte Disposition mit unser eigenhändigen Unterschrift  
und aufgedruckten Fürstlichen Siegel besätzet / wie auch der  
Fürst zu Anhalt darbeneben versprochen / daß / so bald des Herrn  
Vettern Herzogen zu Sachsen liebden / denen andern regieren-  
den Fürsten zu Anhalt / es zu offbaren belieben werden / dero-  
selben Unterschrift und Siegel hinzugehan / oder doch dero  
dienst- und freund-vertretliche Genehmhaltung und dankbare  
approbation seiner liebden verschafft und eingehändiget werden  
solte. Alles getreulich / Fürstlich und sonder Geseyde. Ge-  
schehen und gegeben zu Wien am fünffzehenden Martii / im Jahr  
nach CHRISTI Geburth / ein tausend sechs hundert und acht  
und seibentzig.

(L. S.)

Julius Frank /  
Herzog zu Sachsen.

(L. S.)

Johann George /  
Fürst zu Anhalt.

CLXX.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, Fait à la Haye le 26. Juillet 1678. [FREDER. LEONARD. Tom. VI. Actes & Negotiations de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 480. &c.]

Quandoquidem Domini Ordines Generales Federati Belgii declaraverunt, quin imo per Domi-

ANNO  
1678.ANNO  
1678.

Domino Regi Christianissimo significaverunt se in Pacis conditiones à Majestate sua oblatas, quatenus ex ad se spectant, consensisse: quin etiam Catholicam Majestatem quantum ad se, iisdem conditionibus assensum præbuisse, paratosque se esse, & in mandatis dedisse iis quos ad conficiendum Pacis negotium Neomagum miserunt Legatis, ut secundum easdem conditiones, quod ad eorum Kempublicam attinet, cum Legatis Domini Regis Christianissimi, iisque Fœderatorum, quibus idem placeret Ministris, Tractatum concluderent: cum animi perturbatione acceperunt Regis Christianissimi Legatos moram tam salubris tamque desideratæ rei facere, quod negarent Majestatem suam ea quæ Domino Regi Catholico, & Domini Ordinis Generalibus restituenda veniunt Oppida, restitutorum, antequam Domino Regi Sueciæ plenissimè satisfactum, & Majestati suæ restituta sint ea omnia, quæ durante hoc Bello amisit. Domini verò Ordines Generales existimant eam Dominorum Majestatis Christianissimæ Legatorum opinionem erroneam aded esse, ut nullo certo fundamento niti, nullisque Justitiæ rationibus fulciri possit, eamque quam plenissimè aberrare à verâ Regiæ Majestatis suæ intentione, neque eam passuram tam iniquam gravemque interpretationem declarationis quam Majestas sua fecit. Et cum Domini Ordines Generales hanc quæ suborietur, & Paci moram afferbat, difficultatem Domino Regi Magnæ Britanniæ per Legatos suos significarint, rogantes ut Regia Sua Majestas tam justam eorum causam probare, omniaque officia circa Regem Christianissimum, quæ submovendæ huic remoræ inservire possent, adhibere, aut si in proposito suo Rex Christianissimus persisteret, iis auxilio esse vellet, & Majestas sua Domini Ordinibus Generalibus declarare fecerit, se in eadem cum iis esse Sententia, neque Pacem tam iniquis conditionibus fieri posse: Majestatem etiam suam, si per Regem Christianissimum staret, quominus Pax coalesceret, eos omni ope viribusque omnibus tueri paratos esse. Cumque Domini Ordines Generales suis, qui Neomagi sunt, Legatis mandaverint, ut quam inique hæc à se peterentur, dictis Domini Legatis Domini Regis Christianissimi significarent, rogarerentque ut dictis Paci Tractatus adimplere, concludere & signare vellent; neque prædictorum locorum restitutioni moram facerent, usquequo Domino Sueciæ Regi satisfactum, eaque quæ Bello amisit restituta essent, testarenturque se paratos esse Tractatus Pacis finem imponere, & eandem Domini Ord. Gen. manere Sententiam propositamque perficiendi concludendique dictum Pacis Tractatum, modò Majestati Christianissimæ visum fuerit dicta loca restituere, ex quo Pacis Tractatus ratihabitione, ejusdemque publicatione confirmatus fuerit, neque ei moram amplius facere ob satisfactionem restitutionemque eorum quæ Dominus Rex. Sueciæ durante hoc Bello amisit, omnemque operam omniaque humanitatis officia circa prædictos Christianissimæ Majestatis suæ Legatos, adhibere ut in id consentire velit, Pacisque negotium eam ob rem amplius protelare nolit: Conventum est propterea inter Dominum Regem Magnæ Britanniæ & Ord. Gen. Fœderati, Belgii si omnia prædicta humanitatis officia suo careant successu; & Rex Christianissimus permoveri nequeat ante diem 11. Mensis Augusti proximè sequentis declarare & promittere Majestatem suam dicta Oppida restitutorum post Ratificationem publicationemque dicti Paci Tractatus, neque ei restitutioni moram fore ob satisfactionem restitutionemque Domini Sueciæ Regis, aliamve quamcumque ob causam, aut post dictam declarationem reipsa restituere dicta loca detrectet, Dominum Regem Magnæ Britanniæ & Dom. Ord. Un. Belgii Bellum contra Regem Christianissimum inuros, gesturos & profecutores mutuis consiliis, auxiliis, & sub iis quæ sequuntur conditionibus, aliisve de quibus postea inter se, aut cum aliis qui hoc Bello impliciti sunt Principibus mutuo consensu convenit.

Quoniam Dominus Rex Christianissimus Domino Regi Magnæ Britanniæ tanquam Pacis inter Partes belligerantes Mediatori, non semel significavit se in Pacem cum dictis Partibus belligerantibus æquis conditionibus consenturum, & tamen post plurima Mediationis officia exigua spes finendi Belli dictis æquis conditionibus affulserit, Dominus Rex autem Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Tractatu inter se habito die 26. Mensis Julii Ann. 1678. existimaverint Orbi Christiano tranquillitatem suam parari posse, si Partibus belligerantibus placuerint hæc conditiones, ut quod ad Galliam & Hispaniam attinet, Oppida & loca appellata

TOM. VII. PART. I.

Caroloregium, sive *Charleroi*, Athum, Aldenardum, Corteriacum, Tornacum, Condæum, Valencanum & Fanum Sancti Guisani, Binche & Ducatus Limburgi, &c. cum Balivatibus, Castellaniis, Territoriis, Gubernationibus, Præfecturis, vulgo *Prevoisiez*, cum appertinentiis, dependentiis & annexis omnibus Regi Catholico restituerentur.

Quod ad Imperatorem, Imperium, & Principes Imperii, quæ Dominus Rex Christianissimus durante hoc Bello occupat, iisdem Imperatori, Imperio, & Principibus Imperii restituerentur, cætera verò omnia manent in eo statu in quo tunc erant.

Quod ad Ducem Lotharingiæ spectat, Ducatus Lotharingicus Domino Duci restitueretur eo in statu in quo nunc est; si verò id à Rege Christianissimo obtinere nequiret, eo in statu quo fuit tempore occupationis, & Dominus Rex Magnæ Britanniæ, Domini Ordines Generales eam in rem mutuo Fœdere se obstrinxerunt.

I. Pactum præterea conventumque est inter prædictos Regem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Gen. Fœderati Belgii, se omnem omnino operam adhibituros, & viribus quantum fieri potest maximis id acturos, ut Dominus Rex Christianissimus in easdem Pacis conditiones consentiat, neque ante Pacem cum Domino Rege Christianissimo conclusuros, quam iisdem conditionibus assenserit, aliisve de quibus Rex Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales mutuo consensu secundum Belli successus convenerint.

II. Pactum præterea inter suam Majestatem & Dominos Ordines Generales se conjunctis viribus, quantum fieri potest maximis, id acturos, ut prædictæ aut aliæ ex consensu Partium conditiones Pacis à Domino Rege Christianissimo obtineantur; & eam in rem Majestatem suam ad minimum collaturam, Mari quidem tertiam partem amplius, Terrâ vero in Belgio tertiam partem minus earum virium, quas Domini Ordines Generales Mari vel Terrâ in Belgio collaturam sunt, idque per modum provisionis, dum expectatur propior conventio virium à Majestate suâ Fœderatisque qui hoc Bello implicantur involvunturque, præstandarum.

III. Conventum est ut exorto inter Majestatem Magnæ Britanniæ & Majestatem Christianissimam Bello, in facultate alterutrius Fœderatorum non sit suspendere arma se inter hostemque, sine mutuo utriusque consensu.

IV. Casu vero eventiente, ut Conventus de Pace Neomagi institutus dissolvatur, & alibi locorum de Pace, aut Treiga, sive Induciis quorundam annorum Partes inter se agere velint, negotium hoc Pacis aut Treigæ non poterit institui sine alterius Fœderati participatione, & nisi Pars quæ paciscendi animum habet, alteri Parti eodem quo sibi tempore procurat facultatem & Salvos Conductus necessarios solutosque, quibus freta Ministros ad locum Tractatus destinatum tuto mittere possit, & nisi de tempore ad tempus alteri Parti communicet ea omnia de quibus in dicto de Treiga Paceque Tractatu agatur. Nemo vero Fœderatorum in conclusionem prædictæ Pacis aut Treigæ consentire possit, nisi sub conditionibus Art. I. expressis; aliisve de quibus mutuo consensu convenit, & nisi Fœderatus suos restituatur, quod ad Europam attinet, in possessionem Terrarum, Urbium, & Locorum, quin etiam omnium Jurium Immunitatumque, quibus utebatur fruebaturque tempore subscriptionis hujus Tractatus, nisi aliter inter Majestatem suam & Dominos Ordines Gen. convenerit.

V. Si vero Pax inter Dominum Regem Christianissimum, Dominum Regem Catholicum, & Dominos Ordines Generales coalescat, sive iis quas Dominus Rex Christianissimus proposuit, sive iis de quibus hoc Tractatu conventum est conditionibus, ejus servandæ sponsores vindicesque erunt in forma omnium optima, amplissima & securissima, non modo Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines, quinimo & omnes Reges Principesque vicini, qui existimabunt sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgio sua reddatur constetque secura tranquillitas, in quem finem definitur inter Magnæ Britanniæ Regem & Dominos Ordines Generales Copiarum militarium numerus; aliaque media, quibus utendum erit adversus alterutram Partium, quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti læsâ resarciat.

VI. Pacta hæc conventa omniaque & singula in iis contenta à Domino Rege Magnæ Britanniæ atque Domini Ordinibus Generalibus Uniti Belgii per Patentes utriusque Partis Litteras Sigillis suis munitas debita &

Y y

authen

ANNO  
1678.

authentica forma intra spatium trium septimanarum proximè sequentium, aut citius, si fieri potest, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extrahentur. Actum Hagæ-Comitum 26. mensis Julii 1678.

Signatum erat

(L.S.) Tempel.

(L.S.) W. van Heuckelom.

(L.S.) D. van Wyngaerden.

(L.S.) Gasp. Fagel.

(L.S.) D. van Heyden.

(L.S.) Van Leeuwen.

(L.S.) J. de Mauregnault.

(L.S.) Joan. Baron de Reede.

(L.S.) A. ter Borcht.

CLXXI.

10. Août. *Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France, & les Seigneurs Estats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas; portant, que chacun demeurera saisi des Pais, Villes, & Places qu'il possède; à la reserve de la Ville de Maftricht, avec le Comté de Vronof, & les Pais de Fauquemont, Dalbem & Rolleduc, que Sa Majesté T. C. rendra à Leurs Hautes Puissances. Fait à Nimegue le 10. d'Août 1678. Avec les RATIFICATIONS, & les PLEINS-POUVOIRS de part & d'autre. Comme aussi un ARTICLE SEPARÉ, touchant le Prince d'Orange du même jour 10. d'Août 1678. S'ensuivent DEUX LETTRES d'Explication sur l'Article XIII. du Traité, concernant la Neutralité promise par les Etats Generaux, & la Garantie des Obligations où l'Espagne entrera au regard de ladite Neutralité, du 17. d'Août 1678. La RATIFICATION du Roi T. C. sur cette Explication. A Fontainebleau le 5. Sept. 1678. L'ARTICLE SEPARÉ concernant l'Amnistie generale pour les Sujets de part & d'autre du 24. Septembre 1678. Et les Ratifications de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances. [Actés & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 590. & 636. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve dans le Recueil de LEONARD Tom. V. dans LONDORP II. Acta publica Tom. X. pag. 677. en Allemand, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 600. en Latin, en Allemand, & en François, & dans *Anhang zu des Europäischen Herolds* 4. *Handthandlungen* pag. 1624.*

**L**OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nostre très-cher & bien-amié Cousin le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France & Chevalier de nos Ordres, notre bien-amié & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & notre bien-amié & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arresté, & signé le dixième de ce Mois en la Ville de Nimegue avec le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies des Pais-Bas, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortgene & premier Noble, & representant la Noblesse dans les Estats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos très-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement

munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit: ANNO  
1678.

**A**U nom de Dieu le Createur; A tous presens & à venir, soit notoire, Comme pendant le cours de la Guerre qui s'est emuë depuis quelques années entre le tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi tres-Chrestien de France & de Navarre; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, Sa Majesté auroit toujours conservé un sincere desir de rendre ausdits Seigneurs Etats la premiere amitié, & Eux tous les sentimens de respect pour Sa Majesté, & de reconnoissance pour les Obligations & les avantages considerables qu'ils ont reçus d'Elle & des Roys ses Predecesseurs, il est enfin arrivé que ces bonnes dispositions secondee des puissans offices de tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince le Roi de la Grand' Bretagne, qui durant ces temps facheux, quand presque toute la Chrestienté s'est trouvée en Armes, n'a cessé de contribuer par ses Conseils & bons averissemens au salut & au repos public, auroient porté Sa Majesté tres-Chrestienne & lesdits Seigneurs Etats Generaux, comme aussi tous les autres Princes & Potentats qui se font interressez dans cette Guerre, à consentir que la Ville de Nimegue fust choisie pour y traiter de Paix, & pour y parvenir Sa Majesté tres-Chrestienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France, & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mémes Chevalier Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils; Et lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Hierosme de Beverningh Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, & premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume d'Haren Grietman du Bildt, Deputez en leurs Assemblées de la part des Etats d'Hollande, Zelande, &c. Lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires dûment instruits des bonnes intentions de leurs Maîtres, se seroient rendus en ladite Ville de Nimegue, où après une reciproque communication des Pleins-Pouvoirs dont à la fin de ce Traité les Copies sont inserées de mot à mot, seroient convenus des conditions de Paix & d'amitié en la teneur qui s'ensuit:

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté tres-Chrestienne & ses Successeurs Roys de France & de Navarre & ses Royaumes, d'une part; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas; d'autre, une Paix, bonne, ferme, fidele & inviolable, & cessent ensuite, & seront delaissez tous actes d'hostilité de quelque façon qu'ils soient entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer, & autres Eaux que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces, & Seigneuries; & pour tous leurs Sujets, & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient sans exception des Lieux, ou des personnes.

II. Et si quelques prises se font de part, ou d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord, depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit Mois à compter du jour que se fera la publication de la Paix à Paris, & à la Haye, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après les termes prefix seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

III. Il y aura deplus entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle amitié & bonne correspondance tant par Mer que par Terre en tout & partour, tant dedans, que dehors l'Europe, sans se ressentir des offences ou dommages qu'ils ont reçus, tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

IV. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux, procureront & avanceront fidèlement le bien & la prospérité



ANNO  
1678.

rité l'un de l'autre par tout support, aide, conseil, & assistances réelles en toutes occasions & en tout temps, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negotiations qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre; mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tost qu'ils en auront connoissance.

V. Ceux sur lesquels quelques biens ont esté saisis & confisquez à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayans cause, de quelle condition ou Religion qu'ils puissent estre, jouiront d'iceux Biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir-recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au fife, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou definitives données par default & contumace en l'absence des Parties & icelles non ouïes, Traitez, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui aient esté mises esdites Transactions pour exclure de partie desdits Biens, ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns Biens & Droits qui conformément au present Traité seront restituez, ou doivent estre restituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs & ayans cause, pourront estre vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier, & ensuite les Proprietaires des Rentes qui de la part des fises seront confituez en lieu des Biens vendus; comme aussi des Rentes & Actions estans à la charge des fises, respectivement pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VI. Et comme le Marquisat de Bergopzom avec tous les Droits & Revenus qui en dépendent, & generalement toutes les Terres & Biens appartenans à Monsieur le Comte d'Auvergne Colonel General de la Cavalerie-Legere de France, & qui sont sous le Pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ont esté saisis & confisquez à l'occasion de la Guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a esté acordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergopzom, ses appartenances & dépendances; comme aussi dans ses Droits, Actions, Privileges, Ufances & Prerogatives dont il jouissoit lors de la Declaration de la Guerre.

VII. Chacun demeurera saisi, & jouira effectivement des Pais, Villes, & Places, Terres, Isles & Seigneuries, tant au dedans que dehors l'Europe, qu'il tient & possède à present, sans estre troublé ni inquieté directement ni indirectement de quelque façon que ce soit.

VIII. Mais Sa Majesté Tres-Chrétienne voulant rendre aux Seigneurs Etats Generaux sa premiere amitié, & leur en donner une preuve particuliere dans cette occasion, les remettra immédiatement après l'échange des Ratifications, dans la possession de la Ville de Mastricht, avec le Comté de Vronof, & les Comtez & Pais de Fauquemont, Dalhem & Kolleduc d'Outremeuse, avec les Villages de Redemption, Banc de S. Servais, & tout ce qui dépend de ladite Ville.

IX. Lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent, que toutes choses qui concernent l'Exercice de la Religion Catholique Romaine, & la jouissance des Biens de ceux qui en font profession, seront rétablies & maintenues sans aucune exception dans ladite Ville de Mastricht & ses dépendances, en l'état & comme elles étoient réglées par la Capitulation de 1632. & que ceux qui auront esté pourvus de quelques Biens Ecclesiastiques, Canonicats, Personnats, Prevostez, & autres Benefices, y demeureront établis, & en jouiront sans aucune contradiction.

X. Sa Majesté rendant ausdits Seigneurs Etats Generaux la Ville de Mastricht & Pais en dépendans, en pourra faire retirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Vives, & autres Munitions de Guerre qui s'y trouveront au temps de la remise ou restitution d'icelle; & ceux qu'Elle aura commis à cet effet, se serviront, si bon leur semble, pendant deux Mois, des Charrois & Bateaux du Pais; auront le passage libre tant par Eau que par Terre, pour la retraite desdites Munitions; & leur sera donné par les Gouverneurs, Commandans, Officiers, ou Magistrats de ladite Ville, toutes les facilités qui dépendent d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront de ladite Place, en tirer & empor-

TOM. VII. PART. I.

ter les Biens Meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans de ladite Ville de Mastricht & des environs, ni endommager leurs Maisons, ou emporter aucune chose appartenant ausdits Habitans.

XI. Tous Prisonniers de Guerre seront délivrez d'une part & d'autre, sans distinction ou reserve, & sans payer aucune rançon.

XII. La levée des Contributions demandée par l'Intendant de la Ville de Mastricht aux Pais qui y sont soumis, sera continuée pour tout ce qui restera à échoir jusques à la Ratification du present Traité; & les arrerages qui resteront seront payez dans l'espace de trois Mois après le terme susdit, dans des termes convenables, & moyennant caution valable & resseante dans une des Villes de la domination de Sa Majesté.

XIII. Les Seigneurs Etats Generaux ont promis & promettent non seulement de demeurer dans une exacte Neutralité, sans pouvoir assister directement ni indirectement les Ennemis de la France & de ses Allies; mais aussi de garantir toutes les Obligations dans lesquelles l'Espagne entrera par le Traité qui interviendra entre Leurs Majestez Tres-Chrétienne & Catholique, & principalement celle par laquelle ledit Seigneur Roi Catholique sera tenu de garder cette même Neutralité.

XIV. Si par inadvertance, ou autrement il survient quelque inobservation ou inconvenient au present Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'Amitié & de la bonne correspondance; mais on reparera promptement lesdites contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis, & châtiés.

XV. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi, & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a esté accordé & convenu, qu'arrivant cy-aprés quelque interruption d'Amitié, ou rupture entre la Couronne de France, & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné six mois de temps après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire. Comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de six Mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XVI. Touchant les prétentions & interets qui concernent Monsieur le Prince d'Orange, dont il a esté traité & convenu séparément, par Acte signé ce jourd'huy, ledit écrit & tout le contenu d'iceluy sortira son effet, & sera confirmé, accompli, & executé selon sa forme & teneur, ni plus ni moins que si tous lesdits points en general, ou chacun d'eux en particulier, étoient de mot à mot interez en ce present Traité.

XVII. Et comme Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux reconnoissent les puissans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué incessamment par ses Conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, il a esté convenu de part & d'autre, que Sadite Majesté Britannique, avec ses Royaumes, soit comprise nommément dans le present Traité, de la meilleure forme que faire se peut.

XVIII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, le Roi de Suede, le Duc d'Holstein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furstemberg; comme interezés dans la presente Guerre. En outre seront compris, si compris ils veulent estre, le Prince & la Couronne de Portugal, le Duc & Seigneurie de Venize, le Duc de Savoie, les Treize Cantons des Lignes Suisses & leurs Allies, l'Electeur de Baviere, le Duc Jean Frederic de Brunswik Hanover, & tous Rois, Potentats, Princes, & Etats, Villes, & Personnes particulieres, à qui Sa Majesté Tres-Chrétienne, sur la requisition qu'ils luy en feront, accordera de sa part d'estre compris dans ce Traité.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, le Roi d'Espagne, & tous leurs autres Allies, qui dans le temps de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, se declareront d'accepter la Paix, comme

Y y 2

comme

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

comme aussi les Treize loüables Cantons des Lignes Suiffes, & leurs Alliez & Confederez, la Ville d'Embsden, & de plus tous Rois, Princes & Etats, Villes & Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Generaux, sur la requisition qui leur en sera faite, accorderont de leur part d'y estre compris.

XX. Ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux consentent que le Roi de la Grande Bretagne, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté, & ausdits Seigneurs Etats Generaux leurs promesses & Obligations de Garantie de l'exécution de tout le contenu au present Traité.

XXI. Le present Traité sera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Lettres de Ratification seront délivrées de l'un & l'autre en bonne & deuë formé dans le terme de six semaines, ou plustost si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy dequoy Nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, Avons esdits Noms signé ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Niméque le dixième jour du Mois d'Aouft mil six cens soixante & dix-huit.

*Le Marechal d'Estrades.  
Colbert.  
De Mêmes.*

*H. Beverningk.  
W. de Nassau.  
W. Haren.*

**N**ous ayant agréable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'obligation, & hypothèque de tous & chacuns nos Biens presens & à venir, garder, & observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces Presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Scel. Donné à S. Germain en Laye le dix-huitième jour d'Aouft l'an de grace mil six cens soixante-dix-huit, & de notre Regne le trentesixième.

*Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.*

*RATIFICATION des Etats Generaux du Traité de Paix.*

**L**es Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Niméque le dixième jour du Mois d'Aouft 1678. par le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France, & Chevalier des Ordres du Roi tres-Chrétien, le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrétienne à l'Assemblée de Niméque, au nom & de la part de Sadite Majesté; Et par le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortgene, &c. Premier Noble, & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt, Deputés en notre Assemblée de la part des Erats de Hollande, Zelande, & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Niméque, en notre nom & de notre part en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs respectifs. Ayans de même veu & examiné la Lettre que nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires ont écrite ausdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrétienne le dix-septième jour dudit Mois d'Aouft, & la Réponse que lesdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sadite Ma-

ANNO  
1678.  
jesté y ont fait le même jour, concernant l'Explication du treizième Article dudit Traité, comme aussi l'Acte du cinquième jour de Septembre de la presente année, par laquelle Sadite Majesté a eu agreable l'Explication que sesdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires ont donnée sur ledit treizième Article dudit Traité de Paix, desquels Traités, Lettres, Actes & Pouvoirs la teneur s'ensuit:

**A**U Nom de Dieu le Createur. A tous presens &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Lettres de Ratification seront délivrées de l'un, & de l'autre en bonne & deuë forme dans le terme de six semaines, ou plustost si faire se peut, à compter du jour de la signature, Nous voulans bien donner des marques de notre sincerité, & nous acquiter de la parole que nos Ambassadeurs ont donnée pour nous, Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces Presentes, promettans en bonne foy & sincerement le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer les Presentes par le President de notre Assemblée, contresigné par notre Premier Greffier, & y apposer notre Grand Sceau. Fait à la Haye le dix-neuvième jour de Septembre mil six cens soixante-dix-huit.

D. VAN WYNGAERD.

*Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.*

H. FAGEL.

*Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs de Sa Majesté.*

**L**ouis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront. SALUT, Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée, & que par les soins, & la Médiation de notre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Niméque a esté agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conférences, Nous par ce même desir d'arrester, aurant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrestien: Sçavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de notre tres-cher & bien Amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France & Chevalier de nos Ordres, de notre bien Amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien Amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par l'épreuve avantageuse que Nous en avons fait dans les diverses Ambassades & Emplois considerables que Nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputed lesdits Sieurs Marechal d'Estrades, Marquis de Croissy, & Comte d'Avaux, commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en la Ville de Niméque, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés avec tous Ambassadeurs & Ministres de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement,

ANNO  
1678.

chement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & feure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire si Nous y estions presens en Personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en cesdites Presentes. PROMETTANT en foy & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Marechal d'Estades, Marquis de Croissy & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. CAR tel est nôtre plaisir; En tesmoing de quoy Nous avons fait mettre le Scel à cesdites Presentes. DONNE' à S. Germain en Laye le vingt-troisième jour de Decembre, l'an de grace mil six cens soixante & quinze, & de nôtre Regne le trente troisième, Signé, LOUIS. Et sur le reply, Par le Roy, ARNAULD. Et scelé du grand Sceau en cire jaune.

*Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.*

LES Etats, Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront; SALUT. Comme nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conférences, Nous par ce même desir d'arrester, autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrestien, Avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de Nous, & pour cet effet député à ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la nostre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des Affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Estat, & comme les Sieurs Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Universite à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortgene, &c. premier Noble & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de la Comté de Zelande, & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Deputé en nôtre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, Zelande & Frise, se sont signalez en plusieurs emplois importans pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maneiement des Affaires. POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk, & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à la Ville de Nimegue en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrestienne & ses Alliez, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & feure Paix; & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que Nous pourrions faire si Nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites presentes, PROMETTONS sincerement & de bonne foy d'avoir

pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement du troisième, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée sous nôtre grand Sceau, Paraphe du President & seing de nôtre premier Greffier, ce quatrième Janvier de l'an mil six cens soixante & seize: J. BOOTSMA. Sur le reply, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. Signé, H. FAGEL. Et scelé du grand Sceau en cire rouge.

*Article separé touchant Monsieur le Prince d'Orange.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront; Salut. Comme nôtre tres-cher & bien aimé Cousin le Sieur Comte d'Estades Marechal de France & Chevalier de nos Ordres, nôtre bien aimé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & nôtre bien aimé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avons donnez, auroient conclu, arrêté & signé le dixième de ce Mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Universite à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies des Pais Bas, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, l'Article separé dont la teneur s'ensuit:

COMME ensuite de la Guerre qui depuis quelques années est survenue entre le Roi Tres-Chrestien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, Sa Majesté a fait saisir tous les Biens appartenans à Monsieur le Prince d'Orange, tant ladite Principauté que les Seigneuries & Terres scituées en France, & en a donné les revenus à Monsieur le Comte d'Avvergne, qui en jouit encore presentement; & que par la Grace de Dieu la Paix a esté rétablie par le Traité conclu ce jourd'huy; Et qu'ainsi tous les fâcheux effets de la Guerre doivent cesser, Sa Majesté a promis audit Sieur Prince & promet par cet Acte separé, qu'immédiatement après les Ratifications échangées elle fera lever ladite saisie, & fera remettre ledit Sieur Prince dans la possession de ladite Principauté, & des Terres qui luy appartiennent en France, Franche Comté, Charolois, Flandres & autres Pais dependans de la domination de Sa Majesté & dans tous ses Droits, Actions, Privileges, Ufances & Prerogatives, au même estat & en la même maniere dont il en jouissoit avant qu'il en eust esté depoussé à l'occasion de la presente Guerre. Fait à Nimegue le dixiesme jour du Mois d'Aoust mil six cens soixante-dix-huit.

*Le Marechal d'Estades. H. Beverningk.  
Colbert W. de Nassau.  
De Mesmes. W. Haren.*

NOUS ayant agreable le susdit Article separé en tous & un chacun des points d'iceluy, l'avons par ces Presentes signées de nôtre main, loué, approuvé, & ratifié, louons, approuvons & ratifions; promettant en foy & Parole de Roi de l'accomplir; observer & faire observer & sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre; En témoin dequoy nous avons signé ces Presentes de nôtre main & à icelles fait apposer nôtre Scel. DONNE' à S. Germain en Laye le dix-huitième jour d'Aoust l'an de grace mil six cens soixante dix-huit, & de nôtre Regne le trente-troisième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.RATIFICATION des Etats Generaux de l'Article  
separé touchant Monf. le Prince d'Orange.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut. Comme ainsi soit qu'ouure le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Nimegue le dixième jour du Mois d'Aoust 1678. il ait esté fait de même un Article separé par le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France & Chevalier des Ordres du Roi tres-Chretien, le Sieur Colbert Marquis de Croissi Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrestienne à l'Assemblée de Nimegue, au nom & de la part de Sadite Majesté; & par le Sieur Hierôme de Bèverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, deputez en nostre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Nimegue, en nostre nom & de notre part, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'enfuit.

*Article separé touchant Monsieur le Prince  
d'Orange.*

Comme ensuite de la Guerre, &c.

Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Article separé, l'agréons, approuvons & ratifions par les presentes de mesme que s'il estoit inseré dans le susdit Traité de Paix & d'amitié, promettant de garder, entretenir, & observer inviolablement tout ce qui est contenu en iceluy, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce soit. En foy dequoy nous avons fait signer les presentes par le President de nostre Assemblée, contre-signer par nostre premier Greffier, & y apposer nostre grand Sceau. Fait à la Haye le dix-neuvième jour du Mois de Septembre 1678.

D. VAN WYNGAERD.

*Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.*

H. FAGEL.

*Lettres des Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances, à Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrestienne, pour l'explication de l'Article XIII. du Traité de Paix.*

MESSIEURS.

Comme l'Article treizième du Traité de Paix conclu & signé le dixième de ce Mois, qui est de Neutralité promise par Nos Seigneurs les Etats Generaux au regard des Ennemis de Sa Majesté Tres-Chrestienne & de ses Alliez, comme aussi de la Garantie des Obligations dans lesquelles l'Espagne entrera au regard de la même Neutralité, est couché en maniere que l'on en pourroit inferer une Obligation non seulement du temps present & de la Guerre dans laquelle les Alliez de Nos Seigneurs les Etats Generaux continuent, mais que l'on pourroit en tirer des consequences pour le temps à venir & pour les occasions à naître apres toutes les Guerres presentes finies, & que vos Excellences savent que jamais on n'a eu intention au regard de ladite Neutralité que d'en convenir pour le present & pendant le cours de la presente Guerre, conformément aux propositions que Sa Majesté Tres-Chrestienne en a fait faire, Nous prions vos Excellences de Nous donner un mot d'éclaircissement sur l'intention de Sa Majesté & de vos Excellences est

que ledit Article n'est applicable qu'au temps que la presente Guerre durera, & vos Excellences obligeront infiniment,

ANNO  
1678.

MESSIEURS.

DE VOS EXCELLENCES,

*Les tres-humbles & tres-obéïssans Serviteurs.*

H. BEVERNINGK. W. HAREN.

*A Nimegue le 17. d'Aoust 1678.*

*Reponse de Messieurs les Ambassadeurs de France, aux Ambassadeurs des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en explication de l'Article treize du Traité de Paix.*

MESSIEURS,

Nous avons reçu la Lettre de Vos Excellences du 17. de ce Mois, & quoi que la bonne foy avec laquelle le Roi nostre Maître a toujours agi & la sincerité avec laquelle Sa Majesté veut bien rendre sa premiere amitié à Messieurs les Etats Generaux ne doive pas laisser à Vos Excellences la moindre inquietude qu'on veuille user de surprise envers Elles, ni donner à l'Article treize du Traité que Nous avons conclu & signé ensemble, le dixième de ce Mois une plus grande étendue que celle dont Nous nous sommes expliquez ensemble, Nous voulons bien les assurer que l'intention de Sa Majesté, & par consequent la nôtre, n'est pas de Nous prevaloir dudit Article plus long-temps que la presente Guerre durera ni après qu'il aura plu à Dieu d'y mettre fin, d'obliger Messieurs les Etats Generaux en vertu de ce même Article à plus que leur propre interest, & leur bonne Union avec Sa Majesté demandera d'Eux. Nous sommes,

MESSIEURS,

DE VOS EXCELLENCES,

*Les tres-humbles & tres-obéïssans Serviteurs.*

LE MAR. D'ESTRADES. COLBERT. D'AVAUX.

*A Nimegue le 17. d'Aoust 1678.*

RATIFICATION de l'Explication de l'Article treize  
du Traité de Paix entre la France & la Hollande.

Le Roi ayant été informé par ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix; à Nimegue de l'Explication qu'ils ont donnée par leur Lettre du dix-septième du Mois d'Aoust de cette presente année aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas sur le treizième Article du Traité de Paix conclu & signé à Nimegue le dixième dudit Mois d'Aoust de cette presente année entre lesdits Sieurs Ambassadeurs, dans lequel il est parlé de la Neutralité promise par lesdits Etats Generaux, tant au regard de Sa Majesté qu'à celui de ses Alliez; comme aussi de la Garantie des Obligations dans lesquelles l'Espagne entrera au sujet de la même Neutralité, Sa Majesté ayant lu & examiné la susdite Lettre, par laquelle lesdits Ambassadeurs déclarent & assurent, que l'intention de Sa Majesté n'est pas de se prevaloir dudit Article plus long temps que la presente Guerre durera, Sa Majesté a eu agreable ladite explication, l'a louée, approuvée & ratifiée de même que si elle étoit inserée dans le susdit Traité de Paix, ensuite du treizième Article d'icelui, l'a louée, approuvée, & ratifiée, Promettant en foy & parole de Roi d'accomplir & faire observer sincerement & de bonne foy tout ce qui est contenu en icelle, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin dequoy Sa Majesté a signé ces presentes de sa main, & à icelles fait apposer le Sceau de son secret. Donné à Fontaine-bleau le cinquième jour de Septembre mil six cens soixante & dix-huit, étoit Signé, LOUIS. *Es plus bas, ARNAULD.*

*Arti-*

ANNO  
1678.*Article separé portant Amnistie generale pour les Sujets  
de France & de Hollande.*

**L**E Roi ayant reçu l'Article separé signé par ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix à Nimegue, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, dont la teneur s'ensuit.

Les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrétien & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, déclarent par le présent Acte, qu'encore que le Traité, qu'ils ont signé le 10. d'Août porte une suffisante abolition, pour tout ce qui a été commis, de part, & d'autre, à l'occasion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin; soit par ceux qui étant nez Sujets de la France, & engagez au service de Sa Majesté par les emplois & Biens, qu'ils possédoient dans l'étenduë de la France sont entrez, ou demeurez au service des Seigneurs Etats Généraux, ou par ceux, qui étant nez Sujets desdits Seigneurs Etats, ou engagez à leur service par les emplois, & Biens, qu'ils possédoient dans l'étenduë des Provinces-Unies sont entrez ou demeurez au service de Sa Majesté très-Chrétienne, néanmoins pour leur plus grande sûreté, & pour les mettre à couvert de toutes poursuites, lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires sont demeurez d'accord, que toutes les susdites personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privileges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions, & Libertez, sans pouvoit être recherché, troublez, ni inquiétez en general, ni en particulier pour quelque cause, ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé, depuis la naissance de ladite Guerre. Ensuite de laquelle Déclaration & après qu'elle aura été ratifiée, tant par Sa Majesté très-Chrétienne, que par les Seigneurs Etats Généraux, ce qui sera fait dans le temps d'un Mois, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition, & de pardon de retourner, en personne, dans leurs Maisons en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer en telle maniere que bon leur semblera. Fait à Nimegue le vingt-quatrième de Septembre 1678.

*Le Maréchal d'Estrades.  
Colbert.*

*H. Beverningk.  
W. Haren.*

**S**A Majesté ayant lu le susdit Article l'a approuvé & ratifié, l'approuve & ratifie; promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire observer sincerement & de bonne foi tout ce qui est contenu en icelui, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoi Sa Majesté a signé ces Presentes de sa main & à icelle fait apposer le Sceau de son secret. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre mil six cens soixante & dix-huit. Signé, LOUIS: Et plus bas, ARNAULD.

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit que le 24. jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrétien, & les Nôtres, un Acte d'Amnistie, dont la teneur s'ensuit.

**L**es Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, &c.

Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Acte en tous ses points, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes, Promettans en bonne foi, & sincerement le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer les Presentes par le Président de notre Assemblée, contresigner par notre premier Greffier, & y apposer notre Cachet. Fait à la Haye le trentième jour de Septembre, l'an mil six cens soixante dix-huit. Signé, W. DE NASSAU.

*Per Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.  
H. FAGEL.*

**ANNO 1678.**  
*Protestation des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de DANNEMARC, & de l'Electeur de BRANDEBOURG; comme aussi de l'Envoyé du Prince Evêque de MUNSTER contre la Paix particuliere des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES avec la France. A Nimegue le 10. d'Août 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 506.]*

**L**es soussignez Ambassadeurs, Plenipotentiaires & Ministres, ayans appris avec le dernier estonnement, qu'il y avoit apparence que Messieurs les Ambassadeurs des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, se resoudroient à signer encor aujourd'hui un Traité separé de Paix, avec le Roy Très-Chrétien, & Leurs Hautes Puissances, ce qui a esté ensuite confirmé par quelques-uns desdits Ambassadeurs mesmes, quoi que jusques icy ils n'ayent donné communication des ingrediens de leur Projet, ny tenu aucune Conference particuliere, sur un sujet de si grande consequence, en conformité des Traitez qui y obligent Leurs Hautes Puissances.

Les Ambassadeurs & Ministres Plenipotentiaires susdits ont jugé de leur devoir de représenter à Messieurs les Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances, la difformité de ce procedé, avec la teneur des Alliances contractées si solemnellement avec leurs Seigneurs & Maîtres, dans lesquelles Messieurs les Etats ont promis sous leur parole, & sous l'authorité de la foy publique, de ne songer jamais à faire des Traitez separez avec leur Ennemy commun, qui estoit sur le point de renverser toute leur Republique, & de l'oppression duquel ils ne se sont sauvez que par les assistances, & par des diversions données de temps en temps, en divers endroits de l'Europe en leur faveur.

Ils requierent donc avec toutes les instances imaginables, & conjurent lesdits Sieurs Ambassadeurs par tout ce qu'il y a de plus saint, & de plus inviolable au Monde, de ne se precipiter pas à signer cette Paix separee, directement opposée aux Alliances susdites, & de leur laisser le loisir d'en pouvoit donner l'information necessaire à leurs Seigneurs & Maîtres: ce delay ne leur pouvant apporter le moindre prejudice, & cette requisition estant entierement conforme à tout ce qu'on peut attendre de la foy publique, & de la sincerité de Messieurs les Etats Generaux. On se promet d'autant plus qu'on ne fera aucune difficulté d'accorder l'un & l'autre, sur tout, puis qu'il n'apparoit aucune necessité évidente qui pût obliger Leurs Hautes Puissances, à une resolution si opposée à toutes celles qu'ils ont prises & concertées cy-devant, & mesme après avoir exhorté de nouveau leurs Alliez à la fermeté dans l'observation & l'execution des Traitez, & après que lesdits Alliez ros Seigneurs & Maîtres ont pris là-dessus des resolutions vigoureuses, & conformes à leurs souhaits, ayant envoyé des Troupes si nombreuses au milieu des Pays-Bas Espagnols, pour sauver Mons de l'extremité à laquelle les Armes de France l'avoient reduit, & pour seconder & pour executer le reste des desseins, & des exploits que l'Espagne & l'Etat sous la conduite de Son Altesse le Prince d'Orange pourroient resoudre pour le bien de la cause commune, & pour la feureté particuliere des Pays-Bas.

Ils ont outre cela commandé encore une eslite des Troupes qui sont en marche pour s'approcher de la Meuse, & pour estre employées à la mesme fin, de sorte qu'avec l'assistance du bon Dieu, il y a lieu d'esperer encore des bons succès dans une cause si juste & si bonne.

En tout cas, & si Messieurs les Etats se trouvoient obligez par une necessité indispensable (dont le sujet, & la force ne sont pas pourtant connus aux Alliez) de proceder avec tant de precipitation à une Paix particuliere avec la France, les Ambassadeurs & Ministres susdits déclarent en vertu de ce-Memoire, que leurs Seigneurs & Maîtres sont disposez & prests d'entrer en mesme temps en ce Traité, & de conclure conjointement avec Messieurs les Etats Generaux la Paix avec Sa Majesté Tres-Chrétienne sous des conditions honnestes & équitables, dont on conviendra en peu de temps, à la conclusion desquelles ils apporteront de leur costé toute sorte de facilité, & de bons offices.

On

ANNO  
1678.

On se promet que lesdits Sieurs Ambassadeurs ne refuseront pas une offre si pleine de Justice & de generosité, & l'on ne se peut nullement persuader que l'intention de leurs Hautes Puissances ne soit pleinement conforme à ces justes desirs, & qu'ils pourroient seulement concevoir la pensée d'abandonner leurs bons & fidels Amis, voisins, & Alliez, qui ont employé tout ce qu'ils ont eu de plus cher, & de plus précieux au monde, pour les retirer de la chéute qui les menaçoit, & pour les rétablir dans leur ancienne liberté & splendeur. Au moins on se promet de leur Justice & sincérité, qu'ils ne voudront rien conclure sans y comprendre les interets de leurs Alliez, qui sont en effet les leurs propres, ny concourir à l'oppression, & à la ruine de ceux qui les ont si fidelement assistés contre un Ennemy si puissant, qui d'une main fait tant de parade de la sincerité de son desir pour rendre le repos à la Chrestienté, & de l'autre refuse d'en accepter les moyens, qui sont capables de le procurer, outre que cét abandonnement des Alliez, & la Neutralité qu'on prend d'establir, n'a pas esté seulement demandée du Roy Tres-Chrestien dans le Plan des conditions de Paix projetées: les Etats ayans toujours témoigné de ne vouloir pas accepter l'Armistice de six Semaines offert ensuite du Roy Tres-Chrestien, à cause que la Neutralité en faisoit une condition, qui les auroit privés de la faculté d'assister leurs Alliez.

Au pis aller, & si nonobstant toutes ces justes & équitables Remonstrances on ne laissoit pas de proceder à la signature d'un Traité de cette nature, les susdits Ambassadeurs, Plenipotentiaires, & Ministres des Hauts Alliez ne se peuvent pas dispenser de protester le plus solennellement, & en la meilleure forme contre ce Traité separé, directement contraire aux Alliances, & contre les assurances solennelles qu'on a données de temps en temps de la fermeté, & de l'exacritude de Leurs Hautes Puissances dans l'observation & l'accomplissement des Traitez.

Ils protestent aussi en même-temps de tous les malheurs, inconveniens, pertes & domages, qu'en general toute la Chrestienté, & leurs Seigneurs & Maistres chacun en particulier pourra souffrir de cette separation, & de l'inobservation des Alliances si solennellement, & si religieusement contractées, en leur reservant, tout ce qu'en vertu de ces Alliances, du Droit des Gens, & les Loix Divines & humaines leur peut competer, & en laissant au Jugement sain & desinteressé de tout le monde, les violences qui contre toute parole, toute Obligation, tout Traité, & même contre toute necessité, par un procedé également precipité, & inoui, se font à leurs Seigneurs & Maistres, dans un temps que le bon Dieu leur fait encore reluire les esperances de quelque ressource par des voyes plus decentes, & plus raisonnables, comme ceux qui par des passions aveugles, & des sentimens preoccitez, même contre l'opinion de ceux qu'une honesteté plus genereuse, & la consideration de leur Obligation anime à une fermeté raisonnable, sacrifient l'honneur & la gloire de leur Patrie à des demarches, qui sont indignes à un Etat que la Raison & la Justice gouverne, par cette conduite y mettent une tache qui jamais ne se perdra de la Memoire de l'Univers. Fait à Nimegue ce dixième Aoust l'an mil six cens septante huit.

*Estoit signé,*

HOEGH, BLAESPYL,

S. PETKUM, ZURMUHLEN.

*Seconde Protestation des Ministres de DANNE-MARCK, de BRANDEBOURG, & de ZELL, & WOLFEMBUTEL, contre la Paix faite par les Estats Generaux des Provinces-Unies avec la FRANCE, & contre la Cessation d'armes convenüe entr'eux & la SUEDE. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 573.]*

Les sousignez Conseiller, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roy de Danne-marc, Norvegue, &c. Deputé Extraordinaire de Son Altesse Electorale de Brandebourg, & Ministre de Leurs Altesse Messieurs les Ducs de Zell & Wolfenbuttel, apprenant

par le bruit commun, comme si Vos Hautes Puissances (après la signature de Paix separée que leurs Ambassadeurs avoient fait avec ceux de la France à Nimegue, & dequoy ils se remettent aux Protestations faites sur le même lieu par les Ministres de tous les Hauts Alliez, & aux Memoires qu'ils ont presenté icy au même sujet à Messieurs les Deputez de Vos Hautes Puissances pour les affaires estrangeres) s'étoient encore laissé porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Cessation d'armes pour un certain terme, ils ont eü de la peine à ajoüter foy à une chose qui est si directement oppoüée aux termes exprés des Traitez.

Mais comme ils voyent avec beaucoup de regret qu'il se negotie & traite plusieurs choses entre Vos Hautes Puissances & les Ennemis communs des Alliez, dont il ne se donne nulle connoissance prealable & en temps aux Hauts Alliez, les sousignez se sont veus obliger de remontrer à Vos Hautes Puissances, combien cette conduite est contraire aux termes des Alliances faites, & ne sachant pas par le deffaut d'une communication düe, la verité de ces sortes de nouvelles, qui se debitent par les Ennemis même, de cet engagement pretendu d'une Cessation d'armes prise par Vos Hautes Puissances avec la Suede, ils ont trouvé à propos pour leur décharge, de faire souvenir Vos Hautes Puissances des termes mesmes des Traitez, qui disent dans l'Art. 18.

*Que les Alliez seront obliger de donner communication l'un à l'autre de temps en temps consecutivement, de tout ce qui dans les Negotiations de Paix, ou de Treve, viendra à estre avancé, ou proposé.*

Et un peu auparavant:

*Que les Etats Generaux ne feront aucune Cessation d'armes avec l'Ennemy, autrement que conjointement & de consentement & volonté commune.*

En les conjurant par tout ce qu'il y a de plus inviolable dans les Traitez solennels & foy publique, de ne pas permettre qu'il soit fait sur ce point de la Cessation d'armes une contravention si notoire de leur part auxdits Traitez, sans aucune raison legitime ny necessité urgente.

Les sousignez étant d'ailleurs obliger de protester solennellement au nom & de la part de leurs Maistres, en cas que contre toute attente on auroit déjà arresté cette Cessation d'armes avec la Suede separément, de mesme à l'égard de toutes autres Negotiations & engagements contre la teneur des Traitez, qui disent & requierent expressément:

*Qu'aucun des Partis ne pourra venir à aucune Conclusion de Paix sans y comprendre ses Alliez.*

On se promet que Vos Hautes Puissances, selon leurs hautes lumieres, & selon l'exacritude qu'elles ont accoustumé de garder inviolablement dans la teneur de leurs Traitez, voudront bien faire reflection sur ce que les sousignez viennent d'alleguer, à ne point ratifier celui qui avoit esté conclu à Nimegue avec les Ambassadeurs de France, comme ne pouvant subsister avec l'Obligation des susdits engagements, ce qui confirmera sans doute toutes les Puissances de l'Europe dans la confiance qu'elles ont mise jusqu'icy en Vos Hautes Puissances, touchant l'accomplissement de leurs promesses fondées sur la foy publique. En tout cas, les Ministres sousignez se trouvent obliger de reserver à leurs Seigneurs & Maistres tout ce qui leur peut competer, tant en vertu du Droit des Gens, qu'en conformité des Traitez susmentionnez, en les déchargeant en mesme temps de tous les inconveniens & malheurs que ces sortes de demarches pourroient attirer, & causer, tant au prejudice de la cause commune, que pour l'interet d'un chacun en particulier. Fait à la Haye ce 18. Aoust, 1678.

*Protestation du Resident de l'Evêque & Prince de MUNSTER, contre la Cessation d'Armes convenüe entre les Estats Generaux des PROVINCES-UNIES & la Couronne de SUEDE. A la Haye le 19. d'Aoust. 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. Part. II. pag. 671.]*

Le sousigné Ministre de Son Altesse de Munster & de Corvey, &c. ayant appris avec le dernier étonnement ce que les Ministres des Hauts Alliez du Nord ont représenté le 18. de ce Mois à Vos Hautes

ANNO  
1678.

ANNO 1678. tes Puissances comme s'il se repandoit un bruit, que V. V. H. H. P. P. après la signature d'une Paix séparée avec la France, s'étoient encore laissées porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Cessation d'Armes pour un certain terme, en protestant solennellement, & en la meilleure forme comme contre une chose directement contraire aux Articles des Traités, dont la teneur fut inserée dans leur Memoire, se trouve obligé par les ordres generaux qu'il a sur ce Chef, de se remettre entierement à ladite Protestation & reservation & à tout ce qu'elle contient de mot à mot, & sachant, que Son Altesse, Son Serenissime Prince & Maître, se trouvera excessivement surpris de cette Nouvelle, il prie & conjure par tout ce que lesdits Ministres ont allegué, que V. V. H. H. P. P. se veuillent souvenir de ce qu'elles ont si solennellement contracté, & de faire voir qu'elles font encore quelque reflexion sur l'Obligation & l'observation des Traités & sur les Interêts de leurs Amis & tres-fidelles Alliés, selon ce qu'elles ont protesté de temps en temps; sur quoy il se promet une favorable resolution. Fait à la Haye, ce 19. d'Aouft.

JEAN CONRARD NORFF.

*Acte d'Amnistie convenu entre Louis XIV. Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, en faveur des Sujets de part & d'autre, qui ont porté les Armes dans la dernière Guerre contre leur Souverain. A Nimegue le 24. Septemb. 1678. Avec la RATIFICATION des Etats Generaux du 30. Septemb. 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. Part. II. pag. 588.]*

Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit que le 24. jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Seigneur Roy Tres-Christien, & les nostres un Acte d'Amnistie, dont la teneur s'ensuit.

Les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Tres-Christien, & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, déclarent par le present Acte, qu'encore que le Traité qu'ils ont signé le 10. d'Aoult porte une suffisante abolition pour tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin, soit par ceux qui étans nez Sujets de la France, & engagez au service de Sa Majesté, par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'estenduë de la France, sont entrez & demeurez au service desdits Etats Generaux, ou par ceux qui étant nez Sujets desdits Etats Generaux, ou engagez à leur service par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'étenduë des Provinces-Unies, sont entrez & demeurez au service de Sa Majesté tres-Christienne, néanmoins pour leur plus grande feureté, & pour les mettre à couvert de toute poursuite, lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, sont demeurez d'accord que toutes les susdites personnes de quelques qualitez & condition qu'ils soient sans nulles excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, & Dignitez; Privileges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions, & Libertez, sans pouvoir être recherchez, troublez ni inquietez en general ni en particulier, pour quelque cause & pretexte que ce soit, pour raison de ce qui est passé depuis la naissance de ladite Guerre, ensuite de laquelle Declaration & après qu'elle aura été ratifiée tant par Sa Majesté tres-Christienne, que par lesdits Seigneurs Etats Generaux, ce qui sera fait dans le temps d'un Mois, il leur sera permis à tous & chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en

TOM. VII. PART. I.

disposer de telle maniere que bon leur semblera. Fait à Nimegue le 24. Septemb. 1678. *Estoit signé,* ANNO 1678.

(L.S.) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

(L.S.) H. VAN BEVERNING.

(L.S.) W. VAN HAREN.

Nous avons agréé, approuvé & ratifié, lesdits Actes en tous ses Points, comme nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes, promettant en bonne foi & sincerement, le garder, entretenir, & observer inviolablement de Point en Point selon la forme & teneur; sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, sous quelque pretexte que ce soit, en foi dequoi nous avons fait signer les presentes par le President de nostre Assemblée, contresigner par nôtre premier Greffier, & y apposer nôtre Cachet. Fait à la Haye le 30. jour de Septemb. l'an 1678.

CLXXII.

*Traité de Commerce & de Navigation entre Louis XIV. Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, portant une reciproque Liberté de Commerce, pour les Sujets de part & d'autre, & avec les mêmes Franchises; dont jouissent les propres Sujets. Le Roi T. C. y promet aussi que le Droit d'Aubeine ne sera point exercé en son Royaume sur les Hollandois. Fait à Nimegue le 10. d'Aoult 1678. Avec insertion des POUVOIRS, de part & d'autre, comme aussi les Formules des Lettres de Mer. S'ensuivent les RATIFICATIONS, & l'ARTICLE SEPARÉ, concernant l'Imposition de cinquante sols par Tonneau, que le Roi T. C. se réserve sur les Navires Hollandois, comme sur les autres étrangers. A Nimegue le 10. d'Aoult 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD, Tom. V. dans LONDORPII, Acta publica, Tom. X. pag. 679. en Allemand, dans le Theatrum Pacis Tom. II. pag. 631. en Latin, en Allemand, & en François, dans le Theatrum Europæum Tom. XI. pag. 1406. en Allemand, & dans Anhang zu des Europäischen Heroldt. pag. 1629. en Allemand.]*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nostre tres-cher & bien-amié Cousin le Comte d'Estrades Mareschal de France, Chevalier de nos Ordres, nostre bien-amié & féal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat; & nostre bien-amié & féal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & signé le dixième de ce Mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Trésorier General des Provinces-Unies des Pays-Bas; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble. & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation, & Marine, dont la teneur s'ensuit:

LE Traité de Paix qui a été conclu ce jourd'hui entre le Roi Tres-Christien, & les Seigneurs Etats

Z z

ANNO  
1678.

Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les Sujets de mécontentement; qui avoient alteré pendant quelque temps, l'affection que Sa Majesté a toujours eue pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs: Et lesdits Seigneurs Etats Generaux rentrans aussi dans la mesme passion qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France, & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les Obligations, & les avantages considerables qu'ils en ont cy-devant receus, il y a lieu de croire que cette bonne intelligence entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats, ne pourra jamais être troublée. Mais comme Sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui la peut affermir, & que lesdits Etats Generaux ne souhaitent pas moins de la perpetuer, ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assuré moyen que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre; & pour cet effet regler leurs interets particuliers au fait du Commerce, Navigation, & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correspondance; Sadite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats auroit ordonné le Sieur Comte d'Estades Mareschal de France & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de Nimègue; & lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Hierôme de Beveringck Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université de Leyden, cy-devant Conseiller & Trésorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble, & representant l'ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Député en leur Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, de conferer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont Copie est cy-dessous transcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation en la maniere qui s'ensuit:

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, jouiront reciproquement de la mesme Liberté au fait du Commerce & de la Navigation dont ils ont joui de tout temps devant cette Guerre par tous les Roiaumes, Etats, & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres tant sur la Mer, que sur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades, & Eaux douces, sous quelque nom & pretexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de Represailles des Princes & Etats Ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de Represailles, ni mesme aller en course avec elles, sous peine d'estre poursuivis & châtiés comme Pirates. Ce qui sera reciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre, dans les Terres de l'obeissance de Sadite Majesté, & dans les Provinces-Unies, publiées & renouvelées, défenses tres-expresses & tres-précises de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de Represailles, sous la peine susmentionnée qui sera executée severement contre les contrevenans, outre la restitution entiere à laquelle ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens qui pourroient survenir par les prises faites par inadvertance ou autrement, & principalement dans les Lieux éloignés, il a été convenu & accordé si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit Mois, à compter depuis la publication de la Presente, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre, après les termes préfix, se-

ront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

ANNO  
1678.

IV. Toutes Lettres de marque & de Represailles qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourra estre cy-apres données par l'un desdits Alliez au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de Justice, lequel ne pourra estre tenu pour verifié, si la Requette de celui qui demande lesdites Represailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données; afin que dans le terme de quatre Mois, ou plutost s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de la Justice qui sera due.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en action ou arrest en leurs personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux; pour les Dettes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pays de l'obeissance de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres en toute bonne amitié & correspondance, & jouiront entre eux de la Liberté du Commerce & Navigation, dans l'Europe en toutes les Limites des Pays de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées dont le Commerce & le Transport n'est défendu generalement & universellement à tous, tant Sujets qu'Étrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet les Sujets de Sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires les Pays, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat; y porter & vendre à toutes personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises dont l'entrée ou sortie & transport ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, sans que cette Liberté reciproque puisse être défendue, limitée ou restreinte par aucun Privilege, Oétroy, ou aucune Concession particuliere, & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Benefices, dons gratuits, ou autres avantages par-dessus ceux de l'autre ou à leur préjudice, & sans que lesdits Sujets de part & d'autre, soient tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles, ou Impositions quelconques sur leurs personnes, Biens, Dentées, Navires ou frets d'iceux, directement ou indirectement, sous quelque nom, Titre, ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre tant qu'il leur sera necessaire, sans pouvoir être visités; à la charge neanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop long & affecté séjour, ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports; auxquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée, & de leur séjour.

IX. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets qui auront été armez en Guerré, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux où de l'Admirauté ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires, ou lesdites prises, entrans dans les Havres, ou Ports de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestez ou saisis, ni que les Officiers des Lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux Lieux portez par les Commissions dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir. Et au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux; mais y étant entrez par necessité de tempeste, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutost qu'il sera possible.

X. Les



ANNO  
1678.ANNO  
1678.

X. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputés Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs Biens par Testament, Donation, ou autrement; & leurs Heritiers Sujets desdits Etats demeurans tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs Successions, mesme *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté ou empêché, sous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou Personnes privées. Pourront pareillement, sans lesdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucuns Droits de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme: Et seront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout, autant favorablement que les Sujets propres & Naturels de Sa Majesté; & particulièrement ne pourront être compris aux Taxes qui pourront être faites sur les Etrangers. Et sera tout ce contenu au présent Article observé au regard des Sujets du Roi dans les Païs de l'obéissance desdits Seigneurs Etats.

XI. Les Navires chargez de l'un des Alliez, passans devant les Costes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraincts d'y décharger, ou débiter leurs Marchandises ou Parties d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns Droits, si non lors qu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XII. Les Maîtres des Navires, leurs Pilotes, Officiers, & Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, les Navires mesmes, ni les Dénrées & Marchandises dont ils seront chargez, ne pourront être saisis, ni arrestez en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, de qui que ce soit, ou pour quelque cause, ou occasion qu'il puisse être, non pas mesme sous pretexte de la conservation & défense de l'Etat: Et généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant les choses qu'on désirera d'eux. En quoi toutes fois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & autorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales Dettes, Contracts, ou autres causes légitimes, pour raison desquelles il sera procedé par voye de Droit selon la forme de la Justice.

XIII. Tous les Sujets & Habitans de France, & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les Proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces, & aussi des Ports, & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà Ennemis declarez tant de la France que des Provinces-Unies, ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme aussi les mesmes Sujets & Habitans pourront avec la mesme seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les Proprietaires d'icelles, des Lieux, Ports, & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une des deux en particulier, sans contradiction ou détournier de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une Place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XIV. Ce transport & ce Trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de Contrebande.

XV. En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucices, Cercles poissés, Affuts, Fourchettes, Bandonnières, Poudre, Mesche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers, & autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

XVI. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande les Froments, Bleds, & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture &

substantation de la vie, mais demeureront libres comme autres Marchandises & Dénrées, non comprises en l'Article precedent, & en sera le transport permis mesme aux Lieux Ennemis desdits Seigneurs Etats; sauf aux Villes & Places assiégées, blocquées, ou investies.

XVII. Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la maniere suivante: Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté étans entrez en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulans de là passer à ceux desdits Ennemis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la specification de la charge de leurs Navires attestez, & marquez du Scel & seing ordinaire, & reconnus des Officiers de l'Admirauté des Lieux d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du lieu où ils seront destinés; le tout en forme ordinaire & accoustumée. Après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquietez ni recherchez, detenus ni retardez en leurs Voyages, sous quelque pretexte que ce soit.

XVIII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéissance desdits Seigneurs Etats; sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs Charges, lesquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur Cargaison, qu'au cas qu'il y eût soupçon, qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XIX. Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets seront obligez de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme ci-dessus spécifiée.

XX. Que s'ils étoient entrez dedans les Rades, ou étoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout desordre, n'aprocheront pas plus prez des François que de la portée du Canon; & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer, par le Maître ou Patron des Navires François, en la maniere ci-dessus spécifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inséré à la fin de ce Traité; par lesquels Passeports & Lettres de Mer, il puisse apparoir non seulement de sa Charge, mais aussi du lieu de la demeure & residence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puisse connoître s'ils portent des Marchandises de Contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître, & Patron, ausquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foi & créance. Et afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données de certaines marques & contrefeings de Sadite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXI. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Dénrées de celles qui sont ci-dessus déclarées de Contrebande & défendues; elles seront déchargées, dénoncées, & confisquées pardevant les Juges de l'Admirauté & Provinces-Unies, ou autres Competans, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Dénrées libres & permises retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandises de Contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchy tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi tres-Chrétien, encore que la charge ou partie d'icelle fût aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera, selon ce qui a été disposé aux Articles precedens. Et pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il est accordé & convenu de plus, que les cas

ANNO  
1678.

arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les Biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargés dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de toutes les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confisquées aucunement, à raison ou sous pretexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites Dénrées y auront été chargées devant la Declaration de la Guerre; mais même quand cela sera fait après ladite Declaration, pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à sçavoir, si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusques à la Ligne, dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace de huit Mois, à compter depuis la Publication de la Presente. Tellement que les Marchandises & Biens des Sujets & Habitans chargés en ces Navires Ennemis, ne pourront être confisqués aucunement durant les termes & dans les étendus susnommés, à raison du Navire qui est Ennemi, ains seront restitués aux Propriétaires sans aucun délai, si ce n'est qu'elles aient été chargées après l'expiration desdits termes. Et pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoiqu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a été réglé ci-dessus qu'un Navire libre affranchira les Dénrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette Liberté s'étendra aussi aux Personnes qui se trouveront en un Navire libre; à tel effet que quoi qu'elles fussent Ennemis de l'un & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront estre tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront reciproquement des mêmes Droits, Libertez, Exemptions, en leurs Trafics & Commerce, dans les Ports, Rades, Mers, & États de Sadite Majesté, ce qui vient d'être dit que les Sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs États & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre. Et même en cas que ci-après lesdits Seigneurs États fussent en Paix, Amitié & Neutralité, avec aucuns Rois, Princes & États, qui devinssent Ennemis de Sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXIV. Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs États, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défenses à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit sur peine d'être tenus en leurs personnes & Biens, des dommages & intérêts soufferts & à souffrir, jusques à la deue restitution & réparation.

XXV. Et pour cette cause, seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable pardevant les Juges competens, de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement, des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers, au present Traité, & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiez en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de déchéance & nullité desdites Commissions & Congez; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs États Generaux.

XXVI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fist prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, & autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger, ou autrement aliener, qu'elles n'aient été descendues

à Terre, en la presence des Juges de l'Admirauté; & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la Charge, le Maître ou Patron du Navire trouva bon & agréast de livrer lesdites Marchandises de Contrebande audit Capitaine, & de poursuivre son Voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXVII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs États Generaux soient traités dans tous les Pays de son obeissance aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les Ordres necessaires pour faire que les Jugemens & Arrests qui seront rendus sur les prises qui auront été faites à la Mer, soient donnez avec toute Justice & équité par personnes non suspectes ni interessées au fait dont sera question; & donnera Sa Majesté des Ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens, & Ordres de Justice déjà donnez & à donner, soient promptement & denément executez selon leurs formes.

XXVIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs États Generaux, ou quelque autre de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de Sa Majesté feront plainte desdits Jugemens qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenus au present Traité, auront été suivis & observez, & pour y faire pourvoir selon la raison; ce qui sera fait dans le tems de trois Mois au plus; & neantmoins avant le premier Jugement, ni après icelui pendant la révision, les Biens & effets qui seront reclamés ne pourront être vendus ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties interessées, pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXIX. Quand Procez sera meü en premiere & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les Interessés en icelles, & que lesdits Interessés viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'Appel de celui qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au present Article, & aux precedens, pour faire rendre bonne & brieve Justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites à la Mer par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs États Generaux à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXX. Sa Majesté & les Seigneurs États Generaux pourront en tout tems faire construire ou fretter dans le Pays l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de Guerre qu'ils auront besoin; & employeront leur autorité à ce que lesdits marchez de Navires, & achats de Munitions se fassent de bonne foi, & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs États Generaux puissent donner la même permission ausdits Ennemis l'un de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fussent attaquans, ou agresseurs.

XXXI. Arrivant que des Navires de Guerre, ou de Marchandises échoient par tempeste ou autre accident, aux Costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, appareux, Biens, & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant perissables ont été vendues, le tout estant reclamé par les Propriétaires, ou autres ayans charge & pouvoir d'eux dans l'an & jour, sera restitué sans forme de Procez, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera réglé entre lesdits Alliez pour le Droit de Sauvement; & en cas de contravention au present Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs États Generaux promettent d'employer efficacement leur autorité pour faire chastier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets qui se trouveront coupables des inhumanitez qui ont été quelquesfois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs États Generaux ne recevront, & ne souffriront que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pays de leur obeissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent estre; mais ils les feront poursuivre & punir, & chasser de leurs Ports, & les Navires depredés, comme les Biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incôntinent & sans forme de Procez restitués franchement aux Propriétaires qui les reclameront.

XXXIII.

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

XXXIII. Les Habitans & Sujets de costé & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obeissance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Generaux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, & Solliciteurs que bon leur semblera; à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires quand il sera besoin, & que lesdits Juges en feront requis. Et sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les Lieux où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquietez ni recherchéz.

XXXIV. Ledit Seigneur Roi, comme aussi lesdits Seigneurs Etats Generaux, pourront établir pour la commodité de leurs Sujets Trafiquans dans le Roiaume & Etats l'un de l'autre, des Consuls de la Nation de leursdits Sujets, lesquels jouiront des Droits, Libertez, & Franchises qui leur appartiennent par leur exercice & emploi; & l'établissement en sera fait aux Lieux & endroits, où de commun consentement il sera jugé necessaire.

XXXV. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, ne permettront point qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre equipé pour la Commission, & pour le service d'aucun Prince, Republique, ou Ville que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivieres qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force pour en faire la restitution, ou reparation raisonnablement.

XXXVI. S'il survenoit par inadvertance ou autrement quelques inobservations ou contraventions au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié, & bonne correspondance: mais on en reparera promptement lesdites Contraventions: & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chastiez.

XXXVII. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a esté accordé & convenu, Qu'arrivant ci-aprés quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats Generaux desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf Mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire; comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf Mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore l'arrest de leurs personnes.

XXXVIII. Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine durera, vingt-cinq ans, à commencer du jour de la Signature; & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature.

*Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article du present Traité.*

**L**OUIS Comte de Vermandois Admiral de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & permission à

Maître & Conducteur du Navire nommé  
de la Ville de

du port de

Tonneaux ou environ, estant de present au Port & Havre de

chargé de

après que vísitation

aura esté faite de son Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdiction

des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont

il sera mis Acte au bas des Presentes; comme aussi de

garder & faire garder par ceux de son Equipage, les

Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettra au

Greffe le Roole signé & certifié contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer sans le sceu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera aparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present Congé, & leur fera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son Voyage & portera les Pavillons, Armes, & Enseigne du Roi, & les nostres durant son Voyage. En témoin dequoi Nous avons fait apposer nostre seing & le Scel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par nostre Secretaire de la Marine, à

le  
le

jour

mil six cens

Signé, LOUIS COMTE DE VERMANDOIS;  
Et plus bas, Par

*Formulaire de l'Acte contenant le Serment.*

**N**OUS de l'Amirauté

certifions que Maître du Navire nommé au Passeport ci-dessus, a presté le Serment mentionné en icelui. Fait à la le jour de mil six cens

*Autre Formulaire de Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article susdit.*

**A**UX Serenissimes, tres-Illustres, tres-Puisants, Honorables, & Prudens Seigneurs Empereurs, Rois, Republicques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces presentes verront ou liront: Nous Bourguemaîtres & Regens de la Ville de

sçavoir faisons que

Maître du Navire comparant devant Nous a déclaré par Serment solemnel que le Navire nommé grand environ

Lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux Inhabitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider, & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requérons tant en general qu'en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement & traiter dûment, le souffrant, sur les Droits accoutumez des Peages, frais dans, par, & auprès de vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter, & negotier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoissons. En témoin de quoi nous y avons fait apposer le sceau de notre Ville.

*Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs de Sa Majesté.*

**L**OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT; Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir, par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrétienté est à present affligée: & que par les soins, & la Mediation de nostre tres-cher & tres-ami Frere, le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de routes les Parties, pour le lieu des Conferances; Nous par ce même desir, d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien; Sçavoir faisons que Nous confians entièrement en l'experience, la capacité & fidelité de notre tres-cher & bien-ami Cousin le Sieur Comte d'Estrades, Maréchal de France & Chevalier de nos Ordres, de notre bien-ami & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien-ami & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par les preuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considerables, que Nous leur avons confié, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis,

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

mis, ordonné & député lesdits Sieurs Mareschal d'Estrades, Marquis de Croissy, & Comte d'Avaux, Commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec tous les Ambassadeurs & Ministres de nos tres-chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guetre; & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure, & signer une bonne & seure Paix, & generalement, faire, negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requit un Mandement plus special, non contenu en cesdites presentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme, & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Estrades, Marquis de Croissy, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux, en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul, en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir: CAR tel est nôtre plaisir. En témoin dequoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites Presentes, Données à Saint Germain en Laye, le vingt-troisième jour de Decembre l'An de grace mil six cens soixante & quinze, & de nôtre Regne le trente-troisième *Signé, LOUIS.*

*Et sur le reply, Par le Roi, ARNAULD. Et scellées du grand Sceau en cire jaune.*

*Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.*

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut; Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrétienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a été agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conferances; Nous par ce même desir, d'arrester autant qu'il sera en Nous, la defoliation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet député à ladite Assemblée, quelques personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat, & comme les Sieurs Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene &c. Premier Noble & representant l'Ordre de la Noblesse, dans les Estats & au Conseil de la Comté de Zelande: & Guillaume de Haren, Grietman du Bildt Député en nôtre Assemblée de la part des Estats d'Hollande, Zelande & Frise, se sont signalez en plusieurs Emplois importants pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maniment des affaires. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de-Beverningk, d'Odyk & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa

Majesté Tres-Chrestienne & ses Alliez, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special non contenu dans cesdites Presentes. Promettons sincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement du troisième, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donnée à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Sceau, Paraph du President, & seing de nôtre premier Greffier, ce quatrième Janvier de l'an mil six cens soixante-seize.

*Signé, J. BOOTSMA.*

*Sur le reply, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. Signé, H. FAGEL.*

*Et scellé du grand Sceau en cire rouge.*

**E**n foi dequoi Nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons ausdits noms signé ces Presentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Nimegue le dixième d'Aoust l'an mil six cens septante huit.

(L.S.) *Le Maréchal d'Estrades.* (L.S.) *H. Beverningk.*  
(L.S.) *Colbert.* (L.S.) *W. de Nassau.*  
(L.S.) *De Mesmes.* (L.S.) *W. Haren.*

**N**ous ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez; Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaux, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy sous l'Obligation, & hypoteque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder, observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donnée à S. Germain en Laye le dix-huitième jour d'Aoust l'an de grace mil six cens soixante dix-huit. Et de nôtre Regne le trente-sixième. *Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.*

*Article separé touchant l'imposition des cinquante sols par Tonneau sur les Navires Etrangers sortans des Ports de France.*

**L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre Tres-cher & bien-amié Cousin le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France, & Chevalier de nos Ordres; nôtre bien Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat; & nôtre bien Amé & Feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avons donnez, auroient conclu, arrêté & signé le dixième de ce Mois en la Ville de Nimegue avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies des Pais-Bas; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene & premier Noble & representant la Noblesse dans les Estats & au Conseil

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

Conseil de Zelande: & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, l'Article separé dont la teneur s'enfuit :

**L**a été stipulé de la part du Roi Tres-Chrestien & consenti par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, que l'égalité qui doit estre precisement observée à l'égard des Sujets de l'un & de l'autre avec les naturels, en matiere de Droits, Charges & Impositions, selon l'Article septième du Traité de Commerce conclu ce jourd'huy, ne derogera pas à l'Imposition des cinquante Sols par Tonneaux, établie en France sur les Navires Estrangers, & que les Sujets des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, seront obligez de la payer comme tous autres Estrangers, si ce n'est que Sa Majesté sur les Remontrances qui pourroient lui estre faites cy-apres de la part desdits Seigneurs Etats, en les examinant avec cette grande affection par laquelle il plait à Sa Majesté de les honorer, en disposast autrement. Mais seront par Sadite Majesté donnez dès à present les ordres necessaires à ce que ladite Imposition de cinquante Sols ne soit exigée des Navires des Sujets desdites Provinces-Unies qu'une fois par chaque Voyage en sortant des Ports de son Royaume & non en entrant, & que lesdits Navires chargez de Sel ne payeront que la moitié desdits cinquante Sols, à condition que lesdits Seigneurs Etats trouvant à propos de mettre semblable Imposition sur des Navires Estrangers chez eux (ce qui leur demeurera libre) ne pourront pas excéder au regard des Sujets de Sadite Majesté, la taxe de ce que les leurs payent en France, demeurant à l'égard de tous autres Droits, Charge & Imposition, presens ou à venir ledit Article septième en son entiere force & vigueur sans pouvoir estre limité, ou excédé par aucune autre exception ou restriction que celle qui est exprimée cy-dessus.

Lequel Article separé aura pareille force & vigueur que s'il estoit inferé dans le corps du susdit Traité General passé ce jourd'huy. Fait à Nimegue le dixième jour d'Aoust 1678.

Le Marechal d'Estrades. H. Beverningk.  
Colbert. W. de Nassau.  
De Mêmes. W. Haren.

**N**ous ayant agreable le susdit Article separé en tous & un chacun des Points d'iceluy; l'avons par ces Presentes signées de notre main, loüé, approuvé & ratifié; loüions, approuvons & ratifions, promettant en foy & parole de Roi de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de notre main & à icelles fait apposer notre Scel. DONNÉ à S. Germain en Laye le dix-huitième jour d'Aoust l'an de grace 1678. & de notre Regne le trente-sixième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION des Etats Generaux du Traité de Commerce.

**L**es Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Comme ainsi soit que le dixième jour du Mois d'Aoust mil six cents soixante & dix-huit, il ait esté fait & conclu à Nimegue un Traité de Commerce; Navigation, & Marine, par le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France, & Chevalier des Ordres du Roi Tres-Chrestien, le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrestienne à l'Assemblée de Nimegue, au nom & de la part de Sadite Majesté; & par le Sieur Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene & premier Noble; & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Griet-

man du Bildt Deputez en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Nimegue en notre Nom & de notre part, en vertu de leurs Plein-Pouvoirs respectifs, desquels Traité & Pouvoirs la teneur s'enfuit :

ANNO  
1678.

**L**E Traité de Paix qui a esté conclu, &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Ratifications d'iceluy seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, Nous voulans bien donner des marques de notre sincerité & Nous acquiter de la parole que nosdits Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agreé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcripts; comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes: Promettans en bonne foy & sincerement, le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit; en foy de quoy Nous avons fait signer les Presentes par le President de notre Assemblée, contresigner par notre premier Greffier, & y apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le 19. jour de Septembre 1678.

Signé, D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

CLXXIII.

*Inducia ad tredecim annos prolongatae, inter Le- 17. Aoust.*  
gatos JOANNIS III. Regis & Republicæ POLONIAE, nec non Magni Ducis MOSCOVIAE. Actum 17. Augusti anno 1678. [Chwalkowski, Jus Publicum Regni Poloniae. pag. 389.]

**S**erenissimi Regis ac Republicæ Poloniæ nomine Legati fuerunt: Michael in Klevan, Dux Czartoryski, Palatinus Volhynensis Czartoveiensis &c. Capitaneus. Casimirus Johannes Sapieha, Comes in Bychoro Dabrownio, Palatinus Polonicensis, Borysienensis Wolpiensis &c. Capitaneus. Hieronymus Komar, Judex Terrestris Orszanensis, Secretarius Legationis.

Magni Ducis Moscoviæ nomine fuerunt Dux Nihita Iwanowicz Odciewski, Senator & Gubernator Novogrodensis, Jacobus Nihititz Odciewski, Senator & Gubernator Astrachensis, Basilus Siemiconowicz Wolynski, Gubernator Czebolstarensis.

Legati hi vigore Articuli duodecimi Tractatum Andrusovienfium de prolongatione Armistitii egerunt.

Trinæ Conferentiæ Andrusovienf. & per binas Legationes Moschoviæ conclusa observari debent.

Ad tempus prioris Armistitii, (quod Mensè Junio Anno 1680. & ab Orbe condito 7188. expirat) adhuc tredecim Anni proximè sequentes computandi sunt, scilicet usque ad Mensè Junium Anno 1693. & ab Orbe condito 7201. intra hocce tempus uterque Princeps de Pace perpetua obtinenda studebit:

Magnus Dux Moscoviæ spe fretus Pacis perpetuæ subsecuturæ Regi ac Republicæ Poloniæ ex locis possessis sequentes Capitaneatus cedit, nimirum Nevelensem, Szebiesensem & Vieliscensem cum Terris ad eisdem pertinentibus excepto Krasno-Grod & Niazdnii. Ad hæc dictus Magnus Moscoviæ Dux pro hoc Armistitio certam pecuniæ Summam efficientem millionem Florenorum Polonicalium bonæ monetæ Republicæ exoluturum sese obligat.

Newel & Wielisz post decursum sex septimanarum à Nativitate Christi die trigesima Septembris An. 1678. & ab Orbe condito 7188. die 20. Sept., ab Officialibus Magni Ducis Regiis ad hoc Deputatis Commissariis cum omnibus antè exortum Bellum Tormentis & quovis apparatu Bellico restitui debent; de Summa verò 200000. Rubelorum Magni Ducis statim post conclusos modernos Tractatus Legatis Polonicis 100000. exfolvet.

ANNO  
1678.

vet. Capitaneatum Siebieszensem & reliquam Summam 100000. Rubelorum tunc reddet Magnus Dux, quando hic Tractatus à Rege Poloniae erit Juramento confirmatus.

Incolæ & Nobiles circa evacuationem illorum Capitaneatum in possessionibus suis citra ullam molestiam ab hominibus Magni Ducis relinquuntur. Similiter Subditi isti non debent cogi, ut se ad fines Czari transportent, vel ullum onus patiantur aut contributiones exolvant.

Commissio, per Mediatores ad minimum intra duos annos ad finem currentis Armistitii peragi debet.

Catholici sub Magno Duce, & Græci sub Rege Poloniae nullam patiantur coactionem.

Si nonnulli adhuc captivi reperiantur ab utraque Parte juxta Tractatus Andrusovienfes dimitti debent.

Et quoniam hoc anno Terminus liberi Commercii utriusque Partis Mercatoribus expirat, ideo conventum est, ut omnibus Mercatoribus (exceptis Judæis) juxta priores & modernos Tractatus per omnes Armistitii annos licitum esset, omnis generis Commercium non prohibita (dummodo Literæ liberi passus adsint) tam à parte Regis ad Urbes ejusdem, Cracoviam, Varsaviam, & Vilnam, quam Magni Ducis ad Urbem Moscoviam tractare. Vestigal tamen secundum consuetudinem utriusque Regni exolvere tenebuntur.

Et quoniam Judices Limitum juxta Punctum decimum tertium Pactorum Andrusovienfium nondum Commissionem suam expediverunt, nec in Civitatibus finitimis jus administrarunt, ideoque Anno C. 1679. & O. cond. 7187. ab utroque Monarcha Judices debitis instructi Plenipotentiis convenient, limites discernent, simulque ratione debitorum & homicidorum inquirent, omnesque difficultates dijudicabunt.

Et quoniam ad exhibitam à Legatis Polonicis Ratificationem priorum Tractatum Andrusovienfium ac Moscovia conclusorum, Sigillum Lithuanicum appensum non fuit, idcirco Legati Polonici curam apprehendendam ipsius pollicentur, quando Legati Moscovitici cum Ratificatione moderni Tractatus advenient. Quod autem in Plenipotentiis Legatorum Polonicorum à Senatu impertitâ tantummodo subscriptiones Senatorum, non autem ipsorum Sigilla, extiterunt, non debet pro hac vice præjudicare: In posterum verò antiqua consuetudo cum apprehensione Sigillorum observari debet.

Priores tres Tractatus Andrusovienfes, uti etiam Conclufa Moscovia, uti non minus modernus Tractatus ratione Armistitii à Magno Duce, uti etiam à Rege Poloniae roborari Juramento debent.

Tam Polonici quam Moscovitici Legati huncce Tractatum manibus suis subscripserunt, & Juramentis confirmarunt.

*Nota Juramenti à Magno Duce Moscovia & deinde etiam à Rege Poloniae præstiti.*

Dei gratia, &c. &c. &c. Profitemur & pollicemur Deo Omnipotenti ad hoc Sanctum Evangelium ejusque Præceptum, quod auxilio & intercessione spei Nostræ Christianæ Sanctissimæ Matris Dei immaculatæ Virginis Mariæ cum Fratre Nostrò Serenissimo Principe ac Domino Johanne Tertio, &c. ejusdemque Majestatis & Reipublicæ tam spiritualibus quam secularibus Statibus Regni Poloniae Magnique Ducatus Lithuanie in Conventu utriusque Monarchæ Legatorum conclusa terna Andrusovienfia Pacta, & bini Moscoviae initi Tractatus & hoc anno cum Czarea Majestatis Nostræ Senatoribus per Majestatis Suae Regiæ Legatos Moscovia pactæ Induciæ à Nobis Magno Duce adimplebuntur, & sine ulla sinistra Interpretatione servabuntur; uti Nos Magnus Dominus & Czarus coram Sancto Evangelio profitemur ac pollicemur.

## CLXXIV.

19. Août. *Convention entre les Commissaires du Roi TRES-CHRISTIEU, ceux du Roi CATHOLIQUE, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour une Cessation d'Armes & de toutes hostilités entre les Armées au Pais-Bas, jusqu'à l'arrivée, & l'échange des Ratifications de la Paix. Au Camp de Mons le 19. d'Aoust 1678. Avec les APROBATIONS & signatures des Generaux & Commandants en*

*Chef &c. [Recueil de LEONARD Tom. IV. ANNO d'ou l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 672. & dans LONDORPII Acta publica Tom. X. pag. 653. en Allemand.]*

**A**yant esté trouvé nécessaire de regler en attendant la Ratification de la Paix, la maniere en laquelle les Troupes auront à vivre au Pays-Bas pour éviter tous actes d'hostilité qui la pourroient troubler, & soulager les Peuples de part & d'autre, il a esté convenu par les sousignez, ensuite de leurs Pouvoirs respectifs, de ce qui s'ensuit.

Que le lendemain de la Ratification du present Traité, tous actes d'hostilité cesseront entre les Armées, & qu'en conséquence de cela, dès le lendemain de ladite Ratification, les deux Armées se retireront des environs de Mons.

Que l'Armée du Roi Tres-Christien marchera vers Gevries, ou Merbepoterie, & celle que commande M. le Prince d'Orange au delà de la Haye du Rœux vers Nivelles.

Que néanmoins les Troupes qui ont formé le Blocus de Mons sous le commandement de Monsieur du Montal & de Monsieur de Quincy ne se retireront pas le même jour; mais seulement deux jours après la Ratification du present Traité qui sera le lendemain que les deux Armées auront marché, & jusques à ce que ledit Blocus soit levé, l'Armée commandée par M. le Prince d'Orange, pourra rester dans le même campement susdit.

Que la Ville de Mons demeurera ensuite dans une pleine & entiere liberté, que toutes sortes de personnes, Vivres, & Marchandises y entrent, & sortiront, en la même maniere qu'il se pratique dans les autres Villes qui sont sous l'obeissance d'Espagne.

Qu'à l'égard des Garnisons, six jours après la Ratification du present Traité, ou plutôt s'il se peut; c'est-à-dire aussi-tôt que les Convois pourront arriver dans chaque Place, les Partis, ni Détachemens ne pourront plus sur les Terres & Pays les uns des autres, & demeureront les Troupes & Armées de chaque Couronne, dans l'étendue des Terres & Pays qui sont presentement sous l'obeissance de chaque Couronne.

Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre depuis le jour de la Ratification du present Traité, seront rendus sans Rançon, même les Chevaux, Bestiaux, & Equipages, Marchandises; & autres choses generalement quelconques.

Que comme lors de l'execution du Traité de Paix, ou entre-ci & ledit tems, il peut être nécessaire aux Troupes d'une Couronne, ou des Alliez, de passer sur les Terres & Pays appartenans presentement à l'autre, il demeurera libre de part & d'autre de le faire, seulement pour la communication des Places des Pays-Bas, ou pour en sortir, en ne prenant dans lesdites Terres & Pays, que le simple fourage, & n'y séjournant qu'autant qu'il se pratique dans les marches ordinaires des Troupes.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du present Traité, il sera libre à tous Sujets de chacune des Couronnes, comme aussi de Messieurs les Etats Generaux, d'aller, & venir sans aucun Passeport sur les Terres & Pais appartenans presentement à la Couronne, ou Etat, dont ils sont Sujets; & qu'il ne sera plus besoin de Passeport, que pour aller des Terres presentement appartenantes à une Couronne, ou Etat, sur celles qui appartiennent presentement à l'autre.

Qu'à commencer de six jours après la Ratification du present Traité, les Troupes & Armées de chaque Couronne vivront sur les Terres & Pays dont chacune est presentement en possession, sans fourager sur les Terres les uns des autres; bien entendu que par le mot de possession, on ne veut pas comprendre, ni faire passer pour Droit de possession, les passages ni les séjours que les Armées ou Partis ont faits, ou font presentement dans les Lieux où elles sont, ou ont esté.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du present Traité, toutes demandes extraordinaires de Contributions, Vaches, Pionniers, Charrois, cesseront de part & d'autre sur les Terres les uns des autres, ne demeurant

ANNO  
1678.

meurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, suivant les necessitez occurrentes, que sur les Terres dont chacun est en possession.

Que pour ce qui reste deub des Contributions de l'année qui écherra au 16. Octobre prochain, par les Terres & Pays qui sont actuellement soumis ausdites Contributions, l'on continuera de les exiger de part & d'autre; seulement par les voyes dont il fera convenu par Messieurs les Plenipotentiaires à Nimegue.

Que si, contre toute apparence, il survenoit quelque difficulté au regard de l'observation du présent Accord, soit en tout ou en partie, elle sera adjutée à l'amiable par les Generaux, ou ceux qui seront autorisez à cet effet, sans que pour ce sujet cet Accord soit alteré, ou qu'il soit permis de recourir à la force.

De tout ce que dessus sont respectivement convenus les sousignez Deputez, & ont promis d'en fournir demain les Ratifications de M. le Duc de Luxembourg, Pair & Maréchal de France, Capitaine des Gardes-du-Corps du Roi Tres-Chrétien, Commandant en Chef l'Armée de Sa Majesté en Flandre, & de M. le Duc de Villahermosa Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Catholique, Gouverneur & Capitaine General des Pays-Bas Catholiques. Fait au Camp près de Mons ce 19. jour d'Aoust 1678.

ROBERT. F. DE CONTAMOUGEARD.

*Nous approuvons, & ratifions tout ce qui est contenu dans le Traité cy-dessus.*

MONTMORENCY-LUXEMBOURG.

DUQUE DE VILLAHERMOSA  
Conde de Luna.

*Le sousigné Deputé des Provinces-Unies à l'Armée autorisé par S. A. M. le Prince d'Orange; approuve le Traité cy-dessus fait en sa presence, & avec sa participation, pour autant qu'il regarde Sadite Altesse; & l'Armée & les Troupes de Messieurs les Etats Generaux qui sont sous son commandement.*

DE WEEDE:

*Son Altesse ayant vu la Convention qui est cy-dessus faite, en vertu de l'autorisation qu'elle a donnée; l'approuve & la ratifie par ces presentes. Fait au Camp de Rœulx le 20. d'Aoust 1678.*

G. PRINCE D'ORANGE.

CLXXV.

ii. Sept. *Compromis entre les Ambassadeurs de FRANCE & d'ESPAGNE à la Paix de Nimegue, au sujet de quelques difficultés qui auroient pu retarder la conclusion du Traité, & dont ils remettent la Decision à l'Arbitrage des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à Nimegue le 11. Septembre 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 623.]*

Comme dans la discussion des Articles qui doivent composer le Traité de la Paix à faire entre Leurs Majestés Catholique & Tres-Chrestienne, il s'est rencontré des difficultés, dont on n'a pu convenir, tant au sujet de la Place de Beaumont, que des dépendances de Dinant, & sur l'estat dans lequel sera renduë la Chastellenie d'Ath à Sa Majesté Catholique, comme aussi sur l'Amnistie & restitution des Biens des Meffinois, qui se sont retirez tant en France qu'ailleurs, & que les Ambassadeurs de Sa Majesté Catholique ont fait instance, que ces points susdits soient vuidez purement & nettement au plüstoit avant que le susdit Traité soit conclu & signé, afin d'en obtenir & faire dépêcher de part & d'autre les Instrumens de Ratification en dûë forme: lesdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois, prenant de part & d'autre une entiere confiance en l'équité desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, sont convenus, comme ils conviennent par l'Acte present

TOM. VII. PART. I.

au nom des Rois leurs Maîtres, de remettre toutes les difficultés susdites à l'arbitrage & decision desdits Seigneurs Etats Generaux, pour être reglez selon le Jugement qu'ils en donneront le plüstoit que faire se pourra, & qu'au reste les Articles, dont on est convenu, & dont on a esté d'accord, seront conclus & signez incessamment, & s'obligent les susdits Ambassadeurs de représenter aux Seigneurs Etats Generaux presentement & sans aucun delay, tout ce qu'ils voudront alleguer sur les matieres susdites. Fait à Nimegue le 11. Septembre, 1678.

Signé,

PABLO SPINOLA DORIA.

CONDE DE BENAZUZA; MARQUES DE LA FUENTE.

J. B. CHRISTIN:

CLXXVI.

*Traité de Paix entre CHARLES II. Roi d'Es- 17. Sept. pagne & Louis XIV. Roi de France, par lequel Sa Majesté Très-Chrétienne vendant quelques Villes & Places qui lui avoient été cedées en 1668. retient en échange pour elle & ses Successeurs à perpetuité, toute la Franche-Comté, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai & Cambresis, Aire, St. Omer, Ypres avec sa Chastellenie &c. Fait à Nimegue le 17. Septembre 1678. Avec les POUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 729. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD Tom. IV. dans LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. pag. 685. en Allemand & dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 679. en Latin, en Allemand, & en François.]*

AU nom de Dieu le Createur, & de la Tres-Sainte Trinité, à tous presens & à venir, soit notoire, Que comme pendant le cours de la Guerre qui s'est muë depuis quelques années entre le Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & ses Alliez, d'une part; Et Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi Catholique des Espagnes & ses Alliez, d'autre; Leurs Majestez n'auroient rien souhaité plus ardemment que de la voir finir par une bonne Paix, & que ce même desir d'arrêter autant qu'il seroit en Elle la desolation de tant de Provinces, les larmes de tant de Peuples, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, les auroit portez à accorder aux puissans offices de Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, d'envoyer leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en la Ville de Nimegue; il est arrivé par un effet de la bonté Divine qui s'est voulu servir de la confiance entiere que leurs Majestez ont continué de prendre en la Mediation dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, qu'enfin lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires; sçavoir, de la part de Sa Majesté Tres-Chrétienne le Sieur Comte d'Estrades Maréchal de France & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire de son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mémes Chevalier Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils. Et de la part de Sa Majesté Catholique le Sieur Dom Pablo Spinola Doria Marquis de los Balbafes Duc de Sesto, Seigneur de Ginosa, Casalnosetra, & Pontecuronc, Conseiller de son Conseil d'Etat, & son grand Pronotaire, en son Conseil d'Italie; Dom Gaspard de Tebes & Cordoua Tello, & Guzman Comte de Venazuza Marquis de la Fuente, Seigneur de Lorena de la Maison d'Arrucas des Isles de Guadalupa, & Malatlone, Maître perpetuel de la Victoire, Majeur perpetuel & grand Escrivain de la Ville de Seville, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Imperiale, du Souverain Conseil de

A 23

Guerre;

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

Guerre, & son Général d'Artillerie; Dom Pedro Ronquillo Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Conseiller de ses Conseils de Castille & des Indes; & Dom Jean Baptiste Christin Chevalier Conseiller au Conseil suprême de Flandres près de la personne de Sa dite Majesté Catholique, & de ses Conseils d'Etat & privé au Pais-Bas; en vertu des Lettres & Commissions qu'ils se sont reciproquement communiées, & dont à la fin de ce Traité les Copies sont inserées de mot à mot, seroient convenus & rombez d'accord des conditions reciproques de Paix & d'amitié en la teneur qui ensuit.

Premierement. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confederation, & perpetuelle Alliance & Amitié entre les Rois Tres-Christien & Catholique, leurs Enfants nez & à naistre, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers; leurs Royaumes, Etats, Pais & Sujets; qu'ils s'entr'aime- ront comme bons Freres, procurans de tout leur pou- voir le bien, l'honneur, & reputation l'un de l'autre, évitans de bonne foi tant qu'il leur sera possible le dommage l'un de l'autre.

II. Ensuite de cette bonne réunion la Cessation de toute sorte d'hostilité arrestée & signée le 19. jour d'Aoust de la presente année continuera selon la teneur entre lesdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vassaux tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & generale- ment en tous Lieux où la Guerre se fait par les Armées de Leurs Majestés tant entre les Troupes & Armées qu'entre les Garnisons de leurs Places; & s'il estoit contrevenu à ladite Cessation par prise de Place, ou Places, soit par attaque, ou par surprise, ou par intelligence secrette, & même s'il se faisoit des Prison- niers ou autres actes d'hostilité par quelque accident imprévu, ou par ceux qui ne se peuvent prévoir con- traites à ladite Cessation d'hostilité, la contravention sera réparée de part & d'autre de bonne foi, sans longueurs ni difficulté, restituans sans aucune diminution ce qui auroit été occupé, & délivrant les Prisonniers sans Rançon ny paiement des dépenses, en sorte que toutes choses soient renises au même estat où elles estoient audit jour dix-neuvième Aoust que ladite sus- pension d'Armes fut arrestée & signée, la teneur de la- quelle se devra observer jusques au jour de l'échange des Ratifications du present Traité.

III. Tous sujets d'inimitié ou mesintelligences de- meureront éteints & abolis pour jamais, & tout ce qui s'est fait & passé à l'occasion de la presente Guerre, ou pendant icelle sera mis en perpetuel oubli, sans qu'on puisse à l'avenir de part ni d'autre, directement ni indi- rectement en faire recherche par Justice ou autrement, sous quelque pretexte que ce soit, ni que leurs Ma- jestés ou leurs Sujets, Serviteurs & Adherens d'un côté & d'autre puissent témoigner aucune sorte de ressentiment de toutes les offenses & dommages qu'ils pour- roient avoir reçus pendant la presente Guerre.

IV. Et en contemplation de la Paix le Roi Tres-Christien, aussi-tost après l'échange des Ratifications du present Traité, remettra au pouvoir du Roi Catholique la Place & Forteresse de Charleroi, la Ville de Binche, la Ville & Forteresse d'Ath, Oudenarde & Courtrai, avec leurs Prevôtes & Chastellenies, appartenances & dépendances, ainsi qu'elles ont été possédées par Sa Majesté Catholique avant la Guerre de l'année 1667. Toutes lesquelles Villes & Places avoient été cedées audit Seigneur Roi Tres-Christien par le Roi Catholi- que au Traité signé à Aix-la-Chapelle le deuxième May 1668. auquel il a été par le present Traité expres- sement derogé pour ce qui regarde lesdites Villes & Places, leurs appartenances & dépendances, en conse- quence de quoi ledit Seigneur Roi Catholique rentrera en la possession d'icelles pour en jouir lui & ses Suc- cesseurs pleinement & paisiblement; à l'exception de la Verge de Menin & de la Ville de Condé, laquelle, quoi que ci-devant pretenduë par Sa Majesté Tres-Christienne comme Membre de la Chastellenie d'Ath, de- meurera néanmoins à la Couronne de France avec toutes ses dependances en vertu du present Traité, ainsi qu'il sera dit ci-aprés.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Christien s'oblige & promet de remettre aussi entre les mains dudit Seigneur Roi Catholique, aussi-tost après ledit échange des Rati- fications, la Ville & Duché de Limbourg avec toutes ses dependances, & le Pais d'Outremeuse, la Ville & Citadelle de Gand, pareillement avec toutes ses dependances, le Fort de Rodenhuis & le Pais de Waes; la Ville & Place de Leuve dans le Brabant, aussi avec ses

dependances, la Ville & Place de S. Ghilain de laquel- le néanmoins les Fortifications seront rasées: & la Ville de Puicerda en Catalogne en l'état où elle se trouve à present, avec leurs Pais, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Bailliages, appa- rtenances, & dependances & annexes, sans y rien réserver ni retenir, pour être possédées par Sa Majesté Catholique & ses Successeurs, ainsi qu'Elle en a joui avant la presente Guerre.

VI. Lesdits Lieux, Villes, Places de Charleroy, Binche, Ath, Oudenarde & Courtray, leurs Bailliages, Chastellenies, Gouvernances, Prevôtes, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dependances & annexes de quelque nom qu'elles puissent être appellées, avec tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivieres, Plat-Pais, & autres choses quelconques qui en dependent, demeure- ront par ledit present Traité de Paix à Sa Majesté Catholique, & à ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause irrevocablement & à toujours, avec les mêmes Droits de Souveraineté, propriété, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté & Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Preeminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales; & Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures & autres quelcon- ques Benefices étans dans l'estenduë desdits Pais, Places & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dependans, & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Tres-Christien, encore qu'ils ne soient icy particulièrement énoncés, sans que Sa Majesté Catholique puisse être à l'avenir troublee ni inquietée par quelque voye que ce soit, de Droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Tres-Christien, ses Successeurs, ou aucuns Princes de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pre- texte & occasion qui puisse arriver esdites Souveraineté, propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & jouissan- ce de tous lesdits Pais, Villes, Places, Châteaux, Terres & Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastel- lenies & Bailliages: ensemble de tous les Lieux & au- tres choses qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Tres-Christien tant pour luy que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, quitte, cede & transporte, comme lesdits Plenipotentiaires en son nom, par le present Traité de Paix irrevocable ont renoncé, quitté, cédé & transporté perpetuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Catholique, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Actions & pretentions, des Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomina- tion, Prerogatives & Preeminences sur les Eveschez, Eglises Cathedrales & autres quelconques Benefices estans dans l'estenduë desdites Places & Pais & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dependans, & generally sans rien retenir ni réserver tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Tres-Christien ou ses Hoirs & Successeurs ont & pretendent ou pourroient avoir & pretendre pour quel- que cause & occasion que ce soit sur lesdits Pays, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, Bailliages & sur tous les Lieux en dependans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Cou- tumes, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par Serment, ausquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires il est expressement derogé par le present Traité pour l'effet desdites Renonciations & Cessions, lesquelles vaudront & auront lieu sans que l'expression ou specification particuliere, derogé à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions sous quelques Droits, Titres, causes ou pretextes qu'elles puissent être fondées; declare, consent, veut & entend ledit Sei- gneur Roi Tres-Christien, que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Pais, Villes & Terres cedées à la Couronne d'Espagne, comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous dès à present & pour toujours des foy & hommages, services & Ser- ment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faits & à ses Predecesseurs Roi Tres-Christien, ensemble de toute l'obeissance, sujétion & Vas- salage, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Tres-Christien que lesdits foy, hommages & Serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme s'ils n'avoient jamais été faits ni prestez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Christien fera aussi restituer audit Seigneur Roi Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses

ANNO  
1678.

Armes



ANNO  
1678.

Armes ont, ou pourroient avoir occupé jusques au jour de la Publication de la Paix, en quelques Lieux du monde qu'elles soient situées. Comme pareillement Sa Majesté Catholique fera restituer à Sa Majesté Tres-Chrétienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes pourroient avoir occupés durant cette Guerre jusques au jour de la Publication de la Paix en quelque lieu qu'elles soient situées.

VIII. La restitution desdites Places, ainsi que dit est, se fera par ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou son Ministre réellement & de bonne foy sans aucune longueur ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit à celui ou à ceux qui seront deputez par ledit Seigneur Roi Catholique dans le temps & la manière qu'il a été cy-dessus dit, & en l'état que lesdites Places se trouvent à présent, sans y rien demolir, affoiblir, diminuer, ou endommager en aucune sorte: & sans que l'on puisse pretendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications faites ausdites Places, ni pour le paiement de ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de Guerre y étans.

IX. En outre a été arrêté que toutes les Procédures, Jugemens & Arrests donnez par les Juges & autres Officiers de Sa Majesté Tres-Chrétienne établis dans lesdites Villes & Places dont elle jouissoit en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & cy-dessus cedées à Sa Majesté Catholique, ou par le Parlement de Tournay, pour raison des differens & Procez poursuivis tant par les Habitans desdites Villes & de leurs dépendances qu'autres, durant le tems qu'elles ont été sous l'obeissance dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, tout ainsi qu'ils feroient si ledit Seigneur Roi demouroit Seigneur & Possesseur desdites Villes & Pays, & ne pourront estre lesdits Jugemens & Arrests revoquez en doute, annullés, ni l'exécution d'iceux autrement retardée ou empêchée; bien sera loisible aux Parties de se pourvoir par revision de la cause & selon l'ordre & disposition des Loix & Ordonnances: demeurans cependant les Jugemens en leur force & vertu sans prejudice de ce qui est stipulé à cet égard par l'Article XXI. du present Traité.

X. Comme les Ministres de Sa Majesté Tres-Chrétienne après la Paix d'Aix-la-Chapelle ont soutenu en la Conference de Lille que les Escluses de l'Occident & de l'Orient de la Ville de Nieuport & le Fort in Vierbota étant au bout de l'Escluse d'Occident près de l'embouchure du Havre de Nieuport, & une partie de celui de Nieuvén Dame bâtis sur l'Escluse de l'Orient, avec les Testes dudit Havre, entretenues par ceux de Furnes, étoient du Territoire & Jurisdiction de la Chastellenie de Furnes, & partant devoient appartenir à Sa Majesté Tres-Chrétienne; & les Ministres de Sa Majesté Catholique au contraire; que cela n'étoit pas; & quoi que cela fut, que non, qu'il devoit suffire que Sa Majesté Catholique étant Prince Souverain, lors que lesdites Fortifications ont été faites tant au regard de la Chastellenie de Furnes que de la Ville de Nieuport, il a pu incorporer & approprier les susdites parties au Havre & Fortifications de Nieuport, & par ainsi les rendre inseparables d'icelle Ville; il est arrêté que les susdites Escluses, & autres Parties de la Fortification de Nieuport, cy-dessus nommées, demeureront à Sa Majesté Catholique, ainsi que ladite Ville, sans que Sa Majesté Tres-Chrétienne, comme luy appartenant la Ville & Chastellenie de Furnes, ou autrement, y puisse jamais pretendre. Et quant à l'écoulement des Eaux de la Chastellenie de Furnes, il sera continué, & Elle en jouira en la même forme & maniere qu'il a été pratiqué jusques à present.

XI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera saisi, & jouira effectivement de tout le Comté de Bourgogne, vulgairement appelé la Franche Comté, & des Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris la Ville de Bezançon, & son District, comme aussi des Villes de Valenciennes & ses dépendances, Bouchain & ses dépendances; Condé & ses dépendances, quoy que cy-devant pretendu Membre de la Chastellenie d'Ath, Cambrai & le Cambresis, Aire, Saint Omer & leurs dépendances, Ypres & sa Chastellenie, Warvik, & Warneton sur la Lys, Poperinghen, Bailleul, & Cassel, avec leurs dépendances, Bay & Maubeuge avec leurs dépendances.

XII. Ledit Comté de Bourgogne, les Villes, Places, & Pays en dépendans, compris la Ville de Bezançon & son District, comme aussi lesdites Villes & Places de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai,

Aire, Saint Omer, Ypres, Warvik & Warneton, Poperinghen, Bailleul, Cassel, Bay, & Maubeuge, leurs Bailliages, Chastellenies, Gouvernances, Prevostez, & Territoires, Domaines, Seigneuries, Appartenances, Dépendances, & Annexes; de quelques noms qu'elles puissent être appellées, avec tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Forêts, Rivières, Plat-Pays, Salines, & autres choses quelconques qui en dépendent, demeureront par ledit present Traité de Paix à Sa Majesté Tres-Chrétienne, & à ses Hoirs; Successeurs; & ayans cause, irrevocablement & à toujours, avec les mesmes Droits de Souveraineté, Propriété, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, & Jurisdiction, Nomination, Prerogative, & Préeminence, sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices, étans dans l'étendue desdits Pays, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Catholique; encore qu'ils ne soient particulièrement énoncez; sans que Sa Majesté Tres-Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée par quelque voye que ce soit de Droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Catholique, ses Successeurs, ou aucuns Princes de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver esdites Souveraineté, Propriété & Jurisdiction, Ressort, Possession & jouissance de tous lesdits Pays, Villes, Places, Chasteaux, Terres & Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastellenies & Bailliages; ensemble de tous les Lieux & autres choses qui en dépendent: Et pour cet effet, ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, renonce; quitte, cede, & transporte, comme lesdits Plenipotentiaires en son Nom, par le present Traité de Paix irrevocable, ont renoncé, cédé, & transporté perpetuellement & à toujours en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives; & Préeminence sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres quelconques Benefices étans dans l'étendue desdites Places & Pays, & Bailliages cedez; de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & generalement sans rien retenir ni reserver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs, ont & pretendent; ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Chasteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, & Bailliages, & sur tous les Lieux en dépendans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Coutumes, & Constitutions au contraire, mêmes qui auroient esté confirmées par Serment. Ausquelles & aux Clauses derogatoires des derogatoires, il est expressément derogé par le present Traité pour l'effet desdites Renonciations & Cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere; & excluant à perpetuité toutes exceptions sous quelques Droits, Titres, cause ou pretexte qu'elles puissent être fondées; declare; consent; veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique; que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Pais, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous dès à present & pour toujours, des foy & hommage, service, & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faites, & à ses Predecesseurs Roys Catholiques; ensemble de toutes l'obeissance, sujétions, & Vasselages, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Catholique que lesd. foy & hommage & Serment de fidelité, demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ni prestez.

XIII. Et comme Sa Majesté Tres-Chrétienne a déclaré par les Conditions qu'Elle a offert pour la Paix, de vouloir la Ville de Charlemont, ou en échange celle de Dinant au choix de Sa Majesté Catholique, à condition que Sa dite Majesté Catholique se chargeroit d'obtenir de l'Evêque de Liege la Cession de Dinant, & le consentement de l'Empereur & de l'Empire, Sa Majesté Catholique a choisi de retenir la Ville de Charlemont comme auparavant, en consequence s'oblige & promet d'obtenir desdits Sieur Evêque & Cha-

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

pitte de Liege la Cession en forme authentique de ladite Ville de Dinant, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire dans un an, à compter du jour & date de la Ratification du Traité de Paix, qui doit estre fait entre l'Empereur & ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien. En cas que Sa dite Majesté Catholique ne puisse obtenir lesdites Cessions desdits Sieur Evêque & Chapitre de Liege, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire, Elle s'oblige & promet de faire remettre immédiatement après le terme susdit au Pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrestienne ladite Ville de Charlemont, pour en jouir comme de toutes les autres Places & Pais cedez audit Seigneur Roi Tres-Chrestien, par les Articles 11. & 12. du present Traité.

XIV. Et pour prévenir toutes les difficultez que les enclaves ont causé dans l'exécution du Traité d'Aix-la-Chapelle, & rétablir pour toujours la bonne intelligence entre les deux Couronnes, il a esté accordé que les Terres, Bourgs & Villages enclavés dans les Prevostez qui sont cedés ou qui appartiennent déjà avant le present Traité à Sa Majesté Tres-Chrestienne au delà de la Sambre, seront échangés contre d'autres qui se trouveront plus proches des Places, & à la bienséance de Sa Majesté Catholique; comme aussi que les Villages de la Verge de Menin qui se trouveront scituez trop près de Courtray seront échangés contre d'autres qui seront plus proches & à la bienséance de Sa Majesté Tres-Chrestienne: Et pareillement que les Villages de la Prevosté de Mons qui se trouveroient si avancez dans le Pais cedé à Sa Majesté Tres-Chrestienne en Hainault, qu'ils en interrompissent la communication, seront échangés contre d'autres dépendans des Pais cedez audit Seigneur Roi Tres-Chrestien qui seront plus proches & à la bienséance de Sa Majesté Catholique, & généralement que toutes les Terres qui seront enclavées dans les Pais cedés ou restitués à l'un desdits Seigneurs Roys, seront mutuellement échangées contre d'autres de pareille valeur, bien entendu qu'on puisse convenir desdits échanges.

XV. Il sera député des Commissaires de part & d'autre deux Mois après la Publication du present Traité, qui s'assembleront au lieu dont il sera respectivement convenu, tant pour proceder ausdits échanges, que pour regler les Limites entre les Etats & Seigneuries qui doivent demeurer à chacun desdits Seigneurs Roys par le present Traité dans les Pais-Bas; comme aussi pour liquider les Debtes réelles légitimement hypothéquées sur les Terres & Seigneuries cedées ou restituées à l'une ou à l'autre des deux Couronnes, & convenir de la part & portion que chacune d'elles devra payer à l'avenir, & généralement terminer à l'amiable tous les differens qui pourroient se rencontrer en exécution du present Traité.

XVI. Quand il surviendrait aux échanges cy-dessus-dits des difficultez qui en empêcheroient l'effet, l'on ne pourra de part & d'autre établir des Bureaux pour s'embarasser ni rendre plus difficile la communication des Places qui seront d'une même Domination, & les Bureaux qui seront établis ne pourront faire payer les Droits que sur les Marchandises, qui sortans d'une Domination entreroient dans une autre pour y estre consommées, ou pour passer dans des Pais éloignés.

XVII. Lesdits Seigneurs Roys remettans, ou restituans respectivement les Places cy-dessus-dites pourront en faire retirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions de Guerre qui se trouveront dans lesdites Places au temps de la remise ou restitution d'icelles; & ceux qu'ils auront commis pour cet effet pourront se servir pendant deux Mois des Chariots & Batteaux du Pais; auront le passage libre, tant par Eau que par Terre pour la retraite desdites Munitions, & leur sera donné par les Gouverneurs & Commandans, Officiers & Magistrats des Places & Pais ainsi restitués toutes les facilités qui dépendront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront desdites Places en tirer & emporter leurs Biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places & du Plat-Pais, ni endommager leurs Maisons ou emporter aucune chose appartenante ausdits Habitans.

XVIII. La levée des Contributions demandée de part & d'autre aux Pais qui y sont soumis sera continuée pour tout ce qui restera à écheoir jusques au 16. Octobre prochain & les arrerages qui resteront deus lors de la susdite Ratification seront payez dans l'espa-

ce de trois mois après le terme susdit; & aucune exécution ne se pourra faire pour raison de ce pendant ledit temps contre les Communautés redevables, pourveu qu'elles ayent donné bonne & valable caution resseante dans une Ville de la Domination de celui desdits Seigneurs Roys, à qui lesdites Contributions seront deus.

XIX. Il a esté aussi accordé que la perception des Droits dont ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien est en possession sur tous les Pais qu'il remet ou restitue audit Seigneur Roi Catholique, sera continuée jusques au jour de la restitution actuelle des Places dont lesdits Pais sont dépendans, & que ce qui en restera deus lors de ladite restitution sera payé de bonne foy à ceux qui en ont pris les Fermes; Comme aussi que dans le même temps les Propriétaires des Bois confisquez dans les dépendances des Places qui doivent estre remises à Sa Majesté Catholique rentreront en possession de leurs Biens & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu, bien entendu que du jour de la signature du present Traité toutes coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

XX. Tous les Papiers, Lettres, & Documens concernans les Pais, Terres & Seigneuries qui sont cedés & restitués ausdits Seigneurs Roys par le present Traité de Paix, seront fournis & délivrez de bonne foy de part & d'autre dans trois mois après que les Ratifications du present Traité auront esté échangées en quelques Lieux que lesdits Papiers & Documens se puissent trouver; même ceux qui auroient esté enlevés de la Citadelle de Gand & la Chambre des Comptes de Lille.

XXI. Tous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Seculiers seront rétablis; tant en la jouissance des Honneurs, Dignitez & Benefices dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viagères & à rachat, saisies & occupées depuis ledit temps, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le parti contraire; ensemble de leurs Droits, actions & successions à eux survenues, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & revenus perçus & échus dès le faissement desdits Biens immeubles, Rentes & Benefices jusques au jour de la Publication du present Traité.

XXII. Ni semblablement des Debtes; effets & meubles qui auront esté confisquez avant ledit jour; sans que jamais les Creanciers de telles Debtes & Dépositaires de tels effets, & leurs Heritiers ou ayans causé en puissent faire poursuite ni en pretendre recouvrement, lesquels rétablissements en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront suivi le parti contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi en leurs Biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XXIII. Et se fera led. rétablissement desdits Sujets de part & d'autre, selon le contenu es Articles 21. & 22. nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences préparatoires ou definitives données par contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiere ausdites Parties de revenir dans les Pais d'où elles se sont ci-devant retirées, pour jouir en personnes de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures hors desdits Pais en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection; sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer & commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera pour le gouvernement & jouissance de leurs Biens, Rentes & Revenus; mais non au regard des Benefices requerans résidence; qui devront estre personnellement administrez & deservis.

XXIV. Ceux qui auront esté pourvus d'un costé ou d'autre des Benefices estans à la collation, presentation, ou autres dispositions desdits Seigneurs Roys, ou autres, tant Ecclesiastiques que Laïques, ou qui auront obtenu provision du Pape de quelques autres Benefices scituez dans l'obéissance de l'un desdits Seigneurs Roys par le consentement & permission duquel ils en auront joui pendant la Guerre, demeureront en la possession & jouissance desd. Benefices leur vie durant

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

durant comme bien & deuëment pourvus ; Sans que toutes fois on entende faire aucun préjudice pour l'auvenir aux Droits des legitimes Collateurs qui en jouiront & en useront comme ils auoient accoutumé avant la Guerre.

XXV. Tous Prelats, Abbez, Prieurs & autres Ecclesiastiques qui ont esté nommez à leurs Benefices ou pourvus d'iceux par lesdits Seigneurs Roys avant la Guerre, ou pendant icelle, & auxquels Leurs Majestez estoient en possession de pourvoir ou nommer avant la repture entre les deux Couronnes, seront maintenus en la possession & jouissance desdits Benefices, sans pouuoir y estre troublez pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Comme aussi en la libre jouissance de tous les Biens qui se trouveront en auoir dependu d'ancienneté, & aux Droits de conferer les Benefices qui en dépendent en quelque lieu que lesdits Biens & Benefices se trouuent scituez. Pourvu toutefois que lesdits Benefices soient remplis de personnes capables, & qui ayent les qualitez requises selon les Reglemens qui estoient obseruez avant la Guerre. Sans qu'on puisse à l'auvenir de part ni d'autre envoyer des Administrateurs pour regir lesdits Benefices, & jouir des fruits, lesquels ne pourront estre perceus que par les Titulaires qui en auront esté legitimelement pourvus ; comme aussi tous Lieux qui ont cy-deuant reconnu la Jurisdiction desdits Prelats, Abbez & Prieurs en quelques parts qu'ils soient scituez, la devront aussi reconnoître à l'auvenir, pourvu qu'il apparaisse que leur Droit est établi d'ancienneté, encore que lesdits Lieux se trouuassent dans l'étendue de la domination du parti contraire, ou dependans de quelques Chastellenies, ou Bailliages appartenans audit parti contraire.

XXVI. Il a esté conuenu, accordé, & déclaré qu'on n'entend rien reuoguer du Traité des Pyrenées, à l'exception de ce qui regarde le Portugal avec lequel le Roi Catholique est à present en Paix, non plus que du Traité d'Aix-la-Chapelle, qu'en tant qu'il en aura esté autrement disposé en celui ci par la Cession des Places susdites, sans que les Parties ayent acquis aucun nouveau Droit, ou puissent recevoir aucun préjudice sur leurs pretentions respectives en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le present Traité ; & en consequence tout ce qui a esté stipulé par ledit Traité des Pyrenées touchant les interets de Monsieur le Duc de Savoye, & la Dot de la feuë Serenissime Infante Catherine sera obserué, sans que cette expression particuliere puisse nuire ni prejudicier à la stipulation generale faite dans le present Article de l'execution desdits Traitez des Pyrenées & d'Aix-la-Chapelle.

XXVII. Quoique Leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique contribuent tous leurs soins pour le rétablissement de la Paix generale, & que le bon acheminement d'un Armistice general leur doive faire esperer qu'il sera suivi d'une prompte conclusion de tout ce qui doit assurez le repos de toute la Chrestienté ; neanmoins comme ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien a insisté que ledit Seigneur Roi Catholique s'oblige de ne pouuoir assister aucuns des Princes qui sont presentement en Guerre contre la France & ses Alliez, Sa Majesté Catholique a promis & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de cette Guerre, sans pouuoir assister directement ni indirectement ses Alliez contre la France, & ses Alliez.

XXVIII. Et comme Leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique reconnoissent les puissans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué incessamment par ses Conseils & bons auertissemens au salut & au repos public, il a esté conuenu de part & d'autre, que Sadite Majesté Britannique, avec ses Royaumes, soit comprise nommément dans le present Traité de la meilleure forme que faire se peut.

XXIX. En cette Paix, Alliance, & Amitié de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne, outre le Roi de Suede avec le Duc de Holstein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furstemberg, comme interessés en cette Guerre, seront aussi compris, si compris y veulent estre, ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la presente Guerre, seront nommez dans six Mois après l'échange des Ratifications.

XXX. Et de la part de Sa Majesté Catholique seront pareillement compris, si compris y veulent estre, ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la presente Guerre, seront nommez dans six Mois après l'échange des Ratifications & tous autres, qui

après la fin de ladite Guerre seront aussi nommez par Sadite Majesté Catholique.

XXXI. Lesdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique consentent que tous Potentats & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Leurs Majestez leurs promesses & Obligations de Garentie de l'execution de tout le contenu au present Traité.

XXXII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus ; sera ledit present Traité, publié, verifié, & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris. Comme semblablement ledit Traité sera publié, verifié, & enregistré tant au grand Conseil & autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pais-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Aragon, le tout suivant & en la forme contenue au Traité des Pyrenées de l'année 1659. desquelles publications & enregistrements seront baillées des expéditions de part & d'autre dans trois Mois après la publication du present Traité.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez, passez, & stipulez entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique, aux Noms de Leurs Majestez ; lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouuoirs, dont les Copies seront inserées au bas du present Traité, ont promis & promettent sous l'Obligation de tous & chacuns les Biens & Etats presens & à venir des Roys leurs Maîtres, qu'ils seront inuolablement obseruez & accomplis, & de leur faire ratifier purement & simplement sans y rien adjoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques & sceellées, où tout le present Traité sera inseré de mot à autre, dans six semaines, à commencer du jour & datte du present Traité, & plustôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits Noms, que lesdites Lettres de Ratifications ayans esté fournies, ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, le plustôt qu'il se peut, & en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique députer, jurera solennellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messé, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, reellement, & de bonne foy, tous les Articles du contenu au present Traité ; Et le semblable sera fait aussi le plustôt qu'il sera possible par ledit Seigneur Roi Catholique, en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Tres-Chrestien députer. Et en témoignages desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont souscrit le present Traité de leurs Noms, & fait apposer le cachet de leurs Armes. A Nimegue le dix-septième jour de Septembre mil six cens soixante & dix-huit.

*Le Marechal d'Estrades.*

*Pablo Spinola Doria.*

*Colbert.*

*Comde de Benazuzza Marques de la Fuente.*

*De Mêmes d'Avaux.*

*Jean Baptiste Christin.*

*Pouuoir des Sieurs Ambassadeurs de Sa Majesté Tres-Chrestienne.*

**L**OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : S A L U T. Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée ; & que par les soins & la Mediation de nôtre trescher & tres aimé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimegue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conférences ; Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrestien ; sçavoir faisons : Que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & fidelité de nôtre trescher & bien-amié Cousin le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien-amié & féal le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en nos Conseils d'Etat, & nôtre bien-amié & féal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par les épreuves auantageuses que Nous en auons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considerables que

ANNO  
1678.

ANNO  
1678.

Nous leur avons confié tant au dedans qu'au dehors de nostre Royaume; Pour ces Causes, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député lesdits Sieurs Marechal d'Estrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, commettons, ordonnons & députons par ces Presentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special, d'aller dans la Ville de Niméque en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs, respectivement receus & agréés, avec tous Ambassadeurs & Ministres de nostre tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roy Catholique, & de ses Allies, tous munis de Pouvoirs suffisans; & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble; ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir: & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix; & généralement

faire, negotier, promettre, & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la mesme autorité que Nous ferions ou pourrions faire si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special non contenu en cesdites Presentes. Promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Marechal d'Estrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement; aura été stipulé, promis, & accordé; & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en notre Nom de les fournir. Car tel est nostre plaisir. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Presentes, Données à Saint Germain en Laye le 23. jour de Decembre l'an de grace mil six cens soixante & quinze; Et de nostre Regne le trentetroisième. Signé, LOUIS. Et sur le reply desdites Lettres, Par le Roy, ARNAULD.

Et scellé du grand Scéau de cire jaune.

ANNO  
1678.

*Poders de los Señores Ambaxadores de Su Magestad Catolica.*

Don Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cardena, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales Islas de Tierra firme, del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Aspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. No deseando otra cosa con mas ardor que de veer apagada y terminada por medio de una buena Paz la presente Guerra que tanto afflige la Christiandad, y aviendose por la Mediacion y buenos oficios del Rey de la Grand Bretaña de comun acuerdo de todas las Partes Guerreantes, escogido y señalado la Villa de Nimega para el Congreso y Tratado de la Paz, y queriendo yo contribuir de mi parte todo lo que de mi depende à este bien efecto, he tenido por conveniente nombrar personas que en mi nombre ayan de assistir con toda autoridad y Plenipotencia mia al dicho Congreso, y teniendo consideracion à la sufficientia, integridad, prudencia, experiencia, inteligencia y zelo de mi servicio que concurrén en vos Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbafes de mi Consejo de Estado, Don Pedro Ronquillo de mis Consejos de Castilla y Indias, y Don Juan Baptista Christin de mi Consejo de Flandes, y por la satisfacion que siempre me haveis dado en diferentes y grandes negocios que os han sido encargados, y por vos otros respectivamente manejados tendreis atencion al mayor bien de mi servicio, os he nombrado por mis Embaxadores y Plenipotenciarios y en virtud de la presente os doy à todos juntos y à cada uno en particular en ausencia ó incomodidad de qualquiera de vosotros, enteró y absoluto Poder para passar à la Villa de Nimega, y conferir en ella directamente ó por intervencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros respectivamente recibidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado her-

mano

Traduction des Pouvoirs des Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique.

Don Charles Second par la grace de Dieu Roy de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Toledo, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardeigne, de Cordouë, de Corseque, de Murcia, de Jaën, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles de Terre ferme, de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & Milan, Comte d'Aspurg, de Flandres, Tirol & Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. Ne desirans rien avec plus d'ardeur, que de voir appaisée & terminée au moyen d'une bonne Paix, la presente Guerre qui afflige si fort la Chrestienté: & la Ville de Nimegue ayant été choisie & marquée pour l'Assemblée & Traité de Paix, par la Mediacion & offices du Roi de la Grand' Bretagne d'un commun accord de toutes les Parties qui sont en Guerre, Et Moy desirant contribuer de ma part tout ce qui dépend de Moy à ce bon effet, J'ay trouvé à propos de nommer des Personnes lesquelles en mon Nom doivent assister avec toute autorité & Plein-Pouvoir à ladite Assemblée. Et ayant mis en consideration la suffisance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zelo pour mon service; qui se trouvent en Vous, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbafes de mon Conseil d'Etat, Don Pedro Ronquillo de mes Conseils de Castille & des Indes, & Don Jean Baptiste Christin de mon Conseil de Flandres; & pour la satisfacion que Vous m'avez toujours donnée dans les différentes & importantes Affaires dont Vous avez eu la conduite, & m'assurant des soins que Vous prendrez du bien de mon service, Je Vous ay nommé pour mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, & en vertu de la Presente, Je Vous donne à tous ensemble & à chacun de Vous en particulier, en l'absence ou incommodité de l'un de Vous, entier & absolu Pouvoir, pour passer à la Ville de Nimegue, & conferer en icelle directement, ou par l'intervention des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs respectivement receus & admis avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher, & tres-aimé Frere & Cousin le

Roi

ANNO  
1678.

mano y primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, que especialmente fueren autorizados y constituidos y tuvieren suficientes Poderes para ello y para tratar de los medios de apagar la presente Guerra, y para este efecto entrar con ellos en Negociation, conferir, proponer, conbenir, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable Tratado de reposo y Paz, y generalmente en orden à ella hazer todo aquello que yo mismo pudiera hazer si estuviera presente en persona, aunque para ello fuere necessario alguna orden mas particular de la que en la presente se halla expresada, y doy mi fe y palabra Real de tener para siempre por firme y valido precisa y puntualmente sin falta alguna todo lo que por vos otros Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbazes; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, los tres juntas ò por los dos en caso de ausencia ò enfermedad del uno, ò por uno solo en semejante caso de ausencia ò enfermedad de los otros dos, fuere conbenido y capitulado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, y assi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente se señalaré, en fe de lo qual mande despechar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto y refrendada del infracripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à tres Diciembre de mil seiscientos y settanta y cinco.

YO EL REY.

DOM PEDRO COLOMA.

**D**ON Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corsica, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Yslas y Tierra-firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabant y Milan, Conde de Absburg, Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Viscaya y de Molina, &c. Por tanto, por la Mediacion y buenos officios del Rey de la Gran Bretaña se escogió y señaló la Villa de Nimega de comun acuerdo de todas las partes Guerreantes para Congreso general de tratarse las Pazes, y yo con el desseo de contribuir por mi Parte à todo lo que de mi depende, para apagar y terminar por medio de ellas la presente Guerra que tanto affige la Christiandad, nombre por mis Embaxadores y Plenipotenciarios que assistiesen en mi nombre al dicho Congreso à Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbazes, de mi Consejo de Estado; à Don Pedro Ronquillo, de mis Consejos de Castilla y Indias; y à Don Juan Baptista Christin de mi Consejo de Flandes en virtud de la Plenipotencia que para ello despaché en tres de Diciembre de mil y seiscientos y setanta y cinco, firmada de mi mano, sellada con el sello y refrendada de Don Pedro Coloma mi Secretario de Estado, como consta de su Original à que me remito, à fin que todos juntos y de los dos de ellos en ausencia ò incomodidad de uno, ò uno solo en semejante caso de ausencia ò incomodidad de los otros dos, assistiesen, tratassen, y conferiesen directamente ò por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Mediatos que respectivamente fuesen recibidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, que e specialmente fueren autorizados y constituidos segun han hecho y hazen actual-

ANNO  
1678.

Roi Tres-Chrestien, & de ses Alliez, qui seront specialement auctorisez & établis, & qui auront pour ce suffisant Pouvoir, & pour traiter des moyens d'appaier la presente Guerre, & pour cet effet entrer avec eux en Negociation, conferer, proposer, convenir, capituler, conclure, & signer un bon, ferme, & durable Traité, de repos & Paix, & generalement faire en ce qui la regarde tout ce que je pourrois Moy mesme faire si j'étois present en personne, bien que pour ce fust necessaire quelque ordre plus particulier que celuy qui se trouve exprimé en la presente: Et donne ma foy & parole Royale, de tenir à toujours pour ferme & valable precisément & ponctuellement sans aucune faute, tout ce que par Vous Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbazes, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois joints ensemble, ou par deux de Vous en cas d'absence, ou maladie des deux autres, aura été convenu & arresté dans ledit Traité, avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-aimé Frere & Cousin le Roy Tres-Chrestien & de ses Alliez, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui sera marqué reciproquement. En foy de quoy j'ay ordonné de despescher la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée par mon Secretaire d'Etat sousigné. Donné à Madrid le troisiéme Decembre mil six cens soixante-quinze.

MOY LE ROY.

DON PIERRE COLOMA.

**D**ON Charles Second par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Toledo, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corsique, de Murcia, de Jaen, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles de Terre ferme, de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & Milan, Comte d'Absburg, de Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina, &c. D'autant que par la Mediacion & bons offices du Roi de la Grande Bretagne l'on a choisi & marqué la Ville de Nimegue d'un commun accord de toutes les Parties qui sont en Guerre pour l'Assemblée generale, afin de traiter de la Paix: & Moy dans le desir de contribuer de ma part tout ce qui dependra de Moy pour appaier & terminer par son moyen la presente Guerre qui afflige si fort la Chrestienté, j'ay nommé pour mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires qui assistassent en mon Nom à ladite Assemblée, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbazes de mon Conseil d'Etat, Don Pedro Ronquillo de mes Conseils de Castille & des Indes, & Don Jean Baptiste Christin de mon Conseil de Flandres; en vertu du Plein-Pouvoir que je despeschay le 3. de Decembre mil six cens soixante & quinze, signé de ma main, scellé avec le Scel, & contresigné de Dom Pierre Coloma mon Secretaire d'Etat, comme il paroît par l'original, auquel je me remets; afin que tous ensemble ou deux d'entr'eux en cas d'absence ou incommodité de l'un d'eux, ou un seul & en pareil cas d'absence ou incommodité des deux autres, assistassent, traitassent, & conferassent directement, ou par l'intervention des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs qui auroient été reçus & admis respectivement, avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-aimé Frere & Cousin le Roi Tres-Chrestien & de ses Alliez, qui seroient specialement auctorisez & constituez, selon qu'ils ont fait & font

ANNO  
1678.

actualmente en mi nombre y juzgando por de mi servicio añadir un Plenipotenciario à los otros que con igual caracter y autoridad asista à las Conferencias y negocios de el, y teniendo consideracion à la suficiencia, integridad, prudencia, experiencia, inteligencia, y zelo de mi servicio qui concurren en vos Don Gaspar de Teves y Guzman Marques de la Fuente, Condé de Venaçuca, y à la satisfacion que siempre me haveis dado en los diferentes y grandes negocios que os an sido encargados y manejados por vos, y que atendereis al mayor bien de mi servicio os nombro por mi Embaxador y Plenipotenciario en secundo lugar para que posséis passar à la dicha Villa de Nimega, y para que juntamente con los mencionados mis tres Embaxadores ò con los dos de ellos en ausencia ò incomodidad de los dos, ò por vos solo en semejante embaraco de los otros tres, podais por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros respectivamente recibidos ò directamente con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados que especialmente fueren constituidos y autorizados, conferir, proponer, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable Tratado de reposo y Paz, y generalmente hazer en orden à ella todo quello que yo mismo pudiera hazer si estuvissè presente en persona, aunque para ello fuessè necessario alguno orden, mas particular de lo que aqui va expressada, y doy mi fe y palabra Real de quo todo lo que por vos Don Gaspar de Teves, y Guzman Marques de la Fuente, mi segundo Plenipotenciario junto con los dichos Marques de los Balbases; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, ò lo que por ausencia ò incomodidad de los unos fuere por los otros combenido y capitulado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, lo tendrè para siempre por firme y valido precisa y puntualmente sin falta alguna y assi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente se señalare, declarando desde agora que el dicho Poder que en tres de Diciembre de mil seiscientos y settanta y cinco, di à los referidos Marques de los Balbases; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin no se deroga en nada, y que antes bien queda en su fuerça y vigor, firme y entero, no obstante el presente y qualquiera otra circunstancia que se ofrecia à la consideracion. En fe de lo qual mandè despachar la presente firmado de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada del infrascripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à diez y seis de Julio de mil seiscientos y settanta y ocho.

YO EL REY.

DOM PEDRO COLOMA.

Nous ayant le Traité susdit agreable en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, Avons iceux, tant pour Nous que pour Nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'Obligation & hypoteque de tous & chacun nos Biens presens

font actuellement en mon Nom. Et jugeant qu'il est de mon service d'ajouter un Plenipotentiaire aux autres, lequel avec un égal caractere & authorité, assiste aux Conferences & affaires d'iceluy: Et ayant en consideration la suffisance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zele pour mon service qui se trouvent en Vous Don Gaspard de Teves & Guzman Marquis de la Fuente, Comte de Venaçuca, & à la satisfacion que Vous m'avez toujours donnée dans les differentes & importantes Affaires dont je vous ay confié la conduite, & que vous aurez égard au bien de mon Service, je vous nomme pour mon second Ambassadeur & Plenipotentiaire, afin que vous puissiez passer à ladite Ville de Nimegue, & afin que conjointement avec mes trois Ambassadeurs cy-dessus nommez, ou avec deux d'entre eux en l'absence ou empêchement des deux, ou par Vous seul en pareil cas d'absence ou incommodité des trois autres, Vous puissiez par l'entremise des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs respectivement receus ou directement avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi tres-Christien & de ses Alliez, qui auront été specialement établis & autorisez, conferer, proposer, arrester, conclure; & signer un bon, ferme & durable Traité de repos & de Paix, & generalement faire en ce qui la concerne tout ce que Moy-même je pourrois faire si j'estois present en personne, bien qu'il fust besoin pour cela de quelque ordre plus particulier que celui qui est icy exprimé. Et je donne ma foy & parole Royale, que tout ce qui par Vous Dom Gaspar de Teves & Guzman Marquis de la Fuente mon second Plenipotentiaire, conjointement avec lesd. Marquis de los Balbases, Dom Pierre Ronquillo, & Dom Jean Baptiste Christin mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou ce qu'en l'absence ou incommodité des uns aura été convenu & capitulé dans ledit Traité, avec lesd. Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi Tres-Christien & de ses Alliez; je le tiendray à toujours ferme & valable, precisement & ponctuellement, sans aucune faute, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui sera marqué reciproquement; declarant des à present qu'il n'est en rien derogé par ces presentes au Pouvoir que j'ay donné dès le troisieme Decembre aux susdits Marquis de los Balbases, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin & qu'au contraire il demeure en sa force, ferme, & entiere vigueur, nonobstant la presente, ni autre circonstance quelconque. En foy de quoy j'ay ordonné de depêcher la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée de mon Secretaire d'Etat sousigné. Donné à Madrid le 10. de Juillet 1678.

MOY LE ROY.

DOM PIERRE COLOMA.

& à venir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons signé ces Presentes de notre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à Fontainebleau le troisieme jour d'Octobre l'an de grace 1678. Et de nôtre Regne le trente-sixieme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, ARNAULD.

ANNO  
1678.

Ratification du Roi d'Espagne.

**D**ON Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Grenada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina, &c. Haviendo el Marques de los Balbafes; el Conde de Benazuza Marques de la Fuente; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Bautista Christin, mis Embajadores y Plenipotenciarios, conferido y acordado con el Marechal de Estrades, el Marques de Croissi, y el Conde de Mesmes, Ambajadores y Plenipotenciarios del Rey Christianissimo mi muy caro y muy amado Hermano y Primo en el Congreso general de Nimega; con Ordenes y Poderes mios; y del dicho Rey Christianissimo cada uno per lo que le ha tocado para los Tratados de la Paz entre esta Corona y la de Francia, y ajustadola en la forma y manera que se contiene en el Tratado que hira aqui inserto de palabra à palabra, el qual se firmo reciprocamente por los dichos Embajadores en dies y siete de Septiembre deste presente año de mil seiscientos y setenta y ocho, que es como se sigue.

**E**N Nombre de Dios el Creador, y de la Santissima Trinidad, &c.

**E**L qual Tratado aqui escrito y inserto como arriba queda dicho haviendoseme presentado por los dichos Marques de los Balbafes, Conde de Benazuza Marques de la Fuente, Don Pedro Ronquillo y Don Juan Bautista Christin despues de haverlo visto y examinado maduramente de palabra à palabra en mi Consejo, yo por mi, mis Herederos y Subcessores, como tambien por los Vafallos, Subditos y Habitantes en todos mis Reynos, Payfes y Señorios, aprueve y ratifico todo lo contenido en el, y cada punto en particular de los que contiene, y doy por bueno, firme y valedero por la presente prometiendo en fee y palabra de Rey, y por todos mis Subcessores y Herederos, seguir y cumplirle inviolablemente segun su forma, y tenor, y mandarle seguir, observar, y cumplir de la misma manera como si yo lo huviera tratado en propria persona sin hazer, ni dejar hazer en qualquier modo que sea, ni permitio que se haga cosa alguna en contrario, y que si hiziere alguna contrabencion de lo contenido en dicho tratado, la mandare reparar con efeto sin dificultad ni dilacion, castigando y mandando castigar los delinquentes, obligando para el efeto de lo susodicho todos y cada unos de mis Reynos; Payfes y Señorios, assi mismo todos mis otros bienes presentes y venideros, como tambien mis Herederos y Subcessores sin exceptuar nada, y para la firmeza de esta Obligacion renuncio todas las Leyes, Costumbre, y todas otras cosas contrarias à ello, y en testimonio de lo susodicho mandè despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada del infracripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à catorze dias del mes de Noviembre de mil seiscientos y setenta y ocho años. Firmado, Y O EL REY.

*T mas abajo, DOM PEDRO COLOMA.*

TOM. VII. PART. I.

Traduction de la Ratification du Roi d'Espagne. ANNO  
1678.

**D**Om Charles Second par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Toledo, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corsega; de Murcia, de Jaën, des Algarbes, d'Algecira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre-ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Abspurg, de Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biscaye & de Molina &c. Le Marquis de los Balbafes; le Comte de Benazuza Marquis de la Fuente; Dom Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin, mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ayans conferé & accordé avec le Marechal d'Estrades; le Marquis de Croissi, & le Comte de Mêmes, Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Tres-Chrestien mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin, en l'assemblée generale de Nimegue, avec mes ordres & Pouvoirs, ceux dudit Roi Tres-Chrestien, suivant qu'il touchoit à chacun, pour les Traitez de la Paix entre cette Couronne & celle de France; & l'ayant arrestée en la forme & maniere contenue au Traité qui sera ici inseré de mot à mot, lequel a esté signé reciproquement par lesdits Ambassadeurs, le dix-septième de Septembre de cette presente année mil six cens soixante & dix-huit; dont la teneur s'ensuit:

*Au Nom de Dieu &c.*

**L**Equel Traité cy écrit & inseré, ainsi que dit est cy-dessus, m'ayant esté présenté par lesdits Marquis de los Balbafes, Comte de Benazuza, Marquis de la Fuente; Don Pedro de Ronquillo, & Don Juan Baptiste Christin: après l'avoir vu & meurement examiné de mot à mot en mon Conseil, je, pour Moy, mes Heritiers & Successeurs, aussi bien que pour les Vassaux, Sujets, & Habitans de tous mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, ay approuvé & ratifié tout le contenu en iceluy & en chacun des points particuliers qu'il contient, & le tiens pour bon, ferme & valable par ces Presentes: Promettant en foy & parole de Roi, & pour tous mes Successeurs & Heritiers, de le suivre & accomplir inviolablement selon sa forme & teneur, & de commander qu'il soit observé & gardé de la même sorte que si je l'avois traité en propre Personne; sans faire ni laisser faire en quelque façon que ce soit, ni permettre qu'il se fasse aucune chose au contraire: Obligeant pour l'effet de ce que dit est cy-dessus, tous & un chacun de mes Royaumes, Pais, & Seigneuries; comme aussi tous mes autres biens, presens & à venir, & semblablement mes Heritiers & Successeurs, sans en rien excepter. Et pour l'assurance de cette Obligacion, je renonce à toutes les Loix, Costumes, & à toutes les choses à ce contraires. Et en témoignage de ce que dit est cy-dessus, j'ay fait expedier la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée par mon Secretaire d'Etat souscrit. Donnè à Madrid le quatorzième jour du Mois de Novembre mil six cens soixante & dix-huit.

Signé, MOY LE ROI.

Et plus bas, DON PEDRO COLOMA.

B b b

Decla-

ANNO  
1678.

*Declaration & Attestation des Ambassadeurs des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES donnée aux Ambassadeurs d'ESPAGNE, au sujet du rétablissement des Habitans fugitifs de Messine, prétendu par ceux de France. [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]*

Les soubfignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas ayans resumé les retroactes de la Negociation de Paix qui a esté concludé entre les Rois Catholique & tres-Chrestien le dix-septième du Mois de Septembre dernier pour autant qu'ils sont passez par leurs mains, trouvent, que le premier project de la France, qui leur a esté exhibé le douzième du Mois d'Août, & que dans l'Article seizième d'icelui il a esté proposé un rétablissement des Habitans de la Ville de Messine, & des environs, de quelque condition & qualité qu'ils pourroient estre, ou en quelque lieu, soit en France ou ailleurs qu'ils se seroient retirez, pour jouir des Benefices, Charges, Offices, & Dignitez qu'ils avoient possédez aussi de leurs Biens, Meubles, Actions, & Successions &c. Et que par ainsi ils devoient rentrer en la grace dudit Seigneur Roi Catholique, pour retourner dans ladite Ville de Messine, & autres Lieux de la domination de Sa Majesté &c. Mais que ledit Article a esté debattu, & fortement contesté par Messieurs les Ambassadeurs d'Espagne, & que n'ayans nullement voulu y consentir, il est devenu un de ces Articles sur lesquels le cours de ladite Negociation s'arresta, & qui ont esté remis à l'arbitrage & decision desdits Seigneurs Etats Generaux par acte de soubmission en date l'onzième de Septembre de la même année, & auxquels ensuite Messieurs les Ambassadeurs de France ont expressement & nommement renoncé de par Sa Majesté tres-Chrestienne, dans une visite qu'ils leur ont donné sur ce sujet de la treizième du même Mois, & que par ainsi le Traitté avec l'omission desdits Articles differentiaux a esté conclu comme dessus. Et comme Messieurs les Ambassadeurs, de Sa Majesté Catholique leur ont demandé cet éclaircissement, ils ont bien voulu en passer cet Acte tout-à-fait conforme à la verité. Fait à Nimegue le treizième de Decembre 1678.

*Estoit signé,*

J. BEVERINGK. W. V. HAAREN.

CLXXVII.

23. Oct. *Declaration du Nonce Apostolique BEVILACQUA, faisant à Nimegue la fonction de Mediateur, entre les Princes Catholiques. C'est en quelque maniere une nouvelle Protestation contre la Paix de Munster, en ce qui regarde les Interests des Protestants. A Nimegue le 23. Octobre 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 87.]*

*Eccellentissimi Signori,*

Benche Monsignor Nunzio habbia piu volte dichiarato in voce all' E. E. V. V. & a gl'altri S. Sri. Ambasciatori Catolici, che i suoi ordini non gli permettono d'ingerirsi ne gl'affari de' Principi Protestanti, e molto meno d'approvare direttamente o indirettamente la Pace di Munster, tuttavia per maggiore esplicazione della sua mente, dichiara di nuovo col presente Scritto, che se in qualche Memoria referita o ricevuta da lui come Medc. si trova a caso & incidentalmente fatta menzione de gl'interessi de' Principi Protestanti, o della Pace di Munster, non ha mai inteso di considerarla, che per quella parte che riguarda i Principi Catolici e senza l'approvazione di detta Pace, e sup<sup>la</sup>. hora L. E. E. V. V. a voler fare registrare ne' loro Protocolli questa sua Dichiarazione, la quale vuole, che s'estenda ad ogni Atto, passato per le sue mani e s'habbia por repetita

*in ogni altro caso somigliante l'auvenire. Fatta in Nimega, li 23. Ottobre 1678.*

ANNO  
1678.

A. BEVILLACQUA, Patriarca d'Alexandria.

CLXXVIII.

*Vertrag zwischen Ihro Fürstl. Gnaden Franz Johann Bischen zu Costanz/ und denen in der Graffschafft Baden regierenden Orten der löbl. Eydgenossenschaft/ als Zurich/ Bern/ Lucern/ Ury/ Schwitz/ Underwalden/ Zug/ und Glarns/ wegen der Hohen und Niedern Gerichten/ und andern gerechtfaemkeiten zu Kayserstuhl und Klingnau; Baden de anno 1679. [Tiré d'une Information de Droit presentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Constance sous le Titre de Gründliche Information über des Hoch-Stifts Constanz Jurisdiction bey dessen in der Schweiz gelegenen Landen. Aux preuves. Chap. VII. num. 11.]*

1679.

*C'est-à-dire,*

*Accord (1) entre le Reverendissime Evêque & Prince de CONSTANCE d'une part, & les Seigneurs des Louables Cantons Helvetiques Possesseurs du Comté de Bade, ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SWITZ, UNDERWALDT, ZUG, & GLARIS d'autre part, touchant la Jurisdiction haute & basse de Keyserstuhl, & Klingnau. A Bade l'an 1679.*

Wir wissen/ demnach erwischen den Herren Land-Vögten und Beamten der Graffschafft Baden/ an einem; So dann denen Fürstl. Bischof. Costanzischen Herren Ober-Vögten zu Kayserstuhl und Klingnau/ sich von etwas zeithero etweldche Mißverständnissen erhoben/ zu deren gültlichen Beylegung/ erwischen Ihro F. H. Herrn Francisc. Johann Bischoff zu Costanz/ Herrn der Reichenau und denen/ der Graffschafft Baden regierenden Orten Herren Ehren Befanden/ dennen Hochgeachteten/ Wohl-Edlen/ Gestrungen Herren/ als von Zurich/ Johann Caspar Nitzel Burgermeister/ Herr zu Kessikon/ und Hans Jacob Waser Stadthalter und des Rathes; von Bern/ Samuel Frisching Schultheiß/ und Johann Leonhard Engel/ Secelmeister und des Rathes; von Lucern/ Joseph am Rhein Schultheiß/ Ritter und Panner-Herr/ und Landvogt Johann Martin Schweizer/ Herr zu Bunnas und des Rathes; von Ury/ Sebastian Mühlem Landt-Amman/ und Fährndrich/ Joseph Eyd des Rathes; von Schwitz/ Franz Ehrler Land-Amman und Lands-Hauptmann der Landschaft March/ und Landvogt Leonhard Spörli/ Sibner und des Rathes; von Unterwalden Johann von Teschwanden Land-Amman Obe und Franz Adersmann Netlwer und Jacob Sultz/ alt Land-Amman Nid dem Wald; von Zug/ Obrist Wachtmeister Brat Jacob zur Lauben/ Ritter und Lands-Hauptmann in freyen Renteren/ und Nicolaus Letter Secelmeister und des Rathes; von Glarns/ Hauptmann Daniel Buzzi/ Land-Amman/ und Hans Peter Wyß/ Stadthalter und des Rathes/ ein nachbarliche Conferentz auf hie harnacher Baden angesehen und beliebt worden; Als sind der dato gehalten allgemeinen Session, hochgebadyt Ihro Fürstl. Gnabl. Abgesandten die Wohl-Edlen Hochgelehrten Herrn Hauptmann Henrich Renhard von Tiesseuau/ Ober-Vogt zu Aeben/ Herr Licentiat Johann Caspar von Mohr/ Ober-Vogt zu Mörsburg/ und Herr Sebastian Ludwig von Beroldingen Ober-Vogt zu Bischoff-Bell/ und Lands-Hauptmann des oberen und nideren Thurgawus/ alle drey Bischoff-Costanzl. Rath/ erschienen/ da dann nach abgelegter Proposition, und Erinnerung der bißhorigen freitigen Puncten/ und Ablaffung beeder Verträgen/ als des so genannten Dübenerbergischen de Anno 1450. und Ländenbergischen/ 1520. hernach folgende Anstrag-Mittel/ miteinander abgredt und verglichen worden.

Erstlich/ hat es bey obangebeuten Verträgen in allweg unalterirter dinge zu verbleiben/ dahero beydersens zu verschaffen/ daß so wohl von den Herrn Ober-Vögten zu Kayserstuhl und Kling-

(1) Il faut remarquer que de la part des Louables Cantons, on ne reconnoit cet Accord, que sur le pied d'un simple Projer, qui n'a jamais été porté jusques à la Conclusion. [Dum.]



ANNO 1679. Klingnaw/ als auch den Herren Land=Vögten und Beamte-  
ten der Graffschafft Baden selbige Verträge gehorsamlich beob-  
achtet werdind.

Was ferner und zum Anderen die in gemeldten beyden Bi-  
schöfl. Aemtern vorkommende und die Hohen Gericht betreffende  
sträflich und bußwürdige Sachen anlangen thut/ soll es auch  
mit Ausnahm der Rundschaften bey dem alten bisshar gelibten  
harkommen und Inhalt der Verträgen/ daß namelich nichts  
von den Fürstl. Bischoff. Beamten solle verthädiget/ sonder  
alles vor Gericht gezogen werden/ dergestalten sein bewenden/  
daß sie sollen vor ordentlich Gericht gestellt/ und in Beweisen  
des Land=Vogts oder seiner Nachgesetzten gebührend verhöret/  
darüber das Recht gesprochen/ Ihre Hochfürstl. Gnad. Beamte-  
ren darvon ihre Buß der nem Pfund/das Mehrere aber dem  
Herren Land=Vogt/ samt der Person überweisen/ und in  
zweifelhaften Sachen derselbe zu vertraulicher Conferentz und  
Erspredung ersucht werden solle.

Recht deme und zum Dritten/ zu beyderseits Herren Beam-  
teten gebührender Nachricht/ solle es zwar der Rundschaft und  
der Verhörung halber in Civil-Sachen gegen einandern bey dem  
alten harkommen bleiben; wann aber die Partheyen oder der  
Richter/ in Sachen wegen der Umständen/ ein und anderseits/  
die Persönliche Stellung derselben/ an dem eint oder anderen  
Ort/ begehen möchte/ solle in beyderseits gewillfahrt werden;  
betreffend aber diejenigen Rundschaften/so in den Bischoff. Aem-  
tern geseßen/ welche in malefiz oder Criminal-Sachen anffert  
denselben Aemtern/ in der Land=Vogt bey beangenehm Fehler  
gegenwärtig gewesen/ und dessen Wissenschaft heten/sollen die-  
selben zur Persönlichen Erscheinung vor dem Herren Land=Vogt  
und Beamteten/ auf citiren/ sich gütwillig einfinden.

Demnach Bierens die Ursach beträffend/last man es bey dem  
dritten Article des Landenbergischen Vertrags bewenden/als die-  
selben mit aller beschneidenheit/ und wie es zu zeiten des aufge-  
richteten Vertrags üblich gewesen/ aber nicht hoher als auf  
zwanzig Pfund gesetzt und angelegt werden mögen:

Zum Funfften/ die Jagbarkeit belangend/ wie wollen solche  
der Graffschafft Baden/ als von Ihrer hohen Oberkeits wegen  
allein zusehet/ist dannoch/ nach Anleitung des Thurgawischen  
in Anno 1509. gemachten Vertrags/ Ihre Fürstl. Gnad. von  
den löbl. der Graffschafft Baden regierenden Orthen/ auß son-  
derer Freundschaft nachgelassen/ daß sein Fürstl. Gnad. von  
den selben Bedienten in ihrem Gerichten wol auch mögen jagen/  
und ob sein Fürstl. Gnad. begehrte anderen das Jagen in seinen  
Gerichten zu verbieten/ so mag sein Gnad. einen Land=Vogt  
darum anruffen/ der soll dann das verbieten bey einer Buß/  
und so jemand das übersehe/ soll die Buß eingezogen und ge-  
theilt/ und namelichen Ihre Fürstl. Gnad. das halbe werden/  
und der übrige halbe theil den löbl. der Graffschafft Baden re-  
gierenden Orthen; Gleichwohl dem Land=Vogt sein Recht des  
Jagens halben in seinen Gerichten gar mit benommen; Und ob  
sein Fürstl. Gnad. weiter in der Graffschafft nideren Gerichten  
Jagen wolte/ mag sein Gnad. das an einen Land=Vogt gelan-  
gen und ihn darum bitten lassen;

Zum Sechsten die Mandata betreffend/ ist in allweg für billig  
gehalten/ daß der hohen Lands=Oberkeit zuständig seye/was in  
Kriegs-oder Münz-Sachen/ auch was insgemein des Lands Heyl  
und Wohlfarth erforderet/ ein Land=Vogt wol Hoch=Oberkeit-  
liche Mandata ansehen/ohne Einred öffentlich publiciren und an-  
schlagen lassen möge; was aber andere und den Bischofflichen  
Gerichten allein anhangende Sachen betrifft/ mögen Ihre Fürstl.  
Gnad. Vogt wol auch gebührende Mandata und Gebot öffent-  
lich verkünden und geziemend beobachten lassen; Womit nun  
die bissharige Streit= Punkten, jezt und ins künfftig gänglich  
vereinigt und verglichen seyn sollen/ allermaßen/ daß diesem allem  
beständig nachgelebet werden solle/ ein anderen zugesagt und ver-  
sprochen worden;

Dessen zu mahem Urkund gegenwärtiger Vergleich in Duplo  
verfertigt/ und von beyden löbl. Vor=Orthen/ wie auch von  
den Fürstl. Bischoffl. Herren Abgesandten unterschrieben und mit  
deren angebohenen Einziglen beträftiget zc. zc.

(L.S.) Johann Caspar Hirzel. (L.S.) Heinrich Reinhard Göl-  
di von Tiefenan.

(L.S.) Johann Caspar Mohr.

(L.S.) Joseph am Rhein. (L.S.) Sebastian Ludwig von  
Beroldingen.

CLXXIX.

Articuli Fœderis inter Electores FERDINAN-  
DUM MARIAM Bavarie, & JOANNEM  
GEORGIUM II. Saxonie, pro reducenda præ-  
cipuis Pace in Sacro Romano Imperio, defensione  
utriusque Ditionum, nec non avertendis cujuscun-  
que generis exactionibus, perniciosis Militum trans-  
iibus & Hybernis, atque pro restabilienda Pace  
TOM. VII. PART. I.

ANNO 1679. Westphalica conclusi. Actum de anno 1679. ANNO  
Cum ARTICULIS SECRETIS. Ubi præte- 1679.  
rea se invicem obligant, de adigendo eos conjunctis  
armis suis, qui dictæ Paci obtinendæ se opponere  
voluerint, interim tamen apud Suam Cæsaream  
Majestatem insistere volunt, quatenus Pacem cum  
Christianissimo Rege & cum Coronâ Suecie rein-  
tegrare velit, pro quo Suae Majestati certis Co-  
piis in auxilium adesse offerunt. [LUNIG,  
Teutsches Reichs=Archiv. Part. Special. Cont.  
II. Abtheil. I. Abtatz I. pag. 105.]

NOTUM sit omnibus, quorum interest, quod inter  
Serenissimum Principem ac Dominum, Domi-  
num Ferdinandum Mariam, Electorem Bavarie &c.  
nec non Serenissimum Principem ac Dominum Du-  
Joannem Georgium Electorem Saxonie &c. pro redu-  
cenda Pace imprimis in Sacro Romano Imperio & pro  
defensione utriusque Ditionum, ac Subditorum, ut &  
pro avertendis cujuscunque generis exactionibus, per-  
niciosis transitibus Militaribus, & Hybernis sequentes  
Confœderationis Articuli conclusi sint.

I. Oblingunt se mutuo ambo Domini Electores ad  
sinceram, & perfectam amicitiam inter se colendam,  
ita ut alter alterius commoda, ac salutem omni studio  
promoveat, suosque ad Imperii, & alios Conventus  
missos Ministros eo instruat, quo de omnibus rebus  
fideliter invicem communicent, consiliaque sua totali-  
ter conjungant ac uniant, ut in omnibus ad deliberan-  
dum propositis materiis, imprimis quæ negotium Pacis  
concernunt, ex uno velut ore loquantur, votaue sibi  
invicem omnino conformia proferant.

II. Et quoniam durante Bello hocce permixta enor-  
mes exactiones, onera, desolationes, & exitium mul-  
tarum Ditionum, ac Subditorum opere ipso faris indi-  
cent, quam male in eo factum sit, dum propter alia  
Negotia Imperium fuerit involutum, Serenissimis Do-  
minis Electoribus consultum visum est tam apud  
Suam Cæsaream Majestatem quam presentem Imperii  
Conventum Ratisponsem, nec non ubicunque locorum  
id utile ac proficuum erit, serias adhortationes  
instituire, ut tandem res, ac commoda Imperii à Pere-  
grinis litibus separentur, & Carissimæ nostræ Patriæ  
Germaniæ pristina quies, & tranquillitas restituatur.

III. Et cum maxime res in eo versetur, ut Pax  
Westphalica salva, inviolataque maneat, ambo Do-  
mini Electores omni studio, sollicitudine ac Zelo in  
hoc incumbant, ac operabuntur, ut quod contra ean-  
dem hæctenus admissum est, iterum mutetur, ac resta-  
bilatur.

IV. Cum etiam dictæ Paci Westphalicæ, Ordinatio-  
ni executionis, multisque aliis Imperii Constitutionibus,  
ac Legibus omnino contrarium sit, liberum aliquem  
Imperii statum transitibus, Hybernis, Contributionibus  
aliisque Bellicis exactionibus, impostis ac oneribus  
quocunque tandem nomine venire possint, propria au-  
toritate premi, ac vexari, mutuo se obligant, ac  
obstringunt laudati Domini Electores, quod ejusmodi  
pressuras, ac incommoditates neque à quopiam suorum  
Constatarum in Imperio, nec ab ullo alio, quisquis esse  
possit, ullo modo tolerare, sed ab omnibus istis unita,  
ac valida manu, in quantum vires eorundem permit-  
tunt, resistere, & si opus fuerit, secundum omnium  
Gentium Jura vim vi repellere, seque in suis Di-  
tionibus, ac Juribus conservare, ac manutenere vel-  
lint.

V. Ad quem finem ambo Electores XXM. Equi-  
tum, & Peditum ita in parato habebunt, ut ad omnem  
requisitionem pro necessaria mutua defensione quanto-  
cius colligi, & in campum educi possint.

VI. Quemadmodum etiam in eum casum, si uni  
dictorum Dominorum Electorum in suis Ditionibus  
vis aliqua inferatur, & uti jam indigitatum est, contra  
Instrumentum Pacis Westphalicæ, aliasque Imperii Le-  
ges ac Constitutiones noxiis transitibus, Hyberna, alia-  
que exactiones intententur, alter obligabitur vim passio  
dimidia parte Copiarum supra nominatarum sine mora  
suppetias ferre, easque Copias post factam requisitio-  
nem spatio trium, aut si aliter fieri nequeat, quatuor  
septimanarum infallibiliter sistet, & tandiu operari  
sinet, donec vis vi repulsa, & pro illatis damnis debita  
compensatio facta fuerit.

VII. Ille, qui auxilium tulerit, Copiis Stipendium  
Militare, ut par est, persolvet, regimen vero penes re-  
quirentem erit, qui præterea, ad nihil aliud tenebitur,  
quam

ANNO  
1679.

quam ut necessariam commeatum, & avenam æquo pretio advehi ac vendi, foenum vero gratis dari curet; ab utraque vero parte Disciplina Militaris exactissime observabitur.

VIII. Tormenta campeltria, & quicquid ad eorum usum necessarium est, ab illo suppeditabitur, qui auxilium requirit, & in ejus Ditionibus operationes Bellicæ fient. Quantum vero ad ipsas operationes attinet, de iis semper fidelissime, prout amicos ac Confœderatos decet, communicatio instituat, & amicabiliter invicem conveniatur.

IX. Et cum Fœdus hoc in nullius offensionem, sed tantummodo ad utriusque Partis Ditionum ac Subditorum conservationem, ad recuperandam ab omnibus tantopere desideratam Pacem ac tranquillitatem, ac uti supra dictum est, ad averendas molestissimas & intolerabiles exactiones Bellicas intum sit, liberum relinquunt ambo Domini Electores vicinis suis Constatibus ac Circulis, an huic Confœderationi accedere velint, quo indicato de ipsorum accessu & numero Copiarum sistendarum ex æquo & secundum proportionem tractabitur. Interim Domini Electores spondent, ac offerunt ad Confœderationem hanc accedentibus facta requisitione secundum tenorem hujus Instrumenti valido auxilio adesse.

X. Quod si ingens adeo periculum ingrueret, ut ad illud evitandum major Copiarum numerus requireretur, pollicentur Domini Electores sese mutuo juvare non solum supradictis XXXM. sed etiam omnibus viribus sibi invicem suppetias ferre & Constatibus & Circulis vicinis suis, qui ad hanc Confœderationem accedent, iisdem viribus auxilium præstare, in quantum quidem id propria Ditionum securitas permittit. In quorum fidem &c.

*Articuli secreti.*

I. Præter illa, quæ inter Serenissimos Dominos Electores Baviaræ & Saxonie in peculiari Fœderamento hodie confecto continentur, se invicem obligant ambo Electores ulterius, quod si Pax tantopere desiderata in Imperio per omnem istam sollicitudinem, laborem & operam obtineri nequeat, arma sua, si opus fuerit, conjungere, eosque qui se opponere voluerint, unitis viribus ad Pacem secundum dictum Instrumentum Pacis Westphalicæ adigere.

II. Ambo Electores eum in finem post completas Copias, de quibus in ipso principali Tractatu & in subsequentibus Articulis secretis mentio habetur, ante omnia apud suam Cæsaream Majestatem efficaciter instabunt, ut non tantum eum Christianissimo Rege, qui ad hoc se paratum, & promptum exhibet, & semper exhibuit, Pacem reintegrare, sed & eam inter Coronam Sueciæ, & illius hostes in Imperio ad tenorem dictæ Pacificationis Westphalicæ promovere velit, hæc addita declaratione quod ambo Domini Electores Sæ Cæsareæ Majestati contra illam Partem, quæ Pacem admittere nolit, si opus fuerit Exercitu XXXM. auxilio adesse, aut in eum finem ex se ipsis agere, ac operari velint.

III. Et quoniam principalis hujus Confœderationis, & Unionis scopus est reductio Pacis & tranquillitatis in Imperio Romano, ambo Domini Electores Ministris illis, qui ab extraneis Potestatibus ad eos in hoc Negotio ablegabuntur non solum liberum accessum ad Aulas suas non denegabunt, quin potius in suis Terris debitam protectionem præstabunt, illosque contra quavis iniusta attentata manutenebunt.

*Ultior Articulus secretus.*

Postquam sub dato hodierno inter Serenissimos Electores Baviaræ & Saxonie in ordine ad recuperandam Pacem in Imperio & defendendas amborum Dominorum Electorum Provincias & Subditos & eorum Constatuum, qui ad hoc Fœdus accedere voluerint, certa Confœderatio taliter conclusa fuit, ut qualibet Pars determinatum Peditum & Equitum numerum in parato habere debeat, atque tam conscriptio quam sustentatio dictorum Militum insignes expensas requirant; hinc allegata hæc Confœderatio ex parte Domini Electoris Saxonie expresse eo conditionata est, ut sibi reciprocè à Christianissimo Rege in Subsidium quantumcunque XXXM. Talerorum ac deinde per singulos menses tali modo solvantur, & sua Serenitas Electoralis Baviaræ in se recipit, omnia possibilia, bona & utilia officia impendere, ut Domino Electori Saxonie debita

satisfactio hac in re fiat. Cæterum spondet Serenissimus Elector Saxonie, Satisfactione accepta, se tam illas, quas vigore conclusorum Imperii pro contingenti præstitit Copias, quam alias ab Exercitu Cæsareo & ejus Confœderatorum avocaturum, nec ulla alias, non obstantibus Imperialis Diætæ conclusis in posterum missurum. Ultimo denique utraque sua Serenitas Electoralis omnem operam impendet, suas Copias juxta tenorem Tractatus Principalis ita in parato habere, ut à tempore satisfactionis supradictæ Electori Saxonie præstita intra duos menses pro lustratione in loco, qui utriusque suæ Serenitati pro conjunctione, si necessaria fuerit, commodissimus esse videbitur, colligi, & in campo sibi possint. In quorum fidem &c.

CLXXX.

*Pax Noviomagensis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem suo & IMPERII nomine, & LUDOVICUM XIV. Regem Gallie pro se & Confœderatis ejus; Quæ, Pace Westphalica pro firma Basi & norma utrinque positâ, omnes discordiæ componuntur, Philippi-Burgum Cæsari, Friburgum verò Regi ceduntur; Restitutio Ducis LOTHARINGIÆ certis sub Conditionibus stipulatur, Negotium Ducatus Bullionensis amicabili Compositioni remittitur; Nec non omnia, quæ per Pacem Monasteriensem de Causa Montisferrati cauta sunt, confirmantur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679. Cum DECLARATIONE Legationis Cæsareæ antè subscriptionem Instrumenti Pacis Legatis Mediatoribus consignata, pro Conservatione Jurium Imperii in Civitates Decem unitas, & Nobilitatem immediatam Alsatie. Data 3. Februarii 1679. Et PLENIPOTENTIIS atque Ratificationibus utriusque Partis; uti & Electorum & Principum Imperii; Nec non inclusionibus nomine Cæsaris includendorum; Atque designatione à Gallia restituendorum. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 202. en Latin comme ici, & pag. 418. en François d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 726. en Latin, en Allemand, & en François; dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. Lib. XI. pag. 691. en Allemand, dans J. BALT. KLAUTE *Sac. Rom. Imperii Leges fundamentales* pag. 497. dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. General. pag. 1020. en Allemand & en Latin, dans JACOB BERN. MÜLTZ *Repräsentatio Maj. Imp.* Part. II. Cap. VIII. pag. 368. dans *Anhang zu des Europaischen Herolds*. pag. 1180. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1458. en Allemand, & daté du 26. Janvier V. S. dans PUFFENDORF *de Rebus gestis Frid. Wilh. Elector. Brandenburg.* Lib. XVII. pag. 1303. en Latin; & dans FRAN. FRID. BARONIS ab ANDLERN *Corpus Consist. Imperial.* in Appendice Tom. III.]*

*In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.*

Notum sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Postquam ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis moti inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac Inferioris Silesiæ, Wir-

ANNO  
1679.

ANNO 1679. tembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum; &c. ex una; Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarra Regem Christianissimum, ex altera parte; Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima nihil prius magisque in votis habuissent; quam per restitutionem Pacis nunquam interrompendæ, tot Provinciarum desolationem & effusionem sanguinis Christiani sistere, tandem Divinâ bonitate factum esse, ut annitente Serenissimo, & Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO SECUNDO Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hæc Christiani Orbis temporibus Mediator universim receptus cum immortalis sui gloria indefesso studio pro tranquillitate publica, & Pace generali, consilia & officia sua impendit, Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima consenserint, ut Congressus ad tractandam Pacem hic Neomagi Gueldrorum institueretur. Comparentes igitur dicto loco utrinque legitime constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, à parte quidem Imperatoris Reverendissimi, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Domini Joannes Episcopus Gurcensis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarius, nec non Dominus Franciscus Udaticus Sacri Romani Imperii Comes Khinski à Chinitz, & Tettau, Dominus in Klumetz, Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarius, intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curia Regia Assessor, Appellationum Præses, Aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodorus Alrhetus Henricus à Stratman, Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarius, Imperii Aulicus: A parte verò Regis Christianissimi Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Godefridus Comes d'Estrades, Franciæ Marecallus, Regiorum Ordinum Eques Torquatus, Sacra Regia Majestatis Christianissimæ in Americâ Prorex, Urbis & Fortalitii Dünkerki, omniumque locorum ab ea Præfectura dependentium Gubernator; Dominus Carolus Colbert, Eques Marchio in Croissi, Regi Christianissimo ab utrisque Consiliis Ordinarius; & Dominus Joannes Antonius de Mémes; Eques Comes in Avaux; Sacra etiam Regia Majestatis Christianissimæ à Sanctioribus Consiliis, post invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas; quarum Apographa sub sinem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt ritè commutatas, interventus & opera Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum; Domini Laurentii Hyde Armigeri, Domini Guilielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacra Regia Majestatis Magnæ Britannicæ, qui munere Mediatorio pro concilianda tranquillitate publica ab anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quinto hucusque procul à partium studio sedulo prouiderentque perfuncti sunt ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem, in mutuas Pacis & amicitiae Leges convenerint tenore sequenti.

I. Pax sit Christiana, universalis & perpetua, veraque, & sincera amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, earumque Hæredes & Successores, Regna & Provincias, necnon inter omnes & singulos dictæ Majestatis Cæsareæ Fœderatos, præcipuè Electores, Principes, & Status Imperii hac Pace comprehensos, eorumque Hæredes & Successores ex una; Et omnes, & singulos Fœderatos dictæ Majestatis Christianissimæ hac Pace comprehensos, eorumque Hæredes & Successores ex altera, partibus; Eaque ita sincerè servetur, & colatur; ut utraque Pars alterius honorem, utilitatem; & commodum promoveat; sitque perpetua utrinque oblivio & amnestia omnium eorum quæ ab initio horum motuum ultrò citroque hostiliter facta sunt: ita ut nec eorum; nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu, alter alteri posthac quicquam molestiæ directè vel indirectè, specie Juris, aut viâ facti in Imperio, aut uspiam extra illud, nonobstantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus, inferat, vel inferri faciat, aut patiatur; sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, damna, & expensæ absque omni personarum, rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint; ut quidquid eo nomine alter adversus al-

terum prætereundere possit; perpetuâ sit oblivione sepultum.

ANNO 1679. II. Et cum Pax Monasterii Westphalorum vigesima quarta Octobris anno millesimo sexcentesimo quadragesimo octavo conclusa solidissimum hujus mutuae amicitiae tranquillitatisque publicæ fundamentum factura sit, restituatur illa in omnibus & singulis suo pristino vigori, manebitque in posterum facta tecta, tanquam si hic ejusdem Pacis Instrumentum de verbo ad verbum insertum legeretur, nisi quatenus eidem hoc Tractatu expressè derogatum est.

III. Cum verò vigore dictæ Pacis Monasteriensis Sacra Regia Majestatis Christianissimæ perpetuum Jus Præsidii in Fortalitio Philippiburgensi cum jure protectionis acquisitum, & dictum Fortalitium armis Cæsareis; Castrum, & Oppidum Friburgense verò armis Gallicis hoc Bello occupatum sit, de hisce locis inter Sacram Cæsaream, & Regiam Christianissimam Majestates convenit modo sequenti.

IV. Sacra Regia Majestas Christianissima tam pro se, quam pro Hæredibus, & Successoribus suis renunciat; ceditque in perpetuum Sacra Cæsareæ Majestati, ejusque Hæredibus & Successoribus omne Jus protectionis, perpetui Præsidii, & quidquid sibi virtute Pacis Monasteriensis in Castrum Philippiburgi competit, nihil in dictum Castrum & in Munimenta ei juncta vel cis & trans Rhenum extructa, Juris aut prætensionis sibi suisque Hæredibus & Successoribus, Regnovæ Galliæ sub quocumque titulo vel prætextu reservans, nonobstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus; utpote quibus omnibus & singulis hoc Tractatu expressè derogatum sit.

V. Vicissim Sacra Cæsarea Majestas, tam pro se, quam Hæredibus, & Successoribus suis, totaque Domo Austriaca renunciat, ceditque in perpetuum Sacra Regia Majestati Christianissimæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Castrum & Oppidum Friburgense cum tribus ad illud spectantibus Pagis Lehn; Metz, & Kirckzart. cum eorum Bannis prout ad Communitatem dicti Oppidi Friburgensis pertinent, unâ cum omni proprietate, superioritate, Jure Patronatus, Supremo Dominio, aliisque generaliter, qui sibi in dictum Friburgum competierunt, nihil sibi, Hæredibus; & Successoribus suis, aut Sacro Imperio Juris aut prætensionis, sub quocumque titulo vel prætextu in iis reservans, nonobstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus; utpote quibus omnibus & singulis hoc Tractatu expressè derogatum sit; salvis tamen ejusdem Civitatis Privilegiis & Immunitatibus antehac à Domo Austriaca impetratis; reservatis etiam Episcopo & Ecclesiæ Constantiensi Jure Diocefano, redditibus, aliisque Juribus.

VI. Pateat Sacra Regia Majestati Christianissimæ Brisaco Friburgum per Territorium Sacra Cæsareæ Majestatis & Imperii ordinaria via, vulgò (*Landstrafs*) liber, sed innoxius transitus ad inducendos illic Milites, commeatum, & cætera ad Præsidium Friburgense necessaria, quibus & quoties opus fuerit sine impedimento, aut obstaculo cujuscumque

VII. Nec fas sit commeatum Militarem ad Præsidium Friburgense necessarium in dicta via & transitu Brisaco Friburgum, ullis Exactionibus, Vestigialibus, Pedagiis, aut passagiis, sive novis, sive antiquis, onerare & impedire. Placuit etiam annonam ad victum tam Præsidii, quam inhabitantium necessariam; quæ ex quocumque Brisgovia loco Friburgum inferetur, uti hætenus, ita in posterum nullis: alias autem Merces & res quascumque non gravioribus Vestigialibus aut impositionibus onerari, quam si in alia Cæsareæ Majestati subdita loca transferrentur, aut ab ipsismet ejusdem Cæsareæ Majestatis Subditis solverentur.

VIII. Commissarii ab utraque parte nominandi, intra annum à rathabita Pace, statuunt, quam debitam legitime contracta dicto Friburgensi Oppido solvenda incumbunt.

IX. Curabit Sacra Regia Majestas Christianissima bonâ fide, absque ulla mora & retardatione Sacra Cæsareæ Majestati restitui omnia, & singula literaria Documenta, cujuscumque illa generis sint, quæ in Oppido & Castro, Cancellaria Regimini & Camera, aut in Aedibus & custodia Consiliariorum aliorumve Officialium, aut alibi tempore occupationis Friburgi reperta sunt: quod si talia Documenta sint publica, quæ dictum Oppidum Friburgum, eoque spectantes, tres Pagos simul concernunt de his inter prædictos Commissarios

ANNO  
1679.

conveniet quo in loco servari debeant; ita tamen, ut exempla authentica quotiescunque requisita fuerint edantur.

X. Liberum sit non tantum Capitulo Basilænsi, uti & omnibus, & singulis Austriaci Regiminis, & Universitatis Friburgensis Membris, verum etiam Civibus & Incolis cujuscunque conditionis sint, qui emigrare voluerint Friburgo domicilium aliò quocunque libuerit, unà cum mobilibus bonis sine ullo impedimento, detractone, aut exactone intra annum à ratihabita Pace transferre; immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per se vel alium administrare. Eadem quoque facultas retinendi, & administrandi aut alienandi omnibus aliis maneat, qui bona, redditus, vel Jura in dicta Civitate Friburgensi, sive tribus pertinentibus Pagis habent.

XI. Consentit tamen Sacra Regia Majestas Christianissima dictum Castrum & Oppidum Friburgense, unà cum appertinentibus Pagis Sacræ Cæsareæ Majestati restituere, si de æquivalente, ad satisfactionem dictæ Regiæ Majestatis Christianissimæ conveniri possit.

XII. Cùm Dominus Dux Lotharingæ hoc in Bello cum Sacra Cæsareæ Majestate conjunctus sit, & præfenti Tractatu comprehendi voluerit, restituetur pro se, Hæredibus, & Successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statuum, locorum & honorum, quo Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo, cum à Christianissimi Regis Armis occupata fuerunt, possidebat; exceptis tamen mutationibus Articulis sequentibus, explanandis.

XIII. Urbs Nancei cum suo Banno, vulgò (*Finage*) maneat in perpetuum Coronæ Galliarum unita & incorporata; ita ut illam Sacra Regia Majestas Christianissima, ejusque Hæredes & Successores possideant cum omnibus superioritatis, supremi Domini & proprietatis Juribus, eique fini dictus Dux Lotharingæ tam pro se, quam pro suis Hæredibus & Successoribus renuntiat, cedit, & transfert in perpetuum in altè memoratum Regem Christianissimum, ejusque Hæredes & Successores, omnia sine ulla retentione aut reservatione, Jura proprietatis, superioritatis, aut supremi Domini, prærogativas omnes & præminentias; quæ Domino Duci in prædictam Urbem Nancei competierunt, aut competere debuerunt; non obstantibus ullis Legibus, Consuetudinibus, Statutis, Constitutionibus, aut Conventionibus in contrarium sancitis, quibus ut & clausulis derogationum cassatoris, per præsentem Tractatum derogatum est.

XIV. Et ut ed liberior inter supradictam Urbem Nancei Ditionesque Coronæ Galliarum subditas sit communicatio, faciliorque Militi Gallico transitus, per Commissarios à Rege Christianissimo & prædicto Duce nominandos via dimidiata leucam in latum complectentes designabuntur; prima, quæ Sancti Desiderii Fano Nanceum, alia, quæ Nanceo in Alsatiam; tertia, quæ ab ipsamet Nancei Urbe Vesuvium in Comitatu Burgundiæ; quarta demùm, quæ Nanceo ad Urbem Metensem conducant; ita tamen, ut prædictarum viarum designatio non aliter fiat, quam in designatione viæ anno millesimo sexcentesimo sexagesimo primo Regi Christianissimo à quondam Duce Carolo cæsæ, observatum fuit.

XV. Omnia generaliter, uti supra dictum est, designanda loca, Pagi, Villæ, Terræ, unà cum dependentiis, quæ in his dimidiata leucæ latitudinis vis jacent, cum omnibus tam superioritatis & supremi Domini, quam proprietatis Juribus, quibus ante hunc Tractatum prædictus Dux & ejus Prædecessores gavisi sunt, ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam pertinebunt; ita tamen ut si dictorum locorum banna, aut dependentiæ ultra hanc dimidiata leucæ latitudinem se porrigan, quod trans illud spatium limitesque à Commissariis appositos excurret, prædicto Duci ejusque Hæredibus & Successoribus, ut antea, cum omni superioritate, supremo Dominio, & proprietate remanebit.

XVI. Urbs & Præfectura Longvicensis cum suis pertinentiis & dependentiis, cum omni superioritate, supremo Dominio & proprietate maneat in perpetuum penes altè memoratum Dominum Regem Christianissimum, ejusque Hæredes & Successores; nihilque Juris in posterum in iis prætereundè possit supradictus Dux, ejusque Hæredes & Successores; sed in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem Sacra Regia Majestas Christianissima aliam dicto Duci cedit, in uno extri-

ANNO  
1679.

bus Episcopatibus, ejusdem amplitudinis & valoris Præfecturam; de qua bona fide inter eosdem Commissarios conveniet; eaque sic cessã & in dictum Ducem à Rege Christianissimo translata, tam ipse Dux quam ipsius Hæredes, & Successores fruentur in perpetuum, cum omnimodis superioritatis, supremi Domini, & proprietatis Juribus.

XVII. Vicissim etiam Sacra Regia Majestas Christianissima pro se, & Coronæ Galliarum, cedit in compensationem dictæ Urbis Nancei, transfertque in prædictum Ducem ejusque Hæredes & Successores, superioritatem, supremum Dominium & proprietatem Urbis Tullensis, & ejusdem Suburbiorum, cum omnibus aliis Juribus, speciatim Patronatus, Prærogativis & Præminentis quæ Coronæ Galliarum in dicta Urbe Tullensi ejusque Suburbis & Banno, vulgò, *Finage*, comperebant, aut competere debebant; ita ut prænominatus Dux, ejusque Hæredes & Successores, iis omnibus sine ulla retentione aut reservatione plenarie fruatur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Consuetudinibus, Statutis, Constitutionibus, aut Conventionibus in contrarium sancitis, quibus, ut & clausulis derogationum cassatoris, Rex Christianissimus expressè hoc præfenti Instrumento derogavit.

XVIII. Si tamen Bannum Urbis Tullensis minoris amplitudinis, aut valoris esset, quam Bannum Urbis Nanceanæ, illud Domino Duci compensabitur, ita ut utriusque Urbis Banna æqualis amplitudinis sint, & pretii.

XIX. Rex Christianissimus renunciabit, uti & præfenti Tractatu renuntiat in perpetuum pro se, Hæredibus, & Successoribus, ad manus summi Pontificis Juri nominandi, sive præfentandi Episcopum Tullensem sibi à summo Pontifice Clemente IX. indulto; ita ut liberum sit prædicto Duci pro eo obtinendo ad Sedem Apostolicam recurrere.

XX. Insuper conventum fuit, ut memorato Domino Duci ullam mutationem provisionibus Beneficiorum, quæ à Sacra Regia Majestate Christianissima ad diem usque præfentis Tractatus collata sunt, inferre nullatenus sit; illique qui iis provisus sunt, in tranquilla dictorum Beneficiorum possessione maneat; aded ut memoratus Dux eos nullo modo turbare, aut impedire neque possessione exuere queat.

XXI. Sancitum prætereà fuit, ut omnes Processus, Sententiæ, atque Decreta lata per Concilium, Judices, aut alios Regiæ Majestatis Christianissimæ Officialia in controversiis & actionibus ad finem perductis, tam inter Subditos dicti Ducatus Lotharingæ & Barri, quam alios tempore quo mentionati Status sub Dominio ante memorati Domini Regis Christianissimi erant, locum habebunt, atque plenum integrumque suum fortientur effectum, non secus ac si Rex Christianissimus Dominus & possessor mentionatarum Regionum mansisset, neque dictas Sententiæ & Decreta in dubium vocare, annullare, aut executionem illorum retardare, aut impedire integrum erit. Erit quidem Partibus licitum juxta ordinem & dispositionem Legum atque Constitutionum confugere ad revisionem Actorum; interim tamen Sententiæ suo in robore & vigore maneat.

XXII. Restituentur statim Domino Duci Archiva & Documenta Literaria, quæ in Gazophilacio Nanceano & Barrensi, atque in utraque Camera Computorum, sive alibi locorum habebantur, & ablata fuerunt.

XXIII. Sacra Cæsareæ Majestas consentit, ut Princeps Franciscus Egon Episcopus Argentinenfis, ejusque frater Princeps Wilhelmus Egon Landgravius in Furstenberg, cum eorum ex Fratre Nepote Principe Anthonio Egone Landgravio in Furstenberg, eorumque Officialibus & Ministris plenè restituantur in eum statum, famam, Dignitates, Jura, Vota, Sessiones, Beneficia, & Officia, Bona feudalia, subfeudalia, & allodialia una cum fructibus sequestratis, & in omnia generaliter bona, quibus ante delictionem, occasione hujus Belli factam, gavisi sunt, aut Jure gaudere potuerunt; non obstantibus & cassatis quibuscunque in contrarium actis, Pactis, & Decretis. Prædictus etiam Princeps Wilhelmus Egon statim à Pace utrinque ratihabita in integram libertatem restituetur. Quicquid autem à Capitulo Argentinenfi, aliisque qui Beneficia & Bona ad prædictos Episcopum & Principes spectantia administrarunt, & ab iisdem nominatis Officialibus contra illos dictum, factum, aut scriptum est, perpetuæ oblivioni mandetur, nec liceat eos desuper ulla ratione compellare, aut iis molestiam quocunque sub prætextu afferre.

XXIV.

ANNO  
1679.

XXIV. Restituantur omnes utriusque Partis Vasalli, & Subditi Ecclesiastici, & Seculares, Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum exortum gaudebant, uti & in universa bona, mobilia & immobilia, redditus mobiles, & qui redimi possunt, occasione Belli confiscata & occupata, unâ cum Juribus, Actionibus, & Successionibus, quæ ipsis durante etiam Bello evenerint; ita tamen, ut nihil ratione fructuum & reddituum post confiscationem & occupationem perceptorum ex bonis mobilibus, redditibus, & Beneficiis ad diem usque ratihabitæ Pacis peti possit; similiter neque debita, effecta, Merces, & mobilia ante memoratum diem Fisco addicta; ad eod. neque Creditores privatorum debitorum, nec Depositarii talium effectorum & Mercium, eorumque Hæredes, aut causam ab iis habentes, ea persequi, aut restitutionem, seu satisfacionem præterdere unquam queant, quæ restitutiones juxta prædictam formam, etiam usque ad eos extendentur qui partes contrarias secuti fuerint, atque proinde per hunc Tractatum in gratiam sui Principis redibunt, uti & in sua bona qualia tempore conclusionis & subscriptionis hujus Tractatus fuerint. Hæcque ita executioni mandentur, nonobstantibus ullis Donationibus, Concessionibus, Declarationibus, Confiscationibus, Commisissis, Sententiis interlocutoriis, aut definitivis, & ex contumacia Partibus absentibus & non auditis, latis: quæ Sententiæ, & res judicatæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ nullæ erant, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronuntiatæ non essent, plenâ libertate & integrâ manente dictis Partibus in Patriam redeundi, ex qua antea excefferunt, utque vel ipsi dictis bonis mobilibus, Censibus, & redditibus frui, aut alibi ubicumque ipsis visum fuerit domicilium figere possint, prout elegerint, omni violentiâ penitus exclusâ; si verò alibi morari voluerint, ipsis fas sit per Procuratores non suspectos bona & redditus administrare, iisque frui exceptis tamen Beneficiis residentiam requirentibus, quæ personaliter administrari & obiri debent.

XXV. Ea de quibus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Imperium & Regem Regnumque Sueciæ tam pro se, quam pro Duce Gortorpiensi hodiè convenit, hoc Tractatu comprehensa intelligantur, ita ut tam præsens, quam prædictus Tractatus Cæsareo-Suecicus unus idemque censeatur, & ejusdem virtutis & valoris sit, ac si huic Instrumento de verbo ad verbum insertus esset.

XXVI. Et cum publicæ tranquillitatis intersit Bellum, quod Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ, Regique & Regno Sueciæ, cum Rege Daniæ, Electore Brandenburgico, Episcopo Monasteriensi, & Principibus Domus Lunenburgicæ, Episcopo Osnabrugensi, & Ducibus Zellenfi & Guelferbitano adhuc intercedit, quantocius etiam componi Sacra Cæsarea Majestas non minus apud prædictos Principes, quam Sacra Regiæ Majestas Christianissima apud Regem Sueciæ officia sua efficacissime interponet, ut Pax inter præmemoratas Potentias quamprimum etiam coalescat, eique sui eadem in Armistitium Paci conciliandæ accommodatum statim consentiant. Quod si verò præter expectationem officia hæc optatum finem non assequantur, Cæsarea Majestas & Electores Principes & Status Imperii hac Pace comprehensi promittunt, se elapso Armistitii tempore prædictos Gallia, Sueciæque Hostes nullo modo & sub quocumque prætextu directè vel indirectè juvatuuros, aut ullum in hoc Bello gerendo Gallia, Sueciæque impedimentum allatuuros, nec passuros, ut prædictorum Gallia, Sueciæque Hostium Copiæ Hiberna, vel Stativa extra ipsorum Territoria in Imperio capiant. Manebit etiam liberum Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ ad prædictum solummodò finem in sequentibus in Imperio locis tenere Præsidium; Dominis tamen locorum, eorumque Subditis innoxium, & sumptibus Regis Christianissimi sustentandum, scilicet in Oppidis & Urbibus, Chasteler, Huy, Verviers, Aquisgrano, Duren, Linnick, Nuys, & Zons; in quibus nova munimenta extrui non poterunt, nisi in quantum dictorum Præsidiorum securitati necessaria erunt, & justam suspicionis causam præbere non possint; nec fas erit Regi Christianissimo ea loca ratione expensarum inibi factarum, aut sub quocumque alio prætextu retinere; sed ea evacuet & restituet iis à quibus occupavit, statim atque Pax inter prædictas Partes quoad Provincias in Imperio sitas conclusa & ratihabita fuerit, aut ad eam restabiliendam aptiora communi consensu inventa fuerint media. Et vicissim Sacra Regiæ Majestas Christianissima promittit, se præsentis Cæsaris aut Imperii Hostes nullo modo sub

quocumque prætextu, directè vel indirectè juvatuuros. Sit etiam liberum Cæsari & Imperio conjungere cum Rege Christianissimo officia, consilia, & operam, ut Bellum istud communi etiam consensu quantocius sopiatur.

XXVII. Juxta Pacem Monasteriensem Articulo secundo in omnibus confirmaram reciprocè restituantur & restituenda loca evacuentur bonâ fide, in quem finem Commissarii eodem tempore, quo Tractatus hic utrinque ratihabebitur, nominentur; ut prædicta evacuatio & restitutio intra spatium mensis à ratihabita Pace absque ulteriori dilatione absolvetur, iis locis hic interim non comprehensis, de quibus præcedenti Articulo ad tempus aliter dispositum est.

XXVIII. Cum ab antiquo controversia sit de Castro & Ducatu Bullionensi inter Episcopum & Principem Leodiensem & Duces ejus nominis; conventum est, ut Duce Bullionensi in ea, in qua nunc est, possessione manente, controversia illa amicabili viâ, vel per Arbitros à Partibus intra trimestre à ratihabita Pace nominandos terminetur, viâ facti penitus exclusâ.

XXIX. Simul atque Instrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiaris subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis Hostilitas: Si quid autem post quatuordecim dies à subscripta Pace attentatum aut viâ facti mutatum fuerit, id quamprimum reparari, & in pristinum statum restitui debeat.

XXX. Contributionum verò exactio ab una vel altera parte iis Provinciis, Ditionibus & locis impositarum, quæ dictis contributionibus ante subscriptionem hujus Tractatus se submiserunt, continuabitur usque ad præsentis Tractatus Ratificationem; & quod tum temporis residuum debetur, intra quatuor mensium spatium à dicta Ratihabitione pendetur: Ita tamen ut earum solutio post commutatas reciprocas Ratificationes viâ facti ab iis Communitatibus exigi non possit, quæ per idoneos Fidejussores cavebunt se debitam quantitatem in ea Urbe, de qua conveniet, numeratuuros.

XXXI. Licet satis declaratum sit Articulo secundo hujus Tractatus, Instrumentum Pacis Monasteriense in omnibus & singulis confirmari, expressè tamen placuit, ut omnia quæ in causa Montisferrati dicto Instrumento Pacis Monasteriense cauta sunt, & deinceps suum obtineant robur & vigorem, inter quæ & ea specialiter firma manebunt, quæ pro Domino Duce Sabaudia itidem provisâ reperiuntur.

XXXII. Et cum Sua Cæsarea Majestas & sua Regiæ Majestas Christianissima officia & studia Serenissimi Magnæ Britannia Regis, quæ conciliandæ Paci universali & tranquillitati publicæ indefinenter impendit, gratò animo agnoscant, utrinque placuit eum unâ cum Regnis suis præsentis hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendere.

XXXIII. Comprehendantur etiam hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis, vel intra sex menses postea ab una, vel altera parte, ex communi consensu nominabuntur.

XXXIV. Imperator & Rex Christianissimus consentiunt, ut omnes Reges, Principes, & Respublicæ super executione & observantiâ tam omnium, quam singulorum, quæ præsentis Tractatu continentur, alè memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestati & Sacræ Majestati Christianissimæ Guarantiam præsent.

XXXV. Pacem hoc modo conclusam promittunt utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiaris respectivè ab Imperatore & Imperio & Rege Christianissimo ad formam hic mutuo placitam ratihabitam iri, seque infallibiliter præstituros, ut solennia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citius, si fieri poterit, hic reciprocè, ritèque commutentur.

XXXVI. Et cum Sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii vigore Conclusi die trigesimâ primâ Maji anno millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, Legatis Gallicis sub Sigillis Cancellariæ Moguntinæ extraditi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum, & Statuum Imperii interesse per suam Legationem Cæsaream in Congressu agi curaret, tam Cæsarei, quam Regii Legati nominibus suprædictis præsens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formulâ conventâ termi-

ANNO  
1679.

ANNO 1679. termino supra constituto, sese extradituros polliciti sunt, nec ulla à Directorio Imperii Romani contra subscriptionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat vel protestatio, vel contradictio. Acta sunt Noviomagi die quinta Februarii anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Joannes Episcopus & Princeps Gurcensis. Le Marechal d'Esstrades.  
Franciscus Ulric. G. Khinsky. Colbert.  
T. A. Henricus Stratman.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.

**N**OS Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperatorum semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis, notum testatumque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus quam ut præsens Bellum quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi Principis Domini Caroli Magnæ Britanniæ Regis consanguinei & Fratris nostri Charissimi laudabili cura & mediatione eò perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & colloquia Pacis Noviomagi instituerentur; ideo quicquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, consili prudentiâ, experientiâ, & fide Venerabilis Joannis Episcopi Gurcensis, Principis, Consiliiarii Devoti, nobis dilecti, ac Illustris & Magnifici nostri Consiliiarii Status, Cameraarii & Sacri Imperii fidelis dilecti Francisci Udalrici Comitissæ Khinsky à Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz Regii Locumtenentis Provincialis Curia Regiæ Assessoris, Appellationum Præsidis & Aula nostræ Regiæ in Regno Bohemiæ Hæreditarii Præfecti, nec non Consiliiarii nostri Aulici sacrique Imperii fidelis dilecti Theodori Altheti Henrici Stratman, eos nominavimus, elegimus, & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus, & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaros ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Noviomagi habendos, Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri poterit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis colloquia, sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum Serenissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Regis Franciæ, &c. Affinis & Fratris nostri Charissimi ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis, & Commissariis sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque quæ eo spectant per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Datum quoque plenam & absolutam potestatem cum omni autoritate & Mandato ad id necessariis, supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli duobus reliquis similiter absentibus, vel impeditis Pacis Tractatum pro nobis, nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter Nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Franciæ Regem Christianissimum; ejusque Fœderatos omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, consociendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant, faciendi æquè liberè & amplè ac ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus; Quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod præsentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Imperiali, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcumque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiaros trinos conjunctim, vel binos ex illis, tertio absente, vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus. ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solemnè forma, intraque tempus prout convenierit. In quorum fidem, roburque præsentibus manu nostra subscriptas Sigillo nostro Imperatorio firmari jussimus. Datum in Civitate nostra

Viennæ die vigesima quarta mensis Julii Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo sexto Regnorum nostrorum Romani decimo-nono, Hungarici vigesimo secundo, Bohemici verò vigesimo. ANNO 1679.

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILLIELMUS COMES IN KÖNIGSEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæsariæ Majestatis proprium.

CHRISTOP. BEVER.

Pouvoir des Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne.

**L**OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée; & que par les soins & la mediation de notre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimègue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conférences; Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrestien, sçavoir faisons, Que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de notre tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte d'Esstrades Maréchal de France, & Chevalier de nos Ordres, de notre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien-amé & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, par les épreuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considerables que Nous leur avons confié; tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume; Pour ces causes & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs Maréchal d'Esstrades, Marquis de Croissy & Comte d'Avaux; commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller dans la Ville de Nimegue en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés avec tous Ambassadeurs & Ministres de notre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains & de ses Alliés tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les differens qui causent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos susdits Ambassadeurs tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix avec même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, si Nous y estions presens en personne; encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special non contenu en cesdites Presentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Maréchal d'Esstrades, Marquis de Croissy, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites Presentes. Donné à S. Germain en Laye le vingt-troisième jour de Decembre l'an de grace mil six cens soixante quinze; Et de notre Regne le trente-troisième. Signé, LOUIS, Par le Roi, ARNAULD.

Le present Traité de Paix a été ratifié & confirmé par le Roi à S. Germain en Laye le 26. Fevrier 1679.

Et par l'Empereur à Vienne le 29. Mars 1679.

Et par la Diette de Ratisbonne, pour les Electeurs, Princes, & Estats de l'Empire le 23. Mars 1679.

Et publié à Paris le 26. Avril 1679.

Rati-

ANNO  
1679.Ratificatio Sacrae Caesaræ Majestatis Tractatus Pacis  
Cæsareo-Gallico-Suecici commutata Neomagi  
19. Aprilis, 1679.

NOS LEOPOLDUS &amp;c.

**N**otum facimus omnibus & singulis Præsentes Litteras inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum noticia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad restingnendum, quod ante annos aliquot exarist grave Bellum, Congressus Neomagi Gueldrorum institutus fuerit, Divinam faventem clementiam factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per nostros ab utraque parte ad id destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & amicitia tandem conclusa, & ad Ratificationem nostram perfecta sit, formam, modo & tenore sequenti.

Sequitur tenor Instrumenti Pacis.

Cum igitur hæc omnia & singula per nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro scripto, jussu & Mandato hinc ad modum prout hic verbotenus inserta, & descripta leguntur, gesta, peracta, & conventa sunt, nos eadem omnia & singula, præhabita maturam & diligentem considerationem, & certam nostram scientiam approbamus, ratificamus & confirmamus rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratisbonæ modo per Deputatos congregati memoratam Pacem in omnibus & singulis Articulis vigore Conclufi vigesima tertia mensis hujus facti, & ad manus nostras transmissi approbarunt & ratificaverunt, nos omnes, & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid totam hæc Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter, & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullaque ratione ut vel per nos, vel per alios contraveniatur passuros; quomodocunque id fieri possit omni dolo, & fraude exclusis. In horum omnium testimonium, & fidem, Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostram subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennâ die 29. mensis Martii, anno Domini 1679. Regnorum nostrorum Romani 21. Hungarici 24. Boemiarum verò 23.

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILLIELMUS Comes  
in Königsfegg.

Ad Mandatum S. Cæs. M. proprium.

CHRISTOPHORUS BEVER.

Friedens-Ratification sammt angeheftem allerunterthänigsten Reichs Gutachten/ des Heil. Röm. Reichs Chur-Fürsten und Stände auff dem noch währenden Reichs-tag zu Regensburg den 23. dieses Monats Martii 1679. eröfnet.

In der Reichs-Dictatur, den 23. Martii 1679:

Auff der Römisch. Kayserl. Majest. zu gegenwärtigen Reichs-tag bevollmächtigten höchst-ansehnlichen Principal-Commissarii, des Hochwürdigsten Fürsten und Herrn/Herrn Marquarden/ Bischoffen u. interii datis den 3. und 13. insiehenden Monats Martii ertheilten Decretis und Beylagen/ haben Chur-Fürsten und Stände alhier anwesende Räte/ Botschaffter und Gesandte/ mit mehrern gebührend vernommen/ welcher Gestalt der Fried zwischen allerhöchst-gedachter Ihrer Kayserl. Majest. und beyden Cronen Frankreich und Schweden/ durch allerseits Gesandtschaften zu Nimwegen/ am 5. Februarii jüngstlin geschlossen/ und unterschrieben worden/ und was dieselbe/ so wohl wegen der nebens Ihre/ auch von Reichs wegen darüber bedungenen Ratification, und soassen allergerädigst fürstellen und erinnern/ als auch/ daß die beiden Instrumentis Pacis angehangte Clausulæ, keines wegs den verstand haben solten/ als ob sie hierdurch ihrer Capitulation, und dem im Westphälischen Fried einverleibten s. Gaudeant &c. præjudicieren wolten/ sondern was der jetzige Zustand also veranlasset/ auff keine Weise in einige Consequenz gezogen werden könnte noch solte/ kräftigst mithin versichern lassen.

TOM. VII. PART. I,

Gleich wie man nun nicht ermangelt/ solches aller seiner Richtigkeit nach/ in gehörig und reiffe deliberation zustellen/ also ist in allen 3. Reichs-Collegiis geschlossen worden/ daß sichane allergerädigste Versicherung/ von Chur-Fürsten und Ständen/ jedoch mit der Reservation, und vor dymahl zu acceptiret sey/ daß dasjenige/ was so wohl wegen bescheyener Communication von dem Friedens-Berck/ als der Verordnung des Instrumenti Pacis, in anderer wege zu wieder/ bey dieser Kriegs-Untertheil/ vorgegangen seyn mag/ denselben weder jetzt noch künftig zum Nachtheil oder emigen Præjudice gereichen solle. Und damit allerhöchst erwehnter Ihrer Kayserlichen Majest. nicht allein vor die Communication beyder Friedens-Instrumenten, samt beygefügen Erklär- und Verwahrungen/ sondern auch wegen dero zu Besorderung beschribten Friedens/ höchstfröhlich angewendeten eyffer/ und Reichs-Väterlicher Sorgfalt/ massen hiermit beschreyet/ allerunterthänigst danck zu erlassen. Und ob man zwar ebenmäßig gewünschet/ daß die in erwehnten Instrument begriffene Conditiones, zu Ihrer Kayserlichen Majest. wie auch Chur-Fürsten und Ständen/ größserer Consolation und Vortheil außgeschlagen waren/ weil es jedoch jetzige zeit und zufälle/ nicht anderster haben erleiden wollen/ daß dabey so abwending fernere ruins und gefahr im Reich/ und dessen demahligen Beruhigung/ beyde gemeldte Friedens-Instrumenta; in allen ihren Articulis, von Reichs wegen ebenfals anzunehmen/ und zu confirmiren seyn/ mit dem allergerhörfamsten Ersuchen/ Ihrer Kayserliche Majest. allergerädigst gerubten wolten/ solche in Ihren/ auch im Nahmen Chur-Fürsten und Ständen/ noch vor Außgang des zu end eilenden Terms/ gut zu heissen/ zu ratificiren und zu bestättigen/ und nachdem in mehrgedachtem Friedens-Instrument, allerseits verglichen und bedungen worden/ daß zwischen denen annoch friegenden hohen Parttheyen/ hiß möglichst ein Stillstand der Waffen getroffen/ und vermitteltst allerhöchst erwehnter Ihrer Kayserliche Majest. und des Reichs kräftigen Interposition, dieselbige nicht weniger verglichen werden sollen/ als werden Ihre Kayserl. Majest. hiemit noch fernere allerunterthänigst ersucht/ dero Reichs-Väterl. vorsorg mit zuziehung Chur-Fürsten und Ständen/ allergerädigst dahin noch weiter anzuwenden/ auff daß von allen im Krieg sich noch befindenden hohen Theilen/ das bedungene Armistitium vor allen dingen angenommen/ darauff die Tractaten würcklich angetreten/ und möglichster fleiß angekehret werde/ wie je ehe/ je besser/ die noch obhandene Differentien durch güttliche mittel und wege gehoben/ und mithin der allerseits intendirte Universal-Friede erhalten/ und wieder bengebracht werden möge; und weilten schließlich auß denen beyden mit communicirten beylagen/ mit mehrern zu vernehmen/ was Ihre Kayserl. Majest. so wohl wegen den 10. vereinigten Elßassischen Reichs-Städten/ als auch übriger in dem Elßass gelegener Reichs-Ständen/ wie auch der Mex- Rull- und Berdünischen Vasallen/ so denn des Stifts und Diocesces Basel/ der Abteyen Murbach und Liders nicht weniger der Stadt Straßburg/ und selbiger ohnmittelbahrer Reichs-Ritterchaft/ ingleichen des Warneimündischen Zolls/ der Jurium der Herzogen von Mecklenburg/ und der Stadt Brehmen/ und anderer noch unvergleichener Reichs-Angelegenheiten halber/ durch dero Gesandtschaft zu Nimwegen/ den 3. und 5. Februarii nächstlin respective reserviren und declariren lassen: Also wird solches gleichfalls allerdings genehm gehalten/ und Ihre Kayserl. Majest. hiermit allerunterthänigst ersucht/ Dero Reichs-Väterliche vorsorge/ dießfalls noch ferners dahin allergerädigst anzuwenden/ damit selbige nochmahlen gehöriger Orten weiter insitir, und dadurch ged. Reichs-Stände/ in dem Westphälischen Frieden-Schluß confirmirten Reichs-immedieter/ libere, und all übrige Jura ungekränct erhalten/ und sonderlich dem s. Juxta Pacem Monasteriensem. 27. Instr. Cæs. Gallici, ein völliges vergnügen geschehen möge. Wobey dann auch die wegen verschiedener Reichs- und andern Städten in Frankreich und Schweden/ erlangten Handlungs-Freyheiten und Imunitäten/ möglichst zu beobachten/ damit dieselbe wieder ernewert/ und bestättigt werden mögen. Womit hochbeseigter Kayserl. Herren Principal Commissarii Hoch-Fürstl. Gnaden/ Chur-Fürsten/ Fürsten und Ständen/ dieß Orths anwesende Räte/ Botschaffter/ und Gesandte sich besten Fleisses und geziemend empfehlen/

Signat. Regenspurg den 23. Martii an. 1679.

Quod hæc Copia cum vero suo Originali Collationata concordet, attestatur Ratisbonæ 23. Martii 1679.

(L. S.)

CANCELLARIA MOGUNTINA.

Concordat cum Copia Authenticâ Ratisbona huc missâ,  
Neomagi 19. Aprilis 1679.

(L. S.)

CANCELLARIA LEGATIONIS CÆSARÆ.

Ccc

Rati-

ANNO  
1679.

*Ratification de la Paix faite entre Leurs Majestés Impériale & Tres-Chrestienne le 5. Fevrier 1679. de la part de la France échangée à Nimegue le 19. Avril.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : SALUT. Comme nostre tres-cher & bien Amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Marechal de France, & Chevalier de nos Ordres; Nostre bien Amé & féal le Sieur Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat; & nôtre bien Amé & féal le Sieur de Mesme, Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nostre Conseil, nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs que nous leur en avions donnés, auroient conclu, arresté & signé le 5. du present Mois de Fevrier en la Ville de Nimegue avec le Sieur Jean Evêque de Gurc, Prince du Saint Empire & Conseiller de nostre tres-cher & tres-Amé Frere l'Empereur, le Sieur Udalricq Comte de Khinsky &c. Et le Sieur Theodore Althete Henry de Stratman, Conseiller Aulique de nostre dit Frere l'Empereur & de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre tres-cher & tres-Amé Frere l'Empereur; pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité dont la teneur s'enfuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix, en tous & un chacun des Points & Articles, qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous; que pour Nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypotecque de tous & chacuns de nos Biens presens & à venir, garder; & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit; en témoin de quoy Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à St. Germain en Laye le 26. jour de Fevrier, l'an de grace 1679. & de nostre Regne le 36.

*Signé;*

LOUIS:

*Et plus bas.*

Par le Roi:

ARNAULD:

*Iterata (i) Declaratio Legationis Cæsareæ, & ante subscriptionem Instrumenti Pacis, Legatis Mediatoribus consignata, pro conservatione Jurium Imperii, circa & in Civitates Decem unitas, nec non Nobilitatem Immediatam Alsatiae juxta tenorem Pacis Westphalicæ. Actum Noviomagi die 3. Februarii Stylo novo 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 456: & 457. en Latin & en François.]*

Postquam & rei æquitas & variæ Christianissimi Regis antehac factæ contestationes; non ita pridem à Serenissimo Electore Bavaricæ, in publicis Imperii Comitibus repetitæ promittebant, controversias quæ Sacro Romano Imperio cum Sacrà Regiâ Majestate Christianissimâ ratione decem Civitatum unitarum, & Immediatæ Nobilitatis Alsatiae, Vassalorum trium Episcopatumum Mentensis, Tullensis & Verodunensis, Episcopi & Diocesis Basiliensis, Abbatiarum Murbacensis, & Luderensis, Civitatis Argentinensis, aliorumque intercedunt, si de eis in hoc Pacis Congressu conveniri non posset, ad placitum antehac arbitrium remissum iri; non dubitaverat Legatio Cæsarea, quin Excellentissimi Domini Le-

(1) Cette Declaration se trouve inserée entre les Annexes de la Paix de l'Empire avec la Suede dans les Actes de Nimegue, & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande, mais mal. Il est évident qu'elle appartient uniquement au Traité avec la France, & que la Suede n'y avoit point d'intérêt. [Dum.]

gati Gallici id admiffuri fuissent. Cùm verò eò induci non potuerint, præferentes, se de his controversiis nihil scire, aut informatos esse, maluit quidem Legatio Cæsarea Articulum, quem Projecto suo Pacis Cæsareo-Gallicæ, de renovando dicto arbitrio inseruerat, omittere, quàm Paci ardentissimis omnium votis exoptatæ ultiores moras poni, priùs tamen ad Protocollum Excellentissimorum Dominorum Legatorum Mediatorum, coram ipsis D. D. Galliarum Legatis solemnissimè protestata, per hanc omissionem nihil Imperii Juribus præjudicari, sed ea potiùs uti in Pace Monasteriensi, quæ hoc Tractatu, quem cum præmemoratis D. D. Galliarum Legatis, conclusum it, per omnia confirmatæ fundata sunt, facta testæ servari: quam interpositam Protestationem Legatio Cæsarea ante subscriptionem Pacis hisce repetere, & D. D. Legatos Mediatore simul enixè rogare voluit, ut eandem, in futuram rei memoriam, ad Mediationis & Relationum suarum commentarios referre non graventur. Noviomagi die 3. Februarii, Stylo novo, 1679.

JOANNES *Episcop. & Princeps Gurcensis.*

FRANCISCUS UDALRICUS *Comes Khinsky.*

T. A. HENR. STRATMAN.

*Declaration des Ministres de Liege portant qu'ils ne voudroient pas que la Paix de l'Empereur & de l'Empire fut empêchée ou retardée au sujet de l'affaire de Bouillon. A Nimegue le 2. Fevrier 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 401.]*

Les sousignés ayant appris que la Declaration par eux faite cy-devant, au sujet du Duché de Bouillon, ne donne pas appaisement entier à Messieurs de l'Ambassade Imperiale, & que l'on est sur le point de rompre le Traité pour respect dudit Bouillon; Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Tres-Chrestienne ayant déclaré ouvertement; d'avoir ordré précis du Roy au sujet dudit Bouillon, déclarent que leur avis & sentiment est, que la Paix ne doit estre retardée en aucune façon pour ledit Duché de Bouillon; estans persuadés que S. A. E. l'Evêque & Prince de Liege, & son Eglise a plus d'inclination pour la Paix si nécessaire à l'Empire, que de l'empescher ou retarder pour ce sujet. Fait à Nimegue le 2. de Fevrier,

*Esloit signé*

à l'Original;

LAURENT DE CHARNEUX,

FERDINAND VANDER REKKEN:

*Protestatio Legationum DANICÆ & BRANEBURGICÆ contra Pacem Cæsareo-Gallicam instantem. Exhibita <sup>24. Januarii</sup> <sub>3. Februarii</sub> 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 466.]*

Legationes Danica & Brandeburgica certiores factæ, Cæsaream Legationem Pacem cum Dominis Legatis Gallicis pepigisse, & conclusisse particularem, exclusis, non modò Regiâ suâ Majestate Danicâ, & Serenitate suâ Electorali Brandeburgicâ, sed & datis, acceptisque ejusmodi Pacis conditionibus & legibus, quæ in ipsarum præjudicium manifestè tendunt, suarum esse partium duxerunt, Cæsareæ Legationi hisce ob oculos ponere, quantoperè illa Pax particularis & Fœderum religioni, & roties repetitæ fidei, imò æquitati, ipsique Justitiæ adversetur ac repugnet. Exigunt enim Fœdera:

Primò, ut nemo Fœderatorum absque alterius participatione Negotiationem sive Tractatum Pacis vel Armistitii aggrediatur, & quæ circa dictam Negotiationem occurrunt unus alteri invicem communicet.

Secundò, ut nemo horum Pacem cum hostibus communibus inear particularem, sed

Tertiò ut alter alteri eadem Jura, Immunitates, Executiones, Prærogativas, & securitatem ab hostibus eorum.



ANNO 1679. eorumque Adhærentibus & Fœderatis paciscatur, quæ pro semetipso stipulatus & adeptus est.

Nullam autem harum Fœderis Legum à Cæsareâ Legatione observatam, sed contra, multa in præjudicium suæ Regiæ Majestatis Danicæ, & suæ Serenitatis Electoralis Brandeburgicæ ab ipsâ acta & peracta, esse, in comperto est: itaque prædictæ Legationes con-queruntur.

Primo Pacem initam esse particularem, quum tamen ipsæ simul illam etiam æquis minimeque duris conditionibus facere, uti semper hæctenus, ita hoc maxime tempore promptas, paratasque se esse ostenderint.

Deinde plurimas & quidem maximi momenti res, quæ ad suos Serenissimos Dominos potissimum spectabant ipsis in seipsis peractas.

Fœderatorum porro interesse ac securitatem planè neglectam & posthabitam; quin potius apertam hosti- viam & occasionem relictam, datamque esse iis Bellum inferendi, quos defendere oportebat.

Denique quod omnium minime ferendum, Legationem Cæsaream præsentium Legationum Danicæ & Brandeburgicæ sese immiscuisse negotiis, inauditoque planè exemplo in præjudicium Regum & Principum, ut & Jurium & libertatis omnium Imperii Statuum de iis tractasse, imò Imperii Decreta, Sententiasque pro defensione, & satisfactione quorundam ejus Statuum latas rescindere voluisse, quod ne ipse Judex quidem, Partibus in seipsis, nec citatis, nec auditis, facere potest, & eò minus à Legatione Cæsareâ fieri debuisset, quum nullâ ab Imperio potestate ad hoc instructa sit, neque instrui potuerit, quumque ei Principes ad quos hæc res maxime spectat, nunquam in eam consenserint.

Quum igitur hæc procedendi ratione sua Regia Majestas Danicæ, & sua Serenitas Electoralis Brandeburgicæ graviter lædantur, non possunt non ipsarum Legationes quam sollemnissimè contra Pacem istam particularem protestari ac ea omnia repetere, quæ antehac Cæsareæ Legationi in hæc causâ partim ore tenus, partim scriptis proposuerunt. Contraducunt itaque Paci huic particulari & dissentunt in omnibus & singulis quæ quidem contra religiose sancita Fœdera, promissa, obligationes, Jura & securitatem suæ Regiæ Majestatis Danicæ, & suæ Serenitatis Electoralis Brandeburgicæ in ipsarum præjudicium cum inimicis jam conclusa sunt, & declarant quòd Pacta ista sint debeantque esse invalida, irrita & nulla: postremò reservant suæ Regiæ Majestati Danicæ, & suæ Serenitati Electorali Brandeburgicæ quæcumque vigore Fœderum, Promissorum, Constitutionum, Decretorumque Imperii vel ullo alio Jure tituloque ipsis competunt & debentur.

Neomagi, die 24. Januarii Anno 1679.  
3. Februarii

*Protestatio earundem Legationum DANICÆ & BRANDEBURGICÆ, contra Pacem instantem Cæsareo-Suevicam. Dat. Neomagi 25. Januarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. III pag. 472.]*

**L**egationes Danicæ & Brandeburgicæ intelligentes Cæsaream Legationem cum Suevicis Dominis Legatis in id incumbere, ut Pax quoque inter suam Cæsaream Majestatem, & suam Regiam Majestatem Sueciæ propediem componatur, sibi persuaderent, Cæsaream Legationem cum Dominis Legatis Suevicis, saltem Pacem haud pacturam esse particularem, exclusivè iis, quibus præcipuè Bellum cum Sueciâ est. A quâ quidem injuriâ eam eò alieniorem fore confidunt.

Primo, quòd jam inde ab initio Tractatum Serenissimi ipsorum Domini magnâ cupiditate Pacem cum Sueciâ æquis conditionibus faciendi flagrant, eorumque Legationes nihil quidquam, quod eidem promovendo intervire potuit omiserint.

Deinde, quòd eo sine prædictæ Legationes jam aliquot abhinc Hebdomadibus Domino Mediatosi Anglico projecta Pacis tradiderint, reddenda Dominis Legatis Suevicis, statim ac ex sua quoque parte aliqua exhibuerint. Præterea, quòd concedendo Suevicis Legatis liberum Litterarum Commercio, omnem prætextum refugiendi Pacis negotiationem subtraxerint.

Denique, quòd causâ Regis Sueciæ, à causâ Regis Galliæ multum differat: cum hoc namque Cæsareæ Sua Majestas, & Imperium Bellum gessere solenne,

TOM. VII. PART. I.

ANNO 1679. contra illum verò quâ Statum Imperii, & fractæ Pacis publicæ reum, & condemnatum Judicis officio defuncti fuere, non nisi mandatis pœnalibus contra eundem decretis & publicatis.

Quocumque autem modo Cæsareæ Sua Majestas cum suâ Regiâ Majestate Sueciæ reconciliabitur, prædictæ Legationes à Cæsareâ contendunt, ut ne quidquam contra Leges, Constitutiones, Fidejussionem, Decretaque Imperii, & contra religiose sancita Fœdera, Promissa, Obligationes & alia quæcumque Jura in Serenissimorum Dominorum suorum præjudicium, agere, facere aut omittere velit.

Quòd si verò Cæsareæ Legatio præter omnem spem, neglectâ hac multiplici obligatione in præjudicium eorum quidquam fecerit aut omiserit, hoc casu prædictæ Legationes non possunt, quin de injuria damnisque Serenissimis suis Dominis hæc ratione illatis quam sollemnissime protestentur. Repetentes quæcumque contra Cæsareo-Gallicam Pacem declararunt, Serenissimisquæ Dominis suis reservarunt.

Neomagi 25. Januarii 1679.  
4. Februarii

*Protestatio nomine Principum ERNESTI AUGUSTI, GEORGII WILHELMI, & RUDOLPHI AUGUSTI, respectivè Episcopi Osnabrugensis & Ducum Brunsvicensium, contra Pacem Cæsaream Neomagensem exhibita 25. Januarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. III. pag. 492.]*

**S**erenissimorum Principum Domini Ernesti Augusti, Domini Georgii Wilhelmi, & Rudolphi Augusti, respectivè Episcopi Osnabrugensis, & Ducum Brunsvicensium ac Lunaburgensium Ministri Plenipotentiarii intelligentes Exc. Cæsaream Legationem cum Gallicâ particularem inisse Pacem, & in eo esse, ut idem cum Sueciâ quamocius peragat, officii sui esse existimaverunt, dictæ Legationi Cæsareæ exponere, quantâ cum consternatione & ægritudine perceperint, Excellentissimos Dominos Legatos non solum posthabitis Serenissimis Ducibus separatam composuisse Pacem, quod ramen & ipsum Fœderi, quod cum Sacra Cæsareâ Majestate Serenitatibus suis intercedit, & cujus tenore non aliter quam conjunctim, & pari cum ipsi passu inchoanda illa, multo magis constituenda erat, contrariatur; sed & ejusmodi in ea conditionibus adhibitas esse, quæ dicto Fœderi æquæ quam Legibus & Constitutionibus Imperii manifestò reclamant, quæque & ab Augustissimi Imperatoris Officio alienæ sunt, & sacrum, quo Status Imperii continentur, vinculum solvunt.

Etenim dum Serenissimi Duces, quorum merita erga Imperium satis innotuerunt, quique non aliam ob causam quam quòd pro eo certarunt, Reges Galliæ Sueciæque hostes habent, in hostium Coronæ Galliæ numerum referuntur, simul omne ab Imperio ipsis detrahitur auxilium, armis quoque exponuntur, contra quæ Concives suos pro viribus defenderunt. Cum verò hæc ratione maximum accipiant detrimentum ac præsentissimo periculo onerentur, & supra memorati Domini Legati Cæsarei ne quidem eo usque dictæ Pacis conclusionem extrahere voluerint, quòd infra scripti Ministri Tractatibus hujus loci accedere, & ut adversa pars Mandatis ad id necessariis sese instrueret, obtinere potuerint, infra scripti Ministri omittere non possunt, quin contra hanc à Cæsareâ Legatione initam particularem Pacem quam sollemnissimè & optimâ quâ fieri potest formâ protestentur, reservantes Serenissimis Ducibus Dominis suis Clementissimis omnia & singula Jura, quæ ipsis vigore Fœderis, Constitutionum Imperii & usu Gentium ullo modo competunt, & in conspectu hujus Orbis Concilii declarantes, excusatos illos fore ab omnibus istis malis, quæ per separatam hanc Pacem Sacrum Romanum Imperium poterunt manere.

Neomagi die 25. Januarii 1679.

*Protestatio Nuncii Apostolici iterata contra Pacem Westphalicam, & Neomagensem, quatenus Westphalica illius basis & Norma constituta est. Datum*

Ccc 2

tum

ANNO  
1679.

*tum Neomagi 7. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 496.]*

**A**loysius Dei & Apostolicæ Sedis gratiâ Patriarcha Alexandrinus S. D. N. Innocentii Divinâ providentiâ Papæ XI. Nuntius Extraordinarius. Acerbissimis discordiis ardente Christianâ Republicâ cum Beatissimus Innocentius XI. ad Apostolici muneris onus esset evocatus, nihil majus in votis habuit, quàm quòd vehementissimè adhuc Cardinalis concupierat, ut conciliatis Catholicorum Principum animis, exoptata tandem tranquillitas tot afflictiis diuturno Bello iisque florentissimis Provinciis restitueretur. Nullis ideò nec precibus apud Deum, nec Officiis & hortationibus apud Principes huic Paternæ suæ sollicitudini defuit: donec ad Tractatus generales Pacis in hac Urbe institutos, me immerentem, ac tanto muneri impari Charitatis suæ Interpretem delegit, in omnibus iis consiliis posthabitis, quæ in contrarium suadere videbantur. Cum igitur me huc contulisset, omni studio ac contentione, sicuti omnibus notum est, pro virium mearum tenuitate curavi, ut superatis iis difficultatibus, quæ gravissimum Bellum protrahebant, concordia tandem coalesceret, eâ tamen semper mente fiducia, ne quid injuriæ ac detrimenti in ipsâ Pacis sanctione Orthodoxæ Religioni, atque Sedis Apostolicæ & Ecclesiarum Juribus inferretur. Sed quotidie magis Divinâ misericordiâ operante, rebus ad compositionem tendentibus, maximo animi mei angore percepi, inter Principes belligerantes concordiam ita parari; ut Pacificatio Westphalica pro illius normâ, basi & fundamento constitueretur. Quapropter non solum statim præsentiam meam à postremis hisce Tractatibus subduxi, ac Pacis subscriptioni interesse nolui, ne exinde aliquid roboris aut assentus præsentis Pacificationis Westphalicæ confirmationi adjicere viderer, verùm etiam ne ullo unquam tempore silentium meum pro acquiescentiâ interpretari possit, nec non obviam ituris quibuscumque aliis præjudiciis, inhærendo tum speciali ejusdem S. D. N. Papæ Mandato, de quo ex Literis in forma Brevis sub die 14. Maii 1678. ad me datis plenè constat, tum Protestationi per Episcopum Nerithonensem Nuntium Apostolicum die 26. Octobris Anni 1648. interpositæ adversus præjudicia per Pacem Westphalicam Catholicæ Religioni, & S. Sedis ac Ecclesiarum Germanicarum Juribus illata, atque subsequenti præfatorum præjudiciorum revocationi, & irritationi per felicis Memorix Innocentium X. sub dato Romæ 26. Novembris ejusdem anni 1648. Cum demùm inhærendo Declarationibus ac Protestationibus per me ore & scripto factis & repetitis, ac Excellentissimis D. D. Legatis Imperialis & Gallicis, ejusmodi pericula tempestivè præveniendò, sub diebus 30. & 31. Octobris anni proximè elapsi exhibitis, solemniter declaro, & protestor omnibus melioribus modo, viâ, jure, causâ, & formâ, quibus pro Officii mei ratione possem, & debeo me, quamvis Tractatibus Pacis Generalis in hac Urbe sancientiæ præsentem, nullatenus consensisse, vel etiam consentiri confirmationi dictæ Pacis Westphalicæ, aut cuiuscumque alteri, vel minimo Religionis Catholicæ, Sedis Apostolicæ, ac quarumcumque Ecclesiarum præjudicio; ac detrimento; Imò prædictam Pacem, eâ quâ fungor auctoritate rursus reprobò & impugno, juraque tam S. Sedis, quàm quarumcumque Ecclesiarum salva ac illæsâ, non obstantibus verùm annullatis omnibus & quibuscumque Actibus, Pactionibus, ac Tractatibus in contrarium facientibus, fore, & esse omni meliori modo ut supra declaro, & protestor, itâ ut nullo unquam tempore meâ, ut supra, acquiescentia, aut consensus allegari valeat. Ad quorum omnium, & singulorum ampliorem diuturnioremque notitiam, atque evidentiam apud absentes quoque & posteros adstruendam, has præfatas Litteras manu meâ subscriptas, majori meo Sigillo munitas, extare volui. Datum Neomagi septimo Feb. 1679.

Loco ✕ Sigilli.

A. BEVILAQUA. Patr. Alexand.

AUGUSTINUS PINCHIAVIUS  
Nuntiatuæ Apost. Audit.

ANNO  
1679.

*Declaratio & Protestatio Legationis Cæsareæ, in Articulo Pacis pangendæ cum Suecis facta, de vero sensu Articulorum tertii & quinti, nec non de Telonio Warnemundensi, & Juribus Ducum Mecklenburgensium uti & Civitatis Bremensis. Actum Neomagi 5. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 459.]*

**C**um de Articulo tertio Tractatus Cæsareo-Suecici multum difficultatis fuerit, cui tollendæ Excellentissimi Domini Legati Suecici palam contestati sint, dispositionem istius Articuli eò extendi non posse, ut à Sacrà Cæsareâ Majestate & Imperio, Principes in Bello manentes, Articulo quinto nominati, ad restitutionem Pacis Westphalicæ Osnabrugensis obligari debeant, sed virtute Articuli quinti hanc rem ad particulare Tractatus remitti, se tamen hanc suam Declarationem in Tractatu, cui subscripturi sint, admittere non posse, Legatio Cæsareæ operæ pretium duxit, Excellentissimos Dominos Mediatore, ante Tractatus Cæsareo-Suecici subscriptionem enixè rogare, ut prædictam Dominorum Legatorum Suecicæ Declarationem, à Nobis acceptam, congruo loco ad Mediationis & relationum suarum commentarios referre non graverent: Et simul meminisse, quod Articulus Projecti Cæsareo-Suecici de Telonio Warnemundensi, & Juribus Dominorum Ducum Mecklenburgensium, uti & Civitatis Bremensis in ipso Tractatu ideo tantum ommissus sit, quòd Domini Legati Suecici constanter negarint, se de his ab Aulâ suâ, ob impeditam correspondentiam, necdum informatos & instructos esse, Cæsareâ verò Legatio eam ob rem ultiores moras Paci poni noluerit, cum etiam absque ejusmodi stipulatione, Jura clara sint, & Cæsaris & Imperii Protectione tuta.

Noviomagi, quintâ Februarii, Stylo Novo, 1679.

JOANNES Episc. & Princeps Gurcensis.

FRANC. UDALRICUS Comes Khinsky.

T. A. HENR. STRATMAN.

*Protestatio D. D. Capituli LEODIENSIS contra Pacem Cæsareo-Gallicam ratione Ducatus Bullionensis, Actum 15. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 501.]*

**D**ecanus & Capitulum Cathedralis Ecclesiæ Leodiensis viso Tractatu Pacis Germano-Gallicæ, tot votis expetitæ, coguntur ex necessitate Juramenti, quo erga dictam Ecclesiam obligantur, declarare, prout declarant, Articulum vigesimum octavum, Ducatum Bullionensem concernentem, citra ullum ipsorum Mandatum, aut consensum fuisse, & esse inferum, neque inferi debuisse; Quia notorium est, dictum Ducatum ab Imperio separatam esse, & independentem; Ideoque sperant fore, ut integrum jus Ecclesiæ Leodiensis, quæ nullas in præfenti Bello habuit partes, permaneat, contestando, quòd hac Declaratione nullatenus intendant dictum Tractatum aliunde convelli. Datum Leodii & loco Capitulari hac decimâ quintâ Februarii, Anno xvic. septuagesimi noni, sub signaturâ nostri Secretarii Jurati, & Sigilli nostri consueti impressione, &c.

*De Mandato Reverendorum, admodum Perillustrum & Generosorum Dominorum meorum præfatorum.*

GEELREE.

*Protestatio MAXIMILIANI HENRICI Archi-Episcopi & Principis Electoris Colonienfis, ac Episcopi & Principis Leodiensis contra Pacem Cæsareo-Gallicam Neomagensem, ratione Ducatus Bullionensis. Datum Colonia die 17. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 503.]*

Sere-

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

Serenissima sua Celsitudo, Dominus Maximilianus Henricus, Archi-Episcopus & Princeps Elector Colonienfis, Episcopus ac Princeps Leodiensis, &c. viso Tractatu Pacis Casareo-Gallicæ tot votis expetitæ, cogitur ex necessitate Juramenti, quo erga dictam Ecclesiam Leodiensem obligatur, declarare, prout declarat, Articulum vigesimum octavum, Ducatum Bullionensem concernentem, citra ullam ipsius Mandatum aut consensum fuisse & esse insertum, neque inseri debuisset, quia notorium est dictum Ducatum ab Imperio separatum esse & independentem, ideoque sperat fore, ut integrum jus eidem Ecclesie Leodiensi, quæ nullas in præfenti Bello habuit partes, permaneat, contestando, quod hæc Declaratione nullatenus intendat, dictum Tractatum aliunde convelli. Signatum Colonie 17. Februarii 1679.

MAXIMILIANUS HENRICUS, Archiep. & Elector Colonia.

FR. SCHÖNHEIM.

Nähere Protestation des Chur-Brandenburgischen Gesandten wieder den Kayserlich-Französisch- und Schwedischen Frieden. Übergeben den 17. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimégue. Tom. III. pag. 475.]

C'est-à-dire;

Ulteriore Protestation des Ambassadeurs Electoraux de BRANDEBOURG contre la Paix faite par l'Empereur avec la France & la Suede. A Nimégue le 17. Fevrier 1679.

Es wird sich die Hochansehnliche Kayserl. Gesandtschaft verhoffentlich annoch wissen zu erinnern: Was massen der Endbeschneider Chur-Brandenb. zu den hiesigen Friedens-Tractaten Gewollmächtigter Gesandter in denen wieder die mit den Franzöf. und Schwedischen Gesandtschaften einseitig geschlossene und gezeichnete Friedens-Tractaten hievor eingelegten Protestationibus sich unter andern darüber beschwehret / daß sie die Kayserl. Gesandtschaft im Nahmen des Heil. Röm. Reichs Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen unterschiedene sachen / welche ohne Nocht- und Hochgeheimer Chur-Fürsten / Fürsten und Stände vorwissen und bewilligung von Kayserl. Majest. allein nicht können noch mögen verichtet werden / bey schliesung obgem. Friedens-Tractaten abzu thun und zu determiniren ange-masset.

Und weilen Hoch und Wolged. Kayserl. Gesandtschaft dieses Jahr verfahren uff ein Anno 1677. des 31. Maji an Kayserl. Majest. ergangenes und in beyden obgem. Friedens-Tractaten Articulis ultimis angezogenes und vorgeschicktes Reichs-Conclusum gründet / und dasselbe damit behaupten und autorisiren wollen / ohne jedoch solches Conclusum, wie begehret worden / zu communiciren.

Hat obged. Chur-Brandenb. Gesandter / was doch dieses für ein Reichs-Conclusum seyn möchte / anderwerlich zu erfahen und zu erhalten sich bemühet / und / wie er solches erlanget / alsobald daraufersehen / daß es damit eine gahr andere beschaffenheit als vorgegeben worden / habe / und der Kayserl. Gesandtschaft umb ihre angemessete Macht darauß zu behaupten keines wegen zu statten kommen können / sondern vielmehr eine Tacitam Contradictionem & Protestationem wieder solche unformliche Friedens-Tractaten in sich begreiffe: Sintemahlen in selbstigem Concluso oder Reichs-gubtachten Ihre Kayserl. Majest. von seiten der Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen allergehorsamst ersuchet worden.

I. Daß nachdeme sie Hochstrühmlich contestiret / den allgemeynen Frieden zu befördern / sie geruhen wolten / sich dieses so hochnötige und heilsahme Friedenswerck zu bernigung und wol-fahrt des Heil. Röm. Reichs noch ferner allergnädigst angelegen seyn zulassen / und

II. Vermöge §. Gaudeant. Instrumenti Pacis auch von selbst gethanem allergnädigsten erbieten nach von allen demjenigen / was bey denen vorwesenden Friedens-Tractaten jedermahl vorkühme / allergn. und zeitl. communication zu thun / damit

III. Von Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen insgesamt erhebender nothurt nach auffm Reichstag zu Regensburg zu forderst reichlich darüber delibereiret / und solchem nach allerhöchst-geb. Ihr Kayserl. Majest. mit einem allerunterthänigsten gubtachten dem herkommen gemäß an hand gegangen werden möchte; Wobey sie auch

IV. Zu Ihro Kayserl. Majest. das allerunterthänigste ver-trauen getragen / sie geruhen würden / dero Gesandtschaft alhier

zu Nimwegen bey vorgem. Friedens-Tractaten allergnädigst zu committiren / derjenigen Stände Gesandten / so sich hieselbsten einfinden möchten in deren desideris möglichst zu assistiren / und solche zu gewürigem effect befördern zu helfen: Welchem Reichs-gubtachten und suchen Ihr. Kayserl. Majest. besage des hernacher nehmlich den 6. Julii 1677. darauß von dem Kayserl. zu gegenwertigem Reichstag Bevollmächtigten Hochansehnlichen Principal-Commissario per dicturam communicirten Responsi nicht allein in allen Punkten gnädigst deferiret / sondern auch noch (welches wohl zu notiren siehet) mit ausdrücklichen Worten sich erhoben / ohne der Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen ver-nemung in der hauptsache nichts endliches zu schliesen.

Wie wenig aber die Kayserl. Gesandtschaft hier auff reflectiret habe / und wie wenig sich ihr angemessetes thun auff diesem Reichs gubtachten autorisiren und behaupten lasse / ist leichtlich zu ersehen / wann man dasselbe mit dem klaren buchstaben ist angezogenen Reichs gubtachtens zusammen hält: dann

I. Seind Ihr. Kayserl. Majest. von Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen nicht ersuchet worden / gleich wie die Kayserl. Gesandtschaft in obangezogenen Articulis vorgiebet: Ut Electorum, Principum & Statuum Imperii interesse per suam Casaream Legationem in hoc Congressu agi curet: Sondern nur / daß Ihr. Kayserl. Majest. das Friedenswerck / gleich wie sie sich ultro erboten gehabt / also noch ferney zur bernigung und wol-fahrt des Heil. Röm. Reichs sich allergnädigst angelegen sein lassen wolten.

II. Haben Chur-Fürsten / Fürsten und Stände solches nicht so blos-hin zu thun ersuchet / weniger sich dadurch Ihres Rechts begeben / sondern zusorderst communication davon begehret / und hat man sich darüber zum hochsten zu beschwären / daß solche von dem / was die Kayserl. Gesandtschaft zu legt und hauptsachlich abgehandelt / und geschlossen / der Reichs-versammlung zu Regens-burg gahr nicht vor dem schlus / auch vorged. hier anwesenden Chur-Brandenb. Gesandten nicht der gebühr / noch zu rechter zeit / sondern denn und wenn / und zwar nur stückweise / auch meistens nach gescheneher sache erst gethan worden.

III. Haben Chur-Fürsten / Fürsten und Stände in vorer- wehntem ihrem Reichs-Concluso præterdiret / über das com-municite zusorderst reichlich zu delibereiren / und Ihr. Kayserl. Majest. dem herkommen gemäß mit ihrem gubtachten an hand zu geben.

Gleich wie aber von Kayserl. Seiten nicht die behörige com-munication geschenehen ist / so hat man auch an seiten Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen vor dem schlus darüber nicht delibereiren / weniger deroelben gubtachten an Kayserl. Maj. ergehen lassen können / sondern die Kayserl. Gesandtschaft hat ohne der Chur-Fürsten / Fürsten und Stände vorwissen und zuthun in der ganzen hauptsache / und den importantsten dingen einen endli-chen / und in eslichen Punkten solchen schlus gemacht / wobey die Chur-Fürsten / Fürsten und Stände zum hochsten præjudi-ciret / und sie in ihren Juribus merklich lædiret worden / in massen auß denen bereits eingelegten Protestationibus mit irehrem zu ersehen ist.

IV. Haben Chur-Fürsten / Fürsten und Stände zu Ihr. Kayserl. Majest. das vertrauen getragen / sie würden dero Ge-sandtschaft bey vorgem. Friedens-Tractaten allergnädigst. com-mittiret haben / derjenigen Stände Gesandten / so sich hieselbsten zu Nimwegen einfinden möchten / in deren desideris möglichst zu assistiren / und solche zu gewürigem effect befördern zu helfen.

Die Kayserl. Gesandtschaft aber hat solches nicht allein nicht gethan / sondern / an statt schuldiger assistenz und hilffe sich in derselben affaires, und ungeacht der Chur-Brandenburgischen Gesandtschaft gegenwärt / ohne vorwissen und zuthun in die Ihr anvertraute verrichtungen ganz und gahr eigenmächtig er-weisiget / und zu S. Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg höchstem præjuditz unterschiedene dinge mit den Feinden pa-cisciret.

Demnach nun mehr Hoch- und Wolged. Kayserl. Gesandtschaft obgemeltem Reichs-Concluso oder Subtachten allerdings zu wieder gehandelt / und durch einseitiges verfahren die Freiheit und Redte aller Chur-Fürsten / Fürsten und Stände / in specie Hochstgeb. Seiner Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg sehr geträncket / und zu noch mehrder verschmälerung solcher Jurium den letzten Articul ihres mit den Französischen Gesandten separa-tim gemachten Friedens auch noch dieses annectiret hat / daß die Protestationes oder Contradictiones, welche von Reichs wegen wieder die subscription dieses einseitigen Friedens geschenehen möchten / nicht angenommen werden / noch gültig seyn sollen. Alles dasjenige aber / was solcher gestalt wieder die Auream Bullam, die beschwohrne Kayserl. Wähl-Capitulation, Reichs-Constitutiones, und in specie, wieder das Instrumentum Pa-cis Westphalicæ. §. Gaudeant. von Kayserl. Gesandtschaft ver-hängt und pacisciret werden wollen / ipso jure unfräßig / null / und nichtig ist.

Als kan obged. Chur-Brandenburgischer Gesandter nicht un-ab-hin / nochmahls und absonderlich wieder diesen in der sämtlichen Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen / und absonderlich der Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg seines Gnädigsten Herrn / jura von Kayserl. Gesandtschaft gethanen eingriff seines obrts feyerlichst zu protestiren; thut es auch hiermit dergestalt und al-so / daß er alles / was ipso jure und an sich selbst null und nichtig ist / auch davor thut halten:

ANNO  
1679.

Darnach reserviret er Hochstged. Seiner Chur-Fürstlichen Durchl. alle dero aus obangezogener Aurea Bulla, beschworener Kayserl. Wahl-Capitulation, Constitutionibus Imperii, Instrumento Pacis, & hujus s. Gaudeant zustehende Rechte und Gerechtigkeiten.

Endlich wegen der übrigen Präjudiciorum, so von Kayserl. Gesandtschaft wieder die Fœdera und andere Jura Seiner Chur-Fürstl. Durchl. durch obgem. separatim modum tractandi und einseitige Friedens-Tractaten zugesiget werden wollen/ bezieheth er sich auff die hievor beschene und eingegebene vorstellungen/erinnerungen/contradictionen und protestationen in datis den

<sup>28</sup> Decemb. 1678. item den <sup>7</sup> Januarii den <sup>12</sup> ejusdem, den <sup>1</sup> Februarii den <sup>3</sup> Februarii und den <sup>4</sup> Februarii dieses Jahres/welche er alhier samt und sonders wiederholet haben wil/ der festen zuvericht lebende/ Ihre Kayserl. Majest. nachdem sie hiervon gebührend werden benachrichtiget sein/ ja auch die Crohn Frankreich selbst/ als welche dem Rom. Reich und desselben Chur-Fürsten/ Fürsten und Ständen ihre Jura, wegen deren infraction hievor so viele blut vergossen/ und welche endlich nach so grosser bemühung durch den Westphälischen Frieden restabliret worden/ nicht allein ungekräncket zulassen/ sondern auch hinführo conserviren zuhilffen/ feyerlich contestiret/ werden erkennen/ daß solche ipso jure nul und nichtige Pacta, nicht anders als für nul zu halten seyn/ dieselbe verwerffen und nimmermehr zugeben/ daß die jemahls ratificiret werden solten. Geben Nimmwegen den <sup>18</sup> Februarii 1679.

*Ratificatio Serenissimi Regis Suecorum super Pace Cesarea & Imperii Neomagensi. Datum in Castris Luinby 3. Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 529.]*

**N**OS CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandalis, Princeps Rugiæ, Dominus Ingridiæ & Wismaris, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavaris, Juliaci, Clivis & Montium Dux. Notum facimus omnibus & singulis præsentibus Literas inspecturis, lecturis, vel audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad restinguendum quod ante annos aliquot exarsit grave Bellum Congressus Neomagi Geldrorum institutus fuerit, Divinâ favente Clementiâ factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus, per nostros ab utraq; parte ad id destinatos Legatos extraordinarios & Plenipotentiaris Pax & amicitia, tandem conclusa & ad Ratificationem nostram perfecta sit, formâ, modo, & tenore fuerit.

*Sequitur Tractatus integer unâ cum Plenipotentis.*

Cum igitur hæc omnia & singula, per nostros Legatos, & Plenipotentiaris supra memoratos nostro præcitu, jussu & Mandato, hunc ad modum prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, nos eadem omnia & singula, præhabita maturâ & diligenti consideratione, & certâ nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus, ratique & firma esse, & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Regio promittimus pro nobis, nostrisque & Regni nostri Successoribus, nos omnes & singulos supra descriptos, Articulos, & quicquid torâ hæc Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore, contraventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium testimonium & fidem, Sigillum nostrum Regium majus huicce Diplomati, manu nostrâ subscripto, appendi fecimus. Datum in Castris nostris Luinby die 3. Mensis Martii, anno Domini 1679.

CAROLUS.

H. HOGHUSEN.

*Declaration des Ambassadeurs de France au sujet des Conditions stipulées par le Traité de Paix en fa-*

*veur du Duc de LORRAINE. A Nimegue le ANNO 26. Mars 1679. [Actes & Memoires de la 1679. Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 511.]*

**E**T à l'égard de la Lorraine ils déclarent de même, que si dans ce même temps le Duc de Lorraine n'a ratifié purement & simplement, ce que les Ambassadeurs, & Plenipotentiaires de l'Empereur ont stipulé pour luy, Sa Majesté Tres-Christienne se tiendra alors degagée de toutes les conditions qu'Elle luy avoit offertes dès le Mois d'Avril dernier, & dont lesdits Ambassadeurs de France sont convenus par ledit Traité dudit jour 5. Février de la présente Année, qu'ainsi Elle ne fera plus en aucune mesure avec ledit Duc de Lorraine; mais libre de tous les Parties qu'elle voudra prendre & de toutes les conditions qu'elle voudra demander.

*Fait à Nimegue le 26. Mars, 1679.*

Le Maréchal d'ESTRADES. COLBERT.

*Protestation du Ministre de Lorraine contre les Articles du Traité de Paix concernant la Restitution du Sevenissime Duc son Maître, lesquels il ne peut accepter. Fait à Nimegue le 26. Avril 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 532.]*

**L**E Ministre & Plenipotentiaire de son Altesse Serenissime de Lorraine à l'Assemblée pour la Paix déclare de sa part, que comme les conditions du Traité fait en cette Ville le cinquième du Mois de Février dernier la concernant; luy paroissent inacceptables par toutes les raisons, qui en ont esté représentées par sondit Ministre & Plenipotentiaire à Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Puissances qui sont icy, elle se trouve dans l'impossibilité de recevoir lesdites conditions, protestant contre ledit Traité, & que tout ce qui y est stipulé pour elle depuis le douzième Article d'iceluy jusques au vingt-deuxième inclusivement, ne peut lui nuire ny faire aucun prejudice à ses justes Droits. Fait & delivré à sa Seigneurie Illustrissime Monsieur le Nonce de sa Sainteté Mediateur. (A son Excellence Monsieur de Jenkins, Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté de la Grande Bretagne Mediateur, &c.)

*A Nimegue le vingtième Avril 1679.*

*Declaratio Legationis Cesareæ pro Responso ad Declarationem Gallicam, super Negotio Lotharingico. Actum Neomagi 12. April 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 512.]*

**P**ostquam Sacræ Cesareæ Majestatis Ratificatio Tractatus Pacis tam Cesareo-Gallici, quam Cesareo-Suecici ad ejusdem Legationem perlata est, paratam illa se offert ad commutanda hinc inde Ratificationum exemplaria.

Cum verò ex Dominorum Legatorum Gallis Declaratione vigesima sexta proxime elapsi Mensis datâ intellexerit, nolle Suam Regiam Majestatem Christianissimam conditionibus pro Sereniss. Lotharingis Duce stipulatis obligari, si eadem sua Serenitas intra præfixum tempus ratas non habuerit, & res ipsa loquatur, Sacram Cesaream Majestatem & Imperium iis conditionibus nullo jure obligatam censerî posse, quibus Sacra Regia Majestas Christianissima mutuo obligari non vult; necesse erit, si prædictæ conditiones tales non reddantur, ut Dominus Dux eas acceptas habeat, illas vel ex Tractatu expungi, vel pro non scriptis declarari, re Lotharingicâ (uti in Pacificatione Monasteriensis factum fuit) ad alios Tractatus remissâ.

*Actum Neomagi 12. April 1679.*

JOH. Episc. & Prin-  
ceps Gurcensis.

T. A. H. STRATMAN.

Ute-

ANNO  
1679.

*Uterior Declaratio Legationis Cæsareæ de eodem Negotio. Dat. 18. Aprilis 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 14.]*

**L**egatio Cæsarea Declarationi Suae Excellentissimis D. D. Legatis Galliae 12. hujus exhibitæ inhærendo, promptitudinem suam denuò testatur ad commutanda hinc inde Pacis Cæsareo-Gallicæ, quintâ nuperi Februarii hinc conclusæ, Ratificationum exemplaria, ita tamen ut ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii iterum declaratum velit, prout hisce expressè declarat, siquidem Serenissimus Lotharingiæ Dux Articulos Instrumenti prædictæ Pacis à 12. usque ad 22. inclusivè causam hanc concernentes, acceptos non habet, neque sub iisdem Pace hæc comprehendi vult, quin potius ut causa sua ad ultiores Tractatus remittatur, Articulos hosce pro non scriptis seu non insertis ac perinde habendos, ac si de illis nullo modo actum tractatumve esset, ad eò ut nullum præjudicium Domino Duci afferre possint, sed illi Jus suum omninò salvum maneat, causâ hac ad ultiores Tractatus remissa.

*Dabitur Neomagi 18. Aprilis, 1679.*

JOH. Episc. & Princeps Gurcensis. T. A. H. à STRATMAN.

*Consensus Legationis Suevicæ in Armistitium à Legatis Gallicis nomine Christianissimi pariter ac Suevicæ Regum cum Danicâ & Brandenburgicâ Legationibus conventum. Actum Neomagi Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 317.]*

**N**OS Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacræ Regiæ Majestatis Suevicæ testificamur hisce præsentibus, quod cum Excellentissimi Domini Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ officia sua de Armistitio à nobis acceptando adhibuerint, nos non tantum denuò nostrum Consensum ad idem Armistitium usque ad 1. Maji hujus anni styli novi dedisse, verum etiam virtute Plenipotentia ad hoc negotium nobis specialiter datâ promississe, sicut & nos promittimus nomine Sacræ Regiæ Majestatis Suevicæ Domini nostri Clementissimi omnes Conditiones dicti Armistitii, quæ ab ipsis hodie competente ad id Conventionem datæ acceptæque sunt, etiam à parte Regiæ Majestatis Regni que Suevicæ bonâ & integrâ fide debitæ executioni mandandas fore.

*Actum Neomagi die 21. Martii 1679*

(L.S.) BENED. OXENSTIERN.

(L.S.) JOH. PAULUS OLIVENCRAÏNS.

*Acte de seureté pour le Pays de Cleves au delà du Rhyn & du Wabal, donné par les Ambassadeurs de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, le 31. Mars 1679. Avec la DECLARATION des Ambassadeurs de France, donnée en conformité le 1. Avril 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 320. en Holl. & en François.]*

**N**OUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des tres-Hauts & Puissans Seigneurs Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, certifions & attestons par la présente, que non obstant la Suspension d'Armes entre Sa M. Tres-Chrestienne d'un côté, & de sa Serenité Electorale de Brandebourg de l'autre, il seroit survenu quelque difficulté, touchant quelques Contributions des Pais de Cleves, delà le long de la Riviere du Wabal, demandées par le Steur Calvo, & aussi touchant les Logemens & Quartiers d'Hiver des Troupes de S. M. T. C. au deçà du

Rhin: ce qui est tout-à-fait contraire à l'Accord passé avec lesdits Pays de Cleves le 26. d'Août & 13. de Decembre 1678. L'Ambassadeur de S. A. E. ne pouvant goûter cette injustice, & les Ambassadeurs de S. M. T. n'osant pas outrepasser leur ordre, sont convenus pour l'accomplissement d'une chose si importante, d'en écrire à S. M. T. C. leur Maître, pour sçavoir sa dernière resolution, promettant cependant, que dans le temps de quinze jours on ne feroit aucune Extorsion, & qu'on ne commettrait aucun Acte d'hostilité dans lesdits Pais, à commencer du premier du Courant, & qu'en cas que Sa M. T. C. trouvât bon, qu'on payât lesdites Contributions, qu'ils nous en avertiroient, & outre cela trois jours de temps, afin que ceux qui dependent de ces Pais prennent leurs mesures là-dessus, & de plus lesdits Sieurs Ambassadeurs ont consenti, que nous donnions toute assurance, de ce qu'ils ont promis ci-dessus, en donnant un Acte signé de leurs mains à la fin de celui-ci.

*Nous Ambassadeurs, &c.*

*Nimegue 31. Mars 1679.*

H. VAN BEVERNING.

G. HAAREN.

*DECLARATION de Messieurs les Ambassadeurs de France pour la Suspension des Executions au de là du Rhin & du Wabal.*

**N**OUS sousignés Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France consentons, que sur la difficulté qui s'est meüe lors de la signature de l'Armistice, touchant la levée des Contributions, demandées aux Pais de Monsieur l'Electeur de Brandebourg, qui sont au delà du Rhyn & du Wabal, leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs des Etats Generaux donnent parole pour nous, que nous escrivons incessamment au Roy pour sçavoir là-dessus ses intentions, & que cependant il ne se fera aucune execution au de là du Rhyn & du Wabal pendant quinze jours, à commencer dès ce jourd'huy, & même que si Sa Majesté juge après lesdits quinze jours, que lesdites Contributions doivent estre exigées, nous le declarerons à leursdites Excellences, & leur donnerons encore trois jours de temps, pendant lesquels les Habitans desdits Pais pourront prendre telles mesures, que bon leur semblera.

*Fait à Nimegue, ce 1. Avril 1679.*

LE MARESCHAL D'ESTRADES.

COLBERT.

*Inclusio, seu Denominatio eorum qui in Tractatû Pacis, ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis, pro comprehensis intelligi debent. Datum die 8. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix Nimegue. Tom. III. pag. 505. LUNIG; Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 471.]*

**C**UM Articulo 33. Instrumenti Pacis hinc nuper conclusæ cautum sit, ut intra præfixum illis tempus, ab utraque parte, comprehensi nominentur: Nominantur & comprehenduntur ex parte Imperatoris, imprimis Sacræ suæ Majestatis Fœderati, Rex Catholicus, Sacri Romani Imperii Electores, Principes, cæterique Status, comprehensâ liberâ & immediatâ Imperii Nobilitate, & Civitates Hansæaticæ. Nominatim verò inclusi sunt: Electores Moguntinus, Trevirensis, & Coloniaensis, cum illorum Archi- & Episcopatibus, Electores Saxonie & Palatinus. Archi-Episcopus Salisburgensis, Magnus Ordinis Teutonici Magister, Episcopus Bambergensis & Herbipolensis, Episcopus Eichstattenensis, Episcopus Argentoratensis, Episcopus Constantiensis, Augustanus & Basileensis; Principes Palatini Neoburgicus, Bipontinus & Veldentia, omnes Duces Saxonie, Marchiones Culmbacensis & Anspacensis, Duces Mecklenburgici Suerinensis & Guströviensis; omnes

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

omnes Duces Wirtenbergæ, omnes Landgravii Hassiæ; omnes Marchiones Badenses, Dux Saxonæ inferioris, Principes Anhaltini, Principes & Comites Nassaviæ, Principes Frisiæ Orientalis, Principes Schwartzbergicus, Princeps Lixheimensis, Abbatia Murbacensis & Luderensis, Comites in Hanaw, Waldeck, Bentheim, Tecklenburg, Lipp, Cronenberg; omnes Imperii Civitates liberæ & Hanseaticæ, Colonia, Aquisgranum, Argentoratum, Lubeca, Wormatia, Spira, Francofurtum, Brema, Norimberga, Ulma, Hamburgum, aliæque unâ cum Provinciis, Territoriis, Juribus & Appertinentiis, Vassallis & Subditis; præterea Rex & Regnum Poloniæ, Magnus Dux Moscoviæ, Dux Lotharingiæ (si comprehendi voluerit) omnes Principes & Respublicæ Italiæ, Ordinesque Fœderati Belgii & Helvetiæ, Rhetiæque, Princeps etiam Transylvania.

Actum Neomagi 8. Februarii 1679.

JOANNES Episcop. & Princeps Gurcensis,

T. A. HENRICUS STRAATMAN.

*Ulterior Inclusio seu Denominatio eorum quos Sacra Cæsarea Majestas suo nomine, in Tractatu Pacis comprehensos esse intendit. Dat. 16. Aprilis 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 508. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 472.]*

**U**T ut omnes Imperii Electores, Principes & Status, ipsaque immediata & libera Imperii Nobilitas Pace Sacram Cæsaream Majestatem inter & Regiam Majestatem Christianissimam inita comprehensæ sint, iis solis exceptis, cum quibus Pax nondum componi potuit: cum tamen aliquos Imperii Statuum ad eorum requisitionem speciatim nominare visum sit, eorumque uti & aliorum à Sacra Cæsareâ Majestate Pace hæc comprehensorum Catalogum Excellentissimis Dominis Legatis Franciæ edere, Legatio Cæsarea non solum eosdem omnes hic repetere, verum etiam sequentes, qui & ipsi id speciatim desiderarunt, nominatim addere voluit, scilicet Electorem Bavaricæ (qui simul cum aliis Electoribus, & Principibus à multo jam tempore operam & studium ad promovendam in Imperio Pacem laudabiliter contulit) Ducem Sabaudicæ, Duces Holstiacæ Ploenensis, Principem Arenbergæ, Principem, Salmensem, Abbates & Abbatis Stabulensem, Corbejensem, Werdensen, Monasterii Sancti Corneli, aliosque omnes Imperii Prælatos immediatos, uti & quoslibet Ordinis Teutonici Balthias & Commendas ad Germaniam spectantes, Abbatissas in Essen & Elten, Comites in Manderfeld & Ritberg, Civitatem Imperii liberam Tremoniam (Dortmund) ita ut illi non minus ac reliqui Sacri Imperii Electores, Principes & Status, ipsaque immediata Imperii Nobilitas, uti & omnes alii in Catalogo nuper exhibito nominati speciatim omnes universi Principes & Respublicæ, ceterique omnes Imperatoris & Imperii per Italiam Vassalli unâ cum eorum Regnis, Provinciis, Territoriis, Juribus & Appertinentiis, Vassallis ac Subditis Pace hæc comprehensæ sint, illiusque beneficio plenè fruatur, ac si suo quisque nomine ipsi Pacis Instrumento expressè insertus fuisset. Ordo tamen, quo in hæc uti & anteriore serie comprehensæ positi sunt, nullius præeminentiæ aliisve Juribus vitio aut præjudicio esse debet.

Actum Neomagi 16. Aprilis, 1679.

JOANNES Episc. &  
Princeps Gurcensis.

T. A. HENRICUS  
STRAATMAN.

*Designatio à Gallia Restituendorum exhibita, per D. D. Legatos Cæsareos D. Legato Gallico die 12. Junii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 538. en Latin, & pag. 541. en François. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 820. en Latin & en Allemand.]*

**R**Eparanda sunt ea, quæ in Imperio post quatuordecim dies à subscriptâ Pace attentata aut viâ facti immutata sunt. Item restituendæ sunt contributiones qualescunque, quæ ab iis Provinciis & locis, quæ Contributionibus sese submiserunt, post commutata Ratificationum Diplomata, aut aliâs indebite exactæ sunt.

ANNO  
1679.

Restituendæ & evacuandæ sunt Regiones & loca Imperii omnia, quæ à Gallia occupata, nec Pace hæc Gallia cessâ sunt, aut de quibus ad tempus aliter dispositum fuit, &c.

Speciatim restituenda est Domus Austriaca in totam Brisgoviam, & quicquid illi virtute Pacis Westphalicæ competit, exceptis solum Urbe & Castro Friburgensi & rribus Pagis, Lehn, Betzenhausen & Kirckzart Gallia, cessis, &c.

Domus Durlaco-Badensis in Castrum Fridlingen, aliaque Castra & loca ad eam spectantia à Gallia detenta. Dux Wirtembergicus Mompelgardensis in Horburg & Mompelgard cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis. Abbatia Murbach & Luders in Urbes Gebweiler, Luders, Waltweiler & Sanctum Amarium, cum omnibus aliis harum Abbatiarum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Episcopatus Argentoratensis in Ruffack; Sultz, Egisheim, unâ cum eorum Districtu & Præfecturis, in Urbem, item Marckolsheim, & Præfecturam inde dependentem, necnon in Urbes, Præfecturas & Castra, Bensfelden, Dambach, Molsheim, Dachstein; Mutzig; Berg-bichenheim, Tabernas Alsatia unâ cum omni Jurisdictione, Bagis & Subditis. Capitulum Argentoratense in Præfecturam Zellenberg, unâ cum Vogteia, item Benweiler, uti etiam in Bers Gassenham, Ehrenstein, Kestenholtz, Geyspitzten, cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis.

Simili modo etiam restituendi sunt Episcopatus Bambergensis, alique Imperii Status in omnia Feuda, quæ familia Comitum de Rappolstein à dicto Episcopatu aliisque Statibus tenuit, & morte ultimi Comitum aperta sunt, nunc autem sub protectione Gallicâ Princeps Palatinus in Birchenfeld detinet, &c.

Comes Palatinus Videntia in Castrum, Oppidum & Ducatum Lutzelstein, &c.

Princeps Salmensis in Principatum Salmensem cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Abbatissa in Andlau, in Abbatiam suam immediatam & omnes appertinentias & dependentias:

Princeps Lixheimensis in Principatum Lixheimensem cum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Comites Hanovienfes in Castrum & Urbes Lichtenberg, Bisweiler, Ingweiler, Pfaffenhoven & Sleuweiler unâ cum Præfecturis, Pagis, Villis, aliisque.

Comites in Leiningen, in Castrum & Comitatum Daxburg, Oppidum & Comitatum Oberbrum & Westenburg cum Appertinentiis & Dependentiis.

Item Colmaria, Monasterium in valle Sancti Gregorii, Kaisersberg, Turckheim, Schlettstatt, Oberohenheim, Rosheim & Hagenau, &c.

Restituenda insuper & evacuanda omnia loca, quæ ad Nobilitatem immediatam Imperii in Alsatia inferiori pertinent; Nominatim Baro de Wangen in Castrum Wangenburg, item Wilvisheim, Appertinentias & Dependencias, &c.

Præterea restituenda sunt omnia loca, ad & circa fluvium Saram, & in Districtu Westrich & Hunsruck sita & à Gallia occupata, & ad diversas Imperii Status spectantia, interque ea nominatim, quæ ad Comitem Palatinum Bipontinum, Domum Nassovicam & Meingravios pertinent, &c.

Omnia loca Archi-Episcopatus Trevirensis, Archi-Episcopatus Coloniensis, Episcopatus Leodiensis, Ducatus Juliensis & universa alia Imperii loca à Gallia possessa, exceptis solum octo locis, quæ Articuli 26. Pacis Cæsareo-Gallicæ nominata, & certis sub conditionibus, quibus etiam à Gallia satisfieri debet, illi ad tempus relicta sunt, &c.

Restituendi proinde etiam in hisce octo locis sunt Domini Magistratus, Subditi & Incolæ in omnia Jura, Dominia, Possessiones & redditus, quibus ante occupationem gavisi sunt, speciatim etiam Officiales Postæ Imperialis in functiones pristinas, &c.

Balthia Ordinis Teutonici in Alsatia in suis Juribus & bonis conservetur, neque isthæc in alios usus convertantur, &c.

Eadem quoque locum habeant in aliis Juribus & bonis ad Ordinem Teutonicum, uti & ad Ordinem Sancti Joannis Hierosolomitani, quatenus Magno illius Magistro

ANNO 1679. gistro Germaniæ subest, aliosque Imperii Status spectantibus.

Civitas item Argentinenſis ob dirutum à præſidio Cæſareo altero à ſubſcripta Pace die Caſtrum Schlaſſelsheim, à nemine impetatur, &c.

Omnia autem loca occupata reſtituenda ſunt in eo ſtatu, quo tempore concluſæ Pacis fuerunt, unà cum Archivis & Documentis Literariis aliisque mobilibus, ut & tormentis Bellicis, quæ in dictis locis tempore occupationis reperta ſunt, & tempore ſubſcriptæ adhuc ibi exiſterunt.

Fiat etiam reſtitutio ex Capite Amneſtiæ juxta Articulum 24. Pacis Cæſ. Gallicæ pleniffimè cum reſervatione ulterioris designationis, & ne alicujus rei ſpecialis omiſſio damnum ullum afferat, aut talis res pro omiſſa cenſeri poſſit, ſed ut potiùs ſub generali regulâ rerum à Gallia occupatarum, juxta Pacem Weſtphalicam reſtituendarum, comprehenſa intelligatur, &c.

## CLXXXI.

5. Fevr. Pax Noviomagenſis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, nomine ſuo & IMPERII & CAROLUM XI. Sveciæ Regem; Quâ, Pace Weſtphalica pro Baſi & norma omnimodo acceptâ, de futuris diſcordiarum cauſis contingentibus, quantum fieri poteſt, cavetur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679. Cum DECLARATIONE Legationis Cæſareæ, circa Articulos tertium & quintum Tractatus, uti & de Telonio Warnemundenſi, ac de Juribus Ducum Meklenburgenſium. Data 5. Februarii 1679. Sequitur RATIFICATIO (1) Svecica; Data in Caſtris Svecicis Luingsby die 3. Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 438. en Latin & pag. 445. en François. Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François. JACOBI BERN. MULTZ Repræſentatio Maj. Imp. Part. II. Cap. VIII. pag. 375. LONDORPII Acta publica, Tom. X. pag. 695. en Allemand. Theatrum Europæum Tom. XI. pag. 1469. en Allemand. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1034. en Latin, & en Allemand. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 764. en Latin, en Allem. & en François. FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN Corpus Conſtitut. Imperial. Part. III. in Appendice.]

In nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

Notum ſit omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt. Poſtquam ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis, moti inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Electum Romanorum Imperatorem, ſemper Auguſtum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitum Habsburgi, Tyrolis, Ferretæ, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alſatiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Luſatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, ex una: Et Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum, Svecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehræ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandalii, Principem Rugiæ, Dominum Ingridiæ & Wiſmaræ, nec non Comitum Palatinum Rheni, Baviaræ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ex altera parte; Sacra Cæſareæ Majestas & Sacra Regia Majestas Sveciæ nihil priùs magisque in votis habuiſſent, quam per reſtitutionem Pacis nunquam inter-

(1) La Ratification de l'Empereur pour la Suede, fut preſicement la même, que pour la France, il ſeroit inutile de la repeter  
TOM. VII. PART. I.

ANNO 1679. rumpendæ, tot Provinciarum deſolationem & effuſionem ſanguinis Chriſtiani ſiſtere: tandem Divina bonitate factum eſſe, ut annitente Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino Carolo Secundo Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hiſce Chriſtiani Orbis temporibus, Mediator uniſerim receptus, cum immortalis ſua gloria, indefeſſo ſtudio pro tranquillitate publica, & Pace generali conſilia & officia ſua impendit, Sacra Cæſareæ Majestas & Sacra Regia Majestas Sveciæ conſenſerint, ut Congreſſus ad tractandam Pacem hic Neomagi inſtitueretur. Compares igitur dicto loco utrinque legitime conſtituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarum, à parte quidem Imperatoris Reverendiſſimus, Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Joannes Episcopus Gurceniſis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacræ Cæſareæ Majestatis Conſiliarius; nec non Dominus Franciſcus Udalricus, Sacri Romani Imperii Comes Khinski à Chitnitz, & Tettau, Dominus in Clumetz, Sacræ Cæſareæ Majestatis Conſiliarius, intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curiæ Regiæ Aſſeſſor, Appellationum Præſes, Aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præſectus; & Dominus Theodorus Althetius Henricus à Sratman, Sacræ Cæſareæ Majestatis Conſiliarius, Imperii Aulicus; à parte verò Regis Sveciæ, Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Benedictus Oxenſtierna Comes in Korſholm & Waſa, Liber Baro in Mohrby & Lindholm, Dominus in Kapuria & Katila Sacræ Regiæ Majestatis Regniſque Sveciæ Senator, ac Præſes in ſumo quod Wiſmaria eſt Tribunali, ut & Supremus Legifer Ingridiæ & Kexholmæ; & Dominus Joannes Paulini Olivekrans Dominus in Ulſhol & Holſmanſtorp Sacræ etiam Regiæ Majestatis Sveciæ Conſiliarius Cancellaria, Secretarius Status & Judex ordinarius Territorii Widboeniſis: poſt invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa ſub ſinem hujus Inſtrumenti verbotenis inſerta ſunt, ritè commutatas, interventu & opera Illuſtriſſimorum & Excellentiſſimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde, Armigeri, Domini Guilielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorio pro concilianda tranquillitate publica ab anno 1675. hucusque procul à partium ſtudio ſedulò prudenterque perfuncti ſunt ad Divini Numinis gloriam & Chriſtianiæ Reipublicæ ſalutem, in mutuas Pacis & amicitia Leges convenerint tenore ſequenti.

I. Sit Pax Chriſtiana, inviolabilis & perpetua, veraque, & ſincera amicitia inter Sacram Cæſaream Majestatem, Romanum Imperium, eorumque omnes & ſingulos Fœderatos hac Pace comprehenſos & ſingulorum Hæredes & Succeſſores ab una; atque Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sveciæ & ejuſdem Fœderatos hac Pace comprehenſos atque ſingulorum Hæredes ac Succeſſores ab altera parte; ideoque ſtatim ceſſent omnes cujuſcumque generis hoſtilitatum actus per omnia & quævis utriusque Partis Regna, Status, Ditiones, ac Provincias ubicumque ſitas, interque omnes & ſingulos eorundem Subditos & Incolas, cujuſcumque fuerint conditionis, ita ut altera Pars alteri nihil poſthac inimicitia aut damni clam aut palam directè vel indirectè per ſuos vel per alios inferri faciat, ſed potiùs utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum promoveat; atque ſic utrinque fida vicinitas atque reciproca ſtudiorum & officiorum Pacis & amicitia neceſſitudo reſtituta maneat & perennet.

II. Et quo accuratius huic rei caveatur, placita eſt utrinque perpetua oblivio, & Amniſtia omnium eorum quæ à primordio horum motuum quocumque loco modo ab una vel altera parte ultrò citroque inimicè, aut hoſtiliter facta ſunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſâ, vel prætextu alter alteri quicquam hoſtilitatis, moleſtiæ, vel impedimenti, quoad perſonas, res, Jura, vel ſecuritatem per ſe, vel per alios clam aut palam, directè vel indirectè, ſpecie Juris vel viâ facti in Imperio; aut uſquam extra illud: (Non obſtantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus,) inferat, vel inferri faciat, vel patiat; ſed omnes & ſingulæ, hinc inde tam ante Bellum, quam in Bello, verbis, ſcriptis, aut factis, illatæ injuriæ, violentiæ, hoſtilitates, præjudicia, damna, expenſæ abſque omni perſonarum rerumve reſpectu, ita penitus abolitæ ſint, ut quicquid eo nomine una Pars adverſus alteram prætereſſe poſſit, perpetuâ oblivione ſepultum ſit. Gau-

ANNO  
1679.

deantque pariter hac eadem Amnistia ejusque beneficio & effectu, omnes & singuli utriusque Partis Vasalli & Subditi; ita ut nemini noxæ damnove sit, aut præjudicio has vel illas partes securum esse, quominus pristino, in quo ante Bellum immediatè fuit, statui, quoad honores & bona, plenè restituantur.

III. Juxta hoc universalis & illimitatæ Amnistiaæ fundamentum, & ut præsentis Pacis ac amicitiaæ eo certior regula inter paciscentes Partes constituatur, mutuo consensu convenit est, ut Pax Westphalica Osnaburgis die 24. Octobris anno 1648. sancita, sit firma bails ac omnimoda norma hujus Pacificationis; ita ut pristino suo vigori restituta in posterum facta tecta sit, maneatque æquè ac ante hos præsentis Belli motus Pragmatica Imperii Sanctio, & Lex fundamentalis, qua iterum Partes paciscentes mutuo obligatæ & obstrictæ sint invicem, non obstantibus, sed annullatis quibuscunque Actis, Decretis, Mandatis, vel mutationibus per hos Belli motus in contrarium factis.

IV. In majus autem amicitiaæ & arctioris conjunctionis robor, neuter paciscentium ulla Fœdera huic Paci contraria habeat, neque posthac ulli Tractatu, vel negociationi in alterius damnum, vel præjudicium tendenti consensum suum det, sed potius talibus adverteatur. Neque hostibus alterius, sive his, qui præsentis tempore hostes sunt, sive iis qui posthac existere poterunt, ullum omnino auxilium Milite, Armis, Munitionibus, Navibus, Nautis, ullisque rebus Bellicis, pecuniave ad Belli subsidia, sive directè sive indirectè, sive publico, sive privato nomine præstet, nec eosdem ullis Stativis vel Hibernis in Imperii vel Regni Sueciæ Ditionibus juvet aut juvari faciat, salvo Garantiaæ Articulo infra descripto.

V. Cùm tranquillitatis publicæ interfit Bellum, quod Sacra Regiæ Majestati Regnoque Sueciæ, ejusdemque Fœderatis cum Rege Daniæ, Domino Electore Brandenburgico, Episcopo Monasteriensi & Ducibus Brunsvigo-Luneburgicis, Osnaburgensi, Celleni, & Guelpherbytaño adhuc intercedit, quantocius etiam componi Sacra Cæsarea Majestas & Imperium tam per se, quam juncta opera cum aliis officia sua ad Pacem conciliandam efficacissimè interponet: Salvâ semper inter Cæsarem & Imperium atque Regem, Regnumque Sueciæ de hostibus mutuo non juvandis anteriori Articulo sancitâ reciproca obligatione. Quamdiu autem Pax inter prædictas Partes non coaluerit, nullum omnino afferretur Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ in Bello contra prædictos suos hostes gerendo obstaculum vel impedimentum: Pace verò facta, ea hoc Tractatu ita comprehensâ intelligatur, quasi hic specificè inserta esset.

VI. Redeant utrinque libera negotiandi Commercium Terrâ Marique, sintque & maneant Subditis Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii, imprimis Civitatibus Hanseaticis in Regno, Provinciis, Ditionibus & Portibus Sueciæ: & vicissim Subditis Sueciæ in Imperio eadem Libertas, Immunitas, Jura, Privilegia, & Emolumenta, quibus ante hos Belli motus mutuo gavisi sunt.

VII. Sacra Cæsarea Majestas pro munere suo Cæsareo, Domino Christiano Alberto Slesvici, & Holfatiæ Duci Gottorpiensi, non minùs quam reliquis Imperii Statibus juxta Leges, Constitutionesque Imperii protectionem suam impertietur, ut eidem Ditiones in Imperio sitæ & competentia Jura facta tecta sint, interponetque officia, ut reliquæ etiam controversiæ inter Regem Daniæ & prædictum Ducem componantur.

VIII. Imperator & Rex Sueciæ consentiunt, ut Rex Magnæ Britanniaë tanquam Mediator, & omnes Reges, Principes, & Reipublicæ super executione & observantia tam omnium, quam singulorum quæ præsentis Tractatu continentur aliè memoratis Sacræ Cæsareæ Majestati, & Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ Garantiam præstent.

IX. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regiæ Majestas Sueciæ officia & studia Serenissimi Magnæ Britanniaë Regis, quæ conciliandæ Paci universali & tranquillitati publicæ indefinenter impendit, grato animo agnoscant, utrinque placuit eum cum Regnis suis præsentis hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

X. Comprehendantur præterea hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis vel infra sex menses postea ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur. Ea quoque de quibus inter Sacram Cæsaream Majestatem ac Imperium & Regem Christianissi-

ANNO  
1679.

num convenit hoc Tractatu comprehensâ intelligantur eodem planè loco habenda, ac si huic verbotenus inserta essent.

XI. Pacem hoc modo conclusam promittunt Legati extraordinarii, & Plenipotentarii supradicti ab Imperatore & Imperio ex una, & Rege Sueciæ, ex altera partibus, ad formam hinc mutuo placitam ratihabitorum iri, seque infallibiliter præstiruros, ut solemnia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citius, si fieri possit, hic reciproce ritèque commutentur.

XII. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus & Statibus Imperii vigore conclusi die 31. Maji anno 1677. Legatis Sueciis sub Sigillo Cancellariaë Moguntinæ extraditi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum & Statuum Imperii interesse per suam Cæsaream Legationem in hoc Congressu agi curaret, tam Cæsarei, quam Regii Legati nominibus supradictis præfens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robor subscriptionibus, sigillisque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formulâ contentâ termino supra constituto sese extradituros polliciti sunt, nec ulla à Directorio Sacri Romani Imperii, contra subscriptionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat protestatio, vel contradicatio. Acta hæc sunt Noviomagi die 5. Februarii S. N. 26. Januarii S. V. 1679.

*Plenipotencia Sacra Regiæ Majestatis Sueciæ, Legatis suis tradita.*

**N**OS CAROLUS Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiaë, Dux Scaniaë, Esthoniaë, Livoniaë, Careliaë, Bremaë, Verdæ, Stetini, Pomeraniaë, Cassubiaë & Vandaliaë, Princeps Rugiaë, Dominus Ingridiaë & Wismariaë, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariaë, Juliaci, Cliviaë & Montium Dux: Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cùm nihil ardentius exoptemus, quam ut præfens Bellum, quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniaë Regis laudabili cura & mediatione eò perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur; Idèd quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ & fide nostri Regniq; Johannis Paulini Olivekrans Domini in Ullshol & Hofmanstorp. Eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialitèr mandamus, ut se quamprimum fieri possit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, sive directè sive interveniente operâ respectivè, hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Leopoldi, Electi Romanorum Imperatoris, Germaniæ, Hungariaë, Bohemiaë, Dalmatiaë, Croatiaë & Sclavoniaë Regis, Archiducis Austriaë, Ducis Burgundiaë, Brabantiaë, Styriaë, Carinthiaë & Carniolaë: Marchionis Moraviaë, Ducis Luxemburgiaë, ac Superioris & Inferioris Silesiaë, Wirtembergi ac Teckæ, Principis Sueviaë, Comitis Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiaë, Landgravii Alfatiaë, Marchionis Sacri Romani Imperii, Burgoviaë ac Superioris & Inferioris Lusatiaë, Domini Marchiaë Sclavonicaë, Portus Naonis & Salinarum, &c. ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti Mandato ad præfens Bellum terminandum controversiasque quæ eò spectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; Danus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis



ANNO 1679. dinariis & Plenipotentiaris, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine inveniendi, concludendi & signandi inter Nos & prædictum Imperatorem, ejusque Fœderatos, omnia quoque Instrumenta quæ in eum finem requiri possint, consiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universoni agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æquè liberè & ample, ac si ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori quàm quod hisce præsentibus continetur opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaris, sive binos conjunctim sive unum eorum solum altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solenni forma intraque tempus prout convenierit. In quorum omnium fidem præsentibus manu nostra subscriptas Sigillo nostro Regio communiri iussimus. Deditus in Arce nostra Holmensi die duodecimo Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexto.

CAROLUS.

L. S.

CLXXXII.

26. Janv. *Traité de Paix entre Louïs XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede d'une part, & les Serenissimes Ducs de BRUNSWICK-LUNEBOURG-ZELL, & WOLFEMBUTEL d'autre part, le Roi T. C. y traitant pour lui, & pour Sa Majesté Suedoise, par le Ministère du Sr. de Rebenac son Envoyé Extraordinaire. A Zell le 26. Janvier 5. Fevrier 1679. Avec les ARTICLES SEPARE'S, contenant diverses Cessions & Restitutions entre la Couronne de Suede & lesdits Princes, comme aussi une Somme de 300. mille Ecus que Sa Maj. T. C. promet de leur faire payer à Hambourg. Fait à Zell le même jour 26. Janvier 5. Fevrier 1679. Item deux ARTICLES SECRETS pour servir d'Assurance & de Garantie auxdits Princes dans leurs Interêts. Du même jour & an. S'ensuivent les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 567. Recueil de LEONARD, Tom. III. *Theatrum Pacis* Tom. II. en Latin, & en Allemand. LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. pag. 797. en Allemand. LUNIG, *Teutisches Reichs-Archiv*. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 150. en Latin & en Allemand. *Theatrum Europæum*. Tom. XI. pag. 1464. en Allemand. Daté du 26. Janvier.]*

Louïs par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Feuquierie, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arrêté & signé le 5. du present Mois de Fevrier en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernstorff & de Heimbouurg, Ministres d'Etat, & Præsidents des Conseils de nos treshchers & tres-amez Cousins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe-Auguste, Ducs de Brunswik, & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits Sieurs Ducs, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

TOM. VII. PART. I.

AU nom de Dieu le Createur & de la Sainte Trinité: A tous presens & à venir, soit notoire, que comme Sa Majesté Tres-Chrestienne Louïs XIV. Roi de France & de Navarre, nonobstant la presente Guerre a, toujours conservé une affection tres-particuliere pour leurs Alteesses Serenissimes les Seigneurs Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswik, & de Lunebourg, & toute Leur Serenissime Maison; & L. A. des sentimens pleins de respect & de veneration pour un si grand Monarque, avec une envie extrême de meriter quelque part dans l'amitié & les bonnes graces de Sa Majesté; aussi-bien que de contribuer tout ce qui pourroit dépendre d'elles au repos de l'Empire, & pour finir la Guerre qui depuis quelques temps l'a affligé, sur tout Sa Majesté Tres-Chrestienne, quoique les Princes & Puissances qui ont été en Alliance avec L. A. eussent conclu leurs Traitez particuliers separément, n'en faisant pour cela paroître moins de bonté & de disposition favorable pour les Seigneurs Ducs. Et c'est en cette veuë que L. A. S. ayant appris avec beaucoup de joye & de reconnoissance, que Sa Majesté Tres-Chrestienne avoit donné Pleinpouvoir & Commission au Sieur Comte de Rebenac, son Lieutenant General dans la Province de Toul, & son Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire, de traiter & conclure, non seulement de sa part avec L. A. mais aussi de contribuer à leur accommodement avec Sa Majesté, le Roi & la Couronne de Suede; ayant dès aussi-tost de leur côté donné Pleinpouvoir & Commission aux Sieurs de Bernstorff & de Heimbouurg, leurs Ministres d'Etat, & Præsidents de leurs Conseils, d'entrer en conference avec le Sieur Comte de Rebenac, & d'arrester, conclure, & signer avec luy des conditions de la Paix; il est arrivé qu'après une reciproque communication de Pleinpouvoirs, dont à la fin de ce Traité les Copies sont inserées de mot en mot, on soit convenu & tombé d'accord des deux côtez des conditions de Paix en la teneur qui ensuit.

I. Il y aura une Paix sincere & inviolable envers Leurs Majestez & les Couronnes de France & de Suede & leurs Successeurs, & L. A. de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfembutel, leurs Successeurs, & toute la Serenissime Maison.

II. Il y aura de part & d'autre un perpetuel oubly & Amnistie generale de tout ce qui s'est fait & passé depuis le commencement de la presente Guerre, en quelque lieu & maniere que ce soit: & dans cette Amnistie seront même aux instances prieres de L. A. expressément compris, tous ceux qui ont servi L. A. durant la Guerre, en quelque employ que ce puisse être, nonobstant qu'ils soient Sujets ou Vassaux des deux Couronnes, & en particulier des Duchez de Bremen & Verden, ou qu'ils les ayent servis cy-devant, de maniere que l'on ne pourra faire aucune recherche contre eux, ni les inquieter, & s'en prendre à leurs personnes ou Biens, par voye de fait ou de Justice, & pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être.

III. On fera cesser tous actes d'hostilitez de part & d'autre entre Sa Majesté Tres-Chrestienne, ses Alliez, & specialement la Couronne de Suede, & L. A. les Seigneurs Ducs, immédiatement après l'échange des Ratifications du present Traité, aussi-tost que par Sa Majesté & L. A. Serenissimes, ou leurs Plenipotentiaires respectifs, en pourront être avertis les Generaux & Commandans des Troupes & Armées des deux côtez.

IV. Et parce que le Traité de Paix conclu à Munster & Osnabruck le 24. Octobre 1648. doit toujours être le fondement le plus solide de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, les deux Couronnes & L. A. le mettent encore pour regle de celle qu'ils font entre elles avec obligation reciproque de contribuer tout ce qui dépend de l'un ou de l'autre pour conserver ladite Paix de Westphalie en son entiere vigueur, sans faire préjudice pourtant à la Neutralité que la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg gardera dans la presente Guerre.

V. Et pour affermir d'autant plus la Paix de Westphalie, le Roi & la Couronne de Suede consentent & s'obligent, qu'en ce qui regarde le Cercle de la Basse-Saxe & ses Etats, qui sont compris dans ce Traité de Paix, Sa Majesté ne pretendra à la Paix generale qui se fera; que le rétablissement des affaires dans l'état où elles doivent être par les Traitez de la Paix de Westphalie, & ne demandera rien qui n'y soit conforme, & dû à la Couronne en vigueur dudit Traité.

Ddd 2

VI

ANNO  
1679.

VI. Promettent & s'engagent L. A. de rendre & restituer de bonne foy au Roi & la Couronne de Suede le Duché de Bremen, en tant qu'elles s'en trouvent en possession, & generalement ce qui en dépend, sans exception, aussi-tôt que la Paix generale sera faite, & que ledit Seigneur-Roi de Suede se jugera en état de l'occuper, & garder par ses propres forces.

VII. Promettent L. A. d'observer pendant le cours de la presente Guerre une exacte Neutralité, & de ne point assister directement ni indirectement les Ennemis des deux Couronnes.

VIII. Promettent Leurs Majestez de France & de Suede de ne point faire entrer ni passer leurs Troupes & Armées dans & par les Pais & Terres qui appartiennent à L. A. ou à la Serenissime Maison de Brunswik & Lunebourg, laquelle de son côté n'accordera point lesdits passages, tant que la presente Guerre dure, à ceux qui sont ou seront Ennemis des deux Couronnes.

IX. Les Seigneurs Rois de France & de Suede sur la priere qui leur en a été faite par L. A. promettent de les assister dans la Garantie qu'elles ont à donner aux Ducs de Meklembourg & Saxe-Lauenbourg, l'Évêque de Lubek, aux Comtez de Lippe & de Schwartzbourg, & Villes de Lubek & Hambourg, & à l'égard des pretentions que font ou pourroient faire contre lesdits Princes & Etats, le Roy de Danemark & l'Electeur de Brandebourg, sous pretexte de certaines assignations obtenues pendant la Guerre; Leurs Majestez employeront leurs offices les plus efficaces à la Paix qu'ils feront avec Sa Majesté Imperiale, & où il sera nécessaire, pour que lesdites assignations soient entierement abolies, & les Princes & Etats susmentionnez pour telle cause, point troublez ou inquietez à l'avenir.

X. Les deux Couronnes garantiront la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg de tout dommage & préjudice qui lui pourroit estre fait à cause & à l'occasion de cette Paix, sous quelque pretexte que ce puisse estre, & l'assisteront en cas qu'elle fust attaquée de qui que ce soit, six semaines après la requisition, ou plutôt, si faire se peut, des forces convenables au danger.

XI. Son Altesse le Seigneur Duc Erneste Auguste Prince d'Osnabruck jouira pour elle & ses Etats de cette Paix, & des conditions susdites, tout de mesme comme si elle eust concouru au present Traité, conjointement avec leurs Altesse son Frere & Cousin, à condition que son Altesse fournisse sa Ratification contre celle du Roi Tres-Chrétien, trois semaines après que l'échange en aura esté faite entre ledit Seigneur Roi & leurs Altesse susmentionnées.

XII. Consentent les Couronnes à la priere qui leur en a esté faite, que de cette Paix & de son effet ne jouiront pas seulement la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg, & ceux qui lui appartiennent; mais de plus tous les Etats du Cercle de la Basse-Saxe; à l'exception de ceux qui sont & seront actuellement en Guerre contre les deux Couronnes. En particulier y seront compris les Villes de Lubek, Bremen, Hambourg, aussi bien à l'égard de leur propre seureté, que de celle de leurs Commerces; à condition pourtant qu'elles reçoivent & donnent toute seureté aux Agens & Ministres des Rois, comme avant la Guerre, & que lesdits Etats ne s'opposent, ni à Ratisbonne, ni autre part, au rétablissement de la Paix de Westphalie.

XIII. Sa Majesté Tres-Chrétienne se veut obliger en vigueur de cette Declaration de fournir & procurer l'agrément de ce present Traité, & tout ce qui y est contenu de Sa Majesté, le Roi & la Couronne de Suede, & d'en obtenir la Ratification en bonne & due forme, dans le tems de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut; & avant que ladite Ratification soit déliée aux mains de leurs Altesse elles ne seront point obligées de rendre le Pais de Bremen: de quoy Sadite Majesté Tres-Chrétienne demeure garante, de mesme que de tout ce qu'en vigueur du present Traité a été accordé à leurs Altesse & toute la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg.

XIV. Les deux Couronnes feront comprendre le present Traité en celui qu'elles feront avec Sa Majesté Imperiale & l'Empire, afin qu'il ait le même effet, & que la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg y trouve la même seureté, comme si elle avoit conclu conjointement avec S. M. Imperiale.

XV. Le present Traité sera ratifié & approuvé de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de leurs Altesse les Seigneurs Ducs & les Ratifications en bonne forme,

échangées à Zell, en quatre semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foy de quoy Nous Envoyez Extraordinaires & Plenipotenciaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de leurs Altesse de Brunswik-Lunebourg, en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons signé ces Presentes, & y fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Zell ce 5. Fevrier *Æ. n.* 1679.

26. Janvier *Æ. v.*

Rebenac. (L.S.)

De Bernstorff. (L.S.)

De Heimbουργ. (L.S.)

Nous ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, sous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacuns nos biens presents & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxième jour de Fevrier l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-sixième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification du Duc de Zell du Traité conclu avec le Roi de France le 5. Fevrier 1679.

Nous George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg: Faisons sçavoir par ces presentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernstorff, nostre Conseiller & Ministre d'Etat, de traiter de nostre part conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc Rodolphe Auguste, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolfembutel, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotenciaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne, à cela spécialement Commis & Deputé: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs, estant convenus le cinquième du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix selon les Articles suivans.

Au Nom de Dieu, &c.

Lequel Traité, & Articles ayant vû & examiné, Nous les avons tous & chacun d'iceux séparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, agréé, approuvé, & ratifié, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de nostre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de nostre part il y soit contrevenu de quelque maniere que ce soit. En témoignage de quoy nous avons fait mettre nostre Scel à ces Presentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. Signé, GEORGE GUILLAUME. De par son Altesse Serenissime DE BERNSTORFF.

Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac Feuquierie.

Le Roi ayant toujours conservé une estime particuliere, mesme au milieu de la Guerre, pour Monsieur le Duc de Zell; & Sa Majesté estant informée du desir que ce Prince a fait paroître en diverses occasions, & dont il témoigne encore être touché à cette heure, de se voir en état par la Paix, qui est sur le point de se rendre generale dans l'Europe, de lier à l'avenir une étroite & sincere Alliance avec elle: Sa Majesté qui ne souhaite pas avec une moindre affection de pouvoir compter ce Prince au nombre de ses plus particuliers Amis & Alliez, & de contribuer même à son accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede, se porte volontiers à entrer avec lui dans la discussion

ANNO  
1679.

cussion des moyens qui peuvent conduire à l'une & à l'autre de ces fins. C'est pour ce sujet qu'elle a donné & donne par ces Presentes au Sieur Comte de Rebenac, son Envoyé Extraordinaire en Allemagne, Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conférer & negocier avec ledit Sieur Duc de Zell, soit avec les Commissaires munis d'un pareil Pleinpouvoir de sa part, & conséquemment arrester, conclure, & signer en son nom tels Articles & Conventions que ledit Sieur Comte de Rebenac avisera bon estre. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roy, d'accomplir & d'exécuter ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit Sieur Comte de Rebenac aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura esté convenu. En temoignage dequoy Sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Saint Germain en Laye le 16. jour de Decembre de 1678. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, ARNAULD.

*Pleinpouvoir du Sieur Bernstorff.*

SON Alteffe Monsieur le Duc George Guillaume de Brunswick & de Lunebourg, souhaitant passionnément l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chretien, & de s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & sincere; son Alteffe a esté ravie de voir que Sa Majesté n'y repugne point, & ait bien voulu en faciliter les suites par la generosité qu'elle a de vouloir honorer son Alteffe de son amitié, & mesme de contribuer ses offices à l'accommodement du Roi de Suede & de son Alteffe, en donnant Commission & Pleinpouvoir au Comte de Rebenac son Envoyé Extraordinaire, de traiter, arrester, conclure & signer en son nom des Conventions qui pourroient conduire à ces deux fins: & afin que de son costé elle y réponde d'une application convenable à son zele pour le service du Roi & l'honneur de son amitié; elle ne continué pas seulement dans la passion d'y pourvoir; mais elle donne aussi par ces presentes Pleinpouvoir, Commission, & Mandement special au Sieur de Bernstorff, son Conseiller & Ministre d'Etat, de conférer, & negocier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & conséquemment arrester, conclure & signer en son nom pour les deux fins susmentionnées tels Articles & Conventions que ledit Sieur de Bernstorff avisera bon estre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'exécuter ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit son Ministre aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre, comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura esté convenu. En temoignage dequoy son Alteffe Serenissime a signé les Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Zell le 19. Janvier 1679. Signé,

GEORGE GUILLAUME.  
(L. S.)

*Ratification du Duc de Wolfembutel.*

NOUS Rudolphe Auguste, par la grace de Dieu Duc de Brunswick & de Lunebourg, faisons sçavoir par ces presentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbourg, nostre Conseiller d'Etat, & President de nos Conseils de traiter de notre part, conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc George Guillaume Duc de Brunswick & de Lunebourg Zell, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrestienne: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs, étant convenus le 15. du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix selon les Articles suivants.

*Au Nom de Dieu, &c.*

LEquel Traité & Articles ayant veu & examiné, nous les avons tous & chacun d'iceux séparément, tant

pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Erats, Pays, Terres; Seigneuries & Sujets, agreé, approuvé, & ratifié, & les agréons, approuvons & ratifions par les presentes signées de nostre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de notre part il y soit contrevenu de quelque maniere que ce soit. En temoignage dequoy Nous avons fait mettre nostre Scel à ces presentes. Fait à Brunswick le 14. Mars 1679. Signé, RUDOLPHE AUGUSTE. De par son Alt. Serenissime DE HEIMBOURG.

*Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac.*

LE Roy ayant toujours conservé une estime particulière mesme, &c. comme dans le Traité de Monsieur le Duc de Zell.

*Pleinpouvoir du Sieur de Heimbourg.*

SON Alteffe Monsieur le Duc Rudolphe Auguste de Brunswick & Lunebourg souhaitant passionnément l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chretien, & d'y rentrer & s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & sincere, son Alteffe Serenissime a été ravie de voir & d'apprendre, que Sa Majesté n'est pas moins prompte de les luy rendre, & pour faciliter les suites de l'affaire par sa generosité, ait bien voulu honorer la Maison Serenissime de son Alteffe de la Commission & Pleinpouvoir qu'elle a donné au Comte de Rebenac, son Envoyé extraordinaire, de traiter, arrester, conclure & signer en son nom des Conventions qui pourroient si bien conduire à la fin susmentionnée, que contribuer à l'accommodement du Roi de Suede avec elle. Afin donc que son Alteffe y réponde d'une application convenable à son zele pour le service du Roi & l'honneur de son amitié, elle ne continué pas seulement dans la Passion d'y parvenir; mais elle donne aussi par ces Presentes Pleinpouvoir, Commission & Mandement special au Sieur de Heimbourg, son Conseiller d'Etat, & President de ses Conseils, de conférer & negocier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & conséquemment arrester, conclure & signer en son nom pour les deux fins susmentionnées les Articles & Conventions que ledit Sieur de Heimbourg avisera bon estre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'exécuter ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit son Ministre aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura esté convenu. En temoignage dequoy S. A. S. a signé les Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Brunswick le 19. Janvier, 1679. Signé,

RUDOLPHE AUGUSTE.

*Ratification du Duc d'Osnabruk.*

NOUS Erneste Auguste, par la grace de Dieu Evêque d'Osnabruk, Duc de Brunswick & de Lunebourg: Faisons sçavoir à tous ceux qui verront les presentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrestienne, ayant conclu, arrêté & signé, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sadite Majesté, avec les Sieurs de Bernstorff & Heimbourg, Conseillers & Ministres d'Etat de leurs Alteffes notre Frere & Cousin Messieurs les Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguste de Brunswick & Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs le Traité de Paix dont la teneur s'enfuit.

*Au Nom de Dieu, &c.*

ET ayant esté expressément arrêté & accordé par l'onzième Article de ce present Traité de Paix, que Nous devons jouir de toutes les conditions qu'il contient, de même que si du commencement Nous avions concouru à le faire conclure, pourvu que Nous fournissions nostre Ratification trois semaines après l'échange

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

change de celle de Sa Majesté Tres-Chrestienne contre celles de Messieurs les Ducs nôtre Frere & Cousin : Nous en avons suffisamment examiné les Articles, & agréé & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainsi qu'ils se trouvent ici inserés, les acceptons, approuvons & ratifions par les Presentes dans la meilleure forme qu'il se peut. Promettons en foy de Prince, de garder & observer inviolablement ce qu'ils contiennent, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu. En foy de quoi Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Scel. Fait dans nôtre Residence d'Osnabruk ce 26. Mars 1679. Signé,

ERNESTE AUGUSTE.

*Articles Séparez du Traité entre le Roi de France, le Roi de Suede, & Messieurs les Ducs de Zell, Wolfembutel & Osnabruk.*

**L**OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Feuquiere, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arresté, & signé le cinquième du present Mois de Février en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernstorff & de Heimbourg, Ministres d'Etat & Presidens des Conseils de nos tres-chers & tres-amez Cousins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswic & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits Sieurs Ducs, les Articles séparez & secrets, dont la teneur s'ensuit,

**O**utre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'hui de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne & leurs Alteffes Serenissimes de Brunswic & de Lunebourg, Zell & Wolfembutel, on est encore convenu de ce qui suit.

I. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, ayant considéré que le Bailliage de Tedinghausen, à cause que ses dépendances sont beaucoup mêlées avec celles du Comté de Hoya, fournissoit matiere à des disputes perpetuelles; ce qu'elle trouve contraire à son inclination, d'entretenir à l'avenir une étroite Alliance & amitié avec L. A. & la Maison Serenissime de Brunswic & Lunebourg; & Sa Majesté ayant outre cela eu égard à la maniere honeste dont L. A. ont usé dans le cours de cette Guerre, aussi bien qu'au bon traitement qu'elles ont fait aux Habitans du País de Bremen: Sa Majesté en ces considerations s'est portée d'autant plus volontiers à accorder à L. A. susdites des marques & effets reels de sa bienveillance par la presente Declaration & Article, en vertu duquel Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede renoncent, cedent & transportent pour elles, leurs Hoirs, Successeurs & ayans cause, à L. A. susdites Ducs & leurs Heritiers, à perpetuité & à toujours, avec toute la Souveraineté & Droits Territoriaux, tant Ecclesiastiques que Politiques, ci-devant possédez par les Ducs de Bremen & de Verden, sans exceptions quelconque, ce qui s'ensuit.

1. La Prevosté ou Vogtey de Dorwern & tout le trait ou coin de Terre, qui est entre les Rivieres de Wefer & Aller, confinant avec les Terres de la Serenissime Maison, & appartenant au Duché de Verden, & ce qui y est contenu, avec tous les Domaines, Forests & Revenus: auquel District pourtant il ne sera point basti de Forteresse, ni établi de nouveaux Peages par L. A. & leurs Successeurs; ce qui s'entend, sauf les Droits, Possessions & proprieté de la Ville de Verden, Gentilshommes & autres Particuliers qui ont des Biens dans ledit District.

De plus & 2. Le Bailliage de Tedinghausen avec toutes ses dépendances, Droits, Domaines, Terres, Villages & Limites, dans le même état & la même la consistence, qu'il a été possédé avant ces Guerres par la Couronne de Suede, sans limitation & sans exception quelconque.

3. Tous les Droits, Revenus, Capitaux, Rentes & Possessions, soit en Terres ou Bois, dont les Evêchez & Chapitres & après la Paix de Westphalie les Duchez de Bremen & Verden, ou leurs dépendances, & ceux

qui l'ont tenu d'eux, ont joui ci-devant & jusques à la Guerre presente, dans les Etats & Terres de l'obéissance de L. A. sans aucune exception. ANNO 1679.

Sa Majesté pour foy & son Royaume, ses Hoirs & Successeurs à la Couronne, renonce à tout le Droit qu'elle a eu, ou qu'elle peut prétendre en vertu des Traitez de Paix faits ci-devant, sur lesdits Lieux, Terres & Domaines, sans en rien retenir ni reserver; & ce nonobstant toutes Loix, Investitures passées & futures, Coûtumes & Constitutions au contraire, & spécialement ce que dit est à l'Article 6. du Traité principal, ausquelles, & aux clauses derogatoires, il est expressément derogé par le present Traité. Sa Majesté de Suede promet de plus d'indemniser & de garantir ladite Serenissime Maison de Brunswic & Lunebourg contre toutes les pretentions que quelques Particuliers pourront former contre les susdits País, Possession, Terres, Droits & Revenus cedez à ladite Serenissime Maison, de maniere qu'elle ne puisse être troublée, ou inquietée dans la tranquile possession, & jouissance desdites appartenances, par voye de fait ou de Justice, ou sous quelque pretexte que ce puisse être, nonobstant tous les Actes, Contrats, Donations ou autres exceptions alleguées au contraire: Sa Majesté promettant même de solliciter & de procurer sur tout ce qui est dit cy-dessus, le consentement de l'Empereur & de l'Empire. Et en particulier employeront les deux Couronnes des offices efficaces, afin que les Terres, Droits & Revenus transportez par la Suede à L. A. en vigueur du present Traité, leur soient laissez par l'Empereur & l'Empire, comme Allodiaux, ou au moins en qualité d'un *Fendum promiscuum*, & comme la Suede les a possédez.

II. Quoy-qu'il soit dit dans l'Article 6. du Traité principal, que L. A. feront restitution de ce qu'ils possèdent au País de Bremen, dès que la Paix generale sera faite, & que la Couronne de Suede se jugera en état de l'occuper & garder de ses propres forces; pourront les deux Rois, de France & de Suede, dans l'intention qu'ils ont d'obliger L. A. consentent & accordent, en vertu de cet Article, que L. A. susdites puissent garder le País de Bremen, & jouir d'iceluy & de tous ses Revenus ordinaires & extraordinaires, sans que la Suede en ait à prétendre aucun remboursement ou satisfaction, non plus que ce qu'elles en ont tiré durant cette Guerre, jusques à huit Mois, à compter du jour que la Ratification du present Traité sera mise entre les mains de L. A. Ce qui s'entend, en cas que la conclusion & execution de la Paix generale entre les Parties qui sont presentement en Guerre, ne se fasse avant l'expiration dudit terme: car alors le País de Bremen sera rendu sans autre remise à la Couronne de Suede.

III. Le Seigneur Roi Tres-Chrestien voulant continuer ses soins à l'affermissement du repos & de la tranquillité de l'Empire, & pour n'oublier aucun moyen d'y parvenir, veut bien en consideration des frais faits par L. A. accorder & promettre, comme il fait par le present Article, de faire compter à L. A. la Somme de trois cens mille Ecus dans la Ville de Hambourg en Argent de Banco, en même temps que se fera la restitution du País de Bremen: de cette maniere, qu'au jour que sera arrestée la Cession de la Place de Carlsbourg, en conformité de l'Article 6. icy, on mettra entre les mains des Seigneurs Ducs ou leurs Commissaires les premiers cent mille Risdals; au jour que l'on rendra Stade, cent mille autres Risdals; & au jour de Boxtehude, tout le reste.

IV. Il a esté accordé de plus de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne, qu'en cas que la Guerre dure plus de huit Mois après l'échange des Ratifications du present Traité, & que par consequent L. A. selon la disposition de l'Article 2. aient à rendre le País de Bremen au Roi de Suede, avant que la presente Guerre soit entierement terminée; Sa Majesté fera payer à L. A. par chaque Mois, à compter du jour après la restitution faite du País de Bremen, la Somme de vingt mille Ecus à Hambourg en Argent de Banco, jusqu'à l'execution entiere de la Paix generale entre les Parties qui sont presentement en Guerre.

V. En cas qu'il reste à L. A. au terme que la restitution se doit faire, quelques Arrerages des deux derniers Mois, soit des Contributions, Domaines & autres Revenus du País de Bremen, il sera pourveu au payement par des Cautions suffisantes.

VI. L. A. pour marquer d'autant plus la reconnoissance qu'elles ont des bontez que les deux Rois leur font

ANNO  
1679.

font paroître, promettent à Leurs Majestez, que non seulement elles défendront le País de Bremen, tant qu'elles l'auront à garder, de toutes leurs forces, contre ceux qui le voudront attaquer; mais aussi qu'elles ne feront point sortir les Garnisons que L. A. ont dans Carlsbourg & le Fort de Swinge, sans y faire entrer en même temps des Troupes du Roi de Suede: à condition pourtant qu'il sera accordé un Saufconduit aux Troupes de Danemark & Munster qui se trouveront dans la Place.

De plus promettent L. A. de bonne foy de traiter les Habitans du País de Bremen, tant qu'elles en seront en possession, comme elles ont fait jusqu'icy, avec moderation, sans les charger d'Imposts & Taxes nouvelles.

VII. L. A. laisseront dans les Places de Stade, Carlsbourg & Boxtehude le Canon & la Munition de Guerre qui s'y trouve presentement de ce qui a été à la Suede, à l'exception de trois Pieces que L. A. pourront garder, aussi-bien que tout ce qui appartient à elles, & qui se trouve marqué de leurs Noms ou Armes, ou que L. A. ont fait mener dans lesdites Places, du temps qu'elles les ont possédées: ce que L. A. s'engagent à executer de bonne foy.

VIII. La Maison Serenissime de Brunswik & de Lunebourg, s'engage à n'accorder aucun logement, passage ou retraite dans & par les Etats & Terres où ladite Maison a ses Quartiers dans les Cercles de Saxe & le Comté de Lippe, aux Troupes de Danemark & Brandebourg: & ayant prié tres-instamment Leurs Majestez de France & de Suede de l'assister en ce dessein, aussi-bien comme à maintenir la Maison Serenissime dans lesdits Quartiers; Leurs Majestez y donnent volontiers les mains, consentent de plus, que pour ne pas donner occasion à autrui de faire la même chose, elles ne feront point entrer les Troupes & Armées dans lesdits Quartiers, si ce n'est du bon gré & du consentement de L. A. & en tel cas Leurs Majestez les feront dédommager, aussi-bien que les Etats desdits País, de toute perte & des frais & dégaills que les Troupes des Rois y pourront causer, auprès desquelles Leurs Majestez feront observer un ordre & Discipline tres-exacte, & payer tout ce qui leur sera fourni: de maniere que tel passage ne tourne aucunement au préjudice de L. A. ou des Etats auxquels elles se trouvent engagées.

IX. Les Seigneurs Ducs ayant fait des prieres tres-instantes aux deux Rois, pour qu'il plust à Leurs Majestez de donner la Paix à Monsieur l'Evêque de Paderborn & Munster à des conditions équitables, Leurs Majestez auront égard à cette intercession, & feront jouir audit Seigneur Evêque de l'effet d'icelle, à condition que luy de son côté fasse des avances nécessaires pour cela.

X. De plus accordent Leurs Majestez sur la priere de L. A. & en consideration de la proche parenté avec elles, de remettre & recevoir à l'honneur de leurs bonnes graces Monsieur le Duc de Holstein Ploën, & le feront jouir de la Paix faite avec L. A. de sorte qu'en cas que les Armées de Leurs Majestez dans le cours de cette Guerre entrent dans le País de Holstein ledit Sieur Duc de Ploën & tout ce qui luy appartient, fera traité comme Serviteur & bon Amy de Leurs Majestez, comme L. A. promettent de leur côté d'employer tous les offices possibles pour les interets de Monsieur le Duc de Holstein Gottorff.

XI. De plus Leurs Majestez promettent de ne point faire la Paix, avec leurs Ennemis, sans l'inclusion de la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg, & sans une pleine restitution & dédommagement de tout ce qu'elle pourroit perdre, ou auroit perdu ou souffert, en cas qu'il luy falust entrer en Guerre avec quelqu'un au sujet de ce Traité.

XII. Son Altesse le Seigneur Duc Erneste Auguste Prince d'Osnabruk jouira de ce qui est contenu dans les presens Articles separez, de la même maniere & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal.

XIII. Sa Majesté Tres-Chrestienne se veut obliger, comme elle fait par le present Article, de fournir & procurer l'agrément & la Ratification de S. M. le Roi & la Couronne de Suede sur ces Articles separez, & tout ce qui y est contenu; de garantir ce qui y est accordé à L. A. de Brunswik-Lunebourg, & de ne les point obliger à la restitution du País de Bremen avant que la Ratification pure & simple de la Suede ne leur soit délivrée; tout en conformité & de la même ma-

niere comme il est dit & stipulé dans l'Article 13. du Traité principal.

XIV. Le contenu des presens Articles sera compris dans la Paix que les deux Couronnes feront avec S. M. Imperiale & l'Empire.

XV. Les presens Articles separez auront pareille force & vigueur, que s'ils estoient inferés dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

*Rebenac.* (L.S.)  
*De Bernstorff.* (L.S.)  
*De Heimbouurg.* (L.S.)

## ARTICLE SECRET I.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'huy de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne & L. A. Serenissimes les Ducs de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfenbutel, on est encore convenu de ce qui suit.

Ayant été accordé par l'Article 10 du Traité principal, que Leurs Majestez garantiront la Maison Serenissime de Brunswik & Lunebourg de tout dommage & préjudice qui leur pourroit être fait de qui que ce soit, à cause & occasion de la Paix qu'elle fait avec les Couronnes; Leurs Majestez declarent de plus par le present Article que ladite Maison jouira de cette garantie, particulièrement contre les entreprises que le Roi de Danemark & l'Electeur de Brandebourg pourroient faire contre elle, sous quelque pretexte & en quelque temps avant ou après la Paix generale, qu'on les fasse éclater.

Ce present Article separé aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inferé dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

*Rebenac.* (L.S.)  
*De Bernstorff.* (L.S.)  
*De Heimbouurg.* (L.S.)

## ARTICLE SECRET II.

Il a été accordé aux instances de L. A. de Brunswik-Lunebourg, que les deux Couronnes de France & de Suede, à la Paix qu'elles feront avec l'Empereur & l'Empire, procureront à tous les Princes de la Maison Serenissime de Brunswik & de Lunebourg une amnistie & abolition generale sur tout ce qui s'est passé à l'égard des Quartiers d'Hiver, Contributions, Passages de Troupes dans l'Empire, ou d'autre maniere, dans le cours de cette Guerre; de sorte que lesd. Princes ne pussent être inquiétez pour telles causes, avant ou après la Paix generale, par voie de fait, ou de Justice ou telle autre que ce puisse être.

Lequel Article secret aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inferé dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

*Rebenac.* (L.S.)  
*De Bernstorff.* (L.S.)  
*De Heimbouurg.* (L.S.)

**N**ous ayans agreables les susdits Articles separez & secrets en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, País, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacuns nos Biens presens & à venir garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxième jour de Fevrier, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de notre Regne le trentesixième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

ANNO  
1679.*Ratification du Duc de Zell des Articles separez du  
Traité conclu avec le Roi le 5. Fevrier 1679.*

**N**ous George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernstorff, nôtre Conseiller & Ministre d'Etat, de traiter de nôtre part, conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc Rudolphe Auguste, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolfembutel, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotenciaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne, à cela spécialement commis & député: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs estans convenus le cinquième du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

*Outre les Articles, &c.*

**L**esquels Articles separez & secrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux séparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu, de quelque maniere que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Presentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. *Signé,*

GEORGE GUILLAUME.

De par Son Alt. Serenissime,

DE BERNSTORF.

*Ratification du Duc de Wolfembutel, des Articles  
separez.*

**N**ous Rudolphe Auguste, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & Lunebourg, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné Ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbouurg, nôtre Conseiller d'Etat, & President de nos Conseils, de traiter de nôtre part conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc George Guillaume, Duc de Brunswik & Lunebourg Zell, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotenciaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs estans convenus le 5. du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

*Outre les Articles, &c.*

**L**esquels Articles sepatez & secrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux séparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu, de quelque maniere que ce soit. En témoignage dequoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Fait à Brunswik le 14. Mars 1679. *Signé,*

RUDOLPHE AUGUSTE.

De par Son Alt. Serenissime,

DE HEIMBOURG.

*Ratification du Duc d'Osnabruk des Articles separez.*

**N**ous Erneste Auguste par la grace de Dieu Evêque d'Osnabruk, Duc de Bronswik & de Lunebourg,

faisons sçavoir à tous ceux qui verront les presentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotenciaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne, ayant conclu, arrêté & signé, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sa dite Majesté, avec les Sieurs de Bernstorff & Heimbouurg, Conseillers & Ministres d'Etat de leurs Alteesses nôtre Frere & Cousin Messieurs les Ducs George Guillaume, & Rodolphe Auguste de Bronswik & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs, le Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

*Outre les Articles contenus, &c.*

**E**T ayant été expressément arrêté & accordé par le 12. Article séparé, que Nous devons jouir du contenu de ces Articles de la mesme maniere, & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal, Nous avons suffisamment examiné lesdits Articles separez & secrets, agreez, & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainsi qu'ils se trouvent ici inserez, & les acceptons & ratifions par les Presentes, dans la meilleure forme qu'il se peut. Promettons en foy de Princes de garder & observer inviolablement ce qu'ils contiennent; sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu. En foy dequoy Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Scel. Fait dans nôtre Residence d'Osnabruk ce 26. Mars 1679. *Signé,*

ERNESTE AUGUSTE.

CLXXXIII.

*Obligation donnée par le Gouverneur General des 17. Fevr.*

**PAÏS-BAS ESPAGNOL** pour le payement des Contributions qui étoient encore dûes à la France au tems de la Paix de Nimegue, avec soumission, à toute Execution Militaire en cas de non payement. *Fait à Bruxelles le 17. Fevrier 1679.*

[Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

**C**omme nous désirons de lever toutes difficultez à l'égard de la suite demandée pour les Arrerages des Contributions qui sont denés au Roy Tres-Chretien, Nous avons promis & promettons par ceste au nom de Sa Majesté de faire donner pour la mesme sûreté en conformité du Traité qui sera fait pour ce sujet des Lettres de Change à concurrence de trois cent mille Patacons, & pour le surplus de ce qui pourroit estre deub par le descompte ou liquidation qui en sera fait, nous ferons remettre entre les mains de Monsieur le Marechal d'Humieres Gouverneur General pour le Roy T. C. de la Flandre Françoise, un Mois après la date dudit Traité, au cas qu'il n'y soit autrement satisfait devant ce terme selon le contenu de ce mesme Traité, les Obligations de tous & chacun les Corps des Etats & Provinces redevables de quelques restes de Contributions, suivant les descomptes qui en seront faits, de payer lesd. restes six semaines au plus tard après que lesd. Descomptes auront esté arrestez, & de faire inserer dans l'Obligation des Etats de la Province de Flandres qui s'obligent solidairement, & conjointement avec les Etats de Haynaut de payer en dedans les six semaines susdites à compter du jour de la liquidation tout ce qui se trouvera deub par toutes & chacune des Communautez de ladite Province de Haynaut, au defaut de quoy nous consentons que le Roy T. C. puisse faire rentrer & restablir ses Troupes dans le plat-Pays, d'où il les aura retiré en execution dudit Traité; Nous consentons pareillement qu'à faute de payement des Lettres de Change qui seront delivrées lors de la signature du mesme Traité dans les termes & sous les Modifications portez par iceluy ou de ce qui se trouvera deub par les descomptes au-delà de la portée desdites Lettres de Change dans six semaines après la liquidation desd. restes de Contributions, ledit Roy T. C. puisse user de la voye de contrainte & execution Militaire, non seulement sur les Etats & Provinces redevables, ou qui seront en demeure de payer, mais

ANNO 1679. mais generalement sur tout le plat-Pays de la Province de Flandres, en foy de quoy nous avons signé la Presente à Bruxelles le 17. de Fevrier 1679.

les Pays d'où elles se sont cy-devant retirées, pour jouir en personnes de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures hors desdits Pais en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection; sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront députer & commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera pour le gouvernement & jouissance de leurs Biens, Rentes & Revenus: mais non au regard des Benefices requerans residence, qui devront estre personnellement administrez & deservis.

ANNO 1679.

## CLXXXIV.

27. Fevr. *Déclaration du Roi de France Louis XIV. en exécution des Articles XXI XXII XXIII. du Traité d'ESPAGNE, & V. Article du Traité d'HOLLANDE. Donnée à S. Germain en Laye le 27. Février 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]*

**L**ouis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme par les Traitez de Paix conclus & arrestez en la Ville de Nimégue le 10. Aoust 1678. & 17. Septembre ensuiuant, entre nos Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, & les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre tres-cher & tres-Amé Frere le Roi Catholique, & de nos tres-chers & grands Amis, Alliez & Confederez les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, il a été entr'autres choses convenu & réglé de quelle maniere il seroit pourveu au rétablissement de ceux dont les Biens auroient été saisis & confisquez pendant le cours de la Guerre; Nous avons estimé nécessaire d'envoyer à nos Cours les Articles précis desdits Traitez concernant le rétablissement desdits Biens, afin que nostre volonté leur étant particulièrement connuë elles puissent s'y conformer par leurs Arrests. Pour ces Causes & autres grandes & justes considerations à ce Nous mouvans, de nostre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, avons dit & déclaré, & par ces Presentes signées de nostre main, disons & declaron, voulons & nous plaist, que tous les Sujets de nostredit Frere le Roi Catholique, Ecclesiastiques, ou Seculiers, ensemble tous les Sujets desdits Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, dont les Biens auront été saisis & confisquez à l'occasion de la Guerre, leurs Heritiers ou ayans cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, soient rétablis en la possession & jouissance d'iceux, suivant & en la forme particulièrement exprimée par les Articles 21. 22. & 23. dudit Traité d'Espagne, & par l'Article 5. de celuy d'Hollande, dont la teneur s'ensuit :

(b) V. Ceux sur lesquels quelques Biens ont été saisis & confisquez à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayans cause, de quelle condition ou Religion qu'ils puissent être jouiront d'iceux Biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au Fisc, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, icelles non ouïes, Traitez, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui ayent esté mises esdites Transactions, pour exclure de partie desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir: & tous & chacuns Biens & Droits qui conformément au present Traité seront restitués ou doivent être restitués reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs & ayans cause, pourront estre vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce, consentement particulier; & ensuite les Proprietaires des Rentes, qui de la part des Fises seront constituées en lieu des Biens vendus; comme aussi des Rentes & Actions estans à la charge des Fises respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

(b) Du Traité d'Hollande.

Voulons & entendons que le contenu esdits Articles soit gardé & inviolablement observé, sans souffrir qu'il soit allé directement ni indirectement au contraire, qu'à cet effet tous les Procès & differends qui sont nez ou pourront naistre cy-aprés pour raison dudit rétablissement, soient jugez & terminez par nos Cours en conformité des susdits Articles des Traitez d'Espagne & d'Hollande, à peine de nullité & cassation de tout ce qui pourroit estre fait au contraire. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris, Seneschaux & leurs Lieutenans, & tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces presentes nos Lettres de Déclaration ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant tous Edits, Arrests, Jugemens, Condamnations & toutes autres choses à ce contraires, ausquelles pour ce regard seulement & sans tirer à consequence, nous avons dérogré & dérogeons par cesdites presentes. Car tel est nostre plaisir: En témoin dequoy nous y avons fait mettre nostre Scel. Donnée à Saint Germain en Laye le vingt-septième jour de Février, l'an de grace mil six cens soixante-dix-neuf: & de nostre Regne le trente-sixième.

## CLXXXV.

*Traité fait du consentement du Tres-Puissant Empereur de FRANCE; Entre nous les tres-Illustres Bacha, Divan & Milice d'ALGER, & le Sieur Denis Dusault, pour le rétablissement du Negoce & Pêche de Corail. Du onzième Mars 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

11. Mars;

**Q**ue generalement tous les Dettes des Sieurs Piquet, Arnault, Latour, Lalo, la Fontaine, Berthelot & Rebuty, qui ont eu cy devant interest dans le Bathion, faits tant à Alger, Bonne, qu'autres Lieux, sont & demeureront esteints & entierement abolis, sans que l'on en puisse faire aucune demande, sans quoy ledit Dusault ne traiteroit pas avec Nous.

Il est deffendu à tous nos Capitaines de nos Vaisseaux, Galeres ou autres Bastimens, de donner

E c e

aucun

(a) Du Traité d'Espagne.

(a) XXI. **T**ous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Seculiers seront rétablis tant en la jouissance des Honneurs, Dignitez & Benefices, dont ils estoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viageres & à rachat, saisis & occupées depuis ledit tems, tant à l'occasion de la Guerre que pour avoir suivy le Party contraire: Ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux survenus, mesme depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoit rien demander ni pretendre des fruits & Revenus perçus & échus dès le faillissement desdits Biens immeubles, & Rentes & Benefices jusques au jour de la publication du present Traité.

XXII. Ni semblablement des Debtes, effets & meubles qui auront été confisquez avant ledit jour, sans que jamais les Creanciers de telles Debtes, & Depositaires de tels effets, & leurs Heritiers ou ayans cause en puissent faire poursuite ni en pretendre recouvrement, lesquels rétablissements en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront suivy le Party contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi en leurs biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XXIII. Et se fera ledit rétablissement desdits Sujets de part & d'autre, selon le contenu es Articles 21. & 22. nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences preparatoires ou définitives données par contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées avec liberté pleine & entiere ausdites Parties de revenir dans

TOM. VII. PART. I.

ANNO  
1679.

aucun empêchement, ni faire aucune visite à tous ceux qui seront audit Bastion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Bastion, ni aux Barreaux qui seront employez à la Pêche du Corail; & arrivant que l'on y contrevienne, seront lesdits Bastimens, le monde, l'Argent & les Marchandises relâchez, à la requi-sition de l'Agent dudit Dufault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Bastion & la Calle font fort délabrez, il lui est permis de les remettre en leur premier estat, & de prendre sur les Lieux tout ce qui lui sera nécessaire pour le Bastion & la Calle, & faire un Moulin à chacun des Montets dudit Bastion & la Calle; & d'autant que le vent de Terre ne peut faire moudre celui qui est presentement audit Bastion, ils manquent de pain souvent, ce qui est tres-important pour le maintien dud. Negoce.

IV. Arrivant queique different entre les Mores, qui empêche ledit Dufault d'avoir du Bled pour nourrir ses Gens, lui sera permis d'en prendre à Bonne, ou autres Lieux de ce Pays, en le payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des Femmes & Enfans de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il sera payé au Cady de Bonne trois mille Pataques par an, en six payes égales, la premiere commença en même tems que celle d'Alger: Toutes reconnoissances aux Chefs seront payées comme du tems du Sieur Sanfon, cessant toutes les introductions faites du depuis, & ne pourra ledit Cady ni autre, aller audit Bastion sans l'ordre de nostre Divan.

VI. Ne payera audit Bonne aucun Droit d'entrée ni sortie. Defendons à tous les Habitans de vendre Cires, Cuirs, Laines, Suif, ni autres Marchandises, non plus que les Cuirs des Agas des Ouantis, qu'il payera comme du tems de Sanfon, ni les Cuirs qui reilleront après la provision de ladite Ville, qu'audit Dufault, à peine de Confiscation au profit de nostre Doüanne. Ses Barreaux pourront charger de Courcouffons, & autres provisions. Pourra y tenir un Religieux pour dire la Messe, comme au Bastion, la Calle & Cap de Rose; changer ses Agens & Commis, & faire toutes choses comme du tems de Sanfon.

VII. Il est permis audit Dufault de faire pêcher le Corail, au Bastion, la Calle, Cap de Rose, Bonne, le Collo, Gigery & Bougie, sans qu'on lui puisse donner aucun empêchement; mais lui sera donné ayde, assistance, & tous les Vivres nécessaires & autres choses, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cady du Collo prendra pour tous Droits dix pour cent, pour l'Argent que ledit Dufault enverra audit lieu, pour acheter les Cuirs & les Cires dépendantes du Bay de Constantine, moyennant quoy est expressément defendu audit Cady de prendre aucun autre Droit, & tous les Habitans de ce Royaume de falsifier les Cires, ni les vendre, non plus que les Cuirs, ni à Mores ni à Chrétiens, qu'audit Dufault, d'autant que cela est contre la bonne foi & notre parole, & y contrevenant seront les Marchandises contisquées au profit de notre Doüane.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lysmes & Tributs, ne payera aucuns Droits, ni tout ce qui sera envoyé pour la subsistance de son Agent en cette Ville, lequel sera permis audit Dufault de le changer quand il voudra. Et est defendu à tous ses Agens & Commis d'emprunter de l'Argent pour quelque cause que ce puisse estre.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque different qui causast quelque rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Dufault ne fera point inquieté ni recherché, n'entendant point mesler aucune cause generale avec une particuliere, ni les Affaires d'Etat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi; mais sera ledit Dufault comme nostre Fermier & nostre bon Amy, maintenu en paisible possession & jouissance dudit Bastion & Places dépendantes, attendu le grand avantage qu'il en revient à la Paye des Soldats, & aux Habitans de ce Roiaume.

XI. Promet ledit Dufault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Bastion & à la Calle, ou à la coste, sans qu'on puisse le contraindre à prendre des Cuirs, ni des Cires, ni autres Marchandises si bon lui semble, au défaut de quoy

ANNO  
1679.

payera six mille doubles d'Or, outre les Lysmes accordées.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la desunion & mes-intelligence des Associez qui ont precedé ledit Dufault dans ledit Commerce du Bastion, a causé plusieurs desordres, & que les Lysmes n'ont pas esté payées à nostre Divan, au Cady de Bonne, ni aux Mores, dans les termes portez par nostre Ottoman, Nous defendons audit Dufault d'admettre personne dans sa Societé sans nostre consentement & adveu, pour être agréé par Nous: Defendons à toutes personnes d'aller dans lesdites Places que du consentement dudit Dufault.

XIII. Moyennant ladite Permission & Privilege, que Nous accordons audit Dufault & aux siens, le defendons à tous autres sans son consentement: Et après avoir payé à nostre Divan toutes les Lysmes échûes du passé, jusques au dernier Janvier dernier, a esté convenu qu'il nous payera à l'avenir trente-quatre mille doubles d'Or par chacune année, en six payemens égaux, qui se feront de deux Mois en deux Mois, à commencer du premier Fevrier dernier; moyennant quoy promettons maintenir ledit Dufault & les siens, en paisible possession & jouissance dudit Bastion, & Places en dépendantes. Fait & publié en la Maison du Roi, le Divan assemblé, où estoient les tres-Illustres Ismaël Bacha; Agy Mehamet, Dey, Gouverneur, l'Agas de la Milice, le Musti, le Cady; les Gens de la Loy, de Justice, & de Guerre, le onzième Mars 1679. & de l'Egire le vingt-septième de la Lune de Fevrier 1689. Nostre Foy est Foy, nostre Parole est Parole, avec le Seing & Sceau du Bacha Signé,  
DUSAULT.

NOUS Aly Abdala, Truchement ordinaire de la Maison du Roi, de la Langue Françoisse, Certifications avoir traduit l'Ottoman ci-dessus mentionné, sur celui en Langue Moresque, fait entre nos tres Illustres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger, & ledit Sieur Dufault; que le Sceau & Armes qui y sont appliquez, sont du Bacha & Dey de ce Royaume, en ayant baillé deux Expéditions audit Dufault pour s'en servir ainsi qu'il avisera bon être. Fait à Alger le 11. Mars 1679. Ville de France, & de l'Egire le 27. de la Lune de Février mil quatre-vingt neuf.

NOUS Jean le Vacher, Prestre de la Congregation de la Mission, par la grace de Dieu & du S. Siege Apostolique, Vicaire Apostolique de Cartage en Afrique, Certifications à tous qu'il appartiendra, que Sidy Aly Abdala nostre Truchement, qui a traduit le present Ottoman, est Interprete ordinaire de la Langue Françoisse des Illustres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger; & que le Sceau & Armes ci-dessus apposez audit Ottoman, sont desdits Seigneurs bacha & Dey de ce Royaume: En foi de quoi Nous avons signé les Presentes, & appliqué nostre Sceau ordinaire, & fait contresigner par notre Chancelier, pour servir & valoir audit Dufault ce que de raison. Fait à Alger le 13. de Mars 1679. Ainsi signé, JEAN LE VACHER, Vicaire Apostolique & sceillé. Et plus bas, G. TARDIF, Chancelier.

## CLXXXV. \*

Declaratio LUDOVICI XIV. Gallie Regis de 12. April.  
Inclusionem Electoris BAVARIÆ in Tractatu Pacis Noviomagensis die 5. Februarii cum Romanorum Imperatore concluso, perinde ac si expresse in eo nominatus fuisset. Datum ad S. Germanum ad Leyam die 12. Aprilis 1679. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 474.]

LUDOVICUS Dei gratiā Rex Gallie & Navarra, omnibus iis qui Literas presentes viderint Salutem; Cum Nos certiores redditi fuissēmus à Nostro Consanguineo Cardinale d'Étrées, Episcopo & Duce Lundunensi, Pare Franciæ, quòd Charissimus & Dilectissimus noster Frater Dux Baviaræ, S Imperii Princeps & Elector nominari & comprehendi nostrâ ex parte, in Tractatu Noviomagi V Februarii inter Nos & Charissimum ac Dilectissimum nostrum Fratrem Imperato-

rem



ANNO  
1679.

rem Romanorum sancito & concluso, desideret; quoniam ad eundem Tractatum perficiendum multum studii curarumque, imprimis ab eo inde tempore, quo dictus Dominus Cardinalis apud dictum Electorem divertit, contulerat. Propterea notum facimus, quod gaudeamus reddere testimonium aliquod publicum gratiarum, quas Nos dicto nostro Fratri Electori Bavarie habemus, pro impensa, quantum quidem in potestate Ipsi erat, opera, quo ad restaurationem quietis Patrie sue perveniretur, & ut Nos preterea rem ipsi expetitam a Nobis prestaremus, Nos juxta Articulum XXXIII. dicti Tractatus declaravimus & declaramus vigore presentium memorato Fratri Nostro Imperatori Romanorum & Imperio, quod nos dictum Dominum Electorem Bavarie nominamus, ut prestato Tractu Pacis comprehendatur, & omnibus ejusdem beneficiis, sub iisdem conditionibus & commodis, quae ibidem specificè expressa sunt, tam ratione sua Personae, quam suorum Territoriorum, Ditionum, & Statuum gaudeat, ac si expressè ibidem nominatus fuisset. Guarantiam nostram particularem Ipsi; quoad Executionem dicti Tractatus Noviomagenis nec non Monasteriensis promittentes. Nam talis est voluntas nostra. In testimonium horum Nos presentes hasce manu nostra sublignavimus & iisdem Sigillum nostrum apponi curavimus. Datum S. Germani ad Leyam, die XII. Aprilis Anno gratiae millesimo sexcentesimo septuagesimo nono, & Regni nostri trigesimo sexto.

LUDOVICUS.

ex Mandato Regis

ARNOLDUS.

CLXXXVI.

29. Mars. *Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France, & FERDINAND Evêque & Prince de Munster & de Paderborn; dans lequel le Traité de Paix fait & signé le même jour entre Sa Majesté Suedoise, & ledit Prince Evêque est rapellé & censé compris, de même que l'Article cinquième du Traité de Paix fait le 5. Février entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté T. C. ledit Prince Evêque prometant au surplus de rentrer dans la Neutralité à l'égard de la Guerre du Nord. A Nimegue le 29. Mars 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre. [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 379. Recueil de LEONARD Tom. III. LONDORPII Acta Publica Tom. X. pag. 701. en Allemand. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 231. en Latin. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 871. en Latin, Allemand & François. Theatrum Europaeum Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]*

**L**ouis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme nostre tres-cher & bien-aimé Cousin le Sieur Comte d'Elstrades, Marechal de France, & Chevalier de nos Ordres; Nostre bien-aimé & féal le Sieur Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu du Pleinpouvoir que Nous leur en avons donné, auroient conclu, arresté & signé le vingt-neuvième jour du Mois dernier avec le Sieur Zurmuhlen, Conseiller intime d'Etat de nostre tres-cher & tres-aimé Cousin l'Evêque & Prince de Munster & Paderborn, & son Vice-Chancelier en son Evêché de Munster, pareillement muni de Pleinpouvoir, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

**S**oit notoire à tous & à chacun, que comme la Paix generale de toute la Chrétienté est depuis longtemps l'unique objet de toutes les Actions de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & qu'elle a employé incessamment

ANNO  
1679.

ment tous les moyens qu'il a plu à Dieu lui mettre en main pour étendre celle qui a été signée à Nimegue le cinquième Février, à tous les Princes qui n'y avoient pas encore donné leur consentement; elle auroit appris avec joye que Monseigneur l'Evêque & Prince de Munster & de Paderborn n'ayant pas moins de desir d'y contribuer de sa part, & de rentrer dans les bonnes graces de Sa Majesté, qu'elle en a de donner à ce Prince toutes les marques possibles de l'estime & de l'affection qu'elle a toujours eue pour lui; auroit resolu de preferer le bien de la Paix à tout autre avantage, & de concourir au rétablissement du repos de l'Empire par celui des Traitez de Westphalie. C'est pour ce sujet que Sa Majesté a commis le Sieur Comte d'Elstrades, Chevalier de ses Ordres, & Marechal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, pour traiter & conclure, non seulement de sa part avec ledit Prince; mais aussi pour faciliter son accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede. Et ledit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, ayant aussi commis de sa part le Sieur Zurmuhlen, son Conseiller intime d'Etat, & Vice-Chancelier de son Evêché de Munster, ils ont, en vertu de leur Pouvoir, dont Copie est ci-dessous transcrite, arresté, conclu & signé, tant au nom de Sa Majesté, que dudit Prince Evêque les Articles & conditions qui ensuivent.

I. Ledit Prince Evêque de Munster & de Paderborn se desiste dès à present de tous les engagements que son Predecesseur avoit pris, tant contre Sa Majesté Tres-Chrétienne, que contre le Roi & la Couronne de Suede; & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de la Guerre presente, sans pouvoir assister directement ni indirectement les Ennemis qui restent en Guerre contre la France, ou contre la Suede.

II. Ledit Prince Evêque s'oblige de retirer de bonne foi toutes les Troupes que son Predecesseur avoit, & que ledit Prince peut encore avoir presentement, soit au service du Roi de Danemark, soit dans celui de l'Electeur de Brandebourg; & pour cet effet, de faire toutes les diligences & instances que Sa Majesté pourra desirer de lui.

III. Ledit Prince Evêque promet de garder inviolablement toutes les conditions, auxquelles sont obligés tous les Princes & Etats de l'Empire, compris dans le Traité de Paix signé à Nimegue le cinquième Février dernier; & Sa Majesté Tres-Chrétienne s'oblige de faire jouir ledit Prince Evêque de tout ce qui a été réciproquement stipulé par ledit Traité, en faveur desdits Princes & Etats de l'Empire.

IV. Le Traité qui a été fait & signé aujourd'hui au nom du Roi de Suede & dudit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, sera censé compris dans le present, comme si ce n'effoit qu'un même Traité, & aura la même force que s'il étoit inseré de mot à mot dans celui-ci.

V. Sa Majesté voulant aussi donner d'autant plus de marques de son estime & de son amitié audit Prince Evêque, & contribuer aux moyens de pourvoir à la seureté de ses Etats, lui fera payer incontinent après la Ratification du present Traité la Somme de cent mille Ecus à Amsterdam, ou à Hambourg, en Argent de Banque.

VI. Sa Majesté Tres-Chrétienne promet, pareillement, que si elle est obligée de porter ses Armes au delà du Rhin, elle conservera les Evêchez de Munster & de Paderborn, n'y pretendra aucun passage pour ses Troupes, sans une necessité indispensable; auquel cas elle pourvoira au payement des frais necessaires; en sorte que les Habitans n'en reçoivent aucun dommage, suivant les Constitutions de l'Empire; & au surplus, Sa dite Majesté ne fera prendre dans lesdits Pais aucuns Quartiers & logemens pour lesdites Troupes, ni lever aucunes Contributions, & procurera la même chose pour le bien desdits Evêchez à l'égard de ses Alliez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien promet encore & s'oblige, en cas que ledit Prince & Evêque de Munster & de Paderborn viennent à estre attaqué; ou inquieté par qui que ce soit, à cause du present Traité, de l'assister ou de le proteger & garantir par la force de ses Armes contre toute attaque & insulte, sans pouvoir former des pretentions contre ledit Prince & ses Etats; à cause des frais que Sa Majesté pourroit être obligée de faire pour cet effet.

VIII. Il est aussi convenu que l'Abbaye de Corvey;

ANNO 1679. les Comtez de Bentheim, Teklenbourg, Ritberg, & la Seigneurie de Rhede jouiront de l'effet du present Traité.

IX. Sa Majesté Tres-Chrestienne meüé du zeile qu'elle a toujours eüé pour le maintien de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & des instantes prieres dudit Prince Evêque; promet aussi d'employer ses puissans offices auprès du Roi de Suede, pour porter ce Prince à laisser ladite Religion Catholique dans l'état où elle se trouvera, lorsque ledit Prince & Evêque de Munster restituera les Pais qu'il occupe à la Couronne de Suede, & en celui qu'elle estoit en l'année 1624. dans lesdits Pais, suivant les Traitez de Westphalie.

X. Le present Traité sera ratifié de Sa Majesté Tres-Chrestienne & dudit Prince Evêque de Munster & Paderborn, & les Ratifications échangées à Nimegue dans trois semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi Nous Ambassadeurs & Plenipotentiaires susdits avons signé le present Traité, & à icelui fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Nimegue ce vingt-neuvième jour de Mars mil six cens soixante & dix-neuf.

Le Marechal d'Estrades. Colbert. (L.S.)  
des. (L.S.) Zurmuhlen. (L.S.)

NOUS ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun des points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'Obligation & hypothèque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le huitième jour d'Avril, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente sixième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de Monsieur l'Evêque & Prince de Munster & de Paderborn.

FERDINAND par la grace de Dieu Evêque de Munster & de Paderborn, Bourggrave de Stromberg, Prince de l'Empire, Comte de Pymont, & Seigneur de Borckelo, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné Pleinpouvoir, Commission & Mandement special à nostre Conseiller d'Etat & Vice-Chancelier Werner Zurmuhlen, d'arrester, conclure & signer avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrestienne pour la Paix, munis d'un pareil Pouvoir de la part de Sadite Majesté, le suivant Traité, ainsi qu'il est ci-dessous transcrit de mot à mot.

Soit notoire à tous, &c.

Nous avons vü & examiné tous les Articles dudit Traité, & les ayans trouvez entierement conformes à nostre intention; Nous avons agreé & approuvé, ainsi que Nous ageons, approuvons, & ratifions le susdit Traité en la meilleure forme qu'il est possible, promettant en foi & parole de Prince, d'observer, accomplir, & executer ponctuellement tout ce qu'il contient, sans y contrevenir jamais ni permettre qu'il y soit contrevenu de nostre part, sous quelque pretexte que ce puisse être. En foi de quoi Nous avons signé les Presentes, & fait contresigner par nostre Conseil d'Etat & Vice-Chancelier susdit, & y apposer le Scel de notre Secret. Fait à nostre Château de Neuhaus le quinze jour d'Avril mil six cens soixante & dix-neuf. Signé,

FERDINAND.

Et plus bas,  
ZURMUHLEN.

Plein-Pouvoir du Roi.

ANNO 1679.

L'Affection que le Roi a toujours conservée pour Monsieur l'Evêque de Paderborn & de Munster, ayant porté Sa Majesté dans tous les tems à lui donner des marques de son estime & de son amitié, même à prendre des mesures d'Alliance plus étroites avec lui dans l'état present des Affaires de l'Europe, Sa Majesté y est aujourd'hui d'autant plus invitée, que ce Prince estant élevé à la dignité d'Evêque de Munster, est en état de contribuer davantage à la Paix & au repos de l'Empire, que Sa Majesté a toujours si fort affectionné. C'est dans cette vüe de prendre des liaisons nouvelles avec lui, qu'elle a commis & commet le Sieur Comte d'Estrades, Chevalier de ses Ordres, & Marechal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté au Traité de Paix, ausquels elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conferer & negocier avec les Commissaires nommez par ledit Sieur Evêque de Paderborn & de Munster; & munis de pareils Pleinpouvoirs de sa part, & conséquemment arreter, conclure & signer au nom de Sa Majesté toutes & telles conditions que lesdits Sieurs Marechal d'Estrades & Marquis de Croissy aviseront bon estre: Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable, & tenir ferme & stable à toujours tout ce que lesdits Sieurs Marechal d'Estrades & Marquis de Croissy auront permis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou pretexte que ce puisse être; comme aussi d'en fournir la Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura esté convenu. En témoignage de quoi, Sadite Majesté a signé les Presentes de sa main, & à icelles fait apposer le Scel de son Secret. Donné à Versailles le vingt-cinquième jour d'Octobre mil six cens soixante & dix-huit. Signé, LOUIS. Et plus bas, ARNAULD. Et scellé.

Pleinpouvoir de Monsieur l'Evêque & Prince de Munster & Paderborn.

NOs FERDINANDUS Dei & Apostolicae Sedis gratia Episcopus Paderbornensis & Monasteriensis, Burggravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes Pymontanus, & Dominus in Borckelos; Notum testatumque facimus, quod cum nihil ardentius exoptemus, quam ut praesens Bellum quo Christianus Orbis affligitur, in aequam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque praeterea grato acceperimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnae Britanniae Regis laudabili cura & mediatione ad perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quidquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, consilio prudentiae & experientia & fide Honorabilis & Clarissimi Consiliarii nostri intimi & Vice-Cancellarii, sincerè nobis dilecti, & fidelis Wernerii Zurmuhlen, Jurium Doctoris, eum nominavimus, eligimus & constituimus nostrum Plenipotentiarium ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos, reservando Nobis libertatem illum postmodum pro libitu Principis Legationis characterè insigniendi. Cui proinde committimus & specialiter mandamus, ut se ad dictam Urbem conferrat, ibique Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente opera respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituat, cum Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Ludovici XIV. Galliarum Regis Christianissimi, ejusque Confœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti Mandato ad praesens Bellum terminandum, controversiasque quae ad spectant, per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Datum quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis supra dicto Plenipotentiarium nostro, Pacis Tractatum pro Nobis nostroque nomine ineundi, concludendi, & signandi inter Nos & praedictum Serenissimum & Potentissimum Regem, ejusque Foederatos, omnia quoque Instrumenta quae in eum finem requiri possint, consiciendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declara-

ANNO  
1679.

clarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinent, faciendi, æquè liberè & amplè, ac ipsi præsentibus id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce Præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo Principis, Nos acceptum & gratum, firmum & ratum habituros quæcumque per dictum Plenipotentiarium nostrum acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint: Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solemnitate forma; intraque tempus; prout convenerit. In cujus rei fidem majorem hæc manu nostra subscripsimus, & Sigillo nostro communiter iussimus. Dabantur in Arce nostra Neuhefana die decimo Mensis Novembris, anno supra millesimum sexcentiesimum septuagesimo octavo. Signè, FERDINANDUS, & scellè.

## CLXXXVII.

19-29.  
Mars.

*Pax inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ, & FERDINANDUM Episcopum Monasteriensem, & Paderbornensem; Quæ Princeps Episcopus obstringitur Regi præfato loca omnia munita vel non munita in Ducatibus Bremensi & Verdensi armis suis occupata restituere; Rex verò centum millia Talerorum tanquam impensarum compensationem ei solvere promittit; Uterque Articulo quarto Pacis Cæsareo-Suecicæ die 5. Februarii sancitæ omnimodo satisfacere pollicetur. Actum Noviomagii 19-29. Martii 1679. Cum RATIFICATIONIBUS non solum Regis Sueciæ & Principis Episcopi, sed etiam Capituli Cathedralis Monasteriensis. [Actes & Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 386. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD Tom. III. dans LONDORPII Acta Publica Tom. X. pag. 702. en Allemand; dans LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 234. en Latin; dans le Theatrum Pacis Tom. II. pag. 881. en Latin, Allemand & François; dans le Theatrum Europæum Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]*

*In Nomine Sanctissimæ & individuæ Trinitatis.*

Notum sit omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse potest, quandoquidem Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Dominus Carolus, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ; Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia, Princeps Rugiæ, Dominus Ingræ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavaræ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, nihil magis in votis habeat, quàm ut Pax quæ cum Sacra Cæsarea Majestate & Imperio Neomagi die vigesima sexta Januarii <sup>quinta Februarii</sup> anni currentis sancita est, etiam ad residuas & in dictæ Pacis Articulo quinto nominatas partes extendi possit; imprimis verò ut omnes in Imperio motus, eorumque occasiones quantociùs & penitus tollantur: Et Reverendissimus & Celsissimus Princeps Dominus Ferdinandus, Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis, Burggravius Strombergenensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pymont, & Dominus in Borkelo, sua etiam parte testatum velit qua promptitudine feratur, ad conformandum se suaque Consilia cum Imperii Capite totoque Corpore, adeoque ad diffidia illa sopienda quæ inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, & suæ Celsitudinis Prædecessorem quondam Reverendissimum & Celsissimum Principem, Dominum Christophorum Bernardum, Episcopum Monasteriensem, Administratorem Corbeiensem, Burggravium Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, & Dominum in Borkelo, occasione nuperorum motuum exorta fuerunt, factum proinde esse Divina annuente gratia, & laudabili Serenissimi & Potentissi-

mi Principis & Domini Domini Caroli Secundi, Magnæ Britanniæ Regis, mediatione adlaborantè, ut constituti à parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Illustrissimi & Excellentissimi Domini Dominus Benedictus Oxenstiern, Comes in Korskhölm & Wasa, liber Baro in Mohrby & Lindholm, Dominus in Kapuria & Kattila; Sacræ Regiæ Majestatis Regni que Sueciæ Senator ac Præfès in summo quod Wismariæ est, Tribunali, ut supremus Legifer Ingræ & Kexholmæ, & Dominus Joannes Paulin Olivekrans; Dominus in Ulshall & Hoffmannstorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, & Judex ordinarius Territorii Widboensis; à parte verò Reverendissimi & Celsissimi & Episcopi Principis Monasteriensis & Paderbornensis Ablegatus extraordinarius, & Minister Plenipotentarius, Dominus Wernerus Zurmühlen, Celsitudinis suæ Consiliarius intimus & Vice-Cancellarius, Neomagi ad Colloquia Pacis convenerint, ibique commutatis reciprocè Plenipotentiarum Tabulis in mutuas Pacis & Amicitia Leges conferent tenore sequenti.

I. Sit Pax Christiana & perpetua, sinceraque amicitia inter Sacram Regiam Majestatem ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Sueciæ, ab una; & suam Celsitudinem & Episcopatum Monasteriensem & Paderbornensem, ejusque Successores, ab altera parte: ita ut statim cessent omnes cujuscunque generis hostilitatum actus ubivis locorum inter omnes & singulos utriusque Partis Subditos & Incolas, cujuscunque fuerint conditionis; adeoque altera Pars alteri nihil posthac inimicitia, aut damni, clam aut palam, directè vel indirectè per suos vel alios inferat vel inferri faciat; sed utrinque potius honori & commodis mutuis studeant, & omnia amicitia bonæque viciniæ officia præstent.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & amnistia omnium eorum quæ quocunque loco, modove ab una vel altera parte hæcenus hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum vel ullius alterius rei causa, vel prætextu alteri alteri quicquam posthac hostilitatis aut molestiæ, specie Juris, aut via facti, inferat vel inferri faciat vel patiat; sed omnes & singulæ hinc inde tam ante Bellum quàm in Bello verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, præjudicia, damna, expensæ, absque omni personarum, rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine una pars adversus alteram prætere præstare possit, perpetua sit oblivione sepultum. Gaudeantque pariter hæc eadem amnestia, ejusque beneficio & effectu, omnes & singuli utriusque Partis Vasalli ac Subditi, ita ut nemini noxæ damnove sit aut præjudicio, hæc vel illas partes secutum esse, quominus pristino, in quo ante Bellum immediatè fuit, statui quoad honores & bona plenè restituatur.

III. Recipitur utrinque Pax Westphalica Osnaburgis die <sup>decima-quarta</sup> <sub>vigesima-quarta</sub> Octobris anni 1648. sancita, pro firma basi & omnimoda norma hujus Pacificationis, ita ut in omnibus suis Articulis plenum & pristinum vigorem obtineat, & utriusque Parti inde obligatio incumbat omnia ea conferendi, præstandi, quæ ad dictæ Pacis conservationem & integritatem facere possint.

IV. Quævis loca munita vel non munita, atque adeo omne id quod tempore horum motuum in Ducatibus Bremensi & Verdensi, & Terris, vigore Instrumendi Pacis Westphalicæ ad Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ pertinentibus, Armis Monasteriensibus occupatum fuit, iisdem adhuc tenetur; Sacræ Regiæ Majestati Regnoque Sueciæ, omni meliori quo fieri potest modo, restituatur: ita ut munitionum præsentium nulla fiat demolitio vel deterioratio, sed in statu præfenti cum omnibus Tormentis Bellicis ad Regiam Majestatem Sueciæ antehac pertinentibus, & in iisdem munitionibus nunc existentibus, cateroque apparatu Militari relinquuntur integræ, unà cum quibuscunque Archivis & Literariis Documentis ad Ducatum Bremensem & Verdensem, vel eorundem Civitates & Incolas spectantibus. Fiatque eorum locorum evacuatio & traditio eo tempore quo post ratificationem hunc Tractatum Sacra Regia Majestas eam sibi faciendam postulerit; maneatque Dominus Episcopus interea in possessione, eamque contra quosvis defendet: ita tamen ut nihil hostile à suis patrari, nec Urbibus, Agris, Silvique quicquam detrimenti inferri sinat; verum erga Incolas quosvis se moderatè gerat eosque novis & iniustitatis exactionibus non gravet: aliis tamen obventionibus & emolumentis tam ordinariis quàm extraordinariis, sine contradictione & impedimento gaudeat & fruatur;

ANNO  
1679.

fruat, nec ulla eorum quæ hæcenus exacta sunt, vel usque ad deoccupationem supra dicto modo obvenient, repetitio locum habeat.

V. Cum Partes hæc paciscentes constituerint hanc suam Pacificationem Paci cum Cæsare & Imperio conclusæ in omnibus conformem reddere, ideo speciatim hæc inter se utrinque recipiunt obligationem omnium eorum, quæ Articulo quarto dictæ Pacis de mutuis hostibus non juvandis expressa sunt, non secus ac si totus Articulus de verbo ad verbum hic repetitus esset. Et proinde Dominus Episcopus statim bona fide revocabit, sibi que reddi curabit omnes & singulos Officiales & Milites Equestris & Pedestres, quos suæ Celsitudinis Prædecessor Regi Daniæ concessit.

VI. Ut autem Dominus Episcopus eorum quæ vigore hujus Tractatus præstanda in se recepit, necnon impensarum in munitionibus tam reparatis, quam sumptuose extractis, nunc autem restituendis factarum aliquam habeat compensationem, Sacra Regia Majestas Celsitudini suæ aut ejus Successori centum millia Talerorum Imperialium de Banco Hamburgi numerari curabit. In cujus solutionis majorem securitatem eidem & Episcopatu Monasteriensi in firmam hypothecam relinquunt & constituit *Præfecturam* Wildhausen ab omni onere æris alieni liberam, cum omni Jure Superioritatis & Territoriali, omnibusque appertinentiis & dependentiis ac redditibus quibuscunque ad dictam *Præfecturam* pertinentibus planè prout à Regibus Regnoque Sueciæ possessa fuit, aut vi Pacis Westphalicæ possidere potuit: ita ut Dominus Episcopus Monasteriensis, ejusque in Episcopatu Successores dictâ hypotheca omni meliore modo, jureque *Antichresos*, sine ulla reductione aut onere reddendarum rationum liberè absque ulla turbatione & impedimento uti frui possint, usque ad ejusdem hypothecæ reductionem Summa prædicta centum millium Talerorum Imperialium faciendam.

VII. Hi Pacis Articuli Instrumento Pacis Cæsareo Suecico comprehensi intelligantur, non secus ac si specificè eidem inserti essent, & rati habeantur à Sacra Regia Majestate, ab una, & Reverendissimo Domino Episcopo, & Capitulo Monasteriensi Cathedrali, ab altera parte, intra octo septimanarum spatium, vel citius, si fieri possit. In quorum omnium fidem & majus robur hanc Conventionem tam Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarum, quam suæ Celsitudinis Ablegatus Extraordinarius & Minister Plenipotentiarum nominum subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt. Actum Neomagi die vigesima nona Martii, anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

*Benedictus Oxenstern.* (L.S.)

*Johan Paulin Olivekrans.* (L.S.)

*W. Zurmahlen.* (L.S.)

*Plenipotencia Legatorum Sueciæ.*

NOS CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehræ, Sictini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandalicæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingræ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Baviaræ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quod cum occasione Belli hujus, quod jam flagrat, motus etiam Nos inter & quondam Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem, &c. oborti, à morte ejus Nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Ferdinandum Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, &c. adhuc continetur, Nosque non solum nihil in optatis magis habeamus, quam ut Pax, cujus spes læta, laudabili curâ ac mediatione Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britannicæ Regis; affulgere cœpit, Orbi Christiano quantocius restituatur, sed & ut dicti quoque armorum motus feliciter componi possint, quicquid in Nobis est, lubenter conferre velimus; nos idcirco nostris ad Pacis Tractatus Neomagi institutis Legatis Extraordinariis ac Plenipotentiarum, nostro Regni nostri Senatori ac Præsidi in summo, quod Wismariæ est, Tribunali, ut & Supremo Legi-

fero Ingræ & Kexholmia, Illustri, nobis sincere fideli ANNO  
Domino Benedicto Oxensterna, Comiti in Korsholm & Wafa, libero Baroni in Mohrby & Lindholm, Do- 1679.  
mino in Kapuria & Kattila; sicut & nostro Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Widboënsi, Generoso ac Nobili, nobis sincere fideli Joanni Paulin Olivekrantz, Domino in Ulsthal & Hoffmansforp, specialiter in Mandatis dare voluerimus, ut etiam Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum prænominati Principis Legatis sufficienti Mandato ad armorum Motus ac controversias, nos inter sive separatim sive conjunctim cum Fœderatis ejus, per bonam & firmam Pacem componendas munitis.

Damus itaque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessario supradictis Legatis nostris Extraordinariis & Plenipotentiaris, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum Controversiarumque compositionem pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter nos & prædictum Principem, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant, faciendi, æquè liberè ac amplè ac si præsentibus id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaros, sive binos conjunctim sive unum, eorum altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita, & commutata fuerint, nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solemniformâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præsentibus manu nostra subscriptas, Sigillo nostro Regio communiri jussimus.

*Dedimus in Castris nostris ad Liungby die 2. Decembris Anno 1678.*

CAROLUS.

(L.S.)

J. L. HOGHUSEN.

*Ratificatio Suecico-Monasteriensis.*

NOS CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalicæ, Dominus Ingræ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Baviaræ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quandoquidem nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem, amicum nostrum charissimum, Dominum Ferdinandum, Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, Burggraviatum Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, Comitum in Pysmont & Dominum in Borckello, &c. per Legatos nostros Extraordinarios & alter memorati Episcopi ad id constitutum Plenipotentiarum, remotâ omni, quæ hæcenus in detrimentum publici boni nos intercessit, dissensione, Pax & amicitia pristina sit reducta modo & tenore sequenti.

*Inseratur Tractatus.*

CUM igitur hæc omnia & singula per Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiaros nostro præscitu, & Mandato, præfatum in modum peracta & conventa sint, rata & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, ita & verbo nostro Regio promittimus & spondemus, pro nobis nostrisque & Regni nostri Successoribus, Nos omnes & singulos supra scriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem firmiter

ANNO  
1679.

mitter & inviolabiliter servaturos atque Executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros. In horum omnium Testimonium & fidem Sigillum nostrum Regium huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in Castris nostris ad Ljungby die duodecimâ Mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

CAROLUS.

(L.S.)

F. J. ORNSTEDT.

*Ratificatio Episcopi Monasteriensis Pacis cum Rege Sueciæ initæ.*

**N**OS FERDINANDUS Dei gratiâ Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis, Burggravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pymont & Dominus in Borckelo, &c. Notum facimus per presentes posteaquam ad restringendum, quod ante aliquot annos exarsit, Bellum Congressus Neomagi Geldrorum institutus fuerit, Divina favente Clementiâ factum esse, ut inter infra nominatos Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ ad dictum Congressum destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaros, nec non nostrum ad eundem Congressum Ablegatum Extraordinarium & Ministrum Plenipotentiarum Pax & Amicitia tandem conclusa sit formâ, modo & tenore sequenti.

*In Nomine, &c.*

**C**UM igitur hæc omnia & singula prout hîc verbote nus inserta & descripta leguntur, nostro præcitu, jussu & Mandato gesta & conventa sint, nos eadem & singula approbamus, ratificamus & confirmamus, ratæque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo & fide Principis promittimus, nos omnes & singulos supradictos Articulos & quidquid hac Conventione continetur, firmiter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullaque ratione contraventuros, aut, ut per alios ex parte nostra contraveniatur, passuros, quomodocumque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In quorum omnium Testimonium ac fidem Sigillum nostrum huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in Arce nostra Sassenbergen die decimâ Octavâ Mensis Maji Anno 1679.

FERDINANDUS.

*Confirmatio Capituli Cathedralis Monasteriensis.*

**N**OS, Decanus, Senior, & Capitulum Cathedralis Ecclesiæ Monasteriensis in Westphalia, supra scriptos Pacis Articulos omnes & singulos approbavimus & ratos habuimus, prout tenore præsentium approbamus & ratos habemus, in cuius rei fidem ac Testimonium Sigillum nostrum Capitulare majus huic paginæ appendendum duximus. Anno millesimo septuagesimo nono die decimâ nonâ Mensis Maji.

CLXXXVIII.

<sup>21</sup>/<sub>31</sub> Mars. *Articles & Conditions de suspension d'Armes entre Sa Majesté Tres-Chrestienne Louis XIV. Roi de France & CHARLES XI. Roi de Suede, d'une part; & le Roi de DANEMARK & l'Electeur de BRANDEBOURG, d'autre part, Concluz & signez à Nimegue le 31. Mars 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

**I**UT à primo proximi Mensis Aprilis die usque ad primum Maji insequentem, inter Regem Daniæ, & Electorem Brandenburgicum, ab una, & Regem Galliarum Christianissimum ac Regem Sueciæ, ab altera parte, omnes qualiscunque hostilitatis actus

Terrâ cessent tam respectu Urbium locorumve, quam præriorum campestrium.

**II.** Ut à præfato die primo Aprilis, aut minimum quàm citò, Duces Bellici superiores de præsentibus Induciis certiores fieri poterunt, uniuscujusque Partis Exercitus & Milites istis maneant in Terris & Regionibus, quæ à singulis Partibus jam nunc possidentur; nec fas ipsis sit in alterius Terris pabulari.

**III.** Ab eodem quoque primo Aprilis die, non amplius irrogandæ hinc inde erunt & novæ extraordinariæ Contributiones pro pecoribus, fossoribus, curribusque coercendis usitatæ; neque sit liberum cuiquam ejusmodi Irrogationes facere, si fortè necessitas id postulat, nisi in Terris, quarum in præsens quælibet Pars est in possessione. Præterea neque Partium una ab exigenda Contributionum jam debitarum solutione alteram ullo modo impediatur.

**IV.** Quod si præter spem & votum aliqua super observatione Paëti hujus, vel in toto, vel ex parte, intercedat difficultas; illa amicabili viâ sive per Exercituum Præfectos, sive ad hunc Actum utrinque Potestatem habentes Commissarios, sopiuntur: nec fas esto eam ob causam statim ab hisce Induciis resilire, aut arma denuò capessere.

**V.** Supradicti Legati & Plenipotentarii mittent è vestigio harum Tabularum descriptum exemplar ad Regem Electorisque Dominorum respectivè suorum, tam Exercituum, quàm Urbium Præfectos, atque adeò se obstringunt vigore Plenipotentiarum suarum, quod modò dicti Præfecti præsentis Articulos exsequendos curabunt, ex quo die quisque horum ejus rei nuntium acceperit.

In quorum fidem Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ, Norwegiæ, &c. & suæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ supra scriptos Articulos manibus nostris signavimus, Sigillis quoque nostris muniti fecimus, quò cum Articulis Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Christianissimi Galliarum Regis commutentur. Actum Neomagi die <sup>21</sup>/<sub>31</sub> Martii 1679.

J. HEUGH.

W. W. BLASPIEL.

*Autre Instrument du même Armistice signé par les Ambassadeurs de FRANCE le dernier jour de Mars 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 323.]*

**I.** **Q**UE depuis le premier jour d'Avril prochain jusqu'au premier May ensuivant il y aura entre le Roy<sup>s</sup> Tres-Chrestien & le Roy de Suede d'une part, le Roy de Dannemarc & l'Electeur de Brandebourg de l'autre, une Cessation de tous Actes d'hostilité, tant pour l'attaque des Villes & Places, que pour la Guerre de la Campagne.

**II.** Qu'à commencer dudit 1. Avril, ou au moins aussi-tôt que les Generaux pourront être informés du present Accord, les Troupes & Armées de chaque Partie vivront sur les Terres & Païs, dont chacun est presentement en possession, sans qu'aucun puisse fourager sur les Terres des autres.

**III.** Que dès ledit jour 1. Avril ne se pourra faire de part ni d'autre aucune nouvelle demande de Contributions Extraordinaires, Vaches, Pionniers & Charrois, ne demeurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, suivant les necessités occurrentes, que sur les Terres dont chacun est presentement en possession, & sans qu'une Partie puisse empêcher l'autre, d'exiger le payement des Contributions qui sont deus.

**IV.** Que si contre toute apparence il survient quelque difficulté, au regard de l'observation du present Accord; soit en tout ou en partie, elle sera terminée à l'amiable par les Generaux, ou par les Commissaires y autorisez de part & d'autre, sans que pour ce sujet cet Accord soit alteré, ou qu'il soit permis de recourir à la force.

**V.** Lesdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires enverront incessamment aux Generaux & Commandans les Troupes des Rois & Electeur leurs Maîtres, une Copie du present Accord, & promettent en vertu de leurs Pouvoirs, qu'il sera exécuté ponctuellement & de bonne foy, du jour que lesdits Generaux en pourront avoir connoissance. En foy de quoy nousdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France

ANNO  
1679.

France avons signé le présent Accord, & à iceluy fait apposer les Cachets de nos Armes, pour estre échangé avec celuy desdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Dannemarc & de Braundebourg.

Fait à Nimegue ce dernier jour de Mars 1679.

(L.S.) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

CLXXXIX.

30. Avril. *Traité de Paix & de Commerce entre les Tres-Hauts, & Tres-Puissans Seigneurs les Etats Generaux des PROVINCES UNIES des Pays-Bas, & le Tres-Excellent & Tres-Illustre Prince d'ORANGE, d'une part; & Tres-Illustres Seigneurs, ISMAEL BACHA, HADGI MAHOMET, Dai, Baba Hassau, Gouverneur Aga, le reste de la Victorieuse Milice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume d'ALGER, d'autre part, par les soins & l'entremise des Sieurs Thomas Hees, & Jacob de Paetz, Commissaires desdits Etats Generaux. Fait le 30. Avril, 1679. [Traduction François du Mercure Hollandois de 1679. pag. 263. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 91. en Allemand.]*

**I**L est arresté & conclu, qu'il y aura à l'avenir entre les Tres-Hauts, & Tres-Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & le Tres-Excellent, & Tres-Illustre Prince d'Orange, d'une part; & les Illustres Seigneurs Ismaël Bacha, Hadgi Mahomet, Day, Baba Hassau, Gouverneur, Aga, le reste de la Victorieuse Milice, les grans, & les petits de la Ville & du Royaume d'Alger, d'autre; une Paix bonne, ferme & inviolable, laquelle prendra son commencement dès le jour que la Ratification du présent Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux sera parvenuë & delivree entre les mains desdits Seigneurs de la Ville & du Roiaume d'Alger: & cesseront dès lors tous actes d'hostilité de part & d'autre, estant ce Traité dès à present approuvé & deüement ratifié, & confirmé en tous & chacun ses Points & Articles par lesdits Seigneurs d'Alger.

**II.** Les Navires, ou autres Bâtimens desdits Etats Generaux, ou ceux de leurs Sujets, & Habitans, tant Juifs, que Chrestiens, trouveront toujours une entrée libre dans la Rade & le Havre d'Alger, ou d'autres Places de ce Royaume là, tant pour y demeurer à l'ancre tandis qu'il leur plaira, que pour y trafiquer, acheter & vendre avec toute franchise, en payant dix par cent pour les Droits des Marchandises, qui seront vendus, sans plus, sous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puisse estre; mais celles qui ne se vendront pas seront remportées, & débarquées en toute liberté, sans en payer aucuns Droits ou Impositions, & pourront partir quand ils voudront sans aucune detention, ni empêchement. Touchant les Marchandises de Contrebande, comme Poudre, Souffre, Fer, Planches, & toutes sortes de Bois propre à bâtir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Fusils, & autres assortimens, servans à l'usage de la Guerre, lesdits Habitans des Provinces-Unies, ne seront pas tenus d'en payer aucuns Droits à ceux d'Alger.

**III.** Les Navires, ou Bâtimens, tant ceux desdits Seigneurs les Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets, que ceux du Royaume & des Habitans d'Alger, pourront naviger, passer la Mer, & trafiquer sans être visitez, detenus, retardez, ni molestez les uns des autres; & toutes les personnes, & passagers de quelque Pays, & Nation qu'ils puissent être, avec tout l'Argent, Biens, Marchandises, & meubles de quelques personnes & Nations que ce soit, qui seront trouvez dans quelqu'un des Vaisseaux susmentionnés, seront tout à fait libres, & ne seront point arrestés, saisis, pillés, ni endommagés de part ou d'autre.

**IV.** Lors que les Navires de Guerre d'Alger, ou

ANNO  
1679.

bien les Bâtimens d'autre sorte rencontreront en pleine Mer quelques Vaisseaux Marchands, ou autres appartenans aux Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, n'étant point dans les Places dependantes desdits Seigneurs Etats, ceux d'Alger pourront envoyer leur Chaloupe à bord desdits Vaisseaux des Provinces-Unies avec deux Hommes seulement, qui entreront dans ladite Chaloupe, outre ceux, qui tireront à la rame; & ensuite il n'entrera dans aucun Navire Marchand, ou autre Vaisseau pas plus, que ces deux Hommes, sans permission du Capitaine ou Patron de Navire, lequel leur ayant montré un Passeport valide, & reconnu pour tel, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer incontinent, & le Navire Marchand, ou autre Bâtimement poursuivra sa route sans aucun empeschement. D'autre côté aussi si quelque Navire, ou autre Vaisseau desdits Seigneurs Etats Generaux vient à rencontrer quelques Vaisseaux de ceux d'Alger, le Capitaine de quelqu'un de ces Vaisseaux ayant montré un suffisant Passeport, signé par les Seigneurs Regens d'Alger, avec une Certification du Consul desdits Seigneurs Etats, Resident pour lors à Alger, ce Navire, ou Bâtimement Algerien poursuivra librement son voyage.

**V.** Nul Capitaine, ou autre personne de quelque Navire ou Bâtimement d'Alger, ne pourra tirer de quelque Vaisseau appartenant aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux, aucune personne, ou personnes, de quelque Nation ou condition qu'elles soient, pour les mener ou faire mener autre part, afin d'y estre examinées, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse estre: & beaucoup moins leur sera-t-il permis de gehenner ou torturer quelcune desdites personnes, qui se pourroient trouver embarquées dans quelques Vaisseaux des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte, ou couleur que ce puisse estre.

**VI.** S'il arrive, que quelques Navires, ou Bâtimens desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets & Habitans viennent à échouer aux côtes d'Alger, lesdits Navires avec leurs appareaux, Charges & Marchandises, ne seront point confisqués, ni les personnes faites Esclaves; mais tous les Sujets d'Alger seront obligez de faire tous les devoirs possibles & imaginables pour sauver lesdites personnes & Marchandises.

**VII.** Nul Navire, ou Bâtimement d'Alger ne pourra aller à Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou vers aucunes autres Places Ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux, pour y servir à faire des prises sur les Sujets desdits Seigneurs Etats.

**VIII.** Nuls Vaisseaux d'Alger grans ou petits ne pourront aller en course aux environs, ou à la veüe des Rades, Havres, Ports, Villes, & Places estans sous la domination desdits Seigneurs Etats Generaux.

**IX.** En cas, que quelque Vaisseau de Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou autres Places Ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux vint à amener à Alger, ou autres Places de ce Royaume quelque Navire, ou Navires, personnes, ou Marchandises appartenans à quelqu'un des Sujets desdits Seigneurs Etats à Alger, ou en d'autres Places de ce Royaume, les Gouverneurs d'iceluy ne souffriront pas, que telles personnes, ni telles Marchandises, ou effets y soient vendus, ni distraits.

**X.** En cas, que quelques Navires de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux entrassent au Port d'Alger, ou dans quelques autres Havres & Places de ce Roiaume avec quelques prises, ils pourront en toute liberté les y vendre, ou en disposer selon que bon leur semblera, sans estre molestez de qui que ce soit: Davantage, les Navires de Guerre desdits Seigneurs Etats ne seront obligez de payer aucuns Droits, ni Gabelles, mais au contraire en cas qu'ils eussent faute de munitions de bouche, ils pourront franchement acheter tout ce dont ils auront besoin à prix courant.

**XI.** Aussi-tost que quelque Navire de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux paroïra à la Rade d'Alger, & que le Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine dudit Navire en aura averty les principaux Gouverneurs d'Alger, cela sera publié par toute la Ville, afin que chacun ait à garder ses Esclaves: mais, si non obstant cela quelque Esclave venoit à échaper, ou qu'il y eut soupçon, que quelqu'un fut échapé, lesdits Seigneurs d'Alger ne permettront pas, que pour ce sujet aucune insolence soit faite, ni audit Consul, ni à aucun autre Sujet des Provinces-Unies, qui se trouvera alors à Alger; mais ils commanderont aux Patrons d'un

ANNO 1679. d'un tel Esclave, ou Esclaves, qu'ils les demandent avec toute discretion au Capitaine ou Commandeur vers lesquels se seroient peu refugier: & si cét Officier le noit constamment, ou qu'on n'en eut pas pleine connoissance; le Patron ou les Patrons seront obligez d'ajouter une entiere foy aux parolés dudit Officier, sans pour ce sujet pouvoir molester en aucune maniere ni le Consul, ni les Sujets susnommez: Neanmoins s'il étoit constant, qu'un tel Officier cachât la verité du fait, les Seigneurs Gouverneurs d'Alger pourront interpellier ledit Consul d'écrire sur ce sujet aux Seigneurs Etats Generaux, afin qu'aux Patrons de tels Esclaves eschappés soit donné satisfaction sans aucun delay.

XII. Dés le jour que la Ratification du present Traité de la part des Seigneurs Etats Generaux sera fournie & livrée aux Seigneurs Gouverneurs d'Alger, nuls Sujets & Habitans des Provinces-Unies, tant Juifs, que Chrestiens, ne pourront estre faits Esclaves dans la Ville, ni dans toute l'étendue du Royaume d'Alger, sous quelque pretexte que ce soit. En outre lesdits Seigneurs Etats Generaux ne seront nullement obligés en vertu de ce Traité de Paix, de racheter aucun de leurs Sujets & Habitans étant à present en Esclavage, ou de ceux qui pourroient encore tomber devant ladite Ratification dans le même malheur; mais il dependra absolument de leur libre volonté, sans aucune limitation, ou restriction de tems, d'user de charité, & d'en racheter tels, & tant, & en tout tems que bon leur semblera, à condition d'accorder du prix de leur rachat le plus raisonnable avec leurs Patrons, sans qu'on les puisse contraindre malgré eux à en racheter aucuns, soit des Esclaves du Beylic, ou de Galere, soit de ceux qui appartiennent aux Seigneurs, comme le Bacha, Day, Gouverneur, Aga, ou de qui que ce puisse être: Ne trouvant point à propos pour beaucoup de raisons de stipuler, que les Patrons soient tenus d'emanciper leurs Esclaves, qui sont leur propre bien, pour le premier achat; Promettant lesdits Seigneurs d'Alger d'employer leur autorité en cette affaire, pour contenter toutes les deux Parties. Il est convenu ensuite, que tous les Esclaves étant Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats Generaux jouiront à l'occasion de leur delivrance du profit & de l'Emolument du rabais, ou de la diminution des Droits deus à la Maison Royale, comme aussi des autres frais, en les payant d'une aussi raisonnable Somme qu'aucuns Esclaves d'autres Nations ont accoustumé de payer à l'égard de leur rachat, soit après la Paix conclue, ou par voye d'Aumônes: bien entendu, que tels Esclaves Habitans des Provinces-Unies, qui voudront jouir de cét Emolument, devront être rachetés par la main des Commissaires Thomas Hees, & Jacob de Paetz, ou de quelque autre Ministre de l'Etat des Provinces-Unies, qui se trouvera cy-après dans Alger; mais pour d'autres Esclaves, Sujets desdites Provinces, qui ne voudront pas jouir de cét avantage au regard desdits Droits, ils pourront procurer leur liberté par d'autres personnes, selon qu'ils trouveront à propos. De plus lesdits Commissaires, ou autres Ministres publics, lesquels pourroient être envoyez à l'avenir en cette Ville de la part desdites Provinces-Unies, auront la liberté, & le pouvoir de faire passer devant eux, ou leurs Secretaires des Contracés & Accords, donner des Lettres Patentes, ou autres Depêches en leurs noms, & faire tout ce qui sera requis pour la delivrance, & le départ des Esclaves rachetez, sans qu'aucun, qui que ce soit, s'y puisse opposer, ou incommoder lesdits Esclaves. Et pourront aussi lesdits Ministres avec autant d'autorité qu'aucuns de ceux d'autres Pvinces, Potentats, faire ou faire passer par devant eux, entre, & pour d'autres Nations Chrestiennes, toutes sortes d'Instrumens, & Contracés, & donner des Passeports sans aucune contestation de qui que ce soit.

XIII. S'il arrive que quelque Sujet desdits Seigneurs Etats Generaux demeure dans la Ville, ou en quelque autre endroit du Royaume d'Alger, les Biens ou l'Argent d'iceluy ne pourront pas être saisis, ni recherchez en façon quelconque par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers dudit Alger, mais seront tels Biens, ou Argent recueilli par celuy, ou par ceux, que le defunt aura nommé, ou institué son Heritier, ou Heritiers par Testament, en cas qu'iceux se trouvaient au lieu où le Testateur est decedé: mais s'ils n'y sont pas, alors l'Executeur du Testament, qui aura été institué legitimelement par le Defunt, après avoir fait un Inventaire de bonne foy de tous les Biens, &

TOM. VII. PART. I.

Argent delaissez, les prendra en sa garde sans aucun empêchement, & aura soin que par des voyes sures il soit remis entre les mains des vrais, & legitimes Heritiers. Mais si quelqu'un desdits Sujets venoit à mourir sans Testament: le Consul desdites Provinces-Unies se fera de tels Biens, & Argent sous un Inventaire suffisant, pour les faire tenir aux plus proches Parens, & Heritiers du Defunt.

XIV. Les Marchands, tant Juifs, que Chrestiens desdites Provinces-Unies se trouvant dans la Ville & Royaume d'Alger, ne seront point du tout contrains d'acheter des Marchandises contre leur gré; mais il fera toujours à leur choix d'en acheter de telles, qu'ils trouveront leur être forttables. Pareillement ne sera aucun Capitaine, ou Patron de Navire desdites Provinces tenu de charger malgré luy des Marchandises pour les porter, ni pour faire des Voyages vers des Lieux où il ne voudra point aller. Aussi ne sera le Consul desdites Provinces point obligé de payer les Dettes d'un autre sujet des mêmes Provinces, à moins qu'il n'eût été donné pleige & caution par acte public pour le payement desdites Dettes.

XV. Les Sujets, tant Juifs, que Chrestiens desdits Seigneurs Etats Generaux, en cas de plaiderie ou Procès à Alger, ou dans son Territoire, ne seront point tenus de se soumettre à aucune autre Jurisdiction, qu'à celle du Day, & de la Douane: Excepté néanmoins s'il y avoit des differens tant Civils, que Criminels entre ceux de la Nation seule desdites Provinces-Unies, auquel cas ils ne seront obligés de comparoître pardevant autre Juge, que pardevant leur Consul, qui aura l'autorité de terminer lesdits differens, comme de meurtres, blessures, & autres delits, selon l'Instruction, & les ordres desdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. S'il arrivoit que quelque Sujet desdits Seigneurs Etats Generaux se trouvant au Royaume d'Alger, offensât, blessât, ou tuât un Turc, ou More, & qu'il vint à être fait Prisonnier, il sera châtié de la même maniere, & non avec plus de rigueur qu'un Turc pourroit être puni, s'il avoit commis de pareils crimes; mais s'il venoit à échapper, le Consul, ni autres Sujets desdits Seigneurs Etats ne pourront point être inquietez, ni molestez à cause de cela.

XVII. Ledit Consul des Seigneurs Etats Generaux resident à Alger, y demeurera en toute liberté & seureté, tant de sa personne, que de ses Biens. Il luy sera aussi permis de choisir son Trucheman & Courretier, & d'aller à bord de toutes sortes de Vaisseaux, qui seront à l'ancre aux Havres, ou à la Rade, tant de fois qu'il luy plaira; comme aussi de frequenter le Pais par Terre. De plus luy sera ottroyé & permis de faire publiquement en sa Maison l'exercice de la Religion Chrestienne, & Reformée, sans aucun trouble, ou molestation, soit de fait, ou de parole, par qui que ce puisse être.

XVIII. De plus a esté accordé & convenu, que non seulement durant la continuation de la Paix & amitié, mais aussi en cas de quelque interruption, ou rupture d'icelle entre lesdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux du Royaume d'Alger, le Consul & autres Sujets desdits Seigneurs Etats demeurant audit Royaume d'Alger, c'est-à-dire, aussi bien en temps de Guerre, que de Paix auront une entiere liberté de se retirer chez eux, ou vers d'autres Pays en des Navites ou Vaisseaux de quelque sorte de Nation que ce soit, ainsi qu'ils trouveront à propos, & de transporter avec eux leurs Biens, Familles, & Serviteurs, sans qu'on leur puisse donner le moindre empêchement.

XIX. Nul Sujet, tant Juif, que Chrestien desdits Seigneurs Etats Generaux, estant passager, & allant avec son Bagage vers quelques Pays que ce soit, ou en venant, ne pourra être molesté en façon quelconque, quoy qu'un tel passager se trouvât en un Vaisseau Ennemi de ceux d'Alger. De même un Passager Algerien se trouvant embarqué en un Vaisseau Ennemi desdits Seigneurs Etats, ne sera point molesté ni en sa personne, ni aussi en ses Marchandises qu'il aura chargées dans ledit Vaisseau.

XX. Aussi-tôt, que la Ratification du present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux sera arrivée à Alger, & delivrée aux principaux Gouverneurs de ladite Place, toutes les injures & dommages soufferts de part & d'autre seront éteins & mis en un perpetuel oubli, & cesseront toutes sortes d'hostilités & violences de l'une & de l'autre part; aussi demeurera cette Paix en son entiere force & vigueur, & continuera pour toujours: & si depuis le jour, que ladite Ratification aura esté mise entre les mains desdits Seigneurs

ANNO  
1679.

principaux d'Alger, se faisoient encore quelques prises & dommages de côté & d'autre devant que la Paix fut convenue à un chacun des Sujets, il en sera donné une prompte satisfaction.

XXI. En cas, que par inadvertance, ou autrement il survint quelques contraventions au present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, ou desdits Seigneurs d'Alger, ledit Traité ne laissera pas de subsister en toute sa vigueur, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Paix, amitié, & bonne correspondance; mais la Partie offensée demandera à l'amiable une prompte réparation de telles contraventions avant que d'en venir aux armes: Et si la faute procede de quelques Sujets particuliers, ils en seront seuls punis severement, sans aucune connivence; comme infractions de Paix, & Perturbateurs du repos public.

Confirmé, signé, & scellé en la presence de Dieu le trentième jour d'Avril, l'an de grace mil six cent soixante & dix-neuf; étant vers le milieu de la Lune Rabia Elonel, en l'année mil nonante de l'Hegire.

(L.S.)

(L.S.) Thomas Hees,

(L.S.)

(L.S.) Jacob de Paetz,

(L.S.)

(L.S.)

## CXC.

3. Mai. *Articles signez entre les Ambassadeurs de FRANCE & celui de BRANDEBOURG, par lesquels Wesel & Lipstat sont remis aux Troupes de Sa Majesté Louis XIV. Roi de France, avec prorogation de l'Armistice pour le tems de 15. jours. Fait à Zanten, le 3. Mai, 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europæum, Tom. XII. pag. 7. en Allemand; & dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimègue. Tom. IV. pag. 468.]*

Comme pendant tout le cours de la Guerre qui auroit engagé Monsieur l'Electeur de Brandebourg dans des interets contraires à ceux de Sa Majesté Tres-Chrestienne, Son Altesse Electorale auroit toujours conservé une forte passion de rentrer par la Paix dans l'Alliance dudit Seigneur Roi, & que Sa Majesté auroit toujours témoigné desirer qu'un prompt accommodement des differends qu'il y a entre la Couronne de Suede, & ledit Sieur Electeur la peust mettre en estat de luy rendre sa premiere amitié, & luy faire ressentir les effets de l'estime qu'elle a toujours eue pour luy: il seroit arrivé que pour parvenir à cet accommodement on seroit convenu d'une suspension d'Armes pour tout le Mois d'Avril, laquelle n'ayant pu suffire pour terminer les differends qui ont arresté jusques à present le Traité de Paix, Sa Majesté pour ne rien omettre de ce qui la peut faciliter, auroit donné pouvoir à ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour les Traitez de Paix à Nimègue de convenir avec l'Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. d'une prorogation d'Armistice aux conditions suivantes.

I. Qu'en consequence des offres que Monsieur l'Electeur de Brandebourg a fait faire à Sa Majesté Tres-Chrestienne pour preuve de la bonne foy avec laquelle il veut agir avec elle, le Sieur de Spaen Lieutenant General & Commandant les Troupes de Son Altesse Electorale remettra les Places de Wesel & de Lipstat au Pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrestienne pour être gardées par les Commandans & Troupes qu'Elle y voudra mettre en Garnison jusques à ce que la Paix entre Sa Majesté & ses Alliez d'une part, & Monsieur l'Electeur de Brandebourg soit signée & ratifiée.

II. Que les Troupes qui sont en Garnison dans ladite Place de Wesel, & Fort de Lippe en dépendant pour S. A. E. en sortiront Mardy neufvième de ce Mois & que la Garnison Françoisé que Monsieur de Calvo y envoie jusques au nombre de quatre mille Hommes tant Infanterie que Cavallerie, y sera introduite & receuë de bonne foy par ledit Sieur de Spaen

pour y demeurer jusques audit temps de l'échange des Ratifications du Traité de Paix qui se fera avec Son Altesse Electorale.

III. Ledit Sieur General de Spaen fera aussi conduire par un Commissaire le Corps de deux mille Hommes tant Infanterie que Cavallerie des Troupes de Sa Majesté Tres-Chrestienne qui doivent tenir Garnison dans Lipstat & elles partiront de tout cet effet d'Ordin ghen ledit jour neufvième du present Mois pour arriver à ladite Ville de Lipstat le quinziesme au plus tard, où ledit Sieur de Spaen les fera aussi recevoir & loger en faisant en même temps retirer les Troupes qui y tiennent Garnison pour Monsieur l'Electeur.

IV. Qu'il sera libre audit Sieur General de Spaen de retirer desdites Places tout ce qui luy sera necessaire & qu'il sera dressé un Inventaire de tout ce qu'il laisse de Munitions de Guerre & de bouche dans les Magasins desdites Places & de toutes autres choses appartenantes à S. A. E. pour être rendus en pareille quantité par Sa Majesté avec l'Artillerie après la Paix à ceux auxquels Monsieur l'Electeur de Brandebourg desirera que lesdites Places soient remises; ce qui sera fait sans aucune deterioration.

V. Il sera pareillement libre aux Habitans desdites Places ou d'y demeurer, auquel cas ils y feront en toute seureté, ou d'en sortir & d'en retirer tout ce qu'il leur appartiendra.

VI. Et comme la prorogation d'Armistice que ledit Sieur Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. auroit demandée instamment pour traiter de ladite Paix tant pour Elle que pour le Roi de Danemark son Allié, auroit été trouvée par Sa Majesté beaucoup plus longue qu'elle n'est necessaire pour la conclure, & que même elle pourroit rendre plus incertain un bien si desiré de toute l'Europe, il a esté convenu que la suspension d'Armes signée le 31. Mars dernier durera encore quinze jours, & à commencer demain quatrième dudit Mois.

VII. Les Troupes que Sa Majesté Tres-Chrestienne mettra dans Wesel & Lipstat, ne seront à charge aux Habitans & Sujets de S. A. E. que pour le couvert & les simples ustanciles, & l'on n'imposera ni exigera aucunes Contributions, Fourrages, ou subsistance de ses Pais estans au delà du Rhin.

VIII. Il a esté aussi accordé que les Generaux, Intendants, Commissaires & autres Officiers ne se mesleront point des affaires de Justice, Police, & Finances, ou Ecclesiastiques dudit Pays, & les laisseront dans l'estat où elles sont à present.

IX. Le Commerce sera libre tant par Eau que par Terre sans être chargé d'aucune nouvelle imposition sous quel que prétexte que ce puisse estre. En foy dequoy Nousdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires avons signé les presens Articles & à iceux fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Zanten le troisième May mil six cens soixante & dix-neuf.

LE MARESCHAL D'ESTRADES. COLBERT.  
BLASPEIL.

*Promesse du General Spaen d'executer les Articles dont les Ambassadeurs de France sont convenus avec celui de Brandebourg le 3. May 1679.*

Nous sousigné Lieutenant General Commandant les Troupes de Son Altesse Electorale de Brandebourg, après avoir eu communication des Articles accordez ce jourd'huy entre Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France & M. de Blaspiel aussi Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sadite Altesse Electorale, avons promis, & promettons de les executer de notre part selon leur forme & teneur, & en consequence remettre de bonne foy au Pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrestienne, la Place de Wesel, avec le Fort de Lippe en dépendant, & celle de Lipstat dans le temps & en la maniere mentionnée dans lesdits Articles. Fait à Zanten le 3. May 1679.

SPAEN.

## CXCI.

*Declaration des Ambassadeurs de France pour la Prolongation de l'Armistice avec le Roi de DAN-*  
NEMARC

ANNO  
1679.



ANNO  
1679.

NEMARC pendant quinze jours. A Nimegue le 5. Mai 1679. Avec une autre semblable DECLARATION de l'Ambassadeur de Sa Majesté Danoise. A Nimegue le 25. Avril—5. Mai 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 472.]

Nous sousignés, Ambassad. Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, étans convenu le 3. jour de ce Mois avec son Excellence Monsieur de Blaspiel, Ambassad. Extraordinaire & Plenipotentiaire de Son Altesse Electorale de Brand. que la Suspension d'armes, signée à Nimegue le 31. Mars dernier, seroit renouvelée pour 15. jours, & continuée aux mêmes conditions; declarons que nous avons pareillement consenti, que le Roi de Dannemarc avec son Royaume & ses Etats soient aussi compris, en la meilleure maniere qu'ils puissent être dans ladite prorogation & continuation d'Armistice: & nous en promettons de bonne foi en vertu de nos Pleinpouvoirs le même accomplissement de la part de Sa Majesté envers le Roy de Dannemarc, ses Royaume & Etats, que nous l'avons promis envers Monsieur l'Electeur de Brandebourg par ladite Convention du 3. de ce Mois. En foy de quoy nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes.

A Nimegue ce 5. May 1679.

(L.S.) Le MARESCHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

Declaratio Excellentissimæ Legationis Danicæ pro continuatione Armistitii, die 31. Martii Neomagi conclusi.

Nos Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ, Norwegiæ, &c. Legatus Extr. & Plenipotentarius infra scriptus declaramus & notum facimus per præsentés, quod cum inter Illustrissimos & Excellentissimos Dominos S. R. M. Christianissimæ Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios ex unâ, & Illustrissimum & Excellentissimum Dominum S. S. Electoralem Brandenburgicæ Legatum Extraord. & Plenip. ex alterâ parte 3. die hujus Mensis Maji conventum sit, ut Armistitium sive Armorum & Hostilitatum cessatio 31. Mensis Martii novissime elapsi hîc Noviomagi conclusa denuo renovaretur, & per 15. dies à 4. iidem hujus Mensis Maji Stilo Novo numerandos prorogaretur & continuaretur, iisdem Armistitii legibus & conditionibus, de quibus 31. die Martii inter Partes tunc paciscentes conventum erat, per omnia renovatis & restabiliis, nos in prædictam Armistitii prorogationem & continuationem, ut & prædictas Leges arque conditiones jam renovatas nomine S. R. M. Daniæ Domini nostri Clementissimi consentimus, easdemque ratas habemus, omniaque & singula, quæ ex parte alte memoratæ S. R. M. Daniæ erga S. R. M. Christianissimam observanda & adimplenda sunt, bonâ fide observarum & adimpletum iri promittimus per præsentés manu nostrâ signatas & Sigillo nostro munitas.

Noviomagi die 25. Aprilis 5. Maji 1679.

(L.S.) J. HOECH.

CXCII.

29. Avril. 9. Mai. Huldigungs-Revers derer Beambten des Nieder-Hessischen Fürstenthums/ an Carl Landgraffen zu Hessen-Cassel/ als ihren Landes-Fürsten ausgestellt/ ihme jederzeit Treu/ Hold/ und gehorsamb in ihrer verwaltung zu verbleiben. Geben zu Cassel am 29. April -9. May 1679. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz VIII. pag. 926.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Homage par lesquelles les Officiers de la TOM. VII. PART. I.

Basse-Hesse reconnoissent CHARLES Land-ANNO ANNO grave de Hesse-Cassel pour leur Seigneur Ter-1679. ritorial, & lui promettent toute obéissance & fidelité. A Cassel le 29. Avril-9. Mai 1679.

Wir zu End berandte Ambleute und undere Beambte der Quartæ im Nieder-Fürstenthumb Hessen/ thun kund hiermit/ bekennende; Als der Durchleuchtigste Fürst und Herr/ Herr Ernst/ Landgraf zu Hessen/ Fürst zu Hersfeld/ Graf zu Cakensellenbogen/ Dieß/ Ziegenhain/ Nidda und Schaumburg zc. Unser gnädigster Fürst und Herr/ uns ohnlänglich zu Seiner Durchl. respective Ambe- und Schuldheissen/ auch Ambe- Schreibern/ Renth- Meistern und Vögten/ in besagter Niederhessischen Quarta, gnädigst bestellet und angenommen/ nach Veranlassunge aber deren in Hochl. Fürstl. Hans Hessen-Cassel am 12. Februarii Anno 1627. und folgendes am 1. Septembris Anno 1628. wie auch am 1. Januarii 1654. und den 8. Maji 1660. nach und nach aufgerichteter Haupt- und Erb- Vergleich/ uns obliegen und gebühren will/ wohin wir auch in kraft unserer Bestallungs- Brieffe angewiesen seynd/ dem regierenden Landes-Fürsten in dem Fürstl. Hans Hessen-Cassel/ und dessen Successoren in der Regierung/ usf die in berührter Niederhessischer Quarta reservirte Jura superioritatis in Geist- und Weltlichen Sachen/ und was davon dependiret/ auf Waasse und Weise/ wie besagte und andere erfolgte Vergleich/ und Abschiede anweisen/ gehörige Handgelöbniß/ und darauf auch wirkliche Eyd- Psichte zu thun/ auch darüber gewöhnliche Reversales zurück zu geben; Und es dann/ an deme/ daß auf neulicher Zeit nach Gottes gnädigem Willen/ erfolgten frühzeitigen Todes-Fall des Weyland Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Wilhelmens des siebenen/ Landgrafen zu Hessen/ Fürsten zu Hersfeld/ Grafen zu Cakensellenbogen/ Dieß/ Ziegenhain/ Nidda und Schaumburg zc. unsers auch gewesenen gnädigsten Fürsten und Herrn/ hochseeligstens Andenkens/ dero Herr Bruder/ der auch Durchleuchtigste Fürst und Herr/ Herr Carl Landgraf zu Hessen/ Fürst zu Hersfeld/ Graf zu Cakensellenbogen/ Dieß/ Ziegenhain/ Nidda und Schaumburg zc. unser auch gnädigster Landes-Fürst und Herr/ höchseeliggedachter Seiner Fürstl. Durchl. in Regiment succediret/ und dero selbst dahero solche Eyd- Psichte zu leisten/ und vermöge dero selbst die reservirte hohe Landes-Fürstl. Jura in Geist- und Weltlichen Sachen in besagter Niederhessischer Quarta, auch in specie dem regierenden Fürsten/ und dessen Successoren zu gutem zu wahren/ wir alle Wege schuldig seynd/ daß demnach höchstgedachte Ihre Durchl. unsern gnädigsten Fürsten und Herrn/ von wegen icht ersehler reservirter Landes- Fürstlicher Juriur Superioritatis, wir als bestellte Beambten/ in der Niederhessischen Quarta, die obberührter waassen verglidene Handgelöbniß/ und wirklich geschworne Eyd- Psichten auf ergangene Citation gehorsambst allhier geleistet/ und uns dardurch verpflichtet haben/ auch hiermit nochmahls kräftiglich verpflichten/ Ihrer Fürstl. Durchl. und derselben Manns-Leib- Lebens- Erben und Nachkommen in der Regierung/ nach der Ordnung des im Fürstl. Hans Hessen eingeführten und so wohl von der Römischen Kayserl. Majestät/ als durch den Reichs- Friedensschluß und jüngsten Reichs- Abschied bestätigten Rechtsens der ersten Geburth/ zu dero obberührter waassen reservirten Landes-Fürstlichen Hoheit und Rechten allezeit/ (wegen besagter Reservaten) bey unserer Dienstverwaltung/ und so lange wir darbey seyn und bleiben werden/ tren/ hold/ gehorsam und gewärtig zu seyn/ die bemelte reservata, so viel deren in unsere Ambe- Bedienung lauffen/ und unter denenselben insonderheit die Reichs- Cräyß- Fraulein-Land- und Tranc- Steuern/ und was denen anhänget/ treulich und fleißig zu wahren/ zu beobachten und zu verwalten/ vor uns selbst darwieder nicht zu handeln/ noch ändern zu handeln gestatten/ sondern die vorkallende Nothdurfft iederzeit an höchstgedachte Ihre Fürstl. Durchl. unsern gnädigsten Landes-Fürsten und Herrn/ oder Ihrer Fürstl. Durchl. nachgesetzte hiesige Regierung zu berichten/ gelangen zulassen/ und insgemein dieser Landes- Fürstl. Reservaten halber zu thun und zu leisten/ was getreuen Dienern und Beambten gegen ihren Landes-Fürsten eignet und gebühret; Inmassen wir solches/ wie obgedacht/ mit Hand- gegebenere Treue gelobt/ und einen leiblichen Eyd/ zu Gott geschworen/ auch zu Ibrkund dessen diesen Revers-Brief unter unser eigenhändigen Subscription und Putschafft von uns gegeben haben; So geschehen zu Cassel am 29. April-9. Maji 1679.

CXCIII.

Acte conclu entre les Ambassadeurs de FRANCE 16. Mai/ & de BRANDEBOURG pour faire cesser les hostilités en Amerique. A Nimegue le 16. Mai 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 477.]

Nous Charles Colbert, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Christienne F f f 2 pour

ANNO  
1679.

pour les Traitez de Paix, &c. Et nous Werner Guillaume de Blaspeil, aussi Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Son Altesse Electorale de Brandebourg pour le même sujet, Declarons à rous qu'il appartiendra, que, comme Sa Majesté ayant été informée, que deux particuliers auroient fait depuis peu un armement dans les ports de Zeelande, & qu'ils en estoient parris avec deux Vaisseaux armez en Guerre, pour aller dans les Isles de l'Amérique faire la Guerre à ses Sujets, sous la Commission de Son Altesse Electorale de Brandebourg, avoit fait partir pour lesdites Isles Monsieur le Comte d'Estrées avec une Esquadre de quatorze Vaisseaux, pour les chercher & les prendre ou couler à fond; Nous pour empêcher, que les hostilités par Mer ne puissent apporter quelque retardement aux dispositions, qu'il y a, à les faire cesser au plustost par Terre, serions convenus en vertu de Nos Pleinpouvoirs, qu'il sera incessamment donné ordre par Son Altesse Electorale aux Capitaines desdites deux Fregattes, de ne rien entreprendre contre les Vaisseaux & Sujets de Sa Majesté; Et que sur les duplicats qui seront expédiés dudit ordre, & remis entre les mains de nous Ambassadeur de France, Sa Majesté Tres-Christienne fera aussi sçavoir audit Seigneur Comte d'Estrées, que son intention est, qu'il laisse la liberté ausdites deux Fregattes, de naviger par tout où bon leur semblera: En foy de quoy nous avons signé le présent Acte, & à iceluy fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Nimègue ce seizième May 1679.

(L.S.) COLBERT.

(L.S.) W. G. BLASPEIL.

## CXCIV.

16. Juin. *Traité pour l'Assemblée de Lunden, entre le Roi de SUEDE & le Roi de DANEMARK. Fait à Lunden, le 16. Juin, 1679. [FREDER. LEONARD, Tom. V.]*

Les deux Rois de Suede & de Danemark estans convenus, sur la proposition & à la diligence de Monsieur le Marquis de Feuquièrre Ambassadeur de France, de traiter la Paix icy en Schone, pour avec l'assistance de Dieu, trouver moyen d'assoupir les differends qui sont survenus, & finir entierement la sanglante Guerre dans laquelle ces deux Royaumes ont été enveloppez, en y rétablissant une bonne Paix, comme elle l'est déjà dans les autres Lieux de la Chrétienté: Leurs Majestez ont ordonné des Commissaires pour cet effet. Mais comme il est necessaire de traiter auparavant des Préliminaires, pour rendre plus facile le chemin & la conclusion d'une si grande & si Chrétienne affaire; Elles ont nommé les Deputez sous-signés, autorisez de leurs Pouvoirs, lesquels après s'estre trouvez ensemble dans l'Eglise de Lunden, & y avoir conféré, sont demeurez d'accord de ce qui s'ensuit:

I. A l'égard du temps que le Traité devra commencer, comme il n'y a rien qui puisse retarder cette affaire entre les deux Rois qui sont dans le voisinage, on est demeuré d'accord que ce sera le 29. Juin prochain, & que les Commissaires des deux Rois s'y trouveront sans faute.

II. Pour le lieu de l'Assemblée, on est convenu après grande deliberation, que ce seroit la Ville de Lunden, où Messieurs les Commissaires s'assembleront dans le Chœur de l'Eglise. Et afin qu'il n'y eust point de dispute pour l'entrée en ce Chœur, l'on est aussi convenu qu'à la premiere Assemblée l'on jettera au sort qui devra entrer au Chœur par le côté droit, & qui aura la droite à la Table.

A l'égard des Logemens dans la Ville, les Suedois prendront pour eux & leur suite toutes les Maisons qui sont du côté de l'Eglise qui regarde Malmoë, & les Danois celles qui sont situées du côté de Landscroon, laissant à Monsieur l'Ambassadeur de France la Maison & residence de l'Evêque, & celles du Professeur Nortman & du Docteur Berents pour d'autres Ministres de Rois ou Princes qui pourroient venir au Traité.

III. Quant à la seureté, elle sera entiere pour toutes choses sur le chemin de Malmoë & de Landscroon, lequel chemin aura une demie lieuë de largeur. La

ANNO  
1679.  
Ville de Lunden aura aussi un District de trois lieux en circonference en mesme seureté que lesdits chemins, & dans cette circonference qui commencera depuis la Mer auprès de Baurby en suivant la Riviere de Keflinge & le Pont de Geding, & de là à Dahlby, Braugeroup, Biorlorff jusques à Lomma, & tout le long de la Mer jusques à Baurby, il n'y aura aucune hostilité, ou autre action semblable, quelque nom qu'elle puisse avoir, mais tout sera dans une parfaite & inviolable seureté.

Il faut pourtant observer que hors le libre District des chemins qui vont à Malmoë, ou à Landscroon personne hors les Habitans du País, qui apporteront les choses necessaires de quelque qualité qu'il soit, ne jouira de cette liberté, s'il n'est de la suite des Commissaires qui allaient de Lunden à Malmoë, ou à Landscroon, & qui devra avoir de leur marque, ou Passeport, & ceux qui voudroient aller de Malmoë, ou de Landscroon à Lunden devront estre pourvus des Passeports des Gouverneurs.

IV. Et afin que cette seureté puisse estre sceüe de tout le monde, elle sera publiée dans les deux susdites Places & dans les Armées des deux Rois, au son des Tambours & des Trompettes, aussi-tost que cet Accord sera signé, & l'on fera en outre expresse deffense à toute personne sur peine de la vie de violer, ou offenser cette seureté en aucune chose. Que si contre toute esperance, le Traité se rompoit sans estre conclu, la liberté qui y est presentement stipulée demeurera pourtant encore dans sa force & vigueur trois jours après la separation des Commissaires.

V. Comme il est necessaire en telles occasions de dépêcher des Courriers & Trompettes avec des Lettres, on est convenu que les Commissaires des deux côtés seront autorisez de leurs Maîtres pour donner des Passeports à tels Trompettes & Courriers, ou qui que ce soit de leurs Gens avec leurs Convoys, lesquels Passeports seront respectez sur peine de la vie par les Officiers de Guerre & de Justice de part & d'autre sur les chemins de Lunden & Malmoë à Christianstadt, ou Helmstadt, comme aussi de Lunden à Landscroon & Helseimbouurg, où les deux Rois pourroient estre pour lors.

VI. Et s'il se rencontre que quelqu'un des Commissaires jugeast à propos d'aller trouver en personne le Roi son Maître, il aura lui, & sa suite, son Convoy, & Bagage la mesme seureté.

VII. Au reste les Convoys dont lesdits Commissaires doivent estre pourvus sont reglez à cinquante Chevaux avec les Hauts & les Bas Officiers & vingt-quatre Mousquetaires avec un Lieutenant & les Bas Officiers, lesquels seront compris sous la mesme seureté.

Pour assurance de ce que dessus le present Accord a esté fait double & signé des deux Deputez qui en ont fourni chacun leur exemplaire, afin que les deux Rois puissent en envoyer leur Ratification, laquelle lesdits Deputez s'obligent d'avoir dans dix jours. Fait à Lunden ce 16. Juin 1679. Signé,

JORAN SPARLING,

CHRISTOPHER SCHESTEDT.

## CXC.V.

*Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France 29. Juin. ce, & CHARLES XI. Roi de Suede, d'une part, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg d'autre part; Sa Majesté T. C. agissant & faisant non seulement, pour Elle, mais aussi pour son Allié le Roi de Suede. A St. Germain en Laye le 29. Juin 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS, & les RATIFICATIONS de Sa M. Très-Christienne & de Son Altesse Electorale. Comme aussi un ARTICLE SEPARÉ concernant l'assistance promise par ledit Roi T. C. aux Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg, en certains Interests, contraires à ceux de Son Altesse Electorale. A St. Germain en Laye le même jour 29. Juin 1679. [Recueil de LEONARD, Tom. III. d'où l'on*

ANNO  
1679.

l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans PUFFENDORF *de Rebus Gestis* FRID. WILHELMII *Elect. Brandenburg.* Lib. XVII. pag. 1359. en Latin; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. en Latin, & en Allemand; dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. Special. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 259. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publica.* Tom. X. pag. 704. en Allemand, & dans le *Theatrum Europæum.* Tom. XI. pag. 1473. en Allemand.]

**L**ouis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secrétaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le vingt-neuf du Mois de Juin dernier, en ce lieu, avec le Sieur Meinders, Conseiller, Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-ami Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Electeur, le Traité de Paix, dont la teneur s'en suit.

**A**U nom de Dieu le Createur & de la Tres-sainte Trinité. Soit notoire à tous, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, n'a rien souhaité davantage que de voir la tranquillité generale rétablie après les longues & sanglantes divisions dont l'Europe a esté agitée, Sa Majesté a vû avec peine que les divers Traitez qui ont esté signez à Nimegue, particulièrement avec l'Empereur & l'Empire, n'ayent pû éteindre le feu de la Guerre dans le Nord, & qu'elle ait esté necessitée de faire encore agir ses Armes contre l'Electeur de Brandebourg. Mais parce qu'au milieu mesme de ces derniers troubles elle a conservé beaucoup d'estime pour ce Prince, & une disposition sincere à le recevoir dans sa premiere Alliance, toutes les fois qu'il se mettroit en état d'y rentrer; elle a reçu avec beaucoup de plaisir les témoignages qu'il luy a fait porter par le Sieur Meinders, son Conseiller & Ministre d'Etat, & son Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, du désir extrême qu'il auroit de reprendre auprès d'elle par la Paix la mesme place qu'il a eue cy-devant dans le nombre de ses Alliez, & de l'obliger à luy rendre à l'avenir la mesme amitié dont elle luy a donné autrefois tant de marques. Et comme Sa Majesté n'a nul interest à démesler avec Son Altesse Electorale de Brandebourg; qui ne luy soit commun avec le tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Charles, par la grace de Dieu, Roi de Suede, & que Sadite Altesse Electorale luy a fait témoigner qu'elle étoit dans le dessein de faire une sincere & solide Paix avec ledit Roi: Sa Majesté a bien voulu, tant pour elle que pour ledit Roi de Suede, entrer dans la discussion du present Traité de Paix. Et pour ce sujet elle a commis le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, pour traiter & negocier avec ledit Sieur Meinders; lesquels après l'échange de leurs Pleinpouvoirs, dont les Copies sont inserées cy-aprés, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à l'avenir une bonne, ferme & durable Paix & amitié entre le Roi Tres-Chrestien, le Roi de Suede, & l'Electeur de Brandebourg, leurs Successeurs, Royaumes, Pais, Etats & Sujets, avec une entiere & reciproque liberré de Commerce, tant par Terre, que par Mer & autres Eaux.

II. Il y aura de mesme une amnistie & perpetuel oubly de ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion de la Guerre, mesme à l'égard des Sujets qui auroient suivy les differens partis.

III. Toutes hostilités cesseront entre les Parties dans le temps de dix jours au plus tard, après la signature du present Traité, ou plutôt si la Notification en peut estre faite aux Generaux qui commandent les Armées de part & d'autre: sans toutefois que lesdites Armées ayent à se retirer des Pays qu'elles occupent, & dans lesquels elles pourront vivre & subsister jusques à l'échange des Ratifications du present Traité.

IV. Et comme les Traitez de Westphalie doivent toujours être regardez comme le fondement le plus solide & le plus assuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & que Sa Majesté Tres-Chrestienne s'est déclarée dans tous les temps, mesme durant le cours de la Guerre, que son intention estoit de les maintenir dans toute leur force, que le Roi de Suede s'est expliqué en la mesme maniere, & que l'Electeur de Brandebourg témoigne estre dans le mesme sentiment: il est expressément stipulé par cet Article, que les susdits Traitez de Munster & d'Osnabruk conclus en 1648. demeureront dans toute leur force & vigueur, & seront censéz repetez dans le present Traité, comme s'ils y estoient inferez de mot à mot; à l'exception toutefois des changemens qui pourroient y estre apportez par les Articles suivans.

V. L'Electeur de Brandebourg promet par le present Traité de remettre entre les mains du Roi de Suede tout ce qu'il a occupé par ses Armes dans la Pomeranie, nommément les Villes de Stralund & de Stein, & generalement tout ce qu'il possède presentement des Terres & Etats qui ont été cedez dans l'Empire à la Couronne de Suede par les Traitez de Westphalie, sans en rien reserver ni retenir.

VI. Mais parce qu'il a été jugé necessaire, pour entretenir le bon voisinage, & pour empêcher à l'avenir les differens qui naissent d'ordinaire entre les Princes, par le trop grand mélange de leurs Terres & Etats; de donner de nouvelles limites à la Pomeranie qui appartient à la Couronne de Suede, & à la Pomeranie, qui est sous la domination de S. A. E. de Brandebourg; il en a esté disposé en la maniere suivante.

VII. Toutes les Terres possédées par la Couronne de Suede au delà de la Riviere d'Oder, soit qu'elles luy eussent été cedées par les Traitez de Westphalie, soit qu'elles luy eussent esté adjudgées par le Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653. appartiendront dorénavant à l'Electeur de Brandebourg en toute Souveraineté à l'exception seulement des Villes de Dam & de Golnow, & leurs dépendances qui ont esté spécifiées nommément dans lesdits Traitez de Westphalie.

VIII. Mais parce que ladite Ville de Golnow & ses dépendances se trouvent comme enclavées dans les Terres qui doivent demeurer à l'Electeur de Brandebourg par le present Traité, & qu'il a insisté qu'elle lui fust cedée avec le reste du Pays situé au delà de l'Oder: il a esté convenu & accordé que ladite Ville de Golnow & ses dépendances luy seront laissées en engagement par le Roi & la Couronne de Suede, pour le prix & Somme de cinquante mille Ecus, payable à la volonté du Roi de Suede; avec condition expresse que toutes les fois que ledit Roi de Suede luy fera payer ladite Somme de cinquante mille Ecus, ledit Electeur sera tenu & obligé de lui remettre ladite Ville de Golnow & ses dépendances: mais que dans tout le temps que durera ledit engagement, il en jouira en la mesme maniere que de tout ce qui luy est cedé par le present Traité.

IX. Et comme par le susdit Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653. l'Electeur de Brandebourg fut obligé de partager avec le Roi & la Couronne de Suede les Droits de Peages qui se levent dans le Port de Colberg & autres Ports, & Havres de la Pomeranie au delà de l'Oder, qui demeurait sous la domination de Son Altesse Electorale de Brandebourg: il a esté accordé que le Roi & la Couronne de Suede renoncent par le present Traité à tout Droit de passage des Peages qu'ils pouvoient avoir en commun avec l'Electeur de Brandebourg, suivant le Recés ou Traité de Stetin, dans les Ports ou Havres de la parrie de la Pomeranie qui est demeurée, suivant les Traitez de Westphalie, audit Electeur.

X. En vertu des Articles precedens le Roi de Suede, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, cede, quite, & transporte perpetuellement & à toujours par le present Traité de Paix à l'Electeur de Brandebourg, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Rentes, Revenus, Jurisdicions & Prerogatives, de quelque nom & de quelque nature qu'ils puissent estre, qu'il a eus, & qu'il peut pretendre, tant en vertu des Traitez de Westphalie, que par des Conventions, Transactions & Cessions, particulièrement par le Traité ou Recés de Stetin de l'an 1653. sur les Lieux, Villes, Terres, Forests & Domaines situez au delà de la Riviere d'Oder, & partage des Droits de Peages dans les Ports & Havres de la Pomeranie Electorale, à l'exception seulement de la

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

Ville de Dam & ses dépendances, & de celle de Gollnow & ses dépendances, conformément toutefois à la disposition, qui en a été faite par l'Article 8. de ce présent Traité sans reservation, exception, restriction, ou retention quelconque: & ce nonobstant toutes Loix, Contrats, Conventions, Transactions Cessions, & Investitures, passées & futures, Coûtumes & Constitutions au contraire, auxquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires il est expressement derogé par le présent Traité, excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelques Droits, titres, clauses, ou pretextes qu'elles puissent être fondées.

XI. Consent aussi ledit Roi de Suede, que les Hommes Vassaux & Sujets desdits Lieux, Villes & Pays cedez par le present Article audit Electeur de Brandebourg, soient & demeurent quittes & absous des à present & pour toujours des foi & hommage, service & Serment de fidelité qu'ils pourroient luy avoir faits, tous lesdits Sujets & Vassaux demeurans à l'avenir sous la souveraineté de l'Electeur de Brandebourg; mais dans la propriété & possession de leurs Biens tant de ceux qui leur auroient esté donnez, vendus ou alienez par les Rois & Couronne de Suede, avant la Declaration de la presente Guerre, que de ceux qu'ils auroient acquis, ou qui leur appartiendroient de leur propre, tant meubles qu'immeubles, Rentes Viageres & à rachat, saisies & occupées, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le Parti contraire; ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux survenus, mesme depuis la Guerre commencée; sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & revenus percüs & échüs des le saisissement desdits Biens, jusques au jour de l'échange de la Ratification du Roi de Suede; ni semblablement des Dettes, effets & meubles qui auroient esté confisquez avant ledit jour à cause de la Guerre presente, en forte qu'aucun Creancier de telles Dettes, ni aucun Depositaire, Proprietaire, & leurs Heritiers ou ayans cause, en puisse faire poursuite, ni en pretendre restitution, recouvrement, ou equivalent.

XII. La Riviere d'Oder, suivant la disposition des Traitez de Westphalie, demeurera toujours en souveraineté au Roi & à la Couronne de Suede; & il ne sera pas libre audit Electeur de Brandebourg d'ériger aucune Forteresse, ou de fortifier aucune Place dans l'étendue du Pais qui luy est cedé par le present Traité.

XIII. Aussi-tost après que l'échange de la Ratification de Sa Majesté Tres-Christienne aura esté faite avec celle de l'Electeur de Brandebourg, Sa Majesté fera retirer son Armée des Pais & Places des Duchez de Cleves, Principauté de Minden, Comtez de Mark & Ravensberg, & de toutes autres Terres dudit Electeur qu'elle auroit occupées; à l'exception toutefois d'un corps de mille Chevaux qu'elle conservera dans ledit Pais, & des Places de Wesel & Lipstat qu'elle retiendra jusques à l'entiere execution du present Traité avec le Roi de Suede: après laquelle, & lors que le dit Roi aura esté rétabli dans les Pais & Places qui luy doivent être remis, elle retirera entierement ses Troupes des Places & Pais de l'Electeur de Brandebourg; mais durant qu'elles y demeureront, les Habitans des Villes de Wesel & de Lipstat continueront à fournir aux Garnisons les mêmes Logemens & ustenciles portés par le Traité de Santen; & les Habitans des Licux, où lesdits mille Chevaux seront logez, leur fourniront les mêmes ustenciles & le fourage.

XIV. Mais comme le Roi de Suede n'a point presentement de Troupes dans l'Empire, & qu'il ne pourroit peut-être y en faire passer dans le temps porté pour l'échange des Ratifications du present Traité, pour reprendre en son nom la possession des Places & Pais qui luy doivent être remis par l'Electeur de Brandebourg: il a esté convenu & stipulé qu'aussi-tôt après ledit échange entre le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg, ledit Electeur retirera ses Troupes de tout le Plar-Pais qui doit revenir par ce Traité au Roi de Suede; mais qu'il laissera les Garnisons necessaires dans les Places qui luy doivent être remises: sçavoir deux mille Hommes au plus dans Stralzund, & mille à douze cens Hommes dans Stetin; & ainsi à proportion dans les autres Places, lesquelles il conservera contre tous ceux dont elles pourroient être attaquées, jusques à ce que le Roi de Suede ait envoyé des Troupes pour prendre possession desdites Places, laquelle luy sera laissée alors par celles de l'Electeur qui se retireront dans ses Etats.

ANNO  
1679.

XV. Il sera loisible toutefois audit Electeur de Brandebourg de retirer auparavant desdites Places tout le Canon & les Munitions de Guerre qu'il y auroit fait conduire, depuis qu'il s'en est rendu Maître; y laissant toutefois l'Artillerie & Munitions de Guerre qui ont appartenu à la Couronne de Suede, & qui s'y trouveront le jour de la Signature du present Traité de Paix.

XVI. Comme S. A. E. de Brandebourg a fait de grandes instances à Sa Majesté Tres-Christienne de vouloir bien terminer en même temps la Guerre qu'elle a avec le Roi de Danemark, duquel Sadite A. E. seroit étroitement Alliée, ledit Roi de Danemark ayant déjà fait connoître le desir qu'il a de rentrer dans l'ancienne amitié & Alliance qu'il a eue cy-devant avec la France: Sa Majesté Tres-Christienne déclare qu'elle sera bien-aîsée que cette Paix se puisse faire au plutôt à des conditions justes & raisonnables, pour le bien & le repos general de la Chrestienté, pourvu qu'elle se fasse en même temps avec la Suede, sans laquelle le Roi ne se trouve pas en état de la conclure. Cependant ledit Electeur s'oblige de ne donner aucun secours, directement ou indirectement, au Roi de Danemark, s'il demeureroit encore en Guerre contre la France & la Suede; & promet de rappeler ses Troupes, s'il en avoit quelques-unes dans le service dudit Roi de Danemark.

XVII. Sa Majesté Tres-Christienne s'oblige de procurer l'agrément du Roi de Suede sur ce present Traité, & sur tout ce qui y est contenu, & d'en obtenir la Ratification dudit Roi de Suede en bonne & dûe forme dans le temps de trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut. Jusques à ce que cette Ratification soit délivrée entre les mains de S. A. E. elle ne sera point obligée de rendre la Pomeranie Suedoite; dequoy Sadite Majesté Tres-Christienne demeure garante, de mesme que de tout ce qui a esté accordé à S. A. E. en vigueur du present Traité.

XVIII. Les Ratifications de Sa Majesté Tres-Christienne avec celles dudit Electeur de Brandebourg seront échangées dans un Mois, ou plutôt, si faire se peut; & celles du Roi de Suede avec ledit Electeur seront échangées dans le terme de trois Mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foy dequoy Nous sous-signez, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs avons signé ces Presentes, & y fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuvième jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf.

ARNAULD. FR. MEINDERS. (L.S.)

NOUS ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le troisième jour de Juillet, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de l'Electeur de Brandebourg.

NOUS Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales, & Silesie, de Crosne & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden & Camin, Comte de la Marche & de Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg, & Bouttow: Faisons sçavoir à tous ceux qui

ANNO  
1679.

ANNO 1679. qui ces presentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné le Traité conclu & arrêté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau stile; de cette presente année mil six cens soixante & dix-neuf, en notre nom & sous notre Ratification, entre Sa Majesté Tres-Chrestienne le Roi de France & Nous, par le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous les Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Tres-Chrestienne, d'une part; & notre Conseiller & Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, le Sieur Meinders, d'autre part: duquel Traité la teneur s'ensuit.

*Au Nom de Dieu, &c.*

NOUS avons agréé & ratifié ledit Traité en tous & chacuns des points d'iceluy, comme Nous l'agréons & ratifions par ces Presentes: promettant en foy & parole de Prince de l'accomplir, observer, & faire observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause, ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes, & y fait apposer le Scel de nos Armes. Fait à Postdam ce  $\frac{1}{11}$ . jour de Juillet mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, FRIDERIC GUILLAUME Electeur.

*Pleinpouvoirs.*

Après que le Roi a donné tant de divers témoignages dans les differens qui ont déjà été conclus à Nimegue, de son extrême desir, de voir finir par une Paix heureuse la Guerre qui embrase depuis tant d'années la meilleure partie de l'Europe; Sa Majesté n'a rien souhaité davantage que de contribuer à l'éteindre entierement dans le Nort. C'est dans ce sentiment qu'elle a reçu avec beaucoup de plaisir les assurances que Monsieur l'Electeur de Brandebourg luy a fait donner par le Sieur Meinders son Envoyé Extraordinaire, de la sincerité de ses intentions, pour rentrer avec Sa Majesté dans les liaisons d'amitié & d'Alliance qu'il a eue avec elle avant ces derniers mouvemens, & pour conclure une bonne, solide & durable Paix, tant avec elle, qu'avec le Roi de Suede. Et parce que ledit Sieur Electeur en envoyant ledit Sieur Meinders auprès de Sa Majesté, l'a chargé de son Pleinpouvoir pour entrer dans cette Negociation, selon que Sa Majesté le desireroit: Sa Majesté pour témoigner combien elle a agreable les bonnes dispositions de ce Prince, a bien voulu de sa part autoriser, comme elle autorise par ces Presentes le Sieur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, auquel elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission, & Mandement special de conférer & negocier avec ledit Sieur Meinders, & consequemment arrester, conclure & signer en son nom tels Articles & Conventions, dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura été convenu. En témoignage de quoy Sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-cinquième jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, LE TELLIER.

NOUS Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergnes, Stetin, Poméranie, des Cassubes, Wandales, & en Silesie, de Crosne, & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg; Prince de Halberstadt, Minden & Camin, Comte de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg & Buttow: Donnons à connoître à tous

ceux qui verront les Presentes, qu'ayant appris avec joye la genereuse resolution que Sa Majesté Tres-Chrestienne a prise de soumettre le cours victorieux de ses Armes au repos de la Chrestienté, & de renouër par cet effet l'ancienne amitié & liaison qui a toujours été entre Sa Majesté & Nous, & qui avoit été alterée par les troubles de la Guerre en Allemagne & aux Pais-Bas, Nous avons donné & donnons en vertu des Presentes un Pleinpouvoir à notre Conseiller & Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, le Sieur Meinders, pour traiter & conclure un Traité de Paix & d'Alliance avec celuy ou ceux qu'il plaira à Sa Majesté Tres-Chrestienne de pourvoir pour cet effet d'un Pouvoir suffisant. Et afin qu'il n'y ait pas le moindre doute de la sincerité de nos intentions, Nous Nous obligeons, & promettons en foi de Prince, & sous nostre parole Electorale, de ratifier, d'accomplir & d'executer inviolablement toutes les conditions dont ledit Traité de Paix & d'Alliance sera composé. En témoin de quoy Nous avons signé ce Pouvoir de notre main, & y fait apposer le Scel de nos Armes. Fait à Postdam ce  $\frac{1}{11}$ . jour de Mai 1679. Signé,

FRIDERICUS WILHELMUS Elector.

*Article Separé.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arrêté & signé le vingt neuf du Mois de Juin, en ce lieu avec le Sieur Meinders, Conseiller Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-ami Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Electeur, l'Article separé, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'huy de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne & S. A. E. de Brandebourg, on est encore convenu de ce qui suit.

Comme l'intention de Sa Majesté Tres-Chrestienne est de faire cesser entierement tous les differens qui pourroient donner lieu à de nouveaux sujets de division & de Guerre entre les Princes de l'Empire, & que Sa Majesté Tres-Chrestienne s'est obligée par le Traité signé à Zell le cinquième Février de la presente année avec les Princes de la Maison de Brunswik & Lunebourg de les assister dans la garantie qu'ils ont à donner aux Ducs de Meklebourg & Saxe-Lavembourg, l'Evêque de Lubek, le Comte de Lippe & de Swartzenbourg, & les Villes de Hambourg & de Lubek, à l'égard des prétentions qu'a ou pourroit avoir contre lesdits Princes & Erats l'Electeur de Brandebourg, sous pretexte de certaines assignations obtenues pendant la Guerre: Sa Majesté, sans déroger à ladite Obligation, mais sçachant que l'intention de l'Electeur de Brandebourg est d'accommoder cette affaire à l'amiable, employera ses soins & ses offices pour la terminer entre les Parties par toutes voyes justes & raisonnables.

Ce present Article separé aura pareille force & vigueur, que s'il estoit inseré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'hui; & la Ratification en sera fournie en même tems. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuvième jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf.

ARNAULD. (L.S.) FR. MEINDERS.

NOUS ayans agreable le susdit Article separé en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons icelui tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypothèque de tous & un chacun

ANNO 1679. cun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni veuir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donnè à Saint Germain en Laye le troisième jour de Juillet, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-septième. *Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.*

*Ratification de l'Article séparé.*

Nous Frederic Guillaume par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Poméranie, des Castubes, Wandales & Silesie, de Crosne & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden & Camin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg & Butow: Faisons sçavoir à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné l'Article séparé conclu & arresté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau stile, de cette presente année mil six cens soixante & dix-neuf, en nostre nom & sous nostre Ratification, entre Sa Majesté Tres-Chrestienne le Roi de France, & Nous, par le Sieur Arnauld Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous les Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Tres-Chrestienne, d'une part; & nostre Conseiller & Ministre d'Etat & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, le Sieur Meinders, d'autre part: duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

*Outre les Articles, &c.*

Nous avons agréé & ratifié le susdit Article séparé, comme Nous l'agrees & ratifions par ces Presentes, promettant en foi & parole de Prince de l'accomplir, observer & faire observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoy Nous avons signé ces presentes, & y fait apposer le Scel de nos Armes. Fait à Potsdam ce 17. jour de Juillet mil six cens soixante & dix-neuf. *Signé, FRIDERIC GUILLAUME, Electeur.*

*Declaratio & Protestatio Legati BRANDEBURGICI, contra Pacem ZELLESEM, quam, licet in Pace SANCTI GERMANI IN LAYA mentionatam atque inclusam, Serenissimus Elector non potest approbare, quatenus, non modo suis, sed & Cæsaris, & Imperii, Regisque Daniæ Juribus adversatur. Actum Neomagi die 12-22. Julii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. IV. pag. 496.]*

Postquam suæ S. E. Brand. Legatus Extraordinarius & Plenipot. ad Pacis Tractatus Neomagi, temporis lucri faciendi & damni majoris avertendi causâ ad commutationem Ratificationum Pacis inter S. Regiam Majestatem Christianissimam & S. Ser. El. Brandenburgicam 29. Junii præterlapsi conclusæ, Articulorumque eidem adjectorum festinandum sibi esse duxisset, non potuit non Illustrissimo & Ex. Domino Mediatori Anglico significare S. S. Elect. Brand. illum supradictæ Pacis Articulum separatam, in quo Pacis 5. Febr. novissime præteriti Zellæ factæ & conclusæ mentio facta est, quidem ratihabuisse quod quæ de amabili Hamburgensis negotii complanatione, & R. S. M. Christianissimæ officii eo sine interponendis ibidem conventa sunt, ipsi non ingrata fuerunt. Sed quoniam supradicta Pace Zellensium Jura cum Cæsaris & Imperii, Regisque Daniæ, tum S. S. Elect. ipsius impetuntur, non dubitasse altè dictam S. S. Brand. Reg. S. M. Christianissimæ quemadmodum ipsa obligationi, quam antè memoratam Pacem Zellensem contraxit, prædictâ Pace Brandenburgicâ quidpiam derogare abnuît, ita quoque eam non improbatam, quod S. S. E. approbare non

ANNO 1679. possit nec velit, quæ tertius quidam in præjudicium, non solum suum, sed & Cæsaris & Imperii Regisque Daniæ stipulari voluit, ac proinde Consiliario suo Status intimo & ablegato Parisiis jam commoranti in Mandatis dedisse, ut prædictum Articulum nonnihil mutari curaret, cui rei dum ipse operam dabit supradictus Legatus Brandenburgicus commutatione Ratificationum Pacis ob autè dictas causas diutius non dilatâ, Illustriss. atque Excell. Mediatori Anglico declarandum esse duxit, suam S. E. Brandenb. prædictum Articulum, nonnisi in spem, desideratam mutationem à S. R. M. Christianissimâ admissum iri, ratihabuisse, eaque Ratificatione, id est, Ratificationis commutatione prædictam Pacem Zellensem quatenus, non modo suis, sed & Cæsaris & Imperii Regisque Daniæ Juribus adversatur, præjudicioque est, nullatenus approbare, quin potius eidem eo respectu contradicere, sibi & reliquis, quorum etiam interest, omnia quæ jure ipsis sibi que competant reservare. Quam declarationem ut Illustr. & Ex. Dom. Mediator Anglicus ad Acta Mediationis referre velit, enixe rogatur. Neomagi 22. Julii 1679.

WERN. WILH. BLASPIEL.

CXCVI.

*Traité pour l'Execution de la Paix entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince LEOPOLD Empereur des Romains, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Louis XIV. Tres-Chrétien Roi de France & de Navarre. Fait à Nimegue le 17. Juillet 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 829. &c. Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 545. en Latin comme ici, & pag. 549. en François. Theatrum Pacis, Tom. II. pag. 829. en Allemand, & en François. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Gen. pag. 1054. JAC. BERN. MULTZ Representatio Majestatis Imperat. Part. II. Cap. VIII. pag. 383. Anhang zu des Europäischen Heroldt. pag. 1192. en Allemand, LONDORPII Acta Publica. Tom. X. Lib. XI. pag. 667. en Allemand.]*

*In Nomine Sanctissimæ & individue Trinitatis.*

Notum sit universis quorum interest, aut interesse potest, cum Articulo vigesimo septimo Pacis quinta Februarii nuperi hic conclusæ contineatur, ut Commissarii ab utraque Parte nominentur qui de restitutione & evacuatione locorum restituendorum juxta Pacem Westphalicam conveniant, simulque Sacra Cæsarea Majestas ab Imperii Electoribus; Principibus, & Statibus decenter requisita sit, ut Copias suas ex Imperio in Regna & Ditiones Hæreditarias educere velit, atque eo nomine Sacra sua Cæsarea Majestas Reverendissimum, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos, Dominum Joannem Episcopum Gurcensem, Sacri Romani Imperii Principem atque Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarium, & Dominum Theodorum Althetum Henricum à Stratman Sacra Cæsarea Majestatis Consiliarium Imperii Aulicum; Sacra Regia Majestas Christianissima verò Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Carolum Colbert Equitem, Marchionem de Croissi, Sacra Regia Majestati Christianissimæ ab utrisque Consiliis ordinarium, omnes Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios, qui dictæ Paci concludendæ ac perficiendæ incubuerunt, necessariis Mandatis instruxerint quorum Apographa ad finem hujus Receptus inserta sunt. Inter eos Sacra sua Cæsarea Majestatis, & Sacra sua Majestatis Christianissimæ Commissarios de præfata restitutione & evacuatione locorum atque abductione Copiarum convenisse tenore sequenti.

I. Imperator Exercitus suos & Copias quantocius deduci curabit ex omnibus Imperii Ditionibus ad Domum Austriacam Jure Hæreditario non spectantibus, & nominatim ex Circulis Suediæ & Franconiæ, uti & ex Circulis Rhenano Electorali & Rheni superioris, Urbibusque & Fortalitiis in iis sitis, Bonnâ, Argentinâ, Offem-

ANNO Offemburgo, Hochberg, Landavio, Cronweiffenbur-  
1679. go, nec non generaliter ex quibuscunque aliis locis,  
neque Pace Monasteriensis, neque Neomagensis Sacrae  
Caesareae Majestatis competentibus, ita ut praedictae Copia  
in Bohemiam, aliosque Status Patrimoniales ante  
decimam Augusti sine ulteriori mora perveniant.

II. Rex Christianissimus Exercitus suos & Copias  
quantocius etiam revocabit bona fide ex omnibus Imperii  
Ditionibus, & nominatim ex Archiepiscopatibus  
Moguntino, Trevirensi, Colonienfi, Palatinatu Rheni,  
& Episcopatu Leodiensi, & Ducatu Juliacensi, Urbibusque,  
& Fortalitiis in iis sitis, uti & ex tota Brisgovia,  
omnibusque aliis locis, quae Domui Aultriacae virtute  
Pacis Westphalicae competunt, excepto solo Castro  
& Oppido Friburgensi & tribus Pagis Lehn, Bozen-  
hausen & Kirchart Galliae cessis, necnon generaliter  
ex quibuscunque aliis locis, neque vigore Tractatus  
Monasteriensis, nec Pace Neomagensis Sacrae Regiae  
Majestatis Christianissimae competentibus, ita ut sine ul-  
teriore mora praedictae Copiae ante decimam Mensis Au-  
gusti, in Regnum Galliae perveniant. De octo locis  
verò vigesimo sexto Instrumenti Pacis nominatis obser-  
vabuntur bona fide, quae in praedicto Article de iis  
conventa sunt.

III. Restituantur etiam intra praedictum terminum  
juxta Articulum vigesimum quartum Pacis hic conclu-  
sa, quicumque restituendi ex capite Amnestiae nondum  
restituti sunt.

IV. Porro in praesenti Tractatu omnia loca & Jura  
comprehensa intelligantur quamvis singulatim expressa  
non sint, quae restitutioni obnoxia sunt, ubicumque sita  
reperiantur, & si aliqua elapso termino adhuc restituta  
aut evacuata non essent, statim ad instantiam Partis in  
teressatae, bona fide evacuentur & restituantur. Omnia  
autem praedicta loca & jura restituantur, qualia tempo-  
re conclusionis & subscriptionis Pacis aut decimo quin-  
to die à dicta subscriptione fuerunt, una cum Archivis,  
Documentis Litterariis, aliisque mobilibus, uti & Tor-  
mentis Bellicis, quae in iis tempore occupationis &  
subscriptionis, aut decima quinta die à dicta subscrip-  
tione Pacis extiterint.

V. Quantum ad Ditiones, Communitates, & Loca  
quae se ante subscriptam Pacem Contributionibus sub-  
miserunt, & adhuc residuas debent, convenit, ut de-  
super inter Intendentes vel Commissarios ex una parte,  
& Deputatos Principis vel Statuum locorum ex altera  
ante decimam diem Augusti ex aequo liquidatio fiat,  
& quo Ditiones & Communitates illae, quae Contribu-  
tiones non debent, vel quae juxta Articulum trigesi-  
mum Instrumenti Pacis hic conclusae, datis idoneis Fi-  
dejussoribus pro residuis caverint, vel Obsides Partibus  
gratos dederint, ad solvendum adigi non possint pro iis  
Communitatibus, quae adhuc debitorum & morosae ex-  
titerint, licet ejusdem Ditionis sint, nisi quatenus in  
solidum teneantur. Illae verò Ditiones, Communitates,  
& loca quae praedictae obligationi non satisfecerint,  
ad solutionem ex conducto, in quantum fieri poterit,  
cum debitorum Ditionis regimine, executione militari  
compelli queant: ita tamen ut morosa tantum Com-  
munitates aut in solidum obligatae dilationis poenam  
sentiant, sine cujuscumque alterius gravamine, & ille  
tantum Militum numerus ad executionem adhibeatur,  
qui absolute necessarius erit, statimque à facta solutione  
aut praestita per Fidejussores, vel Obsides cautione re-  
vocetur.

VI. Nominabuntur quamprimum ab utraque parte  
Commissarii qui ea exequantur, quae de debitis & reper-  
tis in Oppido Friburgo Archivis aliisque Documentis  
Litterariis Article octavo & nono Instrumenti Pacis  
convenerunt.

Hanc de Pacis executione Conventionem promittunt  
utriusque Partis Commissarii respectivè ab Imperatore  
& Imperio, & Rege Christianissimo inviolabiliter obser-  
vatum iri, praedictorumque Articulorum executionem  
quae intra praedictum tempus ex Mandatis tam Caesareae  
quam Christianissimae Majestatum sequetur, pro utrius-  
que Partis satisfactione valituram, ita ut ad perfectum  
Pacis adimplementum nullam aliam Ratificationem com-  
mutationem opus sit. In quorum omnium fidem majus-  
que robur, Caesarei & Regis Commissarii praesens Instru-  
mentum subscriptionibus sigillisque propriis muniverunt.  
Acta haec sunt Neomagi decima septima Mensis Julii  
anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Joannes Episcopus &  
Princeps Garcensis.  
T. A. Henricus Stratman.

Colbert.

TOM. VII. PART. I.

LEOPOLDUS Divina favente clementia Electus  
Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Ger-  
maniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Scla-  
voniae, &c. Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae,  
Stiriae, Carinthiae & Wirtembergae, Comes Tyrolis,  
Notum facimus universis, postquam Instrumento Pacis  
inter nostros & Confederatarum Coronarum Plenipo-  
tentiarios Legatos concluso, subscripto & ratificato,  
inter caetera, illud quoque provifum fit, ut mox ab  
ipsis subscriptione omnis hostilitas cesset & juxta Pa-  
cem Monasteriensem, hac novissima in omnibus con-  
firmatam, reciproce & quantocius restituantur & resti-  
tuenda loca evacuentur bona fide, in eumque finem  
Commissarii ab utraque parte nominentur, qui modò  
dictam iurim restitucionem atque evacuationem intra  
Mensis spatium à ratihabita Pace absque ulteriori dilata-  
tione absolvant; intra annum verò etiam statuunt, quae  
circa debitorum ab Oppido Friburgensi pro rata incum-  
bentium solutionem, uti & Archivi ibidem reperti resti-  
tucionem, separationem ac asservationem Articulis  
octavo & nono ad illos remissa sunt: quod ex parte  
nostra ad exequendum & promovendum omne id,  
quod ad pacificum conclusae Pacis effectum necessa-  
rium visum est atque conducibile, iisdem Legatis nos-  
tris Plenipotentiariis, qui dictae Paci concludendae ac  
perficiendae haecenus infudarunt, Venerabili Joanni  
Episcopo Gurcensi, Principi Sacri Imperii, Consiliario  
devoto, nobis dilecto, nec non Consiliario nostro  
Imperiali Aulico, Sacrique Imperii fideli dilecto, Theo-  
odoro Altheto Henrico Stratman plenam nostram Po-  
testatem & Commissionem dederimus ad tractandum &  
conveniendum, & statuendumque cum Deputato vel  
Deputatis, Plenipotentiario vel Plenipotentiariis, Sere-  
nissimi & Potentissimi Franciae Regis Christianissimi,  
sive ejusdem vel eorundem Subdelegato, vel Subdele-  
gatis super praedictis omnibus, aut quae alius in iisdem  
aut circa locum etiam Friburgensem cessasse ejusdem  
dependentias ex Pacis hujus Conventionem complananda  
adhuc occurrent transigendis; & in Imperatorio nomine  
promittentes, nos omnes id quod supradicti nostri Ple-  
nipotentarii Commissarii simul, vel si quo casu, vel  
ob adversam valetudinem vel alias causas quascumque,  
unus eorum abesset, alter cum supradicti Serenissimi  
& Potentissimi Regis Christianissimi Plenipotentiario vel  
Plenipotentiariis ejusque vel eorundem Subdelegatis  
tractabit atque concludet, ratum habituros & ex parte  
nostra executioni mandari curaturos. In cuius rei fidem  
has propria manu subscripsimus, & Sigillo nostro Ca-  
esareo signari fecimus. Datum in Civitate nostra Vien-  
nae die decima tertia Mensis Aprilis Anno Domini  
millesimo sexcentesimo septuagesimo nono, Regno-  
rum nostrorum, Romani vigesimo primo, Hunga-  
rici vigesimo quarto, Bohemici verò vigesimo tertio.  
Signatum,

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILIELMUS, Co-  
MES IN KÖNIGSEG.

Ad Mandatum Sacrae Caesareae Majestatis proprium,

CHRISTOPH. BEVER.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de  
Navarre: A nostre Amé & Feal le Sieur Colbert  
Marquis de Croissy, Conseiller Ordinaire en nostre  
Conseil d'Etat, nostre Ambassadeur Extraordinaire &  
Plenipotentiaire pour la Paix, Salut. Comme par le  
vingt-septieme Article du Traité de Paix, que vous  
avez conclu, & signé en nostre nom à Nimegue le cin-  
quieme jour de Février dernier, avec les Ambassadeurs  
& Plenipotentiaires de notre tres-Cher & tres-Amé  
Frere l'Empereur; il est porté que selon la Paix de  
Munster, confirmée en tous ses Points par l'Article se-  
cond du susdit Traité l'on fera la restitution & l'éva-  
cuation des Places de bonne foy, & retirera les Troupes  
de part & d'autre, & qu'à cette fin l'on nommera des  
Commissaires en mesme temps que ledit Traité sera  
reciproquement ratifié, afin que l'évacuation & resti-  
tution des Troupes soient achevées dans l'espace d'un  
Mois pour tout delai depuis la Ratification de la Paix,  
sans y comprendre cependant les Places; desquelles il  
est

G g g

est

ANNO  
1679.

est autrement disposé pour un temps par l'Article vingt-sixième dudit Traité. Nous, pour ces causes desirant satisfaire de nostre part au contenu du susdit Article vingt-septième, Vous avons commis, ordonné, & député, commettons, ordonnons & députons par ces presentes lignées de nostre main, pour en qualité de nostre Commissaire incontinent après la Ratification, qui vous aura été fournie dudit Traité, tenir la main à l'évacuation & restitution reciproque des Places occupées de part & d'autre dans l'Empire, à l'exception toutefois de celles mentionnées dans l'Article vingt-six dudit Traité, comme aussi à la retraite des Troupes, & conjointement avec les Commissaires nommez de la part de nostre susdit Frere l'Empereur convenir & arrester tout ce qui sera jugé necessaire pour l'entiere execution du susdit Traité, ainsi qu'il y est plus particulièrement porté. De ce faire vous donnons Pouvoir, Commission, & Mandement special par cesdites presentes. Car tel est nostre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le quinziesme jour de Mars l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-sixiesme. Signé, LOUIS. Par le Roi, ARNAULD.

## CXC VII.

6-16. *Lettre de Monfr. JENKINS Mediateur Anglois, écrite aux Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale, au sujet du retablissement de la Paix entre l'ESPAGNE & la SUEDE, en leur envoyant un Projet ulterieur de Declaration pour estre accepté & publié de part & d'autre à certain jour. Avec un CERTIFICAT des Ambassadeurs de S. M. Imperiale, sur la Copie de cette Lettre communiquée par eux aux Ambassadeurs d'Espagne, mais dont l'Original restoit entre leurs mains. [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]*

MESSIEURS,

Voyant qu'il y a quelque chose, qui manque encore à la perfection de la Paix entre les Couronnes d'Espagne & de Suede, & l'expedient, dont j'ay eu l'honneur de parler plus d'une fois à Vos Excellences pour sortir d'affaire en cette rencontre, ayant eu déjà quelque approbation j'ay creu estre de mon devoir, afin d'avancer tant qu'il m'est possible une affaire de cette importance, de minuter une forme de Declaration qui pourroit servir, sauf meilleur avis, pour donner la dernière main à cette Paix, j'ay pris pour fondement, que le Roy de Suede étant compris dans la Paix faite icy à Nimegue entre l'Espagne & la France, & le Roy Catholique étant pareillement compris dans celle, qui s'est faite entre Sa Majesté Imperiale & la Suede, il n'y avoit plus lieu pour les hostilités, & par conséquent, que la Paix s'étoit tacitement rétablie entre lesdits Roys, leurs Royaumes & Etats, cecy étant indubitable, il ne reste, ce semble, aucun lieu de douter que Leurs Majestés les Roys d'Espagne & de Suede ne soient en tres-bonne disposition pour déferer aux offices & aux instances du Roy mon Maître, d'autant plus que Sa Majesté ne desire rien plus passionnement que de voir la Paix entre deux Roys, ses anciens Alliez, prendre au plutôt toutes les perfections, qui y sont requises, & entrer au nombre de ces Paix, qui sont déjà faites, afin d'affermir de plus en plus le repos general de la Chrestienté; Pour cet effet on pourroit passer sans délai à la Publication de la Paix dans les Villes de Madrid, de Bruxelles, de Stockholm, & de Riga, moyennant que les Ambassades des deux Couronnes susdites agreeassent preallablement la teneur d'une declaration, à tel effet, & arrestassent de concert entre eux un certain jour, auquel on en pourroit faire la publication auxdites Villes. Vos Excellences me feront l'honneur s'il leur plaît, de faire leur reflexion sur le Projet cy-joint, & en cas, qu'elles le trouvent conforme à leur sentiment, & à celui de l'Ambassade d'Espagne, elles auront la bonté de m'en avertir, & en mesme temps de me faire sçavoir ce qu'il y aura à faire davantage, le tout sur le presupposé que je fais, que l'Ambassade de Suede n'aura point de difficulté d'entrer dans cet expedient pour donner la dernière main à une œuvre si sainte & si importante, en attendant la reso-

lution de Vos Excellences sur ce sujet. Je demeure, Messieurs, de Vos Excellences le tres-humble & tres-obeissant Serviteur. L. JENKINS. A Nimegue ce sixiesme d'Août 1679. *Erant scriptæ.* A leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale aux Traitez de Paix à Nimegue.

ANNO  
1679.

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacræ Cæsareæ Majestatis infra scripti fidem facimus & attestamus, quod præsentis Literæ, ex originalibus, ab Illustrissimo & Excellentissimo, Domino Legato Mediatore Jenkins ad nos datis & apud nos remanentibus transumptæ sint, & eum iis in omnibus concordent. Datum Noviomagi, vigesima secunda Augusti 1679.

(L.S.) *Joannes Episcopus Gurcenfis.*(L.S.) *T. A. Henr. Stratman.*

*Lettre des Ambassadeurs de SUEDE au Mediateur Anglois, par laquelle ils se declarent d'accepter le Formulaire dressé par ce Ministre, pour la Publication de la Paix entre les Couronnes d'ESPAGNE & de SUEDE, & qui devoit tenir lieu d'un Traité formel entr'elles. A Nimegue le 6. Août 1679. vieux Stile. Avec le CERTIFICAT du Mediateur faisant foi de cette Acceptation du 8—18. Août 1679. Et un AUTRE semblable CERTIFICAT sur la Copie de la Lettre des Ambassadeurs, dont l'Original étoit resté entre ses mains, du même jour 8—18. Août 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 530.]*

MONSIEUR,

AYant reçu la Lettre de V. E. nous n'avons pas manqué d'en considerer le contenu avec le Formulaire y joint de la Publication de la Paix entre les Roys & les Couronnes de Suede & d'Espagne, & comme nous avons raison d'approuver les sentimens de V. E. aussi declaronous à present, que nous acceptons le susdit Formulaire en tous ses points & clauses, nous chargeans que selon la teneur d'iceluy, la Publication se fera le 24. de Novembre prochain dans les Villes de Stockholm & Riga, au nom de Sa Majesté le Roy nostre Maître, sur l'assurance, que V. E. nous veut bien faire, qu'elle se fera en même temps, & en la même forme par S. M. le Roy d'Espagne dans les Villes de Madrid & de Bruxelles. C'est de quoy nous avons bien voulu asseurer V. E. par ces mots, afin qu'elle sût, que l'Europe doit encore cette Paix à la Mediation de Sa Majesté Britannique & à vos soins. Nous sommes. A Nimegue ce 6. d'Août 1679.

MONSIEUR,

*de Votre Exc. les tres-humbles & tres-obeissans Servit.*

BENOIT OXENSTIERN.

JOH. PAULIN OLIVEKRANS.

*Testimonium Domini Jenkins, Suecicam Legationem recipere Formulam Pacis inter Hispania & Suecia Reges factæ.*

NOs S. R. M. Magnæ Britannia Legatus Extraordinarius & Plenip. ad Tractatus Pacis Noviomagi institutos infra scriptus notum facimus ac testamur per præsentis, quod Illustrissima & Exc. Legatio Suecica nobis Mediatorio munere fungentibus declaravit, se formulam Declarationis sive Programmatiss præsentibus annexam in omnibus approbasse & acceptasse, eum in finem, ut Pax inter Coronas Hispania & Suecia publicetur ac formetur; Promisit insuper & in se suscepit, quod autoritate Seren. & Potentissimi Suecorum Regis eadem Declaratio Stockholmia & Rigæ in Livonia, 24. die Novembris stilo Vet. proximè futuri solemniter promul-



ANNO 1679. mulgabitur, prout in casibus consimilibus moris est; in quorum fidem hasce Literas Certificatorias manu nostrâ subscripsimus, iisque Sigillum nostrum apposuimus.

8. Augusti sibi Vet. 1679.

(L.S.) L. JENKINS.

*Testimonium Legati Magnæ Britannæ Regis, Literas antecedentes cum Originali convenire.*

**N**OS Legatus Extraord. & Plenip. S. R. Majestatis Magnæ Britannæ infra scriptus testatur, quod hoc præsens Scriptum transumptum sit ex Literis Originalibus Illustrissimæ & Exc. Legationis Suevicæ ad nos datis & penes nos remanentibus, quodque earundem vera Copia sit, & cum iis in omnibus concordet.

Datum 8. Augusti 1679.

L. JENKINS.

*Lettre écrite aux Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale, par le Marquis DE LA FUENTE Ambassadeur d'Espagne, au sujet du Formulaire proposé par le Mediateur JENKINS, lequel il accepte. [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]*

*Excellentissimos Signores.*

**S**iendo cierto que el mayor desseo del Rey mi Signor, es contribuir por su parte lo mas al reposo universal, como assi mismo a la entera satisfazion de S. M. de la Gran Bretaña, no puedo dexar de stimar en el mayor grado la proposicion zelosa que haze a V. Excell. el Excellentissimo Jenkins Embaxador Extraordinario, y Plenipotenciario de S. M. Britanica Medianer en este Congreso en Papel de 16. de Agosto & V. Excellencia sean servido de poner en mis manos tocante a la Paz del Rey de Suezia, y assi no habiendo tiempo para discurtir de las formalidades ni para esperar Respuestas de S. M. & disolverse el Congreso, y estar para partir el mismo Excellentissimo & Mediator Jenkins, me conformo con su proposicion, y prego a Dios por las Excellentissimas Personas de V. Excellencias como desseo.

*Certificatio à Mediatore Legatis Suecicis exhibitâ, de Formula Pacis inter Coronas SUEVICAM & HISPANICAM instituendæ, promulgandæque, per Legatos Hispanicos approbatâ & acceptatâ. Noviomagi 8—18. Augusti 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 533.]*

**N**OS Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius, ad Tractatus Pacis Noviomagi institutos infra scriptus notum facimus & testatur per præsentis, quod Illustrissima & Exc. Legatio Cæsarea, nobis, munere Mediatorio fungentibus, declarârit, Illustrissimam & Excellentissimam Legationem Hispanicam formulam Declarationis, sive Programmatis præsentibus annexam, in omnibus approbasse & acceptasse eum in finem, ut Pax inter Coronas Sueciæ & Hispaniæ, secundum ejusdem Declarationis tenorem publicetur & firmetur, promississe insuper & in se suscepisse, quod auctoritate Serenissimi ac Potentissimi Hispaniarum Regis eadem Declaratio Madriti & Bruxellis, die 4. Decembris sibi Nov. proxime futuri, solemniter promulgabitur, prout in Casibus consimilibus moris est. In quorum fidem hasce Literas nostras Certificatorias, manu nostrâ subscripsimus, iisque Sigillum nostrum apposuimus.

8. Augusti sibi Vet. 1679.

(L.S.) L. JENKINS.

TOM. VII. PART. I.

ANNO 1679. *Réponse des Ambassadeurs de S. M. Imperiale au Marquis DE LA FUENTE Ambassadeur d'Espagne, sur sa Lettre du 17. par laquelle il avoit accepté le Formulaire du Mediateur. [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]*

**N**OUS n'avons pas manqué de communiquer à Monfr. l'Ambassadeur Mediateur Jenkins, la Lettre dont il a plû à Votre Excellence de se déclarer à nous qu'elle accepte son Projet de Publication de la Paix entre Sa Majesté Catholique & la Suede, sur l'assurance, que Messieurs les Ambassadeurs de Suede l'avoient accepté aussi. Nous y avons adjousté que Votre Excellence se chargeoit d'en rendre tel compte au Roy son Maître, afin que par l'ordre de Sa Majesté cette Publication se fist infailliblement le quatrième de Decembre prochain dans les Villes de Madrid, & de Bruxelles, presuppasant, qu'elle se fera au nom du Roy de Suede le mesme jour, & dans la mesme forme dans les Villes de Stockholm & Riga; Votre Excellence verra de l'attestation de Monfr. l'Ambassadeur Mediateur susdit, & de la Lettre des Ambassadeurs de Suede y jointe, qu'ils s'y conforment de leur costé en tout, & qu'ainsi il ne nous reste, que de nous rejouir avec Votre Excellence que par sa prudence ordinaire cette affaire soit concluë à sa satisfaction, & celle du Roy Mediateur, & des Parties. Nous sommes,

M O N S I E U R,

*de Votre Excellence  
les tres-humbles & tres-obeissans Serviteurs.*

JEAN Evêque de GURGG.

T. A. HENR. STRATMAN.

Nimegue ce 22. d'Août 1679.

*Formula Pacis inter Reges HISPANIÆ & SUEVICÆ promulgandæ, ac servandæ ab utraque parte approbata atque conventa. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 535.]*

**C**AROLUS Dei gratiâ Hispaniarum, &c. Rex, &c. Omnibus, &c.

Quum Belli denuntiatio illa, quæ nos inter ac Seren. ac Potentissimum Principem Dominum Carolum, &c. Suecorum, &c. Regem, &c. . . . ante aliquot annos hinc inde intercessit, jam pro non habitâ & non publicatâ censetur ex eo speciatim tempore, quo nos Pace cum Rege Christianissimo Noviomagi nuper initâ & conclusâ ac postmodum ratihabitâ consensimus, ut præfatus Rex Sueciæ in eadem Pace comprehenderetur, prout reipsâ comprehensus & ritè inclusus est, præfatusque vicissim Rex Pace cum Imperatore & Imperio Romani Noviomagi itidem nuper initâ & conclusâ, & deinde ratihabitâ, consensit, ut nos pariter in eadem Pace comprehenderemur, prout nos reipsâ comprehensos, & ritè inclusos esse certiores facti sumus.

Cumque Serenissimus ac Potentissimus Princeps Dominus Carolus II. Magnæ Britannæ, &c. Rex, &c. . . . Mediator inter nos & prædictum Regem Sueciæ (uti & universim) receptus, pro indefesso illo zelo quo Orbi Christiano pacificando operam per plures annos navavit, in eo totus jam sit, ut Pax inter nos & prædictum Regem Sueciæ, comprehensionibus & inclusionibus antememoratis inchoatâ, tot Pacificationibus per Europam, Deo dante, & præfato Rege Magnæ Britannæ officiis suis Mediatoriis adnitente, confectis, quantocius accedat, iisdemque omnibus numeris absoluta annumeretur; eumque in finem consultum, imò necessarium duxerit, ut solemnè aliquâ Declaratione ex condito hinc inde publicandâ, Pacis & antiquæ Amicitie inter nos & prædictum Regem Sueciæ jam per Dei gratiam redintegratæ plenaria restauratio & confirmatio, omnibus quorum interest innotesceret.

Nos postquam certiores facti sumus eam Pacis & amicitie cumulatius adhuc redintegrandæ & firmandæ

ANNO  
1679.

rationem (quæ à præfato Rege Mediatore proponeretur) uti nobis & prædicto Regi Sueciæ perpiacere, nec non de tenore ipsarum Declarationum, sive Programmarum ut & de locis & diebus certis quibus commodè publicari poterunt (aliàs interpositis officiis Mediatoris) conventum esse.

Concludimus, edicimus & declaramus, quòd Pax Christiana vera & sincera inter nos & prædictum Regem & Regnum Sueciæ, ut & inter nostros respectivè Hæredes & Successores, Regna, Provincias & Ditiones adeò plenariè & perfectè restabita, redintegrata & confirmata sit, ac si nulla unquam Belli denunciatio aut alii quipiam hostiles motus, nobis aut Subditis nostris, cum prædicto Rege & Subditis suis intercessissent, eandemque Pacem firmam, inviolabilem, & perpetuam esse volumus, & jubemus.

Cessationem item hostilitatum, inimicitiarum & simultatum cujuscumque generis contra Regem Regnumque Sueciæ, Subditos, Incolas & Inquilinos suos, omnibus Subditis, Incolis & Inquilinis nostris cujuscumque status aut conditionis fuerint, firmiter injungimus & imperamus.

Omnisque repressalias, ut & Marchæ & contra-Marchæ Commissiones (si quæ forte post nuperos Belli motus vel antea contra Subditos & Incolas prædicti Regis Sueciæ emanarunt) auctoritate præsentium inhibemus, revocamus & cassamus.

Declaramus insuper, omnia ea quæ quocunque loco & modo à primordio horum motuum vel antea hostiliter gesta sunt, omnesque lites, & actiones inde exortas, vel exordium sumpturas tolli, extinguere & aboleri, uti vigore præsentium tolluntur, extinguuntur & abolentur, ita ut neque intuitu hostilitatum antecedentium, nec alio quocunque sub prætextu, quicquam omnino molestiæ vel impedimenti, viâ juris vel viâ facti, Subditis prædicti Regis Sueciæ, quoad personas, vel res suas, vel earundem securitatem, vel indemnitate inferatur vel inferri patiatur.

Quòd si aliqua Navis vel Navigium bona vel Mercimonia ad Subditos prædicti Regis Sueciæ pertinentia post decimam septimam Mensis Septembris anni proximi præcedentis (quâ scilicet comprehensionem & inclusionem prædictarum altera stipulata est) per Mare in quâcunque Orbis plagâ vel Regione, capta aut occupata fuerint, & per Subditos nostros adhuc detenta sunt ea omnia & singula eorundem Proprietariis absque morâ vel exceptione quâcunque reddi & restitui decernimus & jubemus in statu quo tempore captionis aut occupationis existebant.

Declaramus porrò & statuimus, quòd omnes Subditi Regis Sueciæ in Commercialibus, per Regna, & Ditiones nostras, Terrâ Marique exercendis, gaudebunt iisdem Immunitatibus, & Privilegiis, quibus ullo alio tempore ante prædictam Belli denunciationem gavisii sunt.

Mandamus denique & injungimus omnibus Urbium, locorum & armorum nostrorum, Terrâ Marive Præfectis, nec non Magistratibus & Officialibus nostris & generatim omnibus, qui nobis fide & obsequio tenentur, ut ea, quæ superius declarata & sancita sunt, fideliter exequantur, & observent, & ab aliis pariter observari faciant sub pœnâ indignationis nostræ . . . . . In quorum fidem & robur hanc nostram Declarationem manus nostræ Regiæ subscriptione & Sigilli Regii appositione firmatam promulgari & publicari jussimus. Datum . . . . . Anno Domini 1679.

## CXCVIII.

16. Août. *Protestatio nomine CAROLI HOLLANDI DE TREMOLLIA, Principis Tarenti ac Talemundi, apud D. Nuntium Mediatorem BEVILAQUA facta, de reservato sibi & Domui Tremolliane jure competenti in Regnum Neapolitanum Noviomagi die 16. Augusti 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 13.]*

*In Nomine Domini. Amen.*

**P**ER hoc publicum Instrumentum cunctis pateat evidenter & sit notum, quòd Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo octavo, die decimâ sextâ

Mensis Augusti, in mei Adriani Roukens Ducatus Gueldriæ Noviomagi residentis publici Notarii, testiumque infra nominatorum præsentia, petitâ ac obtentâ per me ab Illust. & Reverend. Domino, Domino Aloysio de Bevilaqua, Patriarchâ Alexandrino, Nuntio Extraordinario, munus Mediationis pro Sanctissimo Domino nostro, Innocentio XI. Papâ, ad Tractatus Pacis Universalis Noviomagi tractandâ obeunte, hujus Instrumenti faciendi licentiâ; Nobilis Dominus Joannes Gabriël Sanguiniere Dominus de Charanfac, Regis Christianissimi in sua Curia Prædiali Parisiensis Consiliarius, nomine Plenipotentiarum Celsissimi ac Illustr. Principis Caroli Hollandi Belgici de Tremollia, Tarenti ac Talemundi Principis; Tremollia, Thoarsi ac Loduni Ducis; Vallis, Montisfortis, Gisarum, Jonvella ac Taliaburgi Comitis, Vitrei, Malileonis, Berriæ & Didonnæ Baronis; Rhedonum, Bassi ac Marfillei Vicecomitis; Spinæ Marchionis; Paris Franciæ ac Regis Christianissimi Nobilium Cubiculariorum Primarii, &c. ejusque Plenipotentia Mandato sub die 7. Julii proxime præteriti dato, ad calcem præsentium describendo, specialiter munitus, se contulit horâ decimâ matutinâ ad Palatium prædicti Illust. & Reverendissimi Domini Nuntii Apostolici, & se dirigens ad ejus personam, ipsi, me Notario testibusque infra nominatis præsentibus, exposuit, declaravit ac repetiit, se illi libellum supplicem nomine Plenipotentiarum Celsissimi & Illustr. Principis de Tremollia, cum bonâ veniâ Regis Christianiss. Domini sui Clementissimi, sub die vigesimo Mensis Julii novissimè elapsi, eâ quâ par est reverentiâ exhibuisse, quo & Instrumentis annexis eum clarè docuit Jura antedicti Principis de Tremollia circa Regnum Neapolitanum, quod ipsi tanquam ex asse Hæredi Carolæ Arragoniæ, Causis & Juribus, in prædicto libello allegatis & abunde probatis, legitimè competere, ac ipsum vigore Mandati Plenipotentia suæ enixè, & eo quo potuit studio, tam voce quàm scriptis obsecrasse, ut æquissimâ causâ cognitionem suscipiens, præfatum Celsissimum & Illustr. Principem de Tremollia, tanquam à Frederico Neapolitano è solio deturbato ortum, adversus Ser. Principem, Carolum II. Hispaniarum Regem, Ferdinando Arragono Neapoli intruso editum, audiret & audiri procuraret, manifestissimoque ejus juri, ut par erat, opitularetur: Nihilominus tamen contra spem, licet dictus Illust. ac Rever. Nuntius Mediator dictum Libellum ac Instrumenta ad causam facientia receperit, accidisse, ut petitioni tam justæ præfati Domini Sanguiniere Plenipotentiarum nihil datum, officiaque sua omnia irrita, afflictæ Domus patrocinium neglectum, & omnia juris remedia denegata fuerint. Quamobrem Pace à tempore dati Libelli cum Baravis subscriptâ, & cum Hispanis de horâ in horam, ut fertur, subscribendâ, protestatus est ac declaravit prædictus Dominus Joannes Gabriël Sanguiniere, in vim Mandati sui, si quid sive in præsens sive in posterum generalibus speratæ Pacis Pactis, hic Noviomagi vel alibi faciendis, quocunque modo vel prætextu inferatur, quod Hæreditariis prædicti Celsissimi & Illustr. Principis de Tremollia, liberorum ejus, aut ab eo causam habentium Juribus, Dignitatibus, Gradibus, Prærogativis ac commodis inde pendentibus, ac nominatim Juri, illi, ejus liberis, aut ab eo causam habentibus circa Regnum Neapolitanum competenti directè vel indirectè derogare queat, muneris sibi commissi ergo, per ejus expressum Mandatum infra ut fertur describendum, hæc omnia melioribus quibus potuit & debuit verbis, declarans coram Deo & hominibus, se nunquam acquiescere potuisse, imò nihil intentatum reliquisse, ut quod attentatum fuerit præveniret, & vel minimum causâ sibi commissâ præjudicium amoveret, quemadmodum in præsentiarum facit, ad meliora tempora provocans, & integrum illibatamque Celsissimæ & Illustrissimæ Domui Tremollianæ jus, quibus potuit vindicis asserens; de quibus omnibus ac singulis publicâ hæc apud omnes & singulos, non solum præsentibus sed absentibus etiam & posteris, Protestatione petitâ à me Notario publico, testibusque infra nominatis semper astantibus, sibi fieri & tradi Instrumentum, illi sub hac formâ concessum, & Celsissimo, ac Illustrissimo Principi de Tremollia, suo Principali, prout de jure valitum. Cujus exemplar à me Notario subscriptum dictus Dominus Sanguiniere Plenipotentiarum præfato Illustrissimo & Reverendissimo Domino Nuntio ad majorem rei evidentiam tradidit & dimisit, illumque rogavit, ut Protestationem suam in Registris Mediationis Apostolicæ mandare & regilrari dignetur. Acta fuerunt hæc

ANNO  
1679.

hæc Noviomagi, in Palatio prædicti Illustrissimi & Reverendissimi Domini Nuntii, præsentibus Nobili Viro Domino Ægidio de Bourgeauville, & Nobili Viro Domino Armando de Boscager, testibus ad præmissa specialiter vocatis atque rogatis; anno, die & hora prædictis. Dicitus Dominus Sanguiniere ac prænominati testes signarunt mecum Notario in Minutâ præsentium, quæ penes me remansit.

Signatum ADRIEN ROUKENS, N.P.

NOs Consules, Scabini & Consilium Urbis Noviomagensis in Gueldria, fidem facimus & testamur universis & singulis, Adrianum Roukens, qui præscriptum Instrumentum rogatus recepit & subscripsit, esse Publicum Ducatus Gueldria. Noviomagi residentem Notarium, ejusque Scripturis, Actibus & Instrumentis ab eo subscriptis plenam fidem adhiberi, & hæcenus adhibitam fuisse, & indies adhiberi indubiam in judicio & extra; In cujus rei testimonium præsentem Attestationem per nostrum Civitatis Secretarium fieri, & scribi, ac Sigillo Civitatis muniri mandavimus. Actum Noviomagi, die 13<sup>is</sup> Augusti, anni millesimi sexcentissimi septuagesimi octavi.

Ex Mandato supra dictorum Dominorum meorum,

Signatum J. VAN GAESBEECK,

Secretarius.

## CXCIX.

30. Août. *Contrat de Mariage, de CHARLES II. Roi d'Espagne, avec la Princesse MARIE LOUISE, Fille du Prince PHILIPPE Fils de France, Frère-Unique de LOUIS XIV. Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau, le 30. Août 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. pag. 419.]*

AU nom de Dieu le Createur; soit notoire à tous, que tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; Aiant considéré comme un moyen capable d'affermir de plus en plus la tranquillité publique qu'il a plu à Dieu de rétablir par la Paix, le désir extrême que le tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Charles II. par la même grace de Dieu Roi d'Espagne, lui a fait témoigner par son Ambassadeur Extraordinaire, que Sa Majesté voulût bien lui accorder en Mariage, tres-Haute & tres-Puissante Princesse Marie Louise, Nièce de Sa Majesté, & Fille de tres-Haut & tres-Puissant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orleans, & de défunte tres-Haute & tres-Puissante Princesse Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans. Sa Majesté Tres-Chrétienne auroit eu bien agreable la recherche & demande que ledit Seigneur Roi Catholique lui a fait faire de ladite Serenissime Princesse Marie Louise; & comme tant de grandes & aimables qualitez qui sont en elle ne la rendent pas moins chere à Sa Majesté que si elle estoit sa propre Fille, Sadite Majesté a crû ne pouvoir donner une marque plus publique du désir qu'elle a d'entretenir pour le bien de la Chrétienté une amitié sincere & durable avec le Roi Catholique qu'en la lui donnant pour Epouse, & qu'en renouvelant par cette Alliance toutes celles qui ont été déjà si heureusement contractées par de semblables liaisons entre la France & l'Espagne. C'est dans cette veüe qu'elle auroit nommé des Commissaires, pour conjointement avec celui de Sa Majesté Catholique, convenir des Articles & conditions nécessaires pour parvenir à l'accomplissement de ce Mariage, lesquels Articles ont été signez & arrestez suivant les Pouvoirs respectifs desdits Commissaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Roi Catholique, c'est par ces mêmes motifs qu'en presence, du consentement & vouloir de tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Louis, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, de tres-Haute, tres-Excellent & tres-Puis-

ANNO  
1679.

sante Princesse Marie Therese, par la même grace, Reine de France & de Navarre, Epouse & Compagne de Sa Majesté Tres-Chrétienne, de tres-Haut & tres-Puissant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, de tres-Haute & tres-Puissante Princesse Elisabeth Charlotte Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, à present Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans, & de ladite tres-Haute & Puissante Princesse Marie Louise Fille dudit Seigneur Duc d'Orleans, & en presence aussi de tres-Haut & tres-Excellent Prince Louis Dauphin de France, tres-Haute & Puissante Princesse Anne d'Orleans Fille puisnée dudit Seigneur Duc d'Orleans, tres-Haute & Puissante Princesse Anne Marie Louise d'Orleans Duchesse de Montpensier, Souveraine de Dombes, tres-Haute & Puissante Princesse Marguerite Louise d'Orleans, grande Duchesse de Toscane, tres-Haute & Puissante Princesse Isabelle d'Orleans Duchesse de Guise, tres-Haut & Puissant Prince Louis Armand de Bourbon Prince de Conti, tres-Haut & Puissant Prince François de Bourbon, Prince de la Roche-sur-Yon, tres-Haut & Puissant Prince Louis de Bourbon Comte de Vermandois Admiral de France légitimé de France, tres-Haut & Puissant Prince Louis Auguste de Bourbon Duc du Maine, Colonel General des Suisses légitimé de France, tres-Haute & Puissante Princesse Marie Anne de Bourbon légitimée de France, tres-Haute & Puissante Princesse Louise François de Bourbon légitimée de France, tres-Haut & Puissant Prince Henri de Bourbon Duc de Verneuil légitimé de France, tres-Haute & Puissante Princesse Charlotte Seguier Epouse dudit Seigneur Duc de Verneuil, & Messire Michel le Tellier Chevalier Chancelier de France, Commandeur des Ordres du Roi & son Conseiller Ordinaire en tous ses Conseils d'une part: & de Haut & Puissant Seigneur Dom Paul Spinola Doria Marquis de Los-Balbates, Duc de Sesto, Seigneur de Ginofa Cafalofetta & Pontecuroné, Conseiller du Conseil d'Etat de tres-Excellent & tres-Puissant Prince le Roi Catholique, son grand Protonotaire en son Conseil d'Italie, & son Ambassadeur Extraordinaire vers Sa Majesté Tres-Chrétienne, muni de son Pleinpouvoir à l'effet des presentes d'autre part, les Conventions & Traitez de Mariage entre ledit Seigneur Roi Catholique, & ladite Serenissime Princesse Marie Louise ont été accordées & arrestées, ainsi qu'il ensuit.

Premierement. C'est à sçavoir que Sa Majesté tres-Chrétienne promet de donner en nom & loi de Mariage à Sa Majesté Catholique, la Serenissime Princesse Marie Louise à ce presente, procedante sous l'autorité de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui la chérit & veut bien la marier comme si elle estoit sa propre Fille, comme aussi promet Sa Majesté Catholique representée par le Marquis de Los-Balbates son Ambassadeur Extraordinaire de prendre à Femme & Epouse, la Serenissime Princesse Marie Louise, pour être ledit Mariage parfait, accompli & solennisé le plutôt que faire se pourra suivant les Constitutions, & en face de la Sainte Eglise Catholique Apostolique Romaine, par paroles de present en la Cour de Sa Majesté Tres-Chrétienne, par tres-Haut & Puissant Prince Louis Armand de Bourbon Prince de Conti chargé de la Procuration dudit Seigneur Roi Catholique, conformément à la Dispensé Apostolique sur ce obtenuë par les Parties, pour lever l'empêchement que pourroient y apporter les degrez de parenté & consanguinité qui sont entr'elles.

II. En faveur & contemplation dudit futur Mariage, Sa Majesté a donné & constitué en Dot à la Serenissime Princesse sa Nièce, la Somme de cinq cent mille Ecus d'Or sol, & ce pour tous Droits Paternels & Maternels, & autres qui lui pourroient appartenir & écheoir, laquelle Somme sera composée d'un million de Livres, donné & legué par feuë tres-Haute, tres-Excellent & tres-Puissante Princesse Anne d'Autriche Reine Mere de Sa Majesté à la Serenissime Princesse sa petite-Fille, & de la Somme de dix-neuf mille deux cent quatre vingts cinq Jacobus & trois quarts Monnoie d'Angleterre, faisant Monnoie de France deux cens soixante dix mille Livres & interest d'icelle, qui est encore deuë par tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne pour la moitié qui appartient à la Serenissime Princesse en la Dot de feuë Son Altesse Royale Madame Henriette Anne d'Angleterre Mere de ladite Serenissime Princesse, pour être lesdits interêts exigez du jour seulement du deceds de ladite Dame Duchesse d'Orleans, & en

ANNO  
1679.

cas que lesdites deux Sommes ensemble ne puissent faire celle de cinq cent mille Ecus d'or sol, Sa Majesté Tres-Chrétienne promet de faire paier ce qui s'en défendra, & se feront les paiemens en la Ville de Madrid, sçavoir le tiers au tems de la consommation du Mariage, le second tiers à la fin de l'année, & le troisième six mois après, en sorte que le parfait paiement soit fait en dix-huit Mois de temps.

III. Et de plus Monseigneur le Duc d'Orleans donne à la Serenissime Princesse sa Fille, la Somme de quarante mille Ecus en Bagues & Joiaux qu'il lui fera remettre entre les mains.

IV. A esté convenu & accordé que ledit Seigneur Roi Catholique futur Epoux assurera ladite Somme de cinq cent mille Ecus d'or sol, sur bonnes & suffisantes Rentes à raison du denier vingt, au contentement raisonnable des Ministres qui à cet effet seront nommez & Députez par Sa Majesté Tres-Chrétienne, & seront données bonnes & suffisantes hypotecques pour la seureté dudit Dot, & si ladite Serenissime Princesse aime mieux jouir desdites Rentes & Villes qui lui seront données pour hypotecques que la Rente dudit Dot à la raison susdite du denier vingt, & qu'il lui soit pourveu comme aux autres Reines d'Espagne, pour leurs Maisons en la forme & grandeur qu'il en a esté usé, & s'use, en tel cas la Rente desdits hypotecques sera comptée selon & ainsi que lesdites Rentes sont à present en Espagne, & ainsi que les autres de même qualité sont assignées.

V. Plus a esté promis par ledit Sieur Commissaire du Roi d'Espagne au nom de Sa Majesté Catholique, de donner à ladite Serenissime Princesse des Bagues & Joiaux de la valeur de cinquante mille Ecus d'or sol qui sortiront nature d'Heritage à ladite Serenissime Princesse, comme feront aussi toutes les autres Bagues & Joiaux qu'elle portera lesquels demeureront pour elle, ses Hoirs, Successeurs & aians cause.

VI. Que ledit Roi Catholique donnera à ladite Serenissime Princesse entretenement pour son état & Maison tel qu'à si grande Princesse, petite-Fille, Nièce, Femme & Fille de si puissans Rois appartient, & icelui assignera sur bonnes Rentes, avec seures & fermes Assignations & suffisantes hypotecques au contentement de ladite Serenissime Princesse.

VII. A esté aussi convenu & accordé qu'au lieu de Douaire dont on a accoutumé d'user en France ladite Serenissime Princesse aura pour augment de Dot dudit Mariage selon l'usage des Roiaumes du Roi d'Espagne, la Somme de cent soixante six mille six cent soixante six Ecus d'or sol, qui reviennent au tiers de ladite Somme entiere dudit Dot, lequel augment de Dot, estant ledit Mariage dissolu, & ladite Serenissime Princesse survivant le Roi Catholique son futur Epoux, lui sortira nature d'Heritage pour elle, les siens & aians cause, pour en pouvoir disposer soit entre-vifs ou par dernière volonté conformément à l'usage & costume d'Espagne, & lors que ledit Mariage sera consommé, sera baillé assignation à ladite Serenissime Princesse de la susdite Somme de cent soixante six mille six cent soixante six Ecus d'or sol, pour en jouir ledit cas d'augment de Dot arrivant, & ce en la même forme & maniere que les Deniers & Rentes dudit Dot lui seront assignées.

VIII. Plus a esté arrêté que la dissolution dudit Mariage advenant, & ladite Serenissime Princesse survivant ledit Seigneur futur Epoux, elle pourra partir & se retirer franchement & librement dudit Roiaume d'Espagne, toutes & quantes fois qu'il lui plaira, & avec elle tous ses Officiers, Domestiques & Serviteurs, & retourner en France, faire apporter & amener avec soi tous & chacuns ses Biens, Joiaux, Habits, Vaiselles & autres meubles quelconques, sans que pour quelque occasion que ce soit ou pourroit survenir, il fut fait ou mis directement ou indirectement aucun empêchement ou retardement à son départ, ni en la jouissance dudit augment de Dot, & assignation des Deniers de sondit Mariage qui lui auront esté donnez ou deü donner, pour seureté de quoi seront données par ledit Roi Catholique à Sa Majesté Tres-Chrétienne avant que ladite Serenissime Princesse sorte d'aupres d'elle, les Lettres d'assurance qui seront à ce nécessaires, icellées du Sceau de Sa Majesté Catholique, avec promesse sur sa foi & parole Roiale de les garder & accomplir inviolablement, tant pour lui que pour ses Successeurs aux Couronnes d'Espagne.

IX. Plus a esté convenu & accordé que ladite Serenissime Princesse sera honorablement conduite & ren-

dué aux frais de Sa Majesté Tres-Chrétienne, comme il convient à Princesse de telle qualité & Alliance qu'elle prend jusques aux frontieres du Roiaume d'Espagne où elle sera accueillie & receüe honorablement de la part dudit Roi Catholique, comme appartient à une Princesse de si haute & Illustre Maison.

X. Tout ce que dessus a esté convenu & arrêté par exprés en faveur dudit Mariage, promettant Sa Majesté Tres-Chrétienne en foi & parole de Roi l'entretenir, garder & observer inviolablement, sans aller ni souffrir qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire, comme ledit Sieur Marquis de Los-Balbases Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Catholique audit nom, & en vertu de son Pouvoir & Procuration, promet pareillement d'entretenir, garder & observer tout le contenu ci-dessus, sans jamais aller ni souffrir qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire, le tout sous l'obligation de tous & chacuns leurs Biens presens & à venir. Renonçant reciproquement lesdites Parties à toutes Loix, Costumes, usages & autres choses à ce contraires, & ont signé de leurs propres mains le present Contrat, duquel l'Original est demeuré par devers Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expéditions nécessaires en la forme ordinaire. Fait & passé dans le Château de Fontainebleau, le trentième jour d'Août de l'année mil six cent soixante dix-neuf, pardevant nous Conseillers, Secretaires d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté.

Signé, ARNAUD. COLBERT.

CC.

Waffen-Stillstand/ so zwischen denen Königen in Schweden und Dennemarc bis zu vollkommlicher Execution des Friedens zu Wasser und Land geschlossen worden; Worinn alle Hostilitäten aufgehoben/ die Commerciën vom 10. Septembris anzufangen ihren freyen lauff und fortgang in beederseits Landen gewinnen/ dann auch denen Bestungen die Freyheit zugelassen wird/ nach belieben für geld/ mit ein- und aufführ einzukauffen/ ferners solle der König zu Schweden/ an König zu Dennemarc/ vor die in Schweden einnehmende Contributions, Monatlich bis zu evacuierung der Plätze/ 2400. Reichsthaler entrichten. Lunden den 30. Augusti 1679. [LONDORPII Acta Publica Tom. X. pag. 663.]

C'est-à-dire,

Armistice conclu entre les Rois de SUEDE & de DANEMARC pour durer jusqu'à l'execution de la Paix; on y convient non seulement d'une Cessation de toutes hostilités, mais aussi de la Liberté du Commerce à commencer le 10. Septembre; avec permission aux Garnisons des Places fortes de se pourvoir, en payant, des Vivres qui leur seront nécessaires. Le Roi de Suede s'y oblige aussi à faire payer au Roi de Dannemarc 2400. Ecus par Mois jusqu'à l'entiere évacuation des Places, & cela pour & à cause des Contributions qu'il tire de la Scanie. A Lunden le 30. Août 1679.

Demach durch Göttlichen Segen der Friede zwischen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dannemarc/Schweden/ie. bereit so weit gebracht worden/ daß an einem glücklichem Schluß nicht zu zweiffeln/ als haben ihre Maj. Maj. durch unser hie amwefende unterschriebene Extraordinar Ambassadeurs und Plenipotentiarios immitteltst einen Stillstand der Waffen auff beyden Seiten getroffen/ und durch des Chur-Sächs. Mediatoris und Geheimen Raths/ Herrn Baron Gersdorff/ absonderlichen Fleiß und Dexterität auffgerichtet/ wie solact:

I. Ist zwischen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dannemarc und Schweden/ie. ein Stillstand der Waffen/ so wol zu Lande als zu Wasser beliebt/ so sich auff alle ihre Reich/ Provinzen und

ANNO  
1679.

30. Août.

ANNO 1679. und Lande / Seen / Flüsse / Rievier / Ströme und Hafsen / keine davon ausgehloffen / wo und an was Orten dieselbe auch gelegen / und von einem der beyden Theilen possedit werden / sie seyen in diesem Kriege eingenommen / oder von Alters her zu ihren Reichen und Länden gehörig gewesen / erstreckt.

II. Ermeldter Stillstand zu Lande sol in Schonen seinen Anfang nehmen vom nechstkommenden 31. Augusti, und so fort an gehörige Orter gesandt / auch öffentlich / so wol in den Bestimungen als bey den Armeen / Milice / von den Canzeln / und absonderlich an den Gränzen verkündiget und publicirt werden / damit sich keiner einiger Unwissenheit halber zu entschuldigen haben möge: Da auch nach der publication sich jemand hiernieder versehen / und diesen Stillstand übertreten würde / sol er davon Red und Antwort geben / und wie die That meritiret, gebührend gestraffet / auch demjenigen / welchem irgend Schade zugesüget worden / nach Recht und Billigkeit Satisfaction geschehen / und der Stillstand nichts desto minder unverbrochen gehalten werden: An andern Orten / es sey zwischen Norwegen und Schweden / oder im Römischen Reiche / sol dieser Stillstand seinen Anfang nehmen / so bald derselbe Ihrer Majestät Majestät Feld-Marschall- und Generalen notificirt, und wie oben gemeldet / publicirt worden.

III. In währendem Stillstande sollen alle hostilitäten und Feindliche actionen aufhören / und der eine in des andern Länder / Kempfer / Seen / Ströme / Hafsen und Jurisdiction, so er entweder durch den Krieg bekommen / oder sonst besüzet / keinen Einfall thun / oder einiger massen turbiren oder verumalimpfen / sondern alles ohne Hinderniß und in Ruhe lassen / also daß nicht allein alle Attaquen und Bloquaden, womit ein oder ander Ort beschweret seyn möchte / stracks aufhören / und abgeschaffet werden sollen / sondern auch die Commerciën, vom 10. Septembr. anzufangen / so wol in des einen Reichen und Dörtern / als in des andern / ihren freyen Lauff und Fortgang gewinnen / und die Reisenden zu Wasser / sie reisen in publicquen oder particulier affären, wann sie mit gebührenden Pässen versehen seyn / vollkommene Freyheit genießen.

IV. Den Bestimungen wird die Communication und Freyheit zugelassen / mit Ein- und Ausfuhr / für Geld / was jeden be- liebet / einzukauffen.

V. Was die Contributionen in Schonen belanget / sol vom 31. Augusti angefangen / und bis zur evacuirung der Plätze damit continuiret / und dafür Monatlich an Königl. Majest. zu Dänemarck 10. von Jhr. Königl. Majest. zu Schweden / 10. 2400. Reichs thaler richtig in constanter Münze und zwar bey Ausgang jeden Monats esleget werden. Worbey alle andere Anfflagen und Forderungen von wegen Jhr. Königl. Majest. zu Dänemarck aufgehoben werden / ausgenommen die Grasung für die in den Bestimungen liegende Cavallerie, und wird allen und jeden verboten / durch ihre Unterhabende und Bediente den Landmann in geringsten nicht zu molestiren / oder etwas / unter was Namen es auch seyn mag / abzuwingen. Wegen der restanten in Lands-Cron und Helsingburgischen Kempfern / welche Districten von dem übrigen Schonen eximiret werden / ist versprochen / so fort in der Güte sich zu vereinbaren / woran hier in Lunden den 6. Septembr. und noch eher / wanns geschehen kan / ein Anfang sol gemacht werden. Worzu an beiden Seiten zwey Personen verordnet werden sollen.

VI. Zu Wasser soll dieser Stillstand seinen Anfang nehmen / so bald Ihre Königl. Königl. Maj. Admiralen und Flotten davon Kundschafft bekommen können / sowol von Capern als von Schiffen von dem 10. Septembr. an / gänzlich aufhören und aufgehoben werden sollen. Solte auch nach solcher Zeit einiges Fahrzeug in der See von jemand außgebracht werden / so noch nicht Nachricht haben würde / sollen beydes Güter / Schiffe / und was sonst dergestalt weggenommen / unbeschädiget restituiret / und alles was davon veralienret seyn möchte / denen andern wieder bezahlet werden.

VII. In währendem Stillstande wird einer in des andern Seen und Hafsen keine Orlogs-Schiffe klein oder groß schicken / solten sie aber durch Sturm und Ungewitter dahin getrieben werden / sollen sie verobligirt seyn / stracks solches dem nechst darbey commandirenden Officier zu erkennen zu geben / und sobald Wind und Wetter es zulassen / sich von dannen wieder zu begeben.

VIII. Dieser Stillstand / sol / bis daß der Friede vollkommenlich exequirt wird / währen / und sollen von diesem Instrument zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt / und denen Herren Mediatoren zugesellet werden / umb unter beyden Theilen anzuzuscheln. Nach welcher Zeit diese Articuli ohne weitere Ratification so fort ihren Anfang nehmen.

Lunden den 30. Augusti 1679.

CCI.

2. Sept. Pax inter LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarre Regem, suo & CAROLI XI. Sue-

corum Regis nomine agentem ab una, & CHRISTIANUM V. Daniæ Regem ab altera partibus; Quæ Pacificationes Roschildiensis, Hafniensis, & Westphalica pro fundamento hujus admittuntur; abiata durante hoc Bello omnia inter Reges Daniæ scilicet & Sueciæ, utrinque restituuntur; Controversiæ verò inter eosdem circa Immunitates Navibus Suecicis in Oresunda, & Fretto Baltico concessas, ortæ, remittuntur ad proximam compositionem amicabiliter instituendam. Actum Fontibellaquei 2. die Septembris 1679. Cum ARTICULO SEPARATO de præten- sionibus, quas Rex Daniæ contra Duces Brunsvicensis obtentas habet, amicè per Interventionem Christianissimi Regis componendis. Actum die 2. Septembris 1679. Nec non TRACTATU peculiari de Restitutione Ducis Holsato-Gottorpensis intrà duarum Septimanarum spatium. Actum die 2. Septembris 1679. Accedunt PLE- NIPOTENTIÆ & RATIFICATIONES, utriusque Partis. [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimegue Tom. IV. pag. 547. Recueil de LEONARD Tom. V. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 919. en Latin, Allemand & François. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz X. pag. 440. en Latin & en Allemand. LONDORPII Acta Publica Tom. X. pag. 706. en Allem. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haupt-Handlung. pag. 1679. Theatrum Europæum Tom. XI. pag. 1481. en Allemand.]

L Ou's par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Amé & feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avons donnez, auroit conclu, arresté & signé le deuxieme du present Mois, en ce lieu, avec le Sieur Meyercron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Dannemark, & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

Notum sit omnibus & singulis quorum interest. Postquam mutuus antiqui Fœderis inter Galliam & Sueciam nexus Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem Bello in Septentrionali- bus partibus orto implicavit, prædictusque Rex Christia- nissimus nihil magis in votis habuerit, quam ut Pace ubique fere in Europa nuper restituta, incendium quod in supradictis Oris adhuc gliscebat, quantocius etiam extingueretur, & in ipsis quoque flagrantissimi hujus Belli flammis singularem semper affectum erga Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, Dominum CHRISTIANUM V. Daniæ, Norwegiæ, Gothorum, Vandalorumque Regem, Ducem Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ, & Dirmariæ, Comitem in Oldembourg, & Delmenhorst, fervarit, adeoque lu- bentissime ex prænominati Daniæ Regis Consiliario atque Ablegato Extraordinario Nobili, & generoso Domino Henningo Meyercroon intellexerit, modo dictum Daniæ Regem eandem Pacem seriò exoptare, nihilque in se desiderari passurum, quod ad reconcilian- dam concordiam reintegrandumque mutuæ amicitia cum Gallia & priorum Fœderum per novissimas hasce Bellorum turbas interruptum nexum facere ulla ratio- ne queat, & quia supradicti Regis Christianissimi ratio- nes & interesse, quoad præsens Bellum à rationibus & interesse Serenissimi ac Potentissimi Principis & Domini Domini CAROLI XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ,

ANNO  
1679.

Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia, Principis Rugiæ, Domini Ingræ & Wismaria, necnon Comitibus Palatinis Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducis nullomodo separari queunt, prædictisque Abligatus Daniæ Extraordinarius haud alium esse memorati Daniæ Regis animum testatur fuerit, quam ut bona, secura, atque constans cum Sueciæ Rege Pax ineatur atque concludatur, Rex Christianissimus tam suo quam Sueciæ Regis nomine reconciliandæ mutua concordia restituendæque Orbi Christiano tranquillitatis ergo de Pacis conditionibus cum præfato Daniæ Rege ineundis Tractatus in se suscepit, eumque in finem Excellentissimum & Illustrissimum Dominum Simonem Arnauld Equitem Dominum à Pomponne Consiliarium suum intimum ac Secretarium Status & Mandatorum, nominavit, depuravitque, ut cum prædicto Daniæ Regis Abligato negotium hoc tractaret, atque ad optatum finem perduceret, qui sufficientibus instructi Mandatis quorum originalia utrinque commutata, & Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, in sequentes Pacis & Amicitia Leges convenerunt.

I. Sit inter prædictos Reges, & eorum Hæredes, Successores, Regna, Status, Provincias, Ditiones, & Subditos Terra, Marique, & ubicumque locorum vera, firma, & perpetua Pax, sinceraque amicitia, eaque religiose & bona fide servetur, & prædicti Reges mutuum honorem, utilitatem, & commodum invicem promoveant. Sit præterea amnistia generalis, & perpetua oblivio omnium eorum quæ ante hoc Bellum, & durante eodem, ejusque occasione quocumque loco, modove hostiliter acta sunt. Quod etiam observetur respectu Subditorum qui has vel illas partes fecerunt sunt, ita ut nemini eorum posthac quicquam molestiæ speciei juris, aut via facti sub quocumque prætextu inferatur.

II. In quam finem cessent atque aboleantur omnia Fœdera, quæ ab alterutro prædictorum Regum in alterutro damnum, & præjudicium inita sunt, neque præfati Reges imposterum ulli Tractatui, aut Confœderationi in alterutro detrimentum tendenti consentiant.

III. Cessent inter Partes prædictas omnes cujuscunque generis hostilitates Terra, Marique intra duas septimanas à die subscriptionis hujus Tractatus computandas, excepta tantum Norwegia in cujus confiniis eadem hostilitates intra trium septimanarum spatium cessabunt, aut citius si Ducibus Exercituum præfens Tractatus prius innotescere poterit. Si quas autem Copias Gallia in Ditionibus Regis Daniæ commorari contingeret, inde intra decem dierum spatium à subscriptione præfentis Tractatus computandorum recedent, nec post elapsos prædictos decem dies ullæ novæ Contributiones exigi poterunt.

IV. Et quandoquidem Rex Christianissimus semper declaravit, se non aliter quam sub conditione restitutionis Sueciæ juxta tenorem Tractatum Rodschildensis, Hafnienfis, & Westphalicæ Pacem inire posse, Rex Daniæ etiam ob publicam tranquillitatem, & respectu Regis Christianissimi huic conditioni assensit, conventum est quod prædicti Tractatus Rodschildensis, Hafnienfis & Westphalicæ cum omnibus ad Tractatum Hafniensem spectantibus Instrumentis, in omnibus & singulis Articulis pristino vigori restituantur, facti, testique maneant, atque in hoc Tractatu ita repetiti censeantur, ac si de verbo ad verbum eidem inserti essent.

V. Vigore itaque præfentis Tractatus Rex Daniæ pollicetur, se Regi Sueciæ omnia loca durante hoc Bello armis suis occupata, aut quæ adhuc ante, vel post subscriptionem hujus Tractatus occupari possent, restitutum: nominatim Urbes Landscroniam, Helsingburgum, Marstrand, Wismariam cum Insulis Rugiæ & Gothlandia, cum earum omnibus dependentiis, & generaliter quidquid Ditionum, Terrarumque possidet, quæ per Tractatum Rodschildensem, Hafniensem, & Westphalicam Regi Sueciæ cessa sunt, aut quæ ante eodem Tractatu ad Sueciam pertinuerint.

VI. Vicissim Rex Sueciæ promittit, se Regi Daniæ restitutum quidquid Terrarum, aut Ditionum ad Regem Daniæ pertinentium armis occupaverit, aut ante, vel post subscriptionem præfentis Tractatus occupare possit.

VII. Et quandoquidem Rex Daniæ exposuit, quod Privilegia, & Immunitates Navibus Suecicis in Oresunda, & Fretto Baltico concessa, quibusdam abusibus, contra mentem prædictorum Tractatum, ansam dederint, Rex autem Christianissimus pro certo habeat, Regis Sue-

ciæ intentionem non esse, quod Subditi sui, aut alii prædictorum Privilegiorum aut Immunitatum prætextu iisdem Privilegiis & Immunitatibus in detrimentum Jurium, & reddituum Regis Daniæ abutantur, conventum est, quod post tres menses à permutatione Ratihabitionum præfentis Tractatus computandos, prædictus Rex Sueciæ Commissarios nominabit, qui eo loco, de quo Partes utrimque convenerint, cum Commissariis Regis Daniæ congregiantur, ibidemque præfente & interveniente Ministro à Rege Christianissimo deputato, bona fide, & amicabiliter diffentiones ea occasione ortas component; ita tamen, ut omnia Privilegia & Immunitates in Oresunda & Fretto Baltico, Sueciæ prædictis Tractatibus concessa, in pleno & integro vigore permanerent: Abusus autem, qui in detrimentum & præjudicium Jurium & reddituum Regis Daniæ contra mentem dictorum Tractatum oborti essent, bona fide corrigantur.

VIII. Conventum quoque est, quod Urbes, Arces, & Fortalitia, quæ Sueciæ vigore hujus Tractatus restitui debent, in eo quo die subscriptionis hujus Tractatus sunt statu, restituantur. Restitutio autem Urbium, locorum, ut & Insularum & Provinciarum, cum omnibus eorum dependentiis de quibus præfenti Tractatu conventum est, fiat modo sequenti: Urbes & Arces Helsingburgum, & Landscronia utri & generaliter omnia loca occupata à Rege Daniæ in Provinciis Schaniæ, Blekingiæ, & Hallandiæ, Caroloburgum & Fortalitium ad Flumen Swinger situm evacuentur intra duas, Wismaria, & Insula Rugiæ intra tres, Marstrand, & Insula Gotlandia intra quatuor septimanas à permutatione Ratihabitionum præfentis Tractatus computandas.

IX. Liberum tamen erit Regi Daniæ, omnem Belli apparatus cum omnibus Tormentis Bellicis ex prædictis Urbibus, Insulis & locis ante præscriptum tempus avehere, quæ illuc à tempore occupationis advehi, introducere curavit, dummodo ibidem relinquat ea Tormenta Bellica, aliasque Belli Munitiones quæ ad Sueciam tempore occupationis pertinuerunt, ibidemque die subscriptionis hujus Tractatus adhuc inveniuntur. Quod si verò pars aliqua illorum tormentorum Bellicorum in præfatis locis non amplius existat, numerusque eorum minor esset dimidio ejus numeri, qui tempore occupationis ibi reperiebatur, Rex Daniæ non nisi dimidiam partem dictorum Tormentorum, quæ antehac ad Sueciam pertinuerunt, restituere tenebitur.

X. Restituantur omnes prædictorum Regum Subditi cujuscumque sint status, & conditionis, statim post permutationem Ratihabitionum præfentis Tractatus in universa bona mobilia & immobilia, eorumque redditus cujuscumque generis, occasione hujus Belli occupata, & confiscata, unà cum Juribus, Actionibus & Successionibus, quæ ipsis durante hoc Bello obvenerint, ita ut propria autoritate possessionem prædictorum bonorum capessere possint, nulla habita ratione Confiscationis, Oppignorationis, aut Donationis antefactæ: ita tamen, ut nihil ratione fructuum, & reddituum post Confiscationem ex prædictis bonis perceptorum peti possit. Idem quoque dispositum censeatur ratione omnium Subditorum prædictorum Regum, tam Ecclesiasticorum, quam secularium, omniumve aliorum, qui hujus, vel illius Regis Militiæ addicti fuerunt, atque proprietates, ac bona mobilia, aut immobilia in Suecia, aut in Provinciis per Rodschildensem, & Hafniensem Tractatus cessis, & vi præfentis Tractatus restituendis possident, quibus omnibus, & singulis, ut & eorum Hæredibus & causam habentibus plena facultas, sit illic sua bona possidendi, utendi, fruendi, & alienandi cum Juribus & Privilegiis quæ ipsis ante præfens Bellum competierunt, adeo ut nemini noxæ damnove sit, aut præjudicio, quod has vel illas partes securus fuerit, quominus in pristinum quo ante Bellum fuit statum, tam quoad honores, quam quoad bona plene restituatur, non obstantibus ullis Processibus, Sententiis aut Decretis contra eos, eorumve parentes vel consanguineos latis, propterea quod partes adversas, vel revera secuti, vel secutos esse accusati fuerint. Liberum etiam illis erit servare, vel mutare pro libitu domicilium, ita ut nihil propterea ab iisdem exigatur. Electo vero semel domicilio illi tantum Regi, in cujus Territorio degunt, Sacramento fidelitatis obnoxii erunt, non artento, quod in alterius etiam Regis Territorio bona possideant, quorum tamen bonorum, Possessionumque ratione iisdem Privilegiis, & Juribus gaudeant, ac alii Provinciarum illarum Incolæ & Subditi.

XI. Omnes

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

XI. Omnes actiones & jura cujuscunque naturæ aut generis quæ Subditis utriusque Regis in alterutro Regno Septentrionali ante Bellum competebant, in pleno vigore maneat non secus ac si unusquisque eorum hic speciatim nominaretur, illisque juxta æquitatem & justitiam sine mora satisfiat, quod locum quoque habebit, etiam si quisquam eorum has vel illas partes præsentis Bello fuerit secutus.

XII. Et cum Comitatus Rixingensis ad Comitem ab Ahlfeld in Langeland & Rixingen Magnum Daniæ Cancellarium spectans cum omnibus Juribus, & redditibus occasione hujus Belli Fisco Regis Christianissimi addictus fuerit, præfatus Rex consensit, quod prædicto Comiti Comitatus hic Rixingensis cum omnibus pertinentiis, Juribus, dependentiis, & redditibus statim unâ cum omnibus Privilegiis, Actionibus, & Prærogativis quibus ante declarationem hujus Belli fruebatur, restitui debeat.

XIII. Omnes captivi cujuscunque sint conditionis statim in libertatem utrinque restituantur non soluto ullo lythro, impensa verò alimentorum, vel si aliquid mutuo sumpserint in locis ubi commorantur, juxta æquitatem exsolvere teneantur; si qui verò captivi militiæ alterutrius Partis se addixerint, atque in illis locis ubi jam degunt porro commorari voluerint, liberum hoc illis esto, ita tamen ut spatium trium mensium à permutatione Ratihabitionum computandorum mentem suam declarare teneantur.

XIV. In præsentis Tractatu comprehendantur, si comprehendere voluerint, Reges, Principes, Respublicæ, & Status qui ante permutationem Ratificationum aut intra spatium sex mensium fuerint à Partibus nominati.

XV. Rex Christianissimus promittit atque spondet Regis Sueciæ Ratihabitionem præsentis Tractatus, omniumque illorum quæ in illo continentur, intra trium mensium spatium à subscriptione ejusdem computandorum, aut citius si fieri poterit, bona & convenienti forma se procuraturum. Rex autem Daniæ non tenebitur restituere Sueciæ, Civitates, Provincias, & Insulas de quibus præsentis Tractatu convenit, nisi post permutationem hanc Ratificationem.

XVI. Promittit quoque Rex Christianissimus Ratificationem hujus Tractatus cum Rege Daniæ, intra sex septimanas aut citius si fieri poterit se commutaturum. Rex autem Daniæ pollicetur se Ratihabitionem suam cum Ratihabitione Regis Sueciæ quàm Rex Christianissimus præcedenti Articulo se procuraturum promissit, intra trium mensium spatium vel citius si fieri poterit commutaturum. Actum Fontibellaqueo die secunda Mensis Septembris, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

**N**ous ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'obligation & hypothèque de tous & un chacun nos Biens prefens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donnè à Fontainebleau le troisième jour de Septembre, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

*Pleinpouvoir du Roi de France.*

**A**près l'intention si sincere que le Roi a fait paroître pour la Paix dans les divers Traitez que Sa Majesté a conclus, & qui ont rendu le repos & la tranquillité à la plus grande partie de l'Europe, Sa Majesté n'a rien désiré plus ardemment que de voir la Guerre qui estoit encore entre les deux Couronnes du Nort, & dans laquelle Sa Majesté a esté engagée par l'intérêt

TOM. VII. PART. I.

du Roy de Suede son Allié, éteinte heureusement par le restablissement de leur premiere amitié. C'est ce qui a fait que Sa Majesté a veu avec plaisir que le Roy de Dannemark eût fait passer auprès d'Elle le Sieur de Meyercron son Conseiller & Envoyé Extraordinaire, muni de Pleinpouvoir, pour entrer avec Elle dans la Negociation de la Paix: & c'est dans la veuë d'avancer un ouvrage si important que Sa Majesté a bien voulu de sa part autoriser, comme elle autorise par ces presentes, le Sieur Arnauld Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, auquel Elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conferer & negocier avec ledit Sieur de Meyercron, & consequemment arrester, conclure, & signer en son nom tels Articles & Conventions dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roy, d'accomplir, & d'exécuter ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être. Comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne & due forme dans le tems qu'il aura esté convenu. En témoignage dequoy Sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son secret. Fait à saint Germain en Laye le vingt-quatrième jour d'Aoust mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, LE TELLIER.

*Pleinpouvoir du Roi de Danemarc.*

**N**OS Christianus Quintus Dei gratia Rex Daniæ, Norvegiæ, Vandalorum, Gothorumque, Dux Slesvici, Holfatiæ, Stormariæ ac Dithmarsæ, Comes in Oldenburg & Delmenhorst, Universis & singulis quorum interest constare volumus: Postquam nihil magis in votis habemus, quam ut alma Pax universo demum Christiano Orbi reddatur, præprimis vero pristinae amicitia, necessitudinis, Fœderumque jura inter nos & Serenissimum, Potentissimum & Christianissimum Principem ac Dominum LUDOVICUM XIV. eadem gratia Franciæ & Navarræ Regem, Fratrem, Cognatum & amicum nostrum Charissimum revirescant & redintegrentur, necnon super mediis & conditionibus Pacis inter Nos & Serenissimum Regem Regnumque Sueciæ propediem reducendæ tractetur, Nos rerum huc pertinentium Tractationem nobili & generoso Consiliario & hastenus ad Status generales Fœderati Belgii Alegato nostro extraordinario, gratè fideliter, que nobis dilecto Henningo Meyercron commississe, eundemque ad id speciali Mandato munivisse & instruxisse, prout etiam hisce eidem plenam & omnimodam Potestatem, pariter ac Mandatum generale & speciale damus & concedimus nostro nomine, cum prædicto Rege Christianissimo, ejusque Ministris & Commissariis, sufficienti itidem ad id autoritate & potestate munitis, super renovandis & redintegrandis antiquis & mutuis amicitia, necessitudinis Fœderumque Juribus, uti & Regnorum utrinque nostrorum securitate & commodo, necnon super mediis reducendæ propediem Pacis inter nos & Regem Regnumque Sueciæ, colloquia ineundi, conferendi, tractandi, conveniendi, agendi, concludendi, eaque quæ ad præmissa, vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi, subscribendi, & exequendi, spondentes, Regioque verbo promittentes, Nos omnia & singula quæ dictus noster Minister eatenus tractaverit, egerit, promiserit, concluderit, & subscribendo confirmaverit firma omnino rataque habituros esse. In quorum fidem præsentem manu nostra subscriptas Sigillo nostro Regio firmari jussimus. Dabantur in Arce nostra Regia Hassniæ, die 15. Februarii anno 1679. Signé, CHRISTIAN. Et plus bas, BIERMAN.

*Article Separé.*

**L**OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions don-

H h

**ANNO 1679.** donnez, auroit conclu, arresté & signé le douzième du présent Mois en ce lieu avec le Sieur de Meyercron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-ami Frere le Roi de Dannemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, l'Article separé, dont la teneur s'ensuit.

**Q**Uandoquidem è re communi visum fuerit, omnes ulteriorum controversiarum, diffentionumque causas & occasiones inter S. R. Imperii Principes & Status funditus amputare & præcidere, atque Rex Christianissimus vigore Tractatus cum Ducibus Brunsvicensibus ac Luneburgensibus Zellæ quinta Februarii hujus anni initi, auxilium, opemque eisdem ferre teneatur in promissa Ducibus Megapolitanis, Saxo Lauvemburgo, Episcopo Lubecensi, Comitibus de Lippe, & Schwartzenberg, Civitatibusque Hamburgo, & Lubecæ Guarantiâ, ratione præteritionum quas Rex Daniæ contra prædictos Duces, Comites, & Civitates ob Assignationes nonnullas durante hoc Bello obrentas habet, vel habere possit, Rex Christianissimus persuasus Regem Daniæ quoque amicabilem hujus Negorii compositionem haud recusaturum, citra præjudicium nexus superius dicti cum Domo Brunsvicensi, omnem curam, omnia officia i pendet, ut causa hæc inter Partes ex æquo & bono componatur.

Permutatio autem Ratihabitionum hujus Articuli fiat intra sex septimanas à subscriptione computandas. Actum Fontibellaqueo die secunda Mensis Septembris anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

**N**ous ayans agreable le susdit Article separé en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit. En témoin de quoy, Nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre Scel. Donné à Fontainebleau le troisième jour de Septembre, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

*Acte concernant Monsieur le Duc de Slesvik  
Holstein Gottorp.*

**L**OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Amé & Feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le deuxième du présent Mois en ce lieu avec le Sieur de Meyercron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-ami Frere le Roi de Danemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

**C**Um Dux Slesvici Holsatiæ Gottorpiensis Regem Christianissimum instanter rogaverit, ut officia sua efficaciter pro restitutione præfati Ducis juxta tenorem Tractatum Rodschildensis, Hafniensis, & Westphaliæ impenderet, testatusque prædictus Dux præterea sit, nihil se magis exoptare quam ut quantocius in amicitiam Regis Daniæ reciperetur, prædictus Rex ad testandum finiendi præsentis Belli desiderium ad requisitionem Regis Christianissimi, atque in ejusdem respectum consentit, uti vigore hujus Articuli consentit in restitutionem præfati Ducis in ipsius Ditiones, Provincias, loca & Urbes in eo quo nunc inveniuntur statu, uti & in Saverennitatem, uti vocant, quæ ipsi vigore Tractatum Rodschildensis, & Hafniensis competit. Ita ut quicquid postmodum actum, quive Tractatus initi fuerint, nullum illi adferant præjudicium. Supra nomi-

nati autem Tractatus Rodschildensis, Hafniensis, & Westphaliæ, in omnibus & singulis Articulis quoad prædictum Ducem Gottorpiensem in pleno vigore permaneat, ita ac si verbotenus Tractatu huic essent inserti. Et quoniam Uniones & Pacta Hæreditaria quæ tunc temporis inter utramque, Regiam scilicet Ducalique Holsaticam Gottorpiensem Domum intercesserant per prædictos Tractatus confirmata sunt, conventum est quod prædictæ Uniones & Pacta Hæreditaria in pleno vigore permaneat, atque utrinque exactè & bona fide observentur, ita ut nequicquam sub quocunque prætextu contra illa agatur.

Restitutio præfati Ducis Holsato-Gottorpiensis fiat intra duarum septimanarum spatium à die permutatarum Ratihabitionum hujus Instrumenti computandarum. Quæ permutatio Ratihabitionum fiat intra sex septimanas à subscriptione hujus Instrumenti computandas. Actum Fontibellaqueo die secunda Mensis Septembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

**N**ous ayans agreable le susdit Traité en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers & Successeurs Rois, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder, observer; & faire observer inviolablement, sans permettre qu'il y soit jamais allé ou rien fait au contraire, directement ou indirectement, en quelque forte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Fontainebleau le troisième jour de Septembre l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf. Et de nostre Regne le trente-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

CCII.

*Vertrag zwischen Johann Georg/ Victor Amadæum, 27. Sept. und Wilhelm für sich/ und in Vormundschaft Emanuel Lebrechts an einem/ und Carl Wilhelm/ Anton Gunther/ Johann Adolph/ und Johann Ludwig abseits Fürsten zu Anhalt/ an andern Theil/ betreffend die Religions- und Kirchen-Rechte. Zerbst am 27. Septembris 1679. Mit des Churfürsts zu Brandenburg Garantie siber diesen Vertrag. Geben Potsdam den 5. April 1680. [LEHMANNUS Suppletus & Continuatus, inter Observationes de Juribus Ecclesiasticis Reformatorum Principum. pag. 1122. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Fortsetzung II. Absatz XIII. pag. 270.]*

C'est-à-dire,

*Accord entre les Princes d'Anhalt JEAN GEORGE, VICTOR AMEDE'E, & GUILLAUME tant pour eux, que comme Tuteurs du Prince EMANUEL LEBRECHT d'une part, & CHARLES GUILLAUME, tant pour lui que pour les Princes ses Freres ANTOINE GUNTHER, JEAN ADOLPHE, & JEAN LOUIS d'autre part, sur les differends arrivés entr'eux au sujet de la Religion & des Revenus Ecclesiastiques. A Zerbst le 27. Septembre 1679. Avec la GARANTIE de l'Electeur de BRANDEBOURG sur cet Accord. A Potsdam le 5. Avril 1680.*

*Im Nahmen der H. hochgelobten und untzertrennlichen Dreysaltigkeit/ Gottes des Vaters/ Gottes des Sohnes/ und Gottes des H. Geistes. Zuwissen sey hiermit/ daß die in dem*

**ANNO 1679.**



ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

Hochfürstlichem Hause Anhalt entstandene / und an den Kayserl. Reichs-Hof-Kacht / wie auch zu Ihrer Kayserl. Maj. selbst eigenen allergnädigst angeordneten Commission, gebiehene Kirchen-Differentien in Zerbst / worvon die hinc inde in dieser Sache ergangene viele Volumina Actorum, ein mehrers besagen / heute dato zwischen denen Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/Herrn Johann Georgen / Hn. Victor Amadei / und Hn. Wilhelm / für sich / und respectiv in Vormundschaft Hn. Emanuel Leberchts an einem / und Hn. Carl Wilhelm / für sich und im Nahmen dero sämtlichen Hn. Gebrüdere / Hn. Anthon Günthers / Hn. Johann Adolpfs / und Hn. Johann Ludwigs / allerseits Fürsten zu Anhalt / Grafen zu Alcanien, Hn. zu Zerbst und Berenburg / and respectiv Jever und Kniphausen / an andern Theile / Ingleichen dem Rathe beyderley Religionen zu Zerbst / folgender Gestalt in Güte abgethan und gründlich beygelegt worden. Erstlich versprechen und verobligiren sich Fürst Carl Wilhelm Hochfürstl. Durchl. für sich und dero Fürstl. Nachkommen / wie auch dero Hn. Brüdere / und dero selben Fürstl. Leibes-Lebens-Erben / kräftiglich dahin / daß denen Reformirten im Kachtstuhl / und der ganzen Reformirten Gemeinde / das alleinige Exerctium ihrer Religion / in der Kirchen St. Nicolai zu Zerbst / verbleiben / und von nun an und zu ewigen Zeiten kein anderes / als das obgenante Religions-Exerctium, darinnen geriechen und gestattt werden / ins besondere auch dem bishero von den Evangel. Lutherischen Kachtverwandten und Bürgergeschafft aus gewissen Ursachen præterdirten Simulaneo Religionis Exerctio, von Seiner Hochf. Durchl. zu Zerbst / und dero Hn. Gebrüdere Hochfürstl. Durchl. Durchl. und dero selben allerseits Nachkommen / wie auch dem zugehantenen Lutherischen Kacht und Gemeinde / perpetuirtlich abgesetzt / und Krafft dieses renunciret seyn solle. Zu dem Ende versprechen Hn. Carl Wilhelm / Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. ferner und zum andern / für sich und dero hohe Mitbeschriebene / kräftiglich / daß dem Reformirten Kacht und der gesamten Reformirten Gemeinde / das Recht / einen Pfarrhern und zwey Diaconen, bey der St. Nicolai Kirchen in Zerbst / unterthänigst zu præsentiren / zu vociren / und ihnen die Pastorat, und zweyer Diaconen, auch andern dero ordentlichen Kirchen und Schuldienern ihre Besoldungen / wie sie in der Beplage sub lit. A. verzeichnet zu befinden / sie mögen aus der Cämmerey / Geistlichen Verwaltung / Hospital / oder sonst herkommen / wo sie wollen ; Ingleichen die bishero in der parität genossene Stipendien-Gelder ihren Stipendiaten zu reichen / in perpetuum zu stehen solle / und Seiner Hochfürstl. Durchl. und dero Successores die Nachkommende regierende Fürsten zu Anhalt / sothane geblühlich præsentirte Pastores und Diaconen, wann Seine Hochfürstl. Durchl. die præsentirte Personen ihres Lebens und Bezeugens halber nicht zuentgegen / und sie des wegen wieder dieselbe nichts missfällig zu sprechen haben / ohne Cämmerniß (jedoch sonder Abbruch der Prediger-Witwen hergebrachten Gnaden-Jahre) jedesmahl und in perpetuum, gnädigst confirmiren und befähigen wollen : Und wird bey Præsentation und Vocation des Pastoris, dasjenige / wozu sich der Kacht allhie Anno 1571. am letzten Martii, reverfirt / und bey præsentirung und vocirung der Diaconen, dasselbe / so in dem An. 1572. am 5. Junii auffgerichteten Vergleich / dieser wegen enthalten ist / an Seiten des Kachts und der Gemeinde / Reformirter Religion (als welche zu dessen observantz sich vorhero absonderlich zum öfftern obligiret / und noch einig verbunden) præcise beobachtet : An Seiten der jedesmahl bestellerten Superintendenten aber / der jegliche Unterscheid der Religionen consideriret / die Ersetzung der erledigten Stellen nach Möglichkeit beschleuniget / und weil die Patronen allezeit ein der Reformirten Religion zugehantes subjectum præsentiren werden und wollen / die freundliche Unterredung mit denen Reformirten Predigern zu St. Nicolai, nicht wegen sotharner Religion selber / sondern ihrer erudition, auch Lebens und Wandels halber / angestellet ; Inmassen dann die Evangelisch Luth. Kachtverwandten und Bürger / denen dieser Vergleich zu dem Ende communiciret / und von ihnen in allen Puncten und Clausula mit unterthänigstem Dank angenommen worden / dem Besühniss / so sie an dem Jure præsentandi & Patronatus über die St. Nicolai Kirche und Schule zu S. Johannis haben gehabt / oder præterdirten können / hiernit dergestalt absagen / daß nunmehr sothanen ganze Recht des Kachts / mit denen zu besagter Kirchen und Schulen gehörigen Besoldungen und redditibus (ausgenommen was unten von der Archi-Dioconat-Stelle / dessen Besoldung und Wohnung gemeldet) denen Reformirten Kachtverwandten und Bürgern allein / und in perpetuum verbleibe / und mehrgenante Kirche und Schule zu St. Johann / zu ewigen Zeiten mit Reformirten Kirchen- und Schuldienern besetzt werden solle / es mögen die zu Zerbst regierende Fürsten zu Anhalt der Evangel. Luth. Reformirten / oder einer andern Religion zugehan seyn. So sind auch Hn. Carl Wilhelm / Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. in Gnaden zufriednen / daß die Reformirten im Kacht samt der Gemeinde / neben dem Pfarrhern auch einen Diaconum unterthänigst / wie vorgemeldet / also præsentiren / und also das Ministerium bey dieser Kirchen / bis auff drey Personen ergänzet werde ; Ingleichen auch bey künftigen an denen drey Predigern sich begebenden Todesfällen / oder andern langwierigen Leibes-Beschwerden ein richtiges subjectum bey währender vacantz oder fürfallender Noht / mit Vorbewußt der jeberzeit fürhandenen Superintendenten, und nach vorhero mit demselben beschriebener Unterredung / die übrigen Prediger mit

predigen so lange subleviren möge / und selbiges aus der Reformirten Gemeinde eigenen Mitteln / ohne Beytrag des Publici und gemener Casse, erhalten werde ; Drittens / denen Reformirten Unterthanen und Einwohnern allhier / sie mögen in die Kirchen St. Bartholomæi oder St. Nicolai vor diesem eingepfarrtet gewesen / oder noch eingepfarrtet / und entweder in der Stadt oder für den Thoren (außerhalb den Anstühn) / wohlhafft seyn / geben höchstgedachte Hn. Carl Wilhelm / Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. für sich und dero Mitbeschriebene / vollkommene Freyheit / daß sie alleamt von nun an / neben dem Gehör Götliches Wortes und Gebrauch des hochwürdigen Abendmahls / in der ihnen jezo allein verschriebenen Kirche zu St. Nicolai, ohne Abstattung anderer / als dem Reformirten Ministerio gehührenden und hergebrachten Accidentien, ihre Kinder tauffen / ihre Ehe-Eingegnungen verrichten / und ihre Todten mit dem Reformirten Ministerio und derselben Schule / zur Erden bestattigen lassen mögen / und soll bey solchen Eheleuten / da der eine Theil der Evangelisch-Lutherischen / der andere der Reformirten Religion zugehan ist / bey den Trauungen die Braut dem Bräutigam zu folgen / bey dem tauffen der Söhne / die Wahl / in welcher Kirche dieser Actus zuverrichten / dem Vater / und der Mutter disfalls die Disposition wegen der Töchter (es wäre dann in denen auffgerichteten Ehestiftungen dieserwegen ein anders versehen / oder sonst unter denen Eltern verglichen) zusuchen ; bey denen Begräbnissen aber / auff die Religion der Person / welche zu begraben / gesehen werden ; Wie dann auch hochstgedachte Ihre Hochfürstl. Durchl. denen Reformirten Einwohnern in Anstühn / auff beschriebene hohe Fürstl. Intercession dero Hn. Gevattern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion / in Gnaden concediren / daß sie neben der Freyheit in der St. Nicolai Kirchen ihren Gottesdienst zu halten / und das H. Abendmahl zugebrauchen (deren auch die auf dem Lande wohnende Reformirten / fähig seyn) gegen Erlegung der dem Pfarrhern in Anstühn gebührenden Accidentien, ihre Tauffen bey der Kirchen zu S. Nicolai verrichten lassen / und im übrigen die Reformirten Kranken und Sterbenden in Anstühn / wie auch auff dem Lande / jedoch mit vorgehendem Benuß des Hn. Superintendenten, und ihres ordentlichen Predigers / (es wäre dann bey Nacht / und in gehlingen Nohtfällen) zu Tag und Nacht unhinderlich besuchen / trösten / und ihnen das H. Abendmahl reichen mögen ; Und diese oberührte Gerechtigket und Freyheiten / so denen Reformirten in denen dreyen fürsichenden Puncten versichert worden / sollen auch auff den Fall stat haben / da die jegliche Kirche zu S. Nicolai, samt dem Thoren / etwa durch Brand oder andere Unfälle / (so Gott verhüten wolle) eingehen und ruinirt werden sollte / also daß auff der Reformirten Gemeinde alleinige Kosten / ein oder Kirchen- und Thurn-Gebäude an der vorigen Stelle aufgeführt und darinnen das Exerctium Reformirter Religion / allein und auff solche Weise getrieben werden möge / und solle / wie es in denen obigen dreyen Puncten mit mehrern verglichen ist. Dahingegen sind Dreydens Hn. Johann Georgens / Hn. Victoris Amadei, und Hn. Wilhelm / Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. für sich und respectiv in oberührter Fürstl. Cothnigter Vormundschaft / nach wie vor erbötig / erklären sich auch auff ebenmäßig beschriebene Fremd- vetterliche Intercession Hn. Carl Wilhelm / und dero Hn. Gebrüdere / allerseits Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. in Krafft dieses dahin / das Exerctium der Evangel. Lutherischen Krafft dieses in allen Kirchen / auch in welchen hochermelder Hn. Gevattern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. in Krafft dieses dahin / das Jus Patronatus haben / wie es anjezo in Ihren Fürstl. Antheilen getrieben wird / und bishero gechehen / also hinfübro in perpetuum frey und ungehindert zulassen / auch sie ihre Evangelisch-Lutherische Rittergeschafft mit dero Hinterlassen / Fürstlich dabey zu schützen / doch daß Ihre Prediger dero Hohen Fürstl. Landes Herrschafft und Episcopis, schuldigen Gehorsam erweisen / auch ihre lehre und dero Bewerckthum / mit Christlicher Bescheidenheit und Sanfftmuth / denen Gemeinden jedesmahl fürtragen sollen ; Nicht weniger denenselben über-Elbischen Einwohnern / so keine eigene Lutherische Priester haben / anderweit in den ihnen nächsten und bequem gelegenen Lutherischen Kirchen / die Anhörung Götlichen Wortes / und des H. Nachtmahls / wie bishero / also ferner / sich zugebrauchen / auch ermeldten Evangelisch-Lutherischen über-Elbischen Einwohnern / so / wie gedacht / keine Priester ihrer Religion haben / sich anderweit derselben / wohin sie wollen / jedoch mit Vorwissen des Herrn Superintendenten und Predigers jedes Orts (es wäre dann in der Nacht / oder bey gehlingen Nohtfällen) zu Tag und Nacht in Sterbens-Nothen ungehindert zuerholen / gnädigst zusetzen. Dabeneben versprechen und verobligiren sich hiernit und Krafft dieses Fürstl. Hr. Johann George / Hr. Victor Amadeus, und Hr. Wilhelm / für sich und in Vormundschaft Hn. Emanuel Leberchts / (dessen rathhabirion nach erlangeter Majorennität / Ihre Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. zuverhaffen / und die Gewehr dieses Vergleichs Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Zerbst / wegen hochermeldtes dero Hn. Veters zu Cöthen / beständig zu leisten / hiernit Fürstlich versprechen /) allerseits Fürsten zu Anhalt / wie auch für Ihre Fürstl. Leibes-Lebens-Erben und Nachkommen kräftiglich dahin / daß die Evangel. Lutherische Religion / in der Kirche zu St. Bartholomæi / mit stetswährender Einsetzung dreyer solcher Religion zugehanen

ANNO  
1679.

thanan Prediger / der zuebauenden neuen / der in Anstalt / wie auch denen in den Nemtern / Städten und Flecken / Coswieg / Koblau und Lindau / gelegenen / und allen andern Kirchen / des Fürstl. Zerbstischen Antheils / keine davon außgeschlossen / allein und zu ewigen Zeiten getrieben / auch daneben die zu der St. Bartholomäi Kirchen gehörige / und von denen Evang. Lutherischen bisher gebrachte / in gleichen alle übrigen in selbigen Fürstl. Antheil befindliche Knaben- und Mädchens-Schulen / mit allen und jeden zu solchen Kirchen und Schulen gewidmeten pertinentien / Wohnungen / Stifft / Stiftungen / Patrimonial-Gütern / Testament-Geldern / der Bibliothec zu St. Bartholomäi in Zerbst / und allen andern nur ersinnlichen redditibus und Einkünften / auch der Stipendien-Geldern / so die Evang. Lutherischen bisher genossen / es mögen gleich selbige insgesamt aus der Fürstl. Cammer alhier / der Katho-Cammer / Geistlichen Verwaltung / dem Hospital / oder von weime sie immer wollen / hingeben werden / obgedachten Evangelisch-Lutherischen ohnbeeinträchtigt und ohnbehindert / in besagten Dertern zu ewigen Zeiten verbleiben / und für und für keine andere als der Evang. Lutherischen Religion zugehörne Prediger / Kirchen- und Schul-Diener dazü vociret und bestellet werden sollen / es mögen die in selbigem Zerbstischem Antheil regierende Fürsten / derselben oder einer andern Religion / zugehörn seyn / auch das Jus Patronatus ermelbte Regierende Herrn / oder die von Adel auff dem Lande / oder auch andere / darin haben / wie dann mehrgenanter Hn. Gevattern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion für sich / und in obberührter Vermundtschaft / zu solchem Ende ihnen dermalenst oder Ihren Nachkommen zustehendem Juri Reformandi / hiermit in sempiternum renunciiren und zum kräftigsten / als es immer geschehen kan / soll oder mag / sich dessen begeben / gestalt auch in Krafft dieses der Reformirten Kath und Gemeine zu Zerbst / als welchen dieser Vergleich communiciret / und von Ihnen in allen Puncten und Clauseln mit unterthänigsten Daack angenommen worden / sich aller nnd jeden auff solche Kirchen / Schulen und derselben gesambte redditus / etwas gehabten / noch habenden / oder ins künftige sich für ihnen noch erigenden Insprachen und Gerechtfamen / wissenschaftlich und wohlbedächtlich verzeihen / und in Ewigkeit derselben sich nicht zugebrauchen / für sich und ihre Nachkommen freywillig und in beständiger Rechts-Form hiermit versprechen und festiglich angeloben / doch daß das gesammte Gymnasium mit seinen redditibus / Rechten und Gebäuden / hierunter nicht verstanden / sondern solches alles beyder Fürstl. Theilen Juribus un-præjudicialich in statu quo bis zum gültlichen oder rechtlichen Auftrag / verbleibe / das Hospital auch zu St. Augustini / mit der Geistlichen Verwaltung / beiderseits Religions-Verwandten Kath und Bürgerhaft / zu gleichen Rechten und Genoss / wie es sich jeho befindet / und so auch hinführ / und alle begehende Fäde / ewig gelassen werden solle / Und diese obbeschriebene Gerechtigkeiten / Freyheiten und renunciationen / so denen Evangelisch-Lutherischen in diesem Vergleich verlichert worden / sollen auch zu ewigen Zeiten auff den Fall statt haben / da die jetzigen Evangelisch-Lutherischen Kirchen in dem Zerbster Antheil / und jenseit der Elbe / sammt ihren Kirchthürmen / etwa durch Brand oder andere Unfälle (so Gott verhüten wolle) eingehen und ruiniret werden solten / also / daß auff der Evangelisch-Lutherischen Gemeinden alleinige Kosten / andere Kirchen- und Thurn-Gebäude auffgeführet / und darinnen das Exerccium Evangelisch-Lutherischer Religion / allein und auff solche Weise getrieben werden möge und solle / wie es in dem vierdten und fünftten Punct mit mehreren verlieden ist. Ferner und zum Sechsten / soll und will der Rath sammt der Bürgerschaft Reformirter Religion zur Erbauung einer neuen Evangelisch-Lutherischen Kirchen / 12000. Reichst. ein guter gangbarer Reichs-Münze / in den nechsten 5. Jahren / und zwar in den 3. ersten Jahren jedes Jahr 2000. Reichst. auff Michaelis / in den beeden letztern aber / jedes Jahr ebenmäßig termino Michaelis 3000. Reichst. künftigen Michaelis Anno 1680. den Anfang damit zu machen / und Michaelis Anno 1684. damit zuendigen / dem Evangelisch-Lutherischen Kath und Gemeine alhier (als welchen das Jus Patronatus solcher neuen Kirchen zustebet / und von dem Reformirten Kath und Gemeine in keinerlei Weise disputirlich gemacht werden soll) und benjemigen Deputirten / so Hn. Carl Wilhelm Hochfürstl. Durchl. zu solchem Kirchen-Bau verordnen werden / ohne Beytrag dero Mit-Bürger Evangelisch-Lutherischer Religion / baar erlegen und bezahlen / auch ihnen zugleich zu der jeho-berührten neuen Kirche besserer Bestellung / die Archi-Diaconat Besoldung sub Lit. B. sie mag herrühren wo sie wolle / nebst einer zu solcher Kirche bequemen Pfarr-wohnung / von denen zu St. Nicolai Kirchen gehörigen vier Pfarr-Häusern / von nun an binnen 4. Wochen hiermit abtreten / nicht weniger / das ihnen an den Steinen und noch stehenden rudibus der Kirche zu St. Augustini / zur Helffte competirendes Recht / völlig / und zu der Evangelisch-Lutherischen freyen Disposition / cediren und überlassen / hierüber sich keiner präsentation oder andern Rechens / an sothanen neuen Kirchen / es geschehe unter wasserley prætext es immer wolle / sich anmassen / sondern die disposition darob / dero gnädigsten Landes-Fürsten und denen Evangelisch-Lutherischen Raths-Verwandten und Mit-Brüdern / lediglich und gehorsamst anheim stellen / massen mehr erwiederte Reformirte Kath und Gemeine / auch in Krafft dieses gesehen lassen wollen / daß die Evangelisch-Lutherischen Gemeinde / alhier bey dem Gottes-Dienste der neuen Kirche /

wie auch zu denen Begräbnissen / der Glocken in der Kirchen zu St. Nicolai / jedoch so viel die leicht-Begängnis betrifft / mit Erlegung gewöhnlicher und ordentlicher Gebühren / sich gebrauchen mögen / wie dann die Evang. Lutherischen auch befugt seyn sollen / zu denen sonderlichen Fest-Tagen / so die Reformirten nicht seyn / sich berührten Geläuts zu bedienen / jedoch dieselbe auff solchen Fall die Glocken auff ihre Kosten ziehen zu lassen gehalten sind / Dahingegen aber Siebendens im übrigen der Reformirte Kath und Bürgerschaft mit dem neuen Kirchen-Bau selber nichts zu thun haben / und von allem fernem Beytrag zur dotation / reparation / Unterhalt der Prediger / Cantoren / Organisten / Custodis / Zierathen / Kleidern und Eingebäuden / und in Summa / von allem fernem Zuschuß / er mag Namen haben / wie er wolle / jetzt und zu ewigen Zeiten / in Krafft dieses Vergleichs / von dero gnädigsten Fürstl. Herrschaft / wie auch ihren Collegen im Rath und Mit-Bürgern Evang. Lutherischer Religion / losgezählet werden / hinwiederum aber die Evang. Lutherischen zu etwa vorfallender reparation der Kirchen zu St. Nicolai idtwas beyzutragen / unverbinden seyn sollen / Und nachdem Achters / Fürst Carl Wilhelm zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. auff freundliche Fürstellung Hochgedachter dero Herren Vettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. von dem Fürstliche die neue Kirche an den Thurn zu St. Nicolai zu setzen / freund-vetterlich abgestanden / So wollen dieselbe mit Zuziehung Bau-verständiger Leute / einen andern bequemen ledigen Platz in der Stadt / dazü ehst aufsehen lassen und erwählen. Damit auch Neuntens / die obermelte Zwölfftausend Reichal. desto richtiger einkommen und erhalten werden mögen / so versprechen des Hn. Ober-Directoris und dero sämtlicher Hn. Vettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Krafft dieses / daß die Tranc-Steuer der Stadt Zerbst dafür haften / und aus derselben der Abgang / im Fall einer an den verwilligten Terminen sich ereignen möchte / jedes Jahr ersetzt werden soll / gestalt zu desto mehrer Versicherung Hochgedachter Hn. Vettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion / dero getreuen Landschafft Einwilligung / distfalls zwischen hier und nächstkünftigen Wehnhachten verschaffen und aufstellen wollen. Gleichwie nun Zehntens / Herrn Johann Georgens / Hn. Victoris Amadei / und Hn. Wilhelms / Fürsten zu Anhalt Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. das freund-vetterliche Vertrauen zu dero Hn. Vettern / Fürst Carl Wilhelms Hochf. Durchl. seken / daß den Reformirten Predigern / welche jederzeit ihre Lehre und deren Beweißthum / mit Christl. Bescheidenheit und Sanftmuth / der Gemeine fürtragen / auch sonst Seiner Hochfürstl. Durchl. als dero Landes-Herrn und Episcopo / unterthänigsten Gehorsam erweisen solten / gnädigster Schutz / und denen sämtl. Unterthanen Reformirter Religion gleichmäßige Protection und Landes-väterliche Fürsorge / werde gegönnet werden. Also behalten vor-höchstgedachte Hn. Carl Wilhelms Fürsten zu Anhalt Hochf. Durchl. für sich und dero Hn. Gebrüdere Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. wie auch dero gesanten Fürstl. Nachkommen / die Jura Episcopalia und Territoria / überall frey und bevor / Junnassen dann auch Hn. Johann Georgen / Hn. Victoris Amadei / und Hn. Wilhelms / Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. für sich und respective in Vormundtschaft Fürst Emanuel Lebrechts zu Anhalt / Hochf. Durchl. Ihnen und Ihren Hochf. Nachkommen dero Jura Episcopalia und Territoria / hiemit ebenfals reserviren / jedoch daß dero beydersseits künftige Verordnungen diesem allem / so in jetzigem Vergleich abgehandelt ist / nicht zuwieder lauffen / auch beyde Fürstl. Theile Geist- und Weltliche Räte / Confortoria / Superintendenten / Inspectores / Pfarrherren und Beamten / diesen Keeß allenthalben genau observiren / und dawider ein oder anderer anderer Seits Religions-Verwandten / nicht beschweren noch beschweren lassen sollen. Ob auch wol Eilffstens / Hn. Carl Wilhelm / Fürsten zu Anhalt / Hochf. Durchl. den Beytrag der Spelen / so bey der allergnädigst angeordneten / und alhier in Zerbst 1672. gehaltenen Kayserlichen Commission / aus dero Renth-Cammer auffgewendet worden / und sich auff ein sehr hohes betragen / urgiret / und von dero Hn. Gevattern / Hochf. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion zur Helffte wieder zu fordern sich berechtigt zu seyn erachtet / zumaln die Kayf. Commission auff beyder Theilen allerunterthänigstes fürbringen / ex officio allergnädigst ergangen / So haben doch ob hochgedachte Ihre Hochf. Durchl. zur Ehre Gottes / und in Ansehung der zu Ende des vierten Puncts denen Ober-Elbischen Einwohnern Evangel. Lutherischer Religion / durch dero gethane freund-vetterliche inständigste Intercession / zum besten erhaltener Verbindung und Concession / selbige willig fallen lassen / So viel aber die zu beyden Theilen auffgewendete Proceß-Kosten betrifft / sollen dieselbe von jedem Theil für sich getragen / und also gegen einander compensiret und auffgehoben seyn / Es wäre dann / daß derselben Hn. Gevattern Hochfürstl. Durchl. Reformirter Religion / sothane Proceß-Kosten aus der Tranc-Steuer oder andern Gesamt-Mitteln / genommen / oder annoch nehmen möchten / Auff solchen Fall sollen Herrn Carl Wilhelms Hochfürstl. Durchl. Ihres Orts bey solcher Cassa dergleichen zu thun Zug und Macht haben. Dieweil auch Zwölffstens / bey Fürst Johannsen / Hochf. Durchl. Christlichen Andenkens / Regierung / die Parität im Racht-Stuhl alhier Anno 1667. eingeführet / und so wol von derselben als nachhero zu verführethen malen confirmiret / auch dieser Vergleich darauff guten Theils gegründet worden / so verobligiren sich so wol Reformirter Religion Hochfürstl.

ANNO  
1679.

fürstl. Durchl. als auch Hn. Carl Wilhelms und dero Herren Gebrüdere / Hochst. Durchl. für sich und Ihre allerseits Hochst. Nachkommen / bey solcher Parität und in dem Stande / wie solche Kaths-Mittel sich aussehn befinden / hinfort in perpetuum solche zulassen / und hierunter keine Aenderung zu treffen / es möge gleich künftigt der regierende Herr in Zerbst / der Reformirten oder andern Religion zu gehen seyn; Endlich und zum Dreyzehenden / Nachdem nunmehr durch diesen Keess alle bisherige Zwistigkeiten mittelst Göttlicher Gnaden-Verleihung geendiget / und das gute Vertrauen zwischen Hochst. gesamter Herrschafft disfalls befestiget / bey dem Rath auch und der Bürgerschaft beyder Religionen / ein sicheres Fundament zur Einigkeit und gutem Vernehmen gelegt ist; Als wird auch aller bey gewehrter discrepantz entstandener Unwillen / hienit zu beyden Theilen in Gnaden und Gute abgelegt / und was dieserwegen fürgegangen / zur ewigen Vergessenheit verwiesen. Zu dessen allen Beurkundigung und Versicherung / ist dieser Keess Neumahl mundiret / von denen höchstbenamten gesambten Fürsten zu Anhalt mit eigenhändiger Unterschrift und Besiegelung wohlbedächtigt vollzogen / beeden Hn. Chur-Fürsten zu Sachsen und Brandenburg / Churfürstl. Durchl. Durchl. wie auch des Hn. Herzogs zu Braunschweig Wolfenbüttel / und des Hn. Landgraffen zu Hessen-Cassel Hochfürstl. Durchl. Durchl. samt dero Churf. und Fürstl. Hn. Successoren in der Regierung / die Garantie mit schuldigster Dancksagung für die in dieser Sache höchst-rühmlich übernommene Commission, auch angewendete Intercession und Vermittelung / darob Dienst- und freund-Betterlich erbeten; Folgendes Ihr. Röm. Kayf. Majest. dero allergnädigsten Herrn / dieser gültliche Vergleich mit Renunciation der bishero geführten Processen, allerunterthänigst und mit Einfindung eines Originals, notificiret, dann auch ein Exemplar jedem höchstgedachten Churfürstl. und Fürstl. Hn. Guaranteurs, hinwiederum ein Exemplar denen Fürsten zu Anhalt Evang. Lutherischer Religion; Das achte und neunde aber denen Kaths-Mitteln beederley Religionen in Zerbst / und dero zugethanen Gemeinen übersendet und aufgestellt worden; So geschehen Zerbst am 27. Sept. 1679.

- (L.S.) Johann Ernst / Fürst zu Anhalt / und in Mit-Vormundschaft wegen Cöthen.
- (L.S.) Victor Amadeus, Fürst zu Anhalt.
- (L.S.) Wilhelm / Fürst zu Anhalt.
- (L.S.) Carl Wilhelm / Fürst zu Anhalt.
- (L.S.) Anthon Günther / Fürst zu Anhalt.
- (L.S.) Joh. Adolph / Fürst zu Anhalt.
- (L.S.) Joh. Ludwig / Fürst zu Anhalt.

Seiner Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg Garantie über diesen Vergleich.

Wir Friedrich Wilhelm / von Gottes Gnaden / Marggraf zu Brandenburg und Chur-Fürst / etc. Uffkündent für uns und unsere Nachkommende Churfürsten und Marggraven zu Brandenburg / hiemit gegen Männiglich / denen es zuwissen nöthig / oder sonst daran gelegen / daß uns die Durchläuchtige hochgebohrne Fürsten / unsere freundliche liebe Vettern / Herr Johann George / für sich / und in Mit-Vormundschaft wegen Köthen / Herr Victor Amadeus, Herr Wilhelm / und Herr Carl Wilhelm / für sich / und wegen desselben Gebrüdere Liebden / allesamt Fürsten zu Anhalt / Grafen zu Alcanien, Herrn zu Zerbst und Berenburg / auch respective Jevern und Kniphausen / in dero vom 28. Februarii dieses Jahres / an uns abgelassenen Gesamt-Schreiben / Freund-Betterlich zu vernehmen gegeben / was gestalt die in ihrem Fürstl. Haupte entstandene Kirchen-Differentien zu Zerbst / nunmehr gültlich abgethan und gründlich beigelegt / auch ein förmlicher Keess de dato Zerbst den 27. Sept. des vergangenen 1679. Jahres / in 13. Articulen bestehend / darob aufgerichtete worden / gestalt dann das uns in Originali eingerichte Exemplar / von Wort zu Wort also lautet wie folget:

Inseratur Recessus.

Wann uns dann Anfangs hochgedachte unsere freundliche liebe Vettern ersuchet / daß wir für uns und unsere Successoren in der Chur / die Garantie jetzt beschriebenen Recessus, aber uns zu nehmen / geruhen wolten / und uns daneben absonderlich lieb zu vernehmen gewesen / daß diese bisherige differentien durch unsere mit beschehene cooperation, endlich zu einem gültlichen und immerwährenden Vergleich geziehen; Als haben wir die Garantie sothanen Recessus, desto lieber über uns genommen; Gestalt wir dann für uns und unsere Churf. Nachkommen / solche Garantie hiemit und Kraft dieses über uns nehmen / und nebst denen andern erbetenen Churf. und Fürstl. Guaranten, allemahl / so oft es nöthig seyn wird / mit gehörigem Nachdruck dahin sehen wollen / daß diesem Recess von allerseits Interessenten, in allen Punkten und Clausuln gebührend nachgelebet werde. Uffkundlich haben wir diese Garantie eigenhändig unterschrieben / und mit unserm Churfürstl. Inseigel bekräftigen lassen. So geschehen Potsdam den 5. Aprilis Anno 1680.

Friedrich Wilhelm.  
(L.S.)

CCIII.

CCIII.

26. Sept. Friedens-Tractat zwischen Carl XI. König in Schweden und Christian V. König in Dänemark / geschlossen zu Lunden in Schonen den 26. September 1679.

SUEDE ET DANNE-MARC.

Traité de Paix entré CHARLES XI. Roi de SUEDE & CHRESTIEN V. Roi de DANEMARC; fait à Lunden en Scanie, le 26. Septembre, 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 576. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 941. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz X. pag. 201. en Latin & en Allemand, dans LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. pag. 709. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 1476. en Allemand.]

26. Sept. SUEDE ET DANNE-MARC.

Und und wissend sey hienit jedermänniglich / deme es auff einiger massen angehen möchte / daß nachdem für etlichen Jahren eine höchstschädliche und verderbliche Kriegs-Flamme in der Christenheit angezündet worden / welche fast ganz Europam überschwemmet / und sich vornemlich durch das heilige Römische und benachbarte Königreich / und Lande ausgebreitet / also daß auch der Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Christian der V. König zu Dänemark / Norwegen / der Wenden und Gothen / etc. Herzog zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Graff zu Oldenburg / und Delmenhorst / etc. Als auch der Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Carl / der Schweden / Gothen und Wenden König / Groß-Fürst in Finnland / Herzog in Schonen / Ehesten / Liefland / Carelen / Brehmen / Behrden / Stettin / Pommern / der Cassuben / und Wenden / Fürst zu Xi-

Tous ceux qui le present Traité verront ou orront, Salut. Sçavoir faisons, que dans la funeste Guerre qui embrasa il y a quelques années toute la Chrestienté, & qui s'attacha principalement au S. Empire Romain, entrainant quant & quant les Royaumes & Provinces du Voisinage, s'estant trouvé engagé le Serenissime Prince Christian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. avec le Serenissime Prince Charles Roi de Suede, &c.

Hhh 3

ANNO  
1679.

gen / Herr über Jugermanland und Wismar / wie auch Pfalz-Grav bey Rhein / in Bayern / zu Julich / Cleve und Berg Herrkog / ic. Vermöge der Assistence welche Sie beiderseits Ihren Allirten zu leisten verbunden gewesen / ebenmäßig darein verwickelt worden / und endlich in öffentlichen harten und blutigen Krieg gegeneinander gerathen / sich der Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Carl der ander / König von Groß-Britannien / ic. auß einer ruhmwürdigem Intention, so wol durch Schreiben / als dessen hiezu abgeschickte Ministros sich höchstloblich dahin bemühet / damit solcher blutige Krieg geendiget / die streitende Partheyen verglichen / und zwischen Ihnen ein beständiger Friede und gutes Vernehmen wiedergebracht und gestiftet werden möge. Welche hohe Sorgfalt gedachte Kön. Maj. umb so viel lieber und nachdencklicher forgeseket / nachdem sie aller / bey diesen Kriege interessirten Partheyen gute intention hierzu sorgsam verpflühret / auch von Ihnen erlanget / daß sie insgesampt ihrer Gesandten und Bevollmächtigten Ambassadeurs und Commissarien nach Nunwegen geschicket / allwo man von solchem Frieden zu handeln den anfang gemacht / daselbst auch das werck / durch Göttlichen Beystand / und gedachter Königl. Maj. ewige Mediation so weit gebracht / daß der meiste Theil der kriegenden Partheyen daselbst vereiniget worden; und ob man wol vernunhert gehabt / es würde der Krieg zwischen beyden Königl. Königl. Maj. von Dänemarc und Schweden daselbst zu einer zeit auch beygelegt / und an dessen statt ein allgemeiner Friede und Ruhestand auffgerichtet werden / so hat doch solches an selbigem Orte seinen fortgang nicht erreidet / sondern die streitende Partheyen haben / nachdem auff Ihrer Kön. Maj. von Schweden Concedirten und Allirten / des Großmächtigsten Fürsten und Herren / Herrn Ludwigs des XIV. Aller-Christlichsten Königes in Frankreich und Navarren / durch dero Ordinari Staats-Rath / General-Lieutenant dero Armeen / und Gouverneur von Verdun / auch Extraordinar Ambassadeur an dem Schwedischen Hofe / den Hochwolgebohrnen Herren Isaac de Pas / Marquis de Feuquieres (welcher sich umb einen erwünschten Friedens-Schluss auff's hochste bemühet hat /) gegebene anleitung und fleißige Beförderung sich endlich dahin umb so vielmehr gelencket / daß Ihr Kön. Kön. Majest. Majest. beiderseits vor gut und nützlich angesehen / die Handlung zwischen Ihnen nach Lunden in Schonen zu transportiren / damit selbige an einem so nahe und gleichsam in gesichte beyder Könige gelegnem Orte / deso eher zu einem guten Ruhschlag gedeyen möchte. Da denn zu eben solcher zeit / der Durchläuchtigste Fürst und Herr / Herr Johann Georg der andre / Herrkog zu Sachsen / Julich / Cleve / und Berg / des Heil. Römischen Reichs Erzh-Marschall und Churfürst / Land-Grav in Düringen / Marg-Grav zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Kauffmih / Burg-Grav zu Magdeburg / Grav zu der Mark und Ravensberg / Herr zu Ravenstein / ic. auß einer Christl. und höchst-lobwürdigen Intention zu beförderung dieses heilsamen wercks / nach anleitung der beyderseits Kön. Kön. Maj. und Churf. Durchleuchtigkeit nahe Anverwand- und Bluts-Verwandschaft / Ihre Mediation denen Partheyen angebohten / welche auch bestermassen acceptirt / und darauff von Jh. Jh. Kön. Kön. Majest. Majest. gewisse zeit und tage zur zusammentunst verordnet worden. Da dann hochfermelter J. Kön. Kön. Majest. zu Dänemarc unsers Allergnädigsten Königs und Herrns / wir nachgedrübene und dazu verordnete Extraordinar-Ambassadeurs und Bevollmächtigte Commissarii, Anthon / des Heil. Röm. Reichs-Grav / Freyherr von Altenburg / Edler Herr zu Barell / Kniphaußen und Darwart / höchstermelder Ihr Kön. Kön. Maj. gemeiner Rath / und Stadthalter in denen Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst / ic. Jens Juell / Freyherr auff Juling / Herr zu Doregard / Ritter / Ihr Kön. Kön. Majest. gemeiner Staats- und Canzley-Rath / Assessor im höchsten Gericht / und Vice-Präsident im Commerzien-Collegio, &c. und Conrad Biermann / auff Düsterndsgaardt / Jh. Kön. Kön. Majest. Staats-Justiz- und Canzley-Rath / auch gemeiner Staats-Secretarius / ic. mit S. Kön. Kön. Majest. sampt dero Reichs-Schweden Rath / Canzley-Rath / und Laq-Mann über Narre / Finne / Langsaggu / so wol auch Hrn. Franz Joel Orsted / Herrn zu Sekretory / Krussenhoff / und Hoffgaardt / Kön. Kön. Kön. Maj. Canzley-Rath und Staats-Secretario, ic. Uns zusammen gethan / und nach ausgemehelten richtigen Vollmachten vermittelst der rühmlichen Churf. Durchl. zu Sachsen würcklichen Geheimen Raths und Cammer-Herrns / auch zu dieser Friedens-handlung verordneten Abgesandten / des Wolgebohrnen Herrn / Hrn. Nicolai / des Heil. Röm. Reichs-Edlen Panner / und Freyherrns von Gerßdorf auff Baruth / Breinig / Hennemersdorff / Naxel und Hainfwalde / ic. unterschiedliche Conferenzen hier in Lunden darüber gehalten / auch das werck so weit gebracht / daß an dessen gutem aufgang nicht mehr zu zweiffeln gewesen; unangesehen nun mittlerweile solche Friedens-Conditiones durch eine andere Negotiation in Frankreich am 33. Aug. und 2. Sept. dieses ist laufsenden Jahres abgehandelt und unterzeichnet worden sind / welche auch S. Königl. Maj. in Dänemarc / nachdem alle dero Allirten sich auß dem Kriege gezogen / und bereits für sich ihren Frieden gemacht / so wol in ansehung des Aller-Christlichsten Königes / als auch der nunmehr gestifteten Alliance und darauff fließenden guten

en vertu des Assistences qu'ils ont esté obligés de donner à leurs Alliez, en sorte que ces deux Puissances estant tombées en une Guerre ouverte & des plus sanglantes, le Prince Serenissime, Charles I. Roi de la Grande-Bretagne, d'une intention tres-glorieuse s'est appliqué tant par Lettres, que par ses Ambassadeurs qu'il a envoyés dans ces Quartiers, à mettre fin à une Guerre si funeste, en reconciliant les Parties, & rétablissant entr'eux la Paix & l'Amitié d'auaravant. Sa Majesté se voulant donner cette peine & s'employer avec d'autant plus de zele, qu'elle s'est apperçue de la bonne intention de toutes les Parties, qui ont esté engagées dans la Guerre, & ayant obtenu d'eux d'avoir envoyé à Nimègue leurs Ambassadeurs & Commissaires, pour commencer le Traité de Paix, qui par l'Assistance Divine & la Mediation de Sa Majesté, n'a pas manqué de mettre d'accord la plus grande Partie de ceux, qui estoient enveloppez dans la Guerre. Et combien que l'on se fust imaginé, que la Guerre entre Leurs Majestés de Dänemarc & de Suede se termineroit de même, & qu'il se retabliroit une Paix generale par toute l'Europe, cela a pourtant esté sans effet: en sorte qu'à la recherche & par l'entremise du Roi Tres-Chrestien, Allié & Concedé du Roi de Suede, qui avoit envoyé en ces Quartiers Monsieur le Marquis de Feuquieres son Conseiller d'Etat & General de ses Armées pour travailler avec toute l'application à cet œuvre salutaire, Leurs Majestez de part & d'autre consentirent de transporter la Negotiation de Paix à Lunden en Scanie, afin de la terminer tant plutôt, comme en un lieu, qui est à la veüe de ces deux Majestez. Sur quoy arrivant, que le Serenissime Prince Jean George II. Duc de Saxe, Electeur & Marschal du S. Empire, &c. d'une intention tres-Chrétienne & tres-glorieuse, suivant la parenté dont il est attaché à ces deux Majestez, presenta sa Mediation à ces deux Parties, qui l'accepterent de tres-bonne volonté, Leurs Majestez s'expliquerent sur ce qui concernoit le jour & le lieu de l'assemblée pour le Traité de Paix. C'est pourquoi nous soussignez, les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté de Dänemarc, Antoine, Comte du S. Empire, Baron d'Altenbourg, &c. Conseiller & Lieutenant du Roi dans les Comtés d'Oldenbourg & Delmenhorst; Jens Juell Baron de Juling, Chevalier, Conseiller de Sa Maj. & Conrad Bierman, Conseiller d'Etat & de Justice de Sa Maj. nous sommes assemblez avec Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, Monsieur Jean Guldenstierna, Baron de Lunnholm, &c. Conseiller du Royaume de Sa Majesté de Suede; Monsieur François Juell Orenstede, Conseiller de Sa Maj. & Secretaire d'Etat: & ayant échangé nos Lettres de Plein-pouvoir, nous avons eu par l'entremise de M. le Baron de Gerstorf, Envoyé de Monseigneur l'Elect. de Saxe, plusieurs Conferences, dans lesquelles les choses ont été si avancées, qu'il n'y avoit plus lieu de se douter d'une tres-heureuse issue. Et combien qu'en l'entretemps ces Articles de Paix se soient conclus & soussignez dans une Negotiation faite en France, que Sa Majesté le Roi de Dänemarc accepta tant à l'honneur de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qu'à l'égard de la bonne Alliance & de l'amitié, qui en devoit avoir sa res-

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

guten vertraulichkeit / also beliebet und angenommen; so haben gleichwohl auff befehl Jh. Kon. Kon. Maj. Maj. unserer Allergnädigsten Könige und Herren / wir solche in Frankreich geschlossene Friedens-Conditiones nochmalts fürgenommen / und selbige mit beyderseits Willen / einstimung und Gutbefinden auff nachfolgende weise erkähret und abgefasset.

I. Es soll hinführo zwischen beyden Kon. Kon. Maj. Maj. ic. dero Erben / Nachfolger / Königreichen / Provinzen / Ländern / Staaten und Unterthanen ein unwiederrufflicher stets-währender ewiger Friede seyn und bleiben / also daß der bisherige blutige Krieg / auch alle Feindschafft beyde zu Lande und Wasser gänzlich auffgehoben / und alle Streitigkeiten / mißverständnisse / widerwillen und zweitracht abgeschafft und geendiget seyn sollen / dahingegen soll eine gute / vertrauliche auffrichtige freundschafft / einigkeit und nachbarschafft eingegangen / gestiftet / befestiget / und auffgerichtet seyn / und stets erhalten werden / also daß ein jeder an seinen Theil sich bemühen soll / alle Irrungen und darauß entstehende zwistigkeiten / bezulegen; auch sollen sie / dasern einiges schädliches vornemen / oder anschläge wider eines oder andern Person / Staat / Land oder Unterthanen entdeckt werden möchten / einander solches offenbahren / schaden und verderben abwenden / und nach möglichkeit einer des andern auffnehmen und bestes / so als sein eygenes / willigst und gerne befördern.

II. Zu mehrer bestärkung sothaner vertraulichen vereinigung / und alles dasjenige / wodurch vorige uneinigkeit wieder erwecket werden köndte / gänzlich aufzuheben / ist beliebet und beschloffen worden / daß alles dasjenige / was vor und bey währendem Kriege zu eines oder des andern Theils schaden und präjuditz geschehen / und vorgegangen / in ewigkeit nicht mehr gedacht werden / noch ein oder der ander Theil sich deswegen selbst / oder durch andere / heimlich oder öffentlich / direct oder indirecte, unter was vor prætext es sey / rechten / sondern alles / als ob niemahls nichts geschehen / in ewige vergeffenheit gestellet seyn und bleiben soll: zu welchem ende auch alle Schrifften so in dieser unfriedens-zeit von einem Theil zu des andern verkleinerung publiciret worden sind / auffgehoben / abgeschafft / verboten und allerdings todt sein sollen. Es sollen auch der vorgeschriebenen Amnestie alle Unterthanen / so zeit währendem Kriege auff die feindliche Seite sich begeben / zu gemessen haben; Also daß hinführo niemand / unter was prætext es geschehen köndte / es sey durch den weg rechtens / oder de facto und mit gewalt / einiges nachtheil oder schaden hieüber zugezogen werden / noch einige neue untersuchung zu jemandes präjuditz umb deswillen vorgenommen werden soll.

III. Zu dem ende sollen alle Bündnisse / weldre von einem / gedachter Könige / zu schaden und präjuditz des andern auffgerichtet gewesen / nummehr auffhören / und abgeschafft seyn / und wollen dero Maj. weiter keinen Tractat oder Alliance eingehen / welcher dem einem oder andern theil zu schaden gereichen köndte / auch soll aller handel und wandel zwischen beyden Kon. Kon. Maj. Maj. Reich / Ländern / Provinzen und Staaten / hinführo in freyem lauff ungehindert gelassen werden.

IV. Und nachdem Ihre Königliche Majestät von Dänemark / auß begierde zu der allgemeinen ruh / in den Frieden mit Jhr. Königl. Maj. in Schweden / nach Inhalt des Rothschildischen / Coppenhagenschen und Westphälischen Vertrags gewilliget haben; Als sollen obbemelte Rothschildische / Coppenhagensche und Westphälische Tractaten / mit allen zu dem Coppenhagenschen Tractat gehörenden Instrumenten / in allen und jeden ihren Articulen bey ihrer vorigen krafft und vigueur treulich verbleiben / nicht anders / als ob sie in diesem jetzigen Tractat außdrücklich wiederholet / und darinnen von wort zu wort enthalten wären.

V. Und weil in dem 5. und 6. Artikel des in Frankreich am 23. Augusti und 2. September auffgerichteten Tractats verabschiedet ist / daß alle diejenigen Länder und Städte / welche beyde Kon. Kon. Maj. Maj. in diesem Kriege einander abgenommen / resituiret werden sollen; Als wil man solchem in allem nachkommen / also daß Jhr. Kon. Maj. die Städte / Vestungen / Länder und Dertter / so sie vor dem Kriege inne gehabt / auch dero Majestät vermöge des Rothschildischen / Coppenhagenschen und Westphälischen Friedens von rechtswegen zugehören / und von einem oder andern dero Maj. Unterthanen in diesem Kriege occupiret und eingenommen worden / resituiret werden sollen.

VI. Auch ist abgehandelt worden / daß die Städte / Dertter und Vestungen / so man der Cron Schweden wieder einzuräumen hat / in solchem stande / wie sie jetsu befindlich sind / resituiret werden sollen / und sol die Restitution solcher Städte / Insulen

source, si est-ce néanmoins, que par le commandement de Leurs Majestez, nos Rois de part & d'autre, nous voulûmes encore une fois examiner cesdits Articles, & du consentement des deux Parties les expliquer & concevoir en ces termes.

I. Il sera rétabli une Paix assurée & éternelle entre Leurs Majestez, &c. leurs Heritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Provinces, Etats & Sujets faisant cesser la Guerre sanglante, toute hostilité, mesintelligences & differens, tant par Mer que par Terre; & sera revoquée & rétablie l'amitié & l'Union mutuelle, en étant toute occasion qui pourroit troubler le repos & la bonne intelligence des deux Royaumes. Et les deux Parties seront obligées d'avertir l'un l'autre de ce qui pourroit s'entreprendre contr'eux, de détourner les dommages & les desavantages reciproquement, & de chercher comme leur propre bien la prospérité l'un de l'autre.

II. Pour plus grande confirmation de ladite réunion, & pour ôter toute occasion aux differends, qui pourroient se ressusciter entr'eux, il est accordé, que tout ce qui dans la Guerre passée s'est fait au préjudice & au dommage de l'un ou de l'autre, sera effacé sous un oubli éternel, sans s'en ressentir en aucune façon, ni s'en vanger, directement ou indirectement, ouvertement ou en cachette, ni par soy-même ni par autre, & sera établie une Amnistie generale & éternelle de tout le passé, & à cette fin tous les Ecrits & Livres, qui ont esté publiés de part & d'autre pendant la Guerre, seront abolis, & anéantis entièrement; & mesme les Sujets, qui pendant la Guerre se seront rendus de l'un & l'autre parti, seront compris dans cette Amnistie generale, en sorte que personne ne soit aucunement troublé ou outragé sous quelque prétexte que ce soit, ni de fait ni par voye de Justice, & qu'il ne se fasse aucune recherche, contre qui & au préjudice de qui que ce soit.

III. A cette fin, toutes les Alliances, que l'un ou l'autre des deux Rois pourroit avoir faites au préjudice de l'autre, seront dès à present anéanties, en promettant de n'en faire à l'avenir, qui porteroit préjudice à l'un ou l'autre, & le Commerce entre les Royaumes, Provinces & Estats des deux Majestez sera rétabli, & aura son cours comme auparavant, sans que personne y soit aucunement empêché.

IV. Sa Majesté de Dannemarc pour l'amour du repos universel, ayant consenti à la Paix avec Sa Majesté le Roi de Suede, selon le contenu des Traitez de Rothschild, de Coppenbague, & de Westphalie, lesdits Traitez de Paix de Rothschild, de Coppenbague, & de Westphalie demeureront en leur entier, avec tous les Instrumens du Traité de Coppenbague, & en tous leurs Articles, tout de même, que s'ils avoient été repetez & remis exprés dans le Traité d'à present.

V. Les 5. & 6. Articles du Traité fait en France le 23. Août, & 27. Septembre portant, que toutes les Provinces & Villes, que les deux Rois pendant la Guerre ont pris l'un de l'autre, doivent estre rendues, ce qu'on observera ponctuellement; en sorte que toutes les Villes, Fortereffes, Provinces & Places que leurs Majestez ont eues avant la Guerre, & qui en vertu des Traitez de Rothschild, de Coppenbague, & de Westphalie leur appartiennent, estant occupées ou prises par les Armées de l'un ou de l'autre, se doivent rendre reciproquement.

VI. Outre cela il est accordé que les Villes, Places & Fortereffes, qui se doivent rendre à la Couronne de Suede, se rendront dans l'estat où elles sont à present: & la Restitution des Villes, des

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

Infulen und Provinzen mit allen darzu gehörigen Dörtern / und wie es in erwehntem Tractat verabshaidet ist / auff nachfolgende zeit erfolgen: Als nemlich Helsingburg soll restituiret werden / den 18. Octob. Landskron den 20. das Land-Rügen den 22. Marstrand / Uddewald mit dem Bahusischen Schu / wie auch Gottland / Carlsburg und die Schwinger-schanze aber allzusammen den 31. obgedachten Monats / da die Dänische Garnisonen / so vorbenandte Bestimungen inne haben / abmarchiren / und solche auff oben gezeichnete termine denen Schwedischen hierzu verordneten und bevollmächtigten Commendanten in besafung einräumen sollen; Auch sollen die Officierer an jedem theil gute Disciplin und Aufsicht auff Ihre Soldaten halten / daß keine Infolenz verübet werden möge; zu welchem ende denn von beyden seiten Commissarien verordnet werden sollen / achtung zu haben / damit weder denen Bürgern in Städten / noch dem Landmanne von keinem theile überlast geschehe; Solten auch die einräumungen und restitution derer Dörter / da die Guenisonen zu Lande nicht so genau auff die bestimmte zeit und tage geleistet werden können / so soll keines weges solches verhindern / solche Bestimungen und Lande denjenigen der antommen kan / zu übergeben / auch die einräumung nichts minder ihren fortgang haben / als wäre solche an dem dazu verordneten tage geschehen; Solte es sich auch zutragen / daß das Kriegsvolk / welches solche Länder und Bestimungen wieder besetzen soll / vor dem bestimmten termin antommen / oder die abmarchirenden wegen des wassers siber die zeit sich aufhalten müssen / so sollen so wohl die zu denen Evacuacions-tagen antommende / als auch die abziehende / biß sie zu wasser fortgesetzt können / beyde von dem Lande mit nothdürfftiger unterhaltung versehen werden.

VII. Was die Stücke anlanget in denen Bestimungen / welche restituiret werden sollen / sind solche zum theil eingangen / und andere an die stelle geschafft / deswegen denn diejenigen / so jeko an jedem Orte befindlich sind / allda gelassen werden sollen; doch stehet Ih. Kon. Majest. von Dennemarck frey / 10. Stücke auß jedem Ohrt wegzuführen / nur daß die übrigen da gelassen werden. Und weil die Länder und Städte / welche vermöge dieses Frieden-Schlusses / vor der in dem Französischen Vergleich bestimmten zeit evacuiret werden / nichts desto weniger die bewilligte Contributiones / biß zu dem / in dem Französischen Instrument veractordirtem restitution-termin bezahlen sollen / als nemlich / Landskron / Helsingburg / Carlsburg / und die Schwinger-Schanze biß den 29. Novembris; Wismar und die Insel Rügen den 6. Gottland / Uddewald / und Maarsstrand mit dem Bahuser-Schu den 13. December stil. Ver. so ist beliebt worden / daß Ihre Kon. Maj. von Dennemarck mitlerzeit / biß zu völliger Bezahlung solcher Contributiones / Wismar zum unterpfand behalten sollen; So bald aber solche Contributiones bezahlt / oder sichere und gnugsame caution deswegen gestellet ist / versprechen Ihre Kon. Maj. von Dennemarck vorbenandte Stadt Wismar Ihre Kon. Majestät von Schweden / dem im Frankreich geschlossenen Tractat zufolge / umweigerlich und ohne auffenthalt zu restituiren / und darauff keine weitere einwendung oder Prætenzion zu machen.

VIII. Weil auch S. Kon. Maj. zu Dennemarck zu erkennen gegeben / daß die Privilegia und Freyheiten / welche den Schwedischen Schiffen im Sund und auff dem Belt accordiret worden / zu allerhand mißbrauch ursach gegeben / welches doch dem inhalt und meinung vorbenandter Tractaten allerdings zu wieder / auch Ihre Kon. Maj. zu Schweden Vorfah nicht ist / daß dero Unterthanen oder andere / unter dem Prätext solcher Privilegien / sich forhaner Freyheiten / zum nachtheil Ihr. Konigl. Majestät von Dennemarck mißbrauchen sollen; so ist umb künfftiger besserer richtigkeit willen verabshaidet / daß höchstgemeldte Kon. Majestät zu Schweden auf den 22. Februaril nachstkommenden Jahres gewisse Commissarien abschicken will / welche mit Ihr. Kon. Maj. von Dennemarck hierzu verordneten Commissarien an einem von beyden theilen bestimmten Ort zusammen kommen / und daselbst in beyseyn des Königes von Frankreich darzu Deputirten Ministri die hierüber entstandene Streitigkeiten in der Güte anffrichtig beylegen sollen / jedoch so / daß die Privilegia und Freyheiten / so denen Schwedischen Schiffen aus oft erwehnten Tractaten im Sund und auff dem Belt zukommen / in ihrem vollen vignet bleiben / und nur der mißbrauch / so zu präjudiz und schaden Ihr. Kon. M. von Dennemarck und deroer einkommen / der meinung solcher Tractaten zu wieder / eingeschlichen / auffgehoben / und abgeschafft werden soll.

IX. Weil

ANNO  
1679.

Illes & Provinces avec toutes leurs appartenances, suivant ledit Traité, se fera au temps qui s'ensuit: Helsingbourg se doit rendre le 18. Octobre, Landskron le 20. l'Isle de Rugen le 22. Marstrand, Uddewald avec le Fief de Bahus, Gottland, Charlesbourg & le Fort de Swing le 31. & dans le temps susnommé, les Garnisons Danoises, qui sont à present dans lesdites Places, en sortiront, en les remettant entre les mains des Commissaires & autres, qui en auront soin de la part de la Suede, comme aussi tous les Officiers de part & d'autre seront obligés de garder bonne Discipline, pour empêcher tout outrage; & les Commissaires auront soin, que ni les Bourgeois dans les Villes ni les Paysans du Plat-Pais, ne soient endommagés aucunement. Et en cas que la restitution des Lieux susdits, dont les Garnisons doivent sortir, ne se pût faire au tems prescrit, à cause de la mauvaise saison ou des vents contraires, cela n'empêchera pas de remettre ces Villes & Fortereffes susdites à celui qui ne sera pas empêché d'y arriver, & la restitution se fera, tout comme si elle étoit faite au jour prescrit; & en cas que les Troupes, qui seront envoyées pour prendre possession desdites Places, arrivassent avant le temps destiné, ou que celles qui en doivent sortir, à cause de l'inondation des Eaux fussent obligées de s'y arrester, alors tant celles qui y sont arrivées avant le jour destiné pour l'évacuation desdites Places, que celles qui attendent la commodité de faire voile, recevront du Pais les vivres & provisions nécessaires.

VII. Quant au Canon des Fortereffes, qui se doivent rendre, partie d'iceluy estant perdu, & partie du reste changé, il se doit rendre dans l'estat où il se trouve à present; en reservant à Sa Majesté de Dennemarck d'en pouvoir emmener de chaque Place dix pieces, en y laissant le reste. Et puisque les Provinces & Villes, qui en vertu de ce Traité de Paix, se doivent rendre avant le temps prescrit dans le Traité de France, sont obligées de payer les Contributions jusqu'au temps prescrit dans ledit Traité, par exemple, Landskron, Helsingbourg, Charlesbourg, & le Fort de Swing le 29. Novemb. Wismar & l'Isle de Rugen le 6. Dec. Uddewald, Marstrand & le Fief de Bahus le 13. Decemb. Vieux stile; il est accordé que Sa Majesté de Dennemarck restera en possession de Wismar, jusqu'à tant qu'elle soit enterement satisfaite desdites Contributions: Mais dès que lesdites Contributions seront payées, ou qu'on aura donné caution suffisante pour icelles, Sa Majesté de Dennemarck promet de rendre promptement à Sa Majesté de Suede ladite Ville de Wismar en vertu du Traité fait avec la France, & qu'elle n'y aura plus aucune preiention.

VIII. Sa Majesté de Dennemarck ayant remontré, que les Privileges accordés aux Vaisseaux Suedois au Sund & dans le Belt, ont causé toute sorte d'abus & de desordres contre l'intention & la teneur desdits Traitez, & comme ce n'est pas l'avis de Sa Majesté Suedoise, que ses Sujets ou d'autres abusent de ces sortes de Privileges au préjudice de Sa Majesté Danoise, pour éviter ces sortes d'inconveniens, il est accordé, que S. M. Suedoise enverra le 21. Fevr. de l'an prochain des Commissaires qui traiteront avec les Commissaires de S. M. Danoise ou lieu à ce destiné & en presence des Ministres du Roi Tres-Chrestien, sur les difficultez qui en rejalliront, pour les decider à l'amiable, mais en sorte que les Privileges des Vaisseaux Suedois, qu'ils ont obtenu par lesdits Traitez, demeurent en leur entier, & qu'on ne remédie qu'aux abus qui s'y sont gliffés au dommage de Sa Maj. Danoise & de ses revenus.

IX. Et

IX. Weil auch über seiner Kon. Maj. von Dänemark / auf die große Schauenburgische Præbende in Hamburg / zustehende gerechtigkeit / einiger disputat entstanden / so verbleibt es zwar damit bey der disposition, so Ih. Kon. Maj. darüber gemacher / jedoch wird im übrigen einem jeden sein Recht daran vorbehalten.

IX. Et parce, qu'il s'est mê des contestations touchant le droit, que Sa Majesté Danoise a sur la Præbende de Schouwenbourg à Hambourg la disposition de Sadite Majesté demeurera comme elle est faite, reservant au reste à qui que ce soit le droit & les prétensions qu'il y croit avoir.

X. Weil auch Ihre Kon. Majest. von Dänemark vermöge einer Cession, eine forderung und hypothec auff Cruysland haben / so ist verabschiedet / daß seine Kon. Maj. von Schweden solch Capital neben denen auffgelassenen zinsen / wie es in Teutschland gebräuchlich / in Hamburg richtig bezahlen wollen / und behalten Ihre Konigl. Maj. von Dänemark gedachte Zinsful in Posses / bis alles richtig vergnügt und bezahlt ist; nach bezahlung solcher Summa soll Ihre Konigl. Maj. von Dänemark solche Zinsful an Ihre Konigl. Maj. von Schweden ohne einige weitere Prætenzion wieder abtretten / auch mitlerzeit keine Schanze noch Vestung darauff anlegen / sondern nur die einkommen darvon genießen / welche hernach gegen die zinsen abgerechnet werden sollen.

X. Sa Majesté Danoise ayant des prétensions & une hypothèque sur Cruysland, en vertu de certaine Cession, il est accordé que Sa Majesté Suedoise en payera à Hambourg, le fond & les interets, selon la coûtume d'Allemagne; & que Sa Majesté Danoise restera en la possession de ladite Terre jusqu'à son entiere satisfaction; après laquelle Sa Maj. Danoise rendra ladite Isle à Sa Majesté sans aucune prétension ulterieure, & ne fera faire cependant aucun Fort, en jouissant des revenus, qu'elle en tirera pour les rabattre ensuite sur la Somme des Rentes.

XI. Dafern auch einer oder der ander Ih. Konigl. Konigl. Maj. Maj. dafür hielt, daß es der expressen meinung und inhalt der vorigen Tractaten nach / mit denen gränken zwischen Schweden und Norwegen / noch keine richtigkeit hätte / so soll auff begehren eines oder des andern Ih. Konigl. Konigl. Majest. Majest. darüber untersuchung geschehen / und gewisse Commissarien binnen nachstfolgenden 6. Monaten verordnet werden / welche den Inhalt obbemeldten Tractats untersuchen / und richtige abtheilung und entscheidung machen sollen.

XI. Arrivant que l'une ou l'autre de leurs Majestez crût, que les Frontieres de Danne marc & de Norwegue, suivant la teneur desdits Traitez, ne fussent pas exactement ajustez, on en fera à la sollicitation de l'un ou de l'autre recherche; en ordonnant dans l'espace de 6. Mois des Commissaires, qui examineront la teneur desdits Traitez & feront une juste division des Frontieres.

XII. Alle Brieffe / Documenten und Schrifften / was namen sie auch haben mögen / sie betreffen gleich Justiz-Miliz- oder die Landes-einkommen / Recht und Verlichtheiten / deren sich Ih. Konigl. Konigl. Maj. in denen eroberten landen und Vestungen bemächtigt / sollen alle zusammen / auch was von dem Pomerischen Archiv bey der Bornholmischen Strandung übrig blieben und gerettet worden / richtig wieder eingeliefert werden.

XII. Toutes les Lettres & Papiers, quels qu'ils soient, concernans la Justice, la Milice, ou les revenus des Pais, Droits & Seigneuries, qui sont tombez entre les mains de leurs Majestez de part & d'autre, dans les Pais nouvellement conquis, avec ce qui est resté des Papiers de la Chambre de Pomeranie du naufrage de Bornholm, doivent estre rendus de bonne foy.

XIII. Sollen alle höchstermeldeter Könige Unterthanen / wels Standes / und Würden sie sind / also bald nach Aufwechslung der Ratification gegenwärtigen Tractats / in alle Ihre Güter beweg- und unbewegliche / sambt denen einkünften / wie sie auch nahmen haben / und durch diesen Krieg genommen / oder confiscirt worden / benebst denen in währendem Krieg Ihnen zugekommen Rechten / Gerechtigkeiten und Successionen restituirt werden / also daß sie auß eigener macht / obgemeldte Güter / unangesehen der vorher geschehenen Confiscation, verpfändung oder verschenkung / in besitz nehmen mögen; Jedoch also / daß sie nichts wegen derer / nach gescheneher Confiscation auß obgedachten Gütern genossen einkünften / zu forderen haben sollen. Dieses soll auch von allen höchstermeldeter Könige so wol Geist- als Weltlichen Unterthanen / welche bey einem oder den andern in Kriegs-diensten gewesen / oder welche eygenthümer / und beweg- oder unbewegliche Güter / so wohl in Schweden / als in denen Röhfschildischen und Copenhagenschen Friedden abgetretenen / und durch gegenwärtigen Tractat zu restituiren schuldigen Provinzen / besitz / verstanden werden / welche alle und jede / wie auch deroselben Erben und ernehmen / völlige Macht und Gewalt haben sollen / diese ihre Güter zu besitz / und mit allen ihren Rechten und Privilegien / wie sie solche vor dem Kriege gehabt / zu genießen / zu gebrauchen / oder zu veralieniren / also daß es niemand zu schaden oder nachtheil gereichen soll / daß er sich zu dieser oder jener Parthey geschlagen / daß er nicht befwegen solle in vorigen stand / wie er vor dem Kriege gewesen / so wohl was seine Ehr als Güter betrifft / völlig restituirt werden / unangesehen aller derer Processen / Sentenzen und Urtheile / so wieder sie oder ihre Eltern und Anverwandte ergangen / darumb daß sie entweder dem Feindlichen theil warhafftig angehangen / oder solches gethan zu haben angeklagt.

XIII. Tous les Sujets desdites Majestez, de quelque condition qu'ils soient seront après l'eschange de la Ratification de ce Traité, remis en la possession de tous leurs Biens meubles & immeubles, avec leur revenu, quels qu'ils soient, & qu'on leur a pris dans la Guerre passée, ou qui ont esté confisquees avec tous les droits qu'ils ont eus avant icelle, en sorte qu'il leur soit permis d'en prendre possession de propre mouvement, non-obstant ladicte confiscation, hypothèque ou Donation aucune; reservé néanmoins qu'ils ne puissent rien exiger du revenu de ces Biens, qu'on en a tiré après ladicte confiscation. Ce qui se doit même entendre de tous les Sujets des deux Majestez, tant Seculiers que du Clergé, & de ceux qui ont esté au service de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ou qui ont des Domaines, tant en Suede qu'aux Provinces, qui se doivent restituer, suivant la teneur du Traité de Röhfschild & de Copenhague, qui, quels qu'ils soient, avec leurs Successeurs & Heritiers aurent pleine puissance, avec tous leurs Droits & Privileges, comme ils les ont eus avant la Guerre, d'en jouir & de les vendre, en sorte que les services, qu'ils ont rendu à l'une ou l'autre de ces Couronnes, ne leur porteront aucun préjudice, mais qu'ils seront remis, tant en ce qui concerne leur état & leur honneur, que ce qui touche les Biens qu'ils ont possedez avant la Guerre, non-obstant tous les Jugemens & Sentences donnees contre eux ou contre leurs Parens; à cause qu'ils se sont rendus du Party de l'Ennemi, ou qu'ils en ont esté

ANNO  
1679.

gelaget worden. Es sol Ihnen auch frey stehen/ den Ort ihres aufenthalts nach belieben zu behalten/ oder zu aendern/ also daß sie deswegen nicht im geringsten anzusehen; wenn sie aber einmahl ihren Sitz erwehlet/ sollen sie bloß allein demjenigen König/ in dessen Landen sie sich niederlassen/ mit Eyd und Pflicht verbunden seyn/ ohngeachtet sie in des andern Königtes Lande Güter besitzen/ welcher Güter und Sibe wegen dannoch sie aller derer Freyheiten und Gerechtigkeiten/ als andere selbiges Landes Inwohner und Untertanen/ genießen sollen.

XIV. Alle forderungen und Gerechtigkeiten/ von was ahr und eigenschafft sie auch seyn können/ welche beyder Königl. Königl. Majest. Majest. Untertanen vor diesem Kriege/ so wol bey denen Königen selbst/ als bey andern gehabt haben/ bleiben in ihrer vollgültigen krafft/ gleich als ob jede insonderheit hier ausdrücklich benennet wäre/ also daß diejenigen/ welche bey Ihr. Königl. Königl. Majest. Majest. richtige forderungen haben/ innerhalb zweyer Jahre zeit bezahlet werden sollen/ und die welche einen Rechts-Process außzuführen haben/ denen soll innerhalb Jahr und Tag nach Recht und Billigkeit wiederfahren/ und zwar in Schweden vor der Königl. Revision, von denen/ vor welche diese sachen gehören/ in Dennemarc aber vor dem höchsten Gericht/ zum endlichen anspruch/ und soll die Execution auff geschhebenes endurtheil innerhalb Jahr und Tag wirklich erfolgen/ welches auch von denen jenigen verstanden wird/ welche dieses zeit währenden Kriegs/ ein oder anderer Partey beygefallen.

XV. Alle gefangene/ wes standes oder Nation sie sind/ sollen stracks nach der Ratification von beyden theilen ohne rantzion losgelassen werden/ doch daß sie der Billigkeit nach/ das was sie verzehet/ oder in denen Orten/ wo sie bißher gewesen/ entlehnet/ bezahlet; Desgleichen soll auch forderlichst dasjenige/ was jedes theil dem andern an rantzion dem auffgerichteten Carrel nach schuldig blieben/ liquidiret und bezahlet werden; so auch von denen gefangenen jemand dienste unter des andern Arme genommen/ und an dem Orte/ wo er gegenwärtig ist/ verbleiben wolte/ soll ihm solches allerdings frey stehen; doch daß er innerhalb 3 Monaten/ nach außwechslung der Ratification sich erkläre. Zu welchem ende auch beyde Könige in Ihren Reichden und Landen/ von allen Predigstühlen publiciren und abtündigen lassen wollen/ daß niemand bey Leib und Lebensstraffe sich untersehen soll/ einen auffzuhalten/ oder hinderlich zu seyn/ sondern vielmehr einen jeden zu befördern/ daß er je ehe je besser zu seiner vorigen freyheit wieder gelangen möge.

XVI. Auch sollen in diesem Tractat alle Könige/ Fürsten/ Prinzen und Estats, so jedes theil sechs Monate/ nach geschheben außwechslung dieser Tractaten/ zu benennen belieben wird/ mit begriffen und eingeschlossen seyn.

XVII. Damit aber alle erwünschte Vertraulichkeit/ auffrichtige Nachbarschafft und künfftige gute Correspondenz zu beyder Theilen Interesse desto besser möge gestiftet werden können/ als ist abgehandelt und verabschiedet worden/ daß zwischen beyden Königl. Königl. Majest. Majest. auffß förderlichste eine nähere Derbündniß auffgerichtet werden soll.

XVIII. Vorbeschriebene Artikel sollen innerhalb 14. Tagen/ oder auch ehe/ da es möglich ist/ ratificiret werden. Actum Lunden den 26. Sept. Anno 1679.

A.G.H. Aldenburg. (L.S.) J. Guldenstierna. (L.S.)  
G. Juell. (L.S.) F.J. Oerensstedt. (L.S.)  
Biermann. (L.S.)

ANNO  
1679.  
accusez. Il sera même en leur pouvoir de changer le lieu de leur demeure, en sorte qu'à cause de cela ils ne souffriront aucun outrage; mais dès qu'ils auront choisi leur demeure, ils ne feront hommage qu'au Roy, es terres auquel ils viendront demeurer, non-obstant qu'ils possèdent des Biens dans les Etats de l'autre, touchant lesquels ils jouiront néanmoins de tous les Droits & Privilèges, dont jouissent les Habitans naturels du Pais.

XIV. Toutes les prétensions & Droits, de quelque nature qu'ils soient, que les Sujets de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ont eu avant la Guerre, tant à l'égard des particuliers, que des Rois même, garderont leur vigueur, tout comme s'ils étoient spécialement exprimés dans ce Traité; en sorte que ceux, qui ont des prétensions dans les Royaumes de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, recevront leur payement dans l'espace de deux ans; & on fera Justice dans un à ceux qui auront quelque affaire devant les Juges; & nommément en Suede dans la Chambre de Revision devant ceux à qui il appartient; & en Dennemarc devant la Chambre de Justice, & l'execution ensuivra en effet dans l'espace d'un an; ce qui s'entend même de ceux, qui dans la Guerre passée se sont rendus de l'un ou de l'autre Party.

XV. Tous les prisonniers de quelque condition qu'ils soient, seront relaschez tout aussi-tost après la Ratification de ce Traité, sans aucune rançon, moyennant qu'ils payent, comme il est raisonnable, leurs depens & ce qu'ils ont emprunté es Lieux, où ils ont demeuré en cet entretemps: De même tout ce qu'ils se doivent de rançon l'un à l'autre, suivant la teneur de l'Accord, qui en a esté fait exprès, se payera sans delay; Et ceux des prisonniers, qui ont pris service sous l'un ou l'autre, pourront à leur gré demeurer, comme ils sont; moyennant qu'ils s'expliquent dans 3. Mois après la Ratification. A cette fin leurs Majestés feront publier dans toutes leurs Terres que personne n'osera sur peine de la vie contraindre ou empêcher celui qui en voudra sortir, mais au contraire de les secourir & de les ayder à parvenir à leur premiere liberté.

XVI. Tous les Rois, Princes & Estats seront compris dans ce Traité, moyennant que dans 6. Mois après la Ratification ils se declarent d'y vouloir entrer & y estre compris.

XVII. Mais afin qu'une entiere amitié & le bon voisinage pour l'interest & le bien des deux Rois soit rétabli, il est accordé, qu'il se fera encor une Alliance plus entiere & plus parfaite entre les deux Rois.

XVIII. Les Articles précédens seront ratifiés dans quinze jours, ou plutôt, si faire se peut. Fait à Lunden le 26. Septembre l'an 1679.

A.G.H. Aldenburg. (L.S.) J. Guldenstierna. (L.S.)  
G. Juell. (L.S.) F.J. Ohrenstedt. (L.S.)  
Bierman. (L.S.)



ANNO  
1679.

CCIV.

ANNO  
1679.

7. Oct. *Traité d'Alliance défensive entre CHARLES XI. Roi de Suede, & CHRESTIEN V. Roi de Danemarck, fait à Lunden en Scanie le 7. (1) Octobre 1679.* [Traduction François du Mercure Hollandois de 1679. pag. 391. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. X. pag. 664. dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Contin. II. Fortsetzung II. Abtheil. IV. pag. 211. dans le *Theatrum Europ.* Tom. XII. pag. 54. *Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haupt-Handlung*. pag. 1700.]

Comme ainsi soit que par la benediction du tout puissant la sanglante Guerre qui a été allumée depuis quelques années entre tres-Illustre & tres-Puissant Prince & Seigneur Christian V. Roi de Danemarck, Norvegue, des Vandales & des Gots, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, & Dithmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst, d'une part; & le tres-Illustre & tres-Puissant Prince & Seigneur Charles, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Steerin, Pomeranie, des Casubes & des Vandales, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingermanie & Wismar, Prince Palatin du Rhin; Duc de Bavière, de Juliers, Cleves & Bergue, & la Couronne de Suede; d'autre, a été enfin heureusement terminée, & qu'en sa place a succédé une Paix, ferme, durable & perpetuelle, au bien & à la prosperité de leurs Royaumes, Provinces, Terres, & Villes de leur obeissance, comme encore de leurs Sujets & Habitans, laquelle pourra estre d'autant plus affermie & établie au bien commun des deux Parties, lors que les deux Rois, & leurs Royaumes viendront à s'engager mutuellement en une parfaite amitié & correspondance; C'est pourquoy leurs Majestez afin de procurer à leurs Royaumes les fruits & utilitez, qui leur en peuvent revenir, ont trouvé à propos de s'engager en une Alliance plus étroite: pour lequel effet Sa Majesté Danoise, nostre Souverain Seigneur, & Maître, a nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires, & Commissaires Plenipotentiaires, Nous Autoine, Comte du Saint Empire, Baron d'Aldenbourg, Seigneur de Varel, Kniphausen, & Doorervaelt, Chevalier, Conseiller Privé de Sa Majesté, & Gouverneur des Comtez d'Oldenburg, & Delmenhorst; Jens Juël, Baron de Juling, Sieur de Woorgaelt, Chevalier, Conseiller d'Etat & de la Chancellerie de Sa Majesté, Assesseur du grand Tribunal & Vice-Président du College du Commerce; & Conrad Bierman, Seigneur Hereditaire de Buserudsgaert, Conseiller d'Etat, de Justice, & de la Chancellerie de Sa Majesté, comme encore Secretaire d'Etat, & ce en vertu du Pleinpouvoir à Nous octroyé par Sa Majesté pour traiter ladite affaire: En consequence de quoy nous sommes entrez en conference en ce lieu de Lunden en Scanie avec les Excellens, & Illustres Seigneurs Jean Guldenstern, Baron de Lundholm, Seigneur de Stacket, Biorkesund, & Heillerid, Conseiller de Sa Majesté, & de la Couronne de Suede, Juge General de Noorden Fimmelug-Sogn, & le Sieur François Juël Oernstedt, Seigneur de Shottorp, Kinsenhof, & Hoogaart, Conseiller de la Chancellerie, & Secretaire d'Etat, avec lesquels nous sommes convenus pour le maintien, & conservation des Royaumes, Pays, Terres, Provinces, Sujets, Habitans, Droits Royaux, Privileges, & Prééminences de leurs Majestez en la maniere suivante.

I. Il a esté accordé, que les deux Rois auront un soin tout particulier de procurer l'utilité & l'avantage l'un de l'autre, de sorte que leurs Majestez cassent, abolissent, & annullent par la Presente tous Accords, & Alliances, qui pourroient avoir esté faits au desavantage, ou préjudice de l'un ou de l'autre, soit de-

(1) Cette Date est celle de Lunig, du *Theatrum Europæum*, & du *Mercure Hollandois*. Londorpius & Franckenberg en son *Europäische Herold* la marquent du 27. Septembre, en quoi il n'y a point de contradiction, mais probablement la Date du 27. Septembre est la plus exacte, le Traité ayant été fait dans un lieu où le nouveau stile n'est pas en usage. [Dum.]

vant ou pendant la Guerre. Elles promettent aussi de ne faire cy-aprés aucunes nouvelles Alliances, ou autre chose, directement ou indirectement, en quelque forte que ce soit, qui puisse tendre au dommage ou préjudice des Royaumes, & Sujets de leurs Majestez, qu'ils possèdent presentement; ni encore de leurs Droits Royaux, Commerces & Revenus; mais au contraire Elles s'engagent de s'y opposer puissamment en vertu de la presente Alliance, en cas que quelqu'un eût résolu de l'entreprendre.

II. En cas, que quelque Potentat, quel qu'il puisse estre, se voulût ingerer d'user de quelque force ou violence à main armée contre les Pays, Royaumes, Etats, Seigneuries, Commerces, ou quelque autre chose que ce soit, appartenant à leurs Majestez, ou d'y apporter quelque dommage ou préjudice, les deux Rois s'obligent de s'assister & secourir mutuellement l'un l'autre en la maniere & conditions suivantes.

III. Celuy duquel les Royaumes, Terres, Etats, ou Seigneuries, en quelque part qu'ils puissent estre, auront esté attaquez, ou les Commerces, Droits, & Revenus affoiblis ou diminués en façon quelconque, sera tenu d'en donner avertissement de bonne heure: & aussi-tôt que l'autre, qui ne sera point attaqué, en aura esté averti, il sera tenu d'assister l'autre dans deux Mois de temps après la Notification & demande de secours, à ses propres frais & dépens.

IV. Lors, que la demande du secours aura esté faite, celui qui aura esté imploré, sera obligé d'envoyer deux mille Chevaux, & quatre mille Fantassins au secours de l'autre, dans le temps susmentionné, lesquelles Troupes seront divisées en Regimens, dont chacun sera composé de mille Hommes, sans les Officiers. Celuy qui aura esté interpellé aura ledit nombre de Troupes incessamment sur pied, & les enverra incontinent, & sans delay à celui qui luy aura demandé du secours, & qui se verra attaqué, à moins que ce dernier ne se voulut contenter d'une moindre quantité, dequoy il donnera avertissement de bonne heure à celui qui doit fournir ledit secours.

V. Celuy qui aura esté réclamé, enverra autant de Pieces de Campagne, & de Munitions qu'il sera nécessaire, sur quoy on divisera mille Hommes en deux Bataillons, & chaque Bataillon sera pourveu de deux Pieces de Campagne, ce qui sera ainsi proportionné selon le nombre des Troupes. Mais quant au gros Canon, soit pour en battre quelque Place, ou pour le mener en Campagne, ce sera à celui qui aura besoin de secours à le fournir, & ce dans l'estat, & dans le nombre qu'il est nécessaire.

VI. De plus, celui qui aura esté réclamé, sera obligé, après la demande faite par l'attaqué, de fournir dix Vaisseaux de Guerre, dont les trois plus grands seront de nonante à soixante Pieces de Canon, les trois du milieu de soixante à quarante, & les trois plus petits de quarante à vingt-quatre. Outre cela la Flotte sera munie des Vaisseaux de provision, & petits Bâtimens, qui seront nécessaires, comme encore de deux Brulots. Ce qui se doit entendre en cette maniere, à sçavoir, que chacune des Parties pourra bien envoyer trois Vaisseaux de nonante, autant de soixante, & quatre de quarante Pieces de Canon, à quoy cependant elle ne fera pas tenu d'abord, mais elle sera réputée avoir satisfait à ce Traité, pourveu que les trois plus grands aient plus de soixante Pieces de Canon, les trois du milieu plus de quarante, & les trois plus petits plus de vingt-quatre, avec autant d'Hommes qu'il est spécifié en l'Article suivant.

VII. Les trois plus grands Vaisseaux, dont chacun aura plus de soixante Pieces de Canon, seront pourvus en tout de mille cinquante Hommes, les trois du milieu, dont un chacun aura plus de quarante, de sept cent, & les quatre derniers, dont chacun en aura plus de vingt-quatre, de huit cent; de sorte que tout le nombre, sans les Officiers, se montera à deux mille cinq cent cinquante, tant Soldars, que Matelots, mais sans y comprendre les Hommes, qu'on employera pour les Brulots, & autres petits Bâtimens.

VIII. En cas que ledit secours, tant par Mer, que par Terre, ne suffir pas à celui, qui aura esté attaqué, celui qui le fournit sera tenu de le doubler, & de l'envoyer à ses propres frais dans trois Mois à celui qui le demande.

IX. Mais en cas, que celui qui le demande, fût si fort pressé par ses Ennemis, qu'il eût encore besoin d'un plus grand secours, alors les deux Roys delibere-

ANNO  
1679.

ront par Traitez en quelle maniere on pourra resister à l'Ennemi, & alors un chacun pourra agir de toutes ses forces, selon les occasions, qui se presenteront, & fera une telle diversion dans le Pays de l'Ennemi, que cela l'oblige finalement à faire la Paix, & que celui, qui aura été attaqué reçoive une entiere satisfaction. On ne fera point aussi de suspension d'armes, ni aucune Paix sans le consentement, & entiere satisfaction des deux Rois, pour le dommage qu'ils auront reçu, & les frais, qu'ils auront esté obligez de faire.

X. Ledit secours sera commandé par le General, ou Amiral de celui, qui l'aura fourny, lequel aura la puissance d'exercer la Jurisdiction en toutes rencontres, en telle sorte, que si quelqu'un de ses Gens vient à commettre quelque faute, le coupable sera puny selon les Ordonnances de Guerre, ou de Marine de celui, qui donne le Secours.

XI. Soit que le Roy soit present à l'Armée ou à la Flotte, ou le General, ou Amiral, auquel elle aura esté confiée, il aura le commandement absolu tant sur ses propres Troupes, & Vaisseaux, que sur les Auxiliaires. Il aura aussi l'entiere direction des affaires de la Guerre, selon qu'il trouvera à propos pour le bien commun des deux Parties.

XII. Lors qu'on deliberera sur quelque expedition de Guerre, le General, ou Amiral de l'attaqué sera entrer dans le Conseil autant d'Officiers de celui, qui aura fourny le Secours, que de ses propres à proportion, & y presidera toujours en donnant les places aux Officiers selon les Charges qu'ils exercent.

XIII. Lors que le Roy, qui demande le Secours, ne sera pas present en l'Armée, l'execution des affaires de la Guerre se fera toujours à la pluralité des voix; mais s'il y est present, la décision sera par devers luy, veu que leurs Majestez ne feront point obligation à la pluralité des voix.

XIV. Celui qui fournira ledit Secours tant par Mer, que par Terre sera aussi obligé de l'entretenir; à condition que celui qui le recevra, sera tenu de fournir à la Milice de Terre le Fourrage, Pain, & service necessaire sans aucun payement, mais quant à celle de Mer elle sera entierement à la charge de celui, qui la donnera.

XV. La Flotte, & Armée Auxiliaires ne seront pas employées plus long temps en l'année, que celles de celui qui les reçoit; mais si la saison étoit fort avancée, celui qui les a demandées sera obligé de leur fournir les Quartiers, le Pain, le Fourrage, & le service necessaire, comme à ses propres Gens, & lors, qu'on les renvoyera chez eux, soit par Eau, ou par Terre, il sera tenu de leur faire avoir toutes les choses, dont ils auront besoin pour le voyage, sans exception quelconque. Aussi en cas, que la Guerre dure fort long-temps, celui qui aura donné ledit Secours, sera obligé, de la faire recruter tous les ans à ses frais, & de l'envoyer avant la fin du Mois de May, sans faute, à celui qui la demande, pour la Campagne suivante, en cas qu'il le desire ainsi, sans qu'il puisse le redemander sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'il ne fut attaqué en son propre Pays, ce qu'il sera tenu de faire sçavoir en tems à celui qui l'a demandé, ou à moins qu'ils ne s'accordent par ensemble, qu'il fasse une diversion sur l'Ennemy de quelque autre costé.

XVI. Lors que l'Armée commune sera entrée dans le Pays de l'Ennemi, l'entretien tant pour les Officiers, que pour les Soldats, sera pris dans ledit Pays, & il en sera de mesme des Quartiers, qu'on y distribuera; mais en cas qu'il n'y eut point de moyen de subsistance dans ledit Pays, chaque Roy sera obligé d'entretenir ses propres Troupes.

XVII. La Flotte, & Armée Auxiliaire sera rangée en telle maniere à toutes les occasions de Bataille, qui se presenteront, qu'elles puissent demeurer ensemble, & soient commandées autant qu'il est possible par leurs propres Officiers; sur tout les Vaisseaux demeureront en une Escadre, & seront commandez par leurs propres Officiers. Et s'il arrivoit qu'en poursuivant l'Ennemi, ou par quelque diversion, qu'on lui pourroit faire, on vint à prendre quelques Places sur luy, il a esté accordé, qu'elles seront occupées par celui, qui aura donné le secours, à proportion des Troupes, qu'il aura envoyées, à la charge d'en donner satisfaction à celui qui l'aura demandé. Mais, en cas que les Terres de ce dernier fussent prises par l'Ennemy à cette occasion, ou qu'on vint à recouvrer quelque chose de ses Droits, & pretensions, qui sont maintenus par ces Armées jointes ensemble, le tout demeure

ra & appartiendra sans aucun contredit à celui, qui aura demandé le secours. Quant aux Prisonniers, de quelque qualité qu'ils puissent être, aussi l'Artillerie, ou quoy que ce soit, qu'on viendra à prendre sur l'Ennemi; cela sera en commun aux deux Rois; mais quant au butin que les Partis pourront faire en particulier, il sera absolument pour eux seuls. Les Contributions qu'on tirera du Pais Ennemy seront aussi partagées entre les deux Parties à proportion des Troupes qui seront en Campagne.

XVIII. Quant à ce qui est du salut, qu'on se rendra par Mer, on se tiendra pour ce regard aux Accords, qui se sont faits cy devant sur ce sujet, de sorte, que les Vaisseaux, qui viendront à se rencontrer, ne se salueront qu'à coups de Canon, sans laisser tomber aucune voile, à condition neanmoins que la Flotte Auxiliaire tirera les premiers coups.

XIX. Il sera permis à un chacun de se servir des Ports de Mer reciproques, d'y reparer ses Vaisseaux, qui auront souffert quelque dommage, soit par la tempeste, ou par l'Ennemi; comme aussi d'acheter tout ce qui sera necessaire pour l'entretien & reparation des Hommes & Vaisseaux; à condition que les Officiers mettront ordre à ce que l'usage desdits Ports ne cause aucune jalousie, ou ombrage; de sorte qu'ils seront obligez d'entretenir une bonne Discipline dans leurs Vaisseaux, & d'avoir une bonne correspondance avec les Commandans desdits Ports, afin que le tout se fasse avec leur sçeu, & communication. Et d'autant que c'est à celui, qui donne le Secours d'assister fidellement celui qui le demande en la maniere, qui a esté dire, c'est pourquoy il faudra aussi qu'il ferme ses Ports aux Vaisseaux de l'Ennemi de celui, qui le demande, & même qu'il l'incommode & endommage le plus qu'il lui sera possible.

XX. La presente Alliance durera le tems & espace de dix-années consecutives, & prochainement venantes, après quoi il sera permis à chacune des Parties de la prolonger, ou non; mais les deux Rois, ou leurs Successeurs, lesquels y seront obligez aussi fortement, qu'eux mesmes, en feront traiter la continuation une année avant qu'elle vienne à expirer, afin qu'il puisse y avoir quelque chose conclu six Mois avant qu'elle vienne à finir.

XXI. Personne ne sera compris en cette Alliance que ceux qu'il plaira aux deux Rois.

XXII. Les Ratifications de la presente Alliance seront échangées dans quinze jours après la Signature, ou plutôt, s'il est possible. Fait à Lunden ce septième Octobre 1679. Ainsi signé.

(L.S.) A. C. V. Aldenb. (L.S.) J. Guldenstierna.

(L.S.) J. Fael. (L.S.) F. I. Oerensstedt.

(L.S.) Bierman.

CCV.

Traité de Paix entre CHARLES XI. Roi de SUEDE & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, fait à Nimègue le 12. Octobre, 1679. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 651. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 967. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz V. pag. 484. en Latin & en Allemand.]

Notum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Postquam Belli per Europam incendium etiam involvit Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia; Principem Rugiæ, Dominum Ingræ & Wismariæ; nec non Comitum Palatinum Rheni, Baviariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem: & Cæsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ita ut se invicem pro hosti-

ANNO  
1679.2  
12<sup>e</sup> Oâ.  
LA SUEDE  
ET LES  
PROVINCES-UNIES

ANNO  
1679.

hostibus gesserint; ea tamen mansit animorum inclinatio, ut veteris amicitiae reintegrationem mutuo exoptarent, ipsoque adhuc Bello flagrante Subditis suis plenam Commercio et Navigationis libertatem iuicem concederent, unde factum est cum laudabili cura & Mediatione Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini Domini Caroli II. Magnae Britanniae Regis, ex mutua Partium Belligerantium Conventione, Neomagus Congressui Plenipotentiariorum pro Pace generali instituenda electum fuisset, ut Partis utriusque ibidem comparentes Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Sacrae Regiae Majestatis Sueciae, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus Oxenstierna Comes in Korsholm & Wasa, Liber Baro in Mohrby & Lindholm, &c. Dominus in Kapuria & Katilla, Sacrae Regiae Majestatis Regniue Sueciae Senator, ac Praeses in summo quod Wismariae est Tribunali, ut & Supremus Legifer Ingriae & Kexholmiae; & Dominus Joannes Paulinus Olivenkrantz, Dominus in Ulsthall & Hoffmantorp, Sacrae Regiae Majestatis Sueciae Consiliarius Cancellariae, Secretarius Status, & Judex Ordinarius Territorii Widboensis; à parte vero Celsorum & Prapotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Hieronymus van Beverning, Theylingae Toparcha, Lycæi in Lugduno-Baravo Curator, quondam Consiliarius Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurarius Generalis; & Dominus Wilhelmus van Haaren, Biltiae Frisorum Grietman, in Confessu Dominorum Ordinum Generalium, à parte Dominorum Ordinum Hollandiae & Frisiae Deputati, dictam Dominorum & Principum suorum propensionem, mutuis officiis ad optatum finem perducere conati, Plenipotentiarum Tabulis (quarum Apographa sub finem hujus Tractatus de verbo ad verbum inserta sunt) ritè commutatis, & habitis hinc inde colloquiis, tandem ad Divini Numinis gloriam & Christianae Reipublicae salutem in mutuas Pacis & amicitiae Leges consenserint, & convenerint, prout hisce plenariè consentiunt & conveniunt tenore sequenti.

Art. I. Sit Pax sincera, inviolabilis ac perpetua, inter Sacram Regiam Majestatem ejusdemque Successores ac Posteror Reges Suecorum Regnumque Sueciae, atque subjectas illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab una; atque Celsos & Prapotentium Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera parte; Cessentque propterea omnes & cujuscumque generis hostilitatum actus, qua Mari qua Terrâ, per omnia & quaevis utriusque Partis Regna, Status, Ditiones & Provincias, interque omnes & singulos eorundem Subditos & Incolas, cujuscumque conditionis, nullâ omnino locorum & personarum factâ exceptione.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & Amnestia eorum omnium, quae quocumque loco modoque hoc praesenti Bello hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius rei causâ vel praetextu, ulla Pars alteri posthac quicquam hostilitatis aut inimicitiae speciei Juris vel viâ facti inferat, aut per suos aliosve inferri faciat, gaudeantque hac Amnestiâ omnes & singuli cujusque Partis Subditi.

III. Vigeat in posterum inter utramque Partem Paciscentium vera, si a, infucata & reciproca amicitia, & bona correspondentia, in omnibus & per omnia, Terrâ Marive, intra vel extra terminos Europae, ita ut altera Pars alteri, nihil inimicitiae, damnive, clam aut palam, directè vel indirectè inferat, vel per suos aut per alios inferri faciat, nec cum alterius hostibus Foedera huic Paci contraria habeat, nec quidquam in alterius Status & securitatis diminutionem per se vel per alios molliatur aut tentet, aut tentari faciat; sed utraque Pars alterius utilitatem, honorem & commodum omni meliore modo, & consilio, omnique occasione, locoque reipse procuret & promoveat.

IV. In majus dictae Amicitiae robor, & incrementum renovantur priora quae annis millesimo sexcentesimo quadragesimo, millesimo sexcentesimo quadragesimo quinto, millesimo sexcentesimo quinquagesimo sexto, & millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo inter Sacram Regiam Majestatem Sueciae ab una & Celsos ac Prapotentibus Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera Parte inita fuerunt Foedera; ita ut vigore pristinum in omnibus & singulis obtineant, iis solummodo exceptis, quae in utrorumque Commercio & Navigationis Leges modosque concernunt, de qui-

bus scilicet etiam nunc hodie speciali Foedere conventum est.

V. Neuter Paciscentium posthac consensum suum det ulli Foederi, Tractatui vel Negotiationi, in alterutrius damnum vel praedudicium tendenti, sed potius talibus adversetur, teneaturque alter alteri sedulo & fideliter indicare quicquid alios contra alterum machinari ipsi innotuerit.

VI. Si qui captivi ab una vel altera Parte adhuc deprehensi fuerint, sine alicujus lytri solutione restituantur pristinae libertati.

VII. Promittit sua Regia Majestas, se praetensionibus Incolarum Uniti Belgii pro cujusvis validitate condigne satisfacturam, in eoque si em, statim à ratificatione factâ, certos ordinaturam Commisarios, qui dictas praetensiones examinare tenebuntur; ita nimirum, ut eas quae liquidae fuerint, ulteriori scrutationi non subjiciant, sed intra sex septimanarum spacium de eorum prompta satisfactione, cum Proprietariis vel eorundem Mandatariis convenire debeant. Quod vero alteras praetensiones illiquidas attinet, iidem ordinari Commisarii, intra tres aut quatuor Menses, à constituta Commissione numerandos, easdem revidere, earumque rationes conficere, imò de solutione cujusvis summae, de qua ita liquido constiterit cum dictarum praetensionum Proprietariis convenire debent: liberumque erit Ministro Dominorum Ordinum Generalium in Aula Suecica Residenti, ex parte dictorum Incolarum Uniti Belgii praedictis liquidationibus & Conventionibus assistere. Quicquid autem ita utrinque actum statutumque fuerit, id sine ulla exceptione vel morâ, modo & tempore praestitutus effectum suum sortietur. Curabit insuper sua Regia Majestas, ut Subditis Dominorum Ordinum Generalium, qui latis antehac Sententiis probare possunt, sibi à sua Regia Majestatis Subditis aliquid solvendum faciendumve deberi, prompta faciliisque executio praestetur, statim post factam hujus Tractatus Ratificationem; ita ut cujuslibet rei judicatae executio, intra duos Menses à quo primum postulari cepit adimpleta & perfecta esse debeat.

VIII. Quandoquidem sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales gratâ mente recolunt, quam salutaribus Consiliis & adhortationibus, seduloque & benevolis officiis, Serenissimus Rex Magnae Britanniae Paci & tranquillitati publicae hoc tempore invigilaverit, conventum est utrinque, ut dictus Rex cum suis Regnis & Ditionibus, huic praesenti Tractatui meliore quo fieri potest modo, inclusus sit, utque ad certiorum firmiterque dicti Tractatus observantiam, & executionem eundem sua Guarantia speciali stabiliri possit.

IX. Huic Pacis & amicitiae Conventioni à parte sua Regia Majestatis Sueciae includuntur sigillatim Rex Galliarum Christianissimus, & Dux Steswici Holstiae Gottorpensis: Inde inclusi etiam sint Imperator & Imperii Romani Electores, Principes & Status omnes & singuli, qui Pace cum iisdem confecta comprehensi sunt, unâ cum Civitatibus Hanseaticis, imprimis Lubecâ & Hamburgo. Denique includantur, si includi volent, Rex & Respublica Poloniae, ceterique Reges, Principes, Status, Civitates & Personae Privatae, quibus requisitione intra sex Menses abhinc factâ id à Rege Sueciae concessum fuerit.

X. Pariter à parte Dominorum Ordinum Generalium inclusi sint Imperator Romanus, Rex Christianissimus, Electores Moguntinus, Trevirensis & Brandenburgicus, Dux Lotharingiae, Episcopus Paderbornensis & Monasteriensis, Dux Neoburgi, Duces Brunsvico-Luneburgensis, Osnabrugensis, Cellensis & Guelpherbitanus, iidemque omnes Reges, Electores & Principes Dominorum Ordinum Generalium Foederati, qui Pace cum Rege Sueciae factâ includi velint, ut & Helvetiorum Respublica eorumque Foederati, Princeps Frisiae Orientalis, Civitates Lubeca, Brema, & Embda, ceterique Status, Civitates & Personae privatae, quibus requisitione intra sex Menses abhinc factâ id à Dominis Ordinibus Generalibus concessum fuerit.

XI. Ratihabeantur haec Pacta Instrumenti solennibus à sua Regia Majestate Sueciae ab unâ & à Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii ab altera parte, ita ut dicta Instrumenta in debita forma Stockholmiae intra spatium trium Mensium à die subscriptionis computandorum, vel citius si fieri possit, utrinque committentur, iisque ritè commutatis hic Pacis Tractatus in publicum proclametur, in omnibus utrinque Parti apper-

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.ANNO  
1679.

tinentibus Terris, locisque quantocius per distantiam eorundem fieri poterit, à die autem subscriptionis vim & effectum sortiatur per omnia.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robor utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarum, virtute suarum Plenipotentiarum, hanc præsentis Pacis conventionem manibus sigillisque propriis muniverunt & firmarunt. Quod factum Neomagi die 12. Octobris Anni millesimi sexcentissimi septuagesimi noni. Signatum erat,

*Benedict. Oxenstierna.* Hier. van Beverningk.  
(L.S.) (L.S.)  
*J. Paul. Olivekrant.* Guil. van Haaren.  
(L.S.) (L.S.)

*Plenipotencia D. D. Legatorum Serenissimi  
Regis Sueciae.*

**N**Os Carolus Dei gratiæ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiæ; Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Castubiæ, & Vandaliciæ, Princeps Rugiæ; Dominus Ingridiæ & Wismariæ; nec non Comes Palatinus Rheni; Baviariæ, Juliaci, Clivii & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quod cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præsens Bellum quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britannicæ Regis laudabili cura & Mediatione eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu, Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quicquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, consilii prudentiâ, experienciâ & fide Nostri, Regnique Nostri Senatoris ac Præsidis in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & supremi Legiferi Ingridiæ & Kexholmiciæ, Illustris nobis sincere fidelis, Domini Benedicti Oxenstierna, Comitibus in Korsholm & Wafa, Liberi Baronis in Möhrby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kattila; sicut & nostri Consiliiarii Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis ordinarii Territorii Widboënsis, Generosi ac Nobilis, nobis sincere fidelis Joannis Pauli Olivenkrantz, Domini in Ulsthal & Hoffmansorp. Eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus, nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarum, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se, quamprimum fieri possit, ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant, cum Cæsarum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, eorumque Fœderatorum Legatis Deputatis Commissariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque quæ eò spectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis suprascriptis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiarum, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter nos & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Fœderatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinere faciendi, æque liberè ac amplè, ac ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc speciali & expressiori, quam quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcumque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarum sive binos conjunctim, sive unum eorum solum, altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solenni formâ, intra-

que tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præsentibus manu nostra subscriptas, Sigillo nostro Regio communiri jussimus. Deditus in Arce nostra Holmenli, die duodecimo Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexto. Signatum erat,

CAROLUS. (L.S.)

F. JOEL. ORNSTED.

*Plenipotencia D. D. Legatorum Præpotentium Ordinum Generalium.*

**O**Rdines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus præsentibus Literas visuris salutem. Notum testatumque facimus, quod cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præsens Bellum, quo Christianus Orbis affligitur, in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo, Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britannicæ Regis laudabili curâ & Mediatione, eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, consilii prudentiâ, experienciâ & fide Dominorum Hieronymi van Beverningk, Teylingæ Domini, Lycæi in Lugduno-Baravo Curatoris, quondam Consiliiarii Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurarii Generalis; Guillelmi de Nassau, Domini d'Odijcke & Cortgenæ, Primarii Nobilis, Ordinumque Nobilium in Confessu & Consilio Comitatus Zelandiæ representantis; & Guillelmi van Haaren, Biltiæ Frisorum Grietmanni, in Confessu nostro à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ & Frisiæ Deputatorum, eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarum, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri possit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant, cum Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, &c. &c. Ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque, quæ eò spectant, per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & absolutam Potestatem, cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis suprascriptis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiarum, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter nos & prædictum Serenissimum Regem ejusque Fœderatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinent, faciendi, æque liberè ac amplè, ac ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus; quantumvis Mandato adhuc speciali & expressiori, quam quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcumque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarum, trinos conjunctim vel binos ex illis, tertio absente vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus, ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem & robor hæc per nostri Confessus Præsidem signari, à primario Graphiario subscribi, & majori Sigillo nostro muniti fecimus. Dabantur Hagæ Comitum die quarta Januarii Anni millesimi sexcentissimi septuagesimi sexti.

BOOTSMA. vt.

*Ad Mandatum attememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.*

Signatum,

H. FAGEL.  
Arti.

ANNO  
1679.Articuli separati ad præcedentem Tractatum Pacis  
pertinentes.

Art. I. **Q**uandoquidem libertas Navigationis & Commerciorum, speciali Conventione inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, & Cæsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, etiam durante hoc, quod nunc Deo volente feliciter sopitum est, Bello, stabilita fuit; neque ramen ejusdem executio adeo exactè servari potuit, quin ab utraque Parte ex necessitatis Bellicæ ratione, aliquod damnus, per Navium Merciumque abduktionem datum acceptumque esse potuit. Quod ut sine mora refarciatur, ipsa Juris æquitas postulat. Idcirco hoc Articulo, inter utriusque Partis Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios conventum est, ut quævis Naves, Mercesque taliter abductæ, si restitui possint, quantocius restituantur: Sin minùs, ut justum earum pretium cum usura solitâ, intra spatium duorum vel trium mensium, à die Ratificationis numerandorum, paratâ pecuniâ solvatur.

II. Cùm verò nominatim restitutionem postulaverint D. D. Ordines Generales, septem Navium, quarum nomina aut inscriptiones sunt *de Moutbaan, de Buys, de Hoop, de St. Jacob, de witte Roos, de Annuntiatie Mariae, ende het nieuw Heeren Logement*, quarum tres priores ab Armatoribus Suecicis, sub Diplomate aut Commissione suæ Regiæ Majestatis Sueciæ interceptæ, & unâ cum Mercibus suis per latas Sententias Captoribus addictæ sunt. Posteriores quatuor, ab aliis sub Diplomate Gallico captæ, in Portum Calmar investæ, ibidemque receptæ, & tandem ex Mandato suæ Regiæ Majestatis Sueciæ, in commodum Gallorum, unâ cum Mercibus, dimissæ & dividitæ sunt: specialiter super his conventum est, ut de prioribus supradictis tribus Navibus, latas Sententias sua Regia Majestas Sueciæ, ad requisitionem eorum quorum interest, in Senatu suo revideri, & ad examen revocari jubeat, & id præterea curet, ut super probationibus & Documentis exhibendis, Jus reddatur intra bimestre spatium, à die requisitionis factæ numerandum. Quòd autem quatuor posteriores attinet; cùm ea res dubia sit, & de eo facto non satis liquido constet, placuit quæstionem illam arbitrio aliorum discutiendam aut dijudicandam dare. Ideoque conventum est, ut intra spatium sex septimanarum, à die Ratificationis hujus Tractatus numerandum, tam à parte Regiæ suæ Majestatis, quam Dominorum Ordinum Generalium unus vel plures Arbitri nominentur, qui auditis Partibus intra duos Menses à die nominationis supputandos, negotium hoc aut amicabilem viâ componere; vel si hoc minùs procedat, ex Juris & æquitatis ratione decidere in se recipiant; ita nimirum, ut illud, de quo vel amicabilem conventum est, vel quod per modum decisionis dijudicatum fuerit, statim & sine ulla exceptione vel mora effectum suum sortiatur.

*Posset hic inde inseri Catalogus fusior earum Præsentationum, quarum satisfactionem à Suecis petunt Subditi aliqui Ordinum Belgii Federati, ex Autographo horum Tractatumum.*

Hi separati Articuli eandem vim eundemque vigorem obtinebunt, ac si Tractatui principali inserti fuissent, eodem modo, tempore & loco rati habebuntur. In quorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, virtute suarum Plenipotentiarum, eos Articulos separatos manibus Sigillisque propriis muniverunt & firmarunt.

Quod factum Neomagi, die 12. Octobris anni millesimi sexcentissimi septuagesimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) *Benedictus Oxenstiern.* (L.S.) *H. van Beverning.*  
(L.S.) *Job. Paulin Olenkranz.* (L.S.) *W. van Haren.*

Actus de Formulâ Literarum Maritimarum.

**C**um circa earum Literarum Maritimarum & contrasignationum Formulas, quas in calce Tractatus Commerciorum apponere hodie placuit, non satis instructi fuerimus, ideoque evenite possit, ut necessum

fit, easdem de novo revidere, de eo ita conventum est, ut quantocius Stokholmia dictarum Formularum revisio instituat; quò prædictæ Formulæ, intra terminum Ratificationi Tractatus præscriptum, ad usum utriusque Nationis rite & dilucide adaptentur. Quod factum Neomagi die 12. Octobris. Anni millesimi sexcentissimi septuagesimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) *Benedictus Oxenstiern.* (L.S.) *H. van Beverning.*  
(L.S.) *Job. Paulin Olenkranz.* (L.S.) *W. van Haren.*

CCVI.

*Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI Roi de Pologne & MAHOMET IV. Fait en l'année 1679. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 585.]* O&. <sup>2</sup>12. TURQUIE ET POLONGNE.

**S**Cythis Lipkis dictis, qui in Regno Poloniæ sunt, illis, quicunque suâ voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius anni nemo Polonorum impedimento fit, ut cum familiis & supellectili exeant, & nullâ molestiâ afficiantur. Podoliæ Regnum totaliter secundum antiqua confinia subjaceat Dominio meo, & Oppida Bar & Miedzyboz, in quibus adhuc sunt militiæ Polonicæ, ista duo Oppida educatis Polonicis militibus restituantur. Et antehac cùm prædicta Oppida in potestatem Bissarmannorum redacta sunt, in ipsis quot Tormenta fuerint, iterum relinquuntur, postea verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiant. Et iterum ex incolis prædictorum Oppidorum, quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant, qui verò manere voluerint, ne illis molestia fiat; & pro Podoliæ Regione, prout declaratum & expressum est in Sacris Capitulationibus antehac concessis, quando de limitibus & confiniis Regionis Podoliæ acciderit controversia quæpiam, ex consensu Gubernatorum, constitutis ab utraque parte hominibus & Senioribus Protectoribus viris & Habitatoribus utriusque Confinitii ad locum euntibus in limite cujusque Ditionis & Confinitii esse controversum locum numero copiosa præstans multitudo testabitur, illo testimonio res definiantur. Descripta Regione Podoliæ ex illis nullus Polonus, qui ab antiquo habebat Oppida & Pagos, (etiâsi spirituales fuerint) quicunque in confiniis manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea existentium Tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones computatæ & definitæ à manibus illorum Nobilitati accipiantur, constituta summa & portio pro ipsorum sustentatione sufficienti condonetur ipsis & ipsi, & Filii ipsorum immunes & exempti, & quousque in infidelitate non deprehendantur, nequaquam hoc munere priventur, & contra Justitiam, molestiâ non afficiantur. Et si collectio Liberiorum mandabitur, ex ipsis & illorum Subditis nemo colligatur, & in Oppidis præter illas Ecclesias, quæ in Moscheas & in Tempa transformatæ sunt, illis, quæ in manibus illarum sunt confirmatæ, Ecclesiis nequaquam ingestio fiat & molestia inferatur, & in Exercitiis ad solitis suæ Religionis, sicuti reliquis Confinariis Subditis licitum est, ne molestentur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione Ukrainæ excessivo Imperio parentium Cosacorum Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omnino ab illis fiat præsentio & ingestio, sed tantummodo in limitibus Ukrainæ sita propè Fluvium Borysthenem Oppida Bialocerkicco & Pabolocz, cùm in præsentiarum sint in potestate illorum, cùmque duo ista Oppida secundum sua antiqua Confinia ab antiquo cum adjacentibus & Districtibus suis à Regia Majestate mea illis donentur, maneat ibidem in ipsorum potestate & Dominio, attamen ne isto prætextu extra Limites duorum dictorum Oppidorum ad palmulm Terræ, ne se ingerant neve præsentionem aliquam faciant, & posthac constituto à fulgidissima Porta meo Commissario & Regionis Podoliæ juxta antiquos suos Limites & Confinia & in Ukraina prædictorum duorum Oppidorum, quæ manebant in potestate illorum, nempe Bialocerkicco & Pabolocz, quoque juxta antiquos illorum

Littæ

ANNO  
1679.

Limites Confinia, & Limites illorum describantur & constituantur. Et qui propter Mercatum Negotiationem & lucrum cum Mercibus & rebus propriis Regionis in Ditionem Imperialem exeunt Mercatores, postquam juxta antiquam normam Mercium Gabellas solverint ad amissim, contra Justitiam & consuetam normam ne molestantur, sicuti à Mercatoribus antiquorum Confœderatorum Principum Characz non accipiunt, pariter à Mercatoribus Polonis quoque ne Characz, hoc est, Tributaria Contributio exigatur.

Et cum antehac tempore Pacis illorum Religiosi in Civitate Hierosolymitana mansiones habere consueverint juxta veterem formam, in quibus ab antiquo sedem habere consuetum sit locis, sedem habentibus nullus impedimento sit. Et posthac sine Edicto meo Sacro Sancto ab Exercitu Divina ope defenso, & Criminosibus, Oczakoviensibus, Nahajensibus, Scythis & Cofacis, & Transylvanis prohibitum sit, ne militiæ in Polonicam Ditionem invehantur, ne hostilitatem agendo populationem exercent, & à Subditis Poloniae quicumque in Podoliam venientes habitare voluerint, ne impediantur, sed hæc conditione, ut juxta consuetam normam Decimas Legales, & alias Contributiones meas solvant, nemo illis sit impedimento, ut cultu terræ vitam sustentent.

Et cum antea singulis annis exhibendo Solio meo Imperiali promissa fuerunt, nomine muneris 22000. aureorum, Celsissimi Domini Crimenis Hani intercessione remissa & condonata fuerint præter illorum aureorum punctum, Oppidorum Bialocerkicko & Pabolocz, quæ illis donata sunt omnia puncta antea ad Oppidum Budczac concessarum Iplis sacrarum Capitulationum renore contenta in suo vigore confirmata ut conserventur, diligentia adhibeatur.

Et constitutis ab utrinque selectis & præstantibus Viris juxta Testimonia Seniorum & Prorectorum Regionis habitatorum Podoliæ & Ukrainæ Limites constituantur, Rectores, Governatores utriusque Partis in extremis Limitibus constituti judicent & dirimant lites Subditorum utriusque Partis, præter lites attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti Camenecci illis manserant, cum postea educti & aliò translati fuerint, qui velint, iterum in Podolia maneat & habitent.

Et cum tempore occupati Camenecci qui manserunt Subditi, postea illis aliò traductis Ecclesiæ illorum derelictæ fuerint, è Subditis Latinis, qui tempore capti Camenecci illis non manserint, illis, qui in posterum Camenecci manebunt, ex Ecclesiis ante concessis, & derelictis ipsis una lapsa Ecclesia concedatur, & in Oppido Bar ex Ecclesiis postquam Moschea constituta fuerit, Subditis Latinis ibidem morantibus concedatur una solum Ecclesia, si concessa Ecclesia destructa fuerit, juxta antiquam positionem & formam in erectione ipsis non impediantur.

Pariter in Oppido Miedzybor & Jatzowick, postquam constituta fuerit Moschea, ibidem manentibus Latinis Subditis singulæ Ecclesiæ concedantur, si destructæ fuerint, in ipsarum ædificatione & constructione nemo impedimento sit. Et Dantiscañæ Navæe omni securitate in Mari Mediterraneo navigantes, postquam juxta consuetam & veterem formam Telonia solverint, contra Pacis Jus & Justitiam ne capiantur nevé molestantur.

In Regione Podoliæ Bassa Governator unus sit, & in Podoliæ Bey. & Governatores, nec è Lipkarum, nec ex aliorum Tartarorum Nationibus eligantur, Lipkæ Scythæ, nec in Podoliæ nec in loco propè Limites collocentur, sed in loco à Confiniis remoto collocentur. Et in sacris antea concessis Capitulationibus, quæ præscriptis hisce conditionibus adversantur puncta demta & reservata sunt; quæ verò conformia sunt in suo pristino vigore confirmantur; Quousque à parte Regis Poloniae, & à Dnn. Governatoribus & Capitaneis, & à Subditis ipsis & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipsum Fortalitiis sitis in Confiniis ope divinâ protectis, & Civitatibus & reliquis subjectis Ditionibus meæ Imperialis Majestatis Pagis & Locis & Villis, nulla omnino ratione invectionis & ingestio fiat.

Regis Poloniae Regionibus, Fortalitiis & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis, à parte Regiæ Majestatis, & à Magnis Vexillis, & eximii Governatoribus & honoratis Rectoribus & Militiis victricibus, & Moldavicis, & Dobrycensibus, & Scythis Bialogrodenibus & Theinensibus, & Borysthenensibus, & aliis Regionibus Polonicæ Ditionis nullum damnum inferatur.

In locis Transitoriis Thyra, & quibuscunque aliis

ANNO  
1679.

custodia à Governatoribus illarum partium, si in custodiendis transitibus negligentes & incuria gereretur, deponantur & suis priventur officiis, & puniantur, & quod honorarium Celsissimis Hanis Crimenibus in renovatione Pacis promissum fuit, postquam singulis annis debito tempore missum hominibus, ipsorum redditum & consignatum fuerit, Hanus Crimenis quoque amicitia & benevolentia vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam satisfaciat, & respectum habeat, & nullum damnum qualicumque modo ab Hanno, & Galga Sultano & reliquis Murfis Regno Poloniae inferatur: quando contra Majestatem Poloniam inimicus aliquis insurget, Hanus quoque cum Exercitibus Tartarorum auxilium ipsi præster & suppetias ferat. Et quando à Majestate mea Bellum ab aliqua parte geretur, & Hanus aut Galga Soltanus aut Murfa cum Tartarorum Exercitibus Bellum inire deberent, ne per Ditionem Poloniae transeant; ab antiquo per quæ loca transire consueverint, rursus per illa loca transeant; & post concessionem hujusce S. Capitulationis si Tartari aut Moldavi quipiam in Ditionem Poloniae invectiones exercent, aut captivos rapiant, quando à Majestate Poloniae Nuntius mittetur, talium Captivorum nullus in Ditione mea Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui huc spectat, in Regno Poloniae vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquis, aut aliis Bella contingere necesse fuerit, ut ipsa Majestas Imperialis personaliter eat, aut Dux constitutus Exercituum & Palatini Vallachia & Moldavia & Transylvaniae per contractionem illis hostibus Bellum gerat; Quando ab Hoste missus Internuntius à Rege Poloniae auxilium quaeret, Rex Poloniae propter sinceritatem & efficacitatem & executionem amicitia & correspondentia tum erga Solium Imperiale suis Exercitibus, & opibus, ne hostibus meis opem ferat, & si quis ab Hoste meo missus in Ditionem Regni Poloniae Exercitum colligere quærebat, illum impediatur, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipsis, & aliis si qui propria voluntate ut ferrent auxilium hosti meo, abire voluerint, ne sinat eos, nevé occultè vel manifestè illis veniam concedat.

Cum Transylvanicum Regnum meum sit Aviticum & Hæreditarium, cum pluribus Transylvaniae & Ungariae Regibus, qui huc usque sinceritatem habuerunt, amicitiam exercent, in partibus quoque Transylvaniae, si hostis meus manifestetur, à Majestate Polona nec occultè, nec manifestè auxilium præstetur hosti meo, & si Princeps Transylvaniae; aut Woiewoda Vallachia & Moldaviae, & alii quipiam culpam transfugant in Regnum Poloniae, talis non admittatur, sed propter respectum amicitia & correspondentia devinctos illos Compedibus ad Solium Imperiale transmittat, hac ratione meo Amico Amicus, & Inimico meo sit Inimicus.

Et ut in præsens & in utroque Dominio amicitia crescat; Subditi Ditionem Poloniae per Fluvium Tyra in Portum Bialogrodensem Mercas adherentes, aut Mercaturas exercent, cum postularum sit tales, qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacatè & propter Mercaturam venientes, ne impediantur, & Rege Poloniae permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, Woiewoda Moldaviae quoque, juxta consuetudinem ab antiquo cum Regibus Poloniae amicitiam exercent.

Et antea tempore Pacis qui è Polonis in captivitatem rapti sunt, & perseverantes in Christianismo aut transiverint in Mahometismum, quando è Polonia venerint, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis ipsorum Juramento de pretio emptionis, uti præstitum confiterit, plus ne redunantur, & postquam pretium solutum fuerit, nemo impediatur, ut illos in propriam Regionem ducant. Verum si quis ab illis Captivis in Mahometismum conversi fuerint, ne de illis præsentio fiat, sed conserventur in illo eodem statu. Et post concessionem S. S. Capitulationum utrinque qui in captivitatem capti sunt, sine pretio liberentur, & Legati & homines utriusque Domini Patentibus ne egeant, sed Literæ permanentes nulla ipsis molestia, neque opibus ipsorum damnum inferatur, & Mercatores utriusque, Mari & Terra, per loca & Portus consuetos transeantes & permeantes ubicunque morati fuerint, juxta consuetam normam solventes Telonia quicumque fuerint, ne ulla vexatione afficiantur aut damno in opibus aut Mercibus suis.

Et si qui è Mercatoribus Poloniae in Ditione mea Imperiali mortui fuerint, ne ipsorum quoque Mercas usur-

ANNO 1679. usurpentur à publico Fisco, sed Societatis Antesignano & Principalibus ipsius reddantur, ut ipsi quoque Hære-  
dibus ipsorum reddant.

Et si qui è Mercatoribus utriusque Dominii, aut mutuo datæ aut acceptæ pecuniæ, aut emptionis aut venditionis lites habeant; & qualique alio modo ad Tribunal cum adversario suo sifteretur, ubicunque erit, aut hîc aut illîc, Judices locorum illorum, accurate & summa inquisitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & justum Postulatum, ut solvatur constringant, nevé permittant, ut contrarietas & resistentia fiat, sed sedulò Executioni committant, sed sine probatione debitâ & legitimâ Judiciorum forma, contra Jus nemo utriusque Dominii propter alterius debitum molestetur, & si quis molestiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litibus stipulationum & pecuniæ sine legitima probatione & testimoniis ne molestetur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum scripta sunt obligatoriè & testationis Judicum & Notariorum publicorum legitimæ, solis falsis Testimoniis, injustæ petitioni & pravis litibus ne fides præstetur neque quodpiam fiat. Et omninò Judices utriusque Dominii adhibitâ curâ & diligentîâ, antequam controversiæ rei Statum & liris conditionem juxta suam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter si à Latronibus & Graffatoribus cujuspiam opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque sint, inveniunt & summa severitate puniant, & oblata latrocinia Dominis ipsorum restituantur.

Et venientes Legati propter Amicitiam ne cohibeantur, salvè & immunitè possint ire & redire, & quando in confinia venerint, associentur custodiibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione præcitetur.

Et Siliftrienfes & Biagrodenfes Confinarii & Portus Telonarii & Decimatores & Tricesimatores, & quicunque alii è Ministris & servis Dominii mei, propter Tricesimatores Dominii utriusque aliis ne permittantur ire trans Fluvium Thyriæ & si apud Viatores utriusque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abducti è manibus eorum restituantur Patriæ & Libertati, & Pastores, quæ in Ditionem Poloniae accedunt: notificent Judicibus locorum se & pecora sua, clam ne accedant, & Pastorum justum solvant; Tales autem postquam se notificaverint, si quæ pecora ipsorum amittantur, locorum Judices interveniant & restituant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Posta & itinere, ne Janizeri aut aliqui equos illorum arripiant. Et Negociatores & Mercatores post solutionem Telonii & consueto, nihil plus solvere cogantur, & ne illis superfluitates imponantur huc usque, & quod solvere consueverint, illud idem solvant & nihil infuetum fiat: & Subditi Poloniae, Armeni & Christiani in Moldavia, & in alia loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas suas exercent, ne clam & per desertas vias veniant, sed per consueta Mercatoribus itinera, si aliquod damnum talibus Mercatoribus, in vita & opibus inferatur, puniantur severissimè rei & culpati, & Mercatores sinceri & æqui, & sine fraude venientes, ne vexentur, postquam solverint præcictatum Telonium.

Et imposterum sicut Imperium meum, & dies gloriosi mei Dominii usque ad ultima secula indeficienter permanebunt, ita semper supradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipsis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax, & bona Correspondentiæ in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniae suis Centurionibus, Palatinis & alia Gente ipsi submissâ nihil contra Pacem & concordiam proveniet, & Juratis Pactis, & Articulis Immutationem offerre possit, & quamdiu etiam ipsi honorem Existimationi, Jus Amicitiae & Pacis habebunt, etiam à gloriosa Porta meæ Majestatis Imperialis Juramentum adhibeo & protestor, per Excelsum Deum Creatorem Cœli & Terræ, & per Miracula Mahomet Mustaffa, Summi Prophetæ, (qui est Sol aliorum sæculorum, supra quem sit Pax Majestatis Divinæ) protestor inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum Punctum transgrediar, nec super ipsis ullum in modum interveniet difficultas ulla, sed quod Pax & Unio confirmabitur & stabilietur quantum gloriosi & fulgentis mei Imperii infinitum tempus permanebit, istæ Capitulationes stabiles & indissolubiles existant, & omnes Subditi & dependentes illius Regni perfectâ quiete sub umbrâ meæ protectionis gaudeant. Sic res sciatis & fidem huic nobili Signo præstetis.

TOM. VII. PART. I.

Datum in Campo Danovæ Bassæ in plenilunio Sept. Anni MDCLXXIX.

ANNO 1679.

CCVII.

Traité de Commerce & de Marine entre CHARLES XI. Roi de Suede & les PROVINCES UNIES des Pais-Bas, fait à Nimegue, le 12. Octobre, 1679. [Actes & Mémoires des Négociations de Nimégué. Tom. IV. pag. 678. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 19. en Allemand.]

2. OCT.  
LA SUEDE  
ET LES  
PROVINCES-UNIES.

NOTUM testatumque sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, Quandoquidem Pax sincera & perpetua inter Srenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ; Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalis; Principem Rugiæ; Dominum Ingridiæ, & Wismariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni, Baviariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem, &c. Ejusque Regiæ Majestatis Successores ac Posteros Reges Suecorum Regnumque Sueciæ atque subiectas illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab unâ; atque Celsos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab alterâ parte, hodie facta signataque est, imò vera & fida amicitia utrimque de novo stabilita, sublata penitus omni inimicitiarum hæcenus gestarum memoriâ, ita ut posthac Pars altera alterius utilitatem, honorem ac commodum omni meliore modo promovere teneatur; idcirco Sua Regla Majestas hanc Pacem amicitiamque maximè firmare cupiens, & Domini Ordines Generales existimantes id certiore modo fieri non posse, quàm si utriusque Partis Subditi mutuâ Commerciorum necessitudine junctantur, & in eum finem Navigatio & Mercatura hinc inde Legibus, ad utriusque Partis commoda maximè faciendis, ordinentur, ut ex istâ mutuarum utilitatum consuetudine, etiam melior firmiorque animorum Unio conjunctioque existere possit, decreverunt de dictis Mercaturæ & Navigationis Legibus invicem convenire, idque utrinque in Mandatis dederunt suis Legatis Extraordinariis & ad hunc Pacis Tractatum Plenipotentariis à parte Sacræ Regiæ Majestatis Illustrissimis & Excellentissimis Dominis, Domino Benedicto Oxenstierna, Comiti in Korsholm & Wafa, Libero Baroni in Möhrby & Lindholm, Domino in Kapuria & Katila, Sacræ Regiæ Majestatis Regniq; Sueciæ Senatori ac Præsidi in Summo, quod Wismariæ est, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingridiæ & Kexholmæ; & Domino Johanni Paulino Olivenkrans Domino in Ulshal & Hoffranstorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Territorii Widboënsis; à parte Dominorum Ordinum Generalium Illustrissimis & Excellentissimis Dominis, Domino Hieronymo van Beverningk, Theylingæ Toparchæ, Lycæi in Lugduno Batavo-Cratori, quondam Consiliario Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurario Generali; & Domino Willhelmo van Haaren, Bittis Frisiorum Grietman, in Confessu Dominorum Ordinum Generalium à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Frisiæ Deputatis, qui commutatis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis, & habitis colloquiis in Articulis mutuâ Commercii & Navigationis consenserunt & convenerunt tenore sequenti.

I. Pro fundamento & firmâ basi sit reciproca & omnibus modis absoluta Navigationis & Commerciorum libertas, per omnia & quævis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, & Celsorum Præpotentiumque Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Regna, Status, Ditiones & Provincias in Europâ, citra omnia & singula Mercium genera observanda, quatenus absoluta ista & reciproca libertas in sequentibus Articulis limitata vel restricta non est.

II. Ut verò inter altememoratarum Partium Subditos & Incolas Commercium & amicitia secura dehinc, & ab omni perturbatione, & molestia tuta sit, conventum & conclusum est, ut si quando inter Sacram Regiam

K k k

giata

ANNO  
1679.

giam Majestatem, Regnumque Sueciæ & prædictos Ordines Generales Uniti Belgii, mala aliqua intelligentia & amicitia interruptio rupturave suboriantur, (quod Deus avertat,) tum terminus novem Mensium post dictam rupturam utriusque Partis Subditis & Incolis dabitur, quò recipere sese unà cum rebus & bonis suis eaque asportare licebit, quoquoque ipsi placuerit, sicut & eis permessa tunc erit venditio & alienatio bonorum suorum mobilium immobiliumque rerum liberè & absque ullà interturbatione; nec eorum bona, res & facultates, nedum ipsimet arresto vel manus injectione, interea temporis detinendi nec infestandi sunt.

III. Quòd prædictæ Sux Majestatis prædictorumque Ordinum Generalium Subditi & Incolæ nullos impoſitorum inter se exercent hostilitatum actus aut violentias, nec Mari nec Terrâ, nec in Fluviiis, Fluminibus aut stationibus, sub quocunque nomine aut prætextu, ita ut Subditi Sux Regiæ Majestatis nullum Diploma, Commissionem vel Instructionem, pro privatis Armaturis Navalibus exercendis, neque Literas Repressaliarum (ut vulgò vocant) aliquorum Principum vel Statuum, qui præfatorum Dominorum Ordinum Generalium Hostes sunt recipiant, neque vi aut prætextu eorundem Diplomatum, Commissionumque vel Repressaliarum prædictos Dominorum Ordinum Generalium Subditos & Incolas turbent, infestent vel incommodo damnove aliquo afficiant, neque ejusmodi vel Armaturam exercent, vel eâ in altum procedant: qui secus fecerint, ut Piratæ prosequendi sunt & plectendi. Id quod reciprocè respectu & ratione Sux Majestatis Subditorum & Incolarum ab Unitarum Belgii Provinciarum Subditis & Incolis observandum sit.

In quem finem toties, quoties requiritur ab utraque parte in omnibus utriusque Partis Regionibus, Dominis & Ditionibus quibuscunque prohibitiones strictæ & perexpressæ renoventur & publicentur, ne quis hujusmodi Commissionibus sive Literis Repressaliæ ullo modo utatur sub pœnâ suprâ definitâ, quæ severè contra violatores executioni mandabitur, præter restitutionem & plenam satisfactionem iis præstandam, quibus damnum aliquid intulerint.

IV. Omnes & quæcunque Literæ Repressaliarum, quæ antehac quæcunque de causâ concessæ sunt, pro nullis abolitæque declarentur, neque novæ ab altera dictorum Fœderatorum parte concedantur in alterius Subditorum detrimentum aut incommodum, nisi eo duntaxat casu, quo Justitia denegata sit, cui denegationi fides non habebitur, nisi libellus supplex ejus, qui prædictas Repressaliæ Literas postulaverit, communicatus sit Ministro, qui à parte Status ejus contra cujus Subditos illæ dandæ sunt, eo loci residebit, ut intra quatuor Mensium tempus (aut priùs si fieri possit) contrarium docere aut complementum quod debeat Justitiæ procurare possit.

V. Sux Majestatis Subditis particularibus actio nulla intendatur, nec personis rebusve eorum manus injiciatur, ratione debitorum quæ Sacra Majestas contraxerit. Nec vice versa Subditis particularibus Dominorum Ordinum Generalium ulla talis actio moveatur vel manus injiciantur ratione debiti publici quod contraxerint Domini Ordines Generales.

VI. Regionum Dominorumque Sacræ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Subditi & Incolæ amicè se erga invicem gerant & pacatè vivant & conversentur inter se, omni bonâ intelligentiâ concordiam mutuam alant eademque porro Commerci Navigationisque in Europa & omnibus utriusque Partis Regnis, Dominis & Locis quibuscunque libertate reciproca fruantur, circa quarumvis generum Merces & Mercimonia. Commercia autem, aut asportationi eorum, interdiceri eaque vetare non liceat, nisi generatim omnibus tam Subditis quàm Peregrinis vetita & interdicta sint.

VII. Subditis idcirco Sux Regiæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Libertas sit & Potestas cum Navibus & Mercibus, rebusque suis ad utriusque Partis Terras, Regiones, Urbes, Portus, Loca & Fluvios appellendi, eoque adeundi, ibique frequentandi & Commercia exercendi, quibuscunque in Mercibus, rebusque & Mercimoniis, quorum Commercium aut asportatio generatim tenore præcedentis Articuli prohibita non sunt; observatis Legibus & Statutis cujusvis loci, sive Mercaturam, sive Jus aliud respicientibus, ita ut alterius Subditi in alterius Regnis, Provinciis ac Ditionibus, eadem Libertate, Privilegiis, Exemptionibus ac commoditatibus utantur, fruantur,

quâ proprii & naturales Subditi, in quantum æqualis ista Libertas observari poterit, sine præjudicio Privilegiorum, Civitatum & Portuum concessorum. Cessent itaque omnia onerum & inæqualitatum Genera, quæ in dictâ mutua istius libertatis imminutionem vel restrictionem post annum millesimum sexcentiesimum quinquagesimum sextum constitutione, statuto vel consuetudine introducta esse reperiuntur. In specie autem semper & ubique in omnibus Sacræ Majestatis Sueciæ Regnis, Dominis, Regionibus & Provinciis, liberum sit Subditis Uniti Belgii, salia, lupulum & haleces, non secus ac quasvis alias Merces, in ædificiis vel cellis repositoriis (vulgò *Packhuys* dictis) asservare, indeque venum exponere. Solvent utriusque Partis Subditi Telonia, Vectigalia & introitus exitusve Jura, quæ à Sacra Regia Majestate ejusve Successoribus vel à Dominis Ordinibus Generalibus in suis respectivè Dominis imposita sunt, vel in posterum imponi poterunt. Ut autem in eorum solutione certa utrinque sit regula, conventum & cautum est, ne utriusque Partis Subditi, in omnibus Terris, Regionibus, Ditionibus, Locisque, utriusque Partis Imperio vel Dominio subjectis, teneantur plura vel alia Jura, impositiones aut Vectigalia quæcunque personarum, Mercium, Mercimoniorumque, Navium vel Naulorum, sive in accessu, sive in reditu, per differentiam solutionis in Mercibus, certâ monetæ specie, vel quocunque modo, sub quocunque prætextu, nomine aut titulo, directè vel indirectè solvere quàm ea, quæ ab alterutrius Partis propriis & naturalibus Subditis solvantur, neque in præjudicium hujus reciproca libertatis, alicui Partium permittum sit, Subditis propriis præ alterutrius Subditis Beneficia, Immunitates, dona gratuita aut Prærogativas aliquas concedere, ideoque in specie cessent omnia & singula ejusmodi Vectigalia aliæque onere, quæ in Portubus Rigæ, Revaliæ, Wiburgi, aliisque Ditionibus Sueciæ in Mari Baltico Navibus Uniti Belgii, quamvis fabricatis tantum & nullo Mercium genere oneratis, præ Navibus Suecicis post annum millesimum sexcentiesimum quinquagesimum sextum imposita sunt. Quandoquidem autem in Suecia per Constitutionem die octavâ Decembris, Anni millesimi sexcentiesimi quadragesimi quinti promulgatam, circa Vectigalia, introducta usque recepta est quædam inæqualitas ratione Navium, quibus Merces vehuntur, discrimine scilicet factò inter Naves Subditorum Sueciæ armatas & non armatas, vel onerarias & Exterorum proprias. Convenit idcirco est, ut in Esthonia, Livonia, Ingria, Portubusque Pomeraniæ & Megapoleos, cæterisque omnibus Dominis, Regionibus & Provinciis præter Regnum Sueciæ & Finlandiam Sacræ Regiæ Majestatis subjectis aut in posterum fortè subjiciendis, cesset omne discrimen, inter Naves Subditorum Sacræ Regiæ Majestatis & Naves Incolarum Uniti Belgii, ita ut nequò pro Mercibus & Mercimoniis, quæ Navibus Incolarum Uniti Belgii in dictas Provincias Ditionis Sueciæ transportantur, vel inde efferuntur, ad solutionem majorum aut plurium Vectigalium adigatur, quàm quæ à Subditis Sux Regiæ Majestatis pro Mercibus & Mercimoniis, quæ suis Navibus illuc transportantur vel inde evehunt, persolvuntur. Per totum verò Regnum Sueciæ atque Magnum Ducatum Finlandiæ dictum Navium, discrimen, circa solutionem Vectigalium pro Mercibus & Mercimoniis adhuc maneat vigetque, ad eum omnino modum quem taxa Anno millesimo sexcentiesimo sexagesimo octavo Typis publicis excusa exprimit, exceptis tantum sequentibus quatuor Mercium generibus, uti lignis, frumentis, pice concretâ & liquidâ & cinere: in quibus scilicet Mercibus, id discrimen Vectigalis, respectu Navium onerariarum Subditorum Sux Regiæ Majestatis Sueciæ Incolarum Uniti Belgii servandum erit, quod Anni millesimi sexcentiesimi quinquagesimi noni taxâ expressum extat. Ita ut cessante omni discrimine Mercium, utrum Subditorum Sux Regiæ Majestatis an Dominorum Ordinum Generalium propria sit, illud Vectigalium discrimen solas Naves concernat, neque ultra prædictas annorum taxas in supra specificatis quidem quatuor Mercium generibus ultra taxam Anni millesimi sexcentiesimi quinquagesimi noni, in omnibus verò reliquis ultra taxam Anni millesimi sexcentiesimi sexagesimi octavi se extendere debeat: verum si aliqua majora onera Navibus Mercibusve postea imposita sint, vel abhinc imponentur, ea semper observentur æqualitas, ut præuominatum discrimen majus non fiat, & omnis talis mutatio Merces & Mercimonia, quæ tam Suecicis quàm Uniti Belgii Navibus, vel inferri vel evehri contigerit, æqualiter contingat

ANNO  
1679.



ANNO  
1679.

tingat, atque constare possit, quantum unusquisque pro Mercibus & Mercimoniis, vel invehendis, vel exportandis tam in Sueciâ & Finlandiâ, juxta prædicum Navium discrimen, quàm in reliquis Sueciâ subiectis Provinciis, ut & Dominorum Ordinum Generalium Dominiis nomine Telonii aut Vectigalium pendere debeat, curabunt Sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales, quisque à sua parte, ut Tabulæ propterea confectæ & Typis excusæ existant, quod quid pro quavis Merce cuius pendendum sit, publicè & omnibus notum esse possit; pro Navibus autem armatis habebuntur illæ quæ viginti quatuor Tormentis instructæ sunt, & eo modo ædificatæ atque extructæ, prout Naves ad Bellum armatæ viginti quatuor Tormenta Bellica ferentes construi solent, & quod Tormenta talia ratione ponderis & magnitudinis esse debeant, qualia Navibus ad Bellum armatis in usu esse solent.

Præterea conventum & statutum est pro Regulâ generali, ut Subditi Suæ Regiæ Majestatis in omnibus Terris, locisque Dominorum Ordinum Generalium Imperio & Dominio subiectis, circa omnia Jura, impositiones aut Vectigalia quæcunque personas, Merces & Mercimonia, Naves, Naula, Navigationem & Commercio concernentia, iisdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus & Concessionibus utantur, fruuntur, parique favore in omnibus gaudeant, quibus amicissima quævis Gens externa utitur, fruitur, gaudetque aut in posterum uti, frui aut gaudere possit.

VIII. Navibus Bellicis utriusque Partis semper stationes, Fluvii Portusque pateant; appulsus etiam, in roitus & Stationes libera sunt, quamdiu necessè habeant, eâ verò Lege, ut hac in re omni versentur cum discretione, ne commoratione longâ nimis & affectatâ, aut alio quocunque modo ullam offensivam vel suspitionis occasionem præbeant; Gubernatoribus item dictorum Locorum, Portuumque dictarum Navium Præfecti accessus & mansionis suæ causam denunciant.

IX. Suæ Majestatis & Ordinum Generalium Navibus, tam Bellicis quàm iis quæ sumptibus privatis ad Bellum instructæ sunt, licitum est Naves Mercesque ab hostibus captas liberè conducere, quoquo versum ipsi placuerit, nec quicquam rei Maritimæ Præfectis aut Judicibus aliis quibusvis solvere teneantur, neque etiam antedictæ prædæ ubi ad Majestatis Suæ aut Dominorum Ordinum Generalium Portus applicuerint & intraverint, arresto ullo detineantur, nec Scrutatores, aliive locorum Officiales in eas aut de earum validitate inquirent, quin vela quovis tempore explicare, discedere & prædæ eò loci deducere liceat, qui in Commissionum Literis aut Diplomate expressus sit, quas Literas Præfecti hujusmodi Navium Bellicarum monstrare tenebuntur: è contra autem in eorum Portibus azylum aut refugium non dabitur iis, qui prædam fecerint in Suæ Majestatis aut Dominorum Ordinum Generalium Subditos. Quod si ubi tales necessitate tempestatis aut Maris periculo coacti intrarint, enixè curandum est ut exeant, & quamprimum fieri possit inde se recipiant, exceptis tamen utriusque Navibus Regnorum aut Statuum, quibus per anteriora Fœdera appulsus & introitus in cujusque Partis Portus concessus est.

X. Quod si quispiam Subditus aut Civis Fœderati Belgii in Regnis aut Provinciis Suæ Regiæ Majestatis, quæ Jure Suecano utuntur, sine Liberis, Hærede instituto, aut exëcutore ultimæ voluntatis certo, intra Regnum, & dictas Provincias moriatur, tenebitur Magistratus illius loci relictas Merces, pecuniâ, debita atque libros rationum cum scriptis & Documentis relata in indicem sub manu & Sigillo Notarii Publici & Testium asservare, atque illicè post obitum hominis Literis suis bis significare Magistratui Urbis illius aut loci, in quâ vel quo defunctus Domicilium aut Civis Jus obtinuit, ut per ipsum Magistratum indicetur legitimo Hæredi necessitas veniendi intra annum & diem repetitum Hæreditatem in Regno Sueciæ dictisque ejus Provinciis relictam, factò initio numerandi à die scientiæ sive notitiæ mortis, Magistratui illius Urbis per Literas intimatâ; si venerit intra præscriptum tempus licitum erit ei, postquam se legitimum Hæredem indubitatis Documentis probaverit, coram Magistratu Urbis aut Loci illius, in quâ vel quo Domicilium defunctus habuit antequam in Sueciam profectus est, adire & repetere Hæreditatem, ita tamen ut si Civis Subditusque Suæ Regiæ Majest. extiterit, qui mortuus est; Hæres Jus sta-

TOM. VII. PART. I.

tutarium (modò non excedat tertientem Hæreditatis) ANNO  
1679. ANNO  
1679. persolvat Civitati illi in quâ alter moriebatur, antequam bona illa Hæreditaria Urbe aut Regno exerit, aut in Regno distaxerit, omnibus aliis caduci Juribus, quæ ex tali Hæreditate Suæ Regiæ Majestati aut Regno Sueciæ solebant competere aut accrescere, deinceps aut in posterum remisissis & cessantibus. Quod si verò Infitor tantum fuerit, qui alterius Civis Subditique Dominorum Ordinum Generalium bona in se receperat distrahenda, tenebitur similiter Magistratus illius Loci, in quo is mortuus fuerit, obitum Infitoris hujus bis significare Literis Magistratui illius Urbis in quâ is habitat, cujus bona ea esse aut Infitor manifestaverit, aut alias ex relictis Codicillis aliisque Documentis certis, vel alio quovis modo constiterit, ut indicetur vero Possessori necessitas veniendi repetitum bona sua. Si ipse venerit vel per Procuratores sufficienter probaverit, relictorum bonorum se Possessorem esse, liberum ipsi erit repetere ac recolligere bona sua integra, eaque omnia sine defalcatione distrahere aut exportare. Eadem humanitate tractabuntur Subditi Regiæ Majestatis Sueciæ in Provinciis Confœderati Belgii, eodemque Jure & libertate utentur ac fruuntur dicti Suæ Regiæ Majestatis Regni Sueciæ Subditi in prædictis Provinciis Fœderati Belgii, tam ratione Hæreditatum, quæ ibi iisdem obtingere possunt, quàm ratione Mercium ac bonorum Infitori conceditorum: ac tenebuntur Magistratus cujusque loci, ubi Possessorem aut Infitorem mors præoccupaverit, obitum hominis bis perferbere ad Magistratum ejus loci ubi Hæres sit, aut qui sua Infitori crediderit, ut sua ab Infitore relicta sine defalcatione recuperare Hæreditatemque sine impedimento ex præscripto Juris aut statuto loci adire queat, atque tenebitur Magistratus loci manum auxiliarem petenti exhibere.

XI. Naves utriusque Partis oneratae oras vel Littora alterutrius præternavigantes atque ad Stationes aut Portus tempestate coactæ aut alio modo appellentes, non cogantur ibidem Merces suas aut aliquam harum partem exonerare, nec aliqua Jura perfolvere teneantur, nisi Mercimonia suapte sponte ibidem exonerent; licitum tamen sit, particulam aliquam oneris impetratâ ad hoc veniâ eorum, qui rebus Maritimis præsent, eum tantum in finem è Navi solvere & dividere, ut necessaria vel refectioni Navis vel victui emanant, eoque casu non integrum Navis onus vectigale fiet, sed ea tantum particula quæ exonerata & dividenda fuerit.

XII. Navarchi eorumque Naucleri, Officiales, Nautæ, Milites, cæteraque Gens Nautica, Naves itidem, Mercesque aut Mercimonia, quibus oneratae fuerint, arresto non detineantur, neque manus injectione infestentur, vigore alicujus Mandati, sive generale sive particulare sit, cujuscunque personæ, & ob causas & rationes quascunque, vel quocunque sub prætextu. Porrò utriusque Partis Subditis quidquam aut capere, aut vi extorquere nefas esto, nisi consentiat ille cui competit, ac paratâ pecuniâ persolvatur. Quod tamen intelligendum non sit de ea detentione & manus injectione, quæ Mandato & auctoritate Justitiæ, viusque ordinariis facta erit justî debiti vel delicti causâ, quorum respectu viâ Juris secundum formam Justitiæ agendum sit.

XIII. Subditis suæ Regiæ Majest. Sueciæ & Incolis Provinciarum Unitarum omnibus & singulis licitum erit, cum Navibus & Mercibus suis omni cum libertate & securitate, nullâque distinctione habitâ, quinam earum Mercium sint Proprietarii, navigare & negotiari à Portibus, Regnis, & Provinciis suis, sicut & ab aliorum Principum & Statuum Regnis & Portibus ad loca eorum, qui jam tam Sueciâ, quàm Provinciarum Unitarum vel alterutrius Hostes sint vel fient; licitum itidem Subditis & Incolis præfatis Navibus & Mercibus, absque distinctione supradictâ, navigare & negotiari, eadem cum libertate & securitate à locis, Portibus & Stationibus eorum, qui utriusque Partis vel alterutrius particulariter Hostes sint, absque contradictione aut perturbatione qualicunque, non tantum directè ab illis præmemoratis locis hostilibus ad locum neutralem, verum etiam ab uno loco hostili ad locum hostilem alium, sive illi sub Jurisdictione ejusdem Principis sint, sive sub diversis: licitum porò erit præmemoratis Subditis & Incolis, pari cum libertate & securitate, res & Merces suas neutralibus credere Navibus à loco hostili ad locum neutralem, vel à loco neutrali ad locum hostilem, vel ab hostili ad hostilem transvehendas, sine distinctione utrum loci illi

Kkk 2

sub

ANNO  
1697.

sub ejusdem Principis an diverforum Jurisdictione fiti sint.

XIV. Illa navigandi & commercandi libertas ad omnia Mercimoniorum genera se extendet, exceptis solum iis, quæ Articulo proximo sequuntur, & Contrabandæ nomine indigitabuntur.

XV. Sub isto nomine Contrabandæ seu Mercimoniorum prohibitorum solummodò comprehendantur arma, Sclopeta aut Tormenta majora, Bombardæ cum suis Ignariis & aliis ad ea pertinentibus, ignes missiles, Pulvis Tormentarius, Fomites, Globi, Cuspides, Lanceæ, Hastæ, Bipennes, tubi catapultarii (vulgo Mortarii,) induciles Sclopi (vulgo Petardæ,) glandes cynarii missiles (vulgo Granadæ) Furcæ Sclopetariae, Baltei Sclopetarii, Salpetræ, Sclopeti, Globuli, feu Piæ, quæ Sclopetis jaculantur, Cassides, Galeæ, thoraces loricati (vulgo *Cuirasses*,) enses eorumque Balthei, & similia armorum genera, atque omnia ad instruendos equos necessaria, Sclopethecæ & quæcunque alia instrumenta Bellica.

XVI. Inter bona prohibita nequaquam censentur hæc quæ sequuntur Mercimonia, triticum, hordeum & aliud quodcumque frumentum vel leguminis genus, Olea, Vina, & omne genus Salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominis & vitæ sustentationem facit, sed nec ferrum, cuprum, æs, nec quicquid ad construendas instruendasve Naves necessarium, cujus notæ sunt cannabis, linteamen velis nauticis aptum, picis tam liquidæ quàm aridæ omne genus, mali, trabes, lignum incurvum, Tabulæ uavales, rudentes, anchoræ vel anchorarum partes quælibet, nec aliæ quæcunque Merces quæ pro terrestri vel Maritimo Bello formam non acceperunt, multò minùs hæ quæ ad alium quemvis usum jam apparatus aut conformatae sunt, quæ planè inter Mercimonia libera censentur, juxta atque aliæ quælibet Merces & res quæ in Articulo proxime præcedenti non comprehenduntur, ita ut à Subditis utriusque Partis etiam ad loca inimica liberrimè transportari & invehi possint, exceptis duntaxat Oppidis locisque obsidione cinctis, circumseptis & investitis.

XVII. Ut autem hæc supradicta exactius observari & executioni mandari possint, conventum est quòd Naves & Navigia cum Mercibus ad Suz Majestatis Subditos spectantia, quæ Portum vel stationem aliquam Dominorum Ordinum Generalium ingressa sunt, indeque ad loca inimica abire velint, teneantur solummodò monstrare Portum, unde discessura sunt, Officialibus Literas Salvi Conductus, quæ contineant species oneris suarum Navium, certificatas & signatas signo & Sigillo ordinario & recognito Magistratus vel Officialium, ad id constitutorum iis in locis à quibus primum discesserunt, cum expressione loci ad quem destinantur, eaque omnia in formâ ordinariâ & cuique loco solitâ. Postquam Salvorum conductum, formâ quâ dictum est, exhibitionem, non poterunt amplius molestari, visitari, detineri aut retardari in suo itinere sub prætextu quocumque.

XVIII. Naves Subditorum & Incolarum Regiæ Majestatis Sueciæ, venientes ad aliquas Oras Maritimas, intra dictorum Dominorum Ordinum Generalium Ditionem, non tamen Portum intrare volentes, aut ingressæ nolentes exponere aut distrahere onera suarum Navium, non teneantur onerum suorum reddere rationem, nisi suspectæ fuerint, transferendarum ad Hostes dictorum Dominorum Ordinum Generalium Mercium prohibitarum, ut antea dictum est.

XIX. Et casu dictæ suspitionis manifestæ dicti Subditi & Incolæ Suecici obligati sunt, exhibere in Portibus Salvos Conductus suos, modo ante declarato.

XX. Quòd si dictæ Naves Sueciæ ad Oras Maritimas progressæ aut in pleno Mari obviam factæ fuerint Navibus dictorum Dominorum Ordinum Generalium, aut armatorum privatorum eorum Subditorum, tum dictæ Naves Bellicæ, ad quævis evitanda incommoda, maneant extra jactum Tormenti Bellici, mittantque scapham ad Navem Subditorum aut Incolarum Suecicorum, & cum duobus aut tribus solummodò hominibus intrent, quibus monstrantur Salvi-Conductus à Magistro vel Patrono dictæ Navis Sueciæ, modo uti Articulis præcedentibus expressum est, ut & Literæ Maritimæ, conceptæ juxta formam præsentis Tractatui appositam; ex quibus constare possit, ex Salvo-Conductu quidem de onere, ex Literis Maritimis verò de habitationis in Ditionibus Suecicis loco, & de nomine tam Magistri vel Patroni, quam Navis; ut iis duobus mediis cognoscatur, an Merx interdicta aliqua inest, & appareat sufficienter qualitas Navis & Magistri.

ANNO  
1679.

vel Patroni ejus: quibus Salvo-Conductui & Literis Maritimis fides adhibeatur plena; eoque magis; quia tam à parte suæ Regiæ Majestatis, quàm Dominorum Ordinum Generalium dabuntur Certificationes contrafirmatæ, ut melius agnoscatur valor; ne ullatenus falsæ fiant.

XXI. Et casu quo in dictis Navibus Subditorum Regiæ Majestatis Sueciæ, destinatis ad Portus pertinentes ad Hostes Dominorum Ordinum Generalium, dicto modo reperiantur Merces aliquæ juxta præmemoratam designationem prohibitæ, eadem exonerabuntur, accusabuntur & Fisco addicentur coram Judice Amiralitatis Provinciarum Uniti Belgii aut alio competente; nec tamen propterea Navis, aut alia bona & Merces, quæ liberæ & permittæ sunt, in præfatâ Navi reliquæ manentes, quovis modo occupentur vel Fisco addicantur.

XXII. Conventum præterea est, ut quicquid perceptum fuerit oneratum à dictis Subditis & Incolis Suecicis in Navibus hostium Dominorum Ordinum Generalium, quamvis Mercimonia non sint prohibita, Fisco addicatur cum omnibus cæteris, quæ in præfatâ Navi inveniuntur, sine ullâ exceptione vel reservatione, & vice verâ liberum & relaxatum sit quicquid vehetur in Navibus Subditorum suæ Regiæ Majestatis, quamvis onus aut pars ejus sit hostium Dominorum Ordinum Generalium, exceptis Mercibus interdictis, quarum intuitu observetur id quod Articulis anterioribus cautum est. Ad majorem hujus Articuli elucidationem conventum præterea est, casu quo Pars utraque aut altera aliquo involvantur, Merces tamen quæ ad Subditos Partis alterius spectant, repertas in Navi tertii, qui aut utriusque aut alterius Partis hostis factus est, ullo modo confiscare nefas esse eâ ratione eo prætextu, quod in Navi inimicâ impositæ aut repertæ sint, illudque observetur non eo duntaxat casu, quo Merces illæ ante Belli denunciationem impositæ fuerant, sed etiam si id post dictam denunciationem acciderit, modo id intra tempus ad terminos sequentes actum sit; nimirum si impositæ isti Navi fuerint in aliquo Portu vel loco Maris Balthici aut Borealis intra terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum qui Terneuse dicitur in Norwegia, intra spacium sex Septimanarum post talem Declarationem; duorum Mensium intra dictum terminum *the Soundings*, & Fretum quod Gibraltar nuncupatur; decem Hebdomadum in Mediterraneo & usque ad Lineam Æquinoctialem; sed intra spatium octo Mensium ultra dictam Lineam in quavis alia Orbis regione vel loco, adeò ut bona Subditorum Regiæ Majestatis Sueciæ in quacumque Navi vel Navigio cujuscunque, qui Dominorum Ordinum Generalium hostis fuerit capta aut deprehensa, dicto spatio terminorum & temporis, eoque sub prætextu quòd Navis fuerit hostilis, confiscare non liceat, verum sine dilatione Proprietariis restituentur, nisi imposita fuerint post dictorum terminorum temporisque respectivè expirationem; ita tamen ut licitum non sit talia Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur (licet ob dictam causam Confiscationi obnoxia non sunt) ad Portus inimicos advehere, & sicut jam circa Navigia & Merces stipulatum est, ut Naves liberæ libertatem quoque Mercimoniis vindicent; ita ulterius conventum est, eandem libertatem ad personas extendi debere, quæ Navi liberæ vehuntur, eo cum effectu, ut quamvis utriusque Partis aut alterius hostes sint, ex Navi istâ liberâ non extrahantur, nisi milites sint & hostibus effectivè ministeria sua præstent.

Licitum porro erit Subditis vel Incolis utriusque Partis, cum iis qui utriusque aut alterius Partis hostes sunt, commercium Literarum exercere, eoque nisi in eum finem per Territorium illorum hostium transferendæ sint, transitus ille liber & absque aliquo impedimento tutus, nec ullo modo interdicendus aut impediendus sit: ita tamen ut cum hujusmodi casus extiterit de modo Literas transferendi conveniendum sit.

XXXIII. Subditi & Incolæ Dominorum Ordinum Generalium reciproce fruantur iisdem Juribus, libertate & exemptione, in eorum Navigatione & Commercio, tam in Portibus & Oris Maritimis quàm in Maribus & Ditionibus Suæ Majestatis, quibus modo dictum est Subditos ejusdem frui ratione Dominorum Ordinum Generalium & in Mari aperto; intelligatur autem reciproca æqualitas hæc in omnibus ab utraque parte, etiam eo casu quo Domini Ordines Generales habeant postea amicitiam & neutralitatem cum aliquo Rege, Principe aut Statu, qui incidant in Bellum cum Sua Majestate Regno.

ANNO 1679. Regnoque Sueciæ, fruaturque Pars utraque iisdem conditionibus & limitationibus, quæ Articulis antecedentibus expressæ sunt.

XXIV. Quò Subditorum & Incolarum Dominorum Ordinum Generalium securitati abundantius cautum sit, quòd nulla injuria per Regiæ Majestatis Naves Bellicas iis inferatur omnibus Regiarum Navium Præfectis, omnibusque & singulis Majestatis suæ Subditis, omni injuriâ & damno quòdunque interdicitur, si secus fecerint pœnas luent, & præterea obstructi erunt, de damnorum omni causa & eo quod interest, satisfacere per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ honorumque; idemque à parte Dominorum Ordinum Generalium pariter observabitur.

XXV. Ob eandem causam singuli Navium sumibus privatis ad Bellum instructarum Præfecti, antequam Diplomata sive Commissiones suas speciales recipiant, satisfaciendam fiduciarum cautionem, per viros idoneos qui solvendo sint & singuli in solidum obligati, coram Judice competente interponere in posterum tenebuntur, ad Summam quindecim millium Florenorum aut sex millium Thalerorum Imperialium, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu navali ipsi, vel sui Officiales, aliive sibi intervenientes contra præsentem hunc Tractatum, & Edicta Majestatis suæ Sueciæ, quæ vigore & secundum dispositionem ejusdem promulganda sunt, committant in solidum satisfacturos, sub pœna etiam revocationis & cassationis Literarum Commissionum specialium ac Diplomatum; quòd etiam à parte Dominorum Ordinum Generalium observandum sit.

XXVI. Si prædictorum Præfectorum aliquis, alterutri Parti interveniens, Navem interceptis prohibitis ejusmodi Mercibus ut supra oneratam, foros illius Navis, in qua ea reperiri contigerit, resignare, cistas, captas, sarcinas, aut vasa in eadem referare vel dirumpere, vel partem licet minimam Mercimoniorum dirumpere, transportare, immutare aut modo aliquo alienare, nisi toto prius onere præsentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram exposito, & in Inventarium redacto, nefas esto: sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat in Mercibus prohibitis vel Contrabandis confiterit, easque Præfectus Navis Captori, qui eas deprehenderit extradere se promptum & paratum præstet, in eo casu Captor Navem, ut ad Portum sibi commodum deflectat haud cogit, quin illic dimittit, neque ulla ratione impediet, quòd minus cursum quem instituerat prosequatur.

XXVII. Majestas sua Suecica Subditos Dominorum Ordinum Generalium, ac si proprii sui Subditi essent, eodem favore in omnibus suis Ditionibus prosequi volens, quæ necessaria fuerint simul & efficacia dabit Mandata, ut Jus super prædis captis administraretur secundum Justitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni suspitione majoribus, & quorum in causa, quæ disceptatur, nullatenus interfit. Majestas etiam sua strictè dabit in Mandatis, ut Sententia jam lata, & in futurum ferendæ, executioni, prout earundem tenor exigit, debitè mandentur, suumque sortiantur effectum.

XXVIII. Quòdunque Dominorum Ordinum Generalium Legati, aliive Ministri publicæ auctoritate muniti, in Aula suæ Majestatis commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerint, Majestas sua easdem in Consilio suo revideri & ad examen revocari curabit, ut constet, utrum ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ servatæ, & debitum effectum sortitæ sint; curabit itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur, nihilominus ante vel post Sententiam latam, pendente ejusdem revisione, bona controversa vendere vel exonerare nisi ex consensu eorum quorum interest, quòd damnus omne evitetur, nullatenus licebit.

XXIX. Lite motâ inter Prædarum Captores ex unâ & earundem Reclamatores ex altera parte, latæque Sententiæ vel Decreto pro parte Reclamantis, eadem Sententia sive Decretum interpositâ cautione executioni mandabitur, Captoris ad superiorem Judicem provocacione nullatenus obstante, quòd quidem non observabitur ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores. Quicquid autem præsentis & antecedentibus Articulis de sincera & succinctâ Justitiæ expeditione Subditis & Incolis Unitarum Provinciarum reddendâ circa prædas à Subditis Majestatis suæ factas, declaratum fuit, idem & à Dominis Ordinibus circa prædas à suis Subditis factas observabitur.

XXX. Majestati suæ itidemque Dominis Ordinibus Generalibus, quovis tempore liberum licitumque sit, Navium tam Bellicarum quàm oneratarum constructionem & conductiorem jubere, in Ditionibus locisque Partis alterius, & pro eo numero quo ipsis visum fuerit, emere; itidem omnem & quemvis apparatus quo ad Bellum opus habeant, auctoritatemque suam utrinque interponere; quò dictarum Navium Merciumque & apparatus emtio & extraditio fiat justo & conveniente pretio bonæque fide, eandem autem constructionis, conductiõis aut emptionis libertatem & facultatem concedere iis, qui alterutrum hostes sunt, casu quo ii aggressores sint, nefas esto.

XXXI. Casu quo Naves sive Bellicæ sive onerariæ, tempestate aliove infortunio coactæ in rupes aut scopulos incidant, circa Oras unius alteriusve Partis, ibique dirumpantur & pereant, quicquid aut Navium apparatusque earum, itidem honorum & Mercimoniorum servatum fuerit, aut pretium quod ex iis provenierit, Proprietariis reclamatoribus aut eorum negotiorum gestoribus intra Anni dieique spatium, absque forma ulla litis restituatur, solvendis duntaxat impensis quæ servandis iis factæ sunt, prout ab utraque parte circa rei servatæ Mercedem statutum fuerit: sin minus Majestas sua, Dominique Ordines Generales auctoritatem suam interponant, quò puniantur severè eorum Subditi, qui ejusmodi inhumanitatis rei repererint.

XXXII. Majestas sua Dominique Ordines Generales nec in Portus suos, Urbes aut Oppida recipiant aut sinant, ut ullus ex Subditis aut Incolis recipiat Piratas aut Prædones qualescunque sint, sed investigentur, capiantur & merito supplicio puniantur & extra Portus ejiciantur, omnesque Naves, Bona, & Merces piraticæ ab iis captæ, quæ existent, justis Dominis illico & absque formâ litis aut impensis restituantur.

XXXIII. Subditis & Incolis utriusque Partis, ubique in Terris obedientiæ suæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium, liberum sit uti Advocatis, Procuratoribus, Notariis & Sollicitatoribus qualibet visum fuerit, curandumque erit, ut intra spatium duorum Mensium post latas Sententias executio illarum plenissimum sortiat effectum, quo sine iisdem committantur ab ordinariis Judicibus, si opus, & Judices ad illud requisiti fuerint; licitum itidem iis sit in locis Domicilii sui libros rationum & negotiorum suorum, Literarum etiam Commercium habere, eo idiome quo ipsis visum fuerit, absque ulla molestia aut indagacione qualicunque.

XXXIV. Regiæ itidem Majestati Dominisque Ordinibus Generalibus liberum sit, Subditorum suorum commodo, in Regno & Ditionibus utrinque suis Mercaturam exercentibus, Consules nationales ex subiectis suis instituere, qui gaudeant eo Jure, libertate & immunitate, quæ ipsis ratione exercitii & functionis suæ competit, de loco autem constituendorum ejusmodi Consulium conveniendum sit.

XXXV. Majestas sua Dominique Ordines Generales nequaquam permittent ut in Oris, Portibus & Fluminibus Ditionum suarum Naves Mercere Subditorum alterutrius capiantur à Navibus Bellicis aut aliis, quæ Diplomate cujusvis Principis, Reipublicæ, aut Oppidi qualicunque, & in commodum eorum instructæ sunt, & casu quo id acciderit, Pars utraque auctoritatem suam viresque unitas interponant, quo damnus datum resarciatur.

XXXVI. Si dehinc per inadvertentiam vel aliter contigerit, contraventiones vel inconvenientias aliquas circa observantiam hujus Tractatus, à parte sive suæ Regiæ Majestatis ejusque Successorum, sive Celsissimorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium oboriri, tunc non statim propterea amicitia & bona intelligentia interrumpetur; sed subsistet hoc Fœdus omni cum effectu, procurabiturque reparatio Contraventionum, & si Subditi unius vel alterius deprehendantur in culpa, illi soli severè punientur & castigantur.

XXXVII. Durabit hoc Fœdus Navigationum & Commerciorum annis viginti quatuor à Signatura præsentium; & exhibebuntur utrinque Ratificationes in debita forma Stockholmia, intra spatium trium Mensium à die subscriptionis numerandorum, vel citius si fieri poterit.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, virtute suarum Plenipotentiarum hocce mutui Commercii & Navigationis Articulus manibus sigil-

ANNO  
1679.

lisque propriis muniverunt & firmarunt. Quod factum Neomagi die  $\frac{1}{2}$  Octobris Anni millesimi sexcentefimi septuagesimi noni. Signatum & sigillatum erat,

Benedict. Oxenstierna.  
(L.S.)  
J. Paul. Olivekrans.  
(L.S.)

Hier. van Beverningk.  
(L.S.)  
Guil. van Haaren.  
(L.S.)

*Formula Literarum Maritimarum à parte Sueciæ, juxta Articulum vigesimum præcedentis Commerciorum Tractatus.*

UNIVERSIS & singulis hæc nostras Patentes Literas visuris, lecturis vel legi auditoris, Serenissimis ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissimis, Illustribus, Generosis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honestis, & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Consulibus & Scabinis Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus & Officialibus, Provinciarum & Locorum munitorum & non munitorum, Portuumque Custodibus, Nos Consules & Senatus Civitatis N. N. notum testatumque facimus, quod in Confessu nostro comparuerit Navarchus N. N. ex Civitate N. & solemnii Juramento suo declaraverit, Navem nomine ..... circiter ..... lastarum capacem, cui jam præest, pertinere ad Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Regis & Domini nostri Clementissimi, Regni & Provincias, ita verè Deus illum adjuvet. Et cum dictum Navarchum libenter promotum cupiamus in justis suis rebus & Negotiis, idèò universim ab omnibus prænominatis & speciatim ab eorum singulis, quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere suo accesserit & pervenerit, habita ratione status, honoris & conditionis, ejusque decenter requirimus; ut hunc Navarchum benignè suscipere, & meliore, quo par est, modò tractare velint, permittentes ipsi, consueta Jura & Vestigalia solventi in itinere, transitu & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere, & frequentare, ibique sua Negotia & Mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens visum fuerit, quod erga unumquemque pro merito gratè retribuere parati erimus. In ejus fidem hæc Civitatis nostræ Sigillo & Notarii ejusdem propria subscriptione muniti & firmari curavimus. Quod actum die Mensè Anno post natum Salvatorem.

*Formula Contratsignationis Sueciæ.*

NOs ..... certificamus hisce, quod hæc præsentès Literæ Maritimæ sint verè & certò concessæ & extraditæ à competentibus Consulibus & Senatu Civitatis ..... & quod ut genuinæ, respectuque Sigilli & subscriptionis suæ Authenticæ, apud omnes & singulos ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum suum vigorem & effectum obtinere merito debeant. Datum loco die Mensè Anno

*Alia Formula Literarum Maritimarum à parte Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, juxta Articulum vigesimum præcedentis Commerciorum Tractatus.*

UNIVERSIS & singulis hæc nostras Patentes Literas visuris, lecturis vel legi auditoris, Serenissimis, ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissimis, Illustribus, Generosis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honestis & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Consulibus & Scabinis Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus, & Officialibus Provinciarum & Locorum munitorum & non munitorum tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, item Portuum Custodibus, Nos Consules & Senatus Civitatis notum testatumque facimus, quod in Confessu nostro comparuerit Navarchus ..... ex Civitate ..... & solemnii Juramento suo declaraverit, Navem nomine ..... circiter ..... lastarum capacem, cui jam præest, pertinere ad hæc Unitas Belgii Provincias, ita verè illum Deus adjuvet. Et cum dictum Navarchum libenter promotum cupiamus in justis suis rebus & Negotiis; idèò universim ab omnibus prænominatis & speciatim ab eorum singulis, quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere suo accesserit & pervenerit, decenter requirimus, ut hunc

Navarchum benignè suscipere, & meliore, quo par est, modo tractare velint, permittentes ipsi consueta Jura & Vestigalia solventi, in itinere, transitu, & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere & frequentare, ibique sua Negotia & Mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens visum fuerit. Quod erga unumquemque pro merito gratè retribuere parati erimus. In ejus fidem hæc Civitatis nostræ Sigillo muniti & firmari curavimus, quod actum die Mensè Anno post natum Salvatorem.

*Formula Contratsignationis à parte Ordinum Generalium.*

NOs, &c. certificamus hisce, quod hæc præsentès Literæ Maritimæ sint verè & certò concessæ & extraditæ à competentibus Consulibus & Senatu Civitatis ..... & quod, ut genuinæ, respectuque Sigilli & subscriptionis suæ Authenticæ, apud omnes & singulos, ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum suum vigorem & effectum obtinere merito debeant. Datum loco die Mensè Anno

*Articulus Separatus ad Tractatum Commerciorum.*

CUM Articulo septimo Tractatus Commerciorum inserta sit clausula, quod utriusque Partis Subditi & Incolæ iisdem Privilegiis & Libertatibus in alterutro Terris & locis circa omnia Jura, Impositiones & Vestigalia, Navigationem & Commercio concernentia, frui utrinque debeant, quibus amicissima quæque Gens extra terra frui, vel in posterum fruetur: Et tamen expresse à parte Dominorum Ordinum Generalium renuntiatum non sit illi impositioni, quâ Merces vel Naves per Fretum Orefundicum & Balthicum euntes vel redeuntes, pluris onerari solent, quàm quæ ad alias Orbis partes eunt, vel inde veniunt. Idèò hoc Articulo declaratum, & conventum est, quod super dicto Negotio de cassandâ & abolendâ dictâ impositione, posteriores Conventiones Hagæ quamprimùm instituendæ sint, in eum finem, ut etiam ista differentia ante primum Maji Anni millesimi sexcentefimi octogefimi primi è medio tollatur, & quod nihil præjudicii afferatur suæ Regiæ Majestati ex eo, quod vi supradictæ reciproçæ clausulæ de fruitione Privilegiorum amicissimæ Gentis, dicta impositio in præsens expresse sublata non sit. Ceterùm si præter expectationem acciderit, ut intra præfatum diem ea impositio abolita non fuerit, eo casu prædicta clausula de Gente amicissimâ absque aliquâ ulteriore Conventionem vim & vigorem amittat; ac si prædicto Articulo nunquam fuisset comprehensa: Intereâ autem temporis nulla fiat ab unâ parte vel ab alterâ innovatio in præjudicium supradictæ clausulæ, circa fruitionem Privilegiorum amicissimæ Gentis.

Cum etiam supradicto Articulo septimo itidem alia inserta sit clausula, quod cessare debeant omnia onerum & inæqualitatum genera, quæ in dictâ mutua libertatis immunitationem vel restrictionem post annum millesimum sexcentefimum quinquagesimum sextum, constitutione, statuto, vel consuetudine introducta esse reperiantur: Domini autem Ord. Gener. insisterint, ut prædicta cassatio & abolitio usque ad annum millesimum sexcentefimum quadragesimum retrò referatur, saltem in iis Provinciis, Ditionibus & Locis, quæ Suæ Regiæ Majestati extra Sueciæ Regnum subjectæ sunt; Domini autem Suæ Regiæ Majestatis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii ex defectu Mandati ad requisitionem illam Dominorum Ordinum Generalium condescendere recusaverint: Ita tandem conventum est, ut itidem Conventiones posteriores instituantur, quibus ad altiore indaginem & discussionem Negotium illud remittatur, & antè primam diem Maji anni millesimi sexcentefimi octogefimi primi differentia ista è medio tollatur.

Hic Articulus Separatus eandem vim, eundemque vigorem obtinebit, ac si Tractatu Commerciorum principali insertus fuisset, eodemque modo, tempore & loco rati habeatur. In quorum fidem majusque robor, utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, virtute suarum Plenipotentiarum, hunc Articulum separatim manibus Sigillisque propriis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Neomagi die  $\frac{1}{2}$  Octobris anni millesimi sexcentefimi septuagesimi noni. Signatum erat,

Benedict. Oxenstierna.  
(L.S.)

Hier. van Beverningk.  
(L.S.)

J. Paul. Olivekrans. (L.S.) Guil. van Haaren. (L.S.)

CCVIII.

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

CCVIII.

I. Nov. Provisional - Tractat zwischen CHRISTIAN V. König in Dänemark und der Stadt HAMBURG. Geschlossen zu Pinnenberg den 1. November 1679.

DANE-  
MARC  
ET HAM-  
BOURG.

Wir wissen demnach der Durchleuchtigste / Großmächtigste König und Herr / Herr Christian der Fünfte / König zu Dänemark / Norwegen / der Wendon und Gothen / Herzog zu Schleswig / Holstein / Stormarn / und der Ditmarschen / Graf zu Oldenburg und Delmenhorst / ic. nach nummehr durch Gottes Gnaden erfolgten allgemeinen Frieden Allergnädigst nitlich befunden / daß zugleich die von Ih. Kon. Majest. allerhöchlichsten Vorfahren auff die Stadt Hamburg gehabte / und auff die verflammte Jura und Prætenfiones in specie der Huldigung halber / bey diesen Conjunctionen zugleich abgethan / und auff einen gewissen Fuß gefeket werden möchten / zu dem Ende dann vor allerhöchstged. Ih. Kon. Majest. Bürgermeister und Raths der Stadt Hamburg Deputirten lechtin am 26. September alhier zu Pinnenberg durch dero höchstanschnliche Hn. Geheimbre Kähte und Ministros eine in dreyen Punkten bestehende Proposition / und deswegen bey der Stadt verschiedene erinnerungen / und ernstliche Anmahnungen thun lassen / daß demnach Allerhöchstgeneldte Ihr. Königl. Majest. in Ansehung des Durchleuchtigsten / Großmächtigsten Königs und Herrn / Herrn Ludovici XIV. Aller-Christlichsten Königs zu Frankreich und Navarra / auch des Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Marggraffen zu Brandenburg / des Heil. Romisch. Reichs Erz-Cämmerern / und Churfürsten zu Magdeburg / in Preussen / Süllich / Cleve / Berg / Stettin / Pommern / der Cassuben und Wendon / auch in Schlesien zu Croffen und Jägerndorf / Herzogen / Burggraffen zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Cammin / Grafen zu der Marck und Ravensberg / Herrn zu Ravensstein / und der Lande Lauenburg und Bütow / ic. und der Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Hn. Georg Wilhelm / Hn. Johan Friederich / und Herrn Rudolph Augustus / Herzogen zu Braunsch. und Lüneb. herunter angewandter Officiorum und mithin verspürter Submission Bürgermeister und Raths / auch gemeiner Bürgerschaft der Stadt Hamburg / die gegen dieselbe gefaßt Ungnade fallen lassen / dero der Stadt angebrohete Waffen zurück und von derselben abgezogen / und folgende Punkten Allergnädigst beliebet.

I. Werden zuörderst Höchstermachten Ihre Kon. Maje. alle ihre habende Jura und Prætenfiones, wie auch der Stadt Hamburg ihre Gerechtigkeiten und Jura, bis zu anderwärtiger entweder gültlicher Abhandlung / oder Rechtlicher Entscheidung des Homagial-Puncts und andere Streitigkeiten ungekränkt und ungeschmälert vorbehalten / also / daß demselben durch gegenwärtige Interims-Recap so wenig als Ihr. Kaiserlichen Majest. und des Heiligen Romischen Reichs dēffals habenden gerechtsamen einiger massen präjudicirer, noch in geringsten derogiret seyn soll. Worbey Ihre Kon. Maj. sich auch allergnädigst dahin erklären / daß sie die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien / auch hergebrachten Rechten / Privilegien und Freyheiten ruhig und ungekränkt lassen wollen.

II. Dabingegen zweitens Bürgermeister und Rath / auch die Bürgerschaft der Stadt Hamburg mit unterthänigster und dankbarer Annehmung solcher Allergnädigsten Kon. Anerbietens / festiglich zugesagt und versprochen / daß sie Ihres theils Ihre Kon. Majest. in unterthänigster gememender Devotion zugethan seyn und bleiben / dero Bestes fodern / und Schaden so viel an Ihnen / abwenden / und bey Ih. Kon. Majest. ge-  
bühr-

CCVIII.

ANNO  
1679.

Traité Provisionnel entre CHRETIEN V. Roi de Danemarck & la Ville de HAMBOURG, fait à Pinenberg, le 1. Novembre (1), 1679. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 74. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 987. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XII. pag. 611. en Allemand; dans l'Inhang des Europäischen Herolds. pag. 1691. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz X. pag. 214. en Latin & en Allemand.]

DANE-  
MARC  
ET HAM-  
BOURG.

Savoir faisons, que le Tres-Haut & Tres-Paisant Prince Christian V. Roi de Dannemarck & Norwegue, &c. S'estant avisé, après la Paix faite par la grace de Dieu, de s'assurer les Droits & prétensions qu'il a receus de ses Ancestres, comme Hereditaires sur la Ville de Hambourg; & spécialement touchant l'Hommage que Sa Majesté pretend sur cette Ville; A cette fin Sa Majesté a fait faire ici à Pinnenberg par ses Ministres & Deputez aux Bourguemaitres & au Senat de la Ville de Hambourg une Proposition, consistant en trois Articles: par lesquels il leur donne avis de ses intentions touchant lesdits Droits, qu'enfin en consideration & par l'entremise du Roi Tres-Chrestien, & de Son Alliance Electorale de Brandebourg, &c. Comme aussi de Tres-Hauts Princes, George Guillaume, Jean Frederik, & Rodolphe Auguste, Ducs de Brunswyk & Lunebourg, &c. Sa Maj. ayant en même tems remarqué la soumission des Bourguemaitres, & du Senat de ladite Ville, leur a bien voulu rendre son amitié, & parce qu'ils ont accepté les Articles suivans, éloigner ses armes de leur Pais, qui en étoit menacé.

I. Tous les Droits & toutes les prétensions de Sa Majesté aussi bien que tous les Privileges & Droits de la Ville de Hambourg seront reservez à l'un & à l'autre & demeureront en leur entier sans aucune infraction, jusqu'à ce que le Point d'Hommage & d'autres differents soient vuidez à l'amiable ou decidez par la Justice, en sorte que ce Traité Provisionnel ne leur porte aucun préjudice, ni à Sa Majesté Imperiale, ni aux Droits d'Empire, & ne leur derogé en quoi que ce soit: Sa Majesté declarant de vouloir laisser la Ville paisiblement jouir de la Neutralité & de ses Commerces, comme aussi de ses Droits, Privileges & Franchises sans l'y troubler.

II. En second lieu, les Bourguemaitres & le Senat avec les Bourgeois de la Ville de Hambourg ayant accepté avec toute reconnaissance les tres-gracieuses offres de Sa Majesté. Lui ont promis, de témoigner à Sa Majesté leur Tres-humble & convenable respect & Devotion, de chercher en tout son avantage, de détourner autant qu'ils pourront, son dommage, & demeurer fermes du costé de Sa Majesté en s'appliquant en toute rencontre à ce qui pour-

(1) Le *Theatrum Pacis* date ce Traité du 30. Octobre Vieux stile, & 10. Novembre, Nouveau stile, mais le 30. Octobre V. S. répondoit au 9. Nov. S. N. & non pas au 10. La même erreur se trouve dans Lunig & dans l'*Europäische Herold*. [DUM.]

ANNO  
1679.

büßlich halten / und im übrigen Jh. Kon. Majest. Gnade sich fähig zu machen / sich allerdings angelegen seyn lassen wollen / wogegen auch Jhr Majest. der Stadt ihre behörliche Königliche Gnade zugesagt.

III. Dieselbe erklären sich ferner und drittens zu desloehrerer Bezeugung ihrer unterthänigsten Devotion gegen Jh. Kon. Majest. dero selbst durch einer Deputation aus ihren Mitteln / solche ihre unterthänigste Intention in Jhrem und der ganzen Bürgerschaft Nahmen / nach dem dessfalls beliebtem und hiebey gefügtem Formular / selbst demüthig eröffnen und vortragen zu lassen.

IV. Amebenst auch zum vierden / weiln Jh. Kon. Majest. durch der Hn. Hn. Hn. Herkogen von Lüneburg Fürstl. Fürstl. Fürstl. Durchl. Durchl. Durchl. sich dahin bewegen lassen / daß Sie dero wieder die Stadt gefasht unwillen und ungnade schwinden und fallen lassen / dero selbst zur unterthänigsten Erkentlichkeit innerhalb zwey Jahren / à dato an zurechnen / in 5. Terz um 220000. Reichsth. bahr erlegen zu lassen / deogestalt daß strax bey erfolgender Kon. Ratification 70000. Reichsth. halb in specie / und halb in Grohnen / 6. Monat darnach als den 1. Maji Anno 1680. 40000. Reichsth. in Dähnischen Grohnen / und dem noch abermahlen in 6. Monat 40000. Reichsth. in Grohnen / und der Rest / als 30000. Reichsth. 6. Monat hernach auch in Dähnischen Grohnen abgetragen werden soll. Jedoch daß dagegen alle von Jhrer Konigl. Majest. wieder die Stadt / auch uns denen mit der Stadt Lübeck in Communionen besitzenden 4. Landen präcendirete Forderungen / gänzlich aufgehoben und abgethan / alle der Stadt auch dero Bürger und Einwohnere angehaltene und arrestirte Schiffe / Wahren / und Effecten / und zwar auff der Elbe immediatè, bey erfolgender Ratification und Genchhaltung; im übrigen aber so bald an jedem Dhrte die deswegen nöthige Befehle werden erlangen können / relaxiret und restituirer werben.

V. Sind Jhro Königliche Majest. des Allergnädigsten Erbietens / diesen Interims-Recesß binnen 8. Tagen allergnädigst zu bestättigen / und darüber Jhro Königliche Genchhaltung allergnädigst extradirren zu lassen / wohingegen Burgermeister / Rath und Bürgerschaft der Stadt / solchen ebenmäßig innerhalb besagter zeit zu confirmiren, und denselben in allen getraulich nachzukommen gehalten seyn sollen.

Zu dessen Urkund haben die zu Ends ganeldte Königliche Ministri, und der Stadt Deputirte biß zu folgender Ratification, und der Stadt und samptlicher Bürgerschaft Confirmation, diesen Interims-Recesß eigenhändig unterzeichnet / und mit ihren Perschafften versiegelt. So geschehen zu Pinnenberg den 1. Novemb. 1679.

Formular der unterthänigsten Declaration, wovon in obigem Interims-Recesß Meldung geschehen.

Durchleuchtigster / Großmächtigster König /  
Gnädigster Herr:

Nachdem Ew. Konigl. Majest. durch Gottes Gnade in diesen dero Fürstenthümen / und folgend in der Nähe der Stadt Hamburg / glücklich angelanger / und deren Deputirten eine gewisse in dreyen Punkten bestehende Proposition thum / auch der Stadt Resolution darüber begehren lassen / so viel den ersten Punkt aber betrifft / derselbe amigo wegen Kürze der Zeit / und anderer Umstände halber seine völlige Abheffung nicht erlangen können / und Ew. Konigl. Majest. sich daher gnädigst gefallen lassen / selbigen zu anderwertigen entweder gültlicher Abhandlung oder gerichtlicher Entscheidung aufzustellen / und in zwischen dero wieder die Stadt gefasht Ungnade schwinden und fallen lassen / auch deswegen in einem gewissen Interims-Recesß / Krafft dessen Ew. Konigl. Majest. auff die Stadt habende Jura und präcendiones, wie auch der Stadt die Jhrige ungefränct und ungeschmälet vorbehalten werden / gnädigst zu willigen. So erscheinen vor Ew. Konigl. Majest. Burgermeister und Raths-Deputirte in deren und der samptlichen Bürgerschaft Nahmen / und versprechen solchen Interims-Recesß in allen seinen Punkten und Clausulen getraulich nachzukommen / und absonderlich Ew. Konigl. Majest. mit unterthänigster geziemender

Devo-

ra contribuer à se maintenir dans la bienveillance de Sa Maj. En reconnoissance de quoi, Sa Majesté a promis à la Ville ses bonnes graces & sa bienveillance. ANNO  
1679.

III. Les mêmes s'expliquent outre cela & en troisième lieu, pour plus grand témoignage de sa Devotion envers Sa Majesté & promettent d'envoyer à Sa Majesté des Deputez de leur part, qui apprendront à Sa Majesté l'Intention sincere du Senat & des Bourgeois en forme, ainsi qu'il est dit ci-dessous.

IV. En quatrième lieu, Sa Majesté s'estant, par l'entremise de Messieurs les Ducs de Lünebourg, déportée de son indignation contre la Ville, elle lui en fera reconnoissance de 220000. Escus, payables en cinq termes en deux ans: en sorte qu'aussi-tôt après la Ratification du Roi soient payez 70000. Escus, six Mois après, sçavoir le 1. de May 1680. 40000. Escus, & encore six Mois après 40000. Escus, & encore de plus en six Mois 40000. Escus, & le reste c'est-à-dire 30000. Escus, six Mois après. Moyennant quoi toutes les prétensions de Sa Majesté contre la Ville & les Terres, qu'elle possède conjointement avec la Ville de Lubeck, seront entierement abolies, & tous les Vaisseaux de la Ville & de ses Habitans, qui auront été arrêtez, comme aussi tous ses Biens, Marchandises, & effets seront relâchez & rendus après la Ratification: à sçavoir sur la Riviere d'Elbe immediatement, & ailleurs aussi-tôt que les Lettres, qu'on y enverra, y seront arrivées.

V. Sa Majesté promet de confirmer ce Traité Provisionel dans le tems de huit jours, & de faire rendre sa Ratification; & de leur costé les Bourguemaitres & le Senat de la Ville seront obligez de le confirmer en même tems, & de l'observer en tout ponctuellement.

Pour plus grande preuve de tout ceci les Ministres du Roi & les Deputez de la Ville, en attendant la Ratification & la Confirmation de la Ville, ont signé le present Traité, & y ont mis leurs cachets. Fait à Pinnenberg le 1. Novembre, 1679.

Formulaire de la Tres-humble Declaration, dont il est fait mention dans ce Traité Provisionel.

Tres-Haut, & Tres-Puissant Roi,

Vostre Majesté estant par la grace de Dieu heureusement arrivée dans ses Duchez ici proches & dans le voisinage de la Ville de Hambourg, & ayant fait faire aux Deputez du Magistrat de ladite Ville une certaine Proposition, qui consiste en trois Articles, demandant la Resolution de la Ville sur iceux: Mais quant au premier Article, la brevété du tems & d'autres circonstances ne permettant pas de le vuider entierement, & pour cette raison ayant plu à Vostre Majesté de le remettre à un autre accommodement amiable, ou decision de Justice, en oubliant l'indignation qu'elle avoit conceüe contre la Ville, & de consentir gracieusement à un certain Traité Provisionel, par laquelle sont reservez à Vostre Majesté les Droits & pretensions sur la Ville, aussi-bien qu'à la Ville les siens dans leur entier & sans infraction, Nous Deputez des Bourguemaitres & du Magistrat comparoissions devant Vostre Majesté au nom dudit Senat & de toute la Bourgeoisie, promettans d'observer fidellement ledit Traité Provisionel en tous ses Points & Clauses, & specialement de témoigner à Vostre Majesté nôtre tres-humble

ANNO  
1679.

Devotion zugethan zu seyn / dero Bestes zu befodern / Schaden und Nachtheil aber von Ihr / so viel an der Stadt ist / abzuwenden / und bey Ew. Königl. Majest. gebühlich zu halten / auch sonst alles ander / so in besagtem Interims-Recess enthalten / vollenkömlich zu erfüllen / vermittelst daß die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien / auch hergebrachten Rechten / Privilegien und Freyheiten geruhig und ungekränct bleiben und gelassen / auch der Rom. Kayserl. Majest. und dem Reich dero gerechtshame vorbehalten werden.

ble & convenable respect, de chercher son avantage, de détourner autant qu'il depend de la Ville ce qui lui pourroit estre dommageable, d'estre portez pour Vostre Majesté & d'accomplir tout ce qui est compris dans ledit Traité, moyennant que la Ville soit laissée & demeure paisiblement & sans infraction dans sa Neutralité & ses Commerces, comme aussi dans ses Droits, Privileges & Liberté, & que les Droits appartenants à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire leur soient reservez.

ANNO  
1679.

CCIX.

15. Nov. *Traité d' Alliance & d' Amitié entre Louis XIV. Roi de France & Monsieur l' Electeur de Saxe. Fait à S. Germain en Laye le 15. Novembre 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]*

FRANCE  
ET SAXE.

Comme les Traitez de Westphalie de l'année 1648. ont fait le fondement le plus assuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & qu'ils viennent d'être rétablis dans toute leur force par le Traité de Nimégue de l'année dernière; Sa Majesté Tres-Chrétienne touchée ainsi qu'elle a toujours esté, du bien & du repos de l'Empire, & portée par son ancienne affection pour Monsieur l'Electeur de Saxe, à prendre avec Son Altesse Electorale les mesures d'une Alliance solide, & à établir des liaisons nouvelles pour la conservation des susdits Traitez de Westphalie & de Nimégue, a receu avec plaisir les assurances que Son Altesse Electorale lui a fait donner par le Sieur de Wolframsdorf, Son Chambellan & son Conseiller Aulique, du desir qu'elle auroit en répondant à l'amitié dont Sa Majesté veut bien lui donner des marques, de se lier avec elle, pour affermir de plus en plus l'observation des susdits Traitez. C'est dans cette veüe que Sa Majesté aiant donné Pouvoir au Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, son Conseiller en tous ses Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, de traiter de cette affaire avec ledit Sieur Wolframsdorf, ils sont convenus des Articles suivans, après l'échange reciproque de leurs Pleins-pouvoirs.

I. Il y aura à l'avenir entre le Roi & Monsieur l'Electeur de Saxe, une amitié sincere & parfaite intelligence, laquelle sera cultivée & observée tant de la part de Sa Majesté que dudit Electeur, avec tout le soin & l'exactitude qui peuvent contribuer davantage à entretenir une bonne & étroite Alliance, même à l'avantage reciproque de leurs Etats.

II. Les Sujets de part & d'autre pourront exercer en toute liberté le Commerce dans les Terres, Roiaumes & Païs de S. M. comme aussi dans les Etats & Païs de Son Altesse Electorale de Saxe.

III. Comme Sa Majesté & Son Altesse Electorale de Saxe, ont toujours eu particulièrement à cœur d'entretenir & de faire observer les Traitez de Westphalie, lesdits Traitez feront le fondement le plus solide de celui-ci, & Sa Majesté & Son Altesse Electorale de Saxe, promettent reciproquement de contribuer tout ce qui sera en eux pour les maintenir dans toute leur étendue, à l'exception seulement de ce qui a esté changé ou derogé ausdits Traitez de Westphalie par le Traité de Nimégue du cinquième Fevrier, par celui de Zell aussi du cinquième Fevrier, & par celui de S. Germain du 29. Juin de la presente année, signé entre Sa Majesté & Monsieur l'Electeur de Brandebourg.

IV. En vertu du present Article, Sa Majesté s'oblige & promet en foi & parole de Roi, d'assister de tout son Pouvoir, proteger & defendre la Personne, les Etats; Païs & Peuples de Son Altesse Electorale; comme aussi les Terres, Parties & Droits qui appartiennent dans lesdits Etats aux Princes ses Freres, toutes les fois qu'elle en sera recherchée de Sadite Altesse Electorale, contre tous ceux qui les voudroient attaquer, troubler ou empêcher dans la jouissance des Droits & des avantages qui lui ont esté accordez ou confirmez par ledit Traité de Munster, aussi-bien que

TOM. VII. PART. I.

de son autorité Electorale, & de tout ce qui lui peut & doit appartenir, & aux Princes ses Freres, dans l'étendue de ses Etats.

V. Son Altesse Electorale de Saxe, s'oblige aussi & promet en foi & parole de Prince, d'assister de tout son Pouvoir Sa Majesté en cas qu'elle vienne à estre attaquée ou troublée par qui que ce soit, en la jouissance des Droits, Etats & Places qu'elle possède dans l'Empire, & qui lui ont esté delaissez pour estre unis & incorporéz à la Couronne de France par les Traitez de Munster & de Nimégue.

VI. Le present Traité d' Alliance & d' Amitié, entre Sa Majesté & Son Altesse Electorale, durera l'espace de quatre ans, à commencer du jour de la Signature des prefens Articles, & les Ratifications en seront échangées dans deux Mois du mesme jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous sousignez, en vertu de nos Pleins-pouvoirs respectifs, avons signé ces presentes, & y fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à S. Germain en Laye le quinziesme jour de Novembre 1679. Ainsi signé,

ARNAULD. (L.S.)

G. TH. DE WOLFRAMSDORF. (L.S.)

CCX.

Münz-Recess zwischen denen dreyen im Münzwesen correspondirenden Eöbl. Franck. Bayr. und Schwabischen Crayffen aufgerichtet / wodurch sie verschiedene ringhaltige Münzen absetzen / und zu wiedererführung guter Stücke heilsame verordnung thun. Nürnberg den 12-22. Decembr. 1679. Mit dem deswegen von obgedachten Eöbl. Ständen ergangenen Edict. Loco & die ut supra. [LONDORPII Acta Publica Tom. X. Libr. II. Cap. CCI. sub num. 28. pag. 175.]

12-22.  
Dec.

C'est-à-dire,

Recès conclu entre les trois Cercles de l'Empire unis au sujet de la Monnoye, FRANCONIE, BAVIERE, & SUABE, par lequel ils conviennent de la reforme de diverses méchantes espèces, & de la forme, du poids & du Titre de quelques autres qu'on doit introduire. A Nuremberg le 12-22. Decembre 1679. Avec l'EDICT publié par lesdits Cercles, en execution du même Recès. A Nuremberg le dit jour 12-22. Decembre 1679.

Und und zu wissen / demnach die nächstbin vorgewesene leidige Kriegs-motus, neben andern daraus gemeinem Vaterlande mehr zugestandenem / und fast unzehlbaren Unheil / auch so viel zu Schaden gewürctet / daß der in des Heil. Reichs-Stadt Augspurg sub dato des 21. (11.) Junii 1677. abgefaste Münz-Probation-Schlusß zu seiner Execution nicht gebracht werden können / darauff auch ferner erfolget / daß das den 15. Junii 1676. vorhero ins Reich emanirte allergnädigste Kayserliche Edict von einigen Münz-Ständen immittelst gleichfalls auffer Augen gesetzt / und mit fortwährender Ausmünzung nicht nur der vorig ringhaltenden Sorten / biß zu daro verfahren / sondern darin noch mehr und weiter von den Eöbl. Reichsmünz-Ordnung.

L II

Ordnung.

ANNO  
1679.

Ordnungen an Schrot und Korn abgetreten worden. Als hat der Hochwürdigste des Heil. Reichs Fürst und Herr/ Herr Peter Philip/ Bischoff zu Bamberg und Würzburg/ auch Herzog in Franken/ der dreyen in Münzweesen correspondirender löbl. Franck-Bayr- und Schwäbischen Kräyßen Director, dannenhero Ursach genommen/ einen anderweitigen Münz-Probations-Convent, gegen den 11. currentis, der Ordnung nach/ auff anhero in des Heil. Reichs Stadt Nürnberg auszuschreiben/ gestalten hierauff der gesampnen höchst- und wollöbl. Chir-Fürsten und Ständen Räth und Abgeandte sich neben gewöhnlicher Legirimation eingefunden/ und nach der proponirten quætionen reiffen Überlegung geschlossen/ wie folgt:

Und zwar seynd erslich nach abgelesenen jüngsten Augspurgischen Münz-Kecess der Wardenen gefertigte Relationen angehöret und die seithero ausgemünzte ordinari Gold- und so grob als geringe Silberne Sorten/ der Reichs Münz-Ordnung gemäß/ auch dabey kein sonderbahre defect befunden worden. Anlangende aber die unter der Claß der ausländischen Sorten befindliche Einheimische sowol auch die ausländische Wercker an sich selbst/ seynd nach Anzeig besagter Relationen und Abdruck sub Lit. A. B. & C. dem Reichshalt/ Schrot und Korn/ gang ungemäß/ und wie folgt befunden worden.

1. Sub Num. 1. ist notirt ein Sorten ganze Gulden/ unter Jhr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Johann Friedrichen Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg Gepräg/ mit der Jahrszahl 1678. an den 100. Stück der Reichschr. à 96. fr. 10. fl. 37. fr. 2. pf. zu Verlust sehen.

2. Dann ist sub Num. 2. bemerckt ein Gulden unter Jhr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Johann Ernst zu Sachsen Gepräg mit der Jahrszahl 1678. gehet an 100. Stück zu Verlust 18. fl. 40. fr. 3. 5 pf.

3. Ferner ein Gulden sub Num. 3. mit Hochfl. Brandeb. Dnolzbachischem Gepräg und der Jahrszahl 1677. ist an 100. fl. Verlust 12. fl. 19. fr.

4. & 5. Wiederum 2. sortementen erstgedachter Brandeb. Dnolzbachischer Gulden sub Num. 4. & 5. und der Jahrszahl 1679. gehen bey jenem in Abgang 11. fl. 24. fr. 3. 2 pf. bey diesem aber 14. fl. 1. fr. 1. pf. von 100. fl.

7. & 8. sub Num. 7. & 8. weisen sich zwey Sorten Fürstl. Dettingischer Gulden/ mit der Jahrszahl 1675. und 1677. die doch in diesem noch laufenden Jahr ausgemünzt worden/ befinden sich an Schrot und Korn sehr ungleich/ und ist daher der Verlust von 100. fl. hieran dreyerley/ als erslich 12. fl. 39. fr. dann 16. fl. 57. fr. 1. pf. und leßlich 10. fl.

9. Sub Num. 9. ist befindlich ein Gräfl. Montfortischer Gulden mit der Jahrszahl 1676. und dem Verlust von 100. fl. 16. fl. 24. fr. 1. 2 pf.

10. Sub Num. 10. ein Gulden/ unter Herrn Keuffen von Plauen Gepräg unter der Jahrszahl 1679. daran von 100. fl. Verlust 16. fl. 57. fr. 1. pf.

11. & 12. Ferner sub Num. 11. & 12. zweyerley Sorten Brandeb. Dnolzbach 15. fr. mit denen Jahrszahlen 1678. & 1679. ist der Verlust von 100. fl. 16. fl. 55. fr. 1. pf.

13. Noch ein Brandeb. Dnolzbachisches sortement von 6. fr. mit num. 13. und der Jahrszahl 1678. woran von 100. fl. Verlust 17. fl. 16. fr. 3. pf.

14. Sub Num. 14. Fürstl. Dettingische 6. Kreuzer mit der Jahrszahl 1678. daran von 100. fl. Abgang 24. fl. 33. fr. 1. pf.

15. & 16. Sub Num. 15. & 16. zweyerley Sorten neue Friedbergische Grosch. mit der Jahrszahl 1679. ist an 100. fl. Verlust 25. fl. und num. 17. & 18. neue unbekandte fr. mit der Jahrszahl 1679. bringen 100. fl. Abgang 38. fl. 35. fr. 1. pf.

Hierauff nun hat man von Convents wegen auff diejenige Mittel und Weg sorgfältig angetragen/ wodurch so obspecifirt- als andere Münz- Gebrechen abgetilget/ und hingegen die alte löbl. Münz-Satzungen/ so viel vor der Zeit noch geschehen kan/ reintroducirt werden mögen/ da man die deliberanda zu mehrer facilitirung des Schlusses in verschiedene Puncten abgetheilet. 1. was für Sorten zu verruffen/ und abzumwürdigen/ wie hoch jede Claß/ und unter was Termin. 2. was sonderbahre gegen die seit dem allergnädigst ausgelassenen Kayserlichen Edict, und also wieder desselben Verbot ausgemünzte Sorten vorzunehmen/ und wie sich die ungeschuldige Stände wegen ihres und der ihrigen hierob leidenden grossen Schadens zu erholen und ihre indemnität zu stabiliren hätten. 3. Durch was Mittel das fernere ausmünzen der ringhaltigen Sorten nachdrücklich und realiter zu verhüten. 4. Wie eine durchgehende Reichs-Conformität zu erhaben/ und einzuführen. 5. was und viel die 3. löbliche Crätz an Reichs-ordnungs-mäßigen Sorten aufzumünzen/ sich vor jetzt vergleichen möchten. 6. Auff was zulängliche Weg der schädliche Münz-Wechsel und der groben Reichs-Sorten Verhinderung für das künfftig abzumenden. 7. und leßten/ ob der Reichshalter bey seiner Erhöhung ad 6. fr. gelassen/ oder nach nummehr Gott lob wieder erlangten Frieden/ und dannenhero mehrers anscheinender Hoffnung die alte Münz-Ordnungen zu reuscitiren/ auff den vorigen Fuß der 1. fl. 30. fr. wieder abzusehen. Allermassen man nun anwonderst all dasjenige/ was vermög des nähern Augspurgischen Kecess de Anno 1677. abgehandelt/ und beliebt worden/ als da ist die Abstellung der Hecken- und alleinige Gebrauchung der ehemals verglichen: und von Kayserlicher Majest. wegen approbirten Ordinari Münz-städten ohne admodir- und Verpachtung derselben auch allen andern gefährden Verpflichtungen der special-Wardei-

nen und Münzmeister vor und bey den Münz-Probation-Conventen/Einhaltung der Drahtzieher/ Gold- und Silberflager/ Pofamentirer/ Goldschmied/ und dergleichen mit ad luxum dienender/ dem publico aber/ mittelst Brechung der guten Sorten/ nicht wenig schädlicher Leut/ befindliche Fortsetzung der Ordinarie Münz-Probations-Convent/ und was dergleichen mehr ist/ auff neu beliebt/ und schlusmäsig anhero wieder- holet: als hat man sich auff obgesetzte Puncten nachfolgender Massen resolvirt und verglichen/ und zwar ist zum gemeinen Schluss per majora gebracht worden/ daß nach-spezifizierte/ so vor als nach dem Kayserlichen Edict, und zumalen deren theils auff un-berechtigten Münz-Städten/ theils aber durch einige deren correspondirenden 3. Craisen unverpflichte Wardenen und Münzmeister/ aufgemünzte Fürstl. Sachsische unter Jhr. Durchleucht. Herzog Johann Ernst Gepräg Anno 1678. ausgegangene/ wie auch Fürstl. Detting. Quedlinb. Gräfl. Schwarzenburg. Montfort. Keuffen Planisch und Juggersich respect: ganze und halbe Gulden 15. 12. 6. 3. und 1. Kreuzer/ zwischen hier und den 22. Febr. 1680. also unter 2. Monatlicher Frist gänzlich verruffen/ biß dahin die Gulden noch 60. Kr. wie vor/ gelten/ alsdann in Gewährschafft und Handlungen nicht mehr angenommen/ per 50. Kr. aber/ so viel die Gulden betrifft/ die geringer Sorten aber nach Proportion auff 1/6 geringer/ als sie bißhero gang und geb gewesen/ dennoch und in so weit ausge schlagen werden sollen/ biß daß selbe jedes Orts Oberkeit/ und auff deren sonst niemand/ bey Verlust des Münz-Guts in erst gemeldtem Preiß von den Unterthanen gegen Zahlung anderer bey der Hand habender Gelder einwechselt/ umschmelzen/ und in gute Reichs-ordnungs-mäßige ganze und halbe/ viertel/ sechstel und achtel Thalor/ den Fuß des Reichsthalers à 96. Kreuzer gerechnet/ verwandeln sollte/ welchen Verlust es dann auch mit dem Buchsilber dergestalt hat/ daß solches ebenfalls der Herrschafft allein in billigen Preiß und niemanden anders/ wer der auch seye/ geliefert werden solle. Anlangend nun die Fürstl. Dnolzbachische ganze und halbe Gulden 15. 6. und 3. Kreuzer/ da hat man zwischen denselben diesen Unterscheid und Absatz zu halten geschlossen/ daß die 15. 6. und 3. Kreuzer zwischen hier/ und obbesagten 2. Monatlichen Termin/ gleichfalls verruffen/ und samptlich zu Einwechslung und Verschmelzung auff 1/6 abgesetzt/ die nach/ und seit dem Kayserlichen Edict auch ausgemünzte ganze und halbe Gulden gleichmäsig verruffen und sub praedicto termino auff 50. Kreuzer deprezzirt, und in solchem Preiß zu denen Münz-Städten eingeliefert/ die andere aber/ so ante Edictum Castellum ausgemünzt worden/ unter die Claß der à 50. Kreuzer abzumwürdigen stehenden Sorten/ wie nachfolgender §. zeigt/ gestellt/ und gleich anderen in solchem Preiß noch weiters passirt werden sollen; Und ist so viel ersig. Berruffung betreffend von gemeinem Convent wegen darüber ein besondere Münz-Mandat unter ordentlicher Auszeichnung der solcher massen verruffenen Sorten sub Lit. D. in Truck gelassen/ und zu männiglichem Bewußtseyn gebracht worden; Anzeigend aber die weitere zur Abwürdigung vermeinte Sorten/ da hat man dieselbe nach Anzeig des sub Lit. C. nicht wieder in Truck gegebenen Münz-Mandats/ und beygefüigten schematis ordentlich expmirt und à 54. Kreuzer dergestalt abgesetzt/ daß sie biß ad 1. Maji des bald hoffenden 1680. Jahres ihren bißherigen Valor der 60. Kreuzer behalten/ alsdann aber nur à 54. Kreuzer wie schon gemeldet/ genommen werden sollen/ daß also bey obig erwählter Berruffung 2. bey der Abwürdigung hingegen so viel als 4. Monat/ und was darüber ist/ pro termino zu beobachten siehet.

Und diß so viel der ringhaltigen Sorten Berruff- und Abwürdigung/ was aber der Stände indemnification in genere & specie betrifft/ da hat man sich dahin mit einander verstanden/ daß in Kraft des vorig Augspurgischen Münz-Probation-Schlusses/ gegen die contravenirende Stände mit Fiscalischen Processen verfahren/ und hierdurch die an sich selbst ganz billig zu erfordern habende Schadloshaltung/ quoad futurum aber Jhro Kayserliche Majestät und nachdrückliche Abstellung des fernern ringhaltigen Ausmünzens/ und was dabey weiter mit einlaufft ut Lit. F. allerunterhängst belangt werden sollen. Damit aber ein jeder Stand sein und der seinigen Schaden so besser zu liquidiren habe/ hat man für thunlich ermesen/ daß zu ordentlicher Abzahlung der in die Münz-Stadt zur Umschmelz- und anderweiter Ausprägung liefernder/ so abgewürdigte als verruffene Sorten/ gewisse Notarii bestellt/ die Summen von Zeit zu Zeiten notiret/ und darüber instrumenta publica gefertigt werden möchten.

Auff daß auch der Reichs-Fiscal gegen die damnificirende Stände so angelegener verfare/ hat man ferner für gut angesehen/ denselben von der hiernächst zu Spruch-kommender indemnifications-Summa ein ergiebiges honorarium zugeben zu lassen.

Was nun die nachdrückliche Verhütung weiterer dergleichen Sorten Ausmünzung belangt/ da ist über das sub Lit. F. bereit allegirte Bitt- und Remonstrations Schreiben/ an allerhöchsig. Jhre Kayserl. Majestät noch weiter für gut angesehen/ und beliebt worden/ daß die denen 3. correspondirenden Kreysen incorporirte Stände/ welche biß auff dato so geringhaltig ausgemünzt/ von gemeinem Convent wegen ut Lit. G. davon beweglich abgemahnt/ durch die Hochfürstl. Kreys-Ausschreib-Kempter/ auch in Kraft mehr angezogenen Kayserl. Münz-Edicts, die Hand darob gehalten/ und auff weitere Verpörung  
folcher

ANNO  
1679.



ANNO 1679.

ANNO 1679.

solcherley Münzamtens/ deren Officia nachdrücklich interponirt, das neue Geld/ und was auff hecken=Münzstädten/ an wiewol guten Sorten ausgemünzt wird/ neben dem ringhaltigen von jedes Orts Obrigkeit/ so gleich confiscirt/ zu solcher Aufsicht aber/ gewis verpficht/ und zuverlässige Leute/ und zwar so Wardenen/ als andere besetzt/salarirt, und so sie der Obrigkeit jedes Orts eine Anzeig geben/ ihnen das Drittel vom confiscirten Münz-Gut überlassen/ die übrige nach den Reichs-Constitutionibus poenaler besprochen/ nach denen unverpflichten Münzmeistern und Wardenen gegriffen/ und gegen sie den Reichs-Satzungen gemäß verfahren/ die Eisen-Schneider scharff verpfichtet/ und ihnen ohne herrschaftliche Erlaubniß/ einige Stampf- und Prägsstuck zu schneiden nicht gestattet werden solle/ alles in Krafft des officis angezogenen Kayf. Edicts, nächst vorigen Augspurgischen Münz-Probation=Schlusses/ und der heilsamen Reichs-Constitutionen/ und Münz-Ordnungen an sich selbstien/ wie aber ein universal Reichs-Conformität zu erhaben und einzuführen/ da hat man für ein zulänglich expediens gehalten/ diese intention allervorderst an Ihre Kayserl. Majest. umlassen sub Lit. F. allschon berührt worden/ alsdann aber Ihre Churfürstl. Gn. und Durchl. zu Maynz und Sachsen/ dann absonderlich an den zu Regenspurg annoch fürwährenden Reichs-Convent ut Lit. H. & I. nebst gewöhnlicher Communication des Reccesses, auff das beweglichste zu recommendiren. Was ind wie viel nun

Von Seiten der drey Craiß an guten Reichs-Sorten zum Verkauf/ und für jetzt auszumünzen/ darüber hat man sich ob gefectam instructionis dermaßen nicht vernehmen lassen können/ Es ist aber ad referendum genommen/ und nebenst veranlaßt worden/ sich hierüber bey nächstfolgenden Münz-Probations-Convent eigentlicher zu erklären/ dabey man auch denjenigen hohen und andern Ständen die ausmünzung einer mehrern Summa ohn schwer zu fallen erachten wil/ welche aus dem bisherigen Vermünzten ringhaltiger Sorten großen Nutzen gehabt/ vornehmlich man auch zumahlen in Hoffnung sehet/ es werden diejenige hohe Ständ/ so mit Berg-werken versehen sich für andern amore publici die fernere Continuation des ausmünzens guter gerechter Gold- und Silber Sorten/ belieben lassen/ durch was für zulängliche Wege aber

Der schädliche Münz=Umschweffel/ und das Verfahren/ der groben guten Sorten abzuwenden und kräftiglich zu verhüten wäre/ da hat man dem Augspurger Recez bissfalls nachzugeben/ mithin aber für gut erachtet/ daß alle Stände insgemein in ihren Territoriis darauff fleißig und ernstlich absehen nehmen/ und ihren Handelsleuten/ Schutz-verwandten/ Juden/ und vielleicht schon guten Theils bekandten Kippen und Wippen/ dergleichen nicht mehr verstatten/ sondern sie vielmehr durch geschärfftes Obrigkeitliches Verbot auch wirkliche vornehmende Bestrafungen davon nachdrücklich abhalten/ die Hochfürstl. Craiß=Anschreib=Kempter auch dagegen vigiliren/ und ihres hohen Orts gleichfalls verhüten helfen mögen/damit alle schädliche Umschmelzung/ Umschweffelung und gemüthsichtige Ausführung der guten Reichs-Gold- und Silber-Sorten eingestelt/ denen Drathziehern/ Gold- und Silberschlägern/ Posamentirern und Goldschmieden/ wie bereit obenmeldet/ in Müntzbrechen ein Ziel gesteckt werde. Es sollen auch aller Orten und von jeden Herrschaften und Obrigkeiten verpflichte Ausschreiber bestellt werden/ denen auch ein gewisses Salarium sambt dem Drittel vom dem confiscirten Münz-Gut zu verordnen stünde. Und weil die Verführung der guten gerechten Reichs- und anderer Sorten/ unnd notwendige Fortsetzung der Handelschaft allerdings zu verbieten nicht möglich/ auch hiein den Kauf- und Handelsleuten/ ob und wie viel sie an Geld ausser dem Reich zu Treibung gedachter ihrer Handelschaften zu verwenden befugt seyn sollen/ vorzuschreiben/ zumahlen aber auch die Summ derselben in öffentlichen attestatis zu melden/ allerhand besorgender Gefahr halber nicht thumlich ist/ als solle von jedes Kauf- und Handelsmanns ordentlicher Obrigkeit/ denen so dergleichen Geld verschicken wollen/ unter Obrigkeitlicher Urkund attestata jedoch unbenennt der Summen ertheilt/ und dadurch an den Orten/ sonderlich an den Gränzen allwo man es erfordert/ denen Zollnern und Mauthnern vorgelegt werden/ daß solches Geld zu keinem andern End als zu bemeldter Fortsetzung ihrer Handlung destiniert seye/ Es ist aber hierbey für gut und nöthig erachtet worden/ daß von jedes Orts Obrigkeit kein dergleichen attestatum über das Geld ausser dem Reich zu führen/ ertheilt werden solle/ es seyen dann personæ publicæ und verpfichtete Leute bey dem Einpacken/ die der Obrigkeit sidlicher referiren sollen/ daß zu alleiniger Fortsetzung der Handlungen und Bezahlung der Waaren/ gar nicht und keines wegs aber zu einig andern Gewinn und Profit/ aus dem Geld an sich selbst/ ausgeführt werde/ Solte sich aber hierbey ein vermerckende Gefährd/ und begründeter gemingsamer und erheblicher Verdacht zeigen/ so stünde dem Territorial-Zoll- und Mauthhern frey/ die Güter auf solchen Fall/ wann zumahlen kein Obrigkeitliches attestatum vorhanden/ visitiren/ und auff dergleichen Gefährde wirklicher Befindung confisciren zu lassen/ damit auch dieses so mehreren Verfang und Nachdruck/ und sich niemand mit der Unwissenheit zu entschuldigen haben möge/ hat man sich Convents wegen eines Mandats/ welches von gesampften Ständen zu publiciren und zu männiglichs Wissenschaft an offenen Orten zu affigiren/ ut Lit. K. verglichen/ und in Druck gegeben.

Endlichen und so viel den Valor des guten Reichs-ordnungs-mäßigen Thalers concernirt, da ist man aus bewegenden Ursachen dahin schlißig worden/ daß derselbe ad interim und biß zu andern Zeiten bey seinem ehmalts aufgeschickten äußerlichen Werth der 96. fr. verbleiben/ die im Münz-Mandat und Abdruck sub Lit. E. specificirte s. Ausländische Thaler-Sorten aber nur à 90. fr. wie biß anhero genommen werden solle. Zu mehrerm Urkund dessen ist gegenwärtiger Recez in triplo originaliter gefertigt/ und jedem Eobl. Craiß ein Exemplar zugestellt. Ihrer Kayserl. Majest. aber/ so wol auch Ihrer Churfürstl. Gn. und Durchl. zu Maynz und Sachsen/ wie allbereit obgemeldet. Dann ist des Heil. Reichs-Stadt Regenspurg anwesenden Deputirte/ die Büchsen sampt den Schläßeln zugestellt worden. So geschehen in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg den 22/12. Decembr. 1672.

Münz-Edict.

Demnach man sich bey diesem in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg abermalts angestellten Münz-Probation-Convent in krafft des den 15. Junii 1676. allergnädigst ausgelassenen Kayserl. Edicts, so wol auch des den 21. Junii darauff gefolgten 1677. Jahrs in des Heil. Reichs-Stadt Augspurg abgefaßten Münz-Recesses/ zu der einzigen wiedererhebung des herrlichen Münz=Besens/ bey zumahlen wieder erlangten lieben Frieden gemüßigt befunden/ einige allzuringshaltige/ theils seit oberwehnten Kayserl. Edicts, theils aber an unberechtigten Münz-Städten/ und durch unverpflichte Münz=Meister ausgeprägte ganz und halben Gulden/ 1 1/2ner/ 12/6/ 3er und einfache fr. und darunter in specie gesampte/ so vor=als nach dem Kayserlich. Edict. angemünzte Fürstl. Detting. Duetlinburg. Graßl. Schwartzenburg. Montfortische/ Keuffen-Plämisch-und Fuggerische ganz und halbe Guldener/ dann absonderlich die gesampte Fürstl. Brandenburg. Dnolzbachische 1 1/2ner/ 6er und 3kreutzer dergestalt zu verrufen/ daß von dato dieses Münz=Mandats/ unier den nächsten 2. Monaten/ das ist auff den 12/22. Febr. des bald hoffenden 1680. Jahrs/ alle obspecificirte/ und in gegenwärtigen Schemate ausgezeichnete Sorten in Gewerbschaft und Zahlung nicht genommen/ hingegen aber unter dem Werth von 50. und 25. fr. so viel die ganz und halbe Guldener betrifft/ die andern geringe Sorten aber gleichfalls auff das Geel/ und zwar dergestalt abgewürdigt/ daß ein XVner 12. 12. fr. ein 6. kreutzerer à 5. und 1. drey kreutzerer à 2. 1/2 kr. jedes Orts Obrigkeit zum aufschweffel/ einschmelzen/ und anderweizen Reichs-Ordnungs-mäßigen ausmünzen/ sonst aber niemand/ bey confiscirung des Münz-Guts/ geliefert/ vorbehalten/ der von denjenigen Ständen zu erfordern haben den indemination, so diese ringhaltige Sorten ausmünzen lassen/ solder massen zahl werden solle. Als hat man vor nothwendig erachtet/ diese Verfügung zu männiglichs Wissenschaft dergestalt kommen zu lassen/ daß sich ein jeder in Handel und Wandel/ auch sonst in andere Weg darnach zu richten haben möge. Im übrigen läßt man es auch wegen der doppelt und einfachen Polnischen Groschen/ und andern ausländischen halben Barzen/ Albus/ Kreutzern/ zern/ und so genannten Ungeln/ bey den mehrmahls ausgegangenen/ so general=als special Münz=Mandaten/ und darinn begriffenen Verbot noch allerdings bewenden. Datum in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg/ bey noch fürwährendem Münz=Probations-Convent den 12/22. Decembris; 1079.

Lit. A.

Fränk. Craißes Münz=wardeins Bedencken:

In diesen hochlöbl. Fränkischen Craiß seynd seither dem letzten in des Heil. Reichs-Stadt Augspurg gehaltenen Münz-Probations=Tag nachfolgende silberne Münz=Sorten (welche der Reichs Münz=Ordnung nach zu wieder sich befinden) in Bezahlungen häufig eingeschoben worden/ solche habe meinen Pflichten gemäß auffgezogen/ durchs Feuer, probirt/ und nach dem guten Reichthaler zu 96. fr. calculirt/ an Schwot/ Korn/ Werth und Verlust befunden/ wie die höchst= und hochansehnliche Herren Abgesandte und Münz=Räch mit mehrerm gnäd. und großg. zu vernehmen haben.

- 1. Eine Sorte neue Guldner unter Sr. Hochfürstl. Durchl. Hn. Hn. Johann Friedrich/ Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg Gepräg/ und mit der Jahrszahl 1678. wie an dem Abdruck mit Num. 1. zu ersehen/ gehen auff die rauhe Marck Böhmisch 16. St. halten an fein 15. Loth 16. Gren/ wird die feine Marck hinaus gebracht
- 2. Zwey andere neue Guldner unter Ihre Hochf. Durchl. Hn. Hn. Johann Ernst zu Sachsen Gepräg/ und mit der Jahrszahl 1678. wie an dem Abdruck sub Num. 2. zu ersehen/ gehen auff die rauhe Marck Böhmisch/ halten an fein 12. Loth/ daran wird die feine Marck hinaus vermünzt

26 fl. 6 fr. 2. 122-143 pf.  
 1 fl. 46 fr. 1. 333-1187 pf.  
 53 fr. 2. 1-2 pf.  
 100 fl. Verlust 10 fl. 37 fr. 2 pf.  
 37 fl. 35. fr. 3. 13-29 pf.

dann der gute Reichschaler  
 ist 1. Stück werth.  
 1. und an 100 fl. Verlust 10 fl. 37 fr. 2 pf.

ANNO 1679.

und der gute Reichshaler 1 fl. 57 kr. 1.71-261 pf.  
 ist ein Stück werth 48 kr. 3.7-48 pf.  
 an 100 fl. Abgang 18 fl. 40 kr. 3.3-5 pf.  
 3. Wiederumb neue Guldener unter Sr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Hn. Johann Friederich / Marggraffen zu Brandenburg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck mit Num. 9. zu erkennen / gehen 12.2-3 Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 12 Loth / wird die feine Marek hinaus gemünzt  
 und der gute Reichshaler 16 fl. 26 kr. 1.3-9 pf.  
 ist ein Stück werth 1 fl. 49 kr. 2.34-35 pf.  
 dann an 100 fl. Abgang 52 kr. 2.6-37 pf.  
 4. Wiederumb neue Guldner unter hoch obged. Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck sub Num. 4 zu ersehen / gehen 6.4-21 Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 12 Loth scharff / wird die feine Marek hinaus gebracht  
 dann der gute Reichshaler 16 fl. 15 kr. 20-21 pf.  
 ist das Stück werth 1 fl. 48 kr. 1.83-189 pf.  
 und an 100 fl. Einbuß 53 kr. 5-8 pf.  
 5. 6. Uebermahlen zweyerley neue Hochf. Margg. Guldener / beyde mit der Jahrzahl 1679. wie an den Abdrucken mit Num. 5. und 6. zu ersehen / gehen beyder Sorten 12.12-31 Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 11 Loth 15 Gren / wird die feine Marek hinaus gebracht  
 dann der gute Reichsth. 16 fl. 44 kr. 3.1541-2201 pf.  
 ist ein Stück werth 1 fl. 51 kr. 2.11095-19809 pf.  
 und an 100 fl. Verlust 51 kr. 2.11-32 pf.  
 7. 8. Ueber zweyerley Sorten neue Guldner unter Jhro Hochf. Durchl. Herrn Hn. Albrecht Ernst zu Dettingen Gepräg / und mit den Jahrzahlen 1675. und 77. welche doch in diesem Jahr ausgemünzt worden / wie an denen Abdrucken mit Num. 7. und 8. zu ersehen / befinden sich an Schrot und Korn sehr ungleich / also daß man mehr als dreyerley Valvationes berechnen muß / gehen erslich 12.1-4 Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 11 Loth 16 Gren / wird die feine Marek hinaus vermünzt  
 der gute Reichsth. 16 fl. 29. kr. 7-2800 pf.  
 ist das Stück werth 1 fl. 49. kr. 3.555-563 pf.  
 kompt an 100 fl. Einbuß 52 kr. 1.31-49 pf.  
 Zum andern so befinden sich wiederumb andere Dettingische Guldner / deren gehen 13 Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 12 Loth / daran kompt die feine Marek hinaus 17 fl. 20. kr.  
 dann der gute Reichsth. 1 fl. 55 kr. 2.2-9 pf.  
 ist das Stück werth 49 kr. 3.4-13 pf.  
 an 100 fl. Abgang 16 fl. 57 kr. 1 pf.  
 Drittens gehen der Sorten wiederumb 13.1-2 Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / und halten an sein 12 Loth / daran wird die feine Marek hinaus gebracht p. 18 fl.  
 und der gute Reichsth. 2 fl.  
 ist das Stück werth 48 kr.  
 dann an 100 fl. Verlust 20 fl.  
 9. Ferner neue Guldner unter Jhr. Hochgräf. Gn. Hn. Hn. Joh. von Montfort Gepräg / wie an dem Abdruck mit Num. 9. zu ersehen / und mit der Jahrzahl 1679. gehen auff die rauhe Marek Cöllnisch 12.4-5 Stück / halten an sein 11 Loth 16 Gren / wird die feine Marek hinaus gebracht 17 fl. 13 kr. 2.30-107 pf.  
 der gute Reichsth. 1 fl. 54 kr. 3.58-963 pf.  
 ist ein Stück werth 50 kr. 5-8 pf.  
 und an 100 fl. Verlust 16 fl. 24 kr. 1.1-2 pf.  
 10. Wiederumb neue Guldner unter Hn. Hn. Reussen von Plauen Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck mit Num. 10. zu ersehen / gehen 13. Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 12. Loth / wird die feine Marek hinaus vermünzt 17 fl. 20 kr.  
 und der gute Reichshaler 1 fl. 55 kr. 2.2-9 pf.  
 ist ein Stück werth 49 kr. 3.4-13 pf.  
 und an 100 fl. Abgang 16 fl. 57 kr. 1 pf.  
 11. und 12. Zweyerley Sorten neue 13. Kreuzer unter Hn. Hn. Joh. Friederich / Marggraffen zu Brandenburg Onolzbadh Gepräg / und mit den Jahrzahlen 1679. und 78. wie an denen beyden Abdrucken mit Num. 11. und 12. zu erkennen / gehen theils 39. Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 9. Loth / daran wird die feine Marek hinaus vermünzt  
 17 fl. 20 kr.  
 und der gute Reichshaler 1 fl. 55. kr. 2.2-9 pf.  
 ist das Stück werth 12 kr. 1.11-13 pf.  
 an 100 fl. Verlust 16 fl. 55 kr. 1 pf.  
 Es gehen auch theils solcher Dertter 38. Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 8. Loth 16. Gren / wird die feine Marek hinaus gebracht 17 fl. 6 kr.  
 dann der gute Reichshaler 1 fl. 54 kr.  
 ist einer werth 12 kr. 2.10-19 pf.  
 an 100 fl. Abgang 15 fl. 47 kr. 1 pf.  
 13. Dieser neuen Marggräf. oder Schwabachischen 6 kreuzer mit der Jahrzahl 1678 / wie an dem Abdruck mit Num. 13. zu ersehen / gehen 76. Stück auf die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 7. Loth / daran wird die feine Marek hinaus gebracht 17 fl. 22 kr. 1.1-7 pf.  
 und der gute Reichshaler 1 fl. 55 kr. 3.15-63 pf.  
 ist einer werth 4 kr. 3.34-38 pf.  
 daran an 100 fl. Verlust 12 fl. 12. kr. 2 pf.

Nach denen halben Batzen / daran die feine Marek 15 fl. 15 kr. ansgebracht worden ist / ist ein Stück werth 5 pf.  
 und an 100 fl. Verlust 12 fl. 12 kr. 2 pf.  
 Es gehen auch wiederumb andere Schwabacher 6 kreuzer 74 Stück auff die rauhe Marek Cöllnisch / und halten an sein 6 Loth 15 Gren / wird die feine Marek hinaus vermünzt  
 17 fl. 19 kr. 2.18-41 pf.  
 und der gute Reichshaler 1 fl. 55 kr. 2.18-396 pf.  
 ist ein Stück werth 4 kr. 3.35-37 pf.  
 und an 100 fl. Verlust 17 fl. 13 kr. 3 pf.  
 Nach dem halben Batzen ist ein Stück werth 5 kr. 1.73-322 pf.  
 14. Dieser neuen Fürstl. Dettingischen 6 kreuzer mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abdruck mit Num. 14. zu ersehen / gehen 82. Stück auff die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 6 Loth 16 Gren / wird die feine Marek hinaus gebracht  
 19 fl. 2 kr. 2.26-31 pf.  
 und der gute Reichshaler 2 fl. 6 kr. 3.243-279 pf.  
 ist ein Stück werth 4 kr. 2.6-41 pf.  
 dann an 100 fl. Verlust 24 fl. 23 kr. 1 pf.  
 nach dem halben Batzen ist ein Stück werth 4 kr. 3.107-492 pf.  
 an 100 fl. Verlust 19 fl. 55 kr. 2 pf.  
 15. 16. Zweyerley Sorten neue Groschen unter der Stadt Friedberg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck Num. 15 und 16 zu erkennen / gehen 160. Stück auff die Marek Cöllnisch / halten an sein 6 Loth 12 Gren / davon wird die feine Marek hinaus vermünzt 19 fl. 12 kr.  
 dann der gute Reichshaler 2 fl. 8 kr.  
 ist einer werth 2 kr. 1 pf.  
 und an 100 fl. Verlust 25 fl.  
 nach denen halben Batzen ist einer werth 2 kr. 1.17-32 pf.  
 noch an 100 fl. Einbuß 20 fl. 34 kr. 1 pf.  
 Es finden sich auch wiederumb unter diesem Gepräg einige / welche 6 Loth 15 Gren halten / daran wird die feine Marek hinaus gebracht 18 fl. 43 kr. 3.25-41 pf.  
 dann der gute Reichshaler 2 fl. 4 kr. 3.180-369 pf.  
 ist einer werth 2 kr. 1.9-40 pf.  
 und an 100 fl. Abgang 23 fl. 7 kr. 2 pf.  
 denen halben Batzen nach ist einer werth 2 kr. 1.197-256 pf.  
 und an 100 fl. Abgang 23 fl. 7 kr. 2 pf.  
 denen halben Batzen nach ist ein werth 2 kr. 1.197-256 pf.  
 demnach Verlust an 100 fl. 18 fl. 35 kr.  
 17. und 18. neue unbekante kreuzer mit der Jahrzahl 1679. wie ab den Abdrucken mit Num. 17. und 18. zu ersehen / gehen 380 Stück auff die rauhe Marek Cöllnisch / halten an sein 4 Loth 6 Gren / daran wird die feine Marek hinaus gebracht  
 23 fl. 23 kr. 4.3-10 pf.  
 und der gute Reichshaler 2 fl. 35 kr. 3.17-117 pf.  
 ist einer werth 2.44-94 pf.  
 an 100. fl. Abgang 38 fl. 35 kr. 1 pf.  
 nach denen halben Batzen ist einer werth 2.189 304 pf.  
 demnach an 100 fl. Verlust 34 fl. 20 kr.  
 Des hochlöbl. Franckischen Craises General Münz-War-  
 dein.  
 Leonhard Willibald Hofmann.  
 Lit. B.

Bayl. Craises Münz-Wardeins Bedencken.

Seit des verwichenen 1677ten Jahrs / den 21. Junii zu Augsburg gehaltenen Münz-Probations-Tag seynd in dem hochlöbl. Crais abermahlen 12. Sorten der Reichs-Ord-  
 nung zureichhaltige Münzen einkommen / dieselbe hab ich mit  
 Fleiß aufgezogen / durchs Feuer probirt / und nach den Reichsth.  
 zu 96 kr. calculirt / und befunden / wie die hochansehnliche  
 Herren Abgesandte und Münz-Räth mit mehrern gn. und  
 groß. als nachfolgt / zu ersehen haben.  
 1. Jhrer Fürstl. Durchl. Hn. Hn. Joh. Friederich / Marg-  
 graffens zu Brandenburg Onolzbadh gantze Guldener / unter  
 der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abdruck mit Num. 1. zu se-  
 hen / gehen auff die rauhe marek Cöllnisch 12.36-125 Stück / hal-  
 ten an sein 12 Loth / wird die feine marek Silber hinaus ver-  
 münzt 16 fl. 23.5 kr. komt der gute Reichshaler auff 1 fl. 49.2-9  
 kr. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stück werth 52 kr. 3 pf. an  
 100 fl. Verlust 12 fl. 6 kr. 1 pf.  
 2. Dettinger Guldner unter der Jahrzahl 1676. wie bey dies-  
 sem Abdruck mit Num. 2. zu sehen / wägen 12 Stück 13 Loth 19.  
 gehen auff die rauhe marek Cöllnisch 12.36-61 Stück / halten an  
 sein 12 Loth 2 Gren / wird die feine marek Silber hinaus ver-  
 münzt 16 fl. 40 kr. komt der gute Reichth. 1 fl. 51 kr. 1-9 pf. den  
 Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stück werth 51 kr. 39-25 pf. an 100 fl.  
 Verlust 13 fl. 36 kr.  
 3. Jhrer Hochgräf. Gn. Hn. Heinrich des ersten / des Heil.  
 Rom. Reichs Grafen von Reussen und Plauen gantze Guldner /  
 unter der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abdruck zu ersehen / Mont-  
 fortsche gantze Guldner unter der Jahrzahl 1678. wie bey dies-  
 sem Abdruck mit Num. 3. zu sehen / gehen auff die rauhe marek  
 Cöllnisch 12.1-2 Stück / halten sein 11 Loth 16 Gren / wird die  
 feine marek Silber hinaus vermünzt 16 fl. 49 kr. 1.48-107 pf.  
 komt der gute Reichshaler auff 1 fl. 52.2-9 kr. den Reichshaler  
 zu 96 kr. ist ein Stück werth 51.2-9 kr. an 100 fl. Verlust 14 fl.  
 23.1-2 kr.  
 4. Wie-

ANNO  
1679.

ANNO  
1679.

4. Wiederumb Montfortische ganze Guldner unter der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abdruck mit Num. 4. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch 12.14 Stück / halten an sein 12 Loth / wird die feine marcet Silber hinaus vermünzt 16 fl. 40 kr. komt der gute Reichstsch. auff 1 fl. 51.9 kr. den Reichstsch. zu 96 kr. ist ein Stück werth 51 kr. 3.9-23 pf. an 100 fl. ist Verlust 13 fl. 36 kr.

5. Ihrer Hochgräf. Gn. Herr Heinrich des I. des Heil. Röm. Reichs Grafen von Reussen und Plauen ganze Guldner unter der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abdruck mit Num. 5. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch 13 Stück / halten an sein 12 Loth / wird die feine marcet Silber hinaus vermünzt 17 fl. 20 kr. komt der gute Reichstsch. auff 1 fl. 55 kr. 5-9 pf. den Reichstsch. zu 96 kr. ist ein Stück werth 49. 51-13 kr. an 100 fl. ist Verlust 16 fl. 55.5-13 kr.

6. Fürstl. Onoltzbachische halbe Guldner unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abdruck mit Num. 6. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch 24.12 Stück / halten an sein 11. Loth 16 Gren / wird die feine marcet Silber hinaus vermünzt 16 fl. 29.17-107 kr. komt der gute Reichstsch. auff 1 fl. 49.8-9 kr. den Reichstsch. zu 96 kr. ist ein Stück werth 26.10-49 kr. an 100 Stücken ist Verlust 12 fl. 38.33-99 kr.

7. Fürstl. Onoltzbachische 15 Kreuzer unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abdruck mit Num. 7. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch 38.50-61 Stück / halten an sein 9 Loth 2 Gren / wird die feine marcet Silber hinaus vermünzt 17 fl. 2 kr. 2 pf. komt der gute Reichstsch. auff 1 fl. 53 kr. 5-9 pf. den Reichstsch. zu 96 kr. ist ein Stück werth 12 kr. 2.1-2 pf. an 100 fl. ist Verlust 15 fl. 27 kr. 2 pf.

8. Zweyerley Sorten Fürstl. Onoltzbachische 15 Kreuzer unter der Jahrzahl 1678. und 69. wie bey diesem Abdruck mit Num. 8. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cölln. 37.1-12 Stück / halten an sein 8 Loth 15 Gren / wird die feine marcet Silber hinaus vermünzt 16 fl. 52.1-2 kr. komt der gute Reichstsch. auff 1 fl. 52.4-9 kr. den Reichstsch. zu 96 kr. ist ein Stück werth 12 kr. 3.1-3 pf. an 100 fl. ist Verlust 14 fl. 40 kr.

9. Fürstl. Onoltzbachische 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1678. wie bey diesem Abdruck mit Num. 9. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cölln. 77.1-2 Stück / halten an sein 7 Loth / wird die feine marcet Silber hinaus vermünzt 17 fl. 42.6-7 kr. komt der gute Reichstsch. auff 1 fl. 58 kr. den Reichstsch. zu 96 kr. ist ein Stück werth 4 kr. an 100 fl. ist Verlust 18 fl. 43 kr.

10. Dettinger Reichs-Kreuzer unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abdruck mit Num. 10. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch 85 Stück / halten an sein 6 Loth 16 Gren / wird die feine marcet Silber hinaus vermünzt 19 fl. 44 kr. 2 pf. komt der gute Reichstsch. auff 2 fl. 11.5-9 kr. den Reichstsch. zu 96 kr. ist ein Stück werth 4 kr. 1.1-2 pf. an 100 fl. ist Verlust 27 fl. 3 kr. 1 pf.

11. Nach Schluss dieser relation seynd noch acht Stück dieser obstehenden 15 kr. einkommen / unter Ihrer Hochgräf. Gn. von Reussen und Plauen Gepräg mit der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abdruck mit Num. 11. zu sehen / seynd an Schrot gar ungleich / befinde an denen 8. St. dass auff die rauhe marcet Cölln. gehen / 40 Stück / halten an sein 8 Loth 9 Gren / wird die feine marcet hinaus vermünzt 18 fl. 49.7-0 kr. komt der gute Reichstsch. auff 2 fl. 5.4-9 kr. den Reichstsch. zu 96 kr. ist ein Stück werth 1.47-107 kr. an 100 fl. ist Verlust 23 fl. 28 kr. 1 pf. Des hochlöbl. Bayrischen Craises verpflichteter Münz-Wardein.

Friedrich Hunger.

Wiederum ganz neue Fürstl. Onoltzbachische 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1677. und 1678. wie bey diesem Abdruck mit Num. 12. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch 72.1-2 Stück / halten an sein 6 Loth 17 Gren / wird die feine marcet Silber hinaus vermünzt 16 fl. 42.6-25 kr. komt der gute Reichstsch. 1 fl. 51.1-2 kr. ist ein Stück werth 5.5-29 kr. an 100 fl. ist Verlust 13 fl. 46 kr. 3 pf.

Lit. C.

Schwäb. Craises Münz-Wardeins Bedencken.

Es ist dem letzten in des H. Röm. Reichs Stadt Augsburg gehaltenen Münz-Probations-Tag seynd in diesem hochlöbl. Schwäbischen Crais nachfolgende Silber-Münz-Sorten / welche der Reichs-Münz-Ordnung nach zu wieder sich befinden / unter Handen kommen / so ich mit Fleiß auffgezogen / durchs Feuer probirt / dem guten Reichstsch. nach zu 96 kr. gerechnet / darauff an Schrot / Korn / Berth und Verlust befinden wie folgt.

1. Neue Guldner unter ihr Hochf. Durchl. Hn. Hn. Albrecht Ernst zu Dettingen Gepräg mit der Jahrzahl 1676. wie an dem Abdruck mit Num. 2. zu sehen seyn wird / an dem Schrot und Korn ungleich / gehen auff die rauhe Cölln. marcet 12.45 Stück / halten sein 11 Loth 16 Gren / wird die feine marcet vermünzt 17 fl. 13 kr. 1.6-7 pf. der gute Reichstsch. 1 fl. 54. kr. 2.6-7 pf. ein Stück werth 50 kr. 8-8 pf. an 100 Einbus 16 fl. 1 kr. 1.1-2 pf.

2. Wiederum neue Guldner unter Ihrer Hochfürstl. Durchl. Hn. Hn. Albrecht Ernst zu Dettingen Gepräg / mit der Jahr-

zahl 1677. wie an dem Abdruck mit Num. 2. zu sehen / gehen 12.23-41 Stück auff die rauhe marcet Cöllnisch / halten sein 12 Loth / ist die feine marcet vermünzt 16 fl. 42 kr. 2.3-4 pf. der gute Reichstsch. 1 fl. 51 kr. 1.2-5 pf. ein Stück werth 52 kr. 1.8-239 pf. an 100 fl. Verlust 14 fl. 2 kr. 124-259 pf.

3. Neue Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. zu Montfort Gepräg unter der Jahrzahl 1678. wie in Num. 3. zu sehen / seynd an Schrot und Korn sehr ungleich / gehen auff die rauhe Cöllnische marcet 12.20-169 Stück / halten an sein 11 Loth 16 Gren / wird die feine marcet vermünzt 16 fl. 23 kr. 1.1-3 pf. der gute Reichstsch. 1 fl. 49 kr. 12-3 pf. ist ein Stück werth 52 kr. 3.119-128 pf. an 100 fl. Verlust 11 fl. 45 kr. 2.21-32.

4. Wiederum Hochgr. Montfortische Guldner mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck Num. 4. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch 12.45 Stück / halten sein 11 Loth 16 Gren / so dem vorhergehenden Num. 1. gleich.

5. Noch ein Sorten neue Guldner unter der Hn. Hn. von Reussen von Plauen Gepräg / unter der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck mit Num. 5. zu sehen / gehen 13 Stück auff die rauhe marcet Cöllnisch / halten an sein 12 Loth / wird die feine marcet vermünzt 17 fl. 20 kr. der gute Reichstsch. 1 fl. 55 kr. 1.1-4 pf. ein Stück werth 49 kr. 3.5-13 pf. an 100 fl. Verlust 16 fl. 55 kr. 1 pf.

6. Neue halbe Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. von Montfort Gepräg mit der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abdruck Num. 6. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch 25.23-81 Stück / halten sein 11 Loth 14 Gren / wird die feine marcet vermünzt 17 fl. 11 kr. 2-3 pf. der gute Reichstsch. 1 fl. 54 kr. 2.1-11 pf. ein Stück werth 25 kr. 79-128 pf. an 100 fl. Verlust 16 fl. 9 kr. 9-16 pf.

7. Neue sechstel Guldner unter Ihrer Hochf. Durchl. Hn. Hn. Johann Friederich / Marggrafen zu Brandenburg Onoltzbach Gepräg / mit der Jahrzahl 1678. wie in dem Abdruck mit Num. 7. zu sehen / gehen auff die Cöllnische marcet 39.5-11 Stück / halten sein 8 Loth 17 Gren / ist die feine marcet vermünzt 17 fl. 50 kr. 5-8 pf. der gute Reichstsch. 1 fl. 58 kr. 2.2-3 pf. ein Stück werth 12 kr. 1.7-128 pf. an 100 fl. Verlust 18 fl. 14 kr. 2.1-8 pf.

8. Hochgr. Montfortische 15 Kreuzer unter der Jahrzahl 1676. wie bey dem Abdruck Num. 8. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch 37.25-27 Stück halten sein 8 Loth 14 Gren / ist die feine marcet vermünzt 17 fl. 16 kr. 67-79 pf komt der gute Reichstsch. 1 fl. 55 kr. 5-9 pf. ein Stück werth 12 kr. 1.7-128 pf. an 100 fl. Verlust 17 fl. 55 kr. 2.14-43 pf.

9. Neue Hochgr. Montfortische 15 Kreuzer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abdruck Num. 9. zu sehen / gehen auff die rauhe Cöllnische marcet 36.47 Stück / halten sein 8 Loth 15 Gren / ist die feine marcet vermünzt 16 fl. 33 kr. 1.4-7 pf. der gute Reichstsch. 1 fl. 50 kr. 1.6-29 pf. ein Stück werth 13 kr. 3.1-64 pf. an 100 fl. Verlust 13 fl. 2 kr. 3.3-4 pf.

10. Neue 6 Kreuzer unter Ihrer Hochfürstl. Durchl. Hn. Hn. Johann Friederich zu Brandenburg Onoltzbach Gepräg / unter der Jahrzahl 1677. wie an dem Abdruck mit Num. 10. zu sehen / gehen auff die rauhe marcet Cöllnisch / 78.10-11 Stück / halten sein 6 Loth 17 Gren / die feine marcet vermünzt 18 fl. 8 kr. 2.11-16 pf. der gute Reichstsch. 2 fl. 2.12-13 pf. ein Stück werth 4 kr. 3.11-256 pf. an 100 fl. Verlust 20 fl. 47 kr. 2.5-32 pf.

11. Fürstl. Dettingsche 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1676. wie bey dem Abdruck Num. 11. zu sehen / gehen auff die rauhe Cöllnische marcet 73.5-7 Stück / halten sein 6 Loth 13 Gren / wird die feine marcet vermünzt 17 fl. 32 kr. 1.8-8 pf. und der gute Reichstsch. 1 fl. 56 kr. 2.61-67 pf. ein Stück werth 4 kr. 3.30-43 pf. an 100 fl. Verlust 17 fl. 55 kr. 2.14-41 pf.

12. Wiederumb Fürstl. Dettingsche 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1677. wie bey dem Abdruck Num. 12. zu sehen / gehen auff die rauhe Cöllnische marcet 85.1-8 Stück / halten sein 6 Loth / 16 Gren / wird die feine marcet vermünzt 19 fl. 42 kr. 20-31 pf. der gute Reichstsch. 2 fl. 12 kr. 28-93 pf. ein Stück werth 4 kr. 1.7-16 pf. an 100 fl. Verlust 27 fl. 25 kr. 2.1-8 pf.

13. Wiederumb Fürstl. Dettingsche 6 Kreuzer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abdruck mit Num. 13. zu sehen / gehen auff die rauhe Cöllnische marcet 78.18-13 Stück / halten sein 6 Loth 14 Gren / wird die feine marcet vermünzt 18 fl. 2 kr. 2.3-7 pf. der gute Reichstsch. 2 fl. 3 kr. 2.5-6 pf. ein Stück werth 4 kr. 2.35-64 pf. an 100 fl. Verlust 22 fl. 43 kr. 1.1-8 pf.

Des hochlöbl. Schwäbischen Craises Central Münz-Wardein.

Ansiet Ulrich Müller.

CCXI.

Contrat de Mariage, de LOUIS DAUPHIN de 30. Dec. France, avec la Princesse Electorale MARIE ANNE CHRISTINE de Baviere. Fait & passé à Munich le 30. Decembre 1679. [FRANCOIS ET BAVIERE. DER. LEONARD. Tom. III.]

AU nom de la Sainte Trinité, Pere, Fils, & S. Esprit, trois personnes en un seul Dieu. Soit notoire à tous ceux qui ces presentes verront, & cet Accord de Mariage, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace

ANNO  
1679.ANNO  
1679.

de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, pour perpetuer dans les Siecles à venir la felicité dont les Peuples jouissent sous son Regne, par des Successeurs qui puissent suivre les glorieux exemples que Sa Majesté leur donne, auroit pris la resolution de marier Monseigneur Louis Dauphin de France son Fils: & que pour lui donner pour Epouse une Princesse en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un si haut rang, soient unies à celles d'une Illustre naissance; Sa Majesté auroit jetté les yeux sur la Princesse Electorale Marie Anne Christine de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire & Duc de Baviere, & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie, Elevee & Duchesse de Baviere, dans laquelle Princesse tous ces avantages se rencontrent également. Sa Majesté auroit envoié en cette Ville de Munich le Sieur Charles Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conseils, & President à Mortier en la Cour de Parlement, pour stipuler & refoudre avec les Ministres de Baviere les Articles & Conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Dauphin, & ladite Dame Princesse de Baviere. Et pour cet effet, ce jourd'hui Samedi le trentième du Mois de Decembre mil six cens soixante-dix-neuf, à l'heure de six du Soir, à l'Hofel ordinaire des Ambassadeurs; par devant moi Antoine de Berchem, in Pludenbourg, Menzing & Allach, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Dingling & Reispach, Comte Palatin, & Notaire; en presence de Messieurs François Pangrace, Baron de Leibling, Rhain & Graderstorf, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Waldmunchen, & Eobald de Kleist, Conseiller d'Etat, President du Conseil Aulique, & Gouverneur de Rotenbourg, comme témoins à ce requis: Ont comparu d'une part; ledit Sieur President Colbert, en vertu des Pleins-pouvoirs tant dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien que de la Reine & de Monseigneur le Dauphin, en Datte des dix-huitième Octobre dernier, & quatorzième du present Mois de Decembre. Et de l'autre des Sieurs Bernard Bero, Baron de Rechberg, Conseiller Secret, & Grand Chambellan de Monsieur l'Electeur de Baviere, & Gouverneur de Erding, Maximilien Ferdinand, Comte de Terring en Seefeld, du mesme Conseil Secret, Grand Mareschal de la Cour, & Gouverneur de Wolfertzhaußen; Gaspard Schmid, Seigneur de Haselbach & Pirenbach du mesme Conseil Secret, Chancelier, Souverain Prevost des Fiefs, & Gouverneur d'Aibling.

Lesquels Commissaires usans de leurs Pouvoirs susdits, ont dit & declaré que comme le Serenissime Prince Maximilien Philippe; Duc de la Haute & Basse Baviere, Administrateur de tous les Etats Electoraux, & autres Provinces de Baviere, Curateur & Tutéur de Monsieur l'Electeur Maximilien Emanuel son Neveu, & de l'aveu & consentement dudit Prince, veut répondre tres sincerement aux sentimens d'une affection toute particuliere, & d'une tres-grande estime que Sa Majesté lui témoigne, & à toute sa Maison, & qu'il desire aussi passionnément que la même bonne intelligence & amitié qu'il y a toujours en entre la France & la Baviere, pendant la vie de Monsieur l'Electeur son Frere & de ses Predecesseurs, soit continuée non seulement sous le Gouvernement present & à venir de Monsieur l'Electeur son Neveu; mais aussi qu'elle passe encore avec la mesme fermeté aux Successeurs & descendans; lesdits Sieurs Plenipotentiaires jugeant que le plus efficace moyen pour parvenir à cette bonne fin, est de renouer étroitement cette mesme bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, ils ont aux noms susdits, traité & accordé les Articles qui en suivent:

Premièrement, Qu'avec la grace & benediction de Dieu, preallablement obtenuë dispense de sa Sainteté, à raison de la proximité & consanguinité entre Monseigneur le Dauphin, & la Serenissime Princesse de Baviere, ils fassent celebrer leurs Epousailles & Mariage par paroles de present, selon la forme & solennité prescrite par les sacrez Canons, & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & se feront lesdites Epousailles & Mariage au Palais Electoral de cette Ville de Munic, en vertu du Pouvoir & Commission qui sera à cet effet donné par mondit Seigneur le Dauphin, qui le ratifiera & accomplira en personne quand la Serenissime Princesse Marie Anne Christine de Baviere sera amenée & arrivée en France; mondit Seigneur le Dauphin se joignant avec Son Altesse, & recevant les benedictions de l'Eglise: & la conclusion & Ratification dudit Mariage se fera dans le tems ac-

cordé & concerté entre Sa Majesté & Monsieur le Duc Maximilien, en qualité d'Administrateur, & legitime Tutéur & Curateur.

II. Après la renonciation legitimement faite aujourd'hui par Madame la Princesse Electorale de Baviere, en faveur de la Succession des Males, selon la teneur de l'Acte separé, laquelle renonciation a été confirmée par Serment, & doit être ratifiée dans vingt jours, aussi bien que ces Pactes Dotaux, par leurs Majestez le Roi & la Reine, & Monseigneur le Dauphin; Monsieur le Duc Maximilien, comme Administrateur & Curateur, promet & demeurera obligé pour Monsieur l'Electeur de Baviere, de donner en Dote à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine de Baviere, en faveur du Mariage qu'elle contracte avec Monseigneur le Dauphin; Fils unique du Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, & lui paiera, ou à celui qui aura Pouvoir & Commission dudit Seigneur, la Somme de cent mil Ecus ou leur juste valeur en la Ville de Paris, comme aussi de lui donner des pierrieres & autres ornemens montant à pareille Somme de cent mil Ecus, & ladite Dote sera payée en la maniere suivante. Le tiers au tems de la conformation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'année depuis ladite conformation, & la dernière troisième Partie six Mois après, en sorte que l'entier paiement de ladite Somme de cent mil Ecus sera fait en dix-huit Mois de tems, aux termes & portions qui viennent d'estre specifiez.

III. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige d'assurer & assurera la Dote de ladite Serenissime Princesse Marie Anne Christine sur bonnes Rentes & Biens assurez, & sur fond & assignats valables au contentement de Monsieur l'Administrateur & de Monsieur l'Electeur de Baviere, ou des personnes qu'il nommera pour cet effet à mesure & à proportion de ce que Sadite Majesté aura recüe desdits cent mil Ecus ou de leur juste valeur, dans les termes ci-dessus dits, & envoiera aussitôt à Monsieur l'Administrateur & Monsieur l'Electeur, les Actes de ladite Assignation & Confignation de Rente. Et en cas de dissolution dudit Mariage, & que de Droit la restitution de la Dote ait lieu, elle sera renduë à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine, ou à celui qui aura charge ou droit d'elle, & pendant le tems qui courra qu'on ne lui rendra point ladite Dote, Son Altesse ou ses Heritiers & Successeurs jouiront des Revenus à quoi se monteront lesdits cent mil Ecus à raison du Denier vingt, qui seront payez en vertu desdites Assignations.

IV. S. M. T. C. donnera pour Monseigneur le Dauphin à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine, pour ses Bagues & Joiaux la valeur de cinquante mil Ecus d'or sol, lesquels & tous autres qu'elle portera avec soi lui appartiendront sans difficulté, comme estant Biens de son Patrimoine, propre à ladite Princesse, ses Heritiers ou Successeurs, ou à ceux qui auront son Droit & cause.

V. S. M. T. C. suivant l'ancienne & loüable coutume de la Maison de France, assignera & constituera à ladite Dame Princesse Marie Anne Christine pour son Douaire, vingt mil Ecus d'or sol chacun an, qui seront assignez sur Revenus & Terres où y aura Justice, dont le principal lieu aura titre de Duché, & consecutivement jusqu'à la concurrence de ladite Somme de vingt mil Ecus d'or sol chacun an; Desquels Lieux & Terres ainsi donnez & assignez, ladite Princesse jouira par ses mains, & de son autorité & de celle de ses Commissaires & Officiers, & aura la Justice, comme il a été toujours pratiqué. Davantage à elle appartiendra la provision de tous les Offices vacans, comme ont accoutumé d'avoir les Reines & Dauphines de France; bien entendu néanmoins que lesdits Offices ne pourront être donnez qu'à naturels François, comme aussi l'administration & les Fermes desdites Terres, conformement aux Loix & Coutumes du Roiaume de France; de laquelle susdite Assignation ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, entrera en possession & jouissance si-tôt que Douaire aura lieu, pour en jouir toute sa vie, soit qu'elle demeure en France, ou qu'elle se retire ailleurs hors de France.

VI. S. M. T. C. donnera & assignera à ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, pour la dépense de sa Chambre, & entretenement de son Etat & de sa Maison, Somme convenable, telle qu'appartient à une Princesse d'un si haut rang, la lui assignant en la forme & maniere qu'on a accoutumé en France de donner Assignation pour tel entretenement.

VII. Monseigneur le Dauphin & ladite Dame Prin-

cessé

ANNO 1679. cesse Marie Anne Christine, s'épouseront & marieront par procuracion qu'envoiera mondit Seigneur le Dauphin à ladite Princesse, par paroles de present; ce qu'é tant fait M. l'Electeur la fera mener à ses frais & depens jusqu'au plus prochain lieu de la Frontiere de France en Alsace, avec la dignité & appareil qu'appartient à si grande Princesse; & avec le même appareil elle sera reçue par Monseigneur le Dauphin.

VIII. Qu'en cas que le Mariage se dissolve entre mondit Seigneur le Dauphin & ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, & qu'elle le survive, en ce cas il sera en la liberté de ladite Dame Princesse, ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Baviere sans aucun empêchement, ou en tels autres endroits qu'elle choisira plus convenables hors de France toutefois & quantes que bon lui semblera, avec tous ses Biens, Dote & Doüaire, Bagues, Joiaux & vestemens, vaisselle d'argent, & tous autres meubles quelconques, avec ses Officiers & serviteurs de sa Maison, sans que pour aucunes choses que ce soit ou seroient survenües, on lui puisse donner aucun empêchement quelconque, ni arrester son depart, ni directement ni indirectement empêcher la jouissance & recouvrement de sesdites Dote & Doüaire, ni autres Assignations qu'on lui auroit données ou dû donner. Et pour cet effet S. M. T. C. & Monseigneur le Dauphin donneront à M. le Duc Maximilien, comme Administrateur, Tuteur & Curateur pour ladite Dame Princesse Marie Anne Christine sa Niece, telles Lettres de sureté qui seront necessaires, signées de leur propre main, & scellées de leur Sceau. Et dès à present comme dés lors S. M. T. C. leur assurera & promettra pour soi & pour ses Successeurs Rois, en foi & parole de Roi.

IX. Ce Traité & concert de Mariage a esté fait avec dessein de supplier nostre S. Pere le Pape, comme dés à present Leurs Majestez le Roi & la Reine de France & de Navarre, Monseigneur le Dauphin, & Monseigneur le Duc Maximilien Philippe, tant comme Administrateur qu'au nom de Monsieur l'Electeur, l'en supplient, qu'il ait agreable de l'approuver, & lui donner sa Benediction Apostolique; comme aussi d'en approuver les Capitulations & Ratifications qui en auront esté faites de part & d'autre, & les Ecritures & Juremens qui se feront & octroieront pour son accomplissement, les inserant en ses Lettres d'Approbation & de Benediction. Que S. M. T. C. & ledit Sieur Duc Maximilien, comme Administrateur, Tuteur & Curateur, approuveront & ratifieront cette presente Capitulation & tout ce qu'elle contient; prometttront & s'obligeront lesdits Seigneurs Rois & Dauphin sur leur foi & parole Royale, & Monsieur le Duc Maximilien Philippe sous la sienne & celle de Monsieur l'Electeur son Neveu, de la garder & accomplir inviolablement; delivreront à cet effet leurs Brevets ou Lettres en la forme accoutumée, lesquels susdits Brevets ou Lettres de Ratification de la presente Ecriture, seront échangés respectivement dans vingt jours, à compter du jour & date de la presente, avec l'Obligation expresse de n'y point contrevénir; car ainsi l'ont promis & stipulé lesdits Sieurs Plenipotenciaires, en vertu des Pouvoirs ci-dessus dits. Et lesdits Sieurs Contractans l'ont signé de leurs mains & noms, & m'ont requis que de toute cette Convention j'en fisse quatre Originaux, deux en Latin & deux en François, desquels j'en ay remis deux en Langues différentes à chacune des Parties. Fait & signé l'année, le jour, l'heure, & en presence que dessus. *Ainsi signé,* COLBERT DE CROISSY, BERNARD BÉRO, Baron de Rechberg, MAXIMILIEN FERDINAND, Comte de Terring en Seefeld, GASPARD SCHMID, de Hagelbach & Purenbach.

*Pleinpouvoir du Roi.*

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Après que Dieu a benî si heureusement l'application continuelle que nous avons donnée au bien de notre Etat, soit par l'ordre que nous avons establi au dedans, soit par les Conquestes dont nous l'avons augmentée au dehors; l'unique soin qui nous reste pour le bonheur de nos Sujets, est de nous donner des Successeurs, qui puissent à notre exemple & touchez du même amour que nous avons pour nos Peuples, perpetuer dans les siècles à venir la felicité dont ils jouissent sous notre Regne, & soutenir avec

la même gloire ce haut point de grandeur & de puissance auquel nous avons élevé notre Couronne. C'est dans cette veüe qu'ayant pris la resolution de marier notre tres-cher & tres-aimé Fils Louis Dauphin de France, & de lui donner pour Epouse une Princesse en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un si haut rang, soient unies à celles d'une illustre naissance; Nous avons jetté les yeux sur la Princesse Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du Saint Empire & Duc de Baviere; & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaïde de Savoie, Electrice & Duchesse de Baviere, dans laquelle nous trouvons joints également tous ces avantages que nous pouvons le plus desirer. Et parce que pour traiter une affaire de cette importance Nous avons besoin d'une personne sur la suffisance, l'experience & la fidelité de laquelle nous puissions pleinement nous reposer, Nous avons fait choix du Sieur Colbert, Conseiller en tous nos Conseils & President en nostre Parlement, dont le zele & la capacité nous ont esté éprouvez tant de fois dans les divers emplois & Ambassades que nous lui avons ci-devant commis. Nous avons jugé à propos pour ce sujet de le faire passer en Baviere, & de lui remettre le soin de refoudre & arrester en nostre nom les Articles de Mariage entre nostredit Fils le Dauphin & ladite Princesse Electorale. A ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & deurons par ces presentes signées de nostre main; ledit Sieur President Colbert, pour stipuler & refoudre avec les Ministres qui seront commis à cet effet, munis de Pouvoirs suffisans, les Articles & conditions dudit Mariage entre nostredit Fils le Dauphin & ladite Princesse de Baviere, regler & accorder les Dot, assignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les feuretez, promesses & Obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement & execution de tout ce qui aura esté accordé; promettre en nostre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura esté arrêté & convenu par ledit Sieur Colbert au sujet dudit Mariage, & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, procurer, demander, negocier, conclure & signer, tout ainsi que nous serions ou pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requist un Mandement plus special qu'il n'est contenu en cesdites presentes: Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoi nous y avons fait mettre nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 18. jour d'Octobre l'an de grace 1679. & de nostre Regne le trente-septième. *Signé,* LOUIS. *Et plus bas:* Par le Roi, ARNAULD.

*Pleinpouvoir de la Reine.*

MARIE TERESE par la grace de Dieu, Reine de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Roi nostre tres-honoré Seigneur & Epoux, ayant pris la resolution de satisfaire le desir de ses Peuples par le Mariage de nostre Fils le Dauphin, avec une Princesse qui puisse donner des Successeurs à cette Couronne capables de continuer le bonheur & la felicité dont ils jouissent, par les soins, la prudence, & la valeur de nostredit Seigneur & Epoux; il a pour cet effet jetté les yeux sur la Princesse Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaïde de Savoie, comme une Princesse en qui se trouvent toutes les bonnes qualitez d'esprit & de conduite que nous pouvons desirer. Et parce qu'il est necessaire que nous commettons quelqu'un de notre part pour traiter & convenir des Articles dudit Mariage, nous avons jugé que nous ne pouvions faire un plus digne choix que du Sieur Colbert, Conseiller ordinaire en tous les Conseils dudit Roi nostre tres-honoré Seigneur & Epoux, President en son Parlement, & son Envoïé extraordinaire à Munich. A ces causes & autres à ce nous mouvans, voulant toujours nous conformer aux desirs & intentions du Roi nostre tres-honoré Seigneur & Epoux, Nous avons audit Sieur Colbert donné & donnons par ces presentes signées de notre main, Pleinpouvoir, Commission & Mandement special, pour stipuler & refoudre avec les Commissaires qui seront munis d'un Pouvoir suffisant, les Articles & conditions du Mariage, d'entre nostredit

Fils

ANNO  
1679.

Fils le Dauphin & lad. Princesse de Baviere, regler & accorder les Dot, assignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & Obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement & execution de ce qui aura esté accordé; promettre en nostre nom que nous ratifierons & aurons pour agreable de nostre part, tout ce qui aura esté convenu & arresté par ledit Sieur Colbert au sujet dudit Mariage & genealement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, procurer, demander, negotier, conclure & signer, tout ainsi que nous ferions ou pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requis un Mandement plus special qu'il n'est contenu en ces presentes: Car tel est nôtre plaisir. Donnè à Saint Germain en Laye le 14. jour de Decembre 1679. *Signé*, MARIE THERESE. *Et plus bas*: Par la Reine, COLBERT.

*Pleinpouvoir de Monseigneur le Dauphin.*

**L**ouis Dauphin de France, Fils Unique du Roi: La tous ceux qui ces presentes verront, Salut. La tendresse & l'affection que le Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere nous a toujours témoigné, jointe aux vœux de tous ses Peuples, de nous donner une Epouse qui par la Benediction du Ciel lui donne des Successeurs qu'il puisse par ses propres soins rendre capables d'imiter ses verrus & les grandes qualitez qui rendent son Regne si heureux, a déterminé son choix à la Princesse Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & Duc de Baviere, & tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie: & a envoié à Munich pour conclure ce Mariage le Sieur Colbert, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, President en son Parlement. Et parce qu'il est necessaire que nous lui donnions aussi un Pouvoir suffisant pour y stipuler & agir en nôtre nom, & que nous ne pourrions d'ailleurs faire choix d'une autre personne en qui nous puissions prendre une confiance plus entiere: A ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons en consequence de l'ordre & Pouvoir qui nous en a esté donné par nôtre dit tres-honoré Seigneur & Pere, donné & par ces presentes signées de nôtre main donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement special audit Sieur Colbert, pour stipuler, arrester & resoudre en nôtre nom, avec les Commissaires qui seroient munis d'un Pouvoir suffisant, les Articles & conditions de nôtre dit Mariage avec ladite Princesse de Baviere, en regler & accorder les Dot, assignats & conventions, convenir des termes dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & Obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement de tout ce qui aura esté accordé; promettre en nôtre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura esté arresté & convenu pour nous par ledit Sieur Colbert au sujet de nôtre dit Mariage, & genealement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, demander, conclure & signer, tout ainsi que nous ferions ou pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requis un Mandement plus special qu'il n'est contenu en ces dites presentes. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces dites presentes. Donnè à S. Germain en Laye le 14. Decembre 1679. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*: Par Monseigneur, COLBERT.

*Pleinpouvoir de Monsieur le Prince Maximilien Philippe, Curateur & Tuteur de Monsieur l'Electeur de Baviere.*

**N**Os Maximilianus Philippus, Dei gratia utriusque Bavarie ac Palatinatus Superioris Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius in Leichtenberg, & pro tempore Statum, & omnium Provinciarum Electoralium Administrator, Tutor & Curator. Notum facimus presentibus hisce, profiteremur ac contestamur,

ANNO  
1679.

postquam Christianissimus & Potentissimus Princeps Dominus Ludovicus XIV. Galliarum & Navarra Rex, Dominus consanguineus & affinis noster colendissimus & Domui nostrae Electorali Bavarie, id honoris & gloriae conferre ac concedere voluit, ut inter Filium Regiae Majestatis suae Ludovicum Delphinum; & Fratris Carissimi nostri nuper defuncti Electoris Bavarie Ferdinandi Mariae, ejusque defunctae conjugis Henriethae Adelhaedis, natae Principissae Sabaudiae, piissimae memoriae adultiorem relictam Filiam, Serenissimam Mariam Annam Christianam, utriusque Bavarie ac Palatinatus Superioris Ducissam, Principissam & Neprem nostram Charissimam Matrimonium auspicante Deo ineatur: Ad cujus Negotii pertractationem & conclusionem Regia Majestas sua ad Aulam hanc Electoralem Dominum Carolum Colbert, Marchionem à Croissy, à sanctioribus Regis Consiliis, & in supremo Parlamento Curiae Praesidem, sufficienti Mandato instructum ablegavit, eique vigore illius commisit, ut cum Consiliariis & Ministris Electoralibus, quos nos ad hosce Tractatus, sufficienter similiter Mandato legitimos deputaverimus, condiciones & Articulos praedicti Matrimonii hujus pacisci, stipulari & concludere possit ac valeat. Quod nos vicissim vigore praesentis Instrumenti propria manu nostra subscripsi, Potestatem & facultatem dederimus Bernhardo Beroni, Baroni in Rechberg, Domino in Hohen-Rechberg, & Principis & Electoris moderni Bavarie Domini Maximiliani Emanuelis Nepotis nostri Charissimi, Consiliario intimo, Supremo Camerario & Praefecto in Erding; Item Maximiliano Ferdinando Comiti de Thörring in Seefeld, & Consilii Electoralis intimi Consiliario, Aulae Electoralis supremo Mareschallo, & Praefecto in Wolfershausen; necnon Gasparo Schmid ab Aals & Purnbach, modo dicti Electoralis Consilii intimi Cancellario, Feudorum supremo Praeposito & Praefecto in Aybling; eidem mandantes, ut cum praedicto Regiae Majestatis suae Christianissimae Ablegato Domino Colbert, Articulos & condiciones Matrimonii hujus intra memoratum Christianissimae Majestatis suae Filium Delphinum & dictam Charissimam Neptem nostram, nostro nomine pacisci, stipulari ac concludere, Dotem & Donationes propter Nuptias constituere & assignare, desuper Obligaciones facere, & omnia alia, quae ad perficiendum & adimplendum Negotium & Tractatum hunc quomodocunque necessaria erunt, ab eodem dependent vel dependere possunt, agere & procurare, necnon ulterius nostro nomine promittere possint & valeant, quod nos omnia illa ratificaturi & ratihabaturi simus, quae illi in hoc Matrimoniali Negotio tractarunt & concluderunt, ac si id omne à nobis & per nosmetipsos in propria persona factum esset; tamen si casus iste specialius Mandatum, quam huic Instrumento insertum est, fortasse requireret. Ad quorum omnium fidem Instrumentum hoc propria manu subscripsimus & consueto administrationis nostrae Sigillo signari curavimus. Actum Monachi 28. Novembris anno 1679. *Signatum*, MAXIMILIANUS PHILIPPUS.

Et comme je Antoine de Berchem in Pluedenburg, Menzing & Alsfach, Conseiller d'Etat de Son Altesse de Baviere Electorale de Baviere, Gouverneur in Dingelsing & Reisbach, Comte Palatin & Notaire; ai été exprès requis à cet Acte avec Messieurs les Témoins, & ay veu & oui toute chose en general & en particulier se passer ainsi, j'ai fait là dessus cet Instrument public écrit de la main d'autrui, mais collationné ponctuellement en presence de Messieurs les Plenipotentiaires de part & d'autre, & ensuite je l'ai publié. Et s'étant trouvé que dans le septième Article, la quatrième page & la dernière ligne ces deux paroles (de France) estoient omises, elles ont été ajoutées en Marge. Pareillement au Pouvoir du Roi dans la sixième page sur la fin, les paroles (nous pouvons le plus desirer & parce que) ont été inserées avec une marque particuliere. Comme encore dans le Pouvoir de Son Altesse le Duc Maximilien Administrateur, ont manqué les deux mots Latins, *Intimi Consiliario*, qui ont été joints en Marge, tout ce qui sera de la mesme force comme s'il avoit été mis dans le contenu mesme.













